ANNUAIRE
DU
CANADA
1942

Exemplaire officiel—N'est pas à vendre.*

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

MINISTÈRE DU COMMERCE, CANADA

ANNUAIRE DU CANADA 1942

IMPRIMERIE NATIONALE
FEV 22 1965
BIBLIOTHEQUE DES DOCUMENTS

RÉPERTOIRE STATISTIQUE OFFICIEL DES RESSOURCES, DE L'HISTOIRE, DES INSTITUTIONS ET DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIOLOGIQUE DU DOMINION

Publié par ordre de
L'Honorable JAMES A. MACKINNON, M.P.,
MINISTRE DU COMMERCE

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER
IMPRIMEUR DU ROI
1942

* L'Annuaire du Canada en vente chez l'Imprimeur du Roi au prix de $1.50 l'exemplaire.

PRÉFACE

L'Annuaire du Canada date de la première année de la Confédération, époque où parut l'ouvrage semi-officiel intitulé "Annuaire et Almanach de l'Amérique Britannique du Nord". C'était, comme l'indiquait son sous-titre, "un recueil annuel des statistiques politiques, démographiques et commerciales, des tarifs des douanes, de l'accise et des droits du timbre ainsi que de tous les événements d'intérêt public des Haut et Bas-Canada, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ile du Prince-Edouard, de Terre-Neuve et des Antilles". Après la réorganisation des statistiques comme résultat du rapport de la Commission Royale sur la Statistique de 1912 et la création du Bureau Fédéral de la Statistique en 1918, l'un des premiers buts du programme de ce dernier fut la refonte de l'Annuaire et son perfectionnement en général.

L'expansion rapide de l'armature économique du Dominion a compliqué la tâche de maintenir le format de l'Annuaire dans des cadres convenables et la nécessité présente d'économiser dans tous les domaines possibles ne fait que la rendre encore plus difficile. D'autre part, pour que l'Annuaire puisse répondre aux fins principales qui lui sont proposées, il doit faire place aux changements rapides et profonds que la guerre impose à l'économie nationale et enregistrer sous leur vrai jour les transformations économiques de la période importante et troublée de l'histoire que le Dominion traverse présentement.

Malgré toute l'importance donnée aux sujets nécessaires à l'explication des effets économiques de la guerre, le nombre de pages a été quelque peu réduit cette année. Pour y arriver, les textes analytiques ordinaires ont dû être condensés partout où il a été possible de le faire sans nuire à l'équilibre essentiel entre les chapitres.

Dans les éditions de 1940 et de 1941, les répercussions de la guerre ont été étudiées dans une introduction spéciale: elles ne pouvaient encore se refléter dans la matière des chapitres puisque les tableaux statistiques, malgré leur exactitude, n'embrassaient que les quelques premiers mois de la guerre. Comme les statistiques principales s'étendent maintenant à une année civile entière ou plus de la période de guerre, ses dérangements dans chaque sphère de l'économie sont incorporés à la matière générale et l'introduction se limite à coordonner les changements déterminés par la guerre et à esquisser un portrait d'ensemble au moment d'aller sous presse.

Les chapitres les plus directement concernés sont: Manufactures, lequel chapitre, aux pp. 359-367, donne un aperçu détaillé des changements rapides qui se sont opérés dans le domaine de l'industrie; Commerce Extérieur, où, aux pp. 440-444 et 452-453, des sections importantes sont consacrées au contrôle du commerce extérieur en temps de guerre et aux répercussions de la guerre sur le commerce de détail; Prix, qui contient, aux pp. 735-738, une étude spéciale du système de contrôle des prix en temps de guerre, lequel système est une contribution nettement canadienne dans le domaine économique; Agriculture, qui indique les effets de la guerre dans ce domaine aux pp. 185-191; Forêts, où les influences de la guerre sur la demande de produits forestiers sont étudiées aux pp. 252-255; Mines et Minéraux, où, aux pp. 282-286, est expliqué le contrôle d'Etat sur les métaux non ferreux et les combustibles depuis les débuts de la guerre; Energie, qui donne, à la page 325, un bref exposé du contrôle de l'énergie en temps de guerre; Transports, où il est fait, aux pp. 586-589, un relevé du contrôle des transports en temps de guerre; Immigration, qui étudie le cas des enfants britanniques invités et de l'immigration des réfugiés aux pp. 166-167. Les chapitres importants du Travail, des Finances Publiques, du Régime Monétaire et Système Bancaire et du Commerce Intérieur ont été aussi modifiés directement en rapport avec l'effort de guerre, et la chronologie spéciale de guerre inaugurée en 1940 est mise à jour.

Les profondes perturbations que la guerre a déjà déterminées dans le régime de vie du canadien moyen ressortent même de la comparaison rapide de la présente édition à celle de 1939, et les études ci-dessus mentionnées indiquent tout au plus les principales directions dans lesquelles ces changements s'opèrent. Les modifications apportées à chacun des chapitres sont trop nombreuses pour être mentionnées ici. Elles servent à indiquer la réorientation de l'économie, laquelle est de nature à influer très réellement sur la vie des générations futures.

Les articles qui suivent sont parmi ceux qui ne se rapportent pas directement à la guerre. Ils traitent pour la plupart de sujets dont la mise a jour s'imposait depuis longtemps:—

Le Chapitre III—Constitution et Gouvernement—contient, aux pp. 36-60, un long article sur l'évolution de la constitution depuis la Confédération. Cet article a été préparé en collaboration avec E. H. Coleman, C.R., LL.D., sous-secrétaire d'Etat avec qui des dispositions ont été prises en outre pour la préparation d'un autre article—Faits importants relatifs à la constitution depuis la Confédération—devant accompagner le premier dans une édition future de l'Annuaire. Ce premier article se termine par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, annoté de façon à attirer l'attention du lecteur sur toutes ses modifications et lui en indique la signification. Ce texte fondamental de la constitution n'avait jamais paru dans l'Annuaire.

Dans le chapitre V—Statistiques Vitales—une étude spéciale sur la nuptialité et la fécondité au Canada, préparée par Enid Charles, D.Ph., paraît aux pp. 102-117.

Dans le chapitre XVII—Commerce Intérieur—le sujet du commerce coopératif est étudié dans un article spécial (pp. 550-563) préparé par J. E. O'Meara et Lucienne M. Lalonde, du service des marchés du Ministère de l'Agriculture.

Dans le chapitre XIX—Travail—un exposé du rouage administratif de la Commission d'Assurance-Chômage paraît aux pp. 696-703. Cette commission est entrée en existence en juillet 1941 et, comme l'indique l'Annuaire de 1941, cette section du chapitre du Travail est appelée à devenir très importante dans un avenir rapproché. Les fondements sont en préparation d'une présentation statistique complète du fonctionnement de la loi d'assurance-chômage au Canada. Il est encore trop tôt pour publier des statistiques définitives à ce sujet.

Les changements importants des quelques dernières années en matière de juridiction fédérale et de juridiction provinciale dans le domaine de l'assurance-feu et de l'assurance-responsabilité sont exposés dans un article préparé par G. D. Finlayson, surintendant des Assurances, et qui paraît aux pp. 856-860 du chapitre XXIII.

Plusieurs hors-texte lithographiés ont été ajoutés grâce à la courtoisie du sous-secrétaire d'Etat et par l'utilisation des planches de l'Atlas du Recensement du Canada.

Le présent ouvrage a été préparé par A. E. Millward, rédacteur de l'Annuaire du Canada, assisté de W. H. Lanceley et de Margaret K. Pink, sous la direction desquels le personnel de la rédaction a fait la revision et la vérification soigneuse des données. Le rédacteur a pu compter durant la majeure partie de l'année sur la collaboration de D. L. Ralston surtout en ce qui concerne les sections traitant de l'effort de guerre. Le texte français a été préparé sous la direction d'Omer Chaput, chef de la Branche de Traduction du Bureau, en collaboration avec Emile Boucher, du même service; les diagrammes, graphiques et dessins ont été faits par J. W. Delisle, dessinateur senior du Bureau ou sous sa direction.

Des remerciements sont ici adressés aux nombreux fonctionnaires fédéraux et provinciaux et autres personnes qui ont contribué à la documentation. Partout où la chose est possible, crédit est donné aux personnes et aux services qui ont collaboré au moyen de renvois insérés dans les sections respectives.

Aux fins d'améliorer les éditions futures, le Bureau sera heureux qu'on lui signale les erreurs qui auraient pu lui échapper et acceptera de bonne grâce toutes suggestions relatives aux omissions ou aux méthodes de présentation des sujets.

S. A. CUDMORE
Statisticien du Dominion

Bureau Fédéral de la Statistique,
Ottawa, 31 juillet, 1942.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre	Sujet	Page
	Liste des illustrations, cartes et diagrammes	vi
	Liste des articles publiés dans les éditions antérieures de l'Annuaire	vii
	Résumé statistique, 1871–1941	xiii
	Introduction	xxvii
I	Physiographie	1
II	Histoire et chronologie	26
III	Constitution et gouvernement	34
IV	Population	84
V	Statistiques vitales	102
VI	Immigration et colonisation	153
VII	Relevé de la production	173
VIII	Agriculture	185
IX	Forêts	232
X	Ressources et production de fourrures	256
XI	Pêcheries	268
XII	Mines et minéraux	279
XIII	Forces motrices et leur utilisation au Canada	321
XIV	Manufactures	352
XV	Construction	420
XVI	Commerce extérieur	433
XVII	Commerce intérieur	524
XVIII	Transports et communications	582
XIX	Travail	683
XX	Prix	735
XXI	Finances publiques	753
XXII	Régime monétaire et système bancaire; finance commerciale diverse	813
XXIII	Assurances	856
XXIV	Instruction publique et recherches	889
XXV	Santé publique et institutions connexes	902
XXVI	Statistiques judiciaires et pénitentiaires	918
XXVII	Administrations diverses	940
XXVIII	Sources de la statistique et autres informations officielles	962
XXIX	Annales	992
	Appendice I—Chronologie spéciale de guerre, 1941-42	999
	Appendice II—Relevé de la production	1023
	Appendice III—Statistiques préliminaires du recensement de 1941	1024
	Index	1027

LISTE DES ILLUSTRATIONS, CARTES ET DIAGRAMMES

PAGE

Carte: Dominion du Canada..... .....*face à la page* vi

Diagramme: Organisation de temps de guerre du Gouvernement du Dominion..... .....*face à la page* xxvii

Carte: Carte orographique du Canada..... .....*face à la page* 2

Carte: Divisions physiographiques du Dominion..... 3

Armoiries du Canada..... ....*face à la page* 34

Carte: Divisions de recensement de l'Ouest du Canada..... 91

Diagramme: Natalité et nuptialité brutes..... 107

Diagramme: Totaux cumulatifs de femmes sur 1,000 âgées de 15 ans, mariées, par périodes quinquennales d'âge..... 112

Diagramme: Mortalité infantile au Canada, 1940, par mois.... 143

Diagramme: Production des denrées au Canada..... 180

Carte: Principaux genres de fermes au Canada... ... .*face à la page* 186

Diagramme: Production laitière, valeur des produits et revenu provenant de l'industrie laitière..... 220

Carte: Classification des forêts..... ....*face à la page* 232

Diagramme: Production (et importations), consommation, exportations et valeur par corde de bois à pulpe.. 245

Diagramme: Production de papier à journal, Canada et Etats-Unis. 247

Carte: Ressources en pêcheries commerciales du Canada. ...*face à la page* 268

Diagramme: Progrès du développement des forces hydrauliques au Canada.. 324

Diagramme: Eléments de la production manufacturière..... 358

Diagramme: Balance du commerce global de marchandises pour le Canada.. 451

Carte: Commerce extérieur des marchandises du Canada. .*face à la page* 460

Diagramme: Importations et exportations domestiques du Canada. 473

Diagramme: Indices mensuels des ventes au détail... 547

Diagramme: Recettes brutes et dépenses d'exploitation des chemins de fer. 595

Diagramme: L'emploiement au Canada..... 689

Diagramme: Salaires à l'heure dans certains métiers. 721

Diagramme: Nombres-indices du coût de la vie.. 746

Diagramme: Augmentation du revenu provenant de la taxation.... 766

Diagramme: Impôt sur le revenu.. 779

Diagramme: Dette publique du Canada..... 786

Diagramme: Fonds du public par rapport à l'actif total des banques à charte 825

Diagramme: Progrès de l'assurance au Canada..... 856

DOMINION DU CANADA
(A l'exclusion des régions arctiques)
Echelle en milles
100 50 0 100 200 300 400
LÉGENDE
Principales lignes de chemins de fer
Lignes Aériennes Trans-Canada
Capitale du Canada
Capitales Provinciales
OCEAN PACIFIQUE
OCEAN ATLANTIQUE
BAIE D'HUDSON
ETATS UNIS
YUKON
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
COLOMBIE BRITANNIQUE
ALBERTA
SASKATCHEWAN
MANITOBA
ONTARIO
QUEBEC
TERRE-NEUVE
NOUVEAU BRUNSWICK
NOUVELLE ECOSSE
I. du P.E.
DISTRICT DE MACKENZIE
DISTRICT DE KEEWATIN
DISTRICT DE FRANKLIN
ILE VICTORIA
Baie Cambridge
Golfe de Boothia
Bassin de Foxe
Chenal Foxe
Détroit d'Hudson
Baie Ungava
Baie James
Détroit de Davis
Détroit de Hecate
Golfe de Georgie
Détroit de Juan de Fuca
Détroit de Behring
Golfe d'Alaska
Détroit de la Reine Charlotte
Détroit de Belcher
Détroit de Fox
Détroit de Frobisher
Détroit de Cumberland
Détroit de Hudson
Golfe de St. Laurent
Baie de Fundy
Lac Supérieur
Lac Michigan
Lac Huron
Lac Erié
Lac Ontario
Lac Champlain
Lac Winnipeg
Lac Athabasca
Lac Great Slave
Lac Great Bear
Lac Mistassini
Lac Nipigon
Lac des Bois
Lac Manitoba
Lac Winnipegosis
Lac Supérieur
Lac Huron
Lac Michigan
Lac Erié
Lac Ontario
Lac Champlain
Lac Mistassini
Lac Nipigon
Lac des Bois
Lac Manitoba
Lac Winnipegosis
Lac Athabasca
Lac Great Slave
Lac Great Bear
Lac Caribou
Lac Dubawnt
Lac Baker
Lac Anticosti

DISTANCES ENTRE LES PRINCIPAUX POINTS AU CANADA.*

NOTA.—Généralement, les distances données sont les plus courtes par rail.

A notre époque, où les déplacements sont si populaires, il est très utile de connaître les distances en milles entre les principaux points, mais toute tentative d'établir une telle compilation rencontre de nombreuses difficultés. Les distances par rail sont le choix logique, bien que les distances par route soient d'un intérêt croissant pour un grand nombre de voyageurs par automobile et soient une alternative utile. Les parcours par rail représentent ordinairement les plus courtes distances pratiques entre deux points et même aujourd'hui le gros du trafic-marchandises et du trafic-voyageurs se fait par rail. De nouveau, les distances par air (quelquefois appelées distances à vol d'oiseau) sont utiles en pratique pour ceux qui voyagent par air seulement. Il est certain que ce mode de transport tend à se populariser, mais il n'a pas encore atteint de proportions assez grandes pour qu'elles justifient une tabulation élaborée. De plus, il n'est pas difficile d'estimer les distances par air au moyen d'une carte sur échelle convenable, tandis que le lecteur ordinaire éprouve certaines difficultés à obtenir les distances par rail.

Bien qu'il ait été décidé d'adopter les distances par rail comme plus utiles, il est nécessaire de décider laquelle des deux routes entre deux points, la plus fréquentée ou la plus courte, devra dominer. Dans les tableaux ci-dessous, les distances entre les différents points sont les plus courtes distances par rail et non nécessairement les routes les plus fréquentées ou les routes par lesquelles la plupart des trains passent. Elles sont compilées principalement d'après les horaires des chemins de fer. Le principal tableau comprend la capitale de chaque province et certains des principaux centres d'expédition choisis principalement, mais pas uniquement, d'après la population; les tableaux secondaires comprennent des distances d'importance locale. Comprise dans les distances de Charlottetown est la distance de Borden au Cap Tormentine, sur laquelle les trains sont transportés par ferry-boat; de même la distance par ferry-boat, que le train parcourt entre Mulgrave et Point Tupper, est comprise dans la distance entre Halifax et Sydney. Dans le tableau principal toutes les distances de Victoria comprennent la distance parcourue par bateau de Victoria à Vancouver. Cependant, partout où il a été possible, les distances par rail seulement ont été employées. Pour certaines distances de Trois-Rivières et de Québec il est possible, au moyen de traversiers, de voyager par des routes plus courtes que celles données dans les tableaux; la route par rail est cependant la seule donnée dans ces cas.

Là où les routes par eau sont données, la distance est approximative.

Les distances par air ne sont pas nécessairement les distances en ligne droite entre les différents points, mais la longueur des routes aériennes généralement suivies par les aéroplanes par une belle température.

Place.	Halifax.	Moncton.	Charlottetown.	Saint John.	Fredericton.	Québec.	Montréal.	Sherbrooke.	Trois-Rivières.	Ottawa.	Kingston.	Toronto.	Hamilton.	London.	Windsor.	Fort William.	Winnipeg.	Brandon.	Churchill.	Regina.	Saskatoon.	Calgary.	Edmonton.	Vancouver.	Victoria.	Prince Rupert.
Halifax	0	189	239	278	292	662	747	646	740	858	920	1081	1120	1196	1306	1716	2012	2146	2991	2367	2483	2834	2813	3475	3560	3769
Moncton	189	0	126	89	104	473	558	457	551	669	731	892	931	1007	1117	1527	1823	1957	2802	2178	2294	2645	2624	3286	3371	5380
Charlottetown	239	126	0	215	230	600	684	583	677	795	857	1018	1057	1133	1243	1653	1950	2084	2929	2305	2421	2772	2751	3413	3498	3707
Saint John	278	89	215	0	67	426	476	375	503	587	649	810	849	925	1035	1445	1776	1910	2755	2131	2247	2598	2577	3239	3324	3533
Fredericton	292	104	230	67	0	403	454	353	481	565	627	788	827	903	1013	1423	1753	1887	2732	2108	2224	2575	2554	3216	3301	3510
Québec	662	473	600	426	403	0	169	127	78	280	342	503	542	618	728	1079	1350	1484	2329	1705	1821	2172	2151	2813	2898	3107
Montréal	747	558	684	476	454	169	0	101	95	111	173	334	373	449	559	969	1353	1486	2331	1707	1823	2174	2153	2815	2900	3109
Sherbrooke	646	457	583	375	353	127	101	0	196	212	274	435	474	550	660	1070	1454	1587	2432	1808	1924	2275	2254	2916	3001	3210
Trois-Rivières	740	551	677	503	481	78	95	196	0	206	268	429	468	544	654	1064	1448	1581	2426	1802	1918	2269	2248	2910	2995	3205
Ottawa	858	669	795	587	565	280	111	212	206	0	112	247	286	362	472	858	1242	1375	2320	1596	1712	2063	2042	2704	2789	2998
Kingston	920	731	857	649	627	342	173	274	268	112	0	161	200	276	386	908	1292	1426	2270	1647	1763	2113	2093	2754	2839	3049
Toronto	1081	892	1018	810	788	503	334	435	429	247	161	0	39	115	225	811	1207	1340	2185	1562	1677	2028	2008	2670	2755	2964
Hamilton	1120	931	1057	849	827	542	373	474	468	286	200	39	0	80	190	850	1246	1379	2224	1601	1716	2067	2047	2709	2794	3003
London	1196	1007	1133	925	903	618	449	550	544	362	276	115	80	0	110	926	1322	1455	2300	1677	1792	2143	2123	2785	2870	3079
Windsor	1306	1117	1243	1035	1013	728	559	660	654	472	386	225	190	110	0	1036	1432	1565	2410	1787	1902	2253	2233	2895	2980	3189
Fort William	1716	1527	1653	1445	1423	1079	969	1070	1064	858	908	181	850	926	1036	0	419	552	1397	774	889	1240	1220	1882	1967	2176
Winnipeg	2012	1823	1950	1776	1753	1350	1353	1454	1448	1242	1292	1207	1246	1322	1432	419	0	133	978	355	470	821	801	1463	1548	1757
Brandon	2146	1957	2084	1910	1887	1484	1486	1587	1581	1375	1426	1340	1379	1455	1565	552	133	0	937	221	384	688	715	1330	1415	1671
Churchill	2991	2802	2929	2755	2732	2329	2331	2432	2426	2220	2270	2185	2224	2300	2410	1397	978	937	0	845	813	1217	1144	1859	1944	2100
Regina	2367	2178	2305	2131	2108	1705	1707	1808	1802	1596	1647	1562	1601	1677	1787	774	355	221	845	0	163	467	493	1108	1193	1449
Saskatoon	2483	2294	2421	2247	2224	1821	1823	1924	1918	1712	1763	1677	1716	1792	1902	889	470	384	813	163	0	404	330	1046	1131	1287
Calgary	2834	2645	2772	2598	2575	2172	2174	2275	2269	2063	2113	2028	2067	2143	2253	1240	821	688	1217	467	404	0	194	642	727	1150
Edmonton	2813	2624	2751	2577	2554	2151	2153	2254	2248	2042	2093	2008	2047	2123	2233	1220	801	715	1144	493	330	194	0	761	846	956
Vancouver	3475	3286	3413	3229	3216	2813	2815	2916	2910	2704	2754	2670	2709	2785	2895	1882	1463	1330	1859	1108	1046	742	761	0	85	1158
Victoria	3560	3371	3498	3324	3301	2898	2900	3001	2995	2789	2859	2755	2794	2870	2980	1967	1548	1415	1944	1193	1131	727	846	85	0	1243
Prince Rupert	3769	3580	2707	3533	3510	3107	3109	3210	3205	2998	3049	2964	3003	3079	3189	2176	1757	1671	2100	1449	1287	1150	956	1158	1243	0

De Halifax—
- à Yarmouth 217
- Sydney 289
- Glace Bay 304
- New Glasgow 107

De Saint John—
- à Edmundston 236
- Campbellton 276
- St. Stephen 83

De Montréal—
- à Shawinigan Falls 89
- St-Hyacinthe 35
- Noranda 463

De Toronto—
- à Brantford 64
- St. Catharines 71
- Kitchener 62
- Oshawa 33
- Peterborough 77
- North Bay 228
- Sudbury 260
- Sault-Ste-Marie 439
- Sioux Lookout 955
- Cochrane 479
- Kenora 1,105
- Cobalt 330
- Timmins 485
- Moosonee 666

De Winnipeg—
- à Portage-la-Prairie 54
- Le Pas 468
- Flinflon 560
- Ilford (chemin d'hiver d'Ilford à Gods Lake 132 milles) 754
- Norway House (par eau de Selkirk) 313

De Regina—
- à Moose Jaw 42
- Swift Current 152
- Prince Albert 219
- North Battleford 259
- Yorkton 123

De Calgary—
- à Medicine Hat 176
- Lethbridge 127
- Banff 82
- Red Deer 95

D'Edmonton—
- à Jasper 236
- Peace River 317
- Grande Prairie 407
- Waterways 305

De Waterways—
- à Fort Smith 242 (par air)
- Rae 380 (par air)
- Cameron Bay 614 (par air)
- Resolution 512 (par eau)
- Norman 1,123 (par eau)
- Aklavik 1,606 (par eau)

De Vancouver—
- à Trail 507
- Kamloops 251
- Prince George 691
- Prince Rupert 546 (par eau)
- Whitehorse, T. du Y 1,082 (une partie par eau)
- Dawson, T. du Y 1,473 (une partie par eau)

De Victoria—
- à Nanaïmo 73

*Préparé sous la direction de F. H. Peters, Arpenteur Général et Chef, Arpentage hydrographique, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

ARTICLES ET TEXTES DIVERS (PARUS DANS LES ÉDITIONS ANTÉRIEURES) CLASSIFIÉS PAR SUJET

NOTA.—Il n'est pas possible d'insérer en une seule édition de l'Annuaire tous les articles et le texte descriptif des éditions antérieures; la liste suivante a été compilée comme index des divers textes et les articles spéciaux ne sont pas répétés dans la présente édition. La liste relie l'Annuaire de 1942 à ses prédécesseurs relativement aux matières qui n'ont pas été sujettes à de grands changements. Ces sections de chapitre, comme celui de la Population, qui sont automatiquement rajeunies à chaque nouveau recensement et auxquelles le texte comporte des références adéquates, ne sont pas énumérées à moins qu'il ne s'agisse de contributions spéciales. Le dernier article publié sur chaque sujet est indiqué excepté lorsqu'un article antérieur entre dans un domaine non couvert par le plus récent. Quand les articles couvrent plus d'un sujet, ils sont énumérés sous un en-tête pour chacun.

Article	Auteur	Volume	Page
Administration diverse—			
Commission géologique du Canada	WYATT MALCOLM, M.A., F.R.S.C.	1926	36–39
(Voir p. 958 pour références aux articles sur: les observatoires du Dominion, la Commission des Eaux Limitrophes, le Service Géodésique et le Service Topographique)			
Agriculture—			
La géologie par rapport à l'agriculture	WYATT MALCOLM.	1921	73–78
Le Commerce du Grain	—	1922–23	597–601
Le développement de l'agriculture au Canada	J. H. Grisdale, D.Sc.A.	1924	191–196
Départements provinciaux de l'agriculture	—	1930	199–216
Les branches du ministère fédéral de l'Agriculture	—	1936	221–223
Progrès de l'agriculture et système des fermes expérimentales	—	1937	227–234
Le programme de rétablissement agricole des Prairies	WILLIAM DICKSON.	1938	232–239
Arrière-plan historique de l'agriculture canadienne	G. S. H. BARTON, C.M.G., B.S.A., D.Sc.A.,	1939	194–198
La Commission canadienne du blé	T. W. GRINDLEY, Ph. D.	1939	596–607
Collèges et écoles agricoles	—	1940	192–199
Types de ferme dans les Provinces des Prairies, 1935	—	1940	232–236
Législation sur la vente des produits agricoles, 1939	—	1940	183–187
Certains effets de la guerre sur l'agriculture canadienne	G. S. H. BARTON, C.M.G., B.S.A., D.Sc.A.	1941	138–145
Art, littérature et journalisme—			
Bibliothèques publiques au Canada	—	1921	172–177
Les beaux-arts au Canada	—	1924	902–904
Bibliographie choisie de l'Histoire du Canada	ADAM SHORTT, C.M.G., LL.D., F.R.S.C.	1925	57–59
Le développement des beaux-arts au Canada	NEWTON MACTAVISH, M.A., D. Litt.	1931	1005–1020
Bibliographie de la flore canadienne	JOHN ADAMS, M.A. (Cantab.)	1938	61–63
Bibliographie sur l'histoire du Canada	GUSTAVE LANCTÔT, LL.M., D. Litt., LL.D. C.R., F.R.S.C.	1939	38–41
Le développement de la presse au Canada	A. E. MILLWARD, B.A., B. Com.	1939	773–795

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—suite

Article	Auteur	Volume	Page
Assurance—			
L'assurance en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux	HERBERT MARSHALL, B.A., F.S.S.	1940	976–978
Assurance-vie — Esquisse historique	A. D. WATSON.	1925	870–874
Climat et Météorologie—			
Climat et météolorologie	A. J. CONNOR, M.A.	1913	113–122
Etude générale sur le climat au Canada	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1914	131–142
Le service météorologique du Canada	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1922–23	46–51
Climat du Canada depuis la Confédération	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1924	33–37
Facteurs qui déterminent la température au Canada	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1925	38–43
La répartition de la précipitation	A. J. CONNOR, M.A.	1926	45–49
Températures et précipitations à des stations choisies	—	1927–28	53–59
Insolation, vents et intempéries (moyennes)	—	1927–28	60–66
Le climat du Canada	SIR FREDERICK STUPART, F.R.S.C.	1929	44–54
Température et précipitation au Canada septentrional	A. J. CONNOR, M.A.	1930	44–60
Sécheresses au Canada occidental	A. J. Connor, M.A.	1933	48–60
Heures du lever et du coucher du soleil au Canada	—	1938	70–72
Commerce—			
Commission consultative sur le tarif et la taxation	—	1930	1034
Commissions de port	—	1930	1029
Le commerce du grain	—	1922–23	597–601
Tarif préférentiel et traités de commerce	W. GILCHRIST.	1934–35	528–535
Commerce des fourrures—			
Esquisse historique	—	1934–35	346–347
Constitution et Gouvernement—			
Constitution et gouvernement du Canada	THOMAS FLINT, M.A., LL.B., D.C.L.	1914	1–18
Constitution et gouvernement du Canada	S. A. CUDMORE, B.A. (Tor.), M.A. (Oxon.), F.S.S., F.R. Econ. Soc.	1922–23	95–107
Gouvernement provincial et municipal— Provinces Maritimes	THOMAS FLINT, M.A., LL.B., D.C.L.	1922–23	109–112
Québec	C. J. MAGNAN.	1915	8–11
Québec	G. E. MARQUIS.	1922–23	112–114
Ontario	S. A. CUDMORE, B.A. (Tor.), M.A. (Oxon.), F.S.S., F.R. Econ. Soc.	1922–23	114–117
Provinces des Prairies	REV. E. H. OLIVER, Ph. D., F.R.S.C.	1922–23	117–121
Colombie Britannique	S. D. SCOTT.	1915	23–27
Colombie Britannique	JOHN HOSIE.	1922–23	121–123
Le Canada et la Société des Nations	N. A. Robertson.	1931	118–125
Administration du territoire canadien de l'Arctique	R. A. Gibson.	1938	97–98

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—suite

Article	Auteur	Volume	Page
Construction—			
Effets des dépenses de temps de guerre du Gouvernement sur l'industrie de la construction	H. Carl Goldenberg.	1941	369–371
Faune et Flore—			
Faune du Canada	P. A. Taverner.	1922–23	34–39
Faune du Canada	R. M. Anderson, Ph. D.	1937	31–56
Flore du Canada	John Adams, M.A. (Cantab.)	1938	32–63
Forces hydrauliques—			
Ressources en forces hydrauliques du Canada et leur utilisation	J. T. Johnston.	1940	361–372
Forêts—			
Esquisse du commerce de bois canadien	A. R. M. Lower, M.A.	1925	323–328
Physiographie, Géologie et Climatologie forestières	—	1934–35	313–316
Insectes nuisibles à la forêt et leur contrôle	J. J. DeGryse, Ph. Cand. (Louv.)	1939	261–271
Ressources forestières du Canada: en relation avec la guerre de 1914–18 et avec l'effort de guerre actuel	R. D. Craig, F.E.	1940	253–261
Fourrures, Commerce—			
Esquisse historique	—	1934–35	346–347
Géologie—			
Géologie et minéraux économiques	R. W. Brock, M.A., LL.D., F.G.S.	1921	70–73
Géologie par rapport à l'agriculture	Wyatt Malcolm, M.A., F.R.S.C.	1921	73–78
Formation géologique	—	1925	17–25
Commission géologique du Canada	Wyatt Malcolm, M.A., F.R.S.C.	1926	36–39
Géologie économique du Canada	Wyatt Malcolm, M.A., F.R.S.C.	1929	28–36
(articles annuels passant en revue les publications dans le domaine de la géologie appliquée, 1915–27). (Do 1928–34)	P. J. Moran, B.Sc.	1936	30–40
Géologie du Canada	Wyatt Malcolm, M.A., F.R.S.C.	1936	18–30
Géologie et minéraux économiques	F. J. Alcock, Ph.D.	1936	17–30
Géologie du Canada	F. J. Alcock, Ph.D.	1939	320–321
Guerre—			
Chronologie de guerre, 1er sept. 1939—8 juillet 1940	—	1940	38–41; 1174–1180
Chronologie de guerre, 9 juillet 1940—31 mai 1941	—	1941	1030–1047
Heures et zones d'heure—			
Heure légale et ses zones au Canada	C. C. Smith.	1934–35	52–55
Horaire du lever et du coucher du soleil	—	1938	72–73
Histoire—			
Histoire de la Confédération	Sir Joseph Pope, K.C.M.G., C.V.O., I.S.O.	1918	1–13
Cinquante années de progrès au Canada	E. H. Godfrey, F.S.S.	1918	24–75
Histoire de la Grande Guerre, 1914–18	E. A. Cruikshank, LL.D., F.R.S.C.	1919	1–71

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—suite

Article	Auteur	Volume	Page
Histoire—fin			
Reconstruction au Canada	S. A. CUDMORE, B.A. (Tor.), M.A. (Oxon.), F.S.S., F.R. Econ. Soc.	1920	1-65
Histoire du Canada	ARTHUR DOUGHTY, C.M.G., LL.D.	1922-23	64-84
Bibliographie choisie de l'histoire du Canada	ADAM SHORTT, C.M.G., LL.D., F.R.S.C.	1925	57-59
Le Canada à la Crête de Vimy	A. F. DUGUID, D.S.O., B.Sc., R.C.A.	1936	54-64
Sites et monuments historiques	W. D. CROMARTY.	1938	82-95
Relation entre le Département des Archives Publiques et les Annales historiques du Canada et Bibliographie sur l'histoire du Canada	GUSTAVE LANCTÔT, LL.M., D. Litt., LL.-D., C.R., F.R.S.C.	1939	36-42
Chronologie de guerre 1er sept. 1939—8 juillet 1940	—	1940	38-41 1174-1180
Chronologie de guerre, 9 juillet 1940—31 mai 1941	—	1941	1030-1047
Hôpitaux et Institutions—			
Revue historique des hôpitaux et autres institutions	J. C. BRADY.	1936	1040-1043
Loi criminelle—			
Esquisse historique de la loi criminelle et de la procédure	R. E. WATTS.	1932	911-913
Manufactures—			
L'industrie du fer et de l'acier	—	1922-23	466-471
Mines—			
Géologie et minéraux économiques	R. W. BROCK, M.A., LL.D., F.G.S.	1921	70-73
Géologie et minéraux économiques	F. J. ALCOCK, Ph.D.	1937	17-30
Mines--Esquisse historique	—	1939	320-321
Le développement des ressources minérales du Canada par rapport à la guerre actuelle	E. S. MARTINDALE.	1940	303-315
Pêcheries—			
Industrie de la conserverie et de la saurisserie du poisson	D. B. FINN, Ph.D.	1941	226-227
Population—			
Occupations de la population, 1921	MLLE M. E. K. ROUGHSEDGE.	1929	137-151
Directives d'immigration	R. J. C. STEAD.	1931	192-195
Organisation du recensement de 1931	—	1932	97-98
Superficie et population des pays de l'Empire Britannique et de l'univers, 1921 et 1931	—	1934-35	167-171
Colonisation	—	1936	209-210
Occupations du peuple canadien, 1931	A. H. LENEVEU, M.A.	1937	133-151
Tendances des occupations au Canada, 1891-1931	A. H. LENEVEU, M.A.	1939	811-816
L'enregistrement national de 1940	L'HON. JUGE T. C. DAVIS	1941	70-71
Ports—			
Administration des ports au Canada	—	1930	1029
Conseil des Ports Nationaux	R. O. CAMPNEY, C.R.	1940	698-700

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—suite

Article	Auteur	Volume	Page
Prix—			
Enquête sur le budget alimentaire et familial	H. F. Greenway, M.A.	1940	841–843
Radio—			
Esquisse historique des communications par radio	Commander C. P. Edwards, O.B.E.	1932	620–623
La Commission canadienne de radiodiffusion	Hector Charlesworth.	1933	743–745
Recherches—			
Recherches scientifiques et industrielles au Canada	—	1940	1003–1038
Ressources Naturelles—			
Ressources naturelles du Dominion	Watson Griffith.	1916–17	1–67
Géologie et minéraux économiques	R. W. Brock, M.A., LL.D., F.G.S.	1921	70–73
Esquisse du commerce canadien de bois	A. R. M. Lower, M.A.	1925	323–329
Commerce des fourrures—Esquisse historique	—	1934–35	346–351
Géologie et minéraux économiques	F. J. Alcock, Ph.C.	1937	17–30
Mines—Esquisse historique	—	1939	320–321
Ressources en forces hydrauliques du Canada et leur utilisation	J. T. Johnston.	1940	361–374
Sismologie—			
La Sismologie au Canada	E. A. Hodgson, Ph.D.	1938	30–32
Sociétés éducationnelles et scientifiques—			
Bibliothèques publiques au Canada	—	1921	168–169
Institut Royal Canadien	Prof. McMurrich, M.A., Ph.D., LL.D., F.R.S.C.	1924	901
Société Royale du Canada	Prof. McMurrich, M.A., Ph.D., LL.D., F.R.S.C.	1924	900
Conseil consultatif honoraire de recherches scientifiques	—	1920	53–57
Conseil National de Recherches	F. E. Lathe, M.Sc.	1932	881–885
Recherches scientifiques et industrielles	—	1940	1003–1038
Progrès récents dans le domaine de l'instruction au Canada	J. E. Robbins, Ph.D.	1941	891–899
Système bancaire et Finance—			
Assurance-vie — Esquisse historique	A. D. Watson.	1925	870–874
Législation bancaire	—	1931	902–907
La banque du Canada et sa relation au système financier	—	1937	914–919
Esquisse historique du régime monétaire et du système bancaire	A. D. Watson.	1938	934–940
L'assurance en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux	Herbert Marshall, B.A., F.S.S.	1940	976–978
La Monnaie Royale Canadienne	H. E. Ewart.	1940	911–916
Fonctions d'une banque centrale en temps de guerre	—	1941	816–818
Contrôle en temps de guerre par la Commission de contrôle du change étranger	R. H. Tarr.	1941	847–850

ARTICLES ET TEXTES DIVERS, ETC.—fin

Article	Auteur	Volume	Page
Transport—			
Commissions de port	—	1930	1029
Le développement de l'aviation au Canada	J. A. WILSON.	1938	737–740
La route aérienne Transcanadienne	J. A. WILSON.	1938	740–743
Aviation civile d'avant-guerre et programme de défense	J. A. WILSON.	1941	617–622
Travail—			
Le mouvement coopératif au Canada	MLLE M. MACKINTOSH, M.A.	1925	712–718
Législation sur les coalitions pour nuire au commerce	F. A. MCGREGOR.	1927–28	785–790
Statistiques des salaires au recensement de 1921	MLLE M. E. K. ROUGHSEDGE.	1927–28	795–805
Occupations de la population	MLLE M. E. K. ROUGHSEDGE.	1929	137–151
Occupations du peuple canadien	A. H. LENEVEU, M.A.	1937	133–151
Législation ouvrière au Canada	MLLE M. MACKINTOSH, M.A.	1938	818–828
La Commission nationale de placement	—	1938	803–810

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA, 1871-41

NOTA.—Dans le résumé suivant, les statistiques des pêcheries (1871–1916), du commerce, des transports maritimes, des postes, de la dette, des revenus et des dépenses publics et des caisses d'épargne postale et du Gouvernement ont trait aux années fiscales terminées le 30 juin jusqu'en 1906; ensuite, aux années terminées le 31 mars, excepté dans le cas du commerce où, comme il est indiqué par les renvois, les chiffres des années civiles sont donnés pour certaines des dernières années. Les statistiques de l'agriculture, de l'industrie laitière, des pêcheries (depuis 1922), des mines, des manufactures, des banques, de l'assurance, des compagnies de prêt et de fiducie, de la construction, du transport routier, des naissances, mariages et décès, des hôpitaux et de l'immigration se rapportent aux années civiles et les statistiques des chemins de fer, aux années terminées le 30 juin 1871–1916 et aux années civiles 1921 et 1926–41. Les statistiques des canaux couvrent les saisons de navigation. Les statistiques des télégraphes se rapportent aux années fiscales pour les lignes du Gouvernement et aux années civiles pour les autres lignes.

Dépenses comparées de la première et de la deuxième guerres mondiales

Les estimations suivantes font voir ce que la première guerre mondiale a coûté financièrement au Canada comparativement à la deuxième.

Première guerre mondiale.—Pour les années fiscales 1915-41, $2,936,400,000, ce qui représente le total sous les quatre en-têtes suivants: guerre et démobilisation, $1,697,584,000; pensions, $914,149,000; réintégration civile du soldat, $295,695,000; établissement des soldats sur la terre, $28,972,000.

Deuxième guerre mondiale.—Pour les années fiscales 1940-41, $870,336,348. Cette somme ne peut encore être classifiée, mais pourrait se répartir provisoirement entre les années de la façon suivante: 1940, $118,291,022; 1941, $752,045,326. Les dépenses estimatives pour l'année fiscale 1942, telles que prévues par le Ministre des Finances dans le discours du budget du 23 juin 1942, s'établiront à $1,351,553,000.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA

Superficie du Dominion du Canada en milles carrés:—Terre, 3,466,556; eau douce, 228,307; total, 3,694,863.

NOTA.—Dans ce tableau les tirets indiquent que les données comparables ne sont pas connues pour les années où ils sont inscrits.

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Population[2,3]						
1	Ile du Prince-Edouard	nomb.	94,021	108,891	109,078	103,259	96,000
2	Nouvelle-Ecosse	"	387,800	440,572	450,396	459,574	465,000
3	Nouveau-Brunswick	"	285,594	321,233	321,263	331,120	334,000
4	Québec	"	1,191,516	1,359,027	1,488,535	1,648,898	1,784,000
5	Ontario	"	1,620,851	1,926,922	2,114,321	2,182,947	2,299,000
6	Manitoba	"	25,228	62,260	152,506	255,211	366,000
7	Saskatchewan	"	–	–	–	91,279	258,000
8	Alberta	"	–	–	–	73,022	185,000
9	Colombie Britannique	"	36,247	49,459	98,173	178,657	279,000
10	Yukon	"	–	–	–	27,219	18,000
11	Territoires du Nord-Ouest	"	48,000	56,446	98,967	20,129	13,000
	Canada	"	3,689,257	4,324,810	4,833,239	5,371,315	6,097,000
	Statistiques vitales[6]						
12	Naissances (vivantes)	nomb.	–	–	–	–	–
	Taux par 1,000		–	–	–	–	–
13	Décès, toutes causes	nomb.	–	–	–	–	–
	Taux par 1,000		–	–	–	–	–
14	Maladies du cœur[7]	nomb.	–	–	–	–	–
15	Cancer	"	–	–	–	–	–
16	Maladies des artères[7]	"	–	–	–	–	–
17	Tuberculose (toutes formes)[7]	"	–	–	–	–	–
18	Pneumonie	"	–	–	–	–	–
19	Néphrite	"	–	–	–	–	–
20	Mariages	"	–	–	–	–	–
	Taux par 1,000		–	–	–	–	–
21	Divorces	nomb.	4	7	10	19	37
	Immigration—(années civiles)—						
22	Du Royaume-Uni	nomb.	–	17,033	22,042	11,810[9]	86,796[9]
23	Des Etats-Unis	"	–	21,822	52,516	17,987[9]	52,796[9]
24	D'autres pays	"	–	9,136	7,607	19,352[9]	44,472[9]
	Totaux	"	27,773	47,991	82,165	49,149[9]	184,064[9]
	Agriculture—						
25	Fermes occupées	acres	36,046,401	45,358,141	58,997,995	63,422,338	–
26	Terres défrichées	"	17,335,818	21,899,181	27,729,852	30,166,033	–
27	Valeur brute de la production agricole	$	–	–	–	–	–
	Grandes cultures—[10]						
28	Blé	acres	1,646,781	2,366,554	2,701,213	4,224,542	–
		boiss.	16,723,873	32,350,269	42,223,372	55,572,368	–
		$	16,963,265	38,820,323	31,667,529	36,122,039	–
29	Avoine	acres	–	–	3,961,356	5,367,655	–
		boiss.	42,489,453	70,493,131	83,428,202	151,497,407	–
		$	15,966,310	23,967,665	31,702,717	51,509,118	–
30	Orge	acres	–	–	868,464	871,800	–
		boiss.	11,496,038	16,844,868	17,222,795	22,224,366	–
		$	8,170,735	11,791,408	8,611,397	8,889,746	–
31	Maïs	acres	–	–	195,101	360,758	–
		boiss.	3,802,830	9,025,142	10,711,380	25,875,919	–
		$	2,283,145	5,415,085	5,034,348	11,902,923	–
32	Pommes de terre	acres	403,102	464,289	450,190	448,743	–
		boiss.	47,330,187	55,368,790	53,490,857	55,362,635	–
		$	15,211,774	13,288,510	21,396,342	13,840,658	–
33	Foin et trèfle	acres	3,650,419	4,458,349	5,931,548	6,543,423	–
		tonnes	3,818,641	5,055,810	7,693,733	6,943,715	–
		$	38,869,900	40,446,480	69,243,597	85,625,315	–
	Superficie totale des grandes cultures	acres	–	–	15,662,811	19,763,740	–
	Valeur totale des grandes culture[12]	$	111,116,606	155,277,427	194,766,934	237,682,285	–

[1] Les chiffres de 1941 sont sujets à revision. [2] Les estimations de la population depuis le recensement de 1931 sont sujettes à ajustement à mesure que des données plus récentes sont connues; aucune estimation de la population par province n'est donnée pour 1940 vu la proximité du recensement de 1941. [3] Pour les années entre les recensements et celles qui suivent le recensement, les populations données sont estimatives. [4] Revisé conformément au Jugement sur le Labrador par le Conseil Privé, 1er mars 1927. [5] Comprend la marine canadienne. [6] Territoires non compris. [7] Pour ces causes de décès les

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

La longueur de la frontière canado-américaine est de 3,986·8 milles et celle de Canada-Alaska est de 1,539·8 milles. La frontière Canada-Labrador (non arpentée) est estimée à 1,260 milles; le littoral de terre ferme (non exactement calculé) est estimé à 14,820 milles.

NOTA.—Dans ce tableau les tirets indiquent que les données comparables ne sont pas connues pour les années où ils sont inscrits.

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1940	1941[1]	
93,728	92,000	88,615	87,000	88,038	92,000	–	93,919	1
492,338	505,000	523,837	515,000	512,846	537,000	–	573,190	2
351,889	368,000	387,876	396,000	408,219	435,000	–	453,377	3
2,005,776	2,154,000	2,360,665[4]	2,603,000	2,874,255	3,096,000	–	3,319,640	4
2,527,292	2,713,000	2,933,662	3,164,000	3,431,683	3,690,000	–	3,756,632	5
461,394	554,000	610,118	639,000	700,139	711,000	–	722,447	6
492,432	648,000	757,510	821,000	921,785	931,000	–	887,747	7
374,295	496,000	588,454	608,000	731,605	772,000	–	788,393	8
392,480	456,000	524,582	606,000	694,263	750,000	–	809,203	9
8,512	7,000	4,157	4,000	4,230	4,000	–	4,687	10
6,507	8,000	7,988	8,000	9,723	10,000	–	10,661	11
7,206,643	8,001,000	8,788,483[5]	9,451,000	10,376,786	11,028,000	11,385,000[3]	11,419,896	
–	–	–	232,750	240,473	220,371	244,316	–	12
–	–	–	24·7	23·2	20·0	21·5	–	
–	–	–	107,454	104,517	107,050	110,927	–	13
–	–	–	11·4	10·1	9·7	9·8	–	
–	–	–	11,415	13,734	16,424	20,278	–	14
–	–	–	7,614	9,578	11,694	13,322	–	15
–	–	–	4,981	5,957	9,112	11,742	–	16
–	–	–	7,929	7,616	6,763	5,789	–	17
–	–	–	8,427	7,011	7,33	6,132	–	18
–	–	–	5,138	5,168	6,402	6,835	–	19
–	–	–	66,658	66,591	80,904	123,318	–	20
–	–	–	7·1	6·4	7·3	10·8	–	
57	67	558[8]	608[8]	700[8]	1,570[8]	2,369	–	21
144,076	8,596	43,772	48,819	7,678	2,197	3,021	2,300	22
112,028	41,779	23,888	20,944	15,195	4,876	7,134	6,594	23
75,184	5,539	24,068	66,219	4,657	4,570	1,169	435	24
331,288	55,914	91,728	135,982	27,530	11,643	11,324	9,329	
108,968,715	–	140,887,903	–	163,119,231	–	–	–	25
48,733,823	–	70,769,548	–	85,733,309	–	–	–	26
–	–	1,386,126,000	1,740,949,000[8]	836,414,000[8]	1,067,555,000[8]	1,265,112,000	1,379,386	27
8,864,514	15,369,709	17,835,734	22,895,649	26,355,136	25,604,800	28,726,200	22,362,000	28
132,077,547	262,781,000	226,508,411	407,136,000	321,325,000	219,218,000	540,190,000	299,401,000	
104,816,825	344,096,400	374,178,601	442,221,000	123,550,000	205,327,000	281,936,000	156,250,000	
8,656,179	10,996,487	13,879,257	12,741,340	12,837,736	13,287,700	12,297,600	13,841,000	29
245,393,425	410,211,000	364,989,218	383,416,000	328,278,000	271,778,000	380,526,000	346,154,000	
86,796,130	210,957,500	180,989,587	184,098,000	77,970,000	116,267,000	106,771,000	132,460,000	
1,283,094	1,802,996	2,043,669	3,647,462	3,791,395	4,437,600	4,341,500	5,548,900	30
28,848,310	42,770,000	42,956,049	99,987,100	67,382,600	71,922,000	104,256,000	116,659,000	
14,653,697	35,024,000	33,514,070	52,059,000	17,465,000	49,512,000	33,350,000	49,519,000	
293,951	173,000	204,775	209,725	131,829	164,400	186,000	300,000	31
14,417,599	6,282,000	10,822,278	7,815,000	5,449,000	6,083,000	6,956,000	12,036,000	
5,774,039	6,747,000	7,081,140	7,780,000	2,274,000	4,258,000	3,826,000	8,599,000	
564,504	472,992	534,621	523,112	591,804	502,100	545,000	508,100	32
55,461,473	63,297,000	62,230,052	46,937,000[11]	57,305,000[11]	39,614,000[11]	42,300,000[11]	39,124,000[11]	
27,426,765	50,982,300	44,635,547	69,204,000	22,359,000	45,125,000	35,394,000	39,771,000	
8,289,407	7,821,257	8,678,883	9,516,125	9,114,457	8,784,100	8,811,200	9,108,000	33
10,406,367	14,527,000	8,829,915	14,058,000	14,539,600	13,803,000	14,070,000	12,245,000	
90,115,531	168,547,900	174,110,386	170,473,000	110,110,000	105,703,000	121,617,000	146,228,000	
30,556,168	38,930,333	47,553,418	56,097,836	58,862,305	58,146,850	60,895,900	58,480,100	
384,513,795	886,494,900	933,045,936	1,104,983,100	435,966,400	612,300,400	676,682,000	647,850,000	

chiffres de 1926 ne sont pas exactement comparables à ceux des années ultérieures à cause des changements dans la classification. [8] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [9] Année fiscale. [10] Les chiffres des années de recensements décennaux 1871 à 1921 couvrent les années précédentes; ceux de 1871 ne couvrent que les quatre premières provinces seulement. [11] Cwt. [12] Voir Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole de mai 1921 pour ce qui est des valeurs des grandes cultures les années 1871, 1881 et 1901.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments	1871	1881	1891	1901	1906
	Bétail et volaille—					
1	Chevaux.....nomb.	836,743	1,059,358	1,470,572	1,577,493	–
	$	–	–	–	118,279,419	–
2	Vaches laitières.....nomb.	1,251,209	1,595,800	1,857,112	2,408,677	–
	$	–	–	–	69,237,970	–
3	Autres bovins.....nomb.	1,373,081	1,919,189	2,263,474	3,167,774	–
	$	–	–	–	54,197,341	–
4	Moutons.....nomb.	3,155,509	3,048,678	2,563,781	2,510,239	–
	$	–	–	–	10,490,594	–
5	Porcs.....nomb.	1,366,083	1,207,619	1,733,850	2,353,828	–
	$	–	–	–	16,445,702	–
6	Toute volaille.....nomb.	–	–	14,105,102	17,922,658	–
	$	–	–	–	5,723,890	–
	Valeur totale, bétail et volaille..... $	–	–	–	274,374,916	–
	Industrie laitière—[2]					
7	Production totale de lait.... 000 lb	–	–	–	6,866,834	–
8	Fromage de fabrique..... lb	–	54,574,856	97,418,855	220,833,269	204,788,583[3]
	$	–	5,457,486	9,741,886	22,221,430	23,597,639[3]
9	Beurre de fabrique..... lb	–	1,365,912	3,654,364	36,066,739	45,930,294[3]
	$	–	341,478	913,591	7,240,972	10,949,062[3]
10	Beurre de ferme..... lb	–	102,545,169	111,577,210	105,343,076	–
	$	–	–	–	21,384,644	–
11	Produits laitiers divers[4]..... $	–	–	–	15,623,907	–
	Valeur totale, produits laitiers $	–	22,743,939	30,315,214	66,470,953	–
	Fourrures—					
12	Pelleteries brutes.....nomb.	–	–	–	–	–
	$	–	–	–	–	–
13	Valeur des animaux des fermes à fourrure..... $	–	–	–	–	–
	Forêts—					
14	Production de matières premières..... $	–	–	–	–	–
15	Production de bois d'œuvre M p.m.p.	–	–	–	–	–
	$	–	–	–	–	–
16	Produits totaux des scieries.. $	–	–	–	–	–
17	Produits de pulpe et papier.... $	–	–	–	–	–
18	Exportations de bois, produits du bois et papier[5]..... $	–	–	25,351,085	33,099,915	45,716,762
19	**Pêcheries**..... $	7,573,199	15,817,162	18,977,874	25,737,153	26,279,485
	Production minérale—					
20	Or[7].....*onces*	105,187	63,524	45,018	1,167,216	556,415
	$	2,174,412	1,313,153	930,614	24,128,503	11,502,120
21	Argent.....onces	–	355,083[8]	414,523	5,539,192	8,473,379
	$	–	347,271[8]	409,549	3,265,354	5,659,455
22	Cuivre..... lb	–	3,260,424[8]	9,529,401	37,827,019	55,609,888
	$	–	366,798[8]	1,226,703	6,096,581	10,720,474
23	Plomb..... lb	–	204,800[9]	88,665	51,900,958	54,608,217
	$	–	9,216[8]	3,857	2,249,387	3,089,187
24	Zinc..... lb	–	–	–	788,000[10]	1,154
	$	–	–	–	36,011[10]	23,800
25	Nickel..... lb	–	830,477[11]	4,035,347	9,189,047	21,490,955
	$	–	498,286[11]	2,421,208	4,594,523	8,948,834
26	Fonte en gueuse.....tonnes longues	–	22,167[8]	21,331	244,979	534,295
27	Houille.....tonnes courtes	1,063,742[12]	1,537,106	3,577,749	6,486,325	9,762,601
	$	1,763,423[12]	2,688,621	7,019,425	12,699,243	19,732,019
28	Gaz naturel.....M pds c.	–	–	–	–	–
	$	–	–	150,000[13]	339,476	583,523
29	Pétrole brut.....barils	–	368,987	755,298	622,392	569,753
	$	–	–	1,010,211	1,008,275	761,760
30	Amiante.....tonnes courtes	–	–	9,279	40,217	82,185
	$	–	–	999,878	1,259,759	2,060,143
31	Ciment.....barils	–	69,843[8]	93,479	450,394	2,128,374
	$	–	81,909[8]	108,561	660,030	3,170,859
	Totaux, production minérale[14] $	–	10,221,255[15]	18,976,616	65,797,911	79,286,697

[1] Les chiffres de 1941 sont sujets à revision. [2] Les chiffres des années de recensement décennal 1881-1921 couvrent les années précédentes. Dans les recensements de 1881 et 1891 les valeurs seulement sont indiquées pour le fromage et le beurre de fabrique et les quantités ont été calculées en attribuant au fromage un prix de 10 cents la livre et au beurre un prix de 25 cents la livre. [3] 1907. [4] Avant 1931 cet

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1940	1941[1]	
2,598,958	3,246,430	3,624,262	3,398,114	3,113,909	2,891,540	2,857,600	2,881,450	1
381,915,505	418,686,000	440,502,040	245,119,000	155,908,000	208,170,000	179,642,000	172,713,000	
2,595,255	2,835,552	3,324,653	3,839,191	3,371,923	3,885,300	3,894,700	3,886,100	2
109,575,526	198,896,000	203,555,836	201,236,000	143,616,000	143,316,000	197,259,000	252,527,000	
3,930,828	3,763,155	5,194,831	4,731,688	4,601,108	4,955,300	4,670,600	4,911,700	3
86,278,490	204,477,000	139,590,484	148,742,000	114,201,000	112,247,000	170,748,000	219,966,000	
2,174,300	2,025,023	3,203,966	3,142,476	3,627,116	3,327,100	3,452,100	3,550,500	4
10,701,691	20,927,000	20,704,509	31,417,000	18,596,000	18,077,000	23,816,000	30,083,000	
3,634,778	3,484,982	3,404,730	4,359,582	4,699,831	4,145,000	5,881,800	5,993,700	5
26,986,621	60,700,000	36,893,244	69,958,000	32,773,000	45,488,000	69,451,000	95,425,000	
31,793,261	–	50,325,248	50,108,516	65,468,000	59,339,400	64,142,800	66,513,000	6
14,653,773	–	31,750,247	51,037,000	43,138,000	40,366,000	50,782,000	59,321,000	
630,111,606	–	*872,996,360*	*747,509,000*	*508,232,000*	*567,664,000*	*691,698,000*	*830,035,000*	
9,806,741	–	10,976,235	13,407,340	15,772,852	15,430,058	16,283,078	16,752,823	7
199,904,205	192,968,597	149,201,856	171,731,631	113,956,639	119,123,483	142,107,100	148,913,300	8
21,587,124	35,512,622	39,100,872	28,807,841	12,824,695	15,565,813	19,730,400	24,013,400	
64,489,398	82,564,130	111,691,718	177,209,287	225,955,246	250,931,777	264,153,000	286,109,500	9
15,597,807	26,966,355	63,625,203	61,753,390	50,198,878	57,662,160	64,679,000	93,547,300	
137,110,200	–	103,487,506	95,000,000	103,310,000	109,026,000	99,188,000	94,338,000	10
30,269,497	–	50,180,952	28,252,777	21,450,000	20,006,000	20,427,000	27,762,000	
35,927,426	–	–	158,490,971	106,916,119	106,644,791	136,104,032	155,957 042	11
103,381,854	–	–	277,304,979	191,389,692	199,878,764	240,940,432	301,279,742	
–	–	2,936,407	3,686,148	4,060,356	4,596,713	9,620,695	–	12
–	–	10,151,594	15,072,244	11,803,217	15,464,883	16,668,348	–	
–		5,977.545	11,153,838	8,497,237	9,838,280	7,094,357	–	13
–	–	168,054,024	204,436,328	141,123,930	134,804,228	194,567,875	–	14
4,918,202	3,490,550	2,869,307	4,185,140	2,497,553	3,412,151	4,628,952	–	15
75,830,954	58,365,349	82,448,585	101,071,260	45,977,843	61,965,540	105,988,216	–	
–	[5]15,884,905[5]	116,891,191	135,182,592	62,769,253	80,343,291	134,762,893	–	16
–	92,074,684[5]	149,216,005	215,370,274	174,733,954	185,144,603	298,034,843	–	17
56,334,695	83,116,282	284,561,478	286,305,842	185,493,491	210,206,707	348,006,396	387,113,232	18
29,965,143	35,860,708	34,931,935	56,360,633	30,517,306	39,165,055	45,118,887	–	19
473,159	930,492	926,329	1,754,228	2,693,892	3,748,028	5,311,145	5,351,689	20
9,781,077	19,234,976	19,148,920	36,263,110	58,093,396	131,293,421	204,479,083	206,040,026	
32,559,044	25,459,741	13,543,198	22,371,924	20,562,247	18,334,487	23,833,752	21,754,798	21
17,355,272	16,717,121	8,485,355	13,894,531	6,141,943	8,273,804	9,116,172	8,323,603	
55,648,011	117,150,028	47,620,820	133,094,942	292,304,390	421,027,732			22
6,886,998	31,867,150	5,953,555	17,490,300	24,114,065	39,514,101			
23,784,969	41,497,615	66,679,592	283,801,265	267,342,482	383,180,909			23
827,717	3,532,692	3,828,742	19,240,661	7,260,183	14,993,869	[9]	[9]	
1,877,479	23,364,760	53,089,356	149,938,105	237,245,451	333,182,736			24
108,105	2,991,623	2,471,310	11,110,413	6,059,249	11,045,007			
34,098,744	82,958,564	19,293,060	65,714,294	65,666,320	169,739,393			25
10,229,623	29,035,498	6,752,571	14,374,163	15,267,453	43,876,525			
819,228	1,043,979	593,829	757,317	420,038	678,231	1,168,839	1,364,336	26
11,323,388	14,483,395	15,057,493	16,478,131	12,243,211	15,229,182	17,566,884	18,222,107	27
26,467,646	38,817,481	72,451,656	59,875,094	41,207,682	45,791,934	54,676,993	57,995,503	
–	25,467,458	14,077,601	19,208,209	25,874,723	28,113,348	41,232,125	39,213,386	28
1,917,678	3,958,029	4,594,164	7,557,174	9,026,754	10,762,243	13,000,593	12,356,067	
291,092	198,123	187,540	364,444	1,542,573	1,500,374	8,589,978	10,124,613	29
357,073	392,284	641,533	1,311,665	4,211,674	3,421,767	11,160,213	14,194,566	
127,414	154,149	92,761	279,403	164,296	301,287	[9]	[9]	30
2,943,108	5,228,869	4,906,230	10,099,423	4,812,886	9,958,183			
5,692,915	5,369,560	5,752,885	8,707,021	10,161,658	4,508,718	7,559,648	8,368,711	31
7,644,537	6,547,728	14,195,143	13,013,283	15,826,243	6,908,192	11,775,345	13,063,588	
103,220,994	177,201,534	171,923,342	240,437,123	230,434,726	361,919,372	529,825,035	560,746,875	

article ne comprend pas le lait écrémé et le lait de beurre. [5] 1917. [6] Années fiscales avant 1926. [7] Depuis 1932 les valeurs comprennent la péréquation du change. [8] 1887. [9] Les restrictions de temps de guerre empêchent la publication des données de 1940 et 1941. [10] 1898. [11] 1889 [12] 1874. [13] 1892. [14] Autres éléments non indiqués compris. [15] 1886.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Production d'électricité—						
1	Usines centrales	nomb.	–	–	80	58	157
2	Capital immobilisé	$	–	–	4,113,771	11,891,025	80,393,445
3	Kilowatt-heures produits[2]	kWh	–	–	–	–	–
4	Usagers	nomb.	–	–	–	–	–
	Forces hydrauliques—						
5	Turbines, h.p. installés	nomb.	–	–	71,219	238,902	608,002
	Manufactures—[3]						
6	Effectif	nomb.	187,942	254,935	272,033	339,173	383,920
7	Capital	$	77,964,020	165,302,623	353,21,000[4]	446,916,487	833,916,155
8	Salaires et gages	$	40,851,009	59,429,002	79,234,311	113,249,350	162,155,578
9	Matières premières consommées	$	124,907,846	179,918,593	250,759,292[4]	266,527,858	–
10	Produits—						
	Valeur brute	$	221,617,773	309,676,068	368,696,723	481,053,375	706,446,578
	Valeur nette	$	96,709,927	129,757,475	117,937,431	214,525,517	–
	Construction—						
11	Valeur des contrats adjugés	$	–	–	–	–	–
	Commerce de gros et de détail—						
	De gros—						
12	Etablissements	nomb.	–	–	–	–	–
13	Employés	nomb.	–	–	–	–	–
14	Ventes nettes	$	–	–	–	–	–
	De détail—						
15	Magasins	nomb.	–	–	–	–	–
16	Employés, réguliers	nomb.	–	–	–	–	–
17	Ventes nettes	$	–	–	–	–	–
	Services de détail—						
18	Etablissements	nomb.	–	–	–	–	–
19	Employés, réguliers	nomb.	–	–	–	–	–
20	Recettes	$	–	–	–	–	–
	Commerce extérieur—						
21	Exportations[8, 9]	$	57,630,024	83,944,701	88,671,738	177,431,386	235,483,956
22	Importations[8, 10]	$	84,214,388	90,488,329	111,533,954	177,930,919	283,740,280
	Totaux, commerce extérieur[8]	$	141,844,412	174,433,030	200,205,692	355,362,305	519,224 236
23	Exportations totales à l'Empire Britannique[11]	$	–	–	47,137,203	100,748,097	138,421,222
24	Exportations au Royaume-Uni[11]	$	21,733,556	42,637,219	43,243,784	92,857,525	127,456,465
25	Importations totales de l'Empire Britannique[11]	$	–	–	44,337,052	46,653,228	83,789,434
26	Importations du Royaume-Uni[11]	$	48,498,202	42,885,142	42,018,943	42,820,334	69,183,915
27	Exportations aux Etats-Unis[11]	$	29,164,358	34,038,431	37,743,430	67,983,673	83,546,306
28	Importations des Etats-Unis[11]	$	27,185,586	36,338,701	52,033,477	107,377,906	169,256,452
	Exportations domestiques, par principaux éléments—[11]						
29	Blé	boiss.	1,748,977	2,523,673	2,108,216	9,739,758	40,399,402
		$	1,981,917	2,593,820	1,583,084	6,871,939	33,658,391
30	Farine de blé	barils	306,339	439,728	296,784	1,118,700	1,532,014
		$	1,609,849	2,173,108	1,388,578	4,015,226	6,179,825
31	Avoine	boiss.	542,386	2,926,532	260,569	8,155,063	2,700,303
		$	231,227	1,191,873	129,917	2,490,521	1,083,347
32	Foin	tonnes	23,487	168,381	65,083	252,977	206,714
		$	290,217	1,813,208	559,489	2,097,882	1,529,941
33	Bacon et jambon, épaules et flancs.	cwt	103,444	103,547	75,541	1,055,495	1,029,079
		$	1,018,918	758,334	328,469	11,778,446	12,086,868
34	Beurre	lb	15,439,266	17,649,491	3,768,101	16,335,528	34,031,525
		$	3,065,234	3,573,034	602,175	3,295,663	7,075,539
35	Fromage	lb	8,271,439	49,255,523	106,202,140	195,926,397	215,834,543
		$	1,109,906	5,510,443	9,508,800	20,696,951	24,433,169
36	Argent	onces	–	–	–	4,022,019	7,261,527
		$	595,261	34,494	238,367	2,420,750	4,310,528
37	Cuivre[12]	lb	6,246,000	39,604,000	10,994,498	26,345,776	44,282,348
		$	120,121	150,412	505,196	2,659,261	7,148,633

[1] Les chiffres de 1941 sont sujets à revision. [2] En milliers. [3] Les statistiques des manufactures de 1871 et 1881 couvrent les établissements employant moins de 5 personnes, tandis que celles de 1891, 1901, 1911 et 1916 ne couvrent que ceux employant 5 personnes ou plus, excepté les fabriques de beurre ou fromage, les moulins à farine, les usines électriques, les scieries de planches, lattes et bardeaux, les fours à chaux, les briqueteries et tuileries et les conserveries de poisson. Les chiffres sont ceux des années précédentes dans tous les cas. A partir de 1922, ces statistiques n'englobent pas les métiers du bâtiment, les métiers manuels et les travaux de réparation et à façon. Les chiffres de 1926-40 comprennent la fonte des *métaux non ferreux* qui n'y était pas les années précédentes. [4] Tous les établissements compris, indé-

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1940	1941[1]	
266	307	510	595	559	561	602	–	1
110,838,746	248,573,546	484,669,451	756,220,066	1,229,988,951	1,483,116,649	1,615,438,140	–	2
–	–	5,614,132	12,093,445	16,330,867	25,402,282	30,109,283	–	3
–	–	973,212	1,337,562	1,632,792	1,740,793	2,014,508	–	4
1,363,134	2,222,169	2,754,157	4,549,383	6,666,337	7,945,590	8,584,438	8,845,038	5
515,203	–	456,076	518,539	557,426	594,359	762,244	–	6
1,247,583,609	1,958,705,230	3,190,026,358	3,981,569,590	4,961,312,408	3,271,263,531	4,095,716,836	–	7
241,008,416	283,311,505	518,785,137	653,850,933	624,545,561	612,071,434	920,872,865	–	8
601,509,018	791,943,433	1,366,893,685	1,728,624,192	1,223,880,011	1,624,213,996	2,449,721,903	–	9
1,165,975,639	1,381,547,225	2,488,987,148[5]	3,100,604,637[5]	2,555,126,448[5]	3,002,403,814[5]	4,529,173,316[5]	–	10
584,466,621	589,603,792	1,123,694,263[5]	1,305,168,549[5]	1,252,017,248[5]	1,289,592,672[5]	1,942,471,238[5]	–	
345,425,000	99,311,000	240,133,300	372,947,900	315,482,000	162,588,000	346,009,800	393,991,300	11
–	–	–	–	13,140[6]	–	–	–	12
–	–	–	–	90,564[6]	–	–	–	13
–	–	–	–	3,325,210,300[6]	–	–	–	14
–	–	–	–	125,003[6]	–	–	–	15
–	–	–	–	238,683[6]	–	–	–	16
–	–	–	–	2,755,569,900[6]	2,208,142,000[7]	2,736,868,000[7]	–	17
–	–	–	–	42,223[6]	–	–	–	18
–	–	–	–	55,257[6]	–	–	–	19
–	–	–	–	249,455,900[6]	–	–	–	20
274,316,553	741,610,638	800,149,296	1,261,241,525	587,653,440	937,824,933	1,178,954,420	[13]	21
452,724,603	508,201,134	799,478,483	1,008,341,911	628,098,386	635,190,844	1,081,950,719		22
727,041,156	1,249,811,772	1,599,627,779	2,269,583,436	1,215,751,826	1,573,015,777	2,260,905,139	[13]	
148,967,442	482,529,733	403,452,219	554,924,454	219,781,406	479,646,028	655,957,139	–	23
132,156,924	451,852,399	312,844,871	459,223,468	170,597,455	395,351,959	508,095,949	–	24
129,467,647	105,229,977	266,002,688	214,614,416	151,999,922	189,319,021	267,383,135	–	25
109,934,753	77,404,361	213,973,562	164,707,111	109,468,081	122,971,264	161,216,352	–	27
104,115,823	201,106,488	542,322,967	457,877,594	240,196,849	333,916,949	442,984,157	–	27
275,824,265	370,880,549	856,176,820	668,747,247	393,775,289	369,141,513	744,231,156	–	28
45,802,115	157,745,469	129,215,157	250,116,414	194,825,612	243,041,530	139,169,671		29
45,521,134	172,896,445	310,952,138	362,978,198	117 871,254	226,913,763	119,530,365		
3,049,046	6,400,214	6,017,032	10,456,916	5,697,224	4,850,071	6,970,902		20
13,854,790	35,767,044	66,520,490	71,993,618	20,207,319	20,638,718	26,351,695		
5,431,662	26,816,322	14,321,048	18,571,663	11,177,072	8,488,040	14,396,287		31
2,144,846	16,637,849	14,152,033	9,894,122	3,767,918	3,136,891	6,177,281		
326,132	255,407	179,398	428,105	89,056	127,996	74,598		32
2,723,291	5,849,426	4,210,594	4,185,289	839,278	989,557	753,997		
598,745	1,536,517	982,338	931,850	127,752	1,580,496	3,456,042		33
8,526,332	27,090,113	31,492,407	22,768,782	2,035,382	25,957,012	58,814,151	[13]	
3,142,682	3,441,183	9,739,414	9,814,400	10,680,500	5,128,800	1,337,600		34
744,288	1,018,769	5,128,831	3,352,829	2,329,853	1,178,916	382,299		
181,895,724	168,961,583	133,620,340	134,656,600	84,788,400	81,890,300	106,631,100		35
20,739,507	26,690,500	37,146,722	24,857,868	10,594,917	11,347,125	15,732,486		
33,731,010	27,794,566	13,331,050	21,132,133	18,666,367	16,130,875	19,246,058		36
17,269,168	14,298,351	11,127,432	13,106,777	5,399,259	7,283,547	7,165,504		
55,005,342	111,046,300	36,167,900	67,108,300	48,761,200	45,519,600	[13]		37
5,575,033	14,670,073	4,336,972	7,822,260	3,891,045	2,971,042			

pendamment du nombre d'employés. [5] Depuis 1924 la valeur nette de production est calculée en soustrayant le coût du combustible et de l'électricité ainsi que le coût des matières premières de la valeur brute de production. [6] Chiffres du recensement pour l'année civile 1930. [7] Estimé d'après le relevé des gros établissements entre les années de recensement. [8] Années fiscales avant 1921. [9] Exportations de marchandises domestiques seulement. [10] Importations de marchandises pour la consommation au pays. [11] Années fiscales avant 1926. [12] Cuivre affiné, contenu dans le minerai, la matte, les régules, etc. [13] Les restrictions de temps de guerre empêchent la publication des données.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Exportations domestiques, par éléments principaux—fin[2]						
1	Nickel	lb	–	–	5,352,043	9,537,558	23,959,841
		$	–	–	240,499	958,365	2,166,936
2	Houille	tonnes	318,287	420,055	833,684	1,888,538	1,820,511
		$	662,451	1,123,091	2,916,465	5,307,060	4,643,198
3	Amiante	tonnes	–	–	7,022	26,715	57,075
		$	–	–	513,909	864,573	1,578,137
4	Pulpe de bois	cwt	–	–	–	–	–
		$	–	–	280,619	1,937,207	3,478,150
5	Papier à journal	cwt	–	–	–	–	–
		$	–	–	–	–	–
	Exportations domestiques, par groupes—[2]						
6	Subs. vég. (à l'exc. des produits chim., des fibres et du bois)	$	–	–	13,742,557	25,541,567	55,828,252
7	Bétail et prod. animaux (ex. fibres et produits chimiques)	$	–	–	36,399,140	68,465,332	84,570,644
8	Fibres, textiles et tissus	$	–	–	872,628	1,880,539	2,602,903
9	Bois, produits du bois et papier	$	–	–	25,351,085	33,099,915	45,716,762
10	Fer et ses dérivés	$	–	–	556,527	3,778,897	4,705,296
11	Métaux non ferreux et leurs produits	$	–	–	1,618,955	33,395,096	28,455,786
12	Métalloïdes et leurs produits (prod. chim. non compris)	$					
13	Produits chimiques et leurs dérivés	$	–	–	3,988,584	7,356,444	7,817,475
		$	–	–	851,211	791,835	1,784,800
14	Toutes autres marchandises	$	–	–	5,291,051	3,121,741	4,002,038
	Totaux, exportations domestiques	$	56,630,024	83,944,701	88,671,738	177,431,386	235,483 956
	Import. pour consommation—[2]						
15	Substances végétales (exc. produits chimiq., fibres et bois.)	$	–	–	24,212,140	38,036,146	50,307,368
16	Bétail et prod. animaux (ex. fibres et produits chimiques.)	$	–	–	8,080,862	14,022,896	23,616,835
17	Fibres, textiles et tissus	$	–	–	28,670,141	37,284,752	59,292,868
18	Bois, produits du bois et papier	$	–	–	5,203,490	8,196,901	14,341,947
19	Fer et ses dérivés	$	–	–	15,142,615	29,955,936	49,436,840
20	Métaux non ferreux et leurs produits	$	–	–	3,810,626	7,167,318	17,533,430
21	Métalloïdes et leurs produits (excepté prod. chimiques)	$		–	14,139,024	21,255,403	33,757,284
22	Prod. chimiq. et leurs dérivés	$	–	–	3,697,810	5,684,999	8,269,169
23	Toutes autres marchandises	$	–	–	8,577,246	16,326,568	27,184,539
	Totaux, importations	$	24,214,388	90,488,329	111,533,954	177,930,919	283,740.280
	Chemins de fer—						
24	Milles en exploitation	nomb.	2,695	7,331	13,838	18,140	21,423
25	Capital	$	257,035,188[4]	284,419,293	632,061,440	816,110,837	1,065,881,629
26	Voyageurs	nomb.	5,190,416[5]	6,943,671	13,222,568	18,385,722	27,989,782
27	Marchandises	tonnes	5,670,836[5]	12,065,323	21,753,021	36,999,371	57,966,713
28	Recettes	$	19,470,539[5]	27,987,509	48,192,099	72,898,749	125,322,865
29	Dépenses	$	15,775,532[5]	20,121,418	34,960,449	50,368,726	87,129,434
	Tramways—						
30	Milles en exploitation	nomb.	–	–	–	553	814
31	Capital	$	–	–	–	–	–
32	Voyageurs	nomb.	–	–	–	120,934,656	237,655,074
33	Marchandises	tonnes	–	–	–	287,926	506,024
34	Recettes	$	–	–	–	5,768,283	10,966,871
35	Dépenses	$	–	–	–	3,435,162	6,675,037
	Transport routier—						
36	Grands chemins, parcours total	milles	–	–	–	–	–
37	Dépenses capitales	$	–	–	–	–	–
38	Véhicules-moteur enregistrés	nomb.	–	–	–	–	1,447
39	Revenu provincial total provenant des permis et de l'exploitation	$	–	–	–	–	–
	Canaux—						
40	Voyageurs transportés	nomb.	100,377	118,136	146,336	190,428	256,500
41	Marchandises	tonnes	3,955,621	2,853,230	2,902,526	5,665,259	10,523,185

[1] Chiffres de 1941 sujets à revision. [2] Années fiscales avant 1926. [3] Les restrictions de temps de guerre empêchent la publication des données. [4] 1876. [5] 1875. [6] Double emploi éliminé

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1940	1941[1]	
34,767,523	70,443,000	47,018,300	63,875,800	60,420,300	168,316,400	[3]		1
3,842,332	7,714,769	9,405,291	12,460,884	13,188,928	42,987,140	[3]		
2,315,171	1,971,124	2,277,202	1,012,951	336,302	401,130	498,077		2
6,014,095	6,032,765	16,501,478	5,690,379	1,843,429	1,766,720	2,338,924		
69,829	88,833	191,299	141,760	70,903	136,547	[3]		3
2,076,477	2,962,010	12,633,389	8,669,810	3,929,317	7,391,517	[3]		
6,588,655	8,144,019	14,363,006	20,115,576	12,450,741	15,089,928	21,370,348		4
5,715,532	10,376,548	71,552,037	52,077,122	30,056,643	31,246,695	60,930,149		
–	9,264,080	15,112,586	34,639,718	40,164,815	59,861,787	64,855,787		5
3,092,437	17,974,292	78,922,137	114,090,595	107,233,112	103,639,634	151,360,196		
84,368,425	257,019,215	482,140,444	588,885,984	209,760,786	346,980,652	218,263,811	[3]	6
69,693,263	138,375,083	188,359,937	168,025,501	70,938,351	124,694,815	164,723,794		7
1,818,931	15,097,691	18,783,884	7,111,896	5,394,084	12,227,387	22,695,647		8
56,334,695	83,116,282	284,561,478	286,305,842	185,493,401	210,206,707	348,006,396		9
9,884,346	66,172,099	76,500,741	75,602,162	19,086,492	52,303,878	127,666,846		10
34,000,996	66,036,542	45,939,377	74,669,188	56,158,939	134,436,740	194,711,984		11
10,038,493	12,096,973	40,345,345	27,095,283	14,976,873	23,974,191	33,754,096		12
3,088,840	15,961,226	20,142,826	16,487,522	10,848,946	17,749,628	31,222,806		13
5,088,564	87,780,527	32,389,669	17,058,147	14,995,478	15,250,935	37,909,040		14
274,316,553	741,610,638	1,189,163,701	1,261,241,525	587,653,440	937,824,933	1,178,954,420	[3]	
79,214,041	95,421,161	259,431,110	210,666,426	134,433,268	126,245,938	157,249,595		15
30,671,908	38,657,514	61,722,390	53,464,168	28,629,914	25,845,624	35,365,835		16
87,916,282	96,191,485	243,608,342	184,236,564	90,151,516	98,915,100	147,328,745		17
26,851,936	18,277,420	57,449,384	46,444,652	34,923,391	27,099,785	38,100,146		18
91,968,180	92,065,895	245,625,703	219,575,146	116,209,368	135,359,104	298,902,743	[3]	19
27,579,572	29,431,592	55,651,319	50,765,605	38,666,648	35,040,115	71,143,931		20
53,430,475	53,490,284	206,095,113	152,687,995	106,087,909	115,497,181	161,198,044		21
12,471,730	19,217,505	37,887,449	31,358,384	31,336,994	31,971,047	51,824,059		22
42,620,479	65,448,278	72,688,072	59,142,971	47,659,378	39,216,950	120,837,621		23
452,724,003	508,201,134	1,240,158,882	1,008,341,911	628,098,386	635,190,844	1,081,050,719	[3]	
25,400	36,985	39,192	40,350	42,280	42,552	42,565	–	24
1,528,689,201	1,893,125,774	2,164,687,636	3,506,758,047	4,232,022,088	4,487,605,510	3,380,035,172	–	25
37,097,718	43,503,459	46,793,251	42,686,166	26,396,812	20,497,616	21,969,871	–	26
79,884,282	89,237,156[5]	83,730,829[5]	105,221,906[5]	74,129,694[5]	75,846,566[5]	97,947,541[5]	–	27
188,733,494	261,888,654	458,008,891	493,599,754	358,549,382	334,768,557	429,142,659	–	28
131,034,785	180,542,259	422,581,205	389,503,452	321,025,588	283,345,988	335,287,503	–	29
1,224	1,674	1,680	1,677	1,379	1,247	1,040	–	30
111,532,347	154,895,584	177,187,436	215,808,520	215,818,096	205,062,353	200,183,147	–	31
426,296,792	580,094,167	719,305,441	748,710,836	720,468,361	614,890,897	691,737,901	–	32
1,228,362	1,936,674	2,282,292	3,489,183	1,977,441	2,265,023	2,599,007	–	33
20,356,952	27,416,285	44,536,832	51,723,199	49,088,310	41,391,927	47,311,009	–	34
12,096,134	18,099,906	35,945,316	36,453,709	35,367,068	28,807,311	32,624,012	–	35
–	–	–	378,269	378,094	410,448	560,147	–	36
–	–	–	–	66,250,229	34,966,916	46,102,238	–	37
21,783	128,328	464,805	832,268	1,200,668	1,240,124	1,500,829	1,568,758	38
–	–	–	21,795,184	42,231,027	61,026,358	85,479,893	–	39
304,904	263,648	230,129	197,561	126,633	59,855	72,039	100,089	40
38,030,353	23,583,491	9,407,021	13,477,663	16,189,074	21,468,816	22,870,553	23,453,367	41

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Transport par eau—						
1	Vaisseaux inscrits	nomb.	–	7,394	7,015	6,697	7,516
		tonnes	–	1,310,896	1,005,475	666,276	663,415
	Maritime—						
2	A l'entrée	tonnes	2,521,573	4,032,946	5,273,935	7,514,732	8,895,353
3	A la sortie	"	2,594,460	4,071,391	5,421,261	7,028,330	7,948,076
4	Totaux	"	5,116,033	8,104,337	10,695,196	14,543,062	16,843,429
	International à l'intérieur—						
5	A l'entrée	tonnes	4,055,198	2,934,503	4,098,434	5,720,575	9,352,653
6	A la sortie	"	3,954,797	2,763,592	4,009,018	5,766,171	8,536,090
7	Totaux	"	8,009,995	5,698,065	8,107,452	11,486,746	17,888,743
	Cabotage—						
8	A l'entrée	tonnes	–	7,664,863	12,835,774	17,927,959	23,543,604
9	A la sortie	"	–	7,451,903	12,150,356	16,516,837	22,780,458
10	Totaux	"	–	15,116,766	25,986,130	34,444,796	46,324,062
	Transport par air—						
11	Milles de vol	nomb.	–	–	–	–	–
12	Mille-voyageur	nomb.	–	–	–	–	–
13	Marchandises	lb	–	–	–	–	–
14	Courrier	"	–	–	–	–	–
	Communications—						
	Télégraphes—						
15	De l'Etat, milles de ligne	nomb.	–	1,947	2,699	5,744	6,829
16	Autres, milles de ligne	"	–	–	27,866	30,194	31,506
17	Téléphones	nomb.	–	–	–	63,192	–
18	Employés	nomb.	–	–	–	–	–
19	Radio, postes récepteurs	nomb.	–	–	–	–	–
	Postes—						
20	Revenus	$	803,637	1,344,970	2,515,824	3,421,192	5,933,342
21	Déboursés	$	994,876	1,876,658	3,161,676	3,837,376	4,921,577
22	Mandats-poste émis	$	4,546,434	7,725,212	12,478,178	17,956,258	37,355,673
	Finances fédérales—						
23	Revenus des douanes	$	11,841,105	18,406,092	23,305,218	28,293,930	46,053,377
24	Revenus de l'accise	$	4,295,945	5,343,022	6,914,850	10,318,266	14,010,220
25	Revenus de la taxe de guerre	$	–	–	–	–	–
26	Impôt sur le revenu	$	–	–	–	–	–
27	Taxe de vente	$	–	–	–	–	–
28	Recettes totales de taxation	$	16,320,369	23,942,139	30,220,068	38,612,196	60,063,597
29	Recettes, p. capita, de taxation	$	4·42	5·54	6·25	7·19	9·69
30	Revenu total	$	19,335,561	29,635,298	38,579,311	52,514,701	80,139,360
31	Revenu per capita	$	5·24	6·85	7·98	9·78	12·93
32	Dépenses totales	$	19,293,478	33,796,643	40,793,208	57,982,866	83,277,642
33	Dépenses per capita	$	5·23	7·82	8·44	10·79	13·44
34	Dette brute	$	115,492,683	199,861,537	289,899,230	354,732,433	392,269,680
35	Actif	$	37,786,165	44,465,757	52,090,199	86,252,429	125,226,703
36	Dette nette	$	77,706,518	155,395,780	237,809,031	268,480,004	267,042,977
	Finances provinciales—						
37	Totaux, recettes ordinaires	$	5,518,946	7,858,698	10,693,815	14,074,991	23,027,122
38	Totaux, dépenses ordinaires	$	4,935,008	8,119,701	11,628,353	14,146,059	21,169,868
	Billets mis en circulation—						
39	Billets de banque	$	20,914,637	28,516,692	33,061,042	50,601,205	70,638,870
40	Billets du Dominion ou de la Banque du Canada[10]	$	7,244,341	14,539,795	16,176,316	27,898,509	49,941,426
	Banques à charte—						
41	Capital versé	$	37,095,340	59,534,977	60,700,697	67,035,615	91,035,604
42	Actif	$	125,273,631	200,613,879	269,307,032	531,829,324	878,512,076
43	Passif envers le public	$	80,250,974	127,176,249	187,332,325	420,003,743	713,790,553
44	Dépôts remboursables à vue	$	–	–	–	95,169,631	165,144,569
45	Dépôts rembours. après avis.	$	–	–	–	221,624,664	381,778,705
46	Totaux, dépôts[10, 11]	$	56,287,391	94,346,481	148,396,968	349,573,327	605,968,513
	Caisses d'épargne—						
47	Dépôts aux bureaux de poste	$	2,497,260	6,208,227	21,738,648	39,950,813	45,736,488
48	Dép. dans les banques de l'Etat	$	2,072,037	9,628,445	17,661,378	16,098,146	16,174,134
49	Dép. dans les banques spéciales	$	5,766,712	7,685,888	10,982,232	19,125,097	27,399,194
	Compagnies de prêts (fédérales)—						
50	Actif	$	8,392,464	73,906,638	125,041,146	158,523,307	232,076,447
51	Passif	$	8,392,958	71,965,017	123,915,704	158,523,307	232,076,447

[1] Les chiffres de 1941 sont sujets à revision. [2] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1941. [3] Service étranger, comprend maritime et intérieur international. Les statistiques des départs ne sont plus calculées. [4] Les statistiques ne sont plus calculées. [5] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [6] A l'exclusion des lignes des Etats-Unis des Télé-

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1940	1941[1]	
8,088	8,659	7,482	8,193	8,966	9,373	8,396 }	[2]	1
770,446	943,131	1,223,973	1,348,935	1,484,423	1,367,071	1,292,692 }		
11,919,339	12,616,927	12,516,503	22,837,720	28,064,762	28,895,751	33,523,965	32,579,900[3]	2
10,377,847	12,210,723	12,400,226	22,817,276	26,535,387	29,156,876	34,865,229	[3]	3
22,297,186	24,827,650	24,916,729	45,654,996	54,600,149	58,052,627	68,389,194	–	4
13,286,102	16,486,778	14,828,454	14,117,099	17,769,690	14,472,022	13,142,431	[3]	5
11,846,257	16,406,670	14,903,447	15,474,732	18,542,037	14,998,858	13,831,092	[3]	6
25,132,359	32,893,448	29,731,901	29,591,831	36,311,727	29,470,880	26,973,523	–	7
34,280,669	35,624,074	28,567,545	41,770,480	47,134,652	42,979,361	44,361,232	50,471,166	8
32,347,265	33,085,350	27,773,668	41,117,175	47,540,555	41,815,616	42,110,407	[4]	9
66,627,934	68,709,424	56,341,213	82,887,655	94,675,207	84,794,977	86,471,639	–	10
–	–	294,449	393,103	7,046,276	7,100,401[5]	11,012,587	–	11
–	–	–	631,715	4,073,552	9,653,196[5]	41,165,802	–	12
–	–	79,850	724,721	2,372,467	22,947,105[5]	14,436,571	–	13
–	–	–	3,960	470,461	1,161,069	2,710,995	–	14
8,446	10,699	11,207	10,722	9,300	8,893	8,625	–	15
33,905	38,552	41,577	42,239[6]	43,928	44,014	43,771	–	16
302,759[7]	548,421[7]	902,090	1,201,008	1,364,200	1,266,228	1,461,038	–	17
10,425[7,8]	15,247[7,8]	19,943[8]	23,083[8]	23,825[8]	17,775[8]	18,696[8]	–	18
–	–	–	134,486	523,100	862,109	1,345,157	1,454,717	19
9,146,952	18,858,410	26,331,119	31,024,464	30,416,106	32,507,888	36,729,105	40,383,366	20
7,954,223	16,009,139	24,661,262	30,499,686	36,292,603	30,100,102	36,725,870	38,699,674	21
70,614,862	94,469,871	173,523,322	177,840,231	167,749,651	121,810,839	156,340,540	173,565,550	22
71,838,089	98,617,695	163,266,804	127,355,144	131,208,955	74,004,560	104,301,487	130,757,011	23
16,869,837	22,428,492	37,118,367	42,923,549	57,746,808	44,409,797	61,032,044	88,607,559	24
–	3,620,782	168,385,327	157,296,320	107,320,633	197,484,627	302,351,433	558,175,014	25
–	–	46,381,824	55,571,962	71,048,022	82,709,803	134,448,566	220,471,004	26
–	–	38,114,539	74,025,093	20,783,944	77,551,974	137,446,253	179,701,224	27
88,707,926	124,666,969	368,770,498	327,575,013	296,276,396	317,311,809	467,684,964	777,539,585	28
12·31	15·58	41·96	34·66	28·55	28·77	40·95	68·09	29
117,780,409	172,147,838	436,292,185	382,893,009	356,160,876	372,595,996	562,093,459	872,169,645	30
16·34	21·52	49·64	40·52	34·32	33·79	49·21	76·37	31
122,861,250	339,702,502	528,302,513	355,186,423	440,008,855	532,585,555	680,793,792	1,249,601,446	32
17·04	42·46	60·11	37·59	42·41	48·29	59·60	109·42	33
474,941,487	936,987,802	2,902,482,117	2,768,779,184	2,610,265,698	3,431,944,027	3,959,236,382	5,011,399,120	34
134,899,435	321,831,631	561,603,133[9]	379,018,085[9]	348,653,762[9]	425,843,509[9]	687,976,735[9]	1,362,707,672[9]	35
340,042,052	615,156,171	2,340,878,984	2,389,731,099	2,261,611,937	3,006,100,517	3,271,259,647	3,648,691,449	36
40,706,948	50,015,795	102,030,458	146,450,904	179,143,480	232,616,182	302,481,833	–	37
38,144,511	53,826,219	102,569,515	144,183,178	190,754,202	248,141,808	306,072,544	–	38
89,982,223	126,691,913	194,621,710	168,885,995	141,968,350	119,507,306	91,134,378	81,620,753	39
99,921,354	176,816,006	271,531,162	190,004,824	153,079,362	105,275,223	277,095,305	406,433,409	40
103,009,256	113,175,353	129,096,339	116,638,254	144,674,853	145,500,000	145,500,000	145,500,000	41
1,303,131,260	1,839,286,709	2,841,782,079	2,864,019,213	3,066,018,472	3,144,506,755	3,707,316,459	4,008,381,256	42
1,097,661,393	1,596,905,337	2,556,454,190	2,604,601,786	2,741,554,219	2,855,622,232	3,411,104,825	3,711,870,680	43
304,801,755	428,717,781	551,914,643	553,322,935	578,604,394	618,340,561	875,059,476	1,088,198,370	44
568,976,209	780,842,383	1,289,347,063	1,340,559,021	1,437,976,749	1,518,216,945	1,646,891,010	1,616,129,007	45
980,433,788	1,418,035,429	2,264,586,736	2,277,192,043	2,422,834,828	2,614,895,597	3,179,523,062	3,464,781,844	46
43,330,579	40,008,418	29,010,619	24,035,669	24,759,227	22,047,287	23,100,118	22,176,633	47
14,673,752	13,519,855	10,150,189	8,794,870	[12]	[12]	[12]	[12]	48
34,770,386	40,405,037	58,576,775	67,241,344	69,820,422	69,665,415	79,838,963	76,391,775	49
389,701,988	70,872,297	96,698,810	120,321,095	147,094,183	137,210,511	133,713,412	–	50
389,701,988	70,872,297	95,281,122	119,425,147	146,046,087	137,199,814	133,699,892	–	51

graphes du Canadien National. [7] Au 30 juin. [8] A l'exclusion des employés sur les lignes rurales en Saskatchewan. [9] Actif productif seulement. [10] Au 30 juin, de 1871 à 1906. Moyennes mensuelles de 1911 à 1941. [11] Y compris sommes déposées ailleurs qu'au Canada depuis 1901. [12] Compris dans les caisses d'épargne postales.

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—suite

	Eléments		1871	1881	1891	1901	1906
	Compagnies de petits prêts (fédérales)—						
1	Actif	$	–	–	–	–	–
2	Passif	$	–	–	–	–	–
	Compagnies de prêt (provinciales)—						
3	Actif	$	–	–	–	–	–
4	Passif	$	–	–	–	–	–
	Compagnies de fiducie (fédérales)—						
	ACTIF—						
5	Fonds des compagnies	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
6	Fonds garantis	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
	PASSIF—						
7	Fonds des compagnies	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
8	Fonds garantis	$	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
9	SUCCESSION, FIDUCIE ET FONDS DES AGENCES	$	[4]	[4]	[4]	[4]	
	Compagnies de fiducie (provinciales)[5]						
	ACTIF—						
10	Fonds des compagnies (valeur au pair)	$	–	–	–	–	–
11	Fonds garantis (valeur au pair)	$	–	–	–	–	–
12	SUCCESSIONS, FIDUCIE ET FONDS DES AGENCES	$	–	–	–	–	–
	Assurance-feu (Dominion)—						
13	Montant des risques, 31 déc.	$	228,453,784	462,210,968	759,602,191	1,038,687,619	1,443,902,244
14	Primes encaissées dans l'année	$	2,321,716	3,827,116	6,168,716	9,650,348	14,687,963
15	Pertes payées dans l'année	$	1,549,199	3,169,824	3,905,697	6,774,956	6,584,291
	Assurance-feu (provinces)—						
16	Montant des risques, 31 déc.	$	–	–	–	–	–
17	Primes encaissées dans l'année	$	–	–	–	–	–
18	Pertes payées dans l'année	$	–	–	–	–	–
	Assurance-vie (Dominion)—[6]						
19	Montant des risques, 31 déc	$	45,825,935	103,290,962	261,475,229	463,759,034	656,260,900
20	Primes encaissées dans l'année	$	1,852,974	3,094,689	8,417,702	15,189,854	22,364,456
21	Montant net des polices devenues réclamations dans l'an	$	–	–	–	7,182,358	8,881,776
	Assurance-vie (provinces)—						
22	Montant des risques, 31 déc.	$	–	–	–	–	–
23	Primes encaissées dans l'année	$	–	–	–	–	–
24	Montant net des polices devenues réclamations dans l'an	$	–	–	–	–	–
	Volume d'affaires—						
25	Compensations bancaires	$000	–	–	580,644	1,871,062	3,950,701
26	Débits bancaires	$000	–	–	–	–	–
27	**Faillites commerciales**	nomb.	–	–	1,861	1,341	1,184
28	Actif	$	–	–	–	7,686,823	6,499,052
29	Passif	$	–	–	16,723,939	10,811,671	9,085,773
	Instruction publique—(sous le contrôle provincial seulement)—						
30	Elèves inscrits	nomb.	803,000	891,000	993,000	1,092,633	1,173,009
31	Moyenne quot. de fréquentat.	"	–	–	–	669,000	743,299
32	Instituteurs	"	13,559	18,016	23,718	27,126	32,250
33	Dépenses publiques	$	–	–	–	11,044,925	16,368,244
	Statistiques criminelles—[19]						
34	Condamnations, délit crim.	nomb.	–	3,509[11]	3,974	5,638	8,092
35	Condamnations, délits non crim.	"	–	30,365[11]	33,643	36,510	62,811
	Hôpitaux—						
36	Autres que pour aliénés	nomb.	–	–	–	–	–
37	Capacité en lits	"	–	–	–	–	–
38	Patients sous traitement[12]	"	–	–	–		–
39	Hôpitaux pour les aliénés	"	–	–	–	–	–
40	Patients sous traitement[12]	"	–	–	–	–	–
41	Recettes	$	–	–	–	–	–
42	Dépenses	$	–	–	–	–	–

[1] Les chiffres de 1941 sont sujets à revision. [2] Chiffres de 1928; première année connnue. [3] Chiffres de 1922; première année de chiffres provinciaux mis à jour par le département des Assurances. [4] Avant 1920, alors que le département fédéral des Assurances s'est chargé de l'administration de la législation relative aux compagnies de prêt, les chiffres ne sont pas comparables. Ils paraissent cependant aux pp. xl de l'Annuaire de 1938. [5] Tiré de données fournies volontairement au Surintendant des Assurances par les compagnies provinciales, portant sur environ 90 p.c. de toutes les affaires provinciales. Les

RÉSUMÉ STATISTIQUE DES PROGRÈS DU CANADA—fin

1911	1916	1921	1926	1931	1936	1940	1941[1]	
–	–	–	159,239[2]	827,373	4,392,390	6,829,203	–	1
–	–	–	157,453[2]	823,120	4,361,126	6,829,203	–	2
–	–	86,144,153[3]	84,402,833	65,728,238	58,909,744	59,110,662	–	3
–	–	87,335,807[3]	83,198,515	66,387,987	58,782,522	59,562,083	–	4
[4]	[4]	10,237,930	13,195,277	15,459,347	16,374,558	20,209,559	–	5
[4]	[4]	8,774,185	17,979,412	25,718,219	35,456,607	35,482,199	–	6
[4]	[4]	9,907,331	12,954,225	15,066,431	15,878,061	19,521,182	–	7
[4]	[4]	8,549,642	17,979,412	25,718,221	35,456,607	35,482,199	–	8
[4]	[4]	79,252,639	139,777,235	215,698,469	226,024,454	256,781,691	–	9
–	–	31,418,403[3]	33,172,710	66,338,148	63,770,447	57,570,952	–	10
–	–	32,885,302[3]	52,321,267	125,829,165	121,986,843	108,290,989	–	11
–	–	629,953,917[3]	733,149,544	1,961,948,175	2,311,906,898	2,417,078,216	–	12
2,279,868,346	3,720,058,236	6,020,513,832	8,051,444,136	9,544,641,293	9,248,273,260	10,737,568,226	11,391,929,893	13
20,575,255	27,783,852	47,312,564	52,595,923	50,342,669	40,218,296	41,922,312	49,371,742	14
10,936,948	15,114,063	27,572,560	25,705,975	29,938,409	14,072,237	15,444,927	17,752,232	15
–	849,915,678	1,269,764,435	1,286,255,476	1,341,184,333	1,184,852,046	1,123,934,493	–	16
–	3,902,504	5,545,549	6,068,701	7,185,066	5,002,603	4,439,095	–	17
–	2,188,438	3,544,820	3,062,846	4,985,605	2,190,624	2,024,609	–	18
950,220,771	1,422,179,632	2,934,843,848	4,610,196,334	6,622,267,793	6,403,037,477	6,975,322,460	7,348,553,667	19
31,619,626	48,093,105	98,834,371	159,872,965	225,100,571	200,541,265	200,201,095	203,462,600	20
11,434,901	20,259,534	24,014,465	34,642,526	54,410,589	58,086,634	75,919,245	75,097,606	21
–	348,097,229	222,871,178	147,821,972	202,094,301	130,044,228	128,750,916	–	22
–	5,311,003	4,389,008	3,991,126	5,178,615	3,025,124	3,487,319	–	23
–	4,592,420	2,812,077	1,741,735	2,603,453	2,195,537	2,464,267	–	24
7,346,382	10,315,854	16,811,287	17,715,090	16,827,603	19,202,527	18,505,951	21,730,204	25
–	–	27,157,474[7]	30,358,034	31,586,468	35,928,607	34,437,474	39,242,657	26
1,332	1,685[8]	2,451[8]	2,196[8]	2,563[8]	1,238	1,158	882	27
9,964,404	19,670,542[8]	57,158,397[8]	25,668,509[8]	37,613,810[8]	7,060,000	6,429,000	[9]	28
13,491,196	25,069,534[7]	73,299,111[8]	37,082,882[8]	52,987,554[8]	11,314,000	9,578,000	6,959,000	29
1,361,205	1,626,144	1,880,805	2,085,473	2,264,106	2,189,450	2,165,014	–	30
870,532	1,118,522	1,349,256	1,564,830	1,801,955	1,832,357	1,870,623	–	31
40,516	50,307	56,607	63,840	71,246	71,701	75,818	–	32
37,971,374	57,362,734	112,976,543	122,701,259	144,748,823	114,685,037	125,655,172	–	33
12,627	19,160	19,396	22,538	36,853	41,029	52,021	–	34
100,633	104,631	157,777	172,654	330,235	379,946	459,242	–	35
–	–	–	–	806[12]	903	900[14]	–	36
–	–	–	–	55,285[13]	66,486	62,964[14]	–	37
–	–	–	–	697,183[13]	877,945	949,877[14]	–	38
–	–	–	–	56[12]	57	60	–	39
–	–	–	–	39,985[13]	53,326	56,823	–	40
–	–	–	–	–	14,300,952	19,545,574	–	41
–	–	–	–	–	14,222,138	19,543,330	–	42

chiffres comprennent toutes les grandes et la plupart des petites compagnies provinciales. [6] Non compris l'assurance fraternelle. [7] Chiffres de 1924, première année où les débits bancaires sont connus. [8] Y compris Terre-Neuve. [9] Les statistiques ne sont plus calculées. [10] Année terminée le 30 sept. [11] Chiffres de 1886; première année connue. [12] Durant l'année fiscale respective. [13] Chiffres de recensement, s'appliquent à l'année civile 1930. [14] Hôpitaux militaires de guerre non compris.

Nota sur l'interprétation du diagramme de l'organisation de guerre du Gouvernement

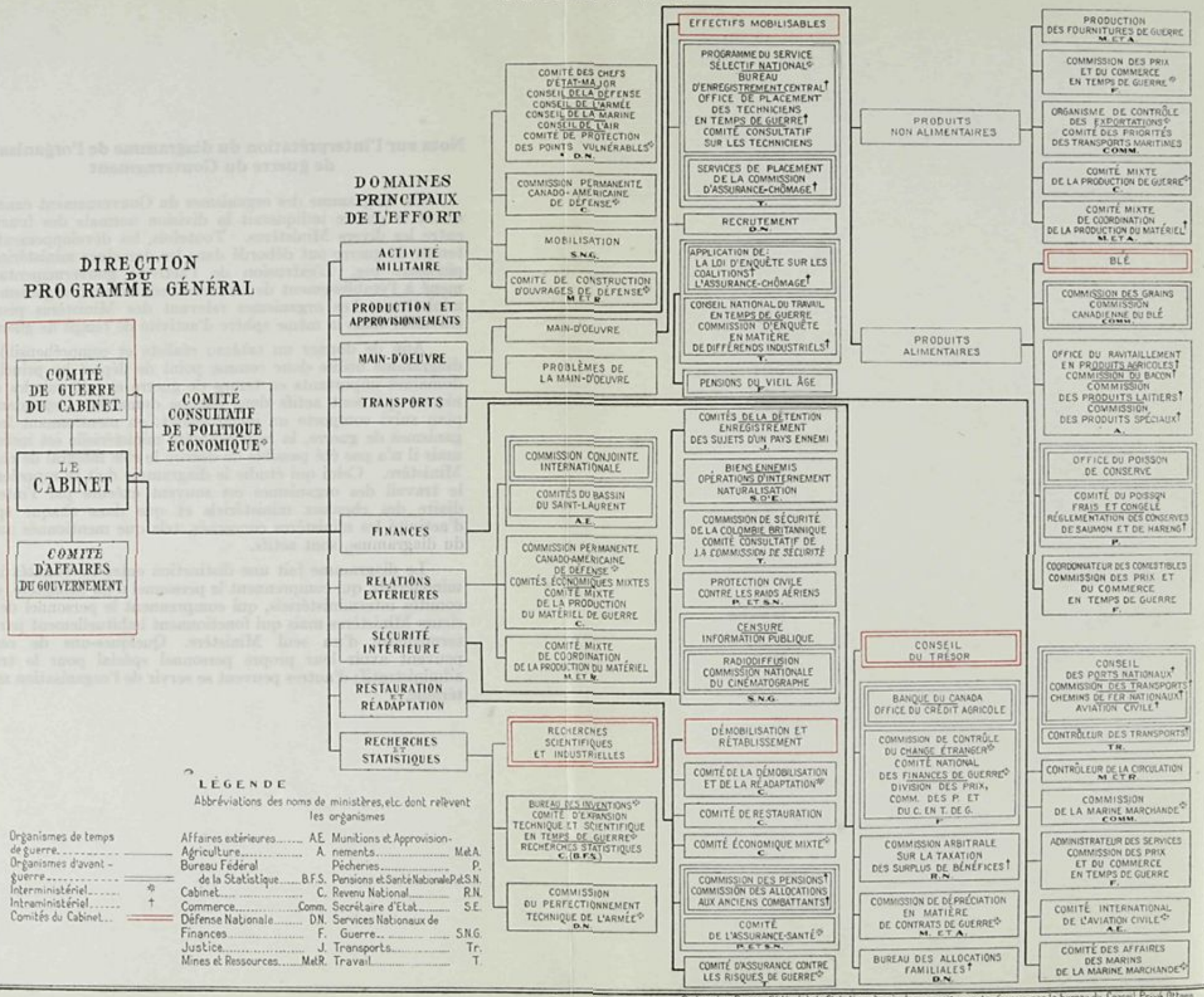
Un diagramme des organismes du Gouvernement canadien avant la guerre indiquerait la division normale des fonctions entre les divers Ministères. Toutefois, les développements en temps de guerre ont débordé dans les domaines ministériels en plusieurs cas. L'extension de l'activité gouvernementale a mené à l'établissement de nouveaux contrôleurs, organismes et ministères. Les organismes relevant des Ministères peuvent travailler dans la même sphère d'activité de temps de guerre.

Afin de donner un tableau réaliste et compréhensible, ce diagramme utilise donc comme point de départ les principaux domaines importants en temps de guerre et fait voir les organismes qui sont actifs dans chaque domaine. Cependant, le plan suivi comporte un inconvénient: en mentionnant les organismes de guerre, la responsabilité ministérielle est indiquée; mais il n'a pas été possible de décrire le rôle intégral de chaque Ministère. Celui qui étudie le diagramme doit se rappeler que le travail des organismes est souvent exécuté par l'intermédiaire des chenaux ministériels et que dans chaque sphère d'activité les ministères concernés, tels que mentionnés au bas du diagramme, sont actifs.

Le diagramme fait une distinction entre les comités intra*ministériels, qui comprennent le personnel d'un Ministère, et les* comités interministériels, qui comprennent le personnel de plusieurs Ministères mais qui fonctionnent habituellement par l'intermédiaire d'un seul Ministère. Quelques-uns de ceux-ci peuvent avoir leur propre personnel spécial pour le travail administratif; d'autres peuvent se servir de l'organisation ministérielle.

GOUVERNEMENT DU CANADA—DIAGRAMME DE L'ORGANISATION DE GUERRE

JUILLET 1942



Préparé au Bureau Fédéral de la Statistique d'après les renseignements fournis par le bureau du Conseil Privé, Ottawa.

INTRODUCTION

Section 1.—Le Canada et la guerre

Le 1er sept. 1939, lors de l'invasion de la Pologne par l'armée allemande, il fut annoncé que le Parlement était convoqué en session d'urgence pour le 7 sept. Le 3 sept., dès qu'on eut appris que le Royaume-Uni et l'Allemagne étaient en guerre, le Premier Ministre annonça que le Gouvernement recommanderait au Parlement que le Canada se range du côté de l'Angleterre; il souligna aussi les mesures déjà prises par le Gouvernement pour faire face à la situation. La loi des mesures de guerre de 1914 conférait au Gouvernement tous les pouvoirs nécessaires dans les circonstances précipitées par le déclenchement des hostilités. Le 10 sept., le Parlement s'étant assemblé et ayant agi, l'état de guerre entre le Canada et l'Allemagne fut proclamé par Sa Majesté le Roi.

Organisation générale.—Les dispositions immédiates nécessaires de l'organisation de l'effort de guerre furent prises en vertu de la loi des mesures de guerre de 1914. La milice, le service naval et les forces aériennes furent mis en service actif et certaines autres dispositions furent prises pour la défense des côtes et la sécurité intérieure. Les "Règlements de la Défense du Canada" et d'autres règlements d'urgence furent mis en vigueur et la censure fut établie.

A la session d'urgence du Parlement, des mesures furent adoptées pourvoyant financièrement au coût immédiat de la guerre et à la création, au besoin, d'un Ministère des Munitions et Approvisionnements. Ce ministère fut institué le 9 avril 1940 au moment où, par l'invasion de la Norvège par les Allemands, la guerre entrait dans une phase plus active.

Cette session extraordinaire fut suivie de plusieurs mois de ce qui pourrait s'appeler la phase d'organisation de l'activité de guerre du Canada. Il fallut songer sans tarder au moyen le plus efficace pour le Canada d'apporter sa contribution maximum à la guerre. Les autorités alliées furent consultées. Certains programmes furent énoncés et appliqués sans délai dont, entre autres, la mobilisation de deux divisions pour service outre-mer et le doublement des effectifs du service naval canadien. Sur l'avis du Royaume-Uni, des émissaires de ce pays, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande vinrent conférer avec les autorités canadiennes au sujet du Programme d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique. Un accord quant aux détails de ce programme fut signé le 17 décembre 1940, alors que déjà les dispositions nécessaires à sa mise en œuvre avaient été prises. Le même jour, le premier contingent de l'armée canadienne débarquait en Angleterre.

Dans le domaine économique, l'organisation procéda avec non moins de célérité. La création d'un organisme économique efficace de guerre devint dès le début partie essentielle de l'effort de guerre. Ce sujet est étudié en détail aux pp. xxxii-xliii.

Le Parlement fut reconvoqué en session régulière le 25 janvier 1940 et dissous le même jour. Des élections générales eurent lieu le 26 mars, et le nouveau Parlement se réunit le 16 mai 1940. Le point culminant de son action législative fut la présentation et l'adoption, au cours de la troisième semaine de juin, de la loi de la mobilisation des ressources nationales, autorisant le Gouverneur en Conseil à ordonner "aux individus de se mettre, avec leurs services et leurs biens, à la disposition de Sa Majesté pour le compte du Canada selon qu'il peut être jugé nécessaire ou opportun pour garantir la sécurité publique, assurer la défense du Canada, le maintien de l'ordre public ou la poursuite efficace de la guerre, ou maintenir les fournitures et

services essentiels à la vie de la collectivité", avec l'exception toutefois que ces personnes ne peuvent être obligées à servir dans les forces armées en dehors du Canada et de ses eaux territoriales.

La guerre fut déclarée à l'Italie le 10 juin 1940 lorsque celle-ci la déclara au Royaume-Uni et à la France. L'effondrement de la France et l'occupation par l'Allemagne des petits pays neutres de l'Europe occidentale déterminèrent au Canada un redoublement d'efforts pour consolider les premières lignes alliées contre l'Axe et une collaboration plus intense avec les Etats-Unis dans toutes les sphères de la défense et de la production de matériel de guerre.

La période qui suivit la chute de la France fut marquée par des événements remarquables dans les relations entre le Canada et les Etats-Unis, lesquels événements sont devenus à leur tour l'une des caractéristiques de la collaboration croissante entre les Etats-Unis et le Commonwealth Britannique de même que les autres pays en guerre contre les puissances de l'Axe.

L'accord d'Ogdensburg, le 17 août 1940, a été suivi de la création d'une Commission Conjointe Permanente de la Défense pour le Canada et les Etats-Unis. Le 3 septembre 1940, les Etats-Unis et la Grande Bretagne convinrent de l'échange de destroyers contre des bases. Comme résultat de cet échange, les effectifs de la Marine Royale Canadienne en destroyers furent doublés. La loi de prêt-location est adoptée le 11 mars 1941. La déclaration de Hyde Park, à laquelle est incorporée une entente entre le Canada et les Etats-Unis au sujet de la production des matériaux de défense, est publiée par le Premier Ministre King et le Président Roosevelt le 20 avril 1941. Conformément toujours à l'accord intervenu à Hyde Park en avril, le Canada et les Etats-Unis créent, le 5 novembre 1941, des comités conjoints de production.

Les relations du Canada avec les autres pays de l'hémisphère occidental sont raffermies par l'échange de ministres avec l'Argentine, le Brésil et le Chili et par la visite (août-octobre 1941) des pays de l'Amérique du Sud par une mission commerciale sous la direction du Ministre canadien du Commerce.

Un haut commissaire canadien est nommé à Terre-Neuve le 31 juillet 1941 et, en août, un consulat canadien est établi dans l'île française de Saint-Pierre.

Les intérêts communs croissants entre le Canada et l'Extrême-Orient se reflètent dans l'établissement d'une légation chinoise à Ottawa, le 26 fév 1942, et dans la nomination prochaine d'un ministre canadien en Chine.

La rôle sans cesse grandissant du Canada dans la défense de la Grande-Bretagne se traduit par la visite de plusieurs ministres canadiens en Angleterre. C'est ainsi que le Premier Ministre, le Très Honorable W. L. Mackenzie King, passe trois semaines dans ce pays en août et septembre1941. Il assiste, au cours de sa visite, à plusieurs réunions du cabinet de guerre du Royaume-Uni; il s'entretient avec le Premier Ministre de Grande-Bretagne et d'autres membres du Gouvernement britannique et fait une inspection des forces armées canadiennes.

Selon les paroles mêmes du Premier Ministre, l'agression de l'Allemagne contre la Russie soviétique le 22 juin 1941 ne laisse plus de doute sur les desseins de Hitler de dominer le monde. Le même jour, le Premier Ministre décrit cette attaque nazie comme une nouvelle phase de l'attaque contre la Grande-Bretagne et toutes les démocraties. En conséquence, comme l'annnonce le Premier Ministre au Parlement le 15 juin 1942, un accord est signé avec l'U.R.S.S. pour l'établissement de relations diplomatiques directes. La Pologne, la Yougoslavie, la Norvège, la Grèce et la Tchécoslovaquie établissent aussi des légations à Ottawa.

Le 7 décembre 1941, le Japon lance sans avertissement une attaque manifestement conçue avec soin sur des territoires et des forces très disséminés des Etats-Unis et du Commonwealth Britannique dans le Pacifique. Le Gouvernement canadien décide immédiatement d'associer le Canada aux Etats-Unis et au Royaume-Uni dans la lutte contre le Japon.

La déclaration officielle de guerre aux Etats-Unis par l'Allemagne et l'Italie, quatre jours plus tard, supprime les dernières restrictions à la collaboration des Etats-Unis avec le Commonwealth Britannique, la Russie, la Chine et autres puissances alliées. Voici quelques traits notables de cette collaboration: les visites du Premier Ministre du Royaume-Uni sur ce continent; la signature, le 1er janvier 1942, de l'accord entre les 26 Nations Unies; et, particulièrement intéressante pour le Canada, la réunion à Ottawa en mai 1942 de la Conférence de l'Entraînement Aérien des Nations Unies.

Au cours de l'année qui s'est écoulée du 1er juillet 1941 au 30 juin 1942, le Canada a été témoin d'une vaste expansion de ses forces armées et d'une augmentation colossale de sa production de guerre. Deux aspects distincts de l'effort de guerre ressortent simultanément. D'une part, le Canada mobilise, équipe et entretient ses propres forces armées nationales sur terre, sur mer et dans les airs; d'autre part, il aide matériellement et financièrement au ravitaillement et à l'armement de l'Angleterre. Tous ces aspects sont décrits plus bas.

Défense nationale

Organisation et administration de la défense nationale.—Aucun changement important ne s'est produit dans l'organisation fondamentale du Ministère de la Défense Nationale depuis ceux dont il est fait mention à la p. xxvi de l'Annuaire de 1940.

La Marine.—Pour répondre aux demandes sans cesse croissantes de services, la Marine Royale Canadienne a continué au cours de l'année écoulée à prendre de l'expansion tant en personnel qu'en navires. Le 31 mars 1942, ses effectifs sont de 31,000 officiers et marins. Plus de 400 vaisseaux battent l'enseigne blanche de la Marine Anglaise sous le commandement de la Marine Royale Canadienne. Ils comptent des croiseurs auxiliaires, des destroyers, des corvettes, des balayeurs de mines, des canots-patrouille automobiles, des vedettes lance-torpilles et autres petits bateaux auxiliaires. L'année 1942 verra l'ouverture à Esquimalt du Collège de la Marine et, ce qui est une innovation, la création d'un service naval royal canadien pour les femmes.

Le 20 mai 1942, les quilles de deux destroyers de la classe des Tribus ont été posées dans les chantiers de Halifax. Ces travaux ont marqué l'inauguration du premier programme de construction de destroyers au Canada. Trois autres destroyers de la classe des Tribus, beaucoup plus gros et beaucoup plus lourdement armés que tous ceux que possédait auparavant la Marine Canadienne, ont été lancés dans un chantier anglais pour le compte de la Marine Royale Canadienne.

Tandis que s'augmente la flotte de destroyers tant au Canada qu'au Royaume-Uni, les chantiers maritimes canadiens construisent les autres navires de la flotte canadienne: corvettes et balayeurs de mines, canots automobiles et vedettes lance-torpilles.

Depuis le début des hostilités, la Marine Royale Canadienne accomplit sans cesse une triple tâche: elle protège les côtes du Canada, escorte les convois et s'at-

taque à l'ennemi partout où elle le peut. En outre, plus de 1,000 officiers et marins canadiens servent à bord de navires de la Marine Royale.

La troisième année de la guerre a vu les hostilités s'étendre au Pacifique, mais malgré cette nouvelle responsabilité, la Marine Canadienne n'a rien abandonné de ses vastes opérations sur l'Atlantique, où ses vaisseaux servent aux côtés de ceux de la Marine Royale et de la Marine des Etats-Unis. Les incursions sous-marines de l'ennemi jusque sur les côtes de l'Amérique du Nord et dans les eaux canadiennes (des cargos ont été coulés sur le Saint-Laurent) ont sensiblement rapproché la guerre du Canada. Malgré tout, cependant, la ligne de ravitaillement a pu être maintenue et le 7 mai, en Chambre des Communes, le Ministre de la Défense Nationale pour les Services Navals a pu déclarer que depuis le début de la guerre 56,000,000 de tonnes de marchandises avaient quitté les rives canadiennes et traversé l'Atlantique et que plus de 9,000 navires avaient été escortés. Ces chiffres ne comprennent pas les transports de troupes qui ont tous été escortés sans la perte d'un seul navire.

La Marine Canadienne n'a pas accompli sa tâche périlleuse sans coup férir. L'édition de 1941 de l'Annuaire du Canada établissait ses pertes à deux destroyers (le *Fraser* et le *Margaree*), deux vaisseaux-patrouille (le *Bras d'Or* et l'*Otter*) et une corvette (la *Lévis*). A cette liste viennent s'ajouter aujourd'hui les noms de deux corvettes (la *Windflower* et la *Spikenard*). La liste des morts, blessés et disparus fait voir une partie de la rançon payée par la Marine Canadienne avec 488 hommes tués en service actif, 71 blessés, 4 prisonniers et 67 morts d'autres causes.

Au cours de l'année 1942 a été créé le Conseil de la Marine, organisme consultatif près le Ministre. Semblable au Conseil Britannique de l'Amirauté, il se compose de cinq membres de la Marine et d'un personnage de la vie civile. Ce premier Conseil de la Marine comprend le chef d'Etat-Major de la Marine, le sous-chef d'Etat-Major de la Marine, le chef du personnel naval, le chef du service du matériel et des approvisionnements navals, le chef du service du génie et de la construction navals. Le membre civil, qui s'occupe en même temps des finances, est le sous-ministre suppléant des Services Navals.

L'armée.—Aux premiers stages de la guerre, la contribution canadienne fut limitée à fournir deux divisions avec troupes auxiliaires nécessaires pour service à l'étranger. Ces divisions comprenaient les renforts et les établissements d'entraînement nécessaires à la formation des recrues, à la garde des points vulnérables par tout le Canada et aux unités de défense sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique.

En plus de servir en Angleterre, l'armée active a envoyé des troupes en Islande, à Gibraltar et aux Antilles aussi bien qu'un corps expéditionnaire à Hong-Kong. Ce dernier, après avoir résisté vaillamment aux côtés de la garnison britannique, a dû baisser pavillon devant des forces japonaises numériquement supérieures le 25 décembre 1941.

Le développement de notre armée jusqu'à la fin de 1940 est décrit aux pp. xxxi-xxxii de l'Annuaire de 1941. A l'été 1942, les effectifs canadiens outre-mer se composent de trois divisions d'infanterie, d'une division blindée et d'une brigade de tanks de l'armée en plus de milliers de troupes d'armée et de corps. Une autre division blindée et une autre brigade de tanks sont en formation, de sorte que bientôt le Canada aura outre-mer une force composée de deux corps d'armée. Cette armée disposera d'une plus forte proportion de troupes cuirassées que toute autre armée au monde. En plus des effectifs en service outre-mer, l'armée canadienne a mis sur pied une force permanente pour la défense du Canada lui-même, laquelle se compose

d'unités de défense côtière comprenant des unités d'infanterie, d'artillerie, de projecteurs et de signaux, et trois divisions en formation composées de recrues enrôlées pour le service général et de recrues appelées sous les drapeaux en vertu de la loi de mobilisation des ressources nationales. La Garde des Vétérans, recrutée parmi les anciens combattants de la première guerre mondiale, assure la garde des prisonniers dans les camps d'internement et s'acquitte de multiples autres devoirs relatifs à la sécurité intérieure. Elle maintient une compagnie au quartier général canadien en Angleterre, laquelle a des attributions spéciales. Présentement, le Canada compte plus de 150,000 soldats outre-mer et plus de 190,000 en service permanent au Canada.

La nécessité de former rapidement un grand nombre de volontaires et de recrues appelées en vertu de la loi de mobilisation des ressources naturelles, ajoutée au haut degré de formation exigé du soldat moderne, a déterminé la création de quelque 70 centres et établissements d'entraînement pouvant recevoir 180,000 hommes par année.

Le corps féminin de l'armée canadienne a été formé en septembre 1941 pour remplacer les hommes valides employés dans des services administratifs et non combattants. A l'été 1942 les effectifs de ce corps étaient de plus de 3,000.

En plus de voir à la formation des volontaires et des recrues appelées pour service obligatoire, les autorités consacrent beaucoup d'attention à la formation d'une armée de réserve qui permette à ceux qui en font partie de vaquer à leur emploi civil. Les citoyens désirés dans cette armée sont les hommes de 30 à 50 ans, bien que les jeunes gens de 17 à 19 ans puissent aussi en faire partie et y recevoir une formation préparatoire avant d'être appelés en vertu de la loi de mobilisation des ressources nationales; certaines personnes exemptées du service obligatoire peuvent s'enrôler dans l'armée de réserve.

Le perfectionnement des méthodes de recrutement et de formation de l'armée active, ajouté au service obligatoire, a fait perdre à l'armée de réserve de son ancienne utilité comme source de recrues pour l'armée active. C'est pourquoi elle est réorganisée essentiellement sur une base de défense territoriale; plusieurs de ses unités ont été organisées en groupes de brigade dont l'entraînement est plus prolongé et plus perfectionné que celui du reste de la réserve. Il est projeté d'équiper ces groupes de la même manière que l'armée active afin d'en faire une force relativement mobile, prête, en cas d'attaque, à voler au secours des troupes affectées à la défense des côtes. Ces groupes de brigade, une fois organisés, constitueront une force auxiliaire équivalente à trois divisions environ.

L'armée de l'air.—L'organisation de la force aérienne du Canada au cours des premiers mois de la guerre a été décrite dans les Annuaires de 1940 et de 1941.

Le Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique.—Ce programme a atteint sa pleine puissance de production longtemps avant la date prévue à l'origine et le Canada a bien mérité cet éloge du Président Roosevelt disant qu'il est "l'aérodrome de la démocratie". Déjà, plusieurs milliers d'aviateurs de combat bien entraînés et dont la grande majorité sont membres du Corps d'Aviation Royal Canadien ont été envoyés sur les divers fronts du monde. Les aviateurs canadiens font le coup de feu non seulement avec les escadrilles du C.A.R.C. en Angleterre, dans le Moyen-Orient et dans l'Extrême-Orient, mais de fait avec chaque escadrille de la R.A.F.

Le succès du P.E.A.C.B. n'a pas peu contribué à la convocation à Ottawa en mai 1941 de la conférence de l'entraînement aérien des Nations Unies, au cours de

laquelle un programme de coordination étroite entre les méthodes de formation aérienne de toutes les Nations Unies a été élaboré. Au cours d'une conférence subséquente, les adhérents au P.E.A.C.B.—le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada—ont renouvelé l'accord en y ajoutant des clauses pourvoyant à en augmenter fortement le rendement en matière d'aviateurs entraînés. Le nouvel accord—entré en vigueur le 1er juillet 1942—durera jusqu'au 31 mars 1945. Au cours de cette période, le programme entraînera une dépense de $1,500,000,000. La part du Canada sera de 50 p.c. En vertu de l'accord original signé en décembre 1939, le coût estimatif était de quelque $824,000,000 et la part du Canada, de $600,000,000. Le Canada, par l'entremise du Corps d'Aviation Royal Canadien, reste l'administrateur du programme.

En ce qui concerne le programme énoncé dans le premier accord, il a atteint son plein rendement lors de l'ouverture de la dernière de près de 100 écoles de formation, en décembre 1941. En vertu du nouvel accord, toutefois, ce programme sera sensiblement amplifié non pas tant par la construction de nouveaux aérodromes, mais par le perfectionnement des facilités existantes. Les effectifs en hommes nécesssaires à accroître le rendement du programme seront défrayés dans une large mesure par l'augmentation du nombre d'hommes envoyés au Canada par le Corps d'Aviation Royal pour y subir leur entraînement. La R.A.F. fournira environ 40 p.c. des sujets à entraîner, tandis que le reste, soit 60 p.c., sera fourni par le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

Une autre conséquence de cet accord est l'importance qu'on attache à conserver l'identité des effectifs combattants du C.A.R.C. outre-mer. Déjà 22 escadrilles du C.A.R.C. composées en majeure partie de Canadiens sont en service. L'accord exige non seulement la formation d'un plus grand nombre de ces escadrilles, mais encore la création d'un groupe de bombardement du C.A.R.C. dont le commandement sera confié le plus tôt possible à des Canadiens.

Les escadrilles existantes du C.A.R.C. ont joué un grand rôle dans l'offensive aérienne du printemps contre l'Allemagne et, des 6,000 aviateurs qui ont participé à l'un des grand raids, 1,000 étaient des membres du C.A.R.C. Pas une seule opération aérienne ayant son origine en Angleterre qui ne contienne des Canadiens parmi ses équipages.

Au printemps de 1942, une escadrille d'hydravions du C.A.R.C. s'est rendue en Extrême-Orient où elle ne tarda pas à se distinguer en repérant et en annonçant l'approche de forts effectifs aériens japonais. Grâce à cet exploit, de trop grands dommages ont pu être évités à Colombo, Ceylan. Une autre escadrille (de combat) du C.A.R.C. a été envoyée au Moyen-Orient pour prêter main-forte et maintenir la supériorité britannique de l'air dans le désert.

En même temps les défenses aériennes du Canada et les établissements de guerre territoriale du C.A.R.C. ont été fortement augmentés sur les deux côtes. Un plus grand nombre d'aérodromes ont été construits et munis de meilleurs appareils. Le travail des escadrilles territoriales n'est peut-être pas de nature à attirer l'attention. Mais les longues et pénibles heures consacrées par mauvais comme par beau temps à la patrouille des côtes et au convoiement constituent une partie essentielle et importante de l'effort de guerre.

L'effort économique et son organisation

La guerre moderne exige la mobilisation totale et efficace des ressources économiques de la nation pour armer et ravitailler les armées et soutenir la population

civile à un moment où la majeure partie de l'effort national est consacré à la guerre. Cela veut dire, pour le Canada, qu'en plus de fournir hommes et matériel à ses propres armées, il doit assurer à la Grande-Bretagne et à ses alliés les vivres, les matières premières, les munitions et l'armement. La nécessité de capital humain est donc pressante non seulement pour les services—la Marine, l'Armée de terre et l'Armée de l'air—mais aussi pour la fabrication des munitions et fournitures de guerre.

Heureusement, l'armature financière du Canada avait atteint avant la guerre un tel degré de perfectionnement qu'elle put suffire et s'adapter aux besoins du pays. La tension imposée par la guerre et la tâche réalisée par le Canada d'absorber une proportion aussi élevée du coût direct de la guerre, tout en assurant à l'Angleterre une aide financière très considérable pour lui permettre de se procurer du matériel de guerre au Canada, en sont autant de preuves.

Au cours de la première guerre mondiale, la production canadienne de munitions s'était limitée aux obus et aux carabines. Aujourd'hui, navires et avions, mitrailleuses Bren, mitrailleuses lourdes, mitrailleuses Browning, mitraillettes, canons AA, canons anti-tanks, mortiers de tranchée, canons de 25 livres, canons de marine, tanks, transporteurs universels, etc., ne sont que quelques-unes des pièces d'armement produites en quantités suffisantes pour usage sur presque tous les fronts. En 1942, le Canada a fait au Royaume-Uni une contribution directe de munitions et de fournitures d'une valeur de $1,000,000,000.

La guerre a suscité un grave problème du change sous la forme d'une rareté de dollars américains née de la nécessité croissante de nous procurer le matériel essentiel de guerre aux Etats-Unis. Tel qu'indiqué plus loin, il a pu en être disposé de façon très efficace grâce aux mesures adoptées par la Commission de Contrôle du Change étranger (voir ci-dessous) et aux dispositions prises en vertu de l'accord de Hyde Park.

Une revue du financement de l'effort de guerre canadien jusqu'au mois de juin 1941 a paru aux pp. xxxiv-xxxvi de l'Annuaire de 1941. Ce même sujet a été résumé et mis à jour jusqu'à 1942 dans le chapitre des Finances Publiques, pp. 757-760, de ce volume.

Financement de l'effort de guerre du Canada en 1942.—Pour faire face au gonflement rapide des dépenses du Dominion pour le compte de l'Angleterre et de ses autres alliés, de nouvelles augmentations très lourdes de taxes et un système d'épargne forcée ont été annoncés dans le budget déposé le 23 juin 1942. Les dépenses totales pour l'année fiscale 1942-43 sont estimées à plus de $3,570,000,000 et peut-être $3,900,000,000. Il a été calculé que les taxes existantes rapporteraient $1,672,000,000, tandis qu'ont été annoncées de nouvelles taxes devant rapporter $378,000,000 au cours de l'année fiscale et des taxes remboursables devant rapporter $95,000,000 au cours de la présente année. Ceci laisse un montant approximatif de $1,755,000,000 qu'il faudra défrayer par d'autres moyens dont le premier est le prêt volontaire.

Les principales augmentations sont celles des droits et taxes d'accise (devant rapporter $66,000,000 en une année complète); de l'impôt sur le revenu personnel ($115,000,000), lequel absorbe la taxe de la défense nationale; et la taxe sur les surplus de bénéfices ($58,000,000). Les augmentations des taxes et droits d'accise sont destinées à ne peser que sur les denrées et les services considérés plus ou moins comme de luxe, tels que les spiritueux, le vin, la bière, le tabac, les eaux gazeuses, les bonbons, le téléphone, le télégraphe, le transport des voyageurs, les salles de danse, etc. En vertu des modifications apportées à l'impôt sur le revenu personnel,

le système des exonérations est modifié, les taux sont sensiblement haussés et une partie du produit revêt la forme d'une épargne obligatoire minimum remboursable après la guerre. La taxe sur les surplus de bénéfices est portée de 75 p.c. à 100 p.c., avec la réserve que 20 p.c. de l'excédent de bénéfices ainsi exigés pour toute la période d'application du taux de 100 p.c. seront remboursés après la guerre. Le taux minimum de taxe payable sur l'excédent de bénéfices reste le même, mais son application est modifiée de manière à ce qu'il prenne effet à un niveau plus bas. Le taux fondamental de l'impôt sur le revenu des corporations n'est pas modifié mais, de même que la taxe sur les surplus de bénéfices, il est payable par versements obligatoires afin d'assurer pour l'année fiscale 1942-43 des rentrées considérables qui autrement ne seraient effectuées que plus tard. Il est pourvu à la perception à la source d'une grande partie de l'impôt sur le revenu. Ceux dont les taxes ne seront pas perçues à la source devront les payer par versements trimestriels. Certains genres d'épargnes contractuelles sont jugés acceptables en remplacement du payement de la partie remboursable de l'impôt sur le revenu personnel.

Contrôle du change en temps de guerre.—La déclaration de la guerre a créé de nouveaux et pressants problèmes dans les relations financières du Canada avec les autres pays. Le contrôle du change et des transactions financières entre personnes domiciliées au Canada et personnes domiciliées à l'étranger a été imposé six jours après que le Canada eut déclaré la guerre à l'Allemagne.

L'ordonnance relative au contrôle du change, entrée en vigueur le 16 septembre 1939, définit la loi fondamentale sur le sujet et établit la Commission de Contrôle du Change. Celle-ci relève du Ministre des Finances. Elle est un organisme administratif pour exercer un contrôle permanent sur les transactions visées par l'ordonnance.

Le fonds du change, établi par la loi du fonds du change de 1935, est mis à la disposition de la Commission, selon les instructions du Ministre des Finances, et le montant de ce fonds est augmenté de $325,000,000 le 30 avril 1940 pour permettre à la Commission d'acquérir plus de devises étrangères; des avances de $400,000,000 sont faites à la Commission en juillet 1941 pour lui permettre de continuer d'accumuler du sterling et, par là, fournir au Gouvernement britannique les dollars canadiens nécessaires à ses achats au Canada.

Chaque succursale, au Canada, des banques à charte canadiennes agit en qualité de négociant ou de mandataire de la Commission. Les maîtres de poste sont aussi des agents de la Commission, avec pouvoir limité, pour la vente de change étranger. Toute devise étrangère reçue par des personnes du Canada doit être vendue à un négociant ou autre mandataire autorisé. Tous ces achats et toutes ces ventes doivent être faits pour le compte de la Commission aux taux officiels du change que celle-ci peut fixer, subordonnément aux instructions du Ministre.

A remarquer ici que, en outre du travail de la Commission, y compris la restriction des exportations de capitaux du Canada et la restriction de l'utilisation du change pour voyages d'agrément, le Gouvernement prend d'autres mesures pour faire face à la pénurie de change. La plus importante est la loi de la conservation du change en temps de guerre, interdisant ou restreignant l'importation d'articles non essentiels spécifiés et facilitant l'augmentation des exportations. De plus, la pénurie de change est partiellement atténuée par les accords annoncés par le Président des Etats-Unis et le Premier Ministre du Canada à Hyde Park le 20 avril. D'après ces accords, les Etats-Unis fournissent au Royaume-Uni, en vertu de la loi de prêt-location, les matières constituantes de fournitures de guerre fabriquées au

Canada pour le compte de l'Angleterre et, ce qui est plus important, les Etats-Unis achètent du Canada certaines matières essentielles et autres fournitures de guerre que le Canada peut produire rapidement et en grande quantité. Voir aussi l'article spécial des pp. 843-846.

Ministère des Munitions et Approvisionnements.—Un exposé détaillé de la création et des attributions du Ministère des Munitions et Approvisionnements paraît au chapitre des Administrations diverses, pp. 958 à 959.

Le Ministère a été organisé dans un but de centralisation des achats pour le compte des forces armées, sauf en ce qui concerne certaines constructions et facilités semblables dont les contrats sont adjugés directement par les autres ministères, tels que les Ministères des Transports, de la Défense Nationale et des Travaux Publics. Le Ministre est autorisé à examiner, mobiliser et conserver les ressources du Canada à l'effet de fournir des munitions et des approvisionnements.

Le Ministère effectue tous les achats essentiels pour le compte des forces armées, aussi bien que pour le compte du Programme d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique, la Mission technique du Royaume-Uni, la Mission technique de l'Amirauté Britannique et les gouvernements des autres nations alliées. Par un régime de contrôle* des huiles, du bois d'oeuvre, de l'acier, des machines-outils, de l'énergie, des métaux, des véhicules-moteur, des réparations de navires, de la construction, des approvisionnements, des transports et des produits chimiques, il exerce une surveillance complète sur certaines industries.

Les contrôleurs sont constitués en une commission de contrôle des industries en temps de guerre, qui agit en qualité d'agence consultative et se tient en relation directe avec la Commission des Prix et du Commerce en Temps de Guerre (p. xxxvi), en ce qui concerne la coordination des ordonnances relatives aux diverses industries.

La nécessité d'augmenter au Canada les facilités industrielles existantes et d'en créer de nouvelles pour fins de production de guerre a déterminé un vaste programme d'assistance à l'industrie sous forme de capitaux par les gouvernements du Canada et du Royaume-Uni. Des usines ont été construites et des machines-outils achetées à même l'argent de l'Etat, mais, dans la plupart des cas, l'exploitation en a été laissée à l'initiative privée subordonnément à certaines conditions et sujette à la surveillance du Ministère qui en reste le propriétaire. De plus, le Gouvernement a adopté la politique d'organiser des compagnies d'Etat pour la fabrication des armes portatives et des instruments de précision aussi bien que pour s'occuper des achats spéciaux et assurer la surveillance.

La tâche de pourvoir à la fabrication d'un équipement mécanisé moderne a entraîné non seulement l'expansion d'une production déjà familière à l'industrie canadienne mais aussi celle de matériel qui n'avait jamais été fabriqué auparavant au Canada. La liste des articles qui composent cette production est imposante. Elle comprend des vaisseaux de guerre, des tanks, des canons et équipements de campagne, navals et anti-tanks, des instruments de précision pour la défense anti-sousmarine et antiavions, des blindages, des bombes et diverses pièces constituantes qui entrent dans le matériel de guerre. Les progrès dans ces domaines sont décrits dans les chapitres traitant de chaque industrie en particulier.

La valeur globale des contrats adjugés par le Ministère jusqu'au 31 mai 1942 dépasse $4,500,000,000, avec engagements de plus de $640,000,000 en vue de prêter assistance financière à l'industrie privée et aux compagnies d'Etat.

* Ce contrôle est étudié en détail dans les divers chapitres du présent volume; voir diverses sections sous "Contrôles de temps de guerre" à l'index.

Le Ministère des Services Nationaux de Guerre.—La création et les attributions de ce ministère sont décrits au chapitre des Administrations diverses du présent ouvrage. L'organisation et le travail du Ministère n'ont subi que peu de changement depuis la préparation de cette section, et le lecteur pourra consulter les pages 960-961 pour les détails sur les divers services de guerre qu'il assure.

Commission Nationale du Cinématographe.—Bien que ce Bureau relève techniquement du Ministère des Services Nationaux de Guerre, une bonne partie de ses attributions sont interministérielles et il voit à la coordination de l'effort national de guerre au moyen de la cinématographie. Il produit ou fait produire des films pour le compte de tous les Ministères ou départements du Gouvernement. Ces films sont ensuite distribués dans environ 840 théâtres anglais et 60 théâtres français du Canada. Ils sont aussi distribués en grand nombre dans des théâtres de l'étranger: au Royaume-Uni, en Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union Sud-Africaine et dans les Antilles britanniques. La distribution à d'autres établissements que les théâtres est faite par le service central de distribution du Gouvernement.

La Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.—La Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre a été instituée le 3 septembre 1939 subordonnément à la loi des mesures de guerre pour prévenir l'augmentation du prix des denrées alimentaires, du combustible, des vêtements et autres nécessités de la vie (voir pp. 736-738) et en assurer la suffisance et la distribution équitable durant la guerre. La Commission jouit de vastes pouvoirs en ce qui concerne la resserre et le profitage de même que le contrôle des stocks existants.

La première tâche de la Commission fut de réorganiser les sources d'approvisionnement désorganisées par la guerre. Même avant la déclaration effective de la guerre, il y avait eu une ruée sur certaines denrées, telles que la laine et le sucre, qui commença de compliquer la situation. Un administrateur du sucre fut nommé et, sous la juridiction de la Commission, fut constitué le seul acheteur de sucre brut au Canada. Des administrateurs* de la laine, du charbon, des peaux et cuirs furent aussi nommés. Comme mesure de précaution pour assurer les approvisionnements, tous les fabricants, importateurs et marchands furent requis, en décembre 1939, de se procurer un permis. A la suite de la disparition des principales sources d'approvisionnement d'huiles de poisson, un administrateur des huiles fut nommé et en moins de deux ans le Canada non seulement se suffit à lui-même, mais il est même devenu exportateur de certaines huiles importantes de poisson. En septembre 1940, les pouvoirs de la Commission furent étendus aux loyers et ceux-ci furent chevillés dans un grand nombre de localités où la situation née de la guerre avait créé un encombrement grave.

En août 1941, les pouvoirs de la Commission ont été renforcis et la sphère de son autorité étendue des "nécessités de la vie" à tous les prix et tous les services qui échappaient encore à la juridiction des contrôleurs du Ministère des Munitions et Approvisionnements. La Commission des Industries en Temps de Guerre a conservé le contrôle de l'approvisionnement et de la distribution des matériaux de guerre; mais, comme ses membres font aussi partie de la Commission des Prix et du Commerce, une collaboration étroite s'est établie entre les deux organismes. Les ordonnances des autres organismes fédéraux et provinciaux concernant la fixation des prix ont été en même temps subordonnées à l'approbation de la Commission.

* Les administrateurs des denrées qui tombent sous le contrôle de la Commission des Prix et du Commerce doivent être distingués des contrôleurs relevant du Ministère des Munitions et Approvisionnements. Dans la limite de leurs attributions, les deux organismes travaillent en collaboration étroite, tel qu'on le verra plus loin. Voir aussi p. xxxv.

En octobre 1941, la Commission imposa des restrictions sévères sur les achats à tempérament, au détail, d'une longue liste de marchandises. Elle a aussi inauguré un régime de permis obligatoire pour tous les marchands de vêtements et de produits alimentaires en plus des permis spéciaux nécessaires pour la distribution de diverses autres denrées.

L'imposition d'un plafond sur tous les prix à compter du 1er décembre 1941 (voir pp. 737-738) a nécessité une expansion rapide du rouage administratif de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre. En plus des administrateurs déjà nommés, d'autres ont été désignés pour le contrôle du commerce de gros et de détail, de même que de toutes les denrées et services visés par le plafonnement des prix, tandis que des coordonnateurs ont été nommés pour la surveillance des quatre groupes suivants: textiles et vêtements, denrées alimentaires, métaux, et produits du papier. Des mandataires ont été nommés qui représentent la Commission et le Ministère des Munitions et Approvisionnements dans treize régions en ce qui concerne les prix et les approvisionnements. Les officiers locaux, tels que l'avocat de la Commission et les représentants des administrations particulières, sont sous leur direction et des bureaux divisionnaires ont été ouverts dans plus de cinquante villes.

La conservation des matériaux qui se font de plus en plus rares constitue aussi une partie intégrante du programme d'économie et de simplification de la Commission. Des restrictions directes de plus en plus nombreuses sont imposées à l'usage de ces matériaux. Par exemple, le sucre est rationné depuis janvier 1942, l'ordonnance limitant à 12 onces la consommation hebdomadaire d'une personne. En février, les usagers industriels du sucre ont été priés de réduire leur consommation trimestrielle à 80 p.c. de leur consommation au cours du trimestre correspondant en 1941.

Réglementation du travail en temps de guerre.—Les problèmes tels que le contrôle des salaires et l'organisation efficace du marché de la main-d'oeuvre deviennent plus aigus à mesure que la guerre se prolonge, et des mesures d'une portée sans cesse croissante ont été invoquées pour y faire face.

Politique ouvrière du Gouvernement.—Les principes énoncés par le Gouvernement pour réglementer les conditions de travail durant la guerre ont été résumés dans l'Annuaire de 1941, p. xl. Le Conseil National de l'Embauchage a été aboli le 24 février 1942. Peu de temps après, cependant, le Comité Consultatif en matière de main-d'œuvre a été créé pour conférer avec le Ministre sur les questions de politique ouvrière. Ce comité se compose de délégués des patrons et des employés, au nombre de sept dans chaque cas, que le Ministre peut consulter soit séparément, soit conjointement.

Relations industrielles.—Il s'est produit peu de changement dans la politique relative aux relations industrielles telle que décrite dans l'Annuaire de 1941, pp. xli-xlii. En vertu d'un ordre en conseil du 16 septembre 1941 tel que modifié le 13 novembre, la grève est interdite du moment où un tribunal d'arbitrage et d'enquête, nommé en vertu de la loi d'arbitrage des différends industriels, a soumis ses constatations, jusqu'à ce qu'un scrutin ait été institué par le Ministère du Travail. L'ordre en conseil du 10 mars 1942 insiste sur l'importance d'une ligne de conduite bien définie en ce qui touche le personnel de chaque établissement. Il permet que des dispositions soient prises entre les universités et le Ministère du Travail en vertu desquelles des cours pratiques soient donnés à des candidats choisis en matière de direction de personnel.

Contrôle des salaires.—Lors de l'inauguration du vaste programme de contrôle des prix, le programme de stabilisation des salaires mis en vigueur en décembre 1940 (voir p. xli de l'Annuaire de 1941) a été étendu, avec certaines modifications, à tous les patrons en vertu de l'ordonnance relative aux salaires et aux indemnités de vie chère en temps de guerre (C.P. 8253, 24 octobre 1941, tel que modifié). Les salaires ont été immobilisés à leur niveau du 15 novembre 1941, mais avec disposition cependant pour relever ceux qui étaient anormalement bas. Quant à la hausse du coût de la vie, elle est compensée par une indemnité fixe de vie chère. Cette ordonnance est appliquée par le Conseil National du Travail en temps de guerre créé à cette fin. Ce conseil est assisté par neuf conseils régionaux du travail en temps de guerre. Chacun de ceux-ci se compose d'un président indépendant (le Ministre fédéral du Travail pour le Conseil National et les ministres provinciaux pour les conseils régionaux) et d'un nombre égal de représentants de patrons et d'employés. La stabilisation des gages a été complétée par la stabilisation des salaires en vertu d'une ordonnance sur les salaires en temps de guerre publiée le 27 novembre 1941.

L'ordre en conseil du mois de mai 1941 (voir p. xlii de l'Annuaire de 1941), relatif aux salaires minimums pour les ouvriers à des contrats du Gouvernement pour la fabrication de fournitures a été remplacé par l'ordonnance C.P. 7679, du 4 octobre 1941, qui maintient le taux de 35 cents l'heure pour les hommes et de 25 cents pour les femmes, mais définit plus clairement les dispositions relatives aux taux pour les apprentis et établit un minimum de 20 cents pour les travailleurs de moins de 18 ans. Il contient aussi des dispositions rendant l'application de cette politique plus efficace. Entre autres choses, elle étend aux contrats de fournitures les dispositions d'un ordre en conseil antérieur s'appliquant aux entreprises de construction et en vertu duquel le sous-ministre du Travail était chargé de faire les investigations sur les réclamations de salaires. Cet ordre en conseil définissait en outre la procédure à suivre dans le règlement des réclamations.

Lors de sa création, le Conseil National du Travail en temps de guerre fut chargé de l'application non seulement de l'ordonnance concernant les salaires et indemnités de vie chère en temps de guerre, mais aussi du programme du Gouvernement relatif aux salaires et heures de travail des ouvriers travaillant à des contrats du Gouvernement, tel que défini dans la loi de 1935 sur les salaires équitables et les heures de travail en ce qui concerne les travaux de construction et dans l'ordonnance C.P. 7679 relative à la fabrication de fournitures. Un ordre en conseil de juillet 1941, en vertu duquel les inspecteurs provinciaux et autres pouvaient être autorisés à faire des inspections aux fins du programme des salaires équitables, a été remplacé par un nouveau, le 9 mars 1942, permettant à ces personnes d'agir aussi en qualité d'inspecteurs aux fins de l'ordonnance relative aux salaires et aux indemnités de vie chère en temps de guerre.

Organisation du marché de la main-d'œuvre.—Un vaste programme relatif aux effectifs humains a été annoncé en mars 1942, bien que déjà plusieurs mesures eussent déjà été adoptées en ce qui concerne le problème du marché de la main-d'œuvre (voir p. xlii de l'Annuaire de 1941). Ce programme relève d'un Directeur du Service Sélectif National nommé le 23 mars 1942 et responsable devant le Ministre du Travail. Il est conseillé par la Commission Consultative du Service Sélectif National, composée des membres du Comité interministériel de coordination de la main-d'œuvre et du Conseil national du travail en temps de guerre et autres. Le Comité de coordination de la main-d'œuvre peut lui-même conseiller le Directeur à sa demande ou de sa propre initiative. Les détails de l'administration sont laissés à des représentants du Service Sélectif National dont un est nommé dans chaque région

assignée par la Commission d'Assurance-Chômage à un bureau local de placement ou de réclamations. Les appels des décisions des représentants du Service Sélectif National peuvent être portés devant les tribunaux d'appel qui ne sont autres que les comités des services nationaux de guerre institués pour étudier les demandes d'ajournement de service militaire obligatoire.

Le 2 mars 1942, le Ministre du Travail a été chargé de faire et de tenir à jour un inventaire des personnes employables et il a été autorisé à exiger de toute personne qu'elle s'enregistre ou de tout employeur qu'il établisse et fournisse les dossiers de ses employés. Un peu plus tard, les archives et le personnel de la division de l'Enregistrement National du Ministère des Services Nationaux de Guerre ont été transférés au Ministère du Travail. Au cours de la première moitié du mois de mars, la Commission d'Assurance-Chômage a établi un registre, qui est tenu à jour, de tous les travailleurs assurés ou non qui travaillent pour le compte d'employeurs ayant à leur service au moins une personne occupant un emploi assurable. Le 19 mai 1942, une ordonnance a été publiée obligeant tous les hommes aptes au travail âgés de 16 à 70 ans à s'enregistrer.

Le 21 mars 1942, trois ordres en conseil ont été adoptés relativement à des catégories spéciales de travail. Le premier dresse une liste des emplois relativement peu essentiels ou pouvant être occupés par des femmes ou des hommes plus âgés, et interdit ces emplois à tous les hommes d'âge militaire physiquement aptes sans la permission de l'agent du Service Sélectif approprié; le deuxième pourvoit à ce qu'aucune personne, employée à des travaux agricoles le 23 mars, ne puisse quitter son emploi sans la permission du directeur du Service Sélectif sauf pour entrer dans le service militaire actif ou pour faire du travail saisonnier dans les chantiers d'abattage, etc.; le troisième modifie les règlements des Services Nationaux de Guerre de façon à permettre aux personnes employées dans l'agriculture de faire ajourner leur entraînement militaire obligatoire. Peu de temps avant, un ordre en conseil avait été adopté facilitant le transfert des techniciens et des ingénieurs scientifiques à des travaux essentiels et, en général, l'emploi de ces personnes sous la surveillance de l'Office de placement des techniciens en temps de guerre.

Le programme de formation professionnelle en temps de guerre a pris plus d'ampleur et, au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1942, il comptait 76,726 adhérents dont ceux du R.C.A.F., de l'armée et de la marine en regard de 37,871 l'année précédente. Un ordre en conseil du 30 avril 1942 pourvoit à la formation d'instructeurs industriels.

La question générale de la reconstruction d'après-guerre, dans la mesure où elle affecte la main-d'œuvre et la réhabilitation des hommes et des femmes démobilisés, a été mise à l'étude par un comité spécial du Cabinet assisté d'un comité consultatif général et d'un comité de restauration. Parmi les mesures invoquées jusqu'ici en vue des problèmes d'après-guerre, plusieurs ont pour objet de faciliter aux personnes démobilisées leur réhabilitation au travail. Des règlements exigeant que ces personnes soient réintégrées dans leurs anciennes fonctions ont été adoptés le 27 juin 1941. Les principales dispositions de ces règlements ont été incorporées dans un projet de loi soumis à un comité spécial de la Chambre des Communes le 20 avril 1942. Un ordre en conseil, adopté le 1er octobre 1941, pourvoit à ce que ces personnes reçoivent des bénéfices approximativement égaux au taux le plus élevé de prestation prévu par la loi d'assurance-chômage en attendant une situation ou pendant qu'elles se préparent à occuper un emploi et, qu'après avoir occupé un emploi assurable pendant quinze semaines, leur service militaire, après le 1er juillet 1941, compte com-

me emploi assurable. Le Ministère du Travail est autorisé à établir un programme de formation pour les personnes licenciées.

Office du ravitaillement en produits agricoles.—L'Office du ravitaillement en produits agricoles est un organisme de contrôle de temps de guerre qui relève du Ministère de l'Agriculture. Avec la collaboration des comités de la production provinciale, il est chargé de veiller à ce que l'agriculture canadienne soit orientée, en temps de guerre, de manière à répondre le plus possible aux besoins du Canada et du Royaume-Uni en aliments et en fibres. Le travail de cet Office jusqu'à 1941 est décrit dans les Annuaires de 1940 et 1941 et, en ce qui concerne particulièrement les résultats obtenus, dans des articles spéciaux sur l'agriculture. L'exposé qui suit met cette matière à jour.

De bonne heure en juin 1941, l'Office du ravitaillement en produits agricoles, dans un relevé des changements survenus dans la situation des approvisionnements, fit part aux ministères provinciaux de l'Agriculture et à la presse agricole de la possibilité d'une demande d'augmentation de production de divers produits agricoles. Les événements de la suite ont justifié ces prévisions. (Voir pp. 185–191 du présent ouvrage.)

L'entrée du Japon en guerre en décembre 1941 et la propagation subséquente du conflit aux régions du sud du Pacifique et de l'océan Indien ont donné un autre aspect au problème des approvisionnements. L'agriculture a été durement frappée par la suppression des sources d'approvisionnement d'étain de la Malaisie, de jute de Calcuta et de diverses variétés de fibres des Philippines. Parallèlement à ces événements, la production de fournitures de guerre a été accélérée et, partant, la demande d'acier et autres matériaux de base pour fins de guerre exclusivement s'est sensiblement accrue et de sévères restrictions ont été imposées sur leur emploi dans la fabrication d'outillage civil, y compris l'outillage agricole. L'intensification de la guerre sous-marine sur l'Atlantique a créé de nouveaux problèmes en ce qui concerne l'expédition de vivres et autres fournitures en Angleterre.

Depuis sa création, l'Office du ravitaillement en produits agricoles a concentré ses efforts sur le contrôle des exportations de denrées qui pourraient être nécessaires à des fins agricoles au Canada. De temps à autre, en recommandant l'adoption de certains ordres en conseil, l'Office a pu sauvegarder les approvisionnements de certaines denrées au Canada. Tel fut le cas en mars 1941 de certaines provendes animales, le son, les recoupes et autres issues de meunerie dont l'exportation a été interdite sans la permission du Ministère de l'Agriculture. Sur la recommandation de l'administrateur approprié, des mesures analogues ont été invoquées en ce qui concerne certains fourrages aussi bien que les engrais, les insecticides et certaines graines de semence.

Assistance à l'agriculture.—En septembre 1941, il a été pourvu à la subvention du transport, de Fort William à l'est, des provendes de l'Ouest nécessaires à l'Est du Canada, afin d'en abaisser les frais à un niveau approximativement égal à celui des frais de transport pour exportation. Plus tard, le Gouvernement fédéral s'est engagé à défrayer tout le transport de ces provendes lorsqu'elles sont amenées par lots d'un wagon ou d'une cargaison. Il s'est aussi engagé à défrayer tout le transport de certaines provendes spécifiées à partir de Calgary et autres endroits de l'Alberta jouissant des mêmes taux de transport, vers la Colombie Britannique pourvu que ces provendes soient distribuées pour usage comme provendes exclusivement en Colombie Britannique avant le 1er juillet 1942.

En février 1942, un programme a été mis en vigueur pour aider financièrement les fermiers de l'Est du Canada et de la Colombie Britannique dans l'achat d'engrais

pour usage au printemps de 1942, en rapport avec certaines cultures nécessaires à l'alimentation des bestiaux et des volailles. L'Office du ravitaillement en produits agricoles a fourni les fonds nécessaires à la mise en œuvre de ce programme. Ce programme a pour objet de stimuler la production des provendes domestiques dans l'Est du Canada et en Colombie Britannique.

En décembre 1941, autorisation a été obtenue d'installer dans cinq établissements déjà engagés dans la déshydratation l'outillage supplémentaire nécessaire aux expériences de conditionnement d'après de nouvelles spécifications et, sous la surveillance d'un représentant de l'Office, de faire acheter et conditionner par ces établissements, pour le compte du Gouvernement, certaines quantités de légumes restées de la récolte de 1941. Comme résultat de la nouvelle technique de conditionnement et d'empaquetage, des produits déshydratés de haute qualité ont été fabriqués en quantité commerciale.

Depuis le début des hostilités, les superficies de lin à fibre ont sensiblement augmenté au Canada. Grâce à la politique de l'Office, l'industrie de la fibre de lin a été mécanisée, afin qu'après la guerre elle puisse résister à la concurrence des autres pays dans ce domaine. Le 31 mars 1942, il existait au Canada 33 lineries plus ou moins complètement outillées pour la production de la fibre de lin et de l'étoupe. Tous ces établissements sont dans l'Ontario et le Québec. En vertu de certains arrangements relatifs à la machinerie, dix teilleuses d'étoupe ont été installées dans les lineries canadiennes et sept teilleuses à turbine canadiennes avaient été livrées au mois de juin 1942.

En raison des embarras que l'ennemi créera peut-être au transport de grandes quantités de laine de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande qui sont présentement importées au Canada, il est souhaitable que la production domestique de laine soit considérablement augmentée en 1943. En conséquence, une conférence fédérale-provinciale a été convoquée par l'Office en avril 1942 pour étudier la situation de l'élevage du mouton au Canada au point de vue de la production potentielle de laine, et un objectif d'un million de moutons de plus a été fixé pour le mois de juin 1943. Le Gouvernement assume les frais de transport du point d'origine au point de distribution des brebis et des agneaux achetés pour l'élevage et prête de bons béliers aux fermiers qui veulent augmenter leurs troupeaux ou en créer de nouveaux.

En ce qui concerne les pommes (voir p. 189), des accords ont été conclus avec la Nouvelle-Ecosse et la Colombie Britannique au sujet de l'écoulement de la récolte de 1942. L'assistance à l'industrie, prévue dans chacun de ces accords, sera aussi profitable aux pomiculteurs des provinces centrales de l'Ontario et du Québec, dont les rapports seraient probablement maigres si leurs marchés étaient menacés par les surplus de la Nouvelle-Ecosse et de la Colombie Britannique.

En raison de l'importance croissante des questions de priorité sur les matières nécessaires à la production agricole, l'Office a nommé un conseiller technique sur l'outillage et les récipients, qui collabore étroitement avec l'administrateur de la machinerie agricole et routière de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre, dans le but de tenir l'administrateur au courant des visées de l'Office du ravitaillement en produits agricoles au sujet de l'emploi de l'acier qui pourrait être disponible pour la fabrication d'instruments agricoles et de pièces de rechange.

Le Bureau Fédéral de la Statistique.—La grande et complexe expansion des statistiques canadiennes dans de nombreux domaines depuis vingt ans et le travail accompli par le Bureau Fédéral de la Statistique pour donner aux études économiques un arrière-plan statistique ont singulièrement facilité le passage d'une

économie de temps de paix à une économie de temps de guerre. Les connaissances en production, commerce intérieur, prix, balance des paiements internationaux, etc., sont beaucoup plus vastes qu'en 1914–18 et le Gouvernement y a puisé abondamment.

Collaboration avec la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.—Après la création de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre, le chef de la Branche du Commerce Intérieur du Bureau Fédéral de la Statistique a été mis à la disposition du nouvel organisme. Il agit en qualité d'officier de liaison entre la Commission et le Bureau, le personnel étant fourni par la Commission mais organisé par le Bureau. Les statistiques sur le charbon sont réunies et calculées pour le compte de l'administrateur du charbon. A la demande de l'administrateur des peaux et cuirs, une série mensuelle de statistiques sur les stocks de peaux et cuirs a été inaugurée. Les calculs des prix ont été considérablement augmentés, particulièrement en ce qui concerne les statistiques sur le coût de la vie, et de vastes relevés sur les prix sont fournis régulièrement à la Commission à de fréquents intervalles.

Sous l'empire de l'ordonnance de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre, relativement à la licence que doivent se procurer les particuliers et les établissements qui vendent ou achètent pour revendre des denrées et des services spécifiés, la Branche du Commerce Intérieur du Bureau est devenue la division des archives pour ce travail. Plus de 330,000 maisons d'affaires ont obtenu leurs licences et ont été codifiées d'après leur genre respectif de commerce. Une classification complète a été faite d'après laquelle des ordonnances, des bulletins, des affiches et des circulaires ont été envoyés. Ce travail a eu pour résultat de fournir aux administrateurs des listes d'établissements dont ils font usage dans leurs diverses administrations.

Collaboration avec la Commission de Contrôle du Change étranger.—La Branche du Commerce Intérieur du Bureau coordonne aussi son travail avec celui de la Commission de Contrôle du Change étranger. Trois de ses représentants ont leurs bureaux dans les locaux de la Commission de Contrôle du Change étranger. La Branche a collaboré à la préparation des formules et des questionnaires dont se sert la Commission dans son travail statistique. Conformément aux exigences de la Commission de Contrôle du Change étranger, le travail statistique sur le tourisme a été réorganisé.

Collaboration avec la Commission d'Assurance-Chômage et le Ministère du Travail.—La Division de l'Analyse Sociale et des Recherches Economiques du Bureau a été chargée de réunir, calculer et dresser en tableaux les statistiques de la Commission d'Assurance-Chômage. L'enregistrement annuel de 1942 a pour objet de fournir les données additionnelles nécessaires à "l'inventaire des effectifs mobilisables". Une fois terminé, cet inventaire donnera tous les renseignements nécessaires à l'utilisation maximum du capital humain du Canada. En avril 1942, les formules d'enregistrement ont été terminées pour toutes les personnes (assurées ou non) travaillant pour le compte de toute compagnie employant un personnel assuré. Une ordonnance supplémentaire du Directeur du Service Sélectif National exige l'enregistrement de tous les hommes sans travail. Ces dossiers des effectifs mobilisables ont été compilés par le Bureau de la Statistique: ils contiennent plus de trois millions de noms ainsi que les détails relatifs à l'âge, l'état conjugal, l'occupation, les connaissances additionnelles, l'industrie et autres données connexes qui permettront à chacun d'obtenir de l'emploi dans le domaine où il pourra contribuer le plus à

l'effort national. Dans la conduite de ce travail, il y a collaboration étroite entre le Bureau et la Branche des Dossiers des effectifs mobilisables du Ministère du Travail.

Conseil Nationale de Recherche.—Le recours aux ressources scientifiques et techniques du Conseil National de Recherche en marge des problèmes suscités par la guerre a été beaucoup plus général en 1941. Aux fins d'obtenir le plus haut degré de coordination de l'effort en matière de recherches, le Conseil a dû maintenir une collaboration étroite avec les laboratoires des divers Ministères, des institutions industrielles et des universités. La collaboration avec les forces armées a été intense depuis le début de la guerre et le Conseil National de Recherche est maintenant officiellement désigné comme le centre de recherches de la marine, de l'armée et de l'aviation canadiennes.

Le Conseil a construit des modèles d'armes importantes de la guerre de tactique. Ces armes sont maintenant en opération et d'un usage très répandu. Les recherches ont été poussées relativement à des appareils secrets de sans-fil et à des dispositifs de protection navale et il se poursuit des études en permanence sur les spécifications d'une grande variété de matériaux et de fournitures. Il se fait également de multiples essais de moteurs, d'explosifs et de nombreux autres articles servant à la guerre.

Les activités plus récentes imposées aux laboratoires par la guerre comprennent: étude intensive des problèmes du sans-filisme; études préparatoires à la production du verre d'optique au Canada; perfectionnement de mécanismes et d'équipements pour les appareils de protection navale; travail de balistique; étude des problèmes scientifiques et de génie posés par l'entreposage des aliments périssables et leur transport en Grande-Bretagne; recherches sur l'emmagasinage du sang; conservation des aliments et étude des problèmes de la nutrition. Toutes les recherches sur les méthodes de défense contre les attaques chimiques, sauf les phases d'entraînement, sont faites par un comité de l'établissement de la guerre chimique dont un membre du Conseil est président et les autres membres sont les techniciens du Ministère de la Défense Nationale. Ce comité a organisé et dirigé plus de 70 entreprises de recherche dans les laboratoires des diverses universités et dans la Division de la Chimie à Ottawa.

En fait de recherches médicales, le Conseil a fait des progrès marqués. Le travail dans cette sphère embrasse plusieurs phases de la médecine et de la chirurgie qui sont de première importance pour les forces armées, mais dont une bonne partie contribuera aussi au bien-être de la population civile.

La liaison établie avec le Royaume-Uni et les autres pays de l'Empire Britannique et les Etats-Unis a été maintenue à un haut degré d'efficacité grâce à l'échange de personnels et de renseignements tant au point de vue projets que de résultats.

Autres organismes et autres activités.—Divers autres organismes spéciaux accomplissent d'importantes fonctions économiques soit de contrôle, soit d'investigation. La Commission Canadienne de la Marine Marchande contrôle l'usage des bateaux lacustres et océaniques enregistrés au Canada. Elle collabora avec le Ministère des Transports de Guerre du Royaume-Uni et avec la Commission Maritime des Etats-Unis en désignant des routes particulières aux vaisseaux et en veillant au transport des cargaisons essentielles. Le Comité des Priorités d'Expédition détermine le degré d'urgence ou de priorité des diverses consignations, avise la Commission de la Marine Marchande et transmet les réquisitions nécessaires à l'emploi des navires du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Depuis la Déclaration de Hyde Park, des comités conjoints sont établis pour coordonner les programmes de guerre des Etats-Unis et du Canada au point de vue économique. Le Comité mixte de Coordination de la Production du Matériel, qui relie l'Office d'Administration de la Production et le Ministère des Munitions et Approvisionnements, s'occupe de programmes conjoints de production, d'acquisition et d'emploi des matières premières essentielles mais rares. Le Comité conjoint de la Production du Matériel de Défense relève la capacité des usines dans chaque pays pour la production d'outillage et fournitures de guerre complets et recommande les modifications d'attribution et de spécifications qui peuvent augmenter l'efficacité totale du programme. Les comités économiques mixtes, avec lesquels les autres comités mixtes sont en contact continuel, ont la responsabilité primordiale d'enquêter et faire rapport sur des problèmes économiques conjoints de temps de guerre qui ne sont pas couramment étudiés par les autres organismes. De plus, ils sont chargés d'étudier les problèmes économiques conjoints d'ajustement d'après-guerre.

Plus récemment, les problèmes de coordination, tant intérieurs qu'internationaux, dans le domaine de la politique d'exportation ont pris plus d'importance à cause de la rareté croissante des matières premières essentielles.

Afin d'empêcher l'ennemi de mettre la main sur ces matières essentielles, une branche spéciale du Ministère du Commerce en contrôle les exportations du Canada. Les règlements sur le commerce avec l'ennemi, appliqués par le séquestre des biens ennemis, empêchent l'ennemi de tirer un profit quelconque du commerce.

Deux importants comités ont aussi pour mandat d'enquêter et faire rapport au Gouvernement de temps à autre sur des questions économiques spécifiques ou générales: le comité consultatif de politique économique, établi en septembre 1939 et composé de fonctionnaires supérieurs et d'aviseurs; et le comité de réquisitions en temps de guerre, établi en novembre 1940, pour obtenir des renseignements et "pour formuler les plans qui peuvent être nécessaires à assurer la priorité des besoins de guerre, par ordre d'importance, sur tous les autres besoins", et faire rapport sur d'autres questions qui lui sont soumises par le Comité de Guerre du Cabinet.

Section 2.—Revue de la situation économique au cours des premiers mois de 1942*

NOTA.—Cette revue met à jour, au moment de l'impression, les principales données contenues dans les divers chapitres.

Le choc de la guerre a modifié profondément la vie économique de la nation canadienne au cours des premiers mois de 1942. Les premières années de la période de guerre se caractérisent par des changements marqués qui ne font que s'accentuer à mesure que se propage le conflit. Les besoins de matériaux et la rapidité avec laquelle il faut se les procurer sont trop grands pour que le système économique puisse les assimiler automatiquement.

En 1941, les industries manufacturières accusent une production d'un tiers au moins plus élevée que la production brute de $4,529,000,000 en 1940. La valeur brute des denrées produites est estimée à $8,970,000,000 en 1941 en regard de $7,261,000,000 l'année précédente. L'indice du volume physique des affaires, mesure adéquate des opérations productives, touche 140 en avril 1941 comparativement à 102 le mois correspondant de 1939. L'emploiement accuse un gain encore plus prononcé, l'indice avançant de 105 à 165 dans la même comparaison.

* Préparé par Sydney B. Smith, M.A., chef de la Branche des Statistiques Économiques, Bureau Fédéral de la Statistique.

L'ampleur du programme de guerre du Canada ressort plus clairement de la valeur des contrats adjugés par le Gouvernement par l'entremise du Ministère des Munitions et Approvisionnements et des organismes antérieurs. Le grand total des contrats de juillet 1939 à mars 1942 est de $3,447,000,000. Les contrats pour le compte du Canada sont évalués à $2,047,000,000, tandis que pour $1,219,000,000 de commandes ont été faites pour le compte de l'Angleterre. Le reste a été affecté à des travaux de construction en vertu du Programme d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique et à des fins diverses. Les contrats pour le compte des services armés du Dominion seulement s'établissent à $317,000,000 au cours des quatre premiers mois de 1942.

La plupart des influences de nature à augmenter le revenu national étaient en jeu au cours de la période sous observation. L'expansion de l'activité économique et plus spécialement l'augmentation de l'emploiement ont causé une augmentation marquée du revenu national et, partant, du pouvoir national d'épargne.

Les principaux stimulants sont l'expansion de la production de marchandises durables et de munitions, le commerce d'exportation, le financement des déficits du Gouvernement du Dominion et les ressources monétaires. La guerre a porté le revenu national à son plus haut point de toute l'histoire économique du Canada.

Agriculture.—L'agriculture continue, au cours de la première partie de l'année sous observation, de jouer un rôle de plus en plus important en assurant aux Nations Unies les denrées alimentaires dont elles ont le plus besoin. Des dispositions sont prises pour intensifier davantage l'effort agricole au cours de la saison de 1942. Le fait saillant de ce programme a été l'augmentation de la production de bestiaux et de produits animaux, particulièrement de porc, de fromage, de beurre et d'œufs. (Voir pp. 187-188.)

Le problème de la main-d'œuvre a eu pour effet de restreindre la production agricole, mais des dispositions ont été prises pour assurer à cette industrie la plus grande part possible des effectifs mobilisables de la nation sans nuire à l'effort total de guerre. L'Office du Ravitaillement en Produits Agricoles a continué ses efforts dans le but d'assurer à l'agriculture des approvisionnements suffisants de matières premières telles que les instruments agricoles, l'étain et les récipients.

Les ventes de bestiaux, qui augmentaient depuis le début des hostilités, continuent leur avance au cours des premiers mois de 1942. L'indice des ventes aux parcs à bestiaux passe à 102·8 au cours des quatre premiers mois en regard de 97·9 au cours de la même période en 1941. L'indice des abatages inspectés accuse un gain de 6·6 p.c. pour toucher 138·7 dans la même comparaison. Le relevé du nombre des bestiaux et des projets des fermiers au commencement de décembre indique que la tendance restera à la hausse au cours de l'année actuelle. La fabrication de fromage est normalement peu considérable durant l'hiver, mais la production au cours des cinq premiers mois de 1942 est de 107·7 p.c. plus élevée que celle de la période correspondante l'année précédente. De meilleurs prix encouragent les fromageries de plusieurs régions à continuer leurs opérations durant l'hiver.

La politique du blé n'a que peu varié en comparaison de l'année précédente et la nouvelle législation a eu nettement pour résultat d'augmenter les superficies en grains fourragers et de diminuer celles en jachères d'été. La législation de contrôle des prix a eu pour effet en quelque sorte de stabiliser les prix des produits agricoles, bien que dans plusieurs cas ces prix échappent au plafonnement. Là où les prix ont été jugés trop peu élevés pour déterminer une augmentation de la production, diverses formes de subventions ont été accordées. Il en a été ainsi dans le cas du

fromage, des oeufs, du lait livré aux condenseries, et du lait fluide livré aux distributeurs dans certaines régions.

Les premières estimations établissent la superficie des emblavures de 1942 à 3 p.c. de moins qu'en 1941. La réduction des jachères d'été dans les Prairies est estimée à 2,389,000 acres ou 12 p.c. L'agrandissement des superficies en avoine et orge est de 10 et 36 p.c. respectivement.

L'augmentation, depuis le début de la guerre, de la proportion de revenus totaux en espèces apportée aux fermiers de l'Ouest par les bestiaux et les produits laitiers est très intéressante. Le revenu total en espèces au cours du premier trimestre de 1942 s'établit à $68,900,000 comparativement à $28,600,000 au cours de la même période en 1939. Le revenu total augmente de 141 p.c., tandis que le revenu provenant des grandes cultures augmente de 105 p.c. et celui provenant des bestiaux et des produits laitiers, de 159·7 p.c.

Le revenu en espèces provenant de la vente de produits de la ferme canadienne est estimé à $876,500,000 en 1941, le plus haut chiffre depuis 1929 alors que la valeur des ventes s'établissait à $922,300,000. En 1940, ce revenu avait été estimé à $739,400,000 et en 1939, à $710,200,000. L'augmentation en 1941 se produit en majeure partie dans les bestiaux et les produits animaux en raison d'une production augmentée et de prix plus élevés.

Forêts.—L'industrie du papier à journal se maintient à un haut niveau d'activité, la production effective, en 1941, augmentant d'un peu plus de 0·2 p.c. en regard de 1940. Les exportations totales de 1941 augmentent aussi légèrement comparativement à l'année précédente, et la capacité de production est utilisée dans la proportion de 78·9 p.c. en regard de 78·3 p.c. Au cours des derniers mois de l'année, l'excédent de la production des pulperies est absorbé à peu entièrement par les besoins de la défense nationale.

Au cours des cinq premiers mois de 1942, la production de papier à journal est de 1,415,412 tonnes, augmentation de 5 p.c. sur la même période l'année précédente. Les expéditions des papeteries accusent un gain de 3·3 p.c. seulement, le total s'établissant à 1,369,574 tonnes. En raison d'un certain nombre de facteurs dont le plus important est la contraction possible de la demande sur les marchés des Etats-Unis, on prévoit une diminution des ventes de papier à journal en 1942. Le nombre de lignes de réclame diminue, tandis que les éditeurs retiennent des stocks pour 54 jours comparativement à 35 ou 36 jours en temps normal. Les effets de cette réduction sont partiellement compensés par une augmentation de la production de pulpe au sulfite écrue et de pâte de bois.

Le bois d'œuvre a servi en grande quantité au cours des deux premières années de la guerre à l'érection d'édifices temporaires nécessaires à l'effort de guerre, et le commerce d'exportation, particulièrement aux Etats-Unis et aux pays de l'Empire, a pris beaucoup d'importance. La quantité de bois mesurée en Colombie Britannique au cours des quatre premiers mois diminue de 15·6 p.c.

Poisson et fourrures.—Les revenus de l'industrie poissonnière sont plus considérables dans la première partie de 1942 que l'année précédente. Ils conservent la tendance à la hausse imprimée par la guerre. La valeur du poisson de mer pris et débarqué est de $25,600,000 en 1941 comparativement à $18,700,000 en 1940.

La disparition de la Norvège, de l'Angleterre et de l'Islande du marché de la morue séchée laisse le Canada et Terre-Neuve comme seuls producteurs pouvant alimenter le marché de poisson conditionné de toutes sortes. Les répercussions de la dépression qui eurent pour effet de réduire le nombre de pêcheurs professionnels se font encore

sentir et empêchent l'augmentation rapide de la production. La prise de poisson de mer au cours des quatre premiers mois de 1942 accuse une nouvelle augmentation de 40 p.c. en volume sur la même période de l'année précédente, tandis que la valeur augmente de 29·5 p.c.

Les exportations de fourrures, après avoir été à peu près stationnaires en 1941 comparativement à l'année précédente, augmentent sensiblement au cours des cinq premiers mois de 1942.

Mines.—L'importance de la production minérale du Canada a trouvé dans la guerre un stimulant bien logique. La valeur de la production minérale est provisoirement estimée à $561,000,000 en 1941, ce qui constitue encore une augmentation sur les chiffres déjà très élevés de 1940. Les métaux comme groupe représentent plus de 70 p.c. de ce total et enregistrent un gain de 3·3 p.c. sur l'année précédente. Les opérations dans l'industrie aurifère sont tombées à un niveau quelque peu plus bas au cours des cinq premiers mois, les livraisons à la Monnaie déclinant de 7·6 p.c. comparativement à la même période en 1941. La production des bas métaux, du nickel, du cuivre, du plomb et du zinc, est maintenue à plein rendement près et joue un rôle extrêmement important dans l'effort de guerre du Canada.

La production de nickel a été fortement stimulée par l'entrée des Etats-Unis en guerre. Il est estimé que ce pays a absorbé plus des deux tiers de la production mondiale de nickel en 1941 comparativement à un tiers environ de la production beaucoup moins considérable des quelques années qui ont précédé immédiatement la guerre. Les mines et les smelters de la Compagnie International Nickel ont fonctionné à plein rendement durant l'année et la compagnie a inauguré un programme d'expansion devant être terminé en 1943, lequel entraînera une dépense de $35,000,000 environ. Une forte proportion du nickel présentement disponible sert à remplir les commandes de guerre de haute priorité.

Energie électrique.—Les besoins du Canada en énergie électrique ont grandi considérablement en raison de l'expansion industrielle de temps de guerre (voir p. 325). Dès la déclaration de la guerre, les surplus considérables d'énergie qui existaient à cette époque ont été absorbés.

Les mesures invoquées pour limiter la consommation non nécessaire et faire face à la demande croissante de temps de guerre ont été couronnées de succès. La génération d'énergie passe à 12,400,000,000 de k.h. au cours des quatre premiers mois de 1942 de 10,400,000,000 qu'elle était au cours de la période correspondante de l'année précédente. La production moins les exportations et l'énergie secondaire s'établit à 10,600,000,000 en regard de 8,500,000,000. Les nouvelles captations en 1941 donnent 254,600 h.p. ce qui porte le grand total à 8,845,038 h.p. D'autres entreprises ont probablement ajouté quelque 650,000 h.p. à cette quantité vers le milieu de 1942.

Manufactures.—Les industries manufacturières surpassent en importance tous les autres groupes industriels, absorbant plus des deux cinquièmes de la valeur nette des marchandises produites. Les demandes de guerre n'ont fait que souligner davantage cette prépondérance. La production brute de 1940 est évaluée à $4,529,000,000 et, d'après des calculs préliminaires, l'augmentation en 1941 est d'au moins un tiers.

Un indice du volume de la production passe de 134·5 en 1940 à 151·7 l'année suivante, tandis que l'indice de l'emploiement est de 168·4 comparativement à 131·3 en 1940. Un indice des prix de gros sur la base de 1926 avance de 81·5 à 88·8.

La capacité productive du Canada pouvait jusqu'à ces derniers temps absorber une expansion parallèle dans la production des matériaux de guerre et des articles de consommation. Cette affirmation repose sur le fait que les indices respectifs des prix des marchandises de production et des marchandises de consommation accusent des avances identiques depuis le début de la guerre, ces avances s'établissant à 31·5 p.c. et 30·6 p.c. respectivement. Toutefois, la production de marchandises de consommation est tenue à un niveau limité par un vaste système de contrôles et de priorités qui complètent les restrictions plus générales imposées par l'augmentation des taxes. (Voir pp. 359-364.)

La minoterie accuse un gain appréciable. Sa production atteint 6,900,000 barils de farine au cours des quatre premiers mois, soit une augmentation de 19·6 p.c. sur 1941. Les abatages de bovins augmentent de 5·5 p.c. Les besoins croissants de bacon en Angleterre déterminent une augmentation de 4 p.c. dans les abatages de porcs dont le total est de 2,710,000. L'industrie du tabac continue de prendre de l'importance, le nombre de cigarettes dédouanées atteignant 3,077,000,000, soit une augmentation de 23·6 p.c. La production de chaussures augmente de 12 p.c. au cours des quatre premiers mois. La consommation de coton brut, qui accusait une augmentation très considérable en 1941, augmente encore modérément au cours de la période sous observation.

L'industrie stratégique du fer et de l'acier continue d'enregistrer des progrès rapides, la production d'acier en lingots s'établissant à 1,032,828 tonnes au cours des quatre premiers mois de 1942, soit un gain de 22 p.c. sur l'année précédente. L'augmentation correspondante dans la fonte en gueuse est de 42 p.c., la production s'établissant à 634,653 tonnes.

L'emploiement et le gain dans les manufactures sont étudiés aux pp. 388-403.

Construction.—L'industrie de la construction joue en 1941 un rôle encore plus grand dans l'expansion industrielle du Canada que l'année précédente. Le total des contrats adjugés est de 14 p.c. environ plus élevé qu'en 1940, leur valeur s'établissant à près de $394,000,000. L'activité est attribuable en majeure partie aux entreprises du Ministère des Munitions et Approvisionnements pour le compte des gouvernements du Royaume-Uni et du Canada.

La valeur des contrats adjugés au cours des cinq premiers mois de 1942 est de $88,200,000; elle est donc moindre qu'en 1941 alors qu'elle était de $129,700,000; néanmoins, elle est encore plus élevée que dans toute autre année récente. Cela ne veut pas dire nécessairement que *l'activité* a diminué dans la construction parce que les contrats, surtout en matière de construction de guerre, représentent souvent des entreprises de longue haleine et ne peuvent être analysés au cours d'une courte période. Il semble, toutefois, qu'il y ait une légère détente: les restrictions sur la construction d'habitations auront un effet de courte durée, mais appréciable.

Transports.—Les répercussions de l'expansion industrielle sur les industries des transports se reflètent dans une augmentation de près de 11 p.c. dans les chargements de wagons au cours des 23 premières semaines de 1942 comparativement à la même période l'année précédente. L'avance sur les semaines correspondantes de 1939, alors que le Canada était encore en paix, est de 47 p.c. L'expansion est la plus marquée dans le transport du bois d'œuvre, les grains et les produits ouvrés; les minérais métalliques enregistrent aussi une augmentation.

Les recettes brutes cumulatives des Chemins de Fer Nationaux du début de l'année au 14 juin sont de $151,900,000. Au cours de la période correspondante l'année précédente, elles étaient de $127,900,000. Elles augmentent donc de 18·7

p.c. ou $24,000,000. Les recettes brutes du Canadien Pacifique au cours de la même période sont de $109,100,000 en régard de $89,700,000, soit une augmentation de 21·7 p.c. ou $19,400,000.

Les marchandises qui passent par les écluses canadiennes et américaines des canaux du Sault-Ste-Marie s'établissent à 10,200,000 tonnes en avril comparativement à 7,900,000 tonnes au cours du même mois en 1941. Le mouvement du minerai de fer, du blé et du charbon accuse aussi une augmentation sensible.

Emploiement et gain.—Bien que les déclins saisonniers dans plusieurs industries non manufacturières soient la cause d'un déclin général de l'activité industrielle au Canada durant l'hiver, le recul est comparativement infime au cours de la première partie de 1942 comparativement au niveau extraordinairement élevé du dernier trimestre de 1941. L'indice général, qui accusait un déclin fractionnaire du 1er janvier au 1er avril 1942, n'est que de quelques points inférieur à celui des trois mois précédents; comparativement à la période du 1er janvier au 1er avril 1941, l'avance est de plus de 21 p.c.

L'emploiement dans les manufactures augmente presque sans interruption depuis le début de la guerre, la seule exception au mouvement général ayant été le court relâchement de la période des fêtes à la fin de l'année. Le déclin exceptionnellement peu marqué enregistré au 1er janvier 1942 n'abaisse l'indice que légèrement comparativement au niveau élevé qu'il occupait au cours des quelques derniers mois de 1941. L'augmentation reprend immédiatement après les fêtes, avec le résultat qu'à compter du 1er février l'emploiement enregistre une série de records successifs. Une grande partie de l'activité des centres manufacturiers se concentre sur la production de munitions; c'est pourquoi l'emploiement dans les industries lourdes atteint des niveaux sans précédent. Le groupe des produits chimiques répond aussi de façon particulièrement marquée aux demandes de temps de guerre, tandis que ceux des produits alimentaires, des vêtements et de plusieurs autres denrées emploient beaucoup plus de monde au cours des premiers mois de 1942 qu'en 1941 durant la période correspondante.

Dans les industries non manufacturières, les opérations forestières, les mines, les transports, les communications, la construction, les services et le commerce sont de même extrêmement actifs au cours des premiers mois de 1942, chose remarquable pour cette époque de l'année; dans certains cas, quelques-uns de ces groupes ont touché des hauts sans précédent, tandis que dans d'autres groupes le volume de l'emploiement est plus considérable qu'au cours de tout autre hiver des dix ou douze dernières années.

Le niveau généralement élevé de l'activité est accompagné par des augmentations substantielles des bordereaux de paye au cours de la période sur laquelle les statistiques sont connues. Le relevé du gain courant ne remonte qu'au début de l'été de 1941. Depuis lors, les décaissements des maisons faisant rapport en salaires et gages accusent des augmentations marquées. Un indice basé sur le gain hebdomadaire versé le 1er juin 1941 et fixé à 100 atteint 121·6 le 1er avril 1942. C'est le chiffre le plus élevé connu, le maximum antérieur étant de 119·5 au 1er décembre 1941. Ce taux d'augmentation du gain déclaré surpasse de beaucoup le taux indiqué par l'indice de l'emploiement au cours de la même période, lequel, du 1er juin 1941 au 1er avril 1942, augmente de 8 p.c. Le gain hebdomadaire moyen per capita, qui s'établissait à $25·25 le 1er juin 1941, passe à $28·41 aux environs du 1er avril 1942, alors que la somme des salaires et gages pour services rendus la semaine précédente des 1,652,810 personnes employées dans les manufactures, les opérations forestières, les mines, les communications, les transports, la construction, les services et le commerce est de $46,959,087.

Emploiement et gain dans les groupes manufacturiers et dans les groupes non manufacturiers.—Dans les groupes manufacturiers, l'augmentation des bordereaux de paye du 1er juin 1941 au 1er avril 1942 est de 34·3 p.c., tandis que celle de l'emploiement au cours de la même période est de 18·7 p.c. Dans les divisions manufacturières, la moyenne de gain hebdomadaire per capita augmente de $25·57 le 1er juin 1941 à $28·94 au début d'avril de l'année actuelle. La concentration des travailleurs dans les industries manufacturières lourdes, la somme considérable de surtemps et le versement des indemnités de vie chère contribuent à cette augmentation du gain indiqué. Au cours de la même période, les bordereaux de paye des groupes non manufacturiers augmentent de 4·2 p.c.; en raison des facteurs saisonniers dont les effets se font sentir du commencement de l'été à la fin de l'hiver, l'indice correspondant de l'emploiement accuse un déclin de 6·3 p.c. du 1er juin 1941 au 1er avril 1942. La moyenne de gain hebdomadaire per capita dans les industries non manufacturières augmente de $25·17 le 1er juin 1941 à $27·52 le 1er avril 1942.

Commerce intérieur.—Malgré les restrictions qui pèsent sur la production d'une grande variété d'articles de consommation et la distraction de proportions sans cesse croissantes du revenu du consommateur pour financer la guerre, les courants fondamentaux du commerce de détail se maintiennent à un haut niveau au Canada. La valeur-dollars du commerce de détail en 1941, telle que mesurée par un indice général des ventes dans douze genres de commerce de détail comprenant principalement les denrées alimentaires, les vêtements et les nécessités ménagères, s'établit en moyenne à 16 p.c. de plus qu'en 1940; elle est de 36 p.c. au-dessus de la moyenne de la période de cinq ans de 1935 à 1939. Cette même tendance à la hausse s'affirme encore au cours des quatre premiers mois de 1942, l'indice moyen des ventes pour cette période, après ajustement pour fluctuations saisonnières, s'établissant à près de 56 p.c. au-dessus du niveau de la période de base de cinq ans (1935–1939).

L'augmentation des ventes exprimées en dollars est attribuable, d'une part, aux prix plus élevés et, d'autre part, à l'augmentation des quantités de marchandises achetées. L'indice moyen du prix de détail calculé par le Bureau Fédéral de la Statistique est de 20 p.c. plus élevé au cours des quatre premiers mois de 1942 que l'indice moyen de cinq ans. Bien que l'indice de la valeur en dollars des ventes et les indices des prix de détail ne soient pas calculés de façon à ce qu'ils soient strictement comparables, ils le sont suffisamment pour indiquer qu'une partie considérable de l'augmentation de 56 p.c. dans le volume du commerce doit être imputée au mouvement des prix.

Les restrictions imposées aux achats à tempérament à l'automne de 1941, ajoutées aux contingentements réduits de production, ont eu pour résultat, vers la fin de l'année, d'abaisser les ventes dans les magasins se spécialisant dans le commerce de meubles ou d'accessoires électriques de ménage et de radios. Les ventes des magasins de meubles au cours des quatre premiers mois de 1942 se maintiennent au niveau du volume des ventes en dollars de ce genre de commerce au cours de la période correspondante de 1941. Les ventes des magasins d'appareils radiophoniques et électriques augmentent de 3 p.c. dans le même ordre de comparaison.

L'augmentation marquée des ventes de vêtements pour hommes constitue le trait caractéristique du commerce de détail au Canada au cours de la première partie de l'année actuelle. Les ventes des magasins se spécialisant dans les vêtements et confections pour hommes sont de 20 p.c. en moyenne plus élevées en 1941 qu'en 1940. En raison des restrictions possibles, surtout en ce qui concerne les modes des vêtements pour hommes au printemps de 1942, les achats ont sensiblement

augmenté avec le résultat que les ventes des magasins de spécialités pour hommes sont de 35 p.c. en moyenne plus volumineuses au cours des quatre premiers mois de cette année que l'année dernière.

Les ventes d'automobiles neufs de tourisme sont de 83,650 en 1941. Ces voitures ont une valeur globale de $108,907,312, soit une diminution de 18 p.c. en nombre et de 5 p.c. en valeur comparativement à l'année précédente. La suspension de la production d'automobiles pour fins civiles en 1942 a fait disparaître à peu près complètement cette branche du commerce de détail. Les ventes de février diminuent de 60 p.c. en regard de celles du mois correspondant de 1941; celles de mars tombent de 80 p.c., tandis que celles d'avril ne sont plus que 10 p.c. de celles d'avril 1941.

Commerce extérieur.—A la suite d'une modification apportée récemment à la politique du Gouvernement, il ne sera plus possible de publier les statistiques du commerce extérieur avant la fin de la guerre. Les chiffres plus récents que ceux du chapitre XVI ne peuvent donc être donnés ici.

Banques.—L'étroite relation entre les divers domaines économiques se reflète dans l'intensification de l'activité bancaire au cours des douze derniers mois. L'actif global, qui constitue l'un des meilleurs baromètres des opérations financières, passe de $4,019,000,000 à $4,320,000,000 au cours de l'année terminée en avril 1942. Les demandes de prêts courants sont plus nombreuses et représentent une valeur totale de $1,156,000,000 en regard de $1,012,000,000 un an auparavant. La puissante posture des banques à charte en fait de disponibilités, malgré l'aide qu'elles ont dû apporter au financement de l'industrie productive, est l'une des caractéristiques de la guerre actuelle.

Les chèques encaissés dans les centres de compensation s'élèvent à $14,034,000,000 en comparaison de $11,304,000,000 au cours des quatre premiers mois de 1941. Cette augmentation est en partie attribuable aux gros versements effectués lors du deuxième Emprunt de la Victoire. Les agents de circulation entre les mains du public, représentés par les billets de banque et les monnaies divisionnaires, sont de $530,000,000 le 1er avril comparativement à $408,000,000 à la même date l'année dernière. La somme des quatre catégories de dépôts est de $3,305,000,000 en regard de $2,972,000,000 le 1er avril 1941. Les ressources monétaires, y compris les agents de circulation entre les mains du public et les dépôts dans les banques, s'établissent à $3,835,000,000 en avril comparativement à $3,381,000,000 un an plus tôt.

Indice des affaires.—La mesure la plus complète des fluctuations mensuelles des opérations productives est l'indice du volume physique des affaires. Cet indice est une moyenne pondérée à laquelle contribuent 57 éléments, ce qui constitue un échantillon considérable des activités de production et de distribution. La moyenne pour les quatre premiers mois de 1942 est de 137·9 en regard de 99·3 pour la même période en 1939; elle reflète une expansion considérable des opérations durant la période. L'indice des premiers mois de 1940 est à peu près égal à la cime touchée en 1929. Par la suite, une avance marquée l'a porté à un niveau beaucoup plus élevé qu'à toute autre époque de l'histoire.

INDICE MENSUEL DU VOLUME PHYSIQUE DES AFFAIRES, 1938 À JUIN 1942
(1935-39=100)

Mois	1938	1939	1940	1941	1942	Mois	1938	1939	1940	1941	1942
Janvier	97·6	98·7	113·8	131·1	140·6	Août	96·5	109·3	128·6	141·5	–
Février	93·2	97·6	108·6	127·5	134·3	Septembre	104·1	109·9	130·1	148·9	–
Mars	95·0	98·9	106·3	125·5	136·2	Octobre	103·6	116·2	129·0	139·1	–
Avril	98·2	101·9	120·0	130·7	140·4	Novembre	107·8	116·2	129·7	132·0	–
Mai	96·7	106·0	117·8	134·2	131·8	Décembre	101·0	116·4	128·3	141·3	–
Juin	94·7	106·0	120·0	137·1	133·7						
Juillet	95·3	105·2	120·9	138·0	–	Moyennes	98·6	106·9	121·1	135·6	–

ERRATUM

Sous la rubrique "Œufs et Volaille", p. 188, les exportations d'œufs du Canada au Royaume-Uni devraient être de 1,274,000 au lieu de 1,274 douzaines.

CHAPITRE I.—PHYSIOGRAPHIE

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Caractère géographique	1
Section 1. Orographie	2
Section 2. Lacs et rivières	2
Section 3. Ilfs	2
Partie II.—Géologie	3
Section 1. Géologie du Canada	3
Section 2. Géologie et minéraux économiques	3
Partie III.—La sismologie au Canada.	15
Partie IV.—La flore du Canada	15
Partie V.—La faune du Canada	15
Partie VI.—Ressources terriennes, scéniques et giboyeuses du Canada	15
Partie VII.—Climat, météorologie, etc.	24
Section 1. Le climat du Canada	24
Section 2. Facteurs déterminants de la température canadienne	24
Section 3. Répartition de la précipitation au Canada	24
Section 4. Température et précipitation du Canada septentrional	25
Section 5. Le Service météorologique du Canada	25
Section 6. Tableaux météorologiques	25
Section 7. Les sécheresses au Canada occidental	25
Section 8. Heure légale et ses zones au Canada	25

PARTIE I.—CARACTÈRE GÉOGRAPHIQUE*

Nota.—Un aperçu d'ensemble du caractère géographique et des subdivisions politiques paraît aux pp. 1-10 de l'Annuaire de 1940 de même que dans les éditions antérieures. Il est impérieux de consacrer tout l'espace disponible des éditions courantes aux importants changements et contrôles économiques qui ont marqué et marqueront la transition entre l'économie de temps de paix et l'économie de temps de guerre. En conséquence la matière ordinaire qui paraissait autrefois dans ce chapitre a dû être sensiblement résumée. Des références suffisantes sont données, cependant, indiquant où trouver les données dont il est fait mention.

Situation.—Le Dominion du Canada comprend toute la partie septentrionale du continent nord-américain, avec ses îles, excepté le territoire d'Alaska, propriété des Etats-Unis, et celui de Terre-Neuve (qui comprend le Labrador). Il englobe tout l'archipel arctique entre le détroit de Davis et les eaux du nord jusqu'au 60ème méridien à l'est et le 141ème à l'ouest.

Le Canada est borné à l'ouest par l'océan Pacifique et l'Alaska; au sud par les Etats-Unis; à l'est par l'océan Atlantique, les eaux situées entre Terre-Neuve et le golfe St-Laurent, le Labrador, le détroit de Davis et les eaux limitrophes entre le territoire danois de Groenland et l'île Ellsmere; au nord il s'étend jusqu'au pôle.

Son point le plus méridional est l'île du Milieu, dans le lac Erié, à une latitude nord de 41° 41′. De l'est à l'ouest le Canada s'étend des environs du 57° de longitude ouest, dans le détroit de Belle-Isle, au 141° de longitude ouest, sur la frontière de l'Alaska. Le territoire canadien comprend donc 84° de longitude et 48° de latitude.

Superficie.—La superficie du Canada est de 3,694,863 milles carrés, chiffre pouvant être comparé aux 3,738,395 milles carrés de superficie totale des Etats-Unis et leurs possessions; 3,776,700, superficie totale de l'Europe; 2,974,581, superficie totale de l'Australie; 3,275,510, superficie du Brésil; 1,805,252, superficie de l'Inde; 121,633, superficie des Iles Britanniques. Le Canada couvre plus de 27 p.c. de la superficie totale de l'Empire Britannique, comme il est montré à la page 167 de l'Annuaire du Canada de 1934–1935.

* Revisé par F. H. Peters, Arpenteur Général et chef du Service Hydrographique, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

1.—Superficie en terre et en eau douce[1] du Canada, par province et territoire, 1941

NOTA.—La classification des terres agricoles, forestières, etc., paraît aux pages 16-17.

Province ou territoire	Terre	Eau douce	Total	P.c. de la superficie totale
	milles carr.	milles carr.	milles carr.	
Ile du Prince-Edouard	2,184	[2]	2,184	0·1
Nouvelle-Ecosse	20,743	325	21,068	0·6
Nouveau-Brunswick	27,473	512	27,985	0·8
Québec	523,534	71,000	594,534	16·1
Ontario	363,282	49,300	412,582	11·1
Manitoba	219,723	26,789	246,512	6·7
Saskatchewan	237,975	13,725	251,700	6·8
Alberta	248,800	6,485	255,285	6·9
Colombie Britannique	359,279	6,976	366,255	9·9
Yukon	205,346	1,730	207,076	5·6
Territoires du Nord-Ouest—				
Franklin	546,532	7,500	554,032	15·0
Keewatin	218,460	9,700	228,160	6·2
Mackenzie	493,225	34,265	527,490	14·2
Canada	**3,466,556**	**228,307**	**3,694,863**	**100·0**

[1] Eaux salées canadiennes non comprises. [2] Trop petite pour être énumérée.

Section 1.—Orographie

L'Annuaire de 1941 contient aux pp. 2–4 une étude des caractéristiques orographiques prédominantes du Canada. Comme cette matière n'est pas susceptible de très grands changements, elle n'est pas répétée ici. A la p. 11 de l'Annuaire de 1940 se trouve un tableau et une classification par province des principaux pics de plus de 11,000 pieds d'altitude.

Section 2.—Lacs et rivières

Lacs.—La superficie des nappes et cours d'eau douce au Canada est extraordinairement vaste. Elle dépasse six pour cent de la superficie totale du pays. Les Grands Lacs en sont le trait principal. A noter la profondeur du lac Supérieur et le peu de profondeur des lacs Sainte-Claire et Erié.

Le tableau 2 donne des statistiques récentes sur les Grands Lacs; les élévations et les profondeurs indiquées sont conformes aux constatations les plus récentes du Service Hydrographique du Canada, les longueurs sont celles des routes de navigation qui s'étendent d'habitude d'un bout à l'autre du lac en passant par le milieu; les superficies en territoire canadien correspondent aux chiffres adoptés par les Services Hydrographiques du Canada et des Etats-Unis.

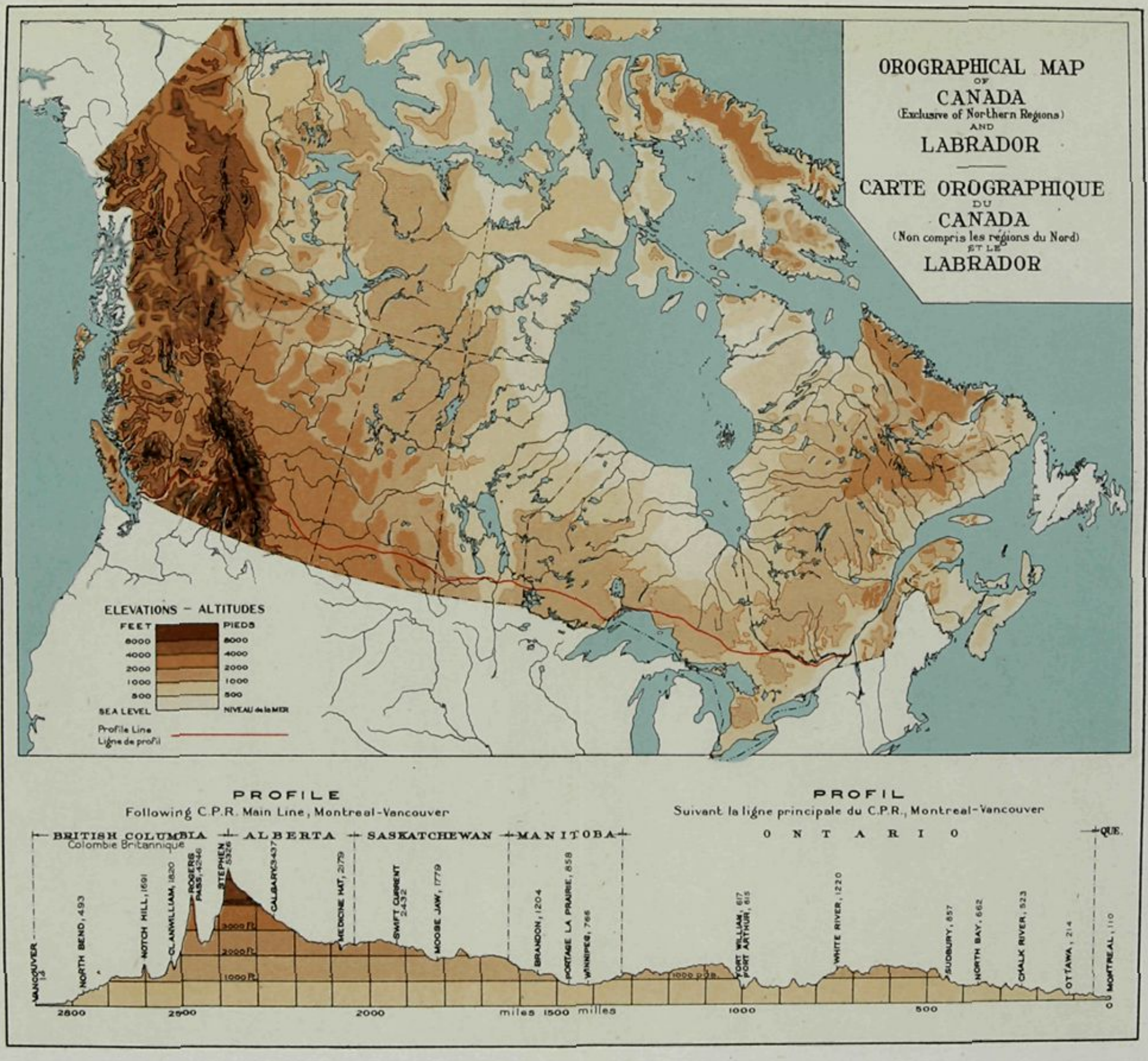
Pour plus amples détails sous cet en-tête, le lecteur peut consulter l'Annuaire de 1941 aux pp. 4–6 et celui de 1938, pp. 12–14. Il y trouvera des tableaux sur les principaux lacs et les principales rivières.

2.—Superficie, altitude et profondeur des Grands Lacs

Lac	Altitude au-dessus du niveau de la mer	Longueur	Largeur	Profondeur maximum	Superficie	Superficie du côté canadien des frontières
	pieds	milles	milles	pieds	milles carrés	milles carrés
Supérieur	602·25	383	160	1,302	31,820	11,110
Michigan	579·74	321	118	923	22,400	*Nil*
Huron	580·64	247	101	750	23,010	13,900
Sainte-Claire	574·64	26	24	25	460	280
Erié	572·33	241	57	210	9,940	4,950
Ontario	245·81	193	53	774	7,540	3,980

Section 3.—Iles

Voir Annuaire de 1941, p. 6.


OROGRAPHICAL MAP
OF
CANADA
(Exclusive of Northern Regions)
AND
LABRADOR
CARTE OROGRAPHIQUE
DU
CANADA
(Non compris les régions du Nord)
ET LE
LABRADOR
ELEVATIONS – ALTITUDES
FEET
8000
4000
2000
1000
500
SEA LEVEL
PIEDS
8000
4000
2000
1000
500
NIVEAU de la MER
Profile Line
Ligne de profil
PROFILE
Following C.P.R. Main Line, Montreal-Vancouver
PROFIL
Suivant la ligne principale du C.P.R., Montreal-Vancouver
BRITISH COLUMBIA
Colombie Britannique
ALBERTA
SASKATCHEWAN
MANITOBA
ONTARIO
QUE.
VANCOUVER 14
NORTH BEND, 493
NOTCH HILL, 1691
CLANWILLIAM, 1820
ROGERS PASS, 4246
STEPHEN 5326
CALGARY 3437
MEDICINE HAT, 2179
SWIFT CURRENT 2432
MOOSE JAW, 1779
BRANDON, 1204
PORTAGE LA PRAIRIE, 858
WINNIPEG, 766
1000 Ft.
FORT WILLIAM, 617
PORT ARTHUR, 615
WHITE RIVER, 1220
SUDBURY, 857
NORTH BAY, 662
CHALK RIVER, 523
OTTAWA, 214
MONTREAL, 110
3000 Ft.
2000 Ft.
1000 Ft.
2800
2500
2000
miles 1500 miles
1000
500
0

PARTIE II.—GÉOLOGIE

Section 1.—Géologie du Canada

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 2.—Géologie et minéraux économiques*

Les divisions physiographiques du Canada reposent fondamentalement sur la géologie. C'est pourquoi elles sont aussi bien géomorphiques que physiographiques. Une description de la géologie du Canada suppose donc un relevé géologique de chacune de ses divisions. Celles-ci sont indiquées sur la carte ci-dessous et comprennent:—

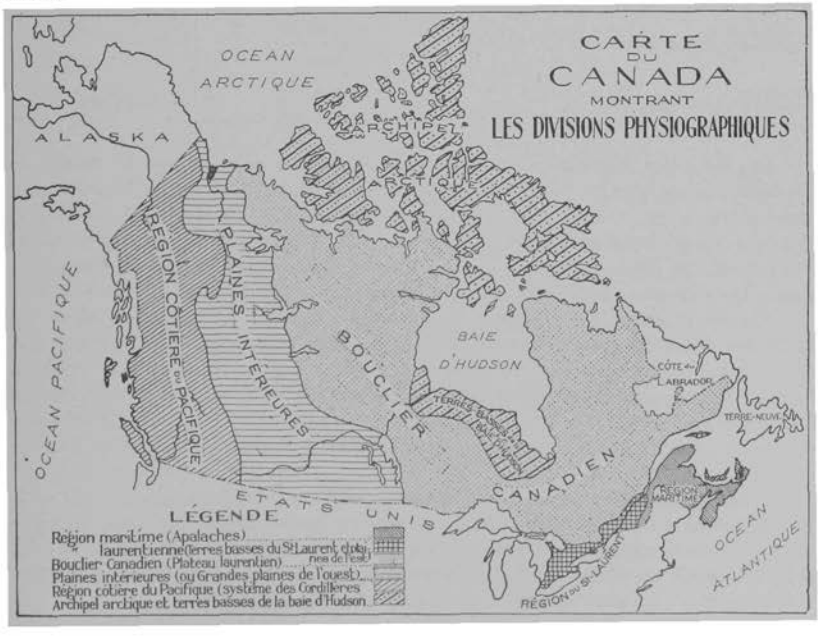
(1) le Bouclier Canadien, vaste région en forme de V de roches anciennes entourant la baie d'Hudson;

(2) la région du St-Laurent, zone de basses terres longeant le fleuve St-Laurent et s'étendant à l'ouest jusqu'au lac Huron en passant par le sud de l'Ontario. Elle repose principalement sur des couches horizontales ou légèrement inclinées de l'âge paléozoïque;

(3) les régions des Apalaches et de l'Acadie comprenant les Provinces Maritimes et à peu près toute la partie du Québec qui se trouve au sud du St-Laurent. C'est une région accidentée ou montagneuse qui se compose en majeure partie de sédiments disloqués;

(4) la région de l'Archipel Arctique à laquelle se rattachent les basses terres de la baie d'Hudson. Elle comprend des îles situées au nord du Bouclier Canadien. La région des basses terres de la baie d'Hudson est large et unie, et repose sur des couches horizontales de l'âge paléozoïque;

* Par George Hanson, D.Ph. géologue adjoint, Levers géologiques, Ministères des Mines et Ressources Ottawa.



(5) la région des plaines intérieures du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta qui suit la vallée du Mackenzie jusqu'à l'océan Arctique. Elle repose sur des sédiments paléozoïques et mésozoïques légèrement disloqués;

(6) la région des Cordillères, comprenant le pays montagneux de la côte du Pacifique, reposant sur des roches fort disloquées.

ÂGES GÉOLOGIQUES

Ère	Période	Vie caractéristique	Âge estimatif en années
Cænozoïque	Récente Pléistocène	Homme	1,000,000
	Pliocène Miocène Oligocène Eocène Paléocène	Mammifères et plantes modernes	60,000,000
Mésozoïque	Crétacée Jurassique Triasique	Reptiles	200,000,000
Paléozoïque	Permienne Carbonifère	Amphibies et lycopodes	
	Dévonienne Silurienne	Poissons	
	Ordovicienne Cambrienne	Invertébrés supérieurs	500,000,000
Protérozoïque (précambrienne récente)	—	Invertébrés primitifs et algues	
Archéenne (précambrienne primitive)	—	Aucune	2,000,000,000

Le Bouclier Canadien.—Le Bouclier Canadien se compose de roches de l'époque précambrienne. Il fait partie d'un amas continental qui, à l'époque précambrienne, s'étend dans toutes les directions au delà de ses limites actuelles. Pendant les périodes géologiques subséquentes le Bouclier Canadien est plusieurs fois inondé, du moins en partie, par des mers qui s'avancent pour se retirer par la suite. Les sédiments accumulés dans ces régions sont plus tard balayés par l'érosion.

Depuis le début du cambrien, le Bouclier Canadien est un amas stable. Il subit des mouvements d'élévation et de dépression mais n'est pas affecté par la déformation causée par l'activité orogénique. L'histoire de ses commencements ou histoire du précambrien est cependant très compliquée. Elle comprend des périodes de vulcanisme, de sédimentation, de plissement, d'activité orogénique et d'intrusion de roches ignées de même que de longs intervalles de quiescence au cours desquels l'érosion est la principale activité.

L'âge précambrien se divise en deux: l'archéen ou précambrien primitif et le protérozoïque ou précambrien récent. A mesure que se développe la cartographie dans différentes régions du Bouclier, il semble que l'archéen peut se diviser en deux grandes unités ou plus. Il n'est pas possible toutefois de déterminer la relation entre les unités les plus anciennes dans deux endroits différents.

L'absence de fossiles dans le précambrien rend très douteuse la corrélation entre des régions différentes, et la relation entre les formations dans toute vaste région ne peut être établie que là où les affleurements sont nombreux. Dans la région de la Rivière à la Pluie, en Ontario, les roches les plus anciennes reconnues sont du type sédimentaire altéré (série Couchiching). Dans la plupart des autres endroits du Bouclier, les roches les plus anciennes sont en général volcaniques altérées, appelées roches vertes (Keewatin). Dans d'autres endroits comme dans l'Ontario et le Québec les roches les plus anciennes se composent de calcaire et de gneiss d'origine sédimentaire (série Grenville). Ces pierres vertes sont recouvertes, particulièrement en Ontario, d'une série épaisse et très étendue de roches sédimentaires altérées et jugée plus récente que les pierres vertes. Cette série est appelée série Timiskaming. Des études détaillées dans différentes parties du Bouclier ces dernières années ont révélé que trois bandes épaisses, ou plus, de pierre verte sont interstratifiées conformément aux bandes sédimentaires, ce qui fait supposer que dans ces endroits du moins il n'y a pas de série sédimentaire nettement plus récente. Dernièrement, des études ont porté sur des minéraux radioactifs comme indicateurs de l'âge des roches mais, malgré les possibilités offertes par cette méthode, les âges ne peuvent être établis avec certitude. Cette méthode n'indique pas, par exemple, l'équivalence en âge entre les plus anciennes roches vertes du Manitoba et celles du Québec. Il n'est apparemment pas encore possible de faire des roches archéennes une subdivision qui puisse s'appliquer à une vaste région quelconque. Les roches de l'archéen sont en général des gneiss et des schistes dérivés de roches sédimentaires, volcaniques et intrusives. Les granites, et les gneiss dérivés des roches granitoïdes, affleurent à la surface dans une grande partie du Bouclier. L'ère archéenne se termine par l'activité orogénique et par de vastes intrusions granitiques.

Les roches de l'ère protérozoïque ou précambrienne récente ont été déposées en couches discordantes sur les roches plus anciennes après une très longue période d'érosion. Ce sont principalement des roches sédimentaires qui se composent de quartzite, d'argilite, de conglomérat, de calcaire et de types apparentés. Ces roches sont divisibles en trois systèmes principaux, lesquels ne peuvent être identifiés que dans quelques endroits. Les plus anciennes, connues sous les noms divers de roches huroniennes, de Bruce ou de Cobalt sont un conglomérat sédimentaire. Il y a d'autres roches sédimentaires plus récentes que celles-ci et connues sous le nom de roches de l'animikie. Encore plus récentes sont les coulées basaltiques et autres roches et sédiments volcaniques appelés roches du keweenawien. Dans la plupart des endroits, les roches de cette ère accusent une légère inclinaison, tandis que dans quelques endroits elles sont affectées par les mouvements orogéniques et sont abruptement plissées. Ces roches sont coupées par des dykes et des filons-couches de diabase et dans quelques endroits par des accumulations de granite.

Aussi bien que dans l'archéen il n'y a pas de corrélation certaine entre les roches de différents endroits et ce n'est que dans quelques endroits que les roches précambriennes peuvent être situées avec certitude dans les périodes huronienne, animikite ou keeweenawienne. Il n'y a nulle part une succession complète de roches protérozoïques.

Dans plusieurs endroits du Bouclier, les roches ne peuvent même être situées avec certitude dans aucune des deux ères; elles sont considérées simplement comme des précambriennes. Parmi celles-ci il y a de vastes régions d'anorthosite particulièrement dans la moitié orientale du Bouclier dont une partie est probablement de l'ère archéenne et une autre, de l'ère protérozoïque.

Les roches stratifiées du précambrien sont de plusieurs milles d'épaisseur.

La période d'intrusion et de plissement du keeweenawien est suivie d'une longue période au cours de laquelle l'érosion réduit de nouveau le facies topographique à un faible relief et sur lequel des invasions successives de la mer devaient se produire dans les ères paléozoïque et mésozoïque subséquentes. Les sédiments déposés dans ces mers sont à leur tour entraînés en grande partie par l'érosion pendant la période tertiaire.

Durant la période pléistocène ou glaciale, le Bouclier est abondamment recouvert d'énormes glaciers d'une étendue continentale. L'une de ces calottes de glace se forme aux environs de l'ouest de la baie d'Hudson et une autre au cœur du Labrador. De ces centres, la glace se déplace dans toutes les directions. En route, elle emporte le sol résiduel, nivèle le facies topographique, polit et strie la surface de la roche et, par la dissémination irrégulière des débris à la surface, désorganise complètement le système hydrographique. La formation en résulte de nombreux lacs qui sont partout un trait si caractéristique de la région. Le retrait des glaciers laisse en face de la glace d'immenses lacs temporaires dans lesquels s'accumulent de l'argile et autres dépôts finement stratifiés pour former ce que nous appelons les zones argileuses.

Les roches sont bouleversées par les failles dans les périodes de plissement ou d'activité orogénique, dans les périodes de tassement qui suivent celles de plissement, dans les régions d'activité volcanique et dans les corps intrusifs du voisinage. Le Bouclier Canadien est donc fortement tourmenté par les failles dont certaines ont des saillies de plusieurs milles.

Une carte géologique du Bouclier Canadien basée sur les connaissances actuelles ferait voir de grands et de petits corps de formes diverses mais la plupart longs et étroits de roches sédimentaires, volcaniques et intrusives reposant sur une base granitique ou de gneiss granitoïde.

Les ressources minérales du Bouclier sont très variées et ont une valeur immense. En 1939, la dernière année avant la guerre, le Bouclier donne 85 p.c. de l'or du Canada, 39 p.c. de l'argent, 87 p.c. du cuivre, tout le nickel, le radium, le platine et le cobalt. Les roches précambriennes ne recèlent ni charbon ni huile.

Les grands gisements aurifères du Bouclier sont des veines de quartz aurifère ou des remplacements siliceux dans lesquels l'or est le seul métal ayant une grande valeur. Tels sont les gîtes des mines Beattie, East Malartic, Lamaque, Siscoe et plusieurs autres dans le Québec; Hollinger, McIntyre, Dome, Lake Shore, Wright-Hargreaves, Kerr-Addison, Leitch, Pickle Crow et plusieurs autres en Ontario; et San Antonio, God's Lake et autres au Manitoba et des mines de Yellowknife, T.N.-O., et d'Athabaska Lake en Saskatchewan. Certaines de ces mines sont très importantes. En 1939, par exemple, la Hollinger donne 425,614 onces d'or et la Lake Shore, 368,320 onces. Plusieurs d'entre elles s'enfoncent à plus d'un mille sous terre.

Plusieurs des grandes mines de cuivre du Bouclier donnent aussi de l'or, du nickel et autres minéraux de valeur. Ce sont de vastes gisements sulfurés contenant principalement des minéraux de pyrite, de pyrrhotine et de chalcopyrite avec teneurs moindres d'arsénopyrite, de galène, de sphalérite et de magnétite. Les plus grands gisements de ce genre sont ceux de la mine Horne, Québec; des mines de l'International Nickel de Sudbury, Ontario, et des mines Sherritt-Gordon et Flinflon au Manitoba. En 1939 la mine Horne donne 274,574 onces d'or et quelque 83,000,000 de livres de cuivre. Les mines de l'International Nickel, à Sudbury, donnent plus de 300,000,000 de livres de cuivre et plus de 200,000,000 de livres de nickel. La mine Flinflon donne, en plus du cuivre, du zinc et de l'or, des quantités considérables de sélénium et de cadmium.

De petites quantités de fer, de molybdénite, de titanium, d'arsenic, de plomb et autres métaux sont extraites aussi de la mine Shield. Celle-ci donne en outre du mica, du feldspath, du fluorpath, du graphite, du phosphate et autres métalloïdes.

Les grandes zones granitiques et de gneiss granitoïde du Bouclier ne sont pas des roches hospitalières pour les dépôts métalliques, et dans les régions reculées de telles roches n'ont présentement aucune valeur commerciale. Près des centres peuplés elles peuvent avoir toutefois une certaine valeur comme pierre de construction. Par ailleurs, les roches étroitement apparentées, telles que les anorthosites, contiennent des minerais de fer titanifère. L'industrie du verre fait depuis récemment un usage considérable de la syénite éléolithique de l'Ontario. Les minéraux économiques susceptibles de se rencontrer dans les régions granitoïdes sont de ceux qui se présentent dans les dykes de pegmatite. Ces dykes sont des rejetons récents des intrusions ignées et peuvent recéler du spodumène, du béryl, du mica, de l'étain, du feldspath et autres minéraux.

Les agglomérations d'autres roches entourées de roches granitoïdes qui se rencontrent dans le Bouclier sont d'un intérêt économique exceptionnel. C'est là que se trouvent tous les gisements métalliques du Bouclier, et tout dépôt important de ces roches dans quelque endroit que ce soit peut être prospecté avec d'excellentes chances d'y trouver de nouveaux massifs de minerai. Sauf dans quelques cas, l'âge (s'il ne s'agit pas de l'âge précambrien) et la source des gisements qui leur sont associés sont inconnus. La plupart des gîtes aurifères du Bouclier et la majorité des grands massifs sulfureux se rencontrent principalement dans les roches archéennes. La formation des gisements minéraux peut remonter toutefois à l'ère protérozoïque. Les coulées de l'ère protérozoïque récente sur la rivière Coppermine et à Bathurst Inlet contiennent des dépôts de cuivre identiques à maints points de vue aux dépôts du même âge trouvés à Keweenaw Point, dans le Michigan. Les grands massifs de cuivre-nickel de Sudbury et les veines d'argent-cobalt, de Cobalt, se rencontrent presque entièrement dans les roches de l'ère protérozoïque récente; leur formation par conséquent ne peut remonter au delà. Dans ces deux endroits il est aussi très certain apparemment que les sources des minerais furent les massifs diabasiques avec lesquels les gisements sont associés ou encore les sources d'où est venue la diabase. Il s'ensuit donc que les massifs semblables de diabase qui se trouvent ailleurs devraient être prospectés en vue d'y trouver les mêmes gisements.

Les gneiss de Grenville, les pierres calcaires et autres roches sédimentaires sont les hôtes de gisements de graphite, de mica, de phosphate, de feldspath, de corindon, de molybdénite et de corps de minerai de fer, particulièrement la magnétite. Si les gisements de minéraux métalliques n'en sont pas totalement absents, ils y sont très rares. D'importants gisements de brucite ont été découverts récemment près de Wakefield, Québec, et de Rutherglen, Ontario, dans des roches de la série Grenville. Ce minéral sert dans la fabrication de la brique réfractaire et dans l'extraction du magnésium.

Les vastes gisements ferreux des Etats-Unis se trouvent dans les roches de l'ère protérozoïque, certains dans la série animikite (protérozoïque récent) et certains dans la période huronienne moyenne inférieure (protérozoïque primitif). Les roches de la série animikie ne sont pas très répandues dans la partie méridionale du Bouclier au Canada, mais il s'en présente probablement dans la région de la baie d'Hudson et dans une zone qui serpente jusqu'à la baie d'Ungava en passant par la côte du Labrador. Dans ces endroits les roches recèlent d'importants gisements ferreux. Des gisements de fer du Michipicoten et du lac Steeprock peuvent être de l'ère archéenne ou de l'ère protérozoïque.

Les massifs de roches précambriennes entourées de roches granitoïdes dans le Bouclier sont très importantes en raison de leur grande quantité du minerai extrait au Canada. Plusieurs de ces massifs ont été étudiés et subdivisés en roches de types et d'âges différents, et cette subdivision rétrécit davantage les limites dans lesquelles certains minerais peuvent être trouvés.

Basses terres du St-Laurent.—Les roches sous-jacentes des basses terres du St-Laurent sont des sédiments pour la plupart très peu disloqués et variant en âge du cambrien au dévonien. Les roches cambriennes se composent de grès dérivé par l'intempérisme de l'ancienne surface précambrienne. Les roches ordoviciennes, siluriennes et dévoniennes consistent en grande partie en calcaires et en schistes déposés au cours des ingressions de la mer. Depuis le dévonien, l'histoire de la région se signale par l'érosion. La région est chevauchée par les calottes de glace du pléistocène. En général, les roches accusent une légère inclinaison dans la direction opposée au Bouclier canadien. Elles sont brisées par endroits par des failles et sions, ça et là, rejetées en des plis faibles.

Les seules roches intrusives de la région sont les amas ignés formant les collines Montérégiennes. Celles-ci sont au nombre de huit dont six le long d'une ligne est et ouest s'étendant vers l'est depuis Montréal. Leurs flancs se composent de sédiments altérés et durcis et les centres, de roches intrusives qui contiennent divers types alcalins tels que les syénites éléolithiques et les essexites. L'âge de ces intrusions n'est pas connu. Il peut être plus récent que l'âge paléozoïque.

Les principales ressources naturelles des basses terres du St-Laurent au point de vue minéral sont le gaz naturel, le pétrole, le sel et le gypse. Le calcaire, la dolomite, le schiste et autres roches en sont extraits pour divers usages. Les terres basses ne recèlent ni houille ni minéraux métalliques en dehors de quelques petites veines plombifères. Elles ne contiennent non plus ni graphite, ni feldspath, ni mica ou autres gisements métalloïdiques de même nature. La production d'huile n'y est pas considérable bien qu'il en ait été extrait plus de 200,000 barils de certaines formations en Ontario en 1939, soit quelque peu moins de 3 p.c. de la production canadienne totale. Le gaz naturel tiré de cette région est plus important, mais il se limite encore à l'Ontario. La production en atteint environ 12,000,000 M.p.c. par année ou 34 p.c. de la production canadienne totale. La partie ontarienne des terres basses donne aussi du gypse et 88 p.c. de tout le sel extrait au Canada.

Dans les terres basses, particulièrement en Ontario, la structure géologique et la succession des formations ont été dans une certaine mesure étudiées en détail par une reconnaissance des minerais de surface et d'échantillons pris dans les puits, de sorte que l'épaisseur ou profondeur des divers horizons oléifères, gazéifères et salants susceptibles de productivité est connue. Les périodes ordovicienne, silurienne et dévonienne sont divisées en six à dix formations chacune, chaque formation ayant ses propres caractéristiques. L'horizon oléifère le plus important se présente dans le calcaire Onondaga-Delaware de l'âge dévonien, mais on a retiré un peu d'huile des formations Guelph et Medina de l'âge dévonien et de la formation Trenton, de l'ordovicien. Le principal horizon de gaz naturel est la formation d'âge silurien Clinton-Medina. Il en vient aussi une petite quantité de la formation Trenton (ordovicien). Le sel se présente en lits comme la roche sédimentaire et se limite à la formation Salina (silurien). L'huile et la majeure partie du gaz naturel s'obtiennent de la partie méridionale des terres basses au sud d'une ligne reliant Hamilton à Sarnia. Le sel vient de la partie occidentale de la péninsule ontarienne, principalement de la région située entre Goderich et Windsor.

Régions des Apalaches et de l'Acadie.—Les régions des Apalaches et de l'Acadie embrassent la partie du Canada située au sud du fleuve St-Laurent et à l'est d'une ligne reliant la ville de Québec au pied du lac Champlain.

Les roches de ces régions contiennent des sédiments des roches volcaniques et des intrusions appartenant principalement à l'âge paléozoïque. L'existence est connue de roches précambriennes dans certains endroits et, le long de la côte de la baie de Fundy, il y a quelques régions reposant sur des roches mésozoïques. La région des terres basses du Nouveau-Brunswick oriental repose sur des lits carbonifères très peu disloqués. Ailleurs toutefois, dans toute la région, les roches sont rejetées dans des plis dont les axes s'orientent nord-est et sont en outre brisées par des failles donnant lieu à une structure complexe. La principale période de déformation dans cette partie du Canada se produit toutefois pendant le dévonien tandis qu'au sud, dans les Etats-Unis, les grandes perturbations se produisent plus tard pendant le permien, à la fin du paléozoïque.

Des roches du précambrien primitif composées de calcaire, de dolomite, de quartzite et de gneiss affleurent dans le Nouveau-Brunswick méridional, près de Saint John. Ces roches sont recouvertes par une épaisse succession de roches volcaniques du précambrien récent sur lesquelles reposent les couches sédimentaires cambriennes. Il y a aussi des roches précambriennes dans l'Ile du Cap-Breton, en Gaspésie et peut-être au centre du Nouveau-Brunswick et dans le sud-ouest du Québec. Certaines de ces roches, pour le moment attribuées au précambrien, peuvent appartenir à l'âge paléozoïque.

Dans la Nouvelle-Ecosse une vaste série de sédiments altérés, connue sous le nom de série aurifère, est attribuée au précambrien récent. Cette série, avec ses grandes étendues intrusives de granite paléozoïque, occupe la plus grande partie de la terre ferme de la province. Sa puissance est de plus de 35,000 pieds, dont la moitié inférieure se compose en majeure partie de quartzites et la moitié supérieure, d'ardoises. Cette série est plissée le long de lignes nord-est et brisée par des failles nord-ouest dont le déplacement horizontal de certaines dépasse un mille. La série est envahie par des dykes et des filons-couches de diabase et de batholithes de granite gris et rouge du dévonien. Autour des bords du granite, la série est altérée en gneiss et en schistes renfermant ordinairement de la staurolite, du grenat, de la hornblende, de la sillimanite et de la pyrite.

Des roches sédimentaires du cambrien et de l'ordovien se présentent dans le Québec, le Nouveau-Brunswick, le Cap-Breton, et des roches volcaniques de l'ordovicien dans la Gaspésie. La sédimentation est interrompue à la fin de l'ordovicien, à l'époque où le mouvement orogénique affecte la région et où se produisent des masses intrusives de péridotite. La sédimentation reprend pendant le silurien mais est interrompue pendant le dévonien récent lorsque toute la région est affectée par les mouvements orogéniques qui déterminent de vastes intrusions de granite. Après une longue période d'érosion, les roches sédimentaires de l'âge carbonifère se posent sur une vaste étendue de terres basses du Nouveau-Brunswick, sur l'Ile du Prince-Edouard, sur de vastes étendues de la Nouvelle-Ecosse et ailleurs dans la région. Pendant le carbonifère récent, de grandes puissances de roches sédimentaires recouvrent les terres basses du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse le long du détroit de Northumberland. Pendant le triasique, des roches sédimentaires clastiques se posent le long de la baie de Fundy pour être recouvertes, sur le penchant néo-écossais, d'épanchements basaltiques.

Au cours de la période glaciaire, toute la région, à l'exception de la partie centrale de la Gaspésie, est chevauchée par des calottes de glace. Il est probable que la

glace s'avança de centres locaux. Depuis le retrait des glaciers, il se produit une élévation générale de la région, comme l'indique la présence de plages post-glaciaires et l'existence de coquillages marins à plusieurs centaines de pieds au-dessus du niveau actuel de la mer.

Cette région recèle une grande variété de gisements, mais les seules substances extraites en grande quantité dans le moment sont la houille, l'amiante et le gypse. Les charbonnages sont d'une importance exceptionnelle et la région donne près de la moitié de tout le charbon extrait au Canada. Tout l'amiante et environ 95 p.c. du gypse produits au Canada sont extraits de cette région.

La houille vient surtout de la Nouvelle-Ecosse qui en produit environ vingt fois autant que le Nouveau-Brunswick, l'autre province carbonifère de la région. Le gros de la production vient des mines de Sydney, au Cap-Breton. Il s'extrait de plus petites quantités de houille à Cumberland, à Pictou et à Inverness, en Nouvelle-Ecosse, et à Minto, Nouveau-Brunswick. Les veines carbonifères se présentent toutes dans certaines formations du carbonifère supérieur. Ce fait a été établi par des études géologiques et, comme ces roches ont été cartographiées, les charbonnages potentiels de la région ont tous été délimités.

De petites quantités d'huile et de gaz sont obtenues près de Moncton, N.-B. La formation productive se rencontre dans les schistes Albert de l'âge carbonifère inférieur. Il y a aussi dans les Provinces Maritimes des schistes oléifères des âges carbonifères inférieur et supérieur, mais ils ne sont pas exploités.

Il y a du gypse dans plusieurs endroits des Provinces Maritimes. Il se confine à la formation Windsor, de l'âge carbonifère inférieur. La production se concentre en Nouvelle-Ecosse qui, en 1939, donne 91 p.c. de la production totale du Canada.

Le sel se présente en association étroite avec le gypse. Il s'en extrait jusqu'à 11 p.c. de la production canadienne à Malagash, en Nouvelle-Ecosse.

Il a été extrait du manganèse du Nouveau-Brunswick de 1860 à 1900 et en Nouvelle-Ecosse depuis 1860 jusqu'à nos jours. Le minerai se compose principalement d'oxyde à haute teneur et se présente en majeure partie en remplacement des gisements de calcaire de la formation Windsor (carbonifère inférieur) au sud du bassin de Minas, en Nouvelle-Ecosse, et à Markhamville, N.-B. Des gisements de manganèse du même type et du même âge se présentent aussi dans les îles de la Madeleine. Du manganèse est extrait de veines dans du granite de l'âge dévonien à Chester, N.-E. Il y a du manganèse de marais dans plusieurs endroits de la région, mais il n'a pu être exploité avec succès. L'extraction du manganèse au Canada a toujours été d'importance secondaire et à peu près tout ce qui en est extrait vient des Provinces Maritimes.

Plusieurs endroits des régions des Apalaches et de l'Acadie révèlent des gisements de fer. Des dépôts de magnétite formés par le remplacement des roches schisto-quartzo-porphyriques se présentent près de Bathurst, N.-B. Des minerais d'origine sédimentaire sont extraits dans le district ferrifère de Nictaux-Torbrook, en Nouvelle-Ecosse. A Londonderry, N.-E., des minerais de limonite et de carbonate existent dans une zone de fissuration, sur le versant méridional des collines Cobequid. Du fer a aussi été extrait en petites quantités il y a plusieurs années des marais de la partie québecoise de la région.

Il y a des gisements de zinc et de plomb dans la Gaspésie et près de Stirling, N.-E. Quelques-uns sont exploités.

Il existe des dépôts de tungstène et d'antimoine dans les Provinces Maritimes, lesquels ne sont encore que très peu exploités.

La partie la plus riche en or de cette région est la terre ferme de la Nouvelle-Ecosse qui recèle des veines de quartz aurifère dans la série aurifère. Le gros de l'or est extrait de veines qui suivent la stratification des roches sédimentaires surtout là où ces veines sont situées au faîte ou près du faîte des anticlinaux. Bien que la production aurifère de la Nouvelle-Ecosse n'ait jamais été considérable par rapport à la production canadienne actuelle, cette province donne de l'or depuis quatre-vingts ans. De l'or a aussi été extrait de la région de la rivière Chaudière et dans d'autres endroits des Cantons de l'Est. C'est de l'or alluvionnien et qui a été extrait surtout entre 1870 et 1885.

Pendant plusieurs années des veines, lentilles et remplacements de roches schisteuses des Cantons de l'Est donnent du cuivre.

Seule la province de Québec donne de l'amiante, lequel est extrait près de Thetford, Black Lake et Asbestos. Les gisements se présentent en amas de péridotite partiellement altérée en serpentine. La majeure partie des corps de péridotite ont été cartographiés géologiquement, de sorte que les sources d'amiante autres que celles en exploitation sont connues. L'amiante se présente bien différemment de la plupart des autres substances minérales extraites. Il se trouve dans des veines de minéral pur étroitement espacées et d'une largeur de beaucoup moins d'un pouce, et toute la masse rocheuse doit être extraite pour sa récupération.

Les massifs de péridotite contiennent aussi de la chromite. Ils contiennent aussi ou sont en étroite association avec des dépôts de talc et de stéatite.

Archipel Arctique et basses terres de baie d'Hudson.—La géologie des îles de l'Arctique est très peu connue. Il s'y présente des schistes précambriens et des gneiss granitoïdes sur les îles de Baffin et Ellesmere et probablement ailleurs. Des couches paléozoïques se rencontrent sur la plupart des îles et des roches triasiques et tertiaires sur quelques-unes.

La terre basse de la baie d'Hudson repose sur des strates ordoviciennes, siluriennes et dévoniennes en plateure. Il y a aussi une zone de roches mésozoïques le long de la rivière Moose.

Le climat rigoureux et l'inaccessibilité entravent la prospection dans les îles septentrionales; la présence d'or a été signalée à la tête de l'anse Wager; du cuivre natif a été rapporté de l'île de Baffin; du mica et du graphite ont été trouvés sur le côté septentrional du détroit d'Hudson; la présence est connue de houille bitumineuse dans les strates carbonifères des îles situées au nord de Lancaster Sound et il y a du lignite dans les couches tertiaires des rives septentrionale et orientale de l'île de Baffin de même que sur l'île Bylot. Il s'en présente aussi dans les roches mésozoïques de la rivière Moose. La possibilité a été étudiée de trouver de l'huile dans les strates paléozoïques des terres basses, mais il est probable que les formations sont trop minces et dépourvues de la structure nécessaire à l'accumulation de l'huile.

Les plaines intérieures.—La région des plaines intérieures du Canada fait partie de la région des plaines de l'intérieur du continent qui s'étend du golfe du Mexique à l'océan Arctique. Dans la majeure partie de cette région, les roches sous-jacentes paléozoïques, mésozoïques et tertiaires reposent à peu près horizontalement. Au nord-ouest toutefois, la chaîne Franklin située entre le Grand Lac de l'Ours et le fleuve Mackenzie se compose de strates plissées. De même, dans l'ouest de l'Alberta, les roches sont plissées et faillées.

Du point de vue géologique, la région peut se diviser en trois zones. Une plaine étroite à l'est, connue sous le nom de terres basses du Manitoba, repose sur des strates paléozoïques en plateure variant de l'âge ordovicien au dévonien. Ces

roches chevauchent le Bouclier canadien et sont souvent escarpées sur le bord. Au nord, cette zone s'élargit et forme la grande région des basses terres du Mackenzie où, sur de vastes étendues, les couches siluriennes forment le lit de la section paléozoïque. Dans les terres basses du Mackenzie se présentent aussi dans plusieurs endroits des roches cambriennes et ordoviciennes, et dans de vastes régions se rencontrent des couches de l'âge crétacé comme par exemple sur la rivière aux Liards, sur les rives occidentales du Grand Lac de l'Ours et à plusieurs endroits le long de la rivière Mackenzie. Il y a à l'embouchure de la rivière de l'Ours une région recouverte en partie par des sables tertiaires consolidés et de l'argile portant des couches de lignite. La deuxième division est une large zone supportée par des roches crétacées. Sa bordure orientale, où ces roches recouvrent des sédiments paléozoïques, est une pente assez raide connue sous le nom d'escarpement du Manitoba. De 1,000 à 2,000 pieds d'altitude sur ce flanc, la surface s'élève graduellement vers l'ouest jusqu'à 4,000 ou 5,000 pieds au bord des montagnes. La troisième division se compose de plateaux de roches tertiaires en plateure au mont Wood et aux collines Cypress, s'élevant jusqu'à 1,000 au-dessus du niveau de la région environnante.

A l'époque pléistocène, l'apport des glaciers est largement dispersé sur toute la région. Au retrait des glaces, des accumulations d'argiles se produisent dans les lacs qui restent en face des calottes déclinantes de glace. Une grande partie du Manitoba méridional forme le lit du lac glaciaire Agassiz.

Les principales ressources minérales des plaines intérieures sont la houille et le gaz naturel. La région oléifère de la vallée Turner est, en partie du moins, dans la zone des contreforts de la région des Cordillères à l'ouest et il en est par conséquent question dans la section portant sur cette dernière région. La ligne de séparation entre la région des Cordillères et les plaines intérieures est bien imparfaitement définie en raison de l'absence de frontières géologiques et du fait que les contreforts, qui sont une partie des Cordillères, s'introduisent en pente imperceptible dans les plaines. Environ 31 p.c. de la houille extraite au Canada et environ 28 p.c. du gaz naturel proviennent de la région des plaines intérieures.

Les dépôts carbonifères des plaines intérieures se rencontrent dans les roches du crétacé supérieur et du tertiaire inférieur. Ils reposent en couches parallèles aux strates qui les entourent. Presque toute la houille extraite est du lignite.

Les puits de pétrole de Norman, T. N.-O., sont alimentés par un horizon situé près du sommet du dévonien. Les limites du champ pétrolifère de Norman ne sont pas déterminées. Des puits situés dans les régions de Wainwright, Red Coulée et Tabor donnent aussi du pétrole en petite quantité et dans ces endroits l'horizon pétrolifère est à la base du crétacé ou tout près.

Le gaz produit dans la région des plaines vient en majeure partie d'horizons situés près de la base du crétacé supérieur et près de la base du crétacé inférieur. Comme la géologie est établie aussi exactement que le permettent les rares affleurements presque horizontaux dans plusieurs endroits, la profondeur des horizons susceptibles de production peut être estimée avec assez d'exactitude dans la plupart des endroits où le forage est projeté.

Les très vastes sables bitumineux de l'Athabaska reposent sur des couches du crétacé inférieur et constituent une immense réserve d'huile. Les essais tentés dans le passé pour récupérer de l'huile en quantité commerciale n'ont pas été fructueux. Actuellement, il s'en extrait en petite quantité et il est possible qu'une industrie de grande importance s'y développe.

Des puits situés à Waterways donnent du sel en association avec du gypse de la période silurienne.

Les gîtes de gypse du nord de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest ne sont pas exploités. Il s'en extrait de dépôts de roches siluriennes au Manitoba, à Gypsumville et à Amaranth.

Presque tout le sulfate de sodium du Canada provient de dépôts situés près de Biggar et au sud de Moose Jaw, en Saskatchewan. Cette substance se présente dans un grand nombre de lacs du sud de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Les seuls gîtes métalliques des plaines intérieures se composent de galène et de sphalérite dans les calcaires dévoniens au sud du Grand Lac des Esclaves. Ces gisements ne sont pas exploités.

La région des Cordillères.—Les roches de la région des Cordillères varient en âge du précambrien au récent. La zone des Rocheuses se compose de grandes puissances de sédiments précambriens, paléozoïques et mésozoïques non accompagnés dans la plupart des endroits de roches plutoniques ou volcaniques. La chaîne côtière se compose essentiellement de batholithes complexes de granite du jura récent ou du crétacé primitif recoupant et renfermant des sédiments et des roches volcaniques du mésozoïque primitif et bordés des deux côtés de roches prégranitiques et de bassins isolés de roches plus récentes. La zone intérieure des plateaux et des chaînes repose sur des sédiments et des roches volcaniques paléozoïques, mésozoïques et tertiaires. Les couches prétertiaires sont recoupées par de nombreux massifs de roches plutoniques, et des strates précambriennes affleurent dans plusieurs régions.

Les roches précambriennes de la région se composent presque entièrement de quartzites, d'argilites, de calcaires, de conglomérats et de gneiss et schistes dérivés de roches sédimentaires. Dans plusieurs endroits ces roches ont plusieurs milles d'épaisseur. Les plus grandes divisions de ces anciennes roches sur des étendues considérables sont désignées par les noms de groupe du Yukon au Yukon et séries Windermere, Purcell et Shuswap en Colombie Britannique. Elles sont divisées en formations qui peuvent être retracées à travers le pays sur des distances considérables. Dans leur ensemble les roches précambriennes de cette région sont de découverte plus récente et plus faciles à identifier que celles du Bouclier Canadien.

La sédimentation se continue pendant l'ère paléozoïque et accumule de grandes puissances de quartzites, d'argilites et de calcaires particulièrement dans les Rocheuses. Pendant les périodes triasique, jurassique et crétacée primitive un vulcanisme intense caractérise la région située à l'ouest des Rocheuses actuelles. Des roches sédimentaires s'y accumulent.

Pendant le jurassique récent ou le crétacé primitif, la région est affectée par l'activité orogénique et l'intrusion se produit des grands batholithes des montagnes côtières. Depuis cette déformation, la principale partie de cette région est soumise à l'érosion, mais des bassins isolés retiennent des roches sédimentaires du crétacé récent et des étendues passablement vastes de roches volcaniques et sédimentaires de l'âge tertiaire. Au cours du tertiaire primitif, la région est de nouveau bouleversée par l'activité orogénique et les couches le long de la bordure orientale actuelle des Rocheuses sont brisées par de grandes failles dévalant en pente douce vers l'Ouest. Des poussées venant de l'Ouest refoulent les roches de plusieurs milles vers l'Est et plus haut le long de ces failles. Cette activité, ajoutée au plissement et à l'érosion qui se produit par la suite, forme les Rocheuses.

Durant la période pléistocène toute la région, sauf une partie du Yukon, est recouverte de glaces qui laissent des dépôts morainiques le long des vallées. Depuis cette période, de petits volcans accumulent de petits cônes de scories et laissent de petits champs de lave dans plusieurs endroits.

La région des Cordillères est depuis longtemps une source importante de minéraux économiques. L'extraction de la houille y est commencée depuis cent ans et celle des métaux date de la ruée de 1858 aux champs aurifères alluvionnaires du fleuve Fraser. En 1939, cette région donne 14 p.c. de toute la production aurifère du Canada, 62 p.c. de l'argent, 70 p.c. du zinc, 14 p.c. du cuivre, 99 p.c. du plomb, tout le bismuth et à peu près tout l'antimoine et le cadmium. Elle donne en outre 26 p.c. de toute la houille du Canada et, y compris tout le pétrole de la vallée Turner dans la zone des contreforts, environ 97 p.c. de toute la production pétrolière. Il y a plusieurs mines dans la région dont quelques-unes comme la Britannia, à Howe Sound, par exemple, et la Sullivan, à Kimberley, sont très considérables.

Les gîtes métalliques de cette région sont en association étroite avec les batholithes des montagnes côtières. Les massifs de minerais métallifères ne se présentent pas dans des roches plus récentes que les batholithes. Les corps de granite sont prédominants dans la moitié occidentale de la région des Cordillères. Les gisements rencontrés dans les batholithes et dans les roches de bordure à l'ouest contiennent surtout du cuivre et de l'or, tandis que ceux des gisements à l'est contiennent de l'or, de l'argent, du plomb et du zinc. En général, les minerais sont d'un type compliqué et la même mine peut donner à la fois de l'or, de l'argent, du cuivre, du plomb et du zinc.

L'extraction de l'or alluvionnaire constitue à l'origine une industrie importante. Elle atteint son maximum en 1900 avec une production de $24,000,000. Le déclin est rapide après 1900. Une reprise se fait sentir depuis quelques années à la suite des vastes travaux de dragage au Yukon. Les principaux champs alluvionnaires sont Cariboo, en Colombie Britannique, et Klondike, au Yukon. Le gros de l'or alluvionnaire est formé par la désintégration et l'érosion de veines de quartz aurifère pendant la période tertiaire. Dans certains endroits des glaciers pléistocènes emportent les alluvions primitives et dans d'autres, les enterrent sous des dépôts erratiques. Depuis la période pléistocène, l'érosion reconcentre certains de ces alluvions et en met d'autres à découvert. Le principal champ alluvionnaire du Yukon échappe à la glaciation et devient le plus productif de la région des Cordillères.

Aujourd'hui l'extraction de l'or filonien est de beaucoup plus importante que celle de l'or alluvionnaire. Les principales régions aurifères sont Bridge River, Portland Canal, Cariboo, Kootenay, Hedley et Zeballos. La production vient en très grosse partie de veines de quartz et de remplacements ressemblant à des veines.

L'argent a toujours été un élément important de la production métallique de cette région. Présentement les principales mines d'argent sont celles de Kootenay, de Slocan et de Portland Canal, en Colombie Britannique, et de Mayo, au Yukon. Dans la région de Portland Canal l'argent est récupéré de minerais d'or-argent, tandis qu'ailleurs il provient surtout de minerais d'argent-plomb ou d'argent-plomb-zinc. Une quantité considérable d'argent est aussi récupérée des minerais de cuivre de Britannia et de Copper Mountain, en Colombie Britannique.

En 1939, une très grande proportion de la production canadienne de zinc et de plomb vient de la mine Sullivan. Une certaine quantité de plomb est extraite du minerai dans les régions de Portland Canal, Slocan et autres, et une grande quantité, des minerais d'argent-plomb du Yukon.

Les minerais de cuivre de la région sont surtout des remplacements sulfurés à basse teneur et presque toute la production vient de ces gisements à Britannia et Copper Mountain, C.B. Tout récemment encore Anyox, C.B., était aussi un centre productif très important. Le premier cuivre extrait venait de la mine Rossland, en Colombie Britannique.

L'existence était connue depuis de nombreuses années de gisements de mercure dans cette région, mais ils étaient de trop basse teneur pour être exploités profitablement. Toutefois, les découvertes de 1938, près du lac Pinchi, en Colombie Britannique, déterminent des entreprises d'extraction très vastes et très rémunératrices.

Il y a aussi dans plusieurs endroits de la région des gîtes connus de magnétite, de molybdénite, de tungstène, de nickel, d'antimoine, de bismuth et autres minéraux métalliques. Contrairement au Bouclier Canadien où la prospection est justement limitée à des régions isolées de roches de prégranite, presque toute la région des Cordillères est un excellent terrain de prospection. Seule la partie orientale de cette région n'est pas favorable aux gîtes métalliques en raison de l'absence de roches intrusives.

Dans la région des Cordillères, il n'y a pas de houille dans des roches plus anciennes que les crétacées, mais de très vastes champs carbonifères sont exploités dans des roches des périodes crétacées inférieure et supérieure, et tertiaire. Les principales régions carbonifères crétacées sont dans l'île de Vancouver, Colombie Britannique, dans le voisinage du Nid au Corbeau, en Colombie Britannique, et en Alberta, et dans les districts de Brûlé, Cascade et Nordegg.

Le pétrole de la vallée Turner, en Alberta, provient principalement sinon entièrement des quelques centaines de pieds supérieurs des calcaires de Rundle, la formation paléozoïque la plus élevée du district. L'étendue de la mare de pétrole de la vallée Turner est maintenant délimitée et ses possibilités sont connues. Plusieurs autres structures favorables ont été découvertes et sont présentement soumises à l'épreuve. Il est prévu que de semblables structures seront découvertes sur toute la longueur de la zone des contreforts.

PARTIE III.—LA SISMOLOGIE AU CANADA

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

PARTIE IV.—LA FLORE DU CANADA

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

PARTIE V.—LA FAUNE DU CANADA

Voir la liste après la table des matières de cet ouvrage pour articles spéciaux parus sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

PARTIE VI.—RESSOURCES TERRIENNES, SCÉNIQUES ET GIBOYEUSES DU CANADA

Le Canada est distinctement un pays nouveau et ses ressources en sont en majeure partie à leurs premières phases de développement. Il est vrai que les produits de la chasse, de la pêche et de la forêt ont été la base de son commerce depuis deux ou trois siècles, mais leur exploitation sur l'échelle commerciale actuelle est plutôt récente. Il est cependant remarquable que dans un pays aussi jeune que le Canada on ait déjà commencé à s'occuper directement de la conservation et, dans le cas des ressources naturelles qui s'y prêtent, on ait commencé la récupération et l'expansion au moyen du reboisement, de la sylviculture, de l'élevage des animaux à fourrure et de la pisciculture.

De nombreux inventaires ont été faits périodiquement dont les résultats sont exposés dans des publications spéciales de l'étendue et de la valeur des ressources. Des informations plus détaillées sur chaque groupe de ressources définies sont données dans les chapitres subséquents.

L'étude des ressources qui suit ne porte que sur les aspects du sujet qui peuvent proprement être considérés comme tombant sous la définition de la physiographie employée dans son sens le plus large, et ne porte pas spécifiquement sur l'un ou l'autre des sujets étudiés ailleurs plus au long dans ce volume. Une classification des ressources terriennes, les informations sur les parcs nationaux et sur nos richesses giboyeuses et scéniques tombent bien sous cet en-tête.

Terres.—Les chiffres du tableau **1** sont, dans l'ensemble, basés sur des estimations préparées par le Service Forestier du Canada et par l'Arpenteur Général et chef de la Branche du Génie et des Levers Topographiques, tous deux relevant du Ministère fédéral des Mines et Ressources. Ils indiquent la proportion des terres actuellement en exploitation agricole et celles potentiellement arables dans la superficie totale des terres au Canada, la proportion des territoires forestiers actuels et potentiels et les terres improductives en fait de ressources de surface. Il y a naturellement double emploi dans la mesure des terres arables encore sous la futaie, entre les totaux des terres agricoles actuelles et potentielles et les totaux des terres forestières actuelles et potentielles.

1.—Superficie terrienne du Canada, classifiée comme agricole, boisée ou improductive

NOTA.—La superficie des terres, au Canada, classifiées selon la tenure, est indiquée au chapitre XXVIII. Dans plusieurs cas les chiffres diffèrent de ceux de la page 8 de l'Annuaire de 1941 en raison de la nouvelle classification des terres boisées et de l'arrondissage des estimations des terres agricoles. Lorsque ces estimations sont citées, elles doivent être davantage arrondies à la centaine de milles carrés près.

Description	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
Terres agricoles (actuelles et potentielles)—						
Occupées—Défrichées et en pâturages	1,330	2,810	2,690	17,610	26,340	20,490
Boisées	530	3,910	3,800	12,520	7,350	3,150
Inoccupées Herbe, brousse, etc	30	2,920	760	1,310	7,180	10,950
Boisées	80	3,000	9,500	36,910	62,000	16,000
Non boisées	1,360	5,730	3,450	18,920	33,520	31,440
Boisées	610	6,910	13,300	49,430	69,350	19,150
Totaux, terres agricoles[1]	**1,970**	**12,640**	**16,750**	**68,350**	**102,870**	**50,590**
Terres boisées—						
Bois tendre—Vendable	485	5,000	5,150	198,000	36,900	1,830
Jeune bois	204	3,000	3,180	45,500	29,300	9,110
Bois mixte— Vendable	[2]	670	6,910	24,400	24,100	1,100
Jeune bois	[2]	480	4,310	20,500	67,400	5,120
Bois dur— Vendable	[2]	1,800	1,320	2,830	5,900	1,680
Jeune bois	[2]	1,000	900	5,640	10,200	11,600
Total, terres boisées productives	725	11,950	21,770	296,870	173,800	30,440
Terres boisées improductives	[2]	50	190	67,500	63,400	62,500
Tenure—Propriété privée	723	10,473	11,100	26,737	15,558	8,500
Terres de la couronne	2	1,527	10,860	337,663	221,642	84,440
Totaux, terre boisée	**725**	**12,000**	**21,960**	**364,370**	**237,200**	**92,940**
Terres productives, net[3]	**2,085**	**17,730**	**25,410**	**383,290**	**270,720**	**124,380**
Incultes et autres[4]	**99**	**3,013**	**2,063**	**140,244**	**92,562**	**95,343**
Totaux, superficie des terres	**2,184**	**20,743**	**27,473**	**523,534**	**363,282**	**219,723**

Pour renvois, voir page 17.

1.—Superficie terrienne du Canada, classifiée comme agricole, boisée ou improductive—fin

Description	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon et T.N.-O.	Canada
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
Terres agricoles (actuelles et potentielles)—					
Occupées—Défrichées et en pâturages	81,500	54,820	3,640	4	211,234
Boisées	5,480	6,080	1,900	3	44,723
Inoccupées—Herbe, brousse, etc.	15,100	30,740	3,710	10,063	82,763
Boisées	23,000	45,000	11,450	4,000	210,940
Non boisées	96,600	85,460	7,350	10,067	293,997
Boisées	28,480	51,080	13,350	4,003	255,663
Totaux, terres agricoles[1]	**125,080**	**136,640**	**20,700**[5]	**14,070**	**549,660**
Terres boisées—					
Bois tendre—Vendable	1,500	7,700	35,400	500	292,465
Jeune bois	6,420	24,100	50,460	4,000	175,310
Bois mixte—Vendable	2,000	9,360	[2]	250	68,790
Jeune bois	9,390	1,400	[2]	3,000	141,600
Bois dur—Vendable	2,860	3,620	[2]	250	20,260
Jeune bois	23,900	16,900	[2]	2,000	72,140
Total, terre boisée productive	46,070	93,080	85,860	10,000	770,565
Terre boisée improductive	40,000	37,600	128,600	50,000	449,840
Tenure—Propriété privée	11,731	10,004	6,386	Nil	102,212
Terres de la Couronne	74,339	120,676	207,074	60,000	1,118,193
Totaux, terre boisée	**86,070**	**130,680**	**214,460**	**60,000**	**1,220,405**
Terres productives, net[3]	**182,670**	**216,240**	**221,810**	**70,067**	**1,514,402**
Incultes et autres[4]	**55,305**	**32,560**	**137,469**	**1,393,496**	**1,952,154**
Totaux, superficie des terres	**237,975**	**248,800**	**359,279**	**1,463,563**	**3,466,556**

[1] Ces totaux comprennent l'étendue actuelle de la terre agricole de toutes catégories possibles et de la terre renfermant quelque possibilité agricole. [2] Très petite ou négligeable. [3] Total des terres agricoles, plus les terres boisées, moins les terres agricoles boisées. [4] Y compris les muskegs, la pierre, les tracés de routes, les terres urbaines, etc. [5] Une estimation de sources provinciales place la superficie totale de terre propre au labourage à 6,626 milles carrés.

Parcs Nationaux du Canada.*—Le Gouvernement fédéral a créé les parcs nationaux du Canada comme moyen d'assurer la perpétuation des régions les plus pittoresques et les plus intéressantes du pays. Il les dédie à la population canadienne pour son avantage et son plaisir en même temps que pour accroître ses connaissances. Ces parcs facilitent à un degré remarquable la vie au grand air et le délassement. Receleurs de beautés, les parcs nationaux exercent un très grand attrait sur les visiteurs qui nous viennent des Etats-Unis et le change étranger que ceux-ci nous apportent constitue un élément important de l'intensification de l'effort de guerre du Canada. De caractère fort différent et destinées à des fins diverses, ces régions comprennent: les parcs scéniques et récréatifs qui s'étendent de la côte de l'Atlantique aux Rocheuses et aux Selkirk; les parcs nationaux ou réserves d'animaux sauvages—immenses étendues clôturées pour la conservation et la multiplication d'espèces menacées d'extinction; et les parcs historiques nationaux. Elles sont administrées par le Bureau des Parcs Nationaux, branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources. Sous la surveillance du même organisme ont été placés les sites historiques d'intérêt national acquis un peu partout à travers le pays. (Voir pp. 82 à 95 de l'Annuaire de 1938.)

Dans ces parcs nationaux, la vie sauvage jouit de la plus grande protection et, autant que possible, l'état naturel primitif y est conservé. L'administration locale des plus grands parcs relève de surintendants-résidants aidés de gardiens qui rem-

* Préparé sous la direction de R. A. Gibson, directeur, Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

plissent le double rôle de garde-chasse et de garde-forestier. Les terrains de camping bien aménagés, les pavillons de baigneurs, les terrains de jeux, les terrains de golf, les courts de tennis et les piscines à l'extérieur ont multiplié les occasions et les moyens de vivre au grand air et de se récréer. Dans plusieurs parcs, des hôtels modernes, des camps de bungalows et des chalets exploités par des entreprises privées offrent les facilités de logement. Les parcs sont desservis par les chemins de fer et les routes pour automobiles; 700 milles de route pour autos et 3,000 milles de piste ont été construits pour donner accès aux régions les plus pittoresques.

Les parcs scéniques et récréatifs renferment des régions d'une splendeur insurpassable dans les Montagnes Rocheuses et Selkirk du Canada occidental. Parmi ceux-ci se trouvent les parcs nationaux d'Alberta: Banff, Jasper et Lacs Waterton, sur le versant oriental des Rocheuses; les parcs Kootenay et Yoho, de la Colombie Britannique, sur le versant occidental; et les parcs Glacier et Mont Revelstoke, aussi de la Colombie Britannique, dans les monts Selkirk. Malgré une ressemblance générale entre ces parcs, chacun d'eux possède cependant des caractéristiques et des phénomènes particuliers, une flore et une faune variées et des paysages différents. Le parc de Banff contient les fameuses villégiatures Banff et le lac Louise; celui de Jasper comprend le centre touristique bien connu, Jasper. Le nouvel autostrade Banff-Jasper relie ces endroits. Il a été terminé et ouvert à la circulation en 1940.

A l'est des montagnes se trouvent le parc national Prince-Albert, de la Saskatchewan, un exemple type de la région forestière et lacustre bordant les prairies au nord-ouest, et le parc national Riding Mountain, du Manitoba, une région bien boisée parsemée de lacs et d'une altitude générale de 2,000 pieds au-dessus du niveau de la mer. En Ontario, l'on trouve trois petits parcs nationaux établis principalement comme zones de récréation. Ce sont la Pointe-Pelée, les Iles de la baie Georgienne et les Iles du St-Laurent.

Les parcs spéciaux d'élevage ont été établis pour la protection de différentes espèces de mammifères sauvages menacées d'extinction, telles que le bison, l'élan, l'antilope à cornes fourchues, qui maintenant se multiplient dans des conditions naturelles dans d'immenses enceintes spécialement aménagées pour leurs besoins. Ces réserves comprennent le parc national d'Elk Island, en Alberta, à 30 milles d'Edmonton, qui contient un grand troupeau de bisons et un grand nombre de chevreuils, d'élans et d'orignaux. Ce parc possède aussi des facilités d'amusements au lac Astotin, où l'on peut s'adonner à la natation, au camping, au tennis et au golf. Le parc national de Nemiskam, en Alberta lui aussi, constitue un sanctuaire d'antilopes à cornes fourchues.

Les parcs nouveaux des Provinces Maritimes.—Dans les Provinces Maritimes, deux zones scéniques remarquables ont été constituées en parcs nationaux. Le parc national des Hautes-Terres du Cap-Breton a été officiellement ouvert avec les cérémonies d'usage, le 1er juillet 1941, par l'honorable T. A. Crerar, Ministre des Mines et Ressources. Ce parc, établi en 1936, est situé dans la partie septentrionale de l'île du Cap-Breton sur une zone de 390 milles carrés. Sa côte rugueuse et pittoresque, échancrée d'anses et de baies nombreuses, et son intérieur montagneux offrent un décor charmant de Vieux-Monde. L'arrangement du parc comprend la construction de routes, pistes, terrains de golf, courts de tennis, terrains de jeu, pavillons de baigneurs qui, aux yeux des touristes, ajoutent grandement à l'attrait de cette région.

Le parc national de l'Ile du Prince-Edouard fut établi en 1937 et s'étend sur une distance de 25 milles en bordure de la côte nord de l'île. Ses principaux attraits sont les superbes plages sablonneuses pour lesquelles il est renommé à juste titre,

puisqu'elles offrent de merveilleuses facilités pour le bain en eau salée modérément tiède. Ce parc présente également des particularités rendues fameuses par les romans de L. M. Montgomery, dont la ferme "Green Gables", aux alentours de laquelle on a construit un terrain de golf pittoresque. Les visiteurs peuvent aussi y trouver, pour leur confort et leur plaisir, une promenade au bord de la mer, des sentiers pour la marche, des pavillons de baigneurs. Un tracé a été fait pour l'établissement de zones de camping et de pique-niques, et il y a toutes facilités de logement pour les touristes au parc même et tout près.

Les parcs historiques nationaux.—Le réseau des parcs nationaux a été encore agrandi, en 1941, par l'addition de sept nouvelles zones antérieurement acquises et exploitées comme sites historiques, associées à des événements d'intérêt capital dans les premiers jours du Dominion et qui méritent, à ce titre, la distinction qui vient de leur être conférée.

L'ouverture officielle du parc historique national de Port Royal eut lieu le 4 juillet 1941. Cette zone, située sur les bords du Bassin d'Annapolis, à Lower Granville, contient une réplique de l'Habitation Port Royal, groupement d'habitations construites pour abriter le premier établissement permanent d'Européens au Canada. La structure actuelle se trouve sur le site même de l'Habitation originale érigée en 1605 par De Monts et Champlain et détruite par les Anglais en 1613.

Les autres nouveaux parcs historiques nationaux sont: la Forteresse de Louisbourg, île du Cap-Breton, N.-E.; le Fort Chambly, Chambly-Canton, Qué.; le Fort Lennox, Ile-aux-Noix, Qué.; le Fort Wellington, Prescott, Ont.; le Fort Malden, Amherstburg, Ont.; et le Fort du Prince de Galles, Churchill, Man. Les parcs de Fort Anne, à Annapolis Royal, N.-E., et de Fort Beauséjour, N.-B., qui avaient été établis comme parcs nationaux, ont été également ajoutés aux parcs historiques nationaux.

Amélioration des parcs en 1941.—En plus de l'entretien ordinaire des parcs nationaux, plusieurs développements importants y furent inaugurés ou apportés en 1941. A cause du besoin impérieux d'énergie électrique supplémentaire pour fins de guerre, permission fut accordée, avec l'approbation du Parlement et tout en sauvegardant autant que possible les intérêts des parcs nationaux, d'augmenter l'emmagasinage de l'eau dans le lac Minnewanka et d'aménager une usine hydroélectrique à Anthracite. Ces deux endroits sont situés dans le parc national de Banff.

L'autostrade Trans-Canada, qui relie Johnston Canyon à la station du Lac Louise dans le parc national de Banff, a été pavé durant l'année et d'autres routes scéniques des parcs nationaux de l'Ouest, dont celle de Banff-Jasper, ont été améliorées par la fixation de la poussière. Des mesures ont été prises pour la construction de ponts nouveaux sur la rivière Pipestone, dans le parc national de Banff, sur l'Athabaska dans celui de Jasper et sur le ruisseau Blakiston dans celui des Lacs Waterton.

Les facilités de détection et de suppression des feux de forêts, comprenant la construction de tours d'observation et l'amélioration des pistes, ont été augmentées grâce à des crédits spéciaux et à l'emploi de surveillants en service alterné fournis par le Ministère des Services Nationaux de Guerre.

Afin de prévenir les pertes ou dommages causés par les insectes ou les maladies fongueuses, l'étude des peuplements forestiers se fait régulièrement dans les parcs nationaux, en collaboration avec la Division d'Entomologie et de Pathologie des Plantes du Ministère de l'Agriculture. Des spécimens sont ramassés et envoyés pour identification à ces Services où toutes les mesures de contrôle jugées nécessaires peuvent être prises et exécutées sous la surveillance d'un personnel compétent.

Tous les parcs nationaux sont des refuges de vie sauvage et le principe fondamental de leur administration est d'y déranger le moins possible l'état naturel. Afin d'assurer une source constante de renseignements exacts sur les conditions qui y règnent, des dispositions ont été prises avec le Service des Gardiens de Parcs pour obtenir régulièrement des rapports qui sont complétés par les investigations spéciales de biologistes compétents. En 1940 et 1941, sept parcs nationaux furent inspectés par des membres du personnel du Ministère des Mines et Ressources et la plupart de leurs rapports sont maintenant prêts.

Sites historiques nationaux.—Le Bureau des Parcs Nationaux a aussi pour mission de conserver, restaurer et marquer les sites historiques au Canada. En ce qui concerne le choix et l'acquisition de sites dignes de commémoration, le Bureau reçoit l'aide de la Commission Canadienne des Sites et Monuments Historiques, un groupe d'autorités reconnues sur l'histoire de la section du pays qu'elles représentent. Sur le nombre de sites qui ont été mis à l'étude par la Commission, plus de 300 ont été convenablement indiqués par le Ministère des Mines et Ressources et plusieurs autres jugés dignes d'une attention future.

Traité des oiseaux migrateurs.—Ce traité et la législation l'appliquant à travers le Canada sont sous la juridiction de la Branche des Parcs Nationaux du Ministère des Mines et Ressources. Ce traité, en vigueur depuis 1916, a pour but la protection des oiseaux migrateurs du Canada et des Etats-Unis. Les renseignements concernant ce traité et les règlements concernant son application peuvent être obtenus du commissaire des Parcs Nationaux, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

2.—Site, date de création, superficie et caractéristiques des Parcs Nationaux du Canada et des réserves du Dominion, 1941

Parcs	Site	Date de création	Superficie	Caractéristiques
Parcs scéniques et récréatifs			milles car.	
Banff	Alberta occidental, versant est des Rocheuses.	1885	2,585·00	Terrains de recréation dans les montagnes contenant les fameuses villégiatures, Banff et Lac Louise. Aspect typique du centre des Rocheuses, montagnes massives, glaciers, vallées alpines, lacs alimentés par les glaciers et sources d'eau chaude minérale. Réserve de gros gibier. Récréations: alpinisme, automobilisme, équitation, natation, golf, tennis, pêche, ski.
Yoho	Colombie Britannique orientale, versant occidental des Rocheuses.	1886	507·00	Paysage sauvage sur le versant occidental des Rocheuses. Contient la fameuse vallée Yoho, avec ses nombreuses chutes; la vallée du Cheval qui Rue; les lacs Emeraude, O'Hara et Wapta; pont naturel. Centre d'alpinisme.
Glacier	Sud-est de la Colombie Britannique, sur le sommet de la chaîne Selkirk.	1886	521·00	Superbe exemple de la région des montagnes Selkirk, avec des pics couverts de neiges, des glaciers, de luxuriantes forêts, une flore alpine et du gros gibier en abondance. Glaciers Illecillewaet et Asulkan; passe Rogers; et fameux tunnel Macdonald.
Lacs Waterton	Alberta méridional, voisin du parc Glacier du Montana, E.-U.	1895	220·00	Section canadienne, Parc international de la Paix, Waterton-Glacier. Montagnes renommées pour la beauté de leur coloris; lacs splendides, sentiers pittoresques, chutes. Récréations: automobilisme, équitation, pêche, tennis, golf, camping.

2.—Site, date de création, superficie et caractéristiques des Parcs Nationaux du Canada et des réserves du Dominion, 1941—suite

Parcs	Site	Date de création	Superficie	Caractéristiques
			milles car	
Parcs scéniques et récréatifs—fin				
Jasper	Alberta occidental, versant oriental des Rocheuses.	1907	4,200·00	Le plus grand parc national en Amérique du Nord, riche en souvenirs historiques. Immense région de pics majestueux, gorges profondes, lacs merveilleux, contenant la fameuse villégiature Jasper. Aussi source d'eau chaude Miette, lac Maligne, mont Edith Cavell et glacier Columbia. Réserve de gros gibier. Récréations: automobilisme, alpinisme, équitation, natation, pêche, golf, tennis, ski.
Mont Revelstoke	Sud-est de la Colombie Britannique sur le versant occidental des Selkirk.	1914	100·00	Plateau alpin sur le sommet du mont Revelstoke accessible par une magnifique promenade de 18 milles de Revelstoke. Contient des lacs de montagne, une flore alpine, des sites de camping. Sanctuaire de gibier; centre de sports d'hiver.
Iles du Saint-Laurent	Dans le fleuve Saint-Laurent, entre Morrisburg et Kingston, Ont.	1914 (Réservé 1904)	185·60 (acres)	Réserve de terre ferme et treize îles parmi les "Mille Iles". Zone de récréation, camping, pêche, natation.
Pointe-Pelée	Sud de l'Ontario, dans le lac Erié.	1918	6·04	La terre ferme la plus méridionale du Canada (41° 54' N.). Zone de récréation avec une flore unique et belles plages. Lieu de repos pour bien des oiseaux migrateurs. Natation, camping.
Kootenay	Sud-est de la Colombie Britannique, sur le versant ouest des Rocheuses.	1920	587·00	Parc de montagnes longeant la section Vermilion-Sinclair de la route Banff-Windermere. Contient la gorge Sinclair, la source chaude Radium, la gorge Marble. Réserve de gros gibier. Récréations: automobilisme, natation, camping.
Prince-Albert	Au centre de la Saskatchewan, au nord de Prince-Albert.	1927	1,869·00 (approx.)	Parc forestier du nord-ouest canadien, avec de longs cours d'eau et de belles plages. Faune intéressante; villégiature. Récréations: canotage, natation, pêche, camping, tennis, golf.
Riding Mountain	Sud-ouest du Manitoba, à l'ouest du lac Winnipeg.	1929	1,148·04	Pays boisé ondulé, avec des lacs limpides, sur le sommet de l'escarpement du Manitoba. Habitat naturel du gros gibier, y compris l'élan, le cerf et l'orignal. Villégiature. Récréations: natation, canotage, pêche, tennis, golf, camping.
Iles de la baie Georgienne (y compris la Réserve Ile Flowerpot).	Dans la baie Georgienne, près de Midland, Ont.	1929	5·37	Trente îles dans la baie Georgienne. Zone de récréation et de camping; canotage, natation, pêche. Formations uniques de calcaire et cavernes sur l'île Flowerpot.
Hautes-Terres du Cap-Breton.	Partie nord de l'île du Cap-Breton, Nouvelle-Ecosse.	1936	390·0 (approx.)	Remarquables exemples d'une côte hérissée sur fond montagneux. Magnifiques points de vue sur l'Atlantique et sur le golfe St-Laurent; visibles de la Piste Cabot. Récréations: natation, canotage, golf, tennis, pêche en haute mer, camping.
Ile du Prince-Edouard	Versant nord de l'île du Pr.-Edouard.	1937	7·00	Lisière de 25 milles de long sur la côte nord. Zone de récréation avec plages magnifiques. Contient la fameuse ferme Green Gables. Récréations: natation, canotage pêche, golf, boulingrin, camping.

2.—Site, date de création, superficie et caractéristiques des Parcs Nationaux du Canada et des réserves du Dominion, 1941—suite

Parcs	Site	Date de création	Superficie	Caractéristiques
			milles car.	
Réserves et parcs d'élevage				
Buffalo	A l'est de l'Alberta, près de Wainwright.	1908	197·50	Enceinte clôturée destinée originairement à la conservation du bison et autre gros gibier. Les animaux ont été depuis retirés; le terrain est maintenant utilisé par la Défense Nationale.
Elk Island	Au centre de l'Alberta, près de Lamont.	1913 (Réservé 1906)	51·20	Enceinte clôturée contenant un grand troupeau de bisons des plaines; aussi beaucoup de cerfs, d'élans et d'orignaux. Zone de récréation au lac Astotin; camping, canotage, natation, tennis et golf.
Nemiskam	Au sud de l'Alberta, près de Foremost.	1922	8·50	Enceinte clôturée contenant un troupeau d'antilopes à cornes fourchues, espèce indigène de la région.
Bisons-des-bois[1]	Une partie en Alberta (13,675 m. car.) et une partie dans les Territoires du Nord-Ouest (3,625 *m. car.*), à l'ouest des rivières Athabaska et des Esclaves.	1922	17,300·00 (approx.)	Immense région non clôturée de forêts de plaines découvertes, parsemée de lacs et parcourue par de nombreux cours d'eau. Contient un grand troupeau de bisons, y compris le type "des bois" et aussi le surplus de bisons du parc national Buffalo; aussi ours, castor, caribou, cerf, orignal et gibier aquatique. Région encore non développée.
Parcs historiques				
Fort Anne	Nouvelle-Ecosse	1917	31·00 (acres)	Site du premier établissement acadien de Port-Royal. Contient les fortifications en terre bien conservées; aussi musée renfermant une magnifique bibliothèque historique et de nombreuses reliques des premiers temps de la colonie.
Fort Beauséjour	Nouv.-Brunswick, près de Sackville.	1926	59·00 (acres)	Site du vieux fort français érigé au milieu du 18ème siècle. Rebaptisé Fort Cumberland par les Anglais en 1755; son nom premier a été restauré plus tard. Musée historique contenant des objets historiques de cette région.
Forteresse de Louisbourg.	Ile-du-Cap-Breton, N.-E., 25 milles de Sydney.	1941	340 (acres)	Vieille ville emmurée. Poste stratégique militaire et naval construit par les Français, 1720-40. Capturé par les Anglais en 1758 et détruite en 1760. Musée contenant d'intéressants souvenirs historiques.
Port Royal	Lower Granville, N.-E., 8 milles de Annapolis Royal.	1941	17 (acres)	Reconstruction, à l'endroit même, de l'Habitation de Port Royal érigée par De Monts et Champlain en 1605. Le groupement original d'habitations qui abrita le premier établissement permanent d'Européens au Canada fut détruit en 1613.
Fort Chambly	Chambly-Canton, Que.	1941	2·5 (acres)	Fort français construit d'abord en 1665, sur la rivière Richelieu, et reconstruit en pierre en 1711. Figura dans plusieurs guerres. Musée historique contenant plusieurs objets intéressants. Cimetière militaire en dehors des murs et compris dans la zone du parc.

[1] Administré par le Bureau des Affaires du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de la Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

2.—Site, date de création, superficie et caractéristiques des Parcs Nationaux du Canada et des réserves du Dominion, 1941—fin

Parcs	Site	Date de création	Superficie	Caractéristiques
			milles car.	
Parcs historiques—fin				
Fort Lennox	Ile-aux-Noix, Qué., près St-Jean.	1941	210 (acres)	Poste militaire construit par les Anglais sur le site du vieux fort français pour commander du sud la route de la rivière Richelieu. Cette propriété est utilisée entièrement à des fins de guerre par le Ministère de la Défense Nationale.
Fort Wellington	Prescott, Ont.	1941	8·5 (acres)	Contient les fortifications en terre bien conservées, un blockhaus et autres bâtiments érigés par les Anglais comme base de défense des communications entre Kingston et Montréal. Le blockhaus contient un petit musée.
Fort Malden	Amherstburg, Ont.	1941	3 (acres)	Situé sur les bords de la rivière Détroit; site d'un des principaux postes militaires de frontière du Haut-Canada. Musée nouvellement construit contient d'intéressants objets de cette région.
Fort du Prince de Galles.	Près Churchill, Man.	1941	50 (acres)	Fort massif de pierre construit en 1733–71 pour contrôler la Baie d'Hudson pour le compte de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de l'Angleterre. Capturé et partiellement détruit par les Français en 1782.

SOMMAIRE DE LA SUPERFICIE DES PARCS NATIONAUX, PAR PROVINCE

Province	Superficie	Province	Superficie
	milles carrés		milles carrés
Ile du Prince-Edouard	7·00	Saskatchewan	1,869·00
Nouvelle-Ecosse	390·60	Alberta	20,937·20[1]
Nouveau-Brunswick	0·09	Colombie Britannique	1,715·00
Québec	0·33	Territoires du Nord-Ouest	3,625·00[1]
Ontario	11·72		
Manitoba	1,148·12	**Total**	**29,701·06**

[1] Comprenant une partie du parc Bison-des-Bois.

Parcs provinciaux.—En plus des parcs nationaux dans tout le Canada, administrés par le Gouvernement fédéral, la plupart des provinces maintiennent aussi des parcs provinciaux pour la protection de la vie sauvage et comme zones de récréation. Parmi les plus grands de ces parcs, il y a le parc Algonquin (2,470 milles carrés) en Ontario, le parc des Laurentides (3,565 milles carrés) dans le Québec, et le parc Tweedsmuir (environ 5,400 milles carrés) en Colombie Britannique.

Gibier et paysage.—Les ressources du Canada en attractions pour le sportsman et le touriste sont aussi uniques que variées. A mesure qu'augmentent le tourisme et ses exigences (les statistiques relatives au tourisme sont indiquées au Chapitre XVI, comme une phase du Commerce Extérieur), de plus grandes régions de terre inhabitées sont devenues accessibles et des zones immenses inconnues jusqu'à présent peuvent maintenant être atteintes et traversées avec confort. Dans les régions boisées et non encore colonisées de chaque province il y a force orignaux,

chevreuils, ours et plus petit gibier. De même dans l'Ouest du Canada se trouvent le cerf du Canada, le caribou, le moufflon, la chèvre des Rocheuses, l'ours gris et le lynx. En Colombie Britannique et dans les montagnes de l'Alberta habite le lion de montagne ou cougar, tandis que dans le nord-ouest et dans l'extrême nord il y a encore des troupeaux de bisons et de bœufs musqués, qui jouissent d'ailleurs maintenant de la protection la plus complète de la part du Gouvernement canadien.

On trouve dans toutes les régions boisées du Canada, d'un océan à l'autre, la gélinotte à fraise et le tétras du Canada. La poule des prairies et la perdrix hongroise se trouvent dans les plaines et les régions partiellement boisées des trois provinces des prairies. La perdrix de Franklin habite les montagnes de l'ouest, tandis que les lagopèdes, variété de perdrix de l'Arctique, se contentent des plaines dénudées du nord. Il s'en rencontre cependant dans les grandes altitudes de l'Alberta et de la Colombie Britannique.

Le Canada est l'habitat naturel d'une grande variété d'oiseaux aquatiques et il est difficile de rêver plus beau paradis de chasse au fusil que la myriade de lacs qui jouent un rôle si important dans le paysage canadien. Et ceci est particulièrement vrai des trois provinces des prairies, où les lacs sont peu profonds et dont la surface abonde en nourriture pour ces oiseaux.

Les vallées de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, les rudes régions lacustres du nord du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan, de même que les régions montagneuses de la Colombie Britannique, et de l'Alberta, offrent au touriste, au chasseur et au pêcheur des attractions variées comprenant d'innombrables sanctuaires de chasse qui ont valu au Canada son titre de paradis des sportsmen et des campeurs. Les voyageurs par terre ne sont pas les seuls à jouir de ces avantages. Grâce à un lacis ténu de lacs et de rivières, dans l'Est du pays surtout, on peut maintenant voyager par eau d'une façon fort commode à bord de petits bateaux. De plus, la facilité offerte aux sports d'hiver, ajoutée à un décor exceptionnellement attrayant et à un climat vivifiant malgré sa rigueur, a fort contribué à grandir la réputation de régions touristiques, renommées autrefois pour leurs seuls avantages estivaux. La chasse est défendue et la vie sauvage est protégée aussi bien dans les parcs provinciaux que dans les parcs nationaux. La pêche à la ligne y est permise. Ailleurs, cependant, le chasseur et le pêcheur trouvent, en saison, une grande abondance de gibier et de poisson.

PARTIE VII.—CLIMAT, MÉTÉOROLOGIE, ETC.

Section 1.—Le climat du Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 2.—Facteurs déterminants de la température canadienne

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 3.—Répartition de la précipitation au Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 4.—Température et précipitation du Canada septentrional

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 5.—Le Service Météorologique du Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 6.—Tableaux météorologiques

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 7.—Les sécheresses au Canada occidental

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

Section 8.—Heure légale et ses zones au Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée sous cet en-tête dans les éditions antérieures de l'Annuaire.

CHAPITRE II.—HISTOIRE ET CHRONOLOGIE

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Histoire	26
Section 1. Esquisse de l'histoire du Canada	26
Section 2. Bibliographie sur l'histoire du Canada	26
Section 3. Annales historiques	26
Partie II.—Chronologie, 1497 à 1941	26
Section 1. Chronologie générale	26
Section 2. Chronologie spéciale de guerre	33

PARTIE I.—HISTOIRE

Section 1.—Esquisse de l'histoire du Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée antérieurement.

Section 2.—Bibliographie sur l'histoire du Canada

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée antérieurement.

Section 3.—Annales historiques

Voir la liste au début de cet ouvrage pour la matière spéciale publiée antérieurement.

PARTIE II.—CHRONOLOGIE, 1497 à 1941

Section 1.—Chronologie générale

NOTA.—*Les événements de la Chronologie générale de 1497 à 1866 sont donnés aux pp. 26-32 de l'Annuaire de 1940. Les Ministères, les dates des élections et la durée des sessions de tous les parlements du Dominion après la Confédération sont indiqués au Chapitre III, tableaux 2 et 4. Les changements dans les Législatures et Ministères provinciaux de la Confédération à 1923 sont donnés aux pp. 79-88 de l'Annuaire de 1924, et de 1924 à 1937, aux pp. 115-124 de l'Annuaire de 1938. Les notes chronologiques touchant ces faits ont donc été supprimées de la chronologie ci-dessous, laquelle comprend les changements depuis 1937.*

1867, 29 mars. La sanction royale est donnée à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord; 1er juillet, il est mis en vigueur. Union des provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, sous le nom de Dominion du Canada. Le Haut et le Bas-Canada deviennent les provinces d'Ontario et de Québec. Le vicomte Monck est le premier gouverneur général et sir John A. Macdonald, premier ministre; 6 nov., le premier parlement du Dominion s'assemble.

1868, 7 avril. Assassinat de d'Arcy McGee à Ottawa. 31 juillet, la loi de la Terre de Rupert autorise l'acquisition des Territoires du Nord-Ouest par le Dominion.

1869, 22 juin. Loi pourvoyant au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; 19 nov., retour à la couronne des droits territoriaux que possédait la Cie de la Baie d'Hudson sur le Nord-Ouest. Rébellion de la Rivière Rouge sous Riel.

1870, 12 mai. Loi constituant la province de Manitoba; 15 juillet, les Territoires du Nord-Ouest sont donnés au Dominion et le Manitoba admis dans la Confédération; 24 août, l'expédition de Wolseley atteint Fort Garry (Winnipeg); répression de la rébellion.

1871, 2 avril. Premier recensement du Dominion (population, 3,689,257); 14 avril, loi établissant un système monétaire uniforme au Canada; 8 mai, traité de Washington, aplanissant les difficultés pendantes entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis; 20 juillet, la Colombie Britannique entre dans la Confédération.

1873, 23 mai. Loi constituant la Police Montée du Nord-Ouest; 1er juillet, l'Ile du Prince-Edouard est admise dans la Confédération; 8 nov., incorporation de Winnipeg.

1874, mai. Ouverture du Collège Agricole d'Ontario, à Guelph.

1875, 8 avril. La loi des Territoires du Nord-Ouest établit un lieutenant-gouverneur et un Conseil des Territoires du Nord-Ouest. Avril-mai, premier contrat pour la construction du C.P.R. comme ligne du gouvernement; travaux commencés à Fort William. 15 juin, formation de l'Eglise presbytérienne du Canada.

1876, 1er juin. Ouverture du Collège Militaire Royal de Kingston; 5 juin, première séance de la Cour Suprême du Canada. 3 juillet, inauguration du chemin de fer Intercolonial de Québec à Halifax. Une succursale de l'Université Laval est établie à Montréal.

1877, 20 juin. Grand incendie à Saint-John, N.-B.; oct., première exportation de blé du Manitoba au Royaume-Uni. Fondation de l'université du Manitoba.

1878, 1er juillet. Le Canada adhère à l'Union Postale Internationale.

1879, 15 mai. Adoption d'un tarif protecteur (la "Politique Nationale").

1880. Fondation de l'Académie Royale des Arts du Canada, première séance et exposition (6 mars); 11 mai, nomination de sir A. T. Galt comme premier Haut Commissaire canadien à Londres: 1er sept., toutes les possessions britanniques de l'Amérique du Nord et les îles adjacentes, à l'exception de Terre-Neuve et ses dépendances, sont annexées au Canada en vertu d'un arrêté impérial du 31 juillet; 21 oct., signature du contrat avec la compagnie actuelle du C.P.R. pour le parachèvement du chemin de fer.

1881, 4 avril. Deuxième recensement du Dominion (population, 4,324,810). 2 mai, commencement des travaux du C.P.R. comme ligne privée.

1882, 8 mai. Formation des districts provisoires d'Assiniboine, de Saskatchewan, d'Athabaska et d'Alberta; 25 mai, première séance de la Société Royale du Canada; 23 août, désignation de Regina comme siège du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

1883, 5 sept. Formation de l'Eglise méthodiste au Canada; conférence unie.

1884, 24 mai. Sir Charles Tupper nommé Haut Commissaire à Londres; 11 août, ordre en conseil rectifiant la frontière entre l'Ontario et le Manitoba.

1885, 26 mars. Seconde rébellion de Riel dans le Nord-Ouest; 24 avril, engagement à Fish Creek; 2 mai, engagement à Cut Knife; 12 mai, prise de Batoche; 16 mai, reddition de Riel; 24 août, premier recensement des Territoires du Nord-Ouest; 7 nov., parachèvement de la ligne du Pacifique Canadien à Craigellachie; 16 nov., exécution de Riel.

1886, 6 avril. Incorporation de Vancouver; 7 juin, l'archevêque Taschereau de Québec devient le premier cardinal canadien; 13 juin, destruction de Vancouver par un incendie; 28 juin, premier train direct du chemin de fer Pacifique Canadien de Montréal à Port Moody; 31 juillet, premier recensement quinquennal du Manitoba.

1887. Conférence interprovinciale à Québec; 4 avril, première conférence coloniale à Londres.

1888, 15 février. Signature à Washington du traité des pêcheries entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Août, le sénat des Etats-Unis refuse de ratifier le traité des pêcheries.

1890, 31 mars. La loi des écoles du Manitoba abolit les écoles séparées.

1891, 5 avril. Troisième recensement du Dominion (population 4,833,239); 6 juin, mort de sir John A. Macdonald.

1892, 29 février. Traité de Washington, soumettant à l'arbitrage la question de la pêche du phoque dans la mer de Behring; 22 juillet, convention au sujet de leur frontière commune entre le Canada et les Etats-Unis.

1893, 4 avril. Première séance du tribunal d'arbitrage de la mer de Behring; 18 déc., l'archevêque Machray, de Rupert's Land, élu premier primat anglican du Canada.

1894, 28 juin. Deuxième conférence coloniale à Ottawa; 12 décembre, décès de sir John Thompson à Windsor Castle.

1895, 10 sept. Ouverture du nouveau canal de Sault-Ste-Marie.

1896, 24 avril. Sir Donald Smith (lord Strathcona) est nommé Haut Commissaire à Londres; août, découverte de l'or au Klondyke.

1897, 22 juin. Célébration dans l'Empire du Jubilé de Diamant de S.M. la reine Victoria; juillet, troisième conférence coloniale à Londres; 17 déc., sentence arbitrale, tranchant la question des pêcheries de la mer de Behring.

1898, 13 juin. Une loi du Parlement fait du district du Yukon un territoire distinct; 1er août, le tarif préférentiel en faveur de la Grande-Bretagne entre en vigueur; 23 août, réunion à

NOTA.—Pour références sur les changements dans le Gouvernement fédéral et les législatures provinciales, avant 1937, voir nota à la p. 26.

Québec de la Haute Commission chargée de la solution des différends existant entre les Etats-Unis et le Canada. 25 déc., introduction du British Imperial Penny Postage (affranchissement des lettres pour l'Empire Britannique, à deux sous).

1899, 1er oct. Arrivée à Québec de Mgr Diomède Falconio, premier délégué apostolique permanent au Canada. 11 oct., commencement de la guerre du Sud-Africain; 29 oct., le premier contingent canadien part de Québec pour le Sud-Africain.

1900, 27 février. Bataille de Paardeberg; 26 avril, conflagration à Ottawa et Hull.

1901, 22 janvier. Mort de la reine Victoria et accession au trône du roi Edouard VII; 1er avril, quatrième recensement du Dominion (population, 5,371,315); 16 sept.-21 oct., visite au Canada du duc et de la duchesse de Cornwall et d'York (roi George V et reine Marie).

1902, 31 mai. La paix, signée à Vereeniging, met fin à la guerre du Sud-Africain; 30 juin, la quatrième conférence coloniale se réunit à Londres; 9 août, couronnement de S.M. le roi Edouard VII; déc., premier message sans-fil du Canada au Royaume-Uni, via Cap-Breton, N.-E.

1903, 24 janvier. Signature de la convention des frontières de l'Alaska; 19 juin, incorporation de Regina; 20 oct., la Commission des Frontières de l'Alaska fait connaître sa décision.

1904, 1er février. Etablissement de la Commission fédérale des chemins de fer; 19 avril, grand incendie à Toronto; 8 oct., incorporation d'Edmonton.

1905, 1er sept. Création des provinces d'Alberta et de Saskatchewan.

1906. Roald Amundsen arrive à Nome, Alaska, sur la goélette *Gjoa*, ayant accompli la première traversée du Passage du Nord-Ouest. Fondation de l'université d'Alberta; 8 oct., conférence interprovinciale à Ottawa.

1907, 15 avril-14 mai. Cinquième conférence coloniale de Londres. 17 oct., télégraphie sans-fil transatlantique établie pour service public limité; fondation de l'Université de Saskatchewan; 6 déc., première envolée au Canada d'un plus lourd que l'air transportant un passager (le "Cygnet", cerf-volant tétraédral du Dr Graham Bell).

1908. Fondation de l'Université de la Colombie Britannique; 2 janvier, établissement à Ottawa d'une succursale de la Monnaie Royale. 21-23 juin, Québec célèbre le deuxième centenaire de l'évêque Laval. 20-31 juillet, fêtes du tricentenaire de Québec; visite du Prince de Galles à Québec. 2 août, grand incendie dans la vallée de Kootenay, C.B.

1909, 11 janvier. Signature de la Convention des eaux limitrophes par le Canada et les Etats-Unis; 23 fév., première envolée au Canada d'un plus lourd que l'air de son propre pouvoir (le "Silver Dart" de McCurdy).

1910, 6 mai. Mort du roi Edouard VII et accession au trône du roi George V. 7 sept., le tribunal de La Haye prononce sa sentence sur la question des pêcheries côtières de l'Atlantique Nord. Nouvelles conventions commerciales négociées avec l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie; 11 octobre, inauguration à Kitchener du réseau hydroélectrique de l'Ontario.

1911, 23 mai-20 juin. Conférence impériale à Londres. 1er juin, cinquième recensement du Dominion (population, 7,206,643). 22 juin, couronnement de S.M. le roi George V. 11 juillet, désastreux feux de forêts dans la région de Porcupine.

1912, 29 mars-9 avril. Première conférence commerciale entre le Canada et les Antilles tenue à Ottawa. 15 avril, naufrage du *Titanic*; nomination de la Commission Royale des Dominions. 15 mai, extension des frontières de Québec, d'Ontario et de Manitoba.

1914, 20 mai. Naufrage du paquebot *Empress of Ireland*. 4 août, en guerre avec l'Allemagne; 12 août, avec l'Autriche-Hongrie. 5 nov., avec la Turquie. 18-22 août, session spéciale de guerre du Parlement canadien. 16 oct., le premier contingent canadien, fort de plus de 33,000 hommes, débarque à Plymouth, Angleterre.

1915, 5 février. Le premier contingent canadien débarque en France; on l'envoie dans les Flandres. 22 avril, seconde bataille d'Ypres; 24 avril, bataille de St-Julien; 20-26 mai, bataille de Festubert; 15 juin, bataille de Givenchy.

1916, 12 janvier. Décret de l'exécutif portant à 500,000 hommes la levée des troupes canadiennes. 3 fév., un incendie détruit l'édifice du Parlement à Ottawa. 3-20 avril, bataille de St-Eloi. 1er juin, recensement des Provinces des Prairies. 1-3 juin, bataille du bois du Sanctuaire. 1er juillet, commencement de la bataille de la Somme. 1er sept., pose de la première pierre du nouvel édifice du parlement par le duc de Connaught.

NOTA.—Pour références sur les changements dans le Gouvernement fédéral et les législatures provinciales, avant 1937, voir nota, p. 26.

1917, 12 février-15 mai. Conférence Impériale. 20 mars-2 mai, séance à Londres du Cabinet de guerre de l'Empire. 21 mars-27 avril, conférence impériale de guerre; 6 avril, les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne. 9 avril, enlèvement de la crête de Vimy. 15 août, bataille de Loos, prise de la côte 70. 29 août, adoption de la loi du service militaire. 20 sept., achèvement du pont de Québec; le droit de voter aux élections fédérales est accordé aux femmes. 26 oct.-10 nov., bataille de Passchendaele; 6 déc., désastreuse explosion à Halifax, N.-E.

1918, 31 mars. Les Allemands prennent vigoureusement l'offensive en France; mars-avril, seconde bataille de la Somme; 17 avril, séance secrète du Parlement; juin-juillet, le premier ministre et plusieurs de ses collègues assistent aux conférences de guerre de l'Empire, à Londres; 18 juillet, les Alliés commencent leur heureuse contre-offensive sur le front de l'ouest; 12 août, bataille d'Amiens; 26-28 août, prise de Monchy-le-Preux; 2-4 sept., rupture de la ligne Drocourt-Quéant; 16 sept., proposition de paix de l'Autriche. 27-29 sept., le bois de Bourlon est emporté. 30 sept., la Bulgarie dépose les armes et signe un armistice. 1-9 oct., prise de Cambrai; 6 oct., première note allemande en vue d'un armistice; 20 oct., prise de Denain; 25 oct.-2 nov., prise de Valenciennes; 31 oct., la Turquie dépose les armes et signe un armistice; 4 nov., l'Autriche-Hongrie dépose les armes et obtient un armistice; 11 nov., prise de Mons; l'Allemagne dépose les armes et signe un armistice.

1919, 17 février. Mort de sir Wilfrid Laurier. 1er mai-15 juin, grève générale à Winnipeg et autres villes de l'Ouest; 28 juin, signature à Versailles du traité de paix et du protocole. 15 août, arrivée de S.A.R. le prince de Galles, visitant officiellement le Canada. 22 août, inauguration officielle du pont de Québec par S.A.R. le prince de Galles. 1er sept., S.A.R. le prince de Galles pose la première pierre de la tour des nouveaux édifices du Parlement, à Ottawa. 1er sept.-10 nov., session spéciale de paix du treizième parlement du Canada. 20 déc., organisation des "Chemins de fer Nationaux", par un arrêté en conseil.

1920, 10 janvier. Ratification du traité de Versailles; 19 fév., les actionnaires du Grand-Tronc ratifient la promesse de vente du chemin de fer du Grand-Tronc au Gouvernement du Canada. 31 mai-18 juin, conférence commerciale à Ottawa entre le Canada et les Antilles. 16 juillet, ratification du traité de St-Germain-en-Laye; 9 août, ratification du traité de Neuilly-sur-Seine. 15 nov., la première séance de l'Assemblée de la Société des Nations s'ouvre à Genève, Suisse.

1921, 10 mai. Le tarif préférentiel avec les Antilles britanniques entre en vigueur. 1er juin, sixième recensement du Dominion (population, 8,787,949). 20 juin-5 août, conférence impériale. 11 nov., ouverture de la conférence de Washington, sur la limitation des armements.

1922, 1er fév. La conférence de Washington constate l'accord des cinq puissances, limitant le nombre des grosses unités d'escadre, restreignant l'activité des sous-marins et prohibant l'usage des gaz toxiques. 10 avril, la conférence générale économique s'ouvre à Gênes; 13 juillet, conférence entre le Canada et les Etats-Unis *re* perpétuation du traité Rush-Bagot, au sujet des armements sur les Grands Lacs; 7 août, la conférence interalliée sur les dettes de guerre et les réparations s'ouvre à Londres; 10 oct., armistice de Mudania signée par la Grande-Bretagne, la France et la Turquie; 9 déc., conférence des réparations ouverte à Londres.

1923, 1er avril. La levée de l'embargo sur le bétail canadien devient en vigueur. 1er oct., conférence impériale et conférence économique à Londres.

1924, 23 avril. Ouverture de l'Exposition de l'Empire Britannique à Wembley, Angleterre, par le roi George V, le prince de Galles en est le président. 6-16 août, assemblées de l'Association Britannique pour le Progrès des Sciences à Toronto. 11-16 août, congrès international de mathématiques, à Toronto.

1925, 10 juin. Inauguration de l'Eglise Unie du Canada; 20 nov., mort de la reine Alexandra.

1926, 1er juin. Recensement des Provinces des Prairies. 19 oct.-23 nov., conférence impériale à Londres. 26 nov., l'hon. C. Vincent Massey est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis.

1927, 1er juin, l'hon. Wm Phillips, premier ministre des Etats-Unis au Canada, arrive à Ottawa. 1-3 juillet, jubilé de Diamant de la Confédération célébré dans tout le Dominion. 30 juillet, le prince de Galles, le prince George, le très hon. Stanley Baldwin et leur escorte arrivent à Québec, en visite au Canada. Septembre, le Canada est élu membre, sans permanence, du Conseil de la

NOTA.—Pour références sur les changements dans le Gouvernement fédéral et les législatures provinciales, avant 1937, voir nota, p. 26.

Société des Nations à Genève. Novembre, conférence sur les relations entre le Dominion et les provinces.

1928, 25 avril. Sir Wm H. Clark est nommé premier Haut Commissaire anglais au Canada. 31 mai, le conseil législatif de la Nouvelle-Ecosse cesse d'exister, laissant le Québec seule province avec deux chambres. 20 juillet, ouverture de la Légation japonaise à Ottawa. 15 nov., ouverture de la Légation de France au Canada.

1929, 15-25 oct. Le très hon. J. Ramsay MacDonald, premier ministre du Royaume-Uni, visite le Canada. 14 déc., transfert des ressources naturelles au Manitoba et à l'Alberta.

1930, 21 janv. Ouverture de la conférence de désarmement naval des cinq puissances à Londres; l'hon. J. L. Ralston y représente le Canada. 20 fév., transfert des ressources naturelles à la Colombie Britannique. 20 mars, transfert des ressources naturelles à la Saskatchewan. 1er août, le R-100 arrive à Montréal, étant le premier transatlantique plus léger que l'air à atteindre le Canada. 1er oct., Conférence Impériale à Londres.

1931, 1er juin. Septième recensement du Canada (population, 10,376,786). 30 juin, le statut de Westminster exemptant le Canada et ses provinces de l'application de l'Acte de la validité des lois coloniales et de l'Acte de la marine marchande est approuvé par la Chambre des Communes. 21 sept., la Grande-Bretagne suspend ses paiements en or et le Canada limite l'exportation de l'or. 21 nov., le Royaume-Uni ratifie la loi des importations anormales par laquelle le traitement préférentiel est accordé aux produits de l'Empire. 12 déc., le statut de Westminster, décrétant la complète égalité législative du Parlement du Canada et du Parlement du Royaume-Uni, entre en vigueur.

1932, 21 juil.-20 août. Conférence Economique Impériale à Ottawa. 6 août, ouverture officielle du canal Welland.

1933, 17-19 janv. Conférence des provinces avec le Dominion. 18 mai, célébration du 150ième anniversaire du débarquement des Loyalistes à Saint John.

1934, août. Célébration à Gaspé du quatrième centenaire du premier débarquement de Jacques Cartier au Canada.

1935, 11 mars. La Banque du Canada commence ses opérations. 6 mai, célébrations dans l'Empire du vingt-cinquième anniversaire de l'accession au trône du roi George V. 15 sept., conférence des statisticiens du Commonwealth Britannique à Ottawa. 9 déc., conférence entre le Dominion et les provinces à Ottawa; conférence sur la limitation navale à Londres.

1936, 20 janv. Mort de S.M. le roi George V et accession au trône de S.M. le roi Edouard VIII. 8 mars, les armées allemandes réoccupent la Rhénanie en violation directe du traité de Versailles. 1er juin, recensement quinquennal des Provinces des Prairies. 1er juillet-7 septembre, fêtes du cinquantenaire de la ville de Vancouver et du Pacifique Canadien; 26 juillet, dévoilement en France du monument de Vimy par Sa Majesté le roi Edouard VIII; 11 décembre, abdication de S.M. le roi Edouard VIII et accession au trône de S.M. le roi George VI.

1937, 1er janvier. La Belgique représentée au Canada par un ministre plénipotentiaire. 12 mai, couronnement de S.M. le roi George VI; 8 juillet, l'hydravion *Caledonia* des Imperial Airways arrive de Southampton à Montréal, inaugurant la période expérimentale du transport aérien transatlantique; 29 novembre, la Commission Royale sur les relations fédérales-provinciales tient sa première séance à Winnipeg.

1938, 4 mars. Jugement unanime est rendu par la Cour Suprême en faveur du gouvernement fédéral sur chacune des questions soumises par l'Alberta. (Voir Annuaire 1941, p. 19, pour plus de références sur ce sujet). 13 mars, l'Allemagne s'empare de l'Autriche. 9 juin, élection provinciale générale en Saskatchewan. Le gouvernement libéral de l'hon. W. J. Patterson est maintenu au pouvoir. 12 sept., le discours de Herr Hitler à Nuremburg est suivi d'escarmouches sur la frontière tchécoslovaque qui déclenchent une crise internationale. 15 sept., rencontre de M. Chamberlain et de Herr Hitler à Berchtesgaden. 22, 23 sept., rencontre de M. Chamberlain et de Herr Hitler à Godesberg. 28 sept., mobilisation de la flotte britannique. 30 sept., la crise se termine à la suite d'une conférence des quatre puissances à Munich. 1er oct., occupation des régions sudètes de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. 17 nov., accord commercial entre le Canada et les Etats-Unis signé à Washington.

1939, 1er mars. Inauguration d'un service aéropostal transcanadien. 14 mars, invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. 31 mars, le pre-

NOTA.—Pour références sur les changements dans le Gouvernement fédéral et les législatures provinciales, avant 1937, voir nota, p. 26.

mier ministre du Royaume-Uni annonce les dispositions préliminaires d'un traité garantissant à la Pologne le secours armé pour défendre son indépendance. 28 avril, dénonciation du pacte de non-agression germano-polonais par l'Allemagne. 17 mai-15 juin, Leurs Majestés le Roi George VI et la Reine Elizabeth visitent le Canada et les Etats-Unis. 18 mai, élection provinciale générale dans l'Ile du Prince-Edouard; le gouvernement libéral de l'hon. T. A. Campbell est maintenu. 16 juin, première nomination d'un Haut Commissaire au Canada par le gouvernement de l'Eire. 27 juin, première envolée du *Yankee Clipper*, inaugurant le service postal aérien de Port Washington, N.-Y. à Southampton, Angl., via Shédiac, N.-B. et Botwood, T.-N. 6 août, le *Caribou* des Imperial Airways arrive à Montréal et inaugure officiellement le service aéropostal britannique. 23 août, le chancelier Hitler, dans une entrevue avec l'ambassadeur britannique, demande la possession de Danzig et du Corridor polonais et l'institution d'un protectorat allemand sur la Pologne. 24 août, l'Allemagne et la Russie soviétique signent un traité réciproque de non-agression. 25 août, le Royaume-Uni signe un pacte avec la Pologne par lequel chaque partie s'engage à porter secours à l'autre dans le cas d'une agression menaçant l'indépendance de l'autre partie. Le Japon proteste à l'Allemagne que le pacte de non-agression russo-allemand viole l'esprit du pacte anti-comintern. 1er sept., l'Allemagne envahit la Pologne. Proclamation déclarant l'appréhension d'un état de guerre au Canada depuis le 25 août. 3 sept., le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. 10 sept., le Canada déclare la guerre à l'Allemagne.

Voir chronologie spéciale de guerre à l'Appendice I.

2 oct., les Etats-Unis refusent de reconnaître le partage germano-russe de la Pologne. 4 oct., deuxième désaveu de la loi des limitations des actions de l'Alberta, qui avait été votée de nouveau après un premier désaveu. 16 oct., arrivée à Ottawa du premier ministre des Pays-Bas. Emprunt de guerre à court terme de $2,000,000 vendu aux banques à charte. 25 oct., élection provinciale générale dans le Québec. Le gouvernement de l'Union Nationale de l'hon. M. Duplessis est défait par les libéraux sous Adélard Godbout. 1er nov., commencement des envolées quotidiennes des côtes de l'Atlantique aux côtes du Pacifique par les Lignes Aériennes Trans-Canada. 2 nov., première nomination d'un Haut Commissaire canadien en Australie. 20 nov., élection provinciale générale au Nouveau-Brunswick. Le gouvernement libéral de l'hon. A. A. Dysart est maintenu. 14 déc., la Russie est expulsée de la Société des Nations. 22 déc., le Ministre des Finances annonce l'établissement du Comité National de l'Emprunt de Guerre. 29 déc., nomination des premiers Hauts Commissaires du Canada en Irlande (Eire) et en Nouvelle-Zélande.

1940, 1er janv. Le premier gouvernement municipal dans les Territoires du Nord-Ouest est inauguré à Yellowknife. 8 janv., ouverture des consultations à Ottawa entre les gouvernements du Canada et des Etats-Unis sur la canalisation du St-Laurent. 15 janv., le premier emprunt de guerre est offert au public canadien et le montant désiré ($200,000,000) est fortement dépassé. 18 janv., nomination du premier Haut Commissaire canadien pour l'Union Sud-Africaine. 22 janv., les Ministres de la Défense et des Transports annoncent les détails du plan d'entraînement aérien du Commonwealth Britannique. 13 mars, la Finlande et la Russie signent un traité de paix après la conclusion de la guerre russo-finlandaise. 21 mars, élection provinciale générale en Alberta: le gouvernement de l'hon. W. Aberhart est réélu. 28 mars, arrivée du premier Haut Commissaire australien au Canada. 9 avril, l'Allemagne envahit le Danemark et la Norvège. 25 avril, le droit de voter aux élections provinciales et de se présenter comme candidates à la Législature est accordé aux femmes du Québec. 5 mai, un Comité National Canadien d'Epargnes de Guerre est nommé. 10 mai, le très hon. Neville Chamberlain démissionne et le très hon. Winston Churchill devient Premier Ministre du Royaume-Uni. 16 mai, le rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces est présenté à la Chambre des Communes. 22 mai, le Ministère canadien de la Défense pour l'Air est établi. 29 mai, le Parlement fédéral approuve un crédit de guerre de $700,000,000. 11 juin, l'établissement d'un service consulaire canadien est annoncé; des consuls sont nommés au Groenland, en

NOTA.—Pour références sur les changements dans le Gouvernement fédéral et les législatures provinciales, avant 1937, voir nota, p. 26.

France et au Japon. Le Parlement fédéral vote une loi autorisant le Gouvernement à organiser les ressources économiques et le capital humain du pays. 24 juin, un budget de guerre de $280,100,000 est présenté à la Chambre des Communes. 8 juil., un Ministère séparé de la Défense Nationale pour les Affaires Navales est institué. 10 juil., la sanction royale est donnée à l'amendement à l'Acte de l'A.B.N. permettant au Dominion de légiférer en matière d'assurance-chômage. 29 juil., la loi de l'assurance-chômage est adoptée par la Chambre des Communes. 14 août, l'hon. M. Power annonce que le Canada dépensera $1,000,000 pour la défense des bases aéronautiques à Terre-Neuve. 16 août, le Bureau International du Travail de la Société des Nations s'établit à l'Université McGill, Montréal. 17–18 août, Conférence sur la défense de la moitié nord de l'hémisphère occidental, tenue à Ogdensburg, N.-Y., entre le Premier Ministre du Canada et le Président des Etats-Unis, après laquelle est annoncée la création d'une Commission conjointe permanente de la Défense, composée de 4 ou 5 membres de chaque pays. 19–21 août, enregistrement national au Canada. 6 sept., traités de conciliation signés entre le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. 9 sept., deuxième emprunt de guerre de $300,000,000 offert au public canadien. 21 sept., fin de la campagne de souscription au deuxième emprunt de guerre du Canada, les souscriptions s'élevant à $342,248,300. 8 oct., le Canada interdit les exportations de cuivre en dehors de l'Empire Britannique. 14 oct., le gouvernement des Etats-Unis annonce l'approbation des diversions de Long Lac et d'Ogaki en Ontario, permettant ainsi une production additionnelle de 200,000 h.p. à Niagara. 24 oct., le Canada reconnaît officiellement le gouvernement tchécoslovaque en exil. 4 nov., un gouvernement de coalition est formé au Manitoba. 1er déc., le Canada impose de nouvelles restrictions sur l'importation des articles de luxe. 30 déc., les banques à charte canadiennes achètent des billets à court terme du Gouvernement, d'une valeur de $250,000,000.

1941. 1er janv., Tous les résidants du Canada doivent se procurer un permis de la Commission de Contrôle du Change Etranger pour quitter le pays avec ou sans fonds. 14 janv., l'Alberta annonce un plan établissant un "système flexible de troc permettant l'échange de marchandises sans l'usage de monnaie." 14 et 15 janv., la Conférence entre le Dominion et les Provinces, convoquée pour étudier les constatations de la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces, se termine en raison de l'opposition de trois provinces. 19 mars, Accord de la canalisation du St-Laurent signé à Ottawa entre le Canada et les Etats-Unis. 23 mars, jour de prière national observé par tout le Canada. 24 mars, échange de notes entre le Canada et les Etats-Unis modifiant le traité Rush-Bagot de 1817, permettant la construction et l'armement de vaisseaux de guerre sur les Grands Lacs. 25 mars, la Chambre des Communes vote un bill de crédits de guerre de $1,300,000,000. 28 mars, le rendement des manufactures d'automobiles est restreint afin de réglementer la consommation canadienne. 22 avril, élections générales au Manitoba; le Gouvernement de coalition de l'honorable John Bracken revient au pouvoir. 29 avril, première perte militaire canadienne sur mer par le coulage du navire "Nerissa". Présentation du budget imposant $300,000,000 de nouvelles taxes. 15 mai, Senhor Joao Alberto Lins de Barros, premier Ministre du Brésil au Canada, présente ses lettres de créance à Son Excellence le Gouverneur-Général. 2 et 21 juin, l'Emprunt de la Victoire de $600,000,000 se termine avec $710,958,950 de souscriptions au comptant et $95,875,650 de conversions. 3 juin, le Dr Pablo Santos Munoz, premier Ministre d'Argentine au Canada, présente ses lettres de créance. 11 juin, huitième recensement du Dominion. L'hon. J. T. Thorson nommé ministre des Services Nationaux de Guerre. 1er juillet, les taxes augmentées de la Défense Nationale deviennent en vigueur. 21 juil., nomination du premier Ministre du Canada au Brésil. 29 juil. au 12 sept., S.A.R. le Duc de Kent visite le Canada. 29 août au 7 sept., le Très Hon. W. L. Mackenzie King visite le Royaume-Uni. 10 au 17 sept., semaine de reconsécration du Canada. 23 sept., nomination du premier Haut-Commissaire canadien à Terre-Neuve. 24 sept., nomination du premier Ministre du Canada en Argentine. 21 oct., élections générales provinciales en Colombie Britannique; le gouvernement libéral de l'hon. T. D. Patullo revient au pouvoir avec une majorité réduite. 28

NOTA.—Pour références sur les changements dans le Gouvernement fédéral et les législatures provinciales, avant 1937, voir nota à la p. 26.

oct., élections générales provinciales en Nouvelle-Ecosse; le gouvernement libéral de l'hon. A. S. MacMillan revient au pouvoir. 30 nov., la Cour Suprême du Canada décide que la loi de rajustement de la dette de l'Alberta, de 1937, telle qu'amendée subséquemment, est inconstitutionnelle. 9-10 déc., l'hon. T. D. Patullo démissionne comme Premier Ministre de la Colombie Britannique et M. John Hart forme un nouveau ministère de coalition. 10 déc., l'hon. Louis-S. St-Laurent, C.R., nommé ministre de la Justice. 15 déc., de nouveaux changements sont annoncés dans le Cabinet du Dominion. 29-31 déc., le Très Hon. Winston Churchill visite Ottawa.

NOTE.—Pour références sur les changements dans le Gouvernement fédéral et les législatures provinciales, avant 1937, voir nota à la page 26.

Section 2.—Chronologie spéciale de guerre

Une chronologie détaillée de guerre du 1er sept. 1939 au 8 juil. 1940 paraît aux pp. 38–41 et pp. 1174–1180 de l'Annuaire de 1940, et du 9 juil. 1940 au 31 mai 1941 aux pp. 1030–1047 de l'Annuaire de 1941. Cette chronologie continue à l'appendice I du présent volume.

CHAPITRE III—CONSTITUTION ET GOUVERNEMENT

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Constitution et gouvernement général du Canada	35
Section 1. Evolution de la constitution du Canada jusqu'à la Confédération	36
Sous-section 1. Développement constitutionnel des colonies antérieurement à la Confédération	36
Sous-section 2. Constitution du Dominion lors de la Confédération	38
Appendice. Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867	42
Section 2. Développements constitutionnels depuis la Confédération	63
Partie II.—Corps législatifs et exécutifs	63
Section 1. Parlement et Ministère fédéral	63
Sous-section 1. Le Gouverneur Général du Canada	63
Sous-section 2. Le Ministère	64
Sous-section 3. Le Sénat	67
Sous-section 4. La Chambre des Communes	69
Sous-section 5. L'électorat fédéral	74
Section 2. Gouvernements provinciaux	74
Partie III.—Représentants du Canada à l'étranger	81
Section 1. Hauts commissaires dans le Commonwealth des Nations Britanniques	81
Section 2. Représentants diplomatiques dans les pays étrangers	82
Partie IV.—Représentants des autres pays au Canada	82
Section 1. Représentants des gouvernements du Commonwealth des Nations Britanniques	82
Section 2. Représentants diplomatiques des pays étrangers	83
Partie V.—Le Canada et la Société des Nations	83

Le gouvernement du Dominion du Canada a été établi en vertu des dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.* Ce statut du Parlement de l'Empire, modifié de temps à autre, forme la base écrite de la Constitution du Canada. Les sections suivantes de ce chapitre traitent en détail des mesures par lesquelles la Constitution s'est développée et de la constitution actuelle des institutions par lesquelles le Canada est gouverné.

Les stages nombreux de l'évolution du status du pays comme Dominion ont été décrits avec autorité dans les rapports des Conférences Impériales successives, dont celle tenue à Londres en 1926 qui a défini le groupe de communautés autonomes consistant du Royaume-Uni et des Dominions comme des "communautés autonomes dans le giron de l'Empire, égales en status et en aucune manière subordonnées l'une à l'autre dans la question de leurs affaires domestiques ou étrangères, bien qu'unies par une commune allégeance à la Couronne et associées librement comme membres du Commonwealth des Nations Britanniques". De plus, la Conférence a établi que, comme conséquence de cette égalité de status, le Gouverneur Général d'un Dominion "est le représentant de la Couronne ayant, dans toutes les choses essentielles à l'administration des affaires publiques du Dominion, les mêmes prérogatives que Sa Majesté le Roi en Grande-Bretagne", et "que le gouvernement de chaque Dominion a le droit d'aviser la Couronne sur toutes choses affectant l'administration de ses affaires". Avec ce changement dans les relations constitutionnelles entre les différentes parties du Commonwealth des Nations Britanniques, les divers Dominions assumaient, comme trait complémentaire de leur nationalité, des responsabilités plus grandes et des droits d'Etat souverain dans leurs relations avec

* Voir, à la page 42, le texte de l'Acte original de l'Amérique Britannique du Nord qui touche les amendements et modifications.

Les Armoiries
du
DOMINION DU CANADA
Attribuees par Proclamation Royale
Le 21 Novembre 1921.

Heralds College
London
24th January 1923.

Ambrose Lee
Mowbray King of Arms

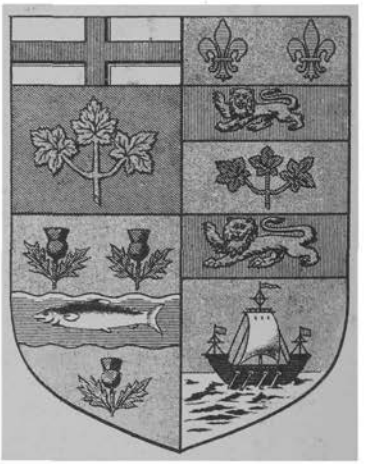
DESCRIPTION HÉRALDIQUE DES ARMOIRIES DU DOMINION

Les armoiries actuelles

Tiercées en fasces, les deux premières parties, formant l'écartelé suivant, savoir: au 1, de gueules, à trois léopards d'or, l'un sur l'autre; au 2, d'or, à un lion rampant dans un double trescheur fleuré contre-fleurée de gueules; au 3, d'azur, à une harpe d'or, aux cordes d'argent; au 4, d'azur, à trois fleurs de lys d'or; la troisième fasce, d'argent, à trois feuilles d'érable tigées, au naturel. Timbré d'un casque royal, au mantelet d'argent doublé de gueules. Pour cimier, sur un tortil d'argent et de gueules, un léopard d'or à la couronne impériale, tenant dans sa patte dextre une feuille d'érable de gueules. Supports: à dextre un lion léopardé rampant, tenant une lance d'argent, pointée d'or, déployant à dextre la bannière du Royaume-Uni, et, à senestre, une licorne d'argent, armée, onglée et à la crinière d'or, accolée d'une couronne de croix pattées et fleurs délisées, attachée d'une chaîne du même, et tenant une lance déployant à senestre une bannière d'azur à trois fleurs de lys d'or,—le tout surmonté de la Couronne impériale. Sous l'écu, sur une terrasse de roses, chardons, trèfles et lys de jardin, une banderole portant la devise: ***A MARI USQUE AD MARE.***

Les premières armoiries du Dominion

Les anciennes armoiries du Dominion sont entrées en usage à la suite d'un mandat royal en date du 26 mai 1868, qui accorde des armoiries aux quatre premières provinces et autorise, pour le Dominion, un grand sceau composé des armoiries des quatre provinces en écartelé. Voici la description héraldique des armoiries: ONTARIO—De sinople, au jet de trois feuilles d'érable d'or tigées, au chef d'argent chargé de la croix de St-George; QUÉBEC—D'or, à la fasce de gueules chargée d'un lion d'or passant regardant, accompagné en chef de deux fleurs de lis d'azur et en pointe de trois feuilles d'érable de sinople tigées; NOUVELLE-ÉCOSSE—D'or à la fasce ondée d'azur chargée d'un saumon d'argent nageant et accompagné de trois chardons naturels; NOUVEAU-BRUNSWICK—D'or, accompagné d'une lymphade ou ancienne galère avec rames en action naturel, au chef de gueules chargé d'un lion d'or passant regardant.



GLOSSAIRE

Contre-fleuré—Orné de feuilles d'ache alternativement de métal et d'émail.

Croix pattée—Croix dont les extrémités vont en s'élargissant.

Dextre—A droite.

Fasce—Pièce honorable qui coupe l'écu par le milieu et en occupe le tiers horizontalement.

Fleuré—Pièces bordées de fleurs.

Gueules—Couleur rouge.

Senestre—A gauche.

Sinople—Couleur verte.

Tiercée—Divisée en trois parties.

Trescheur—Orle fleuronnée qui figure une tresse.

les autres membres de la communauté des nations. Le fait d'être membre de la Société des Nations, le droit de négocier certains traités, l'établissement de représentation diplomatique séparée dans nombre de pays étrangers ont caractérisé cette phase de la croissance du Dominion du Canada. Une déclaration plus explicite sur les principes d'égalité de status a été donnée dans le Statut de Westminster en 1931 qui enlevait les dernières restrictions sur l'autonomie législative des Dominions.

PARTIE 1.—CONSTITUTION ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU CANADA

Le Dominion du Canada est le plus vaste et le plus peuplé des grands dominions autonomes de l'Empire Britannique, lequel comprend également le Commonwealth d'Australie, l'Union Sud-Africaine, le Dominion de la Nouvelle-Zélande, la Rhodésie du Sud et la colonie insulaire de Terre-Neuve (y compris le Labrador). Comme le Gouvernement de Terre-Neuve était incapable de satisfaire au service des intérêts sur ses obligations, la constitution de cette colonie a été suspendue en 1934 à la demande de la Législature. L'île est maintenant administrée par six commissaires nommés par la Couronne, trois de Terre-Neuve et trois du Royaume-Uni. Pour le moment il n'y a pas de Conseil Législatif ni de Chambre d'Assemblée. Ces dominions sont dotés d'un gouvernement responsable, du type britannique, et sont administrés par des Conseils Exécutifs ou Cabinets, dont les membres remplissent les fonctions de conseillers du représentant du Souverain; ceux-ci doivent posséder la confinance des représentants élus par le peuple et qui constituent le Parlement, devant qui ils sont responsables, et ils doivent céder la place à un autre gouvernement lorsque cette confiance a cessé d'exister.

Certains de ces dominions, tels que le Canada, l'Australie et le Sud-Africain, couvrent d'immenses étendues de territoire, les deux premiers égalant presque la superficie de l'Europe. Chaque section a ses propres problèmes et ses propres points de vue, ce qui nécessite des Parlements locaux aussi bien qu'un Parlement central. Ces Parlements locaux, établis à une époque où les moyens de transports et communications étaient plus difficiles et plus coûteux qu'à présent, ont été chronologiquement antérieurs à l'organe central; lors de la formation de ce dernier, ils lui cédèrent certaines de leurs attributions comme en Australie, ou bien remirent entre ses mains tous leurs pouvoirs, sauf certaines exceptions spécifiées, comme au Canada et dans le Sud-Africain. Le Canada possède neuf de ces parlements locaux à l'heure actuelle; l'Australie, six; et le Sud-Africain, quatre.

Outre les Dominions énumérés ci-dessus, le grand empire de l'Inde, au point de vue de son administration interne, a été placé sur la voie qui conduit au gouvernement responsable et qu'ont autrefois suivie les Dominions maintenant entièrement autonomes. En fait, toutes les parties de l'Empire, qui ne sont pas simplement des forteresses ou des comptoirs, évoluent dans la direction du gouvernement responsable offert aux dépendances, comme il le fut aux colonies d'autrefois, par l'extension graduelle de l'autonomie, au fur et à mesure de l'accroissement des aptitudes de leurs populations respectives. Les administrateurs britanniques ont eu et ont en vue de développer ces aptitudes à l'extrême, par la diffusion de l'instruction et une juste administration.

L'article suivant esquisse les étapes du développement du libre gouvernement du Dominion du Canada.

Section 1.—Évolution de la constitution du Canada jusqu'à la Confédération*

Sous-section 1.—Développement constitutionnel des colonies antérieurement à la Confédération

Régime français.—La colonisation du Canada commença à une époque où l'expansion du commerce de l'Europe dans le monde s'exerçait principalement par la voie de compagnies chartrées de marchands appartenant à différentes nations, plus particulièrement l'Angleterre, la France et la Hollande. Ces compagnies s'efforçaient de monopoliser le commerce des régions dans lesquelles elles s'établissaient et obtenaient de leurs souverains des chartes leur octroyant, au moins en théorie, des monopoles à l'égard de leurs compatriotes; quant à la concurrence étrangère, elles la combattaient par la force des armes, même lorsque leurs mères-patries respectives, à des milliers de milles et plusieurs mois de distance, étaient en paix. Parmi les compagnies de cette période étaient la Compagnie des Indes, d'Angleterre et de Hollande, la Compagnie de la Guinée, la Compagnie de la Russie, la Compagnie de la Virginie et, un peu plus tard, la Compagnie de la Baie d'Hudson. De même, au début des entreprises françaises au Canada, plusieurs compagnies, dont l'existence fut de brève durée, possédèrent successivement le monopole du commerce et employèrent des hommes tels que Champlain comme gouverneurs et explorateurs des avantages des nouveaux territoires. Toutefois, les chartes de ces compagnies furent révoquées pour inexécution de leurs conditions et enfin, en 1627, le monopole du commerce et le droit de concéder des terres furent conférés à la Compagnie des Cent Associés, qui s'engageait à peupler le pays et à y entretenir des missionnaires pour christianiser les Indiens. Par conséquent, au point de vue gouvernemental, on peut dire que la première phase de l'histoire canadienne fut le gouvernement autocratique d'une compagnie de traiteurs. Mais cette compagnie négligea d'exécuter ses engagements et sa charte fut révoquée en 1663; le Canada devint alors une province royale, gouvernée comme une province ordinaire de la France par un gouverneur à qui, comme représentant personnel du roi, étaient confiées la politique générale du pays et la direction de ses affaires militaires et de ses relations avec les tribus indiennes. Comme chef de l'Eglise, l'évêque exerçait l'autorité suprême en matière de religion et l'intendant, qui relevait directement du roi et non du gouverneur, avait la haute main sur l'administration de la justice et des finances et la direction de l'administration locale. Un Conseil Supérieur était investi de certains pouvoirs administratifs, plus honorifiques que réels. Ce système dura jusqu'à la fin du régime français.

Colonie britannique.—Depuis la capitulation de Québec (18 septembre 1759) et de Montréal (8 septembre 1760) jusqu'à la signature du traité de Paris (10 février 1763), le Canada fut gouverné par les officiers de l'armée britannique, qui instituèrent des tribunaux, lesquels appliquèrent les lois françaises; ils administrèrent le pays comme un territoire occupé, dont la disposition finale restait encore incertaine.

Lors de l'abandon définitif du pays par la France, en vertu du traité de Paris, une proclamation royale, du 7 octobre 1763, définit les frontières de la nouvelle province de Québec et ordonna la convocation, aussitôt que les circonstances le permettraient, d'assemblées générales, investies du pouvoir de faire des lois pour le bien-être des habitants et le bon gouvernement de la colonie. En même temps des

* La matière de cette section a été adaptée d'un article préparé par S. A. Cudmore, B.A. (Tor.), M.A. (Oxon.), F.S.S., F.R. Econ. Soc., et publié dans l'édition de l'Annuaire de 1921. Les additions et les changements ont été revus par S. A. Cudmore (maintenant Statisticien suppléant du Dominion) et E. H. Coleman, K.C., LL.D., Sous-Secrétaire d'Etat, Ottawa.

tribunaux étaient établis, chargés de "juger les causes civiles et criminelles, conformément aux lois de l'Angleterre", avec appel au Conseil Privé. En vertu de l'Acte de Québec de 1774, qui avait pour but de concilier les nouvelles colonies au moment où les vieilles colonies se détachaient de la métropole, l'usage du droit coutumier français fut rétabli, mais la loi criminelle anglaise fut maintenue dans toute la province de Québec, laquelle s'étendait alors jusqu'aux rives de l'Ohio et du Mississipi. Ces frontières disparurent lors du traité de Versailles en 1783, les limites étant ramenées aux Grands Lacs. L'afflux des Loyalistes, gens de langue anglaise accoutumés aux lois anglaises, nécessita la division de la colonie et l'établissement d'institutions représentatives. La loi constitutionnelle passée en 1791 divisa le Canada d'alors (la vallée du St-Laurent) en deux provinces, établissant dans chacune d'elles un Conseil Législatif nommé et une Assemblée Législative élue. En vertu de cette loi, qui régit le gouvernement du Canada pendant un demi-siècle, l'"Exécutif était (au moyen des revenus de la Couronne et des subsides militaires du gouvernement métropolitain) financièrement et, pire encore, constitutionnellement indépendant; et la Chambre d'Assemblée, en cherchant vaguement à guérir une maladie qu'elle n'avait pas réussi à diagnostiquer, outrepassa fréquemment sa sphère d'action, ce qui amena sa dissolution à maintes reprises".—Lefroy, *Droit constitutionnel du Canada*, pp. 20–21.

La loi constitutionnelle fut d'abord acceptée parce qu'elle était préférable à la méthode de gouvernement antérieure; néanmoins, par la suite, ces provinces, qui avait accru leur population et leur richesse, se heurtèrent à la politique étroite et égoïste de quelques privilégiés, choc qui amena de fréquents conflits entre l'Exécutif et l'Assemblée, rendus plus acerbes dans le Bas-Canada par la différence des races. En 1837, un soulèvement dans chaque province, quoique rapidement supprimé, amenait la nomination, par le gouvernement métropolitain, de Lord Durham comme commissaire spécial, investi des pouvoirs les plus étendus qui aient été jusqu'alors conférés à un représentant de la Couronne dans l'Amérique Britannique du Nord; il était Gouverneur en chef des cinq provinces du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile du Prince-Edouard; Haut Commissaire pour l'ajustement de certaines questions importantes concernant la forme et le gouvernement futur du Bas-Canada et du Haut-Canada; Haut Commissaire et Gouverneur Général de toutes les provinces sur le continent, de l'Ile du Prince-Edouard et de Terre-Neuve.

Le fameux rapport envoyé par Lord Durham au Parlement est considéré presque universellement comme le document politique le plus important de l'histoire du Canada. Il avait vu clairement la nécessité de rétablir l'harmonie entre le corps exécutif et le corps législatif du gouvernement, en subordonnant le premier au second, comme en Grande-Bretagne. Il insista aussi sur la nécessité d'établir un système démocratique de gouvernement municipal, ayant pour avantage de préparer les citoyens qui y participeraient aux responsabilités plus étendues de la vie publique. Le Haut-Canada et le Bas-Canada devaient être unis sous un parlement unique, cette union devant permettre l'admission des autres provinces de l'Amérique Britannique du Nord qui souhaiteraient d'y entrer.

Nonobstant le désaveu de Lord Durham par le gouvernement britannique, son rapport forma la base de la loi d'union de 1841, sanctionnant la réunion du Haut-Canada et du Bas-Canada, sous un parlement unique, dans lequel chaque province était également représentée. Cette égalité de représentation appliquée à des provinces de races, de religions et d'institutions différentes, n'eut pas d'heureux résultats; les difficultés qu'elle engendra donnèrent l'idée d'une fédération, dans

laquelle chaque province pourrait légiférer sur ses propres affaires locales et tout en restant dominée par un parlement commun.

Confédération.—Les suggestions favorisant l'union des provinces de l'Amérique Britannique du Nord remontent jusqu'à 1789, mais la première disposition législative tendant à cette fin fut prise en 1861 par l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse. En 1864, des délégués de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ile du Prince-Edouard se réunirent à Charlottetown pour y discuter la question de l'union de ces provinces. Un nouveau congrès, auquel la province du Canada était représentée, se réunit à Québec le 10 octobre 1864; soixante-douze résolutions, qui devinrent plus tard la substance de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, y furent adoptées, puis soumises à la ratification des législatures respectives. L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord reçut la sanction royale le 29 mars 1867 et entra en vigueur le 1er juillet de la même année.

Sous-section 2.—Constitution du Dominion lors de la Confédération

Constitution du Canada.—Dans le préambule de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, il est dit que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick "ont exprimé le désir de contracter une Union Fédérale pour ne former qu'une seule et même Puissance (Dominion) . . . avec une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni". Ainsi, la constitution du Canada n'est pas une imitation de celle des Etats-Unis; c'est la constitution britannique fédéralisée. Comme la constitution britannique et contrairement à la constitution des Etats-Unis, ce n'est pas une constitution entièrement écrite. Les nombreuses dispositions tacites de la constitution britannique sont également reconnues dans la constitution canadienne; l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord est une délimitation écrite des pouvoirs respectifs des gouvernements fédéral et provinciaux et la promulgation des termes du pacte fédératif. L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord se borne à partager les pouvoirs souverains de l'Etat entre les autorités provinciales et l'autorité centrale.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord déclare que le gouvernement exécutif du Canada continuera d'être l'attribut du souverain du Royaume-Uni (art. 9), représenté par le gouverneur général pour fins fédérales et par le lieutenant-gouverneur pour fins provinciales. Le gouverneur général est conseillé par le Conseil Privé du Roi, dont un comité constitue le ministère au pouvoir.

Le Parlement du Dominion se compose du Roi, du Sénat et de la Chambre des Communes. Il doit se réunir au moins une fois par année, de telle sorte que douze mois ne puissent s'écouler entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante. Les sénateurs, au nombre de 72 lors de la Confédération, nommés à vie par le Gouverneur Général en Conseil, doivent être âgés d'au moins 30 ans, être sujets britanniques, demeurer dans la province qu'ils représentent et posséder une fortune liquide de $4,000. (Voir tableau 6, p. 68.)

Les membres de la Chambre des Communes sont élus par le peuple pour la durée du Parlement, qui ne peut dépasser cinq ans. Lors de la Confédération il y avait 181 membres à la Chambre des Communes, répartis comme suit: Ontario, 82; Québec, 65; Nouvelle-Ecosse, 19; Nouveau-Brunswick, 15. D'après l'art. 51 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (voir p. 48), Québec gardera le nombre fixe de 65 représentants et les autres provinces auront un nombre de représentants

* La législation originale est reproduite à la fin de cet article, de même que des notes concernant les modifications qui sont nécessaires à la compréhension générale des principaux changements qui ont été faits à date.

proportionné au chiffre de sa population comme le nombre 65 le sera au chiffre de la population du Québec.*

L'Orateur ou président du Sénat est choisi par le Gouverneur Général en Conseil et l'Orateur ou président de la Chambre des Communes, par les membres de cette Chambre. Au Sénat le quorum est de 15 membres et à la Chambre des Communes, de 20 membres.

Pouvoirs du Parlement fédéral.—Les pouvoirs du Parlement fédéral embrassent tous les sujets non attribués exclusivement aux législatures provinciales. Tout spécialement, l'art. 91 lui donne l'autorité exclusive de légiférer sur les matières suivantes: dette et propriété publiques; réglementation du trafic et du commerce; prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation; emprunt de deniers sur le crédit public; service postal; recensement et statistiques; milice, service militaire et service naval, et défense du pays; fixation et paiement des salaires et honoraires des officiers civils et autres du gouvernement du Canada; amarques, bouées, phares; navigation et bâtiments ou navires; quarantaine et établissement et maintien des hôpitaux de marine; pêcheries du littoral maritime et des eaux intérieures; traverses interprovinciales ou internationales; cours monétaire et monnayage; banques, incorporation des banques et émissions du papier-monnaie; caisses d'épargne; poids et mesures; lettres de change et billets à ordre; intérêt de l'argent; cours forcé du numéraire; banqueroute et faillite; brevets d'invention et de découverte; droits d'auteur; Indiens et terres réservées pour les Indiens; naturalisation et aubains; mariage et divorce; loi criminelle, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle; établissement, maintien et administration des pénitenciers; classes de sujets expressément exceptés dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par le présent acte aux législatures des provinces.

Pouvoir de veto.—L'art. 56 stipule que les lois du Parlement canadien, après avoir été sanctionnées par le Gouverneur Général, peuvent, dans les deux années suivantes, être désavouées par le Souverain en Conseil. De même, les lois des législatures provinciales, après avoir reçu la sanction du lieutenant-gouverneur, peuvent être désavouées dans le délai d'un an par le Gouverneur Général en Conseil.†

Ce pouvoir de veto sur la législation fédérale n'a pour ainsi dire jamais été exercé par le Souverain en Conseil. Les controverses qui se sont élevées entre le Gouvernement fédéral et les provinces ont donné lieu, dans le passé, à l'exercice de ce pouvoir; mais à l'heure actuelle il existe une tendance très marquée à soumettre les questions aux tribunaux, plutôt que de désavouer par un acte de l'exécutif des lois dûment passées par les représentants élus du peuple dans les législatures provinciales. En effet, si ces lois sont annulées par le Gouvernement fédéral pour cause d'empiétement sur ses propres attributions, alors le Gouvernement fédéral, corps exécutif, se fait lui-même juge dans sa propre cause; d'autre part, si une loi, rentrant incontestablement dans le domaine des attributions de la province, est considérée comme immorale ou inopportune, l'autorité supérieure s'établit elle-même juge en matière de moralité ou d'opportunité. En 1909 le Ministre de la Justice

* Un tableau, à la p. 30 de l'Annuaire de 1941, donne la représentation à chaque élection générale fédérale de 1867 à 1940. Des rajustements dans la représentation à la Chambre des Communes, basés sur les chiffres du recensement de 1941, auront pour résultat une diminution de 7 sièges. Il y en a présentement 245, mais il y en aura 238 lors de la prochaine élection.

† Ce droit n'a été exercé qu'une fois, dans un cas tout spécial. Une loi du Parlement fédéral de 1873 donnait pouvoir à une commission quelconque du Sénat ou de la Chambre des Communes de faire prêter serment aux témoins appelés à déposer devant elle, si elle y était autorisée par une résolution. "Les opinions se partagèrent sur la question de compétence du Parlement d'accorder ce pouvoir. Les fonctionnaires du Ministère de la Justice du Royaume-Uni décidèrent que cette loi était *ultra vires* et elle fut désavouée pour cette raison, mais non pour des considérations politiques."—Borden, *Canadian Constitutional Studies*, p. 65.

du Gouvernement fédéral, ayant à se prononcer sur le désaveu d'une loi de l'Ontario concernant la Commission Hydroélectrique, exprima son avis sous la forme suivante:—

> "Dans l'opinion du soussigné, un abus de pouvoir, même s'il consacre une confiscation de propriété, ou l'exercice maladroit ou inopportun de ce pouvoir, peut être réprimé par les tribunaux ordinaires, tout aussi bien que par le Gouvernement de Votre Excellence et, dans ce cas, le remède est un appel à l'électorat."

Pouvoirs des législatures provinciales.—L'art. 92 de l'Acte confère à la législature de chaque province le droit exclusif de légiférer sur les matières suivantes: amendement de la constitution de la province, sauf les dispositions relatives à la charge de lieutenant-gouverneur; taxation directe dans les limites de la province; emprunts de deniers sur le crédit de la province; création et tenure des charges provinciales, et nomination et paiement des officiers provinciaux; administration et vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent; établissement, entretien et administration des prisons publiques et des maisons de correction dans la province; établissement, entretien et administration des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité dans la province, autres que les hôpitaux de marine; institutions municipales dans la province; licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux ou municipaux; travaux et entreprises d'une nature locale autres que lignes interprovinciales ou internationales de navires, chemins de fer, canaux, télégraphes, etc., ou travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la province, sont déclarés par le parlement du Canada être pour l'avantage général du Canada, ou pour l'avantage de deux, ou d'un plus grand nombre de, provinces; incorporation de compagnies pour des objets provinciaux; célébration du mariage dans la province; propriété et droits civils dans la province; administration de la justice dans la province, y compris la création, le maintien et l'organisation de tribunaux de justice pour la province, ayant juridiction civile et criminelle, y compris la procédure en matières civiles dans ces tribunaux; infliction de punitions par voie d'amende, pénalité, ou emprisonnement, dans le but de faire exécuter toute loi de la province relativement à l'un des sujets précités; généralement toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province.

Le Parlement fédéral et les législatures provinciales ont assumé des pouvoirs concurrents concernant l'agriculture et l'immigration, mais les lois fédérales relatives à ces matières l'emportent sur les lois provinciales. L'éducation relève de l'autorité exclusive des législatures provinciales, sujette à certaines sauvegardes pour les droits des minorités religieuses. (Art. 93.)

Gouvernement municipal.—En vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, les municipalités sont les créations des gouvernements provinciaux. Les fondements de leur organisation et leurs pouvoirs diffèrent, mais presque partout ils ont fait naître des pouvoirs très considérables d'autonomie locale.

Une importante législation contribuant à la croissance du gouvernement local responsable vint en vigueur au cours des années qui ont précédé et suivi la Confédération. En 1849, la loi municipale fut adoptée en Ontario. Cette loi a été appelée la grande charte des institutions municipales, non seulement pour l'Ontario, mais pour les provinces nouvelles qui s'inspirèrent principalement de l'Ontario. Ses principales caractéristiques se retracent clairement dans le système municipal d'aujourd'hui. Avant la Confédération, les gouvernements locaux des comtés et townships de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick étaient confiés à la magistrature,

corps nommé, demeurant en fonctions à vie et non responsable envers l'électorat. L'incorporation municipale obligatoire en ces provinces, en 1875 et 1877 respectivement, contribua beaucoup à développer l'administration locale responsable. Le premier stage de croissance des institutions municipales au Manitoba fut l'adoption, en 1871, de la loi de l'impôt de comté et la loi de l'impôt de la paroisse, réglementant la finance administrative locale. En 1884, le Conseil du Nord-Ouest jeta les fondements du système scolaire et municipal du territoire dans les districts constitués plus tard par les provinces de Saskatchewan et d'Alberta.

Système judiciaire.—Le pouvoir judiciaire administre la justice et interprète la loi établie par le Parlement et appliquée par le corps exécutif. D'après l'Acte (Art. 92, par. 14), la législature d'une province a le droit exclusif de légiférer sur "l'administration de la justice dans la province, y compris la création, l'entretien et l'organisation de tribunaux de justice pour la province, ayant juridiction civile et criminelle, y compris la procédure en matières civiles dans ces tribunaux". Dans l'art. 91 de l'Acte, il est stipulé que "la loi criminelle, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle" est un sujet de la compétence législative exclusive du Parlement fédéral.

La nomination des juges, leurs traitements et leurs pensions font l'objet des art. 96–101. Les juges (excepté dans les cours de vérification du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse) sont nommés par le Gouvernement fédéral et choisis parmi les membres des barreaux respectifs des provinces; ils restent en charge durant bonne conduite, pouvant être démis de leurs fonctions par le Gouverneur Général sur une adresse du Sénat et de la Chambre des Communes. Leurs salaires sont fixés et payés par le Parlement.

En vertu des dispositions de l'art. 101, autorisant le Parlement à établir une cour d'appel générale, le Parlement fédéral a adopté, en 1875, une loi pour établir une Cour Suprême et une Cour de l'Echiquier pour le Dominion (38 Vict., c. 11). En 1877, toutefois, ces cours furent séparées et la Cour de l'Echiquier du Canada, composée d'un juge, d'un registraire et d'autres fonctionnaires nécessaires, fut établie. Un autre juge fut ajouté à cette cour en 1912.

La Cour Suprême du Canada a juridiction d'appel sur toutes les cours des provinces, et des questions peuvent lui être soumises par le Gouverneur Général en Conseil. Elle a également juridiction dans les procès qui peuvent surgir entre les provinces et dans les cas de conflit entre les provinces et le Dominion. Ses arrêts, dans les causes criminelles, sont rendus en dernier ressort; mais dans les procès civils, sujets à certaines restrictions, ils sont susceptibles d'appel devant le Comité Judiciaire du Conseil Privé d'Angleterre, lequel peut également ouïr les appels, directement portés devant lui, des décisions des cours d'appel provinciales. En matière d'interprétation de la constitution et de la délimitation des pouvoirs respectifs du Parlement fédéral et des législatures provinciales, les décisions de la Cour Suprême et du Comité Judiciaire du Conseil Privé sont souveraines.

Finances.—Au nombre des dispositions les plus importantes de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, on peut placer celles qui ont trait à l'appropriation de deniers publics et la levée d'impôts pour fins fédérales. La Chambre des Communes a seule le droit de faire des propositions de dépenses, de limiter les crédits et d'en préciser l'usage; cependant, la Chambre des Communes ne peut (art. 54) adopter ou passer un vote, bill, résolution ou adresse pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public à un objet qui n'aura pas, au préalable, été recommandé à la Chambre par un message du Gouverneur Général en Conseil durant la session au cours de laquelle ce vote ou bill est proposé. Cette règle est d'impor-

tance capitale; elle a pour but l'économie des deniers publics, car elle élimine la possibilité d'une entente entre députés pour obtenir que des dépenses soient faites dans leur circonscription; elle laisse à l'autorité exécutive l'initiative de toute législation requérant la dépense de deniers publics. La même règle s'applique également aux législatures provinciales.

En vertu de la partie VIII de l'Acte, les revenus qui entraient auparavant dans les trésors des provinces se sont trouvés transférés au Dominion, notamment les droits de douane. Les travaux publics, les fonds en caisse et les autres biens des provinces, sauf les terres, les mines, les minéraux et les droits régaliens, devinrent aussi propriété fédérale. Par contre, le Dominion assuma le paiement des dettes des provinces. Puisque les douanes, principale source de revenus des provinces, étaient absorbées par le trésor fédéral, le Dominion s'engagea à verser aux provinces des subventions annuelles pour soutenir leur gouvernement et leur législature. Ces subventions ont été augmentées à diverses reprises.

Dispositions diverses.—Parmi les dispositions diverses groupées dans la partie IX de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord se trouvent des articles stipulant le maintien des lois des provinces, alors en vigueur, jusqu'à leur révocation; le transfert au service du Dominion des fonctionnaires existants et la nomination de nouveaux fonctionnaires. Le Parlement du Canada a aussi les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des obligations internationales du Canada, découlant des traités passés par l'Empire Britannique avec les pays étrangers.

Aux termes de l'art. 133, la langue anglaise ou la langue française peuvent être indifféremment employées dans les débats du Parlement ou de la Législature de Québec, toutes les lois émanant de ces corps législatifs devant être imprimées dans les deux langues. Ces deux langues peuvent être également employées par tous les citoyens, dans tous les tribunaux canadiens établis en vertu de cet Acte et dans les cours de la province de Québec.

APPENDICE À LA SECTION I

Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867

La constitution originale écrite du Dominion est l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867. Depuis la promulgation originale plusieurs actes impériaux et canadiens ont été adoptés, modifiant ou amendant les stipulations de la première législation; les plus importantes de celles-ci sont imprimées en entier dans *Actes de l'Amérique Britannique du Nord et amendements*, 1867–1927, que l'on peut obtenir de l'Imprimeur du Roi, Ottawa, au prix de 50 cents l'exemplaire. Cette publication renferme également le texte des Résolutions de Québec, 1864, et des Résolutions de Londres, 1866.

Le texte de l'Acte, présenté ci-dessous, est imprimé en caractère romain; les notes concernant les modifications importantes ou les amendements sont en italique. On n'a pas visé à la précision légale puisque l'espace est limité; le principal objet est de renseigner le lecteur sur les changements qui se sont produits et de lui indiquer la source où il pourra les étudier.

Tous les changements indiqués en italique sont contenus dans la publication mentionnée ci-dessus, à l'exception de l'Acte du Territoire du Yukon de 1898.

Les première et seconde cédules de l'Acte, relatives aux districts électoraux de l'Ontario et du Québec, ont été omises puisque les lois subséquentes sur la redistribution ne leur donnent qu'une valeur historique.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD, 1867.

30 VICTORIA, CHAPITRE 3.

Acte concernant l'Union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent.

[*29 mars 1867.*]

Considérant que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont exprimé le désir de contracter une Union Fédérale pour ne former qu'une seule et même Puissance (Dominion) sous la couronne du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, avec une constitution reposant sur les mêmes principes que celle du Royaume-Uni:

Considérant de plus qu'une telle union aurait l'effet de développer la prospérité des provinces et de favoriser les intérêts de l'Empire Britannique:

Considérant de plus qu'il est opportun, concurremment avec l'établissement de l'union par autorité du parlement, non seulement de décréter la constitution du pouvoir législatif de la Puissance, mais aussi de définir la nature de son gouvernement exécutif:

Considérant de plus qu'il est nécessaire de pourvoir à l'admission éventuelle d'autres parties de l'Amérique Britannique du Nord dans l'union:

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement des Lords Spirituels et Temporels et des Communes, en ce présent parlement assemblés, et par leur autorité, décrète et déclare ce qui suit:

I. Préliminaires

Titre abrégé.

1. Le présent acte pourra être cité sous le titre: "L'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867".

Application des dispositions relatives à la Reine.

2. Les dispositions du présent acte relatives à Sa Majesté la Reine s'appliquent également aux héritiers et successeurs de Sa Majesté, Rois et Reines du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

II. Union

Etablissement de l'union.

3. Il sera loisible à la Reine, de l'avis du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, de déclarer par proclamation qu'à compter du jour y désigné, —mais pas plus tard que six mois après la passation du présent acte,—les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ne formeront qu'une seule et même Puissance sous le nom de Canada; et dès ce jour, ces trois provinces ne formeront, en conséquence, qu'une seule et même Puissance sous ce nom.

Interprétation des dispositions subséquentes de l'acte.

4. Les dispositions subséquentes du présent acte, à moins que le contraire n'y apparaisse explicitement ou implicitement, prendront leur pleine vigueur dès que l'union sera effectuée, c'est-à-dire le jour à compter duquel, aux termes de la proclamation de la Reine, l'union sera déclarée un fait accompli; dans les mêmes dispositions, à moins que le contraire n'y apparaisse explicitement ou implicitement, le nom de Canada signifiera le Canada tel que constitué sous le présent acte.

Quatre provinces.

5. Le Canada sera divisé en quatre provinces, dénommées: Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick.

Pour détails sur l'entrée des autres provinces dans la Confédération, voir les notes à la suite de l'art. 146.

Provinces d'Ontario et Québec.

6. Les parties de la province du Canada (telle qu'existant à la passation du présent acte) qui constituaient autrefois les provinces respectives du Haut et du Bas-Canada, seront censées séparées et formeront deux provinces distinctes. La partie qui constituait autrefois la province du Haut-Canada formera la province d'Ontario; et la partie qui constituait la province du Bas-Canada formera la province de Québec.

Provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

7. Les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick auront les mêmes délimitations qui leur étaient assignées à l'époque de la passation du présent acte.

Recensement décennal.

8. Dans le recensement général de la population du Canada qui, en vertu du présent acte, devra se faire en mil huit cent soixante et onze, et tous les dix ans ensuite, il sera fait une énumération distincte des populations respectives des quatre provinces.

III. Pouvoir Exécutif

La Reine est investie du pouvoir exécutif.

9. A la Reine continueront d'être et sont par le présent attribués le gouvernement et le pouvoir exécutifs du Canada.

Application des dispositions relatives au gouverneur-général.

10. Les dispositions du présent acte relatives au gouverneur général s'étendent et s'appliquent au gouverneur-général du Canada, ou à tout autre Chef Exécutif ou Administrateur pour le temps d'alors, administrant le gouvernement du Canada au nom de la Reine, quel que soit le titre sous lequel il puisse être désigné.

Constitution du conseil privé.

11. Il y aura, pour aider et aviser, dans l'administration du gouvernement du Canada, un conseil dénommé le Conseil Privé de la Reine pour le Canada; les personnes qui formeront partie de ce conseil seront, de temps à autre, choisies et mandées par le Gouverneur-Général et assermentées comme Conseillers Privés; les membres de ce conseil pourront, de temps à autre, être révoqués par le gouverneur-général.

Pouvoirs conférés au gouverneur-général, en conseil ou seul.

12. Tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui,—par aucun acte du parlement de la Grande-Bretagne, ou du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la législature du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, lors de l'union,—sont conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces ou peuvent être par eux exercés, de l'avis ou de l'avis et du consentement des conseils exécutifs de ces provinces, ou avec la coopération de ces conseils, ou d'aucun nombre de membres de ces conseils, ou par ces gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs individuellement, seront,—en tant qu'ils continueront d'exister et qu'ils pourront être exercés, après l'union, relativement au gouvernement du Canada,—conférés au gouverneur-général et pourront être par lui exercés, de l'avis ou de l'avis et du consentement ou avec la coopération du Conseil Privé de la Reine pour le Canada ou d'aucun de ses membres, ou par le gouverneur-général individuellement, selon le cas; mais ils pourront, néanmoins (sauf ceux existant en vertu d'actes de la Grande-Bretagne ou du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués ou modifiés par le parlement du Canada.

Application des dispositions relatives au gouverneur-général en conseil.

13. Les dispositions du présent acte relatives au gouverneur-général en conseil seront interprétées de manière à s'appliquer au gouverneur-général agissant de l'avis du Conseil Privé de la Reine pour le Canada.

Le gouverneur-général autorisé à s'adjoindre des députés.

14. Il sera loisible à la Reine, si Sa Majesté le juge à propos, d'autoriser le gouverneur-général à nommer, de temps à autre, une ou plusieurs personnes, conjointement ou séparément, pour agir comme son ou ses députés dans aucune partie ou parties du Canada, pour, en cette capacité, exercer, durant le plaisir du gouverneur-général, les pouvoirs, attributions et fonctions du gouverneur-général, que le gouverneur-général jugera à propos ou nécessaire de lui ou leur assigner, sujet aux restrictions ou instructions formulées ou communiquées par la Reine; mais la nomination de tel député ou députés ne pourra empêcher le gouverneur-général lui-même d'exercer les pouvoirs, attributions ou fonctions qui lui sont conférées.

Commandement des armées.

15. A la Reine continuera d'être et est par le présent attribué le commandement en chef des milices de terre et de mer et de toutes les forces militaires et navales en Canada.

Siège du gouvernement du Canada.

16. Jusqu'à ce qu'il plaise à la Reine en ordonner autrement, Ottawa sera le siège du gouvernement du Canada.

IV. Pouvoir Législatif

Constitution du parlement du Canada.

17. Il y aura, pour le Canada, un parlement qui sera composé de la Reine, d'une chambre haute appelée le Sénat, et de la Chambre des Communes.

Privilèges, etc., des chambres.

18. Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat, la Chambre des Communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par acte du parlement du Canada; ils ne devront cependant jamais excéder ceux possédés et exercés, lors de la passation du présent acte, par la chambre des communes du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette chambre.

L'acte du Parlement du Canada, 1875 (38-39 Vict., c. 38) abroge l'art. 18 de l'acte original de l'Amérique Britannique du Nord et lui substitue le suivant:—

"Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat et la Chambre des Communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par acte du Parlement du Canada; mais de manière à ce qu'aucun acte du Parlement du Canada définissant tels privilèges, immunités et pouvoirs ne donnera aucuns privilèges, immunités ou pouvoirs excédant ceux qui, lors de la passation du présent acte, sont possédés et exercés par la Chambre des Communes du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette Chambre."

Elle confirme également l'acte (canadien) pour faire prêter serment à des témoins en certains cas pour les fins des deux Chambres du Parlement (31-32 Vict., c. 24).

Première session du Parlement.

19. Le parlement du Canada sera convoqué dans un délai de pas plus de six mois après l'union.

Session annuelle du parlement.

20. Il y aura une session du parlement du Canada une fois au moins chaque année, de manière qu'il ne s'écoule pas un intervalle de douze mois entre la dernière séance d'une session du parlement et sa première séance dans la session suivante.

Le Sénat

Nombre de sénateurs.

21. Sujet aux dispositions du présent acte, le Sénat se composera de soixante-et-douze membres, qui seront appelés sénateurs.

Représentation des provinces au Sénat.

22. En ce qui concerne la composition du Sénat, le Canada sera censé comprendre trois divisions:

1. Ontario;
2. Québec;
3. Les Provinces Maritimes, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick.

Ces trois divisions seront, sujettes aux dispositions du présent acte, également représentées dans le Sénat, comme suit: Ontario par vingt-quatre sénateurs; Québec par vingt-quatre sénateurs; et les Provinces Maritimes par vingt-quatre sénateurs, douze desquels représenteront la Nouvelle-Ecosse, et douze le Nouveau-Brunswick.

En ce qui concerne la province de Québec, chacun des vingt-quatre sénateurs la représentant, sera nommé pour l'un des vingt-quatre collèges électoraux du Bas-Canada énumérés dans la cédule A, annexée au chapitre premier des statuts refondus du Canada.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1915 (5-6 Geo. V, c. 45) stipule 4 divisions au lieu de 3, la nouvelle division devant comprendre le Manitoba, la Colombie Britannique, la Saskatchewan et l'Alberta. Le nombre de sénateurs, d'après l'art. 21, est augmenté de 72 à 96.

Qualités exigées des sénateurs.

23. Les qualifications d'un sénateur seront comme suit:—

(1) Il devra être âgé de trente ans révolus;
(2) Il devra être sujet-né de la Reine, ou sujet de la Reine naturalisé par acte du parlement de la Grande-Bretagne, ou du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la législature de l'une des provinces du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la Nouvelle-Ecosse, ou du Nouveau-Brunswick, avant l'union, ou du parlement du Canada, après l'union;
(3) Il devra posséder, pour son propre usage et bénéfice, comme propriétaire en droit ou en équité, des terres ou tenements tenus en franc et commun socage,—ou être en bonne saisine ou possession, pour son propre usage et bénéfice, de terres ou tenements tenus en franc-alleu ou en roture dans la province pour laquelle il est nommé, de la valeur de quatre mille piastres en sus de toutes rentes, dettes, charges, hypothèques et redevances, qui peuvent être attachées, dues et payables sur ces immeubles ou auxquelles ils peuvent être affectés;
(4) Ses propriétés mobilières et immobilières devront valoir, somme toute, quatre mille piastres, en sus de toutes ses dettes et obligations;
(5) Il devra être domicilié dans la province pour laquelle il est nommé;
(6) En ce qui concerne la province de Québec, il devra être domicilié ou posséder sa qualification foncière dans le collège électoral dont la représentation lui est assignée.

Nomination des sénateurs.

24. Le gouverneur-général mandera de temps à autre au Sénat, au nom de la Reine et par instrument sous le grand sceau du Canada, des personnes ayant les qualifications voulues; et, sujettes aux dispositions du présent acte, les personnes ainsi mandées deviendront et seront membres du Sénat et sénateurs.

Nomination des premiers sénateurs.

25. Les premières personnes appelées au Sénat seront celles que la Reine, par mandat sous le seing manuel de Sa Majesté, jugera à propos de désigner, et leurs noms seront insérés dans la proclamation de la Reine décrétant l'union.

Nombre de sénateurs augmenté en certains cas.

26 Si en aucun temps, sur la recommandation du gouverneur-général, la Reine juge à propos d'ordonner que trois ou six membres soient ajoutés au Sénat, le gouverneur-général pourra, par mandat adressé à trois ou six personnes (selon le cas) ayant les qualifications voulues, représentant également les trois divisions du Canada, les ajouter au Sénat.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1915 (5-6 Geo. V, c. 45) augmente le nombre de 3 ou 6 à 4 ou 8, alloue 6 sénateurs à Terre-Neuve advenant son entrée dans la Confédération et augmente à 110 le nombre maximum possible de sénateurs.

Réduction du Sénat au nombre régulier.

27. Dans le cas où le nombre des sénateurs serait ainsi en aucun temps augmenté, le gouverneur-général ne mandera aucune personne au Sénat, sauf sur pareil ordre de la Reine donné à la suite de la même recommandation, tant que la représentation de chacune des trois divisions du Canada ne sera pas revenue au nombre fixe de vingt-quatre sénateurs.

Maximum du nombre des sénateurs.

28. Le nombre des sénateurs de devra en aucun temps excéder soixante-dix-huit.

Sénateurs nommés à vie.

29. Sujet aux dispositions du présent acte, le sénateur occupera sa charge dans le Sénat, à vie.

Les sénateurs peuvent se démettre de leurs fonctions.

30. Un sénateur pourra, par écrit revêtu de son seing et adressé au gouverneur-général, se démettre de ses fonctions au Sénat, après quoi son siège deviendra vacant.

Cas dans lesquels les sièges des sénateurs deviendront vacants.

31. Le siège d'un sénateur deviendra vacant dans chacun des cas suivants:

(1) Si, durant deux sessions consécutives du parlement, il manque d'assister aux séances du Sénat;

(2) S'il prête un serment, ou souscrit une déclaration ou reconnaissance d'allégeance, obéissance ou attachement à une puissance étrangère, ou s'il accomplit un acte qui le rend sujet ou citoyen, ou lui confère les droits et les privilèges d'un sujet ou citoyen d'une puissance étrangère;

(3) S'il est déclaré en état de banqueroute ou de faillite, ou s'il a recours au bénéfice d'aucune loi concernant les faillis, ou s'il se rend coupable de concussion;

(4) S'il est atteint de trahison ou convaincu de félonie, ou d'aucun crime infamant;

(5) S'il cesse de posséder la qualification reposant sur la propriété ou le domicile; mais un sénateur ne sera pas réputé avoir perdu la qualification reposant sur le domicile par le seul fait de sa résidence au siège du gouvernement du Canada pendant qu'il occupe sous ce gouvernement une charge qui y exige sa présence.

Nomination en cas de vacance.

32. Quand un siège deviendra vacant au Sénat par démission, décès ou toute autre cause, le gouverneur-général remplira la vacance en adressant un mandat à quelque personne capable et ayant les qualifications voulues.

Questions quant aux qualifications et vacances, etc.

33. S'il s'élève quelque question au sujet des qualifications d'un sénateur ou d'une vacance dans le Sénat, cette question sera entendue et décidée par le Sénat.

Orateur du Sénat.

34. Le gouverneur-général pourra, de temps à autre, par instrument sous le grand sceau du Canada, nommer un sénateur comme orateur du Sénat, et le révoquer et en nommer un autre à sa place.

Quorum du Sénat.

35. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, la présence d'au moins quinze sénateurs, y compris l'orateur, sera nécessaire pour constituer une assemblée du Sénat dans l'exercice de ses fonctions.

Votation dans le Sénat.

36. Les questions soulevées dans le Sénat seront décidées à la majorité des voix, et dans tous les cas, l'orateur aura voix délibérative; quand les voix seront également partagées, la décision sera considérée comme rendue dans la négative.

La Chambre des Communes

Constitution de la Chambre des Communes.

37. La Chambre des Communes sera, sujette aux dispositions du présent acte, composée de cent quatre-vingt-un membres, dont quatre-vingt-deux représenteront Ontario, soixante-et-cinq Québec, dix-neuf la Nouvelle-Ecosse et quinze le Nouveau-Brunswick.

Convocation de la Chambre des Communes.

38. Le gouverneur-général convoquera, de temps à autre, la Chambre des Communes au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau du Canada.

Exclusion des sénateurs de la Chambre des Communes.

39. Un sénateur ne pourra ni être élu, ni siéger, ni voter comme membre de la Chambre des Communes.

Districts électoraux des quatre provinces.

40. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, les provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick seront,—en ce qui concerne l'élection des membres de la Chambre des Communes,—divisées en districts électoraux comme suit:

1. ONTARIO

La province d'Ontario sera partagée en comtés, divisions de comtés *(Ridings)*, cités, parties de cités et villes tels qu'énumérés dans la première cédule annexée au présent acte; chacune de ces divisions formera un district électoral, et chaque district désigné dans cette cédule aura droit d'élire un membre.

2. QUÉBEC

La province de Québec sera partagée en soixante-cinq districts électoraux, comprenant les soixante-cinq divisions électorales en lesquelles le Bas-Canada est actuellement divisé en vertu du chapitre deuxième des Statuts Refondus du Canada, du chapitre soixante-quinze des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et de l'acte de la province du Canada de la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté la Reine, chapitre premier, ou de tout autre acte les amendant et en force à l'époque de l'union, de telle manière que chaque division électorale constitue, pour les fins du présent acte, un district électoral ayant droit d'élire un membre.

3. NOUVELLE-ECOSSE

Chacun des dix-huit comtés de la Nouvelle-Ecosse formera un district électoral. Le comté d'Halifax aura droit d'élire deux membres, et chacun des autres comtés, un membre.

4. NOUVEAU-BRUNSWICK

Chacun des quatorze comtés dont se compose le Nouveau-Brunswick, y compris la cité et le comté de St. Jean, formera un district électoral. La cité de St-Jean constituera également un district électoral par elle-même. Chacun de ces quinze districts électoraux aura droit d'élire un membre.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1886 (49-50 Vict., c. 35) prévoit la représentation au Sénat et à la Chambre des Communes des territoires non compris dans une province.

Continuation des lois actuelles d'élection.

41. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—toutes les lois en force dans les diverses provinces, à l'époque de l'union, concernant les questions suivantes ou aucune d'elles, savoir:—l'éligibilité ou l'inégibilité des candidats ou des membres de la chambre d'assemblée ou assemblée législative dans les diverses provinces,—les votants aux élections de ces membres,—les serments exigés des votants,—les officiers-rapporteurs, leurs pouvoirs et leurs devoirs,—le mode de procéder aux élections,—le temps que celles-ci peuvent durer,—la décision des élections contestées et les procédures y incidentes,—les vacations des sièges en parlement et l'exécution de nouveaux brefs dans les cas de vacations occasionnées par d'autres causes que la dissolution,—s'appliqueront respectivement aux élections des membres envoyés à la Chambre des Communes par ces diverses provinces.

Mais, jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, à chaque élection d'un membre de la Chambre des Communes pour le district d'Algoma, outre les personnes ayant droit de vote en vertu de la loi de la province du Canada, tout sujet anglais du sexe masculin, âgé de vingt-et-un ans ou plus et tenant feu et lieu aura droit de vote.

Brefs pour la première élection.

42. Pour la première élection des membres de la Chambre des Communes, le gouverneur-général fera émettre les brefs par telle personne et selon telle forme qu'il jugera à propos et les fera adresser aux officiers-rapporteurs qu'il désignera.

La personne émettant les brefs, sous l'autorité du présent article, aura les mêmes pouvoirs que possédaient à l'époque de l'union, les officiers chargés d'émettre des brefs pour l'élection des membres de la Chambre d'Assemblée ou Assemblée Législative de la province du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick; et les officiers-rapporteurs auxquels ces brefs seront adressés en vertu du présent article, auront les mêmes pouvoirs que possédaient, à l'époque de l'union, les officiers chargés de rapporter les brefs pour l'élection des membres de la Chambre d'Assemblée ou Assemblée Législative respectivement.

Vacances accidentelles.

43. Survenant une vacance dans la représentation d'un district électoral à la Chambre des Communes, antérieurement à la réunion du parlement, ou subséquemment à la réunion du parlement, mais avant que le parlement ait statué à cet égard, les dispositions de l'article précédent du présent acte s'étendront et s'appliqueront à l'émission et au rapport du bref relativement au district dont la représentation est ainsi vacante.

Orateur de la Chambre des Communes.

44. La Chambre des Communes, à sa première réunion après une élection générale, procédera, avec toute la diligence possible, à l'élection de l'un de ses membres comme orateur.

Quand la charge d'orateur deviendra vacante.

45. Survenant une vacance dans la charge d'orateur, par décès, démission ou autre cause, la Chambre des Communes procédera, avec toute la diligence possible, à l'élection d'un autre de ses membres comme orateur.

L'orateur exerce la présidence.

46. L'orateur présidera à toutes les séances de la Chambre des Communes.

Pourvu au cas de l'absence de l'orateur.

47. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—si l'orateur, pour une raison quelconque, quitte le fauteuil de la Chambre des Communes pendant quarante-huit heures consécutives, la chambre pourra élire un autre de ses membres pour agir comme orateur; le membre ainsi élu aura et exercera, durant l'absence de l'orateur, tous les pouvoirs, privilèges et attributions de ce dernier.

Quorum de la Chambre des Communes.

48. La présence d'au moins vingt membres de la Chambre des Communes sera nécessaire pour constituer une assemblée de la chambre dans l'exercice de ses pouvoirs; à cette fin, l'orateur sera compté comme un membre.

Votation dans la Chambre des Communes.

49. Les questions soulevées dans la Chambre des Communes seront décidées à la majorité des voix, sauf celle de l'orateur, mais lorsque les voix seront également partagées,—et en ce cas seulement,—l'orateur pourra voter.

Durée de la Chambre des Communes.

50. La durée de la Chambre des Communes ne sera que de cinq ans, à compter du jour du rapport des brefs d'élection, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute par le gouverneur-général.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1916 (6-7 Geo. V, c. 19) proroge le terme du douzième Parlement comme mesure de temps de guerre.

Répartition décennale de la représentation.

51. Immédiatement après le recensement de mil-huit cent soixante-et-onze, et après chaque autre recensement décennal, la représentation des quatre provinces sera répartie de nouveau par telle autorité, de telle manière et à dater de telle époque que pourra, de temps à autre, prescrire le parlement du Canada, d'après les règles suivantes:

(1) Québec aura le nombre fixe de soixante-cinq représentants;

(2) Il sera assigné à chacune des autres provinces un nombre de représentants proportionné au chiffre de sa population (constaté par tel recensement) comme le nombre soixante-cinq le sera au chiffre de la population de Québec (ainsi constaté);

(3) En supputant le nombre des représentants d'une province, il ne sera pas tenu compte d'une fraction n'excédant pas la moitié du nombre total nécessaire pour donner à la province droit à un représentant; mais toute fraction excédant la moitié de ce nombre équivaudra au nombre entier;

(4) Lors de chaque nouvelle répartition, nulle déduction n'aura lieu dans le nombre des représentants d'une province, à moins qu'il ne soit constaté par le dernier recensement que le chiffre de la population totale du Canada à l'époque de la dernière répartition du nombre des représentants de la province, n'ait décru dans la proportion d'un vingtième ou plus;

(5) Les nouvelles répartitions n'auront d'effet qu'à compter de l'expiration du parlement alors existant.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1915 (5-6 Geo. V, c. 45) ajoute le nouvel article suivant:—

"**51A.** *Nonobstant quoi que ce soit en la présente loi, une province doit toujours avoir droit à un nombre de membres dans la Chambre des Communes non inférieur au nombre de sénateurs représentant cette province.*"

Augmentation du nombre des membres de la Chambre des Communes.

52. Le nombre des membres de la Chambre des Communes pourra de temps à autre être augmenté par le parlement du Canada, pourvu que la proportion établie par le présent acte dans la représentation des provinces reste intacte.

Législation financière; sanction royale

Bills pour lever des crédits et des impôts.

53. Tout bill ayant pour but l'appropriation d'une portion quelconque du revenu public, ou la création de taxes ou d'impôts, devra originer dans la Chambre des Communes.

Recommandation des crédits.

54. Il ne sera pas loisible à la Chambre des Communes d'adopter aucune résolution, adresse ou bill pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt, à un objet qui n'aura pas, au préalable, été recommandé à la chambre par un message du gouverneur-général durant la session pendant laquelle telle résolution, adresse ou bill est proposé.

Sanction royale aux bills, etc.

55. Lorsqu'un bill voté par les chambres du parlement sera présenté au gouverneur-général pour la sanction de la Reine, le gouverneur-général devra déclarer à sa discrétion, mais sujet aux dispositions du présent acte et aux instructions de Sa Majesté, ou qu'il le sanctionne au nom de la Reine, ou qu'il refuse cette sanction, ou qu'il réserve le bill pour la signification du bon plaisir de la Reine.

Désaveu par ordonnance rendue en conseil, des actes sanctionnés par le gouverneur-général.

56. Lorsque le gouverneur-général aura donné sa sanction à un bill au nom de la Reine, il devra, à la première occasion favorable, transmettre une copie authentique de l'acte à l'un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté; si la Reine en conseil, dans les deux ans après que le secrétaire d'Etat l'aura reçu, juge à propos de le désavouer, ce désaveu,—accompagné d'un certificat du secrétaire d'Etat, constatant le jour où il aura reçu l'acte—étant signifié par le gouverneur-général, par discours ou message, à chacune des chambres du parlement, ou par proclamation, annulera l'acte à compter du jour de telle signification.

Signification du bon plaisir de la Reine quant aux bills réservés.

57. Un bill réservé à la signification du bon plaisir de la Reine n'aura ni force ni effet avant et à moins que dans les deux ans à compter du jour où il aura été présenté au gouverneur-général pour recevoir la sanction de la Reine, ce dernier ne signifie, par discours ou message, à chacune des deux chambres du parlement, ou par proclamation, qu'il a reçu la sanction de la Reine en conseil.

Ces discours, messages ou proclamations, seront consignés dans les journaux de chaque chambre, et un double dûment certifié en sera délivré à l'officier qu'il appartient pour qu'il le dépose parmi les archives du Canada.

V.—Constitutions Provinciales

Pouvoir exécutif

Lieutenants-gouverneurs des provinces.

58. Il y aura, pour chaque province, un officier appelé lieutenant-gouverneur, lequel sera nommé par le gouverneur-général en conseil par instrument sous le grand sceau du Canada.

Durée des *fonctions* des lieutenants-gouverneurs.

59. Le lieutenant-gouverneur restera en charge durant le bon plaisir du gouverneur-général; mais tout lieutenant-gouverneur nommé après le commencement de la première session du parlement du Canada, ne pourra être révoqué dans le cours des cinq ans qui suivront sa nomination, à moins qu'il n'y ait cause; et cette cause devra lui être communiquée par écrit dans le cours d'un mois après qu'aura été rendu l'ordre décrétant sa révocation, et l'être aussi par message au Sénat et à la Chambre des Communes dans le cours d'une semaine après cette révocation si le parlement est alors en session, sinon, dans le délai d'une semaine après le commencement de la session suivante du parlement.

Salaires des lieutenants-gouverneurs.

60. Les salaires des lieutenants-gouverneurs seront fixés et payés par le Parlement du Canada.

Serments, etc. du lieutenant-gouverneur.

61. Chaque lieutenant-gouverneur, avant d'entrer dans l'exercice de ses *fonctions*, prêtera et souscrira devant le gouverneur-général ou quelque personne à ce par lui autorisée, les serments d'allégeance et d'office prêtés par le gouverneur-général.

Application des dispositions relativement au lieutenant-gouverneur.

62. Les dispositions du présent acte relatives au lieutenant-gouverneur s'étendent et s'appliquent au lieutenant-gouverneur de chaque province ou à tout autre chef exécutif ou administrateur pour le temps d'alors administrant le gouvernement de la province, quel que soit le titre sous lequel il est désigné.

Conseils exécutifs d'Ontario et Québec.

63. Le conseil exécutif d'Ontario et de Québec se composera des personnes que le lieutenant-gouverneur jugera, de temps à autre, à propos de nommer, et en premier lieu, des officiers suivants, savoir: le procureur-général, le secrétaire et régistraire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, et le commissaire d'agriculture et des travaux publics, et—dans la province de Québec—l'orateur du conseil législatif, et le solliciteur général.

Gouvernement exécutif de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

64. La constitution de l'autorité exécutive dans chacune des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse continuera, sujette aux dispositions du présent acte, d'être celle en existence lors de l'union, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée sous l'autorité du présent acte.

Pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur d'Ontario ou Québec, en conseil ou seul.

65. Tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui—par aucun acte du parlement de la Grande-Bretagne, ou du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la législature du Haut-Canada, du Bas-Canada ou du Canada, avant ou lors de l'union—étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces ou pouvaient être par eux exercés, de l'avis, ou de l'avis et du consentement des conseils exécutifs respectifs de ces provinces, ou avec la coopération de ces conseils ou d'aucun nombre de membres de ces conseils, ou par ces gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs individuellement, seront—en tant qu'ils pourront être exercés après l'union, relativement au gouvernement d'Ontario et Québec respectivement—conférés au lieutenant-gouverneur d'Ontario et Québec, respectivement, et pourront être par lui exercés, de l'avis ou de l'avis et du consentement ou avec la coopération des conseils exécutifs respectifs ou d'aucun de leurs membres, ou par le lieutenant-gouverneur individuellement, selon le cas; mais ils pourront, néanmoins (sauf ceux existant en vertu d'actes de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués ou modifiés par les législatures respectives d'Ontario et Québec.

Application des dispositions relatives aux lieutenants-gouverneurs en conseil.

66. Les dispositions du présent acte relatives au lieutenant-gouverneur en conseil seront interprétées comme s'appliquant au lieutenant-gouverneur de la province agissant de l'avis de son conseil exécutif.

Administration en l'absence, etc., du lieutenant-gouverneur.

67. Le gouverneur-général en conseil pourra, au besoin, nommer un administrateur qui remplira les fonctions de lieutenant-gouverneur durant l'absence, la maladie ou autre incapacité de ce dernier.

Sièges des gouvernements provinciaux.

68. Jusqu'à ce que le gouvernement exécutif d'une province en ordonne autrement, relativement à telle province, les sièges du gouvernement des provinces seront comme suit, savoir: pour Ontario, la cité de Toronto; pour Québec, la cité de Québec; pour la Nouvelle-Ecosse, la cité d'Halifax; et pour le Nouveau-Brunswick, la cité de Frédéricton.

Pouvoir législatif

1. ONTARIO

Législature d'Ontario.

69. Il y aura, pour Ontario, une législature composée du lieutenant-gouverneur et d'une seule chambre appelée l'assemblée législative d'Ontario.

Districts électoraux.

70. L'assemblée législative d'Ontario sera composée de quatre-vingt-deux membres qui devront représenter les quatre-vingt-deux districts électoraux énumérés dans la première cédule annexée au présent acte.

2. QUÉBEC

Législature de Québec.

71. Il y aura, pour Québec, une législature composée du lieutenant-gouverneur et de deux chambres appelées le conseil législatif de Québec et l'assemblée législative de Québec.

Constitution du conseil législatif.

72. Le conseil législatif de Québec se composera de vingt-quatre membres, qui seront nommés par le lieutenant-gouverneur au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau de Québec, et devront, chacun, représenter l'un des vingt-quatre collèges électoraux du Bas-Canada mentionnés au présent acte; ils seront nommés à vie, à moins que la législature de Québec n'en ordonne autrement sous l'autorité du présent acte.

Qualités exigées des conseillers législatifs.

73. Les qualifications des conseillers législatifs de Québec seront les mêmes que celles des sénateurs pour Québec.

Cas dans lesquels les sièges des conseillers législatifs deviennent vacants.

74. La charge de conseiller législatif de Québec deviendra vacante dans les cas, *mutatis mutandis*, où celle de sénateur peut le devenir.

Vacances.

75. Survenant une vacance dans le conseil législatif de Québec, par démission, décès ou autre cause, le lieutenant-gouverneur, au nom de la Reine, nommera, par instrument sous le grand sceau de Québec, une personne capable et ayant les qualifications voulues pour la remplir.

Questions quant aux vacances, etc.

76. S'il s'élève quelque question au sujet des qualifications d'un conseiller législatif de Québec ou d'une vacance dans le conseil législatif de Québec, elle sera entendue et décidée par le conseil législatif.

Orateur du conseil législatif.

77. Le lieutenant-gouverneur pourra, de temps à autre, par instrument sous le grand sceau de Québec, nommer un membre du conseil législatif de Québec comme orateur de ce corps, et également le révoquer et en nommer un autre à sa place.

Quorum du conseil législatif.

78. Jusqu'à ce que la législature de Québec en ordonne autrement, la présence d'au moins dix membres du conseil législatif, y compris l'orateur, sera nécessaire pour constituer une assemblée du conseil dans l'exercice de ses fonctions.

Votation dans le conseil législatif de Québec.

79. Les questions soulevées dans le conseil législatif de Québec seront décidées à la majorité des voix, et, dans tous les cas, l'orateur aura voix délibérative; quand les voix seront également partagées, la décision sera considérée comme rendue dans la négative.

Constitution de l'assemblée législative de Québec.

80. L'assemblée législative de Québec se composera de soixante-cinq membres, qui seront élus pour représenter les soixante-cinq divisions ou districts électoraux du Bas-Canada, mentionnés au présent acte, sauf toute modification que pourra y apporter la législature de Québec; mais il ne pourra être présenté au lieutenant-gouverneur de Québec, pour qu'il le sanctionne, aucun bill à l'effet de modifier les délimitations des divisions ou districts électoraux énumérés dans la deuxième cédule annexée au présent acte, à moins qu'il n'ait été passé à ses deuxième et troisième lectures dans l'assemblée législative avec le concours de la majorité des membres représentant toutes ces divisions ou districts électoraux; et la sanction ne sera donnée à aucun bill de cette nature à moins qu'une adresse n'ait été présentée au lieutenant-gouverneur par l'assemblée législative déclarant que tel bill a été ainsi passé.

3. ONTARIO ET QUÉBEC

Première session des législatures.

81. Les législatures d'Ontario et de Québec, respectivement devront être convoquées dans le cours des six mois qui suivront l'union.

Convocation des assemblées législatives.

82. Le lieutenant-gouverneur d'Ontario et de Québec, devra de temps à autre, au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau de la province, convoquer l'assemblée législative de la province.

Restriction quant à l'élection des personnes ayant des emplois.

83. Jusqu'à ce que la législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,—quiconque acceptera ou occupera dans la province d'Ontario ou dans celle de Québec, une charge, commission ou emploi, d'une nature permanente ou temporaire, à la nomination du lieutenant-gouverneur, auquel sera attaché un salaire annuel ou quelque honoraire, allocation, émolument ou profit d'un genre ou montant quelconque payé par la province, ne sera pas éligible comme membre de l'assemblée législative de cette province, ni ne devra y siéger ou voter en cette qualité; mais rien de contenu au présent article ne rendra inéligible aucune personne qui sera membre du conseil exécutif de chaque province respective ou qui remplira quelqu'une des charges suivantes, savoir: celles de procureur-général, secrétaire et régistraire de la province, trésorier de la province, commissaire des terres de la couronne, et commissaire d'agriculture et des travaux publics, et,—dans la province de Québec, celle de solliciteur général,—ni ne la rendra inhabile à siéger ou à voter dans la chambre pour laquelle elle est élue, pourvu qu'elle soit élue pendant qu'elle occupera cette charge.

Continuation des lois actuelles d'élection.

84. Jusqu'à ce que les législatures respectives de Québec et Ontario, en ordonnent autrement,—toutes les lois en force dans ces provinces respectives, à l'époque de l'union, concernant les questions suivantes ou aucune d'elles, savoir: l'éligibilité ou l'inégibilité des candidats ou des membres de l'assemblée du Canada,—les qualifications et l'absence des qualifications requises des votants,—les serments exigés des votants,—les officiers-rapporteurs, leurs pouvoirs et leurs devoirs,—le mode de procéder aux élections,—le temps que celles-ci peuvent durer,—la décision des élections contestées et les procédures y incidentes,—les vacations des sièges en parlement, et l'émission et l'exécution de nouveaux brefs dans les cas de vacations occasionnées par d'autres causes que la dissolution,—s'appliqueront respectivement aux élections des membres élus pour les assemblées législatives d'Ontario et Québec respectivement.

Mais, jusqu'à ce que la législature d'Ontario en ordonne autrement, à chaque élection d'un membre de l'assemblée législative d'Ontario pour le district d'Algoma, outre les personnes ayant droit de vote en vertu de la loi de la province du Canada, tout sujet anglais du sexe masculin âgé de vingt et un ans ou plus, et tenant feu et lieu, aura droit de vote.

Durée des assemblées législatives.

85. La durée de l'assemblée législative d'Ontario et de l'assemblée législative de Québec ne sera que de quatre ans, à compter du jour du rapport des brefs d'élection, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute par le lieutenant-gouverneur de la province.

Session annuelle de la législature.

86. Il y aura une session de la législature d'Ontario et de celle de Québec, une fois au moins chaque année, de manière qu'il ne s'écoule pas un intervalle de douze mois entre la dernière séance d'une session de la législature dans chaque province, et sa première séance dans la session suivante.

Orateur, quorum, etc.

87. Les dispositions suivantes du présent acte, concernant la Chambre des Communes du Canada, s'étendront et s'appliqueront aux assemblées législatives d'Ontario et de Québec, savoir: les dispositions relatives à l'élection d'un orateur en première instance et lorsqu'il surviendra des vacances,—aux devoirs de l'orateur,—à l'absence de ce dernier,—au quorum et au mode de votation,—tout comme si ces dispositions étaient ici décrétées et expressément rendues applicables à chaque assemblée législative.

4. Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick

Constitution de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

88. La constitution de la législature de chacune des provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick continuera, sujette aux dispositions du présent acte, d'être celle en existence à l'époque de l'union, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée sous l'autorité du présent acte; et la chambre d'assemblée du Nouveau-Brunswick en existence lors de la passation du présent acte devra, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute, continuer d'exister pendant la période pour laquelle elle a été élue.

5. Ontario, Québec et Nouvelle-Ecosse

Première élection.

89. Chacun des lieutenants-gouverneurs d'Ontario, de Québec et de la Nouvelle-Ecosse devra faire émettre des brefs pour la première élection des

membres de l'assemblée législative selon telle forme et par telle personne qu'il jugera à propos, et à telle époque et adressés à tel officier-rapporteur que prescrira le gouverneur-général, de manière que la première élection d'un membre de l'assemblée pour un district électoral ou une subdivision de ce district puisse se faire aux mêmes temps et lieux que l'élection d'un membre de la Chambre des Communes du Canada pour ce district électoral.

6. Les Quatre Provinces

Application aux législatures des dispositions relatives aux crédits, etc.

90. Les dispositions suivantes du présent acte, concernant le parlement du Canada, savoir:—les dispositions relatives aux bills d'appropriation et d'impôts, à la recommandation de votes de deniers, à la sanction des bills, au désaveu des actes, et à la signification du bon plaisir quant aux bills réservés,—s'étendront et s'appliqueront aux législatures des différentes provinces, tout comme si elles étaient ici décrétées et rendues expressément applicables aux provinces respectives et à leurs législatures, en substituant toutefois le lieutenant-gouverneur de la province au gouverneur-général, le gouverneur-général à la Reine et au secrétaire d'Etat, un an à deux ans, et la province au Canada.

VI. Distribution des Pouvoirs Législatifs

Pouvoirs du Parlement

Autorité législative du Parlement du Canada.

91. Il sera loisible à la Reine, de l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des Communes, de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, relativement à toutes les matières ne tombant pas dans les catégories de sujets par le présent acte exclusivement assignés aux législatures des provinces; mais, pour plus de garantie, sans toutefois restreindre la généralité des termes ci-haut employés dans le présent article, il est par le présent déclaré que (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte) l'autorité législative exclusive du parlement du Canada s'étend à toutes les matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir:

1. La dette et la propriété publiques.
2. La réglementation du trafic et du commerce.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1940 (3-4 Geo. VI, c. 36) ajoute le sujet suivant:

2A. *Assurance-chômage.*

3. Le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation.
4. L'emprunt de deniers sur le crédit public.
5. Le service postal.
6. Le recensement et les statistiques.
7. La milice, le service militaire et le service naval, et la défense du pays.
8. La fixation et le paiement des salaires et honoraires des officiers civils et autres du gouvernement du Canada.
9. Les amarques, les bouées, les phares et l'île de Sable.
10. La navigation et les bâtiments ou navires *(shipping)*.
11. La quarantaine et l'établissement et maintien des hôpitaux de marine.
12. Les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur.
13. Les passages d'eau *(ferries)* entre une province et tout pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces.
14. Le cours monétaire et le monnayage.
15. Les banques, l'incorporation des banques et l'émission du papier-monnaie.
16. Les caisses d'épargne.
17. Les poids et mesures.
18. Les lettres de change et les billets à ordre.
19. L'intérêt de l'argent.
20. Les offres légales.
21. La banqueroute et la faillite.
22. Les brevets d'invention et de découverte.
23. Les droits d'auteur.
24. Les Indiens et les terres réservées pour les Indiens.
25. La naturalisation et les aubains.
26. Le mariage et le divorce.
27. La loi criminelle, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle.
28. L'établissement, le maintien, et l'administration des pénitenciers.

29. Les catégories de sujets expressément exceptés dans l'énumération des catégories de sujet exclusivement assignés par le présent acte aux législatures des provinces.

Et aucune des matières énoncées dans les catégories de sujets énumérés dans le présent article ne sera réputée tomber dans la catégorie des matières d'une nature locale ou privée comprises dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par le présent acte aux législatures des provinces.

Pouvoirs exclusifs des législatures provinciales

Sujets soumis au contrôle exclusif de la législation provinciale.

92. Dans chaque province la législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir:

1. L'amendement de temps à autre, nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, de la constitution de la province, sauf les dispositions relatives à la charge de lieutenant-gouverneur.
2. La taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux.
3. Les emprunts de deniers sur le seul crédit de la province.
4. La création et la tenure des charges provinciales, et la nomination et le paiement des officiers provinciaux.
5. L'administration et la vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent.
6. L'établissement, l'entretien et l'administration des prisons publiques et des maisons de correction dans la province.
7. L'établissement, l'entretien et l'administration des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité dans la province, autres que les hôpitaux de marine.
8. Les institutions municipales dans la province
9. Les licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux, ou municipaux.
10. Les travaux et entreprises d'une nature locale, autres que ceux énumérés dans les catégories suivantes:—
    (a) Lignes de bateaux à vapeur ou autres bâtiments, chemins de fer, canaux, télégraphes et autres travaux et entreprises reliant la province à une autre ou à d'autres provinces, ou s'étendant au-delà des limites de la province;
    (b) Lignes de bateaux à vapeur entre la province et tout pays dépendant de l'empire britannique ou tout pays étranger;
    (c) Les travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la province, seront avant ou après leur exécution déclarés par le parlement du Canada être pour l'avantage général du Canada, ou pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre des provinces.
11. L'incorporation de compagnies pour des objets provinciaux.
12. La célébration du mariage dans la province.
13. La propriété et les droits civils dans la province.
14. L'administration de la justice dans la province, y compris la création, le maintien et l'organisation de tribunaux de justice pour la province, ayant juridiction civile et criminelle, y compris la procédure en matières civiles dans ces tribunaux.
15. L'infliction de punitions par voie d'amende, pénalité, ou emprisonnement, dans le but de faire exécuter toute loi de la province décrétée au sujet des matières tombant dans aucune des catégories de sujets énumérés dans le présent article.
16. Généralement toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province.

Education

Législation au sujet de l'éducation.

93. Dans chaque province, la législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation, sujettes et conformes aux dispositions suivantes:—

(1) Rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'union, par la loi à aucune classe particulière de personnes dans la province, relativement aux écoles séparées *(denominational)*;

(2) Tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés et imposés par la loi dans le Haut-Canada, lors de l'union, aux écoles séparées et aux syndics d'écoles des sujets catholiques romains de Sa Majesté, seront et sont par le présent étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Reine dans la province de Québec;

(3) Dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existera par la loi, lors de l'union, ou sera subséquemment établi par la législature de la province,—il pourra être interjeté appel au gouverneur-général en conseil de tout acte ou décision d'aucune autorité provinciale affectant aucun des droits ou privilèges de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation;

(4) Dans le cas où il ne serait pas décrété telle loi provinciale que, de temps à autre, le gouverneur-général en conseil jugera nécessaire pour donner suite et exécution aux dispositions du présent article,—ou dans le cas où quelque décision du gouverneur-général en conseil, sur appel interjeté en vertu du présent article, ne serait pas mise à exécution par l'autorité provinciale compétente,—alors et en tout tel cas, et en tant seulement que les circonstances de chaque cas l'exigeront, le parlement du Canada pourra décréter des lois propres à y remédier pour donner suite et exécution aux dispositions du présent article, ainsi qu'à toute décision rendue par le gouverneur-général en conseil sous l'autorité de ce même article.

Uniformité des lois dans l'Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick

Uniformité des lois dans trois provinces.

94. Nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, —le parlement du Canada pourra adopter des mesures à l'effet de pourvoir à l'uniformité de toutes les lois ou de parties des lois relatives à la propriété et aux droits civils dans l'Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, et de la procédure dans tous les tribunaux ou aucun des tribunaux de ces trois provinces; et depuis et après la passation d'aucun acte à cet effet, le pouvoir du parlement du Canada de décréter des lois relatives aux sujets énoncés dans tel acte; mais tout acte du parlement du Canada pourvoyant à cette uniformité n'aura d'effet dans une province qu'après avoir été adopté et décrété par la législature de cette province.

Agriculture et Immigration

Pouvoir concurrent de décréter des lois au sujet de l'agriculture, etc.

95. Dans chaque province, la législature pourra faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans cette province; et il est par le présent déclaré que le parlement du Canada pourra de temps à autre faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans toutes les provinces ou aucune d'elles en particulier; et toute loi de la législature d'une province relative à l'agriculture ou à l'immigration n'y aura d'effet qu'aussi longtemps et que tant qu'elle ne sera pas incompatible avec aucun des actes du parlement du Canada.

VII. Judicature

Nomination des juges.

96. Le gouverneur-général nommera les juges des cours supérieures, de district et de comté dans chaque province, sauf ceux des cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick.

Choix des juges dans l'Ontario, etc.

97. Jusqu'à ce que les lois relatives à la propriété et aux droits civils dans l'Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, et à la procédure dans les cours de ces provinces, soient rendues uniformes, les juges des cours de ces provinces qui seront nommés par le gouverneur-général devront être choisis parmi les membres des barreaux respectifs de ces provinces.

Choix des juges dans le Québec.

98. Les juges des cours de Québec seront choisis parmi les membres du barreau de cette province.

Conditions auxquelles les juges des cours supérieures exerceront leurs fonctions.

99. Les juges des cours supérieures resteront en charge durant bonne conduite, mais ils pourront être démis de leurs fonctions par le gouverneur-général sur une adresse du Sénat et de la Chambre des Communes.

Salaires, etc., des juges.

100. Les salaires, allocations et pensions des juges des cours supérieures, de district et de comté (sauf les cours de vérification dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick) et des cours de l'Amirauté lorsque les juges de ces dernières sont alors salariés, seront fixés et payés par le parlement du Canada.

Cour générale d'appel, etc.

101. Le parlement du Canada pourra, nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, lorsque l'occasion le requerra, adopter des mesures à l'effet de créer, maintenir et organiser une cour générale d'appel pour le Canada, et établir des tribunaux additionnels pour la meilleure administration des lois du Canada.

VIII. Revenus; Dettes; Actifs; Taxe

Création d'un fonds consolidé de revenu.

102. Tous les droits et revenus que les législatures respectives du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, avant et à l'époque de l'union, avaient le pouvoir d'approprier,—sauf ceux réservés par le présent acte aux législatures respectives des provinces, ou qui seront perçus par elles conformément aux pouvoirs spéciaux qui leur sont conférés par le présent acte,—formeront un fonds consolidé de revenu pour être approprié au service public du Canada de la manière et soumis aux charges prévues par le présent acte.

Frais de perception, etc.

103. Le fonds consolidé de revenu du Canada sera permanemment grevé des frais, charges et dépenses encourus pour le percevoir, administrer et recouvrer, lesquels constitueront la première charge sur ce fonds et pourront être soumis à telles révision et vérification qui seront ordonnées par le gouverneur-général en conseil jusqu'à ce que le parlement y pourvoie autrement.

Intérêt des dettes publiques provinciales.

104. L'intérêt annuel des dettes publiques des différentes provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, lors de l'union, constituera la seconde charge sur le fonds consolidé de revenu du Canada.

Traitement du gouverneur-général.

105. Jusqu'à modification par le parlement du Canada, le salaire du gouverneur-général sera de dix mille louis, cours sterling du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; cette somme sera acquittée sur le fonds consolide de revenu du Canada et constituera la troisième charge sur ce fonds.

Emploi du fonds consolidé.

106. Sujet aux différents paiements dont est grevé par le présent acte le fonds consolidé de revenu du Canada, ce fonds sera approprié par le parlement du Canada au service public

Transfert des valeurs, etc.

107. Tous les fonds, argent en caisse, balances entre les mains des banquiers et valeurs appartenant à chaque province à l'époque de l'union, sauf les exceptions énoncées au présent acte, deviendront la propriété du Canada et seront déduits du montant des dettes respectives, des provinces, lors de l'union.

Transfert des propriétés énumérées dans la cédule.

108. Les travaux et propriétés publics de chaque province, énumérés dans la troisième cédule annexée au présent acte, appartiendront au Canada.

Propriété des terres, mines, etc.

109. Toutes les terres, mines, minéraux et réserves royales appartenant aux différentes provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick lors de l'union, et toutes les sommes d'argent alors dues ou payables pour ces terres, mines, minéraux et réserves royales, appartiendront aux différentes provinces d'Ontario, Québec, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, dans lesquelles ils sont sis et situés, ou exigibles, restant toujours soumis aux charges dont ils sont grevés, ainsi qu'à tous intérêts autres que ceux que peut y avoir la province.

Actif et dettes provinciales.

110. La totalité de l'actif inhérent aux portions de la dette publique assumées par chaque province, appartiendra à cette province.

Responsabilité des dettes provinciales.

111. Le Canada sera responsable des dettes et obligations de chaque province existantes lors de l'union.

Responsabilité des dettes d'Ontario et Québec.

112. Les provinces d'Ontario et Québec seront conjointement responsables envers le Canada de l'excédent (s'il en est) de la dette de la province du Canada, si, lors de l'union, elle dépasse soixante-deux millions cinq cent mille piastres, et tenues au paiement de l'intérêt de cet excédent au taux de cinq pour cent par année.

Actif d'Ontario et Québec.

113. L'actif énuméré dans la quatrième cédule annexée au présent acte, appartenant, lors de l'union, à la province du Canada, sera la propriété d'Ontario et Québec conjointement.

114. La Nouvelle-Ecosse sera responsable envers le Canada de l'excédent (s'il en est) de sa dette publique si, lors de l'union, elle dépasse huit millions de piastres, et tenue au paiement de l'intérêt de cet excédent au taux de cinq pour cent par année. Dette de la Nouvelle-Ecosse.

115. Le Nouveau-Brunswick sera responsable envers le Canada de l'excédent (s'il en est) de sa dette publique, si lors de l'union, elle dépasse sept millions de piastres, et tenu au paiement de l'intérêt de cet excédent au taux de cinq pour cent par année. Dette du Nouveau-Brunswick.

116. Dans le cas ou, lors de l'union, les dettes publiques de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick seraient respectivement moindres que huit millions et sept millions de piastres, ces provinces auront droit de recevoir, chacune, du gouvernement du Canada, en paiements semi-annuels et d'avance, l'intérêt au taux de cinq pour cent par année sur la différence qui existera entre le chiffre réel de leurs dettes respectives et le montant ainsi arrêté. Paiement d'intérêt à la Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick.

117. Les diverses provinces conserveront respectivement toutes leurs propriétés publiques dont il n'est pas autrement disposé dans le présent acte, —sujettes au droit du Canada de prendre les terres ou les propriétés publiques dont il aura besoin pour les fortifications ou la défense du pays. Propriétés publiques provinciales.

118. Les sommes suivantes seront annuellement payées par le Canada aux diverses provinces pour le maintien de leurs gouvernements et législatures:

Ontario	$ 80,000
Québec	70,000
Nouvelle-Ecosse	60,000
Nouveau-Brunswick	50,000
Total	$260,000

Et chaque province aura droit à une subvention annuelle de quatre-vingts centins par chaque tête de la population, constatée par le recensement de mil huit cent soixante-et-un, et,—en ce qui concerne la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick—par chaque recensement décennal subséquent, jusqu'à ce que la population de chacune de ces deux provinces s'élève à quatre cent mille âmes, chiffre auquel la subdivision demeurera dès lors fixée. Ces subventions libéreront à toujours le Canada de toutes autres réclamations et elles seront payées semi-annuellement et d'avance à chaque province; mais le gouvernement du Canada déduira de ces subventions, à l'égard de chaque province, toutes sommes d'argent exigibles comme intérêt sur la dette publique de cette province si elle excède les divers montants stipulés dans le présent acte.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1907 (7 Ed. VII, c. 11) revise les paiements spécifiés dans l'Acte original.

119. Le Nouveau-Brunswick recevra du Canada, en paiements semi-annuels et d'avance, durant une période de dix ans à compter de l'union, une subvention supplémentaire de soixante-trois mille piastres par année; mais tant que la dette publique de cette province restera au-dessous de sept millions de piastres, il sera déduit sur cette somme de soixante-trois mille piastres, un montant égal à l'intérêt à cinq pour cent par année sur telle différence. Subvention additionnelle au Nouveau-Brunswick.

120. Tous les paiements prescrits par le présent acte, ou destinés à éteindre les obligations contractées en vertu d'aucun acte des provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick respectivement et assumés par le Canada, seront faits, jusqu'à ce que le parlement du Canada l'ordonne autrement, en la forme et manière que le gouverneur-général en conseil pourra prescrire de temps à autre. Forme des paiements.

121. Tous articles du crû, de la provenance ou manufacture d'aucune des provinces seront, à dater de l'union, admis en franchise dans chacune des autres provinces. Manufactures canadiennes, etc.

122. Les lois de douane et d'accise de chaque province demeureront en force, sujettes aux dispositions du présent acte, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par le parlement du Canada. Continuation des lois de douane et d'accise.

Exportation et importation entre deux provinces.

123. Dans le cas où des droits de douane seraient, à l'époque de l'union, imposables sur des articles, denrées ou marchandises, dans deux provinces, ces articles, denrées ou marchandises pourront, après l'union, être importés de l'une de ces deux provinces dans l'autre, sur preuve du paiement des droits de douane dont ils sont frappés dans la province d'où ils sont exportés, et sur paiement de tout surplus de droits de douane (s'il en est) dont ils peuvent être frappés dans la province où ils sont importés.

Impôt sur les bois au Nouveau-Brunswick.

124. Rien dans le présent acte ne préjudiciera au privilège garanti au Nouveau-Brunswick de prélever sur les bois de construction les droits établis par le chapitre quinze du titre trois des statuts revisés du Nouveau-Brunswick, ou par tout acte l'amendant avant ou après l'union, mais n'augmentant pas le chiffre de ces droits; et les bois de construction des provinces autres que le Nouveau-Brunswick ne seront pas passibles de ces droits.

Terres publiques, etc., exemptées des taxes.

125. Nulle terre ou propriété appartenant au Canada ou à aucune province en particulier ne sera sujette à la taxation.

Fonds consolidé du revenu provincial.

126. Les droits et revenus que les législatures respectives du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick avaient, avant l'union, le pouvoir d'approprier, et qui sont, par le présent acte, réservés aux gouvernements ou législatures des provinces respectives, et tous les droits et revenus perçus par elles conformément aux pouvoirs spéciaux qui leur sont conférés par le présent acte, formeront dans chaque province un fonds consolidé de revenu qui sera approprié au service public de la province.

IX. Dispositions diverses

Dispositions Générales

Conseillers législatifs des provinces devenant sénateurs.

127. Quiconque étant, lors de la passation du présent acte, membre du conseil législatif du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, et auquel un siège dans le Sénat sera offert, ne l'acceptera pas dans les trente jours, par écrit revêtu de son seing et adressé au gouverneur-général de la province du Canada ou au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick (selon le cas), sera censé l'avoir refusé; et quiconque étant, lors de la passation du présent acte, membre du conseil législatif de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, et acceptera un siège dans le Sénat, perdra par le fait même son siège à ce conseil législatif.

Serment d'allégeance, etc.

128. Les membres du Sénat ou de la Chambre des Communes du Canada devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur-général ou quelque personne à ce par lui autorisé,—et pareillement, les membres du conseil législatif ou de l'assemblée législative d'une province devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le lieutenant-gouverneur de la province ou quelque personne à ce par lui autorisée,—le serment d'allégeance énoncé dans la cinquième cédule annexée au présent acte; et les membres du Sénat du Canada et du conseil législatif de Québec devront aussi, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur-général ou quelque personne à ce par lui autorisée, la déclaration des qualifications énoncée dans la même cédule.

Les lois, tribunaux et fonctionnaires actuels continueront d'exister, etc.

129. Sauf toute disposition contraire prescrite par le présent acte,—toutes les lois en force en Canada, dans la Nouvelle-Ecosse ou le Nouveau-Brunswick, lors de l'union,—tous les tribunaux de juridiction civile et criminelle,—toutes les communications, pouvoirs et autorités ayant force légale,—et tous les officiers judiciaires, administratifs et ministériels, en existence dans ces provinces à l'époque de l'union, continueront d'exister dans les provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick respectivement, comme si l'union n'avait pas eu lieu; mais ils pourront, néanmoins (sauf les cas prévus par des actes du parlement de la Grande-Bretagne ou du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués, abolis ou modifiés par le parlement du Canada, ou par la législature de la province respective, conformément à l'autorité du parlement ou de cette législature en vertu du présent acte.

Fonctionnaires transférés au service du Canada.

130. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—tous les officiers des diverses provinces ayant à remplir des devoirs relatifs à des matières autres que celles tombant dans les catégories de sujets assignés exclusivement par le présent acte aux législatures des provinces, seront officiers du Canada et continueront à remplir les devoirs de leurs charges respectives sous les mêmes obligations et pénalités que si l'union n'avait pas eu lieu.

Nomination des nouveaux officiers.

131. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—le gouverneur-général en conseil pourra de temps à autre nommer les officiers qu'il croira nécessaires ou utiles à l'exécution efficace du présent acte.

Obligations naissant des traités.

132. Le parlement et le gouvernement du Canada auront tous les pouvoirs nécessaires pour remplir envers les pays étrangers, comme portion de l'empire Britannique, les obligations du Canada ou d'aucune de ses provinces, naissant de traités conclus entre l'empire et ces pays étrangers.

Usage facultatif et obligatoire des langues française et anglaise.

133. Dans les chambres du parlement du Canada et les chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif; mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire; et dans toute plaidoirie ou pièce de procédure par-devant les tribunaux ou émanant des tribunaux du Canada qui seront établis sous l'autorité du présent acte, et par-devant tous les tribunaux ou émanant des tribunaux de Québec, il pourra être fait également usage, à faculté, de l'une ou de l'autre de ces langues.

Les actes du parlement du Canada et de la législature de Québec devront être imprimés et publiés dans ces deux langues.

Ontario et Québec

Nomination des fonctionnaires exécutifs pour Ontario et Québec.

134. Jusqu'à ce que la législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,—les lieutenants-gouverneurs d'Ontario et de Québec pourront, chacun, nommer sous le grand sceau de la province, les fonctionnaires suivants qui resteront en charge durant bon plaisir, savoir: le procureur-général, le secrétaire et régistraire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, et le commissaire d'agriculture et des travaux publics, et,—en de qui concerne Québec,—le solliciteur-général; ils pourront aussi, par ordonnance du lieutenant-gouverneur en conseil, prescrire de temps à autre les attributions de ces fonctionnaires et des divers départements placés sous leur contrôle ou dont ils relèvent, et des officiers et employés y attachés; et ils pourront également nommer d'autres fonctionnaires qui resteront en charge durant bon plaisir, et prescrire, de temps à autre, leurs attributions et celles des divers départements placés sous leur contrôle ou dont ils relèvent, et des officiers et employés y attachés.

Pouvoirs, devoirs, etc., des fonctionnaires exécutifs.

135. Jusqu'à ce que la législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,—tous les droits, pouvoirs, devoirs, fonctions, obligations ou attributions conférés ou imposés aux procureur-général, solliciteur-général, secrétaire et régistraire de la province du Canada, ministre des finances commissaire des terres de la couronne, commissaire des travaux publics, et ministre de l'agriculture et receveur-général, lors de la passation du présent acte, par toute loi, statut ou ordonnance du Haut-Canada, du Bas-Canada ou du Canada,—n'étant pas d'ailleurs incompatibles avec le présent acte,—seront conférés ou imposés à tout fonctionnaire qui sera nommé par le lieutenant-gouverneur pour l'exécution de ces fonctions ou d'aucune d'elles; le commissaire d'agriculture et des travaux publics remplira les devoirs et les fonctions de ministre d'agriculture prescrits, lors de la passation du présent acte, par la loi de la province du Canada, ainsi que ceux de commissaire des travaux publics.

Grands sceaux.

136. Jusqu'à modification par le lieutenant-gouverneur en conseil,—les grands sceaux d'Ontario et de Québec respectivement seront les mêmes ou d'après le même modèle que ceux usités dans les provinces du Haut et du Bas-Canada respectivement avant leur union comme province du Canada.

Interprétation des actes temporaires.

137. Les mots "et de là jusqu'à la fin de la prochaine session de la législature", ou autres mots de la même teneur, employés dans aucun acte temporaire de la province du Canada non-expiré avant l'union, seront censés signifier la prochaine session du parlement du Canada, si l'objet de l'acte tombe dans la catégorie des pouvoirs attribués à ce parlement et définis dans la présente constitution, si non, aux prochaines sessions des législatures d'Ontario et de Québec respectivement, si l'objet de l'acte tombe dans la catégorie des pouvoirs attribués à ces législatures et définis dans le présent acte.

Citations erronées.

138. Depuis et après l'époque de l'union, l'insertion des mots "Haut-Canada" au lieu "d'Ontario", ou "Bas-Canada" au lieu de "Québec", dans tout acte, bref, procédure, plaidoirie, document, matière ou chose, n'aura pas l'effet de l'invalider.

Proclamations ne devant prendre effet qu'après l'union.

139. Toute proclamation sous le grand sceau de la province du Canada, lancée antérieurement à l'époque de l'union, pour avoir effet à une date postérieure à l'union, qu'elle ait trait à cette province ou au Haut-Canada ou au Bas-Canada, et les diverses matières et choses y énoncées auront et continueront d'y avoir la même force et le même effet que si l'union n'avait pas eu lieu.

Proclamations lancées après l'union.

140. Toute proclamation dont l'émission sous le grand sceau de la province du Canada est autorisée par quelque acte de la législature de la province du Canada, qu'elle ait trait à cette province ou au Haut-Canada ou au Bas-Canada,—et qui n'aura pas été lancée avant l'époque de l'union, pourra l'être par le lieutenant-gouverneur d'Ontario ou de Québec (selon le cas), sous le grand sceau de la province; et, à compter de l'émission de cette proclamation, les diverses matières et choses y énoncées auront et continueront d'avoir la même force et le même effet dans Ontario ou Québec que si l'union n'avait pas eu lieu.

Pénitencier.

141. Le pénitencier de la province du Canada, jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, sera et continuera d'être le pénitencier d'Ontario et de Québec.

Dettes renvoyées à l'arbitrage.

142. Le partage et la réparation des dettes, crédits, obligations, propriétés et de l'actif du Haut et du Bas-Canada seront renvoyés à la décision de trois arbitres, dont l'un sera choisi par le gouvernement d'Ontario, l'un par le gouvernement de Québec, et l'autre par le gouvernement du Canada; le choix des arbitres n'aura lieu qu'après que le parlement du Canada et les législatures d'Ontario et de Québec auront été réunis; l'arbitre choisi par le gouvernement du Canada ne devra être domicilié ni dans Ontario ni dans Québec.

Partage des archives.

143. Le gouverneur-général en conseil pourra de temps à autre ordonner que les archives, livres et documents de la province du Canada qu'il jugera à propos de désigner, soient remis et transférés à Ontario ou à Québec, et ils deviendront dès lors la propriété de cette province; toute copie ou extrait de ces documents, dûment certifiée par l'officier ayant la garde des originaux, sera reçue comme preuve.

Etablissement de townships dans Québec.

144. Le lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation sous le grand sceau de la province devant venir en force au jour y mentionné, établir des townships dans les parties de la province de Québec dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants.

X. Chemin de fer Intercolonial

Obligation du gouvernement du Canada de construire ce chemin de fer.

145. Considérant que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont, par une commune déclaration, exposé que la construction du chemin de fer intercolonial était essentielle à la consolidation de l'union de l'Amérique Britannique du Nord, et à son acceptation par la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, et qu'elles ont en conséquence arrêté que le gouvernement du Canada devait l'entreprendre sans délai: à ces causes, pour donner suite à cette convention, le gouvernement et le parlement du Canada seront tenus de commencer, dans les six mois qui suivront l'union, les travaux de construction d'un chemin de fer reliant le fleuve St-Laurent à la cité d'Halifax dans la Nouvelle-Ecosse et de les terminer sans interruption et avec toute la diligence possible.

XI. Admission des autres colonies

Pouvoir d'admettre Terre-Neuve, etc.

146. Il sera loisible à la Reine, de l'avis du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté, sur la présentation d'adresses de la part des chambres du parlement du Canada, et des chambres des législatures respectives des colonies ou provinces de Terre-Neuve, de l'Ile du Prince-Edouard et de la Colombie Britannique, d'admettre ces colonies ou provinces, ou aucune d'elles dans l'union,—et, sur le présentation d'adresses de la part des chambres du parlement du Canada, d'admettre la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest, ou l'une ou l'autre de ces possessions, dans l'union, aux termes et conditions, dans chaque cas, qui seront exprimés dans les adresses et que la Reine jugera convenable d'approuver, conformément au présent; les dispositions de tous arrêtés en conseil rendus à cet égard, auront le même effet que si elles avaient été décrétées par le parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1871 (34-35 Vict., c. 28) autorise le Parlement du Dominion à établir de nouvelles provinces dans les territoires existants, à modifier les limites des provinces, avec le consentement de la législature provinciale en cause et à légiférer pour l'administration de tout territoire non compris dans une province.

Le 15 juillet 1870, le Manitoba a été admis dans la Confédération en vertu de l'Acte du Manitoba (33 Vict., c. 3), l'Acte (impérial) de la Terre de Rupert, 1868 (31-32 Vict., c. 105) et l'arrêté impérial en conseil du 23 juin 1870.

Le 20 juillet 1871, la Colombie Britannique a été admise dans l'Union par un arrêté impérial en conseil du 16 mai 1871.

Le 1er juillet 1873, l'Ile du Prince-Edouard a été admise par un ordre en conseil du 26 juin 1873.

Le 13 juin 1898, l'ancien territoire judiciaire du Yukon, compris dans les Territoires du Nord-Ouest, a été établi comme territoire séparé sous l'empire de la loi du territoire du Yukon (61 Vict., c. 6).

Le 1er septembre 1905, la Saskatchewan et l'Alberta ont été constituées en provinces à même une partie des anciens territoires du Nord-Ouest. L'autorité pour une telle création a été donnée dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1871 (34-35 Vict., c. 28) qui clarifie tout doute au sujet des pouvoirs du Parlement du Dominion d'établir des provinces à même les territoires existants; la législation qui de fait crée les provinces est l'Acte de l'Alberta (4-5 Ed. VII, c. 3) et l'Acte de la Saskatchewan (4-5 Ed. VII, c. 42).

Représentation de Terre-Neuve et l'Ile du Prince-Edouard au Sénat.

147. Dans le cas de l'admission de Terre-Neuve et de l'Ile du Prince-Edouard, ou de l'une ou de l'autre de ces colonies, chacune aura droit d'être représentée par quatre membres dans le Sénat du Canada; et (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte) dans le cas de l'admission de Terre-Neuve, le nombre normal des sénateurs sera de soixante-seize et son maximum de quatre-vingt-deux; mais lorsque l'Ile du Prince-Edouard sera admise, elle sera censée comprise dans la troisième des trois divisions en lesquelles le Canada est, relativement à la composition du Sénat, partagé par le présent acte; et, en conséquence, après l'admission de l'Ile du Prince-Edouard, que Terre-Neuve soit admise ou non, la représentation de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick dans le Sénat, au fur et à mesure que des sièges deviendront vacants, sera réduite de douze à dix membres respectivement; la représentation de chacune de ces provinces ne sera jamais augmentée au delà de dix membres, sauf sous l'autorité des dispositions du présent acte relatives à la nomination de trois ou six sénateurs supplémentaires en conséquence d'un ordre de la Reine.

CÉDULES

PREMIÈRE ET DEUXIÈME CÉDULES

Les première et deuxième cédules portent sur les districts électoraux. Comme elles ont été modifiées par des lois successives sur la redistribution, elles sont omises.

TROISIÈME CÉDULE

Travaux et propriétés publiques de la province devant appartenir au Canada.

1. Canaux, avec les terrains et pouvoirs d'eau y adjacents.
2. Havres publics.
3. Phares et quais, et l'Ile de Sable.
4. Bateaux à vapeur, dragueurs et vaisseaux publics.
5. Améliorations sur les lacs et rivières.
6. Chemins de fer et actions dans les chemins de fer, hypothèques et autres dettes dues par les compagnies de chemins de fer.
7. Routes militaires.
8. Maisons de douane, bureaux de poste, et tous autres édifices publics, sauf ceux que le gouvernement du Canada destine à l'usage des législatures et des gouvernements provinciaux.
9. Propriétés transférées par le gouvernement impérial, et désignées sous le nom de propriétés de l'artillerie.
10. Arsenaux, salles d'exercice militaires, uniformes, munitions de guerre, et terrains réservés pour les besoins publics et généraux.

QUATRIÈME CÉDULE

Actif devenant la propriété commune d'Ontario et Québec.

Fonds de bâtisse du Haut-Canada.
Asiles d'aliénés.
Ecole Normale.
Palais de justice à Aylmer, Montréal, Kamouraska, } Bas-Canada.
Société des hommes de loi, Haut-Canada.
Commission des chemins à barrières de Montréal.
Fonds permanent de l'université.
Institution royale.
Fonds consolidé d'emprunt municipal, Haut-Canada.
Fonds consolidé d'emprunt municipal, Bas-Canada.
Société d'agriculture, Haut-Canada.
Octroi législatif en faveur du Bas-Canada.
Prêt aux incendiés de Québec.
Compte des avances, Témiscouata.
Commission des chemins à barrières de Québec.
Education—Est.
Fonds de bâtisse et de jurés, Bas-Canada.
Fonds des municipalités.
Fonds du revenu de l'éducation supérieure, Bas-Canada.

CINQUIÈME CÉDULE

Serment d'allégeance

Je, *A. B.*, jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté la Reine Victoria.

(N.B.—Le nom du Roi ou de la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, alors régnant, devra être inséré, au besoin, en termes appropriés.)

Déclaration des qualifications exigées

Je, *A. B.*, déclare et atteste que j'ai les qualifications exigées par la loi pour être nommé membre du Sénat du Canada *(ou selon le cas)*, et que je possède en droit ou en équité comme propriétaire, pour mon propre usage et bénéfice, des terres et tenements en franc et commun socage ou que je suis en bonne saisine ou possession, pour mon propre usage et bénéfice, de terres et tenements en franc-alleu ou en roture *(selon le cas)*, dans la province de la Nouvelle-Ecosse *(ou selon le cas)*, de la valeur de quatre mille piastres, en sus de toutes rentes, dettes, charges, hypothèques et redevances qui peuvent être attachées, dues et payables sur ces immeubles ou auxquelles ils peuvent être affectés, et que je n'ai pas collusoirement ou spécieusement obtenu le titre ou la possession de ces immeubles, en tout ou en partie, dans le but de devenir membre du Sénat du Canada, *(ou selon le cas)*, et que mes biens mobiliers et immobiliers valent, somme toute, quatre mille piastres en sus de mes dettes et obligations.

Section 2.—Développements constitutionnels depuis la Confédération

Des dispositions ont été prises avec le Sous-Secrétaire d'Etat au sujet d'un article qui servira de pendant à celui qui paraît dans la section I et qui traitera des développements constitutionnels depuis la Confédération. On s'attend que cet article sera publié dans l'Annuaire de 1943.

En attendant cette publication, le lecteur est référé aux pp. 95–107 de l'Annuaire de 1922–23, où l'évolution de la constitution est relevée jusqu'à la période qui a suivi la première guerre mondiale. Dans la même édition, aux pp. 108–123, se trouve un exposé du gouvernement de chaque province, de leurs institutions municipales et organisation judiciaire. L'Annuaire de 1938 renferme aux pp. 97–98 un article intitulé "Administration du territoire canadien de l'Arctique".

PARTIE II.—CORPS LÉGISLATIFS ET EXÉCUTIFS

Section 1.—Parlement et Ministère fédéral

Le Parlement du Dominion se compose du Roi, représenté par le Gouverneur Général, du Sénat et de la Chambre des Communes. L'évolution du principe démocratique a relégué à l'arrière-plan le rôle du représentant du Roi et celui de la Chambre Haute du Parlement, en matière de législation, aussi bien au Canada que dans la mère patrie, la Chambre des Communes assumant de plus en plus les responsabilités de la législation.

Sous-section 1.—Le Gouverneur Général du Canada

Le Gouverneur Général est nommé par le Roi comme son représentant au Canada pour une période habituelle de cinq ans; son traitement, fixé à £10,000 par an, est payé sur le revenu consolidé du pays. Les attributions du Gouverneur Général (qu'il doit communiquer au Conseil Privé du Roi pour le Canada) sont limitées à la durée de son office et il ne peut exercer que l'autorité qui lui est expressément dévolue. Il agit selon l'avis de ses ministres, lesquels sont responsables devant le Parlement; en sa qualité de chef de l'exécutif, il convoque, proroge et dissout le Parlement; il sanctionne les lois ou leur refuse son assentiment. Dans l'accomplissement des devoirs de sa charge, il agit entièrement selon l'avis du Ministère et devient alors le Gouverneur Général en Conseil. La prérogative royale du pardon de la peine capitale, que le Gouverneur Général pouvait autrefois exercer à son bon plaisir, ne s'exerce maintenant que sur la recommandation du Ministère. La coutume de faire du Gouverneur Général le lien de communication entre le gouvernement canadien et le gouvernement impérial a été abandonnée, et depuis le 1er juillet 1927 le gouvernement de Sa Majesté au Canada communique directement avec le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

1.—Gouverneurs Généraux du Canada, 1867-1942

Nom	Date de leur nomination	Date de leur entrée en fonction
VICOMTE MONCK, G.C.M.G.	1er juin 1867	1er juillet 1867
LORD LISGAR, G.C.M.G.	29 déc. 1868	2 fév. 1869
COMTE DE DUFFERIN, K.P., K.C.B., G.C.M.G.	22 mai 1872	25 juin 1872
MARQUIS DE LORNE, K.T., G.C.M.G.	5 oct. 1878	25 nov. 1878
MARQUIS DE LANSDOWNE, G.C.M.G.	18 août 1883	23 oct. 1883
LORD STANLEY DE PRESTON, G.C.B.	1er mai 1888	11 juin 1888
COMTE D'ABERDEEN, K.T. G.C.M.G.	22 mai 1893	18 sept. 1893
COMTE DE MINTO, G.C.M.G.	30 juillet 1898	12 nov. 1898
COMTE GREY, G.C.M.G.	26 sept. 1904	10 déc. 1904
S.A.R. FELD-MARÉCHAL DUC DE CONNAUGHT, K.G.	21 mars 1911	13 oct. 1911
DUC DE DEVONSHIRE, K.G., G.C.M.G., G.C.V.O.	19 août 1916	11 nov. 1916
GÉNÉRAL LORD BYNG DE VIMY, G.C.B., G.C.M.G., M.V.O	2 août 1921	11 août 1921
VICOMTE WILLINGDON DE RATTON, G.C.S.I., G.C.I.E., G.B.E.	5 août 1926	2 oct. 1926
COMTE DE BESSBOROUGH, G.C.M.G.	9 fév. 1931	4 avril 1931
LORD TWEEDSMUIR D'ELSFIELD, G.C.M.G., G.C.V.O., C.H.	10 août 1935	2 nov. 1935
MAJOR GÉNÉRAL COMTE D'ATHLONE, K.G., P.C., G.C.B., G.C.M.G., G.C.V.O., D.S.O.	3 avril 1940	21 juin 1940

Sous-section 2.—Le Ministère

Le Canada possède un système de gouvernement semblable à celui de la Grande-Bretagne, par lequel un Cabinet ou Ministère composé de membres de la Chambre des Communes ou du Sénat est responsable envers le Parlement, exerce le pouvoir pendant qu'il jouit de la confiance des représentants du peuple. Le Cabinet est effectivement un comité du Conseil Privé du Roi pour le Canada. Sans expliquer en détail le fonctionnement de ce système, il faut toutefois remarquer que le Cabinet est responsable à la Chambre des Communes et, suivant un précédent établi, démissionne lorsqu'il devient évident qu'il a perdu la confiance des représentants du peuple. Les membres du Cabinet sont choisis par le Premier Ministre; généralement chacun d'eux assume la charge de l'un des différents départements administratifs; cependant, un Ministre peut avoir plus d'un portefeuille ou n'en avoir aucun.

2.—Ministères depuis la Confédération

NOTA.—La liste complète des Ministres fédéraux depuis la Confédération jusqu'en 1913 paraît dans l'Annuaire de 1912, pp. 423-430. (Les Ministères subséquents se trouvent dans les tableaux correspondants des éditions subséquentes de l'Annuaire.

Ministère	Premier Ministre	Durée d'administration
1	TRÈS HON. SIR JOHN A. MACDONALD	1er juil. 1867–6 nov. 1873
2	HON. ALEXANDER MACKENZIE	7 nov. 1873–16 oct. 1878
3	TRÈS HON. SIR JOHN A. MACDONALD	17 oct. 1878–6 juin 1891
4	HON. SIR JOHN J. C. ABBOTT	16 juin 1891–5 déc. 1892
5	HON. SIR JOHN S. D. THOMPSON	5 déc. 1892–12 déc. 1894
6	HON. SIR MACKENZIE BOWELL	21 déc. 1894–27 avril 1896
7	HON. SIR CHARLES TUPPER	1er mai 1896–8 juil. 1896
8	TRÈS HON. SIR WILFRID LAURIER	11 juil. 1896–6 oct. 1911

2.—Ministères depuis la Confédération—fin

Ministère	Premier Ministre	Durée d'administration
9	TRÈS HON. SIR ROBERT L. BORDEN	10 oct. 1911–12 oct. 1917 (Administration conservatrice)
10	TRÈS HON. SIR ROBERT L. BORDEN	12 oct. 1917–10 juil. 1920 (Administration unioniste)
11	TRÈS HON. ARTHUR MEIGHEN	10 juil. 1920–29 déc. 1921 (Unioniste—"Parti national libéral et conservateur")
12	TRÈS HON. WILLIAM LYON MACKENZIE KING	29 déc. 1921–28 juin 1926
13	TRÈS HON. ARTHUR MEIGHEN	29 juin 1926–25 sept. 1926
14	TRÈS HON. WILLIAM LYON MACKENZIE KING	25 sept. 1926–6 août 1930
15	TRÈS HON. VICOMTE RICHARD BEDFORD BENNETT	7 août 1930–23 oct. 1935
16	TRÈS HON. WILLIAM LYON MACKENZIE KING	23 oct. 1935–

3.—Membres du seizième Cabinet fédéral

(Selon la préséance des ministres)

Ministère	Titulaire	Date de la nomination[1]
Premier Ministre, Président du Conseil Privé, Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures	Très hon. WILLIAM LYON MACKENZIE KING, C.M.G.	23 oct. 1935
Membre de l'Administration et Ministre sans portefeuille	Très hon. RAOUL DANDURAND, C.R.	23 oct. 1935
Ministre des Mines et Ressources	Hon. THOMAS ALEXANDER CRERAR	23 oct. 1935
Ministre des Travaux Publics	Hon. PIERRE-JOSEPH-ARTHUR CARDIN, C.R.	23 oct. 1935 8 juil. 1940
Ministre de la Défense Nationale	Hon. JAMES LAYTON RALSTON, K.C., C.M.G., D.S.O.	6 sept. 1939 5 juil. 1940
Ministre des Pensions et de la Santé Nationale	Hon. IAN ALISTAIR MACKENZIE, K.C.	23 oct. 1935 19 sept. 1939
Ministre associé de la Défense Nationale Ministre de la Défense Nationale pour l'Air	Hon. CHARLES GAVAN POWER, K.C., M.C.	23 oct. 1935 12 juil. 1940 23 mai 1940
Ministre des Finances	Hon. JAMES LORIMER ILSLEY, K.C.	23 oct. 1935 8 juil. 1940
Ministre des Pêcheries	Hon. JOSEPH-ENOÏL MICHAUD, C.R.	23 oct. 1935
Ministre des Munitions et des Approvisionnements	Hon. CLARENCE DECATUR HOWE	23 oct. 1935 9 avril 1940
Ministre de l'Agriculture	Hon. JAMES GARFIELD GARDINER	28 oct. 1935
Secrétaire d'Etat	Hon. NORMAN ALEXANDER MCLARTY, K.C.	23 janv. 1939 15 déc. 1941
Ministre du Commerce	Hon. JAMES ANGUS MACKINNON	23 janv. 1939 10 mai 1940
Ministre des Postes	Hon. WILLIAM PATE MULOCK, K.C.	8 juil. 1940
Ministre du Revenu National	Hon. COLIN WILLIAM GEORGE GIBSON, K.C., M.C., V.D.	8 juil. 1940
Ministre de la Défense Nationale pour les Services Navals	Hon. ANGUS LEWIS MACDONALD, K.C.	12 juil. 1940
Ministre des Services Nationaux de Guerre	Hon. JOSEPH THORARINN THORSON, K.C.	11 juin 1941
Ministre de la Justice et Procureur Général du Canada	Hon. LOUIS-S. ST-LAURENT, C.R.	10 déc. 1941
Ministre du Travail	Hon. HUMPHREY MITCHELL	14 déc. 1941

[1] Quand il y a plus d'une date, la première indique celle de la première nomination au Cabinet actuel et la dernière, la date de nomination au portefeuille actuel.

4.—Membres du Conseil Privé du Roi pour le Dominion du Canada, selon leur ordre de préséance,[1] 31 janvier 1942

NOTA.—Dans cette liste le préfixe Très hon. indique les membres du Conseil Privé britannique. Outre ceux mentionnés dans cette énumération, le Très hon. sir Lyman P. Duff, G.C.M.G., juge en chef de la Cour Suprême, est membre canadien du Conseil Privé d'Angleterre.

Nom	Date de l'assermentation
TRÈS HON. SIR WILLIAM MULOCK	12 juillet 1896
TRÈS HON. SIR CHARLES FITZPATRICK[2]	11 fév. 1902
HON. SIR A. B. AYLESWORTH	16 oct. 1905
TRÈS HON. GEORGE P. GRAHAM	30 août 1907
TRÈS HON. R. DANDURAND[3]	20 janv. 1909
TRÈS HON. W. L. MACKENZIE KING[4]	2 juin 1909
TRÈS HON. SIR THOMAS WHITE	10 oct. 1911
HON. PIERRE-EDOUARD BLONDIN	20 oct. 1914
TRÈS HON. ARTHUR MEIGHEN	2 oct. 1915
HON. ESIOFF-LÉON PATENAUDE	6 oct. 1915
TRÈS HON. WILLIAM MORRIS HUGHES	18 fév. 1916
HON. ALBERT SÉVIGNY	8 janv. 1917
HON. CHARLES COLQUHOUN BALLANTYNE	3 oct. 1917
HON. JAMES ALEXANDER CALDER	12 oct. 1917
HON. NEWTON WESLEY ROWELL	12 oct. 1917
HON. SYDNEY CHILTON MEWBURN	12 oct. 1917
HON. THOMAS ALEXANDER CRERAR[3]	12 oct. 1917
HON. ALEXANDER K. MACLEAN	23 oct. 1917
HON. SIR HENRY LUMLEY DRAYTON	2 août 1919
HON. FLEMING BLANCHARD MCCURDY	13 juillet 1920
HON. EDGAR N. RHODES	22 fév. 1921
HON. JOHN BABINGTON MACAULAY BAXTER	21 sept. 1921
HON. HENRY HERBERT STEVENS	21 sept. 1921
HON. ROBERT JAMES MANION	22 sept. 1921
TRÈS HON. RICHARD BEDFORD BENNETT	4 oct. 1921
HON. ARTHUR BLISS COPP	29 déc. 1921
HON. CHARLES STEWART	29 déc. 1921
HON. WILLIAM RICHARD MOTHERWELL	29 déc. 1921
HON. JAMES MURDOCK	29 déc. 1921
HON. JOHN EWAN SINCLAIR	30 déc. 1921
HON. JAMES H. KING	3 fév. 1922
HON. EDWARD JAMES MCMURRAY	14 nov. 1923
HON. PIERRE-JOSEPH-ARTHUR CARDIN[3]	30 janv. 1924
HON. GEORGE NEWCOMBE GORDON	7 sept. 1925
HON. CHARLES VINCENT MASSEY[6]	16 sept. 1925
HON. WALTER EDWARD FOSTER	26 sept. 1925
HON. PHILIPPE ROY	9 fév. 1926
HON. CHARLES A. DUNNING	1er mars 1926
HON. JOHN C. ELLIOTT	8 mars 1926
HON. GEORGE BURPEE JONES	13 juillet 1926
HON. DONALD SUTHERLAND	13 juillet 1926
HON. RAYMOND DUCHARME MORAND	13 juillet 1926
HON. JOHN ALEXANDER MACDONALD	13 juillet 1926
HON. EUGÈNE PAQUET	23 août 1926
HON. LUCIEN CANNON	25 sept. 1926
HON. WILLIAM D. EULER	25 sept. 1926
HON. PETER HEENAN	25 sept. 1926
HON. JAMES LAYTON RALSTON[3]	8 oct. 1926
S.A.R. LE DUC DE WINDSOR	2 août 1927
TRÈS HON. COMTE BALDWIN DE BEWDLEY	2 août 1927
HON. WILLIAM FREDERICK KAY	17 juin 1930
HON. CYRUS MACMILLAN	17 juin 1930
HON. IAN ALISTAIR MACKENZIE[3]	27 juin 1930
HON. ARTHUR C. HARDY	31 juillet 1930
HON. ARTHUR SAUVÉ	7 août 1930
HON. MURRAY MACLAREN	7 août 1930
HON. HUGH ALEXANDER STEWART	7 août 1930
HON. CHARLES HAZLITT CAHAN	7 août 1930
HON. DONALD MATHESON SUTHERLAND	7 août 1930
HON. ALFRED DURANLEAU	7 août 1930
HON. THOMAS GEROW MURPHY	7 août 1930
HON. MAURICE DUPRÉ	7 août 1930
HON. WESLEY ASHTON GORDON	7 août 1930
HON. G. HOWARD FERGUSON	14 janv. 1931
HON. W. D. HERRIDGE	17 juin 1931
HON. ROBERT CHARLES MATTHEWS	6 déc. 1933
HON. RICHARD BURPEE HANSON[5]	17 nov. 1934
HON. GROTE STIRLING	17 nov. 1934
HON. GEORGE REGINALD GEARY	14 août 1935
HON. JAMES EARL LAWSON	14 août 1935
HON. SAMUEL GOBEIL	14 août 1935
HON. LUCIEN HENRI GENDRON	30 août 1935
HON. WILLIAM EARL ROWE	30 août 1935
HON. ONÉSIME GAGNON	30 août 1935
HON. CHARLES GAVAN POWER[3]	23 oct. 1935
HON. JAMES LORIMER ILSLEY[3]	23 oct. 1935
HON. JOSEPH ENOÏL MICHAUD[3]	23 oct. 1935
HON. CLARENCE DECATUR HOWE[3]	23 oct. 1935
HON. JAMES GARFIELD GARDINER[3]	4 nov. 1935
HON. NORMAN ALEXANDER MCLARTY[3]	23 janv. 1939
HON. JAMES ANGUS MACKINNON[3]	23 janv. 1939
HON. PIERRE-F. CASGRAIN[3]	10 mai 1940
HON. WILLIAM P. MULOCK[3]	8 juillet 1940
HON. COLIN W. G. GIBSON[3]	8 juillet 1940
HON. ANGUS L. MACDONALD[3]	12 juillet 1940
HON. LEIGHTON MCCARTHY[7]	4 mars 1941
HON. JOSEPH T. THORSON[3]	11 juin 1941
HON. WILLIAM F. A. TURGEON[8]	8 oct. 1941
HON. LOUIS S. ST-LAURENT[3]	10 déc. 1941
HON. HUMPHREY MITCHELL[3]	15 déc. 1941
TRÈS HON. WINSTON S. CHURCHILL	29 déc. 1941

[1] Comme dans le cas des Conseillers Privés du Royaume-Uni, les membres du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada prennent rang *inter se* d'après la date de leur assermentation. [2] Juge en chef à la retraite.. [3] Préséance comme membre du cabinet. [4] Préséance comme Premier Ministre du Canada. [5] Préséance comme chef de l'opposition. [6] Haut-Commissaire du Canada au Royaume-Uni. [7] Ministre canadien à Washington. [8] Ministre canadien à Buenos Aires.

5.—Durée et sessions des Parlements du Dominion, 1918-1942

NOTA.—Des renseignements semblables sur les douze premiers Parlements depuis la Confédération jusqu'à 1917 paraissent à la p. 47 de l'Annuaire de 1940.

Ordre des Parlements	Session	Date de l'ouverture	Date de la clôture	Durée de la session, en jours	Elections, brefs rapportables, dissolution et durée des Parlements[1, 2]
13ème Parlement	1ère	18 mars 1918	24 mai 1918	68	17 déc. 1917[3]
	2e	20 fév. 1919	7 juillet 1919	138	27 fév. 1918[4]
	3e	1er sept. 1919	10 nov. 1919	71	4 oct. 1921[5]
	4e	26 fév. 1920	1er juillet 1920	127	3 ans, 7 m., 6 j.
	5e	14 fév. 1921	4 juin 1921	111	
14ème Parlement	1ère	8 mars 1922	28 juin 1922	113	6 déc. 1921[3]
	2e	31 janv. 1923	30 juin 1923	151	14 janv. 1922[4]
	3e	28 fév. 1924	19 juillet 1924	143	5 sept. 1925[5]
	4e	5 fév. 1925	27 juin 1925	143	3 ans, 7 m., 26 j.
15ème Parlement	1ère	7 janv. 1926	2 juillet 1926	177[6]	29 oct. 1925[3] 7 déc. 1925[4] 2 juillet, 1926[5] 6 m., 26 j.
16ème Parlement	1ère	9 déc. 1926	14 avril 1927	73[7]	14 sept. 1926[3]
	2e	26 janv. 1928	11 juin 1928	138	2 nov. 1926[4]
	3e	7 fév. 1929	14 juin 1929	128	30 mai 1930[5]
	4e	20 fév. 1930	30 mai 1930	100	3 ans, 7 m., 0 j.
17ème Parlement	1ère	8 sept. 1930	22 sept. 1930	15	
	2e	12 mars 1931	3 août 1931	145	28 juillet 1930[3]
	3e	4 fév. 1932	26 mai 1932	113	18 août 1930[4]
	4e	6 oct. 1932	27 mai 1933	169[8]	15 août 1935[5]
	5e	25 janv. 1934	3 juillet 1934	160	4 ans., 11 m., 29 j.
	6e	17 janv. 1935	5 juillet 1935	170	
18ème Parlement	1ère	6 fév. 1936	23 juin 1936	139	
	2e	14 janv. 1937	10 avril 1937	87	14 oct. 1935[3]
	3e	27 janv. 1938	1er juillet 1938	156	9 nov. 1935[4]
	4e	12 janv. 1939	3 juin 1939	143	25 janv. 1940[5]
	5e	7 sept. 1939	13 sept. 1939	7	4 ans, 3 m., 13 j.
	6e	25 janv. 1940	25 janv. 1940	1	
19ème Parlement	1ère	16 mai 1940	5 nov. 1940	85[9]	26 mars 1940[3]
	2e	7 nov. 1940	21 janv. 1942	156[10]	17 avril 1940[4]
	3e	22 janv. 1942	[11]	–	–

[1] La durée légale d'un parlement est ordinairement limitée à cinq ans. [2] Durée du Parlement en années, mois et jours. La durée d'un Parlement se compte depuis la date du retour des brefs d'élection à la date de la dissolution, ces deux jours compris. [3] Date d'élections générales. [4] Brefs rapportables. [5] Dissolution du Parlement. [6] Y compris 13 jours d'ajournement du 3 au 15 mars. [7] Non compris 54 jours d'ajournement du 15 décembre au 8 février. [8] Non compris 65 jours d'ajournement du 25 novembre au 30 janvier. [9] Non compris 89 jours d'ajournement du 8 août au 4 novembre. [10] Non compris 280 jours d'ajournement du 6 décembre 1940 au 17 février 1941; du 14 juin au 3 novembre 1941 et du 14 novembre 1941 au 21 janvier 1942. [11] Inconnue au moment de l'impression.

Sous-section 3.—Le Sénat*

Avec l'addition de nouvelles provinces et le développement général du Dominion, le Sénat est passé de 72 membres à la Confédération à 96 à l'heure actuelle; le dernier changement à la représentation s'est fait en 1915. L'accroissement de la représentation au Sénat est décrit aux pp. 48–49 de l'Annuaire de 1940; le tableau 6 en donne le résumé par province.

* L'indemnité sessionnelle d'un sénateur est de $4,000.

6.—Accroissement de la représentation sénatoriale, 1867-1942

Province	1867	1870	1871	1873	1882	1887	1892	1903	1905	1915-1942
Ontario	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Québec	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Provinces Maritimes	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Nouvelle-Ecosse	12	12	12	10	10	10	10	10	10	10
Nouveau-Brunswick	12	12	12	10	10	10	10	10	10	10
Ile du Prince-Edouard	–	–	–	4	4	4	4	4	4	4
Provinces de l'Ouest	–	2	5	5	6	8	9	11	15	24
Manitoba	–	2	2	2	3	3	4	4	4	6
Colombie Britannique	–	–	3	3	3	3	3	3	3	6
Saskatchewan	–	–	–	–	–	2	2	4	4	6
Alberta	–	–	–	–	–	–		–	4	6
Totaux	72	74	77	77	78	80	81	83	87	96

7.—Représentation des provinces canadiennes au Sénat, 10 février 1942

NOTA—Selon l'ancienneté, par province

Nom du sénateur	Domicile
Ile du Prince-Edouard—(4 sénateur—une vacance)	
MACARTHUR, CREELMAN	Summerside
SINCLAIR, JOHN E., P.C.	Emerald
MACDONALD, JOHN A., P.C.	Cardigan
Nouvelle-Ecosse—(10 sénateurs)	
TANNER, C. E.	Pictou
LOGAN, H. J.	Parrsboro
DENNIS, W. H.	Halifax
MACDONALD, J. A.	St. Peters
RHODES, EDGAR N., P.C.	Amherst
CANTLEY, THOMAS	New Glasgow
QUINN, FELIX P.	Bedford
ROBICHEAU, JOHN L. P.	Maxwellton
DUFF, WILLIAM	Lunenburg
MACLENNAN, DONALD	Margaree Forks
Nouveau-Bruswick—(10 sénateurs)	
BOURQUE, T. J.	Richiboucto
MCDONALD, J. A.	Shediac
BLACK, FRANK B.	Sackville
TURGEON, ONÉSIPHORE	Bathurst
ROBINSON, C. W.	Moncton
COPP, A. B., P.C.	Sackville
FOSTER, W. E., P.C.	Saint John
JONES, GEORGE B., P.C.	Apohaqui
LÉGER, ANTOINE J.	Moncton
SMITH BENJAMIN F.	East Florenceville
Québec—(24 sénateurs—quatre vacances)	
DANDURAND, TRÈS HON. R.	Montréal
POPE, RUFUS H.	Cookshire
BEAUBIEN, C. P.	Montréal
BLONDIN, P. E., C.P.	St-François-du-Lac
CHAPAIS, SIR THOMAS, K.B.	Québec
RAYMOND, DONAT	Montréal
PARENT, G., (Président)	Québec
PREVOST, J.-E.	St-Jérome
BALLANTYNE, C. C., C.P.	Montréal
RAINVILLE, J. H.	St-Lambert
MORAUD, L.	Québec
SAUVÉ ARTHUR, C.P.	Outremont
PAQUET, EUGÈNE, C.P.	St-Romuald
HUGESSEN, A. K.	Montréal
FAFARD, J. FERNAND	L'Islet
HOWARD, C. B.	Sherbrooke
BEAUREGARD, ELIE	Montréal
DAVID, ATHANASE	Montréal
ST-PÈRE, E. C.	Montréal
HUSHION, WILLIAM JAMES	Westmount
GOUIN, L.-M.	Montréal
Ontario—(24 sénateurs—quatre vacances)	
SMITH, E. D.	Winona.
DONNELLY, J. J.	Pinkerton
WHITE, G. V.	Pembroke
HARDY, A. C., P.C.	Brockville
AYLESWORTH, SIR A. B., P.C.	Toronto
GRAHAM, TRÈS HON. GEORGE P., P.C.	Brockville
MCGUIRE, WILLIAM H.	Toronto
LITTLE, EDGAR S.	London
LACASSE, GUSTAVE	Tecumseh
WILSON, CAIRINE R.	Ottawa
MURDOCK, JAMES, P.C.	Ottawa
CÔTÉ, L.	Ottawa
SUTHERLAND, DONALD, P.C.	Ingersoll
FALLIS, Iva C.	Peterborough R. R. nº 3
LAMBERT, NORMAN P.	Ottawa
MARSHALL, DUNCAN M.	Toronto
HAYDEN, S. A.	Toronto
PATERSON, N. M.	Fort William
DUFFUS, JOSEPH JAMES	Peterborough
EULER, W. D., P.C.	Kitchener
Manitoba—(6 sénateurs— une vacance)	
SHARPE, W. H.	Manitou
MOLLOY, J. P.	Winnipeg
MULLINS, HENRY A.	Winnipeg
HAIG, JOHN T.	Winnipeg
BEAUBIEN, A. L.	St-Jean-Baptiste
Saskatchewan—(6 sénateurs—une vacance)	
CALDER, J. A., P.C.	Regina
MARCOTTE, A.	Ponteix
HORNER, R. B.	Blaine Lake
ASELTINE, W. M.	Rosetown
STEVENSON, J. J.	Regina
Alberta—(6 sénateurs)	
MICHENER, EDWARD	Calgary
HARMER, WILLIAM J.	Edmonton
GRIESBACH, W. A., C.B., C.M.G.	Edmonton
BUCHANAN, W. A.	Lethbridge
RILEY, Daniel E.	High River
BLAIS, ARISTIDE	Edmonton
Colombie Britannique—(6 sénateurs—une vacance)	
BARNARD, G. H.	Victoria
GREEN, R. F.	Victoria
KING, J. H., P.C.	Victoria
MCRAE, A. D., C.B.	Vancouver
FARRIS, J. W. de B.	Vancouver

Sous-section 4.—La Chambre des Communes*

Divisions électorales et députés au dix-neuvième Parlement.—Les changements de représentation aux élections partielles depuis le 26 mars 1940 sont indiqués aux renvois du tableau 9.

* L'indemnité sessionnelle d'un membre de la Chambre des Communes est de $4,000.

8.—District électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940

NOTA.—Cette information, excepté la population des circonscriptions et les partis, a été fournie par le directeur général des élections, à Ottawa, qui publie un rapport officiel sur le nombre de votes enregistrés pour chaque candidat. Cette information paraît aussi sous forme de brochure; on peut se la procurer chez le directeur général des élections. L'affiliation est celle que donne le Guide Parlementaire Canadien (non officiel).

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Ile du Pr.-Edouard— (4 députés)						
Kings	19,147	11,461	9,129	GRANT, T. V.	Lib.	Montague, I.P.-E.
Prince	31,500	19,481	14,618	RALSTON, hon. J. L.	Lib.	Ottawa, Ont.
Queens	37,391	24,399	39,196[1]	DOUGLAS, J. L. MACMILLAN, hon. C.	Lib. Lib.	Charlottetown, I.P.-E. Montréal, Qué.
Nouvelle-Ecosse— (12 députés)						
Antigonish-Guysborough	25,516	16,128	11,946	KIRK, J. R.	Lib.	Antigonish, N.-E.
Cap-Breton Nord-Victoria	31,615	19,252	13,651	MACLEAN, M.	Lib.	Sydney Mines, N.-E.
Cap-Breton-Sud	65,198	42,045	32,819	GILLIS, C.	C.C.F.	New Aberdeen, N.-E.
Colchester-Hants	44,444	30,147	22,514	PURDY, G. T.	Lib.	Truro, N.-E.
Cumberland	36,366	23,807	17,697	BLACK, P. C.	Cons.	Amherst, N.-E.
Digby-Annapolis-Kings	50,859	35,359	24,776	ILSLEY, hon. J. L.	Lib.	Ottawa, Ont.
Halifax	100,204	68,422	88,927[1]	MACDONALD, W. C. ISNOR, G. B.	Lib. Lib.	Halifax, N.-E.
Inverness-Richmond	35,768	21,609	16,293	MCGARRY, M. E.	Lib.	Margaree Forks, N.-E.
Pictou	39,018	25,309	19,059	MCCULLOCH, H. B.	Lib.	New Glasgow, N.-E.
Queens-Lunenburg	42,286	28,079	18,094	KINLEY, J. J.	Lib.	Lunenburg, N.-E.
Shelburne-Yarmouth-Clare	41,572	25,833	17,559	POTTIER, V. J.	Lib.	Yarmouth, N.-E.
Nouv.-Brunswick— (10 députés)						
Charlotte	21,337	14,809	10,574	HILL, B. M.	Lib.	St. Stephen, N.-B.
Gloucester	41,914	23,052	16,081	VENIOT, C. J.	Lib.	Bathurst, N.-B.
Kent	23,478	13,594	8,707	LÉGER, A. D.	Lib.	Grandigue, N.-B.
Northumberland	34,124	19,575	13,100	O'BRIEN, J. L.	Cons.	South Nelson, N.-B.
Restigouche-Madawaska	54,386	28,730	17,623	MICHAUD, hon. J. E.	Lib.	Ottawa, Ont.
Royal	31,026	20,786	15,324	BROOKS, A. J.	Cons.	Sussex, N.-B.
St. John-Albert	69,292	46,653	30,563	HAZEN, D. K.	Cons.	Saint John, N.-B.
Victoria-Carleton	35,703	21,269	15,423	HATFIELD, H. H.	Cons.	Hartland, N.-B.
Westmorland	57,506	36,631	26,916	EMMERSON, H. R.	Lib.	Dorchester, N.-B.
York-Sunbury	39,453	26,887	20,423	HANSON, hon. R. B.	Cons.	Fredericton, N.-B.
Québec— (65 députés)						
Argenteuil	19,379	12,495	9,461	MCGIBBON, J. W.	Lib.	Lachute Mills, Qué.
Beauce	51,614	26,113	15,735	LACROIX, E.	Lib.	Lacroix, Qué.
Beauharnois-Laprairie	42,104	22,593	14,901	RAYMOND, M.	Lib.	Montréal, Qué.
Bellechasse	27,480	14,608	9,023	PICARD, L. P.	Lib.	Québec, Qué.
Berthier-Maskinongé	35,545	20,858	13,561	FERRON, J. E.	Lib.	Louiseville, Qué.
Bonaventure	36,184	20,451	15,287	POIRIER, J. A.	Lib.	Bonaventure, Qué.
Brome-Missisquoi	32,069	20,058	10,983	HALLÉ, M.	Lib.	Sweetsburg, Qué.
Chambly-Rouville	39,648	25,850	18,547	DUPUIS, V.	Lib.	Laprairie, Qué.
Champlain	37,526	20,942	14,838	BRUNELLE, H. E.	Lib.	Cap-de-la-Madeleine, Qué.

[1] Chaque électeur peut voter pour deux candidats.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—suite

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
Québec—suite	nomb.	nomb.	nomb.			
Chapleau	24,328	19,543	12,616	AUTHIER, H.	Lib.	Amos, Qué.
Charlevoix-Saguenay	55,594	29,779	20,472	CASGRAIN, hon. P. F.[1]	Lib.	Montréal, Qué.
Châteauguay-Huntingdon	24,412	14,622	7,887	BLACK, D. E.	Lib.	Aubrey, Qué.
Chicoutimi	55,724	31,895	22,559	DUBUC, J. E. A.	Lib.	Chicoutimi, Qué.
Compton	31,858	18,202	9,695	BLANCHETTE, J. A.	Lib.	Chartierville, Qué.
Dorchester	27,156	13,892	10,370	Tremblay, L. D.	Lib.	St-Malachie, Qué.
Drummond-Arthabaska	53,338	34,192	23,174	CLOUTIER, A.	Lib.	Drummondville, Qué.
Gaspé	47,160	26,626	21,119	ROY, J. S.	Cons.-ind.	Gaspé, Qué.
Hull	49,196	28,062	22,444	FOURNIER, A.	Lib.	Hull, Qué.
Joliette-L'Assomption-Montcalm	56,444	33,233	17,733	FERLAND, C. E.	Lib.	Joliette, Qué.
Kamouraska	30,853	16,257	9,154	LIZOTTE, L. P.	Lib.	Rivière-du-Loup, Qué.
Labelle	36,953	19,785	14,828	LALONDE, M.	Lib.	Mont-Laurier, Qué.
Lac-St-Jean-Roberval	50,253	26,840	21,502	SYLVESTRE, A.	Lib.	Roberval, Qué.
Laval-Deux-Montagnes	26,224	15,156	11,057	LACOMBE, J. R. L.	Lib.-ind.	Ste-Scholastique, Qué.
Lévis	28,548	15,915	13,244	BOURGET, M.	Lib.	Lauzon, Qué.
Lotbinière	38,546	21,748	13,703	LAPOINTE, H.	Lib.	Québec, Qué.
Matapédia-Matane	39,977	22,291	15,874	LAPOINTE, A. J.	Lib.	Price, Qué.
Mégantic-Frontenac	44,440	23,691	16,885	LAFONTAINE, J.	Lib.	Thetford Mines, Qué.
Montmagny-L'Islet	30,869	87,294	10,308	LAFLAMME, J. L. K.	Lib.	Montmagny, Qué.
Nicolet-Yamaska	39,219	21,429	15,076	DUBOIS, L.	Lib.-ind.	Gentilly-Nicolet, Qué.
Pontiac	43,045	50,211	30,558	MCDONALD, W. R.	Lib.	Chapeau, Qué.
Portneuf	37,383	21,152	14,988	GAUTHIER, P.	Lib.	Deschambault, Qué.
Québec-Est	58,145	38,222	30,611	LAPOINTE, très hon. ERNEST[2]	Lib.	Ottawa, Ont.
Québec-Sud	33,441	28,050	20,023	POWER, hon. C. G.	Lib.	Ottawa, Ont.
Québec-Ouest et Sud	43,617	26,580	20,565	PARENT, C.	Lib.	Québec, Qué.
Québec-Montmorency	40,274	24,226	18,284	LACROIX, W.	Lib.	Québec, Qué.
Richelieu-Verchères	35,901	21,234	14,323	CARDIN, hon. P. J. A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Richmond-Wolfe	36,568	20,636	12,961	MULLINS, J. P.	Lib.	Bromptonville, Qué.
Rimouski	40,208	24,487	15,823	D'ANJOU, J. E. S. E.	Lib.	Rimouski, Qué.
St-Hyacinthe-Bagot	42,820	28,185	15,970	FONTAINE, T. A.	Lib.	St-Hyacinthe, Qué.
St-Jean-Iberville-Napierville	32,259	20,584	16,206	RHÉAUME, M.	Lib.	St-Jean, Qué.
St-Maurice-Laflèche	45,450	27,081	19,466	CRÈTE, J. A.	Lib.	Grand'Mère, Qué.
Shefford	28,262	18,417	11,588	LECLERC, J. H.	Lib.	Granby, Qué.
Sherbrooke	37,386	26,773	18,931	GINGUES, M.	Lib.	Sherbrooke, Qué.
Stanstead	25,118	15,826	10,048	DAVIDSON, R. G.	Lib.	North Hatley, Qué.
Témiscouata	42,679	22,966	13,349	POULIOT, J. F.	Lib.	Rivière-du-Loup, Qué.
Terrebonne	38,940	24,388	17,555	BERTRAND, L.	Lib.-ind.	Ste-Thérèse-de-Blainville, Qué.
Trois-Rivières	44,223	28,787	18,827	RYAN, R.	Lib.	Trois-Rivières, Qué.
Vaudreuil-Soulanges	21,114	12,707	9,159	THAUVETTE, J.	Lib.	Vaudreuil Village, Qué.
Wright	27,107	15,445	10,829	LEDUC, R.	Lib.	Maniwaki, Qué.
Ile de Montréal—						
Cartier	61,280	40,655	21,261	BERCOVITCH, P.	Lib.	Montréal, Qué.
Hochelaga	78,353	48,809	32,155	EUDES, R.	Lib.	Montréal, Qué.
Jacques-Cartier	42,671	27,078	16,001	MARIER, E.	Lib.	Pointe-Claire, Qué.
Laurier	68,784	45,757	26,158	BERTRAND, E.	Lib.	Westmount, Qué.
Maisonneuve-Rosemont	64,845	38,877	24,590	FOURNIER, S.	Lib.	Montréal, Qué.
Mercier	66,651	39,447	24,220	JEAN, J.	Lib.	Montréal, Qué.
Mont-Royal	65,012	53,832	35,610	WHITMAN, F. P.	Lib.	Montréal-Ouest, Qué.
Outremont	46,136	33,999	22,568	VIEN, T.	Lib.	Montréal, Qué.
Ste-Anne	38,673	21,844	16,530	HEALY, T. P.	Lib.	Montréal, Qué.
St-Antoine-Westmount	50,009	38,570	24,286	ABBOTT, D. C.	Lib.	Westmount, Qué.

[1] L'Hon. M. Casgrain ayant accepté des fonctions rétribuées par la Couronne, son siège devient vacant le 15 décembre 1941. [2] Le Très Hon. M. Lapointe est décédé le 26 novembre 1941, et l'Hon. Louis S. Saint-Laurent (L) est élu le 9 février 1942.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—suite

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Québec—fin						
Ile de Montréal—fin						
St-Denis	76,930	49,793	30,175	DENIS, A.	Lib.	Montréal, Qué.
St-Henri	78,127	46,236	31,282	BONNIER, J. A.	Lib.	Montréal, Qué.
St-Jacques	89,374	64,823	35,587	DUROCHER, E.	Lib.	Montréal, Qué.
St-Laurent-St-Georges	40,213	29,416	18,544	CLAXTON, B.	Lib.	Montréal, Qué.
Ste-Marie	77,472	49,874	30,289	DESLAURIERS, H.[1]	Lib.	Montréal, Qué.
Verdun	63,144	40,555	28,033	CÔTÉ, P. E.	Lib.	Verdun, Qué.
Ontario—						
(82 députés)						
Algoma-Est	27,925	15,250	10,386	FARQUHAR, T.	Lib.	Mindemoya, Ont.
Algoma-Ouest	35,618	22,454	16,580	NIXON, G. E.	Lib.	Sault-Ste-Marie, Ont.
Brant	21,202	12,980	9,929	WOOD, G. E.	Lib.	Cainsville, Ont.
Brantford, Cité de	332,274	21,607	15,762	MACDONALD, W. R.	Lib.	Brantford, Ont.
Bruce	29,842	19,359	12,781	TOMLINSON, W. R.	Lib.	Port Elgin, Ont.
Carleton	31,305	20,716	14,481	HYNDMAN, A. B.[2]	Cons.	Carp, Ont.
Cochrane	52,284	44,559	26,729	BRADETTE, J. A.	Lib.	Cochrane, Ont.
Dufferin-Simcoe	27,394	19,338	10,840	ROWE, hon. W. E.	Cons.	Newton Robinson, Ont.
Durham	25,782	17,095	12,254	RICKARD, W. F.	Lib.	Newcastle, Ont.
Elgin	43,436	30,216	20,902	MILLS, W. H.	Lib.	Sparta, Ont.
Essex-Est	51,718	30,220	21,541	MARTIN, P.	Lib.	Windsor, Ont.
Essex-Sud	31,970	20,048	13,196	CLARK, S. M.	Lib.	Harrow, Ont.
Essex-Ouest	75,350	45,620	29,560	MCLARTY, hon. N. A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Fort William	34,656	20,809	17,261	MCIVOR, D.	Lib.	Fort William, Ont.
Frontenac-Addington	26,455	17,022	12,272	AYLESWORTH, W. R.	Cons.	Kingston, Ont.
Glengarry	18,666	11,299	7,437	MACDIARMID, W. B.	Lib.	Maxville, Ont.
Grenville-Dundas	32,425	22,320	12,941	CASSELMAN, A. C.	Cons.	Prescott, Ont.
Grey-Bruce	35,736	23,385	16,209	HARRIS, W. E.	Lib.	Markdale, Ont.
Grey-Nord	35,407	23,419	15,820	TELLFORD, W. P.	Lib.	Owen Sound, Ont.
Haldimand	21,428	13,977	10,300	SENN, M. C.	Cons.	Caledonia, Ont.
Halton	26,558	18,375	14,082	CLEAVER, H.	Lib.	Burlington, Ont.
Hamilton-Est	66,771	43,705	30,110	ROSS, T. H.	Lib.	Hamilton, Ont.
Hamilton-Ouest	56,305	36,014	25,326	GIBSON, hon. C. W. G.	Lib.	Ottawa, Ont.
Hastings-Peterborough	27,160	17,033	10,735	WHITE, G. S.	Cons.	Madoc, Ont.
Hastings-Sud	39,327	25,348	18,857	STOKES, G. H.	Cons.	Belleville, Ont.
Huron-Nord	26,095	17,501	11,902	CARDIFF, L. E.	Cons.	Brussels, Ont.
Huron-Perth	22,661	14,742	9,137	GOLDING, W. H.	Lib.	Seaforth, Ont.
Kenora-Rainy River	39,834	27,254	19,242	MCKINNON, H. B.	Lib.	Kenora, Ont.
Kent	50,994	32,703	22,759	DESMOND, C. E.	Cons.	Ridgetown, Ont.
Kingston, Cité de	26,180	19,381	17,291	ROGERS, hon. N. M.[3]	Lib.	Kingston, Ont.
Lambton-Kent	34,686	21,760	14,994	MACKENZIE, H. A.	Lib.-prog.	Watford, Ont.
Lambton-Ouest	32,601	22,041	16,674	GRAY, R. W.	Lib.	Sarnia, Ont.
Lanark	32,856	21,854	16,079	SOPER, B. H.	Lib.	Smiths Falls, Ont.
Leeds	35,157	23,479	18,637	FULFORD, G. T.	Lib.	Brockville, Ont.
Lincoln	54,199	37,685	28,955	LOCKHART, N. J. M.	Cons.	St. Catharines, Ont.
London	49,821	43,951	32,388	JOHNSTON, J. A.	Lib.	London, Ont.
Middlesex-Est	34,788	23,608	16,389	ROSS, D. G.	Lib.	Lucan, Ont.
Middlesex-Ouest	23,632	15,151	9,953	MCCUBBIN, R.	Lib.	Strathroy, Ont.
Muskoka-Ontario	35,313	23,414	15,197	FURNISS, S. J.	Lib.-prog.	Brechin, Ont.
Nipissing	88,597	64,005	38,682	HURTUBISE, J. R.	Lib.	Sudbury, Ont.
Norfolk	31,359	22,459	15,272	TAYLOR, W. H.	Lib.	Scotland, Ont.
Northumberland	30,727	19,973	15,555	FRASER, W. A.	Lib.	Trenton, Ont.
Ontario	45,139	29,353	20,320	MOORE, W. H.	Lib.	Dunbarton, Ont.
Ottawa-Est	51,667	37,357	29,363	PINARD, J. A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Ottawa-Ouest	78,656	61,322	47,751	MCILRAITH, G. J.	Lib.	Ottawa, Ont.
Oxford	47,825	32,710	19,397	RENNIE, A. S.	Lib.	Tillsonburg, Ont.
Parry Sound	26,198	15,798	10,877	SLAGHT, A. G.	Lib.	Toronto, Ont.
Peel	28,156	20,221	16,234	GRAYDON, G.	Cons.	Brampton, Ont.
Perth	47,816	30,966	21,531	SANDERSON, F. G.	Lib.	St. Marys, Ont.
Peterborough-Ouest	37,042	25,189	19,311	FRASER, G. K.	Cons.	Peterborough, Ont.
Port Arthur	35,313	26,290	18,947	HOWE, hon. C. D.	Lib.	Ottawa, Ont.
Prescott	24,596	14,146	10,350	BERTRAND, E. O.	Lib.	L'Orignal, Ont.
Prince Edward-Lennox	28,697	18,329	12,568	TUSTON, G. J.	Cons.	Napanee, Ont.
Renfrew-Nord	27,230	16,420	11,523	WARREN, R. M.	Lib.	Eganville, Ont.

[1] M. Deslauriers est décédé le 28 mai 1941 et le Dr G. Fauteux (L) a été élu le 9 février 1942. [2] Le Dr Hyndman est décédé le 9 avril 1940 et M. G. R. Boucher (C) a été élu le 19 août 1940. [3] L'Hon. M. Rogers est décédé le 10 juin 1940 et l'Hon. A. L. Macdonald (L) a été élu sans opposition le 12 août 1940.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—suite

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Ontario—fin						
Renfrew-Sud	29,986	16,572	11,537	McCann, J. J.	Lib.	Renfrew, Ont.
Russell	26,899	15,079	9,102	Goulet, A.	Lib.	Bourget, Ont.
Simcoe-Est	36,572	21,709	15,592	McLean, G. A.	Lib.	Orillia, Ont.
Simcoe-Nord	29,224	19,922	13,192	McCuaig, D. F.	Lib.	Barrie, Ont.
Stormont	32,524	23,103	16,557	Chevrier, L.	Lib.	Cornwall, Ont.
Timiskaming	37,594	32,545	22,440	Little, W.	Lib.	Kirkland Lake, Ont.
Victoria	31,841	21,766	16,002	McNevin, B.	Lib.	Omemee, Ont.
Waterloo-Nord	53,777	36,661	22,712	Euler, hon. W. D.[1]	Lib.	Waterloo, Ont.
Waterloo-Sud	36,075	24,639	16,086	Homuth, K. K.	Cons.	Preston, Ont.
Welland	82,731	52,356	36,977	Damude, A. B.[2]	Lib.	Fonthill, Ont.
Wellington-Nord	27,677	16,259	10,052	Blair, J. K.	Lib.	Arthur, Ont.
Wellington-Sud	35,956	23,642	17,427	Gladstone, R. W.	Lib.	Guelph, Ont.
Wentworth	66,943	45,519	31,110	Corman, E. H.	Lib.	Hamilton, Ont.
York-Est	66,194	51,544	34,422	McGregor, R. H.	Cons.	Toronto, Ont.
York-Nord	43,323	29,117	19,644	Mulock, hon. W. P.	Lib.	Ottawa, Ont.
York-Sud	60,350	49,012	33,873	Cockeram, A.[3]	Cons.	Forest Hill Village, Ont.
York-Ouest	55,881	39,995	28,968	Adamson, A. R.	Cons.	Port Credit, Ont.
Cité de Toronto—						
Broadview	57,523	38,653	25,261	Church, T. L.	Cons.	Toronto, Ont.
Danforth	41,824	29,243	21,000	Harris, J. H.	Cons.	Toronto, Ont.
Davenport	57,039	40,119	26,310	MacNicol, J. R.	Cons.	Toronto, Ont.
Eglinton	54,859	48,499	34,368	Hoblitzell, F. G.	Lib.	Toronto, Ont.
Greenwood	57,296	37,302	25,775	Massey, D.	Cons.	Toronto, Ont.
High Park	52971,	37,165	26,386	Anderson, A. J.	Cons.	Toronto, Ont.
Parkdale	51,398	37,485	26,376	Bruce, hon. H. A.	Cons.	Toronto, Ont.
Rosedale	53,081	36,072	24,232	Jackman, H. R.	Cons.	Toronto, Ont.
St. Paul's	62,283	49,279	30,898	Ross, D. G.	Cons.	Toronto, Ont.
Spadina	82,127	56,944	38,259	Factor, S.	Lib.	Toronto, Ont.
Trinity	60,806	39,113	28,062	Roebuck, A. W.	Lib.	Toronto, Ont.
Manitoba— (17 députés)						
Brandon	38,098	23,061	17,798	Matthews, J. E.	Lib.	Brandon, Man.
Churchill	33,909	18,362	13,485	Crerar, hon. T. A.	Lib.	Ottawa, Ont.
Dauphin	40,597	22,554	17,218	Ward, W. J.	Lib.	Dauphin, Man.
Lisgar	30,595	15,747	9,560	Winkler, H. W.	Lib.	Morden, Man.
Macdonald	36,127	20,283	14,977	Weir, W. G.	Lib.-prog.	Carman, Man.
Marquette	38,105	21,112	16,993	Glen, hon. J. A.	Lib.	Russell, Man.
Neepawa	29,449	17,438	13,921	MacKenzie, F. D.	Lib.	Neepawa, Man.
Portage-la-Prairie	27,610	15,749	12,413	Leader, H.	Lib.	Portage-la-Prairie, Man.
Provencher	36,299	18,117	12,348	Jutras, R.	Lib.	Letellier, Man.
St-Boniface	32,810	19,558	15,505	Howden, J. P.	Lib.	Norwood Grove, Man.
Selkirk	55,584	29,253	22,028	Thorson, hon. J. T.	Lib.	Ottawa, Ont.
Souris	22,157	13,924	11,269	Ross, J. A.	Cons.	Melita, Man.
Springfield	44,073	23,866	17,940	Turner, J. M.	Lib.	Winnipeg, Man.
Winnipeg-Nord	71,904	42,959	32,525	Booth, C. S.	Lib.	Winnipeg, Man.
Winnipeg-Nord Centre	58,047	40,754	28,423	Woodsworth, J. S.	C.C.F.	Winnipeg ,Man.
Winnipeg-Sud	52,757	34,971	28,180	Mutch, L. A.	Lib.	Winnipeg, Man.
Winnipeg-Sud Centre	63,095	47,358	36,277	Maybank, R.	Lib.	Fort Garry, Man.
Saskatchewan— (21 députés)						
Assiniboia	36,565	18,615	15,245	Tripp, J. P.	Lib.	Oxbow, Sask.
Humboldt	44,977	21,656	16,446	Fleming, H. R.	Lib.	Humboldt, Sask.
Kindersley	36,004	16,773	13,014	Henderson, C. A.	Lib.	Dodsland, Sask.
Lake Centre	37,539	20,224	16,517	Diefenbaker, J. G.	Con.	Prince Albert, Sask.
Mackenzie	55,434	28,093	20,410	Nicholson, A. M.	C.C.F.	Canora, Sask.
Maple Creek	38,948	19,172	13,540	Evans, C. R.	Lib.	Piapot, Sask.
Melfort	51,286	28,038	21,220	Wright, P. E.	C.C.F.	Tisdale, Sask.
Melville	49,264	24,935	21,162	Gardiner, hon. J. G.	Lib.	Ottawa, Ont.

[1] L'Hon. M. Euler a été nommé sénateur le 9 mai 1940, et M. L. O. Breithaupt (L) a été élu le 19 août 1940. [2] M. Damude est décédé le 15 septembre 1941, et l'Hon. Humphrey Mitchell (L) a été élu le 9 février 1942. [3] M. Cockeram a démissionné le 26 novembre 1941, et M. J. W. Noseworthy (C.C.F.) a été élu le 9 février 1942.

8.—Districts électoraux, votants inscrits et votes enregistrés, noms et adresses des députés à la Chambre des Communes tels qu'élus à la dix-neuvième élection générale, le 26 mars 1940—fin

Province et district électoral	Population, 1931	Votants inscrits	Votes enregistrés	Nom du député	Parti	Adresse postale
	nomb.	nomb.	nomb.			
Saskatchewan—fin						
Moose Jaw	40,162	23,114	17,307	Ross, J. G	Lib	Moose Jaw, Sask.
North Battleford	55,334	25,642	18,535	Nielsen, Mme D. W.	Unité	Spiritwood, Sask.
Prince Albert	45,718	23,143	18,230	King, très hon. W. L. M	Lib	Ottawa, Ont.
Qu'Appelle	37,688	19,286	15,107	Perley, E. E	Cons	Wolseley, Sask.
Cité de Regina	53,354	36,455	30,804	McNiven, D. A	Lib	Regina, Sask.
Rosetown-Biggar	36,100	18,813	15,061	Coldwell, M. J. W	C.C.F	Ottawa, Ont.
Rosthern	42,675	19,313	13,132	Tucker, W. A	Lib	Rosthern, Sask.
Cité de Saskatoon	45,140	28,947	22,561	Brown, W. G.[1]	U.R	Saskatoon, Sask.
Swift Current	42,556	21,091	15,601	Graham, R. T	Lib	Swift Current, Sask.
The Battlefords	48,868	23,759	17,268	Gregory, J. A	Lib	North Battleford, Sask.
Weyburn	41,558	19,537	16,400	Douglas, T. C	C.C.F	Weyburn, Sask.
Wood Mountain	40,025	19,611	15,451	Donnelly, T. F	Lib	Meyronne, Sask.
Yorkton	52,342	25,724	20,366	Castleden, G. H	C.C.F	Yorkton, Sask.
Alberta— (17 députés)						
Acadia	29,944	14,976	8,392	Quelch, V	N.D	Morrin, Alta
Athabaska	48,886	23,460	13,016	Déchêne, J. M	Lib	Bonnyville, Alta
Battle River	44,391	21,976	12,372	Fair, R	N.D	Paradise Valley, Alta
Bow River	44,851	23,561	16,026	Johnston, C. E	N.D	Three Hills, Alta
Calgary-Est	44,505	30,381	21,487	Ross, G. H	Lib	Calgary, Alta
Calgary-Ouest	41,315	27,059	19,994	Edwards, M. J	Lib	Calgary, Alta
Camrose	44,073	22,953	12,989	Marshall, J. A	N.D	Bashaw, Alta
Edmonton-Est	49,467	30,816	20,709	Casselman, F. C.[2]	Lib	Edmonton, Alta
Edmonton-Ouest	43,795	30,688	21,873	MacKinnon, hon. J. A	Lib	Ottawa, Ont.
Jasper-Edson	55,345	29,967	16,751	Kuhl, W. F	N.D	Sprucegrove, Alta
Lethbridge	46,373	21,244	15,740	Blackmore, J. H	N.D	Cardston, Alta
Macleod	43,084	23,293	16,911	Hansell, E. G	N.D	Vulcan, Alta
Medicine Hat	40,949	21,591	15,134	Gershaw, F. W	Lib	Medicine Hat, Alta
Rivière-la-Paix	48,748	25,380	15,742	Sissons, J. H	Lib	Grand Prairie, Alta
Red Deer	45,525	26,155	15,306	Shaw, F. D	N.D	James River Bridge, Alta.
Vegreville	49,261	23,219	14,214	Hlynka, A	N.D	Edmonton, Alta
Wetaskiwin	52,270	26,890	15,764	Jaques, N	N.D	Mirror, Alta
Col. Britannique— (16 députés)						
Cariboo	26,094	17,575	13,591	Turgeon, J. G	Lib	Vancouver, C.B.
Comox-Alberni	28,379	19,703	14,304	Neill, A. W	Ind	Alberni, C.B.
Frasey Valley	31,377	20,192	15,949	Cruickshank, G. A	Lib	Matsqui, C.B.
Kamloops	29,249	16,180	13,592	O'Neill, T. J	Lib	Kamloops, C.B.
Kootenay-Est	25,662	14,312	12,673	MacKinnon, G. E. L	Cons	Cranbrook, C.B.
Kootenay-Ouest	32,556	21,261	17,423	Esling, W. K	Cons	Rossland, C.B.
Nanaïmo	45,767	32,426	25,513	Chambers, A	Lib	Saanich, C.B.
New Westminster	59,170	42,728	34,936	Reid, T	Lib	Newton, C.B.
Skeena	30,391	12,088	9,567	Hanson, O	Lib	Prince Rupert, C.B.
Vancouver-Burrard	59,583	43,427	33,257	McGeer, G. G	Lib	Vancouver, C.B.
Vancouver-Centre	65,683	43,887	31,748	Mackenzie, hon. I. A	Lib	Ottawa, Ont.
Vancouver-Est	58,921	39,841	29,408	MacInnis, A	C.C.F	Vancouver, C.B.
Vancouver-Nord	48,906	36,275	27,906	Sinclair, J	Lib	Vancouver, C.B.
Vancouver-Sud	63,122	49,102	38,387	Green, H. C	Cons	Vancouver, C.B.
Victoria	48,599	35,360	26,750	Mayhew, R. W	Lib	Victoria, C.B.
Yale	40,804	28,227	23,100	Stirling, hon. G	Cons	Kelowna, C.B.
Territoire du Yukon— (1 député)						
Yukon	4,230	2,097	1,741	Black, G	Cons	Vancouver, C.B.

[1] Le révérend M. Brown est décédé le 1er avril 1940, et M. A. H. Bence (C) a été élu le 19 août 1940.
[2] M. Casselman est décédé le 20 mars 1941 et Mme C. T. Casselman (L) a été élue le 2 juin 1941.

Sous-section 5.—L'électorat fédéral

En deux mots, il faut, pour avoir droit de vote, être sujet britannique âgé de 21 ans révolus et avoir résidé ordinairement au Canada pendant au moins un an et dans le district d'enregistrement pendant au moins trois mois. Un article par le colonel J. T. C. Thompson, commissaire du Cens électoral du Dominion, a paru dans l'Annuaire de 1937 aux pages 91–93.

9.—Electeurs inscrits et suffrages exprimés aux élections générales de 1926, 1930, 1935 et 1940

NOTA.—La statistique correspondante des élections générales de 1911, 1917, 1921 et 1925 paraît à la p. 84 de l'Annuaire de 1926.

Province	Electeurs inscrits				Suffrages exprimés			
	1926	1930	1935	1940	1926	1930	1935	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Pr.-Edouard	46,208	46,985	53,284	55,341	55,569[1]	59,569[1]	61,641[1]	62,943[1]
Nouv.-Ecosse	273,712	275,762	304,313	335,990	229,846[2]	268,727[2]	275,523[2]	283,335[2]
Nouv.-Brunswick	210,028	207,006	229,266	251,986	162,773[3]	186,277[3]	177,485	174,734
Québec	1,133,633	1,351,585[4]	1,576,458	1,799,942	809,295	1,029,480[4]	1,162,862	1,189,389
Ontario	1,847,512	1,894,624	2,174,188	2,340,344	1,226,267[5]	1,364,960[5]	1,608,244	1,625,435
Manitoba	257,244[4]	328,089	377,733	425,066	198,028[4]	235,192	284,589	320,860
Saskatchewan	353,471	410,400	451,386	481,931	246,460	331,652	347,536	373,377
Alberta	279,463	304,475[4]	368,956	423,609	157,993	201,635[4]	241,107	272,420
Col. Britannique	262,262	333,326	382,117	472,584	185,345	243,631	292,423	368,104
Yukon	1,848	1,719	1,805	2,097	1,482	1,408	1,265	1,741
Totaux	**4,665,381**[4]	**5,153,971**[6]	**5,919,506**	**6,588,890**	**3,273,062**[4]	**3,922,481**[6]	**4,452,675**	**4,672,338**

[1] Dans la division de Queens (I.P.-E.) le scrutin est binominal; en 1940, 24,399 électeurs ont donné 39,196 votes. [2] Dans la division de Halifax (N.-E.) le scrutin est binominal; en 1940, 68,422 électeurs ont donné 88,927 votes. [3] Dans la division de Saint John-Albert (N.-B.) le scrutin est binominal; en 1930, 37,067 électeurs ont donné 50,121 votes. [4] Sans compter une division où le candidat a été élu par acclamation. [5] Dans la division d'Ottawa (Ont.) le scrutin est binominal; en 1930, 61,535 électeurs ont donné 97,369 votes. [6] Sans compter deux divisions où les candidats ont été élus par acclamation.

Section 2.—Gouvernements provinciaux

Dans chacune des provinces, le Roi est représenté par un lieutenant-gouverneur, nommé par le Gouverneur Général en Conseil; il gouverne avec les avis et l'aide de son Ministère ou conseil exécutif, lequel est responsable devant la législature et démissionne lorsqu'il cesse de jouir de sa confiance. A l'exception du Québec, qui possède un Conseil Législatif et une Assemblée Législative, les provinces n'ont qu'une seule Chambre, c'est-à-dire une Assemblée Législative élue par le peuple. Pour les détails du fonctionnement des gouvernements provinciaux, le lecteur est renvoyé à l'Annuaire de 1922–23, pp. 108–123.

10.—Provinces et territoires du Canada, leur superficie actuelle, date de leur entrée dans la Confédération et mesures législatives qui l'ont déterminée

Province, territoire ou district	Date de la création ou de l'entrée	Mesure législative	Superficie actuelle (milles carrés)		
			Terre	Eau douce	Total
Ontario	1er juillet 1867	Loi du Parlement impérial—Loi de	363,282	49,300	412,582[1]
Québec	1er " 1867	l'Amérique Britannique du Nord	523,534	71,000	594,534[2]
Nouvelle-Ecosse	1er " 1867	de 1867 (30-31 Vict., chap. 3) et	20,743	325	21,068
Nouv.-Brunswick	1er " 1867	Ordre en Conseil impérial du 22 mai 1867.	27,473	512	27,985
Manitoba	15 " 1870	Loi du Manitoba de 1870 (33 Vict., chap. 3), et Ordre en Conseil impérial du 23 juin 1870	219,723	26,789	246,512[3]
Colombie Britannique	20 " 1871	Ordre en Conseil impérial du 16 mai 1871	359,279	6,976	366,255
Ile du P.-Edouard	1er " 1873	Ordre en Conseil impérial du 26 juin 1873	2,184	[4]	2,184
Yukon	13 juin 1898	Loi du territoire du Yukon de 1898 (61 Vict., chap. 6)	205,346	1,730	207,076
Saskatchewan	1er sept. 1905	Loi créant la Saskatchewan, 1905 (4-5 Edouard VII, chap. 42)	237,975	13,725	251,700
Alberta	1er " 1905	Loi créant l'Alberta, 1905 (4-5 Edouard VII, chap. 3)	248,800	6,485	255,285[5]
Mackenzie	1er janv. 1920		493,225	34,265	527,490[6]
Keewatin	1er " 1920	Ordre en conseil du 16 mars 1918	218,460	9,700	228,160[6]
Franklin	1er " 1920		546,532	7,500	554,032[6]
		Totaux	**3,466,556**	**228,307**	**3,694,863**

[1] Superficie augmentée par la loi de l'extension des frontières d'Ontario de 1912 (2 Geo. V, chap. 40). [2] Augmentée par la loi de l'extension des frontières du Québec, de 1912 (2 Geo. V. chap. 45), et diminuée à la suite de la décision du Comité judiciaire du Conseil Privé (1er mars 1927) transférant au gouvernement de Terre-Neuve environ 112,400 milles carrés de territoire autrefois considéré comme appartenant au Québec. [3] Augmenté par la loi de l'extension des frontières du Manitoba de 1881 et la loi de l'extension des frontières du Manitoba de 1912 (2 Geo. V, chap. 32.) [4] Trop petite pour être énumérée. [5] L'Alberta et la Saskatchewan couvrent approximativement l'étendue qui constituait autrefois les districts d'Assiniboine, d'Athabaska, d'Alberta et de Saskatchewan, créés le 17 mai 1882, par décision du C.P. Canadien, ratifiée par le Parlement du Dominion et par un ordre en conseil du 2 octobre 1895. [6] Par un arrêté ministériel du 23 juin 1870, la terre de Rupert, acquise par l'effet de deux lois de 1867 et 1868, et les territoires septentrionaux non délimités furent admis dans la Confédération. Les territoires du Nord-Ouest, dont il est parlé pour la première fois dans la loi du Manitoba de 1870, furent officiellement reconnus par la loi des Territoires du Nord-Ouest de 1880 (43 Vict., chap. 25). Antérieurement, le district de Keewatin avait été délimité par une loi du Parlement fédéral (39 Vict., chap. 21). Les districts provisoires du Yukon, de Mackenzie, de Franklin et d'Ungava furent établis par un ordre en conseil du 2 octobre 1895, mais leurs frontières furent modifiées par un autre ordre en conseil du 18 décembre 1897. La partie du Keewatin laissée en dehors fut formellement annexée aux Territoires du Nord-Ouest par un ordre en conseil du 24 juillet 1905, prenant effet le premier septembre 1905. Par la loi de l'extension des frontières de 1912, l'Ungava fut annexé à la province de Québec et le surplus des Territoires du Nord-Ouest, se trouvant au sud du 60° de latitude *nord, fut partagé* entre le Manitoba et l'Ontario.

11.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1942, et ministères actuels

NOTA.—On décerne au lieutenant-gouverneur d'une province le titre de "Son Honneur" et celui de "Honorable" pour le reste de sa vie. Les législatures et ministères depuis la Confédération jusqu'à 1923 paraissent aux pp. 75-84 de l'Annuaire de 1924, celles de 1924-37 aux pp. 115-124 de celui de 1938. Quand deux dates ou plus sont données pour la nomination d'un ministre, la première indique la nomination première au Ministère et la deuxième ou la dernière, la nomination au portefeuille actuel.

ILE DU PRINCE-ÉDOUARD

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
W. C. F. Robinson	10 juin 1873	Beniamin Rogers	1er juin 1910
Sir Robert Hodgson	4 juillet 1874	A. C. Macdonald	2 juin 1915
Thomas H. Haviland	14 juillet 1879	Murdoch McKinnon	3 sept. 1919
Andrew Archibald Macdonald	1er août 1884	Frank R. Heartz	8 sept. 1924
Jedediah S. Carvel	21 sept. 1889	Charles Dalton	29 nov. 1930
Geo. W. Howlan	21 fév. 1894	George D. DeBlois	28 déc. 1933
P. A. MacIntyre	13 mai 1899	Branford W. LePage	2 oct. 1939
D. A. Mackinnon	3 oct. 1904		

VINGT ET UNIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier ministre, Secrétaire-trésorier Provincial et Procureur Général	Hon. Thane A. Campbell, K.C., LL.D.	15 août 1935 14 janv. 1936 14 sept. 1939
Président du Conseil Exécutif	Hon. Horace Wright	14 sept. 1939 8 fév. 1940
Ministre des Travaux Publics et de la Voirie	Hon. James P. McIntyre	15 août 1935
Ministre de l'Agriculture	Hon. William H. Dennis	14 janv. 1936
Ministre de l'Education et de la Santé Publique	Hon. Mark R. McGuigan, K.C.	15 août 1935
Ministre sans portefeuille	Hon. John A. Campbell	15 août 1935
Ministre sans portefeuille	Hon. Marin Gallant	15 août 1935
Ministre sans portefeuille	Hon. Harry H. Cox	14 sept. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Dougald McKinnon	14 sept. 1939

NOUVELLE-ÉCOSSE

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
Lieut. général sir W. F. Williams	1er juillet 1867	James D. McGregor	18 oct. 1910
Major gén. sir C. Hastings Doyle	18 oct. 1867	David MacKeen	19 oct. 1915
Lieut. gén. sir C. Hastings Doyle	31 janv. 1868[1]	McCallum Grant	29 nov. 1916
Joseph Howe	1er mai 1873	McCallum Grant	21 mars 1922[1]
Sir Adams G. Archibald	4 juillet 1873	J. Robson Douglas	23 janv. 1925
Matthew Henry Richey	4 juillet 1883	James C. Tory	24 sept. 1925
A. W. McLelan	9 juillet 1888	Frank Stanfield	2 déc. 1930
Sir Malachy Bowes Daly	11 juillet 1890	Walter H. Covert	5 oct. 1931
Sir Malachy Bowes Daly	29 juillet 1895[1]	Robert Irwin	1er mai 1937
Alfred G. Jones	7 août 1900	Frederick F. Mathers, K.C.	31 mai 1940
Duncan C. Fraser	27 mars 1906		

[1] Deuxième terme.

TREIZIÈME MINISTÈRE

NOTA.—Les ministres qui sont demeurés continuellement en fonction paraissent avec la date de leur première nomination, en dépit de la formation d'un nouveau ministère, après la nomination d'un nouveau Premier Ministre.

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Président du Conseil, Secrétaire Provincial et Trésorier	Hon. A. Stirling MacMillan	10 juillet 1940
Procureur Général, Ministre des Terres et Forêts et Ministre des Affaires Municipales	Hon. Josiah H. MacQuarrie, K.C.	5 sept. 1933
Ministre de l'Agriculture et des Marchés	Hon. John A. McDonald	5 sept. 1933
Ministre de la Santé	Hon. Frank R. Davis, M.D., C.M.	5 sept. 1933
Ministre des Mines et Ministre du Travail	Hon. Lauchlin D. Currie, K.C.	6 fév. 1939
Ministre de la Voirie et des Travaux Publics	Hon. John D. McKenzie	24 fév. 1941
Ministre de l'Industrie et de la Publicité	Hon. Harold Connolly	24 fév. 1941
Ministre sans portefeuille	Hon. J. Willie Comeau	5 sept. 1933

11.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1942, et ministères actuels—suite

NOUVEAU-BRUNSWICK

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
Major général sir C. Hastings Doyle	1er juillet 1867	Jabez B. Snowball	5 fév. 1902
Col. F. P. Harding	18 oct. 1867	L. J. Tweedie	2 mars 1907
L. A. Wilmot	14 juillet 1868	Josiah Wood	6 mars 1912
Samuel Leonard Tilley	5 nov. 1873	G. W. Ganong	29 juin 1916
E. Baron Chandler	16 juillet 1878	William Pugsley	6 nov. 1917
Robert Duncan Wilmot	11 fév. 1880	William F. Todd	24 fév. 1923
Sir Samuel Leonard Tilley	31 oct. 1885	Major-gén. Hugh H. McLean	28 déc. 1928
John Boyd	21 sept. 1893	Murray MacLaren	5 fév. 1935
John A. Fraser	20 déc. 1893	W. G. Clark	5 mars 1940
A. R. McClelan	9 déc. 1896		

VINGT ET UNIÈME MINISTÈRE

NOTA.—Voir note sous treizième ministère, Nouvelle-Ecosse.

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Président du Conseil Exécutif	Hon. J. B. McNair, K.C.	13 mars 1940
Ministre des Travaux Publics	Hon. W. S. Anderson	16 juillet 1938
Ministre des Terres et des Mines	Hon. F. W. Pirie	16 juillet 1935
Ministre de l'Agriculture	Hon. Austin C. Taylor	16 juillet 1935
Procureur Général	Hon. J. B. McNair, K.C.	16 juillet 1935
Secrétaire-trésorier Provincial	Hon. J. J. Hayes Doone	10 janv. 1940
Ministre de l'Education et des Relations fédérales et municipales	Hon. C. H. Blakney	10 janv. 1940
Ministre de la Santé et du Travail	Hon. J. A. Doucet	13 mars 1940
Ministre sans portefeuille et Président de la Commission d'Energie Electrique du N.-B.	Hon. J. G. Boucher	13 mars 1930

QUÉBEC

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
Sir Narcisse F. Belleau	1er juillet 1867	Sir Charles A. P. Pelletier	4 sept. 1908
Sir Narcisse F. Belleau	31 janv. 1868[1]	Sir François Langelier	5 mai 1911
René Edouard Caron	11 fév. 1873	Sir Pierre Evariste Leblanc	9 fév. 1915
Luc Letellier de Saint-Just	15 déc. 1876	Très hon. sir Charles Fitzpatrick	21 oct. 1918
Théodore Robitaille	26 juillet 1879	L. P. Brodeur	31 oct. 1923
L. F. R. Masson	7 nov. 1884	N. Pérodeau	8 janv. 1924
A. R. Angers	24 oct. 1887	Sir Lomer Gouin	10 janv. 1929
Sir Joseph A. Chapleau	5 déc. 1892	H. G. Carroll	2 avril 1929
Louis A. Jetté	2 fév. 1898	E. L. Patenaude	3 mai 1934
Sir Louis A. Jetté	2 fév. 1903[1]	Major-gén. sir Eugène Fiset, K.B., C.M.G., D.S.O., M.D.	30 déc. 1939

[1] Deuxième terme

VINGTIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre, Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation	Hon. Adélard Godbout	8 nov. 1939
Ministre de la Voirie et des Travaux Publics	Hon. T. Damien Bouchard	8 nov. 1939
Trésorier Provincial	Hon. J. Arthur Mathewson, C.R.	8 nov. 1939
Procureur Général	Hon. Wilfrid Girouard, C.R.	8 nov. 1939
Ministre des Terres et Forêts, de la Pêche et de la Chasse	Hon. Pierre Emile Côté, C.R.	8 nov 1939
Ministre du Travail et des Mines	Hon. Edgar Rochette, C.R.	8 nov. 1939
Ministre du Commerce et de l'Industrie et des Affaires Municipales	Hon. Oscar Drouin, C.R.	8 nov. 1939
Ministre de la Santé et du Bien-Être Social	Hon. Henri Groulx	8 nov. 1939 16 oct. 1940
Secrétaire Provincial	Hon. Hector Perrier	16 oct. 1940
Ministre sans portefeuille	Hon. Philippe Brais, C.R.	16 fév. 1940
Ministre sans portefeuille	Hon. Léon Casgrain	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Cléophas Bastien	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. L. J. Thisdel	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Georges Dansereau	8 nov. 1939
Ministre sans portefeuille	Hon. Wilfrid Hamel	8 nov. 1939

11.—Lieutenants-Gouverneurs des provinces, 1867-1942, et ministères actuels—suite

ONTARIO

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
Major-général H. W. Stisted	1er juillet 1867	Sir William Mortimer Clark	20 avril 1903
W. P. Howland	14 juillet 1868	Sir John M. Gibson	22 sept. 1908
John W. Crawford	5 nov. 1873	Lieut-col. sir John S. Hendrie	26 sept. 1914
D. A. Macdonald	18 mai 1875	Lionel H. Clarke	27 nov. 1919
John Beverley Robinson	30 juin 1880	Col. Henry Cockshutt	10 sept. 1921
Sir Alexander Campbell	8 fév. 1887	William Donald Ross	30 déc. 1926
Sir George A. Kirkpatrick	30 mai 1892	Col. Herbert Alexander Bruce	25 oct. 1932
Sir Oliver Mowat	18 nov. 1897	Albert Matthews	30 nov. 1937

ONZIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Président du Conseil et Trésorier Provincial	Hon. Mitchell Hepburn	10 juillet 1934
Secrétaire et Régistrateur	Hon Harry C. Nixon	10 juillet 1934
Ministre du Travail	Hon Peter Heenan	10 juillet 1934 27 mai 1941
Ministre de la Voirie et des Affaires Municipales	Hon. Thomas B. McQuesten, K.C.	10 juillet 1934 22 nov. 1940
Ministre de la Santé	Hon. Harold J. Kirby, K.C.	12 oct. 1937
Ministre des Terres et Forêts	Hon. N. O. Hipel	2 sept. 1938 27 mai 1941
Ministre de l'Agriculture	Hon. P. M. Dewan	12 oct. 1937
Procureur Général	Hon. Gordon D. Conant, K.C.	12 oct. 1937
Ministre de l'Education	Hon. Duncan McArthur	22 août 1940
Ministre des Mines	Hon. Robert Laurier	7 oct. 1940
Ministre des Travaux Publics et du Bien-Être Social	Hon. F. R. Oliver	23 janv. 1941 27 mai 1941
Ministre sans portefeuille	Hon. William L. Houck	12 oct. 1937
Ministre sans portefeuille	Hon. A. St. Clair Gordon	12 oct. 1937

MANITOBA

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
A. G. Archibald	20 mai 1870	Sir Daniel H. McMillan	11 mai 1906[1]
Francis Goodschall Johnson	9 avril 1872	Sir Douglas C. Cameron	1er août 1911
Alexander Morris	2 déc. 1872	Sir James A. M. Aikins	3 août 1916
Joseph E. Cauchon	2 déc. 1877	Sir James A. M. Aikins	7 août 1921[1]
James C. Aikins	22 sept. 1882	Theodore A. Burrows	9 oct. 1926
J. C. Schultz	1er juillet 1888	J. D. McGregor	25 janv. 1929
J. C. Patterson	2 sept. 1895	William Johnston Tupper	17 nov. 1934
Sir Daniel H. McMillan	16 oct. 1900	Roland Fairbairn McWilliams	1er nov. 1940

[1] Deuxième terme.

DOUZIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Président du Conseil et Ministre des Relations fédérales-provinciales	Hon. John Bracken	8 août 1922 3 mai 1941
Ministre de l'Agriculture et de l'Immigration	Hon. D. L. Campbell	21 sept. 1936
Ministre de l'Education	Hon. Ivan Schultz, K.C.	21 sept. 1936
Ministre des Mines et Ressources Naturelles de l'Industrie et du Commerce et Secrétaire Provincial	Hon. S. J. McDiarmid	27 mai 1932
Trésorier Provincial et Ministre des Téléphones et Télégraphes	Hon. S. S. Garson, K.C.	21 sept. 1936 15 mai 1941
Commissaire Municipal	Hon. W. Morton	22 nov. 1939
Ministre des Travaux Publics	Hon .E. F. Willis	2 nov. 1940
Ministre de la Santé et du Bien-Être Public et Procureur Général	Hon. J. O. McLenaghen	2 nov. 1940 3 mai 1941
Ministre du Travail	Hon. S. J. Farmer	2 nov. 1940
Ministre sans portefeuille	Hon. S. Marcoux	21 sept. 1936
Ministre sans portefeuille	Hon. A. R. Welch	2 nov. 1940
Ministre sans portefeuille	Hon. N. L. Turnbull	2 nov. 1940

11.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1942, et ministères actuels—suite

SASKATCHEWAN

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
A. E. Forget	1er sept. 1905	H. W. Newlands	17 fév. 1921
George W. Brown	5 oct. 1910	H. W. Newlands	22 fév. 1926[1]
Sir Richard Stuart Lake	6 oct. 1915	Lieut.-col. H. E. Munroe, O.B.E.	31 mars 1931
		A. P. McNab	1er oct. 1936

[1] Deuxième terme.

SEPTIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre, Président du Conseil, Trésorier provincial et Ministre des Téléphones et Télégraphes	Hon. W. J. Patterson	1er nov. 1935
Procureur Général et Ministre en charge de la Loi sur la Commission hydroélectrique de la Saskatchewan et des lois sur les compagnies de prêt et de fiducie	Hon. J. W. Estey, K.C.	30 juin 1939
Ministre de la Santé, Ministre des Travaux Publics, Secrétaire Provincial et Ministre en charge de la loi sur les théâtres et les cinémas	Hon. J. M. Uhrich, M.D.	19 juillet 1934 3 mai 1941
Ministre de l'Education	Hon. Hubert Staines, B.A.	5 août 1941
Ministre de l'Agriculture	Hon. J. G. Taggart, B.S.A.	19 juillet 1934
Ministre des Affaires Municipales, Ministre en charge du Bureau du Travail et du Bien-Être Social	Hon. R. J. M. Parker	19 juillet 1934
Ministre des Ressources Naturelles et Ministre en charge de la loi des assurances de la Saskatchewan, de la loi de la prévention des incendies, de la loi de l'inspection des compagnies et des licences, de la loi des impressions publiques et le Bureau des Publications	Hon. W. F. Kerr	5 nov. 1935 3 mai 1941
Ministre de la Voirie et des Transports, Ministre en charge de la loi sur le bien-être de l'enfance, de la loi des pensions de vieillesse et de la loi sur la Commission provinciale de la taxe	Hon. A. T. Procter, C.R.	1er déc. 1938 3 mai 1941
Ministre sans portefeuille	Hon. E. M. Culliton	1er déc. 1938 3 mai 1941

ALBERTA

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
George H. V. Bulyea	1er sept. 1905	William Egbert	20 oct. 1925
George H. V. Bulyea	5 oct. 1910[1]	William L. Walsh	24 avril 1931
Robert George Brett	6 oct. 1915	Philip C. H. Primrose	1er oct. 1936
Robert George Brett	20 oct. 1920[1]	J. C. Bowen	20 mars 1937

[1] Deuxième terme.

SEPTIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre et Ministre de l'Education	Hon. Wm. Aberhart	3 sept. 1935
Procureur Général	Hon. Wm. Aberhart	15 sept. 1937
Trésorier Provincial	Hon. Solon Low	2 fév. 1937
Ministre des Terres et des Mines	Hon. Nathan E. Tanner	5 janv. 1937
Ministre des Travaux Publics et Ministre des Chemins de fer et des Téléphones	Hon. Wm. A. Fallow	3 sept. 1935
Ministre de la Santé	Hon. W. W. Cross, M.D.	3 sept. 1935
Secrétaire Provincial et Ministre du Commerce et de l'Industrie	Hon. E. C. Manning	3 sept. 1935
Ministre des Affaires Municipales	Hon. Lucien Maynard	20 janv. 1937
Ministre de l'Agriculture	Hon. Duncan Bruce MacMillan	3 déc. 1940

11.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1942, et ministères actuels—suite

COLOMBIE BRITANNIQUE

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
J. W. Truch	20 juillet 1871	T. W. Patterson	3 déc. 1909
Albert Norton Richards	20 juillet 1876	Sir Frank S. Barnard	5 déc. 1914
Clement F. Cornwall	20 juillet 1881	Col. Edward G. Prior	9 déc. 1919
Hugh Nelson	8 fév. 1887	Walter C. Nichol	24 déc. 1920
Edgar Dewdney	1er nov. 1892	R. Randolph Bruce	21 janv. 1926
Thomas R. McInnes	18 nov. 1897	J. W. Fordham Johnson	1er août 1931
Sir Henri G. Joly de Lotbinière	21 juin 1900	Eric W. Hamber	1er mai 1936
James Dunsmuir	11 mai 1906	Lieut-col. William C. Woodward	10 déc. 1941

VINGT-TROISIÈME MINISTÈRE

Portefeuille	Titulaire	Date de la nomination
Premier Ministre, Ministre des Finances et Président du Conseil Exécutif	Hon. John Hart	9 déc. 1941
Secrétaire Provincial, Ministre du Travail et Commissaire des Pêcheries	Hon. George S. Pearson	10 déc. 1941
Procureur Général	Hon. Royal L. Maitland, C.R.	10 déc. 1941
Ministre des Terres et Ministre des Affaires Municipales	Hon. Arthur W. Gray	10 déc. 1941
Ministre de l'Agriculture	Hon. Kenneth C. MacDonald	10 déc. 1941
Ministre des Mines et Ministre du Commerce et de l'Industrie	Hon. Herbert Anscomb	10 déc. 1941
Ministre des Travaux Publics et Ministre des Chemins de fer	Hon. Rolf W. Bruhn	10 déc. 1941
Ministre de l'Education	Hon. Henry G. T. Perry	10 déc. 1941

TERRITOIRE DU YUKON

COMMISSAIRES DU YUKON

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
James Morro Walsh	17 août 1897	George Patton Mackenzie (Commissaire de l'or)	1er avril 1918
William Ogilvie	4 juillet 1898	Percy Bearisto Reid (Commissaire de l'or)	1er avril 1925
James H. Ross	11 mars 1901	George Ian MacLean (Commissaire de l'or)	1er avril 1928
Fred Tennyson Congdon	1er mars 1903	George Allan Jeckell (Contrôleur)	30 juin 1932
Wm. Wallace Burns McInnes	27 mai 1905		
Alexander Henderson	17 juin 1907		
George Black	1er fév. 1912		

CONSEIL TERRITORIAL

(Trois membres élus en 1940 pour 3 ans)

District de Dawson.....Andrew T. Taddie, Granville
District de Whitehorse.....Willard Leroy Phelps, K. C., Whitehorse
District de Mayo.....Richard Gordon Lee, Mayo

12.—Lieutenants-gouverneurs des provinces, 1867-1942, et ministères actuels—fin

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

NOTA.—En 1888, les districts d'Alberta, d'Assiniboia, d'Athabaska et de Saskatchewan, qui constituaient alors les Territoires du Nord-Ouest, avec leur capitale à Regina, reçurent un gouvernement local responsable et l'ancien Conseil du Nord-Ouest fut remplacé par la législature du Nord-Ouest, laquelle exista jusqu'au 31 août 1905. Lorsque, le 1er septembre 1905, ces territoires furent morcelés entre les provinces d'Alberta et de Saskatchewan, celles-ci obtinrent des systèmes de gouvernement semblables à ceux des autres provinces. Ce qui reste des régions de l'extrême-nord (le Yukon et les districts provisoires de Franklin, Keewatin et Mackenzie) sont maintenant administrés par la Branche des Terres, Parcs et Forêts du Ministère des Mines et Ressources.

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

Nom	Date de la nomination	Nom	Date de la nomination
A. G. Archibald	10 mai 1870	Joseph Royal	1er juillet 1888
Francis Goodschall Johnson	9 avril 1872	C. H. Mackintosh	31 oct. 1893
Alexander Morris	2 déc. 1872	M. C. Cameron	30 mai 1898
David Laird	7 oct. 1876	A. E. Forget	11 oct. 1898
Edgar Dewdney	3 déc. 1881	A. E. Forget	30 mars 1904[1]

[1] Deuxième terme.

CONSEIL TERRITORIAL

(Nommé par le Gouverneur Général en Conseil)

Commissaire—Charles Camsell, C.M.G., LL.D., F.R.S.C.
Sous-commissaire—Roy Alexander Gibson.
Membres du Conseil—Austin Louis Cumming; Kenneth Robinson Daly; Harold Wigmore McGill, M.C., M.D.; Stuart Taylor Wood; Hugh Llewellyn Keenleyside, M. A., Ph. D.
Secrétaire—David Livingstone McKeand.

PARTIE III.—REPRÉSENTANTS DU CANADA À L'ÉTRANGER*

Section 1.—Hauts Commissaires dans le Commonwealth des Nations Britanniques

Royaume-Uni.—Le Haut Commissaire actuel pour le Canada au Royaume-Uni est l'HON. VINCENT MASSEY, nommé le 8 nov. 1935. Son bureau est à Canada House, Trafalgar Square, Londres, S.W. 1.

Voici la liste des Hauts Commissaires précédents:—

SIR ALEXANDER GALT, 1880–83
SIR CHARLES TUPPER, 1884–87, 1888–96
LORD STRATHCONA AND MOUNT ROYAL, 1896–1914
SIR GEORGE PERLEY, 1917–22, (Suppléant, 1914–17)
L'HON. P. C. LARKIN, 1922–30
L'HON. G. HOWARD FERGUSON, 1930–35

Australie.—Le Haut Commissaire du Canada en Australie est le MAJOR GÉNÉRAL VICTOR ODLUM, nommé le 6 novembre 1941. Ses bureaux sont à Canberra. Le Haut Commissaire antérieur était M. CHARLES J. BURCHELL, 1939–41.

Nouvelle-Zélande.—Le Haut Commissariat canadien en Nouvelle-Zélande a été créé le 1er février 1940 et son premier titulaire est Dr W. A. RIDDELL, dont les bureaux sont à Wellington.

* Revisé par le Ministère des Affaires Extérieures à Ottawa. Un rapport annuel sur l'organisation et les activités de la représentation du gouvernement canadien à l'étranger paraît dans le rapport du Ministère des Affaires Extérieures, en vente chez l'imprimeur du Roi, 25 cents l'exemplaire.

Afrique du Sud.—M. HENRY LAUREYS est le premier Haut Commissaire canadien dans l'Union Sud-Africaine. Il a été nommé le 1er février 1940 avec bureaux à Pretoria.

Irlande.—Le Haut Commissaire actuel du Canada en Irlande est M. J. D. KEARNEY, K.C., nommé le 31 juillet 1941. Ses bureaux sont à Dublin. Il succède à M. JOHN H. KELLY, 1940–41.

Terre-Neuve.—Le Haut Commissaire actuel du Canada à Terre-Neuve, en même temps que le premier, est M. CHARLES J. BURCHELL, K.C., nommé le 31 juillet 1941. Ses bureaux sont à Saint John's.

Section 2.—Représentants diplomatiques dans les pays étrangers

Etats-Unis d'Amérique.—Le Ministre canadien actuel aux Etats-Unis est l'HON. LEIGHTON GOLDIE MCCARTHY, qui a été nommé le 24 fév. 1941. L'adresse de la légation canadienne est 1746 avenue Massachussetts, Washington, D.C.

Voici une liste des Ministres antérieurs:—

L'HON. VINCENT MASSEY, 1927–30
L'HON. W. D. HERRIDGE, 1931–35
L'HON. SIR HERBERT MARLER, 1936–39
M. LORING C. CHRISTIE, 1939–41

Légation canadienne, France, Belgique, Pays-Bas.—Adresse temporaire —Londres, Angleterre. Chargé d'affaires—M. PIERRE DUPUY (Premier secrétaire).

Brésil.—Le premier Ministre canadien au Brésil est M. JEAN DÉSY, nommé le 24 juin 1941. La légation canadienne est située à Rio de Janeiro.

Argentine.—Le premier Ministre canadien en Argentine est l'HON. W. F. A. TURGEON, nommé le 31 juillet 1941. La légation canadienne est située à Buenos Aires.

Groenland.—Le VICE-CONSUL M. G. DUNBAR, nommé le 15 septembre 1941, est en charge du consulat canadien au Groenland.

Saint-Pierre et Miquelon.—Le VICE-CONSUL C. C. EBERTS, nommé le 19 août 1941, est en charge du consulat canadien à Saint-Pierre et Miquelon.

PARTIE IV.—REPRÉSENTANTS DES AUTRES PAYS AU CANADA

Section 1.—Représentants des gouvernements du Commonwealth des Nations Britanniques

Haut Commissaire du Royaume-Uni:—(Fondé en 1928.)

Le Haut Commissaire actuel est LE TRÈS HONORABLE MALCOLM MACDONALD, M.P., qui est entré en fonction en 1941. Ses prédécesseurs furent:

SIR WILLIAM H. CLARK, 1928–34
SIR FRANCIS FLOUD, 1935–38
SIR GERALD CAMPBELL, 1938–41

Adresse: Earnscliffe, Ottawa.

Haut Commissaire du Commonwealth d'Australie: (Commissariat établi en 1939.)

Le premier Haut Commissaire est le MAJOR GÉNÉRAL L'HON. SIR WILLIAM GLASGOW, K.C.B. Il est entré en fonction en 1940.

Adresse: 114 rue Wellington, Ottawa.

Représentant accrédité de l'Union Sud-Africaine: (Bureau établi en 1938.)

Le représentant accrédité actuel est M. DAVID DE WALL MEYER, en fonction depuis avril 1938. Il est le premier à occuper ce poste.

Adresse: 56 rue Sparks, Ottawa.

Haut Commissaire d'Irlande: (Commissariat fondé en 1939.)

Le premier Haut Commissaire est M. JOHN J. HEARNE qui est entré en fonction en 1939. Il occupe encore ce poste.

Adresse: 140 rue Wellington, Ottawa.

Section 2.—Représentants diplomatiques des pays étrangers

Etats-Unis d'Amérique: (Etablie en 1927.)

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire: L'HON. JAY PIERREPONT MOFFATT.

Adresse: rue Wellington, Ottawa.

France: (Etablie en 1928.)

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire: M. RENÉ RISTELHUEBER.

Adresse: 42 rue Sussex, Ottawa.

Belgique: (Etablie en 1937.)

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire: BARON SILVERCRUYS.

Adresse: Stadacona Hall, 395 est, avenue Laurier, Ottawa.

Pays-Bas: (Etablie en 1939.)

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire: M. F. E. H. GROENMAN.

Adresse: 18 Range Road, Ottawa.

Brésil: (Etablie en 1941.)

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire: M. JOAO ALBERTO LINS DE BARROS.

Adresse: 140 rue Wellington, Ottawa.

Argentine: (Etablie en 1941.)

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire: M. PABLO SANTOS MUNOZ.

Adresse: 5 Rideau Gate, Ottawa.

PARTIE V.—LE CANADA ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS*

Les Annuaires récents, de 1931 à 1940, donnent un état des relations du Canada avec la Société ainsi qu'un exposé de son organisation. Voir la liste des articles spéciaux au commencement de ce volume.

* La Ligue de la Société des Nations, 124 rue Wellington, Ottawa, est la représentante autorisée des publications de la Société des Nations.

CHAPITRE IV.—POPULATION*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Statistiques du Recensement sur la population en général	86
Section 2. Répartition par sexe	93
Section 3. Répartition par âge	93
Section 4. Etat conjugal	93
Section 5. Origines raciales	94
Section 6. Religion	94
Section 7. Lieux de naissance	94
Section 8. Population rurale et urbaine	94
Section 9. Citoyenneté et naturalisation	98
Section 10. Langue parlée et langue maternelle	98
Section 11. Instruction	98
Section 12. Fréquentation scolaire	99
Section 13. Aveugles et sourds-muets	99
Section 14. Occupations de la population canadienne	99
Section 15. Habitations et ménages	99
Section 16. Recensement quinquennal des Provinces des Prairies	99
Section 17. Estimations annuelles de la population	99
Section 18. L'Enregistrement National de 1940	100
Section 19. Superficie et population de l'Empire Britannique	101
Section 20. Superficie et population de l'univers	101

Le chapitre de l'Annuaire consacré à la population est un précis qui résume l'accroissement et la distribution de la population de 1871 à 1931, à chacun des recensements décennaux en regard des principaux points sur lesquels portaient ces recensements. Vu l'ampleur de ce cadre, il est presque impossible de répéter dans chaque édition de l'Annuaire une étude complète des statistiques sur la population. En conséquence, la procédure adoptée est de maintenir l'ossature du chapitre et les tableaux historiques comme caractéristiques permanentes et d'édifier chaque section à mesure que les statistiques sont mises à jour à la suite de chaque recensement. Quand les statistiques complètes et un sommaire exact ont été publiés, le chapitre est réduit à sa plus simple expression, avec les références nécessaires, jusqu'au prochain recensement. L'Annuaire de 1934-35 donne aux pages 101-171 un tableau passablement complet des statistiques du recensement de 1931. Les résultats du recensement de 1941 connus à date sont inclus dans les tableaux de ce chapitre; d'autres statistiques préliminaires sont données dans l'Appendice III, à la fin du volume.

Le Recensement.—D'après la constitution canadienne, la raison d'être essentielle du recensement est de déterminer la représentation à la Chambre des Communes; après chaque recensement décennal, il est procédé à un remaniement des sièges en Chambre conforme au mouvement de la population, ainsi qu'il est expliqué à la page 38 de cet ouvrage. Mais le recensement, surtout depuis l'introduction des méthodes de tabulation mécanique, est devenu beaucoup plus qu'un simple dénombrement. C'est un grand inventaire périodique de la population et de ses affaires ayant pour objet d'établir aussi exactement que possible le degré de progrès de la nation. Ainsi, le nombre, la répartition, l'âge, le sexe, l'origine raciale, la nationalité, la langue, la religion, l'instruction, le logement et les occupations de la population représentent autant de recherches d'une importance énorme qui n'ont toute leur valeur que si l'on y rapporte toutes les statistiques ininterrompues et routinières recueillies dans le cours ordinaire de l'administration. Bref, le recensement est l'assiette de la masse des renseignements à l'aide desquels le gouvernement dirige les affaires du pays.

Recensements d'autrefois.†—Le premier recensement des temps modernes s'est fait en Nouvelle-France en 1666, alors que 3,215 personnes ont été dénombrées.

* Ce chapitre a été revisé par A.-J. Pelletier, F.S.S., chef de la Branche de la Démographie, du Bureau Fédéral de la Statistique. On trouvera au chapitre XXVIII, Section I, dans "Population", une liste des publications de cette section.

† Un résumé de tous les recensements pris au Canada entre 1666 et 1941 paraîtra sous forme de bulletin et sera incorporé dans le Vol. I du Recensement de 1941.

Il fut répété à intervalles assez réguliers pendant une centaine d'années et en 1765 la population était de 69,810, tandis que 10,000 autres Français étaient dispersés à travers ce qui constitue maintenant les Provinces Maritimes. La population britannique à Halifax se chiffrait à 8,104 en 1762, treize ans après la fondation de Halifax.

Les principales sources de statistiques durant cinquante ans et plus après la cession sont les rapports—plus ou moins sporadiques—des gouverneurs coloniaux, bien qu'il y ait eu à intervalles irréguliers des recensements dans les différentes sections sous l'hégémonie britannique. La colonisation anglaise dans une grande partie des provinces du golfe et dans l'Ontario ne date que du mouvement des Loyalistes qui suivit la révolution américaine et à la fin duquel, c'est-à-dire aux environs de l'année de l'Acte Constitutionnel en 1791, la population du Bas-Canada était d'environ 163,000 âmes, tandis que celle de la nouvelle province du Haut-Canada, sous le lieutenant-gouverneur Simcoe, était peut-être de 15,000. En y ajoutant la population des colonies maritimes, la population totale se trouve portée à plus de 200,000 âmes. Dix ans plus tard, le Canada entrait dans le dix-neuvième siècle avec une population de pas moins de 250,000 à 260,000 âmes. Les recensements subséquents établissent ainsi les populations des diverses colonies: Haut-Canada (1824) 150,066, (1840) 432,159; Bas-Canada (1822) 427,465, (1844) 697,084; Nouveau-Brunswick (1824) 74,176, (1840) 156,162; Nouvelle-Ecosse (1817) 81,351, (1838) 202,575; Ile du Prince-Edouard (1822), 22,600, (1841) 47,042.

Les recensements à dates irrégulières sont supposés avoir pris fin après l'union du Bas et du Haut-Canada par une loi adoptée le 18 septembre 1841, décrétant un recensement en 1842 et tous les cinq ans après cette date, mais le seul recensement pris fut celui du Haut-Canada, et l'année suivante la loi fut amendée et le recensement du Bas-Canada eut lieu en 1844. La législation de 1847 créa un "bureau d'enregistrement et de statistiques" et le recensement du Haut-Canada eut lieu en 1848.

Finalement, une loi du 30 août 1851 pourvoit à un recensement en janvier 1852 et plus tard en 1861 et, par la suite, à tous les dix ans. Cette loi décrète que de meilleures mesures doivent être prises pour effectuer le recensement. Le premier recensement en vertu de cette loi fut fait en janvier 1852 et, comme des recensements semblables furent faits au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse, nous avons une mesure régulière de la croissance de notre population depuis plus de 80 ans. Les 1850 virent une croissance rapide de la population, spécialement en Ontario, tandis que les 1860 montrent aussi des gains, mais plus modérés. Les années qui suivirent la Confédération, il y eut une certaine ruée, l'augmentation entre 1871 et 1881 (avec plusieurs années maigres vers la fin de cette période) étant de 635,553 ou 17·23 pc. Dans aucune des deux dernières décennies du dix-neuvième siècle cependant ce chiffre n'a été égalé, ni absolument ni proportionnellement, les gains dans chaque cas étant inférieurs à 550,000 ou 12 p.c. A la fin du siècle, la population du Canada avait atteint approximativement cinq millions et un tiers ou vingt fois celle de 1800. Elle a augmenté de six millions les derniers quarante ans.

Le commencement de la colonisation de l'Ouest et l'affluence conséquente d'immigrés firent doubler la population après 1880 et encore après 1890; le mouvement d'immigration intense après 1900, qui porta sur l'Ouest agricole et l'Est industriel, se reflète au recensement de 1911 qui montre une augmentation de 1,835,328 pour la décennie. Le mouvement se continue et même s'intensifie au cours des trois premières années de la deuxième décennie du siècle, après lesquelles toutefois il se produit une diminution orientée par la guerre de 1914 dans une direction nouvelle et tout à fait inattendue; néanmoins, la décennie terminée avec le recensement de

1921 accuse plus de 1,700,000 arrivées d'immigrants au Canada et, malgré la perte d'une grande partie de cette masse (probablement les deux tiers), le gain relatif du Canada au cours de ces dix années est de nouveau parmi les plus importants du monde.

Section 1.—Statistiques du Recensement sur la population en général

Depuis la constitution du Dominion en 1867, des recensements décennaux ont été effectués selon le principe *de jure*, les 2 avril 1871, 4 avril 1881, 5 avril 1891, 1er avril 1901, 1er juin 1911, 1921, 1931 et 2 juin 1941. Les tableaux **1-4** donnent un résumé.

1.—Population du Canada, par province et territoire, à chaque recensement, de 1871 à 1941

NOTA.—La population des Provinces des Prairies en 1906, 1916, 1926 et 1936 est donnée à la page 152 de l'Annuaire de 1937. La population estimative des périodes entre les recensements se trouve au tableau de la p. 100.

Province ou territoire	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941[1]
Ile du P.-Edouard.	94,021	108,891	109,078	103,259	93,728	88,615	88,038	93,919
Nouvelle-Ecosse...	387,800	440,572	450,396	459,574	492,338	523,837	512,846	573,190
Nouv.-Brunswick..	285,594	321,233	321,263	331,120	351,889	387,876	408,219	453,377
Québec.....	1,191,516	1,359,027	1,488,535	1,648,898	2,005,776[2]	2,360,665[3]	2,874,255	3,319,640
Ontario.....	1,620,851	1,926,922	2,114,321	2,182,947	2,527,292[2]	2,933,662	3,431,683	3,756,632
Manitoba.....	25,228	62,260	152,506	255,211	461,394[2]	610,118	700,139	722,447
Saskatchewan.....	–	–	–	91,279	492,432	757,510	921,785	887,747
Alberta.....	–	–	–	73,022	374,295[4]	588,454	731,605	788,393
Col. Britannique..	36,247	49,459	98,173	178,657	392,480	524,582	694,263	809,203
Yukon.....	–	–	–	27,219	8,512	4,157	4,230	4,687
T. du N.-O[5].....	48,000	56,446	98,967	20,129	6,507[3,4]	7,988	9,723	10,849
Canada.....	**3,689,257**	**4,324,810**	**4,833,239**	**5,371,315**	**7,206,643**	**8,787,949**[3]	**10,376,786**	**11,420,084**

[1] Chiffres préliminaires. [2] Correction résultant des lois de l'extension des frontières, 1912. [3] Revisé à la suite de la décision du Conseil Privé au sujet du Labrador, 1er mars 1927. Le total du Canada comprend 485 membres de la Marine Royale Canadienne énumérés séparément en 1921. [4] Corrigé par le transfert de la population de Fort Smith (368) aux Territoires du Nord-Ouest. [5] Les diminutions de la population des Territoires du Nord-Ouest depuis 1891 s'expliquent par la séparation d'immenses étendues qui en ont été détachées pour former l'Alberta, la Saskatchewan et le Yukon, ainsi que pour agrandir les anciennes provinces de Québec, d'Ontario et de Manitoba.

2.—Pourcentage de population canadienne, par province et territoire, de 1871 à 1941

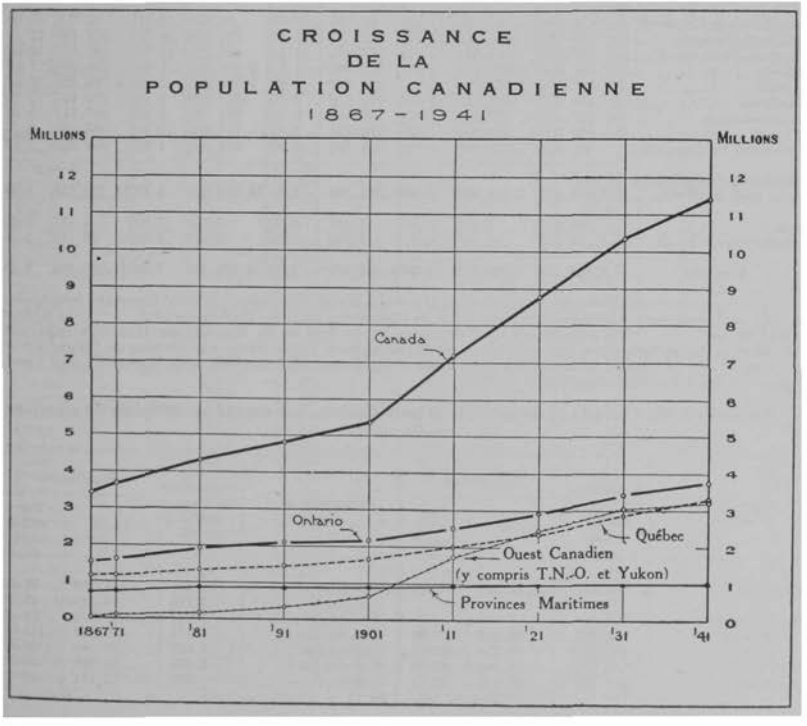
Province ou territoire	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941[1]
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du P.-Edouard.	2·55	2·52	2·25	1·92	1·30	1·01	0·85	0·83
Nouvelle-Ecosse...	10·51	10·19	9·32	8·56	6·83	5·96	4·94	5·02
Nouv.-Brunswick..	7·74	7·43	6·65	6·16	4·88	4·41	3·94	3·97
Québec.....	32·30	31·42	30·80	30·70	27·83[2]	26·86[3]	27·70	29·07
Ontario.....	43·94	44·56	43·74	40·64	35·07[2]	33·39	33·07	32·89
Manitoba.....	0·68	1·44	3·16	4·75	6·40[2]	6·94	6·75	6·33
Saskatchewan.....	–	–	–	1·70	6·84	8·62	8·88	7·77
Alberta.....	–	–	–	1·36	5·19[4]	6·70	7·05	6·90
Col. Britannique..	0·98	1·14	2·03	3·33	5·45	5·97	6·69	7·09
Yukon.....	–	–	–	0·51	0·12	0·05	0·04	0·04
T. du N.-O[5].....	1·30	1·30	2·05	0·37	0·09[2,4]	0·09	0·09	0·10
Canada.....	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**[3]	**100·00**	**100·00**

Voir renvois au bas du tableau 1.

3.—Population du Canada, par province et territoire, en 1871, et pourcentage de changement dans chaque décennie de 1871 à 1941

Province ou territoire	Population en 1871	Pourcentage de changement dans chaque décennie							Changement total en 70 ans
		1871 à 1881	1881 à 1891	1891 à 1901	1901 à 1911	1911 à 1921	1921 à 1931	1931 à 1941	
	nomb.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard	94,021	15·82	0·17	−5·33	−9·23	−5·46	−0·65	6·68	−0·11
Nouvelle-Ecosse	387,800	13·61	2·23	2·04	7·13	6·40	−2·10	11·77	47·81
Nouveau-Brunswick	285,594	12·48	0·01	3·07	6·27	10·23	5·24	11·06	58·75
Québec	1,191,516	14·06	9·53	10·77	21·64	17·69[2]	21·76	15·50	178·61
Ontario	1,620,851	18·88	9·73	3·25	15·77	16·08	16·98	9·47	131·77
Manitoba	25,228	146·79	144·95	67·34	80·79	32·23	14·75	3·19	2,763·67
Saskatchewan	–	–	–	–	439·48	53·83	21·69	−3·69	–
Alberta	–	–	–	–	412·58	57·22	24·33	7·76	–
Colombie Britannique	36,247	36·45	98·49	81·98	119·68	33·66	32·35	16·56	2,132·47
Yukon	–	–	–	–	−68·73	−51·16	1·76	10·80	–
Terr. du Nord-Ouest[3]	48,000	17·60	75·33	−79·66	−67·67	22·76	21·72	11·58	−77·40
Canada	**3,689,257**	**17·23**	**11·76**	**11·13**	**34·17**	**21·94**[2]	**18·08**	**10·05**	**209·5**

[1] Chiffres préliminaires. [2] Revisé conformément à la décision du Conseil Privé au sujet du Labrador, le 1er mars 1927. Le total du Canada comprend 485 membres de la Marine Royale Canadienne énumérés séparément en 1921. [3] Les diminutions successives de la population des Territoires du Nord-Ouest depuis 1891 s'expliquent par la séparation d'immenses étendues de ces territoires qui en ont été détachées pour former l'Alberta, la Saskatchewan et le Yukon, ainsi que pour agrandir les anciennes provinces de Québec, d'Ontario et Manitoba.



Centres de la population.*—Le centre de la population du Canada a été établi avec soin à chaque recensement depuis 1851 jusqu'à 1931 et montre un déplacement bien défini vers le nord-ouest jusqu'en 1911, vers l'ouest pendant la décennie suivante et vers le nord en 1931. Aux recensements de 1851 à 1881 le centre se trouvait près de Valleyfield, Qué.; en 1891, à 25 milles à l'ouest d'Ottawa; en 1901, près de Pembroke; en 1911, 45 milles à l'ouest de Sudbury; en 1921, 50 milles au nord-est de Sault-Ste-Marie; et en 1931, 35 milles au nord de Sault-Ste-Marie.

Densité de la population.—Généralement parlant, la densité de la population diminue à mesure que nous procédons vers l'Ouest, mais la superficie immense de la province de Québec réduit indûment la densité de la population de cette province, laquelle est de 6·34 (chiffre préliminaire) en 1941. Parmi les neuf provinces, c'est l'Ile du Prince-Edouard qui accuse la population la plus dense et la Colombie Britannique qui accuse la moins dense.

* Les centres de population sont les centres de gravité (non l'intersection des lignes médianes). Les unités d'aires dans lesquelles les moments (c'est-à-dire la population multipliée par la distance d'un point fixe) ont été calculés sont les comtés ou divisions de recensement permanents, qui sont au nombre d'environ 220, les mêmes unités servant autant que possible à tous les recensements de 1851 à 1941. Le centre géographique de l'unité d'aire est pris comme centre de population de cette unité excepté les cas d'aires peu habitées dans le nord et des comtés ayant de grandes villes, où ont été faits des ajustements spéciaux.

4.—Superficie du Canada et densité de la population, par province, 1911-1941

Province ou territoire	Superficie en terre, milles carrés	Population, 1911[1]		Population, 1921		Population, 1931		Population, 1941[2]	
		Total	Par mille carré	Total	Par mille carré	Total	Par mille carré	Total	Par mille carré
Ile du Prince-Edouard	2,184	93,728	42·92	88,615	40·57	88,038	40·31	93,919	43·00
Nouvelle-Ecosse	20,743	492,338	23·74	523,837	25·25	512,846	24·72	573,190	27·63
Nouveau-Brunswick	27,473	351,889	12·81	387,876	14·12	408,219	14·86	453,377	16·50
Québec	523,534	2,005,776	3·83	2,360,665[3]	4·51	2,874,255	5·49	3,319,640	6·34
Ontario	363,282	2,527,292	6·96	2,933,662	8·08	3,431,683	9·45	3,756,632	10·34
Manitoba	219,723	461,394	2·10	610,118	2·78	700,139	3·19	722,447	3·29
Saskatchewan	237,975	492,432	2·07	757,510	3·18	921,785	3·87	887,747	3·73
Alberta	248,800	374,295	1·50	588,454	2·37	731,605	2·94	788,393	3·17
Colombie Britannique	359,279	392,480	1·09	524,582	1·46	694,263	1·93	809,203	2·25
Canada (Territoires non compris)	**2,002,993**	**7,191,624**	**3·59**	**8,775,319**[3]	**4·38**	**10,362,833**	**5·17**	**11,404,548**	**5·69**
Yukon	205,346	8,512	0·04	4,157	0·02	4,230	0·02	4,687	0·02
Territoires du N.-O.	1,258,217	6,507	0·01	7,988	0·01	9,723	0·01	10,849	0·01
Canada	**3,466,556**	**7,206,643**	**2·08**	**8,787,949**[3]	**2·53**	**10,376,786**	**2·99**	**11,420,084**	**3·29**

[1] Les populations de l'Ontario, du Québec, du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest ont été ajustées en 1911 conformément aux dispositions de la loi de l'extension de leurs limites de 1912. [2] Chiffres préliminaires. [3] Les populations de Northwest-River-Arm et de Rigolet, sur Hamilton-Inlet, ont été déduites du Québec, parce que ces régions ont été adjugées à Terre-Neuve par décision du Conseil Privé le 1er mars 1927. Le grand total du Canada comprend également 485 membres de la Marine Royale Canadienne qui ont été relevés séparément en 1921.

5.—Superficie du Canada et densité de la population, par comté ou division de recensement, 1941[1]

Province et comté	Superficie en terre, milles carrés	Population		Province et comté	Superficie en terre, milles carrés	Population	
		Total	Par mille carré			Total	Par mille carré
Canada	**3,466,556**	**11,420,084**	**3·29**	**Nouvelle-Ecosse**	**20,743**	**573,190**	**27·63**
				Annapolis	1,285	17,528	13·64
Ile du Prince-Edouard	**2,184**	**93,919**	**43·00**	Antigonish	541	10,524	19·45
Kings	641	19,234	30·01	Cap Breton	972	109,922	113·09
Prince	778	34,269	44·05	Colchester	1,451	30,297	20·88
Queens	765	40,416	52·83	Cumberland	1,683	38,872	23·10
				Digby	970	19,311	19·91

[1] Chiffres préliminaires.

5.—Superficie du Canada et densité de la population, par comté ou division de recensement, 1941—[1]suite

Province et comté	Superficie en terre, milles carrés	Population	
		Total	Par mille carré
Nouv.-Ecosse—fin			
Guysborough	1,611	15,218	9·45
Halifax	2,063	121,378	58·84
Hants	1,229	22,024	17·92
Inverness	1,409	20,462	14·52
Kings	842	28,561	33·92
Lunenburg	1,169	32,676	27·95
Pictou	1,124	40,397	35·94
Queens	983	12,001	12·21
Richmond	489	10,711	21·90
Shelburne	979	13,140	13·42
Victoria	1,105	7,993	7·23
Yarmouth	838	22,175	26·46
Nouv.-Brunswick	**27,473**	**453,377**	**61·50**
Albert	681	8,386	12·31
Carleton	1,300	21,429	16·48
Charlotte	1,243	22,634	18·21
Gloucester	1,854	49,668	26·79
Kent	1,734	25,688	14·81
Kings	1,374	21,917	15·95
Madawaska	1,262	27,904	22·11
Northumberland	4,671	38,160	8·17
Queens	1,373	12,633	9·20
Restigouche	3,242	32,767	10·11
St. John	611	67,359	110·24
Sunbury	1,079	8,440	7·82
Victoria	2,074	16,557	7·98
Westmorland	1,430	63,836	44·64
York	3,545	35,999	10·15
Québec	**523,534**	**3,319,640**	**6·34**
Abitibi[2]	76,725	67,415	0·88
Argenteuil	783	22,764	29·07
Arthabaska	666	30,030	45·09
Bagot	346	17,626	50·94
Beauce	1,128	47,809	42·38
Beauharnois	147	30,254	205·81
Bellechasse	653	23,468	35·94
Berthier	1,816	20,845	11·48
Bonaventure	3,464	39,027	11·27
Brome	488	12,472	25·56
Chambly	138	32,622	236·39
Champlain	8,586	67,994	7·92
Charlevoix	2,273	25,805	11·35
Châteauguay	265	15,228	57·46
Chicoutimi	17,800	78,830	4·43
Compton	933	22,824	24·46
Deux-Montagnes	279	18,737	67·16
Dorchester	842	29,862	35·47
Drummond	532	36,480	68·57
Frontenac	1,370	28,564	20·85
Gaspé	4,551	55,207	12·13
Hull	2,432	71,187	29·27
Huntingdon	361	12,372	34·27
Iberville	198	10,284	51·94
Joliette	2,506	31,602	12·61
Kamouraska	1,038	25,500	24·57
Labelle	2,392	23,000	9·62
Lac-St-Jean	23,590	64,172	2·72
Laprairie	170	13,770	81·00
L'Assomption	247	17,729	71·78
Lévis	272	37,948	139·51
L'Islet	773	20,565	26·60
Lotbinière	726	26,716	36·80
Maskinongé	2,378	18,427	7·75
Matane	3,496	55,355	15·83
Mégantic	780	40,504	51·93
Québec—fin			
Missisquoi	375	21,377	57·01
Montcalm	3,894	15,251	3·92
Montmagny	630	22,135	35·13
Montmorency	2,137	19,044	8·91
Ile de Montréal et Jésus	294	1,127,074	3,833·59
Ile de Montréal	*201*	*1,102,697*	*5,486·05*
Ile Jésus	*93*	*24,377*	*262·12*
Napierville	149	8,347	56·02
Nicolet	626	30,078	48·05
Papineau	1,581	27,537	17·42
Pontiac	9,560	19,741	2·06
Portneuf	1,440	39,245	27·25
Québec	2,745	200,708	73·12
Richelieu	221	23,639	106·96
Richmond	544	27,369	50·31
Rimouski	2,089	44,069	21·10
Rouville	243	16,129	66·37
Saguenay[3]	315,176	28,555	0·09
Shefford	567	33,300	58·73
Sherbrooke	238	45,347	194·74
Soulanges	136	9,317	68·51
Stanstead	432	27,768	64·28
St-Hyacinthe	278	31,551	113·49
St-Jean	205	20,552	100·25
St-Maurice	1,820	80,064	43·99
Témiscamingue	8,977	57,382	31·77
Témiscouata	1,806	40,412	4·50
Terrebonne	782	47,942	61·31
Vaudreuil	201	13,425	66·79
Verchères	199	14,308	71·90
Wolfe	680	17,469	25·69
Yamaska	365	16,511	45·24
Ontario	**363,282**	**3,756,632**	**10·34**
Addington	873	7,024	8·05
Algoma	19,320	51,850	2·68
Brant	421	56,020	133·06
Bruce	1,650	41,491	25·15
Carleton	947	199,512	210·68
Cochrane	52,237	79,614	1·52
Dufferin	557	14,024	25·18
Dundas	384	16,119	41·98
Durham	629	25,091	39·89
Elgin	720	46,021	63·92
Essex	707	173,116	244·86
Frontenac	1,599	52,990	33·14
Glengarry	478	18,803	39·34
Grenville	463	15,931	34·41
Grey	1,708	56,813	33·26
Haldimand	488	21,734	44·54
Haliburton	1,486	6,736	4·53
Halton	363	28,399	78·23
Hastings	2,323	62,725	27·00
Huron	1,295	43,558	33·64
Kenora	18,150	65,751	1·31
Kent	918	65,975	71·87
Lambton	1,124	56,733	50·47
Lanark	1,138	32,872	28·89
Leeds	900	35,740	39·71
Lennox	297	11,348	38·21
Lincoln	332	64,796	195·17
Manitoulin	1,588	11,102	6·99
Middlesex	1,240	125,728	101·39
Muskoka	1,585	21,787	13·75
Nipissing	7,560	43,117	5·70
Norfolk	634	35,317	55·71
Northumberland	734	30,771	41·92

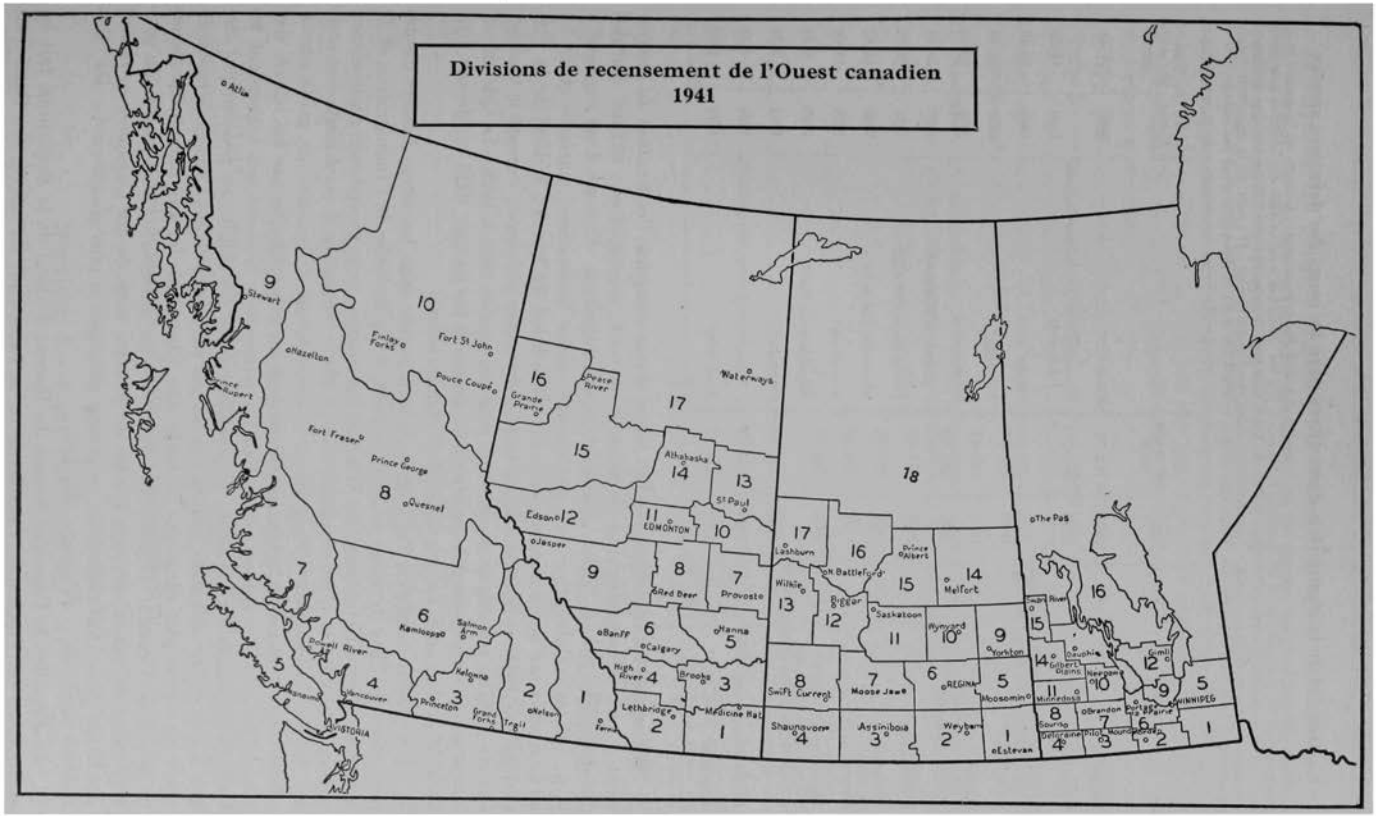
[1] Chiffres préliminaires. [2] Comprend les districts d'Abitibi et de Mistassini. [3] Comprend le district du Nouveau-Québec.

5.—Superficie du Canada et densité de la population, par comté ou division de recensement, 1941[1]—fin

Province et comté ou division	Superficie en terre, milles carrés	Population	
		Total	Par mille carré
Ontario—fin			
Ontario	853	65,661	76·98
Oxford	765	50,696	66·27
Parry Sound	4,336	30,530	7·04
Peel	469	31,624	67·43
Perth	840	49,404	58·81
Peterborough	1,415	46,963	33·19
Prescott	494	25,275	51·16
Prince Edward	390	16,712	42·85
Rainy River	7,276	19,015	2·61
Renfrew	3,009	54,193	18·01
Russell	407	17,340	42·60
Simcoe	1,663	86,635	52·10
Stormont	412	40,466	98·22
Sudbury	18,058	80,240	4·44
Thunder Bay	52,471	84,541	1·61
Timiskaming	5,896	49,914	8·47
Victoria	1,348	25,836	19·17
Waterloo	516	98,065	190·05
Welland	387	93,318	241·13
Wellington	1,019	59,083	57·98
Wentworth	458	204,962	447·52
York	882	939,326	1,065·00
District de Patricia	135,070	10,225	0·08
Manitoba[2]	**219,723**	**722,447**	**3·29**
Division n° 1	4,281	27,732	6·48
Division n° 2	2,320	41,364	17·83
Division n° 3	2,577	24,598	9·55
Division n° 4	2,466	15,582	6·32
Division n° 5	5,256	48,318	9·19
Division n° 6	2,436	290,186	119·12
Division n° 7	2,578	36,291	14·08
Division n° 8	2,160	17,604	8·15
Division n° 9	1,217	46,867	38·51
Division n° 10	2,377	19,365	8·15
Division n° 11	2,914	26,370	9·05
Division n° 12	3,240	25,537	7·88
Division n° 13	3,324	25,836	7·77
Division n° 14	3,636	26,897	7·40
Division n° 15	2,304	12,035	5·22
Division n° 16	176,637	37,865	0·21
Saskatchewan[2]	**237,975**	**887,747**	**3·73**
Division n° 1	5,944	33,936	5·71
Division n° 2	6,636	35,930	5·37
Division n° 3	7,646	38,419	5·02
Division n° 4	7,579	22,085	2·91
Division n° 5	5,760	50,711	8·80
Division n° 6	6,787	107,560	15·85
Saskatchewan—fin			
Division n° 7	7,471	53,392	7·15
Division n° 8	9,264	42,590	4·60
Division n° 9	5,010	62,107	12·40
Division n° 10	4,860	43,008	8·85
Division n° 11	5,979	79,039	13·22
Division n° 12	5,982	34,442	5·76
Division n° 13	6,848	36,201	5·29
Division n° 14	13,419	64,848	4·83
Division n° 15	8,082	88,331	10·93
Division n° 16	8,912	52,882	5·93
Division n° 17	6,913	32,891	4·76
Division n° 18	114,833	9,365	0·08
Alberta[2]	**248,800**	**788,393**	**3·17**
Division n° 1	7,323	29,329	4·01
Division n° 2	6,342	57,960	9·14
Division n° 3	7,018	15,453	2·20
Division n° 4	6,119	29,091	4·75
Division n° 5	7,681	18,814	2·45
Division n° 6	10,595	144,643	13·65
Division n° 7	6,684	33,023	4·94
Division n° 8	6,510	66,965	10·29
Division n° 9	14,415	32,169	2·23
Division n° 10	6,180	58,529	9·47
Division n° 11	4,753	147,491	31·03
Division n° 12	13,083	17,139	1·31
Division n° 13	8,103	33,058	4·08
Division n° 14	8,731	47,713	5·46
Division n° 15	22,845	17,345	0·76
Division n° 16	11,100	29,936	2·70
Division n° 17	101,318	9,705	0·10
Colombie Britannique[2]	**359,279**	**809,203**	**2·25**
Division n° 1	15,984	21,093	1·32
Division n° 2	13,343	47,450	3·56
Division n° 3	10,729	51,020	4·76
Division n° 4	9,764	444,443	45·52
Division n° 5	13,206	148,436	11·24
Division n° 6	31,420	30,270	0·96
Division n° 7	22,187	14,408	0·65
Division n° 8	71,985	25,428	0·35
Division n° 9	88,128	18,263	0·21
Division n° 10	82,533	8,392	0·10
Yukon	**205,346**	**4,687**	**0·02**
Territoires du Nord-Ouest	**1,258,217**	**10,849**	**0·01**

[1] Chiffres préliminaires. [2] Pour localiser les divisions de recensement, voir la carte ci-contre.

Toutefois, une faible densité ne doit pas être interprétée comme indiquant nécessairement une population déficiente. Si la densité pouvait être exprimée en terme de superficie estimative de terre habitable, les chiffres seraient plus comparables et, même alors, les facteurs physiques comme le climat, la topographie, l'état physique du sol, les ressources minérales, etc. ne seraient pas pesés adéquatement. Il faut tenir compte de ces considérations dans la comparaison des chiffres des tableaux **5** et **6**.


Divisions de recensement de l'Ouest canadien
1941
Atlin
Stewart
Hazelton
Fort St John
Pouce Coupé
Fort Fraser
Prince George
Quesnel
Grande Prairie
Peace River
Waterways
Athabaska
St Paul
Edson
Jasper
EDMONTON
Lashburn
Battleford
Prince Albert
Wilkie
Red Deer
Provost
Calgary
Banff
Hanna
Saskatoon
Melfort
Wynyard
Yorkton
Swift Current
Moose Jaw
REGINA
Moosomin
Lethbridge
Medicine Hat
Shaunavon
Assiniboia
Weyburn
Estevan
The Pas
Flin Flon
Dauphin
Gilbert Plains
Neepawa
Minnedosa
Brandon
Souris
Pilot Mound
Morden
Portage la Prairie
WINNIPEG
Kamloops
Salmon Arm
Revelstoke
Nelson
Princeton
Grand Forks
Trail
Vernon
Merritt
Vancouver
Nanaimo
Duncan River
VICTORIA

6.—Densité de la population dans divers pays au cours des dernières années

NOTA.—Ce tableau était auparavant basé sur les données du recensement. A cause de la guerre et de l'ajournement du recensement dans la plupart des pays, il a été décidé d'y substituer des chiffres de densité basés sur la population estimative dans le cas de pays marqués d'un astérisque (*), plutôt que de donner des chiffres de recensement qui ne représentent pas les conditions réelles. Il s'agit de la superficie totale, excepté dans le cas du Canada, des Pays-Bas et des Etats-Unis dont la superficie n'est pas connue.

Pays	Année	Pop. par mille carré	Pays	Année	Pop. par mille carré
Belgique*	1938	713·75	Eire	1936	111·41
Pays-Bas	1938	686·64	Etats-Unis d'Amérique (moins l'Alaska)	1940	44·23
Royaume-Uni (Angleterre, Pays de Galles, Ecosse et Irlande du Nord)*	1938	503·76	Suède*	1938	36·40
Japon*	1938	489·45	Norvège*	1938	23·45
Reich allemand	1939	383·32	Russie	1939	20·85
Italie*	1939	344·69	Russie d'Europe*	1936	*59·81*
Pologne*	1939	230·83	Union Sud-Africaine	1936	20·33
France	1936	196·99	Nouvelle-Zélande*	1940	15·87
Inde	1931	195·07	Argentine*	1939	12·00
Inde Britannique (y compris la Birmanie)	1931	*247·67*	Rhodésie du Sud*	1940	9·55
Chine proprement dite*	1936	145·59	**Canada***	**1940**	**3·29**
Espagne*	1939	128·32	Canada moins les territoires*	1940	*7·79*
			Australie*	1939	2·34

Eléments de croissance.—Les facteurs que comporte l'estimation du mouvement et de l'accroissement de la population sont: accroissement naturel (surplus des naissances sur les décès), immigration et émigration. Comme il est expliqué à la p. 102, la collaboration aux statistiques vitales (naissances, mariages et décès) au Canada a été une conséquence de l'établissement du Bureau Fédéral de la Statistique, en 1918, et les statistiques vitales de toutes provinces, excepté le Québec, ont été établies sur une base uniforme pour les années 1921 à 1925. Le Québec est inclus dans le territoire d'enregistrement depuis le 1er janvier 1926 et, depuis lors, les chiffres de toutes les provinces sont comparables.

Les chiffres relatifs à l'immigration sont puisés dans les vieux dossiers du département de l'Immigration ou, depuis 1936, de la Branche de l'Immigration et de la Colonisation du Ministère des Mines et Ressources, pour une période commençant quinze ans avant la Confédération (voir p. 155). Toutefois, il est difficile d'obtenir des chiffres exacts pour l'émigration; le gouvernement canadien ne garde aucun relevé de ce mouvement, bien que l'ampleur en soit indiquée par les relevés des Etats-Unis, du Royaume-Uni et d'autres possessions britanniques concernant les Canadiens émigrés en ces pays. Cependant, même ces chiffres ne peuvent pas être pris à leur valeur nominale, puisqu'il n'est pas tenu compte des Canadiens rapatriés après un séjour plus ou moins prolongé aux Etats-Unis ou aux pays britanniques en dehors du Canada. Depuis 1924, toutefois, les officiers de l'immigration du gouvernement canadien ont reçu l'ordre de prendre note de ces Canadiens revenant des Etats-Unis. Naturellement, ce groupe embrasse la plus grande partie des "Canadiens rapatriés". (Voir pp. 169–172).

La Branche de l'Analyse Sociale du Bureau Fédéral de la Statistique fait les estimations de l'émigration canadienne en se basant sur les relevés des Etats-Unis

et du Royaume-Uni auxquels suppléent les chiffres connus des "Canadiens rapatriés", lorsqu'elle fait ses estimations annuelles de la population. Ces estimations sont les plus exactes connues, mais elles sont naturellement sujettes à une marge d'erreur par suite des données incomplètes qui servent de base et du fait qu'elles sont calculées pour une période devançant les faits réels. De plus, les estimations annuelles de la population ne sont pas des statistiques de l'année civile mais sont les estimations du 1er juin et, naturellement, les estimations de l'émigration sont faites sur la même base.

Dès lors, bien que le lecteur intéressé puisse obtenir la *tendance* de l'émigration d'après les statistiques du tableau **7**, il est évident qu'il n'est pas justifié en additionnant l'accroissement naturel et l'immigration d'une année de s'attendre que le total, une fois soustrait de l'accroissement estimatif de la population, représente l'émigration de cette année-là.

7.—Sommaire des naissances, décès, accroissement naturel et immigration, années civiles, avec population estimative au 1er juin, 1921-40

Année	Données pour l'année civile				Population estimative, année terminée le 1er juin
	Naissances	Décès	Accroissement naturel	Immigration	
1921	257,728	101,155	156,573	91,728	8,788,000
1922	252,571	102,487	150,084	64,224	8,919,000
1923	240,476	105,330	135,146	133,729	9,010,000
1924	244,525	98,553	145,972	124,164	9,143,000
1925	242,388	98,777	143,611	84,907	9,294,000
1926	232,750	107,454	125,296	135,982	9,451,000
1927	234,188	105,292	128,896	158,886	9,637,000
1928	236,757	109,057	127,700	166,783	9,835,000
1929	235,415	113,515	121,900	164,993	10,029,000
1930	243,495	109,306	134,189	104,806	10,208,000
1931	240,473	104,517	135,956	27,530	10,376,000
1932	235,666	104,377	131,289	20,591	10,506,000[3]
1933	222,868	101,968	120,900	14,382	10,681,000[3]
1934	221,303	101,582	119,721	12,476	10,824,000[3]
1935	221,451	105,567	115,884	11,277	10,935,000[3]
1936	220,371	107,050	113,321	11,643	11,028,000[3]
1937	220,235	113,824	106,411	15,101	11,120,000[3]
1938	229,446	106,817	122,629	17,244	11,209,000[3]
1939	229,468[1]	108,951[1]	120,517[1]	16,994	11,315,000[3]
1940	243,835[2]	110,648[2]	133,187[2]	11,324	11,422,000[3]

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Chiffres préliminaires. [3] Sujet à ajustement après connaissance des données du dernier recensement.

Section 2.—Répartition par sexe

Des statistiques sous cet en-tête, pour ce qui est des données connues du recensement de 1941 au moment d'aller sous presse, paraissent à l'Appendice III.

Section 3.—Répartition par âge

Voir nota de la section 2.

Section 4.—Etat conjugal

Voir nota de la section 2.

Section 5.—Origines raciales

Voir nota de la section 2.

Section 6.—Religions

Voir nota de la section 2.

Section 7.—Lieux de naissance

Voir nota de la section 2.

Section 8.—Population rurale et urbaine*

Pour les fins du recensement, les populations des cités, villes et villages incorporés sont désignées comme urbaines et celles des autres localités, comme rurales. Au Canada, les lois varient d'une province à l'autre en ce qui concerne la population requise pour qu'une localité soit érigée en municipalité urbaine. Les lois de la Saskatchewan, par exemple, pourvoient à ce que 100 personnes habitant réellement une étendue de terrain ne dépassant pas 640 acres aient droit à l'incorporation de leur localité en village, tandis qu'en Ontario la loi exige des villages demandant l'incorporation qu'ils aient une population de 750 habitants sur une superficie de 500 acres. Ainsi, la ligne de démarcation entre la population rurale et la population urbaine est loin d'être uniforme dans tout le Canada en ce qui concerne les groupements comparables de population, et la distinction faite entre la population 'rurale' et la population 'urbaine' est plutôt une distinction de status légal provincial qu'une distinction d'importance entre les agglomérations vivant dans certaines limites.

Un tableau paraissant à la page 149 de l'Annuaire de 1934-35 donne les populations rurales et urbaines par province et selon le sexe, et divise en deux groupes les centres urbains érigés en corporations, i.e. les centres de moins de mille habitants et les centres de 1,000 habitants et plus, ce qui permet d'établir une comparaison plus étroite que celle du tableau **9.**

Une comparaison sommaire entre l'urbanisation au Canada en 1931 et aux Etats-Unis en 1930 paraît à la p. 63 de l'Annuaire de 1941. Ces données seront ajustées d'après le recensement de 1941 dans l'Annuaire de 1943.

D'après la classification du recensement, les chiffres au tableau **8** indiquent qu'au cours de la décennie 1921-31, comme d'ailleurs durant l'avant-dernière, les centres urbains ont absorbé presque 77 p.c. de l'accroissement total; il en résulte que la population urbaine du Canada dépasse en 1931 la population rurale de 767,330 âmes. Sur 1,000 personnes du total, 463 habitaient le 1er juin 1931 des régions rurales et 537 des centres urbains, comparativement à 505 et 495 en 1921, 546 et 454 en 1911, 625 et 375 en 1901, et 682 et 318 en 1891.

Des liens économiques relient étroitement à tous les grands centres bon nombre de villes satellites ou agglomérations densément peuplées, phénomène qui prend de plus en plus d'importance au fur et à mesure que se développent les transports par automobile. Par conséquent il a été jugé opportun de calculer la population totale de ces "districts métropolitains". D'après cette méthode de calculer, les populations des plus grandes villes au recensement de 1931 étaient les suivantes: Grand-Montréal, 1,000,159 habitants; Grand-Toronto, 808,864; Grand-Vancouver, 308,340; Grand-Winnipeg, 284,295; Grand-Ottawa (y compris Hull), 175,988; Grand-Québec, 166,435; Grand-Hamilton, 163,710; Grand-Windsor, 110,385; Grand-Halifax, 74,161; et Grand-Saint John, 55,611.†

* Les statistiques de la population rurale et urbaine, dans la mesure où les données du recensement de 1941 sont connues au moment de l'impression, se trouvent dans l'Appendice III.

† Voir monographie N° 6 sur le recensement de 1931: *Composition rurale et urbaine de la population canadienne*, par S. A. Cudmore et H. Caldwell.

8.—Population rurale et urbaine, par province et territoire, recensements décennaux, 1871-1941, et augmentation numérique, 1921-1931

Province ou territoire	1871		1881		1891		1901	
	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine
Ile du P.-E.	86,149	7,872	95,693	13,198	94,823	14,255	88,304	14,955
N.-Ecosse	355,718	32,082	377,030	63,542	373,403	76,993	330,191	129,383
N.-Brunswick	235,381	50,213	262,141	59,092	272,362	48,901[1]	253,835	77,285
Québec	919,665	271,851	980,515	378,512	988,820	499,715	994,833	654,065
Ontario	1,264,854	355,997	1,351,074	575,848	1,295,323	818,998	1,246,969	935,978
Manitoba	24,170	1,058	52,015	10,245	111,498	41,008	184,775[2]	70,436[2]
Saskatchewan	[3]	–	[3]	–	[3]	–	77,013[2]	14,266[2]
Alberta	[3]	–	[3]	–	[3]	–	54,489	18,533
Col. Britannique	32,977	3,270	40,389	9,070	60,945	37,228	88,478	90,179
Yukon	[3]	–	[3]	–	[3]	–	18,077	9,142
Ter. du N.-O.	[3]	–	[3]	–	[3]	–	20,129	–
Marine Royale du Canada	–	–	–	–	–	–	–	–
Canada	**2,966,914**[3]	**722,343**	**3,215,303**[3]	**1,109,507**	**3,296,141**[3]	**1,537,098**	**3,357,093**	**2,014,222**

Province ou territoire	1911		1921		1931		Augmentation numérique, la décennie 1921-31	
	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine
Ile du P.-E.	78,758	14,970	69,522	19,093	67,653	20,385	– 1,869	1,292
N.-Ecosse	306,210	186,128	296,799	227,038	281,192	231,654	–15,607	4,616
N.-Brunswick	252,342	99,547	263,432	124,444	279,279	128,940	15,847	4,496
Québec	1,038,934[4]	966,842[4]	1,038,096	1,322,569	1,060,649	1,813,606	22,553	491,037
Ontario	1,198,803[5]	1,328,489	1,227,030	1,706,632	1,335,691	2,095,992	108,661	389,360
Manitoba	261,029[5]	200,365	348,502	261,616	384,170	315,969	35,668	54,353
Saskatchewan	361,037[2]	131,395[2]	538,552	218,958	630,880	290,905	92,328	71,947
Alberta	236,633[6]	137,662[6]	365,550	222,904	453,097	278,508	87,547	55,604
Col. Britannique	188,796	203,684	277,020	247,562	299,524	394,739[7]	22,504	147,177
Yukon	4,647	3,865	2,851	1,306	2,870	1,360	19	54
Ter. du N.-O.	6,507[5]	–	7,988	–	9,723	–	1,735	–
Marine Royale du Canada	–	–	485	–	[8]	–	[8]	–
Canada	**3,933,696**	**3,272,947**	**4,435,827**	**4,352,122**	**4,804,728**	**5,572,058**	**368,901**	**1,219,936**

[1] La population rurale comprend certaines villes de 1891. [2] Tel que corrigé dans le rapport du recensement des Provinces des Prairies, 1916. [3] Les populations (48,000, 56,446 et 98,967 respectivement) dans le territoire qui constitue présentement les provinces d'Alberta, de Saskatchewan et les territoires du Yukon et du Nord-Ouest, étaient classifiées comme rurales lors des recensements de 1871, 1881 et 1891. [4] La population urbaine de 970,791, indiquée dans le volume I du recensement de 1911, est réduite à 966,842 par le transfert des populations de Maniwaki, Martinville, Moisie, St-Bruno, St-Martin et St-Vincent-de-Paul à la rubrique "rurale", par quelques modifications apportées dans les territoires qui constituent les villages de Ste-Anne et de Ste-Geneviève et par la loi d'extension des frontières, 1912. [5] Tel que modifié par la loi de l'extension des frontières, 1912. [6] Le recensement de 1911 (volume I) place la population urbaine de l'Alberta, en 1911, à 141,937. Ce chiffre comprend la population (5,250) de 12 endroits qui, d'après le rapport fourni par le Commissaire municipal de l'Alberta, n'étaient pas alors constitués en municipalités. Il s'agit des localités suivantes: Ætna, Banff, Bankhead, Bellevue, Bickerdike, Canmore, Cardiff, Exshaw, Hillcrest, Passburg, Queenston et Elmpark. Après rectification et quelques autres modifications apportées aussitôt que les données définitives furent établies au sujet des régions incorporées, la population urbaine pour 1911 fut fixée à 137,662. Les chiffres de la population urbaine et rurale se rapportant au recensement de 1901 ont été également rectifiés. [7] Comprend South Vancouver et Point Grey dont les populations respectives en 1921 étaient de 32,267 et 13,736 âmes et qui alors étaient classifiées comme "rurales". [8] Dénombrement des membres de la Marine Royale du Canada effectué à domicile en 1931 et 1941.

Comme l'indiquent les chiffres au tableau **9**, les grandes villes exercent un attrait de plus en plus fort sur la population. Il n'y a pas que les centres de plus de 500,000 habitants—Montréal et Toronto—qui augmentent leur proportion du total; les villes dont la population varie entre 100,000 et 500,000 habitants ont vu augmenter leur population globale de 5·90 p.c. du total à 8·46 p.c., tandis que celles ayant 5,000 à 100,000 habitants sont montées de 17·68 à 19·29 p.c. au cours de la décennie 1921–31. Comme l'indiquent les chiffres, les grosses augmentations absolues de la population totale des municipalités de moins de 1,000 habitants en 1921 et 1931 sont attribuables dans la presque totalité à l'annexion de nouvelles régions incorporées.

9.—Population urbaine du Canada, répartie selon l'importance des municipalités, 1911, 1921 et 1931

Groupe	1911			1921			1931		
	Nombre de localités	Population	P.c. de la population globale	Nombre de localités	Population	P.c. de la population globale	Nombre de localités	Population	P.c. de la population globale
Plus de 500,000	Nil	–	–	2	1,140,399	12·98	2	1,449,784	13·97
Entre—									
400,000 et 500,000	1	490,504	6·81	Nil	–	–	Nil	–	–
300,000 et 400,000	1	381,833	5·30	"	–	–	"	–	–
200,000 et 300,000	Nil	–	–	"	–	–	2	465,378	4·48
100,000 et 200,000	2	236,436	3·28	4	518,298	5·90	3	413,013	3·98
50,000 et 100,000	3	247,221	3·43	5	336,650	3·83	7	470,443	4·53
25,000 et 50,000	7	272,071	3·78	7	239,096	2·72	10	339,521	3·27
15,000 et 25,000	11	193,977	2·69	19	370,990	4·22	23	457,292	4·41
10,000 et 15,000	18	225,423	3·13	18	224,033	2·55	23	275,944	2·66
5,000 et 10,000	44	313,100	4·34	54	382,762	4·36	68	458,784	4·42
3,000 et 5,000	59	222,274	3·08	72	272,720	3·10	71	273,276	2·63
1,000 et 3,000	250	428,250	5·94	293	492,116	5·60	324	557,466	5·37
500 et 1,000	241	174,781	2·43	290	215,648	2·45	322	231,375	2·23
Moins de 500	419	87,077	1·21	679	159,410	1·81	750	179,782	1·73
Totaux	**1,056**	**3,272,947**	**45·42**	**1,443**	**4,352,122**	**49·52**	**1,605**	**5,572,058**	**53·70**

10.—Population des cités et villes de plus de 5,000 âmes, recensements décennaux, 1871-1941

NOTA.—Les cités et villes dotées d'un Board of Trade sont indiquées par un astérisque (*), tandis qu'une croix (†) dénote l'existence d'une Chambre de Commerce. Dans chaque cas la population des recensements antérieurs a été arrangée pour couvrir autant que possible le même territoire qu'en 1941.

Cité ou ville	Province	Population							
		1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941[1]
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
*†Montréal	Qué.	130,833	177,377	256,723	328,172	490,504	618,506	818,577	890,234
*Toronto	Ont.	59,000	96,196	181,215	209,892	381,833	521,893	631,207	657,612
*Vancouver	C.B.	–	–	13,709	29,432	120,847	163,220	246,593	271,597
*Winnipeg	Man.	241	7,985	25,639	42,340	136,035	179,087	218,785	217,994
†Hamilton	Ont.	26,880	36,661	48,959	52,634	81,969	114,151	155,547	164,719
*Québec	Qué.	59,699	62,446	63,090	68,840	78,710	95,193	130,594	147,908
*Ottawa	Ont.	24,141	31,307	44,154	59,928	87,062	107,843	126,872	150,861
*Calgary	Alta.	–	–	3,876	4,392	43,704	63,305	83,761	87,267
†Edmonton	Alta.	–	–	–	4,176	31,064	58,821	79,197	92,404
†London	Ont.	18,000	27,867	31,977	37,976	46,300	60,959	71,148	77,105
†Windsor	Ont.	4,253	6,561	10,322	12,153	17,829	38,591	63,108	104,415[2]
†Verdun	Qué.	–	278	296	1,898	11,629	25,001	60,745	66,503
*Halifax	N.-E.	29,582	36,100	38,437	40,832	46,619	58,372	59,275	69,326
*Regina	Sask.	–	–	–	2,249	30,213	34,432	53,209	57,389
*Saint John	N.-B.	41,325	41,353	39,179	40,711	42,511	47,166	47,514	50,084
*Saskatoon	Sask.	–	–	–	[3]	12,004	25,739	43,291	42,320
†Victoria	C.B.	3,270	5,925	16,841	20,919	31,660	38,727	39,082	42,907
†Trois-Rivières	Qué.	7,570	8,670	8,334	9,981	13,691	22,367	35,450	41,811
*Kitchener	Ont.	2,743	4,054	7,425	9,747	15,196	21,763	30,793	35,456
*Brantford	Ont.	8,107	9,616	12,753	16,619	23,132	29,440	30,107	31,622
†Hull	Qué.	3,800	6,890	11,264	13,993	18,222	24,117	29,433	32,604
†Sherbrooke	Qué.	4,432	7,227	10,097	11,765	16,405	23,515	28,933	35,651
Outremont	Qué.	–	387	795	1,148	4,820	13,249	28,641	29,865
†Fort William	Ont.	–	690	2,176	3,633	16,499	20,541	26,277	30,370
†St. Catharines	Ont.	7,864	9,631	9,170	9,946	12,484	19,881	24,753	30,025
Westmount	Qué.	200	884	3,076	8,856	14,579	17,593	24,235	24,959
†Kingston	Ont.	12,407	14,091	19,263	17,961	18,874	21,753	23,439	29,545
†Oshawa	Ont.	3,185	3,992	4,066	4,394	7,436	11,940	23,439	26,610
*Sydney	N.-E.	1,700	2,180	2,427	9,909	17,723	22,545	23,089	28,081
*Sault-Ste-Marie	Ont.	879	780	2,414	7,169	14,920	21,092	23,082	25,620
†Peterborough	Ont.	4,611	6,812	9,717	12,886	18,360	20,994	22,327	24,977
*Moose Jaw	Sask.	–	–	–	1,558	13,823	19,285	21,299	20,495
*Guelph	Ont.	6,878	9,890	10,537	11,496	15,175	18,218	21,075	23,074

Pour renvois, voir à la fin du tableau, p. 98.

10.—Population des cités et villes de plus de 5,000 âmes, recensements décennaux, 1871-1941—suite

Cité ou ville	Province	Population							
		1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941[1]
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
*Glace Bay	N.-E.	–	–	2,459	6,945	16,562	17,007	20,706	25,050
*Moncton	N.-B.	600	5,032	8,762	9,026	11,345	17,488	20,689	22,411
†Port Arthur	Ont.	–	1,275	2,698	3,214	11,220	14,886	19,818	24,217
†Niagara Falls	Ont.	1,610	2,347	3,349	5,702	9,248	14,764	19,046	20,371
†Lachine	Qué.	2,689	3,248	4,819	6,365	11,688	15,404	18,630	19,898
*Sudbury	Ont.	–	–	–	2,027	4,150	8,621	18,518	31,888
†Sarnia	Ont.	2,929	3,874	6,692	8,176	9,947	14,877	18,191	18,599
*Stratford	Ont.	4,313	8,239	9,500	9,959	12,946	16,094	17,742	16,923
*New Westminster	C.B.	–	1,500	6,678	6,499	13,199	14,495	17,524	21,602
*Brandon	Man.	–	–	3,778	5,620	13,839	15,397	17,082	17,172
*St-Boniface	Man.	817	1,283	1,553	2,019	7,483	12,821	16,305	18,023
*North Bay	Ont.	–	–	1,848	2,530	7,737	10,692	15,528	15,411
†St. Thomas	Ont.	2,197	8,367	10,366	11,485	14,054	16,026	15,430	17,045
†Shawinigan Falls	Qué.	–	–	–	–	4,265	10,625	15,345	20,237
*Chatham	Ont.	5,873	7,873	9,052	9,068	10,770	13,256	14,569	17,184
East Windsor	Ont.	–	–	–	–	–	5,870	14,251	[2]
*Timmins	Ont.	–	–	–	–	–	3,843	14,200	28,544
*Galt	Ont.	3,827	5,187	7,535	7,866	10,299	13,216	14,006	15,126
†Belleville	Ont.	7,305	9,516	9,916	9,117	9,876	12,206	13,790	15,498
*Lethbridge	Alta.	–	–	–	2,072	8,050	11,097	13,489	14,343
†St-Hyacinthe	Qué.	3,746	5,321	7,016	9,210	9,797	10,859	13,448	17,723
*Owen Sound	Ont.	3,369	4,426	7,497	8,776	12,558	12,190	12,839	13,810
*Charlottetown	I.P.-E.	7,872	10,345	10,098	10,718	9,883	10,814	12,361	14,460
†Chicoutimi	Qué.	1,393	1,935	2,277	3,826	5,880	8,937	11,877	15,975
†Lévis	Qué.	8,052	8,734	8,797	9,242	8,703	10,470	11,724	11,910
*Valleyfield (Salaberry de)	Qué.	1,800	3,906	5,515	11,055	9,449	9,215	11,411	16,968
*Woodstock	Ont.	3,982	5,373	8,612	8,833	9,320	9,935	11,146[4]	12,339
*St-Jean	Qué.	3,022	4,314	4,722	4,030	5,903	7,734	11,256	13,563
*Cornwall	Ont.	2,033	4,468	6,805	6,704	6,598	7,419	11,126	13,810
†Joliette	Qué.	3,047	3,268	3,372	4,220	6,346	9,039	10,765	12,678
Sandwich	Ont.	1,160	1,143	1,352	1,450	2,302	4,415	10,715	[2]
*Welland	Ont.	1,110	1,870	2,035	1,863	5,318	8,654	10,709	12,421
Thetford Mines	Qué.	–	–	–	3,256	7,261	8,272	10,701	12,788
*Granby	Qué.	876	1,040	1,710	3,773	4,750	6,785	10,587	14,146
†Sorel	Qué.	5,636	5,791	6,669	7,057	8,420	8,174	10,320	12,203
†Medicine Hat	Alta.	–	–	–	1,570	5,608	9,634	10,300	10,473
Walkerville	Ont.	–	–	933	1,595	3,302	7,059	10,105	[2]
*Prince Albert	Sask.	–	–	–	1,785	6,254	7,352	9,905	12,299
†Brockville	Ont.	5,102	7,609	8,791	8,940	9,374	10,043	9,736	11,170
Jonquière	Qué.	–	–	–	–	2,354	4,851	9,448	13,766
*Pembroke	Ont.	1,508	2,820	4,401	5,156	5,626	7,875	9,368	10,999
*Dartmouth	N.-E.	2,191	3,786	6,252	4,806	5,058	7,899	9,100	10,919
†St-Jérôme	Qué.	1,159	2,032	2,868	3,619	3,473	5,491	8,967	11,286
*New Glasgow	N.-E.	1,676	2,595	3,776	4,447	6,383	8,974	8,858	9,118
*Fredericton	N.-B.	6,006	6,218	6,502	7,117	7,208	8,114	8,830	9,905
Cap-de-la-Madeleine	Qué.	–	–	–	–	–	6,738	8,748	11,885
*North Vancouver	C.B.	–	–	–	365	8,196	7,652	8,510	8,844
†Rivière-du-Loup	Qué.	1,541	2,291	4,175	4,569	6,774	7,703	8,499	8,662
*Orillia	Ont.	1,322	2,910	4,752	4,907	6,828	7,631	8,183	9,705
*Waterloo	Ont.	1,594	2,066	2,941	3,547	4,359	5,883	8,095	8,968
*Truro	N.-E.	2,114	3,461	5,102	5,993	6,107	7,562	7,901	10,410
†La Tuque	Qué.	–	–	–	–	2,934	5,603	7,871	7,918
*Barrie	Ont.	3,398	4,854	5,550	5,949	6,420	6,936	7,776	9,559
*Sydney Mines	N.-E.	1,494	2,340	2,442	3,191	7,470	8,327	7,769	8,157
*New Waterford	N.-E.	–	–	–	–	–	5,615	7,745	9,237
*Trail	C.B.	–	–	–	1,360	1,460	3,020	7,573	9,132
Lindsay	Ont.	4,049	5,080	6,081	7,003	6,964	7,620	7,505	8,345
*Amherst	N.-E.	1,839	2,274	3,781	4,964	8,973	9,998	7,450	8,481
New Toronto	Ont.	–	–	–	209	686	2,669	7,146	9,469
†Smiths Falls	Ont.	1,150	2,087	3,864	5,155	6,370	6,790	7,108	7,088
Lauzon	Qué.	2,827	4,578	4,391	4,267	4,982	6,428	7,084	7,881
*Yarmouth	N.-E.	4,696	5,324	6,089	6,430	6,600	7,073	7,055	7,699
†Midland	Ont.	–	1,095	2,088	3,174	4,663	7,016	6,920	6,764
Mimico	Ont.	–	–	–	437	1,373	3,751	6,800	7,987
*Kenora	Ont.	–	–	1,806	5,202	6,158	5,407	6,766	7,672
*Nanaimo	C.B.	–	1,645	4,595	6,130	6,254	6,559	6,745	6,583
Eastview	Ont.	–	–	–	–	3,169	5,324	6,686	7,882
†Drummondville	Qué.	–	900	1,955	1,450	1,725	2,852	6,609	10,502
*Portage-la-Prairie	Man.	–	–	3,363	3,901	5,892	6,766	6,597	7,095
*Campbellton	N.-B.	–	–	1,782	2,652	3,817	5,570	6,505	6,649
†Port Colborne	Ont.	988	1,716	1,154	1,253	1,624	3,415	6,503	6,928
†Grand'Mère	Qué.	–	–	–	2,511	4,783	7,631	6,461	8,588
*Edmundston	N.-B.	–	–	–	–	1,821	4,035	6,430	7,028

Pour renvois, voir à la fin du tableau, p. 98.

10.—Population des cités et villes de plus de 5,000 âmes, recensements décennaux, 1871-1941—fin

Cité ou ville	Province	Population							
		1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941[1]
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
*Springhill	N.-E.	–	900	4,813	4,559	5,713	5,681	6,355	7,123
†Prince Rupert	C.B.	–	–	–	–	4,184	6,393	6,350	6,656
*Magog	Qué.	–	–	2,100	3,516	3,978	5,159	6,302	8,995
*Preston	Ont.	1,408	1,419	1,843	2,308	3,883	5,423	6,280	6,656
†Trenton	Ont.	1,796	3,042	4,363	4,217	3,988	5,902	6,276	8,183
†Victoriaville	Qué.	1,425	1,474	1,300	1,693	3,028	3,759	6,213	8,503
*Kamloops	C.B.	–	–	–	–	3,772	4,501	6,167	5,847
*North Sydney	N.-E.	1,200	1,520	2,513	4,646	5,418	6,585	6,139	6,793
*St-Lambert	Qué.	327	332	906	1,362	3,344	3,890	6,075	6,320
*Nelson	C.B.	–	–	–	5,273	4,476	5,230	5,992	5,758
*North Battleford	Sask.	–	–	–	–	2,105	4,108	5,986	[5]
†Cobourg	Ont.	4,442	4,957	4,829	4,239	5,074	5,327	5,834	5,907
*Collingwood	Ont.	2,829	4,445	4,939	5,755	7,090	5,882	5,809	6,249
Transcona	Man.	–	–	–	–	–	4,185	5,747	5,465
†Rimouski	Qué.	1,186	1,417	1,429	1,804	3,097	3,612	5,589	6,916
Brampton	Ont.	2,090	2,920	3,252	2,748	3,412	4,527	5,532	5,975
†Fort Frances	Ont.	–	–	1,339	1,163	1,611	3,109	5,470	5,849
Longueuil	Qué.	2,083	2,355	2,757	2,835	3,972	4,682	5,407	7,069
St-Laurent	Qué.	–	–	1,184	1,390	1,860	3,232	5,348	6,095
*Renfrew	Ont.	865	1,605	2,611	3,153	3,846	4,906	5,296	5,448
*Swift Current	Sask.	–	–	–	[3]	1,852	3,518	5,296	5,515
†Ingersoll	Ont.	4,022	4,318	4,191	4,573	4,763	5,150	5,233	5,757
†Simcoe	Ont.	1,856	2,645	2,674	2,627	3,227	3,953	5,226	5,954
Forest Hill (village)	Ont.	–	–	–	–	–	–	5,207	11,568
*Hawkesbury	Ont.	1,671	1,920	2,042	4,150	4,400	5,544	5,177	6,249
*Thorold	Ont.	1,635	2,456	2,273	1,979	2,273	4,825	5,092	5,284
†Whitby	Ont.	2,732	3,140	2,786	2,110	2,248	3,957	5,046	5,882
Swansea (village)	Ont.	–	–	–	–	–	–	5,031	6,907
*Yorkton	Sask.	–	–	–	700	2,309	5,151	5,027	5,586
*Dundas	Ont.	3,135	3,709	3,546	3,173	4,299	4,978	5,026	5,245
*Stellarton	N.-E.	1,750	1,599	2,410	2,335	3,910	5,312	5,002	5,300
*Weyburn	Sask.	–	–	–	113	2,210	3,193	5,002	6,119

[1] Chiffres préliminaires. En outre des endroits énumérés, les suivants comptent plus de 5,000 âmes en 1941: Rouyn, Qué., 8,808; † Leamington, Ont., 5,799; Lachute, Qué., 5,287; † Kénogami, Qué., 6,585; * Parry Sound, Ont., 5,763; Long Branch, Ont., 5,147; † Fort Erie, Ont., 6,566; Asbestos, Ont., 5,702; * Vernon, C.B., 5,099; St-Joseph-d'Alma, Qué., 6,436; * Weston, Ont., 5,674; * Kelowna, C.B., 5,047; Montréal-Nord, Qué., 6,213; St-Joseph-de-Grantham, Qué., 5,555; * Port Hope, Ont., 5,006; Leaside, Ont., 6,084; Montmorency, Qué., 5,381. [2] Fusionnement de Windsor, Walkerville, Windsor East et Sandwich, 1er juillet 1935. [3] Compris dans la population urbaine dans le volume du recensement de 1901, bien que cette ville n'ait été constituée en corporation qu'après la date du recensement. [4] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [5] Moins de 5,000 âmes en 1941 (4,694).

La population des villes et villages de 1,000 à 5,000 âmes paraît à la p. 98 de l'Annuaire de 1940.

Population agricole, rurale et urbaine.—L'Annuaire de 1937, page 131, donne les statistiques de la population agricole, rurale et urbaine, par province, en 1931; celui de 1934-35, page 301, traite de la main-d'œuvre sur les fermes. Le lecteur est aussi référé à l'item "Salariés" (Agriculture) de l'index du présent volume.

Section 9.—Citoyenneté et naturalisation

Des statistiques sous cet en-tête, pour ce qui est des données connues du recensement de 1941 au moment d'aller sous presse, paraissent à l'Appendice III.

Section 10.—Langue parlée et langue maternelle

Voir nota à la section 9.

Section 11.—Instruction

Voir nota à la section 9.

Section 12.—Fréquentation scolaire

Voir nota sous la section 9.

Section 13.—Aveugles et sourds-muets

Voir nota sous la section 9.

Section 14.—Occupations de la population canadienne

Voir nota sous la section 9.

Section 15.—Habitations et ménages

Voir nota sous la section 9.

Section 16.—Recensement quinquennal des Provinces des Prairies

Le dernier recensement des Provinces des Prairies a été fait le 1er juin 1936. Comme on est à procéder au dépouillement des résultats du recensement décennal de 1941, les données de 1936 ne sont pas répétées. Pour les résultats du recensement quinquennal de 1936, le lecteur pourra consulter l'Annuaire de 1937, pp. 151–157, et l'Annuaire de 1939, pp. 115–116, ainsi que les volumes I et II du recensement de 1936.

Section 17.—Estimations annuelles de la population

Bien que le dénombrement effectif des habitants ne se fasse dans les divers pays que lors des recensements décennaux ou quinquennaux, les pays modernes établissent des estimations annuelles de la natalité, de la mortalité et de la nuptialité, ainsi que les chiffres per capita se rapportant à la production, au commerce, aux finances, à la consommation, etc. Les différents pays ont adopté diverses méthodes pour obtenir les chiffres annuels de la population après le recensement. Par exemple, à l'aide d'un bon système de statistiques vitales et de données sur les entrées et les sorties, il est possible d'obtenir avec assez d'exactitude la population effective à n'importe quelle date en établissant simplement la somme des naissances et des entrées, de laquelle sont ensuite déduits les décès et les sorties enregistrés au cours de la période écoulée depuis le recensement. Cette méthode est cependant impraticable au Canada, vu qu'il ne se passe une journée que des milliers de personnes franchissent la frontière, longue de 4,000 milles, qui sépare le Canada des Etats-Unis. Les méthodes mêmes de faire les estimations varient dans presque tous les pays civilisés. Ainsi, c'est la méthode de la progression arithmétique qui est utilisée dans presque tous les anciens pays; elle comporte l'addition, tous les ans, d'un cinquième ou d'un sixième de l'accroissement numérique enregistré durant la période quinquennale ou décennale qui s'est écoulée entre deux recensements. En ce qui concerne le Canada, les chiffres annuels de la population sont purement estimatifs, basés sur les dernières augmentations, avant le recensement de 1931. Ils sont maintenant supputés sur une base qui fait entrer en ligne de compte des données collatérales remontant à 1867 et les chiffres résultants, croit-on, donnent une idée plus exacte de la population des périodes entre recensements que tous autres publiés avant 1931.

La nouvelle méthode de faire les estimations annuelles du chiffre de la population est décrite aux pages 111–113 de l'Annuaire de 1932.

11.—Estimation de la population du Canada, par province, années entre recensements, 1922-40

NOTA.—A chaque recensement les données établies depuis le recensement antérieur sont ajustées d'après le chiffre nouvellement enregistré de la population. Les chiffres de 1867-99 se trouvent à la p. 148 de l'Annuaire de 1936 et ceux de 1900-21, à la p. 104 de l'édition de 1940.

Année	Canada	Ile du P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon	Ter. du N.-O.
	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000
1922	8,919	89	522	389	2,409	2,980	616	769	592	541	4	8
1923	9,010	87	518	389	2,446	3,013	619	778	593	555	4	8
1924	9,143	86	516	391	2,495	3,059	625	791	597	571	4	8
1925	9,294	86	515	393	2,549	3,111	632	806	602	588	4	8
1926	9,451	87	515	396	2,603	3,164	639	821	608	606	4	8
1927	9,636	87	515	398	2,657	3,219	651	841	633	623	4	8
1928	9,835	88	515	401	2,715	3,278	664	862	658	641	4	9
1929	10,029	88	515	404	2,772	3,334	677	883	684	659	4	9
1930	10,208	88	514	406	2,825	3,386	689	903	708	676	4	9
1931	10,376	88	513	408	2,874	3,432	700	922	732	694	4	9
1932[1]	10,506	89	519	413	2,910	3,475	709	933	740	704	4	10
1933[1]	10,681	89	522	420	2,970	3,564	710	932	748	712	4	10
1934[1]	10,824	89	525	425	3,018	3,629	711	932	756	725	4	10
1935[1]	10,935	89	527	429	3,062	3,673	711	931	764	735	4	10
1936[1]	11,028	92	537	435	3,096	3,690	711	931	772	750	4	10
1937[1]	11,120	93	542	440	3,135	3,711	717	939	778	751	4	10
1938[1]	11,209	94	548	445	3,172	3,731	720	941	783	761	4	10
1939[1]	11,315	95	554	451	3,210	3,752	727	949	789	774	4	10
1940[2]	11,422	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

[1] Ces estimations seront sujettes à ajustement lorsque les données postérieures seront établies. [2] Les chiffres des provinces seront interpolés d'après les résultats du recensement de 1941.

Section 18.—L'Enregistrement National de 1940*

L'intention du Gouvernement d'entreprendre un enregistrement national du capital humain a été annoncée par le Premier Ministre le 18 juin 1940, lorsque le Gouvernement fit connaître son intention de présenter une loi sur la mobilisation des ressources nationales. Certains des objets immédiats de l'enregistrement national ont été indiqués par M. King en ces termes:—

> "L'Enregistrement National nous donnera une protection additionnelle contre les activités de 'cinquième colonne' telles que le sabotage et l'espionnage qui peuvent devenir plus dangereux à mesure que les menaces extérieures deviennent plus sérieuses. De cette manière nous consolidons nos industries.
>
> "L'Enregistrement National fournira aussi au Gouvernement un inventaire des ressources de la population en main-d'œuvre mécanique et industrielle. Un tel inventaire aura aussi le mérite de fournir de plus amples informations sur l'étendue de nos ressources en artisans, sur lesquelles nous pourrons tirer pour répondre aux besoins des industries essentielles en temps de guerre."

Il a fallu trois jours pour l'enregistrement national; ces jours ont été les 19, 20 et 21 août 1940.

Les sous-registraires ont fait une copie supplémentaire de la carte de chaque célibataire masculin, de 19 à 45 ans inclusivement, et de tous les veufs sans enfant, dans le même groupe d'âge. Les registraires de division se sont servis des cartes presque immédiatement pour mobiliser les hommes pour l'entraînement militaire.

L'enregistrement terminé, tous les maîtres de poste du Canada ont été nommés sous-registraires pour l'enregistrement de toutes les jeunes personnes atteignant l'âge de 16 ans et des personnes qui étaient en dehors du Canada lors de l'enregistre-

* Revisé sous la direction du juge T. C. Davis, sous-ministre adjoint, Ministère des Services Nationaux de Guerre.

ment ou qui, pour d'autres raisons, ne s'étaient pas enregistrées. Plus tard des formules spéciales furent préparées et remises à tous les maîtres de poste pour l'usage des personnes qui avaient changé de domicile, perdu leurs certificats originaux d'enregistrement ou s'étaient mariées. Tous les changements de domicile et tous les changements d'état conjugal doivent être déclarés au Ministère et toutes les demandes de duplicata de certificats envoyées au Statisticien du Dominion qui est seul autorisé à émettre de nouveaux certificats.

Usages de l'enregistrement national.—La première compilation, en outre de servir à la mobilisation du capital humain pour service militaire, portait sur l'"occupation spéciale", c'est-à-dire les métiers associés à la fabrication de matériel de guerre et un bulletin intitulé "Occupations spécialisées" a été publié. Ces cartes ont été codifiées, vérifiées, poinçonnées et passées dans les catalogueuses où elles ont été classées selon les occupations: chacune de ces cartes a passé par les catalogueuses et les tabulatrices de façon à donner le nom et l'adresse des personnes ayant ces occupations spécialisées. Ces listes sont à la disposition des bureaux de placement, des divers ministères du Gouvernement et des manufacturiers qui ont besoin de certaines catégories d'employés. La même procédure a été suivie par la suite dans le cas des personnes ne vivant pas sur une ferme, ne travaillant pas sur une ferme, n'ayant aucune occupation spécialisée, mais possédant une certaine expérience agricole. Un bulletin intitulé "Tabulations statistiques préliminaires" a aussi été publié, donnant un aperçu statistique très complet du capital humain dont dispose le Canada pour fins militaires et industrielles.

Parmi les nombreux services rendus par l'enregistrement national on pourrait mentionner les suivants:—

(1) Fournir une liste des noms et adresses des nationaux des divers pays alliés vivant au Canada afin qu'ils puissent être appelés en service militaire par leurs gouvernements respectifs.
(2) Fournir au Comité de l'Epargne de Guerre les milliers de changements d'adresse des personnes qui se sont engagées à acheter des certificats d'épargne de guerre et qui ont changé de domicile par la suite sans en avertir le Comité afin que leurs certificats leur soient envoyés.
(3) Fournir aux divers gouvernements provinciaux les adresses des personnes et les détails relatifs à celles-ci exigés pour fins de statistiques vitales, secours, etc.
(4) Fournir aux registraires régionaux de tout le Canada les noms et adresses des personnes qui ont atteint leur dix-neuvième année depuis l'enregistrement national et qui, par conséquent, sont sujettes au service militaire.
(5) Retrouver les personnes manquant à l'appel.
(6) Fournir des listes contenant les noms et adresses de personnes engagées dans des emplois essentiels tels que pour le compte des divers ministères et des diverses industries.

Section 19.—Superficie et population de l'Empire Britannique

Les statistiques sur la superficie et la population des territoires qui constituent l'Empire Britannique en 1931 ainsi que les chiffres comparatifs des populations de 1921 et de 1911 sont donnés au tableau de la page 167 de l'Annuaire de 1934–35.

Section 20.—Superficie et population de l'univers

Les statistiques montrant les superficies et les populations des différents continents et les détails de chaque pays, en 1931, paraissent au tableau des pages 170 et 171 de l'Annuaire de 1934–35.

CHAPITRE V.—STATISTIQUES VITALES*

SYNOPSIS

	Page
Article spécial: Nuptialité et fécondité au Canada	102
Section 1. Naissances	117
Section 2. Mariages et divorces	127
Sous-section 1. Mariages	127
Sous-section 2. Divorces	131
Section 3. Décès	132
Sous-section 1. Mortalité générale	133
Sous-section 2. Mortalité infantile	139
Sous-section 3. Mortalité puerpérale	146
Section 4. Accroissement naturel	148
Section 5. Statistiques vitales du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest	152

L'Annuaire de 1940 contient aux pp. 105–106 une esquisse historique des premiers relevés de statistiques vitales au Canada. La collaboration des provinces dans la collection de statistiques comparables est finalement devenue une réalité à la suite de la création du Bureau Fédéral de la Statistique, en vertu de la loi de la statistique de 1918.

De 1921 à 1925 les statistiques vitales ont été compilées par le Bureau sur une base comparable pour toutes les provinces à l'exception du Québec. Depuis le 1er janvier 1926, le Québec fait partie du territoire d'enregistrement et, depuis cette date, ses statistiques sont sur le même pied que celles des autres provinces.

Les principaux tableaux des sections 1-4 qui suivent renferment les statistiques pour toutes les provinces. La section 5 traite de celles du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, et les raisons de cette séparation en sont données à cet endroit.

Ceux qui font état des tableaux qui suivent ou des rapports détaillés publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique pour fins de comparaison feront bien de se rappeler deux importantes considérations. D'abord, malgré les améliorations des derniers dix ans, l'enregistrement en général, celui des naissances en particulier, n'est pas observé complètement. Ensuite, l'extrême diversité de la répartition de la population des différentes provinces par âge et sexe rend inévitable et décevante toute comparaison entre les taux bruts des naissances et les taux bruts des décès. Tous les taux dans ce chapitre ont été calculés sur la base de l'estimation revisée de la population donnée à la page 100.

Nuptialité et fécondité au Canada—Etude basée sur les statistiques canadiennes des mariages†

Introduction

L'état conjugal de la population est intéressant à divers points de vue. Pour le psychologue, l'état conjugal de son sujet est de première importance. L'économiste sait que les changements à court terme dans la nuptialité reflètent souvent la situation économique assez fidèlement pour qu'ils soient considérés comme un baromètre du commerce. Le sociologue s'intéresse au ménage comme unité et aux changements dans le nombre de ménages au cours d'une certaine période. Ce qui revêt une importance encore plus grande, en raison de la diminution probable de la population dans plusieurs contrées du monde occidental, est la relation entre la fréquence du mariage et le déclin de la fécondité. Le présent article étudiera

*La matière de ce chapitre, sauf l'article spécial, a été revisée par J. T. Marshall, chef de la Branche des Statistiques Vitales, Bureau Fédéral de la Statistique. Une liste des publications de cette branche se trouve au chapitre XXVIII, section 1, sous "Population".

†Préparés pour l'Annuaire du Canada par Enid Charles, D.Ph., sous les auspices de la Corporation Carnegie et le Conseil Canadien de Recherches Sociales.

de façon spéciale l'évolution de cette relation en ce qu'elle se reflète sur la population canadienne.

Les statistiques du mariage tombent dans deux catégories principales. La première se compose des données de recensement sur les célibataires, les personnes mariées, les veufs et veuves et les divorcés dans chaque groupe d'âge. Pour une année quelconque de recensement, ces chiffres n'indiquent pas le cours des événements. Ils décrivent plutôt les résultats du mariage au cours d'une longue période. Comme la période d'observation est longue, ils ont l'avantage d'écarter, jusqu'à un certain point, les fluctuations d'une année à l'autre. Pour le Canada, les données des recensements successifs depuis 1871 sont connues et peuvent servir à dresser un tableau de la tendance générale sur une longue période. Les événements courants sont consignés dans les statistiques annuelles des enregistrements des mariages; ces statistiques existent pour tout le Canada depuis 1926 et révèlent des changements à court terme attribuables à des causes économiques. La nuptialité brute ne constitue pas toutefois une mesure satisfaisante des changements dans la probabilité des mariages. Elle peut monter ou descendre alors que les taux réels des mariages restent constants ou vice versa. Lorsque sont connues les données de recensement et les statistiques annuelles des premiers mariages, comme au Canada depuis 1926, il est possible de faire une analyse plus précise. Il est maintenant généralement reconnu que la meilleure méthode d'obtenir les taux véritables de la nuptialité est de dresser des tableaux de nuptialité d'après le même principe que les tables de longévité. Le taux véritable des mariages est ensuite obtenu de la proportion de femmes sur mille filles vivantes à l'âge de quinze ans qui se marient au moins une fois (nuptialité brute) ou sur mille filles nouveau-nées (nuptialité nette). La nuptialité brute indique la probabilité de mariage dans un groupe de filles qui vivent toutes jusqu'à un âge avancé, tandis que la nuptialité nette tient compte de la réduction de la population célibataire féminine par la mort aussi bien que par le mariage. Comme pour les taux de reproduction nette et brute ou comme pour les tables de longévité, les tableaux de nuptialité ne sont une mesure des conditions existantes que dans les années auxquelles ils se rapportent. En conséquence, les populations décrites par ces tableaux sont celles qui existeraient si les probabilités de mariage devaient rester constantes pendant une longue période de temps. Comme, de fait, les taux de la nuptialité changent, il est peu probable que l'on puisse trouver une population réelle correspondant au tableau de nuptialité. Mais, comme dans le cas des tables de longévité, ces tableaux restent encore le moyen le plus commode d'indiquer la situation de la nuptialité à un certain moment.

S'il était possible de faire un usage plus vaste des tableaux de nuptialité, ces tableaux constitueraient le meilleur fondement d'une étude de la nuptialité à tous ses points de vue. Puisqu'il n'en est pas ainsi, un aperçu d'ensemble sur le mariage au Canada doit reposer sur des données provenant de sources variées. Sous l'entête qui suit immédiatement est étudiée la position du Canada par rapport aux autres pays; vient ensuite un historique du mariage au Canada et, finalement, un résumé des études détaillées basées sur les données de 1930–32.

Une comparaison des statistiques du mariage au Canada avec celles des autres pays

Le tableau I fait voir dans un certain nombre de pays, les récentes années de recensement, la proportion de femmes qui se sont mariées. Comme toute statistique vitale, la proportion de femmes mariées à un moment donné dépend nettement dans une très large mesure de la composition d'âge de la population. Pour que les

données soient comparables, il est nécessaire de les corriger de façon à en écarter l'influence de l'âge. Il y a plusieurs moyens d'y arriver. Dans le tableau qui suit on y est parvenu en donnant pour chaque pays le pourcentage de femmes mariées qui existerait si toutes les populations avaient la même composition d'âge que l'Angleterre et le Pays de Galles en 1901.

I.—POURCENTAGES STANDARDISÉS D'ÂGE[1] DES FEMMES MARIÉES[2] ÂGÉES DE 15 À 49 ANS, PAR PAYS SPÉCIFIÉS POUR DES ANNÉES DONNÉES DE RECENSEMENT

SOURCE: *Statistiques vitales internationales*, Bureau du Recensement, Washington, E.U.A., tableau P, p. 389.

Pays	Année de recensement	Pourcentage	Pays	Année de recensement	Pourcentage
Irlande	1926	40·4	Pologne	1931	60·8
Irlande du Nord[3]	1926	44·0	Union Sud-Africaine[8]	1926	61·1
Finlande	1930	44·0	Cuba[3, 9]	1931	61·5
Norvège	1930	45·4	France	1931	62·8
Suède	1935	46·4	Hongrie	1930	64·6
Ecosse	1931	47·2	Grèce	1928	65·8
Suisse	1930	47·3	Porto-Rico	1935	66·5
Autriche	1934	47·4	Etats-Unis	1930	66·7
Angleterre et Pays de Galles	1931	49·9	Etablissements des Détroits[10]	1931	71·7
Lettonie	1935	50·3	Yougoslavie	1931	72·5
Estonie	1934	50·6	Ceylan	1921	73·7
Allemagne[4]	1933	52·1	Japon	1930	73·8
Portugal	1930	52·7	Ukraine (U.R.R.S.)	1926	74·1
Chili	1930	53·1	Bulgarie	1934	75·0
Lithuanie	1923[5]	53·2	U.R.R.S.[11]	1926	75·4
Pays Bas	1930	53·2	Palestine (Mandat britannique)[12]	1931	76·6
Italie	1936	54·2	Etats non fédérés de la Malaisie[10]	1931	77·7
Nouvelle Zélande[6]	1936	54·3	Etats fédérés de la Malaisie[10]	1931	78·3
Mexique	1930	54·4	Turquie[13]	1935	80·3
Danemark	1935	54·7	Formose	1930	81·8
Australie[6]	1933	55·1	Kouang-Tong	1930	82·1
Territoire de la Sarre	1935	57·9	Egypte[12]	1930	84·5
Espagne[7]	1920	58·7	Corée	1930	88·4
Canada	**1931**	**58·9**	Inde Britannique	1931	95·0
Tchécoslovaquie	1930	59·2			
Belgique	1930	59·7			

[1] Basés sur la distribution d'âge de la population féminine de l'Angleterre et du Pays de Galles. Appendice A, "Tableau 20 Angleterre et Pays de Galles. Tableau gradué de la population énumérée en 1901, à chaque année d'âge. . . .", p. 22. Recensement d'Angleterre et du Pays de Galles, 1901, Rapport général avec appendices, Londres, 1904. [2] Données obtenues du tableau 28 qui donne le pourcentage de femmes célibataires par groupes d'âge de 5 ans, dans des pays spécifiés. Le pourcentage de femmes mariées est obtenu en prenant la différence entre 100 p.c. et le pourcentage de femmes célibataires dans chaque groupe d'âge. [3] Les non-mariées comprennent des personnes dont l'état conjugal est inconnu. [4] Ne comprend pas le territoire de la Sarre. [5] Le recensement a été effectué le 20 janvier 1925 dans le territoire de Klaipeda (141,645 habitants). [6] Ne comprend pas les aborigènes. [7] Les groupes d'âge sont de 14 à 20, 21 à 25, 26 à 30, 31 à 35, 36 à 40, 41 à 50 et 51 ans et plus. [8] Population européenne. [9] Les groupes d'âge sont de 14-20, 21-30, 31-40, 41-50, et 51 ans et plus. [10] Les personnes non mariées comprennent des veufs et des veuves et des divorcés des deux sexes, sans compter la population nomade. [11] Y compris l'U.R.S.S. d'Asie. [12] Ne comprend pas la population nomade. [13] Y compris la Turquie d'Europe.

De prime abord, il y a, en apparence, un contradiction dans la relation entre la fréquence du mariage et la fécondité. D'habitude, l'étude des taux de mariage dans un pays quelconque pendant une longue période ne révèle aucune tendance marquée en ce qui concerne la probabilité de mariage, tandis que la fécondité décline rapidement et avec persistance. Pourtant le tableau I montre dans l'ensemble une correspondance entre les hautes proportions de personnes mariées et la haute fécondité malgré les nombreuses et évidentes exceptions à cette règle. Ceci tient du fait que les différents pays en sont à différents stages d'une évolution historique trop complexe et trop régulière pour ressortir de l'étude d'un seul pays. A une extrémité de l'échelle, l'Inde Britannique représente une situation de mariage universel où les seuls empêchements à l'augmentation de la population sont la famine et la maladie. De ce point la limitation de la famille peut se produire de deux façons. D'abord par

l'ajournement du mariage, ce qui se pratique jusqu'à un certain point partout en dehors de l'Asie et jusqu'au plus haut point en Irlande, où la fréquence du mariage est la plus basse connue, bien que la natalité n'y soit nullement la plus basse. (Il y a des indices que ce facteur a été la cause de la limitation de la famille dans la province de Québec, voir p. 109). Le cours le plus ordinaire des choses est que la contraction de la famille chez les couples mariés a remplacé les restrictions imposées au mariage comme élément de déclin de la fécondité et est devenue le principal facteur de dénatalité. En Angleterre et au Pays de Galles où la probabilité de mariage en 1935 était aussi élevée qu'en 1851, la fécondité totale est inférieure à la moitié de ce qu'elle était la première année. Finalement, on peut discerner les débuts d'une troisième phase dans l'évolution du mariage. Le mariage 'érogamique' moderne, qui n'a pas nécessairement de rapport avec la reproduction, commence à remplacer le mariage patriarcal. La fréquence du mariage et la fécondité totale s'orientent dans des directions opposées, constatation inspirée par une nuptialité élevée dans certains des pays les moins féconds (voir p. 104). Le Canada arrive tout près du point médian dans le tableau I. C'est à peu près le même rang qu'il occupait au point de vue fécondité en 1931. Un taux de nuptialité pour tout le Canada cache une diversité de tendances à cause du caractère hétérogène de la population. Dans le Québec le déclin de la fréquence du mariage est un facteur important de la limitation de la famille, tandis que le Canada anglophone s'apparente probablement plus étroitement à l'Angleterre et aux Etats-Unis.

Le tableau II établit une comparaison entre les taux effectifs de la nuptialité au Canada et dans trois de ses provinces en 1930-32 et ceux de certains autres pays. Il décrit ainsi la nuptialité courante aux dates indiquées. Ce tableau fait voir que les taux dans l'Ouest du Canada en 1930-32 sont encore plus élevés que ceux qui ressortent de tous les tableaux de nuptialité européenne. Ces taux véritables de mariage ne sont cependant pas connus pour des pays tels que la Bulgarie où la nuptialité est élevée, de sorte que les taux de ces pays sont probablement plus élevés. Les taux de l'Ouest du Canada correspondent à la nuptialité de l'Australie en 1911 et en 1921. La proportion de femmes australiennes qui étaient mariées à l'âge de 50 ans ou qui l'avaient déjà été, indiquée dans les tableaux de nuptialité de ces années, est la même que celles de la Saskatchewan et de la Colombie Britannique en 1930-32. Des probabilités de mariage à l'âge de 50 ans plus basses que dans la province de Québec se rencontrent dans toute l'Ecosse rurale au cours de la même période.

II.—NUPTIALITÉ CANADIENNE COMPARÉE À CELLE D'AUTRES PAYS

Canada	Année	Taux	Autres pays	Année	Taux
Alberta	1930-32	0·94	Allemagne	1933	0·89
Colombie Britannique	1930-32	0·89	Danemark	1926-30	0·84
			Angleterre	1930-32	0·84
Canada	**1930-32**	**0·84**	France	1930-32	0·83
			Italie	1930-32	0·82
Québec	1930-32	0·77	Norvège	1921-30	0·74

Historique du mariage au Canada

(1) **Statistiques basées sur les données de recensement.**—L'histoire du mariage au Canada est révélée par la proportion d'hommes et de femmes qui se sont mariés d'un recensement à l'autre. Le tableau III donne les chiffres, répartis entre certains groupes d'âge, de 1891 à 1931.

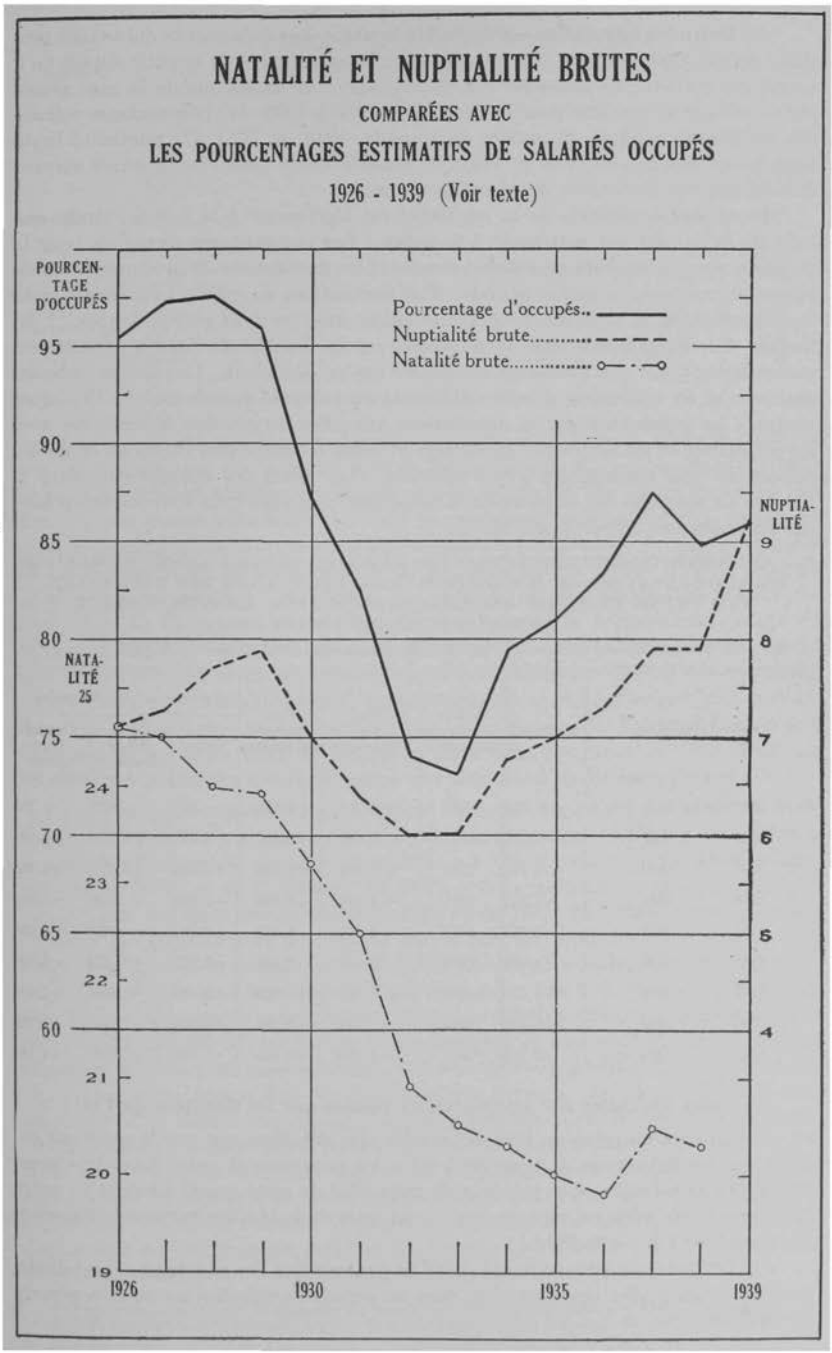
III.—POURCENTAGES DE PERSONNES MARIÉES, PAR GROUPES D'ÂGE ET SELON LE SEXE, CANADA, 1891-1931

SOURCE: Vol. I, Recensement de 1931, tableau VI, p. 216.

Année	15-19	20-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 et plus
	HOMMES						
1891	0·38	12·89	56·72	83·86	90·16	92·40	93·60
1911	1·37	17·35	54·27	77·90	86·02	89·81	92·41
1921	0·58	18·11	62·16	81·55	86·43	88·78	91·33
1931	0·36	14·48	58·79	82·45	86·36	87·60	89·54
	FEMMES						
1891	4·53	33·25	70·16	85·81	89·74	91·19	91·85
1911	7·11	40·48	73·19	85·33	88·17	89·35	90·34
1921	6·67	42·98	76·79	87·46	88·80	89·52	89·80
1931	5·10	36·87	74·15	87·50	89·58	89·05	89·14

Les chiffres des autres groupes d'âge sont connus pour 1861 et 1871 et, par interpolation, les probabilités de mariage parmi les groupes d'âge successifs à différentes époques de la vie peuvent être retracées d'un recensement à l'autre. Le groupe le plus ancien de femmes dont on connaisse quelque chose est celui des femmes qui étaient âgées de plus de 60 ans en 1871. Les femmes de ce groupe se sont mariées principalement entre 1820 et 1840 et éventuellement 92 p.c. d'entre elles étaient mariées. Le pourcentage de personnes mariées dans chaque groupe successif de femmes diminue depuis lors jusqu'à ce qu'il atteigne un minimum aux environs de 1881. La probabilité de mariage augmente alors de nouveau pour atteindre un maximum entre 1905 et 1915. Les résultats définitifs de cette dernière période de mariages nombreux ne seront pas connus avant le recensement de 1951. Le pourcentage de femmes alors mariées s'avérera peut-être aussi élevé que dans la première partie du dix-neuvième siècle.

Les fluctuations dans la fréquence du mariage au Canada ont toujours été étroitement apparentées au volume d'immigration et à ses répercussions sur la proportion des sexes. L'état de choses le plus fréquent est un excédent d'hommes à chacun des âges depuis la naissance jusqu'à plus de 70 ans. Trois périodes seulement échappent à cette règle. En 1825, il y a un excédent apparent de femmes d'âge inconnu; en 1871 et en 1881, l'immigration ralentit et la jeune population mâle émigre du Canada aux Etats-Unis, de sorte que la population féminine est plus nombreuse que la population masculine à l'âge critique de 16 à 26 ans. Après 1881, l'immigration augmente. Elle atteint son maximum dans les premières années du siècle présent. L'excédent de population féminine ne se représente plus sauf, à la suite de la première guerre mondiale, dans les groupes d'âge de 22 à 26 ans en 1931. L'effet de l'immigration sur la nuptialité est direct. Les femmes immigrées sont généralement mariées et viennent par conséquent augmenter la proportion de personnes mariées dans la population en général, tandis que le fort excédent d'hommes non mariés augmente les chances de mariage de toutes les femmes. Toutefois, il ne s'agit pas ici d'une relation entre simples nombres. Les conditions économiques qui attirent les immigrés en grand nombre encouragent aussi les mariages parmi la population indigène. Ceci est illustré par le fait qu'en 1911 la proportion d'hommes de naissance canadienne qui s'étaient déjà mariés était beaucoup plus élevée qu'en 1891.


NATALITÉ ET NUPTIALITÉ BRUTES
COMPARÉES AVEC
LES POURCENTAGES ESTIMATIFS DE SALARIÉS OCCUPÉS
1926 - 1939 (Voir texte)
POURCENTAGE D'OCCUPÉS
Pourcentage d'occupés..
Nuptialité brute.....
Natalité brute.....
NUPTIALITÉ
NATALITÉ
95
90
85
80
75
70
65
60
25
24
23
22
21
20
19
9
8
7
6
5
4
1926
1930
1935
1939

(2) **Données annuelles—Nuptialité brute.**—Les événements qui se sont produits depuis 1921 peuvent être retracés avec beaucoup plus de minutie depuis qu'il existe des statistiques annuelles sur les mariages. Le graphique de la page précédente indique ce qui suit pour la période de 1926 à 1939: (1) pourcentages estimatifs de salariés occupés (Annuaire du Canada, 1940, p. 772); (2) nuptialité brute pour les mêmes années (voir p. 149); (3) natalité brute pour chaque année suivant immédiatement le nombre de séries de mariages.

La tendance générale de la nuptialité est légèrement à la hausse, tandis que celle de la natalité est nettement à la baisse. Les pourcentages d'emplois (voir la première courbe, haut du graphique) montrent les fluctuations de la situation économique au cours de la même période. Ces fluctuations se reflètent également dans les déviations de la tendance générale indiquées dans les deux autres courbes. L'influence des changements dans la nuptialité sur la natalité de l'année suivante est naturellement due aux premières naissances qui en découlent. La relation entre les mariages et les naissances d'ordres différents est indiquée dans le tableau IV, lequel compare les augmentations ou diminutions annuelles du nombre de mariages avec les premières, et les deuxièmes naissances et celles d'ordres plus élevés au cours des années les plus susceptibles d'être affectées. Les effets des changements dans le nombre de mariages sur les deuxièmes naissances sont légers; ils sont imperceptibles sur les naissances d'ordres plus élevés.

IV.—AUGMENTATION OU DIMINUTION DES MARIAGES, SELON L'ANNÉE DU MARIAGE, ET AUGMENTATION OU DIMINUTION CORRESPONDANTE DES NAISSANCES, PAR ANNÉE ET SELON L'ORDRE DE NAISSANCE, CANADA, CHAQUE ANNÉE, D'AVRIL 1927 À MARS 1936

SOURCE: Monographie sur la Fécondité, Recensement de 1931, Tableau XXXIII.

Année du mariage	Mariages	Année de naissance	Total des naissances	Premières naissances	Naissances d'autre ordre		
					Total	Deuxièmes naissances	Ordres plus élevés
Avril 1927—mars 1928.....	+2,532	1928	+ 2,215	+2,495	− 341	+ 920	−1,261
" 1928 " 1929.....	+4,087	1929	− 1,657	+2,265	−3,983	+1,118	−5,101
" 1929 " 1930.....	+3,717	1930	+ 7,645	+3,364	+4,296	+2,306	+1,990
" 1930 " 1931.....	−7,535	1931	− 3,416	−2,250	−1,058	+ 439	−1,497
" 1931 " 1932.....	−3,630	1932	− 5,197	−3,419	−1,707	− 657	−1,050
" 1932 " 1933.....	−4,649	1933	−13,183	−3,671	−9,475	−2,779	−6,696
" 1933 " 1934.....	+2,379	1934	− 1,583	+ 769	−2,449	− 980	−1,469
" 1934 " 1935.....	+9,403	1935	− 123	+3,786	−3,896	− 267	−3,629
" 1935 " 1936.....	+3,142	1936	− 1,453	+2,435	−3,830	+ 338	−4,168

Etudes spéciales sur la nuptialité basées sur les données de 1931

Lors du recensement de 1931 des études plus détaillées que par le passé ont été faites sur les différences de nuptialité entre les provinces et entre les autres sous-groupes de population. Les tableaux de nuptialité de cette année donnent en outre l'âge moyen véritable au mariage et peuvent jeter de la lumière sur la relation entre la nuptialité et la fécondité.

(1) **Différences provinciales dans la probabilité du mariage.**—Le tableau V donne la nuptialité brute et nette dans les provinces canadiennes pour la période de 1930-32.

V.—NUPTIALITÉ, CANADA ET PROVINCES, 1930-32

SOURCE:—"The Nuptiality Problem with Special Reference to Canadian Marriage Statistics", Enid Charles, Can. Journ. Econ. and Pol. Science, vol. 7, nº 3, août 1941.

Province	Nuptialité	
	Brute	Nette
Canada	**0·84**	**0·82**
Alberta	0·94	0·92
Saskatchewan	0·91	0·89
Colombie Britannique	0·89	0·86
Manitoba	0·87	0·85
Ontario	0·86	0·84
Nouvelle-Ecosse	0·85	0·82
Nouveau-Brunswick	0·84	0·81
Ile du Prince-Edouard	0·81	0·81
Québec	0·77	0·73

Les caractéristiques les plus frappantes de ce tableau sont, premièrement, la très haute nuptialité de l'Alberta et de la Saskatchewan et, deuxièmement, la très basse nuptialité du Québec. Si élevée soit la nuptialité des deux Provinces des Prairies, elle accuse néanmoins un recul sur une nuptialité encore plus élevée les années antérieures. Lors du recensement de 1931, le pourcentage de femmes mariées ou qui l'avaient déjà été est de plus de 95 p.c. dans chaque groupe d'âge à compter de 40–44 ans en montant. En général, la nuptialité est plus élevée dans l'Ouest que dans l'Est du Canada. Ceci est logique en raison de la colonisation récente de l'Ouest, de son degré plus bas d'industrialisation, de sa plus forte proportion d'hommes que de femmes et de sa haute proportion d'immigrés. Toutes ces conditions contribuent à une nuptialité élevée. Leurs répercussions ont été longuement étudiées dans une monographie de recensement par le professeur W. B. Hurd,* qui a fait aussi remarquer qu'en 1931 la dépression avait déjà commencé à contre-balancer les effets des conditions qui favorisaient une nuptialité élevée dans l'Ouest.

Rien ne peut expliquer apparemment la basse nuptialité de la province de Québec. Bien qu'il n'y ait pas d'excédent d'hommes, comme c'est le cas dans l'Ouest, le nombre d'hommes et de femmes en 1931 est à peu près le même dans les âges critiques de 20–24 et de 25–29 ans. Le déclin a été apparemment aussi soudain que rapide. Lors des deux recensements de 1921 et de 1931, les femmes mariées ou qui l'avaient été constituaient environ 87 ou 88 p.c. du total dans les groupes plus avancés en âge. Si le déclin de la nuptialité a commencé avant 1930–32, comme il est probable, cela aide à expliquer la chute très violente du taux brut de reproduction dans Québec au cours de cette période. Kuczynski donne un taux brut de reproduction de 2·25 en 1926–27, tandis que la monographie de recensement sur la fécondité donne un taux de 1·93 pour 1930–32. C'est un déclin plus violent que celui qui se produit en même temps dans les Provinces des Prairies. M. Horace Miner, dans son étude sur la famille canadienne-française,† exprime l'opinion que le haute fécondité du Canada français dans le passé dépendait de l'abondance de terres inoccupées. Il en déduit que les difficultés inhérentes à l'établissement de nouvelles familles sont la cause du célibat d'un grand nombre d'hommes et de femmes. La nuptialité établie pour le Québec confirme l'opinion que l'ajournement du mariage, pour quelques années ou indéfiniment, soit l'un des premiers effets de la cessation du mouvement de colonisation.

* Origines raciales et lieux de naissance du peuple canadien (Monographie de recensement, nº 4).
† "The French-Canadian Family Cycle" (American Sociological Review, vol. III, octobre 1938).

Le tableau V peut se comparer au tableau VI qui fait voir, pour le Canada et pour chacune des provinces, les pourcentages effectifs de personnes mariées ou qui l'avaient déjà été en 1931 de même que les pourcentages tels que corrigés pour la distribution d'âge. Ces chiffres comprennent les mariages d'une période d'environ cinquante ans, tandis que les taux du tableau V ne portent que sur 1930–32. Les positions relatives de l'Est et de l'Ouest du Canada restent les mêmes ces dernières années, mais il y a un changement marqué dans celle de la province de Québec en regard du reste du Canada.

VI.—POURCENTAGE DE PERSONNES MARIÉES SELON LE SEXE, CORRIGÉ POUR L'INFLUENCE DE LA DISTRIBUTION D'ÂGE, CANADA ET PROVINCES, 1931

SOURCE: Vol. 1, Recensement de 1931, partie du tableau VIII, p. 217

Province	Pourcentage réel des mariés		Pourcentage des mariés corrigé pour l'âge	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Canada	**40·68**	**44·58**	**40·68**	**44·58**
Ile du Prince-Edouard	38·70	44·63	38·55	43·25
Nouvelle-Ecosse	39·14	44·73	40·06	44·55
Nouveau-Brunswick	37·95	42·20	41·38	44·75
Québec	37·04	38·54	41·81	41·76
Ontario	44·86	48·91	41·81	44·10
Manitoba	39·83	44·46	40·00	45·79
Saskatchewan	36·81	42·62	39·16	49·39
Alberta	39·22	45·70	38·72	49·57
Colombie Britannique	45·50	51·80	37·39	46·58

(2) **Age moyen au mariage.**—Les tableaux de nuptialité donnent non seulement une mesure de la probabilité globale de mariage mais aussi la meilleure mesure de l'âge moyen au mariage. Le tableau VII donne l'âge moyen au mariage des femmes canadiennes prises dans l'ensemble et des femmes de chaque province tel qu'obtenu au moyen des tableaux de nuptialité. Dans ce tableau, les provinces sont disposées dans l'ordre de leur nuptialité. On y voit que, dans l'ensemble, la haute fréquence du mariage va de pair avec un mariage précoce, sauf en Colombie Britannique où un mariage relativement tardif s'accompagne d'une nuptialité élevée. L'âge moyen au mariage en Nouvelle-Ecosse et en Ontario est plus bas que dans toute autre province sauf l'Alberta, bien que ces deux premières provinces viennent en sixième et cinquième places respectivement dans l'ordre de nuptialité brute. Ces chiffres sont comparables à ceux de l'Angleterre où l'âge moyen effectif au mariage en 1930–32 est de 25·7 ans.* A cette période, la probabilité de mariage et l'âge moyen au mariage sont assez semblables au Canada pris dans son ensemble et en Angleterre.

VII.—ÂGE MOYEN AU MARIAGE, CANADA ET PROVINCES, 1930–32

Province	Âge moyen au mariage	
	Brut	Net
Canada	**25·6**	**25·3**
Alberta	24·4	24·3
Saskatchewan	25·0	24·8
Colombie Britannique	26·2	26·0
Manitoba	25·5	25·3
Ontario	24·9	24·7
Nouvelle-Ecosse	24·8	24·5
Nouveau-Brunswick	25·4	25·1
Ile du Prince-Edouard	25·9	25·7
Québec	26·9	26·5

* Kuczynski, "Analysis of Vital Statistics", p. 158.

Les variations dans la probabilité de mariage à des âges différents sont illustrées par le graphique des pp. 112–113 qui donne pour le Canada et les provinces les probabilités de mariage de 1,000 femmes à compter de l'âge de 15 ans. La progression de la probabilité de leur mariage est représentée à des intervalles de cinq ans. Il n'est pas tenu compte des effets de la mortalité. Ce graphique fait voir nettement l'influence des mariages tardifs dans le Québec. La différence de probabilité de mariage entre Québec et le reste du Canada est la plus marquée dans les groupes d'âge de 15–30. Inutile de dire, pour peu que persiste un tel ajournement du mariage, qu'il aura un effet très marqué sur la fécondité totale puisque ces groupes d'âge sont les plus fertiles. Il y a aussi un certain ajournement du mariage en Saskatchewan mais à un degré moins marqué que dans Québec.

(3) **Relation entre la nuptialité et la fécondité.**—Les tableaux de nuptialité canadienne servent au calcul des indices au moyen desquels sont élucidées les différences dans la fécondité. Le tableau VIII contient certains de ces indices. Tous sont basés sur les statistiques vitales des années sur lesquelles porte cette étude. Ils indiquent donc ce qui se produirait chez une population où la natalité, la nuptialité et la mortalité se stabiliseraient au niveau de 1930–32. Le taux brut de reproduction donne la moyenne de filles nées de chaque femme vivant jusqu'à la fin de la période de fécondité. Le taux net donne la moyenne de futures mères qui naîtront de chacune des mères de la présente génération; il tient donc compte de la mortalité aussi bien que de la fécondité et indique le taux auquel une population se remplacerait elle-même si les taux démographiques étaient constants. Ces deux taux décrivent la fécondité totale indépendamment de l'état conjugal. Les taux brut et net de reproduction dans le mariage sont analogues aux anciennes séries, mais sont soumis à la nuptialité courante. Le taux brut de reproduction des femmes mariées donne la moyenne de filles nées d'une femme mariée. A la lumière de ces taux pour différentes périodes ou pour différentes agglomérations, l'effet des différences sur la probabilité de mariage peut être distingué de leur effet sur l'importance des familles des femmes mariées.

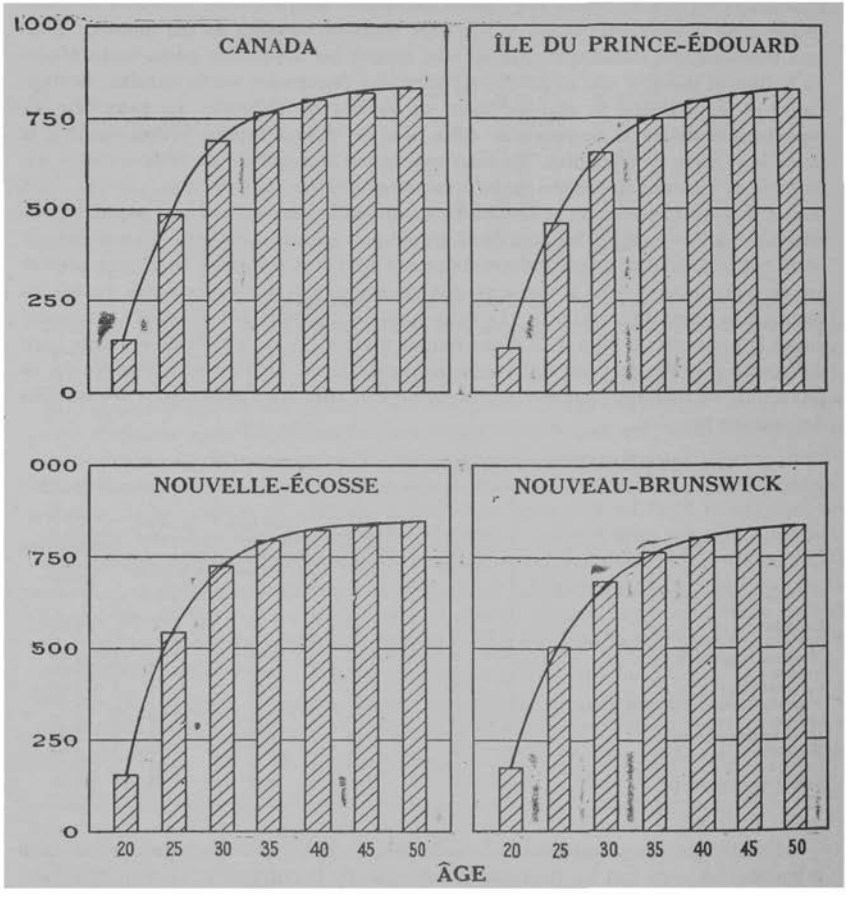
VIII.—TAUX DE REPRODUCTION, CANADA ET PROVINCES, 1930–32

Province	Taux brut de reproduction	Taux net de reproduction	Taux brut de reproduction dans le mariage	Taux net de reproduction dans le mariage	Taux brut de reproduction des femmes mariées
Canada	**1·55**	**1·32**	**1·42**	**1·20**	**1·65**
Nouveau-Brunswick	1·93	1·62	1·77	1·48	2·05
Alberta	1·65	1·46	1·55	1·37	1·60
Saskatchewan	1·70	1·50	1·52	1·34	1·62
Nouvelle-Ecosse	1·63	1·37	1·56	1·31	1·75
Québec	1·93	1·53	1·63	1·29	2·10
Ile du Prince-Edouard	1·67	1·39	1·52	1·27	1·77
Manitoba	1·37	1·21	1·28	1·13	1·44
Ontario	1·29	1·13	1·26	1·11	1·43
Colombie Britannique	1·07	0·94	0·92	0·81	1·01

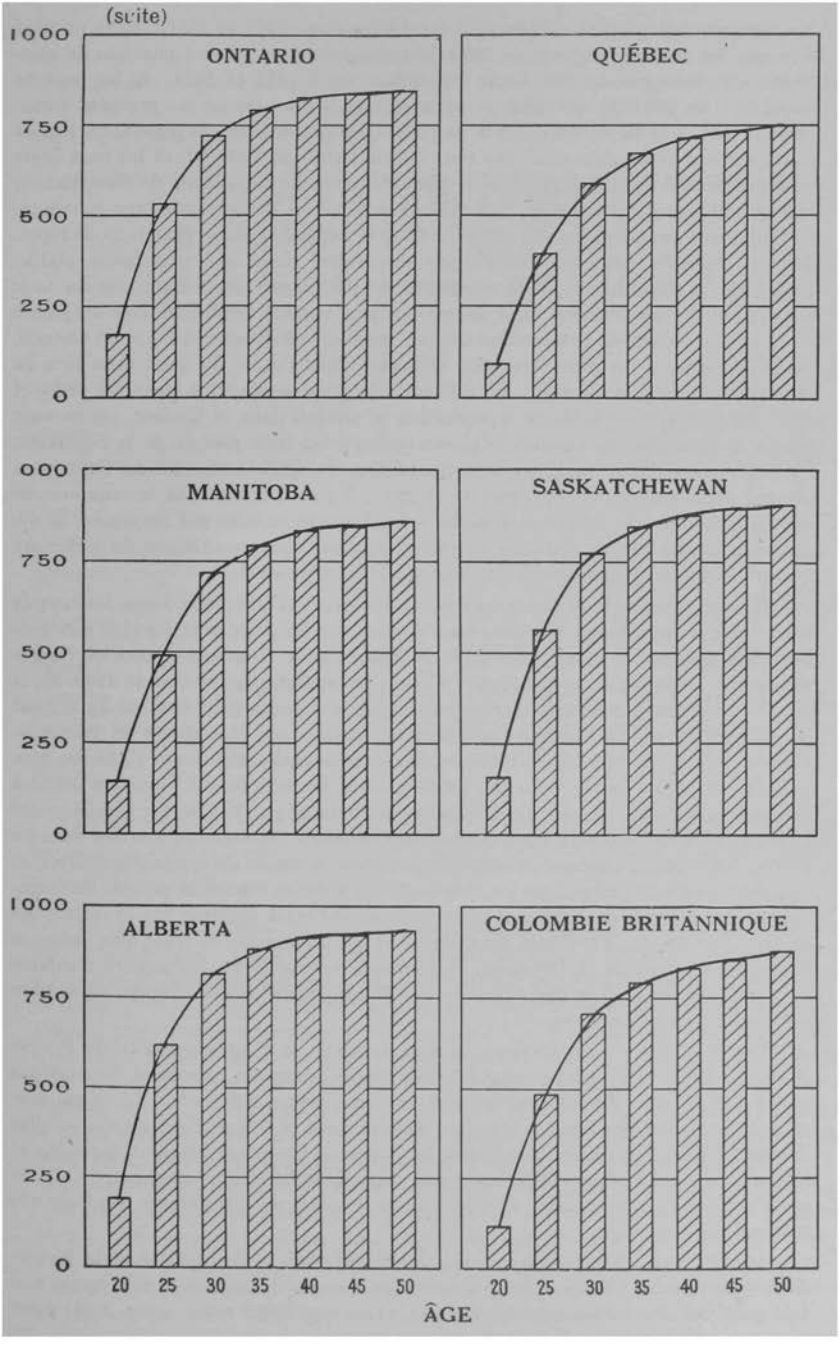
En considérant premièrement la différence entre les taux de reproduction dans le mariage et ceux qui ne tiennent pas compte de la nuptialité, on voit que dans chaque cas la nuptialité correspondante est plus basse, ce qui veut dire que si les taux de nuptialité en 1931 étaient maintenus, il en résulterait une plus faible proportion de femmes mariées que celle de 1931 par rapport à la population. La population mariée énumérée lors du recensement était le produit de trente années de

TOTAUX CUMULATIFS DE FEMMES SUR 1,000 FEMMES ÂGÉES DE 15 ANS MARIÉES, PAR PÉRIODES QUINQUENNALES D'ÂGE

CANADA ET PROVINCES
1930 - 1932



(suite)


ONTARIO
QUÉBEC
MANITOBA
SASKATCHEWAN
ALBERTA
COLOMBIE BRITANNIQUE
1000
750
500
250
0
000
20 25 30 35 40 45 50
ÂGE

mariages dont la plupart auraient été contractés entre 1911 et 1931. Ainsi, on peut dire que les taux de mariage de 1930–32 représentent un niveau plus bas de nuptialité que celui qui existait, dans l'ensemble, entre 1911 et 1931. Si les taux de nuptialité de 1930–32 devaient se maintenir et s'il ne devait se produire aucun changement dans la fécondité ou la mortalité, les proportions de population mariée réelle seraient celles découlant des taux de nuptialité de 1930–32, et les taux bruts de reproduction dans le mariage coïncideraient avec les taux bruts de reproduction tels qu'ordinairement calculés. La différence entre les deux taux donne la mesure de l'influence des changements courants dans la nuptialité sur le taux brut de reproduction, laquelle influence finirait par disparaître dans une population stable. L'effet de la stabilisation de la nuptialité de 1931 serait donc d'abaisser les taux brut et net de reproduction dans des proportions variant de 16 p.c. dans le Québec et 14 p.c. en Colombie Britannique à 4 p.c. en Nouvelle-Ecosse et 2 p.c. en Ontario. Dans ce tableau, les provinces sont disposées dans l'ordre de leurs taux nets de reproduction dans le mariage. La différence la plus significative entre cet ordre et celui du taux net véritable de reproduction se produit dans le Québec, où ce taux tombe de deuxième en cinquième places lorsqu'il est tenu compte de la nuptialité. La différence entre le taux net de reproduction du Québec et celui du Canada en général est abaissée d'un excédent de 15 p.c. à 7 p.c. Depuis 1933, le taux brut de la nuptialité est à la hausse et absorbe les déficiences causées par les années de dépression, tandis que les mariages de guerre signifient, temporairement du moins, un retour aux hautes fréquences de mariage des débuts du siècle.

Si nous prenons la dernière colonne du tableau VIII, laquelle donne les taux de reproduction des femmes mariées, nous voyons que les deux taux les plus élevés de fécondité légitime se rencontrent dans le Québec et le Nouveau-Brunswick respectivement. Dans ces deux provinces, d'après les statistiques vitales de 1930–32, la famille moyenne par femme mariée est de plus 4 enfants dont environ 3½ vivront jusqu'à maturité. La fécondité des femmes mariées est plus élevée en Nouvelle-Ecosse et dans l'Ile du Prince-Edouard que dans la Saskatchewan et l'Alberta, bien que les taux bruts de reproduction totale dans le mariage de ces provinces soient à peu près les mêmes. En outre, la fécondité des femmes mariées évolue parallèlement à la fécondité totale. Les taux nets de reproduction des femmes mariées dans les différentes provinces suivent le même ordre, mais en raison de mortalités différentes (qui sont plus favorables dans les Provinces des Prairies durant la période de fécondité) il y a très peu de différence entre la fécondité nette légitime des Provinces des Prairies et celle des Provinces Maritimes. Il est intéressant de noter que, même si toutes les femmes de la Colombie Britannique se mariaient, le nombre d'enfants nés, aux présents taux de fécondité et de mortalité, serait encore inférieur au nombre nécessaire au remplacement.

Il reste d'une part l'Alberta et la Saskatchewan et d'autre part l'Ile du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse. Les différences entre ces provinces ne sont pas grandes et les cinq indices donnés montrent cinq ordres différents. En ce qui concerne la fécondité des femmes mariées, les taux brut et net révèlent qu'elle est plus élevée dans les Provinces Maritimes, la Nouvelle-Ecosse se classant première et l'Alberta, dernière. Les différences sont cependant beaucoup plus petites si l'on tient compte de la mortalité. L'ordre s'avère le même dans le nombre d'enfants nés par année de mariage.

(4) **Différences raciales rurales-urbaines dans la nuptialité et la fécondité.**—Le tableau IX donne les pourcentages corrigés d'hommes et de femmes mariés pour les différentes origines raciales. Les variations entre sexes sont dues:

(1) aux différences dans la masculinité; (2) aux mariages où les épouses sont absentes, e.g., les Chinois; (3) aux différences dans la tendance à prendre femmes en dehors de sa propre origine raciale. La distinction parmi les divers groupes de femmes s'avère la plus importante entre les immigrés récents et ceux qui sont établis au pays depuis longtemps.

IX.—POURCENTAGE DES MARIÉS PAR RACE, CORRIGÉ POUR LES DIFFÉRENCES DANS LA DISTRIBUTION D'ÂGE, CANADA, 1931

SOURCE: Vol. I, recensement de 1931, tableau X, p. 220

Origine raciale	Pourcentage des mariés[1]		Indice de correction pour la distribution d'âge		Pourcentage des mariés[1] corrigé pour l'âge	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes races	**37·8**	**38·7**	**1·066**	**1·137**	**35·5**	**34·1**
Anglais	41·8	43·6	1·271	1·255	32·9	34·7
Irlandais	38·5	38·9	1·295	1·214	29·7	32·0
Ecossais	38·8	40·4	1·303	1·255	30·6	32·2
Autres britanniques	40·7	40·6	1·312	1·172	31·0	34·6
Français	32·3	32·9	1·000	1·000	32·3	32·9
Autrichiens, *n.a.d.*	36·6	39·3	1·149	0·953	31·9	41·3
Belges	41·5	46·4	1·271	1·166	32·6	39·8
Tchécoslovaques	53·6	46·1	1·494	1·076	35·8	42·8
Hollandais	39·3	39·8	1·170	1·100	33·6	36·1
Finlandais	38·0	46·3	1·465	1·317	25·9	35·2
Allemands	36·9	39·9	1·145	1·084	32·2	36·8
Hébreux	41·3	41·2	1·160	1·119	35·6	36·8
Hongrois	49·2	46·4	1·420	1·055	34·6	44·0
Italiens	37·3	35·7	1·127	0·874	33·1	40·8
Polonais	38·4	40·0	1·189	0·952	32·3	42·0
Roumains	39·2	37·5	1·161	0·847	33·7	44·3
Russes	36·2	37·4	1·080	0·905	33·5	41·3
Scandinaves	31·2	40·7	1·314	1·088	23·7	37·4
Ukrainiens	36·1	37·8	1·059	0·865	34·1	43·7
Autres européens	44·2	41·0	1·490	1·004	29·7	40·9
Chinois et Japonais	56·5	39·7	1·950	0·924	29·0	43·0
Autres asiatiques	35·7	33·1	1·190	0·940	30·0	35·2
Indiens et Esquimaux	34·7	37·6	0·970	0·944	35·8	39·8
Non désignées et divers	31·5	33·9	1·131	1·075	27·8	31·5

[1] Les pourcentages des mariés sont divisés par l'indice de correction pour la distribution d'âge, indice établi sur la supposition qu'en 1931 chaque race avait le même pourcentage de mariés que la moyenne pour toutes les races, de sorte que seule la distribution d'âge variait. Dans cet indice la race française sert de base; ainsi les chiffres, mis au point, indiquent ce que serait le pourcentage des mariés si toutes les races avaient la même distribution d'âge que la race française.

Le tableau X résume la relation entre l'état conjugal et la fécondité dans les plus grandes villes. L'indice de probabilité est la relation de natalité standardisée pour l'âge et l'état conjugal à natalité standardisée pour l'âge seulement; il mesure le degré auquel l'état conjugal des femmes dans les villes, comparativement au Canada pris dans son ensemble, est défavorable à la fécondité. La basse nuptialité n'est pas la seule cause de la basse fécondité dans les villes. Lorsque la natalité de 1931 est standardisée pour l'âge seulement, seules les villes de Québec et de Trois-Rivières accusent des natalités aussi élevées ou plus élevées que celle du Canada. Lorsque correction est faite pour l'état conjugal, Montréal vient s'ajouter à ces deux villes. Les proportions révélées indiquent principalement la basse probabilité de mariage dans la plupart des villes canadiennes. En échange, ceci dépend de deux facteurs étroitement apparentés—la proportion de sexe et la proportion de femmes occupant des emplois rétribués. Dans toutes les villes canadiennes d'une population de 30,000 ou plus, la proportion d'hommes par rapport aux femmes dans le groupe d'âge de 20–24 ans est de 0·88 ou moins. Dans les groupes d'âge plus avancé, l'excédent de femmes diminue. Cette proportion est indiquée dans la deuxième colonne.

X.—ÉTAT CONJUGAL ET FÉCONDITÉ DES FEMMES DANS LES VILLES CANADIENNES DE 30,000 HABITANTS ET PLUS, 1931

Ville	Indice de probabilité de mariage[1]	Proportion des sexes (Hommes et femmes)[2]	Pourcentage de personnes occupées[3]	Ville	Indice de probabilité de mariage[1]	Proportion des sexes (Hommes et femmes)[2]	Pourcentage de personnes occupées[3]
Québec	149	76	20	Vancouver	106	88	19
Ottawa	134	78	24	Brantford	104	82	19
Victoria	124	82	20	Regina	104	72	21
Montréal	119	86	21	Edmonton	102	75	18
Toronto	117	83	24	Saskatoon	102	73	20
Trois-Rivières	117	88	17	Calgary	101	83	18
Saint John	116	81	19	Kitchener	101	79	21
Winnipeg	115	75	23	Hamilton	99	87	18
Halifax	114	84	20	Verdun	92	87	15
London	113	79	21	Windsor	90	88	16

[1] La relation de natalité standardisée pour l'âge et l'état conjugal à natalité standardisée pour l'âge seulement. Réf. Monographie de recensement, n° 3: Fécondité de la femme canadienne. Tableaux LXXIX, LXXX et 14.— [2] Réf. Recensement, vol. III, tableau 6.— [3] Réf. Recensement, vol. VII, tableaux 41 et 42, et vol. III, tableau 6.

L'influence favorable d'un excédent d'hommes au Canada est contre-balancée jusqu'à un certain point par la très inégale distribution de cet excédent à travers le pays. La basse probabilité de mariage dans nos plus grandes villes explique dans une certaine mesure les différences de probabilité entre l'Ouest et l'Est du Canada.

Résumé

Depuis ses débuts, le Canada est un pays de haute probabilité de mariage pour les femmes. Ceci est dû principalement à deux facteurs étroitement apparentés—un fort excédent d'hommes d'âge viril et la colonisation. Les périodes de probabilité plus grande surviennent lorsqu'au début du dix-neuvième siècle et entre 1900 et 1914 les immigrés arrivent au Canada en grand nombre. Les périodes de basse probabilité de mariage surviennent à la fin du dix-neuvième siècle et de nouveau entre 1928 et 1933, époques où l'immigration ralentit parallèlement à certaines années de dépression économique aiguë. La nuptialité augmente de nouveau et rapidement après 1933, ce qui prouve que la dépression avait eu pour effet principal de retarder le mariage plutôt que d'en abaisser la probabilité éventuelle. Même si l'immigration intense n'est pas reprise, les changements d'attitude vis-à-vis les responsabilités familiales détermineront vraisemblablement une nuptialité presque aussi basse qu'aux premiers temps de la colonie.

Il existe des différences marquées dans la probabilité de mariage entre différentes parties du Canada et ces différences ne donnent encore aucun signe de régression. L'Ouest du Canada accuse les effets d'une immigration plus récente, tandis que la nuptialité dans l'Est est plus basse pour trois raisons: (1) la colonisation ancienne rend l'établissement de nouvelles familles agricoles plus difficile; (2) chez la population française, l'ajournement du mariage est un moyen important de limiter la famille; (3) les plus grandes facilités d'emploi pour les femmes et, partant, l'excédent de femmes dans les grandes villes tendent à abaisser la nuptialité dans l'Ontario et dans le Québec.

Pour résumer les données sur les différences de fécondité entre les provinces, l'ordre indiqué au tableau V peut être considéré comme un point de départ puisqu'il représente l'ordre des taux de remplacement résultant des naissances, des mariages et des décès en 1930–32. La position du Nouveau-Brunswick à la tête est due principalement à sa haute fécondité légitime. Un degré égal de fécondité dans le Québec est contre-balancé par une basse nuptialité et une haute mortalité. A l'autre bout du tableau, les basses positions du Manitoba, de l'Ontario et de la Colombie Britannique, dans l'ordre mentionné, sont les résultats principalement de leur basse fécondité légitime. La plus basse fécondité des femmes mariées dans ces provinces, comparativement au reste du Canada, est trop prononcée pour être contre-balancée par une nuptialité et une mortalité favorables.

Au Canada, pris dans son ensemble, les changements d'une année à l'autre dans le total des mariages se reflètent dans les changements dans le nombre de premières naissances, mais ils ne sont que des fluctuations temporaires dans l'orientation générale de la fécondité. A la longue, la probabilité de mariage n'accuse aucune tendance définie, tandis que la fécondité totale diminue avec persistance.

Section 1.—Naissances

Dans la majeure partie de l'univers civilisé la natalité est au déclin depuis le commencement de la génération présente, mais le ralentissement de l'accroissement naturel qui aurait dû s'ensuivre est en grande partie neutralisé par une baisse concomitante de la mortalité.

La natalité brute en Angleterre et au pays de Galles, par exemple, est de 24·1 en 1913 et, bien qu'elle monte à 25·5 en 1920, elle décline très rapidement, avec des fluctuations peu importantes, à 14·9 en 1939.

De même, en France, la natalité brute décline d'une moyenne de 21·4 en 1920, à 16·1 en 1934, à 14·7 en 1937 et à 14·6 en 1938. En Allemagne, la natalité brute s'établit à 25·9 en 1920, 17·6 en 1930 et à 14·7 en 1933. Depuis lors elle remonte à 18·8 en 1937.

Au Canada le taux brut des naissances reste encore à un niveau relativement élevé; il est de 21·5 par 1,000 âmes en 1940 contre 20·3 en 1939. Ceci est surtout imputable à l'influence du Québec où le taux, qui s'améliore constamment depuis trois ans, se place à 25·7 par 1,000 âmes en 1940 comparativement à 18·2 par 1,000 âmes en Ontario. Dans les autres provinces les chiffres varient de 17·4 en Colombie Britannique à 25·9 au Nouveau-Brunswick.

La natalité brute dans divers pays du monde, y compris le Canada et ses provinces, est donnée au tableau **10**, p. 127.

Quelques années avant 1930 les naissances vivantes dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus ont une tendance définie à augmenter, mais les chiffres de 1930 à 1936 indiquent une tendance opposée; depuis 1936, toutefois, elles s'orientent de nouveau vers une augmentation (voir tableau **2**).

Sexes des naissances vivantes.—Les chiffres du Québec ne commencent qu'avec l'année 1926, date d'entrée de cette province dans le territoire d'enregistrement, et les totaux pour le Canada sont limités en conséquence. Chaque province montre un excédent de garçons sur les filles pour les années et moyennes indiquées au tableau **1**. Le tableau fait voir que, sur 1,000 naissances en 1940 dans tout le Canada, il y a 513 garçons et 487 filles. En d'autres termes, il est né 1,052 garçons pour 1,000 filles.

1.—Naissances vivantes par sexe, et proportion de garçons par rapport aux filles, par province, 1938-40, et moyennes de cinq ans, 1921-40

NOTA.—Pour chiffres correspondants de chaque année de 1921 à 1937, voir les Annuaires antérieurs à compter de l'édition de 1927-28.

Province et année	Total	Taux par millier de population	Garçons		Filles		Garçons par 1,000 filles
			Nombre	Pourcentage du total	Nombre	Pourcentage du total	
Ile du Pr.-Edouard...Moy. 1921-25	1,966	22·6	993	50·5	973	49·5	1,021
Moy. 1926-30	1,734	19·7	898	51·8	836	48·2	1,074
Moy. 1931-35	1,961	22·1	1,012	51·6	949	48·4	1,067
Moy. 1936-40	2,054	21·9	1,073	52·2	981	47·8	1,094
1938	1,974	21·0	1,032	52·3	942	47·7	1,096
1939	2,128	22·4	1,127	53·0	1,001	47·0	1,126
1940	2,097	22·3	1,053	50·2	1,044	49·8	1,009
Nouvelle-Ecosse.....Moy. 1921-25	12,119	23·4	6,275	51·8	5,844	48·2	1,074
Moy. 1926-30	11,016	21·4	5,653	51·3	5,363	48·7	1,054
Moy. 1931-35	11,486	22·0	5,906	51·4	5,580	48·6	1,058
Moy. 1936-40	12,061	22·0	6,188	51·3	5,873	48·7	1,054
1938	12,241	22·3	6,278	51·3	5,963	48·7	1,053
1939	11,825	21·3	5,919	50·1	5,906	49·9	1,002
1940	12,856	22·9	6,544	50·9	6,312	49·1	1,037
Nouveau-Brunswick..Moy. 1921-25	11,080	28·4	5,708	51·5	5,372	48·5	1,063
Moy. 1926-30	10,327	25·8	5,292	51·2	5,035	48·8	1,051
Moy. 1931-35	10,440	24·9	5,344	51·2	5,096	48·8	1,049
Moy. 1936-40	11,105	25·0	5,693	51·3	5,412	48·7	1,052
1938	11,447	25·7	5,810	50·8	5,637	49·2	1,031
1939	11,286	25·0	5,813	51·5	5,473	48·5	1,062
1940	11,700	25·9	6,021	51·5	5,679	48·5	1,060
Québec[1].....Moy. 1926-30	82,771	30·5	42,644	51·5	40,127	48·5	1,063
Moy. 1931-35	78,889	26·6	40,466	51·3	38,423	48·7	1,053
Moy. 1936-40	78,509	24·7	40,374	51·4	38,135	48·6	1,059
1938	78,145	24·6	40,336	51·6	37,809	48·4	1,067
1939	79,621	24·8	40,795	51·2	38,826	48·8	1,051
1940	83,857	25·7	43,176	51·5	40,681	48·5	1,061
Ontario.....Moy. 1921-25	71,454	23·7	36,725	51·4	34,729	48·6	1,057
Moy. 1926-30	68,703	21·0	35,268	51·3	33,435	48·7	1,055
Moy. 1931-35	65,000	18·3	33,324	51·3	31,676	48·7	1,052
Moy. 1936-40	64,461	17·3	33,053	51·3	31,408	48·7	1,052
1938	65,564	17·6	33,605	51·3	31,959	48·7	1,052
1939	64,123	17·1	32,935	51·4	31,188	48·6	1,056
1940	68,524	18·2	34,946	51·0	33,578	49·0	1,041
Manitoba.....Moy. 1921-25	16,590	26·8	8,443	50·9	8,147	49·1	1,036
Moy. 1926-30	14,391	21·7	7,399	51·4	6,992	48·6	1,058
Moy. 1931-35	13,690	19·3	7,005	51·2	6,685	48·8	1,048
Moy. 1936-40	13,515	18·7	6,944	51·4	6,571	48·6	1,057
1938	13,478	18·7	6,910	51·3	6,568	48·7	1,052
1939	13,583	18·7	6,978	51·4	6,605	48·6	1,056
1940	14,771	20·3	7,568	51·2	7,203	48·8	1,051
Saskatchewan.....Moy. 1921-25	31,580	27·7	11,119	51·5	10,461	48·5	1,063
Moy. 1926-30	21,298	24·7	10,979	51·5	10,319	48·5	1,064
Moy. 1931-35	20,325	21·9	10,444	51·4	9,881	48·6	1,057
Moy. 1936-40	18,676	19·9	9,600	51·4	9,076	48·6	1,058
1938	18,230	19·4	9,381	51·5	8,849	48·5	1,060
1939	18,059	19·0	9,249	51·2	8,810	48·8	1,050
1940	19,322	20·8	10,003	51·8	9,319	48·2	1,073
Alberta.....Moy. 1921-25	15,461	26·0	7,887	51·0	7,574	49·0	1,041
Moy. 1926-30	15,924	24·2	8,153	51·2	7,771	48·8	1,049
Moy. 1931-35	16,556	22·1	8,505	51·4	8,051	48·6	1,056
Moy. 1936-40	16,282	20·8	8,295	50·9	7,987	49·1	1,039
1938	15,891	20·3	8,125	51·1	7,766	48·9	1,046
1939	16,470	20·9	8,420	51·1	8,050	48·9	1,046
1940	17,359	22·0	8,822	50·8	8,537	49·2	1,033
Col. Britannique.....Moy. 1921-25	10,256	18·4	5,310	51·8	4,946	48·2	1,074
Moy. 1926-30	10,356	16·2	5,266	50·8	5,090	49·2	1,035
Moy. 1931-35	10,005	14·0	5,136	51·3	4,869	48·7	1,055
Moy. 1936-40	12,105	15·8	6,214	51·3	5,891	48·7	1,055
1938	12,476	16·4	6,385	51·2	6,091	48·8	1,048
1939	12,373	16·0	6,358	51·4	6,015	48·6	1,057
1940	13,830	17·4	7,146	51·7	6,684	48·3	1,069
Canada[1] (moins les Territoires).....Moy. 1926-30	**236,520**	**24·1**	**121,552**	**51·4**	**114,968**	**48·6**	**1.057**
Moy. 1931-35	**228,352**	**21·4**	**117,142**	**51·3**	**111,210**	**48·7**	**1.053**
Moy. 1936-40	**228,768**	**20·4**	**117,434**	**51·3**	**111,334**	**48·7**	**1.055**
1938	**229,446**	**20·5**	**117,862**	**51·4**	**111,584**	**48·6**	**1.056**
1939	**229,468**	**20·3**	**117,594**	**51·2**	**111.874**	**48·8**	**1.051**
1940	**244,316**	**21·5**	**125,279**	**51·3**	**119.037**	**48·7**	**1.052**

[1] Antérieurement à 1926, le Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

2.—Naissances vivantes dans les cités et villes de 10,000 âmes ou plus, 1938-40, par domicile, avec moyennes de cinq ans, 1926-40, par lieu de survenance

Province et cité ou ville	Population, recensement de 1931	Moyennes, 1926-30	Moyennes, 1931-35	Moyennes, 1936-40	1938	1939	1940
Ile du Prince-Edouard—							
Charlottetown	12,361	287	361	440	275	296	325
Nouvelle-Ecosse—							
Glace Bay	20,706	672	702	892	747	739	752
Halifax	59,275	1,457	1,629	1,772	1,295	1,265	1,508
Sydney	23,089	511	586	640	519	516	739
Nouveau-Brunswick—							
Moncton	20,689	518	494	550	584	416	470
Saint John	47,514	1,144	1,203	1,294	923	971	1,004
Québec—							
Chicoutimi	11,877	553	508	551	545	518	604
Granby	10,587	298	354	335	326	342	430
Hull	29,433	1,001	875	842	808	833	901
Joliette	10,765	347	329	298	281	297	324
Lachine	18,630	442	398	394	388	311	394
Lévis	11,724	307	261	231	211	199	219
Montréal	818,577	20,205	19,002	17,993	16,895	16,555	18,194
Outremont	28,641	124	95	52	202	210	250
Québec	130,594	4,379	4,137	3,976	3,729	3,825	4,001
St-Hyacinthe	13,448	333	352	409	377	361	445
St-Jean	11,256	324	295	311	273	283	346
Shawinigan Falls	15,345	658	570	528	511	534	574
Sherbrooke	28,933	786	753	872	690	708	825
Sorel	10,320	297	265	240	243	238	274
Thetford Mines	10,701	465	351	342	357	327	396
Trois-Rivières	35,450	1,329	1,187	1,144	1,146	1,165	1,170
Valleyfield	11,411	317	358	350	302	325	367
Verdun	60,745	1,057	1,021	827	1,195	1,133	1,260
Westmount	24,235	110	313	260	148	121	152
Ontario—							
Belleville	13,790	370	376	478	266	252	270
Brantford	30,107	682	627	626	497	509	577
Chatham	14,569	485	484	735	343	335	364
Cornwall	11,126	468	482	606	419	436	440
Fort William	26,277	635	558	520	437	440	509
Galt	14,006	277	296	303	249	220	256
Guelph	21,075	395	351	294	416	376	415
Hamilton	155,547	3,041	2,957	2,928	2,554	2,452	2,662
Kingston	23,439	595	657	764	487	504	545
Kitchener	30,793	754	752	788	576	560	608
London	71,148	1,381	1,379	1,589	1,203	1,228	1,365
Niagara Falls	19,046	466	421	422	351	312	358
North Bay	15,528	417	390	407	332	335	317
Oshawa	23,439	645	525	545	503	452	504
Ottawa	126,872	2,965	2,960	3,178	2,503	2,389	2,908
Owen Sound	12,839	334	319	348	259	253	268
Peterborough	22,327	579	577	675	520	497	519
Port Arthur	19,818	542	511	606	431	381	410
St. Catharines	24,753	596	589	648	441	521	519
St. Thomas	15,430	326	296	398	240	258	335
Sarnia	18,191	431	413	464	368	343	366
Sault-Ste-Marie	23,082	613	574	595	515	501	547
Stratford	17,742	384	340	393	251	221	273
Sudbury	18,518	498	797	1,317	1,080	1,118	1,325
Timmins	14,200	491	563	855	842	870	1,028
Toronto	631,207	12,210	11,436	10,441	8,829	8,404	8,809
Welland	10,709	288	286	356	209	206	231
Windsor[1]	98,179	2,791	2,037	2,173	1,948	1,781	2,009
Woodstock	11,395	246	237		283194	178	213
Manitoba—							
Brandon	16,461[2]	390	303	278	183	210	245
St-Boniface	16,275[2]	843	1,064	1,290	284	287	316
Winnipeg	215,814[2]	4,527	3,944	3,785	2,764	2,806	3,245

[1] Y compris Windsor-Est, Sandwich et Walkerville. [2] Recensement de 1936.

2.—Naissances vivantes dans les cités et villes de 10,000 âmes ou plus, 1938-40, par domicile, avec moyennes de cinq ans, 1926-40, par lieu de survenance—fin

Province et cité ou ville	Population, recensement de 1931	Moyennes, 1926-30	Moyennes, 1931-35	Moyennes, 1936-40	1938	1939	1940
Saskatchewan—							
Moose Jaw	19,805[1]	623	464	496	323	291	355
Prince Albert	11,049[1]	334	398	508	231	235	279
Regina	53,354[1]	1,368	1,270	1,331	934	955	1,048
Saskatoon	41,734[1]	1,058	955	928	529	539	655
Alberta—							
Calgary	83,407[1]	1,806	1,695	1,720	1,221	1,240	1,450
Edmonton	85,774[1]	2,122	2,246	2,731	1,632	1,631	1,761
Lethbridge	13,523[1]	436	531	638	225	248	263
Colombie Britannique—							
New Westminster	17,524	525	558	789	400	397	416
Vancouver	46,593	3,776	3,357	4,039	3,543	3,520	4,133
Victoria	39,082	717	696	854	439	447	569

[1] Recensement de 1936.

Pays de naissance des mères.—L'influence de l'immigration limitée au cours des dernières années se reflète dans les chiffres du tableau **3.** Dans les Provinces des Prairies (Manitoba, Saskatchewan et Alberta) les pourcentages d'enfants nés de mères nées à l'étranger ont été de 25·9, 36·3 et 40·4 respectivement en 1933 et de 12·9, 18·5 et 22·7 respectivement en 1940. Ainsi, les enfants nés dans l'Ouest entrent de plus en plus dans la classe de la troisième génération canadienne.

3.—Pourcentages d'enfants légitimes nés vivants, de mères nées au Canada, de naissance britannique ou étrangère, par province, 1938-40

Province	Pays de naissance des mères								
	Canada			Britannique			Etrangers		
	1938	1939	1940	1938	1939	1940	1938	1939	1940
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard	95·8	95·9	95·6	0·7	1·5	0·8	3·4	2·6	3·6
Nouvelle-Ecosse	90·8	91·7	91·8	6·2	5·8	5·4	2·9	2·5	2·7
Nouveau-Brunswick	94·5	94·5	95·0	2·0	2·1	1·8	3·5	3·4	3·2
Québec	96·1	96·4	96·7	1·4	1·4	1·2	2·5	2·2	2·1
Ontario	81·3	82·3	83·8	10·5	9·7	8·9	8·2	8·0	7·3
Manitoba	77·1	79·4	81·8	6·5	6·0	5·2	16·4	14·6	12·9
Saskatchewan	70·7	74·0	77·1	5·4	5·1	4·5	23·9	21·0	18·5
Alberta	64·4	67·6	70·9	7·9	7·3	6·5	27·7	25·1	22·7
Colombie Britannique	69·9	72·1	74·7	14·3	13·4	12·0	15·8	14·5	13·3
Canada[1]	**84·8**	**86·0**	**87·2**	**6·0**	**5·6**	**5·1**	**9·2**	**8·4**	**7·7**

[1] Moins les Territoires.

Taux de fécondité.—La natalité brute d'un jeune pays subit des influences de nature à infirmer la comparaison avec des pays plus vieux. Ces influences sont le résultat jusqu'à un certain point de différences dans l'âge, le sexe ou l'état conjugal de la population. Pour cette raison la natalité est souvent basée sur le nombre de naissances par millier de femmes dans un groupe choisi d'âge. Ces taux sont communément appelés taux de fécondité. L'Annuaire de 1936 donne, aux pages 158-159, les taux de fécondité des femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, par province, pour les années 1921 et 1922 et de 1930 à 1932. Voir aussi l'article des pp. 102-117,

Naissances multiples au Canada.—Durant la période de quinze ans de 1926-40, sur un total de 3,526,045 accouchements déclarés, 42,128 ou 1 sur 83·7 sont des accouchements multiples. De ce nombre, 41,735 sont des naissances doubles et 389, des naissances triples; en 1931, il y a en Colombie Britannique une naissance quadruple, mais les enfants meurent tous quelques heures après leur naissance. En 1934, un accouchement multiple a pour résultat la naissance de cinq enfants. En 1937, il y a deux naissances quadruples dans le Québec et tous les enfants sont nés vivants.

En 1940, il y a une naissance double sur 90 accouchements, proportion assez représentative pour les autres années. Il n'y a que 14 naissances triples en 1940. Sur 45 enfants nés vivants ou morts, un provient d'une naissance multiple. La proportion d'enfants nés vivants est de 1 sur 46 et celle d'enfants mort-nés, de 1 sur 22. Dans les naissances multiples, les enfants mort-nés représentent 5·4 p.c. de toutes les naissances contre 2·6 p.c. dans les naissances simples.

4.—Nés vivants et mort-nés classifiés d'après les naissances simples ou multiples, par sexe, 1936-40

NOTA.—Pour les statistiques de 1926 à 1935, voir p. 168 de l'Annuaire de 1938

Année et sexe	Naissances totales		Naissances simples		Jumeaux			Naissances triples		
					Total	Enfants		Total	Enfants	
	Nés vivants	Mort-nés	Nés vivants	Mort-nés		Nés vivants	Mort-nés		Nés vivants	Mort-nés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1936—										
Total	220,371	6,350	215,377	6,051	2,600	4,913	287	31	81	12
Garçons	113,289	3,605	110,722	3,433	–	2,528	162	–	39	10
Filles	107,082	2,745	104,655	2,618	–	2,385	125	–	42	2
1937—										
Total	220,235[1]	6,275	215,276	5,959	2,599	4,890	308	23	61	8
Garçons	113,143[1]	3,573	110,632	3,392	–	2,477	180	–	29	1
Filles	107,092[1]	2,702	104,644	2,567	–	2,413	128	–	32	7
1938—										
Total	229,446	6,426	224,315	6,129	2,681	5,068	294	22	63	3
Garçons	117,862	3,694	115,235	3,527	–	2,597	166	–	30	1
Filles	111,584	2,732	109,080	2,602	–	2,471	128	–	33	2
1939—										
Total	229,468	6,365	224,336	6,077	2,686	5,092	280	16	40	8
Garçons	117,594	3,596	114,980	3,426	–	2,598	164	–	16	6
Filles	111,874	2,769	109,356	2,651	–	2,494	116	–	24	2
1940—										
Total	244,316	6,634	239,035	6,335	2,769	5,243	295	14	38	4
Garçons	125,279	3,705	122,621	3,536	–	2,640	167	–	18	2
Filles	119,037	2,929	116,414	2,799	–	2,603	128	–	20	2

[1] Y compris deux naissances multiples de quadruplés, tous vivants (cinq garçons et trois filles).

Âges des parents.—Chacune des années mentionnées au tableau 5 les pères et les mères sont disposés selon l'âge et répartis ensuite en quatre groupes égaux. Chaque point de séparation est appelé un quartile. Pour trouver ce point il faut présumer que tous ceux du même âge sont également distribués entre les deux limites extrêmes de l'année. De la même manière, les déciles divisent les pères et les mères de chaque année en dix groupes égaux.

En 1939, 25 p.c. des pères mariés ont moins de 27·73 ans; 50 p.c., moins de 32·12; et 75 p.c., moins de 37·82 ans. Vingt-cinq pour cent des mères mariées ont

moins de 23·98 ans; 50 p.c., moins de 28·03 ans; et 75 p.c., moins de 33·10 ans. Neuf dixièmes des pères ont moins de 43·45 ans et neuf dixièmes des mères, moins de 37·87 ans. A noter que dans chaque cas, chez les pères, les chiffres de 1926 sont sensiblement plus élevés qu'en 1939. En d'autres termes, les parents, généralement parlant, sont un peu plus jeunes qu'en 1926, bien que la tendance soit contraire pendant de brèves périodes intermédiaires.

5.—Ages quartiles et déciles des pères et mères mariés, 1926 et 1937-39

Ordre par âge	Pères				Mères			
	1926	1937	1938	1939	1926	1937	1938	1939
	années	années	années	années	années	années	années	années
Premier quartile	28·35	27·85	27·73	27·73	24·43	24·00	23·95	23·98
Deuxième quartile	33·31	32·35	32·17	32·12	28·89	28·20	28·07	28·03
Troisième quartile	39·01	38·05	37·97	37·82	34·26	33·38	33·19	33·10
Premier décile	24·91	24·66	24·61	24·65	21·41	21·22	21·17	21·15
Deuxième décile	27·28	26·91	26·80	26·81	23·50	23·16	23·12	23·13
Troisième décile	29·35	28·75	28·60	28·61	25·34	24·82	24·75	24·77
Quatrième décile	31·28	30·47	30·32	30·31	27·79	26·48	26·37	26·36
Cinquième décile	33·31	32·35	32·17	32·12	28·89	28·20	28·07	28·03
Sixième décile	35·48	34·39	34·18	34·11	30·82	30·02	29·87	29·81
Septième décile	37·81	36·80	36·58	36·44	33·41	32·18	32·02	31·93
Huitième décile	40·40	39·62	39·36	39·28	35·61	34·74	34·53	34·45
Neuvième décile	44·19	43·83	43·63	43·45	38·69	38·07	38·01	37·87

Lieu de naissance des parents.—Le tableau 6 laisse voir jusqu'à quel point la nouvelle génération née au Canada sera le produit de nés au Canada, nés britanniques et nés à l'étranger. L'expression "pays non spécifié", sous pays de naissance, comprend, pour les pères, les naissances illégitimes et celles où les constatations ont été incomplètes, tandis que pour les mères elle ne comprend que les constatations incomplètes. La proportion de naissances où les deux parents sont nés au Canada a augmenté de 61·4 en 1926 à 73·7 en 1940.

6.—Nombre et pourcentage de naissances vivantes, selon le pays spécifié de naissance des pères et mères, 1926, 1939 et 1940

NOTE.—Les statistiques comparables pour les années antérieures, depuis 1926, se trouvent dans les annuaires précédents à compter de 1929.

Pays de naissance des parents et année	Nombre d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont nés dans les pays ci énumérés			Pourcentage d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont nés dans les pays ci énumérés		
	Père	Mère	Père et mère	Père	Mère	Père et mère
Canada 1926	**159,438**	**166,999**	**142,882**	**68·5**	**71·8**	**61·4**
1939	**177,479**	**196,974**	**165,824**	**77·3**	**85·8**	**72·3**
1940	**192,347**	**212,808**	**180,100**	**78·8**	**87·1**	**73·7**
Angleterre 1926	18,304	18,808	9,658	7·9	8·1	4·1
1939	9,866	6,953	2,105	4·3	3·0	0·9
1940	9,689	6,763	1,858	4·0	2·8	0·8
Irlande (Eire et Irlande du Nord) 1926	2,540	2,195	873	1·1	0·9	0·4
1939	1,680	1,149	359	0·7	0·5	0·2
1940	1,730	1,115	325	0·7	0·5	0·1
Ecosse 1926	6,635	7,165	3,318	2·9	3·1	1·4
1939	3,967	3,321	858	1·7	1·4	0·4
1940	4,012	3,143	756	1·6	1·3	0·3

6.—Nombre et pourcentage de naissances vivantes, selon le pays spécifié de naissance des pères et mères, 1926, 1939 et 1940—fin

Pays de naissance des parents et année	Nombre d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont nés dans les pays ci énumérés			Pourcentage d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont nés dans les pays ci énumérés		
	Père	Mère	Père et mère	Père	Mère	Père et mère
Pays de Galles 1926	546	508	105	0·2	0·2	[1]
1939	511	294	47	0·2	0·1	[1]
1940	491	292	35	0·2	0·1	[1]
Autres îles britanniques 1926	100	90	23	[1]	[1]	[1]
1939	45	22	1	[1]	[1]	[1]
1940	41	17	2	[1]	[1]	[1]
Terre-Neuve 1926	1,001	1,051	515	0·4	0·5	0·2
1939	868	695	225	0·3	0·3	0·1
1940	714	670	211	0·3	0·3	0·1
Autres possessions britanniques 1926	524	413	134	0·2	0·2	0·1
1939	319	210	59	0·1	0·1	[1]
1940	355	245	73	0·1	0·1	[1]
Autriche 1926	3,473	2,938	2,371	1·5	1·3	1·0
1939	1,389	754	515	0·6	0·3	0·2
1940	1,353	691	448	0·6	0·3	0·2
Belgique 1926	531	472	307	0·2	0·2	0·1
1939	375	253	139	0·2	0·1	0·1
1940	374	229	122	0·2	0·1	[1]
Finlande 1926	458	471	364	0·2	0·2	0·2
1939	321	315	174	0·1	0·1	0·1
1940	320	289	158	0·1	0·1	0·1
France 1926	512	464	194	0·2	0·2	0·1
1939	236	149	31	0·1	0·1	[1]
1940	240	155	31	0·1	0·1	[1]
Allemagne 1926	711	635	255	0·3	0·3	0·1
1939	965	540	248	0·4	0·2	0·1
1940	887	480	208	0·4	0·2	0·1
Hongrie 1926	512	460	358	0·2	0·2	0·2
1939	755	595	476	0·3	0·3	0·2
1940	788	616	473	0·3	0·3	0·2
Italie 1926	2,599	1,946	1,870	1·1	0·8	0·8
1939	1,179	643	542	0·5	0·3	0·2
1940	1,133	622	514	0·5	0·3	0·2
Norvège 1926	840	618	346	0·4	0·3	0·1
1939	662	300	141	0·3	0·1	0·1
1940	621	293	117	0·3	0·1	[1]
Pologne 1926	4,249	3,714	3,053	1·8	1·6	1·3
1939	4,095	3,110	2,253	1·8	1·4	1·0
1940	3,831	2,860	1,968	1·6	1·2	0·8
Russie[2] 1926	5,443	4,620	3,665	2·3	2·0	1·6
1939	3,205	2,279	1,503	1·4	1·0	0·7
1940	3,215	2,263	1,452	1·3	0·9	0·6
Suède 1926	876	666	387	0·4	0·3	0·2
1939	615	231	90	0·3	0·1	[1]
1940	609	230	78	0·2	0·1	[1]
Autres pays de l'Europe 1926	3,474	2,556	1,909	1·5	1·1	0·8
1939	3,418	2,059	1,534	1·5	0·9	0·7
1940	3,247	1,985	1,313	1·3	0·8	0·5
Chine et Japon 1926	1,117	1,052	1,018	0·5	0·5	0·4
1939	557	332	284	0·2	0·1	0·1
1940	562	337	280	0·2	0·1	0·1
Autres pays de l'Asie 1926	362	285	250	0·2	0·1	0·1
1939	140	66	50	0·1	[1]	[1]
1940	160	93	65	0·1	[1]	[1]
Etats-Unis 1926	11,940	13,394	4,096	5·1	5·8	1·8
1939	7,725	7,181	1,580	3·4	3·1	0·7
1940	7,787	7,257	1,446	3·2	3·0	0·6
Pays non spécifiés 1926	6,565	1,230	204	2·8	0·5	0·1
1939	9,278	1,043	49	4·0	0·5	[1]
1940	9,810	863	50	4·0	0·4	[1]
Totaux 1926	**232,750**	**232,750**	**178,155**[3]	**100·0**	**100·0**	**75·5**[4]
1939	**229,468**	**229,468**	**179,087**[3]	**100·0**	**100·0**	**78·0**[4]
1940	**244,316**	**244,316**	**192,083**[3]	**100·0**	**100·0**	**78·6**[4]

[1] Moins d'un dixième d'un p.c. [2] Comprend l'Ukraine. [3] Nombre d'enfants dont le père et la mère sont nés dans le même pays. La différence entre ce chiffre et le total des naissances représente le nombre d'enfants dont le père et la mère sont nés en pays différents. [4] Ceci exclut le pourcentage de parentage mixte, c'est-à-dire dont les parents ne sont pas nés dans le même pays.

Origine des parents.—Le tableau **7** donne le nombre et le pourcentage des naissances en 1926, 1939 et 1940 réparties suivant les origines principales.

7.—Nombre et pourcentage de naissances vivantes, selon l'origine spécifiée des pères et mères, 1926, 1939 et 1940

NOTA.—Les données comparables pour les années antérieures depuis 1926 se trouvent dans les Annuaires précédents à compter de 1929.

Origine des parents et année	Nombre d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont d'origine spécifiée			Pourcentage d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont d'origine spécifiée		
	Père	Mère	Père et mère	Père	Mère	Père et mère
Anglaise 1926	52,584	55,908	38,445	22·7	24·0	16·5
1939	46,104	48,620	28,863	20·1	21·2	12·6
1940	49,780	52,325	30,218	20·4	21·4	12·4
Irlandaise 1926	21,136	20,071	9,409	9·1	8·6	4·0
1939	20,617	20,080	7,433	9·0	8·8	3·2
1940	21,986	21,873	7,731	9·0	9·0	3·2
Ecossaise 1926	23,120	23,285	11,158	9·9	10·0	4·8
1939	21,246	21,218	7,624	9·3	9·2	3·3
1940	22,939	22,884	7,992	9·4	9·4	3·3
Galloise 1926	858	711	129	0·4	0·3	0·1
1939	1,003	842	73	0·4	0·4	1
1940	1,109	945	63	0·5	0·4	1
Française 1926	89,400	92,425	85,139	38·4	39·7	36·6
1939	88,360	92,710	83,004	38·5	40·4	36·2
1940	92,989	97,603	86,971	38·1	39·9	35·6
Allemande 1926	9,497	10,047	6,951	4·1	4·3	3·0
1939	10,963	11,459	6,871	4·8	5·0	3·0
1940	10,338	10,787	6,240	4·2	4·4	2·6
Arménienne 1926	76	72	69	1	1	1
1939	28	18	17	1	1	1
1940	27	23	19	1	1	1
Autrichienne 1926	1,629	1,778	1,393	0·7	0·8	0·6
1939	500	502	195	0·2	0·2	0·1
1940	616	598	240	0·3	0·2	0·1
Belge 1926	571	581	361	0·2	0·2	0·2
1939	576	532	244	0·3	0·2	0·1
1940	641	562	245	0·3	0·2	0·1
Bulgare 1926	74	32	26	1	1	1
1939	37	24	14	1	1	1
1940	42	29	13	1	1	1
Chinoise 1926	336	310	309	0·1	0·1	0·1
1939	217	177	170	0·1	0·1	0·1
1940	241	200	183	0·1	0·1	0·1
Tchèque et slovaque 1926	325	368	232	0·1	0·2	0·1
1939	909	878	660	0·4	0·4	0·3
1940	831	850	554	0·3	0·3	0·2
Danoise 1926	491	409	159	0·2	0·2	0·1
1939	758	538	165	0·3	0·2	0·1
1940	859	613	172	0·4	0·3	0·1
Hollandaise 1926	1,933	1,890	927	0·8	0·8	0·4
1939	2,890	2,812	1,364	1·3	1·2	0·6
1940	3,791	3,790	1,963	1·6	1·6	0·8
Finlandaise 1926	498	586	449	0·2	0·3	0·2
1939	517	711	364	0·2	0·3	0·2
1940	539	695	351	0·2	0·3	0·1
Hellénique 1926	290	171	167	0·1	0·1	0·1
1939	189	147	109	0·1	0·1	1
1940	177	135	97	0·1	0·1	1
Hébraïque 1926	2,043	2,023	1,977	0·9	0·9	0·8
1939	2,148	2,121	2,040	0·9	0·9	0·9
1940	2,246	2,205	2,131	0·9	0·9	0·9
Hindoue 1926	22	20	20	1	1	1
1939	31	30	29	1	1	1
1940	42	39	39	1	1	1
Hongroise 1926	474	514	410	0·2	0·2	0·2
1939	899	912	670	0·4	0·4	0·3
1940	1,009	1,000	709	0·4	0·4	0·3
Islandaise 1926	363	427	264	0·2	0·2	0·1
1939	418	389	188	0·2	0·2	0·1
1940	385	339	160	0·2	0·1	0·1
Indienne 1926	2,162	2,499	2,040	0·9	1·1	0·9
1939	3,175	4,520	3,539	1·6	2·0	1·5
1940	3,978	4,779	3,793	1·6	2·0	1·6

[1] Moins d'un dixième d'un p.c.

7.—Nombre et pourcentage de naissances vivantes, selon l'origine spécifiée des pères et mères, 1926, 1939 et 1940—fin

Origine des parents et année		Nombre d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont d'origine spécifiée			Pourcentage d'enfants dont le père ou la mère ou l'un et l'autre sont d'origine spécifiée		
		Père	Mère	Père et mère	Père	Mère	Père et mère
Italienne	1926	2,799	2,379	2,239	1·2	1·0	1·0
	1939	1,965	1,762	1,195	0·9	0·8	0·5
	1940	2,108	1,877	1,241	0·9	0·8	0·5
Japonaise	1926	800	793	790	0·3	0·3	0·3
	1939	472	472	467	0·2	0·2	0·2
	1940	482	485	479	0·2	0·2	0·2
Nègre	1926	350	382	312	0·2	0·2	0·1
	1939	404	461	363	0·2	0·2	0·2
	1940	432	530	402	0·2	0·2	0·2
Norvégienne	1926	1,696	1,789	911	0·7	0·8	0·4
	1939	1,860	1,933	588	0·8	0·8	0·3
	1940	2,056	2,090	593	0·8	0·9	0·2
Polonaise	1926	1,988	2,172	1,487	0·9	0·9	0·6
	1939	2,696	3,075	1,667	1·2	1·3	0·7
	1940	3,087	3,492	1,727	1·3	1·4	0·7
Roumaine	1926	707	601	479	0·3	0·3	0·2
	1939	430	434	224	0·2	0·2	0·1
	1940	482	535	221	0·2	0·2	0·1
Russe	1926	2,210	2,041	1,636	0·9	0·9	0·7
	1939	1,353	1,322	831	0·6	0·6	0·4
	1940	1,547	1,656	941	0·6	0·7	0·4
Serbo-croate	1926	208	185	168	0·1	0·1	0·1
	1939	376	329	266	0·2	0·1	0·1
	1940	446	392	307	0·2	0·2	0·1
Suédoise	1926	1,370	1,389	633	0·6	0·6	0·3
	1939	1,505	1,442	376	0·7	0·6	0·2
	1940	1,603	1,518	340	0·7	0·6	0·1
Helvétique	1926	269	215	91	0·1	0·1	[1]
	1939	309	202	59	0·1	0·1	[1]
	1940	439	349	110	0·2	0·1	[1]
Syrienne	1926	284	219	203	0·1	0·1	0·1
	1939	188	150	94	0·1	0·1	[1]
	1940	236	191	121	0·1	0·1	[1]
Ukranienne[2]	1926	5,072	5,255	4,665	2·2	2·3	2·0
	1939	5,928	6,931	4,990	2·6	3·0	2·2
	1940	6,449	7,477	5,228	2·6	3·1	2·1
Autre	1926	210	165	96	0·1	0·1	[1]
	1939	280	254	107	0·1	0·1	[1]
	1940	290	241	94	0·1	0·1	[1]
Origine non spécifiée	1926	6,635	1,038	321	2·9	0·4	0·1
	1939	9,577	1,461	285	4·2	0·6	0·1
	1940	10,094	1,209	265	4·1	0·5	0·1
Totaux	**1926**	**232,750**	**232,750**	**174,065**[3]	**100·0**	**100·0**	**74·8**[4]
	1939	**229,468**	**229,468**	**155,148**[3]	**100·0**	**100·0**	**67·6**[4]
	1940	**244,316**	**244,316**	**161,953**[3]	**100·0**	**100·0**	**66·3**[4]

[1] Moins d'un dixième d'un pour cent. [2] Comprend Galiciens et Bukovins. [3] Ce chiffre représente le nombre d'enfants dont le père et la mère ont la même origine. La différence entre ce chiffre et le total des naissances égale le nombre d'enfants dont le père et la mère sont d'origine différente. [4] Ceci exclut le pourcentage de parentage mixte, i.e. les parents qui ne sont pas de même origine.

Illégitimité.—Comparativement à d'autres pays, la proportion de naissances illégitimes est basse en général au Canada. L'augmentation persistante observée depuis quelques années est probablement due dans une certaine mesure à des données plus complètes.

Sur les 229,468 naissances vivantes dans les neuf provinces du Canada en 1939, 9,105 ou 3·97 p.c. sont déclarées issues de filles-mères. Les chiffres de 1940 donnent un total de 244,316 naissances vivantes dont 9,609 ou 3·93 p.c. issues de filles-mères. De ce nombre, 4,885 sont des garçons et 4,724 des filles—une proportion de 1,034 garçons pour 1,000 filles, mêmes proportions qu'en 1939, et une moyenne générale en 1940, pour toutes les naissances vivantes, de 1,052 garçons pour 1,000 filles. (Voir tableau 8.)

8.—Naissances illégitimes, classifiées selon l'âge de la mère, par province, en 1940, avec moyennes de cinq ans, 1926-40, total de naissances illégitimes, par sexe, et pourcentage par rapport aux naissances vivantes, 1938-40

Groupe d'âge de la mère et item	I. P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
1940	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Au-dessous de 15 ans	1	8	1	13	13	Nil	8	3	3	50
De 15 à 19 ans	33	300	174	458	1,038	187	182	200	152	2,724
De 20 à 24 ans	42	337	154	756	1,153	202	239	271	196	3,350
De 25 à 29 ans	13	138	70	276	527	96	109	116	105	1,450
De 30 à 34 ans	4	66	25	71	254	32	56	58	52	618
De 35 à 39 ans	3	23	17	37	115	22	33	23	34	307
De 40 à 44 ans	1	15	5	13	50	7	13	7	8	119
45 ans ou plus	1	Nil	1	Nil	1	2	2	1	1	9
Age inconnu	Nil	2	Nil	959	16	Nil	3	2	Nil	982
Totaux—										
1938	**88**	**782**	**435**	**2,525**	**3,061**	**503**	**641**	**683**	**510**	**9,328**
1939	**106**	**741**	**409**	**2,668**	**2,884**	**509**	**673**	**617**	**501**	**9,105**
1940	**98**	**889**	**447**	**2,583**	**3,167**	**548**	**645**	**681**	**551**	**9,609**
Moyennes, 1926-30	**42**	**558**	**299**	**2,334**	**2,196**	**501**	**489**	**479**	**240**	**7,138**
Moyennes, 1931-35	**74**	**652**	**373**	**2,431**	**2,707**	**501**	**651**	**613**	**330**	**8,332**
Moyennes, 1936-40	**83**	**766**	**416**	**2,539**	**2,940**	**507**	**662**	**643**	**475**	**9,031**
Garçons illégitimes—										
1938	37	402	230	1,330	1,583	270	334	366	247	4,799
1939	59	375	207	1,364	1,460	255	359	297	252	4,628
1940	52	461	205	1,321	1,605	278	313	347	303	4,885
Filles illégitimes—										
1938	51	380	205	1,195	1,478	233	307	317	263	4,429
1939	41	369	202	1,304	1,424	254	314	320	249	4,477
1940	46	428	242	1,262	1,562	270	332	334	248	4,724
Pourcentage par rapport aux naissances vivantes—	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1938	4·5	6·4	3·8	3·2	4·7	3·7	3·5	4·3	4·1	4·02
1939	4·7	6·3	3·6	3·4	4·5	3·7	3·7	3·7	4·0	3·97
1940	4·7	6·9	3·8	3·1	4·6	3·7	3·3	3·9	4·0	3·93

[1] Moins les Territoires.

Mortinatalité.—Les mort-nés de mères non mariées constituent 3·2 p.c. du total des naissances illégitimes en 1940, tandis que le total des mort-nés ne représente que 2·6 p.c. de toutes les naissances de la même année.

9.—Mort-nés, légitimes ou illégitimes, selon l'âge de la mère, par province, 1940, avec moyennes de cinq ans, 1926-40, et total et proportion de mort-nés par rapport à toutes les naissances, 1938-40

Age de la mère et item	Toutes mères										Mères non mariées
	I. P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]	
1940	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de 15 ans	Nil	Nil	Nil	2	1	1	Nil	Nil	Nil	4	3
De 15 à 19 ans	5	37	22	78	135	17	18	25	17	354	81
De 20 à 24 ans	8	90	65	481	419	86	89	102	60	1,400	109
De 25 à 29 ans	11	77	64	657	513	93	101	78	80	1,674	43
De 30 à 34 ans	15	70	59	544	457	71	83	72	68	1,439	28
De 35 à 39 ans	7	58	49	437	342	44	53	63	40	1,093	16
De 40 à 44 ans	5	24	33	222	139	37	36	36	9	541	7
45 ans ou plus	1	7	3	29	16	6	9	1	Nil	72	1
Age inconnu	Nil	2	1	32	15	1	5	1	Nil	57	34
Moyennes, 1926-30	**43**	**365**	**283**	**2,212**	**2,761**	**479**	**551**	**467**	**297**	**7,458**	**456**
Moyennes, 1931-35	**67**	**401**	**302**	**2,337**	**2,284**	**382**	**488**	**421**	**247**	**6,831**	**381**
Moyennes, 1936-40	**61**	**334**	**282**	**2,386**	**2,008**	**340,**	**393**	**359**	**248**	**6,411**	**338**
Totaux—											
1938	**61**	**356**	**314**	**2,356**	**2,015**	**347**	**370**	**351**	**256**	**6,426**	**350**
1939	**58**	**364**	**289**	**2,415**	**1,865**	**328**	**372**	**335**	**239**	**6,365**	**351**
1940	**52**	**365**	**296**	**2,482**	**2,037**	**356**	**394**	**378**	**274**	**6,634**	**322**
Proportion par rapport aux naissances totales—											
1938	3·0	2·8	2·7	2·9	3·0	2·5	2·0	2·2	2·0	2·7	3·7
1939	2·7	3·0	2·5	2·9	3·0	2·4	2·0	2·0	1·9	2·7	3·7
1940	2·4	2·8	2·5	2·9	2·9	2·4	2·0	2·1	1·9	2·6	3·2

[1] Moins les Territoires.

Taux de natalité en différents pays.—Le tableau **10** montre les positions relatives occupées par le Canada et ses provinces parmi les différents pays par son taux brut de natalité (le nombre de naissances par année par 1,000 âmes).

10.—Taux brut de natalité dans certains pays et dans les provinces du Canada, pour les récentes années

Pays ou province	Année	Taux brut de natalité	Pays ou province	Année	Taux brut de natalité
Egypte	1937	43·5	**Canada**—fin		
Costa Rica	1937	42·2	Saskatchewan	1940	20·8
Straits Settlements	1937	42·1	Manitoba	1940	20·3
Salvador	1936	41·2	Ontario	1940	18·2
Palestine	1938	39·9	Colombie Britannique	1940	17·4
Panama	1937	36·0	Hongrie	1937	20·2
Ceylan	1938	35·9	Uruguay	1937	19·9
Inde Britannique	1938	34·1	Pays-Bas	1937	19·8
Chili	1938	33·4	Irlande du Nord	1939	19·5
Jamaïque	1937	32·1	Eire	1940	19·1
Roumanie	1937	30·8	Finlande	1937	18·9
Japon	1937	30·6	Allemagne	1937	18·8
Grèce	1938	26·1	Nouvelle-Zélande	1939	18·7
Union Sud-Africaine (blancs)	1939	25·3	Lettonie	1938	18·4
Espagne	1935	25·2	Danemark	1938	18·1
Pologne	1937	24·9	Australie	1939	17·7
Terre-Neuve et Labrador	1938	24·8	Ecosse	1939	17·4
Bulgarie	1937	24·0	Etats-Unis (terr. d'enre.)	1940	17·9
Italie	1938	23·7	Tchécoslovaquie	1937	17·2
Lithuanie	1939	22·4	Estonie	1937	16·1
Islande	1937	20·4	Norvège	1938	15·8
			Iles Britanniques	1939	15·5
Canada	**1940**	**21·5**	Belgique	1937	15·4
Nouveau-Brunswick	1940	25·9	Suisse	1939	15·2
Québec	1940	25·7	Angleterre et Galles	1939	14·9
Nouvelle-Ecosse	1940	22·9	Suède	1938	14·9
Ile du Prince-Edouard	1940	22·3	France	1938	14·6
Alberta	1940	22·0	Autriche	1937	12·8

Section 2.—Mariages et divorces

Sous-section 1.—Mariages

Le taux de nuptialité dans les pays modernes du monde occidental est sensiblement influencé par le niveau général de prospérité. C'est ainsi qu'en étudiant les statistiques de chaque année de la dernière décennie on constate que le nombre des mariages atteint son maximum en 1929, pour diminuer ensuite sans interruption et de façon marquée jusqu'en 1932. En 1933, il y a une légère amélioration d'un peu plus de 2 p.c. sur 1932, et en 1934 cette amélioration dépasse les 14 p.c. L'amélioration persiste de 1935 à 1940. Cette tendance générale dans tout le Canada se reflète aussi dans les statistiques de la plupart des provinces. (Voir tableau **12**, p. 128, et tableau **32**, p. 149.)

Age au mariage.—L'âge moyen de tous les nouveaux maris au Canada en 1939 était de 29·0 ans et celui de toutes les nouvelles épouses, de 25·1 ans. La moyenne de l'excédent d'âge de l'époux sur celui de l'épouse était donc de 3·9 ans. On peut noter dans le tableau **11** que, lorsque les nouveaux époux sont groupés selon l'âge de l'homme, la moyenne de différence en âge est moins grande chez les groupes plus jeunes, les hommes de moins de 20 ans étant de 0·2 plus jeunes que les femmes, alors que l'excédent d'âge de l'homme est de 1·5 an dans le groupe 20–24; l'écart augmente graduellement avec chaque groupe quinquennal jusqu'à ce que 11·3 soit atteint par les époux de 50 ans et plus en 1939. D'autre part, si les mariés sont groupés selon l'âge des femmes, cette régularité n'existe pas. C'est dans le groupe

des femmes de 25–29 ans et de 30–34 ans que l'âge des maris est le plus proche. Comme ces tableaux sont basés sur tous les mariages contractés au cours de l'année, les chiffres donnés ne doivent pas être interprétés comme montrant les âges moyens au *premier* mariage. Sur chaque 1,000 nouveaux mariés en 1940, 953 étaient célibataires, 38 veufs et 9 divorcés; sur chaque 1,000 nouvelles mariées, 964 étaient célibataires, 27 veuves et 9 divorcées. Pour la première fois en 1928 les divorcés convolant de nouveau constituent plus de 1 p.c. La comparaison entre les chiffres des divorces tels que montrés au tableau **15** de ce chapitre et le nombre de divorcés remariés est de quelque intérêt. Ainsi pour 1940, on constate 2,369 divorces, alors que 1,139 divorcés et 1,136 divorcées se sont remariés. Ceci ne veut pas dire, bien entendu, qu'il s'agit des mêmes personnes.

11.—Différence d'âge entre les époux mariés en 1939

Groupe d'âge des maris	Moyenne de l'âge des maris	Moyenne de l'âge des femmes	Moyenne de l'excédent d'âge des maris	Groupe d'âge des femmes	Moyenne de l'âge des femmes	Moyenne de l'âge des maris	Moyenne de l'excédent d'âge des maris
Tous époux	29·0	25·1	3·9	Toutes épouses	25·1	29·0	3·9
Moins de 20 ans	19·1	19·3	−0·2	Moins de 20 ans	18·6	24·6	6·0
20–24 ans	23·0	21·5	1·5	20–24 ans	22·5	26·5	4·0
25–29 ans	27·3	24·0	3·3	25–29 ans	27·1	29·7	2·6
30–34 ans	32·1	26·6	5·5	30–34 ans	32·0	34·3	2·3
35–39 ans	37·2	29·3	7·9	35–39 ans	37·2	40·0	2·8
40–44 ans	42·3	32·9	9·4	40–44 ans	42·2	46·0	3·8
45–49 ans	47·3	36·7	10·6	45–49 ans	47·3	51·5	4·2
50 ans et plus	59·8	48·5	11·3	50 ans et plus	59·3	61·3	2·0

Pays de naissance des époux et des épouses.—La majorité des mariages contractés dans les provinces de l'Ouest, les années passées, l'ont été entre personnes nées en dehors du Canada. Cette condition, toutefois, change rapidement et il est évident que la proportion s'affaiblit depuis quelques années dans toutes les provinces de l'Ouest. (Voir tableau **12.**) Les époux et les épouses nés au Canada sont maintenant en majorité dans chaque province. Dans les Provinces Maritimes, le Québec et l'Ontario ils prédominent sensiblement. En 1940, pour tout le Canada, 87 p.c. des époux et plus de 91 p.c. des épouses étaient nés au Canada; ce sont les pourcentages les plus élevés de la période sur laquelle des statistiques sont établies.

12.—Distribution proportionnelle selon le lieu de naissance des conjoints, par province, 1938-40, et moyennes de cinq ans, 1921-40

NOTA.—Pour les chiffres de chaque année de 1921 à 1937, voir les éditions antérieures de l'Annuaire à compter de 1929.

Province	Année	Mariages		Pourcentage des nouveaux époux, par lieu de naissance					
		Total	Par 1,000 âmes	Nés dans la province qu'ils habitent		Nés dans les autres provinces		Nés en dehors du Canada	
				Maris	Femmes	Maris	Femmes	Maris	Femmes
		nomb.	nomb.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Pr.-Edouard..	Moy. 1921-25	473	5·4	90·8	93·8	5·1	2·6	4·1	3·7
	Moy. 1926-30	473	5·4	90·8	93·5	4·1	2·9	5·1	3·6
	Moy. 1931-35	496	5·6	89·7	92·6	4·7	3·6	5·6	3·8
	Moy. 1936-40	623	6·6	88·4	92·9	6·3	4·5	5·3	2·6
	1938	591	6·3	87·1	94·1	7·6	4·1	5·2	1·9
	1939	641	6·7	90·2	93·6	6·2	3·9	3·6	2·5
	1940	703	7·5	89·9	94·2	6·3	4·6	3·8	1·3

12.—Distribution proportionnelle selon le lieu de naissance des conjoints, par province, 1938-40, et moyennes de cinq ans, 1921-40—fin

Province	Année	Mariages		Pourcentage des nouveaux époux, par lieu de naissance					
				Nés dans la province qu'ils habitent		Nés dans les autres provinces		Nés en dehors du Canada	
		Total	Par 1,000 âmes	Maris	Femmes	Maris	Femmes	Maris	Femmes
		nomb.	nomb.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Nouvelle-Ecosse	Moy. 1921-25	3,186	6·1	78·2	83·2	5·6	3·4	16·3	13·4
	Moy. 1926-30	3,224	6·3	78·7	84·0	5·0	3·6	16·3	12·4
	Moy. 1931-35	3,622	6·8	81·8	87·1	5·4	4·1	12·8	8·8
	Moy. 1936-40	4,796	8·7	82·4	87·3	8·1	5·8	9·5	6·9
	1938	4,089	7·5	82·9	88·7	6·6	4·7	10·5	6·6
	1939	5,024	9·1	82·5	87·2	8·8	6·2	8·7	6·7
	1940	6,401	11·4	79·2	84·7	12·1	8·6	8·6	6·8
Nouveau-Brunswick	Moy. 1921-25	2,953	7·6	72·4	77·0	10·5	8·0	17·2	14·9
	Moy. 1926-30	2,970	7·4	72·7	76·8	9·2	8·1	18·2	15·0
	Moy. 1931-35	2,737	6·5	78·7	83·2	9·9	8·3	11·4	8·5
	Moy. 1936-40	3,801	8·5	82·1	86·8	9·2	7·3	8·7	5·9
	1938	3,371	7·6	81·6	86·4	9·5	7·3	8·9	6·3
	1939	3,726	8·3	82·3	87·3	8·7	7·2	9·0	5·5
	1940	4,841	10·7	82·6	86·8	10·3	7·8	7·1	5·4
Québec[1]	Moy. 1926-30	18,731	6·9	80·6	83·5	4·0	3·5	15·4	13·0
	Moy. 1931-35	17,089	5·8	81·3	84·7	4·2	4·0	14·5	11·3
	Moy. 1936-40	27,111	8·5	86·8	89·8	4·9	4·6	8·3	5·5
	1938	25,044	7·9	86·7	90·0	4·9	4·6	8·4	5·5
	1939	28,911	9·0	87·1	90·1	4·9	4·9	7·9	5·0
	1940	35,069	10·8	87·3	89·9	5·5	5·3	7·3	4·9
Ontario	Moy. 1921-25	24,037	8·0	61·0	64·5	6·7	5·8	32·4	29·6
	Moy. 1926-30	25,449	7·8	57·2	61·9	7·3	6·8	35·5	31·3
	Moy. 1931-35	24,260	6·8	62·9	69·5	7·0	7·4	30·1	23·1
	Moy. 1936-40	32,719	8·8	81·3	84·0	4·9	5·4	13·8	10·6
	1938	30,080	8·1	81·1	83·8	5·1	5·6	13·9	10·6
	1939	34,657	9·2	81·8	84·2	5·5	5·9	12·7	9·9
	1940	41,229	11·0	86·7	88·1	4·3	4·5	9·0	7·4
Manitoba	Moy. 1921-25	4,634	7·5	28·4	40·8	16·9	13·1	54·7	46·1
	Moy. 1926-30	4,951	7·5	35·9	49·4	13·2	10·9	50·9	39·7
	Moy. 1931-35	5,015	7·1	48·4	62·7	11·5	10·8	40·1	26·5
	Moy. 1936-40	6,931	9·6	61·1	72·8	14·0	12·4	24·9	14·8
	1938	6,262	8·7	60·7	73·1	13·2	11·8	26·1	15·0
	1939	7,676	10·6	62·8	74·0	15·1	12·7	22·0	13·2
	1940	8,849	12·2	64·1	73·8	15·3	14·0	20·5	12·2
Saskatchewan	Moy. 1921-25	4,982	6·4	9·7	21·0	30·5	26·7	59·8	52·3
	Moy. 1926-30	6,036	7·0	18·6	35·9	26·5	21·2	54·9	42·9
	Moy. 1931-35	5,680	6·1	36·7	59·5	20·4	15·0	42·9	25·5
	Moy. 1936-40	6,599	7·0	56·6	75·4	16·8	11·3	26·5	13·2
	1938	5,893	6·3	56·6	76·0	16·3	10·8	27·0	13·2
	1939	7,323	7·7	61·0	77·8	16·2	10·5	22·8	11·6
	1940	7,820	8·4	63·0	77·4	15·8	11·0	21·2	11·6
Alberta	Moy. 1921-25	4,313	7·3	9·8	19·2	25·1	22·9	65·1	57·9
	Moy. 1926-30	5,265	8·0	16·3	28·6	22·3	19·4	61·3	52·0
	Moy. 1931-35	5,530	7·4	28·5	47·3	20·6	18·6	50·9	34·0
	Moy. 1936-40	7,192	9·2	44·2	60·4	21·9	19·4	33·9	20·2
	1938	6,973	8·9	43·6	61·4	21·6	19·0	34·7	19·6
	1939	7,838	9·9	48·1	62·2	21·9	19·8	30·0	18·0
	1940	8,782	11·1	48·9	60·7	23·3	20·6	27·9	18·6
Col. Britannique	Moy. 1921-25	3,971	7·1	16·2	21·4	22·0	20·6	61·8	58·0
	Moy. 1926-30	4,786	7·5	18·1	24·9	20·9	21·7	61·0	53·4
	Moy. 1931-35	4,267	6·0	26·5	37·5	23·4	26·6	50·2	35·9
	Moy. 1936-40	7,053	9·2	34·8	43·1	31·8	34·6	33·4	22·3
	1938	6,135	8·1	33·6	43·0	31·7	34·1	34·7	22·9
	1939	7,862	10·2	36·9	43·8	32·6	35·1	30·5	21·1
	1940	9,624	12·1	36·3	42·5	34·7	37·3	29·0	20·3
Canada[1] (à l'exclusion des Territoires)	**Moy. 1926-30**	**71,885**	**7·3**	**54·9**	**61·4**	**10·4**	**9·2**	**34·8**	**29·4**
	Moy. 1931-35	**68,596**	**6·4**	**60·9**	**69·8**	**9·9**	**9·4**	**29·1**	**20·8**
	Moy. 1936-40	**96,825**	**8·6**	**73·7**	**79·9**	**9·9**	**9·4**	**16·4**	**10·8**
	1938	**88,438**	**7·9**	**73·5**	**80·1**	**9·7**	**9·1**	**16·7**	**10·8**
	1939	**103,658**	**9·2**	**74·6**	**80·2**	**10·4**	**9·8**	**15·0**	**10·0**
	1940	**123,318**	**10·8**	**76·6**	**81·2**	**10·5**	**9·9**	**12·9**	**8·9**

[1] Antérieurement à 1926 la province de Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

Mariages d'après la religion des parties contractantes.—Cette analyse montre la très forte influence exercée par la religion des maris et des femmes sur le mariage. Les 123,318 mariages de 1940 par rapport aux diverses dénominations religieuses se répartissent à peu près dans la même proportion que la population adhérant à ces dénominations. Cependant, dans toutes les dénominations du tableau **13** la proportion d'hommes à épouser des femmes de même dénomination dépasse 50 p.c. à l'exception des baptistes et des presbytériens dont les pourcentages sont de 46·76 et 40·06 respectivement. D'après cette base, les Juifs sont en tête avec 94·5 des maris à épouser des Juives; les catholiques suivent de près avec 91·3 p.c.; les grecs catholiques et les protestants sont en troisième et quatrième places avec 70 et 75 p.c. chacun; les membres de l'Eglise Unie dépassent légèrement 67 p.c., tandis que les anglicans et les luthériens en ont 50 à 55 p.c. chacun.

13.—Mariages au Canada[1] classifiés selon la religion, 1939 et 1940

Dénomination du mari	Tous maris	Dénomination de l'épouse										
		Anglicane	Baptiste	Grecque catholique	Juive	Luthérienne	Presbytérienne	Protestante	Catholique	Eglise Unie	Autres sectes	Non spécifiée
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1939												
Anglicane	16,062	8,445	766	42	8	330	1,180	91	1,454	3,379	362	5
Baptiste	4,660	671	2,327	11	1	66	250	21	263	868	182	Nil
Grecque cathol.	1,513	23	5	1,119	1	19	11	12	200	30	93	"
Juive	1,968	22	2	1	1,883	3	4	7	18	20	7	1
Luthérienne	3,516	362	109	44	1	1,762	165	30	305	542	196	Nil
Presbytérienne	7,338	1,508	339	23	4	195	2,897	42	615	1,549	165	1
Protestante[2]	2,850	132	30	16	6	53	66	1,939	370	171	67	Nil
Cathol. romaine	39,893	1,018	185	270	9	249	341	239	36,444	906	229	3
Eglise Unie	20,775	2,809	848	42	5	513	1,079	68	1,150	13,787	471	3
Autres sectes	5,034	285	156	90	1	168	148	29	274	472	3,410	1
Non spécifié	49	10	Nil	Nil	Nil	2	1	1	11	8	Nil	16
Totaux, 1939	**103,658**	**15,285**	**4,767**	**1,658**	**1,919**	**3,360**	**6,142**	**2,479**	**41,104**	**21,732**	**5,182**	**30**
1940												
Anglicane	19,400	10,284	861	51	10	378	1,378	103	1,793	4,076	459	7
Baptiste	5,451	813	2,549	8	2	107	309	25	350	1,074	212	2
Grecque cathol.	1,583	17	6	1,140	1	15	8	8	261	32	95	Nil
Juive	2,100	28	6	1	1,984	5	6	7	35	16	12	"
Luthérienne	3,898	415	115	51	2	1,954	182	33	357	585	204	"
Presbytérienne	8,826	1,672	410	19	2	268	3,536	61	808	1,829	220	1
Protestante[2]	3,092	174	44	9	2	53	65	2,170	381	143	51	Nil
Cathol. romaine	48,686	1,250	247	281	11	295	453	254	44,432	1,193	264	6
Eglise Unie	24,576	3,222	963	80	9	513	1,328	96	1,390	16,431	541	3
Autres sectes	5,671	321	159	127	6	167	163	48	338	520	3,821	1
Non spécifiée	35	7	Nil	Nil	Nil	1	2	1	3	9	1	11
Totaux, 1940	**123,318**	**18,203**	**5,360**	**1,767**	**2,029**	**3,756**	**7,430**	**2,806**	**50,148**	**25,908**	**5,880**	**31**

[1] A l'exclusion des Territoires. [2] Déclarée "protestante" sans autres renseignements.

Taux de nuptialité en différents pays.—Pour fins de comparaison, le tableau **14** montre les taux bruts de nuptialité par 1,000 habitants en différents pays et chacune des provinces du Canada, pour les années les plus récentes connues dans chaque cas.

14.—Taux bruts de nuptialité en certains pays et dans les provinces du Canada en ces dernières années

Pays ou province	Année	Taux brut par 1,000 habitants	Pays ou province	Année	Taux brut par 1,000 habitants
Nouvelle-Zélande	1939	11·1	Lettonie	1938	8·5
Etats-Unis (terr. d'enregis.)	1937	11·0[1]	Tchécoslovaquie	1937	8·3
Union Sud-Africaine (blancs)	1939	10·8	Norvège	1938	8·3
Canada	**1940**	**10·8**	Bulgarie	1937	8·1
Manitoba	1940	12·2	Chili	1938	8·1
Colombie Britanique	1940	12·1	Pologne	1937	8·0
Nouvelle-Ecosse	1940	11·4	Belgique	1937	7·6
Alberta	1940	11·1	Pays-Bas	1937	7·6
Ontario	1940	11·0	Lithuanie	1939	7·5
Québec	1940	10·8	Suisse	1939	7·5
Nouveau-Brunswick	1940	10·7	Italie	1938	7·4
Saskatchewan	1940	8·4	Terre-Neuve et Labrador	1938	7·3
Ile du Prince-Edouard	1940	7·5	Irlande du Nord	1939	7·1
Angleterre et Galles	1939	10·6	Autriche	1937	6·9
Iles Britanniques	1939	10·1	Uruguay	1937	6·7
Japon	1937	9·5	Grèce	1938	6·5
Roumanie	1937	9·5	France	1938	6·5
Australie	1939	9·2	Ceylan	1938	6·1
Ecosse	1939	9·2	Espagne	1935	6·1
Allemagne	1937	9·1	Islande	1937	5·5
Suède	1938	9·0	Eire	1939	5·2
Danemark	1938	8·9	Panama	1937	4·8
Hongrie	1937	8·9	Jamaïque	1937	4·6
Estonie	1937	8·5	Salvador	1936	3·5
Finlande	1937	8·5			

[1] Taux estimatif.

Sous-section 2.—Divorces*

Pendant bon nombre d'années après la Confédération le nombre de divorces au Canada est resté très bas. Il était de 13 en 1883, la première année à atteindre la dizaine, et en 1903 il était de 21, ce qui dépassait tous les précédents. Plus tard le nombre de divorces augmenta plus rapidement; en 1909 on en comptait 51 et en 1913, la dernière année d'avant-guerre, 60. Tout de même ce chiffre était encore inférieur à un par mille mariages contractés au Canada au cours de ces années.

La première grande guerre a eu pour effet d'augmenter le divorce, ce qui est attribuable aux effets psychologiques de la période de guerre et aux longues séparations entre époux pendant que les hommes étaient à l'armée. Il faut aussi tenir compte du fait que le divorce a été rendu plus facile à la suite d'une décision du Conseil Privé d'Angleterre que les divorces peuvent être accordés par les tribunaux des Provinces des Prairies à partir de 1918, de sorte que depuis cette date l'Ontario et le Québec sont restés les seules provinces où il fallait demander une loi spéciale du Parlement pour rompre les liens du mariage. Cependant, en 1930 une loi du Parlement fédéral (20–21 Geo. V, c. 14) a donné à la Cour Suprême d'Ontario juridiction dans les causes de divorce.

Ces différentes raisons ont contribué à produire la récente augmentation du nombre de divorces au Canada, qui a monté de 114 en 1918 à 873 en 1930, ces chiffres étant ceux de décrets définitifs qui seuls constituent le divorce proprement dit. En 1931, le nombre de divorces avait baissé à 699, diminution due dans une large mesure à ce que la juridiction, en ce qui concerne les divorces dans l'Ontario, a été transférée du Parlement fédéral à la Cour Suprême de la province qui établit

* Le Bureau Fédéral de la Statistique publie un bulletin sur le sexe des requérants et le nombre de divorcés remariés ainsi que des comparaisons avec certains autres pays.

les délais entre le décret nisi et le décret absolu. Depuis 1931 le nombre de divorces a augmenté de 239 p.c. En 1938 ils dépassent pour la première fois les 2,000, à cause surtout de l'augmentation en Ontario et en Colombie Britannique.

Les statistiques des divorces accordés ont été récemment revisées grâce à la collaboration des autorités provinciales concernées. Le tableau **15** donne les chiffres complètement revisés.

15.—Statistiques des divorces au Canada, 1918-1940

NOTA.—A la suite d'une décision du Conseil Privé britannique, des divorces ont été prononcés au Manitoba, dans la Saskatchewan et l'Alberta depuis 1918 par les tribunaux de ces provinces. Pour les divorces de chaque année avant 1918, voir l'Annuaire de 1921, p. 847.

Année	Prononcés par le Parlement fédéral			Prononcés par les tribunaux						Total pour le Canada
	Ile du Prince-Ed.	Québec	Ontario	Nouvelle-Ecosse	Nouv. Brunswick	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	
1918.....	Nil	2	10	24	10	Nil	1[1]	2[1]	65	114
1919.....	"	4	46	36	13	88[2]	3	36[2]	147	373
1920.....	"	9	89	45	15	42	20[3]	112	136	468[3]
1921.....	"	10	96	41	13	122	59[3]	89	128	558[3]
1922.....	"	6	91	35	12	97	35[3]	129	138	543[3]
1923.....	"	10	102	22	19	81	44[3]	88	139[2]	505[3]
1924.....	"	13	113	42	15	77[4]	26[3]	118	136[2]	540[3]
1925.....	"	13	119	30	15	79	43[3]	101	150	550[3]
1926.....	"	10	111	19	12	85	50[3]	154	167	608[3]
1927.....	"	13	181	29	17	101	62[3]	148	197	748[3]
1928.....	"	24	213	28	13	79	57[3]	173	203	790[3]
1929.....	"	30	207	30	21	89	71[3]	147	222	817[3]
1930.....	"	41	204	19	27	114	63[3]	151	255	875[3]
1931.....	1	38	91[5]	36	20	94	55[3]	157	208	700[3]
1932.....	Nil	27	343[5]	35	26	114	66[3]	150	245	1,006[3]
1933.....	"	24	307[5]	27	12	116	48	138	258	930
1934.....	"	38	365[5]	33	17	126	67[3]	170	306	1,122[3]
1935.....	2	28	491[5]	52	36	145	68[3]	225	384	1,431[3]
1936.....	Nil	40	519[5]	41	38	179	84[3]	218	451[3]	1,570[3]
1937.....	2	43	607[5]	36	53	200	112[3]	259	520[3]	1,832[3]
1938.)...	2	83	824[5]	51	39	205	126[3]	271	625[3]	2,226[3]
1939.....	Nil	50	747[5]	64	40	181	133[3]	272	581[3]	2,068[3]
1940.....	"	62	916[5]	60	52	206	125	274	674	2,369

[1] Prononcés par le Parlement. [2] Dont un prononcé par le Parlement. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [4] Deux prononcés par le Parlement. [5] Prononcés par les tribunaux.

Section 3.—Décès

En dehors des effets de la guerre et de ses suites, le siècle dernier voit un déclin de la mortalité dans les pays de race blanche. La preuve la plus frappante du déclin de la mortalité nous est peut-être fournie par la Suède, où les statistiques vitales sont gardées avec la plus grande exactitude depuis 1750. Le taux brut de la mortalité y décline d'une moyenne de 27·4 par 1,000 dans la décennie de 1751–60 à 14·3 en 1911–20 et à 11·5 en 1938.

De même, en Angleterre et au Pays de Galles, le taux brut de mortalité, qui était de 18·2 en 1890–99, décline à 15·4 en 1901–10 et à 12·1 en 1921–30, pour s'établir ensuite à 12·1 en 1939. En Ecosse la moyenne était de 22·1 en 1860–69, 21·8 en 1870–79, 18·6 en 1890–99, 13·9 en 1921–25, 13·6 en 1926–30, 13·2 en 1931–35 et 12·9 en 1939. Le tableau **22**, p. 138, donne la mortalité brute dans divers pays.

Il y a toujours eu des années de mortalité excessivement élevée comme, par exemple, en 1918 alors que le taux de mortalité en Ontario, la plus populeuse des provinces du Canada, a été de 15·3 par 1,000 contre 12·0 en 1917 et 11·9 en 1919. (C'était le résultat de la grande épidémie d'influenza-pneumonie de l'année.) Cependant, sur un bon nombre d'années, cet excédent est négligeable.

Au Canada, bien que la période couverte depuis l'introduction des statistiques vitales complètes en 1920 ait été trop courte pour permettre d'y retracer une tendance bien définie à la baisse, le taux de 12·4 par 1,000 pour ladite année dans les huit provinces alors comprises dans le territoire d'enregistrement a été beaucoup plus élevé qu'en toute autre année subséquente. De 1933 à 1936 la mortalité et le taux de mortalité ont sensiblement diminué dans la province de Québec, bien qu'en 1937 le taux ait monté à 11·3; mais en 1938, 1939 et 1940 le taux est de 10·3, 10·4 et 10·1 respectivement. En général, toutefois, l'amélioration se fait sentir depuis 1926, et plus récemment le Québec a accusé un taux plus bas que toute autre province plus à l'est.

Sous-section 1.—Mortalité générale

Le chiffre absolu des mortalités et le taux de mortalité au Canada sont inférieurs en 1938 à ceux des deux années précédentes. En 1938 le taux de mortalité est de 9·5, mais il passe à 9·6 en 1939 et 9·8 en 1940, comme l'indique le tableau **32**, p. 149, ce qui est encore une amélioration très marquée en regard du taux de 10·2 en 1937. Comparativement à 1939, le taux de mortalité en 1940 laisse voir une diminution en chacune des Provinces Maritimes et dans le Québec.

Répartition des décès par âge et sexe.—Le tableau **16** donne les âges des décédés groupés par quartiles et déciles pour les années 1926, 1938 et 1939 pour les deux sexes réunis et pour chaque sexe. Le cinquième décile et le deuxième quartile (ou le médian) indiquent le point de séparation et les déciles divisent chaque moitié en cinq groupes, donnant un portrait plus détaillé de la distribution d'âge dans chaque moitié que les quartiles. Pour obtenir ces points quartiles et déciles on admet que les personnes nées la même année sont également réparties de la limite inférieure à la limite supérieure. Il est bien évident que les âges moyens à la mort se sont élevés graduellement.

16.—Ages des défunts groupés par quartiles et déciles, par sexe, 1926, 1938 et 1939

Groupement fractionnaire, par âge		Les deux sexes			Masculin			Féminin		
		1926	1938	1939	1926	1938	1939	1926	1938	1939
Premier quartile	années	1·83	26·22	30·34	1·34	25·53	29·44	2·85	26·88	31·28
Deuxième quartile	"	45·50	60·28	61·96	45·16	59·59	61·05	45·89	61·27	63·13
Troisième quartile	"	70·70	74·82	75·54	70·05	73·89	74·48	71·51	75·93	76·73
Premier décile	mois	0·88	3·95	4·59	0·60	3·40	3·76	1·43	4·83	5·91
Deuxième décile	années	0·71	14·35	18·82	0·55	12·69	17·23	0·98	16·20	20·65
Troisième décile	"	6·95	37·06	40·89	4·30	37·19	40·87	12·15	36·91	40·92
Quatrième décile	"	28·77	51·78	54·09	26·47	51·64	53·75	30·61	51·95	54·56
Cinquième décile	"	45·50	60·28	61·96	45·16	59·59	61·05	45·89	61·27	63·13
Sixième décile	"	58·40	67·00	68·06	57·73	65·94	67·01	59·13	68·27	69·35
Septième décile	"	67·15	72·43	73·17	66·44	71·45	72·18	68·00	73·57	74·42
Huitième décile	"	74·05	77·20	77·96	73·28	76·27	76·87	74·00	78·31	79·07
Neuvième décile	"	80·82	82·68	83·22	79·89	81·78	82·31	81·85	83·72	84·24

17.—Répartition des décès, par sexe et groupe d'âge, au Canada, 1939-40

Groupe d'âge	Nombre				Pourcentage			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940
Au-dessous d'un an	8,039	7,844	5,900	5,939	13·4	12·8	12·0	12·0
1 an	889	855	724	723	1·5	1·4	1·5	1·5
2 ans	398	432	340	333	0·7	0·7	0·7	0·7
3 ans	307	308	273	246	0·5	0·5	0·6	0·5
4 ans	259	226	202	186	0·4	0·4	0·4	0·4
Totaux, moins de 5 ans	9,892	9,665	7,439	7,427	16·5	15·7	15·2	15·0
5- 9 ans	915	834	717	646	1·5	1·4	1·5	1·3
10-14 ans	735	681	606	570	1·2	1·1	1·2	1·2
15-19 ans	1,112	1,139	913	813	1·9	1·9	1·9	1·6
20-24 ans	1,217	1,185	1,063	1,050	2·0	1·9	2·2	2·1
25-29 ans	1,232	1,157	1,215	1,233	2·1	1·9	2·5	2·5
30-34 ans	1,176	1,192	1,191	1,134	2·0	1·9	2·4	2·3
35-39 ans	1,402	1,406	1,309	1,299	2·3	2·3	2·7	2·6
40-44 ans	1,668	1,695	1,384	1,380	2·8	2·8	2·8	2·8
45-49 ans	2,240	2,295	1,716	1,705	3·7	3·7	3·5	3·4
50-54 ans	3,271	3,340	2,276	2,305	5·5	5·4	4·6	4·7
55-59 ans	4,123	4,409	2,714	2,774	6·9	7·2	5·5	5·6
60-64 ans	4,826	5,197	3,371	3,341	8·1	8·5	6·9	6·7
65-69 ans	5,600	5,941	4,095	4,182	9·4	9·7	8·4	8·4
70-74 ans	6,136	6,417	4,918	5,067	10·3	10·5	10·0	10·2
75-79 ans	6,077	6,034	5,279	5,551	10·2	9·8	10·8	11·2
80-89 ans	7,172	7,661	7,427	7,555	12·0	12·5	15·1	15·3
90 ans et plus	1,069	1,124	1,402	1,491	1·8	1·8	2·9	3·0
Totaux, âges connus	**59,863**	**61,372**	**49,035**	**49,523**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Ages inconnus	44	27	9	5	–	–	–	–
Totaux, tous âges	**59,907**	**61,399**	**49,044**	**49,528**	–	–	–	–

Taux standardisé de mortalité.—Si le taux brut de mortalité donne la mesure des décès par 1,000 âmes, il ne reflète pas fidèlement par ailleurs l'expectative de vie dans des agglomérations différentes en raison de la composition différente d'âge de ces agglomérations et de la haute mortalité chez les tout jeunes enfants et chez les vieillards. Il a donc été jugé désirable de choisir une agglomération type et de trouver quel aurait été le taux de mortalité des autres si la composition d'âge et de sexe de leur population avait été conforme à celle de l'agglomération type. Ce procédé, décrit brièvement à la p. 90 de l'Annuaire de 1941, a été appliqué à la population des huit provinces, ancien territoire d'enregistrement du Canada, pour les années 1921–38, et à la population du Québec pour les années 1926–38. Le taux de chaque année est calculé directement d'après les proportions de chaque sexe et groupe d'âge au recensement de 1931.

Les taux brut et standardisé de ces dernières années, surtout 1937 et 1938, au tableau **18**, doivent être acceptés avec réserve parce que les données du recensement, qui sont le pivot des calculs, sont éloignées de six à huit années.

18.—Taux brut et taux standardisé de mortalité au Canada, par province, 1935-40, et moyenne quinquennale, 1921-40

Province	Moyennes				1935	1936	1937	1938	1939	1940
	1921-25	1926-30	1931-35	1936-40						
Ile du Prince-Edouard—										
Taux brut	12·5	11·0	11·3	11·5	11·0	11·1	12·3	11·0	11·9	11·4
Taux standardisé	9·3	8·1	7·9	[1]	7·6	7·6	8·4	7·4	[1]	[1]
Nouvelle-Ecosse—										
Taux brut	12·6	12·4	11·7	11·2	11·7	11·0	11·2	11·1	11·4	11·1
Taux standardisé	10·4	10·0	9·1	[1]	9·0	8·4	8·5	8·4	[1]	[1]
Nouveau-Brunswick—										
Taux brut	13·1	12·5	11·2	11·3	11·1	11·0	12·3	11·0	11·3	11·0
Taux standardisé	11·5	10·9	9·6	[1]	9·4	9·3	10·4	9·2	[1]	[1]
Québec—										
Taux brut	[2]	13·5	11·1	10·5	10·7	10·3	11·3	11·3	10·4	10·1
Taux standardisé	[2]	13·1	10·8	[1]	10·4	10·1	11·1	10·1	[1]	[1]
Ontario—										
Taux brut	11·3	11·2	10·1	10·1	9·9	10·2	10·4	9·9	10·0	10·2
Taux standardisé	10·3	9·8	8·5	[1]	8·1	8·3	8·4	7·9	[1]	[1]
Manitoba—										
Taux brut	8·6	8·3	7·6	8·5	8·1	8·7	8·5	8·2	8·5	8·7
Taux standardisé	9·4	8·8	7·6	[1]	7·8	8·4	8·1	7·6	[1]	[1]
Saskatchewan—										
Taux brut	7·5	7·3	6·5	6·8	6·6	6·8	7·4	6·5	6·4	7·0
Taux standardisé	8·5	8·2	7·1	[1]	6·9	7·1	7·7	6·6	[1]	[1]
Alberta—										
Taux brut	8·3	8·4	7·3	7·7	7·5	8·0	8·0	7·5	7·3	7·9
Taux standardisé	9·5	9·4	7·8	[1]	7·7	8·2	8·3	7·5	[1]	[1]
Colombie Britannique—										
Taux brut	8·7	9·3	8·9	10·0	9·3	9·6	10·6	9·8	9·7	10·5
Taux standardisé	9·0	8·9	8·0	[1]	8·1	8·2	8·9	8·1	[1]	[1]
Canada (à l'exclusion des Territoires)—										
Taux brut	[2]	**11·1**	**9·7**	**9·7**	**9·7**	**9·7**	**10·2**	**9·5**	**9·6**	**9·8**
Taux standardisé	[2]	**10·5**	**9·1**	[1]	**9·0**	**9·0**	**9·5**	**8·8**	–	–

[1] Les données après les années 1938 sont sujettes à une grande marge d'erreur et n'ont pas été calculées.
[2] Avant 1926 le Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

Causes de décès.—Près de 87 p.c. des décès déclarés de 1936 à 1940 sont attribuables aux 32 causes spécifiées dans les tableaux **19** et **20.** Dans ces tableaux les groupements sont conformes à la liste internationale telle que revisée en 1929. Cette revision a été appliquée pour la première fois aux statistiques canadiennes de mortalité en 1931. Chaque revision de la liste internationale présente des difficultés spéciales quand il s'agit de garder la continuité.

Dans toute analyse de l'importance relative des causes de décès on doit tenir compte des effets du vieillissement de la population canadienne. Ces effets sont brièvement décrits aux pp. 91-92 de l'Annuaire de 1941.

19.—Principales causes de décès au Canada, 1936-40

N° de la liste internationale[1]	Nomenclature	1936	1937	1938	1939	1940
1, 2	Fièvre typhoïde	256	330	207	180	224
7	Rougeole	376	837	250	197	168
8	Scarlatine	244	269	202	167	125
9	Coqueluche	594	763	496	541	628
10	Diphtérie	258	369	434	336	213
11	Influenza	3,113	5,260	2,362	3,955	2,789
16	Poliomyélite et polioencéphalite aiguës	97	200	83	56	48
17	Encéphalite léthargique ou épidémique	52	50	45	47	63
18	Méningite cérébrospinale épidémique	103	93	86	84	100
23	Tuberculose de l'appareil respiratoire	5,528	5,497	5,057	4,944	4,643
24-32	Tuberculose d'autres organes	1,235	1,172	1,069	1,033	1,146
45-53	Cancer	11,694	11,963	12,038	12,399	13,322
59	Diabète sucré	1,442	1,555	1,545	1,712	1,787
71	Anémie	646	623	650	699	616

Voir renvoi à la fin du tableau, p. 136.

19.—Principales causes de décès au Canada, 1936-40—fin

N° de la liste internationale[1]	Nomenclature	1936	1937	1938	1939	1940
82 a, b, c	Hémorragie, embolie ou thrombose cérébrales	1,890	1,683	1,693	1,740	1,966
82d	Paralysies non spécifiées	358	322	323	320	330
86	Convulsions chez les enfants de moins de cinq ans	200	195	161	171	192
90-95	Maladies du cœur	16,424	16,840	17,372	18,562	20,278
96, 97, 99, 102	Maladies des artères	9,112	9,609	9,970	10,884	11,741
106	Bronchite	342	328	325	311	332
107-109	Pneumonie	7,313	7,731	7,432	6,596	6,131
119, 120	Diarrhée et entérite	2,378	4,216	2,590	2,375	1,892
121	Appendicite	1,428	1,410	1,297	1,208	1,103
122	Hernie, obstruction intestinale	1,050	1,074	1,065	1,016	991
130-132	Néphrite	6,402	6,530	6,492	6,538	6,835
137	Maladies de la prostate	1,157	1,255	1,297	1,298	1,241
140-150	Causes puerpérales	1,233	1,071	968	967	978
157	Vices de conformation congénitaux	1,439	1,474	1,445	1,530	1,626
158-161	Maladies du premier âge	6,605	6,644	6,598	6,174	6,318
162	Sénilité	1,691	1,741	1,764	1,614	1,555
163-171	Suicides	928	978	948	978	948
173-198	Morts violentes (suicide excepté)	6,535	6,380	6,258	6,195	6,470
	Autres causes spécifiées	14,216	14,589	13,683	13,528	13,494
	Totaux, causes spécifiés	106,339	113,051	106,205	108,355	110,293
199, 200	Causes de décès mal définies	711	773	612	596	634
	Totaux	**107,050**	**113,824**	**106,817**	**108,951**	**110,927**

[1] Les numéros figurant dans cette colonne sont ceux de la nomenclature internationale des causes de décès, revisée en 1929 par la Commission Internationale chargée de la confection des nomenclatures nosologiques et de la classification des causes de décès. Les nomenclatures, soit telles quelles, soit en forme intermédiaire ou abrégée, sont acceptées par la presque totalité des pays civilisés.

20.—Mortalité par 100,000 habitants au Canada, par causes principales, 1936-40

N° de la liste internationale[1]	Nomenclature	1936	1937	1938	1939	1940
1, 2	Fièvre typhoïde	2·3	3·0	1·8	1·6	2·0
7	Rougeole	3·4	7·5	2·2	1·7	1·5
8	Scarlatine	2·2	2·4	1·8	1·5	1·1
9	Coqueluche	5·4	6·9	4·4	4·8	5·5
10	Diphtérie	2·3	3·3	3·9	3·0	1·9
11	Influenza	28·3	47·4	21·1	35·0	24·5
16	Poliomyélite et polioencéphalite aiguës	0·9	1·8	0·7	0·5	0·4
17	Encéphalite léthargique ou épidémique	0·5	0·5	0·4	0·4	0·6
18	Méningite cérébrospinale ou épidémique	0·9	0·8	0·8	0·7	0·9
23	Tuberculose de l'appareil respiratoire	50·2	49·5	45·2	43·7	40·8
24-32	Tuberculose d'autres organes	11·2	10·6	9·5	9·1	10·1
45-53	Cancer	106·2	107·7	107·5	109·7	117·2
59	Diabète sucré	13·1	14·0	13·8	15·1	15·7
71	Anémie	5·9	5·6	5·8	6·2	5·4
82 a, b, c	Hémorragie, embolie ou thrombose cérébrales	17·2	15·2	15·1	15·4	17·3
82d	Paralysies non spécifiées	3·3	2·9	2·9	2·8	2·9
86	Convulsions chez les enfants de moins de cinq ans	1·8	1·8	1·4	1·5	1·7
90-95	Maladies du cœur	149·1	151·6	155·2	164·3	178·3
96, 97, 99, 102	Maladies des artères	82·7	86·5	89·1	96·3	103·3
106	Bronchite	3·1	3·0	2·9	2·8	2·9
107-109	Pneumonie	66·4	69·6	66·4	58·4	53·9
119, 120	Diarrhée et entérite	21·6	38·0	23·1	21·0	16·6
121	Appendicite	13·0	12·7	11·6	10·7	9·7
122	Hernie, obstruction intestinale	9·5	9·7	9·5	9·0	8·7
130-132	Néphrite	58·1	58·8	58·0	57·9	60·1
137	Maladies de la prostate	10·5	11·3	11·6	11·5	10·9
140-150	Causes puerpérales	11·2	9·6	8·6	8·6	8·6
157	Vices de conformation congénitaux	13·1	13·3	12·9	13·5	14·3
158-161	Maladies du premier âge	60·0	59·8	58·9	54·6	55·6
162	Sénilité	15·4	15·7	15·8	14·3	13·7
163-171	Suicides	8·4	8·8	8·5	8·7	8·3
173-198	Morts violentes (suicide excepté)	59·3	57·4	55·9	54·8	56·9
	Autres causes spécifiées	129·1	131·4	122·2	119·7	118·7
	Totaux, causes spécifiées	965·5	1,017·9	948·7	958·8	969·9
199, 200	Causes de décès mal définies	6·5	7·0	5·5	5·3	5·6
	Totaux, mortalité par 100,000 habitants	**971·9**	**1,024·9**	**954·1**	**964·1**	**975·5**

[1] Voir renvoi du tableau **19.**

Mortalité dans les villes canadiennes.—Les décès au Canada diminuent graduellement durant la période de 1931–34; mais en 1935, 1936 et 1937 il y a des augmentations considérables. En cette dernière année ils se chiffrent à 113,824, soit une augmentation de plus de 9,000 en regard de ceux de 1931. En 1938 il y a une diminution remarquable à 106,817, mais en 1939 et 1940 il y a encore des augmentations à 108,951 et 110,927 respectivement. La proportion des décès par rapport à la population dans les 67 villes énumérées au tableau **21** reste assez constante à environ 1 p.c. durant la période de 1926–40.

21.—Décès dans les cités et villes de 10,000 âmes ou plus, par lieu de domicile, 1938-40, et moyenne quinquennal, 1926-40, par lieu de survenance

Province et cité ou ville	Pop., recensement, 1931	Moyennes			1938	1939	1940
		1926-30	1931-35	1936-40			
Ile du Prince-Edouard—							
Charlottetown	12,361	264	262	299	179	218	200
Nouvelle-Ecosse—							
Glace Bay	20,706	294	258	258	217	261	217
Halifax	59,275	884	898	895	694	728	802
Sydney	23,089	241	213	185	146	174	221
Nouveau-Brunswick—							
Moncton	20,689	252	245	272	223	220	203
Saint John	47,514	712	667	681	601	630	674
Québec—							
Chicoutimi	11,877	228	224	268	180	193	191
Granby	10,587	115	115	111	132	130	118
Hull	29,433	354	360	355	297	332	349
Joliette	10,765	173	172	177	141	150	132
Lachine	18,630	214	186	205	194	202	208
Lévis	11,724	223	219	211	130	154	122
Montréal	818,577	11,260	9,808	9,715	9,206	9,251	9,363
Outremont	28,641	105	161	170	256	262	244
Québec	130,594	2,269	1,991	2,057	1,948	1,962	1,793
St-Hyacinthe	13,488	288	293	318	278	242	245
St-Jean	11,256	120	125	179	117	123	132
Shawinigan Falls	15,345	199	157	160	142	164	155
Sherbrooke	28,933	450	443	477	322	326	348
Sorel	10,320	167	141	126	127	160	151
Thetford Mines	10,701	157	139	172	153	168	135
Trois-Rivières	35,450	556	610	606	509	500	396
Valleyfield	11,411	180	154	164	163	124	169
Verdun	60,745	398	460	521	459	509	487
Westmount	24,235	143	249	264	254	250	271
Ontario—							
Belleville	13,790	230	227	253	157	184	146
Brantford	30,107	282	362	405	385	400	367
Chatham	14,569	300	303	330	205	195	221
Cornwall	11,126	238	234	247	157	179	179
Fort William	26,277	215	203	226	169	199	197
Galt	14,006	172	187	183	174	170	172
Guelph	21,075	235	234	214	240	245	214
Hamilton	155,547	1,473	1,491	1,621	1,481	1,511	1,561
Kingston	23,439	476	476	515	372	353	423
Kitchener	30,793	303	347	386	276	306	324
London	71,148	1,089	1,020	1,123	861	903	922
Niagara Falls	19,046	215	200	216	224	199	203
North Bay	15,528	149	155	168	133	104	148
Oshawa	23,439	216	186	219	181	200	222
Ottawa	126,872	1,664	1,715	1,825	1,487	1,591	1,672
Owen Sound	12,839	163	181	197	170	173	159
Peterborough	22,327	308	324	367	304	280	349
Port Arthur	19,818	224	197	242	199	202	223
St. Catharines	24,753	317	283	323	288	270	254
St. Thomas	15,430	226	227	254	179	215	212
Sarnia	18,191	222	224	239	213	178	214
Sault-Ste-Marie	23,082	218	214	247	198	228	229
Stratford	17,742	200	199	226	211	204	206
Sudbury	18,518	215	235	302	240	236	261
Timmins	14,200	146	171	196	194	208	224
Toronto	631,207	6,735	6,546	7,110	6,417	6,534	6,785
Welland	10,709	162	138	160	101	100	112
Windsor[1]	98,179	965	838	903	770	789	790
Woodstock	11,395	173	177	217	137	154	157

[1] Comprend Windsor-Est, Sandwich et Walkerville.

21.—Décès dans les cités et villes de 10,000 âmes ou plus, par lieu de domicile, 1938-40, et moyenne quinquennale, 1926-40, par lieu de survenance—fin

Province et cité ou ville	Pop., recensement, 1931	Moyennes			1938	1939	1940
		1926-30	1931-35	1936-40			
Manitoba—							
Brandon	16,461[1]	244	225	264	147	164	151
St-Boniface	16,275[1]	482	417	536	189	138	163
Winnipeg	215,814[1]	1,757	1,712	1,947	1,720	1,848	1,920
Saskatchewan—							
Moose Jaw	19,805[1]	226	196	231	152	146	185
Prince-Albert	11,049[1]	153	175	195	85	91	99
Regina	53,354[1]	481	468	546	361	384	392
Saskatoon	41,734[1]	485	450	506	284	296	277
Alberta—							
Calgary	83,407[1]	756	730	853	716	710	756
Edmonton	85,774[1]	862	884	1,091	722	638	771
Lethbridge	13,523[1]	185	193	201	114	117	120
Colombie Britannique—							
New Westminster	17,524	273	287	344	176	179	204
Vancouver	246,593	2,175	2,303	2,842	2,629	2,644	2,950
Victoria	39,082	552	561	730	550	540	578

[1] Recensement de 1936.

Mortalité brute en différents pays.—Les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine (Blancs), le Canada et l'Australie sont les seuls pays dont le taux de décès est au-dessous de 10·0 par 1,000 âmes. La mortalité peu élevée dans les Provinces des Prairies est due en partie à une distribution favorable d'âge.

22.—Mortalité brute dans divers pays et dans les provinces du Canada ces dernières années

Pays ou province	Année	Mortalité brute	Pays ou province	Année	Mortalité brute
Pays-Bas	1937	8·8	Ecosse	1939	12·9
Nouvelle-Zélande	1939	9·2	Belgique	1937	13·2
Union Sud-Africaine (Blancs)	1939	9·4	Tchécoslovaquie	1937	13·3
Canada	**1940**	**9·8**	Grèce	1938	13·3
Saskatchewan	1940	7·0	Autriche	1937	13·4
Alberta	1940	7·9	Bulgarie	1937	13·5
Manitoba	1940	8·7	Lettonie	1938	13·5
Québec	1940	10·1	Irlande du Nord	1939	13·5
Ontario	1940	10·2	Lithuanie	1939	13·6
Colombie Britannique	1940	10·5	Italie	1938	14·0
Nouveau-Brunswick	1940	11·0	Pologne	1937	14·0
Nouvelle-Ecosse	1940	11·1	Hongrie	1937	14·2
Ile du Prince-Edouard	1940	11·4	Eire	1939	14·2
Australie	1939	9·9	Estonie	1937	14·7
Norvège	1938	10·0	Palestine	1938	15·0
Danemark	1938	10·3	Jamaïque	1937	15·3
Uruguay	1937	10·4	Espagne	1935	15·3
Etats-Unis (terr. d'enregis.)	1940	10·8	France	1938	15·4
Islande	1937	11·2	Japon	1937	17·0
Suède	1938	11·5	Costa Rica	1937	18·2
Allemagne	1937	11·7	Roumanie	1937	19·3
Suisse	1939	11·8	Salvador	1936	20·1
Angleterre et Pays de Galles	1939	12·1	Ceylan	1938	21·0
Terre-Neuve et Labrador	1938	12·1	Straits Settlements	1937	22·5
Iles Britanniques	1939	12·3	Inde Britannique	1938	24·3
Finlande	1937	12·3	Chili	1938	24·5
Panama	1937	12·4	Egypte	1937	27·2

Sous-section 2.—Mortalité infantile

En ces dernières années la science médicale a consacré une grande partie de ses efforts à la lutte contre la mortalité infantile et il est reconnu que ce travail a été couronné de succès. Au Canada, les autorités sanitaires, tant fédérales que provinciales ou municipales, ont lutté énergiquement pour réduire la mortalité infantile et, en l'absence d'épidémies, les statistiques accusent chaque année une amélioration. Dans les dix-huit années depuis l'institution des statistiques vitales, nous avons la preuve d'un déclin très considérable de la mortalité infantile. En 1921 le taux de mortalité infantile au Canada (pour le Québec on s'est servi des chiffres fournis par la province) était de 102 par 1,000 naissances vivantes. Les chiffres pour 1940 laissent voir le taux le plus faible depuis l'établissement du système, soit 56 par 1,000 naissances vivantes; le Nouveau-Brunswick a le taux le plus élevé, viennent ensuite le Québec et l'Ile du Prince-Edouard. Le taux du Québec continue de s'améliorer graduellement, passant de 100 en 1937 à 83, 78 et 70 respectivement pour les trois années suivantes. On peut dire que plus de 9,000 bébés, qui en 1926 auraient été fauchés par la mort, ont été sauvés au Canada en 1940.

23.—Décès d'enfants et proportion par 1,000 naissances vivantes, par province, 1935-40, et moyennes quinquennales, 1921-40

NOTA.—Les chiffres pour chaque année de 1921 à 1934 se trouvent dans les éditions précédentes de l'Annuaire, commençant avec l'édition de 1931.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
	DÉCÈS D'ENFANTS									
Moyennes, 1921-25	151	1,139	1,165	[2]	5,916	1,394	1,789	1,327	621	[2]
Moyennes, 1926-30	122	934	1,039	10,518	5,091	1,031	1,559	1,195	571	22,060
Moyennes, 1931-35	131	840	857	7,756	3,962	835	1,261	998	464	17,104
Moyennes, 1936-40	142	782	913	6,471	3,196	773	1,025	869	532	14,703
1935	145	838	866	6,939	3,515	837	1,194	936	460	15,730
1936	137	781	806	6,220	3,416	779	1,030	940	465	14,574
1937	152	812	1,072	7,580	3,382	826	1,245	994	630	16,693
1938	114	754	859	6,486	3,245	750	941	812	556	14,517
1939	168	761	893	6,210	2,979	752	930	763	483	13,939
1940	137	802	934	5,856	2,959	756	979	834	526	13,783
	MORTALITÉ INFANTILE PAR 1,000 NAISSANCES VIVANTES									
Moyennes, 1921-25	77	94	105	[2]	83	84	83	86	61	[2]
Moyennes, 1926-30	71	85	101	127	74	72	73	75	55	93
Moyennes, 1931-35	67	73	82	98	61	61	62	60	46	75
Moyennes, 1936-40	69	65	82	82	50	57	55	53	44	64
1935	72	72	83	92	56	63	61	58	46	71
1936	69	66	77	83	55	61	54	60	44	66
1937	73	70	101	100	55	64	67	63	56	76
1938	58	62	75	83	49	56	52	51	45	63
1939	79	64	79	78	46	55	51	46	39	61
1940	65	62	80	70	43	51	51	48	38	56

[1] Moins les Territoires. [2] Avant 1926 le Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

Mortalité infantile par cause.—De 1926 à 1940, comme le montre le tableau **24**, 21 principales causes de décès ont contribué de 90 à 92 p.c. de la mortalité infantile au Canada. Il est à remarquer que quatre causes dont la source remonte à la naissance même, c'est-à-dire naissance prématurée, conséquence de l'accouchement, débilité congénitale et vices de conformation congénitaux, sont responsables de plus de 47 p.c. des décès d'enfants de 1940. En 1926 ce pourcentage était de 41·4 p.c.

et en 1930, de 42·3; et, comme le total des décès d'enfants a diminué d'environ 45 p.c. de 1926 à 1940, il est évident que les méthodes de soins post-nataux des enfants ont fait des progrès. En 1939 et 1940, 50·5 et 52·6 p.c. respectivement de tous les nouveau-nés décédés étaient âgés de moins d'un mois et 37·3 et 39·2 p.c. respectivement étaient âgés de moins d'une semaine, comme l'indique le tableau **25.**

24.—Mortalité infantile au Canada, par principales causes, 1926 et 1938-40

NOTA.—Les chiffres de l'ancien territoire d'enregistrement, les années 1921-25, paraissent aux pp. 188-189 de l'Annuaire de 1927-28. Les chiffres de tout le Canada à partir de 1926 paraissent aux tableaux correspondants des Annuaires antérieurs à partir de l'édition de 1932.

N° de la liste internationale	Cause de décès	Année	Nombre			Taux par 100,000 naissances vivantes			Répartition proportionnelle parmi les causes de décès
			Sexe masculin	Sexe féminin	Total	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	
7	Rougeole	1926	141	122	263	118	108	113	1·1
		1938	53	38	91	45	34	40	0·6
		1939	30	39	69	26	35	30	0·5
		1940	35	33	68	28	28	28	0·5
8	Scarlatine	1926	13	12	25	11	11	11	0·1
		1938	8	5	13	7	4	6	0·1
		1939	6	8	14	5	7	6	0·1
		1940	3	3	6	2	3	2	[1]
9	Coqueluche	1926	358	415	773	299	368	332	3·3
		1938	154	180	334	131	161	146	2·3
		1939	200	182	382	170	163	166	2·7
		1940	228	244	472	182	205	193	3·4
10	Diphtérie	1926	24	23	47	20	20	20	0·2
		1938	15	5	20	13	4	9	0·1
		1939	11	20	31	9	18	14	0·2
		1940	9	3	12	7	3	5	0·1
11	Influenza[2]	1926	576	374	950	481	331	408	4·0
		1938	298	221	519	253	198	226	3·6
		1939	442	307	749	376	274	326	5·4
		1940	345	253	598	275	213	245	4·3
15	Erysipèle	1926	51	50	101	43	44	43	0·4
		1938	8	9	17	7	8	7	0·1
		1939	6	9	15	5	8	7	0·1
		1940	3	7	10	2	6	4	0·1
16	Poliomyélite et polio-encéphalite aiguës	1926	6	3	9	5	3	4	0·3
		1938	2	2	4	2	2	2	[1]
		1939	4	2	6	3	2	3	[1]
		1940	1	Nil	1	1	Nil	[3]	[1]
18	Méningite cérébrospinale épidémique	1926	33	24	57	28	21	24	0·2
		1938	12	9	21	10	8	9	0·1
		1939	9	10	19	8	9	8	0·1
		1940	10	8	18	8	7	7	0·1
23-32	Tuberculose[2]	1926	131	102	233	109	90	100	1·0
		1938	85	59	144	72	53	63	1·0
		1939	52	56	108	44	50	47	0·8
		1940	46	42	88	37	35	36	0·6
34	Syphilis	1926	68	60	128	57	53	55	0·5
		1938	54	49	103	46	44	45	0·7
		1939	60	26	86	51	23	37	0·6
		1940	40	36	76	32	30	31	0·6
86	Convulsions	1926	263	177	440	219	157	189	1·9
		1938	82	58	140	70	52	61	1·0
		1939	80	58	138	68	52	60	1·0
		1940	96	57	153	77	48	63	1·1

[1] Moins d'un dixième d'un pour cent. [2] Pour cette cause la comparabilité entre les chiffres de 1926 et ceux des années 1938-40 n'est pas exacte en raison des changements dans la classification.

24.—Mortalité infantile au Canada, par principales causes de décès, 1926 et 1938-40
—fin

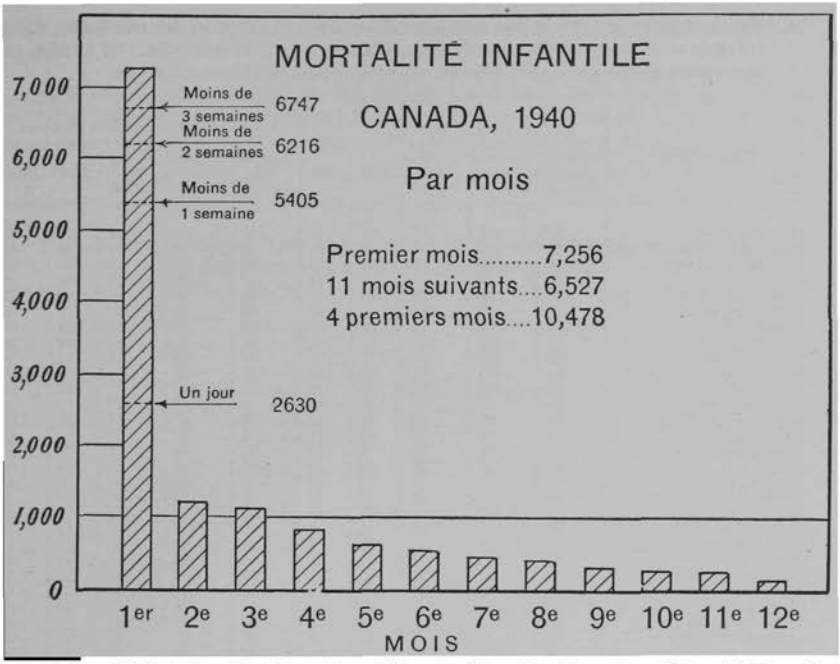
N° de la liste internationale	Cause de décès	Année	Nombre			Taux par 100,000 naissances vivantes			Répartition proportionnelle parmi les causes de décès
			Sexe masculin	Sexe féminin	Total	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	
106	Bronchite	1926	90	60	150	75	53	64	0·6
		1938	40	27	67	34	24	29	0·5
		1939	36	14	50	31	13	22	0·4
		1940	41	31	72	33	26	29	0·5
107-109	Pneumonie	1926	1,410	1,077	2,487	1,176	954	1,069	10·5
		1938	1,078	765	1,843	915	686	803	12·7
		1939	1,024	729	1,753	871	652	764	12,6
		1940	1,034	824	1,858	825	692	760	13·5
116-118	Maladies de l'estomac	1926	156	126	282	130	112	121	1·2
		1938	37	41	78	31	37	34	0·5
		1939	36	37	73	31	33	32	0·5
		1940	29	32	61	23	27	25	0·4
119	Diarrhée et entérite[1]	1926	2,451	1,867	4,318	2,045	1,654	1,855	18·2
		1938	1,009	742	1,751	856	665	763	12·1
		1939	948	642	1,590	806	574	693	11·4
		1940	720	511	1,231	575	429	504	8·9
122	Hernie, obstruction intestinale	1926	68	39	107	57	35	46	0·5
		1938	44	21	65	37	19	28	0·4
		1939	40	19	59	34	17	26	0·4
		1940	42	25	67	34	21	27	0·5
157	Vices de conformation congénitaux	1926	777	635	1,412	648	563	607	6·0
		1938	679	619	1,298	576	555	566	8·9
		1939	742	583	1,325	631	521	577	9·5
		1940	766	643	1,409	611	540	577	10·2
158	Débilité congénitale	1926	1,353	1,000	2,353	1,129	886	1,011	9·9
		1938	659	484	1,143	559	434	498	7·9
		1939	641	483	1,124	545	432	490	8·1
		1940	592	397	989	473	334	405	7·2
159	Naissance prématurée	1926	2,936	2,147	5,083	2,449	1,902	2,184	21·5
		1938	1,895	1,405	3,300	1,608	1,259	1,438	22·7
		1939	1,680	1,322	3,002	1,429	1,182	1,308	21·5
		1940	1,787	1,407	3,194	1,426	1,182	1,307	23·2
160	Conséquence de l'accouchement	1926	563	386	949	470	342	408	4·0
		1938	626	373	999	531	334	435	6·9
		1939	575	357	932	489	319	406	6·7
		1940	601	353	954	480	297	390	6·9
161	Autres maladies spéciales au premier âge[1]	1926	885	622	1,507	738	551	647	6·4
		1938	675	481	1,156	573	431	504	8·0
		1939	659	457	1,116	560	408	486	8·0
		1940	685	496	1,181	547	417	483	8·6
	Autres causes spécifiées[1]	1926	1,081	779	1,860	902	690	799	7·9
		1928	714	546	1,260	606	489	549	8·7
		1939	658	471	1,129	560	421	492	8·1
		1940	638	470	1,108	509	395	454	8·0
199,200	Causes mal définies	1926	103	55	158	86	49	68	0·7
		1938	84	67	151	71	60	66	1·0
		1939	100	69	169	85	62	74	1·2
		1940	93	64	157	74	54	64	1·1
	Toutes causes	**1926**	**13,537**	**10,155**	**23,692**	**11,294**	**8,996**	**10,179**	**100·0**
		1938	**8,311**	**6,206**	**14,517**	**7,051**	**5,562**	**6,327**	**100·0**
		1939	**8,039**	**5,900**	**13,939**	**6,836**	**5,274**	**6,074**	**100·0**
		1940	**7,844**	**5,939**	**13,783**	**6,261**	**4,989**	**5,641**	**100·0**

[1] La comparabilité entre les chiffres de 1926 et ceux des années 1938-40 n'est pas exacte en raison des changements dans la classification.

25.—Proportion de décès d'enfants de moins d'un an, à chaque période d'âge, par 1,000 décès, 1939-1940

Année et âge au décès	I. P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
1939										
Moins d'un mois	494	457	466	465	597	520	522	498	565	505
Moins d'un jour	107	143	138	151	250	222	187	202	203	181
1 jour et moins d'une semaine	268	194	187	174	226	188	196	161	253	192
1 sem. et moins de 2 sem.	42	42	53	65	55	51	66	64	56	59
2 sem. et moins de 3 sem.	36	39	41	38	36	28	33	33	33	36
3 sem. et moins de 1 mois	42	38	47	36	31	32	40	38	21	36
1 mois et moins de 2 mois	77	106	102	107	85	90	94	104	58	98
2 mois et moins de 3 mois	101	106	80	92	61	70	68	87	66	82
3 mois et moins de 4 mois	71	91	90	71	50	60	63	60	56	67
4 mois et moins de 5 mois	54	51	57	48	44	72	49	54	54	50
5 mois et moins de 6 mois	30	46	45	43	36	32	29	46	46	40
6 mois et moins de 7 mois	30	22	43	42	31	35	43	37	25	37
7 mois et moins de 8 mois	54	37	32	32	27	27	35	24	27	31
8 mois et moins de 9 mois	12	25	27	33	25	27	23	26	33	29
9 mois et moins de 10 mois	30	22	19	31	17	21	32	25	29	26
10 mois et moins de 11 mois	24	16	28	20	14	23	11	20	27	19
11 mois et moins d'un an	24	20	12	16	15	24	20	21	14	17
Totaux, 1939	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**
1940										
Moins d'un mois	518	486	485	504	610	471	508	520	563	526
Moins d'un jour	139	166	162	163	252	190	179	233	213	191
1 jour et moins d'une sem.	204	197	191	190	242	159	181	183	251	201
1 sem. et moins de 2 sem.	44	56	58	68	51	46	69	38	44	59
2 sem. et moins de 3 sem.	51	36	39	41	37	32	45	31	32	39
3 sem. et moins de 1 mois	80	31	36	43	28	44	34	35	23	37
1 mois et moins de 2 mois	88	107	104	92	78	99	98	70	67	89
2 mois et moins de 3 mois	73	99	91	88	60	86	80	88	84	82
3 mois et moins de 4 mois	29	79	66	65	54	61	68	65	53	63
4 mois et moins de 5 mois	44	57	45	50	44	60	53	43	46	49
5 mois et moins de 6 mois	44	32	45	42	32	60	50	44	32	41
6 mois et moins de 7 mois	51	40	28	37	25	38	36	43	46	35
7 mois et moins de 8 mois	44	30	36	32	27	32	31	37	23	31
8 mois et moins de 9 mois	36	24	39	27	18	33	20	26	21	25
9 mois et moins de 10 mois	22	15	26	23	18	22	20	19	21	21
10 mois et moins de 11 mois	22	20	21	22	19	20	15	23	23	21
11 mois et moins d'un an	29	11	14	19	15	19	20	22	23	18
Totaux, 1940	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**	**1,000**

[1] Moins les Territoires.



Mortalité infantile dans les cités et villes du Canada.—Dans l'interprétation des statistiques du tableau **26,** il faut se rendre compte qu'un taux très faible une année quelconque n'a guère de signification puisque, d'une année à l'autre, des fluctuations prononcées se produisent généralement. En outre, comme les hôpitaux de maternité de plusieurs centres urbains acceptent des patientes des régions avoisinantes, les taux basés sur l'endroit où les décès surviennent sont souvent assez différents de ceux qui sont basés sur le lieu de domicile. Il se trouve un exemple de ceci dans le cas de Westmount où le nombre de décès d'enfants de moins d'un an, par endroit de survenance, en 1940, est de 10 comparativement à 3 par lieu de domicile. Parmi les grandes villes, Vancouver a un record splendide, Montréal accuse une amélioration graduelle, Winnipeg et Toronto ont des taux très bas et de bons records. Sorel, Trois-Rivières, Québec et Hull ont tous des taux de plus de 100 en 1940, et la plupart de ces villes conservent des taux élevés durant toute la période.

26.—Décès et mortalité d'enfants de moins d'un an (à l'exclusion des mort-nés) dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, d'après le lieu de domicile, 1939 et 1940, et moyennes quinquennales, 1926-40, d'après le lieu de survenance

Cité ou ville	Décès d'enfants					Taux par 1,000 naissances vivantes				
	Moyenne, 1926-30	Moyenne, 1931-35	Moyenne 1936-40	1939	1940	Moyenne, 1926-30	Moyenne, 1931-35	Moyenne, 1936-40	1939	1940
Belleville, Ont.	27	20	28	16	11	72	53	59	63	41
Brandon, Man.	26	18	16	10	10	67	59	58	48	41
Brantford, Ont.	52	34	31	29	18	76	54	50	57	31
Calgary, Alta.	113	74	63	41	54	62	44	37	33	37
Charlottetown, I.P.-E.	30	26	32	29	23	105	72	73	98	71
Chatham, Ont.	38	33	38	15	19	78	68	52	45	52
Chicoutimi, Qué.	72	57	50	44	41	129	112	91	85	68

26.—Décès et mortalité d'enfants de moins d'un an (à l'exclusion des mort-nés) dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, d'après le lieu de domicile, 1939 et 1940, et moyennes quinquennales, 1926-40, d'après le lieu de survenance—fin

Cité ou ville	Décès d'enfants					Taux par 1,000 naissances vivantes				
	Moyenne, 1926-30	Moyenne, 1931-35	Moyenne, 1936-40	1939	1940	Moyenne, 1926-30	Moyenne, 1931-35	Moyenne, 1936-40	1939	1940
Cornwall, Ont.	48	38	42	26	30	102	79	69	60	68
Edmonton, Alta.	140	109	107	56	54	66	49	39	34	31
Fort William, Ont.	46	32	23	16	20	73	57	44	36	39
Galt, Ont.	16	15	11	7	11	57	51	36	32	43
Glace Bay, N.-E.	85	69	78	70	59	127	98	87	95	78
Granby, Qué.	29	28	23	25	26	96	79	69	73	60
Guelph, Ont.	23	20	12	22	15	59	57	41	59	36
Halifax, N.-E.	127	119	105	74	85	87	73	59	58	56
Hamilton, Ont.	200	167	106	75	90	66	56	36	31	34
Hull, Qué.	132	102	89	90	88	132	117	106	108	98
Joliette, Qué.	52	35	26	25	19	149	106	87	84	59
Kingston, Ont.	59	38	42	31	21	99	58	55	62	39
Kitchener, Ont.	43	35	35	19	24	58	47	44	34	39
Lachine, Qué.	49	29	24	20	24	111	73	61	64	61
Lethbridge, Alta.	33	34	30	4	15	76	64	47	16	57
Lévis, Qué.	37	25	19	12	15	120	96	82	60	68
London, Ont.	91	77	70	47	44	66	56	44	38	32
Moncton, N.-B.	40	24	31	21	19	76	49	56	50	40
Montréal, Qué.	2,735	1,862	1,321	1,179	1,052	135	98	73	71	58
Moose Jaw, Sask.	39	24	20	8	11	62	52	40	27	31
New Westminster, C.B.	27	24	26	10	5	51	43	33	25	12
Niagara Falls, Ont.	31	21	14	13	13	66	50	33	42	36
North Bay, Ont.	35	23	23	10	11	85	59	57	30	35
Oshawa, Ont.	53	29	28	15	29	83	55	51	33	58
Ottawa, Ont.	327	257	211	129	143	110	87	66	54	49
Outremont, Qué.	8	5	2	5	9	65	53	38	24	36
Owen Sound, Ont.	15	16	18	12	14	46	50	52	47	52
Peterborough, Ont.	39	35	34	26	22	67	61	50	52	42
Port Arthur, Ont.	45	24	29	27	16	83	47	48	71	39
Prince Albert, Sask.	34	27	28	13	11	102	68	55	55	39
Québec, Qué.	727	538	451	415	382	166	130	113	108	95
Regina, Sask.	92	61	62	44	38	67	58	47	46	36
St-Boniface, Man.	59	46	43	8	15	70	43	33	28	47
St. Catharines, Ont.	40	27	28	17	14	67	46	43	33	27
St-Hyacinthe, Qué.	55	42	31	27	21	166	119	76	75	47
St-Jean, Qué.	26	19	18	15	12	79	64	58	53	35
St-Thomas, Ont.	20	16	14	4	13	60	54	35	16	39
Saint John, N.-B.	113	91	75	49	67	99	76	58	50	67
Sarnia, Ont.	32	22	22	13	16	74	53	47	38	44
Saskatoon, Sask.	86	48	35	10	13	81	50	38	19	20
Sault-Ste-Marie, Ont.	42	25	37	24	28	69	44	62	48	51
Shawinigan Falls, Qué.	103	53	39	34	37	157	93	74	64	64
Sherbrooke, Qué.	77	61	60	39	57	97	81	69	55	69
Sorel, Qué.	56	36	31	38	26	187	136	129	160	95
Stratford, Ont.	21	19	14	12	13	55	56	36	54	44
Sudbury, Ont.	54	66	80	60	77	108	83	61	54	58
Sydney, N.-E.	40	26	17	10	20	77	44	27	19	27
Thetford Mines, Qué.	52	32	29	23	33	113	91	85	70	83
Trois-Rivières, Qué.	228	237	210	138	108	171	200	184	118	92
Timmins, Ont.	60	57	57	31	60	123	101	67	59	58
Toronto, Ont.	914	673	472	322	308	75	59	45	38	35
Valleyfield, Qué.	40	31	20	17	14	126	87	57	52	38
Vancouver, C.B.	173	117	117	92	103	46	35	29	26	25
Verdun, Qué.	91	68	49	53	51	86	67	59	47	40
Victoria, C.B.	33	23	27	19	19	46	33	32	43	33
Welland, Ont.	20	19	18	10	13	69	66	51	49	56
Westmount, Qué.	11	33	24	8	3	102	105	92	66	20
Windsor, Ont.	203	106	88	58	62	73	52	40	33	31
Winnipeg, Man.	277	170	138	87	116	61	43	36	31	36
Woodstock, Ont.	14	12	13	10	10	58	51	46	56	47

Mortalité infantile en différents pays.—Le taux de mortalité infantile le plus bas est actuellement celui de la Nouvelle-Zélande, où en 1939 il est de 31 par 1,000 naissances vivantes comparativement à 68 en 1905. L'Australie, les Pays-Bas, la Suède et la Norvège avec des taux de 38, 38, 41 et 42 respectivement, la der-

nière année sur laquelle les chiffres sont établis, viennent ensuite (sans compter l'Islande).

Pour montrer les progrès de ces dernières années il suffit de rappeler que la mortalité infantile en Angleterre et au Pays de Galles a été réduite de 128 par 1,000 naissances vivantes en 1905 à 50 en 1939, tandis que celle de l'Allemagne a décliné de 196 en 1904 à 64 en 1937. Aux Pays-Bas, le taux a baissé de 131 par 1,000 naissances vivantes en 1905 à 38 en 1937.

27.—Mortalité infantile par 1,000 naissances vivantes en différents pays et dans les provinces du Canada ces dernières années

Pays ou province	Année	Mortalité infantile	Pays ou province	Année	Mortalité infantile
Nouvelle-Zélande	1939	31	Ecosse	1939	69
Islande	1937	32	Irlande du Nord	1939	70
Australie	1939	38	Belgique	1937	83
Pays-Bas	1937	38	Autriche	1937	90
Suède	1938	41	Estonie	1937	91
Norvège	1937	42	Uruguay	1936	92
Suisse	1939	43	Terre-Neuve et Labrador	1938	93
Etats-Unis (terr. d'enregis.)	1940	47	Panama	1934	95
Union Sud-Africaine (Blancs)	1939	50	Grèce	1938	99
Angleterre et Galles	1939	50	Italie	1938	106
Iles Britanniques	1939	54	Japon	1937	106
Canada	**1940**	**56**	Espagne	1935	109
Ile du Prince-Edouard	1940	65	Palestine	1938	112
Nouvelle-Ecosse	1940	62	Jamaïque	1937	119
Nouveau-Brunswick	1940	80	Salvador	1936	120
Québec	1940	70	Tchécoslovaquie	1937	122
Ontario	1940	43	Lithuanie	1939	122
Manitoba	1940	51	Hongrie	1937	134
Saskatchewan	1940	51	Pologne	1937	136
Alberta	1940	48	Costa Rica	1937	142
Colombie Britannique	1940	38	Bulgarie	1937	150
Danemark	1938	59	Straits Settlements	1937	156
Allemagne	1937	64	Ceylan	1938	161
France	1938	65	Egypte	1937	165
Eire	1940	65	Inde Britannique	1938	167
Lettonie	1938	68	Roumanie	1937	178
Finlande	1937	69	Chili	1938	136

Mortalité infantile dans certaines villes de l'univers.—L'un des plus grands triomphes des temps modernes est d'avoir rendu la vie urbaine de nos jours sinon aussi salubre, du moins pas essentiellement plus dangereuse à la vie humaine et principalement à la santé des enfants, que la vie dans le pays pris dans son ensemble.

Comme exemple, la mortalité infantile à New-York est de 35 par 1,000 naissances en 1940 comparativement à 47 dans le territoire d'enregistrement des Etats-Unis. En 1937, la mortalité infantile à Berlin est de 61 par 1,000 naissances vivantes comparativement à 64 pour toute l'Allemagne; Paris a un taux de 66 en 1938 contre 65 pour toute la France. Le taux de Londres en 1938 se chiffre à 50 comparativement à 53 pour l'Angleterre et le Pays de Galles.

Au Canada, Montréal a en 1940 une mortalité infantile de 58 par 1,000 naissances vivantes comparativement à 70 pour toute la province de Québec. En 1940, Toronto a une mortalité infantile de 38 par 1,000 naissances vivantes contre 43 pour la province d'Ontario. Winnipeg et Vancouver accusent des taux beaucoup plus bas que ceux de leur province respective. Depuis plusieurs années, la mortalité infantile de Vancouver et de Victoria est parmi les plus faibles de l'univers.

28.—Mortalité infantile par 1,000 naissances vivantes dans certaines villes de l'univers en 1939

Cité	Pays	Mortalité infantile	Cité	Pays	Mortalité infantile
Vancouver	Canada	25	Moncton	Canada	48
Adélaïde	Australie	27[1]	Washington	Etats-Unis	48
Saskatoon	Canada	27	London	Canada	49
Aukland	Nouvelle-Zélande	29	Hambourg	Allemagne	50[1]
Calgary	Canada	29	Johannesburg	U.S.-Africaine	50
Perth	Australie	30[1]	Leipzig	Allemagne	50[1]
Winnipeg	Canada	30	Londres	Angleterre	50[1]
Amsterdam	Pays-Bas	31[1]	Sheffield	Angleterre	50[1]
Hamilton	Canada	31	Francfort-sur-le-Main	Allemagne	51[2]
Chicago	Etats-Unis	32	Ottawa	Canada	53
Melbourne	Australie	34[1]	Halifax	Canada	54
Oslo	Norvège	35[1]	Berlin	Alemagne	58[1]
Stockholm	Suède	35[1]	Breslau	Allemagne	58[1]
Victoria	Canada	35	Edimbourg	Ecosse	59
Windsor	Canada	35	Anvers	Belgique	61[1]
Wellington	Nouvelle-Zélande	36	Birmingham	Angleterre	61[1]
Edmonton	Canada	37	Munich	Allemagne	64[1]
New-York	Etats-Unis	37	Cologne	Allemagne	66[1]
Copenhague	Danemark	38[1]	Paris	France	66[1]
Sydney	Australie	38[1]	Verdun	Canada	67
Hobart	Australie	40[1]	Manchester	Angleterre	69[1]
Brisbane	Australie	42[1]	Montréal	Canada	70
Regina	Canada	43	Liverpool	Angleterre	74[1]
Toronto	Canada	43	Cork	Eire	78
Saint John	Canada	44	Glasgow	Ecosse	80
Capetown	U. S.-Africaine	47[1]	Québec	Canada	108
Brandon	Canada	48	Bombay	Inde	212
Dresde	Allemagne	48[1]	Madras	Inde Britannique	242

[1] Taux de 1938. [2] Taux de 1936.

Sous-section 3.—Mortalité puerpérale

La mortalité puerpérale, découlant de la grossesse et de l'accouchement, est un sujet étroitement apparenté à la mortalité infantile. Les tableaux **29** et **30** montrent que les décès de cette nature sont à leur plus bas chez les mères de moins de 25 ans.

29.—Mortalité puerpérale au Canada, par groupe d'âge, et taux par 1,000 naissances vivantes, 1938-40, et moyennes quinquennales, 1926-40

NOTA.—Les chiffres pour chaque année de 1926 à 1937 se trouvent dans les éditions précédentes de l'Annuaire, commençant avec l'édition de 1934-35.

Groupe d'âge	Année	Naissances vivantes	Mortalité puerpérale		Groupe d'âge	Année	Naissances vivantes	Mortalité puerpérale	
			Décès, nombre	Taux par 1,000 naissances vivantes				Décès, nombre	Taux par 1,000 naissances vivantes
Moins de 20 ans	1938	14,837	45	3·0	40 ans et plus	1938	12,207	134	11·0
	1939	15,178	63	4·2		1939	11,686	129	11·0
	1940	16,418	49	3·0		1940	11,720	116	9·9
20–24 ans	1938	60,995	133	2·2	**Totaux**	**1938**	**229,446**	**968**	**4·2**
	1939	60,137	158	2·6	**Totaux**	**1939**	**229,468**	**967**	**4·2**
	1940	65,510	157	2·4	**Totaux**	**1940**	**244,316**	**978**	**4·0**
25–29 ans	1938	65,687	216	3·3	**Moyennes**	**1926-30**	**236,520**	**1,339**	**5·7**
	1939	66,799	215	3·2	**Moyennes**	**1931-35**	**228,352**	**1,154**	**5·1**
	1940	72,478	223	3·1	**Moyennes**	**1936-40**	**228,768**	**1,044**	**4·6**
30–39 ans	1938	75,720	440	5·8					
	1939	75,668	402	5·3					
	1940	78,190	433	5·5					

30.—Mortalité puerpérale par groupe d'âge, dans chaque province en 1940, avec totaux et taux par 1,000 naissances vivantes pour 1938-40, et moyennes de cinq ans, 1926-40

NOTA.—Pour les totaux des années 1926-37 voir éditions antérieures de l'Annuaire à compter de 1933.

Année et groupe d'âge	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
Mortalité puerpérale—										
Groupe d'âge, 1940										
Moins de 20 ans	1	3	2	17	21	1	2	Nil	2	49
20-24 ans	Nil	7	14	53	31	9	15	16	12	157
25-29 ans	2	15	14	81	58	15	17	10	11	223
30-39 ans	2	23	21	174	115	30	19	34	15	433
40 ans et plus	1	6	5	52	29	2	9	9	3	116
Age non spécifié	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Totaux, 1938	**5**	**51**	**52**	**408**	**251**	**39**	**46**	**68**	**48**	**968**
Totaux, 1939	**16**	**49**	**54**	**369**	**276**	**47**	**59**	**59**	**38**	**967**
Totaux, 1940	**6**	**54**	**56**	**377**	**254**	**57**	**62**	**69**	**43**	**978**
Moyennes, 1926-30	**8**	**61**	**64**	**433**	**398**	**81**	**126**	**105**	**63**	**1,339**
Moyennes, 1931-35	**10**	**59**	**57**	**405**	**344**	**60**	**91**	**75**	**53**	**1,154**
Moyennes, 1936-40	**10**	**48**	**54**	**400**	**291**	**54**	**68**	**73**	**46**	**1,044**
Taux par 1,000 naissances vivantes—										
Totaux, 1938	**2·5**	**4·2**	**4·5**	**5·2**	**3·8**	**2·9**	**2·5**	**4·3**	**3·8**	**4·2**
Totaux, 1939	**7·5**	**4·1**	**4·8**	**4·6**	**4·3**	**3·5**	**3·3**	**3·6**	**3·1**	**4·2**
Totaux, 1940	**2·9**	**4·2**	**4·8**	**4·5**	**3·7**	**3·9**	**3·2**	**4·0**	**3·1**	**4·0**
Moyennes, 1926-30	**4·6**	**5·5**	**6·2**	**5·2**	**5·8**	**5·6**	**5·9**	**6·6**	**6·1**	**5·7**
Moyennes, 1931-35	**5·1**	**5·1**	**5·1**	**5·1**	**5·3**	**4·4**	**4·5**	**4·5**	**5·3**	**5·1**
Moyennes, 1936-40	**4·9**	**4·0**	**4·9**	**5·1**	**4·5**	**4·0**	**3·6**	**4·5**	**3·8**	**4·6**

[1] Moins les Territoires.

31.—Mortalité puerpérale dans chaque province, par cause de décès, 1940

N° de la liste internationale	Cause de décès	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
140	Avortement, avec conditions septiques	Nil	4	1	16	33	7	7	10	7	85
	(a) Avortement	"	*2*	*1*	*11*	*18*	*6*	*6*	*9*	*5*	*58*
	(b) Avortement provoqué	"	*2*	*Nil*	*5*	*15*	*1*	*1*	*1*	*2*	*27*
141	Avortement, sans mention de conditions septiques (hémorragies comprises)	"	4	2	11	10	5	4	2	1	39
	(a) Avortement	"	*4*	*2*	*11*	*8*	*4*	*4*	*1*	*1*	*35*
	(b) Avortement provoqué	"	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*2*	*1*	*Nil*	*1*	*Nil*	*4*
142	Gestation ectopique	"	2	1	12	9	Nil	2	3	5	34
	(a) Avec conditions septiques	"	*Nil*	*1*	*3*	*1*	"	*1*	*1*	*2*	*9*
	(b) Sans mention de conditions septiques	"	*2*	*Nil*	*9*	*8*	"	*1*	*2*	*3*	*25*
143	Autres accidents de la grossesse (non compris les hémorragies)	1	1	"	4	3	"	Nil	Nil	1	10
144	Hémorragies puerpérales	2	4	11	62	25	7	7	11	9	138
	(a) Placenta prævia	*Nil*	*2*	*7*	*27*	*11*	*1*	*6*	*2*	*1*	*57*
	(b) Autres hémorragies	*2*	*2*	*4*	*35*	*14*	*6*	*1*	*9*	*8*	*81*
145	Septicémie puerpérale (non spécifiée comme suite d'avortement)	1	4	8	101	35	10	10	10	4	183
	(a) Septicémie et pyémie puerpérales	*1*	*4*	*8*	*101*	*35*	*10*	*10*	*10*	*4*	*183*
	(b) Tétanos puerpéral	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*	*Nil*
146	Albuminerie et éclampsie puerpérales	1	13	19	67	56	8	12	6	4	186
147	Autres formes de toxémie de la grossesse	Nil	2	2	17	15	6	4	Nil	2	48

[1] Moins les Territoires.

31.—Mortalité puerpérale dans chaque province, par cause de décès, 1940—fin

N° de la liste internationale	Cause de décès	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada[1]
148	Phlegmasia alba dolens, embolie ou mort subite puerpérale (non spécifiée comme septique)	Nil	14	9	50	47	10	8	13	5	156
	(a) Phlegmasia alba dolens et thrombose	"	*3*	*1*	*4*	*6*	*2*	*Nil*	*5*	*Nil*	*21*
	(b) Embolie	"	*7*	*4*	*24*	*22*	*4*	*4*	*2*	*2*	*69*
	(c) Mort subite	"	*4*	*4*	*22*	*19*	*4*	*4*	*6*	*3*	*66*
149	Autres accidents de l'accouchement	1	5	3	31	19	4	4	11	3	81
	(a) Opération césarienne	*Nil*	*Nil*	*1*	*8*	*6*	*Nil*	*1*	*1*	*2*	*19*
	(b) Autres opérations chirurgicales ou emploi d'instruments	"	"	*Nil*	*2*	*2*	*1*	*Nil*	*3*	*Nil*	*8*
	(c) Dystocie	*1*	*1*	*1*	*6*	*3*	*1*	"	*3*	"	*16*
	(d) Rupture de l'utérus (accouchement)	*Nil*	*2*	*1*	*4*	*3*	*2*	"	*1*	"	*13*
	(e) Autres maladies sous cette rubrique	"	*2*	*Nil*	*11*	*5*	*Nil*	*3*	*3*	*1*	*25*
150	Autres maladies définies ou conditions non spécifiées de l'état puerpéral	"	1	"	6	2	"	4	3	2	18
	(a) Maladies puerpérales de la mamelle	"	*Nil*	"	*Nil*	*Nil*	"	*1*	*Nil*	*1*	*2*
	(b) Autres maladies sous cette rubrique	"	*1*	"	*6*	*2*	"	*3*	*3*	*1*	*16*
	Totaux	**6**	**54**	**56**	**377**	**254**	**57**	**62**	**69**	**43**	**978**

[1] Moins les Territoires.

Section 4.—Accroissement naturel

L'accroissement naturel de la population du Canada a diminué ces dernières années. En 1921, le taux est de 17·8; il tombe à 13·3 en 1926 et à 12·2 en 1929. Vient ensuite une amélioration passagère, mais les taux de 1935, 1936, 1937 et 1938 sont à la baisse, tandis que ceux de 1939 et 1940 sont à la hausse. Dans les provinces la tendance suit généralement celle de tout le Canada sauf quelques légères exceptions. C'est dans la province de Québec que l'amélioration de la mortalité depuis 1926 a été la plus considérable. Le taux de 10·1 pour 1940 est le plus bas de la période 1926-40.

De toutes les régions civilisées, la province de Québec est considérée comme ayant l'un des taux les plus élevés d'accroissement naturel par 1,000 âmes. Le taux du Québec était de 17·1 en 1931 et, bien qu'il ait diminué, comme partout ailleurs, jusqu'à un minimum de 12·8 en 1937, il est encore à 15·7 en 1940. D'habitude la Saskatchewan suit d'assez près la province de Québec en fait d'accroissement naturel; elle l'a même devancée en 1934 et 1935. Cependant, en ces dernières années, ses taux sont inférieurs. L'Alberta vient à la suite de la Saskatchewan. Dans le cas des deux provinces de l'Ouest, le taux élevé d'accroissement naturel est attribué à leur population relativement plus jeune et à leur mortalité brute moins élevée.

En 1939 le taux d'accroissement naturel est de 15·9 par 1,000 dans l'Union Sud-Africaine (Blancs), 9·5 en Nouvelle-Zélande, 7·8 en Australie, 6·0 dans l'Irlande du Nord, 4·9 dans l'Eire, 4·5 en Ecosse et 2·8 en Angleterre et Pays de Galles, de sorte que le Canada peut se comparer favorablement avec la plupart des autres pays britanniques.

Les taux d'accroissement naturel par 1,000 de population moyenne des autres pays sont les suivants, les chiffres étant de 1937 (dernière année uniforme): Pays-Bas, 11·0; Japon, 13·6; Italie, 8·7; Danemark, 7·2; Allemagne, 7·1; Etats-Unis, 5·8; Finlande, 6·6; Suisse, 3·7; Norvège, 4·7; Belgique, 2·2; Suède, 2·3; France,—0·3.

32.—Naissances, mariages, décès et accroissement naturel, par province, 1938-40, et moyennes de cinq ans, 1921-40

NOTA.—Pour les chiffres des années 1921-37, voir éditions antérieures de l'Annuaire à compter de l'édition de 1927-28.

Province		Naissances	Natalité par 1,000 âmes	Mariages	Nuptialité par 1,000 âmes	Décès	Mortalité par 1,000 âmes	Excédent des naissances sur les décès	Taux d'accroissement naturel par 1,000 âmes
Ile du Pr.-Edouard	Moy. 1921-25	1,966	22·6	473	5·4	1,085	12·5	881	10·1
	Moy. 1926-30	1,734	19·7	473	5·4	969	11·0	765	8·7
	Moy. 1931-35	1,961	22·1	496	5·6	1,001	11·3	961	10·8
	Moy. 1936-40	2,054	21·9	623	6·6	1,080	11·5	974	10·4
	1938	1,974	21·0	591	6·3	1,030	11·0	944	10·0
	1939	2,128	22·4	641	6·7	1,133	11·9	995	10·5
	1940	2,097	22·3	703	7·5	1,067	11·4	1,030	11·0
Nouvelle-Ecosse	Moy. 1921-25	12,119	23·4	3,186	6·1	6,519	12·6	5,600	10·8
	Moy. 1926-30	11,016	21·4	3,224	6·3	6,362	12·4	4,654	9·0
	Moy. 1931-35	11,486	22·0	3,522	6 8	6,073	11·7	5,413	10·3
	Moy. 1936-40	12,061	22·0	4,796	8·7	6,126	11·2	5,935	10·8
	1938	12,241	22·3	4,089	7·5	6,087	11·1	6,154	11·2
	1939	11,825	21·3	5,024	9·1	6,324	11·4	5,501	9·9
	1940	12,856	22·9	6,401	11·4	6,239	11·1	6,617	11·8
Nouveau-Brunswick	Moy. 1921-25	11,080	28·4	2,953	7·6	5,093	13·1	5,987	15·3
	Moy. 1926-30	10,327	25·8	2,970	7·4	5,019	12·5	5,308	13·3
	Moy. 1931-35	10,440	24·9	2,737	6·5	4,710	11·2	5,730	13·7
	Moy. 1936-40	11,105	25·0	3,801	8·5	5,040	11·3	6,065	13·6
	1938	11,447	25·7	3,371	7·6	4,898	11·0	6,549	14·7
	1939	11,286	25·0	3,726	8·3	5,082	11·3	6,204	13·7
	1940	11,700	25·9	4,841	10·7	4,985	11·0	6,715	14·9
Québec[1]	Moy. 1926-30	82,771	30·5	18,731	6·9	36,645	13·5	46,126	17·0
	Moy. 1931-35	78,889	26·6	17,089	5·8	32,796	11·1	46,093	15·5
	Moy. 1936-40	78,509	24·7	27,111	8·5	33,221	10·5	45,288	14·3
	1938	78,145	24·6	25,044	7·9	32,609	10·3	45,536	14·3
	1939	79,621	24·8	28,911	9·0	33,388	10·4	46,233	14·4
	1940	83,857	25·7	35,069	10·8	32,799	10·1	51,058	15·7
Ontario	Moy. 1921-25	71,454	23·7	24,037	8·0	34,252	11·3	37,202	12·4
	Moy. 1926-30	68,703	21·0	25,449	7·8	36,650	11·2	32,053	9·8
	Moy. 1931-35	65,000	18·3	24,260	6·8	35,782	10·1	29,218	8·2
	Moy. 1936-40	64,461	17·3	32,719	8·8	37,794	10·1	26,667	7·2
	1938	65,464	17·6	30,080	8·1	36,890	9·9	28,674	7·7
	1939	64,123	17·1	34,657	9·2	37,530	10·0	26,593	7·1
	1940	68,524	18·2	41,229	11·0	38,503	10·2	30,021	8·0
Manitoba	Moy. 1921-25	16,560	26·8	4,634	7·5	5,348	8·6	11,242	18·2
	Moy. 1926-30	14,391	21·7	4,951	7·5	5,507	8·3	8,884	13·4
	Moy. 1931-35	13,690	19·3	5,015	7·1	5,413	7·6	8,277	11·7
	Moy. 1936-40	13,515	18·7	6,931	9·6	6,136	8·5	7,379	10·2
	1938	13,478	18·7	6,262	8·7	5,893	8·2	7,585	10·5
	1939	13,583	18·7	7,676	10·6	6,157	8·5	7,426	10·2
	1940	14,771	20·3	8,848	12·2	6,339	8·7	8,432	11·6
Saskatchewan	Moy. 1921-25	21,580	27·7	4,982	6·4	5,859	7·5	15,721	20·2
	Moy. 1926-30	21,298	24·7	6,036	7·0	6,256	7·3	15,042	17·4
	Moy. 1931-35	20,325	21·9	5,680	6·1	6,037	6·5	14,288	15·4
	Moy. 1936-40	18,676	19·9	6,599	7·0	6,365	6·8	12,311	13·1
	1938	18,230	19·4	5,893	6·3	6,079	6·5	12,151	12·9
	1939	18,059	19·0	7,323	7·7	6,031	6·4	12,028	12·6
	1940	19,322	20·8	7,820	8·4	6,477	7·0	12,845	13·8
Alberta	Moy. 1921-25	15,461	26·0	4,313	7·3	4,953	8·3	10,508	17·7
	Moy. 1926-30	15,924	24·2	5,265	8·0	5,530	8·4	10,394	15·8
	Moy. 1931-35	16,556	22·1	5,530	7·4	5,447	7·3	11,109	14·8
	Moy. 1936-40	16,282	20·8	7,192	9·2	6,055	7·7	10,227	13·1
	1938	15,891	20·3	6,973	8·9	5,871	7·5	10,020	12·8
	1939	16,470	20·9	7,838	9·9	5,789	7·3	10,681	13·6
	1940	17,359	22·0	8,782	11·1	6,203	7·9	11,156	14·1
Col. Britannique	Moy. 1921-25	10,256	18·4	3,971	7·1	4,812	8·7	5,444	9·7
	Moy. 1926-30	10,056	16·2	4,786	7·5	5,986	9·3	4,370	6·9
	Moy. 1931-35	10,005	14·0	4,267	6·0	6,344	8·9	3,661	5·1
	Moy. 1936-40	12,105	15·8	7,053	9·2	7,697	10·0	4,408	5·8
	1938	12,476	16·4	6,135	8·1	7,460	9·8	5,016	6·6
	1939	12,373	16·0	7,862	10·2	7,517	9·7	4,856	6·3
	1940	13,830	17·4	9,624	21·1	8,315	10·5	5,515	6·9
Canada[1] (excepté les Territoires)	**Moy. 1926-30**	**236,520**	**24·1**	**71,885**	**7·3**	**108,924**	**11·1**	**127,596**	**13·0**
	Moy. 1931-35	**228,352**	**11·4**	**68,596**	**6·4**	**103,603**	**9·7**	**124,750**	**11·7**
	Moy. 1936-40	**228,768**	**20·4**	**96,825**	**8·6**	**109,514**	**9·8**	**119,254**	**10·6**
	1938	**229,446**	**20·5**	**88,438**	**7·9**	**106,817**	**9·5**	**122,629**	**11·0**
	1939	**229,468**	**20·3**	**103,658**	**9·2**	**108,951**	**9·6**	**120,517**	**10·7**
	1940	**244,316**	**21·5**	**123,318**	**10·8**	**110,927**	**9·8**	**133,389**	**11·7**

[1] Antérieurement à 1926, le Québec ne faisait pas partie du territoire d'enregistrement.

Accroissement naturel dans les cités et villes.—Les statistiques de l'accroissement naturel dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, la période 1926-40, paraissent au tableau 33, mais non pas comme taux par 1,000 âmes, bien que les populations du recensement de 1931, qui sont aussi incluses, renseignent en quelque sorte à ce sujet.

33.—Accroissement naturel dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, d'après le lieu de domicile, 1938-40, et moyennes de cinq ans d'après le lieu d'incidence, 1926-40

Province et cité ou ville	Population, recensement de 1931	Moyennes			1938	1939	1940
		1926-30	1931-35	1936-40			
Ile du Prince-Edouard—							
Charlottetown	12,361	23	99	141	96	78	125
Nouvelle-Ecosse—							
Glace Bay	20,706	378	445	634	530	478	535
Halifax	59,275	573	732	877	601	537	706
Sydney	23,089	270	374	455	373	342	518
Nouveau-Brunswick—							
Moncton	20,689	266	249	278	161	196	267
Saint John	47,514	432	536	613	322	341	330
Québec—							
Chicoutimi	11,877	325	284	283	365	325	413
Granby	10,587	183	239	224	194	212	312
Hull	29,433	647	515	487	511	501	552
Joliette	10,765	174	157	121	140	147	192
Lachine	18,630	228	212	189	194	109	186
Lévis	11,724	84	42	20	81	45	97
Montréal	818,577	8,945	9,194	8,278	7,689	7,304	8,831
Outremont	28,641	19	−66	−118	−54	−52	6
Québec	130,594	2,110	2,146	1,919	1,781	1,863	2,208
St-Hyacinthe	13,448	45	59	91	99	119	200
St-Jean	11,256	204	170	132	156	160	214
Shawinigan Falls	15,345	459	413	368	369	370	419
Sherbrooke	28,933	336	310	395	368	382	477
Sorel	10,320	130	124	114	116	78	123
Thetford Mines	10,701	308	212	170	204	159	261
Trois-Rivières	35,450	773	577	358	637	665	774
Valleyfield	11,411	137	204	186	139	201	198
Verdun	60,745	659	561	306	736	624	773
Westmount	24,235	−33	64	−4	−106	−129	−119
Ontario—							
Belleville	13,790	140	149	225	109	68	124
Brantford	30,107	300	265	221	112	109	210
Chatham	14,569	185	181	405	138	140	143
Cornwall	11,126	230	248	359	262	257	261
Fort William	26,277	420	355	294	268	241	312
Galt	14,006	105	109	120	75	50	84
Guelph	21,075	160	117	80	176	131	201
Hamilton	155,547	1,568	1,467	1,307	1,073	941	1,101
Kingston	23,439	119	181	248	115	151	122
Kitchener	30,793	451	105	402	300	254	284
London	71,148	292	359	466	342	325	443
Niagara Falls	19,046	251	221	206	127	113	155
North Bay	15,528	268	235	239	199	321	169
Oshawa	23,439	429	339	326	322	252	282
Ottawa	126,872	1,301	1,247	1,353	1,016	798	1,236
Owen Sound	12,839	171	138	151	89	80	109
Peterborough	22,327	271	253	308	216	217	170
Port Arthur	19,818	318	314	364	232	179	187
St. Catharines	24,753	279	306	325	153	251	265
St. Thomas	15,430	100	69	144	61	43	123
Sarnia	18,191	209	189	225	155	165	152
Sault-Ste-Marie	23,082	395	360	348	317	273	318
Stratford	15,742	184	141	167	40	17	67
Sudbury	18,518	283	562	1,015	840	882	1,064
Timmins	14,200	345	392	659	648	662	804
Toronto	631,207	5,475	4,890	3,331	2,412	1,870	2,024
Welland	10,709	126	148	196	108	106	119
Windsor[1]	98,179	1,826	1,200	1,270	1,178	992	1,219
Woodstock	11,395	73	60	66	57	24	56

[1] Y compris Windsor-Est, Sandwich et Walkerville.

33.—Accroissement naturel dans les cités et villes de 10,000 âmes et plus, d'après le lieu de domicile, 1938-40, et moyennes de cinq ans d'après le lieu d'incidence, 1926-40—fin

Province et cité ou ville	Population, recensement de 1931	Moyennes			1938	1939	1940
		1926-30	1931-35	1936-40			
Manitoba—							
Brandon	16,461[1]	146	78	14	36	46	94
St-Boniface	16,275[1]	361	746	754	95	149	153
Winnipeg	215,814[1]	2,770	2,232	1,838	1,044	958	1,325
Saskatchewan—							
Moose Jaw	19,805[1]	397	268	265	171	145	170
Prince Albert	11,049[1]	181	223	313	146	144	180
Regina	53,354[1]	887	802	767	573	571	656
Saskatoon	41,734[1]	573	505	422	245	243	378
Alberta—							
Calgary	83,407[1]	1,050	965	867	505	530	694
Edmonton	85,774[1]	1,260	1,362	1,640	910	993	990
Lethbridge	13,523[1]	251	338	437	111	131	143
Colombie Britannique—							
New Westminster	17,524	252	271	445	224	218	212
Vancouver	246,593	1,601	1,056	1,197	914	876	1,183
Victoria	39,082	165	136	124	−111	−93	−9

[1] Recensement de 1936.

Accroissement naturel par sexe.—Le tableau **34** montre la proportion des naissances et des décès, par sexe, de 1926 à 1940 au Canada, et par province pour 1940. Malgré une plus forte natalité masculine, l'accroissement naturel de l'élément masculin est inférieur à celui de l'élément féminin à cause de la mortalité plus élevée chez les hommes.

34.—Naissances, décès et accroissement naturel au Canada,[1] par province et sexe, 1940, avec totaux pour 1933-40 et moyennes de cinq ans, 1926-40

Année et province	Hommes			Femmes			Les deux sexes
	Naissances	Décès	Excédent des naissances sur les décès	Naissances	Décès	Excédent des naissances sur les décès	Excédent des naissances sur les décès
Canada[1]—							
Moy., 1926-30	**121,552**	**58,351**	**63,201**	**114,968**	**50,573**	**64,395**	**127,596**
Moy., 1931-35	**117,142**	**55,967**	**61,175**	**111,210**	**47,635**	**63,575**	**124,750**
Moy., 1936-40	**117,434**	**59,992**	**57,442**	**111,334**	**49,522**	**61,812**	**119,254**
Totaux, 1933	**114,388**	**54,725**	**59,663**	**108,480**	**47,243**	**61,237**	**120,900**
Totaux, 1934	**113,323**	**55,224**	**58,099**	**107,980**	**46,358**	**61,622**	**119,721**
Totaux, 1935	**113,293**	**57,206**	**56,087**	**108,158**	**48,361**	**59,797**	**115,884**
Totaux, 1936	**113,289**	**57,728**	**55,561**	**107,082**	**49,322**	**57,760**	**113,321**
Totaux, 1937	**113,143**	**62,109**	**51,034**	**107,092**	**51,715**	**55,377**	**106,411**
Totaux, 1938	**117,862**	**58,817**	**59,045**	**111,584**	**48,000**	**63,584**	**122,629**
Totaux, 1939	**117,594**	**59,907**	**57,687**	**111,874**	**49,044**	**62,830**	**120,517**
Totaux, 1940	**125,279**	**61,399**	**63,880**	**119,037**	**49,528**	**69,509**	**133,389**
Provinces, 1940							
Ile du Prince-Edouard	1,053	575	478	1,044	492	552	1,030
Nouvelle-Ecosse	6,544	3,399	3,145	6,312	2,840	3,472	6,617
Nouveau-Brunswick	6,021	2,644	3,377	5,679	2,341	3,338	6,715
Québec	43,176	17,497	25,679	40,681	15,302	25,379	51,058
Ontario	34,946	20,923	14,023	33,578	17,580	15,998	30,021
Manitoba	7,568	3,578	3,990	7,203	2,761	4,442	8,432
Saskatchewan	10,003	3,852	6,151	9,319	2,625	6,694	12,845
Alberta	8,822	3,682	5,139	8,537	2,520	6,017	11,156
Colombie Britannique	7,146	5,248	1,898	6,684	3,067	3,617	5,515

[1] Moins les Territoires.

Section 5.—Statistiques vitales du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest

Les statistiques vitales du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest sont colligées et compilées depuis 1924. Tout de même, elles ne sont pas présentées avec celles des neuf provinces dans les tableaux du présent chapitre parce que les données n'en sont pas considérées comme complètes, les détails manquant dans nombre de cas, et le chiffre peu élevé et variable de la population n'est pas connu avec assez d'exactitude pour permettre le calcul de taux annuels. Comme ces territoires contiennent moins de 1/700 de la population du Canada, leurs statistiques vitales sont un facteur négligeable dans le total.

35.—Statistiques vitales du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, 1924-39

Année	Yukon			Territoires du Nord-Ouest		
	Naissances	Mariages	Décès	Naissances	Mariages	Décès
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1924	31	5	38	95	39	47
1925	22	17	63	57	35	32
1926	27	12	68	75	3	51
1927	29	19	33	126	20	133
1928	30	13	46	222	30	367
1929	35	10	54	133	29	168
1930	45	17	69	232	36	206
1931	40	24	66	141	36	106
1932	44	26	62	195	33	122
1933	58	15	60	179	26	128
1934	44	29	48	203	47	154
1935	58	27	69	231	63	175
1936	38	26	82	229	68	177
1937	74	37	77	210	45	147
1938	76	36	63	226	63	181
1939	63	35	82	234	81	194
1940[1]	79	45	54	240	103	188

[1] Chiffres préliminaires.

CHAPITRE VI.—IMMIGRATION ET COLONISATION*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Généralités	153
Section 2. Statistiques de l'immigration	155
Sous-section 1. Accroissement de l'immigration depuis la Confédération	155
Sous-section 2. Sexe et état conjugal des immigrés	156
Sous-section 3. Langue et origine raciale des immigrés	156
Sous-section 4. Pays de naissance et nationalité des immigrés	159
Sous-section 5. Port d'entrée, destination et occupation des immigrés	160
Sous-section 6. Immigrés refusés	164
Sous-section 7. Immigration juvénile	165
Sous-section 8. Immigration de réfugiés	167
Sous-section 9. Immigration orientale	168
Section 3. Emigration et Canadiens rapatriés	169
Section 4. Colonisation	172

Section 1.—Généralités

En 1851 la population du Haut et du Bas Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick est de 2,312,919. En 1941, la population du Dominion est de 11,419,896 (chiffre préliminaire). Au cours de cette période au moins 6,703,891 personnes ont été admises au Canada comme immigrés. Elles ne sont pas toutes restées au pays, un certain nombre ayant émigré vers les Etats-Unis, d'autres retournant à leur pays de naissance.

Relativement, la guerre actuelle n'influe pas sur l'immigration au même degré que la première. Le Canada enregistre l'immigration la plus intense de son histoire en 1913 en admettant 400,870 personnes; le plus grand nombre d'immigrés admis au cours des années de guerre est 72,910, en 1917. Au début de la guerre en 1939, le Canada sortait d'une période d'immigration restreinte et les chiffres de 1940 et de 1941 accusent des diminutions de 34 p.c. et 46 p.c. respectivement en regard de la dernière année complète d'avant-guerre, 1938. La diminution entre 1913 et 1917 avait été de près de 82 p.c.

Assimilation des immigrés.—Les statistiques de l'effet cumulatif de l'immigration sur la composition raciale de la population, montrant les pourcentages de personnes de chaque origine nées au Canada et dans les autres pays de même que les principales races chez lesquelles les hommes ont pris femmes, d'après le recensement de 1931, sont présentées aux pages 165–66 de l'Annuaire de 1939 et aux pages 145–47 de l'édition de 1940. Ces renseignements sont tirés de la Monographie n° 4, "Origines Raciales et Lieux de Naissance du Peuple Canadien", du recensement de 1931. On peut obtenir cette publication de l'Imprimeur du Roi, Ottawa, au prix de 35 cents l'exemplaire.

Dépenses pour l'immigration.—Depuis la Confédération jusqu'au 31 mars 1941, le Canada a affecté à l'encouragement et à la réglementation de l'immigration une somme de $67,782,640 dont les 68 p.c. ont été dépensés au cours des trente années de 1901 à 1930. Les décaissements aux mêmes fins pour les cinq dernières années se trouvent au chapitre de cet ouvrage intitulé "Finances Publiques", tandis que les chiffres annuels se trouvent dans les "Comptes Publics" publiés chaque année par le Ministère des Finances.

L'immigration par rapport au mouvement total d'entrée.—Si l'immigration proprement dite diminue sensiblement depuis 1930, le travail de la Branche de l'Immigration du Ministère des Mines et Ressources n'en reste pas moins lourd. Les fonctionnaires de cette Branche doivent examiner les touristes et autres non immigrés, y compris plusieurs personnes qui traversent la frontière internationale

* Revisé sous la direction de F. C. Blair, directeur de l'Immigration, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

par affaires et les Canadiens qui rentrent au pays. L'exposé ci-dessous résume le mouvement global d'entrée au cours des trois dernières années. Les statistiques de l'immigration sont analysées en détail dans la section 2 (voir aussi la section 3). Dans l'étude des statistiques telles que réunies dans cet exposé, il importe de ne pas oublier que les chiffres des ports océaniques et des frontières intérieures reposent sur des bases légèrement différentes. Dans le cas des 'Canadiens revenus' rentrant des Etats-Unis et qui sont indiqués comme revenant au pays après une absence de plus d'un an, la classification est basée sur l'intention, i.e. les personnes qui sont parties définitivement pour les Etats-Unis dans l'intention de s'y établir, mais qui reviennent au Canada moins d'un an plus tard, sont incorporés au nombre beaucoup plus grand de ceux qui sont absents depuis plus d'un an. D'autre part, ceux qui entrent par les ports océaniques, après une absence de plus d'un an, comprennent probablement certaines personnes qui se sont absentées du Canada en visite prolongée sans aucune intention d'abandonner leur domicile canadien.

I.—MOUVEMENT TOTAL D'ENTRÉE AU CANADA, ANNÉES CIVILES, 1939-41

Item	1939	1940	1941
Canadiens[1] revenant au pays après une absence de plus d'un an—			
Par les frontières intérieures	5,072	5,254	3,663
Par les ports océaniques	3,955	2,945	5,429
De Terre-Neuve	62	153	326
De naissance canadienne—			
Par les frontières intérieures	*3,572*	*4,705*	*3,372*
Par les ports océaniques	*2,364*	*1,930*	*552*
De Terre-Neuve	*46*	*123*	*78*
Autres de naissance britannique—			
Par les frontières intérieures	*565*	*207*	*133*
Par les ports océaniques	*1,054*	*808*	*230*
De Terre-Neuve	*11*	*25*	*296*
Naturalisés avec domicile canadien—			
Par les frontières intérieures	*473*	*78*	*59*
Par les ports océaniques	*234*	*149*	*43*
De Terre-Neuve	*5*	*2*	*4*
Aubains avec domicile canadien—			
Par les frontières intérieures	*462*	*234*	*99*
Par les ports océaniques	*303*	*58*	*22*
De Terre-Neuve	*Nil*	*3*	*18*
TOTAUX, CANADIENS REVENUS	9,089	8,352	9,418
Touristes, etc.—			
Par les frontières intérieures	16,578,119	13,598,777	13,968,088
Par les ports océaniques	16,176	6,914	3,271
De Terre-Neuve	7,192	8,060	10,902
TOTAUX, TOURISTES, ETC	16,601,487	13,613,751	13,982,261
Canadiens revenant au pays après une absence de moins d'un an—			
Par les frontières intérieures	11,555,236	6,441,527	3,933,137
Par les ports océaniques	14,023	3,070	1,311
De Terre-Neuve	2,689	2,723	10,216
TOTAUX, PERSONNES REVENANT AU PAYS[2]	11,571,948	6,447,320	3,944,664
TOTAUX, NON IMMIGRÉS	28,182,524	20,069,423	17,936,343
Immigrés—			
Par les frontières intérieures	5,649	7,134	6,594
Par les ports océaniques	11,345	4,190	2,735
TOTAUX, IMMIGRÉS	16,994	11,324	9,329
GRANDS TOTAUX, MOUVEMENT D'ENTRÉE	28,199,518	20,080,747	17,945,672

[1] Comprend des aubains ayant un domicile canadien et qui ne sont pas compris dans les statistiques de la section 3. [2] Ainsi désignés pour les distinguer des 'Canadiens revenus', i.e. absents plus d'un an.

Section 2.—Statistiques de l'immigration

En temps de guerre, l'immigration est naturellement en baisse; c'est pourquoi l'exposé de la politique d'immigration et des conditions d'entrée paraissant autrefois dans cette section a été omis du présent ouvrage. Une documentation complète concernant les règlements de l'immigration peut être obtenue de la Branche de l'Immigration, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa. (Voir aussi p. 110 de l'Annuaire de 1941).

Sous-section 1.—Accroissement de l'immigration depuis la Confédération

Les grands soubresauts de l'immigration depuis le milieu du dix-neuvième siècle sont indiqués au tableau 1. L'immigration intense de la période 1902–1914 a été considérablement réduite entre 1915 et 1918. Depuis 1931 les chiffres sont les plus bas depuis vingt ans.

1.—Immigrés venus au Canada en chacune des années civiles 1852-1941

Année	Arrivées	Année	Arrivées	Année	Arrivées	Année	Arrivées	Année	Arrivées	Année	Arrivées
	nomb.		nomb.		nomb.		nomb.		nomb.		nomb.
1852....	29,307	1867..	14,666	1882..	112,458	1897..	21,716	1912..	375,756	1927..	158,886
1853....	29,464	1868..	12,765	1883..	133,624	1898..	31,900	1913..	400,870	1928..	166,783
1854....	37,253	1869..	18,630	1884..	103,824	1899..	44,543	1914..	150,484	1929..	164,993
1855....	25,296	1870..	24,706	1885..	79,169	1900..	41,681	1915..	36,665	1930..	104,806
1856....	22,544	1871..	27,773	1886..	69,152	1901..	55,747	1916..	55,914	1931..	27,530
1857....	33,854	1872..	36,578	1887..	84,526	1902..	89,102	1917..	72,910	1932..	20,591
1858....	12,339	1873..	50,050	1888..	88,766	1903..	138,660	1918..	41,845	1933..	14,382
1859....	6,300	1874..	39,373	1889..	91,600	1904..	131,252	1919..	107,698	1934..	12,476
1860....	6,276	1875..	27,382	1890..	75,067	1905..	141,465	1920..	138,824	1935..	11,277
1861....	13,589	1876..	25,633	1891..	82,165	1906..	211,653	1921..	91,728	1936..	11,643
1862....	18,294	1877..	27,082	1892..	30,996	1907..	272,409	1922..	64,224	1937..	15,101
1863....	21,000	1878..	29,807	1893..	29,633	1908..	143,326	1923..	133,729	1938..	17,244
1864....	24,779	1879..	40,492	1894..	20,829	1909..	173,694	1924..	124,164	1939..	16,994
1865....	18,958	1880..	38,505	1895..	18,790	1910..	286,839	1925..	84,907	1940..	11,324
1866....	11,427	1881..	47,991	1896..	16,835	1911..	331,288	1926..	135,982	1941..	9,329

2.—Immigrés arrivés au Canada du Royaume-Uni, des Etats-Unis et d'autres pays en chacune des années civiles de 1908-41

NOTA.—A la page 193 de l'Annuaire de 1936 on trouvera les statistiques de l'immigration, sur cette base, pour chacune des années civiles de 1881 à 1900, et pour chacune des années fiscales de 1901 à 1935.

Année	Pays de provenance des immigrés			Total	Année	Pays de provenance des immigrés			Total
	Royaume Uni	Etats-Unis	Autres pays			Royaume-Uni	Etats-Unis	Autres pays	
1908.....	55,727	51,750	35,849	143,326	1925.....	35,362	17,717	31,828	84,907
1909.....	52,344	80,409	40,941	173,694	1926.....	48,819	20,944	66,219	135,982
1910.....	112,638	108,350	65,851	286,839	1927.....	52,940	23,818	82,128	158,886
1911.....	144,076	112,028	75,184	331,288	1928.....	55,848	29,933	81,002	166,783
1912.....	145,859	120,095	109,802	375,756	1929.....	66,801	31,852	66,340	164,993
1913.....	156,984	97,783	146,103	400,870	1930.....	31,709	25,632	47,465	104,806
1914.....	49,879	50,213	50,392	150,484	1931.....	7,678	15,195	4,657	27,530
1915.....	9,606	24,297	2,762	36,665	1932.....	3,327	13,709	3,555	20,591
1916.....	8,596	41,779	5,539	55,914	1933.....	2,304	8,500	3,578	14,382
1917.....	2,632	65,737	4,541	72,910	1934.....	2,166	6,071	4,239	12,476
1918.....	4,484	31,769	5,592	41,845	1935.....	2,103	5,291	3,883	11,277
1919.....	57,251	42,129	8,318	107,698	1936.....	2,197	4,876	4,570	11,643
1920.....	75,804	40,188	22,832	138,824	1937.....	2,859	5,555	6,687	15,101
1921.....	43,772	23,888	24,068	91,728	1938.....	3,389	5,833	8,022	17,244
1922.....	31,005	17,534	15,685	64,224	1939.....	3,544	5,649	7,801	16,994
1923.....	70,110	16,716	46,903	133,729	1940.....	3,021	7,134	1,169	11,324
1924.....	57,612	16,042	50,510	124,164	1941.....	2,300	6,594	435	9,329

Sous-section 2.—Sexe et état conjugal des immigrés

Sexe et état conjugal des immigrés.—Comme l'indique le tableau 3, des 11,324 immigrés au Canada au cours de l'année civile 1940, 47·4 p.c. sont des hommes comparativement à 45·2 p.c. en 1939. Avant 1932, les hommes étaient ordinairement plus nombreux que les femmes, comme on le voit à la page 216 de l'Annuaire de 1934–35, où se trouvent les chiffres pour les années fiscales de 1911 à 1934.

3.—Sexe et état conjugal des immigrés, par groupe d'âge, années civiles 1939 et 1940

Année et groupe d'âge	Hommes					Femmes				
	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées	Total
1939										
0–14 ans	2,284	Nil	Nil	Nil	2,284	2,02 7	Nil	Nil	Nil	2,027
15–19	812	3	"	"	815	757	96	1	"	854
20–24	443	68	"	"	511	422	466	1	2	891
25–29	383	325	1	3	712	330	734	8	14	1,086
30–39	339	1,024	7	15	1,385	320	1,651	33	24	2,028
40–49	122	848	21	17	1,008	147	875	101	23	1,146
50 ans et plus	96	718	137	15	966	174	524	550	33	1,281
Totaux, 1939	**4,479**	**2,986**	**166**	**50**	**7,681**	**4,177**	**4,346**	**694**	**96**	**9,313**
1940										
0–14 ans	1,221	Nil	Nil	Nil	1,221	1,176	Nil	Nil	Nil	1,176
15–19	374	2	"	1	377	443	89	1	"	533
20–24	554	70	1	6	631	353	422	2	2	779
25–29	426	219	1	4	650	200	460	4	6	670
30–39	314	625	8	34	981	190	805	32	38	1,065
40–49	137	568	19	35	759	104	593	70	27	794
50 ans et plus	96	533	101	22	752	153	417	342	24	936
Totaux, 1940	**3,122**	**2,017**	**130**	**102**	**5,371**	**2,619**	**2,786**	**451**	**97**	**5,953**

4.—Répartition selon le sexe, adultes et enfants, des immigrés venus au Canada pendant les années civiles 1929–41

Année	Hommes	Femmes	Enfants au-dessous de 18 ans		Total
			Garçons	Filles	
1929	75,814	47,425	23,313	18,541	164,993
1930	44,078	32,882	15,521	12,325	104,806
1931	7,280	9,728	5,645	4,877	27,530
1932	5,429	7,259	4,238	3,665	20,591
1933	3,691	5,749	2,500	2,442	14,382
1934	2,998	5,107	2,161	2,210	12,476
1935	2,550	4,593	2,106	2,028	11,277
1936	2,691	4,830	2,127	1,995	11,643
1937	3,573	6,126	2,727	2,675	15,101
1938	4,142	6,800	3,274	3,028	17,244
1939	4,866	6,820	2,815	2,493	16,994
1940	3,939	4,517	1,432	1,436	11,324
1941	3,851	3,489	940	1,049	9,329

Sous-section 3.—Langue et origine raciale des immigrés

Langue des immigrés.—Au recensement de 1931, 1·82 p.c. seulement de la population âgée de 10 ans et plus ne pouvait parler ni l'anglais ni le français; mais les proportions, par origine raciale, de personnes ne pouvant parler aucune des deux

langues officielles variaient grandement. Une courte étude de ce sujet se trouve aux pp. 151-52 de l'Annuaire de 1940.

La Branche de l'Immigration ne consigne pas les aptitudes des immigrés à parler les langues officielles du Dominion. Les statistiques du tableau 5 ne tiennent compte que de la langue maternelle de l'immigré. La grande majorité de ceux qui viennent des Etats-Unis déclarent naturellement l'anglais comme leur langue maternelle indépendamment de leur origine raciale. Au cours de l'année civile 1940, 410 personnes venant des Etats-Unis, dont plusieurs étaient sans aucun doute d'origine canadienne-française, déclarent le français comme langue maternelle. Au cours de cette même année, les personnes venant de tous pays et déclarant l'anglais comme langue maternelle constituent 84·94 p.c. du total et celles déclarant le français, 5·18 p.c. Les immigrés déclarant l'allemand, l'italien ou le tchèque comme langue maternelle représentent respectivement 2·15 p.c., 1·09 p.c. et 1·04 p.c. de tous les immigrés de 10 ans ou plus.

5.—Langue des immigrés de 10 ans et plus, années civiles 1932-41

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'aucun immigré de la race correspondant au talon n'a été rapporté.

Langue	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
Anglais	11,037	7,524	6,059	5,367	5,397	6,643	7,142	7,431	8,206	7,497
Français	992	562	467	507	485	478	623	559	501	356
Allemand	506	378	370	274	282	511	571	1,944	208	50
Norvégien	74	34	33	29	36	25	20	43	27	16
Suédois	65	21	23	18	15	41	28	14	12	4
Danois	45	44	19	21	19	28	36	73	23	7
Islandais	6	5	4	2	–	–	1	–	–	–
Flamand	36	23	45	53	43	62	131	90	8	7
Hollandais	33	21	36	26	53	58	95	190	56	30
Finlandais	34	36	44	37	36	65	56	60	10	7
Estonien	3	1	1	3	3	–	8	5	–	–
Letton	2	4	–	–	3	7	4	3	5	2
Lithuanien	30	29	24	22	38	43	40	50	15	4
Russe	36	50	54	32	36	42	29	88	16	23
Hébreu[1]	215	223	137	158	197	110	93	197	36	41
Ruthène, Russniak, Ukranien	164	149	205	184	266	401	728	665	5	2
Polonais	390	505	688	707	793	1,215	1,440	1,198	62	47
Roumain	32	29	45	64	65	103	142	90	12	12
Slovène	–	3	–	–	3	2	1	–	–	–
Tchèque (bohémien)	192	269	433	356	490	989	1,389	673	100	20
Croate (serbe)	120	114	189	214	305	438	460	185	43	3
Hongrois (magyar)	211	314	290	234	265	436	507	383	94	21
Italien	273	227	261	265	245	367	337	183	105	8
Espagnol	24	19	6	7	9	11	7	8	21	11
Portugais	1	1	–	–	–	–	–	1	1	1
Grec	49	42	42	44	56	76	106	103	45	12
Albanais	–	–	1	1	3	7	5	5	–	–
Turc	–	–	–	–	4	1	1	1	–	4
Bulgare	11	10	6	10	13	27	20	13	2	–
Chinois	1	1	1	–	–	1	–	–	–	–
Japonais	112	104	117	66	96	130	52	40	38	5
Hindou	48	30	29	21	10	8	8	16	6	1
Arménien (araméen)	10	3	1	1	5	3	1	2	1	–
Syrien (arabe)	20	16	10	13	15	16	18	13	2	4
Totaux	**14,772**	**10,791**	**9,640**	**8,736**	**9,286**	**12,354**	**14,099**	**14,326**	**9,660**	**8,195**

[1] Comprend ceux parlant le judéo-allemand.

Origine raciale des immigrés.—Lorsque, dans un pays démocratique, l'immigration est considérable, la composition raciale et linguistique de cette immigration revêt une grande importance. Les Canadiens préfèrent les colons facilement assimilables, déjà apparentés par le sang ou la langue à l'une des deux grandes races

qui habitent le pays et préparés à assumer les devoirs que suppose la citoyenneté canadienne. Comme les Français n'émigrent guère, la grande masse de nos immigrés les plus désirables doit se recruter parmi ceux qui parlent l'anglais, qu'ils viennent du Royaume-Uni ou des Etats-Unis. A la suite de ceux-ci, parmi les plus facilement assimilables, viennent les Scandinaves et les Hollandais qui n'ont pas de difficulté à apprendre l'anglais et qui possèdent certaines notions du rouage des institutions démocratiques. Les colons originaires du sud et de l'est de l'Europe, bien que désirables au point de vue purement économique, s'assimilent moins facilement. La canadianisation des personnes venues au Canada de ces contrées au cours du siècle actuel constitue un problème à résoudre tant dans les Provinces agricoles des Prairies que dans les villes de l'Est. Encore moins assimilables sont les immigrés venus de l'Orient. Dans l'ensemble, la masse de l'immigration canadienne de la dernière génération vient des pays anglophones ou des pays de l'Europe continentale dont les populations sont ethniquement apparentées aux Anglo-Saxons, bien que pendant quelques années l'immigration slave ait augmenté. Dans la dernière année, les races britanniques contribuent 67·9 p.c. et les Français, 8·4 p.c. de l'immigration totale.

6.—Origine raciale des immigrés, années civiles 1937-40

NOTA.—Les tirets dans le tableau indiquent qu'aucun immigré de la race correspondante au talon n'a été rapporté. Les statistiques de 1926 se trouvent aux pages 164-65 de l'Annuaire de 1939 et celles de 1927-35, à la page 154 de l'Annuaire de 1940.

Origine raciale	1937	1938	1939	1940	Origine raciale	1937	1938	1939	1940
Britanniques—					Europe continentale—fin				
Anglais	3,736	4,163	4,261	5,048	Ruthènes	1,215	1,905	1,766	23
Irlandais	1,017	1,130	1,071	1,156					
Ecossais	1,314	1,365	1,384	1,350	Scandinaves—				
Gallois	102	130	127	135	Danois	81	80	112	82
					Islandais	6	19	4	3
Totaux, Britanniques	6,169	6,788	6,843	7,689	Norvégiens	113	119	121	102
					Suédois	138	116	90	117
Europe continentale—					Serbes	80	71	33	11
Albanais	9	10	4	–	Slovaques	1,173	1,523	291	36
Belges	111	199	172	54	Espagnols	16	9	13	37
Bohémiens	12	10	342	16	Hispano-américains	4	–	1	4
Bulgares	32	26	23	2	Suisses	110	58	114	55
Croates	262	287	130	32	Turcs	1	–	–	
Tchèques	182	172	317	77	Yougoslaves	130	225	103	8
Dalmates	–	1	–	–					
Hollandais	221	336	460	241	Totaux, Europe continentale	8,702	10,313	10,018	3,495
Estoniens	3	9	7	1					
Finlandais	94	81	82	32					
Français	871	1,049	930	949					
Allemands	1,137	1,102	1,586	432	Races non européennes—				
Grecs	110	130	140	61	Arabes	3	5	2	–
Italiens	481	428	262	178	Arméniens	6	6	3	5
Juifs	559	748	1,763	638	Chinois	1	–	–	–
Lettons	10	6	2	8	Maltais et Hindous	11	9	19	6
Lithuaniens	44	47	56	17	Indiens d'Amérique	11	9	7	15
Magyars	573	617	401	97	Japonais	146	57	44	44
Maltais	3	6	–	4	Nègres	27	27	29	52
Mexicains	1	2	–	–	Persans	3	–	–	1
Monténégrins	2	8	–	–	Syriens	22	30	29	17
Moraves	3	9	52	2					
Polonais	675	633	439	112	Totaux, races non européennes	230	143	133	140
Portugais	5	3	3	7					
Roumains	91	113	29	13	**Grands totaux**	**15,101**	**17,244**	**16,994**	**11,324**
Russes	144	165	170	44					

Sous-section 4.—Pays de naissance et nationalité des immigrés

Pays de naissance des immigrés.—Les chiffres du tableau 7 montrent que les Etats-Unis (avec 5,105) sont le pays de naissance d'un plus grand nombre d'immigrés que tout autre pays en particulier en 1940. Il en est ainsi depuis 1930. En 1940 l'Angleterre vient en deuxième avec 1,883, Terre-Neuve troisième avec 1,078. Les personnes de naissance canadienne revenant aux pays comme immigrés occupent la quatrième place.

7.—Pays de naissance des immigrés, années civiles 1937-40

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'aucun immigré n'a été rapporté sous l'item correspondant au talon. Les statistiques de 1930 se trouvent à la page 199 de l'Annuaire de 1936 et celles de 1931-35, à la page 155 de l'Annuaire de 1940.

Pays de naissance	1937	1938	1939	1940	Pays de naissance	1937	1938	1939	1940
Afrique (britannique)	30	21	36	35	Corée	–	2	4	3
Afrique (non britannique)	3	2	2	2	Lettonie	13	15	11	12
Albanie	9	7	5	–	Iles Britann. (petites)	8	16	13	16
Argentine	3	4	12	12	Lithuanie	56	60	96	27
Arménie	1	1	2	–	Malte	2	6	–	4
Asie	13	20	24	11	Mexique	66	125	70	19
Australie	35	30	61	65	Terre-Neuve	566	553	418	1,078
Autriche	50	78	102	41	Nouvelle-Zélande	11	19	26	51
Belgique	122	215	196	55	Norvège	42	35	52	35
Bermudes	–	–	–	22	Perse	2	–	4	–
Brésil	4	11	4	4	Pologne	2,095	2,635	2,682	91
Bulgarie	27	18	15	2	Portugal	–	3	–	7
Canada	546	657	540	519	Roumanie	307	362	184	24
Amérique Centrale	8	7	–	7	Russie	91	104	89	79
Chili	2	1	1	7	St-Pierre et Miquelon	7	4	1	7
Chine	37	36	44	69	Ecosse	642	680	688	507
Tchécoslovaquie	1,456	2,040	1,828	124	Amérique du Sud	17	17	19	27
Dantzig	1	–	4	–	Espagne	7	3	7	24
Danemark	41	44	77	32	Suède	35	25	21	38
Egypte	4	4	5	9	Suisse	200	106	106	33
Angleterre	1,603	1,951	2,322	1,883	Syrie	16	24	16	8
Estonie	2	6	7	–	Turquie	9	7	5	10
Finlande	104	73	65	13	Ukraine	2	1	2	–
France	102	118	137	105	Etats-Unis	4,180	4,474	4,216	5,105
Allemagne	214	211	801	161	Galles	71	81	93	76
Grèce	106	126	127	49	Antilles (britanniques)	36	28	55	74
Guyane (britannique)	2	3	4	6	Antilles (non britan.)	6	11	6	14
Hollande	66	129	268	60	Yougoslavie	627	717	284	57
Hongrie	412	426	400	109	Autres pays européens	–	3	2	1
Islande	4	3	–	2	Autres pays (britan.)	11	12	14	40
Inde (Britannique)	40	55	71	66	Autres pays (non brit.)	11	7	8	15
Irlande (Eire)	135	145	147	94	Nés en mer	3	1	1	–
Irlande (Nord)	184	208	184	76					
Italie	433	387	233	110	**Totaux**	**15,101**	**17,244**	**16,994**	**11,324**
Japon	163	71	77	92					

Nationalité des immigrés.—Le pourcentage de sujets britanniques immigrés au Canada au cours de l'année civile 1940 est de 47·3, tandis que celui de citoyens américains est de 44·7. En 1930, au moment où l'immigration était de plus de six fois plus intense que celle de la dernière année, les proportions étaient de 34 p.c. et 21 p.c. respectivement.

8.—Nationalité des immigrés, années civiles 1937-41

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'aucun immigré n'a été rapporté sous l'item correspondant du talon. Les statistiques de 1930 se trouvent à la page 198 de l'Annuaire de 1936 et celles de 1931-35, à la page 156 de l'Annuaire de 1940.

Nationalité	1937	1938	1939	1940	1941	Nationalité	1937	1938	1939	1940	1941
Africain (non britannique)	1	–	–	–	–	Japonais	111	39	25	19	–
Albanais	8	6	2	–	–	Letton	10	11	4	9	3
Argentin	1	–	–	–	–	Liechtenstein	–	–	–	2	–
Arménien	–	–	2	–	–	Lithuanien	44	52	98	24	11
Autrichien	40	37	2	–	–	Luxembourg	–	2	–	–	9
Belge	108	193	170	19	15	Mexique	25	41	1	3	1
Brésilien	2	–	–	–	–	Norvégien	22	12	27	17	9
Britannique	4,020	4,775	5,125	5,360	3,735	Paraguayen	–	–	–	4	–
Bulgare	30	20	14	1	–	Persan	–	–	–	1	–
Amérique Centrale	–	–	–	–	1	Péruvien	2	–	–	–	–
Chinois	1	–	–	–	–	Polonais	2,070	2,574	2,591	47	41
Cubain	1	2	3	1	–	Portugais	–	–	–	–	1
Tchécoslovaque	1,469	2,026	1,984	145	28	Roumain	295	355	186	11	17
Danois	37	35	67	17	6	Russe	17	19	14	6	3
Dantzikois	1	–	12	–	–	Américain du S.	–	–	9	–	4
Hollandais	63	125	281	60	34	Espagnol	7	2	6	15	1
Egyptien	1	–	–	–	–	Suédois	18	11	13	5	–
Estonien	2	7	5	–	–	Suisse	202	116	104	30	7
Finlandais	96	66	60	7	4	Syrien	10	22	4	–	–
Français	88	99	99	41	44	Turc	3	1	2	2	–
Allemand	155	192	708	140	21	Ukranien	–	–	2	–	–
Grec	91	114	120	45	6	Citoyen des Etats-Unis	4,699	4,877	4,412	5,060	5,311
Hondurien	2	–	–	–	–	Antillais (non britannique)	–	–	–	–	2
Hongrois	391	405	393	98	13	Yougoslave	610	703	268	46	–
Irakis	–	–	1	–	–						
Italien	348	305	180	89	2	**Totaux**	**15,101**	**17,244**	**16,994**	**11,324**	**9,329**

Sous-section 5.—Port d'entrée, destination et occupation des immigrés

Port d'entrée des immigrés.—Depuis l'époque la plus reculée de l'histoire du Canada, Québec a été le port de débarquement de la plupar t des immigrés.

Cependant en ces dernières années la proportion d'immigrés débarquant à Halifax a une tendance à augmenter. Ceci est apparemment attribuable à une immigration plus considérable aux débuts du printemps avant l'ouverture de la navigation sur le Saint-Laurent. Les chiffres des années civiles 1931–37 paraissent à la page 170 de l'Annuaire de 1939. Les données basées sur l'année fiscale se trouvent au Rapport du Ministère des Mines et Ressources.

Destination des immigrés.—Les immigrés, à leur arrivée au Canada, doivent déclarer leur province de destination, ce qui ne veut pas dire nécessairement la province de leur résidence éventuelle. On croit cependant que les chiffres des dernières années donnent un tableau plus véridique de la résidence effective que ceux des premières années, époque où toute une classe d'ouvriers itinérants, nés de la grande prospérité, se déplaçaient en bloc vers de nouveaux emplois, vraisemblablement dans d'autres provinces, dès que leurs emplois antérieurs étaient terminés. C'est la province d'Ontario qui accueille le plus grand nombre d'immigrés chaque année depuis 1905. En 1929 et en 1930, le Manitoba vient en deuxième place, tandis que depuis les neuf dernières années le Québec occupe cette deuxième place comme destination immédiate des nouveaux venus.

9.—Destination des immigrés, par province, années civiles 1929-41

NOTA.—L'Annuaire de 1934-35 contient les mêmes données, par année fiscale, de 1901 à 1934.

Année	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Brit. et Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Inconnue	Total
1929	4,961	23,952	61,684	38,340	11,336	15,300	9,417	2	1	164,993
1930	4,060	18,405	37,851	23,837	6,435	7,812	6,395	9	2	104,806
1931	2,547	5,452	12,316	1,056	1,352	2,213	2,583	11	Nil	27,530
1932	1,762	4,134	9,312	757	971	1,692	1,960	3	"	20,591
1933	1,281	2,755	6,210	558	727	1,296	1,552	2	1	14,382
1934	1,027	2,456	5,582	390	519	1,098	1,402	2	Nil	12,476
1935	1,060	2,258	4,786	708	408	735	1,315	7	"	11,277
1936	981	1,995	4,913	938	528	917	1,366	5	"	11,643
1937	1,136	2,611	6,463	1,430	616	1,175	1,667	3	"	15,101
1938	1,270	3,301	7,107	1,673	684	1,648	1,557	4	"	17,244
1939	1,167	3,433	5,957	1,316	1,227	1,695	2,190	9	"	16,994
1940	1,642	2,556	4,447	314	250	458	1,653	4	"	11,324
1941	1,717	1,931	3,365	193	186	288	1,647	2	"	9,329

Occupations des nouveaux venus.—Les immigrants surtout recherchés par le Canada sont les cultivateurs qui s'établissent sur la terre, ou bien les femmes et filles qui entrent dans les services domestiques.

10.—Immigrés venus au Canada, par occupation et sexe, selon la province de leur destination, année civile 1940

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'aucun immigré n'a été rapporté sous l'item correspondant du talon. Pour les chiffres des années civiles antérieures, voir les éditions de l'Annuaire à compter de 1936.

Destination	Total	Cultivateurs				Journaliers				Artisans			
		18 ans ou plus		Moins de 18 ans		18 ans ou plus		Moins de 18 ans		18 ans ou plus		Moins de 18 ans.	
		H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Ile du Prince-Edouard	47	6	3	1	2	1	–	–	–	–	–	–	–
par les ports océaniques	4	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–
venant des Etats-Unis	43	6	3	1	2	–	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Ecosse	1,188	29	7	4	1	268	7	6	3	54	6	6	6
par les ports océaniques	862	17	1	2	–	263	5	3	2	37	1	1	–
venant des Etats-Unis	326	12	6	2	1	5	2	3	1	17	5	5	6
Nouveau-Brunswick	407	30	6	5	2	19	4	1	–	12	2	2	1
par les ports océaniques	43	1	–	–	–	4	–	–	–	1	1	–	–
venant des Etats-Unis	364	29	6	5	2	15	4	1	–	11	1	2	1
Québec	2,556	60	22	15	5	108	15	11	5	205	68	22	26
par les ports océaniques	975	23	15	11	2	54	4	4	–	80	33	11	12
venant des Etats-Unis	1,581	37	7	4	3	54	11	7	5	125	35	11	14
Ontario	4,447	120	45	32	31	98	22	18	10	337	114	27	42
par les ports océaniques	1,215	40	24	18	15	26	8	9	5	57	26	5	8
venant des Etats-Unis	3,232	80	21	14	16	72	14	9	5	280	88	22	34
Manitoba	314	26	14	9	6	3	1	–	–	13	3	2	1
par les ports océaniques	148	12	7	7	3	1	–	–	–	4	1	–	–
venant des Etats-Unis	166	14	7	2	3	2	1	–	–	9	2	2	1
Saskatchewan	250	46	13	5	4	1	–	1	4	5	1	3	1
par les ports océaniques	65	3	2	2	2	–	–	1	–	–	1	1	1
venant des Etats-Unis	185	43	11	3	2	1	–	–	4	5	–	2	–
Alberta	458	60	30	12	17	1	–	1	2	11	5	–	–
par les ports océaniques	110	7	4	2	–	–	–	1	–	1	1	–	–
venant des Etats-Unis	348	53	26	10	17	1	–	–	2	10	4	–	–
Colombie Britannique	1,645	58	33	13	10	32	10	5	3	77	40	10	9
par les ports océaniques	767	14	8	3	2	9	3	2	1	18	14	4	–
venant des Etats-Unis	878	44	25	10	8	23	7	3	2	59	26	6	9
Yukon	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
par les ports océaniques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
venant des Etats-Unis	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Territoires du Nord-Ouest	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
par les ports océaniques	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
venant des Etats-Unis	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Totaux	**11,324**	**435**	**173**	**96**	**78**	**531**	**59**	**43**	**27**	**714**	**239**	**72**	**86**
par les ports océaniques	**4,190**	**117**	**61**	**45**	**24**	**358**	**20**	**20**	**8**	**198**	**78**	**22**	**21**
venant des Etats-Unis	**7,134**	**318**	**112**	**51**	**54**	**173**	**39**	**23**	**19**	**516**	**161**	**50**	**65**

10.—Immigrés venus au Canada, par occupation et sexe, selon leur destination, année civile 1940—fin

Destination	Commerce et employés de bureau				Mineurs				Femmes domestiques		Autres occupations			
	18 ans ou plus		Moins de 18 ans		18 ans ou plus		Moins de 18 ans		18 ans ou plus	Moins de 18 ans	18 ans ou plus		Moins de 18 ans	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Ile du Prince-Edouard	1	2	1	–	–	–	–	–	1	–	7	9	6	7
par les ports océaniques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	2	–
venant des Etats-Unis	1	2	1	–	–	–	–	–	1	–	6	9	4	7
Nouvelle-Ecosse	22	8	1	–	4	1	–	–	226	48	142	178	87	74
par les ports océaniques	11	5	–	–	1	–	–	–	218	48	106	78	30	33
venant des Etats-Unis	11	3	1	–	3	1	–	–	8	–	36	100	57	41
Nouveau-Brunswick	19	8	5	2	–	–	–	–	20	1	39	104	64	61
par les ports océaniques	4	1	1	1	–	–	–	–	7	–	5	10	2	5
venant des Etats-Unis	15	7	4	1	–	–	–	–	13	1	34	94	62	56
Québec	178	98	30	32	5	–	–	–	83	3	485	668	203	209
par les ports océaniques	76	54	23	24	3	–	–	–	56	2	120	199	80	89
venant des Etats-Unis	102	44	7	8	2	–	–	–	27	1	365	469	123	120
Ontario	271	164	38	45	11	2	–	–	144	13	536	1,337	494	496
par les ports océaniques	55	53	16	21	5	1	–	–	64	7	101	327	175	149
venant des Etats-Unis	216	111	22	24	6	1	–	–	80	6	435	1,010	319	347
Manitoba	13	8	–	1	–	–	–	–	4	2	40	92	41	35
par les ports océaniques	3	2	–	–	–	–	–	–	3	2	18	40	27	18
venant des Etats-Unis	10	6	–	1	–	–	–	–	1	–	22	52	14	17
Saskatchewan	2	2	–	–	–	–	–	–	7	1	30	80	28	16
par les ports océaniques	–	1	–	–	–	–	–	–	2	–	7	21	14	7
venant des Etats-Unis	2	1	–	–	–	–	–	–	5	1	23	59	14	9
Alberta	13	11	3	1	–	–	–	–	12	1	40	151	41	46
par les ports océaniques	4	3	1	–	–	–	–	–	6	1	5	48	12	14
venant des Etats-Unis	9	8	2	1	–	–	–	–	6	–	35	103	29	32
Colombie Britannique	69	62	20	16	12	2	–	–	26	1	318	530	156	133
par les ports océaniques	32	32	15	15	1	1	–	–	14	1	123	285	92	78
venant des Etats-Unis	37	30	5	1	11	1	–	–	12	–	195	245	64	55
Yukon	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	3	3	1
par les ports océaniques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
venant des Etats-Unis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	3	1
Territoires du Nord-Ouest	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	3	–	–
par les ports océaniques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–
venant des Etats-Unis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	2	–	–
Totaux	**588**	**363**	**98**	**97**	**33**	**5**	**–**	**–**	**523**	**70**	**1,638**	**3,155**	**1,123**	**1,078**
par les ports océaniques	**185**	**151**	**56**	**61**	**10**	**3**	**–**	**–**	**370**	**61**	**486**	**1,009**	**434**	**393**
venant des Etats-Unis	**403**	**212**	**42**	**36**	**23**	**3**	**–**	**–**	**153**	**9**	**1,152**	**2,146**	**689**	**685**

On remarquera que les "Autres occupations" constituent présentement la plus importante des sept divisions parce que de nos jours les femmes et les enfants mineurs représentent plus de la moitié des nouveaux venus au Canada. Il en est ainsi depuis 1930, les femmes et les enfants qui arrivent maintenant au Canada étant pour la plupart les épouses et les enfants d'immigrés déjà au pays et qui auraient été classifiés dans l'une des autres divisions du tableau **10** s'ils étaient entrés au Canada en même temps que le chef de la famille.

La distribution des immigrés selon le pourcentage au Canada en 1940 est la suivante: cultivateurs, 6·9; journaliers, 5·8; artisans, 9·8; commerce et employés de bureau, 10·1; mineurs, 0·3; femmes domestiques, 5·2; autres occupations, 61·8. Les cultivateurs constituent plus de la moitié de l'immigration totale de 1925 à 1928; ils atteignent la proportion de 56·9 p.c. en 1927; l'année fiscale 1935, ils ne représentent plus que 11·9 p.c. du total. L'année civile 1940 leur pourcentage est de 6·9 comparativement à 30·5 en 1939.

Les personnes de la classe des journaliers ne représentent pas plus de 7 p.c. environ de l'immigration totale depuis 20 ans, leur proportion, l'année fiscale 1920, étant de 5·3 p.c. comparativement à 5·8 l'année civile 1940. Les artisans (hommes de métier expérimentés) fluctuent entre 16·1 p.c. et 5·1 p.c. entre 1920 et 1939, mais leur proportion diminue graduellement jusqu'en 1940. Elle remonte alors à 9·8 p.c. Le groupe des occupations commerciales et des employés de bureau atteint son plus haut pourcentage de 20 ans en 1934 (année fiscale), soit de 9·7. Cette proportion n'était que de 3·2 l'année fiscale 1920. La classe des occupations minières n'a jamais dépassé 2·3 p.c. au cours de la période étudiée.

Antérieurement à 1931, la classe des femmes domestiques représentait un pourcentage d'immigration totale beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui. Elle atteint en 1931 le haut pourcentage de 12·3; depuis lors, elle diminue soudainement, sa proportion variant de 4 à 5 p.c. ces récentes années

Les statistiques des occupations doivent être acceptées avec une certaine réserve parce qu'il n'est pas certain que des personnes immigrant au Canada comme agriculteurs ou comme main-d'œuvre agricole ne se trouvent pas engagées par la suite dans des emplois urbains. On croit cependant que les groupements par classe sont suffisamment larges pour donner une idée raisonnablement exacte de la situation.

Sous-section 6.—Immigrés refusés

Immigration prohibée.—L'immigration au Canada est interdite à certaines catégories de personnes. Ces catégories comprennent les personnes qui sont physiquement ou mentalement incapables de gagner leur vie, les criminels, les mendiants, les personnes qui croient au renversement du gouvernement par l'influence révolutionnaire, etc. Le paragraphe particulier de la loi qui définit cette catégorie de personnes se lit ainsi:—

(n) Les personnes qui croient au renversement ou qui préconisent le renversement, par la force ou la violence, du Gouvernement du Canada, ou des lois et de l'autorité constituées, ou qui ne croient pas à un gouvernement organisé ou s'y opposent, ou qui conseillent l'assassinat des fonctionnaires publics ou qui préconisent et enseignent la destruction illicite de la propriété.

L'article 3 de la loi de l'immigration (S.R.C. 1927, c. 93) traitant de l'immigration prohibée est donné *in extenso* dans les Annuaires de 1934 à 1940.

La loi de l'immigration pourvoit au rejet et à la déportation des immigrés appartenant aux catégories interdites et à la déportation de ceux qui deviennent indésirables moins de cinq ans après leur entrée légale.

11.—Immigrants refusés aux ports océaniques, par cause principale et nationalité, années civiles 1931-40

NOTA.—Les chiffres comparables de la période 1903-34 basés sur l'année fiscale se trouvent à la page 224 de l'Annuaire de 1934-35.

Item	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	Total, 1931-40
CAUSE											
Raisons de santé	23	17	14	13	13	10	9	9	9	10	127
Raisons civiles	286	244	160	224	192	213	217	166	168	235	2,105
Totaux	**309**	**261**	**174**	**237**	**205**	**223**	**226**	**175**	**177**	**245**	**2,232**
NATIONALITÉ											
Britannique	171	144	101	167	133	128	94	90	120	101	1,249
Américaine	5	13	9	14	6	9	4	7	4	7	78
Autres pays	133	104	64	56	66	86	128	78	53	137	905

Bien que la majorité des personnes comprises dans les chiffres du tableau **12** aient été indiquées antérieurement dans les statistiques de l'immigration, un certain nombre de marins déserteurs sont inclus qui n'ont jamais naturellement figuré dans les statistiques de l'immigration. Cette situation s'intensifie durant les années de guerre.

12.—Immigrés et personnes les accompagnant déportés après admission, par cause principale et nationalité, années civiles 1930-40

NOTA.—Les statistiques des années fiscales de 1903-39 se trouvent à la page 162 de l'Annuaire de 1940.

Item	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	Total, 1930-40
CAUSE												
Raisons de santé	765	720	560	316	181	90	52	44	38	33	14	2,823
Charge publique	1,806	4,084	5,217	3,541	880	133	135	51	45	29	8	15,929
Criminalité	772	1,022	909	584	288	251	124	106	101	113	96	4,366
Autres causes	172	261	290	238	196	168	238	187	243	233	273	2,499
Personnes venues avec les déportés	510	486	671	459	156	33	56	33	12	5	1	2,422
Totaux	**4,025**	**6,583**	**7,647**	**5,138**	**1,701**	**675**	**605**	**421**	**439**	**413**	**392**	**28,039**
NATIONALITÉ												
Britannique	2,899	4,289	4,563	3,029	805	157	210	140	139	123	113	16,467
Américaine	237	263	367	308	216	157	176	124	144	162	117	2,271
Polonaise	156	335	622	332	118	57	42	22	14	4	14	1,716
Finlandaise	85	221	319	274	46	23	8	4	7	6	6	999
Autres	648	1,475	1,776	1,915	516	281	169	131	135	118	142	6,586

Sous-section 7.—Immigration juvénile

En dehors des enfants accompagnant leurs parents, l'immigration juvénile ne constitue pas un élément important dans le mouvement général d'immigration depuis qu'en 1931 le Gouvernement fédéral a retiré son aide financière à cette forme particulière d'immigration. L'Annuaire de 1941, page 121, donne un aperçu de l'immigration juvénile de même que des enfants venus au Canada en vertu de l'entente de colonisation de l'Empire Britannique.

Les enfants évacués ou 'invités', demeurant temporairement au Canada à cause de la guerre au Royaume-Uni, ne figurent pas dans les chiffres du tableau **13.**

13.—Immigrés juvéniles britanniques, années fiscales 1901-41

NOTA.—Ces immigrés sont, bien entendu, compris dans le total des immigrés indiqué ailleurs.

Année	Immigrés juvéniles	Année	Immigrés juvéniles	Année	Immigrés juvéniles
1901	977	1915	1,899	1929	3,036
1902	1,540	1916	821	1930	4,281
1903	1,979	1917	251	1931	2,190
1904	2,212	1918	Nil	1932	478
1905	2,814	1919	"	1933	172
1906	3,258	1920	155	1934	6
1907 (9 mois)	1,455	1921	1,426	1935	6
1908	2,375	1922	1,211	1936	4
1909	2,424	1923	1,184	1937	10
1910	2,422	1924	2,080	1938	44
1911	2,524	1925	2,000	1939	120
1912	2,689	1926	1,862	1940	49
1913	2,642	1927	1,741	1941	33
1914	2,318	1928	2,070		

Enfants britanniques 'invités'.—Un mouvement qui s'apparente jusqu'à un certain point à l'immigration juvénile régulière est celui des enfants britanniques venus au Canada pour la durée de la guerre; ce mouvement ne peut être mesuré au moyen de la statistique parce que ces enfants, n'étant pas des immigrés selon la définition contenue dans la loi de l'immigration, ne figurent pas dans les statistiques de l'immigration.

Bien que ce mouvement ait été recommandé dès le début de la guerre, ce n'est qu'après l'invasion des Pays-Bas et la chute de la France, et partant en raison du danger imminent des bombardements en Angleterre, que les parents de là-bas exprimèrent le désir d'envoyer leurs enfants au Canada. Déjà, à cette époque, la navigation était devenue très problématique dans le nord de l'Atlantique.

A l'origine, le mouvement se composait principalement de mères anglaises et leurs jeunes enfants venant au Canada sur l'invitation de parents et d'amis. Il devint par la suite un mouvement d'enfants non accompagnés dont les parents défrayaient le déplacement, d'enfants d'écoles privées et d'autres enfants dont le déplacement était défrayé par les gouvernements du Royaume-Uni et du Canada. Au 31 mars 1941, près de 6,000 enfants étaient ainsi arrivés au pays. Ils se répartissaient entre les groupes suivants:—

1. Enfants accompagnés de leur mère ou d'autres parents, 2,586; le nombre de mères dépasse 1,200.

2. Enfants venus seuls pour retrouver des parents ou des amis au Canada ou venant à des écoles privées, 1,836.

3. Enfants assistés dont le déplacement avait été défrayé par les gouvernements du Royaume-Uni et du Canada, 1,532.

Lorsqu'il devint évident que les parents, en Angleterre, étaient désireux d'envoyer leurs enfants outre-mer, une entente fut conclue entre le gouvernement du Royaume-Uni et le gouvernement du Dominion à l'effet de pourvoir au déplacement et aux soins de ces enfants, Londres devant défrayer la traversée océanique et fournir les officiers d'escorte et le Canada, le transport ferroviaire, la nourriture, les soins médicaux et l'escorte au Canada. Dès les débuts, la nécessité se fit sentir d'une collaboration entre le Fédéral et les provinces et, au cours d'une conférence tenue au printemps de 1940, un accord fut conclu en vertu duquel tous les détails relatifs à

la réception dans les provinces, au placement dans des foyers privés et aux soins ultérieurs furent confiés aux provinces qui s'en acquittèrent par l'entremise des sociétés d'aide à l'enfance et autres organismes s'occupant du soin des enfants.

En raison des règlements britanniques concernant le change, il n'est pas possible aux parents d'envoyer de l'argent au Canada pour le soin de leurs enfants. Il n'est pas possible non plus aux épouses anglaises de faire transporter de l'argent anglais au Canada pour leur entretien. Les enfants évacués des villes et dirigés vers les campagnes en Angleterre sont soutenus au moyen de sommes hebdomadaires versées par les parents et le gouvernement britannique. Au Canada, toutefois, des foyers gratuits furent offerts en si grand nombre qu'il a été possible de placer les enfants britanniques en qualité d'invités dans les foyers canadiens où ils sont traités et soutenus comme les autres membres de la famille, sauf en ce qui concerne le vêtement, l'hospitalisation et les soins médicaux et dentaires. Les provinces et les sociétés de l'aide à l'enfance mobilisent tous leurs organismes pour assurer le soin des enfants gratuitement. Tous déboursés supplémentaires pour fins de personnel, réception, entretien, déplacement, remplacement, hospitalisation et soins médicaux peuvent toutefois être mis au compte du Gouvernement fédéral.

Le récit de la venue d'enfants britanniques ne serait pas complet sans une mention de la Commission Consultative Nationale pour les enfants d'outre-mer. Cette commission fut instituée à l'été 1940 en prévision d'un mouvement beaucoup plus considérable qu'il ne l'avait été jusque-là. Elle se compose de citoyens canadiens en vue dans les diverses provinces et, comme son nom l'indique, elle est un organisme purement consultatif dont les recommandations sont faites au Ministre des Mines et Ressources. Dans l'intervalle des réunions générales, la Commission fonctionne par le truchement d'un exécutif qui tient des réunions périodiques à Ottawa au cours desquelles sont étudiés tous les problèmes relatifs au bien-être des enfants britanniques invités pendant leur séjour au Canada. La Commission reçoit aussi des dons pour le soin de ces enfants et toutes les dépenses faites par les provinces ou leurs sociétés de coordination sont payées par la Commission à même les dons qu'elle reçoit de personnes dévouées ou au moyen de subventions du Gouvernement fédéral.

En automne 1940 deux navires transportant des enfants au Canada sont torpillés dans l'Atlantique. Ces incidents mettent fin brusquement à un mouvement qui avait suscité le plus vif intérêt au Canada et engagé au moins 50,000 Canadiens à ouvrir leurs maisons aux enfants britanniques invités pour la durée de la guerre.

Sous-section 8.—Immigration de réfugiés

Le terme "réfugié" a pris ces dernières années un sens beaucoup plus large qu'au lendemain de la première grande guerre. Il s'appliquait alors aux personnes qui avaient tout perdu, foyer et nationalité; plus tard il fut étendu à toutes les personnes qui, en raison de malaises politiques, religieux, raciaux ou économiques réels ou imminents, furent forcées de s'enfuir ou engagées à le faire.

Avant la première grande guerre, l'immigration européenne au Canada était en bonne partie le résultat de la propagande des compagnies de transport et du Gouvernement fédéral et, à certaines époques, de sociétés ou organisations. Le terme "réfugié" était alors rarement entendu. Cette guerre, qui détermine des remaniements si radicaux des frontières des états européens, changea la nationalité de trente à quarante millions de personnes. Elle créa aussi de nouvelles nationalités, mais laissa des groupes importants sans aucune nationalité reconnue et qui furent

désignés par la suite comme réfugiés. La Société des Nations consacra beaucoup d'attention et d'efforts au soin, à la migration et à l'établissement de milliers de ces sans foyer ni patrie et, par l'entremise d'un Commissaire des réfugiés et grâce à la collaboration de plusieurs pays, réussit à en transplanter un grand nombre dans des foyers nouveaux.

Au lendemain de la première guerre mondiale, un grand nombre de personnes voulurent quitter l'Europe mais, parmi celles qui vinrent au Canada, un grand nombre ne purent satisfaire aux exigences de la loi de l'immigration et furent en conséquence refusées. La situation dans les ports canadiens de l'Atlantique devint si grave qu'il fut décidé d'établir un système d'examen prémigratoire. Ce système entra en vigueur à l'automne de 1920.

A l'automne de 1923, le premier groupe important organisé de réfugiés européens fut accepté. C'était un groupe de sans foyer ni patrie. Le nombre de personnes ainsi admises fut de beaucoup plus de 5,000.

Pendant plusieurs années, les pays d'émigration découragèrent l'exode de colons, mais plus tard l'émigration de minorités indésirables fut encouragée malgré un effort croissant déployé pour conserver leur avoir.

Dans les tableaux statistiques de l'immigration, le terme "réfugié" ne figure pas et il n'existe aucune méthode pouvant fournir des chiffres exacts sur ce mouvement. Le Canada, conformément à une pratique généralement acceptée, insiste plus sur la race que sur la nationalité. Les grands changements de nationalité qui se sont opérés depuis une génération rendraient tout à fait impossible toute comparaison entre l'immigration d'avant-guerre et celle d'après-guerre. Bien que les immigrés ne soient pas indiqués comme réfugiés dans les tableaux statistiques, c'est un fait reconnu que la majorité d'entre eux qui sont venus d'Europe au Canada ces dernières années appartiennent à cette catégorie.

Quelques milliers de réfugiés ont été admis au Canada au cours de l'année fiscale 1940–41. Ils appartenaient pour la plupart à l'un des groupes suivants:—

1. Parents à la charge et membres de familles dont certains des autres membres étaient déjà établis au Canada.
2. Personnes ayant suffisamment d'argent pour assurer leur subsistance.
3. Techniciens et ouvriers spécialisés dont les services pouvaient vraisemblablement être utiles au Canada.
4. Personnes ou familles important de nouvelles industries au pays et les capitaux nécessaires à leur établissement.

Ce dernier groupe est le plus considérable et le plus important. Un grand nombre de nouvelles industries ont été ainsi obtenues et sont en voie d'établissement dans tout le Dominion. Il en résulte déjà que des milliers d'ouvriers canadiens sont à s'adapter à de nouveaux genres d'occupations.

Sous-section 9.—Immigration orientale

L'immigration orientale, à la faveur des conditions présentes, a cessé d'être un problème et la répercussion économique de la présence de personnes d'origine orientale peut être mieux étudiée à la lumière des chiffres du recensement. Aux fins d'assurer la continuité des tableaux historiques de l'immigration orientale, ceux-ci sont présentés ci-dessous. Un exposé de la législation et de l'arrière-plan relatifs à l'immigration des Orientaux au Canada paraît aux pages 121–124 de l'Annuaire de 1941.

14.—Immigration orientale, années civiles 1929-40

Année	Chinois	Japonais	Maltais et Hindous	Total
1929	1	180	49	230
1930	Nil	218	80	298
1931	"	174	52	226
1932	1	119	61	181
1933	1	106	36	143
1934	1	126	33	160
1935	Nil	70	26	96
1936	"	103	13	116
1937	1	146	11	158
1938	Nil	57	9	66
1939	"	44	19	63
1940	"	44	6	50

15.—Etat des recettes totales provenant de l'immigration chinoise et des enregistrements d'immigrés chinois sortant du pays, 1886-1900, par décennie 1901-30, et années fiscales 1931-41

Année	Payant la taxe	Exempts de taxe	Pourcentage de ceux exemptés de la taxe	Permis d'absence	Recettes totales
	nomb.	nomb.	p.c.	nomb.	$
Totaux (1886 à 1900 inclusivement)	**28,637**	**394**	**1·36**	**15,853**	**1,454,239**
Totaux (1901 à 1910 inclusivement)	**20,645**	**2,850**	**12·13**	**25,453**	**3,885,204**
Totaux (1911 à 1920 inclusivement)	**29,476**	**2,768**	**8·58**	**38,899**	**15,198,518**
Totaux (1921 à 1930 inclusivement)	**3,623**	**1,949**	**33·00**	**58,857**	**2,422,705**
1931	Nil	Nil	–	5,783	28,846
1932	"	"	–	4,387	11,584
1933	"	1	100·00	3,626	9,152
1934	"	2	100·00	2,156	7,237
1935	"	Nil	–	2,103	6,506
1936	"	"	–	2,138	6,501
1937	"	1	100·00	2,059	9,893
1938	"	Nil	–	792	2,359
1939	"	"	–	817	2,959
1940	"	"	–	933	4,066
1941	"	"	–	637	5,634

Section 3.—Emigration et Canadiens rapatriés

L'émigration du Canada est un facteur important pour contre-balancer l'immigration du passé, et le mouvement du Canada aux Etats-Unis a atteint à certaines époques de fortes proportions. Les nouveaux règlements appliqués par le gouvernement des Etats-Unis aux immigrants en général, excepté les Canadiens de naissance, eurent pour effet de restreindre l'immigration aux Etats-Unis et, partant, d'encourager les Canadiens à émigrer vers ce pays. Le Gouvernement canadien n'avait jamais gardé de constatations écrites de ce mouvement, et malgré sa gravité reconnue, son importance, telle qu'indiquée par les rapports des Etats-Unis, fut mise en doute parce que ces rapports ne tenaient pas compte des Canadiens qui revenaient au Canada après un séjour plus ou moins prolongé aux Etats-Unis. Le Ministère canadien de l'Immigration et de la Colonisation était au fait d'un fort mouvement

de retour de Canadiens et pourtant, jusqu'en 1924, aucun moyen ne fut pris pour en mesurer l'importance. Cette année-là les fonctionnaires de l'Immigration reçurent instruction de relever le nombre de Canadiens rentrant au Canada après avoir séjourné aux Etats-Unis.

Une autre circonstance qui dans le passé a déterminé un fort mouvement du Canada vers les Etats-Unis est sans doute l'entrée d'Européens au Canada qui se disaient immigrants de bonne foi, mais avaient par ailleurs l'intention de passer aux Etats-Unis aussitôt que les restrictions le leur permettraient. Le resserrement des règlements de l'immigration américaine au sujet des personnes venant du Canada et l'active coopération du Ministère canadien de l'Immigration et de la Colonisation, pour décourager cette pratique, semblent avoir apporté un palliatif efficace à la situation.

Le tableau **16** indique le nombre de Canadiens partis aux Etats-Unis dans l'intention de s'établir et revenus au Canada pendant la période du 1er avril 1924 au 31 décembre 1941.

16.—Canadiens[1] revenus des Etats-Unis, années civiles 1924-41

Année	Nés au Canada	Sujets britanniques établis au Canada	Naturalisés citoyens canadiens	Total	Année	Nés au Canada	Sujets britanniques établis au Canada	Naturalisés citoyens canadiens	Total
1924[2]....	31,217	3,736	2,364	37,317	1933.....	9,330	457	422	10,209
1925....	33,774	3,658	2,555	39,987	1934.....	5,926	739	607	7,272
1926....	52,736	5,792	2,765	62,293	1935.....	4,961	632	785	6,378
1927....	36,838	3,560	1,680	42,078	1936.....	4,649	297	222	5,168
1928....	30,436	2,674	1,010	34,120	1937.....	4,443	377	347	5,167
1929....	27,328	2,265	886	30,479	1938.....	4,016	333	310	4,659
1930....	28,230	2,176	1,202	31,608	1939.....	3,572	565	473	4,610
1931....	18,503	1,135	714	20,352	1940.....	4,705	207	78	4,990
1932....	16,801	809	610	18,220	1941.....	3,372	133	59	3,564

[1] Moins les aubains domiciliés au Canada. [2] Neuf mois.

Le mouvement permanent de la population entre le Canada et les Etats-Unis est devenu pour les Canadiens une question d'intérêt capital. En raison de l'absence de statistiques canadiennes sur l'émigration, le tableau suivant a été dressé à même des chiffres fournis par le Service de l'Immigration et de la Naturalisation du Département du Travail des Etats-Unis. Comme toutes les données n'existent pas pour chaque mois, il n'a pas été possible d'établir les statistiques d'après l'année civile, lesquelles sont données en conséquence d'après l'année fiscale des Etats-Unis soit, du 1er juillet au 30 juin. La colonne intitulée "Aubains déportables destinés au Canada" s'applique aux personnes autorisées à rentrer au Canada plutôt que de se soumettre à la procédure de déportation.

17.—Mouvement permanent présumé de la population entre le Canada et les Etats-Unis, années terminées le 30 juin 1933-41

Années terminées le 30 juin	Des Etats-Unis au Canada				
	Citoyens américains entrant au Canada	Aubains entrant au Canada	Aubains déportés au Canada	Aubains déportables destinés au Canada	Total
1933	5,967	1,705	2,216	1,750	11,638
1934	3,702	1,529	1,577	2,387	9,195
1935	3,049	1,324	1,554	2,471	8,398
1936	2,872	1,272	1,784	2,721	8,649
1937	2,862	1,027	1,833	3,463	9,185
1938	2,306	1,018	1,941	3,695	8,960
1939	2,933	965	1,915	3,604	9,417
1940	2,695	769	1,503	3,981	8,948
1941	3,331	835	957	2,453	7,576

Années terminées le 30 juin	Du Canada aux Etats-Unis				Mouvement net vers le (+) ou du (−) Canada
	Aubains immigrés du Canada	Citoyens américains rentrant du Canada	Personnes déportées du Canada	Total	
1933	6,135	3,818	462	10,415	+1,233
1934	7,873	5,976	245	14,094	−4,899
1935	7,695	4,453	224	12,372	−3,974
1936	8,018	4,524	206	12,748	−4,099
1937	11,799	5,211	214	17,224	−8,039
1938	14,070	5,032	153	19,255	−10,295
1939	10,501	4,233	153	14,887	−5,470
1940	10,806	4,264	113	15,183	−6,235
1941	11,280	3,572	79	14,931	−7,355

En ce qui concerne la migration permanente entre le Canada et le Royaume-Uni, les statistiques publiées par le Board of Trade britannique existent du 1er janvier 1924 au 30 juin 1939. Ces chiffres révèlent que de 1924 à 1930 il y a eu une rentrée nette au Dominion de 258,837 personnes, 355,567 personnes ayant quitté le Royaume-Uni et 96,730 y étant retournées. En 1931, le mouvement est contraire, la sortie nette à compter du 1er janvier 1931 jusqu'au 30 juin 1939 s'établissant à 78,184 personnes. Au cours de cette dernière période, 27,655 personnes seulement quittent le Royaume-Uni, tandis que pas moins de 105,839 y sont admises. Ces statistiques comprennent les personnes de nationalité britannique changeant de domicile permanent entre le Royaume-Uni et l'Amérique Britannique du Nord mais, comme le mouvement entre les Iles Britanniques et Terre-Neuve est à peu près inexistant, elles peuvent être acceptées comme donnant un aperçu assez juste de la migration entre le Canada et le Royaume-Uni. Dans un tableau, page 125, l'Annuaire de 1941 donne les détails de ce mouvement à compter de 1924 jusqu'au 30 juin 1939. Le Board of Trade britannique a discontinué la publication de ces statistiques.

Au sujet des estimations annuelles de la population, une étude du mouvement de la population a été faite d'après les données existantes. Les résultats de cette étude paraissent à la p. 99 du présent ouvrage.

La classification des Canadiens revenant au pays, indiquée à la p. 180 de l'Annuaire de 1939, a été remplacée par celle donnée ci-dessous le 1er avril 1938, avec le résultat que les données comparables d'après l'ancienne base n'existent pas pour l'année civile 1938. Cependant, les statistiques par classe de passage, pour tous les passagers autres que les immigrés, existent pour l'année en question et les totaux sont compris dans le tableau 18.

18.—Canadiens revenant au pays et autres non immigrants entrant au Canada par les ports océaniques, par classe de passage, année civile 1941, et totaux, 1930-41

NOTA.—Les chiffres de ce tableau ne couvrent que les passagers transocéaniques. Les totaux pour 1926 à 1934, sur la base de l'année fiscale, se trouvent à la page 230 de l'Annuaire de 1934-35. Les chiffres de ce tableau ne comprennent pas les évacués inscrits comme Canadiens rentrant au pays.

Année et item	Passagers transocéaniques			
	1ère classe	2ième classe	3ième classe	Total
Totaux, 1930	**6,064**	**14,458**	**30,479**	**51,001**
Totaux, 1931	**5,170**	**10,281**	**26,741**	**42,192**
Totaux, 1932	**5,333**	**9,314**	**27,285**	**41,932**
Totaux, 1933	**4,965**	**8,447**	**23,644**	**37,056**
Totaux, 1934	**6,103**	**9,119**	**23,928**	**39,150**
Totaux, 1935	**5,780**	**9,981**	**24,618**	**40,379**
Totaux, 1936	**4,391**	**12,356**	**30,076**	**46,823**
Totaux, 1937	**4,489**	**13,810**	**29,375**	**47,674**
	Deuxième classe	Classe touriste	Troisième classe	Total
Totaux, 1938	**14,459**	**11,899**	**16,858**	**43,216**
Totaux, 1939	**11,687**	**8,877**	**13,590**	**34,154**
Totaux, 1940	**5,547**	**4,148**	**6,167**	**45,874**[1]
Totaux, 1941	**3,762**	**1,095**	**1,419**	**6,276**
Détails, 1941				
Canadiens revenus (après une absence de plus d'un an)	491	196	160	847
Nés canadiens	*314*	*131*	*107*	*552*
Nés britanniques en dehors du Canada	*166*	*45*	*19*	*230*
Naturalisés Canadiens avec domicile	*8*	*19*	*16*	*43*
Aubains avec domicile	*3*	*1*	*18*	*22*
Touristes, etc	2,152	592	527	3,271
Personnes revenant (moins d'un an)	628	111	572	1,311

[1] Y compris 12 "non connus"

A compter du 1er avril 1938 une énumération a été faite des Canadiens revenant au pays et des autres non immigrants entrant dans le Dominion en provenance de Terre-Neuve. Ces personnes ne sont pas comprises dans les données du tableau 18 de même qu'elles ne sont pas comprises dans les tableaux semblables publiés antérieurement. Le tableau ci-dessous donne les détails de ce mouvement pour les années 1939-41.

19.—Canadiens revenant au pays et autres non immigrants venant de Terre-Neuve au Canada, années civiles 1939-41

Item	1939	1940	1941
Canadiens revenus (après une absence de plus d'un an)	62	153	326
Nés canadiens	*46*	*123*	*78*
Nés britanniques en dehors du Canada	*11*	*25*	*236*
Naturalisés Canadiens avec domicile	*5*	*2*	*4*
Aubains avec domicile	*Nil*	*3*	*18*
Touristes, etc	7,192	8,060	10,902
Personnes revenant (moins d'un an)	2,689	2,723	10,216
Totaux	**9,943**	**10,936**	**21,444**

Section 4.—Colonisation

Le lecteur intéressé trouvera une étude de ce sujet aux pages 209-210 de l'Annuaire de 1936.

CHAPITRE VII.—RELEVÉ DE LA PRODUCTION*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Principales branches de la production en 1939	174
Section 2. Distribution provinciale de la production en 1939 comparativement à 1938	177
Section 3. Principales branches de la production dans chaque province en 1939 comparativement à 1938	179

Les entreprises de production des denrées sont nettement plus actives en 1939 que l'année précédente. La valeur nette de la production des neuf divisions principales, après élimination du double emploi entre les groupes, du coût des matières premières, etc., est de $3,224,000,000 en regard de $2,975,000,000 en 1938. Le gain de 8·4 p.c. se répartit entre les entreprises de production primaire et celles de production secondaire, mais l'avance accusée par les opérations élémentaires est plus marquée. La valeur de cette production est plus grande qu'en toute autre année depuis 1930, époque où les prix de gros étaient sensiblement plus élevés. L'indice du prix des denrées tombe d'environ trois points par rapport à l'année précédente, ce qui indique une avance considérable dans le volume de la production.

Cette augmentation est due principalement à un retour des bonnes récoltes dans l'Ouest du Canada. La récolte de blé atteint le haut chiffre de 520,600,000 boisseaux comparativement à 360,000,000 l'année précédente. Sept des neuf branches principales accusent une augmentation en valeur nette, les deux exceptions étant les pêcheries et les ouvrages à façon et réparations.

L'indice de la production industrielle, embrassant quatre des neuf industries, enregistre un gain de 22 p.c. en 1940 sur l'année précédente, tandis que l'indice des prix de gros, à 82·9 en regard de 75·4, est de 9·9 p.c. plus élevé. L'estimation préliminaire de la valeur nette de la production agricole n'est cependant que de 4·7 p.c. plus élevée. La production minérale du Canada est évaluée à $529,800,000 en 1940, gain de 11·5 p.c. sur 1939. Ce total est la valeur brute des minéraux extraits et repose par conséquent sur une base différente des totaux industriels employés ici.

Tout indique que la production des denrées en 1940 accusera une augmentation considérable sur l'année précédente partiellement à cause de l'accélération des industries travaillant à des contrats de guerre. Les statistiques indiquent que l'accélération de la production s'accentue et s'oriente vers de nouveaux maximums grâce à l'impulsion des besoins de guerre.

Les chiffres de la production nette calculés par le Bureau Fédéral de la Statistique constituent une estimation de la contribution, à l'économie nationale, des neuf groupes industriels principaux figurant au relevé annuel de la production. La production "nette" représente la valeur totale moins le coût des matières premières, du combustible, de l'énergie électrique achetée et des fournitures nécessaires à la transformation. Pour les fins d'une étude économique ordinaire, le chiffre net devrait être utilisé de préférence au chiffre brut, en raison des nouveaux doubles emplois que ces derniers supposent.

Une explication de la méthode générale de calculer les statistiques de ce chapitre est donnée dans les sections correspondantes des Annuaires antérieurs de même qu'aux pages 27-30 du "Relevé de la Production au Canada, 1939", bulletin annuel publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

*Revisé par Sydney B. Smith, M.A., Bureau Fédéral de la Statistique.

Section 1.—Principales branches de la production en 1939

Production primaire

La valeur nette de production du groupe primaire accuse un gain de 10·2 p.c. sur 1938, reflétant principalement en ceci l'expansion de la production agricole. Le total est de $1,703,000,000 comparativement à $1,545,000,000, augmentation de près de $158,000,000.

Le gain enregistré par l'agriculture, industrie primaire la plus importante, est de 14 p.c. ou $104,000,000. Le début des hostilités en septembre marque un tournant dans la situation économique de l'agriculture de l'année. Les rendements accrus des récoltes et l'augmentation du nombre de bestiaux, associés à un marché quelque peu indolent au cours des huit premiers mois de l'année, déterminent un déclin des prix des produits agricoles, lesquels tombent du niveau de 100·4 p.c. en janvier 1913 à 90·2 en août. La guerre renverse cette tendance et les prix haussent de 10 p.c. en septembre. En décembre les prix des produits agricoles touchent leur plus haut point de l'année. La valeur de rendement des grandes cultures en 1939 est estimée à $634,000,000 comparativement à $550,000,000 en 1938. Bien que les prix soient plus bas, le rendement global plus considérable ajoute une valeur de $84,000,000 à celle de l'année précédente. Le volume des récoltes atteint un plus haut niveau qu'en toute autre année depuis 1931, le gain étant principalement attribuable au retour de meilleures récoltes dans l'Ouest du Canada.

L'essor rapide de l'industrie minière se maintient durant l'année d'observation. La valeur nette de la production, déduction faite de la valeur des minerais employés dans les smelters et du coût du combustible, de l'électricité achetée, des fournitures de transformation, du transport et du traitement des mineraux, est de $393,000,000 contre le haut niveau de $374,000,000 atteint l'année précédente. Malgré l'absence de toute amélioration sensible du prix des métaux, l'industie minérale enregistre une nouvelle année de prospérité. Onze minéraux établissent de nouveaux records de production. Pour la première fois depuis seize ans, le minerai de fer est extrait en quantité commerciale. Les opérations de production aurifère sont étendues; les mines en développement les deux années précédentes commencent à produire et 20 nouveaux moulins ouvrent leurs portes. La production de l'année dépasse les cinq millions d'onces pour la première fois. La production de cuivre, de nickel et de zinc est beaucoup plus considérable qu'en 1938.

L'industrie forestière accuse une amélioration marquée sur 1938, ses recettes nettes augmentant de 11 p.c. ou de plus de $27,000,000. Ralentie par les incertitudes presque sans précédent qui étreignent la plupart des marchés, l'augmentation en ce qui concerne le papier à journal s'établit à 9·3 p.c. Le début des hostilités détermine un changement immédiat dans la position. Le tirage plus considérable aux Etats-Unis, la disparition des exportations allemandes qui atteignaient autrefois près de 150,000 tonnes par année et l'incertitude entourant les exportations scandinaves de la Baltique sont autant d'éléments qui contribuent à accentuer l'expansion saisonnière régulière des opérations. La production au cours du dernier trimestre de l'année dépasse 75 p.c. du rendement possible, ce qui constitue le plus haut point depuis 1937.

Les pêcheries en haute mer de l'Atlantique accusent une amélioration en 1939. La prise totale est de 5,449,300 cwt en regard de 5,201,000 en 1938, soit un gain

de 4·8 p.c. La valeur enregistrée est de $8,896,000 ou 2·6 p.c. plus grande. Toutefois, la situation n'est pas aussi favorable sur la côte du Pacifique et est la cause de légers déclins dans les totaux pour tout le Canada; la valeur nette de la prise s'établit à $34,400,000 comparativement à $35,600,000 en 1938. La consommation domestique de poisson est relativement peu considérable, l'industrie dépendant presque en entier des marchés extérieurs. Normalement, de 60 à 70 p.c. de la prise annuelle sont exportés, la moitié environ allant aux Etats-Unis et un quart à la Grande-Bretagne. Les exportations de poisson et de produits poissonniers sont de $28,900,000, gain de près de 9 p.c. sur l'année précédente.

L'industrie de la fourrure, mesurée par la production nette, accuse une expansion en 1939. Les exportations sont évaluées à $14,600,000 en regard de $14,100,000 l'année précédente. La situation mondiale influe sur l'industrie de la fourrure de deux manières surtout. Le commerce d'exportation vers la Grande-Bretagne et l'Europe est influencé défavorablement et les prix, des fourrures de luxe particulièrement, déclinent à cause de la contraction des marchés normaux.

La valeur nette de la production des usines centrales électriques est d'environ $150,000,000 comparativement à $142,000,000 en 1938. L'utilisation de l'énergie hydroélectique croît rapidement au Canada et joue un rôle prépondérant dans l'évolution des industries canadiennes. De ses débuts à 1937, c'est en cette dernière année que la production d'énergie électrique au Canada atteint son maximum. En 1939 elle accuse un gain de 3 p.c. sur ce maximum. Au cours des dix dernières années les possibilités de rendement des aménagements hydroélectriques au Canada font plus que doubler et le Dominion dispose encore de réserves connues d'énergie hydroélectrique de près de cinq fois aussi grandes que les mises en valeur actuelles.

Production secondaire

La production nette des industries secondaires accuse en 1939 un gain de 6·3 p.c. sur 1938. Les manufactures montrent une augmentation de 7·2 p.c. et la construction, de 4·0 p.c. Le groupe des ouvrages à façon et réparations décline cependant de 2·5 p.c.

Les manufactures, élément principal de la production secondaire, accusent une amélioration considérable sur l'année précédente. Leur gain, tel que déterminé par le recensement annuel, est de $103,800,000, la valeur de leur production passant de $1,428,000,000 à $1,531,000,000. Ces statistiques embrassent les industries manufacturières telles que définies au chapitre des Manufactures et dans les rapports du recensement annuel des manufactures publiés par le Bureau. Pour les fins de cette revue, il a été nécessaire d'étudier séparément les industries fonctionnant normalement en association étroite avec le groupe de production primaire, les autres constituant la catégorie de manufactures *n.a.s.*

L'industrie de la construction exécute des contrats d'une valeur globale de $184,000,000 comparativement à $177,000,000 l'année précédente. Le montant de nouveaux contrats est à peu près le même qu'en 1938. Leur total est de $187,178,500 dont $82,600,000 en Ontario. La construction de logements, y compris les appartements, est, plus qu'en toute autre année sur laquelle il existe des statistiques, un facteur dominant dans l'industrie du bâtiment en 1939; la valeur de cette construction représente 36 p.c. du total.

1.—Valeur brute et nette de la production au Canada, par industrie, 1938 et 1939

NOTA.—La production nette représente la valeur totale sous un en-tête particulier, moins le coût des matériaux, du combustible, de l'électricité achetée, et des matières absorbées par la transformation.

Industrie	1938		1939		Pourcentage du changement en valeur nette	Pourcentage de valeur nette par industrie, par rapport à la production nette de 1939
	Brute	Nette	Brute	Nette		
	$	$	$	$	p.c.	p.c.
Agriculture	1,062,645,000	742,020,000	1,224,616,000	846,066,000	+14·0	26·24
Forêts	425,019,266	244,564,571	466,032,290	271,723,416	+11·1	8·43
Pêcheries	53,182,700	35,593,009	52,883,913	34,378,681	− 3·4	1·07
Piégeage	6,572,824	6,572,824	7,919,412	7,919,412	+20·5	0·24
Mines	653,781,836[1]	374,415,674	663,342,816[1]	393,232,044	+ 5·0	12·20
Energie électrique	144,331,627	142,320,725	151,880,969	149,863,892	+ 5·3	4·65
Totaux, production primaire	2,345,533,253	1,545,486,803	2,566,675,400	1,703,183,445	+10·2	52·83
Construction	353,223,285	176,661,077	373,203,680	183,706,338	+ 4·0	5·70
Travail à façon et réparations	146,399,500	99,086,100	163,259,301	96,652,386	− 2·5	2·99
Manufactures[2]	3,337,681,366	1,428,286,778	474,783,528	1,531,051,901	+ 7·2	47·49
Totaux, production secondaire[3]	3,837,304,151	1,704,033,955	4,011,246,509	1,811,410,625	+ 6·3	56·18
Grands Totaux	**5,431,755,699**	**2,974,673,454**	**5,821,781,248**	**3,223,956,573**	+ 8·4	**100·00**

[1] Comprend le combustible, l'électricité, etc., ainsi que les ventes nettes indiquées au tableau 7 du chapitre XII. [2] Comprend l'industrie laitière, les scieries, les pulperies et papeteries, les conserveries et saurisseries de poisson et certaines industries minérales qui figurent également sous d'autres rubriques. Ce double emploi, s'élevant en 1938 à une valeur brute de $751,080,705 et à une valeur nette de $274,847,304 et en 1939 à une valeur brute de $756,140,661 et à une valeur nette de $290,637,497, est éliminé du grand total. [3] Comprend le double emploi ci-dessus mentionné. Le pourcentage de la valeur nette de la production manufacturière *n.a.s.* par rapport à la production nette totale en 1938 est de 38·78 et en 1939, de 38·46.

2.—Valeur nette de la production au Canada, 1938 et 1939

Classification	1938	1939
	$	$
PRODUCTION PRIMAIRE		
Agriculture	742,020,000	846,066,000
Forêts—		
Billots et billes	52,759,660	55,685,197
Bois à pulpe	53,761,999	58,302,668
Traverses de chemin de fer taillées	2,222,509	2,048,186
Bois de chauffage	32,740,566	33,058,240
Tous autres produits forestiers	6,781,123	8,653,107
Moins fournitures	−32,000,000	−34,000,000
Totaux, opérations forestières	116,265,857	123,747,398
Produits des scieries	39,264,528	44,852,358
Produits des pulperies	89,034,186	103,123,660
Totaux, bois ouvré	128,298,714	147,976,018
Totaux, production forestière	244,564,571	271,723,416
Pêcheries—		
Poisson préparé à la maison ou vendu frais par les pêcheurs	10,239,825	9,123,446
Ventes aux établissements d'apprêtage	12,589,724	12,807,991
Poisson mariné à la maison	2,303,943	1,135,940
Etablissements d'apprêtage (valeur ajoutée)	15,359,484	16,008,545
Moins combustibles, électricité et fournitures	−4,899,967	−5,697,241
Totaux, production des pêcheries	35,593,009	34,378,681

2.—Valeur nette de la production au Canada, 1938 et 1939—fin

Classification	1938	1939
	$	$
Piégeage—		
Production de fourrures (sauvagines)	6,572,824	7,919,412
Production minérale	374,415,674	393,232,044
Energie et éclairage électriques	142,320,725	149,863,892
TOTAUX, PRODUCTION PRIMAIRE	1,545,486,803	1,703,183,445
PRODUCTION SECONDAIRE		
Construction	176,661,077	183,706,338
Travail à façon et réparations	99,086,100	96,652,386
Manufactures—		
Substances végétales	267,471,208	292,129,840
Produits animaux	118,950,278	122,821,410
Textiles	159,978,801	181,927,898
Bois et papier	277,002,267	303,662,441
Fer et acier	261,639,134	275,774,796
Métaux non ferreux	164,692,324	155,808,806
Métalloïdes	74,967,075	85,511,631
Produits chimiques	80,506,965	89,046,832
Diverses	23,078,726	24,368,247
Totaux, manufactures[1]	1,428,286,778	1,531,051,901
TOTAUX, PRODUCTION SECONDAIRE	1,704,033,955	1,811,410,625
Moins les doubles emplois dans les manufactures[1]	274,847,304	290,637,497
Grands totaux	**2,974,673,454**	**3,223,956,573**

[1] Les totaux des manufactures contiennent des doubles emplois qui ont été éliminés de la production totale. Le double emploi provient de l'inclusion à deux endroits d'un certain nombre d'industries qui peuvent être considérées comme extractives ou comme transformation manufacturière.

Importance relative des diverses branches de la production.—En raison d'une production agricole encore plus considérable, l'ascension des industries manufacturières comme premier facteur de production des denrées n'est pas aussi marquée en 1939. Le rendement de l'agriculture est de 26·2 p.c. en regard de 24·9 p.c. en 1938. La part relative des manufactures tombe de 48·0 p.c. l'année précédente à 47·5 p.c. en 1939. En écartant les item de double emploi qui figurent aussi dans les diverses industries extractives auxquelles ils sont associés, la production manufacturière non autrement spécifiée (*n.a.s.*) est de 38·5 p.c. du total net comparativement à 38·8 p.c. en 1938. Les mines conservent la troisième place avec 12·2 p.c. du grand total. Les opérations forestières donnent 8·4 p.c. du revenu total, tandis que la construction et l'énergie électrique contribuent 5·7 p.c. et 4·7 p.c. respectivement, conservant leurs rangs de l'année précédente. Le travail à façon et les réparations, les pêcheries et le piégeage viennent ensuite dans l'ordre mentionné.

Section 2.—Distribution provinciale de la production en 1939 comparativement à 1938

Comparativement à 1938, chacune des neuf provinces accuse des gains en 1939. Le fait saillant est le relèvement marqué de la production en Saskatchewan dont la valeur passe de $137,000,000 à $226,000,000, augmentation de pas moins de 65 p.c. La valeur estimative de la production agricole nette est de $183,000,000 en regard d'une valeur peu élevée de $98,000,000 l'année précédente. En dehors du gain prononcé de la Saskatchewan, attribuable en partie à de meilleures conditions clima-

tiques, le gain relatif le plus élevé est celui de la province de Québec. L'avance dans cette province est de $764,000,000 en 1938 à $830,000,000 en 1939, soit 8·6 p.c. L'augmentation en Ontario est de 4·8 p.c., la valeur de la production s'établissant à $1,354,000,000 comparativement à $1,293,000,000 l'année précédente. L'amélioration est générale dans les Provinces Maritimes, le Nouveau-Brunswick prenant la tête avec un gain de 7·3 p.c. L'Ile du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse viennent ensuite avec des gains respectifs de 7·7 p.c. et 4·3 p.c.

L'Alberta accuse une augmentation de 5·4 p.c. et le Manitoba, une augmentation de 2·9 p.c. La valeur nette de la production en Colombie Britannique et au Yukon, à la faveur d'une diversification marquée, passe de $246,400,000 à $253,600,000, gain de 2·9 p.c. L'expansion manufacturière est le principal élément de l'augmentation de la production nette sur la côte occidentale, bien que l'activité forestière se soit hissée à un niveau plus élevé.

Production relative par province, 1939.—En 1939, l'Ontario conserve la première place dans la production des denrées, donnant 42·0 p.c. de la production canadienne totale comparativement à 43·5 p.c. en 1938. La part du Québec diminue légèrement. Elle s'établit à 25·8 p.c. La Colombie Britannique (et le Yukon) restent en troisième place avec 7·9 p.c.

Le relèvement de l'industrie agricole explique à lui seul l'amélioration de la situation en Saskatchewan dont la contribution passe de 4·6 de p.c. du total en 1938 à 7·0 p.c. en 1939. La part de l'Alberta est de 6·8 p.c. et celle du Manitoba, de 4·6 p.c. La Nouvelle-Ecosse vient en tête des Provinces Maritimes avec une contribution de 3·2 p.c.; le Nouveau-Brunswick vient ensuite avec 2·3 p.c. et l'Ile du Prince-Edouard en troisième place avec 0·4 p.c. Régionalement, les Provinces des Prairies produisent 18·5 p.c. des denrées, tandis que les Provinces Maritimes en produisent 5·9 p.c.

3.—Valeur brute et valeur nette de la production au Canada, par province, 1938 et 1939

Province	1938				1939			
	Valeur brute	Valeur nette			Valeur brute	Valeur nette		
		Somme	Pourcentage	Per capita[1]		Somme	Pourcentage	Per capita[1]
	$	$		$	$	$		$
Ile du P.-E.	20,458,390	11,832,958	0·40	125·88	22,705,070	12,748,646	0·40	134·20
N.-E.	168,300,064	99,158,589	3·33	180·95	181,518,282	103,459,716	3·21	186·75
N.-B.	126,852,056	70,047,728	2·35	157·41	138,843,805	75,136,314	2·33	166·60
Qué.	1,450,142,356	764,189,933	25·69	240·92	1,569,855,174	830,013,220	25·75	258·57
Ont.	2,429,302,024	1,292,574,329	43·46	347·29	2,519,670,167	1,354,389,317	42·01	360·98
Man.	263,484,363	145,101,719	4·88	201·53	277,843,898	149,256,552	4·63	205·30
Sask.	231,430,092	136,980,819	4·60	145·57	328,720,576	225,576,383	7·00	237·70
Alta.	308,419,193	208,382,832	7·01	266·13	331,044,275	219,734,377	6·82	278·50
C.B. et Yukon[2]	433,368,161	246,404,547	8·28	317·94	451,580,001	253,642,048	7·85	326·02
Totaux	**5,431,756,699**	**2,974,673,454**	**100·00**	**265·38**	**5,821,781,248**	**3,223,956,573**	**100·00**	**284·93**

[1] Basée sur les estimations de la population faites par le Bureau Fédéral de la Statistique. [2] La valeur brute de la production au Yukon, principalement dans l'industrie minière et le piégeage (y compris les mêmes industries dans les T.N.-O.), est de $6,342,852 et la valeur nette, de $4,250,505 en 1938; en 1939 la valeur brute est de $8,990,169 et la valeur nette, $7,029,467.

Section 3.—Principales branches de la production dans chaque province en 1939 comparativement à 1938

Provinces Maritimes.—La production nette des Provinces Maritimes en 1939 augmente de 5·7 p.c. sur celle de l'année précédente. L'agriculture et le travail à façon et réparations accusent des diminutions. Ce sont les manufactures qui enregistrent la plus forte augmentation, leur production nette passant de $56,400,000 à $64,200,000.

Québec.—Les manufactures restent la principale industrie de la province de Québec. Moins les doubles emplois, elles contribuent environ 45 p.c. de la valeur nette de la production provinciale. Comparativement, l'agriculture ne contribue que 15·6 p.c. et les forêts, 12·3 p.c. de la production nette totale. Les mines enregistrent un léger gain, passant de 9·1 à 9·8 p.c., tandis que la construction, augmentant aussi un peu, passe de 6·8 à 7·2 p.c. du total provincial.

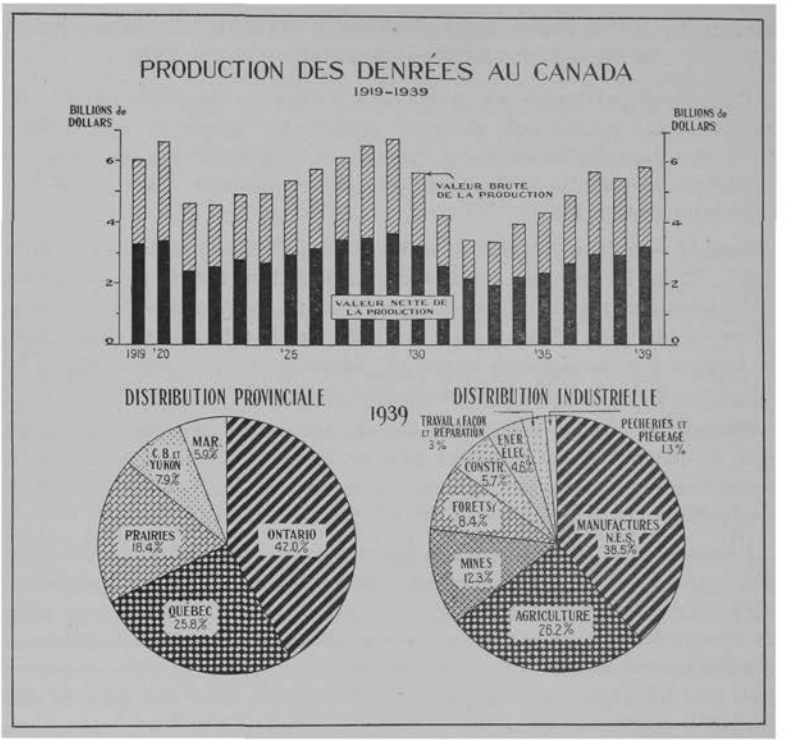
Ontario.—Cette province tient la tête en valeur nette de production manufacturière en 1939. Celle-ci représente plus de la moitié de la production totale. L'agriculture et les mines sont stationnaires, ne représentant que 18·6 p.c. et 13·9 p.c. respectivement, contre 18·5 p.c. et 14·1 p.c. respectivement en 1938.

Provinces des Prairies.—L'agriculture est naturellement l'industrie prédominante dans les Provinces des Prairies; elle contribue 65·7 p.c. de la production nette en 1939. L'augmentation sur 1938 est de 32·8 p.c. Il y a des gains en général dans chacune des trois provinces et une amélioration marquée dans la Saskatchewan. Les manufactures contribuent un sixième de la production régionale—fait remarquable dans une région reconnue comme plutôt agricole depuis un quart de siècle. Les mines y progressent sans cesse. Elles représentent plus de 7·5 p.c. du total net.

Colombie Britannique et Yukon.—La production nette des forêts de la Colombie Britannique en 1939 est de près de $63,000,000 ou environ un quart de la production provinciale. Les manufactures, *n.a.s.*, une fois les doubles emplois écartés, contribuent la deuxième proportion la plus élevée, soit 21·5 p.c., tandis que les mines représentent 20 p.c. du total net. L'agriculture contribue 12·5 p.c. et les pêcheries, 5·5 p.c. seulement.

Production per capita.—La production totale nette de denrées au Canada, évaluée à $285 par tête, est de 7·5 p.c. plus élevée qu'en 1938 alors qu'elle s'établissait à $265; l'augmentation estimative de la population était alors de moins d'un pour cent.

Chacune des neuf provinces accuse en 1939 une amélioration per capita sur l'année précédente. L'Ontario, grâce à une situation industrielle avantageuse et à la diversification de ses industries, tient la première place. Sa production nette de denrées est de $361 per capita, gain de plus de $13 sur le niveau de 1938. La Colombie Britannique vient ensuite avec une production de $326 per capita. L'Alberta reste en troisième place avec $279, tandis que le Québec s'améliore, passant de $241 à $259. L'amélioration de la situation en Saskatchewan se reflète dans une hausse du bas point de $146 en 1938 à $238 l'année d'observation. Au Manitoba, la production per capita est plus modérée, à $205. Viennent enfin dans l'ordre mentionné la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et l'Ile du Prince-Edouard.



4.—Valeur brute et nette de la production, par industrie et par province, 1938 et 1939

NOTA.—Voir les tableaux **1** et **2** pour les totaux du Dominion.

PRODUCTION BRUTE, 1938 ET 1939

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
1938	$	$	$	$	$
Agriculture	14,350,000	30,621,000	29,676,000	197,747,000	341,309,000
Forêts	640,691	15,969,635	32,382,183	151,060,149	110,175,793
Pêcheries	1,312,368	12,316,472	4,773,409	2,406,750	3,353,775
Piégeage	5,740	267,250	603,121	1,058,752	824,412
Mines	Nil	25,482,903	3,780,228	148,819,998	318,041,840
Electricité	313,187	5,330,038	3,562,746	52,962,073	49,988,137
Construction	1,331,442	18,038,687	14,974,820	100,830,603	151,435,842
Travail à façon et réparations	512,400	4,289,500	3,001,200	39,601,000	57,725,300
Manufactures[1]	3,570,667	74,860,605	58,570,952	983,123,599	1,712,496,421
Doubles emplois (manufactures)[1]	−1,578,105	−18,876,036	−24,472,603	−227,467,568	−316,048,496
Totaux, 1938	**20,458,300**	**168,300,054**	**126,852,056**	**1,450,142,356**	**2,429,302,024**

Renvoi à la fin du tableau p. 183.

4.—Valeur brute et nette de la production, par industrie et par province, 1938 et 1939
—suite

PRODUCTION BRUTE, 1938 ET 1939—fin

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon[2]
	$	$	$	$
1938				
Agriculture	87,632,000	144,559,000	173,520,000	43,231,000
Forêts	5,111,213	2,904,224	4,889,559	101,885,779
Pêcheries	1,811,124	468,646	492,943	26,247,213
Piégeage	509,496	537,516	506,066	2,260,471
Mines	29,623,498	12,375,136	27,898,325	87,759,908
Electricité	7,926,813	4,787,862	5,546,544	13,914,227
Construction	14,247,661	11,020,224	13,166,662	28,177,344
Travail à façon et réparations	9,984,500	7,100,400	8,256,900	15,928,300
Manufactures[1]	131,770,280	61,027,853	86,675,500	225,585,489
Doubles emplois (manufactures)[1]	−25,132,252	−13,350,769	−12,533,306	−111,621,570
Totaux, 1938	**263,484,363**	**231,430,092**	**308,419,193**	**433,368,161**

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1939					
Agriculture	15,690,000	28,938,000	32,655,000	208,074,000	372,087,000
Forêts	679,109	16,497,802	34,022,200	176,834,286	117,598,252
Pêcheries	1,336,634	12,136,646	6,103,515	2,415,207	3,010,252
Piégeage	4,377	180,484	754,736	1,081,129	1,550,387
Mines	Nil	28,955,090	3,929,992	163,440,306	308,175,159
Electricité	326,420	5,548,336	3,789,079	56,155,440	52,136,169
Construction	1,948,064	19,890,449	14,886,121	118,529,680	144,829,394
Travail à façon et réparations	571,408	4,783,497	3,346,816	44,161,641	64,373,142
Manufactures[1]	3,543,681	83,139,572	66,058,151	1,045,757,585	1,745,674,707
Doubles emplois (manufactures)[1]	−1,394,623	−18,551,594	−26,701,805	−246,594,100	−289,764,295
Totaux, 1939	**22,705,070**	**181,518,282**	**138,843,805**	**1,569,855,174**	**2,519,670,167**

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon[2]
	$	$	$	$
1939				
Agriculture	96,517,000	238,579,000	187,133,000	44,943,000
Forêts	5,820,349	3,018,165	4,883,771	106,678,356
Pêcheries	1,655,273	478,511	430,724	25,317,151
Piégeage	583,449	589,538	731,285	2,438,027
Mines	28,619,359	13,140,601	29,558,706	87,523,603
Electricité	8,467,519	5,105,620	5,814,827	14,537,559
Construction	14,848,706	13,429,064	17,856,669	26,985,533
Travail à façon et réparations	11,134,284	7,918,076	9,207,825	17,762,612
Manufactures[1]	134,293,595	60,650,589	87,474,080	248,191,568
Doubles emplois (manufactures)[1]	−24,095,636	−14,188,588	−12,052,612	−122,797,408
Totaux, 1939	**277,843,898**	**328,720,576**	**331,044,275**	**451,580,001**

Renvoi à la fin du tableau, p. 183.

4.—Valeur brute et nette de la production, par industrie et par province, 1938 et 1939 —suite

PRODUCTION NETTE, 1938 ET 1939

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1938					
Agriculture	8,450,500	19,559,430	17,043,360	131,569,970	239,382,400
Forêts	465,676	10,237,628	18,276,104	82,579,127	63,302,933
Pêcheries	847,789	8,060,634	3,113,855	1,876,531	3,353,775
Piégeage	5,740	267,250	603,121	1,058,752	824,412
Mines	Nil	20,224,347	3,506,250	69,593,807	181,897,886
Electricité	259,793	4,854,842	3,356,595	52,930,122	49,952,866
Construction	675,142	9,705,582	8,177,241	52,157,674	73,036,721
Travail à façon et réparations	346,800	2,903,200	2,031,300	26,862,800	39,069,600
Manufactures[1]	1,131,902	31,375,251	23,865,877	428,614,079	757,620,632
Doubles emplois (manufactures)[1]	−350,384	−8,029,575	−9,925,975	−82,992,929	−115,866,896
Totaux, 1938	**11,832,958**	**99,158,589**	**70,047,728**	**764,189,933**	**1,292,574,329**

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon[2]
	$	$	$	$
1938				
Agriculture	61,340,800	98,164,500	134,788,440	31,720,600
Forêts	3,324,964	2,161,347	3,509,608	60,707,184
Pêcheries	1,811,124	468,646	492,943	15,567,712
Piégeage	509,496	537,516	506,066	2,260,471
Mines	15,144,672	7,029,842	24,931,056	52,087,814
Electricité	7,850,699	4,019,721	5,253,250	13,842,837
Construction	6,230,265	7,208,193	7,011,373	12,458,886
Travail à façon et réparations	6,757,700	4,805,700	5,588,400	10,780,600
Manufactures[1]	48,308,248	16,143,335	30,755,626	90,471,828
Doubles emplois (manufactures)[1]	−6,176,249	−3,557,981	−4,453,930	−43,493,385
Totaux, 1938	**145,101,719**	**136,980,819**	**208,382,832**	**246,404,547**

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1939					
Agriculture	8,762,535	15,726,605	17,626,565	129,108,470	252,275,925
Forêts	493,737	10,466,856	18,816,348	101,755,803	67,720,835
Pêcheries	867,861	8,005,779	3,942,157	1,915,927	3,010,252
Piégeage	4,377	180,484	754,736	1,081,129	1,550,387
Mines	Nil	23,504,419	3,600,454	81,609,118	188,867,969
Electricité	266,412	5,072,208	3,594,362	56,120,938	52,100,287
Construction	1,116,959	9,787,395	8,553,866	60,007,310	68,535,712
Travail à façon et réparations	338,284	2,831,914	1,981,374	26,144,471	38,110,035
Manufactures[1]	1,243,979	35,885,563	27,041,195	470,385,279	791,428,569
Doubles emplois (manufactures).[1]	−345,498	−8,001,507	−10,774,743	−98,106,225	−109,210,654
Totaux, 1939	**12,748,646**	**103,459,716**	**75,136,314**	**830,013,220**	**1,354,389,317**

Renvoi à la fin du tableau, p. 183.

4.—Valeur brute et nette de la production, par industrie et par province, 1938 et 1939 —fin

PRODUCTION NETTE, 1938 ET 1939—fin

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon[2]
	$	$	$	$
1939				
Agriculture	66,687,260	183,045,715	141,139,175	31,693,750
Forêts	3,717,261	2,269,352	3,563,998	62,919,226
Pêcheries	1,665,273	478,511	430,724	14,072,197
Piégeage	583,449	589,538	737,285	2,438,027
Mines	12,401,404	6,391,404	26,049,861	50,816,415
Electricité	8,393,044	4,330,867	5,542,712	14,443,062
Construction	6,569,460	7,772,854	8,987,693	12,375,089
Travail à façon et réparations	6,591,692	4,687,641	5,451,195	10,515,780
Manufactures[1]	48,810,544	20,283,273	32,618,153	103,355,346
Doubles emplois (manufactures)[1]	−6,152,835	−4,272,772	−4,786,419	−48,986,844
Totaux, 1939	**149,256,552**	**225,576,383**	**219,734,377**	**253,642,048**

[1] Les totaux des manufactures comprennent des doubles emplois qui sont éliminés lorsqu'il s'agit de calculer la production totale de chaque province. Ces doubles emplois proviennent de ce que les chiffres de certaines industries qui peuvent être considérées comme extractives ou de transformation manufacturière sont inscrits sous deux rubriques. [2] La valeur brute en 1938 de la production au Yukon, principalement dans les industries minière et du piégeage (y compris les industries semblables des T.N.-O.), est de $6,342,852 et la valeur nette, $4,250,505; en 1939, la valeur brute est de $8,990,169 et la valeur nette, $7,029,467.

5.—Rapport du pourcentage de la production nette de chaque industrie au total de la production nette de chaque province, 1938 et 1939

Industrie	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1938					
Agriculture	71·4	19·7	24·3	17·2	18·5
Forêts	3·9	10·3	26·1	10·8	4·9
Pêcheries	7·2	8·2	4·4	0·2	0·3
Piégeage	0·1	0·3	0·9	0·2	0·1
Mines	Nil	20·4	5·0	9·1	14·1
Electricité	2·2	4·9	4·8	6·9	3·9
Construction	5·7	9·8	11·7	6·8	5·6
Travail à façon et réparations	2·9	2·9	2·9	3·5	3·0
Manufactures, *n.a.s.*	6·6	23·5	19·9	45·3	49·6
Totaux, 1938	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Production manufacturière (pourcentage de la production nette)	9·6	31·6	34·1	56·1	58·6

5.—Rapport du pourcentage de la production nette de chaque industrie au total de la production nette de chaque province, 1938 et 1939—fin

Industrie	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Canada
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1938					
Agriculture	42·3	71·7	64·7	12·9	24·94
Forêts	2·3	1·6	1·7	24·6	8·22
Pêcheries	1·2	0·3	0·2	6·3	1·20
Piégeage	0·4	0·4	0·2	0·9[1]	0·22
Mines	10·4	5·1	12·0	21·2[1]	12·59
Electricité	5·4	2·9	2·5	5·6[1]	4·78
Construction	4·3	5·3	3·4	5·1	5·94
Travail à façon et réparations	4·7	3·5	2·7	4·4	3·33
Manufactures, *n.a.s.*	29·0	9·2	12·6	19·0	38·78
Totaux, 1938	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·00**
Production manufacturière (pourcentage de la production nette)	33·3	11·8	14·8	36·7	48·01

	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1939					
Agriculture	68·7	15·2	23·5	15·6	18·6
Forêts	3·9	10·1	25·0	12·3	55·0
Pêcheries	6·8	7·7	5·2	0·2	0·2
Piégeage	0·0	0·2	1·0	0·1	0·1
Mines	Nil	22·7	4·8	9·8	13·9
Electricité	2·1	4·9	4·8	6·8	3·8
Construction	8·8	9·5	11·4	7·2	5·1
Travail à façon et réparations	2·7	2·7	2·6	3·1	2·8
Manufactures, *n.a.s.*	7·0	27·0	21·7	44·9	50·5
Totaux, 1939	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Production manufacturière (pourcentage de la production nette)	9·8	34·7	36·0	56·7	58·4

	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique et Yukon	Canada
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1939					
Agriculture	44·7	81·1	64·2	12·5	26·24
Forêts	2·5	1·0	1·6	24·8	8·43
Pêcheries	1·1	0·2	0·2	5·5	1·07
Piégeage	0·4	0·3	0·3	1·0[1]	0·25
Mines	8·3	2·8	11·9	20·0[1]	12·20
Electricité	5·6	1·9	2·5	5·7[1]	4·65
Construction	4·4	3·4	4·1	4·9	5·70
Travail à façon et réparations	4·4	2·1	2·5	4·1	3·00
Manufactures, *n.a.s.*	28·6	7·2	12·7	21·5	38·46
Totaux, 1939	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·00**
Production manufacturière (pourcentage de la production nette)	32·7	9·0	14·8	40·7	47·49

[1] Y compris les chiffres des Territoires du Nord-Ouest.

CHAPITRE VIII.—AGRICULTURE

SYNOPSIS

	Page
Article spécial. La guerre et l'agriculture canadienne	185
Section 1. Le Gouvernement et l'agriculture	191
Sous-section 1. Le Gouvernement fédéral	191
Commission du Prêt Agricole canadien.	191
Sous-section 2. Ministères provinciaux de l'Agriculture	193
Sous-section 3. Collèges et écoles agricoles des provinces	198
Section 2. Statistiques de l'agriculture	198
Sous-section 1. Valeur de la production et du fonds agricoles	198
Sous-section 2. Superficie, rendement et valeur des grandes cultures	201
Sous-section 3. Bestiaux et volailles de ferme	208
Sous-section 4. Statistiques laitières	213
Sous-section 5. Horticulture	221
Sous-section 6. Cultures spéciales	224
Sous-section 7. Mercuriale des produits agricoles	228
Sous-section 8. Statistiques agricoles du recensement	230
Sous-section 9. Irrigation agricole	231
Sous-section 10. Statistiques agricoles internationales	231

L'agriculture, y compris l'élevage et l'horticulture, est l'industrie la plus importante du peuple canadien. Elle emploie, d'après le recensement de 1931, 28·7 p.c. de la population active totale et 33·9 p.c. ou plus d'un tiers de la population active masculine. Elle fournit en outre la matière première à un grand nombre de manufactures canadiennes et ses produits, bruts ou transformés, représentent une proportion très considérable des exportations canadiennes. Voir pp. 16–17 du présent ouvrage pour un exposé des terres agricoles occupées et disponibles.

Une brève introduction portant sur l'arrière-plan historique de l'agriculture canadienne paraît aux pp. 194–198 de l'Annuaire de 1939. Tel que maintenant présenté, ce chapitre traite de l'activité ordinaire des gouvernements—fédéral selon l'espace disponible (pour utiliser cet espace à meilleur escient, il a été décidé de ne pas répéter d'une année à l'autre les articles spéciaux) et provinciaux et d'y suppléer au moyen de précis et de références aux sources provinciales de renseignements. Le chapitre se termine par des statistiques complètes colligées et compilées par la Branche de l'Agriculture du Bureau Fédéral de la Statistique et embrassant l'ensemble du Canada. Ces statistiques offrent des données sur la valeur de la production et du fonds agricoles, les grandes cultures, les bestiaux et les volailles, l'industrie laitière, les cultures spéciales, les prix et divers autres sujets. La revue ordinaire des statistiques mondiales, dont les données sont puisées dans les publications de l'Institut International d'Agriculture, ne paraît pas dans les deux dernières éditions de l'Annuaire, les statistiques n'étant pas disponibles à cause de la guerre.

LA GUERRE ET L'AGRICULTURE CANADIENNE*

Dès les premiers jours de la guerre il était évident que du point de vue agricole canadien le danger de rareté était moins grave que le problème de l'écoulement des immenses surplus de produits agricoles. Il ne fut donc pas question d'augmenter immédiatement la production. D'autre part, le Gouvernement créa les organismes nécessaires à l'orientation du programme agricole de temps de guerre afin de diriger l'effort de la production de façon à ce qu'il réponde le mieux possible aux besoins immédiats.

Après un peu moins de trois années de guerre, la situation a changé et les programmes de production ont été sensiblement accélérés. L'incertitude qui avait caractérisé les premiers mois de guerre et qui n'avait apporté que déception aux fer-

*Préparé sous la direction de G. S. H. Barton, C.M.G., B.S.A., D. Sc. A., sous-ministre de l'Agriculture, Ottawa.

miers désireux de contribuer à l'effort de guerre a presque totalement disparu. Si certains produits agricoles souffrent encore de la rareté des marchés d'exportation, l'augmentation de la demande en Angleterre a par ailleurs amélioré de beaucoup les perspectives pour le fermier canadien. Malgré la faible récolte de grain dans l'Ouest du Canada, le revenu en espèces des fermiers canadiens est appréciablement plus élevé en 1941 que l'année précédente. Grâce à la puissance d'achat accrue chez les consommateurs, ajoutée à des prix plus élevés et à une meilleure demande tant sur le marché domestique que sur le marché anglais, le revenu agricole est en général à la hausse. Les autres facteurs de cette amélioration sont les subventions offertes par le Gouvernement fédéral et certains des gouvernements provinciaux pour encourager la production à s'orienter vers certaines fins désirables.

Le problème de la main-d'œuvre.—Dans certaines parties du Canada, particulièrement dans les régions tributaires de grands centres industriels, les fermiers ont éprouvé de la difficulté à se procurer l'aide nécessaire l'année dernière. Malgré les mesures projetées pour remédier à la situation, tout indique que le problème sera encore plus compliqué en 1942. Un grand nombre de fermiers en disposent cependant en recourant davantage à la machine, dont les achats en 1940 s'établissent à $47,000,000, le plus haut montant depuis plusieurs années. La plus forte augmentation se produit dans l'achat de tracteurs, combines et outillage de labour dont l'emploi assure le maximum d'économie de main-d'œuvre.

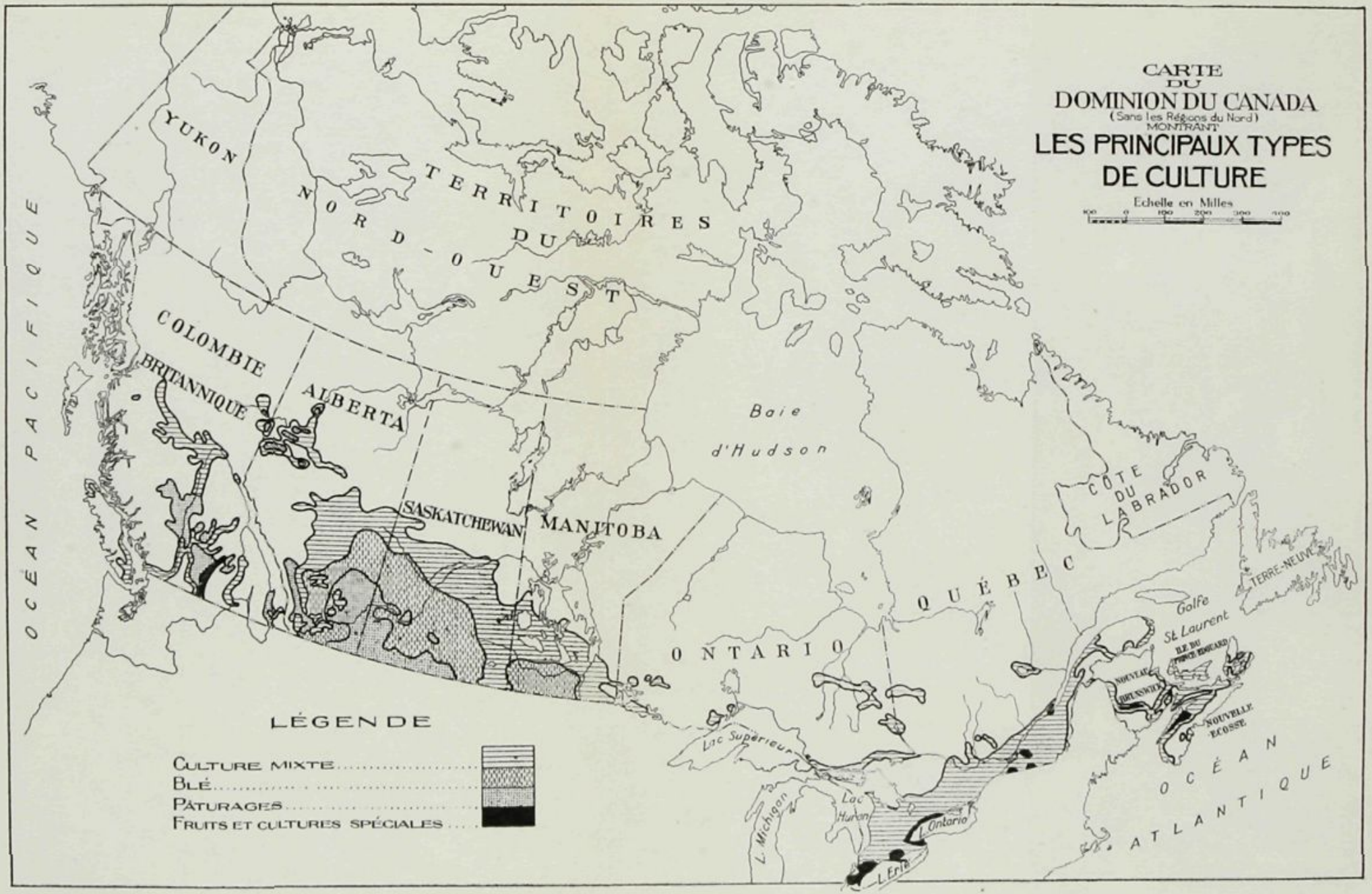
Bien qu'à cause de la guerre les stocks de machines agricoles puissent être sujets à certaines restrictions en 1942—ce qui suppose la nécessité de conserver et d'entretenir l'outillage actuel—il est espéré qu'il y aura suffisamment des machines les plus essentielles.

A la rareté grandissante de la main-d'œuvre agricole vient s'ajouter une augmentation des gages. Dans l'ensemble, toutefois, les revenus plus substantiels ont plus que compensé les gages plus élevés.

Prix des produits agricoles.—Les prix des comestibles ont monté sensiblement à la suite de la hausse des prix des produits agricoles, mais malgré tout ces prix ne sont pas élevés en comparaison de ceux des temps normaux.

Les hausses de prix qui se sont produites au cours du printemps et de l'été de 1941 ont fait naître la crainte qu'une inflation des prix ne fût imminente. Le Gouvernement, croyant un tel développement indésirable, prit des mesures pour rendre plus sévères et étendre les règlements déjà en vigueur pour stabiliser les prix et les salaires urbains. Le plafonnement des prix fut annoncé. Il entra en vigueur le 1er décembre 1941 sur tous les comestibles excepté les fruits et les légumes. Le résultat net de cette mesure fut l'établissement d'un prix de détail maximum pour la plupart des produits de la ferme mais, en raison de la nature particulière et de l'étendue du commerce de ces produits, les ventes faites par les fermiers aux marchands, fabricants ou manufacturiers furent soustraites au règlement.

Dans l'élaboration de cette politique, le Gouvernement reconnut que les prix de certains produits de la ferme n'avaient pas augmenté dans des proportions raisonnables comparativement aux prix d'autres denrées. Là où pareille situation se présente et plus spécialement là où il est nécessaire d'augmenter les prix pour assurer l'exécution des commandes de l'Angleterre, les prix payés aux producteurs sont supplémentés par des primes du Gouvernement ou par d'autres moyens. Ainsi, le producteur touche un revenu additionnel et le plafonnement des prix n'est pas affecté.


CARTE
DU
DOMINION DU CANADA
(Sans les Régions du Nord)
MONTRANT
LES PRINCIPAUX TYPES
DE CULTURE
Echelle en Milles
OCÉAN PACIFIQUE
YUKON
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
COLOMBIE BRITANNIQUE
ALBERTA
SASKATCHEWAN
MANITOBA
Baie d'Hudson
ONTARIO
QUÉBEC
CÔTE DU LABRADOR
TERRE-NEUVE
Golfe St Laurent
Lac Supérieur
L. Michigan
Lac Huron
L. Ontario
L. Erie
OCÉAN ATLANTIQUE
LÉGENDE
Culture mixte
Blé
Pâturages
Fruits et cultures spéciales

La situation du blé.—Les abondantes récoltes de 1939 et 1940 ajoutées à la disparition de presque tous les marchés de l'Europe occidentale ont eu pour résultat d'accumuler de grandes quantités de blé au Canada. Les perspectives limitées d'écoulement et le manque d'espace dans les élévateurs ont nécessité le contingentement des livraisons en 1940 et de nouveau en 1941.

Le programme de réduction des emblavures, inauguré dans le but d'amener la production à un niveau plus conforme à la demande et aux facilités de manutention, a réduit de près de 6,000,000 d'acres les superficies semées en blé et augmenté celles des grains secondaires d'environ 3,500,000 acres. Les quantités additionnelles de provende ainsi obtenues malgré les maigres rendements auront pour effet d'encourager fortement la production du bétail à un moment où il est en grande demande.

Malgré l'importance du blé dans l'économie nationale, environ deux tiers des fermiers du Canada s'intéressent davantage à d'autres produits. De plus, un grand nombre de ceux qui se spécialisent dans la culture du blé s'adonnent depuis quelques années à l'élevage et à la production des viandes. Les augmentations substantielles des prix des produits agricoles autres que le blé ont une signification réelle pour ces fermiers.

Porc à bacon.—Dans la troisième année de la guerre, on demande aux fermiers canadiens de produire 600,000,000 de livres de bacon pour le marché anglais. Ceci représente une augmentation de 175,000,000 de livres sur les commandes de l'année précédente et le double environ des expéditions de la première année de la guerre. Le prix convenu pour ce bacon est de $19·77 les cent livres pour la qualité A "wiltshire" au port d'embarquement—soit une avance marquée sur 1941. En outre, les diverses provinces de l'Est payent des primes spéciales de 50 cents à $1 par porc ou carcasse, d'après la qualité. Assurés d'un marché, de prix favorables et—dans l'Est et en Colombie Britannique—de l'aide de l'Etat qui défraye le transport des grains fourragers de l'Ouest (voir p. 190), les éleveurs de porcs peuvent dresser leur programme de 1942 en toute confiance.

Bêtes à cornes de boucherie.—Les prix des bêtes à cornes de boucherie avancent sensiblement en 1941, atteignant ou dépassant les niveaux des quelques années qui ont précédé 1920. L'épuisement des troupeaux de ferme et de prairie au cours de la période de 1934-39, l'existence de débouchés plus propices du côté des Etats-Unis et, plus récemment, les achats plus volumineux résultant de meilleurs salaires et la consommation limitée de porc sont autant de facteurs qui ont porté les prix à la hausse.

La production augmente en 1940 et cette augmentation se continuera probablement pendant quelques années. Cela devrait normalement entraîner une égalisation et un abaissement éventuel des prix, mais grâce à la forte demande—emploiement maximum ajouté aux exigences militaires, et la possibilité d'une diversion de la consommation du porc à celle du bœuf—il est probable que les prix conserveront une fermeté relative pendant toute l'année 1942. Les débouchés américains devraient être aussi bons que l'année dernière et de nature à aider au marché canadien.

Produits laitiers.—Une sécheresse sans précédent dans l'Ontario et le Québec au cours de l'été de 1941 a réduit la production fromagère au début de la saison. Toutefois, il a été possible d'expédier à l'Angleterre 112,000,000 de livres de fromage de la production de 1941. Ceci a été possible grâce à la décision du Gouvernement de retirer le fromage du marché domestique durant l'été et d'en augmenter la production durant les mois d'automne. La quantité de fromage ci-dessus men-

tionnée a pu être expédiée en vertu d'une entente avec le Ministère britannique de l'Alimentation dont l'application relève ici de la Commission Canadienne des Produits Laitiers. L'entente antérieure prévoyait un minimum de 78,400,000 livres. En réalité 92,300,000 livres furent expédiées. Le prix de contrat de 1941, 14·4 cents à Montréal, a été augmenté de 1·6 cent payé par le Gouvernement fédéral et par des primes de 2 cents payées par le gouvernement de l'Ontario sur tout le fromage fabriqué dans la province, et par le gouvernement de Québec sur le fromage de première qualité fabriqué dans la province. Le Gouvernement fédéral continue de payer 2 cents sur le fromage d'un pointage de 94 et 1 cent sur celui d'un pointage de 93. Ces primes ajoutées au prix portent celui-ci à 19 cents la livre à Montréal durant la majeure partie de la saison de 1941.

Le contrat avec le Ministère britannique de l'Alimentation pour l'expédition du lait évaporé demande 658,000 caisses en 1941-42 comparativement à 751,000 en 1940-41. Cette réduction s'explique par le fait que le Ministère de l'Alimentation préfère l'envoi de produits laitiers sous forme de fromage autant que possible. C'est le désir des autorités britanniques que le Canada limite ses exportations de lait évaporé à une quantité suffisante pour les besoins de certains pays de l'Empire.

A compter du 22 décembre 1941, une subvention de 40 cents les cent livres est payée en plus du prix minimum de $1·70 ou du prix actuel, selon le plus élevé des deux, pour le lait livré aux condenseries par les laitiers.

La fabrication de beurre de crémerie a été stimulée l'été dernier par l'établissement d'un prix minimum à compter du 10 mai 1941. Les mauvais pâturages de l'été ajoutés aux prix plus attrayants du fromage ont réduit la production de beurre dans l'Ontario et le Québec, bien que la production totale au pays ait été d'environ 8·1 p.c. supérieure à celle de 1940. Malgré cette augmentation, la demande domestique a porté les prix à des niveaux sensiblement plus élevés que ceux fixés par la Commission des Produits Laitiers. L'augmentation de revenu résultant de cette combinaison de prix plus élevés et de production augmentée s'établit à environ $30,000,000 en 1941. Il y a lieu de croire que les prix seront assez favorables en 1942, mais ce n'est aucunement l'intention d'augmenter la production de beurre au détriment du fromage. Dans le passé, la consommation domestique absorbait, sauf une très petite quantité, toute la production canadienne de beurre et on n'a pas l'intention de modifier cette position pour le moment.

Dans le but d'augmenter la production laitière, le Gouvernement fédéral verse une subvention de 30 cents les 100 livres pour le lait fluide dans toutes les régions où les prix n'ont pas augmenté depuis le 1er août 1941.

Œufs et volailles.—Du commencement de la guerre au 1er mai 1940, les œufs étaient exportés en Grande Bretagne par des particuliers à des importateurs anglais particuliers. En mai 1940, le Ministère britannique de l'Alimentation se constitua le seul importateur et, le 15 avril 1941, la Commission des Produits Spéciaux assuma le contrôle des exportations canadiennes. Nos exportations d'œufs en 1939 étaient de 1,274,000 douzaines; elles sont de 10,980,000 douzaines en 1940 et d'environ 16,300,000 douzaines en 1941.

Au printemps de 1941, quatre contrats ont été accordés pour 13,800,000 douzaines d'œufs dont la moitié devait être expédiée en œufs frais et le reste entreposé pour expédition à l'automne. La disparition de ces œufs du marché domestique au cours de l'été et de l'automne a déterminé une hausse de 4 à 8 cents la douzaine comparativement aux prix de la même période en 1940. Subséquemment, d'autres contrats furent accordés pour 23,100,000 douzaines additionnelles devant être

expédiées entre le 1er décembre 1941 et le 1er mai 1942. Le prix de contrat des œufs produits durant les mois d'hiver était de 32·12 cents la douzaine, classe A, f.a.b., port canadien, et celui des œufs expédiés du 1er mars au 31 mai, de 28·79 cents.

Afin d'encourager la production d'œufs, le Gouvernement annonce le 19 décembre 1941 une prime de 3 cents la douzaine pour les œufs de la classe A achetés par la Commission des Produits Spéciaux pour exportation au Ministère britannique de l'Alimentation. Une prime additionnelle d'un demi-cent la douzaine sera versée pour tous les œufs traités à l'huile. La prime sera payée en plus du prix de contrat auquel les œufs sont vendus au Ministère de l'Alimentation et est en vigueur sur les œufs achetés des producteurs pour exportation le ou après le 22 décembre 1941.

Les autorités britanniques avaient annoncé au commencement de la guerre que la volaille serait considérée comme un luxe et que l'importation en serait prohibée. En conséquence, il n'a pas été exporté de volaille à l'Angleterre depuis le 1er mai 1940. Néanmoins, l'industrie s'est passablement bien maintenue sur le marché domestique raffermi par une plus grande puissance d'achat et par de meilleures méthodes d'écoulement.

Fruits et légumes.—Au cours de la première année de la guerre, l'Angleterre n'a importé que la moitié des pommes fraîches qu'elle importait antérieurement. Au cours de la deuxième année, elle n'en a pas importé du tout. De la récolte de 1941, 1,200,000 boîtes et 110,000 barils ont été exportés, tandis que l'équivalent de 550,000 barils a été évaporé pour exportation.

En raison de l'importance de la pomiculture et de la nécessité d'en maintenir les possibilités de production jusqu'à ce que les marchés d'outre-mer puissent importer ce fruit, le Gouvernement fédéral a, chaque année, depuis le début de la guerre, offert des garanties entraînant des dépenses considérables afin d'assurer un apport raisonnable aux pomiculteurs et à ceux qui se chargent de disposer de la récolte. Comme partie de cette entreprise, le Gouvernement subventionne la transformation des grandes quantités de pommes qui nous restent. La majeure partie de ce produit—100,000 caisses de pommes évaporées et 425,000 caisses de pommes en boîte—a été expédiée au Ministère britannique de l'Alimentation ou mises à la disposition de la Croix Rouge comme don du Canada pour distribution en Grande-Bretagne.

La récolte de 1941, estimée à 10,300,000 boisseaux, est la plus faible depuis 1928, mais les expéditions outre-mer ajoutées à la demande domestique et les subventions du Gouvernement assureront à l'industrie un revenu raisonnable.

La production de pommes de terre en 1941, estimée à 65,200,000 boisseaux, est d'environ 5,000,000 de boisseaux de moins qu'en 1940 et que la production annuelle moyenne de la décennie 1930-39. Les prix en 1941 sont sensiblement plus élevés que l'année précédente. D'habitude, à la faveur d'une telle situation, les superficies de pommes de terre sont agrandies le printemps suivant.

Bien qu'il soit difficile de prévoir la situation dans laquelle se trouveront les autres divisions de l'industrie des fruits et des légumes au cours de la prochaine année, en raison de la diversité et du caractère saisonnier de la production, il est intéressant de noter que des demandes plus considérables sont reçues du Ministère britannique de l'Alimentation pour des produits transformés et que ces demandes contribueront à raffermir la situation. Sous la surveillance de la Commission des Produits Spéciaux ont été expédiés ou le seront au cours des prochains mois, des tomates en boîte, des oignons, de la pulpe de pommes et diverses quantités

de fraises, framboises, cassis, prunes et pruneaux dans des solutions d'anhydride sulfureux. Une demande domestique tendant à se raffermir a fortement contribué à améliorer la situation de cette industrie en général au cours des deux dernières années. Le prix de 15 fruits en décembre 1941 donnait un indice de 96·5 en regard de 78·8 un an plus tôt. La situation continuera vraisemblablement de s'améliorer en 1942, mais l'écoulement profitable des surplus saisonniers et locaux, le cas échéant, n'en restera pas moins un problème.

Produits divers.—Pour répondre à la demande du Ministère britannique des Approvisionnements d'augmenter la production de fibre de lin, la superficie de ce produit a été agrandie de 10,000 acres en 1939 à 44,000 acres en 1941 avec perspective de nouvelles expansions. Le Gouvernement vient en aide à cette industrie en affectant de fortes sommes à l'achat de la machinerie nécessaire.

La disparition des sources normales d'approvisionnement de nombreuses variétés de graines de légumes et de plantes-racines a eu pour résultat une forte augmentation de la production de ces semences au Canada. La valeur de la production de 1941 est d'environ $2,500,000 comparativement à $1,000,000 en 1939.

Bien qu'en 1939 la superficie et la récolte de tabac aient été sans précédent, l'accumulation de stocks considérables ajoutée aux difficultés du change, du transport et des importations ont réduit les exportations en 1939-40. Il en est résulté aussi une réduction énorme des plantations en Ontario et dans Québec en 1940. Dans l'intervalle, grâce à un contingentement de 8,000,000 de livres envoyées en Angleterre et plus récemment une quantité additionnelle de 5,000,000 de livres achetées par les autorités britanniques, la situation des exportations s'est améliorée, ce qui, ajouté à une consommation domestique plus grande, fera plus que contre-balancer les effets de la récolte plus abondante de 1941.

Au cours de l'année fiscale 1939-40 et avant que les importations ne fussent contrôlées par le Ministère britannique de l'Alimentation, nos exportations de miel en Grande-Bretagne passent d'un peu plus de 1,500 tonnes longues en 1939 à 4,000 tonnes longues en 1940. En vertu du contrôle exercé en 1941, 2,000 tonnes longues seulement ont été exportées. Un contingentement semblable a été fixé pour la période devant se terminer le 30 août 1942.

Comme résultat de la récolte beaucoup abondante de maïs en 1941 et des prix plus élevés déterminés par les restrictions sur les importations et la rareté des autres grains fourragers, le revenu des producteurs de maïs au cours de la campagne de 1941-42 dépassera par $2,000,000 celui de l'année précédente.

Le prix de la laine, surbordonnément au contrôle de temps de guerre, en 1941—23 cents la livre, non lavée, à Montréal—est du double environ de ce qu'il était immédiatement avant la guerre, mais l'usage domestique n'a pas été aussi considérable qu'on eût pu le désirer. Un certain relâchement du contrôle des exportations de façon à permettre à certaines quantités de laine de s'acheminer vers les Etats-Unis a amélioré quelque peu la situation.

La plupart des autres produits de la ferme jouissent, depuis deux ans, de prix plus élevés ou d'un marché plus volumineux grâce à l'amélioration de la demande.

Aide au transport des marchandises.—La rareté de grains fourragers dans l'Est du Canada qui a menacé l'industrie des produits animaux et qui, par le fait même, aurait affecté nos exportations en Grande-Bretagne, a engagé le Gouvernement fédéral a venir en aide aux fermiers de l'Est et de la Colombie Britannique en défrayant le transport des grains fourragers venant des Provinces des Prairies. Cette politique est conforme aux mesures annoncées en octobre 1941

pour venir en aide aux fermiers d'autres parties du Canada. On s'attend que les décaissements nécessités par cette modification dans la politique générale s'élèvent à $6,000,000.

Section 1.—Le Gouvernement et l'agriculture

L'article 95 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord prévoit que "dans chaque province, la législature pourra faire des lois relatives à l'agriculture"; il y est dit aussi que "le parlement du Canada pourra, de temps à autre, faire des lois relatives à l'agriculture dans toutes les provinces ou aucune d'elles en particulier; et toute loi de la législature d'une province relative à l'agriculture . . . n'y aura d'effet qu'aussi longtemps et que tant qu'elle ne sera pas incompatible avec aucun des actes du parlement du Canada".

C'est en vertu de ces dispositions qu'existent aujourd'hui des ministères de l'Agriculture dirigés par des Ministres de l'Agriculture au sein du Gouvernement fédéral et dans chacune des neuf provinces, bien que dans deux provinces le portefeuille de l'Agriculture soit fusionné avec un ou plusieurs autres portefeuilles sous la direction d'un seul Ministre.

Sous-section 1.—Le Gouvernement fédéral

Les sujets déjà traités sous cette rubrique dans les éditions antérieures de l'Annuaire sont les suivants: attributions du Ministère fédéral de l'Agriculture; le système des fermes expérimentales fédérales; le programme de rétablissement agricole des Prairies; l'arrière-plan historique de l'agriculture canadienne; les insectes nuisibles à la forêt et leur destruction; la législation sur la vente des produits agricoles, 1939. Voir la liste des articles spéciaux au commencement de cette édition.

COMMISSION DU PRÊT AGRICOLE CANADIEN*

Cette Commission fut instituée par le Gouverneur en Conseil en vertu des dispositions de la loi du prêt agricole canadien (c. 66, S.R.C. 1927, tel qu'amendé par le c. 46 des Statuts de 1934 et par le c. 16 de ceux de 1935). Elle administre un système de crédit hypothécaire à long terme pour les cultivateurs du Canada comme une agence de la Couronne au nom du Dominion.

La Commission est autorisée à prêter de l'argent aux cultivateurs pour l'acquittement de leurs dettes, l'achat d'outillage agricole et de bétail, pour leur aider à acheter des terres agricoles, à améliorer leurs fermes et à toute autre fin jugée de nature à augmenter la valeur de la terre destinée à l'agriculture.

Des prêts peuvent être consentis sur la garantie d'une première hypothèque sur les terres à culture effectivement exploitées par l'emprunteur jusqu'à concurrence d'un montant ne dépassant pas 50 p.c. de la valeur estimative de ces terres et ne devant pour aucune considération dépasser $5,000. Les emprunts sont remboursables au moyen d'un système d'amortissement dans un délai ne devant pas dépasser 25 ans.

En vertu des amendements apportés à la loi en 1935, la Commission est aussi autorisée à consentir des avances supplémentaires aux cultivateurs qui, ayant obtenu de la Commission un emprunt sur première hypothèque, ont besoin de plus d'argent; le montant de ces avances supplémentaires ne doit pas excéder 50 p.c. du montant avancé sur la garantie de la première hypothèque, et le montant global des prêts consentis sur la garantie d'une première et d'une deuxième hypothèques

*Revisé par A. H. Brown, secrétaire de la Commission du Prêt Agricole canadien, Ottawa.

ne doit pas excéder les deux tiers de la valeur estimative de la terre hypothéquée en garantie du prêt et ne dépasser jamais le montant global de $6,000. Le taux courant d'intérêt sur les prêts consentis par la Commission est de 5 p.c. sur la garantie de première hypothèque et de 6 p.c. sur la garantie de la deuxième. Les opérations se poursuivent maintenant dans toutes les provinces du Canada.

Les détails au sujet du capital dont la Commission a besoin, du taux d'intérêt et autres paraissent à la p. 187 de l'Annuaire de 1940.

1.—Demandes de prêts agricoles reçues, prêts approuvés et prêts déboursés, années fiscales 1931-41

Année	Demandes reçues		Prêts approuvés					Prêts déboursés		
			Première hypothèque		Deuxième hypothèque		Montant total	1ère hypothèque	2ème hypothèque	Total
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant				
		$		$		$	$	$	$	$
1931	3,372	8,650,182	1,458	3,212,400	Nil	–	3,212,400	3,517,489	Nil	3,517,489
1932	4,803	12,370,399	1,049	2,025,400	"	–	2,025,400	1,996,344	"	1,996,344
1933	1,776	3,939,393	536	982,600	"	–	982,600	1,276,114	"	1,276,114
1934	1,207	2,306,934	287	490,800	"	–	490,800	558,630	"	558,630
1935	2,456	5,496,817	532	880,900	72	44,600	925,500	537,974	9,233	547,207
1936	21,698	50,152,821	5,109	8,906,680	3,236	2,051,725	10,958,405	6,191,609	1,232,170	7,423,779
1937	9,821	21,872,723	5,099	9,004,850	2,835	1,504,150	10,509,000	9,269,188	1,804,968	11,074,156
1938	3,924	8,254,401	1,913	3,473,000	776	368,575	3,841,575	4,652,397	611,910	5,264,307
1939	4,723	9,688,427	2,267	4,076,800	560	269,250	4,346,050	4,041,395	297,448	4,338,843
1940	4,666	8,941,899	2,380	4,149,400	464	199,550	4,348,950	4,130,765	211,897	4,342,662
1941	2,806	5,769,950	1,459	2,655,050	228	104,350	2,759,400	2,619,109	108,398	2,727,507

2.—Emprunts agricoles approuvés, avec détails de la valeur estimative des garanties, par province, années fiscales 1940 et 1941

Année et province	Prêts approuvés					Valeur estimative de la garantie au moment de l'emprunt		
	Première hypothèque		Deuxième hypothèque		Montant total	Terre	Immeubles	Total
	Nombre	Montant	Nombre	Montant				
		$		$	$	$	$	$
1940								
Ile du Prince-Edouard	116	155,150	4	1,700	156,850	266,915	124,520	391,435
Nouvelle-Ecosse	131	192,600	1	300	192,900	343,840	167,226	511,066
Nouveau-Brunswick	54	55,900	5	1,850	57,750	82,312	54,909	137,221
Québec	401	790,650	22	7,750	798,400	1,238,406	708,203	1,946,609
Ontario	437	889,150	99	45,250	934,400	1,369,469	763,141	2,132,610
Manitoba	249	440,750	65	30,000	470,750	992,026	326,088	1,318,114
Saskatchewan	391	624,500	171	63,550	688,050	1,522,463	429,274	1,951,737
Alberta	493	807,800	97	49,150	856,950	2,037,390	453,686	2,491,076
Colombie Britannique	108	192,900	Nil	–	192,900	451,763	189,052	640,815
Totaux, 1940	**2,380**	**4,149,400**	**464**	**199,550**	**4,348,950**	**8,304,584**	**3,216,099**	**11,520,683**
1941								
Ile du Prince-Edouard	87	134,450	Nil	–	134,450	223,408	105,078	328,486
Nouvelle-Ecosse	50	69,650	2	950	70,600	128,974	70,967	199,941
Nouveau-Brunswick	36	40,100	7	2,800	42,900	54,750	38,560	93,310
Québec	449	908,350	36	17,750	926,100	1,365,465	759,982	2,125,447
Ontario	288	584,000	77	37,450	621,450	882,117	508,971	1,391,088
Manitoba	133	267,100	30	14,600	281,700	595,630	164,137	759,767
Saskatchewan	152	242,950	55	20,650	263,600	564,149	156,256	720,405
Alberta	197	278,350	16	6,800	285,150	632,765	164,785	797,550
Colombie Britannique	67	130,100	5	3,350	133,450	326,523	132,690	459,213
Totaux, 1941	**1,459**	**2,655,050**	**228**	**104,350**	**2,759,400**	**4,773,781**	**2,101,426**	**6,875,207**

Sous-section 2.—Ministères provinciaux de l'Agriculture*

Ile du Prince-Edouard.—Le Ministère de l'Agriculture est sous la direction d'un Ministre dont le personnel se compose d'un sous-ministre, d'un surintendant de l'industrie laitière, d'un surintendant des cercles de femmes et son assistant, de trois représentants de comté sur place et de représentants temporaires sur place pour la vulpiculture.

Le gouvernement aide à l'agriculture en encourageant la vente en coopérative des produits agricoles, en veillant à l'avancement de l'industrie animale, en encourageant les expositions, en défrayant le coût de la pierre calcaire moulue, en aidant à la production et à l'écoulement des fruits sauvages, à la formation de cercles de garçons et de filles et en contribuant au progrès de l'agriculture en général.

Depuis le début de la guerre, on insiste sur le développement de l'industrie du bacon avec le résultat que la population porcine de cette province est présentement plus nombreuse qu'elle ne l'a jamais été.

Une assistance supplémentaire est accordée à l'industrie fromagère et à l'aviculture. Des mesures spéciales ont été invoquées pour encourager l'expansion de ces industries vitales en temps de guerre.

Nouvelle-Ecosse.—Les lois agricoles de la Nouvelle-Ecosse sont appliquées par le Ministère de l'Agriculture et des Marchés. Le bureau du Ministre et ceux du Directeur des marchés, du Bureau de Colonisation, du Statisticien et du Surintendant de l'Immigration, du Représentant de la Publicité et du Représentant des Produits Forestiers sont situés à Halifax. Plusieurs des services techniques sont installés au collège agricole de Truro. Les divisions du Ministère comprennent: service d'extension; sociétés, associations et expositions agricoles; industrie laitière; aviculture; bétail; entomologie et botanique; horticulture; apiculture; pathologie animale; agronomie et cercles féminins.

Au début des hostilités, le Ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Ecosse adopta, à la recommandation du Comité Consultatif provincial conjoint, un certain nombre de mesures destinées à augmenter la production des cultures essentielles et consolider la position des fermiers en face des besoins de temps de guerre. Parmi ces mesures, il y a:—

Calcaire à bon marché pour la ferme.—Le prix de la pierre à chaux broyée pour les fermiers est abaissé au niveau de base de $1.50 la tonne, le Ministère absorbant la différence entre ce prix et le coût à la carrière et accordant une aide spéciale au transport.

Premier labourage.—Charrues et tracteurs mis à la disposition des fermiers à des taux nominaux pour le défonçage de terres jusque-là inutilisées ou envahies par les mauvaises herbes afin d'augmenter la production de fourrages.

Drainage.—Aide pour l'achat et le transport de tuiles pour le drainage des fermes et en fournissant la surveillance des travaux d'installation par des ingénieurs.

Prime sur les porcs.—En plus de la prime offerte par le Gouvernement fédéral, le Gouvernement provincial en accorde une de $1 par tête sur les porcs A1 et une autre de 50 cents sur les porcs B1.

Arrachage des pommiers.—Il est pourvu au défrayement de l'arrachage des vieux pommiers et autres pommiers indésirables dans les régions pomicoles commerciales.

* Pour les publications des ministères provinciaux de l'Agriculture, voir l'entrée "Publications des gouvernements provinciaux" à l'index alphabétique.

Cours abrégés pour les jeunes fermiers.—Le gouvernement pourvoit à un cours en agriculture appliquée de cinq mois au collège agricole pour les jeunes fermiers qui n'ont pas encore atteint l'âge militaire ou qui n'ont pas été acceptés dans le service militaire.

Réhabilitation.—Un comité a été chargé de recueillir des renseignements qui pourront servir durant la période de réintégration dans la vie civile, tels que fermes disponibles, analyses des sols, etc.

Nouveau-Brunswick.—Les divisions du Ministère de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick sont les suivantes: sociétés d'élevage et d'agriculture; industrie laitière; amélioration des troupeaux; sols et cultures; aviculture; horticulture; cercles féminins; extension; industrie, immigration et colonisation; agronomie; apiculture; fourrures et syndicats de crédit et coopératives.

Québec.—Le Ministère de l'Agriculture de Québec comporte les branches suivantes: horticulture, agronomie, extension, élevage, économie rurale et génie rural. Chaque service est divisé en sections chargées de disposer des problèmes particuliers. Le Ministère de l'Agriculture exerce aussi son activité dans plusieurs autres domaines tels que la Commission du Crédit Agricole du Québec, le concours du Mérite Agricole, l'école provinciale de l'Industrie Laitière, l'école provinciale des Arts Paysans et l'école provinciale d'Agriculture. Le Ministère administre plusieurs écoles d'agriculture, dirige 132 représentants agricoles à travers la province, maintient un personnel de spécialistes et veille aux associations coopératives et aux cercles de fermières. Il existe donc un service administratif disposant d'une documentation précise dans chaque domaine de l'activité agricole.

Depuis le commencement de la guerre, la production agricole de la province s'est transformée et les fermiers du Québec font toute leur part pour aider au Canada à remplir ses obligations vis-à-vis le Ministère britannique de l'Alimentation.

L'effort agricole du Québec se concentre principalement sur la production du fromage, du bacon et du lin.

La production fromagère augmente de 33·2 p.c. de 1939 à 1941. En 1941 la province de Québec produit 36,969,100 livres de fromage comparativement à 34,067,300 livres en 1940, soit une augmentation de 8·5 p.c. Cette augmentation de la production est due en partie à l'encouragement venu de la province sous forme de primes. Une somme de $595,143 a été ainsi versée du 1er mai au 1er novembre pour la production de 29,757,108 livres de fromage.

L'établissement du système de primes a eu aussi pour effet d'encourager la production de bacon de choix: 1,500,000 porcs ont été mis sur le marché en 1940. C'est une augmentation de 50 p.c. sur l'année précédente.

Comme résultat direct de la guerre, la culture du lin a acquis de l'importance dans l'économie nationale. Les plantations de lin dans la province de Québec en 1940 couvrent environ 22,800 acres—deux fois la superficie de 1939. Avec l'aide du gouvernement, une école linière a été ouverte à Plessisville et plusieurs coopératives du lin ont été fondées.

Dans le but d'augmenter la production d'œufs pour exportation au Royaume-Uni au cours des mois d'hiver, une campagne en faveur de l'élevage des volailles a été lancée au cours de l'automne 1941.

Ontario.—Le Ministère de l'Agriculture de l'Ontario comporte les branches suivantes: statistiques et publications; sociétés agricoles et horticoles; bétail; cercles féminins; industrie laitière; fruits; représentants agricoles; récoltes, semences et mauvaises herbes; coopération et marchés, y compris l'application de la loi sur les syndicats de crédit; et régie du lait. Le Ministère a la direction du collège agricole d'Ontario, du collège vétérinaire d'Ontario, de l'école d'agriculture de Kemptville, des fermes expérimentales de Guelph, Ridgetown et Vineland et des fermes de démonstration de New Liskeard et de Hearst.

A des degrés divers, le Ministère met tous ses bureaux au service de l'organisation de l'effort de guerre dans les régions rurales, laquelle est confiée en majeure partie à ses représentants agricoles. Il y a un de ces représentants dans chaque comté.

Les moyens de faire le meilleur usage de l'outillage mécanique, de fournir de bonnes semences et d'élever de bons reproducteurs sont étudiés de préférence à certains travaux d'enseignement agricole encouragés antérieurement à la guerre.

La production de fromage cheddar est encouragée par une subvention de 2 cents la livre pour tout le fromage fabriqué dans la province en 1941. Cette subvention a entraîné une dépense estimative de $2,200,000. La production du bacon est encouragée par le paiement de primes de $1 par tête pour les carcasses de la qualité A et de 50 cents par tête pour celles de qualité B1. Il en coûte à la province une somme approximative de $1,400,000. Ces primes sont versées pour les porcs vendus et classés sur rail.

Il en a coûté en outre $170,000 à la province en 1941 pour aider au transport des fourrages venant de l'Ouest du Canada.

Le collège agricole de l'Ontario et l'Institut Macdonald ont été affectés en partie au C.A.R.C. Un cours pour cuisiniers militaires y est donné depuis plus d'un an. Il y a présentement 120 élèves. Ce cours sera étendu de façon à pouvoir y inscrire un grand nombre de femmes Ce cours a été organisé et est administré par le personnel du collège. Un cours de radiotechniciens pour l'aéronautique, pouvant recevoir 75 hommes, est donné au collège agricole de l'Ontario. Ce cours, prévoit-on, sera maintenu durant toute la guerre.

Les instituts féminins, travaillant de concert avec la Croix Rouge, ont donné et expédié à la Grande-Bretagne 250,000 livres de confitures en 1941.

Manitoba.—Le Ministère de l'Agriculture du Manitoba comprend les branches suivantes: extension agricole, industrie laitière, élevage, publications, statistiques et mauvaises herbes, bureau d'ajustement de créances et laboratoire vétérinaire provincial.

La Branche d'Extension de l'Agriculture aide à la production des grandes cultures, à l'horticulture, à l'apiculture, à l'aviculture, à l'enrayement des ravages par les insectes, au travail des associations de garçons et filles et à divers projets d'établissement. Elle dirige également le travail des représentants agricoles ruraux et surveille celui des sociétés agricoles et horticoles et des cercles féminins. La Branche de l'Industrie Laitière classe la crème apportée aux crémeries, surveille les activités des crémeries et des fromageries et aide en général à l'industrie laitière. La Branche du Bétail approuve les étalons et conduit divers projets en vue d'encourager la production de meilleurs types d'animaux. La Branche des Publications publie et distribue de la littérature agricole, est préposée aux statistiques agricoles et

administre la loi sur les mauvaises herbes. Le Bureau d'ajustement des créances, opérant en vertu d'une législation provinciale, cherche à éviter l'insolvabilité inutile chez les fermiers. Le laboratoire vétérinaire provincial offre aux médecins vétérinaires et aux éleveurs de bestiaux et de volailles ses services de diagnostic, de consultation et de conseils.

Saskatchewan.—Le Ministère de l'Agriculture comprend diverses branches dont les fonctions sont les suivantes: la Branche du Bétail s'occupe de l'examen et de l'inscription des étalons, sauvegarde la santé du bétail, facilite l'achat et la vente de bêtes à cornes, moutons et porcs aux fermiers dans les régions de reproducteurs de race, organise des expositions de bétail et enregistre les marques de bétail; elle maintient des services de sélection des volailles et de classement des dindons, et administre un système d'incubation approuvée. La Branche des Grandes Cultures favorise les bonnes méthodes de culture et du travail du sol, encourage l'utilisation de graine de bonne qualité et en distribue en vertu d'un système d'échange, et fournit les moyens de supprimer les insectes et les mauvaises herbes. La Branche de l'Industrie Laitière accorde les permis aux exploitants de crémerie, aux classificateurs et analystes de crème, cautionne les crémeries et encourage l'amélioration du troupeau par les épreuves auxquelles elle soumet les vaches laitières. La Branche des Statistiques, de concert avec le Bureau Fédéral de la Statistique, dirige un service de renseignements sur les cultures et collige des données sur les cultures et le bétail. La Branche de la Coopération et des Marchés administre la législation relative aux organisations coopératives, y compris les coopératives de crédit, encourage les activités coopératives, fournit un service de recherches économiques et d'inspection, publie des bulletins, des rapports et un communiqué à la presse. Sous la direction du Service des Représentants Agricoles, la province est divisée en districts où des hommes compétents poursuivent des travaux d'avancement et de renseignements. La Division de l'Apiculture enregistre les apiculteurs et encourage les meilleures méthodes d'administration. Les sociétés agricoles reçoivent des subventions du ministère, mais les activités sont dirigées par le Collège d'Agriculture. Le Bureau d'Utilisation des Terres, composé de représentants de divers services intéressés du Gouvernement, s'efforce d'opérer la désaffectation des terres impropres à l'agriculture. Une bibliothèque départementale a récemment été organisée à l'usage des fonctionnaires de l'extérieur et de l'intérieur.

Alberta.—Le Ministère de l'Agriculture fait servir tous ses rouages au programme de guerre. Quand il faut exécuter un travail particulier, la branche du Ministère qui est le mieux qualifiée en est chargée. Grâce à des mesures et services divers, il aide à augmenter la production de certaines denrées, à améliorer la qualité de tous les produits et à donner des directives au sujet d'ajustements rendus nécessaires par la situation critique.

Par l'intermédiaire de seize agronomes de district et d'autres fonctionnaires du Ministère, le Service d'Extension Agricole, en collaboration avec les autres branches, s'est efforcé de tenir les fermiers au courant des dernières informations concernant la demande de produits agricoles. Grâce à des journées champêtres, cours abrégés, réunions et événements semblables on discute des renseignements pratiques sur toutes les phases des problèmes actuels. La demande de bulletins a augmenté et plusieurs nouvelles publications ont paru. Elles sont distribuées gratuitement. Dans le domaine du travail d'extension pour les femmes on insiste sur l'alimentation et la nutrition, et l'on encourage la conservation de toutes les denrées et de tous les produits.

Quant aux grandes cultures, on insiste sur la production des grains secondaires et de la provende pour satisfaire aux besoins de l'industrie de l'élevage qui prend de l'expansion. La production de graines de semence fourragère a augmenté considérablement en ces dernières années.

On a mis grandement à profit les services administrés par la Branche du Bétail. Le programme d'échange de taureaux et d'assistance et les programmes d'amélioration des moutons et des porcs ont servi à perfectionner le type des reproducteurs sur plusieurs fermes de l'Alberta. Le programme d'associations des engraisseurs de bestiaux a augmenté le nombre et la qualité du bœuf de boucherie et des agneaux engraissés dans la province.

Le pathologiste vétérinaire récemment nommé et le nouveau laboratoire vétérinaire ont aidé les producteurs de bestiaux à résoudre le problème des maladies. La Branche du Vétérinaire Provincial administre le programme d'achat coopératif des étalons en vue d'améliorer les chevaux et aide à contrôler les maladies.

La Branche de l'Industrie Laitière a contribué à faire augmenter la production de beurre de crémerie d'environ 30,000,000 de livres en 1939 à 35,316,100 livres en 1941. Depuis le début de la guerre la branche a encouragé l'amélioration de l'engraissage et de la gestion des troupeaux laitiers comme le moyen le plus rapide d'augmenter la production laitière.

Pour répondre à la demande d'œufs de la part de la Grande-Bretagne, la Branche de l'Aviculture a lancé une campagne éducative qui fait augmenter la production. Le service régulier de l'examen du sang et d'autres sont maintenus.

L'apiculture continue de progresser et les fermiers s'y intéressent en plus grand nombre.

L'école d'agriculture à Vermilion a été fermée en 1941, mais celle d'Olds continue de fonctionner. Les fermes de démonstration à Olds et Vermilion et la station horticole à Brooks sont maintenues. Ces fermes sont une source d'animaux élevés pour la reproduction et la station propage des variétés de fruits vivaces.

Le programme des cercles de jeunes s'amplifie, car le Ministère croit qu'il est l'une des parties les plus utiles du programme d'extension agricole.

Le Ministère collabore au programme fédéral-provincial de formation des jeunes. Les cours de mécanique agricole pour les fils de fermier sont particulièrement précieux dans les conditions présentes de guerre.

Colombie Britannique.—Le Ministère de l'Agriculture comprend trois divisions principales: (1) La Division de l'Administration est responsable de la direction générale des programmes agricoles; met en vigueur les lois provinciales affectant l'agriculture; surveille les programmes d'extension agricole; recueille les statistiques agricoles; prépare les étalages pour les expositions provinciales; compile les rapports et les publications ministériels; dirige les programmes de cercles de jeunes fermiers, les cercles de fermiers et de fermières et l'extension des marchés; surveille les activités du comité de production agricole qui a maintenu un contact étroit avec les producteurs de denrées agricoles nécessaires à la poursuite de la guerre. (2) La Division de l'Industrie Animale a la surveillance des entreprises d'élevage, y compris l'encouragement et l'amélioration; de l'inspection des marques; de l'inspection des classements du bœuf; du contrôle des maladies contagieuses des animaux; de la destruction des insectes nuisibles au bétail; et du travail sur place relatif à l'alimentation des animaux. Cette division comprend les branches suivantes: bétail, médecine vétérinaire, industrie laitière et aviculture. (3) La Division de l'Industrie

des Plantes comprend les branches de l'horticulture, des grandes cultures, de la pathologie végétale, de l'entomologie et de l'apiculture; elle a la direction générale de la production des fruits, des légumes et des semences et des relevés portant sur les vergers, les superficies de petits fruits et plantes bulbeuses, et les régions recouvertes par les serres; elle s'occupe de la suppression des fléaux d'insectes et des maladies cryptogamiques, de l'inspection et du contrôle des mauvaises herbes et de l'avancement général des cultures.

Des officiers du Ministère chargés de l'extension sont assignés à seize centres d'agriculture dans la province.

Sous-section 3.—Collèges et écoles agricoles des provinces

On trouvera un aperçu récemment revisé sur ce sujet aux pages 192–199 de l'Annuaire du Canada de 1940.

Section 2.—Statistiques de l'agriculture*

Service des Correspondants Agricoles.—Par l'intermédiaire de correspondants agricoles bénévoles le Gouvernement fédéral publie, à temps opportun, des rapports indépendants et précis sur l'état des cultures à travers le Dominion. Jusqu'à l'entrée de l'Italie en guerre des rapports périodiques étaient envoyés à l'Institut International d'Agriculture à Rome (dont le Canada est un adhérent) en retour de rapports sur la production dans les autres pays et les totaux mondiaux qui influent sur les prix et qui, à leur tour, ont leurs répercussions sur les intérêts canadiens. Le programme des rapports pour 1942–43 est donné dans le "Bulletin trimestriel de la statistique agricole", janvier-mars 1942, et est également publié comme imprimé spécial.

Statistiques du recensement.—En plus des données recueillies tous les ans et qui font l'objet de cette section, des statistiques additionnelles sont publiées après chaque recensement décennal pour le Dominion et chaque recensement quinquennal pour les Provinces des Prairies. Les détails de ces statistiques du recensement, publiés à la suite des recensements de 1931 et de 1936, sont donnés à la p. 153 de l'Annuaire de 1941.

Sous-section 1.—Valeur de la production et du fonds agricoles

Valeur de la production agricole.—Il importe de noter que les chiffres donnés au tableau 3 ne représentent que la valeur brute des produits de la ferme canadienne, car il ne peut être fait de distinction pour les produits servant à d'autres formes de production comme, par exemple, l'alimentation du bétail et aucune déduction n'est faite du coût de la production. Les recettes globales de 1940 laissent voir une augmentation de 0·9 p.c. comparativement à celles de 1939, les augmentations de la valeur des animaux de ferme et des produits laitiers neutralisant la diminution de la valeur des grandes cultures.

* Revisé à la Branche de l'Agriculture, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche collige et publie des statistiques primaires et secondaires en agriculture de même que des statistiques de la production et de la distribution des produits agricoles. Les statistiques primaires portent principalement sur l'état des récoltes, les estimations des récoltes et du bétail, la valeur des exploitations agricoles, les salaires de la main-d'oeuvre agricole, les prix mensuels et annuels reçus par les fermiers pour leurs produits. Les statistiques secondaires couvrent l'écoulement du grain et du bétail, des industries du lait, de la minoterie, du raffinage du sucre et des entrepôts frigorifiques. Une liste des publications de cette branche paraît au chapitre XXVIII, section 1, sous l'en-tête "Production".

3.—Estimation de la valeur brute de la production agricole au Canada, par province, 1938-40

NOTA.—Chiffres sujets à revision. Les chiffres préliminaires de 1941 et les chiffres revisés de 1936-40 sont publiés dans le Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole, janvier-mars 1942.

Province et item	1938	1939	1940
	$'000	$'000	$'000
Canada—			
Grandes cultures	550,069	685,839	651,228
Animaux de ferme	136,846	170,837	194,913
Laine	1,565	1,837	2,645
Produits laitiers	226,155	218,462	240,940
Fruits et légumes	57,095	56,794	57,358
Volailles et œufs	53,747	55,483	61,816
Fermes à fourrure	6,476	5,794	5,504
Produits de l'érable	3,850	3,444	4,209
Tabac	20,270	19,444	10,373
Fibre de lin	519	1,249	2,008
Graine de trèfle et d'herbe	2,996	2,827	2,202
Miel et cire	3,057	2,616	2,518
Totaux, Canada	**1,062,645**	**1,224,616**	**1,235,714**
Ile du Prince-Edouard—			
Grandes cultures	9,113	10,798	8,290
Animaux de ferme	1,519	1,819	1,617
Laine	26	31	39
Produits laitiers	1,908	1,579	1,765
Fruits et légumes	165	166	165
Volaille et œufs	817	713	951
Fermes à fourrure	722	573	544
Graine de trèfle et d'herbe	7	10	14
Miel et cire	1	1	2
Totaux, I. du P.-Ed.	**14,350**	**15,690**	**13,387**
Nouvelle-Ecosse—			
Grandes cultures	11,129	13,145	13,347
Animaux de ferme	2,835	3,049	3,265
Laine	72	69	113
Produits laitiers	8,175	6,965	7,588
Fruits et légumes	6,793	4,129	3,506
Volailles et œufs	1,137	1,190	1,606
Fermes à fourrure	446	363	345
Produits de l'érable	24	15	24
Graine de trèfle et d'herbe	Nil	1	1
Miel et cire	10	12	15
Totaux, N.-Ecosse	**30,621**	**28,938**	**29,810**
Nouveau-Brunswick—			
Grandes cultures	17,064	20,641	18,446
Animaux de ferme	3,385	3,690	3,656
Laine	77	79	104
Produits laitiers	5,892	5,137	5,457
Fruits et légumes	1,257	1,287	1,242
Volailles et œufs	1,297	1,277	1,640
Fermes à fourrure	632	487	463
Produits de l'érable	63	35	53
Graine de trèfle et d'herbe	9	11	11
Miel et cire	11	11	18
Totaux, N.-Bruns	**29,676**	**32,655**	**31,090**
Québec—			
Grandes cultures	86,477	92,740	89,531
Animaux de ferme	27,894	31,591	34,941
Laine	363	429	523
Produits laitiers	57,990	56,875	59,472
Fruits et légumes	9,841	9,927	10,094
Volailles et œufs	8,829	9,667	10,929
Fermes à fourrure	1,266	1,090	1,036
Produits de l'érable	2,910	2,643	3,295
Tabac	1,157	1,656	1,680
Fibre de lin	399	891	1,159
Graine de trèfle et d'herbe	87	67	66
Miel et cire	534	498	390
Totaux, Québec	**197,747**	**208,074**	**213,116**
Ontario—			
Grandes cultures	131,569	156,115	140,68
Animaux de ferme	51,095	61,196	63,681
Laine	376	517	726
Produits laitiers	90,968	87,654	98,933
Fruits et légumes	20,926	21,365	22,195
Volailles et œufs	22,329	22,875	24,438
Fermes à fourrure	1,136	1,173	1,114
Produits de l'érable	853	751	837
Tabac	19,058	17,742	8,598
Fibre de lin	120	358	843
Graine de trèfle et d'herbe	1,689	1,381	642
Miel et cire	1,190	960	897
Totaux, Ontario	**341,309**	**372,087**	**363,584**
Manitoba—			
Grandes cultures	54,208	60,283	59,800
Animaux de ferme	10,146	13,401	17,065
Laine	75	95	146
Produits laitiers	15,347	14,699	16,990
Fruits et légumes	1,883	2,139	2,244
Volailles et œufs	4,159	41,61	4,622
Fermes à fourrure	821	794	754
Fibre de lin	Nil	Nil	3
Graine de trèfle et d'herbe	354	516	289
Miel et cire	639	419	340
Totaux, Manitoba	**87,632**	**86,517**	**102,253**
Saskatchewan—			
Grandes cultures	104,752	190,827	172,979
Animaux de ferme	12,662	19,393	26,188
Laine	149	157	270
Produits laitiers	16,541	16,957	19,646
Fruits et légumes	3,375	3,894	4,117
Volailles et œufs	5,872	6,152	7,214
Fermes à fourrure	445	410	389
Graine de trèfle et d'herbe	514	412	548
Miel et cire	249	377	383
Totaux, Sask	**144,559**	**238,579**	**231,734**
Alberta—			
Grandes cultures	122,148	126,947	133,734
Animaux de ferme	23,257	32,523	38,947
Laine	344	378	608
Produits laitiers	19,223	18,010	19,844
Fruits et légumes	3,026	3,543	3,750
Volailles et œufs	4,325	4,559	5,385
Fermes à fourrure	749	704	669
Fibre de lin	Nil	Nil	3
Graine de trèfle et d'herbe	270	285	528
Miel et cire	178	184	253
Totaux, Alberta	**173,520**	**187,133**	**203,721**
Colombie Britannique—			
Grandes cultures	13,609	14,343	14,421
Animaux de ferme	3,981	4,175	5,553
Laine	83	72	116
Produits laitiers	10,111	10,586	11,245
Fruits et légumes	9,840	10,344	10,045
Volailles et œufs	4,982	4,889	5,031
Fermes à fourrure	259	200	190
Tabac	55	46	95
Graine de trèfle et d'herbe	66	134	103
Miel et cire	245	154	220
Totaux, Colombie Britannique	**43,231**	**44,943**	**47,019**

Valeur foncière agricole.—Les éléments dont se compose la rubrique "valeur foncière", telle qu'utilisée au tableau **4**, sont les terres et bâtiments, les instruments et machines, y compris les camions et les automobiles, et le bétail, y compris les volailles et les animaux sur les fermes à fourrure. La valeur des terres et bâtiments, des instruments et des machines en 1931 a été déclarée au recensement décennal du 1er juin cette année-là. Les changements dans la valeur totale des terres et bâtiments de 1932 à 1940 sont basés sur la valeur des terres agricoles occupées telle que rapportée annuellement par les correspondants agricoles. Les changements dans la valeur annuelle des instruments et machines agricoles sont calculés d'après le nombre de ventes rapporté chaque année: dans le cas des Provinces des Prairies, les chiffres sont basés sur le Recensement quinquennal de 1936.

4.—Valeur foncière courante des fermes au Canada, par province, 1939 et 1940

NOTA.—Les estimations pour les années 1930-40 se trouvent dans le "Bulletin trimestriel de la statistique agricole", janvier-mars 1941, p. 44.

Province	1939				1940			
	Terres et bâtiments	Instruments et machines	Bestiaux[1]	Total[1]	Terres et bâtiments	Instruments et machines	Bestiaux	Total
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Ile du Pr.-Ed.	44,183	5,962	7,875	58,020	40,396	5,835	7,380	53,611
Nouv.-Ecosse	97,366	7,699	15,287	120,352	82,614	7,520	15,566	105,700
N.-Brunswick	85,953	9,504	16,865	112,322	71,134	9,273	16,748	97,155
Québec	709,786	69,912	121,515	901,213	709,786	67,605	131,355	908,746
Ontario	1,072,847	116,827	218,977	1,408,651	1,072,847	115,101	221,661	1,409,609
Manitoba	225,628	46,499	57,580	329,707	212,356	46,752	61,210	320,318
Saskatchewan	629,838	115,673	95,606	841,117	629,838	112,615	105,392	847,845
Alberta	413,602	86,800	99,082	599,484	413,602	87,337	112,364	613,303
Col. Britannique	91,815	10,411	23,576	125,802	88,755	10,082	26,591	125,428
Canada	**3,371,018**	**469,287**	**656,363**	**4,496,668**	**3,321,328**	**462,120**	**698,267**	**4,481,715**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Valeur moyenne des terres agricoles.—La valeur par acre des terres agricoles est basée sur les estimations des correspondants agricoles. Elle accuse une hausse de 1910 à 1920, un déclin général marqué de fluctuations modérées de 1920 à 1929 et une dégringolade rapide, depuis 1929, à un niveau inférieur à celui de 1910 pour le pays pris dans son ensemble.

5.—Valeur moyenne, à l'acre, des terres agricoles occupées au Canada, 1910, 1920 et 1924-41

Province	1910	1920	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
I.P.-E.	31	49	40	45	46	41	44	43	42	34	31	32	34	31	31	34	36	35	32	34
N.-E.	25	43	33	37	36	37	34	36	30	29	38	26	27	31	35	32	29	33	28	31
N.-B.	19	28	27	34	31	30	31	35	28	26	24	24	24	25	28	26	27	29	24	25
Qué.	43	70	53	54	53	57	54	55	48	40	37	36	34	41	38	40	40	44	44	50
Ont.	48	70	65	67	62	65	62	60	52	46	38	38	41	42	44	46	45	46	46	45
Man.	29	39	28	29	29	27	27	26	22	18	16	16	17	17	16	17	16	17	16	17
Sask.	22	32	24	24	25	26	27	25	22	19	16	16	16	17	15	15	15	15	15	14
Alta.	24	32	25	26	26	26	28	28	24	20	17	16	16	16	16	16	15	16	16	16
C.B.	74	175	96	88	80	89	90	90	76	74	65	63	60	58	60	58	60	60	58	60
Canada	**33**	**48**	**37**	**38**	**37**	**38**	**38**	**37**	**32**	**28**	**24**	**24**	**23**	**24**	**24**	**24**	**24**	**25**	**24**	**25**

Sous-section 2.—Superficie, rendement et valeur des grandes cultures

Après une période au cours de laquelle les emblavures de diverses céréales ont été relativement stables, de brusques changements se sont produits en 1941. Le programme de diminution des emblavures de blé qui a été suivi en 1941 dans l'Ouest canadien a occasionné une contraction marquée des emblavures de blé, tandis que celles d'avoine, d'orge et de graine de lin ont augmenté considérablement. Il n'y a pas beaucoup de changement pour les emblavures de seigle et de sarrasin. Il y a également une augmentation des emblavures de foin et trèfle et de luzerne en 1941, particulièrement dans les Provinces des Prairies. Des sécheresses successives dans l'Ouest ont considérablement diminué la production des principales céréales de 1933 à 1938, mais en 1939 et 1940 le rendement moyen approche ou excède la moyenne à long terme. La température défavorable en 1941 a eu pour résultat de faire diminuer le rendement à l'acre pour la plupart des cultures.

L'an dernier, en 1941, la superficie en grandes cultures diminue de 4·0 p.c. et la valeur des récoltes diminue de 4·3 p.c., comme l'indiquent les chiffres du tableau 6.

Les statistiques des principales grandes cultures, données au tableau 7, sont augmentées par l'addition d'une moyenne quinquennale portant sur les années 1935–39. Pour l'ensemble du Dominion, l'orge, le sarrasin et le foin de grain sont les seules cultures dont la production est inférieure à la moyenne. L'augmentation de la quantité de lin cultivé pour la graine est particulièrement remarquable.

6.—Superficie et valeur des grandes cultures au Canada, par province, 1936-41

NOTA.—Pour les chiffres des années précédentes, voir le résumé statistique au commencement du volume.

Province	1936	1937	1938	1939	1940[1]	1941
Superficie—	acres	acres	acres	acres	acres	acres
Ile du Prince-Edouard	483,200	490,300	484,400	479,300	505,500	494,100
Nouvelle-Ecosse	551,400	548,100	549,200	551,900	556,700	551,600
Nouveau-Brunswick	921,300	907,300	903,600	901,600	908,000	878,800
Québec	6,018,400	6,042,300	6,103,300	6,142,100	6,088,100	5,995,400
Ontario	9,118,900	9,037,000	9,077,300	9,084,500	9,158,700	9,129,400
Manitoba	6,081,100	6,421,600	6,897,500	6,863,300	6,999,900	7,342,100
Saskatchewan	21,757,350	20,483,600	19,960,300	20,749,200	21,919,700	20,314,800
Alberta	12,743,150	13,409,000	13,582,500	13,942,600	14,238,800	13,259,500
Colombie Britannique	472,050	487,700	501,400	510,100	520,500	514,400
Totaux, superficie	**58,146,850**	**57,826,900**	**58,059,500**	**59,224,600**	**60,895,900**	**58,480,100**
Valeur—	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	10,693,000	7,706,000	9,113,000	10,798,000	8,874,000	9,484,000
Nouvelle-Ecosse	13,593,000	10,811,000	11,129,000	13,145,000	13,778,000	16,056,000
Nouveau-Brunswick	18,396,000	14,149,000	17,064,000	20,641,000	21,336,000	24,315,000
Québec	91,276,000	81,629,000	86,477,000	92,740,000	95,071,000	119,442,000
Ontario	166,284,000	149,100,000	131,569,000	156,115,000	149,479,000	172,470,000
Manitoba	50,401,000	90,112,000	54,208,000	60,283,000	61,067,000	81,105,000
Saskatchewan	141,793,400	51,850,000	104,752,000	190,827,000	176,078,000	117,117,000
Alberta	103,603,000	134,429,000	122,148,000	126,947,000	136,572,000	93,630,000
Colombie Britannique	16,261,000	16,436,000	13,609,000	14,343,000	14,427,000	14,231,000
Totaux, valeur	**612,300,400**	**556,222,000**	**550,069,000**	**685,839,000**	**676,682,000**	**647,850,000**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

7.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures au Canada

NOTA.—Les chiffres comparatifs pour l'ensemble du Dominion au cours des années 1908-28 sont donnés dans l'Annuaire du Canada de 1929, pp. 236-237, et pour 1929-36, dans l'Annuaire du Canada de 1939, pp. 211-212. Pour certains chiffres des années antérieures sur la superficie, la production et la valeur, voir le résumé statistique des progrès du Canada au commencement de ce volume. Pour la majorité des cultures la moyenne à long terme porte sur les années 1908-40. Plusieurs des chiffres pour 1940 ont été revisés depuis la publication de l'Annuaire de 1941. Les statistiques de 1941 sont sujettes à revision.

RÉSUMÉ MONTRANT LE RENDEMENT ET LE PRIX, 1937-41, ET MOYENNE À LONG TERME

Culture et année	Superficie	Rendement par acre	Production	Prix moyen	Valeur totale	Culture et année	Superficie	Rendement par acre	Production	Prix moyen	Valeur totale
	'000 acres	boiss.	'000 boiss.	$ par boiss.	'000 $		'000 acres	boiss.	'000 boiss.	$ par boiss.	'000 $
Blé—						Graine de lin—					
Moyenne à long terme	19,904	15·6	310,021	0·87	269,290	Moyenne à long terme	679	8·3	5,612	1·58	8,855
1937.....	25,570	7·0	180,210	1·02	184,651	1937.....	241	3·2	775	1·48	1,148
1938.....	25,931	13·9	360,010	0·59	211,265	1938.....	210	6·0	1,259	1·13	1,420
1939.....	26,757	18·3	520,623	0·54	282,151	1939.....	298	6·9	2,044	1·41	2,886
1940.....	28,726	18·8	540,190	0·52	281,936	1940.....	382	8·0	3,049	1·07	3,262
1941.....	22,362	13·4	299,401	0·52	156,250	1941.....	958	6·7	6,412	1·25	7,988
Avoine—											
Moyenne à long terme	12,663	33·0	383,158	0·41	157,018	Pommes de terre—		cwt	'000 cwt	$ par cwt	
1937.....	13,049	20·6	268,442	0·43	114,093	Moyenne à long terme	561	86·0	48,242	1·06	50,950
1938.....	13,010	28·5	371,382	0·24	89,335	1937.....	531	80·0	42,547	0·63	26,650
1939.....	12,790	30·1	384,407	0·30	114,843	1938.....	522	69·0	35,938	0·92	33,093
1940.....	12,298	30·9	380,526	0·28	106,771	1939.....	518	70·0	36,390	1·13	41,065
1941.....	13,841	25·0	346,154	0·38	132,460	1940.....	545	78·0	42,300	0·84	35,394
Orge—						1941.....	508	77·0	39,124	1·02	39,771
Moyenne à long terme	3,170	23·3	73,861	0·51	37,968						
1937.....	4,331	19·2	83,124	0·51	42,020						
1938.....	4,454	23·0	102,242	0·28	28,446						
1939.....	4,347	23·7	103,147	0·34	35,424	Foin et trèfle—		tonnes	'000 tonnes	$ par tonne	
1940.....	4,342	24·0	104,256	0·32	33,350	Moyenne à long terme	9,168	1·48	13,577	11·62	157,765
1941.....	5,549	21·0	116,659	0·42	49,519	1937.....	8,693	1·50	13,030	7·53	98,136
Seigle—						1938.....	8,820	1·56	13,798	7·58	104,529
Moyenne à long terme	694	13·7	9,503	0·67	6,389	1939.....	8,837	1·51	13,377	8·40	112,305
1937.....	894	6·5	5,771	0·72	4,152	1940.....	8,811	1·60	14,070	8·64	121,617
1938.....	741	14·8	10,988	0·29	3,147	1941.....	9,108	1·34	12,245	11·94	146,228
1939.....	1,102	13·9	15,307	0·42	6,423						
1940.....	1,035	13·5	13,994	0·33	4,613						
1941.....	1,078	12·0	12,956	0·43	5,547						
Sarrasin—						Luzerne—					
Moyenne à long terme	400	22·0	8 788	0·81	7,159	Moyenne à long terme	502	2·41	1,207	11·06	13,349
1937.....	396	19·6	7,745	0·72	5,592	1937.....	849	2·48	2,107	8·06	16 986
1938.....	376	18·8	7,079	0·58	4,098	1938.....	859	2·40	2,061	7·88	16,249
1939.....	335	20·4	6,848	0·60	4,103	1939.....	947	2·29	2,167	8·70	18,854
1940.....	326	20·5	6,692	0·57	3,838	1940.....	1,032	2·51	2,588	8·25	21,352
1941.....	277	20·1	5,569	0·66	3,666	1941.....	1,149	2·16	2,487	10·32	25,670

DÉTAILS, PAR PROVINCE, 1940-41, ET MOYENNE QUINQUENNALE, 1935-39

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme	Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 boiss.	$'000			'000 acres	'000 boiss.	$'000
Canada—					**Canada**—suite				
Blé d'automne...Moy.	1935-39	652	17,171	13,625	Blé de printemps...Moy.	1935-39	24,943	295,229	197,669
	1940	775	22,099	13,701		1940	27,951	518,091	268,235
	1941	619	16,465	15,477		1941	21,743	282,936	140,773

7.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures au Canada—suite

DÉTAILS, PAR PROVINCE, 1940-41, ET MOYENNE QUINQUENNALE, 1935-39—suite

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme	Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 boiss.	$'000			'000 acres	'000 tonnes	$'000
Canada—suite					**Canada**—fin				
Tout blé...Moy.	1935-39	25,595	312,400	211,294	Maïs fourrager....Moy.	1935-39	457	4,012	12,458
	1940	28,726	540,190	281,936		1940	496	4,155	12,235
	1941	22,362	299,401	156,250		1941	519	4,659	17,074
Avoine....Moy.	1935-39	13,247	338,072	105,589	Foin de grain....Moy.	1935-39	1,098	1,583	8,323
	1940	12,298	380,526	106,771		1940	1,052	1,916	8,186
	1941	13,841	346,154	132,460		1941	1,053	1,416	7,544
Orge.....Moy.	1935-39	4,291	88,882	35,974	Betteraves sucrières.Moy.	1935-39	34	301	1,814
	1940	4,342	104,256	33,350		1940	82	825	5,547
	1941	5,549	116,659	49,519		1941	71	712	4,144
Seigle d'automne...Moy.	1935-39	635	7,192	3,010	**I. du P.-Ed.**—				
	1940	786	10,357	3,450				'000 boiss.	
	1941	800	10,224	4,389	Blé de printemps....Moy.	1935-39	19	243	256
Seigle de printemps...Moy.	1935-39	181	1,999	858		1940	13	238	226
	1940	249	3,637	1,163		1941	14	245	233
	1941	277	2,732	1,158					
Tout seigle....Moy.	1935-39	816	9,190	3,866	Avoine....Moy.	1935-39	151	4,667	2,116
	1940	1,035	13,994	4,613		1940	143	4,998	1,749
	1941	1,078	12,956	5,547		1941	138	3,726	1,602
Pois.....Moy.	1935-39	85	1,339	2,044	Orge.....Moy.	1935-39	6	165	116
	1940	82	1,355	2,652		1940	13	397	238
	1941	97	1,587	3,362		1941	13	288	181
Haricots...Moy.	1935-39	68	1,282	1,987	Sarrasin...Moy.	1935-39	4	65	44
	1940	97	1,477	2,721		1940	4	74	46
	1941	102	1,715	3,138		1941	4	50	33
Sarrasin...Moy.	1935-39	377	7,643	4,780	Grains mélangés....Moy.	1935-39	30	982	509
	1940	326	6,692	3,838		1940	43	1,505	677
	1941	277	5,569	3,666		1941	49	1,315	544
Grains mélangés...Moy.	1935-39	1,166	38,507	17,072				'000 cwt	
	1940	1,220	43,133	16,994					
	1941	1,329	41,505	21,617	Pommes de terre..Moy.	1935-39	35	3,748	2,787
Graine de lin.....Moy.	1935-39	307	1,509	2,006		1940	42	4,579	1,923
	1940	382	3,049	3,262		1941	36	2,840	2,414
	1941	958	6,412	7,988					
					Navets, etc.....Moy.	1935-39	11	2,695	765
Maïs à grain....Moy.	1935-39	172	7,010	3,857		1940	11	2,549	663
	1940	186	6,956	3,826		1941	10	1,820	692
	1941	300	12,036	8,599					
			'000 cwt					'000 tonnes	
Pommes de terre..Moy.	1935-39	516	38,631	35,357	Foin et trèfle....Moy.	1935-39	226	319	2,765
	1940	545	42,300	35,394		1940	237	344	3,337
	1941	508	39,124	39,771		1941	230	368	3,680
					Maïs fourrager....Moy.	1935-39	0·4	3	16
Navets....Moy.	1935-39	187	37,083	12,638		1940	0·4	3	15
	1940	186	39,016	12,388		1941	0·4	1	5
	1941	180	34,482	15,273					
			'000 tonnes					'000 boiss.	
Foin et trèfle....Moy.	1935-39	8,766	13,615	105,561	**Nouv.-Ecosse**— Blé de printemps....Moy.	1935-39	4	59	68
	1940	8,811	14,070	121,617		1940	3	55	56
	1941	9,108	12,245	146,228		1941	3	47	45
Luzerne....Moy.	1935-39	854	2,052	17,180	Avoine....Moy.	1935-39	92	3,012	1,749
	1940	1,032	2,588	21,352		1940	91	3,265	1,828
	1941	1,149	2,487	25,670		1941	91	3,094	1,795

7.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures au Canada—suite

DÉTAILS, PAR PROVINCE, 1940-41, ET MOYENNE QUINQUENNALE, 1935-39—suite

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme	Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 boiss.	$'000			'000 acres	'000 cwt	$'000
Nouv.-Ecosse—					**N.-Bruns.**—fin				
fin					Navets,				
Orge.....Moy.	1935-39	9	243	195	etc.....Moy.	1935-39	12	2,632	1,105
	1940	12	351	274		1940	13	3,340	1,169
	1941	13	340	255		1941	13	2,921	1,636
Sarrasin...Moy.	1935-39	5	97	83				'000 tonnes	
	1940	4	84	69					
	1941	4	86	69	Foin et trèfle....Moy.	1935-39	569	818	6,994
Grains mélangés....Moy	1935-39	6	196	133		1940	572	944	10,856
	1940	6	204	133		1941	560	896	12,544
	1941	6	182	137	Maïs fourrager....Moy.	1935-39	0·8	7	29
			'000 cwt			1940	0·8	5	20
Pommes de terre..Moy.	1935-39	21	1,897	1,960		1941	1	8	40
	1940	23	2,313	2,174	**Québec**—				
	1941	21	2,091	2,509	Blé de printemps...Moy.			'000 boiss.	
Navets, etc.....Moy.	1935-39	12	3,258	1,408		1935-39	51	855	899
	1940	12	3,511	1,756		1940	30	522	473
	1941	11	3,300	1,881		1941	32	567	572
			'000 tonnes		Avoine....Moy.	1935-39	1,678	42,396	21,147
						1940	1,664	44,290	21,259
Foin et trèfle....Moy.	1935-39	402	675	6,463		1941	1,679	46,872	25,336
	1940	406	649	7,464	Orge.....Moy.	1935-39	162	3,872	2,597
	1941	404	667	9,338		1940	160	3,888	2,488
						1941	146	3,762	2,613
Maïs fourrager....Moy.	1935-39	0·7	6	27	Seigle de printemps...Moy.	1935-39	7	106	88
	1940	0·8	6	24		1940	6	103	82
	1941	0·8	6	27		1941	9	157	140
					Pois.....Moy.	1935-39	19	280	545
N.-Brunswick—			'000 boiss.			1940	20	318	794
Blé de printemps....Moy.						1941	26	416	1,228
	1935-39	14	220	253	Haricots...Moy.	1935-39	6	109	221
	1940	8	176	188		1940	9	153	375
	1941	8	131	136		1941	14	226	642
Avoine....Moy.	1935-39	214	6,241	3,243	Sarrasin...Moy.	1935-39	144	3,000	2,057
	1940	210	6,507	3,319		1940	105	2,144	1,436
	1941	200	6,200	3,224		1941	87	1,777	1,309
Orge.....Moy.	1935-39	14	356	259	Grains mélangés...Moy.	1935-39	139	3,657	2,326
	1940	19	521	391		1940	163	4,502	2,373
	1941	19	518	389		1941	174	5,027	3,307
Haricots...Moy.	1935-39	1	20	44				'000 cwt	
	1940	1	21	59	Pommes de terre..Moy.	1935-39	136	11,365	10,742
	1941	1	20	65		1940	150	13,125	10,500
Sarrasin...Moy.	1935-39	32	651	499		1941	140	10,502	10,627
	1940	26	537	430	Navets, etc.....Moy.	1935-39	38	6,836	3,147
	1941	23	487	414		1940	37	5,975	2,455
Grains mélangés...Moy.	1935-39	4	97	59		1941	37	6,060	3,458
	1940	4	128	77				'000 tonnes	
	1941	7	204	131	Foin et trèfle....Moy.	1935-39	3,595	5,120	40,997
			'000 cwt			1940	3,661	5,223	49,723
Pommes de terre..Moy.	1935-39	48	4,990	4,474		1941	3,555	3,755	65,136
	1940	54	6,896	4,827					
	1941	48	5,736	5,736					

7.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures au Canada—suite

DÉTAILS, PAR PROVINCE, 1940-41, ET MOYENNE QUINQUENNALE, 1935-39—suite

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 tonnes	$'000
Québec—fin				
Luzerne....Moy.	1935-39	15	36	337
	1940	22	57	641
	1941	35	81	1,607
Maïs fourrager....Moy.	1935-39	51	499	1,993
	1940	61	552	2,472
	1941	63	581	3,467
			'000	
Ontario—			boiss.	
Blé d'automne...Moy.	1935-39	652	17,171	13,625
	1940	775	22,099	13,701
	1941	619	16,465	15,477
Blé de printemps...Moy.	1935-39	92	1,671	1,382
	1940	69	1,301	807
	1941	68	1,251	1,126
Tout blé...Moy.	1935-39	744	18,841	15,007
	1940	845	23,400	14,508
	1941	687	17,716	16,603
Avoine....Moy.	1935-39	2,305	79,002	28,670
	1940	2,254	86,554	29,428
	1941	2,304	76,032	33,454
Orge.....Moy.	1935-39	533	16,023	8,438
	1940	499	15,519	6,984
	1941	450	13,202	7,393
Seigle d'automne...Moy.	1935-39	67	1,209	727
	1940	82	1,557	810
	1941	72	1,224	808
Pois.....Moy.	1935-39	59	907	1,298
	1940	55	894	1,672
	1941	60	933	1,745
Haricots...Moy.	1935-39	59	1,117	1,658
	1940	85	1,264	2,212
	1941	85	1,420	2,343
Sarrasin...Moy.	1935-39	186	3,735	2,041
	1940	183	3,796	1,822
	1941	155	3,100	1,798
Grains mélangés...Moy.	1935-39	915	32,125	13,581
	1940	915	34,770	13,213
	1941	983	32,537	16,594
Graine de lin.....Moy.	1935-39	6	53	74
	1940	18	170	235
	1941	17	163	253
Maïs à grain....Moy.	1935-39	172	7,010	3,857
	1940	186	6,956	3,826
	1941	205	9,471	7,009
			'000 cwt	
Pommes de terre..Moy.	1935-39	147	8,390	8,502
	1940	147	6,753	7,563
	1941	138	8,694	10,433
Navets, etc.....Moy.	1935-39	98	19,491	4,992
	1940	98	21,528	5,167
	1941	92	18,124	6,343
Ontario—fin				
Foin et trèfle....Moy.	1935-39	2,798	4,820	35,415
	1940	2,699	5,021	36,904
	1941	2,737	3,760	37,788
Luzerne....Moy.	1935-39	642	1,559	12,278
	1940	715	1,895	15,046
	1941	751	1,577	17,079
Maïs fourrager....Moy.	1935-39	321	3,121	8,679
	1940	339	3,112	7,500
	1941	354	3,540	10,974
Betteraves sucrières.Moy.	1935-39	34	301	1,814
	1940	40	394	2,589
	1941	30	322	1,853
			'000	
Manitoba—			boiss.	
Blé de printemps...Moy.	1935-39	2,880	41,130	29,612
	1940	3,512	66,400	35,192
	1941	2,700	54,500	27,795
Avoine....Moy.	1935-39	1,427	33,935	9,164
	1940	1,293	33,000	6,930
	1941	1,600	51,000	16,320
Orge.....Moy.	1935-39	1,327	27,178	10,163
	1940	1,256	27,500	7,700
	1941	1,650	43,000	17,200
Seigle d'automne...Moy.	1935-39	123	1,816	771
	1940	133	1,900	570
	1941	175	2,850	1,197
Seigle de printemps....Moy.	1935-39	20	277	115
	1940	27	350	105
	1941	26	374	157
Tout seigle....Moy.	1935-39	143	2,093	885
	1940	159	2,250	675
	1941	201	3,224	1,354
Pois.....Moy.	1935-39	2	35	43
	1940	2	23	28
	1941	4	82	139
Sarrasin...Moy.	1935-39	6	95	56
	1940	5	57	35
	1941	4	69	43
Grains mélangés....Moy.	1935-39	23	490	160
	1940	26	501	125
	1941	33	861	301
Graine de lin.....Moy.	1935-39	52	334	451
	1940	90	800	848
	1941	190	1,540	1,894
Maïs à grain.....	1941	95	2,565	1,590
			'000 cwt	
Pommes de terre..Moy.	1935-39	33	2,003	1,387
	1940	34	1,784	1,659
	1941	36	3,276	2,293

7.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures au Canada—suite

DÉTAILS, PAR PROVINCE, 1940-41, ET MOYENNE QUINQUENNALE, 1935-39—suite

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme	Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 cwt	$'000			'000 acres	'000 tonnes	$'000
Manitoba—fin					**Saskatchewan**—fin				
Navets, etc.....Moy.	1935-39	6	558	275	Foin et trèfle....Moy.	1935-39	222	282	1,550
	1940	6	437	227		1940	257	337	1,938
	1941	7	875	438		1941	413	566	3,396
			'000 tonnes						
Foin et trèfle....Moy.	1935-39	445	784	4,082	Luzerne....Moy.	1935-39	22	34	284
	1940	421	581	3,910		1940	30	48	381
	1941	600	1,320	6,995		1941	49	84	672
Luzerne....Moy.	1935-39	41	86	603	Maïs fourrager....Moy.	1935-39	12	30	169
	1940	105	170	1,571		1940	11	37	185
	1941	125	313	2,335		1941	11	42	223
Maïs fourrager....Moy.	1935-39	60	259	1,109					
	1940	74	358	1,611	**Alberta**—			'000 boiss.	
	1941	79	397	1,898	Blé de printemps...Moy.	1935-39	7,844	109,990	73,599
Betteraves sucrières.....	1940	18	95	556		1940	8,667	180,700	88,543
	1941	17	93	509		1941	6,653	88,500	41,595
			'000 boiss.		Avoine....Moy.	1935-39	2,804	79,0+1	18,290
Saskatchewan—						1940	2,645	103,000	20,600
Blé de printemps....Moy.	1935-39	13,974	139,460	90,149		1941	3,114	71,000	23,430
	1940	15,571	266,700	141,351	Orge.....Moy.	1935-39	1,031	22,335	7,652
	1941	12,198	136,000	68,000		1940	1,115	32,000	8,640
						1941	1,492	27,000	10,530
Avoine....Moy.	1935-39	4,464	84,350	18,798	Seigle d'automne...Moy.	1935-39	102	1,128	418
	1940	3,880	93,000	19,530		1940	100	1,600	480
	1941	4,594	82,700	24,810		1941	111	1,450	551
Orge.....Moy.	1935-39	1,196	18,259	6,287	Seigle de printemps...Moy.	1935-39	60	601	251
	1940	1,251	23,500	6,345		1940	77	1,400	420
	1941	1,740	28,000	10,640		1941	57	500	190
Seigle d'automne...Moy.	1935-39	343	3,039	1,094	Tout seigle.....Moy.	1935-39	162	1,729	668
	1940	471	5,300	1,590		1940	177	3,000	900
	1941	443	4,700	1,833		1941	167	1,950	741
Seigle de printemps....Moy.	1935-39	90	920	341	Pois.....Moy.	1935-39	0·8	16	23
	1940	135	1,700	510		1940	1	23	32
	1941	181	1,600	608		1941	2	29	58
Tout seigle.....Moy.	1935-39	434	3,958	1,435	Haricots...Moy.	1935-39	0·8	13	24
	1940	607	7,000	2,100		1940	1	10	20
	1941	624	6,300	2,441		1941	1	18	32
Grains mélangés...Moy.	1935-39	25	374	97	Grains mélangés...Moy.	1935-39	20	426	125
	1940	29	540	124		1940	29	800	184
	1941	38	548	192		1941	36	655	223
Graine de lin.....Moy.	1935-39	226	933	1,220	Graine de lin.....Moy.	1935-39	21	158	205
	1940	232	1,650	1,733		1940	42	425	442
	1941	600	3,600	4,500		1941	150	1,100	1,331
			'000 cwt					'000 cwt	
Pommes de terre..Moy.	1935-39	49	2,297	1,707	Pommes de terre..Moy.	1935-39	29	1,964	1,651
	1940	49	2,548	2,293		1940	26	1,862	1,527
	1941	47	2,585	2,197		1941	24	1,528	1,222
Navets, etc.....Moy.	1935-39	2	132	70	Navets, etc.....Moy.	1935-39	3	238	141
	1940	2	178	98		1940	3	266	138
	1941	2	83	46		1941	2	230	138

7.—Superficie, rendement et valeur des principales grandes cultures au Canada—fin

DÉTAILS, PAR PROVINCE, 1940-41, ET MOYENNE QUINQUENNALE, 1935-39—fin

Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme	Province et grande culture	Année	Superficie	Rendement global	Valeur brute à la ferme
		'000 acres	'000 tonnes	$'000			'000 acres	'000 boiss.	$'000
Alberta—fin					**Colombie Britannique—fin**				
Foin et trèfle....Moy.	1935-39	355	488	3,370	Haricots...Moy.	1935-39	0·8	23	40
	1940	399	638	3,905		1940	1	29	55
	1941	452	588	3,775		1941	1	31	56
Luzerne....Moy.	1935-39	84	179	1,580	Grains mélangés...Moy.	1935-39	4	160	82
	1940	109	261	1,986		1940	5	183	88
	1941	138	276	2,183		1941	5	176	88
Maïs à grain....Moy.	1935-39	4	17	99	Graine de lin.....Moy.	1935-39	0·3	3	4
	1940	2	11	53		1940	0·3	4	4
	1941	4	14	90		1941	1	9	10
Foin de grain....Moy.	1935-39	1,050	1,474	7,280				'000 cwt	
	1940	1,000	1,800	7,200	Pommes de terre..Moy.	1935-39	18	1,977	2,147
	1941	1,000	1,300	6,500		1940	20	2,440	2,928
Betteraves sucrières...Moy.	1935-39	19	218	1,455		1941	20	1,872	2,340
	1940	24	336	2,402	Navets, etc.....Moy.	1935-39	6	1,243	735
	1941	24	297	1,782		1940	6	1,232	715
Colombie Britannique—			'000 boiss.			1941	5	1,069	641
Blé de printemps...Moy.	1935-39	66	1,601	1,451				'000 tonnes	
	1940	78	1,999	1,399	Foin et trèfle....Moy.	1935-39	154	309	3,925
	1941	68	1,695	1,271		1940	159	333	3,580
Avoine....Moy.	1935-39	112	5,428	2,412		1941	157	325	3,575
	1940	118	5,912	2,128					
	1941	121	5,530	2,489	Luzerne....Moy.	1935-39	50	158	2,098
Orge.....Moy.	1935-39	14	451	267		1940	51	157	1,727
	1940	17	580	290		1941	51	156	1,794
	1941	17	549	318	Maïs fourrager....Moy.	1935-39	6	70	337
Seigle de printemps...Moy.	1935-39	5	95	63		1940	6	71	355
	1940	4	84	46		1941	6	70	350
	1941	5	101	63					
					Foin de grain....Moy.	1935-39	48	109	1,043
Pois.....Moy.	1935-39	4	101	135		1940	52	116	986
	1940	4	97	126		1941	53	116	1,044
	1941	5	127	192					

Production de grain des Provinces des Prairies.—Les estimations de la superficie et de la production de grain des Provinces des Prairies (Manitoba, Saskatchewan et Alberta), totalisées d'après le tableau 7, paraissent au tableau 8 pour 1939-41.

8.—Superficie et production de grain dans les Provinces des Prairies, 1939-41

Culture	Superficie			Production		
	1939	1940	1941	1939	1940	1941
	acres	acres	acres	boiss.	boiss.	boiss.
Blé	25,813,000	27,750,000	21,551,000	494,000,000	513,000,000[1]	279,000,000
Avoine	8,227,000	7,818,000	9,308,000	231,500,000	229,000,000	204,700,000
Orge	3,607,000	3,622,000	4,882,000	81,000,000	83,000,000	98,000,000
Seigle	1,014,100	943,000	991,900	13,700,000	12,250,000	11,474,000
Graine de lin	288,500	363,700	940,000	1,950,000	2,875,000	6,240,000

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Stocks de grain au Canada.—Le tableau 9 donne les quantités de grain sur les fermes au 31 juillet 1941 comparativement au 31 juillet 1940 et 1939. Le tableau 10 donne les quantités globales de grain sur les fermes à la fin des campagnes 1932–41. La répartition de ces récoltes paraît dans la section consacrée au commerce du grain au Canada, au chapitre du commerce intérieur.

9.—Stocks de grain sur les fermes au Canada, 31 juillet 1939-41, et production totale de l'année précédente

Céréales	Production totale de 1938	Sur les fermes, 31 juillet 1939		Production totale de 1939	Sur les fermes, 31 juillet 1940		Production totale de 1940	Sur les fermes, 31 juillet 1940	
	'000 boiss.	p.c.	boiss.	'000 boiss.	p.c.	boiss.	'000 boiss.	p.c.	boiss.
Blé	360,010	1·3	4,682,000	520,623	3·3	17,286,000	540,190	2·6	13,954,000
Avoine	371,382	10·7	39,654,000	384,407	10·3	39,781,000	380,526	9·8	37,102,000
Orge	102,242	7·2	7,346,700	103,147	6·9	7,075,000	104,256	6·2	6,505,000
Seigle	10,988	3·5	380,000	15,307	4·0	619,000	13,994	3·3	460,000
Graine de lin	1,259	0·4	4,900	2,044	1·3[1]	26,800	3,049	0·5	15,000

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

10.—Stocks de grain sur les fermes au Canada, 31 juillet 1932-41

Année	Blé	Avoine	Orge	Seigle	Graine de lin
	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.
1932	7,495,800	22,823,000	3,477,000	146,000	7,100
1933	12,340,000	27,701,000	3,102,000	156,000	17,700
1934	8,733,000	19,333,000	1,839,000	37,000	3,400
1935	7,861,200	20,071,000	2,022,000	77,900	4,200
1936	5,520,000	31,186,000	4,199,200	270,600	7,600
1937	3,999,300	15,231,000	1,476,400	78,400	9,800
1938	5,061,000	16,120,000	3,177,500	78,000	1,800
1939	4,682,000	39,654,000	7,346,700	380,000	4,900
1940	17,286,000	39,781,000	7,075,000	619,000	26,800
1941	13,954,000	37,102,000	6,505,000	460,000	15,000

Sous-section 3.—Bestiaux et volailles de ferme

Les progrès de l'industrie animale et de l'aviculture sont illustrés de dix ans en dix ans dans le résumé statistique du tableau 11.

11.—Bestiaux et volailles sur les fermes au Canada, recensements de 1871 à 1931

Espèce	1871	1881	1891	1901	1911	1921[1]	1931
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Chevaux	836,743	1,059,358	1,470,572	1,577,493	2,598,958	3,610,494	3,113,909
Bêtes à cornes	2,624,290	3,433,989	4,120,586	5,576,451	6,526,083	8,519,484	7,973,031
Vaches laitières[2]	1,251,209	1,595,800	1,857,112	2,408,677	2*595,255	3,324,653	3,371,923
Autres bêtes à cornes	1,373,081	1,838,189	2,263,474	3,167,774	3,930,828	5,194,831	4,601,108
Moutons	3,155,509	3,048,678	2,563,781	2,510,239	2,174,300	3,203,966	3,627,116
Porcs	1,366,083	1,207,619	1,733,850	2,353,828	3,634,778	3,040,730	4,699,831
Volailles	[3]	[3]	14,105,102[4]	17,922,658	31,793,261	50,325,248	65,184,689[4]
Poules et poulets	–	–	*12,696,701*	*16,651,337*	*29,773,457*	*48,031,647*	*61,277,139*
Dindons	–	–	*458,306*	*584,569*	*863,182*	*1,096,721*	*2,525,197*
Canards	–	–	*320,169*	*290,755*	*537,098*	*603,152*	*749,930*
Oies	–	–	*537,932*	*395,997*	*629,524*	*603,128*	*902,251*
Ruches	144,791	[3]	199,288	189,986	180,372	185,530	215,349

[1] Comprend les bestiaux suivants ailleurs que sur les fermes: 158,742 chevaux; 149,995 bêtes à cornes 3,499 moutcns; 50,439 porcs, 6,978,054 volailles et 37,425 ruches. [2] Depuis 1921, "Vaches en lactation ou en gestation". [3] Les volailles ne sont pas déclarées à ce recensement. [4] Comprend 91,994 volailles non spécifiées en 1891 et 32,082 en 1931.

Le tableau **12** donne des indices montrant le nombre d'animaux sur les fermes, les années 1926 à 1941, exprimés en pourcentages du nombre moyen sur les fermes, la période de 1926 à 1930.

12.—Nombres-indices des animaux sur les fermes au Canada, 1926-41

(Moyenne de 1926-30=100)

Année	Chevaux	Vaches laitières	Autres bêtes à cornes	Moutons	Porcs
1926	100·7	101·7	93·2	91·6	99·4
1927	101·4	102·9	103·7	95·1	107·0
1928	100·1	100·2	98·3	99·6	102·5
1929	100·1	97·6	101·3	106·0	99·9
1930	97·7	97·6	103·5	107·7	91·2
1931	92·3	89·3	90·6	105·7	107·1
1932	91·6	95·2	96·9	106·2	105·8
1933	88·5	97·9	102·1	98·7	86·6
1934	87·0	102·4	100·2	99·7	83·3
1935	86·9	102·0	97·9	99·1	80·9
1936	85·7	102·9	97·6	97·0	94·5
1937	85·5	104·4	96·5	97·4	90·3
1938	83·6	102·6	91·4	99·5	79·5
1939	83·7	102·6	90·6	98·1	97·9
1940	84·7	103·2	92·0	100·6	134·1
1941	85·4	103·1	96·9	103·5	136·6

Le nombre de bestiaux et de volailles sur les fermes au Canada et dans les diverses provinces paraît au tableau **13** pour les cinq dernières années, tandis que la valeur moyenne par tête est donnée au tableau **14** pour les mêmes années. Les statistiques des bêtes à cornes, des oies et des canards, ainsi que la valeur de chaque espèce de bétail, paraissent dans le "Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole" de janvier-mars 1942.

13.—Bestiaux et volailles de ferme au Canada, par province, 1937-41

Province et espèce	1937	1938	1939	1940	1941	Province et espèce	1937	1938	1939	1940	1941
	'000	'000	'000	'000	'000		'000	'000	'000	'000	'000
Canada—						**N.-Brunswick—**					
Chevaux	2,883	2,821	2,824	2,858	2,881	Chevaux	52	52	53	55	56
Vaches laitières	3,940	3,874	3,873	3,894	3,886	Vaches laitières	111	113	114	113	112
Autres bêtes à c.	4,900	4,637	5,601	4,670	4,912	Autres bêtes à c.	103	104	107	101	97
Moutons	3,340	3,415	3,366	3,452	3,551	Moutons	107	110	108	107	109
Porcs	3,963	3,487	4,294	5,882	5,994	Porcs	95	82	87	97	77
Toutes volailles[1]	57,510	57,237	62,405	64,143	66,513	Toutes volailles[1]	1,339	1,306	1,340	1,274	1,256
Poules et poulets	53,983	53,775	58,510	60,201	62,533	Poules et poulets	1,290	1,261	1,285	1,227	1,214
Dindons	1,998	2,040	2,476	2,508	2,556	Dindons	27	25	36	30	27
Ile du Pr.-Ed.—						**Québec—**					
Chevaux	29	29	29	29	28	Chevaux	280	289	297	305	307
Vaches laitières	46	46	46	44	44	Vaches laitières	962	982	1,002	1,029	1,010
Autres bêtes à c.	53	54	53	49	51	Autres bêtes à c.	802	827	815	766	765
Moutons	50	49	46	44	46	Moutons	658	670	647	648	666
Porcs	44	44	48	53	54	Porcs	774	645	744	937	798
Toutes volailles[1]	878	873	871	851	957	Toutes volailles[1]	7,603	7,485	8,128	8,661	8,762
Poules et poulets	826	830	829	806	914	Poules et poulets	7,362	7,234	7,871	8,407	8,537
Dindons	12	11	12	17	17	Dindons	111	112	133	134	124
Nouvelle-Ecosse—						**Ontario—**					
Chevaux	42	43	44	44	45	Chevaux	558	561	559	560	557
Vaches laitières	116	115	118	114	113	Vaches laitières	1,176	1,174	1,183	1,195	1,204
Autres bêtes à c.	113	121	122	115	108	Autres bêtes à c	1,278	1,318	1,305	1,323	1,367
Moutons	138	146	144	143	139	Moutons	875	858	847	819	802
Porcs	50	44	45	53	47	Porcs	1,488	1,430	1,546	1,998	1,936
Toutes volailles[1]	1,244	1,255	1,256	1,336	1,439	Toutes volailles[1]	22,536	22,420	22,841	22,901	23,322
Poules et poulets	1,212	1,225	1,226	1,308	1,415	Poules et poulets	21,314	21,189	21,618	21,693	22,127
Dindons	16	15	17	18	12	Dindons	425	446	453	450	451

[1] Comprennent les canards et les oies.

13.—Bestiaux et volailles de ferme au Canada, par province, 1937-41—fin

Province et espèce	1937	1938	1939	1940	1941	Province et espèce	1937	1938	1939	1940	1941
	'000	'000	'000	'000	'000		'000	'000	'000	'000	'000
Manitoba—						**Alberta—**					
Chevaux	325	325	315	323	321	Chevaux	661	649	659	658	656
Vaches laitières	390	384	366	350	322	Vaches laitières	454	441	429	417	418
Autres bêtes à c.	457	458	421	422	434	Autres bêtes à c.	1,004	921	908	949	1,040
Moutons	216	231	230	234	233	Moutons	768	834	834	883	897
Porcs	229	219	311	499	503	Porcs	774	707	993	1,371	1,653
Toutes volailles[1]	4,333	5,081	5,591	6,351	6,686	Toutes volailles[1]	6,794	6,921	7,723	7,698	8,704
Poules et poulets	3,832	4,512	5,278	5,640	6,003	Poules et poulets	6,161	6,325	7,068	7,103	8,031
Dindons	393	451	551	580	551	Dindons	444	445	495	443	502
Saskatchewan—						**Col. Britannique—**					
Chevaux	874	806	800	813	838	Chevaux	62	67	68	71	73
Vaches laitières	564	497	490	503	532	Vaches laitières	121	122	125	129	131
Autres bêtes à c.	877	632	680	747	818	Autres bêtes à c.	213	202	190	198	232
Moutons	345	337	341	399	488	Moutons	183	180	169	175	171
Porcs	454	268	470	791	837	Porcs	55	48	50	83	89
Toutes volailles[1]	8,825	7,890	9,512	10,252	10,892	Toutes volailles[1]	3,958	4,006	4,783	4,820	4,495
Poules et poulets	8,166	7,283	8,651	9,298	9,892	Poules et poulets	3,870	3,916	4,684	4,719	4,399
Dindons	524	485	724	780	819	Dindons	46	50	55	56	53

[1] Comprennent les canards et les oies.

14.—Valeur moyenne par tête du bétail et de la volaille de ferme au Canada, par province, 1937-41

NOTA.—Les chiffres de 1925-34 paraissent aux pp. 274-76 de l'Annuaire de 1934-35 et ceux de 1935-36, à la p. 216 de l'Annuaire de 1940.

Province et espèce	1937	1938	1939	1940	1941	Province et espèce	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$		$	$	$	$	$
Canada—						**Québec—**					
Chevaux	72	71	67	63	60	Chevaux	117	114	109	117	114
Vaches laitières	40	40	46	51	65	Vaches laitières	43	41	43	46	59
Autres bêtes à c.	25	27	33	37	45	Autres bêtes à c.	24	24	27	28	35
Toutes bêtes à c.	32	33	39	43	54	Toutes bêtes à c.	34	33	36	38	49
Moutons	5·61	5·79	6·69	6·90	8·47	Moutons	5·57	5·58	6·04	6·37	8·46
Porcs	12·31	13·21	13·79	11·81	15·92	Porcs	14·00	15·00	15·00	14·00	18·00
Poules et poulets	0·69	0·68	0·70	0·73	0·83	Poules et poulets	0·88	0·91	0·92	0·95	1·00
Dindons	1·90	1·89	1·76	1·97	2·11	Dindons	2·46	2·35	2·30	2·47	2·50
Ile du Pr.-E.—						**Ontario—**					
Chevaux	91	94	96	87	81	Chevaux	103	102	92	80	78
Vaches laitières	37	36	37	38	54	Vaches laitières	48	47	56	59	75
Autres bêtes à c.	24	24	25	25	33	Autres bêtes à c.	32	31	40	42	50
Toutes bêtes à c.	3	30	31	31	43	Toutes bêtes à c.	40	39	48	50	62
Moutons	5·55	5·53	6·47	6·48	8·65	Moutons	6·96	7·42	8·13	8·21	9·75
Porcs	10·55	12·75	14·24	10·89	14·59	Porcs	12·40	13·15	14·02	11·18	15·44
Poules et poulets	0·72	0·77	0·72	0·80	0·95	Poules et poulets	0·79	0·77	0·78	0·83	0·95
Dindons	1·89	1·86	1·94	1·97	2·50	Dindons	2·42	2·40	2·27	02·50	2·55
Nouvelle-Ecosse—						**Manitoba—**					
Chevaux	102	100	102	96	100	Chevaux	64	58	56	50	47
Vaches laitières	42	41	41	44	48	Vaches laitières	32	33	43	48	66
Autres bêtes à c.	28	26	27	30	33	Autres bêtes à c.	24	25	32	36	46
Toutes bêtes à c.	35	33	34	37	41	Toutes bêtes à c.	28	29	37	41	55
Moutons	5·22	5·15	5·60	5·61	7·08	Moutons	5·07	5·23	6·27	6·61	8·15
Porcs	14·30	13·97	14·60	13·81	17·11	Porcs	12·00	12·99	13·60	12·37	17·09
Poules et poulets	0·73	0·73	0·77	0·81	1·05	Poules et poulets	0·58	0·55	0·58	0·57	0·70
Dindons	2·23	2·32	2·25	2·28	2·65	Dindons	1·86	1·71	1·65	1·81	2·00
Nouv.-Bruns.—						**Saskatchewan—**					
Chevaux	114	114	118	110	113	Chevaux	53	50	50	45	41
Vaches laitières	36	37	40	43	51	Vaches laitières	28	31	41	47	62
Autres bêtes à c.	21	22	24	24	28	Autres bêtes à c.	20	24	31	36	45
Toutes bêtes à c.	29	30	32	34	40	Toutes bêtes à c.	23	27	35	40	52
Moutons	5·23	5·11	6·06	6·25	7·71	Moutons	4·72	4·90	6·50	6·60	7·80
Porcs	15·03	14·90	15·07	13·51	18·15	Porcs	11·09	12·60	13·00	11·40	16·00
Poules et poulets	0·83	0·78	0·85	0·87	1·00	Poules et poulets	0·44	0·41	0·50	0·50	0·60
Dindons	2·52	2·72	2·55	2·65	2·60	Dindons	1·56	1·63	1·52	1·68	1·95

14.—Valeur moyenne par tête du bétail et de la volaille de ferme au Canada, par province, 1937-41—fin

Province et espèce	1937	1938	1939	1940	1941	Province et espèce	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$		$	$	$	$	$
Alberta—						**Col. Britannique—**					
Chevaux	49	49	45	43	40	Chevaux	70	73	75	76	75
Vaches laitières	30	33	40	49	64	Vaches laitières	51	50	51	54	62
Autres bêtes à c.	22	25	32	39	48	Autres bêtes à c.	30	31	32	38	44
Toutes bêtes à c.	24	28	35	42	53	Toutes bêtes à c.	38	38	40	44	50
Moutons	4·64	4·97	6·21	6·53	8·02	Moutons	6·25	5·92	6·64	7·21	8·85
Porcs	10·87	11·81	12·74	10·93	15·00	Porcs	12·84	13·12	14·73	1·450	15·75
Poules et poulets	0·45	0·47	0·47	0·53	0·65	Poules et poulets	0·75	0·75	0·76	0·77	0·80
Dindons	1·60	1·61	1·45	1·85	1·90	Dindons	2·60	2·51	2·56	2·61	2·75

Volaille et œufs.—La production de volaille a augmenté sur les fermes canadiennes au cours des quelques dernières années. Cette situation a résulté des approvisionnements de provende relativement abondants et des meilleurs débouchés pour la volaille et les œufs. Cette industrie a également reçu une nouvelle impulsion depuis la guerre grâce à l'expédition de grandes quantités d'œufs à la Grande-Bretagne. Les exportations globales s'élèvent à 16,276,256 douzaines en 1941, augmentation de 15,000,000 de douzaines sur celles de 1939 et de 5,000,000 de douzaines sur celles de 1940.

Le nombre de volailles sur les fermes est estimé à 66,513,000 le 1er juin 1941, augmentation de 2,250,000 en regard de la même date en 1940 et d'environ 4,000,000 comparativement à 1939. Il y a des augmentations de 3·9 p.c. pour les poules et les poulets et de 1·9 p.c. pour les dindons; le nombre de canards et d'oies décline de près de 1 p.c. La valeur brute à la ferme des volailles passe de $47,000,000 en 1939 à $51,000,000 en 1940 et $59,000,000 en 1941. La valeur moyenne par oiseau est de 83 cents pour les poules et les poulets, $2·11 pour les dindons, $1·62 pour les oies et 99 cents pour les canards.

La production d'œufs sur la ferme est estimée à 244,154,000 douzaines en 1941, augmentation de 7,000,000 de douzaines sur celle de l'année précédente. La production moyenne par poule est de 112 œufs contre 111 en 1940, et la valeur totale à la ferme de $52,082,000 est l'équivalent de 21·3 cents la douzaine en 1941 comparativement à 19·5 cents la douzaine en 1940. La valeur brute à la ferme de la volaille et des œufs s'établit à $111,403,000 et le revenu provenant des ventes se chiffre à $50,202,000. Comparativement à l'année précédente, ces chiffres laissent voir des augmentations de 15·2 p.c. et de 13·5 p.c. respectivement.

La disparition domestique d'œufs et de volaille, totale et par tête, est donnée au tableau **16.**

15.—Production estimative et valeur des œufs de ferme au Canada, 1930-39, et par province, 1940 et 1941

Année	Poules pondeuses	Production moyenne par poule	Production totale	Prix la douzaine	Valeur totale
	nomb.	nomb.	douz.	cts	$
Totaux, 1930	**29,052,600**	**95**	**230,000,000**	**27·0**	**62,100,000**
Totaux, 1931	**25,407,000**	**112**	**237,131,000**	**17·0**	**40,312,000**
Totaux, 1932	**24,806,600**	**111**	**229,461,000**	**13·0**	**29,830,000**
Totaux, 1933	**24,922,000**	**107**	**222,254,000**	**12·0**	**27,577,000**
Totaux, 1934	**24,688,000**	**108**	**223,272,000**	**15·0**	**34,454,000**
Totaux, 1935	**24,594,000**	**109**	**223,540,000**	**17·0**	**37,763,000**
Totaux, 1936	**23,798,000**	**111**	**219,494,000**	**18·5**	**40,776,000**
Totaux, 1937	**23,861,000**	**110**	**219,443,000**	**17·5**	**38,480,000**
Totaux, 1938	**23,689,000**	**111**	**213,399,000**	**19·0**	**40,653,000**
Totaux, 1939	**24,024,000**	**111**	**221,737,000**	**18·5**	**41,037,000**

15.—Production estimative et valeur des œufs de ferme au Canada, 1930-39 et par province, 1940 et 1941—fin

Année et province	Poules pondeuses	Production moyenne par poule	Production totale	Prix la douzaine	Valeur totale
	nomb.	nomb.	douz.	cts	$
1940					
Ile du Prince-Edouard	415,000	93	3,216,000	22·6	727,000
Nouvelle-Ecosse	610,000	94	4,778,000	27·0	1,290,000
Nouveau-Brunswick	586,000	94	4,590,000	24·0	1,102,000
Québec	3,709,000	116	35,854,000	23·3	8,354,000
Ontario	7,946,000	119	78,798,000	23·4	18,439,000
Manitoba	2,460,000	104	21,320,000	14·0	2,985,000
Saskatchewan	4,741,000	102	40,299,000	12·6	5,078,000
Alberta	3,103,000	101	26,117,000	14·5	3,787,000
Colombie Britannique	1,850,000	132	20,350,000	20·5	4,172,000
Totaux, 1940	**25,420,000**	**111**	**235,322,000**	**19·5**	**45,934,000**
1941					
Ile du Prince-Edouard	447,000	95	3,539,000	24·0	849,000
Nouvelle-Ecosse	632,000	96	5,056,000	28·0	1,416,000
Nouveau-Brunswick	594,000	95	4,703,000	26·0	1,223,000
Québec	3,716,000	116	35,921,000	25·0	8,980,000
Ontario	8,069,000	120	80,690,000	24·3	19,608,000
Manitoba	2,597,000	104	22,507,000	17·0	3,826,000
Saskatchewan	4,931,000	104	42,735,000	15·7	6,709,000
Alberta	3,218,000	105	28,158,000	15·5	4,364,000
Colombie Britannique	1,895,000	132	20,845,000	24·5	5,107,000
Totaux, 1941	**26,099 000**	**112**	**244,154,000**	**21·3**	**52,082,000**

16.—Disparition domestique d'œufs et volailles au Canada, 1938-41

Item	Œufs[1]	Volailles				
		Poules et poulets	Dindons	Oies	Canards	Total
	douz.	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Stocks totaux[2]—						
1938	239,145,946	184,142,411	22,618,584	6,686,219	3,129,916	216,577,130
1939	246,799,087	199,726,783	26,899,211	6,622,598	3,328,754	236,577,345
1940	261,122,700	206,678,434	27,552,264	6,673,762	3,390,831	244,295,291
1941	269,549,197	211,886,795	27,233,044	6,671,354	3,232,186	249,023,379
Disparition domestique[3]—		lb	lb	lb	lb	lb
1938	233,469,525	173,758,374	17,658,731	6,511,878	2,804,837	200,733,820
1939	240,844,596	188,107,745	20,958,846	6,510,185	2,888,397	218,465,173
1940	245,560,935	196,671,586	23,155,349	6,517,935	3,232,773	229,577,644
1941	247,964,000	198,296,596	19,655,561	6,315,336	3,037,168	227,304,661
Disparition per capita—						
1938	20·83	15·50	1·58	0·58	0·25	17·91
1939	21·29	16·62	1·85	0·58	0·26	19·31
1940	21·50	17·22	2·03	0·57	0·28	20·10
1941	21·71	17·36	1·72	0·55	0·27	19·90

[1] La production d'œufs utilisée dans le calcul de la disparition domestique comprend 20,500,000 douzaines pour compenser pour la production dans les centres urbains. [2] Les stocks totaux comprennent la production et les importations de l'année, plus les stocks au 1er janvier. [3] La disparition domestique est obtenue par la soustraction des exportations de l'année et des stocks en main à la fin de l'année des stocks totaux.

Production de laine.—La tonte canadienne de laine en 1941 s'élève à 14,511,000 livres d'une valeur de $3,244,000. C'est la production la plus considérable encore obtenue et la hausse des prix déterminée par la guerre en porte la valeur au plus haut niveau de son histoire. La production de laine d'abat s'établit à 4,689,000 livres, ce qui donne une production totale au Canada de 19,200,000 livres.

Les importations canadiennes de laine en 1941, en termes de laine en suint, sont estimées à 93,070,000 livres. Ces importations exceptionnellement fortes ajoutées à une production plus considérable résultent en une consommation apparente de 109,245,000 livres, qui dépasse de beaucoup celle de toute année antérieure. La consommation plus forte en 1940 et 1941 est attribuable à l'utilisation plus considérable de la laine dans la confection d'uniformes pour les services de l'armée.

17.—Production estimative, exportations, importations et consommation apparente de laine au Canada, 1930-1941

NOTA.—Toutes les estimations sont calculées en termes de "laine en suint"; dans les Annuaires antérieurs exportations et importations n'étaient que partiellement en termes de "laine en suint". Les statistiques comparables de la production des années 1920-29 paraissent à la p. 227 de l'Annuaire de 1939.

Année	Laine tondue				Laine d'abat	Production totale	Exportations	Importations	Consommation apparente
	Rendement par toison	Rendement total	Prix la livre	Valeur totale de la tonte					
	lb	'000 lb	cts	$	'000 lb	'000 lb	'000 lb	'000 lb	'000 lb
1930.....	7·0	12,800	11	1,392,000	3,852	16,652	4,424	24,093	36,321
1931.....	7·0	13,575	8	1,050,000	4,250	17,825	4,805	29,339	42,359
1932.....	7·1	14,027	5	722,000	4,087	18,114	3,769	30,599	44,944
1933.....	7·1	13,308	10	1,364,000	4,511	17,819	11,671	42,682	48,830
1934.....	6·9	13,135	10	1,255,000	4,443	17,578	4,295	41,800	55,083
1935.....	7·1	13,320	11	1,492,000	4,499	17,819	8,755	47,551	56,615
1936.....	7·2	13,057	14	1,861,000	4,374	17,431	9,775	59,128	66,784
1937.....	7·2	13,271	15	2,049,000	4,358	17,629	5,093	60,375	72,911
1938.....	7·3	13,386	11	1,565,000	4,309	17,695	4,398	45,101	58,398
1939.....	7·5	13,569	13	1,827,000[1]	4,277	17,846	4,879	51,933	64,900
1940.....	7·4	13,822	19	2,696,000[1]	4,386[1]	18,208[1]	2,681	86,170	101,697[1]
1941[2].....	7·5	14,511	22	3,244,000	4,689	19,200	3,025	93,070	109,245

[1] Revisée depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Sujet à revision.

Sous-section 4.—Statistiques laitières

L'essor de l'industrie laitière depuis les vingt dernières années correspond étroitement à la demande domestique créée par une population croissante. Au cours de cette période la consommation de lait entier augmente et les grandes quantités de beurre devenues nécessaires au Canada assurent à ce produit une position de choix dans l'économie domestique du Dominion. Au cours des années antérieures à 1922, le fromage est la principale denrée laitière produite. Au début du siècle la production en est de plus de 200,000,000 de livres, et en 1917, pendant la première guerre mondiale, 195,000,000 de livres de fromage sont fabriquées au Canada, dont 86 p.c. sont exportées au Royaume-Uni. A l'heure présente, les besoins de fromage et de produits concentrés du lait sont plus grands que jamais et font prévoir des transformations fondamentales dans la production laitière. Durant la majeure partie

de l'année 1941, la fabrication de produits laitiers reste sujette à une relation de prix plutôt favorable au beurre qu'au fromage; mais grâce à la réglementation des prix par le Gouvernement, le dernier trimestre de 1941 voit le lait passer nettement vers la fabrication du fromage, dont la majeure partie est exportée en Angleterre.

Production de lait.—En 1941, les fermes fournissent 16,752,823,400 livres de lait, ce qui représente une augmentation d'environ 500,000,000 de livres sur l'année précédente. Ce gain est obtenu avec 3,886,100 vaches (8,600 de moins que l'année précédente) de sorte qu'après déduction faite des vaches taries parmi les troupeaux laitiers, le total ci-dessus indiqué représente une production moyenne de 5,794 livres par vache comparativement à 5,557 livres en 1940. Les produits de fabrique absorbent 11,250,000 livres de lait ou 67 p.c. de la production totale en regard d'un peu plus de 10,500,000 ou 65 p.c. au cours des douze mois précédents. Il est donc évident qu'une partie considérable de cette augmentation est attribuable à l'utilisation de moindres quantités de lait pour autres fins. Les ventes de lait fluide accusent une augmentation de 101,000,000 de livres, mais la relation avec le total reste à peu près la même. La quantité de lait utilisée dans les ménages fermiers diminue de 169,000,000 de livres. Elle représente 10 p.c. de la production totale comparativement à 11 p.c. l'année précédente. Le Québec et l'Ontario donnent 10,000,000,000 de livres ou 60 p.c. de la production totale; les quatre provinces de l'Ouest, 5,500,000,000 de livres ou 34 p.c.; et les Provinces Maritimes, 992,000,000 de livres ou 6 p.c.

Production de beurre.—La production de beurre de crémerie en 1941 s'établit à 286,109,500 livres. C'est la plus considérable de toute l'histoire. Le beurre de ferme décline de 4,750,000 livres, mais le total (beurre de crémerie et de ferme) à 380,447,500 livres est de près de 5 p.c. plus élevé qu'en 1940. La production de l'Ontario et du Québec réunie représente 52 p.c. de la production totale comparativement à 54 p.c. l'année précédente; celle des Provinces Maritimes représente environ 7 p.c. les deux années, tandis que celle des Provinces des Prairies passe de 37 p.c. en 1940 à 39 p.c. en 1941. Toutes les provinces excepté la Colombie Britannique enregistrent des augmentations de leur production de beurre comparativement à l'année précédente.

Production de fromage.—La production de cheddar canadien en 1941 atteint 148,913,300 livres. C'est la plus élevée des quinze dernières années. Elle représente un gain de 7,000,000 de livres seulement sur l'année précédente, tandis qu'en 1940 elle était supérieure à celle de 1939 par 17,000,000 de livres. Le Québec et l'Ontario accusent une augmentation de 7,000,000 de livres ou 5·4 p.c.; l'Alberta, une augmentation de près de 500,000 livres ou 16·1 p.c.; l'Ile du Prince-Edouard et le Nouveau-Brunswick enregistrent chacun de légers gains sur 1940. Toutes les autres provinces accusent des diminutions, la plus significative étant celle du Manitoba où elle est de plus de 750,000 livres ou de 19 p.c. comparativement à l'année précédente. Il est significatif que jusqu'à la fin d'octobre, alors que la majeure partie de la production était exportée, la production totale des dix mois ait été à peu près égale à celle de la période correspondante l'année précédente. Au cours des deux derniers mois de l'année, cependant, elle avance à 14,000,000 de livres, soit près de deux fois autant que celle des deux mois correspondants de 1940.

Prix du fromage et du beurre.—Les prix du fromage en regard de ceux du beurre sont un facteur important de la situation de la production ci-dessus décrite. En raison de la subvention d'exportation de 1·6 cent (augmenté de 0·6 de cent la livre le 30 mai), le prix d'exportation du fromage à Montréal est porté à 16 cents la livre.

Pour obtenir le contingentement de 112,000,000 de livres pour exportation à la Grande-Bretagne, tout le fromage du Québec et de l'Ontario a été réquisitionné, ce qui eut pour effet de réduire les quantités destinées au marché domestique. Cette restriction fut levée à la fin d'octobre et, en vertu du plafonnement des prix, le prix maximum du fromage domestique dans ces deux provinces fut fixé à 25 cents pour le produit de première qualité, à 24½ cents pour celui de deuxième qualité et à 24 cents pour celui de troisième qualité, f.a.b. à la fabrique. Au cours des deux derniers mois de l'année, le prix domestique du fromage de première qualité est de 26½ cents en moyenne à Montréal. Contrairement au fromage, le beurre jouit d'un marché libre jusqu'au 1er décembre, date de l'entrée en vigueur de la réglementation des prix. La moyenne de juin-octobre pour le beurre de première qualité à Montréal est de 34¼ cents comparativement à 23¼ cents la même période l'année précédente; le prix moyen de toute l'année 1941 est de 33¾ en regard de 26⅜ en 1940. Les fromagiers ont été derechef encouragés par une prime de 2 cents la livre offerte par le gouvernement de l'Ontario pour le fromage de première qualité. En tenant compte de toutes les primes, y compris celle du Gouvernement fédéral pour le fromage de choix, le prix moyen d'exportation à Montréal est estimé à 19 cents environ. Converti en lait, le beurre de crémerie représenterait une valeur de $1·44 les cent livres et le fromage, une valeur de $1·70.

Produits laitiers divers.—Pour répondre aux besoins du commerce d'exportation, la fabrication de produits concentrés du lait a été sensiblement augmentée en 1941. Les produits concentrés de lait entier atteignent un total de 200,444,000 livres, avance d'environ 44,000,000 de livres sur l'année précédente. Le lait évaporé représente 167,000,000 de livres de ce total et le lait condensé, 25,000,000 de livres. Le premier accuse une augmentation de 23 p.c. sur l'année précédente et le dernier, une augmentation de 72 p.c. Les sous-produits concentrés du lait passent à 40,452,000 livres. La majeure partie de cette augmentation est représentée par un plus gros volume de lait écrémé évaporé. La fabrication de crème glacée accuse de même une augmentation substantielle, atteignant un total de 11,446,000 gallons, soit environ 13·5 p.c. de plus que l'année précédente.

Valeur et revenu.—La valeur fermière du lait en 1941 est estimée à $206,543,000, avance de $42,000,000 sur 1940. La valeur totale du lait et des produits de fabrique est estimée à $301,279,742, ce qui représente une augmentation de $60,339,310. Les revenus en espèces atteignent un total de $165,399,000, soit beaucoup plus de $38,000,000 de plus que l'année précédente.

Disparition domestique.—La disparition domestique de beurre s'établit à 369,000,000 de livres, ce qui révèle une disparition par bouche de 32·35 livres, laquelle est à peu près égale à celle de l'année précédente. Le Canada consomme une plus grande quantité de fromage cheddar, cette consommation s'établissant au total à plus de 46,750,000 livres en 1941 comparativement à 36,500,000 en 1940, ce qui constitue une avance, par bouche, de 3·2 à 4·1 livres. En y incluant le fromage de ferme et autres variétés de produits de fabrique, la disparition les deux années serait de 2,000,000 de livres plus considérable et accuserait une avance, par bouche, de 3·38 à 4·26 livres. La consommation quotidienne domestique de lait, par bouche, diminue de 0·87 à 0·86 de chopine. Les consommateurs non producteurs consomment plus de lait, leur consommation quotidienne par bouche passant de 0·73 à 0·76 de chopine, tandis que la consommation dans les ménages fermiers diminue sensiblement, étant en moyenne, par bouche, de 1·15 chopine comparativement à 1·26 chopine en 1940.

18.—Production totale de lait au Canada, par province, 1939-41

NOTA.—Les statistiques de 1930-35 paraissent à la p. 220 de l'Annuaire de 1940 et les chiffres revisés pour 1936-38, à la p. 168 de l'Annuaire de 1941. Les statistiques de la valeur fermière pour 1930-35 paraissent à la p. 219 de l'Annuaire de 1940 et les chiffres revisés pour 1936-38, à la p. 169 de l'édition de 1941.

Province et année	Production totale de lait	Entré dans la fabrication		Autrement employé		
		A la ferme	A la fabrique	Ventes de lait fluide	Consommé sur la ferme	Donné aux animaux
	'000 lb	'000 lb	'000 lb	'000 lb	'000 lb	'000 lb
Canada 1939	**16,146,482**	**2,439,848**	**8,129,645**	**3,011,515**	**1,790,754**	**774,725**
1940	**16,283,077**	**2,333,368**	**8,319,314**	**3,017,636**	**1,809,839**	**802,920**
1941	**16,752,823**	**2,219,804**	**9,036,875**	**3,118,839**	**1,641,150**	**736,150**
Ile du Prince-Edouard 1939	134,561	37,599	51,245	12,876	24,641	8,200
1940	138,837	36,850	55,158	13,285	25,494	8,120
1941	147,529	30,366	70,729	14,516	24,458	7,560
Nouvelle-Ecosse 1939	446,458	134,541	148,065	89,599	56,173	18,080
1940	443,948	172,832	153,963	89,095	55,858	17,200
1941	466,379	137,781	172,367	96,810	44,686	14,735
Nouveau-Brunswick 1939	401,634	147,352	103,202	59,532	74,468	18,080
1940	383,322	133,797	104,148	56,818	70,119	18,440
1941	377,561	122,420	120,796	57,452	60,863	16,030
Québec 1939	4,056,158	286,510	2,216,374	1,003,688	400,346	149,240
1940	3,905,608	271,455	2,137,071	966,435	385,487	145,160
1941	5,069,999	240,765	2,324,980	1,020,669	352,335	131,250
Ontario 1939	5,855,497	571,293	3,387,080	1,179,675	492,129	225,320
1940	6,006,239	542,792	3,517,885	1,210,044	504,798	230,720
1941	6,053,242	575,307	3,556,852	1,223,824	489,149	208,110
Manitoba 1939	1,294,988	255,711	666,621	144,567	153,049	75,040
1940	1,343,532	255,630	703,010	149,986	518,776	76,120
1941	1,357,346	222,395	783,584	154,186	130,681	66,500
Saskatchewan 1939	1,744,698	564,208	604,680	133,482	321,808	219,520
1940	1,842,993	550,128	675,800	140,998	339,227	136,080
1941	1,965,225	500,274	883,292	413,395	307,974	140,200
Alberta 1939	1,673,179	375,020	741,854	186,658	230,287	139,360
1940	1,670,986	353,670	753,158	186,413	229,985	147,760
1941	1,755,935	331,197	894,827	197,784	193,877	138,250
Colombie Britannique 1939	539,809	67,614	210,524	201,438	38,853	20,880
1940	547,672	61,214	219,121	204,562	39,455	23,320
1941	559,607	59,309	229,348	211,303	37,127	23,520

VALEUR FERMIÈRE[1] DE LA PRODUCTION

	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Canada 1939	**145,883**	**18,373**	**62,919**	**45,102**	**13,621**	**5,868**
1940	**161,132**	**20,294**	**71,614**	**49,253**	**15,950**	**7,021**
1941	**206,543**	**24,284**	**99,422**	**57,610**	**17,139**	**8,088**
Ile du Prince-Edouard 1939	1,112	271	416	189	177	59
1940	1,351	343	487	209	236	76
1941	1,758	358	807	259	245	89
Nouvelle-Ecosse 1939	4,725	1,319	1,248	1,431	550	177
1940	5,364	1,521	1,410	1,563	665	205
1941	6,350	1,669	2,026	1,985	491	179
Nouveau-Brunswick 1939	3,524	1,032	815	1,036	514	127
1940	3,877	1,191	881	1,017	624	164
1941	4,560	1,385	1,301	1,103	590	181
Québec 1939	39,918	2,206	17,923	15,557	3,033	1,149
1940	43,601	2,522	19,631	16,429	3,624	1,365
1941	54,966	3,109	27,541	18,882	3,876	1,648
Ontario 1939	57,094	4,856	28,209	17,931	4,182	1,915
1940	64,602	5,156	32,250	20,208	4,796	2,192
1941	77,109	6,536	39,648	23,375	5,185	2,365
Manitoba 1939	9,416	1,585	4,263	2,154	949	465
1940	10,879	1,713	5,207	2,385	1,064	510
1941	15,857	2,362	8,337	2,637	1,816	705
Saskatchewan 1939	12,254	3,949	3,763	1,445	2,253	844
1940	14,513	4,318	4,608	1,851	2,668	1,068
1941	20,545	5,121	8,891	2,581	2,618	1,334
Alberta 1939	11,654	2,513	4,488	2,176	1,543	934
1940	13,417	2,900	5,162	2,257	1,885	1,212
1941	18,225	3,243	8,621	3,066	1,929	1,353
Colombie Britannique 1939	6,186	642	1,794	3,183	369	198
1940	6,528	600	1,978	3,334	387	229
1941	7,173	591	2,247	3,722	379	234

[1] Basée sur la valeur du lait entier sur les fermes, le coût du transport du lait et de la crème étant déduit de la valeur à la fabrique.

19.—Production de beurre et de fromage au Canada, par province, 1940-41

NOTA.—Les statistiques de 1930-34 paraissent à la p. 219 de l'Annuaire de 1940. Les chiffres revisés pour 1935-39 paraissent à la p. 170 de l'Annuaire de 1941 avec les chiffres provinciaux pour 1938-39. Les chiffres de ce tableau sont aussi sujets à de légères revisions.

Année	Beurre			Fromage		
	Total	De crémerie	De ferme	Total	De fabrique	De ferme
	lb	lb	lb	lb	lb	lb
Canada 1940	**363,341,000**	**264,153,000**	**99,123,400**	**143,123,000**	**142,107,100**	**1,016,300**
1941	**380,447,500**	**286,109,500**	**94,338,000**	**149,926,600**	**148,913,300**	**1,013,300**
Ile du Prince-Edouard 1940	3,569,400	1,995,400	1,574,000	684,300	684,000	300
1941	3,948,000	2,651,000	1,297,000	691,600	691,300	300
Nouvelle-Ecosse 1940	11,315,700	5,854,700	5,451,000	20,000	Nil	20,000
1941	12,401,400	6,525,400	5,876,000	20,000	Nil	20,000
Nouveau-Brunswick 1940	9,736,500	3,924,500	5,713,000	632,800	627,800	5,000
1941	9,763,000	4,536,000	5,227,000	768,000	763,000	5,000
Québec 1940	85,057,200	73,557,200	11,500,000	34,057,300	33,878,300	200,000
1941	86,649,800	76,460,800	10,189,000	36,969,100	36,769,100	200,000
Ontario 1940	110,363,700	87,236,700	23,127,000	98,746,800	98,523,800	124,000
1941	110,860,100	86,345,100	24,515,000	102,890,500	102,764,500	126,000
Manitoba 1940	38,129,700	27,289,700	10,840,000	4,713,300	4,546,300	167,000
1941	40,507,100	31,087,100	9,420,000	3,839,330	3,672,300	167,000
Saskatchewan 1940	51,710,800	28,306,800	23,404,000	601,500	401,500	200,000
1941	58,400,700	37,126,700	21,274,000	590,900	390,900	200,000
Alberta 1940	44,796,500	29,796,500	15,000,000	2,930,900	2,705,900	225,000
1941	49,356,100	35,316,100	14,040,000	3,366,000	3,141,000	22 ,000
Colombie Britannique 1940	8,760,500	6,181,500	2,579,000	825,500	750,500	75,000
1941	8,561,300	6,061,300	2,500,000	791,200	721,200	70,000

20.—Fabrication d'autres produits laitiers divers au Canada, 1939-41

PRODUITS CONCENTRÉS DE LAIT ENTIER, PAR ANNÉE

Année	Total	Lait évaporé	Lait condensé	Poudre de lait	Poudre de crème	Café condensé
	lb	lb	lb	lb	lb	lb
1939	131,145,668	116,835,119	7,571,082	6,583,523	6,596	99,348
1940	156,567,000	135,543,000	14,313,000	6,605,000	14,000	92,000
1941	200,444,000	166,912,000	24,662,000	8,601,000	16,000	253,000

SOUS-PRODUITS CONCENTRÉS DU LAIT, PAR ANNÉE

Année	Total	Lait écrémé condensé	Lait écrémé évaporé	Poudre de lait écrémé	Lait de beurre condensé	Poudre de lait de beurre	Caséine	Sucre de lait
	lb	lb	lb	lb	lb	lb	lb	lb
1939	34,996,146	3,240,891	964,824	24,338,928	676,746	2,830,332	1,671,054	273,371
1940	39,000,000	4,367,000	893,000	26,560,000	1,670,000	4,141,000	1,121,000	248,000
1941	40,452,000	4,655,000	1,711,000	26,531,000	1,729,000	4,282,000	1,278,000	266,000

PRODUCTION DE CRÈME GLACÉE, PAR PROVINCE

Province	1939	1940	1941	Province	1939	1940	1941
	gal.	gal.	gal.		gal.	gal.	gal.
I.P.-E	47,392	50,000	59,000	Man	418,036	843,000	936,000
N.-E	422,379	554,000	787,000	Sask	394,137	550,000	629,000
N.-B	230,169	334,000	386,000	Alta	541,564	660,000	864,000
Qué	1,599,405	1,842,000	2,041,000	C.B	823,020	980,000	1,051,000
Ont	3,708,524	4,271,000	4,693,000	**Canada**	**8,184,626**	**10,084,000**	**11,446,000**

21.—Valeur de la production laitière du Canada, par province, 1939-41

NOTA.—Les statistiques de 1930-35 paraissent à la p. 220 de l'Annuaire de 1940. Les totaux revisés de 1936-38 paraissent à la p. 171 de l'Annuaire de 1941.

Province et année	Beurre		Fromage		Divers produits[1]	Lait autrement employé	Lait écrémé et lait de beurre	Valeur totale
	De crémerie	De ferme	De fabrique	De ferme				
	$	$	$	$	$	$	$	$
Canada.....**1939**	**61,748,399**	**19,698,000**	**15,311,782**	**131,029**	**24,434,786**	**87,787,000**	**9,951,000**	**218,461,996**
1940	**64,679,000**	**20,427,000**	**19,730,400**	**141,032**	**30,223,000**	**95,536,000**	**10,204,000**	**240,940,432**
1941	**93,547,300**	**27,762,000**	**24,013,400**	**191,042**	**37,549,000**	**105,935,000**	**12,282,000**	**301,279,742**
I.P.-E.....1939	459,534	353,000	55,740	29	66,474	517,000	127,000	1,578,777
1940	492,800	362,000	97,100	32	70,000	615,000	128,000	1,764,932
1941	888,100	389,000	138,300	42	87,000	699,000	169,000	2,370,442
N.-E.....1939	1,487,902	1,320,000	Nil	2,000	851,095	2,996,000	308,000	6,964,997
1940	1,641,500	1,357,000	"	2,000	1,023,000	3,260,000	305,000	7,588,500
1941	2,251,300	1,880,000	"	3,000	1,569,000	3,412,000	390,000	9,505,300
N.-B.....1939	954,682	1,384,000	66,147	1,000	265,793	2,119,000	346,000	5,136,622
1940	977,200	1,417,000	87,300	1,000	423,000	2,227,000	325,000	5,457,500
1941	1,533,200	1,647,000	162,500	1,000	498,000	2,312,000	439,000	6,592,700
Qué.....1939	18,815,509	2,426,000	3,257,348	28,000	2,934,639	27,141,000	2,273,000	56,875,496
1940	18,021,500	2,588,000	4,606,000	28,000	3,628,000	28,497,000	2,103,000	59,471,500
1941	25,843,700	3,298,000	5,736,000	40,000	7,369,000	31,882,000	2,532,000	76,700,700
Ont.....1939	21,121,703	4,889,000	11,090,497	14,000	15,341,360	32,435,000	2,783,000	87,654,560
1940	22,245,400	5,481,000	13,793,300	16,000	18,603,000	35,818,000	2,976,000	98,932,700
1941	28,839,300	7,600,000	16,442,300	23,000	20,120,000	39,767,000	3,114,000	115,905,600
Man.....1939	5,702,713	1,952,000	407,278	18,000	587,787	4,771,000	1,260,000	14,698,778
1940	6,413,100	2,276,000	604,600	22,000	1,181,000	5,208,000	1,285,000	16,989,700
1941	10,041,100	2,638,000	705,800	30,000	1,291,000	6,364,000	1,365,000	22,434,900
Sask.....1939	5,333,053	3,721,000	42,526	23,000	605,178	6,011,000	1,221,000	16,956,757
1940	6,439,800	3,768,000	58,200	26,000	839,000	7,236,000	1,279,000	19,646,000
1941	11,323,600	6,010,000	76,200	36,000	993,000	7,655,000	1,837,000	27,930,800
Alta.....1939	6,281,521	2,546,000	263,508	25,000	1,131,302	6,532,000	1,231,000	18,010,331
1940	6,778,700	2,662,000	378,800	27,000	1,404,000	7,185,000	1,409,000	19,844,500
1941	10,948,000	3,650,000	628,200	41,000	1,864,000	7,905,000	1,997,000	27,033,200
C.B.....1939	1,591,782	527,000	128,738	20,000	2,651,158	5,265,000	402,000	10,585,678
1940	1,649,000	516,000	105,100	19,000	3,052,000	5,490,000	394,000	11,245,100
1941	1,879,000	650,000	124,100	17,000	3,758,000	5,939,000	439,000	12,806,100

[1] Les valeurs indiquées pour les produits divers comprennent tous les produits concentrés du lait, la crème glacée et les divers, dont les totaux en 1941 s'établissent à $18,679,000, $14,229,000 et $4,641,000 respectivement.

22.—Valeur totale et valeur fermière de la production laitière, et revenu de l'industrie laitière au Canada, par province, 1939-41

NOTA.—La valeur totale représente l'addition de tous les item indiqués au tableau **21.** La valeur brute représente la valeur fermière moins celle du lait donné aux animaux.

Province et année	Valeur totale des produits	Valeur fermière du lait	Revenu de la ferme provenant de l'industrie laitière		En dollars par cent livres de lait			
			Brut	En espèces	Valeur totale	Valeur fermière	Revenu brut	Revenu en espèces
	$	$	$	$	$	$	$	$
Canada.....**1939**	**218,461,996**	**145,883,000**	**140,015,000**	**113,817,000**	**1·35**	**0·90**	**0·87**	**0·70**
1940	**240,940,432**	**164,132,000**	**157,111,000**	**127,063,000**	**1·48**	**1·01**	**0·96**	**0·78**
1941	**301,279,742**	**206,543,000**	**198,455,000**	**165,399,000**	**1·80**	**1·23**	**1·18**	**0·99**
I.P.-E.....1939	1,578,777	1,112,000	1,053,000	698,000	1·17	0·83	0·78	0·52
1940	1,764,932	1,351,000	1,275,000	791,000	1·27	0·97	0·92	0·57
1941	2,370,442	1,758,000	1,669,000	1,168,000	1·61	1·19	1·13	0·79
N.-E.....1939	6,964,997	4,725,000	4,548,000	3,198,000	1·56	1·06	1·02	0·72
1940	7,588,500	5,364,000	5,159,000	3,507,000	1·71	1·21	1·16	0·79
1941	9,505,300	6,350,000	6,171,000	4,751,000	2·04	1·36	1·32	1·02
N.-B.....1939	5,136,622	3,524,000	3,397,000	2,500,000	1·28	0·88	0·85	0·62
1940	5,457,500	3,877,000	3,713,000	2,562,000	1·42	1·01	0·97	0·67
1941	6,592,700	4,560,000	4,379,000	3,176,000	1·75	1·21	1·16	0·84

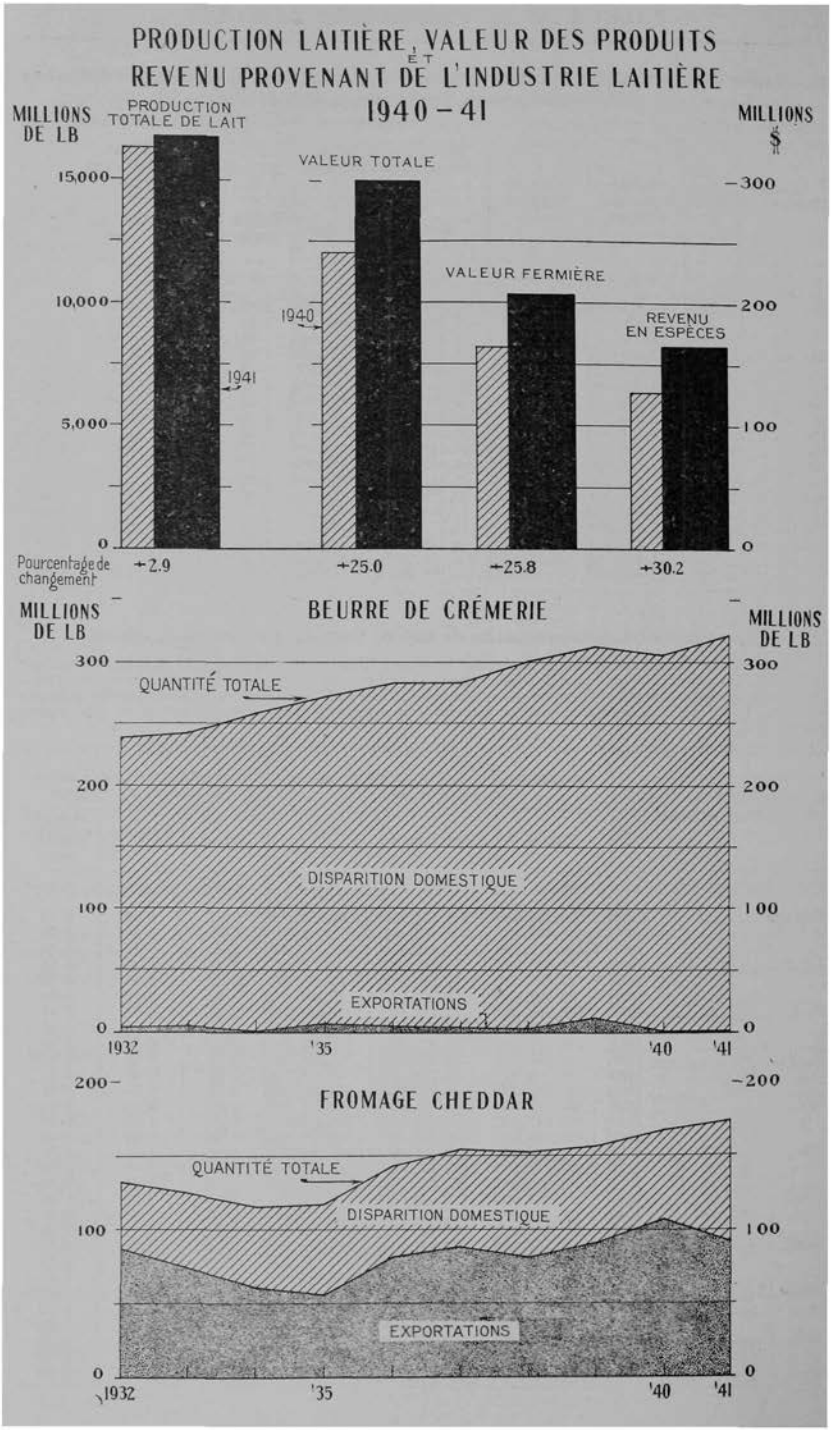
22.—Valeur totale et valeur fermière de la production laitière, et revenu de l'industrie laitière au Canada, par province, 1939-41—fin

Province et année	Valeur totale des produits	Valeur fermière du lait	Revenu de la ferme provenant de l'industrie laitière		En dollars par cent livres de lait			
			Brut	En espèces	Valeur totale	Valeur fermière	Revenu brut	Revenu en espèces
	$	$	$	$	$	$	$	$
Qué. 1939	56,875,496	39,918,000	38,679,000	34,347,000	1·40	0·98	0·96	0·85
1940	59,471,500	43,601,000	42,236,000	36,985,000	1·52	1·12	1·08	0·95
1941	76,760,700	54,966,000	53,318,000	47,602,000	1·88	1·35	1·31	1·17
Ont. 1939	87,654,560	57,094,000	55,179,000	47,815,000	1·50	0·98	0·94	0·82
1940	98,932,700	65,602,000	62,410,000	54,344,000	1·65	1·08	1·04	0·90
1941	115,905,600	77,109,000	75,744,000	65,368,000	1·91	1·27	1·23	1·08
Man. 1939	14,698,778	9,416,000	8,951,000	6,815,000	1·14	0·73	0·69	0·53
1940	16,989,700	10,879,000	10,369,000	8,056,000	1·26	0·81	0·77	0·60
1941	22,434,900	15,857,000	15,152,000	11,511,000	1·65	1·17	1·12	0·85
Sask. 1939	16,956,757	12,254,000	11,410,000	6,113,000	0·97	0·70	0·65	0·35
1940	91,646,000	14,513,000	13,445,000	7,375,000	1·07	0·79	0·73	0·40
1941	27,930,800	20,545,000	12,211,000	12,934,000	1·42	1·05	0·98	0·66
Alta. 1939	18,010,331	11,654,000	10,720,000	7,213,000	1·08	0·70	0·64	0·43
1940	19,844,500	13,417,000	12,205,000	7,993,000	1·19	0·80	0·73	0·48
1941	27,033,200	18,225,000	16,872,000	12,477,000	1·54	1·04	0·96	0·71
C.B. 1939	10,585,678	6,186,000	5,988,000	5,118,000	1·96	1·15	1·11	0·95
1940	11,245,100	6,528,000	6,299,000	5,450,000	2·05	1·19	1·15	1·00
1941	12,806,100	7,173,000	6,339,000	6,142,000	2·29	1·28	1·24	1·10

23.—Consommation estimative de lait au Canada, par province, 1939-41

NOTA.—Les estimations de la consommation contenues dans ce tableau pour 1939 et 1940 reposent sur la relation indiquée entre les relevés des recensements de 1931 et ceux de 1936, tandis que les estimations pour 1940 contiennent des ajustements en raison de certains déclins dans les quantités utilisées par les ménages fermiers. Toutes les données seront sujettes à revision lorsque les chiffres du recensement de 1941 seront connus.

Province et année	Consommation de lait et de crème en chopines de lait			Consommation quotidienne par bouche, en chopines		
	Totale	Producteurs	Non producteurs	Totale	Producteurs	Non producteurs
	chop.	chop.	chop.	chop.	chop.	chop.
Canada 1939	**3,590,203,000**	**1,321,333,000**	**2,268,870,000**	**0·87**	**1·26**	**0·74**
1940	**3,608,896,000**	**1,335,415,000**	**2,273,481,000**	**0·87**	**1·26**	**0·73**
1941	**3,560,673,000**	**1,210,946,000**	**2,349,727,000**	**0·86**	**1·15**	**0·76**
I.P.-E. 1939	27,883,000	18,182,000	9,701,000	0·80	0·97	0·61
1940	27,768,000	18,759,000	10,009,000	0·82	0·99	0·62
1941	28,908,000	18,047,000	10,861,000	0·84	0·98	0·69
N.-E. 1939	108,952,000	41,448,000	67,504,000	0·54	0·71	0·47
1940	108,340,000	41,216,000	67,124,000	0·53	0·70	0·46
1941	105,909,000	32,972,000	72,937,000	0·51	0·55	0·49
N.-B. 1939	99,060,000	54,209,000	44,851,000	0·60	0·90	0·43
1940	94,544,000	51,738,000	42,806,000	0·57	0·85	0·41
1941	88,193,000	44,909,000	43,284,000	0·53	0·74	0·41
Qué. 1939	1,051,578,000	295,401,000	756,177,000	0·90	1·08	0·84
1940	1,012,547,000	284,437,000	728,110,000	0·85	1·03	0·80
1941	1,028,945,000	259,975,000	768,970,000	0·85	0·92	0·83
Ont. 1939	1,251,889,000	363,124,000	888,765,000	0·91	1·34	0·81
1940	1,284,117,000	372,472,000	911,645,000	0·93	1·36	0·82
1941	1,282,952,000	360,925,000	922,027,000	0·94	1·33	0·84
Man. 1939	221,815,000	112,929,000	108,916,000	0·84	1·38	0·59
1940	230,162,000	117,163,000	112,999,000	0·86	1·42	0·61
1941	212,588,000	96,425,000	116,163,000	0·81	1·19	0·64
Sask. 1939	338,016,000	237,451,000	100,565,000	0·98	1·52	0·53
1940	357,048,000	250,820,000	106,228,000	1·02	1·59	0·55
1941	335,276,000	227,243,000	108,033,000	1·03	1·55	0·61
Alta. 1939	310,549,000	169,921,000	140,628,000	1·08	1·61	0·77
1940	310,141,000	169,698,000	140,443,000	1·07	1·59	0·76
1941	292,065,000	143,055,000	149,010,000	1·01	1·35	0·82
C.B. 1939	180,431,000	28,668,000	151,763,000	0·64	1·06	0·59
1940	183,229,000	29,112,000	154,117,000	0·65	1·07	0·60
1941	185,837,000	27,395,000	158,442,000	0·63	0·97	0·59


PRODUCTION LAITIÈRE, VALEUR DES PRODUITS ET REVENU PROVENANT DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE
1940 – 41
MILLIONS DE LB
PRODUCTION TOTALE DE LAIT
MILLIONS $
VALEUR TOTALE
VALEUR FERMIÈRE
REVENU EN ESPÈCES
1940
1941
15,000
10,000
5,000
0
300
200
100
0
Pourcentage de changement
+2.9
+25.0
+25.8
+30.2
MILLIONS DE LB
BEURRE DE CRÉMERIE
MILLIONS DE LB
QUANTITÉ TOTALE
DISPARITION DOMESTIQUE
EXPORTATIONS
300
200
100
0
1932
'35
'40
'41
200
FROMAGE CHEDDAR
QUANTITÉ TOTALE
DISPARITION DOMESTIQUE
EXPORTATIONS
100
0
1932
'35
'40
'41

24.—Disparition domestique de produits laitiers au Canada, 1939-41

Item et année	Beurre			Fromage		
	Total	Crémerie	Ferme	Total[1]	Cheddar	Ferme
	lb	lb	lb	lb	lb	lb
Total du produit..1939	362,292,145	258,230,562	104,061,583	42,661,742	40,271,559	1,046,300
1940	369,947,438	270,899,648	99,047,790	38,568,452	36,566,059	1,016,300
1941	369,413,089	274,952,735	94,460,354	48,638,981	46,786,254	1,013,300
Total en termes de lait.....1939	8,481,259,000	6,045,177,400	2,436,081,600	477,811,500	451,041,500	11,718,600
1940	8,660,469,600	6,341,760,800	2,318,708,800	431,966,700	409,539,900	11,382,600
1941	8,647,960,400	6,436,643,500	2,211,316,900	544,756,600	524,006,000	11,349,000
Par bouche en termes du produit..1939	32·02	22·82	9·20	3·77	3·56	0·09
1940	32·39	23·72	8·67	3·38	3·20	0·09
1941	32·35	24·08	8·27	4·26	4·10	0·09
Par bouche en termes de lait.....1939	749·59	534·22	215·37	42·22	39·87	1·01
1940	758·25	555·29	202·96	37·86	35·84	1·01
1941	757·31	563·71	193·60	47·71	45·92	1·01

Item et année	Produits concentrés du lait			Crème glacée	Lait et crème	Tous produits exprimés en lait entier[2]
	Evaporé, entier et écrémé	Condensé, entier et écrémé	Poudre, entier et écrémé			
	lb	lb	lb	gal.	lb	lb
Total du produit..1939	95,264,603	10,618,130	27,603,212	8,184,626	4,622,386,000	–
1940	102,576,736	11,345,031	27,845,634	10,084,000	4,646,454,000	–
1941	114,803,046	10,524,842	31,759,453	11,446,000	4,584,366,000	–
Total en termes de lait.....1939	[3]	[3]	[3]	lb 128,580,500	4,622,386,000	13,710,037,000
1940	[3]	[3]	[3]	158,419,000	4,646,454,000	13,897,309,300
1941	[3]	[3]	[3]	179,812,000	4,584,366,000	13,956,895,000
Par bouche en termes du produit..1939	8·42	0·94	2·44	gal. 0·72	409·03	–
1940	8·98	0·99	2·44	0·88	407·30	–
1941	10·05	0·92	2·78	1·00	401·98	–
Par bouche en termes de lait.....1939	–	–	–	lb 11·31	409·03	1,212·15
1940	–	–	–	13·82	407·30	1,217·23
1941	–	–	–	15·71	401·98	1,222·71

[1] Comprend les importations de fromage étranger ainsi que les stocks d'autres variétés de fromage de lait entier, lesquels ne figurent pas aux estimations du fromage cheddar. [2] Excepté les produits concentrés du lait; voir renvoi 3. [3] Comme les quantités de lait entier et de lait écrémé ne sont pas séparables, les facteurs de conversion ne peuvent être employés.

Sous-section 5.—Horticulture

Les statistiques annuelles de l'horticulture commerciale se confinent à la production et à la valeur des fruits, des fleurs et des plants de pépinière. Bien que l'on ne tente pas présentement de faire une estimation de la production annuelle de légumes, le volume VIII du recensement de 1931 sur l'agriculture donne en détail la production, la superficie et la valeur des cultures de légumes les plus communes. La transformation manufacturière des fruits et légumes est une industrie importante intimement liée à celle de la production. En 1940, la dernière année pour laquelle des statistiques complètes sont établies, la valeur totale des fruits et légumes de conserverie (y compris le vin) a été de $57,023,000.

Production fruitière.—La culture des pommes tient la première place dans la fructiculture canadienne. La valeur moyenne de sa production commerciale est d'environ $10,000,000 par année. Les autres fruits cultivés au Canada sont la poire, la pêche, la prune, la cerise, l'abricot et le raisin, de même que diverses baies, dont la fraise est la plus importante. Le bluet indigène, en abondance dans de vastes régions de l'Est du Canada, et la canneberge, que l'on trouve surtout dans les Provinces Maritimes, donnent aussi des recettes substantielles. La culture commerciale des fruits se pratique surtout dans la Nouvelle-Ecosse, l'Ontario et la Colombie Britannique. Pour plus amples détails sur la culture fruitière au Canada le lecteur est référé aux pp. 245–249 de l'Annuaire de 1931.

Les statistiques par province paraissent dans le "Bulletin Trimestriel de la Statistique Agricole" de janvier-mars 1942, et dans les "Statistiques Annuelles des Fruits, des Pépinières et de la Floriculture, 1941", publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique.

25.—Production commerciale estimative et valeur au point d'expédition des fruits au Canada, 1937-41, et moyennes quinquennales, 1927-36

Espèce de fruit et année	Quantité	Valeur moyenne l'unité	Valeur totale	Espèce de fruit et année	Quantité	Valeur moyenne l'unité	Valeur totale
	barils	$	$		barils	$	$
Pommes				Abricots			
Moy. 1927-31	3,571,200	2·96	10,570,200	Moy. 1927-31	27,300	3·07	83,700
Moy. 1932-36	4,637,000	2·15	9,978,000	Moy. 1932-36	45,100	2·55	115,200
1937	5,057,300	2·17	10,957,300	1937	52,700	2·31	122,000
1938	5,222,400	2·41	12,569,100	1938	62,700	2·48	155,400
1939	5,476,300	1·85	10,138,100	1939	59,000	2·54	149,700
1940	4,292,300[1]	2·05[1]	8,814,200[1]	1940	56,400[1]	2·62[1]	148,000[1]
1941[2]	3,500,600	2·83	9,915,100	1941[2]	68,000	2·40	163,100
Poires	boiss.			Cerises			
Moy. 1927-31	359,100	1·61	579,900	Moy. 1927-31	232,700	3·30	768,100
Moy. 1932-36	456,000	1·19	544,300	Moy. 1932-36	221,500	2·36	522,100
1937	457,700	1·39	634,500	1937	153,000	3·36	513,600
1938	653,400	1·05	688,100	1938	210,000	3·11	653,600
1939	577,100	1·17	675,300	1939	223,000	2·60	580,200
1940	576,300[1]	1·25[1]	721,400[1]	1940	157,400[1]	3·79[1]	597,000[1]
1941[2]	514,000	1·57	809,600	1941[2]	244,300	4·36	1,065,500
Prunes et pruneaux				Fraises	pintes		
Moy. 1927-31	290,200	1·55	449,300	Moy. 1927-31	12,811,200	0·13	1,623,400
Moy. 1932-36	230,400	1·27	293,500	Moy. 1932-36	22,237,500	0·09	1,921,800
1937	199,400	1·42	283,200	1937	23,424,100	0·09	2,170,500
1938	238,000	1·44	342,700	1938	24,145,600	0·08	1,996,300
1939	268,100	1·07	287,800	1939	28,290,400	0·07	2,119,600
1940	214,300[1]	1·41[1]	305,300[1]	1940	25,298,800[1]	0·08	1,937,100[1]
1941[2]	347,300	1·70	591,500	1941[2]	20,499,100	0·10	1,987,200
Pêches				Framboises			
Moy. 1927-31	645,700	1·94	1,255,300	Moy. 1927-31	4,886,300	0·17	833,800
Moy. 1932-36	630,000	1·58	995,700	Moy. 1932-36	6,648,300	0·12	821,400
1937	664,800	1·56	1,035,900	1937	8,589,800	0·11	957,200
1938	700,000	1·42	992,200	1938	11,059,300	0·09	996,600
1939	935,000	1·22	1,142,900	1939	11,094,200	0·10	1,078,400
1940	787,000[1]	1·53[1]	1,202,500[1]	1940	11,693,200[1]	0·10[1]	1,184,600[1]
1941[2]	889,700	1·80	1,689,200	1941[2]	7,867,300	0·15	1,152,800
Raisins	lb			Mûres de Logan	lb		
Moy. 1927-31	49,714,600	0·03	1,680,200	Moy. 1927-31	1,690,400	0·07	122,900
Moy. 1932-36	41,321,200	0·02	699,100	Moy. 1932-36	1,966,300	0·05	90,200
1937	54,384,800	0·02	1,120,400	1937	1,540,000	0·06	97,500
1938	35,973,600	0·02	782,600	1938	2,326,600	0·06	143,300
1939	55,595,900	0·02	908,900	1939	2,061,100	0·04	83,700
1940	52,727,200[1]	0·02	1,013,800[1]	1940	2,383,500[1]	0·04[1]	99,600[1]
1941[2]	47,655,000	0·03	1,269,000	1941[2]	2,328,600	0·04	93,200

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Sujet à revision.

Les statistiques de la valeur totale de la production commerciale de fruits sont données ci-dessous. Les chiffres de 1941 laissent voir une augmentation de 16·9 p.c. en regard de 1940.

26.—Valeur totale de la production commerciale de fruits au Canada, par province, 1931-41

NOTA.—Les statistiques de 1926-30 paraissent à la p. 224 de l'Annuaire de 1940.

Année	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Colombie Britannique	Total
	$	$	$	$	$	$
1931	3,124,500	206,000	911,600	5,894,000	4,773,700	14,909,800
1932	2,297,800	165,400	1,198,000	3,957,500	5,074,700	12,693,400
1933	4,262,500	199,000	1,421,000	5,353,000	5,807,900	17,043,400
1934	3,810,000	159,500	1,257,000	4,967,100	6,523,900	16,717,500
1935	4,419,400	213,600	1,743,000	5,439,900	6,502,100	18,318,000
1936	2,953,100	196,500	1,352,700	4,721,000	5,912,700	15,136,000
1937	3,600,200	259,800	1,684,700	4,891,500	7,455,900	17,892,100
1938	5,399,400	275,700	1,357,900	4,933,400	7,353,500	19,319,900
1939	2,722,000	296,900	1,455,300	4,783,500	7,906,900	17,164,600
1940	2,284,500[1]	257,200	1,416,600	4,900,900[1]	7,164,300[1]	16,023,500[1]
1941[2]	2,858,100	374,500	1,372,300	5,881,100	8,250,200	18,736,200

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Sujet à revision.

L'industrie pépiniériste fruitière.—La première pépinière commerciale au Canada vit le jour près de Fonthill, Ontario, et cette région reste l'un des centres principaux de cette industrie. Bien que la majeure partie de la production pépiniériste fruitière soit de provenance ontarienne, il y a maintenant des pépinières dans toutes les provinces. La valeur de gros de la production vendue l'année terminée le 31 mai 1941 accuse un déclin de 4·7 p.c. comparativement à l'année précédente.

27.—Nombre et valeur de gros des arbres fruitiers, arbrisseaux et plants vendus par les pépiniéristes canadiens, années finissant le 31 mai 1938-41

Espèces	Ventes				Valeur			
	1938	1939	1940	1941	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$	$
Pommiers—								
Hâtifs	64,376	80,447	59,452	51,949	24,978	23,912	16,252	13,255
D'automne	74,679	92,972	71,523	59,263	29,975	29,893	20,870	15,826
D'hiver	285,907	270,228	239,029	190,307	107,599	77,254	59,156	45,775
Pommetiers	16,225	29,878	22,154	20,245	4,566	8,453	5,577	4,898
Total, pommiers	441,187	473,525	392,158	321,764	167,118	139,512	101,855	79,754
Plants de pommetiers	6,000	Nil	7,308	3,421	120	–	75	34
Greffes de racines	35,000	50,000	Nil	Nil	1,225	1,750	–	–
Poiriers	96,276	87,981	81,474	89,943	37,159	29,172	22,512	26,839
Greffes de poir.	2,500	2,000	Nil	Nil	100	80	–	–
Plants de poirier	Nil	Nil	"	50	–	–	–	5
Pruniers	97,369	78,833	73,653	77,449	34,088	27,429	23,262	26,250
Plants de prun.	16,000	Nil	4,127	1,782	515	–	71	56
Pêchers	159,295	187,929	180,028	185,708	35,414	36,785	28,980	28,579
Cerisiers	70,975	93,058	93,994	86,433	28,057	31,768	29,367	27,606
Plants de cerisiers	2,000	1,760	500	7,074	120	138	15	527
Abricotiers	5,532	5,972	7,927	7,783	1,592	1,817	2,087	2,062
Nectarines	70	144	57	71	25	45	18	22
Cognassiers	383	350	552	356	169	136	202	118
Mûriers	24,428	31,975	35,241	21,710	1,227	944	1,081	635
Gadeliers	85,882	97,809	66,230	93,136	7,116	7,054	4,487	8,044
Vignes	168,187	197,615	170,732	226,581	13,817	14,902	10,625	13,583
Ceps de vigne	Nil	Nil	Nil	800	–	–	–	16
Groseilliers	40,562	41,455	31,600	36,332	4,894	4,792	3,087	4,143
Framboisiers	765,741	693,404	669,676	544,708	21,890	15,823	13,665	11,763
Mûriers de Logan	1,637	5,695	1,459	7,003	128	392	160	330
Fraisiers	2,381,494	1,990,167	1,641,833	1,319,564	14,684	12,226	9,012	8,312
Totaux	–	–	–	–	**369,458**	**324,765**	**250,561**	**238,678**

Production de légumes.—Actuellement, il n'existe pas de statistiques annuelles satisfaisantes sur la production commerciale des légumes mais, au moyen du recensement décennal, on peut obtenir des renseignements importants sur ce sujet. Ces données paraissent aux pages 265 et 266 de l'Annuaire de 1936.

Floriculture.—Pour les quatre années avant 1939 les statistiques des ventes de fleurs et de plantes ornementales étaient peu comparables, parce que la liste des firmes comprises dans le relevé a été augmentée durant la période. Cette réserve s'applique également aux chiffres de 1940 et 1941 mais à un moindre degré.

28.—Quantité et valeur en gros des plantes à fleurs et décoratives cultivées au Canada et vendues au cours des années terminées le 31 mai, 1940 et 1941

Espèce	1940		1941	
	Quantité vendue	Valeur totale en gros	Quantité vendue	Valeur totale en gros
	nomb.	$	nomb.	$
Roses de jardin	552,477	92,702	586,329	107,146
Arbustes ornementaux, extérieurs	807,499	111,764	761,472	116,113
Arbres ornementaux (décidus)	125,787	51,771	96,832	51,362
Arbres ornementaux (décidus, plants)	Nil	–	32,982	1,202
Arbres ornementaux (vivaces)	142,906	137,096	142,650	150,109
Vignes grimpantes (extérieures)	33,844	8,475	37,373	8,484
Plantes vivaces	482,296	48,438	485,694	49,664
Plantes bisannuelles	27,153	2,031	38,903	2,545
Fleurs de plates-bandes	9,453,339	201,104	10,569,094	215,288
Plantes à fleur, d'intérieur	795,343	330,527	831,996	309,452
Plantes décoratives d'intérieur	255,752	69,044	291,672	67,384
Bulbeuses	2,764,502	67,378	2,848,956	54,111
Fleurs coupées cultivées en serre	52,956,525	2,132,875	52,703,933	2,264,964
Fleurs coupées cultivées en plein air	5,441,945	70,990	3,878,257	73,329
Totaux	–	**3,324,195**	–	**3,471,153**

Sous-section 6.—Cultures spéciales

Sirop et sucre d'érable.—L'Annuaire du Canada, 1924, donne une description de la fabrication du sucre d'érable, pp. 254 et 255.

Le tableau **29** montre que pour l'ensemble du Canada en 1941 il y a des diminutions estimatives de 1,047,500 livres pour la production de sucre d'érable et de 717,800 gallons pour celle de sirop d'érable, tandis que la valeur globale de ces deux produits accuse une diminution de $648,100 ou de 15·4 p.c. comparativement à l'année précédente.

29.—Production estimative de sucre et sirop d'érable au Canada, par province, 1939-41

Province et année	Sucre d'érable			Sirop d'érable			Valeur totale du sucre et du sirop d'érable
	Quantité	Prix moyen par lb	Valeur	Quantité	Prix moyen par gall.	Valeur	
	lb	cents	$	gallons	$	$	$
Nouv.-Ecosse...1939	36,200	23	8,300	4,000	1·76	7,000	15,300
1940	41,700	23	9,600	8,000	1·78	14,300	23,900
1941	36,100	26	9,400	5,300	2·07	11,000	20,400
N.-Brunswick...1939	82,400	23	19,000	8,800	1·76	15,500	34,500
1940	94,100	23	21,600	16,800	1·85	31,200	52,800
1941	66,700	25	16,700	11,400	2·12	24,200	40,900
Québec.....1939	2,715,400	14	380,200	1,810,400	1·25	2,263,000	2,643,200
1940	3,251,700	15	487,800	2,211,000	1·27	2,808,000	3,295,800
1941	2,244,000	17	381,500	1,650,000	1·47	2,425,500	2,807,000
Ontario.....1939	66,200	20	13,200	479,000	1·54	737,700	750,900
1940	50,000	22	11,000	519,400	1·59	825,800	836,800
1941	43,200	25	10,800	370,700	1·84	682,100	692,900
Canada.....**1939**	**2,900,200**	**14·5**	**420,700**	**2,302,200**	**1·31**	**3,023,200**	**3,443,900**
1940	**3,437,500**	**15·4**	**530,000**	**2,755,200**	**1·34**	**3,679,300**	**4,209,380**
1941	**2,390,000**	**17·5**	**418,400**	**2,037,400**	**1·54**	**3,142,800**	**3,561,200**

Betteraves sucrières et sucre de betterave.—Un bref historique de l'industrie du sucre de betterave au Canada a paru dans l'Annuaire du Canada, 1925, pp. 259–260. Actuellement, au Canada, il y a trois compagnies engagées dans la fabrication du sucre de betterave: la Canada and Dominion Sugar Co., Ltd., avec fabriques à Chatham et Wallaceburg, Ontario; les Canadian Sugar Factories, Ltd., avec fabriques à Raymond et Picture Butte, Alberta; et la Manitoba Sugar Company Ltd., à Fort Garry (Winnipeg), Manitoba.

30.—Superficie, production et valeur de la betterave sucrière au Canada et production de sucre de betterave raffiné, 1931-40

NOTA.—Pour les années de 1911 à 1920 voir l'Annuaire de 1932, p. 1073. De 1921 à 1930, voir l'Annuaire de 1933, p. 259.

	Betteraves sucrières					Production de sucre de betterave raffiné		
	Acres en cultures	Rendement à l'acre	Production totale	Prix moyen la tonne	Valeur totale	Quantité	Valeur	Prix la livre
	acres	tonnes	tonnes	$	$	lb	$	c.
1931.....	43,337	10·06	435,992	7·32	3,190,198	107,139,129	4,794,551	4·5
1932.....	44,817	11·28	505,671	6·16	3,113,942	132,016,859	5,789,205	4·4
1933.....	43,807	10·10	442,391	6·31	2,790,929	131,392,501	5,713,181	4·4
1934.....	38,495	10·72	412,672	6·30	2,599,982	114,002,950	4,714,625	4·1
1935.....	51,985	8·83	459,223	6·27	2,881,098	119,857,668	4,617,733	3·9
1936.....	52,748	10·54	555,969	6·31	3,510,922	156,066,242	6,103,264	3·9
1937.....	46,669	9·05	422,152	6·69	2,825,006	120,440,235	5,230,971	4·3
1938.....	45,322	11·00	498,102	6·83	3,403,635	143,013,847	6,001,380	4·2
1939.....	59,603	9·84	586,444	7·53	4,417,372	169,320,343	8,063,332	4·8
1940.....	82,270	10·03	825,344	7·30	6,022,670	213,602,511	10,853,665	5·1

La production en 1936–37 des principaux pays producteurs de sucre de betterave (en milliers de tonnes courtes) est la suivante: U.R.S.S., 2,203; Allemagne, 1,992; Etats-Unis, 1,396; France, 960; Tchécoslovaquie, 801; Royaume-Uni, 650; Pologne, 505; Italie, 380; Suède, 330; Belgique, 266; Pays-Bas, 259; Danemark, 249; Espagne, 249; Autriche, 161; Hongrie, 158; Yougoslavie, 110; Eire, 107. Il n'existe pas de statistiques plus récentes par suite de la situation causée par la guerre.

Tabac.—Les estimations préliminaires de la récolte de 1941 indiquent une augmentation de 25,896,400 livres ou 42·4 p.c. sur les chiffres de 1940; l'augmentation sur la moyenne de 1930–39 est de 43·1 p.c., bien qu'à la suite de mesures adoptées par l'industrie elle-même pour contrôler les superficies la récolte de 1941 soit beaucoup moins volumineuse que les récoltes record de 1938 et de 1939.

Les superficies plantées, 70,500 acres, augmentent de 3·9 p.c. en regard de 1940. Elles se répartissent ainsi entre les provinces: Ontario, 57,390 acres; Québec, 12,470 acres; et Colombie Britannique, 640 acres. La superficie ajoutée a été affectée presque entièrement aux tabacs jaunes. Les superficies de burley en Ontario et de tabac à cigare et à pipe dans le Québec ont été réduites. La valeur fermière de la récolte de 1941 est de près de 69 p.c. plus élevée que celle de 1940. En 1941, les prix du tabac suivent la tendance à la hausse des autres commodités et augmentent en moyenne de 3 cents la livre sur les prix touchés par les producteurs en 1940.

31.—Superficie, production et valeur de la récolte commerciale de tabac au Canada, 1932-41

NOTA.—Les chiffres d'années représentatives 1900-1928 sont donnés à la p. 237 de l'Annuaire de 1939 et ceux de 1929-1931, à la p. 227 de l'Annuaire de 1940.

Année	Plantations	Rendement moyen à l'acre	Production totale	Prix moyen la livre, à la ferme	Valeur brute à la ferme
	acres	lb	lb	cts	$
1932	53,966	1,000	53,987,000	11·5	6,178,200
1933	46·898	957	44,904,200	14·5	6,524,600
1934	40,962	946	38,734,900	18·6	7,218,300
1935	47,117	1,177	55,470,400	19·6	10,870,100
1936	54,993	839	46,116,300	20·3	9,374,100
1937	69,028	1,044	72,093,400	23·8	17,140,200
1938	83,575	1,213	101,394,600	20·0	20,269,700
1939	92,300	1,157	107,703,400	18·1	19,443,800
1940	67,880	901	61,136,100	17·1	10,469,600
1941[1]	70,500	1,234	87,032,500	20·4	17,731,500

[1] Sujet à revision.

32.—Superficie, production et valeur de la récolte commerciale de tabac au Canada, par province, 1937-41

Année	Québec			Ontario			Colombie Britannique		
	Plantations	Production	Valeur	Plantations	Production	Valeur	Plantations	Production	Valeur
	acres	'000 lb	$	acres	'000 lb	$	acres	'000 lb	$
1937	7,734	8,678	1,098,500	60*819	63,026	15,964,700	475	389	77,000
1938	9,980	10,900	1,157,000	73,215	90,099	19,057,400	380	395	55,300
1939	14,330	13,221	1,655,500	77,660	94,162	17,741,900	310	320	46,400
1940	13,980	13,144	1,679,400	53,450	47,484	8,691,200	450	508	99,000
1941[1]	12,470	10,061	1,209,500	57,390	76,230	16,386,400	640	742	135,600

[1] Sujet à revision.

33.—Superficie, production et valeur de la récolte commerciale de tabac au Canada, par principal type, 1939-41, et moyennes quinquennales de 1933-37

Description	Année	Plantations	Rendement moyen à l'acre	Production totale	Prix moyen la livre, à la ferme	Valeur brute à la ferme
		acres	lb	lb	c.	$
Jaune	Moy. 1933-37	35,084	938	32,897,100	24·1	7,933,700
	1939	69,840	1,142	79,734,400	20·2	16,114,000
	1940	48,610	805	39,143,900	20·5[1]	8,038,600[1]
	1941[2]	55,370	1,259	69,721,800	22·4	15,593,600
Burley	Moy. 1933-37	7,626	1,187	9,049,900	11·0	993,000
	1939	11,190	1,363	15,248,000	13·7	2,095,100
	1940	9,710	1,217[1]	11,818,100[1]	12·2	1,440,600[1]
	1941[2]	7,060	1,270	8,966,000	14·5	1,300,000
A cigare	Moy. 1933-37	3,856	1,061	4,091,600	10·2	419,100
	1939	4,600	1,128	5,190,000	10·2	529,100
	1940	4,370	1,074	4,693,800	10·4[1]	490,400[1]
	1941[2]	3,860	1,075	4,149,500	10·0	415,000

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Sujet à revision.

Fibre de lin.—Le tableau 34, compilé d'après les données fournies par la Division de la production de la fibre industrielle des Fermes Expérimentales fédérales, montre que l'expansion commencée en 1940 dans cette industrie persiste en 1941 alors que 43,715 acres de lin sont cultivées pour la fibre. C'est plus que le double de la superficie de l'année précédente. Une estimation préliminaire donne une valeur de $3,958,000 à la récolte de 1941, augmentation de 129·2 p.c. sur 1940.

34.—Superficie, production et valeur de graine, fibre et étoupe de lin au Canada, 1931-41

NOTA.—Les chiffres de 1915-30 sont à la page 286 de l'Annuaire de 1934-35.

Année	Emblavures	Production			Valeur			
		Graine	Fibre	Etoupe	Graine	Fibre	Etoupe	Total
	acres	boiss.	lb	tonnes	$	$	$	$
1931	4,220	35,870	25,000	3,019	53,805	4,000	120,760	178,565
1932	5,135	35,945	200,000	3,552	56,156	18,000	95,964	170,120
1933	5,091	30,546	Nil	3,055	65,227	–	96,233	161,460
1934	5,965	41,755	45,000	3,461	128,268	7,200	114,450	249,918
1935	6,200	37,200	90,000	5,950	142,800	16,200	162,250	321,250
1936	6,242	31,210	635,100	3,094	106,185	114,318	77,350	297,853
1937	7,097	39,535	1,368,600	2,654	40,220	211,880	79,620	331,720
1938	10,225	77,992	2,662,000	2,246	189,752	241,850	87,000	518,602
1939	10,536	63,216	4,079,640	2,230	245,667	914,084	89,200	1,248,951
1940	20,275	81,300	5,977,500[1]	1,027	345,925	1,315,050[1]	65,600	1,726,575
1941[2]	43,715	130,935	12,394,500[1]	725	327,300	3,594,400[1]	36,300	3,958,000

[1] Y compris étoupe à turbine. [2] Sujet à revision.

Apiculture.—L'estimation revisée de la récolte de miel de 1940 indique une diminution de 18 p.c. comparativement à celle de 1939. Les estimations préliminaires de la récolte de 1941 donnent une production de quelque 26,026,400 livres, ce qui constitue une augmentation de 9·9 p.c. sur celle de 1940, mais une diminution de 12·5 p.c. en regard de la moyenne de 29,746,500 livres pour la période de cinq ans (1935-39) et de 2·5 p.c. en regard de celle de 26,696,000 livres pour la période de dix ans (1930-39). La valeur totale du miel et de la cire en 1940 diminue de 3·7 p.c. comparativement à 1939, mais la valeur de la récolte de 1941 devrait accuser une augmentation parce que, en plus d'un meilleur rendement, les prix payés aux producteurs en 1941 sont plus élevés que ceux de 1940; une estimation provisoire, basée sur la situation qui existait au cours de la période de septembre-novembre 1941, indique une valeur augmentée de 17 p.c.

Qualité de la récolte de 1941.—Bien que moins abondante, la récolte des Provinces Maritimes est de qualité moyenne et de beaucoup supérieure à la qualité de la récolte de l'année précédente; couleur, saveur, densité sont bonnes en général bien qu'il y ait des différences marquées dans la récolte du Nouveau-Brunswick. La récolte du Québec est de couleur moyenne et basse en humidité. La qualité de la récolte de l'Ontario est au-dessus de la moyenne et nettement supérieure à la récolte de 1940. Le Manitoba enregistre sa meilleure récolte depuis plusieurs années; le miel de la Saskatchewan est aussi de bonne qualité; la récolte de l'Alberta est classée en majeure partie comme incolore avec teneur de 14·6 à 17·6 p.c. d'humidité et saveur généralement excellente. La récolte de la Colombie Britannique est d'une bonne qualité moyenne.

Les exportations de miel l'année civile 1941 s'établissent à 4,113,578 livres comparativement à 10,780,498 livres en 1940 et 4,706,914 livres en 1939. Les importations de miel et d'imitations de miel sont de 208,015 livres en 1941, 2,768,566 livres en 1940 et 28,417 livres en 1939.

35.—Nombre d'apiculteurs et de colonies, production de miel et valeur du miel et de la cire au Canada, 1931-40

NOTA.—Les statistiques provinciales paraissent dans le "Bulletin Trimestriel de la Statistique Agricole", janvier-mars 1941, pp. 75-76. Les totaux pour le Dominion pour 1924-30 sont donnés à la page 229 de l'Annuaire de 1940.

Année	Apiculteurs	Colonies	Miel				Valeur du miel et de la cire
			Production moyenne par ruche	Production globale	Prix moyen la livre aux producteurs	Valeur globale	
	nomb.	nomb.	lb	lb	cts	$	$
1931	24,000	350,500	72	25,106,400	8·0	2,000,900	2,095,200
1932	24,600	349,300	61	21,169,300	7·5	1,588,400	1,663,200
1933	23,100	328,200	77	25,287,800	8·6	2,165,500	2,256,900
1934	24,300	328,400	82	27,062,800	9·2	2,479,700	2,574,700
1935	24,800	357,000	75	26,814,800	8·3	2,228,500	2,337,500
1936	26,300	370,800	86	31,938,100	8·5	2,701,200	2,822,900
1937	27,900	386,400	60	23,196,600	9·0	2,067,700	2,163,700
1938	27,300	394,000	96	37,909,900	7·8	2,942,500	3,057,200
1939	28,000	406,000	71	28,873,100[1]	8·7[1]	2,518,000[1]	2,615,700[1]
1940[2]	27,200	399,600	59	23,673,100	10·2	2,420,300	2,517,900

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Sujet à revision.

36.—Production canadienne de miel, par province, 1936-40

Province	1936	1937	1938	1939	1940[1]
	lb	lb	lb	lb	lb
Ile du Prince-Edouard	14,000	16,200	11,300	12,400	18,900
Nouvelle-Ecosse	60,000	46,100	64,100	77,000[2]	80,000
Nouveau-Brunswick	42,000	67,000	90,100	82,800	124,000
Québec	5,395,600	3,588,700	5,108,200	4,355,400	3,112,300
Ontario	12,675,000	8,000,000	16,300,000	11,500,000	9,500,000
Manitoba	8,135,500	6,748,600	9,539,900	5,400,000	3,669,900
Saskatchewan	2,636,300	1,142,500	2,794,200	4,262,600	3,682,000
Alberta	1,850,000	2,160,000	2,418,000	2,178,000	2,222,000
Colombie Britannique	1,129,700	1,427,500	1,584,100	1,004,900	1,264,000
Totaux	**31,938,100**	**23,196,600**	**37,909,900**	**28,873,100**[2]	**23,673,100**

[1] Sujet à revision. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Sous-section 7.—Mercuriale des produits agricoles

Les prix mensuels du grain et les prix mensuels du bétail paraissent dans le "Bulletin Trimestriel de la Statistique Agricole".

37.—Prix moyens annuels au comptant par boisseau des céréales canadiennes—Base, en entrepôt à Fort William et Port Arthur—Campagnes terminées le 31 juillet, 1931-41

NOTA.—Les statistiques pour 1926-30 paraissent à la page 230 de l'Annuaire de 1940.

Année	Moyennes en cents et huitièmes de cent le boisseau				
	Blé, N° 1 N.	Avoine, N° 2 C.O.	Orge, N° 3 C.O. —6 rangs	Seigle, N° 2 C.O.	Graine de lin, N° 1 C.O.
	cts	cts	cts	cts	cts
1931	64/2	29/7	36/6	34/6	114/1
1932	59/7	31/3	38/3	40/0	93/6
1933	54/2	26/3	40/3	37/6	90/4
1934	68/0	33/7	59/2	47/4	148/0
1935	81/6	42/6	58/4	52/7	138/7
1936	84/5	34/5	64/2	42/7	147/5
1937	122/5	53/0	77/5	98/5	171/3
1938	131/4	50/3	49/3	72/3	164/2
1939	62/0	29/0	40/7	40/5	143/4
1940	76/4	35/5	45/0	59/7	172/3
1941	74/0	34/6	45/5	49/6	144/3

38.—Prix moyens annuels par cwt du bétail canadien aux principaux marchés, 1937-41

Nomenclature	Toronto					Montréal				
	1937	1938	1939	1940	1941	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, bons	6·72	5·97	6·77	7·68	8·70	7·62	6·41	7·17	7·90	9·13
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, moyens	6·17	5·46	6·38	7·20	8·25	6·16	5·54	6·37	7·07	8·12
Bœufs jusqu'à 1,050 lb, ordinaires	4·91	4·72	5·71	6·46	7·35	4·52	4·51	5·26	5·66	6·46
Bœufs, plus de 1,050 lb, bons	7·40	6·27	6·89	7·83	8·90	7·61	6·53	7·15	7·97	9·12
Bœufs, plus de 1,050 lb, moyens	7·05	5·73	6·44	7·33	8·51	6·22	5·54	6·27	7·09	8·10
Bœufs, plus de 1,050 lb, ordinaires	6·33	5·12	5·97	6·85	8·02	4·78	4·55	5·25	5·15	6·03
Génisses, bonnes	6·47	5·78	6·74	7·66	8·61	5·79	5·26	6·14	6·65	7·82
Génisses, moyennes	5·92	5·36	6·36	7·23	8·15	4·81	4·52	5·25	5·66	6·71
Veaux d'herbe, bons	7·63	7·09	7·82	8·64	9·56	7·87	7·57	8·00	8·67	9·67
Veaux d'herbe, moyens	6·73	6·34	7·22	8·01	8·97	6·39	5·90	6·51	7·36	8·59
Veaux de lait, bons et de choix	9·07	9·08	9·26	10·56	11·92	8·55	8·10	8·55	9·09	11·01
Veaux de lait, ordinaires et moyens	6·99	6·98	7·42	8·23	9·27	6·09	6·21	6·18	7·11	8·13
Vaches, bonnes	4·64	4·33	4·86	5·41	6·48	4·67	4·59	5·26	5·66	6·69
Vaches, moyennes	4·08	3·82	4·29	4·82	5·83	3·95	3·89	4·48	4·92	5·77
Taureaux, bons	4·33	4·22	5·11	5·48	6·88	4·56	4·54	5·11	5·49	6·53
Bœufs, d'engrais lent et rapide, bons	5·34	5·14	6·10	7·10	7·94	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Bœufs, d'engrais lent et rapide, ordinaires	4·35	4·57	5·62	6·29	6·95	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Vaches et génisses, engraissées, bonnes	3·80	[1]	[1]	[1]	6·63	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Vaches et génisses, engraissées, ordinaires	3·06	[1]	[1]	4·25	5·50	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Porcs, de choix à bacon	9·45	9·99	9·43			9·71	10·17	9·67		
Porcs, à bacon	8·92	9·45	8·91			9·21	9·66	9·17		
Porcs, de boucherie	[2]	[2]	[3]	8·57[4]	13·26[5]	8·76	9·24	[6]	8·76[4]	13·55[5]
Porcs, lourds	[7]	[8]	[9]			8·71	9·48	[10]		
Porcs, légers et d'engrais	[11]	[3]	[8]			8·48	9·82	9·29		
Agneaux, bon poids	9·32	8·77	9·47	10·14	11·54	8·42	8·36	9·37	9·38	11·27
Agneaux ordinaires, tous poids	7·44	7·19	7·58	8·15	9·22	7·02	6·69	7·49	7·53	9·36
Moutons, bon poids	4·22	4·16	4·49	5·33	6·03	3·95	4·07	4·48	5·19	6·17

	Winnipeg					Edmonton				
	1937	1938	1939	1940	1941	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, bons	6·12	5·25	6·18	6·87	8·16	6·50	5·37	5·72	6·55	7·86
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, moyens	4·85	4·42	5·41	6·24	7·41	5·30	4·37	5·22	5·94	7·32
Bœufs, jusqu'à 1,050 lb, ordinaires	3·61	3·62	4·59	5·38	6·37	3·47	3·37	4·17	4·94	5·93
Bœufs, plus de 1,050 lb, bons	6·25	5·29	6·19	6·92	8·21	6·41	5·28	5·60	6·42	7·75
Bœufs, plus de 1,050 lb, moyens	4·92	4·48	5·39	6·26	7·47	5·16	4·39	5·16	5·90	7·25
Bœufs, plus de 1,050 lb, ordinaires	3·74	3·80	4·62	5·38	6·51	3·61	3·34	4·14	5·09	6·05
Génisses, bonnes	4·73	4·61	5·58	6·24	7·44	4·77	4·53	5·43	6·19	7·35
Génisses, moyennes	3·69	3·86	4·80	5·36	6·56	3·73	3·75	4·78	5·70	6·75
Veaux d'herbe, bons	7·00	6·21	6·63	7·41	8·34	6·56	5·43	5·70	6·94	8·01
Veaux d'herbe, moyens	5·54	5·07	5·75	6·54	7·44	4·55	4·41	4·93	6·40	7·36
Veaux de lait, bons et de choix	6·21	6·97	7·32	8·10	9·96	5·73	6·02	6·39	7·69	8·78
Veaux de lait, ordinaires et moyens	4·13	4·81	5·39	6·02	7·27	4·03	4·34	5·27	6·08	6·56
Vaches, bonnes	3·98	3·73	4·57	4·88	6·07	3·32	3·17	4·05	4·43	5·77
Vaches, moyennes	3·08	3·05	3·84	4·12	5·05	2·62	2·71	3·52	3·82	5·04
Taureaux, bons	3·20	3·49	4·36	4·69	6·54	2·74	2·96	3·69	4·23	5·83
Bœufs, d'engrais lent et rapide, bons	4·33	4·31	5·45	6·13	7·10	3·68	3·58	4·90	5·59	6·61
Bœufs, d'engrais lent et rapide, ordinaires	2·71	3·21	4·25	4·80	5·60	2·61	2·70	4·08	4·53	5·19
Vaches et génisses, engraissées, bonnes	3·00	3·40	4·30	4·71	5·64	2·59	2·98	3·73	4·50	5·42
Vaches et génisses, engraissées, ordinaires	2·13	2·57	3·19	3·50	4·27	1·90	2·22	2·94	3·34	4·41
Porcs, de choix à bacon	8·67	9·38	8·97			8·51	9·15	8·57		
Porcs, à bacon	8·15	8·88	8·45			8·02	8·60	8·05		
Porcs, de boucherie	7·68	8·56	7·65	7·89[4]	12·27[5]	7·51	8·16	7·09	7·62[4]	12·26
Porcs, lourds	7·78	8·59	7·20			7·02	7·63	6·21		
Porcs, légers et d'engrais	7·03	9·00	8·65			6·11	6·98	6·06		
Agneaux, bon poids	7·23	7·19	8·03	8·17	9·86	6·60	6·26	7·05	7·76	8·84
Agneaux ordinaires, tous poids	5·27	5·65	6·31	6·75	7·58	4·53	4·37	5·51	5·66	6·19
Moutons, bon poids	2·87	3·54	3·85	4·08	4·71	3·30	3·32	4·14	4·87	5·00

[1] Pas de vente. [2] Prix du bacon, moins $1 par tête. [3] Prix du bacon, moins $2 par tête. [4] Moyenne annuelle des prix pour tous les porcs vivants. De janvier à septembre les porcs étaient classés vivants et d'octobre à décembre ils étaient classés habillés. [5] Classe B1, habillés. [6] Prix du bacon, moins $1·25 par tête. [7] Prix du bacon, moins $1·00 par tête de janvier à novembre et moins $1·50 par tête en décembre. [8] Prix du bacon, moins $1·50 par tête. [9] Prix du bacon, moins $3·00 par tête. [10] Prix du bacon, moins $2·50 par tête. [11] Prix du bacon, moins $1 par tête en janvier, $2 de février à mai, $1 en juin et $2 de juillet à décembre.

Nombres-indices des prix agricoles.—Le tableau 39 présente les nombres-indices des prix des grandes cultures pour la période de 1933-34 à 1941-42, les prix moyens des cinq années d'avant guerre (1935-39) servant de base. Pour comparaison, les nombres-indices des campagnes 1940-41 et 1941-42 sont présentés sur la base de 1913-14. Les séries se rapportent aux prix moyens reçus par les fermiers durant la saison d'écoulement des récoltes du 1er août au 31 juillet de l'année suivante.

En plus des nombres-indices donnés ici, ceux du rendement des diverses récoltes ont aussi été calculés. Les renseignements combinés sur les prix et le rendement ont aussi servi à calculer une série de nombres-indices pondérés des valeurs des récoltes particulières et de toutes les grandes cultures. Les nombres-indices des prix, des rendements et des valeurs en détail, et par province, paraissent dans le "Bulletin Trimestriel de la Statistique Agricole", janvier-mars 1942.

39.—Nombres-indices des prix[1] de ferme des grandes cultures au Canada, campagnes terminées le 31 juillet 1934-42

NOTA.—Les formules employées pour le calcul paraissent dans le "Bulletin Trimestriel de la Statistique Agricole", janvier-mars 1941. Les indices des années 1931-32 à 1939-40 sont basés sur les prix moyens, 1926-27, qui sont donnés à la page 232 de l'Annuaire de 1940. Les indices sur la présente base pour les années 1909-10 à 1932-33 sont donnés aux pp. 181-182 de l'Annuaire de 1941.

Récolte	Moyenne des cours, 1935-39[1]	Nombres-indices (1935-36 à 1939-40=100)									Moyenne des cours, 1913-14[1]	Nombres-indices (1913-14=100)	
		1933-34	1934-35	1935-36	1936-37	1937-38	1938-39	1939-40	1940-41	1941-42[2]		1940-41	1941-42[2]
	$										$		
Blé	0·68	72·1	89·7	89·7	138·2	150·0	86·8	79·4	76·5	76·5	0·67	77·6	77·6
Avoine	0·31	83·9	103·2	77·4	138·7	138·7	77·4	96·8	90·3	122·6	0·32	87·5	118·8
Orge	0·40	75·0	117·5	72·5	172·5	127·5	70·0	85·0	80·0	105·0	0·42	76·2	100·0
Seigle	0·42	90·5	116·7	64·3	166·7	171·4	69·0	100·0	78·6	102·4	0·66	50·0	65·2
Pois	1·52	65·8	69·1	71·7	106·6	110·5	102·0	118·4	128·9	139·5	1·11	176·6	191·0
Haricots	1·55	63·9	85·8	94·2	131·6	79·4	71·6	132·9	118·7	118·1	1·88	97·9	97·3
Sarrasin	0·63	79·4	84·1	81·0	112·7	114·3	92·1	95·2	90·5	104·8	0·64	89·1	103·1
Grains mélangés	0·44	90·9	93·2	81·8	127·3	115·9	88·6	97·7	88·6	118·2	0·55	70·9	94·5
Graine de lin	1·33	90·2	86·5	89·5	108·3	111·3	85·0	105·0	80·5	94·0	0·97	110·3	128·9
Maïs à grain	0·55	107·3	118·2	81·8	127·3	116·4	85·5	100·0	100·0	129·1	0·64	85·9	110·9
Pommes de terre	0·92	83·7	54·3	87·0	123·9	68·5	100·0	122·8	91·3	110·9	0·82	102·4	124·4
Navets, etc	0·34	100·0	91·2	94·1	102·9	94·1	97·0	111·8	94·1	129·4	0·56	57·1	78·6
Foin et trèfle	7·75	113·2	151·6	98·3	98·8	97·2	97·8	108·4	111·5	154·1	11·48	75·3	104·0
Foin de grain	5·26	125·1	135·4	99·6	121·9	118·4	83·1	83·1	81·2	101·3	[3]	[3]	[3]
Luzerne	8·37	110·5	151·4	96·1	109·8	96·3	94·1	103·9	98·6	123·3	11·85	69·6	87·1
Maïs fourrager	3·10	105·8	132·9	107·1	109·0	99·4	90·6	97·7	94·8	118·1	4·78	61·5	76·6
Betteraves à sucre	6·31	95·7	89·4	86·2	91·0	94·9	104·4	119·5	106·5	92·2	6·12	109·8	95·1
Toutes grandes cultures	–	**86·8**	**106·6**	**88·0**	**129·0**	**125·6**	**87·4**	**94·2**	**89·0**	**108·9**	–	**122·2**	**117·0**

[1] Les prix sont donnés par boisseau, excepté pour les pommes de terre, les navets, etc. qui sont par cwt, et les cinq derniers item, par tonne. [2] Sujet à revision. [3] Non connu.

Sous-section 8.—Statistiques agricoles de recensement

Un résumé des plus importantes statistiques agricoles compilées d'après le recensement de 1931 a paru dans l'Annuaire de 1934-35, pp. 297-302. Cette revue contient les statisques sur la tenure des fermes, les valeurs, les dettes hypothécaires, les dépenses, la population agricole, la main-d'oeuvre, le travail loué et sa rémunération, la machinerie et les commodités de la ferme. Dans l'Annuaire de 1937, il y a d'autres statistiques, aux pages 276-279, donnant pour les Provinces des Prairies des chiffres comparatifs sur la population, les exploitations agricoles, les superficies et les valeurs, la condition de la terre agricole, le bétail, et les semis de principales

cultures, pour chaque année de recensement: 1911, 1921, 1926, 1931 et 1936. Dans l'Annuaire de 1939, p. 245, un tableau présente en résumé par province les exploitants de ferme à temps partiel classifiés suivant les autres occupations de quelques ou de tous les membres de la famille, spécialement dans le cas des fermes qui sont trop petites pour subvenir aux besoins des occupants. Dans l'Annuaire de 1940, aux pages 232-236, il est fait un relevé des types de ferme dans les Provinces des Prairies d'après les données recueillies au recensement quinquennal des Provinces des Prairies pour 1936.

Sous-section 9.—Irrigation agricole

Alberta.—Le contrôle des eaux de surface de l'Alberta appartient maintenant à la Couronne en vertu de la loi des ressources hydrauliques appliquée par l'Office des Ressources Hydrauliques. Tout ce qui concerne le contrôle des eaux de surface en général de même que l'inspection et l'autorisation de travaux détournant l'eau pour usages domestique, municipal et industriel, irrigation, énergie hydraulique et autres fins et l'octroi de patentes pour telles fins sont prévus dans cette loi. Le directeur des Ressources Hydrauliques à Edmonton est chargé de cette administration. La loi des districts d'irrigation de l'Alberta (S.R.A., 1922, c. 114) et les statuts qui l'amendent pourvoient à la formation de districts d'irrigation et autorisent des emprunts par des règlements adoptés par les électeurs des districts.

En 1940 la superficie irrigable des 12 entreprises majeures est estimée à 846,091 acres et la superficie arrosée, à 395,307 acres. Un tableau à la p. 183 de l'Annuaire de 1941 donne les statistiques de chacun des principaux réseaux pour 1938 et 1939. De plus amples détails peuvent être obtenus sur demande du directeur des Ressources Hydrauliques à Edmonton.

Colombie Britannique.—Les eaux de surface de la Colombie Britannique sont la propriété de la Couronne au nom de la province et leur administration relève de la Branche des Droits Hydrauliques du Ministère des Terres subordonnément à la loi du drainage, de l'endigage et du développement et à la loi des fossés et cours d'eau.

L'application de ces lois relève du contrôleur des Droits Hydrauliques.

Les réseaux d'irrigation de la Colombie Britannique sont moins vastes que ceux de l'Alberta. En 1941, 57 réseaux déclarent une surface arrosable de 68,469 acres et une surface arrosée de 44,560 acres. Un tableau à la p. 238 de l'Annuaire de 1940 donne les détails relatifs à chacune des entreprises. Les données plus récentes peuvent être obtenues sur demande du contrôleur des Droits Hydrauliques, Ministère des Terres, Victoria.

Sous-section 10.—Statistiques agricoles internationales

En raison de l'impossibilité d'obtenir les compilations de l'Institut International d'Agriculture à Rome, on ne peut mettre à date les statistiques sur la production des céréales et pommes de terre, du commerce du blé et de la farine et le nombre de bestiaux dans les principaux pays.

CHAPITRE IX.—FORÊTS*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Régions forestières	232
Section 2. Essences importantes	232
Section 3. Ressources forestières	232
Section 4. Epuisement et récupération de la forêt	234
Section 5. Administration forestière	236
Sous-section 1. Administration des forêts fédérales et provinciales	236
Sous-section 2. Protection des forêts contre le feu	239
Sous-section 3. Sylviculture	240
Section 6. Utilisation de la forêt	241
Sous-section 1. Abatage du bois	241
Sous-section 2. Industrie de la pulpe et du papier	243
Sous-section 3. Sciage du bois	249
Sous-section 4. Industries utilisant le bois et le papier	251
Section 7. Influence de la guerre sur la demande de produits forestiers	252

La forêt canadienne couvre une vaste région dans la zone tempérée du nord qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique et, au nord, depuis la frontière internationale jusqu'au cercle polaire et au-delà. Les grandes variations dans les conditions climatiques, physiographiques et du sol sont la cause de différences marquées dans le caractère des forêts de diverses parties du pays et c'est pourquoi il se trouve des régions forestières plus ou moins nettement définies. Les principales régions forestières suivantes sont décrites séparément: acadienne, Grands-Lacs-St-Laurent, décidue, boréale, sub-alpine, colombienne, montane et côtière (voir la carte en regard de cette page). Il importe, pour fins de description, d'étudier deux sections de la région boréale, comme entités distinctes, soit la section de transition du nord et la section des bosquets de peupliers.

Section 1.—Régions forestières

Chaque région forestière du Canada est décrite séparément aux pp. 185-189 de l'Annuaire de 1941 en même temps que les essences prédominantes et associées communes à chacune. La carte hors-texte indique succinctement ces données, mais le lecteur pourra consulter le texte pour les détails.

Section 2.—Essences importantes

Il existe au Canada plus de 130 espèces distinctes d'arbres, dont 33 seulement sont des conifères ou bois tendres. Elles représentent par ailleurs les trois quarts de notre richesse forestière et près de 80 p.c. du bois de tout usage. Une douzaine environ seulement des essences décidues ou de bois dur ont une importance commerciale comparativement à deux fois autant chez les conifères.

Une courte description des essences particulières paraît aux pp. 250-251 de l'Annuaire de 1940. L'édition de 1936, pp. 294-297, et le Bulletin n° 61, intitulé "Les Arbres du Canada" et publié par le Ministère des Mines et Ressources, contiennent des renseignements plus détaillés sur le sujet.

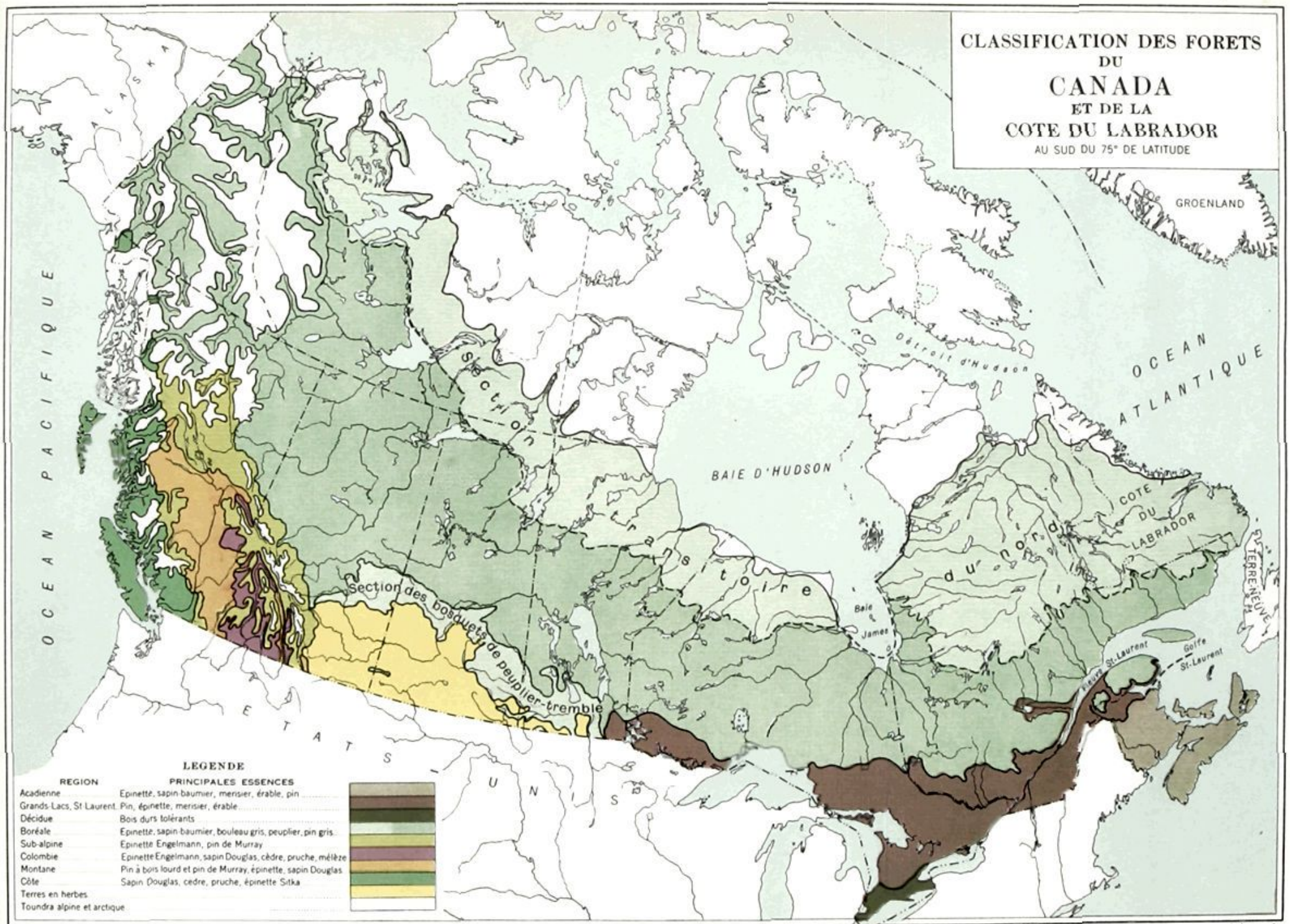
Section 3.—Ressources forestières

La superficie boisée du Canada est de 1,220,405 milles carrés, ce qui représente 35 p.c. de la superficie totale des terres. En comparaison, 16 p.c. seulement de la superficie totale des terres a une valeur agricole présente ou potentielle et 6 p.c. seulement est classée comme "terre défrichée et de pâturage". La superficie boisée des neuf provinces est de 1,160,405 milles carrés au total ou 58 p.c. de la superficie des

* Ce chapitre a été revisé par R. G. Lewis, B.Sc. F., chef de la Branche des Produits Forestiers du Bureau Fédéral de la Statistique, en collaboration avec le Service Forestier du Ministère des Mines et Ressources. La section 7—Influence de la guerre sur la demande de produits forestiers—a été préparée par J.D.B. Harrison, chef de la Division de l'Economie Forestière, Service Forestier du Dominion. La Branche des Produits Forestiers du Bureau Fédéral de la Statistique collige et compile les statistiques relatives à la production forestière et publie quatre rapports imprimés sur l'industrie du bois d'œuvre, sur celle de la pulpe et du papier et sur les industries utilisant le bois et le papier. Ces rapports sont généralement précédés de rapports préliminaires miméographiés pour chaque industrie importante ou groupe d'industries. On en trouvera la liste détaillée au chapitre XXVIII.

CLASSIFICATION DES FORETS DU CANADA ET DE LA COTE DU LABRADOR

AU SUD DU 75° DE LATITUDE



LEGENDE

REGION	PRINCIPALES ESSENCES
Acadienne	Epinette, sapin baumier, merisier, érable, pin
Grands-Lacs, St Laurent	Pin, épinette, merisier, érable
Décidue	Bois durs tolérants
Boréale	Epinette, sapin baumier, bouleau gris, peuplier, pin gris
Sub-alpine	Epinette Engelmann, pin de Murray
Colombie	Epinette Engelmann, sapin Douglas, cèdre, pruche, mélèze
Montane	Pin à bois lourd et pin de Murray, épinette, sapin Douglas
Côte	Sapin Douglas, cedre, pruche, épinette Sitka
Terres en herbes	
Toundra alpine et arctique	

Information fournie par le Service Forestier du Dominion. Planches lithographiques fournies par le bureau de l'Arpenteur-Général. Imprimé par la Section Géographique, Etat-Major. Ministère de la Défense Nationale.

terres provinciales. Environ 450,000 milles carrés des forêts sont classées comme "improductives". Elles sont plantées de petits arbres qui n'atteindront probablement jamais des dimensions commerciales parce qu'ils poussent sur des sols mal égouttés ou sur de grandes hauteurs ou autres endroits peu propices. Ces forêts improductives n'en jouent pas moins un rôle important. Elles aident à la protection des aires d'alimentation et à la conservation des réserves d'eau; elles assurent le combustible et les matériaux de construction aux indigènes et aux voyageurs des régions éloignées et constituent l'habitat d'animaux à fourrure et de gibier de grande valeur.

Les forêts "productives" qui recouvrent plus de 770,000 milles carrés sont considérées comme pouvant fournir une récolte permanente de bois d'œuvre pour usages ménagers et industriels. Une grande partie de ces forêts sont encore inaccessibles à l'exploitation commerciale. Elles n'en constituent pas moins une réserve de grande valeur pour l'avenir. Présentement, 430,000 milles carrés de forêts productives sont considérés comme économiquement accessibles. La moitié de la superficie des forêts productives donnent des arbres assez gros pour être utilisés comme bois de sciage, de pulpe ou de chauffage et l'autre moitié est recouverte de jeunes pousses d'âges, d'espèces et de degrés de peuplement variables.

La futaie de bois d'œuvre de grosseur marchande est estimée à 313,000,000,000 de pieds cubes dont 212,000,000,000 accessibles. Exprimé en termes de commerce, le bois d'œuvre accessible se compose de 252,000,000,000 de pieds de planche de billes dans des arbres assez gros pour être sciés et 1,500,000,000 de cordes de bois plus petit pouvant servir comme bois de pulpe et de chauffage, pieux, étais de mine, etc.

Les autorités provinciales et fédérales sont à faire un inventaire de nos ressources forestières. Le Service Forestier du Dominion a terminé cet inventaire au Manitoba et au Nouveau-Brunswick et poursuit présentement celui de la Nouvelle-Ecosse. Des études descriptives des ressources forestières de l'Ontario et de la Colombie Britannique ont été publiées par les autorités forestières de ces provinces.

1.—Total estimatif du bois en futaies accessibles au Canada, par type et volume et par province et région.

Province et région	Conifères			Bois feuillu			Totaux		
	Bois de sciage	Jeune bois	Total équivalent en bois debout	Bois de sciage	Jeune bois	Total équivalent en bois debout	Bois de sciage	Jeune bois	Total équivalent en bois debout
	millions p.m.p.	1,000 cordes	millions pds c.	millions p.m.p.	1,000 cordes	millions pds c.	millions p.m.p.	1,000 cordes	millions pds c.
Futaies accessibles									
Ile du Prince-Edouard	100	700	104	20	100	14	120	800	118
Nouvelle-Ecosse	4,854	23,182	3,775	1,170	5,805	808	6,024	28,987	4,583
Nouveau-Brunswick	6,285	52,109	7,473	4,297	28,159	3,616	10,582	80,268	11,089
Québec	41,117	453,349	62,047	14,395	176,127	19,884	55,512	629,476	81,931
Ontario	42,562	273,788	41,354	11,389	286,134	29,677	53,951	559,922	71,031
TOTAUX, PROVINCES DE L'EST	*94,918*	*802,128*	*114,753*	*31,271*	*496,325*	*53,999*	*126,189*	*1,299,453*	*168,752*
Manitoba	854	9,645	1,316	1,620	19,110	2,170	2,474	28,755	3,486
Saskatchewan	2,580	9,420	1,667	2,100	51,058	5,310	4,680	60,478	6,977
Alberta	7,000	74,400	10,238	2,080	36,000	3,876	9,080	110,400	14,114
TOTAUX, PROVINCES DES PRAIRIES	*10,434*	*93,465*	*13,221*	*5,800*	*106,168*	*11,356*	*16,234*	*199,633*	*24,577*
Colombie Britannique	109,738	[1]	18,326	[1]	[1]	–	109,738	[1]	18,326
Totaux, futaies accessibles	**215,090**	**896,593**	**146,300**	**37,071**	**602,493**	**65,355**	**252,161**	**1,499,086**	**211,655**
Totaux, futaies inaccessibles	**168,365**	**516,068**	**89,724**	**3,704**	**115,260**	**11,761**	**172,069**	**631,328**	**101,485**
Grands totaux	**383,455**	**1,412,661**	**236,024**	**40,775**	**717,753**	**77,116**	**424,230**	**2,130,414**	**313,140**

[1] Les estimations de bois tendres trop petits pour servir de bois de sciage et des bois durs de toutes dimensions ne sont pas connues pour la Colombie Britannique.

Section 4.—Epuisement et récupération de la forêt

Epuisement.—La moyenne annuelle d'épuisement des réserves de bois marchand de 1930 à 1939 est estimée à 3,623,000,000 de pieds cubes dont 70 p.c. a été utilisé et 30 p.c., brûlé et autrement détruit.

Le volume utilisé est de 2,519,000,000 pieds cubes dont 226,000,000 de pieds cubes ou 9 p.c. ont été exportés à l'état brut. Des 2,293,000,000 de pieds de bois consommés finalement au Canada ou soumis à plus ample transformation avant l'exportation, 37 p.c. a servi de bois de chauffage, 32 p.c. dans les scieries, 25 p.c. dans les pulperies et papeteries et 6 p.c. sous forme de produits divers tels que traverses, perches, poteaux, etc. On croit que près de 80 p.c. du volume utilisé provient d'essences de bois tendre.

La moyenne de destruction annuelle par le feu au cours de la période de dix ans est estimée à 404,000,000 de pieds cubes de bois marchand et la moyenne d'épuisement attribuée aux insectes et aux maladies cryptogamiques, à 700,000,000 de pieds cubes.

La demande intense née de la guerre pour de nombreux produits forestiers a sans nul doute augmenté le taux de consommation de bois marchand. Malheureusement il n'existe pas encore de statistiques complètes à ce sujet. Les réserves de billes de haute qualité de certaines espèces ont été très fortement entamées. On pourrait mentionner en particulier l'épinette de Sitka de la côte du Pacifique et le merisier des forêts de l'est, deux bois particulièrement utiles dans l'avionnerie. Il existe aussi une demande anormale pour certaines espèces parmi les plus hautes qualités entrant dans la construction ordinaire, comme par exemple le sapin Douglas. Il faut faire face aux nécessités primordiales de la guerre même au prix d'un épuisement dangereux des réserves de certains de nos meilleurs bois. D'autre part, il n'y a pas de disette de billes de sciage de qualités moyenne et inférieure et l'alimentation de la pulperie se continue. Pour peu qu'on puisse trouver la main-d'œuvre nécessaire, cette industrie reste assurée des quantités de bois dont elle a besoin.

Feux de forêt.—Le Service Forestier du Dominion calcule les pertes causées par les feux de forêt d'après les renseignements fournis par les services forestiers provinciaux et autres services de protection de la forêt. En 1940, la saison critique a été à peu près normale dans le Canada pris dans son ensemble, meilleure que la moyenne à l'est des Grands Lacs et pire que la moyenne dans l'Ouest du Canada. La foudre est la cause de 25 p.c. des feux de 1940 comparativement à une moyenne de 16 p.c. pour les dix ans; les fumeurs sont responsables de 18 p.c. de ces feux comparativement au chiffre moyen de 16 p.c. Les autres causes, avec pourcentages de la période moyenne entre parenthèses, sont les feux de camp, 17 p.c. (20), et les colons, 13 p.c. (17).

Des 6,284 feux rapportés en 1940, 6,090 se produisent sur les terres provinciales ou privées et 194 sur les terres fédérales; 104 de ces derniers se produisent dans les parcs nationaux, 83 sur les terres des Indiens et 7 dans les stations d'expérimentation forestière.

Des 6,090 feux sur les terres autres que celles du Dominion, le plus grand nombre (2,338) se produisent en Colombie Britannique, tandis que l'Ontario en rapporte 1,014. Au cours des dix années de 1931-40, la moyenne annuelle de feux sur les terres autres que celles du Dominion est de 5,952, les moyennes respectives des deux mêmes provinces étant de 1,676 et 1,563. L'Alberta, avec une perte de $968,979, accuse les dommages les plus considérables en 1940; elle est suivie de la Colombie Britannique avec $647,352.

Au cours de la période de 1931-40, c'est l'Ontario qui enregistre les dommages annuels les plus considérables, lesquels s'établissent à $1,004,194. La Colombie Britannique vient ensuite avec $872,982. C'est dans cette dernière province que le coût

effectif de la lutte contre les feux de forêt est le plus élevé en 1940. Il s'établit à $441,772. La province d'Ontario vient en second lieu avec une dépense de $119,891. Dans le cas de la moyenne décennale, l'ordre est renversé, les chiffres de l'Ontario et de la Colombie Britannique étant respectivement de $268,561 et $190,669. Les données relatives aux autres provinces et aux terres du Dominion sont contenues dans le rapport annuel du Ministère des Mines et Ressources (p. 106) pour l'année fiscale 1941.

2.—Feux de forêt au Canada, et moyennes de dix ans, 1931-40

Item	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Feux de moins de dix acres..nomb.	1	1	1	1	1	4,031
Feux de dix acres et plus..... "	1	1	1	1	1	1,915
Totaux, feux.....nomb.	**6,965**	**6,298**	**6,298**	**5,911**	**4,955**	**5,946**
Totaux, superficies brûlées..... acres	**2,693,922**	**2,463,923**	**1,008,558**	**1,475,117**	**856,183**	**3,026,646**
Bois marchand—						
Superficies brûlées..... acres	394,824	708,085	204,405	321,414	172,592	919,764
Bois brûlé.....m.p., m.p.	583,551	569,126	255,383	899,545	98,971	2,077,581
Bois brûlé.....cordes	1,241,647	2,705,374	650,318	836,554	785,552	3,524,493
Valeur estimative d'essouchage..... $	1,715,113	5,063,577	1,199,305	1,754,882	1,254,981	4,646,726
Jeune pousse—						
Superficies brûlées..... acres	590,234	586,141	220,620	242,101	191,940	739,701
Valeur estimative..... $	1,215,682	1,209,063	454,648	573,455	326,423	1,284,102
Terre déboisée—						
Superficies brûlées..... acres	535,418	772,625	331,614	562,446	258,964	303,348
Valeur estimative..... $	219,776	615,605	187,303	246,031	262,725	66,253
Superficies non boisées brûlées..... acres	573,442	397,069	251,918	349,156	232,687	1,063,833
Autre propriété brûlée, valeur..... $	363,516	264,769	162,075	149,923	355,541	84,560
Totaux, dommages..... $	**3,514,087**	**7,153,014**	**2,003,331**	**2,724,291**	**2,199,670**	**6,081,641**
Coût effectif du service de protection..... $	931,504	683,650	509,939	827,451	526,743	1,206,863
Totaux, dommages et coût..... $	**4,445,591**	**7,836,664**	**2,513,270**	**3,551,742**	**2,726,413**	**7,288,504**
	1937	1938	1939	1940	Total, 1931-40	Moyenne, 1931-40
Feux de moins de dix acres..nomb.	3,886	4,476	3,990	4,477	[1]	[1]
Feux de dix acres et plus..... "	2,063	2,171	1,623	1,807	[1]	[1]
Totaux, feux.....nomb.	**5,949**	**6,647**	**5,613**	**6,284**	**60,866**	**6,087**
Totaux, superficies brûlées.....acres	**4,271,431**	**3,125,768**	**1,115,179**	**2,691,135**	**22,127,862**	**2,212,786**
Bois marchand—						
Superficies brûlées..... acres	662,792	722,199	199,288	462,454	4,767,817	476,782
Bois brûlé.....m.p., m.p.	308,942	2,160,192	196,803	478,879	7,683,976	768,398
Bois brûlé.....cordes	4,354,820	2,557,780	911,051	1,726,348	19,293,937	1,929,394
Valeur estimative d'essouchage..... $	2,082,018	2,777,882	599,315	1,355,322	22,449,121	2,244,912
Jeune pousse—						
Superficies brûlées..... acres	2,035,830	719,461	326,358	788,425	6,440,811	644,081
Valeur estimative..... $	1,161,861	1,286,512	448,924	906,228	8,856,898	886,690
Terre déboisée—						
Superficie brûlée..... acres	188,385	548,792	266,542	197,295	3,965,429	396,543
Valeur estimative..... $	155,276	328,737	188,163	196,157	2,466,026	246,603
Superficies non boisées brûlées..... acres	1,384,424	1,135,316	322,991	1,242,961	6,953,797	695,380
Autre propriété brûlée, valeur..... $	151,809	827,804	283,798	376,488	3,020,283	302,028
Totaux, dommages..... $	**3,550,964**	**5,220,935**	**1,520,200**	**2,834,195**	**36,802,328**	**3,680,233**
Coût effectif du service de protection..... $	878,563	1,045,637	629,497	942,457	8,182,304	818,230
Totaux, dommages et coût..... $	**4,429,527**	**6,266,572**	**2,149,697**	**3,776,652**	**44,984,632**	**4,498,463**

[1] Non relevés séparément antérieurement à 1936.

Récupération.—On croit qu'avec le temps l'épuisement total de nos forêts peut être remplacé par une repousse moyenne, sur la superficie de forêt productive, de 8 à 9 pieds cubes annuellement. Ce taux très peu élevé est très certainement maintenu sinon dépassé. Mais presque tout l'épuisement se concentre de fait sur les 430,000 milles carrés de forêt productive désignée comme accessible, et le remplacement de l'épuisement normal par cette seule superficie exigerait une pousse moyenne de plus de 14 pieds cubes. En raison de la guerre, le taux s'établit probablement aux environs de 16 pieds cubes par acre annuellement. Pour ce que nous connaissons présentement de la situation, il serait osé de prétendre que cette moyenne se maintient sur toute la superficie concernée. Des estimations complètes des taux de croissance de la forêt canadienne n'existent pas encore. L'immense étendue du pays, la diversité des conditions de croissance et le caractère complexe des forêts elles-mêmes sont autant de difficultés qui retardent ces estimations. Le Service Forestier du Dominion a fait des études nombreuses qui indiquent, au-delà de tout doute raisonnable, que sur des étendues considérables la pousse annuelle dépasse 25, 30 ou même 40 pieds cubes; mais il y a d'autres régions classées comme productives et où la pousse est beaucoup moins rapide.

Par bonheur, sauf dans quelques localités, la reproduction naturelle des essences forestières au Canada est abondante. Sur une terre déboisée ou brûlée, la jeune pousse ne tarde pas d'habitude à faire son apparition. Ainsi la restauration d'une forme quelconque de croissance forestière constitue un problème moins difficile qu'en maints autres pays. Rien ne dit cependant que les espèces reproduites seront parmi les variétés recherchées par l'industrie. La majeure partie du bois utilisé au Canada est du bois tendre et, en général, la reproduction de ce bois est passable; mais il y a de vastes territoires où, à la suite du déboisement et de feux répétés, si la forêt n'a pas été détruite de façon permanente, des peuplements de valeur ont été remplacés par d'autres de qualité inférieure.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que l'introduction de meilleures méthodes d'administration forestière aussi bien que de meilleures mesures de protection contre le feu peuvent rendre la forêt canadienne plus productive qu'elle ne l'a encore jamais été. Il est vrai par ailleurs que les futaies de très grands arbres auxquels il a fallu 300 ans pour atteindre leurs dimensions actuelles tendent à disparaître pour n'être pas remplacées; mais, même si les industries forestières doivent utiliser à l'avenir de plus petites billes que par le pasé, une sage administration forestière permettra à ces industries de prendre un essor considérable pour peu et lorsque les conditions du marché le justifieront.

Les possibilités d'un grand nombre de nos sols forestiers en matière de production, au cours d'une période donnée, de bois utilisable en plus grande quantité que par le passé sont déjà démontrées dans des régions telles que la station d'expérimentation forestière du Dominion à Petawawa et sur certains des lots à bois sur les fermes les mieux administrées.

Section 5.—Administration forestière

Sous-section 1.—Administration des forêts fédérales et provinciales

Quoique les ressources forestières soient, généralement parlant, sous le contrôle des provinces, les forêts des parcs nationaux, les stations d'expérientation forestière et les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon sont administrés par le Gouvernement fédéral.

La pratique généralement suivie par le Gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux a été de disposer de la coupe du bois au moyen de licences de

coupe, plutôt que par la vente ferme des terres boisées. Par ce système, l'Etat garde la propriété du fonds et le contrôle des opérations d'abatage. Le revenu est prélevé sous forme de droit de souche (payable soit en une somme ronde, soit en versements à mesure que le bois est abattu); le loyer annuel pour le terrain et les droits régaliens sont perçus quand le bois est enlevé. Le loyer du terrain et les droits régaliens peuvent être ajustés de temps à autre à la discrétion des gouvernements.

Les Provinces Maritimes n'ont pas suivi cette pratique autant que le reste du Canada. Dans l'Ile du Prince-Edouard presque toutes les terres boisées ont été aliénées et sont aussi fractionnées, étant généralement en lots de bois pour les cultivateurs. Dans la Nouvelle-Ecosse, 87 p.c. des forêts sont devenues propriétés privées et plus de la moitié de ces dernières sont en lots dépassant 1,000 acres. Au Nouveau-Brunswick, près de 50 p.c. ont été vendues et 20 p.c. sont en lots dépassant 1,000 acres. Les proportions des terres boisées, à l'exception des parcs nationaux et des réserves indiennes, aux mains de particuliers dans les autres provinces sont comme suit: Québec, 7·3 p.c.; Ontario, 6·6 p.c.; Manitoba, 9·1 p.c.; Saskatchewan, 13·6 p.c.; Alberta, 7·7 p.c.; et Colombie Britannique, 3·4 p.c. Sauf des superficies relativement petites détenues par le Gouvernement fédéral, les terres de la Couronne et le bois qu'elles renferment relèvent de l'administration des provinces où ils se trouvent. A mesure que de nouvelles régions sont explorées, les terres sont examinées et celles qui sont propres à l'agriculture sont vendues. Les terres qui sont considérées comme de caractère essentiellement forestier sont généralement mises de côté pour la production du bois et, maintenant, à peu près toutes les provinces du Canada ont discontinué de concéder les terres dont la production devrait se limiter au bois. De nombreux efforts sont faits, spécialement en Québec et en Ontario, pour encourager l'établissement et le maintien de forêts sur cette base des forêts communales.

3.—Réserves forestières et parcs au Canada, 1941

Province	Sous l'administration fédérale		Sous l'administration provinciale		Total
	Stations d'expérimentation forestière du Dominion	Parcs nationaux	Réserves forestières provinciales	Parcs provinciaux	
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
Ile du Prince-Edouard	Nil	7·00	Nil	Nil	7·00
Nouvelle-Ecosse	"	390·60	"	"	390·60
Nouveau-Brunswick	35·00	0·09	92·18	"	127·27
Québec	7·25	0·33	32,115·00	5,225·00	37,377·58
Ontario	97·10	11·72	19,606·00	4·248·00	23,962·82
Manitoba	25·25[1]	1,148·12	3,811·09	Nil	4,959·21
Saskatchewan	Nil	1,869·00	10,229·13	1,146·38[2]	13,244·51
Alberta	62·60	7,262·20	14,317·23	2·27	21,644·30
Colombie Britannique	Nil	1,715·00	29,744·03[3]	9,994·38	41,453·38
Totaux	**227·20**	**12,404·06[4]**	**109,914·63[3]**	**20,646·03[2]**	**143,166·67**

[1] La superficie de la station d'expérimentation est en deça des limites du parc national de Riding Mountain. [2] En outre, 532·82 milles carrés des réserves forestières provinciales en Saskatchewan sont administrées en vertu des règlements relatifs aux parcs nationaux. [3] Y compris 14 milles carrés en stations d'expérimentation forestière provinciales. [4] A l'exclusion du parc Bison des Bois, comprenant 17,300 milles carrés, situé partiellement en Alberta et partiellement dans les Territoires du Nord-Ouest, et qui est administré par le Bureau des Affaires des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.

Terres boisées sous le contrôle fédéral.—Les terres boisées sous le contrôle fédéral sont administrées par le Ministère des Mines et Ressources. Le Bureau des Parcs Nationaux voit aux parcs nationaux; la Branche des Terres Domaniales ad-

ministre les forêts du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, et la Branche des Affaires Indiennes administre pour le compte des Indiens toutes les régions boisées sur les réserves. Le Service Forestier du Dominion est chargé de l'administration des stations d'expérimentation forestière.

Administration des forêts dans les provinces.—*Nouvelle-Ecosse.*—Quatre-vingt-sept pour cent ou 10,473 milles carrés de la forêt néo-écossaise sont propriété privée. La forêt provinciale est administrée par le Ministre des Terres et Forêts, et un Forestier provincial est chargé de la protection, de l'arpentage, etc. Les permis de coupe sont accordés en vertu d'ententes spéciales.

Nouveau-Brunswick.—Au Nouveau-Brunswick, la forêt est administrée par le Service Forestier du Ministère des Terres et Mines, qui dispose maintenant des terres boisées selon la méthode en usage dans les autres provinces. Autrefois, cependant, plusieurs concessions forestières furent faites à des compagnies de chemin de fer, à des industriels et des particuliers, lesquels possèdent aujourd'hui en franc-alleu environ 11,100 milles carrés de forêt.

Québec.—Le Service Forestier du Ministère des Terres et Forêts gère les terres boisées du Québec. Ses attributions embrassent la classification des terres, la disposition du bois et la réglementation des opérations d'abatage. La protection des forêts est depuis 1924 confiée à une organisation distincte: le Service de la Protection des Forêts. Les permis de coupe sont adjugés au plus haut enchérisseur; ils sont renouvelables d'année en année et les droits régaliens peuvent être changés en tout temps. Des octrois de terre en franc-alleu, faits le plus souvent sous le régime français, ont attribué à des particuliers la propriété d'environ 26,737 milles carrés de forêt. Les réserves forestières sont d'environ 32,115 milles carrés et les parcs provinciaux, de 5,255 milles carrés.

Ontario.—L'administration forestière de cette province est confiée au Ministère des Terres et Forêts, sous la direction d'un ministre, d'un sous-ministre et d'un Forestier provincial. Depuis quelques années le bois de sciage, après examen, est vendu aux enchères à certaines conditions relatives à son enlèvement dans un délai spécifié, la disposition des débris, etc. Une bonne partie du bois marchand est détenue actuellement sur permis accordés anciennement et renouvelables indéfiniment. Les forêts de bois à pulpe sont généralement affermées à des particuliers pour une période plus longue que les forêts de bois de sciage. Les locataires s'engagent à construire dans la province une pulperie ou une papeterie dont le type est stipulé. Dans cette province, environ 15,558 milles carrés de forêts sont propriété privée. Les réserves provinciales ont une superficie de 19,606 milles carrés et les parcs provinciaux, une superficie de 4,248 milles carrés.

Manitoba.—Les ressources forestières du Manitoba sont administrées depuis 1930 par le Service Forestier du Ministère des Mines et Ressources Naturelles. Un service aérien provincial, sous la direction du Forestier provincial, assure la protection de la forêt contre le feu. Six réserves d'une superficie globale de 3,811 milles carrés restent affectées en permanence à la production forestière. La disposition des terres boisées s'opère au moyen de permis ou de vente. Un grand nombre de permis de coupe, pour de petites quantités de bois, sont accordés chaque année aux colons et à d'autres personnes. Il y a une pulperie-papeterie dans la province. La superficie forestière appartenant à des particuliers est estimée à 8,500 milles carrés.

Saskatchewan.—Les forêts de la Saskatchewan sont administrées par le Ministère des Ressources Naturelles et sont sous la surveillance d'un Directeur Forestier. Chaque représentant sur place doit disposer de toutes les questions relatives à

toutes les ressources situées dans son district. La disposition du bois s'opère au moyen de licences, ventes et permis. Les réserves forestières occupent 10,229 milles carrés et les parcs provinciaux, 1,146 milles carrés. La superficie des terres boisées appartenant à des particuliers est estimée à 11,731 milles carrés.

Alberta.—Le Service Forestier du Ministère des Terres et Mines administre la forêt provinciale et en assure la protection. La disposition du bois est faite au moyen de licences et de permis sauf dans les réserves forestières où le bois est vendu mais où il ne se fait pas d'affermage. La superficie de ces réserves est de 14,317 milles carrés et la propriété forestière privée est de 10,004 milles carrés.

Colombie Britannique.—La Branche de la Sylviculture du Ministère des Terres administre les terres boisées depuis 1912 en Colombie Britannique. Toutes les terres inaliénées de la province jugées propices à la production forestière plutôt qu'agricole sont consacrées à l'afforestation et il ne peut être disposé des terres boisées avant qu'elles aient été examinées par la Branche de la Sylviculture. Au cours des quelques dernières années, 29,744 milles carrés ont été ajoutés aux réserves forestières permanentes. Les parcs nationaux ont une superficie de plus de 9,994 milles carrés. La pratique actuelle est de vendre à l'enchère les droits de coupe pour une période déterminée, bien que des droits de coupe renouvelables annuellement aient été concédés dans le passé sur une grande partie des forêts accessibles. Les droits régaliens sont revisés périodiquement selon la situation industrielle de l'heure. Environ 7,386 milles carrés de terre boisée appartiennent à des particuliers.

Sous-section 2.—Protection des forêts contre le feu

Le Gouvernement fédéral (voir p. 236) administre les forêts des Parcs Nationaux, des stations d'expérimentation forestière du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Il est donc responsable de leur protection contre le feu. Sauf dans l'Ile du Prince-Edouard, tous les gouvernements provinciaux maintiennent une organisation de protection contre le feu qui collabore avec les compagnies propriétaires de permis de coupe pour la protection de toutes les régions boisées. Le coût de cette police est partiellement réparti ou compensé par des taxes spéciales sur ces régions. Dans chaque province sauf l'exception déjà mentionnée, des lois provinciales réglementent les feux d'abattis et autres feux jugés légitimes et les interdisent absolument pendant certaines saisons ou périodes dangereuses. Un mouvement intéressant à cet égard s'est produit dans la province de Québec, où les détenteurs de permis de coupe ont formé des associations coopératives de protection dont les dirigeants collaborent avec la Commission des Chemins de Fer et le gouvernement provincial. Ce dernier les subventionne et paie également pour la protection des forêts provinciales non affermées se trouvant à proximité.

La protection des forêts bordant les lignes de chemin de fer est prévue dans la loi fédérale des chemins de fer appliquée par la Commission des Chemins de Fer. Par cette loi la Commission a des pouvoirs très étendus en ce qui concerne la protection contre le feu le long des chemins de fer au Canada. Certains officiers des différentes autorités forestières sont ex-officio officiers de la Commission des Chemins de Fer. Ils collaborent avec les gardes-forestiers employés par les différentes compagnies de chemin de fer. Le contrôle obligatoire de toutes les lignes tombe sous la juridiction de la Commission, étant prévu par la loi des chemins de fer.

Dans certaines régions du Canada on emploie l'aéroplane pour découvrir et supprimer les feux de forêt. Là où les lacs sont très nombreux on peut se servir facilement d'hydravions pour la découverte des feux et le transport des gardes-forestiers avec leur outillage jusque dans des régions très éloignées. Des avions spé-

cialement construits et pourvus d'un sans-fil sont employés dans ces opérations de protection; ils permettent à l'observateur de localiser exactement un feu aussitôt qu'il a été découvert. Règle générale, l'aviation sert dans les districts les plus éloignés, tandis qu'ailleurs des tours d'observation reliées entre elles par des lignes téléphoniques ou munies du télégraphe sans fil sont établies dans les régions plus habitées et plus fréquentées par les voyageurs. Néanmoins, il faudra toujours maintenir à terre à des points stratégiques un personnel considérable avec son outillage pour combattre les plus grands feux et assurer un système de coupe-feu, de tranchées garde-feu, de communications et de transports.

L'amélioration la plus importante de l'outillage pour combattre les feux de forêts est la pompe à gazoline portative. Cette pompe, qui pèse de 45 à un peu plus de 100 livres, peut facilement être transportée par automobile, canot, canot automobile, voiture, avion, à dos de cheval et à dos d'homme. Elle peut donner une assez forte pression jusqu'à sept mille pieds d'un cours d'eau et à une distance beaucoup plus grande si elle est utilisée en relais. De plus, les petites pompes à bras, alimentées par des réservoirs portatifs de cinq gallons, ont aussi servi avec beaucoup d'efficacité dans plusieurs circonstances.

En plus de toutes ces mesures améliorées il existe des lois très sévères pour réduire les dangers d'incendie. La création d'une saison au cours de laquelle il est interdit de brûler des abattis et des saisons où il est nécessaire d'avoir un permis pour allumer des feux et voyager dans les forêts au cours des périodes sèches a contribué énormément à la prévention des incendies.

Des conférences préparées d'avance et illustrées par l'écran sont distribuées à des conférenciers volontaires; il se fait aussi du travail de propagande dans les écoles et les assemblées publiques. Les autorités forestières du Dominion et des provinces font également beaucoup de propagande indépendamment de l'Association Forestière ou en collaboration avec celle-ci.

Un autre développement intéressant dans la protection des forêts est l'établissement de stations météorologiques spéciales pour l'étude quotidienne des hasards d'incendie. Dans les forêts et régions où les recherches ont été faites, les services forestiers peuvent non seulement mesurer le degré de hasard à un moment donné, mais aussi, à l'aide des pronostics de la température, prévoir un ou deux jours d'avance et ainsi se préparer en conséquence à faire face aux circonstances au fur et à mesure qu'elles surgissent.

Depuis sa fondation en 1900, l'Association Forestière Canadienne a fortement contribué à obtenir la coopération du public pour réduire les risques d'incendie. Au moyen de son magazine attrayant, dont la circulation dépasse les 16,000, de wagons aménagés pour des conférences, de camions automobiles dotés d'un outillage cinématographique, et en collaboration avec les postes de radio et les journaux, l'Association atteint une bonne partie de la population du Dominion. Par l'entremise des écoles et avec l'aide de jeunes gardes-forestiers, l'Association tâche d'inculquer à la jeunesse des connaissances relatives à la valeur des forêts, à la dévastation causée par les incendies et aux moyens à prendre pour prévenir les pertes causées par le feu.

Sous-section 3.—Sylviculture

L'administration des terres de la Couronne, d'abord en vertu d'un programme provisoire et ensuite selon des méthodes de travail plus élaborées afin d'assurer un rendement soutenu, constitue aujourd'hui le plus grand problème forestier. Les recherches scientifiques dans ce sens revêtent maintenant une grande importance. Le Service Forestier du Dominion maintient cinq stations d'expérimentation fores-

tière d'une superficie totale de 227 milles carrés. On y étudie les principes fondamentaux de la croissance forestière et on y met à l'épreuve des méthodes pratiques d'administration.

Environ 400 techniciens forestiers sont employés par les services forestiers du Dominion ou des provinces ou par les compagnies de papier ou de bois. Un grand nombre de forestiers dirigent activement les opérations d'abatage du bois commercial. En plus de leurs attributions administratives, ces hommes font des relevés forestiers devant servir à l'estimation des valeurs sylvestres, à la cartographie des forêts ou à la détermination de la récupération annuelle et des éléments et des conditions de reproduction. L'un des progrès les plus remarquables, ces dernières années, a été l'usage général de la photographie aérienne pour les relevés forestiers. Avec la collaboration du Corps d'Aviation Royal Canadien et du Service Hydrographique et Cartographique, le Service Forestier du Dominion a joué un rôle prépondérant dans le développement des moyens d'interpréter les photographies pour fins forestières; et la plupart des services forestiers provinciaux et plusieurs propriétaires de limites à bois se servent beaucoup des photographies aériennes. Il est maintenant possible non seulement de cartographier les régions couvertes par les divers types de forêts mais d'estimer le volume du bois en futaie avec une exactitude qui se compare favorablement aux arpentages terriens. Plus de 950,000 milles carrés ont maintenant été photographiés au Canada et des cartes forestières couvrant 113,500 milles carrés de cette superficie ont été préparées.

Recherches sylvicoles.—Dans un article spécial sur les recherches scientifiques et industrielles au Canada, l'Annuaire de 1940, pp. 1003-1038, donne une vue d'ensemble sur les phases diverses des recherches scientifiques entreprises par les différents ministères. Notamment, aux pages 1019-1021 se trouve une analyse des recherches en économie forestière, sylviculture, protection des forêts contre le feu et produits forestiers.

Section 6.—Utilisation de la forêt

Sous-section 1.—Abatage du bois

Un exposé succinct des différentes méthodes d'abatage du bois employées au Canada paraît aux pp. 197-198 de l'Annuaire de 1941.

En ce qui concerne les opérations en forêt, il importe de se rappeler que les forêts ne fournissent pas seulement les matières premières nécessaires aux scieries, pulperies, distilleries du bois, à l'industrie du charbon de bois, de la laine de bois et autres produits, mais aussi les billes, le bois à pulpe et les pièces pour exportation à l'état naturel, le bois de chauffage, les perches, les traverses de chemin de fer, les pieux et les perches de clôture, les étais de mines, les pilotis et autres produits primaires qui sortent de la forêt tous prêts pour l'exportation. Il y a encore nombre de produits forestiers d'importance moindre, comme les arbres de Noel, le sucre et le sirop d'érable, la gomme de sapin, la résine, le cascara, la mousse et le tan, qui concourent tous à grossir le total.

Les importations et les exportations de produits forestiers de 1937 à 1940 sont indiquées aux tableaux **16** et **17** du chapitre sur le commerce extérieur.

Il est estimé qu'en 1939 les opérations forestières au Canada ont exigé des immobilisations de plus de $198,000,000, employé durant la saison d'abatage plus de 277,240 hommes et distribué en salaires et gages plus de $79,000,000. Pour estimer l'épuisement annuel de nos ressources forestières, certains facteurs de conversion entrent en cause. Chacun de ces facteurs représente en pieds cubes la quantité de bois debout qui doit être coupé dans la forêt pour donner une unité du produit en question, basée sur le volume total de l'arbre.

4.—Valeur du bois abattu, par produit, 1935-39[1]

Produit	1935	1936	1937	1938	1939
	$	$	$	$	$
Billes et pièces	34,077,938	44,827,957	58,004,070	52,759,660	55,685,197
Bois à pulpe	41,195,871	48,680,220	63,057,205	53,761,999	58,302,668
Bois de chauffage	31,864,500	32,167,510	32,457,629	32,740,566	33,058,240
Traverses de chemin de fer	3,188,651	3,190,052	3,129,207	2,222,509	2,048,186
Poteaux	1,359,736	1,563,681	2,455,345	2,824,512	2,940,361
Etais de mine	997,357	1,102,255	1,262,658	1,297,993	1,461,507
Piquets de clôture	976,402	1,008,178	992,610	978,679	1,111,883
Bois pour la distillation	274,797	274,077	309,892	298,110	289,230
Perches de clôture	266,253	273,282	262,160	264,480	267,437
Produits divers	1,260,274	1,717,136	1,319,111	1,117,349	2,582,689
Totaux	**115,461,779**	**134,804,228**	**163,249,887**	**148,265,857**	**157,747,398**

[1] La valeur totale des opérations forestières en 1940 est de $194,567,875.

5.—Principaux produits des chantiers de bois au Canada, équivalent en bois debout et valeur totale par produits principaux, 1939[1], et totaux comparatifs de 1928-38

NOTA.—Les premières statistiques dans cette série sont celles de 1922, qui paraissent dans l'Annuaire de 1924.

Produit	Quantité connue ou estimative	Facteur de conversion	Volume équivalent en bois debout	Valeur totale
			'000 pds cubes	$
Totaux, 1928	–	–	**2,988,038**	**212,950,799**
Totaux, 1929	–	–	**3,090,615**	**219,570,129**
Totaux, 1930	–	–	**3,056,930**	**206,853,494**
Totaux, 1931	–	–	**2,306,144**	**141,123,930**
Totaux, 1932	–	–	**1,882,228**	**92,106,252**
Totaux, 1933	–	–	**2,027,714**	**93,773,142**
Totaux, 1934	–	–	**2,299,547**	**105,539,732**
Totaux, 1935	–	–	**2,440,809**	**115,461,779**
Totaux, 1936	–	–	**2,702,766**	**134,804,228**
Totaux, 1937	–	–	**2,996,633**	**163,249,887**
Totaux, 1938	–	–	**2,652,698**	**148,265,857**
1939				
Billes et pièces M.p.m.p.	4,558,332	219	998,273	55,685,197
Bois à pulpe cordes	6,899,986	117	807,298	58,302,668
Bois de chauffage "	9,112,820	95	865,718	33,058,240
Traverses de chemin de fer sciées nombre	3,639,075	12	43,669	2,048,186
Poteaux de télégraphe et téléphone "	793,744	13	10,319	2,940,361
Etais de mine pds cubes	7,782,796	1·3	10,118	1,461,507
Piquets de clôture nombre	14,423,907	2	28,848	1,111,883
Bois pour la distillation cordes	54,446	123	6,697	289,230
Perches de clôture nombre	4,936,881	3	14,811	267,437
Produits divers cordes	334,066	–	39,086	2,582,689
Totaux, 1939	–	–	**2,824,837**	**157,747,398**

[1] La valeur globale des opérations forestières en 1940 est de $194,567,875.

6.—Volume du bois coupé au Canada et valeur des produits des opérations forestières, par province, 1938 et 1939[1]

Province	Volume équivalent en bois debout		Valeur des produits	
	1938	1939	1938	1939
	'000 pds cubes	'000 pds cubes	$	$
Ile du Prince-Edouard	12,526	12,939	524,511	551,130
Nouvelle-Ecosse	132,938	139,614	7,475,334	8,019,931
Nouveau-Brunswick	190,511	193,467	12,670,798	12,765,413
Québec	890,590	953,134	42,182,132	56,140,263
Ontario	576,278	589,299	34,797,120	36,100,105
Manitoba	65,380	70,022	2,299,214	2,672,501
Saskatchewan	81,443	83,016	2,252,936	2,242,658
Alberta	104,630	108,894	3,169,009	3,268,278
Colombie Britannique	598,402	674,452	42,894,803	35,987,119
Totaux	**2,652,698**	**2,824,837**	**148,265,857**	**157,747,398**

[1] La valeur globale des opérations forestières en 1940 est de $194,567,875.

Sous-section 2.—Industrie de la pulpe et du papier

L'essor rapide de cette industrie au Canada est décrit brièvement à la p. 199 de l'Annuaire de 1941. Les statistiques sommaires des industries réunies de la pulpe et du papier paraissent aux pp. 248-249.

Il y a trois catégories d'établissements dans cette industrie, lesquels se répartissent en 1940 entre 27 pulperies, 49 pulperies-papeteries et 27 papeteries.

Au Canada, cette industrie revêt trois formes d'activité industrielle: les opérations en forêt dont le produit principal est le bois à pulpe, la fabrication de la pulpe et la fabrication du papier. Quelques-unes des pulperies les plus importantes exploitent aussi des scieries afin de pouvoir utiliser de la façon la plus profitable le bois de fortes dimensions coupé sur leurs concessions forestières, tandis que maints propriétaires de scieries divertissent une partie de leurs billes d'épinette et de sapin baumier en faveur des pulperies. Dans toutes les provinces, excepté la Nouvelle-Ecosse, le bois à pulpe coupé sur les terres de la Couronne doit être transformé en pulpe dans les moulins canadiens à moins d'un permis spécial d'exportation. Une grande partie du bois à pulpe coupé au Canada pour exportation aux Etats-Unis est tiré des propriétés privées. En 1908 près des deux tiers du bois à pulpe abattu au Canada ont été exportés à l'état brut ou non ouvré. En 1940 cette proportion tombe à moins d'un cinquième.

7.—Production, consommation, exportations et importations de bois à pulpe, 1930-40

NOTA.—Les chiffres des années précédentes sont dans le tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire. Les importations et les exportations sont présentées en termes de bois brut et non écorcé et ne sont pas comparables à celles des tableaux **16** et **17** du chapitre sur le commerce extérieur.

Année	Production globale apparente de bois à pulpe au Canada			Bois à pulpe canadien utilisé dans les pulperies du Canada		Bois à pulpe canadien exporté à l'état brut[1]		Bois à pulpe importé et utilisé au Canada	
	Volume[2]	Valeur totale	Valeur moyenne par corde	Volume[2]	Pourcentage de la production totale	Volume[2]	Pourcentage de la production totale	Volume[2]	Pourcentage de la production totale
	cordes	$	$	cordes		cordes		cordes	
1930....	5,977,183	67,529,622	11·30	4,646,717	77·7	1,330,466	22·3	94,632	1·6
1931....	5,046,291	51,973,243	10·30	4,088,988	81·0	957,303	19·0	59,291	1·4
1932....	4,222,224	36,750,910	8·70	3,602,100	85·3	620,124	14·7	45,654	1·1
1933....	4,746,383	33,213,973	7·00	4,027,827	84·9	718,556	15·1	17,049	0·4
1934....	5,773,970	38,302,807	6·63	4,752,685	82·3	1,021,285	17·7	13,919	0·2
1935....	6,095,016	41,195,871	6·76	4,985,143	81·8	1,109,873	18·2	19,940	0·3
1936....	7,002,057	48,680,200	6·95	5,766,303	82·3	1,235,754	17·6	9,591	0·1
1937....	8,298,165	63,057,205	7·60	6,593,134	79·5	1,705,031	20·5	20,505	0·2
1938....	6,438,344	53,761,999	8·35	4,686,085	72·8	1,752,259	27·2	33,668	0·5
1939....	6,899,986	58,302,668	8·45	5,360,546	77·7[3]	1,539,440	22·3	25,694	0·4
1940....	8,499,922	74,347,132	8·75	6,948,493	81·7	1,551,429	18·3	47,626	0·6

[1] Les exportations de bois à pulpe, l'année civile 1941, s'élèvent à 1,856,392 cordes. [2] Toutes les quantités sont indiquées en termes de bois brut et non écorcé. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

La fabrication de la pulpe constitue la seconde phase de cette industrie. Elle se fait dans des usines dont certaines sont des pulperies proprement dites et les autres des papeteries-pulperies, leurs propriétaires combinant les deux fabrications et pourvoyant ainsi leurs papeteries de matières premières. Généralement ces dernières fabriquent un surplus de pulpe qui est vendue au Canada ou exportée.

Les quantités de chiffons servant à la fabrication du papier sont très limitées et cette matière est d'ailleurs trop coûteuse pour la confection du papier à bas prix.

Diverses espèces de bois furent mises à l'essai et, finalement, l'épinette de même que le sapin baumier dans l'Est et la pruche dans l'Ouest furent reconnus les plus aptes à la production de presque toutes les catégories de papier, sauf le papier de luxe.

La préparation préliminaire du bois à pulpe se fait fréquemment à la pulperie, mais il existe au Canada un certain nombre d'établissements indépendants spécialisés dans le tronçonnage et l'écorçage, pour les seules fins de diminuer les frais de transport par chemin de fer, spécialement sur le bois coupé à distance de l'usine ou sur le bois destiné à l'exportation. Le bois de pulpe est mesuré à la corde (4′ x 4′ x 8′ de bois empilé). Une corde de bois brut contient approximativement 85 pieds cubes de bois massif, et une corde de bois écorcé 95 pieds cubes.

Il existe au Canada quatre méthodes de préparer la pulpe de bois dont l'une est mécanique et trois sont chimiques. Une description détaillée de ces opérations paraît aux pages 294 et 295 de l'Annuaire de 1931.

Production de pulpe.—Cette industrie accuse un essor continu jusqu'en 1920, la production atteignant alors 1,960,102 tonnes de pulpe. Chaque année jusqu'en 1929, sauf en 1921 et 1924, la production annuelle augmente sans interruption pour atteindre en 1929 un record de 4,021,229 tonnes. Puis, des déclins annuels se produisent ensuite jusqu'en 1932 alors que les augmentations reprennent jusqu'en 1937. Il y a un autre déclin en 1938, mais en 1940 la production atteint un record de 5,290,762 tonnes.

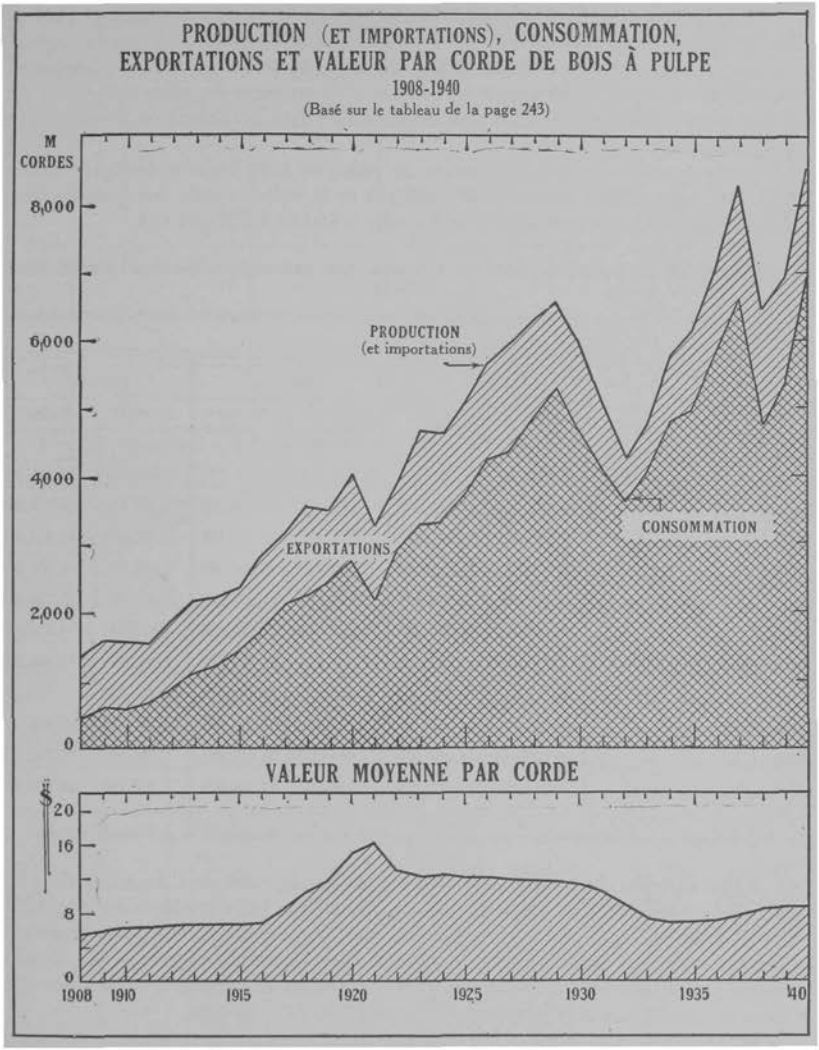
8.—Production de pulpe mécanique et chimique, 1930-40

NOTA.—Les chiffres des années précédentes sont au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Année	Pulpe mécanique[1]		Pulpe chimique[1]		Production totale[2]	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
1930	2,283,130	48,317,494	1,265,057	63,156,351	3,619,345	112,355,872
1931	2,016,480	37,096,768	1,151,480	46,998,988	3,167,960	84,780,809
1932	1,696,021	28,018,451	967,227	35,987,294	2,663,248	64,412,453
1933	1,859,049	25,332,444	1,120,513	38,781,630	2,979,562	64,114,074
1934	2,394,765	30,875,323	1,241,570	44,851,635	3,636,335	75,726,958
1935	2,563,711	32,323,820	1,283,743	46,444,144	3,868,341	79,722,039
1936	2,984,282	38,674,492	1,480,925	52,701,156	4,485,445	92,336,953
1937	3,384,744	46,663,759	1,756,760	70,065,469	5,141,504	116,729,228
1938	2,520,738	39,707,479	1,147,051	48,189,669	3,667,789	87,897,148
1939	2,796,093	43,530,367	1,370,208	53,601,450	4,166,301	97,131,817
1940	3,368,209	56,017,547	1,922,553	92,987,720	5,290,762	149,005,267

[1] Y compris les criblures. [2] Quelques-uns de ces totaux comprennent de la pulpe non autrement spécifiée.

En 1940, les 76 établissements fabriquant de la pulpe (27 pulperies et 49 pulperies-papeteries) produisent 5,290,762 tonnes de pulpe, d'une valeur de $149,005,267, comparativement à 4,166,301 tonnes de pulpe d'une valeur de $97,131,817 en 1939.



De la production totale de 1940, 3,962,129 tonnes, évaluées à $77,682,566, ont été fabriquées dans les pulperies-papeteries pour leur propre usage dans la fabrication du papier. De ce qui reste, 216,356 tonnes, d'une valeur de $10,140,497, ont été fabriquées pour la vente au Canada, tandis que 1,112,277 tonnes, d'une valeur de $61,182,204, ont été fabriquées pour l'exportation. Comme pour le bois de pulpe, une partie du produit fournit, dans cette phase de l'industrie, la matière première pour les phases subséquentes, tandis que le reste a une valeur marchande définie comme pulpe.

Plus de 62 p.c. de la production de 1940 est de la pulpe mécanique et près de 18 p.c., de la fibre au sulfite écrue, les deux principaux éléments du papier à journal. Le reste se compose de pulpe au sulfite blanchie, de pulpe au sulfate blanchie et écrue, de fibre de pulpe mécanique à la soude et de criblures de pulpe chimique. Un marché considérable a été trouvé pour ces dernières dans la fabrication de la planche rigide isolante.

La fabrication de 5,290,762 tonnes de pulpe en 1940 absorbe 6,996,119 cordes de bois de pulpe d'une valeur de $62,230,155 et la valeur totale des matières premières utilisées dans la fabrication de la pulpe s'établit à $77,533,154.

9.—Production de pulpe de bois au Canada, par principale province productrice, 1930-40

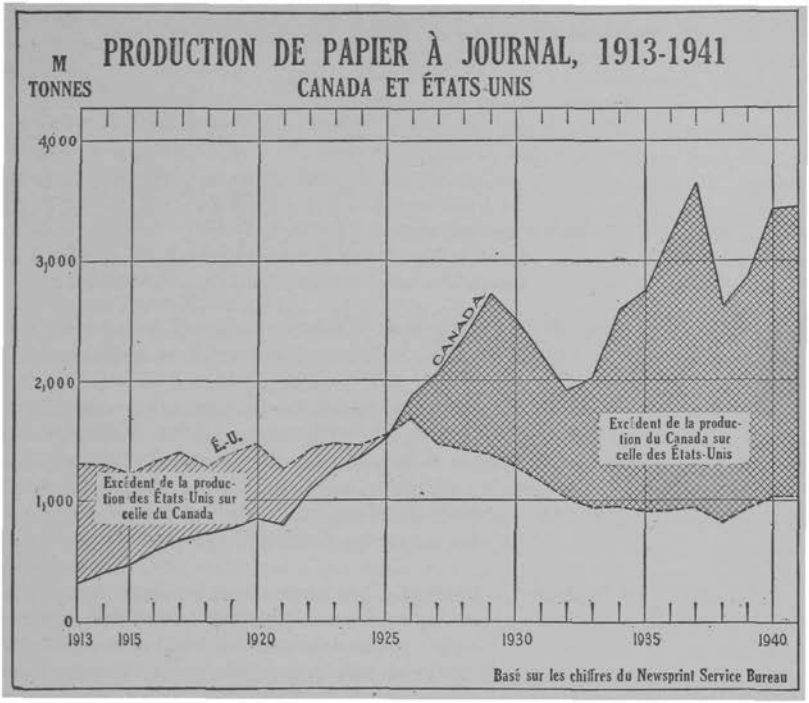
NOTA.—Les chiffres des années précédentes sont dans le tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Année	Québec		Ontario		Canada[1]	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
1930	1,833,000	58,703,067	1,043,559	31,463,873	3,619,345	112,355,872
1931	1,513,658	41,884,387	858,100	22,944,933	3,167,960	84,780,809
1932	1,240,442	31,124,954	786,405	18,735,105	2,663,248	64,412,453
1933	1,360,704	29,860,706	867,417	18,644,259	2,979,562	64,114,074
1934	1,813,096	36,837,402	999,935	21,000,769	3,636,335	75,726,958
1935	1,916,382	38,235,076	1,087,742	22,866,369	3,868,341	79,722,039
1936	2,236,376	44,071,292	1,257,060	27,005,484	4,485,445	92,336,953
1937	2,551,546	55,277,014	1,466,555	33,964,784	5,141,504	116,729,228
1938	1,858,971	44,220,224	1,057,984	25,821,023	3,667,789	87,897,148
1939	2,119,183	49,026,966	1,158,576	27,631,051	4,166,301	97,131,817
1940	2,794,384	76,996,100	1,369,389	38,235,733	5,290,762	149,005,267

[1] Y compris la Colombie Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse.

Exportations de pulpe.—Le tableau de la page 203 de l'Annuaire de 1941 donne les exportations de pulpe de bois des principaux pays producteurs pour 1913, 1938 et 1939. Les chiffres récents étant incomplets à cause de la guerre, le tableau n'est pas reproduit dans la présente édition. Les exportations totales de pulpe de bois du Canada de 1937 à 1940 paraissent au tableau **17** du chapitre du commerce extérieur; en 1941, ces exportation s'élèvent à 1,411,724 tonnes.

Production de papier.—En 1940, les 76 établissements fabriquant du papier (49 pulperies-papeteries et 27 papeteries) produisent 4,319,414 tonnes de papier d'une valeur totale de $225,836,809, comparativement à 3,600,502 tonnes évaluées à $170,776,062 en 1939. Le papier à journal constitue présentement 81·1 p.c. de la production papetière annuelle canadienne. En 1940, la production de ce genre de papier est de 3,503,801 tonnes évaluées à $158,447,311, augmentation de 19·7 p.c. en tonnage et de 31·1 p.c. en valeur sur 1939. Le reste de la production se répartit comme suit: carton, 11·6 p.c.; papier d'emballage, 3·2 p.c.; papier à livre et à écrire, 2·4 p.c.; et papier de soie et autres papiers divers, environ 1·7 p.c. L'estimation préliminaire de la production de papier à journal en 1941 est de 3,425,865 tonnes.



10.—Production canadienne de papier, 1930-40

NOTA.—Les chiffres pour les années précédentes sont au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Année	Papier à journal		Papier à livre et à écrire		Papier d'emballage	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
1930	2,497,952	136,181,833	69,468	12,261,659	78,320	7,880,224
1931	2,227,052	111,419,637	59,580	10,154,171	77,194	7,479,993
1932	1,919,205	85,539,852	56,781	8,687,895	69,018	6,289,293
1933	2,021,965	66,959,501	60,683	8,927,408	67,780	6,441,695
1934	2,604,973	86,811,460	64,991	9,681,536	79,779	7,740,823
1935	2,765,444	88,436,465[1]	70,350	10,440,789	82,517	7,956,783
1936	3,225,386	105,214,533	74,940	10,866,346	95,916	8,761,356
1937	3,673,886	126,424,303	84,168	12,620,507	108,734	10,237,823
1938	2,668,913	107,051,202	73,834[1]	11,098,901[1]	90,879	9,069,298
1939	2,926,597	120,858,583	90,135[1]	12,773,781[1]	109,907	10,712,394
1940	3,503,801	158,447,311	102,696	15,518,667	139,716	14,457,299

	Carton		Papier de soie et autres papiers divers		Tout papier	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
1930	233,217	12,193,829	47,830	4,788,279	2,926,787	173,305,874
1931	202,854	10,225,732	44,545	4,350,356	2,611,225	143,629,889
1932	209,938	9,621,042	35,825	3,735,042	2,290,767	113,873,123
1933	232,190	10,598,439	36,802	3,762,832	2,419,420	96,689,875
1934	280,724	13,351,475	39,049	3,306,931	3,069,516	120,892,225
1935	314,849	15,051,893	47,736	3,866,720	3,280,896	125,752,650[1]
1936	363,778	17,531,451	46,690[1]	3,980,980[1]	3,806,710[1]	146,354,666[1]
1937	422,710	21,719,730	55,863	4,883,060	4,345,361	175,885,423
1938	356,891	19,288,172	58,841[1]	5,142,492[1]	3,249,358	151,650,065
1939	413,687	21,359,828	60,176[1]	5,071,476[1]	3,600,502	170,776,062
1940	500,094	31,078,759	73,107	6,334,773	4,319,414	225,836,809

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

11.—Production de papier au Canada, par province, 1939 et 1940

Province	1939		1940	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	$
Québec	1,827,229	87,108,163	2,285,796	118,680,624
Ontario	1,125,948	55,602,550	1,278,254	69,939,939
Colombie Britannique	272,117	12,493,398	334,228	16,778,365
Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick et Manitoba	375,208	15,571,951	421,136	20,437,881
Totaux	**3,600,502**	**170,776,062**	**4,319,414**	**225,836,809**

Le Québec produit 52·9 p.c. du total; l'Ontario, 29·6 p.c.; la Colombie Britannique, 7·7 p.c.; la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba, le reste, soit 9·8 p.c.

Production mondiale de papier à journal.—La production mondiale de papier à journal en 1939 est estimée à 7,679,000 tonnes courtes; l'Amérique du Nord en fournit 54 p.c. et le Canada à lui seul, 38 p.c. A cause de la guerre, les statistiques de 1940 n'ont pu être obtenues; à la page 205 de l'Annuaire de 1941 paraît un tableau montrant la production estimative de papier à journal des principaux pays en 1938 et 1939 et les moyennes duodécennales pour chaque pays, 1928–1939.

Exportations de papier à journal.—Les exportations de papier à imprimer sont relevées séparément pour la première fois en 1908. Elles s'établissent alors à $2,833,535 et se composent en majeure partie de papier à journal. L'année fiscale 1913, alors que les quantités sont déclarées pour la première fois, le Canada exporte 256,661 tonnes de papier à journal d'une valeur de $9,980,378 et l'année civile 1940 il en exporte 3,242,789 tonnes d'une valeur de $151,360,196. Ces exportations occupent le premier rang parmi les exportations du Dominion; le tonnage pour l'année civile 1941 est de 3,262,012. Pour les exportations de papier à journal et autre papier en 1937–40, voir tableau **17,** chapitre du commerce extérieur.

A compter de 1913, le Canada détient la tête parmi les pays exportateurs de papier à journal. En 1938, la quantité de papier à journal exportée par les onze principaux pays producteurs est de 3,806,737 tonnes courtes, dont 63·7 p.c. du Canada et 36·3 p.c. des dix autres pays. Depuis la déclaration de la guerre, en septembre 1939, il a été impossible d'établir des comparaisons entre la production de papier à journal des différents pays ces dernières années; cependant, à la page 205 de l'Annuaire de 1941 il est tenté de donner le chiffre des exportations de certains pays en 1939.

Statistiques des industries combinées de la pulpe et du papier.*—La fabrication de la pulpe, celle du papier et celle des produits du papier pourraient, à la faveur de certaines conditions, être étudiées comme trois industries distinctes parce que souvent elles se font dans des établissements distincts par des compagnies totalement indépendantes les unes des autres. La fabrication de la matière de base et sa transformation en serviettes, papeterie et autres produits du papier finement ouvrés sont souvent réunies dans un même établissement. Ce finissage du papier au sein même de l'industrie de la pulpe et du papier ne représente qu'une faible partie de la production canadienne de papier et de carton ouvrés, dont la majeure partie est encore fabriquée dans des établissements de transformation spéciaux classifiés sous d'autres rubriques industrielles.

* Voir chapitre XIV—Manufactures—et l'Index pour plus amples détails sur l'industrie de la pulpe et du papier et de la transformation du papier.

L'occurrence de ces diverses combinaisons dans un seul établissement rend la distinction impossible entre un grand nombre de données relatives à la fabrication de la pulpe, du papier basique et des produits ouvrés du papier. Toutes les opérations faites dans les moulins à papier dans cette industrie sont maintenant attribuées au groupe industriel particulier d'établissements de transformation auquel elles appartiennent. Les chiffres de 1937 et des années subséquentes, par conséquent, excluent toute information relative à la conversion du papier, ce qui tend à faire baisser sensiblement toutes les principales statistiques de l'industrie de la pulpe et du papier et à rendre ces chiffres peu comparables à ceux des années précédentes. En prenant comme un tout la transformation manufacturière jusqu'à la fabrication du papier, il est constaté qu'en 1940 il y a 103 moulins en opération. Le capital engagé s'élève à $642,979,942, les employés se chiffrent à 34,719 et leurs salaires et gages se placent à $56,073,812. S'il n'est pas tenu compte de la pulpe fabriquée pour être consommée sur place dans les pulperies-papeteries, la valeur totale des matières premières et fournitures employées dans l'industrie prise dans son ensemble peut être estimée à $108,758,862 en 1940, $79,933,657 en 1939 et $71,062,580 en 1938; la valeur brute de la production à $298,034,843 en 1940, $208,152,295 en 1939, $183,897,503 en 1938 et $226,244,711 en 1937; et la valeur nette* à $158,230,575 en 1940, $103,123,660 en 1939, $89,034,186 en 1938 et $106,013,221 en 1937.†

L'industrie de la pulpe et du papier, l'une des plus importantes au Canada, est la première quant aux salaires et gages depuis 1922, alors qu'elle dépasse pour la première fois les scieries. Elle était aussi depuis 1925, supplantant alors la minoterie, la première industrie en valeur brute de production jusqu'en 1935, alors qu'elle fut dépassée par les fonderies et affineries de métaux non ferreux. Elle a été la première en valeur nette de production et en immobilisations depuis quelques années. Ces comparaisons ne tiennent compte que des phases manufacturières de l'industrie sans égard au capital engagé, personnel, salaires et produits primaires vendus en marge des opérations forestières et qui forment une très importante partie de l'industrie prise dans son ensemble, mais qui ne peuvent être séparées des opérations forestières en tant que partie des scieries et autres industries. En tenant compte d'une valeur de $12,521,880 de bois à pulpe exporté, la contribution globale de l'industrie de la pulpe et du papier à la balance commerciale favorable du Canada en 1940 s'élève à $234,254,085, ce qui représente la différence entre les exportations et les importations de bois de pulpe, pulpe, papier et produits du papier.

Le marché des Etats-Unis absorbe annuellement presque toutes les exportations canadiennes de bois à pulpe, plus de 80 p.c. de sa pulpe et environ les trois quarts de ses expéditions de papier. La moitié environ du papier consommé aux Etats-Unis est de fabrication canadienne ou provient de bois ou de pulpe de bois importés du Canada.

Sous-section 3.—Sciage du bois

Le sciage du bois occupe la deuxième place parmi les industries canadiennes tirant leurs matières premières de la forêt.

Le nombre d'établissements en opération en 1940 et faisant le sciage du bois, fabriquant des traverses de chemin de fer, des bardeaux, des lattes, du placage, des douves, des fonds et des cercles, tronçonnant et écorçant le bois de pulpe, est de 4,675, en regard de 3,941 en 1939. Le capital engagé dans ces établissements en 1940 est de $91,602,899; l'emploiement, de 39,501 homme-année; et les salaires et gages, de $34,021,825. Les billes et pièces et autres matières premières et fourni-

* Valeur brute de la production moins le coût de l'énergie, du combustible et des fournitures aussi bien que le coût des matières premières.

† En raison de l'ajustement au sujet des moulins combinés de papier et de transformation du papier, les chiffres de 1937-1940 ne sont pas strictement comparables à ceux des années antérieures.

tures consommées par l'industrie sont évaluées à $70,948,598 et la valeur brute de la production, de $134,762,893. La production nette en 1940 est de $61,700,043.

La production de bois scié ou bois d'œuvre au Canada atteint son maximum en 1911 avec cinq billions de pieds m.p. environ. Elle atteint sa valeur maximum en 1920. La valeur moyenne est passablement uniforme jusqu'en 1916, mais elle augmente rapidement entre 1917 et 1920, pour diminuer graduellement les années suivantes et toucher son plus bas niveau de toute la période en 1933. Elle accuse ensuite des augmentations annuelles de 1934 à 1937, une nouvelle diminution en 1938 et une autre augmentation en 1939 et 1940.

12.—Production de bois d'œuvre et autres produits des scieries au Canada, par province, 1939 et 1940

Province	Production de bois d'œuvre				Valeur totale[1]	
	Quantité		Valeur		1939	1940
	1939	1940	1939	1940		
	M.p.m.p.	M.p.m.p.	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	4,944	4,303	97,815	84,471	127,979	118,099
Nouvelle-Ecosse	152,721	285,777	2,547,789	5,663,416	2,954,498	6,034,352
Nouveau-Brunswick	210,919	296,835	4,643,119	6,955,941	5,626,273	8,473,384
Québec	656,374	795,374	13,715,313	18,538,393	17,129,042	23,003,646
Ontario	481,527	606,916	12,320,233	16,715,170	16,011,798	20,933,784
Manitoba	60,748	77,348	1,118,391	1,606,120	1,206,727	1,736,172
Saskatchewan	37,974	85,590	697,743	1,682,989	775,507	1,785,035
Alberta	95,642	152,401	1,420,143	2,633,421	1,615,493	3,023,373
Colombie Britannique	2,276,033	2,324,408	41,771,293	52,108,295	54,685,280	69,655,048
Totaux	**3,976,882**	**4,628,952**	**78,331,839**	**105,988,216**	**100,132,597**	**134,762,893**

[1] Comprend tous les autres produits du sciage.

13.—Production canadienne de bois d'œuvre, bardeaux et lattes, 1929-40

NOTA.—Les chiffres de 1908 à 1928 inclusivement figurent à la page 304 de l'Annuaire de 1931.

Année	Bois scié		Bardeaux sciés		Lattes sciées	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	M.p.m.p.	$	Milliers	$	Milliers	$
1929	4,741,941	113,349,886	2,707,235	9,423,363	835,799	3,860,799
1930	3,989,421	87,710,957	1,914,836	5,388,837	398,254	1,154,593
1931	2,497,553	45,977,843	1,453,277	3,331,229	228,050	576,080
1932	1,809,884	26,881,924	1,802,008	3,556,823	208,321	474,889
1933	1,957,989	27,708,908	1,939,519	4,448,876	151,653	332,364
1934	2,578,411	40,509,600	2,408,616	4,422,578	177,988	412,844
1935	2,973,169	47,911,256	3,258,253	7,593,765	226,854	536,087
1936	3,412,151	61,965,540	3,019,030	6,754,788	286,323	874,231
1937	4,005,601	82,776,822	3,048,395	7,631,691	392,922	1,231,965
1938	3,768,551	72,633,418	2,761,978	6,894,654	229,467	656,230
1939	3,976,882	78,331,839	3,469,411	9,048,876	163,686	476,252
1940	4,628,952	105,988,216	4,420,240	9,600,497	216,465	688,167

En 1940 la Colombie Britannique est en tête, par sa production totale, avec 50·2 p.c. de tout le bois scié et 87·9 p.c. des bardeaux. Le Québec vient ensuite, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick sont en troisième et quatrième places respectivement. Le sapin de Douglas est la plus importante essence dans le bois de sciage et il provient presque entièrement de la Colombie Britannique. L'épinette qui est sciée dans toutes les provinces occupe le deuxième rang, tandis que la pruche, le pin blanc, le cèdre et le sapin baumier suivent dans l'ordre mentionné. Le cèdre est le bois le plus important dans la fabrication des bardeaux. Les conifères contribuent d'ordinaire 95 p.c. de tous les bois exploités dans l'industrie, tandis que les bois feuillus ou bois durs se partagent les autres 5 p.c.

Exportation de bois d'œuvre.—Le commerce du bois équarri a atteint son maximum vers 1860, après quoi il a décliné graduellement pour presque disparaître. Son déclin a correspondu à l'éveil de l'exportation des madriers et autres bois de sciage, d'abord au Royaume-Uni et ensuite aux Etats-Unis. Dès ses débuts, le commerce avec ce dernier pays s'est limité en grande partie aux madriers et planches de dimensions types. Au cours de la guerre civile américaine les exportations de produits forestiers de toutes sortes aux Etats-Unis dépassèrent pour la première fois les expéditions à la Grande-Bretagne. En ces dernières années ces proportions n'ont guère varié. Le volume des exportations de bois de sciage et de bois équarri du Canada a très peu varié de 1900 à 1929, donnant une moyenne de deux billions de pieds mesure de planche par année, mais il a diminué considérablement dans les trois années qui suivirent pour toucher son plus bas niveau en 1932. Depuis lors les exportations de bois se relèvent et sont de 2,548,681 M.p.m.p. en 1940 et de 2,300,875 M.p.m.p. en 1941. Cinquante-cinq pour cent des exportations de 1939 vont au Royaume-Uni et 13 p.c. aux autres pays de l'Empire, ce qui fait 68 p.c. pour l'Empire. Vingt-huit pour cent vont aux Etat-Unis et 4 p.c. aux autres pays étrangers.

14.—Exportations de madriers, planches et bois équarri, par pays, 1938-41

Pays	1938		1939		1940		1941	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	M p.m.p.	$	M p.m.p.	$	M p.m.p.	$	M p.m.p.	$
Britanniques—								
Royaume-Uni	984,757	19,881,672	1,223,974	26,294,286				
Eire	7,052	144,877	36,915	874,445				
Nouv.-Zélande	7,506	202,100	5,097	139,157				
Australie	141,790	2,189,171	136,818	2,212,963				
Sud-Africain britannique	26,334	541,176	57,224	1,403,734	[1]	[1]	[1]	[1]
Antilles britanniques	19,459	482,074	23,581	604,154				
Autres pays britanniques	20,451	563,115	17,444	496,064				
Totaux, britanniques	**1,207,349**	**24,004,18**	**51,501,053**	**32,024,803**	**1,842,977**	**47,760,305**	**1,010,828**	**31,716,836**
Etrangers—								
Etats-Unis	450,118	11,581,308	627,087	16,900,984				
Chine	39,170	591,200	31,137	405,446				
Japon	6,184	117,043	5,429	90,400	[1]	[1]	[1]	[1]
Autres pays étrangers	50,270	1,118,442	47,227	1,125,970				
Totaux, étrangers	**545,742**	**13,407,993**	**710,880**	**18,522,800**	**705,701**	**22,043,118**	**1,290,047**	**43,096,460**
Grands totaux	**1,753,091**	**37,412,178**	**2,211,933**	**50,547,603**	**2,548,681**	**69,803,423**	**2,300,87**	**574,813,29**

[1] Les chiffres par pays ne peuvent être obtenus.

Sous-section 4.—Industries utilisant le bois et le papier

Les scieries et les pulperies tirent leurs matières premières directement de la forêt, sous forme de billots et bois à pulpe, et produisent du bois d'œuvre, des sous-produits des scieries, de la pulpe et du papier. Il existe nombre d'autres industries importantes qui emploient et transforment les mêmes matières premières; certaines d'entre elles produisent des articles entièrement en bois, en pulpe de bois ou en papier; d'autres, des objets dans lesquels le bois joue le rôle essentiel; d'autres enfin où il n'entre qu'en infime quantité. En outre, d'autres industries se servent du bois indirectement, dans la fabrication d'articles qui n'en contiennent pas. Le premier groupe comprend la fabrication du papier; la fabrication des portes, fenêtres et autres produits des ateliers de rabotage; des boîtes, paniers, tonneaux ou autres récipients; des canots, bateaux et autres petites embarcations; des ustensiles de

ménage, de boulangerie et de laiterie; des pompes, tuyaux, citernes et silos; des bobines, poignées, goujons et objets tournés. Le deuxième embrasse la fabrication des meubles, des véhicules et leurs accessoires, des bières et cercueils, etc., et le papier utilisé dans les imprimeries et la fabrication des boîtes, des sacs, de la papeterie et des articles en papier. Dans le troisième, où le bois ne joue qu'un rôle secondaire, il y a la fabrication des instruments aratoires, des wagons de chemin de fer, des instruments de musique, des balais, brosses, etc. Quant au quatrième, il embrasse presque sans exception chaque forme de l'activité industrielle, car bien peu d'industries peuvent se passer de bois, directement ou indirectement.

Une classification basée sur la principale matière constituante des produits de chaque établissement manufacturier sert maintenant largement à la compilation des statistiques manufacturières et pour les fins du commerce extérieur. D'après ce système, la plupart des industries forestières tombent dans le groupe du bois et papier. En 1939, ce groupe, comprenant 8,538 établissements, procure 144,782 hommes-année d'emploiement et paye $165,287,455 en salaires et gages. Le capital engagé dans les industries du groupe est de $960,804,672; la valeur brute des produits, de $579,892,183; et la valeur nette, de $303,662,441.

Exportations de produits du bois et du papier.—La forêt canadienne contribue sensiblement au commerce d'exportation. Au cours de l'année civile 1940, les exportations de produits du bois et du papier atteignent $348,006,396, ce qui représente 29·5 p.c. de la valeur totale des exportations de l'année, laquelle s'élève à $1,178,954,420. Les exportations de produits forestiers sont dépassées par celles des produits agricoles (substances végétales et animales) qui représentent 32·5 p.c. du total et celles des produits minéraux, 30·2 p.c. Les produits du bois et du papier forment aussi de très fortes unités dans nos exportations. La part des produits des forêts et de l'industrie forestière dans l'excédent des exportations canadiennes sur les importations est encore plus imposante. En 1940, cet excédent provenant de l'échange de toutes denrées (non compris l'or) est de $97,003,701. En regard de ce chiffre, la contribution totale brute du "bois, produits du bois et du papier" s'élève à $309,906,250.

Section 7.—Influence de la guerre sur la demande de produits forestiers

Lors de la déclaration de la guerre en septembre 1939, les industries du bois de sciage, de la pulpe et du papier et les industries connexes étaient en nombre considérable au Canada et possédaient d'amples réserves d'excédent de capacité. Au milieu de l'année 1941, presque toute cette capacité était en plein usage et il était devenu nécessaire d'installer des facilités additionnelles pour la fabrication de produits spéciaux. Sous la pression de l'économie de guerre, le bois s'est révélé l'une des plus adaptables des matières premières et les industries se servant de bois ont pu s'ajuster à une demande rapidement changeante, tant sous le rapport du volume que des produits, et ce avec minimum de délais et de remplacement d'outils.

Bois de sciage et produits connexes.—Le Royaume-Uni importe normalement plus de bois de sciage que tout autre pays et il prenait ordinairement plus de 75 p.c. de son bois mou en Europe septentrionale. Après la capitulation de la France en juin 1940, ces importations devinrent impossibles et le Canada devint pratiquement la seule source d'approvisionnement de la Grande-Bretagne. Afin de faire face à la situation, l'industrie canadienne du bois de sciage accorda aux commandes du Royaume-Uni la préférence sur toutes les autres et nul effort ne fut épargné pour expédier les produits à mesure que les bateaux devenaient disponibles. En 1940, les exportations de toutes espèces de bois au Royaume-Uni s'élevèrent à environ

1,500 millions de pieds, m.p., soit une augmentation de près de 400 millions de pieds, m.p., sur le record établi en 1939. Les trois cinquièmes de ce volume total ont été expédiés de la Colombie Britannique. Des arrangements spéciaux furent faits avec les compagnies de chemin de fer et permirent l'expédition de plus de 250 millions de pieds, m.p., de bois de sciage de la côte du Pacifique à celle de l'Atlantique. En 1941, le Contrôleur du Bois britannique a considérablement réduit ses achats et les exportations canadiennes au Royaume-Uni ont diminué en conséquence.

La demande rapidement croissante de change étranger et particulièrement de dollars américains, aux fins d'acheter des avions, des munitions, des outils et autre matériel de guerre, nécessita le maintien des exportations aux Etats-Unis et à d'autres pays. Plus de 930 millions de pieds, m.p., furent vendus sur ces marchés en 1940, soit une diminution de moins de 6 p.c. sur les exportations de l'année précédente. En 1941, le marché du bois de sciage canadien prit une expansion rapide aux Etats-Unis à cause des besoins de la défense.

En plus de l'augmentation de ses engagements d'exportation, l'industrie canadienne du bois de sciage a été appelée à fournir à peu près tout le bois devant servir à l'effort de guerre du pays et à subvenir aux besoins domestiques ordinaires. A l'été de 1940, il devint évident que les demandes croissantes causées par la guerre pourraient imposer une tension trop grande dans l'organisation ordinaire de cette industrie. Afin de faire face à une situation évoluant rapidement, un Contrôleur du Bois fut nommé au Ministère des Munitions et Approvisionnement et, en juillet, un Bureau de Contrôle du Bois fut organisé à Ottawa. Des représentants de ce Bureau furent envoyés à Vancouver, Edmonton, Winnipeg et Saint John, et des comités d'exploitants furent établis dans chaque principale région de production aux fins d'aviser le Contrôleur du Bois et de collaborer avec lui. Le Bureau de Contrôle se compose de membres d'associations industrielles et de compagnies privées, de sorte que les hommes chargés d'appliquer la politique du Gouvernement en ce qui concerne cette industrie ont une connaissance profonde des problèmes qui les confrontent. Des membres du personnel du Service des Forêts du Dominion et du Ministère des Mines et Ressources fournissent aussi leurs services lorsque la chose est nécessaire.

Les vastes pouvoirs accordés originairement au Contrôleur du Bois furent encore étendus en 1941 afin de lui permettre de prendre toutes les mesures nécessaires "pour répondre aux besoins présents et possibles du Canada et de ses Alliés". Ainsi, il a le pouvoir de réglementer chaque phase de l'industrie du bois de sciage, à partir de la vente du bois en futaie jusqu'à celle des produits manufacturés.

Durant la seconde moitié de l'année 1940, presque tous les achats de bois de sciage, bardeaux, planchéiage et bois façonné pour le compte du Gouvernement furent sous la surveillance du Bureau du Contrôleur du Bois. De plus, les entrepreneurs de travaux de guerre obtinrent de l'aide pour se procurer les fournitures nécessaires et leurs commandes eurent la préférence officielle. Les spécifications pour constructions et articles en bois furent revisées et, au besoin, des recommandations furent faites susceptibles de diminuer le coût et d'encourager l'usage pratique des stocks disponibles. A la fin de l'année, la consommation domestique du bois de sciage pour fins de guerre s'était élevée à plus de 400 millions de pieds, m.p., dont 115 millions achetés par le Gouvernement. Quelque 5,000 bâtisses de bois furent érigées aux établissements navals, militaires et aéronautiques, aux écoles d'entraînement et aux usines de guerre. Plus de 3,000,000 de p. de planchéiage, 100,000 carrés de bardeaux et de grandes quantités de bois façonné furent utilisés. Un large volume additionnel de bois fut consommé en boîtes et en caisses servant à l'expédition de munitions, de véhicules et autre matériel.

En 1940, des charpentes de bois furent fournies pour 325 hangars aéronautiques et salles d'exercices. Ces charpentes furent fabriquées d'une qualité de sapin Douglas de choix pour la construction, traité au chlorure de zinc et aux joints assujettis par des bandes d'acier. La plupart de ces structures ont des travées libres de 112 p. et varient en longueur de 128 p. à 160 p. Plus de 32,000,000 de pieds, m.p., de bois de construction entrèrent dans leur érection.

Le mouvement des activités de construction fut ralenti durant les mois d'hiver, sans toutefois arrêter complètement. Durant l'été de 1941 il devint presque aussi actif que l'année précédente et la consommation de bois pour fins de guerre de toutes sortes égala celle de 1940. La nouvelle expansion des camps et des centres d'entraînement nécessita l'érection de 4,000 bâtisses de bois additionnelles et de 149 hangars et salles d'exercices. Le bois servant à ces constructions fut livré à 150 endroits par tout le Canada. Environ 10,000,000 de p. de planchéiage de bois dur, 6,000,000 de p. carrés de contre-placage et de bois façonné servirent à ces bâtisses, le tout évalué à plus de $1,000,000. Le volume de bois qui servit à la fabrication de boîtes et caisses de munitions et autres usages comprend des millions de pieds, mesure de planche, et la production de planchettes à boîtes, barils, etc., s'établit à $2,500,000.

La suppression par l'ennemi de la source ordinaire d'approvisionnement d'étais de mine de la Grande-Bretagne imposa aux bûcherons canadiens la responsabilité de combler un vide dans un produit qui leur était complètement étranger. En 1940, 240,000 fathoms (1 fathom = 216 pieds cubes empilés) de bois de soutènement furent expédiés des Provinces Maritimes et de l'Est du Québec, le tout préparé selon les exigences de la Grande-Bretagne. L'année suivante, l'expédition de ce produit fut négligeable, partiellement à la suite de l'utilisation croissante du bois domestique anglais à cette fin.

En dépit du fait que plusieurs types d'avions de combat sont maintenant construits en métal, la demande de bois devant servir aux avions est pratiquement égale à celle de la dernière année de la première guerre mondiale, alors que le bois était la principale matière de base du constructeur. L'épinette Sitka, qui se trouve sur la côte occidentale de la Colombie Britannique, est l'espèce préférée pour les charpentes d'avions et tous les efforts sont faits pour répondre aux besoins de cette industrie tant chez nous qu'à travers l'Empire. Il y eut aussi une demande sans précédent de billes de merisier de forte dimension et de la plus haute qualité, pour la préparation de placage d'avion. Les spécifications de ces placages, qui sont coupés très fins et qui sont faits en contre-placage pour couvrir les ailes et les fuselages et aussi pour servir à la fabrication d'hélices, sont tellement élevées que seules des billes parfaites peuvent servir à cette production. En 1940, environ 66,500 tonnes de billes de merisier destinées au placage furent produites au Canada et en 1941 cette quantité s'éleva à 90,000 tonnes.

Il y a maintenant au Canada six établissements qui produisent du placage de merisier pour les avions, dont une sur la côte de l'Atlantique et une sur celle du Pacifique, et dont cinq servent à la fabrication du placage d'avion depuis la déclaration de la guerre. Il est estimé que la production de cette industrie en 1941 s'élèvera à 55,000,000 de pieds cubes de placage destiné au contre-placage d'avions et à leurs hélices. Ces contre-placages sont fabriqués dans trois établissements produisant annuellement 4,500,000 pieds carrés.

Contrôle des prix.—Au début des opérations de contrôle du bois d'œuvre, un arrangement a été institué pour la réglementation volontaire des prix du bois par l'industrie elle-même. Dans l'Est du Canada, cette réglementation s'appliquait à tout bois de sciage vendu pour fins de guerre, mais sur la côte occidentale elle fut étendue également à la vente domestique ordinaire. Le fait que cet arrangement

épargna au pays plusieurs millions de dollars est démontré par la conduite de l'indice général des prix du bois de sciage durant la plus grande période d'activité en construction. En juillet 1940, l'indice se plaçait à 105·8 et en novembre il avait atteint un sommet de 109·2 pour l'année, soit une augmentation de 3·4 points seulement. Durant la période correspondante, l'avance de l'indice des prix du bois de construction aux Etats-Unis est sept fois plus grande.

L'augmentation des gages et d'autres frais d'opération durant la saison d'abatage 1940–41 et les prix supérieurs pouvant être obtenus aux Etats-Unis contribuèrent ensemble à forcer la hausse des prix durant la première moitié de 1941. En juin, un contrôle plus efficace des prix fut effectué à travers le pays, basé sur une série de commandes officielles soumises au contrôle. Toutefois, les prix établis furent déterminés seulement après de longues consultations avec l'industrie et leur application est administrée par des comités régionaux responsables au Contrôleur, mais formés d'industriels de la région. Depuis le 1er décembre 1941, l'industrie du bois de sciage a été sujette aux règlements généraux couvrant les plafonds des prix pour tout le Canada.

Afin de conserver les stocks de billes de sapin et de bois dur de sciage pouvant être requis d'urgence en rapport avec l'effort de guerre propre du Canada, il a été nécessaire de placer ces produits sous le contrôle des permis d'exportation. De même, la loi de conservation du change en temps de guerre, passée en décembre 1940, restreint l'importation en Canada de bois durs, de traverses de chemins de fer, de placage et contre-placage, et oblige l'importateur à faire une demande de licence dans chaque cas et à démonter la nécessité d'importer les marchandises en question.

Industrie de la pulpe et du papier.—Les produits de l'industrie de la pulpe et du papier jouent un rôle important dans l'effort de guerre. L'expansion de l'activité commerciale a produit une grande augmentation dans la demande de plusieurs sortes de papier, et de grandes quantités de papier de plusieurs qualités différentes sont requises par les écritures des services de l'armée. Des produits comme le carton servent énormément dans les nouveaux bureaux, dans les baraques militaires et autres bâtisses, et les papiers à envelopper et le carton sont en grande demande pour l'emballage d'objets variant des vivres aux munitions. Certaines pulpes servent à la fabrication d'explosifs et à d'autres fins, et le papier à journal, produit principal de l'industrie, continue à fournir le principal medium par lequel le public peut être informé de la marche du conflit et des problèmes qu'il entraîne.

Quoique l'usage des papiers et de la pulpe pour des fins directes de guerre soit grand, la fonction la plus importante de l'industrie canadienne de la pulpe et du papier en temps de guerre est de fournir le change étranger en fort volume pour l'achat de fournitures de guerre de différentes classes et de diverses sortes qui ne se trouvent pas au pays. Sous ce rapport, l'industrie de la pulpe et du papier a joué un rôle beaucoup plus considérable que toute autre. En 1940, les exportations de pulpe, de papier et de produits de papier sont évaluées à $231,809,675, dont $151,360,196 imputables au papier à journal. Les importations de produits semblables sont relativement minimes et la balance de commerce obtenue dans ces commodités s'élève à $222,137,108.

La valeur de production de cette industrie en 1940 s'établit à $298,034,843, soit une augmentation de 43 p.c. sur l'année précédente et de 22 p.c. sur le dernier record établi en 1929. L'augmentation de la demande de pulpe aux Etats-Unis a nécessité l'installation de pulperies additionnelles. En 1941, l'excédent de capacité du papier à journal servit largement à la production de papiers d'emballage soi-disant de "neuf-points" pour l'exportation.

CHAPITRE X.—RESSOURCES ET PRODUCTION DE FOURRURES

SYNOPSIS

	Page		Page
Section 1. Le commerce des fourrures	256	Section 4. Commerce extérieur de la fourrure	267
Section 2. Fermes à fourrure	257		
Section 3. Statistique de la production de fourrures	264		

Section 1.—Le commerce des fourrures

Aperçu historique.—Le rôle que jouait le commerce des fourrures au Canada sous le régime français est bien connu; chacun sait que pendant un siècle et demi il fut tout à la fois le mobile des découvertes et de l'expansion de la colonie et le fléau des autres industries. On peut dire que, plus tard, la Compagnie de la Baie d'Hudson fut le principal moteur de la vie de l'Ouest jusqu'à ce que le Dominion eût assez grandi pour l'absorber, léguant à la civilisation qui lui succéda une race indigène accoutumée à l'homme blanc et un exemple d'organisation et de discipline dont l'influence fut durable. Les faits saillants de l'histoire du commerce des fourrures sont donnés aux pp. 346–349 de l'Annuaire de 1934–35.

Ressources en fourrures.—Dès les premières années du 19ème siècle les exportations canadiennes de fourrures dépassaient en valeur celles de tous les autres produits. La production globale n'a pas diminué sensiblement, et le Canada peut être considéré comme possédant, dans ses régions septentrionales, les plus grandes réserves de fourrures du monde. L'essor rapide du pays et la colonisation de l'Ouest vers la fin du 19ème siècle et au commencement du 20ème, ajoutés aux améliorations apportées aux moyens de transport et à la colonisation, déterminèrent l'épuisement des ressources en fourrures des régions colonisées du pays. Plus récemment encore les développements miniers intensifs dans tout le Bouclier Précambrien ont repoussé le trappeur encore plus loin au nord. L'épuisement des ressources en fourrures a été marqué cependant par une meilleure demande et des prix plus élevés, par l'encouragement à l'élevage des animaux à fourrure et l'inauguration de moyens de conservation. Néanmoins, la zone septentrionale du Canada qui englobe les Territoires du Nord-Ouest dans toute leur étendue, les régions nord des Provinces des Prairies, et qui s'étend jusqu'aux Provinces Maritimes en passant par le nord de l'Ontario et du Québec, reste l'une des rares réserves de fourrures fines. Les minéraux et les fourrures y resteront probablement les principales ressources, parce que la majeure partie de cette zone est impropice à la colonisation ou la croissance forestière.

Les animaux à fourrure du Canada sont pour la plupart carnivores; ils comprennent cependant deux variétés de rongeurs de très grande valeur: le castor et le rat musqué. Le plus gros animal à fourrure est l'ours polaire le long de la côte de l'Arctique et de la baie d'Hudson, le grizzly dans les Montagnes Rocheuses et le noir dans toutes les régions boisées. Les loups sont communs et très répandus. Les variétés de couleur de cette espèce sont le gris, le noir et le bleu. La fourrure de renard contribue plus de la moitié du commerce total des fourrures. Presque toutes les peaux de renard argenté proviennent maintenant des renardières, tandis que celles de renard blanc et de renard bleu viennent des régions de l'Arctique. L'hermine ou belette est passablement abondante dans tout le pays et se rencontre jusque dans les régions les plus septentrionales que fréquentent les trappeurs. La loutre, le castor, la martre, le pékan et le vison sont des fourrures d'une qualité et d'une beauté rares.

Parmi les rongeurs, le castor a une peau de très grande valeur, mais cette race donne des signes d'extinction et en conséquence les restrictions imposées à sa prise ont été rendues plus rigides. Le rat musqué est maintenant aussi assez haut coté et il dépasse de beaucoup toutes les autres espèces par le nombre de prises; sous le nom commercial de "phoque de l'Hudson", sa fourrure est devenue l'une des favorites à prix modérés.

Conservation.—Aux pages 298–299 de l'Annuaire de 1939 paraît une courte section traitant des mesures de conservation en faveur des animaux à fourrure.

Section 2.—Fermes à fourrure*

La richesse en fourrures du Dominion demeure un actif puissant, susceptible de développements considérables. Non seulement le rendement de la fourrure sauvagine peut être maintenu par des systèmes de conservation bien inspirés et par l'imposition de saisons de clôture de la chasse aux temps appropriés, aussi bien que par l'établissement de réserves naturelles, mais il peut aussi être augmenté. D'autre part, l'industrie des fermes à fourrure est relativement neuve et il y a encore beaucoup à apprendre sur les meilleures méthodes et la technique à adopter. Cependant, les possibilités qu'offre cette industrie sont telles qu'elle récompense amplement ceux qui sont prêts à travailler intelligemment et sans relâche afin d'élever des animaux à fourrure de qualité au moins égale en tous points aux meilleurs produits des régions sauvages.

Les premiers trappeurs de la colonie inaugurèrent en quelque sorte l'établissement des fermes à fourrure. Ils continuaient leurs chasses et suivaient leurs lignes de pièges durant la saison d'été; ils capturaient les animaux à fourrure vivants et les gardaient dans des enclos jusqu'à ce qu'ils prissent leur plus beau pelage à l'approche de l'hiver. L'industrie moderne des fermes à fourrure est basée sur cette pratique ancienne des Indiens et des pionniers.

Renardières.—En 1894, deux fermiers canadiens de l'Ile du Prince-Edouard commencèrent leurs expériences avec des renards croisés, noirs et argentés, dont les uns avaient été capturés et les autres achetés. Ils élevèrent les renards en captivité et obtinrent éventuellement certains renardeaux entièrement noirs et argentés.

Ce n'est qu'en 1910, alors que furent publiés les prix obtenus pour ces premières peaux "argentées" aux ventes à l'enchère de Londres, Angleterre, que la possibilité de profits de cette entreprise fut connue. Cette année-là, une moyenne de $1,339 par peau fut reçue pour la vente de 25 peaux. Une seule peau fut même vendue au prix élevé de $2,627. Ces prix élevés donnèrent un essor considérable à l'élevage du renard et la valeur des animaux élevés en vue de la reproduction grimpa rapidement. Cette hausse s'écroula au début de la guerre mondiale de 1914. Le prix des animaux élevés en vue de la reproduction tomba à un niveau relativement bas et plusieurs ranchs qui avaient été établis à des frais considérables durant la période de hausse rencontrèrent de telles difficultés financières qu'ils durent discontinuer avec des pertes considérables.

Cependant, les éleveurs les plus prévoyants ne se laissèrent pas décourager. D'autres devinrent aussi intéressés et obtinrent les meilleurs animaux disponibles pour la reproduction, de sorte que la réorganisation de l'industrie commença sur des bases plus stables.

En 1915, l'Association d'Eleveurs de Renards de l'Ile du Prince-Edouard fut établie aux fins de commencer l'enregistrement des renards de race pure. Plusieurs

*Préparé sous la direction du Dr G. S. H. Barton, sous-ministre de l'Agriculture, par M. W. M Ritchie, inspecteur, Ministère de l'Agriculture, Ottawa.

peaux furent mises sur le marché chaque année, à mesure que l'industrie se développait et on peut dire que dès lors l'industrie du renard argenté commença réellement d'exister. Sa croissance fut normale et régulière. Durant cette période plusieurs renards vivants furent expédiés pour la reproduction aux Etats-Unis où cette industrie s'établissait alors.

En 1920, les premières enchères de fourrures furent tenues à Montréal. Naturellement, presque toutes les peaux canadiennes se trouvaient dans ces ventes et plusieurs furent achetées pour le compte d'entreprises européennes, tandis que peu étaient absorbées par le marché local.

Les années suivantes, le marché canadien a absorbé une meilleure part de l'offre, mais jusqu'à la déclaration de la guerre, en 1939, Londres a toujours été le principal débouché.

Dans la saison 1920–21, le nombre de peaux de renard argenté et noir produit au Canada est approximativement de 5,000 et environ de 320,000 dans la saison de 1938–39. Le tableau suivant montre l'augmentation du nombre de peaux, par province:—

Province	Peaux[1] 1920-21	1938-39
	nombre	nombre
Ile du Prince-Edouard	2,982	70,420
Nouvelle-Ecosse	517	29,616
Québec	348	55,203
Alberta	200	26,142
Saskatchewan	172	17,703
Nouveau-Brunswick	166	60,020
Ontario	148	38,234
Manitoba	127	18,734
Colombie Britannique	123	3,328
Yukon	137	78
Territoires du Nord-Ouest	59	215
CANADA	4,979	319,693

[1] Ces chiffres comprennent les peaux de renard noir et argenté capturés à l'état sauvage et qui s'établissent environ à 150 ou 200 par saison.

Les changements survenus dans la demande de peaux de différentes sortes de renards ont augmenté les difficultés des propriétaires de ranch qui désirent tout naturellement produire les peaux devant rapporter les plus hauts prix. Il y a trente ans le renard noir était très en faveur; quelques années plus tard, les prix les plus hauts étaient rapportés par les quart et les demi-argentés; plus récemment, ce sont les renards 100% argentés et les nouveaux types qui ont atteint la limite des prix élevés, parce qu'ils sont en demande pour la confection de capes longues et courtes, de manteaux courts, de collets et de garnitures larges sur des manteaux de fourrure ou de drap.

En 1922, les éleveurs des Etats-Unis crurent qu'ils avaient assez de reproducteurs pour maintenir l'élevage et, en conséquence, le gouvernement américain imposa, cette même année, un droit de 50 p.c. sur les peaux de renard noir et argenté (changé plus tard à 35 p.c.) et de 15 p.c. sur les renards vivants entrant au pays. Les éleveurs américains commencèrent immédiatement à développer un type distinct de renard argenté, un gros renard à fourrure épaisse, claire et à rayure large, tout à fait différent du type canadien le plus désirable. Après en avoir produit en nombre considérable, ils organisèrent une campagne de vente de stock vivant de laquelle émergèrent aux Etats-Unis une centaine de ranchs peuplés de ce nouveau type.

Coïncidant avec l'imposition d'un tarif, l'industrie du renard argenté prit un essor soudain aux Etats-Unis: les prix de la pelleterie et du stock vivant augmen-

tèrent et le commerce fleurit. Comme conséquence, l'expédition de peaux canadiennes faite antérieurement aux Etats-Unis fut dirigée sur Londres. La découverte de ce marché ainsi que la vente continue de stock vivant au Canada atténuèrent une situation qui s'annonçait grave; il fut découvert, incidemment, que le marché américain n'était pas essentiel aux éleveurs canadiens. De fait, c'est précisément à cette époque que l'industrie canadienne du renard argenté connut sa plus belle période de développement et de prospérité. A l'exception des premières années de la dépression jusqu'à 1937, les éleveurs canadiens reçurent des prix supérieurs de tous les marchés résultant de la hausse aux Etats-Unis.

Londres, avec ses relations de par le monde, fournissait un marché pour l'écoulement d'énormes quantités de pelleteries.

Des quantités toujours plus grandes de pelleteries canadiennes continuaient d'être mises sur le marché. Il n'y avait aucun moyen de réglementer la production d'aucun type de renard si ce n'est par la collaboration volontaire de l'éleveur lui-même, par sa sincérité et sa détermination de fournir un produit de la plus haute qualité. Antérieurement, les peaux fines de renard argenté jouissaient d'une faveur méritée, mais en peu d'années cette faveur diminua quelque peu parce que certains éleveurs s'attachaient à la quantité plutôt qu'à la qualité et que de grandes quantités de peaux ordinaires et de qualité inférieure firent concurrence aux peaux de qualité supérieure sur le même marché. Les peaux de qualité inférieure diminuèrent la demande pour les plus fines et réduisirent le prix des meilleures peaux à un niveau touchant de près celui des grades les plus inférieurs. Ceci causa des pertes énormes aux éleveurs.

Le choc de la guerre affecta de façon adverse la vulpiculture. Le marché de Londres, qui prenait en temps normal environ 80 p.c. de la production, fut perdu et d'autres marchés durent être explorés. En 1939, craignant que leur marché fût envahi par les fourrures du Canada et d'autres pays, les Etats-Unis imposèrent un contingentement limitant les importations de tous les pays à 100,000 unités par an. La part de ce contingentement pour le Canada fut de 58,300 unités, dont 25 p.c. au plus pouvait être admis dans un mois. Subordonnément au contingentement original, chaque pièce ou queue, ou chaque article fini constituait une unité pour ces fins. Dans la saison de 1940–41, des restrictions furent placées sur la qualité des exportations de peaux standard et renards noir et argenté aux Etats-Unis, et seules les peaux de meilleure qualité furent admises. A l'automne de 1940, le contingentement fut revisé; la part du Canada fut portée à 70,000 peaux et un contingentement spécial fut établi pour les pièces et les queues.

Les quantités et les prix moyens réalisés au Canada durant les saisons 1928–29 à 1940–41 pour les peaux de renard noir et argenté sont comme suit:—

Saison	Nombre de peaux	Valeur moyenne par peau	Saison	Nombre de peaux	Valeur moyenne par peau
		$			$
1928-29	26,259	104·28	1935-36	185,259	32·97
1929-30	33,555	80·95	1936-37	230,030	29·46
1930-31	71,816	46·48	1937-38	275,451	22·44
1931-32	107,496	28·74	1938-39	319,693	17·71
1932-33	102,706	30·53	1939-40	280,000	15·40
1933-34	103,589	35·83	1940-41	170,000	23·50
1934-35	120,465	36·06			

Les prix moyens des différentes qualités de peaux de renard pour la saison 1940–41 paraissent à l'état I.

I.—PRIX MOYENS DES PEAUX DE RENARD ARGENTÉ ET NOIR OBTENUS DURANT LA SAISON DE 1940-41

Grade	Grandeur	Prix moyens des peaux					Description
		Foncés	Demi-argentées	Trois quarts argentées	Argentées	Cent p.c. argentées	
		$	$	$	$	$	
Canada, spéciales.	Large....	30	40	46	60	70	Peaux de première qualité, pelage uniforme sur toute leur étendue, claires, densément argentées (en ce qui concerne la phase de la couleur) avec une sous-fourrure dont la couleur se lie bien à la fourrure de garde. Il faut bien considérer le caractère, le fini, le volume et la barre argentée.
	Médium.	26	36	42	52	60	
	Petite...	24	32	38	44	50	
Canada, choisies.	Large....	25	28	34	42	48	Peaux de bonne qualité, pelage uniforme, densément argentées (en ce qui concerne la phase de la couleur), de couleur et de caractère raisonnablement bons; seules les petites imperfections sont tolérées.
	Médium.	22	26	30	38	42	
	Petite...	20	24	28	34	38	
Canada, grade A.	Large....	18	26	30	35	40	Peaux de bons caractère et qualité moyens et de couleur passable.
	Médium.	16	24	28	32	36	
	Petite...	14	22	24	28	32	
Canada, grade B.	Large....	15	20	26	28	30	Peaux de qualité et caractère passables. Elles peuvent s'écarter légèrement de la couleur, mais la couleur brune ou rousse sur toute la peau n'est pas tolérée.
	Médium.	14	18	23	24	26	
	Petite...	12	16	20	21	22	
Canada, grade C.	Large....	13	16	18	22	24	Peaux de basse qualité, clairsemées, faibles et manquant nettement de caractère.
	Médium.	12	14	16	20	22	
	Petite...	11	12	14	18	20	
Rejetées.....		1·00 à 10·00					Peaux de qualité extrêmement basse sur toute leur étendue.

Pendant la saison de 1938–39 environ 320,000 peaux sont mises sur le marché au Canada; cette quantité est la plus considérable dans l'histoire. Le déclenchement des hostilités et la perte des marchés de Londres et de l'Europe font décliner les prix. Le producteur se rend alors compte que, s'il veut continuer la vulpiculture, il doit prendre des mesures rigoureuses, faire une sélection considérable et ne garder que les meilleurs sujets pour la reproduction. Un grand nombe de vulpiculteurs ont abandonné l'industrie. Il en résulte que le volume des peaux de la saison 1941–42 est estimé à 145,000, moins de la moitié de 1938–39. On s'attend qu'une bonne proportion des peaux produites en 1941-42 soit de meilleure qualité que les années précédentes, mais les chiffres réels ne sont pas encore connus.

Au cours de ces dernières années on s'est beaucoup intéressé au développement de nouveaux types de renard obtenus à la suite de mutations diverses dans les renardières. Il y a quelques années un renardeau tacheté de couleurs insolites est

apparu parmi une portée d'argentés sur une renardière de Norvège. Ce renard attira l'attention des principaux vulpiculteurs de la Norvège, qui s'étaient spécialisés dans la production d'animaux cent pour cent argenté très pâle. Avec le temps, un nombre restreint de vulpiculteurs norvégiens parvinrent à produire quelques-uns de ces renards nouveau genre. Ils se distinguent par la blancheur de leur museau, de leur cou, de leur gorge et leurs griffes, par leur sous-fourrure très légère et l'absence de tout pigment noir (lequel a été remplacé par un pigment gris bleu) dans la fourrure de garde.

Les principaux producteurs furent persuadés de ne vendre que quelques spécimens de première qualité de cette nouvelle variété qu'on nomma "platine" pour la distinguer du renard argenté. Ces renards platine, comme on les appelle au Canada, firent fortune à leurs débuts. En 1938 un acheteur de l'Amérique du Sud, se rendant compte de la valeur publicitaire de son achat, se porta acquéreur de peaux au prix très élevé de $350 la pièce, ce qui attira immédiatement l'attention des deux continents sur ces renards platine. En janvier 1940, à New-York, 400 peaux de renard platine furent vendus à l'enchère au prix moyen de $548 la peau; le prix maximum pour une peau fut de $11,000 et le prix le plus bas, de $250.

Les bons prix payés pour ces peaux eurent pour effet immédiat de faire grimper la valeur des reproducteurs de ce type d'animaux. Règle générale, lorsqu'un mâle platine a été accouplé avec une renarde argenté, environ la moitié des renardeaux d'une portée sont argenté et la moitié sont platine.

Le grand intérêt soulevé à l'endroit de ce nouveau type de renard et les prix élevés payés pour les sujets destinés à la reproduction et pour les peaux mettent naturellement à prime les renardeaux montrant les caractéristiques du renard platine. Cependant, les prix ont maintenant une tendance à décliner par suite de l'augmentation de la production.

Le fait que les peaux de renard platine sont plus susceptibles d'être imitées que celles de renard argenté est de quelque importance. En fait, personne n'a encore réussi à produire une imitation satisfaisante d'une bonne peau de renard argenté, tandis que les peaux de renard blanc sont de plus en plus utilisées par les teinturiers pour créer des imitations assez bonnes de la variété platine.

En outre du renard argenté et du renard platine, l'élevage d'autres types comme l'argenté platine, le tacheté de blanc, le platine perlé, le croisé et le bleu grandit en importance.

L'expansion rapide des approvisionnements mondiaux de peaux de renard argenté, attribuable au développement de la vulpiculture, est tellement connue qu'il n'est pas nécessaire d'en répéter les détails. Il suffit de mentionner qu'avant la première grande guerre environ 2,000 peaux étaient disponibles pour le marché mondial, tandis que les chiffres de 1939–40, pour autant qu'ils sont connus, se placent à 1,280,000 et se répartissent comme suit:—

Pays	Peaux	
	1938–39	1939–40
	nombre	nombre
Norvège	400,000	550,000
Suède	110,000	160,000
Finlande	25,000	35,000
Canada	320,000	260,000
Etats-Unis	175,000	275,000
Totaux	**1,030,000**	**1,280,000**

Classement des pelleteries de renard.—En 1939 le Gouvernement a commencé sur une échelle restreinte le classement des peaux de renards élevés en captivité. En 1940 des règlements sur le classement sont établis et le Ministère fédéral de l'Agriculture offre aux commerçants un service complet de classement pour les pelleteries de renards élevés dans les renardières. La liste des classements adoptés, montrant le prix moyen obtenu pendant la saison 1940–41, est donnée dans l'état de la p. 260.

Le classement offre au producteur plusieurs avantages, entre autres: (1) le vulpiculteur apprend à discerner la valeur réelle des peaux qu'il produit, ce qui le stimule à améliorer la qualité de son produit; (2) le classement lui fournit l'orientation dont il a grand besoin dans ses projets d'accouplements futurs; (3) comme les peaux sont classées et réparties par lots sous la surveillance du Gouvernement avant d'être expédiées aux pays étrangers, le classement offre l'avantage d'acheter par catégorie et de faire des transactions sur une base définie de qualité.

Elevage du vison.—L'élevage du vison a également une importance considérable. Au Canada et aux Etats-Unis l'élevage du vison a déjà fait des progrès importants et, avant la guerre, s'est étendu à l'Europe, particulièrement la Suède, l'Allemagne, la Norvège, la Finlande et la Russie. A l'heure actuelle les producteurs de l'Amérique du Nord se classent bons premiers tant en quantité qu'en qualité.

En ce qui concerne les approvisionnements de vison, il faut rappeler que les peaux des animaux à l'état sauvage constituent encore une proportion appréciable de la production annuelle du Canada et que les meilleures de celles-ci obtiennent les prix les plus élevés. L'élevage du vison se trouve aux prises avec des problèmes semblables sous plusieurs rapports à ceux qui affectent l'élevage du renard argenté et les éleveurs doivent s'efforcer d'obtenir les meilleures qualité, couleur et textures possibles, de même que la légèreté (en poids) et l'uniformité de la grandeur et de l'apparence.

L'écoulement des peaux de vison présente de nombreux problèmes, particulièrement pour celui qui produit relativement peu de peaux. Les marchands et les manufacturiers préfèrent acheter 500 peaux de texture et de couleur uniformes plutôt que cinq lots séparés de 100 peaux chacun. Cette considération semble indiquer que l'élevage du vison offre de plus grandes chances de succès lorsqu'il est entrepris sur une grande échelle.

Statistiques de l'élevage des animaux à fourrures—Les prix élevés qu'on peut obtenir pour les peaux de pékan et de martre ont stimulé l'élevage en captivité de ces animaux et, bien que cette industrie en soit encore à son stage expérimental, elle accuse déjà dans les deux cas un succès modéré. Une récente addition à l'industrie des fermes à fourrure est l'élevage du chinchilla, animal à fourrure de grande valeur. Les relevés de l'année 1939 montrent 146 chinchillas d'une valeur de $220,-850. L'élevage du myopotame (introduit de l'Amérique du Sud il y a environ dix ans) fait des progrès dans la Colombie Britannique, les Provinces des Prairies et l'Ontario; en 1939 il y avait 798 myopotames sur les fermes.

Le Ministère de l'Agriculture exploite à Summerside, Ile du Prince-Edouard, une ferme à fourrure d'expérimentation pour l'étude des problèmes relatifs à la santé des animaux à fourrure en captivité, particulièrement le renard argenté. Le Ministère a en outre organisé un service spécial pour faciliter l'écoulement des fourrures canadiennes, tant au pays qu'à l'étranger. Plusieurs gouvernements provinciaux ont également établi des branches où l'on s'occupe de travail expérimental et de divers autres aspects importants de l'industrie des fermes à fourrure.

1.—Fermes à fourrure, valeur foncière et valeur des animaux à fourrure, par province, 1937-39

Province ou territoire	Etablissements			Valeur des terrains et bâtiments			Valeur des animaux à fourrure		
	1937	1938	1939	1937	1938	1939	1937	1938	1939
	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$	$	$	$
Ile du Pr.-Edouard.	1,216	1,024	913	878,934	729,657	672,265	945,542	585,102	403,980
Nouvelle-Ecosse....	1,002	1,032	918	319,305	290,805	255,818	510,769	407,790	235,429
Nouveau-Brunswick	1,012	941	745	521,983	447,172	332,863	734,002	493,335	273,888
Québec.....	2,541	3,370	2,938	1,348,655	1,557,468	1,389,794	1,797,806	1,682,533	1,276,850
Ontario.....	1,278	1,481	1,517	1,445,654	1,463,556	1,390,424	2,085,875	2,042,410	1,589,965
Manitoba.....	662	793	855	1,029,280	1,138,982	1,179,956	1,311,427	1,243,050	974,998
Saskatchewan.....	491	606	677	678,014	684,000	681,830	689,770	672,690	542,317
Alberta.....	587	727	822	1,047,408	1,176,979	1,087,353	1,186,450	1,317,109	1,203,953
Col. Britannique....	380	470	506	400,788	424,223	419,555	402,646	475,205	413,674
Yukon.....	10	10	8	17,150	17,850	15,450	12,144	10,280	5,410
Totaux.....	**9,179**	**10,454**	**9,899**	**7,687,171**	**7,930,692**	**7,425,308**	**9,676,431**	**8,929,504**	**6,920,464**

2.—Animaux à fourrure élevés en captivité au Canada, au 31 décembre 1936-39

Espèce	1936		1937		1938		1939	
	Nomb.	Valeur	Nomb.	Valeur	Nomb.	Valeur	Nomb.	Valeur
		$		$		$		$
Blaireau.....	27	810	20	525	27	760	23	510
Castor[1].....	888	23,428	787	19,330	677	15,095	737	15,944
Chinchilla.....	Nil	–	2	3,300	60	96,000	146	220,850
Coyote.....	27	280	47	550	37	330	50	430
Pékan.....	126	13,885	120	12,790	126	12,655	141	14,190
Putois.....	1,001	3,472	575	1,953	649	2,445	539	1,770
Renard bleu.....	649	21,043	723	32,884	978	74,195	1,266	77,232
Renard croisé.....	1,723	61,784	1,388	46,937	1,279	39,730	1,056	25,440
Renard platine et visage blanc.....	Nil	–	Nil	–	Nil	–	515	83,200
Renard roux.....	1,248	13,567	1,119	13,018	923	8,826	688	6,354
Renard argenté....	151,696	8,345,552	153,882	7,474,741	137,819	5,727,611	104,971	3,680,554
Renard blanc.....	4	120	1	40	1	40	3	120
Agneau caracul....	102	560	180	3,330	157	2,335	211	3,960
Lynx.....	Nil	–	Nil	–	3	300	4	200
Martre.....	122	7,225	136	8,175	200	14,765	194	13,959
Vison.....	44,695	1,314,133	71,410	2,035,307	106,283	2,894,850	122,849	2,723,728
Rat musqué[1].....	17,769	23,194	10,003	12,335	20,155	23,359	18,697	23,588
Myopotame.....	62	1,320	152	4,265	323	11,225	798	23,884
Raton laveur.....	930	7,889	865	6,932	678	4,968	521	3,496
Mouffette.....	2	10	6	10	7	15	9	19
Belette.....	8	8	3	9	Nil	–	Nil	–
Totaux.....	**221,079**	**9,838,280**	**241,359**	**9,676,431**	**270,381**	**8,929,504**	**253,418**	**6,920,464**

[1] Basé sur les *estimations* fournies par les éleveurs.

Le revenu annuel de l'éleveur d'animaux à fourrure provient de deux sources: la vente des animaux vivants et la vente des peaux. Au cours des premières années de l'industrie la valeur des animaux vendus excédait la valeur des peaux; maintenant cette dernière est d'environ dix fois plus considérable que la première.

3.—Valeur des animaux à fourrure et des peaux vendues par les fermes à fourrure au Canada, 1936-39

Espèce	1936		1937		1938		1939	
	Animaux	Peaux	Animaux	Peaux	Animaux	Peaux	Animaux	Peaux
	$	$	$	$	$	$	$	$
Blaireau	Nil	108	Nil	75	Nil	70	Nil	15
Castor	"	248	92	1,358	15	895	340	1,386
Coyote	"	1,187	Nil	752	Nil	433	15	220
Pékan	5,930	1,512	2,100	245	1,978	397	660	175
Putois	1,160	1,738	590	1,470	500	2,024	268	832
Renard bleau	1,110	11,071	2,145	10,586	15,790	14,909	13,725	19,402
Renard croisé	3,321	65,182	3,437	48,899	2,246	55,788	1,012	38,169
Renard platine et visage blanc	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	59,080	1,080
Renard roux	1,293	12,734	1,449	8,382	729	7,307	319	5,609
Renard argenté	542,888	4,950,290	517,782	5,019,487	258,205	4,508,767	163,592	3,739,889
Renard blanc	25	80	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Agneau caracul	Nil	538	75	442	500	"	890	585
Lynx	"	Nil	Nil	Nil	Nil	"	Nil	52
Martre	292	830	2,337	398	1,300	119	2,405	201
Vison	272,560	652,940	497,965	681,475	443,802	1,156,062	342,142	1,390,724
Rat musqué	446	6,438	222	3,739	10	4,593	10	5,360
Myopotame	880	3	2,200	Nil	4,525	Nil	10,755	Nil
Raton laveur	867	3,519	494	2,175	474	1,365	396	977
Mouffette	Nil	Nil	Nil	15	Nil	13	Nil	7
Belette	"	20	"	Nil	"	Nil	"	Nil
Totaux	**830,772**	**5,708,438**	**1,030,888**	**5,779,498**	**730,074**	**5,752,742**	**595,609**	**5,204,683**

Statistiques préliminaires de 1940.—D'après les chiffres publiés au moment d'aller sous presse, il y a au Canada 9,164 fermes à fourrure; le terrain et les bâtiment sont évalués à $7,251,029; et les animaux à fourrure, à $7,094,357. Les animaux vendus vivants sont au nombre de 17,313, d'une valeur de $544,694; et les peaux vendues, au nombre de 420,725, d'une valeur de $5,608,380.

Section 3.—Statistique de la production de fourrures*

Les premiers relevés de la production de fourrures brutes se limitent aux recensements décennaux qui font état du nombre et de la valeur des peaux obtenues par les trappeurs. En 1920 le Bureau Fédéral de la Statistique inaugura un relevé annuel de la production de fourrure brute basé sur les renseignements obtenus des négociants en fourrures. Ce relevé fut fait pendant quelques années. Plus récemment, des états annuels basés sur les droits régaliens, la taxe d'exportation, etc. ont été obtenus des départements de la Chasse provinciaux (excepté l'Ile du Prince-Edouard), et ces états servent maintenant à la préparation des statistiques annuelles publiées par le Bureau. Dans le cas de l'Ile du Prince-Edouard, les statistiques sont basées sur les rapports fournis directement au Bureau par les commerçants qui disposent des fourrures produites dans la province.

* Revisé par Mlle F. A. Brown, chef de la Branche des Pêcheries et des Produits Animaux, Bureau Fédéral de la Statistique.

4.—Peaux d'animaux à fourrure au Canada et pourcentages vendus par les fermes à fourrure, années terminées le 30 juin 1921-40

Année	Peaux		Pourcentage vendu par les fermes	Année	Peaux		Pourcentage vendu par les fermes
	Nombre	Valeur			Nombre	Valeur	
		$				$	
1921	2,936,407	10,151,594	3	1931	4,060,356	11,803,217	26
1922	4,366,790	17,438,867	4	1932	4,449,289	10,189,481	30
1923	4,963,996	16,761,567	4	1933	4,503,558	10,305,154	30
1924	4,207,593	15,643,817	6	1934	6,076,197	12,349,328	30
1925	3,820,326	15,441,564	4	1935	4,926,413	12,843,341	31
1926	3,686,148	15,072,244	5	1936	4,596,713	15,464,883	40
1927	4,289,233	18,864,126	6	1937	6,237,640	17,526,365	40
1928	3,601,153	18,758,177	11	1938	4,745,927	13,196,354	43
1929	5,150,328	18,745,473	13	1939	6,492,222	14,286,937	40
1930	3,798,444	12,158,376	19	1940	9,620,695	16,668,348	31

Les principales provinces par la valeur de leur production de peaux brutes sont l'Ontario et l'Alberta; par suite d'une augmentation de la production de peaux de rat musqué, de vison et d'écureuil, l'Alberta a pour la première fois pris la place du Québec qui détenait le deuxième rang. La part de chaque province dans le total pour le Canada, l'année terminée le 30 juin 1940, est la suivante: Ontario, 19·4 p.c.; Alberta, 15·1 p.c.; Québec, 14·0 p.c.; Manitoba, 11·3 p.c.; Saskatchewan, 9·5 p.c.; Colombie Britannique, 7·4 p.c.; Territoires du Nord-Ouest, 7·4 p.c.; Nouveau-Brunswick, 6·6; Ile du Prince-Edouard, 4·9 p.c.; Nouvelle-Ecosse, 2·7 p.c.; et Yukon, 1·7 p.c.

5.—Peaux d'animaux à fourrure produites au Canada, par province, années terminées le 30 juin 1939 et 1940

Province et territoire	Peaux		Valeur	
	1939	1940	1939	1940
	nomb.	nomb.	$	$
Ile du Prince-Edouard	74,748	54,797	1,299,331	811,009
Nouvelle-Ecosse	150,865	103,298	601,752	457,281
Nouveau-Brunswick	94,790	103,404	1,361,168	1,099,889
Québec	417,632	475,425	2,230,280	2,334,392
Ontario	1,038,446	1,106,272	2,538,658	3,229,446
Manitoba	475,406	780,108	1,267,664	1,876,649
Saskatchewan	1,122,882	1,667,716	983,447	1,579,599
Alberta	2,273,826	3,977,118	1,345,131	2,514,877
Colombie Britannique	251,258	741,531	1,116,968	1,242,385
Territoires du Nord-Ouest	514,894	530,409	1,274,817	1,234,529
Yukon	77,475	80,617	267,721	288,292
Canada	**6,492,222**	**9,620,695**	**14,286,937**	**16,668,348**

La saison de 1940 donne moins de peaux de renard argenté que celle de 1939 et le prix moyen est le plus faible obtenu pour cette fourrure, mais la valeur globale est encore plus forte que celle de toute autre espèce. La production du rat musqué, qui occupe la deuxième place, augmente de près de 1,000,000 de peaux et le prix moyen passe de 88 cents en 1938–39 à $1·18 en 1939–40. Les peaux de vison augmentent en nombre et en valeur globale, mais le prix moyen décline de $9·95 à $8·89. Chacune des trois dernières années la production du castor (au quatrième rang en 1939–40) augmente en volume, en valeur globale et en prix moyen la peau. La peau de l'écureuil canadien (principalement de l'Alberta et de la Saskatchewan)

semble acquérir une plus grande popularité, comme l'indique l'augmentation graduelle de la production et du prix moyen. En 1939–40 la production de peaux d'écureuil excède 4,000,000 et le prix moyen est de 19 cents la peau. La martre et l'hermine laissent voir des augmentations importantes en quantité, valeur et prix moyen la peau, tandis que le renard roux accuse une augmentation en prix moyen seulement et le renard blanc, une diminution dans les trois cas.

6.—Peaux d'animaux à fourrure produites au Canada, années terminées le 30 juin 1939 et 1940

Espèce	Peaux		Valeur totale		Valeur moyenne	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940
	nomb.	nomb.	$	$	$	$
Blaireau	3,237	4,663	22,485	15,460	6·95	3·32
Ours noir et brun	1,583	1,037	2,841	2,006	1·79	1·93
Ours gris	Nil	2	–	14	–	7·00
Ours blanc	115	150	1,616	2,108	14·05	14·05
Ours, non spécifié	43	21	182	84	4·23	4·00
Castor	64,086	78,659	985,743	1,429,647	15·38	18·18
Chat domestique	213	282	29	47	0·14	0·17
Coyote ou loup des prairies[1]	33,995	31,797	198,587	179,616	5·84	5·65
Hermine (belette)	697,104	977,413	354,485	553,424	0·51	0·57
Pékan	3,399	2,886	166,656	152,166	49·03	52·73
Putois	1,283	676	2,365	993	1·84	1·47
Renard bleu	1,260	1,442	32,743	20,594	25·99	14·28
Renard croisé	13,555	13,835	186,908	200,147	13·79	14·47
Renard roux	62,347	53,153	340,596	306,981	5·46	5·78
Renard argenté	319,693	248,229	5,660,722	4,385,997	17·71	15·43
Renard blanc	56,396	32,535	677,581	281,694	12·01	8·66
Renard, autre	194	193	883	864	4·55	4·48
Lynx	8,109	7,473	299,153	266,765	36·89	35·70
Martre	21,843	22,023	550,263	663,633	25·19	30·13
Vison	220,359	384,844	2,103,774	3,100,502	9·55	8·89
Rat musqué	2,295,550	3,241,089	2,011,469	3,829,318	0·88	1·18
Myopotame	2	19	10	98	5·00	5·16
Loutre	11,125	10,917	168,021	159,786	15·10	14·64
Lapin	192,488	232,814	23,093	27,938	0·12	0·12
Raton laveur	18,658	19,576	38,241	54,028	2·05	2·76
Mouffette	160,734	170,246	158,235	206,712	0·98	1·21
Ecureuil	2,296,139	4,076,463	245,312	778,909	0·11	0·19
Chat sauvage	1,125	1,184	3,120	4,819	2·77	4·07
Loup[1]	6,866	6,429	48,212	41,299	7·02	6·42
Carcajou	721	645	3,612	2,699	5·01	4·18
Totaux	**6,492,222**	**9,620,695**	**14,286,937**	**16,668,348**	–	–

[1] Au Manitoba, la coyote ou le loup des prairies est comprise avec le loup.

Depuis la première guerre mondiale, Montréal est regardé comme un marché international de la fourrure. La première enchère y fut tenue en 1920. Grâce à ces enchères le classement et l'écoulement des fourrures canadiennes se trouvent placés sur une base scientifique, ce qui donne lieu à des prix plus ou moins stables suivant les conditions et qui sont profitables tant au trappeur qu'à l'éleveur, au manufacturier, au distributeur et au consommateur. Aux enchères tenues à Montréal durant la saison de 1939–40, 1,088,377 peaux d'une valeur de $4,448,087 ont été vendues. Il y a aussi des enchères à Winnipeg, Edmonton et Vancouver.

Au cours des quelque derniers vingt ans, l'apprêtage, la teinture et le finissage des fourrures ont fait d'énormes progrès. En 1939, les 14 établissements d'apprêtage et teintureries au Canada traitent 6,237,505 peaux de fourrure, les variétés principales étant le rat musqué (1,862,868) et le lapin (1,805,323). Le nombre d'établissements engagés dans la fabrication d'articles en fourrure tels que les manteaux, les capes, les écharpes, les manchons, etc. est de 370, dont la production globale est évaluée à $18,279,866.

Section 4.—Commerce extérieur de la fourrure

Les principaux marchés pour les fourrures canadiennes sont depuis plusieurs années Londres et New-York. Les peaux vertes exportées au cours des douze mois terminés le 30 juin 1940 ont une valeur globale de $13,175,686; mais, comme les chiffres des exportations par pays de destination ne peuvent pas être publiés présentement, par suite de la guerre, on ne peut pas dire dans quelles proportions elles ont été dirigées vers le Royaume-Uni et les Etats-Unis. En 1667 les exportations de fourrures en France et aux Antilles valaient 550,000 livres. En 1850, première années où des tableaux sont dressés par le Département des Douanes, la valeur des fourrures brutes exportées est de £19,395.

7.—Valeur des fourrures canadiennes exportées selon la variété, années terminées le 30 juin 1936-40

Pays et fourrure	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Peaux vertes—					
Castor	615,738	1,029,063	973,159	1,268,425	1,504,764
Renard, noir et argenté	6,260,371	7,439,955	5,571,647	5,441,287	2,677,047
Renard, autre	2,522,428	1,670,475	1,198,856	1,297,956	926,032
Lynx	690,239	670,848	421,013	348,398	263,100
Martre	439,125	622,865	448,971	601,624	621,446
Vison	2,202,695	2,509,517	1,598,722	2,499,047	2,824,065
Rat musqué	1,403,397	1,334,484	891,998	1,207,972	1,931,568
Autres variétés	2,025,282	3,252,047	1,548,989	1,623,859	2,427,664
Totaux, peaux vertes	16,159,275	18,529,254	12,653,355	14,288,568	13,175,686
Peaux apprêtées	576,148	878,921	481,773	318,140	287,669
Articles en fourrure	87,446	148,947	179,987	177,795	214,842
Grands totaux	**16,822,869**	**19,557,122**	**13,315,115**	**14,784,503**	**13,678,197**

8.—Valeur des fourrures importées selon la variété, années terminées le 30 juin 1936-40

Pays et fourrure	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Peaux vertes—					
Renard	350,216	410,933	230,340	165,201	175,844
Vison	194,671	335,237	139,549	182,423	213,919
Rat musqué	622,850	741,179	618,343	881,355	1,637,334
Agneau de perse	604,366	854,055	806,629	740,212	1,837,880
Lapin	662,434	933,694	423,528	400,404	1,055,545
Ecureuil	47,528	92,904	67,781	86,779	202,319
Autres variétés	1,869,274	2,292,445	1,561,432	1,442,126	2,200,941
Totaux, peaux vertes	4,351,339	5,660,447	3,847,602	3,898,500	7,323,782
Peaux apprêtées	1,191,667	1,813,060	1,147,503	797,228	2,092,721
Articles en fourrure	1,106,435	1,014,254	986,937	930,421	221,494
Grands totaux	**6,649,441**	**8,487,761**	**5,982,042**	**5,626,149**	**9,637,997**

Parmi les animaux vivants exportés du Canada, il n'y a que deux espèces d'animaux à fourrure que les Douanes classifient séparément: le renard et le vison.

Le Canada exporte 738 renards vivants d'une valeur de $47,425 et 1,083 visons d'une valeur de $25,312 durant l'année civile 1940. Le nombre de renards vivants importés en 1940 est de 17 d'une valeur de $2,248.

CHAPITRE XI.—PÊCHERIES

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Débuts des pêcheries.....	268
Section 2. Lieux de pêche canadiens.	268
Section 3. Le Gouvernement et les pêcheries.....	268
Section 4. Industrie moderne de la pêche.....	271
Sous-section 1. Production primaire....	271
Sous-section 2. Industrie de l'apprêtage du poisson.....	276
Sous-section 3. Le commerce poissonnier du Canada.....	278

Section 1.—Débuts des pêcheries

La pêche est une des plus anciennes et des plus historiques industries du Canada. Laissant de côté les témoignages historiques de peu de valeur pour se reporter à des documents authentiques, il faut attribuer à Cabot l'honneur d'avoir découvert, en 1497, les bancs de morue de Terre-Neuve, quand il aperçut pour la première fois le continent nord-américain. La pêche peut donc être regardée comme la première industrie à laquelle se soient livrés les Européens au Canada; elle n'a cessé depuis de donner sa récolte annuelle, tant à l'Europe qu'à l'Amérique. D'après le recensement de 1931, sur 3,927,230 personnes au Canada ayant une occupation rémunérée cette année-là, 33,756 étaient occupées dans l'industrie de la pêche.*

Un historique plus détaillé des pêcheries de l'Atlantique est donné à la page 352 de l'Annuaire de 1934–35.

Section 2.—Lieux de pêche canadiens

Les lieux de pêche du Dominion sont d'une importance nationale exceptionnelle parce que le Canada a un littoral sur deux des quatre grandes régions de pêcheries maritimes du monde. Ils comprennent naturellement trois divisions: pêcheries de l'Atlantique, pêcheries de l'intérieur et pêcheries du Pacifique. Une description détaillée de chacune de ces divisions, des poissons qui y sont pris et des méthodes employées a paru dans l'Annuaire de 1932, aux pages 229–233.

Section 3.—Le Gouvernement et les pêcheries†

Lors de la création d'un gouvernement fédéral à la Confédération, l'administration des pêcheries canadiennes fut attribuée au Ministère de la Marine et des Pêcheries. Au début de 1930 les pêcheries ont formé un ministère distinct relevant de leur propre ministre. Ce département administre maintenant toutes les pêcheries en eau salée (excepté celles de la partie continentale du Québec, qui par entente sont sous l'administration provinciale), les pêcheries en eau douce de la Nouvelle-Ecosse, et les pêcheries du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Les pêcheries en eau douce du Nouveau-Brunswick, de l'Ile du Prince-Edouard, de l'Ontario, des Provinces des Prairies et de la Colombie Britannique, et les pêcheries tant en eau douce qu'en eau salée de la province de Québec (excepté celles des îles de la Madeleine) sont administrées par leur province respective, quoique le ministère fédéral fasse certains travaux protecteurs dans les eaux douces du Nouveau-Brunswick, de l'Ile de Prince-Edouard et de la Colombie Britannique. Le droit de légiférer sur les pêcheries pour toutes les provinces appartient cependant au gouvernement fédéral. (Voir loi des pêcheries, 22–23 Geo. V, c. 42.) Les dépenses du Fédéral pour les pêcheries au cours de l'année fiscale 1940–41, y compris l'administration départe-

* Voir renvoi 2, tableau 7, p. 275.

† Revisé sous la direction du Dr B. Finn, sous-ministre des Pêcheries, Ottawa.

COMMERCIAL FISHING RESOURCES OF CANADA

PECHERIES COMMERCIALES DU CANADA

NOTE: The varieties of fish shown in the labels are ranked according to average yearly quantities caught during the period 1936-40. The size of type indicates roughly the relative caught and landed values.

NOTA: Les variétés de poisson sont disposées suivant le volume de la prise. La dimension du caractère indique à peu près la valeur relative de la prise débarquée.

PRINCIPAL PACIFIC FISH
PRINCIPAUX POISSONS DU PACIFIQUE

HERRING	HARENG
SALMON	SAUMON
PILCHARDS	PILCHARD
GRAYFISH	POISSON GRIS
HALIBUT	FLETAN
LING COD	LINGUE
OYSTERS	HUITRE

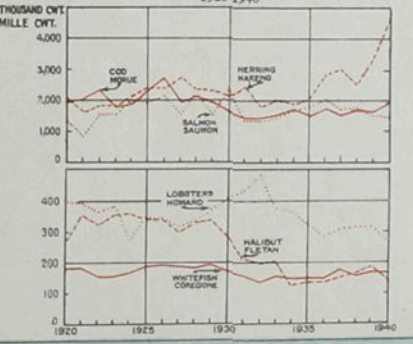
PRINCIPAL INLAND FISH
PRINCIPAUX POISSONS DES EAUX INTERIEURES

WHITEFISH	COREGONE
PICKEREL	DORE
SAUGERS	DORE NOIR
TROUT	TRUITE
BLUE PICKEREL	SANDRE
TULLIBEE	TULLIBEE
PIKE	BROCHET
HERRING	HARENG
PERCH	PERCHE

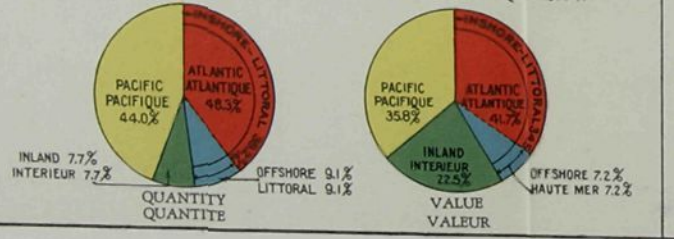
PRINCIPAL FISH CAUGHT AND LANDED
Average for years 1936-40
PRINCIPAUX POISSONS PRIS ET DEBARQUES
Moyenne de 1936-40

	TONS TONNES	VALUE CAUGHT AND LANDED VALEUR PRISE ET DEBARQUEE
SALMON-SAUMON	84,865	$6,015,971
LOBSTER-HOMARD	14,903	3,094,306
COD-MORUE	84,977	2,306,018
HERRING-HARENG	164,944	1,313,741
WHITEFISH-COREGONE	8,053	1,292,704
HALIBUT-FLETAN	7,889	1,280,503
PICKEREL-DORE	5,438	760,869
TROUT-TRUITE	3,341	743,916
HADDOCK-EGLEFIN	19,262	675,015
MACKEREL-MAQUEREAU	16,304	373,288
SARDINES-SARDINE	22,654	365,228

SIX PRINCIPAL FISH CAUGHT AND LANDED, 1920-1940
SIX PRINCIPALES VARIETES DE POISSON PRIS ET DEBARQUE 1920-1940



REGIONAL COMPARISON OF FISH CAUGHT AND LANDED 1936-40
COMPARAISON REGIONALE DU POISSON PRIS ET DEBARQUE 1936-40



1. GREAT BANK OF NEWFOUNDLAND / GRAND BANC DE TERRE-NEUVE
2. BANK ST-PIERRE / BANC ST-PIERRE
3. BANQUEREAU
4. SABLE IS. BANK / BANC DE L'ILE DU SABLE
5. GEORGES BANK / BANC GEORGES

PRINCIPAL ATLANTIC FISH
PRINCIPAUX POISSONS DE L'ATLANTIQUE

INSHORE / LITTORAL		OFFSHORE* / HAUTE MER*	
HERRING	HARENG	COD	MORUE
COD	MORUE	HADDOCK	EGLEFIN
SARDINES	SARDINE	HALIBUT	FLETAN
MACKEREL	MAQUEREAU	HAKE AND CUSK	MERLUCHE ET BROSMIUS
LOBSTERS	HOMARD	POLLOCK	MERLAN
HAKE AND CUSK	MERLUCHE ET BROSMIUS	SWORDFISH	ESPADON
HADDOCK	EGLEFIN		
POLLOCK	MERLAN		
SMELTS	EPERLAN		
OYSTERS	HUITRE		
SALMON	SAUMON		
SWORDFISH	ESPADON		
HALIBUT	FLETAN		

*"The "Offshore Fishing" represents the catch by steam trawlers and vessels of 40 tons or over fishing on offshore grounds.

*"La pêche "en haute mer" représente la prise des chalutiers à vapeur et autres navires de 40 tonnes ou plus pêchant au large.

*NOTE: The provinces of Saskatchewan and Alberta are not shown on this map. Commercial fishing waters in these provinces are less extensive than in other parts of Canada. However considerable quantities of whitefish, pickerel, trout, pike and tullibee are marketed each year.

NOTA: Les provinces de Saskatchewan et d'Alberta sont omises. Les eaux de pêche commerciale dans ces provinces ne sont pas aussi vastes que dans les autres parties du Canada. Cependant la quantité de coregone, doré, truite, brochet et tullibee vendue chaque année soit considérable.

mentale, etc., sont de $2,226,909 (ceci comprenant en outre les dépenses relatives aux commissions du Flétan du Pacifique et du Saumon du Pacifique) et les recettes, de $329,060.

Conservation.—Les pêcheries fluviales et lacustres sûrement, et les pêcheries maritimes probablement, subiraient la loi économique de l'appauvrissement si elles étaient laissées à elles-mêmes. En conséquence, le Gouvernement fédéral a voulu obvier à l'épuisement en établissant des périodes d'interdiction, en défendant l'obstruction et la pollution des cours d'eau et en réglementant l'usage des filets et autres engins de même que les opérations de la pêche en général. En outre, il a créé un vaste système de pisciculture qui possède, en 1940, 13 frayères principales, une frayère auxiliaire, 6 stations d'élevage, 7 viviers à saumon et plusieurs stations de collection d'œufs, au coût de $170,649, et il a assuré la distribution de 27,931,845 œufs de truite et de saumon, alevins et poissons dans des eaux judicieusement choisies. Des recherches et des expériences, commencées en 1929 par le Ministère fédéral des Pêcheries et la Commission de Recherches sur les Pêcheries (autrefois appelée Commission biologique) ont mené à bonne fin l'établissement de l'ostréiculture commerciale dans l'Ile du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse. En ces provinces les autorités provinciales ont cédé à l'autorité fédérale le contrôle des régions huîtrières. Dans les autres provinces huîtrières, le Nouveau-Brunswick et la Colombie Britannique, ce contrôle reste entre les mains de la province, sauf sur une petite bande de la côte du Nouveau-Brunswick, laquelle a été transférée au Ministère fédéral des Pêcheries pour lui permettre d'y faire des expériences sur l'ostréiculture commerciale.

Assistance directe.—Un système de radiodiffusion des pronostics de la température et de renseignements sur les approvisionnements de boette et de glace et sur l'état des glaces, destiné aux pêcheurs, a été établi sur le littoral de l'Atlantique où les conditions de la pêche exigent un tel service. Ce service a été assuré grâce à la collaboration du Ministère des Pêcheries et de la Division de la Radio du Ministère des Transports. Lorsque la guerre a éclaté, cependant, il a été nécessaire de modifier ce service, mais il s'est continué sur une échelle restreinte en 1940–41.

Comme autre mesure d'assistance directe aux pêcheurs, le Ministère des Pêcheries maintient un système d'instructions spéciales sur les meilleures méthodes d'apprêter et de saurir le poisson, etc. Ce système se caractérise surtout par le travail d'hommes spécialement qualifiés qui sont envoyés aux différents centres de pêche pour aider les pêcheurs par leurs avis, leurs suggestions et des démonstrations de méthodes particulières d'opération.

En 1940–41 le Gouvernement a pris des mesures spéciales pour faire face à la situation critique créée dans l'industrie du homard par la perte des marchés européens pour le homard en boîte; il a établi un système communément appelé 'programme de contrôle du homard en boîte'. En résumé, ce programme vise à développer en Amérique du Nord un débouché pour le homard en boîte du Dominion qui, en temps de paix, est surtout vendu en Europe; normalement, les marchés européens, principalement la Grande-Bretagne, absorbent de 80 à 90 p.c. de la production. Ce système de contrôle avait pour but de stabiliser les conditions qui menaçaient de devenir chaotiques et, au moyen de la publicité au Canada et d'autres mesures pour favoriser les ventes dans le Dominion et les Etats-Unis, d'accroître dans les deux pays la demande du homard en boîte de telle sorte que les conserveries fussent en mesure d'écouler toute leur production sur ces marchés qui n'en absorbaient que des quantités relativement faibles auparavant. La campagne de publicité a coûté environ $50,000.

Au cours de l'année le Ministère des Pêcheries a poursuivi son programme de conférences-démonstrations; des diététiciens expérimentés ont donné dans les différentes parties du pays des démonstrations et des causeries sur la cuisson du poisson en vue d'augmenter la demande pour les produits poissonniers canadiens.

Recherches scientifiques.—Ce sujet est traité dans un article spécial sur les recherches scientifiques et industrielles aux pages 1024–1028 de l'Annuaire de 1940.

Problèmes internationaux.—Des problèmes d'importance internationale concernant les pêcheries ont surgi de temps en temps sur les deux littoraux du Dominion, de même que dans la région des Grands Lacs où les problèmes sont compliqués par le nombre de gouvernements locaux intéressés. Un des principaux problèmes internationaux a été la question des droits de pêche des Etats-Unis dans les eaux canadiennes de l'Atlantique. Des détails historiques sur cette question se trouvent aux pages 356–357 de l'Annuaire de 1934–35. Depuis 1933, en vertu de l'ancien système de *modus vivendi*, résultat du traité non ratifié de 1888, les vaisseaux des Etats-Unis ont encore reçu la permission d'entrer dans les ports canadiens pour acheter de la boette et toutes autres nécessités de pêche.

Le Canada et les Etats-Unis ont pris ces dernières années des mesures conjointes pour traiter de deux problèmes importants créés par les pêcheries du littoral du Pacifique. Des commissions internationales ont été instituées pour s'occuper d'une part de la protection de la pêche du flétan dans le Pacifique septentrional et la mer de Bering, et d'autre part, de la protection, la conservation et l'extension des pêcheries de saumon sockeye dans le système du fleuve Fraser. Les détails des traités et conventions signés à ce sujet se trouvent à la page 292 de l'Annuaire de 1940.

Primes.—Une loi de 1882 (45 Vict., c. 18), pour le développement des pêcheries maritimes et l'encouragement à la construction de navires de pêche, a consacré une somme annuelle de $150,000 (représentant l'intérêt du montant de la sentence arbitrale de Halifax), à la distribution de primes aux pêcheurs et aux propriétaires de bateaux de pêche sur l'Atlantique. Une loi de 1891 (54–55 Vict., c. 42) éleva ces primes à $160,000, les détails de leur distribution étant réglés chaque année par ordre en conseil. Pour l'année 1940, la répartition de cette somme s'est faite sous l'autorité de la loi des pêcheries en eau profonde (S.R.C., 1927, c. 74) sur les bases suivantes: aux armateurs ayant droit à la prime, $1 par tonneau enregistré, avec un maximum de $80 par navire; à chaque membre de leurs équipages ayant droit à la prime, $6·90 chacun; aux propriétaires de barques mesurant au moins 12 pieds de quille, $1 par embarcation; à chaque pêcheur montant des barques ayant droit à la prime, $6·60.

1.—Primes payées par le Gouvernement aux pêcheurs, 1937-40

Province	Personnes à qui les primes ont été versées				Montant des primes payées[1]			
	1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	2,062	2,392	2,173	1,407	15,748	14,991	13,926	10,059
Nouvelle-Ecosse	10,437	11,540	10,987	10,086	86,409	81,863	78,211	81,105
Nouveau-Brunswick	2,196	2,975	2,689	2,397	19,273	21,344	19,973	20,002
Québec	5,120	6,733	7,488	6,761	38,427	41,784	47,883	48,754
Totaux	**19,815**	**23,640**	**23,337**	**20,631**	**159,857**	**159,982**	**159,993**	**159,920**

[1] Comprend les paiements aux propriétaires de vaisseaux et bateaux.

Compilation des statistiques.—Les statistiques des pêcheries du Canada sont compilées et publiées par le Bureau Fédéral de la Statistique, en collaboration avec le Ministère fédéral des Pêcheries et les départements des différents gouvernements provinciaux ayant juridiction sur les pêcheries. En vertu de cette entente les statistiques de la prise et des produits vendus frais ou préparés au pays sont colligées par les représentants régionaux des Pêcheries, revisées par le Ministère des Pêcheries dans les régions contrôlées par le Dominion et compilées par le Bureau Fédéral de la Statistique. Dans le cas du poisson conservé, des questionnaires semblables à tous ceux employés par le Recensement des Industries sont envoyés par le Bureau aux conserveries, saurisseries, etc. Les représentants des ministères donnent leur concours pour assurer que les réponses sont exactes et viennent rapidement.

Section 4.—Industrie moderne de la pêche*

Sous-section 1.—Production primaire

L'industrie poissonnière a commencé de prendre de l'importance au point de vue commercial au cours de la dernière moitié du dix-neuvième siècle. En 1844 la valeur estimative de la prise n'était que de $125,000. Elle doubla au cours des dix années qui suivirent pour dépasser le million de dollars vers 1860. Dix ans plus tard elle touchait $6,000,000, chiffre qui était encore plus que doublé vers 1878. En 1900 elle atteignit le total de près de $22,000,000 et son expansion se maintint presque sans interruption jusqu'en 1918 pour alors toucher le chiffre record de $60,000,000. Depuis lors il y a eu des diminutions, plutôt attribuables aux prix moins élevés qu'à une prise moins abondante. Il est entendu que ces chiffres représentent la valeur totale du poisson vendu, frais, séché, en conserve ou autrement préparé.

2.—Valeur des produits poissonniers du Canada, 1870-1940

Année	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur
	$		$		$		$
1870	6,577,391	1906	26,279,485	1918	60,259,744	1930	47,804,216
1875	10,350,385	1907	25,499,349	1919	56,508,479	1931	30,517,306
1880	14,499,979	1908	25,451,085	1920	49,241,339	1932	25,957,109
1885	17,722,973	1909	29,629,169	1921	34,931,935	1933	27,496,946
1890	17,714,900	1910	29,965,142	1922	41,800,210	1934	34,022,323
1895	20,199,338	1911	34,667,872	1923	42,565,545	1935	34,427,854
1900	21,557,639	1912	33,389,464	1924	44,534,235	1936	39,165,055
1901	25,737,153	1913	33,207,748	1925	47,942,131	1937	38,976,294
1902	21,959,433	1914	31,264,631	1926	56,360,633	1938	40,492,976
1903	23,100,878	1915	35,860,798	1927	49,123,609	1939	40,075,922[1]
1904	23,516,439	1916	39,208,378	1928	55,050,973	1940	45,118,887
1905	29,479,562	1917	52,312,044	1929	53,518,521		

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Dans les premiers temps de cette industrie la Nouvelle-Ecosse occupait la première place parmi les provinces; aujourd'hui la Colombie Britannique est première avec 48 p.c. de la valeur totale de la production; la Nouvelle-Ecosse vient en deuxième, avec 22 p.c.; et le Nouveau-Brunswick, troisième, avec près de 11 p.c.

* Revisé par Mlle F. A. Brown, chef de la Branche des Pêcheries et des Produits Animaux, Bureau Fédéral de la Statistique. Pour la liste des publications de cette branche, voir le chapitre XXVIII.

3.—Valeur des produits poissonniers du Canada, par province, 1935-40

Province	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	899,685	953,029	870,299	930,874	950,412	714,870
Nouvelle-Ecosse	7,852,899	8,905,268	9,229,834	8,804,231	8,753,548	9,843,456
Nouveau-Brunswick	3,949,615	4,399,735	4,447,688	3,996,064	5,082,393	4,965,618
Québec	1,947,259	2,108,404	1,892,036	1,957,279	2,010,953	2,002,053
Ontario	2,852,007	3,209,422	3,615,666	3,353,775	3,010,252[1]	3,035,100
Manitoba	1,258,335	1,667,371	1,796,012	1,811,124	1,655,273	1,988,545
Saskatchewan	252,059	367,025	527,199	468,646	478,511	403,510
Alberta	225,741	309,882	433,354	492,943	430,724	450,574
Colombie Britannique	15,169,529	17,231,534	16,155,439	18,672,750	17,698,989	21,710,167
Yukon	20,725	13,385	8,767	5,290	4,867	4,994
Totaux	**34,427,854**	**39,165,055**	**38,976,294**	**40,492,976**	**40,075,922**[1]	**45,118,887**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Aux débuts de l'industrie, la morue de l'Atlantique et le saumon du Pacifique se disputaient la première place; depuis 1895 le saumon est définitivement en avant et le homard occupe la deuxième en ces dernières années et jusqu'à ce que la guerre actuelle eût restreint le marché étranger (voir sous-section 3). En 1940 le hareng, grâce à une prise exceptionnellement abondante, monte au deuxième rang par ordre de valeur marchande. La morue occupe le troisième rang.

Le tableau 4 donne les quantités de poisson pris, mais les valeurs représentent tous les produits poissonniers écoulés, primaires et secondaires. Les grands totaux sont aussi subdivisés de façon à montrer la valeur respective de la pêche maritime et pêche intérieure, comparativement à la pêche globale. Des tableaux plus détaillés des quantités et des valeurs tant des produits poissonniers maritimes que de ceux des pêcheries intérieures écoulés, tels que ceux qui paraissent aux pages 329–341 de l'Annuaire de 1938, se trouvent aux pages 218–225 du "Rapport sur la Statistique des Pêcheries, 1940", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

4.—Prise et valeur commerciale des principaux poissons, Canada, 1936-40

NOTA.—La prise donnée dans ce tableau, en chaque cas, ne comprend pas la quantité de foie débarquée, mais la valeur englobe celle du foie tel que mis sur le marché.

Espèce		1936	1937	1938	1939	1940	Augmentation ou diminution en 1940 sur 1939
Saumon	qtx	2,029,704	1,724,213	1,766,728	1,501,747	1,458,145	− 43,602
	$	13,867,513	12,370,219	14,992,544	13,409,292	14,170,496	+ 761,204
Hareng	qtx	2,852,381	3,057,503	2,533,677	3,364,530	4,686,300	+ 1,321,770
	$	2,576,533	2,556,883	2,487,231	3,780,297	6,256,508	+ 2,476,211
Morue	qtx	1,699,974	1,523,626	1,702,023	1,635,505	1,932,966	+ 297,461
	$	3,331,750	3,140,230	3,335,231	3,234,059	4,984,504	+ 1,750,445
Homard	qtx	283,273	309,950	314,385	314,665	267,991	− 46,674
	$	4,383,428	4,633,429	3,793,219	3,782,325	3,187,594	− 594,731
Corégone	qtx	144,603	173,675	154,244	164,619	168,179	+ 3,560
	$	1,525,700	1,887,889	1,650,347	1,722,342	1,928,862	+ 206,520
Sardine	brl	247,238	159,481	184,450	317,085	224,428	− 92,657
	$	1,598,562	1,526,505	1,393,129	2,300,818	1,883,375	− 417,443
Flétan	qtx	138,468	150,583	162,540	184,734	148,197	− 36,537
	$	1,441,310	1,598,190	1,789,444	2,117,172	1,859,276	− 258,436
Eglefin	qtx	403,010	388,823	393,589	385,155	355,574	− 29,581
	$	1,291,905	1,296,313	1,361,992	1,357,064	1,443,729	+ 86,665
Doré	qtx	145,635	143,020	128,812	120,509	105,800	− 14,709
	$	1,109,397	1,043,532	1,031,868	867,288	1,101,131	+ 143,743
Truite	qtx	72,973	70,588	72,873	63,217	54,393	− 8,824
	$	842,738	1,031,740	1,036,292	829,768	809,136	− 20,632
Maquereau	qtx	227,638	239,163	285,565	520,651	357,354	− 163,297
	$	461,866	635,740	560,716	890,778	657,876	− 232,902
Eperlan	qtx	94,868	67,343	71,256	70,902	82,688	+ 11,786
	$	655,656	444,473	486,485	472,564	636,845	+ 164,281

4.—Prise et valeur commerciale des principaux poissons, Canada, 1936-40—fin

Espèce		1936	1937	1938	1939	1940	Augmentation ou diminution en 1940 sur 1939
Pilchard	qtx	889,037	961,485	1,035,369	110,453	575,399	+ 464,946
	$	667,313	902,619	867,007	100,693	632,393	+ 531,700
Doré noir	qtx	47,711	82,676	95,007	113,972	115,065	+ 1,093
	$	263,579	377,884	488,786	487,258	613,238	+ 125,980
Espadon	qtx	17,853	15,020	10,929	17,884	22,901	+ 5,017
	$	230,798	238,165	132,763	243,783	327,402	+ 83,619
Perche	qtx	32,258	35,231	43,661	33,037	39,680	+ 6,643
	$	268,653	277,220	335,563	262,964	314,906	+ 51,942
Lingue	qtx	68,932	42,858	46,516	47,497	47,613	+ 116
	$	392,147	275,817	283,511	300,783	303,044	+ 2,261
Tullibee	qtx	59,265	55,966	57,932	69,893	72,214	+ 2,321
	$	276,464	284,288	283,836	237,409	292,111	+ 54,702
Merluche et brosmius	qtx	228,047	229,225	261,898	210,458	225,666	+ 15,208
	$	316,200	299,004	280,161	189,821	246,986	+ 57,165
Coque	qtx	143,274	142,472	150,528	95,519	113,652	+ 18,133
	$	192,910	240,184	285,561	147,323	211,919	+ 64,596
Poisson gris	qtx	145,701	148,913	197,110	115,166	142,247	+ 27,081
	$	86,783	81,238	136,660	80,499	209,966	+ 129,467
Sandre	qtx	68,995	94,496	73,171	61,575	21,184	− 40,391
	$	614,055	812,665	497,564	418,710	203,367	− 215,343
Huître	brl	26,965	24,687	24,476	29,624	26,957	− 2,667
	$	189,922	180,079	175,620	173,710	188,529	+ 14,819
Brochet	qtx	54,370	51,320	62,283	56,483	48,458	− 8,025
	$	225,589	215,306	233,182	212,730	182,503	− 30,227
Sole	qtx	24,301	27,456	23,602	30,312	27,201	− 3,111
	$	108,409	123,398	107,957	140,503	168,002	+ 27,499
Merlan	qtx	126,345	239,845	101,334	94,684	103,103	+ 8,419
	$	114,200	222,208	115,017	114,722	156,117	+ 41,395
Pétoncle	gal.	170,762	183,755	95,686	49,580	66,539	+ 16,959
	$	334,424	296,529	140,509	79,329	134,090	+ 54,761
Cabillaud	qtx	7,196	13,410	8,463	9,067	13,934	+ 4,867
	$	53,497	95,251	71,297	79,419	132,822	+ 53,403
Anchois	qtx	–	–	–	19,320	74,435	+ 55,115
	$	–	–	–	10,417	119,035	+ 108,618
Turbot	qtx	9,947	13,345	15,861	19,544	27,874	+ 8,330
	$	36,239	44,443	58,398	57,550	112,956	+ 55,406
Grands totaux[1]	$	**39,165,055**	**38,976,294**	**40,492,976**	**40,075,922**[2]	**45,118,887**	**+ 5,042,965**
Totaux, poisson de mer[1]	$	32,951,504	31,984,047	33,774,148	33,972,310	38,910,188	+ 4,937,878
Totaux, poisson d'eau douce[1]	$	6,213,551	6,992,247	6,718,828	6,103,612[2]	6,208,699	+ 105,087

[1] Comprend d'autres item non spécifiés. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Les valeurs sur lesquelles les chiffres du tableau **5** sont basés sont celles des produits poissonniers tels que mis sur le marché, c'est-à-dire qu'elles comprennent la valeur ajoutée par la transformation comme la conserverie, la saurisserie, etc. D'un autre côté, les indices du volume sont basés sur les quantités de poisson pris et débarqué.

5.—Pourcentages de la valeur totale et indices du volume de production des pêcheries, par principales espèces de poisson de mer et d'eau douce, 1929-40

NOTA.—Basés sur les valeurs des ventes et sur les quantités prises.

Espèces	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Pourcentage de la valeur totale												
Saumon	28·0	37·1	26·1	31·0	34·8	37·9	36·4	35·4	31·7	37·0	33·5	31·4
Hareng	6·0	5·5	7·6	5·7	6·4	5·3	5·3	6·6	6·6	6·1	9·4	13·9
Morue	10·1	9·0	9·3	8·5	9·5	9·8	8·0	8·5	8·1	8·2	8·1	11·0
Homard	10·7	10·9	16·5	18·3	12·8	12·6	12·7	11·2	11·9	9·4	9·4	7·1
Corégone	4·6	3·8	4·7	4·6	4·1	4·0	4·2	3·9	4·8	4·1	4·3	4·3
Sardine	3·0	2·2	2·7	1·6	2·3	3·1	3·9	4·1	3·9	3·4	5·7	4·2

5.—Pourcentages de la valeur totale et indices du volume de production des pêcheries, par principales espèces de poisson de mer et d'eau douce, 1929-40—fin

Espèces	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Pourcentage de la valeur totale—fin												
Flétan[1]	9·0	6·0	5·8	4·7	6·2	3·3	3·7	3·7	4·1	4·4	5·3	4·1
Eglefin	3·6	3·9	4·5	4·3	3·0	3·2	3·3	3·3	3·3	3·4	3·4	3·2
Doré	2·7	2·0	2·5	2·7	2·3	2·5	2·3	2·8	2·7	2·6	2·1	2·2
Truite	2·5	2·2	2·3	2·2	1·9	1·7	2·2	2·2	2·6	2·6	2·0	1·8
Maquereau	1·0	1·3	1·6	1·1	1·4	1·2	0·9	1·2	1·6	1·4	2·2	1·5
Eperlan	2·2	1·8	2·1	2·7	1·8	1·6	1·7	1·7	1·1	1·2	1·2	1·4
Lingue	0·8	0·7	0·8	0·6	0·7	0·8	0·9	1·9	0·7	0·7	0·8	0·7
Perche	1·2	0·7	0·8	1·0	0·9	1·1	1·2	0·7	0·7	0·8	0·6	0·7
Espadon	0·2	0·4	0·8	0·4	0·8	0·5	0·8	0·6	0·6	0·3	0·6	0·7
Tullibee	1·3	1·0	0·6	0·9	1·0	0·6	0·7	0·7	0·7	0·7	0·6	0·6
Sandre	0·6	0·9	0·6	0·7	0·9	0·3	0·9	1·6	2·1	0·1	1·0	0·5
Brochet	0·8	0·5	0·5	0·5	0·4	0·4	0·5	0·6	0·6	0·6	0·5	0·5
Grands totaux[2]	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Totaux, poisson de mer[2]	83·9	86·7	84·5	83·8	85·2	85·9	84·7	84·1	82·1	83·4	84·8	86·2
Totaux, poisson d'eau douce[2]	16·1	13·3	15·5	16·2	14·8	14·1	15·3	15·9	17·9	16·6	15·2	13·8
Indices du volume (1926=100)												
Saumon	71·1	108·4	61·6	61·1	66·8	77·8	83·7	93·1	79·1	81·0	68·9	66·9
Hareng	95·7	90·5	108·5	76·9	84·9	78·5	85·0	117·7	126·2	104·6	138·9	193·4
Morue	83·8	61·9	54·5	53·2	58·2	63·8	57·3	63·4	56·8	63·4	60·9	72·0
Homard	109·8	120·0	128·4	142·4	110·5	106·7	94·2	83·4	91·3	92·6	92·7	78·9
Corégone	103·0	89·9	82·0	72·6	79·8	75·9	77·4	75·9	91·1	80·9	86·3	88·2
Sardine	144·0	74·8	36·8	38·6	75·4	110·6	108·4	142·8	92·1	106·5	183·1	129·6
Flétan[1]	98·8	83·1	62·0	57·0	59·1	36·2	38·9	40·7	44·3	47·8	54·3	43·6
Eglefin	109·8	97·9	73·3	72·5	54·2	71·6	74·2	81·1	78·3	79·2	77·5	71·6
Doré	102·0	81·8	73·2	71·0	84·3	97·2	86·9	115·5	113·5	102·2	95·6	83·9
Truite	115·5	88·7	73·0	63·8	74·7	75·0	84·3	92·7	89·7	92·6	80·3	69·1
Maquereau	132·2	154·6	170·0	154·6	228·0	165·3	139·0	197·1	207·2	247·3	450·8	309·4
Eperlan	91·0	71·6	80·7	104·2	84·2	74·9	86·1	102·8	73·0	77·2	76·8	89·6
Lingue[3]	97·6	99·8	102·6	80·4	81·1	96·2	126·5	138·7	86·2	93·6	95·6	95·8
Perche	219·8	143·5	168·6	200·0	134·4	238·5	236·0	105·7	115·5	143·2	108·3	130·1
Espadon	49·0	92·2	97·6	80·0	132·5	108·2	172·7	138·0	116·1	84·5	138·2	177·0
Tullibee	96·2	61·1	42·2	46·9	41·7	43·4	39·1	58·4	55·1	57·1	68·8	71·1
Sandre	85·0	195·0	177·8	133·6	138·7	80·0	168·5	227·0	310·8	240·8	202·6	69·7
Brochet	113·9	77·9	62·7	57·1	56·7	51·3	61·7	75·0	70·8	85·9	77·9	66·8

[1] Depuis 1934, les prises débarquées dans les ports de la Colombie Britannique par les vaisseaux des Etats-Unis ne sont pas comprises. [2] Les totaux comprennent des item moins importants non spécifiés. [3] Comme la lingue était comprise avec la morue en 1926, la moyenne des années 1927-30 a été prise comme la quantité de lingue pour 1926 et déduite de la quantité de morue déclarée pour 1926, la quantité qui en a résulté étant employée comme la base pour l'indice de volume.

6.—Vaisseaux, barques, filets, pièges, etc., utilisés dans les pêcheries canadiennes, 1939 et 1940

Outillage	1939		1940	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
		$		$
Pêcheries maritimes—				
Chalutiers à vapeur	2	60,000	Nil	-
Vaisseaux de pêche à vapeur	Nil	-	3	75,000
Vaisseaux à voile, à gazoline et diesel	1,180	3,935,188	1,080	3,592,385
Barques à gazoline et diesel	18,940	7,097,339	18,905	7,432,337
Barques à voiles et à rames	14,666	381,643	13,900	356,123
Pinasses, barques servant à recueillir le poisson et chalands	511	828,560	448	1,208,310
Filets à mailles à hareng	47,039	566,864	44,932	508,586
Filets à mailles à maquereau	24,032	262,531	24,237	283,374
Filets à mailles à saumon	2,567	144,939	2,438	102,108
Autres filets à mailles	730	22,105	1,075	32,725
Filets dérivants à saumon	13,345	1,067,835	14,070	1,215,427
Filets à saumon à parc	830	338,680	893	350,499
Filets à parc, autres	517	278,150	536	294,991
Filets à mailles à éperlan	9,843	44,519	8,919	39,079

6.—Vaisseaux, barques, filets, pièges, etc., utilisés dans les pêcheries canadiennes, 1939 et 1940—fin

Outillage	1939		1940	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Pêcheries maritimes—fin				
Filets à poche ou à réservoir à éperlan	7,311	353,947	6,622	333,950
Filets tremblants	49	7,350	47	7,050
Filets à oulachon	31	855	46	1,090
Filets à crevette	26	2,485	25	2,800
Sennes à poches pour saumon	254	328,550	281	353,800
Sennes de fond à saumon	9	5,000	9	5,400
Sennes, autres	961	242,850	988	306,200
Bordigues	659	408,635	703	440,400
Baquets de palangre	4,026	81,771	4,037	101,565
Petits chaluts	22	1,690	86	4,460
Baquets à chalut	22,282	344,516	21,573	362,478
Lignes à main	69,255	172,138	67,856	194,985
Râteaux à crabe	6,104	14,651	4,832	18,081
Pièges à anguille	770	1,144	409	674
Pièges à homard	2,068,382	2,295,317	1,849,777	2,077,404
Parcs à homard	33	67,345	24	58,1[illegible]0
Râteaux à huîtres	2,000	6,06[illegible]	1,509	4,38[illegible]
Râteaux à pétoncles	394	8,064	310	7,679
Râteaux à prairies	171	567	174	518
Môles et quais	1,703	539,480	1,514	514,395
Congélateurs et glacières	731	267,015	667	244,940
Petites poissonneries et fumeries	7,340	669,679	7,053	647,167
Autres engins	–	79,256	–	80,071
Valeur totale, pêcheries maritimes	–	**20,926,725**	–	**21,258,608**
Pêcheries intérieures—				
Allèges	25	124,400	27	90,150
Remorqueurs	94	638,430	94	622,250
Barques à gazoline	1,419	853,295	1,295	854,462
Esquifs et canots	3,867	124,695	3,794	134,711
Rets à mailles	–	1,883,791	–	1,998,169
Sennes	283	29,323	285	20,307
Filets à enclos	1,125	540,785	1,103	507,490
Filets à cercle	1,257	25,652	1,076	22,520
Carrelets sur dévidoirs	85	531	62	425
Lignes	796	10,850	960	4,251
Bordigues	547	91,000	652	73,750
Harpons	306	1,267	68	525
Pièges à anguille	200	400	206	412
Pièges tournants	7	1,000	9	1,340
Môles et quais	576	153,813	535	152,839
Congélateurs et glacières	775	371,650	741	420,111
Petites poissonneries et fumeries	337	62,280	206	54,650
Autres engins	–	4,549	–	4,299
Valeur totale, pêcheries intérieures	–	**4,917,711**	–	**4,962,661**
Grands totaux[1]	–	**25,844,436**	–	**26,221,269**

[1] Ne comprennent pas l'outillage des établissements d'apprêtage.

7.—Personnes employées dans les opérations primaires de la pêche au Canada, 1938-40

Personnel des—	Pêcheries maritimes			Pêcheries intérieures		
	1938	1939	1940	1938	1939	1930
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Chalutiers à vapeur	79	54	33	Nil	Nil	Nil
Navires	5,843	5,376	5,249	[1]	[1]	[1]
Barques	47,161	46,236	45,707	8,384	8,172	8,005
Pinasses et vaisseaux servant à recueillir le poisson	649	730	811	102	106	109
Pêcheurs sans embarcation	3,302	2,809	3,016	5,990	5,458	5,887
Totaux, pêcheurs[2]	**57,034**	**55,205**	**54,816**	**14,476**	**13,736**	**14,001**

[1] Compris avec les barques. [2] Ces totaux comprennent toutes les personnes employées aux opérations primaires de la pêche, indépendamment de la période d'emploiement. Les chiffres du recensement de 1931, page 268, ne comprennent que les personnes dont la principale occupation est la pêche.

Production des pêcheries maritimes, 1941.—Les rapports statistiques provisoires annoncent pour 1941 une production légèrement inférieure à celle de 1940. Par contre, la valeur du poisson pris et débarqué en 1941 apporte aux pêcheurs un revenu sensiblement plus élevé que l'année précédente; chacune des cinq provinces où il y a des pêcheries contribue à cette augmentation. C'est la Colombie Britannique qui accuse le gain le plus marqué en valeur. L'augmentation y est attribuable en majeure partie, bien que non entièrement, à la pêche au saumon. La prise de saumon du Pacifique est beaucoup plus considérable qu'en 1940 et les saumoneries enregistrent leur production la plus élevée de l'histoire, soit un peu moins de 2,246,000 caisses. L'autre caractéristique de l'année sur la côte du Pacifique est l'augmentation de 100 p.c. dans la prise de hareng et la production d'une grande quantité de hareng en boîte. L'expansion de l'industrie du hareng sur le Pacifique est un résultat direct de la guerre. Antérieurement à 1939, la production annuelle de hareng en boîte en Colombie Britannique était peu importante. Les besoins de l'Angleterre en provisions de bouche ont déterminé une expansion énorme des opérations. Sur la côte de l'Atlantique, la situation meilleure du commerce du poisson séché, due à la moindre concurrence sur les marchés d'exportation depuis la disparition des pays européens du domaine de la production, a déterminé une augmentation substantielle dans la production et un meilleur apport en dollars. La prise de homard est quelque peu plus considérable qu'en 1940, mais ce sont les prix plus fermes plutôt que l'importance de cette augmentation qui ont déterminé une avance de quelque $500,000 dans la valeur totale de la pêche. La production des sardineries augmente considérablement.

Les renseignements statistiques relatifs aux pêcheries intérieures en 1941 n'ont pu être obtenus avant la préparation de cette matière.

Sous-section 2.—Industrie de l'apprêtage du poisson

Un article spécial sur l'évolution de l'apprêtage du poisson, par le sous-ministre des Pêcheries à Ottawa, paraît aux pp. 226–27 de l'Annuaire de 1941.

Etablissements, capital, employés, matières premières et produits.—Parmi les industries poissonnières canadiennes en 1940, la saumonerie constitue le groupe le plus important. Le capital engagé s'y élève à $11,476,367 ou 49 p.c. des immobilisations totales de tous ces établissements. Environ 70 p.c. de la valeur de production des établissements est attribuée au poisson en boîte, salé ou autrement préparé, et 30 p.c. au poisson frais mis en marché pour consommation immédiate.

8.—Conserveries et saurisseries de poisson, 1939 et 1940

Genre d'établissement	1939		1940	
	Nomb.	Valeur[1]	Nomb.	Valeur[1]
		$		$
Saumoneries	84	11,566,687	40	11,476,367
Saurisseries	166	4,433,188	184	5,329,452
Sardineries et autres conserveries	15	2,313,603	19	2,863,261
Homarderies	194	1,191,771	146	659,593
Huileries	16	669,209	16	988,056
Glacières	28	1,179,334	33	1,775,489
Conserveries de coques	20	125,408	20	165,458
Totaux	**523**	**21,479,200**	**458**	**23,257,676**

[1] Comprend biens-fonds, bâtiments et machinerie, produits et matériel en mains, comptes et effets à recevoir et en caisse.

9.—Conserveries et saurisseries de poisson, par province, 1939 et 1940

Année et genre d'établissement	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Québec	C.B.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1939						
Homarderies	60	55	67	12	Nil	194
Saumoneries	Nil	2	Nil	47	35	84
Mollusques et crustacés	3	5	11	Nil	1	20
Sardineries, etc.	2	7	3	1	2	15
Saurisseries	6	78	23	46	13	166
Glacières	Nil	4	9	8	7	28
Huileries	"	3	3	1	9	16
Totaux, 1939	**71**	**154**	**116**	**115**	**67**	**523**
1940						
Homarderies	49	42	46	9	Nil	146
Saumoneries	Nil	2	Nil	[1]	38	40[1]
Mollusques et crustacés	5	3	11	Nil	1	20
Sardineries, etc.	3	6	3	2	5	19
Saurisseries	8	83	29	51	13	184
Glacières	Nil	8	11	5	9	33
Huileries	"	5	2	1	8	16
Totaux, 1940	**65**	**149**	**102**	**68**	**74**	**458**

[1] Les petites saumoneries de la province de Québec ont été transportées au groupe des "petites poissonneries et fumeries" tel qu'indiqué dans les opérations primaires des pêcheries maritimes, tableau 6.

10.—Matières premières utilisées dans les conserveries et saurisseries de poisson et valeur de leurs produits en 1936-40

Matières premières et produits	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Matières premières utilisées—					
Poisson	11,916,080	12,179,219	12,589,724	12,807,991	14,934,744
Huiles comestibles	137,144	134,426	104,605	150,809	169,662
Sel	256,651	208,510	20o,797	212,325	273,818
Récipients	3,672,437	3,353,174	3,728,603	3,922,650	5,135,138
Autres	477,626	443,452	452,331	1,020,923	948,489
Totaux, matières premières utilisées	**16,459,938**	**16,318,781**	**17,082,060**	**18,114,698**	**21,461,851**
Produits—					
Poisson vendu frais pour la consommat.	6,430,174	7,056,041	6,052,397	8,158,416	10,414,474
Poisson en boîte, fumé ou autrement préparé	20,254,627	19,032,584	21,896,811	20,640,234	24,695,967
Totaux, produits	**26,684,801**	**26,088,625**	**27,949,208**	**28,798,650**	**35,110,441**

11.—Personnel des conserveries et saurisseries, 1938-40

Personnel des—	1938			1939			1940		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Homarderies	1,789	2,949	4,738	1,742	2,991	4,733	1,247	2,066	3,313
Saumoneries	2,714	2,439	5,153	3,125	2,274	5,399	3,397	2,764	6,161
Conserveries de coques	138	268	406	94	221	315	92	179	271
Sardineries et autres conserveries	443	478	921	503	489	992	810	692	1,502
Saurisseries	2,315	408	2,723	2,236	426	2,662	2,535	407	2,942
Poisson frais et glacières	178	34	212	382	65	447	402	147	549
Huileries	219	12	231	262	4	266	299	7	306
Totaux	**7,796**	**6,588**	**14,384**	**8,344**	**6,470**	**14,814**	**8,782**	**6,262**	**15,044**

12.—Personnel des conserveries et saurisseries, et sa rémunération, 1920-40

Année	Salariés		Employés à gages		Ouvriers à l'entreprise et à la pièce		Total	
	Nomb.	Montant	Nomb.	Montant	Nomb.	Montant	Nomb.	Montant
		$		$		$		$
1920	651	759,176	13,137	3,180,701	4,711	916,413	18,499	4,856,290
1921	487	551,330	10,534	2,023,040	3,083	399,016	14,104	2,973,386
1922	614	682,535	11,848	2,358,780	4,115	600,415	16,577	3,641,730
1923	585	681,101	11,265	2,443,971	3,597	644,842	15,447	3,769,914
1924	574	755,631	10,583	2,588,717	4,379	890,413	15,536	4,234,761
1925	632	806,418	10,687	3,166,045	4,953	998,704	16,272	4,971,167
1926	546	733,760	11,579	3,807,533	5,283	1,081,544	17,408	5,622,837
1927	639	871,211	11,343	3,769,791	4,715	732,949	16,697	5,373,951
1928	630	853,800	10,579	3,539,070	4,225	868,226	15,434	5,261,096
1929	660	951,669	11,122	3,668,802	4,585	791,384	16,367	5,411,855
1930	591	918,952	9,967	3,383,902	5,164	1,023,609	15,722	5,326,463
1931	540	692,270	9,577	2,069,153	2,954	421,452	13,071	3,182,875
1932	486	602,760	9,799	1,741,404	3,439	477,714	13,724	2,821,878
1933	473	558,500	9,453	1,728,885	4,116	736,683	14,042	3,024,068
1934	548	676,124	9,642	2,193,995	4,012	684,956	14,802	3,555,075
1935	550	703,075	9,468	2,171,478	4,343	679,395	14,361	3,553,948
1936	558	734,078	10,073	2,544,903	4,607	724,269	15,238	4,003,850
1937	602	722,651	9,671	2,632,120	3,771	687,794	14,044	4,042,565
1938	642	772,493	9,092	2,775,425	4,750	680,037	14,484	4,227,955
1939	743	819,119	9,670	2,819,675	4,401	708,600	14,814	4,347,394
1940	790	988,340	8,843	3,540,220	5,411	868,230	15,044	5,396,790

Sous-section 3.—Le commerce poissonnier du Canada

Exportations.—Les exportations canadiennes de poisson et de produits poissonniers au cours des douze mois terminés le 31 décembre 1940 ont une valeur totale de $32,662,062*, augmentation de $3,020,830 ou 10 p.c. sur l'année précédente. Le total de 1940 est le plus élevé depuis 1929. Le saumon en boîte, principal item d'exportation, a une valeur de $8,226,315; les autres item dont la valeur d'exportation est de plus d'un million de dollars en 1940 sont: homard frais ($2,016,561); hareng de mer en boîte ($1,645,430); saumon frais ($1,507,111); morue séchée ($1,502,462). Les exportations de homard en boîte vers un grand nombre de pays de l'Europe, autrefois très volumineuses, ont beaucoup diminué à cause de la guerre et, en 1940, leur valeur est inférieure à la moitié de celle de 1939. Les exportations de poudre de poisson augmentent chaque année et en 1940 leur valeur atteint $1,273,041. Les exportations d'huile de poisson sont de même importantes, les diverses variétés exportées, y compris l'huile de baleine, atteignant une valeur totale de $992,485.

Importations.—Les importations de poisson et de produits poissonniers au cours de l'année civile 1940 atteignent une valeur de $3,501,561, augmentation de $62,917 ou 2 p.c. sur 1939. Les principales variétés importées sont les huîtres, les sardines, le saumon et le thon. Les importations d'huiles de poisson sont considérables, leur valeur globale en 1940 s'élevant à $883,709.

* Ce chiffre ne concorde pas avec les exportations totales de poisson et de produits poissonniers indiquées au tableau 17 du chapitre du commerce extérieur, parce que certains produits, tels que les mollusques, etc., indiqués ici ne figurent pas dans ce tableau.

CHAPITRE XII.—MINES ET MINÉRAUX*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Administration des terrains miniers et lois minières...	279
Sous-section 1. Lois et règlements miniers du Dominion.....	280
Sous-section 2. Lois et règlements miniers des provinces.....	280
Section 2. Résumé de la production générale.....	282
Sous-section 1. Contrôle des métaux non ferreux et des combustibles en temps de guerre.....	282
Sous-section 2. Statistiques générales de la production minérale.....	286
Sous-section 3. Distribution provinciale de la production minérale.....	291
Section 3. Statistiques industrielles des mines et minéraux—capital, main-d'œuvre, salaires, etc. dans les industries minérales.....	295
Sous-section 1. Principaux facteurs de l'industrie minérale.....	296
Sous-section 2. Progrès de l'industrie minière en ces dernières années.....	296
Sous-section 3. Principales industries minérales.....	298
Section 4. Production métallique....	299
Sous-section 1. Cobalt.....	299
Sous-section 2. Cuivre.....	300
Sous-section 3. Or.....	301
Sous-section 4. Fer.....	304
Sous-section 5. Plomb.....	305
Sous-section 6. Nickel.....	307
Sous-section 7. Platinides.....	307
Sous-section 8. Radium et uranium....	308
Sous-section 9. Argent.....	308
Sous-section 10. Zinc.....	310
Section 5. Production de combustibles	310
Sous-section 1. Charbon.....	310
Sous-section 2. Gaz naturel et pétrole...	314
Section 6. Production métalloïdique (moins les combustibles).....	316
Section 7. Produits de l'argile et autres matériaux de construction.	318

Esquisse historique.—Aux pages 320-321 de l'Annuaire de 1939 on trouvera un précis historique du développement de l'industrie minière du Canada.

Géologie et minéraux économiques.—L'attention du lecteur est attirée sur l'article publié sur ce sujet aux pp. 3-15 du présent ouvrage.

Statistiques des mines et minéraux.—La compilation et la publication des statistiques de la production minérale du Canada sont faites par la Branches des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques du Bureau Fédéral de la Statistique, laquelle, en collaboration avec les Ministères des Mines des différents gouvernements provinciaux, collige les données. Les questionnaires qui sont adressés aux exploitants de mines sont rédigés de façon à couvrir tous les besoins d'information des autorités fédérales et provinciales, éliminant tout double travail.

Pour informations plus détaillées sur la production minérale du Canada le lecteur peut consulter les différents rapports publiés par la Branche des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques, Bureau Fédéral de la Statistique.*

Section 1.—Administration des terrains miniers et lois minières

Les terrains miniers du Canada, comme les autres terres de la Couronne, sont administrés ou par le gouvernement fédéral ou par les gouvernements provinciaux. Le gouvernement fédéral administre les terrains miniers du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, des réserves indiennes et des parcs nationaux; tous les autres terrains miniers situés dans les limites des diverses provinces sont administrés par les gouvernements provinciaux.

* A l'exception de la section 1 toutes les sections de ce chapitre ont été revisées en collaboration avec W. H. Losee, B.Sc., chef de la Branche des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques, Bureau Fédéral de la Statistique. Une liste complète des publications de cette branche paraît au chapitre XXVIII, section 1. La sous-section 1 de la section 1 a été compilée d'après les renseignements fournis par la Branche des Terres, Parcs et Forêts, du Ministère des Mines et Ressources, Ottawa, et la sous-section 2, d'après les renseignements fournis par les gouvernements provinciaux.

Sous-section 1.—Lois et règlements miniers du Dominion

Les terres fédérales auxquelles ces lois et règlements s'appliquent sont celles administrées par la Branche des Terres, Parcs et Forêts du Ministère des Mines et Ressources et se trouvent dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Les titres de concession de terres du gouvernement fédéral, dans les territoires canadiens, réservent à la Couronne tous droits sur les mines et minéraux pouvant être découverts sur ces terres, de même que le droit de les exploiter.

Les lois et règlements régissant les mines et les carrières situées sur les terres du Dominion sont: *Yukon et Territoires du Nord-Ouest*—Règlements sur l'extraction des alcalis; règlements sur le noir de fumée; règlements sur l'extraction du charbon; règlements sur la potasse; permis pour le charbon domestique. *Yukon*—Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon (S.R.C., 1927, c. 216); loi de l'extraction du quartz dans le Yukon (S.R.C., 1927, c. 217); règlements sur le draguage; règlements sur le pétrole et sur le gaz naturel. *Territoires du Nord-Ouest*—Règlements sur l'extraction du quartz; règlements sur l'extraction de l'or en filon; règlements sur le draguage; règlements sur l'huile et le gaz; règlements sur les carrières et permis de retirer le sable, la pierre et le gravier du lit des rivières. On peut se procurer des copies de ces règlements à la Branche des Terres, Parcs et Forêts du Ministère des Mines et Ressources à Ottawa.

Sous-section 2.—Lois et règlements miniers des provinces

Dans toutes les provinces une concession de terre ne comprend pas les droits miniers à la surface ou au-dessous du sol, à l'exception toutefois de l'Ontario où les droits miniers sont strictement réservés quand ils ne sont pas compris dans les concessions terriennes. Dans le passé certaines concessions terriennes du Nouveau-Brunswick et du Québec comprenaient certains droits miniers. Autrement ceux-ci doivent être obtenus séparément par bail ou concession des services provinciaux chargés de l'administration des lois et règlements miniers. Les opérations minières peuvent être classifiées comme placers, minéraux en général (usuellement les minéraux métalliques), combustibles (charbon, pétrole et gaz) et carrières. Les règlements provinciaux de l'industrie peuvent être résumés comme suit:—

Placers.—Dans les provinces où se rencontrent des gîtes alluvionnaires les règlements définissent la grandeur d'une concession, les conditions auxquelles celle-ci peut être acquise et les droits régaliens dont elle est redevable.

Minéraux en général.—Ceux-ci sont quelquefois décrits comme quartz, minéraux à filon ou minéraux amalgamés. C'est à cette dernière division que s'appliquent les règlements les plus élaborés. Dans toutes les provinces, sauf l'Alberta, il faut un permis de prospecteur ou de mineur pour se livrer à la recherche des gîtes minéraux. Ce permis est valide pour un an. Le prospecteur peut ensuite piqueter un claim d'une grandeur spécifiée. Ce claim doit être enregistré dans une limite de temps spécifiée sur paiement d'honoraires d'enregistrement. Un travail d'une valeur spécifiée doit être fait sur le claim chaque année pendant une période allant jusqu'à cinq ans, après quoi le prospecteur peut obtenir une concession ou un bail de droit minier sujet à certains honoraires ou à une rente annuelle. Le plus fréquemment la taxe minière est appliquée sur une proportion des profits nets des mines en production.

Combustibles.—Dans les provinces où se rencontrent des gisements de charbon, la grandeur des concessions est spécifiée de même que sont fixées les conditions de rente. Dans certains cas il y a des droits régaliens. Dans les cas du pétrole et du gaz naturel il faut un permis de sondage avant de commencer des travaux de re-

cherche. S'il y a découverte d'huile ou de gaz le prospecteur peut obtenir une concession ou un bail sur une étendue spécifiée, sujette à une rente ou des honoraires. Il y a aussi parfois un droit régalien sur la production.

Carrières.—Les règlements sous cet en-tête définissent la superficie de l'exploitation et les conditions du bail ou de la concession.

Ci-dessous paraissent les traits les plus importants des règlements provinciaux portant sur ces principales divisions de l'industrie minière. On peut obtenir des copies des lois et règlements de même que les détails qui s'y rapportent en s'adressant aux autorités respectives.

Nouvelle-Ecosse.—*Administration.*—Ministre des Mines, Hôtel du Parlement, Halifax. *Législation.*—Loi des mines (c. 4, 1941); loi réglementant les mines de houille (c. 1, 1927) et les lois la modifiant de 1934 (c. 44 et 45), 1935 (c. 39), 1938 (c. 37) et 1940 (c. 35) et la loi régissant les mines métallifères et les carrières de 1937 (c. 3) et la loi la modifiant de 1940 (c. 47).

Nouveau-Brunswick.—*Administration.*—Ministère des Terres et des Mines, Fredericton. *Législation.*—Loi des mines (c. 35 S.R.N.-B. 1927), telle que modifiée par les c. 27, 1928; c. 28, 1929; c. 26, 1930; c. 23, 1933; c. 23, 1938; c. 17, 1939 et c. 14, 1941. Depuis 1805, la plupart des concessions de terre par la Couronne réservent à celle-ci toutes les mines et tous les minéraux. Antérieurement, la plupart des concessions ne réservaient que l'or, l'argent, le cuivre, le plomb et le charbon.

Québec.—*Administration.*—Ministre des Mines et des Pêcheries maritimes, Québec. Le rapport annuel du Bureau des Mines de la province de Québec fournit les renseignements et les statistiques relatives aux opérations minières et aux explorations géologiques. *Législation.*—Loi des mines du Québec (c. 80, S.R.Q., 1925) et ses modifications. La Couronne conserve tous les droits miniers dans les townships sur toutes les terres concédées après le 24 juillet 1880, et tous ses droits sur l'or et l'argent dans les terres concédées avant cette date. Dans la plupart des seigneuries, les droits miniers sont la propriété de la Couronne.

Ontario.—*Administration.*—Ministère des Mines, édifice du Parlement à Toronto. Un registraire des mines est nommé dans chaque division minière. *Législation.*—Loi des mines (chap. 47, S.R.O., 1937) et ses modifications; toutes les terres de la Couronne y sont sujettes à l'exception des terres indiennes. Le titre est une concession en franc-alleu excepté dans les forêts provinciales où les terres sont louées. Il n'y a pas de loi concernant le sommet des filons, toutes les limites s'étendant verticalement sous terre. Tous les conflits sont réglés par le registraire ou, sur appel, par le tribunal spécial des Mines de l'Ontario.

Manitoba.—*Administration.*—Directeur, Branche des Mines, Ministère des Mines et Ressources Naturelles, Winnipeg; greffe des mines à Winnipeg et Le Pas. *Législation.*—La loi des mines (chap. 136, S.R.M., 1940) et ses modifications [chap. 33, 1940; chap. 28 (deuxième session) 1940], et règlements édictés sous son empire; loi de la taxe minière (chap. 207, S.R.M., 1940), loi du forage de puits (chap. 232, S.R.M., 1940); loi des terres de la Couronne (chap. 48, S.R.M., 1940); loi des ressources naturelles du Manitoba (chap. 148, S.R.M., 1940); loi sur l'entente régissant les ressources naturelles, et loi des arpentages (chap. 205, S.R.M., 1940) et les règlements édictés sous son empire.

Saskatchewan.—*Administration.*—Ministère des Ressources Naturelles, Regina. *Législation.*—Loi des ressources minérales de 1931 et règlements édictés sous son empire; loi de la sécurité et du bien-être dans les mines de charbon, 1932, définissant la compétence des gérants de mine, des contremaîtres de puits, et pourvoyant à la constatation des accidents et au bien-être et à la sécurité des personnes employées

à la production minérale; loi de l'industrie de l'extraction du charbon, 1935, pourvoyant à la nomination d'un administrateur du charbon pour appliquer toute la législation qui concerne l'industrie du charbon.

Alberta.—*Administration.*—Ministère des Terres et des Mines, Edmonton. Il y a un personnel d'inspecteurs miniers. *Législation.*—Loi des terres provinciales, 1939; loi des puits d'huile et de gaz, 1931; loi sur la conservation des ressources pétrolières et de gaz; loi des mines; loi sur les ventes de charbon; loi de garantie des salaires des mineurs de charbon.

Colombie Britannique.—*Administration.*—Ministère des Mines, Victoria. Le Ministère comprend tous les bureaux du gouvernement qui sont en rapport avec l'industrie minière. *Législation.*—La loi du Ministère des Mines et les autres lois touchant les mines et les minéraux, notamment: la loi des minéraux (chap. 181, S.R.C.B., 1936); la loi de l'exploitation du placer (c. 184, S.R.C.B., 1936); la loi réglementant les mines métallifères (c. 189, S.R.C.B., 1936); la loi des mines de charbon (c. 188, S.R.C.B., 1936) et les modifications à ces lois.

Section 2.—Résumé de la production générale

Un article spécial traitant du développement des ressources minérales du Canada par rapport à la guerre actuelle, dans la mesure où il existait au milieu de 1940, paraît aux pages 303–315 de l'Annuaire de 1940.

L'importance de la production minérale comparativement aux autres industries primaires du Canada est indiquée au chapitre VII, tandis que le rôle qu'elle joue dans notre commerce extérieur est étudié au chapitre XVI, partie II, spécialement à la section 3, sous-sections 2 et 5.

Sous-section 1.—Contrôle des métaux non ferreux et des combustibles en temps de guerre*

La guerre actuelle est une guerre qui embrasse tout: caractérisée par une ampleur et une intensité d'opérations qui dépassent toute conception antérieure, elle est la cause d'une dévastation et d'une destruction indicibles de ressources matérielles. L'ossature économique du monde entier de même que les organismes militaires des nations mêlées directement au conflit sont mobilisés et mis à contribution. L'industrie minérale du Canada est en posture d'aider puissamment la cause alliée depuis le début bien qu'avant la première guerre mondiale, les ressources minérales du Dominion n'eussent que peu de rapport avec les besoins de guerre (sauf peut-être le nickel). Au cours des quatre années de cette guerre, nos facilités d'affiner les métaux prirent une grande expansion. Malheureusement, l'industrie n'était pas suffisamment unifiée et un contrôle effectif tel qu'il en existe aujourd'hui était impossible. Il s'ensuivit que la pression des demandes de guerre détermina des prix élevés et sans cesse augmentant. Néanmoins, les ajustements qui s'imposèrent après la guerre servirent simplement à mettre en lumière la position éminemment puissante du Dominion dans le domaine minéral; il se produisit une expansion réelle dans les opérations minières non seulement durant la période de prospérité qui prit fin en 1929, mais aussi au cours des six années de prix anormalement bas qui suivirent le creux de la dépression en 1933.

A la lumière de l'expérience acquise, et de bonne heure au début de la guerre actuelle, des accords furent conclus avec le Gouvernement britannique pour la li-

* Cette matière, sauf la section traitant des combustibles solides, a été préparée en collaboration avec la Commission de Contrôle des Industries en temps de guerre d'après les données fournies par le Ministère des Munitions et Approvisionnements. La section traitant des combustibles solides a été revisée par F. G. Neate, sous-administrateur du charbon.

vraison de grandes quantités de cuivre, de plomb et de zinc à des prix d'avant-guerre. Grâce à ces accords il n'y eut ni problèmes d'écoulement ni incertitudes de prix. L'Angleterre et les Alliés ont absorbé tout l'excédent de notre production d'aluminium, de cuivre, de zinc et de nickel de même que de grandes quantités de plomb, d'amiante, de pyrites, de soufre et des quantités appréciables de métaux non ferreux et divers autres minéraux.

Les besoins essentiels de guerre des nations alliées grandissent dans des proportions énormes et, pour y répondre, il a fallu restreindre la consommation domestique et contrôler sévèrement les exportations. Le bref exposé qui suit résume les principales mesures de contrôle en vigueur à la fin de 1941.

Métaux non ferreux.—L'approvisionnement, la distribution et l'utilisation de tous les métaux non ferreux, des minéraux industriels et des bas alliages sont placés sous la juridiction du Contrôleur des Métaux, en vertu de l'ordre en conseil C.P. 3187, 15 juillet 1940. Ce contrôle est d'abord exercé au moyen de restrictions sur les exportations et sur l'utilisation domestique pour fins non essentielles. Même dans les cas où le Canada dispose de grandes quantités pour l'exportation, des restrictions ont été imposées sur l'utilisation domestique pour fins non essentielles, afin de mettre à la disposition des nations alliées les plus grandes quantités possibles de métaux.

Plusieurs des mesures invoquées ont été efficaces grâce à la collaboration des industries concernées. A cette fin, le Contrôleur des Métaux a organisé un certain nombre de comités consultatifs représentant les manufacturiers, les distributeurs et les consommateurs de métaux et de produits minéraux.

Aluminium.—La production d'aluminium augmente très sensiblement depuis le début de la guerre et tous les efforts sont faits pour l'augmenter davantage. L'une des principales mesures déjà invoquées à la fin de 1941 pour réglementer la distribution de l'aluminium est l'interdiction de l'usage de ce métal dans les canalisations électriques et la fabrication des ustensiles de cuisine et de l'aluminium en feuille autre que pour fins essentielles de guerre. L'usage de la poudre d'aluminium a été rigoureusement rationné de même qu'ont été limitées certaines autres utilisations de ce métal pour fins non essentielles. Dans la sidérurgie, l'aluminium a été abandonné comme désoxydant dans la fabrication de l'acier à obus. Pour la désoxydation de l'acier ordinaire, l'aluminium à basse teneur a été substitué à l'aluminium vierge. En juillet 1941, ce contrôle et ces restrictions ont été étendus à l'aluminium secondaire et de rebut. A la fin de 1941 la consommation de l'aluminium vierge pour autres fins que la guerre était virtuellement interdite.

Cuivre et laiton.—Le Contrôleur des Métaux réglemente la distribution du cuivre et du laiton depuis juillet 1941 en surveillant les demandes de permis d'exportation et au moyen d'accords non officiels avec les principaux producteurs et fabricants. Le contrôle de la consommation domestique s'effectue principalement au moyen de restrictions sur les livraisons de cuivre primaire aux fabricants. En novembre 1941, les industries utilisant le cuivre et les alliages de cuivre pour la fabrication de la majorité de leurs produits furent soumises à un contingentement, mais ce dernier ne s'appliquait pas au métal servant directement aux travaux de guerre. L'usage du cuivre, du laiton et du bronze fut interdit dans la fabrication d'un grand nombre d'articles pour usages ménager et commercial.

Magnésium.—Les quantités disponibles de magnésium au Canada sont réservées strictement aux fins essentielles de guerre. Après en avoir fourni à l'industrie canadienne les quantités nécessaires à la production des alliages employés dans l'avionnerie, le reste a été affecté à la fabrication de fusées éclairantes, de charges

d'obus, de bombes nocturnes et autre matériel. A la fin de 1941, des plans étaient en préparation pour la construction d'usines pour la production du magnésium au Canada.

Nickel.—Les principaux producteurs et distributeurs de nickel primaire au Canada ont pris, en collaboration avec le Contrôleur des Métaux, des mesures pour exercer un contrôle sévère sur la consommation domestique non essentielle. Ces mesures de contrôle à la fin de 1941 comprenaient une allocation générale de priorité pour le nickel et les alliages nickelifères.

Tungstène.—Des mesures ont été prises en 1941 pour adapter la politique canadienne relative à l'usage du tungstène dans l'acier rapide à celles du Royaume-Uni et des Etats-Unis. En collaboration avec le Bureau des Mines, les efforts ont été dirigés vers la découverte de nouvelles sources de tungstène et de façon à augmenter la production limitée des gîtes connus. Le Gouvernement a empilé un tas de ferro-tungstène pour répondre aux besoins essentiels de la guerre.

Etain.—A l'instar des mesures adoptées par les Etats-Unis au cours de l'été de 1941, le poids de la couche d'étain sur le fer-blanc servant à la plupart des usages a été réduit de 10 p.c. Dès la déclaration de la guerre dans le Pacifique, toutes les réserves d'étain furent immobilisées, et toute libération relève maintenant du Contrôleur des Métaux. Par cette mesure, toutes les utilisations non essentielles, y compris l'emploi du fer-blanc dans la fabrication des boîtes et récipients pour un grand nombre de produits alimentaires et autres, sont interdites. La teneur d'étain dans les soudures, les métaux antifriction et pour coussinets a été réduite sensiblement et des mesures sont prises présentement pour la réduire davantage. Le Gouvernement a empilé un tas d'étain pour répondre aux besoins essentiels.

Zinc.—La production des deux établissements producteurs de zinc primaire au Canada est administrée par une agence unique de vente travaillant en collaboration étroite avec le Contrôleur des Métaux. En mai 1941, les premières mesures invoquées pour restreindre la consommation domestique de zinc comprenaient une réduction de la quantité du zinc utilisable à des fins civiles, y compris le coulage de matrices, le galvanisage, la fabrication de piles sèches, et l'oxyde de zinc dans les industries des peintures, du congoléum, du caoutchouc et de la câblerie.

Combustibles.—*Combustibles solides.*—La guerre a eu pour résultat immédiat de disloquer l'industrie canadienne de la houille et du coke du fait, d'abord, que depuis nombre d'années, le Canada importait environ la moitié du charbon dont il avait besoin. Ces importations comprenaient de grandes quantités de charbon venant de Grande-Bretagne, de Belgique, d'Allemagne et des Pays-Bas aussi bien que de l'Indochine, de la Russie et du Maroc. La guerre a mis fin à toutes ces importations, sauf à celles en provenance de la Grande-Bretagne qui ont continué bien qu'à volume réduit.

Il en est résulté des changements marqués dans les quantités, les variétés et la distribution des combustibles solides. Le 18 octobre 1939, la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre nomma un Contrôleur du Charbon qu'elle chargea de diriger et de contrôler ces changements et, par là, assurer des approvisionnements suffisants de charbon à des prix raisonnables et aider aux producteurs, aux importateurs et aux distributeurs à continuer leurs opérations aussi normalement que possible malgré la nouvelle situation. Le 5 décembre 1941, le bois de chauffage et la sciure de bois furent assujettis aux règlements de la Commission concernant les prix maximums et l'industrie placée sous le Contrôleur du Charbon.

Le contrôle est exercé en vue des trois objectifs suivants: (1) assurer des approvisionnements suffisants de combustibles de variétés appropriées aux forces armées,

y compris l'ensoutage. Toutes les commandes à ces fins sont contrôlées et administrées par le Contrôleur; (2) assurer les approvisionnements de combustible nécessaires aux industries de guerre tout en pourvoyant aux besoins industriels. Ceci a nécessité une somme énorme de contrôle direct sur la distribution au moyen de la répartition de la production et de restrictions imposées aux consignations destinées à certaines régions; (3) établir les mesures nécessaires pour répondre aux besoins domestiques de combustible solide. En raison de la limitation des importations d'outremer et de l'attribution d'une grande partie des réserves de coke aux industries de guerre, il fallut recourir à des moyens énergiques pour encourager et faciliter de plus fortes importations de combustibles des Etats-Unis et intensifier le mouvement des bonnes qualités de houille de l'Ouest vers le marché ontarien.

Les prix sont sujets aux règlements sur les prix maximums et aux décisions de la Commission qui en découlent. En raison d'augmentations incontrôlables des prix établis de certains charbons importés, il sera nécessaire dans certains cas de recourir à des subventions afin de maintenir le principe du plafonnement.

La Commission Fédérale du Combustible poursuit depuis près de vingt ans une étude sérieuse de l'industrie et elle applique diverses mesures d'Etat pour lui venir en aide. A l'automne de 1941, le Contrôleur du Charbon a pris à son compte et assumé jusqu'à nouvel ordre les fonctions de la Commission Fédérale du Combustible afin d'assurer un contrôle complet et unifié. (Voir aussi p. 311.)

Pétrole brut, gazoline et huile combustible.—Comme pour l'industrie du charbon, le Canada dépend dans une large mesure de ses importations pour répondre aux énormes besoins d'huile et de gazoline en temps de guerre. En raison de la rareté de bateaux-citernes pour le transport de l'huile, ces importations ont dû nécessairement être limitées. Un Contrôleur de l'Huile a été nommé en juin 1940 qui doit veiller à la conservation des approvisionnements et stimuler la production domestique.

Diverses mesures ont été prises pour assurer une quantité maximum d'huile brute aux raffineries canadiennes. Tous les pipe-lines, les pétroliers (océaniques et intérieurs), et les wagons-citernes appartenant à des intérêts canadiens ou contrôlés au Canada ont été réquisitionnés à cette fin. Les compagnies pétrolières collaborent en vue d'obtenir le maximum d'efficacité dans la distribution des produits et d'éliminer les chevauchements. Ceci a été facilité par la formation de comités consultatifs pour représenter l'industrie. Une hausse autorisée du prix de l'huile brute de la vallée Turner aussi bien que diverses autres mesures ont stimulé la production domestique et les recherches pour de nouveaux champs pétrolifères. Au cours de l'année 1941, les débits des raffineries ont été modifiés là où la chose était possible, afin d'assurer des rendements maximums d'huile lourde et d'huile légère.

Une séric de mesures ont été mises en œuvre pour assurer la conservation de la gazoline et de l'huile, dont, entre autres, une forme de rationnement par le contingentement des livraisons aux stations-service. En août 1940, il fut décrété qu'il ne serait plus vendu ni installé de nouvelles pompes à gazoline ou de nouvelles citernes d'emmagasinage pour le commerce de détail. Depuis juin 1941, sont interdites toutes additions aux appareils à l'huile et toutes installations nouvelles d'appareils de ce genre. Depuis juillet 1941 les heures de vente de carburant sont interdites avant 7 heures du matin et après 7 heures du soir les jours de semaine, et complètement interdites le dimanche. Le plafonnement des prix des carburants, des huiles combustibles et lubrifiantes a été décrété par le Contrôleur de l'Huile en octobre 1941.

A compter du 1er avril 1942, la vente de carburant au Canada est sujette aux dispositions d'un plan de rationnement au moyen de coupons. En vertu de ce système, la gazoline pour véhicules-moteur civils ne peut être obtenue que sur présentation des coupons. A cette fin, chaque véhicule-moteur a été classifié selon l'une des sept catégories suivantes: la catégorie "A" est celle des voitures pour fins non essentielles. La classification dans toute catégorie autre que "A" n'est accordée que sur preuve d'admissibilité. Les coupons permettent l'achat d'un nombre spécifié d'unités de gazoline d'après la classe du véhicule. Des dispositions spéciales ont eté prises à l'égard des touristes et pouvant varier d'après la durée de séjour au Canada.

Sous-section 2.—Statistiques générales de la production minérale

Statistiques historiques.—Comme l'indique le tableau **1,** il n'existe pas de données officielles sur la valeur annuelle de la production minérale avant 1886 bien que, en réalité, la production remonte aux premiers établissements. Les chiffres ne sont pas toujours strictement comparables au cours de la période à cause de légers changements apportés aux méthodes de calculer la teneur métallique des minerais vendus et la valeur des produits. Les anciennes méthodes donnaient une valeur plus élevée que les méthodes actuelles. Quoiqu'il en soit, ces changements n'infirment en rien l'utilité générale des chiffres dont l'objet est d'illustrer à larges traits les tendances de l'industrie minérale.

1.—Valeur de la production minérale au Canada, 1886-1941

Année	Valeur totale	Valeur per capita	Année	Valeur totale	Valeur per capita	Année	Valeur totale	Valeur per capita
	$	$		$	$		$	$
1886.....	10,221,255	2·23	1905.....	69,078,999	11·51	1924.....	209,583,406	22·92
1887.....	10,321,331	2·23	1906.....	79,286,697	12·86	1925.....	226,583,333	24·38
1888.....	12,518,894	2·67	1907.....	86,865,202	13·55	1926.....	240,437,123	25·44
1889.....	14,013,113	2·96	1908.....	85,557,101	12·92	1927.....	247,356,095	25·67
1890.....	16,763,353	3·51	1909.....	91,831,441	13·50	1928.....	274,989,487	27·96
1891.....	18,976,616	3·93	1910.....	106,823,623	15·29	1929.....	310,850,246	31·00
1892.....	16,623,415	3·40	1911.....	103,220,994	14·32	1930.....	279,873,578	27·42
1893.....	20,035,082	4·06	1912.....	135,048,296	18·28			
1894.....	19,931,158	4·00	1913.....	145,634,812	19·08	1931[1].....	230,434,726	22·21
1895.....	20,505,917	4·08	1914.....	128,863,075	16·36	1932.....	191,228,225	18·20
1896.....	22,474,256	4·42	1915.....	137,109,171	17·18	1933.....	221,495,253	20·74
1897.....	28,485,023	5·56	1916.....	177,201,534	22·15	1934.....	278,161,590	25·67
1898.....	38,412,431	7·42	1917.....	189,646,821	23·53	1935.....	312,344,457	28·56
1899.....	49,234,005	9·41	1918.....	211,301,897	25·93	1936.....	361,919,372	32·82
1900.....	64,420,877	12·15	1919.....	176,686,390	21·26	1937.....	457,359,092	41·12
1901.....	65,797,911	12·25	1920.....	227,859,665	26·83	1938.....	441,823,237	39·42
1902.....	63,231,836	11·51	1921.....	171,923,342	19·56	1939.....	474,602,059	41·94
1903.....	61,740,513	10·90	1922.....	184,297,242	20·66	1940.....	529,825,035	46·33
1904.....	60,082,771	10·31	1923.....	214,079,331	23·76	1941[2].....	560,746,875	49·10

[1] A compter de 1931 la prime sur la production aurifère est incluse. [2] Sujet à revision.

Production courante.—La dépression, commencée en 1930, a un effet profond sur la production minérale au Canada. La baisse des denrées en général et la hausse de l'or apportent un double stimulant à la production aurifère et, comme en 1920, celle-ci augmente. Les plus anciennes propriétés étendent leurs opérations; de nouvelles régions et de nouvelles mines sont découvertes, exploitées et mises en état de produire. Le prix des métaux secondaires décline, mais les améliorations déterminées par les bas prix et la concurrence dans les facilités de production de 1920 à 1930, ajoutées à la présence de minerais à teneur appréciable bien que petite de métaux précieux, permettent aux compagnies de se maintenir. Après une période de rajustement, la production se remet à augmenter. Toutefois, la contraction marquée de l'activité industrielle et du bâtiment limite sensiblement la production de charbon, de métalloïdes autres que les combustibles et de divers minéraux servant à la construction.

En conséquence, les industries minérales, avant le début des hostilités en 1939, sont en très forte posture en ce qui concerne la contribution substantielle qu'elles sont appelées à apporter à l'effort de guerre du pays. Cette contribution possible revêt deux aspects, notamment:—

1. La production à prix raisonnable des minéraux essentiels à la fabrication d'armements, de munitions et autres fournitures de guerre aussi bien qu'aux besoins civils du pays.

2. La création à l'étranger des crédits essentiels par une surproduction d'or, d'argent et autres minéraux pour l'exportation.

La production aurifère touche de nouvelles cimes chaque année, de sorte qu'en 1940 le Canada est le deuxième de tous les pays avec 12·8 p.c. de la production mondiale. Comme il a déjà été indiqué, les progrès de l'industrie des bas métaux a permis aux compagnies canadiennes de produire à peu de frais de grandes quantités de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc. Les procédés métallurgiques ont été améliorés au point que les usines d'affinage peuvent traiter la majeure partie de la production canadienne. Dans ce domaine, bien qu'il n'y ait pas au Canada d'extraction de minerai d'aluminium, grâce à l'abondance d'énergie hydroélectrique à bon marché, des usines métallurgiques ont été établies pour la production massive d'aluminium affiné provenant de minerais importés. Au commencement de la guerre, les producteurs de tous ces bas métaux s'engagèrent volontairement envers le Gouvernement britannique à vendre l'excédent des besoins domestiques à peu près aux mêmes bas prix qui prévalaient avant la guerre, assurant ainsi à l'Angleterre une source de ces matériaux essentiels sans avoir à craindre une augmentation de prix.

Dans le cas des combustibles, des autres métalloïdes et des matériaux de construction, le rendement possible du Canada en ce qui concerne plusieurs minéraux essentiels est plus que suffisant pour les besoins industriels et civils existants. Ainsi donc, on a pu facilement répondre aux exigences croissantes des industries de guerre et des diverses entreprises de construction nécessitées par le programme de guerre.

2.—Production minérale du Canada, 1938-40

Nomenclature	1938		1939		1940	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
		$		$		$
Métaux						
Antimoine lb	24,560	2,200	1,225,585	151,469		
Bismuth "	9,516	9,754	409,449	466,362		
Cadmium "	699,138	561,799	939,691	662,209		
Chromite	Nil	–	Nil	–		
Cobalt lb	459,226	790,913	732,561	1,213,454	[2]	2,796,522[2]
Minerai de manganèse tonnes[1]	Nil	–	396	3,688		
Concentrés de molybdénite lb	13,000	4,500	2,722	816		
Concentrés de tungstène lb	Nil	–	8,825	4,917		
Cuivre "	571,249,664	56,554,034	608,825,570	60,934,859		
Nickel "	210,572,738	53,914,494	226,105,865	50,920,305	[2]	155,922,881[2]
Plomb "	418,927,660	14,008,941	388,569,550	12,313,768		
Zinc "	381,506,588	11,723,698	394,533,860	12,108,244		
Or oz fines	4,725,117	166,205,990[3]	5,094,379	184,115,951[3]	5,311,145	204,479,083[3]
Argent "	22,219,195	9,660,239	23,163,629	9,378,490	23,833,752	9,116,172
Palladium, rhodium, irridium, etc "	130,893	3,677,342	135,402	4,199,622	[2]	7,761,108[2]
Platine "	161,326	5,196,794	148,902	5,222,589		
Arsenic (As_2O_3) lb	2,175,646	56,538	1,741,917	52,257		
Minerai de fer tonnes[1]	Nil	–	123,598	341,594		
Mercure lb	760	760	436	1,226		
Radium et uranium	[4]	[4]	[4]	1,121,553	[2]	2,427,246[2]
Sélénium lb	358,929	622,742	150,771	266,714		
Tellure "	48,237	82,967	2,940	4,769		
Minerai de titanium tonnes[1]	207	1,449	3,694	21,267		
Totaux, métaux	–	**323,075,154**	–	**343,506,123**	–	**382,503,012**
Combustibles						
Charbon tonnes[1]	14,294,718	43,982,171	15,537,443	48,315,224	17,566,884	54,676,993
Gaz naturel M pds cu.	33,444,791	11,587,450	35,185,146	12,507,307	41,232,125	13,000,593
Tourbe tonnes[1]	620	3,500	445	2,445	30	75
Pétrole brut barils	6,966,084	9,230,173	7,826,301	9,846,352	8,590,978	11,160,213
Totaux, combustibles	–	**64,803,294**	–	**70,671,328**	–	**78,837,874**
Métalloïdes (moins les combustibles)						
Amiante tonnes[1]	289,793	12,890,195	364,472	15,859,212		
Fluorine "	217	3,906	240	4,995		
Graphite	[4]	41,590	[4]	61,684	[2]	18,205,399[2]
Dolomite magnésitique	[4]	420,261	[4]	474,418		
Mica lb	1,037,026	80,989	1,955,356[5]	145,221[5]		
Soufre[6] tonnes[1]	112,395	1,044,817	211,278	1,668,025		
Barytine "	Nil	–	[4]	3,639	338	4,819
Diatomite "	398	13,842	301	10,388	248	7,957
Feldspath "	14,058	129,293	12,500	112,309	21,455	187,623
Pierre meulière, y compris meule à pulpe "	306	16,198	304	15,278	341	14,543
Gypse "	1,008,799	1,502,265	1,421,934	1,935,127	1,448,788	2,065,933
Oxyde de fer (ocre) "	5,821	71,769	6,015	88,418	9,979	111,874
Sulfate de magnésie "	470	9,400	550	9,900	Nil	–
Eau minérale gall. imp.	188,309	21,619	123,769	19,105	140,663	20,892
Syénite éléolithique tonnes[1]	[4]	142,737	30,766	140,148	[4]	117,849
Phosphate "	208	1,886	147	1,712	358	4,039
Quartz "	1,380,011	961,617	1,582,935	1,100,214	1,858,302	1,203,527
Sel	440,045	1,912,913	424,500	2,486,632	464,714	2,823,269
Brique siliceuse M	1,788	100,403	2,493	124,807	3,438	182,786
Saponite tonnes[1]	[4]	35,038	5,097	41,471	[4]	74,905
Carbonate de soude "	252	2,268	300	2,400	220	1,760
Sulfate de soude "	63,009	553,307	71,485	628,151	94,260	829,589
Talc "	10,853	109,810	13,144	128,595	15,166	154,734
Totaux, métalloïdes	–	**20,066,123**	–	**25,061,849**	–	**26,011,498**

[1] Renvois à la fin du tableau, p. 289.

2.—Production minérale du Canada, 1938-40—fin

Nomenclature	1938		1939		1940	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
		$		$		$
Dérivés de l'argile et autres matériaux de construction						
DÉRIVÉS DE L'ARGILE						
Brique—						
Argile plastique—						
Face lisse..... M	10,838	208,610	10,927	182,376	15,946	323,634
Commune..... M	24,104	313,082	26,651	372,116	42,395	611,750
Argile maigre (coupée au fil)—						
Face lisse..... M	34,179	671,471	45,995	941,696	41,552	903,636
Commune..... M	50,734	681,744	51,115	692,224	52,777	738,416
Pressée à sec—						
Face lisse..... M	13,125	266,039	12,262	242,518	14,932	333,717
Commune..... M	15,536	192,741	17,791	236,597	24,870	351,335
Brique de fantaisie ou d'ornement.... M	63	4,175	68	4,601	47	2,477
Brique à égout..... M	228	3,581	217	4,506	694	12,222
Brique à pavé..... M	1	34	157	6,089	19	819
Brique réfractaire... M	2,213	113,581	2,331	119,346	3,167	165,525
Argile réfractaire et autres.....tonnes[1]	2,344	17,243	13,159	40,236	4,881	30,564
Bentonite..... "	1,179	3,659	988	3,441	1,469	4,488
Blocs et moulages de brique réfractaire.....	[4]	73,512	[4]	95,256	[4]	85,127
Blocs creux.....tonnes[1]	70,648	591,416	86,120	714,291	105,078	788,478
Tuile à toiture.....nomb.	150,504	5,196	148,291	4,964	[4]	1,839
Tuile à carrelage....pds car.	100,958	15,330	90,812	15,233	[4]	13,631
Tuile à drain..... M	12,862	322,774	14,360	353,973	10,550	277,551
Tuyaux d'égout, gaines de cheminée, faîtières, etc....	[4]	778,107	[4]	813,208	[4]	1,152,603
Poterie lustrée ou non.....	[4]	235,890	[4]	282,712	[4]	474,452
Autres dérivés de l'argile....	[4]	37,899	[4]	25,853	[4]	72,283
TOTAUX, DÉRIVÉS DE L'ARGILE.....	–	4,536,084	–	5,151,236	–	6,344,547
AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION						
Ciment.....barils	5,519,102	8,241,350	5,731,264	8,511,211	7,559,648	11,775,345
Chaux[7].....tonnes[1]	486,922	3,542,652	552,209	4,003,514	716,730	5,194,555
Sable et gravier..... "	32,223,882	12,002,554	31,294,341	11,241,102	31,375,415	11,759,245
Pierre—						
Granit..... "	705,307	1,379,417	1,102,395	2,119,501	1,147,747	1,884,410
Pierre calcaire[7]..... "	4,288,507	3,864,619	4,149,589	3,817,551	6,108,591	5,126,075
Marbre..... "	19,375	87,274	14,124	200,054	13,739	75,409
Grès..... "	101,853	218,405	176,265	311,830	176,475	305,543
Ardoise..... "	979	6,311	1,149	6,760	1,113	7,522
TOTAUX, AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.....	–	29,342,582	–	30,211,523	–	36,128,104
Totaux, dérivés de l'argile et autres matériaux de construction.....	–	**33,878,666**	–	**35,362,759**	–	**42,472,651**
Grands totaux (fonds canadiens).....	–	**441,823,237**	–	**474,602,059**	–	**529,825,035**

[1] Tonnes courtes. [2] Les restrictions de guerre ne permettent pas la publication des données détaillées pour 1940. [3] Valeur en argent canadien. [4] Non existante pour publication. [5] Ne comprend pas le schiste micacé moulu produit en Colombie Britannique. [6] Soufre contenu dans les pyrites expédiées et contenu approximatif de soufre dans l'acide sulfurique récupéré des gaz de fonderies. [7] Comprend des quantités relativement considérables qui entrent dans la fabrication des produits chimiques.

Analyse de la valeur courante et du volume.—Aux fins de donner une interprétation plus claire et plus simple de la marche de la production minérale au Canada depuis 1930, le tableau 3 fait voir la proportion de valeur totale contribuée par chaque minéral principal chaque année. Les valeurs sur lesquelles sont basés les pourcentages de ce tableau sont les valeurs annuelles de la production minérale en argent canadien telles qu'indiquées dans les tableaux 1 et 2.

3.—Pourcentages de la valeur totale de la production minérale, par principal minéral, 1931-40

Minéraux	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
MÉTAUX										
Cobalt	0·3	0·3	0·3	0·2	0·2	0·2	0·2	0·2	0·2	
Cuivre	10·6	8·0	9·8	9·6	10·3	10·9	15·1	12·8	12·8	
Or	24·4	37·4	38·0	36·9	37·0	36·3	31·3	37·6	38·8	
Plomb	3·2	2·8	2·9	3·0	3·4	4·1	4·6	3·1	2·6	
Nickel	6·7	3·8	9·1	11·6	11·3	12·1	13·0	12·2	10·7	[1]
Platinides	1·2	1·0	0·7	2·2	1·7	2·2	2·2	2·0	2·0	
Dérivés du radium et de l'uranium	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	0·2	
Argent	2·7	3·0	2·6	2·8	3·4	2·3	2·3	2·2	2·0	
Zinc	2·7	2·2	2·9	3·3	3·2	3·1	4·0	2·7	2·6	
TOTAUX, MÉTAUX[3]	52·0	58·6	66·4	69·7	71·0	71·7	73·1	73·1	72·4	72·2
COMBUSTIBLES										
Charbon	18·1	19·4	16·3	15·1	13·4	12·7	10·7	10·0	10·2	10·3
Gaz naturel	4·0	4·7	3·9	3·2	3·0	3·0	2·5	2·6	2·6	2·5
Pétrole	1·8	1·6	1·4	1·2	1·1	0·9	1·2	2·1	2·1	2·1
TOTAUX, COMBUSTIBLES[3]	23·9	25·7	21·6	19·5	17·5	16·6	14·4	14·7	14·9	14·9
MÉTALLOÏDES (*moins les combustibles*)										
Amiante	2·1	1·6	2·4	1·8	2·3	2·8	3·2	2·9	3·3	[1]
Gypse	0·9	0·6	0·3	0·3	0·3	0·4	0·3	0·3	0·4	0·4
Quartz	0·1	0·1	0·1	0·2	0·1	0·2	0·2	0·2	0·2	0·2
Sel	0·8	1·0	0·9	0·7	0·6	0·5	0·4	0·4	0·5	0·5
Soufre	0·2	0·2	0·2	0·2	0·2	0·3	0·3	0·2	0·4	[1]
TOTAUX, MÉTALLOÏDES[3]	4·8	4·0	4·5	3·8	4·0	4·6	4·9	4·5	5·3	4·9
TOTAUX, PRODUITS DE L'ARGILE	3·4	1·9	1·0	1·0	1·0	1·0	1·0	1·0	1·1	1·2
AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION										
Ciment	6·9	3·6	2·0	2·0	1·8	1·9	2·0	1·9	1·8	2·2
Chaux	1·2	1·3	1·1	1·0	0·9	0·9	0·8	0·8	0·8	1·0
Sable et gravier	2·9	2·3	2·0	1·5	2·1	1·9	2·3	2·7	2·4	2·2
Pierre	4·9	2·6	1·4	1·5	1·7	1·4	1·5	1·3	1·4	1·4
TOTAUX, AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	15·9	9·8	6·5	6·0	6·5	6·1	6·6	6·7	6·3	6·8
Grands totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données pour 1940. [2] Non connus. [3] Comprend de petits item non spécifiés.

Bien que l'année 1926 n'ait pas été aussi normale dans la production minérale que dans d'autres domaines économiques, en la prenant comme base on voit clairement les changements rapides découlant des circonstances qui ont surgi depuis l'année 1926. Le tableau 4 montre les indices du volume de la production minérale, en prenant l'année 1926 comme base, dans le cas des principaux minéraux, pour la période 1929–40. La très forte augmentation de la production de pétrole est particulièrement remarquable.

4.—Indices du volume de la production minérale, par principal minéral, 1929-40

(1926=100)

NOTA.—Les indices de 1927 et 1928 se trouvent à la p. 326 de l'Annuaire de 1940.

Minéraux	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
MÉTAUX												
Cobalt	139·8	104·4	78·4	73·8	70·2	89·5	102·5	133·5	76·3	69·1	110·2	
Cuivre	186·4	228·0	219·6	186·1	225·4	274·1	314·8	316·3	398·2	429·2	457·4	
Or	109·9	119·8	153·6	173·5	168·1	169·4	187·3	213·7	233·5	269·4	290·4	
Plomb	115·1	117·3	94·2	90·2	93·9	122·0	119·5	135·0	145·2	147·6	136·9	[1]
Nickel	167·8	157·9	99·9	46·2	126·7	195·8	210·8	258·3	342·2	320·4	344·1	
Platinides	131·5	357·4	470·3	287·2	260·3	1220·8	1106·8	1381·9	1463·9	1694·4	1454·6	
Argent	103·4	118·2	91·9	82·0	67·9	73·4	74·3	82·0	102·7	99·3	103·5	
Zinc	131·6	178·5	158·2	114·9	132·8	199·1	213·9	222·2	247·0	254·4	263·1	
COMBUSTIBLES												
Charbon	106·2	90·3	74·3	71·2	72·2	83·8	84·3	92·4	96·1	86·7	94·3	106·6
Gaz naturel	147·8	152·9	134·7	121·9	120·5	120·6	129·7	146·4	168·6	174·1	183·2	214·7
Pétrole	306·6	417·7	423·3	286·6	314·3	387·1	396·9	411·7	807·7	1911·4	2147·5	2357·3
MÉTALLOÏDES (MOINS LES COMBUSTIBLES)												
Amiante	109·5	86·7	58·8	44·0	56·7	55·8	99·8	107·8	146·8	103·7	130·4	[1]
Gypse	137·1	121·2	97·7	49·6	43·4	52·2	61·3	94·4	118·5	114·2	160·9	163·9
Quartz	114·6	97·5	84·3	81·5	80·1	117·4	100·4	451·0[2]	593·5[2]	594·6[2]	682·1[2]	800·7[2]
Sel	125·8	103·5	98·7	100·4	106·7	122·6	137·2	149·0	174·8	167·6	161·7	177·0
Soufre[3]	110·9	97·8	129·8	137·8	148·7	133·6	174·8	316·5	339·2	291·3	547·5	[1]
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION[4]												
Ciment	141·1	126·7	116·7	51·7	34·5	43·5	41·9	51·8	70·9	63·4	65·8	86·8
Chaux	162·9	118·6	83·3	77·5	78·2	88·9	98·0	113·2	132·7	117·6	133·4	173·2
Sable et gravier	162·7	166·8	127·1	84·6	68·6	86·8	124·0	129·3	157·8	188·3	182·9	183·3
Pierre	150·4	156·2	131·3	73·3	45·9	63·7	67·5	77·9	108·4	80·0	85·1	116·4

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Comprend, à compter de 1936, le silice naturel commun employé comme fondant non ferreux dans les smelters. [3] 1928=100, les années antérieures n'étant pas comparables. [4] Dérivés de l'argile non compris.

Sous-section 3.—Distribution provinciale de la production minérale

Depuis 1907 l'Ontario a été la principale province minière du Canada et, en ces dernières années, a contribué environ 50 p.c. de la production minérale totale du Canada. La hausse de l'or a été particulièrement favorable à la production minérale de l'Ontario et les dépôts de nickel-cuivre de Sudbury sont un autre trait saillant des réserves minières de cette province. En 1939 la production de l'Ontario s'est élevée à 49·0 p.c. du total et en 1940, à 49·5 p.c. Pendant nombre d'années la Colombie Britannique a conservé le deuxième rang en valeur, parce que sa production comprend la plupart des métaux importants ainsi que des quantités considérables de charbon. Cependant, depuis 1930, le Québec a disputé cette position à la Colombie Britannique puisque ces trois dernières années il s'est placé au deuxième rang. Autrefois les métalloïdes (spécialement l'amiante) et les matériaux de construction constituaient à peu près toute sa production minérale, mais actuellement les métaux, surtout l'or et le cuivre, en fournissent plus de la moitié de la valeur. La Nouvelle-Ecosse et l'Alberta sont les deux provinces les plus importantes par la production de charbon. La découverte et la mise en valeur des massifs de minerai Flin Flon et Sherrit-Gordon ont fait des provinces de Manitoba et de Saskatchewan d'importants producteurs de bas métaux et d'or et d'argent. L'Alberta, en sus d'être un fort producteur de charbon, est la première province pour le pétrole et le gaz naturel et ces exploitations ont pris un rapide essor en ces dernières années.

5.—Production minérale du Canada, par province, 1926-40

NOTA.—Les chiffres pour les années 1899-1910 inclusivement ont paru à la page 349 de l'Annuaire de 1933 et pour les années 1911-24 inclusivement, à la page 335 de l'édition de 1939.

Année	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1926	28,783,792	1,811,104	25,956,193	84,702,296	3,073,628	1,193,394	26,977,027	65,622,976	2,226,813
1927	30,111,221	2,148,535	28,870,403	89,982,962	2,888,912	1,455,225	29,309,223	60,801,170	1,789,044
1928	30,524,392	2,198,919	37,037,420	99,584,718	4,186,853	1,719,461	32,531,416	64,696,351	2,709,957
1929	30,904,453	2,439,072	46,358,285	117,662,505	5,423,825	2,253,506	34,739,986	68,162,878	2,905,736
1930	27,019,367	2,383,571	41,215,220	113,530,976	5,453,182	2,368,612	30,427,742	54,953,320	2,521,588
1931	21,081,157	2,176,910	35,964,537	97,975,915	10,057,808	1,931,880	23,580,901	35,480,701	2,184,917
1932	16,201,279	2,223,505	25,638,466	85,910,030	9,058,365	2,681,728	21,174,061	27,326,173	2,014,618[1]
1933	16,966,183	2,107,682	28,141,482	110,205,021	9,026,951	2,477,425	19,702,953	30,794,504	2,073,052[1]
1934	23,310,729	2,156,151	31,269,945	145,565,871	9,776,934	2,977,061	20,228,851	41,206,965	1,669,083[1]
1935	23,183,128	2,821,027	39,124,696	158,934,269	12,052,417	3,816,943	22,289,681	48,692,050	1,430,246[1]
1936	26,672,278	2,587,891	49,736,919	184,532,892	11,315,527	6,970,397	23,305,726	54,407,036	2,390,706[1]
1937	30,314,188	2,763,643	65,160,215	230,042,517	15,751,645	10,271,463	25,597,117	73,555,798	3,902,506[1]
1938	26,253,645	3,802,565	68,965,594	219,810,994	17,173,002	7,782,847	28,966,272	64,549,130	4,528,138[1]
1939	30,746,200	3,949,433	77,335,998	232,519,948	17,137,930	8,794,900	30,691,617	65,216,745	8,210,098[1]
1940	33,318,587	3,435,916	86,313,491	261,483,349	17,823,522	11,505,858	35,092,337	74,134,485	6,712,490[1]

[1] Y compris la production des Territoires du Nord-Ouest.

Les différents minéraux entrant dans la production de chaque province figurent au tableau **6**, ainsi que la contribution de chaque province à la production de chaque minéral au Canada en 1940.

6.—Détail de la production minérale du Canada, par province, 1940

NOTA.—Les quantités et la valeur des minéraux produits en 1940 au Yukon sont: or, 80,458 onces fines, $3,097,633; argent, 2,259,343 onces fines, $864,176; total, $4,118,333; et dans les Territoires du Nord-Ouest: or, 55,159 onces fines, $2,123,621; argent, 59,505 onces fines, $22,760; gaz naturel 1,500 m.p.c., $335; pétrole, 18,633 barils, $37,265; valeur totale, $2,594,157. Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données pour d'autres minéraux importants trouvés dans ces régions, tels que le radium et l'uranium. Voir le tableau **2** pour les totaux du Canada. Les tirets dans ce tableau indiquent que la province n'a déclaré aucune production. La tonne dont il s'agit est la tonne courte de 2,000 livres.

Minéraux		Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Métaux									
Antimoine, Bismuth, Cadmium, Chromite, Cobalt, Minerai de manganèse, Concentrés de molybdénite, Concentrés de tungstène	$	9,541[1]	–	16,060[1]	1,260,530[1]	67,154[1]	83,264[1]	–	1,359,973[1]
Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc	$	162,210[1]	–	14,476,814[1]	94,576,434[1]	8,788,900[1]	3,582,390[1]	–	34,179,609[1]
Or[2]	oz fines	22,219	–	1,019,175	3,261,688	152,295	102,925	215	617,011
	$	855,432	–	39,238,238	125,574,988	5,863,357	3,962,613	8,277	23,754,924
Argent	oz fines	725	–	1,340,450	5,563,101	1,033,512	1,691,540	20	11,885,556
	$	277	–	512,709	2,127,831	395,308	646,997	8	4,546,106
Palladium, rhodium, iridium, etc.	$	–	–	–	7,760,170[1]	–	–	–	938[1]

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données en détail pour 1940.
[2] Valeur courante en fonds canadiens.

6.—Détail de la production minérale du Canada, par province, 1940—suite

Minéraux		Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Métaux—fin									
Platine, Arsenic (As_2O_3), Minerai de fer, Mercure, Radium et uranium, Sélénium, Tellure, Minerai de titanium	$	–	–	107,614[1]	1,540,139[1]	–	–	–	369,317[1]
Totaux, métaux	$	**1,027,460**	**–**	**54,351,435**	**232,840,092**	**15,114,719**	**8,275,264**	**8,285**	**64,210,867**
Combustibles									
Charbon	tonnes	7,848,921	547,064	–	–	1,697	1,097,517	6,203,839	1,867,846
	$	28,766,195	1,963,012	–	–	4,037	1,408,540	16,377,959	6,157,250
Gaz naturel	M.p.cu.	–	616,041	–	13,053,403	600	100,773	27,459,809	–
	$	–	300,543	–	7,745,834	180	30,232	4,923,469	–
Tourbe	tonnes	–	–	–	30	–	–	–	–
	$	–	–	–	75	–	–	–	–
Pétrole brut	brl	–	22,167	–	187,644	–	331	8,362,203	–
	$	–	31,220	–	397,078	–	256	10,694,394	–
Totaux, combustibles	$	**28,766,195**	**2,294,775**	**–**	**8,142,987**	**4,217**	**1,439,028**	**31,995,822**	**6,157,250**
Métalloïdes (moins combustibles)									
Amiante, Fluorine, Graphite, Dolomite magnésitique, Mica, Soufre	$	365[1]	–	16,931,476[1]	371,831[1]	–	–	–	901,726[1]
Barytine	tonnes	25	–	–	305	–	–	–	8
	$	162	–	–	4,577	–	–	–	80
Diatomite	tonnes	241	–	–	–	–	–	–	6
	$	7,786	–	–	–	–	–	–	171
Feldspath	tonnes	–	–	8,548	12,907	–	–	–	–
	$	–	–	89,004	98,619	–	–	–	–
Pierre meulière (y compris meules à pulpe)	tonnes	53	255	–	–	–	33[2]	–	–
	$	2,378	12,000	–	–	–	165	–	–
Gypse	tonnes	1,273,204	52,218	–	75,271	23,108	–	–	19,987
	$	1,302,347	192,980	–	313,512	137,051	–	–	120,043
Oxyde de fer (ocre)	tonnes	–	–	9,603	–	–	–	–	376
	$	–	–	107,926	–	–	–	–	3,948
Sulfate de magnésie	tonnes	–	–	–	–	–	–	–	–
	$	–	–	–	–	–	–	–	–
Eaux minérales	gal. imp.	–	–	109,025	31,638	–	–	–	–
	$	–	–	18,466	2,426	–	–	–	–
Syénite élé-olithique	$	–	–	–	117,849	–	–	–	–
Phosphate	tonnes	–	–	353	–	–	–	–	–
	$	–	–	4,039	–	–	–	–	–
Quartz	tonnes	8,755	–	109,090	1,581,367	–	159,090	–	–
	$	15,670	–	321,891	810,285	–	55,681	–	–
Sel	tonnes	42,495	–	–	412,401	3,076	–	6,742	–
	$	220,328	–	–	2,371,790	45,731	–	185,430	–
Brique siliceuse	M	2,809	–	–	629	–	–	–	–
	$	120,125	–	–	62,661	–	–	–	–

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données détaillées sur 1940.
[2] Cailloux.

6.—Détail de la production minérale du Canada, par province, 1940—suite

Minéraux		Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Métalloïdes (moins combustibles)—fin									
Stéatite[1]	$	–	–	74,905	–	–	–	–	–
Carbonate de soude	tonnes	–	–	–	–	–	–	–	220
	$	–	–	–	–	–	–	–	1,760
Sulfate de soude	tonnes	–	–	–	–	–	94,250	10	–
	$	–	–	–	–	–	829,539	50	–
Talc	tonnes	–	–	–	15,166	–	–	–	–
	$	–	–	–	154,734	–	–	–	–
Totaux, métalloïdes	$	**1,669,161**	**204,980**	**17,547,707**	**4,308,275**	**182,782**	**885,385**	**185,480**	**1,027,728**
Produits de l'argile et autres matériaux de construction									
PRODUITS DE L'ARGILE									
Argile—									
Réfractaire	tonnes	3,042	–	–	–	–	1,054	–	785
	$	9,420	–	–	–	–	10,352	–	10,792
Bentonite	tonnes	–	–	–	–	710	–	714	45
	$	–	–	–	–	2,023	–	2,240	225
Brique—Argile plastique—									
Face lisse	M	1,036	1,945	301	12,400	–	–	221	3
	$	26,965	49,033	3,762	239,379	–	–	4,431	64
Commune	M	4,607	4,659	3,292	14,747	4,636	–	3,275	7,179
	$	74,786	65,799	31,416	216,979	70,474	–	41,473	110,823
D'argile maigre (coupée au fil)—									
Face lisse	M	82	–	15,421	24,547	420	226	132	724
	$	1,230	–	323,525	535,613	8,771	6,212	2,003	26,282
Commune	M	458	–	36,328	11,700	525	985	1,485	1,296
	$	5,496	–	503,084	178,714	7,178	9,730	11,704	22,510
Pressée à sec—									
Face lisse	M	–	–	2,162	11,333	–	19	1,212	206
	$	–	–	59,494	247,889	–	690	16,321	9,323
Commune	M	–	–	13,880	3,698	–	–	7,292	–
	$	–	–	239,428	50,000	–	–	61,907	–
Brique de fantaisie ou ornementale	M	–	–	–	47	–	–	–	–
	$	–	–	–	2,477	–	–	–	–
Brique à égout	M	–	–	100	594	–	–	–	–
	$	–	–	1,000	11,222	–	–	–	–
Brique à pavé	M	–	–	–	–	–	–	–	19
	$	–	–	–	–	–	–	–	819
Brique réfractaire	M	8	–	–	–	–	640	65	2,454
	$	412	–	–	–	–	34,710	3,106	127,297
Blocs et formes d'argile réfractaire	$	559	–	–	–	–	64,518	–	20,050
Tuile de construction—									
Blocs creux	tonnes	7,282	2,120	43,244	39,406	1,170	1,410	5,437	5,004
	$	89,102	18,307	242,599	335,857	10,435	12,698	40,329	48,151
Tuile à toiture	$	–	–	–	791	–	–	–	1,048
Tuile à carrelage (carreaux)	$	–	–	–	13,447	–	–	–	184
Tuile à drain	M	192	56	852	7,912	69	–	269	1,200
	$	5,771	2,364	30,045	183,079	4,025	–	10,217	42,050

[1] Comprend un peu de talc.

6.—Détail de la production minérale du Canada, par province, 1940—fin

Minéraux	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
Produits de l'argile et autres matériaux de construction—fin								
PRODUITS DE L'ARGILE—fin								
Toyaux d'égout, chaperons, gaines de cheminées, etc... $	285,740	3,931	111,453	399,212	–	–	263,475	88,792
Poterie, lustrée ou non..... $	–	31,628	–	49,853	–	–	381,650	11,321
Autres produits de l'argile.... $	62	683	440	44,028	–	25,918	–	1,152
TOTAUX, PRODUITS DE L'ARGILE..... $	490,543	171,745	1,546,246	2,508,540	102,906	164,828	838,856	520,883
AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION								
Ciment.....barils	–	–	3,854,339	2,355,352	572,408	–	414,183	363,366
$	–	–	5,432,105	3,518,247	1,287,918	–	832,508	704,567
Chaux[1].....tonnes	22,014	21,236	233,419	372,634	22,167	–	16,872	28,388
Sable et gravier.....tonnes	184,094	175,407	1,480,466	2,752,787	217,547	–	149,720	234,534
$	1,440,140	944,033	12,117,624	9,678,745	1,851,645	1,472,885	1,722,465	2,087,878
Pierre[1].....tonnes	867,490	278,710	3,127,931	4,025,026	839,993	741,353	1,069,667	809,075
$	181,451	166,153	2,755,830	3,840,274	48,706	–	3,981	451,270
TOTAUX, AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION $	313,644	310,299	2,827,601	3,387,395	78,440	–	11,999	469,581
Totaux, produits de l'argile et autres matériaux de construction..... $	1,365,228	764,416	12,868,103	13,683,455	2,423,898	741,353	2,063,894	2,217,757
Grands totaux $	**1,855,771**	**936,161**	**14,414,349**	**16,191,995**	**2,526,804**	**906,181**	**2,902,750**	**2,738,640**
	33,318,587	**3,435,916**	**86,313,492**	**261,483,349**	**17,828,522**	**11,505,858**	**35,092,337**	**74,134,485**

[1] Comprend d'assez grandes quantités employées comme produits chimiques.

Section 3.—Statistiques industrielles des mines et minéraux—capital, main-d'œuvre, salaires, etc. dans les industries minérales

Des rapports statistiques annuels sur la production minérale du Canada ont été publiés depuis de nombreuses années, d'abord par la Commission Géologique, plus tard par la Division des Mines du Ministère des Mines et, depuis 1921, par le Bureau Fédéral de la Statistique. Antérieurement, la statistique annuelle se limitait à l'indication du volume de la production de chacun des minéraux et à leur valeur aux prix moyens du marché pour l'année; le cadre a été élargi de manière à embrasser les principales industries extractives, telles que le cuivre aurifère, l'argent-plomb-zinc et le nickel-cuivre, ainsi que les industries métallurgiques. Les données additionnelles publiées de temps à autre portent sur le capital immobilisé, le personnel, les salaires et gages et la valeur nette des ventes.

Les ventes nettes des industries minérales données dans les tableaux 7 et 8 sont celles déclarées par les compagnies exploitantes et dans chaque cas les montants reçus pour les expéditions des exploitants de mine et la valeur additionnelle quand le fondage des minerais est complété au Canada. Les totaux indiquent plus clairement le revenu réel des différentes industries que ne peuvent l'indiquer les valeurs pour différents minéraux paraissant au tableau 2 du présent chapitre où, dans le cas du cuivre, du plomb, du zinc et de l'argent, les valeurs sont compilées en appliquant les prix moyens de l'année sur les principaux marchés à la production totale des mines et smelters sans faire la déduction pour le combustible, l'électricité et autres fournitures consommées dans la transformation. Quelques minerais et concentrés importés sont traités dans les smelters et les affineries canadiennes de métaux non ferreux, spécialement dans la production d'aluminium dont tout le minerai est importé. Les ventes nettes de ces établissements comprennent, par conséquent, la valeur nette des métaux récupérés de ces minerais importés et jusqu'à ce point les ventes nettes paraissant aux tableaux 7 et 8 comprennent des produits qui ne sont pas d'origine canadienne.

Sous-section 1.—Principaux facteurs de lindustrie minérale

Une explication de ce que renferment les chiffres paraissant sous les en-têtes "Capital engagé", "Employés" et "Combustible et Electricité pour chauffage et force motrice" dans les tableaux 7 et 8, est donnée à la page 245 de l'Annuaire de 1941.

Sous-section 2.—Progrès de l'industrie minière en ces dernières années

L'industrie minière joue dans la vie économique de la nation canadienne un rôle dont l'importance ne cesse de grandir. La hausse du prix de l'or depuis 1933 ($20·67 l'once fine en 1933 à $38·50 en 1942) permet aux mines d'extraire l'or de minérais qui jusqu'ici n'avaient que peu de valeur et stimule la prospection au point qu'un grand nombre de nouvelles mines ont été découvertes. Il en résulte que la valeur de production passe de $84,000,000 en 1933 à $206,000,000 en 1941, ce qui aide énormément à obtenir du change étranger. En outre, certaines parties du Canada qui, jusqu'ici, n'avaient pas d'importance commerciale ont été ouvertes à la colonisation, de nouveaux centres de population ont été créés et, partant, de nouveaux marchés pour les denrées de consommation et les fournitures minières.

Depuis les débuts de la guerre actuelle, les mines canadiennes de bas métaux sont exploitées à plein rendement; les établissements sont agrandis partout où la chose est possible afin d'assurer aux Alliés le nickel, le cuivre, le plomb, le zinc et les autres métaux d'importance stratégique dont ils ont besoin. Le Ministère des Mines et des Ressources s'efforce particulièrement d'encourager la découverte de gisements d'autres métaux et minéraux jadis importés. Les plus importants parmi ceux-ci sont le tungstène, le manganèse et le magnésium.

La production minérale du Canada en 1941 est évaluée à $560,746,875; c'est la valeur la plus élevée de tous les temps et une augmentation de 5·8 p.c. sur celle de 1940. Tous les groupes accusent des gains; les métaux atteignent $395,372,577, augmentation de 3·4 p.c. sur l'année antérieure; les combustibles, y compris le charbon, le gaz naturel, le pétrole brut et la tourbe, $84,548,486, augmentation de 7·2 p.c.; les autres métalloïdes dont le plus important est l'amiante, $34,123,685, augmentation de 31·2 p.c.; et les autres matériaux de construction, y compris les produits de l'argile, le ciment, la chaux, la pierre et le sable et le gravier, $46,702,127, ce qui constitue un gain de 11 p.c. sur l'année précédente.

7.—Principales statistiques de l'industrie minière au Canada par groupe, 1935-40, et par province en 1940

Groupe et année	Usines ou mines	Capital engagé	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité[1]	Ventes nettes[2]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
MÉTAUX						
1935	619	437,471,769	38,603	59,528,350	151,846,099	173,588,815
1936	867	507,796,987	46,455	72,016,670	188,371,440	211,444,303
1937	1,000	584,692,790	55,046	90,798,501	268,514,346[3]	276,885,288
1938	883	583,631,536	56,491	94,466,952	260,417,691[3]	278,367,293
1939	785	574,099,672	58,225	98,570,473	249,452,335[3]	286,895,798
1940	772	615,918,818	60,351	105,525,343	276,988,746[3]	327,196,007
COMBUSTIBLES						
1935	6,031	213,136,462	28,857	29,574,327	13,876,051	36,692,659
1936	6,072	220,659,487	30,045	32,628,645	8,677,204	47,354,595
1937	6,099	236,032,476	30,850	36,470,163	9,926,557	51,092,131
1938	6,223	242,324,005	30,934	33,862,014	9,150,977	52,942,261
1939	6,251	239,583,899	30,242	35,825,194	9,734,267	58,007,938
1940	6,325	237,339,509	30,364	39,627,312	10,558,580	64,679,511
METALLOÏDES (MOINS LES COMBUSTIBLES)						
1935	150	31,101,247	3,898	3,576,377	2,829,074	9,046,485
1936	152	36,398,319	4,723	4,652,169	3,593,551	12,120,887
1937	172	37,546,148	6,294	6,729,395	5,392,536	15,950,419
1938	167	38,570,095	5,933	6,322,332	4,365,127	14,659,821
1939	199	39,148,011	6,175	6,850,352	5,170,228	18,699,491
1940	206	34,881,470	6,471	7,618,055	5,905,612	19,311,640
PRODUITS DE L'ARGILE ET AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION						
1935	6,098	95,790,621	8,898	7,401,505	3,962,091	19,253,309
1936	6,138	94,208,302	9,776	7,468,738	4,718,167	21,052,574
1937	8,137	99,073,560	13,224	10,294,325	6,001,510	28,868,189
1938	6,857	89,722,416	13,917	10,992,702	5,432,367	28,446,299
1939	7,004	88,943,803	13,299	11,107,189	5,753,942	29,628,817
1940	6,362	88,208,231	11,700	11,718,976	8,810,378	34,893,571
Grands totaux, industries minérales—						
1935	**12,898**	**777,500,099**	**80,256**	**100,080,559**	**172,513,315**	**238,581,268**
1936	**13,229**	**859,063,095**	**90,999**	**116,766,222**	**205,360,362**	**291,972,359**
1937	**15,408**	**957,344,974**	**105,414**	**144,292,384**	**289,834,949**	**372,796,027**
1938	**14,130**	**954,248,052**	**107,275**	**145,644,000**	**279,366,162**	**374,415,674**
1939	**14,239**	**941,775,385**	**107,941**	**152,353,208**	**270,110,772**	**393,232,044**
1940	**13,665**	**976,348,028**	**108,886**	**164,489,686**	**302,263,316**	**446,080,720**
1940						
PROVINCE						
Nouvelle-Ecosse et I.P.-E.	666	48,086,422	14,934	19,285,662	6,041,154	26,189,233
Nouveau-Brunswick	423	4,522,307	2,240	1,939,160	376,192	3,024,317
Québec	3,857	213,363,729	21,726	29,025,418	93,034,012	98,134,979
Ontario	6,406	405,063,185	38,774	66,395,845	135,879,424	209,277,055
Manitoba	136	39,640,423	3,145	5,107,054	16,016,832	14,065,270
Saskatchewan	252	17,008,171	1,961	2,573,878	7,033,060	8,652,006
Alberta	729	120,234,760	10,628	14,535,789	3,832,268	29,593,293
Col. Britannique	1,169	115,249,764	14,420	23,227,719	38,730,717	52,513,427
Yukon	11	10,141,337	617	1,518,747	695,692	3,091,943
Territoires du N.-Ouest	16	3,037,930	441	880,414	623,965	1,539,206

[1] Comprend tout le combustible et toute l'électricité (devant servir ou non à la transformation métallurgique) de même que le coût des fournitures de consommation. [2] Les "ventes nettes" ont été calculées en déduisant le coût du combustible, de l'électricité et des fournitures de consommation employés dans les procédés de production, de même que le transport et les frais de traitement dans le cas des mélanges, et la valeur des minerais, exigée dans le cas des smelters. [3] Y compris le transport et les frais de traitement déclarés pour la première fois en 1937. Ils étaient autrefois déduits par l'expéditeur de minerais à teneur métallique dans son rapport sur la valeur de ces minerais.

Sous-section 3.—Principales industries minérales

Le tableau 8 présente, en résumé, la statistique des principales industries minérales au Canada en 1939 et 1940. C'est l'industrie aurifère qui dispose en 1940 de la main-d'œuvre la plus nombreuse, dépassant celle du charbon pour la quatrième année consécutive. L'emploiement y est beaucoup moins exposé aux fluctuations saisonnières, et les déboursés en salaires et gages sont considérablement plus élevés que dans les charbonnages. La réduction et l'affinage viennent en troisième place par le nombre d'employés et en deuxième par les salaires et gages.

8.—Principales statistiques des industries minérales, 1939 et 1940

Industrie et année	Usines ou mines	Capital engagé	Employés	Salaires et gages	Combustible acheté, électricité et fournitures	Valeur nette des ventes[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Métaux						
Or alluvionnaire....1939	104	9,844,524	1,012	1,439,765	318,613	4,204,974
1940	126	9,933,894	840	1,680,779	298,680	3,820,169
Quartz aurifère....1939	474	248,692,569	30,622	53,206,225	30,380,927[2]	129,633,245
1940	438	250,919,160	31,405	55,205,096	32,076,741[2]	146,713,744
Cuivre-or-argent....1939	30	58,867,620	6,083	9,920,591	24,978,891[2]	26,182,577
1940	26	60,446,948	6,115	10,777,827	25,370,357[2]	25,804,419
Argent-cobalt....1939	43	2,461,556	323	412,728	237,096[2]	653,032
1940	44	337,080	123	158,024	57,347[2]	809,263
Argent-plomb-zinc....1939	83	23,664,620	1,646	2,803,057	4,699,242[2]	13,555,609
1940	83	19,969,198	1,585	3,052,532	4,380,568[2]	16,439,530
Nickel-cuivre....1939	7	35,307,319	5,759	10,960,710	6,117,331[2]	32,259,124
1940	6	36,765,154	6,372	12,256,863	6,783,621[2]	34,240,489
Divers métaux....1939	31	3,074,999	331	455,278	175,573	349,404
1940	36	2,720,642	445	628,025	720,173	1,309,105
Réduction et affinage..1939	13	192,186,465	12,449	19,372,119	182,544,662	80,057,833
1940	13	234,826,742	13,656	21,766,197	207,301,259	98,059,288
Totaux, métaux....1939	**785**	**574,099,672**	**58,225**	**98,570,473**	**219,452,335[2]**	**286,895,798**
1940	**772**	**615,918,818**	**60,351**	**105,525,343**	**276,988,746[2]**	**327,196,007**
Combustibles						
Houille....1939	510	109,072,484	26,472	30,720,991	8,203,815	38,062,870
1940	527	103,634,890	26,434	34,043,162	8,996,231	43,552,679
Gaz naturel....1939	3,352	78,409,338	1,990	2,536,220	98,397	10,634,146
1940	3,438	80,487,766	2,189	2,748,740	94,354	11,108,749
Pétrole....1939	2,389	52,102,077	1,780	2,567,983	1,432,055	9,310,922
1940	2,360	53,216,853	1,741	2,835,410	1,467,995	10,018,083
Totaux, combustibles....1939	**6,251**	**239,583,899**	**30,242**	**35,825,194**	**9,734,267**	**58,007,938**
1940	**6,325**	**237,239,509**	**30,364**	**39,627,312**	**10,558,580**	**64,679,511**
Métalloïdes (moins les combustibles)						
Amiante....1939	9	22,489,233	3,784	4,347,064	3,463,513	12,395,699
1940	9	19,799,280	3,886	4,728,702	3,720,968	11,903,688
Feldspath, quartz et syénite éléolitique...1939	43	1,591,015	338	330,170	178,721	1,173,950
1940	46	2,174,258	400	377,254	214,517	1,294,482
Gypse....1939	17	6,806,907	714	692,158	299,319	1,635,808
1940	16	4,648,662	694	717,666	418,339	1,647,594
Oxydes de fer....1939	7	215,445	38	26,916	8,194	80,224
1940	7	195,263	46	38,842	18,033	93,841
Mica....1939	61	230,337	224	112,653	19,014	128,307
1940	65	259,168	218	134,705	27,829	209,316
Sel....1939	9	4,447,204	547	741,736	784,778	2,173,204
1940	9	4,993,914	586	836,506	860,768	2,461,482
Talc et stéatite....1939	6	239,835	65	60,512	22,332	147,734
1940	8	319,398	94	80,879	37,130	192,509
Divers[3]....1939	47	3,128,035	465	539,143	394,357	964,565
1940	46	2,491,527	547	703,501	608,028	1,508,728
Totaux, métalloïdes..1939	**199**	**39,448,011**	**6,175**	**6,850,352**	**5,170,228**	**18,699,491**
1940	**206**	**34,881,470**	**6,471**	**7,618,055**	**5,905,612**	**19,311,640**

Renvois à la fin du tableau, p. 299.

8.—Principales statistiques des industries minérales, 1939 et 1940—fin

Industrie et année	Usines ou mines	Capital engagé	Employés	Salaires et gages	Combustible acheté, électricité et fournitures	Valeur nette des ventes[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Produits de l'argile et matériaux de construction						
PRODUITS DE L'ARGILE						
Brique, tuile et tuyau d'égout 1939	141	17,614,307	2,055	2,072,351	1,093,160	3,852,837
1940	136	16,569,424	2,343	2,488,390	1,402,681	4,581,541
Poterie 1939	8	326,435	110	89,337	14,338	190,901
1940	7	577,019	214	186,861	19,547	340,778
TOTAUX, PRODUITS DE L'ARGILE 1939	149	17,940,742	2,165	2,161,688	1,107,498	4,043,738
1940	143	17,146,443	2,557	2,675,251	1,422,228	4,922,319
AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION						
Ciment 1939	8	51,251,358	1,001	1,297,542	2,238,039	6,273,172
1940	8	50,370,276	1,052	1,515,766	4,291,221	8,715,422
Chaux 1939	59	4,802,983	937	849,468	1,052,012	2,951,502
1940	55	5,107,739	962	1,003,671	1,601,546	3,593,009
Sable et gravier 1939	6,215	2,735,690	6,120	3,981,913	274,509	10,966,593
1940	5,596	3,456,502	4,243	3,744,585	291,008	11,468,237
Pierre 1939	573	12,213,030	3,076	2,816,578	1,081,884	5,393,812
1940	560	12,127,271	2,886	2,779,703	1,204,375	6,194,584
TOTAUX, AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION 1939	6,855	71,003,061	11,134	8,945,501	4,646,444	25,585,079
1940	6,219	71,061,788	9,143	9,043,725	7,388,150	29,971,252
Totaux, produits de l'argile et matériaux de construction 1939	**7,004**	**88,943,803**	**13,299**	**11,107,189**	**5,753,942**	**29,628,817**
1940	**6,362**	**88,208,231**	**11,700**	**11,718,976**	**8,810,378**	**34,893,571**
Grands totaux, industries minérales 1939	**14,239**	**941,775,385**	**107,941**	**152,353,208**	**270,110,772**	**393,232,044**
1940	**13,665**	**976,348,628**	**108,886**	**164,489,686**	**302,263,316**	**446,080,729**

[1] Voir renvoi 2 du tableau 7, p. 297. [2] Y compris les frais de transport et de traitement. (Voir renvoi 3 du tableau 7, p. 297. [3] Comprend les "abrasifs naturels", ainsi qu'une petite production de tourbe, faisant normalement partie des combustibles.

Section 4.—Production métallique

Les métaux de première importance au Canada sont le cobalt, le cuivre, l'or le fer, le plomb, le nickel, les platinides, le radium, l'argent et le zinc. Ils sont étudiés dans des sous-sections séparées. Il y a en outre un certain nombre d'autres métaux produits en petites quantités, principalement comme sous-produits dans le traitement des minerais métallifères (voir tableaux 2 et 6).

Sous-section 1.—Cobalt

La majeure partie de l'approvisionnement mondial de cobalt a été tirée pendant près de deux décennies avant 1925 des massifs de la région de Cobalt. Ces massifs furent découverts en 1903 et contiennent de l'argent, du cobalt, du nickel, du bismuth et de l'arsenic. De vastes gisements de minerais cobaltifères se trouvent au Congo belge, dans la Rhodésia du Nord et au Maroc français, en Afrique, et l'introduction du cobalt de ces sources sur le marché mondial a augmenté la production mondiale, tandis que la production canadienne a diminué depuis 1925. Cependant, depuis le commencement de la guerre en 1939, la demande de ce métal a stimulé une nouvelle activité en certaines des vieilles mines ontariennes, bien que les opérations se limitent surtout à la récupération et au nettoyage.

9.—Production canadienne de cobalt, 1925-40

NOTA.—Les chiffres des années 1904 à 1924, inclusivement, ont paru à la page 347 de l'Annuaire de 1939.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	lb	$		lb	$
1925	1,116,492	2,328,517	1933	466,702	597,752
1926	664,778	1,136,014	1934	594,671	592,497
1927	880,590	1,764,534	1935	681,419	512,705
1928	956,590	1,672,320	1936	887,591	804,676
1929	929,415	1,801,915	1937	507,064	848,145
1930	664,163	1,144,007	1938	459,226	790,913
1931	521,051	651,179	1939	732,561	1,213,545
1932	490,631	587,957	1940	[1]	[1]

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des chiffres de 1940.

Sous-section 2.—Cuivre

Un bref exposé de l'évolution de l'industrie de l'extraction du cuivre au Canada a paru aux pp. 250-251 de l'Annuaire de 1941.

Le cuivre est ordinairement considéré comme second en importance après le fer parmi les métaux de guerre, plus à cause des grandes quantités requises dans l'application des procédés industriels ordinaires aux besoins de guerre qu'à cause de ses usages proprement militaires. Non seulement les sources de production se sont élargies et agrandies, mais le Dominion dispose maintenant de deux grandes affineries de cuivre, à Copper Cliff et à Montréal-Est, capables de convertir environ 80 p.c. de toute la production sous forme de métal affiné. L'industrie cupro-minière canadienne est donc en mesure de contribuer grandement aux approvisionnements de cuivre du Royaume-Uni et de ses Alliés. De plus, l'industrie, par la possibilité de produire ce cuivre de façon profitable au bas prix d'avant-guerre d'un peu plus de 10 cents la livre, contribue considérablement à la conservation des ressources financières.

10.—Quantité et valeur de cuivre produit au Canada, par province, avec totaux, 1926-40

NOTA.—Pour les années 1886 à 1910, voir l'Annuaire du Canada, 1916-17, p. 287, et pour les années 1911-1925, l'édition de 1939, p. 348.

Année	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Colombie Britannique	Yukon	Totaux	
							Quantité	Valeur
	lb	lb	lb	lb	lb	lb	lb	$
1926	2,674,058	41,312,867	Nil	–	89,108,017	Nil	133,094,942	17,490,300
1927	3,119,848	45,341,295	"	–	91,696,297	"	140,147,440	17,195,487
1928	33,697,949	66,607,510	"	–	102,283,210	107,377	202,696,046	28,598,249
1929	55,337,169	88,879,853	"	–	103,903,738	Nil	248,120,760	43,415,251
1930	80,310,363	127,718,871	2,087,609	–	93,318,885	42,628	303,478,356	37,948,359
1931	68,376,985	112,882,625	45,821,432	–	65,223,348	Nil	292,304,390	24,114,065
1932	67,336,692	77,055,413	52,607,861	–	50,580,104	"	247,679,070	15,294,058
1933	69,943,882	145,504,720	38,163,181	3,223,941[1]	43,146,724	"	299,982,448	21,634,853
1934	73,968,545	205,059,539	30,867,141	6,618,913	48,246,924	"	364,761,062	26,671,438
1935	79,050,906	252,027,928	38,011,371	11,429,452	38,478,043	"	418,997,700	32,311,960
1936	66,340,175	287,914,078	29,853,220	14,971,609	21,169,343	"	421,027,732[2]	39,514,101[2]
1937	94,653,132	322,039,208	44,920,835	22,436,843	45,797,988	"	530,028,615[2]	68,917,219[2]
1938	112,645,797	309,030,106	65,582,772	18,156,157	65,759,265	"	571,249,664[2]	56,554,034[2]
1939	117,238,897	328,429,665	70,458,890	18,133,149	73,253,408	"	608,825,570[2]	60,934,859[2]
1940	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]

[1] Première production rapportée. [2] Comprend 779,307 livres, d'une valeur de $73,855, produites en Nouvelle-Ecosse en 1936; 180,609 livres à $23,620 en 1937; 75,567 livres évaluées à $7,535, produites dans les T.N.-O. en 1938; 1,269,179 livres, d'une valeur de $128,086, produites en Nouvelle-Ecosse et 42,382 livres évaluées à $4,277, produites dans les T.N.-O. en 1939. [3] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des chiffres de 1940.

Production mondiale de cuivre.—La production mondiale de cuivre en 1938 est estimée à 2,020,000 tonnes longues, comparativement à 1,920,000 en 1929. Les chiffres de la production mondiale de 1939 et des années subséquentes sont incomplets. D'après les estimations de 1938, le Canada produit environ 12·6 p.c. du total mondial et est au troisième rang des pays producteurs.

11.—Production de cuivre des principaux pays, 1926-40

(Tonnes de 2,240 lb)

NOTA.—A moins d'indication contraire, les chiffres de ce tableau sont fournis par l'Institut Impérial de la Statistique. Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication de données plus récentes. Les chiffres des années 1913-1925, inclusivement, se trouvent à la page 349 de l'Annuaire de 1939.

Année	Canada[1]	Rhodesia du Nord	Congo belge	Chili	Japon	Mexique	Pérou	Espagne et Portugal	Etats-Unis	Production mondiale[2]
1926...	59,417	708	79,365	199,121	64,533	55,628	41,699	57,083	783,929	1,462,044
1927...	62,566	3,290	87,748	235,930	65,519	56,929	46,820	53,885	756,624	1,502,108
1928...	90,489	5,930	110,680	282,269	67,155	64,536	55,556	55,000	807,945	1,690,000
1929...	110,768	5,466	134,828	315,566	74,277	85,187	55,228	67,000	890,674	1,920,000
1930...	135,481	6,269	136,754	216,844	77,785	72,252	46,800	66,000	629,529	1,580,000
1931...	130,493	22,800	118,000	221,000	74,650	53,354	43,600	56,000	472,210	1,360,000
1932...	110,571	87,238	53,000	101,600	70,741	34,698	24,691	34,000	212,599	890,000
1933...	133,921	129,423	65,544	160,814	67,942	39,196	30,773	31,000	211,969	1,260,000
1934...	162,840	157,599	108,346	252,646	65,944	43,569	27,283	32,000	211,969	1,260,000
1935...	187,053	168,659	105,981	262,864	68,215	38,751	30,237	32,000	339,724	1,470,000
1936...	187,659	170,728	94,156	252,162	76,505	29,244	32,825	27,000	548,674	1,700,000
1937...	236,620	245,888	148,210	410,000	86,215	45,350	36,000	32,518	748,009	2,300,000
1938...	255,022	250,877	121,985	345,821	80,000	41,190	37,154	34,807	498,003	2,020,000
1939[3]...	271,797	393,442[4]		373,870	84,900[5]	53,790	39,260	28,439	734,990	2,385,365

[1] Chiffres du Bureau Fédéral de la Statistique. [2] Les totaux comprennent la production d'autres pays non spécifiés. [3] Sauf pour le Canada, les chiffres sont tirés de l'Annuaire du Bureau Américain de la Statistique des Métaux. [4] Production africaine totale. [5] Conjectural.

Sous-section 3.—Or

La production aurifère joue un rôle de première importance dans l'effort de guerre du Canada en ce qu'elle raffermit la situation de notre crédit à l'étranger, particulièrement aux Etats-Unis. Une production de 5,000,000 d'onces par année à $35 l'once en monnaie américaine permet l'achat de plus de $175,000,000 de matériel essentiel de guerre dans ce pays. Ainsi, malgré le peu d'usages spécifiquement militaires de l'or, l'augmentation de sa production devient un élément très important d'efficacité de la contribution canadienne à l'effort de guerre.

Un bref exposé de l'évolution de l'industrie aurifère au Canada, contenant des détails relatifs aux principales exploitations à travers le pays, a paru aux pp. 252-53 de l'Annuaire de 1941.

12.—Quantité d'or produit au Canada, par province, 1926-1941

NOTA.—Pour les années de 1862 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1916-17, pp. 284-285, et pour les années 1911 à 1925, l'édition de 1939, p. 350.

Année	Nouvelle-Ecosse	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Col. Britannique	Yukon	Total
	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines
1926....	1,678	3,680	1,497,215	188	–	Nil	225,866	25,601	1,754,228
1927....	3,151	8,331	1,627,050	182	–	42	183,094	30,935	1,852,785
1928....	1,290	60,006	1,578,434	19,813	–	68	196,617	34,364	1,890,592
1929....	2,687	90,798	1,622,267	22,455	–	5	154,204	35,892	1,928,308
1930....	1,272	141,747	1,736,012	23,189	–	Nil	164,331	35,517	2,102,068
1931....	460	300,075	2,085,814	102,969	–	195	160,069	44,310	2,693,892
1932....	964	401,105	2,280,105	122,507	11[1]	83	199,004	40,608	3,044,387
1933....	1,382	382,886	2,155,519	125,310	5,400	324	238,995	39,493	2,949,309
1934....	3,525	390,097	2,105,339	132,321	5,405	393	296,196	38,798	2,972,074
1935....	9,376	470,552	2,220,336	142,613	14,323	150	391,633	35,907[2]	3,284,890[2]
1936....	11,960	666,905	2,378,503	139,273	48,981	109	451,938	50,359[2]	3,748,028[2]
1937....	19,918	711,480	2,587,095	157,949	65,886	46	505,857	47,982	4,096,213
1938....	26,560	881,263	2,896,477	185,706	50,021	305	605,617	79,168[2]	4,725,117[2]
1939....	29,943	953,377	3,086,076	180,875	77,120	359	626,970	139,659[2]	5,094,379[2]
1940....	22,219	1,019,175	3,261,688	152,295	102,925	215	617,011	135,617[2]	5,311,145[2]
1941[3] ..	19,170	1,088,860	3,190,786	150,523	138,004	215	615,838	145,293[2]	5,351,689[2]

[1] Première production rapportée dans cette province. [2] Y compris la production des Territoires du Nord-Ouest se chiffrant à 200 onces fines en 1935, 1 once fine en 1936, 6,800 onces fines en 1938, 51,914 onces fines en 1939, 55,159 onces fines en 1940 et 77,354 onces fines en 1941. [3] Chiffres préliminiaires.

13.—Valeur de l'or produit au Canada, par province, 1926-41

NOTA.—Pour les années 1862 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1916-17, p. 284-85, et pour les années 1911 à 1925, la page 351 de l'édition de 1939.

Année	Nouvelle-Ecosse	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Col. Britannique	Yukon	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1926..	34,687	76,072	30,950,180	3,886	–	Nil	4,669,065	529,220	36,263,110
1927..	65,137	172,217	33,634,108	3,762	–	868	3,784,889	639,483	38,300,464
1928..	26,667	1,240,434	32,629,126	409,571	–	1,406	4,064,434	710,367	39,082,005
1929..	55,545	1,876,961	33,535,234	464,186	–	103	3,187,680	741,954	39,861,663
1930..	26,295	2,930,170	35,886,552	479,359	–	Nil	3,397,023	734,202	43,453,601
1931..	9,920	6,471,075	44,980,280	2,280,512	–	4,205	3,451,865	955,539	58,093,396
1932[1]..	22,634	9,417,572	53,534,743	2,876,350	258[2]	1,949	4,672,429	953,438	71,479,373
1933..	39,525	10,950,539	61,647,843	3,583,866	154,440	9,267	6,×35,257	1,129,500	84,350,237
1934..	121,613	13,458,34/	72,634,195	4,565,075	186,472	13,558	10,218,762	1,338,531	102,536,553
1935..	329,942	16,558,725	78,133,624	5,018,551	504,026	5,279	13,781,515	1,263,567[3]	115,595,279[3]
1936..	418,959	23,361,683	83,318,960	4,878,733	1,715,804	3,818	15,831,388	1,764,076[3]	131,293,421[3]
1937..	696,931	24,894,685	90,522,454	5,526,636	2,305,351	1,610	17,699,936	1,678,890	143,326,493
1938..	934,248	30,998,426	101,883,578	6,532,209	1,759,489	10,728	21,302,578	2,784,,734[3]	166,205,990[3]
1939..	1,082,170	34,455,998	111,533,873	6,537,003	2,787,194	12,974	22,659,323	5,047,416[3]	184,115,951[3]
1940..	855,432	39,238,238	125,574,988	5,863,357	3,962,613	8,277	23,754,924	5,221,254[3]	204,479,083[3]
1941[4]..	738,045	41,921,110	122,845,260	5,795,135	5,313,154	8,287	23,709,763	5,709,281[3]	206,040,026[3]

[1] Valeur calculée sur la base de 1 once fine=$20·671834 pour la période de 1920 à 1931; depuis lors, au cours mondial en numéraire canadien. [2] Première production enregistrée dans cette province. [3] Comprend la valeur de production des Territoires du Nord-Ouest se chiffrant à $7,038 en 1935, $35 en 1936, $239,190 en 1928, $1,876,224 en 1939, $2,123,621 en 1940 et $2,977,359 en 1941. [4] Chiffres préliminaires.

Production mondiale.—La phase moderne de l'industrie aurifère date de la découverte d'or au Transvaal et de l'introduction du procédé de cyanuration. La production mondiale est de 6,320,000 onces fines en 1891, une progression constante jusqu'en 1915 porte ce chiffre à 22,847,000 once fines. Par la suite, la hausse considérable des salaires et l'augmentation des autres frais généraux grevant la production d'un article dont la valeur est immuable fait tomber graduellement l'extraction à

15,497,000 once fines en 1922. Toutefois le déclin général des prix des denrées en 1921 et 1922 vient abaisser de nouveau le coût de l'extraction et l'industrie y répond par une accélération marquée au cours de la décennie suivante. L'augmentation du prix de l'or depuis 1930 accélère l'expansion de la production mondiale depuis quelques années et tous les records antérieurs sont dépassés.

14.—Volume et valeur de la production mondiale d'or, 1891-1940

(Tiré du Rapport annuel du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis)

Année	Volume	Valeur[1]	Année	Volume	Valeur[1]	Année	Volume	Valeur[1]
	onces fines	$		onces fines	$		onces fines	$
1891.....	6,320,194	130,650,000	1908....	21,422,244	422,837,000	1925....	18,673,178	384,009,921
1892.....	7,094,250	146,651,500	1909....	21,965,111	454,059,100	1926....	19,117,568	395,198,984
1893.....	7,618,811	157,494,800	1910....	22,022,180	455,239,100	1927....	19,058,736	393,979,954
1894.....	8,764,362	181,175,600	1911....	22,397,136	462,989,761	1928....	18,885,849	390,386,574
1895.....	9,615,190	198,763,600	1912....	22,605,068	467,288,203	1929....	19,207,452	397,153,303
1896.....	9,783,914	202,251,600	1913....	22,556,347	466,284,303	1930....	20,903,736	432,118,638
1897.....	11,420,068	236,073,700	1914....	21,652,883	447,608,337	1931....	22,284,290	460,650,527
1898.....	13,877,806	286,879,700	1915....	22,846,608	472,283,884	1932....	24,098,676	498,163,970
1899.....	14,837,775	306,724,100	1916....	22,032,542	455,455,670	1933....	25,400,295	525,070,547
1900.....	12,315,135	254,576,300	1917....	20,346,043	420,592,147	1934....	27,372,374	958,033,090[1]
1901.....	12,625,527	260,992,900	1918....	18,588,127	384,251,378	1935....	29,999,245	1,049,973,580
1902.....	14,354,680	296,737,600	1919....	17,339,679	358,443,791	1936....	32,930,554	1,152,569,390
1903.....	15,852,620	327,702,700	1920....	16,146,830	333,784,924	1937....	35,118,298	1,229,140,430
1904.....	16,804,372	347,377,200	1921....	15,997,692	330,702,190	1938....	37,703,334	1,319,616,690
1905.....	18,396,451	380,288,300	1922....	15,496,859	320,349,102	1939....	39,534,430	1,383,705,050
1906.....	19,471,080	402,503,000	1923....	17,845,349	368,896,948	1940[2]....	40,555,846	1,419,454,610
1907.....	19,977,260	412,966,600	1924....	18,619,481	384,899,578			

[1] A $20·67 + l'once fine avant 1934; à $35 l'once fine en 1934 et les années suivantes. [2] Chiffres préliminaires.

En 1940, les principaux pays producteurs sont l'Union Sud-Africaine avec 34·6 p.c., le Canada avec 13·1 p.c., les Etats-Unis (y compris les Iles Philippines) avec 14·8 p.c. et l'U.R.S.S. (Russie), avec 9·9 p.c. L'Australie, la Rhodésie, l'Afrique occidentale anglaise et l'Inde Britannique sont aussi des producteurs importants: plus de la moitié de la production aurifère du monde provient de mines situées dans l'Empire Britannique.

15.—Volume et valeur de la production mondiale d'or et d'argent, par pays principaux, 1939 et 1940

NOTA.—Résumé du rapport annuel du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis; plusieurs des chiffres sont estimatifs et les sources en sont indiquées en renvois au tableau de la Monnaie des Etats-Unis. Pour 1940, la production de certains pays, principalement européens, n'a pu être obtenue, ce qui fait que les totaux de l'année ne sont pas, jusqu'à un certain point, comparables à ceux de 1939 et des années antérieures.

Pays	1939				1940[1]			
	Or		Argent		Or		Argent	
	Volume	Valeur ($35·00 l'once)	Volume	Valeur ($0·39395 l'once)[2]	Volume	Valeur ($35·00 l'once)	Volume	Valeur ($0 35085 l'once)[2]
	onces fines	$	onces fines	$	onces fines	$	onces fines	$
AMÉRIQUE DU NORD—								
Etats-Unis..	4,620,602	161,721,070	63,871,972	25,162,363	4,862,979	170,204,265	68,286,535	23,958,331
Canada.....	5,095,176	178,331,160	23,116,861	9,106,887	5,311,145	185,890,075	23,833,763	8,362,072
Mexique.....	1,055,894	36,956,290	75,870,574	29,889,213	950,000	33,250,000	82,640,010	28,994,244
TOTAUX[3]...	10,791,985	377,719,475	164,280,467	64,718,290	11,137,675	389,818,625	176,254,385	61,838,840
AMÉRIQUE CENTRALE ET ANTILLES	176,000	6,160,000	4,625,450	1,822,196	287,296	10,055,360	4,600,000	1,613,910

Renvois à la fin du tableau, p. 304.

15.—Volume et valeur de la production mondiale d'or et d'argent, par pays principaux, 1939 et 1940—fin

Pays	1939				1940[1]			
	Or		Argent		Or		Argent	
	Volume	Valeur ($35·00 l'once)	Volume	Valeur ($0·39395 l'once)[2]	Volume	Valeur ($35·00 l'once)	Volume	Valeur ($0·35085 l'once)[2]
AMÉRIQUE DU SUD—								
Argentine...	12,249	428,715	3,920,501	1,548,027	12,249	428,715	3,242,200	1,137,526
Bolivie.....	20,544	719,040	7,241,376	2,852,740	11,767	411,845	5,626,380	1,974,015
Brésil.....	233,800	8,183,000	27,075	10,666	264,311	9,250,885	24,694	8,664
Chili.....	325,044	11,376,540	1,327,408	522,932	342,823	11,998,805	1,571,496	551,359
Colombie..	551,417	19,299,595	242,609	95,576	631,927	22,117,445	260,310	91,330
Pérou.....	272,349	9,532,215	18,802,075	7,407,077	278,521	9,748,235	19,366,096	6,794,595
Venezuela..	146,607	5,131,245	[4]	–	146,800	5,138,000	[4]	–
TOTAUX[3]....	1,739,538	60,883,830	31,673,375	12,477,725	1,863,560	65,224,600	30,196,176	10,594,328
EUROPE—								
Tchécoslovaquie....	10,000	350,000	1,000,000	393,950	9,067	317,345	251,933	88,391
France.....	85,000[5]	2,975,000	565,000	222,582	[5]	–	[5]	–
Allemagne..	[5]	–	7,000,000	2,757,650	[5]	–	[5]	–
Roumanie..	162,319	5,681,165	712,718	280,775	130,757	4,576,495	500,204	175,49
Suède.....	200,000	7,000,000	1,122,865	442,353	197,995	6,929,825	745,894	261,697
U.R.S.S....	5,000,000	175,000,000	7,000,000	2,757,650	4,000,000	140,000,000	7,000,000	2,455,950
Yougoslavie.	71,503	2,502,605	2,293,634	903,577	[5]	–	[5]	–
TOTAUX[3]....	5,555,229	194,433,015	21,763,508	8,573,735	4,348,268	152,189,380	8,498,031	2,981,535
ASIE—								
Inde Britannique[6]..	316,504	11,077,640	5,942,794	2,341,164	289,357	10,127,495	6,175,000	2,166,499
Chine[7].....	265,000	9,275,000	150,000	59,093	377,000	13,195,000	150,000	52,628
Chosen.....	975,000	34,125,000	3,000,000	1,181,850	1,025,000	35,875,000	3,000,000	1,052,550
Japon.....	800,000	28,000,000	11,000,000	4,333,450	900,000	31,500,000	11,000,000	3,859,350
Iles Philippines.....	1,040,626	36,421,910	1,350,099	531,872	1,140,126	39,904,410	1,299,199	455,82
TOTAUX[3]....	3,573,541	125,073,935	22,838,212	8,997,114	3,907,483	136,761,905	23,907,119	8,387,813
OCÉANIE—								
Australie...	1,928,748	67,506,180	15,013,854	5,914,708	1,930,776	67,577,160	14,286,334	5,012,362
Fidji.....	110,000	3,850,000	12,378[8]	4,876	111,338	3,896,830	23,020	8,077
N.-Zélande	178,955	6,263,425	390,342	153,775	185,665	6,498,275	415,330	145,719
TOTAUX[3]....	2,217,703	77,619,605	15,416,574	6,073,359	2,227,779	77,972,265	14,724,684	5,166,158
AFRIQUE—								
Congo belge	494,639	17,312,365	2,800,000	1,103,060	548,000	19,180,000	3,536.582	1,240,810
Afrique occ. britanniq..	841,517	29,453,095	101,271	39,896	939,223	32,872,805	[4]	–
Afrique occ. française...	130,000	4,550,000	[4]	–	135,000	4,725,000	[4]	–
Rhodésie... du Sud....	795,613	27,846,455	173,556	68,372	826,499	28,927,465	186,079	65,286
Tanganyika.	130,366	4,562,810	27,999	11,030	142,074	4,972,590	36,748	12,893
Union S.-A.	12,821,507	448,752,745	1,182,516	465,852	14,037,741	491,320,935	1,200,000	421,020
TOTAUX[3]....	15,430,434	541,815,190	5,329,382	2,099,511	16,783,785	587,432,475	5,577,174	1,956,752
Totaux mondiaux..	**39,534,430**	**1,383,705,050**	**265,926,968**	**104,761,930**	**40,555,846**	**1,419,454,610**	**263,757,569**	**92,539,336**

[1] Sujet à revision (voir tableau 2, p. 288) pour chiffres canadiens. [2] Prix moyen par once fine à New-York. [3] Les totaux comprennent d'autres pays non spécifiés. [4] Aucune production déclarée. [5] Les renseignements n'ont pu être obtenus. [6] Y compris Birmanie. [7] Y compris Mandchourie. [8] Chiffres de 1938.

Sous-section 4.—Fer*

La grande industrie du fer et de l'acier de la Nouvelle-Ecosse s'approvisionne de matière première à même les riches gisements abondants et d'accès facile de Wabana (Terre-Neuve). Dans l'Ontario, l'industrie primaire du fer et de l'acier

* Les ressources connues de minerai de fer ont été brièvement données à la p. 417 de l'Annuaire de 1934-35 et une brève étude sur la sidérurgie au Canada a paru dans l'Annuaire de 1922-23, pp. 466-471, et dans celui de 1941 aux pp. 256-57.

s'est grandement développée surtout parce que le minerai de fer, de haute teneur et à bon marché, s'obtient facilement des gisements de Mesabi (Minnesota), tandis que la Pennsylvanie, dans le voisinage immédiat, fournit la houille.

16.—Expéditions de minerai de fer et production de fonte en gueuse, de ferro-alliages, de lingots et coulages d'acier, 1926-41

NOTA.—Pour les années de 1886 à 1910, voir l'Annuaire de 1936, p. 388, et pour les années 1911-1925, la page 354 de l'édition de 1939.

Année	Expéditions de minerai des mines canadiennes	Production de fonte en gueuse				Production de ferro-alliages	Production d'acier: lingots et coulages
		Nouvelle-Ecosse	Québec	Ontario	Canada		
	tonnes courtes[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]	tonnes longues[1]
1926	Nil	250,238	Nil	507,079	757,317	57,050	776,262
1927	"	249,549	"	460,148	709,697	56,230	907,945
1928	"	302,756	"	734,971	1,037,727	44,482	1,234,719
1929	"	310,801	"	769,359	1,080,160	89,116	1,378,024
1930	"	212,636	"	534,542	747,178	65,223	1,009,578
1931	"	101,393	"	318,645	420,038	46,764	672,109
1932	"	30,697	"	113,433	144,130	16,161	339,346
1933	"	118,514	"	108,803	227,317	30,133	409,979
1934	"	133,360	"	271,635	404,995	31,921	757,782
1935	"	208,002	"	391,873	599,875	56,616	941,527
1936	"	257,148	"	421,083	678,231	76,284	1,115,779
1937	"	320,318	"	578,537	898,855	82,072	1,402,882
1938	"	241,856	"	463,571	705,427	55,926	1,155,190
1939	123,598	259,136	"	496,595	755,731	75,234	1,383,262
1940	[2]	394,412	"	774,427	1,168,839	133,388	2,015,447
1941	[2]	424,784	"	939,552	1,364,336	186,961	2,411,888[3]

[1] Bien que les expéditions de minerai soient exprimées en tonnes courtes, le commerce emploie les tonnes longues comme unité de quantité pour la fonte en gueuse, etc. [2] Non publié. [3] Chiffres préliminaires.

Au cours de l'été de 1937, les Algoma Ore Properties Ltd. ont commencé à rebâtir l'équipement de surface à la nouvelle mine Helen, dans le district de Michipicoten, où les réserves sont estimées à 60,000,000 de tonnes de carbonate de fer de teneur plutôt forte en soufre, ce qui requiert le grillage pour le rendre apte au haut fourneau.

Grâce à une loi de la Législature ontarienne qui accorde une prime de deux cents par unité de contenu de fer pour une période de 10 ans à partir du 1er janvier 1939, le Canada a pu constater en 1939, pour la première fois depuis 1923, une production de minerai de fer. Les expéditions se continuent en 1940 et 1941. En outre, on a exécuté des travaux de développement au lac Steep-Rock, près d'Atikokan, à 135 milles à l'ouest de Port Arthur, en vue de la production du minerai de fer de haute teneur. Des levés magnétiques et des sondages au diamant à travers la glace ont révélé l'existence d'un gros massif de minerai de haute teneur. Il est présentement projeté d'assécher le lac avant de commencer effectivement les travaux d'extraction.

Sous-section 5.—Plomb

Le plomb canadien provient principalement des gisements de la Colombie Britannique où la production commença en 1891 avec 88,665 livres. De 1899 à 1918 des primes furent payées sur le plomb produit au Canada (voir p. 460 de l'Annuaire de 1920), mais la production la plus forte de cette période a été de 56,900,000 livres en 1905. Cependant, en raison des développements en Colombie Britannique mentionnés plus bas, la production a beaucoup augmenté depuis la première guerre mondiale.

Avec cette grande augmentation de la production canadienne en plus de celle de l'Australie, qui est un des principaux pays producteurs de plomb, il semble probable que d'amples approvisionnements seront disponibles pour l'Angleterre et les Alliés au cours du présent conflit.

Les données au tableau **17** représentent les quantités de plomb produites au Canada avec des minerais indigènes, ainsi qu'une estimation de la récupération des minerais et concentrés de plomb exportés.

17.—Quantité et valeur de plomb tiré du minerai canadien, 1926-40

NOTA.—Pour les années de 1887-1910, voir l'Annuaire de 1929, p. 376, et pour les années 1911 à 1925, la p. 355 de l'édition de 1939.

Année	Quantité	Valeur	Prix par livre[1]	Année	Quantité	Valeur	Prix par livre[1]
	lb	$	cents		lb	$	cents
1926	283,801,265	19,240,661	6·751	1934	346,275,576	8,436,658	2·436
1927	311,423,161	16,477,139	5·256	1935	339,105,079	10,624,772	3·133
1928	337,946,688	15,553,231	4·576	1936	383,180,909	14,993,869	3·913
1929	326,522,566	16,544,248	5·063	1937	411,999,484	21,053,173	5·110
1930	332,894,163	13,102,635	3·933	1938	418,927,660	14,008,941	3·344
1931	267,342,482	7,260,183	2·710	1939	388,569,550	12,313,768	3·169
1932	255,947,378	5,409,704	2·114	1940	[2]	[2]	[2]
1933	266,475,191	6,372,998	2·392				

[1] Moyenne annuelle des cours à Londres, Angleterre. [2] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1940.

Colombie Britannique.—Il existe bon nombre de mines importantes dans les districts de Kootenay, Est et Ouest, dont la plus productive est la mine Sullivan, non loin de Kimberley, de plomb zincifère. Une tonne de minerai donne en moyenne 11 p.c. de plomb, 7 p.c. de zinc et 5 onces d'argent. L'essor rapide de la production de plomb au cours des quelques dernières années est attribuable dans une large mesure au fait que la Consolidated Mining and Smelting Company a pu résoudre les problèmes d'ordre métallurgique relatifs à la séparation et à la réduction de ces minerais. En raison de la baisse du plomb, du zinc et de l'argent de 1930 à 1935, plusieurs petites mines de plomb argentifère de Slocan ont été inactives.

Autres provinces.—Bien que l'on ait fait plusieurs découvertes de gisements plombifères dans la péninsule de Gaspé et dans le district de Rouyn (Québec), la seule mine qui ait quelque importance est la Tétreault, située dans le district de Notre-Dame-des-Anges (comté de Portneuf), qui produit des concentrés de plomb et de zinc. La production de plomb de l'Ontario venait principalement des opérations de la mine de plomb et de la fonderie de Galetta qui a été fermée au cours de l'été de 1931. Depuis quelques années, les gisements d'argent plombifère du district de Mayo (Yukon) en produisent des quantités importantes et en 1935 la production des concentrés d'argent-plomb-zinc a repris à la mine Sterling, dans le comté de Richmond (Nouvelle-Ecosse), mais les travaux ont cessé en 1939. La production par province en 1940 ne peut être publiée, mais les totaux des groupes sont indiqués au tableau **6** p. 292.

Production mondiale.*—La production mondiale de plomb en 1938, dernière année sur laquelle il existe des chiffres complets, est estimée à environ 1,780,000 tonnes longues. Les principaux producteurs sont les Etats-Unis (18·5 p.c.), le Mexique (15·6), l'Australie (15·4) et le Canada (10·5).

*Chiffres du résumé statistique de l'Institut Impérial.

Sous-section 6.—Nickel

La totalité du nickel canadien vient des gisements cupro-nickelifères bien connus du district de Sudbury, en Ontario. Le minerai est extrait principalement pour son contenu de nickel et de cuivre; mais par des procédés métallurgiques on récupère profitablement des quantités relativement petites d'or, d'argent, de sélénium, de tellure et platinides. Les gisements repérés jusqu'ici au Canada peuvent suffire aux besoins de l'univers entier pour bien des années à venir et il en reste un grand nombre qui n'ont pas été mis en valeur encore.

Après la première guerre mondiale les compagnies exploitantes ont fait de vastes recherches dans le but de découvrir et d'encourager de nouveaux usages de ce métal en temps de paix. L'augmentation marquée de la production, par de grandes additions aux usines et aux facilités, est attribuable en grande partie au succès de ces recherches. L'industrie de l'automobile, la machinerie électrique, les ustensiles de cuisine, les câbles sous-marins et divers alliages de nickel ont aussi contribué à cette augmentation. Toutefois, l'importance du nickel dans la fabrication des armements croît sans cesse. Il en résulte que le marché de temps de paix qui avait mis des années à se développer doit maintenant céder le pas aux demandes de guerre des pays alliés.

Cette capacité productive accrue est maintenant à la disposition des exigences actuelles de guerre. Le nickel est très important en temps de guerre à cause de ses usages strictement militaires comme tôle de blindage, pièces forgées de fusil, ressort de recul de fusil et chemise de balle et aussi de son emploi dans l'industrie des aciers au nickel pour la production de l'outillage de guerre.

18.—Quantité et valeur de nickel produit au Canada, 1926-40

NOTA.—Les chiffres des années 1889-1910 sont donnés dans l'Annuaire de 1929, p. 377, et pour les années 1911 à 1925, à la page 356 de l'édition de 1939.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	lb	$		lb	$		lb	$
1926	65,714,294	14,374,163	1931	65,666,320	15,267,453	1936	169,739,393	43,876,525
1927	66,798,717	15,262,171	1932	30,327,968	7,179,862	1937	224,905,046	59,507,176
1928	96,755,578	22,318,907	1933	83,264,658	20,130,480	1938	210,572,738	53,914,494
1929	110,275,912	27,115,461	1934	128,687,304	32,139,425	1939	226,105,865	50,920,305
1930	103,768,857	24,455,133	1935	138,516,240	35,345,103	1940	[1]	[1]

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1940.

Production mondiale.*—La production mondiale de nickel en 1938, dernière année de statistiques connues, est estimée à 113,000 tonnes longues, dont 83·0 p.c. environ de production canadienne, le reste provenant surtout de la Nouvelle-Calédonie.

Sous-section 7.—Platinides

Les métaux de ce groupe produits au Canada comprennent le platine, le palladium, le rhodium, le ruthénium, l'osmium et l'iridium. Le platine et le palladium sont d'une importance de premier ordre. Depuis les premiers temps il y a eu une légère récupération de platine associé à l'or des dépôts alluvionnaires de la Colombie Britannique et d'autres petites quantités dans l'affinage des bas métaux à Trail. Toutefois, la source principale de ces métaux au Canada est le minerai de nickel-cuivre de Sudbury et la grande expansion de l'industrie minière de ce district ces dernières années a été la cause d'une augmentation considérable dans la production des platinides. Le Canada est devenu le premier producteur du monde. Après lui, les pays les plus importants sont la Russie et la Colombie.

*Chiffres du résumé statistique de l'Institut Impérial.

19.—Quantité et valeur de platine et palladium produits au Canada, 1925-41

NOTA.—Les données sur la production de platine au Canada remontent à 1887, mais avant 1921 les quantités étaient relativement petites et la base de calcul n'était pas comparable à celle qui est maintenant utilisée. Chiffres de 1921-24, p. 347 de l'Annuaire de 1940.

Année	Platine		Palladium[1]		Année	Platine		Palladium[1]	
	onces fines	$	onces fines	$		onces fines	$	onces fines	$
1925	8,698	1,028,192	8,288	648,969	1934	116,230	4,490,763	83,932	1,699,228
1926	9,521	923,607	10,024	640,178	1935	105,374	3,445,730	84,772	1,962,937
1927	11,228	717,613	11,545	554,190	1936	131,571	5,320,731	103,671	2,483,075
1928	10,532	708,909	13,707	627,833	1937	139,377	6,752,816	119,829	3,179,782
1929	12,519	846,756	17,318	809,289	1938	161,326	5,196,794	130,893	3,677,342
1930	34,024	1,543,261	34,092	895,867	1939	148,902	5,222,589	135,402	4,199,622
1931	44,775	1,596,900	46,918	1,217,717	1940	[3]	7,761,108[2]	[3]	[3]
1932	27,343	1,099,393	37,613	901,890	1941	[3]	[3]	[3]	[3]
1933	24,876	857,590	31,009	645,043					

[1] Comprend aussi le rhodium, le ruthénium, l'osmium et l'iridium. [2] Comprend palladium et tous autres platinides. [3] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication de ces données.

Sous-section 8.—Radium et uranium

Les gisements d'argent-pechblende, à l'extrémité est du Grand Lac de l'Ours, ont été découverts en 1930. Depuis lors, un établissement moderne d'extraction et de bocardage a été établi aux gisements; de grandes améliorations ont été apportées aux facilités de transport sur la route de 1,500 milles qui part du chemin de fer à Waterways, en Alberta, descend le Mackenzie, monte la Grande Rivière de l'Ours et traverse le lac jusqu'à la mine; un établissement pour l'affinage du radium et de l'uranium a été mis en opération à Port Hope, Ont. L'argent, le cuivre, le cobalt et le plomb, de même que le radium et l'uranium, sont récupérés des minerais. De grandes réserves de minerais ont été repérées à la mine et durant 1937-38 la capacité de l'usine d'affinage à Port Hope a à peu près triplé. La production canadienne provenant de cette source a causé une réduction d'environ 62 p.c. dans le prix mondial du radium entre 1933 et 1937, à près de $22 par milligramme, et d'environ 37 p.c. dans le prix des sels d'uranium au cours de la même période. Les chiffres officiels de la production ne sont pas disponibles en certaines années, puisque à cause du caractère restreint des opérations ils représenteraient les opérations de compagnie individuelles. A la page 358 de l'Annuaire de 1939 un tableau a été compilé d'après diverses sources non officielles, indiquant la production de sels de radium et d'uranium de 1933 à 1937. Il y a eu en 1939 expédition de produits de radium et d'uranium pour une somme de $1,121,553. La valeur des expéditions en 1940 et 1941 ne paraît pas séparément. La demande mondiale de radium s'est quelque peu contractée avec la guerre et la mine du Grand Lac de l'Ours a été fermée, une réserve de concentrés ayant été assurée aux affineries de Port Hope.

Sous-section 9.—Argent

Une courte récapitulation sur la production d'argent au Canada paraît aux pp. 259-260 de l'Annuaire de 1941.

La production d'argent au Canada a atteint son maximum de 32,869,264 onces fines en 1910 alors que la fameuse région argentifère de Cobalt était à son apogée; mais la production provenant de cette source a décliné depuis lors et maintenant c'est la mine Sullivan, Colombie Britannique, dont la production principale fut d'abord le plomb et le zinc, qui est devenue la plus grande productrice d'argent au Canada.

20.—Quantité et valeur d'argent produit au Canada, 1925-41

NOTA.—Pour les années 1887-1910, voir l'Annuaire de 1933, p. 365, et pour les années 1911 à 1924, l'édition de 1939, p. 358.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	onces fines	$		onces fines	$		onces fines	$
1925	20,228,988	13,971,150	1931	20,562,247	6,141,943	1937	22,977,751	10,312,644
1926	22,371,924	13,894,531	1932	18,347,907	5,811,081	1938	22,219,195	9,660,239
1927	22,736,698	12,816,677	1933	15,187,950	5,746,027	1939	23,163,629	9,378,490
1928	21,936,407	12,761,725	1934	16,415,282	7,790,840	1940	23,833,752	9,116,172
1929	23,143,261	12,264,308	1935	16,618,558	10,767,148	1941[1]	21,754,798	8,323,603
1930	26,443,823	10,089,376	1936	18,334,487	8,273,804			

[1] Chiffres préliminaires.

21.—Production d'argent au Canada, par province, 1926-40

NOTA.—Les chiffres des années 1887 à 1910 inclusivement se trouvent aux pp. 286-87 de l'Annuaire de 1916-17 et ceux des années 1911 à 1925, à la page 359 de l'édition de 1939. La production relativement peu considérable de l'Alberta ne figure pas dans ce tableau.

Année	Prix moyen l'once fine (arg. can.)	Nouvelle-Ecosse	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Colombie Britannique	Yukon	Territoires du N.-Ouest
	cts	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines	onces fines
1926	62·11	112	375,986	9,274,965	18	Nil	10,625,816	2,095,027	–
1927	56·37	125	740,864	9,307,953	12	"	11,040,445	1,647,295	–
1928	58·18	77	908,959	7,242,601	1,763	"	10,943,367	2,839,633	–
1929	52,99	132	813,821	8,890,726	2,644	"	10,156,408	3,279,530	–
1930	38·15	67	571,164	10,205,683	94,653	"	11,825,930	3,746,326	–
1931	29·87	48	530,345	7,438,951	836,547	"	8,061,599	3,694,728	–
1932	31·67	47	628,902	6,335,788	1,036,497	14	7,293,462	3,014,755	38,433[1]
1933	37,83	104	471,419	4,535,680	1,101,578	114,604	6,737,057	2,204,237	23,239
1934	47·46	321	470,254	5,321,160	1,252,920	87,551	8,729,721	515,542	37,778
1935	64·79	372	668,836	5,161,651	1,256,454	201,608	9,178,400	54,715	146,506
1936	45·13	107,642	724,339	5,219,366	791,489	642,497	9,748,715	783,416	317,014
1937	44·88	26,990	908,590	4,693,047	905,179	821,818	11,530,177	3,956,504	135,442
1938	43·48	988	1,189,495	4,318,837	1,198,315	898,413	11,186,563	2,844,659	581,902
1939	40·49	173,877	1,167,444	4,689,422	1,028,485	1,141,600	10,648,031	3,830,864	483,874
1940	38·22	725	1,340,450	5,563,101	1,033,512	1,691,540	11,885,556	2,259,343	59,505

[1] Relevée pour la première fois.

Production mondiale.—Le Directeur de la Monnaie des Etats-Unis estime la production mondiale d'argent en 1940 (voir tableau **15** du présent chapitre, p. 304) à 263,757,569 onces fines. La production canadienne en 1940 est de 23,833,763 onces fines, soit 9·0 p.c. environ de la production mondiale pour cette année; le Canada se classe troisième, suivant le Mexique et les Etats-Unis.

Le tableau **22** donne la production mondiale, la valeur et le prix moyen de l'argent de 1900 à nos jours. Malgré l'importance décroissante de l'argent, sauf en Chine et aux Indes, la production s'est accrue du fait que l'argent est un sous-produit de l'extraction des autres métaux.

22.—Volume et valeur de la production mondiale d'argent et moyenne annuelle du prix, 1900-40

(Tiré du Rapport annuel du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis)

NOTA.—Pour les chiffres des années 1860 à 1899, voir l'Annuaire de 1939, p. 360.

Année	Quantité	Valeur	Prix moyen l'once fine[1]	Année	Quantité	Valeur	Prix moyen l'once fine[1]	Année	Quantité	Valeur	Prix moyen l'once fine[1]
	'000 onces fines	$'000	$		'000 onces fines	$000	$		'000 onces fines	$'000	$
1900	173,591	107,626	0·620	1914	172,264	95,282	0·553	1928	257,925	151,214	0·586
1901	173,011	103,807	0·600	1915	173,001	88,338	0·511	1929	260,970	139,961	0·536
1902	162,763	86,265	0·530	1916	180,802	121,410	0·672	1930	248,708	96,310	0·387
1903	167,689	90,552	0·540	1917	186,125	156,345	0·839	1931	195,920	56,842	0·290[1]
1904	164,195	95,233	0·580	1918	203,159	200,000	0·985[1]	1932	164,893	46,506	0·282
1905	172,318	105,114	0·610	1919	179,850	201,588	1·121	1933	169,159	59,201	0·350
1906	165,054	111,724	0·677	1920	173,296	176,658	1·019	1934	190,398	91,930	0·483
1907	184,207	121,857	0·661	1921	171,286	108,074	0·631	1935	220,704	142,535	0·646
1908	203,131	108,655	0·535	1922	209,815	158,207	0·754	1936	253,696	115,175	0·454
1909	212,149	110,351	0·520	1923	246,010	172,276	0·700	1937	274,538	124,077	0·452
1910	221,716	119,897	0·541	1924	239,485	178,311	0·744	1938	267,765	116,577	0·435
1911	226,193	121,981	0·539	1925	245,214	172,498	0·703	1939	265,262	104,500	0·394
1912	230,904	141,937	0·615	1926	253,795	159,569	0·629	1940[2]	263,758	92,539	0·315
1913	210,013	126,970	0·604	1927	253,981	144,947	0·570				

[1] Moyenne au pair de l'once d'argent fin à Londres excepté pour 1918-1922 inclusivement et 1931-40, où on s'est basé sur la moyenne de New-York. [2] La production de certains pays, la plupart européens, en 1940 ne peut être obtenue, ce qui rend les totaux pour cette année non comparables jusqu'à un certain point avec ceux des années antérieures.

Sous-section 10.—Zinc

Les données relatives aux principales exploitations zincifères au Canada se trouvent aux pages 261–262 de l'Annuaire de 1941.

Les besoins domestiques n'absorbent normalement qu'une proportion relativement infime d'une production qui pourrait être sensiblement augmentée. Les mines de zinc au Canada peuvent répondre à une bonne partie des demandes de guerre.

23.—Quantité et valeur de zinc produit au Canada, 1925-40

NOTA.—Les chiffres de 1911-24 sont donnés à la p. 361 de l'Annuaire de 1939.

Année	Quantité[1]	Valeur	Prix moyen par livre	Année	Quantité[1]	Valeur	Prix moyen par livre
	lb	$	cents		lb	$	cents
1925	109,268,511	8,328,446	7·622	1933	199,131,984	6,393,132	3·211
1926	149,938,105	11,110,413	7·410	1934	298,579,683	9,087,571	3·044
1927	165,495,525	10,250,793	6·194	1935	320,649,859	9,936,908	3·099
1928	184,647,374	10,143,050	5·493	1936	333,182,736	11,045,007	3·314
1929	197,267,087	10,626,778	5·387	1937	370,337,589	18,153,949	4·902
1930	267,643,505	9,635,166	3·600	1938	381,506,588	11,723,698	3·073
1931	237,245,451	6,059,249	2·554	1939	394,533,860	12,108,244	3·069
1932	172,283,558	4,144,454	2·406	1940	[2]	[2]	[2]

[1] Récupération estimative dans les hauts fourneaux étrangers et zinc affiné produit au Canada.
[2] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1940.

Section 5.—Production de combustibles

Sous-section 1.—Charbon

La situation du combustible au Canada est quelque peu anormale; car, nonobstant ses énormes ressources en houille, environ 50 p.c. de sa consommation est importée. Les houillères canadiennes sont situées à l'est et à l'ouest du pays; les régions de population très dense et d'intense développement industriel de l'Ontario et du Québec sont approvisionnées plus facilement et à moins de frais par les charbonnages plus rapprochés de la Pennsylvanie et de l'Ohio.

Commission fédérale du Combustible.—La Commission du Combustible fut créée en 1922 pour répondre au besoin d'un organisme permanent responsable au Gouvernement pour faire l'étude complète et systématique de la situation du combustible et des disettes de charbon qui se produisent de temps à autre. Elle se compose de fonctionnaires titularisés de l'Etat qui constituent une division du Bureau des Mines et de Géologie du Ministère des Mines et Ressources.

Au cours des dernières années le Gouvernement canadien, cherchant à élargir les débouchés pour le charbon canadien, est venu en aide financièrement à l'industrie charbonnière en lui accordant depuis 1928 des subventions, dont l'administration et le versement relèvent de la Commission. La quantité de charbon transportée grâce à ces subventions a augmenté de 146,126 tonnes courtes en 1928 à 3,403,581 tonnes en 1939 et 3,318,969 en 1941 dont 2,059,613 tonnes courtes proviennent de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick et 1,259,356 de l'Ouest du Canada.

La Commission fédérale du Combustible administre aussi la loi du combustible domestique (17 Geo. V, c. 52) qui accorde un boni pour le charbon canadien converti en coke et vendu pour usage ménager; à partir du 1er avril 1941, elle administre aussi la loi (20–21 Geo. V, c. 6) qui a pour but de placer le charbon canadien employé dans la fabrication du coke pour fins métallurgiques sur une base d'égalité avec le charbon importé.

Depuis le début des hostilités, la Commission fédérale du Combustile collabore étroitement avec l'Administrateur du Charbon. Celui-ci, le 6 août 1941, a assumé pour la durée de la guerre et jusqu'à nouvel ordre les pouvoirs, les devoirs, les fonctions, le personnel et autres effectifs de la Commission.

Production de charbon.—La production en 1941 a été de 4 p.c. plus élevée que celle de 1940. Le prix moyen par tonne, qui avait été de $3·63 en 1928, était tombé à $3·02 en 1933 et était à peu près $3·18 en 1941. La Nouvelle-Ecosse reste la principale province productrice. Le charbon extrait en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick, en Colombie Britannique et au Yukon est du bitumineux; celui de l'Alberta est du bitumineux, du sous-bitumineux et du lignite; et celui de la Saskatchewan et du Manitoba, du lignite seulement.

24.—Production des houillères canadiennes, par province, 1926-41

NOTA.—Pour la production annuelle des provinces entre 1874 et 1910, voir l'Annuaire de 1911, p. 419, et pour les années 1911 à 1925, la page 362 de l'édition de 1939.

Année	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon	Total	
								Quantité	Valeur
	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	$
1926....	6,747,477	173,111	–	439,803	6,503,705	2,613,719	316	16,478,131	59,875,094
1927....	7,071,876	203,950	–	470,216	6,934,162	2,746,243	414	17,426,861	61,867,463
1928....	6,743,504	207,738	–	471,713	7,336,330	2,804,594	414	17,564,293	63,757,833
1929....	7,056,133	218,706	–	580,189	7,150,693	2,490,378	458	17,496,557	63,065,170
1930....	6,252,552	209,349	–	579,424	5,755,528	2,083,818	653	14,881,324	52,849,748
1931....	4,955,563	182,181	1,306[1]	662,836	4,564,015	1,876,406	904	12,243,211	41,207,682
1932....	4,084,581	212,695	1,552	887,139	4,870,648	1,681,490	808	11,738,913	37,117,695
1933....	4,557,590	312,303	3,880	927,649	4,718,788	1,382,272	862	11,903,344	35,923,962
1934....	6,341,625	314,750	4,113	909,288	4,753,810	1,485,969	638	13,810,193	42,045,942
1935....	5,822,075	346,024	3,106	921,785	5,462,894	1,331,287	835	13,888,006	41,963,110
1936....	6,649,102	368,618	4,029	1,020,792	5,696,960	1,489,171	510	15,229,182	45,791,934
1937....	7,256,954	364,714	3,172	1,049,348	5,562,839	1,598,843	84	15,835,954	48,752,048
1938....	6,236,417	342,238	2,106	1,022,166	5,251,233	1,440,287	361	14,294,718	43,982,171
1939....	7,051,176	468,421	1,138	959,595	5,519,208	1,537,905	Nil	15,537,443	48,315,224
1940....	7,848,921	547,064	1,697	1,097,517	6,203,839	1,867,846	"	17,566,884	54,675,844
1941[2]....	7,386,975	523,299	1,246	1,319,899	6,969,846	2,020,842	"	18,222,107	57,995,503

[1] Production déclarée pour la première fois. [2] Chiffres préliminaires.

25.—Importations de houille anthracite et bitumineuse et de lignite, pour consommation domestique, 1926-41

NOTA.—Le poussier d'anthracite est compris dans l'anthracite. Pour les chiffres des années 1868-1910 voir l'Annuaire de 1911, page 420, et pour les années 1911 à 1925, l'édition de 1939, p. 363.

Année	Houille anthracite		Houille bitumineuse		Lignite		Total	
	tonnes courtes	$	tonnes courtes	$	tones courtes	$	tonnes courtes	$
1926	4,192,419	34,202,166	12,376,606	25,511,932	10,423	45,567	16,579,448	59,759,665
1927	4,107,854	31,282,371	14,568,671	30,457,884	10,829	44,254	18,687,354	61,784,509
1928	3,748,816	27,680,018	13,445,945	26,608,427	10,780	44,247	17,205,541	54,332,692
1929	4,019,917	28,809,792	14,170,138	27,140,968	14,108	62,508	18,204,163	56,013,268
1930	4,256,090	30,098,910	14,497,955	26,522,765	18,676	72,691	18,772,721	56,694,366
1931	3,162,317	21,067,025	9,952,280	15,732,710	6,410	29,603	13,121,007	36,829,338
1932	3,148,902	19,312,710	8,807,131	12,011,398	3,004	13,701	11,959,037	31,337,809
1933	3,015,571	17,610,091	8,185,759	10,501,924	2,707	10,176	11,204,037	28,122,191
1934	3,500,563	18,414,060	9,471,605	16,441,659	2,791	9,661	12,974,959	35,065,380
1935	3,442,835	17,445,102	8,630,686	15,867,107	5,246	19,040	12,078,767	33,331,249
1936	3,418,556	17,897,635	9,700,002	17,039,408	4,873	18,347	13,123,431	34,955,390
1937	3,488,278	17,317,449	11,180,827	20,835,587	1,494	5,582	14,670,599	38,158,618
1938	3,475,801	18,079,657	9,533,729	17,734,567	2,961	11,690	13,012,491	35,825,914
1939	4,288,461	21,938,333	10,706,786	19,628,410	3,398	11,942	14,998,645	41,578,685
1940	3,944,255	23,123,417	13,479,986	26,499,046	2,493	7,669	17,426,734	49,630,132
1941	3,853,010	24,026,095	16,534,449	37,558,900	934	3,046	20,388,393	61,588,041

26.—Exportations de houille produite au Canada, 1926-41

NOTA.—Pour les années 1868 à 1910, voir l'Annuaire de 1911, p. 421, et pour les années 1911 à 1925, la page 363 de l'édition de 1939.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	tonnes courtes	$		tonnes courtes	$
1926	1,028,200	5,739,436	1934	306,335	1,400,978
1927	1,113,330	5,890,259	1935	418,391	1,906,647
1928	863,941	4,469,999	1936	411,574	1,792,584
1929	842,972	4,375,328	1937	355,268	1,441,879
1930	624,512	3,345,998	1938	353,181	1,540,990
1931	359,853	1,909,922	1939	376,203	1,666,934
1932	285,487	1,433,036	1940	504,898	2,361,551
1933	259,233	1,188,225	1941	531,449	2,596,626

Consommation de houille.—Le tableau **27** donne les sources de la houille consommée au Canada durant les années civiles 1926–40; le tableau **28** donne les chiffres détaillés de la houille *disponible pour la consommation* en 1941. La différence entre les totaux des deux tableaux pour la dernière année est due au fait que les arrivages de houille peuvent ne pas être dédouanés au Canada et ainsi ne pas être rendus disponibles pour la consommation jusqu'à ce que le besoin s'en fasse sentir, tandis que les arrivages de toute année précédente ont pu être dédouanés au cours des années suivantes. Normalement, la quantité disponible pour la consommation est supérieure à la consommation domestique apparente, puisque le charbon est déchargé dans les ports canadiens et réexporté ou ensouté sans avoir été dédouané; mais, tant qu'il se trouve en entrepôt fictif, il est disponible pour la consommation domestique.

27.—Consommation de houille canadienne et de houille importée, au Canada, par quantité et pourcentage, 1926-40

NOTA.—Pour les années 1886 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1921, p. 367, et pour les années 1911 à 1925, la page 364 de l'édition de 1939.

Année	Houille canadienne[1]		Houille importée "pour la consommation"				Grand total	Par tête[3]
			Des Etats-Unis	Du Royaume-Uni	Total[2]			
	tonnes courtes	p.c.	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	p.c.	tonnes courtes	tonnes courtes
1926	15,086,296	47·7	16,204,405	287,299	16,565,555	52·3	31,651,851	3·349
1927	15,944,983	46·7	17,266,434	907,220	18,177,303	53·3	34,122,286	3·541
1928	16,487,807	50·0	15,830,688	682,755	16,515,582	50·0	33,003,389	3·356
1929	16,387,461	48·0	16,780,452	843,502	17,724,132	52·0	34,111,593	3·401
1930	14,052,671	43·3	16,971,933	1,144,861	18,412,039	56·7	32,464,710	3·180
1931	11,682,779	47·7	11,793,798	987,442	12,828,327	52·3	24,511,106	2·362
1932	11,212,701	49·0	9,889,866	1,727,716	11,654,492	51·0	22,867,193	2·177
1933	11,456,273	51·5	8,865,935	1,942,875	10,808,962	48·5	22,265,235	2·085
1934	13,236,406	51·1	10,580,710	1,981,116	12,651,168	48·9	25,887,574	2·392
1935	13,306,303	53·1	9,618,518	1,822,500	11,735,835	46·9	25,042,138	2·290
1936	14,508,652	53·3	10,801,643	1,498,656	12,719,515	46·7	27,228,167	2·469
1937	15,172,729	51·5	12,574,574	1,211,052	14,268,585	48·5	29,441,314	2·648
1938	13,800,094	53·5	10,754,747	1,257,887	12,012,634	46·5	25,812,728	2·281
1939	14,902,915	50,6	12,923,708	1,099,419	14,564,679	49·4	29,467,594	2·604
1940	16,666,234	49·5	[4]	[4]	17,036,090	50·5	33,702,324	2·960

[1] Somme du charbon vendu par les houillères canadiennes, de la propre consommation des charbonnages et de leur personnel, de la houille ayant servi à la fabrication du coke, etc., moins le charbon exporté. [2] Y compris de faibles quantités venant de pays autres que le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Déduction est faite des quantités réexportées et du chargon bitumineux dédouané pour l'ensoutage. [3] Chiffres basés sur la population estimative donnée à la page 100. [4] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1940.

28.—Production, exportations, arrivages des autres pays et houille disponible pour la consommation au Canada, 1941

NOTA.—Pour détails par province, voir le rapport annuel du Bureau: "Statistique du charbon au Canada".

Variété	Houille canadienne		Houille importée	Houille disponible pour la consommation
	Extraite	Exportée		
	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes	tonnes courtes
Anthracite	Nil	–	3,940,859	3,940,859
Bitumineuse	13,602,473	524,859	17,867,068	30,944,682
Sous-bitumineuse	*585,453*	*Nil*	*Nil*	*585,453*
Lignite	4,034,181	6,590	934	4,028,525
Totaux	**11,222,107**	**531,449**	**21,808,861**	**39,499,519**[1]

[1] Voir texte, p. 312.

Production mondiale.—La production mondiale de 1938, dernière année de statistiques connues, est estimée à environ 1,420,000,000 de tonnes longues, diminution de 6 p.c. sur l'estimation de l'année précédente. L'Allemagne, qui s'est classée deuxième après les Etats-Unis chaque année depuis 1925, a fourni 26·4 p.c. de la production mondiale en 1938; les Etats-Unis, 24·6 p.c.; et le Royaume-Uni, 16 p.c. Le Canada a contribué 12,763,000 tonnes longues ou environ 0·9 p.c.

29.—Production de houille dans les principaux pays, 1913 et 1926-39

NOTA.—Pour chiffres correspondants de 1914 à 1925 ,voir l'Annuaire de 1932, p. 291. Chiffres pris du résumé statistique de l'Institut Impérial, sauf indication contraire.

EMPIRE BRITANNIQUE

Année	Royaume-Uni	Inde Britannique	Canada[1]	Australie	Nouvelle-Zélande	Union Sud-Africaine
	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues
1913	287,431	16,208	13,404	12,418	1,888	9,583
1926	126,279	20,093	14,694	14,208	2,240	12,745
1927	251,232	22,082	15,560	14,978	2,367	12,382
1928	237,763	22,543	15,683	13,432	2,437	12,408
1929	257,907	23,419	15,622	12,106	2,536	12,813
1930	243,882	23,803	13,287	11,363	2,542	12,030
1931	219,459	21,716	10,931	10,595	2,158	10,709
1932	208,733	20,153	10,481	11,157	1,842	9,764
1933	207,112	20,284	10,628	11,672	1,821	10,545
1934	220,728	22,608	12,331	12,418	2,060	12,002
1935	222,252	23,592	12,400	13,109	2,115	13,360
1936	228,454	23,176	13,597	14,415	2,140	14,607
1937	240,409	25,662	14,139	15,468	2,278	15,246
1938	227,015	28,343	12,763	15,356	2,222	16,027
1939	[2]	27,767	13,873	[2]	2,343	16,624

PAYS ÉTRANGERS

Année	Sarre	Allemagne	Belgique	France	Tchécoslovaquie	Pologne	Pays-Bas	Japon	Etats-Unis
	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues	'000 tonnes longues
1913	[3]	274,264	22,474	40,188	[4]	[4]	1,843	20,973	508,893
1926	13,465	280,656	24,913	51,607	32,491	35,139	8,677	31,089	591,720
1927	13,381	299,511	27,130	52,021	33,106	37,560	9,374	33,177	535,625
1928	12,900	312,092	27,108	51,601	34,459	40,047	10,941	33,445	514,369
1929	13,365	332,560	26,514	54,109	38,465	45,686	11,552	34,479	541,232
1930	13,027	284,148	26,982	54,163	33,098	36,968	12,160	31,007	479,385
1931	11,187	247,971	26,615	51,280	30,544	37,699	12,818	27,661	394,406
1932	10,273	223,796	21,075	46,511	26,394	28,412	12,677	27,717	321,040
1933	10,394	232,752	24,900	47,223	25,191	26,957	12,471	32,999	342,118
1934	11,139	257,990	25,972	47,889	25,451	28,797	12,237	36,658	371,907
1935	[3]	287,445	26,087	46,375	25,769	28,100	11,775	34,354	379,046
1936	[3]	314,631	27,427	45,418	27,737	29,291	12,688	37,466	440,774
1937	[3]	363,390	29,388	44,618	34,125	35,665	14,236	[2]	444,096
1938	[3]	375,137	29,107	46,803	26,200	37,512	13,442	[2]	348,865
1939	—	[2]	29,376	46,809	[2]	[2]	12,658	[2]	392,807

[1] Chiffres du Bureau Fédéral de la Statistique. [2] Données non disponibles. [3] Compris avec l'Allemagne. [4] Aucun rapport séparé.

Sous-section 2.—Gaz naturel et pétrole

Gaz naturel.—Les puits de l'Est en exploitation sont situés dans le sud-ouest de l'Ontario et près de Moncton, Nouveau-Brunswick. Les champs les plus productifs de l'Alberta se trouvent dans la vallée Turner (35 milles au sud-ouest de Calgary), à Medicine Hat, Viking (environ 80 milles au sud-est d'Edmonton), Redcliff, Foremost, Bow Island et Wetaskiwin. La ville de Wainwright tire son approvisionnement du puits Maple Leaf percé dans le champ Fabyan. Près de Lloydminster, Saskatchewan, un puits a été foncé en 1934 et il fournit maintenant cette ville de gaz. En 1941 l'Ontario a contribué plus de 59 p.c. de la valeur totale mais moins de 31 p.c. du volume global, tandis que les pourcentages respectifs pour l'Alberta sont de 38 et plus de 67.

30.—Volume et valeur de la production canadienne de gaz naturel, par province, 1926-41

NOTA.—Pour les chiffres des années 1892–1919, voir "Production minérale du Canada, 1928", p. 188. Pour ceux de 1920–25, voir p. 354 de l'Annuaire de 1940.

Année	Nouveau-Brunswick		Ontario		Alberta		Canada[1]	
	M. p. cu.	$	M. p. cu.	$	M. p. cu.	$	M. p. cu.	$
1926	648,316	128,300	7,764,996	4,409,593	10,794,697	3,109,221	19,208,209	7,557,174
1927	630,755	124,637	7,311,215	4,331,780	13,434,621	3,586,553	21,376,791	8,043,010
1938	660,981	324,344	7,632,800	4,535,312	14,288,605	3,754,466	22,582,586	8,614,182
1929	678,456	333,002	8,586,475	4,959,695	19,112,931	4,684,247	28,378,462	9,977,124
1930	661,975	325,751	7,965,761	5,034,828	20,748,583	4,929,226	29,376,919	10,289,985
1931	655,891	323,184	7,419,534	4,635,497	17,798,698	4,067,893	25,874,723	9,026,754
1932	662,452	326,191	7,386,154	4,719,297	15,370,968	3,853,794	23,420,174	8,899,462
1933	618,033	302,706	7,166,659	4,523,085	15,352,811	3,886,263	23,138,103	8,712,234
1934	623,601	306,005	7,682,851	4,741,368	14,841,491	3,707,276	23,162,324	8,759,652
1935	615,454	303,886	8,158,825	4,938,084	16,060,349	4,113,436	24,910,786	9,363,141
1936	606,246	298,819	10,006,743	6,052,294	17,407,820	4,376,720	28,113,348	10,762,243
1937	576,671	283,922	10,746,334	6,558,798	20,955,506	4,766,437	32,380,991	11,674,802
1938	577,492	284,689	10,952,806	6,460,764	21,822,108	4,807,346	33,444,791	11,587,450
1939	606,382	292,403	11,966,581	7,261,928	22,513,660	4,915,821	35,185,146	12,507,307
1940	616,041	300,543	13,053,403	7,745,834	27,459,808	4,923,469	41,232,125	13,000,593
1941[2]	610,393	299,494	12,131,895	7,279,137	26,365,770	4,745,838	39,213,386	12,356,067

[1] Les totaux du Canada comprennent de petites quantités du Manitoba, de la Saskatchewan et des Territoires du Nord-Ouest. [2] Chiffres préliminaires.

Pétrole.—Un bref exposé de l'évolution de l'industrie pétrolifère au Canada, avec détails particuliers sur les vastes exploitations des champs de la vallée Turner, paraît aux pp. 267–68 de l'Annuaire de 1941. Un article spécial beaucoup plus détaillé sur ces exploitations paraît aux pp. 18–27 du manuel officiel "Canada", édition de 1940. Une réimpression de cet article peut être obtenue du Statisticien du Dominion.

La production de pétrole des champs de la vallée Turner et autres de l'Alberta passe de 1,312,368 barils en 1936 à 9,928,162 barils en 1941. Les principales exploitations pétrolifères de l'Ontario sont situées dans la péninsule sud-ouest, entre le lac Huron et le lac Erié. Leur production maximum a été atteinte vers la fin du siècle dernier. Elle a diminué depuis. La petite production du Nouveau-Brunswick vient du champ de Stony Creek, près de Moncton. Il y a aussi une certaine production à Fort Norman dans les Territoires du Nord-Ouest, où une petite raffinerie fournit des produits du pétrole à la vallée du Bas-Mackenzie. La production par province paraît au tableau **6**, page 293.

31.—Quantité et valeur de la production de pétrole brut au Canada, 1926-41

NOTA.—Pour les années 1886–1910, voir l'Annuaire de 1933, p. 381, et pour les années 1911 à 1925, la page 367 de l'édition de 1939.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	brl[1]	$		brl[1]	$		brl[1]	$
1926	364,444	1,311,665	1932	1,044,412	3,022,592	1938	6,966,084	9,230,173
1927	476,591	1,516,043	1933	1,145,333	3,138,791	1939	7,826,301	9,846,352
1928	624,184	2,035,300	1934	1,410,895	3,449,162	1940	8,590,978	11,160,213
1920	1,117,368	3,731,764	1935	1,446,620	3,492,188	1941[2]	10,124,613	14,194,566
1930	1,522,220	5,033,820	1936	1,500,374	3,421,767			
1931	1,542,573	4,211,674	1937	2,943,750	5,399,353			

[1] Le baril équivaut à 35 gallons impériaux. [2] Chiffres préliminaires.

Section 6.—Production métalloïdique (moins les combustibles)

Les plus importants minéraux canadiens de ce groupe sont l'amiante, le gypse, le quartz, le sel et le soufre; une brève description des gisements et de la production est donnée ci-après dans chaque cas. Le tableau **2**, p. 288, et le tableau **6**, pp. 293-294, montrent beaucoup d'autres minéraux, employés surtout pour fins chimiques et industrielles, classifiés sous ce groupe. Parmi ceux-ci on peut mentionner le feldspath, le graphite, les oxydes de fer (ocre), la dolomite magnésitique, le mica, la syénite éléolitique, la brique de silice, le sulfate de soude, le talc et la stéatite. La statistique de la production de ces minéraux et d'autres moins importants, ces dernières années, paraît dans les tableaux mentionnés ci-dessus.

Amiante.—Le Canada produit plus d'amiante que tout autre pays. La valeur de la production annuelle, qui n'atteignait pas $25,000 en 1880, a augmenté à $14,792,201 en 1920 et $13,172,581 en 1929. Comme l'indique le tableau **32**, la crise économique a eu pour effet un fléchissement de 1929 à 1932. Toutefois depuis 1932, la production montre une amélioration distincte. En 1939 (dernière année dont les chiffres sont connus) le Canada a produit 325,421 tonnes longues, tandis que les autres principaux pays étaient les suivants, avec leur production* en tonnes longues: Rhodésia du Sud, 52,065; Union Sud-Africaine, 19,617; Etats-Unis, 13,515; et Chypre, 9,836. La production de la Russie et de plusieurs pays moins importants n'est pas connue.

Les Cantons de l'Est sont, depuis de nombreuses années, les plus grands fournisseurs d'amiante du monde. Les veines d'amiante chrysotile varient de ¼ à ½ pouce en largeur et on rencontre parfois des fibres de plusieurs pouces de longeur. Cette fibre est de bonne qualité et se prête au filage. Dans tous les gisements d'amiante du Canada, l'exploitation se fait tant à ciel ouvert que par la méthode souterraine. Presque toutes les compagnies minières possèdent leur machinerie pour le broyage, le défibrage, le tamisage et le triage des produits extraits. Certains travaux d'exploitation sont exécutés sur un gisement d'amiante au lac Rahn, township de Bannockburn, Ontario; la fibre de ce gisement est estimée de haute qualité.

Il y a au Canada 13 manufactures où l'on convertit l'amiante en produits ouvrés tels que papier et carton, toiture d'amiante de toutes sortes, bardeaux ridiges, matériaux de construction, tuyaux isolateurs cellulaires et tuyaux à isolation feutrée, feuilles et blocs isolateurs, filés d'amiante, feutres siccatifs en amiante, garnitures de frein et d'embrayage (tissées sur des métiers spéciaux), et bourrages pour machines à vapeur et à pétrole, pompes et travaux hydrauliques.

* Chiffres tirés du résumé statistique de l'Institut Impérial.

32.—Volume et valeur de la production d'amiante au Canada, 1926-40

NOTA.—Les chiffres de 1896-1910 ont paru dans l'Annuaire de 1911, p. 424, et pour les années 1911 et 1925, à la page 369 de l'édition de 1939.

Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur	Année	Quantité	Valeur
	tonnes courtes	$		tonnes courtes	$		tonnes courtes	$
1926.....	279,403	10,099,423	1931....	164,296	4,812,886	1936....	301,287	9,958,183
1927.....	274,778	10,621,013	1932....	122,977	3,039,721	1937....	410,026	14,505,791
1928.....	273,033	11,238,360	1933....	158,367	5,211,177	1938....	289,793	12,890,195
1929.....	306,055	13,172,581	1934....	155,980	4,986,326	1939....	364,472	15,859,212
1930.....	242,114	8,390,163	1935....	210,467	7,054,614	1940....	[1]	[1]

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1940.

Gypse.—Le Canada possède de nombreux et vastes gisements de gypse, mais la production vient principalement des comtés de Hants, Inverness et Victoria (Nouvelle-Ecosse); Hillsborough (Nouveau-Brunswick); Hagersville et Caledonia (Ont.); Gypsumville et Amaranth (Manitoba); Falkland (Colombie Britannique). Le gypse de Hillsborough est d'excellente qualité. La majeure partie de la production canadienne est exportée à l'état brut des gisements de Nouvelle-Ecosse, avantageusement situés à proximité des ports de mer et qui produisent environ ces dernières années de 80 à 90 p.c. du total du Canada, bien que la valeur marchande représente un pourcentage moins élevé. Les principaux produits canadiens en 1940 sont les suivants: planche murale, 114,534,000 pieds carrés; plâtre mural dur, 69,889 tonnes; industrie du ciment, 38,903 tonnes.

33.—Production de gypse au Canada, par province, 1926-41

NOTA.—Les chiffres des années 1886-1925 paraissent aux pp. 256-257 du Rapport Annuel de la Production Minérale au Canada, 1927.

Année	Nouvelle-Ecosse		Nouveau-Brunswick	Ontario	Manitoba	Colombie Britannique	Canada	
	Quantité	Valeur	Quantité	Quantité	Quantité	Quantité	Quantité	Valeur
	tonnes	$	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	$
1926.....	678,107	1,187,918	59,546	89,987	35,172	20,916	883,728	2,770,812
1927.....	829,438	1,512,015	85,293	83,998	39,895	24,493	1,063,117	3,251,015
1928.....	1,013,257	1,850,243	75,033	85,811	51,285	20,982	1,246,368	3,743,648
1929.....	948,895	1,152,160	70,482	100,347	67,269	24,696	1,211,689	3,345,696
1930.....	827,063	982,287	82,674	94,946	34,157	32,128	1,070,968	2,818,788
1931.....	707,817	878,487	58,957	53,358	23,076	20,544	863,752	2,111,517
1932.....	341,508	398,861	38,019	35,655	12,719	10,728	438,629	1,080,379
1933.....	315,948	363,528	30,391	24,460	6,830	5,107	382,736	675,822
1934.....	378,287	488,044	30,398	33,234	9,657	9,661	461,237	863,776
1935.....	454,703	523,216	30,796	38,247	10,500	7,618	541,864	932,203
1936.....	729,019	808,294	38,470	40,191	12,064	14,078	833,822	1,278,971
1937.....	926,796	978,288	36,906	53,780	13,941	15,764	1,047,187	1,540,483
1938.....	870,856	908,383	48,418	57,503	14,571	17,451	1,008,799	1,502,265
1939.....	1,298,618	1,340,830	29,765	59,440	15,961	18,150	1,421,934	1,935,127
1940.....	1,278,204	1,302,347	52,218	75,271	23,108	19,987	1,448,788	2,065,933
1941.....	1,392,087	1,513,440	56,172	90,599	27,601	23,862	1,590,321	2,244,571

Quartz.—La production de quartz comprend sous forme brute ou broyée le quartz de demi-profondeur, le quartzite, le grès et les sables et gravier naturels de silice. La production par province en 1940 paraît au tableau 6, p. 293. La production de silice en Nouvelle-Ecosse est surtout destinée à la fabrication de brique de silice dans les aciéries. Le Québec produit des sables de silice de haute qualité pour la fabrication du verre et de produits chimiques, la projection de sable et diverses autres fins; l'Ontario produit du quartzite ou du grès broyés pour la fabrication de la brique de silice et le ferrosilicium. De grandes quantités de sable et gravier de silice de basse qualité sont tirées de l'Ontario et de la Saskatchewan et servent comme fondant dans la réduction des métaux non ferreux.

Sel.—Bien que la plus grande partie de la production vienne des puits du sud-ouest de l'Ontario, l'exploitation des gisements de Malagash, en Nouvelle-Ecosse, se fait de plus en plus active depuis quelques années. Au Manitoba, les premières expéditions commerciales importantes ont eu lieu en 1932, tandis que certaines expéditions commerciales ont été faites en Saskatchewan et en Alberta. Au Canada, le sel provient des puits de saumure excepté en Nouvelle-Ecosse où la production vient entièrement des mines souterraines de sel gemme. Une grande partie de la

production canadienne de sel (48 p.c. en 1940) est employée sous forme de saumure dans les industries chimiques pour la préparation de soude caustique, de chlore liquide et d'autres produits chimiques. En 1940, 6,689 tonnes ont été utilisées pour les chemins et routes.

La production canadienne depuis 1900 avance constamment; elle passe de 59,428 tonnes en 1901 à 91,582 en 1911, 164,658 en 1921, 262,547 en 1926 et 330,264 en 1929, maximum à cette époque. La production par province depuis 1929 paraît au tableau 34.

34.—Production de sel au Canada, par province, 1929-41

Année	Nouvelle-Ecosse	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Canada	
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	$
1929	27,819	302,445	–	–	[1]	330,264	1,578,086
1930	23,058	248,637	–	–	[1]	271,695	1,694,631
1931	27,718	231,329	–	–	[1]	259,047	1,904,149
1932	31,897	231,138	508[2]	–	[1]	263,543	1,947,551
1933	34,278	244,107	1,499	231[2]	[1]	280,115	1,939,874
1934	42,886	276,751	1,664	452	[1]	321,753	1,954,953
1935	38,701	320,003	1,538	101	[1]	360,343	1,880,978
1936	38,774	350,044	2,498	[1]	[1]	391,316	1,773,144
1937	47,965	407,701	3,391	[1]	[1]	458,957	1,799,465
1938	44,950	388,130	2,920	[1]	4,045	440,045	1,912,913
1939	47,885	370,843	2,453	[1]	3,319	424,500	2,486,632
1940	42,495	412,401	3,076	[1]	6,742	464,714	2,823,269
1941[3]	54,007	477,170	13,051	[1]	16,599	560,827	3,008,281

[1] Aucune production déclarée. [2] Première production commerciale déclarée. [3] Chiffres préliminaires.

Soufre.—La production canadienne de soufre comprend le soufre des pyrites expédiées ainsi que le soufre récupéré sous forme d'acide sulfurique ou autres produits chimiques ou le soufre élémentaire des gaz autrefois perdus des smelters de métaux non ferreux à Copper Cliff, Ontario, et Trail, Colombie Britannique. L'installation de ces usines de récupération vers 1928 causa une importante augmentation de la production de soufre. Les pyrites de fer expédiées ces dernières années du Québec et de la Colombie Britannique étaient des sous-produits de l'extraction et de la concentration des minerais de cuivre-or-argent. Il n'existe pas de gisements au Canada actuellement où les pyrites de fer sont le principal minéral extrait.

Section 7.—Produits de l'argile et autres matériaux de construction

La production de ces matériaux au Canada dépend naturellement de l'industrie du bâtiment. Le bâtiment et la construction varient considérablement avec les cycles d'affaires et durant les dernières années de dépression ils ont touché un très bas niveau. Dans les circonstances, la production de dérivés de l'argile, de ciment, de gravier et de pierre a été grandement écourtée. L'achèvement de quelques grands travaux de génie et d'autres travaux entrepris par le gouvernement pour remédier au chômage ont ralenti le déclin de cette industrie les premières années de la dépression, mais la tendance au marasme était encore évidente en 1933. Par suite d'une accélération modérée des activités du bâtiment depuis lors (voir Chapitre XV), il y a une augmentation dans la production des principaux matériaux de construction, leur valeur totale étant de $42,472,651 en 1940 comparativement

à $16,696,687 en 1933. Il faut noter que, si la grande partie des matériaux de ce groupe sert à la construction, des quantités considérables de chaux et de pierre calcaire pour fins chimiques, industrielles et agricoles sont aussi comprises.

Briques et tuiles.—Bien que l'industrie de la brique et de la tuile soit répandue dans toutes les provinces du Dominion, sa production est naturellement plus importante près des centres les plus populeux, dans l'Ontario et le Québec. La production atteint son apogée en 1912. Depuis cette date l'acier et le béton armé, ayant graduellement remplacé la brique dans la construction, il en résulte une diminution de production et, bien que la valeur de la construction entreprise en 1928 et 1929 dépasse celle de 1912, la quantité de brique produite en chacune de ces deux dernières années représente seulement environ la moitié de celle de 1912. D'autre part, la production et la consommation de ciment en 1929 dépassent de beaucoup celles de 1912 et 1913. La production de tous les divers types de brique en 1938, 1939 et 1940 paraît au tableau **2** et la production par province en 1940, au tableau **6** du présent chapitre. La production estimative de produits de l'argile de 1939 est de $5,151,236 et celle de 1940, de $6,344,547.

Ciment.—L'industrie du ciment au Canada commença par la fabrication du ciment hydraulique ou de roc naturel, probablement à Hull, Québec, entre 1830 et 1840; celle du ciment Portland vers 1889. En raison de sa supériorité en uniformité et solidité, il eut tôt fait de supplanter le vieux produit. Le ciment Portland est un mélange proportionné de chaux, de silice et d'alumine. La chaux provient de la pierre calcaire, et la silice et l'alumine de l'argile et du schiste. L'industrie du ciment s'est naturellement établie où ces matières premières existent, dans le voisinage des approvisionnements de combustible et où les moyens de transport facilitent l'écoulement. La production la plus considérable vient du Québec et de l'Ontario, bien qu'il y ait des cimenteries très actives dans le Manitoba, l'Alberta et la Colombie Britannique. Ainsi que le montre le tableau **35**, la production de ciment, bien qu'elle ait eu à subir une diminution depuis 1929 jusqu'à 1933, s'est relevée un peu depuis. Le tableau **6**, p. 295, montre par province la production de 1940.

35.—Production, importations, exportations et consommation apparente de ciment Portland, 1926-41

NOTA.—Les chiffres de 1910 à 1925, inclusivement, ont paru dans l'Annuaire de 1939, p. 370.

Année	Production[1]		Importations		Exportations		Consommation apparente	
	brl[2]	$	brl[2]	$	brl[2]	$	brl[2]	$
1926	8,707,021	13,013,283	21,114	77,866	285,932	358,231	8,442,203	12,732,918
1927	10,065,865	14,391,937	19,354	87,541	249,694	308,144	9,835,525	14,171,334
1928	11,023,928	16,739,163	34,047	146,164	267,325	340,624	10,790,650	16,544,703
1929	12,284,081	19,337,235	55,980	189,169	234,111	252,955	12,105,950	19,273,449
1930	11,032,538	17,713,067	143,436	569,848	198,736	212,071	10,977,238	18,070,844
1931	10,161,658	15,826,243	38,392	143,491	114,064	124,267	10,085,986	15,845,467
1932	4,498,721	6,930,721	21,351	58,092	53,333	38,921	4,466,739	6,949,892
1933	3,007,432	4,536,935	19,119	37,768	52,531	47,369	2,974,020	4,527,334
1934	3,783,226	5,667,946	14,341	45,548	70,046	55,181	3,727,521	5,658,313
1935	3,648,086	5,580,043	17,738	60,079	55,607	44,365	3,610,217	5,595,757
1936	4,508,718	6,908,192	39,867	107,180	68,929	56,909	4,479,656	6,958,463
1937	6,168,971	9,095,867	61,082	134,113	72,568	82,978	6,157,485	9,147,002
1938	5,519,102	8,241,350	48,497	105,326	89,419	101,059	5,478,180	8,245,617
1939	5,731,264	8,511,211	16,622	58,316	156,556	159,579	5,591,330	8,409,948
1940	7,559,648	11,775,345	13,213	69,821	299,975	414,442	7,272,886	11,430,724
1941	8,368,711	13,063,588	11,986	59,162	310,873	517,762	8,069,824	12,604,988

[1] Production veut dire volume et valeur des ventes. [2] Le baril équivaut à 350 livres ou à 3½ cwt.

Pierre, sable et gravier.—Bien que la Branche des Mines, de la Métallurgie et des Produits Chimiques du Bureau Fédéral de la Statistique présente séparément les détails de la production et de l'organisation de l'industrie de la pierre, du sable et du gravier, pour plus de concision ils sont groupés ici. Toutefois les chiffres de la production de pierre donnés ici ne comprennent pas les quantités de pierre calcaire entrant dans la fabrication de la chaux et du ciment, ni le quartz et autres minéraux pierreux donnés séparément au tableau **2**, p. 289. La production de ces matériaux a augmenté substantiellement jusqu'au commencement de la dépression mondiale qui débuta en 1930.

L'expansion de l'industrie de la pierre s'avère surtout dans la pierre concassée dont la production de 3,044,399 tonnes en 1922 a monté à 8,062,330 en 1930, tandis que pendant la même période la production de sable et de gravier a augmenté de 11,666,374 tonnes à 28,547,511 tonnes. Mais durant la dépression la production s'est fortement ralentie. Elle tend cependant à se relever depuis 1933. Parmi les développements qui ont contribué à cette augmentation de la production avant la crise, peuvent être mentionnés: (1) la tendance à remplacer la brique par le béton armé, les blocs de ciment, etc., tel qu'indiqué à la page 319 par le fléchissement dans la production de brique et l'augmentation dans celle de ciment; (2) le prolongement marqué et l'amélioration des routes et chemins au cours de la période et (3) le perfectionnement de l'assiette des voies ferrées.

La répartition par province en 1939 de la production de pierre, sable et gravier figure au tableau **6**, page 295, tandis que la classification de ces matériaux selon les fins principales auxquelles ils sont destinés paraît au tableau **36.**

Le volume et la valeur de la production de pierre, indiqués au tableau ci-dessus, ne représentent que la production des établissements qui font l'abatage en carrières; ils ne comprennent pas les produits de l'industrie de la taille dont font partie les établissements qui achètent la pierre brute pour la tailler, la polir ou la finir, bien que la pierre soit souvent taillée à la carrière même et que l'on puisse ainsi séparer ce genre de travail de la production primaire.

36.—Production de sable et gravier et de pierre au Canada, 1938-40

Matériaux et usages	1938		1939		1940	
	Quantité	Valeur brute	Quantité	Valeur brute	Quantité	Valeur brute
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
Sable—						
Sable de fonderie	18,845	19,698	17,618	18,562	29,602	30,538
Construction, béton, voirie, etc.	1,750,187	685,976	1,169,899	364,829	1,961,604	537,937
Autres usages	67,595	22,909	55,019	15,547	53,455	23,514
Sable et gravier—						
Ballast	2,359,703	443,936	3,223,718	603,288	3,834,904	699,518
Béton, voirie, etc.	22,513,256	9,101,882	22,899,751	8,988,114	21,465,961	9,100,612
Remblayage de mine	1,852,323	256,380	1,452,993	194,332	1,031,046	150,209
Gravier boyé	3,661,973	1,471,773	2,475,343	1,056,340	2,998,843	1,216,917
Totaux, sable et gravier	**21,233,882**	**12,002,554**	**31,294,341**	**11,241,102**	**31,375,415**	**11,759,245**
Pierre—						
Construction	49,666	725,402	71,288	1,334,340	97,336	722,514
Pierres tombales et ornementales	22,382	448,328	8,296	313,019	7,956	282,381
Pierre à chaux pour agriculture	129,689	146,557	192,505	271,294	175,554	275,231
Usages chimiques—						
Fondant	314,604	233,671	273,970	203,672	331,154	240,402
Pulpe et papier	114,572	126,980	175,154	206,126	248,755	315,080
Autres	122,561	107,349	128,154	113,781	145,776	126,314
Blocaille et enrochement	501,216	359,232	429,205	341,002	452,714	298,635
Pierre concassée	3,789,680	3,197,797	4,076,208	3,405,247	5,870,099	4,799,003
Totaux, pierre[1]	**5,116,022**	**5,556,026**	**5,443,522**	**6,455,696**	**7,447,665**	**7,398,959**

[1] Les totaux comprennent quelques petits item non spécifiés.

CHAPITRE XIII:—FORCES MOTRICES ET LEUR UTILISATION AU CANADA*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Forces hydrauliques	321
Sous-section 1. Ressources en forces hydrauliques du Canada et leur utilisation	321
Sous-section 2. Statistiques du développment des forces hydrauliques	322
Section 2. Industrie des usines centrales électriques au Canada	325
Sous-section 1. Statistiques historiques et générales	327
Sous-section 2. Communalisation des centrales électriques	330
Sous-section 3. Usines centrales électriques privées	341
Sous-section 4. Exportations d'énergie électrique	343
Section 3. Evolution de l'outillage en force motrice et utilisation de l'énergie dans l'industrie	344
Section 4. Energie produite par le combustible	349

Dans ce chapitre de l'Annuaire sont coordonnées toutes les données relatives à la production et à l'utilisation de l'énergie électrique au Canada. Certaines sections cependant ne peuvent être tenues pour complètes en raison de l'insuffisance de données.

Section 1.—Forces hydrauliques

La partie de territoire canadien recouverte d'eau douce est estimée officiellement à 228,307 milles carrés, soit presque deux fois la superficie des Iles Britanniques et sûrement plus que l'aire occupée par les eaux intérieures de tout autre pays. Plusieurs parties de ce pays si bien arrosé perchent à des altitudes considérables au-dessus du niveau de la mer et, de ce fait, sont de grandes sources potentielles d'énergie. Les forces hydrauliques sont parmi les principales ressources naturelles du Canada et leur développement ces dernières années a contribué sensiblement à grossir le volume de la production industrielle canadienne.

Sous-section 1.—Ressources en forces hydrauliques du Canada et leur utilisation

Un long article sur les ressources hydrauliques du Canada, sur leur importance par rapport à celles d'autres pays, sur les problèmes du développement des forces hydrauliques et hydroélectriques et leur vente paraît aux pp. 361–372 de l'Annuaire de 1940.

Si nous considérons l'importance relative des différentes ressources naturelles, les forces hydrauliques, ne pouvant s'épuiser par l'usure, sont dans une position unique. Autre fait significatif pour le Canada, la présence de grandes ressources en forces hydrauliques est l'apanage des zones où il y a carence de combustible, c'est-à-dire là où le charbon local n'est pas commodément ou économiquement utilisable. Les provinces d'Ontario et de Québec, sans mines de charbon, renferment les principaux centres de population et de fabrication et abondent en plusieurs matières premières brutes pour l'industrie. Elles renferment plus de la moitié des ressources globales disponibles de forces hydrauliques et plus des trois quarts des captations hydrauliques du Canada. Dans les Maritimes et la Colombie Britannique l'incidence de forces hydrauliques à proximité de larges ressources de bois de pulpe a également été favorable.

* La section 1 de ce chapitre a été revisée sous la direction de V. Meek, Contrôleur, Service des Forces Hydrauliques et Bureau Hydrométrique, Branche des Relevés et du Génie, Ministère des Mines et Ressources, et les sections 2, 3 et 4 (sauf indications contraires), par G. S. Wrong, B.Sc., chef, Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique.

1.—Forces hydrauliques du Canada captées et utilisables, par province, 31 déc. 1941

Province ou territoire	Force motrice utilisable en 24 heures, à 80 p.c. du débit		Turbines installées
	Au minimum habituel du débit	Au débit normal pendant six mois	
	h.p.	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Edouard	3,000	5,300	2,617
Nouvelle-Ecosse	20,800	128,300	139,217
Nouveau-Brunswick	68,600	169,100	133,347
Québec	8,459,000	13,064,000	4,556,943
Ontario	5,330,000	6,940,000	2,617,495
Manitoba	3,309,000	5,344,500	420,925
Saskatchewan	542,000	1,082,000	90,835
Alberta	390,000	1,049,500	71,997
Colombie Britannique	1,931,000	5,103,500	788,763
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	294,000	731,000	22,899
Canada	**20,347,400**	**33,617,200**	**8,845,038**

Les chiffres ci-dessus sont les résultats d'une étude systématique de toutes les données existantes de sources fédérales, provinciales et privées sur les cours d'eau et les aménagements hydrauliques. Les données sur les forces hydrauliques existantes ou connues reposent sur les rapides, les chutes et les sites d'énergie dont la pente réelle ou le degré de concentration possible ont été mesurés ou soigneusement estimés. Plusieurs rapides et chutes non connus et d'une capacité indéterminée existent sur les rivières et cours d'eau d'un océan à l'autre. Ces ressources ne seront connues qu'à la lumière de relevés plus détaillés; il en est particulièrement ainsi des régions septentrionales les moins explorées. De même, il n'est pas tenu compte des concentrations d'énergie réalisables sur les rivières et cours d'eau à pente graduelle, là où des réservoirs économiques pourraient être aménagés par la construction de digues, et il en sera ainsi aussi longtemps que des études définies n'auront pas été faites et des données établies. Bref, les données sur les forces hydrauliques existantes ne représentent que le minimum des potentialités du Dominion dans ce domaine.

L'installation totale de turbines de 8,845,038 h.p. représente la somme des capacités réputées par les manufacturiers des différentes unités sous les têtes d'eau où elles sont installées. Il n'est pas correct de soustraire cette donnée des totaux des ressources disponibles des colonnes 1 et 2 pour déterminer les forces hydrauliques non encore captées, car l'on convient en pratique que les turbines installées dépassent de 30 p.c. le maximum des disponibilités computées au débit normal pendant six mois. Sur cette base les ressources hydrauliques actuelles du Dominion permettent l'installation de turbines pouvant développer 43,700,000 h.p. Les turbines fonctionnant aujourd'hui n'absorbent qu'environ 20 p.c. du total des forces hydrauliques reconnues du Dominion.

Sous-section 2.—Statistiques du développement des forces hydrauliques

Progrès des forces hydrauliques.—Les débuts de la transmission de l'électricité à longue distance dans les premières années du siècle actuel ont déterminé un développement intensif de l'industrie hydroélectrique pour la desserte de vastes territoires. Le tableau 2 fait voir la croissance des aménagements au cours de la période de 1925 à 1941.

2.—Capacité en h.p. des turbines hydrauliques installées au Canada, par province, au 31 décembre 1925-41

NOTA.—Les statistiques comparables des années 1900-1919, inclusivement, paraissent à la page 375 de l'Annuaire de 1939 et celles des années 1920-24, à la page 373 de l'Annuaire de 1940.

Année	I.P.-E.	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total[1]
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
1925....	2,274	65,637	42,271	1,749,975	1,802,562	183,925	35	34,532	443,852	4,338,262
1926....	2,274	66,147	47,131	1,886,042	1,808,246	227,925	35	34,532	463,852	4,549,383
1927....	2,274	68,416	47,131	2,069,518	1,832,655	255,925	35	34,532	475,232	4,798,917
1928....	2,439	74,356	67,131	2,387,118	1,903,705	311,925	35	34,532	554,792	5,349,232
1929....	2,439	109,124	112,631	2,595,430	1,952,055	311,925	35	70,532	559,792	5,727,162
1930....	2,439	114,224	133,681	2,718,130	2,088,055	311,925	42,035	70,532	630,792	6,125,012
1931....	2,439	111,999	133,681	3,100,330	2,145,205	390,925	42,035	70,532	655,992	6,666,337
1932....	2,439	112,167	133,681	3,357,320	2,208,105	390,925	42,035	71,597	713,792	7,045,260
1933....	2,439	112,167	133,681	3,493,320	2,355,105	390,925	42,035	71,597	717,602	7,332,070
1934....	2,439	116,367	133,681	3,703,320	2,355,755	390,925	42,035	71,597	717,717	7,547,035
1935....	2,439	116,367	133,681	3,853,320	2,560,155	392,825	42,035	71,597	718,497	7,909,115
1936....	2,439	120,667	133,681	3,883,320	2,561,905	392,825	42,035	71,597	718,922	7,945,590
1937....	2,439	123,437	133,681	3,999,686	2,577,380	405,325	61,035	71,597	719,972	8,112,751
1938....	2,617	130,617	133,347	4,031,063	2,582,959	420,925	61,035	71,997	738,013	8,190,772
1939....	2,617	131,717	133,347	4,084,763	2,596,799	420,925	90,835	71,997	738,013	8,289,212
1940....	2,617	139,217	133,347	4,320,943	2,597,595	420,925	90,835	71,997	788,763	8,584,438
1941....	2,617	139,217	133,347	4,556,943	2,617,495	420,925	90,835	71,997	788,763	8,845,038

[1] Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. La capacité des turbines au Yukon est de 13,199 h.p. de 1925 à 1934 et de 18,199 de 1935 à 1941. En 1941, une usine de 4,700 h.p. a été installée dans les Territoires du Nord-Ouest.

Analyse des installations globales de forces hydrauliques.—Pour les fins de cette revue, les installations actuelles de 8,845,038 h.p. sont divisées dans le tableau 3 sous trois en-têtes principaux: usines centrales électriques, pulperies et papeteries et installations pour autres fins.

La plus grande de ces trois classes et celle qui croît le plus rapidement, soit les usines centrales électriques (un relevé complet des usines centrales électriques est donné dans les sous-sections de la Section 2), fournit 88·7 p.c. de tous les aménagements actuels du Canada et produit 98 p.c. de toute l'électricité vendue ou exportée.

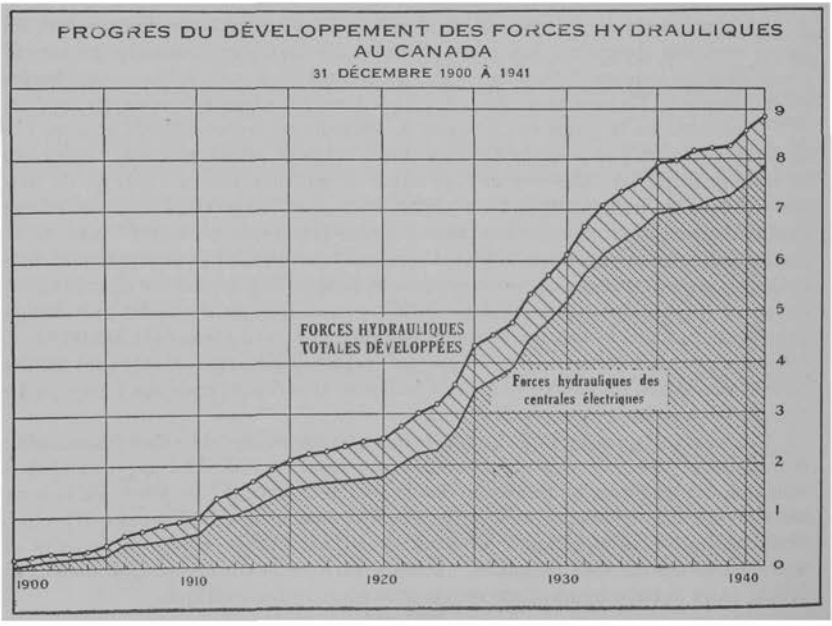
L'industrie de la pulpe et du papier à elle seule contribue 649,801 h.p. ou 7·3 du total. Il n'est pas possible d'établir d'une manière définitive quelle proportion de cette quantité est utilisée pour l'opération de moteurs, mais les chiffres du dernier recensement indiquent une force approximative de 350,000 h.p. Naturellement l'industrie couvre un pourcentage beaucoup plus grand que ces 649,801 h.p., parce que les pulperies et papeteries achètent à peu près un tiers de la production globale des usines centrales électriques et consomment plus de 45 p.c. de cette quantité pour actionner ses moteurs. Les derniers chiffres connus indiquent que les pulperies et papeteries du Canada ont des moteurs installés pour une force de 1,315,000 h.p., actionnés par cette énergie. Les 55 p.c. qui restent de l'énergie achetée sont utilisés pour la génération de vapeur dans les bouilloires électriques, mais une bonne partie est affectée aux fins primaires de guerre.

La colonne 3 du tableau 3 montre les installations autres que celles des centrales électriques et des pulperies et papeteries—un total de 351,612 h.p. Ces chiffres comprennent les forces hydrauliques aménagées pour fournir l'électricité ou la force motrice aux industries minérales et électrochimiques, usines de pompage des municipalités, tramways électriques, et à un grand nombre de scieries, meuneries et autres industries par tout le Canada. Ici encore il n'y a pas de division naturellement établie entre la force hydraulique simple et la force hydroélectrique.

3.—Forces hydrauliques captées au Canada: distribution par province et industrie au 31 décembre 1941

Province ou territoire	Turbines installées			
	Dans les usines centrales électriques[1]	Dans les pulperies et papeteries[2]	Dans les autres industries[3]	Total
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Edouard	579	Nil	2,038	2,617
Nouvelle-Ecosse	104,868	18,858	15,491	139,217
Nouveau-Brunswick	104,710	20,694	7,943	133,347
Québec	4,145,318	273,022	138,603	4,556,943
Ontario	2,278,519	231,277	107,699	2,617,495
Manitoba	420,925	Nil	Nil	420,925
Saskatchewan	87,500	"	3,335	90,835
Alberta	69,920	"	2,077	71,997
Colombie Britannique	629,286	105,950	53,527	788,763
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	2,000	Nil	20,899	22,899
Canada	**7,843,625**	**649,801**	**351,612**	**8,845,038**
Pourcentages de l'installation totale	88·7	7·3	4·0	100·0

[1] Comprend seulement les usines hydroélectriques développant de l'énergie pour la vente. [2] Comprend seulement les forces hydrauliques *effectivement développées* par les compagnies de pulpe et papier. En plus de cette installation de turbines, ces compagnies ont un outillage auxiliaire pour opération par hydro-électricité achetée des usines centrales électriques donnant plus de 1,315,000 h.p., faisant un total de plus de 1,965,000 h.p. réellement développés pour la fabrication de la pulpe et du papier. De grandes quantités d'électricité sont aussi achetées pour l'alimentation des bouilloires électriques, donnant plus de 1,750,000 h.p., mais une grande partie de cette électricité est maintenant affectée à des fins primaires de guerre. [3] Comprend seulement les forces hydrauliques développées en rapport avec les industries autres que les centrales électriques et les pulperies et les papeteries. Ces industries achètent aussi de l'énergie des usines centrales électriques.



Les chiffres relatifs à ces installations de turbines ne peuvent se comparer directement à ceux du recensement annuel des centrales électriques ou de l'industrie de la pulpe et du papier à cause de bases différentes de compilation. Les chiffres de l'installation hydraulique représentent les totaux cumulatifs des installations pour les fins nommées, ajustés après déduction de la capacité des installations inactives ou hors d'usage à cause de leur vieillesse ou autres raisons. Les données du recensement de l'industrie sont computées sur une base différente, représentant seulement la somme des installations dans les établissements réellement en opération au cours de l'année sous revue et non pas les installations globales. Aussi, les données sur les installations sont connues aussitôt que l'aménagement est terminé, tandis que les données du recensement pour toute période quelconque sont nécessairement connues quelque temps seulement après la fin de la période.

Section 2.—Industrie des usines centrales électriques au Canada

Contrôle d'Etat sur l'énergie électrique en temps de guerre.*—Les exigences sans cesse croissantes de l'industrie canadienne en matière d'énergie électrique pour la production de munitions taxent lourdement les réserves d'électricité du Dominion. En 1941, la production d'énergie ferme (i.e. énergie qui doit être à la disposition du consommateur en tout temps) comme force motrice, éclairage, etc., passe à 29,100,000,000 de kWh. contre 23,900,000,000 de kWh. en 1940, augmentation de 22 p.c.; l'énergie secondaire livrée au cours des périodes hors-pointe tombe de 6,200,000,000 de kWh. à 4,300,000,000 de kWh. en 1941. Afin d'alléger cette tension le plus possible, un Contrôleur est nommé en août 1940, avec juridiction sur forces motrices dérivées de l'hydraulique, la vapeur ou les gaz. A la suite de cette nomination un certain nombre de mesures de conservation et de contrôle ont été invoquées, dont quelques-unes, parmi les plus importantes, sont décrites brièvement dans les paragraphes suivants.

En septembre 1940, l'heure d'été est étendue à toute l'année dans les endroits des provinces d'Ontario et de Québec qui l'avaient observée durant l'été de la même année. Par la suite, l'heure d'été fut étendue à tout le Canada à compter du 9 février 1942.

L'usage de l'énergie électrique pour la génération de la vapeur est interdit. L'électricité est remplacée par des chaudières à charbon. Dans certaines régions, des industries autres que celles de guerre ont dû réduire leur consommation durant les heures de pointe, tandis que dans les régions centrales tous les réseaux d'énergie électrique ont été reliés afin que l'excédent d'énergie dans une partie du pays puisse compenser les déficiences d'autres régions. Le Contrôleur de l'énergie a interdit tous les projets d'extension et d'installation électriques dans les régions non encore électrifiées. Une conduite spéciale a été construite à travers la ville de Montréal afin que l'énergie tirée du fleuve St-Laurent, laquelle ne peut être mise en réserve, puisse être transmise entre minuit et six heures du matin, aussi bien qu'à d'autres heures pendant l'été aux régions de l'intérieur desservies par des rivières dont le débit est réglé par des barrages et, ainsi, permettre à ces régions d'utiliser une proportion plus considérable de l'énergie tirée de rivières dont le débit n'est pas réglé.

Energie électrique générée, par type d'usine, en 1940.—Les usines centrales électriques sont des compagnies, municipalités ou particuliers vendant ou distribuant le courant électrique généré par eux-mêmes ou acheté pour revente. Les usines désignées comme non génératrices achètent ordinairement toute l'énergie

* Préparé d'après la matière fournie par le Ministère des Munitions et Approvisionnements.

qu'elles utilisent; certaines d'entre elles, toutefois, ont des usines génératrices comme outillage auxiliaire. Il en résulte l'anomalie que, tout en étant classées comme non génératrices, ces usines produisent de fait 9,068,000 kWh en 1940

Les stations se divisent en deux classes suivant la mode de propriété: (1) commerciales—usines qui sont propriété privée et qui sont exploitées par des compagnies ou des particuliers, et (2) municipales—usines qui sont la propriété d'une municipalité ou d'un gouvernement provincial qui les exploite. Les compagnies papetières et minières achètent une très bonne partie de la production des usines centrales électriques. De fait, une vingtaine de gros établissements produisant de l'énergie électrique pour la vendre ont été construits pour desservir d'abord les pulperies et papeteries ou les mines et les smelters.

4.—Energie électrique générée, par classe d'usine et par province, 1940

Province	Générée par—		Total, électricité générée
	Usines hydrauliques	Usines thermiques	
	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh
Ile du Prince-Edouard	312	7,973	8,285
Nouvelle-Ecosse	285,093	158,968	444,061
Nouveau-Brunswick	381,857	87,730	469,587
Québec	16,005,688	5,226	16,010,914
Ontario	8,839,521	1,489	8,841,010
Manitoba	1,742,829	4,799	1,747,628
Saskatchewan	Nil	175,889	175,889
Alberta	159,475	114,646	274,121
Colombie Britannique	2,122,684	15,104	2,137,788
Totaux	**29,537,459**	**571,824**	**30,109,283**

Bien que l'éclairage commercial et celui des rues ainsi que les services ménagers jouent un rôle plutôt secondaire dans la quantité globale d'énergie consommée, le bas prix de ces services a été un facteur important du développement des centres urbains. Les autorités publiques ont trouvé que le gouvernement se devait d'encourager l'électrification rurale et c'est ce qui a été fait en Ontario par l'intermédiaire de la Commission Hydroélectrique, au Manitoba par la Commission Electrique du Manitoba, et dans le Québec par la Commission des Eaux Courantes de Québec.

En 1940 les usines centrales électriques engagées dans la vente publique d'énergie contrôlent 89 p.c. de toutes les forces hydrauliques aménagées, comparativement à 70 p.c. en 1922. L'énergie qu'elles fournissent actionne 83 p.c. des moteurs électriques et 67 p.c. de tout l'outillage de force motrice employé dans les industries manufacturières. Le capital global immobilisé dans les usines centrales électriques est plus grand que dans tout autre industrie manufacturière, tandis que le chiffre des salaires et gages vient au deuxième rang en valeur totale. Presque tout l'ensemble ou 98 p.c. est de l'énergie hydraulique, tandis que 95·2 p.c. de l'outillage primaire de ces usines est hydraulique.

Dans les statistiques des usines centrales électriques on comprend aussi celles de quelques établissements engagés primairement dans d'autres industries, tels que les mines, les pulperies et papeteries, etc., qui vendent le surplus de leur énergie. Pour de tels établissements, les statistiques connues appartenant à la phase d'usine centrale électrique de l'industrie ont été données séparément.

Sous-section 1.—Statistiques historiques et générales

Les progrès des usines centrales électriques, presque constants depuis 1919, datent des premières statistiques du nombre de kilowatt-heures générés. La dépression commencée au début de 1930 a provoqué une diminution de production pendant plusieurs années, mais ce n'était que temporaire et la reprise ne tarda pas, les augmentations en 1940 et 1941 étant particulièrement considérables grâce à la production de guerre. Le volume record généré en 1940 est de 448 p.c. plus élevé que celui de 1919 et 66 p.c. plus élevé que celui de 1930.

Le nombre d'usagers a augmenté chaque année depuis 1920, sauf en 1933 et 1934 qui montrent une faible diminution, l'augmentation de 1920 à 1940 dépassant 125 p.c. Les usagers domestiques constituent la grande majorité des clients et plus de 80 p.c. de cette augmentation. Toutefois, la consommation ménagère d'énergie électrique ne représente que 9 p.c. environ de toute la consommation au Canada.

L'industrie des centrales électriques est une de celles qui s'adaptent particulièrement aux vastes entreprises en raison des énormes capitaux qu'elle exige. Avec sa croissance s'agrandissent les usines; il y en a trois maintenant d'une capacité de plus de 500,000 h.p. et plusieurs autres d'une capacité de plus de 200,000 h.p. Les capitaux immobilisés et le nombre de h.p. aménagés croissent presque sans interruption, même durant les années de dépression, principalement à cause des grands travaux entrepris antérieurement à cette dépression et qui étaient en cours dans les premières années de la dernière décennie.

La production totale d'électricité par les usines centrales électriques en 1940 est de 30,109,283,000 kWh, augmentation de 6·3 p.c. comparativement à 1939.

L'énergie hors-pointe ou secondaire produite pour consommation dans les bouilloires électriques, qui atteint 5,423,183,000 kWh en 1940 ou 18 p.c. de la production totale, accuse une diminution de 1,167,195,000 kWh sur la production de 1939. Il y a aussi une augmentation de 239,506,435 kWh dans l'énergie hors-pointe et de surplus exportée aux Etats-Unis. L'énergie ferme augmente de 2,698,941,000 kWh. L'industrie de la pulpe et du papier absorbe 8,367,750,000 kWh ou 28 p.c. de la production totale, dont 3,381,448,000 d'énergie secondaire pour les bouilloires (62 p.c. de la quantité totale ainsi utilisée) et 4,986,302,000 kWh d'énergie ferme comme force motrice et éclairage.

5.—Résumé statistique des usines centrales électriques, 1930-40

NOTA.—Les chiffres de 1917-29 se trouvent à la p. 378 de l'Annuaire de 1940.

Année	Usines	Capital	Recettes de la vente de l'électricité[1]	Energie produite[2]	Kilowatt-heures produits	Abonnés	Personnel	Salaires et gages
	nomb.	$	$	h.p.	'000	nomb.	nomb.	$
1930.....	587	1,138,200,016	126,038,145	5,401,108	18,093,802	1,607,766	17,857	27,287,443
1931.....	559	1,229,988,951	122,310,730	5,706,757	16,330,867	1,632,792	17,014	26,306,956
1932.....	572	1,335,886,987	121,212,679	6,343,654	16,052,057	1,657,454	15,395	23,261,166
1933.....	575	1,386,532,055	117,532,081	6,616,006	17,338,990	1,666,882	14,717	21,431,877
1934.....	573	1,430,852,166	124,463,613	6,854,161	21,197,124	1,660,079	14,974	21,829,491
1935.....	566	1,459,821,168	127,177,954	7,104,142	23,283,033	1,694,703	15,342	22,519,993
1936.....	561	1,483,116,649	135,865,173	7,119,272	25,402,282	1,740,793	16,087	23,367,091
1937.....	568	1,497,330,231	143,516,643	7,342,085	27,687,646	1,805,995	17,018	25,623,767
1938.....	589	1,545,416,592	144,331,627	7,476,976	26,154,160	1,873,621	17,929	27,148,688
1939.....	611	1,564,603,211	151,880,969	7,607,122	28,338,030	1,941,663	18,848	28,223,376
1940.....	602	1,615,438,140	166,228,773	7,935,867	30,109,283	2,014,508	19,054	28,895,595

[1] Moins les doubles emplois. [2] Moins l'outillage auxiliaire.

La consommation ménagère ou l'électricité utilisée à domicile augmente continuellement, même durant les années de 1930-33. En 1940 elle atteint, 2,436,572,000 kWh, augmentation de 56 p.c. sur 1931 et de 5·4 p.c. sur 1939. La consommation ménagère moyenne est de 54 p.c. plus élevée au Canada qu'aux Etats-Unis, tandis que la consommation ménagère ou à domicile totale est d'environ 8·1 p.c. de la production totale des centrales électriques au Canada et de 19·7 p.c. aux Etats-Unis. On peut naturellement attribuer ceci au fait que la région industrielle des Etats-Unis dispose d'abondantes quantités de houille à bon marché, tandis que dans les provinces centrales du Canada, pauvres en charbon, mais disposant d'immenses ressources hydrauliques, les conditions sont plutôt propices à la génération d'énergie dans les usines centrales.

Outillage des centrales électriques.—En 1940 l'outillage primaire des centrales électriques (roues et turbines hydrauliques, moteurs à mouvement alternatif et turbines à vapeur, et moteurs à explosion) s'élève à 7,935,867 h.p. Les générateurs hydrauliques prédominent de beaucoup, donnant 95·4 p.c. de la puissance globale; le reste, ou 4·6 p.c., se répartit sur les turbines à vapeur, les machines à mouvement alternatif et les moteurs à explosion. Le total ci-dessus ne comprend ni les machines à vapeur ni les moteurs à explosion dont la puissance est de 194,914 h.p. ou 2·4 p.c. de la puissance totale et qui constituent l'outillage auxiliaire ou de réserve des centrales. Les pages 344–348 traitent de l'outillage en force motrice utilisé dans les industries minières et manufacturières.

Les centrales thermiques, c'est-à-dire celles qui emploient des machines à vapeur ou à explosion, ont relativement peu d'importance. Sur 39 usines thermiques centrales en 1940 employant des machines à vapeur à mouvement alternatif, il n'y en avait que 8 de plus de 500 h.p. Quant aux turbines à vapeur, leur moyenne était d'environ 4,570 h.p., avec 22 unités d'une moyenne de 10,333 h.p., mais cette industrie n'en utilise que 70 confinées à 29 usines; pour les 836 roues et turbines hydrauliques, la moyenne est de 9,052 h.p. comprenant 4 de 65,000 h.p. et 5 de 66,000 h.p. chacune.

La plupart des usines centrales thermiques se limitent presque entièrement à la production pour fins d'éclairage et se servent du combustible le moins cher qu'elles peuvent trouver, donc généralement de l'huile ou du charbon provenant des gisements de la région. Dans les Provinces des Prairies on se sert de charbon gras et de lignite pour les machines à vapeur, et d'essence, de distillés de pétrole et de gaz pauvre pour les moteurs à explosion.

Sur 430 usines centrales avec moteurs à explosion en 1940, les centrales de la Saskatchewan en comptent 234 (54 p.c.); celles de l'Alberta, 94 (22 p.c.); et celles du Manitoba, 32 (7 p.c.)

Les usines thermiques ont produit 585,035,000 kilowatt-heures en 1940; pour cela elles ont consommé $2,448,016 de combustible, soit 0·4 de cent par kilowatt-heure. Toutefois, cette production n'équivaut pas à 2 p.c. de la production globale.

6.—Outillage principal des usines centrales électriques, par province, et tout outillage auxiliaire, 1940

NOTA.—kVA signifie kilovoltampère.

Outillage et province	Usines	Turbines et roues hydrauliques			Machines à vapeur, turbines à vapeur et moteurs à combustion interne			Dynamos		
		Nombre	Puissance	Force moyenne	Nombre	Puissance	Force moyenne	Nombre	Puissance	Force moyenne
OUTILLAGE PRINCIPAL	nomb.		h.p.	h.p.		h.p.	h.p.		kVA	kVA
Ile du Pr.-Ed.	9	7	392	56	12	7,967	664	18	6,256	348
Nouv.-Ecosse	45	57	102,990	1,807	30	66,961	2,232	87	141,659	1,628
N.-Brunswick	13	16	105,760	6,610	15	33,898	2,260	31	118,747	3,836
Québec	97	271	3,880,505	14,320	8	2,750	344	278	3,412,195	1,227
Ontario	135	348	2,262,164	6,500	15	1,290	86	361	1,818,209	5,037
Manitoba	25	43	508,300	11,822	38	4,336	114	81	411,310	5,078
Saskatchewan	139	Nil	–	–	261	165,387	634	255	139,383	547
Alberta	71	11	69,140	6,285	122	78,291	642	127	120,833	951
Col. Britannique et Yukon	68	83	637,837	7,685	38	7,899	208	121	522,619	4,319
Totaux	**602**	**836**	**7,567,088**	**9,052**	**539**	**368,779**	**684**	**1,359**	**6,691,211**	**4,924**
MACHINES AUXILIAIRES	64	Nil	–	–	125	194,914	1,559	115	166,367	1,447
Grands totaux	**666**	**836**	**7,567,088**	**9,052**	**664**	**563,693**	**849**	**1,474**	**6,857,578**	**4,652**

Répartition provinciale de la production.—L'année la plus récente, plus de 82 p.c. de toute l'énergie électrique a été générée dans les deux principales provinces industrielles d'Ontario et de Québec. Les exportations aux Etats-Unis, d'après le tableau 18, page 343, sont de 2,135,557,000 kWh en 1940, ou 6·7 p.c. de la production totale, et en 1941 elle est de 7·1 p.c. de la production estimative.

7.—Production d'énergie dans les usines centrales électriques, par province, 1935-40

Province	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh
Ile du Prince-Edouard	5,127	5,769	6,524	7,038	7,747	8,285
Nouvelle-Ecosse	389,144	412,294	446,976	404,828	436,269	444,061
Nouveau-Brunswick	390,003	425,849	501,319	465,358	459,546	469,587
Québec	12,628,662	13,019,908	14,341,400	13,707,343	15,234,384	16,010,914
Ontario	6,653,219	7,927,044	8,528,726	7,538,071	8,007,127	8,841,010
Manitoba	1,342,093	1,574,898	1,697,656	1,686,876	1,775,257	1,747,628
Saskatchewan	138,479	145,219	147,143	153,500	167,242	175,889
Alberta	208,054	216,770	222,755	232,451	251,806	274,121
Colombie Britannique et Yukon	1,528,252	1,675,531	1,794,146	1,958,695	1,998,652	2,137,788
Totaux	**23,283,033**	**25,402,282**	**27,687,645**	**26,154,160**	**28,338,030**	**30,109,283**

Service fermier offert par les usines centrales électriques.—Toutes les usines centrales électriques ne font pas une distinction nette entre leurs usagers ruraux et leurs autres clients ménagers; en 1930, seules les usines de l'Ontario et du Québec déclarent un nombre de clients agricoles presque égal au nombre de fermes électrifiées tel qu'indiqué par le recensement décennal de 1931.

8.—Service fermier offert par les usines centrales électriques dans le Québec et l'Ontario, 1930-40

Année	Québec			Ontario		
	Usagers	Energie consommée	Revenu	Usagers	Energie consommée	Revenu
	nomb.	kWh	$	nomb.	kWh	$
1930	14,541	5,062,869	334,139	19,644	21,375,070	952,886
1931	15,142	5,406,741	292,574	24,172	27,093,114	1,215,142
1932	9,940	3,130,443	189,816	24,923	31,377,643	1,386,543
1933	10,747	3,572,085	203,258	25,552	32,336,080	1,386,688
1934	10,673	3,524,179	205,259	26,605	35,465,058	1,413,587
1935	13,108	4,268,290	261,274	27,883	39,844,300	1,434,169
1936	14,903	4,663,879	276,286	30,534	46,383,997	1,444,428
1937	19,505	5,858,850	361,411	39,281	56,729,752	1,432,883
1938	22,266	6,903,638	413,853	46,096	69,563,901	1,786,341
1939	24,965	8,511,961	487,572	54,479	82,912,852	2,143,071
1940	26,528	9,515,398	533,691	60,353	96,125,498	2,487,140

Sous-section 2.—Communalisation des centrales électriques*

Les rivières et les lacs, sauf les très petits, sont généralement la propriété de la Couronne. Il s'ensuit naturellement que l'exploitation de ces eaux pour fins hydrauliques est une prérogative de la Couronne.

Dans certains endroits du Canada, la Couronne a déféré ses droits à des compagnies constituées légalement et, dans d'autres, elle s'en prévaut et exploite elle-même les sites d'énergie hydraulique. L'Ontario fut la première province à produire et distribuer l'hydroélectricité. Dotée de l'un des sites les plus vastes et les plus pittoresques du monde, les chutes Niagara, et dépourvue par contre de charbon, cette province comprit la nécessité urgente de produire de l'énergie hydroélectrique. En 1906, une commission fut instituée pour agir au nom des municipalités dans la production et la distribution de l'énergie électrique dans la province.

* Les renseignements donnés sous les en-têtes provinciaux de cette sous-section ont été revisés par les diverses commissions ou autorités provinciales.

9.—Usines centrales électriques publiques au Canada, 1929-40

Année	Usines	Usagers	Energie électrique produite	Outillage de production	
				Turbines et roues hydrauliques	Total
	nombre	nombre	'000 kWh	h.p.	h.p.
1929	165	822,185	5,188,408	1,274,394	1,426,488
1930	166	862,158	5,156,788	1,454,014	1,658,087
1931	163	874,507	4,139,707	1,505,599	1,719,495
1932	170	881,054	3,713,841	1,610,024	1,824,010
1933	172	890,301	3,673,016	1,742,024	1,966,889
1934	171	899,617	5,136,241	1,743,074	1,963,979
1935	169	915,303	5,515,084	1,815,164	2,036,799
1936	171	938,117	6,887,057	1,944,189	2,173,030
1937	179	972,284	7,372,018	1,975,989	2,202,624
1938	183	1,014,115	6,665,837	2,013,169	2,176,793
1939	184	1,052,245	7,047,100	2,014,500	2,221,490
1940	181	1,088,415	7,822,013	2,022,285	2,227,203

Dans le Québec, l'étatisation n'a pas fait grand progrès, du fait peut-être que l'exploitation hydroélectrique y est étroitement associée à l'industrie de la pulpe et du papier, laquelle a été établie comme une entreprise commerciale.

Le développement de l'énergie électrique au Nouveau-Brunswick est également étroitement associé à l'industrie de la pulpe et du papier; les compagnies commerciales y contrôlent encore une grande partie de l'électricité, bien que la Commission de l'Energie Electrique du Nouveau-Brunswick, établie en 1920, ait organisé depuis lors des services publics semblables à ceux de l'Ontario et qui fournissent l'hydro-électricité aussi bien que l'énergie thermique. La Nouvelle-Ecosse, la Saskatchewan et le Manitoba ont établi des commissions hydroélectriques semblables à celle de l'Ontario.

En Colombie Britannique, la population est concentrée dans le delta du fleuve Fraser et autour de Victoria. Comme ces régions de colonisation ont grandi en même temps que de petites villes éparses exploitant des industries minières, de sciage et de pulpe et papier, l'énergie hydroélectrique leur est fournie par des corporations privées et aussi, dans une certaine mesure, par de plus petites corporations d'utilités publiques.

Le tableau **10** donne, par province, les statistiques des usines centrales électriques municipales ou publiques en 1940. Le tableau **17**, à la page 342, donne les statistiques comparées des usines commerciales.

10.—Statistiques des usines centrales électriques au Canada, par province, 1940

Province	Usines	Usagers	Energie produite	Outillage de production[1]	
				Roues et turbines hydrauliques	Total
	nombre	nombre	'000 kWh	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Edouard	2	1,201	1,152	Nil	1,235
Nouvelle-Ecosse	25	29,530	226,818	81,250	84,637
Nouveau-Brunswick	6	33,735	78,412	12,860	29,518
Québec	16	42,083	79,553	30,710	33,230
Ontario	73	781,746	6,615,262	1,731,735	1,732,810
Manitoba	10	74,813	588,263	155,000	157,915
Saskatchewan	32	32,270	117,016	Nil	108,228
Alberta	9	61,952	102,262	960	68,880
Colombie Britannique et Yukon	8	20,085	14,275	9,770	10,750
Totaux	**181**	**1,088,415**	**7,882,013**	**2,022,285**	**2,227,203**

[1] Moins l'outillage auxiliaire.

En raison de l'absence de détermination des prix en marché libre et de réglementation des services dans une industrie qui exerce un demi-monopole, on a tenté dans la plupart des provinces de réglementer les services électriques. Les commissions diverses, leur réglementation générale et leurs attributions sont ici étudiées, par province.

Nouvelle-Ecosse.—La première législation relative à l'utilisation des forces hydrauliques en Nouvelle-Ecosse date de 1909. Elle s'intitule "Une loi pour aider davantage à l'industrie minière de l'or". Elle est restée la pièce législative la plus avancée jusqu'à l'exploitation des forces hydrauliques en Nouvelle-Ecosse sous l'empire des lois de 1914, et elle continua par la suite sous forme de recherches en collaboration avec le Gouvernement fédéral jusqu'en 1919. C'est alors qu'en vertu de la loi sur la Commission de l'Energie Electrique fut créée la Commission Hydroélectrique de la Nouvelle-Ecosse. La Commission se compose de trois membres dont deux peuvent être membres du Conseil Exécutif, et le troisième *doit* en faire partie. Bien qu'elle dispose de son propre service de recherches, certains autres travaux de recherches se poursuivent encore en Nouvelle-Ecosse sous la direction

de l'autorité fédérale par l'intermédiaire du Bureau Fédéral des Forces Hydrauliques avec lequel la Commission Hydroélectrique de la Nouvelle-Ecosse reste en relation étroite. La réglementation des ressources hydrauliques de la province relève de la Couronne. Elle est appliquée subordonnément aux dispositions de la loi des cours d'eau de la Nouvelle-Ecosse de 1919. La Commission paye les contributions régulières pour les droits hydrauliques.

La Commission a pour première attribution de produire de l'énergie électrique par les moyens les plus économiques. Elle fournit ses services au prix de revient. La loi de l'électrification rurale de 1937 a grandement facilité le service de détail et les habitants de diverses parties de la province en bénéficient pleinement, bien que ce ne soit pas la politique de la Commission d'envahir le marché de détail; elle vise plutôt à desservir les régions où il n'est pas pratique d'importer l'électricité d'autres sources. Moyennant certaines conditions, elle fournit l'aide financière pourvu que les clients potentiels soient assez nombreux pour, une fois desservis, assurer des recettes suffisantes à défrayer le coût annuel des extensions. En 1941, la loi de la Commission Hydroélectrique a été modifiée de façon à autoriser la Commission à réglementer et à contrôler la génération, la transformation, la distribution, la vente et l'usage de l'énergie électrique dans la province.

La Commission est financièrement indépendante; elle rachète à même ses revenus ses propres obligations qui sont un item de dépenses. Dans le passé elle a emprunté du gouvernement provincial son capital initial, mais elle a le droit d'émettre des obligations garanties par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil. Elle a inauguré cette pratique vers la fin de 1938 par une émission initiale de $1,000,000 d'obligations sériées.

Le bilan au 30 novembre 1941 montre un capital fixe de $17,070,362; des installations en cours d'une valeur de $184,730; un actif courant de $173,746; une réserve pour éventualités et renouvellements de $1,315,901; une réserve pour caisse d'amortissement de $2,519,083. La réserve totale accumulée est de $3,946,231.

La première exploitation de la Commission fut une installation de 800 h.p. sur la rivière Mushamush, laquelle entra en opération en 1921 et livra 192,000 kWh au cours de sa première année complète. Cette entreprise de même que les captations subséquentes sont indiquées dans l'exposé suivant.

I.—DÉVELOPPEMENTS ACTUELS ET CAPACITÉS INITIALES DES ENTREPRISES DE LA COMMISSION HYDROÉLECTRIQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Exploitation	Début des opérations	Capacité des installations		Rendement annuel (génération)	
		Initiale	1941	Initial	1941
		h.p.	h.p.	kWh	kWh
Réseau Mushamush	1921	800	1,030	208,752	985,900
Réseau St. Margaret	1922	10,700	15,750	19,538,000	31,480,200
Réseau Sheet Harbour—					
Chutes Malay	1924	5,550	5,550	6,536,860	44,761,610
Chutes Ruth	1925	6,290	10,590		
Réseau Mersey—					
Original	1928	29,400	29,400	85,863,390	136,751,704
Chutes Cowie	1938	10,200	10,200		
Réseau Tusket	1929	3,000	2,820[1]	3,680,540	8,583,892
Réseau Roseway	1930	560	560	365,600	2,657,430
Réseau Markland	1931	1,400	[2]	5,813,555	[2]
Réseau Antigonish	1931	[2]	500	389,520	2,581,200
Réseau Canseau	1937	72	374	21,650	48,321

[1] Charge minimum. [2] Réseau de distribution seulement.

Les neuf réseaux ci-dessus mentionnés se composent de 1,400 milles de lignes de transmission et de distribution desservant 25 usagers en gros et 5,800 en détail, 16 usines génératrices avec une installation de 33 unités d'une capacité approximative de 76,400 h.p. et une livraison de 230,000,000 de kWh annuellement.

Le *réseau d'Antigonish* dessert la ville d'Antigonish, le district situé entre Thorburn et Guysborough en passant par Antigonish et Mulgrave et le district situé entre Antigonish et Seal Harbour. Le *réseau Canseau* se compose d'un certain nombre de districts de distribution dans l'Ile du Cap-Breton et il est alimenté en partie par des unités génératrices diesels; mais le gros de ses besoins lui vient, par cable sous-marin, de la station génératrice de Barry Brook qui fait partie du réseau d'Antigonish et qui est augmenté par l'énergie achetée du Ministère des Mines à Inverness et de la Seaboard Power Corporation. Les districts en opération sont Saint-Pierre, Chéticamp, Mabou, Port-Hawksbury, Ile Madame, Grande-Anse, Whycocomagh, Judique, Margaree, Ingonish, Baddeck et Louisbourg. Le *réseau Markland* ne génère pas d'électricité; il est alimenté par le réseau Mersey à même ses installations des chutes Cowie. Il dessert la ville de Liverpool, la vallée Caledonia et les endroits environnants et fournit l'électricité à une scierie. Le *réseau Mersey* alimente une pulperie et papeterie de Brooklyn dans le comté de Queens. Le *réseau Mushamush* vend de la force motrice et de l'énergie en gros et en détail au comté de Lunenburg. Le *réseau Roseway* dessert la ville de Shelburne et vend de l'électricité en gros et en détail à des clients de la région côtière entre la rivière du Sable et Port-Latour. Le *réseau Sheet Harbour* vend de l'énergie en gros à la Commission Hydroélectrique du comté de Pictou pour distribution à travers le comté et à la ville de Truro. Il alimente aussi une pulperie de Sheet Harbour, et vend de l'énergie en détail à Sheet Harbour, aux vallées de Musquodoboit et Stewiacke, et le long de la côte orientale depuis Marie-Joseph jusqu'au lac Porters. Le *réseau St. Margaret* vend de l'électricité en gros et en détail à Halifax et aux environs y compris les districts de Hammond Plains, Prospect, Seabright, Beechville, le lac des Cinq-Iles, l'anse Peggy et le lac Lewis. Le *réseau Tusket* vend de l'énergie en gros à la ville de Yarmouth pour assurer la charge nécessaire aux utilités publiques et aux manufactures.

Nouveau-Brunswick.—La Commission de l'Energie Electrique du Nouveau-Brunswick a été incorporée en vertu de la loi sur l'énergie électrique de 1920. Elle possède et exploite les centrales génératrices indiquées dans l'exposé II.

II.—ÉTABLISSEMENTS DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Centrale	Genre	Capacité
		h.p.
Musquash	Usine hydraulique	11,000
Grand-Lac	A vapeur	26,800
Kouchibouguac	Usine hydraulique	200
Grand-Manan	Diesel	200
St-Quentin	Diesel	65
Total		38,265

La Commission achète aussi de l'énergie pour la desserte du village de Port Elgin et la région rurale avoisinante. Les districts ruraux à l'est et à l'ouest de Dalhousie obtiennent leur électricité de la Gatineau Power Company, à Dalhousie; la côte de Caraquet, dans le comté de Gloucester, l'obtient de la Bathurst Power

and Paper Co., de Bathurst; la vallée de Tobique et Plaster Rock l'obtiennent de la Commission Electrique Andover-Perth, tandis que les régions rurales à l'est et à l'ouest de Grand Falls l'obtiennent de la St. John River Power Co. La Commission dispose de 24 réseaux de distribution rurale desservant 17,500 clients et possède à différents endroits d'importantes charges d'énergie industrielle.

Les établissements de Musquash, Grand-Lac et Kouchibouguac sont raccordés et fonctionnent en parallèle en permanence.

Lignes de transmission.—Le réseau de transmission se compose d'une ligne de 66,000 volts entre Musquash et Moncton, et de quatre lignes partant de Grand-Lac, dont deux de 33,000 volts jusqu'à Fredericton, une de 66,000 volts jusqu'à Newcastle et une de 66,000 volts jusqu'à Moncton.

L'énergie est vendue en bloc aux cités de Saint John, Moncton, Fredericton et à la ville de Sussex. La Commission en distribue aussi directement dans chaque comté de la province à diverses villes et divers villages et centres ruraux.

Les statistiques données ci-dessous font voir l'expansion des entreprises de la Commission depuis 1925.

11.—Expansion de la Commission de l'Energie Electrique du Nouveau-Brunswick, 1925, 1930, 1935 et 1941

Item	1925	1930	1935	1941
Lignes de transmission à fort voltage.....milles	138	138	308	342
Lignes de distribution..... "	67	440	753	2,000
Usagers indirects.....nomb.	11,561	14,590	17,155	20,000
Usagers directs..... "	1,129	3,720	7,247	18,000
Capacité des établissements.....h.p.	11,100	11,100	17,700	38,265
Energie générée.....kWh	15,500,000	28,000,000	41,139,600	86,356,100
Capitaux engagés..... $	3,780,000	4,264,000	7,087,000	9,750,000
Revenus annuels..... $	310,000	512,000	829,000	1,375,000

Québec.—*Commission des Eaux Courantes du Québec.*—Créée en 1910 en vertu de la loi 1 Geo. V, c. 5, et fondée de pouvoirs additionnels par la loi 3 Geo. V, c. 6 (voir S.R.Q. 1925, c. 46), par la loi 20 Geo. V, c. 34, et par la loi 4 Geo. VI, c. 22, la Commission est autorisée à faire l'inventaire des ressources hydrauliques de la province, à faire des recommandations concernant leur contrôle et à construire et à exploiter certains bassins d'emmagasinage pour régler le débit des cours d'eau et à entreprendre la production directe de l'énergie électrique. Elle a aidé aux compagnies engagées dans cette industrie en réunissant systématiquement les données sur le débit des principales rivières et sur les conditions météorologiques, par des recherches sur de nombreux pouvoirs hydrauliques et par la détermination du profil longitudinal d'un grand nombre de rivières, mais principalement en réglant le débit des principaux cours d'eau par la construction de bassins d'emmagasinage. En 1941, la Commission a parachevé l'installation de 48,000 h.p. inaugurée par l'ancien Syndicat National de l'Electricité au rapide no 7 sur la Haute-Ottawa, pour augmenter la charge nécessaire aux régions minières du nord-ouest du Québec.

De 1912 à 1925, la Commission a construit ou acquis des réservoirs qu'elle a exploités, les compagnies qui en bénéficiaient devant payer les intérêts et les frais d'amortissement sur le capital engagé de même que les frais d'exploitation. Depuis 1925, les compagnies ou les particuliers se sont prévalus de la latitude que leur laisse l'article 6 du chapitre 46 des S.R.Q. 1925 pour construire les digues nécessaires à retenir les eaux dans les réservoirs, subordonnément toutefois aux règlements et conditions imposés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil. Les réservoirs construits depuis

lors ont été transférés à la Commission. Celle-ci les exploite et les frais sont imposés annuellement aux compagnies ou aux particuliers intéressés.

En 1941 il y a 17 réservoirs d'emmagasinage dans la province de Québec. Parmi les rivières contrôlées par la Commission, soit par des digues sur des rivières mêmes, soit par le réglage du débit des eaux d'amont des lacs, sont énumérées ici avec l'énergie produite en h.p.: le St-Maurice, 1,026,050 h.p.; la Gatineau, 504,000 h.p.; la rivière du Lièvre, 274,000 h.p.; le St-François, 100,000 h.p.; la rivière Chicoutimi, 41,400 h.p.; la rivière au Sable, 33,200 h.p. La plupart de ces exploitations peuvent être agrandies de façon à augmenter considérablement leur production.

Les autres réservoirs d'emmagasinage exploités par la Commission sont ceux du lac Mitis, de la rivière Savane et du lac Brûlé, sur la rivière Ste-Anne-de-Beaupré; et trois autres plus petits sur la rivière du Nord.

Parmi les réservoirs qui ne relèvent pas de la Commission sont celui du lac St-Jean, dont l'immense bassin de drainage est de 30,000 milles carrés, et celui d'Onatchiway, sur la rivière Shipshaw. Les captations de la rivière Saguenay, qui bénéficient de l'emmagasinage des eaux du lac St-Jean, s'établissent à 825,000 h.p. en 1941.

Régie des Services Publics.—Cette régie est un organisme d'arbitrage, de surveillance et de contrôle des services publics et des entreprises d'utilité publique. En plus du contrôle qu'elle exerce sur les transports et communications, ses attributions dans le domaine de l'électricité englobent les pouvoirs de l'ancienne Commission d'Electricité de Québec, soit la juridiction sur la production, la transmission, la distribution et la vente de l'électricité dans la province de Québec, et de vastes pouvoirs relatifs au service, à l'outillage, aux appareils, aux moyens de protection, aux extensions des établissements et des réseaux. Elle exerce aussi le contrôle sur les taux et sur la capitalisation. La construction ou l'exploitation de nouveaux établissements, de nouvelles lignes de transmission, de réseaux ou systèmes ou de toute partie de ces réseaux et systèmes sont sujettes à l'approbation de la Régie, de même que les ventes ou fusionnements sont sujets à son consentement. La Régie a aussi des attributions de surveillance et consultatives en vertu de la loi de la municipalisation de l'électricité qui permet aux corporations municipales d'établir des réseaux d'électricité. Elle peut recommander un octroi de 50 p.c. du coût initial des réseaux d'électrification rurale, lequel octroi est versable à même les fonds provinciaux, et peut en outre consentir un prêt de 25 p.c. de ce coût initial pour une période de 30 ans à un intérêt de 4 p.c.

Ontario.—*La Commission Hydroélectrique.*—Un article sur les débuts et les opérations de la Commission paraît aux pages 386–88 de l'Annuaire de 1940.

Pour répondre à une demande sans cesse croissante d'énergie électrique, la Commission a construit ses propres usines génératrices et s'est portée acquéreur de divers autres établissements privés. La plus grande des 45 usines hydroélectriques exploitées par la Commission en 1940 est celle de Queenston-Chippawa, sur la rivière Niagara. Elle a été construite par la Commission. Sa capacité normale est de 500,000 h.p. Les installations tant existantes que projetées, comprenant les usines déjà érigées, celles qui sont en construction et l'énergie livrée actuellement et à livrer dans un avenir prochain, ont une potentialité globale de 2,350,000 h.p.

Statistiques de la Commission Hydroélectrique.—Les rapports annuels de la Commission donnent des descriptions et des statistiques fort détaillées de l'exploitation, de la construction, du service municipal, de la transmission et de la distribution. La Commission exerce un droit de surveillance sur les réseaux électriques possédés et exploités par les municipalités coopérantes. Elle a établi un système de comptas

bilité uniforme qui lui permet de présenter dans ses rapports annuels des bilans et des rapports d'exploitation consolidés. Ces statistiques couvrent environ 90 p.c. de tous les clients desservis en détail par la Commission.

Les immobilisations nécessaires à l'origine pour assurer le service à environ douze municipalités furent de $3,600,000 approximativement. Le 31 octobre 1940, elles sont de $449,037,872 dont $328,910,814 engagés par la Commission dans des usines génératrices, réseaux de transmission, etc., y compris les tramways électriques et autres biens administrés par la Commission pour le compte des réseaux les plus importants relevant d'elle, et $120,127,058 engagés par les municipalités dans les réseaux distributeurs locaux leur appartenant et autres actifs. De même, les réserves totales de la Commission et des services électriques municipaux pour la caisse d'amortissement, les renouvellements, les éventualités et les assurances s'élèvent à $232,644,303 dont $139,440,883 représentent les réserves de la Commission elle-même et $93,203,420 celles des municipalités.

12.—Expansion de la Commission Hydroélectrique d'Ontario, années terminées le 31 octobre 1930-40

NOTA.—Les statistiques de 1910-29 se trouvent à la p. 289 de l'Annuaire de 1941.

Année	Municipalités desservies	Consommateurs desservis	Energie distribuée par la Commission	Capital de la Commission et actif des utilités municipales
	nombre	nombre	h.p.	$
1930	668	586,267	1,263,512	359,648,000
1931	721	600,297	1,107,227	373,010,000
1932	747	611,955	1,108,037	382,558,000
1933	757	621,418	1,366,735	394,661,000
1934	760	624,801	1,451,699	398,225,000
1935	766	636,134	1,625,733	408,001,000
1936	782	649,517	1,509,667	413,710,000
1937	795	667,863	1,648,467	424,422,000
1938	821	694,400	1,831,216	436,822,000
1939	858	720,372	1,963,471	446,123,000
1940	886	748,232	1,954,069	449,038,000

13.—Répartition d'énergie entre les réseaux de la Commission Hydroélectrique d'Ontario, années terminées le 31 octobre 1936-40

(20 minutes maximum de charge—système des maxima coïncidents)

Réseau et district	1936	1937	1938	1939	1940
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Réseau Niagara	1,006,166	1,126,675	1,259,115	1,358,177	1,375,335
Dominion Power and Transmission	54,021	57,507	46,515	56,970	50,134
Réseau Georgian Bay	26,555	29,310	30,891	34,756	42,217
Réseau Eastern Ontario	117,969	129,584	159,249	168,958	154,207
Réseau Thunder Bay	133,914	134,678	131,394	118,740	97,855
District Manitoulin	138	137	205	273	330
Réseau Northern Ontario—					
District Nippissing	4,115	4,812	4,857	5,188	5,121
District Sudbury	14,021	14,611	17,895	19,740	17,208
District Abitibi	146,783	143,432	172,409	188,877	197,453
District Patricia	4,182	5,013	5,697	11,792	14,209
District St-Joseph	1,702	2,708	2,989		
District Espanola	101	Nil	Nil	Nil	Nil
Totaux	**1,509,667**	**1,648,467**	**1,831,216**	**1,963,471**	**1,954,099**

Statistiques des services électriques municipaux-urbains de l'Ontario fournis par la Commission.—Les bilans des services d'électricité municipaux-urbains alimentés par la Commission Hydroélectrique montrent en 1940 un actif global de $172,606,954 en regard d'un passif de $26,923,638. De la différence, $81,517,897 sont au compte des réserves, ce qui laisse un surplus de $64,165,419. Il n'est pas tenu compte de la valeur résiduelle des réseaux de la Commission dans le calcul de la proportion de la dette nette par rapport à l'actif total. De 1933 à 1940 l'actif global augmente de $36,828,285, tandis que le passif global diminue de $22,997,115.

*Service électrique rural en Ontario**—Ces quelques dernières années, l'électrification rurale a fait des progrès marqués en Ontario et les opérations rurales de la Commission constituent aujourd'hui un aspect important de ses attributions. Fidèle à sa politique de venir en aide à l'industrie fondamentale de l'agriculture, le gouvernement de l'Ontario collabore à ce travail d'électrification au moyen d'octrois jusqu'à 50 p.c. des immobilisations initiales pour lignes de transmission et outillage. En 1930 la législature ontarienne adoptait une loi pourvoyant à une avance ne devant pas excéder $1,000 aux propriétaires de biens-fonds et immeubles situés dans les régions rurales pour l'installation de l'électricité et l'achat d'outillage et une autre pourvoyant à l'établissement d'un taux minimum pour toutes les catégories de services ruraux.

*Les lois concernant les districts ruraux sont les suivantes: *The Power Commission Act* (S.R.O. 1927, c. 57); *The Rural Hydro-Electric Distribution Act* (S.R.O. 1927, c. 59); *The Rural Power District Loans Act, 1930* (20 Geo. V, c. 14); et *The Rural District Service Charge Act, 1930* (20 Geo. V. c. 15).

14.—Statistiques relatives au service électrique des districts ruraux exploité par la Commission Hydroélectrique d'Ontario, années terminées le 31 octobre 1936-40

Enumération		1936	1937	1938	1939	1940
Usines des districts ruraux	nomb.	174	177	178	184	184
Cantons desservis	"	380	388	398	419	448
Consommateurs	"	73,614	86,194	99,921	113,157	123,022
Lignes de distribution primaire	milles	10,808	13,117	15,784	18,166	19,492
Energie fournie	b.p.	42,897	50,758	59,153	68,433	76,105
Recettes provenant des usagers	$	3,000,750	3,087,001	3,547,899	4,136,088	4,693,125
Dépenses totales	$	2,891,007	2,989,637	3,484,698	4,084,201	4,619,454
Surplus net	$	109,704	97,364	63,201	51,887	73,671
Capital immobilisé	$	20,674,674	24,138,729	28,561,214	33,476,148	36,615,083
Allocations prov. accordées[1]	$	**10,232,099**	**11,951,892**	**14,149,667**	**16,596,671**	**18,148,989**

[1] Compris dans "capital immobilisé".

Manitoba.—*La Commission Electrique du Manitoba.*—La Commission a commencé ses opérations en 1919 sous l'empire de la loi sur la transmission de l'énergie électrique. Cette loi autorise la Commission à prendre les dispositions nécessaires à la production de l'électricité, faire des contrats pour l'achat en bloc de l'énergie des compagnies productrices et pour sa transmission et sa vente aux municipalités, corporations et particuliers.

La loi est modelée sur celle qui régit la Commission Hydroélectrique d'Ontario et, jusqu'en 1932, la Commission du Manitoba a fonctionné à peu près de la même façon que celle-ci; les lignes de transmission et les sous-stations lui appartiennent et elle vend de l'électricité en bloc aux municipalités. Les municipalités, en échange, défrayent la distribution et vendent en détail aux particuliers. Toutefois, plusieurs facteurs réunis ont imposé un fardeau injustifié aux municipalités, lequel nécessite un changement de méthode. Il fut décidé de vendre directement aux consommateurs.

En 1929 une loi fut adoptée en vertu de laquelle le gouvernement s'engageait à payer l'intérêt et la caisse d'amortissement jusqu'à concurrence de 50 p.c. du coût initial de la construction et de l'outillage de production et de transmission de l'énergie électrique. En 1931, par l'adoption de la loi de la transmission de l'énergie électrique, l'administration de la Commission a été réorganisée et un Bureau a été fondé, nanti de pouvoirs additionnels. Cette loi fut modifiée en 1940 de façon à confier à la Commission le contrôle de ses propres finances.

Les immobilisations de la Commission dans la province sont d'environ $8,000,000. A la fin de l'année fiscale 1940, les réserves, telles que représentées par des obligations de tout repos, s'élèvent à $2,302,000.

Le réseau est placé sous la surveillance de 44 surveillants régionaux qui en assurent l'entretien. La Commission est aussi engagée activement dans le commerce des appareils et accessoires dont elle a établi des magasins à Brandon et à Portage-la-Prairie. Elle exploite également un système de chauffage central à vapeur et une usine à gaz à Brandon.

Les résultats de ses méthodes de vente et de vulgarisation de même que les économies réalisées ont permis à la Commission d'abaisser graduellement ses taux et d'établir un taux uniforme pour toutes les villes du réseau.

Extension des facilités aux municipalités.—La première municipalité à faire demande d'énergie électrique fut Portage-la-Prairie et la construction d'une ligne de transmission à partir de Winnipeg fut commencée à l'automne de 1919. Cette ligne fut terminée en août 1920 alors que fut étendu à Portage-la-Prairie le premier service offert par la Commission.

En 1920 fut commencé un embranchement à partir d'Oakville en direction du sud et en 1921 cet embranchement fut prolongé jusqu'à Morden pour la desserte de Carman, Morden et Roland. En 1920, la Commission a aussi acheté une usine électrique qui existait déjà à Minnedosa et commença l'installation de générateurs diesels pour en augmenter la capacité. La construction d'une deuxième usine diesel a été commencée la même année à Virden. Ces deux établissements sont entrés en service en 1921.

Depuis cette époque de nouvelles extensions ont été construites chaque année sauf en 1933. Le réseau dessert maintenant 151 cités, villes et villages et environ 600 maisons de ferme. Le réseau de transmission se compose de plus de 1,980 milles-circuit de lignes de transmission desservant près de 20,000 usagers.

En 1940 et 1941 des extensions furent construites pour la desserte d'un certain nombre de centres de formation des armées de terre et de l'air, lesquelles ont augmenté sensiblement la charge du réseau. En 1941, dix villes ont été ajoutées au réseau.

La Commission achète présentement de l'électricité à une sous-station de la Compagnie d'Electricité de Winnipeg située dans la banlieue de la ville, et qui est la source d'approvisionnement des villes du principal réseau. La région de ville-

giature bordant le lac Winnipeg est desservie par la Commission au moyen d'énergie achetée à Selkirk de la Compagnie d'Electricité de Winnipeg. Cette compagnie alimente aussi Selkirk-Est, Seven Sisters Falls et Saint-Boniface, endroits d'où elle distribue ensuite l'électricité aux régions les plus éloignées. En 1936, des arrangements ont été conclus pour l'exportation en bloc d'énergie électrique à l'Interstate Power Company, de Neche, Dakota-Nord.

Saskatchewan.—La Commission d'Energie Electrique de la Saskatchewan a été fondée en 1929 en vertu de la loi sur la commission de l'énergie (S.R.S. 1940, c. 33) qui l'autorise à produire, vendre et fournir l'énergie électrique, acquérir et mettre en valeur les sources hydrauliques, acquérir ou construire des usines thermiques à la vapeur et à l'huile, construire des lignes de transmission, et acheter de l'énergie et faire des contrats avec les municipalités concernant la distribution de l'énergie.

Elle distribue l'électricité aux villes de Saskatoon, North Battleford et Swift Current à même des usines génératrices qu'elle possède et exploite dans ces villes. L'électricité est fournie en bloc aux corporations municipales, lesquelles possèdent et administrent leurs propres systèmes de distribution dans ces villes. Il existe un arrangement semblable entre la Commission et la ville de Battleford, mais dans ce cas l'électricité est fournie par la Commission au moyen d'une ligne de transmission partant des usines génératrices de la Commission à North Battleford. Dans toutes les autres villes qui font partie du réseau (il y en a 134) la Commission distribue l'électricité aux consommateurs particuliers directement. En 1941 il y avait 1,522 milles de lignes de transmission appartenant à la Commission et exploitées par elle. Toutes les lignes de transmission alimentent les villes et villages situés sur leur parcours.

De 1929 à 1940 la Commission s'est portée acquéreur de certaines usines génératrices et a construit et acheté des lignes de transmission. Les usines achetées ont été améliorées, agrandies ou complétées par de nouvelles installations. La Commission a aussi acheté et construit des réseaux de distribution pour fournir l'électricité aux consommateurs et aux corporations des villes et villages pour fins d'éclairage des rues et autres fins municipales. Les détails relatifs à ces acquisitions et constructions paraissent à la page 292 de l'Annuaire de 1941. On trouvera plus amples détails à la page 391 de l'Annuaire de 1940.

Des 15 usines génératrices que possède et exploite la Commission en 1941, celles de Saskatoon et de North Battleford sont des usines thermiques à vapeur et les autres sont toutes aménagées de moteurs à combustion interne. La capacité totale des usines génératrices est de 30,000 kW. La Commission ne possède pas d'usine hydroélectrique, l'énergie primaire se répartissant ainsi: engins à vapeur à mouvement alternatif, 800 h.p.; turbines à vapeur, 30,740 h.p.; moteurs à combustion interne, 8,321 h.p. En plus de l'énergie qu'elle tire de ses propres usines, la Commission en achète en bloc d'intérêts privés ou s'entend pour en échanger avec eux. En 1940, la quantité totale d'énergie ainsi achetée est de 2,423,188 kWh et la quantité générée aux usines de la Commission, de 56,717,006 kWh.

Le principal réseau de la Commission irradie de ses usines génératrices de Saskatoon d'où partent des lignes de transmission desservant Humboldt à l'est, Shellbrook et Duck Lake au nord, Radisson à l'ouest, Rosetown au sud-ouest et Hawarden au sud. Ces deux dernières sont raccordées par une ligne de transmission partant de Rosetown dans la direction de l'est; cette ligne s'étend jusqu'à Moose Jaw où les blocs d'énergie dont il est plus haut question sont achetés de

compagnies privées. Un autre réseau irradie des usines génératrices de la Commission à Watrous et alimente 19 villes et villages. Ce réseau est relié à celui de Saskatoon. Un réseau desservant 14 villes et villages s'alimente aux usines génératrices de la Commission à Swift Current. Parmi les autres, il y a ceux qui s'alimentent aux usines génératrices de la Commission à Wynyard et à Tisdale. La Commission fournit en outre l'électricité aux villes de Maple Creek, Unity et Canora et au village de Willow Bunch au moyen d'installations locales.

Le nombre d'usagers desservis directement dans 134 villes et villages est d'environ 10,268; ceux qui sont desservis indirectement (à Saskatoon, North Battleford, Swift Current et Battleford) sont au nombre de 14,416. Les recettes totales pour l'année civile 1940 sont de $1,344,539. La Commission pourvoit à une réserve de $2,662,805 pour la dépréciation et le renouvellement (y compris certaines obligations municipales absorbées et rachetées depuis). Le 31 décembre 1940, les immobilisations totales sont d'environ $8,271,730.

Subordonnément à la loi sur la commission de l'énergie, celle-ci jouit aussi de certains pouvoirs de contrôle et de réglementation relatifs à l'exploitation des services électriques publics. Il y a dans la province deux corporations municipales et quatre corporations privées possédant et exploitant des usines génératrices d'énergie électrique, des lignes de transmission et des systèmes de distribution. Les pouvoirs de contrôle et de réglementation relatifs aux franchises de distribution de l'énergie et aux taux relèvent d'une commission de régie locale en vertu de la partie III de la loi des compagnies d'utilités publiques (S.R.S. 1940, c. 118). La Commission de l'Energie est chargée de l'application de la loi sur l'inspection et les permis d'électricité (S.R.S. 1940 c. 261).

15.—Développement de la Commission d'Energie Electrique de la Saskatchewan, 1929-40

Année	Municipalités desservies		Consommateurs desservis		Energie globale générée par la Commission	Energie globale achetée par la Commission	Capital de la Commission
	En bloc	Directement	En bloc	Directement			
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	kWh	kWh	$
1929	Nil	2	Nil	[1]	[1]	Nil	1,902,005
1930	1	106	[2]	[3]	[3]	[3]	6,290,431
1931	3	117	[2]	8,324	46,040,000	1,414,420	7,287,827
1932	3	117	16,124	7,875	46,426,171	1,803,503	7,345,916
1933	3	123	16,124	7,574	44,401,494	1,674,444	7,411,986
1934	3	123	15,833	7,754	44,863,396	1,817,528	7,428,330
1935	4	123	13,644	8,219	46,889,172	1,986,105	7,504,726
1936	4	123	13,747	8,506	49,757,756	1,967,025	7,535,783
1937	4	126	13,513	8,620	49,165,813	1,918,473	7,609,910
1938	4	129	13,658	9,183	49,435,169	1,954,995	7,765,571
1939	4	129	13,606	9,467	55,055,958	2,085,702	8,174,141
1940	4	134	14,416	10,268	56,717,006	2,423,188	8,271,730

[1] Les opérations de la Commission dans les deux villes desservies ont commencé en novembre 1929.
[2] Inconnu. [3] Les opérations dans la majorité des municipalités desservies n'ont commencé que vers la fin de l'année.

Alberta.—En Alberta, seules certaines municipalités urbaines sont propriétaires des usines génératrices et des réseaux de distribution de l'énergie électrique. L'autorité dont relèvent les réseaux privés est la Commission des Utilités Publiques, laquelle a juridiction sur la distribution et la vente de l'électricité. Elle jouit du pouvoir général de faire enquête à la suite d'une réclamation faite soit par une municipalité soit par une compagnie d'utilité publique et déterminer, à la suite de cette enquête, des taux justes et raisonnables.

La ville d'Edmonton tire son énergie du charbon et exploite son propre système de distribution; en outre, il existe un arrangement réciproque avec la Compagnie d'Electricité Limitée de Calgary pour l'échange d'énergie électrique en temps de pointe. Medicine Hat possède ses usines génératrices et son système de distribution (l'énergie est tirée du gaz naturel) et dessert en même temps la ville de Redcliff. De même, la ville de Cardston possède sa propre usine génératrice. Lethbridge a une entente avec la Compagnie d'Electricité de Calgary au sujet de l'énergie électrique. Cette ville possède une usine génératrice pour la production de l'électricité sur une base d'échange avec, et comme installation auxiliaire pour, la Compagnie d'Electricité de Calgary. Calgary et Red Deer possèdent leurs propres systèmes de distribution. Elles achètent cependant leur électricité de la Compagnie d'Electricité de Calgary.

La plupart des principales villes et des principaux villages de la province, autres que les endroits déjà mentionnés, sont desservis par la Compagnie d'Electricité Limitée de Calgary ou par les Utilités Canadiennes Limitées subordonnément à des ententes de franchise. Il y a en outre un très grand nombre de petits établissements privés dans les villes et les villages que n'atteignent pas les lignes de la compagnie ci-dessus mentionnée.

La Compagnie d'Electricité de Calgary produit son hydroélectricité à Ghost River à l'ouest de Calgary et elle a récemment obtenu une licence du Gouvernement fédéral pour en produire aussi au lac Minnewanka. Elle a des installations auxiliaires à Calgary et à Lethbridge.

Les principales installations des Utilités Canadiennes Limitées sont situées à Drumheller. Ce sont des usines thermiques. Cette compagnie dessert un grand nombre de villes au nord et au nord-est de Drumheller; dans certaines localités inaccessibles à ses lignes, elle exploite des établissements générateurs diesels.

Colombie Britannique.—La propriété publique des usines centrales de la Colombie Britannique est limitée aux municipalités incorporées en vertu de la loi municipale et aux districts d'amélioration incorporés en vertu de la loi des cours d'eau. Plusieurs villes ont installé leurs propres usines génératrices, lesquelles, pour la plupart, sont des usines hydrauliques. La majorité cependant achètent leur électricité en gros de compagnies privées pour la distribuer ensuite dans leurs régions respectives.

La Commission des Utilités Publiques règlemente les taux imposés par les compagnies privées mais non ceux imposés par les municipalités.

Sous-section 3.—Usines centrales électriques privées

En 1940 les usines électriques privées ou commerciales produisent 22,287,270,000 kWh ou 74·0 p.c. de toute l'électricité produite au Canada par toutes les usines centrales. En 1929, la quantité produite par ces usines était de 71·0 p.c. du total. Au cours des dix dernières années, la puissance installée en h.p. augmente de 45·8 p.c. et la production d'énergie, de 72·3 p.c.

16.—Usines centrales électriques privées au Canada, 1929-40

Année	Usines	Usagers	Energie électrique produite	Outillage de production[1]	
				Turbines et roues hydrauliques	Total
	nombre	nombre	'000 kWh	h.p.	h.p.
1929	420	733,698	12,774,107	3,444,533	3,671,255
1930	421	745,608	12,937,014	3,690,095	3,914,474
1931	396	756,285	12,191,139	3,916,720	4,171,305
1932	402	776,400	12,338,216	4,426,235	4,704,523
1933	403	776,581	13,665,974	4,563,973	4,842,686
1934	402	760,462	16,060,883	4,817,600	5,097,613
1935	397	779,400	17,767,949	4,992,805	5,274,174
1936	390	802,676	18,515,225	4,866,471	5,146,863
1937	389	833,711	20,315,627	5,047,253	5,336,811
1938	406	859,506	19,488,323	5,142,432	5,300,183
1939	427	889,418	21,285,710	5,226,483	5,385,632
1940	421	926,093	22,287,270	5,544,803	5,708,664

[1] Moins l'outillage auxiliaire.

La troisième colonne du tableau **17** fait ressortir la position proéminente de la province de Québec dans la production d'électricité. Du volume global de la production canadienne, 52·9 p.c. provient des centrales privées ou commerciales de cette province, et presque toute cette production, soit 54·2 p.c., provient de l'énergie hydraulique, montrant l'énorme influence des forces motrices hydrauliques de cette province sur l'industrie canadienne. Par comparaison, toute l'énergie générée par les centrales privées et publiques de l'Ontario ne fournit que 29·4 p.c. de la production de toutes les centrales du Canada.

Il y a deux facteurs importants de cette large production d'énergie électrique dans le Québec: (1) les pulperies et papeteries qui se trouvent à proximité des sources d'énergie et des terres boisées et qui consomment environ 40 p.c. de tout le courant électrique de la province; et (2) les industries de l'est et du sud de l'Ontario qui importent environ 18 p.c. de l'énergie générée dans le Québec.

La proportion d'énergie générée par les usines privées ou commerciales comparativement à la production globale est comme suit, par province, en 1940: I.P.-E., 86 p.c.; N.-E., 49 p.c.; N.-B., 83 p.c.; Qué., 99 p.c.; Ont., 25 p.c.; Man., 66 p.c.; Sask., 34 p.c.; Alta, 63 p.c.; et C.B., 99 p.c.

17.—Usines centrales électriques privées au Canada, par province, 1940

Province	Usines	Usagers	Energie électrique produite	Outillage de production	
				Turbines et roues hydrauliques	Total
	nombre	nombre	'000 kWh	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Edouard	7	5,337	7,133	392	7,124
Nouvelle-Ecosse	20	57,322	217,243	21,740	85,314
Nouveau-Brunswick	7	24,873	391,175	92,900	110,140
Québec	81	497,331	15,931,361	3,849,795	3,850,025
Ontario	62	75,391	2,225,748	530,429	530,644
Manitoba	15	32,722	1,159,365	353,300	354,721
Saskatchewan	107	26,785	59,873	[1]	57,159
Alberta	62	30,056	171,859	68,180	78,551
Colombie Britannique	60	176,276	2,123,513	628,067	634,986
Totaux	**421**	**926,093**	**22,287,270**	**5,544,803**	**5,708,664**

[1] Voir texte qui suit.

Dans les provinces de Québec, Ontario, Manitoba et Colombie Britannique presque toute l'énergie produite est de l'hydroélectricité. En Saskatchewan, toute l'énergie est générée dans des usines thermiques; il y a une usine hydroélectrique en Saskatchewan tout près de la frontière manitobaine, mais toute l'énergie produite est consommée au Manitoba de sorte que les chiffres qui s'y rapportent sont incorporés à ceux des usines de cette dernière province. En Nouvelle-Ecosse environ 36 p.c. de l'énergie provient d'usines thermiques.

Sous-section 4.—Exportations d'énergie électrique

L'exportation de l'énergie électrique se fait subordonnément à la loi sur l'exportation de l'électricité et des fluides, 1907 (6–7 Ed. VII, c. 16). Cette loi est appliquée présentement par le Ministère du Commerce. (Voir cc. 54 et 55, S.R.C., 1927.)

Un permis d'exportation doit être obtenu des Services d'inspection de l'électricité et du gaz du Ministère du Commerce. Ce service a aussi juridiction sur les droits imposés aux exportations depuis le 1er avril 1925. Au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1941 les droits perçus sur les exportations s'élèvent à $560,047 comparativement à $443,783 l'année précédente. Le taux est de 0·03 cents le kWh sur l'énergie électrique exportée, sauf sur certaines exportations. Le tableau 18 fait voir les exportations réelles d'électricité au cours des années civiles 1938 à 1941. Les données contenues dans ce tableau ont été calculées d'après les rapports du directeur du Service de l'inspection de l'électricité et du gaz.

18.—Energie électrique exportée du Canada, 1938-41

Compagnie	1938	1939	1940	1941
	kWh	kWh	kWh	kWh
Commission hydroélectrique d'Ontario	387,249,300	389,926,100	395,620,100	393,750,900
Commission hydroélectrique d'Ontario (surplus)	417,251,923	445,107,609	711,865,644	907,377,373
Canadian Niagara Power Company	371,864,078	383,205,902	323,955,002	350,254,246
Canadian Niagara Power Company (surplus)	35,980,900	42,827,700	15,576,100	8,223,200
Ontario and Minnesota Power Co	18,908,900	28,774,200	23,732,300	30,222,800
Maine and New Brunswick Electric Power Co	17,515,863	19,516,633	21,871,011	23,492,600
British Columbia Electric Railway Co	194,005	198,936	191,400	207,190
Southern Canada Power Co	454,216	451,190	467,238	1,050,134
Cedars Rapids Manufacturing and Power Co	570,817,684	596,526,022	636,726,412	636,930,098
Canadian Cottons, Ltd., Milltown, N.-B.	431,140	760,369	548,460	1,093,680
Fraser Companies, Ltd	4,412,000	3,866,000	3,396,000	5,310,000
Northport Power and Light Co	288,300	284,398	294,494	335,758
Northern B.C. Power Co	29,850	28,750	24,030	23,080
Detroit and Windsor Subway Co	279,600	284,900	273,200	273,700
Commission Electrique du Manitoba	837,600	874,284	1,015,400	996,340
Totaux	**1,826,515,359**	**1,912,632,993**	**2,135,556,791**	**2,359,541,099**

Les exportations d'énergie aux Etats-Unis ont touché un bas niveau en 1933 avec 667,880,000 kWh, mais vers le milieu de cette année les exportations ont augmenté et ont continué ainsi chaque année à l'exception de 1938. Elles s'élèvent à 2,359,541,099 kWh en 1941. Près de 59 p.c. viennent de Niagara Falls, Ont.

Une petite quantité d'énergie (7,705,000 kWh) a été importée des Etats-Unis en 1941. La seule importation d'importance sert à l'opération du tunnel et des cours de chemin de fer à Sarnia, Ont.

En 1940, les usines centrales électriques du Québec ont exporté 3,432,726,634 kWh à d'autres provinces; la production d'énergie par des usines commerciales du Québec pour des usines publiques de l'Ontario constitue une importante caractéristique. L'Ontario a acheté 3,426,338,000 kWh, dont 787,421,000 pour réexportation aux Etats-Unis; le Nouveau-Brunswick a pris le reste. Il y a eu aussi des exportations du nord de l'Ontario au Québec (142,945,970 kWh) en 1940. La Colombie Britannique a aussi exporté une petite quantité (2,372,000 kWh) à l'Alberta.

Section 3.—Evolution de l'outillage en force motrice et utilisation de l'énergie dans l'industrie

Il y a eu une évolution passablement rapide et continue dans l'énergie utilisée dans les industries manufacturières et minières au Canada, à partir des bras de l'homme jusqu'à la machine; il y a eu aussi un fort mouvement dans l'énergie mécanique, particulièrement les derniers trente ou quarante ans, à partir des engins à vapeur jusqu'aux moteurs électriques.

La proportion de capacité des moteurs électriques par rapport à l'énergie globale est de 80·4 p.c. en 1939 contre 60·8 p.c. en 1923, augmentation de plus de 32 p.c. De 1923 à 1939 le nombre d'employés des industries manufacturières augmente de 30 p.c.; mais la capacité de tout l'outillage en force motrice augmente de 136 p.c. et la capacité des moteurs électriques, de 209 p.c. contre une augmentation de seulement 42 p.c. dans les autres classes d'outillage en force motrice.

Cette apparente évolution vers l'énergie électrique est plus amplifiée par la coutume d'installer des moteurs à chaque machine ou groupe de machines avec une capacité globale plus grande qu'il n'aurait fallu si l'on avait employé des machines à vapeur avec courroies et arbres de transmission; mais plusieurs industries emploient l'énergie électrique exclusivement et, bien plus encore, l'emploient presque exclusivement.

Pour chacun des 658,114 employés des industries manufacturières au Canada en 1939 il existe 6·2 h.p. de moteurs électriques et 1·5 h.p. d'autres engins de force motrice.

L'énergie électrique consommée par ces moteurs dans l'accomplissement de leur travail équivaut à environ 42,000,000 d'hommes travaillant 8 heures par jour durant 300 jours.

L'outillage n'est pas mis à pleine contribution et, en dehors de la consommation de kWh des moteurs électriques, il n'existe pas de statistiques sur l'utilisation qui en est faite.

Les détails de l'outillage installé dans les industries manufacturières et minières chaque année de 1929 à 1939, inclusivement, paraissent dans les tableaux **19** et **20.**

19.—Pourcentages de la capacité électrique par rapport au total de l'outillage en force motrice dans les industries manufacturières et minières, 1929-39

NOTA.—Les chiffres n'englobent pas les centrales électriques, mais comprennent l'outillage inactif et de réserve. Les chiffres de 1923-28 se trouvent à la p. 297 de l'Annuaire de 1941.

Année	Total, installations d'outillage en force motrice	Energie électrique	
		Total, capacité des moteurs	P.c. du total
	h.p.	h.p.	p.c.
1929	4,305,909	3,196,804	74·2
1930	4,548,014	3,376,103	74·2
1931	4,620,570	3,510,779	76·0
1932	4,625,002	3,559,516	77·0
1933	4,722,942	3,576,793	75·7
1934	4,850,743	3,781,779	78·0
1935	5,019,958	3,889,366	77·5
1936	5,186,506	4,059,355	78·3
1937	5,562,772	4,411,974	79·3
1938	5,844,666	4,635,423	79·3
1939	6,071,557	4,883,670	80·4

L'augmentation globale de l'outillage en force motrice employé dans toutes les industries manufacturières et minières de 1923 à 1939 est de 3,623,338 h.p., dont 83 p.c. environ pour l'alimentation de moteurs électriques mus par l'énergie achetée des usines centrales. La presque totalité de cette énergie achetée est de l'énergie hydroélectrique. En conséquence, avec l'augmentation des roues et turbines hydrauliques dans les industries, l'énergie hydroélectrique représente plus de 85 p.c. de l'augmentation de l'énergie employée au cours de cette période. Toutefois, dans certaines régions du Canada moins bien pourvues de forces hydrauliques l'énergie primaire y est produite au moyen de machines ou turbines à vapeur. L'usage des moteurs à explosion s'est aussi accru rapidement au cours de la période d'observation. En 1939, comme l'indique le tableau de la page 348, le pourcentage de toutes les installations de force motrice sous ces en-têtes est de 19·6 dont la majeure partie est constituée par des machines et turbines à vapeur. Les turbines et les roues hydrauliques atteignent 13·1 p.c. et les moteurs électriques mus par l'énergie achetée, 67·3 p.c. Durant la période de 1923–39, l'augmentation nette dans l'utilisation des roues hydrauliques s'élève à 29 p.c.; la capacité des usines à vapeur augmente de plus de 38 p.c. au cours de la même période; celle des moteurs à explosion, d'environ 307 p.c.; et celle des moteurs électriques, de plus de 228 p.c.

Dans l'Ile du Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, la Saskatchewan et l'Alberta, l'énergie primaire dérivée des combustibles est un élément important.

De toutes les installations de force motrice dans les industries manufacturières en 1939 (première partie du tableau **20**) on voit que 51 p.c. est utilisé dans la fabrication de produits du bois et du papier; le groupe suivant en importance est celui du fer et ses dérivés qui en absorbe 15 p.c.; les métaux non ferreux viennent en troisième place avec 11 p.c. Ainsi ces trois groupes réunis absorbent 77 p.c. de toutes ces installations.

L'énergie électrique employée dans l'industrie de la pulpe et du papier est beaucoup plus considérable que celle consommée dans toute autre industrie en particulier; elle représente 35 p.c. du total pour toutes les industries manufacturières en 1933 et 41 p.c. en 1939 et l'augmentation de l'électricité comme force motrice dans cette industrie—447,847 h.p. à 1,912,547 h.p.—au cours de la même période constitue l'un des éléments importants de son augmentation en général.

Energie utilisée dans les industries.—En 1939, les industries manufacturières et minières achètent 9,155,128,000 kWh des usines centrales électriques pour éclairage et force motrice, et 9,405,146,000 kWh pour utilisations dans les bouilloires électriques, les fourneaux électriques et les opérations électrochimiques. Elles en produisent en même temps elles-mêmes 2,631,499,000 kWh pour les mêmes usages, ce qui donne une consommation de 21,191,773,000 kWh. Le gros de cette énergie est de l'énergie hydroélectrique et qui ne nécessite pas, par conséquent, l'achat de charbon en dehors du Canada.

20.—Installations de force motrice dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1929-39, avec détails par province et groupe industriel, 1938 et 1939

NOTA.—Les totaux des années 1923-28 sont donnés à la p. 299 de l'Annuaire de 1941.

Année et province ou groupe	Machines et turgines à vapeur	Moteurs à explosion	Turbines et roues hydrauliques	Total	Moteurs électriques mus par énergie achetée	Total, installations de force motrice	Moteurs électriques mus par énergie produite par les établissements faisant rapport	Total, moteurs électriques
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES							
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Totaux, 1929	**762,697**	**60,841**	**645,270**	**1,468,808**	**2,386,840**	**3,855,648**	**495,921**	**2,882,761**
Totaux, 1930	**793,949**	**65,386**	**668,208**	**1,527,743**	**2,511,264**	**4,039,007**	**478,428**	**2,989,692**
Totaux, 1931	**780,487**	**73,376**	**667,546**	**1,521,499**	**2,578,523**	**4,099,932**	**539,430**	**3,117,953**
Totaux, 1932	**735,980**	**68,551**	**653,204**	**1,457,735**	**2,684,923**	**4,142,658**	**510,837**	**3,195,760**
Totaux, 1933	**738,297**	**76,583**	**657,683**	**1,472,563**	**2,662,445**	**4,135,008**	**497,392**	**3,159,837**
Totaux, 1934	**774,494**	**87,120**	**597,675**	**1,459,289**	**2,770,383**	**4,229,672**	**544,714**	**3,315,097**
Totaux, 1935	**774,166**	**88,265**	**603,717**	**1,466,148**	**2,865,340**	**4,331,488**	**512,177**	**3,377,517**
Totaux, 1936	**743,184**	**92,480**	**648,489**	**1,484,153**	**2,977,714**	**4,661,867**	**528,501**	**3,506,215**
Totaux, 1937	**834,703**	**98,233**	**649,557**	**1,582,493**	**3,129,790**	**4,712,282**	**602,955**	**3,732,745**
1938								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	1,318	679	1,210	3,207	772	3,979	2	774
Nouvelle-Ecosse	58,115	6,125	15,733	79,973	104,707	184,680	13,672	118,379
Nouveau-Brunswick	85,672	5,169	28,226	119,067	111,899	230,966	48,418	160,317
Québec	191,818	25,390	320,563	537,771	1,303,120	1,840,891	166,463	1,469,583
Ontario	312,209	49,636	247,042	608,887	1,292,737	1,901,624	299,863	1,592,600
Manitoba	12,246	2,930	25	15,201	141,041	156,242	1,554	142,595
Saskatchewan	11,290	2,556	80	13,926	35,223	49,149	124	35,347
Alberta	25,990	5,043	12	31,045	45,923	76,968	4,254	50,177
Colombie Britannique	132,225	14,117	110,486	256,828	268,381	525,209	125,391	393,772
Yukon	14	Nil	Nil	14	1	15	Nil	1
Totaux, 1938	**830,897**	**111,645**	**723,377**	**1,665,919**	**3,303,804**	**4,969,723**	**659,741**	**3,963,545**
GROUPE INDUSTRIEL								
Substances végétales	56,891	21,714	28,778	107,383	249,550	356,933	31,215	280,765
Produits animaux	27,358	6,547	2,519	36,424	103,475	139,899	2,977	106,452
Produits textiles	24,961	1,105	24,716	50,782	166,299	217,081	34,779	201,078
Produits du bois et du papier	486,430	43,290	597,136	1,126,856	1,402,937	2,529,793	454,936	1,857,873
Fer et ses produits	152,993	27,780	3,872	184,645	566,969	751,614	102,896	669,865
Produits des métaux non ferreux	19,395	557	55,550	75,502	460,469	535,971	12,082	472,551
Produits des métalloïdes	42,312	10,281	31	52,624	206,058	258,682	6,683	212,741
Produits chimiques et dérivés	17,456	287	10,775	28,518	124,049	152,567	11,752	135,801
Industries diverses	3,101	84	[1]	3,185	23,998	27,183	2,421	26,419

[1] Non connu.

20.—Installations de force motrice dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1929-39, avec détails par province et groupe industriel, 1938 et 1939—suite

Année et province ou groupe	Machines et turbines à vapeur	Moteurs à explosion	Turbines et roues hydrauliques	Total	Moteurs électriques mus par énergie achetée	Total, installations de force motrice	Moteurs électriques mus par énergie produite par les établissements faisant rapport	Total, moteurs électriques
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES—fin							
1939	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	1,372	711	1,182	3,265	829	4,094	22	851
Nouvelle-Ecosse	57,127	6,884	15,685	79,696	73,238	152,934	43,161	116,399
Nouveau-Brunswick	85,956	7,128	27,929	121,013	112,232	233,245	44,697	156,929
Québec	188,819	29,172	323,889	541,880	1,342,361	1,884,241	171,321	1,513,682
Ontario	312,504	52,115	247,073	611,692	1,348,017	1,959,709	303,249	1,651,266
Manitoba	11,817	2,941	25	14,783	137,839	152,622	1,466	139,305
Saskatchewan	12,031	3,443	Nil	15,474	41,997	57,471	104	42,101
Alberta	25,784	6,289	12	32,085	47,481	79,566	4,269	51,740
Colombie Britannique	132,377	13,314	115,595	261,286	271,174	532,460	126,161	397,335
Yukon et T. du N.-O.	14	Nil	Nil	14	1	15	Nil	1
Totaux, 1939	**827,801**	**121,997**	**731,390**	**1,681,188**	**3,375,169**	**5,056,357**	**694,450**	**4,069,619**
GROUPE INDUSTRIEL								
Substances végétales	54,357	24,061	27,812	106,230	257,965	364,195	32,008	289,973
Produits animaux	24,862	7,003	2,935	34,800	111,131	145,931	2,267	113,398
Produits textiles	25,055	2,323	24,924	52,302	182,295	234,597	37,838	220,133
Produits du bois et du papier	486,183	47,943	606,551	1,140,677	1,438,786	2,579,463	458,950	1,897,736
Fer et ses produits	153,374	26,617	2,830	182,821	547,773	730,594	124,140	671,913
Produits des métaux non ferreux	19,525	487	55,550	75,562	473,558	549,120	17,014	490,572
Produits des métalloïdes	43,877	12,933	3	56,813	209,983	266,796	8,073	218,056
Produits chimiques et dérivés	17,467	511	10,785	28,763	129,537	158,300	11,563	141,100
Industries diverses	3,101	119	Nil	3,220	24,141	27,361	2,597	26,738
	INDUSTRIES MINIÈRES							
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Totaux, 1929	**142,230**	**27,033**	**42,024**	**211,287**	**238,974**	**450,261**	**75,069**	**314,043**
Totaux, 1930	**139,419**	**31,532**	**40,230**	**211,181**	**297,826**	**509,007**	**88,585**	**386,411**
Totaux, 1931	**136,551**	**32,012**	**38,508**	**207,071**	**313,567**	**520,638**	**79,259**	**392,826**
Totaux, 1932	**128,869**	**28,938**	**37,407**	**195,214**	**287,130**	**482,344**	**76,626**	**363,756**
Totaux, 1933	**136,322**	**37,181**	**44,882**	**218,385**	**369,549**	**587,934**	**47,407**	**416,956**
Totaux, 1934	**136,096**	**49,526**	**35,414**	**221,036**	**400,035**	**621,071**	**66,647**	**466,682**
Totaux, 1935	**133,888**	**53,482**	**63,940**	**251,310**	**437,160**	**688,470**	**74,687**	**511,847**
Totaux, 1936	**126,318**	**69,412**	**54,909**	**250,639**	**474,000**	**724,639**	**79,140**	**553,140**
Totaux, 1937	**144,454**	**85,757**	**42,575**	**272,786**	**577,703**	**850,489**	**101,526**	**679,229**
1938								
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	Nil	Nil	Nil	–	Nil	–	Nil	–
Nouvelle-Ecosse	51,670	6,604	600	58,874	52,127	111,001	16,259	68,386
Nouveau-Brunswick	1,651	1,071	Nil	2,722	1,426	4,148	245	1,671
Québec	2,583	17,365	570	20,518	136,359	156,877	5,095	141,454
Ontario	6,401	26,921	1,150	34,472	246,469	280,941	3,886	250,355
Manitoba	2,478	3,774	1,900	8,152	37,778	45,930	2,278	40,056
Saskatchewan	3,319	4,018	Nil	7,337	19,760	27,097	804	20,564
Alberta	47,251	5,517	"	52,768	34,162	86,930	8,789	42,951
Colombie Britannique	33,104	20,335	39,593	93,032	50,596	143,628	37,052	87,648
Yukon et T. du N.-O.	Nil	4,558	10,000	14,558	3,833	18,391	14,960	18,793
Totaux, 1938	**148,457**	**90,163**	**53,813**	**292,433**	**582,510**	**874,943**	**89,368**	**671,878**
GROUPE								
Métaux	23,694	55,154	40,183	119,031	390,126	509,157	52,506	442,632
Métalloïdes	119,453	23,439	12,295	155,187	161,727	316,914	36,029	197,756
Combustibles	116,682	14,259	12,000	142,941	94,596	237,537	33,542	128,138
Autres métalloïdes	2,771	9,180	295	12,246	67,181	79,377	2,487	69,618
Pierre, sable et gravier	5,310	11,570	1,335	18,215	30,657	48,872	333	31,490

20.—Installations de force motrice dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1929-39, avec détails par province et groupe industriel, 1938 et 1939—fin

Année et province ou groupe	Machines et turbines à vapeur	Moteurs à explosion	Turbines et roues hydrauliques	Total	Moteurs électriques mus par énergie achetée	Total, installations de force motrice	Moteurs électriques mus par énergie produite par les établissements faisant rapport	Total, moteurs électriques
	INDUSTRIES MINIÈRES—fin							
1939	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
PROVINCE								
Ile du Prince-Edouard	Nil	Nil	Nil	–	Nil	–	Nil	–
Nouvelle-Ecosse	*50,537*	*8,423*	*575*	59,535	57,607	*117,142*	11,780	69,387
Nouveau-Brunswick	1,921	1,271	Nil	3,192	2,005	5,197	227	2,232
Québec	2,249	18,823	2,200	23,273	232,807	256,080	6,530	239,337
Ontario	5,779	29,715	3,150	38,644	270,466	309,110	7,172	277,638
Manitoba	1,797	2,865	1,900	6,562	43,134	49,696	2,261	45,395
Saskatchewan	2,255	3,788	3,300	9,343	24,650	33,993	3,856	28,506
Alberta	45,299	6,396	Nil	51,695	31,093	82,788	8,768	39,861
Colombie Britannique	34,013	20,031	36,367	90,411	50,549	140,960	42,452	93,001
Yukon et T. du N.-O.	115	5,119	15,000	20,234	Nil	20,234	18,694	18,694
Totaux, 1939	**143,965**	**96,432**	**62,492**	**302,889**	**712,311**	**1,015,200**	**101,740**	**814,051**
GROUPE								
Métaux	22,937	55,761	48,802	127,500	511,177	638,677	68,286	579,463
Métalloïdes	115,879	26,236	12,295	154,410	167,500	321,910	30,341	197,841
Combustibles	*113,891*	*15,468*	*12,000*	*140,858*	*101,036*	*241,895*	*27,684*	*128,720*
Autres métalloïdes	*2,488*	*10,768*	*295*	*14,551*	*66,464*	*80,015*	*2,657*	*69,121*
Pierre, sable et gravier	5,149	14,435	1,395	20,979	33,634	54,613	3,113	36,747
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET MINIÈRES COMBINÉES							
	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.	h.p.
Totaux, 1929	**904,927**	**87,874**	**687,294**	**1,680,095**	**2,625,814**	**4,305,909**	**570,900**	**3,196,804**
Totaux, 1930	**933,368**	**97,118**	**708,438**	**1,738,924**	**2,809,090**	**4,548,014**	**567,008**	**3,376,103**
Totaux, 1931	**917,038**	**105,388**	**706,054**	**1,728,480**	**2,892,000**	**4,620,570**	**618,689**	**3,510,779**
Totaux, 1932	**864,849**	**97,489**	**690,611**	**1,652,949**	**2,972,053**	**4,615,002**	**587,463**	**3,559,516**
Totaux, 1933	**874,619**	**113,764**	**702,565**	**1,690,948**	**3,031,994**	**4,722,942**	**544,799**	**3,576,793**
Totaux, 1934	**910,590**	**136,646**	**633,089**	**1,680,325**	**3,170,418**	**4,850,743**	**611,331**	**3,781,779**
Totaux, 1935	**908,054**	**141,747**	**667,657**	**1,717,358**	**3,302,500**	**5,019,958**	**586,864**	**3,889,364**
Totaux, 1936	**869,502**	**161,892**	**703,398**	**1,734,792**	**3,451,714**	**5,186,506**	**607,641**	**4,059,355**
Totaux, 1937	**979,157**	**183,900**	**692,132**	**1,855,279**	**3,707,493**	**5,562,772**	**704,481**	**4,411,974**
1938								
Ile du Prince-Edouard	1,318	679	1,210	3,207	772	3,979	2	774
Nouvelle-Ecosse	109,785	12,729	16,333	138,837	156,834	295,681	29,931	186,765
Nouveau-Brunswick	87,323	6,240	28,226	121,789	131,325	235,141	48,663	161,988
Québec	194,401	42,755	321,133	558,289	1,439,479	1,997,768	171,558	1,611,037
Ontario	*318,610*	*76,557*	*248,192*	*643,359*	*1,539,206*	*2,182,565*	*303,749*	*1,842,955*
Manitoba	14,724	6,704	1,925	23,353	178,819	202,172	3,832	182,651
Saskatchewan	14,609	6,574	80	21,263	54,983	76,246	928	55,911
Alberta	73,241	10,560	12	83,813	80,085	163,898	13,043	93,128
Colombie Britannique	165,329	34,452	150,079	349,860	318,977	668,837	162,443	481,420
Yukon et T. du N.-O.	14	4,558	10,000	14,572	3,834	18,406	14,960	18,794
Totaux, 1938	**979,354**	**201,808**	**777,190**	**1,958,352**	**3,886,314**	**5,844,666**	**749,109**	**4,635,423**
1939								
Ile du Prince-Edouard	1,372	711	1,182	3,265	829	4,094	22	851
Nouvelle-Ecosse	107,664	15,307	16,260	139,231	130,845	270,076	54,941	185,786
Nouveau-Brunswick	87,877	8,399	27,929	124,205	114,237	238,442	44,924	159,161
Québec	191,068	47,996	326,089	565,143	1,575,168	2,140,321	177,851	1,753,019
Ontario	318,283	81,830	250,223	650,336	1,618,483	2,268,819	310,421	1,928,904
Manitoba	13,614	5,806	1,925	21,345	180,973	202,318	3,727	184,700
Saskatchewan	14,286	7,231	3,300	24,817	66,647	91,464	3,960	70,607
Alberta	71,083	12,685	12	83,780	78,574	162,354	13,037	91,611
Colombie Britannique	166,390	33,345	151,962	351,697	321,723	673,420	168,613	490,336
Yukon et T. du N.-O.	129	5,119	15,000	20,248	1	20,249	18,694	18,695
Totaux, 1939	**971,766**	**218,429**	**793,882**	**1,984,077**	**4,087,480**	**6,071,557**	**796,190**	**4,883,670**

Section 4.—Energie produite par le combustible

Utilisation industrielle du combustible.—Le combustible est généralement utilisé dans le domaine industriel pour la production d'énergie au moyen de machines à vapeur et de moteurs à explosion. Il est aussi employé pour chauffer les établissements et procurer la chaleur nécessaire à quelques transformations manufacturières. Les plus importantes industries où la chaleur est appliquée aux matières premières pour faciliter ou accomplir la transformation désirée sont les fonderies et les ateliers de machineries, les briqueteries, les tuileries, les fours à chaux, les cimenteries, les raffineries de pétrole, les verreries, les distilleries, les établissements de préparations alimentaires, d'articles en caoutchouc, etc. Le combustible employé pour fins de chauffage et d'énergie est compris dans les chiffres du tableau **21**. Les chiffres du tableau n'englobent pas les combustibles qui constituent les matières premières à transformer, comme le charbon dans les industries du coke et du gaz et le pétrole brut dans l'industrie du raffinage. L'électricité employée dans les opérations métallurgiques, comme dans l'affinage électrolytique des métaux non ferreux, est également exclue.

La valeur du combustible consommé dans les industries manufacturières et minières en 1939 augmente de 6 p.c. par rapport à 1938. Les besoins de l'Ontario représentent 48·9 p.c. du total; ceux du Québec, 25·5 p.c.; ceux de la Colombie Britannique, 7·2 p.c.; et ceux de la Nouvelle-Ecosse, 6·3 p.c.

Le groupe des produits métalloïdiques absorbe 20·6 p.c. du combustible consommé par les industries manufacturières; celui des produits du bois et du papier, 17·9 p.c.; du fer et dérivés, 16·8 p.c.; des produits des métaux non ferreux, 16·5 p.c.; et des substances végétales, 12·1 p.c.

21.—Combustible utilisé dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1929-39, avec détails par province et groupe industriel, 1938 et 1939

NOTA.—Comprend le combustible de chauffage mais non le combustible utilisé comme matière première. Les totaux de 1922-28 se trouvent à la p. 302 de l'Annuaire de 1941.

Année et province	Charbon	Coke	Huiles combustibles[1]	Bois	Gaz	Autre combustible[1]	Total
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES						
	$	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1929	**40,334,254**	**2,332,823**	**7,926,574**	**2,604,803**	**6,125,954**	**1,239,563**	**60,563 971**
Totaux, 1930	**34,584,983**	**1,906,858**	**7,287,460**	**2,222,243**	**5,895,325**	**1,163,440**	**53,060,301**
Totaux, 1931	**28,786,767**	**1,784,288**	**5,545,743**	**1,720,700**	**4,930,991**	**1,152,203**	**43,920,692**
Totaux, 1932	**21,938,349**	**1,592,015**	**4,684,042**	**1,483,066**	**4,692,700**	**974,884**	**35,365,056**
Totaux, 1933	**19,897,798**	**1,574,426**	**4,606,527**	**1,635,689**	**4,827,310**	**981,591**	**33,523,342**
Totaux, 1934	**23,140,344**	**1,670,877**	**5,182,216**	**1,456,553**	**5,734,229**	**1,519,086**	**38,727,305**
Totaux, 1935	**23,988,177**	**1,921,138**	**5,981,169**	**1,419,130**	**5,707,589**	**1,773,040**	**40,790,243**
Totaux, 1936	**26,584,200**	**1,883,025**	**6,381,311**	**1,421,076**	**6,583,603**	**1,962,450**	**44,815,665**
Totaux, 1937	**33,916,705**	**5,169,524**	**8,580,369**	**1,636,098**	**7,404,919**	**2,867,421**	**59,575,036**
1938							
PROVINCE							
Ile du Prince-Edouard	21,429	3,308	3,217	8,878	Nil	5,778	42,610
Nouvelle-Ecosse	1,222,193	88,622	440,197	28,567	680,950	53,350	2,513,879
Nouveau-Brunswick	1,397,519	20,746	64,835	76,612	19,051	107,669	1,686,432
Québec	8,028,447	309,402	2,731,787	603,160	1,883,545	636,371	14,192,712
Ontario	16,152,094	3,383,204	3,351,293	497,831	3,829,483	1,125,809	28,339,714
Manitoba	1,141,646	24,929	187,499	145,266	157,883	65,213	1,722,436
Saskatchewan	349,278	3,652	324,978	62,475	133,021	42,861	916,265
Alberta	384,731	12,202	103,808	25,883	436,268	50,231	1,013,123
Colombie Britannique et Yukon	921,932	647,759	895,814	166,269	241,703	715,740	3,589,217
Totaux, 1938	**29,619,269**	**4,493,824**	**8,103,428**	**1,614,941**	**7,381,904**	**2,803,022**	**54,016,388**

[1] Y compris la gazoline et le kérosène.

21.—Combustible utilisé dans les industries manufacturières et minières du Canada 1929-39, avec détails par province et groupe industriel, 1938 et 1939—suite

Année et province ou groupe	Charbon	Coke	Huiles combustibles[1]	Bois	Gaz	Autre combustible[1]	Total
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES—fin						
1938	$	$	$	$	$	$	$
GROUPE INDUSTRIEL							
Substances végétales	3,822,541	403,274	668,560	446,177	712,912	527,766	6,581,230
Produits animaux	2,202,730	23,272	256,166	507,365	150,588	236,085	3,376,206
Textiles et tissus	2,548,908	6,399	320,306	31,962	54,279	86,217	3,048,071
Produits du bois et du papier	7,023,505	15,402	592,301	153,226	162,838	1,227,177	9,174,449
Fer et ses produits	4,366,802	288,866	2,219,278	43,948	2,056,704	205,053	9,180,651
Produits des métaux non ferreux	4,795,843	2,819,414	1,326,854	73,359	187,029	44,331	9,246,830
Produits des métalloïdes	3,112,756	881,279	2,540,663	323,596	3,983,515	363,949	11,205,758
Produits chimiques et dérivés	1,574,264	51,804	161,572	31,802	36,974	109,322	1,965,738
Industries diverses	171,920	4,114	17,728	3,506	37,065	3,122	237,455
1939							
PROVINCE							
Ile du Prince-Edouard	21,869	2,597	3,186	8,608	Nil	6,584	42,844
Nouvelle-Ecosse	1,339,380	137,814	381,532	23,054	762,077	71,173	2,715,030
Nouveau-Brunswick	1,668,299	15,844	69,636	86,030	19,635	99,621	1,959,065
Québec	8,708,284	340,315	2,975,331	604,039	1,890,513	608,460	15,126,942
Ontario	16,403,145	3,693,658	3,655,099	493,966	4,162,211	1,356,160	29,764,239
Manitoba	1,146,863	23,337	196,457	139,941	139,087	67,472	1,713,157
Saskatchewan	420,949	10,615	315,692	62,519	133,831	34,843	978,449
Alberta	419,011	11,011	56,656	22,555	551,408	51,218	1,111,859
Colombie Britannique et Yukon	889,414	635,684	903,237	120,513	233,130	857,731	3,639,809
Yukon et Terr. du N.-Ouest	5,597	Nil	3,492	894	Nil	1,754	11,737
Totaux, 1939	**31,022,811**	**4,870,875**	**8,560,418**	**1,562,119**	**7,891,892**	**3,155,016**	**57,063,131**
GROUPE INDUSTRIEL							
Substances végétales	4,035,694	413,316	687,764	426,313	757,589	562,051	6,882,727
Produits animaux	2,204,781	25,229	249,388	524,225	158,981	309,426	3,472,030
Textiles et tissus	2,845,043	4,688	324,194	32,877	62,654	117,292	3,386,748
Produits du bois et du papier	7,526,552	20,307	944,547	151,530	167,146	1,422,614	10,232,696
Fer et ses produits	4,489,291	309,187	2,370,030	44,006	2,192,398	201,112	9,606,024
Produits des métaux non ferreux	5,007,855	2,773,535	1,320,141	43,855	196,916	43,138	9,385,440
Produits des métalloïdes	3,128,838	1,263,809	2,482,546	300,477	4,214,376	321,393	11,771,439
Produits chimiques et dérivés	1,609,144	56,360	160,953	35,083	41,746	160,698	2,063,984
Industries diverses	175,613	4,444	20,855	3,753	40,086	17,292	262,043
	INDUSTRIES MINIÈRES[2]						
	$	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1929	**5,025,556**	**41,500**	**474,037**	**376,381**	**214,216**	**284,924**	**6,416,614**
Totaux, 1930	**4,317,209**	**33,969**	**587,153**	**157,064**	**231,859**	**298,980**	**5,626,234**
Totaux, 1931	**3,230,598**	**12,906**	**485,531**	**150,001**	**273,269**	**211,134**	**4,363,439**
Totaux, 1932	**2,705,396**	**13,831**	**374,594**	**192,113**	**126,605**	**172,522**	**3,585,061**
Totaux, 1933	**2,614,885**	**6,948**	**366,584**	**250,628**	**156,903**	**221,154**	**3,617,102**
Totaux, 1934	**2,989,478**	**9,833**	**611,978**	**484,044**	**187,989**	**318,497**	**4,601,819**
Totaux, 1935	**2,977,569**	**12,726**	**631,883**	**544,460**	**194,183**	**327,224**	**4,688,045**
Totaux, 1936	**3,234,692**	**9,232**	**1,158,742**	**674,498**	**228,304**	**416,181**	**5,721,649**
Totaux, 1937	**3,648,370**	**15,352**	**1,623,004**	**794,171**	**471,103**	**623,435**	**7,175,435**
1938							
Ile du Prince-Edouard	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	—
Nouvelle-Ecosse	1,109,909	"	34,576	5,853	9,992	22,400	1,182,730
Nouveau-Brunswick	34,251	"	145	345	15,020	1,569	51,330
Québec	604,364	765	234,585	149,190	Nil	121,532	1,110,436
Ontario	568,873	1,851	386,929	211,064	48,528	228,808	1,446,053
Manitoba	50,092	1,824	77,484	28,506	Nil	41,930	199,836
Saskatchewan	87,629	214	119,203	33,015	217	43,086	283,364
Alberta	323,670	Nil	14,512	3,497	268,989	12,993	623,721
Colombie Britannique	533,731	1,331	366,637	51,303	Nil	66,974	1,019,976
Yukon et Terr. du N.-Ouest	2,819	970	259,695	70,588	335	75,478	409,885
Totaux, 1938	**3,315,338**	**6,955**	**1,493,826**	**553,361**	**343,081**	**614,770**	**6,327,331**

[1] Y compris la gazoline et le kérosène. [2] Non compris le combustible utilisé dans les opérations métallurgiques.

21.—Combustible utilisé dans les industries manufacturières et minières du Canada, 1929-39, avec détails par province et groupe industriel, 1938 et 1939—fin

Année et province	Charbon	Coke	Huiles combustibles[1]	Bois	Gaz	Autre combustible[1]	Total
	INDUSTRIES MINIÈRES—fin						
1939	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	–
Nouvelle-Ecosse	1,186,601	475	34,066	16,576	18,063	43,483	1,299,264
Nouveau-Brunswick	38,552	Nil	705	246	17,555	4,293	61,351
Québec	700,267	1,115	237,370	118,666	Nil	122,511	1,179,929
Ontario	571,517	33,506	463,614	196,041	65,028	216,223	1,545,929
Manitoba	51,679	1,956	69,909	22,494	Nil	36,825	182,863
Saskatchewan	85,755	213	96,523	18,936	226	32,425	234,078
Alberta	347,154	Nil	16,053	3,262	631,806	13,672	1,011,947
Colombie Britannique	487,045	676	344,661	38,131	Nil	68,395	938,908
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	2,798	600	302,069	91,698	"	55,411	452,606
Totaux, 1939	**3,471,368**	**38,541**	**1,564,970**	**506,050**	**732,678**	**593,268**	**6,906,875**
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET MINIÈRES COMBINÉES[2]						
	$	$	$	$	$	$	$
Totaux, 1929	**45,359,810**	**2,374,323**	**8,400,611**	**2,981,184**	**6,340,170**	**1,524,487**	**66,980,585**
Totaux, 1930	**38,902,192**	**1,940,819**	**7,874,613**	**2,379,307**	**6,127,184**	**1,462,420**	**58,686,535**
Totaux, 1931	**32,017,365**	**1,797,194**	**6,031,274**	**1,870,701**	**5,204,260**	**1,363,337**	**48,284,131**
Totaux, 1932	**24,643,745**	**1,605,846**	**5,058,636**	**1,675,179**	**4,819,305**	**1,147,406**	**38,950,117**
Totaux, 1933	**22,512,684**	**1,581,374**	**4,973,111**	**1,886,317**	**4,984,213**	**1,202,745**	**37,140,444**
Totaux, 1934	**26,12-,822**	**1,680,710**	**5,794,194**	**1,934,597**	**5,922,218**	**1,867,583**	**43,329,124**
Totaux, 1935	**26,965,746**	**1,933,864**	**6,613,052**	**1,963,590**	**5,901,772**	**2,100,264**	**45,478,288**
Totaux, 1936	**29,818,892**	**1,892,257**	**7,540,053**	**2,095,574**	**6,811,907**	**2,378,631**	**50,537,314**
Totaux, 1937	**37,565,075**	**5,184,876**	**10,203,373**	**2,430,269**	**7,876,022**	**3,490,856**	**66,750,471**
1938							
Ile du Prince-Edouard	21,429	3,308	3,217	8,878	Nil	5,778	42,610
Nouvelle-Ecosse	2,332,102	88,622	497,169	34,420	690,942	53,354	3,696,609
Nouveau-Brunswick	1,431,770	20,746	66,549	76,954	34,071	107,669	1,737,762
Québec	8,632,811	310,167	3,087,761	752,350	1,883,545	636,514	15,303,148
Ontario	16,720,964	3,385,055	3,967,030	708,895	3,848,011	1,125,809	29,785,767
Manitoba	1,191,738	26,753	306,333	173,772	157,883	65,793	1,922,272
Saskatchewan	436,907	3,866	486,982	95,490	133,238	43,146	1,199,629
Alberta	708,401	12,202	131,373	29,380	705,257	50,231	1,636,844
Colombie Britannique	1,449,304	649,090	1,328,699	217,182	241,113	715,481	4,600,869
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	91,178	970	335,858	70,978	925	300	418,209
Totaux, 1938	**32,934,607**	**4,500,779**	**10,210,971**	**2,168,302**	**7,724,985**	**2,804,075**	**60,343,719**
1939							
Ile du Prince-Edouard	21,869	2,597	3,186	8,608	Nil	6,584	42,844
Nouvelle-Ecosse	2,525,981	138,289	415,598	39,630	780,140	114,656	4,014,294
Nouveau-Brunswick	1,706,851	15,844	70,341	86,246	37,190	103,914	2,020,416
Québec	9,408,551	341,430	3,212,701	722,705	1,890,513	730,941	16,306,871
Ontario	16,944,662	3,727,164	4,118,713	690,004	4,227,239	1,572,383	31,310,168
Manitoba	1,198,542	25,293	266,366	162,435	139,087	104,297	1,896,020
Saskatchewan	506,704	10,828	412,215	81,455	134,054	67,268	1,212,527
Alberta	766,165	11,011	72,709	25,814	1,183,214	64,890	2,123,806
Colombie Britannique	1,376,459	636,360	1,247,998	158,644	233,130	926,126	4,578,717
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	8,395	600	305,561	92,592	Nil	57,195	464,343
Totaux, 1939	**34,494,179**	**4,909,416**	**10,125,388**	**2,068,169**	**8,624,570**	**3,748,284**	**63,970,006**

[1] Y compris la gasoline et le kérosène.

[2] Non compris le combustible utilisé dans les opérations métallurgiques.

CHAPITRE XIV.—MANUFACTURES

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Analyses générales sur l'industrie manufacturière dans le Dominion	353
Section 1. Expansion des industries manufacturières au Canada	353
Article spécial: Influence de la guerre actuelle sur les manufactures	359
Section 2. Valeur et volume des produits manufacturiers	370
Section 3. Production par groupe industriel et par industrie	372
Sous-section 1. Manufactures groupées selon la matière principale du produit	373
Sous-section 2. Manufactures classifiées selon l'usage du produit fini	380
Sous-section 3. Etablissements manufacturiers classifiés selon l'origine des matières premières	382
Sous-section 4. Principales industries manufacturières	384
Section 4. Principaux éléments de la production manufacturière	387
Sous-section 1. Capitaux engagés dans les industries manufacturières	387
Sous-section 2. Emploiement dans l'industrie manufacturière	388
Sous-section 3. Salaires et gages dans les industries manufacturières	396
Sous-section 4. Importance des établissements manufacturiers	403
Partie II.—Distribution provinciale et locale de la production manufacturière	406
Section 1. Les manufactures des Provinces Maritimes, 1939	408
Section 2. Les manufactures du Québec, 1939	409
Section 3. Les manufactures de l'Ontario, 1939	411
Section 4. Les manufactures des Provinces des Prairies, 1939	412
Section 5. Les manufactures de la Colombie Britannique, 1939	414
Section 6. Industries manufacturières dans les cités et villes	415

Ce chapitre traitant des industries manufacturières au Canada se divise en deux parties principales. La partie I contient des analyses générales sur les manufactures du Dominion. La première section de cette partie est un exposé historique de l'évolution des manufactures. Malheureusement les statistiques n'y sont pas entièrement comparables pendant toute la période indiquée. De 1870 à 1915 ces statistiques ne sont relevées que lors des recensements décennaux et quinquennaux, et il existe en conséquence des variations considérables dans les données recueillies. Le recensement annuel des manufactures, tel que connu aujourd'hui, date de 1917 et, malgré les changements apportés périodiquement aux renseignements obtenus, toutes les revisions majeures remontent jusqu'à l'année de base, de sorte que les données exposés ici sont raisonnablement comparables.

Il a été jugé nécessaire cette année d'incorporer à cette première partie un exposé des divers contrôles que le Gouvernement a jugé opportun d'exercer sur les industries manufacturières en général comme partie de l'effort général de guerre. Ces contrôles ont profondément modifié l'utilisation des facilités manufacturières du pays en les mettant sur un pied de guerre. Avec le temps, les changements qui s'imposent deviendront encore plus nombreux que ceux qui ont déjà été effectués. Leur exposé s'arrête ici au mois de mars 1942.

La partie II du chapitre traite de la distribution provinciale et locale de la production manufacturière. Elle est conçue de manière à donner au curieux des choses manufacturières au Canada des tableaux plus détaillés de la distribution locale des industries particulières. Naturellement, les exposés statistiques plus concis de la partie I recèlent une foule de détails qui n'ont que peu de signification dans des études locales.

PARTIE I.—ANALYSES GÉNÉRALES SUR L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE DANS LE DOMINION

Section 1.—Expansion des industries manufacturières au Canada

Cette section illustre l'expansion de l'industrie manufacturière en général, ainsi que le révèlent les principales statistiques comparables suivantes: établissements, capitaux, employés, salaires et gages, coût des matières premières et valeur des produits. Le tableau **4** offre d'autres comparaisons utiles et le tableau **5** donne des chiffres sur la consommation. Les tableaux **6** et **7** établissent des comparaisons quant au volume.

1.—Résumé statistique rétrospectif de l'industrie manufacturière au Canada, 1870-1939

NOTA.—Les statistiques des établissements de récupération des métaux non ferreux ont été incluses dans celles des manufactures pour la première fois en 1925.

Année	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
(Tous établissements indépendamment du nombre d'employés)							
1870	41,259	77,964,020	187,942	40,851,009	124,907,846	96,709,927	221,617,773
1880	49,722	165,302,623	254,935	59,429,002	179,918,593	129,757,475	309,676,068
1890	75,964	353,213,000	369,595	100,415,350	250,759 292	219,088,594	469,847,886
(Etablissements occupant cinq employés ou plus)							
1890	14,065	[2]	272,033	79,234,311	[2]	[2]	368,696,723
1900	14,650	446,916,487	339,173	113,249,350	266,527,858	214,525,517	481,053,375
1910	19,218	1,247,583,609	515,203	241,008,416	601,509,018	564,466,621	1,165,975,639
1915	15,593	1,958,705,230	[2]	283,311,505	791,943,433	589,603,792	1,381,547,225
(Tous établissements indépendamment du nombre d'employés)[3]							
1917	21,845	2,333,991,229	606,523	497,801,844	1,539,678,811	1,281,131,980	2,820,810,791
1918	21,777	2,518,197,329	602,179	567,991,171	1,827,631,548	1,399,794,849	3,227,426,397
1919	22,083	2,670,559,435	594,066	601,715,668	1,779,056,765	1,442,400,638	3,221,457,403
1920	22,532	2,923,667,011	598,893	717,493,876	2,085,271,649	1,621,273,348	3,706,544,997
1921	20,848	2,697,858,073	438,555	497,399,761	1,365,292,885	1,123,694,263	2,488,987,148
1922	21,016	2,667,493,290	456,256	489,397,230	1,272,651,585	1,103,266,106	2,375,917,691
1923	21,089	2,788,051,630	506,203	549,529,631	1,456,595,367	1,206,332,107	2,662,927,474
1924	20,709	2,895,317,508	487,610	534,467,675	1,422,573,946	1,075,458,459	2,570,561,931
1925[3]	20,981	3,065,730,916	522,924	569,944,442	1,571,788,252	1,167,936,726	2,816,864,958
1926[3]	21,301	3,208,071,197	559,161	625,282,242	1,712,519,991	1,305,168,549	3,100,604,637
1927[3]	21,501	3,454,825,529	595,052	662,705,332	1,741,128,711	1,427,649,292	3,257,214,876
1928[3]	21,973	3,804,062,566	631,429	721,471,634	1,894,027,188	1,597,887,676	3,582,345,302
1929[3]	22,216	4,004,892,009	666,531	777,291,217	2,029,670,813	1,755,386,937	3,883,446,116
1930[3]	22,618	4,041,030,475	614,696	697,555,378	1,664,787,763	1,522,737,125	3,280,236,603
1931	23,083	3,705,701,893	528,640	587,566,990	1,221,911,982	1,252,017,248	2,555,126,448
1932	23,102	3,380,475,509	468,833	473,601,716	954,381,097	955,960,724	1,980,471,543
1933	23,780	3,279,259,838	468,658	436,247,824	967,788,928	919,671,181	1,954,075,785
1934	24,209	3,249,348,864	519,812	503,851,055	1,229,513,621	1,087,301,742	2,393,692,729
1935	24,034	3,216,403,127	556,664	559,467,777	1,419,146,217	1,153,485,104	2,653,911,209
1936	24,202	3,271,263,531	594,359	612,071,434	1,624,213,996	1,289,592,672	3,002,403,814
1937	24,834	3,465,227,831	660,451	721,727,037	2,006,926,787	1,508,924,867	3,625,459,500
1938	25,200	3,485,683,018	642,016	705,668,589	1,807,478,028	1,428,286,778	3,337,681,366
1939	24,805	3,647,024,449	658,114	737,811,153	1,836,159,375	1,531,051,901	3,474,783,528
1940	25,513	4,095,716,836	762,244	920,872,865	2,449,721,903	1,942,471,238	4,529,173,316

[1] En vertu d'une résolution adoptée à la Conférence des Statisticiens du Commonwealth Britannique, en 1935, la valeur nette de production doit être calculée en soustrayant le coût des matières premières, plus le combustible et l'électricité de la valeur brute des produits. Les chiffres de 1924 et des années postérieures ont donc été revisés conformément à cette résolution. Les calculs ne peuvent remonter plus haut que 1924, les statistiques du coût de l'électricité n'existant pas antérieurement à cette date. [2] Non donné.
[3] Un changement apporté à la méthode de calculer le nombre d'employés à gages les années 1925 à 1930 inclusivement l'a quelque peu augmenté comparativement à celui que l'ancienne méthode eût donné. En 1931, toutefois, la méthode en vigueur antérieurement à 1925 a été réadoptée. Les chiffres de 1931 et des années qui suivent sont donc comparables avec ceux de 1924 et des années antérieures.

2.—Relevé statistique de l'industrie manufacturière, par province, années représentatives, 1918-39

NOTA.—Avec la publication du présent tableau et de ceux des Annuaires de 1940 et 1941, les chiffres revisés remontent maintenant jusqu'à 1917.

Année et province	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1918							
Ile du P.-Ed.	378	2,182,875	1,208	639,959	3,351,786	1,644,656	4,996,442
Nouv.-Ecosse	1,303	122,216,795	23,357	20,099,233	89,620,959	56,259,558	145,880,517
N.-Brunswick	870	69,045,823	18,072	13,050,555	33,174,173	31,203,985	64,378,158
Québec	7,162	693,281,230	186,346	159,687,886	454,044,637	403,719,310	857,763,947
Ontario	9,201	1,2/9,147,377	300,169	294,777,323	9/3,748,121	732,009,676	1,705,757,797
Manitoba	723	80,588,342	19,231	18,800,009	88,400,855	42,181,337	130,582,192
Saskatchewan	495	29,088,455	5,781	6,123,878	28,316,760	14,034,456	42,351,216
Alberta	555	45,187,457	7,751	8,078,776	53,073,897	22,080,742	75,154,639
C.B. et Yukon	1,090	197,458,975	40,264	46,733,552	103,900,360	96,661,129	200,561,489
Canada, 1918	**21,777**	**2,518,197,329**	**602,179**	**567,991,171**	**1,827,631,548**	**1,399,794,849**	**3,227,426,397**
1919							
Ile du Pr.-Ed.	392	2,096,399	-1,248	759,298	4,002,376	2,133,547	6,135,923
Nouv.-Ecosse	1,336	120,737,724	22,853	19,534,783	71,036,656	55,034,541	126,071,197
N.-Brunswick	897	83,228,879	21,863	17,394,691	51,605,779	42,335,796	93,941,575
Québec	7,355	774,791,428	182,051	168,722,652	496,311,095	420,229,905	916,541,000
Ontario	9,102	1,320,375,165	284,122	296,584,740	893,443,931	702,963,690	1,596,407,621
Manitoba	722	83,953,014	20,939	23,447,874	83,832,438	47,088,587	130,921,025
Saskatchewan	542	22,880,652	6,653	8,051,370	32,071,331	16,820,406	48,891,737
Alberta	580	46,656,140	10,020	12,004,149	52,769,620	30,777,109	83,546,729
C.B. et Yukon	1,157	215,840,034	44,407	55,216,111	93,983,539	125,017,057	219,000,596
Canada, 1919	**22,083**	**2,670,559,435**	**594,066**	**601,715,6681**	**,779,056,765**	**1,442,400,638**	**3,221,457,403.**
1921							
Ile du P.-Ed.	327	1,793,728	849	484,641	2,515,277	1,240,837	3,756,114
Nouv.-Ecosse	1,146	99,601,483	13,934	13,768,640	41,062,884	34,266,944	75,329,828
N.-Brunswick	822	94,463,068	12,028	10,294,112	32,117,067	21,633,563	53,750,630
Québec	6,970	812,886,759	142,638	147,021,956	389,710,618	339,833,668	729,544,286
Ontario	8,704	1,391,847,807	221,095	264,194,059	704,155,863	585,525,485	1,289,681,348
Manitoba	703	70,760,303	13,527	18,161,360	60,475,218	41,174,719	101,649,937
Saskatchewan	485	22,126,625	3,707	4,811,990	25,536,863	12,166,778	37,703,641
Alberta	592	42,098,130	7,379	8,913,388	33,799,006	22,372,921	56,171,927
C.B. et Yukon	1,099	162,280,170	23,398	29,749,615	75,920,089	65,479,348	141,399,437
Canada, 1921	**20,848**	**2,697,858,073**	**438,555**	**497,399,761**	**1,365,292,885**	**1,123,694,263**	**2,488,987,148**
1923							
Ile du P.-Ed.	356	2,315,351	2,713	596,970	2,766,092	1,572,321	4,338,413
Nouv.-Ecosse	1,118	98,768,457	16,523	12,546,907	50,068,648	29,063,554	79,132,202
N.-Brunswick	816	75,756,155	15,778	12,443,238	40,150,457	28,104,573	68,255,030
Québec	6,916	844,249,173	158,997	159,610,469	392,547,189	387,727,625	780,2/4,814
Ontario	8,862	1,465,957,964	254,451	297,869,595	771,987,592	620,699,388	1,392,686,980
Manitoba	718	67,643,556	13,573	16,843,795	55,793,037	36,505,303	92,298,340
Saskatchewan	509	21,326,318	3,400	4,505,193	19,259,341	11,778,897	31,038,238
Alberta	607	47,106,381	7,796	9,427,256	31,497,897	18,739,150	50,237,047
C.B. et Yukon	1,178	164,928,275	32,972	35,686,208	92,525,114	72,141,296	164,666,410
Canada, 1923	**21,080**	**2,788,051,630**	**506,203**	**549,529,631**	**1,456,595,367**	**1,206,332,107**	**2,662,927,474**
1924							
Ile du Pr.-Ed.	301	2,110,061	2,231	514,073	2,276,669	1,225,193	3,567,768
Nouv.-Ecosse	1,093	99,258,368	15,472	10,926,146	38,877,706	19,774,117	61,895,215
N.-Brunswick	790	78,391,584	15,331	12,343,428	40,456,260	23,317,705	65,536,395
Québec	6,635	876,890,062	156,745	157,502,936	381,634,721	338,584,142	743,182,726
Ontario	8,002	1,497,533,68/	243,086	284,036,510	745,076,120	554,447,635	,336,431,997
Manitoba	694	72,970,452	13,195	16,671,136	58,564,906	35,762,084	96,105,907
Saskatchewan	508	21,444,965	3,498	4,732,215	22,068,023	9,972,076	33,054,660
Alberta	631	52,352,940	7,187	9,464,670	38,957,953	20,823,186	61,078,561
C.B. et Yukon	1,255	194,365,389	30,865	38,276,561	94,661,588	71,552,321	169,708,702
Canada, 1924	**20,709**	**2,895,317,508**	**487,610**	**534,467,675**	**1,422,573,946**	**1,075,458,459**	**2,570,561,931**

[1] Voir renvoi 1, tableau 1.

2.—Relevé statistique de l'industrie manufacturière, par province, années représentatives, 1918-39—fin

Année et province	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1925[2]							
Ile du P.-Ed.	307	2,036,802	2,273	534,226	2,799,116	1,271,424	4,140,570
Nouv.-Ecosse	1,100	105,000,713	15,895	11,373,329	37,791,522	20,929,603	62,079,367
N.-Brunswick	804	81,190,349	16,808	13,974,968	44,834,754	24,631,170	71,404,997
Québec	6,761	905,520,201	162,729	164,017,139	409,462,139	352,943,817	785,747,369
Ontario	8,845	1,563,048,124	253,223	294,995,314	817,821,648	605,732,465	1,461,567,131
Manitoba	712	83,736,792	18,566	23,324,488	71,160,890	44,510,850	117,786,898
Saskatchewan	502	22,366,684	3,735	4,928,493	24,271,775	11,568,609	36,733,711
Alberta	636	54,068,407	8,354	10,502,655	45,695,773	23,666,725	70,674,076
C.B. et Yukon	1,314	248,762,844	41,341	46,293,830	117,950,635	82,682,603	206,730,839
Canada, 1925	**20,981**	**3,065,730,916**	**522,924**	**569,944,442**	**1,571,788,252**	**1,167,936,726**	**2,816,864,958**
1929[2]							
Ile du P.-Ed.	263	2,646,354	2,074	727,286	2,862,725	1,466,446	4,408,608
Nouv.-Ecosse	1,094	118,951,398	19,986	16,905,885	50,725,562	25,676,421	89,787,548
N.-Brunswick	803	91,376,948	17,952	15,127,716	39,800,366	26,640,786	68,145,012
Québec	6,948	1,246,208,650	206,580	225,226,808	537,270,055	537,796,395	1,108,592,775
Ontario	9,348	1,986,736,556	328,533	406,622,627	1,056,530,202	916,971,816	2,020,492,433
Manitoba	861	121,363,898	24,012	31,224,596	87,832,324	63,925,015	155,266,294
Saskatchewan	594	43,925,797	7,025	9,105,597	51,003,566	23,002,952	75,368,605
Alberta	736	81,875,952	12,216	14,585,734	62,500,175	36,824,969	100,966,196
C.B. et Yukon	1,569	311,806,456	48,153	57,764,968	141,145,838	113,082,137	260,418,645
Canada, 1929	**22,216**	**4,004,892,009**	**666,531**	**777,291,217**	**2,029,670,813**	**1,755,386,937**	**3,883,446,116**
1938							
Ile du Pr.-Ed.	229	2,652,783	1,041	582,725	2,379,543	1,131,902	3,570,667
Nouv.-Ecosse	1,102	91,393,782	16,810	15,570,669	39,703,367	31,375,251	74,860,605
N.-Brunswick	826	81,965,576	13,967	13,177,238	31,578,262	23,865,877	58,570,952
Québec	8,655	1,146,235,084	214,397	213,390,084	518,430,815	428,614,079	983,123,599
Ontario	9,883	1,676,896,175	311,274	362,351,277	909 958,721	757,620,632	1,712,496,421
Manitoba	1,072	114,367,743	23,507	27,195,923	80,447,740	48,308,248	131,770,280
Saskatchewan	678	38,364,021	6,123	6,988,061	43,437,556	16,143,335	61,027,853
Alberta	970	69,192,348	12,684	14,367,789	54,345,594	30,755,626	86,675,500
C.B. et Yukon	1,785	264,615,506	42,213	52,044,823	127,196,430	90,471,828	225,585,489
Canada, 1938	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**1,428,286,778**	**3,337,681,366**
1939							
Ile du P.-Ed.	222	2,682,900	1,088	617,945	2,239,117	1,243,979	3,543,681
Nouv.-Ecosse	1,083	101,954,082	17,627	16,651,685	43,332,195	35,885,563	83,139,572
N.-Brunswick	803	91,171,323	14,501	13,659,162	35,617,614	27,041,195	66,058,151
Québec	8,373	1,182,538,441	220,321	223,757,767	536,823,039	470,385,279	1,045,757,585
Ontario	9,824	1,762,571,669	318,871	378,376,209	907,011,461	791,428,569	1,745,674,707
Manitoba	1,087	119,659,365	23,910	28,444,798	82,408,293	48,810,544	134,293,595
Saskatchewan	737	37,654,095	6,475	7,346,127	38,782,135	20,283,273	60,650,589
Alberta	961	73,284,225	12,712	14,977,700	53,151,149	32,618,153	87,474,080
Col. Britannique	1,710	274,969,502	42,554	53,881,995	136,655,872	103,263,292	247,948,600
Yukon et T.N.-O.	5	538,847	55	97,776	138,500	92,054	242,968
Canada, 1939	**24,805**	**3,647,024,449**	**658,114**	**737,811,153**	**1,836,159,375**	**1,531,051,901**	**3,474,783,528**
1940							
Ile du P.-Ed.	219	2,940,818	1,057	645,800	2,518,233	1,270,233	3,856,544
Nouv.-Ecosse	1,155	111,652,959	21,062	21,519,617	62,160,537	46,548,446	113,814,650
N.-Brunswick	777	93,108,166	16,859	17,639,789	46,939,404	38,253,475	89,281,008
Québec	8,381	1,345,927,911	252,492	277,639,876	713,132,575	595,552,909	1,357,375,776
Ontario	10,040	1,988,461,940	372,643	479,399,188	1,236,738,529	1,004,529,583	2,302,014,654
Manitoba	1,171	132,978,496	26,679	31,940,562	101,693,250	62,352,698	167,919,165
Saskatchewan	814	40,698,082	7,415	8,412,580	48,654,473	25,857,683	76,284,332
Alberta	1,068	78,440,506	14,191	16,824,993	67,429,671	37,747,215	107,313,964
Col. Britannique	1,879	300,841,677	49,768	66,727,184	170,357,991	130,206,263	311,046,478
Yukon et T.N.-O.	9	666,281	78	123,276	97,240	152,733	266,745
Canada, 1940	**25,513**	**4,095,716,836**	**762,244**	**920,872,865**	**2,449,721,903**	**1,942,471,238**	**4,529,173,316**

[1] Voir renvoi 1, tableau 1. [2] Voir renvoi 3, tableau 1.

3.—Résumé statistique de l'industrie manufacturière, par groupe industriel, années représentatives, 1918-39

NOTA.—Avec la publication du présent tableau et de ceux des Annuaires de 1940 et 1941, les chiffres revisés remontent maintenant jusqu'à 1917.

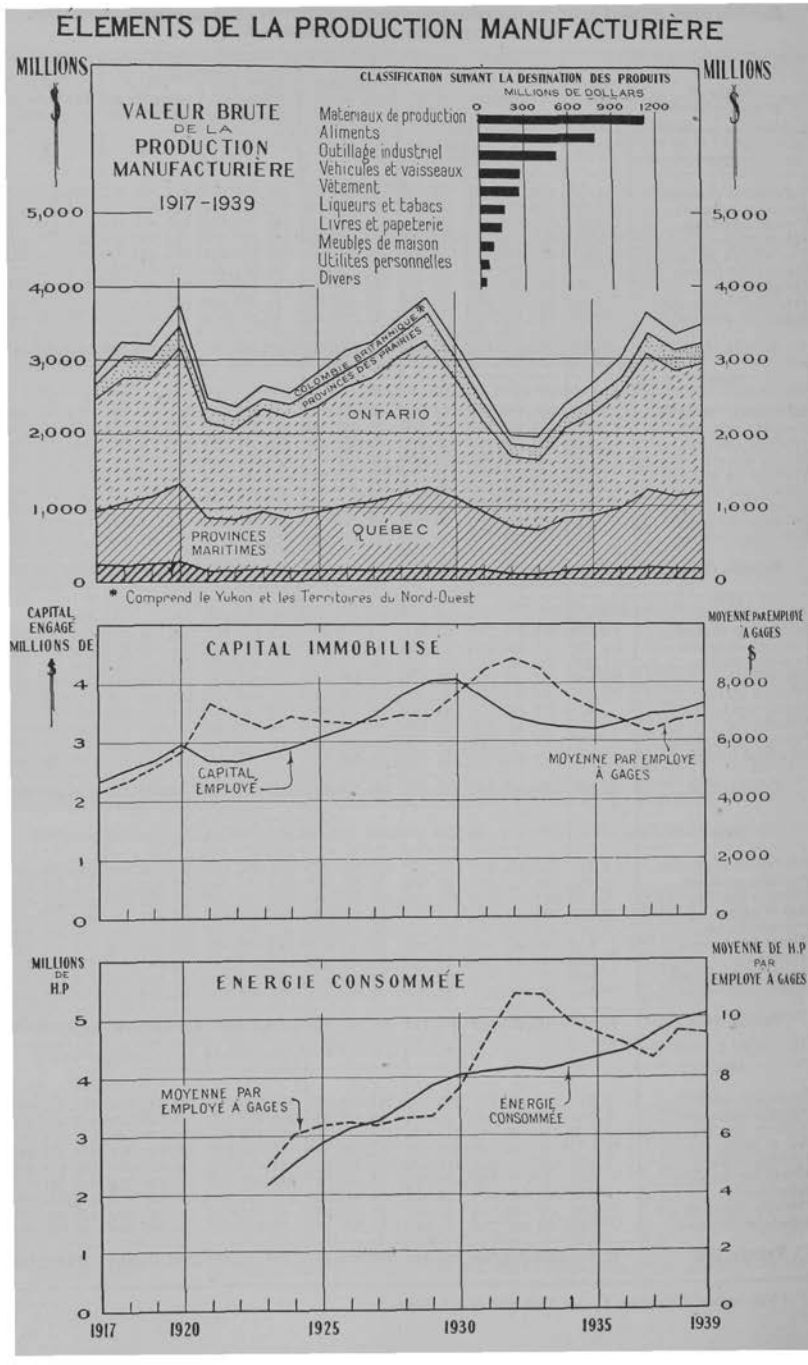
Année et groupe industriel	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
Substances végétales...	4,129	314,629,473	64,568	50,886,721	412,023,865	191,191,076	603,214,941
Produits animaux.....	5,493	225,949,731	51,085	40,970,545	348,773,348	131,220,539	479,993,887
Produits textiles.....	1,082	226,806,601	76,356	51,089,510	181,249,000	131,180,442	312,429,442
Bois et papier.....	7,291	600,407,959	150,881	130,490,339	168,469,831	282,443,611	450,913,442
Produits du fer.....	1,515	709,456,546	157,090	184,651,454	431,242,142	399,618,689	830,860,831
Métaux non ferreux.....	286	78,075,726	17,741	17,635,814	40,988,990	38,406,413	79,395,403
Métalloïdes.....	959	164,294,728	19,569	19,399,128	54,330,735	53,610,186	107,940,921
Produits chimiques....	534	162,912,627	56,391	66,741,341	178,227,423	157,923,196	336,150,619
Industries diverses.....	488	35,663,938	8,498	6,126,319	12,326,214	14,200,697	26,526,911
Totaux, 1918.....	**21,777**	**2,518,197,329**	**602,179**	**567,991,171**	**1,827,631,548**	**1,399,794,849**	**3,227,426,397**
1919							
Substances végétales...	4,284	343,216,664	71,779	64,091,748	501,272,700	203,766,191	705,038,891
Produits animaux.....	5,433	242,003,094	54,372	50,709,455	401,105,903	142,322,561	543,428,464
Produits textiles.....	1,163	249,905,911	90,094	64,401,512	211,709,646	153,858,347	365,567,993
Bois et papier.....	7,636	708,976,150	166,711	157,743,241	216,043,405	360,295,440	576,338,845
Produits du fer.....	1,619	701,880,628	155,432	195,182,364	288,021,922	408,666,978	696,688,900
Métaux non ferreux.....	311	80,288,911	17,108	18,338,421	33,393,739	38,113,823	71,507,562
Métalloïdes.....	728	194,906,306	20,853	23,897,290	61,383,040	59,130,071	120,513,111
Produits chimiques....	406	106,110,959	14,719	15,255,350	45,399,060	49,168,100	94,567,160
Industries diverses.....	503	43,210,812	12,998	12,096,287	20,727,350	27,079,127	47,806,477
Totaux, 1919.....	**33,083**	**2,670,559,435**	**594,066**	**601,715,668**	**1,779,056,765**	**1,442,400,638**	**3,221,457,403**
1921							
Substances végétales...	4,266	369,182,140	63,341	64,942,876	367,730,542	211,018,047	578,748,589
Produits animaux.....	5,051	200,697,527	45,726	48,124,667	267,878,165	111,534,101	379,412,266
Produits textiles.....	1,098	252,659,493	69,572	65,170,585	162,538,309	128,960,460	291,498,769
Bois et papier.....	7,164	778,021,085	111,819	131,786,829	204,755,459	284,691,379	489,446,838
Produits du fer.....	1,190	630,236,284	84,856	110,144,806	206,682,625	207,273,292	413,955,917
Métaux non ferreux.....	344	104,079,490	17,936	22,692,784	31,439,989	41,149,894	72,589,883
Métalloïdes.....	755	201,404,583	22,213	26,562,672	64,172,933	66,708,575	133,881,508
Produits chimiques....	468	118,382,642	12,571	16,192,457	43,108,870	45,495,135	88,604,005
Industries diverses.....	513	43,194,829	10,521	11,881,085	16,985,993	23,863,380	40,849,373
Totaux, 1921.....	**20,848**	**2,697,858,073**	**438,555**	**497,399,761**	**1,365,292,885**	**1,123,694,263**	**2,488,987,148**
1923							
Substances végétales...	4,722	394,040,688	67,119	69,285,157	340,462,482	213,620,636	554,083,118
Produits animaux.....	5,078	207,000,471	61,517	52,870,124	273,995,639	110,090,176	384,085,815
Produits textiles.....	1,212	272,449,467	84,700	74,087,846	174,620,799	144,266,713	318,887,512
Bois et papier.....	6,889	803,436,989	128,952	147,912,152	237,813,647	320,272,046	558,085,693
Produits du fer.....	1,047	594,632,132	93,333	122,336,775	261,118,739	220,487,417	481,606,156
Métaux non ferreux.....	333	106,644,467	21,409	25,015,665	42,775,264	45,424,062	88,199,326
Métalloïdes.....	796	235,203,833	23,254	27,437,060	66,630,352	70,936,776	137,567,128
Produits chimiques....	475	126,537,481	15,149	18,433,679	42,917,918	56,781,178	99,699,096
Industries diverses.....	528	48,106,102	10,770	12,151,173	16,260,527	24,453,103	40,713,630
Totaux, 1923.....	**21,080**	**2,788,051,630**	**506,203**	**549,529,631**	**1,456,595,367**	**1,206,332,107**	**2,662,927,474**
1924							
Substances végétales...	4,710	424,308,414	67,726	72,445,876	367,567,194	215,559,162	592,299,960
Produits animaux.....	4,816	208,466,666	57,779	53,270,202	269,993,396	105,291,078	379,777,322
Produits textiles.....	1,263	283,735,083	82,189	70,454,963	177,332,689	124,656,347	305,778,131
Bois et papier.....	6,895	878,659,050	127,527	148,526,018	245,818,455	279,211,283	546,389,987
Produits du fer.....	1,050	584,012,415	84,860	108,424,141	204,029,786	175,459,427	392,125,346
Métaux non ferreux.....	341	114,354,971	21,670	26,118,839	42,255,294	49,162,926	93,223,373
Métalloïdes.....	799	226,227,309	22,643	27,752,174	59,758,885	57,043,681	132,219,445
Produits chimiques....	457	126,495,685	13,796	17,074,529	40,695,068	50,456,886	94,472,404
Industries diverses.....	378	49,057,915	9,420	10,400,933	15,083,169	18,617,669	34,275,563
Totaux, 1924.....	**20,709**	**2,895,317,508**	**487,610**	**534 467,675**	**1,422,573,946**	**1,075,458,459**	**2,570,561,931**

[1] Voir renvoi 1, tableau 1.

3.—Résumé statistique de l'industrie manufacturière, par groupe industriel, années représentatives, 1918-39—fin

Année et groupe industriel	Etablissements	Capitaux	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur nette de la production[1]	Valeur brute de la production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1925[2]							
Substances végétales	4,871	450,164,095	73,719	74,645,911	407,761,450	221,583,787	639,088,788
Produits animaux	4,892	210,015,438	63,675	55,285,458	315,914,684	111,390,971	431,778,163
Produits textiles	1,297	289,918,431	86,493	74,259,166	190,805,507	126,877,241	321,610,202
Bois et papier	6,641	906,188,085	127,759	148,416,833	246,248,010	289,110,593	556,761,105
Produits du fer	1,123	622,054,076	97,511	125,871,738	215,549,046	206,140,632	433,984,965
Métaux non ferreux	378	181,600,227	27,735	35,713,903	74,068,260	78,002,251	159,770,026
Métalloïdes	878	226,150,494	22,784	28,043,405	62,202,189	61,416,020	137,371,068
Produits chimiques	510	126,483,348	13,951	17,469,157	42,855,116	53,264,120	99,392,753
Industries diverses	391	50,156,722	9,297	10,238,871	16,383,990	20,151,111	37,107,888
Totaux, 1925	**20,981**	**3,065,730,916**	**522,924**	**569 944,442**	**1,571,788,252**	**1,167,936,726**	**2,816,864 958**
1929[2]							
Substances végétales	5,350	581,820,861	91,032	95,853,121	431,595,751	341,688,938	783,706,883
Produits animaux	4,490	243,825,065	67,670	62,081,423	345,351,882	127,929,857	477,761,855
Produits textiles	1,534	360,762,584	103,881	94,969,433	217,954,088	180,469,064	403,205,809
Bois et papier	7,392	1,151,463,962	164,572	192,088,948	313,797,201	381,485,477	724,972,308
Produits du fer	1,224	826,062,942	142,772	203,740,658	405,818,468	367,465,582	790,726,338
Métaux non ferreux	408	298,721,106	39,867	54,501,806	124,900,632	150,415,215	283,545,666
Métalloïdes	843	316,692,818	29,257	38,958,390	112,573,103	99,065,847	229,774,300
Produits chimiques	554	165,886,912	16,694	22,639,449	55,184,337	78,785,911	138,545,221
Industries diverses	421	59,654,759	10,786	12,457,989	22,495,351	28,081,046	51,207,736
Totaux, 1929	**22,216**	**4,004,892,009**	**666,531**	**777,291,217**	**2,029,670,813**	**1,755,386,937**	**3,883,446 116**
1938							
Substances végétales	6,076	531,073,166	95,541	98,750,708	370,466,550	267,471,208	648,159,901
Produits animaux	4,389	227,300,762	66,660	64,752,517	317,907,853	118,950,278	442,198,408
Produits textiles	1,927	307,299,840	115,745	99,275,365	180,050,478	159,978,801	346,215,005
Bois et papier	8,684	951,092,969	141,974	158,873,650	227,707,841	277,002,267	533,210,257
Produits du fer	1,391	657,304,274	121,235	154,459,640	272,544,238	261,639,134	548,801,929
Métaux non ferreux	521	327,463,534	44,440	58,010,696	252,624,911	164,692,324	434,699,676
Métalloïdes	856	283,268,960	22,799	29,774,927	108,574,069	74,967,075	197,620,490
Produits chimiques	790	161,266,586	21,896	29,570,517	60,714,102	80,506,965	146,139,312
Industries diverses	566	39,612,927	11,726	12,200,569	16,887,986	23,078,726	40,636,388
Totaux, 1938	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478 028**	**1,428,286,778**	**3,337,681 366**
1939							
Substances végétales	5,872	539,446,225	99,447	104,248,785	356,726,153	292,129,840	659,624,014
Produits animaux	4,362	250,335,831	69,358	68,231,871	333,647,306	122,821,410	461,983,262
Produits textiles	1,630	347,248,927	121,022	107,117,035	203,618,197	181,927,898	392,657,759
Bois et papier	8,538	960,804,672	144,782	165,287,455	246,292,820	303,662,441	579,892,183
Produits du fer	1,394	697,893,720	121,041	158,559,728	262,292,781	275,774,796	553,468,880
Métaux non ferreux	526	346,489,890	44,563	59,684,858	242,063,177	155,808,806	416,060,459
Métalloïdes	809	290,865,285	23,026	30,067,934	107,979,292	85,511,631	208,166,781
Produits chimiques	808	172,459,365	22,595	31,567,558	65,230,839	89,046,832	159,536,984
Industries diverses	566	41,480,534	12,280	13,045,929	18,308,810	24,368,247	43,393,206
Totaux, 1939	**24,805**	**3,647,024,449**	**658,114**	**737,811,153**	**1,836,159,375**	**1,531,051,901**	**3,474,783,528**
1940							
Substances végétales	5,861	586,790,195	103,634	111,915,850	430,120,335	295,582,069	738,432,443
Produits animaux	4,250	261,794,531	73,666	75,226,038	398,487,114	141,233,679	546,336,264
Produits textiles	1,958	394,493,058	138,973	133,136,316	298,656,288	240,338,903	547,451,110
Bois et papier	9,276	1,021,849,742	160,868	193,765,595	315,995,317	396,891,501	750,631,337
Produits du fer	1,433	837,382,032	164,325	242,737,569	454,479,763	429,461,950	906,103,055
Métaux non ferreux	545	425,766,853	54,317	75,655,811	307,808,225	210,352,784	540,781,367
Métalloïdes	804	309,092,155	25,415	34,897,235	139,312,380	97,693,069	255,624,328
Produits chimiques	804	213,610,510	27,682	38,640,990	83,534,474	104,121,900	193,890,338
Industries diverses	582	44,937,760	13,364	14,897,461	22,328,007	26,795,383	49,923,074
Totaux, 1940	**25,513**	**4,095,716,836**	**762,244**	**920,872,865**	**2,449,721,903**	**1,942,471,238**	**4,529,173,316**

[1] Voir renvoi 1, tableau 1. [2] Voir renvoi 3, tableau 1.


ÉLÉMENTS DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE
MILLIONS $
VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE
1917-1939
CLASSIFICATION SUIVANT LA DESTINATION DES PRODUITS
MILLIONS DE DOLLARS
0 300 600 900 1200
Matériaux de production
Aliments
Outillage industriel
Véhicules et vaisseaux
Vêtement
Liqueurs et tabacs
Livres et papeterie
Meubles de maison
Utilités personnelles
Divers
COLOMBIE BRITANNIQUE *
PROVINCES DES PRAIRIES
ONTARIO
QUÉBEC
PROVINCES MARITIMES
5,000
4,000
3,000
2,000
1,000
0
* Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest
CAPITAL ENGAGÉ MILLIONS DE $
CAPITAL IMMOBILISÉ
CAPITAL EMPLOYÉ
MOYENNE PAR EMPLOYÉ À GAGES
MOYENNE PAR EMPLOYÉ À GAGES $
8,000
6,000
4,000
2,000
0
MILLIONS DE H.P
ÉNERGIE CONSOMMÉE
MOYENNE PAR EMPLOYÉ À GAGES
ÉNERGIE CONSOMMÉE
MOYENNE DE H.P PAR EMPLOYÉ À GAGES
10
8
6
4
2
0
1917
1920
1925
1930
1935
1939

Expansion des manufactures avant 1939.—L'Annuaire de 1941, pp. 307–308, donne un résumé des progrès des manufactures canadiennes depuis 1870. Ce résumé fait voir l'influence de la première guerre mondiale sur ces progrès, de même que les répercussions de la période de prospérité d'après-guerre, laquelle s'est terminée en 1929, et de la dépression qui suivit à compter de 1930. Certains aspects des diverses tendances sont exposés plus en détail dans des éditions antérieures de l'Annuaire.

INFLUENCE DE LA GUERRE ACTUELLE SUR LES MANUFACTURES*

Tout comme lors de la première guerre mondiale, l'industrie canadienne progresse par bonds et par sauts depuis le début des hostilités en septembre 1939. Plusieurs nouvelles industries ont surgi et un grand nombre d'autres, engagées jusque-là dans la production de marchandises pour fins civiles, ont passé à la production de choses essentielles à la guerre. Il y a toutefois cette grande différence: s'il ne fut pas question du contrôle d'Etat sur l'industrie canadienne en 1914–18, l'expérience acquise durant la période inflatoire qui suit la guerre et qui persiste jusqu'en 1929, et au cours de la dépression de 1930 et des années subséquentes, fournit les fondements d'un système de mesures de contrôle qui se resserre à mesure que la guerre avance tant en ce qui concerne les agents de production que la consommation de denrées et de matériaux de toutes catégories.

La revue qui va suivre se divise en deux parties: (1) une description de ces mesures de contrôle, et (2) un résumé de la production des principales munitions de guerre. Cette disposition fait voir jusqu'à un certain point dans quelles proportions ont été réduites à date la production et la consommation de denrées pour fins civiles. Elle révèle un peu aussi la manière dont les capacités productives de l'industrie canadienne ont été adaptées à la production des outils essentiels de guerre.

Agences et mesures de contrôle

Les paragraphes suivants décrivent les mesures importantes de contrôle en ce qu'elles affectent certaines des denrées industrielles les plus importantes jusqu'au 1er mars 1942.

Fer et acier.—Avant la guerre, le Canada pouvait produire 1,800,000 tonnes longues d'acier par année. Depuis lors, cette capacité a augmenté jusqu'à 3,000,000 de tonnes par année à la fin du premier trimestre de 1942. Malgré cette imposante augmentation, les besoins d'acier en 1942 seront encore de beaucoup plus grands que la production canadienne. Une partie de cette déficience, du moins dans les catégories les plus essentielles, pourra être compensée par des importations des Etats-Unis, mais il est évident que la situation exige une conservation plus étroite des réserves existantes.

Comme première mesure pour conserver l'acier, le Contrôleur de l'Acier (qui relève, comme les contrôleurs de toutes les autres denrées, du Ministère des Munitions et Approvisionnements) a établi des classifications non officielles de préférence. Cette mesure a permis aux industries essentielles de se procurer de l'acier. Par la suite cependant, la rareté devint si aiguë qu'en août 1941 les aciéries furent requises de ne plus livrer l'acier sous certaines formes qu'aux industries essentielles de guerre (avec quelques exceptions évidentes) sans l'autorisation du Contrôleur de l'Acier. Le contrôle fut resserré par la stipulation que le régime des lamineries soit soumis à l'approbation du contrôleur. En décembre 1941, l'emploi de l'acier de charpente

* Cette matière a été tirée principalement des données fournies par le Ministère des Munitions et Approvisionnements et finalement mise au point par H. Carl Goldenberg, directeur général conjoint de la branche de l'Economique et de la Statistique de ce ministère.

neuf ou de seconde main dans la construction, les réservoirs, les ponts, etc., est soumis à l'approbation conditionnelle du contrôleur. Au nombre des autres mesures il y a la standardisation des formes d'acier de charpente et leur réduction en nombre de 267 à 70.

L'emploi de la fonte en gueuse a été étroitement limité. Le 9 juin 1941, toutes les commandes de fonte en gueuse furent résiliées et depuis cette date doivent être soumises au Contrôleur de l'Acier pour approbation sur une base de préférence. Des prix maximums ont été fixés pour les diverses qualités de déchets d'acier et de fer afin de régulariser leur mouvement vers les centres consommateurs.

En dehors des opérations du Contrôleur de l'Acier, l'emploi de l'acier pour fins civiles a aussi été limité par le Contrôleur de la Construction (voir p. 421), le Contrôleur des Machines-Outils, le Contrôleur des Véhicules-moteur et le Contrôleur des Approvisionnements (voir plus bas).

Métaux non ferreux.—Un exposé des mesures de contrôle d'Etat sur les métaux non ferreux et leurs produits paraît aux pp. 282-284, chapitre XII, du présent ouvrage.

Véhicules-moteur.—L'une des plus vastes et des plus importantes industries canadiennes dont la production a été convertie en matériel de guerre est celle de l'automobile.

En utilisant, à la base de la formule de restriction, la valeur en dollars américains, la production de voitures de tourisme pour fins civiles domestiques a été, au cours des neuf premiers mois de 1941, réduite en réalité à 80 p.c. de la production de la période correspondante de 1940 sur la même base. Subséquemment, en août, sur la base d'une formule semblable, la production de 1942 a été réduite à 50 p.c. de celle de 1941, ce qui équivaut à 44 p.c. de la production de 1940.

Toutefois, de bonne heure en janvier 1942, le contingentement antérieurement annoncé pour cette année fut remplacé par un autre beaucoup plus rigide: l'interdiction totale de la fabrication de voitures de tourisme pour fins civiles dès que les quantités de pièces déjà fabriquées auront été absorbées. En conséquence, la production pour fins civiles domestiques cessa entièrement à la fin de mars ou au commencement d'avril. La production de voitures de tourisme pour vente au Canada ces dernières années est la suivante: 1940 (aucune restriction directe), 94,633; 1941 (chiffre approximatif), 81,700; 1942 (chiffre approximatif), 7,900.

Sur le nombre de voitures devant être fabriquées en 1942 avec des pièces produites antérieurement, le Contrôleur des Véhicules-moteur en a mis un certain nombre en 'banque' pour les besoins d'urgence. Les véhicules de cette réserve seront subséquemment remis en circulation par le Contrôleur selon la stricte nécessité.

En ce qui concerne les camions, la production domestique pour fins civiles des six derniers mois de 1941 a été, d'après une entente avec les manufacturiers, limitée à 80 p.c. de celle de la première moitié de l'année. Les contingentements de production de camions pour fins civiles domestiques établis pour 1942 limitent la fabrication de camions de moins de 10,000 livres brutes à 50 p.c. de la production de 1941. La production de camions de 10,000 livres ou plus, estimation brute, sera la même qu'en 1941.

Gazoline et huile combustible.—Un exposé du contrôle d'Etat sur la gazoline et les huiles combustibles en temps de guerre paraît aux pp. 284-286, chapitre des Mines et Minéraux, du présent ouvrage.

Produits chimiques.—En général, tous les produits chimiques fabriqués au Canada, aussi bien que ceux qui, avant la guerre, étaient importés en assez bonnes quantités des Etats-Unis ou du Royaume-Uni, sont maintenant plus rares. Le

glycol éthylénique, les solvants pour vernis, etc., tombent dans la dernière catégorie. La formaldéhyde, le goudron de houille aussi bien que toutes les matières utilisées dans l'industrie plastique sont rares. Le toluol est rationné depuis quelque temps en raison de la demande pour explosifs et aucun manufacturier civil n'en peut obtenir pour d'autres fins que la guerre. La glycérine est rare aussi et les hostilités en Extrême-Orient compromettent les approvisionnements d'huiles végétales qui sont les principales matières premières servant à la fabrication de cet important produit.

Partout où il a été possible de le faire, des mesures ont été prises pour augmenter la production domestique de produits chimiques essentiels, tandis qu'au moyen d'ordonnances et d'accords volontaires l'emploi de tels produits pour fins civiles a été limité. De bonne heure en 1942, des mesures ont éte prises pour contrôler la vente et la distribution de l'alcool dénaturé. En raison de la demande de résine de bakélite pour la fabrication des obus, la gamme des couleurs des composés servant à la fabrication des moulages de bakélite a été réduite de 600 couleurs et teintes à 15, afin de pouvoir faire un usage plus rationnel des facilités limitées des installations. Les articles ainsi frappés comprennent les boutons, les articles de nouveauté, les fournitures de pupitre et de bureau ainsi qu'une grande variété d'articles plastiques semblables.

Afin de mettre le chlore à la disposition des industries de guerre, dont les besoins augmentent sans cesse, l'usage de ce produit comme agent de blanchiement dans l'industrie de la pulpe a été restreint. La consommation et le commerce de la glycérine raffinée ou brute, sauf pour la fabrication des explosifs, ont été limités en 1942 à 40 p.c. de la quantité employée ou entrée dans le commerce en 1940. L'emploi de la glycérine comme antigel ou pour la fabrication d'antigel est interdit, aussi bien que dans la fabrication de tout produit où il est possible de lui trouver un succédané. Les vernis et les enduits pour aéroplanes et autres sont classés comme "produits chimiques" et sujets à la juridiction du Contrôleur des Produits Chimiques.

Machines-outils.—Avant la guerre, le Canada dépendait presque entièrement des Etats-Unis pour ses machines-outils. La production industrielle dans les deux pays, étant en relation étroite, exigeait un outillage passablement semblable, comme par exemple l'industrie de l'automobile. L'expansion industrielle gigantesque déterminée par la guerre, la production de munitions pour l'Angleterre d'après des dessins qui nécessitaient souvent un outillage différent, et la rareté courante de machines-outils aux Etats-Unis ont forcé l'industrie canadienne à en augmenter considérablement la production. Bien que la production de machines-outils ait augmenté d'environ 800 p.c., il faut encore en importer des Etats-Unis les quatre cinquièmes de ce dont nous avons besoin.

Le Contrôleur des Machines-outils est revêtu des pouvoirs très vastes d'acheter, acquérir, distribuer, vendre, échanger des machines-outils et en général d'en faire le commerce. Les achats de machines-outils pour le programme de guerre sont financés par le Gouvernement et effectués par l'entremise d'une compagnie de la Couronne désignée sous le nom de Citadel Merchandising Company. Aux fins de conserver ces machines aussi bien que les métaux, dès novembre 1940, la production de nouveaux modèles de réfrigérateurs, de poêles, de fournaises, de lessiveuses, de dactylotypes et accessoires semblables exigeant un réusinage considérable a été interdite.

Articles durables de consommation.—Le contrôle des réfrigérateurs, lessiveuses, radios, poêles, aspirateurs et d'une longue liste d'articles durables de fabrication métallique a été placé sous la juridiction du Contrôleur des Approvisionnements.

A compter du 1er janvier 1942, le contingentement de production de lessiveuses et de réfrigérateurs est de nouveau abaissé à 60 p.c. de la production mensuelle moyenne de 1940 au lieu de 75 p.c. lors d'une première réduction; les poêles et les aspirateurs restent à 75 p.c. de la production de 1940. En ce qui concerne les radios, une première ordonnance, en octobre 1941, demandant des contingentements de production pour fins civiles, a été remplacée par des restrictions beaucoup plus sévères en raison de la demande croissante de guerre pour les matériaux qui entrent dans ces appareils. Depuis le 31 janvier 1942, la fabrication pour fins civiles, sans la permission du Contrôleur, est entièrement prohibée.

La production d'un grand nombre d'articles dans lesquels entre du métal, sauf un assemblage limité à même les stocks existants de pièces, est interdite depuis le 1er janvier 1942.

Les articles ainsi atteints comprennent les jouets métalliques, certains accessoires de bureau et de ménage, certaines pièces de mobilier, les cercueils, les valises et certains accessoires électriques de ménage. Une autre liste, basée sur le contenu de métal, a été limitée à 70 p.c. de la moyenne mensuelle du poids des métaux ainsi employés en 1940. Ceci comprend les sommiers élastiques et les meubles rembourrés, les lits métalliques, les classeurs, les tablettes, les coffres-forts, les cases, etc. Au commencement de 1942, la production des fers à repasser électriques, des grille-pain et des éventails électriques de ménage est limitée en 1942 à un contingentement de 50 p.c. de la production de 1940.

Caoutchouc.—La conservation du caoutchouc au Canada se divise naturellement en deux phases. Avant que la guerre actuelle se fût propagée au Pacifique, les quantités de caoutchouc à la disposition des fabricants pour fins civiles furent réduites graduellement suivant une échelle mobile calculée en pourcentage de la moyenne des besoins civils au cours des douze mois terminés le 31 mai 1941. La réduction ainsi échelonnée commença par 10 p.c. en octobre 1941; une nouvelle réduction de 5 p.c. fut imposée le mois suivant, de sorte qu'en février 1942 la contraction estimative de l'emploi de caoutchouc pour fins civiles atteignait 30 p.c. Dès que la guerre éclata sur le Pacifique, toutefois, des mesures encore plus sévères furent invoquées pour conserver le caoutchouc.

Comme première mesure temporaire, le Contrôleur des Approvisionnements, immobilisa, le 12 décembre 1941, tous les stocks de bandages et de chambres à air entre les mains des marchands, et le lendemain, suspendit la transformation du caoutchouc brut en général pour fins autres que la défense ou les munitions. En même temps, le Contrôleur des Véhicules-moteur prohiba l'usage de bandages et de chambres à air de rechange comme accessoires sur les automobiles neufs.

Subséquemment, le Contrôleur des Approvisionnements émit une ordonnance le 5 janvier 1941 réglementant la vente des nouveaux bandages et des nouvelles chambres à air. En vertu de cette ordonnance, la vente au public en général est entièrement prohibée et ne peut être faite qu'à une liste très limitée d'ayants droit représentant les services essentiels et qui, par surcroît, doivent posséder un permis et remettre en échange un bandage ou une chambre à air usagés, selon le cas, contre lesquels aucun remboursement ou paiement n'est fait. Sauf pour les établissements des catégories essentielles, l'achat et la vente des bandages usagés et surmoulés et des chambres à air usagées sont sujets à des restrictions à peu près semblables et il est du devoir tant de l'acheteur que du vendeur de veiller à ce que ces conditions de vente soient respectées.

De même, le 1er mars 1942, la libération du caoutchouc pour la transformation manufacturière fut permise sur une base restreinte dans le cas d'une liste limitée à

l'extrême d'usages nettement essentiels. Une ordonnance plus récente, datée du 23 mars 1942, interdit la fabrication de centaines d'articles pour usage civil dans lesquels il entre du caoutchouc récupéré. Ainsi, le caoutchouc brut et récupéré sont tous les deux interdits dans la fabrication de tous articles servant à des fins civiles, sauf quelques-uns qui sont considérés comme absolument nécessaires à la santé et à l'industrie du pays.

La Compagnie Fairmont Limitée, corporation d'Etat, a été fondée en octobre 1940 pour s'occuper du commerce du caoutchouc. Cette compagnie est le seul organisme acheteur de caoutchouc brut pour tous les besoins du Canada. Toutes les libérations de caoutchouc brut se font sous la direction du Contrôleur des Approvisionnements et aucun achat ne peut être fait d'une autre source que la Compagnie Fairmont.

Textiles.—En août 1941, tous les stocks privés de soie brute furent immobilisés et placés sous le contrôle du Ministère des Munitions et Approvisionnements, et la Compagnie Plateau Limitée, corporation d'Etat, fut désignée comme seule intermédiaire dans les opérations. Cette mesure a remplacé les mesures antérieures de réduction en ce qui concerne la production et la vente de la soie et de la bonneterie de soie. La soie déjà moulinée (tordue en fils) est exempte de l'immobilisation et peut être transformée en articles finis. Le moulinage et toutes les opérations antérieures ont cessé sauf pour les commandes de guerre. Le 26 août 1941, la soie a été placée sous la juriditcion du Contrôleur des Approvisionnements et, le 22 septembre 1941, tous les stocks de soie au Canada ont été livrés à la Compagnie Plateau. Le Contrôleur ne libère la soie que pour commandes de guerre. La seule exception à ces mesures est la soie en balles déjà ouvertes à la date de l'acquisition des stocks par la Compagnie Plateau, laquelle soie a été distribuée à l'industrie sur une base *pro rata.*

Au cours de la première année de la guerre, la laine métisse a été très rare. Tous les stocks disponibles ont été placés sous le contrôle de l'Administrateur de la laine et, après que les contrats de guerre eurent été remplis et les besoins essentiels satisfaits, tels par exemple les feutres de papetiers, il n'en resta que très peu pour la consommation civile ordinaire. Plus tard, les stocks de laine métisse devinrent plus abondants, mais l'administrateur garda le contrôle de sa distribution selon l'intérêt national. Un organisme connu sous le nom de Commission Canadienne des Laines Ltée a été créé dans le but d'absorber toute la tonte canadienne pour la durée de la guerre et un an après. Cette commission projette d'encourager une augmentation des stocks de laine domestique en assurant aux éleveurs de moutons un marché stable à prix fixes.

Liège, kapok, chanvre de manille et fibre d'agave.—Le liège a été désigné comme commodité essentielle à l'effort de guerre et placé sous la juridiction du Contrôleur des Approvisionnements. Cette juridiction s'étend aussi aux couvertures de plancher faites en entier ou en partie de liège, les capsules de bouteilles doublées de liège et tous articles dont le liège constitue 50 p.c. des matières constituantes ou dont le liège est la principale matière constituante.

Le kapok sous toutes ses formes, ouvré ou non, est placé sous la même juridiction depuis le 15 décembre 1941. A la même date un ordre a été émis prohibant le commerce du kapok sans permis, sauf pour les commandes de guerre.

La production et l'emploi du chanvre de manille et de la fibre d'agave sont limités par un ordre émanant du Contrôleur en date du 30 janvier 1942. Subordonnément à cette ordonnance, la transformation et l'achat de la fibre et du câble de manille sont limités à quelques utilisations essentielles. Les pêcheurs pour le

commerce pourront, en toute année civile, à compter du 1er janvier 1942, acheter jusqu'à la moitié de la quantité de cordage de manille employée en 1941. Pour fins maritimes commerciales, le remorquage en haute mer, le transport par chalands, la quantité de cordage de manille achetée en toute année civile à compter du 1er janvier 1942, ajoutée aux stocks en mains au commencement de l'année, ne doit pas dépasser 75 p.c. de la quantité utilisée en 1941. L'emploi de cordage de manille neuf à ces fins est aussi limité à la même proportion de la consommation de 1941. L'usage de manille pour câble d'arrimage est cependant interdit. Le seul autre usage civil pour lequel le manille peut être transformé ou acheté est comme câble de forage pour les puits d'huile ou de gaz. Dans ce cas, les acquisitions peuvent s'élever jusqu'à 100 p.c. de la quantité employée en 1941. Il est aussi stipulé que les marchands doivent remettre aux fournisseurs toutes les quantités de chanvre de manille, en demi-bobines ou plus, qui ne peuvent être vendues subordonnément aux dispositions de l'ordonnance.

La fabrication et le commerce de la ficelle d'engerbage ne sont soumis à aucune restriction sauf que cette ficelle ne doit pas contenir de fibre de manille, et personne ne peut utiliser la ficelle d'engerbage à d'autres fins qu'à l'engerbage du grain. L'ordonnance interdit l'emploi de la fibre de manille ou d'agave dans les cordes à sauter ou autres jouets ou pour attacher les arbres pour leur transport. Le manille et l'agave autrement que sous forme d'étoupe sont interdits dans la confection des carpettes, des fournitures de literie et des meubles.

Pellicules transparentes.—Les pellicules transparentes vendues sous les noms de commerce "cellophane", "sylphrap", "diophane", "pliofilm", "protectoid", "kodapak" et autres matériaux semblables d'enveloppage sont sujets à une ordonnance du 23 octobre 1941 en interdisant l'usage pour autres fins que la fabrication de ruban adhésif de cellulose ou l'empaquetage des produits alimentaires, des bonbons, des drogues ou du tabac quand ceux-ci ne sont pas dans des récipients de fer-blanc ou de verre. L'ordonnance ne s'applique pas aux pellicules de plus d'une certaine épaisseur ou aux pellicules transparentes de rebut ni aux stocks en mains au 1er novembre 1941.

Fabrication des principales munitions de guerre

Pour amener les industries manufacturières à un pied de guerre il a fallu les soumettre à des transitions de grande envergure. Ces transitions sont de toute première importance dans une étude de l'industrie canadienne durant la période qu'elle traverse présentement. Plus tard, lorsque les perspectives seront meilleures, la question de la production en temps de guerre fera le sujet d'un article spécial. Dans l'intervalle, de courtes descriptions relatives à la production des principales munitions de guerre au Canada suffiront. Elles donneront quelque idée des progrès accomplis jusqu'au 1er janvier 1942 dans la fabrication de choses essentielles telles que les avions, les munitions, les chars d'assaut, les canons, les vaisseaux, etc. Naturellement, il est impossible pour le moment de publier des renseignements statistiques exacts sur cette production.

Avionnerie.—Moins de 3,000 avions furent construits au Canada durant la première guerre mondiale; au lendemain, la construction d'avions cessa totalement au Dominion. Au début de la guerre actuelle en 1939, le Canada comptait huit avionneries et un ou deux établissements de mise au point. Le nombre d'employés de ces établissements au cours des quatre années qui ont précédé la guerre était de moins de 1,000 en moyenne et la production était de moins de 40 avions par année.

Encouragées par le Gouvernement, les avionneries existantes prirent de l'ampleur et de nouvelles furent créées. A la fin de 1941, cette industrie employait plus de 37,000 hommes et femmes et produisait en une semaine plus d'avions qu'en une année avant la guerre. Une partie de cette augmentation de personnel résulte de la plus grande production d'avions de service et de formation avancée, laquelle exige plusieurs fois le nombre d'homme-heures que ne requiert la production des avions de formation primaire. Pour simplifier et accélérer la production, la fabrication canadienne courante fut limitée à 7 types d'avions comparativement à 15 qu'en un temps ou dans un autre il était fabriqué autrefois. Pour la première fois, le Canada entreprit la fabrication des hélices et des avions de formation Link.

Le programme de mise au point et de réparation des avions employait un personnel de plus de 5,500 personnes à la fin de 1941 et occupait quelque 30 établissements de tous genres situés dans des endroits stratégiques à travers le Canada. Lorsque le vaste programme d'entraînement aérien du Commonwealth Britannique aura atteint son maximum, il faudra pourvoir à des facilités de mise au point et d'entretien pour plus de 10,000 avions annuellement.

Vaisseaux.—Au cours de la dernière année de la première guerre mondiale, le Dominion lança un vaste programme de construction navale. Dans les années qui suivirent cependant, les chantiers restèrent inactifs et la main-d'œuvre spécialisée se dispersa. Dès les premiers jours de la guerre actuelle des projets furent élaborés pour la mise en œuvre d'un programme destiné à répondre aux besoins essentiels de vaisseaux de guerre et de cargos. Le programme pourvoyait à la construction de vaisseaux marchands de 9,300 ou de 4,700 tonnes, poids mort, de destroyers de la classe des "tribus indiennes", de deux genres de corvettes pour le convoiement, de trois genres de balayeurs de mines, de chaloupes lance-torpilles, de vaisseaux pour le ravitaillement des bases et d'un grand nombre de petits bateaux à moteur ou sans moteur. La somme énorme de travail nécessitée est illustrée par le total des commandes qui, le 1er janvier 1942, dépasse $500,000,000 et représente 350 vaisseaux de guerre de tous genres, sans compter les petits bateaux, et 172 cargos déjà commandés. A la fin de 1941, plus de cent vaisseaux de guerre de tous genres, sans compter les petits, et le premier des vaisseaux marchands avaient été livrés. Ces livraisons vont s'accélérer au cours de 1942.

Les chantiers maritimes du Canada ont pris de l'expansion et de nouveaux ont été aménagés. Au commencement de 1942, 17 grands chantiers et 58 plus petits étaient engagés dans la construction de navires et employaient plus de 22,000 hommes et femmes. Presque toutes les industries du Canada participent de quelque façon à la production des pièces et de l'outillage nécessaires au programme de construction navale.

Ce vaste programme se complète de plus grandes facilités pour la réparation et la transformation des navires. Depuis les débuts de la guerre, les vaisseaux marchands ont été mis sur un pied de guerre et armés. La bataille de l'Atlantique a nécessité l'expansion des cales-sèches, des chemins de fer maritimes et de l'outillage des ports, laquelle expansion a coûté plusieurs millions de dollars. Ce sont autant d'installations permanentes qui serviront à la navigation canadienne après la guerre.

Véhicules automobiles.—Dès avant la guerre, les manufacturiers canadiens et les ingénieurs militaires avaient conçu les plans de véhicules militaires et s'étaient préparés à adapter les facilités de production de véhicules-moteur à la fabrication de ce matériel de guerre, une fois celle-ci déclarée. Depuis lors, les véhicules canadiens ont servi dans toutes les campagnes auxquelles ont participé les forces impériales. Ils ont prouvé leur efficacité et leur endurance sur le champ de bataille. Si

grande a été la demande de véhicules canadiens, que les manufacturiers ont dû en abandonner la fabrication pour fins civiles afin de conserver les matières et la main-d'œuvre pour l'effort de guerre.

Les voitures construites par l'industrie canadienne de l'automobile comprennent une grande variété de véhicules de défense, de camions de service, de transports, de tracteurs pour l'artillerie de campagne, de transports de troupes, d'ateliers roulants, d'ambulances, etc., qui sont pour la plupart autant d'adaptations nouvelles des anciennes voitures commerciales. L'industrie produit en outre des chars blindés, des chars blindés de reconnaissance et d'éclaireurs. L'une des unités les plus importantes est le transport universel qui est devenu le véhicule blindé de combat le plus utile. Au commencement de 1942, un seul établissement canadien pouvait produire en une seule journée assez de ces transports pour tout un bataillon et en 14 jours, assez pour une division d'infanterie.

Tanks.—Dans la guerre actuelle, le tank joue un rôle important et le Canada s'est engagé dans la production de deux genres de cet armement essentiel. Ces machines, plus lourdes que les véhicules-moteur, sont construites par la compagnie Railway Equipment and Locomotive Manufacturers dont l'un des établissements est parmi les plus vastes de l'Empire Britannique. Les ingénieurs canadiens ont contribué à modifier et à améliorer ces véhicules pour les rendre plus efficaces au combat.

Canons et armes portatives.—Lors de la dernière guerre le Canada fabriquait certaines carabines mais ne fabriquait ni canons d'artillerie ni canons de marine. Dans le conflit actuel, toutefois, la production des armes s'étend à l'artillerie de campagne, aux tanks et canons antitanks, aux canons antiaériens et aux canons de marine aussi bien qu'aux carabines, aux mitrailleuses et aux fusils antitanks. Il fallut de longs mois pour modifier les établissements existants, en créer de nouveaux, trouver l'outillage spécial, et rompre les personnels aux opérations compliquées exigées par une production aux spécifications infinitésimales. Des millions de dollars ont été dépensés pour l'installation et l'outillage et, cette période d'organisation, de construction et d'outillage passée, la production canadienne de canons est devenue une contribution majeure à l'effort de guerre. L'un des établissements les plus considérables de l'Empire pour la production d'armes automatiques est maintenant en état de produire. Il en est de même de l'une des plus grandes manufactures de pièces d'artillerie du monde où la transformation s'opère depuis la ferraille jusqu'aux canons finis. Au commencement de 1942, la production mensuelle de canons atteignait les centaines et la production de carabines et de mitrailleuses, les milliers.

Munitions.—A la fin de 1941, le Canada avait déjà produit plusieurs millions d'obus pour les armées alliées. Il avait créé en même temps une nouvelle industrie pour le remplissage des obus au moyen d'explosifs divers et leur expédition outremer sous forme d'obus finis. On se rappellera que durant la première guerre mondiale, le Canada produisait de grandes quantités d'obus, mais ce n'est que vers la fin du conflit qu'il put produire en assez grandes quantités les matières qui les composent, telles que les fusibles, et les assembler ici.

Les munitionneries canadiennes produisent 30 genres différents d'obus et 12 genres de cartouches. Elles fabriquent aussi en quantité divers genres de fusibles d'amorces, de gaines, de tubes et autres parties d'obus. Les autres munitions fabriquées en quantités considérables comprennent les bombes aériennes de 500 livres, les grenades à fusil, les grenades sous-marines, les bombes à mortier de tranchée et les mines antitanks. Les arsenaux canadiens de même que divers établissements

industriels privés produisent aussi en quantités énormes les munitions pour armes portatives. A la fin de 1941, ces munitions comprenaient huit genres de projectiles de quatre calibres dont les balles, les balles traceuses, les balles incendiaires, les balles perforantes. Des facilités additionnelles de fabrication seront aménagées en 1942 et les possibilités de rendement seront plus que doublées.

Explosifs et produits chimiques.—La fabrication des explosifs et des produits chimiques constitue une partie importante de la production canadienne de munitions, et la modeste industrie des produits chimiques et des explosifs d'avant-guerre a pris de l'expansion au point d'en devenir méconnaissable. Quelque 30 entreprises ont été parachevées pour la production de centaines de millions de livres de ces matériaux essentiels de guerre annuellement. Cette production comprend 10 variétés d'explosifs et 12 variétés de produits chimiques de même qu'un grand nombre de fournitures chimiques intermédiaires. Tous ces produits ne servent pas à charger les munitions au Canada mais sont exportés en quantités massives au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et aux autres pays alliés.

La variété de production au 31 décembre 1941 s'étend des hauts explosifs, propulseurs à carabines et à canons, et T.N.T. aux produits chimiques intermédiaires et aux matières brutes. En outre, il a été décidé récemment de construire un établissement d'une possibilité de rendement de plus de 30,000 tonnes de caoutchouc synthétique annuellement, lequel sera en état de produire à la fin de 1943. Dans le domaine de la pyrotechnie, le Canada produit par centaines de milliers tous les mois des cartouches de signaux, des flotteurs à flamme, des fusées éclairantes, des générateurs de fumée, des balises lumineuses, des fusées de signal, des lumières et des allumeurs. Avant la guerre, le Canada ne produisait rien de ce matériel. Depuis, cette production au pays est devenue un facteur important. Comme une grande partie du programme exige la construction de nouveaux établissements, propriété du Gouvernement et exploités par lui, une compagnie de la Couronne, l'Allied War Supplies Corporation, a été incorporée le 23 juillet 1940 et chargée de l'exploitation de ces établissements au nom des gouvernements canadien et britannique.

Matériel divers.—En plus de fabriquer les principales munitions ci-dessus mentionnées, l'industrie canadienne fournit aux forces armées divers genres de fourniment technique et personnel. Le fourniment technique fabriqué pour usage contre l'ennemi comprend des appareils importants tels que les radiolocateurs, l'outillage de balayage de mines, les projecteurs, l'équipement anti-sous-marin, les appareils de transmission et de réception sans fil, les instruments de pointage et d'optique de même que d'autres instruments navals et militaires spéciaux. Elle fabrique encore des vêtements et des équipements antigaz pour usage dans la guerre des gaz, et des vêtements en amiante et en fibre de verre pour le sauvetage en cas d'incendie. A ceci il convient d'ajouter d'énormes quantités de vêtements, chaussures, casques d'acier, respirateurs, parachutes et autres articles de fourniment personnel pour répondre aux besoins de nos forces armées sans cesse plus nombreuses.

Eléments spéciaux de la production manufacturière et de la consommation de produits ouvrés

Résumé spécial de la statistique manufacturière.—Les chiffres du tableau 4 illustrent aussi clairement que possible les tendances des industries manufacturières du Canada au cours de la plus récente période de leur évolution. Dans une analyse des statistiques de la production et des matières premières employées il faut se rappeler que, par suite de l'inflation des valeurs de 1914 à la période qui a

suivi immédiatement la guerre et de la baisse des prix qui a marqué les dépressions de 1921 et 1930, les chiffres de ces années ne sont pas tout à fait comparables. Il y a toutefois un chiffre des plus importants, celui qui se rapporte à la consommation d'énergie. Il illustre fidèlement et sans discontinuité l'orientation de l'évolution. La force motrice employée augmente de 1,658, 475 h.p. en 1917 à 5,045,287 en 1939, soit d'environ 204 p.c. en 22 ans. Durant la même période la consommation d'électricité par employé à gages accuse une tendance interrompue de 3·06 à 10·82 en 1933 et 9·46 en 1939, ce qui indique une utilisation relativement constante et rapidement croissante de l'énergie électrique dans la production manufacturière. Le trait significatif est l'augmentation tant des chiffres absolus de l'énergie employée que des moyennes par employé à gages au cours des années de dépression comparativement à 1929, bien que le grand nombre de personnes qui trouvent encore de l'emploi dans cette industrie depuis 1933 ait abaissé les moyennes des années 1934–37. D'autres comparaisons intéressantes sont la tendance de la valeur ajoutée par la transformation, par employé, et la moyenne des salaires et gages payés depuis 1929.

Consommation de produits ouvrés.—L'un des avantages de l'unification de la classification du commerce extérieur et de la production ressort clairement du tableau **5,** où la valeur des denrées de consommation au Canada est basée sur ces statistiques. Par exemple, la valeur de tous les produits manufacturés à la disposition du commerce en 1939 est de $3,370,000,000, chiffre obtenu en additionnant la valeur des produits fabriqués et celle des importations de produits ouvrés et partiellement ouvrés et en en soustrayant la valeur des exportations.

Les années passées il y avait toujours au Canada de grandes quantités de substances végétales apprêtées et de produits sidérurgiques ouvrés à la disposition du consommateur. Il en restait aussi des surplus considérables pour l'exportation. Toutefois, depuis le commencement de la guerre, il est nécessaire d'exporter de plus en plus de ces marchandises au Royaume-Uni et, bien que la chose ait été facilitée principalement par une augmentation de la production, le contrôle d'Etat sur la consommation domestique se fait de plus en plus étroit à mesure que la guerre avance (voir p. 359). Les statistiques de 1940—première année complète de guerre—ne reflètent pas la situation présente, mais lorsqu'elles pourront être étudiées et rapprochées de celles des années plus récentes, il sera possible de faire voir, en même temps que l'étendue des restrictions sur la consommation, les quantités plus considérables destinées à l'exportation. Dans les cas des substances végétales apprêtées, les chiffres de 1940 indiquent de forts excédents d'exportation sur l'importation en ce qui concerne certains produits tels que les céréales apprêtées (y compris la farine), les articles en caoutchouc (particulièrement les chaussures et les bandages), les conserves de légumes, les confiseries, etc. Les excédents d'importation se limitent au cacao, au thé, au café et aux fruits en conserve que la production locale ne peut remplacer et dont la consommation va devenir de plus en plus contrôlée.

D'autre part, malgré sa forte production domestique, le Canada importait dans le passé de grandes quantités de produits du fer et de l'acier et de textiles. Dans ces deux cas, les besoins domestiques auxquels il n'a pas encore été suffi devront ou être comblés à même la production canadienne ou rester en carence. Les besoins pressants de munitions de guerre ont déjà déterminé une expansion des industries sidérurgiques et des métaux non ferreux qui permettra au Canada de répondre à la majeure partie des besoins domestiques à mesure que ces industries seront ramenées à une production de temps de paix.

4.—Résumé de la statistique manufacturière, années représentatives, 1917-40

Item	1917	1920	1929[1]	1933	1935	1937	1938	1939	1940
Etablissements.....nomb.	21,845	22,532	22,216	23,780	24,034	24,834	25,200	24,805	25,513
Capital..... $	2,333,991,229	2,923,667,011	4,004,892,009	3,279,259,838	3,216,403,127	1,465,227,831	3,485,683,018	3,647,024,449	4,095,716,836
Moyenne par établissement..... $	106,843	129,756	180,271	137,900	133,827	139,536	138,321	147,028	160,534
Moyenne par employé..... $	3,848	4,882	6,009	6,997	5,778	5,247	5,429	5,542	5,373
Moyenne par ouvrier..... $	4,309	5,616	6,933	8,584	7,001	6,363	6,685	6,838	6,538
Total du personnel.....nomb.	606,523	598,893	666,531	468,658	556,664	660,451	642,016	658,114	762,244
Moyenne par établissement. "	27·8	26·6	30·0	19·7	23·2	26·6	25·5	26·5	29·9
Total, salaires et gages..... $	497,801,844	717,493,876	777,291,217	436,247,824	559,467,777	721,727,037	705,668,589	737,811,153	920,872,865
Moyenne par établissement..... $	22,788	31,843	34,988	18,345	23,278	29,062	28,003	29,744	36,094
Moyenne par employé..... $	821	1,198	1,166	931	1,005	1,093	1,099	1,121	1,208
Personnel à salaire.....nomb.	64,918	78,334	88,841	86,636	97,930	115,827	120,589	124,772	135,760
Moyenne par établissement. "	3·0	3·5	4·0	3·6	4·1	4·7	4·8	5·0	5·3
Salaires..... $	85,353,667	141,837,361	175,553,710	139,317,946	160,455,080	195,983,475	207,383,381	217,839,334	241,599,761
Moyenne des salaires..... $	1,315	1,811	1,976	1,608	1,638	1,692	1,719	1,746	1,780
Employés à gages.....nomb.	541,605	520,559	577,690	382,022	458,734	544,624	521,427	533,342	626,484
Moyenne par établissement. "	24·8	23·1	26·0	16·1	19·1	21·9	20·7	21·5	24·6
Gages..... $	412,448,177	575,656,515	601,737,507	296,929,878	399,012,697	525,743,562	498,282,208	519,971,819	679,273,104
Moyenne des gages..... $	762	1,106	1,042	777	870	965	956	975	1,084
Coût des matières premières..... $	1,539,678,811	2,085,271,649	2,029,670,813	967,788,928	1,419,146,217	2,006,926,787	1,807,478,028	1,836,159,375	2,449,721,903
Moyenne par établissement..... $	70,482	92,547	91,361	40,698	59,047	80,814	71,725	74,024	96,019
Moyenne par employé..... $	2,539	3,482	3,045	2,065	2,549	3,039	2,815	2,790	3,214
Valeur ajoutée par la fabrication[2] $	1,281,131,980	1,621,273,348	1,755,386,937	919,671,181	1,153,485,104	1,508,924,867	1,428,286,778	1,531,051,901	1,942,471,238
Moyenne par établissement[2]..... $	58,646	71,954	79,015	38,674	47,994	60,760	56,678	61,724	76,137
Moyenne par employé[2]..... $	2,112	2,707	2,634	1,962	2,072	2,285	2,225	2,326	2,548
Valeur brute des produits..... $	2,820,810,791	3,706,544,997	3,883,446,116	1,954,075,785	2,653,911,209	3,625,459,500	3,337,681,366	3,474,783,528	4,529,173,316
Moyenne par établissement..... $	129,128	164,501	174,804	82,173	110,423	145,988	132,448	140,084	177,524
Moyenne par employé..... $	4,651	6,189	5,826	4,170	4,768	5,489	5,199	5,280	5,942
Force motrice employée.....h.p.	1,658,475	2,068,875	3,855,648	4,135,008	4,331,488	2,712,283	4,969,723	5,045,287	[3]
Moyenne par établissement... "	76	92	174	174	180	190	197	203	[3]
Moyenne par ouvrier..... "	3·06	3·97	6·67	10·82	9·44	8·65	9·53	9·46	[3]

[1] Vu la modification apportée à la méthode de calcul de 1925 à 1930 inclusivement, le nombre d'employés à gages depuis lors est plus élevé qu'il ne le serait si on se servait encore de l'ancienne méthode. Les moyennes de 1925-30 par salarié et ouvrier sont donc proportionnellement moins élevées que si on s'était servi de la méthode précédente. En 1931, toutefois, la méthode d'avant 1925 a été réadoptée. Les chiffres de 1931 et des années suivantes sont donc comparables avec ceux de 1924 et des années précédentes.
[2] Valeurs nettes des produits: voir renvoi 1, tableau 1.
[3] Non disponible au moment d'aller sous presse.

5.—Consommation de produits manufacturés, par groupe, 1939, et totaux de 1922-38

Année et groupe industriel	Valeur des produits ouvrés	Produits ouvrés ou partiellement ouvrés[1]		Valeur des produits disponibles pour la consommation
		Valeur des importations nettes	Valeur des exportations	
	$	$	$	$
Totaux, 1922	2,375,917,691	574,551,323	515,173,415	2,435,295,599
Totaux, 1923	2,662,927,474	639,343,645	591,829,306	2,710,441,813
Totaux, 1924	2,570,561,931	576,631,243	591,598,479	2,554,994,695
Totaux, 1925	2,816,864,958	671,462,940	695,325,245	2,793,002,653
Totaux, 1926	3,100,604,637	767,022,008	673,709,266	3,193,917,379
Totaux, 1927	3,257,214,876	825,147,919	648,178,000	3,434,184,795
Totaux, 1928	3,582,345,392	954,387,551	698,376,615	3,838,356,238[2]
Totaux, 1929	3,883,446,116	939,130,201	686,876,071	4,135,700,246
Totaux, 1930	3,280,236,603	675,828,233	490,108,470	3,465,956,366
Totaux, 1931	7,555,126,448	423,519,849	347,456,198	2,631,190,099
Totaux, 1932	1,980,471,543	281,855,757	267,765,614	1,994,561,686
Totaux, 1933	1,954,075,785	298,068,344	365,232,113	1,886,912,016
Totaux, 1934	2,393,692,729	357,320,284	419,094,297	2,331,918,716
Totaux, 1935	2,653,911,209	385,597,041	582,041,141	2,457,467,109
Totaux, 1936	3,002,403,814	468,455,981	676,890,803	2,793,968,992
Totaux, 1937	3,625,459,500	566,876,483	781,099,407	3,411,236,576
Totaux, 1938	3,337,681,366	472,193,253	587,758,795	3,222,115,824
GROUPE INDUSTRIEL, 1939				
Substances végétales	659,624,014	71,685,993	70,044,864	661,265,143
Produits animaux	461,983,262	15,537,927	79,639,505	397,881,684
Textiles et tissus	392,657,759	70,382,365	13,538,592	449,501,532
Bois et papier	579,892,183	32,531,627	222,648,816	389,774,994
Produits du fer	553,468,880	176,945,298	63,059,665	667,354,513
Métaux autres que le fer	416,060,459	35,929,536	152,490,219	299,499,776
Métalloïdes	208,166,781	44,069,685	9,040,135	243,196,331
Produits chimiques et leurs dérivés	159,536,984	43,373,779	24,263,342	178,647,421
Industries diverses	43,393,206	51,908,720	12,128,800	83,173,126
Totaux, 1939	3,474,783,528	542,364,930	646,853,938	3,370,294,520

[1] Les importations et exportations de produits ouvrés et partiellement ouvrés de 1922 à 1938 sont pour les années fiscales terminées le 31 mars des années suivantes, tandis que dans le cas de 1939 ce sont celles de l'année civile. Les importations nettes sont les importations totales moins les marchandises étrangères réexportées. [2] De 1928 à 1939, les produits importés et ensuite réexportés ne sont pas compris dans la valeur des produits disponibles pour la consommation; mais en 1927 et antérieurement il était impossible de les éliminer parce que l'on ne faisait aucune distinction entre les réexportations de matières brutes et de produits ouvrés. La valeur des produits ouvrés disponibles pour la consommation est donc surestimée, en ce qui concerne les années 1922 à 1927 inclusivement, en raison de la somme des réexportations de produits ouvrés, les différences annuelles variant probablement entre $11,000,000 pour 1922 et $18,000,000 pour 1927.

Section 2.—Valeur et volume des produits manufacturiers

Valeur des produits.—Dans l'interprétation des valeurs de la production manufacturière d'un certain nombre d'années, il faut tenir compte des variations des prix, surtout quand elles ont été aussi grandes que depuis le premier recensement annuel des manufactures en 1917. Le nombre-indice des prix de gros au Canada, sur la base de 1926, calculé par le Bureau Fédéral de la Statistique, est de 114·3 en 1917, 155·9 en 1920, 97·3 en 1922, 95·6 en 1929, 67·1 en 1933, 84·6 en 1937 et 75·3 en 1939. Les nombres-indices des prix des produits entièrement ou principalement ouvrés sont: 113·5 en 1917, 156·5 en 1920, 100·4 en 1922, 93·0 en 1929, 70·2 en 1933, 80·5 en 1937 et 75·3 en 1939.

Volume de la production manufacturière.—Comme la marchandise et les services rendus constituent en définitive le véritable étalon de revenu, l'accroissement du volume de la production manufacturière devient un facteur très important. Il s'agit donc de savoir surtout si les consommateurs obtiennent plus en marchandises et en services et non pas s'ils dépensent plus d'argent.

L'indice du volume (tableau 6) est basé sur la quantité déclarée de produits manufacturés et comprend 71·1 p.c. de la valeur totale de la production en 1926. Les indices des industries sont pondérés conformément aux valeurs ajoutées par la transformation. Les indices des années 1923–31 sont basés sur les valeurs ajoutées en 1926. Les coefficients et les produits ont été changés en 1931 et de nouveau en 1936. En changeant les coefficients et les produits employés dans la construction de l'indice tous les cinq ans, les fluctuations courantes de la production se reflètent avec plus d'exactitude.

Le volume physique de la production manufacturière augmente de 50·2 p.c. de 1923 à 1929. Quand on considère que dans le même laps de temps la population du Canada n'a augmenté que de 11·3 p.c., il faut admettre que cet accroissement est certainement remarquable. L'augmentation de la demande domestique en raison de l'accroissement de la population y est pour environ 11·3 p.c. De $591,830,000 qu'elles étaient dans l'année fiscale clôturée le 31 mars 1924, les exportations de produits ouvrés et semi-ouvrés ont atteint $686,876,000 en 1930, augmentation équivalente à 3·6 p.c. environ de la production de 1923. Le reste de l'accroissement en production jusqu'en 1929, soit une marge approximative de 35 p.c. du volume de la production manufacturière de 1923, aurait donc été absorbé par l'augmentation de l'outillage et par la hausse du standard de vie de la population canadienne.

Une analyse semblable du volume de la production manufacturière depuis 1929 relativement à la population et aux exportations montrerait que le déclin durant la dépression est dû principalement à la diminution des exportations et à la cessation de la production d'outillage.

6.—Indices du volume de la production manufacturière, selon la composition et l'usage des produits, années représentatives, 1923-39

(1926=100)

Classification et groupe	1923	1929	1932	1933	1937	1938	1939
Classification selon la composition—							
Substances végétales	78·3	121·6	92·5	90·9	128·7	126·2	134·4
Produits animaux	81·4	95·4	83·2	86·4	111·4	108·8	116·3
Textiles et tissus	84·9	113·6	98·5	107·1	139·9	124·6	138·5
Bois et papier	83·4	127·5	87·2	89·3	140·6	125·5[1]	134·0
Fer et produits	82·2	129·7	53·4	50·5	119·2	103·7	102·9
Métaux non ferreux	72·9	138·7	100·4	98·3	187·9	180·9[1]	189·5
Métalloïdes	88·9	145·0	84·4	77·8	129·5	118·3	122·4
Produits chimiques et dérivés	84·0	120·4	93·7	99·2	152·3	146·1	154·6
Industries diverses	80·1	110·0	66·1	58·9	95·0	93·9	98·6
Totaux, toutes industries	**81·8**	**122·9**	**81·9**	**82·0**	**132·0**	**122·2**[1]	**128·8**
Classification selon l'usage—							
Denrées alimentaires	84·7	102·8	92·7	91·9	116·7	117·7	123·0
Vêtement	82·9	114·8	93·2	97·9	124·6	117·3	129·6
Liqueurs et tabacs	76·0	140·5	101·7	96·2	163·3	163·1	169·2
Effets personnels	85·4	101·9	70·6	71·0	107·0	103·3	108·9
Ameublement	78·9	137·7	89·9	87·3	140·5	129·1	135·4
Livres et papeterie	93·1	131·5	127·6	122·0	168·8	172·2	173·6
Matériaux de production	84·9	124·7	75·0	77·9	137·1	120·1[1]	131·0
Outillage industriel	76·3	129·5	75·6	70·2	134·4	121·0[1]	124·6
Véhicules et navires	71·4	131·6	52·4	53·3	109·0	92·2	89·9
Divers	85·0	125·1	99·4	113·3	207·2	206·2	218·4

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

7.—Indices du volume de la production manufacturière pour les groupes de la classification suivant l'usage, années représentatives, 1923-39

(1926=100)

Groupe et classe	1923	1929	1932	1933	1937	1938	1939
Produits alimentaires	**84·7**	**102·8**	**92·7**	**91·9**	**116·7**	**117·7**	**123·0**
Céréales	90·8	110·6	97·4	94·5	112·8	114·4	119·8
Poisson	74·1	77·9	57·2	59·2	63·7	69·7	67·5
Fruits et préparations végétales	59·3	127·5	109·4	116·2	190·7	188·4	199·0
Viandes	90·1	97·3	90·6	94·4	133·1	124·1	131·4
Produits laitiers	97·4	86·7	100·8	98·5	125·3	131·7	134·3
Huiles et gras	111·5	87·8	101·9	89·9	191·9	299·8	335·8
Sucre	74·3	83·0	84·1	77·4	90·7	92·6	102·6
Infusions	97·0	112·9	114·8	124·2	153·0	147·9	159·4
Divers	82·9	120·2	111·6	118·7	184·6	186·3	196·9
Vêtement	**82·9**	**114·8**	**93·2**	**97·9**	**124·6**	**117·3**	**129·6**
Chaussures	79·8	110·0	83·0	87·4	115·0	106·3	124·0
Articles en fourrure	48·3	114·6	89·3	95·1	115·1	118·5	138·9
Vêtements et lingerie	90·6	113·3	87·8	96·5	125·6	116·8	124·0
Gants et mitaines	93·9	133·3	97·7	121·1	172·1	154·0	155·8
Chapellerie	67·1	109·2	87·0	85·1	117·6	114·9	119·7
Tricots	83·9	111·4	103·2	107·5	131·8	127·5	145·5
Imperméables	78·4	143·8	107·9	105·2	190·5	146·6	160·9
Divers	97·7	138·0	128·1	120·4	[1]	[1]	[1]
Liqueurs et tabac	**76·0**	**140·5**	**101·7**	**96·2**	**163·3**	**163·1**	**169·2**
Boissons alcooliques	69·2	148·0	94·0	84·6	156·9	143·2	143·7
Boissons non alcooliques	86·0	146·8	137·4	131·5	245·6	294·4	326·7
Tabac	81·3	133·3	108·8	113·4	149·2	159·3	169·2
Effets personnels	**85·4**	**101·9**	**70·6**	**71·0**	**107·0**	**103·3**	**108·9**
Bijouterie et horlogerie	92·4	104·2	78·3	79·7	124·2	123·5	127·4
Articles de récréation	93·0	85·0	28·0	23·2	51·4	53·5	55·0
Effets personnels	78·6	111·7	104·1	109·3	149·2	141·3	150·5
Ameublement	**78·9**	**137·7**	**80·9**	**87·3**	**140·5**	**129·1**	**135·4**
Livres et papeterie	**93·1**	**131·5**	**127·6**	**122·9**	**168·8**	**172·2**	**173·6**
Matériaux de production	**84·9**	**124·7**	**75·0**	**77·9**	**137·1**	**120·1**[2]	**131·0**
Matériaux de ferme (engrais chimiques)	78·3	130·8	381·1	505·8	1,001·0	1,239·5	1,221·4
Matériaux à l'usage des manufacturiers	82·9	124·4	82·9	91·0	159·3	135·9	149·1
Matériaux de construction	88·0	123·1	54·1	47·3	88·0	83·3[2]	89·5
Matériaux généraux	95·4	133·4	79·2	76·8	119·6	113·3	120·3
Outillage industriel	**76·3**	**129·5**	**75·6**	**70·2**	**134·4**	**121·0**[2]	**124·6**
Outillage de ferme	66·8	98·9	25·4	29·6	79·3	79·3	58·2
Outillage de manufacture	86·2	131·4	65·0	58·2	156·9	132·3	139·6
Outillage de commerce	83·3	116·4	120·2	120·6	156·7	162·8	162·4
Outillage de service	96·3	107·9	103·7	103·1	143·3	138·8	142·8
Outillage pour éclairage, chauffage et énergie électrique	66·2	149·0	100·3	87·7	159·2	145·1	149·3
Outillage général	84·3	130·0	68·2	66·4	130·3	113·4[2]	120·9
Véhicules et navires	**71·4**	**131·6**	**52·4**	**53·3**	**109·0**	**92·2**	**89·9**
Divers	**85·0**	**125·1**	**99·4**	**113·3**	**207·2**	**206·2**	**218·4**
Totaux, toutes manufactures	**81·8**	**122·9**	**81·9**	**82·0**	**132·0**	**122·2**[2]	**128·8**

[1] Les statistiques de ce groupe n'ont pas été colligées en ces années. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Section 3.—Production par groupe industriel et par industrie

Pour le recensement des manufactures, la principale analyse détaillée est faite sous une classification où les industries sont groupées suivant la composition des marchandises fabriquées. C'est donc le groupement employé au tableau **9**, où les statistiques de chaque industrie sont présentées en détail, et dans les séries historiques déjà données au tableau **3**. Cependant, il y a aussi des analyses moins détaillées dans les groupements suivant la destination au tableau **10** et dans ceux suivant l'origine, au tableau **11**.

Sous-section 1.—Manufactures groupées suivant la matière principale du produit

Une classification basée sur la matière principale des différents produits de chaque manufacture fut adoptée pour la première fois dans la compilation des données de 1920. Ultérieurement, le nombre de groupes industriels fut réduit de quinze à neuf afin de faire concorder cette classification avec celle du commerce extérieur; de plus, la division des catégories subit quelques changements dans le but de les harmoniser avec l'organisation industrielle plus récente. Subséquemment, nombre de changements secondaires ont été faits dont le plus important est l'élimination des usines centrales électriques et de l'industrie de la teinturerie, du nettoyage et du blanchissage, de la compilation de 1936. Les revisions apportées par ces changements ont été reportées jusqu'à 1917 autant que possible.

Effets de la dépression sur les principaux groupes.—Le tableau 8 montre les effets de la dépression et la reprise depuis 1933 sur les principaux groupes d'industries relativement à l'effectif, aux salaires et gages, et à la valeur brute des produits. A cause du déclin des prix durant la dépression, la valeur en argent des gages et des produits a naturellement été plus affectée que le nombre d'employés. De plus, durant les périodes de contraction de la production, il y a tendance chez les employés à gages à travailler à temps partiel, tandis que le nombre de salariés se ressent moins vite que les employés à gages de la diminution de la production. C'est pourquoi il y a nombre de raisons pour lesquelles la variation de l'effectif est moindre que celle de la valeur en argent. Les chiffres du tableau 8 sont à comparer à ceux du tableau **6,** qui donne les changements dans le volume de la production.

8.—Pourcentage de variation de l'emploi, des salaires et gages, et de la valeur brute des produits dans les principaux groupes d'industries, années spécifiques, 1929-39

NOTA.—L'année cime d'avant la dépression est 1929; l'année creux d'après la dépression est 1933.

Groupe d'industries	1933 comparé à 1929			1939 comparé à 1929			1939 comparé à 1933		
	Employés	Salaires et gages	Valeur brute des produits	Employés	Salaires et gages	Valeur brute des produits	Employés	Salaires et gages	Valeur brute des produits
Substances végétales	−17·2	−28·5	−44·8	+ 9·2	+ 8·8	−15·8	+31·9	+52·1	+52·6
Produits animaux	−21·5	−25·2	−43·3	+ 2·5	+ 9·9	− 3·3	+30·6	+46·9	+70·4
Textiles et tissus	− 7·9	−23·3	−30·7	+16·5	+12·8	− 2·6	+26·5	+47·1	+40·5
Bois et papier	−36·1	−46·8	−52·9	−12·0	−14·0	−20·0	+37·8	+61·7	+69·9
Produits du fer	−48·6	−64·5	−72·6	−15·2	−22·2	−30·0	+65·0	+119·3	+155·3
Métaux autres que le fer	−36·6	−48·4	−41·9	+11·8	+ 9·5	+46·7	+76·3	+112·4	+152·5
Métalloïdes	−42·0	−50·5	−42·8	−21·3	−22·8	− 9·4	+35·6	+55·9	+58·5
Produits chimiques	− 7·8	−17·2	−33·0	+35·3	+39·4	+15·2	+46·7	+68·5	+71·9
Industries diverses	−22·6	−37·3	−52·9	+13·9	+ 4·7	−15·3	+47·0	+67·0	+79·8
Moyenne, toutes indust.	**−29·7**	**−43·9**	**−49·7**	**− 1·3**	**− 5·1**	**−10·5**	**+40·4**	**+69·1**	**+77·8**

Statistiques détaillées par groupe et industrie individuelle.—Le tableau **9** présente des statistiques détaillées sur les industries individuelles sous lesquelles sont classifiées toutes les fabriques du Dominion. Les industries sont en outre assemblées sous neuf groupes principaux d'après la principale matière constituante de leurs produits.

9.—Capital, employés, salaires et gages, force motrice, combustible, matières

	Province, groupe et industrie	Etablissements	Capital	Employés à salaire		
				Hommes	Femmes	Salaires
	PROVINCE	nomb.	$	nomb.	nomb.	$
1	Ile du Prince-Edouard	222	2,682,900	230	51	209,334
2	Nouvelle-Ecosse	1,083	101,954,082	1,944	439	3,402,366
3	Nouveau-Brunswick	803	91,171,323	1,841	490	3,589,152
4	Québec	8,373	1,182,538,441	32,354	7,519	66,219,605
5	Ontario	9,824	1,762,571,669	48,001	15,240	116,127,609
6	Manitoba	1,087	119,659,365	3,783	942	7,954,864
7	Saskatchewan	737	37,654,095	1,706	294	2,752,194
8	Alberta	961	73,284,225	2,582	477	4,841,330
9	Colombie Britannique	1,710	274,969,502	5,714	1,155	12,723,124
10	Yukon et Territoires du Nord-Ouest	5	538,847	10	Nil	19,756
	Totaux	**24,805**	**3,647,024,449**	**98,165**	**26,607**	**217,839,334**
	GROUPE INDUSTRIEL					
1	Substances végétales	5,872	539,446,225	17,182	4,413	35,905,856
2	Produits animaux	4,362	250,335,831	12,446	2,506	20,426,743
3	Textiles et tissus	1,930	347,248,927	10,267	4,217	25,865,054
4	Bois et papier	8,538	960,804,672	24,740	5,743	50,670,709
5	Fer et ses produits	1,394	697,893,720	14,837	3,706	36,687,804
6	Métaux non ferreux et leurs produits	526	346,489,890	7,098	2,326	18,894,235
7	Métalloïdes et leurs produits	809	290,865,285	3,634	823	8,356,148
8	Produits chimiques et leurs dérivés	808	172,459,365	5,832	2,138	16,108,687
9	Industries diverses	566	41,480,534	2,129	735	4,924,098
	1.—Substances végétales—					
1	Eaux gazeuses et minérales	447	20,132,465	1,129	236	1,973,932
2	Biscuits, confiserie, cacao, etc	216	37,858,363	2,332	575	5,012,550
3	Pain et autres produits de boulangerie	3,115	49,162,475	2,648	811	3,874,885
4	Brasseries	61	61,645,877	1,418	156	3,796,084
5	Café, thé et épices	88	17,032,039	732	222	1,788,142
6	Distilleries	14	32,149,837	325	63	1,009,499
7	Minoterie et provende	1,050	47,926,318	1,701	240	2,582,208
8	Diverses céréales alimentaires	36	4,786,352	114	44	230,871
9	Provendes animales	121	8,282,383	423	118	874,781
10	Préparations alimentaires diverses	137	13,359,399	645	241	1,443,940
11	Conserves de fruits et légumes	338	45,875,538	1,063	420	2,228,643
12	Oublies à crème glacée	5	626,465	14	5	26,182
13	Huile de lin et de fève de soya	9	3,125,013	49	5	113,622
14	Macaroni, vermicelle, etc	16	2,113,197	60	16	109,747
15	Produits des malteries	11	6,470,589	79	10	227,963
16	Rizeries	5	1,043,326	17	2	51,515
17	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	54	65,374,269	1,963	677	4,524,766
18	Amidon et glucose	4	5,585,336	141	58	409,239
19	Raffineries de sucre	10	40,511,884	346	60	1,187,767
20	Tabac, cigares et cigarettes	80	60,135,642	1,599	413	3,544,016
21	Préparation et emballage du tabac	19	9,079,773	194	13	406,857
22	Vins	36	7,169,685	190	28	488,647
	Totaux, substances végétales	**5,872**	**539,446,225**	**17,182**	**4,413**	**35,905,856**
	2.—Produits animaux—					
1	Graisse et huiles animales	5	364,675	10	2	19,853
2	Courroies en cuir	14	1,059,519	58	18	124,752
3	Crépins en cuir	19	1,549,415	55	15	144,226
4	Chaussures en cuir	222	30,258,048	1,457	429	3,261,283
5	Beurre et fromage	2,528	62,430,427	5,102	957	5,491,586
6	Fromage composé	23	3,226,254	84	29	199,925
7	Lait condensé	23	6,060,821	126	38	259,711
8	Produits laitiers	51	2,874,515	133	33	247,977
9	Préparation et mise en boîte du poisson	523	21,479,200	654	89	819,119
10	Apprêtage des fourrures	14	1,443,834	76	13	213,240
11	Confection des fourrures	370	13,279,909	777	238	1,628,780
12	Gants et mitaines en cuir	53	2,986,309	190	60	326,821
13	Articles en cheveux	4	60,414	3	Nil	3,637
14	Tanneries	84	26,537,224	371	66	1,053,599
15	Autres articles en cuir	214	6,943,538	516	125	880,461
16	Saucisses et boyauderies	65	1,120,968	99	14	135,994
17	Abattoirs et salaisons	150	68,660,761	2,735	380	5,615,779
	Totaux, produits animaux	**4,362**	**250,335,831**	**12,446**	**2,506**	**20,426,743**
	3.—Textiles et tissus—					
1	Auvents, tentes, voiles	70	2,150,637	129	39	221,753
2	Sacs en coton et en jute	27	6,342,569	115	55	371,150
3	Ouate	4	1,472,707	16	4	68,093
4	Tapis, moquettes et carpettes	18	6,997,432	162	47	459,142

premières et valeur des produits des industries manufacturières du Canada, 1939

Employés à gages			Force motrice installée	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur de la production		
Hommes	Femmes	Gages				Nette	Brute	
nomb.	nomb.	$	h.p.	$	$	$	$	
558	249	408,611	4,094	60,585	2,239,117	1,243,979	3,543,681	1
12,583	2,661	13,249,319	152,934	3,921,814	43,332,195	35,885,563	83,139,572	2
10,173	1,997	10,070,010	233,245	3,399,342	35,617,614	27,041,195	66,058,151	3
128,625	51,823	157,538,162	1,872,171	38,549,267	536,823,039	470,385,279	1,045,757,585	4
202,399	53,231	262,248,600	1,959,709	47,234,677	907,011,461	791,428,569	1,745,674,707	5
15,738	3,447	20,489,934	152,622	3,074,758	82,408,293	48,810,544	134,293,595	6
4,160	315	4,593,933	57,471	1,585,181	38,782,135	20,283,273	60,650,589	7
8,597	1,056	10,136,370	79,566	1,704,778	53,151,149	32,618,153	87,474,080	8
32,610	3,075	41,158,870	532,460	8,029,436	136,655,872	103,263,292	247,948,600	9
45	Nil	78,010	15	12,414	138,500	92,054	242,968	10
415,488	**117,854**	**519,971,819**	**5,045,287**	**107,572,252**	**1,836,159,375**	**1,531,051,901**	**3,474,783,528**	
54,675	23,177	68,342,929	364,195	10,768,021	356,726,153	292,129,840	659,624,014	1
42,372	12,034	47,805,128	145,931	5,514,546	333,647,306	122,821,410	461,983,262	2
48,865	57,673	81,251,981	234,597	7,111,664	203,618,197	181,927,898	392,667,759	3
103,993	10,306	114,616,746	2,579,463	29,936,922	246,292,820	303,662,441	579,892,183	4
98,969	3,529	121,871,924	730,495	15,401,303	262,292,781	275,774,796	553,468,880	5
30,293	4,846	40,790,623	549,120	18,188,476	242,063,177	155,808,806	416,060,459	6
17,924	645	21,711,786	255,726	14,675,858	107,979,292	85,411,631	208,166,781	7
11,417	3,208	15,458,871	158,300	5,259,313	65,230,839	89,046,832	159,536,984	8
6,980	2,436	8,121,831	27,361	716,149	18,308,810	24,368,247	43,393,206	9
3,459	91	3,554,268	5,332	320,154	8,751,757	19,671,900	28,743,811	1
4,103	5,142	6,736,106	24,042	799,491	22,846,696	27,654,965	51,301,152	2
16,972	2,690	18,462,923	18,303	2,383,977	34,391,725	39,264,949	76,040,651	3
3,733	38	4,655,318	24,002	750,154	16,488,207	26,394,981	43,633,342	4
685	603	1,148,658	3,297	106,281	21,629,753	7,948,376	29,684,410	5
1,001	412	1,394,167	9,833	432,372	5,786,624	12,582,007	18,801,003	6
3,808	149	3,933,288	118,598	1,289,328	75,435,165	25,051,936	101,776,429	7
452	184	692,966	5,809	182,287	2,910,687	6,116,604	9,209,578	8
751	19	697,708	9,592	180,749	9,102,342	3,382,152	12,665,243	9
775	507	1,085,679	7,492	191,469	9,626,624	9,236,879	19,054,972	10
3,882	4,473	4,967,393	19,782	752,455	32,097,384	22,315,118	55,164,957	11
34	12	41,438	56	12,794	111,776	199,759	324,329	12
185	Nil	159,687	2,399	62,150	3,099,816	994,544	4,156,510	13
198	124	238,540	1,541	58,225	929,957	1,019,839	2,008,021	14
256	4	373,844	5,789	290,545	3,422,142	2,259,096	5,971,783	15
76	Nil	69,528	826	7,051	1,092,856	455,431	1,555,338	16
8,004	3,516	11,079,008	73,392	1,331,900	28,814,003	39,799,568	69,945,471	17
512	18	544,560	4,415	228,670	3,190,689	2,636,609	6,055,968	18
1,888	105	2,279,600	24,542	1,089,169	33,728,967	15,078,627	49,896,763	19
2,043	4,103	4,189,007	3,369	180,559	23,001,316	23,872,832	47,054,707	20
1,473	956	1,621,550	601	65,967	18,234,819	4,237,892	22,538,679	21
385	31	417,693	1,183	52,274	2,032,848	1,955,775	4,040,897	22
54,675	**23,177**	**68,342,929**	**364,195**	**10,768,021**	**356,726,153**	**292,129,840**	**659,624,014**	
56	Nil	56,653	389	26,496	163,078	122,459	312,033	1
108	"	100,743	205	10,014	439,759	371,662	821,435	2
420	57	360,126	2,890	62,309	657,284	943,742	1,663,335	3
9,028	6,043	10,206,010	7,411	296,334	21,528,236	19,100,943	40,925,513	4
10,875	514	11,143,953	45,434	2,032,198	87,344,396	33,185,177	122,561,771	5
190	147	278,609	1,016	28,077	3,144,534	1,880,779	5,053,390	6
653	37	661,477	5,282	377,564	9,207,911	3,665,549	13,251,024	7
300	46	345,866	2,025	63,111	1,173,185	1,481,162	2,717,458	8
3,598	1,028	2,819,675	14,649	390,534	18,114,698	10,311,304	28,816,536	9
603	112	609,585	1,392	34,979	309,186	1,337,495	1,681,660	10
1,607	1,178	2,945,018	622	82,601	11,282,880	6,914,385	18,279,866	11
632	875	1,023,289	353	22,503	2,157,877	1,958,119	4,138,499	12
13	2	11,923	75	1,806	42,239	35,724	79,769	13
3,748	127	3,635,237	16,035	517,362	17,480,088	7,587,522	25,584,972	14
1,661	800	1,861,023	1,703	68,976	4,155,678	4,178,413	8,403,067	15
266	32	252,038	559	44,351	1,753,907	698,543	2,496,801	16
8,614	1,036	11,493,903	45,291	1,455,331	154,692,370	29,048,432	185,196,133	17
42,372	**12,034**	**47,805,128**	**145,931**	**5,514,546**	**333,647,306**	**122,821,410**	**461,983,262**	
258	219	395,776	418	20,760	1,307,951	1,027,899	2,356,610	1
294	512	642,184	1,478	42,399	8,057,837	2,220,478	10,320,714	2
121	20	159,598	958	19,268	530,913	386,880	937,061	3
683	403	872,404	3,660	135,049	1,716,354	2,498,057	4,349,460	4

9.—Capital, employés, salaires et gages, force motrice, combustible, matières premières

	Groupe et industrie	Etablissements	Capital	Employés à salaire		
				Hommes	Femmes	Salaire
		nomb.	$	nomb.	nomb.	$
	3.—Textiles et tissus—fin					
5	Confection pour hommes	375	40,791,892	2,599	852	5,727,163
6	Confection pour femmes	615	28,682,365	2,108	980	5,051,476
7	Entrepreneurs en confection pour hommes et femmes	133	854,408	200	33	272,706
8	Cordage, câble et ficelle	10	10,376,100	85	26	269,070
9	Corset	23	3,820,719	171	234	627,768
10	Déchets de coton et de laine	18	1,520,189	42	18	131,986
11	Cotonnades, *n.a.é.*	46	3,172,260	136	63	295,732
12	Fil de coton	6	3,183,356	137	52	295,020
13	Filés et tissus de coton	36	81,272,668	673	225	1,928,737
14	Teinture et finissage des produits textiles	26	5,997,687	146	49	413,452
15	Préparation du lin	5	246,699	4	Nil	2,888
16	Gants et mitaines de tissu	8	290,157	16	4	41,309
17	Chapeaux et casquettes	156	7,546,844	607	223	1,383,960
18	Bonneterie et tricots	174	56,365,078	1,240	710	3,496,360
19	Textiles divers, *n.a.é.*	14	12,070,017	351	77	1,053,729
20	Vêtements huilés et imperméabilisés	12	781,848	44	15	101,396
21	Soie naturelle et artificielle	26	32,343,433	584	256	1,607,696
22	Drap de laine	63	22,394,490	408	136	1,090,299
23	Lainage, *n.a.é.*	30	9,353,743	120	35	474,094
24	Filés de laine	33	8,658,553	162	78	414,550
25	Toutes autres industries	2	563,076	12	6	65,525
	Totaux, textiles et tissus	**1,930**	**347,248,927**	**10,267**	**4,217**	**25,865,054**
	4.—Bois et papier—					
1	Fournitures pour l'apiculture et l'aviculture	9	196,198	16	3	20,151
2	Prussiate	23	253,254	32	6	61,734
3	Embarcations	119	1,819,476	178	17	211,160
4	Boîtes et sacs en papier	152	24,046,931	864	317	2,482,927
5	Boîtes et caisses de bois	141	8,380,867	330	49	715,671
6	Voitures, wagons et traîneaux	80	996,141	101	6	90,737
7	Cercueils et bières	51	4,143,312	163	27	326,971
8	Tonnellerie	68	1,660,971	91	15	136,267
9	Gravures, stéréotypie et électrotypie	108	9,787,739	608	155	1,484,468
10	Laine de bois	14	431,640	29	7	25,837
11	Bois dur à parqueterie	19	3,578,206	99	23	243,501
12	Meubles	378	27,923,372	1,268	317	2,496,526
13	Formes, embauchoirs et crépins	13	1,464,337	62	36	166,503
14	Lithographie	41	11,290,716	489	206	1,530,164
15	Articles en papier	138	22,131,164	749	314	2,119,523
16	Produits divers du bois	138	5,516,792	245	61	455,308
17	Fabriques de portes et fenêtres, etc.	737	31,079,252	1,371	214	2,048,992
18	Impression et reliure	1,293	43,807,901	3,146	823	6,403,644
19	Impression et édition	812	54,788,782	6,430	2,068	13,072,440
20	Pulpe et papier	100	597,908,918	3,730	652	10,875,243
21	Glacières	13	540,115	45	13	79,258
22	Papier toiture, carton-planche, etc.	15	6,045,356	238	73	660,200
23	Scieries	3,941	85,628,394	4,045	235	3,803,320
24	Typographie pour le commerce	37	1,233,581	81	22	202,439
25	Ustensiles en bois	17	1,220,762	38	13	94,775
26	Tournage du bois	52	2,690,970	100	20	172,387
27	Toutes autres industries	29	12,239,525	192	51	690,763
	Totaux, bois et papier	**8,538**	**960,804,672**	**24,740**	**5,743**	**50,670,709**
	5.—Fer et ses dérivés—					
1	Instruments agricoles	36	58,067,218	812	235	1,644,601
2	Avions	13	14,581,852	615	75	858,414
3	Automobiles	12	59,470,986	1,741	477	5,158,435
4	Accessoires pour automobiles	97	30,290,876	829	281	2,204,473
5	Bicyclettes	5	2,884,791	35	9	63,457
6	Chaudières, cylindres et moteurs	41	14,324,828	457	98	995,812
7	Poutres et charpentes en acier	21	19,246,277	744	102	1,857,883
8	Moulages et pièces forgées	194	43,218,451	1,008	265	2,351,417
9	Quincaillerie et outils	154	30,854,045	694	272	1,998,567
10	Appareils de chauffage et de cuisson	72	17,010,431	676	197	1,574,975
11	Divers articles en fer et en acier	134	10,044,622	392	70	908,078
12	Machines	232	69,053,059	2,319	677	5,454,350
13	Sidérurgie	54	113,660,251	922	229	3,003,672
14	Matériel roulant de chemin de fer	38	94,551,828	1,361	102	3,182,974
15	Tôleries	172	59,490,712	1,294	391	3,100,349
16	Chantiers et réparations de bateau	43	30,054,838	415	47	900,450
17	Tréfilerie	76	31,088,655	523	179	1,438,887
	Totaux, fer et ses dérivés	**1,394**	**697,893,720**	**14,837**	**3,706**	**36,687,804**

et valeur des produits des industries manufacturières du Canada, 1939—suite

Employés à gages			Force motrice installée	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur de la production		
Hommes	Femmes	Gages				Nette	Brute	
nomb.	nomb.	$	h.p.	$	$	$	$	
6,376	12,599	14,340,898	4,344	309,945	39,991,597	30,506,388	70,807,930	5
4,965	12,217	12,335,016	3,014	244,676	33,725,781	25,624,385	59,594,842	6
903	1,195	1,369,991	254	30,186	302,730	1,909,045	2,142,961	7
615	252	786,632	7,485	101,436	2,710,778	2,153,860	4,966,074	8
174	1,189	802,746	598	22,666	2,121,694	2,562,587	4,706,947	9
206	100	203,428	1,759	32,522	1,237,373	563,055	1,832,950	10
418	713	779,560	1,236	36,121	2,530,828	1,949,373	4,516,322	11
178	393	453,822	2,142	69,537	1,550,530	1,937,838	3,557,905	12
12,234	6,591	14,804,469	112,921	2,578,193	35,527,356	32,279,911	70,385,460	13
735	152	737,216	4,357	244,037	1,667,878	2,015,553	3,927,468	14
151	Nil	75,731	389	6,530	328,425	187,633	522,588	15
31	121	79,168	91	4,634	254,435	241,271	500,340	16
1,930	2,002	3,103,486	2,024	134,417	6,092,581	6,746,829	12,973,827	17
7,191	12,171	14,282,125	20,577	828,442	27,383,530	29,457,833	57,669,805	18
1,031	227	1,137,078	8,870	253,789	4,108,794	4,968,430	9,331,013	19
104	208	218,620	262	11,944	807,602	529,637	1,349,183	20
4,747	2,634	6,364,708	25,639	1,018,749	9,872,472	14,549,306	25,440,527	21
3,306	2,136	4,396,645	14,811	602,682	11,910,253	9,365,524	21,878,459	22
980	285	1,061,929	9,777	136,618	4,148,590	3,782,763	8,067,971	23
1,161	1,258	1,737,657	7,348	218,903	5,344,598	4,012,673	9,576,174	24
73	76	111,094	185	8,161	486,317	450,690	945,168	25
48,865	**57,673**	**81,251,981**	**234,597**	**7,111,664**	**203,618,197**	**181,927,898**	**392,657,759**	
29	Nil	20,276	303	4,347	48,233	138,915	191,495	1
86	5	65,896	122	6,875	79,413	204,925	291,213	2
425	2	353,285	1,804	20,838	590,308	816,387	1,427,533	3
3,138	2,423	4,667,086	13,415	305,762	17,362,523	12,163,753	29,832,038	4
3,108	250	2,379,566	16,680	162,427	3,915,141	4,858,372	8,935,940	5
207	Nil	168,680	1,382	23,508	255,728	335,602	614,838	6
652	131	647,610	2,168	47,753	1,073,666	1,571,900	2,693,319	7
450	3	397,651	1,855	25,203	1,317,560	854,223	2,196,986	8
1,561	367	3,004,487	2,783	109,239	1,347,823	6,099,161	7,556,223	9
102	11	71,757	1,148	13,261	115,591	145,135	273,987	10
786	1	625,615	5,407	47,499	1,949,361	1,510,859	3,517,719	11
8,620	367	7,462,744	21,784	504,600	10,934,029	14,190,641	25,629,270	12
501	190	458,661	1,335	26,970	464,660	922,570	1,414,200	13
1,460	580	2,508,828	3,618	94,754	4,759,862	6,289,704	11,144,320	14
1,871	1,147	2,842,503	10,951	325,623	13,915,509	10,212,820	24,453,952	15
1,187	148	1,024,321	6,379	87,695	2,189,074	2,557,755	4,834,524	16
6,542	33	5,482,310	50,981	501,521	12,204,180	11,708,148	24,413,849	17
7,007	2,497	9,714,060	14,917	485,781	13,911,211	13,756,025	38,153,017	18
8,619	1,225	13,132,922	29,821	786,934	13,845,743	47,270,818	61,903,495	19
26,132	502	33,862,136	2,037,664	25,094,978	79,933,657	103,123,660	208,152,295	20
157	Nil	136,198	453	8,833	262,066	355,667	626,566	21
556	1	582,210	3,878	185,574	3,486,757	3,521,945	7,194,276	22
27,942	177	22,592,988	336,324	832,690	54,447,549	44,852,358	100,132,597	23
244	6	323,813	125	17,144	57,216	711,472	785,832	24
662	79	460,437	1,671	10,708	622,528	731,672	1,364,908	25
927	49	598,153	4,059	34,258	926,618	1,278,862	2,239,738	26
1,022	112	1,032,553	8,436	162,147	6,276,814	3,479,092	9,918,053	27
103,993	**10,306**	**114,616,746**	**2,579,463**	**29,936,922**	**246,292,820**	**303,662,441**	**579,892,183**	
4,219	40	4,380,119	21,946	449,158	6,672,529	8,913,536	16,035,223	1
2,873	33	3,793,201	3,587	100,668	1,428,168	11,109,634	12,638,470	2
12,064	145	15,415,279	74,022	818,896	71,671,753	34,972,702	107,463,351	3
6,244	765	7,562,168	44,582	798,947	19,714,235	18,198,625	38,711,807	4
425	25	521,430	1,589	41,963	1,059,104	953,592	2,054,659	5
1,935	1	2,154,748	15,494	217,111	3,673,208	4,909,487	8,799,806	6
2,103	Nil	2,688,765	30,698	232,377	6,786,893	8,821,322	15,840,592	7
8,245	117	8,839,454	46,447	1,115,615	12,273,647	18,956,569	32,345,831	8
5,019	771	5,591,259	17,320	527,626	7,385,636	15,082,162	22,995,424	9
4,113	43	4,178,913	9,090	349,729	5,659,694	9,342,240	15,351,663	10
1,614	26	1,791,587	11,315	279,203	3,478,629	4,545,554	8,303,386	11
8,922	330	10,393,511	50,595	812,624	18,099,490	29,546,294	48,458,408	12
12,592	84	17,406,845	207,005	6,174,661	29,629,376	40,130,444	75,934,481	13
16,083	23	21,867,585	117,309	1,882,557	24,070,884	24,756,763	60,710,204	14
5,943	851	6,901,290	18,959	679,815	29,612,215	21,235,199	51,527,229	15
3,028	1	4,049,719	41,129	298,877	3,814,321	7,121,769	11,234,967	16
3,547	274	4,256,051	19,507	621,476	7,262,999	17,178,904	25,063,379	17
98,969	**3,529**	**121,871,924**	**730,594**	**15,401,303**	**262,292,781**	**275,774,796**	**553,468,880**	

9.—Capital, employés, salaires et gages, force motrice, combustible, matières premières

	Groupe et industrie	Etablissements	Capital	Employés à salaire		
				Hommes	Femmes	Salaire
		nomb.	$	nomb.	nomb.	$
	6.—Métaux non ferreux et leurs produits—					
1	Produits d'aluminium	23	6,761,669	182	74	413,329
2	Produits du laiton et du cuivre	129	25,105,578	925	232	2,223,376
3	Appareils et fournitures électriques	190	102,245,833	4,357	1,502	11,561,270
4	Bijouterie et argenterie	116	10,631,884	434	212	1,259,283
5	Articles non ferreux divers	19	1,621,736	89	42	213,193
6	Réduction et affinage des métaux non ferreux	14	192,186,465	923	166	2,670,414
7	Alliages de métal blanc	35	7,936,725	188	98	553,370
	Totaux, métaux non ferreux et leurs produits	**526**	**346,489,890**	**7,098**	**2,326**	**18,894,235**
	7.—Produits des métalloïdes—					
1	Abrasifs	16	7,179,801	185	60	567,432
2	Articles en amiante	14	2,003,516	72	15	170,044
3	Ciment	8	51,251,358	87	4	198,141
4	Ouvrages en ciment	122	3,731,652	185	20	321,905
5	Argile domestique	149	17,940,742	234	27	526,960
6	Produits argileux importés	20	4,661,821	115	43	295,990
7	Coke et produits du gaz	33	94,925,764	885	278	1,703,455
8	Verre	73	16,534,181	366	115	870,245
9	Produits du gypse	9	3,660,233	30	3	60,227
10	Chaux	59	4,802,983	75	10	128,067
11	Produits divers	49	7,970,460	169	33	407,919
12	Produits du pétrole	53	66,381,189	820	140	2,282,581
13	Sel	9	4,447,204	78	35	285,023
14	Brique de chaux et sable	5	382,745	13	1	22,582
15	Pierre taillée et d'ornementation	190	4,991,636	320	39	515,577
	Totaux, produits des métalloïdes	**809**	**290,865,285**	**3,634**	**823**	**8,356,148**
	8.—Produits chimiques et dérivés—					
1	Acides, alcalis, sels	25	36,978,482	601	121	1,707,677
2	Substances adhésives	19	2,733,476	83	22	203,952
3	Goudron et produits	11	4,940,020	34	8	112,106
4	Engrais	27	17,561,474	275	79	732,432
5	Gaz comprimés	31	5,501,069	258	101	639,422
6	Encre à imprimer et à écrire	33	2,944,271	173	49	585,056
7	Préparations médicinales et pharmaceutiques	174	25,282,626	1,252	657	3,755,303
8	Autres industries chimiques	145	25,246,894	768	259	2,345,872
9	Peintures, pigments et vernis	93	26,348,301	1,225	344	3,180,723
10	Crèmes et pâtes à polissage	49	2,559,028	167	78	366,700
11	Savons et saponacés	110	14,891,150	726	215	1,650,410
12	Parfumerie	86	5,919,818	259	205	809,396
13	Distillation du bois	5	1,552,756	11	Nil	19,638
	Totaux, produits chimiques et dérivés	**808**	**172,459,365**	**5,832**	**2,138**	**16,108,687**
	9.—Industries diverses—					
1	Fleurs et plumes artificielles	23	394,415	40	27	84,765
2	Accessoires d'automobile, tissu	11	918,559	72	24	164,560
3	Balais, brosses et vadrouilles	80	4,215,460	250	89	545,456
4	Boutons	24	1,850,892	114	28	232,350
5	Cierges	12	862,291	43	13	103,823
6	Stylographes et crayons	9	2,227,877	128	57	311,906
7	Glace artificielle	49	4,187,015	145	20	264,613
8	Ecrins à bijoux et coffrets à argenterie	4	354,640	13	16	42,969
9	Lampes électriques et abat-jour	25	763,115	61	24	129,329
10	Matelas et sommiers	74	8,431,918	356	114	871,084
11	Divers, y compris balais mécaniques	3	156,684	10	4	21,919
12	Films de cinéma	5	778,661	47	22	150,125
13	Instruments de musique	17	3,295,334	88	21	164,514
14	Pipes	4	38,158	5	Nil	4,321
15	Insignes et brassards	10	126,640	13	7	21,162
16	Appareils scientifiques et professionnels	31	5,557,171	201	111	606,469
17	Enseignes électriques, néon, et autres	42	2,519,067	175	29	374,522
18	Articles de sport	33	1,891,478	113	39	249,056
19	Etampes et stencils, caoutchouc et métal	38	806,745	82	18	138,811
20	Statues, objets d'art et bibelots	37	465,293	57	15	100,805
21	Accessoires d'étalage de magasin	7	101,508	16	3	20,773
22	Jouets	13	295,003	25	15	57,796
23	Fournitures pour dactylotypes	8	991,473	55	27	214,496
24	Parapluies et ombrelles	7	251,137	20	12	48,474
	Totaux, industries diverses	**566**	**41,480,534**	**2,129**	**735**	**4,924,098**
	Grands totaux, toutes industries	**24,805**	**3,647,024,449**	**98,165**	**26,607**	**217,839,334**

et valeur des produits des industries manufacturières du Canada, 1939—fin

Employés à gages			Force motrice installée	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur de la production		
Hommes	Femmes	Gages				Nette	Brute	
nomb.	nomb.	$	h.p.	$	$	$	$	
1,125	123	1,329,091	8,086	160,946	4,562,803	2,454,585	7,178,834	1
3,765	295	4,482,664	27,226	617,235	18,961,128	12,533,549	32,111,912	2
10,994	3,408	14,149,822	82,569	1,266,471	39,331,766	48,462,341	89,060,578	3
2,072	672	2,836,500	3,863	115,729	7,210,524	6,903,307	14,229,560	4
200	64	258,029	313	15,609	415,902	1,508,904	1,940,415	5
11,360	Nil	16,701,705	421,610	15,891,301	166,653,361	80,057,833	262,602,495	6
777	284	1,032,812	5,453	121,185	4,927,693	3,888,287	8,937,165	7
30,293	**4,846**	**40,790,623**	**549,120**	**18,188,476**	**242,063,177**	**155,808,806**	**416,060,459**	
853	1	1,063,457	8,163	777,654	2,971,056	5,526,433	9,275,143	1
301	27	327,280	3,731	99,711	724,424	959,858	1,783,993	2
910	Nil	1,099,401	76,477	1,705,981	532,058	6,273,172	8,511,211	3
738	8	639,238	4,277	115,038	1,698,179	1,903,475	3,716,692	4
1,904	Nil	1,634,728	25,775	998,683	108,815	4,043,738	5,151,236	5
770	169	854,722	2,640	237,718	792,767	1,941,494	2,971,979	6
2,898	2	4,148,159	33,013	3,430,393	16,726,445	18,872,732	39,029,570	7
2,536	355	3,078,358	14,113	888,316	4,559,732	7,081,002	12,529,050	8
274	Nil	261,369	4,757	129,889	1,240,763	1,803,485	3,174,137	9
852	"	721,401	7,128	944,502	107,510	2,952,502	4,003,514	10
745	28	824,788	9,196	333,982	2,217,698	3,913,865	6,465,545	11
3,792	14	5,607,666	50,507	4,578,699	74,465,600	25,534,218	104,578,517	12
404	30	456,713	3,929	276,267	508,511	2,173,204	2,957,982	13
60	Nil	51,303	813	19,587	66,187	126,449	212,223	14
887	11	943,203	11,307	139,438	1,259,547	2,407,004	3,805,989	15
17,924	**645**	**21,711,786**	**255,726**	**14,675,858**	**107,979,292**	**85,511,631**	**208,166,781**	
2,393	13	3,325,221	81,373	2,548,217	6,021,716	14,486,673	23,056,606	1
307	15	316,710	2,551	89,573	905,411	1,115,822	2,110,806	2
260	Nil	281,416	1,023	163,950	2,108,544	1,375,586	3,648,080	3
853	4	1,087,180	26,310	706,003	8,140,498	4,318,663	13,165,164	4
311	2	398,296	7,371	156,372	501,108	3,352,349	4,009,829	5
295	26	371,109	2,061	41,842	1,465,418	1,947,691	3,454,951	6
1,152	1,327	2,151,588	4,669	199,899	9,804,525	17,179,838	27,184,262	7
2,360	809	3,083,955	15,372	506,546	10,242,733	15,039,627	25,788,906	8
1,798	173	2,130,893	9,116	331,316	12,080,774	13,443,416	25,855,506	9
143	80	198,619	263	22,174	1,580,112	1,859,270	3,461,556	10
1,159	306	1,491,803	7,049	376,980	9,171,373	10,596,719	20,145,072	11
218	453	495,178	753	27,221	2,792,754	4,098,598	6,918,573	12
168	Nil	126,903	389	89,220	415,873	232,580	737,673	13
11,417	**3,208**	**15,458,871**	**158,300**	**5,259,313**	**65,230,839**	**89,046,832**	**159,536,984**	
99	324	229,609	30	3,284	342,485	450,620	796,389	1
193	105	289,281	739	14,411	655,013	657,358	1,326,782	2
891	216	830,552	1,817	46,516	2,170,497	2,280,030	4,497,043	3
435	234	430,053	950	31,387	598,352	1,063,049	1,697,788	4
59	26	62,138	49	8,734	249,638	406,694	665,066	5
204	202	317,925	435	18,289	909,776	1,214,442	2,142,507	6
467	11	440,338	11,273	196,530	74,341	1,622,292	1,893,163	7
95	80	127,778	172	4,928	199,084	272,939	476,951	8
147	136	199,036	222	8,926	486,434	522,894	1,018,254	9
1,832	291	1,910,560	5,189	118,184	6,075,199	4,948,855	11,142,238	10
20	14	25,085	52	3,746	81,710	108,447	193,903	11
74	14	139,151	68	9,020	682,843	449,724	1,141,587	12
424	12	362,831	1,421	38,455	376,615	652,978	1,068,048	13
29	1	19,053	23	1,356	14,763	31,525	47,644	14
13	20	25,067	24	755	35,012	63,461	99,228	15
546	267	955,484	2,033	68,929	2,427,823	4,225,180	6,721,932	16
411	9	496,320	400	60,335	474,769	1,872,317	2,407,421	17
399	138	445,475	1,431	34,273	906,534	1,148,596	2,089,403	18
169	8	192,536	188	10,489	103,673	486,536	600,518	19
94	110	152,135	131	6,354	230,053	386,961	623,368	20
42	2	25,011	138	3,003	24,466	61,864	89,333	21
197	111	215,793	177	15,562	411,740	566,338	993,640	22
116	36	157,090	366	10,145	553,664	667,200	1,231,009	23
24	69	73,530	33	2,538	224,326	203,127	429,991	24
6,980	**2,436**	**8,121,831**	**27,361**	**716,149**	**18,308,810**	**24,368,247**	**43,393,206**	
415,488	**117,854**	**519,971,819**	**5,015,287**	**107,572,252**	**1,836,159,175**	**1,531,051,901**	**3,474,783,528**	

Sous-section 2.—Etablissements manufacturiers classifiés selon l'usage du produit fini

Des changements significatifs se sont produits depuis 1922 dans l'importance des différents groupes indiqués dans cette classification spéciale. L'industrialisation croissante du Dominion est démontrée par l'augmentation de l'outillage industriel et des matériaux de production durant la période. Un autre changement significatif est le déclin dans le groupe de l'alimentation. Alors qu'en 1922 le groupe des produits alimentaires se classe premier, en 1939 le groupe des matériaux de production prend la tête par une forte marge. Il convient toutefois de noter que le coût des matériaux dans ce groupe est anormalement élevé.

10.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada, classifiées selon l'utilisation des principaux produits, par principaux groupes, pour les années représentatives 1922-39 et en détail pour 1939

Année et industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
1922[1]						
Aliments	8,256	343,867,673	66,815	67,738,707	490,731,438	673,794,031
Liqueurs et tabacs	496	104,047,461	13,402	13,777,986	33,027,203	99,529,819
Vêtements	659	166,336,319	63,441	59,056,687	117,015,780	221,903,467
Effets personnels	936	56,060,262	16,904	17,080,049	21,879,031	57,258,476
Ameublement	600	75,168,053	18,032	19,861,883	24,956,960	62,961,050
Livres et papeterie	1,557	82,240,691	28,103	36,920,804	27,190,071	99,118,969
Véhicules et navires	1,154	191,257,804	30,067	37,237,412	87,840,814	160,624,079
Matériaux de production	5,588	1,086,692,015	153,354	147,581,011	316,400,400	666,241,271
Outillage industriel	1,740	556,862,578	75,269	89,081,303	160,024,299	338,882,958
Divers	30	4,960,434	869	1,061,388	2,964,354	4,916,418
Totaux, 1922	**21,016**	**2,667,493,290**	**456,256**	**489,397,230**	**1,282,041,450**[1]	**2,385,230,538**[1]
1929						
Aliments	8,351	463,984,558	94,707	87,960,036	597,396,238	837,986,384
Liqueurs et tabacs	599	201,365,785	18,976	21,670,376	65,440,053	208,968,998
Vêtements	1,680	223,376,104	93,935	88,914,849	172,726,557	336,452,685
Effets personnels	380	56,155,234	11,148	13,595,331	29,389,246	61,191,750
Ameublement	600	76,185,921	20,857	23,248,775	34,293,465	77,811,331
Livres et papeterie	1,917	144,222,275	38,141	56,003,183	45,384,362	155,947,960
Véhicules et navires	781	310,942,038	61,835	91,239,185	243,258,350	407,947,648
Matériaux de production	6,227	1,776,758,115	223,071	258,255,079	524,193,104	1,154,908,260
Outillage industriel	1,576	719,112,914	99,922	131,820,142	304,581,449	614,827,756
Divers	105	32,789,065	3,939	4,584,261	13,007,989	27,403,344
Totaux, 1929	**22,216**	**4,004,892,009**	**666,531**	**777,291,217**	**2,029,670,813**	**3,883,446,116**
1933						
Aliments	8,759	408,995,499	75,434	68,652,798	313,760,942	492,729,174
Liqueurs et tabacs	670	185,612,678	18,289	17,626,141	40,454,300	98,409,638
Vêtements	1,922	143,283,092	75,363	56,001,234	103,209,050	194,627,734
Effets personnels	601	39,681,900	8,938	8,616,372	15,323,848	35,589,961
Ameublement	654	66,047,002	15,587	12,887,200	16,022,584	38,684,649
Livres et papeterie	2,170	132,507,101	34,300	42,830,661	28,818,380	103,477,707
Véhicules et navires	479	232,153,543	37,618	35,725,625	56,917,292	120,992,781
Matériaux de production	6,564	1,459,569,284	139,734	126,208,238	252,383,314	573,991,467
Outillage industriel	1,819	588,147,285	60,061	64,155,426	133,382,392	277,075,032
Divers	142	23,163,454	3,334	3,544,129	7,516,826	18,497,642
Totaux, 1933	**23,780**	**3,279,259,838**	**468,638**	**436,247,824**	**967,788,928**	**1,954,075,785**

[1] Pour l'année 1922 les chiffres du "coût des matières premières" et de la "valeur brute des produits" comprennent la valeur placée sur les produits intermédiaires utilisés dans les procédés additionnels dans le groupe chimique des industries. Pour cette raison, ces chiffres diffèrent légèrement de ceux contenus dans les autres tableaux de ce chapitre.

10.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada classifiées selon l'utilisation des principaux produits, par principaux groupes, pour les années représentatives 1922-39 et en détail pour 1939—suite

Année et industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
1937						
Aliments	8,696	441,611,585	96,740	94,656,930	558,118,480	792,271,852
Liqueurs et tabacs	668	187,487,631	21,646	24,398,981	68,935,399	152,152,105
Vêtements	2,158	173,474,299	95,274	79,547,935	148,901,374	271,690,917
Effets personnels	634	43,476,516	12,420	12,729,626	28,185,411	55,289,473
Ameublement	800	89,293,123	27,446	27,169,931	41,836,387	90,102,397
Livres et papeterie	2,349	137,392,420	40,348	53,453,842	44,257,314	138,673,644
Véhicules et navires	376	248,949,257	55,141	71,890,706	186,070,917	319,280,534
Matériaux de production	6,892	1,482,194,043	208,930	232,733,013	634,232,482	1,221,670,588
Outillage industriel	2,086	629,908,231	97,250	119,070,287	280,546,886	551,891,976
Divers	175	31,440,726	5,256	6,075,786	15,842,137	32,436,014
Totaux, 1937	**24,834**	**3,465,227,831**	**660,451**	**721,727,037**	**2,006,926,787**	**3,625,459,500**
1938						
Aliments	8,747	432,145,127	97,455	98,044,992	537,923,355	778,760,610
Liqueurs et tabacs	681	189,548,588	22,809	26,247,061	75,221,662	161,433,189
Vêtements	2,167	168,618,083	92,564	77,877,678	131,546,849	250,710,111
Effets personnels	624	41,767,523	12,106	12,816,968	25,009,093	53,025,074
Ameublement	750	87,071,593	26,303	26,414,078	36,966,223	80,935,597
Livres et papeterie	2,432	138,814,691	41,264	55,053,531	44,848,474	139,407,239
Véhicules et navires	369	254,601,088	53,689	69,944,736	155,932,759	280,605,066
Matériaux de production	7,097	1,513,279,525	197,419	217,719,784	537,249,412	1,054,563,077
Outillage industriel	2,155	626,649,226	93,082	115,089,654	249,033,856	507,219,480
Divers	178	33,187,574	5,325	6,460,107	13,746,345	31,021,923
Totaux, 1938	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**3,337,681,366**
1939						
Aliments	8,529	451,298,489	99,983	101,904,518	526,619,353	784,072,722
Liqueurs et tabacs	657	190,313,279	23,489	27,051,038	74,295,571	164,812,439
Vêtements	2,178	187,495,826	97,220	83,762,588	146,201,614	275,567,762
Effets personnels	623	46,866,657	12,623	13,771,704	26,408,179	57,043,684
Ameublement	767	93,773,837	27,647	28,417,336	40,528,394	88,800,804
Livres et papeterie	2,452	143,293,147	41,804	56,466,921	47,916,777	144,288,052
Véhicules et navires	364	269,734,181	54,673	72,238,590	141,704,269	266,089,493
Matériaux de production	7,095	1,580,602,852	201,849	229,381,185	559,816,486	1,130,510,177
Outillage industriel	1,957	650,305,878	93,235	117,754,260	257,416,596	528,678,421
Divers	183	33,340,303	5,591	7,063,013	15,252,136	34,919,974
Totaux, 1939	**24,805**	**3,647,024,449**	**658,114**	**737,811,153**	**1,836,159,375**	**3,474,783,528**
1939—DÉTAIL						
Aliments	**8,529**	**451,298,289**	**99,983**	**101,904,518**	**526,619,353**	**784,072,722**
Céréales	4,454	149,987,085	42,872	42,664,554	141,141,004	248,187,281
Poisson	523	21,479,200	5,369	3,638,794	18,114,698	28,816,536
Fruits et légumes	338	45,875,538	9,838	7,196,036	32,097,384	55,164,957
Viandes	215	69,781,729	13,176	17,497,714	156,446,277	187,692,934
Produits laitiers	2,625	74,592,017	19,264	18,629,104	100,870,026	143,583,643
Huiles et graisses	5	364,675	68	76,506	163,078	312,033
Sucre	10	40,511,884	2,399	3,467,367	33,728,967	49,896,763
Infusions	88	17,032,039	2,242	2,936,800	21,629,753	29,684,410
Divers	271	31,674,322	4,755	5,797,643	22,428,166	40,734,165
Liqueurs et tabacs	**657**	**190,313,279**	**23,489**	**27,061,038**	**74,295,571**	**164,812,439**
Boissons alcooliques	75	93,795,714	7,146	10,855,068	22,274,831	62,434,345
Boissons non alcooliques	483	27,302,150	5,549	6,434,540	10,784,605	32,784,708
Tabacs	99	69,215,415	10,794	9,761,430	41,236,135	69,593,386
Vêtements	**2,178**	**187,495,826**	**97,220**	**83,762,588**	**146,201,614**	**275,567,762**
Chaussures en cuir	222	30,258,048	16,957	13,467,263	21,528,236	40,925,513
Fourrures	384	14,723,743	4,604	5,396,623	11,592,066	19,961,526
Vêtements et lingerie	1,146	74,149,384	46,795	40,527,764	76,042,802	137,252,680
Gants et mitaines	61	3,276,466	1,929	1,470,587	2,412,312	4,638,839

10.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada classifiées selon l'utilisation des principaux produits, par principaux groupes, pour les années représentatives 1922-39 et en détail pour 1939—fin

Année et industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
1939—DÉTAIL—fin	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Vêtements—fin						
Chapellerie	179	7,941,259	5,252	4,801,820	6,435,066	13,770,216
Tricots	174	56,365,078	21,312	17,778,485	27,383,530	57,669,805
Imperméables	12	781,848	371	320,016	807,602	1,349,183
Effets personnels	**623**	**46,866,657**	**12,623**	**13,771,704**	**26,408,179**	**57,043,684**
Bijouterie et horlogerie	120	10,986,524	3,594	4,266,530	7,409,608	14,706,511
Articles de récréation	63	5,481,815	1,582	1,495,465	1,694,889	4,151,091
Effets personnels	440	30,398,318	7,447	8,009,709	17,303,682	38,186,082
Ameublement	**767**	**93,773,837**	**27,647**	**28,417,336**	**40,528,394**	**88,800,804**
Livres et papeterie	**2,452**	**143,293,147**	**41,804**	**56,466,921**	**47,916,777**	**144,288,052**
Véhicules et navires	**364**	**269,734,181**	**54,673**	**72,238,590**	**141,704,269**	**266,089,493**
Matériaux de production	**7,095**	**1,580,602,852**	**201,849**	**229,381,185**	**559,816,486**	**1,130,510,177**
Pour l'agriculture	27	17,561,474	1,211	1,819,612	8,140,498	13,165,164
Pour manufactures	1,061	1,241,409,376	128,228	158,127,964	416,833,963	843,494,724
Matériaux de construction	5,383	246,294,101	54,710	51,433,422	99,404,826	204,610,338
Matériaux généraux	624	75,337,901	17,700	18,000,187	35,437,199	69,239,951
Outillage industriel	**1,957**	**650,305,878**	**93,235**	**117,754,260**	**257,416,596**	**528,678,421**
Agricole	45	58,263,416	5,354	6,065,147	6,720,762	16,226,718
Des manufactures	245	70,517,396	13,037	16,473,025	18,564,150	49,872,608
Du commerce	144	8,605,808	1,841	2,324,510	1,230,913	6,221,444
Des services	298	36,227,063	6,919	8,985,641	14,218,910	38,364,468
Eclairage, chauffage et force motrice	338	279,988,412	31,799	42,848,960	134,664,600	242,344,127
Toutes autres machineries industrielles	887	197,703,783	34,285	41,056,977	82,017,261	175,649,056
Divers	**183**	**33,340,303**	**5,591**	**7,063,013**	**15,252,136**	**34,919,974**

Sous-section 3.—Etablissements manufacturiers classifiés selon l'origine des matières premières

La distinction entre les matières premières agricoles de provenance domestique ou étrangère ne repose pas sur la source réelle de ces matières, mais sur le fait qu'elles sont indigènes ou exotiques. C'est pourquoi les industries comprises dans les classes d'origine étrangère sont celles dépendant de matières premières que le pays ne produit pas comme le thé, le café, les épices, le sucre de canne, le riz, le caoutchouc, le coton, etc. Les industries des classes d'origine canadienne peuvent, cependant, consommer de grandes quantités de matières importées.

Le groupe d'origine minérale comprend, en plus des métaux non ferreux produits en si grande quantité au Canada, les dérivés du fer et de l'acier, du pétrole, et d'autres substances minérales dont les matières premières sont en grande partie importées. Presque tous les produits d'origine minérale sauf les combustibles sont des produits durables. Une production et une consommation relativement considérables de produits minéraux sont habituellement le signe d'un haut niveau de vie et d'une organisation industrielle avancée. En ces dernières années la valeur brute des produits manufacturés d'origine minérale au Canada dépasse la valeur de ceux d'origine agricole, qui comprennent les textiles aussi bien que les aliments.

En 1939, les industries du groupe agricole ont le plus grand nombre d'employés, mais le groupe minéral a le plus gros capital et paye le plus en salaires et gages. Les industries du groupe minéral ont un capital moyen par employé de $7,109 et un salaire ou des gages moyens de $1,329, tandis que pour les industries du groupe agricole les moyennes respectives sont de $4,327 et $989.

11.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada classifiées selon l'origine des matières premières utilisées, par groupes principaux, années représentatives 1924-39

Année et origine	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
1924[1]						
Origine agricole	8,663	772,791,471	152,488	153,213,763	716,047,892	1,099,279,665
Origine minérale	2,806	1,010,517,944	136,837	171,068,497	349,800,585	700,002,097
Origine forestière	6,873	876,149,932	126,907	147,719,245	245,183,429	544,282,597
Origine marine	836	20,304,785	11,157	3,344,348	16,089,332	26,637,962
Origine sauvagine	226	10,827,249	2,944	3,194,213	7,506,169	13,386,266
Origine mixte	1,305	204,716,127	57,277	55,927,609	101,563,384	200,718,177
Grands totaux, 1924	**20,709**	**2,895,317,508**	**487,610**	**534,467,675**	**1,436,190,791**[1]	**2,584,306,764**[1]
Groupe d'origine agricole—						
Produits de la terre	4,595	525,717,571	89,436	87,789,237	433,443,376	691,513,259
Elevage	4,068	247,073,900	63,052	65,424,526	282,604,516	407,766,406
Totaux, origine agricole	**8,663**	**772,791,471**	**152,488**	**153,213,763**	**716,047,892**	**1,099,279,665**
Des fermes canadiennes	8,379	546,231,949	114,514	119,217,657	553,357,883	848,236,237
Des fermes étrangères	284	226,559,522	37,974	33,996,106	162,690,009	251,043,428
1929						
Origine agricole	9,041	969,384,866	181,682	188,306,755	852,606,083	1,396,769,569
Origine minérale	3,219	1,550,662,908	218,879	304,027,803	678,683,203	1,392,499,868
Origine forestière	7,353	1,148,558,242	163,863	191,044,307	313,088,964	722,269,066
Origine marine	730	28,644,442	16,367	5,411,855	21,496,859	34,966,260
Origine sauvagine	234	14,338,686	3,767	4,783,323	12,847,817	20,861,039
Origine mixte	1,639	293,302,865	81,963	83,717,174	150,947,887	316,080,313
Grands totaux, 1929	**22,216**	**4,004,892,009**	**666,531**	**777,291,217**	**2,029,670,813**	**3,883,446,116**
Groupe d'origine agricole—						
Produits de la terre	5,191	697,206,163	114,236	115,201,292	496,842,580	889,075,246
Elevage	3,850	272,178,703	67,446	73,105,463	355,763,503	507,694,323
Totaux, origine agricole	**9,041**	**969,384,866**	**181,682**	**188,306,755**	**852,606,083**	**1,396,769,569**
Des fermes canadiennes	8,743	708,461,549	134,680	140,340,993	682,056,026	1,106,006,184
Des fermes étrangères	298	260,923,317	47,002	47,965,762	170,550,057	290,763,385
1933						
Origine agricole	9,695	844,582,058	158,602	137,711,749	454,882,704	791,956,470
Origine minérale	3,539	1,306,641,651	130,565	138,101,092	271,434,337	601,428,003
Origine forestière	7,796	882,445,602	102,807	99,046,012	133,550,374	335,886,257
Origine marine	620	15,532,775	4,064	2,287,385	10,960,289	17,380,323
Origine sauvagine	335	10,507,157	3,498	3,481,885	7,159,079	13,000,927
Origine mixte	1,795	219,550,595	69,122	55,619,701	89,802,145	194,423,805
Grands totaux, 1933	**23,780**	**3,279,259,838**	**468,658**	**436,247,824**	**967,788,928**	**1,954,075,785**
Groupe d'origine agricole—						
Produits de la terre	5,746	609,044,529	93,433	81,655,182	263,007,043	494,048,930
Elevage	3,949	235,537,529	65,169	56,056,567	191,875,661	297,907,540
Totaux, origine agricole	**9,695**	**844,582,058**	**158,602**	**137,711,749**	**454,882,704**	**791,956,470**
Des fermes canadiennes	9,373	629,450,643	124,547	107,807,386	365,559,776	620,197,449
Des fermes étrangères	322	215,131,415	34,055	29,904,363	89,322,928	171,759,021
1937						
Origine agricole	10,139	901,539,200	203,908	197,861,819	809,964,706	1,276,249,283
Origine minérale	3,384	1,401,562,788	216,959	280,323,383	784,742,328	1,451,202,762
Origine forestière	8,392	916,530,488	144,597	161,030,221	254,863,829	589,517,795
Origine marine	597	18,130,385	5,427	3,354,771	16,318,781	26,088,625
Origine sauvagine	365	13,328,164	4,264	4,452,918	10,761,233	17,658,867
Origine mixte	1,957	214,136,806	85,296	74,703,925	130,275,910	264,742,168
Grands totaux, 1937	**24,834**	**3,465,227,831**	**660,451**	**721,727,037**	**2,006,926,787**	**3,625,459,500**
Groupe d'origine agricole—						
Produits de la terre	6,197	635,995,955	118,765	115,999,546	456,791,911	774,683,154
Elevage	3,942	265,543,245	85,143	81,862,273	353,172,795	501,566,129
Totaux, origine agricole	**10,139**	**901,539,200**	**203,908**	**197,861,819**	**809,964,706**	**1,276,249,283**
Des fermes canadiennes	9,326	673,003,567	158,075	152,070,575	659,488,389	1,008,885,353
Des fermes étrangères	813	228,535,633	45,833	45,791,244	150,476,317	267,363,930

[1] Pour l'année 1924 les chiffres du "coût des matières premières" et de la "valeur brute des produits" comprennent la valeur placée sur les produits intermédiaires utilisés dans les procédés additionnels dans le groupe chimique des industries. Pour cette raison, ces chiffres diffèrent légèrement de ceux contenus dans les autres tableaux du présent chapitre.

11.—Statistiques principales des industries manufacturières du Canada classifiées selon l'origine des matières premières utilisées, par groupes principaux, années représentatives 1924-39—fin

Année et origine	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits
1938	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Origine agricole	10,401	892,379,077	210,255	203,960,905	762,610,491	1,229,462,164
Origine minérale	3,502	1,423,182,270	209,929	212,086,998	688,478,398	1,314,520,207
Origine forestière	8,578	941,110,181	139,290	154,490,182	226,297,235	525,598,252
Origine marine	561	21,962,498	5,177	3,547,918	17,082,060	27,949,208
Origine sauvagine	380	13,295,545	4,230	4,722,074	10,103,220	17,331,064
Origine mixte	1,778	193,753,447	73,135	66,860,512	102,906,624	222,820,471
Grands totaux, 1938	**25,200**	**3,485,683,018**	**642,016**	**705,668,589**	**1,807,478,028**	**3,337,681,366**
Groupe d'origine agricole—						
Produits de la terre	6,300	619,133,367	118,618	118,158,954	416,619,688	731,416,137
Elevage	4,101	273,245,710	91,637	85,801,951	345,990,803	498,046,027
Totaux, origine agricole	**10,401**	**892,379,077**	**210,255**	**203,960,905**	**762,610,491**	**1,229,462,164**
Des fermes canadiennes	9,571	669,642,719	165,467	159,411,814	635,270,697	990,671,596
Des fermes étrangères	830	222,736,358	44,788	44,549,091	127,339,794	238,790,568
1939						
Origine agricole	10,203	952,929,892	220,210	217,724,965	778,250,125	1,289,993,021
Origine minérale	3,474	1,498,265,618	210,752	280,054,303	669,628,573	1,321,444,094
Origine forestière	8,430	951,016,933	142,091	160,638,500	244,944,997	572,335,960
Origine marine	523	21,479,200	5,369	3,638,794	18,114,698	28,816,536
Origine sauvagine	384	14,723,743	4,604	5,396,623	11,592,066	19,961,526
Origine mixte	1,791	208,609,063	75,088	70,196,968	113,528,916	242,232,391
Grands totaux, 1939	**24,805**	**3,647,024,449**	**658,114**	**737,811,153**	**1,836,159,375**	**3,474,783,528**
Groupe d'origine agricole—						
Produits de la terre	6,096	649,746,486	124,708	126,311,033	410,994,461	759,964,866
Elevage	4,107	303,183,406	95,502	91,413,932	367,255,664	530,028,155
Totaux, origine agricole	**10,203**	**952,929,892**	**220,210**	**217,724,965**	**778,250,125**	**1,289,993,021**
Des fermes canadiennes	9,382	699,345,423	171,460	168,260,771	630,779,223	1,011,294132
Des fermes étrangères	821	253,584,469	48,750	49,464,194	147,470,902	278,698,889

Sous-section 4.—Principales industries manufacturières

Dans l'état suivant le rang des dix principales industries en 1939, classifiées selon la valeur brute de leur production, est comparé à leur rang respectif pour des années représentatives depuis 1922.

LES DIX PRINCIPALES INDUSTRIES EN 1939 ET LE RANG DE CHACUNE, ANNÉES REPRÉSENTATIVES, 1922-38

Industrie	Rang en—						
	1939	1938	1937	1933	1929	1926	1922
Réduction et affinage des métaux non ferreux	1	1	1	2	9	9	–
Pulpe et papier	2	2	2	1	1	1	2
Abattoirs et salaisons	3	3	3	3	2	3	3
Beurre et fromage	4	4	6	5	6	6	5
Automobiles	5	6	4	11	4	5	6
Dérivés du pétrole	6	7	9	6	10	11	9
Minoterie et meunerie	7	5	5	4	3	2	1
Scieries	8	8	7	14	5	4	4
Appareils et fournitures électriques	9	9	8	16	8	13	17
Pain et autres produits de boulangerie	10	11	11	7	14	15	11

Un trait frappant du développement de l'industrie manufacturière canadienne ces dernières années est la croissance de l'industrie de la réduction des métaux non ferreux. Cette industrie, basée sur les abondantes ressources en métaux communs du pays, a pris place parmi les principales activités manufacturières à l'égal des industries basées sur les ressources forestières, agricoles et animales. La dépression a provoqué des changements dans le rang de plusieurs industries, lequel s'est avéré temporaire dans quelques cas.

12.—Statistiques des quarante principales industries du Canada classifiées selon la valeur brute des produits, 1939

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur des produits	
							Nette	Brute
1	Réduction et affinage des métaux non ferreux	nomb. 14	$ 192,186,465	nomb. 12,449	$ 19,372,119	$ 166,653,361	$ 80,057,833	$ 262,602,495
2	Pulpe et papier	100	597,908,918	31,016	44,737,379	79,933,657	103,123,660	208,152,295
3	Abattoirs et salaisons	150	68,660,761	12,765	17,109,682	154,692,370	29,048,432	185,196,133
4	Beurre et fromage	2,528	62,430,427	17,448	16,635,539	87,344,396	33,185,177	122,561,771
5	Automobiles	12	59,470,986	14,427	20,573,714	71,671,753	34,972,702	107,463,351
6	Dérivés du pétrole	53	66,381,189	4,766	7,890,247	74,465,600	25,534,218	104,578,517
7	Minoterie et meunerie	1,050	47,926,318	5,898	6,515,496	75,435,165	25,051,936	101,776,429
8	Scieries	3,941	85,628,394	32,399	26,396,308	54,447,549	44,852,358	100,132,597
9	Appareils et fournitures électriques	190	102,245,833	20,261	25,711,092	39,331,766	48,462,341	89,060,568
10	Pain et autres produits de boulangerie	3,115	49,162,475	23,121	22,337,808	34,391,725	39,264,949	76,040,651
11	Fer et acier primaires	54	113,660,251	13,827	20,410,517	29,629,376	40,130,444	75,934,481
12	Confection pour hommes	375	40,791,892	22,426	20,068,061	39,991,597	30,506,388	70,807,930
13	Filés et tissus de coton	36	81,272,668	19,723	16,733,206	35,527,356	32,279,911	70,385,460
14	Articles en caoutchouc	54	65,374,269	14,160	15,603,774	28,814,003	39,799,568	69,945,471
15	Impression et édition	812	54,788,782	18,342	26,205,362	13,845,743	47,270,818	61,903,495
16	Matériel roulant de chemin de fer	38	94,551,828	17,569	25,050,559	34,070,884	24,756,763	60,710,204
17	Confection pour femmes	615	28,682,365	20,270	17,386,492	33,725,781	25,624,385	59,594,842
18	Bonneterie et tricots	174	56,365,078	21,312	17,778,485	27,383,530	29,457,833	57,669,805
19	Conserves de fruits et légumes	338	45,875,538	9,838	7,196,036	32,097,384	22,315,118	55,164,957
20	Tôlerie	172	59,490,712	8,479	10,001,639	29,612,215	21,235,199	51,527,229
21	Biscuits, confiserie, cacao, etc	216	37,858,363	12,152	11,748,656	22,846,696	27,654,965	51,301,152
22	Raffinerie de sucre	10	40,511,884	2,399	3,467,367	33,728,967	15,078,627	49,896,763
23	Machinerie	232	69,053,059	12,248	15,847,861	18,099,490	29,546,294	48,458,408
24	Tabac, cigares et cigarettes	80	60,135,642	8,158	7,733,023	23,001,316	23,872,832	47,054,707
25	Brasseries	61	61,645,877	5,345	8,451,402	16,488,207	26,394,981	43,633,342
26	Chaussures en cuir	222	30,258,048	16,957	13,467,293	21,528,236	19,100,943	40,925,513
27	Coke et dérivés du gaz	33	94,925,764	4,063	5,851,614	16,726,445	18,872,732	39,029,570
28	Accessoires pour automobiles	97	30,290,876	8,119	9,846,641	19,714,235	18,198,625	38,711,807
29	Impression et reliure	1,293	43,807,901	13,473	16,117,704	13,911,211	23,756,025	38,153,017
30	Coulages et pièces forgées	194	43,218,451	9,635	11,190,871	12,273,647	18,956,569	32,345,831
31	Produits du laiton et du cuivre	129	25,105,578	5,217	6,706,040	18,961,128	12,553,549	32,111,912
32	Boîtes et sacs en papier	152	24,046,931	6,742	7,150,013	17,362,523	12,163,753	29,832,038
33	Café, thé et épices	88	17,032,039	2,242	2,936,800	21,629,753	7,948,376	29,684,410
34	Conserves de poisson	523	21,479,200	5,369	3,638,794	18,114,698	10,311,304	28,816,536
35	Eaux gazeuses et minérales	447	20,132,465	4,915	5,528,200	8,751,757	19,671,900	28,743,811
36	Préparations médicinales et pharmaceutiques	174	25,282,626	4,388	5,906,891	9,804,525	17,179,838	27,184,262
37	Peintures, pigments et vernis	93	26,348,301	3,540	5,311,616	12,080,774	13,443,416	25,855,506
38	Produits chimiques divers	145	25,246,894	4,196	5,429,827	10,242,733	15,039,627	25,788,906
39	Meubles	378	27,923,372	10,572	9,959,270	10,934,029	14,190,641	25,629,270
40	Tanneries	84	26,537,224	4,312	4,688,836	17,480,088	7,587,522	25,584,972
	Totaux, quarante principales industries	18,472	2,723,695,644	484,538	544,692,234	1,486,745,669	1,128,432,532	2,699,950,414
	Totaux, toutes industries	24,805	3,647,024,449	658,114	737,811,153	1,836,159,375	1,531,051,901	3,474,783,528
	P.c. des quarante principales industries comparativement au grand total	74·5	74·7	73·6	73·8	80·9	73·7	77·7
	Textiles primaires[1]	458	229,738,700	63,788	55,965,617	101,652,389[2]	91,848,831[2]	209,369,551

[1] D'après une classification plus vaste, l'industrie primaire des textiles, qui comprend la production des cotonnades, lainages, soieries, articles de bonneterie et de tricoterie, la teinture et le finissage des textiles, occupe le premier rang pour le nombre d'employés et pour les salaires et gages, et le deuxième rang pour la valeur brute de la production. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

13.—Statistiques des quarante principales industries du Canada classifiées selon la valeur brute des produits, 1940

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur des produits	
							Nette	Brute
		nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
1	Réduction et affinage des métaux non ferreux	14	234,826,742	13,466	21,766,197	187,790,596	98,059,288	305,360,547
2	Pulpe et papier	103	642,979,942	34,719	56,073,812	108,758,862	158,230,575	298,034,843
3	Abattoirs et salaisons	146	73,779,777	14,301	19,441,361	191,484,016	35,321,327	228,500,487
4	Automobiles	10	78,816,499	16,798	31,110,945	128,833,690	59,811,659	189,807,555
5	Beurre et fromage	2,484	64,327,705	18,039	17,610,586	96,893,205	35,907,031	135,365,356
6	Scieries	4,675	91,602,899	39,501	34,021,825	70,948,598	61,700,043	134,762,893
7	Appareils et fournitures électriques	194	118,825,205	25,120	33,246,655	58,371,201	70,009,081	130,001,457
8	Minoterie et meunerie	1,027	52,170,492	6,215	7,101,367	96,294,284	24,814,700	122,494,759
9	Dérivés du pétrole	49	76,581,743	5,156	8,808,537	94,860,521	21,600,784	122,212,800
10	Fer et acier primaires	54	133,844,814	17,774	29,207,036	54,045,692	50,969,926	114,598,409
11	Filés et tissus de coton	37	87,578,818	23,616	23,110,839	53,958,165	46,320,684	103,389,868
12	Confection pour hommes	378	48,843,572	26,866	25,223,961	60,087,644	40,228,396	100,669,263
13	Matériel roulant de chemin de fer	35	94,375,351	21,483	32,349,509	52,289,540	40,700,278	95,341,712
14	Machinerie	235	92,896,451	18,145	26,016,051	30,675,072	52,372,458	84,260,652
15	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	52	70,588,546	14,297	16,834,914	38,228,145	43,403,938	83,020,721
16	Pain et autres produits de boulangerie	3,089	53,095,568	23,943	23,509,613	38,560,378	41,052,025	82,539,730
17	Bonneterie et tricots	172	56,768,555	23,225	20,695,578	35,756,140	32,754,554	69,427,328
18	Confection pour femmes	604	29,456,346	20,549	18,891,844	40,206,626	28,140,669	68,587,845
19	Impression et édition	802	55,655,340	18,062	26,582,309	14,321,069	49,348,480	64,501,471
20	Accessoires pour automobiles	100	40,710,655	10,441	14,981,791	35,690,690	28,118,366	64,878,624
21	Tôlerie	168	68,038,783	10,367	12,921,828	38,041,652	25,427,156	64,277,445
22	Biscuits, confiserie, cacao, etc	204	40,170,966	12,737	12,622,627	27,921,859	29,919,898	58,718,262
23	Raffineries de sucre	11	42,966,073	2,538	3,623,661	42,150,263	13,798,380	54,274,122
24	Produits du laiton et du cuivre	132	32,930,544	7,354	10,371,575	35,196,919	21,136,976	57,238,558
25	Aliments divers, y compris café, thé, etc	234	34,885,794	4,709	5,828,580	39,244,840	16,176,640	55,774,172
26	Conserves de fruits et légumes	367	49,753,245	10,474	7,943,982	33,478,166	20,866,862	55,179,652
27	Brasseries	61	64,954,017	5,520	9,004,800	24,876,452	24,783,421	50,611,918
28	Pièces en fonte	197	49,831,652	12,026	15,932,897	20,324,185	27,364,603	49,265,398
29	Tabac, cigares et cigarettes	82	66,014,427	8,591	8,073,773	24,204,225	24,716,023	49,126,079
30	Coke et dérivés du gaz	31	96,748,283	4,095	6,376,465	21,037,329	21,667,397	46,673,660
31	Chaussures en cuir	217	29,517,070	17,149	13,958,753	24,613,366	20,839,026	45,767,912
32	Construction navale et réparations	47	48,565,107	9,707	15,753,467	18,633,954	25,481,735	44,690,937
33	Etoffe de laine	66	27,587,011	7,798	8,182,838	24,313,179	16,768,251	41,851,298
34	Impression et reliure	1,308	44,311,208	13,819	16,896,910	15,275,727	24,936,284	40,744,525
35	Produits chimiques divers	140	48,699,883	7,111	8,496,297	16,415,637	20,187,704	37,450,041
36	Ateliers de rabotage, fabriques de portes et fenêtres	741	34,262,704	9,841	9,806,784	19,265,400	16,139,306	26,021,215
37	Boîtes et sacs en papier	153	24,706,224	7,034	7,713,004	20,874,823	14,733,251	35,949,847
38	Quincaillerie et outils	176	36,364,470	8,665	10,711,557	11,090,315	23,484,397	35,232,992
39	Conserves de poisson	458	23,257,676	5,828	4,528,560	21,461,851	13,163,500	35,110,441
40	Eaux gazeuses et minérales	462	21,940,481	5,434	6,429,224	11,287,508	22,080,824	34,027,664
	Totaux, quarante principales industries	**19,515**	**3,083,230,638**	**562,513**	**681,762,312**	**1,977,761,784**	**1,442,535,896**	**3,528,742,458**
	Totaux, toutes industries	**25,513**	**4,095,716,836**	**762,244**	**920,872,865**	**2,449,721,903**	**1,942,471,238**	**4,529,173,316**
	P.c. des quarante principales industries comparativement à toutes les industries	83·0	75·3	73·8	74·0	80·7	74·3	77·9
	Textiles primaires[1]	521	440,519,779	75,982	73,648,565	159,822,516	143,210,970	310,202,399

[1] D'après une classification plus vaste, l'industrie primaire des textiles, qui comprend la production des cotonnades, lainages, soieries, articles de bonneterie et de tricoterie, la teinture et le finissage des textiles, occupe le premier rang pour le nombre d'employés, les salaires et gages et la valeur brute de la production.

Section 4.—Principaux éléments de la production manufacturière

Les sujets traités dans cette section, d'une façon aussi détaillée que le permet l'espace limité, comprennent les capitaux, l'emploiement, les salaires et gages, l'importance des établissements, l'énergie et le combustible utilisés dans l'industrie manufacturière.

Sous-section 1.—Capitaux engagés dans les industries manufacturières

L'augmentation remarquable des capitaux engagés dans les manufactures canadiennes depuis le début du vingtième siècle a naturellement marché de pair avec la vive accélération des opérations industrielles. Les capitaux passent de $446,900,000 en 1900 à $833,900,000 en 1905 et à $1,958,700,000 en 1915. Les états fournis au cours de cette période comprennent les établissements occupant cinq personnes ou plus et, alors que l'augmentation des prix de gros n'excède pas 37 p.c., les capitaux engagés dans les manufactures augmentent de près de 340 p.c.

En 1939, les capitaux immobilisés dans tous les établissements, sans égard au nombre d'employés et sans compter les usines centrales électriques, sont de $3,647,000,000 contre $2,334,000,000 en 1937, augmentation de 56 p.c., tandis que les prix de gros baissent d'environ 45 p.c. durant la même période.

14.—Répartition proportionnelle des capitaux engagés dans les industries manufacturières du Canada, par province et groupe industriel, années représentatives 1917-39

Province et groupe	1917	1920	1926	1929	1933	1937	1938	1939
PROVINCE	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard	0·1	0·1	0·1	0·1	0·1	0·1	0·1	0·1
Nouvelle-Ecosse	5·3	4·6	3·3	3·0	2·8	2·7	2·6	2·8
Nouveau-Brunswick	2·6	3·5	2·6	2·3	2·7	2·6	2·3	2·5
Québec	28·4	30·1	30·2	31·1	31·6	32·3	32·9	32·4
Ontario	49·6	50·1	50·4	59·6	48·4	48·3	48·1	48·3
Manitoba	3·6	3·2	2·7	3·0	3·1	3·5	3·3	3·3
Saskatchewan	1·0	0·8	0·8	1·1	1·2	1·1	1·1	1·0
Alberta	2·1	1·6	1·8	2·0	2·1	2·0	2·0	2·0
Colombie Britannique et Yukon	7·3	6·0	8·1	7·8	8·0	74·4	7·6	7·6
Totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
GROUPE D'INDUSTRIES								
Substances végétales	12·0	13·7	14·3	14·5	15·9	15·6	15·2	14·8
Produits animaux	8·9	7·6	7·0	6·1	6·2	6·6	6·5	6·9
Textiles et tissus	8·2	10·4	9·4	9·0	9·1	9·3	8·8	9·5
Bois et papier	23·0	26·5	28·9	28·8	27·2	26·8	27·3	26·4
Fer et ses produits	29·8	24·8	20·4	20·6	18·8	18·8	18·9	19·1
Métaux non ferreux	3·0	3·7	6·3	7·5	8·1	8·8	9·4	9·5
Métalloïdes	6·2	7·4	7·8	7·9	9·0	8·3	8·2	8·0
Produits chimiques et dérivés	7·5	4·2	4·2	4·1	4·7	4·7	4·6	4·7
Industries diverses	1·4	1·7	1·7	1·5	1·0	1·1	1·1	1·1

15.—Capitaux engagés dans les industries manufacturières du Canada, par province et groupe industriel, 1939, et totaux pour les années représentatives 1924-38

Année, province et groupe	Etablissements	Capital fixe	Capital de roulement		Capital total
		Terrains, bâtiments, agencements, machinerie, outils et autre outillage	Valeur d'inventaire des matières premières et des produits finis en main, des stocks en transformation, du combustible, des fournitures, etc.	Caisse, effets et comptes à recevoir, paiements anticipés, etc.	
	nomb.	$	$	$	$
Totaux, 1924	**20,709**	**1,717,122,081**	**658,360,445**	**519,834,982**	**2,895,317,508**
Totaux, 1926	**21,301**	**1,905,620,436**	**707,413,136**	**595,037,625**	**3,208,071,197**
Totaux, 1929	**22,216**	**2,353,913,335**	**867,689,319**	**780,289,355**	**4,004,892,009**
Totaux, 1932	**23,102**	**2,213,729,234**	**597,939,060**	**563,807,215**	**3,380,475,509**
Totaux, 1933	**23,780**	**2,151,091,557**	**573,587,617**	**554,580,664**	**3,279,250,838**
Totaux, 1934	**24,209**	**2,109,729,523**	**598,110,478**	**541,508,863**	**3,249,348,864**
Totaux, 1935	**24,034**	**2,080,221,792**	**610,814,942**	**525,366,393**	**3,216,403,127**
Totaux, 1936	**24,202**	**2,061,610,260**	**651,771,457**	**557,881,814**	**3,271,263,531**
Totaux, 1937	**24,834**	**2,123,929,809**	**757,322,293**	**580,975,729**	**3,465,227,831**
Totaux, 1938	**25,200**	**2,149,402,173**	**739,226,808**	**597,054,037**	**3,485,683,018**
PROVINCE					
Ile du Prince-Edouard	222	1,653,059	444,960	584,881	2,682,900
Nouvelle-Ecosse	1,083	64,005,898	21,691,379	16,256,805	101,954,082
Nouveau-Brunswick	803	59,256,849	15,403,247	16,511,227	91,171,323
Québec	8,373	727,372,170	241,765,102	213,401,168	1,182,538,441
Ontario	9,824	997,402,824	395,179,051	369,989,794	1,762,571,669
Manitoba	1,087	76,099,309	26,111,884	17,448,172	119,659,365
Saskatchewan	737	21,286,640	9,891,365	6,476,090	37,654,095
Alberta	961	47,921,559	16,847,415	8,515,251	73,284,225
Colombie Britannique	1,710	173,726,828	57,129,834	44,112,840	274,969,502
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	5	161,948	79,320	297,579	538,847
Totaux, 1939	**24,805**	**2,168,887,084**	**784,543,558**	**693,593,807**	**3,647,024,449**
GROUPE D'INDUSTRIES					
Substances végétales	5,872	271,317,396	149,646,606	118,482,223	539,446,225
Produits animaux	4,362	126,988,070	73,015,240	50,332,521	250,335,831
Textiles et tissus	1,930	178,986,112	87,314,147	80,948,068	347,248,327
Bois et papier	8,538	707,823,732	130,764,103	122,216,837	960,804,672
Fer et ses produits	1,394	380,873,581	158,466,519	158,553,560	697,893,720
Métaux non ferreux	526	189,121,551	77,396,932	79,971,407	346,489,890
Métalloïdes	809	207,207,477	56,738,301	26,919,507	290,865,285
Produits chimiques et dérivés	808	86,990,884	40,745,755	44,722,726	172,459,365
Industries diverses	566	19,578,281	10,455,295	11,446,958	41,480,534

Sous-section 2 —Emploiement dans l'industrie manufacturière

En se servant d'une base et en prenant les pourcentages d'employés à gages et le total des employés chaque année, puis en répartissant ces pourcentages sur le volume de la production manufacturière (voir p. 371 pour l'indice du volume), les quotients permettent de tirer des conclusions relatives au rendement effectif par employé à gages et par employé à salaire. Ces indices sont affectés, il va sans dire,

par les modifications apportées à la méthode de calcul de l'effectif en 1925 et de nouveau en 1931. En tant que le changement fait gonfler le nombre apparent des employés en 1925 et 1930, il fait baisser proportionnellement l'indice de la production effective. La comparabilité existe toutefois entre les chiffres avant 1926 et après 1930. Le tableau **16** n'illustre que la dernière période. Malheureusement, la période couverte est trop limitée pour l'objet en vue, mais il est suggéré que le lecteur confronte ces données avec les chiffres comparables pour 1917–24 à la p. 440 de l'Annuaire de 1939. Les indices fournissent donc une preuve suffisante de l'accroissement général du volume de la production par employé. Toutefois, il faut se rappeler qu'en 1917, alors que bon nombre d'hommes se trouvaient en Europe, l'industrie occupait une multitude d'ouvriers peu expérimentés dont l'infériorité de rendement se trouvait dissimulée par l'inflation des prix d'alors. Le tableau **16** illustre le développement de l'industrie moderne; il se caractérise par une forte augmentation de la production et une augmentation relativement faible du nombre d'employés à gages. Pendant les années de dépression qui ont suivi 1930 la diminution du volume de la production a naturellement abaissé les indices du rendement effectif.

16.—Employés à salaire et à gages des industries manufacturières du Canada, volume de leur production et capacité productive comparée, 1931-39

NOTA.—Les chiffres de 1917 à 1930, avec réserves quant à leur comparabilité, sont donnés à la page 440 de l'Annuaire de 1939.

(1935-39=100)

Année	Employés à salaire	Employés à gages	Total des personnes occupées	Pourcentage comparativement à 1935-39		Nombre-indice du volume des produits manufacturés	Indices de la capacité productive	
				Employés à gages	Tous employés		Par employé à gages	Par employé
	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.	p.c.			
1931	91,491	437,149	528,640	85·8	84·9	80·0	93·2	94·2
1932	87,050	381,783	468,833	74·9	75·3	67·7	90·4	89·9
1933	86,636	382,022	468,658	75·0	75·3	67·8	90·4	90·0
1934	92,095	427,717	519,812	83·9	83·5	79·8	95·1	95·6
1935	97,930	458,734	556,664	90·0	89·5	88·0	97·8	98·3
1936	104,417	489,942	594,359	96·1	95·5	96·4	100·3	100·9
1937	115,827	544,624	660,451	106·9	106·1	109·1	102·1	102·8
1938	120,589	521,427	642,016	102·3	103·2	100·2	97·9	97·1
1939	124,772	533,342	658,114	104·7	105·8	106·4	101·6	100·6

Répartition des employés en 1939.—Les 24,805 établissements recensés en 1939 ont 124,772 employés à salaire et 533,342 employés à gages, soit un total de 658,114 personnes. Sur chaque millier de personnes employées dans les manufactures, 190 sont classifiées comme à salaire et 810 comme à gages; les premiers gagnent 29·5 p.c. et les derniers, 70·5 p.c. de la rémunération totale payée en échange de leurs services.

Les pourcentages des salaires sont ordinairement relativement élevés en Ontario et en Québec comparativement aux autres provinces, parce que les sièges sociaux de plusieurs importantes corporations s'y trouvent avec leurs administrateurs salariés. En Ontario la proportion de femmes parmi les employés à salaire est plus forte que dans les autres provinces. Il en est de même du Québec en ce qui regarde les employés à gages, en raison probablement des industries textiles établies dans cette province. L'importance des industries textiles comme source de travail pour les femmes est illustrée de façon frappante par le fait que, du nombre de toutes les femmes employées à gages dans les industries manufacturières, 48·9 p.c. sont employées dans le groupe des textiles.

17.—Pourcentages des employés à salaire et à gages des deux sexes et pourcentages de la rémunération par province et groupe industriel, 1939

NOTA.—Les chiffres absolus, qui servent de base à ce tableau, paraissent au tableau 23.

Province et groupe	Personnel à salaire			Salaires	Personnel à gages			Gages
	Hom.	Femmes	Total		Hom.	Femmes	Total	
PROVINCE	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard	0·2	0·1	0·2	0·1	0·1	0·1	0·1	0·1
Nouvelle-Ecosse	2·0	1·7	1·9	1·6	3·0	2·3	2·9	2·5
Nouveau-Brunswick	1·9	1·8	1·9	1·7	2·5	1·7	2·3	1·9
Québec	33·0	28·3	31·9	30·4	31·0	44·0	33·8	30·3
Ontario	48·8	57·3	50·7	53·3	48·7	45·2	37·9	50·4
Manitoba	3·9	3·5	3·8	3·6	3·8	2·9	3·6	4·0
Saskatchewan	1·8	1·1	1·6	1·3	1·0	0·3	0·9	0·9
Alberta	2·6	1·8	2·5	2·2	2·1	0·9	1·8	2·0
Colombie Britannique	5·8	4·4	5·5	5·8	7·8	2·6	6·7	7·9
Yukon et T. N.-O	–	–	–	–	–	–	–	–
Totaux	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
GROUPE INDUSTRIEL								
Substances végétales	17·5	16·6	17·3	16·5	12·3	19·7	14·6	13·2
Produits animaux	12·7	9·4	12·0	9·4	10·2	10·2	10·2	9·2
Textiles et tissus	10·5	15·9	11·6	11·9	11·8	48·9	20·0	15·6
Bois et papier	25·2	21·6	24·4	23·2	25·0	8·7	21·4	22·0
Fer et dérivés	15·1	13·9	14·9	16·8	23·8	3·0	19·2	23·4
Métaux autres que le fer	7·2	8·7	7·5	8·7	7·3	4·1	6·6	7·8
Métalloïdes	3·7	3·1	3·6	3·8	4·2	0·6	3·5	4·2
Produits chimiques	5·9	8·0	6·4	7·4	2·8	2·7	2·7	3·0
Industries diverses	2·2	2·8	2·3	2·3	1·7	2·1	1·8	1·6

Relevé mensuel de l'emploiement dans les manufactures.—Ordinairement l'emploiement industriel au Canada atteint sa cime dans les mois d'été. Les industries canadiennes, comme la conserverie, sont alors très actives; l'industrie textile fabrique la marchandise d'hiver et l'industrie en général se ressent de la vive demande créée par le pouvoir d'achat des agriculteurs, à la veille de la moisson. L'emploiement, après l'arrêt de 1929, a décliné continuellement en 1930, 1931, 1932 et la première partie de 1933, les chiffres mensuels de chaque mois étant inférieurs à ceux du mois correspondant de l'année précédente. La cime de l'emploiement en juin 1929, alors que 575,693 employés à gages étaient sur les bordereaux de paye, a été surpassée en septembre 1937 avec 582,305 employés à gages. Il y a eu une diminution à 536,044 en septembre 1938, mois où l'emploiement a été le plus considérable en cette année-là, et une augmentation à 568,564 en octobre 1939. En 1933 l'emploiement s'est remis à augmenter et l'amélioration s'est généralement maintenue depuis lors; mais, à l'exception de janvier et février, chaque mois de 1938 accuse une légère régression en regard du même mois de 1937. Les chiffres de 1939 laissent voir un autre recul pour la première partie de l'année comparativement à 1938, mais par la suite, spécialement les mois qui suivent le déclenchement des hostilités, l'amélioration est rapide. En octobre, novembre et décembre l'emploiement est de beaucoup supérieur à ce qu'il a été en toute autre année.

18.—Employés à gages dans les manufactures canadiennes, par mois et selon le sexe, années représentatives 1922-39

Mois	Total d'employés à gages						
	1922	1926	1929	1933	1937	1938	1939
Janvier	324,257	417,469	502,644	340,027	484,480	503,659	490,337
Février	336,729	430,469	519,423	447,777	502,635	508,897	496,160
Mars	349,110	444,597	536,866	355,888	518,663	513,955	503,475
Avril	360,248	457,680	555,711	358,759	536,691	522,288	509,739
Mai	382,504	478,541	574,905	377,659	558,205	534,266	530,864
Juin	393,935	491,858	575,693	392,196	569,613	534,706	531,245
Juillet	391,186	494,467	574,554	393,464	564,685	525,714	529,575
Août	389,511	489,367	567,022	402,249	559,760	534,743	543,605
Septembre	392,423	590,115	564,796	410,954	582,305	536,044	562,355
Octobre	385,262	586,996	553,338	405,757	564,493	519,834	568,564
Novembre	378,992	467,936	527,312	396,384	546,473	511,128	563,117
Décembre	367,724	449,342	499,893	380,612	521,565	485,880	544,817

Mois	Employés à gages selon le sexe									
	1922		1929		1933		1937		1939	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Janvier	243,682	80,575	397,459	105,185	257,445	82,582	380,314	104,166	381,997	108,340
Février	253,178	83,551	410,865	108,558	260,728	87,049	392,475	110,160	385,955	110,205
Mars	263,849	85,261	426,713	110,153	167,259	88,629	406,202	112,461	391,623	111,852
Avril	274,821	85,427	443,569	112,142	271,348	87,411	422,678	114,013	398,982	110,757
Mai	294,095	88,409	459,783	115,122	285,705	91,954	440,211	117,994	416,963	113,901
Juin	304,395	89,540	460,294	115,399	296,937	95,259	450,121	119,492	416,975	113,270
Juillet	304,020	87,166	459,051	114,503	300,329	93,135	448,991	115,694	417,987	111,588
Août	301,234	88,277	449,721	117,301	302,969	99,280	440,123	119,637	421,895	121,710
Septembre	298,918	93,505	441,510	123,286	304,908	106,046	449,011	133,294	431,509	130,846
Octobre	291,973	93,289	432,576	120,762	301,315	104,442	438,890	125,603	437,220	131,344
Novembre	286,511	92,481	412,114	115,099	294,945	101,439	425,171	121,302	432,920	130,197
Décembre	277,854	89,870	391,903	107,990	285,690	94,922	408,663	112,902	422,538	122,279

Heures de travail par employé à gages.—De 1932 (la première année pour laquelle existent des chiffres sur les heures de travail par semaine et par employé à gages) à 1937 chaque établissement a dû déclarer le nombre d'heures de travail par semaine de ses employés à gages durant le mois où il a employé le plus fort effectif. Pour 1938 et 1939, toutefois, les chiffres représentent une semaine dans un mois d'emploiement *normal*. En tout cas, les chiffres du tableau **19** ne se rapportent pas à un mois en particulier, puisque le mois de plus grande activité ou le mois 'normal' peut être celui de mai pour un établissement et celui d'octobre pour un autre; ils représentent la somme de tous les différents mois de plus grande activité ou les différents mois normaux tels que déclarés par les établissements. Pour une certaine industrie, cependant, le mois de plus grande activité ou le mois normal a plus de signification que pour une autre, parce que dans ce cas il coïncide pour un grand nombre d'établissements engagés dans la même industrie.

Le nombre d'heures de travail est sensible aux fluctuations des affaires, aux changements dans la législation des gouvernements et aux demandes syndicales. En temps de dépression, la moyenne d'heures de travail par semaine diminue parce que certains patrons répartissent le travail entre autant d'employés que possible. Reviennent de meilleurs jours, le nombre d'heures de travail de chaque employé augmente en conséquence. Cette augmentation, toutefois, est contre-balancée par la diminution des heures de travail effectuée en vertu des lois et des conventions ouvrières. La période de huit ans sur laquelle portent les chiffres du tableau **19** est trop courte pour indiquer une tendance définie de la moyenne d'heures de travail.

19.—Employés à gages dans les manufactures, travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine durant le mois de plus grande activité, 1932-39

Heures de travail par semaine	1932	1933	1934	1935	1936	1937	Heures de travail par semaine	1938[2] Hommes	1938[2] Femmes	1938[2] Total	1939[2] Hommes	1939[2] Femmes	1939[2] Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
40 ou moins	78,223	82,896	70,736	72,528	75,224	79,178	30 ou moins	15,439	8,634	24,073	12,868	6,981	19,849
41-43	9,593	9,571	9,814	11,448	11,820	11,273	31-43	75,842	23,283	99,125	64,780	20,817	85,597
44	65,063	63,598	69,217	78,564	80,202	97,209	44	59,983	23,780	83,763	57,667	23,461	81,128
45-47	31,193	33,033	38,805	44,672	51,259	61,099	45-47	47,877	18,391	66,268	45,703	18,328	64,031
48	81,894	75,558	95,669	130,830	138,500	148,399	48	97,287	24,338	121,625	103,636	26,870	130,506
49-50	67,823	66,310	71,997	82,328	67,740	76,526	49-50	45,981	16,313	62,294	48,378	17,444	65,822
51-53	14,438	15,764	16,562	19,100	18,287	21,815	51-54	33,744	5,852	39,596	37,439	8,726	46,165
54	30,098	28,770	24,520	25,935	29,712	33,361	55	16,493	4,082	20,575	17,766	4,550	24,316
55	39,817	44,465	46,437	42,361	43,377	49,470	56-64	56,171	4,584	60,755	56,837	4,230	61,067
56-59	18,131	14,150	21,938	21,068	23,369	24,926	65 ou plus	8,224	531	8,755	8,036	442	8,478
60 ou plus	62,296	59,158	64,659	59,712	64,222	68,288							
Totaux, employés à gages	**498,569**	**493,273**	**530,354**	**568,446**	**603,712**	**671,544**	**Totaux, employés à gages**	**457,041**	**129,788**	**586,829**	**455,110**	**131,849**	**586,959**
Moyennes, heures de travail par sem.	**48·9**	**48·7**	**49·2**	**48·7**	**48·7**	**43·8**	**Moyennes, heures de travail par sem.**	**47·3**	**44·6**	**46·7**	**48·1**	**45·2**	**47·2**

[1] Heures régulières de travail par semaine, non compris le surtemps. [2] Les chiffres se rapportent à une semaine dans un mois normal.

20.—Employés à gages travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine dans un mois d'emploiement normal, par sexe, province et groupe industriel, 1939

Province et groupe industriel	Heures de travail par semaine: 30 ou moins	31-43	44	45-47	48	49-50	51-54	55	56-64	65 et plus	Total des employés à gages	Moyenne d'heures de travail par semaine
	HOMMES											
Province	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	6	57	60	–	88	31	174	15	34	22	487	49·7
Nouvelle-Ecosse	287	991	941	1,147	3,536	560	1,808	603	3,952	229	14,054	51·0
Nouveau-Brunswick	475	1,902	669	463	2,320	840	2,063	468	3,769	317	13,286	50·3
Québec	4,644	18,827	11,549	13,339	29,066	18,677	11,284	10,119	24,853	2,126	144,484	48·8
Ontario	5,832	31,699	33,965	24,663	45,513	25,472	16,603	7,972	21,490	4,993	218,202	47·4
Manitoba	414	5,363	2,935	1,074	2,388	1,383	1,316	293	1,072	119	16,357	44·5
Saskatchewan	126	819	484	226	1,040	284	530	134	712	90	4,445	48·0
Alberta	271	1,773	1,297	495	2,370	530	1,993	129	638	62	9,558	46·7
Colombie Britannique	813	3,349	5,767	4,296	17,264	601	1,668	33	289	78	34,158	45·8
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	Nil	Nil	Nil	Nil	51	Nil	Nil	Nil	28	Nil	79	52·3
Totaux	**12,868**	**64,780**	**57,667**	**45,703**	**103,636**	**48,378**	**37,439**	**19,766**	**56,837**	**8,036**	**455,110**	**48·1**

[1] Heures régulières de travail par semaine, sans compter le surtemps.

20.—Employés à gages travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine dans un mois d'emploiement normal, par sexe, province et groupe industriel, 1939—fin

Province et groupe industriel	Heures de travail par semaine										Total des employés à gages	Moyenne d'heures de travail par semaine
	30 ou moins	31-43	44	45-47	48	49-50	51-54	55	56-64	65 et plus		
Groupe industriel	HOMMES—fin											
Substances végétales	nomb. 2,332	nomb. 5,561	nomb. 4,866	nomb. 4,206	nomb. 11,873	nomb. 6,994	nomb. 10,552	nomb. 4,060	nomb. 10,956	nomb. 2,681	nomb. 64,081	nomb. 50·1
Produits animaux	1,099	3,399	2,550	3,319	4,061	5,355	3,928	2,209	2,270	325	28,495	47·9
Textiles et tissus	1,032	5,755	6,569	3,116	9,113	15,288	3,965	3,720	2,482	477	51,517	47·7
Bois et papier	3,284	9,840	12,114	10,721	38,540	5,950	9,861	5,732	29,226	2,187	127,455	49·9
Fer et dérivés	3,333	30,492	16,633	13,262	20,750	10,643	6,101	2,596	6,935	1,052	111,797	45·0
Métaux non ferreux	274	2,102	8,075	7,659	9,313	1,525	706	698	1,031	271	31,654	46·5
Métalloïdes	1,064	3,678	2,418	865	5,408	1,494	1,435	498	3,006	549	20,415	47·2
Produits chimiques	254	3,085	2,331	1,634	3,200	442	449	124	431	378	12,328	45·1
Industries diverses	196	868	2,111	921	1,378	707	442	129	500	116	7,368	46·4
Province	FEMMES											
Ile du Prince-Edouard	nomb. 4	nomb. 24	nomb. Nil	nomb. 1	nomb. 52	nomb. 3	nomb. 44	nomb. Nil	nomb. 24	nomb. 2	nomb. 154	nomb. 49·2
Nouvelle-Ecosse	71	53	267	595	371	240	386	206	712	4	2,905	50·6
Nouveau-Brunswick	66	281	158	261	407	345	345	42	86	4	1,995	46·9
Québec	2,628	8,737	7,534	7,726	15,657	7,616	3,066	2,709	1,000	56	56,729	45·4
Ontario	3,462	9,934	12,425	8,749	8,804	9,092	4,662	1,551	1,944	358	60,981	45·0
Manitoba	144	706	1,847	366	427	79	70	23	31	2	3,695	43·2
Saskatchewan	49	32	46	15	112	7	8	7	9	4	289	43·2
Alberta	65	169	368	156	266	13	25	1	18	2	1,083	43·7
Colombie Britannique	492	881	816	459	774	49	120	11	406	10	4,018	43·2
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	-	-
Totaux	**6,981**	**20,817**	**23,461**	**18,328**	**26,870**	**17,444**	**8,726**	**4,550**	**4,230**	**442**	**131,849**	**45·2**
Groupe industriel												
Substances végétales	3,273	6,018	3,335	4,289	5,654	2,867	2,711	1,119	2,903	328	32,497	45·0
Produits animaux	658	1,828	1,490	1,683	2,058	1,825	1,019	674	419	18	11,672	45·7
Textiles et tissus	1,952	8,669	11,794	6,341	14,497	10,776	4,232	2,388	494	16	61,159	45·7
Bois et papier	625	1,234	2,364	2,021	2,645	994	329	157	125	22	10,516	44·6
Fer et dérivés	145	836	850	964	435	391	132	56	24	4	3,837	43·9
Métaux non ferreux	105	909	1,737	1,459	456	242	120	106	214	41	5,389	44·8
Métalloïdes	26	135	101	176	254	81	20	12	9	Nil	814	45·0
Produits chimiques	78	878	954	855	401	85	52	33	32	4	3,372	43·3
Industries diverses	119	310	836	540	470	183	111	5	10	9	2,593	44·4

[1] Heures régulières de travail par semaine, sans compter le surtemps.

37214—26

21.—Employés à gages travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine en un mois d'emploiement normal dans les quarante principales industries, 1939

NOTA.—Industries disposées selon le nombre annuel d'employés à gages.

	Industrie	Heures de travail par semaine										Total des employés	Moyenne d'heures par semaine	
		30 ou moins	31-43	44	45-47	48	49-50	51-54	55	56-64	65 ou plus			
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	
1	Scieries	464	547	623	553	13,242	1,015	4,868	1,736	23,631	722	47,401	54·6	1
2	Pulpe et papier	994	3,506	879	753	14,956	1,199	1,784	479	2,095	666	27,311	47·5	2
3	Pain et autres produits de boulangerie	361	406	601	291	2,721	1,575	4,889	1,464	4,628	360	17,296	52·8	3
4	Matériel roulant de chemin de fer	189	13,637	524	3,432	1,543	112	112	69	130	44	19,792	42·6	4
5	Fer et acier primaires	260	769	270	1,179	7,478	409	572	228	2,895	219	14,279	49·9	5
6	Filés et tissus de coton	74	222	11	153	1,847	9,445	367	1,095	468	122	13,804	50·0	6
7	Automobiles	1,466	8,387	3,562	283	45	18	31	9	13	37	13,851	37·9	7
8	Réduction et affinage des métaux non ferreux	Nil	Nil	853	3,775	6,607	4	243	Nil	380	4	11,866	47·6	8
9	Appareils et fournitures électriques	147	1,295	4,755	2,752	1,006	659	194	221	267	194	11,490	54·3	9
10	Chaussures en cuir	651	1,183	807	1,466	804	2,052	964	1,016	506	65	9,514	46·7	10
11	Machinerie	117	1,507	1,872	1,036	1,180	2,360	860	224	177	91	9,424	46·3	11
12	Meubles	170	539	1,818	3,457	690	380	215	1,344	166	57	8,836	46·9	12
13	Impression et édition	748	2,204	1,556	1,364	2,198	267	220	16	49	1	8,623	42·4	13
14	Abattoirs et salaisons	271	759	247	1,014	1,515	1,393	1,726	563	1,093	158	8,739	49·5	14
15	Coulages et pièces forgées	188	1,096	1,015	1,405	1,284	1,926	929	245	642	86	8,789	47·3	15
16	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	166	1,765	338	1,126	1,023	1,071	1,940	365	570	58	8,422	47·3	16
17	Bonneterie et tricots	129	443	377	604	1,985	1,023	1,153	1,489	206	88	7,497	49·5	17
18	Impression et reliure	217	693	2,558	1,667	1,712	143	50	12	35	9	7,096	44·5	18
19	Atel. de rabotage, fabr. de portes et fenêtres	201	471	1,620	462	1,214	795	872	411	1,122	64	7,232	48·8	19
20	Confection pour hommes	116	689	3,217	312	1,038	330	184	31	25	5	5,947	44·3	20
21	Accessoires pour automobiles	322	1,420	1,101	1,395	609	865	324	325	265	41	6,667	44·8	21
22	Tôlerie	189	855	1,323	773	1,265	695	288	138	488	111	6,125	46·5	22
23	Quincaillerie et outils	143	420	1,382	626	280	1,330	297	330	319	55	5,182	47·2	23
24	Confection pour femmes	222	2,115	1,469	294	746	204	88	47	33	38	5,256	41·8	24
25	Soie et rayonne	105	291	196	186	765	2,414	237	279	461	45	4,979	49·3	25
26	Instruments agricoles	45	407	407	166	2,783	346	237	72	273	26	4,762	47·7	26
27	Appareils de chauffage et de cuisson	61	412	879	409	891	609	197	284	529	34	4,305	48·1	27
28	Biscuits, confiserie, cacao et chocolat	73	368	296	718	880	790	322	338	342	72	4,199	48·6	28
29	Conserves de fruits et légumes	997	1,101	269	507	396	485	707	469	2,189	1,100	8,120	50·1	29
30	Minoterie et meunerie	109	106	212	53	1,741	65	317	343	998	80	4,024	51·2	30
31	Dérivés du pétrole	548	2,136	137	7	792	14	97	5	87	27	3,850	39·0	31
32	Produits du laiton et du cuivre	65	503	1,027	530	702	479	167	273	189	30	3,965	46·5	32
33	Tanneries	45	114	405	223	271	1,376	687	285	289	67	3,762	50·2	33
34	Brasseries	145	236	773	506	319	573	357	253	586	26	3,774	48·4	34
35	Tréfilerie	100	297	342	453	483	393	890	234	430	134	3,756	49·7	35
36	Eaux gazeuses et minérales	193	127	188	210	858	374	791	266	682	60	3,749	50·3	36
37	Etoffe de laine	66	276	66	187	762	625	976	208	258	22	3,446	49·5	37
38	Boîtes et sacs en papier	56	228	299	574	844	474	366	122	151	42	3,156	47·9	38
39	Boîtes en bois	87	135	120	151	830	262	628	673	750	47	3,683	51·7	39
40	Construction navale et réparations	113	70	1,416	697	168	223	721	256	490	97	4,251	48·7	40
	Totaux, quarante principales industries[2]	**10,613**	**51,708**	**39,810**	**35,749**	**80,373**	**38,772**	**30,867**	**16,217**	**48,907**	**5,204**	**358,220**	**47·9**	
	Totaux, toutes industries[2]	**12,869**	**64,780**	**57,667**	**45,703**	**103,636**	**48,378**	**37,439**	**19,766**	**56,837**	**8,036**	**455,110**	**48·1**	

[1] Heures régulières de travail par semaine, sans compter le surtemps.

[2] Non compris les chiffres pour "beurre et fromage" et "apprêtage du poisson" qui sont parmi les industries principales; les chiffres ne sont pas connus.

22.—Employées à gages travaillant un nombre spécifié d'heures[1] par semaine en un mois d'emploiement normal dans les quarante principales industries, 1939

NOTA.—Industries disposées selon le nombre annuel d'employées à gages.

	Industrie	Heures de travail par semaine										Total des employées	Moyenne d'heures par semaine	
		30 ou moins	31-43	44	45-47	48	49-50	51-54	55	56-64	65 ou plus			
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	
1	Confection pour hommes	322	1,404	4,445	1,170	3,059	1,214	1,068	74	9	1	12,766	45·2	1
2	Confection pour femmes	485	2,705	3,975	1,297	3,881	501	184	96	35	Nil	13,159	43·7	2
3	Bonneterie et tricots	471	1,212	1,254	1,487	3,362	2,144	1,539	1,225	84	8	12,786	47·0	3
4	Filés et tissus de coton	107	247	18	105	1,598	4,358	193	557	49	1	7,233	48·9	4
5	Chaussures en cuir	499	710	676	852	798	1,456	700	594	375	16	6,676	46·6	5
6	Biscuits, confiserie, cacao et chocolat	244	820	524	1,398	1,336	374	312	180	107	2	5,297	45·2	6
7	Conserves de fruits et légumes	2,438	2,270	434	1,081	479	587	916	661	2,602	317	11,786	44·7	7
8	Tabac, cigares et cigarettes	95	1,256	511	507	1,701	24	1	Nil	Nil	Nil	4,095	43·3	8
9	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	95	767	317	560	230	643	964	59	58	"	3,693	46·2	9
10	Appareils et fournitures électriques	91	751	1,209	1,111	303	141	94	82	33	40	3,855	44·1	10
11	Pain et autres produits de boulangerie	240	186	242	193	1,084	248	325	122	128	9	2,777	46·3	11
12	Soie et rayonne	125	524	81	544	182	1,060	147	122	36	1	2,822	45·7	12
13	Impression et reliure	128	258	729	626	649	48	13	2	Nil	Nil	2,453	44·0	13
14	Boîtes et sacs en papier	67	180	274	661	747	452	64	24	"	"	2,469	46·1	14
15	Etoffe de laine	57	308	52	172	514	507	557	102	27	1	2,297	47·6	15
16	Chapeaux et casquettes	82	1,143	386	228	285	98	67	2	18	3	2,312	41·2	16
17	Préparations médicinales et pharmaceutiques	18	325	503	380	107	9	11	Nil	Nil	Nil	1,353	43·5	17
18	Filés de laine	28	103	69	180	239	260	362	24	44	1	1,3,5	48·2	18
19	Impression et édition	232	129	452	129	233	42	41	1	3	1	1,263	41·3	19
20	Entrepreneurs en confection, pour hom. et fem.	138	377	519	48	250	11	4	7	Nil	Nil	1,354	41·0	20
21	Corsets	1	90	316	469	310	15	Nil	Nil	"	"	1,201	45·3	21
22	Fourrures	29	684	240	44	286	35	72	5	4	"	1,399	41·7	22
23	Divers articles en papier	23	207	160	158	535	145	64	Nil	8	"	1,200	45·8	23
24	Abattoirs et salaisons	47	190	82	288	210	84	102	22	24	2	1,051	45·0	24
25	Préparation et empaquetage du tabac	22	118	643	118	418	944	149	30	2	Nil	2,444	47·1	25
26	Gants et mitaines en cuir	31	55	165	161	447	117	35	22	1	"	1,034	46·3	26
27	Tôlerie	53	179	131	170	228	98	16	2	9	"	886	43·9	27
28	Divers produits chimiques	24	301	117	123	182	64	34	33	23	3	904	43·8	28
29	Divers articles en cuir	22	127	230	268	186	78	22	15	Nil	Nil	948	44·7	29
30	Quincaillerie et outils	4	35	160	387	11	139	59	Nil	3	"	798	46·3	30
31	Accessoires pour automobiles	60	359	127	199	82	25	Nil	36	1	"	889	41·3	31
32	Articles en coton, *n.a.s.*	29	83	156	101	141	167	4	73	8	"	762	46·0	32
33	Bijouterie et argenterie	2	56	331	150	114	7	5	1	8	1	675	44·8	33
34	Café, thé et épices	3	47	232	176	163	6	Nil	Nil	Nil	Nil	627	45·0	34
35	Lithographie	6	5	113	221	183	16	"	"	"	"	544	46·0	35
36	Sacs en coton et jute	6	58	61	217	136	6	30	"	"	"	514	45·5	36
37	Denrées alimentaires diverses	45	186	120	147	55	3	9	1	2	"	568	41·3	37
38	Pulpe et papier	18	90	66	72	105	110	45	Nil	8	"	514	45·4	38
39	Préparations de toilette	13	137	174	108	29	9	Nil	"	Nil	"	470	42·2	39
40	Distilleries	32	170	111	44	1	6	"	"	"	"	364	39·4	40
	Totaux, quarante principales industries[2]	**6,432**	**18,857**	**20,405**	**16,350**	**24,819**	**16,251**	**8,208**	**4,174**	**3,709**	**407**	**119,612**	**45·3**	
	Totaux, toutes industries[2]	**6,981**	**20,817**	**23,461**	**18,328**	**26,870**	**17,444**	**8,726**	**4,550**	**4,230**	**442**	**131,849**	**45·2**	

[1] Heures régulières de travail par semaine, sans compter le surtemps.

[2] Non compris les chiffres pour "beurre et fromage" et "apprêtage du poisson" qui sont parmi les industries principales; les chiffres ne sont pas connus.

37214—264

Sous-section 3.—Salaires et gages dans les industries manufacturières du Canada

En 1939 la Colombie Britannique montre le salaire moyen le plus élevé de toutes les provinces (tableau **23**), l'Ontario suit de près; le Manitoba et le Québec viennent ensuite. Le siège social de plusieurs grandes corporations se trouve à Montréal, Toronto, Vancouver et Winnipeg et la moyenne des salaires tend à s'élever dans les provinces où sont situées ces villes. Les chiffres élevés des salaires et des gages moyens au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest sont dus aux conditions spéciales de l'industrie dans ces régions et ne représentent pas véritablement la situation.

La Colombie Britannique, avec une moyenne de gages de $1,153 en 1939, est en tête des provinces; le Manitoba, l'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario suivent, avec chacun une moyenne variant de $1,025 à $1,070. Voir tableau **26** pour le détail des gains annuels des employés à gages, par sexe.

23.—Salaires et gages payés dans les industries manufacturières du Canada, par province et groupe industriel, 1939, et totaux d'années représentatives, 1917-38

Année	Salaires				Gages			
	Salariés		Tous salaires	Salaires moyens	Employés à gages		Tous gages	Gages moyens
	Hommes	Femmes			Hommes	Femmes		
	nomb.	nomb.	$	$	nomb.	nomb.	$	$
1917	64,918		85,353,667	1,315	541,605		412,448,177	762
1920	78,334		141,837,361	1,811	520,559		575,656,515	1,106
1922	71,586		129,836,831	1,814	334,670		359,560,399	935
1924	54,379	15,641	130,344,822	1,857	322,719	94,871	404,122,853	968
1926[1]	58,245	17,092	142,353,900	1,890	374,244	109,580	483,328,342	999
1929[1]	67,731	21,110	175,553,710	1,976	454,768	122,922	601,737,507	1,042
1930[1]	64,161	20,550	169,992,216	2,007	416,790	113,195	527,563,162	995
1931[2]	71,198	20,293	172,289,095	1,883	337,636	99,513	415,277,895	950
1932	68,264	18,786	151,355,790	1,739	288,817	92,966	322,245,926	841
1933	67,875	18,761	139,317,946	1,608	287,266	94,756	296,929,878	777
1934	71,963	20,132	148,760,126	1,615	326,598	101,119	355,090,929	830
1935	76,213	21,717	160,455,080	1,638	353,790	104,944	399,012,697	870
1936	81,409	23,008	173,198,057	1,659	379,977	109,965	438,873,377	896
1937	91,092	24,735	195,983,475	1,692	427,235	117,339	525,743,562	965
1938	95,270	25,319	207,386,381	1,719	409,172	112,255	498,282,208	956

[1] Les moyennes d'employés à gages et de gains pour 1931 à 1939 sont strictement comparables avec celles des années jusqu'en 1925, mais non pas avec celles des années intermédiaires. Les chiffres des dernières années—comme des premières—représentent les gains d'homme-années complètes de travail sans tenir compte des périodes de chômage. La différence n'est que d'environ 3 ou 4 p.c. dans le total et affecte surtout les industries saisonnières.

[2] L'augmentation du nombre de salariés en 1931 est due aux changements de méthode suivants: (1) avant 1931 les propriétaires qui travaillaient, comme les boulangers, les exploitants de scierie, les petits manufacturiers de vêtements, etc. devaient se déclarer comme employés à gages. En 1931 et les années suivantes, cependant, tous ces propriétaires se sont déclarés comme salariés; (2) en 1931 les voyageurs de commerce attachés à l'établissement, et consacrant tout ou la plus grande partie de leur temps à la vente des produits de cet établissement, sont compris parmi les salariés; avant cette date, ils ne l'étaient pas du tout.

23.—Salaires et gages payés dans les industries manufacturières du Canada, par province et groupe industriel, 1939, et totaux d'années représentatives, 1917-38—fin

Année, province ou groupe industriel	Salaires				Gages			
	Salariés		Tous salaires	Salaires moyens	Employés à gages		Tous gages	Gages moyens
	Hommes	Femmes			Hommes	Femmes		
	nomb.	nomb.	$	$	nomb.	nomb.	$	$
PROVINCE[1]								
Ile du Prince-Edouard	230	51	209,334	745	558	249	408,611	506
Nouvelle-Ecosse	1,944	439	3,402,366	1,428	12,583	2,661	13,249,319	869
Nouveau-Brunswick	1,841	490	3,589,152	1,540	10,173	1,997	10,070,010	827
Québec	32,354	7,519	66,219,605	1,661	128,625	51,823	157,538,162	873
Ontario	48,001	15,240	116,127,609	1,836	202,399	53,231	262,248,600	1,026
Manitoba	3,783	942	7,954,864	1,684	15,738	3,447	20,489,934	1,068
Saskatchewan	1,706	294	2,752,194	1,376	4,160	315	4,593,933	1,027
Alberta	2,582	477	4,841,330	1,583	8,597	1,056	10,136,370	1,050
Colombie Britannique	5,714	1,155	12,723,124	1,852	32,610	3,075	41,158,870	1,153
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	10	–	19,756	1,976	45	–	78,010	1,734
Totaux, 1939	**98,165**	**26,607**	**217,839,334**	**1,746**	**415,488**	**117,854**	**519,971,819**	**975**
GROUPE INDUSTRIEL[1]								
Substances végétales	17,182	4,413	35,905,856	1,663	54,675	23,177	68,342,929	878
Produits animaux	12,446	2,506	20,426,743	1,366	42,372	12,034	47,805,128	879
Textiles et tissus	10,267	4,217	25,865,054	1,786	48,865	57,673	81,251,981	763
Bois et papier	24,740	5,743	50,670,709	1,662	103,993	10,306	114,616,746	1,003
Fer et dérivés	14,837	3,706	36,687,804	1,979	98,969	3,529	121,871,924	1,189
Métaux non ferreux	7,098	2,326	18,894,235	2,005	30,293	4,846	40,790,623	1,161
Métalloïdes	3,634	823	8,356,148	1,875	17,924	645	21,711,786	1,169
Produits chimiques	5,832	2,138	16,108,687	2,021	11,417	3,208	15,458,871	1,057
Industries diverses	2,129	735	4,924,098	1,719	6,980	2,436	8,121,831	863

[1] Voir tableau 26 pour le détail des gains annuels des employés à gages, par sexe.

Moyenne des gains annuels dans les quarante principales industries.—La moyenne des salaires dépasse $2,000 dans onze industries seulement en 1939; elle varie de $1,800 à $2,000 dans dix autres; de $1,500 à $1,800 dans douze autres; dans les sept autres elle est inférieure à $1,500. En 1939 les salaires les plus bas sont déclarés par les scieries, l'industrie du beurre et du fromage et l'industrie du pain et autres produits de la boulangerie, qui comprennent chacune un grand nombre de petits établissements.

Les gages les plus élevés, de plus de $1,250, sont payés dans huit industries comprenant probablement chacune une forte proportion d'ouvriers spécialisés. Les gages les plus élevés de ce groupe sont de $1,473 dans l'industrie des produits du pétrole et les plus bas, de $1,263 dans celle de l'automobile. Dans douze autres les gages moyens varient de $1,000 à $1,250. Dans la plupart de ces vingt industries la proportion d'ouvrières est faible. Dans douze autres les gages moyens varient de $800 à $1,000 et sont moins de $800 dans les huit autres. Ce dernier groupe comprend des industries qui comportent une grande proportion de petits établissements et dans lesquelles la proportion d'ouvrières est élevée.

24.—Salaires et gages dans les quarante premières industries, 1939, juxtaposés aux salaires et gages moyens en 1938

NOTA.—Industries classées suivant l'ensemble des salaires et des gages. Voir tableaux 27 et 28 pour le détail des gains annuels des employés à gages par sexe.

	Industrie	Salaires					Gages				
		Employés à salaire		Total des salaires	Moyenne des salaires		Employés à gages		Total des gages	Moyenne des gages	
		Hommes	Femmes		1939	1938	Hommes	Femmes		1939	1938
		nomb.	nomb.	$	$	$	nomb.	nomb.	$	$	$
1	Pulpe et papier	3,730	652	10,875,243	2,482	2,539	26,132	502	33,862,136	1,271	1,192
2	Scieries	4,045	235	3,803,320	889	861	27,942	177	22,592,988	803	805
3	Impression et édition	6,430	2,068	13,072,440	1,538	1,513	8,619	1,225	13,132,922	1,334	1,334
4	Appareils et fournitures électriques	4,357	1,502	11,561,270	1,973	1,874	10,994	3,408	14,149,822	982	976
5	Matériel roulant de chemin de fer	1,361	102	3,182,974	2,176	2,264	16,083	23	21,867,585	1,358	1,310
6	Pain et autres produits de boulangerie	2,648	811	3,874,885	1,120	1,064	16,972	2,690	18,462,923	939	939
7	Automobiles	1,741	477	5,158,435	2,326	2,287	12,064	145	15,415,279	1,263	1,263
8	Sidérurgie	922	229	3,003,672	2,610	2,586	12,592	84	17,406,845	1,373	1,284
9	Confection pour hommes	2,599	852	5,727,163	1,660	1,602	6,376	12,599	14,340,898	756	732
10	Fondage et affinage des métaux non ferreux	923	166	2,670,414	2,452	2,457	11,360	*Nil*	16,701,705	1,470	1,445
11	Bonneterie et tricot	1,240	710	3,496,360	1,793	1,693	7,191	12,171	14,282,125	738	713
12	Confection pour femmes	2,108	980	5,051,476	1,636	1,623	4,965	12,217	12,335,016	718	713
13	Abattoirs et salaisons	2,735	380	5,615,779	1,803	1,783	8,614	1,036	11,493,903	1,191	1,176
14	Filés et tissus de coton	673	225	1,928,737	2,148	2,099	12,234	6,591	14,804,469	786	761
15	Beurre et fromage	5,102	957	5,491,586	906	914	10,875	514	11,143,953	978	975
16	Impression et reliure	3,146	823	6,403,644	1,613	1,614	7,007	2,497	9,714,060	1,022	1,001
17	Machinerie	2,319	677	5,454,350	1,821	1,812	8,922	330	10,393,511	1,123	1,087
18	*Caoutchouc (y compris* chaussures)	1,963	677	4,524,766	1,714	1,759	8,004	3,516	11,079,008	962	932
19	Chaussures en cuir	1,457	429	3,261,283	1,729	1,719	9,028	6,043	10,206,010	677	665
20	Biscuits, confiserie, cacao, chocolat	2,332	575	5,012,550	1,724	1,667	4,103	5,142	6,736,106	729	710
21	Coulages et pièces forgées	1,008	265	2,351,417	1,847	1,953	8,245	117	8,839,454	1,057	1,033
22	Tôlerie	1,294	391	3,100,349	1,840	1,771	5,943	851	6,901,290	1,016	994
23	Meubles	1,268	317	2,496,526	1,575	1,511	8,620	367	7,462,744	830	808
24	Accessoires d'automobiles	829	281	2,204,473	1,986	1,955	6,244	765	7,642,168	1,090	1,063
25	Brasseries	1,418	156	3,796,084	2,412	2,352	3,733	38	4,655,318	1,235	1,240
26	Soie et rayonne	584	256	1,607,696	1,914	1,921	4,747	2,634	6,364,708	862	810
27	Dérivés du pétrole	820	140	2,282,581	2,378	2,376	3,792	14	5,607,666	1,473	1,514
28	Tabac, cigares et cigarettes	1,599	413	3,544,016	1,761	1,750	2,043	4,103	4,189,007	682	675
29	Quincaillerie et outils	694	272	1,999,567	2,070	1,910	5,019	771	5,591,259	966	914
30	Ateliers de rabotage, fabrique de portes et fenêtres	1,371	214	2,048,992	1,293	1,240	6,542	33	5,482,310	834	816
31	Conserves de fruits et légumes	1,063	420	2,228,643	1,503	1,467	3,882	4,473	4,967,393	595	584
32	Boîtes et sacs de papier	864	317	2,482,927	2,102	2,100	3,138	2,423	4,667,086	839	813
33	Laiton et cuivre, produits	925	232	2,223,376	1,922	1,881	3,765	295	4,482,664	1,104	1,032
34	Minoterie et meunerie	1,701	240	2,582,208	1,330	1,298	3,808	149	3,933,288	994	954
35	Instruments agricoles	812	235	1,644,601	1,571	1,528	4,219	40	4,380,119	1,028	1,088
36	Préparations médicinales et pharmaceutiques	1,252	657	755,303	1,967	1,948	1,152	1,327	2,141,588	868	851
37	Coke et produits du gaz	885	278	1,703,455	1,465	1,574	2,898	2	4,148,159	1,430	1,438
38	Appareils de chauffage et de cuisson	876	197	1,574,975	1,804	1,802	4,113	43	4,178,913	1,006	975
39	Tréfilerie	523	179	1,428,887	2,035	1,950	3,54[illegible]	2,4	4,256,051	1,114	1,032
40	Eaux gazeuses et minérales	1,129	236	1,973,932	1,446	1,541	3,459	91	3,554,268	1,001	980
	Totaux, quarante principales industries	**72,516**	**19,223**	**156,200,355**	**1,702**	–	**318,986**	**89,720**	**403,576,717**	**987**	–
	Totaux, toutes industries	**98,165**	**26,607**	**217,839,354**	**1,746**	**1,719**	**415,488**	**117,854**	**519,971,819**	**975**	**956**

Gains moyens à l'année, à la semaine et à l'heure.—Dans la comparaison des gains par province ou groupe, il faut considérer le type d'industries dans chaque cas, vu que la distribution des industries a une signification régionale très définie. Certaines industries nécessitent un personnel habile et rapide; d'autres, un per-

sonnel capable d'accomplir un effort musculaire; dans d'autres encore, le personnel doit être composé d'artisans ou doué de connaissances techniques approfondies. Les ouvriers de ces dernières industries commandent naturellement des gages relativement plus élevés que les ouvriers d'industries qui emploient de simples manœuvres.

Le rang des provinces et des industries, au point de vue des gains annuels, diffère souvent quand il s'agit des gains à la semaine ou à l'heure, vu qu'interviennent les facteurs du nombre de semaines de travail durant l'année et du nombre d'heures de travail par semaine. Il y a donc tout avantage d'étudier minutieusement les différences des moyennes montrées aux tableaux **23** et **24**, bien qu'en général les mêmes observations s'appliquent.

25.—Moyenne des gains annuels, hebdomadaires et à l'heure des employés à gages, hommes et femmes, 1934-39

Année	Moyenne des gains			Heures de travail par semaine
	Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
	HOMMES			
	$	$	$	nomb.
1934	930	20·31	0·407	49·9[1]
1935	966	20·41	0·413	49·4[1]
1936	995	20·92	0·423	49·4[1]
1938	1,055	21·49	0·454	47·3
1939	1,076	22·23	0·462	48·1
	FEMMES			
	$	$	$	nomb.
1934	539	11·80	0·251	46·9[1]
1935	570	12·04	0·259	46·5[1]
1936	577	12·20	0·262	46·5[1]
1938	594	12·10	0·271	44·6
1939	619	12·78	0·283	45·2

[1] Basé sur les heures de travail des femmes à gages en 1938 et 1939 comparativement aux heures de travail des hommes à gages durant la même période.

26.—Moyenne des gains annuels, hebdomadaires et à l'heure des employés à gages, selon le sexe, la province et le groupe industriel, 1939

Province ou groupe industriel	Moyenne des gains			Heures de travail par semaine
	Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
	HOMMES			
	$	$	$	nomb.
Ile du Prince-Edouard	581	12·88	0·259	49·7
Nouvelle-Ecosse	939	19·20	0·376	51·0
Nouveau-Brunswick	894	18·18	0·361	50·3
Québec	984	20·03	0·410	48·8
Ontario	1,127	23·85	0·503	47·4
Manitoba	1,165	23·61	0·531	44·5
Saskatchewan	1,059	20·62	0·430	48·0
Alberta	1,096	22·23	0·476	46·7
Colombie Britannique	1,201	23·73	0·518	45·8
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	1,734	33·28	0·636	52·3
Totaux[1]	**1,076**	**22·23**	**0·462**	**48·1**
Substances végétales	1,006	19·75	0·394	50·1
Produits animaux[1]	957	20·18	0·421	47·9
Textiles et tissus	929	19·96	0·418	47·7
Bois et papier	1,040	20·59	0·413	49·9
Fer et ses produits	1,206	26·11	0·580	45·0
Métaux non ferreux	1,241	25·24	0·543	46·5
Métalloïdes	1,184	24·04	0·509	47·2
Produits chimiques et leurs dérivés	1,169	22·25	0·493	45·1
Industries diverses	947	19·44	0·419	46·4

[1] A l'exclusion des fabriques laitières et des établissements d'apprêtage du poisson.

26.—Moyenne des gains annuels, hebdomadaires et à l'heure des employés à gages, selon le sexe, la province et le groupe industriel, 1939—fin

Province ou groupe industriel	Moyenne des gains			Heures de travail par semaine
	Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
	FEMMES			
	$	$	$	nomb.
Ile du Prince-Edouard	288	7·50	0·152	49·2
Nouvelle-Ecosse	539	11·03	0·218	50·6
Nouveau-Brunswick	493	10·01	0·213	46·9
Québec	596	12·14	0·267	45·4
Ontario	640	13·54	0·301	45·0
Manitoba	523	12·64	0·293	43·2
Saskatchewan	592	11·53	0·267	43·2
Alberta	676	13·72	0·314	43·7
Colombie Britannique	652	12·89	0·298	43·2
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	–	–	–	–
Totaux[1]	**619**	**12·78**	**0·283**	**45·2**
Substances végétales	576	11·32	0·252	45·0
Produits animaux	603	12·72	0·278	45·7
Textiles et tissus	622	13·37	0·293	45·7
Bois et papier	632	12·52	0·281	44·6
Fer et ses produits	703	15·21	0·346	43·9
Métaux non ferreux	660	13·43	0·300	44·8
Métalloïdes	747	15·16	0·337	45·0
Produits chimiques et leurs dérivés	657	12·51	0·289	43·3
Industries diverses	628	12·88	0·290	44·4

[1] A l'exclusion des fabriques laitières et des établissements d'apprêtage du poisson.

27.—Gains moyens annuels, hebdomadaires et à l'heure des employés à gages des quarante principales industries, 1939

NOTA.—Industries disposées suivant le nombre d'hommes à gages.

	Industrie	Gains moyens			Heures de travail par semaine
		Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
		$	$	$	nomb.
1	Scieries	805	16·01	0·293	54·6
2	Pulpe et papier	1,284	27·66	0·582	47·5
3	Pain et autres produits de boulangerie	1,002	19·32	0·366	52·8
4	Matériel roulant de chemin de fer	1,358	27·25	0·640	42·6
5	Fer et acier primaires	1,378	27·75	0·556	49·9
6	Filés et tissus de coton	859	17·58	0·352	50·0
7	Automobiles	1,266	28·99	0·765	37·9
8	Réduction et affinage des métaux non ferreux	1,470	27·92	0·587	47·6
9	Appareils et fournitures électriques	1,095	23·54	0·520	45·3
10	Chaussures en cuir	776	17·44	0·373	46·7
11	Machinerie	1,145	28·59	0·617	46·3
12	Meubles	839	18·41	0·393	46·9
13	Impression et édition	1,437	27·55	0·650	42·4
14	Abattoirs et salaisons	1,243	23·80	0·481	49·5
15	Coulages et pièces forgées	1,062	22·65	0·479	47·3
16	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	1,089	22·39	0·473	47·3
17	Bonneterie et tricots	941	20·77	0·420	49·5
18	Impression et reliure	1,157	23·02	0·517	44·5
19	Ateliers de rabotage, fabriques de portes et fenêtres	835	17·77	0·364	48·8
20	Confection pour hommes	1,049	22·09	0·499	44·3
21	Accessoires pour automobiles	1,142	25·58	0·571	44·8
22	Tôlerie	1,044	21·47	0·462	46·5
23	Quincaillerie et outils	1,018	21·64	0·458	47·2
24	Confection pour femmes	1,009	23·17	0·554	41·8
25	Soie et rayonne	987	20·47	0·415	49·3
26	Instruments agricoles	1,031	26·61	0·558	47·7
27	Appareils de chauffage et de cuisson	1,010	21·55	0·448	48·1
28	Biscuits, confiserie, cacao et chocolat	938	18·93	0·390	48·6
29	Conserves de fruits et légumes	753	15·58	0·311	50·1
30	Minoterie et meunerie	1,009	19·33	0·378	51·2
31	Dérivés du pétrole	1,476	28·95	0·742	39·0
32	Produits du laiton et du cuivre	1,139	24·63	0·530	46·5
33	Tanneries	950	19·19	0·382	50·2
34	Brasseries	1,240	23·55	0·487	48·4
35	Tréfilerie	1,152	26·64	0·536	49·7
36	Eaux gazeuses et minérales	1,013	19·38	0·385	50·3
37	Etoffe de laine	997	18·90	0·382	49·5
38	Boîtes et sacs en papier	1,038	22·66	0·473	47·9
39	Boîtes en bois	730	17·56	0·340	51·7
40	Construction navale et réparations	1,337	26·30	0·540	48·7
	Totaux, quarante principales industries	**1,090**	**22·44**	**0·468**	**47·9**
	Totaux, toutes industries	**1,076**	**22·23**	**0·462**	**48·1**

28.—Gains moyens annuels, hebdomadaires et à l'heure des employées à gages des quarante principales industries, 1939

NOTA.—Industries disposées suivant le nombre de femmes à gages.

	Industrie	Gains moyens			Heures de travail par semaine
		Annuels	Hebdomadaires	A l'heure	
		$	$	$	nomb.
1	Confection pour hommes	607	12·79	0·283	45·2
2	Confection pour femmes	599	13·76	0·315	43·7
3	Bonneterie et tricots	617	13·63	0·290	47·0
4	Filés et tissus de coton	652	13·35	0·273	48·9
5	Chaussures en cuir	529	11·89	0·255	46·6
6	Biscuits, confiserie, cacao et chocolat	562	11·34	0·251	45·2
7	Conserves de fruits et légumes	456	9·44	0·211	44·7
8	Tabac, cigares et cigarettes	588	12·07	0·279	43·3
9	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	673	13·84	0·300	46·2
10	Appareils et fournitures électriques	620	13·33	0·302	44·1
11	Pain et autres produits de boulangerie	545	10·51	0·227	46·3
12	Soie et rayonne	639	13·24	0·290	45·7
13	Impression et reliure	643	12·80	0·291	44·0
14	Boîtes et sacs en papier	581	12·68	0·275	46·1
15	Etoffe de laine	702	13·31	0·280	47·6
16	Chapeaux et casquettes	651	14·49	0·352	41·2
17	Préparations médicinales et pharmaceutiques	676	13·30	0·306	43·5
18	Filés de laine	553	12·87	0·267	48·2
19	Impression et édition	611	11·70	0·283	41·3
20	Entrepreneurs en confection, pour hom. et fem	527	13·77	0·336	41·0
21	Corsets	529	11·04	0·244	45·3
22	Fourrures	821	16·34	0·392	41·7
23	Divers articles en papier	635	13·15	0·387	45·8
24	Abattoirs et salaisons	759	14·54	0·323	45·0
25	Préparation et empaquetage du tabac	607	15·26	0·324	47·1
26	Gants et mitaines en cuir	551	11·97	0·259	46·3
27	Tôlerie	816	16·80	0·383	43·9
28	Divers produits chimiques	556	10·74	0·245	43·8
29	Divers articles en cuir	668	12·46	0·279	44·7
30	Quincaillerie et outils	624	13·26	0·286	46·3
31	Accessoires pour automobiles	667	14·92	0·361	41·3
32	Articles en coton, *n.a.s.*	641	13·58	0·295	46·0
33	Bijouterie et argenterie	651	13·01	0·290	44·8
34	Café, thé et épices	621	11·48	0·255	45·0
35	Lithographie	659	12·83	0·279	46·0
36	Sacs en coton et jute	657	13·03	0·286	45·5
37	Denrées alimentaires diverses	610	11·58	0·280	41·3
38	Pulpe et papier	629	13·55	0·299	45·4
39	Préparations de toilette	604	12·10	0·287	42·2
40	Distilleries	589	12·16	0·309	39·4
	Totaux, quarante principales industries	**615**	**12·72**	**0·281**	**45·3**
	Totaux, toutes industries	**619**	**12·78**	**0·283**	**45·2**

Gains effectifs des employés ces dernières années.—En divisant l'indice représentant la moyenne annuelle des gages par l'indice du coût de la vie, sur la même base, une mesure des gages 'effectifs' est obtenue. Les indices de 1931 à 1939 sont donnés dans le tableau **29.** En 1931 les gages effectifs sont de 93·4 sur la base de 1935–39; ils montrent une amélioration sensible en 1937, 1938 et 1939.

29.—Gains annuels moyens et nombres-indices des gains, du coût de la vie et des gages effectifs des employés à gages dans les industries manufacturières, 1931-39

NOTA.—Les chiffres de 1917 à 1930, sur la base de 1917, dont la comparabilité appelle des réserves, paraissent à la page 440 de l'Annuaire de 1939.

Année	Montant des gages	Nombre moyen des employés à gages	Moyenne des gains annuels	Nombres-indices (1935-39=100)		
				Moyenne des gains annuels	Coût de la vie	Valeur intrinsèque des gains annuels moyens
	$	nomb.	$			
1931	415,277,895	437,149	950	101·9	109·1	93·4
1932	322,245,926	381,783	844	90·6	99·0	91·5
1933	296,929,878	382,022	777	83·4	94·4	88·3
1934	355,090,929	427,717	830	89·1	95·7	93·1
1935	399,012,697	458,734	870	93·3	96·2	97·0
1936	438,873,377	489,942	896	96·1	98·1	98·0
1937	525,743,562	544,624	965	103·5	101·2	102·3
1938	498,282,208	521,427	956	102·6	102·2	100·4
1939	519,971,819	533,342	975	104·6	101·5	103·1

Pourcentages des salaires et gages comparativement à la valeur nette de production.—Le tableau **30** montre le rapport qui existe entre les salaires et gages payés par les fabricants et la valeur nette de production. Bien que l'on se serve souvent des chiffres bruts dans des calculs semblables, il faut se rappeler qu'après tout les valeurs qui produisent les gages sont celles qui proviennent des valeurs ajoutées aux matières premières pendant que celles-ci se trouvent dans l'établissement. Ce sont ces valeurs ajoutées qui constituent la production effective de la fabrique et la source unique des sommes nécessaires au paiement des salaires et gages, de l'intérêt, du loyer, des impôts, des réparations et de tous les autres frais d'exploitation. Les pourcentages des salaires ont été les plus élevés en 1932 et 1933, années où la production manufacturière a subi des diminutions; il est probable que, les salariés étant un facteur de l'organisation plutôt que de la production, les salaires (à cause du niveau auquel la production était tombée) constituaient un pourcentage anormal. De 1924 à 1929 la production manufacturière augmente et le pourcentage décline graduellement, tandis que de 1931 à 1935 et de nouveau en 1938, à la faveur de la reprise de l'activité industrielle, la proportion des salaires par rapport à la valeur ajoutée est anormalement élevée. Il ne faut toutefois pas oublier que le nombre de salariés augmente de 78·2 p.c. de 1924 à 1939, tandis que celui d'employés à gages n'augmente que de 27·7 p.c. Le pourcentage des gages fluctue beaucoup moins que celui des salaires. Le nombre d'employés à gages peut être ajusté plus facilement à l'activité industrielle et le niveau des salaires, au prix des produits.

30.—Pourcentages des salaires et gages comparativement à la valeur nette de la production manufacturière, 1924-39

Année	Valeur ajoutée par la transformation[1]	Salaires	Gages	Pourcentage de la valeur ajoutée		
				en salaires	en gages	en salaires et gages
	$	$	$	p.c.	p.c.	p.c.
1924	1,075,458,459	130,344,822	404,122,853	12·1	37·6	40·7
1925	1,167,936,726	133,409,498	436,534,944	11·4	37·4	48·8
1926	1,305,168,549	142,353,900	483,328,342	10·9	37·0	47·9
1927	1,427,649,292	151,419,411	511,285,921	10·6	35·8	46·4
1928	1,597,887,676	162,903,007	558,568,627	10·2	35·0	45·2
1929	1,755,386,937	175,553,710	601,737,407	10·0	34·3	44·3
1930	1,522,737,125	169,992,216	527,563,162	11·2	34·6	45·8
1931	1,252,017,248	172,289,095	415,277,895	13·8	33·2	47·0
1932	955,960,724	151,355,790	322,245,926	15·8	33·7	49·5
1933	919,671,181	139,317,946	296,929,878	15·1	32·3	47·4
1934	1,087,301,742	148,7o0,126	355,090,929	13·7	32·7	46·4
1935	1,153,485,104	160,455,080	399,012,697	13·9	34·6	48·5
1936	1,289,592,672	173,198,057	438,873,377	13·4	34·0	47·4
1937	1,508,924,867	195,983,475	525,743,562	13·0	34·8	47·8
1938	1,428,286,778	207,386,381	498,282,208	14·5	34·9	49·4
1939	1,531,051,901	217,839,334	519,971,819	14·2	34·0	48·2

[1] Equivalente à la "valeur nette de la production"; voir renvoi 1, tableau 1, p. 353.

Sous-section 4.—Importance des établissements manufacturiers

L'importance d'un établissement manufacturier se mesure soit par le nombre d'employés, soit par la valeur de production, bien que les deux méthodes aient leur limitation. Dans la première on ne tient aucun compte des différences en outillage pour les diverses périodes ou les diverses industries, et il va sans dire que l'utilisation accrue des machines, comme par exemple dans la minoterie, peut avoir pour effets simultanés un accroissement en production et une diminution en personnel. La deuxième méthode doit être ajustée aux changements des niveaux de prix et, pour ce qui est des comparaisons entre industries, celles qui transforment des matières premières coûteuses semblent opérer sur une plus grande échelle. Les deux étalons dépendent des fluctuations de l'activité commerciale et de la demande du consommateur; sur de longues périodes il est difficile d'établir une comparabilité absolue à cause de changements qu'il a été nécessaire de faire dans les méthodes de recensement.

Importance des établissements mesurée par la valeur brute de production.—En 1922, les 420 établissements ayant une production dépassant $1,000,000 donnent une production globale de $1,268,056,129 ou 51 p.c. de toute la production des industries manufacturières. En 1929, il y avait 719 de ces établissements, fournissant $2,516,064,954 ou 62 p.c. de toute la production manufacturière—un changement très significatif en la courte période de huit ans. Toutefois, en 1931 le nombre d'établissements ayant une production dépassant $1,000,000 a de nouveau tombé à 482, leur production valant $1,451,658,954 ou 53 p.c. du total. Vu l'exclusion des usines centrales électriques en 1931 et de l'industrie de teinturerie, nettoyage et buanderie en 1936, les chiffres depuis 1932 ne sont pas directement comparables à ceux de 1929 ou 1922.

31.—Etablissements manufacturiers groupés selon la valeur brute de production, totaux et valeur moyenne des produits de chaque groupe, 1922, 1929, 1936 et 1939

Echelons de production	1922[1]			1929[1]		
	Etablissements	Production totale	Moyenne de production	Etablissements	Production totale	Moyenne de production
	nomb.	$	$	nomb.	$	$
Moins de $25,000	14,978	114,205,770	7,625	14,024	106,735,470	7,611
$ 25,000 mais moins de $ 50,000	2,401	85,075,807	35,433	2,802	99,529,725	35,521
50,000 " 100,000	1,793	129,320,947	72,125	2,209	156,308,744	70,760
100,000 " 200,000	1,335	191,675,989	141,458	1,688	237,532,492	140,718
200,000 " 500,000	1,078	330,533,712	306,618	1,519	504,218,217	331,941
500,000 " 1,000,000	516	363,341,076	704,149	636	443,597,677	697,481
1,000,000 " 5,000,000	364	692,463,530	1,902,372	601	1,217,866,089	2,026,400
5,000,000 et plus	56	575,592,599	10,278,439	118	1,298,198,865	11,001,685
Totaux et moyennes	**22,541**	**2,482,209,130**	**110,120**	**23,597**	**4,063,987,279**	**172,225**
	1936[2]			1939[2]		
Moins de $25,000	15,846	119,766,944	7,558	15,623	120,903,054	7,738
$ 25,000 mais moins de $ 50,000	2,625	93,736,051	35,709	2,803	99,558,383	35,519
50,000 " 100,000	2,040	144,718,010	70,940	2,215	156,410,769	70,614
100,000 " 200,000	1,413	198,268,233	140,317	1,584	225,582,130	142,413
200,000 " 500,000	1,251	391,284,269	312,777	1,285	390,626,844	303,990
500,000 " 1,000,000	512	358,345,875	699,894	689	466,441,130	676,983
1,000,000 " 5,000,000	447	949,275,501	2,123,659	520	1,091,293,939	2,098,642
5,000,000 et plus	68	747,008,831	10,985,423	81	923,724,311	11,404,004
Totaux et moyennes	**24,202**	**3,002,403,814**	**121,056**	**24,800**[3]	**3,474,540,560**[3]	**140,102**

[1] Ces chiffres comprennent la production des "usines centrales électriques" et des "teinturerie, nettoyage et buanderie". [2] Ces chiffres ne comprennent ni les "usines centrales électriques" ni les "teinturerie, nettoyage et buanderie". [3] Ces chiffres ne comprennent pas le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Importance des établissements mesurée par le nombre d'employés.—En 1923, les établissements employant 501 personnes ou plus ont fourni du travail à 21·4 p.c. de tout le personnel occupé dans les établissements manufacturiers. En 1929 la même catégorie d'établissements employait 27·3 p.c. du total, indiquant une plus forte concentration de production dans des établissements plus grands. Cette tendance toutefois a été arrêtée par la dépression, le pourcentage baissant à 20·5 en 1933 (usines centrales électriques comprises). A la faveur du relèvement de la production depuis 1933, le pourcentage a remonté à 25·6 p.c. en 1939. Il en est de même des établissements employant 101 personnes ou plus. En 1923 ils occupaient 58·6 p.c. du personnel global de toutes les manufactures; en 1929, 61·9 p.c.; en 1933, 55·7 p.c.; et en 1939, 61·5 p.c.

32.—Etablissements manufacturiers et leur personnel groupés selon l'effectif de chaque établissement, 1923, 1929, 1936 et 1939

Groupe	1923[1]			1929[1]		
	Etablissements	Personnel	Moyenne du personnel	Etablissements	Personnel	Moyenne du personnel
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de 5 personnes	13,156	22,789	1·7	12,273	30,446	2·5
5 à 20 personnes	5,310	53,851	10·1	6,160	62,310	10·1
21 à 50 "	3,093	67,408	32·2	2,531	81,846	32·3
51 à 100 "	1,031	73,449	71·2	1,262	90,238	71·5
101 à 200 "	566	79,737	140·9	745	103,944	139·5
201 à 500 "	374	115,585	309·1	444	136,397	307,2
501 et plus	112	112,447	1,004·0	182	189,253	1,040.0
Totaux et moyennes	**22,642**	**525,267**	**23·2**	**23,597**	**694,434**	**29·4**

[1] Voir renvoi 1, tableau 31.

32.—Etablissements manufacturiers et leur personnel groupés selon l'effectif de chaque établissement, 1923, 1929, 1936 et 1939—fin

Groupe	1936[1]			1939[1]		
	Etablissements	Personnel	Moyenne du personnel	Etablissements	Personnel	Moyenne du personnel
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de 5 personnes	13,441	26,659	2·0	13,002	28,020	2·2
5 à 20 personnes	6,353	62,298	9·8	6,985	68,151	9·8
21 à 50 "	2,151	69,017	32·1	2,330	75,324	32·3
51 à 100 "	1,042	72,902	70·0	1,158	81,646	70·5
101 à 200 "	657	91,966	140·0	695	97,063	139·7
201 à 500 "	411	126,368	307·5	458	139·687	305·0
501 et plus	147	145,149	987·4	172	168,168	977·7
Totaux et moyennes	**24,202**	**594,359**	**24·6**	**24,800**[2]	**658,059**[2]	**26·5**

[1] Voir renvoi 2, tableau **31.** [2] Voir renvoi 3, tableau **31.**

Importance des établissements dans les industries principales.—Le tableau 33 ci-dessous résume le dégré de concentration dans certaines industries principales du Canada. Cette concentration est analysée en détail pour chacune des vingt-cinq industries du tableau 34 du rapport annuel, "Les industries manufacturières du Canada." La concentration est extrêmement marquée dans le cas de la réduction des métaux non ferreux, raffineries de sucre, automobiles, dérivés du pétrole, matériel roulant de chemin de fer, tabac, cigares et cigarettes, et pulpe et papier, tandis que dans le cas de la confection pour hommes et femmes, du pain et des autres produits de boulangerie, et du beurre et fromage le degré de concentration est faible. En ce qui concerne la minoterie et meunerie, la concentration est élevée dans le cas des moulins à farine, mais le peu d'importance de la moyenne des moulins à provende renverse cette concentration dans l'industrie en général.

33.—Importance proportionnelle des établissements ayant une production brute de $10,000,000 et plus, dans les vingt-cinq principales industries, 1939

NOTA.—Pour les principales statistiques de ces industries, voir le tableau **12,** p. 385.

	Industrie	Nombre de ces établissements	P.c. du total d'établissements dans l'industrie	P.c. de la production totale dans l'industrie
1	Réduction et affinage des métaux non ferreux	14	100·0	100·0
2	Pulpe et papier	59	59·0	93·1
3	Abattoirs et salaisons	41	27·3	89·5
4	Beurre et fromage	13	0·5	16·0
5	Automobiles	5	41·7	98·3
6	Dérivés du pétrole	17	32·1	94·4
7	Minoterie et meunerie	20	1·9	64·0
8	Scieries	17	0·4	28·7
9	Appareils et fournitures électriques	16	8·4	65·9
10	Pain et autres produits de boulangerie	7	0·2	14·3
11	Sidérurgie	15	27·8	88·6
12	Confection pour hommes	8	2·1	20·5
13	Filés et tissus de coton	19	52·8	87·6
14	Caoutchouc (y compris chaussures)	16	29·6	89·4
15	Impression et édition	12	1·5	48·2
16	Matériel roulant de chemin de fer	17	44·7	88·7
17	Confection pour femmes	3	0·5	5·4
18	Bonneterie et tricot	15	8·6	40·3
19	Conserves de fruits et légumes	6	1·8	36·8
20	Tôlerie	13	7·6	60·4
21	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	15	6·9	61·6
22	Raffineries de sucre	10	100·0	100·0
23	Machinerie	6	2·6	30·4
24	Tabac, cigares et cigarettes	9	11·3	91·2
25	Brasseries	13	21·3	61·8

PARTIE II.—DISTRIBUTION PROVINCIALE ET LOCALE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE

Cette partie de ce chapitre commence par une analyse générale de la concentration des industries manufacturières dans les provinces. Dans les sections suivantes les principales caractéristiques des manufactures de chaque province sont mises en lumière et, finalement, la distribution des manufactures dans les principales cités et villes du Dominion.

L'Ontario et le Québec sont les plus importantes provinces manufacturières du Canada. Leur production globale en 1939 est de $2,791,000,000 ou plus de 80 p.c. de la valeur brute de celle du Dominion. Les charbonnages de la Pennsylvanie avoisinant l'Ontario, les ressources hydrauliques et autres des deux provinces et leur proximité des grands débouchés du Canada et des États-Unis ont tous contribué à ce résultat.

Le Québec est en tête dans la fabrication des textiles, mais dans tous les autres groupes l'Ontario a la production la plus forte. La position de ces deux provinces est le plus approchée par la Colombie Britannique dans le cas des produits du bois et du papier, avec 16·6 p.c. de la production brute, contre 38·7 p.c. pour l'Ontario et 32·7 p.c. pour le Québec; dans chacun des autres groupes l'Ontario et le Québec dépassent de beaucoup les autres provinces.

Le tableau 1 analyse les principales statistiques manufacturières de chaque province, suivant l'importance de l'établissement. La Colombie Britannique, troisième province manufacturière, a 52 établissements dont la production brute surpasse $1,000,000 chacun contre 292 en Ontario, 184 en Québec, 21 en Manitoba, 18 en Alberta, 13 en Nouvelle-Écosse, 11 en Nouveau-Brunswick et 10 en Saskatchewan. Les immobilisations, l'effectif et d'autres facteurs varient en proportion de l'importance de l'établissement et suivant la nature de l'industrie concernée, mais en général le facteur important se reflète dans les statistiques.

1.—Statistiques principales des industries manufacturières de chaque province, suivant l'importance de l'établissement (production brute par unité), 1939

Province et groupe	Etablissements	Capital	Effectif	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute de production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Canada—						
Moins de $25,000	15,623	148,514,340	55,232	38,202,686	69,425,825	120,903,054
$ 25,000 à 50,000	2,803	85,903,455	29,944	26,655,348	53,581,388	99,558,383
50,000 à 100,000	2,215	129,109,695	42,109	41,113,326	82,512,663	156,410,769
100,000 à 200,000	1,584	207,714,040	58,917	60,345,764	115,790,391	225,582,130
200,000 à 500,000	1,285	372,476,930	93,146	100,697,980	197,924,705	390,626,844
500,000 à 1,000,000	689	488,998,535	103,454	114,081,110	228,554,602	466,441,130
1,000,000 à 5,000,000	520	1,345,082,229	184,300	228,345,206	557,208,848	1,091,293,939
5,000,000 ou plus	81	868,686,378	90,957	128,271,967	531,022,453	923,724,311
Totaux, Canada[1]	**24,800**	**3,646,485,602**	**658,059**	**737,713,387**	**1,836,020,875**	**3,474,540,560**
Ile du Prince-Edouard—						
Moins de $25,000	190	902,516	593	216,259	758,021	1,198,438
$ 25,000 à 50,000	19	465,391	152	100,559	450,399	664,289
50,000 à 100,000	8	493,032	178	158,495	266,584	568,796
100,000 à 200,000	3	821,961	165	142,632	764,113	1,112,158
200,000 à 500,000	2					
Totaux, I.P.-Edouard	**222**	**2,682,900**	**1,088**	**617,945**	**2,239,117**	**3,543,681**

[1] A l'exclusion des cinq établissements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

1.—Statistiques principales des industries manufacturières de chaque province, suivant l'importance de l'établissement (production brute par unité), 1939—suite

Province et groupe	Etablissements	Capital	Effectif	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute de production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Nouvelle-Ecosse—						
Moins de $25,000	826	4,372,640	3,110	1,368,273	2,660,060	5,005,278
$ 25,000 à 50,000	90	2,842,833	1,227	869,190	1,594,584	3,206,863
50,000 à 100,000	68	3,978,151	1,566	1,141,086	2,859,550	4,821,712
100,000 à 200,000	45	6,455,435	1,835	1,596,620	3,377,020	6,530,838
200,000 à 500,000	27	10,689,628	1,799	1,774,528	4,318,644	8,315,195
500,000 à 1,000,000	14	8,735,968	2,369	1,988,255	4,401,341	9,000,982
1,000,000 à 5,000,000	10	42,361,614	3,772	4,703,375	13,229,313	26,572,568
5,000,000 ou plus	3	22,517,813	1,949	3,210,358	10,891,683	19,686,136
Toutaux, Nouv.-Ecosse	**1,083**	**101,954,082**	**17,627**	**16,651,685**	**43,332,195**	**83,139,572**
Nouveau-Brunswick—						
Moins de $25,000	606	3,635,788	2,294	1,009,853	2,420,678	4,362,065
$ 25,000 à 50,000	67	1,685,768	752	540,550	1,176,946	2,282,698
50,000 à 100,000	52	3,933,498	1,232	953,151	1,722,025	3,495,303
100,000 à 200,000	29	3,887,922	1,454	1,170,581	2,326,765	4,262,868
200,000 à 500,000	24	6,179,298	1,918	1,563,367	4,328,603	7,543,954
500,000 à 1,000,000	14	12,583,954	1,743	2,033,077	4,586,402	9,138,533
1,000,000 à 5,000,000	9	59,265,095	5,108	6,388,583	19,056,195	34,972,730
5,000,000 ou plus	2					
Totaux, N.-Brunswick	**803**	**91,171,323**	**14,501**	**13,659,162**	**35,617,614**	**66,058,151**
Québec—						
Moins de $25,000	5,750	48,790,260	20,033	12,508,784	25,198,752	43,690,741
$ 25,000 à 50,000	828	23,398,798	9,584	7,718,011	16,114,869	29,009,972
50,000 à 100,000	592	31,179,359	12,891	11,291,552	22,523,527	41,483,097
100,000 à 200,000	447	56,102,863	18,522	17,199,387	33,277,770	63,999,935
200,000 à 500,000	337	78,921,372	26,272	25,160,995	50,645,442	96,607,643
500,000 à 1,000,000	235	141,038,835	37,059	35,641,405	72,482,994	145,732,132
1,000,000 à 5,000,000	156	491,895,493	65,703	76,459,138	153,995,011	336,739,139
5,000,000 ou plus	28	311,211,461	30,257	37,778,495	162,584,674	288,494,926
Totaux, Québec	**8,373**	**1,182,538,441**	**220,321**	**223,757,767**	**536,823,039**	**1,045,757,585**
Ontario—						
Moins de $25,000	5,428	66,988,768	19,980	16,285,109	29,383,297	46,869,121
$ 25,000 à 50,000	1,292	39,441,176	12,708	11,812,985	25,538,525	46,294,318
50,000 à 100,000	1,031	64,421,235	18,706	19,463,605	37,759,098	73,375,128
100,000 à 200,000	777	107,183,562	28,288	30,222,533	55,344,057	110,749,843
200,000 à 500,000	673	214,586,592	49,800	55,971,606	102,066,583	207,677,234
500,000 à 1,000,000	331	258,537,079	51,901	60,658,858	112,561,471	236,587,197
1,000,000 à 5,000,000	256	598,644,378	87,658	110,112,420	269,453,794	525,116,054
5,000,000 ou plus	36	412,768,878	49,830	73,849,093	274,904,636	499,005,812
Totaux, Ontario	**9,824**	**1,762,571,669**	**318,871**	**378,376,209**	**907,011,461**	**1,745,674,707**
Manitoba—						
Moins de $25,000	647	5,628,244	2,299	1,700,950	2,339,589	4,565,686
$ 25,000 à 50,000	118	4,017,101	1,317	1,167,434	2,187,199	4,215,507
50,000 à 100,000	137	7,073,115	2,234	2,206,181	5,637,476	9,850,267
100,000 à 200,000	78	9,048,623	2,682	2,823,212	6,199,343	11,044,653
200,000 à 500,000	57	16,360,488	3,975	4,545,879	9,776,185	18,249,694
500,000 à 1,000,000	29	21,602,237	3,342	4,488,743	9,863,699	19,650,975
1,000,000 à 5,000,000	18	43,495,771	6,681	9,405,207	21,613,695	38,896,573
5,000,000 ou plus	3	12,433,786	1,380	2,107,192	24,791,107	27,820,240
Totaux, Manitoba	**1,087**	**119,659,365**	**23,910**	**28,444,798**	**82,408,293**	**134,293,595**

1.—Statistiques principales des industries manufacturières de chaque province, suivant l'importance de l'établissement (production brute par unité), 1939—fin

Province et groupe	Etablissements	Capital	Effectif	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute de production
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Saskatchewan—						
Moins de $25,000	551	4,149,877	1,419	892,990	1,176,459	2,736,715
$ 25,000 à 50,000	61	1,898,714	490	475,119	1,187,810	2,182,856
50,000 à 100,000	46	2,024,802	489	505,369	2,085,717	3,339,327
100,000 à 200,000	44	4,299,969	943	1,216,913	3,395,084	6,004,179
200,000 à 500,000	21	4,986,567	1,011	1,302,999	3,314,815	6,633,802
500,000 à 1,000,000	4	1,506,311	265	404,495	1,143,820	2,209,476
1,000,000 à 5,000,000	7	8,449,113	1,256	1,589,172	14,213,092	20,041,535
5,000,000 ou plus	3	10,338,742	602	959,070	12,265,338	17,502,699
Totaux, Saskatchewan	**737**	**37,654,095**	**6,475**	**7,346,127**	**38,782,135**	**60,650,589**
Alberta—						
Moins de $25,000	656	5,694,524	2,061	1,474,130	2,200,357	4,779,434
$ 25,000 à 50,000	106	3,549,399	961	936,035	2,063,773	3,827,192
50,000 à 100,000	92	4,348,343	1,205	1,220,285	3,622,162	6,472,802
100,000 à 200,000	48	4,347,042	1,326	1,626,907	3,587,617	6,645,834
200,000 à 500,000	27	10,396,678	1,600	2,032,305	4,218,726	8,407,884
500,000 à 1,000,000	14	13,039,952	1,769	2,466,559	4,834,596	10,405,697
1,000,000 à 5,000,000	16	31,908,287	3,790	5,221,479	32,623,918	46,935,237
5,000,000 ou plus	2					
Totaux, Alberta	**961**	**73,284,225**	**12,712**	**14,977,700**	**53,151,149**	**87,474,080**
Colombie Britannique—						
Moins de $25,000	969	8,351,723	3,443	2,746,338	3,288,512	7,695,576
$ 25,000 à 50,000	222	8,604,275	2,753	3,035,465	3,267,283	7,874,688
50,000 à 100,000	189	11,658,160	3,608	4,173,602	6,036,624	13,004,337
100,000 à 200,000	113	15,837,687	3,762	4,396,715	8,036,387	15,896,582
200,000 à 500,000	117	30,085,283	6,711	8,296,565	18,737,942	36,526,678
500,000 à 1,000,000	48	31,954,199	5,006	6,399,718	18,680,279	33,716,138
1,000,000 à 5,000,000	48	98,911,818	12,218	17,267,949	49,356,846	86,719,784
5,000,000 ou plus	4	69,566,357	5,053	7,565,642	29,251,999	46,514,817
Tot., Col. Britannique	**1,710**	**274,969,502**	**42,554**	**53,881,994**	**136,655,872**	**247,948,600**

Section 1.—Les manufactures des Provinces Maritimes, 1939

Dans l'Ile du Prince-Edouard, l'importance des ressources agricoles et poissonnières font du beurre et du fromage, de l'apprêtage du poisson et de la salaison des viandes les principales industries manufacturières de la province. L'impression et l'édition y constituent aussi une industrie importante. La Nouvelle-Écosse est renommée pour ses charbonnages et ses pêcheries, mais elle possède en outre de vastes forêts et terres agricoles et la mer lui rend plus accessibles les riches minerais de fer de Terre-Neuve. Ces ressources sont à la base des principales industries sidérurgique, poissonnière, de la pulpe et du papier, du matériel roulant de chemin de fer, du beurre et du fromage, et des scieries. Malgré l'apport de la transformation des produits poissonniers et agricoles à la production variée du Nouveau-Brunswick, les forêts donnent une place prédominante aux industries de la pulpe et du papier, et du sciage de cette province.

2.—Statistiques des principales industries des Provinces Maritimes, 1939

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		ILE DU PRINCE-ÉDOUARD					
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Beurre et fromage	30	324,623	112	72,646	499,268	651,261
2	Conserveries de poisson	71	192,875	299	67,783	459,291	615,383
3	Impression et édition	4	246,351	105	96,003	27,382	193,039
4	Coulages et pièces forgées	3	336,346	56	49,470	25,992	148,007
5	Pain et autres prod. de la boulang.	11	127,003	49	31,026	77,588	139,548
6	Scieries	53	122,953	80	21,705	62,814	127,979
7	Toutes autres princip. industries[2]	5	438,057	109	78,105	763,377	990,036
	Totaux, principales industries	**177**	**1,788,208**	**810**	**416,738**	**1,915,712**	**2,865,253**
	Totaux, toutes industries	**222**	**2,682,900**	**1,088**	**617,945**	**2,239,117**	**3,543,681**
		NOUVELLE-ÉCOSSE					
1	Sidérurgie	6	22,015,230	2,252	3,248,185	7,028,632	15,223,484
2	Conserveries de poisson	154	3,707,611	1,944	1,135,251	4,046,791	6,531,571
3	Pulpe et papier	5	14,123,208	742	1,165,365	1,783,886	5,523,373
4	Scieries	444	1,848,303	1,781	606,942	1,668,435	2,954,498
5	Beurre et fromage	28	1,212,854	327	324,839	1,725,068	2,609,265
6	Bonneterie et tricot	3	2,710,758	922	720,085	1,222,348	2,588,466
7	Conserveries de fruits et légumes	18	1,474,353	820	391,222	1,830,907	2,522,304
8	Matériel roulant de chemin de fer	3	5,484,233	404	482,782	2,521,419	2,507,399
9	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	8	2,292,022	801	679,154	1,000,017	2,310,092
10	Impression et édition	33	1,856,233	700	814,731	361,817	1,956,937
11	Pain et autres prod. de la boulang.	74	900,460	509	388,924	969,064	1,778,170
12	Construction et répar. de navires	8	4,333,021	459	700,618	395,140	1,625,010
13	Engrais chimiques	3	817,436	107	114,611	729,569	1,031,906
14	Café, thé, épices	4	562,839	97	102,149	753,930	1,013,199
15	Toutes autres princip. industries[2]	5	21,115,567	1,266	1,854,584	11,197,005	19,327,070
	Totaux, principales industries	**796**	**84,454,128**	**13,131**	**12,729,442**	**37,234,028**	**69,502,744**
	Totaux, toutes industries	**1,083**	**101,951,082**	**17,627**	**16,651,685**	**43,332,195**	**83,139,572**
		NOUVEAU-BRUNSWICK					
1	Pulpe et papier	6	38,452,014	2,434	3,201,050	6,840,717	15,630,514
2	Scieries	282	4,376,746	2,404	1,292,533	3,182,032	5,626,273
3	Café, thé, épices	5	1,629,259	258	313,802	2,819,176	4,162,702
4	Conserveries de poisson	116	2,848,183	953	412,515	2,095,392	3,469,313
5	Engrais chimiques	3	1,218,348	101	132,517	1,173,915	1,805,493
6	Beurre et fromage	36	963,887	271	225,790	1,204,328	1,693,822
7	Abattoirs et salaisons	6	650,829	178	269,955	1,254,063	1,634,494
8	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	6	1,385,363	626	450,293	806,178	1,627,315
9	Pain et autres prod. de la boulang.	84	900,794	505	368,829	806,215	1,548,530
10	Appareils de chauffage et de cuisson	3	1,242,801	454	472,792	448,979	1,387,612
11	Impression et édition	22	1,395,538	402	508,393	202,405	1,147,463
12	Toutes autres princip. industries[2]	5	19,038,599	2,358	2,763,743	8,791,819	14,229,503
	Totaux, principales industries	**574**	**74,102,361**	**10,944**	**10,412,212**	**29,625,219**	**53,963,034**
	Totaux, toutes industries	**803**	**91,171,323**	**14,501**	**13,659,162**	**35,617,614**	**66,058,151**

[1] La valeur nette est dérivée de la valeur brute en déduisant le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité. [2] Des statistiques particulières ne peuvent être données parce qu'il y a moins de trois établissements dans chaque industrie. Ces industries sont: Ile du Prince-Edouard, sacs de coton et de jute, abattoirs et salaisons, engrais chimiques et tôlerie; Nouvelle-Ecosse, raffineries de sucre, tréfilerie, coke et gaz et produits du pétrole; Nouveau-Brunswick, raffineries de sucre, matériel roulant de chemin de fer, filés et tissus de coton.

Section 2.—Les manufactures du Québec, 1939

Parmi les ressources du Québec qui ont contribué au développement des industries manufacturières de la province, on peut mentionner les ressources naturelles de ses forêts, de ses forces hydrauliques, de ses minéraux et de ses régions agricoles, et aussi sa position géographique sur l'estuaire du St-Laurent qui permet aux long-courriers d'atteindre ses principaux centres de population. En plus de ces avantages naturels, on trouve une population stable et laborieuse, un facteur important dans des industries telles que les textiles, les vêtements, les chaussures, etc., qui ont recours aux services d'un grand nombre d'ouvriers.

Au cours des dernières années, le changement le plus remarquable dans les industries manufacturières du Québec a été le développement dans la réduction des

métaux non ferreux. Cette industrie parut pour la première fois parmi les quarante principales de la province en 1927, alors qu'elle se plaça au dix-neuvième rang. Elle est au deuxième depuis 1935. Le raffinage du pétrole s'est aussi développé et a acquis de l'importance durant la même période. Il était en vingt-sixième place en 1927 et en huitième en 1939.

L'importance de l'industrie de la pulpe et du papier dans la province de Québec ressort clairement d'une comparaison avec le reste du pays. L'industrie québecoise de la pulpe et du papier, en plus de contribuer 10 p.c. à la valeur totale brute de la production manufacturière de la province, fournit 50 p.c. de la pulpe et du papier fabriqués au Canada. La valeur brute des filés et tissus de coton fabriqués dans la province de Québec est de 70 p.c. du total du Canada; les tabacs, cigares et cigarettes, 85 p.c.; les confections pour femmes, 67 p.c.

3.—Statistiques des principales industries du Québec, 1939

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Pulpe et papier	44	309,642,235	15,442	21,318,707	39,000,140	103,564,981
2	Réduction et affinage des métaux non ferreux	4	55,956,416	2,674	3,995,420	52,664,621	86,005,322
3	Filés et tissus de coton	14	44,426,717	13,232	11,284,643	25,747,093	49,176,421
4	Tabac, cigares et cigarettes	51	51,022,836	6,901	6,509,387	19,899,253	39,986,847
5	Confections pour femmes	237	18,354,105	13,243	10,940,691	22,948,043	39,782,799
6	Confections pour hommes	206	22,723,419	11,519	9,729,095	22,999,784	39,584,165
7	Abattoirs et salaisons	31	11,333,371	2,153	2,582,341	30,381,765	36,007,706
8	Dérivés du pétrole	7	25,633,897	990	1,680,886	23,350,561	33,329,907
9	Beurre et fromage	1,178	17,156,120	5,188	3,671,605	25,251,721	32,739,823
10	Matériel roulant de chemin de fer	11	40,755,721	7,317	10,702,470	13,770,652	25,309,944
11	Chaussures, cuir	138	16,085,815	11,156	8,243,406	13,170,378	24,638,057
12	Pain et autres prod. de la boulang.	965	13,059,678	6,295	5,668,652	9,592,502	20,399,991
13	Appareils et fournitures électriques	27	23,244,787	5,010	6,501,725	8,777,582	20,375,847
14	Bonneterie et tricot	56	17,945,149	7,784	6,196,615	9,333,490	19,744,841
15	Soie et rayonne	19	19,987,848	5,681	5,321,748	7,237,731	18,751,820
16	Scieries	1,796	16,036,417	7,681	3,739,234	9,570,131	17,129,042
17	Brasseries	8	24,179,281	2,049	3,147,010	6,182,397	15,056,893
18	Impression et édition	71	12,930,559	4,803	6,274,990	3,515,846	14,762,131
19	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	14	11,800,078	4,141	3,589,964	5,456,164	14,123,918
20	Produits chimiques divers	43	16,017,759	2,730	3,328,099	5,375,063	13,650,068
21	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	56	8,935,864	3,413	2,944,630	6,409,034	13,066,645
22	Tôlerie	33	17,196,324	2,320	2,632,067	7,336,872	12,785,021
23	Eaux gazeuses et minérales	142	8,473,583	1,922	2,016,398	3,828,018	12,428,325
24	Machinerie	40	20,774,247	3,745	4,806,781	4,623,211	11,742,345
25	Minoterie	183	5,949,641	750	908,484	8,706,847	10,826,272
26	Peintures, pigments et vernis	28	12,806,995	1,367	1,985,465	5,157,640	10,477,490
27	Produits alimentaires divers	49	6,293,611	934	980,871	5,064,976	10,209,022
28	Coke et produits du gaz	5	11,640,038	648	1,011,091	3,257,010	10,042,883
29	Produits du laiton et du cuivre	30	8,045,224	1,488	1,881,980	6,353,127	9,900,233
30	Sidérurgie	14	14,358,351	2,473	3,088,867	3,461,268	9,410,406
31	Impression et reliure	389	11,349,865	3,560	4,105,116	3,111,764	9,285,229
32	Préparations médicinales et pharmaceutiques	68	9,223,265	1,567	2,096,750	2,918,942	8,796,367
33	Articles en fourrure	143	5,643,581	1,691	2,081,606	5,422,371	8,594,093
34	Coulages et pièces forgées	52	11,761,047	2,229	2,419,241	3,543,816	8,080,601
35	Boîtes et sacs, papier	40	6,828,884	2,044	1,870,791	4,554,355	7,865,476
36	Meubles	85	7,972,582	2,942	2,755,930	3,188,352	7,544,317
37	Conserves de fruits et de légumes	58	6,261,164	1,706	1,145,387	4,637,432	7,539,246
38	Divers produits du papier	45	5,543,815	1,233	1,271,729	3,774,913	6,924,923
39	Tréfilerie	20	8,606,456	1,110	1,337,060	1,533,567	6,864,895
40	Produits textiles divers	8	9,241,372	1,085	1,397,646	2,586,130	6,639,237
	Totaux, quarante principales industries[2]	**6,508**	**965,198,117**	**174,216**	**177,164,578**	**443,604,563**	**853,143,549**
	Totaux, toutes industries	**8,373**	**1,182,538,441**	**220,321**	**223,757,767**	**536,823,039**	**1,045,757,585**
	Pourcentages des quarantes principales industries par rapport aux totaux de toutes les industries de la province	77·7	81·7	79·1	79·2	82·7	81·5

[1] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 409. [2] Les statistiques des raffineries de sucre, qui sont aussi parmi les principales industries de la province, ne peuvent être publiées, vu qu'elles couvrent moins de trois établissements.

Section 3.—Les manufactures de l'Ontario, 1939

La valeur brute de la production manufacturière de l'Ontario en 1939 représente environ 50 p.c. du total du Dominion, tandis que celle du Québec s'élève à environ 30 p.c. L'Ontario détient cette première position de façon passablement uniforme comme le montrent les pourcentages suivants: 1926, 52 p.c.; 1918, 53 p.c.; 1910, 50 p.c.; 1900, 50 p.c.; 1890, 51 p.c.; et 1880, 51 p.c. En dépit du rapide développement industriel des autres provinces ces dernières années, comme dans le Québec, la Colombie Britannique et le Manitoba, l'Ontario conserve une production manufacturière à peu près égale à celle du reste du Dominion.

La situation géographique de l'Ontario sur le réseau navigable des Grands Lacs, lequel le met plus à la portée des mines de fer du Minnesota et des charbonnages de la Pennsylvanie; la grande variété de ses ressources naturelles, de ses minéraux, de ses sites hydrauliques et de son agriculture; sa population considérable et ses excellentes facilités de transport par eau et par voie ferrée sont autant d'encouragements au développement industriel. Parmi les autres facteurs qui contribuent à ce développement peuvent être mentionnés le voisinage de l'une des parties les plus densément peuplées des Etats-Unis et l'établissement dans la province même de succursales d'industries américaines, comme par exemple les fabriques d'automobiles.

Les industries produisant du matériel fixe ou des marchandises durables, qui constituent un élément important des manufactures de l'Ontario, ont particulièrement souffert des premières années de la dépression qui a précédé la guerre. Il en est résulté une contraction disproportionnée de la production dans des industries importantes telles que celles de l'automobile, de l'outillage électrique, de la machinerie, des instruments agricoles, de la sidérurgie, etc. et, partant, une diminution de la production manufacturière dans toute la province comparativement à celle d'autres provinces qui avaient souffert de ces influences. Toutefois, depuis 1933, ces industries se sont bien relevées en général, et l'Ontario, dont la valeur de la production manufacturière en 1933 représentait 49 p.c. de toute la production manufacturière du pays, avait réussi en 1939 à augmenter cette valeur relative à 50·2 p.c.

Parmi les industries importantes qui distinguent l'Ontario des autres provinces, il y a celles de l'automobile et des instruments agricoles, lesquelles n'existent à peu près que dans cette province. Les autres industries qui donnent à l'Ontario sa prépondérance sont les suivantes, avec le pourcentage de production de chacune par rapport à celle du Dominion en 1939: tanneries, 88 p.c.; articles en caoutchouc, 80 p.c.; meubles, 56 p.c.; conserves de fruits et de légumes, etc., 67 p.c.; appareils et fournitures électriques, 76 p.c.; coulages et pièces forgées, 64 p.c.; sidérurgie, 64 p.c.; minoterie, 57 p.c.; bonneterie et tricot, 59 p.c.; tôlerie, 60 p.c.; biscuits, confiserie, cacao et chocolat, 58 p.c.; coke et produits du gaz, 54 p.c.; produits du laiton et du cuivre, 64 p.c.

4.—Statistiques des principales industries de l'Ontario, 1939

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Réduction et affinage des métaux non ferreux	7	96,617,868	6,045	9,996,657	83,021,910	134,726,912
2	Automobiles	7	54,144,811	13,620	19,495,482	67,881,020	102,102,931
3	Abattoirs et salaisons	67	27,549,218	5,297	7,201,703	65,228,513	79,480,472
4	Appareils et fournitures électriques	140	78,298,175	15,027	18,917,134	30,144,956	67,733,158
5	Pulpe et papier	38	174,672,911	9,579	14,714,523	26,596,101	65,486,349
6	Minoterie	627	23,363,064	3,205	3,399,012	44,278,443	58,336,183
7	Articles en caoutchouc, y compris chaussures	35	53,540,653	9,993	11,992,985	23,344,495	55,784,921
8	Beurre et fromage	951	27,655,635	7,558	7,618,426	37,096,438	52,663,274
9	Sidérurgie	25	75,269,867	8,594	13,378,862	18,586,517	48,925,939

[1] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 409.

4.—Statistiques des principales industries de l'Ontario, 1939—fin

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
10	Accessoires d'automobile	65	29,549,075	7,832	9,513,070	19,462,884	37,975,560
11	Conserves de fruits et de légumes	163	32,198,337	5,733	4,473,232	20,762,973	37,165,022
12	Pain et autres prod. de la boulang.	1,278	24,207,387	11,185	11,228,933	15,901,911	36,385,954
13	Machinerie	149	44,405,353	7,689	9,947,969	12,524,253	34,223,166
14	Bonneterie et tricot	99	34,501,779	12,131	10,485,932	16,229,485	34,138,670
15	Dérivés du pétrole	12	19,111,045	2,031	3,408,743	23,266,811	32,087,996
16	Tôlerie	83	31,999,667	5,129	6,118,079	17,468,020	31,027,265
17	Biscuits, confiserie, cacao et chocolat	86	22,380,268	6,212	6,649,437	12,735,227	29,947,939
18	Impression et édition	295	24,512,157	7,823	11,961,011	6,928,676	29,252,775
19	Confections pour hommes	114	14,180,921	8,433	8,432,280	12,787,750	24,165,978
20	Tanneries	32	23,847,872	3,637	4,059,252	15,590,180	22,604,923
21	Impression et reliure	578	23,073,716	7,124	8,716,295	8,411,681	21,932,660
22	Préparation et empaquetage du tabac	10	8,424,254	2,316	1,837,886	17,522,289	21,523,232
23	Coke et produits du gaz	18	54,320,483	2,463	3,553,487	9,647,794	21,033,396
24	Coulages et pièces forgées	86	25,407,382	5,975	7,112,262	7,573,192	20,551,366
25	Produits du laiton et du cuivre	81	15,457,578	3,267	4,295,270	11,893,249	20,514,059
26	Boîtes et sacs, papier	88	14,401,043	3,991	4,505,675	10,774,609	18,256,088
27	Préparations médicinales et pharmaceutiques	91	14,330,730	2,631	3,615,220	6,317,528	16,986,043
28	Filés et tissus de coton	18	26,195,740	5,186	4,355,803	7,936,573	16,977,703
29	Brasseries	22	20,560,189	1,977	3,225,072	6,007,078	16,443,889
30	Savons et saponacés	50	11,506,361	1,752	2,348,931	7,682,838	16,405,817
31	Acides, alkalis et sels	14	25,217,182	1,786	3,064,382	3,883,698	16,293,914
32	Confections pour femmes	229	8,640,325	5,751	5[3]334,775	8,597,149	16,184,380
33	Scieries	741	21,178,321	5,762	4,072,339	8,925,073	16,011,798
34	Quincaillerie, outils, coutellerie	112	22,657,086	4,820	5,662,707	5,424,414	15,788,267
35	Lainages	36	16,271,654	4,162	3,974,757	8,385,607	15,668,729
36	Instruments agricoles	25	56,937,657	5,006	5,776,313	6,322,535	15,292,756
37	Chaussures, cuir	66	12,552,967	5,250	4,809,600	7,519,103	14,817,586
38	Produits divers du papier	78	14,514,032	2,480	3,251,572	8,324,289	14,671,351
39	Meubles	189	17,042,971	6,310	5,921,137	6,067,802	14,437,486
40	Matériel roulant de chemin de fer	16	22,520,356	3,615	4,947,320	8,409,641	14,002,059
	Totaux, quarante principales industries	**6,821**	**1,343,216,090**	**238,377**	**283,373,525**	**735,462,705**	**1,358,007,966**
	Totaux, toutes industries	**9,824**	**1,762,571,669**	**318,871**	**378,376,209**	**907,011,461**	**1,745,674,707**
	Pourcentages des quarante principales industries par rapport aux totaux de toutes les industries de la province	69·4	76·2	74·8	74·9	81·1	77·8

[1] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 409.

Section 4.—Les manufactures des Provinces des Prairies, 1939

Les principales industries de ces provinces reposent sur les ressources agricoles—céréales, élevage et industrie laitière. Viennent ensuite, habituellement, les industries pourvoyant aux premières nécessités de la population, telles que la boulangerie, l'impression et l'édition, etc. Les grands services ferroviaires exigent de vastes usines pour l'entretien de leur matériel roulant particulièrement dans la région de Winnipeg. L'usage général des véhicules-moteur et des machines à force motrice sur les fermes a amené l'établissement de raffineries de pétrole dans chaque province. La production considérablement augmentée de pétrole en Alberta contribuera vraisemblablement à une expansion de l'industrie de la raffinerie. Le Manitoba, en sa qualité de plus ancien centre commercial des Prairies, a progressé industriellement plus qu'aucune des autres provinces. Ses ressources, d'accès facile en force hydrauliques, forêts et, plus récemment, en minéraux, ont donné lieu à une grande diversification dans la production industrielle.

En considérant les trois provinces comme un groupe économique, l'industrie des abattoirs et des salaisons accuse en 1939 la production brute la plus considérable, laquelle s'élève à $55,512,088; elle est suivie de la minoterie avec $30,950,835 et du beurre et du fromage avec $26,218,609. Ces trois industries de transformation des produits agricoles contribuent 40 p.c. de la production manufacturière totale des Provinces des Prairies.

5.—Statistiques des principales industries des Provinces des Prairies, 1939

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		MANITOBA					
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Abattoirs et salaisons	9	11,236,135	1,731	2,524,479	23,104,865	26,779,130
2	Matériel roulant de chemin de fer	4	14,783,291	4,033	5,763,820	5,962,906	12,146,547
3	Beurre et fromage	90	4,501,952	1,289	1,584,359	6,505,644	9,760,277
4	Minoterie	38	4,047,431	481	485,323	4,602,507	6,126,143
5	Confections pour hommes	28	2,063,915	1,331	1,033,710	2,561,007	4,114,406
6	Impression et édition	84	3,525,959	1,181	1,659,753	765,922	3,978,103
7	Pain et autres prod. de la boulang.	140	2,082,433	1,159	1,147,309	1,621,107	3,663,771
8	Impression et reliure	80	4,124,550	1,178	1,439,833	1,191,337	3,152,296
9	Café, thé, épices	10	2,343,317	212	287,112	2,277,150	3,037,840
10	Confections pour femmes	26	1,154,503	927	803,938	1,747,229	2,741,507
11	Brasseries	6	2,479,674	404	636,518	818,663	2,709,508
12	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	18	1,632,511	550	479,971	999,472	2,343,827
13	Malt et produits	3	2,742,551	122	245,031	1,268,335	2,299,769
14	Sacs, coton et jute	4	1,649,716	171	215,319	1,692,441	2,198,932
15	Eaux gazeuses et minérales	25	1,347,878	330	414,375	624,645	2,164,895
16	Dérivés du pétrole	5	1,231,709	134	151,271	1,453,756	1,884,891
17	Articles en fourrure	40	1,342,674	430	460,077	1,028,901	1,701,984
18	Boîtes et sacs, papier	7	1,295,604	292	346,586	949,281	1,645,290
19	Sidérurgie	4	1,732,926	406	538,227	424,684	1,610,745
20	Matelas et sommiers	4	1,397,321	359	367,915	790,954	1,562,563
21	Tôlerie	12	1,897,794	348	382,570	888,010	1,489,384
22	Scieries	83	1,540,371	547	381,083	483,617	1,206,727
23	Préparations médicinales et pharmaceutiques	7	1,174,160	134	152,500	514,555	1,205,342
24	Peintures, pigments et vernis	5	1,470,328	208	256,417	683,287	1,202,886
25	Toutes autres principales industr.[2]	6	20,860,097	808	1,175,332	10,762,362	14,546,009
	Totaux, principales industries	**738**	**93,658,806**	**18765**	**22,932,828**	**73,722,637**	**115,272,772**
	Totaux, toutes industries	**1,087**	**119,659,365**	**23,910**	**28,444,798**	**82,408,293**	**134,293,595**
		SASKATCHEWAN					
1	Minoterie	63	8,177,268	585	749,294	9,997,517	14,891,856
2	Dérivés du pétrole	11	4,659,959	452	655,759	6,669,751	10,074,461
3	Beurre et fromage	68	3,256,436	885	987,282	5,407,158	7,740,636
4	Abattoirs et salaisons	7	2,573,942	589	761,264	5,310,633	6,087,882
5	Impression et édition	134	2,206,607	883	1,171,080	459,846	2,351,151
6	Pain et autres prod. de la boulang.	125	1,815,534	608	548,860	979,560	2,137,833
7	Brasseries	5	2,433,443	189	282,193	587,067	1,799,516
8	Eaux gazeuses et minérales	21	658,054	144	161,491	293,702	793,563
9	Scieries	147	621,837	499	172,857	253,254	775,507
10	Ateliers de rabotage, manufactures de portes et chassis	14	648,640	154	141,702	193,662	443,079
11	Toutes autres principales industr.[2]	3	6,087,138	645	767,850	7,505,783	10,798,937
	Totaux, principales industries	**598**	**33,138,858**	**5,633**	**6,399,632**	**37,667,933**	**57,894,421**
	Totaux, toutes industries	**737**	**37,654,095**	**6,475**	**7,346,127**	**38,782,135**	**60,650,589**
		ALBERTA					
1	Abattoirs et salaisons	12	9,180,618	1,899	2,561,329	18,752,679	22,645,076
2	Dérivés du pétrole	11	6,849,617	481	719,616	6,277,687	10,291,323
3	Minoterie	90	5,434,230	732	841,979	6,439,800	9,932,836
4	Beurre et fromage	111	4,335,816	1,001	1,096,942	6,039,939	8,717,696
5	Pain et autres prod. de la boulang.	160	2,245,451	880	931,600	1,580,304	3,509,278
6	Matériel roulant de chemin de fer	3	7,102,614	1,223	1,754,179	1,594,589	3,440,909
7	Brasseries	5	4,516,698	238	405,107	1,123,912	2,852,666
8	Impression et édition	91	3,034,742	817	1,193,301	475,295	2,728,139
9	Scieries	144	1,430,967	1,042	618,276	595,924	1,615,493
10	Confections pour hommes	5	843,797	341	350,035	659,660	1,288,305
11	Impression et reliure	50	1,524,546	407	516,773	317,299	1,033,991
12	Toutes autres principales industr.[2]	6	9,979,428	688	822,411	4,253,637	7,649,821
	Totaux, principales industries	**688**	**56,478,524**	**9,749**	**11,811,548**	**48,110,725**	**75,705,533**
	Totaux, toutes industries	**961**	**73,284,225**	**12,712**	**14,977,700**	**53,151,149**	**87,474,080**

[1] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 409. [2] Les autres principales industries dont les statistiques particulières ne peuvent être données parce qu'il y a moins de trois établissements dans chacune sont: Manitoba, pulpe et papier, ponts et construction d'acier, réduction et affinage des métaux non ferreux, coke et produits du gaz; Saskatchewan, sacs, coton et jute, automobiles, réduction et affinage des métaux non ferreux; Alberta, malt et produits, raffineries de sucre, préservation du bois et vitrerie.

Section 5.—Les manufactures de la Colombie Britannique, 1939

En dehors des deux grandes provinces industrielles de l'Ontario et du Québec, c'est la Colombie Britannique qui est en tête au point de vue production manufacturière. Les riches forêts donnent, dans cette province, la prépondérance aux industries du bois. Les scieries, en 1939, contribuent 22 p.c. à la production manufacturière de la province et 55 p.c. à la valeur totale de la production des scieries au Canada. L'industrie de la pulpe et du papier, en troisième place, confirme davantage l'importance des forêts dans la vie industrielle de la Colombie Britannique. Vient ensuite l'apprêtage du poisson qui dépend principalement des pêcheries de saumon de l'estuaire. La Colombie Britannique contribue 61 p.c. de la production totale de cette industrie au Canada. Les ressources variées de cette province et sa situation sur la côte du Pacifique y déterminent une grande diversification dans les industries manufacturières.

6.—Statistiques des principales industries de la Colombie Britannique, 1939

	Industrie	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
		nomb.	$	nomb.	$	$	$
1	Scieries	251	38,472,479	12,603	15,491,339	29,706,269	54,685,280
2	Apprêtage du poisson	67	14,323,276	1,658	1,877,638	11,022,54	17,473,952
3	Pulpe et papier	6	50,576,149	2,555	3,953,198	10,165,135	16,005,957
4	Abattoirs et salaisons	12	5,862,670	831	1,140,036	10,108,110	11,901,799
5	Dérivés du pétrole	4	4,271,032	274	527,142	7,948,618	9,144,073
6	Conserves de fruits et de légumes	64	4,976,382	1,212	979,568	4,194,897	6,677,352
7	Pain et autres prod. de la boulang.	276	3,815,185	1,928	2,020,143	2,858,812	5,467,546
8	Café, thé, épices	13	2,544,027	315	382,481	4,979,186	6,211,548
9	Beurre et fromage	36	3,023,104	817	1,053,650	3,714,831	5,985,717
10	Impression et édition	78	5,080,636	1,628	2,526,100	1,088,554	5,533,757
11	Tôlerie	22	7,304,123	485	687,935	3,505,714	5,518,623
12	Manufactures de chassis et portes, ateliers de rabotage	58	5,130,436	1,338	1,506,486	2,133,772	4,804,946
13	Engrais chimiques	5	9,115,176	446	780,155	2,027,144	4,219,038
14	Brasseries	11	6,080,352	309	523,662	1,225,883	3,636,353
15	Construction et répar. de navires	17	7,377,871	928	1,312,731	735,323	2,925,345
16	Produits divers du papier	9	1,521,131	288	345,462	1,680,130	2,518,362
17	Provendes animales	29	2,824,782	293	340,839	1,842,072	2,491,949
18	Coke et produits du gaz	4	13,030,622	360	515,926	773,955	2,461,926
19	Meubles	54	1,797,187	814	834,276	1,039,843	2,349,706
20	Boîtes de bois	20	1,638,696	664	686,262	1,042,310	2,155,150
21	Divers produits chimiques	10	2,078,194	245	408,771	707,839	2,096,094
22	Acides, alcalis et sels	3	777,471	218	378,746	298,040	1,901,088
23	Impression et reliure	107	2,206,516	676	785,192	531,363	1,635,728
24	Peintures, pigments et vernis	9	1,909,110	201	286,244	641,957	1,408,043
25	Tréfilerie	7	1,454,822	143	217,452	751,700	1,382,014
26	Biscuits, confiserie, cacao, etc.	31	916,798	403	393,354	617,508	1,345,473
27	Boîtes et sacs, papier	9	859,957	209	260,484	688,984	1,312,800
28	Machinerie	24	1,998,274	408	615,329	394,893	1,283,586
29	Autres principales industries[2]	12	44,371,505	4,501	6,397,172	25,645,035	39,358,381
	Totaux, principales industries	**1,248**	**245,337,963**	**36,750**	**47,227,803**	**132,100,420**	**224,891,616**
	Totaux, toutes industries	**1,710**	**274,969,502**	**42,551**	**53,881,994**	**136,655,872**	**247,948,600**
	Pourcentages des principales industries par rapport à toutes les industries de la province	73·0	89·2	86·3	87·7	97·4	90·7

[1] Voir renvoi 1, tableau 2, p. 409. [2] Comprend d'autres industries principales dont les statistiques ne peuvent être publiées parce qu'il y a moins de trois établissements dans chacune. Ces industries sont: lait condensé, raffineries de sucre, préservation du bois, réduction et affinage des métaux non ferreux, avionnerie, ponts et charpentes d'acier,

Section 6.—Industries manufacturières dans les cités et villes

La prospérité de la plupart des cités et villes du Canada, notamment dans l'Est, est liée intimement aux industries manufacturières qui fournissent de l'emploi à une grande partie de la population active. Bien que les villes de l'Ouest soient surtout des centres de distribution, on y note un accroissement rapide des établissements manufacturiers.

Le tableau 7, qui indique le degré de concentration des industries manufacturières du Canada dans les centres urbains, montre aussi, par province, la proportion de production manufacturière brute contribuée par les cités et villes où celle-ci dépasse $1,000,000. Dans l'Ontario et le Québec, provinces les plus industrialisées du Canada, ces cités et villes fournissent en 1939 plus de 93·6 p.c. et 90·4 p.c. respectivement du total, alors que dans les Provinces Maritimes et la Colombie Britannique, où les scieries, l'apprêtage du poisson et l'industrie laitière sont les principales industries, les proportions tombent à 71·1 et 70·0 p.c. respectivement. Dans les Provinces des Prairies, l'industrie manufacturière se confine en majeure partie à quelques centres urbains.

7.—Cités et villes dont la production manufacturière brute dépasse $1,000,000; nombre d'établissements et production brute proportionnellement au grand total de chaque province, 1939

NOTA.—Les statistiques de ce tableau sont en certains cas plus élevées que les chiffres du tableau 9, puisque le tableau ci-dessous comprend les statistiques des villes ayant moins de trois établissements et dont la production excède $1,000,000 dans chaque cas. Il n'est pas possible de publier ces renseignements, sauf en résumé dans le tableau 9, sans dévoiler les opérations de chaque établissement.

Province	Cités et villes dont la production brute dépasse $1,000,000	Etablissements des cités et des villes produisant plus de $1,000,000	Production totale des cités et des villes produisant plus de $1,000,000	Production totale dans chaque province	Production des cités et des villes en pourcentage de la production totale de chaque province
	nomb.	nomb.	$	$	p.c.
Ile du Prince-Edouard	1	37	1,803,206	3,543,681	50·9
Nouvelle-Ecosse	10	305	57,801,273	83,139,572	69·5
Nouveau-Brunswick	10	260	48,929,554	66,058,151	74·1
Québec	65	3,815	945,861,244	1,045,757,585	80·4
Ontario	104	6,540	1,633,496,619	1,745,674,707	93·6
Manitoba	5	741	112,800,676	134,293,595	84·0
Saskatchewan	4	235	46,591,312	60,650,589	76·8
Alberta	6	432	73,627,278	87,474,080	84·2
Colombie Britannique	12	1,189	176,182,968	248,191,568	70·0
Totaux	**217**	**13,554**	**3,097,094,130**	**3,474,783,528**	**89·1**

8.—Statistiques principales des industries manufacturières des six premières villes manufacturières du Canada, 1933-39

NOTA.—La teinturerie, le nettoyage et le blanchissage sont compris pour les années antérieures à 1936.

Ville et année	Etablissements	Capital	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$
Montréal 1933	2,226	363,342,078	80,212	74,150,933	148,504,215	300,636,197
1934	2,360	373,098,770	88,131	84,228,834	185,459,720	361,058,212
1935	2,346	382,332,791	94,612	89,934,540	201,022,033	383,547,072
1936	2,372	389,225,593	95,420	96,705,020	228,676,144	427,270,916
1937	2,474	415,816,451	105,931	112,652,112	281,407,645	511,481,054
1938	2,469	409,578,419	103,254	111,431,966	253,277,569	474,534,092
1939	2,501	423,234,648	105,315	114,602,118	254,188,246	483,246,583
Toronto 1933	2,604	388,995,096	75,645	80,855,883	146,286,472	308,983,639
1934	2,627	392,080,083	81,629	89,569,170	174,820,861	357,706,747
1935	2,689	386,898,652	86,226	97,144,947	190,370,255	385,883,455
1936	2,762	396,257,696	89,056	102,217,057	209,320,347	417,724,888
1937	2,797	423,350,508	96,247	115,520,050	247,422,098	475,470,149
1938	2,863	424,209,626	94,930	115,832,230	229,641,098	455,527,321
1939	2,885	447,009,768	98,702	122,553,435	240,532,281	482,532,331
Hamilton 1933	469	171,625,714	21,524	21,523,337	35,672,272	83,530,255
1934	494	174,755,759	24,072	25,772,958	44,548,853	100,272,872
1935	484	176,246,963	26,769	30,162,244	53,740,074	114,691,789
1936	466	176,519,530	28,625	32,288,022	61,676,060	130,578,232
1937	479	182,730,036	32,616	40,255,040	83,978,873	170,651,205
1938	471	186,397,262	31,313	38,297,830	71,849,817	150,394,481
1939	461	206,584,330	31,512	39,563,423	70,829,034	152,746,340
Windsor 1933	247	66,398,372	10,212	10,719,819	25,752,258	49,359,245
1934	251	63,066,481	11,926	15,057,327	43,208,280	76,487,032
1935	236	64,298,564	15,227	20,714,545	64,062,711	104,908,197
1936	214	66,934,274	15,613	21,180,684	59,871,643	104,556,881
1937	228	77,750,511	18,650	26,919,449	78,667,058	136,896,194
1938	224	79,940,995	17,732	26,088,439	67,680,572	125,833,355
1939	222	80,436,233	17,729	25,938,890	63,907,106	122,474,320
Vancouver 1933	746	74,209,271	12,094	11,754,124	28,588,106	55,160,883
1934	773	84,254,515	13,206	13,595,812	34,258,919	63,475,103
1935	811	83,594,899	15,683	16,789,590	39,863,397	73,981,871
1936	807	83,199,508	16,397	18,479,302	47,394,136	87,581,068
1937	824	85,851,189	17,641	20,783,032	53,139,109	95,717,017
1938	842	91,714,005	17,968	21,700,941	52,178,629	91,607,637
1939	829	92,797,032	17,957	22,382,192	56,565,511	101,267,243
Winnipeg 1933	600	73,886,398	15,336	15,155,537	28,355,612	59,287,280
1934	612	75,513,530	15,745	15,985,206	31,761,326	60,860,444
1935	616	71,837,683	16,649	17,568,803	36,825,174	67,217,042
1936	594	71,757,177	16,673	18,060,555	40,822,725	73,316,055
1937	622	72,419,041	17,284	19,687,511	45,498,865	80,108,696
1938	634	68,339,544	17,153	19,811,744	43,319,595	78,029,078
1939	648	73,255,368	17,571	20,717,273	44,873,043	81,024,272

[1] La valeur nette est la valeur brute moins le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité. Voir tableau 9 pour le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité en 1939.

9.—Statistiques manufacturières des municipalités dont la production brute est de $1,000,000 ou plus et ayant trois établissements ou plus, 1939

Province et municipalité	Etablissements	Capital	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard—							
Charlottetown	37	1,528,466	430	358,621	29,315	1,052,859	1,803,206
Nouvelle-Ecosse—							
Sydney	30	29,008,894	2,507	3,637,250	1,445,194	8,373,298	20,062,146
Halifax	96	14,664,593	3,191	3,518,410	232,099	5,504,674	12,645,080
Dartmouth	10	6,533,044	362	442,684	143,905	3,712,173	5,608,207
Trenton	3	7,559,167	896	1,033,450	184,430	3,675,436	4,872,782
Liverpool	7	12,120,967	545	927,332	695,570	1,468,989	4,676,002
Truro	70	4,195,500	1,192	986,206	70,216	1,970,085	3,781,024
Yarmouth	27	2,454,313	541	422,265	68,835	738,711	1,691,407
New Glasgow	24	1,915,372	503	532,473	90,421	655,972	1,547,489
Windsor	13	1,060,680	353	256,722	22,590	1,004,868	1,529,268
Amherst	25	3,079,188	629	488,207	73,729	696,554	1,387,868
Nouv.-Brunswick—							
Saint John	122	20,869,426	3,030	3,254,260	409,999	12,992,961	20,986,480
Moncton	44	6,492,403	2,040	2,376,272	162,435	3,994,053	7,081,075
Dalhousie	4	18,394,752	746	1,081,807	1,116,235	1,812,277	5,258,289
Edmundston	10	6,204,329	617	720,169	564,784	2,040,234	4,301,448
Bathurst	11	8,971,508	746	988,339	362,056	1,759,841	3,937,826
St. Stephen	15	1,716,596	539	464,484	39,671	1,049,700	1,999,366
Milltown	3	4,631,785	549	463,375	46,377	953,372	1,750,998
Sackville	12	1,353,271	483	471,653	25,282	456,711	1,443,406
Fredericton	25	1,247,406	361	295,755	27,182	513,188	1,099,984
Newcastle	14	1,105,379	337	212,330	8,868	766,785	1,070,682
Québec—							
Montréal	2,501	423,234,648	105,315	114,602,118	7,667,848	254,188,246	483,246,583
Montréal-Est	10	44,708,586	1,887	2,688,885	2,186,225	48,229,644	63,289,783
Québec	298	50,528,573	10,199	9,271,766	1,669,675	17,367,859	34,753,306
Trois-Rivières	50	55,452,876	5,415	5,855,361	2,910,700	10,678,267	27,503,951
Sherbrooke	73	22,602,929	5,420	5,302,915	425,527	7,384,052	16,428,347
La Salle	11	19,176,795	1,314	1,702,198	1,102,071	7,442,107	14,698,804
Drummondville	26	17,871,808	4,329	4,288,301	637,132	4,532,241	14,680,628
Shawinigan Falls	26	38,129,104	3,012	3,636,414	1,715,330	5,763,494	14,495,813
Lachine	32	20,392,779	2,788	4,162,256	351,375	5,361,643	13,656,228
Hull	47	14,581,518	2,497	2,815,905	617,951	6,947,030	12,928,260
St-Hyacinthe	58	10,704,335	4,201	3,158,998	253,994	6,688,170	12,392,828
Granby	32	12,262,524	3,296	2,727,076	192,988	5,094,932	11,904,242
Magog	15	8,713,955	1,783	1,553,108	296,952	7,482,797	10,535,124
Valleyfield	28	10,996,718	3,081	2,602,690	762,850	4,666,385	9,670,745
Saint-Jean	39	10,208,633	2,730	2,527,951	280,840	3,849,999	8,635,289
St-Jérôme	30	7,879,069	2,157	1,890,049	134,906	3,129,447	7,897,072
Outremont	13	5,514,546	787	910,348	44,477	3,365,168	7,258,033
Grand'Mère	17	16,560,407	1,583	1,538,292	623,263	2,618,115	6,699,812
Belœil	11	5,084,624	513	883,677	98,448	2,477,072	5,556,589
Kenogami	3	16,301,893	896	1,256,909	631,618	1,845,902	5,511,012
La Tuque	15	12,410,189	809	1,133,113	392,734	3,226,534	5,464,690
Westmount	10	2,150,828	1,058	1,411,095	82,324	1,560,760	4,455,217
St-Pierre	9	7,216,741	954	1,308,426	275,811	1,399,384	4,112,368
Victoriaville	27	3,703,617	1,415	1,300,355	61,991	2,206,000	3,980,732
St-Laurent	14	4,157,262	1,034	927,761	73,974	1,890,542	3,667,011
Buckingham	10	8,885,842	535	722,289	609,857	1,383,074	3,608,065
Windsor	10	4,307,698	707	853,245	247,131	1,372,107	3,516,164
Louiseville	12	2,596,255	828	738,693	87,486	1,827,850	3,131,945
Brownsburg	5	2,785,788	641	834,576	29,351	1,150,070	3,065,477
Cowansville	14	3,155,462	1,007	914,512	82,152	1,479,162	2,943,227
Joliette	39	1,966,451	967	721,734	80,171	1,452,215	2,919,537
Lachute	9	4,152,333	701	617,698	20,994	1,154,668	2,880,088
East Angus	7	5,226,247	543	670,774	323,588	1,272,278	2,768,373
Longueuil	11	1,996,102	1,122	1,255,075	27,157	695,023	2,666,141
Dolbeau	4	11,616,963	302	444,145	468,492	792,302	2,506,347
Beauharnois	11	2,852,606	539	562,129	79,150	975,049	2,316,009
Montmagny	22	3,189,008	835	704,677	42,857	1,043,233	2,181,149
Coaticook	16	2,081,798	728	470,957	33,007	1,263,837	2,176,368
Plessisville	14	1,324,445	565	419,611	21,118	1,165,719	1,992,217
Farnham	12	3,662,019	550	465,394	86,885	892,675	1,870,198
Verdun	27	931,609	391	324,419	15,919	1,037,552	1,797,842
Acton Vale	9	1,212,241	567	390,021	33,111	848,184	1,771,565
Cap-de-la-Madeleine	16	2,105,700	386	289,842	25,686	1,065,242	1,649,001
Jonquière	12	1,068,573	283	396,170	71,085	750,702	1,417,218
St-Rémi	9	1,071,028	176	129,087	21,386	714,719	1,292,451

[1] La valeur nette s'obtient en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

9.—Statistiques manufacturières des municipalités dont la production brute est de $1,000,000 ou plus et ayant trois établissements ou plus, 1939—suite

Province et municipalité	Etablissements	Capital	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
Québec—fin							
Berthier	7	3,583,146	303	211,349	52,709	679,292	1,285,984
Rock Island	13	1,144,302	464	375,903	27,687	429,550	1,265,922
Chandler	5	1,919,641	272	277,136	199,557	779,936	1,238,877
Rimouski	13	1,892,642	428	295,472	3,027	659,195	1,180,787
Notre-Dame-de-Portneuf	8	526,865	124	101,692	31,818	506,107	1,163,854
Lauzon	4	2,124,726	289	366,178	31,675	219,767	1,134,867
Marieville	15	816,142	431	251,427	12,976	754,601	1,127,062
Ste-Thérèse	17	1,288,341	351	280,467	26,840	514,320	1,087,997
Waterloo	13	996,830	426	341,422	32,226	494,457	1,069,612
Sorel	18	969,199	360	293,519	49,198	312,121	1,047,155
Terrebonne	12	633,433	348	269,938	11,452	552,654	1,013,258
Ontario—							
Toronto	2,885	447,009,768	98,702	122,553,435	7,306,351	240,532,281	482,532,331
Hamilton	461	206,584,330	31,512	39,563,423	5,267,577	70,829,034	152,746,340
Windsor	222	80,436,233	17,729	25,938,890	1,673,417	63,907,106	122,474,320
London	243	38,674,632	9,941	11,576,846	637,418	20,696,829	45,385,185
Kitchener	153	37,094,776	9,680	10,199,119	612,099	22,123,146	43,950,376
Oshawa	44	24,450,659	5,824	7,290,409	449,940	25,277,381	37,243,545
Peterborough	74	20,019,146	5,132	5,607,145	407,422	16,460,324	30,776,537
Ottawa	200	33,238,918	7,103	8,776,183	646,311	12,063,936	28,582,935
New Toronto	22	27,517,068	3,045	4,658,241	521,929	13,437,994	27,886,476
Sarnia	44	15,757,012	2,830	4,141,433	1,219,323	17,444,021	26,205,143
Brantford	110	35,622,374	6,549	6,945,428	534,955	12,351,993	25,708,393
Niagara Falls	62	32,534,185	3,624	4,696,548	1,677,484	9,330,799	25,605,308
St. Catharines	91	23,126,509	5,555	6,382,713	449,591	10,480,773	22,329,061
Sault-Ste-Marie	46	48,010,418	3,563	5,104,463	1,818,012	8,720,579	19,493,517
Welland	48	26,975,825	3,862	4,578,385	1,037,414	8,220,819	18,657,748
Cornwall	43	30,327,891	4,744	4,993,547	1,016,912	7,349,164	17,958,786
Chatham	56	15,391,244	2,103	2,333,795	305,837	11,644,258	16,764,397
Guelph	84	13,376,642	4,277	4,340,098	356,692	7,445,155	15,326,817
Galt	79	16,308,675	4,650	4,706,975	278,011	6,022,244	14,153,408
Leamington	16	6,375,157	1,288	1,190,221	124,841	7,204,480	12,959,402
Leaside	27	10,652,299	1,692	2,267,039	139,275	6,253,243	12,050,127
Thorold	18	13,128,430	1,487	2,386,571	1,179,601	4,731,738	11,616,547
Simcoe	27	9,895,940	1,121	1,040,185	90,472	7,208,789	11,290,221
Brockville	33	6,299,481	1,109	1,181,356	155,880	7,448,737	10,555,146
Woodstock	48	7,945,649	2,373	2,398,305	175,894	4,631,384	9,272,124
Stratford	48	7,909,342	2,316	2,788,582	176,411	5,167,315	9,023,034
Delhi	6	1,262,322	644	545,689	14,364	7,528,131	8,530,361
Fort William	37	28,227,383	1,500	2,153,946	836,789	2,729,999	8,514,326
Kapuskasing	5	34,690,653	1,014	1,578,194	517,174	2,666,400	8,313,971
Merritton	12	6,055,213	1,056	1,454,890	242,688	3,954,763	7,249,883
Preston	39	6,658,294	1,953	1,996,420	114,562	3,311,957	6,602,674
Port Arthur	30	16,250,015	1,165	1,652,020	635,006	2,199,550	5,991,929
Kingston	54	9,152,397	1,516	1,562,545	134,139	3,539,188	5,886,186
Waterloo	41	8,873,724	1,353	1,379,426	104,600	2,642,023	5,819,199
Owen Sound	50	5,975,023	1,662	1,572,628	122,584	2,340,295	4,967,127
Wallaceburg	17	4,031,008	1,033	1,235,200	305,262	2,174,540	4,934,005
Belleville	42	9,042,424	1,171	1,101,494	207,179	2,067,772	4,916,126
Fort Francis	11	6,734,396	705	1,081,177	419,659	2,331,824	4,839,496
Paris	21	5,272,280	1,212	1,045,192	118,212	2,199,637	4,835,800
Kingsville	13	2,695,313	577	474,490	19,900	3,276,481	4,229,295
Ingersoll	24	4,889,449	864	921,433	107,764	2,406,853	4,191,792
Amherstburg	10	3,417,449	446	616,359	357,115	870,491	4,126,567
Tillsonburg	21	1,726,390	641	465,691	59,277	2,928,604	4,080,974
Port Hope	25	4,095,921	795	959,035	104,351	1,557,687	3,987,627
Newmarket	11	4,395,345	854	950,812	57,149	2,525,465	3,958,676
Kenora	18	9,613,221	470	766,844	440,526	1,699,426	3,932,646
Trenton	21	3,268,757	708	746,719	154,195	2,087,202	3,829,124
Hespeler	14	4,335,631	1,192	1,097,699	178,021	1,891,327	3,815,739
Goderich	16	2,024,713	335	356,532	102,178	2,192,102	3,764,476
Cardinal	4	3,721,840	510	645,611	153,047	1,986,840	3,675,347
St. Thomas	36	3,059,325	1,013	1,004,200	71,414	1,749,938	3,643,487
Fort Erie	29	5,019,181	737	904,059	37,503	1,100,044	3,620,633
Bowmanville	12	2,916,076	576	613,492	82,196	1,340,521	3,602,237
Petrolia	12	2,527,175	256	317,153	245,676	2,439,522	3,509,323
Chippewa	4	1,329,165	197	339,396	182,044	775,254	3,496,605
Georgetown	14	3,374,617	625	713,295	103,329	1,942,302	3,163,049
Orillia	37	3,738,878	1,012	1,015,321	85,775	1,452,805	3,144,715
Weston	19	4,080,925	911	1,046,950	83,700	1,570,906	3,359,275
Barrie	18	1,498,668	446	455,408	45,150	2,353,070	3,268,456

[1] La valeur nette est obtenue en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

9.—Statistiques manufacturières des municipalités dont la production brute est de $1,000,000 ou plus et ayant trois établissements ou plus, 1939—fin

Province et municipalité	Etablissements	Capital	Employés	Salaires et gages	Coût du combustible et de l'électricité	Coût des matières premières	Valeur brute des produits[1]
	nomb.	$	nomb.	$	$	$	$
Ontario—fin							
Pembroke	34	3,410,113	872	803,935	47,328	1,502,813	3,069,779
Brampton	22	3,105,474	936	998,259	35,309	1,559,880	3,037,201
Cobourg	24	2,700,958	515	579,910	79,908	1,369,895	3,023,641
Perth	19	3,800,562	885	938,880	36,677	1,341,373	3,012,676
Gananoque	15	3,683,133	445	496,032	63,605	974,213	2,974,889
Fergus	12	1,776,923	685	819,289	44,553	1,510,550	2,930,950
Dunnville	20	3,638,669	784	751,745	44,201	1,264,175	2,691,224
Aylmer	10	1,296,364	145	168,247	30,362	1,667,127	2,658,339
St. Mary's	19	5,405,018	415	422,008	308,893	1,142,841	2,649,854
Huntsville	11	2,428,694	327	295,980	28,887	1,570,099	2,564,138
Hawkesbury	7	2,685,946	502	683,370	323,400	1,334,628	2,435,773
Sudbury	35	2,732,637	540	610,114	43,886	1,125,273	2,225,276
Renfrew	21	2,606,449	654	609,295	67,606	1,086,840	2,192,432
Lindsay	29	1,914,012	575	476,990	63,471	1,023,335	2,123,421
Hanover	15	2,314,691	669	549,495	37,890	1,019,472	1,940,126
Carleton Place	14	2,484,323	664	634,532	57,183	804,958	1,918,540
Burlington	11	1,297,883	318	318,516	33,886	1,025,182	1,873,865
Aurora	7	2,088,638	415	438,935	25,507	1,178,114	1,863,068
Dundas	17	3,509,824	686	841,850	41,609	673,856	1,851,301
Smith's Falls	17	3,518,825	588	583,685	50,994	862,418	1,787,077
Midland	10	1,434,595	171	170,601	17,898	1,296,014	1,583,591
Grimsby	16	940,368	458	350,012	20,322	809,805	1,582,323
Arnprior	16	2,376,213	283	311,869	39,461	596,361	1,498,957
Humberstone	7	793,070	371	350,102	6,948	722,224	1,442,101
Milton	12	1,865,371	306	313,939	85,963	463,975	1,407,868
Timmins	24	1,850,012	438	440,824	37,891	651,507	1,393,376
Dryden	13	5,703,001	283	340,168	122,896	561,535	1,346,123
Chesterville	4	567,608	64	65,338	27,697	1,015,169	1,342,733
Tillsonburg	8	613,998	217	174,165	32,632	880,380	1,269,913
North Bay	24	1,289,329	315	342,213	26,462	584,157	1,253,803
Listowel	13	669,340	331	283,562	32,601	678,899	1,243,228
Campbellford	12	787,363	287	258,202	40,471	821,862	1,229,514
Kincardine	11	949,033	418	328,293	29,825	638,122	1,141,958
New Liskeard	15	2,730,907	262	292,618	16,646	630,051	1,137,222
Elmira	13	1,125,743	280	282,155	22,134	561,759	1,136,861
Almonte	11	895,957	384	290,839	21,392	519,650	1,071,540
Strathroy	15	900,698	231	182,172	17,993	676,680	1,068,008
Meaford	14	810,780	350	288,592	16,267	551,892	1,052,142
Wingham	12	698,413	276	239,153	15,802	582,515	1,013,459
Manitoba—							
Winnipeg	648	73,255,368	17,571	20,717,273	1,491,823	44,873,043	81,024,272
St-Boniface	47	11,320,187	1,585	2,156,805	248,411	16,902,397	21,625,521
Transcona	5	6,866,032	1,592	2,421,131	204,805	3,121,495	6,027,008
Selkirk	10	2,195,840	453	611,331	162,966	777,350	2,150,032
Brandon	31	1,707,564	347	381,406	45,489	1,178,973	1,973,843
Saskatchewan—							
Regina	104	11,045,260	2,107	2,706,098	498,764	10,823,745	17,191,268
Moose Jaw	41	8,277,542	894	1,149,317	303,088	9,901,445	14,839,829
Saskatoon	70	6,323,776	1,130	1,469,649	220,450	6,866,746	11,535,010
Prince Albert	20	2,021,068	409	472,908	55,359	2,061,076	3,025,205
Alberta—							
Calgary	191	26,651,733	4,225	5,718,341	707,125	19,651,198	32,659,913
Edmonton	179	20,611,030	4,455	5,566,986	399,898	19,893,319	29,871,108
Medicine Hat	22	4,940,551	577	621,785	50,843	2,890,996	4,787,331
Lethbridge	31	2,635,488	413	506,726	44,224	1,152,061	2,887,227
Raymond	4	3,465,269	213	231,466	37,686	1,054,607	2,366,143
Redcliffe	5	1,879,426	234	310,122	81,097	498,496	1,055,556
Col. Britannique—							
Vancouver	829	92,797,031	17,957	22,382,192	1,397,159	56,565,511	101,267,243
New Westminster	84	12,705,938	2,409	2,972,915	256,137	9,711,602	16,343,782
Victoria	143	10,114,648	2,299	2,862,936	204,957	3,993,091	9,141,121
Port Alberni	9	3,410,306	763	1,121,114	2,247	2,753,404	4,936,594
North Vancouver	19	4,605,159	643	905,630	64,589	162,339	3,237,122
Prince Rupert	22	4,803,300	335	473,578	50,470	1,526,356	2,741,124
Kelowna	18	1,128,380	304	336,155	19,571	645,944	1,248,922
Nelson	23	1,339,145	288	354,808	28,283	505,127	1,240,907
Port Moody	3	683,218	289	330,922	2,981	662,381	1,236,609
Duncan	9	627,350	403	371,953	5,444	650,384	1,145,131
Mission	12	518,367	129	124,452	14,001	625,923	1,043,042

[1] La valeur nette s'obtient en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

CHAPITRE XV.—CONSTRUCTION

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Le Gouvernement et l'industrie de la construction	420
Sous-section 1. Aide fédérale au logement civil	420
Sous-section 2. Construction de guerre	422
Section 2. Contrats adjugés et permis de bâtir	423
Section 3. Recensement annuel de la Construction	428

L'exposé de la situation de la construction se divise en trois sections. La première traite des effets des dépenses fédérales sur l'industrie de la construction civile en général subordonnément à la loi fédérale sur le logement de 1935 et au plan fédéral d'amélioration des logements de 1936, de même que des contrôles exigés par la situation de temps de guerre; elle donne aussi un résumé des dépenses faites pour le compte des forces armées et des dépenses occasionnées par l'aide fédérale à la construction nécessitée par les industries de guerre. La section 2 indique la valeur de la construction projetée telle qu'établie par les contrats adjugés et les permis de bâtir accordés jusqu'à la fin de 1941. Elle est donc de nature à indiquer les travaux qui restent à entreprendre. La section 3 ramène les statistiques du recensement annuel de la construction sous une forme sommaire; ces statistiques embrassent le gros du bâtiment et de la construction terminés à la fin de 1940. Elles sont complètes au point de s'étendre aussi à la construction de tous genres étudiée dans les sections 1 et 2 et réellement terminée à la fin de l'année indiquée. Elles ne sont pas intégrales cependant, comme il est fait remarquer aux pp. 428–429.

Section 1.—Le Gouvernement et l'industrie de la construction

Sous-section 1.—Aide fédérale au logement civil

L'industrie de la construction, particulièrement sensible aux influences économiques en général, a souffert beaucoup plus que la plupart des autres industries de la sérieuse dépression des années 1929–33. Pour remédier au marasme dans lequel s'enlisait une industrie aussi importante et en raison des bienfaits généraux qui résultent directement et indirectement de l'activité dans la construction, le Gouvernement fédéral, en encourageant la construction privée, fit beaucoup après 1934 pour stimuler cette industrie.

Un exposé des dispositions de la loi nationale sur le logement paraît aux pp. 371–373 de l'Annuaire de 1941. Des détails supplémentaires relatifs à la partie II de la loi qui a pour objet de venir en aide aux autorités locales de logement, sont donnés aux pp. 479–480 de l'Annuaire de 1940. Le nombre de prêts consentis en vertu du plan fédéral d'amélioration des logements, en vigueur du 1er novembre 1936 au 31 octobre 1940, est donné, par province et pour chaque année, aux pp. 373–374 de l'Annuaire de 1941.

La partie I de la loi fédérale sur le logement est la seule partie de la loi en vertu de laquelle des opérations d'emprunt peuvent encore s'effectuer. En raison des restrictions de temps de guerre, les prêts ne sont plus consentis que pour des habitations à famille unique. Vingt pour cent des emprunts consentis en 1941 étaient de $2,500 ou moins, 48 p.c. de $3,000 ou moins et 72 p.c. de $3,500 ou moins. Le

plus gros prêt fut celui de $4,000 et le prêt moyen, de $3,127. Dans l'ensemble, 473 localités se sont prévalues de la loi. Les prêts consentis subordonnément aux lois sur le logement et au plan fédéral d'amélioration des logements entre 1935 et le commencement de la guerre s'établissent au total à $100,000,000 ce qui, naturellement, ne représente qu'une partie des capitaux effectivement dépensés parce que les emprunteurs contribuent personnellement de fortes sommes.

1.—Prêts consentis en vertu de la loi fédérale du logement, 1935, et de la partie I de la loi nationale sur le logement, 1938, par province, 1937-41, et totaux, octobre 1935 à décembre 1941

NOTA.—Les chiffres de 1935 et 1936 sont donnés à la p. 479 de l'Annuaire de 1940.

Province	Prêts					Unités de logement				
	1937	1938	1939	1940	1941	1937	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	4	5	2	1	Nil	4	5	2	1	–
Nouvelle-Ecosse	186	139	144	94	72	186	149	147	95	72
Nouveau-Brunswick	48	50	50	30	25	51	55	66	30	25
Québec	303	355	512	397	425	524	745	1,244	807	425
Ontario	604	1,076	2,823	3,152	2,458	839	2,119	3,691	3,469	2,458
Manitoba	36	110	264	429	602	36	170	351	492	602
Saskatchewan	2	5	30	24	22	2	5	101	24	22
Alberta	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	–	–	–	–	–
Colombie Britannique	243	784	724	1,101	1,089	319	890	765	1,155	1,089
Totaux	**1,426**	**2,524**	**4,549**	**5,228**	**4,693**	**1,961**	**4,138**	**6,367**	**6,073**	**4,693**

Province	Montants					Totaux, 1935-41		
	1937	1938	1939	1940	1941	Prêts	Unités	Montant
	$	$	$	$	$	nomb.	nomb.	$
Ile du Prince-Edouard	21,670	26,000	11,400	6,400	Nil	18	18	97,834
Nouvelle-Ecosse	837,692	571,831	563,880	350,030	247,930	728	745	2,992,800
Nouveau-Brunswick	219,188	240,750	223,130	112,650	90,375	215	239	931,272
Québec	2,348,514	2,939,553	4,256,502	2,402,410	1,428,137	2,223	4,220	15,608,510
Ontario	3,434,833	7,376,842	11,341,565	10,016,187	7,568,169	10,474	12,998	41,843,341
Manitoba	207,750	606,539	1,269,896	1,625,468	1,993,960	1,453	1,663	5,804,177
Saskatchewan	8,200	16,800	236,302	73,195	79,100	83	154	413,597
Alberta	–	–	–	–	–	Nil	–	–
Colombie Britannique	988,348	2,863,634	2,405,043	3,299,742	3,265,552	3,951	4,228	12,853,494
Totaux	**8,066,195**	**14,641,949**	**20,307,718**	**17,886,082**	**14,673,223**	**19,145**	**24,265**	**80,545,025**

Après le début des hostilités en septembre 1939, la nécessité d'aider plus longtemps à la construction privée ne s'imposait plus. Le Gouvernement n'en maintint pas moins sa politique du logement. Il devint tôt évident que la contribution fédérale aux constructions de défense, ajoutée au financement nécessaire à l'expansion de l'industrie de guerre, ne tarderait pas à faire disparaître les dernières traces du marasme. Il en fut ainsi, et la construction civile, soumise aux restrictions de temps de guerre et aux règlements de priorité, n'eut plus qu'une importance secondaire.

Contrôle d'Etat sur la construction civile depuis le commencement de la guerre.—En mai 1941, l'autorité de contrôler la nouvelle construction, les réparations aux immeubles, l'expansion des facilités existantes et le renouvellement ou l'installation de nouvel outillage fut confiée au Directeur des Priorités et exercée par la Division du Contrôle de la Construction organisée au sein de la Branche des Priorités du Ministère des Munitions et Approvisionnements. En août 1941 un Contrôleur de la Construction fut nommé qui fut nanti des pouvoirs du Directeur des Priorités dans ce domaine.

Une politique de restrictions fut établie. Les demandes de permis sont examinées minutieusement afin d'établir si les entreprises sont essentielles et si le genre des constructions ne pourrait pas être modifié de façon à économiser des matériaux déjà rares. L'émission du permis ne confère au postulant aucun droit de priorité quant à la livraison de l'outillage, des matériaux ou des fournitures nécessaires à l'entreprise.

Le Contrôleur de la Construction fut revêtu de pouvoirs nouveaux et beaucoup plus vastes en janvier 1942. En vertu des nouveaux règlements, personne ne peut, sans un permis du Contrôleur, commencer ou continuer une entreprise exigeant:—

(1) l'installation dans quelque usine d'un outillage dont le coût excède $5,000.
(2) la construction, des réparations, additions ou modifications à un coût global excédant $5,000.*
(3) la construction d'une bâtisse autre qu'une usine, ou des réparations, additions, modifications à une construction autre qu'une usine et/ou y installer un outillage à un coût global excédant $5,000.†

Seuls sont exemptés du nouveau règlement l'outillage, les usines ou les bâtisses appartenant au Gouvernement fédéral ou financés par lui.

Le contrôle sur la production et l'emploi des matériaux de construction, et sur les facilités de production des matériaux de construction relève du Contrôleur de la Construction. Comme ceci peut entraîner un certain chevauchement sur les pouvoirs des autres Contrôleurs, il est pourvu que, le cas échéant, les ordres de l'autre Contrôleur ont la priorité.

En vertu d'ordres en conseil antérieurs relatifs au contrôle de la construction, la juridiction du Contrôleur de la Construction ne s'étendait pas aux maisons d'une, deux et trois familles, aux bâtiments et structures agricoles, miniers, forestiers, de pêcheries commerciales et ferroviaires, aux églises, aux hôpitaux publics, aux maisons d'enseignement ou à tous édifices financés par un gouvernement provincial ou sous sa juridiction. Toutes ces catégories sont maintenant sujettes aux nouvelles mesures de contrôle.

Sous-section 2.—Construction de guerre

La construction relative à l'effort de guerre du Canada peut se répartir entre les groupes suivants:—

(1) Construction d'ouvrages de défense pour l'Air: (a) aérodromes et écoles de formation en vertu du Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth britannique; (b) développement de l'établissement territorial de guerre pour l'air; (c) écoles du C.A.R. au Canada.
(2) Construction des ouvrages de défense de l'armée.
(3) Construction d'ouvrages de défense pour la marine, y compris l'aménagement des ports.
(4) Construction de nouveaux établissements industriels et agrandissement d'usines existantes nécessitant l'aide financière du Fédéral.
(5) Construction des logements nécessités par l'expansion industrielle du temps de la guerre.

* Dans le cas d'une usine, l'installation d'un outillage de $5,000 peut être faite sans permis en plus d'une valeur globale de $5,000 ainsi allouée par la construction, les réparations, les additions ou les modifications.
† Dans le cas de toute bâtisse autre qu'une usine, la valeur maximum d'une entreprise autorisée sans permis est de $5,000. Le cas échéant, le coût de la construction, des réparations, des modifications, des additions ou de l'installation de l'outillage, si elles font partie d'une même entreprise, doit être considéré comme un seul montant dans le calcul de la valeur maximum allouée sans permis.

La plupart des contrats des groupes (1) à (3) et certains des contrats du groupe (4) sont adjugés par la Branche de la Construction du Ministère des Munitions et Approvisionnements. Au cours de l'année civile 1941, 1,208 de ces contrats ont été adjugés; leur valeur s'élève à $97,538,743 comparativement à $85,154,764 pour 756 contrats en 1940.

Des contrats en vertu de (5) sont donnés à l'entreprise par la Wartime Housing Limited, compagnie d'Etat fondée à cette fin.

La surveillance des travaux exclusivement de défense (1), (2) et (3) relève du Ministère de la Défense Nationale, bien que le Ministère des Transports accorde les contrats et surveille la construction de la plupart des pistes pavées des champs d'aviation.

La construction relative à cette partie de l'assistance-capital accordée à l'industrie pour l'érection d'usines de produits chimiques et d'explosifs se fait sous la surveillance de l'Allied War Supplies Corporation, compagnie d'Etat fondée à cette fin. Cette corporation donne des contrats à des firmes comme les Defence Industries Limited (subsidiaire des Canadian Industries Limited), la Consolidated Mining and Smelting Company, la Canadian Car and Foundry Company, et autres pour la production de produits chimiques, d'explosifs et de propulseurs. La surveillance de ces entreprises, dont il en existe plus de 35 à l'heure actuelle, se fait conjointement par l'Allied War Supplies Corporation et la firme en cause. De plus, une assistance-capital tangible est accordée aux firmes engagées dans l'avionnerie, la construction navale et dans le vaste champ de la production de munitions. En certains cas les entreprises de guerre sont la possession entière du Gouvernement qui les exploite (e.g. les arsenaux du Dominion), tandis qu'en d'autres cas les entreprises appartiennent au Gouvernement mais sont exploitées par des mains privées (e.g. les Defence Industries Limited et l'Allied Brass Limited). Dans la majorité des cas les entreprises sont partiellement financées par le Gouvernement et exploitées par l'industrie privée.

La Wartime Housing Limited, fondée sous le Ministère des Munitions et Approvisionnements, fournit les habitations nécessaires aux employés des usines de guerre dont plusieurs sont situées dans des localités maigrement développées qui nécessitent de nouvelles facilités de logement. Dans d'autres municipalités l'expansion de guerre a intensifié le besoin d'autres facilités de logement.

Les dépenses gouvernementales en fait de construction sont de $171,200,000 pour l'année civile 1941 et se répartissent comme suit: Forces armées, $123,500,000; cette partie de l'assistance-capital à l'entreprise privée affectée à la construction, $37,000,000; et la Wartime Housing Limited, $10,700,000. Des engagements ont été pris pour l'expansion continuelle des entreprises de guerre en 1942.

Quant à l'emploiement dans les entreprises de défense, il est estimé qu'environ 71,000 ouvriers étaient employés sur place à des travaux de construction au 31 juillet 1941 contre 64,000 au 31 déc 1941. Le nombre de personnes engagées dans la production de matériaux de construction à ces mêmes dates était estimé à 27,000 et 24,000, respectivement; de plus environ 25,000 employés en 1941 étaient engagés dans la fabrication de machinerie et outillage à être installés dans d'usines nouvelles et agrandissements d'usine.

Section 2.—Contrats adjugés et permis de bâtir

Cette section donne les statistiques barométriques des travaux réellement projetés, tels qu'indiqués par les contrats adjugés et les permis de bâtir. Ces chiffres

ne se rapportent au travail exécuté durant l'année que dans la mesure où ce travail est achevé et dûment déclaré au recensement de la construction. De plus, la valeur des contrats adjugés, et surtout des permis de bâtir, sont des estimations (souvent des sous-estimations) des entreprises projetées. Il est évident que ces statistiques ne peuvent concorder avec celles de la section 3, parce que plusieurs travaux dont les contrats sont signés vers la fin d'une année ne sont souvent commencés que l'année suivante et, surtout en ce qui concerne les grandes entreprises ou les contrats accordés vers la fin d'une année, s'étendent à plus d'une année. Les chiffres donnés ici complètent donc ceux de la section 3, en ce qu'ils font voir d'année en année le travail immédiatement projeté pour la période.

Contrats de construction. La période de 1911 à 1941, ou depuis le commencement des relevés MacLean comme le montre le tableau **2,** il y a eu une dépense moyenne annuelle par tête d'environ $28 pour la construction. Cette période comprend, bien entendu, les années de guerre de 1915 à 1918 et les années de dépression depuis 1930, de même que les années de boom de 1911 à 1913 et de 1926 à 1930, et l'accélération de la construction commerciale et industrielle depuis le commencement de la présente guerre. Conséquemment cette moyenne n'est pas extrêmement élevée. Pour la population actuelle, le total annuel de construction, sur la base de cette moyenne devrait s'établir à environ $320,000,000. De plus, il y a certainement une déficience accumulée de construction ces dernières années d'activité inférieure à la normale. On peut donc se faire une idée de la part que le fonctionnement normal de l'industrie de la construction peut jouer dans la diminution du chômage.

2.—Valeur des contrats de construction au Canada, 1911-41

(Fourni par MacLean Building Reports, Ltd.)

Année	Valeur des contrats de construction	Année	Valeur des contrats de construction	Année	Valeur des contrats de construction
	$		$		$
1911	345,425,000	1922	331,843,800	1933	97,289,800
1912	463,083,000	1923	314,254,300	1934	125,811,500
1913	384,157,000	1924	276,261,100	1935	160,305,000
1914	241,952,000	1925	297,973,000	1936	162,588,000
1915	83,916,000	1926	372,947,900	1937	224,056,700
1916	99,311,000	1927	418,951,600	1938	187,277,900
1917	84,841,000	1928	472,032,600	1939	187,178,500
1918	99,842,000	1929	576,651,800	1940	346,009,800
1919	190,028,000	1930	456,999,600	1941	393,991,300
1920	255,605,000	1931	315,482,000		
1921	240,133,300	1932	132,872,400		

La valeur des contrats de construction adjugés en 1941 augmente de $47,981,500 ou de 13·9 p.c. en regard de la première année civile complète de guerre (1940), elle est de plus de 100 p.c. plus élevée qu'en les deux années précédentes. Les travaux de génie comprennent 27·5 p.c. du total de 1941, suivi des édifices commerciaux, de la construction industrielle et résidentielle (25·5, 23·6 et 23·4). Comparativement à 1940, il y a augmentation de 108·2 p.c. des travaux de génie et de 36·5 p.c. des résidences, mais diminution de 38·7 p.c. des édifices commerciaux et de 23·8 p.c. de la construction industrielle.

3.—Valeur des contrats de construction au Canada, par province et genre de construction, 1936-41

(Tiré de MacLean Building Reports, Ltd.)

Item	1936	1937	1938	1939	1940	1941
Province	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	339,900	459,000	1,781,400	946,100	2,135,100	413,800
Nouvelle-Ecosse	8,073,800	11,220,000	10,537,600	9,505,400	12,106,900	25,309,300
Nouveau-Brunswick	9,495,100	9,878,200	7,203,800	5,694,800	6,900,100	11,013,300
Québec	45,749,500	71,940,800	65,778,900	62,846,600	96,326,300	154,541,200
Ontario	72,393,300	97,777,400	73,070,100	82,605,500	146,806,100	145,598,600
Manitoba	6,994,400	7,945,100	6,115,200	5,374,400	28,003,700	11,701,600
Saskatchewan	2,200,600	6,704,900	3,969,000	3,246,100	12,566,700	11,098,700
Alberta	6,297,400	4,901,000	8,180,000	5,234,900	23,940,100	15,598,800
Colombie Britannique	11,044,000	13,230,300	10,641,900	11,724,700	17,224,800	18,716,000
Grands totaux	**162,588,000**	**224,056,700**	**187,277,900**	**187,178,500**	**346,009,800**	**393,991,300**
Genre de construction						
RÉSIDENTIELLE—						
Conciergeries	3,921,100	5,815,100	7,807,900	9,829,000	8,530,700	6,177,300
Résidences	38,936,800	50,391,900	47,217,700	57,622,200	59,139,200	86,222,100
TOTAUX, RÉSIDENTIELLE	**42,857,900**	**56,207,000**	**55,025,600**	**67,451,200**	**67,669,900**	**92,399,400**
EDIFICES PUBLICS—						
Eglises	2,625,300	2,662,100	4,440,100	4,697 700	2,523,300	2,808,900
Garages publics	2,746,100	4,429,800	3,418,100	3,755,600	2,564,500	3,347,900
Hôpitaux	2,127,800	7,425,100	7,027,600	7,468,700	8,760,200	6,445,100
Hôtels et clubs	2,031,500	2,715,100	2,899,600	3,187,400	3,844,200	2,220,200
Bureaux	3,149,000	5,911,600	5,076,900	4,773,300	4,974,100	5,464,700
Edifices publics	7,126,200	8,066,200	13,118,600	9,889,500	57,903,500	50,870,100
Ecoles	4,133,600	6,378,600	11,141,600	7,375,300	6,139,600	5,743,600
Magasins	6,625,400	7,315,100	10,069,800	7,160,600	8,080,700	9,406,100
Théâtres	2,516,000	2,397,600	1,867,100	1,418,500	1,290,000	2,115,300
Entrepôts	4,690,100	7,987,600	4,267,700	5,218,600	8,519,400	12,130,200
TOTAUX, ÉDIFICES PUBLICS	**37,771,000**	**55,288,800**	**63,327,100**	**54,945,200**	**104,599,500**	**100,552,100**
ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS	**14,973,700**	**33,779,800**	**15,982,200**	**22,753,000**	**121,760,800**	**92,805,300**
TRAVAUX DE GÉNIE—						
Ponts	7,751,200	7,584,800	4,273,100	3,067,300	2,639,200	3,550,900
Jetées et quais	3,119,400	4,374,800	5,285,800	8,441,700	3,834,800	12,440,900
Egouts et conduites	2,515,800	2,946,000	3,428,500	4,133,800	3,880,900	6,772,400
Chemins et rues	23,649,200	35,840,200	16,732,600	23,565,400	28,844,400	25,093,000
Structure générale	29,949,800	28,035,300	23,223,000	2,820,900	12,780,300	60,377,300
TOTAUX, TRAVAUX DE GÉN.	**66,985,400**	**78,781,100**	**52,943,000**	**42,029,100**	**51,979,600**	**108,234,500**

Permis de bâtir. La statistique des permis de bâtir a été colligée pour la première fois en 1910 alors qu'elle portait sur 35 villes; en 1920, sa portée a été étendue à 58 municipalités, comprenant des régions suburbaines non constituées en corporations, vu que, avec l'arrivée de l'automobile, un pourcentage croissant des travailleurs des villes demeuraient en dehors des limites municipales où ils gagnaient leur pain. En 1940, la statistique a été étendue à 204 municipalités.

Les permis de bâtir accordés en 1941 augmentent de 19·7 p.c. comparativement à 1940, tandis que les contrats de construction augmentent de 13·9 p.c.

4.—Valeur des permis de bâtir accordés par 204 municipalités au Canada, 1940-41

NOTA.—La statistique de ces séries pour les années avant 1941 paraît au tableau correspondant d'éditions antérieures de l'Annuaire. Pour les 35 cités marquées • la série date de 1910; les 23 endroits marqués ○ ont été ajoutés en 1920.

Province et municipalité	1940	1941
	$	$
Ile du Prince-Edouard	**123,785**	**77,775**
○ Charlottetown	123,785	77,775
Nouvelle-Ecosse	**3,861,423**	**4,859,761**
Amherst	43,650	620,195
Bridgewater	15,850	13,300
Dartmouth	383,757	263,896
Glace Bay	502,804	390,445
• Halifax	1,395,747	2,038,199
Liverpool	49,060	10,215
Lunenburg	66,500	12,500
○ New Glasgow	56,223	92,036
New Waterford	47,485	48,520
North Sydney	31,500	40,700
• Sydney	707,197	777,428
Sydney Mines	257,450	82,100
Truro	253,030	372,075
Yarmouth	51,170	98,152
Nouveau-Brunswick	**1,699,697**	**4,215,545**
Campbellton	17,546	53,935
Chatham	30,525	2,200
Dalhousie	19,960	15,850
○ Fredericton	288,020	32,670
• Moncton	1,022,920	3,660,054
Newcastle	21,304	38,200
• Saint John	292,122	406,386
St. Stephen	7,300	6,250
Québec	**27,935,864**	**32,901,333**
Cap-de-la-Madeleine	88,520	480,937
Chicoutimi	623,440	515,525
Coaticook	7,925	6,465
Drummondville	299,975	414,510
Granby	404,663	647,162
Grand'Mère	111,000	77,400
Hampstead	149,325	171,260
Hull	115,990	815,398
Iberville	28,680	25,600
Joliette	468,370	200,170
Jonquière	126,125	521,850
Lachine	911,497	704,424
Laprairie	22,885	15,800
La Tuque	127,525	57,030
Lévis	62,900	129,136
Longueuil	345,850	722,150
Mégantic	78,892	25,345
• Montréal (• Maisonneuve)	11,436,732	12,743,917
Montréal-Est	943,605	197,650
Montréal-Nord	36,905	76,310
Montréal-Ouest	69,850	35,000
Mont Royal	1,100,861	894,096
Noranda	194,725	41,025
Outremont	273,300	797,550
Pointe-aux-Trembles	53,630	52,695
Pointe-Claire	201,935	101,388
• Québec	1,762,971	2,648,947
Rimouski	91,750	162,450
Rivière-du-Loup	39,875	22,227
Rouyn	151,079	65,465
Ste-Agathe-des-Monts	63,975	373,350
Ste-Anne-de-Bellevue	45,685	40,550
St-Hyacinthe	317,885	309,860
St-Jean	775,400	272,907
St-Jérôme	141,350	355,335
St-Joseph-de-Grantham	63,890	305,860
St-Lambert	184,135	221,196
St-Laurent	451,579	522,825
○ Shawinigan Falls	606,585	2,142,775
• Sherbrooke	1,656,950	1,502,435
Sorel	677,607	287,572
• Trois-Rivières	470,271	811,030
Val d'Or	149,331	30,123
Valleyfield	287,955	366,435
Verdun	1,306,440	1,826,490
• Westmount	406,046	163,708
Ontario	**53,592,620**	**63,154,650**
Amherstburg	20,125	78,415
Barrie	140,206	183,695
○ Belleville	147,440	237,020
Bowmanville	4,305	14,700
Bracebridge	14,100	19,800
Brampton	146,870	135,285
• Brantford	166,747	320,132
Brockville	133,660	105,292
Burlington	201,920	249,368
Campbellford	10,325	9,400
○ Chatham	472,887	449,902
Cobourg	17,775	15,825
Cochrane	15,500	12,050
Collingwood	4,325	57,227
Cornwall	108,406	189,807
Dundas	481,355	126,080
Eastview	118,556	86,520
East York Twp	1,455,458	2,037,786
Etobicoke Twp	1,474,785	2,030,035
Forest Hill	1,136,305	872,550
Fort Erie	130,063	142,484
Fort Frances	195,639	35,127
• Fort William	931,476	2,609,508
○ Galt	343,070	345,355
Gananoque	20,450	21,500
Gloucester Twp	48,550	133,265
Goderich	32,556	36,701
• Guelph	232,230	259,447
Haileybury	5,940	2,965
• Hamilton	5,562,493	4,979,719
Hanover	26,825	51,775
Hawkesbury	5,800	6,200
Huntsville	26,110	70,183
Ingersoll	56,365	63,350
Kapuskasing	13,950	51,400
Kenora	68,895	117,116
• Kingston	946,889	1,171,261
Kirkland Lake (Twp de Teck)	296,635	139,399
• Kitchener	839,301	1,074,680
Leamington	60,400	55,465
Leaside	2,869,815	3,568,390
Lindsay	36,800	49,750
Listowel	121,600	9,800
• London	1,038,575	980,985
Long Branch	241,946	300,160
Mimico	344,780	322,785
Napanee	2,775	11,875
New Liskeard	72,395	57,090
Newmarket	18,100	26,050

4.—Valeur des permis de bâtir accordés par 204 municipalités au Canada, 1940-41—fin

Province et municipalité	1940	1941	Province et municipalité	1940	1941
	$	$		$	$
Ontario—fin			**Manitoba—fin**		
New Toronto	1,103,037	457,460	Transcona	74,303	115,253
o Niagara Falls	267,048	328,873	• Winnipeg	3,326,450	4,006,850
North Bay	167,800	249,213			
North York Twp	2,953,768	2,921,071	**Saskatchewan**	**2,849,150**	**3,154,599**
Oakville	81,718	134,633			
Orillia	141,945	127,394	Biggar	11,050	7,250
o Oshawa	512,920	1,057,464	Estevan	2,825	21,035
• Ottawa	3,802,745	4,890,254	Melville	26,195	86,370
o Owen Sound	105,377	429,647	• Moose Jaw	113,308	391,666
Paris	36,565	35,245	North Battleford	69,445	109,400
Parry Sound	267,310	150,820	Prince Albert	269,845	375,366
Pembroke	87,559	114,262	• Regina	1,053,573	1,156,801
Perth	25,450	36,050	• Saskatoon	1,150,065	704,985
• Peterborough	1,260,251	1,066,711	Swift Current	53,673	92,356
Petrolia	11,500	4,600	Weyburn	19,560	3,090
• Port Arthur	697,977	2,676,197	Yorkton	79,661	206,280
Port Colborne	270,064	275,307			
Preston	74,710	124,002	**Alberta**	**5,917,743**	**6,830,128**
Renfrew	11,200	3,550			
o Riverside	201,715	278,920	• Calgary	2,679,290	2,677,763
• St. Catharines	1,245,656	1,587,347	Drumheller	104,150	24,660
St. Mary's	4,220	7,035	• Edmonton	2,638,695	3,423,925
• St. Thomas	152,898	374,953	o Lethbridge	465,673	462,797
o Sarnia	372,420	533,006	o Medecine Hat	29,935	241,370
o Sault-Ste-Marie	612,110	1,151,255			
Scarboro Twp	566,092	734,363	**Colombie Britannique**	**11,928,915**	**14,509,083**
Simcoe	91,485	69,250			
Smith's Falls	44,650	72,800	Chilliwack	94,200	90,565
• Stratford	177,674	111,095	Cranbrook	33,478	20,032
Sudbury	1,322,000	689,730	Fernie	1,688	2,825
Swansea	368,612	278,882	o Kamloops	124,951	160,315
Tillsonburg	25,550	36,150	Kelowna	122,255	151,745
Timmins	610,080	318,005	o Nanaimo	152,091	185,087
• Toronto	10,563,481	9,171,360	Nelson	133,803	72,778
Trenton	115,440	87,785	• New Westminster	862,331	848,088
Wallaceburg	10,050	22,205	o North Vancouver	229,425	858,526
Waterloo	234,025	346,345	o Prince George	18,950	19,160
o Welland	423,945	655,745	Prince Rupert	62,394	347,848
Weston	293,684	367,161	Revelstoke	11,812	19,261
Whitby	21,150	94,609	Rossland	31,360	21,765
• Windsor	2,015,114	4,150,316	Trail	109,084	161,548
o Woodstock	196,435	296,301	• Vancouver	8,053,725	9,216,520
o York Twp	1,183,727	2,712,605	Vernon	120,248	190,825
			• Victoria	1,767,120	2,142,195
Manitoba	**5,096,011**	**5,598,645**			
• Brandon	360,446	258,648	**Total—204 municipalités**	**113,005,208**	**135,301,519**
Brooklands	9,327	8,485			
Dauphin	22,905	76,755	**Total—58 municipalités**	**80,274,350**	**101,047,815**
North Kildonan	22,200	42,240			
Portage-la-Prairie	189,850	114,450	**Total—35 municipalités**	**70,789,456**	**85,003,123**
o St-Boniface	1,051,260	929,614			
Selkirk	34,050	40,500			
Le Pas	5,220	5,850			

Les indices donnés au tableau 5 montrent dans la limite du possible les fluctuations du coût de la construction et leurs répercussions sur la construction et l'emploiement. On a tenté à diverses reprises de déterminer les proportions relatives du coût des matériaux et des gages dans la construction générale; ces proportions varient avec les genres de construction et les centres qui ont été étudiés, et il est difficile d'en établir des données exactes et représentatives. Une étude faite dans quinze villes indique que les proportions moyennes dans tous genres de construction sont de 63·6 p.c. pour les matériaux et de 36·4 p.c. pour la main d'œuvre. La diminution du coût de la construction au cours des années de dépression est

plus que suffisamment démontrée par la baisse de l'indice des prix de gros et des gages, comparativement aux moyennes plus élevées atteintes depuis la première guerre mondiale.

5.—Valeur des permis de bâtir dans 35 villes et nombres-indices des industries de la construction, 1940-41

NOTA.—Ce sont les 35 villes marquées (•) au tableau 4.

Année	Valeur des permis de bâtir	Nombre-indices moyens— des prix de gros des matériaux de construction	Nombre-indices moyens— des salaires dans les métiers du bâtiment[1]	Nombre-indices moyens— de l'emploiement dans les industries de la construction[2]
	$	(1913=100)		(1926=100)
1910	100,357,566	[3]	86·9	[3]
1911	138,170,390	[3]	90·2	[3]
1912	185,233,449	[3]	96·0	[3]
1913	153,662,842	100·0	100·0	[3]
1914	96·780,981	93·8	100·8	[3]
1915	33,566,749	90·3	101·5	[3]
1916	39,724,466	103·8	102·4	[3]
1917	33,936,426	103·7	109·9	[3]
1918	36,838,270	150·5	125·9	[3]
1919	77,113,413	175·0	148·2	[3]
1920	106,054,379	214·9	180·9	[3]
1921	100,797,355	183·2	170·5	62·1
1922	129,338,017	162·2	162·5	60·0
1923	117,243,806	167·0	166·4	66·4
1924	113,329,707	159·1	169·1	71·2
1925	110,314,698	153·5	170·4	75·8
1926	143,052,669	149·2	172·1	100·0
1927	164,791,231	143·4	179·3	108·7
1928	197,566,322	145·3	185·6	112·0
1929	214,277,386	147·7	197·5	135·3
1930	152,404,222	135·5	203,2	134·3
1931	101,821,221	122·2	195·7	104·3
1932	38,443,406	115·2	178·2	54·1
1933	19,890,150	116·8	158·0	38·5
1934	24,911,430	123·1	154·8	47·8
1935	42,839,627	121·2	159·8	55·4
1936	36,337,439	127·3	160·8	55·4
1937	49,694,847	140·8	165·3	60·1
1938	54,532,781	134·2	169·4	60·1
1939	53,048,231	133·8	170·7	62·1
1940	70,789,456	142·6	174·6	83·5
1941	85,003,123	159·2[4]	184·6	139·8

[1] Compilés par le Ministère du Travail. [2] D'après les employeurs. [3] Données inexistantes. [4] Donnée préliminaire.

Emploiement dans l'industrie du bâtiment, 1941.—Le Bureau Fédéral de la Statistique fait des relevés réguliers de l'emploiement dans les établissements industriels employant 15 personnes ou plus. L'indice moyen de l'emploiement dans le bâtiment, basé (moyenne de 1926=100) sur les donnés fournies par quelque 850 employeurs, s'établit à 139·8 en 1941, soit 67 p.c. plus élevé qu'en 1940, et il est le plus élevé depuis le calcul de l'indice.

Section 3.—Recensement annuel de la construction

Le recensement annuel de la construction par le Bureau Fédéral de la Statistique s'étend à tous les travaux de construction, d'entretien et de réparation effec-

tués par des entrepreneurs, constructeurs et organismes publics (sauf les petites municipalités) du Canada. Il ne comprend pas les travaux d'entretien et de réparation des chemins de fer et tramways électriques, des réseaux télégraphiques et téléphoniques et des utilités publiques de moindre importance, lorsque ceux-ci sont exécutés de la façon ordinaire par les employés des compagnies. Il ne tient pas compte non plus d'un volume substantiel de construction par des fermiers et autres particuliers travaillant à leurs bâtiments et qui autrement seraient sans travail. Il est douteux qu'une grande partie des travaux des chemins de fer et des utilités publiques soit de la construction au sens entendu par le recensement: ainsi, les dépenses ordinaires d'"entretien de la voie", autant qu'il s'agit de travaux d'inspection, ne sont pas de la construction, bien que, lorsqu'il s'agit de refaire le terrassement d'une voie ou du renouvellement des travaux d'art, elles peuvent être considérées comme appartenant à cette catégorie.

Le tableau suivant montre les dépenses des chemins de fer, des tramways électriques et des réseaux télégraphiques et téléphoniques. La plus grande partie des travaux de chemin de fer sont faits par les employés de chemin de fer, mais souvent les travaux sur réseaux téléphoniques et télégraphiques sont exécutés par des entrepreneurs; en conséquence ces dépenses totales ne peuvent pas être ajoutées à la construction industrielle exécutée par des entrepreneurs sans entraîner des doubles emplois. De même, il n'a pas de données disponibles sur la valeur des travaux faits par des fermiers et autres personnes travaillant pour leur propre compte. Les statistiques des tableaux **6** à **9** sont donc nécessairement limitées.

I.—DÉPENSES DES CHEMINS DE FER, DES TRAMWAYS ÉLECTRIQUES, DES RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉGRAPHIQUES, POUR L'ENTRETIEN DES VOIES ET STRUCTURES ET L'ENTRETIEN DE L'OUTILLAGE, 1937-40

Item	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$
Chemins de fer—				
Entretien de la voie et des structures	58,309,150	55,217,352	57,624,668	63,864,526
Entretien de l'outillage	73,166,522	69,233,176	70,994,034	82,738,679
Totaux	131,475,672	124,450,528	128,618,702	146,603,205
Tramways électriques—				
Entretien de la voie et des structures	2,561,156	2,509,225	2,686,891	2,771,379
Entretien de l'outillage	3,276,960	3,407,339	3,286,397	4,865,755
Totaux	5,838,116	5,916,564	5,973,288	7,637,134
Entretien des réseaux téléphoniques	678,009[1]	648,586[1]	663,869[1]	660,331
Entretien des réseaux télégraphiques	11,829,389	12,080,383	12,369,344	13,327,823
Grands totaux	149,821,186[1]	143,096,061[1]	147,625,203[1]	168,228,493

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Statistiques industrielles de la construction.*—Le Bureau Fédéral de la Statistique a fait un recensement de la construction en 1934; mais la base de compilation n'a été standardisée qu'en 1935, de sorte qu'avec la collection des chiffres de 1940 des statistiques comparables existent maintenant sur les années 1935–40. Des statistiques sommaires sont données dans les tableaux **6**, **7** et **8**.

Il n'existe pas de relation entre la valeur totale de la construction telle qu'indiquée ci-dessous et la valeur des contrats accordés telle qu'indiquée au tableau **2**

* Revisé à la Branche de la Statistique de la Construction, Bureau Fédéral de la Statistique.

de la section 2, p. 424. Dans ce dernier cas, toutes les valeurs sont comprises dès que les contrats sont accordés même si les travaux ne sont pas terminés ou commencés cette même année, tandis que les tableaux qui suivent couvrent la construction entreprise et réellement exécutée durant l'année civile.

6.—Statistiques principales de la construction au Canada, 1937-40

NOTA.—Les chiffres comparables pour 1935 se trouvent au tableau correspondant de l'Annuaire de 1940 p. 482, et ceux de 1936, à la p. 380 de l'Annuaire de 1941.

Item	1937	1938	1939	1940
Firmes faisant rapport.....nomb.	10,855	12,964	13,595[1]	12,849
Employés à salaire.....nomb.	22,431	25,278	26,809	25,810
Salaires.....$	30,398,287	34,809,919	34,841,305	35,781,693
Employés à gages (moyenne).....nomb.	129,221	121,913	121,605	214,020
Gages.....$	120,239,004	112,595,479	118,601,138	144,447,805
Employés.....nomb.	151,652	147,191	148,414	149,830
Salaires et gages.....$	150,637,291	147,405,398	153,442,443	180,229,498
Coût des matières premières.....$	175,844,435	176,562,208	189,497,342	267,228,786
Valeur du travail[2].....$	351,874,114	353,223,285	373,203,680	474,122,778
Nouvelles constructions[2].....$	*244,946,916*	*240,549,164*	*258,662,409*	*352,301,695*
Modifications, entretien et réparations[2].....$	*106,927,198*	*112,674,121*	*114,541,271*	*121,821,083*
Travail par sous-contrat.....$	46,975,118	54,024,399	59,354,069	95,863,363
Nouvelles constructions.....$	*40,025,508*	*45,322,673*	*49,980,711*	*84,837,043*
Modifications, entretien et réparations.....$	*6,949,610*	*8,701,726*	*9,373,358*	*11,026,321*

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Comprend le travail par sous-contrat indiqué dans la partie inférieure du tableau.

7.—Valeur des travaux de construction au Canada, 1937-40

Province ou groupe	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$
Province				
Ile du Prince-Edouard	754,448	1,331,442	1,948,064	4,147,583
Nouvelle-Ecosse	20,180,404	18,038,687	19,890,449	28,637,404
Nouveau-Brunswick	17,557,146	14,974,820	14,886,121	13,002,828
Québec	101,460,731	100,830,603	118,529,680	127,438,996
Ontario	148,352,327	151,435,842	144,829,394	192,304,380
Manitoba	12,475,326	14,247,661	14,848,706	25,232,785
Saskatchewan	8,436,495	11,020,224	13,429,064	21,243,412
Alberta	11,198,894	13,166,662	17,856,669	27,350,018
Colombie Britannique et Yukon	31,458,343	28,177,344	26,985,533	34,765,372
Totaux	**351,874,114**	**353,223,285**	**373,203,680**	**474,122,778**
Groupe				
Entrepreneurs, constructeurs, etc.	278,209,051	281,484,690	286,172,459	379,654,887
Municipalités	20,128,323	22,863,476	23,723,692	19,618,187
Commissions de port	1,616,949	1,481,456	1,407,686	1,263,090
Ministères provinciaux	45,435,326	38,136,854	46,249,892	35,860,979
Ministères fédéraux	6,484,465	9,256,809	15,109,951	37,725,635
Genre de construction				
Construction d'édifices	130,538,998	134,912,175	159,041,080	257,800,560
Construction de rues, routes, usines hydrauliques, aqueducs, etc	158,661,078	156,411,564	150,362,784	154,293,950
Construction de ports et aménagement de rivières	14,658,272	15,216,967	17,940,155	10,537,595
Construction accessoire	48,015,766	46,682,579	45,859,661	51,490,673

8.—Statistiques principales de la construction au Canada, par groupe et province, 1940

NOTA.—Les chiffres comparables de 1935 à 1939 paraissent au tableau correspondant d'Annuaires précédents à partir de l'édition de 1937.

Province ou groupe	Personnel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur de l'ouvrage effectué		
				Nouvelles constructions	Modifications et réparations	Total
Province	nomb.	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	1,070	1,230,212	2,269,190	3,900,457	247,126	4,147,583
Nouvelle-Ecosse	8,855	11,284,681	15,589,741	22,613,827	6,023,577	28,637,404
Nouveau-Brunswick	5,242	4,835,938	6,825,426	9,712,623	3,290,205	13,002,828
Québec	47,041	55,241,020	66,877,923	94,231,903	33,207,093	127,438,996
Ontario	58,205	70,967,116	113,645,562	138,920,679	53,383,701	192,304,380
Manitoba	6,423	8,027,422	14,319,806	18,646,411	6,586,374	25,232,785
Saskatchewan	4,693	5,668,490	12,173,867	16,474,214	4,769,198	21,243,412
Alberta	7,252	8,640,213	15,903,730	20,637,538	6,712,480	27,350,018
Col. Britannique et Yukon	11,049	14,334,406	19,623,541	2,164,043	7,601,329	34,765,372
Totaux	**149,830**	**180,229,498**	**267,228,786**	**352,301,695**	**121,821,083**	**474,122,778**
Groupe						
Entrepreneurs, constructeurs, etc.	103,898	131,247,964	227,378,273	295,677,227	83,977,660	379,654,887
Municipalités	11,208	12,023,830	6,613,314	7,237,815	12,380,372	19,618,187
Commissions de port	728	806,203	294,427	174,884	1,088,206	1,263,090
Ministères provinciaux	21,377	18,001,253	13,394,980	17,259,285	18,601,694	35,860,979
Ministères fédéraux	12,619	18,150,248	19,547,792	31,952,484	5,773,151	37,725,635

9.—Description, classification et valeur de la construction au Canada, 1940

NOTA.—Des chiffres comparables pour 1935 à 1939 sont donnés au tableau correspondant d'Annuaires précédents à partir de l'édition de 1937.

Genre de construction	Nouvelle construction	Réparations, modifications et entretien	Valeur totale
	$	$	$
Construction d'édifices—			
Habitations et conciergeries	50,458,660	9,466,537	59,925,197
Hôtels, clubs et restaurants	1,511,077	1,371,193	2,882,270
Eglises, hôpitaux	14,597,342	2,611,077	17,208,419
Bureaux, magasins, théâtres et salles d'amusement	14,284,399	8,665,426	22,949,825
Elévateurs à grain, manufactures, entrepôts, bâtiments de fermes et de mines	75,274,332	17,286,776	92,561,108
Garages et relais	2,440,520	2,385,010	4,825,530
Postes radiophoniques	234,185	85,411	319,596
Arsenaux	34,797,054	1,783,703	36,580,757
Hangars d'aéroplanes	18,379,614	Nil	18,379,614
Tous autres édifices	705,612	1,462,632	2,168,244
Totaux, construction d'édifices	**212,682,795**	**45,117,765**	**257,800,560**
Construction de rues, routes, usines hydrauliques, aqueducs, etc.—			
Rues, chemins et parcs	35,339,931	27,274,912	62,614,843
Ponts, ponceaux, passages inférieurs	4,804,672	2,383,977	7,188,649
Systèmes d'aqueduc, d'égouts et d'irrigation	8,446,075	3,389,611	11,835,686
Usines d'énergie, y compris digues, réservoirs, lignes de transmission et conduits souterrains	31,371,489	6,087,825	37,459,314
Chemins de fer et tramways électriques	819,698	625,644	1,445,342
Aérodromes et terrains d'atterrissage	27,615,799	290,944	27,906,743
Lignes téléphoniques et télégraphiques	181,075	139,787	320,862
Toutes autres constructions, y compris l'installation de chaudières et machinerie	3,966,224	1,556,287	5,522,511
Totaux, construction de rues, etc.	**112,544,963**	**41,748,987**	**154,293,950**
Construction de ports et aménagement de rivières	**7,641,580**	**2,896,015**	**10,537,595**
Construction accessoire	**19,432,357**	**32,058,316**	**51,490,673**
Grands totaux	**352,301,695**	**121,821,083**	**474,122,778**

Le tableau 9 donne une classification des genres divers de construction entreprise en 1940. L'item "construction accessoire" comprend le briquetage, la charpenterie, la plomberie, le chauffage, le filage électrique rapportés par les entrepreneurs qui se limitent à ces travaux particuliers. On trouvera, au rapport du Bureau Fédéral de la Statistique sur la construction en 1940, le détail par province et autres renseignements plus complets sur cette industrie qu'il n'est pas possible d'inclure dans les cadres limités de l'Annuaire.

Aux tableaux **10** et **11**, d'après les chiffres de l'emploiement basés sur des rapports mensuels, il est visible que l'industrie de la construction est moins saisonnière qu'on est parfois porté à le croire; on constate ce fait particulièrement lorsqu'on étudie les statistiques de la période 1935–40. Le mois cime d'emploiement dans cette industrie en général en 1940 est octobre avec 188,544 travailleurs à gages et le plus bas est février avec 64,204.

10.—Employés à gages dans la construction et leur rémunération, 1940

NOTA.—Des chiffres comparables pour 1935 et 1939 figurent au tableau correspondant d'Annuaires précédents à partir de l'édition de 1937.

Item	Entrepreneurs généraux et de spécialités, et sous-entrepreneurs	Municipalités	Commissions de port	Ministères provinciaux	Ministères fédéraux	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Janvier	45,428	6,699	369	6,752	7,553	66,801
Février	45,829	6,786	431	5,674	5,484	64,204
Mars	46,857	7,281	568	9,865	5,014	69,585
Avril	55,190	8,488	694	10,511	3,788	78,671
Mai	72,118	10,844	633	20,951	6,285	110,831
Juin	86,274	12,241	613	23,466	6,242	128,836
Juillet	99,711	12,602	691	26,361	11,605	150,970
Août	112,658	12,497	703	30,639	15,412	171,936
Septembre	118,512	11,730	772	26,875	22,901	180,790
Octobre	124,176	11,286	713	28,170	24,199	188,544
Novembre	110,385	9,306	617	21,037	17,279	158,624
Décembre	88,237	7,162	529	8,417	14,101	118,446
Moyennes mensuelles.	83,781	9,744	613	18,227	11,655	124,020
	$	$	$	$	$	$
Totaux, gages payés durant l'année	101,899,831	9,802,987	594,815	14,730,664	17,419,508	144,447,805

11.—Moyenne d'employés à gages dans la construction et total des gages, par province, 1940

Province	Moyenne mensuelle de travailleurs à gages employés	Total des gages payés durant l'année
	nomb.	$
Ile du Prince-Edouard	986	1,066,779
Nouvelle-Ecosse	7,853	9,992,907
Nouveau-Brunswick	4,764	4,139,575
Québec	40,100	44,956,663
Ontario	46,211	54,877,348
Manitoba	5,210	6,287,710
Saskatchewan	4,012	4,751,449
Alberta	6,177	7,179,522
Colombie Britannique et Yukon	8,707	11,195,852

CHAPITRE XVI.—COMMERCE EXTÉRIEUR

SYNOPSIS

	Page
Partie I. Le Gouvernement et le commerce extérieur	433
Section 1. Evolution tarifaire	433
Sous-section 1. Esquisse historique du commerce extérieur et des tarifs	433
Sous-section 2. Relations tarifaires avec les autres pays	435
Section 2. Office des Renseignements Commerciaux	438
Section 3. La guerre et ses relations avec le contrôle d'Etat sur le commerce extérieur	440
Sous-section 1. Restrictions canadiennes de temps de guerre	440
Sous-section 2. Restrictions impériales et étrangères sur les importations en ce qu'elles affectent les exportations canadiennes	444
Partie II. Statistiques du commerce extérieur des marchandises	446
Section 1. Statistiques historiques du commerce canadien	450
Section 2. Distribution géographique du commerce canadien	452
Sous-section 1. La guerre et le commerce mondial	452
Sous-section 2. Le rôle du Canada dans l'économie mondiale	454
Sous-section 3. Commerce par continents et principaux pays	454
Sous-section 4. Commerce avec le Royaume-Uni et l'Empire Britannique	460
Sous-section 5. Commerce avec les Etats-Unis et les autres pays étrangers	465
Section 3. Analyses des marchandises du commerce canadien	468
Sous-section 1. Commerce du Canada par groupes principaux	468
Sous-section 2. Principales marchandises importées et exportées	469
Sous-section 3. Comparaison du volume des importations et des exportations	506
Sous-section 4. Proportion du commerce en produits bruts et ouvrés.	508
Sous-section 5. Groupement des importations et des exportations d'après l'origine et la destination.	511
Partie III. Résumé des échanges extérieurs	517
Section 1. Balance des paiements internationaux	517
Section 2. Le tourisme au Canada	520

Le commerce extérieur des marchandises ne représente qu'une partie, bien que très importante, du vaste domaine des échanges internationaux des marchandises, des services, des titres, etc. Ces relations sont indiquées dans leurs proportions propres à la partie III de ce chapitre. Toutefois, comme les exportations et les importations des marchandises constituent l'élément le plus important des échanges internationaux du Canada et auquel la majorité des Canadiens sont le plus directement intéressés, ce chapitre est consacré principalement à l'étude du commerce des marchandises.

PARTIE I.—LE GOUVERNEMENT ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Section 1.—Evolution tarifaire

L'évolution tarifaire, en ce qu'elle se rapporte au Canada, est étudiée ici sous deux en-têtes: le premier est une rétrospective montrant les phases du commerce canadien qui ont marqué l'évolution des tarifs; le deuxième est un exposé des relations entre les tarifs actuels du Canada et ceux des autres pays. En raison des cadres limités de l'Annuaire, il est impossible d'étudier dans tous ses détails une question aussi compliquée que celle des tarifs. Il a donc été nécessaire d'adopter le plan qui consiste à restreindre les détails concernant les denrées et les pays à leurs relations avec les tarifs actuels, et à résumer le plus possible les données historiques et les détails des tarifs précédents, avec renvois aux éditions de l'Annuaire qui traitent de ces questions.

Sous-section 1.—Esquisse historique du commerce extérieur et des tarifs

Un bref exposé des échanges commerciaux et des tarifs antérieurement à la Confédération paraît aux pp. 490–93 de l'Annuaire du Canada de 1940.

Politique tarifaire depuis la Confédération.—L'un des effets immédiats de la Confédération fut l'abolition des barrières tarifaires qui existaient auparavant

entre les provinces. Puis le Canada étendit ses frontières jusqu'au point de se confondre avec l'Amérique Britannique du Nord, hormis toutefois la Terre-Neuve et le Labrador; le champ d'action du libre-échange s'agrandissait à l'intérieur en même temps que la protection contre la concurrence extérieure était maintenue. Cependant, le tarif protecteur de l'ancienne province, adopté en 1859, avec une moyenne de 20 p.c., fut remplacé en 1866 par un tarif adapté à la situation des Provinces Maritimes, réduisant à 15 p.c. les droits sur la majeure partie des produits ouvrés qui payaient auparavant 20 et 25 p.c. Toutefois, la crise générale, qui commença en 1873 et qui exerça une fâcheuse répercussion sur les recettes douanières, nécessita l'élévation du tarif général à 17½ p.c. et même un tarif spécial de 20 p.c. sur certains objets de luxe. Malheureusement, cette augmentation ne réussit pas à remplir le Trésor.

Après que le peuple eut, aux élections générales de 1878, adopté une politique de protection, les droits sur les produits ouvrés importés furent considérablement élevés en 1879, le tarif sur les marchandises "non autrement énumérées" étant porté de 17½ p.c. à 20 p.c., le tarif sur les tissus de coton, de 17½ à des taux spécifiques et ad valorem équivalant à 30 p.c. sur les importations de 1881, et le tarif sur les lainages étant presque doublé. Les meubles et les horloges durent payer 35 p.c.; les voitures, la verrerie, le papier à tapisser et les soies, 30 p.c.; les chaussures, les boutons, les articles en caoutchouc et les objets en bois, 25 p.c. La fonte en gueuse, autrefois admise en franchise, devait maintenant payer $2 par tonne et les droits sur le fer en billettes, en barres et en tiges furent portés de 5 p.c. à 10 p.c. et à 17½ p.c., tandis que les produits ouvrés en fer ou acier et la machinerie recevaient une proportion de 25 à 35 p.c. Pendant la décennie 1880–90, les changements, d'ailleurs peu importants, apportés au tarif eurent tous une tendance vers l'élévation des droits, mais la décennie suivante vit une orientation manifeste dans le sens opposé. En 1891, les droits sur le sucre brut furent supprimés, puis en 1894 de substantielles réductions furent faites sur les instruments aratoires; les cotonnades et les lainages étaient l'objet de rajustements. Cette période fut également marquée par la protection complète accordée à l'industrie sidérurgique tant par les droits de douane qu'au moyen de primes.

Lors de la revision du tarif de 1897, les droits sur le maïs, la ficelle d'engerbage, le fil de fer barbelé, la fonte en gueuse, la farine et le sucre raffiné furent réduits ou abolis, tandis que les primes sur la fonte en gueuse domestique, au lieu d'être réduites, furent augmentées en certains cas. Mais la mesure la plus importante de la revision tarifaire de 1897 fut l'adoption de ce que l'on appela un tarif "réciproque" dont les droits étaient inférieurs d'un huitième à ceux du tarif général. Ce tarif "réciproque" fut immédiatement appliqué au Royaume-Uni et plus tard à la Nouvelle-Galles du Sud et à l'Inde Britannique. D'autres pays, en vertu de traités commerciaux spéciaux de la nation la plus favorisée avec le Royaume-Uni, purent bénéficier du tarif de réciprocité, comme la France en vertu du traité franco-canadien de 1893.

Toutefois, les nombreuses concessions ci-dessus mentionnées n'avaient qu'un caractère temporaire; elles disparurent en 1898 comme conséquence de la dénonciation des traités qui liaient le Royaume-Uni à l'Allemagne et à la Belgique. Le Canada était donc libre de confiner ses faveurs au Royaume-Uni et à ses Dominions et colonies. Un tarif préférentiel britannique fut établi; tout d'abord (1er août 1898) il concédait la rémission de 25 p.c. des droits ordinaires; plus tard (1er juillet 1900), cette réduction fut fixée à 33⅓ p.c. des droits ordinaires. Cette méthode de préférence fut abandonnée en 1904; on y substitua des taux spécifiquement plus bas sur la presque totalité des marchandises imposables.

Sous-section 2.—Relations tarifaires avec les autres pays*

Dans le passé cette section traitait des relations tarifaires avec les autres pays sous deux en-têtes: (1) les pays de l'Empire et (2) les pays étrangers.

A cause des effets de la guerre sur le commerce extérieur il a fallu introduire dans cette partie de l'Annuaire beaucoup de matière nouvelle, spécialement en relation avec le contrôle gouvernemental du commerce; et comme une grande partie de la matière sur les relations tarifaires est restée la même, il n'est question ci-dessous que des pays avec qui de nouveaux accords sont conclus. Le lecteur est référé aux pp. 386-398 de l'Annuaire de 1941 pour les accords en cours avec les pays britanniques et étrangers. Ces accords, cependant, sont sujets aux modifications suivantes:—

L'accord commercial de 1932 entre le Canada et la Nouvelle-Zélande a nécessité un renouvellement annuel pour le maintenir en vigueur. Il a été étendu le 30 sept. 1941, sans date fixe d'expiration, de façon à se continuer indéfiniment jusqu'à ce qu'il soit abrogé sur avis de six mois par une partie quelconque. Le contingentement tarifaire de bêtes à cornes, lourdes, sur lequel le droit des Etats-Unis a été réduit de 3 cents à 1½ la livre lors de l'accord commercial avec le Canada le 17 nov. 1938, a été l'objet d'une proclamation présidentielle le 22 déc. 1941. La proclamation allouait le contingentement sur la même base qu'en 1941, c'est-à-dire 193,950 têtes au Canada et 31,050 à tous les autres pays exportateurs. La clause de la nation la plus favorisée de cet accord concède au Canada des réductions tarifaires ou l'assurance de la continuation des taux existants sur 84 item tarifaires américains qui comprennent les concessions américaines à l'Argentine par l'accord commercial du 14 oct. 1941.

Une mission commerciale, dirigée par l'hon. James A. MacKinnon, Ministre du Commerce, quitta le Canada en août 1941 pour faire une tournée des pays de l'Amérique du Sud et négocia des accords commerciaux avec le Chili, l'Argentine et le Brésil, effectua un modus vivendi commercial avec l'Equateur et s'entendit avec la Commission économique politique étrangère du Pérou sur les termes d'une déclaration conjointe favorisant un accord commercial avec ce pays.

Equateur.—Le premier accord conclu est un modus vivendi commercial entre le Canada et l'Equateur effectué par l'échange de notes à Quito le 26 août 1941. L'accord établissait le traitement réciproque de la nation la plus favorisée au point de vue des tarifs, du contrôle du change étranger et des importations. Exception est faite des avantages donnés par le Canada aux autres parties de l'Empire Britannique et par l'Equateur aux pays adjacents pour faciliter le trafic de frontière. Le modus vivendi allège les marchandises canadiennes d'une surcharge équatorienne de 50 p.c. applicable, en l'absence d'un accord commercial, aux importations de pays dont la balance commerciale avec l'Equateur leur est favorable de plus de 30 p.c. et à laquelle le Canada était sujet depuis 1936. Le modus vivendi donne aussi au Canada sur certains articles l'avantage de taux ordinairement 30 p.c. en bas du tarif normal. Un ordre en conseil du 25 sept. 1941 donne effet au Canada aux stipulations tarifaires de l'échange de notes et elles deviennent opérantes dans les deux pays le 1er oct. 1941 pour une période indéfinie, pouvant être abrogées sur avis de trois mois.

Pérou.—Le 2 sept. 1941, la mission commerciale canadienne et la Commission économique politique étrangère du Pérou échangent des notes à Lima, affirmant que le gouvernement du Canada et celui du Pérou désirent établir leurs relations commerciales sur une base permanente. La politique commerciale libérale du Canada et du Pérou, disait la note, permet de considérer la conclusion d'un traite-

* Revisé par W. Gilchrist, chef de la Division des Tarifs Etrangers, Ministère du Commerce.

ment réciproque de la nation la plus favorisée. Les deux gouvernements entreprennent d'entretenir un échange de renseignements par leurs représentants afin d'en arriver à un accord lorsque certaines négociations péruviennes avec un autre pays seront plus avancées.

ACCORDS COMMERCIAUX AVEC LE CHILI, L'ARGENTINE ET LE BRÉSIL

Chili.—Un accord commercial provisoire signé à Santiago le 10 sept. 1941, pour une année à partir du 15 oct., en attendant un accord définitif, met le Canada et le Chili en relation commerciale réciproque de la nation la plus favorisée en matière de droits d'importation, de frais subsidiaires et de formalités douanières ainsi que pour ce qui est des lois ou règlements affectant la vente ou l'usage des articles importés. Les marchandises chiliennes étaient auparavant sujettes au tarif général ou le plus élevé du Canada et il y avait au Chili, surtout en conséquence de l'accord commercial avec la France en 1936, des taux de droit inférieurs au tarif applicable aux marchandises canadiennes. Les avantages concédés par le Canada à l'Empire Britannique et par le Chili de façon exclusive aux pays contigus, Argentine, Bolivie et Pérou, ne sont pas sujets aux termes de l'accord. En matière de contrôle du change étranger et des exportations, chaque gouvernement garantit à l'autre un traitement aussi favorable que celui qui est accordé à tout pays étranger dans de semblables circonstances. Le nitrate de soude et l'iode, produits naturels importants du Chili, sont sauvegardés de tout contrôle quantitatif, droit ou frais au Canada moins favorables que dans le cas de semblables articles, naturels ou synthétiques, provenant de tout pays étranger. L'accord ne peut d'aucune façon être interprété de manière à empêcher l'application de mesures que le gouvernement de l'un des deux pays pourrait adopter concernant la neutralité ou la sécurité publique, ou en cas de son entrée en guerre.

Argentine.—Les relations tarifaires entre le Canada et l'Argentine, régies par un traité de 1825 entre le Royaume-Uni et l'Argentine, sont mises sur une base plus solide et mieux définie par l'accord commercial signé à Buenos Aires le 2 oct. 1941. L'accord entre en vigueur provisoirement le 15 nov., pouvant se terminer sur trois mois d'avis. Les concessions tarifaires de l'Argentine au Royaume-Uni par un traité de 1933 avaient été étendues à tous les pays, mais les réductions de droit concédées aux Etats-Unis par un accord du 14 oct. 1941 ne sont pas aussi générales. Ces dernières réductions sont définitivement applicables au Canada en vertu du nouvel accord. Il assure, réciproquement, le traitement de la nation la plus favorisée en toute matière de droits de douane et frais subsidiaires, taux et allocations de change étranger, rendu disponible pour les transactions commerciales, et des allocations de contingentements du change ou de contrôle quantitatif des importations. Exception est faite des avantages accordés par le Canada à d'autres parties de l'Empire Britannique ou accordés par l'Argentine exclusivement à la Bolivie, au Brésil, au Chili, au Paraguay ou à l'Uruguay, ainsi que des privilèges de change accordés par l'Argentine au Pérou, et des concessions que l'une des deux parties peut accorder en attribuant du change étranger comme conséquence d'arrangements financiers ou de paiements avec un autre pays. Si l'un des deux pays maintient un monopole en vue de l'importation, de la production ou de la vente d'une denrée ou accorde des privilèges exclusifs à une agence, ce pays assure au commerce de l'autre pays un traitement raisonnable et équitable des achats étrangers. L'accord ne peut d'aucune façon être interprété de manière à empêcher l'application de mesures que le gouvernement de l'un des deux pays pourrait adopter concernant la neutralité ou la sécurité publique, ou en cas de son entrée en guerre.

Brésil.—Un échange de notes en date du 12 juin 1937, en vertu desquelles le Canada et le Brésil s'accordaient l'un à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarifs, a été remplacé par un accord commercial formel, de plus grande portée, signé à Rio de Janeiro le 17 oct. 1941, et mis en vigueur, provisoirement, à partir de cette date, cette application provisoire pouvant se terminer sur avis de trois mois. Le nouvel accord pourvoit à l'attribution mutuelle du traitement de la nation la plus favorisée en toute matière relative aux droits de douane et frais subsidiaires, aux formalités d'entrée de douane et aux règlements affectant la vente ou l'utilisation des articles importés. Le traitement de la nation la plus favorisée au Brésil permet aux importations de profiter d'un tarif minimum ordinairement inférieur d'un cinquième du tarif général et sur quelques articles d'autres réductions sont établies par un accord commercial entre le Brésil et les Etats-Unis en date du 2 fév. 1935. Les avantages accordés par le Canada aux autres parties de l'Empire Britannique et par le Brésil aux territoires contigus sont exclus de l'accord. Le Canada et le Brésil assurent l'un à l'autre en matières relatives au contrôle du change étranger et des importations un traitement non moins favorable que celui qui est accordé à tout autre pays étranger dans de semblables circonstances et conditions. Advenant l'adoption par un pays ou l'autre de restrictions quantitives, l'accord garantit à l'autre pays une part équitable du commerce. Le commerce de chacun des deux pays contractants est assuré d'un traitement raisonnable et équitable dans l'autre, en fait d'achats étrangers, si l'un ou l'autre maintient un monopole en vue de l'importation, de la production ou de la vente de n'importe quelle denrée, ou accorde des privilèges exclusifs d'importation ou de vente à une agence.

AUTRES TRAITS DES ACCORDS AVEC LE CHILI, L'ARGENTINE ET LE BRÉSIL

Les accords commerciaux avec le Chili, l'Argentine et le Brésil contiennent d'autres traits communs à tous. Les marchandises sont exemptées de taxes, droits ou impositions intérieurs, autres ou plus élevés que ceux qui sont payables sur semblables articles d'origine nationale ou de toute autre origine, excepté ceux qu'exigeaient des lois en vigueur lorsque les accords ont été signés. Assurance est donnée de droits pas plus élevés ou de règlements pas plus sévères sur les marchandises exportées du territoire d'une partie au territoire de l'autre qu'il n'y en aurait sur les exportations d'un troisième pays. Exception est faite des avantages accordés aux pays adjacents pour faciliter le trafic de frontière et des concessions résultant d'une union douanière dont l'un des deux pays peut devenir partie. Chaque accord permet l'application de mesures que le gouvernement concerné peut juger nécessaires relativement à l'importation ou l'exportation de l'or ou de l'argent; ou de contrôler l'importation, l'exportation ou la vente pour exportation des armes, munitions ou engins de guerre et, en des circonstances exceptionnelles, d'autres fournitures militaires. Advenant l'adoption par l'un des pays d'une mesure que l'autre pays considère comme annulant ou empêchant un objet quelconque de l'accord conclu, tout en ne contrevenant pas aux termes de l'accord, le pays qui adopte la mesure doit considérer des propositions de la part de l'autre en vue d'un ajustement mutuellement satisfaisant. De même, les pays concernés doivent accorder une considération sympathique aux représentations de l'autre sur les règlements douaniers, le contrôle du change étranger, les restrictions quantitatives, l'observance des formalités douanières et l'application de lois et règlements sanitaires et, sur demande, donner occasion à des consultations sur de telles représentations. Les accords avec le Chili, l'Argentine et le Brésil nécessitent l'approbation du Parlement canadien, avec ratification subséquente par le Secrétaire d'Etat pour les Affaires Extérieures et

ratification correspondante dans chacun des Etats contractants. Trente jours après l'échange des instruments de ratification à Ottawa, ces accords commerciaux entrent en vigueur définitivement pour deux ans. Leur durée est automatiquement continuée dans la suite pour des périodes d'une année, sujette à abrogation sur six mois d'avis par l'une ou l'autre partie. Des résolutions approuvant les trois accords commerciaux ont été adoptées par la Chambre des Communes du Canada le 3 mars 1942 et par le Sénat le 11 mars.

Section 2.—Office des Renseignements Commerciaux*

L'Office des Renseignements Commerciaux du Ministère du Commerce a pour objet de servir les intérêts du commerce canadien dans les autres parties de l'Empire et l'étranger. A cette fin, des commissariats du Commerce ont été établis à travers le monde. Les commissaires font des rapports périodiques sur les conditions commerciales et financières, les variations des marchés et la demande courante ou les ouvertures possibles pour les produits canadiens. Ils font en outre pour le compte du Ministère des enquêtes spéciales et s'efforcent de favoriser l'expansion du commerce canadien sur les marchés d'outre-mer. Pour rester en contact avec les progrès industriels du Canada, chaque Commissaire du Commerce fait sa tournée périodique au pays, et profite de son séjour parmi les siens pour donner des informations de première main sur les potentialités d'échanges entre nos exportateurs et les importateurs du pays que couvre son territoire.

Organisation à Ottawa.—L'Office des Renseignements Commerciaux est complété par un office central à Ottawa, à la tête duquel se trouve un directeur qui concentre et unifie le travail assigné à chacun des commissaires. Ce directeur est secondé par les divisions suivantes: Répertoires—où le répertoire des exportateurs, donnant le nom de tous les exportateurs canadiens ainsi que de leurs agents à l'étranger, leur commerce, leur solvabilité, les câbles et les codes qu'ils emploient et celui des importateurs étrangers sont maintenus à date; Rédaction—où est préparé le Bulletin des Renseignements Commerciaux; Archives—toutes les informations sur les débouchés pour les exportations canadiennes y sont indiquées; Economique; Produits animaux et poissonniers; Produits végétaux; Métaux et produits chimiques; Produits forestiers et Produits ouvrés. Ces dernières sections s'occupent de la correspondance affectant les diverses classifications.

Organisation à l'étranger.—En vertu d'un arrangement conclu entre le Ministre du Commerce et le Foreign Office britannique, les manufacturiers et les exportateurs canadiens ainsi que les autres personnes intéressées au commerce peuvent se prévaloir des bons offices des agents diplomatiques et des consuls britanniques dans tous les pays où le Canada n'a pas son propre bureau de renseignements.

COMMISSAIRES DU COMMERCE DU GOUVERNEMENT CANADIEN

NOTA.—Cette liste a été revisée le 31 mars 1942. L'adresse télégraphique est "Canadian" partout où il n'y a pas d'autre indication. Les commissaires du commerce canadien se servent de la deuxième édition du code télégraphique Bentley.

Argentine, République d'—(le territoire comprend l'Uruguay).	J. A. Strong, Attaché commercial, B. Mitre 478, Buenos Aires (1).
Australie—	
Sydney (le territoire comprend le district de la capitale australienne, la Nouvelle-Galles du sud, Queensland, le territoire du nord et dépendances).	L. M. Cosgrave, Adresse postale: c.p. n° 3952V. Bureau—City Mutual Life Bldg, rue Hunter et Bligh.
Melbourne (le territoire comprend les états de Victoria, l'Australie méridionale, l'Australie occidentale et la Tasmanie).	Frederick Palmer, 44 rue Queen, Melbourne C.1.

* Revisé par C. H. Payne, directeur de l'Office des Renseignements Commerciaux, Ministère du Commerce.

COMMISSAIRES DU COMMERCE DU GOUVERNEMENT CANADIEN—fin

Brésil.....	L. S. Glass, Attaché commercial. Adresse postale: Caixa Postal 2164, Rio de Janeiro. Bureau—Ed. "Brasilia", Sala 1110, ave Rio Branco 311.
Inde Britannique—(le territoire comprend la Birmanie et le Ceylan).	Paul Sykes. Adresse postale: c.p. 886. Bombay. Bureau—Gresham Assurance House, Mint Road, Bombay.
Antilles britanniques—	
Trinidad (le territoire comprend la Barbade, Iles du Vent, Iles sous le Vent, Guyane britannique).	G. A. Newman. Adresse postale: c.p. 125 Port d'Espagne. Bureau—Colonial Life Insurance Building.
Jamaïque (le territoire comprend les îles Bahamas et le Honduras britannique).	F. W. Fraser. Adresse postale—c.p. 225, Kingston Bureau—Canadian Bank of Commerce Chambers.
Chili—(le territoire comprend la Bolivie).....	M. J. Vechsler. Adresse postale—Légation britannique, Santiago.
Cuba—(le territoire comprend Haïti, la République Dominicaine et Porto Rico.)	C. S. Bissett. Adresse postale—Apartado 1945, La Havane. Bureau—Ed. Banque Royale du Canada, Calle Aguiar 367, La Havane.
Egypte—(le territoire comprend le Soudan, la Palestine, Chypre, l'Irak, la Syrie, l'Iran et la Turquie.)	Commissaire du commerce suppléant. Adresse postale—c.p. 1770, le Caire. Bureau—22 Shari Kasr el Nil, le Caire.
Irlande et Irlande du Nord.....	E. L. McColl, 66 rue Upper O'Connell, Dublin, Irlande; et 36 Victoria Square, Belfast, Irlande du Nord.
Mexique—(le territoire comprend le Guatemala, le Honduras et Salvador.)	Commissaire du commerce suppléant. Adresse postale—Apartado Num. 126-bis, Mexico. Bureau—Edificio Banco de Londres y Mexico, Num. 30, Mexico.
Nouvelle-Zélande—(le territoire comprend les îles Fidji et le Samoa occidental.)	C. B. Birkett, commissaire du commerce suppléant. Adresse postale—c.p. 33, Auckland. Bureau—Yorkshire House, rue Shortland, Auckland.
Panama—(le territoire comprend la Zone du Canal, le Venezuela, la Colombie, le Nicaragua, Costa Rica et les Antilles néerlandaises.)	H. W. Brighton. Adresse postale—c.p. 222, Panama. Bureau—98 avenue Centrale, Panama.
Pérou—(le territoire comprend l'Equateur).....	W. G. Stark, commissaire du commerce suppléant. Adresse postale—Casilia 1212, Lima. Bureau—Edificio Boza, Carabaya 831, Plaza San Martin, Lima.
Afrique du Sud—	
Le Cap (le territoire comprend la province du Cap et l'Afrique Sud-Ouest, Natal, Tanganyika, Kénia, Ouganda, Maurice, Angola et Madagascar.)	J. C. Macgillivray. Adresse postale—c.p. 683, Le Cap. Bureau—Nouveaux immeubles South African Mutual, 21 rue du Parlement, Le Cap. Ad. tél.—Cantracom.
Johannesburg (le territoire comprend le Transvaal, l'Etat Libre d'Orange, les Rhodesias, la Mozambique ou Afrique orientale portugaise, le Nyassaland et le Congo belge.)	H. L. Brown, commissaire du commerce suppléant. Adresse postale—c.p. 715, Johannesburg. Bureau—Edifices Mutual, rue Harrison, Johannesburg. Ad. tél.—Cantracom.
Royaume-Uni—	
Londres.....	Frederic Hudd, Commissaire en chef du Commerce au Royaume-Uni, Canada House, Trafalgar Square, S.W. 1. Ad. tél.—Sleighing, Londres.
Londres (le territoire comprend les Home Counties, les comtés du sud-est et Anglia-est; aussi l'Afrique occidentale britannique.)	J. A. Langley, Canada House, Trafalgar Square, S.W. 1. Ad. tél.—Sleighing, Londres.
Londres.....	W. B. Gernall, commissaire du commerce des fruits, Canada House, Trafalgar Square, S.W. 1. Ad. tél.—Canfrucom.
Londres.....	G. R. Paterson, commissaire du commerce des produits animaux, Canada House, Trafalgar Square, S.W. 1. Ad. tél.—Agrilson.
Liverpool (le territoire comprend le nord de l'Angleterre, les Midlands du nord et le Pays de Galles du nord.)	A. E. Bryan, Martins Bank Building, rue Water, Liverpool.
Bristol (le territoire comprend l'ouest de l'Angleterre, le Pays de Galles du sud et les Midlands du sud.)	James Cormack, Northcliffe House, avenue Colston, Bristol.
Glasgow (le territoire embrasse toute l'Ecosse)..	G. B. Johnson, 200 rue St. Vincent, Glasgow. Ad. tél.—Cantracom.
Etats-Unis—	
Washington.....	H. A. Scott, attaché commercial. Bureau—Légation canadienne, Washington.
Chicago (le territoire comprend les Etats du centre des Etats-Unis.)	M. B. Palmer, Edifice Tribune Tower, 435 nord avenue Michigan, Chicago.
Los Angeles (le territoire comprend les Etats de l'Ouest central et de l'Ouest des Etats-Unis.)	J. C. Britton, commissaire du commerce suppléant, Edifice Associated Realty, 510 ouest, Sixième rue, Los Angeles.
New York (ville) (le territoire comprend les Bermudes.)	D. C. Cole, Edifice British Empire, Rockefeller Centre, ville de New York. Ad. tél.—Cantracom.

Bulletin des Renseignements Commerciaux.—Le Bulletin des Renseignements Commerciaux, contenant les rapports des commissaires du Commerce et autres informations relatives au commerce d'exportation, est publié toutes les semaines en français et en anglais par le Ministère du Commerce. L'abonnement est de $1 par année au Canada et de $3·50 à l'étranger. De temps à autre, des études spéciales sur différents aspects du commerce d'exportation du Canada sont publiées à titre de supplément.

Section 3.—La guerre et ses relations avec le contrôle d'Etat sur le commerce extérieur*

Pour que ce chapitre de l'Annuaire puisse apporter une explication plus complète des influences exercées par la présente réorientation du commerce et dont les tableaux statistiques n'indiquent que les résultats, des paragraphes spéciaux ont été préparés décrivant les divers contrôles invoqués subordonnément à des lois telles que la loi de la conservation du change en temps de guerre, aux règlements concernant le commerce avec l'ennemi, etc. Etudiés à la lumière des détails contenus dans la section portant sur les relations tarifaires du Canada avec les autres pays, ces paragraphes donneront au lecteur une idée plus complète de l'organisation établie par le Gouvernement pour parer aux circonstances spéciales créées par la guerre.

Sous-section 1.—Restrictions canadiennes de temps de guerre

Règlements sur le commerce avec l'ennemi.—Les "Règlements concernant le commerce avec l'ennemi (1939)" ont été mis en vigueur par Ordre en Conseil (C.P. 2512) le 5 septembre 1939, subordonnément à et en vertu de la loi des mesures de guerre (S.R.C. 1927, c. 206). Ces règlements, tels que modifiés, ont été remplacés par les "Règlements codifiés concernant le commerce avec l'ennemi (1939)", tel que décrété par l'Ordre en Conseil C.P. 3959 du 21 août 1940. En outre, ils ont été légèrement modifiés par la suite en vertu des Ordres en Conseil C.P. 5353 du 3 octobre 1940 et C.P. 9797 du 16 décembre 1941. Les règlements définissent les conditions régissant les biens ennemis et les sujets connexes.

A la suite de l'occupation par un Etat ennemi, ou en raison d'hostilités réelles ou appréhendées, les pays suivants ont été assujettis aux dispositions des Règlements sur le commerce avec l'ennemi: Pologne, Slovaquie, Bohème et Moravie (2 septembre 1939); Danemark et Norvège (9 avril 1940); Pays-Bas, Belgique et Luxembourg (10 mai 1940); France continentale, Maroc français, Corse, Algérie et Tunisie (21 juin 1940); îles de la Manche (1er juillet 1940); Roumanie (12 octobre 1940); Bulgarie et Hongrie (1er mars 1941); Yougoslavie (15 avril 1941).

La zone de guerre s'élargissant, divers autres territoires sont tombés sous les règlements sur le commerce avec l'ennemi et subséquemment sous le contrôle du Séquestre des biens ennemis. Ces règlements ont été appliqués à la Grèce, le 1er mais 1941; à la Somalie française, le 27 mai; à la Syrie et au Liban le 27 mai et levés le 15 septembre; à l'Estonie, la Lettonie et la Finlande le 2 août. Le 7 décembre 1941 la guerre a été déclarée à la Hongrie, la Roumanie et la Finlande. Une proclamation déclarant l'existence de l'état de guerre avec le Japon à compter du 7 décembre a été publiée le 8 décembre. Les Règlements sur le commerce avec l'ennemi ont été appliqués à minuit le 6 décembre au Japon, à Karafuto, à la Corée, à la Mandchourie,

* La matière de cette section a été préparée en collaboration par W. Gilchrist, chef, Division des Tarifs étrangers, Ministère du Commerce; W. P. J. O'Meara, C.R., B.A., sous-secrétaire d'Etat adjoint; G. R. Heasman, B.Com., chef de la Branche des Permis d'Exportation, Ministère du Commerce, et L. F. Jackson, commissaire adjoint des Douanes, Ministère du Revenu National.

au territoire à bail de Kouan-Toung, à Formose, aux îles japonaises sous mandat, à la partie de la Chine occupée par les Japonais, y compris toute la côte chinoise, à l'Indochine, aux concessions internationale et française à Shanghai et à tout autre territoire occupé dans le moment par le Japon. A la suite de nouveaux incidents, les Règlements sur le commerce avec l'ennemi ont été étendus au Thaïland le 22 décembre 1941; à Hong Kong le 24 décembre 1941; aux Iles Philippines le 14 janvier 1942; à Singapour et à la péninsule de Malaisie le 15 février 1942 et aux Indes néerlandaise le 7 mars 1942.

Les Règlements définissent les expressions "ennemis" et "territoires ennemis". Les *tentatives* de commercer avec l'ennemi, de même que les *propositions ou les ententes* commerciales tombent sous l'interdiction générale d'un tel commerce. Les autres infractions prévues par les Règlements sont: négocier la propriété des ennemis dans le but de permettre à ceux-ci d'obtenir de l'argent ou du crédit; aider ou encourager toute personne domiciliée au Canada ou non à faire un tel négoce des biens ennemis; acquitter sciemment toute dette, billet promissoire ou effet de commerce ennemis ou acheter de la monnaie ennemie.

Les peines imposées pour commerce ou tentative de commerce avec l'ennemi sont très sévères: sur condamnation sommaire, elles vont jusqu'à 12 mois d'emprisonnement ou à une amende ne dépassant pas $2,000 ou à l'amende et l'emprisonnement; et sur condamnation par voie de mise en accusation, jusqu'à 5 ans d'emprisonnement ou à une amende ne dépassant pas $5,000, ou à l'amende et l'emprisonnement. Les infractions aux règlements autres que ceux régissant le commerce réel ou les tentatives de commerce avec l'ennemi sont passibles d'une amende n'excédant pas $500 ou 6 mois d'emprisonnement ou des deux peines de l'amende et de l'emprisonnement.

En plus de la cessation effective de tout commerce avec l'ennemi, le commerce extérieur est affecté directement par la séquestration des biens ennemis dont une grande partie est probablement détenue pour fins commerciales. Le Secrétaire d'Etat est le Séquestre des biens ennemis et ces biens, que l'existence en soit connue ou non, lui sont confiés en vertu des Règlements, lesquels confèrent au Séquestre tous les droits dont jouissaient les ennemis eux-mêmes sur ces biens, y compris la faculté d'en disposer de telle manière qu'à sa seule discrétion il pourra juger.

L'expression "biens ennemis" s'étend à des item tels que dividendes et intérêts, assurances et legs payables à ces ennemis.

Contrôle des exportations canadiennes au moyen de permis d'exportation.—A l'heure actuelle toutes les exportations du Canada tombent sous une forme quelconque de contrôle, soit en raison de leur destination, soit en raison de la situation des approvisionnements. Plusieurs produits ont été placés sous le contrôle des exportations afin que la liste canadienne soit aussi conforme que possible à celle des produits qui tombent sous un contrôle identique aux Etats-Unis et, partant, que le Canada ne serve pas de 'porte de derrière' pour des produits qui peuvent être exportés librement des Etats-Unis au Canada. Le développement de ce système de contrôle s'opère d'après les principes suivants.

L'exportation d'armes, de munitions et de fournitures de guerre du Canada a été interdite en 1937 sans un permis d'exportation émanant du Ministre du Revenu National. Au début de la guerre, de nombreux ordres en conseil furent adoptés prohibant l'exportation de certains produits sans permis. Par la suite, à mesure que la guerre progressait, un grand nombre d'autres produits furent assujettis au contrôle des exportations et ne purent plus quitter nos rives sans un permis d'exportation émis par certaines commissions ou certains administrateurs ou contrôleurs

spécifiés. Cette multiplicité d'organismes d'Etat émettant des permis d'exportation créa de bonne heure en 1941 une situation pour le moins embrouillante pour les exportateurs.

En conséquence, le 8 avril 1841, le Gouvernement décréta, par l'Ordre en Conseil C.P. 2448, l'établissement d'une Branche des Permis d'Exportation afin de centraliser sous une seule autorité la responsabilité de l'émission de ces permis. Il réunit aussi en une seule liste tous les produits déjà sous le contrôle des exportations en vertu d'Ordres en Conseil. Les marchandises furent groupées d'après la classification du Bureau de la Statistique et un nouveau groupe, défini par l'Ordre en Conseil C.P. 1838 du 30 juillet 1937 et limité aux armes, munitions, fournitures et armements de guerre, a été ajouté. Comme le Ministre du Commerce est le principal responsable de l'expansion du commerce d'exportation du Canada en même temps que le principal intéressé à cette expansion, le Gouvernement décida en outre de lui adjoindre la nouvelle branche. Conséquemment, le 5 mai 1941, le Ministère du Commerce devint le seul organisme responsable du contrôle des exportations. Il fut établi cependant, dans l'Ordre en Conseil créant cette nouvelle branche, qu'avant d'émettre, au nom du Ministre du Commerce, un permis d'exportation, la Branche des Permis d'Exportation doit consulter et obtenir l'avis d'un représentant responsable de la Commission, du conseil ou de l'administrateur, contrôleur ou régisseur désigné pour s'occuper du produit déterminé au sujet duquel est sollicité un permis d'exportation.

Les demandes de permis d'exportation, une fois parvenues à la Branche des Permis d'Exportation, sont examinées par les contrôleurs ou administrateurs attachés spécialement à des ministères spécifiques du Gouvernement ou dont les fonctions sont de veiller à la conservation des stocks d'un produit en particulier ou des produits en général. Les contrôleurs ne considèrent ces demandes qu'à la lumières des propres besoins de guerre du Canada et de ceux de ses alliés. Bien que dans le cas de plusieurs métaux le Canada puisse disposer de surplus, il y a insuffisamment de la plupart des métaux lorsqu'il s'agit des besoins de tous les pays alliés. Il faut étudier non moins sérieusement les besoins civils du Canada de même que ceux des industries essentielles à l'économie des pays de l'Empire Britannique et des nations amies. Certains produits tels que le bacon et le fromage sont conservés afin de pouvoir remplir nos engagements envers le Royaume-Uni, tandis que d'autres fournitures, telles que les provendes animales, doivent être conservées afin qu'il y en ait suffisamment pour l'alimentation des porcs et la fabrication des produits laitiers nécessaires au Royaume-Uni. Finalement, il faut vérifier que le destinataire, s'il réside dans un pays étranger, ne figure pas aux listes de personnes avec qui il est défendu de faire commerce. Demande doit être faite à deux ou même trois autorités avant que le permis puisse finalement être accordé.

Pour mieux coordonner la ligne de conduite dans les questions de guerre économique et dans les relations commerciales normales entre les nations, il est pourvu à l'article 10 de l'Ordre en Conseil C.P. 2448 que la Branche des Permis d'Exportation doit prendre l'avis du Comité consultatif de politique économique quant aux principes à suivre pour accorder ou refuser les permis ou à l'égard de toutes recommandations ou propositions concernant une ligne de conduite.

Le 27 novembre 1941, par l'Ordre en Conseil C.P. 9269 cette disposition a pris effet par l'établissement d'un Comité consultatif sur le contrôle des exportations. Il a été jugé opportun d'instituer aussi un sous-comité exécutif du Comité consultatif pour étudier les demandes de permis d'exportation conformément à la politique du Gouvernement. L'Ordre en Conseil C.P. 9269 pourvoit à ce que le sous-comité

exécutif soit présidé par un président qui sera exempté de toute autre fonction officielle et libre de consacrer tout son temps à cette charge. Les autres membres du sous-comité exécutif sont des représentants de la Commission de contrôle des industries en temps de guerre, de la Commission de contrôle du change étranger, de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, du Ministère du Commerce et du Ministère des Affaires Extérieures. Ce Comité exécutif agit aussi en qualité de Commission de revision dans les cas où les permis d'exportation ont été refusés.

Contrôle des importations.—*Restrictions.*—L'impossibilité pour le Canada de convertir en dollars américains ses surplus de sterling a causé une grande rareté d'espèces sonnantes au début de la guerre. Il fallut en conséquence limiter l'importation de marchandises non essentielles des Etats-Unis et autres pays ne faisant pas partie de l'Empire et encourager davantage les importations des pays sterling. La taxe de guerre sur le change (25 juin 1940) frappe d'une taxe de 10 p.c. sur la valeur imposable toutes les marchandises importées de pays ne faisant pas partie de l'Empire, et la loi sur la conservation du change en temps de guerre (2 décembre 1940) interdit l'importation d'une longue liste de marchandises de consommation tenues pour non essentielles ou qui pourraient être obtenues de régions sterling en volume suffisant pour les besoins essentiels. De plus, certains autres produits (principalement les fèves de cacao, les bananes, les arachides, le tabac naturel, le pétrole, les machines commerciales, les camions, les autobus, le bois dur, la fourrure brute et la soie) sont sujets au permis d'importation subordonnément à la même loi. A ces mesures sont venues s'ajouter des taxes d'accise élevées sur plusieurs des marchandises de consommation déjà visées (automobiles, radios, réfrigérateurs, etc.) dans le but principalement d'en décourager la fabrication au Canada à un moment où les importations en sont interdites ou limitées.

Le principe sur lequel reposent ces restrictions veut que la production de guerre soit facilitée plutôt qu'embarrassée par les mesures de contrôle adoptées. Les fonctionnaires du Ministère du Revenu National, qui voient à l'application de la loi de la conservation du change en temps de guerre, se tiennent en relation étroite avec les contrôleurs et les administrateurs en ce qui concerne les marchandises qu'il faut importer. L'importation de certains produits (laine, sucre, etc.) a été spécifiquement placée sous le contrôle des administrateurs et dans le cas des machines-outils et de certains matériaux stratégiques (soie, caoutchouc, etc.) les importations se font en majeure partie par l'entremise de compagnies d'Etat. Finalement, parmi les autres aspects importants des restrictions de temps de guerre sur les importations il y a la généralisation croissante des systèmes de priorités au Canada et aux Etats-Unis et l'énoncé récent des priorités d'expédition pour les importations afin de réserver les cales déjà insuffisantes pour les marchandises les plus essentielles.

Subventions et ajustements tarifaires.—La loi de la conservation du change en temps de guerre facilite les importations du Royaume-Uni. Les droits sur les cotons, les soies artificielles et certaines autres marchandises en provenance du Royaume-Uni ont été abolis et (le 30 avril 1941) les importations en provenance de ce pays bénéficient d'un rabais de 25 p.c. sur le tarif préférentiel britannique sur les lainages et les chaussures et de 50 p.c. sur la plupart des autres marchandises, sauf les liqueurs. Ces ajustements tarifaires tendent à équilibrer les restrictions qui pèsent sur certaines importations en provenance des Etats-Unis et à aider les importateurs britanniques à se tirer des désavantages d'une hausse des frais de production et de transport; en même temps, ils permettent au Canada d'utiliser une partie de son surplus de sterling. Le plafonnement des prix de détail, le 1er décembre 1941, a

nécessité le recours à d'autres mesures du même genre afin d'assurer l'écoulement régulier des marchandises essentielles importées pour être vendues au Canada.

La Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre a garanti aux importateurs que, là où la chose sera nécessaire en raison de la hausse des prix à l'étranger, une aide leur serait accordée soit directement au moyen de subventions obtenues de la Corporation de la stabilisation des prix des denrées, soit indirectement par un abaissement des droits et des taxes sur les marchandises importées, de sorte que le plafond des prix pourra être maintenu. Comme mesures préliminaires, le 22 décembre 1941, tous les droits spéciaux ou de dumping sur les marchandises importées (sauf les fruits et les légumes frais) furent abolis, et le Ministre du Revenu National fut autorisé par Ordre en Conseil à accepter le prix de vente d'exportation comme base d'estimation pour fins douanières dans le cas des denrées recommandées comme devant recevoir un tel traitement de la part de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre avec l'approbation du Ministre des Finances. De plus, le 20 janvier 1942, en vertu d'un Ordre en Conseil, il est décrété que dans le calcul de la valeur douanière il ne sera pas tenu compte des droits d'importation et d'accise imposés dans les pays d'où le Canada importe des marchandises.

Le principe général à la base de toutes les dispositions relatives aux subventions pour les importations est que les marchandises de consommation importées ne devront pas coûter plus cher que de raison à l'importateur en raison du plafonnement des prix. Les importations de fournitures de guerre sont naturellement exemptes du plafonnement et du contrôle du prix des importations.

Sous-section 2.—Restrictions impériales et étrangères sur les importations en ce qu'elles affectent les exportations canadiennes

Le commerce d'exportation du Canada est naturellement affecté par les restrictions imposées aux importations dans les pays de l'Empire et autres avec lesquels le Canada fait des échanges commerciaux et, afin de faire voir les deux côtés de la médaille, l'exposé suivant a été préparé de ces permis d'importation, prohibitions et restrictions sur les échanges en ce qu'ils peuvent influer sur notre commerce d'exportation.

PAYS DE L'EMPIRE

Royaume-Uni.—Les restrictions imposées en septembre 1939 au Royaume-Uni afin de conserver les balances de change ont été étendues à l'occasion et au mois de juin 1940 presque toutes les denrées étaient sujettes au permis d'importation. Au cours de 1941, plus de 90,000 permis d'importation ont été émis et un nombre encore plus considérable de demandes de permis ont été étudiées par le département des permis d'importation du Board of Trade. Au cours des deux années 1940 et 1941, en dehors de quelques cargaisons détournées vers le Royaume-Uni lorsque les pays d'Europe furent envahis par l'Allemagne, le Royaume-Uni n'a importé aucunes marchandises telles que des jouets, de la verrerie de ménage, de la poterie, des aspirateurs, des réfrigérateurs, des chaussures en cuir, de la machinerie d'imprimerie et d'industrie textile, des préparations de toilette, des meubles, des véhicules-moteur et autres articles d'usage courant de même qu'un grand nombre de produits alimentaires de consommation courante avant la guerre.

Australie.—L'Australie a adopté un système de permis d'importation le 1er décembre 1939 afin de contrôler les importations en provenance de pays non sterling. Le 8 décembre 1941, ce système fut étendu aux articles de luxe et non essentiels en provenance de la zone sterling (sauf la Nouvelle-Zélande). A la fin de 1941, sur

2,250 articles, 1,250 étaient dans une catégorie ne pouvant être importés d'aucun pays. Un certain nombre d'articles sont traités selon les mérites de chaque demande de permis. Les autres sont admis jusqu'à concurrence de 25 p.c. et au-dessus des importations de marchandises semblables en Australie au cours de l'année terminée le 30 juin 1939.

Nouvelle-Zélande.—Une liste publiée en Nouvelle-Zélande le 23 juillet 1941 en vue du contrôle des importations en 1942 fait voir que l'importation est interdite de 328 postes tarifaires; que 80 postes sont admissibles du Royaume-Uni et des colonies de la Couronne; 57 seulement admissibles des pays britanniques et 176 de toutes sources. Ces importations permises sont sujettes en majeure partie à une réduction de 50 p.c. en valeur comparativement aux valeurs autorisées en 1940. Cent cinquante-deux postes restent sujets aux mérites des demandes particulières de permis d'importation.

Union Sud-Africaine.—Le 15 septembre 1941, les importations en provenance de pays non sterling ont été assujetties à un permis émanant de la nouvelle Commission de contrôle des importations et des exportations. En même temps, 40 des 335 postes du tarif ont été placés en entier ou en partie dans une catégorie pour laquelle aucun permis ne serait accordé. Les marchandises interdites comprennent les produits alimentaires manufacturés, le whisky, les tabacs, les préparations de toilette; les jouets, les fourrures, la bijouterie, les instruments de musique, les tondeuses de gazon, les aspirateurs, les sacoches de dames et divers autres articles considérés comme articles de luxe. Les importations totales de telles marchandises en provenance du Canada en 1939 se sont élevées à £61,269.

Rhodesias du Sud et du Nord.—La Rhodesia du Sud a imposé des restrictions aux échanges non impériaux de bonne heure en 1941 et, le 1er janvier 1942, les importations de toutes sources ont été assujetties à un permis d'importation. Toutes les marchandises entrant en Rhodesia du Nord ont été soumises à un permis d'importation le 3 mai 1941. Plusieurs furent admises de la zone sterling moyennant un permis général, et certaines furent admises de tous les pays, mais depuis le 24 octobre 1941 les importations en provenance du Canada, sauf une douzaine d'articles environ, nécessitent des permis individuels.

Inde.—Le 20 mai 1940, le Gouvernement de l'Inde a placé les marchandises de 68 postes tarifaires sous la nécessité d'un permis d'importation émanant du Contrôleur du commerce d'importation. La plupart de ces marchandises, quand elles sont de sources impériales, sont admises sous permis général libre. Le contrôle des exportations a été étendu occasionnellement. Telle que codifiées le 23 août 1941, les listes de marchandises limitées ou prohibées contenaient 247 item. Les restrictions sur les importations en provenance du Royaume-Uni et d'autres territoires sterling ont été presque totalement abolies par l'émission de permis généraux libres. De même, en ce qui concerne les importations du Canada, elles ont été élargies jusqu'à un certain point.

Empire colonial.—Une circulaire datée du 5 juin 1941, adressée par le Secrétaire d'Etat pour les Colonies à Londres aux gouvernements coloniaux, demande plus de restrictions sur les importations, surtout en ce qui concerne les marchandises non essentielles. Un effort tenté lors d'une conférence des Antilles britanniques en août 1941 pour uniformiser la politique de permis d'importation des différentes îles a été suivi de diverses ordonnances relatives au contrôle des importations, lesquelles contenaient des listes plus spécifiques des marchandises considérées comme non essentielles.

PAYS ÉTRANGERS

Quelques pays de l'Amérique du Sud, au moyen du contrôle du change, accordent un traitement de préférence en fournissant les moyens de payer pour les catégories de marchandises dont le pays considère l'importation la plus nécessaire. Les importations des pays sterling et des états voisins sont favorisées en vertu des règlements du change argentin. Les articles considérés comme "premières nécessités" en provenance du Canada et des Etats-Unis peuvent être payés à un taux aussi bas que 3·73 pesos argentins au dollar américain. Sur les articles de "deuxième nécessité" et certaines marchandises soumises à des contingentements, le taux du change est d'environ 4·23 pesos. Les automobiles, les instruments agricoles et quelques autres articles sont dans une catégorie d'importations sujette aux exportations correspondantes de l'Argentine à l'Amérique du Nord et dont le paiement peut être fait à raison de 4·50 pesos au dollar. Pour plusieurs articles, le change est mis aux enchères et coûte environ 4·95 pesos au dollar. Certaines marchandises sont placées dans une catégorie prohibée. Le 26 mai 1941, la Commission du Contrôle du change au Chili a autorisé l'importation d'une liste de marchandises essentielles au taux de 25 pesos au dollar comparativement au taux normal de 31 pesos. Un décret de la Colombie, en date du 8 avril 1940, établit un taux "officiel" ou comparativement bas lorsque les marchandises sont considérées de première nécessité. Trois autres catégories de marchandises sont établies par ordre de nécessité et le change pour les payer est émis à des primes différentes au-dessus du taux officiel. Le 29 mars 1941, le Venezuela établit deux groupes de commodités pour lesquels le change nécessaire à leur importation a été fixé à un taux "contrôlé" ou favorable, et un troisième à un "taux libre", lequel coûte 12 p.c. de plus. En vertu du contrôle du change tel que rétabli dans l'Equateur le 3 juin 1940, un permis d'importation est émis basé sur le capital et le volume antérieur de commerce de chaque importateur et, le 17 juillet 1941, il fut annoncé que les permis seraient limités aux articles indispensables tels que la farine, le saindoux, le papier à journal, les autocamions, le ciment, les drogues et certaines autres marchandises d'usage ordinaire. L'Uruguay permet des contingentements mensuels de change à des pays en particulier et dont le montant est basé sur les exportations réciproques de l'Uruguay. Au Brésil, le contrôle des importations n'est pas sévère en raison des grandes réserves de change étranger. Le Mexique et le Pérou n'ont pas adopté de mesures pour contrôler le change.

PARTIE II.—STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES*

D'importants changements ont été apportés, dans la présente édition de l'Annuaire comparativement aux éditions antérieures à 1941, dans la disposition de la matière relative au commerce des marchandises. Les tableaux statistiques sont maintenant distribués dans le texte explicatif et analytique. Le résumé principal et les statistiques détaillées ont été établis d'après l'année civile pour la première fois en 1939 et les chiffres comparatifs de certaines périodes ont été reportés. On a tenté de maintenir la continuité des chiffres des éditions antérieures malgré l'absence de comparabilité qu'entraîne le changement de l'année fiscale à l'année civile. Les exportations d'or non monétaire qui figuraient autrefois dans toutes les statistiques des exportations en sont maintenant exclues, tel qu'il est expliqué en détail aux pp. 449–450.

* Les statistiques ont été revisées sous la direction de L. A. Kane, chef, Branche du Commerce Extérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche publie le rapport annuel sur le Commerce du Canada et le Rapport Préliminaire condensé sur le commerce du Canada (annuel). Pour liste complète des publications de cette branche, voir chapitre XXVIII, section I, sous l'en-tête "Commerce extérieur".

La déclaration de la guerre en septembre n'a pas sensiblement modifié les chiffres du commerce de 1939, mais il n'en faut pas ignorer les répercussions dans toute analyse du commerce avec les pays d'Europe entraînés dans le conflit.

Explications générales sur la statistique du commerce canadien.—Les statistiques du commerce extérieur sont obtenues au moyen de l'enregistrement du mouvement physique des marchandises vers et de l'étranger par les frontières ou les ports océaniques et de leur évaluation au moment du mouvement. Elles ne peuvent tenir compte des transactions financières compliquées qu'entraîne ce mouvement et qui peuvent se produire avant ou après l'expédition effective (bien que dans le calcul de la balance des paiements internationaux, comme dans la Partie III de ce chapitre, ces transactions soient les seules considérées). Certains problèmes de procédure se présentent dans l'établissement des statistiques des échanges commerciaux. Il convient de les expliquer.

Pour interpréter correctement les statistiques du commerce extérieur, il est nécessaire de se rappeler les définitions et explications des termes qui suivent, aussi bien que certaines discordances qui exigent des ajustements correspondant aux statistiques du commerce extérieur, si l'on veut déterminer exactement la position commerciale du Canada par rapport au total des échanges internationaux.

Quantité et valeur.—Dans les tableaux des importations et exportations, le volume et la valeur sont basés sur les déclarations des importateurs et des exportateurs (documents d'importation et d'exportation) subséquemment vérifiées par les fonctionnaires des douanes.

Importations: Evaluation.—"Importations" signifie "importations pour consommation". "Entrées pour la consommation" ne signifie pas que ces marchandises sont nécessairement consommées au Canada, mais qu'elles ont été livrées à l'importateur qui a payé les droits des marchandises imposables.

D'après les principales dispositions de la loi, la valeur des marchandises importées est leur valeur marchande ou prix raisonnables quand elles sont vendues pour consommation domestique sur les principaux marchés du pays d'où elles viennent, au moment de leur exportation directe au Canada. Cette valeur ne doit pas être inférieure aux prix faits généralement aux intermédiaires et aux marchands de gros, ni être inférieure au coût réel de production des marchandises lors de l'expédition, plus une marge raisonnable pour le prix de vente et le profit. (Voir articles 35 à 45 de la loi des douanes.) En vertu de ces dispositions et de leurs modifications, les évaluations de certaines importations sont arbitraires et diffèrent de celles d'après lesquelles les paiements sont faits.

Dans les entrées des Douanes, la valeur de la devise du pays exportateur est convertie en devise canadienne au taux du change, tel que reconnu par la loi et les ordres en conseil. (Voir article 55 de la loi des douanes et les ordres en conseil sur l'évaluation du numéraire.) Les discordances attribuables aux fluctuations des cours du change des devises étrangères sont étudiées plus amplement plus bas sous l'en-tête: "Discordances entre les statistiques commerciales du Canada et celles d'autres pays."

Exportations canadiennes: Evaluation.—Les exportations de "produits canadiens" embrassent les produits du sol ou des manufactures du Canada, aussi les produits d'origine étrangère qui ont été modifiés dans leur forme ou leur valeur par l'industrie canadienne, comme le sucre raffiné au Canada après y avoir été importé à l'état brut, l'aluminium récupéré de minerai importé et les articles construits ou fabriqués avec des matériaux importés. La valeur des produits canadiens exportés

est leur valeur réelle ou leur valeur au moment de leur exportation aux points du Canada d'où ils sont expédiés.

Réexportations: Evaluation.—Les "produits étrangers" exportés englobent toutes les marchandises réexportées après avoir été importées (entrées pour la consommation domestique). La valeur de ces marchandises est le coût réel.

Attribution du commerce aux pays étrangers.—Les importations sont attribuées aux pays d'où elles ont été consignées au Canada. Les pays de consignation sont les pays d'où viennent les marchandises, sans autre interruption de transit que les transbordements inéluctables. Les pays d'où les marchandises sont consignées ne sont pas nécessairement les pays d'origine, car les marchandises produites dans un certain pays peuvent avoir été achetées par une firme d'un autre pays, d'où elles peuvent être expédiées au Canada après une période plus ou moins longue. Dans ce cas, l'attribution de ces marchandises est faite au second pays, considéré comme pays de consignation. Il en sera ainsi, par exemple, du thé récolté en Orient mais acheté sur le marché de Londres, Angleterre; les statistiques canadiennes considèrent ce thé comme importé du Royaume-Uni.

Les exportations sont attribuées au pays de l'ultime destination, c'est-à-dire le pays auquel elles sont consignées, même si ce pays ne possède pas de port de mer. Le pays d'ultime destination est le pays que les marchandises exportées du Canada doivent finalement atteindre sans interruption de transit autre que les transbordements inéluctables.

Discordances entre les statistiques commerciales du Canada et celles d'autres pays.—Les statistiques des exportations canadiennes concordent rarement avec celles des importations de ses clients, et des différences semblables se constatent au sujet des importations canadiennes. Plusieurs facteurs contribuent à ces discordances parmi lesquelles sont les suivantes:—

(1) Différences dans la base d'évaluation au Canada et celle d'autres pays.

La récente période d'équilibre instable des devises a introduit un nouvel élément de distinction dans les évaluations. Ainsi les importations du Royaume-Uni ont été évaluées depuis toujours à $4·86⅔ par livre sterling, quoique depuis le 21 septembre 1931 la livre sterling se fût maintenue au-dessous de ce chiffre durant deux ans, tombant jusqu'à $3·70; la valeur réelle des importations du Royaume-Uni se trouvait donc fortement exagérée. Plus récemment lorsque la valeur d'échange de la livre remonta au-dessus du pair, les importations du Royaume-Uni se trouvèrent de même sous-évaluées. La perturbation dans les niveaux du change des autres pays a conduit à de semblables inexactitudes et à l'attribution de valeurs arbitraires à leurs devises, comme dans le cas des importations du Japon.

De 1920 au 31 mars 1935 il existait une autre discordance, dans l'évaluation des importations du Royaume-Uni, au sujet des spiritueux qui constituent un item important de nos importations de ce pays. L'évaluation des importations canadiennes de spiritueux du Royaume-Uni durant cette période comprend la taxe d'accise britannique en plus de la valeur d'exportation britannique, soit une majoration de plus de $200,000,000 au cours de la période 1920–1934. Depuis le 1er avril 1935, l'évaluation ne comprend pas le droit d'accise.

(2) Même là où les statistiques couvrent exactement la même période, certaines quantités de marchandises se trouvent en transit au commencement ou à la fin de la période et ne sont plus dans le pays exportateur ou importateur.

(3) Les plus grandes discordances, cependant, proviennent de l'impossibilité de déterminer le pays de destination ultime des exportations ou le pays d'origine réel des importations. Une proportion considérable des exportations canadiennes sur les pays d'outre-mer (14·4 p.c. en 1940) est expédiée par les ports des Etats-Unis. Une partie en est créditée aux Etats-Unis par des pays importateurs. Par exemple, les exportations canadiennes de céréales passent souvent, en régie, par les Etats-Unis. La plus grande partie de ce grain part du Canada en consignation pour le Royaume-Uni, mais de grandes quantités sont plus tard détournées vers l'Europe continentale ou d'autres pays et une certaine quantité est dédouanée aux Etats-Unis pour consommation dans ce pays. Ainsi, les registres canadiens d'exportations au Royaume-Uni peuvent donner $100,000,000 ou plus de marchandises canadiennes reçues par le Royaume-Uni, alors qu'il y a déficit d'une somme correspondante aux exportations déclarées comme allant à d'autres pays d'outre-mer; de même, beaucoup de grain des Etats-Unis passe en transit par le Canada pour être expédié de Montréal, de sorte que les autres pays l'indiquent fréquemment comme importation du Canada tandis qu'aux Etats-Unis il est inscrit comme exporté au Canada. Comme il est dit plus haut, les achats de marchandises en régie en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et en France sont inclus dans les importations que le Canada fait de ces pays, mais ne sont pas compris par ces pays dans leurs exportations au Canada.

Pour étude plus détaillée de ce sujet, voir pp. 31–38 du Rapport Préliminaire condensée sur le commerce du Canada, 1939, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Classement de l'or dans les statistiques du commerce.—Les exportations d'or, dans les statistiques du commerce canadien, se répartissent entre l'or monétaire et l'or non monétaire. Les exportations d'or monétaire sont celles qui déterminent une diminution correspondante dans les réserves d'or monétaire du Dominion. Toutes les autres exportations d'or (désigné comme non monétaire) sont indiquées comme de la marchandise et sont comprises dans les exportations totales de marchandises.

Le fait que l'or est un métal monétaire lui confère certains attributs particuliers qui le distinguent des autres denrées. En particulier, le mouvement de l'or dans les échanges internationaux est presque exclusivement déterminé par des facteurs monétaires. La somme des exportations peut varier grandement d'un mois à l'autre en dehors de toute considération ordinaire d'échange ou de commerce. De plus, l'or est généralement acceptable. Il n'a pas à surmonter de barrières tarifaires et il est normalement assuré de trouver marché à prix relativement fixe.

Il faut noter aussi que l'or, dans le commerce international, ne se comporte pas en fonction directe ou normale des ventes et des achats. Il peut être acheté ou vendu à l'étranger sans passer la frontière dans un sens ou l'autre; les ventes ou les achats dans ces cas sont reconnus simplement en mettant de côté ou en affectant l'or dans les voutes de la banque centrale. Les statistiques du commerce ne portent que sur les mouvements physiques; les ventes ou achats d'or qui n'entraînent pas un mouvement réel sont plus proprement regardés comme item 'invisible' et il en est traité dans les états de la "Balance des paiements internationaux" à la Partie III, section 1, de ce chapitre. Les changements dans le stock d'or affecté de la Banque du Canada n'entrent pas, par conséquent, dans les statistiques du commerce.

La publication de statistiques sur les importations et exportations *brutes* d'or est suspendue temporairement depuis septembre 1939. Les statistiques du commerce pour les périodes antérieures à cette date sont revisées en conséquence, de façon à exclure l'or compris auparavant dans le total des exportations de marchandises.

Les statistiques sur les exportations *nettes* d'or non monétaire, y compris les changements des stocks d'or affecté, paraissent comme supplément des statistiques sur le commerce et sont données ci-dessous.

Les années précédentes, un tableau rétrospectif donnait le mouvement des monnaies et lingots chaque année depuis 1868. Ce tableau paraît à la page 540 de l'Annuaire de 1940. Depuis le commencement de la guerre en septembre 1939 il n'existe pas de renseignements sur le mouvement de l'or.

EXPORTATIONS NETTES D'OR NON MONÉTAIRE, 1937-41

Mois	1937	1938	1939	1940	1941
	$'000,000	$'000,000	$'000,000	$'000,000	$'000,000
Janvier	10·1	11·0	18·1	21·6	19·2
Février	10·8	11·2	12·9	12·4	14·7
Mars	16·3	17·6	15·5	16·2	19·7
Avril	10·3	9·3	10·6	18·0	14·3
Mai	10·3	14·3	15·9	16·9	16·1
Juin	13·5	11·5	17·2	15·1	18·4
Juillet	10·1	11·5	15·2	15·9	17·3
Août	12·3	16·6	9·0	17·6	12·6
Septembre	11·6	15·1	17·3	16·5	21·2
Octobre	11·3	15·5	22·8	18·9	17·4
Novembre	12·1	15·3	15·0	16·6	15·4
Décembre	16·4	11·6	14·9	17·3	17·4
Totaux	145·1	160·5	184·4	203·0	203·7

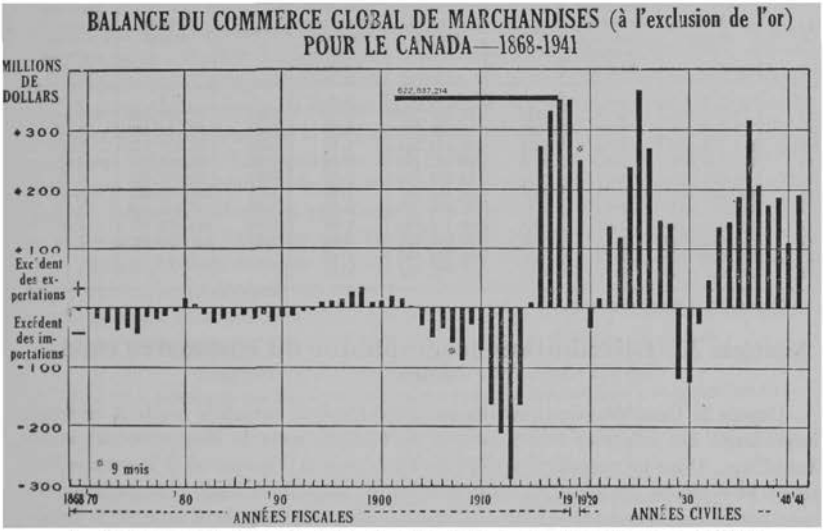
Section 1.—Statistiques historiques du commerce canadien

Dans les éditions antérieures de l'Annuaire, les chiffres des tableaux **1** et **2** sont donnés pour chaque année depuis la Confédération. Dans la présente édition les tableaux sont un peu réduits, mais les chiffres des années précédentes se trouvent dans les tableaux correspondants des éditions antérieures.

Nécessairement, on n'a pas pu sans difficultés maintenir comparables les statistiques de la période indiquée au tableau **1**; l'une des plus graves vient des différentes méthodes adoptées à l'égard des réexportations. Ainsi, la contraction apparente des exportations de produits étrangers depuis 1920 est due au changement de méthode statistique plutôt qu'à la diminution réelle de valeur ou de volume de ces exportations; à partir de 1920, les réexportations des entrepôts en régie n'entrent pas dans les statistiques du commerce canadien comme importations ou exportations. Les exportations de produits étrangers depuis 1920 comprennent donc des marchandises entrées précédemment comme importations pour la consommation domestique, qui sont débitées au compte du Canada au moment de leur importation et doivent être créditées au Canada lors de leur réexportation.

De 1868 à 1893, les importations au Canada dépassent les exportations chaque année à l'exception de 1880 et 1881. Les dix années suivantes, 1894–1903, les exportations dépassent les importations. Durant la grande période d'expansion de 1904 à 1914, les importations entrées pour la consommation dépassent les exportations globales de chaque année. C'est la période pendant laquelle le capital étranger est amené au pays pour édifier l'outillage productif canadien. Depuis lors, cependant, il y a un excédent annuel des exportations excepté en 1920, 1929, 1930 et 1931, alors que de forts mouvements de retour de fonds au Canada donnent un excédent d'importations.

Les statistiques du commerce extérieur contiennent de nombreuses autres séries de statistiques; mais, comme elles montrent l'histoire de certaines particularités comme le commerce avec le Royaume-Uni, les autres pays de l'Empire Britannique et les Etats-Unis, le commerce de certaines denrées ou groupes de denrées etc., elles paraissent dans d'autres sous-sections qui traitent de ces particularités du commerce.



1.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or) avec tous les pays, 1919-41

NOTA.—Les chiffres n'existent d'après l'année civile que depuis 1919; les chiffres des années fiscales 1868-1919 se trouvent aux pp. 538-539 de l'Annuaire de 1940.

Année	Importations			Exportations			Balance du commerce: Excédent d'exportations (+), d'importations (—)
	Imposables	En franchise	Totales	Produits canadiens	Produits étrangers	Totales	
	$	$	$	$	$	$	$
1919.....	607,458,191	333,555,422	941,013,613	1,235,958,483	53,834,766	1,289,793,249	+348,779,636
1920.....	890,847,353	446,073,668	1,336,921,021	1,268,014,533	30,147,672	1,298,162,205	— 38,758,816
1921.....	546,863,395	252,615,088	799,478,483	800,149,296	13,994,461	814,143,757	+ 14,665,274
1922.....	513,330,771	249,078,538	762,409,309	880,408,645	13,815,268	894,223,913	+131,814,604
1923.....	594,098,589	308,931,926	903,030,515	1,002,401,467	13,584,849	1,015,986,316	+112,955,801
1924.....	528,912,308	279,232,265	808,144,573	1,029,699,449	12,553,718	1,042,253,167	+234,108,594
1925.....	561,061,127	329,132,221	890,193,348	1,239,554,207	12,111,941	1,251,666,148	+361,472,800
1926.....	642,448,478	365,893,433	1,008,341,911	1,261,241,525	15,357,292	1,276,598,817	+268,256,906
1927.....	696,253,024	390,864,906	1,087,117,930	1,210,596,998	20,445,231	1,231,042,229	+143,924,299
1928.....	788,271,150	434,046,766	1,222,317,916	1,339,409,562	24,378,794	1,363,788,356	+141,470,440
1929.....	849,114,653	449,878,039	1,298,992,692	1,152,416,330	25,926,117	1,178,342,447	—120,650,245
1930.....	647,230,123	361,249,356	1,008,479,479	863,683,761	19,463,987	883,147,748	—125,331,731
1931.....	416,179,513	211,918,873	628,098,386	587,653,440	11,907,020	599,560,460	— 28,537,926
1932.....	288,425,260	164,188,997	452,6 4,257	489,883,112	8,030,485	497,913,597	+ 45,299,340
1933.....	235,195,782	166,018,529	401,214,311	529,449,529	6,034,260	535,483,789	+134,269,478
1934.....	295,566,101	217,903,396	513,469,497	649,314,236	6,991,992	656 306,228	+142,836,731
1935.....	306,913,652	243,400,899	550,314,551	724,977,459	12,958,420	737,935,879	+187,621,328
1936.....	350,903,936	284,286,908	635,190,844	937,824,933	12,684,319	950,509,252	+315,318,408
1937.....	436,327,558	372,568,767	808,896,325	997,366,918	14,754,862	1,012,121,780	+203,225,455
1938.....	379,095,355	298,355,999	677,451,354	837,583,917	11,100,216	848,684,133	+171,232,779
1939.....	427,470,633	323,584,901	751,055,534	924,926,104	10,995,609	935,921,713	+184,866,179
1940.....	582,934,898	499,015,821	1,081,950,719	1,178,954,420	14,263,172	1,193,217,592	+111,266,873
1941.....	732,791,033	716,000,617	1,448,791,650	1,621,003,175	19,451,366	1,640,454,541	+191,662,891

2.—Droits de douane perçus sur les importations et pourcentage des frais de perception aux recettes brutes, années fiscales 1911-41

NOTA.—Les chiffres de ce tableau indiquent la perception brute; le revenu net des douanes est beaucoup plus bas, à cause des drawbacks payés. Pour statistiques des revenus nets des douanes, voir le tableau historique du revenu, chapitre XXI, Finances Publiques. Les droits perçus sur les importations de 1868 à 1910 et les droits perçus sur les exportations de 1868 à 1892 sont donnés à la page 541 de l'Annuaire de 1940. Il n'y a plus de droits sur les exportations depuis 1892.

Année	Droits perçus	Pourcentage des frais de perception aux recettes brutes	Année	Droits perçus	Pourcentage des frais de perception aux recettes brutes	Année	Droits perçus	Pourcentage des frais de perception aux recettes brutes
	$	p.c.		$	p.c.		$	p.c.
1911.....	73,312,368	2·98	1922....	121,487,394[1]	3·22	1933....	77,271,965	3·86
1912.....	87,576,037	2·78	1923....	133,803,370[1]	2·58	1934....	73,154,472	3·37
1913.....	115,063,688	2·74	1924....	135,122,345	2·49	1935....	84,627,473	2·97
1914.....	107,180,578	3·59	1925....	120·222,454	3·09	1936....	82,784,317	3·20
1915.....	79,205,910[1]	4·77	1926....	143,933,111	2·83	1937....	92,282,059	2·71
1916.....	103,940,101[1]	3·55	1927....	158,966,367	2·66	1938....	103,719,952	2·48
1917.....	147,631,455[1]	2·54	1928....	171,872,768	3·09	1939....	87,610,300	2·76
1918.....	161,595,629[1]	2·51	1929....	200,479,505	3·02	1940....	113,829,427	2·48
1919.....	158,046,334[1]	3·13	1930....	199,011,628	3·30	1941....	148,199,846	1·76
1920.....	187,524,182[1]	2·49	1931....	149,250,992	4·45			
1921.....	179,667,683[1]	3·36	1932....	113,997,851	4·87			

[1] Comprend la taxe de guerre.

Section 2.—Distribution géographique du commerce canadien

Depuis la Confédération, les relevés du commerce canadien mettent en relief l'importance des relations commerciales du Canada avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Dans les premières années du Dominion, à l'époque où le Royaume-Uni prêtait au Canada des sommes considérables, ce pays fournissait plus de la moitié des importations canadiennes bien que, comme client du Canada, il occupât la deuxième place, venant après les Etats-Unis. Aujourd'hui, après de nombreux et vastes changements, ces deux pays prennent encore la plus grande partie du commerce canadien.

C'est l'objet de cette section d'esquisser ces principales tendances. La sous-section 1 traite des effets de la guerre sur le commerce mondial. La sous-section 2 traite du rang occupé par le Canada dans l'économie mondiale, ce qui sert d'arrière-plan à l'étude plus détaillée du commerce par continents et principaux pays dans la sous-section 3; avec le Royaume-Uni et l'Empire Britannique dans la sous-section 4 et avec les Etats-Unis et autres pays étrangers dans la sous-section 5.

Sous-section 1.—La guerre et le commerce mondial*

La guerre a modifié l'ossature du commerce mondial. On en trouve une indication à l'étude des contrôles d'Etat, etc., mis en vigueur au Canada et décrits aux pp. 440-446. Un autre facteur de la démoralisation du commerce extérieur a été la difficulté des transactions de change entre un grand nombre de pays. L'exposé de la p. 453 donne le commerce étranger de quinze pays en 1938; les chiffres sont puisés à la "Statistique du Commerce International", publication de la Société des Nations, et sont convertis en millions de dollars canadiens. Les importations des quinze pays s'élèvent à $19,000,000,000 sur un total de $24,000,000,000 d'importations mondiales. Les astérisques indiquent les pays entre lesquels les échanges ont été interrompus. L'exposé signale tout au plus les répercussions évidentes de la guerre: le commerce de l'Allemagne et de l'Italie est maintenant limité à l'Europe; le Japon,

* Préparé sous la direction de A. L. Neal, B.A., B.Sc., (Econ.), directeur des Recherches Économiques, Bureau Fédéral de la Statistique.

en raison de sa position, est isolé commercialement des quatorze autres pays figurant au tableau depuis qu'il est entré en guerre; les pays neutres échangent avec tous les pays dans la mesure où ils n'en sont pas empêchés par le blocus et le contre-blocus. Le commerce entre pays marqués d'astérisques se chiffre à environ $4,250,000,000, soit plus de 35 p.c. du total de $11,750,000,000.

Inutile de dire que les deux tiers qui restent du commerce indiqué dans l'exposé ont suivi de profondes transformations depuis 1938. Les échanges internationaux sur le continent européen sont maintenant sujets à l'"Ordre nouveau" qui force les pays à fournir des matériaux à la machine de guerre allemande. Du côté des Alliés, le commerce extérieur a été orienté librement, en même temps que d'autres sections de l'économie de chaque pays, vers d'autres sphères d'activité de nature à assurer à l'effort de guerre le meilleur appui. Ainsi, bien que les cinq sixièmes du commerce extérieur du Canada en 1938 se fasse avec des pays restés accessibles, déjà toute son activité marchande a été orientée dans le sens de la poursuite de la guerre. Les importations en provenance des Etats-Unis en 1941 sont de deux fois et un tiers celles de 1938. Les exportations au Royaume-Uni augmentent de même dans des proportions énormes. L'intérêt dans le commerce tant d'importation que d'exportation s'est déplacé, les importations se composant maintenant en majeure partie de matériaux essentiels à l'effort de guerre et, dans les exportations, les marchandises purement commerciales ont cédé le pas au nerf de la guerre.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE QUINZE PAYS, 1938

NOTA.—Les astérisques indiquent que tout commerce a probablement cessé à cause des hostilités.

(Million de dollars canadiens)

Pays importateur	Pays exportateur							
	Argentine	Australie	Belgique	Inde Britannique	Canada	France	Allemagne	Italie
Argentine	–	0·0	24·0*	20·4	6·2	20·1*	47·2*	25·7*
Australie	0·3	–	4·5*	12·1	31·7	3·8*	16·4*	3·3*
Belgique	160·4*	11·06*	–	101·8*	52·8*	564·9	441·6	36·2
Inde Britannique	0·0	0·8	1·1*	–	0·3	0·5*	4·7*	1·0*
Canada	2·1	9·0	6·2*	8·2	–	6·1*	9·9*	2·6*
France	27·1*	43·7*	91·3	36·8*	17·9*	–	95·2	16·6
Allemagne	87·2*	21·8*	78·4	65·8*	29·5*	58·2	–	99·8
Italie	14·3*	11·3*	9·0	14·2*	2·2*	13·1	157·7	–
Japon	6·9*	23·7*	4·3*	52·4*	26·0*	4·0*	48·9*	1·7*
Pays-Bas	35·4*	1·3*	89·7	14·9*	12·5*	35·9	166·4	7·2
Nouvelle-Zélande	0·1	28·4	2·1*	2·2	19·2	0·9*	4·4*	0·6*
Suède	9·8	1·4	18·9	2·5	1·1	15·5	123·3	7·7
Union Sud-Africaine	1·9	4·0	16·1*	7·6	16·9	5·3*	38·1*	5·6*
Royaume-Uni	189·3	354·5	91·4*	245·8	386·4	116·0*	148·5*	35·4*
Etats-Unis	41·2	9·0	42·2*	59·3	261·4	54·3*	65·4*	41·2*

Pays importateur	Japon	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Suède	Union Sud-Africaine	Royaume-Uni	Etats-Unis	Importations totales
Argentine	15·1*	8·9*	0·2	6·4	0·0	85·3	82·1	465·3
Australie	25·0*	2·6*	7·8	6·1	1·1	182·0	69·9	438·6
Belgique	17·3*	353·2	1·4*	78·0	35·8*	311·9*	434·8*	3,936·1
Inde Britannique	5·7*	0·5*	0·1	3·4	0·1	17·7	4·2	56·5
Canada	4·6*	3·8*	4·6	2·1	2·0	119·3	424·8	677·5
France	10·6*	34·3	4·0*	18·8	11·9*	93·6*	151·3*	1,328·9
Allemagne	10·1*	80·0	3·5*	105·8	49·3*	114·3*	163·6*	2,200·9
Italie	1·6*	7·1	0·0*	9·6	5·2*	37·2	69·6*	588·5
Japon	–	1·1*	2·3*	6·5*	2·9*	18·0*	261·8*	761·9
Pays-Bas	4·0*	–	0·6	16·5	1·9*	63·7*	84·8*	782·4
Nouvelle-Zélande	4·8*	1·1*	–	1·6	0·4	105·2	27·2	219·6
Suède	3·2*	29·1	0·3	–	0·9	95·4	85·3	524·1
Union Sud-Africaine	13·7*	7·3*	0·1	7·9	–	203·6	81·9	470·7
Royaume-Uni	47·7*	144·1*	230·1	120·9	74·7	–	580·7	4,525·2
Etats-Unis	127·7*	31·2*	5·7	45·2	16·1	118·6	–	1,971·8

Sous-section 2.—Le rôle du Canada dans l'économie mondiale*

Le Canada occupe un rang particulièrement important dans l'économie mondiale, ou tout au moins parmi les nations dont les régimes commerciaux et financiers sont étroitement liés entre eux et fonctionnent comme les rouages d'un même organisme. Bien que son territoire ne renferme pas un pour cent de la population du globe, le Canada, en 1939, se classe cinquième dans le commerce mondial, le quatrième par ses exportations et le huitième par ses importations. De fait, le pays occupe un rang élevé dans tous les principaux domaines de l'activité qui composent la balance des paiements, les chiffres per capita dans toutes ces transactions dépassant de beaucoup ceux des principales puissances économiques du monde telles que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Les chiffres per capita restent cependant plus élevés dans certains pays plus petits tels que la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la Norvège, la Suisse, etc.

* Cette matière telle que publiée plus au long aux pp. 409–413 de l'Annuaire de 1941 est un résumé de la partie I, c. 7, volume I du "Rapport de la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Province" Le tableau 3 a été compilé par le Bureau Fédéral de la Statistique.

3.—Commerce per capita des vingt principaux pays marchands, 1929-40

Pays	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Argentine	160·68	116·66	97·58	53·24	58·53	56·04	72·97	74·27	98·64	70·62	74·35	72·52
Australie	200·27	137·19	93·87	77·08	98·34	108·17	121·65	139·20	159·49	154·15	117·63	140·01
Belgique	237·01	198·18	168·41	120·37	135·27	153·43	141·18	167·17	214·93	181·92	172·38	51·19
Brésil	21·89	14·28	9·82	8·23	10·59	11·52	13·92	12·51	14·31	12·46	14·74	14·99
Inde Britannique	6·67	5·06	3·05	2·30	2·55	2·91	2·95	4·16	3·83	3·26	3·30	4·13
Canada	243·05	183·96	116·15	88·95	57·78	106·73	115·37	141·07	163·05	136·11	148·32	181·07
Danemark	254·12	240·01	193·42	130·51	136·96	151·29	148·34	166·94	192·93	188·88	189·69	159·67
France	103·22	90·93	70·94	52·65	60·56	63·45	57·42	59·83	60·99	52·85	[1]	[1]
Allemagne	99·48	79·84	60·42	42·88	45·01	50·88	50·76	55·48	63·02	59·93	[1]	[1]
Italie	46·65	37·00	28·53	21·02	23·41	25·90	24·78	20·12	30·15	26·78	[1]	[1]
Japon	31·11	22·47	18·14	13·79	15·88	19·80	20·52	22·46	20·18	15·67	[1]	[1]
Pays-Bas	248·21	210·94	169·88	123·03	131·32	142·64	129·43	135·61	175·22	160·12	161·16	[1]
Nouvelle-Zélande	340·72	281·36	179·48	138·58	157·78	202·22	209·89	254·92	323·94	298·46	249·12	248·98
Norvège	172·12	164·52	121·73	82·59	97·79	113·80	121·46	143·05	179·61	167·13	186·15	132·48
Espagne	31·72	24·68	9·22	6·64	7·34	8·26	8·17	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]
Suède	158·19	140·29	109·42	71·47	83·59	107·53	112·70	129·91	167·38	158·10	172·99	136·82
Suisse	236·26	212·29	179·33	138·39	159·13	177·00	165·33	156·85	174·37	140·92	183·70	187·83
Union Sud-Africaine	91·59	57·52	66·24	66·44	79·18	85·79	100·66	101·47	114·68	97·68	[1]	58·21
Royaume-Uni	195·91	162·06	113·51	87·35	97·43	115·16	118·01	132·62	165·72	148·00	134·58	189·20
Etats-Unis	78·93	55·26	37·58	26·06	27·00	29·30	33·83	37·71	49·10	39·20	43·08	49·66

[1] Non connu.

Sous-section 3.—Commerce par continents et principaux pays

Commerce par continents.—Tous les continents n'ont pas contribué dans des proportions égales à la forte augmentation des importations canadiennes en 1940. Le tableau 4 fait voir les effets de la guerre sur la réorientation des canaux commerciaux. Une grande partie de cette augmentation provient de la nécessité d'importer les matières premières et les pièces finies exigées par l'immense mouvement d'armements vers le Royaume-Uni et autres parties de l'Empire. Comme il fallait s'y attendre, les importations en provenance de l'Europe continentale accusent un déclin prononcé, leur pourcentage tombant de 4·9 p.c. en 1939 à 1·8 p.c. en 1940. D'autre part, l'Amérique du Nord contribue 71·1 p.c. des importations du Canada en 1940 en regard de 68·4 en 1939. Malgré la menace sous-marine, le Royaume-Uni réussit encore à fournir au Canada 14·9 p.c. de ses importations comparativement à 15·2 l'année précédente, la valeur en dollars de ces importations s'étant accrue de $114,000,000 à $161,200,000 ou de 41·4 p.c.

En ce qui concerne les exportations, l'Amérique du Nord, qui tenait la tête en 1938 et 1939, cède le pas au Royaume-Uni, à cause principalement de l'exportation d'armements; le même trafic est la cause de ce que les exportations canadiennes

à l'Afrique ont doublé. L'Europe continentale, l'Asie et l'Océanie ne figurent pas aussi bien que les années précédentes dans la liste des consommateurs de denrées canadiennes.

4.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or) par continents, 1936-40

Item et continent	Valeur en millions de dollars					Pourcentage du total				
	1936	1937	1938	1939	1940	1936	1937	1938	1939	1940
Importations										
Europe—										
Royaume-Uni	123·0	147·3	119,3	114·0	161·2	19·4	18·2	17·6	15·2	14·9
Autres	39·5	46·4	39·9	37·1	19·2	6·2	5·7	5·9	4·9	1·8
Amérique du Nord—										
Etats-Unis	369·2	490·5	424·8	496·9	744·2	58·1	60·6	62·7	66·1	68·8
Autres	17·9	17·2	17·4	17·1	24·6	2·8	2·1	2·6	2·3	2·3
Amérique du Sud	28·4	24·9	21·8	21·0	36·2	4·5	3·1	3·2	2·8	3·3
Asie	33·5	45·3	32·6	38·1	63·2	5·3	5·6	4·8	5·1	5·8
Océanie	16·0	22·3	16·2	18·6	25·8	2·5	2·8	2·4	2·5	2·4
Afrique	7·7	15·0	5·5	8·2	7·6	1·2	1·9	0·8	1·1	0·7
Totaux, importations	**635·2**	**808·9**	**677·5**	**751·0**	**1,082·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**
Exportations (canadiennes)										
Europe—										
Royaume-Uni	395·4	402·1	339·7	328·1	508·1	42·2	40·3	37·2	35·5	43·1
Autres	78·0	71·8	78·1	57·9	28·7	8·3	7·2	8·5	6·3	2·4
Amérique du Nord—										
Etats-Unis	333·9	360·0	345·9	380·4	443·0	35·6	36·1	37·9	41·1	37·6
Autres	24·0	30·0	27·0	28·7	41·4	2·6	3·0	3·0	3·1	3·5
Amérique du Sud	12·8	19·4	14·1	16·2	21·0	1·4	2·0	1·5	1·8	1·8
Asie	32·3	42·8	36·6	44·8	35·7	3·4	4·3	4·0	4·8	3·0
Océanie	40·5	47·1	51·2	46·1	45·2	4·3	4·7	5·6	5·0	3·8
Afrique	20·9	24·2	20·8	22·7	55·9	2·2	2·4	2·3	2·4	4·8
Totaux, exportations	**937·8**	**997·4**	**913·4**	**924·9**	**1,179·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**

Commerce par pays.—Le tableau 5 montre la prédominance des deux grands pays de langue anglaise comme sources d'approvisionnement des importations canadiennes et comme acheteurs des exportations canadiennes. Les sous-sections 3 et 4 de cette section couvrent d'une manière plus complète le commerce avec ces deux principaux pays.

5.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or), par principaux pays, 1937-40

NOTA.—Pays placés par ordre d'importance en 1940.

Rang				Pays	Valeur (milliers de dollars)				P.c. d'augmentation (+) ou de diminution (−) en 1940 comparativement à—		
1937	1938	1939	1940		1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939
				Importations							
1	1	1	1	Etats-Unis	490,522	424,731	496,898	744,231	+51·7	+75·2	+49·8
2	2	2	2	Royaume-Uni	147,294	119,292	114,00	161,216	+9·5	+3·5	+5·0
3	3	3	3	Straits Settlements britann.	15,796	10,278	13,145	27,076	+71·4	+16·3	+10·6
4	5	4	4	Australie	12,061	9,044	11,269	16,571	+37·4	+83·2	+47·1
6	6	5	5	Inde Britannique	9,469	8,455	10,358	16,042	+69·4	+89·7	+54·9
16	8	10	6	Colombie	4,790	6,903	5,437	9,851	+105·6	+42·7	+81·9
16	7	7	7	Guyane britannique	5,587	7,113	6,891	8,965	+60·5	+26·0	+30·0
12	25	12	8	Argentine	6,242	2,149	4,406	6,542	+4·8	+204·4	+46·2
34	24	29	9	Brésil	848	769	1,111	6,243	+636·2	+711·8	+461·9

5.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or), par principaux pays, 1937-40—fin

Rang				Pays	Valeur (milliers de dollars)				P.c. d'augmentation (+) ou de diminution (−) en 1940 comparativement à—		
1937	1938	1939	1940		1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939
				Importations—fin							
14	12	11	10	Japon	5,875	4,643	4,864	5,887	+0·2	+26·8	+21·0
9	13	14	11	Nouvelle-Zélande	7,579	4,562	4,266	5,738	−24·3	+25·8	+34·5
10	11	9	12	France	6,695	6,105	6,028	4,699	−29·8	−24·7	−22·0
11	15	18	13	Ceylan	6,366	3,679	3,562	4,640	−27·1	+26·1	+30·2
18	20	21	14	Chine	4,452	2,466	2,776	4,524	+1·6	+42·9	+63·0
13	9	13	15	Jamaïque	5,881	6,192	4,357	4,178	−29·0	−32·5	−4·1
106	106	82	16	Saint Domingue	[1]	[1]	16	3,792	–	–	–
23	26	16	17	Barbade	3,233	2,132	3,874	3,582	+10·8	+68·0	−7·5
19	16	19	18	Suisse	3,446	3,488	3,459	3,547	+2·9	+1·7	+2·5
7	18	15	19	Union Sud-Africaine	8,245	1,991	3,991	3,443	−58·2	+72·9	−13·7
8	10	8	20	Belgique	7,866	6,181	6,772	3,393	−56·9	−45·1	+49·9
16	30	27	21	Venezuela	2,467	1,469	1,943	3,118	+26·4	+112·3	+111·9
30	23	22	22	Trinidad et Tobago	1,541	2,352	2,668	3,111	+101·9	+32·3	+16·6
27	21	20	23	Iles Fidji	2,450	2,394	2,777	3,100	+26·5	+33·7	+120·0
25	24	26	24	Terre-Neuve	2,511	2,194	1,955	3,075	+22·5	+40·1	+57·3
				Totaux, 24 pays ci-dessus	**761,216**	**638,582**	**716,830**	**1,056564**	**+13·0**	**+43·7**	**+41·5**
				Grands totaux, importations	**808,896**	**677,451**	**751,055**	**1,081950**	**+33·7**	**+59·7**	**+44·1**
				Empire Britannique	236,596	186,099	188,900	267,383	+42·3	+65·8	+44·9
				Pays étrangers	572,300	491,352	562,155	814,567	+38·8	+65·4	+47·4
				Exportations (canadiennes)							
1	1	2	1	Royaume-Uni	402,062	339,689	328,099	508,096	+26·4	+49·6	+54·9
2	2	1	2	Etats-Unis	360,012	270,461	380,392	442,984	+23·0	+63·8	+16·5
6	7	5	3	Union Sud-Africaine	16,600	15,547	17,965	37,874	+128·1	+143·6	+110·8
3	3	3	4	Australie	30,597	32,982	32,029	33,860	+10·7	+2·7	+5·7
10	11	8	5	Terre-Neuve	9,126	8,403	8,506	12,640	+38·5	+50·4	+48·6
11	10	12	6	France	8,362	9,152	6,973	11,924	+42·6	+30·3	+71·0
4	4	4	7	Japon	25,799	20,770	28,168	11,367	−55·9	−45·3	−59·6
15	19	13	8	Inde Britannique	4,652	2,986	5,396	11,242	+141·6	+276·4	+108·3
7	6	6	9	Nouvelle-Zélande	14,689	16,371	11,954	9,785	−33·4	−65·9	−21·7
51	51	48	10	Egypte	393	396	369	8,396	–	–	–
19	17	17	11	Trinidad et Tobago	3,896	3,714	4,211	7,422	+90·5	+99·8	+76·2
12	14	18	12	Argentine	7,294	4,675	4,117	6,107	−16·3	+30·6	+48·3
16	16	19	13	Eire	4,125	4,440	3,597	5,776	+30·5	+30·1	+60·6
18	15	15	14	Jamaïque	4,113	4,442	4,313	5,717	+39·0	+28·7	+32·5
14	18	14	15	Brésil	5,003	3,522	4,407	5,063	+1·2	+43·8	+33·0
29	47	42	16	Afrique orientale britannique	996	676	793	4,790	+380·9	+608·5	+504·0
20	22	20	17	Mexique	3,419	2,340	3,004	4,328	+26·6	+84·9	+44·1
23	21	21	18	Straits Settlements britann.	2,715	2,448	2,782	4,281	+57·7	+74·9	+53·9
13	12	7	19	Norvège	6,223	7,854	10,904	3,210	−48·4	−59·1	−70·6
30	30	31	20	Guyane britannique	1,490	1,398	1,586	2,579	+73·1	+84·5	+62·6
17	20	22	21	Chine	4,152	2,885	2,636	2,503	−39·7	−13·2	−3·9
25	24	29	22	Autres Antilles britanniques	1,915	1,778	1,608	2,223	+16·1	+25·0	+38·2
				Totaux, 22 pays ci-dessus	**917,933**	**756,929**	**863,809**	**1,142167**	**+24·4**	**+50·9**	**+32·2**
				Grands totaux, exportations canadiennes	**997,367**	**837,584**	**924,926**	**1,178954**	**+18·2**	**+40·8**	**+27·5**
				Empire Britannique	506,221	442,902	430,806	655,957	+29·6	+48·1	+52·3
				Pays étrangers	491,146	394,682	494,120	522,997	+6·5	+32·5	+5·8

[1] Moins de $1,000.

Importations en provenance des principaux pays.—Le pourcentage des importations provenant des pays qui fournissent au Canada d'importantes matières premières industrielles tend à s'élever en raison de l'activité du Dominion. Particulièrement remarquables sont les augmentations de nos achats des pays de l'Empire et de l'Amérique latine. Le tableau **6** donne la valeur des importations provenant de tous les pays importants ces dernières années.

6.—Importations totales par pays, 1937-40

Pays	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$
Empire Britannique				
Royaume-Uni	147,291,551	119,292,430	114,007,409	161,216,352
Eire	46,575	27,097	133,102	372,277
Aden	5,251	8,626	2,862	792
Afrique—britannique de l'Est	3,413,139	1,734,911	2,626,308	1,738,890
britannique du Sud	8,245,924	1,991,295	3,990,881	3,443,466
Rhodesia du Sud	857,346	3,175	717	139,684
britannique de l'Ouest—Gambie	39	Nil	Nil	Nil
Côte de l'Or	1,108,588	630,751	250,940	1,003,753
Nigérie	572,785	362,609	54,395	78,860
Sierra Leone	4,423	11,287	5,007	4,941
Autres	851	Nil	243	Nil
Bermudes	75,591	68,529	65,244	61,406
Indes orientales britanniques—Inde britann	9,468,958	8,181,479	9,807,576	16,042,369
Birmanie	Nil	273,276	550,850	570,230
Ceylan	6,366,499	3,678,529	3,562,391	4,640,673
Straits Settle	15,796,187	10,277,630	13,144,970	27,076,156
Autres	48,967	127,392	112,031	166,835
Guyanne britannique	5,586,902	7,113,453	6,891,319	8,965,041
Honduras britannique	43,114	012,198	97,178	187,852
Soudan britannique	24,535	27,189	19,218	25,701
Antilles britanniques—Barbade	3,234,799	2,131,749	3,874,026	3,582,302
Jamaïque	5,880,768	6,192,385	4,357,494	4,177,534
Trinidad et Tobago	1,540,978	2,352,406	2,668,420	3,111,311
Autres	1,578,833	2,382,849	1,579,563	1,413,472
Iles Falkland	2	30	23	Nil
Gibraltor	8	152	179	"
Hong-Kong	780,901	784,756	782,062	861,631
Malte	453	1,755	5,758	6,484
Terre-Neuve	2,510,575	2,194,196	1,955,307	3,075,036
Océanie—Australie	12,061,259	9,043,630	11,268,594	16,570,676
Fidji	2,449,651	2,393,918	2,777,401	3,099,664
Nouvelle-Zélande	7,579,052	4,561,824	4,266,131	5,737,817
Autres, Océanie britannique	Nil	16,285	Nil	Nil
Palestine	21,334	131,353	42,677	11,930
Totaux, Empire Britannique	**236,595,838**	**186,098,604**	**188,900,276**	**267,383,135**
Pays étrangers				
Abyssinie	3,790	2,180	2,020	203
Albanie	Nil	2,153	Nil	Nil
Argentine	6,242,263	2,149,160	4,406,456	6,541,862
Autriche	429,069	83,108	Nil	Nil
Belgique	7,866,267	6,180,793	6,778,343	3,392,958
Congo belge	5,834	1,427	469	2,561
Bolivie	58,495	8,360	2,510	34,415
Brésil	847,805	768,915	1,111,291	6,243,342
Bulgarie	15,156	353	2,669	3,816
Chili	67,744	178,522	226,158	174,688
Chine	4,451,608	2,466,186	2,775,861	4,524,113
Colombie	4,790,298	6,903,426	5,437,078	9,850,734
Costa Rica	77,691	76,131	124,471	112,587
Cuba	835,274	439,924	888,649	1,430,735
Tchécoslovaquie	2,882,224	2,528,353	191,291	Nil
Danemark	181,461	173,787	197,169	67,776
Groenland	557,043	511,601	255,350	1,415,300
Equateur	36,955	27,715	17,891	25,676
Egypte	617,309	546,825	1,030,102	980,664
Estonie	27,054	20,106	20,287	820
Finlande	94,462	68,481	87,707	11,455
France	6,695,112	6,104,841	6,027,204	4,698,843
Afrique française	55,439	64,692	67,203	30,888
Indes orientales françaises	72,772	217,532	189,649	44,189
Guyane française	960	Nil	1,424	Nil
Océanie française	3,693	905	7,631	4,053
Antilles françaises	1,647	617	Nil	5,833
Madagascar	29,378	36,138	36,115	6,365
St-Pierre et Miquelon	22,373	10,353	5,338	7,956
Allemagne	11,982,695	9,930,456	8,947,155	349,037
Grèce	59,156	29,472	39,676	120,026
Guatemala	52,270	84,862	163,698	59,011
Haïti	58,983	62,011	51,579	227,441
Honduras	66,712	37,896	16,502	45,976
Hongrie	163,636	161,373	154,552	96,961

6.—Importations totales par pays, 1937-40—fin

Pays	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$
Pays étrangers—fin				
Islande	403	3,403	9,132	25,549
Irak (Mésopotamie)	287,153	303,244	479,398	515,221
Italie	3,425,772	2,631,434	2,354,135	1,342,971
Tripoli	384	344	549	340
Afrique italienne, autres	Nil	Nil	31	Nil
Japon	5,874,940	4,642,762	4,864,090	5,887,330
Corée	534	1,311	1,291	Nil
Lettonie	8,807	15,422	9,571	15,946
Libérie	Nil	38,346	32,348	Nil
Lithuanie	1,715	384	5,496	Nil
Mexique	623,806	576,393	479,150	733,797
Maroc	13,549	69,209	38,087	39,613
Pays-Bas	3,359,469	3,755,896	3,795,085	1,170,442
Indes néerlandaises	902,295	785,719	775,388	1,811,233
Guyane néerlandaise	Nil	Nil	596	77,732
Antilles néerlandaises	49	69	269,533	851,576
Nicaragua	1,151	Nil	315	1,805
Norvège	750,309	733,179	680,345	268,241
Panama	5,295	16,170	72,660	23,322
Paraguay	37,495	58,821	100,170	63,843
Perse (Iran)	173,124	84,259	71,471	83,937
Pérou	4,585,772	3,004,743	601,224	712,418
Pologne et Dantzig	230,770	261,382	178,978	3,466
Portugal	369,772	272,140	274,726	581,304
Açores et Madère	151,284	179,280	152,926	207,115
Afrique portugaise	23,862	676	2,845	51,308
Asie portugaise	Nil	1,567	1,737	43
Roumanie	97,313	43,675	30,498	10,626
Russie (U.R.S.S.)	661,322	256,284	442,948	98,779
Salvador	Nil	16,528	44,945	44,420
Saint Domingue (République Dominicaine)	32	341	16,011	3,791,690
Siam (Thaïland)	53,020	9,962	41,640	57,204
Espagne	939,555	793,307	662,516	1,110,777
Iles Canaries	4,152	14,272	8,718	11,872
Suède	2,427,178	2,114,030	2,289,220	1,586,823
Suisse	3,445,841	3,448,186	3,459,279	3,547,119
Syrie	6,591	12,602	3,074	3,397
Turquie	313,378	250,987	404,938	175,084
Etats-Unis	490,504,978	424,730,567	496,898,466	744,231,156
Alaska	55,139	101,570	153,560	143,163
Iles Vierges américaines	Nil	Nil	52	Nil
Guam	42	"	Nil	"
Hawaii	218,831	145,191	287,770	389,366
Iles Philippines	671,956	385,911	450,867	690,523
Porto Rico	7,578	5,621	6,547	84,918
Uruguay	184,093	136,530	307,711	431,157
Venezuela	2,467,185	1,468,752	1,943,103	3,118,309
Yougoslavie	61,965	63,627	188,620	62,375
Totaux, pays étrangers	**572,300,487**	**491,352,750**	**562,155,258**	**814,567,584**
Grand totaux	**808,896,325**	**677,451,354**	**751,055,534**	**1,081,950,719**

Exportations aux principaux pays.—Les Etats-Unis et le Royaume-Uni absorbent à eux seuls 80·7 p.c. des exportations canadiennes en 1940. Si nos exportations vers les pays de la zone belligérante ont diminué au commencement de la guerre, nos exportations vers la plupart des pays de l'Empire et à certains pays de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale ont augmenté de façon très satisfaisante. Le tableau 7 fait voir la valeur des exportations canadiennes à tous les pays les plus importants ces dernières années.

Il importe toutefois de noter attentivement que dans les chiffres des exportations canadiennes, par pays, toutes les marchandises indiquées comme ayant été exportées à certains pays n'y ont peut-être pas été consommées, tandis que d'autre part certains pays peuvent en définitive acheter et consommer plus de marchan-

dises canadiennes que les statistiques de nos exportations ne le font voir. Dans bien des cas, le pays de destination ultime n'est pas connu au moment du départ des marchandises du Canada et, en conséquence, les exportations vers des pays tels que le Royaume-Uni, qui maintient un fort commerce d'entreposage, sont plus élevées qu'elles ne le seraient si elles étaient attribuées à leurs pays de destination finale. Les exportations vers d'autres pays, tels que la Suisse (qui reçoit les marchandises canadiennes par voies indirectes), seraient proportionnellement plus élevées que les statistiques des exportations canadiennes ne l'indiquent.

7.—Exportations domestiques (à l'exclusion de l'or) par pays, 1937-40

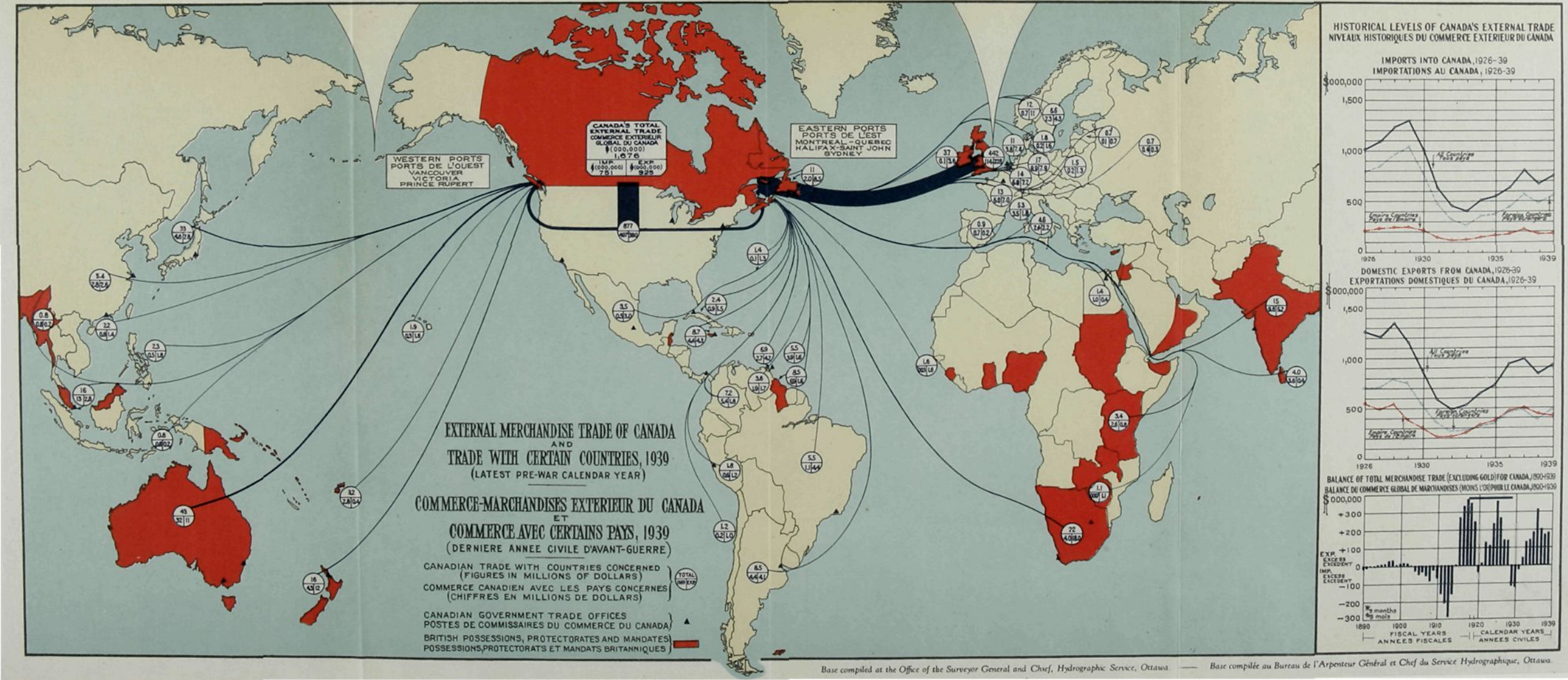
Pays	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$
Empire Britannique				
Royaume-Uni	402,062,094	339,688,685	328,099,242	508,095,949
Eire	4,425,293	4,439,543	3,596,563	5,775,895
Aden	131,252	89,033	140,015	102,107
Afrique—Britannique de l'Est	996,669	676,164	792,868	4,790,012
Britannique du Sud	16,599,591	15,546,687	17,965,280	37,874,145
Rhodésia du Sud	1,160,707	1,074,391	1,136,469	1,865,067
Britannique de l'Ouest—Gambie	65,163	91,555	18,510	13,923
Côte de l'Or	470,075	183,567	224,210	329,615
Nigérie	279,958	81,210	74,231	103,118
Sierra Leone	292,477	191,617	149,057	155,485
Bermudes	1,549,540	1,413,846	1,369,015	1,566,952
Indes orientales britanniques—Inde Britann.	4,651,994	2,863,058	5,165,873	11,241,674
Birmanie	Nil	123,410	229,765	361,492
Ceylan	236,356	192,118	438,379	392,017
Straits Settle.	2,715,314	2,448,040	2,782,401	4,281,111
Autres	9,101	5,450	5,803	8,005
Guyane britannique	1,489,686	1,397,862	1,586,489	2,579,192
Honduras britannique	289,681	279,563	222,868	317,770
Soudan britannique	142,094	210,181	34,548	99,210
Antilles britanniques—Barbade	1,272,532	1,077,350	1,604,425	1,999,004
Jamaïque	4,112,842	4,442,408	4,313,025	5,716,705
Trinidad et Tobago	3,896,260	3,714,336	4,210,742	7,422,510
Autres	1,915,386	1,777,553	1,608,058	2,223,036
Iles Falkland	276	1,074	14	759
Gibraltar	6,670	7,024	9,472	7,749
Hong-Kong	1,850,879	2,223,249	1,463,307	1,718,829
Malte	367,519	402,860	381,571	22,425
Terre-Neuve	9,125,666	8,403,377	8,506,242	12,640,233
Océanie—Australie	30,596,568	32,982,051	32,028,744	33,860,272
Fidji	515,976	367,200	455,777	337,798
Nouvelle-Zélande	14,689,322	16,370,857	11,953,931	9,785,502
Autres, Océanie britannique	13,595	45,394	19,671	3,087
Palestine	291,265	163,724	229,981	266,491
Totaux, Empire Britannique	**506,221,201**	**442,932,437**	**430,806,546**	**655,957,139**
Pays étrangers				
Afghanistan	Nil	Nil	Nil	2,672
Albanie	2,401	7,982	339	Nil
Argentine	7,294,191	4,675,489	4,116,923	6,107,215
Autriche	50,701	8,369	Nil	Nil
Belgique	17,011,087	9,555,209	7,260,981	1,289,803
Congo belge	115,662	106,473	108,467	153,380
Bolivie	133,150	117,482	121,987	237,053
Brésil	5,002,552	3,521,766	4,406,789	5,062,829
Bulgarie	32,989	8,568	8,037	69,602
Chili	928,178	604,373	956,592	1,436,333
Chine	4,152,354	2,885,072	2,636,386	2,503,512
Colombie	1,443,768	1,270,196	1,780,851	1,437,709
Costa Rica	108,501	99,248	145,526	210,810
Cuba	1,868,343	1,185,934	1,497,352	1,858,853
Tchécoslovaquie	855,128	3,164,222	180,632	Nil
Danemark	1,088,507	1,528,137	1,580,940	117,140
Groenland	Nil	Nil	Nil	33,880
Equateur	72,103	51,514	61,045	130,721
Egypte	393,017	395,791	369,018	8,395,558
Estonie	1,589	1,706	12,689	10,865
Finlande	553,364	482,402	317,544	89,393

7.—Exportations domestiques (à l'exclusion de l'or) par pays, 1937-40—fin

Pays	1937	1938	1939	1940
Pays étrangers—fin	$	$	$	$
France	8,361,981	9,152,226	6,973,358	11,924,203
Afrique française	140,737	803,691	105,501	44,856
Indes orientales françaises	22,767	28,065	361,714	44,325
Guyane française	14,137	6,128	420	39,495
Océanie française	97,731	80,394	82,902	24,773
Antilles françaises	197,202	172,409	74,797	230,886
Madagascar	12,681	9,099	15,879	1,045
St-Pierre et Miquelon	299,158	270,173	256,182	277,842
Allemagne	11,737,187	18,260,567	7,868,966	Nil
Grèce	365,146	1,564,675	270,803	737
Guatemala	88,498	119,527	190,165	203,705
Haïti	174,718	120,266	105,107	128,159
Honduras	175,763	169,635	193,495	127,751
Hongrie	9,373	3,543	683	91,752
Islande	26,401	17,705	74,795	547,827
Irak (Mésopotamie)	26,678	40,289	41,990	99,051
Italie	2,748,408	1,745,343	2,231,342	942,850
Afrique italienne, autres	Nil	Nil	208	Nil
Japon	25,798,857	20,770,130	28,167,607	11,366,892
Corée	3,669	489	113	17
Lettonie	119,304	275,608	666,298	Nil
Libérie	19,194	19,947	24,328	20,206
Lithuanie	1,380	912,393	64,325	5,898
Mexique	3,419,192	2,239,583	3,003,750	4,328,406
Maroc	1,417,940	97,194	92,853	37,859
Pays-Bas	12,520,989	10,267,088	7,356,924	1,395,652
Indes néerlandaises	722,442	902,475	1,057,721	1,532,897
Guyane néerlandaise	51,209	38,941	42,490	70,703
Antilles néerlandaises	185,678	203,990	179,033	222,923
Nicaragua	76,266	74,970	90,288	130,667
Norvège	6,223,370	8,854,175	10,903,889	3,210,222
Panama	376,421	394,270	262,706	532,246
Paraguay	10,278	10,993	5,748	13,897
Perse (Iran)	141,940	79,823	135,281	32,837
Pérou	1,236,661	892,089	1,244,776	1,527,210
Pologne et Dantzig	869,859	1,034,735	1,280,489	Nil
Portugal	270,752	135,274	169,532	1,356,546
Açores et Madère	5,942	3,895	7,316	101,883
Afrique portugaise	2,104,365	1,394,533	1,630,508	1,985,288
Asie portugaise	1,392	1,251	1,234	1,114
Roumanie	55,143	41,977	13,412	61,160
Russie (U.R.S.S.)	456,961	936,961	275,314	591
Salvador	59,219	47,243	77,445	194,141
Saint Domingue (République Dominicaine)	137,138	296,232	111,616	191,574
Espagne	3,638	100,938	210,819	346,824
Iles Canaries	6,703	2,524	22	1,212
Afrique espagnole	3,216	Nil	Nil	2,047
Suède	2,979,369	5,411,427	4,283,892	586,920
Suisse	617,942	735,584	1,849,761	744,157
Syrie	98,944	63,616	58,284	13,064
Thaïland	19,347	1,916,262	244	1,066
Etats-Unis	360,012,143	270,461,189	380,392,047	442,984,157
Alaska	183,821	120,224	125,828	133,673
Iles Vierges américaines	36,179	34,221	43,365	52,617
Guam	1,349	2,954	785	4,710
Hawaï	1,166,786	1,363,558	1,607,951	1,160,411
Iles Philippines	1,884,299	1,465,089	1,819,075	1,517,536
Porto Rico	423,298	329,042	548,441	656,526
Uruguay	433,925	215,830	138,126	610,077
Venezuela	1,320,430	1,256,162	1,702,267	1,719,511
Yougoslavie	46,615	12,472	19,743	1,128
Totaux, pays étrangers	**491,145,717**	**394,681,480**	**494,119,558**	**522,997,281**
Grands totaux	**997,366,918**	**837,583,917**	**924,926,104**	**1,178,954,420**

Sous-section 4.—Commerce avec le Royaume-Uni et l'Empire Britannique

Commerce avec le Royaume-Uni.—Tel que mentionné dans l'introduction de cette section et dans la sous-section 1, le commerce du Canada, pendant de nombreuses années, s'est fait surtout avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis, deux grands pays marchands, dont les populations parlent la langue anglaise et dont le



Base compiled at the Office of the Surveyor General and Chief, Hydrographic Service, Ottawa. — Base compilée au Bureau de l'Arpenteur Général et Chef du Service Hydrographique, Ottawa.

degré d'aisance et les goûts sont identiques à ceux des Canadiens. Les positions oscillantes de ces deux pays sous ce rapport, de la Confédération au commencement de la deuxième guerre mondiale, sont discutées aux pages 419–420 de l'Annuaire de 1941.

En 1940 le Royaume-Uni a repris sa position comme principal marché des exportations canadiennes qu'il avait détenu depuis 1932 à la seule exception de 1939. Les demandes de denrées alimentaires, de produits du bois, de véhicules militaires et de munitions, de beaucoup accrues par suite de la guerre, ont été la principale cause de l'augmentation de près de 55 p.c.

La valeur de nos échanges commerciaux avec le Royaume-Uni, certaines années fiscales de 1886 à 1921 et les années civiles depuis 1926, est indiquée au tableau **8.** Les denrées qui composent les échanges, les années civiles 1937–40, sont indiquées en détail dans les tableaux **16** et **17** de ce chapitre.

Commerce avec l'Empire Britannique.—En général, ce commerce comporte une plus forte proportion d'exportations que d'importations. Le pourcentage des échanges commerciaux avec les pays de l'Empire en dehors du Royaume-Uni a augmenté considérablement depuis 1886. L'armature industrielle du Canada exige des quantités croissantes de matières premières des autres pays de l'Empire, lesquels, en retour, offrent un marché sans cesse grandissant aux produits ouvrés et spécialisés du Canada. Un relevé de la valeur et de la proportion de notre commerce avec l'Empire Britannique les années représentatives depuis 1886 est donné au tableau **8.**

8.—Commerce (à l'exclusion de l'or) avec l'Empire Britannique et les pays étrangers

Item et année	Commerce canadien avec—					
	le Royaume-Uni	les Etats-Unis	les autres pays de l'Empire	les autres pays étrangers	Total, avec l'Empire	Total, avec les pays étrangers
	$	$	$	$	$	$
Importations						
Terminée le 31 mars—						
1886	39,033,006	42,818,651	2,383,560	11,756,920	41,416,566	54,575,571
1891	42,018,943	52,033,477	2,318,109	15,163,425	44,337,052	67,196,902
1896	32,824,505	53,529,390	2,388,647	16,618,619	35,213,152	70,148,009
1901	42,820,334	107,377,906	3,832,894	23,899,785	46,653,228	131,277,591
1906	69,183,915	169,256,452	14,605,519	30,694,394	83,789,434	199,950,846
1911	109,934,753	275,824,265	19,532,894	47,432,691	129,467,757	323,256,956
1916	77,404,361	370,880,549	27,825,616	32,090,608	105,229,977	402,971,157
1921	213,973,562	856,176,820	52,029,126	117,979,374	266,002,688	974,156,194
Terminée le 31 décembre—						
1926	164,707,111	668,747,247	49,907,305	124,980,248	214,614,416	793,727,495
1929	194,777,650	893,585,482	62,321,200	148,308,360	257,098,850	1,041,893,842
1930	162,632,465	653,676,496	65,219,110	126,951,406	227,851,576	780,627,903
1931	109,468,081	393,775,289	42,531,841	82,323,175	151,999,922	476,098,464
1932	93,508,143	263,549,346	34,549,472	61,007,296	128,057,615	324,556,642
1933	97,878,232	217,291,498	34,806,405	51,238,176	132,684,637	268,529,674
1934	113,415,984	293,779,813	43,650,726	62,622,974	157,066,710	356,402,787
1935	116,670,227	312,416,705	57,218,583	64,009,137	173,888,810	376,425,741
1936	122,971,264	369,141,513	66,347,757	76,730,310	189,319,021	445,871,823
1937	147,291,551	490,504,978	89,304,287	81,795,509	236,595,838	572,300,487
1938	119,292,430	424,730,567	66,806,174	66,622,183	186,098,604	491,352,750
1939	114,007,409	496,898,466	74,892,867	65,256,792	188,900,276	562,155,258
1940	161,216,352	744,231,157	106,166,783	70,336,428	267,383,135	814,567,584
Exportations (domestiques)						
Terminée le 31 mars—						
1886	36,694,263	34,284,490	3,262,803	3,515,148	39,957,066	37,799,638
1891	43,243,784	37,743,420	3,893,419	3,791,105	47,137,203	41,534,525
1896	62,717,941	37,789,481	4,048,198	5,152,185	66,766,139	42,941,666
1901	92,857,525	67,983,673	7,890,572	8,699,616	100,748,097	76,683,289
1906	127,456,465	83,546,306	10,964,757	13,516,428	138,421,222	97,062,734
1911	132,156,924	104,115,823	16,810,518	21,233,288	148,967,442	125,349,111
1916	451,852,399	201,106,488	30,677,334	57,974,417	482,529,733	259,080,905
1921	312,844,871	542,322,967	90,607,348	243,388,515	403,452,219	785,711,482

8.—Commerce (à l'exclusion de l'or) avec l'Empire Britannique et les pays étrangers—fin

Item et année	Commerce canadien avec—					
	le Royaume-Uni	les Etats-Unis	les autres pays de l'Empire	les autres pays étrangers	Total, avec l'Empire	Total, avec les pays étrangers
	$	$	$	$	$	$
Exportations (domestiques)—fin						
Terminée le 31 décembre—						
1926	459,223,468	457,877,594	95,700,986	248,439,477	554,924,454	706,317,071
1929	290,294,564	492,685,606	105,006,494	264,429,666	395,301,058	757,115,272
1930	235,213,959	373,424,236	81,128,537	173,917,029	316,342,496	547,341,265
1931	170,597,455	240,196,849	49,183,951	127,675,185	219,781,406	367,872,034
1932	178,171,680	158,705,050	38,985,273	114,021,109	217,156,953	272,726,159
1933	210,697,224	168,242,810	44,483,457	106,026,008	255,180,681	274,268,848
1934	270,491,857	218,597,071	64,926,281	95,299,027	335,418,138	313,896,098
1935	303,500,846	261,685,372	74,143,267	85,647,974	377,644,113	347,333,346
1936	395,351,950	333,916,949	84,294,978	124,261,956	479,646,028	458,178,905
1937	402,062,994	360,012,143	104,159,107	131,133,574	506,221,021	491,145,717
1938	339,688,685	270,461,189	103,213,752	124,220,291	442,902,437	394,681,480
1939	328,099,242	380,392,047	102,707,304	113,727,511	430,806,546	494,119,558
1940	508,095,949	442,984,157	147,861,190	80,013,124	655,957,139	522,997,281
Importations	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Terminée le 31 mars—						
1886	40·7	44·6	2·5	12·2	43·2	56·8
1891	37·7	46·7	2·1	13·5	39·8	60·2
1896	31·2	50·8	2·2	15·8	33·4	66·6
1901	24·1	60·3	2·2	13·4	26·3	73·7
1906	24·4	59·6	5·1	10·9	29·5	70·5
1911	24·3	60·8	4·4	10·5	28·7	71·3
1916	15·2	73·0	5·5	6·3	20·7	79·3
1921	17·3	69·0	4·2	9·5	21·5	78·5
Terminée le 31 décembre—						
1926	16·3	66·3	5·0	12·4	21·3	78·7
1929	15·0	68·8	4·8	11·4	19·8	80·2
1930	16·1	64·8	6·5	12·6	22·6	77·4
1931	17·4	62·7	6·8	13·1	24·2	75·8
1932	20·7	58·2	7·6	13·5	28·3	71·7
1933	24·4	54·2	8·7	12·7	33·1	66·9
1934	22·1	57·2	8·5	12·2	30·6	69·4
1935	21·2	56·8	10·4	11·6	31·6	68·4
1936	19·4	58·1	10·4	12·1	29·8	70·2
1937	18·2	60·7	11·0	10·1	29·2	70·8
1938	17·6	62·7	9·9	9·8	27·5	72·5
1939	15·2	66·1	10·0	8·7	25·2	74·8
1940	14·9	68·8	9·8	6·5	24·7	75·3
Exportations (domestiques)						
Terminée le 31 mars—						
1886	47·2	44·1	4·2	4·5	51·4	48·6
1891	48·8	42·6	4·4	4·2	53·2	46·8
1896	57·2	34·4	3·7	4·7	60·9	39·1
1901	52·3	38·3	4·5	4·9	56·8	43·2
1906	54·2	35·5	4·6	5·7	58·8	41·3
1911	48·2	38·0	6·1	7·7	54·3	45·7
1916	60·9	27·1	4·2	7·8	65·1	34·9
1921	26·3	45·6	7·6	20·5	33·9	66·1
Terminée le 31 décembre—						
1926	36·4	36·3	7·6	19·7	44·0	56·0
1929	25·2	42·8	9·1	22·9	34·3	65·7
1930	27·2	43·3	9·4	20·1	36·6	63·4
1931	29·0	40·9	8·4	21·7	37·4	62·6
1932	36·4	32·4	7·9	23·3	44·3	55·7
1933	39·8	31·8	8·4	20·0	48·2	51·8
1934	41·6	33·7	10·0	14·7	51·6	48·4
1935	41·9	36·1	10·2	11·8	52·1	47·9
1936	42·1	35·6	9·0	13·3	51·1	48·9
1937	40·3	36·1	10·4	13·2	50·7	49·3
1938	40·6	32·3	12·3	14·8	52·9	47·1
1939	35·5	41·1	11·1	12·3	46·6	53·4
1940	43·1	37·6	12·5	6·8	55·6	44·4

Tarif préférentiel et commerce impérial.—Le Canada a été le premier des Dominions britanniques à accorder une préférence aux marchandises produites et manufacturées dans le Royaume-Uni et à accorder la réciprocité tarifaire aux Dominions et possessions britanniques. Cette préférence a été étendue de temps à autre à d'autres parties de l'Empire Britannique jusqu'à ce qu'elle soit devenue maintenant applicable à presque tous les Dominions et autres possessions britanniques. Dans le cas de Terre-Neuve, le Canada accorde, outre la préférence, l'admission en franchise du poisson et des produits poissonniers. Les Antilles britanniques reçoivent des concessions spéciales en vertu de l'entente de 1925 mentionnée à la page 390 de l'Annuaire de 1941.

Le tarif préférentiel britannique de 1897 a eu pour effet de stimuler le commerce du Canada avec l'Empire. Lorsque la préférence britannique devint en vigueur en 1897, les importations totales du Canada en provenance du Royaume-Uni se montaient à seulement $29,401,000, comparativement à $44,741,000 en 1887 et à $67,997,000 en 1873, de sorte que de 1873 à 1897 les importations du Royaume-Uni ont diminué de $38,596,000 ou 56·7 p.c. Après l'adoption du tarif préférentiel britannique la tendance à la diminution de la valeur des importations provenant du Royaume-Uni a été renversée, bien que nos importations globales provenant du Royaume-Uni eussent continué de diminuer. Les importations des autres pays de l'Empire, qui ne comptaient pas avant 1900, se sont accrues en valeur réelle et proportionnellement aux importations globales.

Taux moyens des droits en vertu de la préférence britannique.—Le tableau **11**, p. 465, montre les taux moyens ad valorem de douane sur les importations provenant du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous les pays chaque année depuis 1919. Pour bien faire la comparaison entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis des taux moyens de douane perçus sur les importations ordinaires imposables, il faudrait éliminer les importations de boissons alcooliques et de tabacs ouvrés, tandis que les importations en franchise sous la préférence britannique mais imposables quand elles sont importées des Etats-Unis devraient être ajoutées aux importations imposables du Royaume-Uni. Après ces ajustements, le taux moyen de douane sur les importations du Royaume-Uni se trouve plus faible chaque année depuis 1922, tandis que la différence en faveur du Royaume-Uni s'accroît de 50 p.c. ou plus ces dernières années. Ce sujet est traité plus en détail aux pp. 58–59 du Rapport préliminaire condensé sur le commerce du Canada, 1936, et aux pages 525–526 de l'Annuaire de 1937.

9.—Importations imposables et en franchise en provenance des principaux pays de l'Empire Britannique et étrangers, 1939 et 1940

NOTA.—Ce tableau et celui de la page 423-424 de l'Annuaire de 1941 continuent la série des tableaux 17 et 18 du chapitre sur le Commerce Extérieur dans les éditions antérieures de l'Annuaire, mais la répartition entre tarifs général, préférentiel et de traité n'est pas donnée depuis le 31 mars 1939.

Pays	Importations, 1939			Importations, 1940		
	Imposables	En franchise	Totales	Imposables	En franchise	Totales
Empire Britannique	$	$	$	$	$	$
Royaume-Uni	52,588,567	61,418,842	114,007,409	54,370,884	106,845,468	161,216,352
Eire	9,737	123,365	133,102	12,050	360,227	372,277
Afrique—						
Britannique de l'Est	757,284	1,869,024	2,626,308	124,689	1,614,201	1,738,890
Britannique du Sud	784,410	3,206,471	3,990,881	596,479	2,846,887	3,443,466
Rhodésia du Sud	717	[1]	717	108	139,576	139,684
Côte de l'Or	250,470	370	250,940	401,521	602,232	1,003,753
Bermudes	7,677	57,567	65,244	4,035	57,371	61,406

[1] Non relevées.

9.—Importations imposables et en franchise en provenance des principaux pays de l'Empire Britannique et étrangers, 1939 et 1940—fin

Pays	Importations, 1939			Importations, 1940		
	Imposables	En franchise	Totales	Imposables	En franchise	Totales
	$	$	$	$	$	$
Empire Britannique—fin						
Indes orientales britann.—						
Inde Britannique	5,185,048	4,622,528	9,807,576	6,818,977	9,223,392	16,042,369
Birmanie	235,815	315,035	550,850	386,973	183,257	570,230
Ceylan	2,168,566	1,393,825	3,562,391	2,869,696	1,770,977	4,640,673
Straits Settlements	782,646	12,362,324	13,144,970	827,795	26,248,361	27,076,156
Guyane britannique	4,539,671	2,351,648	6,891,319	5,724,361	3,240,680	8,965,041
Antilles britanniques—						
Barbade	2,376,489	1,497,537	3,874,026	1,617,497	1,964,805	3,582,302
Jamaïque	2,323,200	2,034,294	4,357,494	2,311,856	1,865,678	4,177,534
Trinidad et Tobago	2,143,327	525,093	2,668,420	2,451,554	659,757	3,111,311
Autres	769,998	809,565	1,579,563	662,941	750,531	1,413,472
Hong-Kong	615,041	167,021	782,062	658,083	203,548	861,631
Terre-Neuve	7,881	1,947,426	1,955,307	10,583	3,064,453	3,075,036
Océanie britannique—						
Australie	4,717,811	6,550,783	11,268,594	5,938,319	10,632,357	16,570,676
Fidji	2,775,774	1,627	2,777,401	3,099,393	271	3,099,664
Nouvelle-Zélande	142,789	4,123,342	4,266,131	178,372	5,559,445	5,737,817
Totaux, Empire Britann.[1]	**83,312,500**	**105,587,776**	**188,900,276**	**89,235,439**	**178,147,696**	**267,383,135**
Pays étrangers						
Argentine	1,939,251	2,467,205	4,406,456	3,664,116	2,877,746	6,541,862
Belgique	4,154,911	2,623,432	6,778,343	2,031,384	1,361,574	3,392,958
Brésil	817,203	294,088	1,111,291	1,737,986	4,505,356	6,243,342
Chine	2,525,809	250,052	2,775,861	4,045,780	478,333	4,524,113
Colombie	647,764	4,789,314	5,437,078	688,053	9,162,681	9,850,734
Cuba	811,978	76,671	888,649	1,378,276	52,459	1,430,735
Tchécoslovaquie	154,965	36,326	191,291	Nil	Nil	Nil
Danemark	122,857	74,312	197,169	54,768	13,008	67,776
Groenland	[2]	255,350	255,350	[2]	1,415,300	1,415,300
Egypte	74,963	955,139	1,030,102	113,143	867,521	980,664
France	4,671,433	1,355,771	6,027,204	3,741,447	957,396	4,698,843
Allemagne	6,969,152	1,978,003	8,947,155	300,868	48,169	349,037
Irak	475,298	4,100	479,398	515,221	[2]	515,221
Italie	1,937,584	416,551	2,354,135	1,139,100	203,871	1,342,971
Japon	4,038,192	825,898	4,864,090	5,052,620	834,710	5,887,330
Mexique	470,771	8,379	479,150	520,252	213,545	733,797
Pays-Bas	2,248,197	1,546,888	3,795,085	702,544	467,898	1,170,442
Indes néerlandaises	640,301	135,087	775,388	1,442,427	368,806	1,811,233
Norvège	585,476	94,869	680,345	236,364	31,877	268,241
Pérou	10,094	591,130	601,224	5,273	707,145	712,418
Russie (U.R.S.S.)	322,432	120,516	442,948	40,901	57,878	98,779
Saint Domingue (République Dominicaine)	16,011	[2]	16,011	3,791,478	212	3,791,690
Espagne	518,483	144,033	662,516	801,983	308,794	1,110,777
Suède	1,755,292	533,928	2,289,220	1,187,922	398,901	1,586,823
Suisse	2,772,422	686,857	3,459,279	3,074,123	472,996	3,547,119
Turquie	228,707	176,231	404,938	131,673	43,411	175,084
Etats-Unis	302,558,696	194,339,770	496,898,446	454,669,117	289,562,039	744,231,156
Iles Philippines	264,664	186,203	450,867	310,768	379,755	690,523
Venezuela	53,857	1,889,247	1,943,103	46,532	3,071,777	3,118,309
Totaux, pays étrangers[1]	**344,158,133**	**217,997,125**	**562,155,258**	**493,699,459**	**320,868,125**	**814,567,584**
Grands totaux	**427,470,633**	**323,584,901**	**751,055,534**	**582,934,898**	**499,015,821**	**1,081,950,719**

[1] Y compris d'autres pays de moindre importance non spécifiés. [2] Non relevées.

10.—Pourcentage des importations en provenance du Royaume-Uni et des Etats-Unis, respectivement, par rapport aux importations totales, imposables et en franchise, 1919-1940

NOTA.—Depuis 1919 ces données ne sont disponibles que pour l'année civile seulement; pour les années fiscales 1868 à 1910, voir Annuaire du Canada, 1927-28, p. 515, et pour 1911 à 1919 voir édition de 1941, p. 425.

Année	Royaume-Uni			Etats-Unis		
	Quota du total imposable	Quota du total en franchise	P.c. du total	Quota du total imposable	Quota du total en franchise	P.c. du total
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1919	10·4	7·4	9·3	75·9	83·5	78·6
1920	20·1	11·7	17·3	64·1	78·6	68·9
1921	18·5	8·6	15·4	63·7	82·0	69·4
1922	22·3	9·1	18·0	61·3	78·4	66·9
1923	21·1	9·4	17·1	61·0	80·4	67·6
1924	23·4	9·0	18·4	56·8	80·3	64·9
1925	23·5	9·2	18·2	57·2	78·4	65·0
1926	21·0	8·1	16·3	59·2	78·8	66·3
1927	21·1	9·1	16·8	58·6	76·3	65·0
1928	19·4	8·8	15·6	62·4	76·9	67·5
1929	18·1	9·2	15·0	64·7	76·5	68·8
1930	18·6	11·7	16·1	62·3	69·4	64·8
1931	19·6	13·1	17·4	60·8	66·3	25·7
1932	22·0	18·2	20·7	56·5	61·2	58·2
1933	22·4	27·2	24·4	55·0	53·0	54·2
1934	20·5	24·2	22·1	58·7	55·2	57·2
1935	18·4	24·7	21·2	61·0	51·4	56·8
1936	16·6	22·8	19·4	63·4	51·6	58·1
1937	15·7	21·2	18·2	66·6	53·7	60·6
1938	14·5	21·6	17·6	66·9	57·4	62·7
1939	12·3	19·0	15·2	70·7	60·1	66·2
1940	9·3	21·4	14·9	78·0	58·0	68·8

11.—Moyenne des droits de douane ad valorem perçus sur les importations imposables[1] et totales en provenance du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de tous les pays, 1919-1940

NOTA.—Pour les années fiscales 1868–1918, voir p. 545 de l'Annuaire de 1940. La moyenne des droits ad valorem pour chaque pays en particulier n'est pas connue avant 1939. Ces taux sur les importations de tous pays pour les années 1919–40 se trouvent à la page 20, vol. I, "Rapport Annuel du Commerce du Canada", 1940, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Année	R.-U.		E.-U.		Tous pays		Année	R.-U.		E.-U.		Tous pays	
	Imposables	Totales	Imposables	Totales	Imposables	Totales		Imposables	Totales	Imposables	Totales	Imposables	Totales
Terminée le 31 mars—	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	Terminée le 31 mars—	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1919	22·3	15·3	20·9	11·6	21·5	12·3	1932	29·2	21·9	27·4	17·9	29·3	19·7
1920	22·1	16·2	22·5	14·0	22·5	14·7	1933	25·8	16·6	28·1	17·4	30·1	19·0
1921	20·9	16·6	20·3	12·9	20·6	14·1	1934	26·2	14·2	26·8	16·8	29·2	16·9
1922	24·8	20·1	23·0	13·9	24·5	16·2	1935	26·2	13·8	27·4	16·3	28·1	16·2
1923	24·5	20·1	22·5	13·8	24·9	16·7	1936	26·7	12·7	26·3	15·6	26·7	14·7
1924	22·3	18·3	22·3	13·2	22·9	15·1	1937	25·8	12·0	23·8	14·3	24·9	13·7
1925	22·1	18·2	23·1	13·0	23·3	15·1	1938	23·8	11·0	23·0	13·6	23·9	13·0
1926	21·6	18·4	23·9	13·2	24·7	15·5	1939	25·3	11·7	22·9	13·8	24·2	13·6
1927	28·9	19·7	23·1	13·2	24·1	15·4							
1928	25·6	20·6	23·3	13·5	24·2	15·5	Terminée le 31 déc.—						
1929	25·9	20·6	23·4	14·1	24·4	15·8	1939	27·0	12·4	21·3	13·0	24·2	13·8
1930	25·5	20·0	23·3	14·4	24·3	15·9	1940	24·8	8·4	20·3	12·4	23·9	12·9
1931	26·9	19·5	24·8	15·2	26·0	16·4							

[1] Voir texte, p. 463.

Sous-section 5.—Commerce avec les Etats-Unis et les autres pays étrangers

L'importance relative du Royaume-Uni et des Etats-Unis dans le commerce du Canada depuis la Confédération jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale est analysée aux pages 419–20 de l'Annuaire de 1941.

Depuis le commencement de la guerre il y a eu une forte augmentation dans les importations en provenance des Etats-Unis. Bien que le fer et ses produits

soient responsables de la plus grande partie de cette augmentation, elle a tout de même été générale dans les autres groupes. Dans une forte mesure cette augmentation reflète les dépenses du Gouvernement fédéral. Le fort volume d'achats britanniques au Canada a aussi contribué à cette augmentation, vu que les Etats-Unis sont la source de beaucoup de pièces détachées et matières premières requises de même que de machines-outils et autres équipements essentiels aux nouveaux genres de production. De plus, l'accroissement de l'activité industrielle qui a accompagné la guerre a augmenté le revenu national avec le résultat qu'il y a eu de plus grandes demandes pour denrées de consommation, ce qui a également contribué à accroître les importations en provenance des Etats-Unis.

Bien que les exportations canadiennes aux Etats-Unis aient également augmenté depuis le début de la guerre, cet accroissement n'a rien de comparable avec la brusque augmentation des importations. Le problème de l'échange découlant de la guerre est décrit dans la section traitant de la balance des paiements internationaux (voir p. 517).

Un relevé de la valeur et de la proportion du commerce avec les Etats-Unis depuis 1886 est donné au tableau **8**, pp. 461–462. Les denrées qui entrent dans notre commerce d'importation et d'exportation avec les Etats-Unis sont indiquées aux tableaux **16** et **17**, pp. 474–505.

Commerce canadien via les Etats-Unis.—Nos importations d'outre-mer via les Etats-Unis déclinent avec persistance depuis quelques années, principalement celles provenant de l'Empire Britannique. Ce déclin a suivi: (1) une propagande générale en faveur des ports de mer et intérieurs du Canada; (2) des concessions additionnelles sur les marchandises importées sous le tarif préférentiel si elles nous parviennent directement. Dans tous les traités et accords commerciaux avec les pays étrangers il est pourvu que les marchandises, pour bénéficier pleinement des tarifs spéciaux, doivent être débarquées dans des ports de mer ou intérieurs canadiens. Cette disposition a été abrogée en ce qui concerne le blé en vertu de l'accord commercial entré en vigueur le 1er janvier 1939 entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis. De 1920 à 1939, nos importations via les Etats-Unis diminuent de 9·5 p.c. à 2·7 p.c. de nos importations totales d'outre-mer, mais en 1940 elles augmentent à 4·6 p.c.

La proportion d'exportations canadiennes outre-mer via les Etats-Unis décline sensiblement entre 1927 et 1939, les pourcentages, par année fiscale, étant les suivants: 1927, 39·4; 1930, 33·7; 1932, 18·7; 1935, 17·3; 1936, 18·4; 1937, 16·5; 1938, 11·4; et l'année civile 1939, 10·8. En 1940, par suite de la guerre, elles augmentent à 14·4 p.c.

12.—Valeur et pourcentage des échanges avec les pays d'outre-mer, via les Etats-Unis, 1940

Pays	Importations par voie des Etats-Unis		Exportations domestiques par voie des Etats-Unis	
	Valeur	P.c.	Valeur	P.c.
	$		$	
Empire Britannique				
Royaume-Uni	42,263	[1]	27,637,364	5·4
Eire	Nil	–	74,060	1·3
Australie	11,398	0·1	5,767,522	17·0
Bermudes	300	0·5	19,891	1·3
Afrique britannique de l'Est	183,903	10·6	4,415,735	92·2

[1] Moins de 0·1 p.c.

12.—Valeur et pourcentage des échanges avec les pays d'outre-mer, via les Etats-Unis, 1940—fin

Pays	Importations par voie des Etats-Unis		Exportations domestiques par voie des Etats-Unis	
	Valeur	P.c.	Valeur	P.c.
	$		$	
Empire Britannique—fin				
Afrique britannique du Sud	402,979	11·7	18,278,956	48·3
Guyane britannique	Nil	–	44,063	1·7
Inde Britannique	634,397	4·0	2,741,309	24·4
Antilles britanniques	24,077	0·2	559,283	3·2
Birmanie	Nil	–	123,369	34·1
Ceylan	"	–	124,207	32·2
Côte de l'Or	81,599	8·1	156,113	47·4
Hong-Kong	15,760	1·8	420,284	24·5
Malte	Nil	–	16,258	72·5
Terre-Neuve	1,730	[1]	11,318	0·0
Nouvelle-Zélande	13,442	0·2	1,215,827	12·4
Palestine	1,682	14·1	154,701	58·1
Rhodésia du Sud	Nil	–	668,665	35·9
Straits Settlements	50,009	0·2	3,363,607	78·6
Totaux, Empire Britannique[2]	**1,463,539**	**0·5**[3]	**66,098,440**	**10·1**[3]
Pays étrangers				
Argentine	2,236,386	34·2	5,136,621	84·1
Belgique	810,855	23·9	456,286	35·4
Brésil	1,453,348	23·3	4,503,851	89·0
Chili	31,306	17·9	1,258,967	87·7
Chine	1,104,767	24·4	722,321	28·9
Colombie	205,859	2·1	1,253,388	87·2
Cuba	261,076	18·2	1,227,356	66·0
Danemark	18,064	26·7	65,601	56·0
Egypte	319,504	32·6	640,709	7·6
France	1,021,575	21·7	5,782,709	48·5
Allemagne	41,288	11·8	Nil	–
Guatemala	47,314	80·2	168,341	82·6
Honduras	19,169	41·7	118,835	93·0
Italie	365,979	27·3	62,078	6·6
Japon	751,524	12·8	2,509,178	22·1
Mexique	405,993	55·3	3,065,249	70·8
Pays-Bas	199,365	17·0	1,160,910	83·2
Indes néerlandaises	234,076	12·9	753,334	49·1
Norvège	76,821	28·6	1,721,451	53·6
Panama	3,297	14·1	457,059	85·7
Pérou	128,263	18·0	1,142,461	74·8
Iles Philippines	183,364	26·6	547,544	36·1
Pologne	Nil	–	Nil	–
Portugal	167,278	28·8	454,237	33·5
Afrique portugaise	2,504	4·9	759,241	38·2
Porto Rico	4,037	4·8	521,904	79·5
Espagne	255,463	23·0	228,772	66·0
Suède	962,611	60·7	397,123	67·7
Suisse	1,607,583	45·3	200,587	27·0
Turquie	61,070	34·9	1,066	100·0
Venezuela	17,219	0·6	1,688,375	98·2
Totaux, pays étrangers[2]	**14,006,424**	**19·9**[2]	**39,938,021**	**49·9**[3]
Grand totaux	**15,469,963**	**4·6**[3]	**106,036,461**	**14·4**[3]

[1] Moins de 0·1 p.c. [2] Comprend d'autres pays non spécifiés. [3] Pourcentage calculé d'après les totaux des tableaux 6 ou 7 moins les importations ou les exportations des Etats-Unis.

Commerce avec les autres pays étrangers.—Pendant la première guerre mondiale et immédiatement après, alors que la production et les exportations de plusieurs pays européens étaient limitées, nos importations des Etats-Unis se sont élevées à une forte proportion, tandis que celles en provenance des autres pays étrangers ont diminué. Sauf cette exception, la proportion d'importations provenant des autres pays étrangers est restée étonnamment constante, variant d'un dixième

à un huitième des importations, durant toute la période de près d'un demi-siècle jusqu'à ce que la tendance à la diminution, déterminée par les perturbations européennes qui ont précédé la guerre actuelle, se fasse de nouveau sentir. Les exportations canadiennes à destination des autres pays étrangers augmentent de 4·5 p.c. en 1886 à 23·0 p.c. en 1928, mais elles déclinent depuis et en 1940 elles atteignent 6·8 p.c. de la valeur totale des exportations. Un relevé de la valeur et du pourcentage des échanges commerciaux avec les autres pays étrangers depuis 1886 est donné au tableau 8, pp. 461–462.

Section 3.—Analyses des marchandises du commerce canadien

Sous-section 1.—Commerce du Canada par groupes principaux

L'expansion du commerce canadien, qui a suivi la dépression de 1930 et des quelques années suivantes, a subi un revers en 1938 pour reprendre son essor en 1939 et 1940. L'impulsion de la guerre sur l'économie canadienne a résulté en une augmentation dans les importations et les exportations. Les importations accusent une augmentation en valeur dans chaque groupe et en volume dans tous les groupes excepté les animaux et leurs produits, le bois et le papier.

Les exportations font voir des augmentations en valeur et en volume dans tous les groupes excepté l'agriculture et les produits végétaux (voir tableau **18**, p. 508). Les augmentations en valeur les plus remarquables sont enregistrées par: les denrées diverses, 136·4 p.c.; les produits du fer et de l'acier, 102·4 p.c.; les fibres et textiles, 50·0 p.c.; et le bois et les produits du bois, 43·5 p.c.

Dans le commerce d'exportation les positions relatives des groupes ont été quelque peu changées en 1940 comparativement à 1939. Les cinq principaux groupes—le bois et le papier, les produits agricoles et végétaux, les métaux non ferreux, les animaux et produits, et le fer et ses produits—occupent les mêmes positions les deux années et contribuent 89·3 p.c. des exportations canadiennes globales en 1940 comparativement à 90·8 p.c. en 1939. Les denrées diverses sont en sixième place (huitième en 1939), les métalloïdes en septième (sixième en 1939) et les produits chimiques et connexes en huitième place (septième en 1939). Les fibres et textiles occupent la neuvième place les deux années et, en dépit d'une augmentation de 50 p.c. sur l'année précédente, ils ne contribuent que 1·8 p.c. des exportations domestiques globales comparativement à 1·6 p.c. en 1939.

13.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or) par groupes principaux, 1914, 1926, 1932, 1939 et 1940

Groupe	Valeur des importations (millions de dollars)					Valeur des exportations domestiques (millions de dollars)				
	1914[1]	1926	1932	1939	1940	1914[1]	1926	1932	1939	1940
Tous pays										
Produits agricoles et végétaux	97·6	210·7	97·6	127·8	157·3	201·2	588·9	204·1	220·1	218·3
Animaux et produits	41.1	53·5	17·5	32·8	35·4	76·6	168·0	55·6	131·8	164·7
Fibres et textiles	109·2	184·2	69·0	100·9	147·3	1·9	7·1	4·8	14·4	21·6
Bois et papier	37·4	46·4	22·8	33·7	38·1	63·2	286·3	134·0	242·5	348·0
Fer et produits	143·8	219·6	67·3	183·2	298·9	15·5	75·6	16·3	63·1	127·7
Métaux non ferreux	35·6	50·8	22·0	42·1	71·1	53·3[2]	74·7	44·2	182·9	194·7
Métalloïdes	85·3	152·7	95·3	132·8	161·2	9·3	27·1	9·7	29·3	33·7
Produits chimiques et connexes	17·1	31·3	27·9	43·7	51·8	4·9	16·5	11·0	24·3	31·2
Denrées diverses	52·1	59·1	33·2	54·1	120·8	5·7	17·0	10·2	16·5	39·0
Totaux, tous pays	**619·2**	**1,008·3**	**452·6**	**751·1**	**1,081·9**	**431·6**	**1,261·2**	**489·9**	**924·9**	**1,178·9**

[1] Année terminée le 31 mars 1914. [2] Comprend l'or.

13.—Commerce du Canada (à l'exclusion de l'or) par groupes principaux, 1914, 1926, 1932, 1939 et 1940—fin

Groupe	Valeur des importations (millions de dollars)					Valeur des exportations domestiques (millions de dollars)				
	1914[1]	1926	1932	1939	1940	1914[1]	1926	1932	1939	1940
Royaume-Uni										
Produits agricoles et végétaux	16·2	37·7	21·5	13·0	8·7	146·8	339·3	108·8	94·2	121·0
Animaux et produits	5·7	6·2	2·5	4·3	3·8	35·4	73·3	28·8	73·6	102·6
Fibres et textiles	60·6	72·1	27·2	41·2	53·8	0·2	0·9	1·2	3·5	6·1
Bois et papier	3·7	3·8	3·5	3·0	2·6	12·8	16·4	12·1	43·9	83·1
Fer et produits	17·3	15·4	12·5	19·3	21·8	1·4	6·9	5·2	16·0	53·4
Métaux non ferreux	4·8	5·7	3·7	5·1	12·3	16·6[2]	13·8	15·1	83·4	101·7
Métalloïdes	6·3	10·4	12·3	12·0	18·2	0·4	1·8	1·3	3·4	6·3
Produits chimiques et connexes	4·3	5·0	4·7	7·4	7·5	0·6	3·3	2·9	5·7	8·3
Denrées diverses	13·2	8·4	5·6	8·7	32·5	1·0	3·5	2·8	4·4	25·6
Totaux, Royaume-Uni	**132·1**	**164·7**	**93·5**	**114·0**	**161·2**	**215·2**	**459·2**	**178·2**	**328·1**	**508·1**
Etats-Unis										
Produits agricoles et végétaux	44·1	97·0	33·7	45·4	56·8	34·1	61·1	4·7	79·5	64·5
Animaux et produits	23·3	35·0	9·7	16·9	21·0	32·3	69·7	15·3	44·1	48·7
Fibres et textiles	32·5	70·4	25·5	41·6	62·7	1·2	3·3	0·9	2·3	2·9
Bois et papier	31·7	39·9	17·2	28·7	33·8	45·2	244·1	105·2	165·8	214·8
Fer et produits	121·4	196·8	51·6	158·1	273·3	2·0	10·1	2·1	5·0	6·0
Métaux non ferreux	27·7	40·3	16·3	29·2	44·8	34·2[2]	33·1	14·8	49·5	67·5
Métalloïdes	74·2	126·8	69·5	106·1	125·1	7·2	17·5	5·5	16·2	19·3
Produits chimiques et connexes	9·6	20·2	17·3	30·7	41·5	3·2	8·4	4·7	9·7	10·8
Denrées diverses	31·8	42·3	22·7	40·2	85·2	4·0	10·6	5·5	8·3	8·5
Totaux, Etats-Unis	**396·3**	**668·7**	**263·5**	**496·9**	**744·2**	**163·4**	**457·9**	**158·7**	**380·4**	**443·0**

[1] Année terminée le 31 mars 1914. [2] Comprend l'or.

Sous-section 2.—Principales marchandises importées et exportées

Principales importations canadiennes.—En interprétant l'orientation des importations, il convient de se rappeler qu'à certains points de vue aucune année en particulier n'est tout à fait exempte d'anomalies. Les fluctuations de prix modifient la signification des chiffres lorsque le commerce est exprimé en valeur; le nombre-indice des prix de gros, calculé par le Bureau Fédéral de la Statistique et basé sur 1926, est de 59·3 l'année civile 1889, 52·1 en 1899, 59·5 en 1909, 134·0 en 1919, 86·6 en 1930 et 82·9 en 1940. Ces années civiles se rapprochent de celles indiquées au tableau **14.**

Les effets des fluctuations de courte ou longue durée sur la tendance du commerce sont résumés aux pp. 430–431 de l'Annuaire de 1941 et un tableau aux pp. 431–432 du même volume donne les chiffres comparatifs sur les importations des cinq décennies qui ont précédé 1939, dernière année pour laquelle des comparaisons peuvent être faites pour temps de paix.

Les statistiques de 1940, paraissant au tableau **14,** sont naturellement influencées par les changements nécessités par la guerre dans l'économie canadienne. Par exemple, les importations sous le premier item, "Machinerie non agricole", tombent à $12,200,000 en 1933, se relèvent graduellement à $28,900,000 en 1936, atteignent $46,400,000 en 1937, tombent de nouveau à $36,900,000 en 1938, pour remonter à $42,800,000 en 1939 et accuser une augmentation de plus de $28,000,000 ou 67 p.c. en 1940. Cette dernière augmentation est surtout due à la nécessité d'importer de la machinerie pour équiper les nouvelles usines canadiennes de guerre et pour augmenter au Canada la fabrication de produits qui étaient auparavant en grande partie importés. Les produits de laminage ont montré au cours de la décennie à peu près les mêmes variations que la machinerie, l'augmentation en 1940 sur 1939 étant de plus de $23,000,000 ou près de 72 p.c.; en 1940, ce groupe obtient la deuxième place comparativement à la quatrième en 1939. Les pièces d'automobile, qui

se classent en cinquième en 1939 et 1940, accusent une augmentation de 88 p.c. cette dernière année. Les autres groupes qui ont montré de fortes augmentations en 1940 comparativement à 1939 sont les suivants par ordre de valeur (augmentations en pourcentage entre parenthèses): produits du caoutchouc (117), coton brut (53), appareils électriques (55), blousses et peignés de laine (117). Les importations de ferraille, qui au cours de la décennie n'ont jamais atteint $2,100,000, augmentent de 181 p.c. cette dernière année, et les importations d'étain qui au cours de la même période n'avaient jamais atteint $3,000,000, excepté en 1937, montrent une augmentation de 118 p.c. en 1940 comparativement à 1939.

Les groupes qui montrent des diminutions substantielles dans la valeur des importations au cours de la décennie sont les suivants: les boissons alcooliques, qui baissent de $38,000,000 en 1930 à $15,000,000 en 1934, $9,000,000 en 1935 et $5,900,000 en 1940; la soie artificielle, qui tombe de $13,800,000 en 1930 à $6,000,000 en 1931 et $2,100,000 en 1935, pour remonter légèrement à $4,100,000 en 1937 et $5,500,000 en 1939 et atteindre $6,700,000 en 1940.

14.—Principales importations canadiennes, cinq périodes décennales, 1890-1940

NOTA.—Les articles sont disposés par ordre d'importance en 1940 et la liste ne comprend que ceux dont la valeur d'importation atteint $5,000,000 ou plus.

N°	Article	Années fiscales				Années civiles	
		1890	1900	1910	1920	1930	1940
		$	$	$	$	$	$
1	Machinerie non agricole	1,877,551	5,159,952	14,690,873	36,716,791	50,434,725	71,496,542
2	Produits de laminage	5,645,704	11,905,937	15,692,052	39,985,746	46,508,984	55,610,396
3	Charbon	8,013,156	11,012,223	27,516,678	60,072,629	56,694,366	49,630,132
4	Pétrole brut	[1]	23,344	1,189,081	20,306,693	41,362,227	48,373,401
5	Pièces d'automobile	[1]	[1]	269,586	12,674,823	23,358,763	47,580,369
6	Produits du caoutchouc	1,512,427	2,942,044	6,151,157	18,059,435	12,842,452	35,114,831
7	Instruments agricoles, etc	161,277	2,148,867	2,661,207	14,578,106	21,944,231	30,673,217
8	Sucre et produits	6,452,654	8,610,845	14,962,770	73,618,354	26,496,027	29,114,803
9	Fruits	2,400,851	3,133,407	8,316,462	33,463,270	30,973,926	27,942,504
10	Coton brut	3,539,249	4,229,198	9,384,801	33,854,457	14,216,310	25,057,813
11	Appareils électriques	317,315	810,900	3,688,538	15,550,254	30,281,152	21,250,135
12	Cotonnades	3,792,584	6,399,705	17,928,093	49,088,060	21,924,835	19,417,177
13	Lainages, tapis	10,900,600	9,427,575	20,767,010	45,545,127	27,930,638	17,047,437
14	Livres et imprimés	1,404,583	1,588,432	4,127,179	11,228,018	16,827,309	16,655,462
15	Automobiles	[1]	[1]	1,732,215	15,035,545	20,560,287	15,438,482
16	Lin, chanvre et jute	1,416,217	3,551,037	5,340,312	15,923,836	11,807,906	14,993,003
17	Pétrole raffiné	690,283	830,025	2,326,681	10,566,592	22,638,611	13,837,540
18	Blousses, peignés et bourres de laine	12,100	151,510	599,446	5,830,957	2,812,234	13,176,253
19	Laine brute	1,729,058	1,574,834	1,587,175	2,672,211	3,194,583	13,174,896
20	Engins et chaudières	188,759	778,364	2,019,558	12,997,757	10,827,352	12,385,134
21	Argile et produits	948,876	1,593,255	3,418,844	6,371,567	10,746,681	11,125,118
22	Thé	3,073,643	3,604,027	5,347,854	8,336,163	12,659,556	10,805,144
23	Verre et verrerie	1,268,314	1,658,694	2,932,104	6,926,459	8,284,741	10,140,591
24	Huiles végétales	612,671	826,882	1,872,265	15,973,417	11,517,903	10,049,902
25	Aluminium	149	12,543	794,490	2,747,385	6,296,272	8,945,554
26	Fourrures	1,058,001	2,106,441	5,768,075	12,887,520	9,585,433	8,885,540
27	Papier	1,208,683	1,378,749	4,567,810	9,949,574	12,907,658	8,858,180
28	Légumes	337,859	625,749	1,751,265	5,722,600	9,363,138	7,711,990
29	Pierre et produits	862,037	1,029,711	1,773,953	3,687,702	7,059,423	7,584,272
30	Soie brute	193,529	277,708	393,011	3,090,845	7,299,042	7,521,009
31	Grain et issues de meunerie	3,034,049	8,298,884	7,806,665	9,806,073	16,627,636	7,387,511
32	Teintures et substances de tannage	484,217	711,508	1,412,099	5,623,720	3,372,435	7,265,081
33	Bois non ouvré	1,444,727	3,775,240	8,324,585	14,112,391	11,028,838	6,933,760
34	Soie artificielle	[1]	[1]	[1]	[1]	13,780,922	6,692,400
35	Etain et produits	1,258,194	2,313,894	3,512,615	3,284,669	1,496,938	6,346,380
36	Peaux brutes	1,703,093	4,214,012	8,235,819	22,654,661	6,046,567	6,180,839
37	Boissons alcooliques	1,695,161	1,938,112	4,459,566	9,135,536	37,936,640	6,030,721
38	Coke	155,513	596,839	1,695,603	2,476,450	5,635,212	5,899,180
39	Ferraille	161	793,037	344,679	499,083	1,202,423	5,796,979
40	Cuir	1,173,777	1,879,333	4,202,934	17,102,702	9,728,114	5,658,836
41	Bois ouvré	1,355,230	824,195	3,085,079	7,893,284	9,209,556	5,652,744
42	Minerai de fer	551	282,191	3,345,550	4,601,716	3,324,190	5,513,215
43	Peintures et vernis	672,885	1,012,535	1,376,023	3,821,880	4,663,681	5,500,622
44	Laiton et produits	554,545	851,606	2,228,215	4,531,015	5,434,454	5,134,885

[1] Non relevées.

Principales exportations canadiennes.—Dans l'interprétation des chiffres de nos exportations de marchandises, tel qu'indiqué au tableau **15**, les mêmes observations que dans le cas des importations s'appliquent en ce qui concerne les fluctuations des prix et du commerce. De plus, les facteurs qui influencent le commerce mondial ont un effet marqué sur les tendances des exportations canadiennes. Comme les produits agricoles sont restés l'un des éléments importants de nos exportations, les variations dans les récoltes tant au pays que dans d'autres parties du monde déterminent d'année en année des fluctuations sensibles dans le volume et la valeur de nos exportations.

Aux pages 433 et 434 de l'Annuaire du Canada 1941 se trouvent des considérations sur les effets des fluctuations des exportations canadiennes à long et à court terme. L'année dernière, le papier à journal et le blé gardent la tête avec une augmentation de presque 31 p.c. et 10 p.c., respectivement, sur les valeurs de 1939. Les madriers et les planches, qui sont en quatrième position en 1939, montent à la troisième place avec une augmentation de $48,829,000, soit 38 p.c. Les viandes atteignent le haut chiffre de $42,000,000 en 1937, baissent en 1938 et 1939 pour marquer, en 1940, une augmentation de temps de guerre de 69 p.c. Le bois de pulpe, qui avait également atteint le chiffre élevé de $42,000,000 en 1937 et avait décliné durant les deux années suivantes, atteint en 1940 presque 97 p.c. de plus que le chiffre de $31,001,000 de 1939. Les automobiles et les pièces d'automobile sont deux autres groupes qui marquent, en 1940, des augmentations hors ligne comparativement à leur progression graduelle jusqu'en 1939, ces augmentations étant respectivement de 141 p.c. et 244 p.c. On trouve dans cette catégorie, par ordre de valeur en 1940 et avec le pourcentage d'augmentation sur 1939 indiqué entre parenthèses: aluminium en barres, etc. (28); farine (69); fonte en gueuse (149); et carton (124). Les exportations de fruits, demeurées en 1939 presque au même niveau qu'en 1930, diminuent de 44 p.c. l'année dernière, dû en grande partie au manque d'espace pour les expédier. Les bandages et chambres à air en caoutchouc déclinent de $14,000,000 à $8,000,000 de 1930 à 1939 et accusent encore une brusque diminution de 32 p.c. en 1940.

15.—Principales exportations (à l'exclusion de l'or), cinq périodes décennales, 1890-1940

NOTA.—Les articles sont disposés par ordre d'importance en 1940 et comprennent seulement ceux d'une valeur de $5,000,000 ou plus. Certains item, comme les minéraux stratégiques, sont omis à cause des restrictions de temps de guerre.

Article	Années fiscales				Années civiles	
	1890	1900	1910	1920	1930	1940
	$	$	$	$	$	$
Papier à journal	[1]	[1]	2,612,243	53,640,122	133,370,932	151,360,196
Blé	388,861	11,995,488	52,609,351	185,045,806	185,786,026	119,530,365
Madriers et planches	17,637,308	22,015,990	33,100,387	75,216,193	36,743,267	67,736,934
Viandes	895,767	13,615,621	8,013,680	96,161,234	7,569,023	63,289,240
Pulpe de bois	168,180	1,816,016	5,204,597	41,383,482	39,059,979	60,930,149
Automobiles	[1]	[1]	405,011	14,883,607	18,798,783	54,306,062
Poisson	8,099,674	10,564,688	15,179,015	40,687,172	30,097,635	29,843,173
Farine de blé	521,383	2,791,885	14,859,854	94,262,922	37,540,495	26,351,695

[1] Non relevées.

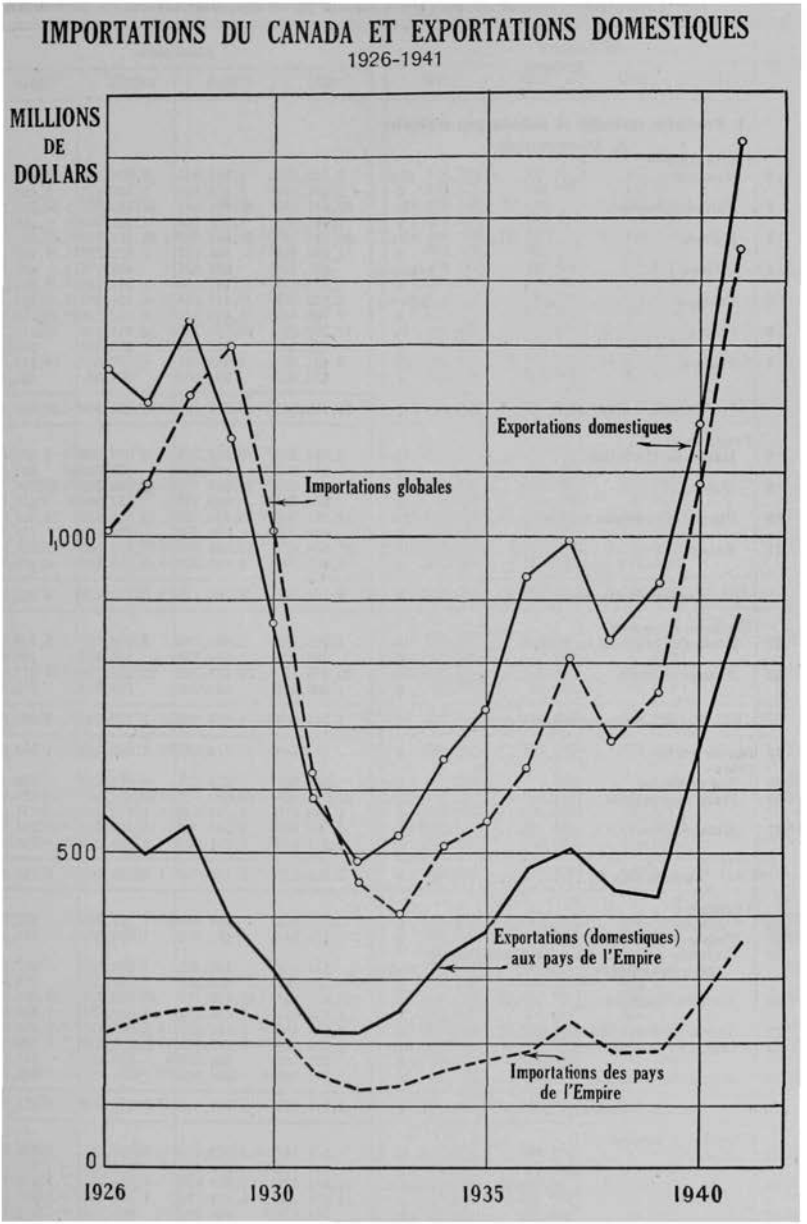
15.—Principales exportations (à l'exception de l'or) cinq périodes décennales, 1890-1940
—fin

Article	Années fiscales				Années civiles	
	1890	1900	1910	1920	1930	1940
	$	$	$	$	$	$
Fromage	9,372,212	19,856,324	21,607,692	36,336,863	13,207,021	15,723,486
Fourrures, brutes	1,874,327	2,264,580	3,749,005	20,628,109	15,202,168	15,617,244
Machinerie non agricole	143,815	446,391	924,510	6,416,591	6,108,818	13,457,598
Fer, gueuse, lingots, etc	[1]	137,651	228,183	6,595,688	2,761,587	12,899,923
Bois de pulpe	80,005	902,772	6,076,638	8,454,863	13,611,617	12,521,880
Bêtes à cornes	6,949,417	8,704,523	10,792,156	46,054,631	3,398,076	12,442,420
Pierre et produits	949,158	575,749	955,636	3,531,916	5,605,393	10,645,731
Pièces d'automobiles	[1]	[1]	[1]	3,097,496	1,587,571	10,289,580
Instruments agricoles, etc	367,198	1,692,155	4,319,385	11,614,400	10,302,404	9,537,256
Carton	[1]	[1]	[1]	4,568,066	2,250,458	8,791,893
Engrais chimiques	4,291	51,410	373,315	6,694,037	5,606,400	8,584,098
Whisky	25,383	396,671	1,010,657	1,504,132	21,746,593	7,886,707
Abrasifs	[1]	[1]	[1]	1,474,177	2,899,424	7,734,459
Bardeaux, bois	340,872	1,131,506	2,331,443	10,848,602	4,132,181	7,606,118
Argent, minerai et lingots	201,615	1,354,053	15,009,937	14,255,601	9,581,752	7,165,504
Produits de laminage	[1]	[1]	[1]	7,428,807	1,535,143	6,885,898
Cuir, non ouvré	727,087	1,535,440	1,296,480	11,742,268	4,722,852	6,521,486
Avoine	256,156	2,143,179	1,566,612	9,349,455	1,061,147	6,177,281
Composés de soude	[1]	[1]	[1]	[1]	3,139,883	5,935,442
Platine ou platinides, concentrés, etc	[1]	[1]	61,717	39,058	1,610,945	5,898,616
Fruits, principalement pommes	1,073,890	3,305,662	5,492,197	8,347,549	10,401,267	5,862,481
Bandages et chambres à air, caoutchouc	[1]	[1]	[1]	7,395,172	14,352,562	5,460,675
Légumes	597,074	503,993	1,534,228	11,656,483	9,941,890	5,174,687
Son et recoupes	86,225	145,206	1,842,620	2,983,843	2,851,542	5,110,379

[1] Non relevées.

Détails des importations et des exportations.—Les statistiques détaillées de toutes les marchandises de quelque importance importées au Canada de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, au cours des années civiles 1937–40 sont données dans le tableau **16**; les mêmes statistiques de nos exportations domestiques paraissent au tableau **17**.

Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des statistiques du commerce d'item particuliers par pays. Conséquemment, les chiffres des importations et exportations entre le Canada et le Royaume-Uni et les Etats-Unis sont confinés à des totaux de groupes et de sous-groupes jusqu'à ce que ces restrictions soient levées. Dans le cas des exportations de métaux non ferreux, seuls les totaux des métaux précieux et le total du groupe peuvent être donnés.


IMPORTATIONS DU CANADA ET EXPORTATIONS DOMESTIQUES
1926-1941
MILLIONS DE DOLLARS
1,000
500
0
1926
1930
1935
1940
Exportations domestiques
Importations globales
Exportations (domestiques) aux pays de l'Empire
Importations des pays de l'Empire

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	I. Produits agricoles et substances végétales					
	A. ALIMENTAIRES					
	Fruits frais—					
1	Bananes	rég.	3,528,403	3,463,045	2,886,392	2,657,892
		$	2,231,119	2,179,160	2,398,173	3,698,995
2	Pamplemousses	lb	52,517,057	58,996,594	67,542,955	57,326,398
		$	1,441,660	1,228,795	1,269,902	1,256,520
3	Raisins	lb	30,842,369	30,642,582	33,491,925	43,408,307
		$	1,016,564	895,497	1,072,762	1,293,049
4	Citrons	caisses	381,129	388,822	405,971	407,837
		$	1,679,923	1,147,764	1,348,245	1,317,070
5	Oranges	pds cu.	5,022,693	6,449,058	6,934,585	6,434,444
		$	7,708,540	5,668,324	6,212,292	7,339,181
6	Poires	lb	17,230,605	13,210,229	26,945,918	13,473,588
		$	489,280	312,968	636,143	393,895
7	Fraises	lb	5,481,941	4,868,447	6,570,557	4,639,160
		$	423,617	394,954	504,857	443,419
	Totaux, fruits frais[2]	$	17,153,041	13,611,769	15,383,945	17,617,463
	Fruits secs—					
8	Raisin de Corinthe	lb	6,034,179	5,513,138	5,078,050	6,179,004
		$	554,871	547,690	473,972	561,692
9	Dates	lb	14,352,695	15,535,755	16,263,383	13,139,731
		$	374,881	390,212	537,590	619,984
10	Prunes et pruneaux séchés	lb	18,764,508	15,445,020	18,375,659	15,895,933
		$	846,305	571,700	780,673	711,730
11	Raisin	lb	37,858,877	30,685,966	35,772,665	47,531,337
		$	3,405,796	2,939,807	3,205,703	4,415,314
	Totaux, fruits secs[2]	$	5,794,396	4,993,178	5,723,175	6,867,255
	Fruits en conserve—					
12	Pêches et abricots en boîte	lb	4,705,789	2,002,085	3,106,202	3,764,069
		$	296,270	124,335	180,484	246,880
13	Ananas en boîte	lb	20,145,127	20,153,535	22,218,534	16,572,066
		$	690,561	632,035	778,810	818,857
	Totaux, fruits en conserve[2]	$	1,845,605	1,625,886	1,828,890	2,064,956
14	Jus de fruits	$	719,686	716,850	1,026,146	1,392,830
	Noix—					
15	Noix de coco	$	243,801	210,673	176,515	230,784
16	Noix, non écalées	lb	44,944,401	43,662,722	46,137,944	51,883,964
		$	1,845,919	1,649,441	1,672,164	2,051,585
17	Noix, écalées	lb	9,782,500	8,948,098	11,482,868	11,295,361
		$	1,827,955	1,597,080	1,836,011	1,826,028
	Totaux, noix [2]	$	3,951,807	3,489,399	3,724,468	4,166,871
	Légumes—					
18	Oignons	$	252,953	504,166	227,590	201,360
19	Patates	$	146,841	137,300	180,059	191,159
20	Pommes de terre, *n.a.é.* sauf pommes de terre de semence	cwt	148,554	166,405	634,832	597,684
		$	210,981	225,010	707,537	774,960
21	Tomates fraîches	lb	39,973,055	49,198,777	45,755,494	38,002,395
		$	1,439,532	1,301,253	1,499,951	1,463,161
22	Autres légumes frais	$	3,453,865	3,158,089	3,535,450	3,989,924
23	Légumes en boîte	lb	2,970,388	3,210,852	3,963,568	7,609,628
		$	259,707	269,496	316,232	511,464
24	Marinades et sauces	$	347,588	334,961	384,495	458,107
	Totaux, légumes[2]	$	6,224,471	6,051,048	6,988,965	7,711,990
	Céréales et farineux—					
25	Biscuits	lb	2,525,147	2,572,679	2,784,902	1,599,992
		$	391,144	360,489	381,220	270,394
26	Maïs	boiss.	16,544,025	9,349,924	7,864,990	7,878,855
		$	10,874,256	5,474,758	4,571,474	3,863,723
27	Riz	cwt	766,375	592,985	800,894	625,475
		$	1,520,897	1,249,777	1,483,145	1,354,498
	Totaux, céréales et farineux[2]	$	17,850,836	17,273,789	8,905,94-	7,387,511

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données pour l'année 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles 1937-40

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
Nil	Nil	Nil		414,994	491,673	687,459		1
–	–	–		683,573	798,148	1,262,838		
30,415	Nil	Nil		46,858,549	52,899,777	63,381,312		2
939	–	–		1,309,835	1,103,221	1,186,866		
47,390	1,300	26,000		30,465,049	30,045,763	32,963,299		3
3,121	134	2,443		994,868	860,236	1,045,588		
2,413	498	348	1	200,381	438,486	395,547	1	4
9,531	1,435	1,478		1,064,279	1,049,662	1,325,410		
205,881	4,244	8,255		4,012,610	5,988,169	6,491,845		5
245,830	4,919	8,782		6,823,885	5,320,342	5,842,272		
Nil	12,690	Nil		16,987,526	12,950,829	26,719,347		6
–	638	–		478,104	302,712	626,265		
Nil	Nil	Nil		5,481,911	4,868,447	6,570,557		7
–	–	–		423,614	394,954	504,857		
260,349	10,625	13,291	1,701	13,658,530	11,331,836	13,578,933	16,132,037	
973	255	8,750		Nil	766	Nil		8
149	26	868		–	96	–		
808,621	1,397,443	363,560		881,289	605,486	750,765		9
20,269	38,262	11,704	1	46,510	36,198	41,972	1	
17	48	34,500		18,764,419	15,444,952	18,341,159		10
9	8	1,184		846,284	571,687	779,489		
519,021	198,385	107,200		6,296,021	5,645,418	7,126,896		11
28,938	9,648	5,219		370,149	282,541	371,216		
56,058	51,926	20,237	29,399	1,720,531	1,254,624	1,738,763	1,590,189	
158	Nil	Nil		268,068	124,467	190,723		12
15	–	–	1	17,336	7,590	11,354	1	
7,468	Nil	Nil		368,989	169,838	241,557		13
715	–	–		29,502	15,965	19,133		
80,491	71,048	68,318	57,177	233,798	184,656	233,215	284,435	
18,358	12,284	10,743		500,747	493,205	753,349		14
Nil	Nil	Nil		605	556	455		15
360,515	803,397	731,459	1	2,868,194	3,115,360	3,045,341	1	16
45,368	62,929	54,420		400,046	402,689	450,653		
220,871	86,512	64,159		1,048,758	1,295,845	1,297,762		17
65,839	31,548	24,715		389,904	394,204	438,493		
111,388	95,171	79,269	11,591	790,580	797,619	889,603	716,499	
5,411	7,763	7		141,402	358,733	155,246		18
Nil	Nil	Nil		144,690	136,593	178,996		19
Nil	Nil	46		144,763	163,966	634,273		20
–	–	66		202,194	220,19.	706,121		
216	Nil	365	1	17,318,589	25,417,107	24,787,903	1	21
34	–	61		702,88.	755,216	889,235		
887	517	347		3,367,834	3,069,199	3,446,951		22
3,631	791	1,804		1,069,646	1,493,377	2,353,124		23
282	64	219		90,101	115,239	170,743		
209,012	198,286	215,081		48,742	50,484	80,589		24
236,277	226,686	238,932	211,759	4,771,138	4,785,787	5,726,255	6,616,039	
2,109,521	1,981,195	1,544,267		330,803	489,884	1,137,940		25
323,961	281,419	249,398		55,512	67,493	118,334		
25,228	9	Nil	1	310,303	7,207,841	3,162,115	1	26
22,060	18	–		287,550	4,064,287	1,857,048		
2,464	241	61		88,062	215,836	246,918		27
6,025	891	272		246,080	444,616	550,192		
495,426	370,586	306,867	219,098	4,912,728	14,310,637	4,629,275	3,403,102	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	I. Prod. agricoles et substances végétales—suite					
	A. Alimentaires—fin					
	Huiles végétales alimentaires—					
1	Huile d'olive	gall.	253,549	346,099	261,337	218,910
		$	466,298	464,365	353,053	370,379
	Totaux, huiles végétales alimentaires[2]	$	701,207	656,905	742,002	796,284
	Sucre et ses transformations—					
2	Confiserie	lb	6,642,017	5,442,855	4,552,960	2,880,038
		$	842,591	682,395	614,533	480,244
3	Mélasses et sirops	gall.	12,558,180	13,117,618	14,521,221	15,392,093
		$	2,181,953	2,021,353	2,146,302[3]	2,860,120
4	Sucre, non au-dessus n° 16 E.H.	cwt	4,763,145	2,242,630	5,360,741	2,835,247
		$	8,987,429	11,491,677	10,616,580	7,168,262
5	Sucre, de raffinerie, au-dessus n° 16 E.H.	cwt	4,458,529	3,332,802	4,982,885	7,714,982
		$	8,291,360	6,069,898	9,609,025	18,002,162
6	Sucre, au-dessus n° 16 E.H. autre, *n.a.é.*	cwt	75,766	99,953	79,904	178,221
		$	331,336	298,627	374,077	587,527
	Totaux, sucre et ses transformations[2]	$	20,645,026	20,580,607	23,374,465	29,114,803
7	Cacao et chocolat	$	3,165,548	2,060,015	2,298,147	2,949,268
8	Café et chicorée	lb	38,398,164	43,139,830	47,314,575	42,481,638
		$	4,170,822	3,931,552	4,603,508	3,666,333
9	Epices	$	894,372	813,562	977,117	968,552
10	Thé	lb	40,122,186	37,591,064	43,393,607	42,682,730
		$	10,013,430	9,579,902	10,090,807	10,805,144
11	Levure	lb	1,348,690	1,480,599	1,380,628	1,212,295
		$	195,852	193,612	197,366	187,057
12	Houblon	lb	1,454,948	1,087,490	782,232	979,050
		$	444,145	298,535	237,565	424,499
13	Réglisse	lb	1,120,937	1,026,819	1,240,875	1,112,096
			121,424	111,167	140,218	139,721
	Totaux A. Alimentaires[2]	$	94,013,384	86,095,834	86,434,660	96,310,302
	B. Non alimentaires					
	Boissons alcooliques—					
14	Brandy	gall. de preuve	158,330	143,339	127,828	139,371
		$	859,223	667,072	532,952	562,268
15	Genièvre	gall. de preuve	85,427	78,769	62,92[illegible]	52,338
		$	296,384	271,143	216,249	171,766
16	Rhum	gall. de preuve	274,953	265,057	305,594	359,174
		$	1,265,201	407,955	425,496	493,252
17	Whisky	gall. de preuve	768,943	779,847	1,057,361	854,702
		$	4,277,671	4,475,052	4,344,154	3,704,485
18	Vins tranquilles et mousseux	$	1,043,298	904,884	813,399	888,408
	Totaux, boissons alcooliques[2]	$	8,049,715	6,970,046	6,539,969	6,030,721
19	Gommes et résines	$	2,313,294	1,404,177	1,720,865	2,140,260
20	Tourteaux oléagineux et farine	cwt	338,916	625,090	556,032	552,435
		$	491,003	740,520	716,585	773,756
	Huiles végétales non comestibles—					
21	Huile de coton, brute	cwt	190,167	140,419	103,715	177,638
		$	1,142,954	574,768	582,088	679,551
22	Huile pour la savonnerie	gall.	11,533,292	10,492,071	10,644,601	5,467,049
		$	5,901,757	3,875,341	2,972,304	3,315,168
23	Huile d'arachides, brute, pour fins comes.	cwt	668,739	935,133	398,944	319,411
		$	4,130,854	3,902,730	1,624,534	1,204,547
	Totaux, huiles végét. non comestibles[2]	$	15,774,646	11,212,620	8,672,599	9,253,618
24	Plants, arbrisseaux, arbres et vignes	$	992,036	906,988	868,294	443,938
	Caoutchouc et ses transformations—					
25	Brut	lb	80,992,738	57,562,865	70,816,352	114,215,803
		$	15,662,483	8,144,296	11,357,055	22,962,210
26	Récupéré, pulvérisé, succédané	cwt	195,153	148,684	213,555	227,588
		$	907,755	646,718	932,771	1,065,616
27	Bandages pneumatiques	$	326,287	323,913	561,557	6,685,363
	Totaux, caoutch. et ses transformations[2]	$	19,478,956	11,289,825	16,116,311	35,114,831

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données pour l'année 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles, 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
1,154	298	755	1	996	1,719	3,672	1	1
2,300	550	1,064		2,860	3,612	6,639		
159,334	112,327	136,547	66	25,540	31,101	115,024	206,136	
4,868,770	4,063,227	3,060,718		626,948	609,797	648,020		2
625,716	505,274	420,365		136,667	102,434	104,655		
25,801	34,684	23,644		386,138	2,172,302	1,205,917		3
15,819	23,420	16,237		110,347	249,902	172,752		
6	Nil	Nil	1	Nil	Nil	Nil	1	4
22	–	–						
Nil	34	Nil		Nil	–	–		5
–	114	–		–	–	–		
1,206	456	204		66,084	43,730	59,120		6
3,525	685	745		309,722	191,850	310,372		
645,082	529,493	437,347	347,520	567,083	560,818	614,311	664,030	
690,056	503,358	375,828		1,008,804	535,616	969,599		7
2,024,539	1,963,529	1,520,134		923,494	1,041,481	1,196,041		8
299,971	259,762	215,398		377,039	385,677	479,263		
347,573	266,063	346,009		229,069	208,681	254,206		9
11,411,046	9,790,537	10,700,881		15,704	54,398	130,200		10
3,312,447	2,864,671	2,993,436	1	3,544	11,078	33,416	1	
270,754	302,216	213,529		1,032,860	1,126,586	1,098,275		11
20,182	22,662	16,030		159,422	152,178	156,855		
178,444	143,092	70,759		499,075	337,161	244,070		12
62,937	59,818	36,978		155,604	76,748	89,935		
217	345	Nil		1,114,731	1,026,474	1,243,485		13
115	104	–		120,413	111,063	139,723		
6,845,830	5,491,746	5,333,093	2,782,626	29,299,922	35,293,309	30,449,529	33,912,104	
1,371	1,155	480		16	4	13		14
11,630	7,402	2,664		127	43	90		
82,023	75,534	59,836		2	Nil	Nil		15
270,002	245,414	192,281		24	–	–		
119,574	119,407	120,446	1	1	6	2	1	16
1,081,252	256,049	246,092		10	23	12		
764,031	774,065	913,862		4,672	5,383	142,674		17
4,213,263	4,394,641	4,099,530		62,665	78,577	242,617		
124,958	106,643	60,722		6,890	2,660	2,666		18
5,855,698	5,136,432	4,742,653	4,280,519	70,014	81,534	245,551	102,801	
43,872	63,515	30,805		1,953,375	1,035,888	1,451,364		19
2,133	600	Nil		238,055	554,061	507,379		20
4,152	630	–		367,492	663,895	664,618		
170,495	140,419	36,734	1	19,672	Nil	66,981	1	21
1,024,679	574,768	138,891		118,275	–	443,197		
1,507,572	1,059,683	345,962		1,012,026	742,808	1,828,413		22
960,678	462,882	137,435		566,753	278,119	643,491		
405,366	715,775	236,952		1,217	6,727	Nil		23
2,645,222	3,117,396	1,051,531		8,367	17,273	–		
5,048,047	4,425,883	1,539,111	133,603	3,390,715	2,072,209	3,673,134	4,174,042	
49,946	41,736	30,226		255,337	263,002	244,852		24
282,259	450,339	747,021		12,082,311	7,146,831	6,092,551		25
56,625	68,685	133,783	1	2,509,765	1,035,937	1,101,834	1	
2,378	1,633	1,677		190,910	146,663	211,541		26
37,311	18,977	16,659		845,328	615,135	907,333		
95,043	99,835	89,440		203,788	195,148	405,085		27
517,619	509,157	636,766	492,881	5,615,957	3,555,101	4,832,835	11,951,995	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	I. Prod. agricoles et substances végétales—fin					
	B. NON ALIMENTAIRES—fin					
	Graines de semence—					
1	Lin	boiss.	1,210,765	713,247	1,116,229	874,440
		$	1,603,007	936,537	1,261,029	1,355,440
2	Graine d'herbe	lb	1,186,743	2,372,283	6,162,005	7,427,508
		$	131,229	167,889	353,494	528,296
	Totaux, graines de semence[2]	$	2,890,528	1,742,370	2,176,504	2,554,049
	Tabac—					
3	Tabac en feuilles	lb	2,569,177	4,458,578	4,414,955	3,857,310
		$	904,294	1,809,002	1,891,001	1,730,996
4	Tabac ouvré	lb	184,735	176,783	177,863	201,898
		$	471,733	441,677	484,162	577,311
	Totaux, tabac[2]	$	1,376,027	2,250,679	2,375,163	2,308,307
5	Sorgho à balai	$	256,878	186,170	261,420	283,941
6	Térébenthine, esprit de	gall.	1,262,379	1,267,654	1,437,042	1,312,903
		$	488,412	345,991	420,143	489,070
	TOTAUX, B. NON ALIMENTAIRES[2]	$	54,133,365	39,025,664	41,400,486	60,939,293
	Totaux, produits agricoles et substances végétales[2]	$	**148,146,749**	**125,121,498**	**127,835,146**	**157,249,595**
	II. Bétail et produits animaux					
7	Animaux vivants	$	1,374,874	1,357,533	891,436	646,294
8	Os, ivoire et écailles	$	436,746	335,753	426,543	529,108
9	Plumes et tiges de plume	$	191,256	155,635	194,442	209,552
	Poisson—					
10	Frais	$	717,729	931,786	886,773	941,161
11	Séché, salé, fumé	$	248,769	287,981	268,280	438,649
12	En conserve et en boîte	$	1,002,585	1,059,856	1,300,158	881,109
	Totaux, poisson	$	1,969,111	2,279,623	2,455,211	2,260,919
	Fourrures—					
13	Brutes	$	5,348,694	3,743,548	5,053,506	5,896,806
14	Ouvrés	$	1,743,121	946,826	947,700	861,777
15	Poil pour chapelier	$	814,959	758,106	916,182	904,949
	Totaux, fourrures[2]	$	8,160,840	5,650,624	7,133,052	8,885,540
16	Cheveux et soies	$	868,295	507,374	725,949	1,127,315
17	Peaux brutes	cwt	404,673	252,089	490,708	440,215
		$	6,329,054	2,935,945	6,173,395	6,180,839
	Cuir non ouvré—					
18	A gants	$	508,671	372,912	519,811	544,106
19	Tanné	$	243,360	161,870	173,160	143,969
20	Ciré ou lustré	$	1,744,364	1,221,810	1,588,421	1,339,858
	Totaux, cuir non ouvré[2]	$	3,661,130	2,612,239	3,218,396	3,167,285
	Cuir ouvré—					
21	Chaussures	paires	549,680	594,531	819,330	502,028
		$	953,299	1,111,990	1,486,465	1,201,747
22	Gants et mitaines	$	867,372	734,525	652,126	560,027
23	Harnais et sellerie	$	140,507	118,389	152,799	153,048
	Totaux, cuir ouvré[2]	$	2,374,455	2,351,546	2,744,095	2,491,551
	Viandes—					
24	Viandes en boîte	lb	11,846,161	10,567,788	15,150,562	10,611,305
		$	647,898	642,238	1,001,547	842,537
25	Porc saumuré	lb	1,960,005	3,413,936	3,281,762	1,871,189
		$	239,404	284,348	238,680	128,319
	Totaux, viandes[2]	$	1,154,679	1,565,086	4,439,379	4,962,318

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données pour l'année 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles, 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
147	154	36		19	211	Nil		1
592	922	205	1	60	517	—	1	
36,949	41,033	44,594		884,167	2,167,558	5,921,633		2
4,466	4,652	4,982		76,443	127,058	298,355		
425,780	189,014	98,618	101,162	374,296	346,099	601,937	914,291	
162,121	143,890	225,109		2,327,895	3,946,034	3,701,584		3
44,236	48,666	131,486	1	788,193	1,453,875	1,383,156	1	
106,159	102,481	105,366		60,603	55,745	56,165		4
351,716	333,576	371,944		79,321	72,646	76,456		
395,95.	382,242	503,430	603,712	867,514	1,526,521	1,399,612	1,206,831	
Nil	Nil	Nil		208,729	161,426	233,893		5
244	584	12,700	1	1,262,056	1,267,067	1,416,659	1	6
415	604	4,847		487,922	345,039	412,296		
12,532,059	10,898,089	7,699,658	5,879,367	15,116,160	11,669,918	14,911,127	22,927,313	
19,377,889	**16,389,835**	**13,032,751**	**8,661,993**	**44,416,082**	**46,963,227**	**45,360,656**	**56,839,417**	
235,240	101,659	80,185		1,066,682	1,192,838	785,524		7
121,996	84,757	137,837		156,440	139,984	183,860		8
61,402	33,763	39,687	1	60,951	73,079	102,638	1	9
863	1,024	601		327,393	463,886	443,230		10
39,417	36,243	14,657		37,536	42,781	55,317		11
60,829	43,906	31,690		219,171	217,672	413,439		12
101,109	81,173	46,948	25,577	584,100	724,339	911,986	678,902	
1,254,760	916,685	696,432		3,095,330	2,495,457	3,828,945		13
299,741	74,250	64,813	1	879,189	428,764	334,228	1	14
160,351	109,207	191,695		156,514	126,659	202,573		15
1,676,407	1,135,686	1,018,417	920,528	4,293,135	3,148,940	4,455,938	6,813,080	
53,144	9,894	10,055		687,658	417,448	612,763		16
12,985	5,705	4,751		111,250	123,100	188,269		17
142,286	69,319	48,691	1	1,842,870	1,223,840	2,509,223	1	
48,702	21,267	56,112		459,830	350,963	461,681		18
203,968	108,470	107,407		38,909	25,149	42,066		19
837,031	589,599	662,338		862,955	610,743	903,305		20
2,101,059	1,452,905	1,597,805	1,477,916	1,498,947	1,092,231	1,557,931	1,637,401	
233,642	154,189	148,233		150,217	307,219	514,179		21
383,829	310,720	306,728	1	390,564	638,130	1,004,773	1	
80,518	57,543	64,411		11,209	11,203	16,718		22
81,935	67,074	88,025		53,261	47,076	62,604		23
705,363	558,898	568,213	536,521	695,212	943,475	1,412,264	1,459,347	
56,511	29,830	38,709		113,963	55,886	48,704		24
16,948	12,300	11,138	1	13,174	9,746	7,912	1	
Nil	Nil	Nil		1,960,005	3,413,936	3,281,762		25
—	—	—		239,404	284,348	238,680		
141,844	140,914	169,483	204,344	367,303	730,682	3,075,560	3,821,310	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	II. Bétail et produits animaux—fin					
	Lait et ses dérivés—					
1	Beurre	lb	65,918	5,231,838	5,644	4,001
		$	15,724	1,411,958	1,656	1,712
2	Fromage	lb	1,410,336	1,386,645	1,396,713	970,460
		$	327,565	311,635	377,867	272,199
	Totaux, lait et ses dérivés[2]	$	462,098	1,788,308	454,843	454,972
	Huiles, matières grasses, graisses—					
3	Huiles de poisson	gall.	423,752	334,747	422,848	237,352
		$	481,689	395,770	537,313	511,851
4	Graisse pour savon et cuir	cwt	133,111	81,778	99,578	111,692
		$	733,249	337,841	345,881	458,741
5	Saindoux et dérivés	lb	458,324	207,251	655,080	93,970
		$	29,519	15,282	45,248	9,135
	Totaux, huiles, matières grasses, graisses[2]	$	1,562,891	937,692	1,192,533	1,545,665
6	Œufs dans leur coquille	douz.	37,408	33,534	56,947	44,214
		$	17,887	14,960	23,573	19,055
7	Œufs, *n.a.é.*	$	71,925	59,363	73,681	59,030
8	Gélatine comestible	lb	2,337,459	2,052,472	2,343,481	2,319,912
		$	523,114	463,550	495,464	544,219
9	Boyaux à saucisse	$	1,179,036	1,152,901	1,070,835	1,166,651
	Totaux, bétail et produits animaux[2]	$	**31,528,395**	**25,226,625**	**32,757,666**	**35,365,835**
	III. Fibres et textiles					
	Coton et ses dérivés—					
10	Brut	lb	158,192,013	134,760,525	159,532,357	216,626,942
		$	19,912,756	12,872,808	16,425,282	25,057,813
11	Fibres	lb	8,141,915	10,182,585	11,055,350	10,517,948
		$	461,906	356,289	389,977	535,374
12	Filés	lb	5,847,960	4,858,742	5,391,919	7,813,896
		$	3,272,157	2,441,789	2,940,164	4,937,227
13	Tissus de coton blanchis	lb	1,240,378	826,384	1,233,970	1,081,275
		$	677,201	462,926	618,594	616,813
14	Tissus de coton non blanchis	lb	8,350,211	5,130,429	9,153,062	10,674,511
		$	2,778,036	1,504,091	2,414,514	3,251,716
15	*Tissus, imprimés, teints ou colorés*	lb	10,230,255	8,708,823	10,603,689	10,438,455
		$	5,731,495	4,885,938	5,849,399	6,718,732
16	Velvetines et velours de coton	lb	586,214	545,486	537,567	522,127
		$	369,675	294,528	303,859	332,724
17	Broderies	$	285,207	243,988	285,488	442,873
18	Mouchoirs	$	707,233	631,597	677,361	762,031
19	Dentelles	$	435,865	302,248	268,915	354,538
20	Vêtements et lingerie	$	1,449,212	1,497,350	1,539,600	1,489,132
	Totaux, coton et ses dérivés[2]	$	40,615,160	29,535,139	36,647,857	50,530,610
	Lin, chanvre et jute—					
21	Chanvre, teillé ou non	cwt	14,288	17,125	10,445	874
		$	119,481	100,736	80,237	26,207
22	Filés de lin, chanvre et jute	lb	5,250,360	3,698,204	3,990,513	4,153,077
		$	788,600	571,560	640,978	919,110
23	Fil de toile	lb	321,295	203,563	253,645	320,164
		$	316,793	200,384	266,493	491,864
24	Tissus de lin et de chanvre	$	1,158,666	946,941	888,033	1,241,423
25	Tissus de jute	verges	104,372,261	95,697,717	98,782,867	118,365,004
		$	3,898,065	3,135,628	4,013,616	7,722,993
26	Mouchoirs	$	609,704	487,533	443,192	486,272
27	Serviettes	$	229,877	184,503	152,240	111,788
	Totaux, lin, chanvre et jute[2]	$	10,501,487	8,542,578	9,195,611	14,993,003

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données pour l'année 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles, 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
53,548	951,260	1,281		10,306	8,688	3,907		1
11,584	238,337	382		3,556	2,624	1,078		
49,205	42,683	51,886	1	88,019	90,212	203,898	1	2
16,554	15,014	18,551		26,388	25,154	74,461		
33,062	255,585	21,839	16,732	97,176	69,080	93,220	76,834	
79,487	88,431	88,075		79,734	77,689	82,179		3
128,567	130,330	125,760		152,005	144,690	241,055		
8,611	8,451	11,504		17,903	12,849	13,051		4
29,972	27,220	40,999	1	143,813	79,552	79,711	1	
4,077	913	2,309		60,073	105,486	473,372		5
232	66	206		7,518	11,065	36,650		
176,435	164,779	178,724	157,696	383,360	277,900	461,196	794,922	
513	83	39		23,743	18,489	40,922		6
1,029	97	41		12,194	9,630	17,905		
697	661	148		71,178	58,145	77,139		7
964,747	915,839	725,779	1	68,090	59,998	93,537	1	8
264,612	240,653	201,072		27,710	22,923	30,801		
15,722	117,777	Nil		38,352	22,345	6,110		9
6,115,189	**4,640,392**	**4,304,185**	**3,757,192**	**12,557,770**	**10,795,308**	**16,935,800**	**21,002,685**	
313,906	253,425	106,654		154,662,719	130,157,903	149,047,432		10
54,303	30,567	14,135		19,314,192	12,320,153	15,206,453		
Nil	Nil	Nil		7,674,803	9,941,761	11,014,670		11
–	–	–		435,170	338,015	388,359		
5,135,560	3,883,049	4,477,936		686,692	956,171	909,477		12
2,915,947	2,023,212	2,888,878		332,862	404,849	446,099		
1,071,849	634,279	644,557		130,700	171,210	508,039		♦ 13
565,366	354,350	333,455		74,619	84,033	248,553		
3,752,376	2,685,962	2,658,130		4,572,797	2,420,851	6,106,526		14
1,428,238	950,248	841,316	1	1,341,080	546,327	1,498,077	1	
6,076,103	4,395,934	4,975,098		2,182,360	2,736,190	4,359,620		15
3,402,262	2,608,662	2,840,272		1,437,702	1,586,953	2,522,887		
112,145	33,836	19,642		50,899	71,846	141,140		16
106,143	29,895	16,966		50,973	57,629	122,577		
178,754	88,956	72,478		57,666	84,224	113,377		17
465,915	395,942	371,413		7,750	14,351	28,551		18
330,657	216,758	197,951		20,299	13,500	15,799		19
367,212	325,023	287,718		410,648	573,500	774,855		20
12,520,952	9,360,526	9,941,219	9,872,134	24,727,020	17,166,934	23,115,399	33,195,284	
Nil	Nil	Nil		2,179	5,826	3,496		21
–	–	–		24,607	45,273	40,326		
4,827,688	3,127,085	3,134,270		137,198	102,198	148,932		22
712,053	492,698	537,573		32,598	25,919	37,228		
314,088	195,378	238,652		1,711	2,607	14,127		23
311,741	193,360	251,059	1	2,219	3,474	15,013	1	
1,108,962	899,536	857,831		28,199	24,631	14,918		24
5,194,360	3,395,750	2,705,776		302,391	101,612	1,562,905		25
513,255	331,903	321,590		12,560	5,189	121,326		
489,579	375,448	348,605		2,713	2,915	3,906		26
179,052	132,506	131,201		3,757	2,136	1,318		27
4,871,008	3,673,392	3,504,258	5,008,098	724,450	703,504	920,952	1,754,873	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	III. Fibres et textiles—fin					
	Soie et ses produits—					
1	Soie grège	lb	2,445,871	2,507,683	2,304,618	2,392,833
		$	4,831,824	4,305,859	6,340,725	7,521,009
2	Velours et peluches	$	317,692	344,012	278,886	309,729
3	Autres tissus	$	1,361,308	1,150,012	1,111,150	1,076,482
4	Vêtements et lingerie	$	741,331	510,648	464,615	338,388
	Totaux, soie et ses produits[2]	$	8,020,319	5,817,000	8,678,489	9,777,226
	Laine et ses produits—					
5	Laine brute	lb	24,420,661	15,524,409	19,077,696	35,560,779
		$	8,582,242	4,156,674	4,509,490	13,174,896
6	Blousses	lb	807,796	545,855	546,900	923,771
		$	458,461	242,093	231,130	480,692
7	Peignés de worsted	lb	11,159,949	9,978,648	11,768,347	17,093,259
		$	6,916,533	5,000,680	5,576,324	12,439,155
8	Filés de laine	lb	3,736,103	2,815,153	3,004,323[3]	3,339,292
		$	3,427,666	2,353,667	2,480,203[3]	3,563,364
9	Tapis et carpettes	$	889,949	784,558	807,524	1,165,503
10	Tissus en pièces pour être teints	lb	1,419,717	1,120,494	1,212,547	1,188,557
		$	1,654,609	1,291,303	1,362,731	1,788,194
11	Etoffe à pardessus	lb	1,747,455	875,672	728,555	671,201
		$	1,780,197	907,992	753,113	838,875
12	Tweeds	lb	1,309,487	1,001,436	858,559	822,174
		$	1,311,570	998,256	854,014	935,346
13	Worsteds et serges	lb	4,765,776	4,364,157	4,696,371	6,032,993
		$	6,065,949	5,703,128	6,039,629	9,147,074
14	Couvertures	lb	720,821	615,172	636,290	517,590
		$	434,077	367,605	369,432	341,018
15	Bas et chaussettes	doz. paires	124,186	127,023	121,631	110,100
		$	620,872	511,593	475,473	500,085
16	Autres vêtements et lingerie	$	1,275,650	1,032,217	945,415	938,779
	Totaux, laine et ses produits[2]	$	35,625,589	25,184,471	26,242,286	46,963,392
	Rayonne—					
17	Filés	lb	2,022,144	1,756,813[3]	3,128,339[3]	3,482,255
		$	1,316,707	997,864[3]	1,646,929[3]	2,401,849
18	Tissus	$	2,034,754	1,737,908	1,835,770	1,509,628
	Totaux, rayonne[2]	$	4,075,009	3,749,327	5,457,111	6,692,400
19	Fibres de manille	cwt	76,073	33,009	87,959	121,357
		$	598,389	192,475	415,555	660,511
20	Fibre d'agave et fibrille, etc	cwt	373,328	411,604	468,883	756,269
		$	2,075,240	1,751,588	1,736,464	3,518,817
21	Ficelle d'engerbage	cwt	125,698	196,159	257,152	112,490
		$	1,020,570	1,268,925	1,491,964	996,688
22	Lignes de pêche	$	1,665,990	1,479,759	1,348,586	1,810,826
23	Gants	$	470,212	462,558	330,136	328,845
24	Chapeaux, casquettes	$	621,878	560,674	544,371	482,643
25	Toile cirée	lb	5,368,275	5,920,384	5,760,116	5,693,935
		$	625,958	606,747	574,083	651,598
26	Chiffons et déchets	cwt	588,340[3]	389,864[3]	443,291[3]	598,819
		$	3,406,732[3]	1,946,927[3]	2,385,701[3]	3,657,445
27	Pansements chirurgicaux	$	254,639	205,201	296,303	276,574
	Totaux, fibres et textiles[2]	$	**115,273,202**	**87,443,217**	**100,866,078**	**147,328,745**
	IV. Bois, produits du bois et papier					
	Bois non ouvré—					
28	Billots	M pds	7,514	24,584	18,786	17,426
		$	119,640	405,102	375,069	411,010
29	Traverses de chemin de fer	nomb.	280,999	203,619	277,351	197,413
		$	383,895	270,562	359,366	295,769
30	Bois d'œuvre	M pds	119,921	80,356	77,041	81,849
		$	4,731,427	3,256,051	3,392,033	3,475,728
31	Feuilles de placage	$	579,232	397,526	428,846	552,915
	Totaux, bois non ouvré	$	6,523,151	5,050,154	5,238,240	6,933,760

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données pour l'année 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles, 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
1,380	6,733	674		2,330,277	2,458,724	2,296,346		1
2,760	11,048	1,173		4,584,098	4,208,476	6,325,214		
35,064	18,125	14,794	1	148,594	170,310	158,240	1	2
133,956	124,546	116,219		464,155	321,656	443,050		3
156,801	134,888	119,010		383,543	252,956	207,948		4
642,859	438,516	354,395	313,267	5,820,654	5,181,095	7,383,180	8,663,004	
5,529,205	4,112,420	4,321,803		3,983	2,704	225,900		5
2,157,920	1,230,016	1,219,705		2,417	2,161	119,230		
656,391	422,396	452,170		438	Nil	254		6
398,733	210,686	207,562		233	–	148		
9,185,438	8,263,072	9,890,381		5,582	327	22,867		7
5,769,838	4,061,148	4,680,403		4,667	243	19,629		
3,669,938	2,751,667	2,944,186[3]		4,754	4,692	10,602[3]		8
3,350,380	2,230,438	2,349,228[3]		6,512	6,902	14,234[3]		
360,470	348,589	415,116		53,186	16,787	13,378		9
1,413,987	1,119,200	1,191,890		63	Nil	26		10
1,646,099	1,283,638	1,342,353	1	141	–	15	1	
1,703,156	855,200	713,888		981	104	1,645		11
1,723,207	886,424	736,896		1,440	245	2,278		
1,304,217	997,335	855,192		491	164	1,478		12
1,302,829	992,373	849,776		1,313	456	1,630		
4,679,761	4,267,099	4,641,309		2,816	1,315	5,805		13
5,931,159	5,556,239	5,951,487		7,954	3,143	14,810		
715,795	607,347	623,612		4,463	4,873	11,920		14
430,336	361,158	360,463		3,720	4,398	8,288		
123,151	126,093	120,892		162	71	43		15
514,439	505,920	471,477		978	494	337		
1,069,896	844,248	646,607		133,757	135,825	245,784		16
26,435,339	19,996,722	20,742,576	30,525,388	356,810	273,108	506,155	5,681,166	
1,522,547	784,171[3]	1,208,675[3]		103,376	183,774[3]	351,962[3]		17
1,001,555	519,896[3]	739,720[3]	1	98,694	136,861[3]	259,348[3]	1	
1,252,350	1,114,321	1,110,263		435,415	358,259	481,372		18
2,370,550	1,870,425	2,462,853	3,514,635	1,019,003	1,106,466	1,861,749	2,398,284	
Nil	Nil	Nil		10,217	15,961	52,435		19
–	–	–		105,158	103,140	281,198		
2,717	7,853	659		176,055	281,334	378,530		20
22,657	32,605	3,976		988,812	1,223,115	1,441,886		
75,577	77,444	113,480		3,545	1,704	8,658		21
648,402	582,783	733,136		29,142	13,340	60,235		
1,235,968	1,103,522	959,870		303,208	236,268	301,644		22
158,402	114,211	85,972	1	15,325	25,832	26,810	1	23
276,157	238,772	223,155		242,976	229,567	261,794		24
3,675,154	4,501,284	4,544,290		1,649,782	1,392,755	1,137,387		25
368,183	406,741	384,064		255,504	198,769	187,153		
66,856[3]	22,532[3]	16,661[3]		429,046[3]	305,921[3]	377,403[3]		26
645,777[3]	245,136[3]	156,712[3]		2,069,516[3]	1,315,525[3]	1,862,993[3]		
209,666	153,858	170,834		41,986	49,103	122,027		27
52,642,628	**40,094,905**	**41,193,836**	**53,846,418**	**39,050,348**	**30,168,324**	**41,563,506**	**62,724,434**	
Nil	Nil	Nil		7,514	24,581	18,773		28
–	–	–		119,640	404,922	374,791		
90	Nil	Nil		286,909	203,619	277,351		29
210	–	–	1	383,685	270,562	359,366	1	
36	53	31		119,386	79,265	76,227		30
4,495	9,086	7,338		4,677,028	3,185,589	3,324,117		
7,925	5,820	7,538		519,343	361,570	387,819		31
15,451	18,162	16,235	10,229	6,277,847	4,878,316	5,081,629	6,655,397	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	IV. Bois, produits du bois et papier—fin					
	Bois ouvré—					
1	Articles en liège	$	899,232	708,672	810,978	1,151,297
2	Meubles	$	1,131,483	957,442	727,474	802,881
3	Douves	$	231,376	217,873	305,335	334,138
4	Pulpe de bois	cwt	421,075	339,594	430,885	399,925
		$	695,819	561,474	763,141	814,387
	Totaux, bois ouvré[2]	$	5,005,294	4,295,518	4,658,735	5,652,744
	Papier—					
5	Boîtes et récipients	$	509,022	451,150	545,913	527,634
6	Papier cartonné	lb	20,834,334	30,448,397	38,341,268	35,877,389
		$	1,031,090	1,174,081	1,427,008	1,620,869
7	Papier à imprimer	lb	7,835,860	6,972,970	9,405,083	5,726,124
		$	794,519	668,741	864,021	764,033
8	Papier d'emballage	lb	8,651,628[3]	7,350,832[3]	9,180,210[3]	5,335,919
		$	773,195	721,536	788,822	573,728
	Totaux, papier[2]	$	7,981,545	7,520,328	8,653,987	8,858,180
	Livres et imprimés—					
9	Brochures d'annonceurs, etc	lb	3,828,171	3,622,991	3,410,219	2,941,031
		$	1,669,158	1,604,942	1,548,623	1,500,629
10	Bibles, livres de prières, etc	$	397,523	539,286	506,803	502,548
11	Journaux et magazines	$	6,356,982	6,878,774	6,710,848	7,894,626
12	Photographies, gravures, etc	$	406,705	437,183	497,663	599,088
13	Livres de classe	$	1,323,537	1,283,337	1,286,307	1,278,446
	Totaux, livres et imprimés[2]	$	14,489,097	15,277,098	15,152,187	16,655,462
	Totaux, bois, produits du bois et papier[2]	$	**33,999,087**	**32,143,098**	**33,703,149**	**38,100,146**
	V. Fer et ses dérivés					
14	Minerai de fer	tonnes	2,124,972	1,302,430	1,764,844	2,418,237
		$	4,721,387	2,830,482	4,179,353	5,513,215
15	En gueuse, lingots, etc	cwt	403,493	282,141	253,722	1,205,187
		$	1,108,232	718,835	898,633	3,515,277
16	Ferraille	tonnes	175,107	100,000	178,382	416,783
		$	2,066,343	856,755	2,063,635	5,796,979
17	Coulages et pièces forgées	$	3,280,407	2,573,486	2,733,091	4,318,041
	Produits de laminage—					
18	Barres, tiges et rails	cwt	1,200,348	639,979	799,954	1,856,527
		$	4,638,551	2,715,553	3,144,697	7,556,702
19	Feuilles, plaques, cercles, bandes et rubans	cwt	9,812,131	5,536,749	7,278,876	11,478,329
		$	36,511,277	20,680,319	26,088,504	50,979,419
20	Fer et acier de charpente	cwt	1,515,460	851,749	1,278,742	2,721,717
		$	3,642,591	2,074,572	3,102,336	7,073,025
	Totaux, produits de laminage[2]	$	44,792,419	25,470,444	32,335,519	55,610,396
	Tubes et tuyaux—					
21	Tubes de chaudières	$	808,581	634,180	758,406	837,601
22	Tubes sans couture, 5c. la livre ou plus	$	645,024	447,892	457,277	1,251,364
23	Tubes forgés ou sans couture	$	516,229	350,088	467,509	860,127
24	Accessoires pour tuyau	$	496,656	413,940	525,814	972,437
	Totaux, tubes et tuyaux[2]	$	2,626,917	1,971,728	2,340,204	4,448,190
25	Fil de fer	$	2,380,733	1,468,178	1,741,754	2,330,358
26	Chaînes	$	613,488	523,482	560,117	2,121,435
	Moteurs et chaudières—					
27	Moteurs d'automobile	nomb.	56,454	8,805	6,697	4,021
		$	5,060,806	2,123,195	1,878,671	2,717,632
28	Moteurs marins	nomb.	872	654	899	986
		$	274,414	181,824	206,302	500,840

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données pour l'année 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

de tous pays, du Royaume Uni et des Etats-Unis, années civiles, 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
62,800	51,139	42,461		395,856	327,413	484,388		1
148,735	107,945	60,949		867,331	742,138	599,429		2
Nil	Nil	Nil	1	231,334	217,873	305,335	1	3
Nil	Nil	9		421,075	339,594	430,876		4
–	–	54		695,819	551,474	763,087		
314,984	360,012	191,954	183,974	3,942,568	3,423,624	3,980,918	4,941,674	
57,763	34,228	32,391		438,837	404,835	504,281		5
643,878	466,701	346,884		19,531,738	29,225,583	37,146,744		6
68,001	50,885	33,639		927,757	1,087,867	1,359,163		
1,992,049	1,219,460	861,905	1	4,565,361	4,728,982	7,085,386	1	7
170,402	121,987	81,280		523,753	465,306	685,368		
1,047,234[3]	712,617[3]	645,083[3]		6,007,791[3]	5,534,376[3]	7,294,804[3]		8
85,048	58,404	51,208		576,852	573,800	647,954		
1,424,696	1,139,758	950,699	883,420	5,315,986	5,561,537	6,834,459	7,366,141	
460,575	385,752	302,729		3,286,899	3,155,469	3,038,466		9
185,649	152,238	132,734		1,448,717	1,423,574	1,391,854		
112,473	233,060	166,321	1	138,973	165,840	212,580		10
408,942	328,749	301,737		5,934,593	6,535,113	6,395,560	1	11
74,757	55,653	55,881		315,928	366,152	427,700		12
494,253	445,833	422,627		740,354	747,803	799,806		13
2,297,143	2,158,168	1,887,548	1,534,723	11,633,151	12,541,332	12,790,156	14,845,666	
4,052,274	**3,576,100**	**3,046,436**	**2,612,346**	**27,469,552**	**26,404,809**	**28,687,212**	**33,808,878**	
Nil	14,667	63		1,416,015	631,031	1,205,261		14
–	42,295	635		3,391,877	1,538,369	3,080,641		
119,890	21,255	2,586		260,389	253,534	240,285		15
236,923	37,167	175,736		737,361	571,921	638,982		
64	18	Nil		171,236	96,678	177,771		16
1,023	185	–		2,025,082	829,024	2,056,184		
592,470	595,167	882,535	1	2,684,217	1,978,137	1,849,829	1	17
154,875	84,042	71,795		840,359	441,983	628,207		18
1,146,549	700,502	528,181		2,812,532	1,543,961	2,289,845		
2,992,140	1,492,865	1,473,475		6,506,135	3,807,845	5,521,725		19
15,257,496	8,230,902	7,273,364		20,464,364	11,908,405	18,105,596		
80,660	37,367	67,573		1,308,180	767,676	1,186,033		20
191,333	105,942	162,476		3,230,421	1,875,572	2,891,232		
16,595,378	9,037,346	7,964,211	8,506,509	26,507,317	15,327,938	23,286,673	46,932,098	
285,536	209,240	144,477		488,146	399,351	605,899		21
242,793	228,765	163,053		390,202	218,473	291,906		22
134,651	100,530	68,944	1	376,599	238,180	398,359	1	23
11,436	7,227	3,314		482,153	405,931	520,335		24
681,647	552,860	397,595	335,122	1,851,428	1,361,425	1,924,449	4,107,650	
1,499,849	999,383	958,120		788,677	421,561	741,813		25
210,003	161,199	182,271		363,504	327,155	355,901		26
			1				1	
15	3	7		56,439	8,802	6,690		27
33,496	18,111	15,203		5,026,991	2,104,944	1,863,178		
14	17	3		842	631	894		28
13,678	24,856	4,883		245,363	149,532	200,407		

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	V. Fer et ses dérivés—fin					
	Moteurs et chaudières—fin					
1	Moteurs Diesel et pièces détachées	nomb.	701	592	467	852
		$	1,807,837	1,687,056	1,337,272	2,073,498
2	Autres moteurs à combustion interne	nomb.	11,958	8,887	6,301	9,159
		$	897,778	725,437	687,406	1,600,400
	Totaux, moteurs et chaudières[2]	$	11,093,446	7,789,106	7,603,499	12,385,134
	Outillage agricole—					
3	Tracteurs de ferme	nomb.	12,404	15,038	14,684	23,558
		$	10,803,859	11,673,297	11,451,160	17,061,064
	Pièces détachées de tracteur	$	2,628,950	3,145,717	3,551,441	5,175,737
	Totaux, outillage agricole[2]	$	17,233,658	20,319,626	20,917,487	30,673,217
	Ferronnerie et coutellerie—					
5	Coutellerie	$	1,154,154	1,026,529	1,005,368	1,144,178
6	Aiguilles et épingles	$	442,932	381,307	424,310	528,646
7	Écrous et rondelles	$	330,124	182,388	216,790	470,813
	Totaux, ferronnerie et coutellerie[2]	$	2,593,636	2,147,033	2,329,189	3,202,589
	Machinerie (non agricole)—					
8	Machines à additionner	$	1,272,935	1,082,018	1,275,120	1,904,195
9	Machines à comprimer l'air	$	676,469	906,462	888,703	541,174
10	Grues et chèvres	$	642,161	414,559	509,382	1,454,595
11	Outillage pour l'exploitation forestière	$	828,483	510,088	599,998	933,920
12	Machines à travailler le métal	$	6,860,985	4,116,977	5,797,594	23,118,704
13	Outillage pour l'exploitation minière	$	6,399,222	5,257,411	5,584,000	6,052,827
14	Outillage de papeterie	$	517,572	298,160	366,781	728,154
15	Presses à imprimer	$	1,956,811	1,217,755	1,629,687	1,897,715
16	Pompes à moteur	$	764,586	675,877	803,291	1,768,743
17	Machines à coudre	$	654,976	529,425	776,952	1,144,138
18	Machines de l'industrie textile	$	4,591,567	4,161,795	4,166,554	6,888,956
19	Dactylotypes	$	246,191	167,704	238,035	594,138
20	Machines à laver	$	726,062	652,302	841,907	797,243
	Totaux, machinerie (non agricole)[2]	$	46,427,680	36,916,119	42,830,738	71,496,542
21	Ouvrages étampés et enduits	$	1,732,467	1,529,835	1,803,270	1,976,050
22	Outils	$	2,687,656	2,172,096	2,376,554	4,101,114
	Automobiles et pièces détachées—					
23	Camions	nomb.	2,802	1,709	1,699	1,633
		$	2,791,879	2,005,852	1,949,018	2,476,863
24	Voitures de tourisme	nomb.	17,267	13,445	16,585	15,386
		$	13,393,081	10,714,345	13,724,752	12,961,619
25	Pièces détachées d'automobile	$	32,774,909	24,694,191	25,308,323	47,580,369
	Totaux, automobiles et pièces détachées	$	48,959,869	37,414,388	40,982,092	63,018,851
26	Wagons et pièces détachées de wagon	$	961,063	600,658	379,198	880,667
27	Fûts, réservoirs, cylindres	$	497,454	441,440	321,341	999,134
28	Ameublement	$	559,595	495,865	735,817	782,523
29	Poêles et fournaises	$	1,558,864	1,669,873	2,332,520	3,027,757
30	Valves	$	643,857	499,516	543,198	1,034,962
	Totaux, fer et ses dérivés[2]	$	**211,002,837**	**162,554,216**	**183,159,650**	**298,902,743**
	VI. Métaux non ferreux					
	Aluminium—					
31	Alumine, bauxite et cryolithe	cwt	6,219,124	7,494,629	10,210,575	13,963,054
		$	4,397,782	2,919,632	3,708,494	6,409,606
32	Lingots, barres, tringles, plaques, etc.	cwt	23,386	20,289	25,484	21,037
		$	783,903	721,483	879,322	813,945
33	Ustensibles de cuisine	$	82,580	84,725	116,965	166,107
	Totaux, aluminium[2]	$	6,579,401	4,899,254	5,950,197	8,945,554

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données pour l'année 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
434	385	231		211	158	213		1
731,723	624,677	390,037	1	817,492	716,780	782,371	1	
543	91	87		11,411	8,788	6,203		2
30,701	16,778	10,914		865,444	704,010	675,380		
1,230,789	1,672,316	1,861,702	2,363,040	9,580,379	5,753,260	5,573,089	9,999,772	
368	760	175		12,033	14,260	14,490		3
223,299	425,906	92,073	1	10,576,390	11,232,997	11,344,409	1	
38,828	51,061	24,641		2,580,854	3,088,432	3,515,177		4
490,588	682,728	283,084	128,313	16,275,597	19,196,007	20,098,391	30,235,856	
533,993	461,194	451,406		328,603	308,630	382,173		5
292,770	246,554	255,383	1	111,219	101,097	131,023	1	6
11,154	12,625	6,825		318,377	168,980	209,352		7
894,166	763,053	747,334	865,386	1,281,863	1,000,297	1,286,518	2,260,662	
871	561	192		1,237,755	1,050,468	1,241,366		8
58,662	90,739	53,515		612,656	812,192	834,272		9
92,524	44,213	45,397		548,463	370,346	459,723		10
438	9,385	23,871		820,678	486,356	554,357		11
279,560	306,917	594,524		6,502,288	3,711,847	5,014,082		12
611,196	219,124	384,460		5,750,008	4,696,582	5,160,441		13
59,102	15,232	21,020	1	413,347	225,166	319,806	1	14
220,580	191,073	142,642		1,644,610	955,368	1,446,396		15
33,781	40,275	31,972		729,042	628,627	768,011		16
122,824	116,076	58,728		515,273	403,504	704,222		17
808,944	1,282,946	516,372		3,488,666	2,665,821	3,438,548		18
10,574	13,720	18,139		220,075	143,062	212,652		19
157	66	85		725,905	652,236	841,772		20
3,833,362	4,179,615	3,243,740	4,424,897	41,261,396	31,692,642	38,356,576	66,566,808	
237,377	165,621	711,045		1,406,210	1,301,875	1,582,461		21
498,671	388,416	401,849		1,709,947	1,372,694	1,670,867		22
101	52	21	1	2,700	1,655	1,678	1	23
99,196	30,300	14,040		2,690,833	1,975,134	1,934,978		
1,341	609	660		15,895	12,821	15,923		24
933,870	355,576	440,912		12,445,969	10,352,682	13,281,627		
150,490	145,467	84,219		32,608,920	24,526,900	25,214,428		25
1,183,556	531,343	539,171	490,829	47,745,722	36,854,716	40,431,033	62,523,766	
11,077	16,722	11,337		947,754	583,936	367,861		26
12,898	22,105	12,423		470,105	403,091	289,377		27
19,458	67,172	26,176	1	525,842	417,228	696,757	1	28
41,961	71,154	77,183		1,507,743	1,589,016	2,245,049		29
75,308	53,195	37,049		563,333	445,989	505,817		30
29,794,323	**21,646,236**	**19,253,070**	**21,791,014**	**173,864,866**	**134,844,204**	**158,138,245**	**273,253,260**	
726	863	438		2,553,898	1,170,057	1,213,852		31
1,718	2,116	2,240		2,914,246	933,536	1,158,963		
19,922	16,861	17,515	1	3,365	2,606	7,958	1	32
633,227	557,757	541,793		146,391	113,869	336,909		
6,625	8,922	7,683		69,032	68,737	99,647		33
993,432	808,996	744,542	154,993	3,971,085	1,966,767	2,590,378	4,167,619	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	VI. Métaux non ferreux—fin					
1	Laiton et laiton ouvré	$	3,436,468	2,552,964	2,761,210	5,134,885
2	Cuivre et cuivre ouvré	$	1,246,866	793,693	931,153	1,312,384
3	Plomb et plomb ouvré	$	190,289	140,745	171,026	216,697
4	Nickel et nickel ouvré	$	1,472,720	1,401,338	1,581,970	1,832,861
	Métaux précieux et métaux précieux ouvrés—					
5	Objets plaqués à la galvanoplastie	$	1,379,171	1,141,374	1,259,785	1,583,674
6	Argent non ouvré	$	870,388	850,488	1,532,891	519,247
	Totaux, métaux précieux[2]	$	3,231,721	2,775,996	3,507,434	8,198,541
7	Etain (totaux)	$	3,178,621	2,257,526	2,909,745	6,346,380
8	Etain en blocs, saumons etc.	cwt	58,798	52,752	58,257	118,378
		$	3,115,643	2,205,449	2,833,089	6,235,268
9	Zinc	$	900,406	765,782	974,887	1,178,522
10	Alliages	$	635,034	295,306	398,706	1,024,255
11	Montres et horloges	$	2,263,509	2,252,176	2,085,180	3,147,572
	Appareils électriques—					
12	Accumulateurs	$	180,367	91,191	133,647	302,451
13	Dynamos, générateurs	$	774,228	585,458	396,404	772,374
14	Fournitures d'éclairage électrique	$	815,966	779,964	939,429	1,312,636
15	Lampes à incandescence	$	272,198	246,658	341,930	396,806
16	Moteurs	$	2,368,865	1,933,579	1,822,699	2,852,209
17	Bougies d'allumage, etc.	$	21,139	11,624	13,374	28,316
18	Commutateurs, etc.	$	855,134	751,178	550,284	1,345,774
19	Téléphones	$	971,730	799,832	1,113,753	1,703,451
20	Transformateurs	$	256,540	409,265	224,752	426,304
21	Tubes de radio	$	290,698	213,433	586,084	494,698
22	Appareils de sans fil	$	2,858,135	2,298,955	2,469,127	3,534,685
	Totaux, appareils électriques[2]	$	15,506,144	13,053,526	13,751,833	21,250,135
23	Appareils à gaz	$	154,241	154,913	158,727	173,753
24	Art. métal. pour outillage de ferme, *n.a.é.*	$	2,308,746	1,808,808	1,796,680	2,610,490
25	Oxyde de manganèse	cwt	1,544,529	421,000	595,736	1,409,201
		$	802,269	463,673	621,931	777,416
26	Minerai de métaux, *n.a.é.*	$	1,285,915	1,179,564	811,532	1,004,654
27	Matériel d'imprimerie	$	671,025	731,311	728,517	752,960
28	Articles pour la construction navale	$	580,313	852,295	451,299	2,236,022
	Totaux, métaux non ferreux[2]	$	**47,016,207**	**38,395,767**	**42,108,374**	**71,143,931**
	VII. Métalloïdes					
29	Amiante	$	1,149,057	911,551	1,072,443	1,620,385
	Argile et ses dérivés—					
30	Briques réfractaires	$	2,878,111	1,917,628	2,489,152	3,481,622
31	Kaolin	cwt	1,103,891	758,794	877,425	1,110,317
		$	445,073	324,933	376,750	483,399
32	Vaisselle en porcelaine	$	3,666,720	3,563,964	3,023,375	4,396,440
	Totaux, argile et ses dérivés[2]	$	9,108,976	7,657,202	7,934,630	11,125,118
	Charbon et dérivés—					
33	Anthracite	tonnes	3,488,278	3,475,801	4,288,461	4,014,255
		$	17,317,449	18,079,657	21,938,333	23,123,417
34	Charbon bitumineux	tonnes	10,829,861	9,131,267	10,307,296	13,091,783
		$	20,115,050	16,929,704	18,878,573	25,687,653
35	Charbon d'ensoutage	tonnes	350,966	402,462	399,490	388,203
		$	720,537	804,863	749,835	811,393
36	Coke de chauffage	tonnes	314,120	248,085	356,537	454,644
		$	1,823,062	1,400,481	1,894,401	2,554,231
	Totaux, charbon et dérivés[2]	$	42,394,780	39,171,716	45,826,821	55,709,894
	Verre—					
37	Touries, bouteilles, jarres, etc.	$	1,213,405	1,088,107	1,226,281	1,336,238
38	Vitres à fenêtre, ordinaires	pds car.	47,007,536	36,300,373	48,801,227	46,972,533
		$	1,307,307	972,995	1,159,896	1,739,181

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
437,224	331,242	245,302		2,865,990	2,091,388	2,439,977		1
201,663	91,187	68,218		1,002,003	672,521	819,538		2
94,218	64,572	62,697		72,758	53,654	61,111		3
170,697	153,201	128,876	1	1,097,267	1,021,218	1,249,341	1	4
163,461	93,944	122,210		1,139,489	978,879	1,078,420		5
345,764	102,998	355,204		524,624	747,490	1,177,372		6
1,261,845	772,843	936,723	5,993,160	1,835,677	1,893,801	2,483,136	2,134,526	
1,077,588	757,389	925,811		180,227	31,928	215,697		7
20,410	17,300	18,164		2,476	180	3,029		8
1,055,122	730,772	901,143		129,800	7,587	163,755		
15,849	14,547	13,377		694,745	623,945	871,574		9
180,903	78,348	76,900		195,575	140,734	278,709		10
35,850	37,859	30,075		910,152	818,520	959,078		11
111,783	11,110	26,205		68,215	79,857	107,099		12
176,817	131,092	96,127		489,178	365,530	268,073		13
24,213	27,850	23,387	1	735,258	701,548	879,899	1	14
4,695	9,630	3,547		122,280	132,800	220,864		15
435,906	337,833	247,542		1,891,223	1,498,789	1,514,013		16
715	83	1,162		20,323	11,541	12,169		17
91,678	163,433	28,709		724,747	470,493	494,791		18
77,469	95,476	106,144		893,438	702,522	1,006,392		19
113,916	221,229	81,417		114,087	83,233	129,160		20
10,084	1,106	3,904		280,609	212,327	582,180		21
213,931	195,172	115,994		2,642,053	2,102,910	2,353,054		22
1,989,126	1,825,051	1,366,766	2,126,625	12,732,689	10,492,929	11,843,703	18,719,314	
8,115	10,983	7,624		133,248	125,899	149,718		23
9,850	16,219	16,013		2,234,083	1,724,736	1,701,183		24
189	353	275		46,692	40,325	450,743		25
499	1,026	760	1	92,303	89,172	561,179	1	
288,329	160,034	2,555		479,574	328,714	231,522		26
31,310	45,294	27,096		635,084	680,851	696,181		27
134,641	463,641	169,494		410,684	374,154	271,225		28
7,301,579	**5,807,707**	**5,108,456**	**12,263,301**	**31,141,637**	**24,364,956**	**29,243,188**	**44,825,319**	
415,667	286,440	342,809		720,181	607,365	713,312		29
316,531	172,673	193,845		2,659,965	1,736,015	2,293,430		30
774,618	536,912	725,293	1	326,512	221,882	152,132	1	31
313,156	235,859	299,980		130,373	89,074	76,770		
3,219,581	3,289,341	2,792,850		35,514	41,502	49,751		32
4,166,927	4,050,397	3,610,781	5,202,226	4,217,650	3,064,904	3,887,187	5,526,630	
1,131,961	1,198,230	1,022,627		1,893,467	1,819,471	2,756,219		33
5,593,286	6,320,313	5,665,955		10,109,959	9,886,861	14,070,966		
79,091	59,657	76,792		10,724,267	9,048,637	10,198,269		34
295,901	243,503	316,612		19,751,378	16,626,063	18,452,064		
77	Nil	Nil	1	350,889	402,462	399,490	1	35
416	–	–		720,421	804,863	749,835		
3,173	3,139	1,672		294,177	240,940	352,701		36
17,268	23,365	12,434		1,739,568	1,361,795	1,872,179		
6,023,339	6,603,332	6,016,748	8,689,992	34,621,903	30,616,809	37,483,096	46,986,104	
68,671	56,437	50,251		922,567	828,715	1,048,569		37
13,522,521	13,763,377	12,935,490	1	76,452	316,040	171,172	1	38
478,501	440,453	398,470		2,572	9,453	11,414		

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	VII. Métalloïdes—fin					
	Verre—fin					
1	Glaces	pds car.	6,076,722	2,951,795	2,979,167	3,313,732
		$	1,869,555	1,001,278	1,056,335	1,192,067
2	Verrerie de table	$	1,138,911	912,124	949,354	1,053,878
	Totaux, verre[2]	$	8,541,800	6,670,261	7,915,113	10,140,591
3	Graphite et dérivés	$	177,166	148,504	160,419	335,257
	Pétrole et asphalte—					
4	Asphalte	$	188,274	196,768	206,898	286,465
5	Pétrole brut	gall.	1,362,082,028	1,228,630,083	1,298,367,561	1,491,929,019
		$	46,701,769	41,100,864	39,677,194	48,373,401
6	Huile combustible pour l'ensoutage	gall.	24,369,010	31,198,446	41,057,202	54,453,217
		$	750,118	836,359	975,164	1,573,152
7	Gazoline	gall.	72,478,101	119,038,120	109,021,177	105,586,068
		$	5,388,134	7,719,907	7,998,336	7,010,249
8	Kérosène raffiné	gall.	3,866,642	5,866,423	7,776,493	6,496,485
		$	287,574	396,134	531,180	90,570
9	Huiles de graissage	gall.	15,407,215	16,465,965	18,067,304	18,506,716
		$	3,422,361	3,187,348	3,957,615	4,484,379
	Totaux, pétrole et asphalte[2]	$	59,012,412	55,606,622	55,913,177	66,154,927
10	Poussière de diamant et bort	$	4,630,037	3,950,698	4,129,532	2,708,414
11	Sable siliceux	cwt	4,256,803	3,441,451	3,354,427	5,574,549
		$	373,760	338,332	349,256	556,683
12	Carbones électriques	$	479,958	247,358	382,717	389,852
13	Diamants non sertis	$	1,304,201	983,112	1,405,792	1,915,305
14	Sel	cwt	2,329,185	2,162,651	2,352,566	2,250,225
		$	466,190	453,705	507,368	557,768
15	Soufre	cwt	4,513,683	1,873,938	3,044,329	4,311,946
		$	3,669,082	1,471,741	2,453,835	3,628,348
	Totaux, métalloïdes	$	**136,473,376**	**121,721,363**	**132,823,892**	**161,198,044**
	VIII. Produits chimiques et dérivés					
16	Acides	$	1,935,963	1,694,454	2,120,343	2,587,804
17	Objets en cellulose (totaux)	$	1,937,617	1,720,535	1,806,851	2,337,021
	Drogues et préparations médicinales—					
18	Préparations médicinales	$	2,045,044	1,955,678	2,274,321	2,599,633
19	Préparations pour la pulvérisation	$	817,920	932,119	1,186,513	1,164,043
	Totaux, drogues et prépar. médicin.[2]	$	3,510,064	3,378,899	3,991,883	4,337,292
	Teintures et substances de tannage—					
20	Teintures d'aniline et de goudron	lb	5,365,138	4,116,655	5,556,816	5,687,662
		$	3,746,327	2,981,076	4,005,511	4,699,763
21	Extraits de chêne, de quebracho et extraits similaires	lb	23,380,470	10,681,398	19,376,911	17,237,029
		$	789,605	354,907	738,560	799,129
	Totaux, teintures et subst. de tannage[2]	$	5,702,396	4,313,078	6,257,072	7,265,081
22	Explosifs	$	502,124	451,675	856,095	821,433
23	Engrais	$	3,385,925	3,872,579	3,948,314	4,140,853
24	Glycérine	lb	1,230,173	3,055,157	5,208,279	4,925,266
		$	383,051	292,353	557,298	579,725
	Peintures et vernis—					
25	Noir de carbone	lb	17,414,877	13,687,792	17,343,282	19,714,941
		$	723,459	371,389	479,236	634,344
26	Lithopone	lb	22,162,600	17,731,708	21,252,814	23,615,059
		$	777,752	632,273	765,522	939,294
27	Oxydes	lb	8,083,946	6,075,727	6,347,048	6,399,440
		$	844,149	718,329	954,927	1,037,951
28	Peintures préparées	gall.	187,724	168,145	180,524	150,248
		$	309,263	284,298	304,656	319,829
29	Vernis	gall.	125,979	71,446	93,386	116,057
		$	200,595	130,959	190,071	263,584
30	Blanc de zinc	lb	14,481,533	12,492,235	10,539,650	11,698,775
		$	742,500	489,850	450,954	642,747
	Totaux, peintures et vernis[2]	$	4,997,904	3,774,148	4,661,956	5,500,622

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
1,848,268	1,091,120	692,242		1,860,725	1,213,000	1,680,966		1
620,380	407,130	276,026	1	568,439	378,592	561,178	1	
109,421	73,068	105,768		615,360	510,871	579,524		2
1,668,786	1,348,898	1,358,597	2,565,227	4,068,724	3,527,971	4,719,109	6,575,333	
69,453	74,375	58,838		104,924	77,195	95,516		3
148	167	1,906		183,588	193,017	197,095		4
27,553	12,860	4,933		1,011,156,942	907,940,296	998,021,628		5
5,078	2,388	1,003		36,813,410	31,349,738	32,811,227		
Nil	Nil	Nil		24,369,010	31,198,446	28,096,149		6
–	–	–	1	750,118	866,359	705,669	1	
6,682	Nil	Nil		53,972,140	101,075,785	93,516,797		7
661	–	–		4,186,335	6,780,105	7,123,067		
5,485	Nil	Nil		3,860,577	5,865,980	7,776,362		8
921	–	–		286,598	396,054	531,152		
115,314	81,684	76,933		15,275,522	16,371,494	17,967,371		9
40,914	29,096	30,637		3,374,356	3,151,224	3,917,317		
94,032	69,870	50,547	31,567	47,570,783	44,633,564	47,564,800	51,259,283	
80,548	18,838	15,594		4,387,163	3,907,186	4,075,217		10
4,645	832	2,019		4,247,716	3,292,020	3,284,632		11
798	249	249		372,320	316,817	330,246		
1,192	1,597	1,030		478,148	244,918	381,385		12
183,018	108,534	89,217	1	104,447	49,617	154,774	1	13
653,296	509,947	541,151		935,280	911,967	1,140,406		14
193,057	172,203	199,245		194,282	189,650	234,347		
635	1,240	254		4,511,961	1,872,536	3,043,850		15
1,382	2,006	460		3,665,677	1,469,348	2,452,947		
13,299,830	**13,044,704**	**12,020,001**	**18,219,844**	**104,650,924**	**91,922,690**	**106,095,420**	**125,108,024**	
709,303	545,595	597,914		984,486	915,067	1,353,490		16
100,579	103,705	114,029	1	1,743,360	1,533,325	1,626,946	1	17
510,423	578,847	526,612		1,137,565	1,017,906	1,347,100		18
124,949	150,687	167,160		619,390	735,229	918,958		19
808,595	828,650	843,610	1,010,913	2,014,094	2,014,691	2,483,00 4	2,894,803	
732,520	612,383	751,910		2,571,746	1,922,721	3,385,930		20
456,025	426,533	454,224	1	1,414,166	1,081,085	2,107,475	1	
727,574	315,850	233,450		11,941,891	5,576,354	7,074,671		21
27,244	12,800	8,118		354,198	156,923	222,753		
725,108	603,020	674,236	957,865	2,395,505	1,788,539	3,311,720	5,205,747	
38,542	67,457	268,541		434,411	345,834	560,966		22
32,516	5,626	5,606		1,860,072	2,167,218	2,879,292		23
168,403	4,480	1,933,452		205,723	2,897,162	2,927,335		24
50,491	711	217,865		62,857	281,081	300,795		
111,504	49,948	51,932		17,303,373	13,637,844	17,291,350		25
5,909	1,857	3,495		717,550	369,532	475,741		
10,132,452	9,276,970	7,353,075		3,352,128	2,584,971	5,457,339		26
388,984	347,036	270,750	1	142,642	113,003	235,562	1	
1,704,866	1,325,635	1,341,071		4,146,204	3,296,211	4,817,679		27
230,051	181,761	208,402		554,706	472,077	709,278		
34,965	26,972	27,956		148,281	137,521	148,109		28
43,873	36,367	44,841		259,179	241,089	255,234		
8,626	6,440	6,866		116,457	64,409	85,844		29
14,212	10,610	11,537		184,058	118,701	176,742		
10,073,137	10,159,284	8,299,403		3,298,398	1,149,966	1,844,636		30
519,636	384,610	317,926		178,934	69,662	121,900		
1,877,089	1,484,850	1,384,288	1,674,764	2,656,845	1,952,706	2,909,275	3,752,299	

16.—Principales importations du Canada pour consommation en provenance

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	VIII. Produits chimiques et dérivés—fin					
1	Parfumerie	$	466,457	440,390	533,689	740,545
	Savon—					
2	Savon à lessive	lb	4,812,027	3,204,285	4,318,289	1,917,833
		$	297,810	202,389	282,281	134,100
3	Savon de toilette	$	121,998	121,231	137,292	165,411
	Totaux, savon[2]	$	585,778	459,503	565,900	396,286
	Produits chimiques inorganiques, *n.a.é.*—					
4	Sulfate d'alumine	cwt	729,494	591,419	667,011	797,873
		$	746,817	638,162	761,207	976,706
5	Ammoniaque et ses composés	$	617,508	734,981	673,328	898,386
6	Composé de plomb tétraéthylique	lb	4,518,567	5,486,418	6,373,494	8,946,573
		$	2,032,333	2,485,032	2,927,449	4,077,687
7	Chlore liquide	lb	7,947,320	7,721,550	10,692,096	7,389,594
		$	170,936	165,982	213,207	173,571
8	Chlorure de calcium	cwt	74,463	156,682	114,210	107,221
		$	69,262	152,887	107,513	112,932
9	Potasse et composés de potassium	$	385,283	379,913	419,022	442,498
10	Composés de soude	$	2,837,389	2,598,444	3,180,833	3,288,042
	Totaux, prod. chim. inorganiques, *n.a.é.*[2]	$	7,739,443	7,917,938	9,364,124	11,480,402
	Totaux, produits chim. et dérivés[2]	$	**37,413,987**	**35,205,579**	**43,705,905**	**51,824,059**
	IX. Toutes autres marchandises					
	Articles de sport et de récréation—					
11	Pellicules	$	1,302,665[3]	1,317,957[3]	1,178,579[3]	1,327,575
12	Poupées	$	135,956	119,269	61,557	53,504
13	Jouets	$	1,476,459	1,386,246	1,347,027	1,575,019
	Totaux, articles de sport et de récréation[2]	$	3,801,493	3,624,161	3,389,001	3,977,653
14	Brosses	$	437,103	383,037	355,265	384,610
15	Récipients (emballage)	$	2,057,550	1,654,896	1,651,189	1,647,850
	Articles de ménage et effets personnels—					
16	Boutons	$	290,978	205,218	226,398	326,392
17	Ecrins et boîtes de fantaisie	$	710,366	692,164	689,340	777,973
18	Bijouterie, *n.a.é.*	$	759,293	888,822	1,048,284	1,079,446
19	Porte-monnaie, etc.	$	803,811	740,327	763,541	741,162
20	Glacières[4]	$	1,134,259	1,080,375	1,189,013	3,870,152[4]
21	Pipes	$	484,589	399,582	385,846	446,281
	Totaux, articles de ménage et effets personnels[2]	$	6,459,334	6,151,637	6,509,798	9,414,510
22	Instruments de musique	$	1,010,028	1,235,688	1,037,839	1,075,747
	Appareils scientifiques ou d'éducation—					
23	App. scientifiques et phy.-mathématiques	$	648,867	697,146	724,479	864,074
24	*Instruments chirurgicaux, dentaires, etc.*	$	1,674,595[3]	1,696,837[3]	1,948,117[3]	2,314,648[3]
	Totaux, appareils scientiques ou d'éducation[2]	$	4,284,860	4,323,126	4,761,601	6,290,771
25	Navires et vaisseaux	$	384,607	472,621	328,834	1,595,465
26	Véhicules, *n.a.é.*	$	1,824,788	3,182,412	5,862,740	11,083,361
27	Œuvres d'art	$	2,163,192	2,287,335	1,318,030	894,164
28	Importations spéciales	$	14,006,392	15,606,869	16,773,671	70,751,687
29	Cartouches	$	184,944	454,265	534,749	1,229,750
30	Energie électrique	kWh	3,717,716	3,656,168	4,236,401	4,453,010
		$	68,708	69,071	61,629	61,112
31	Colis de messagerie	$	1,898,774	1,806,954	1,810,687	1,953,955
32	Crayons de mine	$	268,060	210,762	186,465	189,222
33	Colis postaux	$	2,952,933	2,620,592	2,373,888	2,763,058
34	Pierres précieuses	$	311,308	177,660	204,975	256,840
35	Effets de colons	$	3,140,300	3,098,582	3,966,553	3,516,352
36	Vieux papier, rognures, *n.a.é.*	cwt	842,889	538,127	912,876	1,274,063
		$	762,913	337,340	536,214	987,008
	Totaux, toutes autres marchandises[2]	$	**48,041,785**	**49,639,991**	**54,005,674**	**120,837,621**
	Grands totaux, importations pour consommation	$	**808,896,325**	**677,451,354**	**751,055,534**	**1,081,950,719**

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [4] Comprend "Glacières, parties de" depuis le 1er janv. 1940.

de tous pays, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, années civiles 1937-40—fin

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
168,229	140,573	143,267		226,015	233,483	310,812		1
574,780	283,947	331,592	1	4,083,303	2,825,535	3,966,133	1	2
36,862	21,653	24,131		251,750	175,432	256,700		
77,063	67,143	75,507		26,728	36,151	47,427		3
137,295	109,011	118,624	115,178	374,503	288,684	396,618	270,968	
131,362	113,072	120,389		591,167	447,847	543,960		4
113,567	102,699	106,367		627,800	514,703	652,522		
461,582	638,266	551,802		101,949	73,623	97,922		5
38,853	Nil	Nil		4,479,714	5,486,418	6,373,494		6
17,576	–	–		2,014,757	2,485,032	2,927,449		
Nil	Nil	Nil	1	7,947,320	7,721,550	10,692,096	1	7
–	–	–		170,936	165,982	213,207		
154	273	358		70,364	155,292	113,406		8
218	411	453		66,397	151,636	106,830		
71,428	119,411	79,380		65,604	61,935	169,841		9
1,083,430	1,036,123	1,074,270		1,606,834	1,416,726	1,987,549		10
2,133,563	2,229,157	2,174,062	1,551,713	5,043,137	5,221,554	6,808,894	9,803,177	
7,857,577	**6,971,467**	**7,374,727**	**7,545,841**	**22,520,157**	**22,309,180**	**30,668,134**	**41,493,038**	
115,027[3]	97,076[3]	88,924[3]		1,009,038[3]	1,056,482[3]	959,228[3]		11
8,087	13,223	7,589	1	42,996	36,400	27,539	1	12
177,116	175,310	180,357		704,520	725,250	930,336		13
579,223	568,094	564,411	570,393	2,313,244	2,297,712	2,397,906	3,018,514	
143,897	121,655	112,867		173,508	171,811	193,261		14
827,823	639,978	598,292		479,163	433,940	560,263		15
15,624	13,326	14,008		183,602	138,747	172,873		16
161,216	153,779	132,774	1	377,294	398,444	452,087	1	17
47,695	51,317	53,662		522,833	614,806	852,636		18
189,016	135,779	115,696		430,086	430,403	561,176		19
1,036	1,755	Nil		1,133,223	1,078,615	1,188,762		20
182,631	151,558	124,300		51,507	41,448	44,995		21
978,642	852,024	735,953	680,967	4,229,237	4,164,686	4,972,002	8,353,691	
88,374	77,151	73,736		683,217	941,647	785,565		22
			1				1	
56,246	54,252	45,407		501,001	533,729	610,795		23
176,307	141,763	162,262		713,504	677,153	974,649		24
642,917	692,642	518,081	953,965	2,998,574	2,984,573	3,741,046	5,190,378	
9,987	24,381	15,252		369,464	446,176	312,078		25
421,211	737,197	2,734,796		1,400,229	2,444,128	3,125,921		26
400,855	361,175	245,273		1,588,768	1,673,087	730,890		27
1,786,572	1,942,564	1,689,705		10,949,933	12,635,162	14,212,317		28
47,497	329,803	334,029		136,357	123,648	180,187		29
Nil	Nil	Nil		3,717,716	3,656,168	4,236,401		30
–	–	–	1	68,708	69,071	61,629	1	
10,969	16,846	11,075		1,875,899	1,779,550	1,793,852		31
73,564	59,538	54,949		98,851	93,386	103,606		32
219,609	182,149	168,208		2,724,591	2,430,545	2,197,640		33
90,474	37,968	41,587		107,891	69,311	80,125		34
274,388	262,995	579,834		2,653,363	2,616,276	2,393,474		35
24,092	14,450	6,898		817,795	521,061	905,372		36
21,985	9,501	3,127		738,125	322,645	532,018		
6,850,262	**7,121,084**	**8,673,947**	**32,518,403**	**34,833,642**	**36,957,869**	**40,206,305**	**85,176,101**	
147,291,551	**119,292,436**	**114,007,409**	**161,216,352**	**490,504,978**	**424,730,567**	**496,898,466**	**744,231,156**	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	I.—Produits agricoles et substances végétales					
	A. Alimentaires					
	Fruits—					
1	Pommes, fraîches	barils	2,053,958	2,730,003	1,721,919	741,168
		$	7,214,898	9,680,337	5,853,481	2,541,973
2	Fruits, en conserve	lb	27,778,769	33,862,583	52,700,974	33,295,554
		$	1,896,952	2,055,901	3,154,885	1,976,507
	Totaux, fruits[2]	$	10,278,309	13,085,043	10,533,749	5,862,481
	Légumes—					
3	Pommes de terre	boiss.	986,343[3]	849,024[3]	755,645[3]	1,145,272[3]
		$	657,605	476,871	544,185	887,648
4	Navets	boiss.	2,425,854	2,434,577	2,245,044	2,336,831
		$	782,985	817,867	862,269	908,480
5	En conserve	lb	59,059,865	68,762,731	145,704,205	57,067,171
		$	2,685,240	3,151,947	7,009,967	2,835,059
6	Marinades et sauces	$	1,626,890	1,909,456	1,611,985	347,426
	Totaux, légumes[2]	$	5,876,915	6,504,335	10,257,109	5,174,687
	Céréales et farineux—					
	Céréales—					
7	Orge	boiss.	10,880,530	17,445,767	16,794,866	2,006,394
		$	7,916,779	8,734,577	7,881,541	1,117,488
8	Avoine	boiss.	4,495,293	6,886,473	12,115,598	14,396,287
		$	2,435,582	2,698,250	4,142,375	6,177,281
9	Seigle	boiss.	1,848,228	1,108,913	3,838,862	2,611,488
		$	2,053,480	542,629	2,044,645	1,367,341
10	Blé	boiss.	96,008,341	114,178,301	162,904,586	139,169,671
		$	124,439,579	89,393,814	109,050,542	119,530,365
	Totaux, céréales[2]	$	137,550,504	102,295,617	124,499,926	129,627,637
11	Son, moulée et recoupes	cwt	2,139,772	1,558,274	5,031,404	4,834,250
		$	3,052,110	1,649,847	4,844,955	5,110,379
12	Céréales préparées	$	4,269,526	3,887,416	2,892,153	2,040,254
13	Malt	boiss.	2,012,226	1,578,388	2,144,101	1,903,759
		$	2,943,866	1,697,203	1,962,536	1,730,431
14	Farine d'avoine et avoine roulée	cwt	578,591	712,093	784,164	1,180,480
		$	2,924,908	3,385,164	3,432,205	4,487,704
15	Farine de blé	barils	4,087,011	3,911,886	5,342,172	6,970,902
		$	23,872,495	17,637,743	16,378,301	26,351,695
	Totaux, céréales et farineux[2]	$	176,043,294	131,899,633	155,413,468	172,306,998
	Sucre—					
16	Bonbons	$	493,323	551,100	516,071	482,659
17	Sucre d'érable	lb	3,546,180	7,519,106	7,812,046	2,912,023
		$	521,928	1,203,002	1,216,340	437,914
	Totaux, sucre[2]	$	1,247,893	2,015,131	2,194,799	1,642,639
	Totaux, A. Alimentaires[2]	$	194,324,143	154,329,674	179,195,283	186,200,224
	B. Non alimentaires					
	Boissons, alcooliques—					
18	Whisky	gall. de preuve	5,381,307	2,498,499	1,473,612	1,887,458
		$	20,993,002	10,804,529	7,913,760	7,886,707
	Totaux, boissons, alcooliques[2]	$	21,175,107	10,942,139	8,102,947	9,333,581
	Caoutchouc—					
19	A courroies	$	819,353	618,745	661,830	490,885
20	Souliers de toile, semelles en caoutchouc	paires	1,934,901	1,857,430	2,093,408	881,175
		$	935,381	945,776	1,079,809	518,571
21	Chaussures en caoutchouc	paires	5,004,265	4,250,481	4,337,117	3,257,137
		$	4,577,098	3,524,635	4,016,247	4,022,184
22	Talons et semelles	$	408,848	335,309	257,129	234,712
23	Bandages	$	8,722,371	7,232,942	7,374,194	4,981,302
24	Chambres à air	$	755,328	671,610	649,141	479,373
	Totaux, caoutchouc[2]	$	17,764,673	14,904,542	15,767,344	12,950,485

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés. [3] A l'exclusion des pommes de terre de semence.

tous pays, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, années civiles 1937-40

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
1,838,309	2,473,845	1,427,491	1	3,272	11,634	13,472	1	1
6,490,358	8,709,817	4,811,580		11,173	47,233	63,509		
25,588,400	32,081,627	50,892,978		630,756	212,893	258,854		2
1,714,455	1,891,279	2,990,845		40,937	11,826	25,868		
8,580,658	11,411,504	8,750,451	3,533,257	644,042	416,527	555,289	1,400,900	
Nil	Nil	Nil	1	350,664[3]	177,352[3]	238,105[3]	1	3
—	—	—		252,672	91,941	148,389		
Nil	Nil	Nil		2,417,470	2,415,059	2,239,452		4
—	—	—		779,416	808,843	859,170		
51,195,671	59,554,211	134,201,527		3,180	228,125	1,552,886		5
2,246,756	2,618,607	6,266,228		204	19,099	122,765		
1,477,617	1,709,376	1,412,877		58	35	373		6
3,724,412	4,347,073	7,795,969	2,546,420	1,039,726	925,049	1,149,761	1,496,482	
7,078,583	13,723,285	8,353,505	1	2,953,727	1,556,219	6,805,387	1	7
4,813,802	7,226,843	3,802,037		2,514,165	556,287	3,276,179		
3,317,709	5,527,444	3,850,998		68,536	10,284	6,429,148		8
1,730,268	2,070,940	1,173,767		35,282	4,938	2,239,498		
302,054	113,090	34,230		302	280,483	2,970,046		9
306,271	71,095	19,689		242	113,025	1,479,310		
73,927,157	61,203,208	61,871,365		1,160,408	20,144,466	72,482,516		10
95,794,483	51,666,177	40,079,245		1,498,116	12,035,225	50,693,027		
102,748,003	61,675,259	45,833,947	81,079,629	4,498,339	12,733,173	57,738,816	40,318,801	
608,535	1,102,896	113,093	1	1,454,237	398,036	4,857,952	1	11
756,480	1,263,100	125,944		2,171,719	318,702	4,647,412		
4,006,889	3,489,815	2,464,136		71,234	79,562	68,250		12
19,037	97,075	59,978		1,727,873	1,246,646	1,701,886		13
29,811	102,219	57,453		2,478,285	1,292,010	1,464,150		
514,162	643,395	679,776		4	6	633		14
2,517,445	2,973,480	2,931,660		26	23	2,004		
2,319,464	2,104,143	2,988,895		46,131	76,271	151,037		15
13,537,821	9,585,603	9,079,073		208,050	187,057	339,925		
123,935,398	79,539,935	60,945,511	105,314,520	10,200,565	14,937,182	64,745,426	47,799,924	
125,030	186,383	174,887	1	9,751	6,676	7,528	1	16
28,179	19,920	25,294		3,456,148	7,441,364	7,654,980		17
5,056	3,587	4,294		508,408	1,190,766	1,193,411		
138,988	197,800	187,551	12,062	656,733	1,309,110	1,574,751	1,132,825	
136,848,260	95,884,431	77,975,002	111,764,528	12,603,284	17,631,541	68,089,354	51,877,560	
26,077	24,089	40,390	1	5,306,678	2,433,484	1,376,586	1	18
122,315	120,411	195,432		20,655,082	10,493,188	7,454,277		
127,088	121,409	196,483	1,339,632	20,787,103	10,572,901	7,527,623	7,580,581	
221,559	156,491	169,339	1	842	1,908	832	1	19
1,276,786	1,315,952	1,538,473		353	574	277		20
581,291	628,002	735,170		343	724	395		
4,028,062	3,457,314	3,358,306		2,804	2,594	1,058		21
3,491,668	2,693,665	2,971,801		5,588	4,414	1,884		
335,161	272,556	196,246		40	Nil	65		22
271,757	183,700	200,046		45,801	17,779	56,694		23
8,674	12,633	9,774		379	1,868	3,280		24
5,559,597	4,692,583	5,037,044	4,489,161	221,367	137,646	225,021	886,436	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	I.—Produits agric. et substances végétales—fin					
	B. NON ALIMENTAIRES—fin					
	Graines de semence—					
1	Graine de trèfle	boiss.	266,286	276,401	228,864	111,270
		$	2,354,723	1,570,188	1,310,498	1,035,920
2	Graine de lin	boiss.	13,147	12,838	17,644	64,659
		$	68,819	76,047	79,795	120,085
3	Graine d'herbe	boiss.	75,243	104,226	307,949	345,255
		$	164,599	176,586	439,938	506,433
4	Pommes de terre de semence	boiss.	2,271,223	1,308,845	1,947,422	1,785,834
		$	2,328,755	1,101,143	1,966,040	1,598,949
	Totaux, graines de semence[2]	$	4,977,139	3,011,103	3,870,077	3,358,333
5	Tabac en feuilles	lb	10,040,804	16,341,049	32,210,012	9,921,576
		$	2,846,525	5,474,479	10,182,967	2,487,692
6	Foin et fourrage	$	2,547,795	1,448,267	1,883,986	2,342,385
	TOTAUX, B. NON ALIMENTAIRES[2]	$	50,259,008	36,567,040	40,922,773	32,063,587
	Totaux, produits agricoles et substances végétales[2]	$	**244,583,151**	**190,896,714**	**220,118,056**	**218,263,811**
	II. Bétail et produits animaux					
	Animaux vivants—					
7	Bêtes à cornes	nomb.	321,760	179,224	293,425	233,781
		$	15,677,093	9,181,199	15,353,121	12,442,420
8	Chevaux	nomb.	11,243	5,914	5,953	5,416
		$	1,442,085	757,553	726,493	674,131
9	Porcs	nomb.	82,863	5,500	5,826	7,203
		$	1,348,764	30,429	30,331	38,784
	Totaux, animaux vivants[2]	$	19,695,426	10,641,148	16,804,325	13,736,489
	Produits des pêcheries—					
	Poisson frais—					
10	Homard	cwt	113,630	106,879	107,926	115,429
		$	2,438,400	1,952,697	2,011,163	2,106,561
11	Saumon	cwt	146,421	121,243	128,536	113,476
		$	1,652,145	1,567,860	1,664,176	1,507,111
12	Corégone	cwt	131,426	125,626	131,398	167,405
		$	1,605,862	1,514,870	1,444,331	2,031,893
	Totaux, poisson frais[2]	$	12,182,340	11,344,363	12,308,881	14,110,712
	Poisson séché, salé, fumé, mariné—					
13	Morue séchée	cwt	225,533	231,315	256,247	260,926
		$	1,382,329	1,362,741	1,470,204	1,753,761
	Totaux, poisson séché, salé, etc.[2]	$	4,154,152	3,927,830	3,884,157	4,063,411
	Poisson en conserve—					
14	Homard en boîte	cwt	37,167	41,170	33,739	17,781
		$	1,984,167	1,898,838	1,431,294	715,383
15	Saumon en boîte	cwt	591,793	488,400	592,911	462,535
		$	7,533,648	7,128,194	8,627,557	8,226,315
16	Sardines	cwt	78,643	71,260	87,056	107,239
		$	693,890	629,037	724,647	953,464
	Totaux, poisson en conserve[2]	$	10,437,150	10,021,055	11,548,982	11,669,050
	Totaux, produits des pêcheries[2]	$	27,983,996	26,530,513	28,881,452	31,650,889
	Fourrures—					
	Fourrures brutes—					
17	Peaux de castor	$	1,140,738	924,032	1,356,936	2,025,457
18	Peaux de renard	$	8,368,691	7,230,705	6,133,153	3,847,896
19	Peaux de martre	$	537,864	507,708	575,363	633,468
20	Peaux de vison	$	1,730,280	2,189,157	2,639,197	3,877,559
21	Peaux de rat musqué	$	1,130,353	978,163	1,438,208	2,444,213
	Totaux, fourrures brutes[2]	$	16,494,997	13,590,224	14,130,188	15,617,244
	Totaux, fourrures[2]	$	17,515,460	14,096,503	14,568,986	16,176,075

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

tous pays, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, années civiles 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
12,233	45,771	52,058		238,542	211,245	162,268		1
119,087	347,540	409,999		2,014,718	1,020,641	713,875		
12,522	12,478	16,034		260	190	137		2
66,569	75,232	72,533	1	655	337	293	1	
359	390	45		71,625	97,552	301,274		3
909	749	100		156,065	164,419	423,089		
Nil	Nil	Nil		633,386	735,185	851,125		4
–	–	–		514,016	592,253	767,041		
206,767	445,770	494,363	644,886	2,718,802	1,838,664	1,958,441	1,793,002	
8,836,677	15,243,795	31,172,720		457	329	350		5
2,586,838	5,231,027	9,969,253	1	147	106	113	1	
677,833	779,602	383,703		1,391,102	323,965	1,016,233		6
9,310,843	11,396,476	16,230,224	9,220,537	25,719,741	13,346,728	11,380,082	12,614,134	
146,159,103	**107,280,907**	**94,205,226**	**120,985,065**	**38,323,025**	**30,978,269**	**79,469,436**	**64,491,694**	
9,610	27,307	4,280		306,958	146,745	284,463		7
858,347	2,457,267	422,900		14,577,506	6,491,695	14,699,254		
375	326	23	1	10,295	5,406	5,480	1	8
51,331	60,758	3,450		1,309,535	672,260	655,805		
Nil	Nil	Nil		75,802	260	124		9
–	–	–		1,315,446	3,243	2,551		
923,622	2,519,808	431,995	160	18,374,557	7,779,158	16,050,548	13,279,735	
Nil	Nil	Nil		113,630	106,869	107,926		10
–	–	–		2,438,400	1,952,089	2,011,163		
60,996	50,238	60,132	1	66,069	56,084	61,072	1	11
915,497	873,470	960,795		548,035	574,159	607,197		
9	Nil	1		131,417	125,626	131,397		12
61	–	13		1,605,801	1,514,870	1,444,318		
1,162,911	1,209,714	1,653,884	2,062,869	10,718,977	9,917,842	10,515,493	12,010,304	
22	23	Nil	1	74,034	78,846	78,482	1	13
200	232	–		513,581	524,229	547,453		
53,199	65,321	62,099	121,087	1,355,454	1,355,203	1,667,992	1,919,503	
22,254	27,758	18,282		5,366	4,785	7,251		14
1,128,280	1,194,614	695,813		315,552	238,958	319,487		
196,729	171,320	303,877	1	55,975	5,366	5,805	1	15
3,798,818	3,726,527	5,517,273		344,002	54,490	37,968		
1	Nil	Nil		2	240	1		16
7	–	–		12	1,284	6		
4,927,365	4,922,052	6,595,744	6,997,123	633,469	302,090	371,787	618,076	
6,322,207	6,475,037	8,424,174	9,254,486	13,693,821	12,429,306	13,538,219	16,244,914	
505,605	451,141	476,235		610,277	459,373	873,659		17
6,638,745	5,912,989	3,896,627		1,081,064	786,628	1,810,451		18
239,793	220,562	225,593	1	291,754	281,071	343,830	1	19
560,074	561,579	646,421		1,151,081	1,540,199	1,942,855		20
808,046	586,103	836,766		287,106	335,093	540,959		21
10,115,115	8,553,104	6,969,098	3,299,566	5,534,043	4,313,235	6,581,442	11,866,765	
10,722,537	8,794,834	7,054,745	3,306,271	5,728,014	4,478,818	6,772,641	12,187,096	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	II.—Bétail et produits animaux—fin					
1	Poils et soies	$	608,838	447,419	472,793	538,950
2	Peaux, brutes	cwt	348,574	371,923	415,545	350,556
		$	4,018,587	2,967,954	3,528,675	3,681,084
3	Cuir, non ouvré	$	5,504,891	4,216,809	6,855,832	6,521,486
4	Cuir, ouvré	$	1,503,381	1,431,296	1,247,924	1,478,750
	Viandes—					
5	Bacon et jambon	cwt	1,956,169	1,708,374	1,878,251	3,456,042
		$	33,405,935	30,905,824	32,656,049	58,814,151
6	Bœuf, frais	cwt	161,205	54,108	38,732	30,855
		$	1,225,931	543,202	518,097	419,162
7	Porc, frais	cwt	181,093	34,779	30,612	34,863
		$	2,788,622	620,869	551,664	559,973
8	Porc, salé à sec, mariné	cwt	54,153	41,785	41,052	42,187
		$	536,987	352,475	329,508	298,684
9	Volaille	lb	4,572,341	1,894,085	2,788,016	1,385,528
		$	938,422	441,844	643,225	313,632
	Totaux, viandes[2]	$	42,161,377	36,308,801	37,445,336	63,289,240
	Lait et ses dérivés—					
10	Beurre	cwt	40,966	38,934	123,986	13,376
		$	1,147,274	871,547	2,673,765	382,299
11	Fromage	cwt	889,553	809,891	909,448	1,066,311
		$	13,062,330	11,874,223	12,248,650	15,723,486
12	Lait, transformé	cwt	332,823	350,772	344,699	468,321
		$	3,174,131	3,456,392	3,294,791	4,296,718
	Totaux, lait et ses dérivés[2]	$	17,581,077	16,219,789	18,221,708	20,404,055
	Huiles, matières grasses, graisses et cires—					
13	Huile de poisson et de baleine	gall.	2,733,482	3,808,707	2,709,157	1,642,611
		$	849,888	95,491	737,496	992,485
14	Saindoux et succédanés	cwt	308,316	173,470	80,439	33,551
		$	3,823,830	1,684,307	581,607	232,696
15	Suif	cwt	21,134	18,881	14,905	13,247
		$	113,829	64,477	43,664	40,202
	Totaux, huiles, matières grasses, graisses et cires[2]	$	4,967,041	2,853,479	1,445,809	1,339,485
16	Œufs	douz.	1,602,011	1,842,538	1,274,327	10,979,879
		$	424,200	497,898	310,697	2,771,063
17	Miel	lb	2,755,786	4,008,088	4,706,914	10,780,498
		$	233,482	317,107	362,070	1,237,285
18	Boyaux à saucisse	$	1,282,330	846,481	786,929	992,886
19	Déchets d'abattoir	cwt	311,357	280,264	239,428	314,022
		$	508,948	353,009	401,413	468,829
	Totaux, bétail et produits animaux[2]	$	**144,532,334**	**118,135,506**	**131,803,706**	**164,723,784**
	III. Fibres et textiles					
20	Coton	$	3,059,336	2,614,942	3,535,622	10,496,260
21	Bas et chaussettes, soie	douz. paires	487,234	515,082	505,117	404,167
		$	2,962,201	3,112,803	3,098,949	2,632,334
22	Soie et ses dérivés, *n.a.é.*	$	208,499	139,627	144,652	132,503
	Laine—					
23	Laine, brute	lb	4,812,701	4,260,317	4,664,083	2,383,087
		$	1,396,381	693,251	889,077	688,550
24	Laine, vêtement	$	631,000	527,278	493,382	604,437
	Totaux, laine[2]	$	2,901,716	1,326,373	1,523,024	1,561,006
25	Soie artificielle	$	1,700,147	2,269,722	2,156,534	2,159,566
26	Ficelle d'engerbage	cwt	159,830	159,428	177,787	201,499
		$	1,153,343	1,047,284	969,263	1,501,256
27	Articles en feutre	$	466,895	371,557	381,139	544,249
28	Chiffons	cwt	138,172	123,462	149,540	120,683
		$	894,166	489,096	730,743	831,366
	Totaux, fibres et textiles[2]	$	**14,400,522**	**13,054,660**	**14,427,669**	**22,695,647**

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

tous pays, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, années civiles 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
28,785	33,998	83,252		386,240	261,072	264,898		1
20,385	18,814	30,937		281,889	290,886	352,953		2
233,940	139,406	247,270		3,111,337	2,253,649	2,967,354		
4,557,747	3,358,877	5,076,883		493,168	508,090	1,136,143		3
893,163	838,419	628,665		61,122	37,083	46,091		4
1,920,587	1,694,636	1,864,730		23,370	6,633	5,515		5
32,467,171	30,494,762	32,287,291	1	660,872	244,775	185,050	1	
97,379	20,479	8,693		29,968	12,307	8,645		6
526,009	159,563	101,411		345,889	115,132	114,694		
8,580	8,579	4,845		167,145	23,684	23,304		7
127,546	137,954	80,287		2,577,295	441,724	429,830		
846	898	418		6,535	333	1		8
11,268	13,464	7,384		114,198	5,283	20		
4,038,375	1,472,562	2,315,357		41,981	3,058	1,972		9
807,609	328,861	526,326		8,483	615	530		
36,190,212	33,809,697	34,983,977	60,689,236	3,940,172	972,343	969,980	1,052,666	
35,679	33,688	111,092		147	38	242		10
1,000,685	726,358	2,325,624		4,255	1,015	5,357		
811,815	760,481	811,538	1	47,299	17,555	67,132	1	11
11,825,692	11,023,338	10,802,873		727,456	310,425	981,928		
210,355	234,324	213,348		5,213	4,273	9,291		12
1,691,008	2,110,544	1,698,567		113,320	94,629	192,123		
14,517,385	13,860,240	14,827,064	17,397,486	1,039,263	418,108	1,180,730	401,980	
1,218,065	1,297,721	439,753		731,171	707,436	272,983		13
355,888	372,466	286,555		286,940	280,037	112,130		
302,841	171,736	76,961	1	14	4	Nil		14
3,751,457	1,664,517	546,360		190	23	–	1	
2,672	1,351	310		11,812	7,969	2,569		15
10,317	4,072	837		69,743	29,982	9,629		
4,199,280	2,155,686	904,278	816,226	402,451	317,605	124,650	269,596	
1,346,120	1,539,807	1,024,070		1,637	966	2,410		16
349,783	401,637	231,941		434	258	601		
2,216,424	3,415,477	3,587,992		11,276	13,227	27,331		17
198,331	281,067	288,696	1	1,160	1,364	2,700	1	
559,887	422,118	319,315		577,880	276,698	314,833		18
Nil	1,568	Nil		311,317	278,694	239,408		19
–	2,980	–		508,873	350,023	401,370		
79,734,849	**73,175,748**	**73,577,536**	**102,549,127**	**48,778,884**	**30,351,002**	**44,117,026**	**48,712,943**	
842,918	879,953	1,285,501		30,664	13,257	11,900		20
68,253	68,152	60,879		90	55	62		21
440,199	419,052	366,203		666	456	455		
48,196	46,480	62,052		9,982	4,110	1,649		22
			1				1	
1,337,873	2,711,783	1,517,707		1,992,787	556,826	2,673,103		23
318,759	400,648	221,738		664,608	125,854	587,846		
19,816	26,745	8,272		298,221	232,137	221,124		24
342,905	428,808	243,312	85,460	1,058,724	442,583	891,820	1,015,505	
472,470	513,895	328,733		10,924	9,298	8,360		25
62,892	50,083	77,024		89,723	108,738	100,596		26
474,340	335,568	435,616	1	626,739	707,829	532,900	1	
188,144	194,718	219,754		6,110	3,617	4,842		27
13,510	14,524	10,441		112,679	98,730	134,689		28
136,680	80,379	70,839		679,991	358,812	637,378		
3,418,299	**3,425,276**	**3,463,707**	**6,104,839**	**2,678,174**	**1,731,126**	**2,365,580**	**2,915,617**	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	IV. Bois, produits du bois et papier					
	Bois à l'état naturel—					
	Billots et bois en grume—					
1	Billots, sapin Douglas	M pds	144,545	106,431	115,020	27,120
		$	2,953,987	1,948,756	2,308,749	655,523
2	Billots, bois dur	M pds	17,254	14,462	19,558	31,271
		$	552,106	542,819	678,059	1,776,420
3	Poteaux, télégraphe et téléphone	nomb.	418,549	334,718	374,847	340,854
		$	1,294,145	1,064,082	1,122,346	1,115,041
4	Traverses de chemin de fer	nomb.	1,217,327	738,405	683,107	1,202,862
		$	912,370	555,499	563,812	904,784
	Totaux, billots et bois en grume[2]	$	7,376,728	5,820,368	7,423,467	10,886,912
5	Lattes	M	245,243	163,458	179,060	182,329
		$	1,010,329	531,543	528,657	546,951
	Madriers et planches—					
6	Bouleau	M pds	113,392	74,018	86,946	106,577
		$	3,795,180	2,216,871	2,956,441	4,350,392
7	Sapin Douglas	M pds	738,846	805,326	924,686	948,830
		$	15,356,569	14,594,701	18,100,900	20,958,212
8	Pin	M pds	132,345	82,068	149,692	174,627
		$	4,551,446	2,822,425	4,814,335	6,211,220
9	Epinette	M pds	590,290	419,994	607,987	950,198
		$	14,472,487	9,820,959	14,487,364	27,469,206
	Totaux, madriers et planches[2]	M pds	1,858,352	1,667,088	2,113,160	2,451,623
		$	45,449,194	35,887,481	48,829,466	67,736,934
10	Bois à pulpe	cordes	1,542,853	1,587,529	1,392,311	1,404,452
		$	12,088,329	13,641,798	11,901,480	12,521,880
11	Bardeaux	carrés	2,184,335	1,899,634	2,935,349	2,810,785
		$	6,188,012	5,157,569	8,224,756	7,606,118
12	Douves	$	1,257,388	1,096,190	1,031,355	4,231,154
13	Bois à bobines	M pds	11,119	11,123	7,664	21,898
		$	451,324	481,643	311,576	1,067,805
14	Bois, équarri	M pds	107,946	86,003	98,773	97,058
		$	2,139,900	1,524,697	1,718,137	2,066,489
	Totaux, bois à l'état naturel[2]	$	79,510,385	67,170,704	83,920,773	112,555,563
	Bois ouvré—					
15	Portes	$	2,736,909	1,361,267	745,538	44,422
16	Eclisses pour allumettes	$	295,181	319,177	448,168	1,096,826
	Pulpe de bois—					
17	Chimique	cwt	13,378,446	8,231,172	10,354,289	16,897,182
		$	36,772,345	24,226,663	26,393,309	53,831,688
18	Mécanique	cwt	3,336,026	2,484,104	3,373,032	4,081,800
		$	4,145,552	2,914,247	4,090,177	6,265,069
	Totaux, pulpe de bois[2]	cwt	17,414,317	11,080,742	14,110,308	21,370,348
		$	41,815,731	27,730,738	31,000,602	60,930,149
	Totaux, bois ouvré[2]	$	46,311,743	30,619,800	33,374,645	63,662,483
	Papier—					
19	*Planches de pulpe et fibre*	cwt	379,656	371,320	551,878	760,931
		$	1,199,358	1,248,272	1,560,738	2,513,867
20	Papier cartonné, *n.a.é.*	$	3,885,625	3,318,378	2,717,387	6,278,026
21	Papier à livres	cwt	110,215	73,653	81,922	154,559
		$	718,370	491,834	510,481	1,053,780
22	Papier à journal	cwt	69,104,793	48,493,092	53,174,453	64,855,787
		$	126,466,412	104,615,042	115,687,288	151,360,196
23	Papier d'emballage	cwt	475,473	298,140	306,042	817,583
		$	1,848,331	1,277,027	1,252,153	4,196,131
	Totaux, papier[2]	$	136,164,168	112,872,776	124,127,164	170,879,526
24	Livres et imprimés	$	981,392	949,678	1,118,461	908,824
	Totaux, bois, produits du bois et papier[2]	$	**262,967,688**	**211,612,958**	**242,541,043**	**348,006,396**

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

tous pays, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, années civiles 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
166	47	10		21,874	32,666	34,141		1
2,294	1,062	535		255,548	360,726	422,930		
5,770	7,248	13,132		5,306	3,942	4,984		2
221,158	304,731	525,933	1	86,360	69,442	93,453	1	
Nil	Nil	Nil		417,394	334,716	374,671		3
–	–	–		1,289,272	1,064,066	1,121,373		
714,014	466,489	265,567		303,155	247,058	206,587		4
554,855	347,278	211,199		226,802	199,558	144,752		
779,104	661,798	873,150	5,728,675	3,183,888	2,076,091	3,877,084	3,629,847	
70	Nil	Nil		243,875	160,377	177,717		5
175	–	–		1,004,816	519,442	524,040		
74,646	50,206	45,998		38,362	23,372	40,092		6
2,285,597	1,309,795	1,349,525		1,496,596	893,362	1,579,810		
473,014	549,272	670,871	1	107,023	114,218	101,843	1	7
9,647,548	9,771,212	12,912,021		2,191,371	1,941,603	1,964,429		
48,686	22,065	35,888		74,750	52,652	103,672		8
1,922,904	918,662	1,293,295		2,315,408	1,643,814	3,167,306		
321,982	230,789	279,904		250,555	175,418	282,791		9
7,191,382	5,012,959	6,610,822		6,679,237	4,396,058	6,676,621		
1,027,318	960,141	1,188,714	1,547,428	537,201	448,921	625,278	648,931	
23,619,605	19,374,453	25,598,314	40,221,372	15,477,155	11,557,321	16,874,881	20,382,202	
3,329	2,092	Nil		1,475,212	1,273,105	1,076,761		10
33,315	26,298	–		11,437,463	10,374,557	8,785,581		
26,011	32,001	58,695		2,114,578	1,840,686	2,808,339		11
77,879	89,978	178,522		5,998,521	4,989,816	7,865,401		
248,085	244,830	273,712	1	2,122	1,388	2,473	1	12
4,869	8,409	2,796		5,574	2,683	4,868		13
209,719	383,959	138,982		213,739	95,836	172,594		
29,931	24,616	35,260		1,720	1,197	1,809		14
683,916	507,219	695,972		44,287	23,987	26,103		
27,320,105	22,669,304	29,664,344	55,209,255	39,019,969	32,012,326	39,753,713	46,058,584	
2,720,504	1,341,127	715,293		258	375	427		15
295,181	318,877	428,662		Nil	Nil	6		16
1,224,969	976,020	718,188	1	10,408,305	6,617,655	9,111,667	1	17
3,481,261	3,202,927	1,797,023		28,577,240	18,563,876	23,160,113		
439,702	377,261	730,544		2,896,087	2,106,843	2,642,488		18
777,337	474,007	915,919		3,367,803	2,440,240	3,174,258		
1,665,201	1,353,881	1,448,732	3,524,365	13,962,484	9,077,212	12,131,768	16,505,353	
4,260,024	3,678,448	2,712,942	9,966,249	32,764,641	21,561,546	26,836,718	46,576,654	
7,890,312	5,913,564	4,365,800	11,480,438	32,972,334	21,654,042	27,007,977	46,780,236	
210,867	199,551	226,582		10,996	4,973	205,602		19
608,417	619,165	741,122		34,702	14,566	375,669		
2,788,531	2,541,618	2,203,669		622,662	433,076	111,522		20
20,987	14,844	14,398		2,438	363	342		21
154,592	109,786	106,638	1	8,240	4,187	3,665	1	
2,959,951	3,441,929	3,535,083		57,980,416	38,765,934	44,127,726		22
4,725,500	5,694,747	5,811,462		105,699,202	85,190,912	97,057,620		
18,838	26,691	35,297		17,350	15,961	17,524		23
80,445	151,220	192,493		32,069	26,564	32,964		
8,909,440	9,705,089	9,715,818	16,384,102	107,084,385	86,160,845	98,425,416	121,312,825	
207,722	198,455	190,538	1	465,074	466,028	636,995	1	24
44,327,579	**38,486,412**	**43,936,500**	**83,122,354**	**179,541,762**	**140,293,241**	**165,824,101**	**214,751,246**	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	V. Fer et ses dérivés					
1	Ferro-silicon, ferro-manganèse, etc.	tonnes	48,603	32,881	64,345	94,957
		$	2,036,079	1,305,908	2,476,907	6,819,490
2	En gueuse, lingots, et billettes	tonnes	176,547	119,094	157,169	264,917
		$	5,184,204	3,872,049	5,168,220	12,899,923
3	Rebuts, fer et acier	tonnes	143,977	85,122	93,337	3,261
		$	1,954,698	1,008,992	1,020,642	47,336
4	Produits de laminage	tonnes	65,043	107,499	96,584	132,513
		$	2,821,513	4,769,451	3,863,723	6,885,898
5	Tubes et tuyaux	$	1,118,451	786,627	991,236	3,210,473
6	Fil métallique	$	972,673	1,146,622	1,120,216	3,107,061
7	Outillage agricole	$	9,838,808	7,790,124	6,974,684	9,537,256
8	Ferronnerie et coutellerie	$	2,301,863	2,238,868	2,834,327	3,562,747
	Machines—					
9	Arithmographes	$	971,491	625,695	879,961	370,152
10	Aspirateurs électriques	$	169,701	107,865	117,497	73,125
11	Machines à coudre	$	2,513,775	1,617,106	2,127,044	1,738,336
12	Lessiveuses et essoreuses	$	1,287,092	1,332,388	971,787	307,293
13	Dactylotypes et pièces	$	1,632,301	1,300,212	1,680,810	1,038,468
	Totaux, machines[2]	$	10,837,419	9,782,719	10,873,125	13,457,598
14	Outils	$	1,485,209	1,325,817	1,399,299	1,832,179
	Véhicules—					
15	Automobiles, camion	nomb.	22,066	17,382	19,955	66,047
		$	7,941,782	6,925,469	8,156,528	47,114,836
16	Automobiles, voyageur	nomb.	43,801	40,386	38,548	18,145
		$	15,921,282	15,311,201	14,394,483	7,191,226
17	Automobiles, pièces détachées	$	2,919,981	2,679,265	2,991,697	10,289,580
	Totaux, véhicules[2]	$	27,018,650	25,204,971	25,949,813	65,588,761
	Totaux, fer et ses dérivés[2]	$	**66,027,238**	**60,139,369**	**63,102,432**	**127,666,846**
	VI. Métaux non ferreux					
18	Aluminium en barres, blocs, etc.	cwt	97,029	1,294,487	1,411,579	
		$	17,592,909	23,052,552	25,684,476	
19	Laiton	$	1,614,953	1,088,826	1,411,555	
	Cuivre—					
20	Minerai	cwt	738,676	1,098,061	1,215,009	[1]
		$	7,409,381	7,637,581	8,505,064	
21	Cuivre ampoule	cwt	108,843	305,273	311,118	
		$	1,333,073	3,056,241	3,113,742	
	Lingots, barres, baguettes, rubans, etc.	cwt	3,473,661	4,170,416	3,903,770	
		$	46,015,709	41,625,628	40,232,379	
	Totaux, cuivre[2]	$	56,155,282	53,314,802	53,227,919	[1]
23	Plomb, minerai	cwt	165,296	71,623	82,042	
		$	862,850	345,394	399,811	
24	Plomb en saumons, etc.	cwt	3,531,396	3,098,641	3,614,717	
		$	16,978,147	8,637,797	9,450,265	
	Nickel—					
25	Minerai, mattes, etc.	cwt	808,082	886,482	941,020	[1]
		$	14,544,952	15,956,929	16,940,142	
26	Affiné	cwt	1,368,536	1,053,723	1,358,284	
		$	42,876,537	35,340,370	39,582,460	
27	Oxyde	cwt	51,082	36,835	48,509	
			1,491,728	1,199,118	1,410,909	
	Totaux, nickel	$	58,913,217	52,496,417	57,933,511	[1]
	Métaux précieux—					
28	Balayures d'orfèvre et rebuts, *n.a.é.*	$	1,338,358	1,211,204	1,620,799	934,374
29	Platine et platinides en concentrés	$	8,374,795	9,320,325	6,136,752	5,898,616
30	Argent, minerai	onces	5,879,332	5,868,827	6,828,031	5,633,106
		$	2,567,412	2,540,860	2,801,206	2,052,298
31	Argent en lingots	onces	14,620,025	22,682,687	14,202,549	13,612,952
		$	6,556,357	9,838,462	5,723,967	5,113,206
	Totaux, métaux précieux[2]	$	18,864,682	22,955,341	16,331,173	14,052,639

[1] Les restrictions de temps de guerre ne permettent pas la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

tous pays, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, années civiles 1937-40—suite

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
6,117	4,209	11,344		36,223	24,420	48,826		1
310,477	232,278	695,199		1,329,780	742,175	1,463,392		
118,675	87,569	92,152		43,880	27,273	57,013		2
3,093,602	2,734,014	3,164,683		*1,505,181*	*806,580*	*1,630,194*		
15,824	13,884	8,573		80,804	26,962	30,388		3
203,406	169,192	90,281		1,030,912	284,795	295,234		
29,443	34,545	39,787		2,472	319	4,691		4
1,222,338	1,613,856	1,627,383		60,250	11,050	133,332		
54,570	43,458	74,472	1	131,275	33,477	33,291	1	5
355,358	369,543	401,269		1,893	559	13,236		6
1,207,040	1,129,477	1,684,001		3,311,354	2,366,645	1,852,651		7
1,375,600	1,232,394	1,506,545		88,787	226,895	386,946		8
832,025	461,590	722,308		525	218	530		9
60,443	33,924	62,280		11,320	5,447	1,106		10
536	510	104		4,721	3,152	5,509		11
658,686	704,931	430,305		673	236	270		12
1,053,165	653,078	1,125,394		1,004	12,896	929		13
4,613,149	4,324,587	5,227,343	7,888,341	242,101	156,574	217,248	610,149	
499,558	351,388	449,411		22,783	15,570	21,531		14
4	3	20		31	16	11		15
1,923	1,946	13,920	1	7,503	2,998	3,210	1	
2,420	1,395	1,031		442	239	234		16
1,923,647	1,118,924	818,509		148,994	87,318	86,280		
12,234	27,388	60,214		35,007	31,596	47,609		17
1,940,057	1,148,393	901,078	21,213,571	227,867	153,419	170,998	235,981	
14,914,879	**13,517,445**	**15,976,901**	**53,432,766**	**6,954,215**	**4,148,832**	**4,954,238**	**5,963,660**	
458,254	678,251	779,155		256,453	22,337	39,685		18
8,781,947	12,012,734	14,328,385		3,814,524	343,577	547,337		
568,337	487,900	574,042		531,944	234,323	411,902		19
11,649	33,781	138,713		510,481	585,119	639,468		20
119,530	255,044	970,991	1	5,104,451	4,052,784	4,476,277	1	
Nil	Nil	Nil		108,843	305,273	311,118		21
–	–	–		1,333,073	3,056,241	3,113,742		
2,635,658	2,552,860	2,882,007		46	355	47,044		22
35,298,259	25,528,976	29,375,643		764	3,948	474,032		
35,751,651	26,123,837	30,610,878	1	6,777,770	7,237,687	8,512,369	1	
Nil	Nil	Nil		104,375	66,363	82,042		23
–	–	–		598,847	322,714	399,811		
2,306,658	2,391,619	2,210,933		10	415	171		24
10,886,174	6,656,476	5,600,771		71	1,469	541		
442,238	553,858	600,281		141,426	78,973	151,049		25
7,960,420	9,969,894	10,805,058	1	2,545,000	1,421,514	2,718,882	1	
413,206	429,546	112,590		791,255	435,567	983,585		26
16,533,895	17,029,686	4,198,455		19,781,786	10,890,796	25,692,540		
2,692	16,079	33,317		17,554	3,496	15,192		27
91,476	531,093	1,078,878		352,978	73,435	332,031		
24,585,791	27,530,673	16,082,391	1	22,679,764	12,385,745	28,743,453	1	
465,520	492,763	287,803		872,838	718,441	1,332,996		28
8,111,340	9,023,427	5,867,271		Nil	Nil	32,228		29
35,543	698	Nil	1	5,324,684	5,573,016	6,555,509	1	30
13,882	285	–		2,385,930	2,416,746	2,693,316		
2,758,044	715,808	200,397		11,239,967	21,713,359	13,862,258		31
1,245,757	309,904	88,717		5,026,640	9,419,185	5,576,354		
9,853,243	9,845,319	6,252,999	5,120,997	8,296,424	12,579,922	9,672,624	8,798,585	

17.—Principales exportations de produits domestiques du Canada vers

N°	Articles		Tous pays			
			1937	1938	1939	1940
	VI. Métaux non ferreux—fin					
	Zinc—					
1	Minerai	cwt	656,958	458,410	412,606	1
		$	2,618,641	1,154,812	526,905	
2	Zinc du commerce	cwt	2,683,780	2,644,241	3,119,891	
		$	12,739,242	8,626,961	9,343,586	
	Totaux, zinc[2]	$	15,491,186	9,816,008	9,922,232	1
3	Appareils électriques	$	4,309,975	4,114,160	3,229,469	3,283,175
	Totaux, métaux non ferreux[2]	$	**194,876,383**	**179,664,366**	**182,890,103**	**194,711,984**
	VII. Métalloïdes					
	Amiante—					
4	Amiante brut	tonnes	196,511	165,744	186,238	1
		$	10,972,852	10,872,435	12,463,177	
5	Sable et déchets d'amiante	tonnes	194,530	123,143	159,780	
		$	3,242,457	2,237,751	2,902,111	
	Totaux, amiante[2]	$	14,545,370	13,316,558	15,844,703	1
6	Argile et ses dérivés	$	596,970	546,005	542,788	498,047
	Charbon et ses dérivés—					
7	Charbon[3]	tonnes	355,268	353,181	376,203	504,898
		$	1,441,879	1,549,990	1,666,934	2,361,551
8	Coke	tonnes	53,926	41,907	55,510	40,330
		$	472,486	445,940	506,501	341,675
9	Goudron, poix et huiles	$	926,683	747,882	467,613	704,874
	Totaux, charbon et ses dérivés[2]	$	2,841,048	2,734,812	2,641,048	3,408,100
10	Pétrole et ses dérivés	$	1,295,457	877,553	848,558	1,034,108
11	Abrasifs, *artificiels, bruts*	cwt	2,258,435	1,202,216	1,439,126	2,277,857
		$	6,544,454	3,773,570	4,380,148	7,601,090
12	Gypse	tonnes	841,191	810,109	1,260,455	1,312,388
		$	960,711	932,742	1,391,468	1,348,744
	Totaux, métalloïdes[2]	$	**30,896,016**	**25,013,087**	**29,332,099**	**33,754,096**
	VIII. Produits chimiques et leurs dérivés					
13	Acides	$	2,902,209	1,353,770	1,652,024	2,726,523
14	Oxyde et sels de cobalt	$	754,965	523,218	814,807	1,126,785
15	Drogues médicinales	$	1,443,231	1,566,422	1,921,698	1,596,052
	Engrais—					
16	Sulfate d'ammoniaque	cwt	1,129,715	1,543,829	2,185,203	1,449,708
		$	1,212,258	1,697,204	2,508,364	2,172,049
17	Phosphate	cwt	[4]	[4]	1,057,465	1,084,198
		$	–	–	1,684,040	1,991,804
	Totaux, engrais[2]	$	6,600,164	7,066,186	9,179,148	8,584,098
18	Peintures et vernis	$	1,021,948	909,875	1,559,661	2,325,476
19	Savon	$	1,256,815	1,419,051	643,857	265,115
20	Composés de sodium	$	4,674,097	4,000,307	4,802,777	5,935,442
	Totaux, produits chimiques et leurs dérivés[2]	$	**21,666,897**	**19,495,986**	**24,263,342**	**31,222,806**
	IX. Toutes autres marchandises					
21	Récipients (emballage)	$	2,065,771	2,348,770	1,050,294	1,127,386
22	Énergie électrique	M kWh	1,753,456	1,885,316	1,918,630	2,089,703
		$	3,979,248	4,182,717	4,318,854	4,892,327
23	Pellicules	$	3,555,240	3,527,330	3,416,610	2,468,934
24	Plumes, crayons, et parties	$	855,215	772,876	691,308	321,358
25	Effets de colon	$	3,349,257	2,519,537	2,381,967	2,071,730
26	Navires et vaisseaux	$	626,037	277,161	486,180	101,038
	Totaux, toutes autres marchandises[2]	$	**17,416,689**	**19,571,271**	**16,447,654**	**39,033,664**
	Totaux, exportations de produits canadiens	$	**997,366,918**	**837,583,917**	**924,926,104**	**1,178,954,420**

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1940. [2] Les totaux comprennent d'autres articles non spécifiés. [3] Moins le charbon d'ensoutage à compter du 1er avril 1937. [4] Non déclaré séparément antérieurement à 1939.

tous pays, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, années civiles 1937-40—fin

Royaume-Uni				Etats-Unis				N°
1937	1938	1939	1940	1937	1938	1939	1940	
Nil	Nil	Nil		1,705	Nil	Nil		1
–	–	–	1	3,873	–	–	1	
1,780,567	1,987,789	2,433,516		144,967	47,835	128,744		2
8,388,962	6,563,273	7,356,015		813,510	161,147	420,056		
8,411,292	6,571,840	7,362,074	1	831,739	175,488	447,502	1	
1,024,041	712,649	312,118	633,147	39,048	28,564	56,194	64,734	3
101,319,417	**91,452,626**	**83,363,379**	**101,646,363**	**44,730,059**	**33,924,261**	**49,538,273**	**67,473,805**	
14,093	19,996	22,610		98,196	54,323	77,460		4
919,350	1,271,974	1,392,063	1	5,347,488	3,125,401	4,994,227	1	
6,357	4,936	7,559		176,708	112,544	147,599		5
119,605	103,453	155,549		2,913,183	2,003,429	2,651,896		
1,183,740	1,461,618	1,888,070	1	8,262,550	5,129,552	7,646,926	1	
59,176	21,313	6,175		69,998	58,411	55,573		6
3,587	Nil	Nil		228,725	221,512	263,963		7
17,935	–	–	1	840,545	881,631	1,097,033	1	
1,635	1,400	3,030		48,664	40,073	52,380		8
53,445	41,657	86,144		358,351	395,792	419,034		
Nil	Nil	Nil		895,135	633,423	453,140		9
71,380	41,657	86,144	190,206	2,085,032	1,910,846	1,969,207	1,943,216	
77,880	49,222	23,062		513,316	81,358	34,591		10
220,599	158,375	155,842		2,006,050	1,009,613	1,258,221		11
1,198,834	942,170	915,300	1	5,238,546	2,734,022	3,391,803	1	
103,602	134,375	62,665		735,125	675,734	1,191,613		12
106,443	139,546	64,589		851,518	793,196	1,319,985		
3,276,123	**3,090,439**	**3,430,123**	**6,341,221**	**19,393,314**	**11,931,421**	**16,161,233**	**19,285,210**	
1,000,001	868,432	1,290,539		1,772,497	363,867	83,374		13
595,217	509,758	778,504		134,897	Nil	Nil		14
720,075	797,839	1,024,937		51,543	56,300	60,791		15
Nil	Nil	Nil	1	341,790	420,886	775,645	1	16
–	–	–		381,553	486,448	904,489		
"	"	"		"	"	728,137		17
–	–	–		–	–	1,025,558		
Nil	Nil	Nil	5,549	5,046,461	5,335,904	6,309,288	6,091,039	
423,855	385,857	553,066		47,120	38,164	353,681		18
989,074	1,271,967	511,344	1	871	739	744	1	19
32,736	25,256	14,348		2,166,741	1,604,512	2,161,277		20
5,248,845	**5,031,528**	**5,730,789**	**8,342,952**	**9,721,310**	**7,844,059**	**9,683,576**	**10,846,592**	
20,216	57,282	92,646		1,217,713	1,445,765	112,014		21
Nil	Nil	Nil		1,753,411	1,885,288	1,918,602		22
–	–	–		3,976,052	4,180,757	4,316,804		
1,624,151	1,797,615	1,830,988	1	1,425,648	1,142,312	1,113,226	1	23
620,832	562,504	499,226		1,322	3,011	2,171		24
482,254	349,324	200,138		2,529,464	1,922,829	1,946,400		25
1,339	90,363	1,615		135,562	40,182	120,728		26
3,663,000	**4,228,304**	**4,415,081**	**25,571,262**	**9,888,370**	**9,258,978**	**8,338,584**	**8,543,390**	
402,062,094	**339,688,685**	**328,099,242**	**508,095,949**	**360,012,143**	**270,461,189**	**380,392,047**	**442,984,157**	

Sous-section 3.—Comparaison du volume des importations et des exportations

Les statistiques du commerce extérieur sont analysées dans cette sous-section de façon à faire ressortir les fluctuations du volume physique et de la valeur-or de ce commerce. Comme la valeur seule peut jusqu'à un certain point induire en erreur lorsqu'elle est employée pour montrer la croissance physique de la production et du commerce extérieur, il est désirable de pouvoir retracer les fluctuations en volume du commerce d'un pays indépendamment de sa valeur. Une description de la méthode employée pour déterminer de telles fluctuations paraît à la p. 468 de l'Annuaire de 1941.

Dans le tableau **18**, les importations et les exportations de 1938, 1939 et 1940 sont d'abord données aux valeurs auxquelles l'échange a été consigné; elles sont ensuite indiquées à la valeur qu'elles auraient représentée si le prix moyen ou unité de valeur avait été le même chaque année que la plupart des années de 1935 à 1939. En d'autres termes, les chiffres fondés sur les valeurs moyennes au cours de la période de base permettent une comparaison entre les importations ou les exportations au cours des années indiquées au point de vue quantité seulement, les variations dues à des prix différents ayant été écartées. Viennent ensuite les nombres-indices des valeurs déclarées, c'est-à-dire la valeur totale déclarée des importations ou des exportations chaque année exprimée en pourcentages de 1935–39. Ces nombres-indices sont suivis des nombres-indices des valeurs moyennes montrant les prix auxquels les marchandises ont été importées ou exportées chaque année en pourcentages des prix de 1935–39. Finalement, viennent les nombres-indices du volume physique qui montrent la quantité relative de marchandises importées ou exportées chaque année en pourcentage de la quantité de la même marchandise en 1935–39.

La valeur déclarée des importations accuse une vigoureuse augmentation de $751,056,000 en 1939 à $1,081,951,000 en 1940, soit de 44·1 p.c. Toutefois, si le niveau des prix de 1935–39 avait été le même dans ces deux années, les importations auraient été de $737,858,000 en 1939 et $982,475,000 en 1940. Ceci représenterait un gain de 33·2 p.c., lequel, bien qu'un peu inférieur au gain effectivement indiqué, voudrait dire que la hausse des prix est moins un facteur d'augmentation que les plus grandes quantités de marchandises entrant au Canada pour répondre aux besoins de la production de temps de guerre.

Il est à remarquer qu'en regard de 1939 tous les principaux groupes d'importations accusent en 1940 des augmentations en valeur déclarée. Deux groupes cependant, le bétail et produits animaux et les produits du bois et du papier, enregistrent des déclins en quantité. Tous les groupes, à l'exception du fer et ses dérivés et des métaux non ferreux, accusent des avances en unité de valeur ou prix.

De même, en 1940, les exportations augmentent tant en valeur qu'en volume. D'après le niveau de la période de 1935–39, elles auraient en 1940 une valeur de $1,069,145,000 en regard de $943,352,000 en 1939. Ceci représente une augmentation de 13·3 p.c. comparativement à une augmentation réelle, sur la base des valeurs déclarées, de 27·5 p.c; cette augmentation indique une avance assez marquée des exportations totales de 1940 tant en quantité qu'en unité de valeur. Le seul déclin en unité de valeur se remarque dans le groupe des métalloïdes dont le nombre-indice de valeur fléchit légèrement de 106·7 à 105·2. D'autre part, l'indice du fer et ses dérivés bondit de 104·9 à 151·5.

Les nombres-indices des unités de valeur des importations totales augmentent de 101·6 en 1939 à 109·9 en 1940, tandis que l'indice des unités de valeur des exportations accuse une augmentation encore plus marquée de 97·0 à 109·1. Ceci indi-

querait une position plus favorable des conditions de troc du Canada en 1940 qu'en 1939. En d'autres termes, en supposant que 100 articles d'exportation payeraient pour 100 unités d'importation en 1939, les 100 mêmes unités d'exportation auraient payé pour 105 unités d'importation en 1940.

18.—Comparaison de la valeur et du volume du commerce extérieur du Canada, par groupes principaux, 1938-40

NOTA.—Dans les éditions antérieures de l'Annuaire, les indices de valeur et de volume des importations et des exportations étaient calculés d'après 1936. Ceux-ci ont été recalculés d'après la période de cinq ans (1935-39=100) jusqu'à 1935, ce qui les rend conformes aux autres indices du Bureau. Les chiffres de 1935-37 inclusivement se trouvent à la p. 118 du vol. I de "Commerce du Canada, 1940".

Groupe	Importations pour la consommation			Exportations domestiques (à l'exclusion de l'or)		
	1938	1939	1940[1]	1938	1939	1940[1]
Valeur déclarée	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Produits agricoles et substances végétales	125,121	127,835	157,250	190,897	220,118	218,263
Bétail et produits animaux	25,227	32,758	35,366	118,136	131,804	174,724
Fibres et textiles	87,443	100,866	147,329	13,055	14,428	22,696
Bois et papier	32,143	33,703	38,100	211,613	242,541	348,006
Fer et ses produits	162,554	183,160	298,903	60,139	63,102	127,667
Métaux non ferreux	38,396	42,108	71,144	179,664	182,890	194,712
Métalloïdes	121,721	132,824	161,198	25,013	29,332	33,754
Produits chimiques et dérivés	35,206	43,706	51,824	19,496	24,263	31,223
Marchandises diverses	49,640	54,096	120,837	19,571	16,448	37,909
Totaux, valeur déclarée	**677,451**	**751,056**	**1,081,951**	**837,584**	**924,926**	**1,178,954**
Sur la base de la valeur moyenne de 1935-39						
Produits agricoles et substances végétales	132,082	134,131	140,452	193,571	249,092	221,678
Bétail et produits animaux	26,023	34,200	33,174	115,582	134,090	158,887
Fibres et textiles	91,840	101,173	115,694	13,939	15,482	21,254
Bois et papier	31,831	32,771	32,407	185,699	224,292	283,694
Fer et ses dérivés	159,501	161,174	273,425	57,019	60,130	84,315
Métaux non ferreux	41,009	42,111	77,800	183,253	190,069	197,021
Métalloïdes	119,938	134,234	150,437	23,578	27,471	32,094
Produits chimiques et dérivés	35,136	44,910	49,805	19,470	25,973	33,366
Marchandises diverses	50,248	53,154	109,281	19,194	16,753	36,836
Totaux, à la valeur moyenne de 1935-39	**687,608**	**737,858**	**982,475**	**811,305**	**943,352**	**1,069,145**
Nombres-indices de la valeur déclarée (1935-39=100)						
Produits agricoles et substances végétales	98·2	100·3	123·4	77·6	89·3	88·6
Bétail et produits animaux	91·4	118·7	128·0	95·4	106·9	133·6
Fibres et textiles	89·7	103·4	151·0	102·4	113·2	178·0
Bois et papier	107·6	112·8	127·5	95·9	109·9	157·7
Fer et ses produits	101·1	113·9	185·8	103·1	108·2	218·9
Métaux non ferreux	97·8	107·3	181·3	111·2	113·2	120·6
Métalloïdes	99·8	108·8	132·1	98·4	115·4	132·8
Produits chimiques et dérivés	98·9	122·7	145·5	97·9	121·9	156·8
Marchandises diverses	111·8	121·8	272·2	120·6	101·3	233·6
Totaux, indices de la valeur déclarée	**99·0**	**109·7**	**158·1**	**94·7**	**104·6**	**133·3**
Nombres-indices de la valeur moyenne (1935-39=100)						
Produits agricoles et substances végétales	94·2	95·2	111·8	94·9	85·4	95·2
Bétail et produits animaux	97·2	96·1	106·8	102·2	98·3	103·6
Fibres et textiles	94·9	99·4	127·0	93·8	93·3	106·8
Bois et papier	101·0	102·8	117·6	113·0	107·2	121·6
Fer et ses produits	102·9	114·7	110·4	105·5	104·9	151·5
Métaux non ferreux	90·2	96·4	88·2	98·2	96·4	99·1
Métalloïdes	101·5	98·9	107·1	106·1	106·7	105·2
Produits chimiques et dérivés	100·0	97·1	103·8	100·6	93·9	94·1
Marchandises diverses	96·1	99·0	107·6	100·9	97·1	101·9
Totaux, indices de la valeur moyenne	**98·3**	**191·6**	**109·9**	**102·2**	**97·0**	**109·1**

[1] Sujet à revision.

18.—Comparaison de la valeur et du volume du commerce extérieur du Canada, par groupes principaux, 1938-40—fin

Groupe	Importations pour la consommation			Exportations domestiques (à l'exclusion de l'or)		
	1938	1939	1940[1]	1938	1939	1940[1]
Nombres-indices du volume physique (1935-39=100)	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Produits agricoles et substances végétales	103·8	105·4	110·4	81·4	104·0	93·1
Bétail et produits animaux	94·0	123·6	119·9	93·3	108·8	128·4
Fibres et textiles	94·4	104·0	116·0	109·2	121·3	166·6
Bois et papier	106·6	109·7	108·5	84·9	102·5	129·7
Fer et ses produits	98·2	99·3	168·4	97·7	103·1	144·5
Métaux non ferreux	108·4	111·3	205·7	113·2	117·4	121·7
Métalloïdes	98·3	110·0	123·2	92·7	108·1	126·3
Produits chimiques et dérivés	98·9	126·4	140·2	97·3	129·8	166·7
Marchandises diverses	116·3	123·0	253·0	119·5	104·3	229·3
Totaux, indices du volume physique	**100·7**	**108·0**	**143·8**	**92·7**	**107·8**	**122·2**

[1] Sujet à revision.

Sous-section 4.—Proportion du commerce en produits bruts et ouvrés

Le degré de développement industriel d'un pays est indiqué par la nature des marchandises qu'il importe et qu'il exporte. Aux débuts, nos importations se composaient principalement de produits ouvrés et nos exportations, de matières brutes et de produits semi-ouvrés. Depuis le commencement du vingtième siècle, cette situation a changé presque du tout au tout; un fort pourcentage des importations canadiennes se compose maintenant de matières brutes et de produits semi-ouvrés pour nos industries manufacturières, tandis que nos exportations se composent en bonne proportion de produits ayant déjà subi un certain degré de transformation. En raison de l'accroissement de la population et de l'établissement d'industries s'occupant de production massive, il est devenu plus profitable d'importer des matières premières telles que le caoutchouc, le coton et le sucre pour transformation dans les manufactures canadiennes. Ces industries peuvent facilement produire plus d'articles finis que n'en peut absorber le marché canadien, ce qui assure à ces articles un commerce d'exportation.

Dans le commerce avec les pays dont les industries manufacturières sont hautement développées, les importations canadiennes comprennent des produits ouvrés, tandis que les exportations à ces pays consistent surtout en matières premières et produits semi-ouvrés. D'autre part, dans le commerce avec les pays de l'Amérique du Sud et de l'Afrique, dont le développement industriel n'est pas avancé, c'est le contraire qui a lieu; les importations sont avant tout des matières premières, tandis que la très grande partie des exportations comprend des articles entièrement ouvrés.

Les analyses du commerce du Canada, au point de vue du degré de fabrication des importations et exportations, avec les principaux pays sont utiles à celui qui étudie les relations économiques, parce qu'elles offrent un portrait sommaire bien significatif de la relation complémentaire dans l'industrie manufacturière et le commerce entre continents et pays.

Les données du tableau **19** sont spécialement disposées pour faire ressortir à première vue cette information pour tout pays de quelque importance qui commerce avec le Canada. Le tableau **20**, d'autre part, donne des statistiques historiques qui indiquent clairement les fluctuations des importations pour la con-

sommation domestique d'importantes matières premières employées dans les industries manufacturières canadiennes, sans égard à la source. En général, les données reflètent le développement des manufactures canadiennes. Toutefois, en faisant la comparaison avec les tableaux correspondants des éditions antérieures de l'Annuaire, il convient de se rappeler les dislocations du commerce causées par l'invasion de la Norvège, du Danemark, des Pays-Bas et de la France par l'Allemagne au printemps et à l'été de 1940.

19.—Importations et exportations, par continent et principal pays, suivant le degré de fabrication, 1940

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les valeurs sont trop faibles pour être exprimées.

Continent et pays	Importations						Exportations de produits canadiens (à l'exclusion de l'or)					
	Produits bruts		Partiellement ouvrés		Complètement ouvrés		Produits bruts		Partiellement ouvrés		Complètement ouvrés	
	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total
	$'000		$'000		$'000		$'000		$'000		$'000	
EUROPE												
Belgique	89	2·6	496	14·6	2,808	82·8	893	69·2	271	21·0	126	9·8
Danemark	17	25·0	3	4·4	48	70·6	40	34·2	16	13·7	61	52·1
Eire	358	96·2	–	–	14	3·8	2,738	47·4	1,385	24·0	1,653	28·6
France	258	5·5	119	2·5	4,322	92·0	665	5·6	10,386	87·1	873	7·3
Allemagne	3	0·9	–	–	346	99·1	–	–	–	–	–	–
Italie	34	2·5	171	12·7	1,138	84·8	253	26·8	686	72·8	4	0·4
Pays-Bas	333	28·4	27	2·3	811	69·3	500	35·8	128	9·2	768	55·0
Norvège	–	–	–	–	268	100·0	2,268	70·6	67	2·1	876	27·3
Espagne	179	16·1	283	25·5	649	58·4	–	–	151	43·5	196	56·5
Suède	99	6·2	1	0·1	1,487	93·7	88	15·0	284	48·4	215	36·6
Suisse	9	0·3	1	–	3,536	99·7	411	55·3	114	15·3	219	29·4
Royaume-Uni	13,619	8·4	19,116	11·9	128,482	79·7	114,235	22·5	163,225	32·1	230,636	45·4
TOTAUX, EUROPE[1]	15,207	8·4	20,312	11·3	144,849	80·3	123,069	22·9	177,003	33·0	236,725	44·1
AMÉRIQUE DU NORD												
Bermudes	33	53·2	1	1·6	28	45·2	373	23·8	50	3·2	1,144	73·0
Antilles britan.—Barbade	2	0·1	1,591	44·4	1,989	55·5	133	6·6	297	14·9	1,568	78·5
Jamaïque	1,733	41·5	2,210	52·9	234	5·6	225	3·9	243	4·3	5,249	91·8
Trinidad et Tobago	461	14·8	1,936	62·2	714	23·0	427	5·7	450	6·1	6,546	88·2
Autres Antilles britanniques	558	39·5	696	49·2	160	11·3	116	5·2	106	4·8	2,001	90·0
Cuba	230	16·1	961	67·1	240	16·8	489	26·3	212	11·4	1,158	62·3
Mexique	482	65·7	4	0·5	248	33·8	91	2·1	382	8·8	3,855	89·1
Terre-Neuve	2,272	73·9	19	0·6	784	25·5	2,619	20·7	334	2·7	9,687	76·6
Etats-Unis	172,248	23·2	35,268	4·7	536,715	72·1	126,786	28·6	139,124	31·4	177,074	40·0
TOTAUX, AMÉRIQUE DU NORD[1]	180,070	23·4	46,653	6·1	542,096	70·5	131,590	27·2	141,369	29·2	211,426	43·6
AMÉRIQUE DU SUD												
Argentine	5,527	84·5	60	0·9	954	14·6	337	5·5	130	92·4	5,641	2·1
Brésil	5,215	83·5	529	8·5	499	8·0	219	4·3	679	13·4	4,165	82·3
Guyane britan.	3,109	34·7	5,308	59·2	548	6·1	189	7·3	15	0·6	2,375	92·1
Colombie	9,844	99·1	2	–	5	0·1	88	6·1	21	1·5	1,329	92·4
Pérou	490	68·8	5	0·7	217	30·5	5	0·3	389	25·5	1,133	74·2
Venezuela	2,991	95·9	–	–	127	4·1	61	3·6	21	1·2	1,638	95·2
TOTAUX, AMÉRIQUE DU SUD[1]	27,569	76·1	6,021	16·6	2,649	7·3	1,087	5·2	1,453	6·9	18,432	87·9

[1] Les totaux comprennent d'autres pays non spécifiés.

19.—Importations et exportations, par continent et principal pays, suivant le degré de fabrication, 1940—fin

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les valeurs sont trop faibles pour être exprimées.

Continent et pays	Importations						Exportations de produits canadiens (à l'exclusion de l'or)					
	Produits bruts		Partiellement ouvrés		Complètement ouvrés		Produits bruts		Partiellement ouvrés		Complètement ouvrés	
	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total	Valeur	P.c. du total
	$'000		$'000		$'000		$'000		$'000		$'000	
ASIE												
Inde Britannique	1,313	8·2	507	3·2	14,223	88·6	48	0·4	835	7·4	10,359	92·2
Birmanie	202	35·4	10	1·7	359	62·9	2	0·6	83	23·0	276	76·4
Straits Settlements brit	21,079	77·8	5,268	19·5	729	2·7	85	2·0	40	0·9	4,146	97·1
Ceylan	1,506	32·4	259	5·6	2,875	62·0	1	0·3	96	24·5	295	75·2
Chine	1,108	24·5	1,384	30·6	2,032	44·9	150	6·0	557	22·2	1,797	71·8
Indes néerlandaises	514	28·4	823	45·4	474	26·2	14	0·9	48	3·1	1,470	96·0
Hong-Kong	363	42·1	1	0·1	498	57·8	108	6·3	186	10·8	1,425	82·9
Japon	436	7·4	119	2·0	5,332	90·6	3,074	27·1	7,211	63·4	1,082	9·5
Iles Philippines	346	50·1	326	47·2	19	2·7	2	0·1	1	0·1	1,515	99·8
TOTAUX, ASIE[1]	27,005	42·8	8,735	13·8	27,423	43·4	3,486	9·8	9,167	25·6	23,098	64·6
OCÉANIE												
Australie	2,557	15·4	8,406	50·7	5,607	33·9	695	2·1	3,767	11·1	29,398	86·8
Fidji	–	–	3,096	99·1	3	0·1	2	0·6	127	37·6	209	61·8
Hawaï	10	2·6	27	6·9	353	90·5	36	3·1	20	1·7	1,105	95·2
Nouv.-Zélande	4,498	78·4	1,076	18·7	164	2·9	42	0·4	476	4·9	9,267	94·7
TOTAUX, OCÉANIE[1]	7,068	27·4	12,605	48·9	6,128	23·7	775	1·7	4,412	9·8	39,990	88·5
AFRIQUE												
Afrique or. brit	1,584	91·1	8	0·5	147	8·4	–	–	3	0·1	4,787	99·9
Afr. du sud brit	2,636	76·6	481	14·0	326	9·4	542	1·4	2,428	6·4	34,903	92·2
Afr. occid. brit	1,026	94·4	61	5·6	–	–	10	1·7	3	0·5	589	97·8
Egypte	878	89·5	98	10·0	5	0·5	326	3·9	252	3·0	7,818	93·1
Rhodesia du Sud	140	100·0	–	–	–	–	47	2·5	46	2·5	1,771	95·0
TOTAUX, AFRIQUE[1]	6,328	83·7	686	9·1	545	7·2	1,005	1·8	3,575	6·4	51,292	91·8
Grands totaux	**263,248**	**24·3**	**95,013**	**8·8**	**723,690**	**66·9**	**261,012**	**22·1**	**336,979**	**28·6**	**580,963**	**49·3**
EMPIRE BRITANNIQUE												
Royaume-Uni	13,619	8·4	19,116	11·9	128,482	79·7	114,235	22·5	163,225	32·1	230,636	45·4
Autres, Empire Britannique	45,636	43·0	30,968	29·2	29,562	27·8	8,414	5·7	11,082	7·5	128,365	86·8
TOTAUX, EMPIRE BRITANNIQUE	59,255	22·2	50,084	18·7	158,044	59·1	122,649	18·7	174,307	26·6	359,001	54·7
PAYS ÉTRANGERS												
Etats-Unis	172,248	23·2	35,268	4·7	536,715	72·1	126,786	28·6	139,124	31·4	177,074	40·0
Autres pays étrangers	31,744	45·1	9,661	13·8	28,931	41·1	11,577	14·5	23,548	29·4	44,888	56·1
TOTAUX, PAYS ÉTRANGERS	203,992	25·0	44,929	5·5	565,646	69·5	138,363	26·5	162,672	31·1	221,962	42·4

[1] Les totaux comprennent d'autres pays non spécifiés.

20.—Importations de certaines matières premières utilisées dans les manufactures canadiennes, 1926-40

NOTA.—Pour les années fiscales 1902 à 1910, voir l'Annuaire de 1926, p. 472, et pour 1911-1929, l'Annuaire de 1940, p. 546. Les chiffres des années civiles n'existent que depuis 1926.

Année	Sucre à raffiner	Huile pour le savon	Huile de coton brute	Caoutchouc brut et balata	Tabac brut	Peaux	Coton brut et déchets	Chanvre, roui ou non	Soie grège, etc.
	tonnes	gall.	cwt	cwt	lb	cwt	cwt	cwt	lb
1926....	564,955	3,474,017	291,867	453,736	16,100,333	584,033	1,450,014	186,742	620,993
1927....	476,983	3,410,624	530,972	592,596	18,678,745	654,967	1,513,532	87,795	880,313
1928....	454,691	3,665,254	428,081	692,414	17,943,070	586,128	1,455,153	51,678	1,149,540
1929....	454,689	4,924,598	370,043	795,175	17,717,610	449,628	1,487,414	42,559	1,572,485
1930....	447,300	3,862,344	249,601	645,167	17,435,153	412,940	1,083,163	29,099	1,882,870
1931....	465,410	4,387,341	161,533	566,111	14,323,108	271,491	1,033,237	21,581	2,260,243
1932....	432,283	3,337,048	539,017	468,720	7,690,154	296,823	1,049,067	19,797	2,866,080
1933....	392,262	4,885,192	290,898	433,001	9,510,955	314,179	1,262,692	18,911	2,415,975
1934....	427,538	4,603,534	169,337	637,393	8,602,232	299,377	1,484,748	22,473	2,647,050
1935....	448,231	4,435,793	202,766	602,286	6,544,106	401,995	1,266,007	17,435	3,274,721
1936....	518,028	7,967,082	190,702	624,629	3,289,994	360,574	1,554,454	44,002	2,145,790
1937....	461,084	11,533,292	190,167	810,348	2,569,177	404,673	1,663,339	14,288	2,445,871
1938....	478,772	10,492,071	140,419	575,987	4,458,578	252,089	1,449,431	17,125	2,507,683
1939....	517,181	10,644,601	103,715	728,504	4,414,955	490,708	1,705,877	10,445	2,304,618
1940....	527,511	5,467,549	177,638	1,177,854	3,857,310	440,215	2,271,449	874	2,392,833

Année	Laine brute[1]	Blousses et peignés de worsted	Rayonne, boudinages, filés, etc.	Manille, agave, fibrille, tampico	Chiffons de toutes sortes	Minerai de fer	Alumine, bauxite, cryolite	Etain en blocs, saumons, etc.	Pétrole brut à raffiner
	cwt	cwt	lb	cwt	cwt	tonnes	cwt	cwt	'000 gall.
1926....	153,626	74,985	1,801,825	481,165	1,369,957	1,465,715	1,515,464	51,079	570,444
1927....	143,538	83,967	1,978,376	606,937	1,402,259	1,487,366	2,556,836	48,338	684,713
1928....	142,712	81,823	2,043,830	654,766	1,304,091	2,222,897	3,344,419	53,587	854,411
1929....	120,861	71,406	2,221,609	602,046	1,575,321	2,447,807	2,901,893	57,145	1,065,909
1930....	94,590	57,912	2,373,781	461,899	1,356,564	1,485,429	2,185,006	52,737	1,021,035
1931....	108,486	68,272	1,780,989	458,774	1,342,878	808,420	1,963,271	41,258	1,020,762
1932....	87,171	88,335	1,088,393	746,029	909,984	67,567	1,035,373	31,484	910,207
1933....	137,611	110,028	1,757,017	698,593	815,928	205,703	1,098,721	28,341	980,090
1934....	149,322	97,022	1,210,600	482,830	1,123,697	977,341	1,643,467	39,999	1,074,291
1935....	148,722	127,744	1,214,656	524,572	1,125,868	1,509,933	2,551,217	46,770	1,156,818
1936....	227,816	130,665	1,167,936	627,885	1,120,323	1,317,033	3,489,358	48,468	1,251,504
1937....	244,267	119,677	2,022,144	449,401	1,384,137	2,124,972	6,219,124	58,798	1,361,348
1938....	155,244	105,245	1,756,813[2]	444,613	895,206	1,302,430	7,494,629	52,752	1,228,091
1939....	190,777	123,051	3,128,339[2]	556,842	1,330,024	1,764,844	10,210,575	58,257	1,297,660
1940....	355,618	180,170	3,482,255	877,626	1,845,171	2,418,237	13,963,054	118,378	1,491,072

[1] Y compris le poil de chameau, d'alpaca, de chèvre, etc. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Sous-section 5.—Groupement des importations et exportations d'après l'origine et la destination

Dans la classification des importations et exportations d'après l'origine, tableau **21**, les denrées de ce commerce sont groupées suivant l'origine de la matière première dont elles sont composées. Une autre classification d'après le degré de fabrication est faite simultanément.

La classification d'après la destination, donnée dans les tableaux **22** et **23**, divise les denrées qui entrent dans le commerce extérieur d'après l'objet auquel elles sont destinées. Il faut noter que cette classification porte sur les années civiles 1939 et 1940, toutes les compilations antérieures de cette nature sont faites sur base d'année fiscale.

Comme le Bureau Fédéral de la Statistique analyse la production manufacturière et les prix de gros au Canada d'après l'origine et la destination, les statistiques données ici sur le commerce extérieur servent à l'étude de la production, des prix et du commerce d'après l'origine et la destination.

21.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), par groupe principal et degré de fabrication, suivant l'origine, année civile 1940

Origine	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
D'origine agricole						
PRODUITS DES FERMES CANADIENNES—[1]						
Grandes cultures—						
A l'état naturel	823,922	14,235,292	20,219,527	85,611,465	48,033,110	144,959,806
Partiellement transformés	Nil	763,169	918,248	601,500	932,128	2,195,859
Ouvrés ou en voie de fabrication	7,204,798	4,710,588	13,495,045	30,923,713	14,392,129	58,550,564
Totaux, grandes cultures	7,488,720	19,709,049	34,632,820	117,136,678	63,357,367	205,706,229
Elevage—						
A l'état naturel	3,196,697	11,537,506	26,005,036	6,156,216	18,941,112	26,690,022
Partiellement transformés	10,370,955	4,538,243	19,277,655	5,445,703	1,038,999	7,038,759
Ouvrés ou en voie de fabrication	20,092,525	4,047,741	27,413,916	77,854,902	1,076,257	83,746,899
Totaux, élevage	33,660,177	20,123,490	72,696,607	89,456,821	21,056,368	117,475,680
Tous produits des fermes canadiennes—						
A l'état naturel	3,480,619	25,772,798	46,224,563	91,767,681	66,974,222	171,649,828
Partiellement transformés	10,370,955	5,301,412	20,195,903	6,047,203	1,971,127	9,234,618
Ouvrés ou en voie de fabrication	27,297,323	8,758,329	40,908,961	108,778,615	15,468,386	142,297,463
TOTAUX, PRODUITS DES FERMES CANADIENNES	41,148,897	39,832,539	107,329,427	206,593,499	84,413,735	323,181,909
PRODUITS DES FERMES DE L'ÉTRANGER—[1]						
Grandes cultures—						
A l'état naturel	380,204	41,422,913	79,500,532	Nil	57,261	70,961
Partiellement transformés	66,726	3,158,830	33,616,572	2,261	189,833	214,067
Ouvrés ou en voie de fabrication	19,470,905	32,749,410	85,991,506	9,570,537	1,798,291	24,446,646
Totaux, grandes cultures	19,917,835	77,331,153	199,108,610	9,572,798	2,046,385	24,731,674
Elevage—						
A l'état naturel	295,672	8,851,895	9,289,662	Nil	Nil	Nil
Partiellement transformés	8,338	58,419	78,487	"	"	"
Ouvrés ou en voie de fabrication	558,527	1,389,205	2,749,499	33,675	9,589	2,764,837
Totaux, élevage	862,537	10,299,519	12,117,648	33,675	9,589	2,764,837
Tous produits des fermes de l'étranger—						
A l'état naturel	675,876	50,274,808	88,790,194	Nil	58,261	70,961
Partiellement transformés	75,064	3,217,249	33,695,059	2,261	189,833	214,067
Ouvrés ou en voie de fabrication	20,029,432	34,138,615	88,741,005	9,604,212	1,807,880	27,211,483
TOTAUX, PRODUITS DES FERMES DE L'ÉTRANGER	20,780,372	87,630,672	211,226,258	9,606,473	2,055,974	27,496,511

[1] Dans cette classification, l'expression "Produits des fermes canadiennes" couvre, pour les exportations, toutes les denrées provenant à leur état brut de la ferme canadienne. Dans le cas des importations elle couvre toutes les denrées dont la matière première est semblable à celle produite par les fermes canadiennes. L'expression "Produits des fermes de l'étranger" couvre (importations et exportations) les matières ou denrées qui ne sont pas produites au Canada à l'état naturel, telles que le sucre de canne, le thé, le caoutchouc, le coton, la soie, etc.

21.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), par groupe principal et degré de fabrication, suivant l'origine, année civile 1940—fin

Origine	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des États-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux États-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
D'origine agricole—fin						
TOUS PRODUITS DES FERMES—						
Toutes grandes cultures—						
A l'état naturel	664,126	55,658,205	99,720,059	85,611,465	48,091,371	145,030,767
Partiellement transformés	66,726	3,921,999	134,534,820	603,761	1,121,961	2,409,926
Ouvrés ou en voie de fabrication	26,675,703	37,459,998	99,486,551	40,494,250	16,190,420	82,997,210
Totaux, toutes grandes cultures	27,406,555	97,040,202	333,741,430	126,709,476	65,403,752	230,437,903
Tout élevage—						
A l'état naturel	3,492,369	20,389,401	35,294,698	6,156,216	18,941,112	26,690,022
Partiellement transformés	10,379,293	4,596,662	19,356,142	5,445,703	1,038,999	7,038,759
Ouvrés ou en voie de fabrication	20,651,052	5,436,946	30,163,415	77,888,577	1,085,846	86,511,736
Totaux, tout élevage	34,522,714	30,423,009	84,814,255	89,490,496	21,065,957	120,240,517
Tous produits des fermes						
A l'état naturel	**4,156,495**	**76,047,606**	**135,014,757**	**91,767,681**	**67,032,483**	**171,720,789**
Partiellement transformés	**10,446,019**	**8,518,661**	**153,890,962**	**6,049,464**	**2,160,960**	**9,448,685**
Ouvrés ou en voie de fabrication	**47,326,755**	**42,896,944**	**129,649,966**	**118,382,827**	**17,276,266**	**169,508,946**
Totaux, d'origine agricole	**61,929,269**	**127,463,211**	**418,555,685**	**216,199,972**	**86,469,709**	**350,678,420**
D'origine sauvage—						
A l'état naturel	98,643	3,650,186	4,004,765	3,299,566	11,924,752	15,689,981
Partiellement transformés	151,687	453,901	691,352	1,924	144,061	316,866
Ouvrés ou en voie de fabrication	47,619	121,570	233,639	4,781	176,270	241,965
Totaux, d'origine sauvage	**297,949**	**4,225,657**	**4,929,756**	**3,306,271**	**12,245,083**	**16,248,812**
D'origine maritime—						
A l'état naturel	15,504	490,223	1,178,377	2,063,737	12,309,690	14,443,291
Partiellement transformés	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Ouvrés ou en voie de fabrication	86,760	966,807	2,325,053	7,808,233	4,197,680	18,217,155
Totaux, d'origine maritime	**102,264**	**1,457,030**	**3,503,430**	**9,871,970**	**16,507,370**	**32,660,446**
D'origine forestière—						
A l'état naturel	3,048	1,111,173	1,230,779	5,712,942	16,561,089	23,511,385
Partiellement transformés	19,954	7,180,045	7,351,874	59,952,171	67,538,971	142,013,097
Ouvrés ou en voie de fabrication	2,599,094	27,623,574	32,106,132	17,465,724	130,657,549	182,560,845
Totaux, d'origine forestière	**2,622,096**	**35,914,792**	**40,688,785**	**83,130,837**	**214,757,609**	**348,085,327**
D'origine minérale—						
A l'état naturel	9,342,077	90,904,694	121,768,710	11,391,299	18,957,960	35,646,668
Partiellement transformés	8,287,328	16,097,546	29,421,406	97,128,989	68,555,591	184,368,885
Ouvrés ou en voie de fabrication	38,528,311	359,784,953	408,966,193	56,901,758	11,586,284	154,104,618
Totaux, d'origine minérale	**56,157,716**	**466,787,193**	**560,156,309**	**165,422,046**	**99,099,835**	**374,120,171**
D'origine mixte—						
A l'état naturel	3,117	43,916	50,152	Nil	Nil	Nil
Partiellement transformés	210,608	3,018,217	3,657,445	92,603	724,303	831,366
Ouvrés ou en voie de fabrication	39,893,333	105,321,139	150,409,157	30,072,250	13,180,248	56,329,878
Totaux, d'origine mixte	**40,107,058**	**108,383,272**	**154,116,754**	**30,164,853**	**13,904,551**	**57,161,244**
Récapitulation						
A l'état naturel	**13,618,884**	**172,247,798**	**263,247,549**	**114,235,225**	**126,785,974**	**261,012,114**
Partiellement transformés	**19,115,596**	**35,268,370**	**95,013,039**	**163,225,151**	**139,123,886**	**336,978,899**
Ouvrés ou en voie de fabrication	**128,481,872**	**533,714,987**	**723,690,140**	**230,635,573**	**177,074,297**	**580,933,407**
Grands totaux	**161,216,352**	**744,231,155**	**1,081,950,719**	**508,095,949**	**442,984,157**	**1,178,954,420**

22.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), par groupe suivant la destination, année civile 1939

NOTA.—Voir la note en tête du tableau 22, page 477 de l'Annuaire de 1941 pour les changements apportés dans la classification. Les années passées ce tableau était calculé d'après l'année fiscale et le tableau ci-dessus mentionné indique les importations et les exportations, par groupe suivant la destination, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1939. Le tableau ci-dessous donne la même matière pour l'année civile 1939. De même, le tableau 23 qui suit donne les chiffres de l'année civile 1940. A l'avenir, ce tableau ne sera plus calculé que d'après l'année civile.

Groupe et destination	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
Matières de producteurs						
MATIÈRES DE FERME						
Provende	13,578	1,837,088	3,917,109	5,543,555	13,140,235	21,795,187
Engrais	38,104	2,974,210	4,106,491	112,101	7,408,300	10,391,171
Semence	93,006	559,713	2,080,385	494,363	1,958,288	3,869,509
Autres	900,787	1,006,092	2,707,939	436,732	563,820	1,002,091
TOTAUX, DE FERME	1,045,475	6,377,103	12,811,924	6,586,751	23,070,643	37,057,958
MATIÈRES DE MANUFACTURIERS						
Aliments et boissons	128,939	2,552,636	5,579,029	40,079,245	50,712,096	109,126,829
Tabac, articles de fumeurs	131,486	1,323,156	1,891,001	9,971,100	872	10,188,496
Textiles, vêtements, cordage	32,506,620	36,782,786	85,332,683	1,112,904	616,149	4,274,872
Articles en fourrure et en cuir	2,466,605	8,767,973	16,519,310	12,593,912	10,764,642	25,063,681
Scieries	Nil	Nil	Nil	1,224,142	2,524,995	7,196,802
Industries du caoutchouc	207,925	2,749,533	13,311,485	8,499	187,230	203,959
Autres articles	19,604,111	118,689,193	160,348,946	105,285,016	201,685,077	385,060,856
TOTAUX, MANUFACTURIERS	55,045,686	170,865,277	282,982,454	170,274,818	266,491,061	541,115,495
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	2,984,762	13,721,661	18,535,309	29,135,212	26,217,190	66,546,197
Totaux, matières de producteurs[1]	**59,098,160**	**191,199,112**	**314,593,969**	**205,996,781**	**315,778,986**	**644,953,970**
Outillage de producteurs						
Ferme	613,704	20,719,252	22,495,468	1,798,108	4,567,991	10,022,930
Commerce et industrie	7,266,281	58,822,991	68,544,143	7,485,570	4,880,927	21,252,470
Totaux, outillage de producteurs	**7,879,985**	**79,542,243**	**91,039,611**	**9,283,678**	**9,448,918**	**31,275,400**
Combustible, électricité et lubrifiants						
Combustible	5,991,640	40,879,936	49,881,389	684,384	2,121,047	3,970,771
Electricité	Nil	61,629	61,629	Nil	4,316,804	4,318,854
Lubrifiants	34,591	4,335,792	4,385,695	15,591	24,498	251,176
Totaux, combus., etc.	**6,026,231**	**45,277,357**	**54,328,713**	**699,975**	**6,462,349**	**8,540,801**
Transport						
Route	997,137	44,112,731	45,199,975	1,109,187	206,352	33,693,839
Rail	12,006	497,421	509,427	8,200	50,565	359,183
Eau	62,157	705,556	770,832	1,615	120,728	486,180
Air	4,113,040	3,926,524	8,041,669	252,219	15,531	346,551
Totaux, transport	**5,184,340**	**49,242,232**	**54,521,903**	**1,371,221**	**393,176**	**34,885,753**
Matières auxiliaires pour le commerce et l'industrie						
Articles de publicité	132,734	1,391,485	1,548,623	Nil	Nil	Nil
Récipients	1,079,976	4,763,492	6,742,385	344,000	174,832	2,849,298
Autres	184,575	1,494,623	1,712,756	Nil	Nil	Nil
Totaux, matières auxiliaires	**1,397,285**	**7,649,600**	**10,003,764**	**344,000**	**174,832**	**2,849,298**

[1] Les totaux comprennent des item non spécifiés.

22.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), par groupe suivant la destination, année civile 1939—fin

Groupe et destination	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
Articles de consommation						
Aliments	2,485,169	30,113,917	71,974,625	91,795,585	19,146,160	133,766,754
Boissons	7,965,242	1,529,358	22,330,280	616,934	7,560,385	8,669,126
Articles de fumeurs	621,550	167,627	1,462,343	817	7,202	22,052
Vêtements	3,999,292	9,210,019	15,690,438	5,594,306	426,274	13,156,846
Articles de ménage	7,733,655	16,289,393	26,961,611	1,505,399	86,779	7,241,570
Joaillerie, montres, etc	415,286	2,370,639	5,345,330	143,398	5,242	581,135
Livres, fournitures de classe, etc	2,041,098	11,367,558	14,231,835	532,276	193,815	1,194,077
Objets d'amusement, etc	912,914	4,831,193	6,480,582	2,145,171	2,147,980	5,034,648
Remèdes, etc	1,349,170	6,272,069	8,872,538	833,986	225,883	1,847,795
Autres	538,175	2,184,412	3,224,213	469,493	533,415	1,672,997
Totaux, articles de consommation	**28,061,551**	**84,337,185**	**176,573,795**	**103,637,365**	**30,333,136**	**173,187,000**
Totaux, munitions et armements	**1,456,151**	**1,151,200**	**2,645,748**	**992,686**	**1,118**	**1,159,459**
Totaux, animaux de boucherie	**Nil**	**5,197**	**5,197**	**398,200**	**13,344,506**	**13,926,402**
Totaux, non classifiés	**4,903,706**	**38,494,340**	**47,342,834**	**5,375,336**	**4,455,026**	**14,148,021**
Grands totaux	**114,007,409**	**496,898,466**	**751,055,534**	**328,099,242**	**380,392,047**	**924,926,104**

23.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), suivant la destination, année civile 1940

NOTA.—Voir note en tête du tableau 22, p. 514.

Groupe et destination	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
Matières de producteurs						
MATIÈRES DE FERME						
Provende	7,170	1,614,330	3,716,707	1,881,962	13,900,952	17,460,660
Engrais	43,575	3,720,962	4,324,822	80,652	7,972,814	10,547,695
Semence	96,168	844,903	2,439,204	644,886	1,722,208	3,287,115
Autres	944,121	1,344,494	2,397,055	670,355	797,838	1,570,722
TOTAUX, DE FERME	1,091,034	7,524,689	12,877,788	3,277,855	24,393,812	32,866,192
MATIÈRES DE MANUFACTURIERS						
Aliments et boissons	182,045	1,880,983	4,627,985	78,241,581	34,091,940	119,592,287
Tabac, articles de fumeurs	187,745	1,096,994	1,730,996	2,225,884	651	2,487,989
Textiles, vêtements, cordage	45,121,870	56,825,867	130,218,299	3,413,532	675,527	7,689,317
Articles en fourrure et en cuir	2,111,989	11,462,040	18,311,983	9,297,773	15,813,332	26,423,055
Scieries	Nil	Nil	Nil	2,793,000	2,201,319	6,627,787
Industries du caoutchouc	176,131	3,699,899	26,346,021	89,525	210,150	311,372
Autres articles	24,681,158	177,894,355	237,882,493	151,595,614	266,833,662	484,905,094
TOTAUX, MANUFACTURIERS	72,460,938	252,860,138	419,117,777	247,656,909	319,826,581	648,136,900
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	4,452,120	19,961,694	25,275,117	48,000,960	29,610,090	94,488,266
Totaux, matières de producteurs[1]	**78,018,913**	**280,740,395**	**457,682,033**	**299,389,147**	**374,522,442**	**777,569,494**

[1] Les totaux comprennent d'autres item non spécifiés.

23.—Importations et exportations (à l'exception de l'or), suivant la destination, année civile 1940—fin

Groupe et destination	Importations			Exportations de produits canadiens		
	Du Royaume-Uni	Des Etats-Unis	Total	Au Royaume-Uni	Aux Etats-Unis	Total
	$	$	$	$	$	$
Outillage de producteurs						
Ferme	299,700	30,924,583	31,624,175	4,337,156	5,669,547	13,939,946
Commerce et industrie	10,545,156	97,913,364	109,642,892	12,983,270	7,451,923	30,030,839
Totaux, outillage de producteurs	**10,844,856**	**128,837,947**	**141,267,067**	**17,320,125**	**13,021,470**	**43,970,785**
Combustible, électricité et lubrifiants						
Combustible	8,635,672	48,316,930	58,511,891	1,543,903	1,940,235	6,376,277
Electricité	Nil	61,112	61,112	Nil	4,890,728	4,892,327
Lubrifiants	14,554	5,019,950	5,038,108	27,254	41,381	279,431
Totaux, combus., etc.	**8,650,226**	**53,397,902**	**63,611,111**	**1,571,157**	**6,872,344**	**11,548,035**
Transport						
Route	1,180,401	73,742,744	74,988,104	21,255,222	899,088	70,945,287
Rail	8,557	1,443,065	1,451,622	Nil	33,278	129,035
Eau	201,616	2,691,105	2,893,883	1,496	47,195	101,038
Air	3,669,174	11,615,381	15,285,914	5,926,800	48,370	5,985,275
Totaux, transport	**5,059,748**	**89,492,295**	**94,619,523**	**27,183,518**	**1,027,931**	**77,160,635**
Matières auxiliaires pour le commerce et l'industrie						
Articles de publicité	88,459	1,403,270	1,500,629	Nil	Nil	Nil
Récipients	1,090,339	6,179,359	7,949,370	1,325,054	163,198	6,358,356
Autres	187,402	1,841,370	2,054,035	Nil	Nil	Nil
Totaux, matières auxiliaires	**1,366,200**	**9,423,999**	**11,504,033**	**1,325,054**	**163,198**	**6,358,356**
Articles de consommation						
Aliments	1,491,524	35,378,632	83,512,375	123,109,774	21,092,521	168,468,210
Boissons	5,813,982	1,480,957	21,932,203	1,823,411	7,618,684	9,986,150
Articles de fumeurs	662,957	356,525	1,629,470	227,657	5,055	255,779
Vêtements	3,727,417	6,747,418	12,323,039	4,121,732	569,500	12,365,158
Articles de ménage	9,455,133	19,117,219	31,173,803	337,061	149,161	5,134,920
Joaillerie, montres, etc	566,085	3,834,002	7,081,214	90,795	9,213	492,468
Livres, fournitures de classe, etc	2,102,520	13,042,802	15,470,783	343,500	666,262	1,927,848
Objets d'amusement, etc	870,330	5,545,103	6,989,069	983,283	1,935,135	3,871,476
Remèdes, etc	1,487,183	7,322,405	9,966,774	586,300	256,233	1,735,855
Autres	525,890	2,573,505	3,259,548	8,984	4,926	517,066
Totaux, articles de consommation	**26,703,021**	**95,398,568**	**193,338,278**	**131,632,497**	**32,306,690**	**204,754,930**
Totaux, munitions et armements	**24,376,742**	**30,169,100**	**54,580,068**	**16,320,914**	**21,427**	**16,855,289**
Totaux, animaux de boucherie	**40**	**2,899**	**2,939**	**Nil**	**10,407,540**	**10,606,344**
Totaux, non classifiés	**6,196,606**	**56,767,961**	**65,345,667**	**13,353,206**	**4,641,115**	**30,130,552**
Grands totaux	**161,216,352**	**744,231,156**	**1,081,950,719**	**508,095,949**	**412,984,157**	**1,178,954,420**

PARTIE III.—RÉSUMÉ DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Section 1.—Balance des paiements internationaux*

Les exposés de la balance canadienne des paiements internationaux donnent un résumé annuel des échanges courants de marchandises, d'or et de services et du mouvement des capitaux entre le Canada et les autres pays. Ainsi, en plus de la balance visible du commerce des marchandises, il est tenu compte des échanges moins apparents de services et de capitaux fréquemment désignés comme des item 'invisibles'. L'exposé est divisé en deux comptes, le compte courant et le compte capital, afin de distinguer le revenu courant et les déboursés des transactions au compte capital. L'Annuaire de 1941, pp. 479–480, définit ce qui compose le compte courant et le mouvement des capitaux et contient un exposé succinct de la balance des paiements ces dernières années.

Les exposés du tableau **1**, p. 519, révèlent que la puissance sous-jacente de la balance canadienne des paiements internationaux à travers le reste du monde pris dans son ensemble est même plus grande qu'avant la guerre. L'excédent net de transactions au compte courant avec tous les autres pays est de $176,000,000 en 1940 comparativement à $137,000,000 en 1939.

Comme il fallait s'y attendre, la guerre a eu des répercussions profondes sur plusieurs des item qui composent cette balance et dont les plus importants sont naturellement l'augmentation énorme des exportations canadiennes vers le Royaume-Uni et une augmentation encore plus grande des importations canadiennes en provenance des Etats-Unis. Celle-ci est attribuable aux exigences du propre programme de guerre du Canada, à la proportion substantielle de matériaux et de nouvel outillage-capital en provenance des Etats-Unis qui entre dans les achats de guerre britanniques au Canada, et à la demande accrue de marchandises de consommation venant des Etats-Unis causée par l'augmentation rapide du revenu national.

En raison des incidents financiers provoqués par la guerre, il a fallu diviser en deux l'étude de la position du Canada relativement à la balance totale des paiements, soit les transactions avec la zone sterling et les transactions avec le reste du monde où le commerce du Canada se fait sur la base du dollar américain. Au cours de périodes plus normales, les transactions courantes du Canada avec les Etats-Unis accusaient une déficience qu'il compensait au moyen d'un excédent sensiblement plus considérable avec les pays sterling. La guerre a fortement augmenté aussi bien l'excédent de sterling que la déficience de dollars américains, tandis qu'en même temps elle a entravé l'équilibre normal de l'un et de l'autre parce que, en raison de la position du Royaume-Uni en matière de change, l'argent sterling ne peut plus être converti librement en dollars américains. En conséquence, le tableau **1** fait voir les exposés séparés pour l'Empire (i.e. la zone sterling) et pour les pays qui ne font pas partie de l'Empire (i.e. zone du dollar américain) aussi bien que pour le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Transactions au compte courant.—La balance créditrice au compte courant avec les pays de l'Empire passe de $163,000,000 en 1939 à $423,000,000 en 1940. Les balances créditrices avec le Royaume-Uni aussi bien que les "Autres pays de l'Empire" augmentent. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des exportations canadiennes vers les pays de l'Empire, lesquelles passent de $436,000,000 en 1939 à $703,000,000 en 1940. D'autres modifications appré-

* Revisé sous la direction de Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur du Bureau Fédéral de la Statistique.

ciables dans le compte courant avec l'Empire s'avèrent dans les paiements de dividendes et d'intérêts, lesquels paiements déclinent en raison du rapatriement de valeurs autrefois détenues dans le Royaume-Uni, et dans l'item transport qui accuse de substantielles balances créditrices en 1940.

Le compte courant avec les pays qui ne font pas partie de l'Empire accuse une augmentation de débits nets, lesquels passent de $26,000,000 en 1939 à $247,000,000 en 1940. Ceci est attribuable à une augmentation marquée des débits nets avec les Etats-Unis, accompagnée d'un déclin des crédits nets avec les autres pays étrangers. Les importations en provenance des pays ne faisant pas partie de l'Empire augmentent beaucoup plus que les exportations vers ces mêmes pays, passant de $536,000,000 à $785,000,000, tandis que les exportations n'augmentent que de $470,000,000 à $504,000,000. Les exportations nettes d'or non monétaire aux Etats-Unis augmentent principalement en raison de la prime sur le dollar américain. Le déclin prononcé des recettes provenant des touristes américains a été compensé par des dépenses moins élevées faites par les Canadiens visitant les Etats-Unis en raison des restrictions imposées par le Gouvernement sur les voyages de plaisir dans ce pays dans la dernière moitié de l'année 1940: les recettes nettes provenant du tourisme sont à peu près les mêmes les deux années. La petite augmentation nette des intérêts et dividendes versés s'explique principalement par la prime sur les paiements d'intérêts sur obligations en dollars américains. Les versements de frais de transport aux Etats-Unis sont naturellement plus élevés en raison de l'augmentation des importations.

Transactions au compte capital.—La composition du compte capital en 1939 diffère de celle de 1940 principalement à cause des transactions capitales qui ont précédé la guerre.

Les débits nets au compte capital avec les pays de l'Empire en 1939 s'établissent à $83,000,000. Ceci reflète à un degré appréciable les opérations de rapatriement. Il y a cependant aussi des rapatriments particuliers de valeurs canadiennes détenues dans le Royaume-Uni, achats de titres en cours, etc.

Le compte capital avec les pays non de l'Empire en 1939 accuse des débits nets de $73,000,000. Il y eut des crédits nets provenant de la vente de valeurs en cours et de la vente de nouvelles émissions de valeurs canadiennes aux Etats-Unis, laquelle a dépassé les rachats de valeurs canadiennes détenues dans ce pays. Les crédits nets provenant de ces transactions de valeurs sont toutefois plus que contre-balancés par les débits relatifs aux opérations de placements internationaux directs et des compagnies d'assurance, aux changements dans les balances à court terme et à certains ajustements d'écritures aux entrées contenues ailleurs dans l'exposé.

Les recettes capitales brutes du Canada en provenance des pays de l'Empire s'établissent à $116,000,000 en 1940. Ce montant se compose principalement de dépenses-capital faites par le Royaume-Uni sur les installations de guerre au Canada, mais aussi de recettes-capital tirées par le Canada de valeurs, d'hypothèques, de biens immobiliers, de successions et fiducies, de transactions d'assurance, etc.

En dehors d'une somme de $248,000,000 payée pour de l'or acheté de la Grande-Bretagne en règlement partiel de sa balance déficitaire au Canada, lequel or en retour a été affecté au règlement de la balance déficitaire du Canada aux Etats-Unis, les paiements-capital bruts du Canada en 1940 aux pays de l'Empire s'élèvent à $334,000,000. Sur ce total, un montant de $111,000,000 est absorbé par une réduction des balances de l'Empire au Canada que les opérations de rapatriement dans la dernière partie de 1939 avaient laissées à un niveau exceptionnellement

élevé à la fin de cette même année, plus les ventes de valeurs britanniques au Canada, plus les rapatriements particuliers de valeurs canadiennes détenues au Royaume-Uni, plus les versements-capital aux pays de l'Empire en rapport avec des placements directs, hypothèques, biens immobiliers, successions et fiducies, transactions d'assurance, etc.

Le solde de $223,000,000 représente les besoins résiduels du Royaume-Uni en dollars canadiens au compte courant et capital, auxquels besoins le Gouvernement fédéral a pourvu. Du total, un montant de $141,000,000 a été obtenu par rapatriement officiel, i.e. par le rachat avant échéance de certaines émissions du Dominion et de certaines émissions garanties du C.N.R. détenues au Royaume-Uni. Le reste, un montant de $82,000,000, provient des balances sterling accumulées par la Commission de Contrôle du Change.

Les versements capitaux du Canada aux pays non de l'Empire en 1940 sont naturellement sujets aux restrictions imposées par le contrôle du change. En général, les paiements ne sont permis que dans le cas d'échéances d'engagements contractuels, bien qu'un petit nombre de certains autres transferts d'un caractère particulier soient aussi permis. Les versements bruts de capitaux canadiens aux pays non de l'Empire sont, en conséquence, exceptionnellement bas en 1940. Ils s'établissent à $141,000,000. Ceci comprend le rachat de titres, hypothèques et autres valeurs mobilières, et la réduction estimative des balances non impériales détenues au Canada aussi bien que les versements capitaux relatifs aux biens mobiliers, successions et fiducies, transactions d'assurance, etc.

En dehors de la somme de $248,000,000 d'or reçue de la Grande-Bretagne en règlement partiel de son déficit vis-à-vis le Canada et affectée en retour au règlement partiel du déficit canadien vis-à-vis les Etats-Unis, les crédits capitaux bruts en regard des pays non de l'Empire en 1940 s'élèvent à $167,000,000. Ceci se compose en partie de titres étrangers (et de certains titres canadiens) vendus sur le marché américain et des recettes capitales provenant de placements directs, hypothèques, biens mobiliers, successions et fiducies, transactions d'assurance, etc. Le reste provient d'une réduction des réserves d'or canadiennes et des balances en dollars américains et représente les moyens invoqués par le Canada pour combler son déficit résiduel au compte courant et capital avec les pays qui ne font pas partie de l'Empire.

1.—Balance canadienne estimative des paiements internationaux, 1939 et 1940

(Millions de dollars canadiens)

Item	1939[1]			1940[2]		
	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net
I. CANADA ET TOUS PAYS—						
Compte courant—						
Commerce des marchandises—après ajustement	906	713	+193	1,212	1,046	+166
Exportations nettes d'or non monétaire	184	-	+184	203	-	+203
Dépenses des touristes	164	86	+ 78	128	43	+ 85
Intérêts et dividendes	57	311	−254	52	306	−254
Transport et navigation	87	119	− 32	138	132	+ 6
Toutes autres transactions courantes	36	68	− 32	113	143	− 30
TOTAUX, COMPTE COURANT	1,434	1,297	+137	1,846	1,670	+176
Transactions-or spéciales[3]	-	-	-	248	248	-
Mouvement de capitaux	495	651	−156	283	475	−192
Item d'ajustement[4]	-	-	+ 19	-	-	+ 16

Voir renvois à la fin du tableau, p. 520.

1.—Balance canadienne estimative des paiements internationaux, 1939 et 1940—fin

(Millions de dollars canadiens)

Item	1939[1]			1940[2]		
	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net
II. CANADA ET PAYS DE L'EMPIRE—						
Compte courant—						
Commerce des marchandises—après ajustement	436	177	+259	708	261	+447
Dépenses des touristes	9	13	− 4	6	3	+ 3
Intérêts et dividendes	5	81	− 76	3	72	− 69
Transport et navigation	31	39	− 8	76	36	+ 40
Toutes autres transactions courantes	6	14	− 8	63	61	+ 2
TOTAUX, COMPTE COURANT—						
Royaume-Uni	371	245	+126	670	323	+347
Autres pays de l'Empire	116	79	+ 37	186	110	+ 76
Tous pays de l'Empire	487	324	+163	856	433	+423
Crédits capitaux	97	−	+ 97	116	−	+116
Sous-total	584	324	+260	972	433	+539
Transactions-or spéciales[3]	−	−	−	−	248	−248
Débits capitaux	−	180	−180	−	334	−334
Item d'ajustement[4]	−	−	− 80	−	−	+ 43
III. CANADA ET PAYS NON DE L'EMPIRE—						
Compte courant—						
Commerce des marchandises—après ajustement	470	536	− 66	504	785	−281
Exportations nettes d'or non monétaire	184	−	+184	203	−	+203
Dépenses des touristes	155	73	+ 82	122	40	+ 82
Intérêts et dividendes	52	230	−179	49	234	−185
Transport et navigation	56	80	− 24	62	96	− 34
Toutes autres transactions courantes	30	54	− 24	50	82	− 32
TOTAUX, COMPTE COURANT—						
Etats-Unis	775	864	− 89	869	1,138	−269
Autres pays étrangers	172	109	+ 63	121	99	+ 22
Tous pays non de l'Empire	947	973	− 26	990	1,237	−247
Débits capitaux	−	534	−534	−	141	−141
Sous-total	947	1,507	−560	990	1,378	−388
Transactions-or spéciales[3]	−	−	−	248	−	+248
Crédits capitaux	461	−	+461	167	−	+167
Item d'ajustement[4]	−	−	+ 99	−	−	− 27

[1] Chiffres revisés. [2] Préliminaire. [3] Ceci représente l'or reçu du Royaume-Uni en règlement partiel de son déficit au Canada et affecté en retour au règlement partiel du déficit du Canada vis-à-vis les Etats-Unis. [4] Cet item d'ajustement reflète les erreurs et les omissions possibles de certains facteurs qui ne peuvent être mesurés statistiquement, tels que les changements aux délais pour le paiement des marchandises et des services et, avant la guerre, la conversion du surplus sterling en d'autres devises.

Section 2.—Le tourisme au Canada*

L'essor du tourisme au Canada, au point de devenir l'une des grandes industries de 'service' de la nation, est remarquable depuis quelques années. Il représente en termes économiques la mise en valeur des beautés naturelles dont le Canada est particulièrement riche—pittoresque, climat vivifiant, avantages pour sports d'été et d'hiver, sanctuaires et endroits et sites historiques—et pour laquelle des immobilisations importantes ont été faites dans l'hôtellerie, l'amélioration des chemins, les parcs nationaux et autres attractions.

Au point de vue international, le tourisme est encore plus significatif en ce qu'il représente l'un des item 'invisibles' de la balance canadienne des paiements internationaux. Les dépenses faites au Canada par les visiteurs venant des pays étran-

*Résumé du "Commerce touristique du Canada, 1941" et d'autres rapports publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique.

gers ont le même effet, dans la mesure où elles influent sur la balance des paiements, que l'exportation de marchandises additionnelles et, de même, les dépenses des Canadiens dans les autres pays équivalent à l'importation de marchandises de l'étranger.

Tout comme pour d'autres item invisibles, il est extrêmement difficile de mesurer les dépenses inhérentes au commerce touristique. Il est impossible de dresser un état direct des montants et la méthode employée consiste à les estimer en appliquant un échantillon des dépenses moyennes au nombre de personnes. Dans le passé, à la lumière des données connues, ces estimations étaient sujettes à une large marge d'erreur et il est constaté aujourd'hui que les chiffres publiés pour les années antérieures à 1940 sont considérablement trop élevés. Les estimations des premières années n'ont pas encore été revisées, mais le volume des dépenses des Américains au Canada dans le passé se rapprochait apparemment plus que les anciens chiffres ne le faisaient voir des proportions indiquées par les nouvelles estimations de 1941.

Au cours des deux dernières années, il a été possible d'apporter aux méthodes des améliorations importantes. Un remaniement complet de la procédure statistique relative au tourisme a été entrepris conjointement en 1941 par le Bureau Fédéral de la Statistique et la Division des Douanes du Ministère du Revenu National, dans le but d'améliorer les estimations des dépenses des touristes américains venant au Canada en automobile. Tout comme les changements déjà apportés en 1940, ces améliorations visent à deux objectifs principaux: un *dénombrement* plus exact et une classification plus uniforme des voitures et des personnes en voyage, et un *échantillon* plus considérable et plus représentatif des dépenses des touristes. Depuis le 1er avril 1941, tous les permis de douanes et les registres d'entrée ont été envoyés au Bureau Fédéral de la Statistique pour compilation. Le trafic y est mesuré et classifié sur une base uniforme. Cette nouvelle façon de procéder en ce qui concerne les déplacements par automobile a été couronnée de succès et des échantillons de dépense, beaucoup plus considérables et plus représentatifs, ont été obtenus. En même temps, des améliorations, bien que moins vastes, ont été apportées au calcul des déplacements par d'autres moyens que l'automobile—personnes entrant au Canada par chemin de fer, autobus, aéroplane ou bateau.

A la faveur des données additionnelles obtenues en 1941, des revisions considérables ont été apportées aux chiffres de 1940. Les principaux groupes affectés sont les touristes des Etats-Unis voyageant en automobile et en chemin de fer, ces groupes formant à eux seuls le gros du mouvement touristique global. La revision a nécessité une soustraction de plus de $25,000,000 des chiffres préliminaires de 1940 tels que publiés à la p. 484 de l'Annuaire de 1941 et, comme la revision apportée aux dépenses canadiennes à l'étranger a été plutôt négligeable, la presque totalité de ce montant a été aussi soustraite de la balance nette en faveur du Canada pour cette année.

Dépenses des touristes des Etats-Unis au Canada.—En raison de la demande extraordinaire de dollars américains pour payer notre matériel essentiel de guerre, la place importante qu'occupent dans l'économie canadienne, en temps normal, les dépenses des touristes américains est mieux reconnue depuis le début de la guerre. Les balances sterling édifiées au moyen des exportations aux pays de la zone sterling ne peuvent plus être converties en dollars américains pour payer nos achats aux Etats-Unis, de sorte que les sources directes de change américain, telles que le tourisme, ont pris une grande importance au point de vue de l'effort de guerre du Canada.

Dans le but d'attirer les visiteurs des Etats-Unis au Canada, des efforts vigoureux ont été déployés en 1941 par le Bureau des Voyages du Gouvernement canadien et par les offices de tourisme provinciaux et locaux. En outre, un grand nombre d'organismes privés, de compagnies et même de particuliers se sont employés activement à la même fin. Il a été jugé d'importance particulière de tenter de contrebalancer les effets de la propagande ennemie visant à décourager la population des Etats-Unis de venir au Canada, et de dissiper les malentendus relatifs aux règlements sur les passeports américains et la situation au Canada en temps de guerre. Ces divers éléments ont eu sans doute un effet défavorable sur le volume du tourisme au cours de l'été 1940, et tous les efforts publicitaires en 1941 ont été dirigés de façon à faire disparaître ces craintes mal fondées au sujet des difficultés de voyager au Canada.

Les statistiques touristiques calculées par les autorités canadiennes de l'Immigration indiquent un total de 13,968,088 personnes qui sont entrées au Canada des Etats-Unis en 1941 comparativement à 13,592,429 en 1940, augmentation de 2·8 p.c. Toutefois les groupes de touristes à séjour prolongé, lesquels absorbent la majeure partie des dépenses totales en regard des voyageurs locaux et à bref séjour qui sont nombreux mais dépensent peu, accusent une augmentation beaucoup plus considérable. Le nombre de permis de véhicules de tourisme émis pour des automobiles venant des Etats-Unis pour des périodes s'étendant jusqu'à 60 jours ou 6 mois augmente de plus de 18 p.c., et les visiteurs entrant au Canada par chemin de fer augmentent de 9 p.c. Les dépenses totales des voyageurs américains au Canada passent estimativement de $95,000,000 en 1940 à $104,000,000 en 1941.

Dépenses des touristes canadiens aux Etats-Unis.—Les facteurs les plus significatifs affectant le tourisme canadien aux Etats-Unis depuis le début de la guerre sont les restrictions imposées par le Gouvernement fédéral afin de conserver le change américain. Ces restrictions, ajoutées aux efforts énergiques déployés pour augmenter le nombre de visiteurs américains au Canada, ont été conçues dans le but d'augmenter la balance favorable nette s'accumulant au Canada comme résultat du commerce touristique et, ainsi, libérer les dollars dont nous avons besoin pour notre effort de guerre.

En juillet 1940, par décision du Gouvernement subordonnément à l'ordonnance relative au contrôle du change, presque tous les voyages de plaisir de Canadiens entraînant une dépense de dollars américains sont interdits, et le tourisme total reste à un bas niveau depuis cette époque. Le Gouvernement avait à décider de l'importance relative des fins diverses auxquelles la réserve limitée de dollars américains pourrait être affectée et il fut jugé essentiel que l'achat de matériel, le service de la dette nationale et le règlement d'obligations contractuelles dans la monnaie du contrat eussent le premier droit sur ces ressources en dollars américains. En 1941, première année complète durant laquelle les restrictions de voyage furent en vigueur, les dépenses totales des voyageurs canadiens aux Etats-Unis sont estimées à $18,250,000 comparativement à près de $40,000,000 en 1940. Les statistiques des autorités de l'Immigration font voir que 3,933,137 Canadiens sont rentrés des Etats-Unis en 1941 en regard de 6,448,500 en 1940 et 11,555,236 en 1939. En même temps que diminue le nombre de voyageurs en 1941, diminue aussi la moyenne des dépenses comparativement à l'année précédente.

Tourisme entre le Canada et les pays d'outre-mer.—D'après les données d'accès possible dans les circonstances, il est estimé que les voyageurs d'outre-mer ont dépensé approximativement $4,000,000 au Canada en 1941 et $7,000,000 en 1940, tandis que les dépenses canadiennes outre-mer sont de moins de $3,000,000

chaque année. Comme les voyages de plaisir entre le Canada et les pays d'outre-mer ont presque totalement disparu avec la guerre, il peut être assumé que la majeure partie de ces montants, particulièrement en 1941, représentent les dépenses de personnes voyageant pour le compte du Gouvernement ou par affaires.

2.—Dépenses des voyageurs étrangers au Canada et des voyageurs canadiens à l'étranger, 1940 et 1941

Classe de voyageurs	1940			1941		
	Dépenses des étrangers au Canada	Dépenses des Canadiens à l'étranger	Excédent des dépenses des étrangers au Canada	Dépenses des étrangers au Canada	Dépenses des Canadiens à l'étranger	Excédent des dépenses des étrangers au Canada
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Voyageurs des et aux pays d'outre-mer..	7,000	2,600	4,400	4,000	2,750	1,250
Voyageurs des et aux Etats-Unis—						
Automobile	49,500	10,300	39,200	54,000	3,750	50,250
Rail	26,500	20,000	6,500	28,000	8,500	19,500
Bateau	6,000	1,200	4,800	7,000	700	6,300
Autobus (moins autobus locaux)	5,709[1]	3,200[1]	2,500	7,000	1,500	5,500
Aéroplane	1,300[1]	600[1]	700	3,000	1,200	1,800
Autres (piétons, autobus locaux, etc.)	6,000	4,500	1,500	5,000	2,600	2,400
Totaux, Etats-Unis	95,000	39,800	55,200	104,000	18,250	85,750
Totaux, tous pays	**102,000**	**42,400**	**59,600**	**108,000**	**21,000**	**87,000**

[1] Les dépenses des voyageurs par autobus et aéroplane couvrent la période d'avril à décembre 1940 seulement. Les premiers trois mois de l'année, les passagers des autobus et des aéroplanes sont compris dans "Autres" voyageurs.

CHAPITRE XVII.—COMMERCE INTÉRIEUR

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Mouvement et écoulement des commodités	525
Section 1. Echanges interprovinciaux	525
Section 2. Le commerce des grains	527
Sous-section 1. Organismes d'Etat pour la règlementation du commerce des grains ou pour lui venir en aide	527
Sous-section 2. Mouvement du blé canadien, campagne de 1940-41	527
Sous-section 3. Distribution, entreposage et inspection des principales récoltes canadiennes	528
Section 3. Marchandage du rétail et des produits animaux	533
Section 4. Entrepôts frigorifiques	538
Section 5. Etablissements de commerce et de service	540
Sous-section 1. Magasins de gros	541
Sous-section 2. Etablissements de détail et de service	542
Section 6. La coopération au Canada	550
Sous-section 1. Coopératives de producteurs	553
Sous-section 2. Coopératives de consommation	557
Sous-section 3. Sociétés de crédit coopératif et services sociaux coopératifs	558
Partie II.—Aide au commerce et contrôle par le gouvernement	563
Section 1. Coalitions nuisibles au commerce	563
Section 2. Brevets d'invention, droits d'auteur et marques de commerce	565
Section 3. Poids et mesures	568
Section 4. Inspection de l'électricité et du gaz	568
Section 5. Primes	570
Section 6. Régie et vente des boissons alcooliques	570
Partie III.—Faillites commerciales	574
Section 1. Faillites industrielles et commerciales de sources privées	575
Section 2. Faillites commerciales d'administrations sous la législation fédérale	577
Section 3. Administration des biens des faillis	580

Les ressources variées des différentes parties du pays ont déterminé un vaste échange de produits et la tâche de fournir marchandises et services pour la consommation ou l'usage d'une population de 11,420,000 âmes là où ils sont requis suppose une plus forte dépense d'activité économique que n'exige la poursuite du volumineux commerce d'exportation canadien, si élevé que soit dans ce domaine la position du Dominion parmi les pays.

Le commerce intérieur est vaste et compliqué: il embrasse toute valeur ajoutée aux denrées échangées à l'intérieur des provinces comme entre elles par les agences et services d'emmagasinage, de distribution et de vente tels que les chemins de fer, les compagnies de navigation, les entrepôts, les magasins de gros et de détail, les institutions financières, etc. Dans son sens large il embrasse divers services professionnels et personnels, y compris ceux qui ont pour objet la récréation du peuple comme les théâtres, les sports, etc. En effet, dans ce sens général, le commerce intérieur couvre une grande partie des activités du peuple qui ajoutent aux utilités de 'forme', dont on a traité dans les divers chapitres précédents, aux utilités de 'lieu', de 'temps' et de 'possession', ainsi que les services personnels et professionnels mentionnés dans le Relevé de la Production et autres chapitres. Cependant, la disposition du texte dans un volume comme l'Annuaire est régie par la nécessité d'interprétation sous divers aspects et il est essentiel de référer à d'autres chapitres. L'Index est très utile à ce sujet.

PARTIE I.—MOUVEMENT ET ÉCOULEMENT DES COMMODITÉS

Section 1.—Echanges interprovinciaux*

Le Canada peut être divisé en cinq grandes régions économiques, leur caractère étant déterminé par les occupations de la population de chacune d'elles:—

1. *La région des pêcheries, des forêts et des mines de l'Est,* comprenant la vallée du St-Laurent, son estuaire et le littoral de l'Atlantique, c'est-à-dire la plus grande partie des Provinces Maritimes, la partie nord de la province de Québec (sans l'ancien territoire de l'Ungava) et une partie de l'Ontario septentrional.

2. *La région agricole et industrielle de l'Est,* constituée par les superficies en culture des Provinces Maritimes, du Québec et de l'Ontario. Dans ces deux dernières provinces, ces régions en culture s'étendent le long des rives du St-Laurent et de ses tributaires.

3. *La région agricole centrale,* qui embrasse le territoire s'étendant de la vallée de la rivière Rouge aux Rocheuses et de la frontière internationale approximativement au 56° lat. N.

4. *La région des pêcheries, des forêts et des mines de l'Ouest,* comprenant l'Alberta occidental, la Colombie Britannique et la partie sud du Yukon.

5. *La région septentrionale de pêche et de chasse,* s'étendant des régions colonisées vers le nord et des côtes du Labrador au Pacifique et à la frontière de l'Alaska. Ce vaste territoire n'est peuplé que de quelques tribus d'indigènes nomades vivant de pêche et de chasse et qui trafiquent avec les compagnies qui font le commerce de la fourrure et autres marchands qui visitent la région. Ces dernières années l'activité minière s'est développée dans cette région, spécialement le long de l'extrémité sud et dans le bassin du fleuve Mackenzie. L'amélioration des transports aériens a grandement facilité l'accès à plusieurs parties de cette vaste région et a favorisé une connaissance et un développement grandissant de ses ressources.

Il y a une grande différence entre les produits de ces diverses sections. Pour répondre aux besoins de la population du Canada il faut donc qu'un échange se fasse entre les diverses régions.

Le commerce interprovincial se pratiquait longtemps avant la Confédération; les pelleteries et le bois du Haut-Canada et du Bas-Canada étaient troqués contre le poisson et les produits miniers des Provinces Maritimes. Bien qu'une grande partie du bois, des minéraux, du poisson et des fruits de la Colombie Britannique, des produits agricoles des Provinces des Prairies, des minéraux de l'Ontario, du bois de pulpe, du papier et de l'amiante du Québec, et du bois, des pommes de terre, des fruits et du poisson des Provinces Maritimes soient exportés à des pays étrangers, il existe cependant un commerce considérable de produits manufacturés et de produits bruts entre les régions économiques du Dominion. Ce commerce se fait principalement par les chemins de fer et, dans une moindre mesure, sur le fleuve St-Laurent et les Grands Lacs, et ces dernières années un volume croissant de marchandises est transporté par camions.

Les rapports mensuels et annuels du trafic ferroviaire publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique font voir le trafic-marchandises *payant* des provinces et du Canada tel que réparti entre 76 catégories de denrées. Ces données montrent aussi le volume des chargements et déchargements dans chaque province et permettent de calculer les importations et les exportations nettes de chaque province pour chacune de ces catégories. Ces statistiques ne donnent que le trafic ferroviaire. C'est une

*Revisé par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique.

limitation dont il faut tenir compte dans le cas des provinces ayant entre elles des communications par eau. Les totaux, cependant, n'indiquent pas dans quelle mesure les importations de produits manufacturiers sont compensées par les exportations de grain, de charbon, etc., dans certaines provinces. Seules les données détaillées peuvent fournir de telles analyses.

Le mouvement des transports commerciaux des chemins de fer canadiens est influencé, jusqu'à un certain point, par les récoltes et l'activité des industries minières et du bâtiment, lesquelles supposent un fort mouvement de marchandises lourdes. La tendance générale de 1921 à 1928 a été ascendante, les transports ayant augmenté au cours de cette période de 83,814,436 tonnes de marchandises en 1921 à 119,227,758 tonnes en 1928. En 1929 toutefois, le trafic-marchandises tombe à 114,600,778 et, en raison de la crise industrielle, tombe encore plus bas en 1933, soit 57,099,111 tonnes. Il reprend la route ascendante au cours des derniers six mois de 1933 et le total, en 1934, est de 18 p.c. plus élevé que celui de l'année précédente. Le taux de l'augmentation a été un peu réduit au cours de la première moitié de 1935, mais l'augmentation ne s'en est pas moins maintenue jusqu'à la fin de 1937. En 1938 les chiffres retombent aux niveaux de 1936, mais en 1939 et jusqu'à la fin de 1941 il y a une nouvelle avance.

1.—Trafic-marchandises payant des chemins de fer au Canada, par province, 1940 et 1941

Province	Chargé au Canada ou dans une province désignée		Reçu de raccordements étrangers		Totaux des marchandises chargées[1]	
	1940	1941	1940	1941	1940	1941
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Ile du Prince-Edouard	190,242	191,179	96	75	190,338	191,254
Nouvelle-Ecosse	8,451,929	8,141,078	151,486	173,689	8,603,415	8,314,767
Nouveau-Brunswick	2,666,140	2,891,965	401,221	502,969	3,067,361	3,394,934
Québec	11,117,944	13,383,176	4,574,419	6,737,257	15,692,363	20,120,433
Ontario	23,817,081	30,011,520	18,635,666	22,797,016	42,452,747	52,808,536
Manitoba	4,775,784	5,882,762	194,923	173,334	4,970,707	6,056,096
Saskatchewan	6,479,289	7,545,586	87,650	107,961	6,566,939	7,563,547
Alberta	8,325,292	9,502,991	69,091	17,461	8,394,383	9,520,452
Colombie Britannique	7,122,799	8,564,792	470,082	574,688	7,592,881	9,139,480
Totaux	**72,946,500**	**86,115,049**	**24,584,634**	**31,084,450**	**97,531,134**	**117,199,499**
	Déchargé au Canada ou dans une province désignée		Livré à des raccordements étrangers		Totaux des marchandises déchargées[1]	
	1940	1941	1940	1941	1940	1941
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Ile du Prince-Edouard	255,864	286,432	1,502	90	257,366	286,522
Nouvelle-Ecosse	6,491,016	6,898,540	1,259,854	1,693,828	7,750,870	8,592,368
Nouveau-Brunswick	2,139,728	2,371,357	2,177,771	3,044,592	4,317,499	5,415,949
Québec	11,254,584	14,909,729	7,072,531	8,910,622	18,327,115	23,820,351
Ontario	30,497,366	37,259,012	16,217,823	21,080,639	46,715,189	58,339,651
Manitoba	4,616,781	4,780,975	642,051	1,036,118	5,258,832	5,817,093
Saskatchewan	3,812,057	4,011,864	194,254	41,696	4,006,311	4,053,560
Alberta	2,768,892	2,852,735	4,491	37,737	2,773,383	2,890,472
Colombie Britannique	5,171,441	5,809,374	1,502,898	1,324,695	6,674,339	7,134,069
Totaux	**67,007,729**	**79,180,018**	**29,073,175**	**37,170,017**	**96,080,904**	**116,350,035**

[1] Les chargements ou déchargements d'une année ne peuvent coïncider parce que ce qui a été chargé ou reçu n'est pas toujours déchargé ou livré la même année. D'un autre côté, certains déchargements en 1941, par exemple, ont été chargés l'année précédente.

Section 2.—Le commerce des grains

Sous-section 1.—Organismes d'Etat pour la règlementation du commerce des grains ou pour lui venir en aide

Les organismes qui régissent le commerce des grains au Canada sont: la Commission Canadienne des Grains qui applique la loi des grains du Canada, 1930; la Commission Canadienne du Blé qui opère en vertu de la loi canadienne du blé de 1935. Un article spécial sur la Commission Canadienne du Blé et ses opérations jusqu'au mois de février 1939, par T. W. Grindley, D.Ph., secrétaire de la Commission, a paru dans l'Annuaire de 1939, pp. 596–607. Un exposé de l'organisation et des fonctions de la Commission Canadienne des Grains, préparé par J. Rayner, secrétaire, a paru aux pp. 488–489 de l'Annuaire de 1941.

Sous-section 2.—Mouvement du blé canadien, campagne de 1940-41*

Un résumé du mouvement du blé contient, au début, une description de la récolte de la division d'inspection de l'Ouest. La récolte de blé en 1940 dans les quatre provinces de l'Ouest s'établit à 515,799,000 boisseaux. Un report de 200,574,761 boisseaux de la campagne précédente et des importations de 122,036† boisseaux portent le stock global de la division de l'Ouest à 716,495,797 boisseaux, la campagne terminée le 31 juillet 1941. Quant à la distribution, 287,600,000 boisseaux sont écoulés commercialement dont 67,100,000 boisseaux aux Etats-Unis et 170,600,000 dans la division de l'Est. Les exportations directes outre-mer par les ports du Pacifique s'élèvent à 4,100,000 boisseaux. Aucune exportation n'a été faite outre-mer par les ports de Churchill ou de la tête des lacs. Les expéditions globales de la division de l'Ouest sont donc de 241,800,000 boisseaux. Le blé absorbé par la minoterie pour transformation en farine s'élève à 43,865,000 boisseaux dont 39,593,000 ont été moulus pour consommation domestique. Les expéditions de la division de l'Ouest vers l'Est par chemin de fer s'établissent à 2,500,000 boisseaux. Les expéditions via les lacs de Fort William-Port Arthur sont de 217,439,000 boisseaux, dont 168,092,000 à des ports canadiens et 49,347,000 à des ports américains. Les principaux ports canadiens sur les lacs sont ceux du lac Huron et de la baie Georgienne, auxquels 109,940,000 boisseaux sont consignés, et Port Colborne et Kingston qui en reçoivent respectivement 17,978,000 et 17,418,000 boisseaux. D'autres petites quantités s'élevant au total à 22,756,000 boisseaux sont expédiées à d'autres ports des lacs inférieurs et du Saint-Laurent. Parmi les ports américains, Buffalo est le premier en importance avec une consignation de 43,138,000 boisseaux. Le blé requis pour la semence dans la division de l'Ouest s'élève à 26,750,000 boisseaux; le blé consommé en provende animale, à 33,179,000 boisseaux; et le report à la fin de la campagne, à 370,330,000 boisseaux.

Les arrivages dans la division de l'Est durant la campagne comprennent non seulement la récolte de l'Est estimée à 24,391,000 boisseaux, mais aussi les livraisons de l'Ouest aux ports de l'Est canadien et des Etats-Unis, lesquelles s'élèvent à un total de 237,771,000. Les stocks en mains dans les endroits de l'Est canadien et des Etats-Unis au commencement de la campagne sont de 99,899,000 boisseaux, ce qui, ajouté à des importations de 762† boisseaux, forme un stock total de 362,061,000 boisseaux pour la division de l'Est. La distribution durant la campagne de 1940–41 comprend 63,235,000 boisseaux exportés des ports du Saint-Laurent; 50,673,000, des ports de Saint John et Halifax et 11,347,000 exportés aux Etats-Unis pour la

*Revisé à la Branche de l'Agriculture, Bureau Fédéral de la Statistique.
† Y compris la farine de blé.

consommation et la mouture en régie. En outre, 55,595,000 boisseaux en provenance des divisions de l'Ouest et de l'Est sont exportés au Royaume-Uni et à d'autres pays via les ports atlantiques américains de New York, Albany, Boston, Philadelphie, Portland et Baltimore. Les minoteries de l'Est en absorbent 43,955,000 boisseaux et la quantité servant de provende animale est estimée à 14,921,000 boisseaux. Le report à la fin de la campagne dans la division de l'Est et les ports atlantiques des Etats-Unis s'établit à 109,800,000 boisseaux.

Les exportations totales de blé canadien durant la campagne de 1940–41 sont de 173,559,167 boisseaux.

2.—Production, importations, exportations et consommation de blé au Canada, campagnes terminées le 31 juillet 1931-41

NOTA.—Les statistiques de 1868 à 1930 paraissent à la p. 610 de l'Annuaire de 1939.

Année	Production	Importations			Exportations			Consommation domestique apparente
		Blé	Farine de blé	Blé et farine[1]	Blé	Farine de blé	Blé et farine[1]	
	'000 boiss.	boiss.	brl	boiss.	boiss.	brl	boiss.	'000 boiss.
1931	420,672	131,608	25,035	244,221	228,536,403	6,701,663	258,693,887	139,487
1932	321,325	123,524	20,623	216,328	182,803,382	5,383,594	207,029,555	117,560
1933	443,061	51,320	27,043	173,014	240,136,568	5,370,613	264,304,327	99,123
1934	281,892	10,676	89,442	413,165	170,234,013	5,454,636	194,779,875	104,518
1935	275,849	2,794	198,640	896,674	144,374,910	4,750,310	165,751,305	101,583
1936	281,935	15,111	61,422	291,510	232,019,649	4,978,917	254,424,775	121,702
1937	219,218	146,959	56,986	403,396	174,858,160	4,525,665	195,223,653	99,542
1938	180,210	5,743,998	87,738	6,138,819	76,713,595	3,609,656	92,957,047	103,562
1939	360,010	1,558,559	73,915	1,891,177	146,240,344	4,604,245	166,959,447	123,083
1940	520,623	16,306	95,125[2]	444,368	177,380,363	6,781,367	207,896,515	134,458[2]
1941	540,190	398	27,200	122,798	177,967,532	10,288,827	224,267,254	153,056

[1] La farine de blé a été convertie en boisseaux de blé à raison de 4⅓ boisseaux en moyenne au baril de 196 lb de farine. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Consommation par bouche de blé moulu pour l'alimentation au Canada.—La consommation moyenne annuelle par bouche de blé moulu pour l'alimentation humaine au Canada les dix années de 1931–40 est de 4·0 boisseaux. La variation durant la période est de 3·8 à 4·3 boisseaux. La consommation par bouche en 1941 est estimée à 3·8 boisseaux. Les détails des années 1919–27 sont donnés à la p. 246 de l'Annuaire de 1929. Les estimations annuelles sont publiées dans le numéro d'avril-juin du "Bulletin Trimestriel de la Statistique Agricole".

Sous-section 3.—Distribution, entreposage et inspection des principales récoltes canadiennes

Distribution du blé, de l'avoine, de l'orge, du seigle et de la graine de lin.—Dans les tableaux suivants les stocks disponibles de cinq importantes grandes cultures et l'écoulement de ces récoltes sont calculés pour les années 1940 et 1941. Le report représente le grain dans les élévateurs, sur les fermes, en transit, etc. Une quantité considérable de grain est retenue chaque année pour la semence. Dans le cas du blé, c'est de beaucoup la plus grande partie qui est exportée ou moulue pour la consommation domestique. De grandes quantités de graine de lin sont importées chaque année et la plus grande partie des stocks disponibles est préparée au Canada pour la consommation domestique. Les importations de graine de lin en 1940–41 sont sensiblement inférieures à celles de l'année précédente.

Le gros de l'avoine est converti en provende animale et plus de la moitié des stocks globaux d'orge et de seigle s'écoule de la même façon. En plus des surplus pour la consommation domestique comme grain, les quantités invendables ou perdues lors du nettoyage sont employées principalement comme provende. C'est pourquoi ces deux item devraient être ajoutés aux surplus pour la consommation domestique comme grain afin d'obtenir la consommation apparente de grains par le bétail. Ceci naturellement ne comprend pas les provendes, comme son, issues et gluten, qui sont des sous-produits de la mouture.

3.—Distribution des récoltes canadiennes de blé, campagnes terminées le 31 juillet 1940 et 1941

NOTA.—La farine est exprimée en blé sur la base d'un baril de farine, pesant 196 lb, équivalant à 4⅔ boisseaux de blé. Les chiffres des années antérieures paraissent dans les éditions précédentes de l'Annuaire. Les chiffres de ce tableau sont sujets à revision.

Item	1940	1941	Item	1940	1941
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1939 et 1er août 1940	102,911	300,473	Exportations des ports canadiens et américains—		
Rendement brut	520,623	540,190	Blé	152,704	173,559
Rendement net et reports	623,534	840,663	Farine	30,516	46,300
Importations	444	123	Consommation dans les brasseries, les céréaleries, etc	428	6,515
Quantité à distribuer	623,978	840,786	Importations aux Etats-Unis pour consommation et mouture en régie	9,454	11,347
			Moulu pour l'alimentation humaine	49,895	41,520
			Provende animale	36,788	48,100
			Rétention pour semence	36,239	28,250
			Reports, 31 juillet 1940 et 31 juillet 1941	300,474	480,130
			Surplus pour consommation domestique comme grain	7,480	5,065

4.—Distribution des récoltes canadiennes d'avoine, campagnes terminées le 31 juillet 1940 et 1941

Item	1940	1941	Item	1940	1941
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1939 et 1er août 1940	48,887	46,931	Exportations des ports canadiens et américains	4,556	177
Rendement brut	384,407	380,526	Importations aux E.-U. pour consommation et mouture en régie	10,934	10,074[2]
Rendement net et reports	433,294	427,457	Exportations sous forme de farine, etc	8,160	3,399
Importations	13	23	Moulu pour consommation domestique	8,662	9,732
Quantité à distribuer	433,307	427,480	Consommation dans les moulins à provende, etc	[1]	13,989
			Rétention pour semence	27,997	31,254
			Reports, 31 juillet 1940 et 31 juillet 1941	46,931	41,563
			Surplus pour consommation domestique comme grain	326,067	317,292

[1] Non relevé. [2] Comprend 1,490,822 boisseaux figurant comme écalures d'avoine.

5.—Distribution des récoltes canadiennes d'orge, campagnes terminées le 31 juillet 1940 et 1941

Item	1940	1941	Item	1940	1941
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1939 et 1er août 1940	12,804	12,654	Exportations des ports canadiens et américains	10,074	1,567
Rendement brut	103,147	104,256	Importations pour consommation	603	1,155
Rendement net et reports	115,951	116,910	Moulu pour l'alimentation humaine	1,881	2,627
Importations	7	1	Consommation dans les brasseries	6,673	6,426
Quantité à distribuer	115,958	116,911	Consommation dans les moulins à provende, etc.	[1]	10,893
			Retention pour semence	7,429	9,411
			Reports, 31 juillet 1940 et 31 juillet 1941	12,654	10,643
			Surplus pour consommation domestique comme grain	76,644	74,189

[1] Non relevé.

6.—Distribution des récoltes canadiennes de seigle, campagnes terminées le 31 juillet 1940 et 1941

Item	1940	1941	Item	1940	1941
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1939 et 1er août 1940	2,922	5,352	Exportations des ports canadiens et américains	2,743	523
Rendement brut	15,307	13,994	Importations des E.-U. pour *consommation*	[1]	3,058
Rendement net et reports	18,229	19,346	Moulu pour l'alimentation humaine	139	184
Importations	12	5	Consommation dans les malteries et les céréaleries, etc.	348	1,323
Quantité à distribuer	18,241	19,351	Rétention pour semence	1,209	1,263
			Reports, 31 juillet 1940 et 31 juillet 1941	5,352	4,919
			Surplus pour consommation domestique comme grain	8,450	8,081

[1] Négligeable.

7.—Distribution des récoltes canadiennes de graine de lin, campagnes terminées le 31 juillet 1940 et 1941

Item	1940	1941	Item	1940	1941
	'000 boiss.	'000 boiss.		'000 boiss.	'000 boiss.
Reports, 1er août 1939 et 1er août 1940	119	583	Exportations des ports canadiens et américains	18	76
Rendement brut	2,044	3,049	Moulue pour les industries	2,637	2,644
Rendement net et reports	2,163	3,632	Rétention pour semence	228	516
Importations	1,392	176	Reports, 31 juillet 1940 et 31 juillet 1941	584	620
Quantité à distribuer	3,555	3,808	Surplus pour consommation domestique comme grain	88	−48[1]

[1] *Ce déficit apparent est dû à une sous-estimation de la récolte.*

Entreposage, inspection et expédition du grain.—Il y avait au Canada, en 1901, 426 élévateurs d'une capacité globale de 18,329,352 boisseaux; en 1911, il y en a 1,909 d'une capacité de 105,462,700 boisseaux; et en 1921, 3,855 d'une capacité de 231,213,620 boisseaux. On en compte 5,797 en 1941 d'une capacité de 437,018,370 boisseaux, tandis que la capacité des entrepôts provisoires nécessités par les stocks considérables de grain canadien est estimée à 73,140,477 boisseaux.

8.—Élévateurs à grain canadiens, exercices de permis 1940 et 1941

NOTA.—Les données relatives aux élévateurs de 1901 à 1918 se trouvent dans l'Annuaire de 1921, pp. 525-527; pour les autres années, voir les Annuaires subséquents.

Division, élévateur et province	1940		1941		Entreposage temporaire
	Elévateurs	Capacité	Elévateurs	Capacité	
	nombre	boisseaux	nombre	boisseaux	boisseaux
Division de l'Ouest					
Elévateurs ruraux—					
Ontario	5	97,000	4	60,000	Nil
Manitoba	703	23,548,150	703	23,918,000	10,965,700
Saskatchewan	3,192	100,453,300	3,191	102,229,000	48,633,767
Alberta	1,748	65,674,000	1,747	73,932,250	12,813,010
Colombie Britannique	24	687,000	25	889,000	73,000
Totaux, élévateurs ruraux	5,672	190,459,450	5,670	201,028,250	72,485,477
Elévateurs ruraux particuliers—					
Manitoba	2	70,000	2	70,000	Nil
Saskatchewan	1	25,000	1	25,000	"
Alberta	3	205,000	3	205,000	"
Totaux, élévateurs ruraux particuliers	6	300,000	6	300,000	Nil
Elévateurs des minoteries—					
Ontario	3	1,480,000	3	1,480,000	Nil
Manitoba	6	1,475,500	6	1,775,000	"
Saskatchewan	6	4,405,000	6	4,400,500	"
Alberta	11	3,221,000	11	3,196,000	10,000
Colombie Britannique	10	1,088,110	9	888,110	Nil
Totaux, élévateurs des minoteries	36	11,669,610	35	11,739,610	10,000
Elévateurs des terminus particuliers—					
Ontario	1	85,000	2	485,000	500,000
Manitoba	3	2,465,000	3	2,465,000	Nil
Saskatchewan	1	100,000	1	100,000	"
Alberta	4	1,495,000	4	1,495,000	"
Colombie Britannique	1	30,000	Nil	—	"
Totaux, élévateurs des terminus particuliers	10	4,175,000	10	4,545,000	500,000
Elévateurs des terminus publics—					
Saskatchewan	2	11,000,000	2	11,000,000	Nil
Alberta	3	6,100,000	3	6,100,000	"
Colombie Britannique	1	1,250,000	1	1,250,000	"
Totaux, élévateurs des terminus publics	6	18,350,000	6	18,350,000	Nil
Terminus semi-publics—					
Ontario	27	92,567,210	27	92,567,210	145,000
Manitoba	2	3,500,000	2	3,500,000	Nil
Alberta	1	130,000	1	50,000	"
Colombie Britannique	8	20,474,500	9	20,674,500	"
Totaux, terminus semi-publics	38	116,671,710	39	116,791,710	145,000
Totaux, division de l'Ouest	**5,768**	**341,625,770**	**5,766**	**352,754,570**	**73,140,477**
Division de l'Est					
Nouvelle-Ecosse	1	2,200,000	1	2,200,000	Nil
Nouveau-Brunswick	3	3,076,800	3	3,076,800	"
Québec	9	25,537,000	8	24,912,000	"
Ontario	17	51,850,000	19	54,075,000	"
Totaux, division de l'Est	**30**	**82,663,800**	**31**	**84,263,800**	**Nil**
Résumé par province					
Nouvelle-Ecosse	1	2,200,000	1	2,200,000	Nil
Nouveau-Brunswick	3	3,076,800	3	3,076,800	"
Québec	9	25,537,000	8	24,912,000	"
Ontario	53	146,079,210	55	148,667,210	645,000
Manitoba	716	31,058,150	716	31,728,000	10,965,700
Saskatchewan	3,202	115,983,800	3,201	117,754,500	48,663,767
Alberta	1,770	76,825,000	1,769	84,978,250	12,823,010
Colombie Britannique	44	23,529,610	44	23,701,610	73,000
Grands totaux pour le Canada	**5,798**	**424,289,570**	**5,797**	**437,018,370**	**73,140,477**

9.—Inspection du grain canadien, campagnes terminées le 31 juillet 1940 et 1941

Grain	1940			1941		
	Division de l'Ouest	Division de l'Est	Total	Division de l'Ouest	Division de l'Est	Total
	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.
Blé de printemps	373,267,808	Nil	373,267,808	293,357,404	1,483	293,358,887
Blé d'hiver	442,313	3,252,738	3,695,051	467,596	2,082,442	2,550,038
Totaux, blé	373,710,121	3,252,738	376,962,859	293,825,000	2,083,925	295,908,925
Avoine	33,712,302	89,685	33,801,987	30,926,000	132,419	31,058,419
Orge	21,985,617	64,180	22,049,797	19,490,000	39,950	19,529,950
Lin	1,365,450	Nil	1,365,450	2,389,000	Nil	2,389,000
Seigle	5,032,963	5,000	5,037,963	4,843,500	"	4,843,500
Maïs	121,000	860,538	981,538	569,400	936,048	1,505,448
Sarrasin	Nil	109,962	109,962	Nil	15,191	15,191
Grains mélangés	141,000	1,250	142,250	502,250	Nil	502,250
Totaux, tous grains	**436,068,453**	**4,383,353**	**440,451,806**	**352,545,150**	**3,207,533**	**355,752,683**

10.—Expéditions de grains par eau, de Fort William et de Port Arthur, campagnes terminées le 31 juillet 1940 et 1941

Grain		1940			1941		
		A des ports canadiens	A des ports américains	Expéditions totales	A des ports canadiens	A des ports américains	Expéditions totales
Blé	boiss.	146,915,616[1]	79,450,195	226,365,811	168,091,822	49,347,181	217,439,003
Avoine	"	10,506,052	8,124,441	18,630,493	6,936,091	6,082,554	13,018,645
Orge	"	8,867,036	6,579,598	15,446,634	8,509,167	1,462,693	9,971,860
Graine de lin	"	678,066	Nil	678,066	1,557,668	55,130	1,612,798
Seigle	"	1,553,771	3,719,180	5,272,951	992,314	3,304,947	4,297,261
Totaux, grains	"	**168,520,541**	**97,873,414**	**266,393,955**	**186,087,062**	**60,252,505**	**246,339,567**
Criblures	tonnes	31,082	72,414	103,496	30,088	31,961	65,182[2]
Provende mélangée (gruau d'avoine)	"	360	Nil	360	500	Nil	500
Malt d'orge	lb	16,818,220	"	16,818,220	14,973,980	"	14,973,980

[1] Y compris 112,470 boisseaux de blé exportés directement en Europe et 97,778 boisseaux coulés en cours de route. [2] Y compris 3,134 tonnes perdues dans un accident en route pour Chicago.

11.—Expéditions de grains par eau et par rail, de Fort William et de Port Arthur, campagnes terminées le 31 juillet 1940 et 1941

Grain	1940			1941		
	Navires	Voies ferrées	Totaux	Navires	Voies ferrées	Totaux
	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.
Blé—						
N° 1 dur	10,784,600	5,220	10,789,820	1,445,182	2,453	1,457,635
N° 1 Nord	120,263,798	1,403	120,265,201	129,190,701	56,080	129,246,781
N° 2 Nord	55,130,981	62,488	55,193,469	52,966,085	194,340	53,160,425
N° 3 Nord	13,857,921	58,041	13,915,962	12,895,869	299,350	13,195,219
N° 4	4,252,046	55,005	4,307,051	3,769,219	320,447	4,089,666
Autres qualités	22,392,245	386,492	22,778,737	17,145,196	1,295,938	18,441,134
Totaux, blé	**226,681,591**	**568,649**	**227,250,240**	**217,422,252**	**2,168,608**	**219,590,860**
Autres grains—						
Avoine	18,620,833	5,768,962	24,389,795	12,993,315	8,571,906	21,565,221
Orge	15,456,603	1,699,854	17,155,457	9,947,797	2,989,129	12,936,926
Graine de lin	665,621	198,308	863,929	1,580,472	442,630	2,023,102
Seigle	5,397,728	31,087	5,428,815	4,253,263	99,204	4,352,470
Grains mélangés[1]	53,808	94,518	148,326	67,091	115,870	182,961
Totaux, autres grains	**40,194,593**	**7,792,729**	**47,987,322**	**246,264,190**	**14,387,350**	**260,651,540**

[1] En boisseaux de 50 livres.

12.—Manutention du grain canadien aux élévateurs de l'Est, campagnes terminées le 31 juillet 1930-41

NOTA.—Pour campagnes 1922 à 1929, voir page 635 de l'Annuaire de 1931.

Item et année	Blé	Avoine	Orge	Lin	Seigle	Tous grains
	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.	boiss.
Arrivages et report—						
1930	132,356,863	15,932,469	8,381,291	658,303	3,226,137	160,555,063
1931	178,120,479	20,874,442	37,555,371	1,710,059	6,226,473	244,486,824
1932	151,395,023	17,063,934	17,109,737	1,012,939	15,210,866	201,792,499
1933	233,419,639	17,367,890	7,797,343	1,116,223	3,921,887	263,622,982
1934[1]	164,248,854	17,949,649	7,496,255	631,973	837,076	191,163,807
1935[1]	116,415,429	10,851,457	10,045,694	485,990	933,244	138,731,814
1936[1]	164,427,961	20,967,752	14,403,239	582,309	2,033,088	202,414,349
1937[1]	161,828,565	12,273,485	6,247,592	586,734	2,444,583	183,380,959
1938[1]	118,582,130	7,496,487	27,610,593	482,529	1,400,923	155,572,662
1939[1]	224,541,409	16,024,099	24,845,946	547,082	891,751	266,850,287
1940[1]	240,412,659	15,204,169	14,340,137	666,436	2,163,482	272,787,063
1941[1]	294,736,497	7,958,781	8,937,925	2,206,498	906,154	314,745,855
Expéditions—						
1930	111,077,966	13,372,999	6,734,676	657,101	1,654,237	133,496,979
1931	163,730,581	19,086,592	36,485,055	1,693,439	4,378,874	225,374,541
1932	133,610,498	15,706,287	16,807,097	974,649	13,738,895	180,837,426
1933	200,254,656	15,662,256	6,929,791	1,027,504	2,836,333	226,710,540
1934	166,952,408	16,824,993	6,325,712	720,692	1,204,467	192,028,272
1935	105,273,843	13,027,608	11,047,771	485,990	1,306,106	131,141,318
1936	184,120,242	19,563,798	14,652,637	582,309	2,103,700	221,022,686
1937	178,492,948	13,159,516	6,724,438	586,734	2,811,294	201,774,930
1938	119,884,101	7,358,685	27,090,701	482,529	1,180,127	155,996,143
1939	188,113,064	13,763,219	24,626,489	547,083	1,045,658	228,095,513
1940	221,558,877	17,360,438	14,784,608	613,212	1,927,316	256,244,451
1941	289,226,546	8,319,274	9,358,776	2,212,699	1,048,997	310,166,292

[1] Arrivages seulement.

La minoterie.—En 1940 il y a 279 minoteries (grandes meuneries) au Canada comparativement à 303 en 1939. Il y avait en outre, en 1940, 748 moulanges ou petites meuneries régionales. La capacité des minoteries en barils par jour est de 96,868 en 1940 et de 101,454 en 1939. Les statistiques du personnel, des installations de force motrice, de la valeur des produits, etc., en 1939, sont contenues dans le tableau **9** du chapitre des manufactures, p. 374.

Section 3.—Marchandage du bétail et des produits animaux*

La valeur estimative du bétail de boucherie vendu au Canada en 1940 est de $194,913,000. De plus, la production de laine est évaluée à $2,696,000; la valeur fermière de la production laitière, à $164,132,000; et la valeur fermière des produits de basse-cour, à $61,816,000. Le bétail est un élément important du revenu agricole au Canada. Il fournit de plus la matière première à l'importante industrie des abattoirs et salaisons. Depuis la première guerre mondiale, c'est l'une des premières industries manufacturières du pays.

Ventes de bestiaux en 1940.—Le nombre de bestiaux de toutes catégories vendus au Canada en 1940 accuse une augmentation sur 1939. Le nombre de bêtes à cornes vendues est de 1,209,964 en 1940 et 1,183,305 en 1939; de veaux, 818,670 et 795,402; de porcs, 5,456,844 et 3,706,179; et de moutons et agneaux, 772,241 et 753,062 respectivement.

Le mouvement interprovincial et les exportations de porcs en 1940 accusent une très forte augmentation sur 1939. Pour ce qui est des autres catégories, les changements sont infimes. Les expéditions totales en 1940 (avec chiffres comparatifs de 1939 entre parenthèses) sont les suivants: bêtes à cornes, 542,159 (546,272); veaux, 297,181 (287,210); porcs, 1,156,127 (697,883); et moutons, 254,670 (254,931).

* Revisé par la Branche de l'Agriculture, Bureau Fédéral de la Statistique. Pour plus amples détails, voir: Annuaire du Canada, 1922-23, pp. 610-611; "*Statistique du bétail et des produits animaux*", publiée tous les ans par le Bureau Fédéral de la Statistique, ainsi que la Revue annuelle du marché, publiée par la Branche du Bétail, Ministère de l'Agriculture. Les statistiques du bétail et des volailles sont données aux pp. 208-213 du présent volume.

13.—Bétail sur pied vendu dans les parcs à bestiaux, aux salaisons et directement pour exportation, par province, 1940

Bétail sur pied	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Bêtes à cornes—								
Aux parcs à bestiaux	1,348	46,804	285,694	125,149	176,343	162,990	14,077	812,405
Aux salaisons	6,776	20,508	131,055	38,938	31,475	68,803	20,001	317,556
Pour l'exportation	3,423	3,712	39,456	976	4,881	26,030	1,525	80,003
Totaux, bovins	**11,547**	**71,024**	**456,205**	**165,063**	**212,699**	**257,823**	**35,603**	**1,209,964**
Veaux—								
Aux parcs à bestiaux	20,025	136,182	182,806	54,938	66,170	34,576	732	495,429
Aux salaisons	10,142	60,128	103,158	56,053	16,520	68,632	1,419	316,052
Pour l'exportation	1,288	187	4,346	9	810	531	18	7,189
Totaux, veaux	**31,455**	**196,497**	**290,310**	**111,000**	**83,500**	**103,739**	**2,169**	**818,670**
Porcs—								
Aux parcs à bestiaux	2,127	117,975	141,835	80,750	109,353	141,653	Nil	593,693
Aux salaisons	80,287	406,523	2,049,605	430,039	539,585	1,343,729	6,165	4,855,933
Pour l'exportation	7,200	Nil	16	Nil	Nil	Nil	2	7,218
Totaux, porcs	**89,614**	**524,498**	**2,191,456**	**510,789**	**648,938**	**1,485,382**	**6,167**	**5,456,844**
Moutons—								
Aux parcs à bestiaux	5,973	88,099	122,318	28,570	58,723	61,977	3,651	369,311
Aux salaisons	9,094	34,815	102,044	69,941	21,433	130,672	32,373	400,372
Pour l'exportation	305	2	2,123	Nil	Nil	32	96	2,558
Totaux, moutons	**15,372**	**122,916**	**226,485**	**98,511**	**80,156**	**192,681**	**36,120**	**772,241**
Bovins achetés pour l'engrais	21	1,864	128,750	20,937	6,172	36,474	2,647	196,865

Le tableau **14** donne les statistiques relatives à la classification des animaux écoulés par les parcs en 1940 et les livraisons directes aux salaisons. Depuis quelques années, il devient de plus en plus en usage de classifier une proportion plus forte de porcs en carcasse après avoir été habillés à la salaison jusqu'à ce que finalement à la fin de septembre 1940 la classification sur pied soit abandonnée. En conséquence, les chiffres des porcs classifiés sur pied sont pour neuf mois seulement.

14.—Classification du bétail vendu dans les parcs à bestiaux et aux salaisons, par province, 1940

Bétail	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Totaux
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Bêtes à cornes—								
Bouvillons, jusqu'à 1,050 lb—								
De choix	13	31	47	1,836	3,266	6,270	430	11,893
Bons	851	877	22,952	8,982	11,255	20,034	6,793	71,744
Moyens	563	2,183	35,146	5,314	9,808	13,133	4,088	70,235
Communs	866	2,268	18,650	1,917	5,184	7,538	406	36,829
Bouvillons, plus de 1,050 lb—								
De choix	4	16	13,529	1,459	2,278	2,679	169	20,134
Bons	23	1,292	22,043	2,994	4,774	6,789	2,616	40,531
Moyens	80	832	15,034	820	1,346	3,628	1,570	23,310
Communs	35	540	4,032	228	385	761	121	6,102
Génisses—								
De choix	33	18	104	2,272	2,811	3,094	55	8,387
Bonnes	341	632	22,253	8,186	10,072	13,781	2,288	57,553
Moyennes	351	1,275	34,288	7,724	11,562	16,017	2,761	73,978
Communes	910	3,234	24,605	3,361	6,119	10,407	396	49,032
Veaux engraissés—								
De choix	3	48	10,735	3,817	3,155	5,768	Nil	23,526
Bons	11	18	14,875	6,559	6,313	6,897	103	34,776
Moyens	Nil	73	13,723	9,990	9,249	3,876	30	36,941

14.—Classification du bétail vendu dans les parcs à bestiaux et aux salaisons, par province, 1940—fin

Bétail	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Totaux
Bêtes à cornes—fin	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Vaches—								
Bonnes	316	1,920	26,046	12,136	15,278	19,298	1,989	76,983
Moyennes	90	6,792	25,713	15,472	15,637	16,109	2,732	82,545
Communes	2,207	9,584	26,357	7,178	7,583	9,840	1,680	64,429
A viande et à conserve	742	21,074	42,389	12,320	8,093	8,050	3,086	95,754
Taureaux—								
Bons	73	1,001	7,095	3,182	3,961	4,286	232	19,830
Communs	604	10,844	12,215	3,865	5,103	4,546	889	38,066
Bouvillons de long et de court engraissement—								
Bons	Nil	253	3,996	14,938	23,137	19,598	643	62,565
Communs	2	1,200	12,669	17,321	24,765	12,975	424	69,356
Vaches et génisses d'engraissement—								
Bonnes	Nil	Nil	136	6,917	6,984	5,046	130	19,213
Communes	"	2	87	2,904	3,152	2,318	290	8,753
Vaches en lactation et gestation	6	1,274	7,407	1,205	378	70	13	10,353
Non classées	Nil	31	623	1,190	6,170	8,985	144	17,143
Totaux, bovins	**8,124**	**67,312**	**416,749**	**164,087**	**207,818**	**231,793**	**34,078**	**1,129,961**
Veaux—								
Veaux de lait—								
Bons et de choix	339	13,824	91,865	48,560	30,586	43,651	830	229,655
Communs et moyens	4,199	119,211	182,275	56,964	44,035	56,744	1,320	464,748
D'herbe	25,629	63,275	11,824	5,467	8,069	2,813	1	117,078
Totaux, veaux	**30,167**	**196,310**	**285,964**	**110,991**	**82,690**	**103,208**	**2,151**	**811,481**
Porcs vivants[1]—								
A bacon, de choix	159	44,363	47,888	65,225	36,206	176,420	Nil	370,261
A bacon	524	94,473	97,821	113,932	58,857	283,096	"	648,703
De boucherie	435	25,536	17,387	7,142	10,254	47,697	"	108,451
Lourds	58	3,314	2,735	4,023	4,710	7,116	"	21,956
Extra-lourds	37	1,608	899	3,089	3,631	2,066	"	11,330
Légers et d'engrais	1,242	14,690	6,486	53,869	26,406	12,194	"	114,887
Truies, N° 1	37	433	871	9,171	7,549	3,439	"	21,500
Truies, N° 2	130	3,345	5,598	4,402	3,639	6,492	"	23,606
Non finis	5	169	569	662	477	1,083	"	2,965
Verrats	Nil	120	298	456	346	713	"	1,933
Totaux, porcs vivants	**2,627**	**188,051**	**180,552**	**261,971**	**152,075**	**540,316**	**Nil**	**1,325,592**
Porcs, carcasses—								
"A"	23,382	86,710	585,695	65,085	133,932	257,501	1,421	1,153,726
"B"	42,170	162,287	1,170,408	132,401	267,400	547,869	3,149	2,325,684
"C"	5,895	33,316	98,801	17,743	34,186	82,971	578	273,490
"D"	753	1,372	6,959	969	3,740	4,290	52	18,135
"E"	673	3,534	28,386	2,099	5,336	7,986	90	48,104
Lourds	1,012	4,248	24,621	5,522	11,267	12,729	164	59,563
Extra-lourds	499	1,887	5,358	1,267	3,935	2,616	66	15,628
Légers	3,731	39,904	55,793	19,286	25,703	19,859	524	164,800
Truies	1,672	3,189	34,867	4,446	11,364	9,245	121	64,904
Totaux, carcasses	**79,787**	**336,447**	**2,010,888**	**248,818**	**496,863**	**945,066**	**6,165**	**4,124,034**
Moutons et agneaux—								
Agneaux—								
Bons poids, commodes	5,955	59,936	162,365	77,901	42,984	144,108	28,316	521,565
Lourds, bons	118	1,232	5,038	3,175	17,302	4,698	37	31,600
Communs, tous poids	5,362	13,973	19,120	9,501	7,845	19,842	1,480	77,123
Béliers	1,401	30,380	12,859	1,186	1,025	1,200	8	48,059
Moutons—								
Lourds, bons	96	836	3,152	1,282	691	2,461	2,284	10,802
Bons poids, commodes	984	7,952	11,195	1,967	2,258	12,176	3,083	39,615
Communs	1,151	8,387	10,628	3,146	1,468	3,444	816	29,040
Non classés	Nil	218	5	353	6,583	4,720	Nil	11,879
Totaux, moutons et agneaux	**15,067**	**122,914**	**224,362**	**98,511**	**80,156**	**192,649**	**36,024**	**769,683**

[1] Les chiffres sont pour neuf mois seulement; voir texte précédant immédiatement ce tableau.

Abattoirs et salaisons.—La croissance de cette industrie a été marquée par la concentration d'une grande partie de la production dans un nombre relativement petit de gros établissements, ce qui a facilité l'utilisation des sous-produits et permis une exploitation plus efficace. Le nombre d'établissements a fortement augmenté depuis 1930, alors qu'on n'en comptait que 76. En 1931, il y en avait déjà 147 par suite de l'addition de bouchers en gros exploitant leurs propres abattoirs. L'addition de ces petites unités n'a pas modifié sensiblement la valeur de la production de l'industrie, laquelle passe de $3,799,552 en 1870 à $7,132,831 en 1890 et $22,217,984 en 1900. Au cours des dix années suivantes cette valeur fait plus que doubler. Elle atteint $48,527,076 en 1910 et $240,544,618 en 1920 (le plus haut chiffre de l'histoire de cette industrie). En 1940, la production est évaluée à $228,500,487 comparativement à $185,196,133 en 1939. Les principales statistiques concernant cette industrie en 1939 paraissent au chapitre XIV, tableau 9, pp. 374–375. Les abatages déclarés par les divers établissements en 1940 sont les suivants: bêtes à cornes, 935,920; veaux, 717,835; moutons et agneaux, 763,044; porcs, 5,531,051.

Les maisons qui apprêtent les viandes pour l'exportation sont sujettes à la loi des viandes et des conserves alimentaires. Elles comprennent à peu près toutes les principales salaisons mais non les bouchers en gros ci-dessus mentionnés ajoutés à l'industrie des abattoirs et salaisons, ni les bouchers en détail qui font de l'abatage et les fermiers qui en font pour leur propre consommation et la vente locale. En 1940, les abatages inspectés représentent les proportions suivantes du total estimatif: bêtes à cornes, 77·1 p.c.; veaux, 64·2 p.c.; moutons et agneaux, 59·7 p.c.; et porcs, 77·5 p.c.

15.—Bétail abattu dans les abattoirs canadiens inspectés, par mois, 1939 et 1940

Mois	1939				1940			
	Bêtes à cornes	Veaux	Moutons	Porcs	Bêtes à cornes	Veaux	Moutons	Porcs
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Janvier	69,851	3,950	42,251	262,701	72,954	30,128	47,729	383,925
Février	54,718	31,591	37,225	244,987	60,066	33,919	36,467	383,325
Mars	66,902	61,885	39,151	299,250	63,928	51,097	36,822	377,925
Avril	57,486	77,677	30,739	259,022	71,702	96,025	29,113	407,831
Mai	72,583	101,682	30,221	280,807	71,553	94,950	23,848	446,441
Juin	66,335	74,205	47,069	220,141	61,464	74,527	36,383	319,361
Juillet	74,525	62,458	61,911	217,293	65,552	73,103	60,370	335,834
Août	74,433	57,241	88,363	267,510	75,362	56,601	79,864	364,065
Septembre	84,380	51,645	104,183	269,571	78,309	52,900	90,188	447,347
Octobre	98,718	53,620	159,843	425,406	99,488	57,463	153,022	631,835
Novembre	98,098	44,056	96,010	473,201	99,263	51,193	118,768	697,058
Décembre	65,631	31,107	46,862	403,756	71,278	32,012	52,591	662,136
Totaux	**873,660**	**679,117**	**783,828**	**3,623,645**	**890,919**	**703,918**	**765,165**	**5,457,083**

Consommation de produits animaux.—La consommation de produits animaux comme la viande, le beurre et les œufs est généralement plus prononcée chez les gens dont le degré d'aisance est élevé. Au Canada la consommation par bouche de bœuf, de porc, de beurre et d'œufs est relativement élevée, tandis que celle de mouton, d'agneau et de fromage est basse. La consommation par bouche de ces produits n'a pas été atteinte par la dépression autant qu'on aurait pu le prévoir. Les changements dans la consommation par bouche des divers produits animaux surviennent comme un résultat des changements de prix. Les prix, à leur tour, dépendent de la surproduction ou de la sous-production, fait particulièrement

remarquable pour les produits du porc et des bêtes à cornes. Le bœuf et le porc se disputent la suprématie quant à la quantité consommée, qui varie selon le rapport des prix entre eux.

Les statistiques sur la consommation de viande ont été revisées en remontant jusqu'à 1920. Les données revisées pour les années 1935-40 sont contenues dans le tableau **16** qui comprend aussi les chiffres sur le saindoux. Les données des années 1920-34 paraissent dans la "Statistique du bétail et des produits animaux, 1940". Les nouveaux chiffres sont fondés sur les estimations revisées des animaux abattus. Les données fondamentales de ces nouvelles estimations sont les chiffres de recensement pour 1920 et 1930, et la production des années intermédiaires a été calculée d'après d'autres données connues telles que les abatages et les livraisons rapprochées des chiffres de recensement. Les statistiques de la consommation globale et per capita de beurre et de fromage, données auparavant au tableau ci-dessous, paraissent maintenant au tableau **24** du chapitre de l'Agriculture, p. 221, et celles de la consommation de volaille et d'œufs, au tableau **16**, p. 212.

16.—Production, importations, exportations et consommation globale et per capita[1] de viande et de saindoux au Canada, 1935-40

Item		1935	1936	1937	1938	1939	1940
Bœuf—							
Abattu au Canada	'000	1,158	1,272	1,307	1,165	1,139	1,155
Habillé, poids estimatif	'000 lb	571,805	621,959	615,597	567,501	553,457	560,321
En mains, le 1er janvier	"	22,858	21,976	23,947	25,302	19,337	29,640
Importations[2]	"	11,550	12,179	11,787	10,413	15,161	10,776
	"	606,213	656,114	651,331	603,216	587,955	600,737
Exportations	"	13,513[3]	12,416	17,265	5,692	4,352	3,703
	"	592,700[3]	643,698	634,066	597,524	583,603	597,034
En mains, le 31 décembre	"	21,976	23,947	25,302	19,337	29,640	21,743
CONSOMMATION TOTALE	"	570,724[3]	619,751	608,764	578,187	553,963	575,291
Consommation per capita	lb	52·2[3]	56·2	54·7	51·6	40·0	50·4
Veau—							
Abattu au Canada	'000	1,060	1,116	1,267	1,213	1,207	1,096
Habillé, poids estimatif	'000 lb	121,946	131,712	144,484	133,452	136,425	123,814
En mains, le 1er janvier	"	2,538	2,860	4,505	3,206	4,153	4,201
Importations	"	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
	"	124,484	134,572	148,989	136,658	140,578	128,015
Exportations	"	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
	"	124,484	134,572	148,989	136,658	140,578	128,015
En mains, le 31 décembre	"	2,860	4,505	3,206	4,153	4,201	3,978
CONSOMMATION TOTALE	"	121,624	130,067	145,783	132,505	136,677	124,037
Consommation per capita	lb	11·1	11·8	13·1	11·8	12·1	10·9
Porc—							
Abattu au Canada	'000	4,531	5,214	5,517	4,920	5,422	7,043
Habillé, poids estimatif[5]	'000 lb	637,455	726,762	756,947	699,075	774,219	976,836
En mains, le 1er janvier	"	28,117	30,335	49,604	37,261	27,237	44,880
Importations	"	430	2,877	2,069	5,564	26,647	37,155
	"	666,002	759,974	808,619	741,900	828,103	1,058,871
Exportations	"	132,435	174,493	219,142	178,494	194,992	353,309
	"	533,567	585,481	589,477	563,406	633,111	705,562
En mains, le 31 décembre	"	30,335	49,604	37,261	27,237	44,880	61,517
CONSOMMATION TOTALE	"	503,232	535,877	552,216	536,169	588,231	644,045
Consommation per capita	lb	46·0	48·6	50·0	47·8	52·0	56·4

[1] Pour les estimations de la population sur laquelle sont basés ces chiffres, voir p. 100. [2] Estimées en partie. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [4] Non déclarées. [5] A l'exception du saindoux.

16.—Production, importations, exportations et consommation globale et per capita[1] de viande et de saindoux au Canada, 1935-40—fin

Item		1935	1936	1937	1938	1939	1940
Mouton et agneau—							
Abattus au Canada	'000	1,573	1,548	1,519	1,505	1,475	1,282
Habillés, poids estimatif	'000 lb	66,083	66,543	63,802	64,711	64,896	56,408
En mains, le 1er janvier	"	7,480	5,578	7,197	5,277	5,420	6,356
Importations	"	83	19	40	402	1,566	921
	"	73,646	72,140	71,039	70,390	71,882	63,685
Exportations	"	316	232	284	203	205	183
	"	73,330	71,908	70,755	70,187	71,677	63,502
En mains, le 31 décembre	"	5,578	7,197	5,277	5,420	6,356	5,456
CONSOMMATION TOTALE	"	67,752	64,711	65,478	64,767	65,321	58,046
Consommation per capita	lb	6·2	5·9	5·9	5·8	5·8	5·1
Résumé de la consommation per capita, toutes viandes—							
Bœuf	lb	52·2[2]	56·2	54·7	51·6	49·0	50·4
Veau	"	11·1	11·8	13·1	11·8	12·1	10·9
Porc	"	46·0	48·6	50·0	47·8	52·0	56·4
Mouton et agneau	"	6·2	5·9	5·9	5·8	5·8	5·1
Consommation totale per capita	**lb**	**115·5[2]**	**122·5**	**123·7**	**117·0**	**118·9**	**122·8**
Saindoux—							
En mains, le 1er janvier	'000 lb	2,743	3,437	2,332	2,301	2,609	4,134
Production estimative	"	63,881	75,596	72,826	65,923	74,819	86,626
Importations	"	3	1	27	64	187	2
	"	66,627	79,034	75,185	68,288	77,615	90,762
Exportations	"	13,772	29,284	30,099	16,767	7,503	2,690
	"	52,855	49,750	45,086	51,521	70,112	88,072
En mains, le 31 décembre	"	3,437	2,332	2,301	2,609	4,134	4,903
CONSOMMATION TOTALE	"	49,418	47,418	42,785	48,912	65,978	83,169
Consommation per capita	lb	4·5	4·3	3·8	4·4	5·8	7·3

[1] Pour les estimations de la population sur laquelle sont basés ces chiffres, voir p. 100. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Exportations et importations de bétail et de produits animaux.—Le tableau **17** du chapitre sur le commerce extérieur, pp. 496–499, donne les exportations de bétail et de produits animaux au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et à tous pays, les quatre années civiles 1937–40; le tableau **16**, pp. 478–481, donne les importations.

Section 4.—Entrepôts frigorifiques

Congélation des produits alimentaires.—En vertu de la loi sur les entrepôts frigorifiques de 1907 (6-7 Edouard VII, chapitre 6, refondue dans les Statuts Revisés, 1927, c. 25), le Gouvernement fédéral accorde des subventions pour encourager la construction et l'aménagement d'entrepôts frigorifiques accessibles au public, la loi et les règlements qui en découlent étant appliqués par le Ministère de l'Agriculture.

17.—Entrepôts frigorifiques au Canada, par province, 1941

NOTA.—Les chiffres de ce tableau, qui n'englobent pas les crémeries avec réfrigération mécanique, sont fournis par J. F. Singleton, directeur adjoint du Service des Marchés, Produits Laitiers et Entreposage Frigorifique, Ministère fédéral de l'Agriculture.

Province	Entrepôts subventionnés				Tous entrepôts	
	Nombre	Capacité	Coût	Subvention totale	Nombre	Capacité
		pds cu.	$	$		pds cu.
Ile du Prince-Edouard	5	261,246	130,673	38,746	9	321,342
Nouvelle-Ecosse	12	2,424,740	2,803,995	831,918	21	3,113,383
Nouveau-Brunswick	4	1,032,495	374,648	112,396	24	1,290,401
Québec	9	401,105	366,287	109,886	65	11,399,491
Ontario	32	4,591,633	2,267,800	674,316	127	17,326,534
Manitoba	2	777,500	634,987	190,496	37	6,036,703
Saskatchewan	4	441,868	268,707	80,612	21	1,883,563
Alberta	2	315,339	242,000	72,600	16	4,128,574
Colombie Britannique	31	7,867,560	2,815,930	844,779	86	13,053,443
Yukon	Nil	–	–	–	1	44,900
Totaux	**101**	**18,113,486**	**9,905,027**	**2,955,749**	**407**	**58,598,534**

Stocks des entrepôts frigorifiques.—Les statistiques des stocks alimentaires dans les entrepôts frigorifiques, les entrepôts de gros et les fabriques laitières au Canada sont colligées et publiées mensuellement par la Branche de l'Agriculture du Bureau Fédéral de la Statistique. Un résumé des rapports sur les entrepôts frigorifiques est publié annuellement, donnant les chiffres définitifs sur les stocks ainsi que des mesures statistiques et des graphiques. Les denrées alimentaires en question sont: (1) produits laitiers et de basse-cour; (2) viande et saindoux; (3) poisson; et (4) fruits et légumes. Les données relatives à (2) sont aussi comprises dans le rapport sur la "Statistique du Bétail et des Produits Animaux", publié annuellement. Un rapport spécial publié en 1940 donne les stocks des produits les plus importants en mains le 1er de chaque mois, de 1920 à 1939, inclusivement.

18.—Stocks d'aliments canadiens dans les entrepôts frigorifiques, les autres entrepôts et les fabriques laitières, 1939 et 1940

Année et denrée		Au 1er janvier	Minimum de l'année	Date du minimum	Maximum de l'année	Date du maximum	Moyenne, 12 mois
1940							
Beurre (de crémerie et de ferme)	'000 lb	41,001	10,359	1er mai	58,416	1er oct.	35,917
Fromage (de fabrique)	"	25,726	13,490	1er avril	33,347	1er oct.	24,995
Lait entier évaporé	"	12,651	8,683	1er mars	29,134	1er sept.	17,593
Poudre de lait écrémé[1]	"	3,349	2,304	1er juin	4,411	1er sept.	3,329
Œufs—							
En coquille	'000 doz.	1,426	1,094	1er déc.	9,780	1er août	5,080
Gelés	'000 lb	3,745	2,997	1er avril	7,450	1er août	5,139
Volaille (habillée)	"	15,170	2,921	1er nov.	15,170	1er janv.	7,503
Porc—							
Frais	"	4,662	4,115	1er juill.	7,452	1er nov.	5,433
Gelé	"	16,123	6,370	1er oct.	45,654	1er juin	24,227
Salé ou en salaison	"	23,255	18,991	1er avril	31,210	1er déc.	23,517
Saindoux	"	4,134	2,280	1er oct.	4,736	1er juill.	3,717
Bœuf—							
Frais	"	6,939	5,759	1er juill.	8,491	1er déc.	7,063
Gelé	"	22,199	5,298	1er oct.	22,199	1er janv.	13,033
Salé ou en salaison	"	486	199	1er nov.	854	1er juin	550
Veau	"	4,201	1,625	1er avril	5,325	1er déc.	3,662
Mouton et agneau	"	6,349	910	1er août	6,349	1er janv.	3,307
Poisson—							
Gelé frais	"	29,058	12,074	1er mai	37,198	1er nov.	24,709
Gelé fumé	"	2,408	1,712	1er mars	2,408	1er janv.	2,127
Fruits—							
Pommes (fraîches)	'000 boiss.	6,018	7	1er juill.	7,578	1er nov.	2,440
Fruits gelés	'000 lb	6,121	3,160	1er juin	11,318	1er oct.	6,893
Dans l'anhydride sulfureux	"	6,082	3,342	1er juin	9,218	1er déc.	6,788
Pommes de terre	tonnes	301,989	1,642	1er août	311,620	1er nov.	126,859

[1] Détenu par ou pour les manufacturiers.

18.—Stocks d'aliments canadiens dans les entrepôts frigorifiques, les autres entrepôts et les fabriques laitières, 1939 et 1940—fin

Année et denrée		Au 1er janvier	Minimum de l'année	Date du minimum	Maximum de l'année	Date du maximum	Moyenne, 12 mois
1941							
Beurre (de crémerie et de ferme)	'000 lb	33,735	9,686	1er mai	68,051	1er oct.	37,747
Fromage (de fabrique)	"	24,629	14,892	1er avril	68,051	1er nov.	37,747
Lait entier évaporé[1]	"	11,765	4,122	1er avril	27,145	1er oct.	14,663
Poudre de lait écrémé[1]	"	3,048	1,422	1er mai	3,524	1er août	2,268
Œufs—							
En coquille	'000 doz.	761	761	1er janv.	12,087	1er sept.	5,677
Gelés	'000 lb	4,441	3,795	1er mars	6,750	1er août	5,330
Volaille (habillée)	"	12,321	2,842	1er sept.	12,321	1er janv.	6,893
Porc—							
Frais	"	5,694	4,515	1er sept.	8,336	1er nov.	5,977
Gelé	"	30,819	8,988	1er oct.	45,331	1er mars	35,975
Salé ou en salaison	"	23,634	20,962	1er sept.	32,724	1er nov.	25,112
Saindoux	"	4,840	2,851	1er oct.	9,022	1er juin	5,893
Bœuf—							
Frais	"	6,252	6,252	1er janv.	10,339	1er déc.	7,797
Gelé	"	15,223	6,128	1er août	24,139	1er déc.	10,906
Salé ou en salaison	"	305	305	1er janv.	597	1er juin	478
Veau	"	4,004	1,787	1er avril	7,916	1er dec.	4,501
Mouton et agneau	"	5,398	839	1er juill.	7,351	1er déc.	3,153
Poisson—							
Gelé frais	"	31,300	17,677	1er mai	35,839	1er nov.	27,271
Gelé fumé	"	1,882	1,303	1er mars	3,881	1er sept.	2,536
Fruits—							
Pommes (fraîches)	'000 boiss.	4,956	21	1er août	5,204	1er nov.	2,037
Fruits gelés	'000 lb	8,249	3,926	1er juin	11,596	1er oct.	7,896
Dans l'anhydride sulfureux	"	9,008	3,546	1er juin	12,900	1er août	8,544
Pommes de terre	tonnes	224,428	2,997	1er sept.	251,966	1er nov.	107,218

[1] Détenu par ou pour les manufacturiers.

Section 5.—Etablissements de commerce et de service*

Un relevé détaillé des opérations des établissements de commerce et de service a été entrepris pour la première fois en conjonction avec le septième recensement décennal du Canada en 1931. Ce relevé couvre non seulement les opérations des établissements de commerce de gros et détail en 1930, mais aussi celles des établissements de service, y compris les hôtels. En plus, les informations nécessaires ont été colligées pour montrer de quelle manière s'écoulent les marchandises fabriquées au Canada (succursales de gros des manufacturiers, autres marchands de gros, marchands de détails, consommateurs industriels, exportations, etc.) et dans quelle proportion chaque canal sert à l'écoulement de la production totale. Les chiffres de ce recensement ont paru dans une série de bulletins et dans les volumes X et XI du recensement de 1931. Un autre recensement compréhensif des établissements de commerce et de service, semblable à celui de 1931 et portant sur 1941, a lieu actuellement. Les résultats, quand ils seront connus, indiqueront les changements produits dans la structure du commerce au Canada ces dix dernières années.

Statistiques annuelles.—Le recensement des établissements de commerce et de service en 1931 a été le point de départ d'un relevé annuel du commerce de gros et de détail basé sur les rapports des principaux établissements de chaque genre. Dans le cas du commerce de gros, le relevé annuel ne porte que sur les véritables marchands de gros et les rapports sont fournis par les firmes qui avaient un volume de ventes de $100,000 ou plus en 1930 ainsi que par les firmes d'importance similaire qui opèrent depuis 1930. Le relevé du commerce de détail est basé sur les rapports de tous les magasins en chaîne et des magasins indépendants ayant un chiffre d'af-

* Par Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Pour liste des publications de cette branche, voir chapitre XXVIII, section 1, sous l'entête: Commerce Intérieur.

faires de $20,000 ou plus. Les magasins indépendants nouvellement établis fournissent aussi des rapports. Bien que les chiffres annuels du commerce ne soient pas basés sur un relevé aussi complet que celui fait conjointement avec le recensement décennal, ils donnent cependant la meilleure indication possible des récentes tendances du commerce vu qu'ils couvrent plus des deux tiers du chiffre d'affaires.

Statistiques mensuelles.—Des indices mensuels des ventes au détail, basés sur les rapports des magasins à rayons, des magasins en chaîne et d'un échantillon représentatif des maisons indépendantes, existent maintenant pour toute la période écoulée depuis janvier 1929. La sous-section 2 de cette section contient une description de ces indices. Des indices mensuels du commerce de gros existent aussi, bien que depuis moins longtemps, soit pour la période commençant en janvier 1935.

Sous-section 1.—Magasins de gros

Sous cet en-tête il y a aux pages 682–684 de l'Annuaire de 1934–35 un résumé du commerce de gros tel que tiré du recensement des établissements de commerce et de service. Des statistiques sur tout commerce autre que le commerce de détail, par province et type de distributeur, en 1930, sont aussi données sous forme de tableaux. Ce sont les dernières données disponibles sur cette base.

Commerce de gros par province, 1930.—Le tableau **19**, qui donne, par province, des chiffres sur tous les établissements de gros, couvre les maisons de gros régulières, les agents, les courtiers, les succursales de vente des manufacturiers et autres agences spécialisées dans le commerce de gros. Les grossistes proprement dits comprennent seulement les maisons de gros régulières, telles que marchands de gros, importateurs et exportateurs. Environ un tiers du commerce annuel de gros au Canada est effectué par les grossistes proprement dits. La concentration du commerce du grain à Winnipeg entraîne un chiffre d'affaires exceptionnellement élevé pour les agents et courtiers du Manitoba. La proportion de cette province est très inférieure à la moyenne du Dominion.

19.—Commerce de gros (tout commerce autre que le détail), par province, 1930

Province	Population, 1931	Tous établissements de gros					Grossistes proprement dits	
		Etablissements	Employés	Salaires et gages	Ventes nettes (1930)	Stocks en main à la fin de l'année (prix coûtant)	Etablissements	Ventes nettes (1930)
	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$	nomb.	$
Ile du Pr.-Ed.	88,038	61	313	354,600	13,533,300	1,108,700	28	5,455,000
Nouv.-Ecosse	512,847	420	2,522	3,503,800	71,616,200	7,298,900	217	39,498,500
N.-Brunswick	408,219	388	2,825	3,989,300	72,839,900	8,194,200	165	30,156,900
Québec	2,874,255	2,932	26,171	41,958,100	904,795,500	82,285,800	1,479	355,618,100
Ontario	3,431,683	3,938	31,155	51,094,700	1,013,767,400	94,487,200	2,004	387,550,300
Manitoba	700,139	1,307	9,362	15,490,600	669,076,000	28,561,500	349	79,393,100
Saskatchewan	921,785	1,659	5,441	8,393,300	137,112,000	24,209,300	178	52,114,100
Alberta	731,605	1,306	5,756	9,738,200	189,569,900	23,560,400	248	64,091,200
Col. Britannique	694,263	1,129	7,019	11,824,000	252,900,100	27,515,100	440	97,442,000
Totaux	**10,362,833**	**13,140**	**90,564**	**146,346,600**	**3,325,210,300**	**297,221,100**	**5,108**	**1,111,319,200**

Commerce de gros par ville.—Des données sur le commerce de gros dans les villes de 20,000 âmes ou plus paraissent à la page 633 de l'Annuaire de 1939. Ce sont les derniers renseignements tant que les chiffres provenant du recensement décennal de 1941 ne seront pas connus pour 1940.

Statistiques annuelles du commerce de gros.—En établissant un indice annuel des ventes en gros, le but principal a été d'obtenir la mesure la plus représentative du commerce de gros et particulièrement des affaires avant le stage du détail. Cet indice annuel est confiné aux grossistes proprement dits que sont surtout des marchands de gros, importateurs, exportateurs et distributeurs de machinerie—sont exclus les distributeurs tels que les agents et courtiers, les succursales de ventes des manufacturiers et les autres types de distributeurs spécialisés. Les indices annuels des ventes, par province et pour les genres d'affaires sélectionnés, ainsi que les ventes en dollars pour 1933, 1938 et 1939, paraissent à la p. 509 de l'Annuaire de 1941. Les chiffres de 1940 ne sont pas connus au moment d'aller sous presse.

Indices mensuels des ventes en gros.*—Le Bureau Fédéral de la Statistique publie depuis 1935 les indices mensuels des ventes en gros de neuf différents genres d'affaires. Ces indices reposent sur les rapports d'un nombre représentatif de maisons. Environ 300 diverses compagnies de gros collaborent présentement à ce service. La base de calcul de ces nombres-indices était autrefois la moyenne des ventes mensuelles de 1930, mais pour rendre ces nombres-indices conformes aux autres séries, ils ont été recalculés récemment d'après la moyenne des ventes mensuelles de la période quinquennale de 1935 à 1939. Comme les indices mensuels sont basés sur un nombre moins grand de ventes que l'indice obtenu dans l'inventaire annuel, on ne peut s'attendre que les résultats soient aussi exacts. Ils donnent toutefois une indication appréciable de la tendance courante du commerce de gros.

Le volume-dollars du commerce de gros, d'après l'indice général des ventes pour les neuf genres d'affaires dont les chiffres sont connus, se maintient à un niveau élevé en 1941, car les ventes de chaque mois sont supérieures à celles de la période correspondante de 1940, tandis que le total annuel augmente de 18 p.c. Les augmentations sur 1940 sont frappantes durant les mois d'été, allant jusqu'à 30 p.c. en juillet. Un rétrécissement de l'écart caractérise les mois d'automne et les ventes de décembre ne dépassent que de 10 p.c. celles de décembre 1940. La diminution relative en décembre est commune à la plupart des genres d'affaires et à toutes les régions, et peut être attribuée, en partie du moins, à la stabilisation des prix par des mesures gouvernementales et au fait que les détaillants ont en conséquence cessé d'acheter à pleine capacité en prévision d'augmentations de prix.

Tous les genres de commerce augmentent leur volume-dollars d'affaires en 1941 en regard de 1940. La quincaillerie en gros est au premier rang par l'augmentation des affaires avec un gain de 25 p.c.; elle est suivie des tissus et nouveautés en gros (gain de 22 p.c.). Les gains des autres genres d'affaires vont de 13 à 18 p.c.

Sous-section 2.—Etablissements de détail et de service†

STATISTIQUES DE RECENSEMENT

Commerce de détail, par province. L'Annuaire de 1934-35, pp. 684-702, contient une revue aussi complète des statistiques des établissements de détail et de service que celle paraissant dans le présent ouvrage et qui est basée sur le recensement des établissements de commerce et de service de 1931. Cette revue analyse en détail ce commerce—ventes nettes, employés, salaires et gages, etc.—par pro-

* Voir "Indices mensuels des ventes de gros" publiés à la fin de chaque mois et que l'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion: prix, $1.00 par an ou 10 cents le numéro.

† Une revue du commerce de détail pour la période de 1923-30 paraît aux pp. 663-665 de l'Annuaire de 1936. Ce résumé est puisé dans un rapport spécial intitulé "Dix ans de commerce de détail" publié sous forme de bulletin en 1935 par la Branche du Commerce Intérieur du Bureau Fédéral de la Statistique.

vince, cité, groupe et genre de commerce et mode d'opération (i.e. magasins indépendants, multiples de deux magasins, multiples de trois magasins, chaînes volontaires et autres, etc.). Comme ces statistiques ne changeront pas d'ici aux résultats du recensement de 1941, il n'a pas été jugé nécessaire de les republier dans la présente édition de l'Annuaire. Toutefois, pour l'information des lecteurs en général, le résumé statistique suivant est reproduit ici.

20.—Commerce des marchandises au détail, par province, 1930

Province	Population, 1931	Etablissements	Employés à temps entier			Ventes nettes	Stocks en main, fin de l'année (prix coûtant)
			Hommes	Femmes	Salaires et gages		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	88,038	851	732	395	874,400	13,773,700	3,359,400
Nouvelle-Ecosse	512,846	6,464	5,415	2,811	7,006,300	99,519,900	18,506,700
Nouveau-Brunswick	408,219	4,434	4,516	2,338	6,224,300	84,371,900	14,806,700
Québec	2,874,255	34,286	45,085	17,815	59,778,200	651,138,500	119,843,700
Ontario	3,431,683	43,045	64,127	30,057	101,636,800	1,099,900,200	177,112,500
Manitoba	700,139	6,859	11,440	6,366	18,945,300	189,243,900	28,254,700
Saskatchewan	921,785	10,841	10,158	2,939	14,170,600	189,181,100	43,153,400
Alberta	731,605	8,592	9,638	3,439	14,947,000	176,537,100	35,800,500
Colombie Britannique	694,263	9,501	14,675	6,513	13,465,100	248,597,500	41,055,300
Yukon et T. du N.-O.	13,953	130	215	9	332,500	3,216,100	1,735,600
Canada	**10,376,786**	**125,003**	**166,001**	**72,682**	**247,370,500**	**2,755,569,900**	**483,627,500**

Commerce de détail dans les villes.—Des données semblables à celles du tableau 20 pour les provinces ont paru à la page 637 de l'Annuaire de 1939 pour les villes de 20,000 habitants ou plus.

STATISTIQUES ANNUELLES

Résumé du commerce de détail.—Comme dans le cas du commerce de gros, les statistiques annuelles du commerce de détail reposent sur le recensement complet couvrant 1930, supplémenté d'un relevé annuel de tous les établissements de détail les plus importants. Ceux-ci réunissent en 1930 plus des deux tiers de la valeur totale des ventes.

Il se dépense 12 p.c. plus d'argent dans les établissements de commerce de détail en 1940 qu'en 1939 et 53 p.c. de plus qu'en 1933. Le volume-dollars des ventes est estimé à $2,736,868,000 pour 1940 contre $2,447,658,000 pour 1939 et un peu moins d'un p.c. des $2,755,569,900 relevés par le recensement complet de 1930. L'augmentation des dépenses des consommateurs révélée par ces chiffres est due en partie à des prix plus élevés et en partie au plus gros volume des ventes. L'indice des prix de détail du Bureau est en moyenne de 5·4 p.c. plus élevé en 1940 qu'en 1939. Bien que les indices des prix de détail et la tendance du volume-dollars des ventes ne soient pas strictement comparables, ils le sont suffisamment pour donner une indication de l'effet des mouvements de prix sur le chiffre d'affaires du détail.

L'augmentation marquée des ventes des magasins de meubles et appareils de ménage, radios, ou appareils et fournitures électriques, constitue un trait caractéristique du commerce de détail de 1940. Les ventes des magasins d'appareils de ménage augmentent de 24 p.c. sur 1939; celles des magasins de radios et instruments de musique, de 23 p.c.; et celles des magasins de meubles, de 20 p.c. Le plus fort pouvoir d'achat des consommateurs et la prévision d'augmentations de prix ont agi ensemble pour produire un stimulant marqué dans ce type de commerce de détail.

Les magasins qui se spécialisent dans la vente des produits alimentaires ont un volume d'affaires d'une valeur d'environ $569,686,000 en 1940, augmentation de 9 p.c. sur 1939. Les ventes des magasins à rayons augmentent de 12 p.c. et le volume-dollars de leurs affaires est estimé à $324,973,000 en 1940. Les magasins de vêtement et lingerie ont augmenté de 13 p.c. entre 1939 et 1940. Les ventes des quincailleries augmentent de 10 p.c. Les ventes au détail de bois et matériaux de construction sont en moyenne de 7 p.c. plus élevées en 1940 qu'en 1939. Les augmentations pour ce type de commerce sont beaucoup plus élevées dans les Provinces des Prairies qu'ailleurs avec des gains moyens de 19 p.c. au Manitoba, 26 p.c. en Saskatchewan et 18 p.c. en Alberta. Les augmentations plus prononcées dans ces provinces reflètent, en partie, la demande de matériaux de construction la dernière partie de l'année. Ces matériaux ont été en demande pour assurer des facilités d'emmagasinage pour cette partie de la récolte de blé de 1941 dont l'écoulement a été différé, conformément à la politique gouvernementale, jusqu'au printemps de 1941.

21.—Ventes totales et indices des ventes du commerce de détail, par province et genre de commerce, 1939 et 1940

NOTA.—Les ventes totales pour 1930, 1933 et 1939 et les indices des ventes de détail pour 1930, 1933 et 1934-39 paraissent aux pp. 512-515 de l'Annuaire de 1941. Les chiffres des années intermédiaires paraissent aux tableaux correspondants d'Annuaires antérieurs à partir de l'édition de 1937.

Province ou groupe et genre d'affaires	Ventes totales			Indices des ventes de détail (1930=100)	
	1939	1940	P.c. de changement en 1939–40	1939	1940
	$'000	$'000			
Ile du Prince-Edouard	11,431	12,018	+ 5·1	83·0	87·3
Nouvelle-Ecosse	98,864	118,660	+20·0	99·3	119·2
Nouveau-Brunswick	74,276	86,399	+16·3	88·0	102·4
Québec	564,537	623,189	+10·4	86·7	95·7
Ontario	1,002,071	1,129,821	+12·7	91·1	102·7
Manitoba	161,835	176,505	+ 9·1	85·5	93·3
Saskatchewan	144,477	162,228	+12·3	76·4	85·8
Alberta	164,211	177,537	+ 8·1	93·0	100·6
Colombie Britannique	223,769	248,333	+11·0	90·0	99·9
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	2,187	2,178	− 0·4	68·0	67·7
Canada	**2,477,658**	**2,736,868**	**+11·8**	**88·8**	**99·3**
Groupe de l'alimentation					
Magasins de produits de boulangerie (boulangeries non comprises)	9,438	9,994	+ 5·9	85·6	90·6
Bonbons et confiseries	38,722	42,722	+10·3	71·5	78·9
Vendeurs de produits laitiers (autres que les laiteries)	37,654	41,032	+ 9·0	101·3	110·4
Fruits et légumes	15,036	15,776	+ 4·9	92·3	96·9
Epiceries et épiceries avec comptoir de viande	351,410	384,093	+ 9·3	86·7	94·7
Boucheries (y compris poisson)	65,590	69,376	+ 5·8	79·0	83·6
Autres magasins d'alimentation	6,296	6,693	+ 6·3	75·2	79·9
Totaux, alimentation	**521,146**	**569,686**	**+ 8·7**	**85·2**	**92·6**
Magasins généraux ruraux	**192,188**	**203,652**	**+ 6·0**	**84·0**	**89·0**
Groupe de la marchandise générale					
Magasins à rayons	289,887	324,973	+12·1	81·6	91·5
Tissus et nouveautés	26,018	29,123	+11·9	82·1	91·9
Magasins généraux	17,095	18,811	+10·0	83·9	92·4
Bazars	57,027	66,780	+17·1	129·0	151·0
Totaux, marchandise générale	**390,027**	**439,687**	**+12·7**	**86·4**	**97·4**

21.—Ventes totales et indices des ventes du commerce de détail, par province et genre de commerce, 1939 et 1940—fin

Province ou groupe et genre d'affaires	Ventes totales			Indices des ventes de détail (1930=100)	
	1939	1940	P.c. de changement en 1939-40	1939	1940
	$'000	$'000			
Groupe de l'automobile					
Vendeurs de véhicules à moteur	302,889	351,041	+15·9	119·4	138·4
Accessoires, bandages et batteries	10,300	11,521	+11·9	94·0	105·2
Postes d'essence	86,118	93,417	+ 8·5	129·6	140·6
Garages	38,887	41,807	+ 7·5	81·8	87·9
Autres établissements d'automobiles (y compris motocyclettes, bicyclettes et accessoires)	3,052	3,305	+ 8·3	90·1	97·6
Totaux, automobiles	**441,246**	**501,091**	**+13·6**	**115·5**	**131·2**
Groupe du vêtement					
Vêtement et lingerie pour hommes et garçons (y compris habits faits sur mesure)	58,058	64,848	+11·7	80·5	89·9
Vêtement et lingerie pour toute la famille	42,206	48,354	+14·6	100·1	114·7
Lingerie pour femmes, accessoires	52,520	59,560	+13·4	75·2	85·3
Chaussures	29,327	32,189	+ 9·8	81·7	89·6
Totaux, vêtement	**182,111**	**204,951**	**+12·5**	**82·8**	**93·2**
Groupe des matériaux de construction					
Quincalleries	60,644	66,573	+ 9·8	85·5	93·9
Bois et matériaux de construction	48,716	59,199	+ 7·0	73·6	78·7
Autres matériaux de construction (y compris matériaux à toiture)	6,845	9,836	+43·7	71·3	102·5
Appareils électriques (sans radio)	11,529	13,188	+14·4	74·2	84·8
Chauffage et plomberie					
Peintures et vitres					
Totaux, matériaux de construction	**127,734**	**148,796**	**+16·5**	**78·7**	**91·7**
Meubles et articles de ménage					
Meubles	36,698	43,934	+19·7	89·5	107·1
Appareils de ménage	14,791	18,315	+23·8	83·1	102·9
Autres articles et appareils de ménage (y compris prélarts, tapis, rideaux, etc.)	7,185	8,383	+16·7	80·2	93·6
Radio et musique	20,652	25,448	+23·2	60·9	75·1
Totaux, meubles et articles de ménage	**79,326**	**96,080**	**+21·1**	**78·0**	**94·5**
Restaurants, cafétérias et salles à manger	**49,969**	**54,983**	**+10·0**	**65·8**	**72·4**
Autres établissements de détail					
Fournitures de fermier	40,038	44,158	+10·3	87·5	96·5
Librairies	7,122	7,746	+ 8·8	80·6	87·6
Chantiers, bois et charbon	83,135	89,271	+ 7·4	96·6	103·7
Pharmacies	69,643	75,473	+ 8·4	90·6	98·2
Fleurs	6,772	7,011	+ 3·5	73·1	75·7
Bijoux et joyaux	23,044	28,090	+21·9	86·4	105·4
Fournitures de bureau, d'école et de magasin, et mobilier	18,551	24,158	+30·2	93·6	121·8
Tabac et comptoirs à tabacs	27,323	30,427	+11·4	89·0	99·1
Magasins de liqueurs du Gouvernement	81,227	93,268	+14·8	80·7	92·6
Divers genres d'affaires non classifiés	104,056	118,340	+13·7	91·8	104·5
Totaux, autres établissements	**460,911**	**517,942**	**+12·4**	**89·0**	**100·0**

Magasins en chaîne.—Au cours des dix dernières années, le magasin en chaîne en est arrivé à occuper une place importante dans le domaine de la distribution. Le Bureau Fédéral de la Statistique désigne comme magasins en chaîne toutes les organisations de détail (sauf les magasins à rayons) exploitant quatre

unités ou plus. Le nombre de chaînes de magasins relevées chaque année dépend donc non seulement de l'apparition ou de la disparition des maisons de commerce, mais aussi du nombre d'unités en opération. Comme un minimum de quatre magasins est requis pour qu'une maison de commerce soit classifiée comme une chaîne, la réduction du nombre de succursales au-dessous de ce niveau élimine automatiquement cette maison du groupe.

Il y a 451 chaînes de magasins au Canada en 1940; elles opèrent 7,522 établissements et leurs ventes valent $508,553,900, soit 18·6 p.c. du commerce de détail de tous les magasins, y compris les chaînes et les magasins indépendants. La proportion des chaînes par rapport au commerce global a peu varié ces dernières années: en 1939 elle est de 17·7 p.c., en 1933 de 18·4 p.c., et en 1930 de 17·7 p.c.

La proportion du commerce global des chaînes varie grandement d'après les genres. Le bazar actuel est un développement typique du magasin en chaîne; environ 90 p.c. de toutes les ventes des bazars relèvent de chaînes. Celles-ci jouent un rôle important dans la distribution au détail des épiceries, de la viande, des chaussures et des produits pharmaceutiques.

22.—Ventes des magasins de détail en chaîne, dans des genres choisis d'affaires, comparées aux ventes totales en 1930, 1933, 1939 et 1940

Genre de commerce		1930	1933	1939	1940
Tous magasins—					
Chaînes	nomb.	518	461	446	451
Magasins[1]	"	8,504	8,230	7,595	7,522
Ventes des chaînes	$	487,336,000	328,902,600	432,026,100	508,553,900
Ventes totales (tous magasins)	$	2,755,569,900	1,785,768,000	2,447,658,000	2,736,868,000
P.c. des chaînes par rapport au total		17·7	18·4	17·7	18·6
Epiceries et épiceries avec comptoir de viande—					
Chaînes	nomb.	66	75	73	66
Magasins[1]	"	2,127	2,221	1,887	1,650
Ventes, chaînes	$	119,498,600	98,862,100	123,826,200	140,805,700
Ventes totales (tous magasins)	$	405,403,400	297,307,000	351,410,000	384,093,000
P.c. des ventes des chaînes par rapport au total		29·5	33·3	35·2	36·7
Bazars—					
Chaînes	nomb.	15	14	16	16
Magasins[1]	"	327	356	489	504
Ventes, chaînes	$	39,383,600	33,348,600	51,416,000	60,718,600
Ventes totales (tous magasins)	$	44,212,200	37,256,000	57,027,000	66,780,000
P.c. des ventes des chaînes par rapport au total		89·1	89·5	90·2	90·9
Vêtement et lingerie pour hommes (y compris les vêtements faits sur mesure)—					
Chaînes	nomb.	22	14	14	13
Magasins[1]	"	191	135	138	129
Ventes, chaînes	$	9,866,800	5,405,200	6,364,600	7,106,700
Ventes totales (tous magasins)	$	72,110,500	44,435,000	58,058,000	64,848,000
P.c. des ventes des chaînes par rapport au total		13·7	12·2	11·0	11·0
Lingerie pour femmes, accessoires—					
Chaînes	nomb.	28	15	19	24
Magasins[1]	"	203	148	215	248
Ventes, chaînes	$	8,584,800	4,029,400	6,037,400	8,265,600
Ventes totales (tous magasins)	$	69,806,000	44,699,000	52,520,000	59,560,000
P.c. des ventes des chaînes par rapport au total		12·3	9·0	11·5	13·9

[1] Maximum en opération durant l'année.

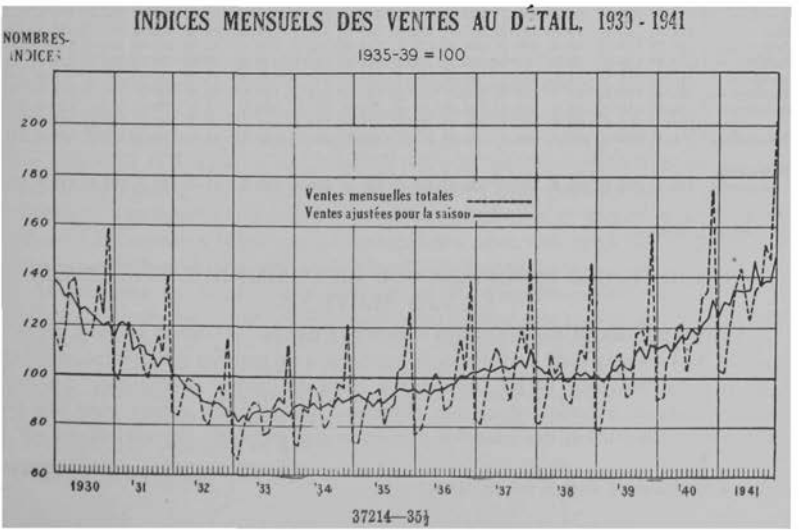
22.—**Ventes des magasins de détail en chaîne, dans des genres choisis d'affaires, comparées aux ventes totales en 1930, 1933, 1939 et 1940**—fin

Genre de commerce		1930	1933	1939	1940
Chaussures—					
Chaînes	nomb.	17	22	29	31
Magasins[1]	"	203	274	399	420
Ventes, chaînes	$	7,702,700	7,114,800	10,664,600	12,408,500
Ventes totales (tous magasins)	$	35,908,000	25,989,000	29,327,000	32,189,000
P.c. des ventes des chaînes par rapport au total		21·5	27·4	36·4	38·5
Produits pharmaceutiques—					
Chaînes	nomb.	31	29	31	32
Magasins[1]	"	292	301	345	354
Ventes, chaînes	$	13,971,300	11,001,300	14,251,800	15,613,000
Ventes, totales (tous magasins)	$	76,848,900	57,253,000	69,643,000	75,473,000
P.c. des ventes des chaînes par rapport au total		18·2	19·2	20·5	20·7

[1] Maximum en opération durant l'année.

STATISTIQUES MENSUELLES

Indices mensuels des ventes au détail.—Il existe maintenant des indices mensuels pour une période de treize ans, commençant avec janvier 1929, sur les ventes au détail de douze genres de commerce de détail s'occupant principalement de la distribution des aliments, des vêtements et des accessoires ménagers. Ces indices sont basés sur les rapports mensuels de tous les magasins à rayons, de la plupart des principales compagnies de magasins en chaîne et d'un grand nombre de sources indépendantes, le tout comprenant environ 6,600 magasins. Bien que ces rapports ne couvrent qu'une partie du terrain, ils embrassent un nombre suffisant d'établissements pour donner une assez juste indication des tendances courantes du commerce de détail dans les genres d'affaires qui composent l'échantillon. Deux séries de nombres-indices sont publiées: la première, calculée d'après les ventes du mois civil, et la seconde, ajustée de façon à tenir compte des différences dans le nombre de jours ouvrables dans différents mois de même que des influences saisonnières habituelles.



37214—35½

La tendance sous-jacente des achats des consommateurs, d'après l'indice des ventes ajusté pour variations saisonnières, continue d'être à la hausse en 1941 et les ventes sont en moyenne de 16 p.c. plus élevées en volume-dollars qu'en 1940. Les ventes de décembre 1941 l'emportent de 16 p.c. sur décembre 1940 et dépassent le chiffre d'affaires de tout mois depuis 13 ans. Une partie de l'augmentation en valeur doit naturellement être attribuée à des prix plus élevés; l'indice des prix de détail du Bureau est en moyenne de 7·8 p.c. plus élevé en 1941 qu'en 1940.

La tendance des ventes de certains genres d'affaires dévie considérablement du ton général La hausse marquée des magasins qui se spécialisent dans la vente de radios ou appareils électriques de ménage a été renversée vers la fin de l'année à cause de l'effet combiné des contingentements de production et des restrictions sur l'achat à tempérament. La valeur des ventes de ce genre de commerce est de 6 p.c. plus élevé en 1941 qu'en 1940. S'il était possible de tenir un compte exact des prix plus élevés dus à la taxe d'accise et autres causes, on noterait une réduction considérable dans le volume réel des achats. Les ventes des magasins de meubles baissent également vers la fin de l'année et le total est seulement de 7 p.c. plus élevé qu'en 1940. Des gains plus substantiels existent pour d'autres genres de commerce; les augmentations comparativement à 1940 sont les suivantes: 15 p.c. pour les magasins d'alimentation, les pharmacies et les magasins à rayons; 16 p.c. pour les restaurants; 17 p.c. pour les quincailleries et les magasins de vêtements pour femmes; 19 p.c. pour les magasins de chaussures; 20 p.c. pour les magasins de vêtements pour hommes et pour les bazars; et 23 p.c. pour les confiseries.

23.—Nombres-indices des ventes de détail, par mois, 1929, 1930, 1933 et 1938-41

NOTA.—Les indices généraux sont des chiffres composites obtenus en pondérant les indices des ventes de douze genres de commerce en proportion de leur position relative dans le commerce total.

(Moyenne de 1935-39=100)

Mois	Indices non ajustés							Indices ajustés						
	1929	1930	1933	1938	1939	1940	1941[1]	1929	1930	1933	1938	1939	1940	1941[1]
Janvier	119·1	117·1	69·2	81·8	79·3	90·0	102·3	143·0	137·8	85·0	104·2	100·3	110·8	124·5
Février	115·3	108·9	65·7	80·9	77·9	90·4	101·5	143·9	134·7	81·2	103·3	99·2	111·5	130·5
Mars	137·6	119·0	77·7	92·9	92·3	105·9	119·2	143·1	130·4	83·7	101·7	98·1	112·3	129·3
Avril	136·9	136·3	85·5	109·7	104·2	110·1	135·7	137·4	132·0	82·0	103·2	103·4	110·0	135·2
Mai	144·5	138·6	89·8	101·5	107·7	119·9	143·0	135·4	128·5	84·5	99·6	103·0	113·7	134·5
Juin	139·3	123·0	88·8	106·0	109·8	121·4	133·8	136·3	125·4	85·9	102·0	105·4	116·6	134·3
Juillet	130·3	115·2	76·0	91·0	91·3	103·2	122·4	144·2	126·5	85·5	99·3	103·8	114·5	134·9
Août	135·6	115·0	77·8	88·8	93·5	113·2	134·1	143·8	125·3	85·8	98·4	102·9	119·8	146·5
Septembre	138·5	122·2	87·7	103·0	116·4	113·9	137·3	144·2	123·8	84·4	101·2	109·9	116·5	136·4
Octobre	159·2	135·4	91·1	110·7	117·9	131·8	152·4	142·6	120·9	87·8	100·9	111·1	120·0	138·0
Novembre	150·5	124·4	89·6	106·7	113·2	135·7	146·6	139·2	119·7	85·0	101·1	107·1	123·0	138·1
Décembre	174·4	158·6	112·5	144·3	157·1	174·3	201·5	137·0	120·8	83·5	99·9	112·3	131·0	147·2
Moyenne annuelle	**140·1**	**126·1**	**84·3**	**101,4**	**105·1**	**117·5**	**135·8**	**140·8**	**127·2**	**84·5**	**101·2**	**104·7**	**116·6**	**135·8**

[1] Sujet à revision.

STATISTIQUES SPÉCIALES SUR LE COMMERCE DE DÉTAIL ET LES SERVICES

Ventes au détail de véhicules à moteur neufs.*—Durant les neuf premiers mois de 1941 les achats de voitures de tourisme neuves pour les civils se maintiennent à un niveau d'environ 10 p.c. inférieur à celui de l'année précédente. Les trois derniers mois de l'année voient une réduction marquée des achats pour fins non militaires; l'élimination des modèles nouveaux qui viennent habituellement sur le

* Pour les statistiques sur le nombre de véhicules à moteur enregistrés au Canada et la consommation apparente de véhicules à moteur, voir pp. 616-617

marché à cette époque, ainsi que les restrictions sur les achats à tempérament, amènent des diminutions en nombre de 20 p.c. en octobre et de 56 p.c. en novembre et décembre, comparativement à 1940. Les totaux annuels sont réduits de 18 p.c. en nombre et de 5 p.c. en valeur en regard de 1940; 83,650 voitures neuves de tourisme sont vendues pour $108,907,312 en 1941 contre 101,789 et $114,928,833 l'année précédente. A l'exclusion des livraisons au Gouvernement pour fins de guerre, 34,342 véhicules commerciaux neufs sont achetés pour $43,008,207 en 1941, augmentation de 20 p.c. en nombre et de 27 p.c. en valeur sur 1940.

24.—Ventes de détail de véhicules à moteur neufs au Canada, 1932-41

NOTA.—La première année pour laquelle des détails sont disponibles est 1932. Le total de 1930 provient du recensement des établissements de commerce et de service.

Année	Voitures de tourisme		Camions et autobus		Totaux	
	nombre	$	nombre	$	nombre	$
1930	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	122,165,000
1932	38,621	38,919,015	7,249	6,341,727	45,870	45,260,742
1933	39,568	39,692,630	5,764	5,757,600	45,332	45,450,230
1934	61,503	63,566,402	11,855	12,219,059	73,358	75,785,481
1935	83,242	83,429,114	18,219	18,313,335	101,461	101,742,449
1936	92,287	95,403,199	21,027	22,179,597	113,314	117,582,796
1937	114,275	116,886,334	30,166	32,284,193	144,441	149,170,527
1938	95,751	105,006,462	25,414	30,005,446	121,165	135,011,908
1939	90,054	97,131,128	24,693	28,836,393	114,757	125,967,521
1940	101,789	114,928,833	28,763	33,916,445	130,552	148,845,278
1941	83,650	108,907,312	34,432	43,008,207	118,082	151,915,519

[1] Inconnu.

Ventes au détail de véhicules à moteur usagés.*—Les états mensuels maintenus par les manufacturiers et les distributeurs en gros facilitent la compilation de chiffres de nature à montrer les achats au détail de véhicules-moteur neufs. Il n'existe pas de semblables états sur la vente de véhicules usagés, de sorte qu'il faut obtenir directement du marchand de détail des données sur le chiffre d'affaires en voitures et camions usagés. Un relevé des affaires de tous les vendeurs au détail en 1937 montre qu'en cette année il s'est vendu au Canada 271,162 véhicules-moteur usagés, soit à peu près deux fois autant que de véhicules neufs. Un tableau à la page 644 de l'Annuaire de 1939 montre les ventes de véhicules neufs et usagés dans les différentes provinces en 1937. Il n'existe pas de chiffres comparables pour d'autres années.

Financement des ventes de véhicules à moteur au Canada.*—Les corporations de financement jouent au Canada un rôle important dans la distribution en détail tant des véhicules à moteur neufs que des véhicules usagés. Elles offrent aux clients des facilités de crédit sans lesquelles ils ne pourraient pas acheter s'ils devaient payer comptant et à d'autres qui, tout en pouvant payer comptant, trouvent plus commode de recourir à des payements échelonnés. Elles rendent aussi de précieux services aux vendeurs d'automobiles en assumant risques et inconvénients qui caractérisent les ventes à tempérament, permettant ainsi aux vendeurs d'opérer avec moins de capital qu'il n'en serait autrement nécessaire.

La tendance du financement des ventes de véhicules-moteur en 1941 est en parallèle avec celle des ventes elles-mêmes; des déclins marqués le dernier trimestre de l'année forment la note caractéristique. L'achat de 41,032 véhicules neufs a été financé par des compagnies de financement au montant de $34,887,591 en 1941, soit 5 p.c. de moins en nombre et 4 p.c. de plus en valeur comparativement à 1940 Il y a une petite augmentation dans le financement des ventes de véhicules usagés en 1941: 138,111 véhicules et $48,882,297.

*Voir renvoi à la page 548.

25.—Comparaison des ventes et du financement des véhicules à moteur neufs au Canada, 1932-41

Année	Véhicules neufs vendus		Véhicules neufs financés			
			Unités		Financement	
	Unités	Valeur de détail	Nombre	P.c. du total vendu	Montant	P.c. des ventes totales
	nomb.	$			$	
1932	45,870	45,260,742	21,293	46·4	12,741,179	28·2
1933	45,332	45,450,230	15,880	35·0	10,030,368	22·1
1934	73,358	75,785,461	23,264	31·7	16,364,735	21·6
1935	101,461	101,742,449	31,950	31·5	22,410,656	22·0
1936	113,314	117,582,796	42,863	37·8	29,887,861	25·4
1937	144,441	149,170,527	56,247	38·9	40,664,675	27·3
1938	121,165	135,011,908	45,267	37·4	33,701,624	25·0
1939	114,747	125,967,521	37,320	32·5	27,852,627	22·1
1940	130,552	148,845,278	42,982	32·9	33,473,397	22·5
1941	118,073	151,868,905	41,032	34·8	34,887,591	23·0

Statistiques des cinémas.—Il y a 1,232 cinémas au Canada en 1940; les admissions dans ces salles se chiffrent à 152,137,277 et les recettes (moins la taxe d'amusement) sont de $37,858,955, augmentation sur 1939 de 10 p.c. en admissions et de 11 p.c. en recettes. Il y a augmentation marquée sur les années antérieures dans les centres d'activité de guerre. L'augmentation dans Halifax est frappante: en 1940 les admissions augmentent de 38 p.c. et les recettes, de 48 p.c.

26.—Recettes des cinémas, par province, 1930, 1933 et 1938-40

(Moins la taxe d'amusement)

Province	1930	1933	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	188,300	85,700	108,946	112,158	114,590
Nouvelle-Ecosse	1,814,500	933,300	1,341,902	1,420,395	1,828,185
Nouveau-Brunswick	1,093,400	556,500	861,792	826,285	995,487
Québec	8,301,800	5,510,500	6,897,986	7,032,678	7,490,058
Ontario	15,900,900	10,960,200	15,202,597	15,247,941	17,348,450
Manitoba	2,712,800	1,820,700	2,278,996	2,181,732	2,344,801
Saskatchewan	1,977,300	1,069,300	1,318,435	1,433,862	1,587,380
Alberta	2,323,700	1,465,300	1,959,134	2,013,514	2,183,842
Colombie Britannique[1]	4,166,800	2,552,700	3,665,264	3,741,550	3,996,162
Totaux	**38,479,500**	**24,954,200**	**33,635,052**	**34,010,115**	**37,858,955**

[1] Y compris le Yukon.

Section 6.—La coopération au Canada*

Historique et législation.—L'histoire de la coopération au Canada remonte à quelque soixante ou soixante-dix ans. On peut citer des cas antérieurs de coopération à cause de la vie en commun des premiers pionniers, mais il n'y a pas eu d'effort concentré en vue d'un mouvement organisé avant 1870, à peu près. Dans un pays où l'agriculture a été et est encore l'une des plus importantes occupations de la population il fallait s'attendre à rencontrer les premières organisations parmi les fermiers. Les fermiers s'assemblèrent pour discuter de leurs mutuels problèmes de récolte, culture et élevage et de la sorte se sont naturellement organisés en cercles

* Contribué par J. E. O'Meara et Lucienne M. Lalonde, Division de l'Economie, Service des Marchés, Ministère de l'Agriculture. Cet article a été publié par ce Ministère comme l'un d'une série de bulletins.

ou sociétés. Même avant le 19ème siècle l'existence de tels cercles dans le Canada Maritime est manifeste. Encouragées par les gouvernements, ces associations devinrent assez nombreuses vers le milieu du siècle, mais il n'y eut jamais de tentative de fédération ou d'organisation centrale.

On peut mentionner ici la Dominion Grange, organisation de fermiers canadiens, qui a été organisée en vertu d'une charte fédérale en 1877. Elle établit un assez bon nombre d'entreprises coopératives en Ontario et au Manitoba dont aucune ne fut remarquablement prospère. Un peu plus tard une autre organisation de fermiers, les Patrons de l'Industrie, fut organisée au Canada. Ce groupe fit des tentatives d'organisation coopérative qui échouèrent aussi et vers 1900 les Patrons étaient disparus.

Après la Confédération, en 1867, les colons qui allèrent dans l'Ouest ouvrirent la vaste région de culture du blé qui forme maintenant les trois Provinces des Prairies. Plusieurs organisations de producteurs de grain firent apparition et finalement, en 1906, la Grain Growers Grain Company fut organisée pour disposer du blé et du grain sur une base coopérative. Elle fut suivie de l'organisation de la Saskatchewan Co-operative Elevator Company en 1910 et de l'Alberta Farmers Co-operative Elevator Company en 1913.

Dans d'autres parties du Canada, par la formation de la United Farmers Co-operative Company Limited, en Ontario, en 1914 et la Coopérative Fédérée de Québec en 1922, le mouvement se dessine dans des cadres provinciaux. Dans les régions fruitières du Dominion, les United Fruit Companies de la Nouvelle-Ecosse font apparition en 1912 et les Okanagan United Growers de Colombie Britannique, en 1913.

Les United Grain Growers Limited sont un exemple d'une autre expansion dans le domaine interprovincial. Cette compagnie résulta de l'amalgamation de la Grain Growers Grain Company et de l'Alberta Farmers Co-operative Elevator Company en 1917.

En 1918, les Canadian Co-operative Wool Growers Limited sont formés avec ramifications dans toutes les provinces; ils ont réussi comme organisation sur une base nationale.

Il y a des manifestations de coopération dans les régions industrielles de la Nouvelle-Ecosse en 1861, alors qu'un magasin coopératif est ouvert à Stellarton par les houilleurs. Dix autres magasins ont été ouverts dans cette province avant 1900, mais un seul a survécu. La première coopérative de consommation connue en Ontario a débuté à Guelph en 1904 mais fut fermée en 1927. D'autres provinces offrent des exemples d'organisation de consommateurs urbains en groupes d'achat, et les fermiers de l'Ouest utilisèrent leurs sociétés d'écoulement pour l'achat en commun de fournitures agricoles et de marchandise générale.

Il n'y a pas de loi fédérale pourvoyant à l'incorporation d'associations coopératives. En 1908, une loi sur les sociétés industrielles et coopératives a été votée à la Chambre des Communes mais fut défaite au Sénat. Cependant, les associations peuvent s'incorporer en vertu de la loi des compagnies. Elles sont organisées en compagnies par actions et leur caractère coopératif est défini par des règlements. Quelques compagnies coopératives au Canada sont incorporées par des lois spéciales du Parlement fédéral.

En mai 1939, le Parlement fédéral assura aide et encouragement à l'écoulement coopératif de produits agricoles par la loi de la vente coopérative des produits agricoles, 1939. L'objet principal de la loi est de permettre à une organisation de pro-

ducteurs opérant sur un plan coopératif de financer ses producteurs durant la période de vente. Ceci est effectué au moyen d'une garantie du Gouvernement fédéral contre toute perte sur un paiement initial aux producteurs dont le montant est convenu entre l'association coopérative et le Gouvernement fédéral. Cette loi s'applique à presque toute la production agricole sauf le blé pour lequel existe une loi spéciale intitulée: loi de 1939 sur la vente coopérative du blé.

La première législation coopérative au Canada fut adoptée par la législature du Manitoba en juin 1887. Dans la plupart des autres provinces, les premiers essais d'associations coopératives furent tentés en vertu des lois des compagnies ou de lois spéciales adoptées par les gouvernements provinciaux. Présentement, les statuts de chaque province contiennent la législation nécessaire à l'institution de coopératives agricoles et de coopératives de production et de distribution des denrées.

Chaque province, excepté l'Ontario et le Manitoba, dispose de lois spéciales régissant les coopératives. En Ontario, elles sont constituées subordonnément à la partie XII de la loi des compagnies telle que modifiée en avril 1917. De même, au Manitoba, les sociétés coopératives sont constituées en vertu de la partie VII de la loi des compagnies (S.R.M., 1940).

La Saskatchewan et l'Alberta ont chacune deux lois concernant les coopératives —une sur les associations de vente des produits agricoles et une sur tous les autres genres d'associations de vente. La province de Québec dispose d'une législation à peu près semblable sauf que les syndicats de crédit et les magasins coopératifs relèvent de la même loi, tandis que dans les autres provinces les syndicats de crédit sont constitués en vertu d'une loi particulière sur les syndicats de crédit.

Dans chaque loi, sauf dans celles de l'Ontario et de la Colombie Britannique, il est pourvu à la nomination d'un administrateur des associations constituées selon la loi. Les sociétés agricoles du Québec relèvent du Ministère de l'Agriculture, lequel se dépense activement à diriger et à guider les coopératives rurales de la province. Le Ministère de l'Agriculture de l'Ontario dispose d'une branche des coopératives et des marchés dont relèvent les coopératives de fermiers. Toutefois, l'administration officielle et la réglementation dans ces trois provinces relèvent du registraire des compagnies ou du Secrétaire provincial.

Tendances récentes.—Au cours des vingt dernières années, le mouvement coopératif au Canada a passé par une période de succès rapides et de fervent enthousiasme suivie d'une autre période de revers et d'apathie. Certaines associations ont sombré au cours de cette dernière tandis que la grande majorité des autres, profitant de leur adversité, ont consolidé leurs bases et pourvu à l'élargissement de leurs cadres. Présentement, il y a indices de nouveaux progrès, lesquels puisent leur vigueur en partie dans l'expérience, la puissance et la prévoyance des grandes associations agricoles de l'Ouest et en partie dans le mouvement de vulgarisation qui a pris naissance dans l'Est. Ce mouvement date de 1930 parmi les fermiers, les pêcheurs et les mineurs de la côte orientale de la Nouvelle-Ecosse. Il fut inspiré par le département d'extension de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish, N.-E. Les premiers essais dirigés furent d'organiser de petits groupes pour l'étude des problèmes économiques urgents de la population locale. De ces discussions naquirent les syndicats de crédit, les cercles d'achat en coopérative, les magasins coopératifs de consommateurs et les ventes en gros, les cartels de volailles et un intérêt nouveau, partout dans les Provinces Maritimes, pour les cercles avicoles et les clubs d'expédition des bestiaux. Les succès de ce mouvement dans cette partie du Canada attirèrent l'attention mondiale et ses chefs furent invités à le faire

connaître par tout le continent de l'Amérique du Nord. D'autres provinces canadiennes, particulièrement le Manitoba, le Québec et la Colombie Britannique, se sont inspirées de l'expérience de la Nouvelle-Ecosse et une bonne partie des progrès récents de l'effort coopératif dans ces provinces peut se retracer au "mouvement d'Antigonish".

L'Union Coopérative du Canada.—Le 6 mars 1909, au cours d'une conférence de représentants de sociétés coopératives canadiennes tenue à Hamilton, Ontario, l'Union Coopérative du Canada fut fondée comme organisme de vulgarisation, semblable à l'Union Coopérative de Grande-Bretagne. Cette union est régie par un congrès composé de délégués d'associations affiliées.

Lors de la première réunion en 1909, six sociétés s'affilièrent avec un effectif global de 1,595 membres. En 1940, l'Union compte 92 sociétés d'un effectif global de 184,992 membres, dont 74 sont des sociétés de vente au détail d'un effectif global de 20,098, deux cercles d'achat, cinq sociétés de vente en gros d'un effectif de 488, deux sociétés de propagande d'un effectif de 4,970 membres et six sociétés pour l'écoulement des bestiaux, du grain et des produits laitiers d'un effectif global de 163,505 membres. Elle compte en outre une société de transport, une coopérative de logement et une raffinerie d'huile en coopérative réunissant au total 901 membres.

Presque toutes les sociétés ci-dessus mentionnées qui appartiennent à des cultivateurs ou sont administrées par eux relèvent du Ministère de l'Agriculture et figurent aux statistiques des coopératives agricoles, pp. 555–556.

L'Union agit en qualité consultative dans l'élaboration de la législation coopérative. Elle a plusieurs fois exercé son influence avec avantage pour la sauvegarde des principes fondamentaux du mouvement coopératif.

Depuis le mois d'octobre 1909, l'Union publie une revue mensuelle, *The Canadian Cooperator*, qui jouit d'une grande circulation parmi les organismes coopératifs à travers le Canada.

Sous-section 1.—Coopératives de producteurs

Associations coopératives agricoles d'affaires.—La coopération entre fermiers canadiens pour la vente des produits de la ferme et pour l'achat de fournitures agricoles a fait des progrès depuis dix ans. Cette expansion se remarque non seulement dans le nombre de membres et dans le volume d'affaires mais aussi dans la variété de produits écoulés en coopérative. Les élévateurs, les parcs à bestiaux, les entrepôts ordinaires et frigorifiques et les couvoirs sont la propriété d'agriculteurs qui les exploitent en coopérative. Le beurre et le fromage sont fabriqués dans des établissements coopératifs de même qu'y sont préparés et mis en conserve ou en boîte les produits avicoles et les fruits. Les porcs sont transformés en bacon et autres produits par la First Cooperative Packers of Ontario Limited.

Dans le domaine des fournitures agricoles, les provendes commerciales et les matières et accessoires de pulvérisation sont encore préparés par des coopératives. A Regina, l'Association Coopérative des Raffineries des Consommateurs, qui est la propriété de fermiers, transforme l'huile brute en gazoline, distillés et autres dérivés du pétrole. Ces fournitures sont distribuées aux fermiers par des établissements de gros organisés par les fermiers eux-mêmes. L'organisation récente de la Coopérative Canadienne d'Instruments Agricoles Limitée, pour la vente et la distribution de la machinerie agricole, est l'un des développements intéressants de ce mouvement dans les Provinces des Prairies.

Au cours de la campagne terminée le 31 juillet 1941, 1,395 associations de fermiers et exploitées par eux coopérativement avaient fait rapport de leurs affaires

De ce nombre, 699, avec un effectif global de 376,405 membres, s'occupent de l'écoulement des produits de la ferme et 696 associations d'un effectif global de 75,280 membres s'occupent de l'achat des fournitures agricoles.

En 1940–41 les associations de vente accusent un chiffre d'affaires de près de dix fois plus élevé que les associations d'achat. La valeur des ventes coopératives de produits agricoles s'établit à $214,425,733, soit une légère augmentation sur l'année précédente. L'augmentation est plus marquée dans les coopératives de produits laitiers, de fruits, de bestiaux et de volailles. En raison de volumineux reports et de l'instabilité des marchés, les ventes des coopératives de grain et de tabac accusent une diminution. La relation de valeur nette à actif global des coopératives de grain au Canada a été modifiée désavantageusement par les gros emprunts exigés par le financement des stocks d'inventaire beaucoup plus considérables. La même relation pour les autres groupes de denrées accuse une amélioration, mais l'influence des coopératives de grain abaisse la proportion totale à 35·1 p.c. comparativement à 52·2 p.c. en 1939–40.

Les effectifs globaux des associations coopératives au Canada tels qu'indiqués dans les tableaux qui suivent sont de 451,685 membres, mais il ne faut pas oublier la possibilité des doubles emplois. Ainsi, dans plusieurs endroits, un fermier peut faire partie de plus d'une association coopérative. Il peut vendre ses bêtes à cornes et ses porcs par l'entremise d'une association pour l'écoulement des bestiaux, son grain à un élévateur coopératif et ses volailles et leurs produits à une association formée pour l'écoulement de ces denrées. Une autre mesure de l'activité coopérative dans l'écoulement des produits agricoles canadiens peut être obtenue en divisant la valeur totale des ventes de ces produits par le nombre de fermes occupées. Au cours de la campagne de 1940–41, les ventes en coopérative par ferme au Canada sont en moyenne de $295. D'après la même base, la Saskatchewan est la première avec des ventes de $515 de produits agricoles écoulés coopérativement. Au cours de la période de 1931–41 la valeur moyenne par ferme des produits écoulés coopérativement est de $211.

En 1940–41, les coopératives agricoles disposent d'environ 31 p.c. de la valeur totale de la production commerciale des fermes canadiennes. Les producteurs de grain sont les mieux organisés parmi les divers groupes de producteurs. Près de 44 p.c. de tout le grain livré aux élévateurs de campagne passe par les mains des coopératives. Les associations d'éleveurs de bestiaux écoulent 20 p.c. de toutes les livraisons de bêtes à cornes, porcs et moutons et agneaux. Les coopératives d'apiculteurs absorbent 28 p.c. de la production commerciale. Ces coopératives sont de fondation récente et leurs efforts ont été particulièrement bien réussis.

Les fermiers, en leur qualité de producteurs, grâce à leurs associations, peuvent mettre leur puissance d'achat en commun. En conséquence, un grand nombre de coopératives, d'abord destinées à l'écoulement des produits agricoles, fournissent maintenant à leurs membres les fournitures dont ils ont besoin sur la ferme et dans le ménage. Des associations ont aussi été fondées à cette fin. En Saskatchewan on en compte environ 400. Les principales denrées dont elles s'occupent sont la ficelle d'engerbage, la gazoline, l'huile, le charbon et le bois. Les ventes de fournitures et de marchandises générales en 1940–41 s'élèvent à $25,922,374, ce qui constitue une augmentation de près de 20 p.c. sur la saison précédente. Il est estimé que les groupes d'achat en coopérative absorbent environ 3½ p.c. des ventes de marchandises et fournitures agricoles faites par les magasins de détail dans les régions rurales et les villes d'une population de moins de 10,000 âmes.

27.—Nombre, effectif et chiffre d'affaires des associations coopératives agricoles d'affaires au Canada, 1932-41

NOTA.—Les chiffres des compagnies d'assurance coopérative, des sociétés de crédit, des coopératives de téléphone et des cercles agricoles ne figurent pas dans ce tableau.

Année terminée le 31 juillet—	Sociétés	Centres d'affaires	Actionnaires ou membres	Contribuants	Ventes de produits agricoles	Ventes de matériel	Affaires globales, y compris autre revenu
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$
1932	795	3,501	379,687	417,000	134,611,154	10,665,503	145,301,954
1933	686	3,057	342,696	376,000	106,804,186	8,779,115	115,849,894
1934	690	3,223	345,024	379,740	128,909,035	7,389,034	136,411,483
1935	697	3,301	341,020	378,730	117,783,560	7,991,755	126,064,891
1936	781	3,186	366,885	406,321	144,962,609	12,788,192	158,165,565
1937	1,024	3,987	396,918	451,321	157,031,405	16,363,966	173,927,117
1938	1,217	4,125	435,529	462,937	134,493,746	20,091,893	155,080,435
1939	1,332	3,791	445,742	486,589	180,747,471	20,400,008	201,659,984
1940	1,151	3,657	450,453	462,296	214,293,359	21,129,822	236,322,466
1941	1,395	4,005	451,685	507,223	215,030,410	25,895,374	242,158,305

28.—Nombre, effectif et chiffre d'affaires des associations coopératives agricoles d'affaires au Canada, par province, campagne terminée le 31 juillet 1941

NOTA.—Voir nota du tableau 27.

Province	Sociétés	Centres d'affaires	Actionnaires ou membres	Contribuants	Ventes de produits agricoles	Ventes de matériel	Affaires globales, y compris autre revenu
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	18	18	7,369	8,433	652,072	105,825	759,165
Nouvelle-Ecosse	95	140	12,812	16,494	2,024,763	1,760,503	3,846,917
Nouveau-Brunswick	26	65	6,436	10,079	1,378,417	727,774	2,109,062
Québec	361	392	26,841	26,841	18,529,218	3,119,142	21,942,662
Ontario	188	220	40,054	56,509	28,726,386	3,834,572	32,661,614
Manitoba	72	393	52,716	59,570	20,225,553	1,827,289	22,089,493
Saskatchewan	479	1,663	193,200	202,077	70,216,185	6,900,352	77,542,228
Alberta	72	562	69,044	80,328	37,513,894	3,408,716	40,983,195
Colombie Britannique	78	82	14,386	15,381	8,123,381	2,438,401	10,787,051
Organisations interprov.	6	470	28,827	31,511	27,640,541	1,772,800	29,436,918
Totaux	**1,395**	**4,005**	**451,685**	**507,223**	**215,030,410**	**25,895,374**	**242,158,305**

29.—Produits agricoles écoulés et fournitures achetées par les associations coopératives d'affaires au Canada, campagne terminée le 31 juillet 1941

NOTA.—Voir nota du tableau 27.

Item	Associations	Centre d'affaires	Actionnaires ou membres	Contribuants	Ventes de produits agricoles	Ventes de matériel	Affaires globales y compris autre revenu
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$	$	$
Ventes de—							
Produits laitiers	386	399	53,420	80,901	23,637,381	334,574	24,214,515
Fruits et légumes	117	151	12,065	14,349	9,354,585	1,795,556	11,377,026
Grain et graines de semence	47	2,197	202,234	204,488	137,115,846	2,097,607	139,270,511
Bétail	53	223	50,659	59,848	25,382,846	557,187	26,036,814
Volaille	79	236	34,304	30,992	4,492,690	61,756	4,581,768
Miel	4	4	1,639	914	710,237	39,359	755,624
Produits de l'érable	1	1	1,821	1,821	839,282	Nil	839,282
Tabac	6	6	3,699	3,639	11,121,902	"	11,295,152
Laine	1	17	1,901	2,500	1,192,700	58,000	1,250,700
Fourrures	2	2	552	2,720	527,903	36	529,492
Divers[1]	3	14	14,111	14,111	50,361	Nil	50,661
Ventes totales	699	3,250	376,405	416,283	214,425,733	4,944,075	220,201,545
Achats	696	755	75,280	90,940	604,677	20,951,299	21,956,760
Grands totaux	**1,395**	**4,005**	**451,685**	**507,223**	**215,030,410**	**25,895,374**	**242,158,305**

[1] Comprend les membres et les contribuants des Fermiers-Unis de l'Ontario Limitée et de la Coopérative Fédérée de Québec, dont les chiffres d'affaires ont été répartis d'après le groupement des commodités.

30.—Statistiques financières des associations coopératives agricoles d'affaires au Canada, 1932-41

NOTA.—Voir nota du tableau 27.

Année terminée le 31 juillet—	Actif total	Valeur des installations	Passif	Capital-actions versé	Réserve et surplus	Capital de roulement[1]	Valeur nette en p.c. de l'actif
	$	$	$	$	$	$	p.c.
1932	70,226,288	45,607,366	22,072,231	8,570,488	37,865,137	2,546,691	66·0
1933	90,003,261	42,520,970	43,005,593	8,224,016	38,773,652	4,476,698	52·2
1934	104,350,702	40,432,859	56,046,004	8,722,451	39,590,050	7,871,839	46·3
1935	105,183,565	38,850,488	55,306,671	8,933,425	40,943,469	11,026,406	47·4
1936	85,751,901	35,289,468	34,665,210	8,954,135	42,132,556	15,797,223	59·6
1937	87,938,453	36,338,952	36,685,625	9,265,747	41,987,081	14,913,876	58·3
1938	83,140,697	36,569,984	33,423,607	9,265,391	40,451,699	13,147,106	59·8
1939	86,483,057	37,785,803	32,977,904	9,685,537	43,819,616	15,719,350	61·9
1940	102,685,109	38,265,055	48,424,694	10,155,221	44,105,194	15,995,360	52·8
1941	145,658,904	38,567,084	92,222,947	10,503,077	42,932,880	14,868,873	36·7

[1] Excédent de l'actif moins la valeur des installations sur le passif.

31.—Statistiques financières des associations coopératives agricoles d'affaires au Canada, par province, campagne terminée le 31 juillet 1941

NOTA.—Voir nota du tableau 27.

Province	Actif total	Valeur des installations	Passif	Capital-actions versé	Réserve et surplus
	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	91,946	41,975	33,702	29,743	28,501
Nouvelle-Ecosse	1,904,322	669,751	959,169	453,421	491,732
Nouveau-Brunswick	356,555	91,781	219,257	81,186	56,112
Québec	8,292,250	3,789,576	4,267,970	1,244,260	2,780,020
Ontario	3,999,487	1,446,136	1,722,841	1,145,506	1,131,140
Manitoba	10,086,854	3,142,186	7,118,703	416,001	2,552,150
Saskatchewan	71,837,732	14,920,331	45,490,697	1,538,150	24,808,885
Alberta	22,679,761	5,940,909	15,078,551	407,756	7,193,454
Colombie Britannique	6,191,246	1,836,433	2,977,189	1,875,943	1,338,114
Organisations interprovinciales	20,218,751	6,688,006	14,354,868	3,311,111	2,552,772
Totaux	**145,658,904**	**38,567,084**	**92,222,947**	**10,503,077**	**42,932,880**

32.—Statistiques financières des associations coopératives agricoles d'affaires de vente et d'achat au Canada, campagne terminée le 31 juillet 1941

NOTA.—Voir nota du tableau 27.

Item	Actif total	Valeur des installations	Passif	Capital-actions versé	Réserve et surplus	Capital de roulement[1]	Valeur nette en p.c. de l'actif total
	$	$	$	$	$	$	p.c.
Ventes de—							
Produits laitiers	7,061,376	3,601,371	2,526,852	2,419,611	2,115,273	933,513	64·2
Fruits et légumes	6,239,369	2,471,736	3,639,210	1,085,047	1,515,112	128,423	41·7
Grain et graines de semence	117,047,564	28,748,414	79,475,638	3,468,156	34,103,770	8,823,512	32·1
Bétail	1,281,081	370,338	522,614	442,607	315,860	388,129	59·2
Volaille	507,704	136,244	147,199	66,757	293,748	224,261	71·0
Miel	311,695	44,843	216,922	56,187	38,586	49,930	30·4
Produits de l'érable	447,342	256,595	123,366	56,883	267,093	67,381	72·4
Tabac	925,426	390,307	368,140	77,032	480,254	166,979	60·2
Laine	407,314	73,325	47,073	118,130	242,111	286,916	88·4
Fourrures	29,659	3,575	4,752	[2]	24,907	21,332	83·9
Divers[3]	3,814,324	826,079	2,520,836	587,520	705,968	467,409	33·9
Ventes totales	138,073,214	36,922,827	89,592,602	8,377,930	40,102,682	11,557,785	35·1
Achats	7,585,690	1,644,257	2,630,345	2,125,147	2,830,198	3,311,088	65·3
Grands totaux	**145,658,904**	**38,567,084**	**92,222,947**	**10,503,077**	**42,932,880**	**14,868,873**	**36·7**

[1] Excédent de l'actif moins la valeur des installations sur le passif. [2] Non organisés sur une base de capital-actions. [3] Comprend l'actif et le passif des Fermiers-Unis de l'Ontario Limitée et la Coopérative Fédérée de Québec.

Coopératives de pêcheurs.—Le mouvement coopératif parmi les pêcheurs des côtes de l'Atlantique et du Pacifique est d'origine récente. Le Ministère des Pêcheries fait remonter à 1924 l'établissement de coopératives de pêcheurs sur la côte de l'Atlantique, la première ayant été organisée à Tignish dans l'Ile du Prince-Edouard. Aucune nouvelle association n'est organisée par la suite jusqu'à 1930. Il se forme alors des sociétés de ce genre au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse. A compter de cette année, le nombre de sociétés augmente annuellement jusqu'à 1941. Sur un total de 77 associations du genre dans tout le Canada, les Provinces Maritimes en comptent présentement 63. Ces chiffres ne tiennent compte d'aucune des associations en existence sur la terre ferme de la province de Québec mais comprennent neuf sociétés existant dans les Iles de la Madeleine.

Sur la côte occidentale il y a en 1941 cinq coopératives de pêcheurs dont deux existent depuis 15 ans, une depuis 10 ans et deux qui sont de fondation récente.

Le total des capitaux engagés dans les 77 associations s'établit à $281,752. Le volume total d'affaires de ces associations s'élève à $2,645,698. L'effectif global de toutes les associations faisant rapport est d'environ 4,500 membres.

Les associations coopératives de pêcheurs au Canada ne s'occupent pas que de la vente et de la préparation du poisson. Sur les deux côtes, les pêcheurs achètent en commun, par l'entremise de leurs coopératives de vente, leurs agrès de pêche et leurs filets. Sur la côte de l'Atlantique en particulier, plusieurs groupes exploitent des magasins coopératifs qui fournissent à leurs membres les nécessités de ménage telles que les épiceries, les viandes et les produits laitiers.

Sous-section 2.—Coopératives de consommation

La plupart des gens voient dans les coopératives de consommation des sociétés de distribution en détail opérant dans le domaine des marchandises de consommation et les services. Cela est très vrai au Canada où les coopératives de consommation n'ont pas poussé leur activité en dehors de la distribution en détail.

L'histoire des coopératives de consommation au Canada n'est pas très encourageante. Comme il est dit plus haut, les tout premiers essais de mouvement coopératif au Canada ont été tentés dans le domaine de la coopération entre consommateurs. La seule société qui puisse accuser une suite ininterrompue d'opérations heureuses est la British Canadian Co-operative Society, de Sydney Mines, N.-E. Cette société entra en opérations en 1906 avec un seul petit magasin à Sydney Mines. Elle possède maintenant des succursales à North Sydney, Glace Bay, Florence et Cranberry. Elle fait la distribution d'épiceries, merceries, viandes et vêtements pour hommes et exploite une boulangerie, une laiterie et un service de tailleurs. Depuis les 35 dernières années cette société constitue l'un des exemples les mieux réussis d'établissement coopératif de consommation au Canada et sur le continent.

Pour de multiples raisons il a été difficile dans le passé de maintenir un dossier des magasins coopératifs de consommateurs au Canada. Une de ces raisons est l'absence de législation uniforme; une autre, l'absence d'une seule agence pouvant s'étendre à tout le pays. Une troisième raison a été l'impossibilité pour les chefs du mouvement de s'entendre sur une définition acceptable d'une société de consommateurs. Les deux premières ont disparu. Chaque province dispose maintenant d'une législation adéquate sur les sociétés coopératives et dans la plupart des cas toute nouvelle association doit être constituée subordonnément à la loi existante, laquelle, presque partout, s'est avérée très acceptable pour la plupart des coopérateurs.

Lors du recensement de 1941, tous les magasins et établissements commerciaux coopératifs ont été énumérés. Les statistiques sur l'importance de la coopération entre consommateurs au Canada sont facilement accessibles pour la plupart des provinces, mais malheureusement elles n'ont pas été réunies de façon à donner une idée générale du mouvement par tout le Canada sauf pour les années de recensement. Les seuls chiffres pour le Canada se trouvent dans le rapport annuel de l'Union Coopérative et encore ne comprennent-ils que les sociétés affiliées à l'Union, lesquelles ne constituent qu'un faible pourcentage du total estimatif.

Une estimation très large place le nombre de magasins coopératifs de détail, tant ruraux qu'urbains, au Canada, à 365 environ avec effectifs globaux de 30,000 membres et faisant de quatre à cinq millions d'affaires par année. Ces affaires se font en majeure partie dans les marchandises de consommation telles que les épiceries, les merceries, les chaussures, etc., bien que dans les provinces de l'Ouest il se fasse une plus forte proportion d'affaires dans la ficelle d'engerbage, l'huile et la gazoline et autres marchandises pouvant être désignées comme "fournitures agricoles".

La plus forte concentration de magasins de consommateurs se rencontre dans l'Est du pays. Il y en a environ 60 dans les Provinces Maritimes, environ 100 dans le Québec et 35 en Ontario. Les autres se trouvent dans les Provinces de l'Ouest. L'achat coopératif en gros ou au wagon de fournitures agricoles est toutefois très répandu dans les centres agricoles de l'Ouest. Dans la seule province de Saskatchewan, il existe plus de 400 de ces associations, lesquelles en 1940 font pour $4,250,000 d'affaires environ. Un fort pourcentage de ce chiffre se compose d'achats et de ventes de gazoline et d'huile.

Les sociétés de gros dont l'objet est de servir le commerce de détail s'apparentent étroitement aux sociétés de distribution en détail. Il en existe présentement cinq, dont le chiffre d'affaires est de $4,584,448.

Sous-section 3.—Sociétés de crédit coopératif et services sociaux coopératifs

Syndicats de crédit.—Le premier relevé de l'importance et de l'évolution des syndicats de crédit au Canada a été fait par la division de l'Economique, service des Marchés, Ministère fédéral de l'Agriculture, en février 1941. Il a paru dans *L'Economiste Agricole* de décembre 1940 et de février 1941 et plus tard en un tirage à part. Ce relevé donne un résumé complet de la législation régissant ces sociétés dans chaque province et aussi un résumé statistique des affaires de chacune.

La législation provinciale pourvoit à la nomination d'un inspecteur qui agira en qualité de conseiller, d'aviseur et de vérificateur des écritures des diverses sociétés. Annuellement, chaque inspecteur prépare un rapport détaillé sur l'activité des syndicats de crédit dans sa province. D'habitude des rapports sont imprimés et distribués sur demande.

Il y a dans chaque province, sauf au Manitoba, des ligues de syndicats de crédit. Ces ligues sont ordinairement des fédérations de plus petits groupes connus sous le nom de chapitres et organisés dans les villes ou les régions comptant un certain nombre de syndicats de crédit. Une ligue semblable sera probablement organisée au Manitoba prochainement.

Les ligues de syndicats de crédit au Canada rendent de précieux services aux sociétés qui en font partie. D'abord elles sont des organismes de vulgarisation qui publient et distribuent tracts et renseignements sur ce que doivent être les véritables pratiques des syndicats de crédit. Elles mettent aussi en commun les commandes de fournitures de tenue des livres et voient au cautionnement des trésoriers des syndicats de crédit. La plupart des ligues maintiennent un service de conseils

33.—Nombre, effectifs et actif global des syndicats de crédit au Canada, 1915-41

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
1915										
Nombre	Nil	Nil	Nil	91	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	91
Effectifs	"	"	"	23,614	"	"	"	"	"	23,614
Actif global $	"	"	"	2,027,728	"	"	"	"	"	2,027,728
1920										
Nombre	"	"	"	113	"	"	"	"	"	113
Effectifs	"	"	"	31,752	"	"	"	"	"	31,752
Actif global $	"	"	"	6,306,965	"	"	"	"	"	6,306,965
1925										
Nombre	"	"	"	122	"	"	"	"	"	122
Effectifs	"	"	"	33,279	"	"	"	"	"	33,279
Actif global $	"	"	"	8,261,515	"	"	"	"	"	8,261,515
1930										
Nombre	"	"	"	179	15	"	"	"	"	194
Effectifs	"	"	"	45,767	[1]	"	"	"	"	45,767
Actif global $	"	"	"	11,178,810	[1]	"	"	"	"	11,178,810
1935										
Nombre	"	50	"	202	25	"	"	"	"	277
Effectifs	"	9,000	"	43,045	[1]	"	"	"	"	52,045
Actif global $	"	130,243	"	10,043,754	[1]	"	"	"	"	10,173,997
1936										
Nombre	"	71	"	234	26	"	"	"	"	331
Effectifs	"	12,178	"	49,890	[1]	"	"	"	"	62,068
Actif global $	"	269,045	"	10,846,755	[1]	"	"	"	"	11,115,800
1937										
Nombre	25	105	24	256	25	1	5	"	"	441
Effectifs	240	17,173	1,800	57,216	[1]	480	268	"	"	77,177
Actif global $	15,341	446,403	20,000	13,275,488	[1]	[1]	2,236	"	"	13,759,468
1938										
Nombre	38	148	67	338	25	10	19	"	"	645
Effectifs	3,577	22,869	6,203	75,419	[1]	1,300	1,644	"	"	111,012
Actif global $	37,392	605,459	91,060	16,057,994	[1]	22,885	20,882	"	"	16,835,672
1939										
Nombre	44	182	116	406	16	19	32	23	6	844
Effectifs	4,731	27,113	11,533	91,374	8,809	2,406	2,862	2,226	500	151,554
Actif global $	66,177	748,269	195,132	17,847,606	1,657,909	49,990	67,705	47,806	[1]	20,680,594
1940										
Nombre	46	199	132	562	67	31	52	35	43	1,167
Effectifs	5,313	27,941	16,509	124,111	14,461	3,630	4,481	3,371	1,320	201,137
Actif global $	87,497	924,751	377,380	21,400,001	1,936,932	90,535	180,316	103,483	18,790	25,069,685
1941										
Nombre	45	201	138	609	93	44	72	43	71	1,316
Effectifs	5,539	28,144	18,765	147,484	18,670	5,112	6,273	4,564	3,912	238,463
Actif global $	99,647	1,055,731	487,533	26,831,439	2,193,355	142,882	189,306	161,494	69,426	31,230,813

[1] Les renseignements ne peuvent être obtenus.

juridiques à la disposition des sociétés membres et des dossiers et statistiques sur le progrès de leurs propres membres de même que sur les syndicats de crédit des autres provinces et pays.

Les modifications à la législation régissant les syndicats de crédit sont d'habitude préparées et soumises au gouvernement concerné par la ligue.

Voici une énumération de la législation principale dans chaque province: Ile du Prince-Edouard, loi sur les sociétés de syndicats de crédit, c. 6, 1936; Nouvelle-Ecosse, loi sur les sociétés de syndicats de crédit, c. 11, 1932; Nouveau-Brunswick, loi sur les sociétés de syndicats de crédit, c. 53, 1936; Québec, une loi concernant les syndicats coopératifs, c. 69, 1925; Ontario, la loi des syndicats de crédit, c. 7, 1940; Manitoba, la loi des compagnies, c. 7, 1937, partie VIA, sociétés des syndicats de crédit; Saskatchewan, loi des syndicats de crédit, c. 25, 1937; Alberta, loi des syndicats de crédit, c. 22, 1938; Colombie Britannique, loi des syndicats de crédit, c. 12, 1938.

Aucune modification importante n'a été apportée à cette législation au cours de la dernière année.

34.—Sommaire des syndicats de crédit, par province[1]

Province	Syndicats de crédit	Membres	Actions	Dépôts	Actif global	Prêts consentis, dernière année fiscale	Prêts consentis depuis la fondation
	nomb.	nomb.	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard (30 sept. 1941)	45	5,539	82,171	6,241	99,647	99,742	369,087
Nouvelle-Ecosse (30 sept. 1941)	201	28,144	943,606	19,294	1,055,731	938,690	4,761,925
Nouveau-Brunswick (30 sept. 1941)[2]	138	18,765	445,019	11,778	487,533	472,232	1,629,856
Québec							
Desjardins	601	146,275	3,047,822	31,421,718	26,796,617	5,700,000[3]	106,061,694[3]
Autres[4]	8	1,209	29,281	3,538	34,822	44,097	118,185
Ontario (31 mars 1942)	93	18,670	801,944	1,130,373	2,193,355	1,710,697	12,196,827
Manitoba	44	5,112	83,638	51,388	142,882	186,305	424,181
Saskatchewan	72	6,273	140,183	34,426	189,306	295,105	675,765
Alberta	43	4,564	127,693	21,904	161,494	121,724	528,691
Colombie Britannique (30 sept. 1941)[5]	71	3,912	63,157	2,652	69,426	83,942	132,467
Totaux	**1,316**	**238,463**	**5,764,514**	**22,703,312**	**31,230,813**	**9,652,534**	**126,898,678**

[1] 31 décembre 1941, sauf indication contraire. [2] Les statistiques, sauf en ce qui concerne le nombre de syndicats, sont pour 129 syndicats de crédit seulement. [3] Estimation de la Fédération des Caisses Populaires Desjardins. [4] Ces syndicats sont membres de la Fédération des Syndicats de Crédit de Montréal, Limitée, et les statistiques, sauf en ce qui concerne le nombre de syndicats, sont pour 6 syndicats de crédit seulement. [5] Les statistiques, sauf en ce qui concerne le nombre de syndicats, sont pour 59 syndicats de crédit seulement.

Tel que l'indiquent les tableaux **33** et **34**, Québec est la province où les syndicats de crédit sont le plus répandus, c'est pourquoi elle mérite une étude plus détaillée.

Dans Québec, les syndicats de crédit sont connus sous le nom de "caisses populaires". Ces caisses furent d'abord établies à Lévis en 1900 par feu Alphonse Desjardins, dans le but d'assurer un crédit à court terme aux petits fermiers et aux travailleurs de l'industrie dans la province.

M. Desjardins adopta les principes suivants: ne consentir des prêts qu'à des membres choisis dans une circonscription restreinte et pour un but nettement déterminé; responsabilité limitée; émettre des actions à petits montants payables par versements et rachetables; et partage des bénéfices. Ces banques du peuple sont pour la plupart établies dans les régions agricoles. Les prêts sont consentis pour l'achat d'instruments agricoles au comptant, pour augmenter le cheptel, améliorer les bâtiments de ferme, aider à traverser une période de dépression, éteindre une dette et différents autres objets.

Les détails d'organisation de ces caisses se trouvent dans l'Annuaire Statistique de Québec. Des données complètes sur le fonctionnement de chaque caisse et un résumé des opérations principales à compter de la date de fondation sont publiés annuellement dans un rapport intitulé "Les Caisses Populaires coopératives et les Sociétés Agricoles coopératives".

Ces caisses sont presque entièrement sous la surveillance d'une fédération provinciale à laquelle une subvention de $50,000 est versée annuellement pour lui aider dans son travail et défrayer certaines autres dépenses relatives aux syndicats de crédit. Dans ses attributions, cette fédération est à peu près identique aux ligues qui existent dans les autres provinces, bien que ses opérations soient beaucoup plus vastes en raison de la très substantielle subvention du gouvernement.

Assurance.—Depuis 75 ans, les fermiers recourent au principe coopératif pour assurer leurs biens contre les pertes par le feu. Certaines compagnies dont la première clientèle était essentiellement rurale ont élargi les cadres de leurs opérations qui s'étendent maintenant aussi bien à la propriété urbaine. La caractéristique commune des compagnies mutuelles d'assurance-feu est la prime versée sous forme de billet par l'assuré au moment où il assure sa propriété. L'assuré peut être requis de verser d'avance et comptant une partie déterminée de cette prime, ou il peut être appelé à verser un montant périodique pour compenser les pertes et défrayer les dépenses d'administration.

Toutes les compagnies peuvent être constituées subordonnément à la législation fédérale ou provinciale, tombant ainsi sous la surveillance des divers surintendants des assurances. Les statistiques du tableau **35** sont puisées aux rapports de ces surintendants.

Ces compagnies sont purement mutuelles. Elles sont régies et dirigées par les fermiers qui en sont membres pour leur propre compte. Elles constituent l'une des plus anciennes et probablement l'une des plus prospères entreprises coopératives des fermiers canadiens.

En 1939, 365 compagnies agricoles mutuelles d'assurance-feu accusaient pour $1,120,000,000 d'assurance en vigueur. Un calcul fait de la même manière pour 1933 fait voir qu'à cette époque 325 compagnies avaient environ $1,000,000,000 d'assurance en vigueur.

Une forme d'assurance, identique en principe à l'assurance mutuelle, est celle des sociétés fraternelles de bienfaisance, dont les statistiques sont données au chapitre des assurances dans le présent ouvrage (voir index).

35.—Compagnies agricoles mutuelles d'assurance-feu au Canada, par province, 1939

Province	Nombre de compagnies	Résidu *non réparti* de billets-primes	Actif net déclaré	Passif total	Montant net d'assurance en vigueur	Pertes nettes payées, 1939
		$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	1	Nil	92,165[1]	5,602	10,308,858	22,506
Nouvelle-Ecosse	5	65,295	327,369	81,376	17,183,928	42,058
Québec—						
Comtés	8	1,131,244	33,634	28,329	15,981,665	36,816
Municipalités	67	143,827	67,895	11,048	20,900,786	25,535
Paroisses	208	4,862,330	215,810	72,350	109,944,787	188,198
Ontario	67	13,704,075	4,450,948	1,090,900	560,809,649	929,615
Manitoba	1	4,215	449	15	102,800	[3]
Saskatchewan	5[2]	191,949	520,169	251,101	27,425,662	38,514
Colombie Britannique	1	112,320	192,609	172,407	[3]	8,516
Dominion	2	1,856,713	3,372,303	1,711,648	356,954,222	600,013
Totaux	**365**	**22,071,968**	**9,273,351**	**3,424,776**	**1,119,612,357**	**1,891,771**

[1] Comprend le résidu non réparti du billet-prime. [2] Comprend une compagnie faisant affaires dans les quatre provinces de l'Ouest. [3] Non connues.

Coopératives diverses et coopératives de service.—Peuvent entrer sous cette rubrique les divers services assurés sous une forme coopérative tels que le logement, les soins médicaux, les services téléphoniques et les sociétés de frais funéraires. Les associations de cette nature sont d'institution plutôt récente, mais gagnent sans cesse en importance.

Téléphones.—Les plus répandues de ces diverses associations coopératives de service sont celles qui assurent le service téléphonique, établies en majeure partie dans les régions rurales. Les statistiques de 1913 indiquent qu'il existe alors 262 systèmes téléphoniques coopératifs. En 1940, ce nombre est de 2,348 desservant 102,286 appareils. Les immobilisations totales de ces systèmes sont d'environ $20,000,000.

La majorité de ces systèmes téléphoniques coopératifs sont dans la Saskatchewan, l'Ontario, l'Alberta et la Nouvelle-Ecosse. Il en existe un certain nombre aussi dans les autres provinces.

Les Provinces des Prairies exploitent aussi des réseaux provinciaux et il y a en outre des réseaux appartenant aux municipalités et exploités par elles dans l'Alberta, l'Ontario, le Manitoba, la Colombie Britannique, le Québec et la Saskatchewan, lesquels réunissent un total de 37,680 appareils téléphoniques.

Dans la majorité des cas le service n'est fourni qu'aux membres de l'association, bien que certains systèmes l'assurent à des clients qui ne sont pas membres, de la même manière que les compagnies commerciales.

Les gouvernements provinciaux et municipaux ont aidé à l'organisation d'un grand nombre de ces associations. Dans certains cas, la province a avancé les sommes nécessaires à la construction et à l'installation, lesquelles ont été remboursées au moyen de contributions annuelles. Dans une province, ce sont les municipalités qui ont avancé, de la même manière, les fonds aux associations. En Alberta, depuis 1935, le réseau provincial a vendu des tronçons de ses lignes rurales à des compagnies composées d'usagers opérant le service coopérativement.

Hospitalisation.—En raison de la demande croissante de la part du public et des hôpitaux pour certains moyens d'alléger le fardeau financier de la maladie, plusieurs plans d'hospitalisation ont été élaborés en collaboration avec les hôpitaux publics à travers le Canada.

En 1941, le Canada compte 38 de ces systèmes d'assurance collective d'hospitalisation et plusieurs autres sont en voie de formation. La plupart des systèmes présentement en opération reposent sur le même principe. Il y a d'habitude une contribution mensuelle basée sur la famille ou les particuliers, en retour de laquelle l'abonné a droit à des taux de préférence en ce qui concerne divers services d'hôpitaux de même qu'à plusieurs services de routine sans frais supplémentaires. En 1940, la Branche de la Statistique des Institutions du Bureau Fédéral de la Statistique signale cinq de ces systèmes en Nouvelle-Ecosse, deux au Nouveau-Brunswick, sept en Ontario, un au Manitoba, trois en Saskatchewan, sept en Alberta et treize en Colombie Britannique. Un système est sur le point d'être inauguré dans la province de Québec.

Le premier système provincial de ce genre au Canada a été mis en vigueur par le gouvernement du Manitoba. Il est présentement le plus important du Canada bien que ses opérations soient limitées aux plus grandes villes. Sur versement de certaines contributions mensuelles les abonnés ont droit à 21 jours d'hospitalisation y compris la nourriture, les diètes spéciales, les soins généraux, les pansements, les drogues et les médicaments. Des rabais sont consentis sur les analyses de laboratoire, la radiologie et autres traitements.

Un système en existence en Ontario, sous les auspices de l'Association des Hôpitaux de l'Ontario en collaboration avec l'Association Médicale de l'Ontario, ressemble de près au système manitobain.

Les deux hôpitaux publics de Kingston, Ontario, ont adopté un système conjoint d'hospitalisation par dérogation au système habituel genre assurance. Une distribution *pro rata* du montant entier des fonds provenant des honoraires prescrits est faite aux abonnés hospitalisés durant l'année. Cette distribution est basée sur l'acquittement de leurs comptes.

Logement.—Le système de logement coopératif probablement le mieux connu au Canada est celui de la Nouvelle-Ecosse. Avec le concours de la Commission Provinciale du Logement, les mineurs du voisinage de Glace Bay et Mines Reserve ont entrepris de se construire de meilleures habitations. Trois groupes habitent déjà ces nouvelles habitations dans cette région. Ces groupes sont organisés coopérativement avec l'aide de fonds avancés par la Commission du Logement et la main-d'œuvre est fournie par les membres de l'association coopérative du logement.

Divers.—Il existe au Canada une ou deux compagnies d'autobus et de transport opérant coopérativement. Les étudiants de l'Université de Toronto sont propriétaires d'une maison coopérative qu'ils administrent. Ceux d'autres universités sont en voie de se constituer en sociétés semblables. Il y a en Saskatchewan une société coopérative de frais funéraires. Dans des cas particuliers, les principes coopératifs ont été appliqués à plusieurs autres genres d'entreprises telles que restaurants, buanderies, imprimerie et édition et électrification. Il sera cependant impossible d'offrir des données exactes aussi longtemps qu'un relevé complet ne sera pas fait de l'activité coopérative parmi les consommateurs.

PARTIE II.—AIDE AU COMMERCE ET CONTRÔLE PAR LE GOUVERNEMENT

Section 1.—Coalitions nuisibles au commerce*

La législation fédérale ayant pour objet de venir en aide au commerce et de le réglementer interdit spécifiquement aux monopoles et autres coalitions semblables certaines opérations contraires à l'intérêt public. Les combinaisons monopolisatrices visant à écarter la concurrence dans les prix, les stocks ou la qualité des marchandises et, partant, à en hausser injustement le coût et les prix sont interdites en vertu de la loi des enquêtes sur les coalitions et en vertu de l'article 498 du Code pénal.

Un article général sur la législation canadienne relative aux coalitions et monopoles nuisibles au commerce a été publié aux pp. 785–90 de l'Annuaire de 1927–28 sous le titre "Législation sur les coalitions de nature à nuire au commerce". Chacune des éditions suivantes de l'Annuaire contient un exposé des procédures intentées chaque année en vertu de la loi des enquêtes sur les coalitions.

La première loi fédérale dans ce domaine est "Une loi pour la prévention et la suppression des coalitions pour nuire au commerce", adoptée en 1889 et maintenant en vigueur sous la forme modifiée de l'article 498 du Code pénal. La première législation pourvoyant à des facilités spéciales d'enquête sur les coalitions date de 1907. Elle fut incorporée à la loi du tarif de la même année. En 1910 la loi d'enquête sur les coalitions de la même année est entrée en vigueur. Elle fut remplacée par la loi des coalitions et des prix équitables de 1919, laquelle, à son tour, après que le comité judiciaire du Conseil Privé l'eût déclarée inconstitutionnelle, fut remplacée par la loi actuelle d'enquête sur les coalitions, 1923. (S.R.C. 1927, c. 26).

* Revisé par F. A. McGregor, Commissaire, Loi d'enquête sur les coalitions, Ministère du Travail.

Loi d'enquête sur les coalitions.—Cette loi (S.R.C. 1927, c. 26) autorise l'enquête sur les coalitions commerciales, les mergers, les trusts et les monopoles censés avoir été constitués ou exploités de façon à restreindre le commerce au détriment du public. La participation aux opérations ou à la formation de ces coalitions constitue un délit criminel. Les pratiques ayant pour objet d'amoindrir illicitement la concurrence et d'accaparer le commerce comprennent les conventions entre concurrents ou autres personnes pour hausser les prix, établir des prix uniformes de vente ou de revente, écarter les concurrents des affaires ou autrement limiter indûment la production ou les facilités de production ou de distribution. Les coalitions et associations commerciales pour la plupart des autres fins ne sont pas contraires aux intérêts du public. Elles comprennent les associations ayant pour objet de recueillir, de distribuer les renseignements sur les opérations commerciales ou d'effectuer une standardisation ou une simplification utiles des marchandises ou des services.

Les poursuites récentes à la suite d'enquêtes faites en vertu de cette loi portaient sur de prétendues coalitions de manufacturiers et marchands en gros de produits du tabac et de manufacturiers de récipients d'expédition en planche de fibre ondulée ou solide et de matériaux servant à la fabrication de ces récipients. Dans les causes des récipients d'expédition, 21 compagnies et un particulier ont été condamnés à Toronto à des amendes s'élevant au total à $176,000 payables au Receveur Général du Canada. Les 22 accusés ont été convaincus ou ont avoué leur culpabilité d'avoir indûment affaibli ou écarté la concurrence dans la fabrication et la vente de boîtes ou récipients d'expédition en planche de fibre ondulée ou solide, ou de planche de doublage et autres matériaux servant à la fabrication des récipients d'expédition. Les appels d'un certain nombre de ces condamnations ont été déboutés dans le cas de Sa Majesté contre la Container Materials Limited par la Cour Suprême du Canada en février 1942.

Trente-six compagnies et particuliers engagés dans le commerce du tabac, y compris des marchands de gros et sept manufacturiers, ont été trouvés coupables devant jury à Edmonton, en juillet 1941, d'avoir participé à une coalition ayant pour objet de fixer et hausser les prix des produits du tabac et aux opérations d'un merger, trust ou monopole contrôlant dans une large mesure la distribution du tabac au Canada au détriment du public. Les amendes imposées par la Cour Supérieure de l'Alberta s'élèvent à $221,500 et varient entre des montants de $250 à $25,000. Quatre membres de la Cour de Cassation de l'Alberta ont donné gain de cause en appel à 35 des accusés sous prétexte que certains d'entre eux avaient déjà été inculpés en vertu de l'article 498 du Code pénal et sur d'autres points techniques de la procédure durant le procès. Depuis l'institution de ces procédures les prix des principales marques de produits du tabac, en dehors des changements apportés à la taxe, ont été abaissés de quelque 10 p.c.

Les règlements sur les prix maximums sont entrés en vigueur en décembre 1941. Il y est pourvu qu'en dehors de certaines exemptions aucune personne ne peut exiger un prix plus élevé pour des marchandises et des services que les prix maximums exigés par elle pour des marchandises et des services semblables durant la période de base du 15 septembre au 11 octobre 1941. L'adoption de ces règlements a du fait étendu les mesures générales de contrôle direct de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre à presque toutes les industries et tous les commerces civils au Canada et nécessité la nomination de coordonnateurs ou administrateurs dans chaque domaine. Le Commissaire de la loi des enquêtes sur les coalitions fait maintenant partie de la Commission des Prix et du Commerce en temps

de guerre en qualité d'administrateur exécuteur au nom de la Commission. Les enquêtes et les procédures en vertu de la loi d'enquête sur les coalitions ont été orientées, pour la durée de la guerre, dans le sens de l'extension des mesures de contrôle de temps de guerre sur les prix et les approvisionnements.

Section 2.—Brevets d'invention, droits d'auteur et marques de commerce*

Brevets.—Les brevets ou lettres patentes, qui en Angleterre constituent l'un des privilèges de la Couronne depuis le temps du Statut des Monopoles (1624) et même au delà, ont toujours été au Canada une simple formalité administrative. Une loi fut adoptée au Bas-Canada en 1824, pourvoyant à l'octroi de brevets aux inventeurs qui étaient sujets britanniques et domiciliés dans la province. Une loi de même nature fut adoptée par le Haut-Canada en 1826, puis par la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick à des dates ultérieures. Après l'Union, une loi codifiant toutes les lois antérieures fut adoptée en 1849, tant pour le Haut-Canada que pour le Bas-Canada; enfin, l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord attribua exclusivement au Parlement du Canada le droit d'accorder ces brevets. La loi fédérale des brevets de 1869 abrogea toutes les lois provinciales et forme la base de notre législation en la matière.

Les brevets d'invention sont sujets aux dispositions du c. 150, S.R.C., 1927, tel que refondu dans le c. 32, 1935, et les demandes de protection à ce sujet doivent être adressées au Commissaire des Brevets, Ottawa, Canada.

L'ordonnance de 1939 sur les brevets, dessins, droits d'auteur et marques de commerce (mesure d'urgence) a été invoquée en raison de la situation née de la présente guerre. Cette ordonnance confère au Commissaire des Brevets le pouvoir de prolonger le délai accordé par les lois des brevets, des dessins de fabrique et des droits d'auteur pour l'exécution d'une formalité quelconque; d'autoriser la fabrication d'après des brevets, dessins et droits d'auteur appartenant à l'ennemi; de modifier les conventions existantes; de tenir secrète ou de soustraire à la publication toute révélation qui pourrait aider l'ennemi; et d'accorder la permission de déposer à l'étranger des demandes de brevets. L'objet principal des dispositions relatives aux autorisations est de permettre et encourager le perfectionnement au Canada d'inventions protégées par les brevets appartenant à l'ennemi et qui, par conséquent, ne pourraient être utilisées durant la guerre.

Les progrès de l'invention† au Canada sont illustrés par l'augmentation, chaque année sans interruption depuis le commencement du siècle jusqu'à l'année fiscale 1913, du nombre de demandes de brevets et de la somme des honoraires perçus. En 1913, les demandes de brevets sont de 8,681. Depuis lors cependant les progrès ne sont pas aussi rapides. Des 7,834 brevets émis en 1941, 5,676 ou 72 p.c. sont accordés à des inventeurs des Etats-Unis, 608 à des Canadiens et 708 à des citoyens de Grande-Bretagne et d'Irlande. Viennent ensuite, d'après le nombre d'inventeurs à qui des brevets sont accordés, l'Allemagne avec 376, la Hollande avec 97, la France avec 80, la Suisse avec 67 et la Suède avec 47.

Au cours de l'année fiscale de 1941, les inventeurs se sont employés particulièrement dans le domaine des produits chimiques et des arts connexes. Ils ont consacré beaucoup de leur attention aux drogues synthétiques et aux composés thérapeu-

* La matière relative aux brevets d'invention et droits d'auteur a été revisée par J. T. Mitchell, Commissaire des Brevets d'invention; la matière relative aux marques de commerce a été revisée par D. D. Ryan, Registraire des Marques de commerce.

† 'Invention' signifie tout art, procédé, machine, fabrication ou composition d'une matière, nouveaux et utiles, et toute amélioration nouvelle et utile à tout art, procédé, machine, fabrication ou composition d'une matière.

tiques, à la production de sulfanilamides, des hormones et de diverses vitamines qui ont fait l'objet de multiples applications. De nombreux composés alimentaires nouveaux contenant de plus grandes quantités de vitamines ont été perfectionnés; une attention particulière a été accordée à l'augmentation et à la stabilisation de la teneur en vitamines des liquides comestibles, tels que le lait et les jus de fruits et à la mouture du grain, de façon à conserver à la farine sa teneur en vitamines. D'autres recherches ont été effectuées dans le but d'améliorer le carburant et en vue de la production des résines synthétiques. Dans la métallurgie, des méthodes améliorées ont été apportées à la production des alliages métalliques légers de magnésium et d'aluminium et d'acier inoxydable léger. De même, les méthodes de séparer les minerais non métalliques par la flottation ont été améliorées. Dans le domaine de l'électricité de nombreuses inventions ont été perfectionnées permettant d'éteindre l'arc au moyen d'interrupteurs et de fusibles et relatives au soudage à l'électricité, à la commande des moteurs et aux tubes d'électrons pour la radio. Les dispositifs de guerre ont fait l'objet de nombreuses applications dans les aéroplanes, les vaisseaux lance-torpilles, les mitrailleuses, les bombes et autres engins.

1.—Demandes, émissions, etc. de brevets d'invention au Canada, années fiscales 1936-41

Détails		1936	1937	1938	1939	1940	1941
Brevets d'invention demandés	nomb.	12,580	10,668	10,950	10,899	10,413	9,064
Brevets émis	"	7,791	8,177	7,720	7,578	7,234	7,834
Emis à des Canadiens	"	792	703	647	620	571	608
Certificats pour honoraires de renouvellement	"	2	Nil	1	Nil	Nil	Nil
Caveats accordés	"	394	423	399	475	378	318
Cessions de brevets	"	8,145	7,723	8,249	8,245	7,976	7,728
Honoraires encaissés, net	$	386,542	377,453	367,127	365,672	350,607	333,646

Droits d'auteur, dessins de fabrique et marques sur bois de service.—L'enregistrement des droits d'auteur est gouverné par le c. 32, S.R.C., 1927, et toute demande de protection s'y rapportant doit être adressée au Commissaire des Brevets, Ottawa, Canada.

La loi des droits d'auteur de 1921 (refondue dans le c. 32, S.R.C., 1927) réglemente par son article 4 la nature et, par son article 5, la durée d'un droit d'auteur. "Le droit d'auteur existe au Canada. . . . .pour toute œuvre originale, littéraire, dramatique, musicale et artistique, si l'auteur était au moment de sa production sujet britannique, citoyen ou sujet d'un pays étranger ayant adhéré à la convention de Berne et au protocole additionnel. . .ou bien habitait dans les Dominions de Sa Majesté. A moins de dispositions contraires expressément spécifiées par cette loi, cette protection s'exerce pendant toute la durée de la vie de l'auteur et pendant une période de cinquante ans après sa mort".

La protection du droit d'auteur s'étend aux disques, rouleaux perforés, films cinématographiques, ou toute autre combinaison au moyen de laquelle une œuvre peut être mécaniquement représentée. Le but de cette loi est d'accorder aux auteurs canadiens pleine protection dans toutes les parties des Dominions de Sa Majesté, dans les pays étrangers signataires de la convention de Berne et dans les Etats-Unis d'Amérique aussi bien qu'au Canada.

Les lois des dessins de fabrique (c. 71, S.R.C., 1927) et des marques sur les bois de service (c. 198, S.R.C., 1927) et leurs amendements protègent ces dessins et marques. Leurs registres sont conservés par la Branche des Droits d'Auteur du Bureau des Brevets et les renseignements à leur sujet sont publiés dans la Gazette du Bureau des Brevets.

2.—Droits d'auteur, dessins de fabrique et marques sur les bois enregistrés au Canada, années fiscales 1936-41

Détails		1936	1937	1938	1939	1940	1941
Droits d'auteur enregistrés	nomb.	3,403	3,249	3,241	3,146	3,214	3,298
Dessins de fabrique	"	363	336	544	356	402	336
Marques sur bois enregistrées	"	3	10	7	16	21	11
Cessions[1]	"	1,394	2,093	1,688	632	513	494
Honoraires encaissés, net[1]	$	68,220	86,396	85,023	13,381	13,535	15,995

[1] Y compris cessions et honoraires de marques de commerce qui ne peuvent être indiqués séparément jusqu'au 31 mars 1938.

Marques de commerce et étiquettes syndicales.—Depuis le 1er avril 1938, le Bureau des Marques de Commerce est devenu une branche relevant du Secrétariat d'Etat. Il est donc une entité distincte du Bureau des Brevets auquel il était auparavant attaché.

Le Bureau des Marques de Commerce est chargé de l'application de la loi de la concurrence déloyale, 1932, qui révoque tous les statuts antérieurs sur les marques de commerce et de la loi des étiquettes syndicales entrée en vigueur le 1er septembre 1938. Les demandes d'enregistrement de marques de commerce et/ou d'étiquettes syndicales doivent être adressées au Registraire des Marques de Commerce, Ottawa, Canada.

Un registre est tenu des marques de commerce, auquel, subordonnément aux dispositions de la loi, toute personne doit faire inscrire toute marque de commerce qu'elle a adoptée et donner avis des cession, transfert, renonciation et jugement se rapportant à une telle marque. Afin que le public soit tenu au courant des enregistrements des marques de commerce, une liste des marques enregistrées chaque semaine paraît dans la Gazette du Bureau des Brevets.

La loi sur l'enregistrement des étiquettes syndicales a pour objet d'offrir une certaine mesure de protection aux associations telles que les syndicats ouvriers qui pouvaient autrefois enregistrer leurs désignations particulières comme étiquettes syndicales en vertu de la loi des marques de commerce. Les enregistrements en vertu de cette loi peuvent être renouvelés à tous les quinze ans.

3.—Marques de commerce et étiquettes syndicales enregistrées au Canada, années fiscales 1936-41

NOTA.—Antérieurement au 1er avril 1938, les marques de commerce relevaient de la Branche des Droits d'Auteur du Bureau des Brevets.

Détails		1936	1937	1938	1939	1940	1941
Marques de commerce enregistrées	nomb.	1,574	2,068	2,169	2,181	1,721	1,687
Cessions de marques de commerce enregistrées	"	728	1,491	1,136	1,022	1,229	798
Renouvellements de marques de commerce enregistrées	"	437	468	550	660	410	376
Copies authentiques préparées	"	282	383	328	356	307	245
Etiquettes syndicales enregistrées	"	[1]	[1]	[1]	2	4	1
Recettes nettes en honoraires	$	–	–	–	62,711	51,719	51,107

[1] Loi non en vigueur, voir texte ci-dessus.

Section 3.—Poids et mesures*

L'administration des poids et mesures a pour objet de maintenir l'uniformité et l'exactitude des étalons officiels de mesure du pays dans l'industrie et le commerce. L'Annuaire de 1941, p. 535, contient un exposé de la principale législation et des principaux standards légaux.

Depuis 1918, ce service est administré par le Ministère du Commerce; à cette fin le Dominion est divisé en 19 districts, chacun desquels ayant à sa tête un inspecteur. Les principales directives de cette administration sont énumérées à la p. 535 de l'Annuaire de 1941.

Les recettes totales du service, les années fiscales 1940 et 1941, sont de $412,733 et $427,358 respectivement, tandis que les dépenses, y compris les salaires, sont de $431,586 et $418,260 respectivement.

* Revisé par E. O. Way, directeur des Poids et Mesures, Ministère du Commerce.

4.—Inspections par le Service des Poids et Mesures, années fiscales 1940 et 1941

Articles	1940				1941			
	Soumis	Vérifiés	Rejetés	Pourcentage des rejets	Soumis	Vérifiés	Rejetés	Pourcentage des rejets
	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.	nomb.	nomb.	nomb.	p.c.
Poids (canadiens)	124,629	118,450	6,179	4·96	128,906	122,634	6,272	4·86
Poids (métriques)	985	966	19	1·93	1,976	1,898	78	3·95
Mesures de capacité	59,705	59,337	368	0·53	60,612	59,968	644	1·06
Mesures linéaires	7,950	7,926	24	0·3	9,401	9,349	52	0·55
Bidons à lait	77,857	77,672	185	0·23	81,648	81,454	194	0·24
Récipients à crème glacée	34,536	34,536	Nil	–	26,004	26,004	Nil	–
Appareils de mesurage (pompes à gazoline)	59,072	50,449	8,623	14·6	60,150	52,154	7,996	13·29
Wagons-citernes	994	988	6	0·51	1,021	1,011	10	0·98
Pipettes en verre Babcock	44,655	44,510	145	0·3	44,219	44,110	109	0·25
Balances	204,902	182,295	22,607	11·0	214,010	191,099	22,911	10·70
Balances (métriques)	803	765	38	4·7	1,145	1,031	114	0·95
Balances domestiques	14,213	13,993	220	1·5	15,618	15,505	113	0·72
Divers	3,253	3,184	69	2·1	2,444	2,343	101	4·13
Totaux	**633,554**	**595,071**	**38,483**	**6·07**	**647,154**	**608,560**	**38,594**	**5·96**

Section 4.—Inspection de l'électricité et du gaz*

La Branche de l'Inspection de l'électricité et du gaz, du Ministère du Commerce, assure l'application de trois lois: la loi de l'inspection de l'électricité (c. 22, 1928), la loi de l'inspection du gaz (c. 82, S.R.C., 1927) et la loi de l'exportation de l'électricité et des fluides (c. 54, S.R.C., 1927).

Le Service d'Inspection du Gaz a été inauguré le 1er juillet 1875, et le Service d'Inspection de l'Electricité en 1894, alors que les deux ont été fusionnés pour former le Service d'Inspection du Gaz et de l'Electricité, constitué comme une branche du Ministère du Revenu Intérieur.

Pour fins d'administration, le Canada est divisé en trois zones et 20 districts avec un personnel total de 108. Le travail de ce service est purement technique; il comprend la vérification de tous les compteurs à électricité et à gaz en usage au Canada et la vérification et l'étampage de chaque compteur servant à l'établissement des factures afin d'assurer un calcul exact de la quantité d'électricité et de gaz vendue. Le gaz industriel est aussi analysé afin de déterminer sa valeur calorifique partout où il est vendu au Canada.

* Revisé par J. L. Stiver, directeur du Service de l'Inspection de l'électricité et du gaz, Ministère du Commerce.

Le dernier rapport de ce service montre que 515,796 compteurs à électricité et à gaz ont été vérifiés l'année fiscale 1941, comparativement à 517,121 l'année précédente. Les recettes totales provenant de l'inspection de l'électricité et du gaz sont de $351,091 en regard d'une dépense de $256,251. Cette branche a aussi perçu $560,797 en droits d'exportation et en honoraires de permis en vertu de la loi de l'exportation de l'électricité et des fluides; les frais de cette perception ne s'élèvent qu'à $232.

L'application de la loi de l'exportation de l'électricité et des fluides comprend la réception et la considération des demandes de permis d'exporter l'énergie électrique, le gaz naturel, l'huile brute, etc., de là l'émission des permis, l'inspection et la vérification des compteurs pour mesurer la quantité exportée et la perception de la taxe d'exportation. D'autres statistiques sur l'application de cette dernière loi se trouvent au chapitre des forces hydrauliques de ce volume, pp. 321–351.

5.—Compteurs électriques en usage, années fiscales 1915-41

Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre
1915	505,597	1924	1,094 639	1933	1,722,697
1916	517,629	1925	1,165,664	1934	1,720,997
1917	594,737	1926	1,240,752	1935	1,760,262
1918	661,403	1927	1,314,428	1936	1,788,522
1919	717,776	1928	1,412,521	1937	1,839,420
1920	743,468	1929	1,499,872	1938	1,905,692
1921	860,379	1930	1,582,505	1939	1,964,729
1922	945,599	1931	1,653,922	1940	2,037,563
1923	1,046,831	1932	1,704,197	1941	2,109,437

6.—Compteurs à gaz en usage, par espèce de gaz utilisé, années fiscales 1916-41

Année	Gaz industriel	Gaz naturel	Acétylène	Butane	Total	Année	Gaz industriel	Gaz naturel	Acétylène	Butane	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1916	199,514	67,940	–	–	267,454	1929	504,500	107,504	116	–	612,120
1917	314,915	55,697	–	–	370,612	1930	520,788	118,390	117	–	639,295
1918	325,244	88,795	–	–	414,039	1931	530,909	125,550	67	205[1]	656,731
1919	336,388	91,056	–	–	427,444	1932	540,277	128,194	66	230	668,767
1920	350,777	85,004	513[1]	–	436,294	1933	532,139	128,282	80	285	660,786
1921	361,479	98,494	577	–	460,550	1934	522,484	134,710	49	369	657,612
1922	366,840	101,785	430	–	469,055	1935	517,948	139,763	14	638	658,363
1923	379,459	102,007	438	–	481,904	1936	505,946	158,827	14	1,108	665,895
1924	390,548	105,804	425	–	496,777	1937	506,075	169,132	3	1,035	676,245
1925	405,471	106,861	404	–	512,736	1938	510,261	174,356	3	1,268	685,888
1926	443,067	85,752	425	–	529,244	1939	512,373	179,988	3	1,224	693,588
1927	462,496	90,302	358	–	553,156	1940	514,170	185,499	3	1,184	700,856
1928	482,076	98,915	357	–	581,348	1941	519,095	192,097	4	1,137	712,353

[1] Rapporté pour la première fois.

7.—Gaz vendu au Canada, par espèce, années fiscales 1932-41

NOTA.—Les chiffres de 1920-31 paraissent à la p. 630 de l'Annuaire de 1940.

Année	Gaz à l'eau carburée	Gaz de houille	Gaz de coke	Gaz naturel	Gaz acétylène	Butane	Total
	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.	M. pds cub.
1932	4,267,074	6,385,622	7,235,463	27,244,803	790	6,600	45,140,352
1933	3,821,680	7,491,005	5,908,231	27,342,696	4,982	11,930	44,580,524
1934	3,349,893	7,562,344	5,331,047	26,423,633	4,737	13,268	42,774,922
1935	2,256,568	8,378,714	6,267,577	25,051,664	5,729	12,576	41,972,828
1936	1,972,511	7,876,353	6,637,103	29,334,639	6,774	16,976	45,844,356
1937	1,969,493	6,894,858	7,685,207	30,291,438	8,066	19,781	46,868,843
1938	2,301,030	6,945,789	7,229,881	31,370,930	9,889	21,301	47,878,820
1939	2,229,700	6,267,914	7,589,430	31,928,682	10,300	20,141	48,046,167
1940	2,028,134	6,322,047	7,845,366	34,162,733	12,180	18,643	50,389,103
1941	1,727,392	6,938,003	8,293,387	29,673,000	25,964	17,751	46,675,497

Section 5.—Primes

Dans les cas où le Gouvernement juge à propos d'encourager la production d'une denrée particulière, les primes qu'il paye remplacent les droits de protection. Il en a été payé en grand nombre autrefois au Canada, mais les seules primes payées en ces dernières années sont celles sur le cuivre en barres et tiges, le chanvre et le charbon bitumineux miné au Canada et consommé dans la fabrication du fer ou de l'acier. La prime sur le charbon bitumineux a été votée à la suite d'une recommandation de la Commission Royale sur les réclamations des Provinces Maritimes au sujet de la consommation du charbon canadien dans la fabrication du fer et de l'acier. Voici les paiements qui ont été faits:—

Années fiscales—		
1930-31	273,148 tonnes nettes à 49½c....	$ 135,209·23
1931-32	126,356 tonnes nettes à 49½c....	62,546·18
1932-33	118,783 tonnes nettes à 48½c....	58,797·54
1933-34	213,841 tonnes nettes à 48½c....	105,851·25
1934-35	336,849 tonnes nettes à 49½c....	166,740·02
1935-36	390,168 tonnes nettes à 49½c....	193,133·12
1936-37	564,695 tonnes nettes à 49½c....	279,523·96
1937-38	583,187 tonnes nettes à 49½c....	288,989·41
1938-39	369,434 tonnes nettes à 49½c....	182,869·80
1939-40	605,909 tonnes nettes à 49½c....	299,924·93
1940-41	776,969 tonnes nettes à 49½c....	384,599·64
Du 1er avril au 31 déc. 1941	558,642 tonnes nettes à 49½c....	276,528·06

Des primes ont été payées en différents temps sur le fer et l'acier, le plomb, le pétrole brut, les fibres de manille, le zinc et les filés de toile; mais les primes sur le fer et l'acier ont cessé en 1911, sur le plomb en 1918, sur le zinc en 1921, sur les filés de toile en 1923 et sur le pétrole brut en 1927. Les montants payés en primes sur ces produits entre 1896 et la date d'expiration sont: fer, acier et leurs produits (1896–1912), $16,785,827; plomb (1899–1918) $1,979,216 pour 1,187,169,878 livres; zinc* (1919–21), $400,000; filés de toile (1921–23), $17,523; fibres de manille (1903–13), $367,962; pétrole brut* (1905–27), $3,457,173 sur 233,135,217 gallons. Les paiements globaux des primes expirées depuis 1896, y compris $611,763 sur le cuivre en barres et tiges† et $26,847 sur le chanvre†, s'élèvent à $23,646,311, à l'exclusion des primes sur le charbon indiquées plus haut. L'Annuaire de 1915, pp. 461–463, donne une description des primes payables depuis 1883, ainsi que des tableaux indiquant pour chaque produit les quantités pour lesquelles les primes ont été payées annuellement et les montants de telles primes de 1896 à 1915 inclusivement.

Depuis la guerre, et spécialement ces derniers mois, des bonis de temps de guerre ont été introduits qui encouragent aussi la production de denrées particulières, ce qui a un effet semblable à celui des primes. Ces bonis de temps de guerre sont expliqués dans les diverses sections de l'Annuaire où ils se rapportent directement à la production, particulièrement au chapitre des Manufactures.

Section 6.—Régie et vente des boissons alcooliques‡

Les premières colonies françaises et anglaises prohibèrent la vente de boissons enivrantes aux Indiens et les colonies anglaises apportèrent certaines restrictions à la vente des spiritueux aux Blancs. Cependant, il ne se manifeste pas de véritable

* L'Annuaire de 1927-28, p. 652, donne des détails relatifs aux primes sur le zinc et le pétrole brut.

† L'Annuaire de 1934-35, p. 674, donne un état des primes payées en vertu de la loi des primes sur le cuivre, qui a expiré le 30 juin 1931, et en vertu de la loi des primes sur le chanvre, qui a expiré le 31 décembre 1932.

‡ Résumé du rapport "Régie et vente des liqueurs au Canada" par Mlle L. J. Beehler, M.A., publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

mouvement en faveur de la prohibition avant le milieu du XIXe siècle et la première législation de contrôle a été adoptée dans le Haut-Canada en 1853.

Après la Confédération, il y eut durant plusieurs années beaucoup de confusion à cause de l'incertitude dans laquelle on était à savoir si le contrôle des permis de boisson relevait du fédéral ou du provincial. En 1878, la Dominion passa la loi de la tempérance du Canada, pourvoyant à l'"option locale'. En 1883, la loi de permis du Dominion fut passée, mais elle fut plus tard déclarée *ultra vires* par le Conseil Privé.

En 1916 et 1917, à titre de mesure de guerre, une loi interdisant la vente des boissons alcooliques, sauf pour des fins médicinales et scientifiques, a été adoptée par toutes les provinces, à part le Québec où une semblable loi a été promulguée en 1919. L'interdiction s'appliquait aussi à la vente de la bière et du vin, sauf dans le Québec. La vente des vins de fabrication canadienne était toutefois permise dans l'Ontario.

A l'appui des lois provinciales interdisant ou restreignant la vente des boissons alcooliques, le Gouvernement fédéral promulgua en 1916 une loi établissant comme délit le fait d'expédier des boissons enivrantes dans une province quelconque pour y faire l'objet d'un trafic contraire à la loi de cette province. En 1919, cette loi fut modifiée de façon à prescrire que "sur demande de l'assemblée législative d'une province, on pourra soumettre aux électeurs la question de prohiber l'introduction de boissons alcooliques dans cette province".

En 1921, le Québec et la Colombie Britannique rejetèrent les lois de prohibition existantes et leur substituèrent un système de régie gouvernementale pour la vente des boissons alcooliques. L'exemple fut suivi par le Manitoba en 1923, l'Alberta en 1924, la Saskatchewan en 1925, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick en 1927 et la Nouvelle-Ecosse en 1930. Ainsi, l'Ile du Prince-Edouard reste présentement la seule province prohibitionniste.

Les lois provinciales concernant la régie des boissons alcooliques ont été conçues avec l'objet d'établir un monopole provincial sur la vente au détail de la boisson alcoolique en éliminant à peu près complètement la possibilité pour les particuliers de tirer profit de ce commerce. Une exemption partielle est accordée pour la vente au détail des boissons de malt par les brasseries, laquelle est permise dans certaines provinces, celles-ci se réservant le droit de la réglementer et de la taxer lourdement. Dans toutes les provinces, toutefois, les spiritueux ne se vendent que dans les débits du Gouvernement. Le monopole provincial ne s'étend qu'à la vente au détail des boissons alcooliques, la fabrication en étant restée entre les mains d'entreprises privées sujettes à la surveillance des commissions de régie. Les premières lois de régie des boissons alcooliques ont subi de temps à autre les modifications jugées opportunes

Recettes nettes de la régie des boissons alcooliques.—Relativement aux chiffres des recettes nettes du tableau 8, il est essentiel de noter qu'ils comprennent non seulement les profits nets des Bureaux ou Commissions de régie des boissons alcooliques, mais aussi d'autres sommes provenant de permis, licences, etc., qui souvent son directement payées aux gouvernements provinciaux. Dans les éditions précédentes de l'Annuaire ce tableau paraît avec plus de détails, mais les explications nécessaires (dans les renvois) en rendaient l'interprétation très compliquée.

8.—Recettes globales nettes de la régie des boissons alcooliques, par province, 1937-41

Province	Année	Recettes globales nettes	Province	Année	Recettes globales nettes
		$			$
Nouvelle-Ecosse—			Manitoba—		
Année terminée le 30 nov.....	1937	1,313,994	Année terminée le 30 avril..	1937	1,512,201
	1938	1,365,814		1938	1,753,363
	1939	1,718,425		1939	1,742,075
	1940	2,284,229		1940	1,857,633
	1941	3,358,235		1941	1,874,954
Nouveau-Brunswick—			Saskatchewan—		
Année terminée le 31 oct.....	1937	1,104,714	Année terminée le 31 mars.	1937	1,452,875
	1938	1,153,763		1938	1,247,191
	1939	1,275,799		1939	1,291,106
	1940	1,655,739		1940	1,706,357
	1941	2,220,308		1941	1,941,185
Québec—			Alberta—		
Année terminée le 30 avril...	1937	5,487,018	Année terminée le 31 mars.	1937	2,390,813
	1938	6,221,814		1938	2,593,954
	1939	6,470,864		1939	2,740,124
	1940	7,572,121		1940	2,937,226
	1941	7,270,810		1941	3,207,627
Ontario—			Colombie Britannique—		
Année terminée le 31 mars...	1937	9,455,667	Année terminée le 31 mars.	1937	3,607,333
	1938	10,450,166		1938	4,095,165
	1939	10,129,159		1939	3,892,141
	1940	11,051,912		1940	4,456,948
	1941	12,294,175		1941	4,841,482

Consommation apparente de boissons alcooliques au Canada.—Il est impossible de déterminer les chiffres exacts de la consommation de boissons alcooliques au Canada. Les commissions de régie ne publient pas les chiffres de leurs ventes d'après le nombre de gallons et, même si ces données quantitatives étaient disponibles pour toutes les provinces, elles ne représenteraient pas nécessairement la consommation canadienne. Ainsi, les quantités consommées par les touristes forment un total considérable. De plus, il n'existe pas de données précises concernant le commerce illicite des boissons, bien que des enquêtes aient révélé que ce trafic clandestin atteint parfois des proportions assez considérables.

Les chiffres sur la consommation sont manifestement sujets à erreur pour les raisons indiquées plus haut, et aussi parce qu'il n'y est pas tenu compte des augmentations ou des diminutions de la quantité gardée en stock par les commissions ou par les détenteurs de licences.

Spiritueux.—Presque toute la production de spiritueux est gardée dans les entrepôts d'accise, d'où elle est retirée pour diverses fins. Les quantités indiquées comme "inscrites pour la consommation" sont celles qui sortent des entrepôts, après acquittement des droits, et présumées être destinées à la consommation de bouche au Canada. Toutefois, il se peut qu'une partie en soit exportée.

Boissons de malt.—Une faible partie seulement de la production de boissons de malt est mise en entrepôts. L'approvisionnement représente donc: (1) la production; (2) les variations dans les stocks en entrepôts; et (3) les importations.

Vins.—La consommation apparente de vins canadiens est obtenue en divisant le montant total perçu en taxes par les taux de l'impôt d'accise, ce qui donne, croit-on, une indication plus exacte de la consommation qu'au moyen de l'ancienne méthode (soustraire les exportations de la production) puisqu'une partie des produits n'est pas consommée pendant l'année de production mais est placée en entrepôt pour vieillissement.

9.—Consommation apparente de spiritueux au Canada, années fiscales 1933-41

NOTA.—Les chiffres de 1924 à 1932 paraissent à la p. 540 de l'Annuaire de 1941.

Année	Inscrits pour consommation	A ajouter exportations en entrepôts d'accise	A ajouter importations	A déduire réexportations de spiritueux importés	A déduire exportations domestiques totales	Consommation apparente
	gal. de pr.	gal. de pr.	gal. de pr.	gal. de pr.	gal. de pr.	gal. de pr.
1933	769,527	1,991,994	732,306	45	1,996,113	1,497,669
1934	933,946	2,478,975	718,016	1,238	2,551,030	1,578,669
1935	1,063,928	2,215,332	713,346	45	2,205,249	1,787,312
1936	1,621,286	3,006,544	976,563	54	2,995,181	2,609,158
1937	1,900,714	5,280,885	1,126,440	462	5,289,344	3,018,233
1938	2,302,210	4,620,950	1,297,925	141	4,734,678	3,486,266
1939	2,299,474	1,956,358	1,265,909	121	2,087,956	3,433,664
1940	2,032,987	1,876,964	1,612,906	38	1,704,410	3,818,409
1941	2,371,633	3,327,365	1,479,606	42	3,463,772	3,714,790

10.—Consommation apparente de boissons de malt au Canada, années fiscales 1932-41

NOTA.—Les chiffres de 1924 à 1931 paraissent à la p. 541 de l'Annuaire de 1941.

Année	Production	A ajouter quantités inscrites pour consommation provenant des entrepôts	A ajouter importations	A déduire quantités mises en entrepôts	A déduire exportations domestiques	A déduire réexportations de boissons importées	Consommation apparente
	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.
1932	52,297,431	1,977,892	195,664	2,020,540	25,458	Nil	52,424,989
1933	40,664,625	1,491,735	106,587	1,412,309	35,667	"	40,814,971
1934	40,920,623	974,161	93,602	1,324,494	404,939	12	40,258,941
1935	52,078,590	11,176,838	97,572	11,169,698[1]	69,994	302	52,112,906[1]
1936	57,154,948	875,739	88,851	886,488[1]	51,887	Nil	57,181,183[1]
1937	60,308,148	912,436	97,725	914,614[1]	112,902	"	60,290,793[1]
1938	67,361,250	765,187	104,778	809,089[1]	156,053	"	67,266,073[1]
1939	63,331,620	675,909	97,374	688,425[1]	123,726	"	63,302,752[1]
1940	66,496,129	646,399	92,873	753,067[1]	192,612	32	66,289,690[1]
1941	79,006,028	533,470	98,403	751,781	256,970	2	78,629,148

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

11.—Consommation apparente de vin au Canada, années fiscales 1932-41

NOTA.—Les chiffres de 1924 à 1931 paraissent à la p. 541 de l'Annuaire de 1941.

Année	Canadien	Importé			Consommation apparente, canadien et importé
	Consommation apparente[1]	Importations	Moins réexportations	Consommation apparente	
	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.
1932	3,337,556	877,591	76	877,515	4,215,071
1933	3,478,387	669,849	45	669,804	3,148,191
1934	2,679,619	523,866	5,783	518,083	3,197,702
1935	3,187,504	542,019	1,970	540,049	3,727,533
1936	2,605,602	506,707	61	506,646	3,112,248
1937	2,093,456	472,887	173	472,714	3,166,170
1938	3,120,381	507,669	107	507,562	3,627,943
1939	3,010,981	450,953	67	450,886	3,461,867
1940	3,544,910	468,098	91	468,007	4,012,917
1941	4,310,295	502,354	35	502,319	4,812,614

[1] Estimée d'après les taxes d'accise perçues, voir texte à la p. 572.

PARTIE III.—FAILLITES COMMERCIALES

D'après l'article 91 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, "l'autorité législative exclusive du Parlement du Canada" s'étend à la législation sur la faillite et l'insolvabilité, et une loi de l'insolvabilité (32-33 Vict., chap. 16) fut adoptée par le Parlement fédéral en 1869 pour s'appliquer aux quatre provinces initiales. Cette loi fut renouvelée par le chapitre 46 des statuts de 1874. En 1875 une nouvelle loi de l'insolvabilité (38 Vict., chap. 16), applicable à tout le Dominion, fut adoptée mais abrogée en 1880. Il n'y eut plus de législation fédérale couvrant les faillites jusqu'en 1919. Pendant cet intervalle de près de quarante ans, les faillites commerciales étaient soumises à la législation provinciale et les statistiques sur telles faillites, compilées et publiées par les agences commerciales Dun et Bradstreet. Les statistiques des faillites commerciales, qui tombent sous la loi fédérale de faillite de 1919, sont compilées et publiées par le Bureau Fédéral de la Statistique depuis 1920. (Voir pp. 577-580).

Les trois sections de cette partie, bien qu'étroitement liées en ce qui concerne le sujet, couvrent des aspects différents de la question et les statistiques présentées dans chaque section ne sont pas comparables.

Les statistiques des faillites industrielles et commerciales au Canada, données dans la section 1, sont compilées par Dun et Bradstreet, Inc. Cette firme est une agence commerciale s'occupant principalement de renseignements sur le crédit, et il ne faut pas s'attendre que leurs données soient compilées sur la même base que les chiffres du Bureau Fédéral de la Statistique ou du surintendant des Faillites. Leurs statistiques sont établies sur une base plus large que celles de la section 2 en ce qu'elles comprennent, en plus des faillites en général, les insolvabilités sous les lois provinciales des compagnies et des mesures telles que les ventes en bloc, les ventes par huissier, les saisies par les propriétaires, etc., quand des pertes aux créanciers en résultent. D'un autre côté, elles ne comprennent pas les cas des fermiers (sous la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers) ou des employés à gages, de sorte qu'en général leurs totaux sont plus bas que ceux de la section 2. Comme nous l'avons fait remarquer, entre 1875 et 1919 Dun et Bradstreet étaient les seules sources de données sur les faillites commerciales, et leurs statistiques ont une grande valeur en ce qu'elles présentent une série historique continue, bien qu'elle ne soit pas sur une base comparable depuis 1934 (voir le texte précédant le tableau 1). Dun et Bradstreet, Inc., ont cessé de publier des statistiques sur l'actif depuis 1940.

La section 2, d'un autre côté, se limite aux faillites et insolvabilités tombant sous la législation fédérale, comme la loi de faillite (y compris la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers), la loi de liquidation et la loi d'arrangement entre compagnies et créanciers; mais elle ne comprend pas les faillites, les ventes et les saisies exécutées en dehors de cette législation. Cependant, la section 2 couvre un plus vaste domaine que la section 1 en ce que les données du Bureau Fédéral de la Statistique renferment les faillites des individus, comme les employés à gages et les cultivateurs.

Il est bon de dire un mot sur la valeur à attacher aux données de l'actif et du passif. Ces valeurs sont des estimations faites par le débiteur et malheureusement elles ne sont pas uniformes. L'équation humaine y joue un grand rôle et elles doivent être acceptées avec cette réserve.

La section 3 traite de l'administration des biens des faillis par le surintendant des Faillites, sous la loi de faillite (y compris la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers). Cette section, cependant, donne des renseignements définis sur les

montants réalisés des actifs, tels qu'établis par les débiteurs, et indique que les valeurs réelles payées aux créanciers sont invariablement inférieures à ce que les estimations laissent prévoir. L'on peut supposer que ceci s'applique dans une plus grande mesure aux vastes domaines couverts dans les sections 1 et 2.

Section 1.—Faillites industrielles et commerciales de sources privées

L'Annuaire de 1936 donne par catégorie, à la page 1003, un tableau historique des faillites au Canada et à Terre-Neuve, de 1915 à 1935. Cependant Dun et Bradstreet, dont les rapports nous ont fourni ces données, adoptèrent, au début de 1936, une nouvelle méthode de classification, en vertu de laquelle sont établis un nouveau groupe d'entreprises de construction comprises autrefois dans "manufactures" et une nouvelle catégorie de service commercial. Les compagnies d'immeuble, les compagnies de fiducie et autres sociétés financières, de même que diverses catégories d'agents ont été abandonnées. Ces changements ont eu pour résultat de concentrer davantage aux domaines industriel et commercial les données sur les faillites et, comme les compagnies en faillite sont d'habitude très endettées, les passifs sont réduits davantage en proportion de leur nombre. Les chiffres du tableau **1** ne sont pas comparables à ceux de la page 1003 dans l'Annuaire de 1936, d'abord pour les raisons données ci-dessus et ensuite parce que les plus anciennes statistiques portent sur le Canada et Terre-Neuve, tandis que les nouvelles ne portent que sur le Canada.

1.—Faillites commerciales et industrielles au Canada par catégorie, 1934-41, et par province, 1941

(D'après Dun and Bradstreet, Incorporated)

Année et province	Manufactures		Commerce de gros		Commerce de détail		Construction		Service commercial		Totaux	
	N'bre	Passif	N'bre	Passif	Nombre	Passif	N'bre	Passif	N'bre	Passif	Nombre	Passif
		$'000		$'000		$'000		$'000		$'000		$'000
Totaux, 1934	**303**	**6,056**	**82**	**2,518**	**1,068**	**8,767**	**63**	**950**	**84**	**751**	**1,600**	**19,042**
Totaux, 1935	**285**	**5,014**	**65**	**1,249**	**879**	**5,202**	**58**	**689**	**80**	**910**	**1,367**	**13,094**
Totaux, 1936	**260**	**4,459**	**63**	**1,454**	**806**	**4,331**	**37**	**574**	**72**	**496**	**1,238**	**11,314**
Totaux, 1937	**190**	**2,875**	**51**	**925**	**630**	**3,041**	**33**	**228**	**48**	**357**	**952**	**7,426**
Totaux, 1938	**235**	**4,766**	**55**	**1,229**	**699**	**4,461**	**39**	**267**	**31**	**316**	**1,049**	**11,036**
Totaux, 1939	**234**	**3,829**	**77**	**1,293**	**874**	**4,946**	**53**	**793**	**61**	**774**	**1,299**	**11,635**
Totaux, 1940	**197**	**3,482**	**72**	**1,128**	**774**	**3,949**	**56**	**569**	**59**	**450**	**1,158**	**9,578**
1941												
Ile du P.-E.	[1]	–	[1]	–	6	22	[1]	–	[1]	–	6	22
N.-Ecosse	1	65	2	19	17	99	1	2	[1]	–	21	185
N.-Brunswick	[1]	–	1	6	17	138	[1]	–	[1]	–	18	144
Québec	83	1,579	22	226	279	1,453	35	315	30	198	449	3,771
Ontario	32	650	12	164	132	718	16	174	8	129	200	1,835
Manitoba	3	8	1	8	37	189	2	25	[1]	–	43	230
Saskatchewan	4	24	1	3	96	346	[1]	–	2	10	103	383
Alberta	3	50	1	1	20	91	[1]	–	[1]	–	24	142
Col. Britannique	4	41	2	112	10	65	1	3	1	26	18	247
Totaux, 1941	**130**	**2,419**	**42**	**539**	**614**	**3,118**	**55**	**519**	**41**	**364**	**882**	**6,959**

[1] Aucune faillite déclarée.

En 1941 le Québec et l'Ontario s'approprient 50·9 p.c. et 22·7 p.c. respectivement des faillites globales du Dominion. Pour ce qui est du passif, bien que les deux provinces se classent dans le même ordre, le Québec contribue un plus fort pourcentage du total, soit 54·2 p.c. comparativement à 22·7 p.c. pour l'Ontario.

2.—Faillites industrielles et commerciales au Canada, par province, 1939-41

(D'après Dun and Bradstreet, Incorporated)

NOTA.—Les chiffres de 1934-36 paraissent à la p. 987 de l'Annuaire de 1937 et ceux de 1937 et 1938, à la p. 983 de l'Annuaire de 1940.

Province	Faillites			Passif		
	1939	1940	1941	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	$'000	$'000	$'000
Ile du Prince-Edouard	4	9	6	99	28	22
Nouvelle Ecosse	38	30	21	257	408	185
Nouveau-Brunswick	43	48	18	559	259	144
Québec	591	514	449	5,892	4,630	3,771
Ontario	359	339	200	2,834	3,039	1,835
Manitoba	117	63	43	955	335	230
Saskatchewan	92	115	103	445	388	383
Alberta	37	27	24	238	341	142
Colombie Britannique	18	13	18	356	150	247
Totaux	**1,299**	**1,158**	**882**	**11,635**	**9,578**	**6,959**

Faillites par genre d'industrie.—La grande majorité des faillites commerciales affecte les établissements de commerce, qui sont de beaucoup plus nombreux que les manufactures. Ainsi, d'après Dun and Bradstreet, Incorporated, sur un total de 882 faillites commerciales au Canada en 1941, 614 sont celles de détaillants, dont 213 dans les aliments et 82 dans le vêtement. Parmi les 130 manufactures qui faillissent, il y en a 25 dans les aliments, 23 dans les textiles et 17 dans les produits forestiers.

3.—Faillites industrielles et commerciales au Canada, par genre d'industrie, 1939-41

(D'après Dun and Bradstreet, Incorporated)

NOTA.—Les chiffres de 1934-36 se trouvent à la page 987 de l'Annuaire de 1937 et ceux de 1937 et 1938, à la page 983 de l'Annuaire de 1940.

Industrie et division	Faillites			Passif		
	1939	1940	1941	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	$'000	$'000	$'000
Manufactures—						
Aliments	48	57	25	607	463	376
Produits textiles	65	42	23	1,365	664	242
Produits forestiers	20	13	17	186	221	308
Papier, impression et édition	15	13	14	102	394	321
Produits chimiques et drogues	15	13	7	75	182	35
Combustible	4	3	1	252	130	35
Cuir et produits	11	18	7	209	366	180
Pierre, argile, verre	7	4	5	64	55	31
Fer et acier	10	7	5	104	58	43
Machinerie	3	3	5	32	10	243
Matériel de transport	2	2	1	12	25	1
Tous autres	34	22	20	821	914	613
Totaux, manufactures	**234**	**197**	**130**	**3,829**	**3,482**	**2,419**

3.—Faillites industrielles et commerciales au Canada, par genre d'industrie, 1939-41 —fin

Industrie et division	Faillites			Passif		
	1939	1940	1941	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	$'000	$'000	$'000
Commerce de gros—						
Produits agricoles, aliments, épiceries	20	18	15	372	540	144
Vêtements et garnitures	9	6	1	193	102	18
Tissus et merceries	6	2	2	215	53	11
Bois, matériaux de construction, quincaillerie	7	9	4	137	123	22
Produits chimiques et drogues	2	3	1	48	16	1
Combustible	Nil	Nil	3	–	–	37
Industrie de l'automobile	2	3	7	15	50	113
Maisons d'approvisionnement	Nil	Nil	3	–	–	44
Tous autres	31	31	6	313	244	149
Totaux, commerce de gros	**77**	**72**	**42**	**1,293**	**1,128**	**539**
Commerce de détail—						
Aliments	213	272	213	683	837	968
Accessoires agricoles, magasins généraux	101	82	74	829	557	381
Marchandise générale	46	33	23	214	205	156
Vêtements	183	117	82	989	754	347
Meubles, mobilier de ménage	41	28	16	360	208	93
Bois, matériaux de construction, quincaillerie	45	43	32	392	482	198
Industrie de l'automobile	66	47	46	722	351	388
Restaurants	90	72	64	252	180	191
Drogues	20	25	17	88	98	115
Tous autres	69	55	47	417	277	281
Totaux, commerce de détail	**874**	**774**	**614**	**4,946**	**3,949**	**3,118**
Construction—						
Entrepreneurs généraux	13	19	20	499	266	209
Charpentiers et bâtisseurs	9	10	5	97	99	24
Sous-entrepreneurs, bâtiments	31	25	27	197	182	253
Autres entrepreneurs	Nil	2	3	–	22	33
Totaux, construction	**53**	**56**	**55**	**793**	**569**	**519**
Service commercial—						
Dégraisseurs, teinturiers, tailleurs	10	20	4	77	197	29
Hâlage, autobus, taxis, etc	10	15	14	109	104	210
Hôtels	11	3	3	239	57	34
Buanderies	7	1	1	269	Nil	18
Directeurs de funérailles	2	6	4	9	31	25
Tous autres	21	14	15	71	61	48
Totaux, service commercial	**61**	**59**	**41**	**774**	**450**	**364**
Grands totaux	**1,299**	**1,158**	**882**	**11,635**	**9,578**	**6,959**

Section 2.—Faillites commerciales d'administrations sous la législation fédérale

En vertu des lois de faillite et de liquidation (S.R.C. 1927, cc. 11 et 213), certains documents relatifs aux biens administrés d'après ces lois sont depuis juillet 1920 envoyés au Bureau Fédéral de la Statistique pour analyse statistique. Cependant des changements dans les lois en vigueur depuis 1923 affectent la comparabilité avec 1921 et 1922, les deux premières années de complètes statistiques. La série des tableaux ci-dessous commence donc avec 1923, excepté pour l'analyse par

genre d'affaires, au tableau 5, dans lequel cas 1924 est la première année où l'analyse est compilée. Les statistiques de cette section couvrent toutes les faillites et insolvabilités qui tombent sous la législation fédérale, y compris les faillites des individus et des fermiers.

4.—Faillites commerciales au Canada, par province, 1923-41

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1923	16	155	67	1,181	970	258	280	323	158	3,408
1924	3	69	67	907	835	100	131	150	57	2,319
1925	4	71	67	758	721	85	77	139	74	1,996
1926	4	63	74	654	655	84	68	113	58	1,773
1927	4	66	74	658	681	97	54	135	72	1,841
1928	4	90	56	767	758	103	63	126	70	2,037
1929	1	71	61	927	762	91	84	101	69	2,167
1930	3	61	45	1,011	776	113	146	152	95	2,402
1931	7	51	74	795	793	109	152	131	104	2,216
1932	9	62	80	968	889	86	91	131	104	2,420
1933	10	55	42	935	730	67	59	88	58	2,044
1934	8	42	38	779	474	56	36	42	57	1,532
1935	4	28	37	632	390	46	66	83	28	1,314
1936	6	29	15	589	384	33	57	48	37	1,198
1937	Nil	23	23	623	335	23	34	25	40	1,126
1938	4	35	31	588	391	67	56	20	27	1,219
1939	3	38	45	669	403	74	67	37	56	1,392
1940	3	26	12	622	362	36	46	31	35	1,173
1941	4	17	7	587	279	23	45	25	21	1,008

5.—Faillites commerciales au Canada, par genre de commerce, 1924-41

Année	Commerce	Manufactures	Agriculture	Forêt et pêche	Mines	Construction	Transport et utilités publiques	Finance	Service	Non classifié	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1924	1,317	329	204	14	22	44	36	8	129	216	2,319
1925	1,026	403	158	14	15	50	21	5	220	84	1,996
1926	805	390	135	27	20	52	34	1	225	84	1,773
1927	818	430	116	30	26	63	36	Nil	243	79	1,841
1928	884	505	108	31	23	70	45	5	263	103	2,037
1929	1,100	443	125	4	11	61	21	5	239	158	2,167
1930	1,204	488	115	12	9	55	48	29	283	159	2,402
1931	1,102	464	125	5	7	61	42	21	255	134	2,216
1932	1,171	468	190	9	6	83	43	7	290	153	2,420
1933	1,089	357	92	1	5	57	26	12	246	159	2,044
1934	799	217	82	3	2	59	20	16	217	117	1,532
1935	594	180	173	3	10	62	11	16	186	79	1,314
1936	536	191	123	2	12	53	10	11	189	71	1,198
1937	584	182	104	5	21	46	7	15	123	39	1,126
1938	667	200	101	1	11	50	9	4	109	67	1,219
1939	664	210	108	6	18	80	22	12	197	75	1,392
1940	591	167	67	4	15	53	13	11	201	51	1,173
1941	482	132	34	2	14	64	13	8	188	71	1,008

6.—Bilan estimatif des faillites commerciales au Canada, 1923-41

Année	Grand total estimatif de l'actif	Grand total estimatif du passif	Année	Grand total estimatif de l'actif	Grand total estimatif du passif
	$	$		$	$
1923	62,127,489	61,617,527	1933	27,033,240	32,953,858
1924	43,194,035	48,105,397	1934	19,257,469	23,598,260
1925	26,968,371	32,153,697	1935	12,174,401	17,567,002
1926	24,676,661	32,291,125	1936	10,703,620	15,144,945
1927	23,197,894	30,634,469	1937	10,704,079	14,303,362
1928	26,583,462	32,455,437	1938	8,782,191	14,017,061
1929	32,064,027	38,747,638	1939	11,186,360	15,089,461
1930	44,047,171	48,164,065	1940	7,676,295	10,663,326
1931	46,839,179	52,552,900	1941	7,325,738	9,133,657
1932	40,604,208	51,629,303			

7.—Faillites commerciales au Canada, par province et genre d'affaires, 1941, et totaux pour 1940

Genre d'affaires	I.P.-E. et N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Total pour 1941	Total pour 1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Commerce—										
Magasins généraux	2	2	35	17	2	5	2	2	67	77
Epiceries	7	Nil	40	21	3	1	3	3	78	94
Confiseries	1	"	7	5	Nil	Nil	Nil	Nil	13	22
Liqueurs et tabacs	Nil	"	12	1	"	"	"	"	13	27
Poisson et viande	"	1	28	13	"	1	1	1	45	54
Chaussures	"	Nil	6	6	"	Nil	Nil	Nil	12	27
Mercerie	"	"	28	10	1	"	1	"	40	43
Vêtements	"	1	39	25	1	4	2	"	72	81
Meubles	"	Nil	5	1	Nil	1	Nil	"	7	10
Livres et papeterie	"	"	9	3	1	1	"	"	14	13
Automobiles	"	"	9	5	Nil	Nil	"	"	14	12
Quincaillerie	"	"	6	7	"	2	"	"	15	17
Appareils électriques	"	"	5	5	"	Nil	"	"	10	12
Bijouterie	"	"	5	3	"	"	"	"	8	5
Charbon et bois	"	"	11	3	"	"	"	1	15	17
Drogues et produits chimiques	"	"	6	6	"	1	2	Nil	15	24
Divers	3	"	20	11	4	1	2	3	44	56
Totaux, commerce	**13**	**4**	**271**	**142**	**12**	**17**	**13**	**10**	**482**	**591**
Manufactures—										
Substances végétales alimentaires	Nil	Nil	16	5	1	1	Nil	Nil	23	42
Viandes	"	"	5	2	Nil	Nil	"	"	7	10
Fourrure et cuir	"	"	12	2	"	"	"	"	14	16
Pulpe et papier	"	"	3	2	"	"	"	"	5	3
Textiles	"	"	3	Nil	"	"	"	"	3	11
Vêtements	"	"	24	6	"	"	"	"	30	27
Bois et articles en bois	1	"	9	8	"	"	1	"	19	12
Fer et acier	1	"	5	1	"	"	Nil	"	7	10
Métaux non ferreux	Nil	"	2	Nil	"	"	"	"	2	6
Métalloïdes	"	"	4	4	"	1	"	"	9	10
Drogues et produits chimiques	"	"	Nil	1	"	Nil	"	"	1	4
Divers	"	"	8	3	"	1	"	"	12	16
Totaux, manufactures	**2**	**Nil**	**91**	**34**	**1**	**3**	**1**	**Nil**	**132**	**167**
Services—										
Garages	Nil	Nil	18	9	Nil	3	Nil	1	31	35
Autres, façon et réparations	"	"	18	5	2	3	1	Nil	29	31
Services personnels	"	"	36	12	4	10	1	2	65	50
Restaurants	"	"	22	8	1	1	3	Nil	35	49
Services professionnels	"	"	10	6	Nil	Nil	Nil	"	16	21
Services récréationnels	"	"	3	Nil	"	"	"	"	3	2
Services d'affaires	"	"	7	2	"	"	"	"	9	13
Totaux, services	**Nil**	**Nil**	**114**	**42**	**7**	**17**	**5**	**3**	**188**	**201**

7.—Faillites commerciales au Canada, par province et genre d'affaires, 1941, et totaux pour 1940—fin

Genre d'affaires	I.P.-E. et N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Total pour 1941	Total pour 1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Autres—										
Agriculture	2	Nil	16	11	Nil	5	Nil	Nil	34	67
Mines	Nil	"	3	6	1	Nil	1	3	14	15
Abatage du bois, pêche et piégeage	"	"	1	Nil	Nil	"	Nil	1	2	4
Construction	1	"	40	18	1	1	1	2	64	53
Transport et utilités publiques	Nil	1	8	2	Nil	Nil	1	1	13	13
Finance	"	Nil	4	4	"	"	Nil	Nil	8	11
Totaux, autres	**3**	**1**	**72**	**41**	**2**	**6**	**3**	**7**	**135**	**163**
Non classifiés	**3**	**2**	**39**	**20**	**1**	**2**	**3**	**1**	**71**	**51**
Grands totaux	**21**	**7**	**587**	**279**	**23**	**45**	**25**	**21**	**1,008**	**1,173**

Section 3.—Administration des biens des faillis

L'administration des biens des faillis relève présentement du surintendant des Faillites (nommé en 1932). Elle a pour objet la conservation autant que possible de l'actif des faillis pour le bénéfice des créanciers. Les chiffres du premier rapport sont donnés à la page 1055 de l'Annuaire de 1934–35 et ceux des années subséquentes paraissent dans les éditions suivantes.

8.—Actif, passif, actif réalisé et frais d'administration des biens des faillis liquidés en 1933-41 et par province, 1941

(Extrait du Rapport annuel du surintendant des Faillites)

Année et province ou cité	Biens	Actif selon l'estimation du failli	Passif selon l'estimation du failli	Somme totale réalisée	Frais d'administration	Frais en pourcentage du total	Payé aux créanciers
	nomb.	$	$	$	$	p.c.	$
Totaux, 1933	**850**	**9,207,503**	**8,629,392**	**1,880,015**	**423,833**	**22·6**	**1,449,392**
Totaux, 1934	**1,620**	**14,887,298**	**20,342,883**	**3,800,996**	**880,803**	**23·2**	**2,908,020**
Totaux, 1935	**1,198**	**14,039,847**	**19,402,471**	**2,797,009**	**763,617**	**27·3**	**2,020,868**
Totaux, 1936	**1,069**	**10,314,455**	**14,018,966**	**2,265,125**	**603,182**	**26·6**	**1,661,943**
Totaux, 1937	**1,149**	**18,397,022**	**20,431,515**	**2,805,743**	**770,563**	**27·5**	**2,035,180**
Totaux, 1938	**1,098**	**15,995,276**	**21,740,131**	**2,526,562**	**717,485**	**28·4**	**1,809,077**
Totaux, 1939	**1,119**	**13,174,172**	**15,760,643**	**2,667,708**	**815,396**	**30·6**	**1,852,312**
Totaux, 1940	**1,084**	**11,315,392**	**14,932,651**	**2,495,254**	**756,646**	**30·3**	**1,738,608**
1941							
Ile du Prince-Edouard	2	3,616	6,050	1,264	621	49·1	643
Nouvelle-Ecosse	19	233,549	447,480	75,348	16,477	21·9	58,871
Nouveau-Brunswick	6	70,878	92,478	13,164	5,883	44·7	7,281
Québec[1]	262	1,641,542	2,514,345	587,405	150,056	25·6	437,349
Montréal	354	2,750,404	4,885,901	903,750	276,627	30·6	627,123
Ontario[1]	178	3,315,908	3,081,327	586,690	187,164	31·9	399,526
Toronto	61	1,959,513	1,674,036	833,895	141,172	16·9	692,723
Manitoba	25	269,806	399,003	149,356	23,449	15·7	125,907
Saskatchewan	17	213,032	258,081	45,197	10,714	23·7	34,483
Alberta	19	103,230	170,721	24,538	8,453	34·4	16,085
Colombie Britannique	38	1,035,551	785,859	188,018	75,938	40·4	112,080
Totaux, 1941	**981**	**11,597,029**	**14,315,281**	**3,408,625**	**896,554**	**26·3**	**2,512,071[2]**

[1] A l'exclusion de la ville indiquée en retrait. [2] En plus des paiements faits par les syndics, les créanciers nantis ont estimé leurs valeurs ou en ont réalisé, eux-mêmes, sans l'intervention des syndics pour une somme approximative de $2,847,867.

La loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers est entrée en vigueur le 1er septembre 1934. Il n'y a cession de biens que dans les cas où les cultivateurs sont irrémédiablement insolvables et, dans plusieurs cas, la cession suit le rejet des propositions soumises aux créanciers. Ordonnance de mettre sous séquestre n'est faite que dans les cas où les fermiers ont forfait aux conditions de leurs propositions telles qu'acceptées par les créanciers et approuvées par la cour. Le tableau 9 ne donne que les statistiques des biens liquidés par cession et mise sous séquestre et n'indique pas les propositions approuvées et exécutées subordonnément à la loi.

9.—Actif, passif, actif réalisé et frais d'administration des biens liquidés par cession et mise sous séquestre en vertu de la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1935-41, et par province, 1941

(Extrait du Rapport annuel du surintendant des Faillites)

Année et province	Biens	Actif selon l'estimation du failli	Passif selon l'estimation du failli	Somme totale réalisée	Frais d'administration	Frais en pourcentage du total	Payé aux créanciers
	nomb.	$	$	$	$	p.c.	$
Totaux, 1935	**94**	**352,030**	**729,203**	**20,731**	**2,296**	**11·1**	**18,435**
Totaux, 1936	**259**	**1,227,198**	**2,426,374**	**55,451**	**12,904**	**23·3**	**42,547**
Totaux, 1937	**167**	**641,096**	**1,131,828**	**78,562**	**13,885**	**17·7**	**64,677**
Totaux, 1938	**139**	**575,514**	**974,002**	**76,832**	**13,400**	**17·4**	**63,432**
Totaux, 1939	**83**	**368,548**	**688,524**	**39,808**	**9,466**	**23·8**	**30,342**
Totaux, 1940	**59**	**267,032**	**459,516**	**37,338**	**7,417**	**19·8**	**29,921**
1941							
Ile du Prince-Edouard	Nil	–	–	–	–	–	–
Nouvelle Ecosse	"	–	–	–	–	–	–
Nouveau-Brunswick	1	2,185	2,119	196	58	29·6	138
Québec	13	50,313	91,654	21,078	6,167	29·3	14,911
Ontario	8	37,000	53,810	7,685	1,188	15·5	6,497
Manitoba	2	2,234	5,381	208	87	41·8	121
Saskatchewan	15	80,300	114,892	1,991	1,991	100·0	Nil
Alberta	3	5,942	20,175	161	161	100·0	"
Colombie Britannique	Nil	–	–	–	–	–	–
Totaux, 1941	**42**	**177,974**	**288,031**	**31,319**	**9,652**	**30·8**	**21,667**[1]

[1] De plus, des biens meubles et immeubles hypothéqués ou gagés, d'une valeur estimative de $87,204, ont été transférés aux créanciers hypothécaires.

CHAPITRE XVIII.—TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Contrôle du Gouvernement sur les moyens de transport et de communication	583
Section 1. Contrôle du Gouvernement sur les moyens de transport	583
Section 2. Contrôle du Gouvernement sur les moyens de communication	584
Section 3. Contrôle des transports en temps de guerre	586
Partie II.—Chemins de fer	589
Section 1. Chemins de fer	589
Sous-section 1. Parcours et matériel.	590
Sous-section 2. Finance des chemins de fer	591
Sous-section 3. Trafic des chemins de fer	601
Section 2. Tramways électriques.	607
Sous-section 1. Matériel des tramways électriques	607
Sous-section 2. Finances des tramways électriques	608
Sous-section 3. Trafic des tramways électriques	609
Section 3. Messageries	610
Partie III.—Transport routier	612
Section 1. Règlements provinciaux des véhicules-moteur et de la circulation	612
Section 2. Routes et véhicules	614
Sous-section 1. Voirie	614
Sous-section 2. Véhicules à moteur	615
Section 3. Finances du transport routier	617
Section 4. Trafic routier	620
Partie IV.—Cours d'eau	622
Section 1. Matériel et facilités	623
Sous-section 1. Transport maritime	623
Sous-section 2. Balisage des eaux et ouvrages divers	623
Sous-section 3. Canaux	624
Sous-section 4. Ports	625
Sous-section 5. Services maritimes et opérations du Gouvernement fédéral	627
Section 2. Statistiques financières des cours d'eau	630
Section 3. Trafic et services par eau	637
Sous-section 1. Navigation	637
Sous-section 2. Trafic des canaux	642
Sous-section 3. Trafic dans les ports.	646
Partie V.—Transport aérien civil	646
Section 1. Histoire et administration	646
Sous-section 1. Evolution de l'aviation au Canada	646
Sous-section 2. Administration	646
Section 2. Aéroport et avions	648
Sous-section 1. Résumé statistique de l'aviation civile	648
Sous-section 2. Facilités d'atterrissage	649
Sous-section 3. Avions	650
Section 3. Finances et employés	650
Sous-section 1. Dépenses du Gouvernement fédéral	650
Sous-section 2. Dépenses provinciales et autres	651
Section 4. Trafic aérien	652
Partie VI.—Communications par fil	654
Section 1. Télégraphes	654
Section 2. Téléphones	656
Sous-section 1. Réseaux et matériel.	656
Sous-section 2. Statistiques financières du téléphone	658
Sous-section 3. Appels téléphoniques.	658
Partie VII.—Communications sans fil.	659
Section 1. Administration	660
Sous-section 1. Contrôle technique et permis	660
Sous-section 2. Dépenses et revenus de l'administration de la radio	661
Sous-section 3. Recherche et suppression de l'interférence inductive	663
Section 2. Opérations des communications radiophoniques	663
Sous-section 1. Postes du Gouvernement fédéral	663
Sous-section 2. Postes de radio des gouvernements provinciaux	667
Sous-section 3. Postes commerciaux laissés à l'entreprise particulière	668
Section 3. Irradiation et régie des programmes sous la Société Radio-Canada	668
Sous-section 1. Administration	668
Sous-section 2. Opérations	669
Sous-section 3. Finances	671
Partie VIII.—Administration des Postes	672
Partie IX.—La presse	679

Le Canada, de près de 4,000 milles de long de l'est à l'ouest, avec ses principales barrières topographiques allant du nord au sud, sa population relativement petite de 11,419,896 (comptage préliminaire de la population d'après le recensement de 1941) parsemée le long de sa longue frontière méridionale, présente d'exceptionnelles difficultés au point de vue transport. Certaines parties du pays sont isolées des autres par des étendues montagneuses, rocheuses et forestières, telles que la contrée située entre le Nouveau-Brunswick et le Québec, les régions septentrionales des lacs Huron et Supérieur qui séparent les secteurs industriels de l'Ontario et du Québec des terres agricoles des Prairies, et les barrières dressées par les montagnes de la Colombie Britannique. Dans un pays comme le nôtre, dont la population si

dispersée produit surtout pour l'exportation, comme nos agriculteurs de l'Ouest ou, comme nos manufacturiers, principalement pour la consommation dans les parties éloignées du pays, un système de transports peu coûteux est de première nécessité.

Pour apprécier la valeur de chacun de ces moyens de transport, le présent chapitre de l'Annuaire, après avoir traité dans la partie I du contrôle du Gouvernement sur les transports et les communications, étudie en particulier dans les parties II, III, IV et V respectivement les quatre principaux moyens de transport, à savoir le rail, la route, l'eau et l'air. Chaque partie est ordonnée de façon à montrer: (1) le matériel d'exploitation, l'outillage et les facilités disponibles; (2) ce qu'il en coûte au peuple canadien; et (3) le trafic ou les services rendus, dans la mesure où il existe des statistiques sur chaque item. Cette disposition, malheureusement, comporte certaines lacunes assez sérieuses dans les renseignements présentement disponibles; ces dernières sont indiquées dans les parties respectives.

Non moins important, du point de vue social, est le développement des communications dans un pays si vaste et dont les centres de population sont si épars. La poste a été un facteur important bien que peu reconnu de solidarité entre la population des différentes parties du Dominion et la radio vient maintenant contribuer à la poursuite de ce même objet désirable; quant au télégraphe et au téléphone, ils ont fortement concouru à abolir les distances—le téléphone rural ayant particulièrement contribué à la vie sociale et économique des campagnes. La presse, elle aussi, secondée par des communications télégraphiques et par câble à bon marché et par un tarif postal peu élevé sur les matières de deuxième classe dans toutes les parties du pays, a énormément contribué à développer le sentiment national. Ces moyens de communications sont étudiés dans les parties VI, VII, VIII, et IX.

PARTIE I.—CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT SUR LES MOYENS DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION

Section 1.—Contrôle du Gouvernement sur les moyens de transport

Avec l'essor moderne des nouvelles méthodes de transport, il importe de plus en plus de comprendre que les nombreux moyens de transport—le rail, la route, l'eau et l'air—sont ou doivent être des parties relatives d'un tout complet. Chaque mode trouve place quand il s'agit d'assurer efficacement le transport nécessaire au Canada. Le Ministère fédéral des Transports fut organisé le 2 novembre 1936, sous l'autorité du c. 34 des statuts de 1936, afin d'unifier sous un seul ministère le contrôle et la surveillance des chemins de fer, des canaux, des ports, de la marine et de la navigation, de l'aviation civile et de la radio.

Les entreprises de transports et communications constituent, généralement parlant, un "monopole naturel", i.e. un type d'entreprises qui peut servir le public plus efficacement et économiquement lorsqu'une ou quelques compagnies contrôlent un type particulier de service à travers le pays. C'est pourquoi il y a eu une forte tendance à la consolidation et l'amalgamation au Canada ces quelque derniers cinquantes ans. L'exemple frappant de ces fusions au Canada de nos jours, c'est la concentration du contrôle des chemins de fer du pays dans les mains du Pacifique Canadien et du Canadien National.

Ce contrôle comporte inévitablement des éléments de monopole et possiblement de surcharge, et il a été jugé bon au Canada, comme dans d'autres pays, d'établir une autorité pour contrôler les taux et les autres conditions des services que les

voituriers publics rendent au pays. Ce contrôle en ce qui concerne les chemins de fer, qui sont sous la juridiction du Gouvernement fédéral, relève maintenant de la Commission des Transports. De temps à autre, l'autorité réglementaire de la Commission a été étendue modérément à d'autres utilités (voir ci-dessous).

Outre la Commission des Transports, qui s'occupe des grandes utilités publiques soumises à l'action du Gouvernement fédéral, plusieurs provinces ont des rouages similaires chargés de la surveillance et du contrôle des utilités locales dépendant des autorités provinciales, et de leurs taux. Parmi ceux-ci il y a le Ministère des Affaires Municipales d'Ontario (autrefois la Commission Municipale et Ferroviaire d'Ontario, établie en 1906); la Commission des Utilités Publiques du Québec établie en 1909; le Bureau des Commissaires des Utilités Publiques de la Nouvelle-Ecosse et la Commission des Utilités Publiques du Manitoba. Dans les trois autres provinces de l'Ouest les mêmes fonctions sont exercées par les ministères provinciaux des chemins de fer.

La Commission des Transports au Canada.*—L'Annuaire de 1940 contient aux pages 652-653 des paragraphes expliquant la situation qui a amené l'introduction de la réglementation des chemins de fer au Canada par une commission, ainsi que d'autres renseignements sur l'organisation de la Commission, la procédure, les jugements, etc.

Pouvoirs de la Commission.—Pour ce qui est du transport par rail, les pouvoirs de la Commission ont trait aux questions relatives au tracé, à la construction et à l'opération des chemins de fer. Le plus important de ces pouvoirs est la réglementation des tarifs. Les tarifs des voyageurs sont divisés en réguliers et spéciaux; ceux des marchandises, en réguliers, spéciaux et concurrentiels. Les tarifs réguliers sont des tarifs maximums et les seuls qui ne peuvent être mis en vigueur avant leur approbation par la Commission. Les tarifs spéciaux et concurrentiels étant inférieurs aux tarifs maximums ne nécessitent pas l'approbation de la Commission, pourvu que le changement de tarif ait été annoncé. Mais ordinairement les ajustements importants de tarif sont portés devant la Commission, car ils ont pour effet de modifier l'étendue du territoire dans lequel un expéditeur peut soutenir la concurrence, et pour cette raison il peut les déférer à la Commission.

Par un amendement à la loi des chemins de fer, la réglementation des taux de téléphone, télégraphe et de messageries a été attribuée à la Commission, quoique son autorité à ce sujet soit plus étroite que dans le cas des chemins de fer. Par la loi des transports, la Commission a aussi maintenant le pouvoir d'émettre des permis aux personnes ou compagnies autorisées à s'occuper de transport par air sur les routes aériennes que le Gouverneur en Conseil a déclarées sous la juridiction de la Commission. Depuis le 15 janvier 1939 et après une proclamation du Gouverneur en Conseil à cet effet, la Commission a aussi le pouvoir d'émettre des permis aux bateaux engagés dans le transport de personnes ou marchandises sur les Grands Lacs, tel que défini à l'art. 2, parag. 1 (f) de la loi des transports, 1938.

Section 2.—Contrôle du Gouvernement sur les moyens de communication

Le développement de l'étatisation de la radio au Canada.—La première communication par radio au Canada s'est faite par radiotélégraphie et a été établie en 1901, entre Chateau Bay, Qué., terminus de la ligne télégraphique du Gouver-

* Revisé par P. F. Baillargeon, Secrétaire, Commission des Transports au Canada, Ottawa.

nement sur la côte nord, du côté nord du détroit de Belle-Isle, et Belle-Isle, Terre-Neuve. Les postes ont été construits par la Marconi Wireless Telegraph Company de Londres, Angleterre, pour la Division des Télégraphes du Ministère des Travaux Publics. Leur objet était de remplacer le service par câble, existant alors entre l'île et la terre ferme, qui était continuellement interrompu par la glace. Depuis lors, les facilités de communication radiotélégraphique se sont constamment agrandies. La plupart des grands postes relèvent directement du Gouvernement et, actuellement, des réseaux de postes radiogoniomètres et postes radio-phares marins, postes aéronautiques de repérage et autres types de postes assurent un service complet pour les bateaux, les avions et tous autres usagers de ces moyens de communication (voir pp. 663-667). Il existe aussi un certain nombre de petits postes privés en opération et qui sont contrôlés.

L'irradiation de la voix humaine par radio, ou radiotéléphonie, n'était pas dans les débuts contrôlée par le Gouvernement fédéral. Ce contrôle commença avec des programmes d'essais effectués par la Canadian Marconi Company à Montréal durant l'hiver 1919. Des programmes réguliers organisés furent commencés en décembre 1920 par la même compagnie. En avril 1922, l'établissement de postes de radiodiffusion sur une grande échelle était commencée et 52 permis de radiodiffusion privée, commerciale et amateur furent accordés en l'année fiscale 1923.

En 1927, l'administration de la radio au Canada fut confiée au Ministère de la Marine. La question de la juridiction fédérale fut mise en doute par certaines provinces à différentes occasions, mais le 9 février 1932 le Comité Judiciaire du Conseil Privé Impérial déclara que le contrôle et la réglementation de la communication radiophonique tombaient sous la juridiction du Parlement fédéral. Cette décision était très importante et fit beaucoup pour amener la nationalisation de la radiodiffusion au Canada. Après cette déclaration, la loi canadienne de la radiodiffusion a été adoptée en 1932 et pouvoir a été donné à la Commission canadienne de la Radiodiffusion de contrôler et réglementer la radiodiffusion au Canada.

Ne disposant pas de fils de transmission transcontinentale et de postes de radiodiffusion, la Commission ne s'occupa pas au début de radiodiffusion nationale sur une importante échelle. En avril 1933, le noyau d'un réseau national de postes a été obtenu par l'acquisition et l'opération des trois postes du Canadien National à Moncton, Ottawa et Vancouver.

Une autre phase de la radiodiffusion nationale au Canada a été inaugurée en 1936 lorsque la Société Radio-Canada (voir pp. 668-671) a remplacé la Commission canadienne de la Radiodiffusion. La nouvelle loi donnait à la Société des pouvoirs beaucoup plus étendus pour ce qui est de l'opération du système et était très largement modelée sur la loi gouvernant la British Broadcasting Corporation. Le contrôle de certaines matières techniques retournait au Ministère des Transports et devait être exercé par la Division de la Radio du Ministère. A cause de la guerre, cependant, ces pouvoirs ont été transférés au Ministère des Munitions et Approvisionnements en 1940; en juin 1941, la juridiction sur les activités de la Société Radio-Canada a été transférée au Ministre des Services Nationaux de guerre. Les fonctions actuelles de temps de guerre de la radio nationale sont traitées plus complètement à la section de ce chapitre mentionnée ci-dessus.

Administration des Postes.—Depuis leurs premiers jours et en raison de la nature de leurs services, les Postes ont été opérées comme monopole gouvernemental. Lors de la Confédération, les systèmes provinciaux ont été transférés au Dominion et la loi des Postes de 1867 en établit le service par tout le Canada. Les statistiques administratives paraissent aux pp. 672-678.

Section 3.—Contrôle des transports en temps de guerre*

Les vastes systèmes de transport au Canada pouvaient en temps de paix répondre à un volume de trafic beaucoup plus grand que ne le demandaient les conditions. Cependant, depuis le déclanchement de la guerre en 1939 le mouvement vastement accru de matières premières aux fabriques, et de munitions, de troupes, etc., aux théâtres de guerre, ont lourdement grevé les facilités de transport existantes. Au début de la guerre, le Gouvernement prit les moyens d'assurer le transport essentiel à l'effort de guerre et depuis lors plusieurs importantes mesures ont été mises en vigueur. Les principales agences de contrôle du transport sont la Commission canadienne de la Marine Marchande et les Contrôleurs de la Réparation des Navires, du Transport et du Transit. L'organisation et les fonctions de ces agences sont décrites brièvement dans les paragraphes suivants.

Commission canadienne de la Marine Marchande.—Dès le début de la guerre toute la navigation marchande canadienne fut placée sous le contrôle du Gouvernement. Le 5 sept. 1939, la Commission canadienne de délivrance de permis aux navires a été formée et il fut stipulé qu'aucun navire marchand canadien de plus de 500 tonnes engagé dans le commerce étranger ne pourrait entreprendre un voyage sans l'obtention d'un permis. L'objet de cette mesure était d'assurer que la marine marchande du Canada, quelque petite qu'elle fût, serait employée au plus grand avantage de la conduite de la guerre. En décembre 1939, la Commission canadienne de la Marine Marchande a été établie et la Commission de délivrance de permis aux navires y a été incorporée. La Commission, qui disposait de vastes pouvoirs généraux sur toute la marine marchande canadienne, comprenait des représentants supérieurs des Ministères des Affaires Extérieures, du Revenu National, de la Défense Nationale pour le Service Naval, du Commerce et du Transport, avec comme Président le Sous-ministre du Commerce. De plus, le Contrôleur du Transport (voir p. 588) en faisait partie et un particulier expert en fait de marine marchande fut nommé Directeur de la Marine Marchande, membre de la Commission et son principal officier exécutif.

En décembre 1941, le président de la Marine Marchande en temps de guerre, compagnie d'Etat établie par le Ministère des Munitions et Approvisionnements pour construire des navires marchands au Canada, fit aussi partie des membres de la Commission. Pour faciliter une liaison étroite avec le Ministère du Transport de Guerre du Royaume-Uni et avec les agences de navigation du Gouvernement des Etats-Unis, comme la Commission Maritime des Etats-Unis, l'Administration de la marine marchande de guerre et l'Office du Transport pour la Défense, la Commission nomma des représentants à Londres, Angleterre, et à Washington, D.C. Un représentant à Vancouver, C.B., fut aussi nommé pour aider la Commission dans les questions relatives à la côte du Pacifique. Deux autres particuliers experts en fait de marine marchande furent aussi nommés comme aviseurs techniques pour aider le Directeur de la Marine Marchande relativement à la navigation sur les Grands Lacs et l'océan respectivement.

Comme il est noté plus haut, la Commission de la Marine Marchande a été revêtue de vastes pouvoirs sur toute la marine marchande canadienne dans les graves circonstances actuelles. Au printemps de 1940, la Commission a émis des ordonnances en vertu desquelles aucun vaisseau jaugeant plus de 500 tonnes brutes ne pouvait être acheté ou affrété sans l'approbation du Directeur de la Marine

* Texte compilé conjointement avec la Commission canadienne de la Marine Marchande, le Contrôleur du Transport, et à même les publications du Ministère des Munitions et Approvisionnements.

Marchande de la Commission. Ce contrôle de l'affrètement par la Commission a été employé comme moyen de coopération avec le Ministère britannique du Transport de Guerre, spécialement en ce qui a trait aux efforts de ce Ministère pour placer un plafonnement aux taux croissants de l'affrètement et, à partir du 1er août 1941, des plafonnements plus stricts ont été apportés à ces taux, comme les plafonnements établis par la Commission Maritime des Etats-Unis à cette même date. La coopération des Etats-Unis en ce domaine a été de grande assistance pour enrayer l'inflation des taux de l'expédition maritime en temps de guerre. Le 20 janvier 1942, la Commission a émis une nouvelle échelle des taux d'affrètement à temps qui réduisait de beaucoup celle du 1er août 1941. Le Ministère du Transport de Guerre du Royaume-Uni et la Commission Maritime des Etats-Unis ont agi de même.

Le système de permis privilégiés des navires, introduit pour aller de pair avec le système britannique d'autorisation des navires et le compléter, donna à la Commission le pouvoir de refuser l'usage des facilités des ports canadiens aux vaisseaux qui ne coopéraient pas à l'effort de guerre des Alliés. Ce contrôle est administré par le Ministère du Revenu National et les percepteurs des douanes aux divers ports. L'une des principales fonctions de la Commission est d'obtenir des cales pour desservir l'essentiel commerce outre-mer du Canada. Jusqu'à récemment, en l'absence d'une agence canadienne quelconque pour décider des priorités des transports maritimes, la Commission eut largement à assumer la responsabilité de décider à quelles matières il fallait accorder les cales disponibles et dans quel ordre. Le 31 oct. 1941 le Comité des Priorités des Transports Maritimes fut créé, et la Commission alloue maintenant les cales d'après le degré de priorité donnée par ce Comité, qui à son tour base ses décisions et transmet ses demandes à la Commission d'après les rapports et les représentations reçus des divers contrôleurs et administrateurs de denrées de la Commission de contrôle des industries en temps de guerre et de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

En raison de ces mesures de contrôle, la marine marchande canadienne apporte une contribution précieuse à l'effort de guerre. Presque tous les long-courriers de la marine marchande canadienne ont été mis en service de guerre et un nombre appréciable de ces vaisseaux ont été perdus. En dehors des long-courriers, un grand nombre de vaisseaux propres à la navigation sur les canaux de l'intérieur ont été envoyés de l'autre côté de l'Atlantique pour être utilisés au Royaume-Uni. Plusieurs navires de ce type ont aussi été convertis et mis en service de haute mer, transportant des matières essentielles pour les industries de guerre canadiennes et des matériaux de construction aux régions comme Terre-Neuve pour les entreprises de défense.

Un nombre appréciable de navires du haut des Grands Lacs ont été détournés du transport des cargaisons canadiennes et dirigés de façon à aider au mouvement du minerai américain du Lac Supérieur en la saison de navigation de 1941. Des arrangements ont été faits pour retirer des Grands Lacs, au besoin, tout vaisseau utilisable sur les canaux capable de service en haute mer durant l'hiver de 1941-42, et un grand nombre de ces navires ont été assignés, en collaboration avec la Commission Maritime des Etats-Unis, pour le service côtier américain. Les petits bateaux canadiens, comme les navires de récupération et les remorqueurs, ont été retirés, ou vont l'être, du service au Canada et envoyés de l'autre côté de l'Atlantique au Royaume-Uni.

Réparation des navires.—L'un des besoins les plus vitaux des nations alliées en la guerre actuelle est le tonnage pour le transport des cargaisons d'aliments, de

matières essentielles, de munitions et troupes, aux pays assiégés. Les voyages des navires marchands en temps de guerre prennent souvent deux ou trois fois plus de temps qu'auparavant, à cause de la nécessité de routes spéciales pour raisons de sécurité. Malgré toutes précautions, plusieurs bateaux sont devenus la proie de l'ennemi. De plus, les obcurcissements en mer et le fait que les navires ne peuvent pas utiliser leur outillage de t.s.f. ont résulté en accidents fréquents, de sorte qu'un pourcentage considérable du tonnage total pour l'expédition maritime des nations alliées se trouve en réparation presque quotidiennement.

En novembre 1940, le Directeur Général de la Construction de Navires a été nommé Contrôleur de la Construction et de la Réparation de Navires. A cause du besoin urgent d'organisation et de réglementation de la réparation des navires, il fut décidé, en avril 1941, que le Contrôleur devra consacrer son temps exclusivement aux questions relatives à la réparation des navires, y compris la construction, l'entretien et l'usage des cales sèches.

Le Contrôleur de la Réparation des Navires a le devoir de veiller à ce que les facilités canadiennes de réparation des navires soient adéquates et qu'elles soient utilisées le plus efficacement au point de vue du programme de guerre. A cette fin le Contrôleur donne priorité en tout temps aux réparations navales et aux réparations de navires marchands engagés dans les services essentiels au programme de guerre. Quant à la marine marchande, les réparations de dommages majeurs, de nature à immobiliser une cale sèche pour plusieurs semaines, sont quelquefois retardées jusqu'à ce que plusieurs vaisseaux aient fait leur stage de routine dans les cales sèches et, ce, afin de rendre disponible le plus grand volume de tonnage pour le chargement de cargaisons.

Le Contrôleur de la Réparation des Navires coopère avec le Ministère britannique de la Marine Marchande, les propriétaires de navires, les agents, les chantiers de constructions navales, les cales sèches, etc., pour expédier les mouvements des navires des ports canadiens de l'Est. Du travail de construction sur les jetées, du dragage des cales sèches et d'autres travaux préparatoires nécessaires ont été terminés en 1941.

Transport.—Le bureau du Contrôleur des Transports a été établi en novembre 1939 et relève du Ministre des Transports; il a été créé pour faciliter le transit ordonné et expéditif des matières de guerre, des troupes, etc. et pour prévenir la congestion dans les terminus de transport et aux ports maritimes. Comme il est noté plus haut, le Contrôleur des Transports est aussi ex-officio membre de la Commission Canadienne de la Marine Marchande (voir p. 586) et agit comme aviseur pour les Transports auprès des divers ministères du Gouvernement, y compris les Munitions et Approvisionnements, la Défense Nationale, les Transports, l'Agriculture, etc.

Le Contrôleur des Transports exerce le contrôle des marchandises, y compris les matières pour fins civiles et de la défense, expédiées entre deux points au Canada, et aux divers ports pour l'exportation; il surveille aussi le mouvement des voyageurs civils ainsi que du personnel de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation.

Transport de marchandises pour l'exportation.—Toutes les exportations de matières pour la défense et la guerre s'expédient, en vertu d'un permis du Contrôleur des Transports, aux ports maritimes et, conjointement avec le Ministère britannique du Transport de guerre, le Contrôleur obtient l'espace nécessaire sur les vaisseaux contrôlés par les gouvernements britannique et alliés, et agit généralement comme le représentant d'expédition maritime de tous les Ministères du Gouvernement.

Pour des mouvements spéciaux, y compris ceux de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation dans l'hémisphère occidental, le Contrôleur des Transports affrète et fait les arrangements nécessaires, et il a le pouvoir nécessaire d'accorder des priorités aux facilités au Canada de la Commission des Ports Nationaux.

Mouvement domestique de marchandises.—Bien que le Contrôleur ait le contrôle des marchandises domestiques, il est devenu nécessaire d'émettre des permis excepté dans le cas d'expéditions d'urgence ou importantes.

Taux.—C'est le devoir du Contrôleur des Transports de négocier les taux, les arrêts et autres arrangements spéciaux avec les diverses compagnies de chemin de fer relativement au mouvement de toutes fournitures de guerre et les matières de la défense.

Le Contrôleur des Transports a aussi pouvoir et autorité de réglementer et de coordonner le mouvement des camions appartenant aux ou opérés par les chemins de fer et les compagnies de messageries au Canada.

Transit civil de voyageurs.—Les facilités locales de transport comme les autobus, tramways, etc., dans certains centres urbains congestionnés ont aussi été lourdement grevés par suite de la guerre. Pour contrôler et atténuer la situation autant que possible, un Contrôleur du Transit a été nommé en août 1941 et qui relève du Ministre des Munitions et Approvisionnements.

Le Contrôleur du Transit a le pouvoir d'émettre et d'annuler des permis ou licences et de fixer des échelles de tarifs ou taux pour les agences qui transportent des voyageurs moyennant un prix, y compris tramways, autobus et bacs. Il peut aussi réglementer le stationnement des véhicules. Le Contrôleur du Transit a de plus le pouvoir d'échelonner les heures de travail afin de remédier à la congestion des transports. Il peut conséquemment ordonner à un employeur d'arranger ou modifier les heures d'emploiement de son personnel afin que tel et tel nombre d'employés, que peut déterminer le Contrôleur, autant que possible arrivent à ou quittent leur travail à l'heure qui peut être fixée. Des plans d'échelonnement des heures de travail dans nombre de centres-clé sont actuellement élaborés et des "heures échelonnées" ont déjà été introduites dans un certain nombre de ministères du Gouvernement à Ottawa et dans des établissements industriels, des institutions commerciales, des écoles, etc., dans un certain nombre d'autres municipalités.

PARTIE II.—CHEMINS DE FER

L'étude du transport sur rail est divisée en trois sections: chemins de fer, tramways électriques et messageries.

Section 1.—Chemins de fer*

Le chemin de fer continue d'être le moyen de transport le plus important au point de vue placement et trafic. Ce mode de transport possède un champ statistique plus étendu que tout autre, car les chiffres sur la longueur des voies ferrées, l'outillage, les finances et le trafic sont passablement complets.

* Revisé et vérifié par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette Branche publie un 'Rapport annuel sur les chemins de fer", ainsi que nombre d'autres bulletins dont la liste est donnée au chapitre XXVIII du présent volume. Certaines statistiques financières des chemins de fer sont compilées avec la collaboration de fonctionnaires du Ministère des Transports.

Historique.—L'Annuaire de 1940 contient aux pp. 654–656 une esquisse historique du développement des chemins de fer au Canada. De plus amples détails sont fournis aux pp. 632–639 de l'Annuaire de 1922-23, aux pp. 611–613 de l'Annuaire de 1926 et aux pp. 706–710 de l'Annuaire de 1934–35.

Sous-section 1.—Parcours et matériel des chemins de fer

Bien que la construction du premier chemin de fer canadien—la ligne de 16 milles reliant Laprairie et St-Jean, Qué.—ait été commencée en 1835, le Canada ne compte que 66 milles de voie ferrée exploitée en 1850. La première grande période de construction a lieu entre 1850 et 1860, alors que le Grand Tronc et le Great Western, de même que plusieurs lignes moins considérables, sont construits. La construction des chemins de fer Intercolonial et Canadien Pacifique fait partie d'une autre période d'expansion rapide entre 1870 et 1890. Le Grand Tronc Pacifique, le Transcontinental National et le Canadien Nord sont construits au cours de la dernière grande période de construction de chemins de fer, de 1900 à 1917.

La construction a été très active dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta au cours de la période de 1930–39, tandis que le millage est porté à fléchir légèrement dans les autres provinces, à la suite de l'abandon des lignes non lucratives.

1.—Tableau du millage de voie ferrée

NOTA.—Les chiffres correspondants du millage total de voie simple pour 1835 à 1899 paraissent à la p. 554 de l'Annuaire de 1941.

Totaux, millage, 1900–40 (voie simple)					
Année	Milles en exploitation	Année	Milles en exploitation	Année	Milles en exploitation
	nomb.		nomb.		nomb.
1900....	17,657	1914..	30,795	1927..	40,570
1901....	18,140	1915..	34,882	1928..	41,022
1902....	18,714	1916..	36,985	1929..	41,380
1903....	18,988	1917..	38,369	1930..	42,047
1904....	19,431	1918..	38,252	1931..	42,280
1905....	20,487	1919[1]..	38,329	1932..	42,409
1906....	21,423	1919[2]..	38,495	1933..	42,336
1907....	22,446	1920..	38,805	1934..	42,270
1908....	22,966	1921..	29,191	1935..	42,916
1909....	24,104	1911..	39,358	1936..	42,552
1910....	24,731	1923..	39,654	1937..	42,727
1911....	25,400	1924..	40,059	1938..	42,742
1912....	26,840	1925..	40,350	1939..	42,637
1913....	29,304	1926..	40,350	1940..	42,565

Millage, par province, 1931–40				
Genre de voie et province	1931	1936	1939	1940
	milles	milles	milles	milles
Voies simples—				
Ile du Prince-Edouard..	286	286	286	286
Nouvelle-Ecosse.....	1,418	1,397	1,396	1,396
Nouveau-Brunswick....	1,934	1,871	1,873	1,848
Québec.....	4,926	4,777	4,836	4,804
Ontario.....	10,905	10,746	10,570	10,562
Manitoba.....	4,419	4,860	4,860	4,860
Saskatchewan.....	8,268	8,624	8,777	8,777
Alberta.....	5,630	5,687	5,751	5,751
Colombie Britannique..	4,097	3,906	3,891	3,884
Yukon.....	58	58	58	58
Aux Etats-Unis.....	339	339	339	339
Totaux, voies simples.	42,280	42,552	42,637	42,565
Voies doubles.....	2,688	2,500	2,499	2,502
Voies industrielles.....	1,606	1,401	1,357	1,365
Voie d'évitement et de garage.....	10,277	10,239	10,108	10,101
Grands totaux.....	**56,851**	**56,692**	**56,601**	**56,533**

[1] Le 30 juin pour cette année et les années antérieures. [2] Le 31 décembre pour cette année et le suivantes.

Matériel roulant.—Les chiffres du tableau 2 peuvent être complétés par les données suivantes: de 1920 à 1940, la capacité moyenne des wagons couverts augmente de 34·779 tonnes à 41·922 tonnes; celle des wagons plats, de 33·459 à 42·074 tonnes; celle des wagons à charbon, de 43·404 à 53·835 tonnes; celle de tous les wagons à marchandises, de 35·141 tonnes à 42·806 tonnes. La force moyenne de traction des locomotives augmente de 29 p.c. entre 1920 et 1940.

2.—Matériel roulant des chemins de fer à vapeur, au 31 déc. 1934-40

Matériel roulant	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Locomotives							
Voyageurs	1,291	1,200	1,191	1,209	1,214	1,174	1,189
Marchandises	3,035	2,876	2,862	2,805	2,715	2,592	2,374
De manœuvre	727	685	660	618	593	571	709
Electriques	34	34	34	35	35	36	36
Totaux	**5,087**	**4,795**	**4,747**	**4,667**	**4,557**	**4,373**	**4,308**
Wagons de voyageurs							
Première classe	1,907	1,745	1,754	1,850	1,890	1,874	1,860
Deuxième classe	350	295	276	256	255	252	242
Mixtes	461	362	372	370	373	371	370
Pour immigrants	628	566	419	374	337	353	358
Wagons-restaurants	260	257	256	251	220	197	194
Wagons-salons	302	290	278	259	250	244	235
Wagons-lits[1]	1,163	1,138	1,085	1,037	1,003	983	915
Bagages, messageries et postes	1,629	1,462	1,454	1,447	1,508	1,573	1,576
Wagons automoteurs	96	99	92	88	89	85	83
Autres	490	455	457	463[2]	456[2]	455[2]	434[2]
Totaux[1]	**7,286**	**6,669**	**6,443**	**6,395**	**6,381**	**6,287**	**6,267**
Wagons de marchandises							
Wagons couverts	141,768	128,816	124,448	125,421	121,954	115,492	116,629
Wagons plats	15,124	13,501	12,991	12,548	12,462	11,692	12,049
A bestiaux	8,744	7,467	7,219	7,077	6,436	5,985	5,866
A charbon	18,115	17,566	17,463	18,066	18,115	17,770	17,453
Citernes	468	425	432	421	405	402	389
Frigorifiques	7,904	6,682	7,331	7,164	7,005	6,713	6,534
Autres	2,929	2,303	2,124	2,076[3]	1,952[3]	1,964[3]	1,777[3]
Totaux	**195,052**	**176,760**	**172,008**	**172,773**	**168,329**	**160,018**	**160,697**

[1] Comprend les wagons Pullman en service au Canada. [2] Comprend trois autorails. [3] Comprend un autorail.

Sous-section 2.—Finances des chemins de fer

Les tableaux de cette sous-section portent sur le capital nominal, le capital immobilisé, les recettes, les frais d'exploitation, le personnel et son salaire, et les subsides gouvernementaux. Cependant, la présentation des statistiques financières des chemins de fer au Canada ne serait pas complète sans la considération détaillée des finances des chemins de fer possédés par le Gouvernement. La dernière partie de la sous-section en fait mention. Quelques autres statistiques du revenu sont comprises dans le tableau **17** où elles sont mises en relation avec le trafic.

3.—Millage, capital nominal, recettes et frais d'exploitation des chemins de fer (y compris les compagnies de pont), 1940

Nom du chemin de fer	Longueur des voies simples	Capital nominal	Recettes brutes	Frais d'exploitation
	milles	$	$	$
Algoma Central Terminals, Ltd.	321·8	3,095,628	2,647,321	2,041,738
Algoma Central and Hudson Bay		15,016,050		
Alma and Jonquière	10·6	629,800	156,279	108,206
British Yukon	90·3	4,978,879	197,304	144,681
Canada and Gulf Terminal	38·1	1,740,000	109,100	79,679
Canada Southern	380·6	44,365,000[1]	14,155,169	9,023,815
Canadien National	21,847·6[2]	1,983,808,998[3]	212,300,711	175,718,566
Canadien Pacifique	17,153·1[2]	1,213,760,853[3]	171,535,475	127,559,593
Central Vermont	25·3	[4]	255,721	193,673
Cumberland Railway and Coal Co.	31·3	1,349,008[5]	166,486	123,963
Detroit River Tunnel	[6]	4,154,628[5]	[6]	[6]
Essex Terminal	21·3	976,000	313,536	206,824
Greater Winnipeg Water District	92·0	1,843,286[5]	92,466	85,396
Hudson Bay	510·1	33,539,635[5]	115,479	470,257
International Bridge and Terminal Co.	1·1	300,000	78,483	59,605
Maine Central	5·1	102,388[5]	13,957	14,385
Maritime Coal Railway and Power Co.	12·2	657,603[5]	124,862	58,070
Midland Railway of Manitoba	75·5	4,800,000	316,522	386,582
Morrissey, Fernie and Michel	5·4	1,263,000	35,677	24,115
Napierville Junction	41·7	1,200,000	485,816	350,061
Nelson and Fort Sheppard	60·8	2,846,800	63,342	115,900
Nipissing Central	59·7	4,268,619[5]	450,593	457,731
Northern Alberta	927·5	30,345,000	2,517,430	1,737,422
Ottawa and New York	58·7	2,100,000	112,985	160,203
Pacific Great Eastern	347·8	101,660,828	542,346	564,680
Père Marquette (y compris L.E.D.R.)	319·0	11,122,025	4,686,622	2,853,422
Quebec Railway, Light and Power Co.	25·4	6,269,974	433,840	365,148
Roberval and Saguenay	29·0	3,330,000	937,521	378,261
St. Lawrence and Adirondack	60·6	2,152,685[1]	580,952	643,111
Sydney and Louisburg	70·3	5,309,552[5]	1,719,695	1,123,095
Témiscouata	113·0	3,856,336	214,092	203,647
Temiskaming and Northern Ontario	514·0	38,689,935	5,351,691	3,629,423
Thousand Islands	4·5	60,000	36,894	29,839
Toronto, Hamilton and Buffalo	111·0	10,287,000	2,397,511	1,463,843
Toronto Terminals	3·2	26,460,000	323,361	574,600
Van Buren Bridge Co.	0·3	250,000	2,535	5,524
Vancouver, Victoria and Eastern	86·8	23,500,000	510,555	349,319
Wabash (au Canada)	245·4	[7]	5,241,348	4,047,255
Totaux	**42,564·9[8]**	**3,590,089,510[9]**	**429,223,677**	**335,352,632**
Canadien National (Canada et E.-U.)	23,638·5	1,983,808,998[3]	247,527,225	202,519,813

[1] Capital d'une compagnie locatrice. [2] Comprend 26·2 milles de voie ferrée commune. Lignes canadiennes seulement pour le Canadien National, mais lignes canadiennes et américaines pour le Canadien Pacifique. [3] Capital des lignes au Canada et aux E.-U., y compris le capital des lignes louées. Comprend $159,164,541 de lignes louées et acquises détenues par le Canadien Pacifique. [4] Compris avec le Canadien National. [5] Capitaux immobilisés dans les routes et l'outillage. [6] Compris avec le Canada Southern. [7] Droit de passage seulement. [8] Ne comprend pas doubles emplois. [9] Comprend $210,054,338 d'actions ferroviaires canadiennes détenues par des chemins de fer canadiens.

Capital nominal.—La forte augmentation après 1922 dans le capital nominal des chemins de fer du Canada est due à l'inclusion de tous les prêts du Gouvernement aux chemins de fer et aux dépenses en voies et outillage des chemins de fer du Gouvernement comme partie de leur capital nominal. La diminution en 1937, due à la loi de revision du capital du Canadien National (c. 22, 1937), est expliquée à la page 675 de l'Annuaire de 1939.

4.—Capitaux absorbés par les chemins de fer, 1911-40

NOTA.—Les chiffres de 1876 à 1910 inclusivement figurent à la page 667 de l'Annuaire de 1927-28.

Année	Valeurs	Dette fondée	Total	Année	Valeurs	Dette fondée	Total
	$	$	$		$	$	$
1911....	749,207,687	779,481,514	1,528,689,201	1926[4]...	1,361,758,426	2,144,999,621	3,506,758,047
1912....	770,459,351	818,478,175	1,588,937,526	1927...	1,330,215,248	2,252,256,367	3,582,471,615
1913....	918,573,740	613,256,952	1,531,830,692	1928...	1,357,017,703	2,306,554,996	3,683,572,699
1914....	1,026,418,123	782,402,638	1,808,820,761	1929...	1,405,622,070	2,497,054,907	3,902,676,977
1915....	1,024,085,983	851,724,905	1,875,810,888	1930...	1,431,324,003	2,595,145,308	4,026,469,311
1916....	1,024,264,325	868,861,449	1,893,125,774	1931...	1,438,050,759	2,793,971,329	4,232,022,088
1917....	1,089,114,875	896,005,116	1,985,119,991	1932...	1,437,489,430	2,934,182,332	4,371,671,762
1918....	1,093,885,495	905,994,999	1,999,880,494	1933...	1,438,834,552	2,951,690,468	4,390,525,020
1919[1]...	1,100,301,195	914,823,515	2,015,124,710	1934...	1,437,334,152	2,966,505,594	4,403,839,746
1919[2]...	1,104,409,122	931,756,484	2,036,165,606	1935...	1,433,849,530	3,026,414,779	4,460,264,309
1920....	1,323,705,962	846,324,166	2,170,030,128	1936...	1,425,193,791	3,062,411,719	4,487,605,510
1921....	1,372,545,165	792,142,471	2,164,687,636	1937...	1,839,619,361	1,534,450,789	3,374,070,150
1922....	1,415,623,322	743,653,809	2,159,277,131	1938...	1,836,882,650	1,568,269,672	3,405,152,322
1923[3]...	1,385,080,426	1,879,593,612	3,264,674,038	1939...	1,834,329,209	1,533,373,521	3,367,702,730
1924....	1,401,263,285	2,012,602,328	3,413,865,613	1940...	1,762,473,489	1,617,561,683	3,380,035,172
1925....	1,378,706,860	2,092,374,049	3,471,080,909				

[1] Le 30 juin pour cette année et les années antérieures. [2] Le 31 décembre pour cette année et les années suivantes. [3] Comprend tous les prêts consentis par le Gouvernement et le capital immobilisé dans les voies ferrées et le matériel tant pour les chemins de fer de l'Etat que pour ceux des provinces en 1923 et les années suivantes. [4] Ne comprend pas les actions ferroviaires canadiennes détenues par les chemins de fer canadiens en 1926 et les années ultérieures.

Capital immobilisé.—La structure financière du Canadien National, modifiée par la loi sur la revision du capital, 1937, a été diminuée de $262,770,972 (voir page 675 de l'Annuaire de 1939). L'excédent du capital nominal, indiqué au tableau 4 par rapport aux placements indiqués au tableau 5, s'explique par le fait que le compte capital comprend les prêts et avances du Gouvernement pour couvrir les déficits du Canadien National et que certaines actions des chemins de fer ne représentent que peu de placements réels en propriété tangible. Au cours des dernières années, le compte de placements a été atteint par des annulations pour des lignes abandonnées, par le transfert de propriété à d'autres services d'Etat, etc.

5.—Immobilisations dans les voies et outillage des chemins de fer canadiens, 1935-40

Placements	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$	$
Nouv. lignes—						
Voie	89,713	119,295	2,997,932	1,946,830	329,739	1,182
Outillage	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Cr. 3,500
Général	Cr. 56	756	54,712	118,316	"	7
Totaux	89,657	120,051	3,052,644	2,065,146	329,739	Cr. 2,311
Additions et améliorations—						
Voie	2,656,051	6,263,284	5,380,865	6,522,746	5,855,876	6,659,074
Outillage	Cr. 6,519,191	4,376,334	28,355,161	17,310,743	Cr. 4,452,439	66,340,262
Général	5,641	Cr. 78,387	Cr. 6,158	63,095	1,665,148	92,198
Non attribué	53,862	1,608	3,436	Cr. 32,075	Cr. 13	Cr. 17,056
Totaux	Cr. 3,803,637	10,562,839	33,733,304	23,864,509	3,068,572	73,074,478
Non attribué[1]	Cr. 67,902,913	Cr. 17,266,420	Cr.265,358,397	Cr. 3,685,804	Cr. 2,163,803	Cr. 9,437,903
Totaux, capital engagé, le 31 décembre	**3,307,616,903**	**3,301,033,373**	**3,072,460,924**	**3,094,704,775**	**3,095,939,283**	**3,159,573,547**

[1] Les détails de cet item sont donnés dans le rapport annuel sur les statistiques des chemins de fer, publié par la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau de la Statistique. Le crédit considérable en 1937 est dû principalement à la loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada.

Recettes et dépenses.*—Entre 1917–20, le quotient d'exploitation ou le rapport des frais d'exploitation aux recettes brutes est passé d'environ 70 p.c. à plus de 90 p.c. et est demeuré élevé par la suite. Le Gouvernement des Etats-Unis a pris en main l'exploitation des chemins de fer des Etats-Unis lors de l'entrée de ce pays dans la première guerre mondiale et a augmenté les taux de paye des employés de chemin de fer. Les chemins de fer canadiens ont aussi été obligés de faire des augmentations correspondantes et cette augmentation dans la liste de paye a été le principal facteur de l'augmentation du quotient d'exploitation. Des déclins des recettes sans réductions correspondantes des dépenses durant la période de crise ont aussi maintenu élevé le quotient d'exploitation. La période après 1938 montre un violent déclin de ce quotient, qui est dû surtout à la grande augmentation du trafic-marchandises à cause de la guerre, ainsi qu'à un accroissement subséquent des recettes brutes. En 1940, les recettes brutes et les dépenses d'exploitation atteignent les niveaux les plus élevés depuis 1930.

6.—Recettes et frais d'exploitation des chemins de fer, 1926-40

NOTA.—Les recettes brutes et les frais d'exploitation des années 1875–1914 sont donnés à la p. 452 de l'Annuaire de 1916–17. Les analyses par mille de voie et par train-mille remontent à 1908 seulement et celles de 1908–16 paraissent à la p. 453 de l'Annuaire de 1916–17. Les chiffres correspondants de 1915 à 1925 paraissent à la p. 558 de l'Annuaire de 1941.

Année	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Rapport des dépenses aux recettes	Par mille de voie			Par train-mille payant	
				Recettes brutes	Frais d'exploitation	Recettes nettes	Recettes brutes	Frais d'exploitation
	$	$	p.c.	$	$	$	$	$
1926	493,599,754	389,503,452	78·91	12,278	9,653	2,625	4·298	3·391
1927	499,064,207	407,646,280	81·68	12,350	10,047	2,303	4·221	3·448
1928	563,732,260	442,701,270	78·53	13,840	10,791	3,049	4·461	3·503
1929	534,106,045	433,077,113	81·08	13,068	10,596	2,472	4·492	3·643
1930	454,231,650	380,723,411	83·86	10,897	9,133	1,764	4·150	3·538
1931	358,549,382	321,025,588	89·53	8·502	7·612	890	3·747	3·435
1932	293,390,415	256,668,375	87·48	6,922	6,055	867	3·507	3·157
1933	270,278,276	233,133,108	86·26	6·365	5,490	875	3·528	3·153
1934	300,837,816	251,999,667	83·77	7,111	5,956	1,155	3·864	3·128
1935	310,107,155	263,942,899	85·11	7,250	6,170	1,080	3·903	3·193
1936	334,768,557	283,345,968	84·64	7,839	6,635	1,204	4,012	3·298
1937	355,103,271	300,652,584	84·67	8,316	7,041	1,275	3·992	3·366
1938	336,833,400	295,705,638	87·79	7,888	6,925	963	3·930	3·331
1939	367,179,095	304,373,285	82·89	8,604	7,139	1,465	4·137	3·428
1940	429,142,659	335,287,503	78·13	10,074	7,877	2,205	4·436	3·466

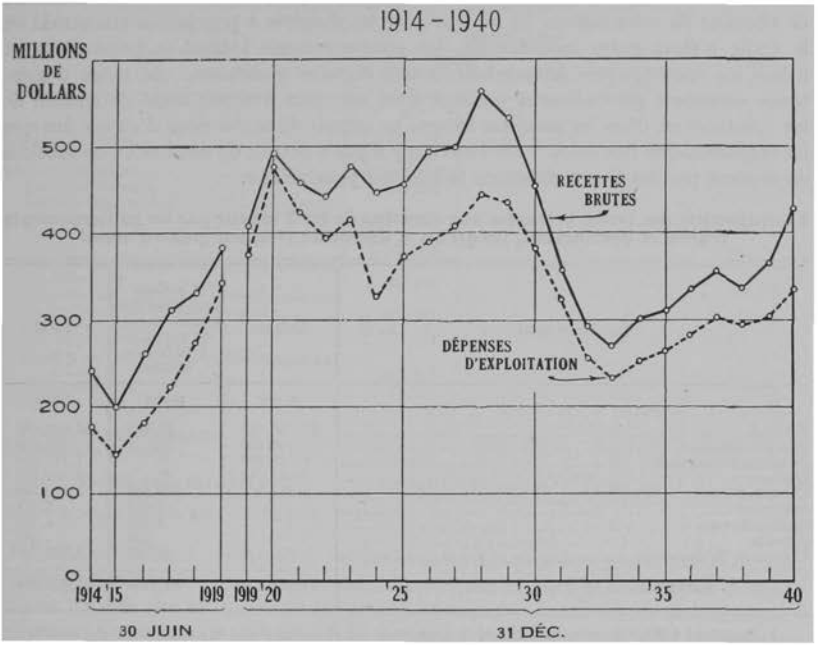
7.—Répartition des frais d'exploitation des chemins de fer, 1937-40

Dépenses	1937		1938		1939		1940	
	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.
Voies et travaux d'art	58,309,150	19·39	55,217,352	18·67	57,624,668	18·96	63,864,526	19·05
Matériel roulant	73,166,522	24·34	69,233,176	23·41	70,994,034	23·31	82,738,679	24·68
Frais de trafic	12,287,021	4·09	12,588,923	4·26	12,394,763	4·00	10,224,035	3·05
Frais de transport	139,108,818	46·27	140,347,953	47·46	144,196,332	47·38	157,358,033	46·93
Dépenses diverses	17,781,037	5·91	18,318,234	6·20	19,163,488	6·29	21,102,230	6·29
Totaux	**300,652,548**	**100·00**	**295,705,638**	**100·00**	**304,373,285**	**100·00**	**335,287,503**	**100·00**

Salaires et gages des chemins de fer.—En 1928 le réseau Canadien National a compris dans sa comptabilité ferroviaire les employés du service télégraphique commercial, et ces derniers ont été ajoutés pour 1926 et 1927 dans le tableau 8 afin de rendre les données comparables. Le nombre des employés varie selon le volume du trafic, mais pas au même degré. Les salaires et gages sont affectés par le nombre d'employés, les taux de paye et la période d'emploiement. De plus les fluctuations

* Voir graphique, p. 595.

RECETTES BRUTES ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES CHEMINS DE FER



en 1932–38 avaient pour causes les réductions et les restaurations des taux de paye de base. Depuis 1939 l'effet de la guerre a été de faire augmenter vivement le nombre d'employés et les taux moyens de paye.

8.—Nombres-indices de l'emploiement et des salaires et gages des chemins de fer, 1926-40

NOTA.—Les indices correspondants de 1912 à 1925 paraissent à la p. 559 de l'Annuaire de 1941.

(Moyenne de 1935-39=100)

Année	Employés		Salaires et gages		Moyenne des salaires et gages		Rapport des salaires et gages aux—	
	Nombre	Nombre-indice ajusté	Montant	Nombre-indice ajusté	Montant	Nombre-indice ajusté	Recettes brutes	Frais d'exploitation
			$		$		p.c.	p.c.
1926	179,800	138·1	260,350,390	137·8	1,448	99·7	45·7	58·0
1927	182,143	139·9	273,932,396	145·0	1,504	103·6	48·1	58·9
1928	187,710	144·1	287,775,316	152·3	1,533	105·6	47·0	59·8
1929	187,846	144·2	290,732,500	153·9	1,548	106·6	48·9	60·2
1930	174,485	134·0	268,347,374	142·0	1,538	105·9	55·4	66·1
1931	154,569	118·7	229,499,505	121·5	1,485	102·3	58·5	65·4
1932	132,678	101·9	181,113,588	95·9	1,365	94·0	56·4	64·5
1933	121,923	93·6	158,326,445	83·8	1,299	89·5	53·9	62·5
1934	127,326	97·8	163,336,635	86·5	1,283	88·4	54·3	64·8
1935	127,526	97·9	172,956,218	91·5	1,356	93·4	51·2	60·1
1936	132,781	102·0	182,638,365	96·7	1,375	94·7	49·9	59·0
1937	133,753	102·7	193,557,663	102·5	1,447	99·7	49·8	58·8
1938	127,747	98·1	195,108,351	103·3	1,531	105·4	52·8	60·2
1939	129,362	99·3	200,373,668	106·1	1,549	106·7	50·3	60·7
1940	135,700	104·2	214,505,163	113·5	1,581	109·0	50·0	57·5

Aide gouvernementale aux chemins de fer.—Afin de permettre à la construction de chemins de fer privés au Canada de précéder la colonisation à titre de chemins de colonisation, ou de traverser les districts à population clairsemée où le trafic n'était guère considérable, les gouvernements fédéral et provinciaux et même les municipalités durent fournir une certaine assistance. Le mode d'assistance consistait généralement en boni d'un montant fixé par mille de chemin de fer construit et, dans les premiers temps, en octrois de terres pour d'autres fins que les emplacements des voies. En 1940 il n'y a pas d'octrois de terrains ou de subsides en espèces par les Gouvernements fédéral ou provinciaux.

9.—Superficie des terres octroyées aux chemins de fer à vapeur par les gouvernements fédéral et provinciaux, jusqu'au 31 décembre 1940, par genre d'octroi

Gouvernement	Octrois	Cessions pour emprises, emplacements de gares, lotissements urbains	Total
	acres	acres	acres
Fédéral	31,783,655	97,988	31,881,643
Nouvelle-Ecosse	160,000	Nil	160,000
Nouveau-Brunswick	1,788,392	"	1,788,392
Québec	2,085,710	"	2,085,710
Ontario	3,241,207	229,502	3,470,709
Manitoba	Nil	2,578	2,578
Saskatchewan	"	4,932	4,932
Alberta	"	339	339
Colombie Britannique	8,223,410[1]	12,297	8,245,707[1]
Totaux	**47,292,374[1]**	**347,636**	**47,640,010[1]**

[1] Comprend 4,065,076 acres rachetées des chemins de fer B.C. Southern et Columbia and Western.

10.—Terres octroyées aux chemins de fer par les gouvernements fédéral et provinciaux jusqu'au 31 décembre 1940, par compagnie de chemin de fer

Chemin de fer	Octroi par—		Total
	Le fédéral	Les provinces	
	acres	acres	acres
Chemins de fer Nationaux	5,763,741	1,841,095	7,604,836
Pacifique Canadien et embranchements	19,861,357	6,848	19,868,205
Lignes acquises	3,320,446	8,182,604	11,503,050
Lignes à bail—bail basé sur—			
Intérêts sur obligations et dividendes sur actions	2,927,185	2,657,881	5,585,066
Recettes brutes	55	Nil	55
Totaux, Pacifique Canadien	26,109,043	10,847,333	36,956,376
Autres chemins de fer	8,858	3,069,939	3,078,797
Totaux, tous chemins de fer	**31,881,642**	**15,758,367**	**47,640,009**

Au fur et à mesure que le pays s'enrichissait, les inconvénients de cette méthode se firent sentir et les subsides prirent plus fréquemment la forme d'une subvention en espèces par mille de voie, d'un prêt ou d'une souscription aux émissions de la compagnie. Les garanties des obligations ont été données plus tard et, depuis l'organisation du réseau Canadien National, toutes les émissions d'obligations de ce réseau, sauf celles concernant le matériel roulant, ont été garanties par le Gouvernement fédéral.

11.—Subsides en espèces accordés aux chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1940, par chemin de fer

Chemin de fer	Accordés par—			Total
	Le fédéral	Les provinces	Les municipalités	
	$	$	$	$
Canadien National	64,403,853[1]	16,677,208	7,393,866	88,474,927
Pacifique Canadien	25,000,000	937,657	464,761	26,402,418
Embranchements	5,089,509	Nil	Nil	5,089,509
Lignes cédées au C.P.—coût au Gouvernement	36,234,310	"	"	36,234,310
North Shore Railway (Subside du fédéral)	1,500,000	"	"	1,500,000
Payé à la province de Québec pour le North Shore	2,394,000	"	"	2,394,000
Emprunt remboursé pour la remise des terres octroyées (6,793,014 acres)	10,189,521	"	"	10,189,521
Lignes acquises	11,091,608	9,054,945	2,527,150	22,673,703
Lignes à bail—bail basé sur—				
Intérêts sur obligations ou dividendes sur actions	7,488,367	4,224,388	1,545,246	13,258,001
Loyer fixe	20,224	24,102	Nil	44,326
Recettes brutes	853,445	346,500	73,000	1,262,945
Totaux, Pacifique Canadien	99,860,984	14,587,592	4,610,157	119,058,733
Autres chemins de fer	7,935,386	2,126,869	1,297,668	11,359,923
Totaux, tous chemins de fer	**172,200,223**	**33,391,669**	**13,301,691**	**218,893,583**

[1] Y compris un prêt de $15,143,633 au Grand Tronc.

Pendant la période d'expansion ferroviaire avant la première guerre mondiale, les gouvernements provinciaux garantissaient les obligations de certaines lignes de chemins de fer qui, par la suite, ont été incorporées aux chemins de fer du Canadien National. A mesure que ces obligations arrivent à l'échéance, elles sont payées par le Canadien National en grande partie au moyen de fonds obtenus par l'émission de nouvelles obligations garanties par le Gouvernement fédéral. De cette façon, des obligations garanties par les gouvernements d'Ontario, de Manitoba et de Saskatchewan ont été éliminées ces dernières années.

12.—Obligations des chemins de fer garanties par le Gouvernement fédéral et par les gouvernements provinciaux, 31 décembre 1940

Gouvernement	Canadien National	Pacifique Canadien	Autres chemins de fer	Total
	$	$	$	$
Gouvernements provinciaux—				
Nouveau-Brunswick	2,727,977	620,000	Nil	3,347,977
Alberta	10,377,762	Nil	"	10,377,762
Colombie Britannique	25,026,001	"	20,160,000	45,186,001
Total garanti par les provinces	38,131,740	620,000	20,160,000	58,911,740
Gouvernement fédéral	837,708,753[1]	Nil	Nil	837,708,753[1]
Grand total	**875,840,493[1]**	**620,000**	**20,160,000**	**896,620,493[1]**

[1] Ne comprend pas $164,482,974 d'obligations perpétuelles et d'actions garanties du Grand Tronc, qui maintenant fait partie du Canadien National, dont l'intérêt et les dividendes sont garantis par le Gouvernement fédéral.

STATISTIQUES FINANCIÈRES DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

L'Annuaire de 1926 donne, pp. 611–613, une description de l'origine et du développement des chemins de fer de l'Etat au Canada. Cet article décrit leur unification sous les chemins de fer du Canadien National en 1923. Le chemin de fer de la baie d'Hudson est une valeur passive directe au compte du Gouvernement fédéral et est exploité par le Canadien National pour le compte du Gouvernement

depuis le 1er avril 1935, mais il n'est pas compris dans les données du réseau Canadien National. Au 31 mars 1941, le coût total de ce chemin de fer est de $33,182,623, à l'exclusion des $6,274,150 dépensés pour le terminus à Nelson et des $2,242,551 perdus dans l'exploitation. Le déficit d'exploitation de l'année civile 1940 s'établit à $354,973.

La majeure partie des immobilisations fédérales dans les chemins de fer est constituée par le coût de construction du réseau de l'Intercolonial, du Transcontinental National et du chemin de fer de la baie d'Hudson, et le prix d'achat des petits chemins de fer des provinces de l'Est. Le terminus à Churchill, comprenant un élévateur à grain, un entrepôt et des docks, a été transféré au Conseil des Ports Nationaux et les immobilisations, effacées du compte des chemins de fer. Les prêts et avances au Canadien National pour le paiement des déficits d'opération ont été chargés au compte du revenu consolidé du Dominion et également effacés du compte des chemins de fer, et d'autres ajustements ont été faits en vertu de la loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada, 1937.

En outre de ces dépenses, le Gouvernement fédéral a fait des prêts au Canadien National et au Canadien Pacifique pour fins de capital, pour des programmes de travaux spéciaux et pour outillage loué aux chemins de fer; les montants en cours au 31 mars 1941 sont: Canadien National, $20,051,256; Canadien Pacifique, $14,899,352; total, $34,950,608.

13.—Actif du chemin de fer Canadien National, 31 décembre 1922 et 1940

Compte	31 déc. 1922	31 déc. 1940	Aug. (+) ou dim. (−)
	$	$	$
Placements—			
Voies et matériel	1,765,323,644	1,874,172,775	+108,849,131
Améliorations sur propriété à bail	1,492,123	4,389,124	+2,897,001
Fonds d'amortissement	4,629,855	664,711	−3,965,144
Dépôts au lieu de propriétés hypothéquées vendues	6,171,808	4,421,114	−1,750,694
Diverses propriétés	34,767,914	62,361,526	+27,593,612
Compagnies affiliées	24,253,323	38,554,956	+14,301,633
Autres placements	5,789,464	777,197	−5,012,267
Totaux, placements	**1,842,428,131**	**1,985,341,403**	**+142,913,272**
Actif courant—			
En caisse	14,651,422	9,768,830	−4,882,542
Dépôts spéciaux	6,139,435	7,494,366	+1,354,931
Prêts et effets à recevoir	11,600	100,000	+88,400
Balances recevables, service du trafic et des wagons	2,528,622	1,356,928	−1,171,694
Balances recevables des agents et conducteurs	5,386,673	8,691,735	+3,305,062
Comptes divers recevables	16,857,420	9,072,957	−7,784,463
Matériel et outillage	41,408,999	32,602,939	−8,806,060
Intérêts et dividendes recevables	377,003	266,052	−110,951
Loyers recevables	122,269	120,924	+8,655
Autre actif courant	106,775	1,418,871	+1,312,096
Totaux, actif courant	**87,580,218**	**70,893,652**	**−16,686,566**
Actif différé—			
Avances, fonds productifs	166,847	198,839	+31,992
Assurances et autres fonds	352,488	12,397,336	+12,044,848
Autre actif différé	11,805,962	4,859,320	−6,946,642
Totaux, actif différé	**12,325,297**	**17,455,495**	**+5,130,198**
Débits non ajustés—			
Loyers et primes d'assurances payés d'avance	322,059	226,170	−95,889
Escompte sur capital-actions	634,960	189,500	−445,460
Escompte sur dette fondée	1,919,635	11,255,698	+9,336,063
Autres débits non ajustés	12,820,903	2,855,217	−9,965,686
Totaux, débits non ajustés	**15,697,557**	**14,526,585**	**−1,170,972**
Grands totaux	**1,958,031,203**	**2,088,217,135**	**+130,185,932**

Finances courantes du réseau Canadien National.*—Les recettes brutes, les frais d'exploitation et les revenus nets ne se rapportent qu'aux chemins de fer à vapeur et aux télégraphes commerciaux, mais les déficits comprennent le réseau entier et aussi les chiffres du réseau électrique Niagara, St. Catharines et Toronto Railway (tramway électrique) et autres chemins de fer exploités séparément, les hôtels, les télégraphes commerciaux, les vapeurs côtiers et toutes autres exploitations externes.

En vertu de la loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada (c. 22, 1937), l'intérêt sur les prêts ($530,832,598) du Gouvernement fédéral et les intérêts en souffrance ($43,949,039) ont été cancellés comme passif du chemin de fer; ils sont éliminés du tableau **14.** Les déficits de caisse, à la dernière colonne du tableau, ont été rencontrés par des prêts du Gouvernement, par paiement direct depuis le 1er juillet 1927 et par réduction du capital de roulement.

14.—Recettes brutes, frais d'exploitation, recettes nettes, frais fixes et déficits des Chemins de Fer Nationaux du Canada,[1] 1926-40

NOTA.—Les appropriations, etc., du réseau de la baie d'Hudson ne sont pas comprises avec ces données; bien que ce réseau ait été remis au Gouvernement au cours de sa construction, il ne fait pas maintenant partie du Canadien National. Ce tableau condensé est tiré du bulletin "Réseau Canadien National, 1923-1940" publié par le Bureau Fédéral de la Statistique. Voir aussi pp. 666-667 de l'Annuaire de 1940. Pour les années 1911-25, voir p. 686 de l'Annuaire de 1936.

Année	Recettes brutes d'exploitation	Frais d'exploitation	Revenu disponible pour frais fixes	Total, frais fixes	Revenu net, déficit[2]	Caisse, déficit
	$	$	$	$	$	$
1926	270,982,223	223,561,262	43,505,500	41,116,492	Cr. 2,389,008	Cr. 1,572,621
1927	274,879,118	233,305,267	38,389,220	42,589,898	4,200,678	4,419,301
1928	304,591,268	249,731,696	48,289,321	45,650,421	Cr. 2,638,900	Cr. 3,463,752
1929	290,496,980	248,632,275	36,604,368	50,013,074	13,408,706	12,261,631
1930	250,368,998	228,288,023	19,971,106	55,557,001	35,585,895	35,677,097
1931	200,505,162	199,312,995	Dr 1,738,089	59,131,706	60,869,795	60,968,438
1932	161,103,594	155,208,161	Dr 1,316,739	59,690,180	61,006,919	60,841,727
1933	148,519,742	142,812,559	Dr 1,111,028	58,906,685	60,017,713	58,955,388
1934	164,902,502	151,936,079	8,715,785	58,222,480	49,506,695	48,704,901
1935	173,184,502	158,926,249	8,014,635	56,892,817	48,878,182	47,421,465
1936	186,610,489	171,477,690	8,975,091	52,172,437	43,197,346	43,303,394
1937	198,396,609	180,788,858	11,241,763	53,270,417	42,028,654	42,345,868[3]
1938	182,241,723	176,175,312	Dr 1,019,255	53,451,742	54,470,997	54,314,196[3]
1939	203,820,186	182,965,768	15,248,900	53,488,164	38,239,264	40,095,520[3]
1940	247,527,225	202,519,813	37,920,718	53,305,288	15,384,570	16,965,044[3]

[1] Y compris le Central Vermont Railway, Inc. à compter du 1er février 1930. [2] Le déficit du revenu net comprend des appropriations pour fonds d'assurance et ne comprend pas l'intérêt sur les prêts du Gouvernement éliminé par la loi sur la revision du capital, 1937. [3] Contribution du Gouvernement fédéral.

Revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada.—La loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux du Canada est décrite à la page 675 de l'Annuaire de 1939. Dans la même édition, un tableau aux pp. 675-676 montre le bilan consolidé condensé au 31 décembre 1936, les ajustements autorisés par la loi sur la revision du capital et le bilan revisé au 1er janvier 1937.

Structure du capital et dette des Chemins de Fer Nationaux du Canada.—Le capital-actions le 31 décembre 1922 se compose de $165,627,739 d'actions du Grand Tronc détenues par le Gouvernement fédéral et $100,000,600 d'actions du

* Pour statistiques détaillées sur l'exploitation et la situation financière du réseau Canadien National au cours de 1940, voir Statistiques des chemins de fer, 1940, et du réseau Canadien National, 1923-40, publiées par le Bureau Fédéral de la Statistique, ainsi que le Rapport annuel du réseau Canadien National.

Canadian Northern Railway également détenues par le Gouvernement fédéral. Il y avait aussi une émission de $4,591,975 d'actions des lignes constituantes détenues par le public, dont $25,375 ont été rachetés. Le tableau **15** montre le passif capital du Canadien National autre que le capital des actionnaires. Les montants de l'"actif productif" représentent largement des emprunts temporaires et expliquent les fortes augmentations en 1935 et 1940 sur les années précédentes respectives.

15.—Dette des Chemins de Fer Nationaux du Canada, 31 décembre 1922-40

NOTA.—Le bulletin mentionné au tableau **14** contient une analyse plus détaillée.

Année	Dette fondée détenue par le public			Prêts et avances du Gouvernement		Affectations pour les Chemins de Fer de l'Etat	Grand total[1]
	Garantie par—		Non garantie	Actif improductif dans les Comptes Publics	Actif productif dans les Comptes Publics		
	le Gouvernement fédéral	les gouvernements provinciaux					
	$	$	$	$	$	$	$
A l'organisation[2]	331,309,904	93,412,807	385,198,150	115,607,457	Nil	404,272,030[3]	1,600,020,662
1922.....	447,872,904	94,574,380	263,055,860	506,945,969	"	442,062,571	2,023,731,998
1923.....	470,372,904	93,475,380	259,151,772	567,870,480	"	447,643,526	2,108,833,376
1924.....	558,872,904	93,475,380	261,465,799	574,657,394	−14,259,436	451,712,485	2,196,253,365
1925.....	581,372,904	93,574,380	256,382,019	572,685,535	Nil	453,935,303	2,228,178,555
1926.....	579,872,891	93,574,380	252,032,973[4]	594,200,367	100,000	437,412,033[5]	2,227,417,393
1927.....	657,181,390	93,574,380	230,626,027	595,458,349	80,000	436,416,387	2,283,559,222
1928.....	681,000,655	93,574,380	203,313,998	601,406,082	13,506,139	417,279,953	2,280,327,156
1929.....	807,048,434	94,654,505	220,856,554	601,406,082	32,641,600[6]	417,150,141	2,443,980,565
1930.....	854,431,995	74,912,466	239,221,402	504,406,239	46,660,542[6]	403,443,935	2,493,297,703
1931.....	970,526,289	74,912,466	230,982,452	604,406,239	35,008,251	405,209,240	2,591,301,901
1932.....	965,831,382	74,912,466	223,773,319	645,527,456	50,195,751	405,170,073	2,635,624,011
1933.....	962,992,576	74,912,466	217,397,113	645,527,456	16,305,439[6]	404,378,682	2,591,727,296
1934.....	963,906,119	74,912,466	207,511,854	645,517,456	27,053,487	404,279,909	2,593,404,455
1935.....	889,741,774	74,912,466	190,124,761	645,527,456	109,073,454	405,062,275	2,584,654,750
1936.....	937,620,214	73,777,953	173,214,082	643,860,558	77,223,467	405,062,244	2,580,970,957
1937[7].....	937,620,214	73,777,953	173,214,082	[8]	77,223,467	16,771,981[9]	1,959,519,498
1937.....	970,697,190	73,777,953	177,522,256	–	62,480,567	16,771,981[9]	1,981,363,775
1938.....	1,004,865,758	67,052,468	178,078,197	–	48,144,805	16,771,981[9]	1,992,185,600
1939.....	1,053,915,895	38,131,740	171,353,676	–	45,382,081	16,771,981[9]	2,000,210,121
1940.....	1,000,881,473	38,131,740	160,803,121	–	113,882,234	16,771,981[9]	2,004,496,438

[1] Comprend $265,628,339 de capital-actions détenu par le Gouvernement chaque année jusqu'au 31 décembre 1936; la part du propriétaire—Gouvernement fédéral—qui commence à $676,327,701 le 1er janvier 1937; le capital-actions détenu par le public, d'une valeur de $4,591,975 le 31 décembre 1922 et de $4,566,600 le 31 décembre 1940. [2] Somme des dettes des lignes constituantes aux dates où elles ont été absorbées: Canadien Nord, 30 sept. 1917; Grand Tronc Pacifique, 9 mars 1919; Grand Tronc, 21 mai 1920; Chemins de Fer de l'Etat, 31 mars 1919 (date réelle du transfert, 20 nov. 1918). [3] A l'exclusion des $14,529,707 pour le chemin de fer de la baie d'Hudson le 31 mars 1919. Les affectations au 31 déc. 1922 sont comprises dans le total de 1922. [4] Le rapport annuel comprend la dette fondée du Central Vermont s'élevant à $9,902,865 et le capital-actions de $807,600, qui sont exclus ici. [5] Déduction de $15,245,889 pour le chemin de fer de la baie d'Hudson. [6] Comprend passif courant—"prêts et effets à payer—Ministre des Finances". [7] 1er janvier. [8] Eliminé en vertu de la loi sur la revision du capital des Chemins de Fer Nationaux. [9] Capital de roulement, le reste du compte étant éliminé comme au renvoi 8.

Le tableau **16** a été compilé pour montrer la réconciliation des immobilisations et des prêts au réseau Canadien National (y compris les Chemins de Fer de l'Etat canadien) ainsi qu'ils paraissent dans les Comptes Publics pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1941, avec la dette envers le Gouvernement fédéral indiquée dans le bilan des chemins de fer le 31 décembre 1940, qui est couverte par les colonnes "Gouvernement fédéral—part du propriétaire", "Actif productif dans les Comptes Publics" et "Affectations pour les Chemins de Fer de l'Etat" dans le tableau **15.**

16.—Réconciliation entre les Comptes Publics, le 31 mars 1941, et le bilan du réseau Canadien National, le 31 décembre 1940

Item	Comptes Publics, 31 mars 1941	Bilan du Canadien National, 31 déc. 1940
	$	$
Chemins de fer de l'Etat—		
Dépenses d'établissement	388,065,352	Nil
Capital de roulement	16,771,981	16,771,981
Chemins de Fer Nationaux du Canada—		
Capital-actions	283,706,605	Nil
Part du Gouvernement fédéral	Nil	669,459,189
Prêts temporaires	165,662,534	113,882,334
Immobilisations diverses et autres comptes	121,740	Nil
Totaux	**854,328,212**	**800,113,504**
Avances additionnelles entre le 31 déc. 1940 et le 31 mars 1941	Nil	51,870,200
Dépenses du Dominion ne figurant pas au bilan du C.N.	"	2,434,508
Totaux	**854,328,212**	**854,328,212**

Sous-section 3.—Trafic des chemins de fer

Outre une analyse des statistiques du trafic-voyageurs et du trafic-marchandises pour tous les chemins de fer, les opérations et le trafic du réseau Canadien National font le sujet d'une analyse distincte; car le fait d'être contrôlé par le Gouvernement fédéral lui confère un intérêt spécial.

Trafic-voyageurs et trafic-marchandises.—La moyenne de parcours effectuée par les transports de marchandises, dans le tableau **17**, est la moyenne pour tous les chemins de fer, éliminant ainsi les effets de la fusion des chemins de fer et du transbordement de marchandises entre chemins de fer canadiens.

17.—Statistiques des services de voyageurs et de marchandises et recettes, 1931-40

NOTA.—Les chiffres correspondants de 1910–15 sont donnés aux pp. 644–645 de l'Annuaire de 1922–23 et ceux de 1916–28, aux pp 677–678 de l'Annuaire de 1937.

Année	VOYAGEURS				
	Train-voyageur-milles[1]	Wagon-voyageur-milles[1]	Voyageurs transportés[2]	Voyageurs transportés un mille	Voyageurs transportés un mille par mille de ligne
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
1931	41,984,843	301,350,517	26,396,812	1,748,210,593	41,452
1932	34,995,135	259,396,089	21,099,582	1,435,959,501	33,877
1933	31,942,329	235,680,077	19,172,193	1,393,041,245	32,804
1934	31,665,689	258,273,086	20,530,718	1,530,610,962	36,179
1935	31,997,918	262,763,522	20,013,839	1,584,524,044	37,042
1936	33,221,771	274,668,982	20,497,616	1,726,058,974	40,415
1937	34,543,063	290,836,907	22,038,709	1,929,442,930	451814
1938	36,274,204	285,004,367	20,911,196	1,783,177,557	41,760
1939	36,526,808	284,259,591	20,482,296	1,751,973,333	41,053
1940	37,293,721	296,077,068	21,969,871	2,176,467,876	51,090

Voir renvois à la fin du tableau p. 602.

17.—Statistiques des services de voyageurs et de marchandises et recettes, 1931-40—fin

Année	VOYAGEURS—fin				
	Moyenne des recettes par voyageur-mille	Moyenne des recettes par voyageur	Parcours moyen d'un voyageur	Moyenne de voyageurs par train	Recettes par train de voyageurs par mille
	cts	$	milles	nombre	$
1931	2·72	1·79	66	39	1·68
1932	2·54	1·73	68	37	1·57
1933	2·29	1·66	73	39	1·50
1934	2·24	1·67	75	43	1·61
1935	2·18	1·72	79	44	1·61
1936	2·08	1·75	84	49	1·79
1937	2·02	1·76	88	53	1·74
1938	2·07	1·77	85	49	1·67
1939	2·06	1·76	86	48	1·67
1940	1·96	1·94	99	58	1·97

Année	MARCHANDISES				
	Train-marchandises milles	Wagon-milles[2]	Marchandises transportées[4]	Marchandises transportées un mille	Marchandises transportées un mille par mille de ligne
	nombre	nombre	tonnes	tonnes	tonnes
1931	44,341,022	1,786,711,340	74,129,694	25,707,373,092	609,555
1932	38,763,206	1,553,486,651	60,807,482	23,136,666,295	545,843
1933	34,647,975	1,456,244,715	57,364,025	21,092,594,200	496,705
1934	38,754,761	1,629,727,881	68,036,505	23,320,451,031	551,220
1935	39,912,286	1,666,893,664	69,141,100	24,235,167,157	566,560
1936	50,219,782[5]	1,795,275,640	75,846,566	26,414,113,720	618,482
1937	52,349,342[5]	1,881,712,546	82,220,374	26,926,054,021	630,557
1938	49,432,589[5]	1,769,787,848	76,175,305	26,834,696,695	628,433
1939	52,231,620[5]	1,944,530,366	84,631,122	31,464,991,270	737,299
1940	59,438,226[5]	2,272,551,025	97,947,541	37,898,196,157	889,608

Année	Recettes par tonne par mille	Recettes par tonne transportée	Parcours moyen des marchandises	Moyenne de charge d'un train	Moyenne de charge d'un wagon-mille	Recettes par train de marchandises par mille
	cts	$	milles	tonnes	tonnes	$
1931	1·013	3·51	347	514	24·68	5·20
1932	0·937	3·56	380	517	23·57	4·84
1933	0·955	3·51	368	521	24·92	4·98
1934	0·975	3·34	343	522	24·69	5·09
1935	0·972	3·41	351	528	24·60	5·13
1936	0·969	3·38	348	526	24·73	5·10
1937	1·005	3·29	327	514	23·90	5·17
1938	0·954	3·36	352	543	25·59	5·18
1939	0·909	3·38	372	602	27·28	5·48
1940	0·882	3·41	387	638	28·39	5·63

[1] Comprend les voitures de messagerie, bagages, postes, etc. [2] Doubles emplois compris. [3] Comprend les milles de fourgon et non les milles des trains de voyageurs et des trains qui ne rapportent rien. [4] Doubles emplois éliminés, voir tableau **19** pour détails sur les marchandises transportées. [5] La classification revisée comprend le millage auparavant classifié comme "mixte".

Millage et trafic des Chemins de Fer Nationaux du Canada.—Le parcours du Canadien National, au 31 décembre 1940, y compris le réseau des Etats-Unis, mais à l'exclusion du Northern Alberta et du Toronto Terminals (qui sont exploités conjointement par le Canadien National et le Canadien Pacifique) est de 23,638 milles. En y ajoutant le chemin de fer des Mille-Iles (4·51 milles) et celui de la Muskegon Railway Navigation Co. (5·25 milles), contrôlés mais exploités séparément, le parcours total est de 23,648 milles. En y ajoutant un parcours de 115·17 milles de lignes électriques, le grand total est de 23,763 milles.

18.—Trafic[1] du Canadien National (lignes au Canada et aux Etats-Unis), 1939 et 1940

Détails		1939	1940
Millage des trains—			
De voyageurs	nomb.	18,678,336	19,171,839
De marchandises	"	29,707,142	34,570,862
Totaux, millage des trains[2]		**48,385,478**	**53,742,701**
Millage des voitures à voyageurs—			
De première classe et combinés	nomb.	52,501,150	55,970,534
Wagons automoteurs	"	1,398,977	1,280,565
Wagons-salons, wagons-lits et buffets	"	38,894,637	40,510,198
Bagage, service postal, messageries, etc	"	55,857,233	57,998,768
Totaux, millage des voitures à voyageurs[2]		**148,651,997**	**155,760,065**
Millage des trains de marchandises—			
Wagons à marchandises, chargés	nomb.	734,039,378	870,370,678
Wagons à marchandises, vides	"	344,051,585	430,179,766
Fourgons	"	28,733,425	33,737,942
Totaux, millage des trains de marchandises[2]	"	**1,106,824,388**	**1,334,288,386**
Trafic-voyageurs—			
Voyageurs payants, transportés	nomb.	10,144,749	11,204,289
Voyageurs payants, transportés un mille	"	875,418,448	1,124,820,121
Trains de voyageurs-milles par mille de voie	"	789	812
Moyenne de parcours d'un voyageur	milles	86·29	100·39
Moyenne de recettes par voyageur	$	1·756	1·937
Moyenne des recettes par voyageur-mille	$	0·0204	0·01929
Moyenne de voyageurs par train-mille	nomb.	46·87	58·67
Moyenne de voyageurs par wagon-mille	"	9·97	12·17
Recettes d'un train de voyageurs, par train-mille	$	1·77	1·94
Revenu d'un train de voyageurs, par mille de voie	$	1,468·58	1,747·77
Trafic-marchandises—			
Marchandies payantes, transportées	tonnes	45,691,284	55,060,232
Marchandises payantes, transportées un mille	"	17,084,258,927	21,532,181,524
Marchandises non payantes, transportées un mille	"	1,996,639,089	2,360,895,413
Total de marchandises (de toutes sortes) transportées un mille	"	19,080,898,016	23,893,076,937
Marchandises payantes transportées un mille par mille de voie	"	718,554	908,158
Total des marchandises (toutes sortes) transportées un mille par mille de voie	"	806,175	1,012,274
Moyenne de tonnes de marchandises payantes par train-mille	nomb.	572·00	620·00
Moyenne de tonnes de marchandises (toutes sortes) par wagon-mille	"	26·01	27·47
Parcours moyen d'un train de marchandises	milles	373·90	391·10
Revenu des trains, par train-mille	$	5·39	5·63
Revenu des trains de marchandises, par mille de voie	$	6,770·84	8·242·98
Revenu des trains, par tonne	$	3·50734	3·53362
Revenu des trains, par tonne-mille	$	0·00938	0·00904

[1] Moins les lignes électriques. [2] A l'exclusion du service des travaux.

Marchandises transportées.—Le tonnage total des marchandises transportées atteint en 1940 son plus haut niveau depuis 1929, soit 97,947,541 tonnes. Il est cependant un peu inférieur à celui de l'année cime de 1928, alors qu'il atteignit 118,652,969 tonnes. Les produits minéraux, dont la moitié se compose de charbon et de coke, absorbent 38 p.c. du tonnage de 1940. Les produits ouvrés et divers en absorbent 29 p.c.; les produits agricoles, 20 p.c.; les produits forestiers, 11 p.c.; et les produits animaux, le reste, soit 2 p.c.

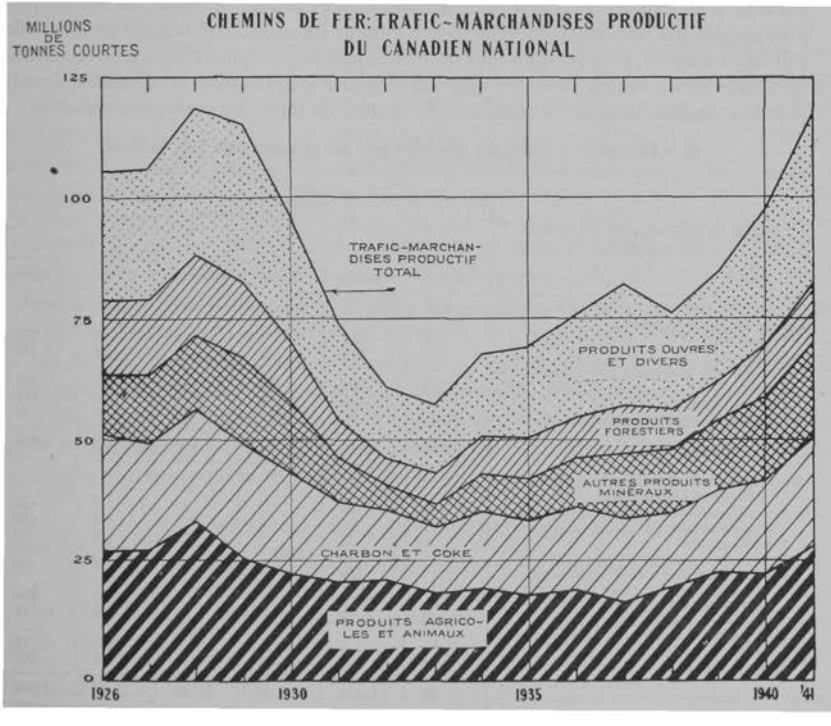
19.—Marchandises transportées par les chemins de fer, 1936-40

NOTA.—Dans ce tableau les doubles emplois sont éliminés, c'est-à-dire que les marchandises mentionnées par deux chemins de fer ou plus ne figurent qu'une fois.

Groupe et produit	1936	1937	1938	1939	1940
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Produits agricoles					
Blé	8,489,009	5,144,261	8,555,203	11,127,016	10,573,708
Maïs	486,471	488,124	785,372	604,258	766,803
Avoine	879,304	906,651	950,702	1,016,754	1,014,007
Orge	911,444	713,484	793,778	821,075	673,139
Seigle	89,506	69,858	71,271	153,307	144,701
Graine de lin	54,352	42,822	33,369	58,871	97,568
Autres céréales	31,717	36,356	38,996	39,176	33,707
Farine	1,490,529	1,374,435	1,399,357	1,659,720	1,614,803
Autres produits de meunerie	1,694,477	1,615,134	1,750,322	1,888,537	1,904,622
Foin et paille	300,175	670,618	496,347	193,233	189,505
Coton	130,102	127,217	107,051	139,324	178,467
Pommes (fraîches)	249,381	272,577	291,587	231,476	174,105
Autres fruits (frais)	425,155	422,207	479,855	473,774	458,947
Pommes de terre	455,178	550,738	403,653	437,613	440,928
Autres légumes frais	275,803	293,227	278,819	272,838	268,149
Autres produits agricoles	1,033,223	1,005,017	1,097,143	1,183,202	1,336,446
Totaux, produits agricoles	**16,995,826**	**13,732,726**	**17,532,825**	**20,300,174**	**19,869,005**
Produits animaux					
Chevaux	71,436	88,170	59,958	46,938	49,056
Bêtes à cornes et veaux	590,311	637,898	445,553	465,901	439,515
Moutons	48,488	45,972	38,383	40,255	40,455
Porcs	242,567	231,676	198,075	218,828	302,634
Viandes (fraîches)	487,812	450,145	423,414	420,732	447,968
Viandes (fumées, salées, en boîte)	155,325	165,993	158,773	182,477	249,273
Autres produits, salaisons, comestibles	139,412	146,072	150,160	161,495	105,915
Volaille	91,962	81,094	74,231	81,064	73,941
Œufs	92,127	89,797	93,803	88,805	88,312
Beurre	135,123	136,229	138,835	139,361	137,195
Fromage	72,167	70,055	73,826	79,108	80,847
Laine	48,765	43,774	39,479	55,693	68,436
Peaux et cuir	134,013	128,879	114,438	143,192	128,915
Autres prod. animaux (non comestibles)	121,647	124,995	116,050	131,011	144,409
Totaux, produits animaux	**2,431,245**	**2,440,749**	**2,124,978**	**2,254,860**	**2,356,871**
Produits minéraux					
Anthracite	2,749,701	2,876,804	2,704,433	3,252,264	3,056,333
Houille grasse	9,957,019	10,720,545	8,990,920	10,341,758	12,176,892
Lignite	2,749,419	2,564,100	2,302,734	2,305,997	2,422,557
Coke	1,351,663	1,286,666	1,120,465	1,341,684	1,634,414
Minerai de fer	11,474	15,529	14,294	135,764	442,884
Minerai et concentrés de cuivre	11,114	502,609	1,389,456	1,703,783	1,956,996
Autres minerais et concentrés	2,687,307	4,151,023	4,451,921	4,590,767	4,926,974
Bas métal, matte, gueuse et lingots (métaux non ferreux)	975,969	1,091,003	1,030,232	1,167,191	1,270,533
Sable et gravier	1,286,601	2,123,789	1,309,487	1,212,339	2,578,791
Pierre (broyée, moulue, cassée)	1,069,223	1,805,278	1,151,035	1,280,013	1,783,014
Ardoise en dalles ou en blocs	106,824	121,607	115,196	126,435	93,533
Pétrole brut	510,701	435,085	522,580	560,174	652,185
Asphalte (naturel, sous-produit du pétrole)	185,177	298,307	275,327	275,552	332,545
Sel	289,890	298,439	306,620	302,638	327,556
Autres produits minéraux	2,840,608	2,920,534	2,550,550	2,708,969	3,166,541
Totaux, produits minéraux	**26,782,690**	**31,211,318**	**28,235,250**	**31,305,328**	**36,821,748**
Produits forestiers					
Billes, pieux, poteaux, pilotis	1,060,497	1,251,082	1,115,316	1,394,157	1,379,145
Bois de corde et de chauffage	1,367,039	1,199,772	1,082,598	1,066,185	1,023,894
Traverses de voie ferrée	57,317	82,310	53,342	63,802	63,024
Bois à pulpe	1,973,201	2,619,607	2,821,765	1,795,684	2,564,317
Bois de construction, planches à boîtes, douves	3,441,123	4,015,125	3,041,305	3,600,882	5,257,122
Autres produits forestiers	401,875	496,983	381,180	526,539	588,148
Totaux, produits forestiers	**8,301,052**	**9,664,879**	**8,495,506**	**8,447,249**	**10,875,650**
Produits ouvrés et divers					
Gazoline	1,222,559	1,409,851	1,481,588	1,439,192	1,572,555
Huiles de pétrole et autres produits de pétrole (moins l'asphalte et la gazoline)	766,283	803,385	784,835	796,265	864,260
Sucre	332,455	447,684	337,630	411,716	430,382
Fer en gueuses et en saumons	225,977	297,577	167,123	236,479	640,298
Rails et plaques d'accouplement	87,876	96,226	116,879	99,991	103,220

19.—Marchandises transportées par les chemins de fer, 1936-40—fin

Groupe et produit	1936	1937	1938	1939	1940
Produits ouvrés et divers—fin	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Fonte et acier (barres, tôles, charpente, tuyaux)	1,208,435	1,654,574	999,199	1,406,798	2,636,820
Pièces coulées, machines et chaudières	237,314	307,525	237,228	229,220	344,519
Ciment	534,028	769,026	590,192	564,689	765,505
Brique et pierre artificielle	264,392	341,214	250,547	294,733	390,249
Chaux et plâtre	232,018	267,465	268,335	303,840	365,407
Tuyaux d'égout et tuiles de drainage	28,759	30,981	31,095	31,516	40,360
Instruments aratoires et véhicules autres qu'automobiles	168,299	249,405	212,193	196,438	270,868
Automobiles, camions et pièces détachées	1,815,404	2,110,205	1,233,823	1,465,544	1,986,304
Articles de ménage et effets de colon	40,760	68,115	29,777	24,019	22,126
Meubles	54,601	61,445	49,604	56,138	74,699
Liqueurs et boissons	295,859	355,349	320,660	348,081	391,032
Engrais, toutes sortes	667,585	772,435	752,596	846,057	881,126
Papier à journal	2,366,404	2,748,810	1,916,349	2,172,159	2,661,631
Autre papier	416,019	558,601	383,923	445,594	475,620
Carton de papier, carton de pulpe et carton mural (papier)	253,222	286,691	236,377	279,701	354,861
Pulpe de bois	994,833	1,098,013	746,209	931,409	1,329,812
Poisson (frais, gelé, sauri, etc.)	80,703	88,868	83,882	87,214	94,960
Conserves alimentaires (autres que viandes)	480,440	489,708	483,980	614,753	628,510
Autres produits ouvrés et divers	6,298,783	7,390,637	5,859,398	6,770,616	8,246,376
Marchandises (par lots de moins d'un wagon)	2,262,745	2,466,912	2,213,324	2,279,349	2,452,167
Totaux, produits ouvrés et divers	**21,335,753**	**25,170,702**	**19,786,746**	**22,323,511**	**28,023,667**
Grands totaux	**75,846,566**	**82,220,374**	**76,175,305**	**84,631,122**	**97,947,511**



Accidents de chemin de fer.—Tous les voyageurs blessés sont compris dans les tableaux **20** et **21**; mais dans le cas des employés, seules les blessures qui les empêchent d'aller à leur travail au moins trois jours durant les dix jours qui suivent l'accident sont comptées. Les autres personnes comprennent les piétons marchant le long des voies, les resquilleurs, etc. de même que les personnes traversant les voies aux passages à niveau.

20.—Voyageurs, employés et autres, tués ou blessés sur les chemins de fer, 1931-40

NOTA.—Pour les années terminées le 30 juin 1888 à 1900, voir p. 378 de l'Annuaire du Canada de 1910; pour les années 1901 à 1919, p. 651 de l'édition de 1922-23; pour 1920 à 1930, p. 687 de l'édition de 1938.

Année	Voyageurs		Employés		Autres		Totaux	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1931	3	399	55	5,966	202	830	260	7,195
1932	7	342	77	4,631	242	598	326	5,571
1933	8	319	53	4,409	219	645	280	5,373
1934	16	432	57	5,179	242	589	315	6,200
1935	10	440	70	5,221	271	625	351	6,286
1936	6	691	93	6,338	282	703	381	7,732
1937	5	426	77	5,774	265	729	347	6,929
1938	4	351	54	4,961	237	568	295	5,880
1939	1	362	58	5,170	240	583	299	6,115
1940	6	378	59	6,231	235	606	300	7,215

Ces accidents comprennent tous ceux où se trouvent mêlés les chemins de fer et ceux qui se produisent sur la propriété ferroviaire. La classification des accidents en usage dans les statistiques vitales du Bureau considère comme accidents de véhicule à moteur les collisions entre automobiles et trains; de même, les statistiques provinciales des accidents de véhicules à moteur les classifient comme accidents de véhicule à moteur, de sorte qu'il faut faire des ajustements quand on compile les morts accidentelles de toutes sortes ou que l'on compare les résultats des accidents de différentes espèces, comme les accidents de chemin de fer et de véhicule automobile.

21.—Personnes tuées ou blessées par les chemins de fer, 1938-40

Classe de personnes et description des accidents	Accidents résultant du mouvement des trains, des locomotives ou des wagons					
	1938		1939		1940	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Classe de personnes—						
Voyageurs	4	314	1	322	5	277
Employés	45	898	43	879	49	1,278
Piétons non autorisés à circuler sur la voie	149	206	128	191	95	106
Piétons autorisés	86	296	111	328	124	377
Commis des postes, messageries, etc...	Nil	27	Nil	22	2	32
Totaux	**284**	**1,741**	**283**	**1,742**	**275**	**2,070**
Description de l'accident (employés et voyageurs seulement)—						
Accouplant ou découplant les wagons...	5	58	2	57	5	69
Tamponnements	3	28	8	75	2	115
Déraillements	7	73	2	35	5	35
Bris de locomotive ou de wagon	Nil	2	Nil	1	Nil	Nil
En tombant des trains ou wagons	11	120	3	102	7	144
En sautant, montant sur les wagons ou en descendant	Nil	Nil	1	206	6	286
Frappés par les trains, etc.	17	29	25	31	25	45
Obstructions au-dessus des trains et autres	Nil	3	Nil	9	Nil	19
Autres causes	6	899	3	685	4	842
Totaux	**49**	**1,212**	**44**	**1,201**	**54**	**1,555**

21.—Personnes tuées ou blessées par les chemins de fer, 1938-40—fin

Classe de personnes et description des accidents	Accidents autres que ceux résultant du mouvement des trains, des locomotives ou des wagons					
	1938		1939		1940	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Classe de personnes—						
Employés des gares et stations	1	569	1	522	2	668
Ouvriers des ateliers	4	1,336	4	1,359	2	1,563
Employés des trains et ouvriers de la voie	2	1,807	9	1,872	5	2,191
Autres employés	2	351	1	538	1	531
Voyageurs	Nil	37	Nil	40	1	101
Autres	2	39	1	42	14	91
Totaux	**11**	**4,139**	**16**	**4,373**	**25**	**5,145**

Section 2.—Tramways électriques*

Les tramways électriques sont venus remplacer au Canada les tramways à chevaux, en usage à Montréal et à Toronto, en 1885, à la suite de l'essai fructueux d'une voie expérimentale construite sur les terrains de l'exposition à Toronto. Avant bien des années, leur sécurité et leur commodité déterminèrent l'abandon définitif de l'ancien système. La première ligne de tramway électrique au Canada et probablement en Amérique du Nord, qui reliait Windsor à Walkerville, fut inaugurée au début de juin 1886 (les relations de l'époque disent qu'elle était en pleine exploitation avant le 11 juin).

Un transport peu coûteux et relativement rapide des populations urbaines est une nécessité de la vie moderne. Dans les villes de l'Est du Canada, les tramways sont généralement exploités par des compagnies privées possédant des franchises municipales, bien que dans un grand nombre de villes de l'Ontario et de l'Ouest ils soient la propriété de municipalités qui les exploitent.

Tous les réseaux emploient le système mono-trolley aérien, mais depuis quelque temps, Edmonton, Montréal et Winnipeg se servent du trolley aérien double et du trolleybus sans rail (29 de ces voitures sont en circulation en 1940). Des 35 réseaux, 20 mettent en circulation des voitures électriques et des autobus en 1940, l'augmentation de ces derniers étant de 121, sans compter les autobus du réseau municipal de Brantford (8 en 1939 et 17 en 1940). L'autobus offre l'avantage de n'être pas limité à une seule route et de n'entraîner aucune dépense pour les voies. Sa capacité est toutefois beaucoup moindre que celle d'un tramway. En 1940, les tramways de Brantford et de London ont disparu de la circulation et, à Oshawa, ils ne circulent plus que pour le transport des marchandises. Ils ont été remplacés par les autobus pour le transport des voyageurs.

Sous-section 1.—Matériel des tramways électriques

Tel qu'indiqué plus haut, l'autobus remplace le tramway électrique et dans un grand nombre de municipalités celui-ci a disparu tout à fait. Pour cette raison, les statistiques sur le millage total des voies des tramways électriques ont été omises de cette édition de l'Annuaire. La longueur des voies principales est cependant

* Revisé et vérifié par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche publie un rapport annuel sur les tramways du Canada.

indiquée aux tableaux 24 et 25. Les chiffres de ces tableaux ne comprennent pas la longueur des rues urbaines ou des routes suburbaines sur lesquelles circulent les autobus.

22.—Matériel des tramways électriques, 1937-40

Item	1937	1938	1939	1940	Item	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
VOITURES À VOYAGEURS—					Voitures à bagages, de messageries et postales	24	23	21	21
Fermées	3,303	3,358	3,261	3,197	Voitures à marchandises	203	201	187	186
Ouvertes	13	13	8	10	Locomotives	46	47	46	46
Mixtes, voyageurs et marchandises	13	10	11	10	Chasse-neige	71	74	73	71
Sans moteur électrique	249	184	180	141	Balayeuses	161	170	152	148
Omnibus	653	760	803	926	Camions	3	109	66	63
Trolley-bus, sans rail	7	13	28	29	Diverses	344	237	226	206
TOTAL, VOITURES À VOYAGEURS	4,238	4,338	4,291	4,313					

Sous-section 2.—Finances des tramways électriques

Lorsque les tramways électriques disparaissent de la circulation faute de trafic ou pour avoir été remplacés par les autobus, les statistiques s'y rapportant sont naturellement omises des tableaux qui suivent. En conséquence, les fluctuations de revenu, etc., sont affectées par les variations dans le trafic et par les changements qui s'opèrent dans les modes de transport local. Malgré ces conditions changeantes, les revenus bruts des tramways électriques ne cessent d'augmenter depuis le bas point touché en 1933. L'augmentation en 1940 est très marquée. A la faveur d'un trafic plus intense, l'écart entre les frais et les recettes d'exploitation sera vraisemblablement réduit.

23.—Statistiques financières des tramways électriques, 1931-40

NOTA.—Les chiffres connus pour les années 1901-1907 sont donnés aux pp. 618 et 619 de l'Annuaire de 1926; pour les années 1908-1918, aux pp. 708 et 709 de l'Annuaire de 1936; pour les années 1919-1930, à la p. 690 de l'Annuaire de 1938.

Année	Capital nominal			Immobilisations dans les voies et le matériel	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Rapport des dépenses aux recettes	Personnel	Salaires et gages
	Actions	Dette fondée	Total						
	$	$	$	$	$	$	p.c.	nomb.	$
1931	45,155,649	170,662,447	215,818,096	234,384,558	49,088,310	35,367,068	72·05	17,135	24,647,391
1932	40,101,930	163,210,624	203,312,554	225,747,251	43,339,381	31,516,943	72·72	15,961	21,534,419
1933	39,851,230	160,247,640	200,098,870	223,704,367	39,383,965	27,917,265	72·73	14,883	18,692,236
1934	39,851,230	158,276,141	198,127,371	224,398,598	40,048,136	28,036,754	70·01	14,544	18,546,750
1935	36,827,740	170,363,299	207,191,039	215,007,166	40,442,320	28,009,013	69·26	14,381	18,649,517
1936	36,727,740	168,334,613	205,062,353	214,820,798	41,391,927	28,807,311	69·60	14,280	18,958,831
1937	36,727,740	169,045,069	205,772,809	208,938,656	42,991,444	29,545,641	68·72	14,347	19,778,118
1938	36,727,740	167,878,751	204,606,491	212,643,544	42,537,767	29,683,131	69·78	14,323	20,100,533
1939	39,668,660	164,912,746	204,581,406	198,481,728	42,864,150	29,605,328	69·07	14,061	19,716,985
1940	38,786,423	161,396,724	200,183,147	203,869,891	47,311,009	32,624,012	68·96	14,204	20,649,358

24.—Millage, capital, recettes et frais d'exploitation, usagers, personnel, salaires et gages des lignes de tramways électriques, 1940

Nom de la compagnie	Total, voies principales en exploitation	Capital nominal	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Usagers payants	Employés	Salaires et gages
	milles	$	$	$	nomb.	nomb.	$
British Columbia	285·40	23,822,251[1]	5,916,085	4,420,191	76,411,790	2,140	3,327,251
Calgary Municipal[2]	77·02	2,379,644	717,662	546,347	11,477,520	210	336,348
Edmonton Radial[2]	46·58	683,330	782,113	605,350	16,002,073	278	423,106
Hamilton Street[3,4]	40·17	3,205,000	1,233,869	957,705	18,277,519	333	448,805
London Street	Nil[5]	1,022,480	561,554	526,799	10,072,913	194	249,694
Montreal Tramways	257·64	54,605,000	14,125,711	8,608,460	225,764,051	3,934	5,882,864
Nova Scotia Light and Power Co.	24·91	2,473,924[1]	802,472	461,196	12,592,990	202	332,624
Ottawa	48·30	3,477,899	1,601,798	1,149,838	25,775,238	428	585,784
Quebec Railway, Light and Power Co.[6]	20·11	[6]	1,069,773	934,998	18,654,225	434	447,877
Toronto Transportation Com.[3]	214·91	19,166,000	12,043,163	6,898,237	173,639,820	3,194	4,817,205
Winnipeg	64·60	54,408,956[7]	3,182,064	2,812,392	44,602,935	1,094	1,457,288
Totaux, onze principaux réseaux	**1,079·64**	**165,244,484**	**42,036,264**	**27,921,513**	**633,271,074**	**12,441**	**18,308,846**
Totaux, tous réseaux de tramways électriques	**1,535·68**	**200,183,147**	**47,311,009**	**32,624,012**	**691,737,901**	**14,204**	**20,649,358**
Pourcentage des onze principaux par rapport à tous les réseaux	70·3	82·5	88·9	85·6	91·5	87·6	88·7

[1] Immobilisations en voies et matériel. [2] Propriété municipale. [3] Exploité par la Commission Hydroélectrique d'Ontario. [4] Propriété provinciale. [5] Services d'autobus. [6] Opération du secteur de la citadelle seulement. Le capital total et les opérations du secteur de Montmorency sont compris dans les chemins de fer à vapeur. [7] Représente toutes les divisions de la compagnie.

Sous-section 3.—Trafic des tramways électriques

Malgré un millage réduit, les statistiques des tramways électriques reflètent un affermissement constant du trafic-voyageurs et du trafic-marchandises depuis les années de dépression. Le nombre de voyageurs transportés par les tramways électriques en 1940 accuse une augmentation particulièrement marquée sur l'année précédente, en raison d'un traffic plus intense né d'une situation meilleure et de la contraction du trafic-voyageurs par automobile en raison de la guerre.

25.—Statistiques des tramways électriques, 1931-40

NOTA.—A la page 687 de l'Annuaire de 1933 paraissent les chiffres des années 1901-10; à la page 708 de l'Annuaire de 1936, ceux des années 1911-18; à la page 692 de l'Annuaire de 1938, ceux des années 1919-1930.

Année	Millage en exploitation		Millage des voitures			Voyageurs	Marchandises
	Voies principales	Voies secondaires	Voyageurs	Autres	Total		
	milles	milles	milles	milles	milles	nombre	tonnes
1931	1,379·03	572·69	131,200,894	2,682,595	133,883,489	720,468,361	1,977,441
1932	1,306·30	560·92	123,672,220	2,213,081	125,885,301	642,831,002	1,509,561
1933	1,297·63	559·57	117,100,127	2,062,669	119,162,796	585,385,094	1,547,202
1934	1,286·16	557·14	117,678,030	2,357,595	120,035,625	595,143,903	1,939,833
1935	1,268·31	557·83	118·263,764	2,552,585	120,816,349	600,728,313	2,057,897
1936	1,247·09	552·77	119,779,505	2,465,384	122,244,889	614,890,897	2,265,023
1937	1,221·88	548·90	122,750,869	2,559,953	125,310,822	631,894,662	2,612,928
1938	1,154·50	538·66	123,201,830	2,221,392	125,423,222	629,778,738	2,151,309
1939	1,083·49	508·56	121,528,380	2,287,878	123,816,258	632,533,152	2,313,748
1940	1,040·04	495·64	125,886,523	2,367,910	128,254,433	691,737,901	2,599,007

26.—Voyageurs, employés ou autres tués ou blessés par les tramways électriques, 1929-40, avec totaux de 1894 au 30 juin 1929

NOTA.—Les détails pour les années terminées le 30 juin 1900-19 sont donnés dans l'Annuaire du Canada de 1926, p. 621, et pour les années 1920-28 à la p. 692 de l'Annuaire de 1938. Les chiffres ci-dessous de 1929 à 1940 sont d'après l'année civile.

Année	Voyageurs		Employés		Autres		Total	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Totaux, 1894 au 30 juin 1929	**304**	**45,118**	**264**	**17,014**	**1,391**	**20,549**	**1,959**	**82,681**
1929	5	2,808	5	1,200	93	1,372	103	5,380
1930	8	2,790	6	1,003	50	1,269	64	5,062
1931	1	2,245	3	758	61	1,144	65	4,147
1932	3	2,098	2	565	74	879	79	3,542
1933	Nil	1,385	1	333	32	1,184	33	2,902
1934	4	1,666	2	279	49	734	55	2,679
1935	1	1,517	2	388	61	652	64	2,557
1936	Nil	1,503	2	280	41	651	43	2,434
1937	"	1,566	2	364	43	679	45	2,609
1938	1	1,712	1	314	34	605	36	2,631
1939	1	2,039	3	353	33	764	37	3,156
1940	1	2,263	2	363	39	847	42	3,473

Section 3.—Messageries*

"Le service de messageries est le transport rapide des marchandises par les trains de voyageurs"; mais les compagnies de messageries n'ayant pas personnellement les moyens de transport nécessaires doivent avoir recours aux compagnies de chemin de fer par contrat. Les compagnies de messageries canadiennes ont été étroitement apparentées aux compagnies de chemin de fer depuis le début pratiquement. L'historique des débuts de ces diverses compagnies est relaté dans l'Annuaire de 1926, pp. 621-622.

Les marchandises sont confiées aux messageries pour en assurer le transport rapide, de sorte que les compagnies ne concurrencent pas les tarifs des trains de marchandises. Ainsi, dans son premier tarif, la Dominion Express Company, conformément à ses conventions avec le chemin de fer Canadien Pacifique, exigeait un tarif de 2½ fois le tarif-marchandises maximum de première classe pour les mêmes marchandises transportées à la même distance. La majorité des contrats entre les compagnies de messageries et les compagnies de chemin de fer pour le transport des marchandises par messagerie sont basés sur un pourcentage des recettes brutes de la compagnie de messageries. Les tarifs sont sujets à l'approbation de la Commission des Transports. Les compagnies de messageries sont toutes organisées selon les pouvoirs que leur confèrent les lois fédérales et leur travail consiste à expédier rapidement les bestiaux de prix et les denrées périssables telles que le poisson frais, les fruits, etc., à transporter les colis et les bagages, à émettre des mandats-poste, des chèques de voyage, des lettres de crédit et autres effets de finance divers.

Opérations des messageries.—En 1940, il y a en opération au Canada quatre compagnies de messageries dont trois canadiennes et une américaine. La Canadian Pacific Express Co., autrefois la Dominion Express Co., est une filiale du chemin de fer Canadien Pacifique et s'occupe des messageries sur les chemins de fer et sur les vaisseaux, en eau douce comme en mer, du Canadien Pacifique. Les messageries du Canadien National et du réseau Northern Alberta sont sous les soins d'un

* Revisé et vérifié par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau Fédéral de la Statistique. Cette Branche publie un rapport annuel sur les statistiques des messageries.

département spécial de ces chemins de fer respectifs. La Railway Express Agency, Inc., s'occupe des messageries sur les sections canadiennes des chemins de fer des Etats-Unis et sur la route de Skagway jusqu'au Yukon. Il n'y a pas de statistiques connues concernant le volume du trafic par messagerie. Une grande partie du trafic, naturellement, consiste en colis et petits paquets qu'il serait difficile de classifier et de mesurer d'après les données de la statistique. Cependant, il y a aussi un mouvement important dans les quantités de wagons de bétail sur pied, de poisson frais, de fruits, de légumes et d'autres denrées périssables.

Dans les tableaux suivants, les montants payés par les compagnies de messageries aux voituriers, c'est-à-dire, chemins de fer, lignes de navigation, etc., pour le transport des matières de messageries, apparaissent sous la rubrique "privilèges de messageries". Sur 65,184 milles exploités en 1940, 41,951 étaient par chemins de fer, 258 par tramways électriques, 16,712 par navires océaniques (principalement par les lignes du Canadien Pacifique), 4,943 par navigation intérieure ou par bateaux côtiers, 424 par avions et 896 par camions.

27.—Recettes et dépenses des compagnies de messageries, 1931-40

NOTA.—Les chiffres correspondants des années terminées le 30 juin 1911-18 ont paru dans l'Annuaire de 1927-28, p. 692, et ceux de 1919-30 à la page 694 de l'Annuaire de 1938.

Année	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Coût des privilèges	Recettes nettes d'exploitation
	$	$	$	$
1931	20,115,285	11,292,957	10,909,184	−2,086,856
1932	16,870,806	9,479,802	7,307,980[1]	83,024
1933	15,226,015	8,497,892	6,605,225	122,898
1934	16,206,171	8,473,601	7,268,616	463,954
1935	16,592,746	8,960,675	7,352,913	279,158
1936	17,169,315	9,414,746	7,478,874	275,695
1937	15,937,567	9,878,443	7,749,711	309,413
1938	17,674,477	10,325,329	7,417,127	−67,979
1939	19,410,091	10,622,936	8,313,218	473,937
1940	26,067,019	11,095,071	12,650,274	2,321,674

[1] Diminution due en majeure partie à une modification de la base des paiements effectués par la Canadian Pacific Express Co.

28.—Recettes, dépenses, opérations et millage des compagnies de messageries, par compagnie, 1939 et 1940

Année et compagnie	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Coût des privilèges	Recettes nettes d'exploitation	Millage exploité
	$	$	$	$	milles
1939					
Canadian National Railways	9,781,542	5,187,277	4,350,257	244,008	24,092
Canadian Pacific Express	9,048,552	5,133,684	3,707,206	207,662	36,026
Northern Alberta Railways	112,553	43,105	60,088	9,360	927
Railway Express Agency	467,444	258,870	195,667	12,907	4,345
Totaux, 1939	**19,410,091**	**10,622,936**	**8,313,218**	**473,937**	**65,390**
1940					
Canadian National Railways	13,768,930	5,463,563	6,170,263	2,135,104	24,015
Canadian Pacific Express	11,680,835	5,313,497	6,209,147	158,191	35,897
Northern Alberta Railways	133,636	49,127	70,749	13,760	928
Railway Express Agency	483,618	268,884	200,115	14,619	4,344
Totaux, 1940	**26,067,019**	**11,095,071**	**12,650,274**	**2,321,674**	**65,184**

29.—Opérations des compagnies de messageries en envois et virements de fonds, 1936-40

Description	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Mandats circulaires, intérieur	52,581,553	56,083,053	58,052,764	58,297,159	59,812,891
Mandats circulaires, étranger	577,720	734,558			
Chèques de voyage, intérieur	3,150,798	3,400,957	4,292,133	3,309,588	1,499,003
Chèques de voyage, étranger	1,593,840	1,518,306			
Encaissements sur livraison (C.O.D.)	5,007,286	5,182,043	5,222,586	5,066,584	5,281,669
Mandats télégraphiques	212,860	206,838	251,406	164,068	118,634
Autres formes de virements de fonds	424,863	397,527	357,703	220,234	161,688
Totaux	**63,548,920**	**67,523,282**	**68,176,592**	**67,057,633**	**66,873,885**

PARTIE III.—TRANSPORT ROUTIER*

Comme le récent développement des routes au Canada a eu pour but presque exclusif de fournir une assise au trafic des véhicules-moteur, les routes et les véhicules-moteur sont traités comme des traits caractéristiques d'un même mode de transport. Après une section préliminaire qui résume brièvement les règlements provinciaux concernant les véhicules-moteur et la circulation automobile, le sujet du transport routier est traité en entier sous les rubriques: facilités, finances et trafic, de la même manière que dans l'exposé des autres modes de transport.

Section 1.—Règlements provinciaux des véhicules-moteur et de la circulation†

NOTA.—Dans cette section, il est évidemment impossible d'inclure en détail tous les règlements en vigueur dans chaque province. Le but est de fournir seulement les informations générales les plus importantes. Voir pp. 613-614 pour sources d'information sur règlements détaillés propres à chaque province. Voir aussi "Voirie et véhicules-moteur au Canada", bulletin annuel publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, que l'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion, au prix de 25 cents.

Généralités.—Les permis de véhicule automobile et la réglementation de la circulation relèvent des gouvernements provinciaux. Les règlements qui s'appliquent à toutes les provinces se résument comme il suit:—

Permis de conducteur.—Le conducteur d'un véhicule automobile doit être au-dessus d'un certain âge spécifié (habituellement 16 ans) et posséder un permis qui peut être obtenu seulement après des épreuves d'aptitudes prescrites et qui est renouvelable annuellement. Des permis spéciaux sont requis pour les chauffeurs.

Règlements des véhicules-moteur.—En général, tous les véhicules-moteur et toutes les remorques doivent être enregistrés annuellement avec paiement d'un honoraire spécifié et doivent porter deux plaques-matricules, l'une à l'avant et l'autre à l'arrière (une seulement, à l'arrière, dans le cas des remorques). En vue d'économiser le métal pour fins de guerre, les provinces de l'Ile du Prince-Edouard, de la Colombie Britannique et de Québec n'ont émis qu'une plaque-matricule pour chaque véhicule-moteur en 1942. D'autres provinces songent à adopter la même pratique. Le rationnement de la gazoline date du 1er avril 1942. Il est décrit à la p. 285. Tout changement de propriétaire du véhicule doit être déclaré aux autorités de l'enre-

* Sauf indication contraire, le contenu de cette partie a été revisé par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau Fédéral de la Statistique.

† Le contenu de cette section a été revisé par les fonctionnaires qui administrent les lois et règlements concernant l'automobilisme dans chaque province.

gistrement. Cependant, l'exemption de l'enregistrement est accordée pour une période déterminée (habituellement 90 jours au moins) chaque année aux véhicules de touristes étrangers enregistrés dans une autre province ou Etat qui accorde un privilège semblable. De nouveaux règlements exigent un standard de rendement et de sécurité dans le fonctionnement du véhicule et de ses freins et stipulent que ce véhicule soit muni de phares non éblouissants et d'une lanterne convenable, d'un dispositif suffisant de verrouillage, d'un silencieux, d'un essuie-glace et d'un rétroviseur.

Règlements de la circulation.—Dans toutes les provinces, les voitures tiennent la droite du chemin. Les conducteurs d'automobiles sont tenus partout d'observer les lumières et les signaux indicateurs de la circulation placés aux endroits stratégiques sur les grandes routes et les chemins. A l'instar d'autres mesures invoquées pour économiser le carburant et le caoutchouc en temps de guerre, une limite de vitesse de 40 milles à l'heure est imposée dans tout le Canada depuis le 1er mai 1942. La vitesse doit être encore réduite dans les cités, villes et villages, en passant une zone scolaire et des terrains de jeux, aux croisements des rues, aux passages à niveau ou à d'autres endroits ou à des moments où la visibilité sur la route est en quelque sorte embarrassée. Les automobiles ne doivent pas dépasser un tramway arrêté pour y laisser monter ou descendre des voyageurs, sauf là où il y a des zones ou îlots de sûreté. Tout accident occasionnant des blessures personnelles ou des dommages matériels doit être déclaré au premier agent de police provinciale ou municipale rencontré et le conducteur impliqué ne doit quitter la scène de l'accident qu'après avoir prêté toute l'aide possible.

Sanctions pénales.—Celles-ci varient depuis les petites amendes pour infractions mineures jusqu'à la révocation du permis, la confiscation des automobiles ou l'emprisonnement pour infractions graves, conduite dangereuse, conduite sans permis et surtout pour conduite en état d'ivresse.

Il existe, d'une province à l'autre, tant de différence dans la base des licences et permis, des règlements des véhicules publics commerciaux, des détails des règlements de la circulation, au sujet de la vitesse et de l'emploi des véhicules-moteur, qu'il est même impossible d'en donner un aperçu satisfaisant dans l'espace dont nous disposons. Les caractéristiques les plus importantes sont résumées dans le bulletin annuel dont il est fait mention en tête de cette section, p. 612. Les autorités responsables de l'administration des véhicules-moteur et de l'application de la législation régissant les véhicules et la circulation sont indiquées ci-dessous pour chaque province.

Ile du Prince-Edouard.—*Administration.*—Le Secrétaire Provincial, Charlottetown. *Législation.*—La loi de la circulation sur les grandes routes (c. 2, 1936) et ses amendements.

Nouvelle-Ecosse.—*Administration.*—Branche des véhicules à moteur, département de la Voirie et des Travaux Publics, Halifax. *Législation.*—La loi des véhicules à moteur (c. 6, 1932) et ses amendements, et la loi du transport routier (c. 78, S.R.N.-E. 1923) telle qu'amendée par c. 29, 1937.

Nouveau-Brunswick.—*Administration.*—Branche des véhicules à moteur, département des Travaux Publics, Fredericton. *Législation.*—La loi des véhicules à moteur (c. 20, 1934) et ses amendements.

Québec.—*Administration.*—Office des véhicules à moteur, Bureau du Revenu Provincial, département du Trésor, Québec. *Législation.* La loi des véhicules à moteur (c. 142, S.R.Q. 1941) et ses amendements.

Ontario.—*Administration.*—Branche des véhicules à moteur, département de la Voirie, Toronto. *Législation.*—La loi de la circulation sur les grandes routes (c. 288, S.R.O. 1937) et ses amendements.

Manitoba.—*Administration.*—Trésorier provincial, Winnipeg. *Législation.*—La loi de la circulation sur les grandes routes (c. 93, S.R.M. 1940) et ses amendements.

Saskatchewan.—*Administration.*—Commission de la taxe provinciale, Division de la taxe sur les véhicules et Bureau de la circulation routière, Revenue Building, Regina. *Législation.*—La loi des véhicules (c. 275, 1940) et ses amendements.

Alberta.—*Administration.*—Branche des véhicules à moteur, département du Secrétaire Provincial, Edmonton, et commission de la circulation sur les grandes routes d'Alberta, Edmonton. *Législation.*—La loi des véhicules et de la circulation sur les grandes routes (c. 31, 1924) et ses amendements et lois des véhicules de service public (c. 91, 1936) et les règlements qui en découlent. La loi des véhicules et de la circulation sur les grandes routes est appliquée par le Secrétariat provincial, et la loi des véhicules de service public par la Commission de la Circulation sur les grandes routes de l'Alberta, Ministère des Travaux Publics.

Colombie Britannique.—*Législation.*—La loi des véhicules à moteur (c. 195, S.R.C.B. 1936) et la loi des grandes routes (c. 116, S.R.C.B. 1936) et ses amendements, de même que la loi du transport routier (c. 36, 1939). L'administration et l'application de la loi des véhicules à moteur et la mise en vigueur de la loi des grandes routes et de la loi du transport routier sont confiées au Commissaire de la Police Provinciale, Victoria, tandis que l'administration de la loi des grandes routes relève du Ministre des Travaux Publics, Victoria, C.B., et celle du transport routier, de la Commission des Utilités Publiques, Victoria, C.B.

Yukon.—*Administration.*—Bureau du secrétaire du Territoire, Dawson, Yukon. Des informations sur les règlements peuvent aussi être obtenues de la Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa. *Législation.*—L'ordonnance des véhicules à moteur, n° 14, 1914, et ses amendements.

Territoires du Nord-Ouest.—*Administration.*—Directeur, Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa. *Législation.*—Ordonnance des véhicules à moteur, sanctionnée le 26 mars 1941, et ses amendements.

Section 2.—Routes et véhicules

Sous-section 1.—Voirie

Historique.—Un court historique des premières routes du temps de la colonisation au Canada a paru à la page 747 de l'Annuaire de 1934-35.

Récent développement de la voirie.—En même temps que, depuis la première guerre mondiale, le pourcentage augmente de propriétaires d'automobiles par rapport à la population (voir p. 615), le besoin de bonnes routes se fait de plus en plus sentir. En outre, les avantages qui découlent du tourisme ont été un encouragement puissant pour les autorités à améliorer les chemins et les grandes routes pittoresques sous leur juridiction. Là où l'automobile s'est avéré d'un avantage économique particulier sont les régions rurales. Il s'ensuit que lors du recensement de 1931, une ferme sur deux a déclaré un automobile (1·96 ferme pour chaque voiture.) Cette vulgarisation de l'automobile dans les campagnes a eu pour effet le perfectionnement des chemins ruraux secondaires.

Le tableau qui suit donne le millage de toutes les routes sous juridiction provinciale et des routes locales des Provinces Maritimes et de l'Ontario, de même que des estimations de la longueur des routes locales des quatre provinces de l'Ouest. Il existe dans le nord du Québec, de l'Ontario, des Provinces des Prairies et de la Colombie Britannique de vastes régions à population claire et jalonnées de très peu de routes contrairement aux régions méridionales qui sont mieux partagées à ce point de vue. Les travaux se poursuivent sur le dernier tronçon de la route transcanadienne, entre Hearst et Geraldton dans le nord de l'Ontario. Une fois terminée, la route transcanadienne offrira au trafic automobile une route entièrement canadienne de l'Atlantique au Pacifique.

Les statistiques des rues urbaines sont colligées depuis 1935 dans les cités et les principales villes; les petites municipalités omises n'augmenteraient que peu les totaux. En 1940 la longueur totale des rues est de 13,129 milles dont 3,146 avec revêtement d'asphalte; 935 en béton de ciment portland; 1,649 milles en surfaces bitumineuses; 2,865 milles en gravier et pierre concassée et 434 milles d'autres revêtements. Ce qui fait un total de 9,029 milles de rues recouvertes et 4,100 milles de chemins de terre. Ces chiffres sur les rues urbaines et les routes ne sont pas compris dans le tableau ci-dessous sur la longueur des grandes routes.

1.—Classification des grandes routes, par province, 1940

NOTA.—La date à laquelle le millage est déclaré est indiquée pour chaque province. Les chiffres du Canada sont la somme de ces millages provinciaux. Les rues urbaines ne sont pas comprises. Les tirets indiquent qu'aucun millage n'a été déclaré en regard des item correspondants du talon.

Classification	I.P.-E. 31 déc. 1940	N.-E. 30 nov. 1940	N.-B. 31 oct. 1940	Qué. 30 juin 1940	Ont. [1]	Man. 30 avril 1941	Sask. 31 avril 1941	Alta 31 mars 1941	C.B. 31 mars 1940	Total
REVÊTEMENT	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles	milles
Béton de ciment portland	–	–	–	199	2,127	31	–	–	42	2,399
Béton bitumineux	197	890	882	1,876	1,977	6	–	75	68	5,971
Couche de bitume	–	35	73	1,791	2,743	499	155	602	1,349	7,247
Gravier, pierre concassée	192	5,309	7,500	15,384	49,462	8,294	4,295	3,222	6,877	100,535
Autres revêtements	–	–	–	–	–	–	–	–	40	40
TOTAL, CHEMINS À REVÊTEMENT	389	6,234	8,455	19,250	56,309	8,830	4,450	3,899	8,376	116,192
CHEMIN DE TERRE										
Terre améliorée	2,225	3,617	2,655	1,701	15,806	8,277	147,505	13,542	10,299	205,627
Terre non améliorée	1,090	5,236	1,185	17,217	331	74,581[2]	60,953	75,152	2,583[3]	238,328
TOTAL, CHEMIN DE TERRE	3,315	8,853	3,840	18,918	16,137	82,858	208,458	88,694	12,882	443,955
Grand total	**3,704**	**15,087**	**12,295**	**38,168**	**72,446**	**91,688**	**212,908**	**92,593**	**21,258**	**560,147**

[1] Provincial, 31 mars 1941; municipal, 31 décembre 1940. [2] Tous tracés de routes. [3] Déboisées seulement.

Sous-section 2.—Véhicules à moteur

Enregistrement.—La population moyenne par véhicule enregistré est de 7·6 en 1940. Le nombre de véhicules-moteur enregistrés est de 1,500,829 en regard de 1,439,245 en 1939.

2.—Véhicules-moteur enregistrés au Canada, par province, 1931-40

NOTA.—Les enregistrements donnés ici comprennent les voitures de tourisme, les camions, les autobus, les motocyclettes, les autos de service, etc., mais non pas les licences de remorque et de vendeur. Les chiffres de 1904-1930 paraissent à la p. 693 de l'Annuaire de 1937.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total[1]
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1931	7,744	43,758	33,627	177,485	562,216	75,210	107,830	94,642	97,932	1,200,668
1932	6,982	41,013	28,041	165,730	531,597	70,840	91,275	86,781	91,042	1,113,533
1933	6,940	40,648	26,867	160,012	520,353	68,590	84,944	86,041	88,554	1,083,178
1934	7,206	41,932	29,094	165,526	542,245	70,430	91,461	89,369	92,021	1,129,532
1935	8,231	43,952	31,217	170,644	564,076	70,660	94,792	93,870	98,411	1,176,116
1936	7,632	46,179	33,402	181,628	590,226	74,940	102,270	97,468	106,079	1,240,124
1937	8,011	50,048	36,780	197,917	623,918	80,860	105,064	100,434	116,341	1,319,702
1938	7,992	51,214	37,110	205,463	669,088	88,219	109,014	107,191	119,220	1,394,853
1939	8,040	53,008	38,116	213,148	682,891	88,864	119,018	113,702	122,087	1,439,245
1940	8,070	57,873	39,000	225,152	703,872	90,932	126,970	120,514	128,044	1,500,829

[1] Comprend les enregistrements du Yukon.

3.—Classification des véhicules-moteur enregistrés au Canada, par province, 1939 et 1940

Année et province	Automobiles de tourisme[1]	Voitures commerciales ou camions[2]	Autobus	Motocyclettes	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1939					
Ile du Prince-Edouard	6,804	1,212	6	18	8,040
Nouvelle-Ecosse	41,919	10,684	114	291	53,008
Nouveau-Brunswick	30,457	7,370	102	187	38,116
Québec	171,766	37,707	796	2,879	213,148
Ontario	593,693	83,139	960	5,099	682,891
Manitoba	70,506	17,605	86	667	88,864
Saskatchewan	89,471	28,917	77	553	119,018
Alberta	88,516	24,369	143	674	113,702
Colombie Britannique	96,737	23,057	355	1,938	122,087
Yukon	152	198	5	16	371
Totaux, 1939	**1,190,021**	**234,258**	**2,644**	**12,322**	**1,439,245**
1940					
Ile du Prince-Edouard	6,824	1,218	5	23	8,070
Nouvelle-Ecosse	45,120	12,158	127	468	57,873
Nouveau-Brunswick	30,560	8,075	98	267	39,000
Québec	180,556	40,917	868	2,811	225,152
Ontario	610,576	86,835	1,058	5,403	703,872
Manitoba	73,404	16,666	92	770	90,932
Saskatchewan	93,176	33,041	110	643	126,970
Alberta	92,814	26,835	150	715	120,514
Colombie Britannique	101,452	23,672	666	2,254	128,044
Yukon	155	214	8	25	402
Totaux, 1940	**1,234,637**	**249,631**	**3,182**	**13,379**	**1,500,829**

[1] Y compris les taxis. [2] Y compris les tracteurs, machines routières, arroseuses automobiles, pompes à incendie municipales, etc.

Consommation apparente d'automobiles au Canada.—La consommation apparente d'automobiles au Canada pour une année quelconque peut être calculée en soustrayant du chiffre global de la production et des importations le nombre de voitures exportées. Les statistiques concernant les ventes au détail et le financement des véhicules à moteur se trouvent aux pp. 548–550 du présent ouvrage.

4.—Consommation apparente d'automobiles au Canada, 1931-40

NOTA.—Les chiffres de 1917-30 se trouvent à la p. 699 de l'Annuaire de 1938.

Année	Production	Importations	Voitures disponibles	Exportations	Réexportations	Exportations totales	Consommation apparente
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1931	82,559	8,738	91,297	13,813	726	14,539	76,758
1932	60,789	1,449	62,238	12,534	488	13,022	49,216
1933	65,852	1,781	67,633	20,403	397	20,900	46,733
1934	116,852	2,905	119,757	43,368	399	43,767	75,990
1935	172,877	4,111	176,988	64,330	291	64,621	112,367
1936	162,159	9,903	172,062	55,570	267	55,837	116,225
1937	207,463	20,069	227,532	65,867	276	66,143	161,389
1938	166,086	15,154	181,240	57,767	142	57,909	123,331
1939	155,426	18,284	173,710	58,503	220	58,723	114,987
1940	223,013	17,019	240,032	84,192	155	84,347	155,685

Section 3.—Finances du transport routier

Le coût du transport routier au peuple canadien pourrait se résumer sous les rubriques suivantes: dépenses pour la voirie; dépenses des individus et des corporations possédant des véhicules-moteur; et dépenses pour le transport des marchandises et des voyageurs par les voituriers publics tels que taxis, autobus et compagnies de transport automobile. Puisque les corps administratifs paient à peu près en entier les dépenses de voirie, ces dernières sont presque complètement établies par les statistiques; mais, à cause du nombre excessif d'individus et d'organisations qui devraient être sollicités et des difficultés impliquées, il n'y a pas de statistiques complètes disponibles des dépenses sous les deux autres rubriques. Les dépenses pour l'achat de nouveaux véhicules-moteur sont données dans ce volume au chapitre du commerce intérieur à la p. 549 et les ventes de gazoline, à la p. 620. Etant donné qu'il n'y a pas de statistiques disponibles concernant les revenus des compagnies de transport automobile et d'autobus, une estimation des dépenses annuelles pour les services donnés par ces voituriers publics est impossible.

Dépenses de voirie.—Les routes au Canada, excepté celles des Territoires et des Parcs Nationaux, sont sous la juridiction des autorités provinciales et municipales. Le Bureau Fédéral de la Statistique a terminé la compilation des dépenses en routes, ponts, traverses et sentiers pour la période de 1919-37. Cette compilation comprend les dépenses fédérales en chemins, ponts, etc. dans les parcs nationaux, et en programmes de routes pour venir en aide au chômage, par les provinces et les municipalités rurales en Ontario; elle couvre aussi le gros des dépenses en chemins ruraux et en ponts et traverses qui sont les liens des réseaux routiers. Les grands systèmes routiers actuels des provinces ont été presque entièrement développés depuis la première guerre mondiale pour répondre aux besoins du trafic routier. Cependant, les vieux chemins de gravier et de macadam à l'eau ont constitué les fondations en bien des endroits pour de nouvelles surfaces en béton et bitume.

Les dépenses totales ces dix-neuf années (1919-1937) sont: construction, $780,571,155; entretien, $326,401,275. Les dépenses en fait d'établissements et item généraux sont divisées entre la construction et l'entretien sur une base au prorata, quand les autorités ne les ont pas réparties. Un tableau à la p. 697 de l'Annuaire de 1939 résume ces dépenses de voirie pour toute la période de 1919-37; le tableau 5 donne de telles dépenses chacune des dernières années.

5.—Frais de construction et d'entretien et dépenses générales des grandes routes rurales du Canada, par province, 1936-40

NOTA.—Les dépenses provinciales se rapportent aux années fiscales respectives terminées aux dates indiquées dans le tableau 1, p. 615.

Item et province	1936	1937	1938	1939	1940
Construction	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	[1]	399,643	1,231,596	1,728,968	583,358
Nouvelle-Ecosse	6,587,411	7,852,858	4,904,250	3,676,994	1,746,369
Nouveau-Brunswick	5,732,915	10,142,464	9,481,055	7,135,345	1,193,404
Québec	8,033,000	5,906,126	14,951,864	15,683,975	21,389,804
Ontario	8,965,720	36,582,390	35,861,572	24,949,784	16,081,059
Manitoba	2,991	94,723	1,942,532	1,916,962	439,949
Saskatchewan	1,506,231	2,275,589	2,464,988	2,299,270	607,492
Alberta	1,399,544	1,638,236	1,980,768	2,219,928	1,516,897
Colombie Britannique	2,729,104[2]	4,573,125	3,901,943	2,966,015	2,543,906
Totaux, construction	**34,966,916**[3]	**69,465,154**	**76,720,568**	**62,577,241**	**46,102,238**
Entretien					
Ile du Prince-Edouard	[1]	289,088	253,679	270,796	253,458
Nouvelle-Ecosse	1,893,637	1,839,592	1,983,145	2,029,888	2,046,728
Nouveau-Brunswick	714,445	1,131,365	1,169,406	1,169,240	2,335,814
Québec	5,022,914	4,700,740	5,482,535	6,066,477	7,224,177
Ontario	5,836,251	9,503,604	9,639,509	11,104,598	12,705,478
Manitoba	420,551	520,629	668,171	916,691	903,031
Saskatchewan	1,079,306	830,749	890,623	924,567	970,099
Alberta	1,154,391	1,314,907	1,417,803	1,519,596	1,556,031
Colombie Britannique	4,013,475[2]	2,299,532	2,460,106	2,333,804	2,622,124
Totaux, entretien	**20,134,970**[3]	**22,430,206**	**23,964,977**	**26,335,657**	**29,616,940**
Etablissements et dépenses générales					
Ile du Prince-Edouard	[1]	36,884	113,488	89,343	32,171
Nouvelle-Ecosse	5,000	160,106	198,140	295,336	480,798
Nouveau-Brunswick	Nil	72,643	77,509	135,000	Nil
Québec	1,679,603	920,795	1,290,000	1,263,399	2,449,121
Ontario	360,529	1,487,196	1,050,868	598,675	430,060
Manitoba	88,130	107,357	125,311	185,788	164,992
Saskatchewan	77,234	98,298	187,999	177,892	136,417
Alberta	26,747	33,441	29,982	9,617	19,922
Colombie Britannique	192,849[2]	208,732	104,949	177,857	500,940
Totaux, établissements et dépenses générales	**2,430,092**[3]	**3,125,452**	**3,178,246**	**2,932,907**	**4,214,421**
Grands totaux	**57,531,978**	**95,020,812**	**103,863,791**	**91,845,805**	**79,933,599**
Répartition de toutes dépenses entre le Fédéral et les provinces					
Fédérales—Dépenses et subventions nettes	5,229,410	5,055,445	5,984,728	7,948,561	2,549,525
Provinciales—Dépenses et subventions nettes	48,877,721	85,127,756	92,824,563	77,941,653	72,532,568
Municipales—Dépenses et subventions nettes	3,424,847	4,837,611	5,054,500	5,955,591	4,851,506

[1] Aucun rapport. [2] Les dépenses totales réparties entre la construction, l'entretien et les frais généraux, sur la base de 1935. [3] Ne comprend pas l'Ile du Prince-Edouard.

Dette fondée des provinces pour les routes.—La plus grande partie des dépenses de voirie ont été faites par les provinces qui doivent par conséquent les défrayer à même les taxes provinciales. Le paiement d'une grande partie du coût de la construction a été différé, ce qui explique en partie l'augmentation rapide de la dette fondée des provinces depuis 1919. En 1919 la dette nette fondée de toutes les provinces était de $290,748,592; en 1940, elle s'élève à $1,577,539,092 et la partie imputable à la voirie est de $732,527,611 ou plus du double de la dette nette pour toutes fins en 1919. Comme on l'a déjà expliqué à la p. 617, les réseaux provinciaux de routes modernes ont été développés presque entièrement depuis 1919 et auparavant les dépenses provinciales de voirie étaient relativement faibles.

6.—Dette fondée des provinces au compte voirie et intérêts annuels, 1938-40

NOTA.—Le rapport des gouvernements provinciaux se fait pour leurs années fiscales respectives terminées aux dates indiquées dans le tableau 1, p. 615.

Province	Dette de voirie, en cours			Intérêt annuel, fonds d'amortissement et paiement sur le capital					
						Détails, 1940			
	1938	1939	1940	1938	1939	Intérêt	Fonds d'amortissement	Paiement sur le capital	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
I.P.-E.	1	1	1	1	1	1	1	1	1
N.-E.	59,129,853	61,422,253	56,509,950	2,270,448	2,527,330	2,443,127	394,812	Nil	2,837,939
N.-B.	62,627,812	74,016,817	73,543,303	2,785,12/	3,798,557	2,800,000	150,855	1,190,000	4,140,855
Qué.	94,826,232	100,106,289	138,522,381	7,182,175	3,213,412	3,324,525	1,562,000	8,280,000	13,166,525
Ont.	291,647,936	313,542,031	326,460,548	14,582,397	15,677,102	16,323,027	Nil	Nil	16,323,027
Man.	18,050,417	23,244,420	17,727,996	840,896	963,332	849,873	101,363	64,275	1,015,511
Sask.	33,818,920	33,818,920	33,818,920	1,546,118	1,753,327	1,510,347	3,186	Nil	1,513,533
Alta.	39,701,159	39,650,000	42,124,071	1,100,890	1,150,730	1,177,564	Nil	"	1,177,564
C.B.	39,856,076	39,847,742	43,820,442	1,849,174	2,057,752	1,946,240	119,793	216,729	2,282,762
Totaux	**639,658,405**	**685,648,472**	**732,527,611**	**32,157,225**[2]	**31,141,542**	**30,374,703**	**2,332,009**	**9,751,004**	**42,457,716**

[1] Non déclaré. [2] Moins les versements au fonds d'amortissement en Ontario, au Manitoba et en Alberta.

Revenu des gouvernements provinciaux.—La taxation des automobiles, des garages, des chauffeurs, etc., devient une source importante de revenus pour les gouvernements provinciaux. Dans chaque province, les permis suivants, dûment émis par les autorités provinciales, sont requis pour véhicules-moteur de toutes sortes, remorques, conducteurs ou chauffeurs, chauffeurs professionnels, marchands, garages et postes d'essence et de service. Une taxe de vente sur la gazoline est aussi prélevée par chaque province*, les taux étant de 10 cents par gallon dans les Provinces Maritimes, 8 cents dans Québec et Ontario et 7 cents dans les quatre provinces de l'Ouest. Le tableau 7 donne les sources les plus importantes de revenu provincial provenant des véhicules-moteur. Les revenus du Gouvernement fédéral provenant des droits d'importation, de l'accise et des taxes de vente ne sont pas inclus.

* Présentement (1942) il y a en outre une taxe fédérale de 3 cents le gallon. Pour détails concernant le rationnement de la gazoline en vigueur depuis le 1er avril 1942, voir p. 285.

7.—Taxes perçues par les provinces sur la distribution des automobiles et sur leur circulation, 1939 et 1940

NOTA.—Les gouvernements provinciaux font rapport pour leurs années fiscales respectives terminées aux dates indiquées au tableau 1, p. 615.

Année et province	Voitures de tourisme	Camions	Motocyclettes	Voitures des marchands d'automobiles	Conducteurs et chauffeurs	Taxe de trajet, autobus et camions	Taxe sur la gazoline	Totaux, y compris recettes diverses
	$	$	$	$	$	$	$	$
1939								
Ile du Pr.-Edouard	99,664	51,567	102	630	4,587	395	316,087	475,324
Nouvelle-Ecosse	744,514	514,656	1	8,100	121,320	16,795	2,608,189	4,110,429
Nouv.-Brunswick	552,832	437,546	1	5,430	107,759	10,470	1,893,169	3,068,434
Québec	3,656,356	2,019,342	12,956	31,723	710,435	75,551	9,969,226	16,982,153
Ontario	4,221,274	2,674,138	1	23,782	1,003,430	428,004	25,105,359	34,127,465
Manitoba	722,256	184,087	2,710	10,793	133,831	210,830	2,750,638	4,074,080
Saskatchewan	1,008,632	376,391	3,024	19,064	91,927	305,429	2,760,196	4,697,849
Alberta	1,381,021	491,794	2,854	25,303	159,319	398,898	3,096,644	5,667,647
Col. Britannique	2,016,768	701,557	11,038	16,419	314,072	123,608	3,454,852	6,708,439
Yukon	1,490	1,420	48	[2]	[2]	[2]	[2]	3,740
Totaux, 1939	**14,404,807**	**7,452,488**	**32,732**[3]	**141,244**	**2,646,680**	**1,569,980**	**51,954,360**	**79,915,560**

Renvois à la fin du tableau, p. 620.

7.—Taxes perçues par les provinces sur la distribution des automobiles et sur leur circulation, 1939 et 1940—fin

Année et province	Voitures de tourisme	Camions	Motocyclettes	Voitures des marchands d'automobiles	Conducteurs et chauffeurs	Taxe de trajet, autobus et camions	Taxe sur la gazoline	Totaux, y compris recettes diverses
1940	$	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Pr.-Edouard	100,349	51,139	120	1,080	4,745	395	300,842	460,200
Nouvelle-Ecosse	807,146	555,371	[1]	8,196	132,049	18,744	2,875,400	4,505,654
Nouv.-Brunswick	776,088	431,936	2,187	4,920	118,462	11,697	2,104,686	3,522,295
Québec	3,444,743	2,115,577	12,650	31,361	748,897	94,786	11,154,540	18,119,894
Ontario	4,502,602	2,942,317	4,507	22,207	1,092,898	353,618	26,608,291	36,241,056
Manitoba	815,931	247,396	2,856	11,680	142,148	238,998	2,805,074	4,315,039
Saskatchewan	1,105,567	663,826	3,824	16,183	183,250	[4]	3,348,936	5,443,106
Alberta	1,431,778	549,360	3,143	32,300	175,844	418,383	3,221,775	5,886,557
Col. Britannique	2,027,656	698,927	11,831	15,659	275,053	114,015	3,759,629	6,981,997
Yukon	1,773	1,821	100	[2]	[2]	[2]	[2]	4,095
Totaux, 1940	**15,013,633**	**8,247,670**	**41,218**	**143,586**	**2,873,346**	**1,250,636**	**56,179,173**	**85,479,893**

[1] Non relevés séparément. [2] Taxe non applicable. [3] Chiffres incomplets, voir renvoi 1. [4] Compris dans "divers".

Section 4.—Trafic routier

Jusqu'à présent l'industrie des transports par automobile a fait sentir ses effets sur le trafic-voyageurs des chemins de fer et des tramways électriques plutôt que sur les transports commerciaux. Ce détournement du trafic-voyageurs est attribuable en grande partie à l'automobile privé, quoique l'autobus devienne de plus en plus important, desservant maintenant tous les endroits entre les grands centres. Le camion automobile transporte un volume de plus en plus considérable de marchandises; cependant, il n'y a encore aucune statistique indiquant le tonnage transporté.

Consommation de gazoline.—Toutes les provinces exigent que les ventes au détail de gazoline soient déclarées, et une taxe est imposée sur toute la gazoline consommée par les véhicules automobiles en usage sur les grands chemins et les rues et aussi sur toute gazoline consommée pour un nombre toujours croissant d'autres fins. La gazoline imposable est, cependant, dans une large mesure consommée par les véhicules automobiles et indique de façon générale l'augmentation ou la diminution de la circulation des véhicules automobiles. Les ventes nettes sont les différences entre les ventes totales ou brutes déclarées et les quantités sur lesquelles la taxe est remboursée en tout ou en partie, ou sur lesquelles la taxe n'est pas imposée au moment de la vente.

Les chiffres à la fin de 1940 indiquent une augmentation constante des ventes de gazoline depuis les années de dépression. Les chiffres plus récents seront sensiblement modifiés par les mesures d'économie adoptées en 1941 et par le rationnement de la gazoline en vigueur depuis le 1er avril 1942 (voir p. 285).

8.—Ventes de gazoline au Canada, par province, 1936-40

Province	1936	1937	1938	1939	1940
	gal.	gal.	gal.	gal.	gal.
Ile du Prince-Edouard	3,088,910	3,420,163	3,631,360	4,128,907	4,094,203
Nouvelle-Ecosse	25,247,957	29,159,361	29,632,787	31,621,971	34,961,212
Nouveau-Brunswick	17,477,029	21,947,202	21,998,728	23,192,413	24,829,924
Québec	109,835,482	128,394,645	135,026,866	138,925,246	148,499,644
Ontario	282,827,724	324,858,959	337,880,996	345,105,726	371,903,633
Manitoba	30,561,665	34,635,432	38,596,582	41,455,558	48,893,738
Saskatchewan	45,966,233	46,278,251	65,090,674	87,877,403	101,101,143
Alberta	60,387,814	75,166,087	73,724,520	75,535,323	83,808,689
Colombie Britannique	48,723,037	54,567,327	57,157,813	59,823,751	565,198,108
Totaux, ventes brutes	**624,115,851**	**718,427,427**	**762,740,326**	**807,666,298**	**883,290,294**[1]
Remboursements et exemptions	91,260,543	115,022,668	130,722,877	144,723,812	181,175,411[1]
Totaux, ventes nettes	**532,855,308**	**603,404,759**	**632,017,449**	**662,942,486**	**702,114,883**[1]

Moins, 2,975,000 gallons de gazoline d'aviation achetée et mise en réserve par le Gouvernement fédéral.

Accidents d'automobile.—Les conducteurs d'automobiles sont tenus de faire rapport des accidents, mais des statistiques compréhensives ne sont pas colligibles dans toutes les provinces. La Branche des Statistiques Vitales du Bureau Fédéral de la Statistique compile les statistiques des mortalités dues aux accidents d'automobile, et celles-ci sont indiquées au tableau **9**. Une comparaison directe de telles statistiques entre les provinces n'a pas beaucoup de valeur à cause des différences dans la superficie, la population, la densité du trafic, etc.; mais, afin de placer les provinces sur une même base, le nombre moyen de morts par 10,000 automobiles enregistrés a aussi été disposé en tableau. Ces données ne tiennent pas compte de la diversité d'usages des véhicules à moteur, ni des différences de climat, routes, modèles de voitures de tourisme, etc. qui sont tous des facteurs dans les accidents.

Le tableau **10** indique le nombre de personnes tuées ou blessées dans des accidents d'automobile tel que déclaré par les branches des véhicules automobiles des gouvernements provinciaux. Il est possible que des personnes déclarées blessées par les autorités provinciales soient par la suite mortes de leurs blessures et soient comprises dans les mortalités des statistiques vitales au tableau **9**, de même des accidents peuvent arriver tard en décembre et les morts attribués à décembre par les autorités provinciales et à janvier de l'année suivante dans les statistiques vitales. Conséquemment, les données des tableaux **9** et **10** sur les mortalités ne correspondent pas.

9.—Mortalités résultant des accidents d'automobile au Canada, par province, 1931-40

NOTA.—Les statistiques de ce tableau sont compilées par la Branche des Statistiques Vitales, Bureau Fédéral de la Statistique. Les chiffres des années 1926 à 1930 se trouvent à la p. 586 de l'Annuaire de 1941.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
	MORTS									
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1931	5	49	45	355	574	60	50	67	111	1,316
1932	1	51	49	311	497	42	35	49	85	1,120
1933	2	47	22	256	416	38	32	64	78	955
1934	5	41	52	275	528	41	30	61	82	1,115
1935	2	57	40	314	571	53	40	45	102	1,224
1936	7	60	41	371	564	53	47	72	101	1,316
1937	7	97	67	405	774	66	47	55	124	1,642
1938	6	75	58	413	677	80	49	77	110	1,545
1939	7	84	92	390	682	63	65	81	120	1,584
1940	10	104	81	434	746	87	59	72	116	1,709
	MORTS PAR 10,000 AUTOMOBILES ENREGISTRÉS									
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1931	6·46	11·20	13·38	19·77	10·21	7·94	4·61	7·00	11·33	10·96
1932	1·43	12·39	17·47	18·77	9·35	5·87	3·83	5·64	9·34	10·05
1933	2·88	11·62	8·20	16·00	8·00	5·53	3·78	7·43	8·81	8·82
1934	6·94	9·78	17·87	16·62	9·74	5·82	3·28	6·83	8·91	9·82
1935	2·43	12·97	12·81	18·40	10·12	7·50	4·21	4·79	10·47	10·42
1936	9·17	12·99	12·27	20·43	9·56	7·07	4·60	7·39	9·52	10·61
1937	8·73	19·38	18·22	20·46	12,41	8·16	4·47	5·48	10·66	12·44
1938	7·51	14·64	15·63	20·10	10·12	9·07	4·49	7·18	9·23	11·08
1939	8·71	15·85	24·14	18·30	9·99	7·09	5·46	7·12	9·83	11·01
1940	12·39	17·97	20·77	19·28	10·60	9·57	4·65	5·97	9·06	11·39

10.—Accidents mortels et non mortels d'automobile, 1940

NOTA.—Les chiffres sont ceux des autorités provinciales chargées des véhicules-moteur, pour l'année civile.

Item	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Total
Accidents	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Mortels—										
Causant la mort d'une personne ou plus	8	1	1	416	642	74	51	52	96	1,339[2]
Non mortels—										
Causant des blessures à une personne ou plus	49	1	1	4,783	9,868	1,600	666	766	2,237	19,969[2]
Causant des dommages à la propriété seulement	243	1	1	5,850	6,411	2,027	1,108	5,338	3,913	24,890[2]
Totaux, accidents	**300**	**2,696**	**1,073**	**11,049**	**16,921**	**3,701**	**1,285**	**6,156**	**6,246**	**49,967**
Personnes tuées										
Piétons	5	29	36	223	298	30	12	16	39	688
Motocyclistes (conducteurs et voyageurs)	Nil	1	8	7	12	1	4	1	6	346[2]
Conducteurs d'autres véhicules-moteur	3	1		105	129	17	15	14	24	
Voyageurs et compagnons d'autres véhicules-moteur	Nil	1	17	86	228	21	23	20	31	426[2]
Occupants de véhicules à traction animale	"	1	1	3	7	1	2	1	1	16[2]
Cyclistes à pédales	"	3	5	22	42	8	Nil	4	7	91
Autres	"	1	Nil	Nil	Nil	Nil	"	5	Nil	5[2]
Totaux, personnes tuées	**8**	**116**	**67**	**446**	**716**	**78**	**56**	**61**	**108**	**1,656**
Personnes blessées										
Piétons	11	357	152	2,467	3,666	539	89	238	695	8,214
Motocyclistes (conducteurs et voyageurs)	Nil	1	117	150	250	45	16	25	173	16,907[2]
Conducteurs d'autres véhicules-moteur	15	1		1,003	1,748	1,528	282	187	560	
Voyageurs et compagnons d'autres véhicules-moteur	26	1	263	1,861	5,596		599	296	1,167	
Occupants de véhicules à traction animale	5	1	10	186	121	28	46	15	11	422[2]
Cyclistes à pédales	4	58	20	681	1,324	382	47	119	331	2,976
Autres	Nil	1	Nil	Nil	Nil	37	5	4	Nil	46[2]
Totaux, personnes blessées	**61**	**1,354**	**562**	**6,348**	**13,715**	**2,559**	**1,084**	**884**	**2,937**	**29,504**

[1] Non déclaré. [2] Incomplet, voir renvoi 1.

PARTIE IV.—COURS D'EAU*

La loi de la marine marchande du Canada.—La législation régissant le transport maritime au Canada a été codifiée en 1934 par la loi de la marine marchande canadienne (c. 44, 1934). Depuis l'adoption du statut de Westminster, en 1931, le Parlement canadien assume comme corollaire l'entière responsabilité de la police du transport maritime canadien. Cette vaste pièce législative est de fait l'incorporation à la loi du transport maritime du Canada de points importants de la législation internationale et britannique et de l'ancienne législation canadienne. Un résumé succinct de la loi paraît aux pages 707–708 de l'Annuaire de 1938.

* Les renseignements et les statistiques se rapportant aux sujets indiqués ont été fournis comme suit: balisage des eaux, ports, services administratifs et marine marchande de l'Etat, par le Ministère des Transports et la Commission Nationale des Ports; cales sèches et partie des statistiques financières, par le Ministère des Travaux Publics; canal de Panama, par le gouverneur de la zone du canal de Panama; le trafic des autres canaux et statistiques du transport maritime, par la Branche des Transports et Utilités Publiques, Bureau Fédéral de la Statistique.

Section 1.—Matériel et facilités

Le matériel et les facilités du trafic par eau sont classés sous les rubriques de transport maritime, balisage des eaux et travaux divers, canaux, et ports. Il y a en plus une sous-section qui donne des chiffres sur l'activité administrative concernant le service du pilotage, l'inspection des bateaux à vapeur, le personnel et les accidents de navigation.

Sous-section 1.—Transport maritime

Comme toutes les routes de navigation y compris les canaux et les lacs de l'intérieur sont ouverts sans distinction, sauf dans le cas du cabotage, au transport maritime de tous les pays du monde, le commerce du Dominion ne dépend nullement en entier du transport maritime canadien. Toutefois, une forte proportion du trafic intérieur et côtier est faite à bord de navires d'immatriculation canadienne.

Immatriculation canadienne.—En vertu de la partie I de la loi de la marine marchande canadienne, tout navire tombant sous la définition de "navire britannique", donnée à l'article 6 de la loi, et dont l'administration et l'exploitation s'exercent au Canada doit être immatriculé au Canada. Exception est faite toutefois pour les navires ne jaugeant pas plus de 10 tonneaux et affectés uniquement au cabotage ou à la navigation intérieure. Un navire (quel que soit son titre à l'immatriculation britannique) qui n'est immatriculé dans aucune partie des Dominions de Sa Majesté n'a pas droit aux privilèges accordés aux navires britanniques. En vertu de la loi, les vaisseaux sur le point d'être construits *peuvent* être enregistrés et les vaisseaux en construction ou en voie d'être équipés *doivent* être enregistrés par un régistrateur des navires britanniques. La procédure d'immatriculation canadienne des navires britanniques et d'émission des certificats est décrite aux articles 9–36. Les articles 64–70 concernant l'enregistrement des transformations (ou nouvelle immatriculation au besoin) définissent aussi les peines pour contravention aux règlements. Un tableau faisant voir le nombre et le tonnage des vaisseaux d'immatriculation canadienne, par province, en 1935–39 paraît à la p. 589 de l'Annuaire de 1941. Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication de ces détails pour les années subséquentes.

Pour statistiques du nombre et du tonnage des navires affectés au commerce du Canada, voir les tableaux de la section 3 (pp. 637–646) dans cette partie du chapitre. Ces tableaux paraissent dans les statistiques du trafic parce qu'ils se rapportent plus directement au trafic et aux services qu'au simple transport maritime disponible. Un exposé des services de transport exploités par le Gouvernement fédéral paraît aux pp. 627–629.

Sous-section 2.—Balisage des eaux et ouvrages divers

Sont réunis sous cet en-tête les phares et tout le système des signaux maritimes de danger sur les côtes orientale et occidentale du Canada, sur la baie et le détroit d'Hudson, le fleuve et le golfe Saint-Laurent, les rivières et lacs intérieurs et à l'entrée des ports—système très vaste destiné à rendre sûre la navigation dans toutes les eaux canadiennes. Il existe en outre un service de pilotage dans les eaux où la navigation est difficile; ce service est décrit avec les services maritimes, p. 627. Afin de rendre la navigation encore plus sûre, il y a une chaîne de stations radiophoniques qui transmettent des signaux et de postes de repérage dont la description est donnée sous radiotélégraphie, pp. 664–665.

Les ouvrages de balisage des eaux, sauf les très petits, sont énumérés dans les trois publications annuelles du Ministère des Transports portant sur la côte de l'Atlantique, les eaux intérieures et la côte du Pacifique respectivement. Un tableau sommaire des signaux maritimes de danger maintenus au Canada au cours des années fiscales 1929-40 est donné à la p. 590 de l'Annuaire de 1941.

Beaucoup de travaux ont été entrepris pour améliorer les eaux navigables: dragage des chenaux et des ports, enlèvement des obstructions et construction d'ouvrages préventifs pour maintenir et contrôler le niveau des eaux. L'entreprise probablement la plus importante de cette nature a été le chenal maritime du fleuve Saint-Laurent. Un outillage flottant considérable est en service pour maintenir et améliorer le chenal à eau profonde de Montréal à la mer pour la navigation océanique. A ces perfectionnements apportés à la navigabilité des eaux s'ajoutent des ouvrages pour protéger les lignes du rivage et prévenir l'érosion, et le contrôle des voies et des ponts qui traversent les chenaux navigables. Afin de prolonger la saison de navigation dans les eaux importantes qui gèlent complètement en hiver, des brise-glace circulent au commencement et à la fin de cette saison. C'est particulièrement le cas de la navigation de Montréal à l'océan.

1.—Durée de la saison de navigation dans le chenal du St-Laurent, 1912-41

NOTA.—Pour les années 1882-1911, voir l'Annuaire du Canada de 1934-35, p. 770.

Année	Chenal ouvert entre Québec et Montréal[1]	Première arrivée océanique, port de Montréal	Dernier départ océanique, port de Montréal	Année	Chenal ouvert entre Québec et Montréal[1]	Première arrivée océanique, port de Montréal	Dernier départ océanique, port de Montréal
1912	Avril 29	Avril 30	Déc. 3	1927	Avril 11	Avril 12	Déc. 6
1913	" 14	" 19	Nov. 29	1928	" 26	" 26	" 9
1914	" 25	" 29	Déc. 4	1929	" 10	" 20	" 7
1915	" 14	" 30	" 11	1930	" 12	" 21	" 12
1916	" 22	Mai 1	" 3	1931	Mars 19	" 15	" 11
1917	" 22	" 1	" 7	1932	" 27	" 14	" 8
1918	" 22	" 7	" 14	1933	" 23	" 14	" 6
1919	" 16	Avril 22	" 10	1934	" 28	" 26	" 8
1920	" 18	" 25	" 7	1935	" 30	" 15	" 9
1921	Mars 29	" 21	" 8	1936	" 28	" 13	" 11
1922	Avril 13	" 24	" 2	1937	Avril 9	" 19	" 8
1923	" 29	Mai 3	" 2	1938	" 12	" 18	" 4
1924	" 17	Avril 24	" 3	1939	" 29	" 29	" 12
1925	" 10	" 22	" 9	1940	" 23	" 24	" 5
1926	Mai 1	Mai 3	" 6	1941	" 14	" 19	" 17

[1] "Chenal ouvert" veut dire navigable, bien qu'il puisse y avoir encore de la glace flottante sur le fleuve.

Sous-section 3.—Canaux

Avant la grande période de construction ferroviaire, commencée au Canada vers 1850, les routes fluviales et lacustres, plus spécialement le St-Laurent, les Grands Lacs et l'Ottawa, constituaient les principales avenues de transport. Ces routes étaient coupées à certains points, nécessitant des portages. Les canaux du Canada furent construits pour éliminer les portages et les transbordements.

La première mention d'un canal au Canada se rapporte à celui de Lachine, commencé en 1700 par les colons français, mais ce ne fut qu'après la conquête du Canada par les Anglais que les grandes voies navigables furent améliorées. Au commencement du dix-neuvième siècle, en raison de l'accroissement du commerce, tant intérieur qu'extérieur, et de l'introduction de la navigation à vapeur, ces travaux prirent une impulsion nouvelle. Bien qu'à l'origine destinés à des fins militaires, les canaux devinrent bientôt les artères de la vie commerciale du pays. Toutefois, depuis le développement des chemins de fer au Canada, et encore plus depuis la vulgarisation de l'automobile, les canaux, à l'exception de ceux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, jouent un rôle moins important dans les transports du pays.

Les principaux canaux du Canada sont sous la juridiction du Ministère fédéral des Transports. Ils ont tous accès à l'océan Atlantique. Ils desservent six routes: (1) Montréal à Port Arthur et Fort William, par le Saint-Laurent et les Grands Lacs; (2) Montréal à la frontière internationale près du lac Champlain, par la rivière Richelieu; (3) Montréal à Ottawa, par la rivière Ottawa; (4) Ottawa à Perth et Kingston, par les rivières Rideau et Cataracoui; (5) Trenton, à l'embouchure de la rivière Trent sur le lac Ontario, à l'embouchure de la rivière Severn sur le lac Huron; (6) Saint-Pierre, Nouvelle-Ecosse, sur l'océan Atlantique, aux lacs Bras d'Or. La longueur globale de ces six réseaux est de 1,890 milles et celle des canaux eux-mêmes, de 509 milles.

Le nom des divers canaux construits le long de ces routes, les endroits où ils se trouvent et leur longueur de même que le nombre et la longueur de leurs écluses et autres détails se trouvent aux pp. 636–39 de l'Annuaire de 1926 et dans la brochure intitulée "Canaux du Canada" publiée par le Ministère des Transports. Un tableau indiquant la longueur et la dimension des écluses des canaux à la fin de 1941 se trouve à la p. 591 de l'Annuaire de 1941.

Sous la juridiction du Ministère fédéral des Travaux Publics il y a les écluses St. Andrews (longueur, largeur et profondeur, 215, 45 et 17 pieds respectivement) à Selkirk sur la rivière Rouge, Manitoba, et deux ou trois autres écluses plus petites très éloignées l'une de l'autre dans les autres provinces. Il y a de même quelques petites écluses isolées contrôlées par les provinces dans lesquelles elles sont situées.

Sous-section 4.—Ports

L'étude du transport par eau n'est complète que s'il est tenu compte de la coordination du transport par terre et du transport par eau dans plusieurs des ports. L'outillage destiné à faciliter les mouvements d'échange comprend les docks et les quais nécessaires dont quelques-uns pour le trafic-voyageurs mais la plupart pour le trafic-marchandises, des entrepôts pour la manutention de la cargaison générale et un outillage spécial pour les marchandises en vrac telle que le bois, le charbon, l'huile, le grain, etc. Cet outillage peut comprendre aussi des entrepôts frigorifiques, des voies ferrées et facilités d'aiguillage, des élévateurs à grain, des soutes à charbon, des réservoirs d'huile et, dans les principaux ports, des bassins de radoub.

Huit des principaux ports du Canada sont administrés par le Conseil des Ports Nationaux; sept autres par des commissions composées de fonctionnaires muni-

cipaux et fédéraux. Les autres sont administrés par des maîtres de port relevant directement du Ministère des Transports.

Il y a dans la plupart des ports, en plus des facilités offertes par le Conseil des Ports Nationaux et autres commissions, des docks et des facilités de manutention appartenant à des compagnies privées telles que compagnies de chemin de fer, de pulpe et papier, d'huiles, d'industrie sucrière, etc. Quelques ports sont aussi munis de cales sèches. Celles-ci sont étudiées séparément.

2.—Facilités des six principaux ports du Canada, 31 décembre 1941

Item	Halifax	Saint John	Québec	Trois-Rivières	Montréal	Vancouver
Profond. minim. du chenal d'ap. pds	50	30	35	30	32·5	35
Voie ferrée..... milles	31	63	32	5	60·7	75
Môles, quais, jetées, etc..... nomb.	46	20	36	3	118	28
Longueur de mouillage..... pds	33,416	15,175	32,505	7,400	52,829	32,364
Hangars de transbordement..... pds car.	1,236,804	824,000	743,642	154,600	2,065,178	1,547,464
Entrepôts frigorifiques..... pds cu.	1,075,000	880,000	500,000	Nil	4,628,000	1,277,000
Elévateurs à grain—						
Capacité..... boiss.	2,200,000	3,000,000	4,000,000	2,000,000	15,162,000	18,716,500
Capacité de chargement..boiss. par hr.	75,000	150,000	90,000	32,000	400,000	377,000
Grues flottantes (capac.)..... tonnes	75	15	73	Nil	75	50
Entrepôts de charbon d'ensoutage "	115,000	34,000	215,000	300,000	2,000,000	Nil
Réservoirs d'huile..... gall.	75,307,610	9,818,000	26,280,000	Nil	30,000,000	104,227,727

Conseil des Ports Nationaux.—Aux pp. 698–700 de l'Annuaire de 1940 paraît une description de l'origine et des fonctions du Conseil des Ports Nationaux. Le Conseil est responsable de l'administration et de l'opération des propriétés suivantes (représentant des immobilisations d'environ $225,000,000): facilités de port comme quais et jetées, hangars de transbordement, élévateurs à grain, entrepôts frigorifiques, voies ferrées terminales, etc., aux ports de Halifax, Saint John, Chicoutimi, Québec, Trois-Rivières, Montréal, Vancouver et Churchill; élévateurs à grain à Prescott et Port Colborne; et pont Jacques-Cartier à Montréal et pont Second Narrows à Vancouver. Les revenus et dépenses d'opération de ces propriétés sont donnés au tableau **15**, p. 636.

Ports publics et maîtres de port.—Dans les autres centres maritimes, le Gouverneur en Conseil peut établir des ports publics par proclamation (partie X de la loi de la marine marchande du Canada, c. 44, 1934); et le Ministre des Transports peut de temps en temps nommer des maîtres de port pour ces ports, qui les administreront d'après les lois et règlements approuvés par le Gouverneur en Conseil. La rémunération de ces maîtres de port se fait d'après les droits perçus sur les vaisseaux aux termes de la loi.

Cales sèches.—Le Ministère des Travaux Publics du Gouvernement fédéral a construit cinq cales sèches. La cale sèche de Kingston, Ontario, est louée à la Kingston Shipbuilding Company et le vieux bassin de radoub d'Esquimalt a été provisoirement transféré au Ministère de la Défense Nationale le 1er nov. 1934, jusqu'à ce qu'il soit requis pour des fins commerciales, alors qu'il sera remis au Ministère des Travaux Publics. Les grandes cales sèches de Lauzon (Québec) et d'Esquimalt (C.B.) peuvent se diviser en deux parties et leur construction a coûté environ $3,850,000 chacune. En vertu de la loi des subventions aux cales sèches de 1910 (9–10 Edouard VII, c. 17), plusieurs docks ont été subventionnés au moyen d'un versement pendant un certain nombre d'années de 3 à 4½ p.c. par an du coût de leur construction, ainsi que l'indique le tableau **4.**

3.—Dimensions des cales sèches appartenant au Gouvernement fédéral

Localité	Longueur	Largeur			Profondeur à l'entrée	Hauteur de la marée	
		Faîte	Fond	Entrée		Printemps	Marée basse
	pieds	pieds	pieds	pieds	pieds	pieds	pieds
Lauzon, Qué. *Champlain*	1,150·0	144·0	105·0	120·0	40·0 [2]	18	13·3
Lauzon, Qué. *Lorne*	600·3	100·0	59·5	62·0	25·8 [2]	18	13·3
Esquimalt, C.B. (ancienne)	450·0 [1]	90·0	41·0	65·0	29·0 [2]	7 à 10	3 à 8
Esquimalt, C.B.	1,173·0	149·0	126·0	135·0	40·0 [2]	7 à 10	3 à 8
Kingston, Ont.	353·5	79·0	47·0	55·0	14·7 [3]	-	-

[1] Avec caisson dans le bassin extérieur, 481·0 pieds; avec caisson dans le bassin intérieur, 450·0 pieds. [2] Marée haute. [3] Marée basse.

4.—Dimensions et coût des cales sèches subventionnées en vertu de la loi des subventions aux cales sèches, 1910

Localité	Longueur	Largeur	Profondeur à l'entrée	Coût total	Subvention
	pieds	pieds	pieds	$	
Collingwood n° 1, Ont. [1]	515·8	59·8	13·0	500,000	3 p.c. pendant 20 ans
Collingwood n° 2, Ont. [1]	413·2	95·0	13·0	306,965	3 p.c. pendant 20 ans
Port Arthur, Ont. [1]	708·3	77·6	16·2	1,258,050	3 p.c. pendant 20 ans
Montréal, Qué., *Duke of Connaught* (bassin flottant)	601·0	100·0	31·5	3,000,000	3½ p.c. pendant 35 ans
Prince Rupert, C.B. (bassin flottant)	600·0	100·0	32·0 [2]	2,199,168	3½ p.c. pendant 35 ans
Saint John, N.-B.	1,162·7	133·0	40·2	5,500,000	4½ p.c. pendant 35 ans
North Vancouver, C.B. (bassin flottant)	556·5	98·0	27·3 [3]	2,500,000	4½ p.c. pendant 35 ans

[1] Subventions versées en entier. [2] 28 pieds au-dessus des tins. [3] Au-dessus des tins.

Sous-section 5.—Services maritimes et opérations du Gouvernement fédéral

Les services que comprend cette sous-section sont ceux qui se rapportent au pilotage, à l'inspection des bateaux à vapeur, aux effectifs des équipages et aux accidents de navigation; et les opérations sont celles de la marine marchande du Gouvernement canadien et des Paquebots Nationaux (Antilles).

Pilotage.—Ce service fonctionne en vertu des dispositions arrêtées dans la Partie VI de la loi de la marine marchande du Canada (c. 44, 1934). Des pilotes qualifiés peuvent offrir leurs services aux navires étrangers dans les eaux locales ou intérieures. En même temps, le pilotage peut être considéré comme une méthode d'assurance.

Il y a 40 districts de pilotage au Canada, dont huit (Sydney, Halifax, Saint-John, Québec, Montréal, St-Laurent-Kingston-Ottawa, Colombie Britannique et Churchill) relèvent du Ministre des Transports qui est en même temps l'administrateur du pilotage. Le district de pilotage de New Westminster, C.B., relève de l'administration locale. Les autres districts relèvent d'administrations locales désignées par le Gouverneur en Conseil en vertu des dispositions de la loi de la marine marchande du Canada.

Un tableau montrant le nombre et le tonnage global des navires se servant de pilotes dans nos ports canadiens les plus importants au cours de l'année fiscale 1940 a paru à la p. 594 de l'Annuaire de 1941. Les restrictions de guerre interdisent la publication des données plus récentes.

Inspection des bateaux à vapeur.—Le service d'inspection des bateaux à vapeur, établi en vertu de la partie VII de la loi de la marine marchande du Canada,

1934, comprend un quartier général à Ottawa et des personnels d'inspecteurs aux principaux ports océaniques et intérieurs. La loi pourvoit à une commission, connue sous le nom de Commission d'inspection des Bateaux à vapeur, qui règle les problèmes que suscite l'application de la loi. Le service d'inspection des bateaux à vapeur est responsable de l'application et de la mise en vigueur des dispositions de la partie VII de la loi concernant l'inspection périodique des navires à force motrice, l'émission des certificats d'inspection, l'attribution des lignes de charge, les conditions sous lesquelles les marchandises dangereuses peuvent être transportées sur les navires et la protection des débardeurs contre les accidents. Le service d'inspection des bateaux à vapeur est aussi responsable de la mise en vigueur des dispositions de la partie II de la loi concernant le certificat et l'emploiement des mécaniciens.

5.—Inspection des bateaux à vapeur, par division d'inspection, années fiscales 1940-41

Année et division	Navires sujets à inspection en service		Navires inspectés				Navires non inspectés	
			Navires enregistrés ou possédés au Canada		Navires enregistrés ou possédés ailleurs			
1940	nombre	tonnage brut	nombre	tonnage brut	nombre	tonnage brut	nombre	tonnage brut
Halifax	137	165,601	127	135,193	10	30,408	Nil	–
Saint John	92	71,550	46	62,760	3	6,504	43	2,286
Québec	79	42,523	75	40,646	Nil	–	4	1,877
Sorel	145	95,391	84	53,865	"	–	61	41,526
Montréal	164	256,601	111	106,434	8	89,777	45	60,390
Kingston	95	112,993	80	112,319	15	674	Nil	–
Toronto	249	456,696	218	415,906	24	35,056	7	5,734
Collingwood	101	80,835	76	73,058	2	4,979	23	2,798
Midland	53	12,910	48	12,460	Nil	–	5	450
Port Arthur	121	53,436	75	48,945	"	–	46	4,491
Vancouver	295	137,491	244	93,704	10	31,832	41	11,955
Victoria	101	104,230	64	75,953	2	3,077	35	25,200
Totaux, 1940	**1,632**	**1,590,257**	**1,248**	**1,231,243**	**74**	**202,307**	**310**	**156,707**
1941								
Halifax	111	178,120	101	166,683	10	11,437	Nil	–
Saint John	95	81,928	49	25,735	1	5,043	45	51,150
Québec	76	52,620	68	50,244	Nil	–	8	2,376
Sorel	125	88,888	76	57,373	"	–	49	31,515
Montréal	151	252,467	79	135,810	6	28,902	66	87,755
Kingston	103	158,208	88	157,543	15	665	Nil	–
Toronto	208	349,976	187	336,106	10	8,656	11	5,214
Midland	97	48,165	74	44,403	Nil	–	23	3,762
Collingwood	49	63,265	43	63,066	"	–	6	199
Port Arthur	135	64,165	85	58,034	"	–	50	6,131
Vancouver	319	107,749	270	89,306	5	7,547	44	10,896
Victoria	97	104,447	71	82,568	2	3,077	24	18,802
Totaux, 1941	**1,566**	**1,549,998**	**1,191**	**1,266,871**	**49**	**65,327**	**326**	**217,800**

Matelots embarqués et débarqués.—Les éditions antérieures de l'Annuaire donnent le nombre de matelots embarqués et débarqués aux ports canadiens d'après les dispositions de la loi de la marine marchande du Canada (S.R.C. 1927, c. 186 et c. 44, 1934. Les chiffres de 1908 à 1917 se trouvent à la p. 717 de l'édition de 1938 et ceux de 1918 à 1939, à la p. 596 de celle de 1941.

Naufrages et sinistres.—Les chiffres du tableau **6**, fournis par le Ministère des Transports, s'appliquent aux vaisseaux de toutes nationalités naufragés ou sinistrés dans les eaux canadiennes et aux vaisseaux canadiens naufragés ou sinistrés dans les eaux étrangères. Parfois, les chiffres d'une année comprennent les naufrages et sinistres survenus l'année précédente.

6.—Naufrages et sinistres au Canada, 1921-40

NOTA.—Pour les années 1870 à 1910, voir l'Annuaire du Canada de 1911, p. 381; et pour 1911-20, p. 717 de l'Annuaire de 1938.

Année	Sinistres	Tonnage net	Vies perdues	Pertes matérielles	Année	Sinistres	Tonnage net	Vies perdues	Pertes matérielles
	nombre	tonnes	nombre	$		nombre	tonnes	nombre	$
1921	260	588,503	38	1,809,328	1931	477	404,157	7	2,696,019
1922	277	604,423	27	451,312	1932	452	406,194	40	3,478,575
1923	376	480,713	50	3,184,749	1933	445	372,545	19	1,292,618
1924	224	215,470	54	4,355,217	1934	484	400,714	39	1,716,294
1925	298	305,798	53	3,317,020	1935	467	496,109	19	2,842,402
1926	300	293,310	91	4,630,267	1936	545	512,582	34	3,108,671
1927	434	566,011	128	6,879,825	1937	495	445,602	31	1,571,387
1928	504	558,251	64	5,418,236	1938	540	486,779	9	1,795,176
1929	451	459,394	12	4,740,620	1939	464	552,779	20	1,488,359
1930	551	447,169	66	3,077,009	1940[1]	–	–	–	–

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1940.

Marine marchande de l'Etat.—Les circonstances dans lesquelles l'Etat devint possesseur et chargé de l'exploitation d'une marine marchande sont expliquées à la page 790 de l'Annuaire de 1934-35.

La flotte marchande a eu son plus grand développement en 1924 et le 31 décembre de l'année elle comptait 57 navires d'un déplacement total de 353,450 tonnes, représentant un placement original de $79,661,921. Le 8 juin 1936 les dix navires qui restaient ont été vendus au prix de $389,444. Un tableau montrant les résultats de l'exploitation de 1919 à 1936 paraît à la p. 715 de l'Annuaire de 1937.

Depuis le déclenchement de la guerre en septembre 1939, la marine marchande du Gouvernement canadien a été reconstituée et elle exploite maintenant certains navires danois, français, allemands et italiens pour le compte du Gouvernement canadien. Ces opérations sont engendrées par la guerre et, pour le moment, il n'est pas possible d'en publier les statistiques.

Paquebots Nationaux (Antilles).—En vertu du traité commercial de 1926 entre le Canada et les Antilles (16-17 Geo. V, c. 16), le Gouvernement canadien s'est engagé à établir une ligne directe aux Antilles desservie par les Paquebots Nationaux (Antilles). A cause de la guerre, aucunes données plus récentes que celles de la p. 597 de l'Annuaire de 1941 ne peuvent être publiées.

7.—Statistiques financières des Paquebots Nationaux (Antilles), 1929-40

Année	Recettes d'exploitation	Frais d'exploitation	Résultat net d'exploitation	Dépréciation	Intérêt	Pertes d'écritures
	$	$	$	$	$	$
1929	3,332,683	3,780,524	−447,841	227,315	442,739	1,117,895
1930	3,792,694	4,315,831	−523,137	288,999	550,519	1,362,655
1931	3,648,986	4,095,555	−446,569	294,141	604,651	1,345,361
1932	3,323,077	3,606,793	−283,716	321,261	688,037	1,293,014
1933	2,956,974	3,454,972	−497,998	319,967	726,108	1,544,073
1934	3,509,738	3,606,416	− 96,678	319,967	762,033	1,178,678
1935	3,816,246	3,616,215	+200,031	325,513	788,814	917,390
1936	4,322,593	3,765,194	+557,399	328,235	800,282	574,213
1937	4,676,684	4,018,146	+658,538	328,287	808,432	481,275
1938	4,915,355	4,169,116	+746,239	328,641	818,613	404,109
1939	4,642,306	4,018,447	+623,859	328,829	816,366	524,429
1940	5,750,341	4,545,306	+1,205,034	329,079	816,661	12,733

Section 2.—Statistiques financières des cours d'eau

Les principales statistiques de nature à donner une idée du coût du trafic par eau sont les états des dépenses publiques pour les cours d'eau. Ces dépenses peuvent être classifiées comme dépenses capitales ou immobilisations et dépenses d'entretien et d'exploitation. Les revenus de l'exploitation sont aussi enregistrés. Sans doute, dans la mesure où il s'agit de dépenses capitales pour améliorations permanentes des cours d'eau, celles du Gouvernement fédéral sont les plus considérables. Des municipalités et des compagnies privées ont fait certaines dépenses capitales pour améliorer les ports locaux, mais ces dépenses se limitent presque entièrement aux entreprises de terminus et de dock. Toutefois, les immobilisations dans le transport maritime, en dehors de la marine marchande canadienne et des Paquebots Nationaux (Antilles) dont il est fait mention ci-dessus, ont été fournies presque entièrement par des intérêts privés tels que compagnies de chemin de fer et de navigation, corporations industrielles et simples particuliers. Il n'existe pas de chiffres sur les immobilisations privées dans le transport maritime en dehors de ceux qui paraissent dans les rapports des compagnies et qui ne couvrent qu'une partie du champ statistique. Il n'existe pas davantage de statistiques sur les recettes des armateurs provenant du trafic-voyageurs et du trafic-marchandises. Dans les cas des chemins de fer, les statistiques font voir assez complètement: (1) les immobilisations dans l'outillage, l'assiette des voies, etc.; (2) les recettes des chemins de fer ou montants payés annuellement par la population du Canada pour le transport des voyageurs et des marchandises; et (3) les déficits annuels qui sont aussi défrayés indirectement par le public au moyen de placements ou de taxes. Détails semblables ne peuvent être donnés sur le trafic par eau.

Immobilisations.—Les dépenses de l'Etat pour améliorations permanentes aux cours d'eau, portées au bilan du Dominion comme immobilisations ou dépenses capitales, peuvent être considérées tout au plus comme une indication de la valeur de ces améliorations et nullement comme une indication exacte de leur valeur présente. Le coût de la construction des canaux et autres ouvrages permanents destinés à faciliter la navigation est en majeure partie indiqué séparément, dans les comptes du Gouvernement, comme dépenses capitales. Aucune déduction n'a été faite de ces totaux cumulatifs pour dépréciation ou abandon d'ouvrages antérieurs tels que les anciens canaux Welland. Dans cette mesure, les chiffres des tableaux **8** et **9** sont exagérés en ce qui concerne la valeur présente des ouvrages en exploitation. D'autre part, le coût des immeubles et de nombreuses autres améliorations de terre ferme nécessités par l'exploitation des ouvrages de génie ne figure pas aux comptes capitaux, étant plutôt imputé sur les dépenses du fonds consolidé. Ces dépenses relatives aux canaux sont indiquées séparément comme dépenses pour améliorations dans le tableau **11**. Le creusage et l'aménagement permanent de la route maritime du Saint-Laurent sont compris dans les immobilisations de cet ouvrage, données au tableau **8**; mais les dépenses annuelles de dragage du Ministère des Travaux Publics, telles qu'indiquées au tableau **13**, ne figurent pas aux comptes capitaux. Dans la même catégorie sont les fortes dépenses annuelles du Dominion par l'entremise du Ministère des Travaux Publics, telles qu'indiquées dans le même tableau, pour l'amélioration des ports et l'aménagement des cours d'eau dans tout le pays. D'autres déboursés pour améliorations plus ou moins permanentes, non portées aux comptes capitaux, sont compris dans des item tels que balisage des eaux dans le tableau **12** et entretien et construction de postes de radio dans le tableau **3** de la partie VII de ce chapitre. La valeur capitale des ports et propriétés administrés par le Conseil des Ports Nationaux est indiquée séparément dans le tableau **10** et les dépenses

faites en rapport avec ces propriétés ont été écartées le plus possible des deux tableaux précédents.

8.—Immobilisations dans les canaux et services maritimes, au 31 mars 1941

NOTA.—Compilé d'après les rapports annuels du Ministère des Transports.

Item	Dépenses		Item	Dépenses	
	Année terminée le 31 mars 1941	Total au 31 mars 1941		Année terminée le 31 mars 1941	Total au 31 mars 1941
Canaux	$	$	**Canaux**—fin	$	$
Carillon et Grenville	Cr 29	4,191,727	Tay	Nil	489,599
Ecluse Ste-Anne	Nil	1,320,216	Murray	"	1,248,947
Chambly	"	780,997	Trent	Cr 100	19,962,594
Ecluse St-Ours	"	735,964	Canal Welland	Cr 2,381	27,528,063
Lachine	Cr 262	13,988,338	Canal maritime Welland	Cr 998	131,898,612
Lac St-Louis	Nil	298,176	Sault-Ste-Marie	Nil	4,935,809
Beauharnois	Cr 60	1,635,969	Ecluse et barrage de Culbute	"	382,391
Soulanges	Nil	7,899,945	Général	"	34,967
Lac St-François	"	75,907	Ajustements en souffrance	"	165,361
Cornwall	"	7,245,803			
Williamsburg	"	1,334,552	**Totaux, canaux**	**Cr. 3,830**	**243,849,900**
Farran's Point	"	877,090			
Galops	"	6,143,468	**Services maritimes**		
Rapide Plat	"	2,159,881			
Chenal du nord	"	1,995,143			
Approches	"	483,830	Chenal maritime du St-Laurent	1,995,864	80,025,357
Chenal de Galops	"	1,039,896	Remorqueur "Ocean Eagle"	Nil	91,072
Canal maritime du St-Laurent (relevés)	"	133,897	Construction de brise-glace	97,003	633,723
St-Pierre	"	648,547			
Rideau	"	4,214,211	**Totaux, services maritimes**	**2,092,867**	**80,750,152**

9.—Immobilisations dans diverses facilités pour le transport par eau, au 31 mars 1941

NOTA.—Ce sont des travaux qui ne paraissent pas ailleurs dans ces tableaux et sont donnés ici comme ils paraissent dans les "Comptes Publics", article "N" du Bilan.

Item	Dépenses		Item	Dépenses	
	Année terminée le 31 mars 1941	Total au 31 mars 1941		Année terminée le 31 mars 1941	Total au 31 mars 1941
	$	$		$	$
Môle de Bare Point	Nil	217,996	Ecluse et barrage de Rainy River	Nil	134
Améliorations au chenal de Burlington	"	1,392,490	Améliorations au port de Sorel	13,767	1,806,541
Port de Cape Tormentine	"	236,861	Améliorations de St. Andrews Rapids et de la Rivière Rouge	Nil	1,569,777
Cale sèche d'Esquimalt	"	7,799,761	Améliorations au port de Tiffin	"	481,622
Relevé de la voie navigable de la Baie Georgienne à Montréal	"	918,797	Améliorations au port de Toronto	"	9,331,987
Site de l'élévateur de Halifax	"	86,512	Améliorations au chenal du Haut-St-Laurent	"	468,098
Cale sèche de Kingston	"	556,589	Améliorations au port de Victoria, C.B.	"	5,131,025
Cale sèche de Lévis	"	971,593	Améliorations au port de Victoria, Ont.	"	761,802
Divers quais	"	975,469			
Améliorations de Port Arthur, Fort William et de la rivière Kaministikwia	"	16,249,020	**Totaux**	**13,767**	**49,860,533**
Port de Port Colborne	"	904,459			

La valeur des immobilisations données au tableau **10** est bien plus définie que celle des deux tableaux précédents. Elle comprend les édifices, la machinerie et toutes les améliorations d'outillage plus ou moins durables; elle est sujette à des déductions pour dépréciation et démolition ou abandon d'outillage, et elle repré-

sente donc approximativement la valeur présente de ces propriétés administrées par le Conseil des Ports Nationaux. Dans ces circonstances, les chiffres de ce tableau ne montrent pas les montants globaux dépensés pour ces ports et propriétés.

10.—Valeur des immobilisations fixes administrées par le Conseil des Ports Nationaux, au 31 déc. 1940

NOTA.—Compilé d'après le rapport annuel du Conseil.

Item	Actif fixe consolidé au 31 déc. 1940	Ports et propriétés	Dépenses 1940	Dépenses Au 31 déc. 1940
Immobilisations fixes consolidées	$		$	$
Dragage de port	12,268,660	Halifax	173,268	27,203,591
Immeubles	12,754,564	Saint John	46,632	23,508,759
Ponts pour le trafic	300,574	Chicoutimi	Nil	4,330,555
Chemins, clôtures et limites	1,760,538	Québec	7,586	28,886,502
Egouts et drains	663,600	Trois-Rivières	Nil	7,898,785
Structures diverses	761,799	Montréal	161,881	67,037,198
Quais et jetées	87,348,772	Pont Jacques-Cartier	Nil	18,650,448
Hangars permanents	19,785,197	Elévateur de Prescott	"	4,911,612
Treuils de hangar et grues électriques	266,374	Elév. de Port Colborne	"	2,382,699
Voies ferrées	7,378,291	Churchill	815	13,196,785
Elévateurs à grain	42,042,312	Vancouver	102,462	24,830,872
Entrepôts frigorifiques	5,717,950	Pont de Second Narrows	Nil	911,562
Ameublements et fournitures de bureau	131,299	Bureau central	"	3,748
Edifices de port	738,360			
Usines de chauffage central	156,453			
Ateliers de port	331,108			
Systèmes d'énergie électrique	1,349,522			
Systèmes d'aqueduc	729,202			
Outillage flottant	2,250,877			
Outillage de terre	587,350			
Petit outillage divers	579,431			
Génie—relevés généraux	606,403			
Travaux en construction	385,111			
Dépenses diverses—non réparties	5,297,866			
Construction de pont, d'emprise, etc	19,561,503			
Total	223,755,116	**Totaux**	492,044	223,753,116

Dépenses et revenus des voies navigables au compte du fonds consolidé.—Les dépenses sous cette rubrique sont principalement destinées à l'opération et au maintien de diverses facilités de transport par eau, mais les tableaux comprennent quelques item qui sont davantage de la nature d'améliorations au compte capital. Cette dernière catégorie comprend: dépenses d'améliorations aux canaux au tableau **11**, dépenses de construction (non séparées) en fait de balisage des eaux au tableau **12**, et dépenses de construction et probablement partie des dépenses de dragage au tableau **13**.

En plus des dépenses répétées pour faciliter le transport par eau indiquées ici, le Gouvernement fédéral dépense annuellement de fortes sommes pour combler les déficits des Paquebots Nationaux (Antilles) et du Conseil des Ports Nationaux, pour accorder des subsides postaux et des subventions maritimes comme le montre le tableau **16**, et pour le maintien et l'opération des postes radiophoniques pour aider à la navigation comme le montre le tableau **3** de la partie VII de ce chapitre. Dans les éditions de l'Annuaire antérieures à 1941, le coût de construction, d'opération et de maintien des stations radiotélégraphiques paraît comme partie des dépenses pour les voies navigables. Cependant, en plus d'aider à la navigation, plusieurs de ces stations fournissent un service commercial, tandis que les développements de la radio relativement aux lignes aériennes ont augmenté grandement. A cause de ces conditions changeantes, les dépenses et revenus du service de radiotélégraphie

paraissent maintenant séparément à la partie VII de ce chapitre, de concert avec l'organisation et la comptabilité revisées du Ministère des Transports. Les dépenses et les revenus d'opération des facilités administrées par le Conseil des Ports Nationaux paraissent séparément au tableau **15.**

11.—Dépenses pour les canaux imputées au compte du fonds consolidé, années fiscales 1940 et 1941

NOTA.—Compilé d'après les rapports annuels du Ministère des Transports. Les chiffres annuels ne comprennent pas les transferts entre les comptes départementaux.

DÉPENSES POUR AMÉLIORATIONS

Item	Durant les années terminées le 31 mars		Total au 31 mars 1941	Item	Durant les années terminées le 31 mars		Total au 31 mars 1941
	1940	1941			1940	1941	
	$	$	$		$	$	$
Navires de dragage de Québec	1,995	Nil	83,597	Chambly	62,972	1,290	1,248,499
Lachine	821,222	7,240	3,108,871	Ecluse St-Ours	3,854	1,405	193,900
Soulanges	3,037	1,799	609,535	Ecluse de Ste-Anne	Nil	Nil	232,812
Beauharnois, ancien	12,812	19,004	351,689	Carillon et Grenville	19,837	6,520	600,310
Beauharnois, nouveau	413	513	926	Rideau (y compris Tay)	30,513	3,000	1,063,837
Lac St-François	Nil	Nil	55,324	Trent	99,420	42,274	4,273,816
Digue de Hungry Bay	"	"	47,223	Murray	Nil	Nil	142,554
Navires de dragage du St-Laurent en Ontario	3,029	2,700	322,406	Baie Verte (Chignecto)	"	"	44,388
Cornwall	30,155	9,929	743,526	Ecluse et barrage de Culbute	"	"	60,923
Williamsburg	12,742	5,000	449,109	Canal maritime du St-Laurent (relevés et recherches)	984	5,860	611,307
Canal maritime de Welland	152,816	42,242	1,294,794	Relevés et recherches	Nil	Nil	572,990
Les vieux canaux Welland	Nil	Nil	2,650,121	Canaux, général	"	"	190,509
Sault-Ste-Marie	1,207	"	327,019				
St-Pierre	1,280	"	876,915	**Totaux**	**1,258,288**	**148,776**	**20,156,900**

DÉPENSES POUR OPÉRATION ET MAINTIEN (PERSONNEL ET RÉPARATIONS)

Item	Année terminée le 31 mars 1940			Année terminée le 31 mars 1941		
	Opération	Maintien	Total	Opération	Maintien	Total
	$	$	$	$	$	$
Administration, Ottawa	29,618	Nil	29,618	30,170	Nil	30,170
Canaux de Québec, bureau central	35,303	"	35,303	35,296	"	35,296
Lachine	185,725	120,006	305,731	184,277	117,496	301,773
Soulanges	67,084	66,149	133,233	67,475	67,994	135,469
Chambly	39,124	29,024	68,148	39,496	29,251	68,747
Ecluse de St-Ours	5,258	6,755	12,013	5,210	3,121	8,331
Ecluse de Ste-Anne	6,252	5,212	11,464	6,288	3,736	10,024
Carillon et Grenville	29,402	31,165	60,567	28,809	28,876	57,685
Digues de Hungry Bay et de Ste-Barbe	Nil	3,835	3,835	Nil	2,455	2,455
Navires de dragage de Québec	16,441	14,288	30,729	26,965	12,780	39,745
Bureau central du St-Laurent en Ontario	34,009	9,680	43,779	32,189	9,254	41,443
Cornwall	94,315	72,011	166,326	94,338	66,038	160,376
Williamsburg	60,961	30,246	91,207	61,692	20,039	81,731
St-Pierre	7,108	2,257	9,365	7,267	4,878	12,145
Canaux Welland	434,933	286,564	721,497	426,783	281,814	708,597
Sault-Ste-Marie	36,458	11,968	48,426	30,881	12,437	49,318
Rideau (y compris Tay)	94,392	68,931	163,323	95,207	69,997	165,204
Trent	151,435	60,217	211,652	152,064	57,397	209,461
Murray	6,545	4,455	11,000	6,679	4,532	11,211
Totaux	**1,334,453**	**822,763**	**2,157,216**	**1,337,086**	**792,095**	**2,129,181**

12.—Dépenses du service maritime imputées au compte du fonds consolidé, années fiscales 1940 et 1941

NOTA.—Compilé d'après les rapports annuels du Ministère des Transports.

Item	1940	1941	Item	1940	1941
	$	$		$	$
Service maritime, administration	17,104	15,971	Opérations des brise-glaces (Thunder Bay)	30,000	30,000
Administration, outillage flottant	23,625	16,782	Patrouille des glaces du nord de l'Atlantique	6,972	2,022
Service nautique, administration	24,031	27,522	Inspection des bat. à vapeur	181,780	181,633
Entretien et opération des vapeurs (y compr. les brise-gl.)	1,304,858	1,074,725	Agences, salaires et dépenses de bureau	222,162	232,700
Navigation et transport maritime, divers	38,097	44,897	Chenal maritime du St-Laurent, entretien et exploitat.	236,286	146,596
Service de sauvetage	49,336	37,309	Subvent. aux instituts de mar.	600	600
Services des signaux maritimes	84,371	79,175	Enlèvement d'épaves	13,972	800
Administration du pilotage	109,311	122,629	Pensions des pilotes	2,685	2,143
Subsides aux navires de sauvet.	45,000	45,000	Indemnités à titre gracieux	2,031	980
Balisage des eaux (construction, entretien, exploitation)	1,957,576	1,731,999	Loi d'indemnisation des employés de l'Etat	15,498	16,543
Entretien et réparation des quais	3,490	2,822	Crédits de guerre aux services maritimes	75,233	184,955
			Totaux	**4,444,018**	**3,997,803**

13.—Dépenses pour les cours d'eau imputées au compte du fonds consolidé par le Ministère des Travaux Publics, années fiscales, 1940 et 1941

NOTA.—Compilé d'après les rapports annuels du Ministère.

Item et année	Dragage	Construction	Améliorations et réparations	Personnel et divers	Totaux
	$	$	$	$	$
1940 PORTS[1] ET RIVIÈRES					
Ile du Prince-Edouard	95,007	235,953	93,833	15,411	440,204
Nouvelle-Ecosse	495,823	631,874	454,655	70,046	1,652,398
Nouveau-Brunswick	229,689	277,939	371,334	294,113	1,173,075
Québec	455,882	2,850,254	527,850	372,982	4,206,968
Ontario	645,996	1,632,865	149,382	176,977	2,605,220
Manitoba	75,107	40,892	27,667	52,847	196,513
Saskatchewan	Nil	12,290	7,792	828	20,910
Alberta	68,623	26,234	7,762	421	103,040
Colombie Britannique	367,901	402,207	151,981	381,082	1,303,171
Yukon	Nil	Nil	4,964	Nil	4,964
Territoires du Nord-Ouest	"	"	1,594	223	1,817
Générales	"	"	Nil	27,005	27,005
TOTAUX, PORTS[1] ET RIVIÈRES	2,434,028	6,110,508	1,798,814	1,391,935	11,735,285
Outillage de dragage	Nil	43,029	57,318	Nil	100,347
Routes et ponts	"	4,652	40,056	33,489	78,197
Totaux, 1940	**2,434,028**	**6,158,189**	**1,896,188**	**1,425,424**	**11,913,829**
1941 PORTS[1] ET RIVIÈRES					
Ile du Prince-Edouard	87,814	4,482	119,294	14,037	225,627
Nouvelle-Ecosse	94,503	231,776	247,265	58,968	632,512
Nouveau-Brunswick	98,334	76,784	85,405	283,249	543,772
Québec	102,573	511,015	107,305	330,520	1,051,431
Ontario	148,270	584,434	61,311	140,118	934,133
Manitoba	41,458	150	1,738	40,384	83,730
Saskatchewan	Nil	Nil	1,388	727	2,115
Alberta	13,245	"	467	48	13,760
Colombie Britannique	152,598	336,508	78,036	359,755	926,897
Yukon	Nil	Nil	2,866	Nil	2,866
Territoires du Nord-Ouest	"	"	2,573	"	2,573
Générales	"	"	Nil	24,795	24,795
TOTAUX, PORTS[1] ET RIVIÈRES	738,795	1,745,149	707,648	1,252,601	4,444,193
Outillage de dragage	Nil	12,965	37,063	Nil	50,028
Routes et ponts	"	Nil	6,731	32,415	39,146
Totaux, 1941	**738,795**	**1,758,114**	**751,442**	**1,285,016**	**4,533,367**

[1] Moins les ports relevant de la Commission des Ports Nationaux, tels qu'indiqués au tableau 15.

Le revenu fédéral découlant des facilités de transport par eau provient des loyers, baux, permis, honoraires et paiements pour services rendus. Il est particulièrement à noter qu'il n'existe pas de péage sur les canaux canadiens, les recettes de ceux-ci provenant des baux, loyers de terrains, immeubles, etc.

14.—Revenu du Gouvernement fédéral provenant des cours d'eau, années fiscales, 1940 et 1941

NOTA.—Compilé d'après les rapports des Ministères des Transports et des Travaux Publics.

Item	1940	1941	Item	1940	1941
	$	$		$	$
Ministère des Transports			COMMISSION DES TRANSPORTS		
SERVICE DES CANAUX			Licences aux navires	5,168	985
Lachine	238,444	262,152	**Totaux, Ministère des Transports**	**1,163,586**	**1,226,131**
Soulanges	4,199	4,192			
Chambly	1,703	1,763			
Ecluse de Ste-Anne	312	266			
Ecluse de St-Ours	53	60			
Carillon et Grenville	1,604	1,587	**Ministère des Travaux Publics**		
Beauharnois	62,828	63,007	RECETTES DES CALES SÈCHES		
Cornwall	38,991	43,984			
Williamsburg	3,469	6,006			
St-Pierre	200	199			
Canaux Welland	310,909	359,512	Cale sèche Champlain, Lauzon, Qué	32,122	81,746
Sault-Ste-Marie	222	232	Cale sèche Lorne, Lauzon, Qué	19,925	25,960
Rideau	15,540	16,022	Nouvelle cale sèche d'Esquimalt	65,667	65,125
Trent	83,629	84,191	Ancienne cale sèche d'Esquimalt	1,172	467
Murray	306	335	Bateau de radoub Selkirk	1,087	1,264
Chute des Chats	1	1			
Amendes et confiscations	320	1,337			
Divers	4	3			
TOTAUX, SERVICE DES CANAUX	762,734	844,849	TOTAUX, RECETTES, ETC.	119,973	174,562
SERVICE MARITIME			OUVRAGES ET OUTILLAGE LOUÉS À BAIL		
Amendes et confiscations	667	498			
Inspection des bateaux à vap.	123,555	125,868			
Recettes des quais	174,282	175,001	Cale sèche de Kingston	6,050	6,050
Redevances des ports	50,429	47,306	Privilèges de ferry	2,351	2,467
Honoraires des arpenteurs-mesureurs	455	720	Dragues et outillage	26,155	50,872
Examens, capit. et matelots	4,407	4,107	TOTAUX, BAUX	34,556	59,389
Honoraires de licences des pilotes	18	264			
Honoraires d'immatriculation maritime	97	148			
Recettes des vapeurs du Gouvernement	218	601	Vente de vieux vaisseaux, matériel, etc	6,332	6,301
Redevances des postes de sign.	2,080	3,187	Vente immobilière	50	151
Déchargement du courrier à la Pointe-au-Père	750	750	Loyers de surface d'eau, etc.	11,296	15,956
Loyers	13,406	21,838	Permis de faucher	Nil	Nil
Ventes diverses	25,320	Nil	Remboursements sur dépenses déclarées l'année précédente	34,144	11,987
Certificats de déchargement	Nil	9			
TOTAUX, SERVICE MARIT.	395,684	380,297	**Totaux, Ministère des Travaux Publics**	**206,351**	**268,346**

La Commission des Ports Nationaux agit en qualité de corporation régulière et les ports et propriétés qu'elle administre sont indiqués séparément dans le tableau **15.** L'amélioration de la posture financière de ces propriétés depuis leur unification sous la Commission est indiquée par une augmentation de $2,452,000 en 1935 à $6,088,661 en 1941 dans le revenu consolidé d'exploitation.

15.—Revenus et frais d'exploitation des ports, élévateurs et ponts sous la juridiction du Conseil des Ports Nationaux, 1937-41

NOTA.—Les commissions locales des ports indiqués ci-dessous ont été abolies le 1er novembre 1935.

Item	Revenus d'exploitation	Frais d'exploitation	Recettes nettes d'exploitation	Item	Revenus d'exploitation	Frais d'exploitation	Recettes nettes d'exploitation
	$	$	$		$	$	$
Halifax—				**Vancouver—**			
1937	581,740	429,472	152,268	1937	1,636,648	708,830	927,818
1938	599,856	420,765	179,091	1938	1,453,905	566,397	887,508
1939	744,470	420,841	323,629	1939	1,578,036	590,743	987,293
1940	1,225,787	547,285	678,502	1940	1,480,904	568,853	912,051
1941	1,593,478	803,052	790,426	1941	1,476,586	568,309	908,277
				Churchill—			
Saint John—				1937	6,418	148,331	−141,913
1937	435,952	240,302	195,650	1938	83,867	136,491	−52,624
1938	445,726	242,544	203,182	1939	108,264	154,671	−46,407
1939	466,004	237,882	228,122	1940	70,518	110,185	−39,667
1940	661,359	258,901	402,458	1941	70,268	102,499	−32,231
1941	776,066	264,971	511,095	**Elévateur de Port Colborne—**			
Chicoutimi—				1937	126,457	99,546	26,911
1937	21,750	14,361	7,389	1938	249,622	133,319	116,303
1938	21,254	13,374	7,880	1939	255,659	119,207	136,452
1939	20,414	14,078	6,336	1940	212,649	91,660	120,989
1940	34,139	15,247	18,892	1941	164,167	79,937	84,230
1941	30,339	16,100	14,239	**Elévateur de Prescott—**			
Québec—				1937	57,257	81,888	−24,631
1937	447,780	572,334	−124,554	1938	68,989	75,204	−6,215
1938	488,013	537,316	−49,303	1939	242,741	74,778	167,963
1939	469,424	492,203	−22,779	1940	284,272	93,385	190,887
1940	684,988	504,078	180,910	1941	215,606	86,126	129,480
1941	710,867	583,546	127,321	**Pont Jacques Cartier (Montréal)**			
Trois-Rivières—				1937	423,785	84,550	339,235
1937	172,309	18,023	154,286	1938	445,945	91,785	354,160
1938	191,881	33,242	158,639	1939	463,124	91,266	371,858
1939	165,682	18,147	147,535	1940	474,270	103,167	371,103
1940	237,924	44,905	193,019	1941	589,768	105,870	483,898
1941	243,911	38,930	204,981	**Pont Second Narrows (Vancouver)—**			
Montréal—				1937	164,899	62,611	102,288
1937	4,377,350	2,136,800	2,240,550	1938	178,039	62,630	115,409
1938	4,917,837	2,095,656	2,822,181	1939	110,225	57,074	53,151
1939	4,469,097	1,987,928	2,481,169	1940	117,569	52,480	65,089
1940	5,117,818	2,116,681	3,001,137	1941	143,955	55,201	88,754
1941	5,174,415	2,214,748	2,959,667				

Subventions au transport maritime.*—Les chiffres du tableau **16** représentent les sommes payées en vertu de contrats consentis avec l'autorisation du Ministère du Commerce pour les services commerciaux, y compris le transport des matières postales.

* Collaboration de F. E. Bawden, directeur des subventions aux lignes de navigation, Ministère du Commerce.

16.—Subventions aux lignes de navigation et subsides postaux, années fiscales 1939-41

Service	1939	1940	1941
	$	$	$
Océan Atlantique—			
Canada et Grande-Bretagne	250,000	291,667	Nil
Canada et Union Sud-Africaine	104,167	91,667	24,999
Océan Pacifique—			
Colombie Britannique et Australie et/ou Chine	77,292	28,418	Nil
Canada, Chine et Japon	600,000	534,783	221,739
Canada et Nouvelle-Zélande	300,000	276,923	34,615
Prince Rupert, C.B. et îles de la Reine Charlotte	12,000	12,000	12,000

16.—Subventions aux lignes de navigation et subsides postaux, années fiscales 1939-41
—fin

Service	1939	1940	1941
	$	$	$
Océan Pacifique—fin			
Vancouver et Antilles britanniques	25,000	15,000	12,500
Vancouver et ports du nord de la Colombie Britannique	15,000	15,000	15,000
Victoria, Vancouver, ports du littoral et Skagway	10,000	10,000	10,000
Victoria et côte ouest, île Vancouver	10,000	10,000	10,000
Colombie Britannique et Union Sud-Africaine	53,333	80,000	64,444
Services locaux—			
Baddeck et Iona	8,000	8,000	8,000
Charlottetown et Pictou[1]	30,000	30,000	Nil
Chester et île Tancook (hiver)	1,600	1,600	1,600
Grand Manan et terre ferme	33,000	33,000	33,000
Halifax, Canso et Guysborough	6,750	9,000	6,980
Halifax, La Have et ports de la rivière La Have	1,565	1,750	1,750
Halifax, Sherbrooke et baie Spry	2,900	2,900	2,900
Halifax, ports au sud du Cap-Breton, Lacs Bras d'Or et baie St-Laurent	3,000	1,950	3,000
Ile-aux-Coudres et les Eboulements	1,900	1,900	1,813
Mulgrave, Arichat et Canso	37,000	37,000	37,000
Mulgrave et Guysborough, *et points intermédiaires*	9,500	9,500	9,500
La Malbaie et rive nord (service d'hiver)	40,000	40,000	40,000
Parrsboro, Kingsport et Wolfville	2,500	4,500	4,500
Ile Pelée et terre ferme	7,000	7,000	7,000
Pictou, Mulgrave et Châticamp	11,500	11,500	10,500
Pictou, Souris et îles de la Madeleine	37,500	37,500	37,500
Ile du Prince-Edouard et Nouvelle-Ecosse[1]	Nil	Nil	30,000
Québec, Natashquan et Harrington et autres ports sur la rive nord du St-Laurent	85,000	85,000	85,000
Québec ou Montréal et Gaspé et autres ports sur la rive sud du St-Laurent	60,000	60,000	60,000
Rimouski, Matane et rive nord du bas St-Laurent	50,000	50,000	50,000
Rivière-du-Loup et Tadoussac et autres ports de la rive nord	10,000	14,000	14,000
Baie Ste-Catherine et Tadoussac	1,312	Nil	Nil
Saint John et Bridgetown	800	800	800
Saint John, Bear-River, Annapolis et Granville	1,500	1,500	1,500
Saint John et Margaretville et autres ports sur la baie de Fundy	2,500	2,500	2,500
Saint John et ports du Bassin de Minas	5,000	5,000	5,000
Saint John et St-Andrews et ports intermédiaires	3,000	3,000	3,000
Saint John, Westport et Yarmouth et autres	10,000	10,000	10,000
Saint John et Weymouth	1,000	1,000	1,000
Sydney et baie St-Laurent, etc	22,500	22,500	22,500
Sydney et ports du lac Bras-d'Or et ports sur la côte ouest du Cap-Breton *et de l'Ile du Prince-Edouard*	22,500	22,500	22,500
Sydney et Whycocomagh	16,000	16,000	16,000
Frais d'administration	11,703	10,262	8,351
Totaux	1,993,322	1,906,619	942,493

[1] "Charlottetown et Pictou" se continue sous le nom de "Ile du Prince-Edouard et Nouvelle-Ecosse."

Section 3.—Trafic et services par eau

Des statistiques complètes, comparables à celles des chemins de fer, ne sont pas établies concernant le volume des marchandises transportées par eau. A la vérité, il serait très difficile d'obtenir un compte rendu du trafic manutentionné par les petits propriétaires de vaisseaux côtiers. Toutefois, il y a un relevé du nombre et du tonnage des navires s'arrêtant à tous les ports et de toutes les cargaisons qui passent par les canaux.

Sous-section 1.—Navigation

Une brève description des débuts de la navigation canadienne a paru aux pp. 605–607 de l'Annuaire de 1941. Les statistiques de la navigation sont calculées d'après les rapports recueillis par les officiers de douanes aux ports douaniers; en conséquence, elles subissent l'influence des règlements douaniers et ne contiennent que les données des vaisseaux entrant et sortant dans les ports où il y a de ces officiers. Les vaisseaux étrangers se divisent en deux classes: (a) les vaisseaux naviguant entre des ports canadiens et des ports américains sur les Grands Lacs et les rivières

limitrophes et leurs tributaires sont classés sous "Navigation intérieure internationale" dans ces tableaux, et (b) les navires océaniques ou les vaisseaux naviguant entre des ports canadiens et des ports étrangers autres que ceux mentionnés dans (a). Les vaisseaux du service côtier sont ceux qui naviguent entre les ports canadiens. Il est évident qu'un bateau peut entrer dans un port dans l'un de ces services et en sortir dans un autre.

Jusqu'à l'année fiscale 1937 inclusivement, les statistiques étaient calculées à chaque port par l'officier de douanes et compilées par le Ministère du Revenu National; depuis, elles sont compilées par le Bureau Fédéral de la Statistique. Depuis le 1er avril 1940, tout vaisseau en partance doit dresser un rapport statistique pour le Bureau. Toutes les statistiques de la navigation sont établies d'après ces rapports.

Ce changement de méthode a été accompagné d'un changement aussi dans la méthode de consigner les données. Les cargaisons doivent être déclarées en tonnes de 2,000 livres ou en tonnes de 40 pieds cubes. Bien que dans les rapports antérieurs la tonne ne soit pas définie, il s'agit très probablement de la tonne longue de 2,240 livres. Il n'est plus fait rapport des vaisseaux de moins de dix tonnes nettes et le tonnage des remorqueurs est le tonnage brut et non le tonnage net comme dans le cas des cargos. Les règlements douaniers n'exigent pas de rapports des bateaux de pêche opérant dans certains ports; en conséquence, la base des données n'est pas la même que pour les cargos.

Dorénavant les statistiques de la navigation seront calculées d'après l'année civile et le changement a été effectué en calculant les données pour (a), les neuf mois à compter d'avril 1940 à décembre 1940 inclusivement; (b) les trois mois à compter de janvier à mars 1941; (c) les douze mois terminés en mars 1941, en additionnant (a) et (b); et (d) pour les douze mois de l'année civile 1941. En conséquence, les données des trois mois de janvier, février et mars 1941 figurent dans l'année fiscale 1941 et dans l'année civile 1941.

Les vaisseaux engagés dans le cabotage et les bateaux de pêche opérant en eaux canadiennes ne sont pas requis par les règlements douaniers de déclarer les détails de leurs chargements ou de leurs déchargements, de sorte que les détails concernant les cargaisons ne sont connus que pour les vaisseaux en service étranger. Les cargaisons ne sont pas les cargaisons à bord mais les cargaisons débarquées et embarquées dans les ports respectifs.

17.—Navires entrés dans les ports canadiens 1935-41

Année fiscale	Service étranger[1]		Cabotage		Total	
	Nombre	Tonnage enregistré	Nombre	Tonnage enregistré	Nombre	Tonnage enregistré
1935	34,918	41,852,110	68,441	43,146,037	103,359	84,998,147
1936	37,800	41,746,953	69,809	42,979,361	107,609	84,726,314
1937	41,755	45,030,914	73,033	45,973,830	114,788	91,004,744
1938	42,582	45,603,055	75,537	44,471,834	118,119	90,074,889
1939	43,601	44,775,116	73,386	45,386,457	116,987	90,161,573
1940	46,241	46,666,396	78,212	44,361,232	124,453	91,027,628
Avr.-déc., 1940	22,656	28,986,750	68,656	45,150,367	91,312	74,137,117
Janv.-mars, 1941	2,466	3,593,150	11,295	5,320,799	13,761	8,913,949
Année fiscale, 1941	**25,122**	**32,579,900**	**79,951**	**50,471,166**	**105,073**	**83,051,066**
Année civile, 1941	**26,203**	**31,452,400**	**77,592**	**48,111,082**	**103,795**	**79,563,482**

[1] Navigation océanique et intérieure internationale. Les données relatives au ferry de Sarnia ne figurent pas pour 1935, 1936 et 1937. Le ferry a cessé son service en 1938.

18.—Vaisseaux entrés dans chacun des principaux ports du Canada, années fiscale et civile, 1941

NOTA.—Dans ce tableau "F" désigne l'année fiscale terminée le 31 mars 1941 et "C", l'année civile 1941. Voir p 638 pour la description du changement de méthode de calculer les statistiques de la navigation d'après l'année civile. Pour détails concernant le mouvement dans tous les ports du Canada voir le rapport sur la navigation publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Province et port		Service étranger[1]		Cabotage		Totaux	
		Nomb.	Tonnage net	Nomb.	Tonnage net	Nomb.	Tonnage net
Ile du Prince-Edouard—							
Charlottetown	F	21	20,400	273	100,144	294	120,544
	C	11	12,250	123	27,70.	134	39,957
Totaux, Ile du Prince-Edouard[2]	**F**	**34**	**33,050**	**429**	**135,285**	**463**	**168,335**
	C	**27**	**15,950**	**268**	**55,585**	**295**	**71,535**
Nouvelle-Ecosse—							
Canso	F	33	2,150	598	66,202	631	68,352
	C	4;	7,200	586	43,720	633	50,920
Digby	F	3;	64,000	558	708,061	595	772,061
	C	53	105,800	541	707,9.3	594	813,773
Halifax	F	705	1,2.3,950	9;2	637,822	1,6;.	1,911,772
	C	525	1,300,650	590	345,439	1,115	1,646,089
Liverpool	F	56	69,250	254	117,139	310	186,389
	C	80	71,200	123	68,015	203	139,215
Louisbourg	F	120	141,150	30;	167,596	42.	308,746
	C	103	158,800	312	207,961	415	366,761
North Sydney	F	942	253,500	940	198,993	1,882	452,493
	C	920	2,9,150	6,2	139,201	1,592	418,351
Pictou	F	15	18,000	331	129,145	346	14;,145
	C	12	5,600	214	54,98.	226	60,587
Port Mulgrave	F	4	450	751	;2,344	755	72,;94
	C	Nil	Nil	481	42,600	481	42,600
Sydney	F	629	1,406,900	1,218	1,695,093	1,84;	3,101,993
	C	484	1,108,850	932	8;4,494	1,41(	1,983,344
Windsor	F	134	2,3,050	39	16,0;5	1;3	2s9,115
	C	9s	1,9,850	25	7,251	123	18;,101
Yarmouth	F	459	51;,;50	450	182,493	90s	;00,243
	C	489	321,750	329	108,069	81s	429,819
Totaux, Nouvelle-Ecosse[2]	**F**	**4,583**	**4,309,400**	**10,064**	**4,563,694**	**14,647**	**8,873,094**
	C	**4,162**	**3,846,050**	**7,525**	**2,968,111**	**11,687**	**6,814,161**
Nouveau-Brunswick—							
Campobello	F	322	134,300	161	72,290	483	206,590
	C	47;	146,600	192	87,241	665	233,841
Dalhousie	F	17	31,850	19	45,968	36	77,818
	C	16	29,200	15	23,605	31	52,805
North Head	F	527	152,000	60	10,112	58;	162,112
	C	492	131,100	14	;4,4.0	506	135,570
St. Andrews	F	648	123,650	305	28,324	953	151,974
	C	826	125,450	282	26,664	1,108	152,114
Saint John	F	520	1,323,650	1,546	1,209,939	2,066	2,533,589
	C	489	1,192,700	1,374	1,210,095	1,863	2,402,;95
Totaux, Nouveau-Brunswick[2]	**F**	**3,455**	**2,005,800**	**3,592**	**1,829,784**	**7,047**	**3,835,584**
	C	**4,279**	**1,808,350**	**2,826**	**1,552,201**	**7,105**	**3,360,551**
Québec—							
Baie Comeau	F	26	62,900	514	152,617	540	215,517
	C	36	99,100	484	131,652	520	230,752
Gaspé	F	4	6,200	140	70,715	144	76,915
	C	2	1,050	181	87,035	183	88,085
Lévis	F	8	17,650	120	127,525	128	145,175
	C	22	26,800	72	46,0;8	94	72,878
Montréal	F	1,396	3,435,750	3,463	3,166,509	4,859	6,602,259
	C	1,618	3,091,750	3,002	2,570,599	4,620	5,662,349
Port-Alfred	F	209	434,700	1.2	431,296	3s1	865,996
	C	275	497,050	412	373,412	68;	870,462
Québec	F	269	724,800	2,60;	1,628,044	2,87(	2,352,844
	C	208	394,700	2,438	1,543,660	2,64(	1,938,360
Rimouski	F	8	16,400	630	169,353	63s	185,753
	C	3	2,800	565	137,863	56s	140,663

[1] Navigation océanique et intérieure internationale. [2] Comprend d'autres petits ports non indiqués séparément.

18.—Vaisseaux entrés dans chacun des principaux ports du Canada, années fiscale et civile, 1941—suite

Province et port		Service étranger[1]		Cabotage		Totaux	
		Nomb.	Tonnage net	Nomb.	Tonnage net	Nomb.	Tonnage net
Québec—fin							
Sorel	F	59	143,700	498	433,403	557	577,103
	C	62	130,500	314	179,424	376	309,924
Trois-Rivières	F	144	246,950	1,586	1,699,528	1,730	1,946,478
	C	188	295,850	2,004	1,637,115	2,192	1,932,965
Totaux, Québec[2]	**F**	**2,537**	**5,260,900**	**11,723**	**8,344,542**	**14,260**	**13,605,442**
	C	**2,762**	**4,687,200**	**11,156**	**7,142,915**	**13,918**	**11,830,115**
Ontario—							
Amherstburg	F	60	108,050	141	150,344	201	258,394
	C	56	108,400	152	191,520	208	299,920
Brockville	F	259	38,600	79	42,568	338	81,168
	C	244	41,450	107	132,798	351	174,248
Cobourg	F	529	1,799,050	39	41,092	568	1,840,142
	C	786	2,709,600	2[illegible]	23,672	813	2,733,272
Cornwall	F	45	48,150	361	403,868	406	452,018
	C	47	48,100	395	419,274	442	467,374
Fort William	F	253	700,200	664	1,427,668	917	2,127,868
	C	282	788,100	713	1,650,196	995	2,438,296
Goderich	F	53	92,250	137	264,256	190	356,506
	C	26	48,650	186	343,861	212	392,511
Hamilton	F	358	1,101,250	385	420,963	743	1,522,213
	C	382	1,239,200	428	438,891	810	1,678,091
Kingston	F	637	349,500	647	907,700	1,284	1,257,200
	C	450	206,450	681	904,033	1,131	1,110,483
Leamington	F	7	10,900	436	235,873	443	246,773
	C	36	27,500	376	192,483	412	219,983
Little Current	F	160	241,400	243	113,038	403	354,438
	C	166	277,750	148	61,384	314	339,134
Midland	F	82	235,150	301	564,707	383	799,857
	C	113	388,850	277	762,403	390	1,151,253
Owen Sound	F	21	54,150	231	260,009	252	314,159
	C	17	54,200	228	307,242	245	361,442
Port Arthur	F	295	692,100	838	2,209,898	1,133	2,901,998
	C	323	733,900	983	2,855,371	1,306	3,589,271
Port Colborne	F	198	442,600	363	648,349	561	1,090,949
	C	194	510,400	333	575,774	527	1,086,174
Port McNicoll	F	68	173,000	198	529,029	266	702,029
	C	76	203,050	198	570,453	274	773,503
Prescott	F	317	361,950	341	530,039	658	891,989
	C	375	473,500	191	222,177	566	695,677
St. Catharines	F	15	49,150	847	746,229	862	795,379
	C	21	44,850	697	597,653	718	642,503
Sarnia	F	412	510,950	825	1,252,319	1,237	1,763,269
	C	721	882,450	784	1,237,182	1,505	2,119,632
Sault-Ste-Marie	F	408	1,117,300	645	1,200,086	1,053	2,317,386
	C	375	1,273,850	726	1,402,814	1,101	2,676,664
Thorold	F	93	256,400	285	396,368	378	652,768
	C	99	222,500	328	439,114	427	661,614
Toronto	F	988	1,881,450	1,823	1,775,336	2,811	3,056,786
	C	853	1,577,500	1,570	1,508,124	2,423	3,085,624
Welland	F	99	126,350	170	240,373	269	367,023
	C	70	94,150	140	183,455	210	277,605
Windsor	F	932	1,272,050	431	500,818	1,363	1,772,868
	C	1,019	1,379,850	426	457,997	1,445	1,837,847
Totaux, Ontario[2]	**F**	**7,766**	**13,232,900**	**12,270**	**16,038,442**	**20,036**	**29,271,342**
	C	**8,480**	**15,080,750**	**11,645**	**16,592,855**	**20,125**	**31,673,605**
Manitoba—							
Totaux, Manitoba	**F**	–	–	–	–	–	–
	C	–	–	–	–	–	–
Colombie Britannique—							
Alert Bay	F	21	5,250	1,365	613,618	1,386	618,868
	C	33	4,100	1,262	609,368	1,295	613,468
Britannia Beach	F	42	40,050	938	298,711	980	338,761
	C	47	44,850	1,000	355,265	1,047	400,115
Chemainus	F	180	124,200	630	344,337	810	468,537
	C	195	116,050	521	209,869	716	325,919

[1] Navigation océanique et intérieure internationale, indiqués séparément.

[2] Comprend d'autres petits ports non indiqués séparément.

18.—Vaisseaux entrés dans chacun des principaux ports du Canada, années fiscale et civile, 1941—fin

Province et port		Service étranger[1]		Cabotage		Totaux	
		Nomb.	Tonnage net	Nomb.	Tonnage net	Nomb.	Tonnage net
Colombie Britannique—fin							
Nanaimo	F	202	74,250	3,856	1,641,480	4,058	1,715,730
	C	298	68,800	4,098	1,687,488	4,396	1,756,288
New Westminster	F	198	500,700	2,797	1,275,599	2,995	1,776,299
	C	116	188,300	2,895	1,108,799	3,011	1,297,099
Ocean Falls	F	31	47,450	842	623,018	873	670,468
	C	25	35,250	809	671,785	834	707,035
Port Alberni	F	173	256,400	576	567,391	749	823,791
	C	167	239,850	530	350,663	697	590,513
Powell River	F	120	122,200	2,902	1,203,939	3,022	1,326,139
	C	111	113,600	3,064	1,248,555	3,175	1,365,155
Prince Rupert	F	1,209	251,000	2,661	646,261	3,870	897,261
	C	1,268	290,250	2,358	683,159	3,626	973,409
Sidney	F	325	103,350	601	251,074	926	354,424
	C	305	78,600	522	269,271	827	347,871
Union Bay	F	53	121,700	1,085	502,386	1,138	624,068
	C	41	36,500	1,173	482,869	1,214	519,369
Vancouver	F	1,794	3,581,200	17,884	7,649,828	19,678	11,231,028
	C	1,667	2,649,750	20,523	8,346,362	22,190	10,996,112
Victoria	F	1,703	2,329,200	4,041	3,256,721	5,744	5,585,921
	C	1,432	1,965,200	3,765	3,135,212	5,197	5,100,412
Totaux, Colombie Britannique[2]	**F**	**6,734**	**7,730,350**	**41,714**	**19,455,081**	**48,448**	**27,185,431**
	C	**6,478**	**6,005,550**	**44,010**	**19,702,467**	**50,488**	**25,708,017**
Yukon et T.N.-O.—							
Totaux, Yukon et T.N.-O.	**F**	**13**	**7,500**	**159**	**104,338**	**172**	**111,838**
	C	**15**	**8,550**	**162**	**96,948**	**177**	**105,498**
Grands totaux	**F**	**25,122**	**32,579,900**	**79,951**	**50,471,166**	**105,073**	**33,051,066**
	C	**26,203**	**31,452,400**	**77,592**	**48,111,082**	**103,795**	**79,563,482**

[1] Navigation océanique et intérieure internationale. [2] Comprend d'autres petits ports non indiqués séparément.

19.—Cargaisons chargées et déchargées dans les ports canadiens par les vaisseaux du service étranger, par province, années fiscales 1940 et 1941 et année civile 1941

Province et année	Chargées		Déchargées	
	Tonnes, poids[1]	Tonnes d'arrimage	Tonnes, poids[1]	Tonnes d'arrimage
Ile du Prince-Edouard—				
Année fiscale, 1940	56,069[2]	–	43,393[2]	–
Année fiscale, 1941	29,600	Nil	29,000	Nil
Année civile, 1941	10,500	"	6,400	"
Nouvelle-Ecosse—				
Année fiscale, 1940	3,022,811[2]	–	4,586,629[2]	–
Année fiscale, 1941	2,808,700	17,470	2,578,300	10,120
Année civile, 1941	2,605,100	10,450	3,100,800	2,490
Nouveau-Brunswick—				
Année fiscale, 1940	465,481[2]	–	2,235,890[2]	–
Année fiscale, 1941	2,841,700	127,670	383,500	46,350
Année civile, 1941	2,476,000	145,650	410,200	50,220
Québec—				
Année fiscale, 1940	5,807,129[2]	–	4,496,967[2]	–
Année fiscale, 1941	5,306,800	493,990	6,960,300	133,900
Année civile, 1941	4,822,100	488,170	6,551,800	174,720

[1] Moins les cargaisons à destination ou en provenance des Etats-Unis dans les eaux intérieures pour l'année fiscale 1940. [2] Tonnes, poids, et tonnes d'arrimage.

19.—Cargaisons chargées et déchargées dans les ports canadiens par les vaisseaux du service étranger, par province, années fiscales 1940 et 1941 et année civile 1941—fin

Province et année	Chargées		Déchargées	
	Tonnes, poids[1]	Tonnes d'arrimage	Tonnes, poids[1]	Tonnes d'arrimage
Ontario—				
Année fiscale, 1940	9,791[2]	–	5,373[2]	–
Année fiscale, 1941	3,857,400	330	15,141,600	1,400
Année civile, 1941	4,088,300	Nil	18,004,700	Nil
Manitoba—				
Année fiscale, 1940	1,263[2]	–	47,474[2]	–
Année fiscale, 1941	Nil	Nil	Nil	Nil
Année civile, 1941	"	"	"	"
Colombie Britannique—				
Année fiscale, 1940	1,702,584[2]	–	5,292,642[2]	–
Année fiscale, 1941	3,280,600	514,730	1,643,300	38,490
Année civile, 1941	2,279,800	534,340	1,579,000	18,610
Yukon—				
Année fiscale, 1940	Nil	Nil	Nil	Nil
Année fiscale, 1941	1,400	"	"	"
Année civile, 1941	1,700	"	"	"
Totaux—				
Année fiscale, 1940	**11,065,128[2]**	–	**16,708,368[2]**	–
Année fiscale, 1941	**18,126,200**	**1,154,190**	**26,736,000**	**230,260**
Année civile, 1941	**16,283,500**	**1,178,610**	**29,652,900**	**246,040**

[1] Moins les cargaisons à destination ou en provenance des Etats-Unis dans les eaux intérieures pour l'année fiscale 1940. [2] Tonnes, poids, et tonnes d'arrimage.

Sous-section 2.—Trafic des canaux

Comme les canaux canadiens sont ouverts à conditions égales aux vaisseaux et au trafic de tous les pays, le trafic des Etats-Unis représente une proportion considérable du trafic total passant par certains canaux, spécialement par le canal maritime Welland. Ceci est indiqué dans les tableaux **20** et **22**. Un tableau faisant voir les principales marchandises ayant passé par les canaux canadiens durant les saisons de navigation 1936–40 a paru à la p. 612 de l'Annuaire de 1941. Le rapport statistique annuel sur les canaux, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, contient des détails plus complets sur le trafic des canaux.

20.—Trafic de tous les canaux canadiens, par nationalité des navires et provenance des cargaisons, saisons de navigation 1932-41

NOTA.—Les chiffres comprennent des doubles emplois quand les cargaisons passent par deux canaux ou plus. Pour le trafic des canaux canadiens de 1886 à 1899, voir l'Annuaire du Canada de 1902, p. 402; pour les chiffres de 1900–10, voir l'Annuaire de 1933, p. 709, et pour les chiffres de 1911–31, p. 730 de l'Annuaire de 1938.

Saison	Nationalité du navire				Provenance de la cargaison				
	Canadienne		Américaine[1]		Canada		Etats-Unis		Totaux
	Nombre	Tonnage enregistré	Nombre	Tonnage enregistré	Tonnes	P.c. du total	Tonnes	P.c. du total	Tonnes
1932..	19,854	15,255,970	2,061	2,681,078	13,242,773	73·7	4,717,877	26·3	17,960,650
1933..	21,364	15,225,022	2,200	3,045,876	12,724,925	67·8	6,055,564	32·2	18,780,489
1934..	22,217	14,766,837	2,014	2,969,981	10,813,922	59·8	7,255,330	40·2	18,069,252
1935..	23,822	15,290,797	2,035	2,578,091	11,187,082	61·5	7,018,907	38·5	18,205,989
1936..	25,251	17,085,749	2,708	3,208,829	13,465,460	62·7	8,003,356	37·3	21,468,816
1937..	24,669	17,901,774	2,869	3,526,939	11,911,241	51·0	11,439,759	49·0	23,351,000
1938..	25,365	19,803,447	2,373	2,932,799	12,988,349	52·7	11,648,113	47·3	24,636,462
1939..	24,768	18,240,632	2,757	3,095,648	14,150,305	60·5	9,240,772	39·5	23,391,077
1940..	23,646	18,513,994	3,194	4,056,089	12,257,336	53·6	10,613,217	46·4	22,870,553
1941..	24,418	20,211,209	3,456	5,420,815	10,334,174	44·1	13,119,193	55·9	23,453,367

[1] Les chiffres comprennent un petit pourcentage de vaisseaux d'autres pays étrangers.

21.—Tonnage du trafic, par canal et par catégorie de marchandises, saisons de navigation 1940 et 1941

NOTA.—Les chiffres comprennent les doubles emplois quand les cargaisons passent par deux canaux ou plus.

Année et canal	Produits agricoles	Produits animaux	Produits des manufactures	Produits forestiers	Produits miniers	Totaux
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
1940						
Sault-Ste-Marie	1,062,737	1,752	658,698	122,906	108,637	1,954,730
Welland (maritime)	2,789,217	1,647	3,672,510	445,982	5,997,118	12,906,474
Fleuve St-Laurent	2,015,266	1,190	2,014,490	606,1.3	2,842,498	7,479,617
Rivière Richelieu	Nil	226	68,116	3,257	43,222	114,821
St-Pierre	7,184	772	10,639	19,247	16,809	54,651
Murray	Nil	Nil	935	Nil	Nil	935
Rivière Ottawa	"	"	101,932	2,284	213,196	317,412
Rideau	8	2	219	473	608	1,310
Trent	75	3	553	3,873	19,320	23,824
St. Andrews	Nil	1,978	5,210	9,481	110	16,779
Totaux, 1940	**5,874,487**	**7,570**	**6,533,302**	**1,213,676**	**9,241,518**	**22,870,553**
1941						
Sault-Ste-Marie	1,426,138	204	716,118	139,462	488,896	2,770,818
Welland (maritime)	2,2/4,372	Nil	3,724,249	512,093	6,719,461	13,230,175
Fleuve St-Laurent	1,274,804	5,805	1,935,911	671,5/4	3,041,475	6,929,569
Rivière Richelieu	Nil	50	65,409	2,667	16,110	84,236
St-Pierre	5,025	275	11,022	33,484	25,913	75,719
Murray	Nil	Nil	2,635	Nil	9/9	3,614
Rivière Ottawa	"	"	85,2/0	590	223,649	309,509
Rideau	"	"	152	324	922	1,398
Trent	24	2	891	5,483	19,032	25,432
St. Andrews	Nil	2,275	5,661	14,559	402	22,897
Totaux, 1941	**4,980,363**	**8,611**	**6,547,318**	**1,380,236**	**10,536,839**	**23,453,367**

22.—Trafic des canaux, selon la destination et l'origine, saisons de navigation 1940 et 1941

NOTA.—Les chiffres comprennent les doubles emplois là où les cargaisons passent par deux canaux ou plus.

Année et canal	De ports canadiens à ports canadiens		De ports canadiens à ports des Etats-Unis[1]		De ports des Etats-Unis à ports des Etats-Unis[1]		De ports des Etats-Unis à ports canadiens	
	En mont.	En desc.	En mont.	En desc.	En mont.	En desc.	En mont.	En desc.
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
1940								
Sault-Ste-Marie	404,952	1,144,835	5,561	227,599	14,581	24,524	101,018	31,660
Welland (maritime)	1,069,569	2,922,2:6	400,685	292,663	314,709	617,649	17,824	7,271,139
St-Laurent	2,181,923	2,630,3:6	475,955	17,/65	2,902	4,380	23,195	2,123,161
Richelieu	2,940	5,224	40,182	Nil	Nil	Nil	Nil	66,475
St-Pierre	17,780	36,839	Nil	32	"	"	"	Nil
Murray	180	755	"	Nil	"	"	"	"
Rivière Ottawa	145,137	154,170	"	18,105	"	"	"	"
Rideau	839	471	"	Nil	"	"	"	"
Trent	4,106	19,808	"	"	"	"	"	"
St. Andrews	11,977	4,802	"	"	"	"	"	"
Totaux, 1940	**3,839,313**	**6,939,476**	**922,383**	**556,164**	**332,192**	**646,553**	**142,037**	**9,492,435**
1941								
Sault-Ste-Marie	498,843	1,354,312	12,183	285,023	159,043	158,163	182,107	121,144
Welland (maritime)	784,956	2,638,232	428,180	70,119	283,902	656,317	13,744	8,354,725
St-Laurent	1,424,141	1,855,739	489,958	21,604	38,448	57,055	28,761	3,013,863
Richelieu	1,626	1,870	32,223	211	Nil	Nil	Nil	48,306
St-Pierre	15,775	54,812	Nil	5,132	"	"	"	Nil
Murray	85	490	"	Nil	"	"	"	3,039
Rivière Ottawa	112,773	187,320	"	8,840	"	"	576	Nil
Rideau	537	861	"	Nil	"	"	Nil	"
Trent	5,154	20,278	"	"	"	"	"	"
St. Andrews	16,935	5,962	"	"	"	"	"	"
Totaux, 1941	**2,860,825**	**6,119,876**	**962,544**	**390,929**	**481,393**	**871,535**	**225,188**	**11,541,077**

[1] Les chiffres des Etats-Unis comprennent un faible pourcentage de ports d'autres pays étrangers.

22.—Trafic des canaux, selon la destination et l'origine, saisons de navigation 1940 et 1941
—fin

Année et canal	Trafic total selon la destination		Origine de la cargaison		Totaux	Augmentation (+) ou diminution (−) sur l'année précédente
	En montant	En descendant	Canada	Etats-Unis[1]		
1940	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Sault-Ste-Marie	526,112	1,428,618	1,782,947	171,783	1,954,730	−821,039
Welland (maritime)	1,802,787	11,103,687	4,685,153	8,221,321	12,906,474	+1,178,921
St-Laurent	2,683,975	4,795,642	5,325,9.9	2,153,638	7,4:9,617	−860,548
Richelieu	43,122	71,699	48,346	66,475	114,821	+3,144
St-Pierre	17,780	36,871	54,651	Nil	54,651	−24,364
Murray	180	755	935	"	935	−2,772
Ottawa	145,137	172,275	317,412	"	317,412	+15,741
Rideau	839	471	1,310	"	1,310	−699
Trent	4,016	19,808	23,824	"	23,824	−5,161
St. Andrews	11,977	4,802	16,779	"	16,779	−3,747
Totaux, 1940	**5,235,925**	**17,634,628**	**12,257,336**	**10,613,217**	**22,870,553**	**−520,524**
1941						
Sault-Ste-Marie	852,176	1,918,642	2,150,361	620,457	2,770,818	+816,088
Welland (maritime)	1,510,782	11,719,393	3,921,487	9,308,688	13,230,175	+323,701
St-Laurent	1,981,308	4,948,261	3,664,169	3,265,400	6,929,569	−550,048
Richelieu	33,849	50,387	35,930	48,306	84,236	−30,585
St-Pierre	15,775	59,944	75,719	Nil	75,719	+21,068
Murray	85	3,529	575	3,039	3,614	+2,679
Ottawa	113,349	196,160	306,323	3,186	309,509	−7,903
Rideau	537	861	1,398	Nil	1,398	+88
Trent	5,154	20,278	25,432	"	25,432	+1,608
St. Andrews	16,935	5,962	22,897	"	22,897	+5,118
Totaux, 1941	**4,529,950**	**18,923,417**	**10,204,291**	**13,249,076**	**23,453,367**	**+582,814**

Les chiffres des tableaux **20** à **22** renferment des doubles emplois là où les mêmes marchandises passent par deux canaux ou plus, mais dans le tableau **23** ces doubles emplois sont éliminés du trafic passant par les canaux du Saint-Laurent et le canal maritime Welland et par l'écluse canadienne au Sault-Ste-Marie. Ils s'élèvent à 4,229,748 tonnes.

Le grain transbordé à la Baie Georgienne, sur le lac Erié, ou à d'autres ports en amont de Montréal est traité comme nouvelle cargaison et, comme la majeure partie de ce grain a déjà passé par les écluses canadienne ou américaines au Sault-Ste-Marie, il reste encore des doubles emplois dans les données en raison même de ce traitement. Ces doubles emplois ne peuvent être évités dans les calculs des totaux nets des canaux canadiens, parce qu'il est impossible de vérifier si le grain rechargé à Port Colborne ou tout autre port de transbordement a passe par les écluses canadienne ou américaines au Sault-Ste-Marie.

23.—Trafic-marchandises passant par les canaux St-Laurent, maritime Welland et Sault-Ste-Marie, 1941

Canaux employés	En amont	En aval	Total
Trafic passant par les canaux canadiens	tonnes	tonnes	tonnes
St-Laurent seulement	1,256,575	2,340,460	3,597,035
St-Laurent et Welland (canal maritime)	588,033	2,116,772	2,704,805
St-Laurent, Welland et Sault-Ste-Marie	136,700	491,029	627,729
Canal maritime Welland seulement	614,823	6,472,578	7,087,401
Canal maritime Welland et Sault-Ste-Marie	171,226	2,639,014	2,810,240
Sault-Ste-Marie seulement	622,076	1,251,528	1,873,604
Totaux, trafic passant par les canaux canadiens	**3,389,433**	**15,311,381**	**18,700,814**
Trafic passant par les canaux des Etats-Unis			
Trafic passant par les écluses américaines au Sault-Ste-Marie et ayant passé par le canal maritime Welland et les canaux du St-Laurent	77,826	2,462,929	2,540,755
Ecluses américaines au Sault-Ste-Marie seulement	14,177,948	91,631,035	105,808,983
Totaux, écluses américaines au Sault-Ste-Marie	**14,255,774**	**94,093,964**	**108,349,738**

Canal de Panama.*—Ouvert à la navigation commerciale le 15 août 1914, le canal de Panama est destiné à rendre de grands services aux ports de la Colombie Britannique, d'où partent toute l'année des navires allant directement, soit en Grande-Bretagne, soit dans les ports de l'Europe continentale. Cette route océanique, qui s'ajoute à nos chemins de fer transcontinentaux, est d'une importance vitale dans la solution des grands problèmes de transports du continent et, bien que son influence ne soit peut-être que latente, elle n'en contribue pas moins à maintenir à un niveau raisonnable les tarifs de transport transcontinental. Pendant la première guerre mondiale, les grands espoirs que l'on fondait sur le canal de Panama ne se sont pas réalisés à cause de la disette de navires, mais depuis la baisse d'après-guerre des tarifs océaniques, on constate un accroissement de trafic entre nos ports du Pacifique et l'Europe; quoique les navires canadiens ne bénéficient que d'une part minime de ce trafic, leur tonnage a néanmoins atteint des proportions considérables. La guerre en septembre 1939 a réduit davantage la navigation marchande ordinaire des pays belligérants. Il est probable que dans les circonstances les chemins de fer transcontinentaux ont absorbé une partie du trafic qui passait auparavant par le canal de Panama.

* Chiffres et revisions fournis par le gouverneur de la zone du canal de Panama.

24.—Trafic des ports canadiens de l'Est et de l'Ouest par le canal de Panama, années terminées le 30 juin 1929-41

NOTA.—Les chiffres de 1921-28 paraissent à la page 734 de l'Annuaire de 1938.

Année	Départ		Destination	
	Littoral canadien du Pacifique	Littoral canadien de l'Atlantique	Littoral canadien du Pacifique	Littoral canadien de l'Atlantique
	tonnes longues	tonnes longues	tonnes longues	tonnes longues
1929	2,650,646	221,128	266,433	539,767
1930	1,968,966	185,776	267,282	556,562
1931	2,307,257	137,756	271,621	492,532
1932	2,383,211	89,443	167,855	529,317
1933	2,896,162	121,875	134,511	328,038
1934	2,201,180	196,204	189,227	498,706
1935	2,490,203	248,658	176,698	547,974
1936	2,705,567	298,884	223,174	506,673
1937	2,780,243	379,783	240,221	589,011
1938	1,962,220	391,906	213,781	398,710
1939	2,873,452	348,410	163,526	296,881
1940	2,272,450	313,118	185,540	108,648
1941	[1]	[1]	[1]	[1]

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1941.

25.—Trafic du Canal de Panama, années terminées le 30 juin 1929-41

NOTA.—Les chiffres de 1915 à 1928 sont donnés à la page 735 de l'Annuaire de 1938.

Année	De l'Atlantique au Pacifique		Du Pacifique à l'Atlantique		Trafic total	
	Vaisseaux	Cargaisons	Vaisseaux	Cargaisons	Vaisseaux	Cargaisons
	nomb.	tonnes longues	nomb.	tonnes longues	nomb.	tonnes longues
1929	3,279	9,873,529	3,010	20,774,239	6,289	30,647,768
1930	3,051	9,472,061	2,976	20,546,368	6,027	30,018,429
1931	2,717	6,670,718	2,653	18,394,565	5,370	25,065,283
1932	2,273	5,631,717	2,089	14,167,269	4,362	19,798,986
1933	2,184	4,507,070	1,978	13,654,095	4,162	18,161,165
1934	2,753	6,162,649	2,481	18,541,360	5,234	24,704,009
1935	2,676	7,529,721	2,504	17,779,806	5,180	25,309,527
1936	2,770	8,249,899	2,612	18,256,044	5,382	26,505,943
1937	2,865	9,895,632	2,522	18,212,743	5,387	28,108,375
1938	2,946	9,688,560	2,578	17,697,364	5,524	27,385,924
1939	3,146	9,011,267	2,757	18,855,360	5,903	27,866,627
1940	2,763	9,819,600	2,607	17,479,416	5,370	27,299,016
1941	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]

[1] Les restrictions de temps de guerre interdisent la publication des données de 1941.

Sous-section 3.—Trafic dans les ports

Le trafic-marchandises dans un grand port revêt diverses formes. Le mouvement outre-mer, *i. e.* les marchandises chargées dans les ou déchargées des long-courriers constituent souvent une partie étonnamment infime du trafic global. D'ordinaire le mouvement de va-et-vient du trafic par navires côtiers l'emporte en volume. Il y a ensuite le mouvement "en transit" des vaisseaux qui passent dans les ports sans faire de chargement ou de déchargement. Enfin il y a le mouvement d'un endroit à un autre dans les limites du même port, lequel, en plusieurs cas, constitue un total plus élevé que tout autre. Il est impossible d'obtenir des statistiques sur les marchandises globales manutentionnées dans tous les ports du Canada, étant donné que plusieurs d'entre eux ne sont pas importants et n'ont pas le personnel nécessaire pour compiler un relevé détaillé de ce mouvement. Il n'existe pas de statistiques semblables sur les cargaisons transportées par les navires qui font du cabotage ou de la navigation internationale intérieure. La Commission des Ports Nationaux administre un certain nombre des principaux ports du Canada. Elle a publié pour les années 1936 à 1939 un relevé des principales denrées transportées par eau et manutentionnées dans les ports qui sont sous sa juridiction. Ce relevé pour 1939 paraît aux pp. 720–21 de l'Annuaire de 1940. A cause de la guerre, la publication des statistiques ultérieures a été suspendue.

PARTIE V.—TRANSPORT AÉRIEN CIVIL*

NOTA.—Une étude de l'activité et l'organisation militaires se présente mieux sous la rubrique de la Défense Nationale (Voir "Aviation, Royale Canadienne" dans l'index.)

L'avion offre un moyen de transport rapide et commode pour les voyageurs et les marchandises surtout dans les régions éloignées et peu habitées où autrement le transport serait lent et coûteux. De même, il offre un moyen pratique et économique d'obtenir des renseignements sur la mise en valeur et la conservation des ressources naturelles dans de nombreuses régions du Canada où tout autre moyen serait dispendieux au point d'être prohibitif. Depuis l'inauguration de la route aérienne trans-canadienne, le transport des voyageurs, des matières postales et de la messagerie par la voie des airs a augmenté entre les principaux centres de population du Canada et des Etats-Unis. Les lignes aéropostales et de transport aérien de même que les services commerciaux étendent sans cesse le champ de leurs opérations et de leur utilité.

Section 1.—Histoire et administration

Sous-section 1.—Evolution de l'aviation au Canada

Esquisse historique.—Un bref exposé historique de l'évolution de l'aviation au Canada paraît aux pp. 737–740 de l'Annuaire de 1938.

Route aérienne transcanadienne.—Un article descriptif à ce sujet paraît aux pp. 722–725 de l'Annuaire de 1940.

Service aérien transatlantique.—La somme de travail accomplie jusqu'au début des hostilités en vue de l'établissement d'un service aérien entre le Canada, les Etats-Unis et les Iles Britanniques en passant par Terre-Neuve est décrite aux pp. 725–729 de l'Annuaire de 1940. Les services aériens transatlantiques sont maintenus entre les Etats-Unis et Lisbonne via les Bermudes et les Açores.

* Les détails descriptifs et administratifs ont été préparés d'après les données fournies par J. A. Wilson contrôleur de l'Aviation Civile, Ministère des Transports, et les statistiques ont été compilées par G. S Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau Fédéral de la Statistique

Aviation civile d'avant-guerre et programme de défense.—Un article exposant les faits importants de l'aviation civile avant la guerre en 1939 de même que l'apport de l'aviation civile au programme de défense aérienne a paru aux pp. 617–622 de l'Annuaire de 1941.

Sous-section 2.—Administration

L'administration de l'aviation civile au Canada est prévue dans les dispositions de la loi de l'aéronautique (c. 3, S.R.C., 1927). Cette loi remanie complètement tous les règlements de la navigation aérienne, lesquels sont promulgués par l'ordre en conseil C.P. 1433 du 23 juin 1938 sous le nom de Règlements de la navigation aérienne, 1938. Ces règlements sont conformes en substance à la convention internationale sur la navigation aérienne.

Le contrôleur de l'Aviation Civile est le fonctionnaire chargé de la Division de l'Aviation Civile du Ministère des Transports. Aux fins de s'acquitter des attributions et des fonctions qui lui sont dévolues, la Division se compose des sections suivantes: (1) administration, (2) règlements de la navigation aérienne, (3) routes aériennes et aéroports, et (4) inspectorat des avions. Un aperçu des fonctions de chacune de ces sections est donné sous chaque en-tête particulier.

Section de l'administration.—Cette section se divise en trois sous-sections: Contrôle général, Comptabilité, Renseignements et Publications.

Section des règlements de la navigation aérienne.—Le surintendant des règlements de la navigation aérienne relève de cette section. Ses attributions comprennent l'inspection et l'enregistrement des avions de même que l'émission de leurs certificats d'aéronavigabilité; l'examen des pilotes et des mécaniciens et l'émission de leurs brevets; la surveillance des aéroclubs; la prévention des envolées dangereuses; les enquêtes sur les causes des accidents d'avion, et l'aviation internationale.

Règlements spéciaux.—Les règlements de 1939 délimitant les zones d'aéroport et ceux de 1940 régissant la défense aérienne du Canada sont entrés en vigueur après les débuts des hostilités en 1939. Les règlements de zonage défendent l'érection de structures qui pourraient être un danger pour la navigation aérienne dans le voisinage des aéroports servant directement ou indirectement à des fins militaires.

Les règlements régissant la défense aérienne du Canada, élaborés en collaboration avec les services de défense, définissent un certain nombre de régions où la navigation aérienne est interdite; défendent la navigation des avions privés sans une permission spéciale; établissent les conditions d'entrée au pays des avions étrangers et indiquent la procédure générale en ce qui concerne la navigation aérienne jugée nécessaire dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Section des routes aériennes et des aéroports.—Les attributions de cette section comprennent l'inspection, l'émission des permis et l'enregistrement des aéroports et des bases d'hydravions; l'émission des permis pour les opérations de transport aérien régulières; la construction et l'entretien des aéroports et des aérodromes intermédiaires sur certains tronçons de la route Trans-Canada qui ne sont pas desservis par les aéroports municipaux; l'éclairage des aéroports et des routes aériennes du Gouvernement; le développement et l'établissement de sites radiophoniques de repérage et l'érection de postes de repérage, à l'exception de l'installation de l'outillage radiophonique qui est faite par la Division de la Radio; la construction d'immeubles et l'érection de lignes téléphoniques et électriques, et le calibrage et la mise à l'épreuve du balisage radiophonique pour la navigation aérienne.

Depuis le début de la guerre, cette section a la nouvelle responsabilité d'aider au Ministère de la Défense Nationale dans le choix et la construction des aéroports appelés à servir en vertu du plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth Britannique.

Contrôle de la circulation aux aéroports.—L'augmentation de la circulation aux plus grands aéroports du Canada et dans les environs a nécessité, dans l'intérêt de la sécurité publique, un système de contrôle dans le voisinage de ces aéroports, tant sur le sol que dans les airs.

Section de l'inspection des avions.—Cette section veille aux attributions du Ministère en matière de génie aéronautique, en ce qui concerne la tenue d'un code d'aéronavigabilité et l'approbation du dessin, de la construction, des matériaux et de la facture des avions, des moteurs d'avion et des accessoires destinés à l'usage commercial ou privé au Canada ou à l'exportation. En outre, cette section prête son assistance technique à la section des Règlements de la Navigation Aérienne en ce qui concerne l'inspection des avions, les enquêtes sur les accidents et l'examen des postulants de certificats de mécanicien ou de pilote.

Aéroposte.—Des services réguliers d'aéroposte ont été établis en décembre 1927. Les statistiques de ces services, indiquant les routes parcourues, le millage de vol, et le volume de matières postales transportées au cours de l'année terminée le 31 mars 1941, se trouvent au tableau **6**, p. 678, dans la partie VIII de ce chapitre traitant des postes.

Section 2.—Aéroports et avions

Sous-section 1.—Résumé statistique de l'aviation civile

Le Bureau Fédéral de la Statistique recueille des pilotes commerciaux, des aéroclubs, etc., les statistiques de l'aviation civile et les compile. Il ne collige pas cependant les données sur les licences et les accidents, lesquelles sont fournies par la Division de l'Aviation Civile du Ministère des Transports. Afin d'assurer le plus possible la continuité des plus anciennes statistiques, les chiffres de certains item importants sont donnés au tableau **1** pour les années 1935–40. Toutefois, les statistiques colligées depuis 1936 ont été quelque peu augmentées, de sorte que pour certains item du tableau **1** et pour une bonne partie des données des tableaux suivants il n'existe pas de chiffres connus antérieurs à 1936.

Les compagnies commerciales se divisent en deux catégories: les compagnies engagées principalement dans l'aviation internationale entre le Canada et les Etats-Unis et les compagnies engagées exclusivement ou presque dans l'aviation entre stations canadiennes. Les compagnies internationales font un peu de transport exclusivement canadien.

Les envolées régulières sur le tronçon de Montréal à Vancouver de la route Trans-Canada remontent à la fin de 1938, de sorte que les statistiques de 1939 sont les premières à s'étendre aux grandes entreprises des Lignes Aériennes Trans-Canada. Cette compagnie est dans une catégorie à part dans l'aviation canadienne, et son incorporation aux statistiques déforme quelque peu les comparaisons avec les données des années antérieures. Les longs voyages et le nombre relativement élevé de passagers augmentent le parcours moyen et la moyenne de passagers par avion-mille, bien que l'activité des autres compagnies soit à peu près la même. Les compagnies qui opèrent dans le nord transportent des passagers, des marchandises et des fournitures dans les centres miniers, ce qui explique le volume élevé de marchandises transportées par voies aériennes au Canada. En raison même de cette caractéristique de l'aviation civile au Canada, il est difficile d'établir des comparaisons avec les autres pays où la circulation aérienne consiste surtout dans le transport interurbain des voyageurs entre des aéroports bien établis.

1.—Résumé statistique de l'aviation civile au Canada, 1935-40

NOTA.—Les chiffres de 1921-23 se trouvent à la p. 628 de l'Annuaire de 1934; ceux de 1924-29, à la p. 674 de l'Annuaire de 1930; et ceux de 1930-34, à la p. 726 de l'Annuaire de 1936. Les statistiques de la ligne aérienne Trans-Canada figurent pour la première fois en 1939. Pour cette raison, les comparaisons générales avec les chiffres des années antérieures sont déformées (voir texte p. 648).

Item		1935	1936	1937	1938	1939	1940
Analyse générale							
Heures de vol des avions	nomb.	88,451	101,953	126,896	133,168	145,638	151,828
Millage de vol des avions[1]	"	7,522,102	7,100,401	10,055,747	11,231,027	10,541,099	11,012,587
Passagers transportés[1]	"	157,472	111,302	134,148	131,107	154,944	149,025
Passagers transportés un mille[1]	"	7,936,950	9,653,196	14,056,433	13,530,741	24,705,257	41,165,802
Marchandises transportées[1]	lb	17,615,910	22,947,105	24,317,610	19,623,133	19,379,700	14,436,571
Matières postales[2]	"	1,126,084	1,161,069	1,450,473	1,901,711	1,900,347	2,710,995
Tonne-milles de marchandises[1]	nomb.	[3]	1,066,036	1,874,723	960,836	967,113	946,195
Tonne-milles de matières postales	"	[3]	89,588	112,558	281,667	433,349	610,053
Gazoline consommée	gal.	[3]	1,681,517	2,222,733	2,857,847	3,297,410	4,084,465
Huile lubrifiante consommée	"	[3]	51,730	64,371	63,256	68,756	93,543
Aéroports civils autorisés							
Aéroports, tous genres	nomb.	96	155	158	123	124	180[4]
Flotte aérienne autorisée[5]							
Total des avions (tous modèles)—							
Poids brut—							
Jusqu'à 2,000 lb	nomb.	[6]	[6]	316	222	283	267
De 2,001-4,000 lb	"	[6]	[6]	132	113	96	85
De 4,001-10,000 lb	"	[6]	[6]	147	119	90	103
De plus de 10,000 lb	"	[6]	5	9	17	19	18
Modèles—							
Hydravions	nomb.	[6]	[6]	32	23	24	24
Amphibies	"	[6]	[6]	1	3	2	1
Aéroplanes de terre	"	[6]	[6]	322	244	230	220
Convertibles	"	380	450	249	201	232	228
Personnel aviateur breveté							
Pilotes commerciaux	nomb.	414	380	320	226	166	156
Pilotes commerciaux à brevet limité	"	[7]	65	129	165	191	195
Pilotes affectés au transport	"	[7]	42	73	130	147	144
Pilotes privés	"	496	559	635	734	795	793
Ingénieurs en aviation	"	472	533	595	643	722	735

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941 pour les années 1935-39 de façon à écarter les données sur les avions des gouvernements provinciaux et fédéral. [2] Compilé sur une base différente de celle du Bureau de Poste, telle qu'indiquée à la p. 678. [3] Chiffres inexistants avant 1936. [4] Au 31 déc. 1941; les chiffres de 1940 ne sont pas connus. [5] Les détails sur les avions licenciés en 1940 sont donnés au tableau 3. [6] Aucun détail déclaré. [7] Cette classe n'existait pas avant 1936.

Sous-section 2.—Facilités d'atterrissage

Les premières facilités d'atterrissage dont disposa l'aviation civile au Canada furent principalement les aéroports municipaux ou ceux des aéroclubs voisins des grands centres urbains et un grand nombre de têtes de ligne d'où les services commerciaux orientaient leur trafic, surtout vers les régions minières du nord. Un grand terminus de navigation aérienne a été aménagé à Saint-Hubert, à sept milles à l'est de Montréal, avec tout ce qu'il faut pour répondre aux exigences de l'immigration, de la douane et des postes. Ces premiers aéroports formaient le noyau qui, à la suite de nombreuses additions et améliorations, est devenu la chaîne d'aérodromes qui constitue aujourd'hui la route aérienne Trans-Canada. L'évolution de cette route, de même que l'utilisation et l'expansion des facilités d'atterrissage pour fins militaires depuis le commencement de la guerre ont modifié la condition et les facilités de plusieurs aéroports municipaux.

2.—Aéroports au Canada au 31 déc. 1941

Genre	Surface d'atterrissage			
	Terre seulement	Eau seulement	Terre et eau	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Public	7	28	1	36
Gouvernement fédéral	42	Nil	1	43
Intermédiaire	40	"	Nil	40
Provincial	Nil	11	"	11
Privé	5	25	1	31
Aéroports municipaux	13	4	2	19
Totaux	**107**	**68**	**5**	**180**

Sous-section 3.—Avions

Fabrication des avions.—La construction au Canada même des aéroplanes et du matériel d'aviation est essentielle au progrès de l'aviation. La compagnie Canadian Vickers a été la première du genre au Canada. Avant la guerre, plusieurs fabricants construisaient des types d'avions convenant particulièrement au Canada, et un certain nombre de fabricants d'Angleterre et des Etats-Unis établissaient ici des succursales pour le montage et le service de leurs avions. Il existait aussi un certain nombre d'établissements pour la fabrication de trains d'atterrissage, spécialement à patins et à flotteurs, destinés à répondre aux exigences particulières du Canada. Depuis le commencement de la guerre, les établissements outillés pour la fabrication des avions et des pièces d'avion produisent des avions militaires, et l'industrie s'est accrue de compagnies et d'établissements nouveaux. Un bref exposé de l'avionnerie en temps de guerre au Canada paraît au chapitre des manufactures, p. 364. Les chiffres antérieurs à la guerre paraissent à la p. 627 de l'Annuaire de 1941.

3.—Avions civils autorisés au Canada, au 31 décembre 1940

Avions	Fédéral et provincial	Privé	Aéroclubs	Commercial[1]	Total
Poids brut[2]	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Jusqu'à 2,000 lb	32	55	71	109	267
2,001 à 4,000 lb	18	6	Nil	61	85
4,001 à 10,000 lb	21	2	"	80	103
Plus de 10,000 lb	Nil	Nil	"	18	18
Total	**71**	**63**	**71**	**268**	**473**
Modèle					
Hydravions	19	2	1	2	24
Amphibies	Nil	1	Nil	Nil	1
Avions	28	50	39	103	220
Convertibles[3]	24	10	31	163	228

[1] Y compris les avions de compagnies internationales autorisés au Canada. [2] Le poids total comprend les accessoires et la charge complète. [3] Peuvent être équipés de roues, flotteurs ou patins suivant les conditions.

Section 3.—Finances et employés

Sous-section 1.—Dépenses du Gouvernement fédéral

Les exigences civiles et militaires ont déterminé de profonds changements dans la position de l'aviation civile au Canada. Jusqu'à l'inauguration des services des Lignes Aériennes Trans-Canada, l'aviation civile était développée principalement en vue d'assurer des services privés, commerciaux et administratifs aux régions les plus éloignées du pays, surtout les régions minières, forestières et de piégeage du

nord. Récemment, toutefois, le Gouvernement fédéral a amélioré les aéroports existants et en a construit d'autres pour la route aérienne Trans-Canada et pour fins militaires. En plus des dépenses directes, le Ministère des Transports a aidé les municipalités à améliorer leurs aéroports. Ces contributions, telles qu'indiquées au tableau 4, comprennent vraisemblablement des décaissements pour fins capitales et d'exploitation.

4.—Dépenses au compte capital et ordinaire, et recettes du Gouvernement fédéral découlant de l'aviation civile, années fiscales 1939-41

NOTA.—D'après les rapports annuels du Ministère des Transports.

DÉPENSES AU COMPTE CAPITAL

Item	1939	1940	1941	Total au 31 mars 1941
Immobilisations	$	$	$	$
Routes aériennes, aéroports et postes de radio—construction	2,497,781	2,743,883	1,241,822	8,825,135
Routes aériennes et aéroports—construction (guerre)	Nil	93,338	Nil	93,338
Totaux, immobilisations	**2,497,781**	**2,837,221**	**1,241,822**	**8,918,473**

DÉPENSES ET RECETTES ORDINAIRES

Item	1939	1940	1941
Dépenses	$	$	$
Contrôle de l'aviation civile	271,450	242,989	233,144
Administration des services de l'air	10,202	10,553	10,413
Subventions aux aéroclubs	43,082	54,676	24,740
Déficit des Lignes Aériennes Trans-Canada	818,026	411,657	Nil
Contributions pour venir en aide aux municipalités	1,261,676	1,364,878	445,937
Routes aériennes et aéroports, exploitation et entretien—			
Exploitation et entretien général	289,892	375,479	481,253
Service météorologique	238,718	309,447	365,195
Service radiophonique	338,852	558,764	564,167
Loi d'indemnisation des employés d'Etat	3,404	3,649	2,567
Totaux, dépenses	**3,275,302**	**3,332,092**	**2,127,416**
Recettes			
Amendes et confiscations	90	35	190
Recettes, transport des voyageurs	790	131	192
Brevets de pilotes privés	864	1,154	1,196
Permis d'aéroports	110	70	48
Permis, services de transport réguliers	250	Cr. 265	75
Honoraires d'atterrissage	683	2,001	581
Location d'espace pour entrepôts, terrains et hangars, et honoraires d'atterrissage	9,895	10,780	11,080
Honoraires d'enregistrement	1,060	1,045	900
Analyses d'aéronavigabilité et de résistance	485	600	255
Main-d'œuvre et tracteurs	626	115	14
Loyers	2,957	6,249	11,194
Frais de service—usage des aéroports	1,350	11,368	31,059
Diverses	Nil	Nil	Nil
Totaux, recettes	**19,160**	**33,283**	**56,784**

Sous-section 2.—Dépenses provinciales et autres

Immobilisations, recettes et dépenses.—Les immobilisations dans l'aviation civile, telles qu'elles s'établissent à la fin de 1940, sont indiquées au tableau 5. Elles ne comprennent pas les décaissements du Fédéral pour les aéroports à travers le Canada, lesquels sont inclus dans ceux de la route aérienne Trans-Canada, ni les décaissements pour les aérodromes militaires. Les dépenses nécessitées par la route Trans-Canada sont étudiées dans la sous-section 1. Il n'existe pas de statistiques complètes sur les immobilisations des municipalités dans les aéroports.

Il n'existe pas non plus de données sur les frais d'exploitation aéronautique des gouvernements fédéral et provinciaux ou des particuliers.

5.—Immobilisations, recettes et dépenses de l'aviation civile au Canada, 1940

NOTA.—Ces chiffres n'embrassent pas le domaine entier de l'aviation divile; voir le texte qui précède.

Item	Ecoles et sightseeing	Clubs d'aviation légère	Commerciale		Total
			Licenciée	Non licenciée	
Immobilisations	$	$	$	$	$
Terrains et bâtiments	6,994	135,094	1,528,730	50,979	1,721,797
Moteurs d'avion, etc.	83,390	111,869	5,971,734	315,110	6,482,103
Outillage et équipement	2,947	17,911	803,663	4,270	828,791
Mobilier, accessoires de bureau	20,067	4,079	265,097	2,673	291,916
Divers	Nil	11,292	18,904	Nil	30,196
Totaux	**113,398**	**280,245**	**8,588,128**	**373,032**	**9,354,803**
Recettes et dépenses					
Recettes	90,585	437,574	7,323,516	143,079	7,994,754
Dépenses	85,526	388,571	6,807,946	146,165	7,428,208

Employés, salaires et gages.—Les effectifs du personnel breveté de l'aviation civile ces dernières années sont indiqués au tableau **1**, p. 649. Toutefois, ces chiffres comprennent en outre les pilotes et mécaniciens à l'emploi du Gouvernement fédéral et de particuliers, de même que ceux qui n'ont pas d'emploi au sens ordinaire du mot. Le personnel breveté de ces catégories ne paraît pas au tableau **6.**

6.—Employés, salaires et gages dans l'aviation civile au Canada, 1940

Catégorie d'employés	Gouvernement provincial		Eccles et sightseeing		Clubs d'aviation légère		Commerciale canadienne[1]		Totaux	
	no.	$	no.	$	no.	$	no.	$	no.	$
Directeurs généraux	5	16,483	2	3,800	10	15,931	45	201,097	62	237,311
Commis	3	6,080	5	4,410	16	9,536	205	241,171	229	261,197
Pilotes brevetés	23	68,092	9	13,736	46	79,172	182	661,206	260	822,206
Ingénieurs brevetés	30	63,678	2	4,140	28	30,276	154	285,614	214	383,708
Mécaniciens et autres préposés aux avions	9	16,000	7	2,414	46	17,919	374	424,259	436	460,592
Autres employés	11	9,941	1	870	20	8,693	292	379,688	324	399,192
Totaux	**81**	**180,274**	**26**	**29,370**	**166**	**161,527**	**1,252**	**2,193,035**	**1,525**	**2,564,206**

[1] Comprend les Lignes Aériennes Trans-Canada.

Section 4.—Trafic aérien

Le tableau **1**, p. 649, indique une forte augmentation en 1940 dans le transport des voyageurs tel qu'indiqué par le nombre de passagers transportés un mille. Les marchandises transportées par avion se composent en bonne partie de machinerie, fournitures, etc. pour les régions minières du nord du Québec et de l'Ontario, des provinces de l'Ouest et des Territoires du Nord-Ouest. Plusieurs de ces mines ne sont accessibles que par canot en été et attelage de chiens en hiver, ou par avion. Le transport aérien sera probablement le moins coûteux et le plus efficace durant toute l'existence d'un grand nombre de ces mines. Le volume de marchandises transportées par avion augmente rapidement, passant de 2,372,467 livres en 1931 au chiffre sans précédent de 24,317,610 livres en 1937. Il a diminué depuis jusqu'à 14,436,571 en 1940. C'est beaucoup plus qu'en tout autre pays sauf peut-être la Russie. Les Etats-Unis déclarent 9,514,299 livres en 1939. L'activité minière, notamment dans les mines d'or, stimulée par la hausse des prix, a été l'un des facteurs principaux de l'expansion rapide du transport des marchandises par la voie

des airs. Une forte quantité de matières postales, ne figurant pas aux matières postales transportées à l'entreprise, est aussi transportée vers les mines par avion. La partie VIII de ce chapitre, pp. 677–678, donne des renseignements supplémentaires sur les services aéropostaux.

Certains pays incorporent à leurs statistiques le trafic entre deux postes étrangers de compagnies constituées dans le pays faisant rapport. Dans le tableau 7, les statistiques des compagnies faisant des envolées régulières entre des points du Canada et des Etats-Unis sont indiquées séparément. Ces statistiques ne s'appliquent qu'au trafic entre les deux pays qui a son point de départ ou d'arrivée au Canada et, en conséquence, ne tiennent pas compte de celui qui est effectué par les mêmes lignes entre deux points étrangers. Le nombre indiqué de milles de vol est celui des envolées en territoire canadien seulement. Ce millage sert aussi au calcul du nombre de voyageur-milles et de tonne-milles.

7.—Opérations d'aviation civile au Canada, 1940, et totaux pour 1939

Item	Compagnies commerciale, 1940[1]					Total, 1939[1,2]
	Ecoles et sightseeing	Internationales	Licenciées au Canada	Non licenciées	Total	
Milles de vol—						
Payants.....nomb.	124,677	320,829	9,650,232	244,331	10,341,329	[3]
Non payants..... "	30,060	770	274,228	366,200	671,258	[3]
Totaux..... "	154,737	321,599	9,924,460	610,531	11,012,587	10,541,099
Voyageurs transportés—						
Payants.....nomb.	465	19,677	110,000	5,625	135,779	133,776
Non payants..... "	259	1,705	4,909	4,533	11,406	21,168
Totaux..... "	724	23,222	114,909	10,158	149,025	154,944
Marchandises transportées—						
Payantes..... lb	95,941	34,771	12,172,345	675,779	12,978,836	[3]
Non payantes..... "	16,000	1,850	546,327	881,843	1,446,020	[3]
Totaux..... "	111,941	48,336	12,718,672	1,557,622	14,436,571	19,379,700
Matières postales..... lb	–	148,087	2,562,908	–	2,710,995	1,900,347
Voyageur-milles—						
Payants.....nomb.	98,760	1,270,492	36,799,434	268,493	38,438,439	21,831,368
Non payants..... "	21,228	118,791	2,043,766	543,578	2,727,363	2,873,889
Totaux..... "	119,988	1,389,283	38,843,200	812,071	41,165,802	24,705,257
Marchandises, tonne-milles—						
Payantes.....nomb.	15,045	2,490	738,287	29,100	784,922	[3]
Non payantes..... "	765	29	105,172	55,307	161,273	[3]
Totaux..... "	158,10	2,519	843,459	84,407	946,195	967,113
Matières postales, tonne-milles.....nomb.	–	8,775	601,278	–	610,053	433,349
Heures de vol..... "	9,687	2,239	80,851	14,625	151,828[4]	145,638[4]
Heures de vol de l'équipage..... "	9,687	4,827	150,319	15,950	226,534[4]	[3]
Gazoline..... gal.	47,823	124,667[5]	3,406,442	206,280	4,084,465[4]	3,397,410[4]
Huile lubrifiante..... "	1,154	824[5]	76,532	6,261	93,543[4]	68,756
Recettes d'exploitation "	90,585	–	7,323,516	143,079	7,994,754	5,839,941
Dépenses d'exploitation "	85,526	–	6,807,946	146,165	7,428,208	6,427,765
Accidents d'avion—						
Tués—équipage.....nomb.	1	Nil	1	1	4[4,8]	6
passagers..... "	1	Nil	4	2	9[4]	8
Blessés—équipage... "	Nil	"	1	Nil	3[4,6]	3
passagers.. "	"	"	5	"	6[4,7]	6

[1] Comprend les clubs d'aviation légère. [2] La majorité des item de cette colonne ont été revisés depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [3] Non classifié séparément antérieurement à 1940. [4] Comprend les opérations du gouvernement provincial. [5] Achetée au Canada seulement. [6] Y compris 2 dans des avions privés et autres. [7] Y compris 4 dans des avions privés et autres.

8.—Trafic de l'aviation civile au Canada, par province d'origine, 1940

Province d'origine	Passagers[1]	Marchandises[1]	Matières postales
	nombre	livres	livres
Ile du Prince-Edouard	1,297	6,251	73,217
Nouvelle-Ecosse	1,010	967	10,333
Nouveau-Brunswick	5,003	20,557	119,081
Québec	26,145	2,482,021	283,777
Ontario	44,035	6,626,806	677,619
Manitoba	16,535	1,997,032	362,504
Saskatchewan	7,559	558,869	128,824
Alberta	13,738	757,177	368,121
Colombie Britannique	20,940	548,127	258,184
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	6,639	1,394,500	305,655
Etats-Unis et Alaska	12,690	48,660	123,680
Totaux	**155,591**	**14,440,967**	**2,710,995**

[1] Y compris le trafic payant et non payant.

9.—Accidents d'aviation au Canada, 1940

Exploitant	Personnes tuées			Personnes blessées		
	Pilotes	Passagers	Total	Pilotes	Passagers	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Compagnies internationales	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Comp. canad. licenciées	1	4	5	1	5	6
Comp. canad. non licenciées	1	2	3	Nil	Nil	Nil
Entraînement (comp. diverses et privées)	4	3	7	3	4	7
Etat	Nil	Nil	Nil	1	1	2
Totaux	**6**	**9**	**15**	**5**	**10**	**15**

PARTIE VI.—COMMUNICATIONS PAR FIL*

Section 1.—Télégraphes

Un précis historique des communications télégraphiques au Canada paraît à la p. 792 de l'Annuaire de 1934-35.

Service télégraphique du Gouvernement canadien.—Ce service est exploité par la Branche du Télégraphe du Ministère des Travaux Publics. Il a pour but de fournir des communications dans les régions distantes, négligées par les compagnies commerciales, en raison de la modicité de leur chiffre d'affaires, mais où l'intérêt public impose la nécessité de communications rapides. Cet organisme assure les services suivants: communications télégraphiques et téléphoniques entre les groupements disséminés le long des côtes de l'île du Cap-Breton; liaison par câbles avec les îles Campobello, Grand-Manan et d'autres de la baie de Fundy, et avec l'île du Prince-Edouard, les îles de la Madeleine et l'île d'Anticosti, dans le golfe St-Laurent; lignes télégraphiques ou téléphoniques le long de la côte nord du St-Laurent, de Québec au détroit de Belle-Isle; communications par câbles avec les îles Pelée et Manitoulin, en Ontario; lignes télégraphiques vers les districts septentrionaux de la Saskatchewan; lignes télégraphiques d'Edmonton à la région d'Athabaska et de Rivière-la-Paix, dans l'Alberta; lignes télégraphiques ou téléphoniques le long du littoral de l'île Vancouver et vers les établissements de pêche et les exploitations forestières et minières situés sur la côte de la Colombie Britannique, de même que vers certaines régions minières de l'intérieur; ligne télégraphique (aérienne) vers Dawson et d'autres endroits du Yukon.

* Revisé par G. S. Wrong, B.Sc., chef de la Branche des Transports et Utilités Publiques du Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche publie des rapports annuels sur les statistiques des télégraphes et des téléphones.

Réseaux télégraphiques.—Le réseau télégraphique canadien se compose des lignes de l'Etat et de celles des compagnies à charte de chemin de fer et de télégraphe. Proportionnellement à la population, le réseau télégraphique du Canada est l'un des plus étendus de l'univers; son fonctionnement s'opère nonobstant de sérieux désavantages géographiques et climatiques. Pour la circulation des trains, la diffusion des communications à la presse et des cours de la Bourse et des marchés, ses services sont inappréciables.

1.—Statistiques de toutes les compagnies de télégraphe, 1931-40

NOTA.—Les chiffres des années 1920-30 se trouvent à la p. 751 de l'Annuaire de 1938.

Année	Revenu brut	Dépenses d'exploitation	Revenu net d'exploitation	Longueur des lignes sur poteaux	Longueur des fils	Employés[1]	Bureaux	Dépêches par terre	Câblogrammes[2]	Sommes câblées
	$	$	$	milles	milles	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	$
1931..	11,641,729	10,720,949	920,780	53,228	368,583	6,637	4,474	13,200,198	1,784,787	7,475,928
1932..	9,381,075	9,020,052	361,023	52,362	366,142	5,788	4,248	10,519,433	1,514,321	4,698,660
1933..	9,267,715	8,122,964	1,144,751	52,112	365,489	5,263	4,115	10,095,061	1,597,044	3,632,910
1934..	9,972,627	8,436,144	1,536,483	52,406	366,706	5,624	4,171	10,526,496	1,691,477	3,950,854
1935..	9,741,394	8,416,329	1,325,065	53,034	365,518	5,903	4,103	11,138,835	1,297,454	3,834,458
1936..	10,378,873	8,710,349	1,668,524	52,907	363,180	6,064	4,121	12,735,186	1,391,903	4,296,738
1937..	11,410,333	9,467,398	1,942,935	53,001	369,411	6,401	4,761	13,456,330	1,488,767	4,550,731
1938..	10,611,207	9,399,631	1,211,576	52,408	373,283	6,347	4,900	12,814,234	1,404,244	4,103,690
1939..	10,474,489	9,297,902	1,176,587	52,464	374,550	6,339	4,845	12,462,912	1,492,389	3,539,988
1940..	10,585,635	9,011,414	1,574,221	52,396	380,318	6,427	4,781	12,732,082	1,648,282	3,118,168

[1] Y compris les exploitants à commission. [2] A l'exclusion des messages relayés aux Etats-Unis.

2.—Statistiques des compagnies de télégraphe, 1936-40

NOTA.—Les statistiques de la Halifax and Bermudas Cable Co., de la Canadian Marconi Wireless Telegraph Co. et du Pacific Cable Board ne sont pas comprises.

Compagnie	Année	Ligne	Fil	Messages[1]	Bureaux[2]
		milles	milles	nomb.	nomb.
Canadian National Telegraph Co.	1936	24,698	162,922	7,215,653	1,705
	1937	24,716	163,527	7,642,860	2,346[3]
	1938	24,683	164,667	7,162,508	2,375[3]
	1939	24,602	165,697	6,963,812	2,321
	1940	24,472	167,325	7,226,253	2,306
Compagnie du Pacifique Canadien	1936	17,604	173,341	4,936,247	1,613
	1937	17,645	178,504	5,120,016	1,612
	1938	17,478	181,196	4,976,619	1,712
	1939	17,656	181,764	4,851,770	1,712
	1940	17,720	185,877	4,854,984	1,675
Western Union	1936	1,086	9,362	[4]	1
	1937	1,084	9,454	[4]	1
	1938	1,081	9,696	[4]	1
	1939	1,077	9,545	[4]	1
	1940	1,073	9,520	[4]	1
Temiskaming and Northern Ontario Railway Commission	1936	575	3,485	103,707	35
	1937	575	3,430	117,317	35
	1938	575	3,441	114,281	35
	1939	575	3,377	112,070	35
	1940	575	3,357	102,547	35
North American Telegraph Co., Ltd.	1936	345[5]	445	60,686	15
	1937	345[5]	445	65,980	15
	1938	345[5]	445	63,655	15
	1939	327[5]	443	68,020	13
	1940	327[5]	443	87,989	13

Voir renvois à la fin du tableau, p. 656.

2.—Statistiques des compagnies de télégraphe, 1936-40—fin

Compagnie	Année	Ligne	Fil	Messagers[1]	Bureaux[2]
		milles	milles	nomb.	nomb.
Northern Alberta Railway	1936	926	2,262	42,612	40
	1937	926	2,262	46,210	41
	1938	926	2,262	42,148	41
	1939	926	2,262	37,334	41
	1940	926	2,262	44,439	41
Services des Télégraphes du Dominion	1936	8,893	11,363	328,866	679
	1937	8,929	11,789	425,094	678
	1938	9,049	11,576	413,207	689
	1939	9,080	11,462	394,280	690
	1940	8,624	11,534	386,208	679

[1] Câblogrammes non compris. [2] Les chiffres du tableau 1 comprennent les bureaux des compagnies de sans-fil et de câbles; pour cette raison ils sont plus considérables que la somme des bureaux donnée ici pour les années correspondantes. [3] Comprend sous-bureaux. [4] Compris avec le réseau télégraphique Canadien National. La Western Union ne s'occupe que des messages directs. [5] Ligne téléphonique louée.

Câbles sous-marins.—Seize câbles océaniques ont leur terminus au Canada, dont quatorze sur l'Atlantique et deux sur le Pacifique. En outre, il y a huit câbles entre les stations côtières de l'Atlantique au Canada et aux Etats-Unis. C'est en 1866 que ces câbles démontrèrent leur utilité commerciale qui n'a cessé de s'accroître depuis. Les câbles de l'Atlantique sont sous le contrôle de capitalistes anglais et américains; le câble du Pacifique reliant le Canada à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande existe depuis 1902 et a tout d'abord appartenu à un consortium des gouvernements de la Grande-Bretagne, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et du Canada. A la suite d'une recommandation de la conférence impériale de 1928 sur les communications par câble et par sans-fil, il fut décidé de vendre les câbles du Pacifique et ceux des Antilles à l'Imperial and International Communication Company, compagnie formée pour prendre le contrôle de tous les câbles sous-marins et louer tous les systèmes de sans-fil par ondes dirigées possédés dans l'Empire. La législation nécessaire fut adoptée par la Grande-Bretagne en février 1929 et par le Canada en juin de la même année.

Section 2.—Téléphones

Un bref historique des premiers développements des téléphones paraît à la page 795 de l'Annuaire 1934-35.

Sous-section 1.—Réseaux et matériel

Réseaux téléphoniques.—Dans les 3,193 réseaux téléphoniques existant en 1940 figurent les trois grands réseaux provinciaux du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, un réseau plus petit appartenant à la province d'Ontario et un autre appartenant au service des Parcs Nationaux du Ministère des Mines et Ressources. Ce chiffre englobe également 26 réseaux municipaux, les plus importants appartenant aux villes d'Edmonton, Fort William et Port Arthur. Parmi les 2,348 compagnies coopératives de téléphone, 1,149 sont dans la Saskatchewan seulement, 791 dans l'Alberta et 211 dans la Nouvelle-Ecosse. Les plus puissantes des 533 sociétés en commandite exploitant des réseaux téléphoniques en 1940 sont la Bell Telephone Co. et la British Columbia Telephone Co. La Bell Telephone Co. détient plus de 58 p.c. du total des immobilisations dans les réseaux téléphoniques au Canada et le nombre de téléphones qu'elle possède dans les provinces de Québec et d'Ontario constitue 56 p.c. du total pour le Canada.

Matériel téléphonique.—Au point de vue du nombre d'appareils téléphoniques par centaine d'habitants, le Canada occupe la quatrième place avec 12·83, les trois premiers pays étant les Etats-Unis avec 15·85, la Suède avec 13·64 et la Nouvelle-Zélande avec 13·28.

Sur un total de 965,582 appareils dans les 51 principales villes du Canada, 723,952 sont des appareils actionnés par multiples automatiques. Les autres 241,630 le sont au moyen de multiples ordinaires. Les centraux automatiques ont complètement remplacé les centraux mécaniques dans les principales villes des Provinces des Prairies et les déplacent graduellement dans les autres provinces.

3.—Milles des lignes et fils sur poteaux et téléphones en usage, au 31 déc. 1931-40

NOTA.—Pour les chiffres de 1911-30, voir p. 753 de l'Annuaire de 1938.

Année	Réseaux	Longueur de ligne sur poteaux	Longueur de fil	Appareils téléphoniques					
				Commerciaux	Domiciliaires	Ruraux[1]	Publics	Total	Par 100 habitants
	nomb.	milles	milles	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1931....	2,399	222,196	4,985,076	369,281	723,868	245,485	25,566	1,364,200	13·1
1932....	2,414	220,459	5,089,261	351,509	663,815	220,680	25,241	1,261,245	12·0
1933....	2,403	219,753	5,134,871	341,063	617,532	209,611	24,124	1,192,330	11·2
1934....	2,388	208,131	5,133,521	349,892	605,206	217,182	24,749	1,197,029	11·1
1935....	2,833	207,916	5,120,610	351,427	615,052	218,818	23,518	1,208,815	11·1
1936....	3,063	210,926	5,197,042	371,401	641,229	229,940	23,658	1,266,228	11·5
1937....	3,191	209,767	5,307,884	386,669	676,001	235,763	24,361	1,322,794	11·9
1938....	3,203	211,895	5,397,244	396,975	695,961	240,204	26,277	1,359,417	12·1
1939....	3,212	212,603	5,518,329	406,279	720,043	243,730	27,220	1,397,272	12·3
1940....	3,193	212,680	5,681,594	421,050	762,331	248,982	28,675	1,461,038	12·8

[1] Comprend les téléphones sur les lignes d'échange rurales et les lignes d'échange urbaines qui ont plus de quatre postes.

La densité des téléphones dans les différentes provinces subit naturellement l'influence de l'urbanisation de la population, car le nombre de téléphones employés pour fins commerciales est beaucoup plus grand dans les cités et villes que dans les régions rurales.

4.—Téléphones en usage, par province, le 31 décembre 1940

Province	Lignes individuelles		Lignes doubles et quadruples		Lignes rurales		Branche privée d'échange et d'extension		Publics	Total	Appareils par 100 habitants
	Affaires	Résidence	Affaires	Résidence	Affaires	Résidence	Affaires	Résidence			
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
I.P.-E...	796	1,103	124	563	176	2,166	485	99	69	5,581	5·9
N.-E....	6,540	14,516	615	9,881	864	9,938	6,419	2,412	1,066	52,251	9·3
N.-B....	4,417	7,920	825	8,679	880	5,934	4,950	1,382	811	35,798	7·9
Qué.....	44,412	86,634	3,956	74,248	5,660	26,009	61,512	12,132	9,656	324,219	10·0
Ont.....	74,589	147,252	6,792	187,016	4,904	102,486	96,854	28,465	11,944	660,302	17·5
Man.....	9,850	27,981	74	8,157	1,155	13,468	12,582	1,879	2,192	77,338	10·6
Sask....	12,005	20,733	342	94	Nil	45,210	5,705	684	390	85,163	9·2
Alta.....	13,423	30,821	48	404	1,229	15,979	10,481	3	1,034	73,422	9·3
C.B.....	18,861	10,685	449	73,744	828	11,977	23,892	4,842	1,510	146,788	18·5
Yukon..	31	2	21	Nil	34	85	Nil	Nil	3	176	4·4
Totaux..	**184,924**	**347,647**	**13,246**	**362,786**	**15,730**	**233,252**	**222,880**	**51,898**	**28,675**	**1,461,038**	**12·8**

Sous-section 2.—Statistiques financières du téléphone

Les tendances importantes de l'industrie du téléphone au Canada paraissent dans les tableaux 5 et 6. Il y a des diminutions des revenus, des frais d'exploitation, des salaires et gages, etc., durant la dépression, mais elles ne sont pas aussi marquées que dans la plupart des autres branches de l'industrie.

5.—Statistiques financières des téléphones au Canada, 1931-40

NOTA.—Pour les chiffres de 1911-30 voir p. 754 de l'Annuaire de 1938.

Année	Capitalisation		Coût de la propriété	Recettes brutes	Frais d'exploitation	Revenu net d'exploitation	Salaires et gages[1], [2]	Employés[2]
	Capital-actions	Dette fondée						
	$	$	$	$	$	$	$	nomb.
1931	105,765,685	168,224,084	333,055,119	66,806,580	60,067,016	6,739,564	28,493,252	23,825
1932	106,161,477	172,158,977	333,169,486	60,684,992	55,344,023	5,340,969	24,115,545	21,354
1933	106,336,079	165,229,197	330,490,818	56,062,970	50,423,641	5,639,329	21,276,406	18,796
1934	108,638,326	162,660,037	331,187,227	57,380,171	50,989,088	6,391,083	21,167,834	17,291
1935	109,776,507	159,785,965	327,754,026	57,029,918	50,889,780	6,140,138	22,283,362	17,414
1936	111,239,775	160,331,601	330,048,263	59,770,591	51,938,102	7,832,489	23,365,977	17,775
1937	127,289,481	160,558,719	335,810,564	63,288,855	54,512,191	8,776,664	25,579,850	18,413
1938	128,802,946	163,398,749	342,227,172	64,749,255	55,231,173	9,518,082	26,020,463	17,925
1939	130,507,411	162,168,894	350,160,208	67,438,256	57,383,562	10,054,694	26,525,374	17,636
1940	132,153,922	160,630,190	359,454,188	72,008,157	62,266,583	9,741,574	27,147,055	18,696

[1] Y compris les salaires et gages imputables au compte capital. [2] A l'exclusion des lignes rurales de la Saskatchewan.

6.—Statistiques financières des téléphones au Canada, par province, 1940

Province	Capital nominal	Coût de la propriété	Recettes brutes	Dépenses	Recettes nettes	Salaires et gages[1]	Employés
	$	$	$	$	$	$	nomb.
Ile du Pr.-Ed.	1,031,792	1,072,978	212,884	194,638	18,246	65,009	101
Nouv.-Ecosse	9,108,720	11,817,806	2,390,164	1,950,407	439,757	802,431	807
N.-Brunswick	6,434,329	8,404,138	1,638,206	1,311,282	326,924	600,860	573
Québec[2]	161,883,878	77,900,030	47,513,207	40,732,371	6,780,836	7,423,510	4,360
Ontario[2]	7,448,341	151,431,290	2,678,364	2,291,433	386,931	11,621,023	7,488
Manitoba	19,072,151	23,228,721	3,575,590	3,332,073	243,517	1,415,262	1,119
Saskatchewan	33,970,312	33,697,783	3,674,217	3,422,314	251,903	882,552[3]	682[3]
Alberta	28,834,225	18,245,505	3,637,916	3,138,601	499,315	1,165,155	1,071
Colombie Britannique	24,913,255	33,599,984	6,670,015	5,878,132	791,883	3,161,717	2,490
Yukon	87,109	55,953	17,594	15,332	2,262	9,536	5
Totaux	**292,784,112**	**359,454,188**	**72,008,157**	**62,266,583**	**9,741,574**	**27,147,055**[3]	**18,696**[3]

[1] Y compris salaires et gages imputables au compte capital. [2] Y compris la Cie de Téléphone Bell dans Ontario et Québec. [3] A l'exclusion des employés et des gages des lignes rurales de la Saskatchewan.

Sous-section 3.—Appels téléphoniques

Les réseaux téléphoniques qui administrent 90 p.c. de tous les téléphones au Canada ont établi leurs estimations en comptant les jours d'affaires normales et, après déduction des appels incomplétés, des jours de fête, des dimanches, etc., ont multiplié la moyenne obtenue par 365. Dans presque tous les cas, les appels interurbains sont des appels complétés.

7.—Appels locaux et interurbains et moyennes par téléphone et per capita, 1931-40

Année	Appels locaux	Appels inter-urbains	Nombre total d'appels	Total per capita[1]	Moyenne par téléphone		
					Locaux	Inter-urbains	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1931	2,421,081,000	33,198,000	2,454,279,000	236	1,775	24·3	1,799
1932	2,319,354,000	27,219,000	2,346,573,000	223	1,839	21·6	1,861
1933	2,247,144,000	24,437,000	2,271,581,000	213	1,885	20·5	1,905
1934	2,278,864,000	25,396,000	2,304,260,000	213	1,904	21·2	1,925
1935	2,294,580,000	26,019,000	2,320,599,000	212	1,898	21·5	1,920
1936	2,444,517,000	27,990,000	2,472,507,000	224	1,931	22·1	1,953
1937	2,582,984,000	30,823,000	2,613,807,000	235	1,953	23·3	1,976
1938	2,592,803,000	30,289,000	2,623,092,000	234	1,907	22·3	1,929
1939	2,742,739,000	31,612,000	2,774,351,000	245	1,963	22·6	1,984
1940	2,864,215,000	34,888,000	2,899,103,000	255	1,960	23·9	1,986

[1] Les données per capita sont basées sur les estimations officielles de la population, p. 100.

PARTIE VII.—COMMUNICATIONS SANS FIL*

La radio au Canada et sur les bateaux enregistrés au Canada était administrée, avant le 1er juillet 1938, en vertu de la loi de la radiotélégraphie adoptée en 1913 et des règlements émis de temps à autre à la suite de cette loi. Cette loi, à cause des développements rapides, a été abrogée et remplacée par la loi sur la radio de 1938, qui est entrée en vigueur le 1er juillet 1938. Entre-temps, cependant, la loi de la marine marchande du Canada avait déjà été revisée (voir Annuaire de 1936, pp. 1144–1145), et les sections de l'ancienne loi sur la radiotélégraphie concernant l'outillage radiotélégraphique sur les bateaux ont été enlevées et incorporées à la loi revisée de la marine marchande du Canada, 1934. Ces deux lois étaient administrées par le Ministre des Transports.

En 1932, la loi canadienne de la radiodiffusion a été adoptée et, aux termes de cette loi, le contrôle de toute la radiodiffusion est dévolue à la Commission Canadienne de la Radiodiffusion. Cette loi a été subséquemment rappelée et remplacée par la loi canadienne sur la radiodiffusion, 1936. D'après la nouvelle loi, le contrôle technique de tous les postes de radiodiffusion retourne au Ministère des Transports, tandis que le règlement des programmes est placé entre les mains de la Société Radio-Canada; une section autorise le Ministre des Transports à faire des règlements pour le contrôle de tout outillage susceptible de causer de l'interférence dans la réception radiophonique.

Cependant, en vertu de la loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public et de la loi des mesures de guerre, les devoirs, pouvoirs et fonctions dévolus au Ministre des Transports en vertu de la loi sur la radio de 1938 sont transférés au Ministre des Munitions et des Approvisionnements par arrêtés en conseil adoptés en juillet et septembre 1940. Un nouvel ordre en conseil adopté en juin 1941 confère au Ministre des Services Nationaux de Guerre juridiction sur les activités de la Société Radio-Canada.

En plus d'être sujette aux dispositions de la loi sur la radio de 1938 et des règlements qui en découlent, la radio, au Canada, y compris la radiodiffusion, est soumise à la Convention Internationale des Télécommunications (Madrid, 1932) et aux règlements de radiocommunication y annexés (revision du Caire, 1938) de même qu'à la Convention des Radiocommunications Interaméricaines et à l'Entente de la Radiodiffusion Régionale en Amérique du Nord, La Havane, 1937.

* La partie VII, à l'exception de la section 3, a été revisée sous la direction de Walter A. Rush, Contrôleur de la Radio, Ministère des Transports.

Section 1.—Administration

Sous-section 1.—Contrôle technique et permis

Tous les postes de radio au Canada doivent avoir un permis, qu'il s'agisse d'émission ou de réception, ou des deux. L'émission de toutes les classes de permis, l'affectation des indicatifs et des fréquences, et l'inspection et la surveillance des postes de radio au Canada relèvent du personnel de la Division de la Radio. En 1941, les inspecteurs du département de la radio ont inspecté 51,960 postes de radio de toutes classes. Le personnel d'inspection de la Division de la Radio tient également les examens pour les certificats de compétence en radiotélégraphie. Jusqu'au 31 mars 1941, 10,343 certificats de toutes classes ont été accordés.

Les règlements de la radio pour les postes de bord en vertu de la loi de la marine marchande du Canada, 1934, établissent les spécifications de l'outillage radiotélégraphique dont doivent être munies certaines classes de bateaux, et désignent également les qualifications requises des opérateurs de ces postes.

Pour assurer la sécurité de la vie en mer, certains paquebots à passagers et certains cargos, en vertu de règlements internationaux, doivent être possesseurs d'un outillage radiotélégraphique avec opérateurs compétents, porteurs de certificats de compétence. Le Ministère maintient un service complet d'inspection de la radio pour appliquer ce règlement. Les inspecteurs, postés aux principaux ports du Dominion, doivent vérifier l'efficacité de l'outillage radiotélégraphique des bateaux faisant escale aux ports canadiens, quelle que soit leur nationalité, et voir à ce que seuls des opérateurs compétents soient à bord. En vertu de la loi de la marine marchande du Canada, 1934, les bateaux étrangers et canadiens, durant leur séjour dans les ports canadiens, sont examinés en vue de l'émission de certificats de sûreté.

1.—Postes de radio en opération au Canada, par classe, au 31 mars 1937-41

Classe de poste	1937	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Postes côtiers (du gouvernement)[1]	31	31	31	28	27
Postes radiogoniomètres (du gouvernem.[2])	13	13	13	13	13
Postes radiogoniomètres aéronautiques (du gouvernement)	Nil	2	2	2	2
Postes de bord (du gouvernement)	48	59	61	64	42
Postes de bord (commerciaux)	261	313	340	356	416
Poste de bord (récept. commerc. seulem.)	Nil	Nil	Nil	71	61
Postes radio-phares (du gouvernement)[1]	26	26	26	26	29
Postes radiotéléphoniques (du gouvern.)	10	10	10	17	10
Postes météorologiques (du gouvernem.)	Nil	1	1	1	1
Postes de terre	1	1	1	1	1
Postes côtiers à rayon limité	5	7	10	10	6
Postes publics commerciaux	41	58	81	78	77
Postes privés commerciaux	315	399	489	863	1,120
Postes privés commerciaux d'irradiation	80	88	94	96	98
Postes d'expérimentation[2]	126	147	182	78	46
Postes amateurs d'expérimentation[2]	2,821	3,222	3,678	3,776	Nil
Postes d'expérimentation d'irradiation sur ondes courtes	8	8	[3]	[3]	[3]
Postes privés de réception[4]	1,038,500	1,104,207	1,223,502	1,345,157	1,454,717
Postes d'écoles de radiotéléphonie	5	6	7	9	9
Postes d'avions autorisés	7	91	129	156	149
Postes aéronautiques entre terre et avion	Nil	Nil	Nil	2	2
Postes aéronautiques de repérage (du gouvernement)	"	13	31	43[5]	44
Postes commerciaux de réception	"	5	64	86	105
Postes commerciaux de réception (spéciaux)	"	Nil	Nil	10	86
Postes de repérage flabelliformes (du gouvernement)	"	"	1	5[5]	2
Totaux	**1,042,308**	**1,108,797**	**1,228,753**	**1,350,948[5]**	**1,457,063**

[1] Le total des postes radiogoniomètres comprend un poste combiné de radiogoniomètre et radio-phare; le total des postes côtiers comprend un poste combiné côtier et radio-phare. [2] Tous les permis de postes privés d'experimentation et de postes amateurs d'expérimentation ont été suspendus lors du déclenchement de la guerre en septembre 1939. [3] Ce genre de poste a été abandonné le 1er avril 1938.
[4] Y compris 6,796 permis gratuits en 1941, 5,862 en 1940, 4,557 en 1939, 3,155 en 1938 et 2,758 en 1937.
[5] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

D'après le nombre de permis de réception privée au tableau 2, émis dans chaque province l'année fiscale 1941, la population estimative par permis de réception est: Ile du Prince-Edouard, 14·9; Nouvelle-Ecosse, 8·8; Nouveau-Brunswick, 10·8; Québec, 9·2; Ontario, 6·7; Manitoba, 7·7; Saskatchewan, 8·6; Alberta, 7·5; Colombie Britannique, 6·2; Yukon et Territoires du Nord-Ouest, 23·8; et Canada, 7·7.

2.—Permis[1] de postes récepteurs privés émis au Canada, par province, années fiscales 1935-41

Province	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	1,945	2,159	3,282	4,198	5,209	5,694	6,337
Nouvelle-Ecosse	28,989	31,905	40,938	43,321	51,622	55,796	62,496
Nouveau-Brunswick	20,194	22,347	27,253	29,956	35,050	37,729	41,758
Québec	204,096	221,702	240,105	268,650	295,920	318,387	346,328
Ontario	342,394	342,056	424,126	445,867	497,858	520,503	558,780
Manitoba	52,928	56,986	69,861	73,099	79,295	89,704	94,357
Saskatchewan	41,573	49,059	68,193	62,636	63,625	98,707	109,713
Alberta	49,107	55,318	72,458	75,843	88,357	104,283	108,649
Colombie Britannique	70,759	80,205	91,978	100,251	106,169	113,945	125,714
Yukon et T. N.-O.	350	372	306	386	397	409	585
Canada	**812,335**	**862,109**	**1,038,500**	**1,104,207**	**1,223,502**	**1,345,157**	**1,454,717**

[1] Y compris permis gratuits: 6,796 en 1941, 5,862 en 1940, 4,557 en 1939, 3,155 en 1938, 2,758 en 1937, 2,314 en 1936 et 1,931 en 1935.

Sous-section 2.—Dépenses et revenus de l'administration de la radio

Le Ministère des Transports a été organisé durant l'année fiscale 1937, de sorte que 1938 est la première année de chiffres complets sur la présente base.

Antérieurement au 1er avril 1939, le prix d'un permis pour les postes commerciaux privés était de $50. Depuis lors, toutefois, le prix est basé sur la puissance du poste et la densité de la population de la région qu'il dessert. Il varie de $50 par année dans le cas des postes à faible puissance, les postes à ondes courtes et les postes non commerciaux des universités à $10,000 dans celui des postes commerciaux de 50 kW.

3.—Dépenses et revenus des services de radio, Ministère des Transports, années fiscales 1938-41

Item	1938	1939	1940	1941
Dépenses	$	$	$	$
Administration de la loi de radiotélégraphie et ses règlements	102,237	103,384	120,164	118,689
Postes radiogoniomètres, radio-phares et de radiotélégraphie—				
Opération et maintien	592,843	600,253	653,193	597,207
Construction (spéciale)	Nil	Nil	159,843	Nil
Suppression de l'interférence électrique locale	199,467	210,881	234,714	140,233
Emission de permis de réception radiophonique	103,959	124,064	135,229	142,972
Lignes aériennes et aéroports, radio—				
Opération et maintien	177,557	338,852	558,764	564,167
Construction	860,899	972,391	534,702	244,212
Totaux, dépenses	**2,036,962**	**2,349,825**	**2,393,609**	**1,807,480**

3.—Dépenses et revenus des services de radio, Ministère des Transports, années fiscales 1938-41—fin

Item	1938	1939	1940	1941
Revenus	$	$	$	$
Droits du trafic commercial	63,784	60,089	59,433	47,246
Droits de licence des postes récepteurs[1]	2,019,361	2,798,166	3,037,168	3,279,126
Droits de licence des stations d'irradiation[1]	3,905	4,300	30,700	28,200
Autres droits de licence	17,848	20,135	24,074	12,339
Amendes et confiscations	6,257	12,205	6,894	10,557
Droits d'examen	715	1,211	1,289	1,283
Publications	609	861	636	567
Location de domicile (opérateurs de radio)	Nil	Nil	17,313	21,849
Totaux, revenus	**2,112,479**	**2,896,967**	**3,177,507**	**3,401,167**

[1] La loi canadienne sur la radiodiffusion, 1936 (c. 24) stipule ce qui suit:—

"14. (1) Le Ministre des Finances doit au besoin verser à la Banque du Canada ou à une banque à charte qu'il désigne, au crédit de la Société:—

(a) les deniers provenant des droits de licence pour les postes récepteurs et les stations d'irradiation privées, après avoir déduit, des recettes brutes, les frais de perception et d'administration, lesdits frais étant déterminés au besoin par le Ministre.

Il y a deux genres de permis de postes récepteurs privés, dont l'un pour les appareils à piles ($2·00 par année) et l'autre pour les appareils électriques ($2·50 par année). Des permis gratuits sont émis pour les postes à cristal et aux aveugles, aux écoles, aux hôpitaux et aux institutions de charité, ainsi que pour les postes installés dans les casernes, les mess des officiers, les cantines ou salles de récréation pour l'amusement gratuit des membres des forces navales, militaires ou aériennes de Sa Majesté en service actif.

Il n'existe pas de chiffres exacts par province sur les recettes provenant des postes récepteurs privés. Ceci est dû en partie à ce que les commissions versées pour l'émission des permis varient selon la classification de l'émetteur, c'est-à-dire les bureaux de poste, les marchands d'appareils récepteurs, les vendeurs ambulants, etc. En conséquence, le tableau 4 donne le revenu total provenant de la vente des permis de postes récepteurs privés, réparti entre les provinces selon le nombre de permis émis par chacune.

4.—Recettes provenant de la vente de permis de postes récepteurs privés au Canada, par province, années fiscales 1935-41

NOTA.—Ces chiffres ne sont qu'approximatifs.

Province	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	3,559	3,951	6,006	7,682	11,929	12,075	13,335
Nouvelle-Ecosse	53,050	58,386	74,917	79,277	118,214	125,763	140,346
Nouveau-Brunswick	36,955	40,895	49,873	54,819	80,265	85,364	94,016
Québec	373,496	405,715	439,392	491,630	677,657	735,521	797,892
Ontario	626,581	625,962	776,151	815,937	1,140,095	1,194,050	1,281,236
Manitoba	96,858	104,284	127,846	133,771	181,586	197,311	207,268
Saskatchewan	76,079	89,778	124,793	114,624	145,701	203,757	224,924
Alberta	89,866	101,232	132,598	138,793	202,338	222,695	231,729
Colombie Britannique	129,489	146,775	168,320	183,459	243,127	259,749	287,249
Yukon et Ter. du N.-Ouest	641	681	560	706	909	783	1,131

Sous-section 3.—Recherche et suppression de l'interférence inductive

En mai 1940, 32 employés permanents de la Division de l'Interférence ont été transférés à des fonctions relatives à l'effort de guerre et 14 automobiles qui servaient autrefois à la recherche de l'interférence ont été affectées à des fins semblables. En même temps 33 inspecteurs à temps discontinu ont été remerciés de leurs services. Comme résultat de la réduction des crédits et de la contraction du personnel et du fait aussi que le personnel resté en fonction a été en majeure partie affecté au travail de guerre, il a été nécessaire de limiter sensiblement l'activité du service de suppression de l'interférence.

Vingt-quatre automobiles munis d'appareils sensibles font la recherche des sources d'interférence à la réception radiophonique. Ils relèvent de bureaux permanents d'inspection situés dans 21 villes du Canada. Les inspecteurs en charge de ces voitures interrogent les radiophiles qui se sont plaints d'interférence dont ils localisent ensuite la source réelle. Il font ensuite des expériences afin de savoir si l'interférence peut ou non être supprimée efficacement et économiquement. Les propriétaires d'appareils récepteurs causant de l'interférence sont instruits des résultats de ces expériences et renseignés pleinement sur les moyens les plus sûrs de suppression ou d'élimination.

5.—Investigations sur l'interférence inductive, années fiscales 1937-41

Item	1937	1938	1939	1940	1941
Investigations	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Systèmes de distribution électr. et lignes de transm.	8,979	8,259	6,939	6,500	2,521
Appareils électriques ménagers et commerciaux.....	4,718	5,743	5,374	5,796	3,112
Postes récepteurs et appareils radiophon. défectueux.	1,845	2,026	1,952	1,946	1,084
Totaux.....	**15,542**	**16,028**	**14,265**	**14,242**	**6,717**
Remèdes tentés					
Sources rapportées comme définitivement éliminées	12,989	13,764	12,197	12,875	6,092
Sources non encore rapportées éliminées.....	2,378	2,047	1,847	1,237	523
Sources non éliminables actuellement.....	175	217	221	130	102

Section 2.—Opération des communications radiophoniques

Sous-section 1.—Postes du Gouvernement fédéral

Des facilités de radiocommunications de plusieurs genres sont essentielles à la sécurité et à la précision de la navigation des navires et des avions. Afin de subvenir aux besoins de ce genre des navires canadiens et étrangers naviguant dans les eaux canadiennes et des avions volant en territoire canadien, le Ministère des

Transports a établi des réseaux de postes radiogoniomètres, de radiophares marins, de postes d'orientation pour les avions, de radiotélégraphie et de radiotéléphonie.

Ministère des Transports, service maritime.—Quatre réseaux distincts de postes assurent un service de balisage radiophonique complet aux navires. Ces réseaux desservent les régions suivantes: les Grands Lacs; le golfe St-Laurent et le littoral de l'Atlantique; la baie et le détroit d'Hudson, et la région sub-arctique; et le littoral du Pacifique. Les trois premiers réseaux sont en communication les uns avec les autres. Le Ministère des Transports maintient, au moyen de postes à haute fréquence, des communications entre Ottawa et les côtes de l'Atlantique et du Pacifique, et le baie et le détroit d'Hudson.

Au cours de l'année fiscale 1941, les postes radiotélégraphiques des littoraux de l'Atlantique et du Pacifique, des Grands Lacs, de la baie et du détroit d'Hudson ont transmis ou reçu 354,380 messages ou 8,278,512 mots comparativement à 387,639 messages ou 9,291,116 mots en 1939–40. Le coût d'entretien de ces postes a été de $597,207 en 1940–41 comparativement à $577,325 l'année précédente.

6.—Genre de service fourni par les postes de radio maritimes, au 31 mars 1941

Service assuré	Régions desservies				Nombre
	Grands Lacs	Golfe St-Laurent et côte de l'Atlantique	Baie et détroit d'Hudson, et région sub-arctique	Côte du Pacifique	
Radiotélégraphie		Clarke-City, Qué. Baie-Ellis, Anticosti Pointe-à-la-Renommée, Qué.[1] Pointe-au-Père, Qué.[1] Montréal, Qué.[1] Pointe-Amour, Terre-Neuve.[1] Québec, Qué.[1]		Bull-Harbour, C.B. Estevan, C.B. Vancouver, C.B. (VAB)	10
Radiotéléphonie		Rocher-aux-Oiseaux, Qué. Gannet-Rock, N.-B. Ile-du-Petit-Bois N.-B. Head Harbour, N.-B. Machias Seal Island, N.-B. Southwest Wolf Island, N.-B.		Banfield, C.B. Cap-Beale, C.B. Carmanah, C.B. Ile Lennard, C.B. Ile Merry, C.B. Tofino, C.B.	12
Radiotélégraphie et radiotéléphonie	Kingston, Ont. Midland, Ont. Point-Edward, Ont. Port-Arthur, Ont. Port-Burwell, Ont. Sault-Ste-Marie, Ont. Toronto, Ont.	Ile-Grindstone, Qué.[1] Halifax, N.-E. North Sydney, N.-E.[1]	Port-Harrison, Qué.[2] Coppermine, T.N.-O.	Baie-Alert, C.B. Cap-Lazo, C.B. Prince-Rupert, C.B. Vancouver, C.B. (VAI) Victoria, C.B.	17

[1] Exploités sous contrat par la Cie Canadienne Marconi. [2] Fut d'abord un poste météorologique (Voir tableau 7).

6.—Genre de service fourni par les postes de radio maritimes, au 31 mars 1941—fin

Service assuré	Régions desservies				Nombre
	Grands Lacs	Golfe St-Laurent et côte de l'Atlantique	Baie et détroit d'Hudson, et région sub-arctique	Côte du Pacifique	
Radiophare	Ile-Cove, Ont. Long-Point, Ont. Ile-Main-Duck, Ont. Ile-Michipicoten Ont. Port-Weller, Ont. South East Shoal, Ont. Ile-Slate, Ont.	Cap-Bauld, T.-N. Cap-Race, T.-N. Cap-Ray, T.-N. Cap-Whittle, Qué. East-Point, I.P.-E. Bateau-phare de Halifax-Est. Heath-Point, Anticosti. Low (Flat) Point, N.-E. Pointe-Natashquan, Qué. Ile du Perroquet, Qué. Pointe-des-Monts, Qué. Ile de Sable, N.-E. Ile Seal, N.-E. Western-Head, N.-E. West-Point, Anticosti.		Ile Langara, C.B. Point-Atkinson, C.B. Quatsino (Ile Kains) C.B. Race-Rocks, C.B. Triple-Island, C.B.	27
Radiophare et radiotélégraphie		Lurcher, bateau-phare.		Dead-Tree-Point, C.B.	2
Radiophare, radiotélégraphie et radiotéléphonie		Sambro, bateau-phare.			1
Station radiogoniomètre et radiophare		Ile St-Paul, N.-E.			1
Station radiogoniomètre et radiotélégraphie		Belle-Isle, T.-N. Camperdown, N.-E. Canso, N.-E. Cap-Race, T.-N. Saint John, N.-B. Yarmouth, N.-E.	Cap-Hopes-Advance, Qué. Ile Résolution, T.N.-O.		8
Station radiogoniomètre, radiotélégraphie et radiotéléphonie			Ile Nottingham, T.N.-O. Chesterfield Inlet, T.N.-O. Port-Churchill, Man.	Pachena, C.B.	4
Totaux, stations desservant des régions déterminées	**14**	**40**	**7**	**21**	**82**
Grand total					**82**

Ministère des Transports, service de l'Aéronautique.—Les services de sans-fil à la disposition de l'aviation peuvent se diviser en deux catégories: d'abord ceux qui desservent la route aérienne transcanadienne et ensuite ceux qui desservent les routes aériennes transatlantiques. Cette phase de la radio au Canada évolue très rapidement; le service suppose le parachèvement d'une chaîne de postes de repérage s'étendant d'une côte à l'autre le long de la route transcanadienne et sur les routes importantes de raccordement. Ces stations sont aménagées aux aéroports à peu près à tous les 100 milles. Elles irradient des signaux qui permettent aux pilotes de naviguer entièrement par instruments. Les pronostics météorologiques réguliers sont aussi irradiés d'heure en heure.

7.—Genre de service assuré et routes desservies par les postes de radio de l'Aéronautique, au 31 mars 1940

Service assuré	Routes desservies			Nombre
	Transcanadienne	Transatlantique	Transcanadienne et transatlantique	
Radiophare de repérage et radiotéléphonie	Blissville, N.-B. Broadview, Sask. Calgary, Alta. Carmi, C.B. Charlottetown, I.P.-E. Cowley, Alta. Cranbrook, C.B. Crescent Valley, C.B. Dartmouth, N.-E. Earlton Jct., Ont. Edmonton, Alta. Fort William, Ont. Kapuskasing, Ont. Kenora, Ont. Killaloe, Ont. Kimberley, C.B. Lethbridge, Alta. London, Ont. Malton, Ont. Medicine Hat, Alta. Mégantic, Qué. Moncton, N.-B. Muskoka, Ont. Nakina, Ont. North Bay, Ont. Ottawa, Ont. Pagwa, Ont. Penticton, C.B. Porquis Jct., Ont. Princeton, C.B. Red Deer, Alta. Regina, Sask. Rivers, Man. Sidney Island, C.B. Sioux Lookout, Ont. Stirling, Ont. Swift Current, Sask. Vancouver, C.B. Wagaming, Ont. Windsor, Ont. Winnipeg, Man.			41
Radiophare de repérage, radiotélégraphie et radiotéléphonie			St-Hubert, Qué.	1
Poste radiogoniomètre		Longueuil, Qué.		1
Poste radiogoniomètre, de radiotélégraphie et de radiotéléphonie			Shédiac, N.-B.	1
Poste de repérage flabelliforme	Maple Ridge, C.B.		St-Hubert, Qué.	2
Totaux, postes desservant des routes déterminées	42	1	3	46
Station météorologique auxiliaire, Port Harrison, Qué.				1
Grand total				47

Ministère de la Défense Nationale.—Le Corps des signaleurs royaux canadiens maintient, en plus des postes établis pour fins militaires, 11 postes permanents et deux postes estivaux le long du fleuve Mackenzie et au Yukon pour le compte du Bureau des Affaires des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, Ministère des Mines et Ressources.

Ministère des Travaux Publics.—Onze postes sont maintenus pour établir des communications d'urgence entre la terre ferme et certaines îles, et 15 autres pour les raccordements d'urgence entre les réseaux existants sur la terre ferme.

Ministère des Mines et Ressources.—Ce ministère entretient un poste commercial à l'Observatoire du Dominion pour la transmission de l'heure exacte, 10 postes commerciaux privés dans les parcs nationaux du Canada et 3 postes portatifs d'expérimentation.

Sous-section 2.—Postes de radio des gouvernements provinciaux

Nouvelle-Ecosse.—Le Ministère du Travail administre deux postes commerciaux privés.

Nouveau-Brunswick.—Le Service Forestier, Ministère des Terres et des Mines, administre deux postes commerciaux privés.

Québec.—Le Ministère des Terres et Forêts administre quatre postes commerciaux privés.

Ontario.—Le Service Forestier maintient dans le nord-ouest de l'Ontario quatre postes commerciaux publics assurant un service radiotéléphonique d'un endroit à un autre, quatre postes commerciaux publics assurant un service radiotélégraphique d'un endroit à un autre, et 12 postes commerciaux publics assurant un service radiotéléphonique entre la terre et les avions des compagnies d'aviation desservant ces régions. Les services de protection de la forêt contre le feu disposent de 163 postes commerciaux privés et de cinq postes affectés au service de l'aviation.

Manitoba.—Le Ministère des Mines et des Ressources Naturelles exploite 13 postes commerciaux privés.

Saskatchewan.—Le Ministère des Ressources Naturelles administre 34 postes commerciaux privés et trois postes d'expérimentation en rapport avec les services de protection de la forêt; la Commission de l'Energie de la Saskatchewan maintient trois postes commerciaux privés et 14 postes récepteurs commerciaux (dans les camions de service, etc.) pour établir des communications d'urgence par sans-fil en cas de panne dans les lignes de transmission électrique, etc.

Alberta.—Le Service Forestier du Ministère des Terres et des Mines administre 64 postes commerciaux privés en rapport avec la protection de la forêt contre le feu.

Colombie Britannique.—Le Ministère des Terres administre 12 postes maritimes et 160 postes commerciaux privés. Sous la juridiction du département du Procureur Général, la police provinciale administre 7 postes maritimes et 27 postes commerciaux privés, et la Commission de la Chasse, 3 postes maritimes et un poste commercial privé. Le Ministère des Mines exploite deux postes commerciaux privés.

Sous-section 3.—Postes commerciaux laissés à l'entreprise particulière

Il est à remarquer d'après le tableau 1 qu'il y a au Canada, le 31 mars 1941, 10 postes limités littoraux, 77 postes commerciaux publics et 1,120 postes commerciaux privés. Un poste commercial public, à Drummondville, Qué., assure des services radiotélégraphique et radiotéléphonique transocéaniques avec la Grande-Bretagne et l'Australie et un service radiotéléphonique avec Terre-Neuve. Ces postes se ressemblent en ce qu'ils appartiennent à des particuliers ou des compagnies constituées sous l'empire des lois du Dominion ou de l'une des provinces.

Règle générale, les postes limités situés sur les côtes sont des postes privés qui assurent un service de communications entre les navires et la terre ferme, lequel est à la disposition exclusive de ses propriétaires. Deux de ces postes sont toutefois la propriété de la Cie Canadienne Marconi qui les exploite. L'un, situé à Louisbourg, N.-E., assure un service radiotélégraphique de longue portée aux navires en mer et l'autre, situé à Drummondville, Qué., assure un service analogue, mais radiotéléphonique. Les facilités de ces deux postes sont à la disposition du public en général. Les services assurés par les postes commerciaux publics et privés sont multiples et variés. En général, ces postes sont situés dans des régions non autrement desservies par le téléphone, le télégraphe ou autres moyens de télécommunication. La plupart d'entre eux maintiennent un service radiotélégraphique et radiotéléphonique d'un endroit à un autre, bien qu'ils soient maintenant de plus en plus utilisés entre la terre et les avions. Ces postes offrent un précieux moyen de communiquer avec les camps miniers, les chantiers forestiers, les expéditions d'explorateurs et d'arpenteurs, les postes de traite et plusieurs autres endroits qui autrement resteraient isolés des parties mieux colonisées du Dominion.

Les postes commerciaux privés peuvent ne servir qu'à la transmission des messages d'affaires particuliers de leurs propriétaires, tandis que les postes commerciaux publics peuvent servir à la transmission des messages au public en général.

Section 3.—Irradiation et régie des programmes sous la Société Radio-Canada*

Sous-section 1.—Administration de la Société Radio-Canada

La Société Radio-Canada a succédé à la Commission Canadienne de la Radiodiffusion le 2 novembre 1936. Fidèle à son but, cette société—la première corporation radiophonique étatisée de l'Amérique du Nord—a fortement contribué à assurer à tous les radiophiles du Canada un service aussi parfait que possible. Elle fonctionne subordonnément à la loi canadienne sur la radiodiffusion de 1936. Cette loi pourvoit à ce que la Société se compose d'un bureau de neuf gouverneurs choisis de manière à représenter les principales divisions géographiques du Canada. En pratique, c'est le Bureau des Gouverneurs qui décide de la politique de la Société et la surveille. L'administration effective et l'opération des postes relèvent d'un gérant général. Les règlements de la Société, approuvés par le Gouverneur en Conseil, fournissent une formule d'administration générale. L'organisation administrative de

* Revisé sous la direction de W. E. Gladstone Murray, gérant général, Société Radio-Canada.

Radio-Canada se compose des divisions suivantes: l'exécutif, le secrétariat, les finances, le génie, les programmes, la publicité, le service commercial et les relations entre postes.

En vertu de la loi canadienne de la radiodiffusion, la Société Radio-Canada est chargée de formuler les règlements de contrôle sur l'établissement et l'opération des réseaux, le caractère de chacun et de tous les programmes radiodiffusés au Canada et la proportion de temps qui peut être consacré à l'annonce dans les programmes radiophoniques. Les règlements de Radio-Canada ont été tracés pour assurer un certain niveau à toutes les émissions. Radio-Canada n'exerce pas, et n'autorise aucun poste privé à exercer pour son compte, une censure sur une matière quelconque d'une émission. L'administration d'un poste est responsable de l'exécution des règlements.

Censure de la Radio en temps de guerre.—Le personnel du Comité de Coordination de la Censure du Gouvernement canadien a emprunté en 1941 un fonctionnaire supérieur de Radio-Canada pour veiller aux intérêts de la radiophonie. Le Comité est une entité séparée et distincte de Radio-Canada. Il applique les règlements de la défense du Canada qui frappent également Radio-Canada et les postes privés.

Le but des autorités de la censure est d'intervenir le moins possible dans la vie ordinaire et la jouissance de la propriété. L'administration de chaque poste est responsable de l'observance des règlements de la défense du Canada et seules les causeries provenant de l'extérieur du Canada ou de déjeuners ou dîners en commun doivent être antérieurement autorisées. Les émissions originant de réunions publiques, autres que les précédentes, sont prohibées. Les émissions parlées sont limitées à l'anglais, au français, au gaélique et au gallois, excepté quand les transmissions proviennent directement de Radio-Canada ou de ministères du Gouvernement fédéral.

Sous-section 2.—Opérations

Facilités d'irradiation.—En vertu de l'article 24 de la loi, Radio-Canada est tenu de faire la revue de toutes les demandes de permis pour de nouveaux postes, de même que des demandes d'augmentation de puissance ou de changement de fréquence ou de localité. D'après ces dispositions, l'extension des facilités d'irradiation suppose deux considérations: d'abord, la non-interférence avec les facilités présentes et projetées de Radio-Canada; ensuite, les facilités de transmission de haute puissance, sur ondes longues et courtes, sont réservées à Radio-Canada. Dans cette mesure, le Bureau a pour politique de servir les intérêts locaux en donnant tout l'encouragement et l'assistance possibles aux postes locaux.

Le réseau national de Radio-Canada comprend 10 postes appartenant à Radio-Canada, 26 stations privées affiliées et 25 stations privées supplémentaires. La puissance globale des stations de Radio-Canada, qui comprend quatre transmetteurs de 50,000 watts, est de 213,250 watts, et celle du réseau des stations privées est de 63,700. Dans le perfectionnement du vaste champ d'irradiation du réseau de Radio-Canada, tracé pour être aussi efficace que possible dans tout le Dominion, on a tenu compte autant de la population rurale que de celle des villes. La province de Québec jouit de sources d'irradiation française et anglaise.

Radio-Canada contrôle des raccordements secondaires qui doivent tous avoir l'autorisation de la Société. Les arrangements contractuels avec les postes pour raccordements commerciaux sont réglés par le département commercial de la Société.

8.—Postes d'irradiation du réseau national de Radio-Canada, au 31 mars 1942

NOTA.—Les postes qui sont la propriété de Radio-Canada ou qui sont loués sont marqués d'une croix (†) et les postes affiliés dont certaines heures d'émission sont réservées aux programmes de R.-C., par un astérisque (*). L'usage des programmes de R.-C. est laissé aux choix des autres postes.

Lettres d'identification	Endroit	Fréquence	Puissance	Lettres d'identification	Endroit	Fréquence	Puissance
		kc.	w.			kc.	w.
CJCB*	Sydney, N.-E.	1270	1000	CFCO	Chatham, Ont.	630	100
CHNS*	Halifax, N.-E.	960	1000	CKLW	Windsor, Ont.	800	5000
CJLS	Yarmouth, N.-E.	1340	100	CFCH*	North Bay, Ont.	1230	100
CFCY*	Charlottetown, I.P.-E.	630	1000	CJKL*	Kirkland Lake, Ont.	560	1000
CHGS	Summerside, I.P.-E.	1480	100	CKGB*	Timmins, Ont.	1470	1000
CBA†	Sackville, N.-B.	1070	50,000	CKSO*	Sudbury, Ont.	790	1000
CKCW*	Moncton, N.-B.	1400	250	CJIC	Sault-Ste-Marie, Ont.	1490	250
CHSJ*	Saint John, N.-B.	1150	1000	CKPR*	Fort-William, Ont.	580	1000
CKNB*	Campbellton, N.-B.	1240	100	CKCA	Kenora, Ont.	1450	250[2]
CFNB*	Fredericton, N.-B.	550	1000	CKY*	Winnipeg, Man.	990	15,000
CHNC*	New Carlisle, Qué.	610	1000	CJRC	Winnipeg, Man.	630	1000
CJBR*	Rimouski, Qué.	900	1000	CKX*	Brandon, Man.	1150	1000
CBJ†	Chicoutimi, Qué.	1580	250	CJGX	Yorkton, Sask.	1460	1000
CHSB	Ste-Anne de la Pocatière, Qué.	1230	250	CBK†	Watrous, Sask.	540	50,000
				CKCK*	Regina, Sask.	620	1000
CBV†	Québec, Qué.	980	1000	CJRM	Regina, Sask.	980	1000
CKCV	Québec, Qué.	1340	100	CHAB*	Moose Jaw, Sask.	800	1000
CHLT	Sherbrooke, Qué.	1240	250	CFQC*	Saskatoon, Sask.	600	1000
CBF†	Montréal, Qué.	690	50,000	CKBI*	Prince Albert, Sask.	900	1000
CBM†	Montréal, Qué.	990	5000	CFAC*	Calgary, Alta.	960	1000
CKRN	Rouyn, Qué.	1400	250	CJCJ	Calgary, Alta.	1230	100
CKCH	Hull, Qué.	1240	100	CFCN	Calgary, Alta.	1010	10,000
CBO†	Ottawa, Ont.	910	1000	CJCA*	Edmonton, Alta.	930	1000
CKCO	Ottawa, Ont.	1310	1000	CFRN	Edmonton, Alta.	1260	1000
CFRC*	Kingston, Ont.	1490	100	CKUA	Edmonton, Alta.	580	1000
CBL†	Toronto, Ont.	740	50,000	CJOC*	Lethbridge, Alta.	1400	100
CBY†	Toronto, Ont.	1010	1000	CKLN	Nelson, C.B.	1240	100
CKOC	Hamilton, Ont.	1150	1000[1]	CJAT*	Trail, C.B.	610	1000
CHML	Hamiltcn, Ont.	900	1000	CKOV*	Kelowna, C.B.	630	1000
CKTB	St. Catherines, Ont.	1550	1000	CFJC*	Kamloops, C.B.	910	1000
CFPL	London, Ont.	1570	1000	CHWK	Chilliwack, C.B.	1340	100
				CBR†	Vancouver, C.B.	1130	5000

[1] Puissance durant le jour—500 watts seulement la nuit. [2] Puissance durant le jour—100 watts seulement la nuit.

Service et développement des programmes.—En novembre 1936, Radio-Canada desservait moins de 50 p.c. de la population et, en août 1940, elle étendait son service à plus de 90 p.c. de toute la population urbaine et rurale. Au cours de la période de 1936-41, le nombre d'heures d'irradiation sur le réseau a augmenté de 44½ à 113 par semaine. Ainsi, au cours de ces cinq années, le nombre de radiophiles bénéficiant des programmes nationaux de Radio-Canada a presque doublé, tandis que la durée de ces programmes a plus que doublé.

L'irradiation des nouvelles et les programmes ayant trait spécialement à la guerre absorbent une partie considérable du temps du réseau à travers le pays et dans chaque région. En même temps, Radio-Canada veille à donner des programmes bien équilibrés, composés de musique et de variétés, lesquels absorbent 51 p.c. de l'horaire. Les nouvelles, le théâtre, les causeries, les programmes d'actualité, les programmes pour enfants, les programmes religieux, les émissions de service public, les sports, les activités féminines etc., absorbent ce qui reste de l'horaire. Un fait important depuis le début des hostilités a été l'augmentation des émissions d'outremer. Ces émissions sont captées par le poste récepteur à ondes courtes de Radio-Canada à Ottawa qui les réirradie ou les enregistre pour irradiation à un moment plus propice.

L'utilisation de la radio dans les écoles publiques est décrite au chapitre XXIV sur l'Education.

9.—Classification des programmes de Radio-Canada pour un mois représentatif (novembre 1941)

Genre de programme	Programmes	Heures	Pourcentage d'heures	Genre de programme	Programmes	Heures	Pourcentage d'heures
	nomb.	nomb.			nomb.	nomb.	
Musicaux				**Parlés**—fin			
Opéra	3	5:05	0·5	Commentaires d'actualité	26	3:25	0·3
Symphonie	24	20:30	1·9	Evénements d'actualité	13	7:25	0·7
Sacrée	12	4:10	0·4	Résumé des nouv.	909	206:00	19·2
Classique	131	63:25	5·9	Marché, température bourse, etc., rapports	143	54:00	5·1
Semi-classique	315	117:20	10·9	Evénements sport.	7	11:10	1·0
Variété	104	41:35	3·9	Résumés sportifs	15	1:10	0·1
Légère	541	158:45	14·8	Program. féminins	95	24:20	2·2
De danse	269	108:40	10·0	Program. d'enfants	13	4:10	0·4
Du bon vieux temps	24	8:15	0·7	Religion	51	21:00	2·0
Fanfare	53	22:15	2·1	Service public	29	8:40	0·8
Total, musicaux	**1,476**	**550:00**	**51·1**	**Total, parlés**	**1,849**	**523:25**	**48·9**
Parlés							
Théâtre	147	55:45	5·2				
Causeries—							
D'information	268	78:15	7·2				
Educatives	129	46:50	4·4				
Prose et vers	4	1:25	0·3	**Grand total**	**3,325**	**1,073:25**	**100·0**

Sous-section 3.—Finances

Conformément à la pratique établie, la majeure partie des revenus de Radio-Canada en 1941 sont affectés directement aux programmes. Les frais de distribution de ces programmes par le service du génie et au moyen de communications par fil constituent respectivement les deuxième et troisième item les plus importants des frais d'exploitation. Après déduction habituellement généreuse pour dépréciation, les opérations de 1941 accusent un surplus net de $183,585. Il n'y a pas eu de dépenses-capital majeures en 1941, mais la dette envers le Gouvernement fédéral est abaissée de $363,841 et l'encaisse est restée excellente.

10.—Recettes et dépenses de Radio-Canada, années fiscales 1939-41

Item	1939		1940		1941	
	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.
Recettes						
Permis	2,652,186	80·10	2,906,665	77·47	3,140,260	76·73
Opérations commerciales	584,612	17·65	700,868	18·68	895,066	21·87
Emissions subsidiaires	57,069	1·72	72,654	1·93	44,648	1·09
Diverses	17,574	0·53	71,935	1·92	12,821	0·31
Totaux, recettes nettes	**3,311,441**	**100·00**	**3,752,062**	**100·00**	**4,092,795**	**100·00**
Dépenses						
Programmes	1,393,018	46·95	1,540,658	43·89	1,721,756	43·83
Réseau	571,496	19·26	674,184	19·22	725,970	18·48
Location de temps de postes privés	16,810	0·57	11·125	0·31	Nil	–
Génie	481,123	16·22	610,482	17·39	746,154	19·00
Générales et d'administrat.	139,827	4·71	162,940	4·63	179,120	4·56
Presse et information	67,087	2·26	63,540	1·80	60,669	1·54
Intérêts sur emprunts	16,907	0·57	23,837	0·67	32 071	0·82
Opérations commerciales	77,909	2·63	108,120	3·09	97,805	2·49
Dépréciation	202,814	6·83	316,274	9·00	364,580	9·28
	2,966,991	100·00	3,511,160	100·00	3,928,125	100·00
Moins les inventaires	13,005	–	13,088	–	18,915	–
Totaux, dépenses	**2,953,986**	–	**3,498,072**	–	**3,909,210**	–
Surplus d'exploitation	357,455	–	253,990	–	183,585	–

PARTIE VIII.—ADMINISTRATION DES POSTES*

Historique.—Un bref exposé du développement du service postal avant la Confédération au Canada paraît à la page 804 de l'Annuaire 1934-35.

L'administration des postes est dirigée par le Ministre des Postes. Outre les différentes branches administratives du ministère, le Dominion est divisé en 15 districts, dont chacun est confié à un directeur de district du service des Postes. L'administration postale canadienne dessert un territoire plus étendu que celui de tous les autres pays, si l'on excepte les Etats-Unis et la Russie, et habité par une population moins dense, ce qui complique sa tâche et rend sa gestion fort onéreuse.

Facteurs ruraux.—Un système de distribution rurale des lettres fut inauguré le 10 octobre 1908; il fut d'abord limité aux routes à diligence. De nouveaux règlements prenant effet le 1er avril 1921 étendirent sensiblement le service. Il en résulta un accroissement de routes rurales d'environ 900 en 1912 à 4,841 en 1941, comportant 280,610 boîtes à lettres contre approximativement 25,000 en 1912.

Transport du courrier.—Le transport du courrier par terre, eau et air coûte $18,290,090 l'année fiscale terminée en 1941. Le transport par chemin de fer coûte $7,060,522; par terre, $6,388,911; par eau, $1,002,217; et par air, $3,838,440. Ces sommes sont payées pour le transport seulement. Pour détails sur l'aéroposte, voir p. 677. Des subsides spéciaux sont versés à l'entretien de certains services de navigation. Comme ces services transportent aussi des passagers et des marchandises, les subsides sont compris dans les autres dépenses pour transport par eau, pp. 636-637.

* Revisé par H. Beaulieu, directeur des services d'administration, Ministère des Postes.

1.—Bureaux de poste dans les diverses provinces, 31 mars 1936-41

Province	1936	1937	1938	1949	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	114	114	115	115	115	115
Nouvelle-Ecosse	1,565	1,551	1,543	1,540	1,530	1,508
Nouveau-Brunswick	1,002	1,009	1,023	1,026	1,024	1,020
Québec	2,494	2,542	2,592	2,625	2,646	2,627
Ontario	2,559	2,589	2,623	2,640	2,655	2,639
Manitoba	788	794	798	806	813	810
Saskatchewan	1,460	1,482	1,501	1,515	1,530	1,528
Alberta	1,243	1,346	1,259	1,266	1,267	1,262
Colombie Britannique	895	908	929	940	938	932
Yukon	18	18	18	18	16	15
Territoires du Nord-Ouest	18	19	20	23	23	21
Canada	**12,156**	**12,272**	**12,421**	**12,514**	**12,557**	**12,477**

2.—Recettes brutes des bureaux encaissant $10,000 et plus, années fiscales 1940 et 1941

NOTA.—Les bureaux de poste mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas ceux qui sont établis dans les camps militaires. Les totaux provinciaux englobent les recettes des bureaux de poste qui ne sont pas énumérés séparément.

Province et bureau de poste	1940	1941
	$	$
Ile du Prince-Edouard		
Charlottetown	87,701	91,059
Summerside	25,328	27,374
Totaux, I.P.-E.	**184,351**	**196,553**
Nouvelle-Ecosse		
Amherst	38,441	42,353
Antigonish	20,226	19,907
Bridgetown	10,337	10,395
Bridgewater	20,361	20,782
Digby	12,264	12,502
Glace Bay	20,580	28,260
Halifax	612,021	742,250
Kentville	25,947	31,390
Liverpool	16,063	16,882
Lunenburg	14,109	15,077
Middleton	9,918	10,704
New Glasgow	41,714	44,480
New Waterford	11,528	12,499
North Sydney	17,373	20,695
Pictou	14,505	14,914
Springhill	13,793	15,727
Stellarton	11,671	13,278
Sydney	9,300	113,336
Sydney Mines	92,125	104,101
Truro	63,178	18,687
Windsor	19,578	20,742
Wolfville	14,749	15,209
Yarmouth	30,498	36,033
Totaux, Nouv.-Ecosse	**1,590,264**	**1,845,221**
Nouveau-Brunswick		
Bathurst	16,287	18,214
Campbellton	26,063	29,674
Chatham	11,483	14,023
Dalhousie	10,099	11,824
Edmundston	19,971	20,360
Fairville	10,982	10,676
Fredericton	94,737	101,516
Moncton	495,008	502,489
Newcastle	15,540	19,044
Saint John	290,106	312,274
St. Stephen	19,728	22,609
Sackville	26,015	22,929
Sussex	17,250	23,097
Woodstock	21,110	26,376
Totaux, N.-Brunswick	**1,392,167**	**1,499,132**
Québec		
Amos	17,704	17,284
Arvida	7,412	13,160
Asbestos	10,131	10,643
Beauharnois	8,897	10,673
Bedford	9,867	10,966
Buckingham	11,314	12,284
Cap-de-la-Madeleine	9,762	11,206
Chicoutimi	41,876	49,501
Coaticook	13,219	13,921
Cowansville	10,547	10,926
Dolbeau	8,202	11,119
Drummondville	41,092	39,297
Farnham	15,548	18,798
Gardenvale	29,641	31,735
Granby	35,514	37,532
Grand'Mère	15,130	15,611
Hull	44,100	49,662
Huntingdon	8,728	11,803

Province et bureau de poste	1940	1941
	$	$
Québec—fin		
Joliette	27,971	29,234
Jonquière	13,381	16,743
Kenogami	8,104	10,264
Lachute	11,797	13,556
Lac Mégantic	10,939	11,914
La Sarre	9,433	10,031
La Tuque	19,465	20,211
Lennoxville	11,501	12,590
Lévis	33,129	36,357
Magog	15,399	16,795
Malartic	9,964	10,961
Matane	14,149	15,200
Mont-Joli	11,100	11,688
Montmagny	13,180	16,440
Montréal	5,212,180	5,624,422
Nicolet	10,067	11,115
Noranda	26,230	26,290
Plessisville	9,144	10,319
Québec	806,197	859,145
Richmond	11,179	11,778
Rimouski	26,834	29,044
Roberval	10,903	11,729
Rock Island	14,552	17,554
Rouyn	32,746	31,682
Ste-Agathe-des-Monts	14,605	15,076
Ste-Anne-de-Beaupré	19,483	19,832
St-Hyacinthe	52,911	56,673
St-Jean	39,519	41,457
St-Jérôme	20,984	24,344
Shawinigan Falls	32,245	35,953
Sherbrooke	142,692	151,443
Sorel	24,776	29,017
Thetford Mines	23,499	23,838
Trois-Rivières	93,781	103,145
Val D'Or	19,639	19,704
Valleyfield	21,185	28,946
Victoriaville	28,441	29,827
Waterloo	10,331	11,011
Totaux, Québec	**8,844,865**	**9,551,216**
Ontario		
Acton	9,657	10,742
Amherstburg	11,981	12,547
Arnprior	14,881	15,755
Aurora	13,445	13,945
Aylmer West	13,185	14,294
Barrie	43,004	58,481
Belleville	77,052	84,514
Blenheim	12,067	10,867
Bowmanville	16,383	17,860
Bracebridge	17,032	17,361
Brampton	33,779	33,220
Brantford	149,223	162,115
Brockville	57,977	60,193
Burlington	14,344	15,724
Campbellford	11,415	12,306
Carleton Place	16,769	17,977
Chatham	93,322	97,726
Chesley	10,101	10,468
Clinton	10,466	11,118
Cobalt	12,231	11,854
Cobourg	25,990	28,996
Cochrane	17,098	17,148
Collingwood	17,249	19,954
Copper Cliff	12,589	11,843
Cornwall	58,925	64,196
Delhi	10,292	9,213
Dryden	9,270	10,697
Dundas	20,670	21,347
Dunnville	22,794	25,024

2.—Recettes brutes des bureaux encaissant $10,000 et plus, années fiscales 1940 et 1941 —suite

Province et bureau de poste	1940	1941	Province et bureau de poste	1940	1941
Ontario—suite	$	$	**Ontario**—fin	$	$
Fergus	19,768	23,314	Sudbury	111,991	115,602
Fort Erie	10,226	11,642	Thorold	13,999	16,096
Fort Erie North	23,3.2	26,090	Tilsonburg	23,137	22,435
Fort Frances	23,654	25,762	Timmins	79,9.8	80,524
Fort William	95,914	112,221	Toronto	7,913,357	8,441,963
Galt	73,448	83,148	Trenton	29,964	32,692
Gananoque	20,752	21,389	Walkerton	12,819	13,444
Georgetown	26,486	28,838	Wallaceburg	16,613	17,805
Geraldton	13,781	14,311	Waterloo	59,243	63,427
Goderich	19,743	23,891	Welland	48,490	56,367
Gravenhurst	13,860	14,348	Whitby	14,320	15,669
Grimsby	12,674	13,245	Windsor	423,582	467,831
Guelph	118,197	123,880	Wingham	12,677	12,907
Haileybury	12,908	12,647	Woodstock	64,738	69,423
Hamilton	699,421	764,781	**Totaux, Ontario**	**16,509,211**	**17,882,104**
Hanover	16,150	17,282			
Hawkesbury	11,644	12,198	**Manitoba**		
Hespeler	11,252	12,422			
Huntsville	19,044	19,501			
Ingersoll	25,161	27,355			
Kapuskasing	14,163	14,563	Brandon	83,215	106,722
Kenora	33,235	35,552	Dauphin	25,849	28,146
Kincardine	16,388	14,085	Flin Flon	20,467	22,024
Kingston	142,811	173,260	Neepawa	12,183	13,423
Kingsville	11,648	12,018	Norwood Grove	11,921	10,944
Kirkland Lake	73,386	67,724	Portage-la-Prairie	32,032	37,547
Kitchener	159,9.3	168,512	St-Boniface	26,917	21,775
Leamington	24,482	26,663	Selkirk	11,091	12,863
Lindsay	43,430	43,586	Swan River	10,551	11,248
Listowel	13,677	15,251	Le Pas	16,762	16,771
London	551,800	592,763	Wawanesa	11,437	12,182
Meaford	12,109	12,401	Winnipeg	3,092,225	3,320,087
Midland	23,3.9	24,447			
Milton West	10,462	12,161	**Totaux, Manitoba**	**3,889,095**	**4,205,209**
Napanee	21,076	21,653			
New Liskeard	30,637	30,658			
Newmarket	20,677	23,577	**Saskatchewan**		
Niagara Falls	133,732	136,956			
North Bay	75,180	80,706	Assiniboia	12,180	12,251
Oakville	24,558	26,465	Biggar	10,499	10,441
Orangeville	14,109	14,673	Estevan	15,743	17,220
Orillia	48,096	51,584	Humboldt	14,195	14,594
Oshawa	116,364	129,048	Kindersley	9,430	10,025
Ottawa	777,2.2	983,592	Lloydminster	14,651	15,369
Owen Sound	56,504	59,559	Melfort	17,954	18,960
Parry Sound	18,907	25,305	Melville	15,972	16,751
Pembroke	34,618	43,382	Moose Jaw	108,486	121,104
Penetanguishene	9,578	10,489	North Battleford	36,483	38,665
Perth	30,258	32,083	Prince Albert	39,013	65,302
Peterborough	135,6.0	140,346	Regina	973,292	1,097,339
Petrolia	11,713	12,552	Rosetown	12,391	13,044
Picton	22,355	27,351	Saskatoon	343,499	372,249
Port Arthur	77,539	84,566	Shaunavon	11,591	12,080
Port Colborne	22,855	24,080	Swift Current	37,922	42,080
Port Credit	12,216	12,727	Tisdale	12,502	13,868
Port Hope	24,752	26,533	Weyburn	25,050	27,849
Prescott	14,258	15,212	Yorkton	40,943	42,932
Preston	28,425	31,234			
Renfrew	26,2.3	27,480	**Totaux, Saskatchewan**	**2,931,474**	**3,217,525**
St. Catharines	128,151	143,118			
St. Marys	16,699	17,703			
St. Thomas	67,782	80,076	**Alberta**		
Sarnia	70,826	77,329			
Sault-Ste-Marie	78,231	81,871	Banff	22,621	21,244
Schumacher	10,889	10,615	Calgary	660,741	726,654
Seaforth	10,419	10,441	Camrose	17,3.2	19,743
Simcoe	43,311	43,522	Drumheller	23,307	23,968
Sioux Lookout	12,988	12,736	Edmonton	673,241	731,532
Smiths Falls	28,452	29,658	Grand Prairie	13,774	15,955
South Porcupine	17,346	17,399	Hanna	9,918	10,771
Stratford	69,343	75,459	High River	10,126	11,006
Strathroy	13,733	13,978	Innisfail	10,153	10,800
Sturgeon Falls	9,693	10,265	Jasper	10,245	9,070

2.—Recettes brutes des bureaux encaissant $10,000 et plus, années fiscales 1940 et 1941 —fin

Province et bureau de poste	1940	1941	Province et bureau de poste	1940	1941
Alberta—fin	$	$	**Colombie Britannique** —fin	$	$
Lacombe	13,469	14,462	Prince Rupert	34,815	38,560
Lethbridge	89,664	98,298	Revelstoke	14,849	15,167
MacLeod	8,625	12,321	Rossland	12,966	12,909
Medicine Hat	48,664	53,361	Salmon Arm	11,372	12,029
Olds	11,209	11,830	Trail	48,953	54,605
Ponoka	10,840	12,032	Vancouver	1,814,145	1,971,102
Red Deer	26,830	31,610	Vernon	39,143	43,742
Stettler	11,259	11,236	Victoria	397,167	460,796
Vegreville	11,519	11,479	Wells	10,722	11,447
Vermilion	11,603	12,505	Zeballos	9,666	10,507
Wetaskiwin	16,971	17,422	**Totaux, Colombie Britannique**	**3,583,650**	**3,894,651**
Totaux, Alberta	**2,550,891**	**2,763,788**			
			Yukon		
Colombie Britannique			Dawson	14,634	13,830
Abbotsford	9,779	10,695	**Totaux, Yukon**	**24,041**	**23,457**
Chilliwack	25,133	26,959			
Courtenay	15,304	16,653	**Résumé**		
Cranbrook	21,523	21,780			
Duncan	27,245	30,044	Ile du Prince-Edouard	184,351	196,553
Fernie	10,929	11,730	Nouvelle-Ecosse	1,590,264	1,845,221
Kamloops	41,035	41,520	Nouveau-Brunswick	1,392,167	1,499,132
Kelowna	40,278	43,527	Québec	8,844,865	9,551,216
Kimberley	12,875	14,260	Ontario	16,509,211	17,882,104
Mission City	12,860	13,737	Manitoba	3,889,095	4,205,209
Nanaimo	36,899	44,761	Saskatchewan	2,931,474	3,217,525
Nelson	53,962	54,034	Alberta	2,550,891	2,763,788
New Westminster	120,456	133,276	Colombie Britannique	3,583,650	3,894,651
Ocean Falls	8,611	10,468	Yukon et T.N.-O.	36,431	35,618
Penticton	33,788	34,249			
Port Alberni	22,364	23,459	**Totaux, Canada**	**41,512,403**	**45,091,021**
Powell River	15,166	16,051			
Prince George	14,043	14,752			

3.—Budget du Ministère des Postes, années fiscales 1890-1941

NOTA.—Pour les autres années depuis la Confédération, voir l'Annuaire du Canada de 1911, p. 288.

Année	Recettes nettes[1]	Dépenses	Surplus (+) Déficit (−)	Année	Recettes nettes[1]	Dépenses	Surplus (+) Déficit (−)
	$	$	$		$	$	$
1890	2,357,389	3,074,470	−717,081	1924	29,100,492	28,305,937	+794,555
1895	2,792,790	3,593,647	−800,857	1935	28,581,993	29,873,802	−1,291,809
1900	3,183,984	3,645,646	−461,662	1926	31,024,464	30,499,686	+524,778
1905	5,125,373	4,634,528	+490,845	1927	29,378,697	31,007,698	−1,629,001
1910	7,958,547	7,215,337	+743,210	1928	30,529,155	32,379,196	−1,850,041
1911	9,146,952	7,954,223	+1,192,729	1929	31,170,904	33,483,058	−2,312,154
1912	10,482,255	9,172,035	+1,310,220	1930	32,969,293	35,036,629	−2,067,336
1913	12,060,476	10,882,805	+1,177,671	1931	30,416,107	36,292,604	−5,876,497
1914	12,956,216	12,822,058	+134,158	1932	32,476,604	34,448,986	−1,972,382
1915	13,046,650	15,961,191	−2,914,541	1933	30,825,155	30,167,827	+657,328
1916	18,858,410	16,009,139	+2,849,271	1934	30,367,465	29,202,730	+1,164,735
1917	20,902,384	16,300,579	+4,601,805	1935	31,248,324	28,974,316	+2,274,008
1918	21,345,394	18,046,558	+3,298,836	1936	32,507,888	30,100,102	+2,407,786
1919	21,602,713	19,273,584	+2,329,129	1937	34,274,552	30,538,575	+3,735,977
1920	24,449,917	20,774,385	+3,675,532	1938	35,546,161	32,296,805	+3,249,356
1921	26,331,119	24,661,262	+1,669,857	1939	35,288,220	35,456,181	−167,961
1922	26,554,538	28,121,425	−1,566,887	1940	36,729,105	36,725,870	+3,235
1923	29,262,233	27,794,502	+1,467,731	1941	40,383,366	38,699,674	+1,683,692

[1] Moins les commissions et les allocations des maîtres de poste et quelques autres item de moindre importance. Les recettes brutes des années fiscales 1937, 1938, 1939, 1940 et 1941 se montent respectivement à $41,181,566, $42,998,349, $42,896,178, $44,208,369 et $48,143,410

Affranchissement.—Les recettes nettes inscrites au tableau 3 proviennent principalement de l'affranchissement comme l'indiquent les chiffres bruts qui suivent:

La valeur brute des timbres-poste, cartes postales affranchies, etc., vendus au cours de chacune des huit dernières années fiscales est: $25,999,159 en 1933, $25,541,129 en 1934, $26,303,451 en 1935, $27,341,608 en 1936, $28,179,323 en 1937, $28,808,513 en 1938, $28,836,457 en 1939, $29,530,247 en 1940 et $31,425,593 en 1941. Les produits de l'affranchissement acquitté au comptant sont les suivants: $8,173,950 en 1933, $8,129,387 en 1934, $8,619,712 en 1935, $9,277,072 en 1936, $10,203,389 en 1937, $10,865,895 en 1938, $11,065,527 en 1939, $11,792,311 en 1940 et $13,459,526 en 1941.

Services auxiliaires.—Les services postaux auxiliaires comprennent l'émission des mandats et bons postaux, et les facilités offertes par la caisse d'épargne postale. En 1868, les 515 bureaux préposés à cette fin avaient émis des mandats-poste pour une valeur de $3,342,574; les tableaux suivants montrent l'étendue des opérations ces dernières années. Des tableaux statistiques indiquant les dépôts dans les banques d'épargne fédérales depuis la Confédération et les opérations des caisses d'épargne postales, 1935–40, paraissent au chapitre sur le système bancaire et le régime monétaire (chapitre XXII).

4.—Emissions de mandats-poste au Canada, années fiscales 1926-41

NOTA.—Pour les chiffres de 1868-1900, voir l'Annuaire du Canada de 1911, p. 289; pour ceux de 1901-25, voir l'Annuaire de 1932, p. 635.

Année	Bureaux émetteurs de mandats au Canada	Mandats émis au Canada	Valeur des mandats émis au Canada	Payables		Mandats émis en d'autres pays, payables au Canada
				Au Canada	Dans d'autres pays	
	nomb.	nomb.	$	$	$	$
1926	5,706	14,784,230	177,840,231	158,844,831	18,995,400	15,600,917
1927	5,797	15,760,994	188,219,777	167,206,859	21,012,918	15,532,673
1928	5,923	17,505,563	200,773,403	177,880,036	22,893,367	15,398,181
1929	6,066	17,210,316	203,129,237	179,833,100	23,296,138	14,096,027
1930	6,209	17,525,979	197,699,353	174,285,024	23,414,329	14,016,240
1931	6,401	16,313,134	167,749,651	149,012,359	18,737,292	12,906,487
1932	6,414	14,324,715	132,625,260	121,391,212	11,234,048	9,097,086
1933	6,467	12,659,379	107,767,394	102,009,862	5,757,532	5,079,234
1934	6,464	12,633,710	107,471,321	101,926,369	5,544,952	5,401,118
1935	6,531	12,673,794	114,832,665	107,981,978	6,850,687	5,932,762
1936	6,627	13,133,354	121,810,839	114,761,204	7,049,635	6,559,564
1937	6,737	13,746,743	133,155,222	124,479,322	8,675,900	7,280,169
1938	6,840	14,554,010	144,445,972	134,262,900	10,183,072	7,590,616
1939	6,976	14,522,060	145,204,787	135,417,731	9,787,056	6,948,186
1940	7,103	15,161,896	156,340,540	148,560,567	7,779,973	5,578,250
1941	7,117	16,119,586	173,565,550	168,548,852	5,016,698	5,700,036

5.—Mandats-poste, par province, et totaux de bons postaux, années fiscales 1937-41

Province	1937	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Bureaux d'émission—					
Ile du Prince-Edouard	72	72	71	70	71
Nouvelle-Ecosse	441	443	457	461	468
Nouveau-Brunswick	317	325	332	336	336
Québec	1,427	1,465	1,497	1,547	1,572
Ontario	1,736	1,745	1,770	1,790	1,782
Manitoba	481	493	503	515	509
Saskatchewan	993	1,001	1,020	1,033	1,032
Alberta	723	735	753	766	763
Colombie Britannique	541	554	566	579	577
Yukon	6	7	7	6	7
Canada	**6,737**	**6,840**	**6,976**	**7,103**	**7,117**

5.—Mandats-poste, par province, et totaux de bons postaux, années fiscales 1937-41—fin

Province	1937	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Mandats émis—					
Ile du Prince-Edouard	118,827	115,345	114,991	116,824	112,973
Nouvelle-Ecosse	927,924	990,727	935,303	975,299	1,064,624
Nouveau-Brunswick	523,288	581,189	549,557	588,634	643,216
Québec	2,127,105	2,486,055	2,499,506	2,673,098	2,964,753
Ontario	3,648,744	4,008,397	3,948,811	4,009,616	4,301,442
Manitoba	990,123	1,076,394	1,040,625	1,022,964	1,063,180
Saskatchewan	2,348,036	2,066,129	2,155,594	2,432,722	2,528,449
Alberta	1,725,801	1,772,232	1,806,459	1,824,244	1,875,573
Colombie Britannique	1,324,818	1,444,711	1,457,368	1,505,283	1,552,029
Yukon	12,077	12,831	13,846	13,212	13,347
Canada	**13,746,743**	**14,554,010**	**14,522,060**	**15,161,896**	**16,119,586**
	$	$	$	$	$
Valeur des mandats émis—					
Ile du Prince-Edouard	1,099,648	1,065,014	1,072,137	1,119,890	1,102,724
Nouvelle-Ecosse	8,512,734	9,433,039	8,843,013	9,249,132	10,899,554
Nouveau-Brunswick	4,837,795	5,575,619	5,133,558	5,545,217	6,402,519
Québec	19,738,187	24,334,638	24,277,202	25,989,315	29,769,392
Ontario	35,379,028	40,738,666	39,990,726	40,892,645	46,119,867
Manitoba	9,441,609	10,980,301	10,579,685	10,719,212	11,611,998
Saskatchewan	23,851,266	19,106,520	21,510,849	28,088,379	30,339,313
Alberta	17,424,010	18,654,558	19,461,483	19,921,123	21,303,299
Colombie Britannique	12,695,912	14,369,887	14,122,281	14,614,592	15,805,383
Yukon	175,033	187,730	213,853	201,035	220,501
Canada	**133,155,222**	**144,445,972**	**145,204,787**	**156,340,540**	**173,565,550**
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Mandats payés—					
Ile du Prince-Edouard	44,378	46,608	46,511	48,314	54,263
Nouvelle-Ecosse	563,167	614,436	611,273	656,299	762,362
Nouveau-Brunswick	817,643	880,207	798,361	851,731	873,328
Québec	1,784,960	2,005,105	2,027,700	2,142,927	2,414,577
Ontario	4,152,562	4,563,271	4,542,091	4,724,844	5,146,019
Manitoba	2,732,859	2,671,919	2,588,107	2,781,756	2,808,842
Saskatchewan	1,511,159	1,442,129	1,496,141	1,671,153	1,892,320
Alberta	740,803	777,826	794,942	806,803	846,146
Colombie Britannique	732,245	828,426	846,370	869,442	939,523
Yukon	780	868	1,632	899	1,012
Canada	**13,080,556**	**13,830,795**	**13,753,128**	**14,554,168**	**15,738,392**
	$	$	$	$	$
Valeur des mandats payés—					
Ile du Prince-Edouard	588,953	615,494	613,024	641,342	743,750
Nouvelle-Ecosse	6,096,036	6,737,362	6,659,742	7,053,664	8,483,214
Nouveau-Brunswick	7,104,652	7,982,825	7,090,500	7,422,410	8,090,474
Québec	18,180,150	21,596,168	21,887,208	23,097,684	26,848,955
Ontario	39,787,824	45,423,340	44,867,266	46,636,500	53,341,007
Manitoba	24,396,689	23,852,224	23,196,279	26,690,904	28,068,466
Saskatchewan	15,553,218	13,849,133	15,391,562	19,085,090	22,201,890
Alberta	10,391,350	11,544,441	12,183,123	12,520,321	13,540,511
Colombie Britannique	9,144,277	10,522,072	10,489,815	10,809,889	12,063,949
Yukon	14,289	17,015	17,856	15,246	19,947
Canada	**131,257,438**	**142,150,074**	**142,396,375**	**153,973,050**	**173,402,163**
Bons postaux—					
Totaux payés.....nomb.	7,077,540	7,295,649	7,233,265	7,464,512	8,252,153
Valeur totale, y compris timbres-poste apposés aux bons..... $	12,020,467	12,486,657	12,349,642	12,966,379	14,770,340

Aéroposte.—Le poids des matières postales transportées par la voie des airs au Canada au cours de l'année terminée le 31 mars 1941 est de 2,842,367 livres et le millage des envolées est de 8,330,121.

Au cours de cette période, le service aéropostal transcontinental a été étendu de façon régulière de Montréal à Moncton le 1er janvier 1940 et de Moncton à Halifax et Saint John le 15 janvier de la même année, ce qui assure un service quoti-

dien d'une côte à l'autre. La matière aéropostale déposée à Halifax l'après-midi est livrée à Victoria le lendemain après-midi. Le service aéropostal transcontinental entre Toronto et New-York a été porté à deux fois par jour le 30 avril 1941 et à trois fois, le 16 juin de la même année.

6.—Milles et poids des matières postales transportées par avions, année fiscale 1941

Service	Distance	Voyages simples	Millage	Poids des matières postales
	milles	nombre	milles	lb
Atlin-Telegraph Creek	146	20	2,920	4,068
Charlottetown-Iles de la Madeleine	106	58	6,176	23,725
Edmonton-Fort St. John[1]	443	12	4,799	1,381
Edmonton-White Horse	1,042	201	191,051	31,360
Fort St. John-Fort Nelson	190	34	6,460	4,445
Fort Nelson-Fort Liard	120	11	1,320	965
Ile à la Crosse-La Loche	100	62	5,288	6,370
Kenora-Red Lake	96	547	52,496	80,112
Leamington-Ile Pelée	22	192	4,224	21,496
District du fleuve Mackenzie	2,287	427	274,550	129,674
Provinces Maritimes—				
Charlottetown-Moncton	81	1,131	90,914	176,914
Halifax-Moncton	114	544	62,152	26,247
Saint John-Moncton	89	560	49,787	6,712
Montréal-New York	329	1,990	653,953	81,385
Rive nord—				
Rimouski-Sept-Iles	180	222	39,960	113,544
Sept-Iles-Natashquan	205	74	15,170	34,983
Natashquan-Harrington Harbour	112	18	2,016	3,854
Harrington Harbour-Lourdes du Blanc Sablon	133	18	2,394	4,994
Havre St-Pierre-Port-Menier	45·5	18	819	5,920
Envolées spéciales	Variée	48	9,732	22,629
Rivière-la-Paix-Fort Vermillion	190	180	42,006	41,396
Prince Albert-Ile à la Crosse-Lac la Ronge	177	207	31,979	27,076
	133			
Prince Albert-Goldfields-Stony Rapids	541	166	75,551	22,941
Prince George-Takla Landing	218	78	14,225	13,697
Prince George-Ware	275	18	4,950	4,767
Regina-North Battleford	366	669	230,214	28,307
Sioux Lookout-Narrow Lake	124	415	42,616	16,770
Sioux Lookout-Pickle Crow	129	529	68,249	109,671
Sioux Lookout-Red Lake	167	579	83,675	90,697
Le Pas-Cumberland House	89	82	4,386	7,645
Le Pas-Herb Lake	88	192	16,896	12,606
Trans-Canada—				
Lethbridge-Edmonton	288	1,416	398,730	137,511
Moncton-Vancouver	3,252	3,487	4,665,034	776,224
Vancouver-Seattle	122	1,693	206,546	76,896
Vancouver-Fort St. John	397	197	116,966	15,067
Vancouver-Victoria	53	732	38,796	34,283
Vancouver-Zeballos	175	296	51,800	4,438
White Horse-Dawson	309	319	91,613	137,403
Winnipeg-Manitoba central	148	586	51,400	92,767
Winnipeg-Fargo	210	1,390	292,043	70,209
Winnipeg-Favourable Lake	266	216	44,496	33,113
Winnipeg-Région de Gods Lake	986	601	130,538	101,666
Winnipeg-Red Lake	170	451	59,510	110,296
Totaux	–	**20,776**	**8,238,400**	**2,696,124**
Atlin-Carcross	53	247	13,081	110,294
Tulsequah-Juneau	40	130	5,200	27,076
Bangor-Moncton[2]	220	130	28,600	2,806
Montréal-Burlington (Boston)	74	606	44,840	5,236
Transatlantique (route du nord)	–	10	–	831
Grands totaux	–	**21,899**	**8,330,121**	**2,842,267**

[1] Fusionné avec Edmonton-White Horse le 15 mai 1940. [2] Inauguré le 3 janvier 1941.

PARTIE IX.—LA PRESSE

Un article sur l'évolution de la presse au Canada paraît aux pp. 773–795 de l'Annuaire de 1939.

Le Bureau Fédéral de la Statistique ne collige pas de données sur le tirage des journaux et périodiques au Canada et les tableaux suivants sont basés sur des données puisées dans *l'Almanach des Publications Canadiennes de McKim.*

Parmi les publications énumérées au tableau **1** il y en a un certain nombre dont le tirage estimatif n'est pas donné. De telles publications sont donc omises des tableaux **2** et **3** sur les statistiques du tirage. Cela explique la différence entre le nombre de publications quotidiennes, semi-hebdomadaires et hebdomadaires indiquées aux tableaux **1** et **2.** La comparaison entre les chiffres du tableau **3,** qui donne les publications dans les villes de 20,000 habitants ou plus, et ceux du tableau **2** pour la même année, qui donne toutes les publications du Canada, fait voir que les journaux quotidiens sont surtout dans les plus grands centres urbains, tandis que les hebdomadaires, dont la majeure partie de la circulation se trouve pourtant dans les grands centres, sont en majeure partie publiés dans les centres plus petits. L'hebdomadaire semble être le médium idéal d'information locale pour la population des petites villes et des villages.

La presse hebdomadaire française en particulier exerce une forte influence dans le Québec. Montréal est le centre de la section urbaine. La presse hebdomadaire rurale de cette province peut être comparée à celle du reste du pays. Son évolution a été parallèle à celle de la presse rurale anglaise, avec cette différence que son champ est plus restreint. La plupart des hebdomadaires ruraux français, si petits soient-ils si on les mesure par leur tirage, sont de vieilles institutions, nombre d'entre eux ayant dépassé le demi-siècle. Comme dans le cas de la presse hebdomadaire anglaise, le développement des travaux locaux d'impression, particulièrement la réclame commerciale, a exercé une grande influence sur la survivance d'un grand nombre de petits hebdomadaires ruraux.

1.—Publications canadiennes, selon leur périodicité, 1921-41

NOTA.—Compilé d'après l'*Almanach des Publications Canadiennes McKim.* Les chiffres ne comprennent pas Terre-Neuve.

Année	Quotidiennes	Tri-hebdomadaires	Semi-hebdomadaires	Hebdomadaires	Bi-hebdomadaires et semi-mensuelles	Mensuelles	Bi-mensuelles et trimestrielles	Diverses	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1921....	121	9	36	990	48	297	20	4	1,525
1922....	117	10	34	1,012	43	295	22	2	1,535
1923....	110	8	30	966	48	299	20	Nil	1,481
1924....	108	9	30	968	44	328	29	9	1,525
1925....	116	6	32	940	44	353	36	11	1,538
1926....	113	7	28	929	46	365	38	10	1,536
1927....	113	6	23	935	48	385	37	9	1,556
1928....	113	7	21	950	56	390	38	15	1,590
1929....	114	5	21	958	56	384	37	19	1,594
1930....	113	4	20	994	47	402	35	18	1,633
1931....	112	8	18	965	53	425	36	24	1,641
1932....	110	7	20	975	50	415	47	27	1,651
1933....	110	6	19	960	51	426	60	38	1,670
1934....	113	6	25	986	55	454	56	38	1,733
1935....	115	8	22	1,000	58	449	66	50	1,768
1936....	115	9	24	996	56	450	77	52	1,779
1937....	114	9	25	1,000	56	450	73	60	1,787
1938....	112	9	26	995	61	463	79	59	1,804
1939....	113	8	23	998	71	459	86	66	1,824
1940....	110	6	22	973	67	457	81	73	1,789
1941....	107	7	24	953	60	482	97	81	1,811

2.—Tirage[1] des publications quotidiennes, semi-hebdomadaires et hebdomadaires au Canada, 1921-40, avec détails par province, 1940

NOTA.—Chiffres de tirage donnés au plus près millier, les données de certaines publications n'étant pas exactes. Compilé d'après *l'Almanach des Publications Canadiennes McKim*; ne comprend que les journaux dont le tirage y est indiqué.

Année et province	Quotidiennes[2]		Semi-hebdomadaires[3]		Hebdomadaires[4]	
	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage
1921	111	1,716,000	39	155,000	831	2,316,000
1922	107	1,744,000	41	154,000	841	2,370,000
1923	103	1,732,000	35	102,000	850	2,277,000
1924	106	1,821,000	35	104,000	796	2,488,000
1925	109	1,783,000	30	176,000	670	2,328,000
1926	112	1,943,000	26	93,000	822	2,729,000
1927	112	2,001,000	26	93,000	821	3,008,000
1928	112	2,087,000	25	89,000	816	3,081,000
1929	116	2,197,000	24	84,000	825	3,264,000
1930	113	2,212,000	26	106,000	858	3,318,000
1931	111	2,233,000	26	102,000	867	3,445,000
1932	103	2,115,000	25	102,000	883	3,726,000
1933	106	2,052,000	24	91,000	860	3,349,000
1934	107	2,147,000	30	127,000	867	3,663,000
1935	109	2,230,000	28	113,000	884	3,929,000
1936	109	2,276,000	32	139,000	875	4,065,000
1937	110	2,357,000	34	127,000	898	3,916,000
1938	103	2,196,000	35	140,000	909	4,234,000
1939	103	2,218,000	30	122,000	900	4,686,000
1940						
Ile du Prince-Edouard	3	21,000	Nil	–	3	16,000
Nouvelle-Ecosse	7	121,000	2	5,000	37	71,000
Nouveau-Brunswick	4	60,000	2	4,000	20	45,000
Québec	16	574,000	Nil	–	135	1,815,000
Ontario	41	1,038,000	10	48,000	303	1,519,000
Manitoba	6	118,000	4	22,000	83	774,000
Saskatchewan	4	261,000	2	10,000	139	210,000
Alberta	7	101,000	1	2,000	85	112,000
Colombie Britannique et Yukon	15	250,000	5	7,000	87	190,000
Totaux, 1940	**103**	**2,544,000**	**26**	**98,000**	**892**	**4,752,000**

[1] Pour les journaux—moyenne des douze mois terminés le 30 sept.; pour périodiques—moyenne des six mois terminés le 31 déc. [2] Y compris le total des éditions du matin et du soir du même journal, et les journaux publiés cinq fois par semaine. [3] Y compris les journaux publiés deux, trois et quatre fois par semaine. [4] Y compris les éditions spéciales des quotidiens, le samedi et le dimanche.

3.—Tirage[1] des publications quotidiennes, semi-hebdomadaires et hebdomadaires dans les villes de 20,000 âmes ou plus, 1940

NOTA.—Voir celui du tableau **2.**

Ville	Recensement de 1931		Quotidiennes[2]		Semi-hebdomadaires[3]		Hebdomadaires[4]	
	Population	Ménages	Nomb.	Tirage	Nomb.	Tirage	Nomb.	Tirage
Montréal	818,577	170,811	10	408,000	Nil	–	39	1,538,000
Toronto	631,207	149,538	8	584,000	1	11,000	46	1,021,000
Vancouver	246,593	60,530	6	197,000	3	5,000	16	65,000
Winnipeg	218,785	48,294	3	110,000	3	20,000	28	719,000
Hamilton	155,547	37,217	1	59,000	Nil	–	3	33,000
Québec	130,594	23,043	3	137,000	"	–	4	12,000
Ottawa	126,872	27,658	3	94,000	1	13,000	Nil	–
Calgary	83,761	20,371	2	44,000	Nil	–	1	16,000
Edmonton	79,197	18,868	2	46,000	1	2,000	6	32,000
London	71,148	17,549	1	54,000	Nil	–	4	58,000

Voir renvois à la fin du tableau, p. 681.

3.—Tirage[1] des publications quotidiennes, semi-hebdomadaires et hebdomadaires dans les villes de 20,000 âmes ou plus, 1940—fin

Ville	Recensement de 1931		Quotidiennes[2]		Semi-hebdomadaires[3]		Hebdomadaires[4]	
	Population	Ménages	Nomb.	Tirage	Nomb.	Tirage	Nomb.	Tirage
Windsor	63,108	14,900	1	46,000	Nil	–	Nil	–
Verdun	60,745	13,914	Nil	–	"	–	2	33,000
Halifax	59,275	12,147	2	90,000	"	–	3	4,000
Regina	53,209	12,017	1	33,000	"	–	Nil	–
Saint John	47,514	10,890	1	37,000	"	–	1	5,000
Saskatoon	43,291	9,698	1	22,000	2	10,000	2	105,000
Victoria	39,082	10,431	3	31,000	Nil	–	2	35,000
Trois-Rivières	35,450	6,191	1	11,000	"	–	4	14,000
Kitchener	30,793	7,189	1	14,000	"	–	Nil	–
Brantford	30,107	7,487	1	13,000	"	–	"	–
Hull	29,433	5,394	Nil	–	"	–	3	12,000
Sherbrooke	28,933	5,666	2	18,000	"	–	2	25,000
Outremont	28,641	6,086	Nil	–	"	–	Nil	–
Fort William	26,277	5,576	1	7,000	Nil	–	Nil	–
St. Catharines	24,753	6,115	1	12,000	"	–	1	5,000
Westmount	24,235	5,454	Nil	–	"	–	1	7,000
Kingston	23,439	5,514	1	12,000	1	2,000	1	8,000
Oshawa	23,439	5,605	1	3,000	Nil	–	2	12,000
Sydney	23,089	4,494	1	16,000	"	–	Nil	–
Sault-Ste-Marie	23,082	4,989	1	8,000	"	–	"	–
Peterborough	22,327	5,295	1	9,000	"	–	1	8,000
Moose Jaw	21,299	5,176	1	5,000	"	–	2	8,000
Guelph	21,075	5,096	1	8,000	"	–	Nil	–
Glace Bay	20,706	3,819	1	8,000	"	–	"	–
Moncton	20,689	4,201	2	14,000	"	–	2	8,000
Totaux	**3,386,272**	**757,223**	**65**	**2,150,000**	**12**	**63,000**	**176**	**3,783,000**

[1] Pour les journaux—moyenne des douze mois terminés le 30 sept.; pour les périodiques—moyenne des six mois terminés le 31 déc. [2] Y compris le total des éditions du matin et du soir du même journal, et les journaux publiés cinq fois par semaine. [3] Y compris les journaux publiés deux, trois et quatre fois par semaine. [4] Y compris les éditions spéciales des quotidiens, le samedi et le dimanche.

Publications de langue française.—Ces publications comprennent un grand nombre de périodiques traitant de littérature, musique, religion et autres sujets semblables d'étude. Le tirage de plusieurs de ces périodiques n'est pas donné dans l'*Almanach des Publications Canadiennes McKim*. Les publications dont le tirage n'est pas donné ne sont pas comprises dans les chiffres sur le nombre et le tirage du tableau **4**. Etant donné que la majorité de ces publications non indiquées ont un tirage plutôt restreint, les chiffres du tableau représentent une plus forte proportion du tirage global que du nombre total de publications. Parmi les quotidiens il n'y a qu'une petite publication qui n'est pas indiquée pour chaque année.

4.—Tirage des publications de langue française au Canada, par province, 1939 et 1940

NOTA.—Les chiffres de tirage sont donnés au millier près, parce que le tirage de certaines publications n'est pas exactement rapporté. Compilé d'après l'*Almanach des Publications Canadiennes McKim*.

Année et province	Quotidiennes		Hebdomadaires		Semi-hebdomadaires et mensuelles		Autres[1]	
	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage	Nombre	Tirage
1939								
Nouvelle-Ecosse	Nil	–	1	1,000	Nil	–	Nil	–
Nouveau-Brunswick	"	–	3	11,000	1	3,000	"	–
Québec	9	338,000[2]	102	718,000[2]	83	818,000	12	255,000
Ontario	1	20,000	3	6,000	6	28,000	5	29,000
Manitoba	Nil	–	1	7,000	2	4,000	1	5,000
Saskatchewan	"	–	2	7,000	Nil	–	Nil	–
Alberta	"	–	1	3,000	1	11,000	"	–
Totaux, 1939	**10**	**358,000[2]**	**113**	**753,000[2]**	**93**	**864,000**	**18**	**289,000**
1940								
Nouvelle-Ecosse	Nil	–	1	1,000	Nil	–	Nil	–
Nouveau-Brunswick	"	–	3	11,000	1	3,000	"	–
Québec	9	351,000[2]	97	879,000[2]	86	1,092,000	14	263,000
Ontario	1	19,000	3	6,000	5	24,000	4	77,000
Manitoba	Nil	–	1	7,000	2	5,000	1	5,000
Saskatchewan	"	–	1	1,000	Nil	–	Nil	–
Alberta	"	–	1	3,000	1	7,000	"	–
Totaux, 1940	**10**	**370,000[2]**	**107**	**908,000[2]**	**95**	**1,131,000**	**19**	**345,000**

[1] Bimensuelles, trimestrielles et annuelles. [2] Comprend les publications bilingues. [3] Y compris certaines éditions pour les Etats-Unis dont le tirage moyen s'établit à 9,000 par jour et 9,000 par semaine.

CHAPITRE XIX.—TRAVAIL*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Le Gouvernement et le Travail	683
Sous-section 1. Ministère fédéral du Travail	683
Sous-section 2. Ministères et Offices provinciaux du Travail	686
Sous-section 3. Législation ouvrière provinciale, 1941	687
Section 2. Occupations de la population active	688
Section 3. Emploiement et chômage	688
Sous-section 1. Données du recensement sur l'emploiement et le chômage	688
Sous-section 2. Emploiement tel que déclaré par les patrons	689
Sous-section 3. Le service de placement au Canada	695
Sous-section 4. Chômage parmi les ouvriers syndiqués	695
Section 4. Assurance-chômage, service de placement et autres mesures pour l'assistance et l'adaptation des chômeurs	696
Sous-section 1. Assurance-chômage et service de placement	696
Sous-section 2. Enregistrement national des personnes vivant d'assistance publique	702
Sous-section 3. Le soulagement du chômage	703
Formation de la jeunesse et programme de formation d'urgence de temps de guerre, 1941–42	704
Section 5. Les syndicats ouvriers au Canada	708
Section 6. Accidents du travail et compensations aux accidentés	711
Sous-section 1. Accidents mortels du travail	711
Sous-section 2. Indemnisation des accidentés	712
Section 7. Conflits industriels	718
Section 8. Salaires et gains	720
Sous-section 1. Salaires et heures de travail de diverses catégories d'ouvriers au Canada	720
Sous-section 2. Gains en l'année de recensement 1931	723
Section 9. Règlementation des salaires et des heures de travail	723
Sous-section 1. Salaires minimums	724
Sous-section 2. Salaires et heures de travail subordonnément aux lois des conventions collectives du Québec, de l'étalonnage industriel d'autres provinces et des salaires équitables du Manitoba	727
Sous-section 3. Règlementation des heures de travail	728
Section 10. Pensions pour les vieillards et les aveugles	730
Section 11. Allocations aux mères	732

Section 1.—Le Gouvernement et le Travail

Sous-section 1.—Ministère fédéral du Travail

Le Ministère fédéral du Travail a été créé en 1900 en vertu de la loi de conciliation. De 1900 à 1909, ce département fut dirigé par le Ministre des Postes, qui était en même temps Ministre du Travail, puis il fut érigé en ministère spécial par la loi du Ministère du Travail, de 1909.

A l'origine, ses principales attributions étaient: l'application de la loi de conciliation ayant pour objet la prévention ou le règlement des différends; l'application du principe des salaires équitables adopté par le Gouvernement pour la protection des ouvriers employés à des travaux publics ou des entreprises subventionnées; colliger et compiler les statistiques et autres renseignements relatifs aux conditions de travail; publier un journal mensuel, la *Gazette du Travail*.

Le rôle du Ministère fut considérablement étendu en 1907 par la loi d'arbitrage des différends industriels. Actuellement, le Ministère est chargé de l'application de la législation suivante: loi des rentes viagères du Gouvernement; loi sur l'enseignement technique; loi des justes salaires et des heures de travail; l'ordonnance sur les indemnités de vie chère et les salaires en temps de guerre; loi d'assistance-chômage du Gouvernement fédéral, 1930-40; loi de la formation de la jeunesse; loi d'enquête sur les coalitions; loi d'assurance-chômage. Il s'occupe en outre du travail inhérent aux relations du Canada avec l'Office International du Travail. L'activité du Ministère a pris de l'envergure aussi en ce qui concerne la réunion et la publication

* Sauf indication contraire, la matière de ce chapitre a été préparée ou revisée sous la direction de Bryce Stewart, M.A., D.Ph., sous-ministre du Travail, Ottawa.

37214—44½

des renseignements sur les associations ouvrières, les salaires et les heures de travail, les prix et le coût de la vie, les grèves et lockouts, les accords industriels, les accidents de travail, la législation ouvrière et autres sujets connexes.

Pour faciliter la diffusion des renseignements, qui est l'une de ses attributions, le Ministère publie la *Gazette du Travail** mensuellement depuis 1900. Cette publication contient un relevé courant de l'activité du Ministère en ce qui concerne l'application de la législation ci-dessus mentionnée, les activités des syndicats ouvriers et des associations d'employeurs, la situation ouvrière au Canada et ailleurs telle que reflétée par l'emploiement, les tendances des prix et du coût de la vie, les différends industriels, les accidents du travail, etc. Depuis 1921, un rapport annuel intitulé: "Salaires et heures de travail au Canada" est publié en supplément de la *Gazette du Travail.*

Ordinairement, la législation provinciale et les règlements qui en découlent, de même que les décisions légales les plus importantes, sont aussi résumés dans la *Gazette du Travail.* Le Ministère publie en outre annuellement, depuis 1915, des rapports sur la "Législation ouvrière au Canada".† Le premier rapport est une codification de toute la législation contenue dans les statuts jusqu'à la fin de 1915. Des codifications semblables ont été publiées en 1920, 1928 et 1937. Le Ministère publie encore depuis 1910 un rapport annuel sur le "Syndicalisme ouvrier au Canada".‡

Loi des enquêtes en matière de différends industriels.—La loi des enquêtes en matière de différends industriels (S.R.C., 1927, c. 112, telle que modifiée en 1941 par le c. 20), en vigueur depuis 1907, a pour objet d'aider à prévenir et régler les grèves et les lockouts. Cette loi, qui illicite ces cessations de travail jusqu'à ce que le différend ait été soumis à un bureau d'arbitrage et d'enquête, s'applique normalement aux différends qui surgissent dans les mines et certaines industries d'utilité publique. Toutefois, au début de la présente guerre, en vertu de la loi des mesures de guerre (C.P. 3495 tel que modifié par l'ordre en conseil C.P. 1708), la loi des enquêtes en matière de différends industriels a été étendue aux différends entre employeurs et employés engagés dans la munitionnerie et le matériel de guerre et à des ouvrages de défense. Avec le consentement des parties intéressées le rouage de cette loi peut être invoqué relativement à des différends dans d'autres industries.

L'extension de la loi aux disputes dans les industries de guerre a causé une augmentation marquée dans le nombre de demandes de nomination de bureaux d'arbitrage et d'enquête. Il a été jugé que, dans certains cas, il s'agissait de conflits dont il pourrait être disposé plus promptement et à moins de frais qu'en invoquant la procédure plus formelle devant des arbitres. Conséquemment, il a été pourvu en 1941, subordonnément à la loi des mesures de guerre (C.P. 4020 tel que modifié par C.P. 4844 et C.P. 7068) à l'institution de commissions d'enquête sur les conflits industriels composées d'un ou plusieurs membres et chargées de faire une enquête préliminaire sur les causes des différends. Si une commission ne peut obtenir de règlement, elle doit faire rapport au Ministre des causes du litige et le conseiller sur l'opportunité de nommer un tribunal d'arbitrage et d'enquête.

Un tribunal se compose de trois membres dont deux sont nommés par le Ministre sur la recommandation des parties intéressées et le troisième, par les deux premiers, ou en cas de désaccord, par le Ministre lui-même. Après que ce tribunal a fait son rapport, l'une ou l'autre des parties peut en rejeter les conclusions et déclarer une grève ou un lockout, ce qui s'est produit en très peu de cas. En 1941,

* L'abonnement est de 20 cents par année au Canada, aux Etats-Unis d'Amérique et au Mexique et de $1.00 par année ailleurs.

† Chez l'Imprimeur du Roi, Ottawa, $1 pour les rapports codifiés et 25 cents l'exemplaire pour les autres volumes.

‡ Chez l'Imprimeur du Roi, Ottawa, 50 cents l'exemplaire.

il a été arrêté (par C.P. 7307, tel que modifié par C.P. 8821) que toute grève déclarée après réception du rapport d'une commission reste illégale jusqu'à ce que les employés en cause aient donné avis au Ministre de leur intention de déclarer la grève et jusqu'à ce qu'un scrutin, tenu sous la surveillance du Ministère du Travail, indique que la majorité des employés sont en faveur de la grève.

Depuis les 35 années que cette loi est en vigueur jusqu'au 31 mars 1941, 1,190 demandes de nomination d'arbitres ont été reçues, soit une moyenne de 34 par année; 679 tribunaux ont été institués, moyenne de 19 par année; et, à la suite de la médiation de ces bureaux, sauf dans 53 cas (moyenne de moins de 2 par année), toutes les grèves et lockouts ont été ou conjurés ou réglés.

En raison principalement de l'extension de la loi aux différends des industries de guerre, il a été disposé d'un plus grand nombre de causes au cours de l'année fiscale 1941–42 qu'en toute autre année. En 1941–42, 132 demandes de nomination d'arbitres ont été reçues, 45 tribunaux ont été institués et, grâce à leur médiation, grèves ou lockouts ont été évités dans tous les cas sauf neuf.

Section des salaires équitables.—Les salaires et les heures de travail dans les entreprises de construction du Gouvernement fédéral sont régis par la loi sur les justes salaires et les heures de travail, 1935, et par un ordre en conseil du 7 juin 1922 tel que modifié le 9 avril 1924. La loi pourvoit à la journée de huit heures et à la semaine de 44 heures dans ces entreprises et les salaires sont fixés dans un barème dressé par le Ministère du Travail et inséré dans chaque contrat. Les taux du barème sont les taux courants pour le genre de travail dans le district concerné ou, s'il n'existe pas de taux courants, des taux justes et raisonnables déterminés par le Ministre. Ces salaires et heures de travail sont appliqués par le Ministère du Travail et, en vertu d'un ordre en conseil du 23 novembre 1940, le sous-ministre doit faire enquête sur les réclamations. L'ordre en conseil indique la procédure à suivre pour régler celles-ci.

Les salaires dans les contrats de fabrication de fournitures à l'usage du Gouvernement sont régis par l'ordre en conseil du 7 juin 1922 tel que modifié le 31 décembre 1934, le 30 mai 1941 et le 4 octobre 1941. Tel que modifié en 1934, il fixe un salaire minimum de 30 et 20 cents l'heure respectivement pour les hommes et les femmes de plus de 18 ans. Au printemps de 1941, ces taux n'étant plus jugés justes et raisonnables, l'ordre en conseil C.P. 3884 fut adopté le 30 mai qui établit des taux nouveaux de 35 et 25 cents, des taux plus bas pour les novices et des taux spéciaux pour les ouvriers désavantagés. L'ordre en conseil C.P. 7679 du 4 octobre 1941 remplace l'ordre en conseil C.P. 3884. Il renforce les dispositions relatives au paiement des taux fixés, ceux-ci restant les mêmes.

Lors de sa création à l'automne de 1941, le Conseil National du Travail en temps de guerre a été chargé, en plus de la stablisation des salaires, de l'application de la loi des justes salaires et des heures de travail et de l'ordre en conseil C.P. 7679. Un plan coopératif a été établi au cours de la première moitié de 1941 entre les ministères fédéral et provinciaux du Travail en vertu duquel les personnels d'inspection de ces derniers sont utilisés pour veiller à l'observance de la politique des salaires équitables. Ce plan a été mis en vigueur par ordre en conseil le 22 juillet 1941, mais lors de la création du Conseil, cet ordre a été remplacé par l'ordre C.P. 1774 du 9 mars 1942. Celui-ci autorise le Ministre du Travail à désigner des représentants provinciaux et autres personnes comme inspecteurs non seulement pour veiller aux salaires équitables, mais aussi à l'application de l'ordonnance relative aux salaires et aux indemnités de vie chère en temps de guerre.

Politique de stabilisation des salaires.—D'accord avec la politique générale antiinflatoire du Gouvernement, l'ordre en conseil C.P. 7440 du 16 décembre

1940, tel que modifié, définissait une ligne de conduite relative aux salaires dont les tribunaux d'arbitrage et d'enquête devaient tenir compte dans leurs recommandations concernant les salaires et qui fut recommandée à tous les employeurs. Lors de l'établissement d'un programme d'ensemble de contrôle des prix, l'ordre en conseil C.P. 7440 fut remplacé par l'ordonnance sur les salaires et les indemnités de vie chère en temps de guerre (C.P. 8253, 24 octobre 1941, tel que modifié) qui en généralise les principes, avec certaines modifications, en les étendant à toutes les industries. Les salaires sont maintenant stabilisés à leur niveau du 15 novembre 1941 avec disposition permettant l'augmentation de ceux qui sont trop bas. En même temps, le versement d'une indemnité de vie chère, sujette aux fluctuations de l'indice du coût de la vie, épargne au salarié de trop grandes privations.

L'ordre en conseil C.P. 8253 pourvoit aussi à l'établissement d'un rouage permanent de mise en vigueur sous la forme du Conseil National du Travail en temps de guerre, lequel, en collaboration avec les neuf conseils régionaux du travail en temps de guerre, veille à l'application de cet ordre en conseil et à l'observance de la politique des salaires équitables. Chaque conseil se compose d'un président indépendant (le Ministre fédéral du Travail pour le Conseil National et les ministres provinciaux pour les conseils régionaux) et d'un nombre égal de représentants des patrons et des employés. La collaboration des ministères provinciaux, dont les personnels d'inspection peuvent être utilisés (C.P. 1774), est assurée au moyen des Conseils régionaux (voir p. 685).

Sous-section 2.—Ministères et Offices provinciaux du Travail

La législation ouvrière canadienne relève en bonne partie des législatures provinciales. Dans toutes les provinces, sauf l'Alberta et l'Ile du Prince-Edouard, il existe un ministère ou office spécial chargé de la mise en œuvre des lois ouvrières. Dans l'Ile du Prince-Edouard, il y a peu de législation ouvrière et, dans l'Alberta, la majeure partie de la législation ouvrière relève du Ministère du Commerce et de l'Industrie, la Commission des Relations Industrielles veillant aux statuts concernant les salaires et les heures de travail. La législation pourvoyant à la protection des mineurs relève, dans toutes les provinces, du Ministère des Mines. La législation concernant les manufactures dans huit provinces et celle concernant les boutiques dans plusieurs défendent le travail des enfants, fixent les heures de travail des femmes et des jeunes personnes et pourvoient à la protection et à l'hygiène. Les lois des salaires minimums tant des hommes que des femmes sont administrées dans toutes les provinces, sauf la Nouvelle-Ecosse et l'Ile du Prince-Edouard, par des commissions spéciales qui font partie, dans la plupart des cas, du Ministère du Travail. L'autre législation administrée par les ministères provinciaux comprennent, dans toutes les provinces, les lois pourvoyant à l'établissement de bureaux de placement publics et à l'autorisation de certaines catégories de travailleurs, la loi des standards industriels en Alberta, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Ecosse qui permet de donner force de loi dans toute industrie concernée aux accords intervenus entre employeurs et employés concernant les salaires et les heures de travail et la loi des conventions collectives de travail dans la province de Québec, permettant que ces conventions entre employeurs et syndicats ouvriers soient obligatoires pour tous dans l'industrie. Les lois des accidents du travail sont administrées par des commissions indépendantes dans toutes les provinces sauf l'Ile du Prince-Edouard.

On pourra obtenir des données plus récentes concernant les ministères provinciaux du Travail de chaque province en particulier en consultant les rapports annuels de ces ministères ou en s'adressant aux sous-ministres des gouvernements provinciaux.

Sous-section 3.—Législation ouvrière provinciale, 1941*

Ile du Prince-Edouard.—En vertu d'une nouvelle loi, le Gouvernement peut fixer les taux de rétribution des conducteurs de camion et des services de camionnage.

Nouvelle-Ecosse.—La loi du service d'arbitrage autorise le Ministre du Travail à agir en qualité de médiateur et à nommer un ou plusieurs arbitres. La loi modifiée des chaudières à vapeur pourvoit à la nomination d'un inspecteur en chef et d'autres inspecteurs, avec accès aux établissements à toute heure raisonnable. En vertu de la loi de compensation des accidents du travail, la présentation des comptes pour soins médicaux doit être faite dans un délai de trois mois plutôt que dans un délai d'un an comme autrefois.

Nouveau-Brunswick.—La loi de l'étalonnage industriel est étendue à la fabrication et à la réparation (et autres travaux) des véhicules-moteur. Les personnes employées temporairement n'échappent à cette loi que si le coût global et des services et des matériaux ne dépasse pas $25 au lieu de $100 comme autrefois. La loi de la fermeture de bonne heure est étendue aux salons de beauté. De nouveaux règlements de prudence concernant le travail aux explosifs sont ajoutés à la loi des mines. Pour la première fois, la loi de la fréquentation scolaire rend la fréquentation obligatoire dans toute la province jusqu'à l'âge de 15 ans.

Québec.—En vertu de modifications apportées à la loi des conventions collectives, les prix maximums devant être exigés pour les services des barbiers et des coiffeurs peuvent être fixés par convention collective; un honoraire de présence aux assemblées peut être versé aux membres d'un comité conjoint et droit d'appel est accordé dans le cas d'une poursuite sommaire lorsque l'amende est de $200 ou plus. La loi des syndicats professionnels a été modifiée de façon à réglementer plus strictement les activités des syndicats et à permettre aux corporations de faire partie de syndicats professionnels d'employeurs d'un commerce ou d'une industrie qu'elles exercent. En vertu de la loi des accidents du travail, les appareils chirurgicaux et les membres artificiels pourront être fournis et remplacés à des intervalles de deux ans au lieu d'un an comme autrefois. Les recours prévus selon le droit coutumier ne peuvent être exercés contre le préposé ou mandataire de l'employeur d'un accidenté en raison d'une faute commise dans l'exécution de leurs fonctions. La loi des liqueurs alcooliques a été modifiée de façon à interdire l'encaissement de chèques de salaires dans les hôtels, tavernes et autres endroits semblables. De nouvelles lois ont été adoptées qui régissent les écoles de métier et créent un conseil supérieur de l'enseignement technique dans le but d'unifier le contrôle des écoles spécialisées.

Ontario.—Une nouvelle clause de la loi d'assurance de la Commission hydro-électrique pourvoit à la modification des conventions signées jusqu'ici avec les compagnies d'assurance au sujet du paiement de rentes, pensions ou bénéfices en cas de décès ou de maladie et autres aux employés d'une municipalité.

Saskatchewan.—En vertu d'un article ajouté à la loi des fabriques, le Gouvernement a le pouvoir d'imposer des règlements pour la protection des personnes engagées dans les procédés de transformation exigeant du benzol et autres substances dangereuses. Ces règlements peuvent imposer des mesures de prudence et exiger un examen médical périodique des employés et une déclaration des cas d'empoisonnement. Des modifications apportées à la loi des cités et à la loi des villes pourvoient à une application plus rigide des règlements de fermeture de bonne heure dans les boutiques ou établissements où s'exercent plus d'une catégorie de métiers ou d'affaires. La loi de réglementation des écoles de métier interdit dorénavant à toute personne d'agir en qualité de représentant d'une école de métier située en dehors

* Pour un résumé général de la législation ouvrière, voir l'Annuaire du Canada de 1938, pp. 818-828.

de la province, à moins que le directeur de cette école ne soit enregistré conformément à la loi. Les règlements pourvoient à la défense de publier, sans permission, toute réclame en faveur d'une école de métier.

Alberta.—La loi de conciliation et d'arbitrage industriels a été modifiée de façon à s'étendre aux conflits entre tout patron et une majorité de toute une catégorie de ses employés, de même qu'à un conflit engageant une majorité de tous ses employés. La loi embrasse aussi les instituteurs engagés en vertu de la loi scolaire. L'article obligeant les employeurs à entrer en négociation collective permet maintenant aux employés de négocier par l'entremise d'un syndicat ouvrier ou d'un comité de négociation dûment nommé par vote majoritaire des employés ou de la catégorie d'employés affectés par le différend. Autrefois, les négociations devaient se faire entre représentants élus par une majorité des employés affectés. Le président d'une réunion convoquée pour choisir les représentants au comité conjoint doit envoyer au Ministre du Commerce une déclaration assermentée indiquant le nombre d'employés affectés par le différend, le nombre de ceux qui assistent à la réunion, les noms des officiers du syndicat ou du comité de négociation et le nombre de voix enregistrées au nom du syndicat ou de chaque membre du comité. Le Ministre peut destituer et remplacer tout membre du tribunal de conciliation qui, à son avis, retarde indûment les négociations entamées pour le règlement du différend. A sa propre demande, la Fraternité des Serre-freins a été placée sous l'empire de la loi des accidents du travail de 1918. Un article ajouté à la loi des fabriques est identique à celui qui se rapporte aux substances dangereuses dans la loi des fabriques de la Saskatchewan. En vertu de la loi des heures de travail, la Commission des relations industrielles pourra désormais agir en qualité d'arbitre dans les différends relatifs aux salaires, aux heures et aux conditions de travail et pourra aussi, pour le compte de tout employé, percevoir les salaires en souffrance. La loi réglementant les écoles de métier et la loi de protection dans les travaux d'électricité ont été remaniées et modifiées; une loi nouvelle est entrée en vigueur au sujet des licences de soudeur et pourvoit à des mesures de prudence dans les ouvrages de soudure.

Manitoba et Colombie Britannique.—Aucune nouvelle loi ouvrière n'a été mise en vigueur dans ces deux provinces en 1941, les législatures ayant commencé leurs sessions vers la fin de l'année pour les continuer en 1942.

Section 2.—Occupations de la population active

La population totale occupant des emplois rétribués est relevée lors du recensement. La section 15 du chapitre IV, pp. 133–151 de l'Annuaire de 1937, donne, de façon passablement détaillée, la population active de 1931 sous le titre "Occupations de la Population canadienne". Les statistiques de la distribution numérique et proportionnelle des salariés parmi la population active sont données par groupes industriels et occupationnels aux pages 771–772 de l'Annuaire de 1938, et un tableau à la page 760 de l'édition de 1937 montre la distribution numérique et proportionnelle des salariés par groupes d'âge au recensement de 1931.

Section 3.—Emploiement et chômage

Sous-section 1.—Données du recensement sur l'emploiement et le chômage

L'Annuaire de 1933 a donné, pp. 788–792, une étude des chiffres préliminaires sur le chômage tels que rapportés le 1er juin 1931 pour cette date et pour les douze mois antérieurs. Les résultats définitifs de cette étude sont publiés dans le volume VI du Recensement, en vente, broché, au prix de 75 cents, chez l'Imprimeur du Roi, à Ottawa.

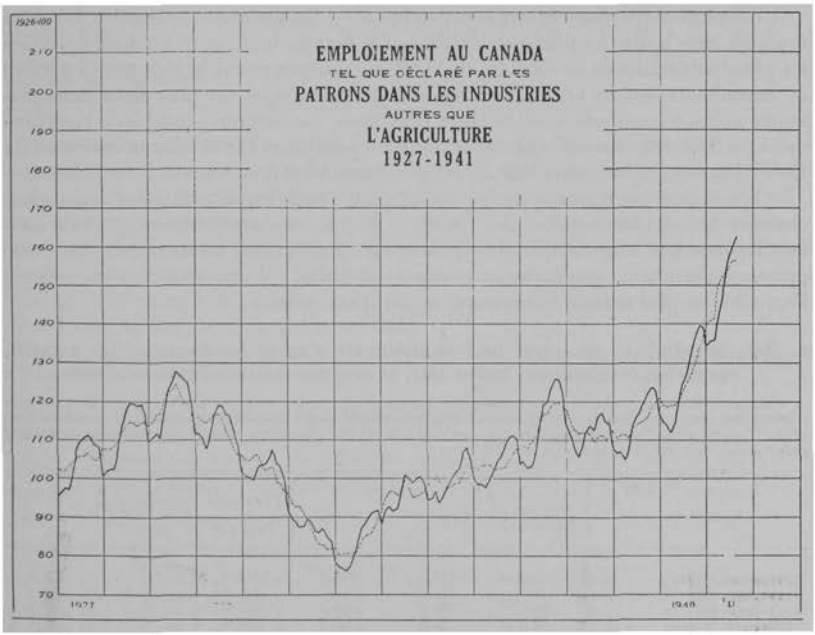
Les tableaux 24 et 25, p. 850 de l'Annuaire de 1934–35, résument par industrie les statistiques des personnes réellement inoccupées lors du recensement et du temps perdu au cours des douze mois précédant cette date.

Estimations de l'emploi de la population à gages.—Le nombre estimatif d'employés à gages ayant de l'occupation à compter de 1921 jusqu'au mois de mars 1940 paraît aux pp. 771–772 de l'Annuaire de 1940. En raison des changements et de la dislocation de la production industrielle causés par les demandes de guerre, cette série a été abandonnée temporairement.

Sous-section 2.—Emploiement tel que déclaré par les patrons*

Le Bureau Fédéral de la Statistique fait depuis plusieurs années un relevé mensuel de la situation de l'emploiement basé sur les données fournies par les établissements employant normalement 15 personnes ou plus dans les principaux groupes industriels suivants: manufactures, abatage du bois, mines, transports, communications, construction et entretien, commerce et services (principalement les hôtels et restaurants et les buanderies et établissements de nettoyage). Il reçoit aussi depuis quelques années des renseignements des institutions financières mais pour le moment, l'indice général de l'emploiement repose sur les données relatives aux huit groupes ci-dessus mentionnés, lesquelles remontent jusqu'à 1920. Les groupes les

* Revisé par Mlle M. E. K. Roughsedge, préposée aux statistiques de l'emploiement, Bureau Fédéral de la Statistique.



La ligne solide est basée sur le nombre de personnes employées le 1er jour du mois dans les établissements faisant rapport comparativement à la moyenne d'emploiement offert par ces maisons durant l'année civile de 1926 fixée à 100. La ligne pointillée fait voir cette même courbe corrigée pour les variations saisonnières telles que déterminées par l'expérience des années 1929–1937.

plus importants qui ne figurent pas dans ces relevés sont: l'agriculture, les services domestiques et personnels, les services de l'Etat, l'enseignement et certains autres services professionnels. A compter de mars 1941, les relevés embrassent aussi le gain des personne figurant dans les statistiques de l'emploiement.

En 1941, environ 13,440 employeurs fournissant des statistiques mensuelles déclarent 1,575,525 employés. Le maximum est atteint le 1er décembre avec 1,750,952, ce qui constitue un niveau sans précédent. A cette date, environ 15·3 p.c. de la population totale enregistrée de tout âge et des deux sexes figurait aux bordereaux de paye des employeurs faisant rapport.

L'expansion industrielle accuse un progrès extraordinaire en 1941, reflétant en ceci l'élan imprimé par l'effort de guerre. Ce mouvement reste continuellement favorable depuis le commencement de l'année, le seul déclin général de l'emploiement s'avérant au 1er janvier, ce qui est la tendance saisonnière normale. Basé sur la moyenne de 1926 établie à 100, le nombre-indice de l'emploiement dans les huit industries principales ci-dessus indiquées s'établit en moyenne à 152·3 en 1941 en regard de 124·2 en 1940 et 113·9 en 1939. Les moyennes maximums d'avant-guerre étaient celles de 1937, 114·1, et de 1929, 119·0.

L'expansion de l'activité industrielle en 1941 est générale. Toutes les provinces participent aux augmentations de l'emploiement dans les huit centres industriels d'après lesquels les statistiques sont calculées et à peu près dans tous les groupes d'industries. Pour des raisons faciles à comprendre, l'augmentation la plus marquée se produit dans les manufactures et plus particulièrement dans les industries lourdes.

Emploiement par région économique.—L'emploiement enregistre des gains marqués dans toutes les provinces en 1941. Ce sont naturellement les deux provinces les plus industrialisées de Québec et d'Ontario qui absorbent le plus grand nombre de travailleurs; quant au pourcentage d'augmentation, il est plus élevé dans plusieurs autres régions que dans ces deux provinces. Les nombres-indices de l'emploiement en Nouvelle-Ecosse, Québec et Ontario sont plus élevés que la moyenne du Dominion, tandis que ceux des autres provinces sont plus bas.

Les industries manufacturières en général touchent de nouvelles cimes dans chacune des régions économiques en 1941. Il y a aussi amélioration générale dans les divisions non manufacturières—abatage du bois, mines, communications, transports, construction, commerce, services et finances. Dans plusieurs de celles-ci l'activité est plus grande qu'en toute autre année récente.

1.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement d'après les données des patrons, par région économique, 1940 et 1941, et moyennes annuelles depuis 1929

NOTA.—Ces indices sont calculés le premier jour de chaque mois d'après l'année 1926=100. Les poids relatifs font voir les proportions d'employés déclarées dans chaque région économique par rapport au total déclaré par tous les patrons faisant rapport au Canada, le 1er décembre 1939. Les moyennes de 1921-28 paraissent à la p. 801 de l'Annuaire de 1938.

Année et mois	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie Britannique	Canada
Moyennes, 1929	114·8	113·4	123·1	126·3	111·5	119·0
Moyennes, 1930	118·3	110·3	114·6	117·1	107·9	113·4
Moyennes, 1931	108·1	100·9	101·2	111·5	95·5	102·5
Moyennes, 1932	92·2	85·5	88·7	90·0	80·5	87·5
Moyennes, 1933	85·3	82·0	84·2	86·2	78·0	83·4
Moyennes, 1934	101·0	91·7	101·3	90·0	90·4	96·0
Moyennes, 1935	103·7	95·4	103·3	95·2	97·7	99·4
Moyennes, 1936	109·4	100·7	106·7	99·3	101·1	103·7
Moyennes, 1937	121·0	115·4	118·3	99·3	106·8	114·1
Moyennes, 1938	111·5	117·0	113·7	100·0	104·2	111·8
Moyennes, 1939	110·5	120·8	114·3	103·2	107·5	113·9

1.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement d'après les données des patrons, par région économique, 1940 et 1941, et moyennes annuelles depuis 1929—fin

Année et mois	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie Britannique	Canada
1940						
1er janvier	118·9	120·7	120·9	103·3	97·6	116·2
1er février	118·4	116·0	120·2	100·8	100·0	114·4
1er mars	116·0	114·3	120·0	98·5	101·8	113·5
1er avril	111·8	112·2	118·8	96·7	102·8	111·9
1er mai	112·8	113·9	121·0	100·2	107·2	114·3
1er juin	117·0	123·0	126·6	107·4	112·0	120·9
1er juillet	124·0	126·6	129·6	112·4	114·8	124·7
1er août	124·5	130·6	132·8	114·9	119·0	127·9
1er septembre	127·3	136·4	134·8	117·0	126·7	131·6
1er octobre	128·2	142·8	140·9	118·1	127·8	136·2
1er novembre	133·8	148·7	142·5	119·7	126·3	139·2
1er décembre	133·2	149·7	142·7	118·8	123·6	139·1
Moyennes, 1940	**122·2**	**127·9**	**129·2**	**109·0**	**113·3**	**124·2**
1941						
1er janvier	130·0	139·6	141·1	116·2	116·0	134·2
1er février	135·2	139·4	143·4	112·2	118·0	135·2
1er mars	135·1	137·7	145·7	111·3	116·8	135·3
1er avril	135·6	143·1	152·0	116·7	129·4	141·3
1er mai	136·5	146·8	156·4	124·1	132·7	145·5
1er juin	152·4	157·3	161·9	128·3	134·9	152·9
1er juillet	163·9	161·8	165·3	132·5	139·2	157·4
1er août	164·2	167·6	166·3	135·6	146·6	160·6
1er septembre	164·1	169·9	169·0	136·1	149·8	162·7
1er octobre	175·4	173·9	172·2	134·3	149·4	165·8
1er novembre	179·6	177·1	173·0	136·1	149·4	167·6
1er décembre	188·1	179·8	174·0	135·5	144·5	168·8
Moyennes, 1941	**155·0**	**157·8**	**160·0**	**126·6**	**135·6**	**152·3**
Proportion relative de l'emploiement par région économique le 1er déc. 1941.	8·3	31·1	41·8	10·9	7·9	100·0

Emploiement dans les villes.*—Depuis le commencement de 1941, l'emploiement accuse des gains ininterrompus dans les huit principales villes industrielles. L'activité en général dans les industries manufacturières de ces villes est à un niveau élevé. Du total des employés dans les industries manufacturières au Canada au 15 décembre 1941, 51 p.c. travaillent dans les centres ci-dessous mentionnés. Dans l'ensemble, les industries non manufacturières procurent plus de travail en 1941 qu'en 1940; dans certains cas, notamment le commerce, les nombres-indices touchent des niveaux sans précédent.

* Voir analyse dans le bulletin intitulé: "La Situation de l'Emploiement au Canada en 1941", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

2.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement d'après les données des patrons dans les principales villes, par mois, 1940 et 1941, et moyennes annuelles depuis 1929

NOTA.—Ces indices sont calculés le premier jour de chaque mois d'après l'année 1926=100. Les poids relatifs font voir les proportions déclarées d'employés dans chaque ville par rapport au total déclaré par tous les patrons faisant rapport au Canada le 1er décembre 1939. Les moyennes de 1921-28 paraissent à la p. 803 de l'Annuaire de 1938.

Année et mois	Montréal	Québec	Toronto	Ottawa	Hamilton	Windsor	Winnipeg	Vancouver
Moyennes, 1929	**115·3**	**124·2**	**121·3**	**120·7**	**128·4**	**153·2**	**112·3**	**109·2**
Moyennes, 1930	**111·8**	**125·2**	**116·3**	**123·1**	**113·9**	**128·6**	**107·6**	**190·8**
Moyennes, 1931	**102·5**	**122·2**	**107·7**	**119·5**	**161·3**	**88·3**	**97·1**	**101·5**
Moyennes, 1932	**88·1**	**101·8**	**95·2**	**99·3**	**83·7**	**78·4**	**86·6**	**88·5**
Moyennes, 1933	**81·0**	**95·1**	**87·5**	**90·2**	**74·6**	**75·9**	**80·2**	**83·0**
Moyennes, 1934	**84·5**	**95·1**	**93·5**	**99·5**	**84·1**	**93·1**	**82·9**	**87·4**
Moyennes, 1935	**87·3**	**96·9**	**97·5**	**102·2**	**92·6**	**115·0**	**87·8**	**96·6**
Moyennes, 1936	**92·1**	**95·2**	**101·5**	**106·3**	**98·3**	**121·3**	**92·3**	**103·7**
Moyennes, 1937	**101·2**	**100·3**	**107·9**	**107·9**	**112·1**	**146·4**	**95·1**	**110·7**
Moyennes, 1938	**103·9**	**107·5**	**107·3**	**105·0**	**106·8**	**138·2**	**93·1**	**109·1**
Moyennes, 1939	**106·6**	**119·6**	**109·9**	**198·4**	**103·7**	**133·4**	**93·9**	**111·4**

2.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement d'après les données des patrons dans les principales villes, par mois, 1940 et 1941, et moyennes annuelles depuis 1929—fin

Année et mois	Montréal	Québec	Toronto	Ottawa	Hamilton	Windsor	Winnipeg	Vancouver
1940								
1er janvier	108·0	107·8	116·6	109·6	114·3	149·7	97·8	111·0
1er février	105·7	107·1	113·9	109·2	116·6	148·6	95·8	110·3
1er mars	108·1	108·7	114·6	108·9	117·1	149·2	94·4	109·0
1er avril	108·8	108·1	115·9	110·6	116·4	155·1	95·4	111·5
1er mai	111·3	115·6	117·9	111·0	120·1	155·2	96·6	115·7
1er juin	113·5	125·6	119·9	117·9	122·3	160·0	99·4	118·6
1er juillet	114·3	127·3	121·4	124·0	124·2	143·4	101·3	122·9
1er août	114·9	134·9	124·4	126·1	126·8	149·2	102·8	127·3
1er septembre	117·8	138·9	128·5	124·4	129·6	169·1	105·6	128·9
1er octobre	122·4	144·7	133·0	127·8	133·2	177·6	105·3	129·5
1er novembre	124·3	149·0	135·2	131·2	134·4	188·5	107·5	127·9
1er décembre	126·9	149·0	136·3	129·2	138·1	188·8	110·2	129·7
Moyennes, 1940	**114·7**	**126·4**	**123·1**	**119·2**	**124·4**	**161·2**	**101·0**	**120·2**
1941								
1er janvier	122·8	144·3	137·1	130·5	137·1	193·6	117·5	128·8
1er février	126·0	144·1	136·5	132·7	140·6	201·2	110·1	128·8
1er mars	130·0	145·8	139·3	131·4	141·7	211·8	109·9	129·5
1er avril	134·0	151·2	145·4	142·3	151·4	221·9	114·8	139·9
1er mai	138·1	158·6	149·7	145·8	157·4	227·9	119·4	141·3
1er juin	141·1	163·9	153·3	150·6	161·9	229·9	122·2	141·9
1er juillet	146·2	171·1	155·1	153·8	164·0	235·6	124·9	147·4
1er août	148·5	179·1	156·7	157·0	165·8	229·3	128·6	155·6
1er septembre	151·6	186·2	159·5	156·8	168·4	244·4	129·6	159·4
1er octobre	155·7	183·8	163·4	161·1	171·2	243·1	130·5	160·0
1er novembre	158·2	190·7	167·6	164·4	175·3	244·7	133·2	163·0
1er décembre	159·8	194·6	171·6	164·5	178·6	244·1	132·9	165·7
Moyennes, 1941	**142·7**	**167·8**	**152·9**	**149·2**	**159·4**	**227·3**	**122·8**	**146·8**
Proportion relative par ville au 1er déc. 1941	14·4	1·6	13·0	1·3	3·5	2·0	3·3	3·5

Emploiement par industrie.—Comparativement à 1940, l'emploiement augmente de 28 p.c. dans les industries manufacturières et de 15 p.c. dans les industries non manufacturières.

Naturellement, le niveau extrêmement élevé de l'activité dans les manufactures est attribuable à la guerre, mais plusieurs autres domaines de l'industrie déclarent aussi des effectifs augmentés. Du 1er janvier à la fin de l'année, le mouvement à la hausse est ininterrompu dans l'emploiement manufacturier qui s'établit en outre, à compter du 1er avril, à des niveaux successifs sans précédent. Le nombre-indice, basé sur la moyenne de 1926 établie à 100, monte d'environ 26 p.c. du 1er janvier au 1er décembre.

Dans les industries des denrées durables, l'augmentation est de 46·5 p.c. sur l'ancien indice le plus élevé enregistré en 1940, tandis que le gain dans les denrées périssables dans cette même comparaison est de 15·2 p.c. L'augmentation dans le dernier cas se rapproche donc beaucoup plus de celle des industries non manufacturières en général que de celle des industries lourdes. Dans la catégorie des denrées durables, l'expansion est marquée dans la sidérurgie, les métaux non ferreux et les appareils électriques. Dans celle des denrées non durables, le gain des industries chimiques est particulièrement remarquable, tandis que les textiles, les produits alimentaires et plusieurs autres divisions enregistrent aussi des effectifs plus nombreux.

Dans les industries non manufacturières, les gains les plus marqués sont ceux de la construction; l'emploiement dans le groupe de la voirie est aussi plus actif en raison principalement de la construction d'aéroports. La construction et l'entretien des voies ferrées accuse de même une amélioration grâce à l'augmentation du trafic ferroviaire. Les chantiers forestiers sont nettement plus actifs en 1941 qu'en 1940, bien que le problème de la main-d'œuvre ait nui à la situation dans certaines

régions vers la fin de l'année. Dans les transports, le nombre-indice annuel est le plus élevé depuis 1930, tandis que dans les communications l'activité atteint son maximum des dix années passées. L'emploiement dans les établissements de commerce et de services atteint son maximum de la période de 21 ans sur laquelle reposent les relevés.

3.—Nombres-indices mensuels de l'emploiement par groupe industriel et par mois, 1940 et 1941, et moyennes annuelles depuis 1929

NOTA.—Ces indices sont calculés le premier jour de chaque mois d'après l'année 1926=100. Les poids relatifs font voir les proportions déclarées d'employés dans chaque industrie par rapport au total déclaré par tous les patrons faisant rapport au Canada le 1er décembre 1941. Les moyennes de 1921–1928 inclusivement paraissent à la p. 804 de l'Annuaire de 1938.

Année et mois	Manufactures	Coupe et flottage du bois	Mines	Communications	Transports	Construction et entretien	Services	Commerce	Toutes industries[1]
Moyennes, 1929	**117·1**	**125·8**	**120·1**	**120·6**	**109·7**	**120·7**	**130·3**	**126·2**	**119·0**
Moyennes, 1930	**109·0**	**108·0**	**117·8**	**119·8**	**104·6**	**129·8**	**131·6**	**127·7**	**113·4**
Moyennes, 1931	**95·3**	**60·1**	**107·7**	**104·7**	**95·8**	**131·4**	**124·7**	**123·6**	**102·5**
Moyennes, 1932	**84·4**	**42·6**	**99·2**	**93·5**	**84·7**	**86·0**	**113·6**	**116·1**	**87·5**
Moyennes, 1933	**80·9**	**66·5**	**97·5**	**82·9**	**79·0**	**74·6**	**106·7**	**112·1**	**83·1**
Moyennes, 1934	**90·2**	**124·7**	**110·8**	**79·1**	**80·3**	**109·3**	**115·1**	**117·9**	**96·0**
Moyennes, 1935	**97·1**	**126·9**	**123·3**	**79·8**	**81·2**	**97·8**	**118·2**	**122·1**	**99·4**
Moyennes, 1936	**103·4**	**138·7**	**136·5**	**81·0**	**84·1**	**88·2**	**124·5**	**127·5**	**103·7**
Moyennes, 1937	**114·4**	**189·3**	**153·2**	**85·4**	**85·2**	**99·5**	**130·2**	**132·1**	**114·1**
Moyennes, 1938	**111·0**	**142·8**	**155·9**	**85·0**	**84·4**	**105·4**	**135·2**	**132·6**	**111·8**
Moyennes, 1939	**112·3**	**119·1**	**163·8**	**84·4**	**85·6**	**113·0**	**137·4**	**136·6**	**113·9**
1940									
1er janvier	118·2	237·8	164·7	84·3	84·5	68·8	133·7	149·9	116·2
1er février	120·5	227·2	168·4	82·7	83·3	58·1	131·8	136·4	114·4
1er mars	122·6	179·1	167·1	82·2	83·0	55·4	132·6	134·9	113·5
1er avril	123·4	90·0	164·4	83·2	82·8	59·6	133·4	137·6	111·9
1er mai	125·7	60·5	164·5	83·8	88·8	68·4	138·2	138·3	114·3
1er juin	129·2	105·2	166·7	87·1	90·3	90·5	142·5	140·7	120·9
1er juillet	130·3	121·4	167·2	89·4	93·7	105·0	149·2	142·8	124·7
1er août	134·4	112·2	168·1	90·9	94·8	114·3	155·4	141·4	127·9
1er septembre	138·4	126·8	170·2	92·1	94·6	121·1	157·1	142·9	131·6
1er octobre	143·8	180·2	172·3	90·7	94·3	121·1	147·3	146·8	136·2
1er novembre	144·3	258·6	174·0	90·4	93·5	120·5	148·8	148·9	139·2
1er décembre	144·7	303·6	172·6	90·0	92·5	105·9	147·8	154·4	139·1
Moyennes, 1940	**131·3**	**166·9**	**168·4**	**87·2**	**89·7**	**90·7**	**143·2**	**142·9**	**124·2**
1941									
1er janvier	142·5	276·1	167·6	90·2	88·7	83·0	149·5	160·8	134·2
1er février	147·4	265·8	169·1	89·6	89·4	82·5	148·6	147·0	135·2
1er mars	150·8	210·0	168·7	89·7	90·5	83·0	150·2	145·7	135·3
1er avril	158·2	166·2	174·1	93·4	94·3	100·2	158·3	149·1	141·3
1er mai	162·3	107·9	174·8	94·6	99·2	120·0	165·6	154·5	145·5
1er juin	168·0	158·3	177·2	97·2	99·2	139·5	170·9	156·8	152·9
1er juillet	172·4	152·7	176·8	99·7	103·7	149·9	179·8	158·5	157·4
1er août	176·8	132·8	178·1	101·6	105·0	160·7	184·0	156·8	160·6
1er septembre	181·4	139·6	181·6	102·0	105·9	153·9	183·9	157·5	162·7
1er octobre	184·9	174·0	182·3	101·5	104·2	155·4	175·7	160·9	165·8
1er novembre	187·5	219·6	185·0	100·0	102·8	147·7	173·7	163·4	167·6
1er décembre	188·4	250·3	183·5	100·6	104·1	143·4	170·4	167·1	168·8
Moyennes, 1941	**168·4**	**187·8**	**176·6**	**96·7**	**98·9**	**126·6**	**167·5**	**156·5**	**152·3**
Proportion par industrie au 1er déc. 1941	58·0	4·4	5·1	1·6	7·8	10·7	2·2	10·2	100·0

[1] Sauf l'agriculture (voir p. 690).

Gains.*—L'augmentation sans précédent de l'emploiement industriel en 1941 s'accompagne d'augmentations importantes des gains hebdomadaires tels que déclarés. Comme il est déjà indiqué, le relevé mensuel des données sur les bordereaux de paye a été commencé à la fin de mars, mais les renseignements obtenus lors des deux premiers relevés sont incomplets et pas tout à fait sûrs. Du 1er juin au 1er décembre, la valeur en dollars des bordereaux hebdomadaires de paye augmente de 19·6 p.c., tandis que le nombre d'employés augmente de 10·4 p.c. Au 1er dé-

* Les méthodes utilisées dans l'établissement des statistiques courantes des bordereaux de paye sont expliquées dans la "Revue annuelle de l'emploiement, 1941".

cembre, les employeurs faisant rapport déclarent des décaissements de $46,132,298 versés en salaires à 1,688,298 employés figurant sur leurs bordereaux de paye au 1er décembre, soit une moyenne per capita de $27·32. En y faisant figurer les statistiques des institutions financières, les gains des 1,751,245 employés figurant au relevé s'élèvent à $47,986,768. La moyenne hebdomadaire pour les neuf groupes d'industries est de $27·40.

Comme résultat de l'adjonction de main-d'œuvre non professionnelle (élément dont l'importance grandit en fonction de la diminution de la main-d'œuvre spécialisée au Canada), l'augmentation générale des gains hebdomadaires per capita au cours de la période d'observation en 1941 est plus faible que celle indiquée par l'ensemble des bordereaux de paye. Néanmoins, la moyenne déclarée augmente de 8·2 p.c. du 1er juin au 1er décembre.

L'augmentation des gains globaux et per capita suit généralement et presque sans interruption celle de l'emploiement jusqu'à ce que le maximum enregistré en 1941 soit atteint, le 1er décembre. Les gains dans les industries manufacturières durant cette période sont remarquablement élevés, en partie à cause de la concentration graduelle des travailleurs au cours de l'année dans les industries lourdes les plus rémunératrices et en partie à cause du paiement de sommes considérables pour travail supplémentaire. Dans l'ensemble, les salaires les plus élevés sont ceux de l'Ontario et de la Colombie Britannique où les industries lourdes jouent un rôle très important dans la distribution des ouvriers. Dans les villes, des éléments semblables de distribution, ajoutés aux fortes sommes de salaires supplémentaires, font monter les moyennes per capita à des niveaux élevés particulièrement à Windsor et à Hamilton.

De tous les gains déclarés dans les divers groupes d'industries, ceux des transports et des industries minières sont les plus élevés. Ces groupes emploient une forte proportion d'hommes en 1941, tandis que le travail supplémentaire a aussi pour effet dans plusieurs cas d'augmenter les bordereaux de paye. Les gains relativement peu élevés dans les industries forestières et les services sont dus en partie à la nature du travail. Il convient cependant de remarquer que les données du tableau ne tiennent pas compte de la valeur de la pension et du logement qui représentent dans plusieurs cas une partie de la rétribution des employés dans ces industries. Deux autres facteurs qui contribuent à abaisser la moyenne per capita dans les services et aussi dans le commerce sont l'adjonction d'un grand nombre d'employés à temps partiel et le sexe des travailleurs.

4.—Employés et gains déclarés à dates fixes, par province et industrie, 1941

Province	Employés au 1er décembre	Ensemble des gains hebdomadaires payés le ou aux environs du 1er décembre	Moyenne per capita des gains hebdomadaires payés le ou aux environs du			
			1er avril[1]	1er juin	1er sept.	1er déc.
Province	nombre	$	$	$	$	$
Provinces Maritimes	140,618	3,332,030	23·46	21·28	22·68	23·70
Ile du Prince-Edouard	2,282	47,643	19·51	21·51	21·76	20·88
Nouvelle-Ecosse	82,461	2,029,773	24·10	21·80	23·13	24·61
Nouveau-Brunswick	55,875	1,254,614	22·37	20·47	22·02	22·45
Québec	524,932	13,266,706	24·66	23 43	24·37	25·27
Ontario	705,878	20,449,041	26·88	26·86	27·33	28 97
Provinces des Prairies	183,306	5,158,660	25·67	26·20	26·65	28·14
Manitoba	84,836	2,385,533	26·20	26·52	26·69	28·12
Saskatchewan	36,706	991,210	25·02	25·27	25·64	27,00
Alberta	61,764	1,781,917	25·28	26·32	27·18	28·85
Colombie Britannique	133,564	3,925,861	27·06	27·03	27·70	29·39

[1] Voir texte ci-dessus.

4.—Employés et gains déclarés à dates fixes, par province et industrie, 1941—fin

Province	Employés au 1er décembre	Ensemble des gains hebdomadaires payés le ou aux environs du 1er décembre	Moyenne per capita des gains hebdomadaires payés le ou aux environs du			
			1er avril[1]	1er juin	1er sept.	1er déc.
	nombre	$	$	$	$	$
Ville						
Montréal	242,752	6,472,592	24·78	24·62	25·45	26·66
Québec, ville	27,025	608,012	21·57	20·74	21·53	22·50
Toronto	220·255	6,282,854	26·49	26·49	26·80	28·53
Ottawa	21·675	553,982	23·60	23·10	23·41	25·56
Hamilton	58,287	1,770,257	27·47	27,48	28·32	30·37
Windsor	33,179	1,254,703	35·81	37·57	35·67	37·82
Winnipeg	55,355	1,444,964	24·82	25·21	24 98	26·10
Vancouver	58,414	1,627,281	25·48	25·65	26·93	27·86
Industrie						
Manufactures	979,858	27,579,080	25·91	25·68	26·22	28·15
Denrées durables	491,796	15,272,258	28·22	27·78	28·66	31·05
Denrées périssables	469,333	11,696,317	22·80	23·29	23·57	24 92
Eclairage et énergie électriques	18,729	610,505	30·43	32·12	31·16	32·60
Abatage du bois	74,264	1,331,095	18·26	18·83	19·27	17·92
Mines	86,283	2,924,207	31·06	30·97	32·98	33·89
Communications	26,879	739,473	26·97	27·09	26·43	27·51
Transports	131,573	4,597,415	32·30	31·63	32·78	34·94
Construction et entretien	180,194	4,349,018	23·61	22 57	23·27	24·14
Services	37,968	636,001	15·58	15 98	15·96	16·75
Commerce	171,279	3,976,009	22·40	22·68	23·25	23·21
Totaux	**1,688,298**	**46,132,298**	**25·69**	**25·35**	**26·03**	**27·32**

[1] Voir texte, p. 694.

Sous-section 3.—Le service de placement au Canada

A la suite de l'organisation de la Commission d'Assurance-Chômage, l'ancien service de placement fédéral-provincial, connu sous le nom de service canadien de placement, a été dissous, la majorité des bureaux de placement ayant été absorbés par la Commission d'Assurance-Chômage et transformés en bureaux de placement et de réclamations. Pour plus amples détails, voir section 4 de ce chapitre.

Sous-section 4.—Chômage parmi les ouvriers syndiqués

Les statistiques mensuelles du chômage sont compilées et publiées par le Ministère fédéral du Travail. Elle sont basées sur les relevés d'environ 2,000 unions ouvrières locales, groupant près de 300,000 membres. Le sens donné ici au mot chômage est celui de l'oisiveté involontaire de l'ouvrier due à des causes économiques. Les ouvriers employés à une occupation autre que leur propre métier ou les malades ne sont pas considérés comme des chômeurs, tandis que les syndicats ouvriers engagés dans un conflit sont exclus des tableaux. Comme le nombre de groupements ouvriers fournissant ces renseignements varie d'un mois à l'autre, ce qui entraîne nécessairement une fluctuation dans le nombre d'ouvriers sur lequel sont basés les pourcentages de chômage, les chiffres mensuels se rapportent bien entendu aux associations ouvrières faisant rapport exclusivement. Le chômage en 1941 atteint son maximum en février; le pourcentage est alors de 6·9; il atteint son minimum en août avec un pourcentage de 2·4. En 1940, le maximum, touché en février, est de 11·7 p.c., et le minimum, en septembre, de 4·4 p.c. L'emploiement chez les ouvriers syndiqués est beaucoup plus considérable en 1941 qu'en 1940, la moyenne mensuelle de chômage en 1941 étant de 4·5 p.c. en regard de 7·8 p.c. en 1940.

5.—Pourcentage de chômage parmi les ouvriers syndiqués, par province, semi-annuellement, 1931-40, et par mois, 1941

NOTA.—Pour les pourcentages de chômage le 30 juin et le 31 décembre depuis le mois de décembre 1915 à décembre 1930, voir page 841 de l'Annuaire 1934-35. Pour les données mensuelles depuis 1921, voir les éditions successives de l'Annuaire à partir de celle de 1922-23.

Mois	Année	Nouv.-Ecosse et Ile du Prince-Ed.	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Canada
Juin	1931	7·2	6·5	20·0	16·2	14·1	13·5	21·7	15·6	16·3
Décembre	1931	13·8	9·6	29·0	20·3	16·5	19·5	16·9	21·2	21·1
Juin	1932	9·6	12·0	27·1	23·4	18·1	14·4	23·4	22·3	21·9
Décembre	1932	8·4	16·5	30·9	28·5	20·9	20·8	22·8	26·0	25·5
Juin	1933	13·8	13·0	26·2	23·3	19·4	14·9	24·5	18·6	21·8
Décembre	1933	11·2	11·5	23·2	24·9	20·3	17·2	17·6	19·8	21·0
Juin	1934	11·4	7·3	22·9	15·9	17·0	12·1	24·8	17·2	18·0
Décembre	1934	4·7	7·2	24·5	18·7	16·1	13·1	9·0	24·6	18·0
Juin	1935	12·2	8·1	21·9	12·0	13·7	9·4	20·1	13·2	15·4
Décembre	1935	7·8	7·5	20·6	13·4	13·1	11·6	9·6	15·9	14·6
Juin	1936	6·7	7·8	19·0	13·3	8·4	6·4	17·2	10·5	13·9
Décembre	1936	6·8	6·2	20·9	13·8	10·9	12·8	6·4	12·7	14·3
Juin	1937	5·9	4·7	15·3	7·6	5·7	7·2	16·6	8·0	10·4
Décembre	1937	3·3	4·6	16·5	12·9	16·8	10·6	6·7	15·8	13·0
Juin	1938	3·6	14·8	17·1	12·4	12·5	9·7	17·8	14·5	13·5
Décembre	1938	8·4	9·8	21·2	14·5	21·4	11·8	9·5	17·3	16·2
Juin	1939	6·3	8·9	15·0	9·7	10·2	6·6	18·2	9·7	11·6
Décembre	1939	5·3	4·3	16·1	9·7	12·0	10·2	4·9	12·4	11·4
Juin	1940	2·4	3·7	12·2	4·9	3·9	3·4	14·6	7·7	7·6
Décembre	1940	2·6	2·3	11·1	5·9	6·6	6·7	4·8	9·0	7·4
Janvier	1941	3·3	3·3	9·2	6·0	4·5	6·0	6·2	6·5	6·6
Février	1941	2·8	3·5	9·7	6·2	5·7	5·5	8·0	6·1	6·9
Mars	1941	3·1	3·3	7·9	6·1	5·1	5·8	11·2	7·3	6·6
Avril	1941	3·2	2·5	8·0	3·1	4·6	3·3	12·6	5·7	5·5
Mai	1941	2·5	2·8	7·3	1·5	5·3	1·8	12·0	4·2	4·6
Juin	1941	2·0	1·9	6·2	2·0	4·3	1·8	11·5	3·8	4·1
Juillet	1941	2·0	1·5	4·1	2·7	4·1	1·5	6·9	4·8	3·5
Août	1941	1·8	1·7	3·7	1·6	2·3	2·1	2·1	1·9	2·4
Septembre	1941	1·8	1·8	3·7	2·1	2·8	1·6	1·9	2·5	2·7
Octobre	1941	1·6	1·2	4·7	2·0	2·7	3·2	3·7	3·1	3·1
Novembre	1941	1·3	1·4	5·1	1·7	5·4	3·7	2·4	4·0	3·3
Décembre	1941	1·0	2·1	5·7	6·0	6·2	4·2	3·8	5·3	5·2

Section 4.—Assurance-chômage, service de placement et autres mesures pour l'assistance et l'adaptation des chômeurs

Sous-section 1.—Assurance-chômage et service de placement*

Assurance-chômage.—L'assurance-chômage est entrée en vigueur au Canada le 1er juillet 1941. Un exposé des dispositions de la loi d'assurance-chômage, 1940, a été publié dans l'Annuaire de 1941, pp. 665–667. Ces détails ne sont pas répétés ici sauf en ce qui concerne les points importants suivants.

Catégories assurées

Les bénéfices de l'assurance s'appliquent à toutes les personnes employées en vertu d'un contrat de service ou d'apprentissage, avec certaines exceptions. Celles-ci comprennent les travailleurs de l'agriculture et de la forêt, des pêcheries, de l'abatage du bois, des transports par air et par eau, les arrimeurs, les personnes en service

* Préparé sous la direction de M. Allon Peebles, directeur de l'exécutif, Commission de l'Assurance-Chômage, Ottawa.

domestique privé et dans les hôpitaux et les institutions de charité et les travailleurs gagnant plus de $2,000 par année. Les jeunes personnes de moins de 16 ans ne participent pas à ces bénéfices mais peuvent y accumuler des droits sans qu'il leur en coûte; il en est de même pour ceux qui gagnent moins de 90 cents par jour normal de travail.

Contributions et bénéfices

Employeurs et employés contribuent des montants qui assurent des totaux approximativement égaux dans tout le pays. Le Gouvernement fédéral ajoute une subvention égale à un cinquième de ces contributions et assume tous les frais d'administration. Du 1er juillet 1941 au 31 mars 1942, employeurs et employés ont contribué $36,435,609 à la caisse et le Gouvernement a ajouté $7,287,121.

Le comité de placement composé du sous-ministre du Travail, du sous-ministre des Finances et du Gouverneur de la Banque du Canada doit autoriser tous les placements de crédits de la caisse d'assurance. Les réserves de la caisse ont été converties en obligations du Dominion du Canada. La valeur nominale de ces placements à la fin de l'année fiscale terminée le 31 mars 1942 s'élève à $38,290,000. L'intérêt accru est de $226,636.

La contribution quotidienne de chaque catégorie est d'un sixième du taux hebdomadaire (voir le tableau qui suit).

CONTRIBUTIONS HEBDOMADAIRES ET BÉNÉFICES EN VERTU DE LA LOI D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Catégorie	Gain dans une semaine	Contributions hebdomadaires		Coupure du timbre[1]	Bénéfices hebdomadaires (Si dans la même catégorie depuis 2 ans)	
		De l'employé	Du patron		Célibataire	Personne ayant une personne ou plus à sa charge
		$	$	$	$	$
0	Moins de 90 cents par jour (ou âgé de moins de 16 ans).....	[2]	0·27	0·27	[2]	[2]
1	$ 5·40 à $ 7·49.....	0·12	0·21	0·33	4·08	4·80
2	$ 7·50 à $ 9·59.....	0·15	0·25	0·40	5·10	6·00
3	$ 9·60 à $11·99.....	0·18	0·25	0·43	6·12	7·20
4	$12·00 à $14·99.....	0·21	0·25	0·46	7·14	8·40
5	$15·00 à $19·99.....	0·24	0·27	0·51	8·16	9·60
6	$20·00 à $25·99.....	0·30	0·27	0·57	10·20	12·00
7	$26·00 à $38·49 (ou $2,000 et moins par année).....	0·36	0·27	0·63	12·24	14·40

[1] Les timbres d'assurance-chômage réunissent les contributions du patron et de l'employé. [2] Comme les travailleurs gagnant moins de 90 cents par jour ou qui sont âgés de moins de 16 ans ne touchent pas de bénéfices, ils ne contribuent pas personnellement à la caisse d'assurance. Les contributions faites en leur nom, toutefois, leur donnent droit aux bénéfices, basés sur leur dossier complet d'assurance, dès qu'ils atteignent l'âge de 16 ans, ou si moins de la moitié des contributions faites en leur nom durant l'année précédant immédiatement la demande de prestation sont au taux le plus bas de contribution.

Le montant des prestations quotidiennes ou hebdomadaires est de 34 fois la moyenne quotidienne ou hebdomadaire de la contribution pour un assuré sans personnes à charge et de 40 fois la moyenne de la contribution pour les personnes mariées entretenant principalement ou entièrement une ou plusieurs personnes. On verra que les prestations ou bénéfices sont ajustés selon le salaire normal, i.e. le degré normal d'aisance de la personne employée.

Aucune prestation ne sera faite pour les neuf premiers jours de chômage d'une année de prestation, après quoi l'assuré recevra une prestation pour un nombre de jours égal à la différence entre le cinquième du nombre de jours pour lequel des contributions ont été versées à son égard dans la période antérieure de cinq ans et le

tiers du nombre de jours, le cas échéant, pour lequel une prestation lui a été versée dans une période prescrite de trois ans précédant l'année de prestation. Au terme de la loi, la totalité des bénéfices dépendra du dossier d'emploiement de la personne assurée. Puisque les bénéfices futurs d'un homme sont réduits en proportion de ses réclamations antérieures, il fera bien dans la suite d'y aller avec prudence dans ses nouvelles demandes de prestation. Il sait d'ailleurs que plus sa période d'emploi et de contribution aura été longue, plus les bénéfices dans une période quelconque de chômage seront substantiels en raison précisément des contributions régulières antérieures.

Le bénéfices de l'assurance seront versés de droit sur accomplissement de quatre conditions statutaires:

1. Le versement de 30 contributions hebdomadaires (ou 180 contributions quotidiennes) par une personne employée durant les deux années qui précèdent immédiatement la demande de prestation.
2. Présentation en bonne et due forme de la demande et preuve du chômage.
3. Preuve que l'assuré est capable et est en état de travailler.
4. Preuve que l'assuré n'a pas refusé, lorsqu'il en a été prié, de suivre un cours d'études ou de formation.

Les causes de déchéances des droits à la prestation sont les suivantes: perte d'emploi pour mauvaise conduite ou différend ouvrier dans lequel l'assuré est en cause; refus d'accepter un emploi approprié; internement de l'assuré dans une prison ou institution supportée à même des fonds publics; si, pendant qu'il vaque à son emploi, l'assuré reçoit moins de 90 cents par jour.

Avant de commencer à recevoir les contributions, la Commission a établi dans divers endroits du pays, avec la collaboration du Ministère des Postes, 44 offices d'enregistrement et de distribution où s'enregistrent les patrons et leurs employés assurés et où se fait la distribution des livres d'assurance aux personnes assurables. Plus de deux millions de salariés participent à l'assurance-chômage.

Plusieurs points ont été soulevés au sujet de la portée de la loi et de l'assurabilité de certains employés, et dont il a été disposé aux offices d'enregistrement par les fonctionnaires de la Commission; les cas douteux ont été référés aux comités régionaux ou central pour interprétation.

Les inspecteurs du revenu de l'assurance font une inspection permanente des livres des patrons afin de s'assurer que les contributions appropriées sont faites au nom des employés assurables. Du 1er juillet 1941 au 31 mars 1942, plus de 35,515 vérifications et inspections ont été faites par ces inspecteurs embrassant les cas de quelque 468,791 personnes employées.

La première date à laquelle les assurés ont pu faire valoir leurs droits à la prestation en vertu de la loi d'assurance-chômage a été le 27 janvier 1942. Depuis lors, le nombre de demandes de prestation a été modéré. Du 27 janvier au 31 mars 1942, 3,539 demandes inscrites aux différents offices locaux ont été déférées aux offices régionaux et de district pour décision. Les fonctionnaires de l'assurance de ces offices ont fait droit aux réclamations répondant aux exigences de la loi et des règlements qui en découlent. Les réclamations douteuses et les réclamations ne répondant pas aux conditions nécessaires ont été référées à Ottawa pour révision. Des 387 réclamations reçues à Ottawa jusqu'à la fin de l'année fiscale, 71 ont été admises, 65 annulées, 246 frappées de déchéance et 5 retournées aux offices régionaux et de district qui durent en disposer eux-mêmes.

A la fin de mars 1942, 21 réclamants avaient demandé que leurs réclamations fussent déférées aux tribunaux d'arbitrage. De ces 21 requêtes, une a été admise, 8 invalidées ou annulées, une retirée et 11 attendaient décision.

Le nombre de chèques de prestation émis jusqu'au 31 mars 1942 inclusivement est de 3,232 et la somme totale versée en assurance-chômage à même la caisse, de $27,752.

Service de placement.—La loi de coordination des bureaux de placement, adoptée en mai 1918, autorisait le Gouvernement fédéral à conclure des ententes avec les provinces en vertu desquelles il subventionnerait les bureaux de placement organisés et administrés par les gouvernements provinciaux. Ces subventions étaient sujettes à certaines conditions de surveillance des procédures par le Fédéral. Ce système fédéral-provincial de bureaux publics de placement, connu sous le nom de Service de Placement du Canada, a fonctionné pendant plus de vingt ans.

Sous l'empire de la loi d'assurance-chômage de 1940, la Commission d'Assurance-Chômage est autorisée à organiser et maintenir un service de placement au Canada. La Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie Britannique ont signifié leur intention d'abandonner le service public de placement dès que les bureaux de placement de la Commission seraient prêts à fonctionner. Le 1er août 1941, la Commission d'Assurance-Chômage a assumé la direction et l'administration des bureaux publics de placement dans ces sept provinces, ces bureaux continuant toutefois de s'occuper de placement jusqu'à l'ouverture des propres bureaux de placement et de réclamations de la Commission. Depuis lors, leur travail a été transféré à ces derniers.

6.—Demandes de travail, emplois offerts et embauchage par l'intermédiaire du Service de Placement du Canada, 1932-41, et par province, 1940 et 1941

NOTA.—Pour les chiffres provinciaux de 1920 à 1939, voir le tableau correspondant des Annuaires antérieurs, à partir de 1926. Les totaux des années 1920-31 paraissent à la page 797 de l'édition de 1938. Ces statistiques ont été fournies par les bureaux de placement du Service de Placement du Canada jusqu'au 1er août 1941; depuis lors, ils sont fournis par les bureaux de placement et de réclamations de la Commission d'Assurance-Chômage.

Province et année		Demandes de travail		Emplois offerts		Embauchage effectué	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
		nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Totaux, 1932		**512,695**	**139,733**	**282,643**	**83,385**	**278,975**	**73,239**
Totaux, 1933		**531,041**	**143,189**	**282,120**	**87,565**	**278,589**	**73,508**
Totaux, 1934		**569,301**	**155,064**	**327,907**	**99,885**	**324,900**	**81,191**
Totaux, 1935		**498,466**	**157,955**	**268,300**	**108,274**	**265,212**	**88,590**
Totaux, 1936		**515,930**	**164,123**	**241,098**	**114,278**	**237,476**	**93,974**
Totaux, 1937		**543,343**	**168,880**	**290,790**	**127,598**	**286,618**	**102,918**
Totaux, 1938		**584,727**	**197,937**	**276,851**	**124,390**	**275,338**	**106,957**
Totaux, 1939		**579,645**	**208,327**	**271,654**	**130,739**	**270,020**	**114,862**
Totaux, 1940		**633,445**	**235,150**	**344,921**	**166,955**	**336,507**	**138,599**
Totaux, 1941		**568,695**	**262,767**	**344,796**	**206,908**	**331,997**	**175,766**
Nouvelle-Ecosse	1940	27,587	11,640	23,475	10,910	23,363	10,116
	1941	18,258	16,705	16,930	15,757	16,630	15,012
Nouveau-Brunswick	1940	9,226	7,389	8,991	6,950	8,951	6,835
	1941	7,736	6,696	7,419	6,957	7,285	6,346
Québec	1940	189,233	73,454	84,076	66,580	82,169	45,951
	1941	192,734	94,605	94,701	87,549	92,163	66,028
Ontario	1940	255,838	90,767	140,233	45,797	132,902	42,079
	1941	196,260	84,895	134,132	53,654	123,048	49,705
Manitoba	1940	46,199	14,010	22,072	9,601	23,450	9,382
	1941	45,572	18,144	22,636	11,542	24,000	10,973
Saskatchewan	1940	25,775	8,944	15,247	8,039	15,027	7,234
	1941	19,513	9,068	15,293	8,412	16,059	7,569
Alberta	1940	38,548	11,488	22,501	8,591	22,445	6,714
	1941	35,533	11,567	23,117	9,508	23,191	7,141
Colombie Britannique	1940	61,039	17,458	28,326	10,487	28,200	10,338
	1941	53,089	21,087	30,568	13,529	29,621	12,992

Lors de l'ouverture des bureaux de placement et de réclamations de la Commission dans le Québec, le gouvernement provincial ferma un certain nombre de ses

propres bureaux de placement. Les services de placement de la Commission et de la province travaillent en étroite collaboration en ce qui concerne le placement dans cette province.

L'Ile du Prince-Edouard n'a jamais eu de bureau de placement en vertu du Service de Placement du Canada, mais la Commission a établi à Charlottetown un bureau de placement et de réclamations.

Comités consultatifs de placement.—Le Comité Consultatif National de Placement collabore avec la Commission dans l'exécution du service de placement. Des comités de placement régionaux et locaux ont été établis pour remplir les mêmes fonctions auprès des offices régionaux et des offices locaux.

Taux de chemin de fer réduits.—Afin de faciliter le déplacement de la main-d'œuvre vers les localités où il n'y a pas suffisamment de travailleurs pour combler les emplois offerts, les bureaux de placement, en vértu d'arrangements spéciaux avec presque tous les membres de l'Association Canadienne des Voyageurs, a le privilège d'émettre des certificats permettant au porteur d'acheter son billet de chemin de fer au tarif réduit de 2·5 cents par mille. C'est le prix d'un billet de deuxième classe, lequel ne s'applique qu'à des passages de quatre dollars ou plus. En 1941, 16,419 certificats ont été émis en regard de 9,859 en 1940 et 7,203 en 1939.

Organisation administrative de la Commission d'Assurance-Chômage.—L'application de la loi d'assurance-chômage relève de la Commission d'Assurance-Chômage. Celle-ci est un triumvirat composé d'un commissaire en chef, d'un commissaire nommé sur consultation d'organisations représentatives de travailleurs et d'un commissaire nommé sur consultation d'organisations représentatives d'employeurs.

Siège de la Commission.—Le siège de la Commission, à Ottawa, est le centre administratif de tout l'organisme. L'administration générale relève du directeur de l'exécutif. Ce directeur est responsable devant la Commission, et il a comme assistants le fonctionnaire en chef de l'assurance et le fonctionnaire en chef du placement.

Offices régionaux et de district.—L'organisation sur place de la Commission se répartit entre cinq régions ainsi désignées: Maritime, Québec, Ontario, des Prairies et Pacifique avec sièges régionaux à Moncton, Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver. Ces offices ont la direction générale et la surveillance des bureaux locaux de placement et de réclamations dans leurs régions respectives. Ils sont les bureaux d'assurance où les demandes de prestation sont adjugées et les chèques de bénéfices préparés.

Dans les régions de l'Ontario et des Prairies, il y a des offices de district à North Bay, London, Edmonton et Saskatoon. Les attributions de ces offices sont identiques à celles des offices régionaux en ce qui concerne l'adjudication des prestations et le paiement des bénéfices d'assurance.

Bureaux de placement et de réclamations.—Plus de 100 bureaux de placement et de réclamations ont été établis dans les plus grands centres du Canada. Ces bureaux aident aux employeurs à se procurer la main-d'œuvre désirée et aux ouvriers, assurés ou non, à se procurer des emplois convenables. C'est aux bureaux de placement et de réclamations que les travailleurs assurés, en quête d'emploi, s'enregistrent et déposent leurs réclamations de bénéfices. Les bureaux locaux réfèrent leurs demandes de prestation au bureau d'assurance du district ou de la région pour approbation. Les chèques de prestation émis par le bureau d'assurance sont envoyés aux bureaux locaux qui les remettent aux réclamants.

Inspection.—Un personnel d'inspecteurs du revenu d'assurance est tenu sur pied dans divers centres du Canada. Ces inspecteurs examinent les livres d'assurance

des employés et les livres des employeurs pour se rendre compte que les dispositions de la loi sont respectées.

Appels.—Le 31 décembre 1940, un juge de la Cour supérieure de Québec a été désigné comme arbitre.

La procédure en matière d'appels et de renvois nécessite aussi des tribunaux arbitraux. Un tribunal arbitral se compose d'un président, d'un ou plusieurs membres choisis pour représenter les employeurs et d'un nombre égal de membres pour représenter les employés. Les personnes appelées à faire partie des tribunaux arbitraux sont choisies par la Commission à même des listes fournies par les organisations d'employeurs et d'employés. Il y a de ces listes dans 30 centres du Canada. Les personnes qui y sont inscrites sont, autant que possible, appelées à tour de rôle à faire partie des tribunaux arbitraux. Dix-huit personnes ont été désignées par le Gouverneur en Conseil pour agir en qualité de présidents des tribunaux arbitraux.

Statistiques.—Certaines statistiques d'emploiement, recueillies autrefois par le Service de Placement du Canada par l'entremise du Ministère du Travail à Ottawa, ont été transférées à la Commission d'Assurance-Chômage. La Commission a aussi inauguré un programme de relevés statistiques pour l'assurance-chômage. Les renseignements, obtenus des bureaux de placement et de réclamations et des offices régionaux et offices de district, sont compilés et analysés par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Branche du Trésor.—Le Ministère fédéral des Finances a établi des offices du Trésor auprès de la Commission à son siège à Ottawa et à chacun des cinq offices régionaux et des quatre offices de district. L'émission des chèques de remboursement et des prestations relève des offices du Trésor régionaux et de district.

Comité consultatif d'assurance-chômage.—Le comité consultatif d'assurance-chômage se compose d'un président et de six autres membres comprenant les représentants des employeurs et des employés. Ce comité s'est réuni plusieurs fois en 1941–42 et a aidé et conseillé la Commission relativement aux questions qu'elle lui a soumises. Le rapport annuel du Comité pour l'année 1941 sur l'état de la caisse d'assurance-chômage a été présenté au Gouverneur en Conseil et déposé au Parlement en février 1942.

Service sélectif national.—Une entente est intervenue entre la Commission d'Assurance-Chômage et le directeur du Service sélectif national, en vertu de laquelle la Commission assume certaines fonctions relatives au programme du service sélectif national. Les questions relatives au programme sont déterminées par le directeur du Service sélectif national, mais la Commission se charge, par l'entremise de son propre rouage administratif, de l'application de certaines ordonnances et décisions du Service sélectif national. En vertu du système d'assurance-chômage, tous les livres d'assurance sont repris et réémis le 1er avril de chaque année. La réémission de ces livres d'assurance se fait sur le réenregistrement des employeurs et de leurs employés assurés. Les employeurs qui ont des personnes assurées à leur emploi sont requis d'inscrire les travailleurs non assurés aussi bien que ceux qui le sont. Grâce à cet enregistrement national, le Gouvernement dispose de renseignements relatifs à une forte proportion de salariés canadiens, à leur expérience, à leurs aptitudes et à leur disponibilité pour différents genres de travaux. Les gérants des bureaux de placement et de réclamations de la Commission agissent en qualité de fonctionnaires du service sélectif autorisés à appliquer les règlements de ce service dans chaque localité. Les comités national, régionaux et locaux de placement de la Commission ont leur utilité comme corps consultatifs dans l'administration du programe du Service sélectif national.

Sous-section 2.—Enregistrement national des personnes vivant d'assistance publique

Les dispositions en vertu desquelles l'enregistrement national et la classification des personnes secourues ont été inaugurés en septembre 1936 et continués jusqu'au 31 mars 1941 sont décrites à la p. 681 de l'Annuaire de 1941. Les statistiques des personnes secourues, puisées aux rapports fournis par les provinces au commissaire national du secours-chômage avant ces enregistrements, de même que le total des personnes enregistrées du mois de septembre 1936 au mois de décembre 1940, sont donnés dans cet exposé. L'enregistrement national a cessé le 31 mars 1941, lorsque le Gouvernement fédéral a cessé de contribuer aux secours directs.

Le total des personnes secourues au Canada en 1940 et pour les trois mois de 1941, au cours desquels le système d'enregistrement est resté en vigueur, est donné ci-dessous.

7.—Personnes vivant d'assistance urbaine et d'assistance agricole, 1er janvier 1940 au 31 mars 1941

Mois	1940			1941		
	Assistance urbaine	Assistance agricole	Total, assistance en espèces	Assistance urbaine	Assistance agricole	Total, assistance en espèces
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Janvier	618,050	96,093	714,153	268,867	53,839	322,686
Février	640,972	112,093	753,065	269,996	56,925	326,921
Mars	648,869	123,673	772,542	262,466	57,428	319,894
Avril	619,848	130,236	750,084	–	–	–
Mai	550,250	109,612	659,862	–	–	–
Juin	458,969	84,400	543,369	–	–	–
Juillet	394,310	61,973	456,283	–	–	–
Août	321,223	45,458	366,681	–	–	–
Septembre	246,716	15,356	262,072	–	–	–
Octobre	226,722	23,778	250,500	–	–	–
Novembre	232,163	39,772	271,935	–	–	–
Décembre	250,977	56,426	307,403	–	–	–

En raison de l'activité industrielle de temps de guerre et de l'enrôlement dans les forces armées, le nombre de personnes pleinement aptes au travail a sensiblement diminué au cours de 1940 et des trois premiers mois de 1941. Les totaux pour le Canada de personnes aptes au travail recevant des secours directs sont donnés ci-dessous.

8.—Personnes totalement aptes au travail vivant d'assistance urbaine et d'assistance agricole, 1er janvier 1940 au 31 mars 1941

Mois	1940			1941		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
Janvier	133,048	31,030	164,078	42,046	11,066	53,112
Février	138,674	31,817	170,491	42,085	10,877	52,962
Mars	140,671	32,012	172,683	40,457	10,631	51,088
Avril	133,702	31,088	164,790	–	–	–
Mai	116,783	28,777	145,560	–	–	–
Juin	94,275	25,462	119,737	–	–	–
Juillet	77,818	23,153	100,971	–	–	–
Août	59,984	19,052	79,036	–	–	–
Septembre	37,710	12,119	49,829	–	–	–
Octobre	33,480	10,792	44,272	–	–	–
Novembre	34,462	10,585	45,047	–	–	–
Décembre	38,462	10,806	49,268	–	–	–

Sous-section 3.—Le soulagement du chômage

Le 13 février 1941, le Ministre du Travail annonça que le Gouvernement fédéral cesserait de contribuer aux secours directs le 31 mars 1941.* En prenant cette décision le Gouvernement considérait qu'en raison des dépenses considérables nécessitées par la guerre, les listes de secours seraient si réduites que la cessation des contributions fédérales n'alourdirait pas le fardeau des provinces et des municipalités et que, même sans ses contributions, ce fardeau s'allégerait sensiblement à mesure que la situation s'améliorerait en ce qui concerne les secours directs.

Les accords ont été maintenus avec les provinces en vertu desquels les municipalités ou, dans tout district où il n'y a pas de gouvernement municipal, la province viennent en aide aux personnes à la charge d'autres personnes internées ou détenues au Canada en vertu des règlements de la défense du Canada et qui, après enquête, ont été trouvées dans le besoin. Le Fédéral rembourse à la province, ou à la municipalité par l'entremise de la province, toutes les dépenses ainsi assumées.

Réhabilitation des sans-travail de 25 à 50 ans.—Des ententes ont été conclues avec la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, pourvoyant à une contribution fédérale de 50 p.c. des décaissements de ces provinces pour la réadaptation et la réhabilitation des chômeurs nécessiteux âgés de 25 à 50 ans inclusivement. Les programmes lancés par les provinces avec l'approbation du Fédéral sont: Nouvelle-Ecosse, extraction de la roche dure; Nouveau-Brunswick, formation agricole; Manitoba, Saskatchewan et Alberta, formation au travail quotidien de la ferme. En vertu d'une entente entrée en vigueur le 31 mars 1942, le Fédéral continue de contribuer au programme de réhabilitation agricole de l'Ontario.

Etablissement de secours.—Le Fédéral continue de venir en aide aux provinces de Québec, de Manitoba et d'Alberta dans l'établissement, en vertu du programme d'établissement de secours décrit à la p. 790 de l'Annuaire du Canada de 1937, de familles choisies qui autrement recevraient des secours en espèces. En vertu de la loi de 1940 sur le soulagement au chômage et l'assistance à l'agriculture, de nouveaux accords ont été conclus à ce sujet avec ces provinces pour remplacer ceux qui ont expiré le 31 mars 1940.

* Dans le cas d'un projet dans la province de Québec, ces contributions ont été maintenues jusqu'au 31 mars 1942.

9.—Nombres de familles de colons et colons reconnus et établis en vertu des accords d'établissement de secours, 1932 au 31 mars 1942

Province	Familles de colons	Personnes
	nombre	nombre
Nouvelle-Ecosse	343	2,154
Québec	6,082	33,693
Ontario	606	2,990
Manitoba	1,688	8,490
Saskatchewan	939	3,604
Alberta	1,092	5,148
Colombie Britannique	52	285
Totaux	**10,802**	**57,364**

FORMATION DE LA JEUNESSE ET PROGRAMME DE FORMATION D'URGENCE DE TEMPS DE GUERRE, 1941-42

L'exposé qui suit indique les décaissements du Gouvernement fédéral pour la formation de la jeunesse et la formation d'urgence de temps de guerre durant l'année fiscale 1941-42.

10.—Allocations versées et réclamations honorées par le Fédéral pour la formation de la jeunesse et la formation d'urgence de temps de guerre, année fiscale 1942

Province	Formation de la jeunesse		Formation d'urgence de temps de guerre	
	Allocation	Réclamations honorées au 31 mars 1942	Allocation	Réclamations honorées au 31 mars 1942
	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	15,000	2,700	Nil	–
Nouvelle-Ecosse	18,000	8,520	230,000	168,324
Nouveau-Brunswick	27,500	8,729	320,000	229,994
Québec	175,500	108,586	1,140,000	895,995
Ontario	40,000	929	2,510,000	1,806,454
Manitoba	63,000	21,645	355,000	290,054
Saskatchewan	15,000	5,461	575,000	491,835
Alberta	77,500	37,461	685,000	606,033
Colombie Britannique	60,500	21,454	520,000	409,073
Totaux	**492,000**	**215,485**	**6,335,000**	**4,897,762**

Formation de la jeunesse.—La loi de 1939 sur la formation de la jeunesse a été abrogée le 31 mars 1942 après la cinquième année d'existence du programme fédéral-provincial de formation de la jeunesse. Un crédit de $1,500,000 avait été voté par le Parlement pour l'application des dispositions de la loi en 1941-42; mais, en raison de la situation nouvelle née du plus grand nombre d'emplois offerts, ce programme n'a été maintenu que dans des proportions réduites.

Les autorités ont insisté particulièrement sur le programme en vigueur dans les quatre provinces de l'Ouest, dans le Québec et dans l'Ile du Prince-Edouard pour venir en aide aux étudiants. En octobre 1941, en raison de la pénurie de médecins, d'ingénieurs et d'hommes de science nécessaires à l'effort de guerre, le Gouvernement fédéral demanda aux quatre provinces de l'Ouest, à l'Ontario et au Québec de contribuer de cinquante pour cent à des subventions supplémentaires pour venir en aide aux étudiants nécessiteux dans ces trois professions et qui consentiraient à la fin de leur cours à mettre leurs services à la disposition de l'effort de guerre dans la sphère d'activité à laquelle ils auraient été préparés. Les provinces de Québec et de Colombie Britannique consentirent à verser respectivement $7,500 et $3,000, le Gouvernement fédéral s'engageant à verser des sommes égales. En vertu de ce programme, 333 étudiants ont pu poursuivre leurs études au cours de l'année.

Un total de 19,783 jeunes personnes ont participé au programme de formation de la jeunesse en 1941-42, dont 10,549 jeunes filles et 9,234 jeunes gens.

Formation d'urgence de temps de guerre.—Au cours de l'année fiscale 1941-42, le Gouvernement fédéral, avec la collaboration des provinces, a maintenu le programme fédéral-provincial de formation d'urgence de temps de guerre inauguré en juin 1940 pour préparer jeunes gens et adultes à prendre place dans la vie industrielle intense créée au pays par les exigences de la guerre. Ce programme a été exécuté sous l'empire d'un ordre en conseil invoquant la loi des mesures de guerre afin d'obvier à certaines limitations de la loi de formation de la jeunesse et des

accords qui en découlent, particulièrement en ce qui concerne la situation et l'âge des élèves et le pourcentage de contribution du Fédéral.

Des sommes puisées aux crédits de guerre ont été allouées au Ministère du Travail pour la mise en œuvre de ce programme de formation, et des appendices spéciaux définissant les règlements en vertu desquels cette formation devra être donnée ont été approuvés et annexés à tous les accords relatifs à la formation de la jeunesse. Toutefois, comme il n'existe ni facilités convenables de formation, ni industries engagées dans des entreprises de guerre dans l'Ile du Prince-Edouard, des ententes ont été conclues pour l'enrôlement des élèves de cette province dans les centres de formation du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse. En guise de contribution, le Gouvernement provincial de l'Ile du Prince-Edouard défraye le déplacement des élèves qui suivent ces cours.

Les municipalités mettent au service du programme les ateliers et l'outillage des écoles techniques sans exiger de loyer ou de paiement pour la dépréciation, tandis que les provinces assument une certaine partie des frais d'administration et payent la moitié de toute la machinerie et de tout l'outillage achetés. Le Gouvernement fédéral assume tous les autres frais.

Nombre d'élèves—En 1941–42, 73,766 personnes ont suivi les cours de formation d'urgence de temps de guerre, dont 36,530 dans les cours industriels préparatoires, 3,924 dans les cours abrégés pour les personnes déjà employées dans des industries de guerre, 14,874 dans les cours préparatoires à l'enrôlement dans le C.A.R.C., et 18,438 dans les cours de la marine et de l'armée (soldats enrôlés).

Au cours de l'année fiscale, 22,931 élèves des cours préparatoires ont obtenu de l'emploi, 5,576 ont abandonné avant la fin de leur cours et 5,148 suivaient encore les cours au 31 mars 1942. Du total des personnes fréquentant les cours préparatoires durant l'année, 6,519 étaient des femmes. Le nombre d'hommes inscrits aux cours préparatoires à l'enrôlement dans le C.A.R.C. en 1941–42 est de 7,843, dont 1,343 ont abandonné avant la fin de leur cours et 5,145 suivaient encore les cours au 31 mars 1942.

FORMATION CIVILE

COURS INDUSTRIELS PRÉPARATOIRES.—Des cours industriels préparatoires dont l'objet est de former des ouvriers pour les industries de guerre sont donnés dans une centaine de centres. Les cours se donnent par périodes de huit heures par jour dans chaque centre de formation, certains centres ayant deux et même trois périodes par jour. La durée normale des cours est de trois mois et la période hebdomadaire d'entraînement varie de 37 à 44 heures.

Des cours sont donnés en avionnerie, mise au point d'avions et de moteurs d'avions, tôlerie, soudage (au gaz et à l'arc électrique), construction navale (pour les charpentiers de navires, tuyauteurs, riveurs, réchauffeurs, calfats), pratique d'atelier de machines, ajustage et montage à l'établi, mécanique de T.S.F., fabrication d'instruments, chimie industrielle, moulage, modelage, dessin, inspection et un cours de perfectionnement d'outillage.

Lorsqu'une compagnie engagée dans des travaux de guerre en fait la demande, des cours de dessin et de traçage, d'interprétation des bleus, de mathématiques, etc. sont donnés le soir à temps partiel dans les écoles préparatoires.

Choix des élèves.—Le choix des élèves est exercé par les écoles locales et les surveillants ou autres représentants de l'administration provinciale. La cédule des règlements régissant l'administration du programme de formation d'urgence de temps de guerre et annexée aux accords pour la formation de la jeunesse établit l'ordre de préférence suivant dans le choix des élèves: (1) vétérans de la première

guerre mondiale et licenciés des forces armées dans la présente guerre (voir p. 708); (2) hommes plus âgés; (3) femmes et hommes plus jeunes; (4) hommes de plus de seize ans, avec restriction que les hommes d'âge militaire ne doivent pas être admis à moins qu'ils aient été réformés ou autrement déclarés inadmissibles à l'entraînement militaire.

Rémunération des élèves.—Au cours des premiers dix mois de l'année fiscale des allocations hebdomadaires de subsistance ont été versées aux élèves de la façon suivante: chefs de famille $12; élèves célibataires éloignés de leurs foyers, $7 à $9 (suivant la région); élèves célibataires vivant à la maison et ayant renoncé à un autre emploi rétribué pour suivre les cours ou étant dans le besoin, $3. Le 2 février 1942, l'allocation des chefs de famille a été portée à $13 et celle des célibataires vivant à la maison, à $5, avec abolition de la restriction concernant le cas de besoin et l'abandon d'un autre emploi rétribué. Les frais de déplacement des élèves pour se rendre aux centres de formation et en revenir ou pour se rendre occuper un emploi sont payés au besoin.

Autorité a été obtenue par ordre en conseil d'assujettir les élèves des cours d'urgence préparatoires à temps entier à la loi d'indemnisation des employés du Gouvernement pour toutes fins autres que l'indemnisation pour incapacité temporaire, mais en accordant, dans tous les cas d'incapacité temporaire, les frais de premiers soins, de soins médicaux et d'hospitalisation et avec disposition maintenant en vigueur les allocations de subsistance dans les cas où l'hospitalisation ne fut pas nécessaire.

Placement.—Des officiers de placement ont été engagés aux fins spéciales de procurer de l'emploi aux élèves des cours préparatoires de formation d'urgence en temps de guerre. Les bureaux de placement et de réclamations de la Commission d'Assurance-Chômage de même que les personnels des diverses écoles ont été mis à contribution pour faciliter le travail de placement.

Au besoin, des groupes d'élèves d'une région sont transférés à d'autres régions où leurs services sont requis. En contact étroit avec les écoles, les industries veillent à ce que les élèves reçoivent la formation exigée par les employeurs.

FORMATION SUPPLÉMENTAIRE DE PERSONNES EMPLOYÉES.—A l'automne de 1941, des officiers sur place du programme de formation d'urgence en temps de guerre ont fait un relevé du nombre de travailleurs qui ont reçu une formation industrielle de guerre du 1er janvier au 30 septembre 1941. Des 824 établissements faisant rapport, 740 donnent une formation d'un genre quelconque. Le total des élèves au cours de la période mentionnée, réparti entre les différents genres de formation, se décompose ainsi: contre-maîtres, 1,007; apprentis, 5,853; dans les écoles d'installation d'outillage, 2,653; formation pendant le travail de 1 semaine à 3 mois, 44,249; formation pendant le travail de plus de 3 mois, 18,320; total, 72,082.

A la suite de cette enquête, un programme a été adopté assurant l'aide du Fédéral aux industries désireuses d'agrandir ou d'établir des écoles d'installation d'outillage dans leurs propres établissements. Aux annexes des accords ont été ajoutés des règlements relatifs au programme de formation d'urgence de temps de guerre, en vertu desquels cette aide peut être accordée aux écoles spéciales approuvées par le Directeur fédéral de la formation. Pour obtenir l'approbation des écoles d'établissement d'outillage, les compagnies doivent affecter des quartiers ou des zones convenables aux fins de formation, engager des moniteurs à temps entier, assurer l'outillage de formation nécessaire, les matériaux, les fournitures, l'éclairage, le chauffage et l'eau potable, établir un cours d'enseignement agréable au Directeur fédéral de la formation, accepter la surveillance conjointe de l'école par un représentant

désigné par la compagnie et un représentant du programme de formation d'urgence désigné par le Surveillant de la formation. Le Fédéral s'engage à payer le salaire des moniteurs et les allocations aux élèves d'après les taux établis pour les élèves des classes préparatoires.

Il est aussi pourvu à venir en aide aux établissements qui désirent établir des cours du soir pour certains employés dans le but de les perfectionner. Ces cours à temps partiel sont donnés deux ou trois soirs par semaine et comprennent l'enseignement théorique du dessin et du traçage, de l'interprétation des bleus, des mathématiques, etc. Les salaires des moniteurs et le coût des fournitures sont défrayés par le Fédéral.

FORMATION POUR LES FORCES ARMÉES

COURS PRÉPARATOIRES À L'ENRÔLEMENT DANS LE C.A.R.C.—Les cours préparatoires à l'enrôlement, donnés les années précédentes (voir p. 686-87, Annuaire de 1941) en vertu du programme de formation de la jeunesse pour la formation de mécaniciens de moteurs d'avions, monteurs de charpentes d'avions et radiotélégraphistes (à terre) du C.A.R.C., ont été maintenus en 1941-42 subordonnément au programme de formation d'urgence de temps de guerre. En plus des métiers à terre ci-dessus mentionnés, des classes préparatoires à l'enrôlement ont été ouvertes dans l'Ontario au cours de l'année pour la formation de mécaniciens de T.S.F., tandis que dans toutes les autres provinces, sauf l'Ile du Prince-Edouard, des cours de perfectionnement préparatoires à l'enrôlement ont été inaugurés pour les futurs aviateurs. Ces cours ont été établis à la demande du C.A.R.C.

Le programme de ces cours a été préparé par le C.A.R.C. A la fin de leur cours les élèves sont examinés ou soumis au test professionnel. Ceux qui réussissent sont alors enrôlés. Le quartier général du C.A.R.C. a désigné un officier de liaison chargé de visiter toutes les écoles et de faire rapport sur les méthodes de formation employées. Il a de même attaché un sous-officier de liaison à chaque école.

Au cours des premiers dix mois de l'année, les allocations de subsistance hebdomadaires ont été versées aux élèves des cours préparatoires à l'enrôlement dans le C.A.R.C. de la façon suivante: chefs de famille, $12; célibataires éloignés de la maison, $9; célibataires vivant à la maison $7. Le 2 février l'allocation aux chefs de famille a été portée à $15 et celle des célibataires éloignés de la maison, à $10.

Les élèves des cours préparatoires à l'enrôlement dans le C.A.R.C. ont été placés sous la loi d'indemnisation des employés du Gouvernement aux mêmes termes que ceux des cours préparatoires à temps continu tel que décrit à la p. 706.

COURS DE MÉTIERS DE L'ARMÉE ET DE LA MARINE.—Au cours de l'année 1941-42, l'armée a continué à envoyer ses membres aux centres de formation en vertu du programme de formation d'urgence de temps de guerre pour formation de base dans certains métiers. Les métiers ainsi enseignés aux soldats sont ceux de mécaniciens de moteur, mécaniciens-conducteurs, forgerons, charpentiers, commis, dessinateurs, électriciens et mécaniciens de T.S.F., monteurs et artificiers, ferblantiers et chaudronniers en cuivre, plombiers, soudeurs, cuisiniers, briqueteurs, bétonneurs et outilleurs.

Ceux qui reçoivent ces cours sont tous des hommes enrôlés choisis par l'armée et ne reçoivent pas d'allocations de subsistance en vertu du programme de formation d'urgence de temps de guerre.

Des cours ont aussi été donnés aux hommes de la marine en 1941-42 dont les centres sont tous dans la province d'Ontario. Les cours donnés sont pour les mécaniciens, les techniciens de T.S.F. et les ajusteurs à l'établi.

FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LES LICENCIÉS DES FORCES ARMÉES.—En vertu de l'ordre en conseil C.P. 7633 du 1er octobre 1941 intitulé "Ordonnance concernant la réadaptation après le licenciement", le Ministre des Pensions et de la Santé Nationale peut ordonner le paiement d'une allocation hebdomadaire aux personnes licenciées sous réserve de certaines dispositions dont l'une exige que la personne suive un cours d'instruction professionnelle ou autre cours d'études. A la demande du Ministre des Pensions et de la Santé Nationale, des dispositions ont été prises pour que cette formation professionnelle soit donnée dans les centres de formation qui relèvent du Ministère du Travail aux membres des forces armées licenciés honorablement depuis le 1er juillet 1941, qui pourraient être envoyés dans ces centres par le Ministère des Pensions et de la Santé Nationale. Il est pourvu à l'admission de ces personnes aux cours réguliers donnés en vertu du programme de formation d'urgence en temps de guerre, aux cours donnés en vertu du programme de formation de la jeunesse ou, avec le consentement des autorités scolaires, aux cours réguliers des écoles provinciales ou municipales. Dans ce dernier cas, les honoraires réguliers sont versés aux autorités scolaires. Il est aussi pourvu à l'établissement au besoin de cours spéciaux de formation professionnelle pour le bénéfice des membres licenciés des forces armées.

Section 5.—Les syndicats ouvriers au Canada

Les données complètes relatives aux syndicats ouvriers au Canada, le nombre de succursales, les effectifs et autres détails sont publiés dans le rapport annuel du Ministère du Travail intitulé "Mouvement Syndical Ouvrier au Canada".

A la fin de 1940, les syndicats ouvriers au Canada comptent 365,544 membres. Le Congrès des Métiers et du Travail déclare 1,766 unions locales d'un effectif global de 165,398; le Congrès Canadien du Travail, 448 unions locales et 82,801 membres; la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada et autres unions nationales catholiques, 277 succursales et 47,614 membres; les fraternités indépendantes d'employés de chemins de fer, 353 succursales et 25,405 membres; autres associations centrales, 336 succursales et 23,299 membres; unions locales indépendantes, 88 succursales et 21,027 membres.

Il y a donc au Canada 3,268 unions locales dont 2,078 sont des associations internationales, 1,102 des associations canadiennes et 88 des associations indépendantes. Comparativement à 1939, ceci représente une diminution de 28 succursales mais une augmentation de 6,577 membres.

11.—Membres des unions ouvrières du Canada, 1911-1940

Année	Membres	Année	Membres	Année	Membres
	nombre		nombre		nombre
1911	133,132	1921	313,320	1931	310,544
1912	160,120	1922	276,621	1932	283,576
1913	175,799	1923	278,092	1933	286,220
1914	166,163	1924	260,643	1934	281,774
1915	143,343	1925	271,064	1935	280,704
1916	160,407	1926	274,604	1936	322,473
1917	204,630	1927	290,282	1937	384,619
1918	248,887	1928	300,602	1938	385,039
1919	378,047	1929	319,476	1939	358,967
1920	373,842	1930	322,429	1940	365,544

Congrès des Métiers et du Travail du Canada.—Le Congrès est le plus ancien organisme syndical ouvrier du Canada. Après la disparition de l'Union Canadienne

du Travail qui groupait les syndicats locaux de l'Ontario et s'était réuni annuellement de 1873 à 1877 inclusivement, il n'y eut pas d'organisme central jusqu'en 1883, année où le Conseil des Métiers et du Travail de Toronto réunit en conférence toutes les unions locales. Au cours de cette réunion les dispositions furent prises pour établir une association fédérale, laquelle prit naissance en 1886.

Actuellement, sont affiliées au Congrès des Métiers et du Travail, les unions "internationales" déjà affiliées à la Fédération Américaine du Travail, un certain nombre d'unions canadiennes et 100 unions nationales ouvrières à charte directe. Ces dernières réunissent 8,661 membres. Des unions locales affiliées au Congrès, 1,615 font rapport au Ministère du Travail; elles ont des effectifs globaux de 183,487 membres.

Congrès Canadien du Travail.—Ce congrès a été fondé en septembre 1939 lorsque le Congrès Pan-Canadien du Travail, formé en 1927, modifia sa constitution de façon à permettre l'affiliation aux unions internationales, c'est-à-dire aux unions recrutant tant au Canada qu'aux Etats-Unis. En plus des unions canadiennes et internationales qui, aux Etats-Unis, sont affiliées au Congrès d'Organisation Industrielle, le Congrès Canadien compte 91 unions locales à charte directe réunissant 9,878 membres. Des succursales locales, 375 font rapport au Ministère du Travail. Leurs effectifs globaux sont de 76,983 membres.

Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada.—Organisée en 1921, la Confédération compte présentement 257 succursales locales et réunit 46,341 membres. Le Ministère du Travail reçoit les rapports de 198 de ces syndicats, lesquels réunissent 39,717 membres.

Fédération Canadienne du Travail.—Cet organisme fut fondé à la suite d'une conférence tenue à Winnipeg le 24 octobre 1936 réunissant un groupe d'anciens membres du Congrès Pan-Canadien du Travail. Les syndicats affiliés à la Fédération déclarent des effectifs globaux de 4,319 membres répartis entre 48 unions locales, dont 13 font rapport au Ministère du Travail et comptent 1,291 membres.

Fédération Américaine du Travail.—La Fédération Américaine du Travail compte au Canada 17 unions ouvrières à la fin de 1940, organismes sur lesquels aucune association affiliée n'a juridiction. Ces unions comptent au total 1,052 membres. La Fédération paye une taxe par tête au Congrès des Métiers et du Travail du Canada d'après le nombre de membres de ces unions locales.

Effectifs par industrie et par métier.—Le tableau 12 donne une classification des membres des syndicats ouvriers par industrie et par métier.

12.—Effectifs des syndicats ouvriers par industrie et par métier, 1940

Groupe industriel	Nombre de membres	Pourcentage du total
Mines et carrières	28,641	7·84
Construction	40,479	11·07
Métaux	39,800	10·89
Imprimerie et papeterie	25,835	7·07
Vêtement, chaussure	29,348	8·03
Transport ferroviaire	83,142	22·74
Autres transports, y compris navigation	29,712	8·13
Employés publics, services personnels et amusements	39,807	10·89
Tous autres métiers et travail en général	48,780	13·34
Totaux	**365,544**	**100·00**

13.—Organismes ouvriers centraux au Canada comptant 500 membres ou plus et nombre de succursales au Canada et effectifs déclarés au 31 déc. 1940

Organisme	Succursales au Canada	Effectif déclaré
	nombre	nombre
Union Internationale des Travailleurs Unis de l'Automobile d'Amérique	4	5,000
Union Internationale des Ouvriers Boulangers et Confiseurs d'Amérique	8	717
Union Internationale des Barbiers (journaliers) d'Amérique	23	750
Fraternité Internationale des Forgerons, Frappeurs et aides d'Amérique	17	890
Fraternité Internationale des Chaudronniers, Constructeurs de Navires en fer et aides d'Amérique	41	2,583
Union des Ouvriers de la Chaussure	5	1,500
Union Internationale des Ouvriers Brasseurs, Meuniers et Limonadiers Unis	22[1]	1,000
Union Internationale des Briqueteurs, Maçons et Plâtriers d'Amérique	41	1,102
Ouvriers amalgamés du Bâtiment au Canada	12	1,182
Fraternité des Charpentiers et Menuisiers unis d'Amérique	94	13,320
Employés Civils amalgamés du Canada	43	3,978
Association du Service Civil de l'Alberta	14	1,959
Ouvriers amalgamés du Vêtement d'Amérique	22	5,355
Union des Télégraphistes commerciaux	4	1,479
Union Canadienne des Communications	[2]	586
Travailleurs Unis de l'Electricité, de la Radio et de la Machinerie d'Amérique	2	637
Fraternité internationale des Travailleurs de l'Electricité	51	3,161
Union Nationale des Mécaniciens opérateurs du Canada	6	2,789
Union Internationale des Mécaniciens opérateurs	24	1,164
Fraternité des Employés de Messageries	30	1,837
Union de la Main-d'œuvre agricole du Nouveau-Brunswick	18	704
Association Internationale des Pompiers	48	2,500
Union Canadienne des Pêcheurs et Manutentionneurs de poisson	8	900
Union des Pêcheurs de la côte du Pacifique	21	934
Union Internationale des Travailleurs de la Fourrure et du Cuir des Etats-Unis et du Canada	10	2,725
Travailleurs Unis de l'Habillement d'Amérique	8	750
Union Internationale des Ouvriers de la Mode	17	8,500
Union Internationale des Chapeliers, Casquetiers et Modistes unis	11	1,734
Association Canadienne des Ouvriers de la Bonneterie pleinement façonnée	14	1,645
Alliance Internationale des Employés d'Hôtels et de Restaurants et Ligue Internationale des Garçons de Bar d'Amérique	31	4,082
Travailleurs Industriels du Monde	5	514
Association des Facteurs fédérés	74	1,904
Les Lithographes Amalgamés d'Amérique	7	652
Fraternité des Mécaniciens de Locomotives	97	4,900
Fraternité des Chauffeurs et des Mécaniciens de Locomotives	96	6,281
Association Internationale des Débardeurs	26	4,000
Association Internationale des Machinistes	84	11,213
Fraternité des Cantonniers de Chemin de fer	196	12,964
Association Nationale des Mécaniciens de Marine du Canada	15	865
Association Internationale des Tôliers	16	880
Employés des Mines Unis d'Amérique	71	21,699
Union Internationale des Mouleurs de l'Amérique du Nord	30	2,340
Fédération Américaine des Musiciens	32	5,100
Fraternité des Natifs de la Colombie Britannique	22	2,129
Fraternité des Peintres, Décorateurs et Tapissiers d'Amérique	21	1,239
Fraternité Internationale des Papetiers	41	3,480
Union Internationale des Photograveurs d'Amérique	5	529
Association des Journaliers Unis de la Plomberie et de la Tuyauterie des Etats-Unis et du Canada	37	2,400
Postiers canadiens	23	800
Union Internationale des Pressiers et Aides-pressiers de l'Amérique du Nord	19	1,666
Fraternité Internationale des Travailleurs de la Pulpe, du Sulfite et du Papier	45	10,000
Ordre des Télégraphistes de Chemin de Fer	13	5,000
Fraternité des Serres-Freins	92	12,089
Fraternité canadienne des Employés de Chemins de Fer	175	15,000
Fraternité des Commis de Chemin de Fer et de la Navigation, Portefaix, Employés de Messagerie et de Gare	97	6,591
Association Amalgamée des Employés de Tramways électriques et d'Autobus d'Amérique	27	6,940
Fraternité des Nettoyeurs de Wagons d'Amérique	111	11,533
Ordre des Conducteurs de Chemin de Fer d'Amérique	67	2,128
Association Canadienne des Employés de Chemin de Fer	71	3,530
Union Nationale des Employés de Chemin de Fer	[2]	2,442
Fédération Nationale des Commis Postaux de Chemin de Fer	19[1]	910
Association Protectrice Internationale des Employés de Commerce de Détail	4	610
Union Internationale des Travailleurs du Caoutchouc d'Amérique	6	1,085
Comité d'organisation des Travailleurs de la Chaussure et du Cuir	3	840

[1] Y compris 3 sous-succursales. [2] Aucune succursale, sociétariat massif seulement.

13.—Organismes ouvriers centraux au Canada comptant 500 membres ou plus et nombre de succursales au Canada et effectifs déclarés au 31 déc. 1940—fin

Organisme	Succursales au Canada	Effectif déclaré
	nombre	nombre
Alliance Internationale des Employés de Scène et de Projectionnistes de Cinéma des Etats-Unis et du Canada	34	960
Comité d'organisation des Travailleurs de l'Acier	18	11,816
Fraternité Internationale des Charretiers, Chauffeurs, Palefreniers et aides	23	2,655
Union Internationale des Typographes	49	4,291
Union Internationale des Travailleurs du Bois d'Amérique	13	3,800
Totaux	**2,433**	**263,238**

Le Canada et l'Organisation Internationale du Travail.*—L'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations, fondée en 1919, conformément à la Partie XIII des Traités de Paix, en vue de l'amélioration du sort des travailleurs au moyen de l'action législative et des ententes internationales, comprend: la Conférence Internationale du Travail, qui se réunit annuellement et se compose de quatre délégués de chaque pays adhérent, dont deux représentent le gouvernement et les deux autres les patrons et les ouvriers, et l'Office International du Travail, installé à Genève, qui agit à titre de secrétariat de la conférence annuelle, recueille des données et publie des renseignements. L'Office est placé sous le contrôle d'un conseil composé de 32 membres nommés par la Conférence, dont 16 représentent les gouvernements, 8 les patrons et 8 les ouvriers.

En juin 1940, la guerre avait à peu près complètement isolé l'Office International du Travail de la grande majorité des états membres. Il s'ensuivit que l'Organisation ne put continuer son travail de façon satisfaisante à Genève. En conséquence, le Gouvernement canadien consentit en août 1940 à ce que le personnel de l'Office vint s'établir temporairement au Canada. Le directeur de l'Office choisit Montréal comme endroit le plus commode et l'Université McGill prêta les bureaux nécessaires.

Depuis son institution en 1919 jusqu'au début des hostilités en 1939, la Conférence avait tenu 25 sessions. Une conférence de représentants de l'Organisation fut tenue à New York en octobre 1941 et il y eut des réunions spéciales des représentants des Etats-Unis et du Canada à Montréal en janvier et avril 1941 et à Montréal et à New York en mars 1942. Soixante-sept projets d'accord et 66 recommandations ont été adoptés à la conférence annuelle. Les sujets auxquels se rapportent ces projets et ces recommandations de même que l'attitude du Canada à l'égard des projets et recommandations sont indiqués à la p. 698 de l'Annuaire de 1942.

* Sur le même sujet voir aussi l'Annuaire du Canada, 1921, pp. 627-629; l'Annuaire du Canada, 1922-23, pp. 722-725; et l'Annuaire du Canada, 1924, pp. 678-682.

Section 6.—Accidents du travail et compensation aux accidentés

Sous-section 1.—Accidents mortels du travail

Le Ministère du Travail collige les statistiques des accidents mortels du travail depuis 1903. Il les obtient des commissions provinciales des accidents du travail, de la Commission des Chemins de Fer du Canada et de diverses autres sources administratives et correspondances officielles et dans les journaux.

14.—Accidents mortels du travail, par industrie, 1937-41

Industrie	Nombre d'accidents mortels					Pourcentage d'accidents mortels				
	1937	1938	1939	1940	1941[1]	1937	1938	1939	1940	1941[1]
Agriculture	156	156	162	127	143	12·5	13·4	15·2	10·5	9·5
Abatage du bois	149	143	148	177	170	12·0	12·2	13·8	14·7	11·3
Pêche et piégeage	52	30	29	34	24	4·2	2·6	2·7	2·8	1·6
Mines, usines d'affinage des métaux non ferreux et carrières	201	253	168	175	252	16·1	21·7	15·7	14·5	16·7
Manufactures	157	136	110	144	230	12·6	11·6	10·3	11·9	15·2
Construction	170	154	133	173	194	13·6	13·2	12·4	14·3	12·8
Energie et éclairage électriques	23	19	25	25	30	1·8	1·6	2·4	2·1	2·0
Transports et utilités publiques	227	166	181	236	314	18·2	14·2	16·9	19·5	20·8
Commerce	46	44	44	51	63	3·7	3·8	4·1	4·2	4·2
Service	65	66	70	65	88	5·2	5·7	6·5	5·4	5·8
Diverses	1	Nil	Nil	1	1	0·1	–	–	0·1	0·1
Totaux	**1,247**	**1,167**	**1,070**	**1,208**	**1,509**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**	**100·0**

[1] Chiffres sujets à revision.

Accidents mortels selon la cause.—Il ressort d'un classement selon la cause des accidents mortels en 1941 que les plus nombreux, 523, sont dus à "des trains, véhicules, etc., en mouvement". A cette catégorie appartiennent tous les accidents dus aux wagons ou aux locomotives, y compris les wagonnets de mine et de carrière, aux automobiles et autres véhicules à traction mécanique ou animale, à la machinerie, aux navires et aux avions en mouvement.

Les "substances dangereuses" qui comprennent le courant électrique, les explosifs, les substances chaudes et inflammables, les explosions de mine, les gaz, etc., les explosions de chaudières, les fuites de vapeur et les conflagrations ont été la cause de 237 mortalités. Viennent ensuite les accidents résultant de "chutes d'objets" qui sont la cause de 224 mortalités. Les autres accidents mortels sont: diverses chutes de personnes, 221; "appareils de levage", 40; machines motrices, 36; accidents causés par les animaux, 34 (dont 20 par les chevaux); maniement d'objets, 27; machines en mouvement, 25; chocs par ou contre des objets, 25; outils, 7. La catégorie "autres causes" compte 110 mortalités, dont 61 attribuables aux maladies professionnelles.

Nombre d'accidents du travail, mortels ou non, dont s'occupent les divers organismes provinciaux d'indemnisation sont énumérés dans la sous-section 2.

Sous-section 2.—Indemnisation des accidentés

Dans toutes les provinces sauf l'Ile du Prince-Edouard, il existe des lois pourvoyant à l'indemnisation du travailleur pour blessures corporelles attribuables à des accidents survenus pendant l'exercice de ses fonctions ou à des maladies professionnelles spécifiées, sauf dans le cas d'un ouvrier immobilisé moins d'un certain nombre de jours. Pour assurer le versement de cette indemnisation, chaque loi pourvoit à la création d'une caisse d'accident administrée par une commission provinciale et à laquelle les employeurs sont tenus de contribuer à un taux déterminé par la Commission selon les dangers que comporte l'industrie. Un travailleur à qui s'appliquent ces dispositions n'a pas droit de recours contre son employeur pour blessures reçues pendant qu'il est à son travail. Il existe aussi une loi fédérale pourvoyant à l'indemnisation, pour accident, des employés du Gouvernement fédéral subordonnément aux dispositions de la loi de la province dans laquelle l'accident se produit. Dans l'Ile du Prince-Edouard, où il n'existe pas de lois des accidents du travail, l'indemnité est versée aux employés du Gouvernement fédéral subordonnément aux dispositions de la loi du Nouveau-Brunswick.

Portée des lois.—Les lois diffèrent, en portée, les unes des autres, mais s'appliquent en général à la construction, aux mines, aux manufactures, à la pêche, aux opérations forestières, aux transports et communications et aux utilités publiques. Les entreprises qui n'emploient d'habitude qu'un certain nombre d'ouvriers peuvent être exclues, sauf en Colombie Britannique et en Alberta. Dans l'Alberta, les lois ne s'appliquent que dans une certaine mesure aux travaux agricoles et aux services domestiques. Toutefois, dans certains cas, les personnes de ces catégories peuvent en bénéficier sur demande des employeurs ou des employés. Ce système d'Etat obligatoire de responsabilité collective a été substitué au système de responsabilité personnelle, mais toute loi de responsabilité personnelle protège encore certaines catégories d'employés de chemin de fer en Saskatchewan. La Nouvelle-Ecosse oblige à s'assurer les personnes qui emploient des hommes pour la pêche et le dragage. Dans l'Ontario et le Québec, les autorités publiques, les compagnies de chemin de fer et de navigation, de même que les compagnies de téléphone et de télégraphe, sont individuellement responsables de l'indemnisation telle que déterminée par la Commission et paient une partie des frais d'administration.

Soins médicaux.—Les soins médicaux sont fournis aux ouvriers durant leur immobilisation, sauf dans la Nouvelle-Ecosse où ils ne sont assurés que pour trente jours à moins que cette période ne soit prolongée par la commission. En Alberta et en Colombie Britannique, les ouvriers contribuent à la caisse des soins médicaux; ailleurs, la caisse d'accident en porte tout le coût. Là où, subordonnément à la loi, l'employeur est personnellement responsable de l'indemnisation, il doit aussi fournir les soins médicaux.

Dans toutes les provinces, certaines maladies professionnelles donnent à certains ouvriers le droit à l'indemnisation. Les maladies indemnisables sont énumérées dans une annexe des lois, sauf dans le Nouveau-Brunswick où elles sont contenues dans les règlements. La commission a le droit cependant d'ajouter à cette liste dans chaque province. Une indemnité est payable dans toutes les provinces pour l'anthrax, l'empoisonnement dû à l'arsenic, au plomb, au mercure et au phosphore. Dans toutes les provinces aussi, sauf le Nouveau-Brunswick, la silicose est indemnisable moyennant certaines conditions. Les autres maladies indemnisables varient selon les industries de la province.

Règlements de prudence.—Dans toutes les provinces, sauf au Manitoba où la prévention des accidents relève du Bureau du Travail, les commissions des accidents du travail ont le droit de visiter les lieux de travail des employés afin de vérifier si certaines précautions sont prises pour prévenir les accidents. Dans l'Alberta et la Colombie Britannique, les commissions peuvent établir des règlements concernant la prudence; au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse, en Ontario, dans Québec et en Saskatchewan, les Commissions peuvent accorder de l'aide financière aux associations d'employeurs organisées pour la prévention des accidents. Dans toutes les provinces, les commissions définissent les règlements concernant l'outillage de secourisme à maintenir.

Bénéfices.—Subordonnément à chacune des lois, un laps de temps fixe doit s'écouler entre la date de l'accident et le premier versement d'indemnité, bien que dans toutes les provinces les soins médicaux soient assurés à compter de la date de l'accident. Ce laps de temps varie de trois à sept jours et, dans certaines provinces, l'indemnité est versée pour cette période si l'incapacité de l'accidenté persiste au delà.

Actuellement, l'indemnisation dans les cas d'accidents mortels se fait de la façon suivante:—

Frais funéraires, $100 dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, $150 au Manitoba et $125 dans les autres provinces (dans certains cas les frais de transport de la dépouille sont aussi payés).

A une veuve ou à un veuf invalide, ou à une mère adoptive aussi longtemps que les enfants n'ont pas atteint la limite d'âge, un versement mensuel de $30 en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick, de $35 en Alberta et de $40 dans les autres provinces; en outre une somme grosse de $100 est payée au Nouveau-Brunswick, dans le Québec, l'Ontario et la Saskatchewan.

Pour chaque enfant restant à la charge du père ou d'une mère adoptive touchant une indemnité: $7·50 en Nouvelle-Ecosse et en Colombie Britannique; $10 au Nouveau-Brunswick, dans le Québec, en Ontario et en Saskatchewan; et au Manitoba et dans l'Alberta, $12 pour l'aîné des enfants, $10 pour le deuxième, $9 pour le troisième et $8 pour chaque enfant additionnel. A chaque orphelin, $15 dans toutes les provinces avec maximum de $60 par famille en Nouvelle-Ecosse.

La limite d'âge des enfants, sauf les invalides, est de 16 ans en Nouvelle-Ecosse, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie Britannique, 18 ans dans le Québec et en Alberta et 16 ans pour les garçons et 18 ans pour les filles au Nouveau-Brunswick. Au Manitoba, les versements aux enfants peuvent être continués jusqu'à l'âge de 18 ans s'il est désirable qu'ils poursuivent leurs études. En Colombie Britannique et au Manitoba, les versements aux enfants invalides se continuent jusqu'à ce qu'ils aient recouvré la santé, tandis que dans les autres provinces ils ne sont faits que durant la période où, de l'avis des Commissions, l'ouvrier eût payé pour leur entretien.

Là où les seules personnes à la charge ne sont pas l'époux ou l'épouse ou des enfants, toutes les lois pourvoient à ce que l'indemnité soit une somme raisonnablement proportionnée à la perte financière, tandis que la somme mensuelle devant leur être versée ne doit pas dépasser $40 au Manitoba, $65 en Alberta et $45 en Nouvelle-Ecosse et en Colombie Britannique. Dans cette dernière province, toutefois, s'il y a aussi à la charge des personnes telles qu'une veuve, un veuf invalide ou un orphelin, la somme maximum devant être payée aux autres est de $30. Dans toutes les provinces, l'indemnisation ne se continue que durant la période où, de l'avis des Commissions, l'ouvrier eût payé pour l'entretien de ces personnes.

Dans toutes les provinces, sauf au Nouveau-Brunswick et en Colombie Britannique, les bénéfices maximums payables aux personnes à charge advenant la mort de l'ouvrier sont des deux tiers du gain de ce dernier. Au Nouveau-Brunswick, ils sont de 60 p.c. Le minimum payable à un époux ou une épouse et un enfant est de $50 par mois dans le Québec ou $12·50 par semaine s'il y a plus d'un enfant; de $12·50 par semaine en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan ($15 par semaine au Manitoba s'il y a plus d'un enfant).

L'indemnisation pour incapacité totale permanente dans toutes les provinces sauf le Nouveau-Brunswick est faite à raison d'un versement hebdomadaire équivalent à 66⅔ p.c. de la moyenne du gain hebdomadaire, durant l'incapacité; au Nouveau-Brunswick, ce versement est de 60 p.c. Dans les cas de mortalité, la loi fixe une somme hebdomadaire minimum devant être payée à moins que le gain ne soit inférieur à ce minimum, dans lequel cas, la somme versée est égale au gain.* Le minimum est de $8 en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick, de $10 en Alberta et en Colombie Britannique, de $12·50 dans le Québec, Ontario et en Saskatchewan et de $15 au Manitoba. Pour incapacité permanente partielle, il existe

* En Ontario, lorsque la moyenne de gain est inférieure à $12·50 par semaine, la somme versée est de 100 p.c. du gain. En Saskatchewan, lorsque la moyenne du gain est inférieure au minimum, un taux arbitraire de $9·00 est payé à ceux qui sont âgés de plus de 21 ans et de $6·00 à ceux qui sont âgés de moins de 21 ans.

des dispositions semblables dans toutes les provinces sauf le Nouveau-Brunswick et l'Alberta, i.e. deux tiers de la différence du gain avant et après l'accident. Au Nouveau-Brunswick et en Alberta, le montant est basé sur l'affaiblissement de la capacité de gagner. Dans la Nouvelle-Ecosse, s'il n'y a très peu ou pas de différence, ou dans les autres provinces, si la différence est de 10 p.c. ou moins, une somme grosse peut être versée. Au Nouveau-Brunswick, une somme équivalant à 60 p.c. de la perte de gain est versée pour incapacité partielle temporaire.

Le gain moyen sur lequel la compensation est basée doit être calculé de façon à donner le taux par semaine ou par mois auquel l'employé est rémunéré, mais ce taux ne doit pas dépasser $1,500 par année en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick et $2,000 dans les autres provinces. Si pour une raison quelconque le gain de l'ouvrier au moment de l'accident n'est pas considéré comme une base convenable pour la compensation, la Commission doit prendre comme base le gain moyen d'une autre personne au service du même employeur dans le même genre de travail, ou par un autre employeur dans la localité. Le taux de compensation des ouvriers de moins de 21 ans peut être plus tard augmenté, s'il est jugé que le gain de ces derniers se serait accru dans le cas où il n'y aurait pas eu accident.

Les statistiques des compensations aux accidentés, telles que compilées par les diverses commissions provinciales, ne sont pas établies sur une base comparable et sont donc présentées comme une série de tableaux.

15.—Opérations de la Commission des accidents du travail, Nouvelle-Ecosse, 1932-41

NOTA.—Ces chiffres ne couvrent pas les réclamations en suspens. Les statistiques pour 1917-31 paraissent à la page 787 de l'Annuaire de 1938.

Année	Indemnité	Soins médicaux	Total	Accidentés indemnisés
	$	$	$	nombre
1932	688,448	84,281	772,729	5,024
1933	570,701	69,575	640,276	5,168
1934	794,717	113,860	908,577	8,063
1935	954,061	130,952	1,085,013	8,971
1936	1,160,738	167,255	1,327,993	10,246
1937	1,189,710	190,846	1,380,556	11,953
1938	1,976,154	206,233	2,182,387	11,408
1939	1,391,933	189,031	1,580,964	11,823
1940	1,285,390	190,616	1,476,006	13,948[1]
1941	1,285,753	217,129	1,502,882	15,150

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

16.—Opérations de la Commission des accidents du travail, Nouveau-Brunswick, 1932-41

NOTA.—Les statistiques pour les années 1920-31 sont données à la page 787 de l'Annuaire de 1938.

Année	Indemnités hebdomadaires	Invalidité partielle permanente	Accidents mortels		Soins médicaux		Réserve pour l'invalidité complète et permanente
			Frais funéraires	Réserves pour pensions	Honoraires de médecin et transport	Hôpitaux et infirmières	
	$	$	$	$	$	$	$
1932	137,762	17,527	1,403	33,280	68,712	46,907	[1]
1933	145,063	103,742	2,126	63,649	88,304	63,572	20,521
1934	192,207	80,967	2,104	83,485	110,103	85,724	[1]
1935	195,763	91,382	2,388	86,161	111,470	83,221	10,273
1936	247,204	88,596	2,290	106,633	130,266	101,262	9,347
1937	304,033	79,246	2,101	73,180	140,014	108,521	[1]
1938	210,590	57,597	1,478	58,359	94,591	51,144	7,326
1939	220,053	78,326	1,833	69,175	103,115	59,295	5,361
1940	259,571	62,159	1,759	108,227	84,594	48,200	10,309
1941[2]	331,432	72,726	3,383	110,683	78,126	50,443	[3]

[1] Aucune réserve déclarée. [2] Chiffres sujets à revision. [3] Non connu.

17.—Opérations de la Commission des accidents du travail, Québec, 1932-41

NOTA.—Les statistiques pour 1928-31 sont données à la page 798 de l'Annuaire de 1940.

Année	Réclamations, cédules 1 et 2	Imdemnités, cédule 1	Soins médicaux, cédule 1
	nombre	$	$
1932	34,414	2,172,912	514,742
1933	30,462	1,609,953	413,194
1934	35,436	1,910,834	543,101
1935	40,521	2,394,628	637,862
1936	43,838	3,186,181	836,546
1937	70,355	4,542,436	1,133,517
1938	58,335	3,480,011	866,454
1939	53,942	3,143,787	778,665
1940	65,704	4,301,893	1,093,928
1941[1]	82,568	5,048,459	1,500,093

[1] Sujet à revision.

18.—Opérations de la Commission des accidents du travail, Ontario, 1932-41

NOTA.—Les statistiques pour les années 1915-31 sont données à la page 789 de l'Annuaire de 1938.

Année	Indemnités versées				Accidents constatés
	Cédule 1		Cédule 2[1] et employés du gouvernement	Total des sommes versées	
	Indemnité	Soins médicaux			
	$	$	$	$	nomb.
1932	3,302,639	817,240	1,105,741	5,125,621	41,470
1933	2,298,788	667,582	732,699	3,699,069	38,042
1934	2,745,239	841,738	912,630	4,499,707	54,730
1935	3,225,899	1,037,683	1,050,531	5,314,113	58,546
1936	3,553,282	1,058,642	1,031,874	5,643,798	61,382
1937	3,837,589	1,251,848	1,040,523	6,129,961	70,582
1938	4,362,618	1,153,895	947,748	6,464,261	59,834
1939	4,174,408	1,094,693	883,306	6,152,407	60,520
1940	4,852,470	1,408,250	1,022,158	7,282,878	81,116
1941	6,662,465	1,772,376	1,464,051	9,898,893	113,822

[1] Comprend les employeurs personnellement responsables (voir p. 713).

19.—Opérations de la Commission des accidents du travail, Manitoba, 1932-41

NOTA.—Les statistiques pour les années 1917-31 sont données à la page 790 de l'Annuaire de 1938.

Année	Compensation			Accidentés indemnisés
	Indemnité	Soins médicaux	Totaux	
	$	$	$	nombre
1932	636,975	165,969	802,944	5,695
1933	456,180	141,536	597,716	5,505
1934	562,276	169,598	731,874	6,578
1935	572,262	189,829	762,091	8,237
1936	702,321	211,307	913,628	9,299
1937	688,312	204,259	892,571	9,153
1938	784,816	202,925	987,741	9,331
1939	736,903	196,090	932,993	9,401
1940	829,905	230,345	1,060,250	11,202
1941	834,356	250,524	1,093,881	13,445

20.—Opérations de la Commission des accidents du travail, Saskatchewan, 1932-41

NOTA.—Les statistiques pour les années 1930-31 sont données à la page 790 de l'Annuaire de 1938.

Année	Compensation			Accidentés indemnisés
	Indemnité	Soins médicaux	Total	
	$	$	$	nombre
1932	255,933	73,398	329,331	2,844
1933	224,738	58,099	282,838	2,389
1934	207,842	60,029	267,871	3,222
1935	245,065	70,670	315,735	3,568
1936	357,545	89,930	447,475	4,642
1937	349,862	98,928	448,791	4,296
1938	369,711	106,874	476,586	4,219
1939	388,848	103,897	492,745	4,984
1940	371,894	121,455	493,350	5,260
1941	472,281	136,827	609,108	5,825

21.—Opérations de la Commission des accidents du travail, Alberta, 1932-41

NOTA.—Les statistiques pour les années 1921-31 sont publiées à la page 791 de l'Annuaire de 1938. Les montants indiqués ne comprennent pas les sommes transférées à la caisse de retraite et les frais d'administration ni les sommes réservées pour exigibilités éventuelles. Les accidentés indemnisés comprennent les cas de soins médicaux seulement.

Année	Compensation			Réclamations	Accidentés indemnisés
	Indemnité	Soins médicaux	Total		
	$	$	$	nombre	nombre
1932	407,284	203,745	611,029	8,974	4,607
1933	291,406	143,675	435,081	8,160	3,398
1934	312,092	169,490	481,582	9,608	4,090
1935	353,292	205,891	559,183	11,058	4,813
1936	436,498	262,801	699,299	12,381	4,834
1937	446,716	290,733	737,449	13,177	5,096
1938	468,626	317,807	786,433	13,377	6,367
1939	464,398	339,388	803,786	13,504	6,584
1940	447,362	292,565	739,927	14,632	6,384
1941	497,913	316,273	814,186	16,928	7,755

22.—Opérations de la Commission des accidents du travail, Colombie Britannique, 1932-41

NOTA.—Les chiffres pour les années 1917-1931 sont donnés à la page 792 de l'Annuaire de 1938.

Année	Compensation			Réclamations (chiffres bruts)
	Indemnité	Soins médicaux	Total	
	$	$	$	nomb.
1932	1,860,021	447,423	2,307,445	19,011
1933	1,501,700	368,482	1,870,183	18,274
1934	1,590,817	410,126	2,000,943	22,354
1935	2,092,389	506,741	2,599,130	26,280
1936	2,536,166	595,894	3,132,060	29,677
1937	2,966,110	684,115	3,650,225	35,005
1938	3,182,762	701,953	3,884,715	31,505
1939	3,404,434	720,265	4,124,699	33,173
1940	3,692,950	834,073	4,527,024	38,487
1941	4,601,810	935,422	5,537,232	46,496

Section 7.—Conflits industriels

Les statistiques des grèves et des lockouts au Canada sont colligées par le Ministère fédéral du Travail depuis sa création, en 1900.

Les chiffres des colonnes des jours de travail perdus dans les tableaux 23-24 sont obtenus en multipliant le nombre de grévistes ou de victimes d'un lockout par le nombre de jours de travail qu'a duré le conflit.

Les résumés de ces chiffres et les détails relatifs aux grèves et lockouts durant 1941 ont été publiés dans la *Gazette du Travail* de mai, 1942, pp. 520-545.

Conflits industriels en ces dernières années.—De 1931 à 1937, le nombre moyen de grèves et de lockouts, d'ouvriers affectés et de journées de travail perdues est sensiblement plus élevé que de 1926 à 1930. Il est cependant encore plus bas que les chiffres des années antérieures à 1926, alors que les grèves dans les charbonnages impliquaient un plus grand nombre d'employés et causaient une lourde perte de temps. En 1938, les chiffres sont à peu près les mêmes que la moyenne de 1926-30, mais de 1939 à 1941 il y a augmentation considérable de temps perdu. En 1941, le nombre de grèves augmente d'un tiers en regard de 1940, le temps perdu augmente de plus d'un tiers et le nombre d'ouvriers affectés, de plus de la moitié.

Depuis 1931, la plupart des conflits les plus graves éclatent dans les industries textiles et la confection des vêtements, dans les opérations forestières, les scieries, les industries où l'on travaille le bois. Il y a aussi un nombre considérable dans les charbonnages, mais en 1941 les grèves dans les mines et la métallurgie absorbent les trois quarts du temps perdu. Les différends les plus importants sont ceux qui se produisent chez les mineurs d'or à Kirkland Lake, Ontario, les houilleurs à Glace Bay, N.-E., les ouvriers dans les manufactures de produits métalliques à Toronto et St. Catharines, Ont., les travailleurs de l'aluminium à Arvida, Qué., et les lamineurs d'acier à Montréal, Qué.

C'est dans le Québec, la Nouvelle-Ecosse et l'Ontario qu'il se perd le plus de temps en 1940, tandis qu'en 1941 c'est dans l'Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Québec, dans l'ordre indiqué.

23.—Grèves et lockouts, 1931-41, avec totaux pour 1901-30

NOTA.—Pour les années 1901-20 voir l'Annuaire de 1933, p. 775, et pour 1921-30, l'Annuaire de 1938, p. 793.

Année	Charbonnages			Autres industries que les charbonnages			Toutes industries			
	Nombre de différends en cours durant l'année	Employés affectés	Jours de travail perdus	Différends en cours durant l'année	Employés affectés	Jours de travail perdus	Nombre de différends		Employés affectés	Jours de travail perdus
							En cours durant l'année	Nés dans l'année		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Totaux 1901-30...	**388**	**226,148**	**8,975,412**	**3,463**	**717,355**	**13,890,333**	**3,851**	**3,736**	**9,852,503**	**22,865,745**
1931.....	9	2,129	11,523	79	8,609	192,715	88	86	10,738	204,238
1932.....	33	8,540	132,766	83	14,850	122,234	116	111	23,390	255,000
1933.....	21	3,028	33,019	104	23,530	284,528	125	122	26,558	317,547
1934.....	26	11,461	91,459	165	34,339	483,060	191	189	45,800	574,519
1935.....	17	6,131	61,032	103	27,138	222,996	120	120	33,269	284,028
1936.....	22	8,655	56,766	134	26,157	220,231	156	155	34,812	287,997
1937.....	44	15,477	112,826	234	56,428	773,567	278	274	71,905	886,393
1938.....	25	5,054	21,366	122	15,341	127,312	147	142	20,395	148,678
1939.....	48	31,102	111,274	74	9,936	113,314	122	120	41,038	224,588
1940.....	65	31,223	68,734	103	29,396	197,584	168	166	60,919	266,318
1941.....	45	38,136	109,069	186	48,955	324,845	231	229	87,091	433,914

24.—Grèves et lockouts, par industrie, 1940 et 1941

Industrie	1940					1941				
	Différends	Employés affectés		Temps perdu		Différends	Employés affectés		Temps perdu	
		Nombre	P.c. du total	Jours de travail	P.c. du total		Nombre	P.c. du total	Jours de travail	P.c. du total
Agriculture	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Exploitation forestière	**1**	**50**	**0·1**	**200**	**0·1**	**1**	**300**	**0·3**	**4,000**	**0·9**
Pêche et piégeage	**5**	**1,855**	**3·1**	**12,070**	**4·5**	1	1	–	1	–
Mines, etc.[2]	**70**	**31,652**	**52·2**	**76,303**	**28·6**	48	41,476	47·6	191,689	44·2
Industries manufacturières	**56**	**16,118**	**26·6**	**148,631**	**55·8**	**127**	**36,730**	**42·2**	**205,845**	**47·4**
Substances végétales, etc.	3	290	0·5	410	0·2	5	691	0·8	3,050	0·7
Tabac et spiritueux	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Caoutchouc	2	347	0·6	1,564	0·6	3	441	0·5	255	0·1
Produits animaux	1	1	–	1	–	5	1,257	1·4	4,745	1·1
Chaussure (cuir)	2	86	0·2	2,645	1·0	4	272	0·3	1,280	0·3
Fourrure, cuir et autres produits animaux	1	1	–	1	–	5	534	0·6	1,633	0·4
Textile, vêtements, etc.	27	10,992	18·1	118,533	44·5	37	5,564	6·4	37,339	8·6
Pulpe et papier	1	1	–	1	–	3	476	0·6	565	0·1
Impression et édition	1	1	–	1	–	4	217	0·3	2,892	0·6
Divers produits du bois	2	218	0·5	913	0·3	14	1,930	2·2	9,756	2·2
Ouvrage en métal	17	3,579	5·9	19,626	7·4	37	24,330	27·9	136,623	31·5
Métalloïdes, produits chimiques, etc.	2	430	0·7	4,750	1·7	6	457	0·5	1,280	0·3
Produits divers	1	76	0·1	190	0·1	4	571	0·7	6,427	1·5
Construction	**18**	**1,953**	**3·2**	**4,476**	**1·7**	**27**	**5,889**	**6·8**	**13,997**	**3·2**
Edifices et charpentes	6	508	0·8	1,398	0·5	13	3,384	3·9	9,365	2·2
Chemins de fer	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Construction navale	3	900	1·5	2,450	0·9	4	1,108	1·3	1,335	0·3
Ponts[3]	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Routes	1	1	–	1	–	2	231	0·3	2,009	0·4
Canaux, ports, etc.	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Autres	9	545	0·9	628	0·3	8	1,166	1·3	1,288	0·3
Transports et utilités publiques	**7**	**6,816**	**11·3**	**15,087**	**5·7**	**13**	**1,566**	**1·8**	**4,224**	**1·0**
Chemins de fer	1	1	–	1	–	3	355	0·4	390	0·1
Tramways	1	1	–	1	–	1	176	0·2	880	0·2
Transports par eau	5	6,591	10·9	11,287	4·2	7	956	1·1	2,154	0·5
Transports locaux	2	225	0·4	3,800	1·5	2	79	0·1	800	0·2
Télégraphe et téléphone	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Electricité et gaz	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Autres	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Commerce	**4**	**1,404**	**2·3**	**6,668**	**2·5**	**4**	**193**	**0·2**	**760**	**0·2**
Finance	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Services	**7**	**771**	**1·2**	**2,883**	**1·1**	**11**	**937**	**1·1**	**13,399**	**3·1**
Administration[4]	1	35	0·0	70	0·0	1	7	0·0	35	0·0
Amusements	1	1	–	1	–	1	1	–	1	–
Confection et réparation	1	100	0·2	1,000	0·7	1	35	0·1	18	0·0
Bureaux et services personnels	5	636	1·0	1,813	0·4	9	895	1·0	13,346	3·1
Totaux	**168**	**60,619**	**100·0**	**266,318**	**100·0**	**231**	**87,091**	**100·0**	**433,914**	**100·0**

[1] Aucune déclarée. [2] Y compris la réduction des métaux non ferreux. [3] Y compris l'érection de tous les grands ponts. [4] Y compris les services d'eau.

Causes et résultats des conflits industriels.—Depuis l'inauguration de la statistique sur ces différends, en 1901, la cause la plus importante des conflits industriels a été la question des salaires, mais depuis 1936 les questions de syndicalisme (principalement la reconnaissance des unions, le congédiement d'employés pour prosélytisme syndical et comme membres de syndicats, l'embauchage d'ouvriers syndiqués seulement) ont été la cause de nombreuses grèves et d'environ 40 p.c. de la perte totale de temps.

En 1940 et 1941, si les questions de salaires causent le plus grand nombre de grèves, les questions syndicales restent la cause de la plus grande perte de temps. La demande spécifique de reconnaissance syndicale, qui était la plus importante des causes de différends en 1940, perd de cette importance en 1941.

En ce qui concerne les méthodes de règlement, depuis 1935 la proportion de grèves et lockouts réglés par médiation augmente considérablement; jusqu'à cette époque environ la moitié des différends étaient réglés par négociations directes. En 1941, 24 pour cent des différends prennent fin à la suite de l'intervention des ministères fédéral ou provinciaux du Travail, 14 p.c. par renvoi aux tribunaux institués en vertu de la loi sur l'arbitrage des conflits de travail ou par les commissions d'enquête sur les différends industriels instituées en conformité des stipulations de C.P. 4020 (6 juin 1941), 3 p.c. par l'arbitrage, 29 p.c. par négociations, 23 p.c. par le retour des travailleurs au travail et 6 p.c. par le remplacement des grévistes.

Section 8.—Salaires et gains

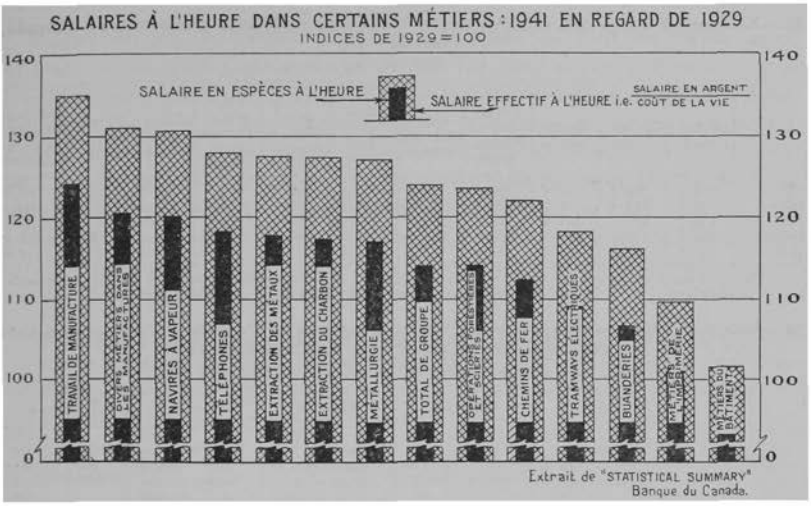
Sous-section 1.—Salaires et heures de travail de diverses catégories d'ouvriers au Canada*

Les statistiques des salaires et des heures de travail sont recueillies depuis quelques années par le Ministère fédéral du Travail. Elles sont publiées dans une série de suppléments de la *Gazette du Travail* dont le premier date de mars 1921. Les dossiers sur lesquelles reposent ces statistiques remontent dans la plupart des cas à l'année 1901. Les nombres-indices sont calculés de façon à tracer le mouvement général des salaires. Les séries publiées jusqu'en 1940 sont basées sur les taux de 1913 fixés à 100. Une nouvelle série, correspondant au nouvel indice du coût de la vie basé sur 1935–39 (à 100), a été calculée sur la même base. Elle contient quatre industries additionnelles. Elle a été publiée dans le supplément de la *Gazette du Travail* du mois d'avril 1941. Les tableaux qui suivent donnent les chiffres de 10 des 13 groupes d'occupations à compter de 1929 jusqu'à 1941. Un tableau complet des nombres-indices accompagné de détails sur la méthode de le calculer paraît dans le rapport annuel intitulé "Salaires et Heures de travail au Canada", publié par le Ministère du Travail. Les statistiques établies d'après la nouvelle base ont d'abord été publiées dans l'Annuaire du Canada de 1941, p. 711; des revisions ayant été faites dans les séries des opérations forestières et des scieries qui ont eu leurs répercussions sur la moyenne générale, les chiffres sont donnés de nouveau dans le tableau **25**. L'indice moyen général comprend 3 groupes qui ne figurent pas au tableau **25**; les chiffres de ces trois groupes remontent pour les navires à vapeur à 1901, pour les buanderies, à 1913, et pour les employés de téléphone, à 1920.

De 1930 à 1933, la diminution des salaires est générale; en 1934 cependant plusieurs groupes accusent des augmentations; ces augmentations sont générales chaque année depuis cette époque, variant en moyenne de 3 p.c. en 1940 à 10 p.c. en 1941. Certaines des augmentations de 1940 et plusieurs de celles de 1941 prennent la forme d'indemnités de vie chère qui doivent être ajustées de temps à autre d'après les nombres-indices officiels du coût de la vie.

Le graphique qui suit fait voir le degré de relation entre les salaires de 1941 et ceux de 1929, année-cime de la période de prospérité. L'indice du coût de la vie est plus élevé en 1929 qu'en 1941 (voir tableau **9**, chapitre des Prix, p. 747), mais on verra d'après le tableau **25** que les salaires en espèces sont plus élevés en 1941 dans tous les métiers sauf ceux du bâtiment. En termes de revenus effectifs, i.e. puissance d'achat, l'ouvrier est donc en meilleure posture qu'il l'était au plus haut de la période de prospérité.

* On peut obtenir une étude détaillée sur les salaires et les heures de travail au Canada du Ministère du Travail à Ottawa. Voir pp. 795–805 de l'Annuaire de 1927-28 un article intitulé "Statistiques des salaires basées sur le recensement de 1921", et pp. 809–811 de l'Annuaire de 1933, un article intitulé "Gains au cours de l'année du recensement 1931".



25.—Nombres-indices des salaires payés à diverses catégories d'ouvriers au Canada, 1901-41

(1935-39=100)

Année	Bâtiment	Métallurgie	Imprimerie	Tramways électriques	Chemins de fer	Mines de charbon	Ouvriers d'usines non spécialisés	Ouvriers d'usines spécialisés	Industries du bois[1]	Extraction des métaux	Moyenne générale pondérée[1,2]
1901.....	31·5	37·8	32·0	33·7	35·4	48·8	–	–	55·7	62·9	39·6
1902.....	38·9	38·7	32·8	35·8	37·0	49·4	–	–	57·1	63·3	42·1
1903.....	40·8	40·4	33·3	37·5	38·6	50·3	–	–	58·4	61·2	43·6
1904.....	42·2	41·9	35·2	38·5	39·5	50·2	–	–	59·4	59·7	44·5
1905.....	44·2	43·4	36·5	38·7	38·3	50·9	–	–	51·5	60·3	45·4
1906.....	46·5	44·0	38·4	40·0	40·8	51·6	–	–	63·6	74·2	47·3
1907.....	48·5	45·4	41·7	42·9	41·6	55·2	–	–	65·2	63·4	48·8
1908.....	49·3	46·7	42·8	43·1	44·3	55·9	–	–	63·9	64·4	49·9
1909.....	50·3	47·5	44·4	42·8	44·4	56·1	–	–	67·2	65·0	50·9
1910.....	52·6	49·0	46·7	45·2	46·3	55·6	–	–	69·3	64·2	52·5
1911.....	54·6	50·2	48·8	46·4	49·2	57·5	49·9[3]	47·7[3]	70·7	64·9	51·8
1912.....	58·1	52·6	51·1	48·7	50·3	58·0	51·6	48·6	73·0	68·2	53·5
1913.....	60·5	55·2	53·2	52·7	51·4	59·0	52·6	50·0	73·9	67·1	54·9
1914.....	61·0	55·4	54·5	53·2	52·4	60·1	53·1	51·6	70·6	67·2	55·6
1915.....	61·4	56·0	55·1	51·6	52·3	60·4	53·1	53·1	68·0	68·1	56·0
1916.....	62·0	59·0	56·3	53·9	54·4	65·9	58·0	57·6	79·3	75·2	59·9
1917.....	66·5	70·6	59·2	60·4	64·0	77·2	67·9	64·0	100·5	83·4	68·7
1918.....	76·2	85·6	65·8	75·3	81·2	93·1	80·1	73·4	114·6	90·6	80·7
1919.....	89·7	99·3	77·6	86·0	94·6	100·6	94·7	90·1	131·2	90·9	94·8
1920.....	109·5	115·5	97·9	102·4	113·6	116·6	113·2	108·5	148·7	105·8	112·7
1921.....	103·2	103·0	102·9	101·3	100·7	122·9	100·2	101·1	112·9	97·9	102·7
1922.....	98·4	95·8	102·3	97·2	94·8	116·7	96·2	94·6	92·6	90·5	95·9
1923.....	100·7	96·0	100·5	98·2	95·8	116·7	95·5	98·1	107·1	94·5	98·6
1924.....	102·7	96·8	102·1	98·3	95·8	113·5	96·3	98·8	116·2	94·6	99·8
1925.....	103·1	96·7	102·6	99·0	95·8	98·9	97·9	97·8	107·8	95·9	98·8
1926.....	104·2	97·8	102·9	99·3	95·8	98·8	98·5	98·4	108·4	95·8	99·4
1927.....	108·5	98·2	103·8	100·1	102·0	99·1	98·7	99·7	109·5	95·9	101·5
1928.....	112·3	99·3	105·5	102·3	102·0	99·6	98·4	100·5	110·9	95·8	102·7
1929.....	119·6	101·8	107 7	104·7	105·0	99·6	98·7	101·1	110·5	96·4	104·5
1930.....	123·0	102·9	108·2	105·1	105·0	99·9	98·9	101·2	109·2	96·5	105·2
1931.....	118·5	100·9	109·2	104·7	102·4	99·9	96·4	98·7	92·6	95·2	101·7
1932.....	107·9	96·4	103·4	100·7	94·6	96·8	91·3	92·2	76·7	92·2	94·5
1933.....	95·6	93·3	98·1	96·3	92·4	95·5	88·4	87·9	66·0	91·1	89·6
1934.....	93·7	92·7	97·7	96·2	89·3	96·1	89·8	90 3	74 9	93·4	90·5
1935.....	96·7	93·6	98·2	96·8	94·6	97·8	92·0	92·2	82·3	95·2	93·1
1936.....	97·3	93·8	98·6	97·8	94·6	97·9	94·5	94·4	90·5	97·6	94·8

Renvois à la fin du tableau, p. 722.

25.—Nombres-indices des salaires payés à diverses catégories d'ouvriers au Canada, 1901-41—fin

(1935-39 = 100)

Année	Bâtiment	Métallurgie	Imprimerie	Tramways électriques	Chemins de fer	Mines de charbon	Ouvriers d'usines non spécialisés	Ouvriers d'usines spécialisés	Industries du bois	Extraction des métaux	Moyenne générale pondérée[1,2]
1937.....	100·1	103·4	99·9	100·4	100·8	98·4	102·8	101·9	104·6	101·9	101·8
1938.....	102·5	104·4	101·5	102·1	105·0	102·9	105·0	105·2	112·0	102·4	104·9
1939.....	103·3	104·7	101·9	102·7	105·0	102·9	105·9	106·0	110·5	102·8	105·3
1940.....	105·7	109·3	103·6	105·6	105·0	104·0	109·5	101·6	114·2	103·5	108·4[4]
1941.....	111·7	119·0	108·6	113·5	117·7	116·6	112·4	121·7[4]	125·6	113·2	118·9[4]

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Comprend les navires à vapeur, les buanderies et le téléphone. [3] Première année où un indice a été calculé. [4] Préliminaire.

26.—Salaires et heures de travail de différents métiers et d'ouvriers d'usines non spécialisés dans certaines villes du Canada, 1941

NOTA.—Les salaires comprennent le boni de vie chère s'il y a lieu.

Métiers	Halifax		Montréal		Toronto		Winnipeg		Vancouver	
	Salaire par heure	Heures par semaine	Salaires par heure	Heures par semaine	Salaire par heure	Heures par semaine	Salaire par heure	Heures par semaine	Salaire par heure	Heures par semaine
Métiers du bâtiment—	$	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$	nomb.
Briqueteurs et maçons.....	1·10	44	·92	44	1·12½	40	1·15	44	1·22½	40
Charpentiers...	·80	44	·81	44	1·00	40	·95	44	·75--·97½	40-44
Electriciens....	1·00	44	·87	44	1·10	40	·95	44	·85-1·10	40-44
Peintres.....	·73	44	·74	44	·85	40	·75	44	·75--·80	40-44
Plâtriers.....	·90	44	·90	44	1·10	40	1·15	44	1·00	40
Plombiers.....	·95	44	·90	44	1·10	40	1·05	44	1·12½	40-44
Tôliers.....	·75	44	·82	44	1·07½	40	·75	44	1·07	40-44
Tail. de pierre.	·70	44	·92	44	·95	44	·95	44	1·00	40
Manœuvres.....	·35--·40	44-48	·46	44-50	·40--·50	40-50	·45--·50	44-48	·45--·55	40-48
Métallurgie—										
Forgerons.....	·65 --·96	44	·55- ·85	44-60	·55- ·85	44-60	·45--·80	44-50	·75 --·90½	40-44
Chaudronniers.	·73 --·96	44	·65- ·96	44-48	·70- ·85	44-50	·65--·82	50	·81½--·95½	40-44
Machinistes....	·65 --·96	44	·55-1·00	44-60	·55-1·05	44-60	·55--·82½	44-50	·80 --·95½	40-48
Mouleurs.....	·72½--·85	44-48	·55- ·95	44-55	·59- ·95	44-51	·55--·77	40-50	·80 --·94	44-45
Tramways électriques—										
Conducteurs et wattmen[1]....	·71	51	·60	54	·65	44-48	·61½	42	·71½	48
Filistes.....	·61--·83	44	·58--·62	48	·77--·83	44	·52½--·74½	44	·75-1·03	40
Ouv. de hang...	·61--·83	44-52	·39--·68	52-40	·59--·86	44-48	·47½--·72½	44-48	·60½--·83½	44-48
Electriciens....	·69--·88	44	·62--·71	50	·65--·84	44-48	·66--·76½	44-48	·78½--·83½	44
Cantonniers et manœuvres...	·46--·61	44	·35--·40	54	·50--·55	48	·47½	48	·58 --·62½	44
Ouvriers d'usine non spécialisés	·37--·52 sem.	44-55	·30--·55 sem.	40-60	·35--·66 sem.	44-60	·35--·60 sem.	40-55	·40--·66 sem.	40-48
Imprimerie—	$		$		$		$		$	
Typographes à la machine ou à la main, journaux.....	35·00	40	39·10--47·00	40	49·50	40	41·00	46	43·50	37½
Typographes, à la machine ou à la main, trav. de ville.	30·00--33·00	44-48	36·00--44·00	44	33·00--40·00	44-48	35·00--42·00	44-48	43·00--49·00	40-44
Pressiers, journaux.....	24·00--30·00	46-48	33·00--44·00	40-48	49·50	40	40·00--41·00	48	52·00	48
Pressiers, trav. de ville.....	25·00--34·00	44-48	36·00--40·00	44	34·00--40·00	44-48	30·00--41·00	44-48	42·50	40-48
Relieurs.....	30·00--33·00	45-47	36·00--38·00	44	33·00--39·00	44-48	33·00--39·00	44-48	37·00--48·00	40-48
Relieuses.....	12·50--13·50	45-47	12·60--15·30	44	13·50--18·50	44-48	11·30--16·85	44-48	14·00--22·50	40-48

[1] Taux maximums basés sur la durée du service; trams à conducteur unique à Halifax; 5 cents en plus pour les conducteurs de trams à conducteur unique à Montréal, Toronto et Winnipeg; 6 cents en plus à Vancouver.

Salaire moyen de la main-d'œuvre agricole.—Le coût du travail agricole a atteint son plus haut niveau en 1920. Les deux années suivantes il y a une baisse rapide, tandis que de 1923 à 1929 on constate peu de changement. Avec la baisse des prix des produits agricoles due à la dépression, les gages agricoles montrent aussi des réductions marquées et continues de 1930 à 1933. Depuis 1934 il y a de faibles augmentations chaque année, mais les gages moyens pour les hommes et les femmes sont encore bien au-dessous de ceux de 1930.

Les chiffres du tableau **27** ne comprennent que les gens engagés comme employés à gages sur les fermes. Toutes les employées à gages sur les fermes sont comprises, même si elles ne sont que des domestiques.

27.—Moyenne des gages et de la pension de la main-d'œuvre agricole, d'après les estimations des correspondants agricoles, 1914, 1920, 1930 et 1939-41, et par province, 1939-41

NOTA.—H=Hommes. F=Femmes.

Province et année	Gages		Pension		Gages et pension		Province et année	Gages		Pension		Gages et pension	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.		H.	F.	H.	F.	H.	F.
	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$	$	$
Canada.....1914	**155**	**57**	**168**	**132**	**323**	**189**	Ontario.....1939	252	165	188	155	440	320
1920	**543**	**275**	**278**	**217**	**821**	**492**	1940	289	186	194	159	483	345
1930	**326**	**210**	**233**	**199**	**559**	**409**	1941	389	233	225	188	614	421
1939	**245**	**140**	**179**	**143**	**424**	**283**							
1940	**275**	**151**	**181**	**145**	**456**	**296**	Manitoba...1939	221	124	177	143	398	267
1941	**353**	**185**	**206**	**165**	**559**	**350**	1940	239	134	170	142	409	276
							1941	309	168	191	160	500	328
Ile du P.-E.1939	219	128	153	131	372	259							
1940	231	132	168	136	399	268	Sask.....1939	218	122	163	140	381	262
1941	323	158	175	147	498	305	1940	243	134	164	136	407	270
							1941	307	169	190	162	497	331
Nouv.-E....1939	271	143	181	128	452	271							
1940	299	142	173	123	472	265	Alberta.....1939	251	143	180	152	431	295
1941	414	194	217	158	631	352	1940	288	157	187	158	475	315
							1941	364	193	209	176	573	369
Nouv.-B....1939	293	143	146	121	439	264							
1940	353	151	165	133	518	284	Colombie B.1939	285	172	240	198	525	370
1941	441	162	184	142	625	304	1940	314	183	237	196	551	379
							1941	373	216	254	213	627	429
Québec.....1939	243	124	155	116	398	240							
1940	288	142	165	120	453	262							
1941	351	171	188	137	539	308							

Sous-section 2.—Gains en l'année de recensement 1931*

Le nombre total de salariés au Canada à déclarer des gains l'année de recensement terminée le 1er juin 1931 est de 2,476,414 ou 96·35 p.c. de tous les salariés et le montant global de leurs gains est de $2,100,552,700. Le tableau de la p. 818 de l'Annuaire de 1937 montre les statistiques des salariés, par sexe, et leurs gains, années de recensement 1911, 1921 et 1931.

Section 9.—Règlementation des salaires et des heures de travail

Sauf comme mesure d'urgence, la règlementation des salaires et des heures de travail des personnes en emploi privé au Canada relève de la juridiction provinciale et toutes les provinces, excepté l'Ile du Prince-Edouard, ont leur législation en la matière.

* Renseignements compilés par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Dans la Nouvelle-Ecosse la loi du salaire minimum ne s'applique qu'aux femmes tandis qu'en Ontario, bien que la loi s'applique aux deux sexes, une seule ordonnance (relative à l'industrie textile) s'applique aux hommes. Dans l'Alberta et la Colombie Britannique, il existe des ordonnances distinctes pour les hommes et les femmes, et dans les autres provinces toutes les ordonnances s'appliquent aux deux sexes dans la mesure où les industries prévues emploient des hommes et des femmes.

Dans le Québec, subordonnément à la loi des conventions collectives, les heures de travail et les salaires fixés par conventions collectives ont été généralisés par des ordres en conseil dans certains districts ou dans toute la province. Les lois de l'étalonnage industriel de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de l'Alberta et la partie II de la loi des salaires équitables du Manitoba pourvoient à ce que les échelles de salaires et d'heures de travail établies par des conférences d'employeurs et d'employés, convoquées par le Ministre du Travail, puissent devenir obligatoires pour tous les employés et tous les employeurs des industries concernées. Dans la Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba toutefois, ces lois ne peuvent être appliquées qu'à des industries spécifiées.

Les heures de travail sont réglementées dans toutes les provinces, sauf l'Ile du Prince-Edouard, par des statuts régissant les conditions de travail dans certains genres particuliers d'entreprises telles que les mines, les manufactures et les boutiques. Dans la Nouvelle-Ecosse, le Québec, l'Alberta et la Colombie Britannique il existe aussi des lois régissant les heures de travail exclusivement, et la plupart des lois concernant le salaire minimum confèrent aux autorités le pouvoir de réglementer les heures de travail aussi bien que les salaires.

Les sous-sections qui suivent résument les dispositions relatives aux salaires et aux heures de travail qui sont publiées en détail dans les livraisons régulières de la *Gazette du Travail* et dans son supplément annuel intitulé "Salaires et Heures de Travail".

Sous-section 1.—Salaires minimums

Les dispositions relatives au salaire minimum contenues dans les ordonnances publiées subordonnément aux lois du salaire minimum varient sensiblement d'une province à l'autre et d'une partie à l'autre d'une même province. Le tableau 28, p. 727, donne, pour les villes principales, des renseignements sur diverses professions importantes dont les taux de salaires sont en vigueur dans toutes les provinces; les autres taux sont résumés ci-dessous. Là où, dans une province quelconque, le travail exécuté est une entreprise du Gouvernement fédéral, les taux minimums fixés par ordonnance fédérale (voir p. 685) sont substitués à tous les taux provinciaux qui peuvent être plus bas pour les ouvriers spécialisés.

Dans le tableau comme dans le texte, les taux indiqués s'appliquent aux ouvriers spécialisés travaillant à temps continu et à un nombre déterminé d'heures de travail. Dans la plupart des cas, il existe des taux plus bas pour les ouvriers non spécialisés et pour ceux qui sont âgés de moins de 18 ou de 21 ans, et des taux spéciaux pour les ouvriers à temps discontinu. Il y a généralement une restriction quant à la proportion de travailleurs qui peuvent être classés comme ouvriers non spécialisés ou travaillant à temps discontinu. Dans certains cas, il existe des taux répressifs pour les heures de travail supplémentaires au nombre spécifié, mais fréquemment il suffit d'établir la rétribution au pro rata.

Dans la plupart des provinces, les taux indiqués pour la principale ville industrielle s'appliquent aussi bien à d'autres localités, mais le degré exact auquel ils s'appliquent varie. Les taux de Vancouver et d'Edmonton s'appliquent à toute la province sauf que, dans l'Alberta, les salaires des téléphonistes ne s'appliquent aux régions rurales que si l'échange compte 100 lignes ou plus. Les taux de Halifax s'appliquent à toutes les municipalités de la Nouvelle-Ecosse dont la population est de 17,000 habitants ou plus et des taux d'un dollar de moins sont en vigueur dans toutes les villes érigées en corporations. Dans la Saskatchewan, les taux de Regina s'appliquent à toutes les cités, tandis que dans les villes de Canora, Estevan, Humboldt, Kamsack, Lloydminster, Melville, Shaunavon et Wynyard le salaire minimum est de $12 par semaine dans tous les établissements énumérés sauf dans les hôtels, où le salaire est de $10. De même, au Manitoba, il existe généralement deux taux, le premier s'appliquant aux cités érigées en corporations et à la région comprise dans le district d'aqueduc du Grand-Winnipeg et le deuxième, au reste de la province. En Ontario, les taux varient avec la localité. Il existe de trois à six taux différents pour chaque genre d'établissement; dans tous les cas, les taux les plus élevés s'appliquent à Toronto seulement, tandis qu'un taux un peu plus bas s'applique généralement à Ottawa, Hamilton, London et Windsor et un taux encore plus bas aux plus petits centres. Les heures auxquelles s'appliquent ces taux en Ontario varient aussi selon l'importance de la municipalité, la loi voulant qu'ils s'appliquen à la semaine de 48 heures dans les cités de plus de 50,000 habitants, à la semaine de 50 heures dans celles de 10,000 à 50,000 et à la semaine de 54 heures ailleurs. Dans la province de Québec une ordonnance générale s'applique à un grand nombre d'établissements, y compris tous ceux du tableau excepté les employés de buanderies, les employés de théâtre et les conducteurs d'ascenseur. Pour les fins de cette ordonnance, la province est divisée en quatre zones, le taux le plus élevé s'appliquant à Montréal et au district et le taux suivant le plus élevé à Québec et autres villes de plus de 10,000 habitants.

Les taux les plus importants non énumérés au tableau sont les suivants. Au Nouveau-Brunswick, les seules ordonnances qui s'appliquent à plus d'un établissement fixent des taux de $20 pour une semaine de 62 heures pour les conducteurs et certains autres travailleurs dans les laiteries de Saint John et dans deux paroisses voisines; un taux de $13·50 à $27 pour une semaine de 54 heures pour les employés de garage de Saint John et des taux de $12·15 à $24·30 à Fredericton et dans le voisinage, de 45 cents l'heure pour les chargeurs de bois et de bois à pulpe sur les bateaux dans les comtés du nord-est, et de 25 cents l'heure pour les hommes de plus de 18 ans et 15 cents l'heure pour les femmes et les jeunes garçons dans les conserveries et les manufactures d'outillage de conserverie et de pêche dans les comtés du nord-est. Les salaires ont été fixés aussi pour le travail en forêt en vertu de la loi des opérations forestières, et en 1941 le salaire moyen en plus de la pension ne pouvait pas être de moins de $3·25 par jour en été et de $52 par mois en hiver.

Dans le Québec, l'ordonnance générale fixe aussi les salaires des conducteurs de camion (20 à 30 cents l'heure pour une semaine de 60 heures), des mécaniciens de garage (40 cents pour une semaine de 54 à 60 heures), des gardiens (25 cents pour 60 heures), des concierges ($50 par mois, plus le logement chauffé) et d'autres. Les taux entre parenthèses s'appliquent à Montréal et au district. Il existe aussi

un grand nombre d'ordonnances spéciales établissant des taux pour les mécaniciens de machines fixes, l'industrie laitière, les immeubles publics, les tavernes, les conducteurs de taxi et le commerce des matériaux de rebut dans le district de Montréal; le commerce de gros et de détail des denrées alimentaires, les métiers de tailleur à façon, les buanderies et l'industrie de la glace dans le district de Québec; les fonderies à Hull; les instituteurs à Verdun; les manufactures de tissus de coton et de soie, la bonneterie pleinement façonnée, les boîtes de bois, les matelas et la rembourrure de meubles, les comptoirs de chaussure et les récipients en verre, les industries du papier de rebut, la briqueterie et la tuilerie, le commerce de gros et d'exportation du beurre et du fromage, les travailleurs des tourbières et le travail en forêt.

Dans l'Ontario, le salaire minimum des hommes dans les textiles est de $16 par semaine; il existe des taux pour les femmes dans les conserveries, ces taux à Toronto étant de 25 cents l'heure.

Au Manitoba, les ouvriers occupant des emplois non autrement régis doivent recevoir $12 par semaine ou 25 cents l'heure dans le Grand-Winnipeg et $10 ou 21 cents dans le reste de la province. En vertu de la partie I de la loi des salaires équitables, les salaires sont fixés pour les ouvriers en construction et en démolition engagés à l'entreprise par le Gouvernement provincial ou à des entreprises privées où les travaux ont une valeur de plus de $100.

Dans la Saskatchewan le salaire minimum est de $14 pour une semaine de 48 heures dans l'entreposage et le voiturage dans les cités, et de $12 dans les villes. Un salaire de 30 cents l'heure a été fixé récemment pour les travaux forestiers, les scieries, etc. En vertu de la loi de l'industrie de l'extraction du charbon, les salaires sont aussi fixés dans cette industrie.

Dans l'Alberta tous les hommes de plus de 19 ans doivent recevoir 33½ cents l'heure pour une journée de 9 heures et une semaine de 54 heures s'ils sont employés à la semaine ou pour une période plus longue, et 40 cents l'heure s'ils sont employés de toute autre façon. Dans les scieries et les lieux de travail semblables situés à 10 milles d'une cité quelconque ou dans les villes et les villages de moins de 1,000 habitants, $37 ou $40 par mois plus la pension et le logement sont les salaires établis selon que les travaux s'exécutent à la journée de neuf ou de dix heures. Des taux de 40 à 65 cents l'heure pour une journée de 9 heures sont en vigueur dans les houillères du district d'Edmonton.

En Colombie Britannique, les ouvrières spécialisées dans la conserverie et la saurisserie (non la mise en boîte) du poisson doivent recevoir $15·50 pour une semaine de 40 heures ou plus, et dans la mise en boîte des fruits et des légumes les hommes de plus de 21 ans doivent recevoir de 35 à 38 cents l'heure et les femmes de 27 à 30 cents pour une journée de 10 heures. Le salaire des hommes de plus de 21 ans dans les boutiques est de $15 pour 37½ heures ou plus de travail par semaine et celui des barbiers est de $18 pour une semaine de 40 heures ou plus. Les hommes employés dans divers établissements où se travaille le bois de même que dans les boulangeries reçoivent 40 cents l'heure. A Vancouver, Victoria et les banlieues les salaires des peintres, des décorateurs et des charpentiers sont de 75 cents l'heure et de 40 cents dans les travaux de construction. Les mécaniciens de machines fixes possédant un certificat reçoivent 50 cents; dans la construction navale, les salaires varient de 50 à 67½ cents. Dans le transport routier, les taux sont de 35 à 50 cents pour une semaine de 40 à 50 heures; depuis l'envahissement de cette industrie par les femmes à cause de la guerre, ces taux ont été étendus aux femmes. Les salaires des concierges, hommes et femmes, habitant la maison dont ils ont la garde varient de $27 à $137·50 par mois selon l'importance de la maison.

28.—Salaires minimums hebdomadaires des ouvriers spécialisés travaillant à temps continu dans les principales villes des provinces où il existe une législation à cet effet, 1941

Industrie	Halifax[1]	Montréal	Toronto[1]	Winnipeg	Regina	Edmonton[1]	Vancouver[1]
Heures d'application des taux	44–48[2]	48[3]	48	48[4]	48	48	48[5]
	$	c.	$	$	$	$	$
Manufactures	12·00	17–26[6]	12·50	12·00	13·00	12·50	14·00
Buanderies	12·00	19–30[6]	12·50	12·00	13·00	12·50	9·31[6]
Boutiques	12·00	17–26[6]	12·50	12·00	14·00	12·50	12·75
Hôtels, restaurants, etc	12·00	20–30[6]	0·26[6]	12·00[7]	12·00	12·50	14·00
Salons de coiffure, etc	12·00	17–26[6]	12·50	12·00	13·00	14·00	14·25
Théâtres et lieux d'amusements	–	25–60[6]	12·50	12·00	12·00	14·00	14·25
Bureaux	12·00	25[6]	12·50	12·50	13·08[8]	14·00	15·00
Opératrices de téléphone	12·00	17–26[6]	12·50	12·00[7]	–	14·00	15·00
Conducteurs d'ascenceur	–	$13·00–$17·00	12·50	12·00[7]	8·00[9]	14·00	14·00[10]

[1] S'applique aux femmes seulement. En Alberta toutefois, il existe un minimum général pour les hommes dans tous les emplois et en Colombie Britannique des taux ont été fixés pour les hommes employés dans les boutiques et certains genres de manufactures (voir texte). [2] Sauf dans les boutiques, les salons de beauté et les bureaux où ils s'appliquent à une semaine de 48 heures ou à une semaine normale si elle est de moins de 48 heures. Dans les buanderies ils s'appliquent à la semaine normale si elle est de moins de 44 heures. [3] 48 pour les manufactures, sauf dans certains cas déterminés, les bureaux et les services de téléphone; 54 dans les boutiques, les salons de beauté, les théâtres et pour les femmes dans les buanderies; 60 dans les hôtels et de 43 à 60 pour les conducteurs d'ascenseurs. [4] 44 dans les bureaux, 50 dans la mode, les métiers de tailleur et pour les modistes de chapeaux. [5] Dans les boutiques, les salons de beauté et les hôtels ils s'appliquent à une semaine de 40 heures ou plus; dans les théâtres, les amusements, à une semaine de 40 heures; dans les bureaux et pour les conducteurs d'ascenseur, à une semaine de 37½ heures. [6] Taux l'heure. [7] Ou 25 cents l'heure. [8] Seulement dans les bureaux de manufactures, de buanderies, de garages, de boutiques de peinture et de cours à charbon ou à bois; $14 dans les bureaux d'entrepôts et de services de voiturage. [9] Ne s'applique qu'aux conducteurs d'ascenseur dans les hôtels, dont le salaire minimum est pour une semaine de 60 heures. [10] S'applique aux hommes également.

Sous-section 2.—Salaires et heures de travail fixés subordonnément aux lois des conventions collectives du Québec, de l'étalonnage industriel d'autres provinces, et des salaires équitables du Manitoba

La loi des conventions collectives du Québec veut que les conventions collectives agréées volontairement par les représentants des patrons et les syndicats ouvriers ou des groupes d'employés puissent être soumises au Ministre du Travail, et si, à son avis, les termes d'une convention qui se rapportent aux salaires, aux heures de travail et à l'apprentissage déterminent ces conditions pour une partie prépondérante de l'industrie, ils peuvent par ordre en conseil devenir obligatoires pour l'industrie concernée dans un certain district ou dans toute la province. L'application de cette loi relève des comités conjoints d'employeurs et d'ouvriers syndiqués au sein de l'industrie.

Chacune des lois de l'étalonnage industriel de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de l'Alberta stipule que, à la suite d'une pétition des employeurs ou des employés dans une industrie d'une région particulière ou dans la province, le Ministre du Travail de cette province ou une personne déléguée par lui peut convoquer en conférence les représentants des patrons et des employés, qui peuvent alors s'entendre au sujet d'une échelle de salaires et d'heures de travail pour l'industrie dans la région spécifiée. Si le ministre considère que cette échelle a été approuvée par une représentation convenable et suffisante de patrons et d'employés, il peut sur recommandation la rendre obligatoire par ordre en conseil dans la zone désignée. Le ministre peut aussi établir un comité consultatif où patrons et employés sont représentés pour faciliter l'application des dispositions contenues dans cette échelle. L'application de la loi et la mise en vigueur des échelles approuvées en vertu d'icelle dépendent dans chaque province d'une commission provinciale ou d'un fonctionnaire du gouvernement. La loi de la Nouvelle-

Ecosse ne s'applique qu'à la construction à Halifax et à Dartmouth, et celle du Nouveau-Brunswick aux travaux de construction d'une valeur de plus de $25 et au travail sur les véhicules-moteur.

En vertu de la partie II de la loi des salaires équitables du Manitoba, le ministre peut de son propre chef autoriser l'établissement d'une commission des salaires équitables ou une commission spéciale chargée de faire enquête sur les conditions de travail dans une industrie prévue à la partie II et réunir une conférence des patrons et des employés au cours de laquelle une échelle des salaires et des heures de travail sera dressée pour l'industrie. La commission ayant soumis cette échelle au ministre, celui-ci peut recommander qu'elle soit appliquée par ordre en conseil à toute l'industrie dans la région concernée. La partie II s'applique aux métiers de barbier et de coiffure, à l'imprimerie et à la gravure, à la réparation des chaussures, au sciage du bois, à la boulangerie, à la buanderie et au nettoyage à sec, au camionnage et au voiturage routier et à toute autre industrie prévue par l'ordre en conseil.

Une liste des industries et des occupations régies par ordres en conseil subordonnément aux lois ci-dessus mentionnées à la fin de 1939 a été publiée dans l'Annuaire de 1940 à la p. 813 et les modifications apportées en 1940, dans l'Annuaire de 1941, à la p. 717. Ce qui suit a été ajouté en 1941: en Nouvelle-Ecosse, les tôliers à Halifax et à Dartmouth; au Nouveau-Brunswick, les charpentiers à Moncton; dans Québec, les ouvriers de la broderie à Montréal, les fonctionnaires municipaux à Sherbrooke (les manufactures de portes et fenêtres de Jonquière et de Kénogami ne relèvent plus d'aucune convention); au Manitoba, les boulangeries de Winnipeg; en Saskatchewan, la réparation des chaussures à Saskatoon, les conducteurs de taxi à Prince Albert, les barbiers et les employés de salons de beauté à Humboldt (les charpentiers de Regina ne relèvent plus de ces ordonnances); dans l'Alberta, les barbiers de Red Deer, les garages et les stations-service d'Edmonton et les commis aux ventes dans la boulangerie à Calgary.

Sous-Section 3.—Règlementation des heures de travail

Le tableau **29** fait voir les heures maximums de travail fixées par la loi ou par autorité statutaire pour le travail dans les mines, les manufactures et les boutiques; il n'indique pas cependant les restrictions légales imposées par ordre en conseil en vertu de la loi des conventions collectives ou des lois de l'étalonnage industriel (voir sous-section 2) aux heures de travail dans certaines catégories de manufactures ou de boutiques.

La loi des mines de chaque province limite les heures de travail dans les mines. Dans la plupart des provinces, les loi des manufactures limite les heures dans les manufactures, mais au Manitoba le pouvoir de limiter les heures de travail en vertu des lois des salaires minimums est exercé dans le but d'abaisser le maximum fixé par la loi des manufactures en ce qui concerne les femmes. En Colombie Britannique la loi des heures de travail étend aux hommes et aux garçons la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures prévues pour les femmes et les filles par la loi des manufactures, tandis qu'en Alberta une loi des heures de travail pourvoit à une application plus large de la journée de 9 heures et de la semaine de 54 heures pour les hommes établies en vertu de la loi des manufactures, et de la journée de 8 heures et de la semaine de 48 heures en vigueur pour les femmes en vertu d'une ordonnance relative au salaire minimum. Dans toutes les provinces il est pourvu à certaines limites d'exemption du maximum normal fixé.

Les lois des manufactures du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Ontario et de la Saskatchewan et une ordonnance de l'Alberta en vertu de la loi des heures de

travail interdisent aux femmes et aux garçons de moins de 18 ans le travail de nuit entre certaines heures. Dans l'Ontario et le Québec ces ouvriers peuvent être employés en deux équipes ne travaillant pas plus de 8 heures chacune si les deux périodes sont entre 6 heures du matin et 11 heures du soir.

Les heures de travail dans les boutiques ne sont limitées pour toutes les catégories d'ouvriers qu'en Alberta et en Colombie Britannique, où elles sont fixées par la loi des heures de travail. Les heures de travail sont limitées pour les femmes et les jeunes garçons dans Québec par la loi des établissements industriels et commerciaux, en Ontario par la loi des manufactures, des boutiques et des immeubles de bureaux, et au Manitoba par la loi des salaires minimums. En Ontario, les femmes et les jeunes garçons ne peuvent pas travailler entre 11 heures du soir et 7 heures du matin, tandis qu'en Colombie Britannique et dans la Saskatchewan il existe des dispositions spéciales pourvoyant à un demi-congé hebdomadaire. Il existe dans toutes les provinces, excepté l'Ile du Prince-Edouard, des lois pouvant influer indirectement sur les heures de travail dans les boutiques, en permettant à certains conseils municipaux d'imposer des règlements de fermeture à bonne heure.

La loi des heures de travail de l'Alberta s'applique à tous les métiers dans la province excepté les occupations agricoles, le service domestique et un ou deux genres spéciaux de travail qui en sont exemptés durant certaines périodes de l'année. La loi des heures de travail de la Colombie Britannique s'étend au travail aux entreprises industrielles et à certaines autres catégories d'établissements ou d'occupations comprenant les boutiques, les hôtels et les restaurants, les boulangeries et le transport routier.

Dans la plupart des provinces, la guerre a déterminé un certain relâchement des lois concernant les heures de travail; dans le Québec et l'Ontario, par arrêté d'ordre administratif, et en Alberta, par la suspension de l'ordonnance découlant de la loi des heures de travail, le travail de nuit est maintenant permis pour les femmes.

29.—Heures de travail maximums statutaires par jour ou par semaine dans les mines, les manufactures et les boutiques au Canada, 1941

NOTA.—Les chiffres entre parenthèses indiquent les maximums hebdomadaires. Les tirets indiquent l'absence de toute législation.

Industrie	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon
Mines—									
Charbon:									
A la surface	–	–	–	–	–	8 à moins d'entente contraire	9(54)	8	–
Sous terre	8	8	8	8	8		8	8	–
Métaux:									
A la surface	–	–	–	–	–	–	9(54)	8	à moins d'une rétribution aux taux supplémentaires.
Sous terre	–	–	8, garçons de moins de 18 ans	8, nord de l'Ontario	– 8	–	9(54) 8	8	
Manufactures	–	10(60)[1]	10(55)[2]	10(60)[2]	8(48)[3]	(48)[2]	9(54) hommes 8(48)femmes	8(48)	–
Boutiques...	–	–	(60)[4]	10(60)[2]	8(48)[3]	–	9(54)hommes 8(48)femmes	8(48)[5]	–

[1] Femmes seulement. [2] Femmes et garçons de moins de 18 ans dans Québec et de moins de 16 ans en Ontario et en Saskatchewan. [3] Les ouvriers du Grand-Winnipeg ne peuvent travailler plus de 48 heures par semaine à moins de recevoir un minimum de 30 cents l'heure pour les heures supplémentaires. [4] Femmes et garçons dans les villes de 10,000 habitants ou plus. [5] A Vancouver, Victoria et les environs; les ouvriers peuvent travailler 3 heures supplémentaires le samedi, de même que dans d'autres parties de la province pourvu que la semaine maximum soit de 48 heures.

Section 10.—Pensions pour les vieillards et les aveugles*

Loi des pensions de vieillesse, 1927.—Le Gouvernement fédéral a adopté en 1927 une loi des pensions de vieillesse (S.R.C., 1927, c. 156) en vertu de laquelle il rembourse à chaque province participant au projet fédéral la moitié des déboursés effectués par elle pour les pensions de vieillesse. Par un amendement passé lors de la session de 1931 (c. 42, Statuts de 1931) le Gouvernement fédéral s'engage à augmenter sa contribution de 50 à 75 p.c. des dépenses provinciales en paiements de pensions aux vieillards. La contribution fédérale de 75 p.c. des déboursés provinciaux est en vigueur depuis le 1er novembre 1931; depuis, les provinces ont été remboursées dans cette proportion.

La loi fédérale des pensions de vieillesse est maintenant en vigueur dans toutes les provinces et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Les conditions auxquelles une personne peut toucher la pension sont exposées à la p. 719 de l'Annuaire de 1941.

* Revisé sous la direction du Dr W. C. Clark, sous-ministre des Finances, Ottawa.

30.—Récapitulation statistique des pensions de vieillesse au Canada, par province, au 31 décembre 1941

Détails	Ile du Prince-Edouard — Loi en vigueur le 1er juillet 1933	Nouvelle-Ecosse — Loi en vigueur le 1er mars 1934	Nouveau-Brunswick — Loi en vigueur le 1er juillet 1936	Québec — Loi en vigueur le 1er août 1936	Ontario — Loi en vigueur le 1er novembre 1929	Manitoba — Loi en vigueur le 1er septembre 1928
Pensionnaires au 31 décembre 1941.....nomb.	1,983	14,415	11,785	47,786	59,778	12,737
Moyennes mensuelles.....$	11·25	15·04	14·81	16·04	18·62	18·70
Pourcentage de pensionnaires par rapport à la population estimative totale, 1940....	2·07	2·57	2·58	1·47	1·58	1·74
Pourcentage de personnes de plus de 70 ans par rapport à la population totale.....	6·25	5·00	4·16	2·98	4·37	3·14
Contributions du Gouvernement fédéral depuis l'adoption de la loi jusqu'au 31 décembre 1941.....$	1,406,804	13,985,652	7,892,066	38,385,421	95,376,013	20,434,770

Détails	Saskatchewan — Loi en vigueur le 1er mai 1928	Alberta — Loi en vigueur le 1er août 1929	Colombie Britannique — Loi en vigueur le 1er septembre 1927	Territoires du Nord-Ouest — Ordre en conseil du 25 janvier 1929	Total
Pensionnaires au 31 décembre 1941.nomb.	13,147	10,852	14,443	8	186,834
Moyennes mensuelles.....$	17·08	18·62	18·97	20·00	-
Pourcentage de pensionnaires par rapport à la population estimative totale, 1940...	1·37	1·36	1·86	0·08	-
Pourcentage de personnes de plus de 70 ans par rapport à la population totale.....	2·30	2·39	3·60	1·22	-
Contributions du Gouvernement fédéral depuis l'adoption de la loi jusqu'au 31 décembre 1941.....$	18,632,154	14,574,874	20,333,261	19,807	231,040,822

L'application de la loi des pensions de vieillesse a été transférée au Ministère fédéral des Finances en 1935; le tableau 31 fait voir les contributions du fédéral aux dépenses des provinces à cet effet au cours des années civiles 1935–41. Les contributions totales du fédéral, depuis l'entrée en vigueur de la loi, sont indiquées au tableau 30.

31.—Contributions fédérales aux pensions de vieillesse, par province, années civiles 1935–41

Province ou territoire	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Pr.-Edouard	143,110	159,533	165,653	175,702	190,216	202,581	201,124
Nouvelle-Ecosse	1,630,779	1,746,049	1,818,753	1,856,026	1,903,437	1,937,656	1,938,803
Nouveau-Brunswick	[1]	559,272	1,298,139	1,416,521	1,511,256	1,554,453	1,553,425
Québec	[2]	[2]	8,846,401	7,606,547	7,724,937	7,472,965	6,734,570
Ontario	1,239,096	8,778,597	9,405,691	9,549,666	9,739,010	9,830,306	9,772,280
Manitoba	1,758,951	1,898,630	1,985,967	1,989,005	2,045,715	2,099,615	2,097,840
Saskatchewan	1,554,280	1,677,463	1,745,942	1,805,731	1,878,258	1,954,078	1,995,789
Alberta	1,185,464	1,356,812	1,531,343	1,636,517	1,716,802	1,774,810	1,791,483
Colombie Britannique	1,262,821	1,789,351	1,928,123	2,043,919	2,174,476	2,313,483	2,385,282
Terr. du Nord-Ouest	1,726	1,672	1,679	1,984	1,753	1,648	1,879
Totaux	**16,140,227**	**17,967,379**	**28,726,691**	**28,081,618**	**28,885,860**	**29,141,545**	**28,472,475**

[1] Loi en vigueur le 1er juillet 1936. [2] Loi en vigueur le 1er août 1936.

Pensions aux aveugles.—En vertu d'une modification apportée à la loi des pensions de vieillesse de 1937, une pension sera payée à toute personne aveugle qui, à la date du premier versement, satisfait à certaines dispositions. Celles-ci sont exposées aux pp. 720–721 de l'Annuaire de 1941.

Au 31 décembre 1941, la moyenne des pensions versées dans chaque province est la suivante: Ile du Prince-Edouard, $13·68; Nouvelle-Ecosse, $19·27; Nouveau-Brunswick, $19·63; Québec, $19·52; Ontario, $19·67; Manitoba, $19·63; Saskatchewan, $19·90; Alberta, $19·67; et Colombie Britannique, $19·38.

32.—Nombre de personnes recevant la pension aux aveugles, par province, au 31 décembre, 1937–41

Province	1937	1938	1939	1940	1941
Ile du Prince-Edouard	[1]	104	110	115	114
Nouvelle-Ecosse	20	461	551	603	621
Nouveau-Brunswick	18	481	641	702	739
Québec	201	1,390	1,700	1,913	2,068
Ontario	315	1,110	1,305	1,427	1,496
Manitoba	13	197	257	204	326
Saskatchewan	[2]	193	244	284	310
Alberta	[3]	136	181	194	214
Colombie Britannique	[1]	218	276	286	320
Totaux	**567**	**4,290**	**5,265**	**5,828**	**6,208**

[1] Loi en vigueur le 1er décembre 1937. [2] Loi en vigueur le 15 novembre 1937. [3] Loi en vigueur le 7 mars 1938.

33.—Contributions fédérales aux pensions aux aveugles, par province, au 31 déc., 1937-41

Province	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	[1]	7,923	12,936	14,360	14,079
Nouvelle-Ecosse	626	65,020	88,085	100,015	105,464
Nouveau-Brunswick	718	71,909	102,729	119,057	126,597
Québec	8,321	246,534	283,012	326,187	360,895
Ontario	6,294	180,279	218,110	243,352	261,230
Manitoba	360	30,650	39,850	49,120	55,294
Saskatchewan	[2]	27,833	42,707	49,261	53,659
Alberta	[3]	12,921	28,316	33,155	35,855
Colombie Britannique	[1]	30,326	44,108	49,913	54,066
Totaux	**16,319**	**673,395**	**859,853**	**984,420**	**1,067,239**

[1] Loi en vigueur le 1er décembre 1937. [2] Loi en vigueur le 15 novembre 1937. [3] Loi en vigueur le 7 mars 1938.

Section 11.—Allocations aux mères

Un précis de la législation régissant les allocations aux mères dans les diverses provinces du Canada a paru aux pp. 721–723 de l'Annuaire de 1941. Depuis la publication de cette édition, les changements suivants ont été apportés à la législation: (1) dans *Québec* une somme additionnelle de $5 est accordée si l'époux est frappé d'incapacité complète; (2) en *Saskatchewan* les taux minimum et maximum ont été élevés à $10 et $48 respectivement.

En attendant l'établissement de la statistique sur une base de comparaison entre les provinces, des tableaux séparés sont donnés ci-dessous.

34.—Allocations aux mères en Nouvelle-Ecosse, années terminées le 30 nov., 1936-41

NOTA.—Les chiffres de 1931-35 sont donnés à la p. 723 de l'Annuaire de 1941.

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements
	nomb.	nomb.	$
1936	1,222	3,630	363,981
1937	1,260	3,682	389,212
1938	1,295	3,713	412,745
1939	1,291	3,640	424,615
1940	1,258	3,526	418,436
1941	1,221	3,432	418,286

35.—Pensions aux mères nécessiteuses dans le Québec, 1940 et 1941, et total à compter du 15 déc. 1938

NOTA.—Les chiffres à compter du 15 déc. 1938 au 31 déc. 1939, sont donnés à la p. 723 de l'Annuaire de 1941.

Item		1940	1941	Total
Allocations accordées	nomb.	1,898	1,684	8,758
Décès	"	23	36	77
Allocations annulées	"	674	939	2,081
Allocations refusées	"	779	541	4,796
Cas réexaminés	"	4,455	11,286	20,153
Cas où il fallut faire des recherches supplémentaires	"	4,709	8,643	13,352
Cas étudiés par le bureau	"	12,558	23,129	49,217
Allocations en vigueur	nomb.	6,283	7,201	7,201
Chèques émis	"	61,057	82,778	186,971
Remboursements obtenus des bénéficiaires	$	2,090	1,919	4,354
Montant des allocations payées	$	2,165,053	2,304,240	6,534,026
Allocation moyenne par bénéficiaire	$	26·04	[1]	27·65

[1] Chiffre non connu.

36.—Allocations aux mères en Ontario, années fiscales terminées le 31 mai, 1936-41

NOTA.—Les chiffres de 1921-35 sont donnés à la p. 724 de l'Annuaire de 1941.

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements		
			Imputables à la province	Imputables aux municipalités	Total
	nomb.	nomb.	$	$	$
1936	11,189	26,697	2,133,490	1,813,316	3,946,816
1937	12,856	28,700	2,477,631	2,104,916	4,582,547
1938	13,644	29,551	4,851,577	Nil	4,851,577
1939	13,937	29,630	5,016,509	"	5,106,509
1940	14,049	29,353	4,741,277	"	4,741,277
1941	12,448	24,715	4,318,536	"	4,318,536

37.—Allocations aux mères au Manitoba, 1936-41

NOTA.—Les chiffres de 1919-35 sont donnés à la p. 724 de l'Annuaire de 1941.

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements		
			Imputables à la province	Imputables aux municipalités	Total
	nomb.	nomb.	$	$	$
1936 (année terminée le 30 avril)	1,140	3,386	444,869	Nil	444,869
1937 " "	1,141	3,271	445,549	"	445,549
1937 (1er mai 1937 au 31 déc. 1937)	1,053	3,072	283,451	"	283,451
1938 (année civile)	1,079	3,197	426,621	"	426,621
1939 "	1,055	3,088	427,781	"	427,781
1940 "	1,016	2,997	430,535	"	430,535
1941 "	946	2,816	406,340	"	406,340

38.—Allocations aux mères en Saskatchewan, années terminées le 30 avril 1936-41

NOTA.—Les chiffres de 1929-1935 sont donnés à la p. 724 de l'Annuaire de 1941.

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements
	nomb.	nomb.	$
1936	2,944	7,638	474,120
1937	2,958	7,487	482,411
1938	3,007	7,854	495,988
1939	3,071	7,922	498,048
1940	3,054	7,912	501,363
1941	2,958	7,761	488,701

39.—Allocations aux mères en Alberta, années fiscales terminées le 31 mars, 1936-41

NOTA.—Les chiffres de 1919-35 sont donnés à la p. 725 de l'Annuaire de 1941.

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements		
			Imputables à la province	Imputables aux municipalités	Total
	nomb.	nomb.	$	$	$
1936	2,088	4,764	257,327	250,175	507,502
1937	2,319	5,172	410,872	164,636	575,508
1938	2,317	5,177	462,143	151,421	613,564
1939	2,304	4,970	469,126	153,711	622,837
1940	2,262	4,673	476,322	157,389	633,711
1941	2,246	4,579	465,652	153,184	618,837

40.—Allocations aux mères en Colombie Britannique, années fiscales 1936-41

NOTA.—Les chiffres de 1921-35 sont donnés à la p. 726 de l'Annuaire de 1941.

Année	Familles assistées	Enfants assistés	Versements		
			Imputables à la province	Imputables aux municipalités	Total
	nomb.	nomb.	$	$	$
1936	1,485	3,026	403,558	212,997	616,555
1937	1,567	3,191	443,803	238,785	682,588
1938	1,692	3,481	747,878	Nil	747,878
1939	1,751	3,626	790,101	"	790,101
1940	1,762	3,617	810,688	"	810,688
1941	1,697	3,346	798,097	"	798,097

CHAPITRE XX.—PRIX*

SYNOPSIS

	Page
ARTICLE SPÉCIAL: ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DES PRIX ET DU COMMERCE EN TEMPS DE GUERRE EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DES PRIX	735
SECTION 1. PRIX DE GROS DES DENRÉES.	739
Sous-section 1. Revue historique des prix au Canada	739
Sous-section 2. Mouvement des prix de gros au Canada en 1941	740
SECTION 2. COÛT DE LA VIE	745
SECTION 3. NOMBRES-INDICES DES VALEURS MOBILIÈRES	749
SECTION 4. NOMBRES-INDICES DU RENDEMENT DES OBLIGATIONS	751

Pour fins d'analyse statistique, les prix des denrées sont habituellement divisés en deux groupes principaux: prix de gros et prix de détail. Le terme "de gros" n'est pas pris à la lettre et les cotes des producteurs primaires, des manufacturiers et des spéculateurs aussi bien que les prix de gros réels sont souvent compris dans ce groupe. Les marchés intéressés à ces cotes sont d'habitude des marchés bien organisés et souvent très sensibles. Ils réagissent aux changements des conditions commerciales et monétaires. C'est pourquoi les prix de gros sont utilisés de préférence dans le calcul de nombres-indices sensibles des prix qui reflètent les réactions des prix aux facteurs économiques.

Les prix de détail représentent un marché plus diffus et sont moins sensibles. Il y a ordinairement un écart de plusieurs mois entre ces prix et les prix de gros. Toutefois, les prix de détail sont importants au point de vue statistique parce qu'ils indiquent les fluctuations du coût de la vie et, en mesurant l'étendue du revenu, les changements qui s'opèrent dans le degré d'aisance de la communauté.

ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DES PRIX ET DU COMMERCE EN TEMPS DE GUERRE EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DES PRIX†

Les fonctions de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre sont exposées brièvement dans une section antérieure. (Voir l'introduction sur "L'effort économique et son organisation"). Dans ce qui va suivre, les activités de la Commission en matière de contrôle des prix sont analysées de façon plus détaillée.

Mesures initiales de contrôle des prix.—Au cours des deux premières années de la guerre, les possibilités inutilisées de production sont mises en œuvre et les impôts s'alourdissent graduellement afin de circonscrire la menace d'une inflation générale. Le principal souci de la Commission est d'empêcher l'augmentation injustifiable des prix et le profitage dans le cas de certaines denrées particulières dont la guerre a désorganisé le marché. Elle vise principalement aux moyens d'assurer des approvisionnements suffisants et une juste distribution. Dans plusieurs cas, cependant, les prix sont fixés temporairement.

En novembre 1939, la Commission fixe le prix maximum de la laine métisse à 45 cents la livre (lavée). Cette ordonnance, cependant, est rescindée en janvier suivant lorsqu'il est avéré que les approvisionnements seront suffisants. Lorsque la

* A moins d'indication contraire, les sections de ce chapitre ont été revisées par H. F. Greenway, M.A., statisticien des prix, sous la direction de Herbert Marshall, B.A., F.S.S., ci-devant chef, Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique, et maintenant statisticien adjoint du Dominion. Cette Branche compile et publie des statistiques sur les prix (gros et détail, valeurs mobilières, rendement des obligations, services, coût de l'argent, coût de la vie), le commerce de gros et de détail, les placements de capitaux étrangers au Canada et de capitaux canadiens à l'étranger, la balance des paiements internationaux, le tourisme et autres activités. Pour une liste complète des publications de cette Branche voir au chapitre XXVIII, section I, sous la rubrique "Commerce Intérieur".

† Préparé par K. W. Taylor, secrétaire, Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre, Ottawa.

taxe sur la transformation du blé entre en vigueur en juillet 1940, le prix du pain dans certaines parties du Canada accuse une tendance à la hausse. La Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre publie une ordonnance d'interdiction immobilisant les prix à leur niveau du 23 juillet 1940. Après enquête, cette ordonnance est rescindée en septembre 1940. Une forte tendance à la hausse du prix du beurre au début de l'hiver 1940 est enrayée par la fixation d'un prix maximum qui est maintenu jusqu'au printemps suivant. (De mai à octobre 1941, un prix minimum pour le beurre est établi par l'Office des Produits laitiers.) En septembre 1940, un administrateur des loyers est nommé et une série d'ordonnances de la Commission cheville les loyers dans les régions où, à cause de la guerre, il y a pénurie de logements.

En 1940, la Commission est chargée de veiller à ce que personne ne profite de la taxe de guerre sur le change sur les importations ou n'invoque la loi de la conservation du change en temps de guerre et la taxe d'accise de 25 p.c. pour augmenter les prix au delà des augmentations effectives du coût.

A l'été de 1941, l'activité de la Commission se concentre sur les moyens d'enrayer les mouvements inflatoires. En dehors des besoins croissants du Canada lui-même, les exigences énormes du programme de défense des Etats-Unis et le flot continu de fournitures expédiées en Grande-Bretagne font présager une rareté générale. La pénurie de vaisseaux contribue à diminuer davantage les importations normales canadiennes. A la faveur de cette situation, l'expansion du revenu monétaire national du Canada détermine dans les prix une forte tendance à la hausse. L'indice du coût de la vie (1935–39 = 100), calculé par le Bureau Fédéral de la Statistique, qui s'était élevé de 100·8 au commencement de la guerre à 108·6 en avril 1941, passe rapidement à 113·7 en août 1941. Au cours de ces dix-sept mois, les prix de gros (1926 = 100) gagnent 13·7 points, passant de 72·3 en août 1939 à 86·0 en mars 1941. Au cours des six mois suivants, ils gagnent encore 7·4 points pour toucher 93·4 en septembre 1941. Un strict contrôle des prix s'imposait. Pour faciliter pareil contrôle, les pouvoirs de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre durent être augmentés.

Le plafond des prix.—L'indice du coût de la vie continue son ascension. Il passe de 113·7 le 1er août 1941 à 115·5 le 1er octobre, accusant ainsi une hausse de 14·6 p.c. depuis les débuts de la guerre. Le 18 octobre, le Premier Ministre annonce un programme antiinflatoire radical qui plafonne tous les prix et dont l'application est confiée à la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre. Les nouveaux règlements (C.P. 8527 et C.P. 8528), entrés en vigueur le 1er décembre 1941, s'appliquent à toutes les denrées et à certains services spécifiés. Ils fixent comme prix maximum légal le prix maximum auquel le marchand a fait ses ventes durant la période de base écoulée entre le 15 septembre et le 11 octobre 1941. En même temps, la régie des loyers est étendue aux établissements commerciaux aussi bien qu'aux logements dans tout le Canada.

Les services auxquels s'appliquent les règlements concernant les prix maximums comprennent la distribution de l'électricité, du gaz, de la vapeur, de la chaleur et de l'eau; le téléphone et le télégraphe; les transports; l'entreposage et l'emmagasinage; les entreprises de frais funéraires et d'embaumement; le blanchissage, les métiers de tailleur et de la couture; les salons de beauté; la plomberie, le chauffage, la peinture, le nettoyage et la restauration; les réparations; les restaurants, les services de rafraîchissements et de boissons, et la projection de vues animées. Plus tard les travaux manufacturiers exécutés sur commande ou à commission de même que les services des optométristes et des opticiens sont ajoutés à cette liste, laquelle ne comprend pas toutefois les services des médecins ou des avocats et les services financiers. Certains genres de ventes de marchandises ne sont pas prévus dans ces

règlements, notamment: exportations, ventes d'effets personnels ou ménagers, ventes isolées, ventes de valeurs mobilières et effets, ventes à l'enchère où celle-ci est la procédure normale, ventes au Ministère des Munitions et Approvisionnements et ventes à des prix fixés par ou avec la collaboration de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre. Plus tard sont autorisées les variations saisonnières normales des prix pour certaines denrées telles que l'agneau, le charbon, le coke et pour le transport des marchandises. Les prix des autres denrées saisonnières sont exempts du plafonnement tout en restant sujets à la surveillance de la Commission, notamment ceux des fruits et des légumes frais et de diverses variétés de poissons. En raison de la hausse rapide des prix, le plafond est réimposé aux oignons et aux pommes de terre. Parmi les autres denrées qui ne tombent pas sous le plafonnement il y a les produits vendus par les fermiers aux marchands ou aux apprêteurs de volaille, d'œufs, de lait, de crème, de beurre et de fromage de ferme, de miel et de sirop d'érable; l'outillage ou les produits vendus entre fermiers pour leur propre usage; le foin et la paille; les animaux sur pied; certaines semences et bulbes et les livres importés.

Dans certains cas, quelques prix de détail sont fixés à des niveaux anormalement bas par rapport aux prix de plafonnement de marchandises compétitrices. Mais des ajustements ont été faits depuis, notamment dans le cas du thé et de la machinerie agricole. Dans d'autres cas particuliers, surtout en ce qui concerne les produits agricoles tels que les grains, des ordonnances de prix maximum s'étendant à tout le marché ont été substituées aux plafonnements particuliers imposés aux vendeurs.

Les nouvelles marchandises ou les produits qui n'étaient pas en vente durant la période de base doivent être vendus à des prix proportionnés aux prix de détail des autres marchandises vendues durant cette période. La Commission a publié une liste de produits saisonniers autres que ceux vendus durant la période de base et dont les prix devant être exigés par les manufacturiers ou les grossistes doivent être approuvés par l'administrateur. En fixant son prix, le détaillant a droit à une marge de hausse ne devant pas excéder la marge de hausse laissée sur le prix de marchandises semblables au cours de la dernière saison où elles ont été vendues.

Le maintien du plafond des prix.—Trois moyens ont été employés pour maintenir le plafond des prix malgré la hausse du coût: (1) les fabricants, les manufacturiers, les grossistes et les détaillants sont requis d'absorber une partie du fardeau si possible sans être forcés d'abandonner leur commerce; (2) tous les moyens d'économiser sont employés, les dépenses non nécessaires éliminées et les produits standardisés avec le concours de la Division des méthodes simplifiées de la Commission et des administrateurs et avec la collaboration de comités consultatifs représentant chaque genre de commerce; (3) si, malgré tout, l'augmentation des frais est encore trop élevée pour que le commerce la puisse absorber, le Gouvernement est disposé à fournir toute l'aide nécessaire au maintien des approvisionnements. Certains aspects de ces mesures diverses sont étudiés dans les paragraphes suivants.

L'un des premiers problèmes qui se posent dans l'application des règlements sur les prix maximums est le soi-disant "coincement" résultant des écarts de temps entre les ajustements de prix. Ainsi, un détaillant qui, en prévision de frais plus élevés de renouvellement, n'a pas haussé ses prix durant la période de base, se trouve dans l'impossibilité de les hausser dans la suite. On compte qu'il réduira sa marge dans une proportion qu'il peut absorber sans être forcé d'abandonner son commerce, et qu'en retour les grossistes, les manufacturiers et les fabricants primaires abaisseront leurs prix au besoin en deça du plafond établi en vertu des règlements sur les prix maximums. En général, les prix des manufacturiers sont abaissés au niveau

d'après lequel les prix de détail ont été établis durant la période de base, plus toute augmentation que l'administrateur concerné, d'accord avec les administrateurs du commerce de gros et de détail, est disposé à autoriser comme étant du droit des grossistes et des détaillants d'absorber. Dans d'autres cas, un manufacturier ou un fabricant constatera par exemple que ses clients peuvent absorber une partie de l'augmentation du coût et sont disposés à le faire. Avec l'approbation de l'administrateur, il peut passer cette augmentation à son client en exhaussant son prix au-dessus du prix de plafonnement fixé en vertu des règlements sur les prix maximums.

Là où les ajustements nécessaires au maintien du plafond des prix de détail sont trop onéreux pour que la totalité en puisse être absorbée en la répartissant sur tout le commerce, la Commission peut recommander qu'on vienne en aide à l'industrie intéressée. La Corporation de la Stabilisation des Prix des Denrées a été créée dans ce but avec pouvoirs de verser toutes les subventions nécessaires. Dans l'industrie de la chaussure, par exemple, manufacturiers, grossistes et détaillants absorbent chacun une partie de l'augmentation de 15 p.c., tandis que le Gouvernement verse une subvention temporaire de 7 p.c. du prix de vente des manufacturiers aux détaillants jusqu'à ce qu'une analyse du coût ait été faite et qu'une méthode radicale d'économie et de simplification ait été adoptée.

Comme il fallait s'y attendre, il fallut subventionner certaines importations dont les prix avaient augmenté au point d'en prohiber la vente aux prix du plafonnement, et la Commission a publié une liste de plus de 30 articles non essentiels ne pouvant être subventionnés. Dans le cas d'autres marchandises, une subvention peut être versée pour couvrir toute augmentation du prix d'importation au delà du prix de détail d'importations semblables vendues durant la période de base. Cette subvention est sujette à la possibilité de substitution d'articles domestiques à ces marchandises et de l'absorption du "coincement" partout où la chose sera possible.

Ces subventions, de nature à permettre la vente de marchandises au prix de plafonnement, sont considérées comme des mesures provisoires d'ici à ce que la Division des méthodes simplifiées, en collaboration avec les administrateurs et les comités consultatifs de chaque branche du commerce, ait trouvé les moyens de réduire les frais de manufacture et de distribution et que la Commission les ait approuvés. Les règlements mis en vigueur pour simplifier et standardiser la fabrication et la vente du pain, des bas, de la papeterie, des peintures, de l'outillage de plomberie, des vis, du vêtement et les services de livraison en sont des exemples. Ces méthodes visent à l'élimination des doubles emplois, des modes et des teintes non nécessaires, des enveloppes élaborées et des services non essentiels et à la conservation des matériaux qui sont devenus rares.

Dans d'autres cas, cette assistance a été accordée par la modification des droits d'importation. Les droits de dumping sont suspendus et les taxes imposées dans le pays d'origine exclues de la valeur douanière. Sur la recommandation de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre, le Ministre du Revenu National peut ordonner que la valeur de facture soit substituée à la "valeur marchande raisonnable" dans le calcul des droits de douane.

Dans d'autres cas encore, les exportations sont contrôlées par un système de permis d'exportation appliqué par le Ministère du Commerce pour empêcher l'épuisement des stocks sur le marché domestique.

La Corporation de la Stabilisation des Prix des denrées a aussi le pouvoir de faire des achats massifs de marchandises à l'étranger et de les distribuer sur le marché canadien à des prix proportionnés aux prix de plafonnement.

Section 1.—Prix de gros des denrées

Sous-section 1.—Revue historique des prix au Canada

Les prix élevés de 1867, à l'issue de la guerre civile américaine et de la guerre austro-prussienne de 1866, sont suivis de plusieurs années de déclin graduel (tableau 1). Ils se redressent après la guerre franco-allemande de 1871 et atteignent un niveau très élevé en 1872 et 1873, mais la crise de cette dernière année les réoriente vers la baisse. Ce déclin est passablement persistant pendant les 25 années de 1872 à 1897, alors que les réserves mondiales d'or (l'étalon-or libre existe dans la plupart des pays) n'augmentent pas aussi rapidement que celles de marchandises. Cette disette d'or est accentuée par la démonétisation de l'argent qui tombe au niveau de monnaie divisionnaire dans la majorité des pays. La découverte d'or dans les mines Rand et l'utilisation du procédé au cyanure dans le cas des minéraux de basse teneur viennent remédier à la situation. Il en résulte une augmentation rapide de la production aurifère mondiale, à compter des environs de 1890 jusqu'au début de la première guerre mondiale, et une hausse parallèle des prix à mesure que le volume d'or nouveau constitue une proportion plus considérable des réserves globales. La guerre elle-même, tant par la rareté des denrées que par l'inflation du numéraire qu'elle détermine, donne un essor rapide aux prix qui atteignent 243·5 en 1920, mais pour retomber rapidement à 152·0 en 1922. La tendance de 1925 à 1929 est graduellement à la baisse, malgré la prospérité croissante.

La violente dépression économique, qui commence au cours de l'automne de 1929, est accompagnée d'un violent fléchissement des prix de gros (l'indice des prix de gros tombe de 153·7 en août 1929 à 99·2 en février 1933). Une hausse subséquente irrégulière se fait sentir jusqu'en 1937, bien que les prix aient une tendance à la baisse la dernière moitié de l'année. Ce mouvement se maintient jusqu'en septembre 1939. La déclaration de guerre en Europe détermine une hausse brusque qui persiste pendant toute l'année 1940 et toute l'année 1941, sauf une légère interruption.

1.—Indices annuels des prix de gros au Canada, 1867-1941

(1913=100. Indice non pondéré de 1867-1912.)

Année	Indice	Année	Indice	Année	Indice	Année	Indice
1867	133·0	1886	90·7	1905	87·8	1924	155·2
1868	128·7	1887	91·9	1906	92·6	1925	160·3
1869	126·5	1888	93·5	1907	96·2	1926	156·2
1870	123·5	1889	92·6	1908	90·9	1927	152·6
1871	124·5	1890	93·0	1909	91·4	1928	150·6
1872	135·7	1891	91·4	1910	94·3	1929	149·3
1873	133·8	1892	86·2	1911	95·0	1930	135·3
1874	129·0	1893	85·2	1912	99·5	1931	112·6
1875	120·7	1894	80·6	**1913**	**100·0**	1932	104·2
1876	116·6	1895	79·6	1914	102·3	1933	104·8
1877	115·1	1896	76·0	1915	109·9	1934	111·8
1878	104·3	1897	75·6	1916	131·6	1935	112·6
1879	101·0	1898	77·8	1917	178·5	1936	116·5
1880	112·9	1899	81·4	1918	199·0	1937	132·1
1881	109·9	1900	85·8	1919	209·2	1938	122·8
1882	112·1	1901	84·5	1920	243·5	1939	117·6
1883	106·0	1902	86·2	1921	171·8	1940	129·5
1884	100·6	1903	86·9	1922	152·0	1941	140·6
1885	92·7	1904	87·0	1923	153·0		

Les nombres-indices officiels canadiens des prix de gros de même que les autres indices de prix calculés par le Bureau Fédéral de la Statistique ont été revisés en 1928, lorsque la liste des denrées a été portée de 236 à 502. Le système de pondération a été perfectionné de façon à donner une répartition plus juste des sous-groupes selon leur importance et la base a été établie d'après l'année 1926. A compter de 1934, l'indice a été de nouveau revisé de façon à embrasser au total 567 séries de prix. Les séries suivantes donnent le présent indice d'après cette base.

2.—Nombres-indices annuels des prix de gros au Canada, 1918-41, et nombres-indices mensuels, 1938-41

(1926=100)

Indice annuel				Indice mensuel				
Année	Indice	Année	Indice	Mois	1938	1939	1940	1941
1918	127·4	1930	86·6	Janvier	83·8	73·2	82·6	84·8
1919	134·0	1931	72·1	Février	83·6	73·2	82·8	85·4
1920	155·9	1932	66·7	Mars	83·1	73·2	83·2	86·0
1921	110·0	1933	67·1	Avril	82·3	73·4	83·1	86·8
1922	97·3	1934	71·6	Mai	80·3	73·7	82·2	88·8
1923	98·0	1935	72·1	Juin	80·1	73·2	81·6	90·1
1924	99·4	1936	74·6	Juillet	78·6	72·6	82·6	91·3
1925	102·6	1937	84·6	Août	76·0	72·3	82·6	92·1
1926	**100·0**	1938	78·6	Septembre	74·5	78·4	83·0	93·4
1927	97·7	1939	75·4	Octobre	74·1	79·6	83·3	94·0
1928	96·4	1940	82·9	Novembre	73·5	80·3	83·9	94·0
1929	95·6	1941	90·0	Décembre	73·3	81·7	84·2	93·6

Sous-section 2.—Mouvement des prix de gros au Canada en 1941

Tous les groupes de denrées et presque chaque denrée en particulier qui composent l'indice général des prix de gros accusent des augmentations nettes en 1941. L'augmentation la plus marquée est celle de l'indice des produits animaux qui passe de 83·5 en décembre 1940 à 98·8 en décembre 1941; les prix des œufs, des viandes préparées et des huiles et graisses enregistrent aussi des augmentations sensibles. Le groupe le plus important, les substances végétales, augmente de 13·2 p.c. Les bas prix persistants du blé et la fermeté des issues de meunerie et des produits de la boulangerie, lesquels, réunis, représentent la moitié de l'indice des substances végétales, contre-balancent les effets des fortes augmentations de 84·1 p.c. dans les huiles végétales, 33·9 p.c. dans le thé, le café, le cacao et les épices, et 39·7 p.c. dans les légumes de table. Les augmentations dans les autres groupes varient de 1·6 p.c. pour les produits de la boulangerie à 44·1 p.c. pour celui des substances végétales diverses. Pour les groupes qui restent, les augmentations varient de 0·8 p.c. dans les métaux non ferreux à 14·3 p.c. dans les produits chimiques et 12·4 p.c. dans les fibres, tissus et produits textiles. Les indices du fer et ses dérivés, du bois, des produits du bois et du papier et des métalloïdes gagnent respectivement 6·4 p.c., 8·7 p.c. et 9·4 p.c.

Les matières brutes et partiellement ouvrées augmentent un peu plus au cours de l'année que les matières entièrement et principalement ouvrées (12·3 p.c. en regard de 11·3 p.c.), malgré les bas prix persistants des grains qui retardent l'indice des matières brutes et partiellement ouvrées. Les matières entièrement et principalement ouvrées, à 92·1, sont encore de 7·5 p.c. au-dessus de l'indice des matières brutes et partiellement ouvrées à la fin de 1941.

3.—Nombres-indices annuels des prix de gros des denrées d'après la principale matière constituante, 1932-41, et chiffres mensuels, 1941

(1926=100)

NOTA.—Les chiffres annuels de 1913-25 paraissent à la page 849 de l'Annuaire de 1938 et ceux de 1926 à 1931, à la p. 731 de l'Annuaire de 1941; certaines années antérieures paraissent au tableau correspondant d'éditions antérieures.

Année et mois	Substances végétales	Bétail et produits animaux	Fibres, textiles et tissus	Bois, produits du bois et papier	Fer et ses dérivés	Métaux non ferreux et leurs produits	Métalloïdes et leurs produits	Produits chimiques et connexes	Toutes marchandises
	Séries de prix utilisées								
1913-25	67	50	28	21	26	15	16	13	236
1926-33	124	74	60	44	39	15	73	73	502
1934-41	135	76	85	49	44	18	83	77	567
	Nombres-indices								
1932	54·8	59·7	69·7	69·1	86·3	59·0	85·5	83·9	66·7
1933	59·3	59·4	69·7	62·8	95·4	64·3	84·4	81·3	67·1
1934	66·6	67·2	72·9	65·4	87·0	64·3	86·0	81·2	71·6
1935	67·3	70·4	70·2	64·6	87·2	69·1	85·5	79·1	72·1
1936	72·6	71·8	69·7	68·5	88·0	70·0	85·5	78·0	74·6
1937	88·4	78·4	72·8	76·7	101·8	83·8	86·6	81·4	84·6
1938	73·8	76·7	67·5	77·5	100·4	70·9	86·7	79·9	78·6
1939	63·3	74·7	69·8	79·2	98·5	71·3	85·2	79·8	75·3
1940	72·1	79·1	83·8	88·8	104·0	76·9	89·3	87·9	82·9
1941	77·0	92·1	91·0	96·0	111·3	78·0	95·6	98·7	90·0
1941									
Janvier	71·8	83·5	84·4	91·9	107·4	77·7	91·0	91·4	84·8
Février	72·4	84·3	84·5	92·4	108·5	77·7	91·5	92·0	85·4
Mars	73·7	85·3	85·3	92·4	108·5	77·7	91·5	93·3	86·0
Avril	75·9	84·5	86·0	92·6	109·0	77·7	91·8	95·6	86·8
Mai	76·6	85·8	88·2	95·5	112·7	78·1	96·0	99·7	88·8
Juin	77·7	89·7	90·8	96·1	112·7	78·1	96·0	99·5	90·1
Juillet	78·5	93·5	92·5	97·1	112·6	78·2	96·3	100·0	91·3
Août	77·7	97·0	94·0	98·5	112·6	78·2	97·6	100·5	92·1
Septembre	79·1	100·1	96·9	98·8	112·6	78·2	98·0	102·0	93·4
Octobre	80·0	101·1	97·2	98·7	112·8	78·2	98·9	103·4	94·0
Novembre	79·8	101·8	96·7	98·8	112·8	78·2	98·9	103·6	94·0
Décembre	80·2	98·8	94·9	99·2	112·9	78·3	99·3	103·8	93·6

4.—Nombres-indices annuels des prix de gros des denrées selon l'usage, 1932-41, et chiffres mensuels, 1941

(1926=100)

NOTA.—Les chiffres annuels de 1914-25 paraissent à la page 850 de l'édition de 1938 et ceux de 1926 à 1931, à la p. 732 de l'Annuaire de 1941; ceux de certaines années antérieures paraissent au tableau correspondant d'éditions précédentes.

Année et mois	Pour la consommation			Pour la production					Tous produits
						Matières premières du producteur			
	Ensemble	Aliments, boissons et tabac	Tous autres	Ensemble	Machines et appareils	Ensemble	Du constructeur	Du fabricant	
	Séries utilisées de prix de denrées								
1913-25	98	74	24	146	15	131	32	99	236
1926-33	204	116	88	351	22	329	97	232	502
1934-41	236	126	110	402	24	378	111	267	567
	Nombres-indices								
1932	71·3	61·5	77·8	62·4	88·7	59·5	77·2	56·5	66·7
1933	71·1	63·8	76·0	63·1	86·0	60·5	78·3	57·5	67·1
1934	74·1	69·7	77·0	67·8	88·9	65·5	82·5	62·6	71·6
1935	73·6	70·4	75·7	69·5	89·8	67·2	81·2	64·8	72·1
1936	74·7	73·4	73·5	72·4	90·0	70·4	85·3	67·9	74·6

4.—Nombres-indices annuels des prix de gros des denrées selon l'usage, 1932-41, et chiffres mensuels, 1941—fin

Année et mois	Pour la consommation			Pour la production					Tous produits
	Ensemble	Aliments, boissons et tabac	Tous autres	Ensemble	Machines et appareils	Matières premières du producteur			
						Ensemble	Du constructeur	Du fabricant	
	Nombres-indices—fin								
1937	79·5	81·2	78·4	86·1	93·8	85·2	94·4	83·6	84·6
1938	77·2	77·1	77·2	75·8	85·1	73·7	89·1	71·1	78·6
1939	76·4	74·0	78·0	70·4	95·4	67·6	89·7	63·9	75·3
1940	83·4	79·4	86·1	78·7	100·0	76·3	95·6	73·0	82·9
1941	91·1	89·5	92·2	83·6	105·7	81·1	107·3	76·6	90·0
1941									
Janvier	85·5	82·1	87·7	79·8	102·2	77·3	99·1	73·6	84·8
Février	85·7	82·4	87·9	80·5	102·3	78·1	100·2	74·4	85·4
Mars	86·2	83·4	88·1	81·3	102·4	78·9	100·6	75·2	86·0
Avril	87·1	84·7	88·7	81·6	102·7	79·2	100·9	75·5	86·8
Mai	88·8	85·7	90·9	83·5	106·5	80·9	107·7	76·3	88·8
Juin	90·6	88·9	91·7	84·2	106·5	81·7	108·4	77·2	90·1
Juillet	92·1	91·6	92·4	84·6	106·7	82·1	109·8	77·4	91·3
Août	93·5	92·9	93·9	84·6	107·1	82·1	111·5	77·1	92·1
Septembre	95·4	94·7	95·8	85·6	107·5	83 2	112·1	78·3	93·4
Octobre	96·6	96·0	97·0	85·8	107·9	83·3	112·0	78·4	94·0
Novembre	96·7	96·5	96·8	85·4	107·9	83·3	112·0	78·0	94·0
Décembre	95·3	94·6	95·8	85·8	108·6	83·3	112·8	78·3	93·6

5.—Nombres-indices annuels des prix de gros des denrées classifiées suivant l'origine et le degré de fabrication, 1935-41

(1926=100)

NOTA.—Les chiffres de 1918, 1919 et 1921-29 se trouvent à la page 881 de l'Annuaire de 1934-35 et ceux de 1930-34, à la page 824 de l'Annuaire de 1937.

Item	Nombre de denrées		1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	1926-33	1934-41							
Indices combinés, matières premières et partiellement ouvrées	**232**	**245**	**66·0**	**70·8**	**84·3**	**72·7**	**67·4**	**75·3**	**81·8**
Indices combinés, matières entièrement et principalement ouvrées	**276**	**322**	**72·8**	**73·6**	**80·5**	**78·2**	**75·3**	**81·5**	**88·8**
ARTICLES D'ORIGINE AGRICOLE—[1]									
Cultures (grains, etc.)—									
Brutes et partiellement transformées	98	95	56·2	63·8	82·8	63·0	50·7	59·4	63·2
Entièrement et principalement transf.	69	91	72·8	73·8	82·4	76·5	73·1	79·2	86·8
Indices combinés	167	186	65·1	69·2	83·1	70·3	62·8	70·1	75·9
Produits animaux—									
Bruts et partiellement ouvrés	41	46	71·6	73·6	82·7	79·8	80·1	84·1	95·0
Entièrement et principalement ouvrés	49	59	69·9	71·4	76·2	74·3	72·0	78·6	89·0
Indices combinés	90	105	70·6	72·4	79·0	76·7	75·5	81·0	91·6
PRODUITS DE LA FERME CANADIENNE—									
Cultures (grains, etc.)	46	52	57·3	65·8	88·3	69·0	54·2	56·0	56·5
Produits animaux	13	18	74·0	75·3	85·0	81·3	81·2	85·8	95·9
Indices combinés	59	70	63·5	69·4	87·1	73·6	64·3	67·1	71·2
ARTICLES D'ORIGINE MARINE—									
Bruts et partiellement ouvrés	5	5	61·8	67·1	72·1	65·4	67·2	74·6	79·6
Entièrement et principalement ouvrés	11	11	72·0	70·1	71·7	72·0	72·7	81·3	96·8
Indices combinés	16	16	69·2	69·3	71·8	70·2	71·2	79·5	92·1
ARTICLES D'ORIGINE FORESTIÈRE—									
Bruts et partiellement ouvrés	31	37	74·5	80·8	94·0	85·5	88·0	103·4	117·1
Entièrement et principalement ouvrés	21	20	56·1	57·5	61·1	69·9	79·9	75·5	76·9
Indices combinés	52	57	64·7	68·4	76·4	77·2	78·9	88·5	95·6
ARTICLES D'ORIGINE MINÉRALE—									
Bruts et partiellement ouvrés	57	62	79·6	79·9	85·3	81·5	82·2	88·8	92·6
Entièrement et principalement ouvrés	126	141	85·3	85·2	91·6	90·5	88·6	92·0	98·0
Indices combinés	183	203	82·8	82·8	88·8	86·5	85·7	90·6	95·6

[1] Produits domestiques et étrangers.

6.—Nombres-indices mensuels des prix de gros des denrées classifiées d'après l'origine et le degré de fabrication, 1941

(1926=100)

NOTA.—Les chiffres comparables de 1926-40 se trouvent aux tableaux correspondants des éditions antérieures.

Item	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Totaux, bruts et partiellement ouvrés	76·6	77·7	78·9	79·3	80·8	81·8	82·5	83·5	84·7	85·4	85·4	85·7
Totaux, entièrement et principal. ouvrés	83·4	83·8	84·3	85·4	87·2	88·9	90·4	91·0	92·5	93·1	93·1	92·1
ARTICLES D'ORIGINE AGRICOLE—[1]												
Culture (grains, etc.)—												
Bruts et partiellement ouvrés	58·3	59·0	61·0	61·8	62·4	63·6	63·8	64·1	65·1	66·1	66·0	67·0
Entièrement et principalement ouvrés	80·6	81·3	82·1	85·2	86·9	88·3	89·3	88·1	90·2	90·6	90·1	89·3
Indices combinés	70·3	71·0	72·4	74·4	75·6	76·9	77·5	77·0	78·6	79·3	79·0	79·0
Produits animaux—												
Bruts et partiellement ouvrés	87·6	90·1	91·0	91·3	92·5	93·8	95·2	97·4	99·8	101·0	101·0	99·4
Entièrement et principalement ouvrés	82·1	81·8	82·6	81·8	82·6	86·6	90·6	93·9	96·3	97·2	97·5	94·8
Indices combinés	84·5	85·4	86·2	85·9	86·9	89·7	92·6	95·4	97·8	98·8	99·0	96·8
PRODUITS DE LA FERME CANADIENNE—												
Cultures (grains, etc.)	53·6	54·4	55·6	55·9	55·5	57·1	57·1	56·7	57·6	57·9	57·4	59·2
Produits animaux	90·0	91·6	91·8	92·2	93·3	94·3	96·1	97·9	99·6	101·1	102·0	100·5
Indices combinés	67·2	68·2	69·1	69·5	69·6	71·0	71·7	72·1	73·3	74·1	74·1	74·6
ARTICLES D'ORIGINE MARINE—												
Bruts et partiellement ouvrés	78·1	76·3	75·3	68·9	71·9	76·7	79·2	80·2	82·7	84·5	89·1	92·4
Entièrement et principalement ouvrés	86·5	86·4	86·6	86·4	86·0	94·9	96·9	98·8	104·1	107·7	113·5	114·0
Indices combinés	84·2	83·7	83·5	81·7	82·2	90·0	92·1	93·8	98·3	101·41	106·9	108·2
ARTICLES D'ORIGINE FORESTIÈRE—												
Bruts et partiellement ouvrés	109·0	110·2	110·2	110·2	116·4	117·4	119·3	121·9	122·5	122·1	122·2	123·2
Entièrement et principalement ouvrés	76·2	76·2	76·2	76·5	76·5	76·7	77·0	77·3	77·5	77·6	77·6	77·5
Indices combinés	91·5	92·0	92·0	92·2	95·1	95·7	96·7	98·1	98·5	98·3	98·4	98·8
ARTICLES D'ORIGINE MINÉRALE—												
Bruts et partiellement ouvrés	90·9	91·4	91·5	91·2	92·8	93·0	93·1	93·2	93·6	93·6	93·6	94·0
Entièrement et principalement ouvrés	93·8	94·4	94·5	94·8	99·0	98·8	99·0	99·9	100·0	100·7	100·6	100·8
Indices combinés	92·5	93·1	93·2	93·2	96·2	96·2	96·4	96·9	97·1	97·5	97·5	97·8

[1] Produits domestiques et étrangers.

Produits de la ferme canadienne.—L'indice des prix de gros des produits de la ferme suit l'indice général des prix de gros. Il avance de 11·2 p.c., passant de 67·1 en décembre 1940 à 74·6 en décembre 1941. Les produits agricoles gagnent 12·8 p.c., tandis que les produits animaux avancent de 9·7 p.c. Toutefois, l'indice des produits animaux, à 100·5 en décembre, est encore de 41·3 points au-dessus de l'indice des produits agricoles. Les fluctuations de l'indice des produits animaux sont quelque peu irrégulières. Les bestiaux déclinent en avril, octobre et novembre; les peaux, après avoir augmenté au début, déclinent brusquement en juin et juillet et ne reprennent leur niveau de mai qu'en décembre. Dans les substances végétales il y a de petits reculs en mai, août et novembre, ce qui interrompt légèrement l'orientation à la hausse du prix des grains.

Prix des matières industrielles.—L'indice des prix des matières industrielles se compose de 30 denrées industrielles de base, ce qui est suffisant pour représenter le mouvement général des prix du groupe des matières industrielles. Les tendances majeures qui se reflètent dans l'indice depuis 1926 peuvent se résumer brièvement ainsi: de 1926 à 1929, une instabilité sous-jacente se fait sentir et l'indice général baisse graduellement durant toute la période. Suit un violent déclin qui fait tomber les prix des matières industrielles en même temps que les autres principaux groupes de denrées jusqu'au commencement de 1933. Une reprise graduelle marquée de courtes périodes de déclin se fait sentir ensuite pendant les quatre années suivantes. En mars 1937, les prix des matières industrielles touchent leur plus haut point depuis 1929 et, à la suite d'une réaction légère, un point un peu plus bas en juillet. La tendance est par la suite à la baisse jusqu'au début des hostilités, alors que le marché des denrées essentielles se relève énergiquement. D'autres gains irréguliers surviennent au cours de 1940 et 1941.

7.—Nombres-indices mensuels des prix des matières industrielles, 1926-41

(1926=100)

Année	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1926	104·7	102·6	100·7	99·4	98·3	98·4	99·5	98·9	99·2	99·1	97·4	98·0
1927	97·2	97·5	96·4	96·7	96·8	96·9	96·0	96·6	96·7	96·0	94·8	96·1
1928	95·4	93·7	94·5	94·1	95·2	93·8	93·4	92·1	90·9	89·9	90·2	91·1
1929	92·2	92·7	93·2	91·8	90·3	90·4	92·9	93·0	93·7	92·4	89·4	89·5
1930	88·3	86·8	84·0	83·4	79·8	77·4	74·0	71·9	69·3	67·7	66·6	64·9
1931	63·9	62·1	61·5	61·2	59·5	59·3	59·6	57·9	56·1	57·7	58·1	57·7
1932	56·8	55·2	53·5	51·5	49·7	49·2	50·3	51·6	51·5	49·9	49·1	47·4
1933	46·0	45·8	48·4	49·3	54·0	56·7	60·8	59·4	58·6	55·7	57·0	57·6
1934	59·4	61·7	61·5	60·9	60·7	60·9	59·8	60·1	59·1	58·4	58·3	58·9
1935	59·8	60·0	59·7	61·1	62·0	61·7	62·0	62·1	64·1	65·9	65·5	65·3
1936	66·1	66·5	66·3	66·0	64·6	64·6	66·4	67·7	68·2	68·0	69·9	73·1
1937	78·1	79·3	85·2	84·7	83·4	82·3	84·5	82·9	81·2	76·8	73·4	71·5
1938	70·6	69·2	68·8	67·4	65·9	65·5	66·3	65·1	64·1	64·2	64·2	64·0
1939	64·3	64·3	64·7	64·6	65·2	65·3	64·9	65·3	75·0	77·4	77·9	78·8
1940	80·2	79·5	79·7	79·4	78·6	77·9	78·7	78·1	78·2	78·8	79·8	79·1
1941	80·1	81·2	82·3	83·4	86·5	88·0	89·3	90·8	91·5	91·3	91·0	91·7

Importations et exportations.—En 1941, l'indice des prix des exportations passe de 72·3 à 78·9, tandis que celui des prix des importations passe de 98·0 à à 108·9. A la fin de 1939, l'indice des importations est de 32·4 p.c. au-dessus de celui des exportations; à la fin de 1941, il est de 38·0 p.c. plus élevé.

Tous les groupes de même que la plupart des denrées en particulier qui composent cet indice accusent des augmentations en 1941. Bien qu'aucune des principales importations ne diminue, plusieurs restent stationnaires: le sucre brut, le minerai de fer, les plaques d'acier à surface spécialement durcie pour réservoirs, les barres de cuivre de tréfilerie et certains produits chimiques sont parmi ces dernières. Les huiles végétales, le coton brut, le tabac, le thé et le café et la soie brute accusent des augmentations exceptionnelles.

L'avance plus graduelle de l'indice des prix de gros des importations est enrayée en juillet et août par les réactions des grains, de la farine et autres produits de meunerie et aussi par celles de la laine brute et des dérivés du fer en août. Aucun indice de groupe n'accuse une diminution nette au cours de l'année, mais le groupe des produits chimiques reste stationnaire et les métaux non ferreux n'avancent que de 73·5 à 73·9. Ce sont les produits animaux qui enregistrent l'avance la plus marquée, leur augmentation étant de 18·8 p.c. Ceci résulte en bonne partie des fortes commandes de produits du porc, d'œufs et de produits laitiers venues d'outre-mer.

8.—Nombres-indices des prix de gros des exportations et importations classifiées d'après la principale matière constituante, 1929-41

(1926=100)

NOTA.—Les statistiques de 1913-28 paraissent à la p. 864 de l'Annuaire de 1938.

Année	Légumes et leurs produits	Animaux et leurs produits	Fibres, textiles et tissus	Bois, produits du bois et papier	Fer et ses produits	Métaux non-ferreux et leurs produits	Métalloïdes et leurs produits	Substances chimiques et produits connexes	Total
	EXPORTATIONS								
1929	89·3	107·9	85·8	91·9	91·3	88·0	83·7	95·6	92·2
1930	65·3	94·2	69·5	87·3	87·4	75·4	81·5	92·9	77·4
1931	41·7	70·7	56·7	78·3	82·7	66·2	67·8	87·9	60·5
1932	40·4	55·7	39·6	68·1	81·3	65·2	66·1	68·3	54·9
1933	44·9	58·0	46·1	60·0	75·8	68·6	65·7	69·9	55·2
1934	53·4	64·5	59·1	62·5	78·0	67·6	71·2	72·2	60·6
1935	56·7	65·7	49·5	60·8	78·0	73·8	70·5	71·7	62·2
1936	63·9	69·5	61·4	65·0	80·1	71·1	71·3	71·8	66·8
1937	87·2	76·5	73·1	72·1	95·2	79·9	69·7	72·1	81·1
1938	66·4	69·1	54·5	73·4	93·9	70·7	80·0	78·1	70·9
1939	47·4	70·7	42·4	75·8	94·5	68·3	79·8	86·6	63·5
1940	55·3	80·3	57·5	86·1	102·8	73·5	87·9	86·9	71·9
1941	55·4	95·4	61·2	92·4	118·9	73·9	89·0	86·9	76·4
	IMPORTATIONS								
1929	85·6	113·3	93·4	–	95·0	116·9	89·4	92·0	94·2
1930	75·0	94·5	75·5	–	91·1	84·7	87·3	87·5	83·7
1931	60·1	72·5	59·9	–	88·7	57·5	80·3	83·3	72·4
1932	57·6	59·1	52·6	–	91·1	46·5	84·8	86·3	70·5
1933	61·4	67·7	57·3	–	92·3	59·1	79·4	86·9	73·0
1934	65·0	69·7	64·2	–	92·7	66·7	83·6	88·0	76·5
1935	68·5	74·6	63·6	–	94·4	68·0	82·5	89·7	77·9
1936	68·4	78·7	67·7	–	96·3	71·5	82·0	87·9	79·4
1937	79·7	89·9	72·1	–	114·5	93·6	82·8	95·1	89·8
1938	68·8	75·9	61·2	–	113·7	72·7	84·1	84·5	83·1
1939	71·3	78·0	66·0	–	112·2	83·8	82·3	83·5	84·4
1940	83·4	87·6	84·3	–	119·2	94·9	94·1	90·8	96·0
1941	99·8	97·2	93·7	–	122·8	101·9	100·0	98·0	104·7

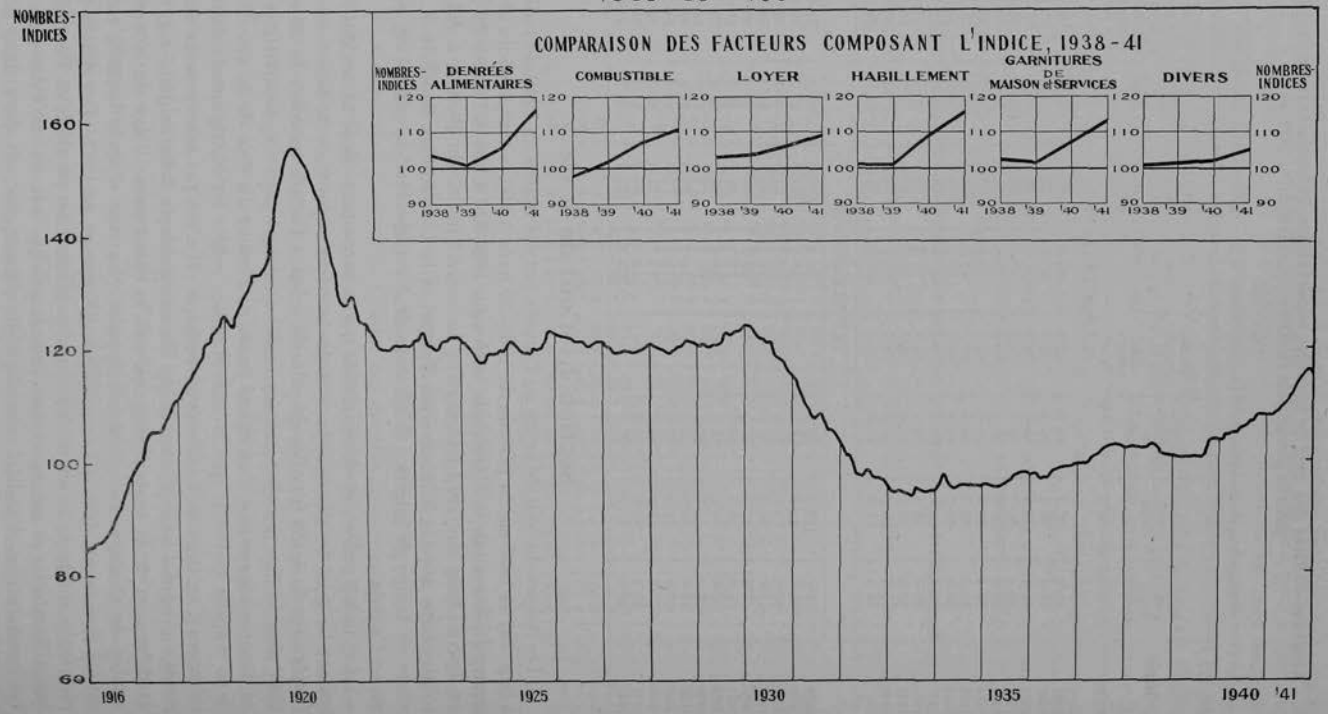
Section 2.—Coût de la vie

Les indices du coût de la vie au Canada ont été unifiés en 1940 et l'indice, donné à la p. 747 et basé sur la période de 1935–39 fixée à 100, a remplacé les séries antérieures du Bureau de la Statistique basées sur 1926 fixé à 100 et l'indice du Ministère du Travail basé sur 1913 fixé à 100. Le nouvel indice du Bureau a été édifié en collaboration avec le Ministère du Travail et la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre. Il est considéré comme l'indice officiel du coût de la vie au Canada.

Cet indice reflète les changements qui se sont opérés dans un budget fixe représentant les prix des denrées, le coût des services et les frais de logement basés sur l'expérience de 1,439 familles de salariés urbains l'année terminée le 30 septembre 1938. Les feuilles remplies par ces familles avaient pour objet particulier d'établir les données nécessaires à un calcul exact de l'indice du coût de la vie. Il convient de se rappeler toutefois que le nouvel indice reflète les changements dans les frais ménagers d'un type de famille prédéterminé. Il n'est pas tenu compte des changements du degré d'aisance amenés par les circonstances économiques, e.g. variations du revenu ou de la taxe directe, ou par le changement d'âge ou la variation du nombre de membres composant la famille. La base d'après laquelle ces familles ont été choisies est décrite à la p. 737 de l'Annuaire de 1941. Des détails plus complets sur la méthode suivie de même qu'un résumé des résultats de l'enquête sur les frais alimentaires et ménagers sont donnés aux pp. 841–842 de l'Annuaire de 1940. Les constatations détaillées découlant de cet enquête ont paru dans un rapport intitulé "Revenu et dépenses familiales au Canada, 1937–38."

NOMBRES-INDICES DU COÛT DE LA VIE, 1916-1941

1935-39 = 100



Le coût de la vie en 1941.—En décembre 1940, l'indice du coût de la vie calculé par le Bureau est de 7·1 p.c. plus élevé qu'en août 1939; en décembre 1941, l'augmentation est de 14·9 p.c. Un déclin de 0·5 de point, de 116·3 en novembre à 115·8 en décembre, marque la première baisse appréciable de l'indice depuis le début des hostilités. Le groupe des denrées alimentaires, auquel est attribuée près de la moitié de l'augmentation du coût de la vie depuis le commencement de la guerre, avance de 13·5 p.c. au cours de l'année. Les garnitures de maison et le vêtement suivent avec des augmentations de moins de la moitié de ce chiffre. Les indices du loyer et des item divers accusent les avances les moins marquées, 3·2 p.c. et 3·8 p.c. respectivement; le combustible et l'éclairage augmentent un peu plus.

9.—Nombres-indices du coût de la vie au Canada, 1929-41, et par mois, janvier 1940 à mai 1942

(1935-39=100)

Année	Indice, aliments	Indice, combustible	Indice, loyer	Indice, vêtement	Indice, garnitures de maison et services	Indice, divers	Indice, total
1929	**134·7**	**112·6**	**119·7**	**134·8**	**105·0**		**121·7**
1930	**131·5**	**111·8**	**122·7**	**130·6**	**105·4**		**120·8**
1931	**103·1**	**110·0**	**119·4**	**114·3**	**103·3**		**109·1**
1932	**85·7**	**106·8**	**109·7**	**100·6**	**100·4**		**99·0**
1933	**84·9**	**102·5**	**98·6**	**93·3**	**98·2**		**94·4**
1934	**92·4**	**102·6**	**92·8**	**96·9**	**97·7**		**95·7**
1935	**94·6**	**100·9**	**94·0**	**97·6**	**95·4**	**98·7**	**96·2**
1936	**97·8**	**101·5**	**96·1**	**99·3**	**97·2**	**99·1**	**98·1**
1937	**103·2**	**98·9**	**99·7**	**101·4**	**101·5**	**100·1**	**101·2**
1938	**103·8**	**97·7**	**103·1**	**100·9**	**102·4**	**101·2**	**102·2**
1939	**100·6**	**101·2**	**103·8**	**100·7**	**101·4**	**101·4**	**101·5**
1940							
Janvier	104·5	105·5	104·4	103·3	104·3	101·8	103·8
Février	104·5	105·8	104·4	103·3	104·3	101·9	103·8
Mars	104·8	105·7	104·4	107·8	105·9	101·9	104·6
Avril	104·8	105·9	104·4	107·8	106·1	101·8	104·6
Mai	104·4	106·1	106·9	107·8	106·2	101·8	104·9
Juin	103·8	106·0	106·9	109·1	106·5	101·8	104·9
Juillet	105·3	107·9	106·9	109·1	106·9	102·2	105·6
Août	105·4	108·4	106·9	109·1	106·9	103·0	105·9
Septembre	105·4	108·5	106·9	112·4	108·9	102·8	106·4
Octobre	106·1	108·0	107·7	113·5	109·7	102·8	107·0
Novembre	108·7	108·5	107·7	113·5	110·0	102·8	107·8
Décembre	109·1	108·5	107·7	113·5	110·7	102·8	108·0
Moyennes de 1940	**105·6**	**107·1**	**106·3**	**109·2**	**107·2**	**102·3**	**105·6**
1941							
Janvier	109·7	108·6	107·7	113·7	110·8	103·1	108·3
Février	108·8	108·7	107·7	114·1	111·5	103·1	108·2
Mars	109·0	108·9	107·7	114·2	111·6	102·9	108·2
Avril	110·1	108·9	107·7	114·3	111·7	102·9	108·6
Mai	109·7	109·2	109·7	114·5	111·8	105·1	109·4
Juin	112·5	110·2	109·7	114·9	112·1	105·6	110·5
Juillet	116·6	110·5	109·7	115·1	113·0	105·6	111·9
Août	121·3	110·5	109·7	115·7	114·3	106·1	113·7
Septembre	123·3	110·9	109·7	117·4	115·8	106·4	114·7
Octobre	123·2	112·1	111·2	119·6	117·3	106·5	115·5
Novembre	125·5	112·7	111·2	120·0	117·9	106·7	116·3
Décembre	123·8	112·7	111·2	119·9	117·9	106·7	115·8
Moyennes de 1941	**116·1**	**110·3**	**109·4**	**116·1**	**113·8**	**105·1**	**111·7**
1942							
Janvier	122·3	112·9	111·2	119·9	118·0	106·8	115·4
Février	123·1	112·9	111·2	119·8	118·0	107·1	115·7
Mars	123·7	112·9	111·2	119·8	118·0	107·1	115·9
Avril	123·7	112·9	111·2	119·8	118·1	107·1	115·9
Mai	124·3	112·9	111·3	119·9	118·0	107·1	116·1

Fluctuations régionales du coût de la vie.—En 1941, le Bureau a calculé des indices du coût de la vie en temps de guerre pour huit villes régionales. Ces indices, qui embrassent les villes mentionnées au tableau **10**, sont modelés sur les indices officiels du coût de la vie au Canada et comprennent les indices de groupes pour les denrées alimentaires, le chauffage, le loyer, l'habillement, les garnitures de maison, les services et les item divers. Les quantités budgétaires employées dans ces calculs ont été établies d'après les feuilles de dépenses des familles de salariés au cours de l'année terminée en septembre 1938 (voir p. 745). Les seules différences entre les indices des villes et les indices nationaux sont la période de base et la fréquence de la publication des données. Dans les feuilles de dépenses des villes, le mois d'août 1939 égale 100 au lieu de la période de cinq ans 1935–39, et les indices des villes ont été publiés tous les deux mois seulement.

Les fluctuations régionales du coût de la vie depuis le début de la guerre sont étroitement comparables aux fluctuations de l'indice national, lequel avance de 15·0 p.c. entre le mois d'août 1939 et le mois d'avril 1942. Au cours de cette période, les augmentations des indices des huit villes varient de 11·1 p.c. à 17·4 p.c.

10.—Nombres-indices du coût de la vie dans huit villes du Canada, octobre 1939 à avril 1942

(août 1939=100)

Année et mois	Halifax	Saint John	Montréal	Toronto	Winnipeg	Saskatoon	Edmonton	Vancouver
1939								
Octobre	102·9	102·5	104·1	102·5	102·8	103·6	102·8	102·1
Décembre	103·3	103·4	104·7	103·2	102·9	104·8	103·8	102·6
1940								
Février	103·4	103·0	104·4	102·5	102·6	104·6	103·1	102·9
Avril	104·9	104·2	105·4	103·2	103·3	105·1	103·7	103·4
Juin	105·5	104·1	106·3	103·4	103·2	104·7	103·8	103·0
Août	107·5	105·4	107·1	104·2	104·6	105·3	103·7	103·7
Octobre	107·0	107·0	108·4	105·1	105·2	106·9	104·2	104·0
Décembre	108·0	108·7	109·6	105·8	106·3	108·6	105·6	105·3
1941								
Février	107·9	108·6	110·0	106·0	106·0	108·7	105·5	106·1
Avril	107·8	108·5	110·1	106·3	106·2	109·0	105·5	106·5
Juin	108·8	109·1	112·1	108·7	107·8	110·3	107·0	107·5
Août	111·6	112·5	115·3	111·7	110·3	113·1	109·8	110·4
Octobre	112·7	113·2	116·3	114·0	112·2	115·7	111·4	112·3
Décembre	113·1	114·5	116·8	114·5	113·1	116·4	111·4	112·4
1942								
Février	113·5	115·2	117·1	114·5	112·4	115·7	110·9	112·1
Avril	113·5	115·1	117·4	114·7	112·6	116·1	111·1	112·2

Prix des services.—Les services absorbent approximativement 19 p.c. des dépenses familiales qui figurent au calcul des nouveaux nombres-indices du coût de la vie du Bureau Fédéral de la Statistique. Les tendances du coût de certains des services les plus importants à compter de la nouvelle période servant de base (1935–39) sont indiquées dans le tableau qui suit. En dehors de la hausse des taux du gaz

et de l'éclairage en 1939 (due aux impôts) les changements dans ces indices sont peu marqués depuis 1935. Il y a toutefois des augmentations graduelles dans les frais d'hospitalisation et dans les taux du téléphone.

11.—Nombres-indices du coût des services ménagers, 1936-41

(1935-39=100)

Item	1936	1937	1938	1939	1940	1941
Taux du gaz combustible pour usage ménager	99·5	100·0	99·9	101·9	106·7	104·1
Taux de l'éclairage électrique ménager	101·6[1]	96·9[1]	96·5[1]	103·3[1]	103·4[1]	102·9
Taux du téléphone pour usage ménager	99·2	100·3	100·6	100·6	101·9	103·3
Tarif des tramways	99·6	100·1	100·1	100·1	100·1	100·1
Taux d'hospitalisation	98·7	100·2	101·0	102·7	102·7	104·3

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Section 3.—Nombres-indices des valeurs mobilières

Les cours des valeurs mobilières servent depuis longtemps à la mensuration statistique des phénomènes économiques. Ils sont généralement sensibles aux changements des conditions commerciales bien que cette caractéristique précieuse soit quelquefois infirmée, parce que ces mouvements peuvent souvent être influencés grandement par un intérêt spéculatif très éloigné des conditions économiques intrinsèques. Ainsi, en 1928 et 1929, le cours des actions ordinaires a avancé beaucoup au delà des niveaux indiqués dans les profits actuels ou prévus. Les tendances du cours de ces valeurs ont aussi différé des autres indices commerciaux durant la première guerre mondiale, et se comportent de la même façon durant la présente guerre.

La marche du cours des actions ordinaires canadiennes a grandement différé de celle du cours des denrées depuis 1914. Il n'y a pas eu d'avance de valeurs mobilières durant la première guerre mondiale semblable à l'inflation prononcée du cours des denrées. Entre 1926 et 1929 toutefois, comme le prix des denrées déclinait graduellement, le cours des actions ordinaires a plus que doublé. Les deux listes de prix montrent une baisse prononcée entre 1929 et 1933 et les deux se sont relevées jusqu'à 1937. Dans la présente guerre, le cours des actions ordinaires est nettement à la baisse, tandis que celui des denrées accuse des augmentations prononcées.

Nombres-indices des actions ordinaires de portefeuilliste.—Les indices du prix des actions ordinaires accusent des déclins irréguliers de proportions modérées au cours de 1941. Le mouvement général est à la baisse dans la première moitié de l'année; il y a un léger relèvement au cours du troisième trimestre suivi, de nouveaux déclins dans les derniers trois mois. L'indice des prix des actions ordinaires de portefeuilliste est de 67·2 en décembre 1941 en regard de 70·3 en décembre 1940. Les indices de groupes correspondants dans la section industrielle sont de 63·9 et 65·9, et dans la section des utilités, de 68·7 et 76·4 respectivement. Le déclin des titres de matériaux de construction et d'énergie et traction est le plus prononcé qu'on ait encore enregistré.

12.—Nombres-indices mensuels des actions ordinaires de portefeuilliste, 1941

(1935-39=100)

NOTA.—Les chiffres comparables pour les années antérieures se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Mois	Grand total	Types de titres										
		Total des banques	*Industries*									
			Total des industries	Machinerie et outillage	Pulpe et papier	Minoterie	Huiles	Textiles, vêtement	Aliments et produits connexes	Boissons	Matériaux de construction	Mines industrielles
Janvier	71·3	94·7	66·9	77·6	74·1	72·3	51·6	110·6	96·8	104·3	84·0	73·2
Février	66·5	90·9	62·3	72·9	63·8	69·5	48·7	105·0	90·1	96·6	77·3	67·3
Mars	66·8	89·9	63·1	73·6	65·4	69·5	49·5	103·1	87·9	93·7	78·5	69·0
Avril	65·8	89·7	62·3	73·2	63·9	68·6	49·4	101·3	88·6	88·1	77·8	67·8
Mai	63·9	88·3	60·7	71·8	59·7	63·4	51·3	97·4	88·6	82·8	74·4	62·6
Juin	64·0	89·0	60·3	72·0	59·5	67·5	48·0	101·1	90·1	87·3	74·9	64·2
Juillet	67·5	89·7	64·0	76·3	66·1	67·5	48·4	105·7	90·5	94·3	77·8	72·3
Août	67·8	89·7	64·4	76·8	70·2	72·4	49·1	106·3	91·8	95·7	79·7	71·5
Septembre	71·0	91·2	67·5	80·5	78·5	75·1	51·3	108·4	93·3	102·4	82·4	75·8
Octobre	69·1	90·8	65·5	78·3	75·5	74·5	51·2	105·7	91·9	98·7	78·9	71·7
Novembre	68·8	91·7	65·3	78·2	76·4	74·9	52·9	110·0	91·0	102·6	77·8	68·9
Décembre	67·2	90·5	63·9	75·5	72·9	72·2	49·0	110·4	91·4	104·8	75·5	69·7

Mois	Types de titres			
	Services publics			
	Total des services publics	Transports	Téléphone et télégraphe	Energie et traction
Janvier	77·3	60·9	101·2	75·4
Février	71·3	51·6	100·2	68·8
Mars	70·7	55·7	99·2	67·0
Avril	68·2	57·3	97·8	62·2
Mai	65·2	54·8	91·6	60·3
Juin	67·1	58·9	92·0	62·0
Juillet	70·6	65·8	93·0	65·3
Août	71·2	70·0	94·6	64·4
Septembre	74·7	70·3	98·6	68·8
Octobre	72·5	65·7	96·8	67·2
Novembre	71·1	65·2	95·3	65·5
Décembre	68·7	60·4	95·9	63·0

Actions de priorité.—Contrairement au prix des actions ordinaires, le cours des actions de priorité tient bon en 1941 et conserve un niveau moyen plus élevé qu'en 1940. L'indice de 25 titres de priorité en décembre 1941 est de 100·7 en regard de 101·7 en décembre 1940. Les fluctuations de l'année sont semblables à celles des actions ordinaires, mais les pertes des premiers six mois n'abaissent l'indice que de 5·1 points. Le ressaisissement qui suit lui ajoute 6·3 points et le porte à 102·6 en novembre. Il recule cependant de 1·9 point en décembre.

13.—Nombres-indices mensuels des titres de priorité, 1927-1941

(1935-39=100)

Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1927	123·2	123·6	123·9	123·8	123·6	123·2	123·6	125·2	126·4	130·0	133·7	134·9
1928	134·5	133·8	132·6	134·4	134·7	134·1	133·1	129·7	129·8	128·1	125·5	130·2
1929	129·6	130·4	128·8	125·8	125·8	126·4	126·4	127·4	126·8	124·1	120·4	121·1
1930	118·1	119·2	120·6	124·7	123·8	120·0	117·5	117·1	116·0	103·0	98·8	99·5
1931	100·4	100·6	101·6	95·1	89·0	87·6	86·6	83·4	77·4	77·1	80·2	76·0
1932	72·6	74·4	73·6	70·3	61·5	57·4	63·0	67·3	67·9	67·3	66·2	63·8
1933	59·8	59·8	57·1	56·9	65·9	70·6	74·7	74·4	73·6	72·0	71·3	72·6
1934	77·3	80·2	81·2	82·6	82·9	82·5	82·1	81·2	81·3	83·8	85·2	86·1
1935	88·7	89·0	85·9	83·5	82·5	82·5	84·0	85·5	83·5	83·8	87·5	89·0
1936	90·3	93·1	92·0	91·7	90·0	91·9	95·9	97·2	101·1	104·7	109·9	113·3
1937	119·7	121·1	123·8	124·4	120·9	119·8	119·9	122·4	109·8	99·2	98·9	97·7
1938	100·6	99·0	93·5	94·3	96·6	98·7	105·2	104·7	98·1	106·2	105·5	104·8
1939	102·5	101·8	101·2	95·2	95·3	98·8	100·1	97·7	100·5	107·4	108·7	110·1
1940	110·7	109·7	108·8	108·9	96·7	86·9	89·0	93·9	99·1	100·7	103·0	101·7
1941	101·4	97·6	98·7	97·9	96·3	96·8	98·5	100·0	103·2	102·2	102·6	100·7

Nombres-indices pondérés des titres miniers.—Les marchés des mines en 1941 sont marqués par un violent déclin des valeurs d'or. L'indice général des titres miniers calculé par le Bureau tombe de 80·2 en décembre 1940 à 63·2 en décembre 1941. Dans le même intervalle, l'indice de groupe des valeurs d'or tombe de 74·9 à 52·2, tandis que les bas métaux accusent une perte de 5·2 points et ferment à 84·8 en décembre 1941. Les mines suivent le mouvement général des autres groupes, mais le redressement du troisième trimestre est relativement faible.

14.—Nombres-indices pondérés mensuels des titres miniers, de janvier 1940 à mai 1942

(1935-39=100)

Année et mois	Or	Bas métaux	Total	Année et mois	Or	Bas métaux	Total
1940				**1941—fin**			
Janvier	91·1	119·6	100·9	Avril	69·0	87·6	75·1
Février	86·5	115·3	96·2	Mai	66·1	81·2	71·2
Mars	82·0	112·8	92·5	Juin	64·4	83·9	71·0
Avril	81·2	110·8	91·2	Juillet	66·2	91·3	74·6
Mai	67·6	88·5	74·5	Août	66·0	91·7	74·6
Juin	57·7	74·7	63·4	Septembre	63·0	94·0	75·4
Juillet	59·1	75·1	64·8	Octobre	60·8	87·4	69·7
Août	64·6	83·7	71·0	Novembre	54·9	85·0	65·0
Septembre	70·8	91·0	77·5	Décembre	52·2	84·8	63·2
Octobre	72·9	91·3	79·2				
Novembre	76·3	94·5	82·4				
Décembre	74·9	90·0	80·2	**1942**			
1941				Janvier	50·5	84·3	61·9
				Février	45·4	81·5	67·5
Janvier	74·4	89·2	79·4	Mars	40·1	75·3	51·9
Février	70·6	82·3	74·9	Avril	37·5	72·8	49·3
Mars	70·0	84·7	75·1	Mai	39·6	75·8	51·7

Section 4.—Nombres-indices du rendement des obligations

Les exigences exceptionnelles des années de guerre de 1914–18 ont orienté les autorités fédérales vers le marché intérieur, domaine qui jusqu'alors avait servi principalement aux besoins des provinces et des municipalités. C'est donc aux sources provinciales et municipales seulement qu'il faut recourir pour obtenir des

données historiques sur le rendement des obligations à long terme sur le marché intérieur antérieurement à 1914. Les émissions ontariennes depuis 1900 jusqu'à date ont été relevées dans ce domaine et utilisées par le Bureau Fédéral de la Statistique dans la compilation de son premier indice du rendement des obligations à long terme. La période relativement longue durant laquelle ces documents ont été conservés leur ajoute une valeur considérable. Un état indiquant les mouvements du rendement des obligations de la province d'Ontario depuis 1900 paraît aux pages 835 et 836 de l'Annuaire de 1937.* En raison de l'importance croissante des emprunts nationaux sur le marché domestique depuis la première guerre mondiale, il a été jugé opportun de compléter la série de l'Ontario par l'indice des rendements des obligations à long terme du Dominion indiqué au tableau **15**. En 1941, cette série est ramenée à la période de 1935–39 établie à 100, et en 1942 elle est revisée jusqu'à janvier 1937 d'après les rendements d'une émission hypothétique à 15 ans à 3 p.c. Les cotes des rendements hypothétiques sont calculées par la Banque du Canada.

* L'indice des rendements des obligations à long terme de l'Ontario se trouve dans le bulletin mensuel du Bureau intitulé "Prix et Indices des Prix" que l'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion.

15.—Nombres-indices mensuels du rendement des obligations à long terme du Dominion du Canada, janvier 1936 à mai 1942

(1935–39=100)

Mois	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942
Janvier	106·5	95·2[1]	102·2	97·3	109·3	100·6	99·4
Février	103·6	100·1	100·8	97·2	107·2	100·8	99·3
Mars	102·4	106·4	100·3	95·4	107·9	100·5	99·6
Avril	101·8	107·2	97·4	96·3	105·5	100·6	99·6
Mai	100·9	106·4	96·2	97·8	104·5	101·1	99·5
Juin	98·0	105·6	98·0	95·7	107·8	101·9	-
Juillet	95·5	104·4	98·7	96·0	107·0	101·5	-
Août	92·6	102·9	98·8	98·6	104·3	101·2	-
Septembre	91·8	103·2	101·9	117·0	103·1	100·3	-
Octobre	96·0	106·2	99·3	111·9	102·6	100·2	-
Novembre	94·7	105·7	97·4	108·4	101·9	99·1	-
Décembre	93·3	102·9	97·2	110·5	101·0	99·3	-

[1] Basé sur une émission hypothétique à 15 ans à 3 p.c. datant de janvier 1937.

CHAPITRE XXI.—FINANCES PUBLIQUES

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Statistiques comparées des finances publiques	753
Section 2. Finances fédérales	756
Sous-section 1. Bilan du Dominion	760
Sous-section 2. Recettes et dépenses	762
Sous-section 3. Analyse du revenu provenant des taxes	772
Sous-section 4. Subsides et prêts aux provinces	782
Sous-section 5. Dette nationale	786
Section 3. Finances provinciales	794
Sous-section 1. Recettes et dépenses provinciales	795
Sous-section 2. Actif et passif des provinces	799
Section 4. Finances municipales	802
Section 5. Richesse et revenu de la nation	807
Sous-section 1. Richesse nationale	807
Sous-section 2. Revenu national	808
Sous-section 3. Capitaux britanniques et étrangers engagés au Canada et capitaux canadiens engagés à l'étranger	810

Nota.—Les finances publiques, telles qu'étudiées dans ce chapitre, sont basées sur les exposés du sujet dans les "Comptes Publics" et autres publications financières officielles des gouvernements concernés. Cette étude est donc de caractère sommaire. Des détails intéressants et instructifs sur divers aspects de la finance publique se trouvent dans les rapports annuels des ministères chargés de l'application des nombreuses lois qui ont une portée sur la vie économique de la nation. Dans l'Annuaire, les statistiques de cette nature se trouvent aux différents chapitres de l'ouvrage. Au chapitre des Transports, par exemple, les finances des chemins de fer de l'Etat sont étudiées avec beaucoup plus de détails que ne peut le faire une revue d'ensemble des finances nationales. De même, dans d'autres endroits, l'attention du lecteur est attirée sur des sujets tels que les prêts agricoles, les primes de pêche, les finances des commissions provinciales d'hydroélectricité, les droits d'exportation sur l'énergie électrique, les dépenses du gouvernement en construction de guerre, les prêts-logement, la perception des droits de douane, les recettes des services d'Etat tels que l'inspection des compteurs de gaz et d'électricité, les primes versées pour venir en aide aux producteurs de diverses denrées, les recettes de la régie provinciale des liqueurs, les finances de la Société Radio-Canada, les dépenses de voirie et pour les cours d'eau, les recettes postales, les dépenses-secours, les caisses d'épargne du Ministère des Postes, les rentes sur l'Etat, les frais d'instruction publique, les pensions aux anciens combattants et les traitements des fonctionnaires. Ces sujets sont énumérés dans l'index du présent ouvrage.

Section 1.—Statistiques comparées des finances publiques*

Dans l'élaboration de ce chapitre de l'Annuaire, l'idée de publier les statistiques financières collectives de tous les gouvernements du Canada—fédéral, provinciaux et municipaux—a déterminé des revisions du genre de celles qui ont été faites dans les éditions récentes, spécialement en ce qui concerne les statistiques financières des provinces. Il n'a pas été facile d'y arriver toutefois. Il y a relativement peu longtemps, il n'était même pas possible d'obtenir des chiffres raisonnablement comparables sur les finances provinciales en raison des différences entre les années fiscales† et aussi du manque d'uniformité dans les méthodes de comptabilité. Dans les éditions de 1936 à 1939 de l'Annuaire du Canada, à la suite d'une conférence sur les

* Revisé sous la direction du col. J.R. Munro, chef de la Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique.

† Les années fiscales des provinces sont les suivantes: I.P.-E., 31 décembre; N.-E., 30 septembre avant 1935 et 30 novembre par la suite; N.-B., 31 octobre, Qué., 30 juin jusq'en 1940 et 31 mars en 1941; Ont., 31 octobre avant 1935 et 31 mars par la suite; Man. et Sask., 30 avril; Alta et C.B., 31 mars.

finances provinciales convoquée par la Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique, des chiffres basés sur une classification modifiée ont été publiés. Ce sont les chiffres composites les plus comparables à date sur les finances provinciales. Les organismes de recherches créés pour la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces ont accompli une somme de travail considérable en unifiant les statistiques des finances publiques et en analysant les résultats de celles-ci pour le compte de la Commission; au livre III du Rapport de la Commission Royale, publié en 1940, paraît une longue série de tableaux faisant voir les résultats réunis des études. L'appendice VI de l'édition de 1940 de l'Annuaire du Canada donne le bilan unifié et les recettes et déboursés au compte courant de tous les gouvernements pour les années 1913, 1921, 1926, 1930 et 1937. A cette époque il n'existait pas de méthode permettant de continuer la série. Néanmoins, l'utilité du travail accompli était si évidente qu'il fut décidé de la continuer en prévision de la conférence fédérale-provinciale projetée pour janvier 1941. Le travail fut confié au conseiller des comptes publics de ce comité. Il en est fait mention dans le rapport intitulé "Statistiques comparatives des finances publiques, 1936–40". Ces statistiques sont même plus complètes que celles contenues dans le rapport de la Commission Royale et portent à un stage plus avancé les analyses précieuses déjà faites. La Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique s'est intéressée directement à ces deux études et des dispositions ont été prises pour que le travail soit continué à l'aide du rouage établi.

Les tableaux publiés aux pp. 746–755 de l'Annuaire de 1941 sont faits surtout de prévisions et, dans le cas de la dette réunie de tous les gouvernements, portent sur une période fiscale intérimaire. De même, les statistiques municipales contenues dans les totaux réunis reposent en majeure partie sur des estimations, puisque les données courantes sont incomplètes.

Bien que ce soit l'intention de continuer et d'augmenter cette série de tableaux, cette amélioration ne pourra être apportée que lorsque les chiffres seront plus complets et permettront de dresser des tableaux composites et comparables. Les projets et l'espoir du Bureau de la Statistique d'établir l'uniformité dans la méthode de recueillir les statistiques financières municipales et provinciales sont exposés brièvement dans les sections 3 et 4 de ce chapitre.

Pour le moment, il est possible de porter à date les statistiques de la dette réunie de tous les gouvernements telle qu'indiquée au tableau **1.** Les statistiques des pp. 746–47 de l'Annuaire de 1941 sont basées sur les données obtenues jusqu'au 30 novembre 1940; ces données embrassent maintenant les années fiscales complètes de tous les gouvernements. Les tableaux de recettes et de dépenses de tous les gouvernements sont temporairement omis.

1.—Composition de la dette globale de tous les gouvernements

NOTA.—Les chiffres pour le Dominion et les provinces sont ceux des années fiscales terminées le plus près du 31 décembre 1940 et les chiffres pour les municipalités, ceux des années fiscales terminées en 1940.

(000 omis du tableau et des renvois)

Item	Fédérale	Provinciale	Municipale	Totale	Eliminations—Créances interministérielles du Gouvernement	Dette globale nette
Dette directe	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Dette consolidée	4,141,991	1,734,275	1,244,000	7,120,266	12,975	7,107,291
Moins fonds d'amortissement	5,233	156,736	259,342	421,311	Nil	421,311
Dette nette consolidée	4,136,758	1,577,539	984,658	6,698,955	12,975	6,685,980
Billets du Trésor	230,000	270,743	6,749	507,492	167,405	340,087
Dépôts d'épargne	181,828 [1]	41,732	Nil	223,560	Nil	223,560
Prêts temporaires	Nil	8,820	121,382	130,202	"	130,202
Autre passif direct	155,378 [2]	58,445	114,571	328,394	24,666	303,728
Totaux, dette directe (moins fonds d'amortissement)	**4,703,964**	**1,957,279**	**1,227,360**	**7,888,603**	**205,046**	**7,683,557**
Dette indirecte						
Obligations garanties	1,188,220 [3]	162,638	57,935	1,408,793	14,187	1,394,606
Moins fonds d'amortissement	665	7,390	7,088	15,143	1,386	13,757
Obligations garanties nettes	1,187,555	155,248	50,847	1,393,650	12,801	1,380,849
Prêts en vertu de la loi de *1938* pour favoriser les améliorations municipales	Nil	7,500	Nil	7,500	7,500	Nil
Prêts bancaires garantis et autre passif indirect	121,803 [4]	59,858	2,433	184,094	33,580	150,514
Totaux, dette indirecte (moins fonds d'amortissement)	**1,309,358**	**222,606**	**53,280**	**1,585,244**	**53,881**	**1,531,363**
Totaux, dette directe et indirecte (moins fonds d'amortissement)	**6,013,322**	**2,179,885** [5]	**1,280,640** [5]	**9,473,847**	**258,927**	**9,214,920**

[1] Se compose de: (a) rentes sur l'Etat, $156,053; (b) dépôts aux caisses d'épargne du Ministère des Postes, $22,177; (c) mandats-poste, bons de poste, etc., en cours, $3,598. [2] Se compose de: (a) Caisse de rachat de circulation bancaire, $4,819; (b) caisses d'assurance, de pensions de retraite et en fiducie, $138,148; (c) dette consolidée échue ou en souffrance, $4,717; (d) intérêt échu et couru, $7,677; (e) actions remboursables sur demande, $17. Ne comprend pas: (a) chèques non touchés considérés en regard des dépôts en espèces, $18,877; (b) fonds de prévoyance ou spéciaux, $278,935; (c) comptes de la dette provinciale, $11,920 (bien que ces item soient compris dans la "dette nette" dans les "Comptes Publics", ils sont omis de ce tableau, ce qui place les dettes de tous les gouvernements sur une base de comparabilité). [3] Se compose de: (a) dette consolidée totale des Chemins de Fer Nationaux au 31 mars 1941, $1,152,406, dont un montant de $953,471 est garanti par le Dominion, un montant de $38,132 par les provinces et un montant de $160,803 n'est garanti ni par le Dominion, ni par les provinces; (b) la dette consolidée totale du Conseil des Ports Nationaux, $21,004, dont un montant de $20,445 est garanti par le Dominion et un montant de $559 n'est pas garanti; (c) les obligations des Paquebots Nationaux Limitée (Antilles) garanties par le Dominion, $9,400; (d) les obligations de la Commission du port de New Westminster garanties par le Dominion, $700; (e) les engagements futurs des Chemins de Fer Nationaux au sujet du prix d'achat de la propriété de la Cie des Chemins de Fer du Nord de l'Alberta, $4,710. [4] Se compose de: (a) avances des banques, $109,010; (b) billets du Trésor des provinces, $5,432; (c) prêts en vertu de la loi garantissant les emprunts pour l'amélioration des logements, $7,361. En plus de ce qui précède, le Dominion est éventuellement responsable en vertu de garanties de: (a) dépôts des banques à charte à la Banque du Canada, $207,994; (b) montant indéterminé d'emprunts en vertu de la loi nationale du logement; (c) des marges au jour le jour de la Commission Canadienne du Blé (comblées quotidiennement); (d) prêts bancaires garantis par la loi des emprunts garantis pour graines de semence, 1938, dont la garantie spécifique n'a pas encore été fixée, le montant n'étant pas encore définitivement arrêté. Le passif éventuel majeur émargeant au compte des Chemins de Fer Nationaux autre que celui de $4,710, dont il est fait mention au renvoi 3, ne figure pas dans ce tableau: il comprend le *capital-actions des compagnies affiliées remboursable sur demande*; le passif éventuel du Grand Trunk Western Railroad Company au compte d'obligations de la Detroit and Toledo Shore Line Railroad Company, la Toledo Terminal Railroad Company et la Chicago and Western Indiana Railroad Company, et le passif indirect des Chemins de Fer Nationaux au compte du système de pensions de la compagnie. [5] Une analyse des dettes provinciale et municipale, par province, paraît dans les sections 3 et 4 respectivement de ce chapitre.

Section 2.—Finances fédérales*

Historique.—Un précis historique de la finance publique depuis le régime français jusqu'au début de la première guerre mondiale a été publié aux pp. 756–757 de l'Annuaire de 1941. Jusqu'à cette époque les recettes du Dominion n'avaient jamais atteint $170,000,000 tandis que les dépenses, au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1914, atteignaient $186,000,000; ce chiffre était même une augmentation de près de 29 p.c. sur celui de l'année précédente.

La première guerre mondiale fit augmenter les dépenses dans des proportions énormes et qu'il fallut défrayer en majeure partie en recourant à l'emprunt. Un principe général en matière de finances veut que, lorsqu'un État contracte des dettes, il doive pourvoir par des taxes nouvelles au paiement de l'intérêt et créer un fonds d'amortissement en vue de son extinction. Cette taxation de guerre commença au Canada dès l'ouverture des hostilités, puisque la brève session de guerre du mois d'août 1914 augmentait les droits de douane et d'accise sur différents produits, tels que le café, le sucre, les liqueurs spiritueuses et le tabac. En 1915, une nouvelle loi imposait un droit spécial additionnel de 5 p.c. ad valorem sur les marchandises soumises au tarif préférentiel britannique et de 7½ p.c. ad valorem sur celles de tarifs intermédiaire et général, sauf certaines exceptions. De nouvelles taxes furent également imposées sur les banques, frappant leur monnaie en circulation, sur les recettes des compagnies de prêt et de fiducie, sur les compagnies d'assurance autres que les assurances sur la vie et les assurances maritimes, sur les télégrammes et les câblogrammes, sur les billets de chemin de fer, couchettes des wagons-lits, etc., ainsi que sur les chèques, mandats et bons de poste, lettres et cartes postales. L'année suivante vit naître la taxe sur les bénéfices de guerre (abrogée en 1921)‡ et l'année 1917, l'impôt sur le revenu. En 1918, elles furent l'une et l'autre augmentées et leur application s'élargit; en 1919, l'impôt sur le revenu fut de nouveau élevé et, enfin, il s'augmentait en 1920 d'une surtaxe de 5 p.c. du montant de la taxe sur les revenus de $5,000 et plus. Cette même année fut créée la taxe sur les ventes. Le formidable produit de ces taxes de guerre fit reculer au second plan pour la première fois l'encaisse des douanes; en effet, pendant l'année fiscale terminée le 31 mars 1921, les recettes des douanes s'élevaient à $163,266,804, tandis que les taxes de guerre produisaient $168,385,327. La situation est demeurée telle quelle jusqu'à 1942 à l'exception de la période entre 1928 et 1931, alors que les recettes des douanes reprirent temporairement leur ancienne position.

L'importance de la taxe de vente comme source de revenu est indiquée au tableau **13.** Lorsqu'elle fut introduite en 1920, cette taxe était d'un p.c. sur les ventes, mais par la suite ce taux a varié d'année en année. Il est de 8 p.c. depuis le 2 mai 1936. A la page 870 de l'Annuaire de 1938 paraît un exposé des changements apportés à cette taxe depuis son inauguration. Une caractéristique marquante de la période de guerre présente est la brusque augmentation des taux de l'impôt sur le revenu et l'extension de cette taxation, par l'intermédiaire de la taxe de la Défense Nationale, jusqu'à un niveau de revenu qui jamais auparavant ne s'était trouvé dans le rayon de la taxation directe du Gouvernement fédéral.

---

* Revisé sous la direction de M. W. C. Clark, sous-ministre des Finances à l'exception des parties traitant des taxes de guerre et de l'impôt sur le revenu, pp. 774–781, qui ont été revisées par le Ministère du Revenu National.

‡ Des arrérages de cette taxe ont été perçues les années fiscales subséquentes jusqu'en 1933. (Voir tableau **13**, p. 774).

Financement de l'effort de guerre du Canada.†—Lors de la session extraordinaire du Parlement en septembre 1939, un crédit de $100,000,000 est voté pour défrayer la guerre, lequel est ajouté à ce qui n'avait pas été dépensé des crédits votés à la première session de 1939 au Ministère de la Défense Nationale. Le premier budget de guerre est déposé le 12 septembre par le Ministre du Revenu National. Il annonce une augmentation modéré de l'impôt sur le revenu et de fortes augmentations de la taxe sur certains articles de luxe et de demi-luxe, notamment les boissons et le tabac. Une taxe est imposée sur les surplus de bénéfices afin d'amener au Trésor une grande partie de l'augmentation des bénéfices résultant de la situation.

Lorsque le Parlement se réunit en mai 1940, un crédit de guerre de $700,000,000 est voté pour défrayer les dépenses fortement accrues de l'effort de guerre en 1940–41. Les prévisions budgétaires soumises au Parlement pour les dépenses ordinaires s'établissent à $448,000,000, accusant une réduction marquée sur celles de $525,000,000 l'année précédente. Le deuxième budget de guerre, déposé le 24 juin, pourvoit à de fortes augmentations de taxes pour défrayer une partie des dépenses additionnelles de guerre. Les taux échelonnés de l'impôt sur le revenu sont haussés considérablement et les marges d'exonération rétrécies. Une taxe de défense nationale est imposée à toutes les personnes touchant un revenu annuel de plus de $600. Autant que possible, cette taxe est déduite à la source. La taxe sur les surplus de bénéfices est modifiée et alourdie. Comme moyen de conserver le change, une taxe de guerre de 10 p.c. sur le change est imposée à toutes les importations sauf celles en provenance de l'Empire. La taxe d'accise sur les automobiles est rendue plus onéreuse et s'échelonne abruptement dans les niveaux supérieurs. Le Ministre des Finances estime que ces changements de même que d'autres moins importants apporteront une augmentation de $280,000,000 aux recettes d'une année complète. L'Annuaire de 1941, pp. 758–59, contient de plus amples détails sur le sujet.

Les dépenses de guerre sont relativement peu élevées au cours des huit ou neuf premiers mois des hostilités. La guerre en est à sa phase d'organisation. Elles augmentent rapidement dans la suite et, à la fin de la première année du conflit, elles grandissent à raison de plus de $700,000,000 par année. Elles continuent leur ascension et atteignent, pour le premier semestre de 1941, le montant de $484,000,000. Elles augmentent donc à raison de $968,000,000 par année. Pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1941, les dépenses totales de guerre sont d'environ $778,000,000, dont $26,000,000 représentent la sortie au compte d'item traités comme actif productif dans les comptes du Dominion.

A mesure que la guerre progresse, l'assistance financière accordée à la Grande-Bretagne prend rapidement des proportions importantes. Le Gouvernement britannique a besoin de dollars canadiens pour acheter les fournitures essentielles qui sont produites au Canada. Il en obtient certaines de la façon normale au moyen des exportations britanniques au Canada, et les tarifs canadiens sur les marchan-

† Au moment où ce chapitre va sous presse, l'analyse du quatrième budget de guerre n'est pas prête. Elle se trouvera dans l'introduction de cet ouvrage. Pour renseignements plus détaillés et interprétation de ces questions financières, référer aux trois discours sur le budget de guerre du 12 septembre 1939 (Débats, p. 142) du 24 juin 1940 (Débats, p. 1041) et du 29 avril 1941 (Débats, p. 2599), et aux discours ou déclarations du Ministre des Finances à la Chambre des Communes le 21 mai 1940 (Débats, p. 86), le 30 juillet 1940 (Débats, p. 2191), le 21 novembre 1940 (Débats, p. 325), le 2 décembre 1940 (Débats, p. 625), le 18 février 1941 (Débats, p. 925), et le 20 mars 1941 (Débats, p. 1911). On pourra également référer au discours du Premier Ministre à la Chambre des Communes le 25 mars 1941 (Débats, p. 2064) et, en général, aux débats sur les trois budgets susmentionnés.

dises anglaises sont sensiblement réduits (dans les lois sur la conservation du change) pour faciliter les opérations. Toutefois, du 15 septembre 1939 au 31 mars 1941, le déficit de la balance des paiements de la Grande-Bretagne au Canada est d'environ $795,000,000. Avant 1941, la Grande-Bretagne pouvait expédier de l'or au Canada en échange de dollars canadiens; cet or est maintenant orienté vers les Etats-Unis en règlement partiel du déficit du Canada dans ses paiements à ce pays. La balance élevée de dollars canadiens dont le Royaume-Uni a besoin est assurée par le Gouvernement canadien ou ses mandataires de deux façons: environ $337,000,000 jusqu'au 31 mars 1941 sont transférés au Royaume-Uni en échange de valeurs mobilières canadiennes auparavant détenues dans ce pays; le reste est simplement transféré au Royaume-Uni en échange de soldes sterling accumulés au crédit du Canada à Londres.

Dans le troisième budget de guerre (29 avril 1941), il faut pourvoir aux dépenses de guerre de l'année fiscale 1941–42. De nouveau, les taxes sont fortement augmentées, surtout les taxes sur le revenu personnel et sur le revenu des corporations, et la taxe de la défense nationale; une nouvelle taxe est imposée sous forme de taxe fédérale sur les successions. (Voir p. 759).

Pour défrayer la partie de ses propres dépenses de guerre qu'il ne peut payer même à l'aide d'une lourde taxation, et en même temps venir en aide à la Grande-Bretagne, le Dominion est forcé d'emprunter de fortes sommes. En plus de l'importante campagne permanente d'épargne de guerre et des recettes provenant de prêts sans intérêt consentis par des citoyens patriotes, il y a eu cinq opérations distinctes d'emprunt. En octobre 1939, les banques souscrivent un emprunt à brève échéance de $200,000,000 lancé dans le but de faciliter la rapide expansion économique nécessitée par les premiers mois de la guerre. En janvier 1940, le premier emprunt public de guerre est lancé pour obtenir une somme de $200,000,000 en espèces et convertir une émission échue. Il est rapidement sursouscrit. En septembre 1940, un deuxième emprunt de guerre est lancé dont l'objectif est de $300,000,000 en espèces et de convertir une autre émission échue. Il est aussi sursouscrit bien que moins rapidement. En janvier 1941, les banques canadiennes consentent un nouveau prêt à brève échéance de $250,000,000 et sous forme de billets à 2½ ans vendus pour rapporter 1⅝ p.c. L'expansion énorme et sans précédent de l'emploiement et de la production au Canada qui, à cette époque, se poursuivait encore, a permis ce nouveau financement par les banques sans qu'il s'ensuive de répercussions inflatoires. Ajoutons qu'une émission de $325,000,000 d'obligations du Dominion a été vendue à la Banque du Canada en mai 1940 pour fins de change, mais qui représentait essentiellement un échange d'actif plutôt qu'une opération normale d'argent.

Les troisième et quatrième emprunts sont désignés sous les noms de premier et deuxième emprunts de la victoire. Le premier est lancé en juin 1941 et le deuxième en février 1942. Les détails de ces opérations de même que ceux des récentes transactions et billets du Trésor et de rachat de valeurs canadiennes au Royaume-Uni sont donnés à la p. 788, dans la sous-section traitant de la dette nationale.

Récentes modifications apportées au système de taxation.—Un exposé détaillé des changements apportés à la taxation de 1914 à 1926 paraît aux pp. 768–771 de l'Annuaire de 1926. Des renseignements analogues concernant les modifications apportées de 1927 à 1929 sont donnés aux pp. 807–808 de l'Annuaire de 1930;

de 1930 à 1935, aux pp. 856–860 de l'Annuaire de 1936; pour 1936–37, aux pp. 871–873 de l'Annuaire de 1938; pour 1938, aux pp. 916–17 de l'Annuaire de 1939, en 1939, aux pp. 852–53 de l'Annuaire de 1940; et en 1940, aux pp. 758–59 de l'Annuaire de 1941.

Un exposé paraissant aux pp. 842–847 de l'Annuaire de 1937 donne les détails complets sur le système de taxation du Dominion tel qu'il existe en juillet 1936 et des exposés paraissant aux pp. 870–871 de l'Annuaire de 1938 indiquent les changements apportés à la taxe de vente et à la taxe spéciale d'accise sur les importations depuis l'institution de ces taxes en 1920 et 1931, respectivement.

Détails du troisième budget de guerre.—Le troisième budget de guerre, celui d'avril 1941, a fait sentir dans toute sa lourdeur le fardeau financier au Canada dans la présente guerre. Il est annoncé dans ce budget que les engagements financiers du Canada pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1942 seront au total de plus de $2,700,000,000, montant excédant de beaucoup tout ce qui jusqu'ici avait figuré dans le domaine de la finance fédérale. Ce total comprend une somme de $1,300,000,000 devant être affectée aux dépenses de guerre directes du Canada, une somme de $900,000,000 pour venir en aide à la Grande-Bretagne et lui permettre d'acheter fournitures et outillage au Canada et une somme de $468,000,000 pour les dépenses ordinaires du Gouvernement. Il est estimé que, malgré le système actuel de taxation, il restera un déficit d'environ $1,500,000,000. Pour le combler, du moins en partie, de nouvelles taxes encore plus élevées ont été imposées qui rapporteront au Trésor une somme additionnelle de $250,000,000 au cours des mois qui restent de l'année fiscale.

Tout comme les budgets antérieurs, le budget actuel insiste particulièrement sur la taxe directe. Les taux de l'impôt sur le revenu personnel sont de nouveau élevés sensiblement, tandis que l'ancienne taxe de 2 p.c. et de 3 p.c. de la Défense Nationale est portée à 5 p.c. et 7 p.c., et le point de départ pour les célibataires est porté à $660 et les exemptions pour personnes à charge, à $20. Une importante modification apportée à la loi de l'impôt sur le revenu porte la taxe sur les intérêts et les dividendes versés à l'étranger de 5 p.c. à 15 p.c. La taxe minimum payable en vertu de la loi de la taxe sur les surplus de bénéfices est portée de 12 p.c. à 22 p.c. et en même temps diverses technicalités sont ajoutées à la loi pour en améliorer l'application. Par l'adoption de la loi des droits sur les successions, le Dominion, pour la première fois, s'aventure dans un domaine ayant été laissé jusqu'ici aux provinces exclusivement.

Dans le domaine de la taxation indirecte, les contributions sont fortement augmentées et de nouvelles et lourdes taxes sont imposées. La gazoline, jusqu'ici taxée par les provinces seulement, est frappée d'un impôt de 3 cents le gallon. Un nouvel impôt s'applique à l'admission dans les cinémas et autres lieux de spectacle de même qu'aux enjeux de pari mutuel aux courses de chevaux; une taxe de 10 p.c. est imposée sur les billets de voyage, et l'ancienne taxe plutôt modérée sur le gaz carbonique est remplacée par une taxe de 25 p.c. sur toutes les bouteilles d'eaux gazeuses. La taxe de vente n'est pas augmentée, mais les matériaux de construction,

qui constituent un groupe important, sont retirés de la liste des exemptions. Les taxes existantes sur un grand nombre d'articles,—sucre, automobiles et autobus, bière, malt et vin, cosmétiques, cartes à jouer, allumoirs de cigarettes et appels téléphoniques interurbains—sont sensiblement augmentées. Certaines modifications d'un caractère secondaire sont apportées à la loi de conservation du change en temps de guerre et au tarif douanier. En vertu des nouveaux tarifs douaniers, des concessions substantielles sont faites subordonnément au tarif préférentiel britannique afin d'encourager les importations en provenance de l'Empire.

Un point important de ce budget est l'offre du Gouvernement fédéral aux provinces, moyennant leur consentement à se retirer du domaine de la taxe sur le revenu personnel et sur le revenu des corporations pour la durée de la guerre, de rembourser chacune d'elles soit en garantissant le versement de (a) un montant égal aux sommes ainsi perçues par chaque province et ses municipalités durant l'année fiscale terminée le plus près du 31 décembre 1940 ou (b) un montant égal aux intérêts sur la dette nette effectivement payés par la province durant l'année fiscale terminée le plus près du 31 décembre 1940, moins les recettes provenant des droits provinciaux sur les successions durant cette période. Il est aussi pourvu à ce que des subventions pour fins fiscales soient versées aux provinces, s'il peut être démontré que la province a besoin de telles subventions pour se maintenir financièrement.

Le 15 janvier 1942, le Ministre des Finances annonce que des versements annuels seraient faits à la Colombie Britannique, à l'Alberta, au Manitoba, à l'Ontario et au Québec sur la base de l'option (a) ci-dessus. La Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick, le Nouvelle-Ecosse et l'Ile du Prince-Edouard ont choisi les paiements basés sur l'option (b). Des subventions pour fins fiscales seront versées à la Saskatchewan, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et à l'Ile du Prince-Edouard, et la Nouvelle-Ecosse recevra un montant annuel équivalant aux pertes subies en raison de la suspension de la subvention annuelle versée autrefois sur la recommandation des commissions Duncan et White. Ces subventions pour fins fiscales ajoutées au versement annuel à la Nouvelle-Ecosse s'élèveront au total à $3,232,789 par année en regard d'une somme de $5,475,000 versée autrefois à certaines provinces sous forme de subventions spéciales. Les paiements qui seront faits en vertu des options (a) et (b), en compensation de l'abandon de taxes indiqué plus haut, s'élèveront au total à plus de $81,288,677 par année.

En outre, le Fédéral s'engage à compenser les pertes des provinces en matière de taxes sur la gazoline dans la mesure où ces pertes sont inférieures aux recettes de 1940. Ces recettes en 1940 s'étaient élevées à $56,738,519.

Sous-section 1.—Bilan du Dominion

Le modèle qui a servi de base au bilan actuel du Dominion a été adopté en 1920. Dans la colonne de l'actif il indique les comptes classifiés comme actif *productif;* celui-ci représente les valeurs en espèces ou les placements portant intérêt ou ayant une valeur au comptant facilement réalisable. La colonne du passif indique le passif établi et porté aux comptes. Aucun passif n'est indiqué pour les intérêts courus mais non échus, ni pour les obligations courantes contractées pour

l'achat de fournitures ou de services mais encore impayées à la fin de l'année fiscale. Le passif indirect garanti ne figure pas non plus au bilan. Il est énuméré sur une feuille spéciale. (Voir pp. 792-794.)

L'excédent du passif sur l'actif productif, ce qui constitue la dette nette, est analysé dans un appendice au bilan et est réparti entre l'actif improductif, lequel comprend les dépenses capitales et les placements improductifs et les déficits accumulés du fonds consolidé.

Le tableau comparatif ci-dessous ne suit pas à la lettre la forme sous laquelle sont présentés actuellement les Comptes Publics, certains changements de peu d'importance ayant été faits en 1939 ne figurent pas ici aux fins de maintenir la continuité des chiffres de la période de cinq ans. Pour les détails de ces changements, voir p. 759 de l'Annuaire de 1941.

2.—Bilan du Dominion au 31 mars 1937-41

NOTA.—Les tirets signifient que les item ne sont pas applicables aux années indiquées.

Item	ACTIF				
	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Actif productif—					
Espèces en caisse et en banque	26,239,458	8,297,389	32,127,822	178,330,603	347,982,169
Banque hypothécaire centrale	–	–	–	250,000	250,000
Commission de Contrôle du change étranger—prêt	–	–	–	–	325,000,000
Banque du Canada, immobilisation en capital-actions	5,100,000	5,100,000	5,920,000	5,920,000	5,920,000
Comptes des chemins de fer	56,335,222	28,784,895	31,016,335	60,419,050	180,561,887
Prêts aux provinces pour le logement	4,730,388	3,308,000	3,203,000	2,504,000	870,500
Prêts de secours aux provinces	113,502,587	129,801,198	144,786,039	155,978,087	157,492,294
Province de l'Alberta—surpaiement de subventions	468,750	468,750	468,750	468,750	468,750
Avances à la Commission des Ports Nationaux et aux commissions de ports	83,475,654	85,366,059	86,058,161	87,004,875	86,671,781
Avances à la Commission Canadienne du Crédit agricole	27,760,379	31,598,256	34,418,291	36,694,977	37,521,468
Prêts en vertu de la loi nationale sur le logement, 1935, et de la loi nationale sur le logement, 1938	1,076,492	2,754,513	5,411,954	9,805,277	13,609,930
Prêts en vertu de la loi pour aider aux municipalités à faire des améliorations rentables	–	–	815,088	3,926,355	5,644,607
Avances aux gouvernements étrangers	30,494,720	30,854,262	30,854,262	30,854,262	30,854,262
Prêts aux soldats colons	42,477,774	42,232,502	40,588,430	37,829,462	35,679,623
Société Radio-Canada—prêts	–	500,000	450,000	1,150,000	786,159
Paquebots Nationaux (Antilles)—prêts	–	450,000	450,000	450,000	1,200,000
Commission de l'Energie de la Saskatchewan	–	–	–	–	57,600
Divers comptes courants	66,907,513	69,054,220	69,193,370	76,391,037	157,136,642
Moins réserve pour pertes éventuelles sur la réalisation finale de prêts et avances productifs	–	–	–	–	25,000,000
Totaux, actif productif	**458,568,937**	**438,570,044**	**485,761,502**	**687,976,735**	**1,362,707,672**
Solde du passif sur l'actif vif, ce qui est la dette nette au 31 mars	3,083,952,202	3,101,667,570	3,152,559,314	3,271,259,647	3,648,691,448
Totaux, dette brute	**3,542,521,139**	**3,540,237,614**	**3,638,320,816**	**3,959,236,382**	**5,011,399,120**

2.—Bilan du Dominion du Canada au 31 mars 1937-41—fin

Item	1937	1938	1939	1940	1941
Actif improductif—					
Travaux publics, canaux	242,726,334	240,349,604	240,316,691	240,316,048	240,312,218
Travaux publics, chemins de fer	443,109,941	429,690,834	429,584,113	429,586,082	429,575,794
Travaux publics, divers	267,970,363	286,506,741	292,022,857	299,030,325	302,374,849
Immeubles et magasins de la milice	12,035,420	12,049,714	12,056,713	12,056,714	12,063,714
Crédit du compte des terres	9,895,948	9,895,948	9,895,948	9,895,948	9,895,948
Dettes des chemins de fer (anciennes)	88,398,829	62,791,435	62,791,435	62,791,435	62,791,435
Comptes des chemins de fer (prêts improductifs)	655,527,456	[1]	[1]	[1]	[1]
Fonds de garantie des Chemins de fer Nationaux du Canada	[1]	269,325,706	266,612,868	264,012,426	265,706,606
Titres des Chemins de fer Nationaux du Canada	[1]	18,000,000	18,000,000	18,000,000	18,000,000
Paquebots Nationaux (prêts improductifs)	13,754,191	13,858,030	13,864,295	13,872,666	13,871,969
Placements divers et autres comptes (improductifs)	100,482,811	101,787,036	104,920,907	90,893,210	98,699,149
Item de solde—					
Solde du fonds consolidé au 31 mars de l'année précédente	1,194,182,502	1,250,050,909	1,657,412,522	1,702,493,487	1,830,804,793
Excédent des dépenses sur les recettes, année terminée le 31 mars	55,868,407	14,443,347	45,080,965	128,311,306	364,594,974
Compte autorisé par la loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937	[1]	392,918,266	Nil	Nil	Nil
Totaux, dette nette	**3,083,952,202**	**3,101,667,570**	**3,152,559,314**	**3,271,259,647**	**3,648,691,449**

Item	PASSIF[2]				
	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Fonds de rachat des billets de banque en circulation	7,019,898	5,967,227	5,462,028	5,053,595	4,818,516
Administration des Postes, mandats, bons de poste, etc., impayés	4,074,164	3,664,726	2,498,656	2,787,322	3,597,902
Dépôts à la caisse d'épargne postale	21,879,593	22,587,233	23,045,575	23,100,118	22,176,633
Assurance, fonds de retraite et rentes	176,973,747	201,332,556	221,220,852	243,153,278	264,028,916
Fonds en fiducie	20,933,993	20,951,204	21,328,456	22,213,545	30,172,158
Fonds contingents et spéciaux	13,597,412	21,853,040	34,762,566	20,369,529	297,812,094
Comptes des provinces	9,623,817	9,623,817	9,623,817	9,623,817	9,623,817
Dette consolidée moins fonds d'amortissement	3,285,066,671	3,252,577,884	3,318,490,049	3,630,954,386	4,371,491,849
Intérêt échu et impayé	3,351,844	1,679,928	1,888,817	1,980,792	7,677,235
Totaux, passif ou dette brute	**3,542,521,139**	**3,540,237,615**	**3,638,320,816**	**3,959,236,382**	**5,011,399,120**

[1] Voir texte, p. 593. [2] Passif direct seulement. Le passif indirect ou les garanties données par le Dominion du Canada sont indiqués aux tableaux **33** et **34**, pp. 793-794.

Sous-section 2.—Recettes et dépenses

Au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1941, recettes et dépenses atteignent des niveaux de beaucoup plus élevés qu'en toute autre année de l'histoire du Dominion. Les recettes passent de $310,000,000 à $872,000,000, soit une augmentation d'environ 55 p.c. sur l'année précédente à laquelle, comme on le verra dans le tableau de la page 763, sources anciennes et nouvelles de revenu ont contribué substantiellement. Les trois sources nouvelles les plus importantes—taxe de la défense nationale, taxe sur les surplus de bénéfices et taxe sur le change en temps de guerre—contribuent à elles seules plus de $113,000,000, tandis que les recettes provenant de l'impôt sur le revenu augmentent de $86,000,000 ou de plus de 64 p.c. Des dépenses totales qui se chiffrent à près de $1,250,000,000, les décaisse-

ments de guerre absorbent $752,000,000 ou plus de 60 p.c. Les dépenses ordinaires, qui comprennent les frais normaux d'administration de l'Etat, sont réduites d'environ $8,000,000 malgré une augmentation de $10,000,000 (sur un total de $139,000,000) dans les intérêts sur la dette publique (l'item le plus considérable de ce groupe) attribuable aux emprunts considérables nécessités par la guerre. Les dépenses de secours-chômage et d'assistance à l'agriculture, indiquées au tableau sous les "Dépenses spéciales", sont réduites de plus de la moitié, tandis que les dépenses pour "Entreprises du Gouvernement", dont l'item le plus considérable est le déficit des Chemins de fer Nationaux, accusent une réduction encore plus marquée. Le déficit net de l'année s'élève à $377,432,000. Il est de trois fois celui de l'année précédente.

3.—Détails des recettes budgétaires, années fiscales 1937-41

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les items du talon n'étaient pas applicables aux années indiquées.

Item	1937	1938	1939	1940	1941
Recettes ordinaires—	$	$	$	$	$
Impôts—					
Droits de douane sur les importations	83,771,091	93,455,750	78,751,111	104,301,487	130,757,011
Droits d'accise	45,956,857	52,037,333	51,313,658	61,032,044	88,607,559
Impôt sur le revenu	102,365,242	120,365,532	142,026,138	134,448,566	220,471,044
Taxe de la défense nationale	–	–	–	–	27,672,018
Taxe sur les surplus de bénéfices	–	–	–	–	23,995,269
Taxe de vente	112,832,259	138,054,536	122,139,067	137,446,253	179,701,224
Taxe sur le change en temps de guerre	–	–	–	–	61,932,029
Autres taxes	41,625,420	44,737,910	41,476,820	30,456,614	44,403,471
Totaux, recettes provenant des impôts	386,550,869	448,651,061	435,706,794	467,684,964	777,539,585
Recettes provenant d'autres sources—					
Loi des grains	1,192,099	679,927	1,155,718	1,711,271	1,656,657
Gazette du Canada	47,697	46,584	49,305	55,132	45,963
Canaux	1,003,765	1,866,286	723,234	762,414	843,512
Recettes casuelles	6,275,858	6,596,993	7,439,785	9,372,492	13,948,082
Immigration chinoise	7,444	2,359	2,459	1,566	3,474
Terres domaniales, parcs, etc	478,133	540,841	680,477	676,210	688,084
Inspection de l'électricité	646,117	692,361	726,135	715,295	827,701
Amendes et confiscations	134,389	208,988	211,346	87,738	90,357
Pêcheries	55,656	60,443	52,281	53,442	51,877
Inspection du gaz	93,389	87,519	83,465	80,967	84,188
Contrôle des assurances	151,966	161,934	172,177	179,131	189,455
Intérêts sur placements	11,231,035	13,120,523	13,163,015	13,393,432	14,910,554
Marine	263,260	336,103	377,250	348,266	348,175
Fonds des marins	204,525	205,586	210,512	278,374	314,900
Collège militaire	20,012	20,100	20,400	14,040	14,599
Revenu des pensions de guerre	186,515	194,150	209,231	233,432	303,377
Champs de tir et camps	15,451	16,437	19,825	18,413	39,488
Brevets d'invention	463,850	452,150	441,764	415,861	400,267
Etablissements pénitentiaires	62,324	32,820	81,930	137,314	161,299
Postes	34,274,552	35,546,161	35,288,220	36,729,105	40,383,366
Primes, escompte et change (net)	–	26,911	477,430	7,939,273	6,107,027
Travaux publics	274,431	317,835	296,630	305,928	373,361
Permis de radio	989,619[1]	1	1	1	1
Pensions de police fédérale	10,195	10,570	11,028	11,314	11,247
Poids et mesures	395,904	392,879	416,295	410,718	426,333
Totaux, recette provenant d'autres sources	58,478,086	61,646,520	62,309,912	73,931,128	82,215,343
Totaux, recettes ordinaires	**445,028,955**	**510,297,581**	**498,016,706**	**541,616,092**	**859,754,928**
Recettes spéciales (revenus divers et crédits)	**8,463,997**	**3,009,879**	**1,255,962**	**163,812**	**8,538,236**
Autres crédits—					
Remboursements sur compte capital	616,069	1,543,135	40,796	21,244	20,404
Crédits aux comptes non productifs	44,726	1,842,154	2,856,900	20,292,311	3,856,077
Totaux, autres crédits	**660,795**	**3,385,289**	**2,898,686**	**20,313,555**	**3,876,481**
Grands totaux des recettes	**454,153,747**	**516,692,749**	**502,171,354**	**562,093,459**	**872,169,645**

[1] Depuis novembre 1936, le produit des permis de radio est déposé au crédit de la Société Radio-Canada.

4.—Détails des dépenses budgétaires, années fiscales 1937-41

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les item ne sont pas applicables à ces années.

Item	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Dépenses ordinaires—					
Agriculture	8,741,070	9,016,839	9,527,760	11,816,826	8,593,032
Bureau de l'Auditeur général	423,367	463,335	473,007	459,435	452,714
Commission du Service civil	304,921	358,252	378,524	498,111	397,422
Affaires Extérieures y compris le Bureau du Premier Ministre	1,340,912	1,450,048	1,056,727	1,215,238	1,008,073
Finance—					
Intérêt sur la dette	137,410,345	132,117,422	127,995,617	129,315,442	139,178,670
Financement d'emprunts	3,839,481	4,555,437	4,914,349	4,992,102	6,303,547
Subsides aux provinces	13,725,196	13,735,336	13,752,110	13,768,953	13,768,953
Versements spéciaux aux provinces	3,225,000	7,475,000	7,475,000	5,475,000	5,475,000
Autres versements et contributions	540,224	560,244	642,577	659,905	530,331
Pensions	768,046	696,557	630,878	560,113	493,837
Contribution à la caisse de retraite	2,018,754	2,065,491	2,419,820	2,271,448	2,315,851
Pensions de vieillesse	21,149,352	28,653,005[1]	29,043,639[1]	29,976,554[1]	29,911,700[1]
Prime, escompte et change (net)	399,930	–	–	–	
Dépenses générales	3,578,449	3,652,961	3,770,328	4,046,109	3,590,393
Pêcheries	1,690,610	1,849,619	2,035,822	2,319,896	1,617,849
Bureau du secrétaire du Gouverneur Général	143,216	144,179	144,690	146,830	130,971
Assurance	171,658	186,725	193,947	195,276	176,707
Ministère de la Justice—					
Justice	2,502,594	2,507,432	2,473,012	2,448,855	2,413,413
Etablissements pénitentiaires	2,371,932	2,577,319	2,675,201	2,940,790	2,716,836
Ministère du Travail—					
Travail (y compris enseig. technique)	796,598	754,728	815,540	818,456	912,897
Rentes viagères—Contributions à la réserve	540,832	8,941,196[2]		379,007	111,425
Législation—					
Chambres des Communes	1,759,651	1,515,869	1,799,767	1,285,416	2,468,343
Bibliothèque du Parlement	74,994	79,052	72,456	76,102	70,017
Sénat	587,326	535,576	600,195	431,787	867,703
Générales	72,817	56,899	75,000	68,360	57,773
Bureau du cens électoral	52,593	76,240	49,897	–	–
Directeur des élections, y compris élections	71,820	44,609	114,466	458,005	2,469,359
Mines et Ressources—					
Administration et dépenses générales	–	1,857,868[3]	182,818[3]	204,563[3]	177,037[3]
Immigration et colonisation	1,312,835	1,163,004	1,334,724	1,338,177	1,272,519
Affaires Indiennes	4,903,880	4,896,748	5,304,885	5,675,058	5,183,477
Intérieur	2,887,354	–	–	–	–
Terres, parcs et forêts	–	1,542,790	2,249,010	2,115,890	1,936,432
Arpentage et génie	–	933,387	1,324,945	1,301,012	1,114,434
Mines et levés géologiques	1,134,714	658,082	1,339,441	1,303,455	1,173,174
Loi du transport du charbon et du combustible domestique	2,276,735	2,520,922	1,921,130	4,531,922	4,407,879
Munitions et approvisionnements	–	–	–	–	9,114
Défense Nationale—					
Service de la milice	11,345,751	17,221,198	15,772,295	5,997,311	[5]
Service naval	4,763,294	4,371,980	6,589,714	1,869,162	[5]
Service de l'air	5,821,824[4]	10,018,104	11,216,055	4,851,503	[5]
Divers services	992,224	1,149,025	853,959	470,755	193,985
Revenu National (y compris impôt sur le revenu)	11,205,101	11,870,199	11,899,312	12,064,426	12,228,866
Pensions, de guerre, militaires et civiles	43,356,180	42,823,277	42,793,055	42,868,901	42,195,709
Pensions et Santé Nationale	12,452,392	13,066,320	14,582,890	16,010,793	14,641,331
Postes	31,906,272	33,762,269	35,455,182	36,725,870	38,699,674
Conseil Privé	45,488	47,787	48,783	59,133	54,063
Archives publiques	160,362	169,953	158,697	150,190	125,852
Imprimerie et Papeterie publiques	169,367	161,063	190,572	198,589	283,159
Travaux Publics	14,518,757	12,382,073	15,484,196	13,065,212	11,506,678
Royale Gendarmerie à cheval	5,634,760	6,022,503	5,822,638	5,276,797	5,194,939
Secrétaire d'Etat	654,705	692,331	730,092	836,242	772,478
Etablissement des soldats	805,945	801,036	757,664	624,278	581,716

[1] Y compris pensions aux aveugles. [2] Les tableaux utilisés antérieurement dans l'évaluation ne donnaient pas toute la valeur du passif débité aux rentes viagères. Ce montant exceptionnel est dû à l'adaptation de tableaux conformes au taux actuel de la mortalité. [3] Avant 1937-38, les dépenses générales d'administration n'étaient pas séparées des autres dépenses des services respectifs des ministères qui ont été fusionnés pour former le Ministère des Mines et Ressources et le Ministère des Transports. Les chiffres de 1939, 1940 et 1941 ne représentent que l'administration départementale; les autres dépenses d'administration sont comprises, comme pour les autres ministères, sous les services respectifs. Avant 1937-38, les dépenses de l'aviation civile, qui constitue maintenant la Division du service aérien du Ministère des Transports, étaient comprises dans les dépenses de la Division du service aérien du Ministère de la Défense Nationale. [5] Comprises avec les dépenses de guerre, voir p. 765.

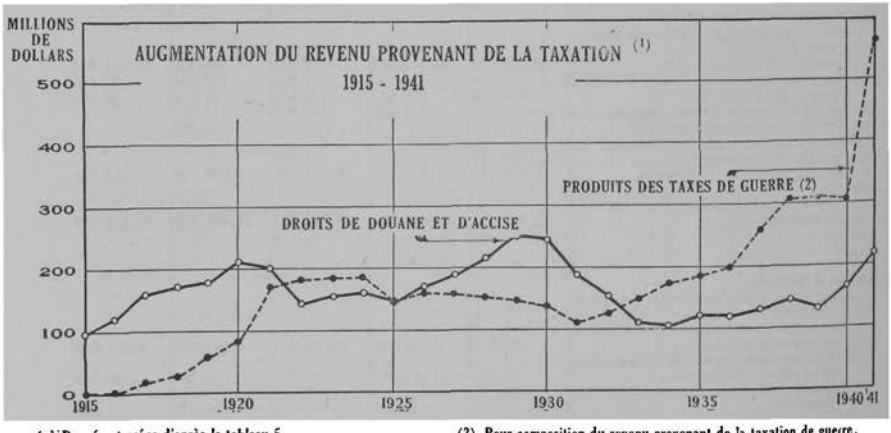
4.—Détails des dépenses budgétaires, années fiscales 1937-41—suite

Item	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Dépenses ordinaires—fin					
Commerce—					
Subsides postaux et subvention au service océanique	2,119,915	2,029,211	1,993,323	1,906,620	942,494
Loi des grains du Canada	1,738,585	1,675,051	1,846,706	1,932,489	1,907,821
Autres dépenses générales	5,522,518	4,069,797	4,762,994	4,999,053	4,315,075
Transports—					
Administration et dépenses diverses	–	417,277[1]	376,407[1]	366,782[1]	340,959[1]
Service aérien	–	2,935,256[2]	3,457,108[2]	3,861,863[2]	3,477,803[2]
Marine	5,614,342	4,290,279	4,266,775	4,210,968	3,793,182
Société Radio-Canada	878,174	–	–	–	–
Chemins de fer et canaux	4,019,131	3,911,022	4,616,956	4,066,413	3,989,326
Loi des taux de transport des Provinces Maritimes	2,505,823	3,182,458	2,582,897	2,660,295	3,951,014
Caisse des passages à niveau	53,966	179,770	186,643	255,438	126,342
Totaux, dépenses ordinaires	**387,112,072**	**414,891,410**	**413,032,202**	**398,323,206**	**390,629,350**
Dépenses, compte capital—					
Canaux	51,945	–	–	–	–
Chemins de fer	203,035	71,454	26,348	22,570	6,821
Travaux publics	3,236,564	4,358,698	5,397,928	7,007,468	3,350,989
Totaux, dépenses, compte capital	**3,491,544**	**4,430,152**	**5,424,276**	**7,030,038**	**3,357,810**
Déboursés spéciaux—					
Secours-chômage—					
Assistance financière aux provinces	28,929,774	19,492,958	17,037,033	19,534,178	14,993,940
Part du Fédéral aux entreprises collectives du Fédéral et des Provinces	12,691,397	8,878,166	6,258,672	7,147,306	3,201,613
Facilités de transport vers les régions minières	1,221,227	1,323,657	1,212,941	1,121,038	47,872
Entretien ferroviaire	2,662,084	–	–	–	–
Administration	194,306	377,980	260,466	287,162	235,876
Entreprises fédérales	23,553,924	13,875,769	12,980,739	24,918,392	9,167,553
Secours spécial à la région desécheresse	8,750,990	24,585,834	9,145,556	9,104,875	4,722,568
Commission canadienne du blé—réserves contre les pertes estimatives sur les garanties d'écoulement du blé applicables aux années fiscales 1938-39, 1939-40 et 1940-41	–	–	25,000,000	27,000,000	10,499,677
Déboursés de guerre	–	–	–	118,291,022	752,045,326
Totaux, déboursés spéciaux	**78,003,702**	**68,534,364**	**71,895,407**	**207,403,973**	**794,914,425**
Entreprises du Gouvernement—					
Pertes imputables au fonds du revenu consolidé—					
Canadien National	43,303,394	42,345,868	54,314,196	40,095,520	16,965,044
Ferryboat de l'Ile du Prince-Edouard	–	–	387,643	426,854	460,773
Conseil des Ports Nationaux	249,718	288,917	138,440	93,904	39,914
Lignes Aériennes Trans-Canada	–	111,005	818,026	411,657	–
Banque hypothécaire centrale	–	–	–	16,069	–
Prêts et avances improductifs—					
Paquebots Nationaux	Cr. 1,753,779	103,839	6,265	8,371	–
Conseil des Ports Nationaux	2,419,193	1,983,759	3,278,924	1,026,774	715,948
Totaux, entreprises du Gouvernement	**44,218,526**	**44,833,388**	**58,943,494**	**42,079,149**	**18,181,679**
Autres dépenses—					
Annulation d'actifs imputables au fonds consolidé—					
Réduction des avances aux soldats et colons en général	627,663	749,766	1,022,617	1,642,533	1,011,012
Pertes annuelles au compte des graines de semence et des secours	44,425	14,197	17,701	9,711	46,059
Annulation du capital-actions du Prêt Agricole	20,385	10,135	14,280	10,849	11,995

[1] Renvoi 3, p. 764. [2] Renvoi 4, p. 764.

4.—Détails des dépenses budgétaires, années fiscales 1937-41—fin

Item	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Autres dépenses—fin					
Bons du Trésor du Manitoba	–	804,897	–	–	–
Annulation des prêts de secours à la province de Saskatchewan	–	–	–	17,682,157	–
Réduction des prêts pour aider le mouvement d'immigration et de colonisation	–	247	283	356	244
Réduction des prêts de secours aux régions atteintes par la sécheresse, province de Saskatchewan	–	–	–	1,373,980	–
Fonds consolidé—pour pourvoir à une réserve pour pertes éventuelles dans la réalisation finale de prêts et avances productifs	–	–	–	–	25,000,00
Transfert d'actifs productifs à l'actif improductif—					
Bons du Trésor du Manitoba	804,897	–	–	–	–
Bons du Trésor de la Saskatchewan	17,682,158	–	–	–	–
Compte improductif de l'établissement des soldats et des colons en général—ajustement	60	139,361	–	–	–
Obligations, intérêt et billets—ajustement	–	200	–	–	–
Canadien National, titres en fiducie—réduction due à l'abandon de lignes	–	–	2,712,837	2,600,442	2,334,350
Pertes—capital (moins les pertes imputables à l'expiration de la durée de service) sur la vente du S.S. Prince David et du S.S. Prince Robert	–	–	–	–	1,474,971
Comptes improductifs—					
Versements de garanties en vertu des lois garantissant les prêts pour graines de semence	–	–	–	2,637,398	7,136,051
Gain de capital sur le rachat d'obligations perpétuelles à 4 p.c. de la Compagnie de chemin de fer Grand Tronc	–	–	–	–	5,503,500
Totaux, autres dépenses	**19,179,588**	**1,718,803**	**3,767,718**	**25,957,426**	**42,518,182**
Grand totaux, dépenses	**532,005,432**	**534,408,117**	**553,063,097**	**680,793,792**	**1,249,601,446**



(1) Données tracées d'après le tableau 5

(2) Pour composition du revenu provenant de la taxation de guerre, voir tableau 13, p. 774.

5.—Principales sources de revenu du Dominion, années fiscales, 1868-1941

NOTA.—De 1868 à 1906 inclusivement, les années fiscales se terminent le 30 juin; depuis lors, elles se terminent le 31 mars. Les chiffres des années non inscrites entre 1868 et 1880 paraissent à la p. 882 de l'Annuaire de 1938.

Année	Droits de douane	Droits d'accise	Taxes de guerre[1]	Total des taxes et impôts	Intérêts sur placements	Bureaux de poste	Total des recettes budgétaires[2]
	$	$	$	$	$	$	$
1868	8,578,380	3,002,588	–	11,700,681	174,073	525,692	13,687,928
1870	9,334,213	3,619,623	–	13,087,882	383,956	573,566	15,539,657
1875	15,351,012	5,069,687	–	20,664,879	840,887	1,155,332	24,649,724
1880	14,071,343	4,232,428	–	18,479,577	834,793	1,252,498	23,364,547
1881	18,406,092	5,343,022	–	23,942,139	751,513	1,352,110	29,635,298
1882	21,581,570	5,884,860	–	27,549,047	914,009	1,587,888	35,182,549
1883	23,009,582	6,260,117	–	29,269,699	1,001,193	1,800,391	36,803,669
1884	20,023,890	5,459,309	–	25,483,199	986,698	1,755,674	32,815,226
1885	18,935,428	6,449,101	–	25,384,529	1,997,035	1,841,372	33,354,041
1886	19,362,308	5,852,905	–	25,215,213	2,299,079	1,901,690	33,479,883
1887	22,373,951	6,308,201	–	28,682,152	990,887	2,020,624	35,775,531
1888	22,091,682	6,071,487	–	28,163,169	932,025	2,379,242	35,908,464
1889	23,699,413	6,886,739	–	30,586,152	1,305,392	2,220,504	38,782,870
1890	23,913,546	7,618,118	–	31,531,664	1,082,271	2,357,389	39,879,925
1891	23,305,218	6,914,850	–	30,220,068	1,077,228	2,515,823	38,579,311
1892	20,361,382	7,945,098	–	28,306,480	1,086,420	2,652,746	36,921,872
1893	20,910,662	8,367,364	–	29,278,026	1,150,167	2,773,508	38,208,609
1894	19,119,030	8,381,089	–	27,500,119	1,217,809	2,809,341	36,374,883
1895	17,585,741	7,805,733	–	25,391,474	1,336,047	2,792,790	33,978,129
1896	19,766,741	7,926,006	–	27,692,747	1,370,001	2,964,014	36,618,591
1897	19,386,278	9,170,379	–	28,556,657	1,443,004	3,202,938	37,829,778
1898	21,622,789	7,871,563	–	29,494,352	1,513,455	3,527,810	40,556,510
1899	25,150,745	9,641,227	–	34,791,972	1,590,448	3,193,778	46,743,103
1900	28,219,458	9,868,075	–	38,087,533	1,683,051	3,205,535	51,031,467
1901	28,293,930	10,318,266	–	38,612,196	1,784,834	3,441,505	52,516,333
1902	31,916,394	11,197,134	–	43,113,528	1,892,224	3,918,416	58,052,333
1903	36,738,033	12,013,779	–	48,751,812	2,020,953	4,397,833	69,348,084
1904	40,461,591	12,958,708	–	53,420,299	2,236,256	4,652,325	70,679,251
1905	41,437,569	12,586,475	–	54,020,124	2,105,031	5,125,373	71,186,072
1906	46,053,377	14,010,220	–	60,063,597	2,140,312	5,933,343	80,141,394
1907[3]	39,717,079	11,805,413	–	51,522,492	1,235,746	5,061,728	67,972,110
1908	57,200,276	15,782,152	–	72,982,428	1,925,569	7,107,887	96,055,417
1909	47,088,444	14,937,768	–	62,026,212	2,256,643	7,401,624	85,549,580
1910	59,767,681	15,253,353	–	75,021,034	2,807,465	7,958,548	101,616,476
1911	71,838,089	16,869,837	–	88,707,926	1,668,773	9,146,952	117,884,328
1912	85,051,872	19,261,662	–	104,313,534	1,281,317	10,492,394	136,108,217
1913	111,764,699	21,447,445	–	133,212,144	1,430,511	12,051,729	168,690,427
1914	104,691,238	21,452,037	–	126,143,275	1,964,541	12,954,530	163,174,395
1915	75,941,220	21,479,731	98,057[4]	97,519,008	2,980,247	13,046,665	133,073,482
1916	98,649,409	22,428,492	3,620,782	124,666,969	3,358,210	18,858,690	172,149,394
1917	134,043,842	24,412,348	16,302,238	174,758,428	3,094,012	20,902,384	232,701,294
1918	144,172,630	27,168,445	25,379,901	196,720,976	4,466,724	21,345,394	260,778,953
1919	147,169,188	30,342,034	56,177,508	233,688,730	7,421,002	21,603,542	312,946,747
1920	168,796,823	42,698,083	82,079,801	293,574,707	17,086,981	24,471,709	349,746,335
1921	163,266,804	37,118,367	168,385,32	368,770,498	24,815,246	26,706,198	436,292,184
1922	105,686,645	36,755,207	177,484,161	319,926,013	21,961,513	26,402,299	382,271,571
1923	118,056,469	35,761,997	181,634,875	335,453,341	16,465,303	29,016,771	403,094,210
1924	121,500,799	38,181,747	182,036,261	341,718,807	11,916,479	28,865,374	406,581,318
1925	108,146,871	38,603,489	147,164,158	293,914,518	11,332,328	28,782,535	351,515,392
1926	127,355,144	42,923,549	157,296,320	327,575,013	8,535,086	30,334,575	382,893,009
1927	141,968,678	48,513,160	156,167,434	346,649,272	8,559,401	29,069,169	400,452,480
1928	156,985,818	57,400,898	150,319,087	364,705,803	10,937,822	31,562,580	429,642,577
1929	187,206,332	63,684,954	145,029,742	395,921,028	12,227,562	30,611,964	460,151,481
1930[5]	179,429,920	65,035,701	134,086,005	378,551,626	13,518,205	33,345,385	453,007,129
1931	131,208,955	57,746,808	107,320,633	296,276,396	10,421,224	30,212,326	357,720,435
1932	104,132,677	48,654,862	122,266,064	275,053,603	9,330,125	32,234,946	334,508,081
1933	70,072,932	37,833,858	146,412,011	254,318,801	11,220,989	30,928,317	311,735,286
1934	66,305,356	35,494,220	170,051,973	271,851,549	11,148,231	30,893,157	324,660,590
1935	76,561,975	43,189,655	181,118,715	304,443,729	10,963,478	31,248,324	361,973,764
1936	74,004,560	44,409,797	197,484,62	317,311,809	10,614,125	32,507,889	372,595,996
1937	83,771,091	45,956,857	256,822,021	386,550,869	11,231,035	34,274,552	454,153,747
1938	93,455,750	52,037,333	303,157,978	448,651,061	13,120,523	35,546,161	516,692,749
1939	78,751,111	51,313,658	305,642,024	435,706,794	13,163,015	35,288,220	502,171,354
1940	104,301,487	61,032,044	302,351,433	467,684,964	13,393,432	36,729,105	562,093,459
1941	130,757,012	88,607,559	558,175,014	777,539,585	14,910,554	40,383,366	872,169,645

[1] Pour exposé détaillé, voir tableau 13, p. 774. [2] Comprend plusieurs autres plus petites sources de revenu pour les premières années et des recettes spéciales depuis 1921. [3] Neuf mois, voir nota. [4] Année d'imposition de cette taxe. [5] Les chiffres de 1930 et des années subséquentes sont conformes au nouvel arrangement des Comptes Publics tel qu'établi en 1936 (voir Annuaire de 1941, p. 761).

6.—Causes des principales dépenses

NOTA.—De 1868 à 1906 inclusivement, l'année fiscale se terminait le 30 juin; depuis lors elle se termine aux pp. 879-881 de

Année	Dépenses ordinaires							
	Intérêt sur la dette	Pension de vieillesse	Pensions de guerre militaires et civiles	Travaux publics	Défense nationale	Subsides aux provinces	Postes	Total des dépenses ordinaires[2]
	$	$	$	$	$	$	$	$
1868...	4,501,568	–	56,422	126,270	1,013,016	2,753,966	616,802	13,486,093
1870...	5,047,054	–	53,586	120,031	1,245,973	2,588,605	808,623	14,345,510
1875...	6,590,790	–	63,657	1,756,010	1,013,944	3,740,962	1,520,861	23,713,071
1880...	7,773,869	–	192,889	1,046,342	690,019	3,430,846	1,818,271	24,850,634
1881...	7,594,145	–	96,389	1,108,815	667,001	3,455,518	1,876,658	25,502,554
1882...	7,740,804	–	101,197	1,342,000	772,812	3,530,999	1,980,567	27,067,104
1883...	7,868,552	–	98,446	1,765,256	734,354	3,606,673	2,176,089	28,730,157
1884...	7,700,181	–	95,543	2,908,852	989,498	3,603,714	2,312,965	31,107,706
1885...	9,419,482	–	89,879	2,302,363	2,707,758	3,959,327	2,488,315	35,037,060
1886...	10,137,009	–	88,319	2,046,552	4,355,880	4,182,526	2,763,186	39,011,612
1887...	9,682,929	–	102,109	2,133,316	1,193,693	4,169,341	2,818,907	35,657,680
1888...	9,823,313	–	120,334	2,162,116	1,273,179	4,188,514	2,889,729	36,718,495
1889...	10,148,932	–	116,030	2,299,231	1,323,552	4,051,428	2,982,321	36,917,835
1890...	9,656,841	–	107,391	1,972,501	1,287,014	3,904,922	3,074,470	35,994,031
1891...	9,584,137	–	103,850	1,937,546	1,279,514	3,903,757	3,161,676	36,343,568
1892...	9,763,978	–	92,457	1,627,851	1,266,308	3,935,914	3,316,120	36,765,894
1893...	9,806,888	–	90,309	1,927,832	1,419,746	3,935,765	3,421,203	36,814,053
1894...	10,212,596	–	86,927	2,033,955	1,284,517	4,206,655	3,517,261	37,585,025
1895...	10,466,294	–	84,349	1,742,317	1,574,014	4,250,675	3,593,647	38,132,005
1896...	10,502,430	–	86,080	1,299,769	1,136,714	4,235,664	3,665,011	36,949,142
1897...	10,645,663	–	90,882	1,463,719	1,667,588	4,238,059	3,789,478	38,349,760
1898...	10,516,758	–	96,187	1,701,313	1,514,472	4,237,372	3,575,412	38,832,526
1899...	10,855,112	–	96,129	1,902,664	2,112,292	4,250,636	3,603,799	41,903,500
1900...	10,699,645	–	93,453	2,289,889	1,846,179	4,250,608	3,758,015	42,975,279
1901...	10,807,955	–	93,551	3,386,632	2,061,674	4,250,607	3,931,446	46,866,368
1902...	10,975,935	–	83,305	4,221,294	2,060,979	4,402,098	4,023,637	50,759,392
1903...	11,068,139	–	87,925	4,065,553	1,963,009	4,402,503	4,105,178	51,691,903
1904...	11,128,637	–	113,495	4,607,330	2,252,030	4,402,292	4,347,541	55,612,833
1905...	10,630,115	–	140,424	6,765,446	2,650,700	4,516,038	4,634,528	63,319,683
1906...	10,814,697	–	179,023	7,484,716	4,294,125	6,726,373	4,921,577	67,240,641
1907[6]...	6,712,771	–	125,832	5,520,571	3,347,038	6,745,134	3,979,557	51,542,161
1908...	10,973,597	–	187,557	8,721,327	5,498,184	9,032,775	6,005,930	76,641,452
1909...	11,604,584	–	191,533	12,300,184	5,230,297	9,117,143	6,592,386	84,064,232
1910...	13,098,160	–	216,697	7,261,218	4,686,698	9,361,388	7,215,338	79,411,747
1911...	12,535,851	–	240,586	8,621,431	8,658,668	9,092,472	7,954,223	87,774,198
1912...	12,259,397	–	245,045	10,344,487	8,814,056	10,281,045	9,172,036	98,161,441
1913...	12,605,882	–	283,188	13,468,505	10,198,135	13,211,800	10,882,804	112,059,537
1914...	12,893,505	–	311,900	19,007,513	11,730,964	11,280,469	12,822,058	127,384,473
1915...	15,736,743	–	358,558	19,343,532	10,573,423	11,451,673	15,961,191	135,523,207
1916...	21,421,585	–	671,133	12,039,252	5,083,225	11,451,673	16,009,139	130,350,727
1917...	35,802,567	–	2,814,546	8,633,096	4,880,365	11,469,148	16,300,579	148,599,343
1918...	47,845,585	–	8,155,691	7,432,901	4,311,379	11,369,148	18,046,558	178,284,313
1919...	77,431,432	–	18,282,440	6,295,060	3,482,604	11,327,236	19,273,758	232,731,283
1920...	107,527,089	–	26,004,461	9,016,246	5,033,479	11,490,860	20,774,312	303,843,930
1921...	139,551,520	–	37,420,751	10,846,875	14,020,854	11,490,860	22,696,561	361,118,145
1922...	135,247,849	–	36,153,031	10,574,364	16,412,602	12,211,924	32,003,189[1]	347,560,691
1923...	137,892,735	–	32,985,998	9,978,440	13,448,176	12,207,313	31,180,814	332,293,732
1924...	136,237,872	–	33,411,081	11,900,847	13,757,103	12,386,136	31,733,351	324,813,190
1925...	134,789,604	–	34,888,665	12,029,578	13,172,318	12,281,391	31,721,543	318,891,901
1926...	130,691,493	–	37,203,700	13,416,045	14,113,167	12,375,128	32,099,644	320,660,479
1927...	129,675,367	–	37,902,939	11,178,054	14,909,500	12,516,740	32,392,659	319,548,173
1928...	128,902,945	131,452[4]	39,778,130	14,037,366	17,659,638	12,516,740	33,823,562	336,167,961
1929...	124,989,950	832,687	41,487,323	17,003,254	19,674,201	12,553,724	34,949,550	350,952,924
1930[9]...	121,566,213	1,537,174	40,406,565	18,134,359	21,986,537	12,496,958	36,557,012	363,237,478
1931...	121,289,844	5,658,143	45,965,723	23,763,284	23,736,447	17,435,736	37,891,693	386,584,863
1932...	121,151,106	10,032,410	48,686,389	16,099,739	18,221,632	13,694,970	36,052,208	372,101,318
1933...	134,999,069	11,512,543	45,078,919	11,778,684	13,750,314	13,677,384	31,607,404	354,643,201
1934...	139,725,417	12,313,595	43,883,132	9,666,753	13,476,862	13,727,565	30,553,768	351,771,161
1935...	138,533,202	14,942,459	44,235,808	8,726,385	14,185,772	13,768,953	30,252,310	359,700,909
1936...	134,549,189	16,764,484	43,337,096	11,718,877	17,177,074	13,768,953	31,437,719	372,539,149
1937...	137,410,345	21,149,352	43,356,180	13,346,345	22,923,093	13,735,196	31,906,272	387,112,072
1938...	132,117,422	28,653,005[10]	42,823,277	11,135,878	32,760,307	13,735,336	33,762,269	414,891,410
1939...	127,995,617	29,043,639[10]	42,793,055	15,484,197	34,432,023	13,752,110	35,455,182	413,032,202
1940...	129,315,442	29,976,554[10]	42,868,901	13,065,212	13,118,732	13,768,953	36,725,870	398,323,206
1941...	139,178,670	29,911,700[10]	42,195,709	11,506,678	193,985	13,768,953	38,699,674	390,629,350

[1] Les dépenses données comprennent l'argent dépensé pour le gouvernement civil et diverses dépenses.
[2] Y compris divers déboursés non énumérés. [3] Comprend les dépenses pour la milice, les terres domaniales et les allocations compensatrices aux provinces; les détails de ces dépenses sous ces rubriques, sous Travaux Publics, et Chemins de Fer et Canaux, paraissent aux pp. 880-881 de l'Annuaire de 1938.
[4] Première année d'inscription de ces dépenses sous cette rubrique. [5] Comprend $2,725,504 pour l'amélioration du St-Laurent, somme dépensée antérieurement par la Commission du port de Montréal.
[6] Neuf mois.

fédérales, années fiscales 1868-1941

le 31 mars. Les chiffres pour les années intermédiaires non indiquées entre 1868 et 1880 se trouvent l'Annuaire de 1938.

Dépenses, compte capital				Autres dépenses					Année
Travaux publics	Chemins de fer	Canaux	Total[1]	Subventions aux chemins de fer	Guerre et démobilisation	Autres frais	Total	Dépenses totales	
$	$	$	$	$	$	$	$	$	
41,690	455,250	51,498	548,438	–	–	37,158	37,158	14,071,689	1868
1,821,887	1,693,229	Nil	3,515,116	–	–	155,988	155,988	18,016,614	1870
189,484	5,018,428	1,714,830	6,922,742	–	–	2,253,097	2,253,097	32,888,911	1875
8,730	6,109,078	2,123,366	8,241,174	–	–	949,948	949,948	34,041,756	1880
187,370	5,577,237	2,077,028	8,176,317	–	–	117,772	117,772	33,796,643	1881
70,950	5,175,047	1,647,759	7,405,637	–	–	201,885	201,885	34,674,625	1882
119,869	11,707,619	1,763,002	14,147,360	–	–	21,369	21,369	42,898,886	1883
491,376	14,013,075	1,577,295	23,977,702	208,000[4]	–	2,567,453	2,775,453	57,860,862	1884
182,306	11,224,245	1,504,621	13,230,185	403,245	–	502,587	905,832	49,163,078	1885
569,202	4,443,220	1,333,325	9,589,734	2,701,249	–	10,534,973	13,236,222	61,837,569	1886
353,044	1,846,887	1,783,598	4,439,939	1,406,533	–	–	1,406,533	41,504,152	1887
1,033,118	1,765,586	963,778	7,162,964	1,027,042	–	155,623	1,182,665	45,064,124	1888
575,408	2,709,854	972,918	4,420,314	846,722	–	1,333,328	2,180,050	43,518,198	1889
495,421	2,392,768	1,026,364	6,778,663[5]	1,678,196	–	44,947	1,723,143	41,770,333	1890
515,702	1,184,317	1,318,092	3,115,860	1,265,706	–	68,074	1,333,780	40,793,208	1891
224,390	417,426	1,437,149	2,164,457	1,248,216	–	2,093,569	3,341,785	42,272,136	1892
181,878	712,918	2,069,573	3,088,318	811,394	–	139,963	951,357	46,853,728	1893
102,059	585,749	3,027,164	3,862,970	1,220,885	–	330,354	1,560,239	43,008,234	1894
102,393	376,815	2,452,273	3,030,490	1,310,549	–	399,294	1,709,843	42,872,338	1895
114,826	326,065	2,258,779	3,781,311	3,228,745	–	137,185	3,365,930	44,096,384	1896
129,238	204,624	2,348,637	3,523,160	416,955	–	682,881	1,099,836	42,972,756	1897
364,018	270,991	3,207,249	4,143,503	1,414,935	–	943,317	2,358,252	45,334,281	1898
885,094	1,112,348	3,899,877	5,936,343	3,201,220	–	501,572	3,702,792	51,542,635	1899
1,089,827	3,309,130	2,639,565	7,468,843	725,720	–	1,547,624	2,273,344	52,717,467	1900
1,006,983	3,922,989	2,360,570	7,695,488	2,512,329	–	908,681	3,421,010	57,982,866	1901
2,190,125	5,103,288	2,114,690	10,078,638	2,093,930	–	1,038,831	3,132,770	63,970,800	1902
1,268,005	3,083,681	1,823,273	7,052,725	1,463,222	–	1,538,722	3,001,944	61,746,572	1903
1,334,396	2,617,770	1,880,787	7,881,719	2,046,878	–	6,713,618	8,760,496	72,255,048	1904
1,642,042	6,125,482	2,071,594	11,933,492	1,275,630	–	2,275,334	3,550,964	78,804,139	1905
2,359,529	6,102,566	1,552,121	11,913,871	1,637,574	–	2,485,555	4,123,129	83,277,642	1906
1,797,872	7,141,569	887,838	11,339,144	1,324,889	–	1,581,944	2,906,833	65,778,139	1907[6]
2,989,049	23,671,553	1,723,156	30,429,907	2,037,629	–	3,469,692	5,507,321	112,578,680	1908
2,832,295	35,846,185	1,873,868	42,593,167	1,785,887	–	4,998,238	6,784,125	133,441,524	1909
4,514,606	21,505,913	1,650,706	29,756,353	2,048,097	–	4,179,576	6,227,673	115,395,774	1910
3,742,717	24,760,771	2,349,475	30,852,963	1,284,892	–	2,949,197	4,234,089	122,861,250	1911
4,116,385	24,262,253	2,560,938	30,939,576	859,400	–	7,181,665	8,041,065	137,142,082	1912
6,057,515	18,888,889	2,259,642	27,206,046	4,935,507	–	255,787	5,191,294	144,456,878	1913
10,100,017	24,250,498	2,829,661	37,180,176	19,036,237	–	2,640,162	21,676,399	186,241,048	1914
11,049,030	24,907,494	5,490,796	41,447,320	5,191,507	60,750,476[4]	5,186,016	71,127,999	248,098,526	1915
8,417,229	23,924,769	6,170,953	38,566,951	1,400,171	166,197,755	3,186,898	170,784,824	339,702,502	1916
7,838,116	14,737,327	4,304,589	26,880,032	959,584	306,488,815	15,275,345	322,723,744	498,203,118	1917
6,347,201	34,982,746	1,781,957	43,111,904	720,405	343,836,802	10,706,787	355,263,994	576,660,210	1918
5,705,348	17,113,954	2,211,964	25,031,266	43,805	446,519,440	−7,283,582	439,279,663	697,042,212	1919
38,869,683	25,881,433	4,550,762	69,301,878	334,845	346,612,955	19,995,313	366,943,113	786,031,611[7]	1920
27,559,809	7,002,993	5,450,005	40,012,807	Nil	16,997,544	492,048	17,489,592	528,302,513[7]	1921
10,431,698	1,381,024	4,482,610	16,295,332	"	1,544,250	301,518	1,845,768	463,528,389[7]	1922
3,411,510	1,400,430	4,995,184	9,807,124	"	4,464,760	4,042,931	8,507,691	434,735,277[7]	1923
3,804,427	309,455	6,747,395	10,861,277	−1,523	446,083	7,902,759	8,347,319	370,589,247[7]	1924
6,030,320	−99,712	10,619,903	16,550,511	Nil	506,931	3,953,433	4,460,364	351,169,803[7]	1925
4,805,949	−31,856	12,024,456	16,798,549	"	191,392	6,330,092	6,521,484	355,186,423[7]	1926
2,920,670	2,792,344	13,845,689	19,558,703	"	64,485	7,814,977	7,879,462	358,555,751[7]	1927
3,281,097	3,591,646	13,762,905	20,635,648	"	1,656,011	1,705,311	3,361,322	378,658,440[7]	1928
3,342,714	6,301,979	13,164,582	22,809,275	"	−669,399	2,067,153	1,397,754	388,805,953[7]	1929
8,589,022	6,873,511	10,264,187	25,726,720	"	"	16,302,185[8]	16,302,185	405,266,383	1930[9]
12,145,264	6,702,854	9,862,574	28,710,692	"	"	26,272,857[8]	26,272,857	441,568,413	1931
7,485,438	6,376,207	3,304,298	17,165,943	"	"	59,475,056[8]	59,475,056	448,742,316	1932
4,233,789	1,658,812	3,156,328	9,048,929	"	"	168,677,810[8]	168,677,810	532,369,940	1933
3,839,751	754,194	1,986,140	6,580,085	"	"	99,806,659[8]	99,806,659	488,157,905	1934
6,243,737	525,772	337,907	7,107,416	"	"	111,298,256[8]	111,298,256	478,106,581	1935
5,799,341	286,887	457,926	6,544,154	"	"	153,502,252[8]	153,502,252	532,585,555	1936
3,236,564	203,035	51,945	3,491,544	"	"	141,401,816[8]	141,401,816	532,005,432	1937
4,358,698	71,454	–	4,430,152	"	"	115,086,555[8]	115,086,555	534,408,118	1938
5,397,928	26,348	–	5,424,276	"	"	134,606,619[8]	134,606,619	553,063,099	1939
7,007,468	22,570	–	7,030,038	"	118,291,022	157,149,526[8]	275,440,548	680,793,792	1940
3,350,989	6,821	–	3,357,810	"	752,045,326	103,568,960[8]	855,614,286	1,249,601,446	1941

[1] Comprend certaines avances aux chemins de fer s'élevant à $45,780,690 en 1920, $109,662,655 en 1921, $97,950,645 en 1922, $77,863,938 en 1923, $23,710,617 en 1924, $9,934,453 en 1925, $10,000,000 en 1926, $10,000,000 en 1927; ainsi que des avances de $5,979,856 en 1923, $1,500,000 en 1924, $900,000 en 1925, $668,000 en 1926, $426,817 en 1927, $999,837 en 1928 et $758,000 en 1929 à la marine marchande canadienne, etc. [8] Pour détails, voir tableau 7, p. 770. [9] Les chiffres de 1930 et des années subséquentes sont conformes au nouvel arrangement des Comptes Publics tel qu'établi en 1936 (voir Annuaire de 1941, p. 761). [10] Y compris pensions aux aveugles.

7.—Analyse des "Autres dépenses" (montrées au tableau 6), années fiscales 1930-41

Année	Dépenses spéciales		Entreprises du Gouvernement		Autres déboursés		Total
	Secours directs, travaux de secours et autres	Prime sur le blé et perte sur la vente des grains, etc.	Pertes imputables au fonds consolidé	Prêts et avances improductifs	Annulation d'actifs imputables au fonds consolidé	Comptes improductifs	
	$	$	$	$	$	$	$
1930	Nil	Nil	4,308,357	8,244,950	3,731,536	17,342	16,302,185
1931	4,431,655	"	6,712,239	5,487,941	9,640,997	25	26,272,857
1932	38,295,515	10,908,429	6,631,856	3,112,285	526,971	Nil	59,475,056
1933	36,720,935	1,811,472	62,139,413	66,453,050[1]	105,717	1,447,223	168,677,810
1934	35,898,311	Nil	58,955,388	2,095,773	1,857,087	1,000,100	99,806,659
1935	60,659,856	"	48,407,901	1,728,900	490,191	11,408	111,298,256
1936	79,416,256	22,631,029	48,817,489	2,122,912	514,566	Nil	153,502,252
1937	78,003,702	Nil	43,553,112	665,414	692,473	18,487,115	141,401,816
1938	68,534,364	"	42,745,791	2,087,597	1,579,242	139,561	115,086,555
1939	46,895,407	25,000,000[2]	55,658,306	3,285,188	3,767,718	Nil	134,606,619
1940	54,612,951	34,500,000[3]	41,044,004	1,035,145	23,320,028	2,637,398	157,149,526
1941	27,646,853	15,222,245	17,465,731	715,948	29,878,632[4]	12,639,551	103,568,959

[1] Comprend une annulation d'actif de $62,938,239. [2] Réserves contre des pertes estimatives sur les garanties contre l'écoulement du blé applicables à l'année fiscale 1938-39. [3] Réserves de $27,000,000 contre des pertes estimatives sur les garanties contre l'écoulement du blé, applicables à l'année fiscale 1939-40. [4] Comprend $25,000,000 contre pertes éventuelles d'actif.

8.—Recettes et dépenses per capita, années fiscales 1868-1941

NOTA.—Les années marquées d'un astérisque (*) sont celles qui correspondent aux recensements des 6 avril 1891, 1er avril 1901, 1er juin 1911, 1921 et 1931. Quant aux autres années, les estimations de la population se font le 1er juin (voir p. 100). Voir tableaux 3-7 pour les chiffres relatifs aux recettes et déboursés sur lesquels ce tableau est fondé. Les chiffres pour les années intermédiaires non indiquées entre 1868 et 1885 se trouvent à la p. 883 de l'Annuaire de 1938.

Année	Per capita				Année	Per capita			
	Impôts et taxes	Recettes budgétaires	Dépenses ordinaires	Dépenses totales		Impôts et taxes	Recettes budgétaires	Dépenses ordinaires	Dépenses totales
	$	$	$	$		$	$	$	$
1868	3·33	3·90	3·84	4·01	1912	14·12	18·42	13·28	18·56
1870	3·61	4·29	3·96	4·97	1913	17·45	22·10	14·68	18·93
1875	5·23	6·23	6·00	8·32	1914	16·01	20·71	16·17	23·64
1880	4·34	5·49	5·84	8·00	1915	12·22	16·67	16·98	31·09
1885	5·60	7·37	7·72	10·84	1916	15·58	21·52	16·29	42·46
1886	5·56	7·31	8·60	13·63	1917	21·68	28·87	18·44	61·81
1887	6·20	7·73	7·71	8·97	1918	24·14	32·01	21·88	70·77
1888	6·02	7·68	7·85	9·63	1919	28·12	37·65	28·00	83·87
1889	6·47	8·20	7·81	9·20	1920	34·31	40·88	35·51	91·87
1890	6·60	8·34	7·53	8·74	1921*	41·96	49·65	41·09	60·11
1891*	6·25	7·98	7·52	8·44	1922	35·87	42·86	38·97	51·97
1892	5·80	7·56	7·53	8·66	1923	37·24	44·74	36·88	48·26
1893	5·94	7·75	7·47	8·29	1924	37·38	44·47	35·53	40·53
1894	5·52	7·31	7·55	8·64	1925	31·63	37·82	34·32	37·78
1895	5·05	6·76	7·59	8·53	1926	34·66	40·51	33·93	37·59
1896	5·46	7·22	7·52	8·69	1927	35·98	41·56	33·17	37·21
1897	5·58	7·39	7·49	8·40	1928	37·09	43·69	34·19	38·51
1898	5·70	7·84	7·50	8·76	1929	39·49	45·88	35·00	38·78
1899	6·65	8·93	8·00	9·85	1930	37·09	43·68	35·06	39·01
1900	7·18	9·63	8·11	9·94	1931*	28·55	34·32	37·55	42·41
1901*	7·19	9·78	8·72	10·79	1932	26·18	32·05	35·73	42·92
1902	7·85	10·57	9·24	11·64	1933	23·81	29·13	33·57	49·79
1903	8·63	12·27	9·15	10·93	1934	25·12	29·98	32·03	42·31
1904	9·17	12·13	9·54	12·40	1935	27·84	33·09	32·41	43·71
1905	9·00	11·86	10·72	13·13	1936	28·77	33·79	33·78	48·29
1906	9·69	12·93	10·85	13·44	1937	34·76	40·84	34·81	47·84
1907[1]	8·31	10·60	8·32	10·61	1938	40·03	46·10	37·01	47·68
1908	11·02	14·50	11·57	16·99	1939	38·51	44·38	36·50	48·88
1909	9·12	12·58	11·36	19·62	1940	40·95	49·21	34·87	59·60
1910	10·74	14·54	11·36	16·51	1941*	68·09	76·37	34·21	109·42
1911*	12·31	16·36	12·18	17·04					

[1] Neuf mois (voir nota en tête du tableau 6.)

9.—Principales sources des recettes et causes des dépenses budgétaires, per capita, 1937-41

NOTA.—Voir le tableau 3 pour recettes budgétaires et le tableau 4 pour dépenses sur lesquelles reposent ces chiffres per capita. Les tirets dans ce tableau indiquent qu'il n'y eut pas de recettes ou de dépenses sous les rubriques correspondantes, parce que les item n'étaient pas applicables dans les années indiquées.

Nomenclature	1937	1938	1939	1940	1941
	RECETTES				
Recettes ordinaires—	$	$	$	$	$
Impôts—					
Douanes	7·53	8·34	6·96	9·13	11·45
Accise	4·13	4·64	4·54	5·34	7·76
Taxes de guerre—					
Impôt sur le revenu	9·21	10·74	12·55	11·77	19·31
Défense nationale	–	–	–	–	2·42
Surplus de bénéfices	–	–	–	–	2·10
Ventes	10·15	12·32	10·79	12·03	15·74
Change, temps de guerre	–	–	–	–	5·42
Autres	3·74	3·99	3·67	2·68	3·89
Total, recettes provenant des impôts	34·76	40·03	38·51	40·95	68·09
Autres revenus—					
Loi des grains du Canada	0·11	0·06	0·10	0·15	0·14
Canaux	0·09	0·17	0·06	0·07	0·08
Terres domaniales	0·04	0·05	0·06	0·06	0·06
Intérêts sur placements	1·01	1·17	1·16	1·17	1·22
Brevets et droits d'auteur	0·04	0·04	0·04	0·04	0·04
Postes	3·08	3·19	3·12	3·22	3·54
Total, autres revenus[1]	5·26	5·50	5·51	6·47	7·20
Total, recettes ordinaires	**40·02**	**45·53**	**44·01**	**47·42**	**75·28**
Recettes spéciales et autres crédits	**0·82**	**0·57**	**0·37**	**1·79**	**1·09**
Grand total, recettes	**40·84**	**46·10**	**44·38**	**49·21**	**76·37**
	DÉPENSES				
Dépenses ordinaires—	$	$	$	$	$
Agriculture	0·79	0·80	0·84	1·03	0·75
Finances—					
Service de la dette	12·36	11·79	11·31	11·32	11·31
Subsides aux provinces	1·24	1·23	1·22	1·21	1·20
Pensions de vieillesse	1·90	2·56[2]	2·57[2]	2·64[2]	2·62[2]
Pêcheries	0·15	0·17	0·18	0·20	0·14
Justice (y compris les pénitenciers)	0·44	0·45	0·45	0·47	0·45
Travail, y compris enseignement technique et rentes viagères sur l'Etat	0·12	0·87[3]	0·86	0·10	0·09
Mines et Ressources—					
Immigration et colonisation	0·12	0·10	0·12	0·12	0·11
Affaires Indiennes	0·44	0·44	0·47	0·50	0·45
Intérieur	0·26	0·22	0·32	0·30	0·27
Mines et levés géologiques	0·10	0·06	0·12	0·11	0·10
Loi concernant le transport du charbon et du combustible	0·20	0·22	0·17	0·40	0·39
Défense Nationale	2·06	2·92	3·04	1·15	0·02
Revenu National (y compris impôt sur le revenu)	1·01	1·06	1·05	1·06	0·11
Pensions, de guerre, militaires et civiles	3·90	3·82	3·78	3·75	3·69
Pensions et Santé Nationale	1·12	1·17	1·29	1·40	1·28
Postes	2·87	3·01	3·13	3·22	3·39
Travaux Publics	1·31	1·10	1·37	1·14	1·01
Royale Gendarmerie à cheval	0·51	0·54	0·51	0·46	0·45
Commerce	0·84	0·69	0·76	0·77	0·63
Transports—					
Marine	0·50	0·38	0·38	0·37	0·33
Société Radio-Canada	0·08	–	–	–	–
Chemins de fer et canaux (y compris la loi des taux de transport des Provinces Maritimes et la caisse des passages à niveau)	0·59	0·65	0·65	0·61	0·71
Total, dépenses ordinaires[1]	**34·81**	**37·01**	**36·50**	**34·87**	**34·21**
Total, dépenses au compte capital	**0·31**	**0·40**	**0·48**	**0·62**	**0·29**
Total, dépenses spéciales	**7·01**	**6·11**	**6·35**	**18·16**	**69·61**
Entreprises du Gouvernement	**3·98**	**4·00**	**5·21**	**3·68**	**1·59**
Autres dépenses	**1·73**	**0·15**	**0·33**	**2·27**	**3·72**
Grand total, dépenses	**47·84**	**47·68**	**48·88**	**59·60**	**109·42**

[1] Comprend d'autres postes non spécifiés. [2] Comprend pensions aux aveugles. [3] Voir renvoi 2, tableau 4, p. 764.

Sous-section 3.—Analyse du revenu provenant des taxes

Comme l'indique le tableau **9**, sur un revenu de $76·37 per capita en 1941, $68·09 ou 89·2 p.c. proviennent des taxes. Les recettes douanières sont de $130,757,011 ou seulement 16·8 p.c. des recettes totales provenant des taxes, lesquelles sont de $777,539,585, tandis que les recettes d'accise s'élèvent à $88,607,559 ou 11·4 p.c. Ainsi, les deux sources les plus importantes de revenu provenant des taxes avant la première guerre mondiale ne contribuent plus que moins d'un tiers du revenu total provenant de la taxation en 1941.

Ce traitement du revenu provenant des taxes se limite aux droits d'accise et aux taxes de guerre parce que les recettes provenant des douanes constituent un poste par elles-mêmes dans les "Comptes Publics" et ne peuvent plus être analysées ici. Les statistiques de l'accise couvrent la distillation et l'alcool et le tabac dédouanés, et celles des taxes de guerre comprennent une analyse des catégories d'occupations et de revenus des particuliers et des corporations sujets à l'impôt, de même qu'un exposé du revenu qui constitue l'assiette des taxes.

Droits d'accise.—Les droits d'accise proprement dits sont présentés ici avec un résumé du tarif d'accise et des statistiques qui découlent de l'administration, telles que les quantités de grain et autres produits employés dans la distillation et les quantités de marchandises imposables dédouanées. Les taxes d'accise de guerre paraissent sous la rubrique "taxes de guerre".

Tarif de l'accise canadienne.—Tarif de l'accise canadienne à la date du 31 octobre, 1941:—

1. Spiritueux distillés au Canada, par gallon de preuve ..... $ 7·00
   Brandy canadien, par gallon de preuve ... 6·00

   Excepté les spiritueux suivants:—
   a) Employés en régie pour la fabrication de produits médicinaux, extraits, etc. par gallon de preuve ..... 1·50
   b) Employés en régie pour la fabrication de parfums, par gallon de preuve ..... 1·50
   c) Employés en régie pour la fabrication du vinaigre, par gallon de preuve ..... 0·60
   d) Employés dans des compositions chimiques, approuvées par le Gouverneur en conseil, par gallon de preuve ..... 0·15
   e) Vendus à des pharmaciens brevetés pour des préparations pharmaceutiques, par gallon de preuve ..... 1·50
   f) Distillés de fruits indigènes et employés par un fabricant breveté de vins pour fortifier les vins domestiques, par gallon de preuve ..... en franchise

2. Spiritueux importés (en outre de tout autre droit), par gallon de preuve ..... 0·30

3. Bière ou liqueur de malt:—
   a) Brassée en tout ou en partie de toute substance autre que le malt, par gallon ..... $ 0·35
   b) Importée (en outre de tout autre droit), par gallon ..... 0·12

4. Malt:—
   a) Produit au Canada et tamisé, par livre 0·12
   b) Importé, la livre ..... 0·12

5. Sirop de malt:—
   a) Produit au Canada, la livre ..... 0·18
   b) Importé, la livre ..... 0·30

6. Tabac, cigares et cigarettes:—
   a) Tabac ouvré, la livre ..... 0·35
   b) Cigarettes ne pesant pas plus de 2½ livres par mille, par M ..... 6·00
   c) Cigarettes pesant plus de 2½ livres par mille, par M ..... 11·00
   d) Cigares, par M ..... 3·00
   e) Tabac canadien naturel vendu en feuille pour la consommation ..... 0·10

Un drawback de 99 p.c. des droits de douane payés peut être consenti sur les quantités limitées d'alcools domestiques ne titrant pas moins de 50 degrés de preuve utilisés dans les universités, les laboratoires scientifiques ou de recherches et les hôpitaux pour fins médicales seulement.

Revenu des droits d'accise.—L'année fiscale 1941, le tabac, y compris les cigarettes, contribue environ 61 p.c. du revenu des droits d'accise.

10.—Relevé des droits d'accise perçus, années fiscales 1936-41

(Revenu prélevé d'après le rapport du commissaire de l'accise)

Item	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$
Spiritueux	7,401,581	8,316,669	9,844,227	9,929,585	12,478,114	17,695,951
Honoraires de validation	600,417	1,055,719	918,607	390,763	374,117	664,778
Bière ou liqueur de malt	408,860	390,277	363,208	254,819	281,164	324,004
Sirop de malt	163,710	160,175	132,210	113,217	123,446	108,681
Malt	7,691,832	8,050,380	8,852,924	8,177,299	11,402,151	16,801,740
Tabac (y comp. les cigaret.)	28,678,512	28,334,748	32,428,275	32,840,490	40,132,994	54,893,927
Cigares	373,668	372,058	409,010	383,994	423,940	522,875
Licences	40,540	38,891	38,557	34,339	34,629	45,137
Totaux	**45,359,020**	**46,718,917**	**52,987,018**	**52,124,416**	**65,250,555**	**91,057,093**

Statistiques des licences et de la distillation.—Comme autre source de revenu de l'accise, les statistiques sont compilées des licences de régie et de la distillation.

11.—Statistiques de la distillation, années fiscales 1936-41

Détail	1936	1937	1938	1939	1940	1941
Patentes émises.....nomb.	18	18	19	19	20	20
Droits de patente..... $	4,750	4,500	5,250	5,250	5,250	5,000
Impôts perçus au sortir de l'entrepôt sur évaluat. et déficits—						
Gallons	664	678	848	71	Nil	140
Montant..... $	2,655	2,942	3,391	284	"	981
Total des droits perçus outre les patentes... $	7,405	7,442	8,641	5,534	5,250	5,981
Grain, etc. pour distillation—						
Malt..... lb	6,460,673	8,674,360	11,476,111	12,163,156	15,939,969	16,863,074
Maïs..... "	32,961,102	52,575,085	72,192,878	70,882,809	80,538,799	99,439,503
Seigle..... "	7,128,903	10,440,518	11,076,495	15,093,490	23,823,962	23,143,976
Autres grains..... "	192,098	328,960	392,124	358,094	815,878	1,608,357
Total, grain pour distillation..... "	46,742,776	72,018,923	95,137,608	98,497,549	121,118,608	141,054,910
Mélasse utilisée..... "	74,932,898	87,235,183	88,986,256	73,455,645	86,165,160	116,730,154
Vins et autres matières "	304,531	2,247,560	4,160,731	1,445,688	436,616	2,695,501
Alcool de preuve, manufacturé..... gall.	6,553,190	8,723,005	10,198,330	9,642,830	11,821,317	14,641,842

Les quantités de spiritueux manufacturés ont grandement fluctué depuis 1920, variant de 2,356,329 gallons de preuve à 16,816,312 en 1929.

Alcool et tabac dédouanés.—Des quantités sans précédent de boisson de malt, de malt, de tabac et de cigarettes ont été dédouanées pour la consommation en 1941. De même, les chiffres des spiritueux et des cigares indiquent une plus forte consommation.

12.—Spiritueux, boissons de malt, malt et tabac dédouanés pour consommation, années fiscales 1921-41

NOTA.—Pour les années antérieures à 1900, voir l'Annuaire de 1916-17, p. 546; pour 1901-10, celui de 1933, p. 852, et pour 1911-20, celui de 1938, p. 889.

Année	Spiritueux	Boissons de malt	Malt	Cigares	Cigarettes	Tabac[1]
	gall.	gall.	lb	nomb.	nomb.	lb
1921	2,816,071[2]	35,509,757	82,210,351	214,262,197	2,439,832,278	19,389,268
1922	730,474	38,404,346	87,561,176	181,255,533	2,450,397,154	20,528,228
1923	729,678	36,789,195	84,922,024	183,965,151	1,917,773,908	22,072,709
1924	899,291	43,717,823	105,446,169	198,042,909	2,420,052,731	21,172,307
1925	910,316	48,106,177	118,237,385	168,097,387	2,531,693,150	20,870,651
1926	1,082,785	52,443,505	127,789,729	174,363,188	2,883,448,160	21,595,483
1927	1,404,111	51,726,251	126,967,976	175,335,838	3,333,999,860	21,589,772
1928	1,896,357	58,391,360	142,543,947	181,730,614	3,927,022,325	21,907,747
1929	2,016,802	65,719,129	158,490,019	190,981,166	4,607,500,425	21,973,221
1930	1,926,063	62,992,156	149,746,711	196,251,957	5,035,878,655	22,195,455
1931	1,180,536	58,641,404	137,997,652	177,841,987	5,082,314,590	22,520,345
1932	781,612	52,001,768	121,257,234	152,159,301	4,401,628,765	22,801,035
1933	769,527	40,632,084	95,604,954	122,664,715	3,728,832,089	22,815,839
1934	933,946	40,105,883	92,319,768	115,988,080	4,342,728,835	22,315,295
1935	1,063,928	51,703,781	117,985,480	125,519,841	4,958,250,855	22,891,129
1936	1,621,286	56,913,069	128,204,424	124,570,870	5,310,132,016	23,113,501
1937	1,900,714	59,920,298	134,154,965	123,956,872	5,855,935,609	24,122,763
1938	2,302,210	67,019,336	147,568,751	136,275,443	6,848,693,442	25,155,143
1939	2,299,474	63,069,959	136,284,405	127,756,146	6,912,920,315	25,929,546
1940	2,032,987	65,912,495	143,056,382	139,698,605	7,301,419,960	28,403,208
1941	2,371,633	78,273,447	168,025,398	173,484,743	7,776,291,482	31,254,234

[1] Y compris le tabac à priser. [2] A l'exclusion des alcools importés mais comprenant les spiritueux non potables.

Taxes de guerre.—Un exposé des différentes taxes imposées en 1915 et par la suite est donné à la p. 756. Les montants provenant de ces taxes depuis leur institution sont donnés au tableau **13.** Les taxes sur les banques, les compagnies

13.—Taxes de guerre encaissées par le Receveur Général, années fiscales 1915, 1919, 1920 et 1926-41

NOTA.—Les statistiques des années intermédiaires de 1916 à 1925 se trouvent à la p. 885 de l'Annuaire de 1938. Les recettes de ces années sont contenues dans les totaux.

Année	Banques[1]	Compagnies de prêt et de fiducie[1]	Compagnies d'assurance[2]	Bénéfices commerciaux[3]	Impôt sur le revenu	Taxes d'accise sur les ventes et autres	Total des impôts et taxes de guerre
	$	$	$	$	$	$	$
1915	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	98,057	98,057
1919	1,099,764	323,340	546,114	32,970,062	9,349,720	11,888,508	56,177,508
1920	1,170,223	274,216	638,731	44,145,184	20,263,740	15,587,707	82,079,801
1926	1,176,869	326,714	950,221	1,173,449	55,571,962	98,097,106	157,296,321
1927	1,174,665	335,368	947,830	710,102	47,386,309	105,613,160	156,167,434
1928	1,224,645	345,430	999,003	956,031	56,571,047	90,222,931	150,319,087
1929	1,242,399	7,641	894,864	455,232	59,422,323	83,007,283	145,029,742
1930	1,408,420	Nil	74,416	173,300	69,020,726	63,409,143	134,086,005
1931	1,429,264	6	74,250	34,430	71,048,022	34,734,661	107,320,633
1932	1,390,121	Nil	12,152	3,000	61,254,400	59,606,391	122,266,064
1933	1,327,535	"	826,150	54	62,066,697	82,191,575	146,412,011
1934	1,335,546	"	741,681	Nil	61,399,171	106,575,575	170,051,973
1935	1,368,480	"	750,100	"	66,808,066	112,192,069	181,118,715
1936	1,280,933	"	760,843	"	82,709,803	112,733,048	197,484,627
1937	1,209,894	"	774,363	"	102,365,242	152,473,422	256,822,921
1938	1,106,859	"	866,820	"	120,365,531	180,818,767	303,157,977
1939	1,013,776	"	891,539	"	142,026,138	161,710,572	305,642,025
1940	948,987	"	925,936	"	134,448,566	166,027,944	302,351,433
1941	898,326	"	971,366	23,995,269	220,471,004[4]	284,167,032	558,175,015[5]
Totaux, 1915-41	**31,587,313**	**3,922,644**	**18,157,308**	**222,539,352**	**1,737,778,255**	**2,392,408,162**	**4,434,065,052[5]**

[1] Les chiffres sont pour taxes spéciales seulement, imposées en 1915 tel qu'indiqué p. 756. [2] Les compagnies d'assurance-vie et maritime non comprises. [3] Bien que cette taxe n'ait pas été imposée sur les bénéfices réalisés après le 31 décembre 1920 (voir 14-15 Geo. V, c. 10), les paiements en retard se sont faits jusqu'en 1933. En 1940, la taxe a été restaurée comme taxe sur les surplus de bénéfices. [4] Moins $27,672,018 provenant de la taxe de la défense nationale, mais comprend la taxe de cinq p.c. sur les intérêts, etc., voir tableau **16.** [5] Y compris la taxe de la défense nationale.

de fiducie et de prêt et les compagnies d'assurance sont perçues par le Ministère des Finances; les taxes d'accise, l'impôt sur le revenu et la taxe sur les surplus de bénéfices sont perçues par le Ministère du Revenu National.

Impôt sur le revenu.—L'impôt sur le revenu fut institué en 1917 comme partie de ce qui est encore désigné comme impôt de guerre sur le revenu. Le tableau 15, p. 776, fait voir les recettes totales de cette source les années fiscales 1919, première année où cette taxe a été perçue, à 1941.

C'est une taxe de guerre de nom seulement, puisque même avant la présente guerre elle était devenue une institution permanente et une partie importante de l'ossature de l'impôt au Canada, en même temps que le principal moyen d'augmenter le revenu ordinaire (voir tableau 3, p. 763). Elle est destinée à n'en pas douter à jouer un rôle encore plus important dans l'augmentation du revenu nécessitée par les dépenses sans précédent qui sont faites présentement. A de multiples points de vue, c'est la forme idéale de l'impôt direct. Elle est acceptée comme juste et raisonnable et le rouage nécessaire à sa perception existe déjà.

Cette analyse plus complète des statistiques de l'impôt sur le revenu comparativement aux exposés des éditions antérieures de l'Annuaire est justifiée par l'importance croissante de l'impôt (depuis 1919 les perceptions ont passé de $9,000,000 à quelque $375,000,000 en 1942) et par une demande plus grande de renseignements de la part du public sur son application. Ces impôts tels qu'imposés aux particuliers et aux corporations sont en réalité des taxes différentes appliquées d'après des bases différentes et, dans le dernier cas, pour des périodes fiscales différentes. Le traitement en est donc divisé en trois parties de la façon suivante: exposé historique sur l'impôt en général; l'impôt sur le revenu imposé aux particuliers en 1941; l'impôt sur le revenu imposé aux corporations la même année.

Il convient de faire remarquer que, jusqu'à 1939, les comparaisons entre le revenu imposable des particuliers et la taxe payée sont sujettes à la réserve importante voulant que, si le revenu imposable est le revenu net d'après lequel les impositions ont été approuvées pour l'année mais qui a été gagné deux ans auparavant, les chiffres de la taxe payée comprennent les arrérages des années passées et même les versements anticipatifs. Comme ces versements sont appelés à constituer une proportion croissante des perceptions à venir, la Division de l'Impôt sur le Revenu du Ministère du Revenu National a discontinué l'analyse des taxes payées, leur substituant l'analyse des taxes à imposer. Ce nouveau système permettra de faire une comparaison beaucoup plus étroite entre le revenu imposable et les taxes prélevées que les anciens chiffres sur les revenus imposables et les perceptions réelles.

Le bulletin intitulé "Revenus imposables pour fins d'impôt sur le revenu" qu'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion, contient une analyse beaucoup plus détaillée des statistiques de l'impôt sur le revenu que n'en peut publier l'Annuaire.

Revenus imposables.— Le tableau 14 donne le revenu global des particuliers et des corporations sur lequel sont établies les répartitions au cours des années fiscales 1921 à 1941. Il donne en outre les chiffres provinciaux pour les dernières années. L'Annuaire de 1940, p. 868, donne la répartition de ces chiffres entre les particuliers et les corporations pour les années fiscales terminées en 1921–39. Les mêmes répar-

titions pour 1940 se trouvent aux pp. 776–779 de l'édition de 1941 et celles de 1941, dans les tableaux **20** et **21**, pp. 779–780 de cette édition. Le "revenu net" est défini comme étant le revenu brut, avant exonérations statutaires, moins les déductions allouées.

14.—Revenu (des particuliers et des corporations) imposé pour fin d'impôt de guerre sur le revenu, années fiscales 1921-41, et par province, 1941

Année	Montant	Année	Montant	Année	Montant
	$		$		$
1921	912,410,429	1928	1,010,232,948	1935	928,555,030
1922	1,462,529,170	1929	1,195,402,267	1936	1,073,442,116
1923	1,092,407,925	1930	1,325,193,444	1937	1,080,890,070
1924	1,108,027,871	1931	1,371,478,640	1938	1,066,034,544
1925	999,160,248	1932	992,606,220	1939	1,127,211,180
1926	1,003,110,646	1933	944,091,564	1940	1,546,122,334
1927	744,184,891	1934	829,331,564	1941	1,527,581,278

PAR PROVINCE, 1941

Province	Montant	Province	Montant	Province	Montant
	$		$		$
Ile du Pr.-Ed.	9,058,588	Ontario	736,139,318	Col. Britannique	146,075,962
Nouv.-Ecosse	39,158,068	Manitoba	76,410,156	Yukon	2,250,896
N.-Brunswick	21,164,905	Saskatchewan	25,117,407		
Québec	426,773,083	Alberta	45,432,895	**Total**	**1,527,581,278**

Taxes perçues.—En plus de l'impôt proprement dit sur le revenu et de la taxe spéciale sur les dividendes et les intérêts, la Division de l'Impôt sur le Revenu est chargée de la perception de la taxe de la défense nationale (entrée en vigueur en 1940; voir p. 757), la taxe sur les loyers et les royautés remis aux étrangers faisant affaires au Canada et la taxe sur les surplus de bénéfices. Le tableau **16** fait voir ces taxes distinctes perçues par la Division de l'Impôt sur le Revenu, par province, année fiscale 1941.

La taxe spéciale de 5 p.c., imposée en 1933, est perçue à la source sur les intérêts ou les dividendes versés par des débiteurs canadiens à l'étranger et sur les intérêts ou dividendes touchés par des Canadiens en coupons ou chèques au porteur lorsque ceux-ci sont payables par des débiteurs canadiens, sur option ou autrement, en devise étrangère et lorsqu'ils sont négociés en échange d'une devise à prime sur la devise canadienne. Il n'existe pas d'autre classification que la classification par province.

15.—Produits de l'impôt sur le revenu (ne comprenant pas la taxe de la défense nationale, la taxe sur les intérêts et les dividendes, etc,) années fiscales, 1919-41

Année	Montant	Année	Montant	Année	Montant
	$		$		$
1919	9,349,720	1927	47,386,309	1935	60,991,631
1920	20,263,740	1928	56,571,047	1936	75,502,202
1921	46,381,824	1929	59,422,323	1937	93,455,228
1922	78,684,355	1930	69,020,726	1938	110,213,444
1923	59,711,538	1931	71,048,022	1939	132,123,093
1924	54,204,028	1932	61,254,400	1940	123,326,934
1925	56,248,043	1933	62,066,697	1941	207,428,788
1926	55,571,962	1934	56,569,537		

16.—Taxes perçues par la Division de l'Impôt sur le Revenu du Ministère du Revenu National, par province, année fiscale 1941

Nota.—Les statistiques de la perception de la taxe spéciale sur les intérêts et les dividendes, de 1934 à 1940, sont données à la p. 776 de l'Annuaire de 1941.

Province	Impôt sur le revenu		Taxe de la défense nationale	Taxe sur intérêts et dividendes	Taxe sur les loyers et royautés	Taxe sur les surplus de bénéfices	Perceptions totales
	Particuliers	Corporations					
	$	$	$	$	$	$	
Ile du Pr.-Edouard	195,941	314,772	30,872	200,656	150	5,280	747,670
Nouvelle-Ecosse	1,749,452	1,926,852	819,845	82,956	2,665	169,510	4,751,281
Nouv.-Brunswick	1,255,752	1,278,987	541,449	50,870	2,196	122,375	3,251,629
Québec	24,950,671	36,565,972	6,767,123	3,411,992	208,943	5,863,731	77,768,432
Ontario	36,426,213	74,248,489	13,941,129	7,401,584	419,677	15,990,523	148,427,614
Manitoba	2,647,362	3,298,488	1,429,114	391,880	28,171	477,305	8,272,320
Saskatchewan	816,707	458,602	464,953	30,764	21,816	28,451	1,821,294
Alberta	2,166,414	2,685,735	984,195	74,527	25,178	494,608	6,340,658
Col. Britannique	5,605,805	10,691,465	2,654,400	614,962	51,133	924,485	20,542,249
Yukon	46,804	94,190	38,938	22,068	28	9,000	211,028
Bureau central	1,957	2,158	–	–	–	–	4,115
Totaux	**75,863,078**	**131,565,710**	**27,672,018**	**12,282,259**	**759,957**	**23,995,268**	**272,138,290**

Impôt sur le revenu des particuliers.—Les statistiques du revenu et des répartitions données ici s'appliquent principalement aux revenus de l'année civile 1939, les répartitions ayant été approuvées dans le premier trimestre de l'année fiscale (i.e. avril, mai et juin 1940) peu de temps après que les taxes furent dues. Les livres naturellement furent fermés le 31 mars 1941. Les tableaux **17** à **20** donnent le montant de revenu net des particuliers qui sert d'assiette à l'impôt, et la taxe imposée à ce revenu selon les catégories de revenu et d'occupations pour l'année fiscale 1941.

L'Annuaire de 1940, pp. 869–70, donne des statistiques semblables (d'après l'ancienne méthode, i.e. taxes *payées* plutôt que taxes *imposées* pour les années fiscales terminées en 1936–39.

La répartition cumulative selon les catégories de revenu, indiquée dans le tableau **18**, révèle le fait intéressant que des 300,384 particuliers imposables, ceux qui touchent un revenu net de $4,000 ou moins sont au nombre de 243,477 ou plus de 81 p.c. de tous les contribuables, bien qu'ils ne soient imposables que pour 9·6 p.c. de la perception totale. Le tableau **19**, qui fait voir le montant moyen de la taxe imposable dans chaque catégorie de revenu, est de même intéressant à ce point de vue.

17.—Particuliers et revenu net imposable pour fin d'impôt sur le revenu, par catégorie de revenu, année fiscale, 1941

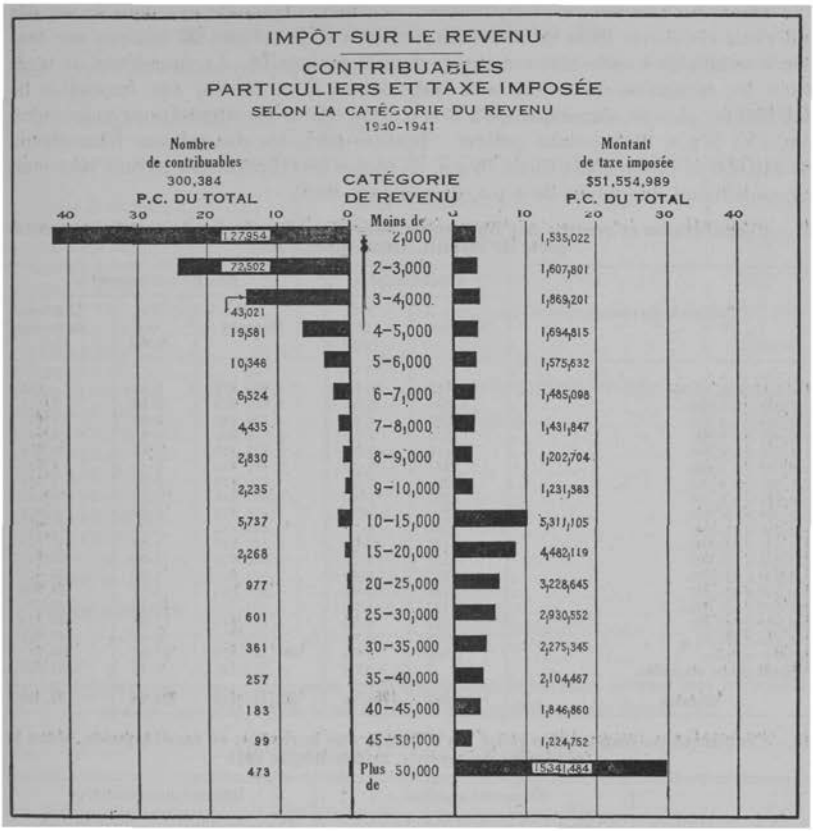
Catégorie de revenu	Contribuables		Revenu net imposable		
	Nombre	P.c. du total	Montant	P.c. du total	Moyenne de revenu net
			$		$
De moins de $2,000	127,954	42·60	174,149,599	17·59	1,361
$ 2,000 à $ 3,000	72,502	24·14	180,672,888	18·24	2,492
$ 3,000 à $ 4,000	43,021	14·32	144,306,702	14·57	3,354
$ 4,000 à $ 5,000	19,581	6·52	87,426,561	8·83	4,465
$ 5,000 à $ 6,000	10,346	3·44	56,694,728	5·72	5,480
$ 6,000 à $ 7,000	6,524	2·17	42,233,859	4·27	6,474
$ 7,000 à $ 8,000	4,435	1·48	33,389,171	3·37	7,527
$ 8,000 à $ 9,000	2,830	0·94	24,267,912	2·45	8,575
$ 9,000 à $10,000	2,235	0·74	21,341,516	2·16	9,549
$10,000 à $15,000	5,737	1·91	70,086,179	7·08	12,217
$15,000 à $20,000	2,268	0·75	39,949,917	4·03	17,615
$20,000 à $25,000	977	0·33	21,965,247	2·22	22,482
$25,000 à $30,000	601	0·20	16,749,787	1·69	27,870
$30,000 à $35,000	361	0·12	11,516,942	1·16	31,903
$35,000 à $40,000	257	0·09	9,660,680	0·98	37,590
$40,000 à $45,000	183	0·06	7,800,811	0·79	42,627
$45,000 à $50,000	99	0·03	4,880,187	0·49	49,295
$50,000 ou plus	473	0·16	43,166,573	4·36	91,261
Totaux	**300,384**	**100·00**	**900,250,259**	**100·00**	**3,297**

18.—Particuliers imposables pour fin d'impôt sur le revenu et taux imposable, par catégorie de revenu, année fiscale 1941

Catégorie de revenu	Répartition simple				Répartition cumulative			
	Contribuables		Taxe imposable		Contribuables		Taxe imposable	
	Montant	P.c. du total	Montant	P.c. du total	Montant	P.c. du total	Montant	P.c. du total
			$				$	
De moins de $2,000	127,954	42·60	1,535,022	2·93	127,954	42·60	1,535,022	2·93
$ 2,000 à $ 3,000	72,502	24·14	1,607,801	3·07	200,456	66·74	3,142,823	6·00
$ 3,000 à $ 4,000	43,021	14·32	1,869,201	3·57	243,477	81·06	5,012,025	9·57
$ 4,000 à $ 5,000	19,581	6·52	1,694,815	3·24	263,058	87·58	6,706,840	12·81
$ 5,000 à $ 6,000	10,346	3·44	1,575,632	3·00	273,404	91·02	8,282,472	15·81
$ 6,000 à $ 7,000	6,524	2·17	1,485,098	2·83	279,928	93·19	9,767,570	18·64
$ 7,000 à $ 8,000	4,435	1·48	1,431,847	2·73	284,363	94·67	11,199,417	21·37
$ 8,000 à $ 9,000	2,830	0·94	1,202,704	2·30	287,193	95·61	12,402,120	23·67
$ 9,000 à $10,000	2,235	0·74	1,231,383	2·35	289,428	96·35	13,633,503	26·02
$10,000 à $15,000	5,737	1·91	5,311,105	10·14	295,165	98·26	18,944,609	36·16
$15,000 à $20,000	2,268	0·75	4,482,119	8·56	297,433	99·01	23,426,727	44·72
$20,000 à $25,000	977	0·33	3,228,645	6·16	298,410	99·34	26,655,373	50·88
$25,000 à $30,000	601	0·20	2,930,552	5·60	299,011	99·54	29,585,925	56·48
$30,000 à $35,000	361	0·12	2,275,345	4·34	299,372	99·66	31,861,269	60·82
$35,000 à $40,000	257	0·09	2,104,467	4·02	299,629	99·75	33,965,737	64·84
$40,000 à $45,000	183	0·06	1,846,860	3·53	299,812	99·81	35,812,597	68·37
$45,000 à $50,000	99	0·03	1,224,752	2·34	299,911	99·84	37,037,349	70·71
$50,000 ou plus	473	0·16	15,341,484	29·29	300,384	100·00	52,378,832	100·00
Montants non classifiés	–	–	234	–	–	–	52,379,066	–
Totaux	**300,384**	**100·00**	**52,379,066**	**100·00**	–	–	–	–
Remboursements	–	–	834,077	–	–	–	–	–
Totaux nets	**300,384**	–	**51,544,989**	–	–	–	–	–

19.—Moyenne de l'impôt sur le revenu imposée aux particuliers, selon les catégories de revenu et d'occupation, année fiscale 1941

Catégorie de revenu	Moyenne de l'impôt	Catégorie d'occupation	Moyenne de l'impôt
	$		$
De moins de $2,000	11·99	Agriculteurs	109·31
$ 2,000 à $ 3,000	22·17	Professionnels	319·88
$ 3,000 à $ 4,000	43·44	Employés	88·02
$ 4,000 à $ 5,000	86·55	Marchands	192·23
$ 5,000 à $ 6,000	152·29	Manufacturiers	504·51
$ 6,000 à $ 7,000	227·63	Ressources naturelles	548·81
$ 7,000 à $ 8,000	322·85	Financiers	789·63
$ 8,000 à $ 9,000	424·98	Corporations personnelles	6,036·51
$ 9,000 à $10,000	550·95	Toutes autres	352·72
$10,000 à $15,000	925·76		
$15,000 à $20,000	1,976·24		
$20,000 à $25,000	3,304·65		
$25,000 à $30,000	4,876·12		
$30,000 à $35,000	6,302·89		
$35,000 à $40,000	8,188·58		
$40,000 à $45,000	10,092·13		
$45,000 à $50,000	12,371·22		
$50,000 ou plus	32,434·42		
Moyenne générale	**174·37**		



20.—Particuliers imposables pour fin d'impôt sur le revenu, revenu net imposable et taxe imposée, selon la catégorie d'occupation, année fiscale 1941

Catégorie d'occupation	Nombre	P.c. du total	Revenu net		Taxe imposée	
			Montant	P.c. du total	Montant	P.c. du total
			$		$	
Agriculteurs	1,869	0·62	6,672,064	0·67	204,319	0·39
Professionnels	11,055	3·68	60,682,864	6·13	3,536,308	6·75
Employés	232,609	77·44	651,744,102	65·81	20,476,531	39·09
Marchands	16,783	5·59	77,600,657	7·84	3,226,283	6·16
Manufacturiers	1,682	0·56	11,300,738	1·14	848,592	1·62
Ressources naturelles	280	0·09	1,863,020	0·19	153,669	0·29
Financiers	15,300	5·09	94,950,512	9·59	12,081,354	23·07
Corporations personnelles	794	0·26	17,129,693	1·73	4,792,994	9·15
Toutes autres	20,012	6·67	68,306,609	6·90	7,058,783	13·48
Non classifiées	–	–	–	–	234	–
Totaux	**300,384**	**100·00**	**990,250,259**	**100·00**	**52,379,066**	**100·00**
Remboursements	–		–		834,077	–
Totaux nets	**300,384**		–	–	**51,544,989**	

Impôt sur le revenu des corporations.—La même méthode que dans le cas des individus est suivie dans celui des corporations et le tableau **22** indique une tendance semblable à celle déjà remarquée dans le tableau **18.** La proportion de taxes selon les catégories de revenu aux corporations d'un revenu net imposable de $50,000 ou plus ne s'applique qu'à 8·6 p.c. de toutes les corporations mais représente 84·9 p.c. du montant prélevé. D'autre part, les corporations d'un revenu de $10,000 et moins constituent 76 p.c. de toutes les corporations payant taxe mais ne contribuent que moins de 5 p.c. du montant total.

21.—Corporations et revenu net imposable pour fin d'impôt sur le revenu, par catégorie de revenu, année fiscale 1941

Catégorie de revenu	Contribuables		Revenu net imposable		
	Nombre	P.c. du total	Montant	P.c. du total	Moyenne de revenu net
			$		$
De moins de $2,000	8,115	51·09	4,660,676	0·87	574
$ 2,000 à $ 3,000	1,089	6·86	2,691,270	0·50	2,471
$ 3,000 à $ 4,000	789	4·97	2,755,833	0·51	3,493
$ 4,000 à $ 5,000	570	3·59	2,569,003	0·48	4,507
$ 5,000 à $ 6,000	417	2·63	2,326,154	0·43	5,578
$ 6,000 à $ 7,000	337	2·12	2,199,824	0·41	6,528
$ 7,000 à $ 8,000	269	1·69	1,986,410	0·37	7,384
$ 8,000 à $ 9,000	233	1·47	2,007,236	0·37	8,615
$ 9,000 à $10,000	250	1·57	2,273,336	0·42	9,093
$10,000 à $15,000	756	4·76	9,496,483	1·77	12,561
$15,000 à $20,000	477	3·00	8,373,927	1·56	17,555
$20,000 à $25,000	351	2·21	8,070,203	1·50	22,992
$25,000 à $30,000	257	1·62	7,074,781	1·32	27,528
$30,000 à $35,000	194	1·22	6,305,064	1·17	32,500
$35,000 à $40,000	172	1·08	6,364,104	1·19	37,001
$40,000 à $45,000	127	0·80	5,438,072	1·01	42,819
$45,000 à $50,00	105	0·66	5,001,438	0·93	47,633
$50,000 ou plus	1,369	8·62	457,124,559	87·07	333,911
Montants non classifiés	7	0·04	612,646	0·12	87,521
Totaux	**15,884**	**100·00**	**537,331,019**	**100·00**	**33,828**

22.—Corporations imposables pour fin d'impôt sur le revenu et taxe imposée, selon la catégorie de revenu, année fiscale 1941

Catégorie de revenu	*Répartition simple*				*Répartition cumulative*			
	Contribuables		Taxe imposée		Contribuables		Taxe imposée	
	Nombre	P.c. du total	Montant	P.c. du total	Nombre	P.c. du total	Montant	P.c. du total
			$				$	
De moins de $2,000	8,115	51·09	715,854	0·94	8,115	51·09	715,854	0·94
$ 2,000 à $ 3,000	1,089	6·86	398,232	0·52	9,204	57·95	1,114,087	1·46
$ 3,000 à $ 4,000	789	4·97	409,813	0·54	9,993	62·92	1,523,899	1·99
$ 4,000 à $ 5,000	570	3·59	380,407	0·50	10,563	66·51	1,904,306	2·49
$ 5,000 à $ 6,000	417	2·63	340,233	0·45	10,980	69·14	2,244,539	2·94
$ 6,000 à $ 7,000	337	2·12	322,218	0·42	11,317	71·26	2,566,757	3·36
$ 7,000 à $ 8,000	269	1·69	292,001	0·38	11,586	72·95	2,858,758	3·74
$ 8,000 à $ 9,000	233	1·47	289,897	0·38	11,819	74·42	3,148,655	4·12
$ 9,000 à $10,000	250	1·57	334,718	0·44	12,069	75·99	3,483,373	4·56
$10,000 à $15,000	756	4·76	1,382,472	1·81	12,825	80·75	4,865,845	6·37
$15,000 à $20,000	477	3·00	1,209,183	1·58	13,302	83·75	6,075,028	7·95
$20,000 à $25,000	351	2·21	1,146,158	1·50	13,653	85·96	7,221,186	9·45
$25,000 à $30,000	257	1·62	989,256	1·30	13,910	87·58	8,220,443	10·74
$30,000 à $35,000	194	1·22	872,779	1·14	14,104	88·80	9,093,222	11·89
$35,000 à $40,000	172	1·08	909,526	1·19	14,276	89·88	10,002,748	13·08
$40,000 à $45,000	127	0·80	752,124	0·98	14,403	90·68	10,754,872	14·06
$45,000 à $50,000	105	0·66	701,650	0·91	14,508	91·34	11,456,522	14·98
$50,000 ou plus	1,369	8·62	64,875,446	84·90	15,877	99·96	76,331,968	99·88
Non classifiées	7	0·04	94,143	0·12	15,884	100·00	76,416,111	100·00
Totaux	**15,884**	**100·00**	**76,416,111**	**100·00**	–	–	–	–
Remboursements	–	–	1,015,702	–	–	–	–	–
Totaux nets	**15,884**	–	**75,400,409**	–	–	–	–	–

23.—Moyenne de l'impôt sur le revenu imposée aux corporations, selon les catégories de revenu et d'occupation, année fiscale 1941

Catégorie de revenu	Moyenne de l'impôt	Catégorie d'occupation	Moyenne de l'impôt
	$		$
De moins de $2,000	88·21	Agricole	986·82
$ 2,000 à $ 3,000	365·68	Marchands	2,046,62
$ 3,000 à $ 4,000	519·40	Manufacturiers	8,917·10
$ 4,000 à $ 5,000	667·38	Ressources naturelles	45,765·48
$ 5,000 à $ 6,000	815·91	Financiers	2,315·97
$ 6,000 à $ 7,000	956·13	Transports et utilités publiques	6,839·50
$ 7,000 à $ 8,000	1,085·50	Toutes autres	1,635·98
$ 8,000 à $ 9,000	1,244·19		
$ 9,000 à $10,000	1,338·87		
$10,000 à $15,000	1,828·66		
$15,000 à $20,000	2,534·97		
$20,000 à $25,000	3,265·40		
$25,000 à $30,000	3,849·24		
$30,000 à $35,000	4,498·86		
$35,000 à $40,000	5·287·94		
$40,000 à $45,000	5,922·23		
$45,000 à $50,000	6,682·38		
$50,000 ou plus	47,388·93		
Non classifiée	13,448·97		
Moyenne générale	**4,810·88**		

24.—Corporations imposables pour fin d'impôt sur le revenu, revenu net imposable et taxe imposée, selon la catégorie d'occupation, année fiscale 1941

Catégorie d'occupation	Nombre	P.c. du total	Revenu net		Taxe imposée	
			Montant	P.c. du total	Montant	P.c. du total
			$		$	
Agricole	151	0·95	993,260	0·19	149,010	0·19
Marchands	4,838	30·46	67,788,269	12·61	9,901,595	12·96
Manufacturiers	3,917	24·66	235,094,718	43·75	34,928,315	45·71
Ressources naturelles	312	1·96	95,010,232	17·69	14,278,832	18·69
Financiers	3,430	21·59	76,588,232	14·25	7,943,810	10·39
Transports et utilités publiques	753	4·74	34,708,413	6·46	5,150,150	6·74
Toutes autres	2,483	15·64	27,147,895	5·05	4,062,153	5·32
Non classifiées	–	–	–	–	2·246	[1]
Totaux	**15,884**	**100·00**	**537,331,019**	**100·00**	**76,416,111**	**100·00**
Remboursements	–	–	–	–	1,015,702	–
Totaux nets	**15,884**	–	–	–	**75,400,409**	–

[1] Moins de 0·01 p.c.

Taxes de guerre d'accise.—Les statistiques du tableau **25** représentent les perceptions brutes faites par la Division de l'Accise du Ministère du Revenu National; elles diffèrent de celles du tableau **13,** qui représentent les revenus nets touchés, par les montants remboursés indiqués au renvoi du tableau **25.**

25.—Taxes de guerre d'accise perçues, par denrée et par province, années fiscales 1936-41

(Revenu accumulé)

Denrée ou province	1936	1937	1938	1939	1940	1941
Domestique—	$	$	$	$	$	$
Licences	41,872	44,734	51,958	44,880	46,880	51,315
Timbres	4,404,764	5,543,480	4,824,752	4,527,332	4,435,105	4,304,349
Allumettes	1,566,896	1,496,195	1,609,604	1,728,140	2,032,649	1,940,178
Automobiles	1,261,918	1,317,561	1,258,590	1,171,400	1,314,622	10,286,147
Cartes à jouer	278,090	222 500	233·000	230,030	249,530	250,049
Parfumerie	1,078,376	1,112,021	1,157,111	1,187,505	1,271,891	1,443.653
Cigares	124,837	121,106	124,632	122,624	126,876	240,038
Vins	203,466	207,191	239,787	230,209	419,839	658,033
Gaz carbonique	Nil	Nil	Nil	Nil	53,243	304,402
Sucre	10,037,792	10,306,171	10,549,056	10,760,584	11,891,751	11,546,715
Transports et téléphones	1,460,952	1,582,223	1,727,434	1,639,936	1,657,594	1,848,158
Chèques timbrés (à l'usage de l'administration)	229,511	252,899	233,363	219,282	232,340	270,054
Allumoirs	18,881	26,273	23,974	21,825	27,496	88,395
Papier et tubes à cigarettes	Nil	Nil	146,152	242,241	536,151	1,313,173
Amendes et intérêts	85,672	103,764	120,637	93,907	114,137	119,575
Ventes domestiques	70,259,941	99,421,015	121,348,801	107,927,690	119,392,244	156,749,423
Autres taxes sur les manufactures	–	–	–	–	–	2,847,338
Totaux sur produits domestiques	91,052,968	121,757,133	143.648,851	130,147,585	143,802,348	194,260,995
Importations—						
Ventes	10,918,243	16,717,786	20,514,447	17,998,740	21,729,120	27,786,710
Accise	1,561,268	1,889,731	1,842,732	1,760,565	2,192,781	4,014,219
Accise spéciale de 3 p.c.	12,939,182	15.415,315	18,621,449	15,591,046	1,978,806	1,007,988
Change, temps de guerre	–	–	–	–	–	61,932,028
Grands totaux	**116,471,661**[1]	**155,779,965**[1]	**184,627,479**[1]	**165,497,936**[1]	**169,703,055**[1]	**289,001,940**[1]
Ile du Prince-Edouard	63,532	78,608	92,144	77,680	95,831	154,255
Nouvelle-Ecosse	2,615,775	3,226,915	3,911,193	3,466,045	3,853,842	5,943,809
Nouveau-Brunswick	1,174,567	2,591,941	3,549,994	3,225,460	3,771,471	4,765,012
Québec	38,711,344	49,507,285	59,334,505	53,628,296	54,669,669	86,303,018
Ontario	59,675,399	81,461,611	96.429,163	85,416,810	87,640,555	161,514,970
Manitoba	3,645,548	4,965,252	5,518,163	5,283,796	5,520,941	8,093,605
Saskatchewan	1,069,734	1,432,C91	1,434,562	1,379,497	1,398,873	2,432,145
Alberta	2,237,418	2,793,669	3,545,855	3,663,537	3,606,076	5,166,848
Colombie Britannique	7,011,577	9,416,853	10,502,408	9,054,844	8,863,054	14,156,759
Yukon	29,437	44,562	69,417	75,877	46,472	75,701
Ventes du département	236,218	259,726	238,328	226,479	235,034	271,724
Divers	–	–	–	–	–	11
Colis postaux venant de la Grande-Bretagne	1,112	1,452	1,747	1,615	1,237	978
Taxe de guerre sur le change (administration)	–	–	–	–	–	123,105

[1] Comprend des remboursements de $3,270,014 en 1936, $3,306,541 en 1937, $3,808,712 en 1938, $3,787,365 en 1939, $3,675,115 en 1940 et $4,834,909 en 1941.

Sous-section 4.—Subsides et prêts aux provinces

Subsides.—Subordonnément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord et aux accords conclus périodiquement par la suite, le Gouvernement fédéral verse annuellement certaines sommes à chaque province. Ces versements sont ici énumérés.

Allocations compensatrices.—Aux termes de l'union des provinces lors de la Confédération, en 1867, le Gouvernement fédéral assumait toutes les dettes et obligations des provinces et s'engageait à payer à celles-ci, excepté l'Ontario et le Québec, un intérêt de 5 p.c. sur la différence en moins entre la dette réelle per capita et une allocation compensatrice établie à $25 per capita approximativement. Lors de l'entrée de nouvelles provinces dans la Confédération, des arrangements semblables furent consentis au sujet de la responsabilité des dettes antérieures à leur adhésion au pacte fédératif. Périodiquement, la base du calcul des allocations compensatrices aux diverses provinces fut ajustée. Le Fédéral paye en outre un intérêt de 5 p.c.

par année aux provinces sur la différence, à leur entrée dans la Confédération, entre leur dette réelle et leur dette hypothétique telle qu'ajustée. La somme globale payée par le Dominion aux provinces en intérêt sur allocations compensatrices est de $1,609,386.

Allocations pour gouvernement et législature.—Le pacte fédératif stipule encore que des subventions annuelles fixes seront versées aux provinces pour l'entretien de leurs gouvernements et législatures. D'après l'échelle suivante, approuvée en 1907, ces sommes varient avec la population des provinces:—

Population de	$
Moins de 150,000	100,000
150,000, mais pas plus de 200,000	150,000
200,000, " " 400,000	180,000
400,000, " " 800,000	190,000
800,000, " " 1,500,000	220,000
Plus de 1,500,000	240,000

La somme globale payée présentement en allocations annuelles sous ce poste est de $1,750,000.

Allocations per capita.—En vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, une subvention de 80 cents par tête de sa population était versée à chaque province. L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1907 pourvoit que cette subvention soit payée à raison de 80 cents par tête jusqu'à une population de 2,500,000, et de 60 cents par tête pour l'excédent de ce nombre. Ces allocations aux provinces s'établissent à $8,128,688 au cours de l'année fiscale 1941.

Subventions spéciales.—Dans le cas de certaines provinces des subventions ont été ajoutées à l'échelle originale des subsides, en raison de circonstances spéciales, et dont la somme totale au cours de l'année fiscale de 1941 s'est élevée à $2,280,880, ainsi répartie:—

Ile du Prince-Edouard.—Subvention spéciale de $195,000, moins une déduction de $39,120 (subvention nette de $155,880).

Nouveau-Brunswick.—Subvention annuelle de $150,000 depuis 1875 à cause de l'abolition des droits de coupe réservés aux provinces par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.

Manitoba.—Subvention spéciale basée sur la population et s'élevant actuellement à $562,500 par année.

Saskatchewan et Alberta.—Reçoivent une somme annuelle, en compensation des pertes de revenu imputables aux terres publiques, basée sur leur population respective. Dans le cas de la Saskatchewan cette somme s'élève à $750,000 et dans celui de l'Alberta, à $562,500.

Colombie Britannique.—Une subvention spéciale s'élevant présentement à $100,000 par année.

26.—Subsides fédéraux aux gouvernements provinciaux, années fiscales 1936-41

Province	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard[1]	381,932	381,932	381,932	381,932	381,932	381,932
Nouvelle-Ecosse[1]	653,048	653,048	653,048	653,048	653,048	653,040
Nouveau-Brunswick[1]	693,040	693,040	693,040	693,040	693,040	693,040
Québec	2,592,014	2,592,014	2,592,014	2,592,014	2,592,014	2,592,014
Ontario	2,941,424	2,941,424	2,941,424	2,941,424	2,941,424	2,941,424
Manitoba[1]	1,716,484	1,703,022	1,703,092	1,708,171	1,713,284	1,713,284
Saskatchewan[1]	2,144,975	2,120,084	2,120,095	2,126,132	2,132,175	2,132,175
Alberta	1,771,475	1,776,071	1,776,130	1,781,788	1,787,475	1,787,475
Colombie Britannique[1]	874,561	874,561	874,561	874,561	874,561	874,561
Totaux	**13,768,953**	**13,735,196**	**13,735,336**	**13,752,110**	**13,768,953**	**13,768,953**

[1] Reçoit temporairement des subventions spéciales, ne figurant pas à ce tableau (voir texte p. 784).

27.—Sommes accordées en subsides aux provinces, du 1er juillet 1867 au 31 mars 1941

Province	Allocation fixe	Allocation par tête	Subsides spéciaux[1]	Allocation compensatrice[2]	Total[3]
	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	4,420,000	5,836,278	5,755,464	2,835,583	18,847,325
Nouvelle-Ecosse	8,860,000	26,183,947	826,980	3,552,106	39,423,033
Nouveau-Brunswick	8,220,000	20,064,102	10,830,000	1,582,890	40,696,992
Québec	10,960,000	98,003,404	–	6,089,017	115,052,421
Ontario	11,360,000	119,992,056	–	5,883,005	137,235,061
Manitoba	8,065,000	20,783,817	23,831,733	16,021,709	68,702,259
Saskatchewan	7,036,667	20,596,600	22,281,250	14,593,500	64,508,017
Alberta	6,486,667	16,292,407	19,031,250	14,593,500	56,403,824
Colombie Britannique	7,460,000	16,065,240	8,000,000	2,050,358	33,575,598
Totaux	**72,868,334**	**343,817,851**	**90,556,677**	**67,201,668**	**574,444,539**

[1] Voir texte, p. 783. [2] Allocation en compensation d'une créance abandonnée. [3] Ne comprend pas les "Autres subventions spéciales" (voir texte qui suit).

Autres subventions spéciales.—Il y a, en outre, d'autres subventions spéciales, votées annuellement et payées aux Provinces Maritimes, au Manitoba, à la Saskatchewan et à la Colombie Britannique. Pour l'année fiscale 1941 elles s'élèvent à $5,475,000, ainsi réparties:—

Ile du Prince-Edouard	$ 275,000
Nouvelle-Ecosse	1,300,000
Nouveau-Brunswick	900,000
Manitoba	750,000
Saskatchewan	1,500,000
Colombie Britannique	750,000

Tel qu'indiqué à la p. 760, en vertu des accords intervenus entre le Gouvernement fédéral et les provinces à la suite de l'offre faite dans le budget d'avril 1941, ces subventions spéciales additionnelles ont été remplacées par certaines subventions fiscales accordées à certaines provinces et par des versements spéciaux ainsi établis: Ile du Prince-Edouard, $437,174; Nouveau-Brunswick, $371,493; Manitoba, $600,000; Saskatchewan, $1,500,000; Nouvelle-Ecosse, $324,122; total de $3,232,789.

Avances aux gouvernements provinciaux.—Toutes les avances récentes du Gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux ont été faites aux provinces de l'Ouest en vertu de la législation de secours inaugurée par la loi de secours au chômage et aux fermes de 1931. Elles sont couvertes par des billets du Trésor de chaque province à un taux de 3 p.c. depuis le 1er juillet 1936. La somme globale de ces avances, impayée au 31 mars 1942, est de $177,136,057 moins des annulations de $19,861,035, ce qui laisse des avances en souffrance de $157,275,022.

En plus de cette dette, il y avait aussi la somme de $130,500 en souffrance au compte des habitations, étant la balance des prêts faits aux provinces pendant les années qui suivirent la première guerre mondiale, en vertu des ordres en conseil adoptés en 1918 et 1919 et des budgets de 1920 et 1921. L'Ontario a soldé ces avances en 1928, la province de Québec en 1937, le Nouveau-Brunswick en 1938 et le Manitoba et la Colombie Britannique en 1941. Les autres provinces réduisent, dans la plupart des cas, leur dette d'année en année.

28.—Avances aux gouvernements provinciaux en vertu de la loi de secours au chômage, par province, années fiscales 1938-42

NOTA.—Les chiffres de 1932 (première année de ces avances) et de 1933 se trouvent à la page 878 de l'Annuaire de 1936; ceux de 1934 et 1935, à la page 892 de celui de 1938; ceux de 1936, à la p. 874 de l'Annuaire de 1940; et ceux de 1937 aux pp. 783-84 de l'Annuaire de 1941.

Province et item	1938	1939	1940	1941	1942
	$	$	$	$	$
Manitoba—					
Avances au cours de l'année	2,982,000	2,312,000	2,012,000	Nil	Nil
Moins remboursements en espèces	22,812	906,501	129,507	355,924	"
Avances nettes pour l'année	2,959,188	1,405,499	1,882,493	−355,924	Nil
Avances nettes en souffrance au commencement de l'année	20,130,856	23,090,044	24,495,543	26,378,036	26,022,112
Totaux, 31 mars	**23,090,044**	**24,495,543**	**26,378,036**	**26,022,112**	**26,022,112**
Saskatchewan—					
Avances au cours de l'année	11,604,787	13,767,910	10,247,750	1,700,000	Nil
Moins remboursements en espèces	Nil	59,063	1,057,068	62,994	171,272
Avances nettes pour l'année	11,604,787	13,708,847	9,190,682	1,637,006	−171,272
Avances nettes en souffrance au commencement de l'année	54,427,508	66,032,295	79,741,142	88,931,824	90,568,830
Totaux, 31 mars	**66,032,295**	**79,741,142**	**88,931,824**	**90,568,830**	**90,397,558**
Alberta—					
Avances au cours de l'année	200,000	Nil	Nil	Nil	Nil
Moins remboursements en espèces	7,000	"	53,698	7,500	46,000
Avances nettes pour l'année	193,000	Nil	−53,698	−7,500	−46,000
Avances nettes en souffrance au commencement de l'année	25,886,198	26,079,198	26,079,198	26,025,500	26,018,000
Totaux, 31 mars	**26,079,198**	**26,079,198**	**26,025,500**	**26,018,000**	**25,972,000**
Colombie Britannique—					
Avances au cours de l'année	2,000,000	Nil	1,546,552	271,891	Nil
Moins remboursements en espèces	458,363	129,506	Nil	31,266	"
Avances nettes pour l'année	1,541,637	−129,506	1,546,551	240,625	Nil
Avances nettes en souffrance au commencement de l'année	31,545,080	33,086,717	32,957,211	34,503,762	34,744,387
Totaux, 31 mars	**33,086,717**	**32,957,211**	**34,503,762**	**34,744,387**	**34,744,387**
Grands totaux	**148,288,254**[1]	**163,273,094**[1]	**175,839,122**[1]	**177,353,329**[1]	**177,136,057**[1]

[1] Moins les annulations suivantes: Manitoba, $804,897, et Saskatchewan, $17,682,158, ce qui laisse une somme nette d'avances de $129,801,199 le 31 mars 1938; de $144,786,039 le 31 mars 1939 moins de nouvelles annulations de $1,373,980 en Saskatchewan, laissant une somme nette d'avances de $155,978,087 le 31 mars 1940, de $157,492,294 le 31 mars 1941 et de $157,275,022 le 31 mars 1942.

29.—Avances aux gouvernements provinciaux en souffrance au compte des habitations, par province, le 31 mars 1920-42

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Colombie Britannique	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
1920	Nil	Nil	600,000	60,000	8,750,000	1,580,000	750,000	11,740,000
1921	"	600,000	1,220,000	1,146,700	8,750,000	1,580,000	1,361,500	14,658,200
1922	"	1,100,000	1,525,000	2,312,885	8,750,000	1,975,000	1,701,500	17,364,385
1923	50,000	1,537,000	1,525,000	4,391,617	9,350,000	1,975,000	1,701,500	20,530,117
1924	50,000	1,537,000	1,525,000	7,359,590	9,350,000	1,975,000	1,701,500	23,498,090

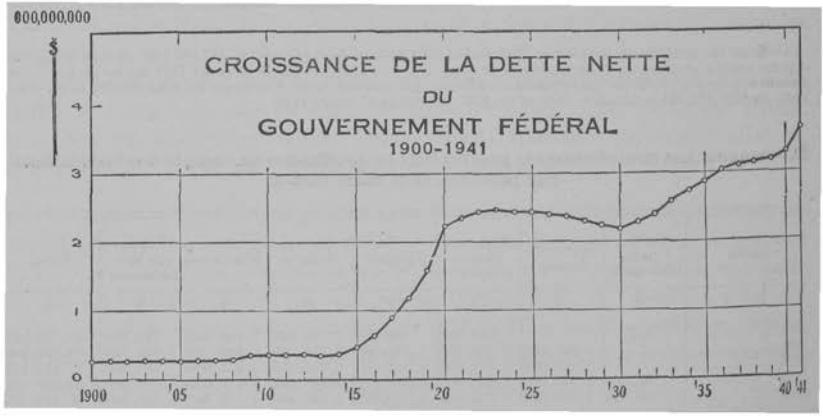
29.—Avances aux gouvernements provinciaux en souffrance au compte des habitations, par province, le 31 mars 1920-42—fin

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Colombie Britannique	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
1925	50,000	1,537,000	1,525,000	7,355,305	9,350,000	1,975,000	1,701,500	23,493,805
1926	50,000	1,537,000	1,462,000	7,352,018	9,350,000	1,975,000	1,701,500	23,427,518
1927	50,000	1,537,000	1,308,000	7,337,843	9,350,000	1,825,000	1,701,500	23,109,343
1928	50,000	1,362,000	1,250,000	7,317,403	Nil	1,660,000	1,701,500	13,340,903
1929	50,000	1,212,000	1,198,000	7,304,203	"	1,600,000	1,701,500	13,065,703
1930	50,000	1,077,000	1,136,000	5,796,703	"	1,550,000	1,701,500	11,311,203
1931	36,500	1,017,000	1,057,000	5,384,688	"	1,475,000	1,701,500	10,671,688
1932	35,000	937,000	988,000	5,384,688	"	1,475,000	1,701,500	10,521,188
1933	34,000	877,000	910,000	5,384,688	"	1,475,000	1,701,500	10,382,188
1934	33,000	822,000	860,500	5,384,688	"	1,367,000	1,701,500	10,168,688
1935	33,000	757,000	800,000	5,384,688	"	1,095,000	1,701,500	9,771,188
1936	31,500	682,000	648,700	2,609,688	"	1,095,000	1,701,500	6,768,388
1937	30,500	607,000	588,700	730,688	"	1,072,000	1,701,500	4,730,388
1938	29,500	537,000	Nil	Nil	"	1,040,000	1,701,500	3,308,000
1939	29,500	457,000	"	"	"	1,015,000	1,701,500	3,203,000
1940	26,500	402,000	"	"	"	374,000	1,701,500	2,504,000
1941	23,500	157,000	"	"	"	350,000	340,000	870,500
1942	23,500	107,000	"	"	"	Nil	Nil	130,500

Sous-section 5.—Dette nationale

A la date du 31 mars 1914, la dette publique du Canada s'élève à $544,391,369 contre un actif de $208,394,519, ce qui laisse une dette nette de $335,996,850. Cette dette relativement légère avait été encourue presque en entier, soit par des travaux publics d'utilité générale, tels que les chemins de fer Intercolonial et Transcontinental et les canaux, lesquels constituent un actif quoique non réalisable, soit comme subventions à certaines entreprises, comme le chemin de fer Canadien Pacifique; ces entreprises, tout en n'appartenant pas au Gouvernement, ont grandement contribué au développement du pays et, par conséquent, à l'accroissement de sa richesse. C'était donc, en fait, une dette encourue pour des objets productifs; la plus

DETTE PUBLIQUE DU CANADA



grande partie se trouvait entre des mains étrangères, le principal de la dette consolidée du Dominion payable à Londres au 31 mars 1914 atteignant $302,842,485, contre $717,453 payables au Canada.

La complète transformation de notre dette nationale au cours de 27 années, 1914–41, se caractérise ainsi: (1) augmentation énorme, la dette nette étant passée de $335,996,850 à $3,648,691,449; (2) l'argent emprunté ayant servi à couvrir les dépenses de guerre n'est représenté par aucun actif correspondant; (3) la dette actuellement détenue en majeure partie au Canada, une somme de $3,727,769,073 étant remboursable au Canada le 31 mars 1941.

30.—Résumé de la dette publique du Canada et intérêts, du 1er juillet 1867 au 31 mars 1941

Année	Dette brute	Actif total	Dette nette	Dette nette per capita[1]	Augmentation ou diminution durant l'année[2]	Intérêt payé sur la dette	Intérêt provenant de l'actif productif	Intérêt payé per capita[1]
	$	$	$	$	$	$	$	$
1867..	93,046,052	17,317,410	75,728,642	21·87	–	–	–	–
1868..	96,896,666	21,139,531	75,757,135	21·58	28,493	4,501,568	126,420	1·28
1869..	112,361,998	36,502,679	75,859,319	21·28	102,184	4,907,014	313,021	1·38
1870..	115,993,706	37,783,964	78,209,742	21·58	2,350,423	5,047,054	383,956	1·39
1871..	115,492,683	37,786,165	77,706,518	21·06	−503,225	5,165,304	554,384	1·40
1872..	122,400,179	40,213,107	82,187,072	21·89	4,480,554	5,257,231	488,042	1·40
1873..	129,743,432	29,894,970	99,848,462	26·10	17,661,390	5,209,206	396,404	1·36
1874..	141,163,551	32,838,587	108,324,964	27·81	8·476,502	5,724,436	610,863	1·47
1875..	151,663,402	35,655,024	116,008,378	29·34	7,683,414	6,590,790	840,887	1·67
1876..	161,204,688	36,653,174	124,551,514	31·07	8,543,136	6,400,902	798,906	1·60
1877..	174,675,835	41,440,526	133,235,309	32·78	8,683,795	6,797,227	717,684	1·67
1878..	174,957,269	34,595,199	140,362,070	34·07	7,126,761	7,048,884	605,774	1·71
1879..	179,483,871	36,493,684	142,990,187	34·17	2,628,117	7,194,734	592,500	1·72
1880..	194,634,441	42,182,852	152,451,589	35·83	9,461,402	7,773,869	834,793	1·83
1881..	199,861,537	44,465,757	155,395,780	35·93	2,944,191	7,594,145	751,513	1·76
1882..	205,365,252	51,703,601	153,661,651	35·12	−1,734,129	7,740,804	914,009	1·77
1883..	202,159,104	43,692,390	158,466,714	35·77	4,805,063	7,668,552	1,001,193	1·73
1884..	242,482,416	60,320,566	182,161,850	40·60	23,695,136	7,700,181	986,698	1·72
1885..	264,703,607	68,295,915	196,407,692	43·29	14,245,842	9,419,482	1,997,936	2·08
1886..	273,164,341	50,005,234	223,159,107	48·72	26,751,415[3]	10,137,009	2,299,079	2·21
1887..	273,187,626	45,872,851	227,314,775	49·14	4,155,668	9,682,929	990,887	2·09
1888..	284,513,842	49,982,484	234,531,358	50·13	7,216,583	9,823,313	932,025	2·10
1889..	287,722,063	50,192,021	237,530,042	50·23	2,998,684	10,148,932	1,305,392	2·15
1890..	286,112,295	48,579,083	237,533,212	49·70	3,170	9,656,841	1,082,271	2·02
1891..	289,899,230	52,090,199	237,809,031	49·21	275,819	9,584,137	1,077,228	1·98
1892..	295,333,274	54,201,840	241,131,434	49·38	3,322,403	9,763,978	1,086,420	2·00
1893..	300,054,525	58,373,485	241,681,040	49·01	549,606	9,806,888	1,150,167	1·99
1894..	308,348,023	62,164,994	246,183,029	49·44	4,501,989	10,212,596	1,217,809	2·05
1895..	318,048,755	64,973,828	253,074,927	50·35	6,891,898	10,466,294	1,336,047	2·08
1896..	325,717,537	67,220,104	258,497,433	50·95	5,422,506	10,502,430[4]	1,370,001	2·07
1897..	332,530,131	70,991,535	261,538,596	51·06	3,041,163	10,645,663	1,443,004	2·08
1898..	338,375,984	74,419,585	263,956,399	51·01	2,417,803	10,516,758	1,513,455	2·03
1899..	345,160,903	78,887,456	266,273,447	50·86	2,317,048	10,855,112	1,590,448	2·07
1900..	346,306,980	80,713,173	265,493,807	50·08	−779,640	10,699,645	1,683,051	2·02
1901..	354,732,433	86,252,429	268,480,004	49·99	2,986,197	10,807,955	1,784,834	2·01
1902..	366,358,477	94,529,387	271,829,090	49·48	3,349,086	10,975,935	1,892,224	2·00
1903..	361,344,098	99,737,109	261,606,989	46·29	−10,222,101[5]	11,068,139	2,020,953	1·96
1904..	364,962,512	104,094,793	260,867,719	44·77	−739,270[6]	11,128,637	2,236,256	1·91
1905..	377,678,580	111,454,413	266,224,167	44·36	5,356,448	10,630,115	2,105,031	1·77
1906..	392,269,680	125,226,703	267,042,977	43·09	818,810	10,814,697	2,140,312	1·75
1907..	379,966,826	116,294,966	263,671,860	41·13	−3,371,117	6,712,771[4]	1,235,746	1·05
1908..	408,207,158	130,246,298	277,960,860	41·96	14,289,000	10,973,597	1,925,569	1·66
1909..	478,535,427	154,605,148	323,930,279	47·64	45,969,419	11,604,584	2,256,643	1·71
1910..	470,663,046	134,394,500	336,268,546	48·12	12,338,267	13,098,161	2,807,465	1·87
1911..	474,941,487	134,899,435	340,042,052	47·18	3,773,506	12,535,851	1,668,773	1·74
1912..	508,338,592	168,419,131	339,919,461	46·00	−122,591	12,259,397	1,281,317	1·66
1913..	483,232,555	168,930,930	314,301,625	41·18	−25,617,836	12,605,882	1,430,511	1·65
1914..	544,391,369	208,394,519	335,996,850	42·64	21,695,225	12,893,505	1,964,541	1·64
1915..	700,473,814	251,097,731	449,376,083	56·31	113,379,233	15,736,743	2,980,247	1·97
1916.	936,987,802	321,831,631	615,156,171	76·88	165,780,088	21,421,585	3,358,210	2·68
1917..	1,382,003,268	502,816,970	879,186,298	109·08	264,030,127	35,802,567	3,094,012	4·44
1918..	1,863,335,899	671,451,836	1,191,884,063	136·28	312,697,765	47,845,585	4,466,724	5·87
1919..	2,676,635,725	1,102,104,692	1,574,531,033	189·45	382,646,970	77,431,432	7,421,002	9·32

Renvois à la fin du tableau, p. 788

30.—Résumé de la dette publique du Canada et intérêts, du 1er juillet 1867 au 31 mars 1941—fin

Année	Dette brute	Actif total	Dette nette	Dette nette per capita[1]	Augmentation ou diminution durant l'année[2]	Intérêt payé sur la dette	Intérêt provenant de l'actif productif	Intérêt payé per capita[1]
	$	$	$	$	$	$	$	$
1920..	3,041,529,587	792,660,963[8]	2,248,868,624	262·84	674,337,591	107,527,089	17,086,981	12·57
1921..	2,902,482,117	561,603,133[8]	2,340,878,984	66·37	92,010,360	139,551,520	24,815,246	15·88
1922..	2,902,347,137	480,211,335[8]	2,422,135,802	271·57	81,256,817	135,247,849	21,961,513	15·16
1923..	2,888,827,237	435,050,368[8]	2,453,776,869	272·34	31,641,067	137,892,735	16,465,303	15·30
1924..	2,819,610,470	401,827,195[8]	2,417,783,275	264·44	−35,993,594	136,237,872	11,916,479	14·90
1925..	2,818,066,523	400,628,837[8]	2,417,437,686	260·11	−345,589	134,789,604	11,332,328	14·50
1926..	2,768,779,184	379,048,085[8]	2,389,731,099	252·85	−27,706,587	130,691,493	8,535,086	13·83
1927..	2,726,298,717	378,464,347[8]	2,347,834,370	243·65	−41,896,729	129,675,367	8,559,401	13·46
1928..	2,677,137,243	380,287,010[8]	2,296,850,233	233·54	−50,984,137	128,902,945	10,937,822	13·11
1929..	2,647,033,973	421,529,268[8]	2,225,504,705	221·91	−71,345,528	124,989,950	12,227,562	12·46
1930..	2,544,586,411	366,822,452[8]	2,177,763,959	213·34	−47,740,746	121,566,213	13,518,205	11·91
1931..	2,610,265,698	348,653,762[8]	2,261,611,937	217·94	83,847,978	121,289,844	10,421,224	11·69
1932..	2,831,743,563	455,897,390[8]	2,375,846,172	226·14	114,234,236	121,151,106	9,330,125	11·53
1933..	2,996,366,665	399,885,839[8]	2,596,480,826	243·09	220,634,654	134,999,069	11,220,989	12·64
1934..	3,141,042,097	411,063,957[8]	2,729,978,141	251·96	133,497,314	139,725,417	11,148,231	12·91
1935..	3,205,956,369	359,845,411[8]	2,846,110,958	259·94	116,132,817	138,533,202	10,963,478	12·67
1936..	3,431,944,027	425,843,510[8]	3,006,100,517	271·68	159,989,559	134,549,169	10,614,125	12·20
1937..	3,542,521,139	458,568,937[8]	3,083,952,202	277·33	77,851,685	137,410,345	11,231,035	12·36
1938..	3,540,237,614	438,570,044[8]	3,101,667,570	276·71	17,715,368	132,117,422	13,120,523	11·79
1939..	3,638,320,816	485,761,502[8]	3,152,559,314	278·62	50,891,744	127,995,617	13,163,015	11·31
1940..	3,959,236,382	687,976,735[8]	3,271,259,647	286·40	118,700,333	129,315,442	13,393,432	11·32
1941..	5,011,399,120	1,362,707,672[8]	3,648,691,449	319·50	377,431,802	139,178,670	14,910,554	12·19

[1] Les chiffres per capita sont basés sur les estimations officielles de la population données à la page 100. [2] Le signe moins (−) indique une diminution. [3] Cette somme comprend $10,199,520, valeur des terres rétrocédées par le chemin de fer Canadien Pacifique. [4] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [5] Cette somme comprend $3,305,450 nécessités pour le règlement des comptes avec l'Ontario et le Québec. [6] Il est tenu compte de $5,397,503 alloués à l'Ontario et au Québec en vertu de la loi 47 Vict., c. 6. [7] Neuf mois en raison du changement dans l'année fiscale. [8] Actif productif seulement.

Opérations récentes sur la dette fondée.—Un aperçu des conversions et autres opérations sur la dette fondée entre 1914 et 1930 paraît dans l'Annuaire de 1933, pp. 854–855; entre 1931 et 1934, dans celui de 1934–35, pp. 922–923; en 1936, aux pp. 879–880 de celui de 1936; en 1937, à la p. 893 de celui de 1937; en 1938 et 1939, à la p. 941 de celui de 1939; en 1940, aux pp. 877–878 de celui de 1940; et en 1941, aux pp. 787–788 de celui de 1941. Ce qui suit continue cet aperçu jusqu'au 31 mars 1941.

Le 1er mai 1941, une émission de $250,000,000 à un an à 1 p.c. échoit; elle est renouvelée au même taux pour un an. A la même date échoit aussi une émission de $20,000,000 à 1¼ p.c. payable à New York. Pour payer une partie de cette échéance, une émission d'obligations à deux ans à 2¼ p.c. est vendue à un groupe de banques canadiennes et de New York; le montant est de $10,000,000; le reste est payé comptant.

En juin 1941, l'emprunt de la Victoire de 1941, troisième émission de guerre, est souscrit. Le montant est de $836,820,250. Cette émission a deux échéances—obligations à cinq ans et demi à 2 p.c. datées du 15 juin 1941 avec échéance le 15 décembre 1946 à 99, et obligations à 10 ans à 3 p.c. datées du 15 juin 1941 et échéant le 15 juin 1951, à valeur nominale. L'émission à dix ans est rachetable à 101 à l'échéance ou sur demande. Elle est sujette à rachat au gré du Gouvernement à chaque date de versement d'intérêts ou après le 15 juin 1950. Du montant total e l'emprunt, $836,820,250, une somme de $730,376,250 a été émise contre du

comptant et le reste, $106,444,000, en conversion d'obligations à 5 p.c. échéant le 15 novembre 1941. L'échéance à cinq ans et demi est au montant de $193,286,000 et l'échéance à dix ans, au montant de $643,534,250. Le nombre de souscripteurs est de 968,259.

Une émission de $200,000,000 à deux ans à 2 p.c., échue le 16 octobre 1941, a été remboursée au moyen d'une émission de $200,000,000 à trois ans à 1½ p.c. échéant le 16 octobre 1944.

En février 1942, le deuxième emprunt de la Victoire est souscrit. Cette quatrième émission publique depuis le début de la guerre et la plus considérable de l'histoire financière du Dominion est d'un montant total de $997,503,300. Elle a été absorbée par plus de 1,681,000 souscripteurs d'après des chiffres préliminaires. Elle comporte trois échéances à valeur nominale—obligations à 2½ ans à 1½ p.c. datées du 1er mars 1942 et échéant le 1er septembre 1944; obligations à six ans à 2¼ p.c. datées du 1er mars 1942 et échéant le 1er mars 1948 et obligations à douze ans à 3 p.c. échéant le 1er mars 1954. Les obligations à deux ans et demi et à six ans ne sont remboursables sur demande qu'à échéance. L'émission à douze ans est payable à 101 p.c. à échéance et est sujette à rachat au gré du Gouvernement à toute date de versement d'intérêts le ou après le 1er mars 1952 à 101 p.c. Les chiffres préliminaires font voir que sur les souscriptions totales de $997,503,300, $843,924,300 représentent des souscriptions au comptant et $153,579,000, des souscriptions de conversion d'obligations de 1½ et 2 p.c. échues respectivement le 15 mai 1942 et le 1er juin 1942.

En plus de ces émissions, le Dominion commence la vente de certificats d'épargne de guerre en mai 1940. Ces certificats sont vendus à escompte et, à échéance, équivaudront à un rendement de 3 p.c. calculé tous les six mois. Le montant émis, à valeur d'échéance au 31 mars 1942, est de $133,473,762.

En juillet 1940, à la suite de plusieurs demandes du public, le Gouvernement autorise l'émission de certificats sans intérêt. Ces certificats sont datés du 15 du mois durant lequel le paiement est reçu et écherront le 15 juin 1945; le détenteur enregistré a le privilège de liquider ses certificats au pair en tout temps six mois après la date d'émission. Ces certificats sont pour tout montant depuis $1, sont enregistrés et ne sont pas transférables. Le montant émis au 31 mars 1942 est de $10,765,678.

En plus de trouver des fonds pour fins de guerre et générales, il a fallu fournir des fonds pour le rapatriement d'émissions en sterling détenues en Grande-Bretagne. Ces opérations de rachat ont pour effet ultime de procurer des dollars canadiens au Royaume-Uni pour l'achat de commodités primaires et de produits manufacturés canadiens nécessaires à la conduite de la guerre.

La première de ces opérations est le rachat le 17 avril 1940 de titres enregistrés du Dominion du Canada à 3½ p.c. devant échoir le 1er juillet 1950, mais pouvant être rachetés en tout temps après le 1er juillet 1930. Cette émission se trouve alors au montant de £28,162,775-11-0, dont £7,732-18-9 sont détenus dans divers comptes de fonds d'amortissement. A la suite de cette opération, des dollars canadiens au montant de $91,000,000 environ sont mis à la disposition du Gouvernement du Royaume-Uni.

L'opération suivante est le rachat au 1er octobre 1940 des titres enregistrés du Dominion du Canada, 1940–60, à 4 p.c. Cette émission s'élève alors au montant de £19,300,000, contre-balancé par £2,463,000 en fonds d'amortissement, ce qui laisse un montant net à racheter de £16,037,000, soit $74,900,000 au taux courant du change.

En plus des opérations relatives à la dette fondée directe du Canada, le Gouvernement prend des mesures pour acheter du Gouvernement du Royaume-Uni le montant de titres consolidés perpétuels à 4 p.c. (garantis quant au paiement de l'intérêt par le Dominion du Canada) du Chemin de Fer Grand Tronc du Canada, acquis de leurs détenteurs au Royaume-Uni par le Gouvernement britannique. Ces titres s'élèvent alors à £24,624,455. Au taux courant du change cette opération fournit au gouvernement britannique environ $109,579,000.

L'opération suivante de cette nature est l'achat du Gouvernement du Royaume-Uni de trois titres enregistrés du Dominion du Canada qui avaient été assignés par ordre du Trésor du Royaume-Uni en octobre 1941. Les émissions étaient des titres enregistrés à 3¼ p.c. devant échoir le 1er mai 1955 et au montant en cours de £10,000,000 dont £297,470 étaient détenus dans divers fonds d'amortissement; des titres enregistrés à 4 p.c. au montant de £15,000,000 dus le 1er septembre 1958 dont £871,236 étaient détenus dans divers fonds d'amortissement et des titres enregistrés à 3¼ p.c. au montant de £10,000,000 dus le 1er juillet 1963 et dont £3,058,163 étaient détenus dans divers fonds d'amortissement. Ces opérations terminées auront donné une somme additionnelle de $137,000,000 environ d'argent canadien au Royaume-Uni.

Au cours des sept dernières années, le Canada a créé pour ses bons du Trésor à brève échéance un marché très satisfaisant. Sauf deux exceptions (lorsque les bons furent vendus directement à la Banque du Canada) chaque émission a été offerte à la souscription publique. Une liste complète des bons du Trésor vendus par souscription publique du 1er mars 1934 au 15 février 1937 paraît dans l'Annuaire de 1937, p. 870; les ventes de l'année fiscale 1937-38 paraissent dans un tableau de la p. 879 de l'Annuaire de 1940 et celles de l'année fiscale 1938–39, 1939–40 et 1940–41, à la p. 788 de l'Annuaire de 1941. Les ventes à compter du 2 avril 1941 au 1er avril 1942 sont les suivantes:—

BILLETS DU TRÉSOR VENDUS AU CANADA, DU 2 AVRIL 1941 AU 1er AVRIL 1942

Date d'émission	Date d'échéance	Montant	Coût moyen	Date d'émission	Date d'échéance	Montant	Coût moyen
		$	p.c.			$	p.c.
2 avril 1941	4 juillet 1941	35,000,000	0·600	17 oct. 1941	16 janv. 1942	45,000,000	0·542
18 avril 1941	16 juillet 1941	40,000,000	0·586	31 oct. 1941	30 janv. 1942	45,000,000	0·546
2 mai 1941	30 juillet 1941	35,000,000	0·582	14 nov. 1941	13 fév. 1942	45,000,000	0·541
16 mai 1941	15 août 1941	40,000,000	0·579	28 nov. 1941	27 fév. 1942	45,000,000	0·540
30 mai 1941	29 août 1941	40,000,000	0·584	12 déc. 1941	13 mars 1942	45,000,000	0·545
13 juin 1941	12 sept. 1941	40,000,000	0·588	31 déc. 1941	1er avril 1942	45,000,000	0·548
4 juillet 1941	3 oct. 1941	35,000,000	0·586	16 janv. 1942	17 avril 1942	45,000,000	0·548
16 juillet 1941	17 oct. 1941	40,000,000	0·580	30 janv. 1942	29 avril 1942	45,000,000	0·547
30 juillet 1941	31 oct. 1941	35,000,000	0·570	13 fév. 1942	15 mai 1942	45,000,000	0·545
15 août 1941	14 nov. 1941	40,000,000	0·564	27 fév. 1942	29 mai 1942	45,000,000	0·547
29 août 1941	28 nov. 1941	40,000,000	0·551	13 mars 1942	12 juin 1942	45,000,000	0·552
12 sept. 1941	12 déc. 1941	40,000,000	0·545	1er avril 1942	3 juillet 1942	45,000,000	0·550
3 oct. 1941	31 déc. 1941	35,000,000	0·540				

31.—Dette fondée et bons du Trésor du Dominion, au 31 mars 1941

NOTA:—Le rachat de presque toutes ces émissions est soumis à des conditions pleinement expliquées dans les "Comptes Publics", p. 69.

Date de l'échéance	Nom de l'emprunt	Taux	Où payable	Montant impayé	Intérêt annuel
		p.c.		$ c.	$ c.
1941—1er mai	Bille à vingt-sept mois	1¼	New York	20,000,000 00	250,000 00
1er mai	Billets à un an	1	Canada	250,000,000 00	2,500,000 00
1er juil.	Oblig. Terres scolaires	4	Canada	33,293,470 85	1,331,738 83
16 oct.	Billets à deux ans	2	Canada	200,000,000 00	4,000,000 00
15 nov.	Emprunt du Service National	5	Canada	141,663,000 00	7,083,150 00
1942—15 mai	Emprunt de 1939	1½	Canada	95,500,000 00	1,432,500 00
1er juin	Emprunt de conversion, 1937	2	Canada	60,000,000 00	1,200,000 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1934	3	Canada	40,409,000 00	1,212,270 00
1943—1er juin	Emprunt de 1935	2½	Canada	20,000,000 00	500,000 00
2 juill.	Billets à deux ans et demi	1½	Canada	250,000,000 00	3,750,000 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1923	5	Canada	147,000,100 00	7,350,005 00
1944—15 janv.	Emprunt de 1937	2¼	New York	30,000,000 00	675,000 00
1er juin	Emprunt de 1938	2	Canada	90,625,000 00	1,812,500 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1924	4½	Canada	50,000,000 00	2,250,000 00
15 nov.	Empr. de remboursement, 1937	2½	Canada	20,000,000 00	500,000 00
1945—1er mars	Emprunt de 1940	2	Canada	105,000,000 00	2,100,000 00
15 août	Emprunt de 1935	2½	New York	76,000,000 00	1,900,000 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1933	4	Canada	88,337,500 00	3,533,500 00
1946—1er fév.	Empr. de remboursement, 1926	4½	Canada	45,000,000 00	2,025,000 00
1947—1er oct.	Emprunt de 1897—£1,004,421-14-2	2½	Londres	4,888,185 64	122,204 64
1948—1er fév.	Prem. emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
1949—1er fév.	Prem. emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
1er juin	Emprunt de conversion, 1937	3½	Canada	33,500,000 00	1,088,750 00
15 oct.	Empr. de remboursement, 1934	3½	Canada	138,322,000 00	4,841,270 00
1950—1er fév.	Prem. emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
1951—1er fév.	Prem. emprunt de guerre, 1940	3½	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
15 nov.	Empr. de remboursement, 1937	3½	Canada	60,000,000 00	1,950,000 00
1952—1er fév.	Prem. emprunt de guerre, 1940	3¼	Canada	50,000,000 00	1,625,000 00
1er mai	Emprunt de 1922	5	New York	100,000,000 00	5,000,000 00
1er oct.	Deuxième empr. de guerre, 1940	3	Canada	324,945,700 00	9,748,371 00
15 oct.	Emprunt de 1932	4	Canada	56,191,000 00	2,247,640 00
1955—1er mai	Emprunt de 1934—£10,000,000	3¼	Londres	48,666,666 67	1,581,666 67
1er juin	Empr. de 1935, daté du 1er juin	3	Canada	40,000,000 00	1,200,000 00
1er juin	Empr. de 1935, daté du 15 nov	3	Canada	55,000,000 00	1,650,000 00
1956—1er nov.	Emprunt de conversion, 1931	4½	Canada	43,125,700 00	1,940,656 50
1957—1er nov.	Emprunt de conversion, 1931	4½	Canada	37,523,200 00	1,688,544 00
1958—1er juin	Emprunt de 1938-39	3	Canada	88,200,000 00	2,646,000 00
1er sept.	Emprunt de 1933—£15,000,000	4	Londres	73,000,000 00	2,920,000 00
1er nov.	Emprunt de conversion, 1931	4½	Canada	276,687,600 00	12,450,942 00
1959—1er nov.	Emprunt de conversion, 1931	4½	Canada	289,693,300 00	13,036,198 50
1960—1er oct.	Emprunt de 1930	4	New York	100,000,000 00	4,000,000 00
1961—15 janv.	Emprunt de 1936	3¼	New York	48,000,000 00	1,560,000 00
1963—1er juill.	Emprunt de 1958-63—£10,000,000	3½	Londres	48,666,666 66	1,581,666 67
1966—1er juin	Emprunt de 1936	3¼	Canada	54,703,000 00	1,777,847 50
1967—15 janv.	Emprunt de 1937	3	New York	55,000,000 00	1,650,000 00
1968—15 nov.	Emprunt de 1938	3	New York	40,000,000 00	1,200,000 00
Perpétuelle	Emprunt de 1936	3	Canada	55,000,000 00	1,650,000 00
1945—15 juin	Certificats sans intérêt	—	Canada	6,033,956 86	—
—	Certificats d'épargne de guerre	3	Canada	48,945,457 22	1,468,363 72
—	Timbres d'épargne de guerre	—	Canada	3,070,088 00	—
1940—2 avril	Bons du Trésor	0·643	Canada	35,000,000 00	225,050 00
18 avril	Bons du Trésor	0·631	Canada	40,000,000 00	252,400 00
2 mai	Bons du Trésor	0·626	Canada	35,000,000 00	219,100 00
16 mai	Bons du Trésor	0·624	Canada	40,000,000 00	249,600 00
30 mai	Bons du Trésor	0·623	Canada	40,000,000 00	249,200 00
13 juin	Bons du Trésor	0·609	Canada	40,000,000 00	243,600 00
				4,371,990,591 90	133,969,735 03
Récapitulation—					
	Payable au Canada			3,727,769,072 93	111,529,197 05
	Payable à New York			469,000,000 00	16,235,000 00
	Payable à Londres			175,221,518 97	6,205,537 98
				4,371,990,591 90	133,969,735 03
	Moins les obligations et les autres titres ci-dessus détenus comme fonds d'amortissement			5,232,761 34	
Dette fondée nette et bons du Trésor				**4,366,757,830 56**	

Dette du Canada portant intérêt.—Bien que depuis le commencement de la présente guerre la dette portant intérêt du Gouvernement du Dominion se soit élevée au niveau sans précédent de $4,718,662,637, le taux moyen de l'intérêt sur cette dette continue de diminuer et le chiffre de 3·085 p.c. au 31 mars 1941 est le plus bas depuis trente ans. Ceci offre un contraste avec l'expérience de la première guerre mondiale, alors que le taux moyen d'intérêt sur la dette directe de la nation augmenta de 3·368 p.c. le 31 mars 1913 au niveau élevé de 5·164 p.c. le 31 mars 1922.

Au cours de l'année fiscale qui précéda le début des hostilités dans la présente guerre, le service de la dette publique absorbait environ 25 p.c. des recettes totales de l'Etat. Toutefois, malgré l'augmentation des dépenses nécessitées par la guerre, l'intérêt sur la dette en est arrivé à absorber une plus petite partie des recettes et, au cours de l'année fiscale 1940–41, ne représente plus qu'environ 16 p.c. de celles-ci.

32.—Dette portant intérêt, intérêts annuels et taux moyens de l'intérêt, 31 mars 1913-41

Année	Bons, obligations et billets du Trésor	Intérêt annuel sur bons, obligations et billets du Trésor	Taux moyens de l'intérêt sur les bons, obligations et billets du Trésor	Dépôts d'épargne, fiducies et autres fonds	Intérêt annuel sur dépôts d'épargne et autres fonds	Dette totale portant intérêt[1]	Intérêt annuel	Moyenne du taux de l'intérêt
	$	$	p.c.	$	$	$	$	p.c.
1913...	260,869,037	8,973,746	3·439	91,735,123	2,904,287	352,604,160	11,878,033	3·368
1914...	311,833,272	11,162,047	3·579	93,031,928	2,957,544	404,865,200	14,119,591	3·487
1915...	358,659,932	13,075,447	3·645	91,910,510	2,935,881	450,570,442	16,011,328	3·554
1916 ..	508,000,366	20,499,696	4·035	92,240,955	2,960,002	600,241,321	23,459,698	3·908
1917...	893,208,877	39,098,579	4·376	96,885,192	3,114,315	990,094,069	42,212,894	4·263
1918...	1,472,098,608	71,121,368	4·831	95,796,899	3,096,532	1,567,895,507	74,217,900	4·733
1919...	2,035,218,097	102,218,489	5·022	100,636,102	3,441,803	2,135,854,199	105,660,292	4·947
1920...	2,596,816,821	134,559,302	5·181	107,038,317	4,275,480	2,703,855,138	138,834,782	5·134
1921...	2,520,997,021	130,416,007	5·173	107,345,348	4,429,302	2,628,342,369	134,845,309	5·130
1922 ..	2,564,587,671	133,482,113	5·204	105,379,439	4,399,661	2,669,967,110	137,881,774	5·164
1923...	2,547,105,821	131,476,511	5·161	106,763,391	4,531,156	2,653,869,212	136,007,667	5·125
1924...	2,504,033,820	128,571,337	5·134	110,113,766	4,626,715	2,614,147,586	133,198,052	5·092
1925...	2,503,763,169	125,928,071	5·029	113,943,282	4,758,780	2,617,706,451	130,686,851	4·992
1926...	2,484,410,336	125,108,738	5·035	119,205,393	4,977,889	2,603,615,729	130,086,627	4·996
1927...	2,439,340,736	123,399,911	5·058	126,310,527	5,274,429	2,565,651,263	128,674,340	5·015
1928...	2,377,581,086	119,479,400	5·025	136,485,482	5,721,330	2,514,066,568	125,200,730	4·980
1929...	2,325,413,986	116,843,934	5·024	145,780,369	6,156,036	2,471,194,355	122,999,970	4·977
1930...	2,250,837,286	112,942,215	5·017	154,997,435	6,572,018	2,405,834,721	119,514,233	4·967
1931...	2,320,832,286	115,491,955	4·976	163,994,443	6,969,151	2,484,826,729	122,461,106	4·928
1932...	2,579,238,724	128,188,969	4·970	136,356,977	5,522,579	2,715,595,701	133,711,548	4·923
1933...	2,715,977,874	132,866,543	4·892	144,176,675	5,858,850	2,860,154,549	138,725,393	4·850
1934...	2,858,624,524	132,354,806	4·630	154,137,868	6,093,937	3,012,762,392	138,448,743	4·595
1935...	3,061,955,821	127,074,870	4·150	171,554,957	6,683,560	3,233,510,778	133,758,430	4·136
1936...	3,265,314,332[2]	128,598,908	3·938	196,197,897[2]	7,679,285	3,461,512,229[3]	136,278,193	3·937
1937...	3,337,358,832	125,093,381	3·748	224,157,683	8,798,557	3,561,516,514	133,891,938	3·759
1938...	3,314,558,032	117,062,907	3·532	248,176,039	9,771,812	3,562,734,071	126,834,719	3·560
1939...	3,385,722,462	119,198,476	3·521	272,692,286	9,879,428	3,658,414,748	129,077,904	3·528
1940...	3,695,705,919	125,575,106	3·398	288,066,211	10,726,716	3,983,772,130	136,301,822	3·421
1941...	4,372,007,319	133,970,676	3·054	346,655,318	11,628,327	4,718,662,637	145,599,003	3·085

[1] Comprend des obligations rachetées et détenues par le Trésor en fonds d'amortissement. [2] En 1936, une somme de $11,827 payée en compensation aux seigneurs, comprise antérieurement dans les dépôts d'épargne et autres fonds, a été transportée aux bons, obligations et billets du Trésor. [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Dette garantie du Dominion.—En plus de la dette dont nous avons déjà parlé, le Canada a des obligations indirectes attribuables notamment à la main-mise de l'Etat sur les chemins de fer qui constituent de nos jours le réseau national et la construction de nouvelles lignes. La dette comprend en outre d'autres petites obligations indirectes provenant de la garantie, par le Dominion, des obligations des services de Paquebots Nationaux et des commissions de ports émises principalement dans le but de perfectionner les ports. Depuis 1932, des garanties de certains emprunts

de banque ont été données en vertu des différentes lois de secours. Avec l'entrée en affaires de la Banque du Canada le 11 mars 1935, la garantie, autorisée par l'article 27 (6) de la loi de la Banque du Canada, du dépôt qui doit être maintenu par chaque banque à charte à la Banque du Canada est entrée en vigueur. Cette garantie devra être invoquée "dans le cas où la propriété et l'actif de la Banque sont insuffisants pour payer ses obligations, et si la Banque suspend le paiement d'aucune de ses obligations".

En vertu d'un amendement de la loi sur la Commission Canadienne du Blé 1935 (3 Geo. VI, c. 39), un prix de 70 cents le boisseau (pour le N° 1 Nord, Fort William) a été fixé comme prix de base devant être payé par la Commission Canadienne du Blé pour tout le blé de la récolte de 1940 livré à la Commission par les producteurs. Les opérations de la Commission en ce qui touche cette récolte ont été financées au moyen de prêts consentis par un groupe de banques à charte et garantis par le Gouvernement du Dominion. Le montant impayé des prêts garantis des banques le 31 mars 1941 était de $101,052,679; ce montant se rapporte surtout aux récoltes de 1939 et 1940.

Les autres prêts garantis encore impayés au 31 mars 1941 sont: prêts consentis aux fermiers de la Saskatchewan et l'Alberta pour l'achat de graines de semence en vertu de la loi de 1938 garantissant les emprunts pour graines de semence; prêts consentis par des établissements de prêt reconnus en vertu de la loi de 1937 garantissant les emprunts pour la réfection des logements; prêts consentis par les établissements de prêt reconnus en vertu de la loi fédérale de 1935 sur le logement et de la loi fédérale de 1938 sur le logement, et autres prêts divers garantis. Pour plus amples détails sur ces garanties, voir annexe "X" des "Comptes Publics" de 1941.

33.—Dette garantie du Dominion (montants détenus par le public), 31 mars 1914-41

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'il n'y a pas de garantie sous ces rubriques, pour les années correspondantes.

Année	Chemins de fer, garanties en intérêt et principal	Chemins de fer, garanties en intérêt seulement	Paquebots Nationaux	Commissions de port	Autres garanties	Banque du Canada	Total
	$	$	$	$	$	$	$
1914	94,738,584	–	–	–	–	–	94,738,584
1915	114,644,310	–	–	–	–	–	114,644,310
1916	135,546,098	–	–	–	–	–	135,546,098
1917	135,546,098	–	–	–	–	–	135,546,098
1918	135,546,098	–	–	–	–	–	135,546,098
1919	130,436,098	–	–	–	–	–	130,436,098
1920	130,436,098	–	–	–	–	–	130,436,098
1921	197,545,125	–	–	–	–	–	197,545,125
1922	248,987,789	–	–	–	–	–	248,987,789
1923	237,878,762	216,207,142[1]	–	–	–	–	454,085,904
1924	309,628,762	216,207,142	–	–	–	–	525,835,904
1925	365,915,762	216,207,142	–	–	–	–	582,122,904
1926	364,415,762	216,207,142	–	–	–	–	580,622,904
1927	397,795,002	216,207,142	–	4,000,000[1]	–	–	618,002,144
1928	440,224,186	216,207,142	828,789[1]	9,467,165	–	–	666,727,282
1929	472,709,509	216,207,142	7,936,486	17,355,118	–	–	714,208,255
1930	590,091,292	216,207,142	9,400,000	21,335,118	–	–	837,033,552
1931	707,474,852	216,207,142	9,400,000	21,835,118	–	–	954,917,122
1932	753,080,146	216,207,142	9,400,000	21,835,118	–	–	1,000,522,406[2]
1933	748,874,239	216,207,142	9,400,000	21,670,472	28,272,301[1,2]	–	1,024,424,154[2]
1934	746,035,434	216,207,142	9,400,000	21,634,472	93,296,073[2]	–	1,086,573,121[2]
1935	740,117,976	216,207,142	9,400,000	21,601,481	104,525,860[3]	149,028,902[1]	1,240,881,361
1936	747,366,632	216,207,142	9,400,000	21,576,481	96,044,370	188,202,917	1,278,797,542
1937	756,163,072	216,207,142	9,400,000	21,565,595	14,836,167	194,275,314	1,212,447,290
1938	803,740,048	216,207,142	9,400,000	21,260,595	18,399,635[3]	194,859,595	1,263,867,015[3]
1939	838,658,616	216,207,142	9,400,000	21,200,338	87,617,198[3]	205,641,646	1,378,724,940[3]
1940	837,708,753	216,207,141	9,400,000	21,163,338	68,430,115[3]	202,324,405	1,355,233,752[3]
1941	836,398,498	117,072,699	9,400,000	21,145,182	121,802,817[3]	207,994,267	1,313,813,463[3]

[1] Première année du relevé. [2] Les avances non spécifiées relatives à l'écoulement du blé ne sont pas comprises. [3] Ne comprend pas les montants indéterminés et les montants non encore déterminés. Pour détails, voir tableau **34.**

34.—Détail des "Autres garanties" (indiquées au tableau 33) au 31 mars 1941

NOTA.—Les détails concernant les obligations des chemins de fer, des paquebots et des commissions de port garanties par le Dominion, autrefois contenus dans ce tableau, ont été discontinués. Ils se trouvent dans les "Comptes Publics". Les totaux de chaque catégorie générale de titres garantis sont donnés au tableau 33.

Titres	Somme de la garantie autorisée	Somme impayée	Où payable
	$	$	
Avances des banques *re* Banque d'épargne de la province de Manitoba	12,442,400	6,218,267	Canada
Avances des banques *re* Gouvernement de Terre-Neuve	625,000	625,000	Canada
Bons du Trésor de la province de la Colombie Britannique	626,534	626,534	Canada
Bons du Trésor de la province de Manitoba	5,894,127	4,805,723	Canada
Prêts consentis par des maisons approuvées en vertu de la loi fédérale sur le logement	Non spécifiée	Non déterminée	Canada
Prêts *consentis par des maisons approuvées en* vertu de la loi garantissant des prêts pour réfection de maisons	7,500,000	7,361,067	Canada
Avances des banques *re* Commission Canadienne du Blé	125,000,000	101,052,679	Canada
Winnipeg Grain and Produce Association, Ltd. Marges au jour le jour de la Commission Canadienne du Blé (calculées tous les jours)	Non spécifiée	–	Canada
Avances des banques *re* Young Men's Christian Association	235,000	68,732	Canada
Prêts des banques garantis par la loi sur les emprunts pour graines de semence, 1938	16,400,000	Non déterminée	Canada
Avances des banques *re* contrats de guerre au Gouvernement, Ministère des Munitions et Approvisionnements	2,425,000	1,044,816	Canada

Section 3.—Finances provinciales*

En vertu de l'article 118 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867 (30 et 31 Vict., c. 3) et de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1907 (7 Edouard VII, c. 11), les gouvernements provinciaux du Canada sont assurés d'un revenu considérable que le Trésor fédéral leur verse en subventions. Les détails de ces versements sont donnés pour les années 1936 à 1941 aux pp. 782–786. De plus, en conservant la propriété de leurs terres, de leurs mines et de leurs autres ressources naturelles, ces provinces, qui sont entrées dans la Confédération par la volonté de leurs administrateurs antérieurs, retirent des revenus considérables de la vente de terres, de bois, de droits régaliens sur les mines, de l'affermage de leurs forces hydrauliques, etc. Les Provinces des Prairies, en possession de leurs propres ressources naturelles depuis 1930, recevaient autrefois du Dominion des allocations pour leur tenir lieu de revenus sur leurs terres. En outre, en vertu de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, les législatures provinciales peuvent imposer des taxes directes pour fins provinciales et contracter des emprunts sur le seul crédit de la province. Les recettes totales des gouvernements provinciaux en 1937 sont analysées selon la source aux pp. 954–955 de l'Annuaire de 1939.

Pendant le demi-siècle qui a suivi la Confédération, les budgets provinciaux publiés par chaque gouvernement d'après sa propre méthode de comptabilité n'étaient pas comparables d'une province à l'autre. Lors de sa création en 1918, le Bureau Fédéral de la Statistique entreprit d'établir sur une base comparable les comptes publics des diverses provinces, en rapprochant, par exemple, les recettes

*Revisé sous la direction du col. J. R. Munro, chef de la Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique. Cette section publie des relevés de la finance provinciale qu'on peut obtenir en s'adressant au Statisticien du Dominion. Le chapitre XXVIII, section 1, donne une liste de ces publications.

provenant des droits de succession, de la taxe sur les corporations, des ventes de terres publiques, des droits régaliens sur les ressources forestières, des produits minéraux et des pêcheries de même que les dépenses des services tels que l'agriculture, l'administration civile, l'instruction publique et les travaux publics. Après une analyse complète des comptes publics provinciaux, le Bureau put dresser un état sommaire des recettes et des dépenses ordinaires des gouvernements provinciaux, lequel parut pour la première fois dans l'Annuaire de 1919. Les divers postes de recettes et de dépenses furent classifiés sous leurs rubriques respectives et une terminologie uniforme fut adoptée. Le détail des chiffres de 1916 à 1920 sont donnés aux pp. 700–703 de l'Annuaire de 1921; de 1921, aux pp. 813–815 de l'Annuaire de 1922–23; et de 1922 à 1926, aux pp. 860–867 de l'Annuaire de 1927–28.

Le Bureau fait présentement des analyses plus détaillées des finances des provinces, lesquelles portent sur les comptes capital et fiduciaires aussi bien que sur les recettes et les dépenses ordinaires. Ces analyses reposent sur une classification uniforme adoptée lors d'une conférence tenue en 1933 entre les représentants des trésoreries provinciales et le Bureau Fédéral de la Statistique. Cette nouvelle analyse plus complète n'infirme en rien, toutefois, la comparabilité des totaux sommaires du tableau **35.**

Afin d'en arriver à une analyse plus complète de l'activité financière des provinces et d'assurer le plus haut degré de comparabilité, une conférence des représentants des trésoreries provinciales a été convoquée par le Bureau en 1933, et des barèmes fondamentaux ont été adoptés et mis en usage conformément aux recommandations de la conférence. Ces barèmes sont à la base des calculs des années subséquentes des recettes, des dépenses et de la dette provinciales. La Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces a fait une étude approfondie des finances provinciales et apporté certaines modifications à la base suivie antérieurement par le Bureau. Aux fins de poursuivre ces études sur les statistiques financières des provinces d'après une base aussi comparable que possible à celle de la Commission, les formules du Bureau ont été sensiblement augmentées et mises en usage pour les relevés financiers des provinces au cours des années fiscales se rapprochant le plus du 31 décembre 1940. Cette base restera désormais en usage et remplacera l'ancienne pratique de calculer les données pour les années fiscales se terminant chaque année. Pour cette raison, certains des tableaux qui suivent ne remontent pas plus haut que ceux publiés dans les éditions antérieures de l'Annuaire. Au moment où nous allons sous presse, les rapports de certaines provinces n'ont pas encore été reçus, de sorte qu'il sera impossible de compléter les analyses nécessaires d'après la nouvelle base.

Sous-section 1.—Recettes et dépenses provinciales*

Sources des recettes provinciales.—Autrefois, les subsides du Gouvernement fédéral, s'ajoutant aux revenus que les provinces tiraient de leurs ressources naturelles et aux émoluments perçus pour certains services, couvraient à peu près la totalité de leurs dépenses, supprimant dans la plupart des provinces la nécessité de toute taxation. Cependant, cet état de choses s'est complètement transformé depuis le commencement du siècle en raison de l'essor pris par les attributions gouvernementales et, aujourd'hui, les cinq principales sources de recettes provinciales sont: la taxation; les subsides et allocations du Gouvernement fédéral; les permis; les profits découlant du commerce des liqueurs; et les intérêts, les recettes et le change. Ce

* Les chiffres donnés dans cette sous-section ne concordent pas avec ceux donnés pour les recettes et dépenses provinciales dans la section I de ce chapitre. Ces derniers, comme nous l'expliquons à la p. 754, sont des chiffres ajustés basés sur le travail du Comité Spécial sur les Relations entre le Fédéral et les provinces, tandis que ceux de cette sous-section sont obtenus des rapports des provinces sans qu'aucun effort n'ait été tenté pour les rendre comparables.

dernier item est formé surtout des intérêts découlant d'actifs productifs comme ceux détenus par les commissions hydroélectriques, les commissions de prêts agricoles et les réseaux téléphoniques des gouvernements provinciaux.

Les cinq sources mentionnées contribuent, l'année fiscale 1937, plus de 87 p.c. des recettes globales ordinaires des gouvernements provinciaux, soit: taxation, 43·8 p.c.; sources fédérales, 15·2 p.c.; permis, etc., 11·5 p.c.; profits sur la vente des liqueurs,† 9·6 p.c.; et intérêts, etc., 7·1 p.c.

Recettes et dépenses ordinaires.—Les recettes croissent très rapidement au cours de la période couverte par le tableau 35. Les dépenses croissent presque aussi rapidement. Depuis 1916, c'est-à-dire dans l'espace de 25 ans, tandis que les recettes totales des provinces augmentent de 505 p.c., les dépenses ordinaires augmentent de presque 470 p.c. Le détail des recettes et des dépenses ordinaires en 1937 est donné aux pages 954–957 de l'Annuaire de 1939.

Années fiscales des provinces.—Voir renvoi p. 753.

† Pour recettes découlant de la vente des liqueurs, voir p. 572.

35.—Relevé des recettes et dépenses ordinaires des gouvernements provinciaux au cours de leur année fiscale respective terminée les années de recensement 1871-1931 et chaque année de 1932 à 1940

NOTA.—Pour les recettes et déboursés ordinaires des provinces se rapportant aux autres années fiscales depuis la Confédération, voir l'Annuaire de 1932, pp. 748–751. Les chiffres des années d'intervalle entre 1916 et 1931 sont donnés à la p. 908 de l'Annuaire de 1938. Pour la date de fin d'année fiscale des provinces, voir renvoi p. 753.

Année	Ile du Prince-Edouard		Nouvelle-Ecosse		Nouveau-Brunswick		Québec	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	$	$	$	$	$	$	$	$
1871	385,014	406,236[1]	525,824	600,344	451,076	438,407	1,632,032	1,575,545
1881	275,380	261,276[1]	476,445	494,582	607,445	598,844	3,191,779	3,566,612
1891	274,047	304,486[1]	661,541	692,538	612,762	680,813	3,457,144	4,095,520
1901	309,445	315,326	1,090,230	1,088,927	1,031,267	910,346	4,563,432	4,516,554
1906	258,235[2]	264,135[1,2]	1,391,629	1,375,588	887,202	879,066	5,340,167	5,179,817
1911	374,798	398,490[1]	1,625,653	1,790,778	1,347,077	1,403,547	7,032,745	6,424,900
1916	508,455	453,151[1]	2,165,338	2,152,773	1,580,419	1,568,340	9,647,984	9,436,687
1921	769,719	694,042[1]	4,586,840	4,678,146	2,892,905	3,432,512	15,914,521	14,624,088
1926	832,551	756,114[1]	5,744,575	6,327,043	4,206,853	4,068,775	27,206,335	26,401,480
1931	1,149,570	1,453,191[1]	8,104,602	8,194,592	5,980,914	6,761,420	41,630,620	40,854,245
1932	1,206,026	1,277,401[1]	8,874,095	9,037,199	6,495,573	6,898,263	29,349,193	29,933,901
1933	1,263,063	1,392,276[1]	8,013,463	9,632,347	5,691,138	5,770,207	33,324,760	40,165,668
1934	1,385,777	1,656,924[1]	8,876,506	10,168,838	5,809,975	6,434,035	31,018,343	36,612,816
1935	1,535,709	1 912,006[1]	13,642,410[3]	14,540,011[3]	6,486,481	7,189,598	35,195,579	40,134,814
1936	1,718,466	1,743,120[1]	12,841,266	12,689,548	7,330,142	7,755,111	40,497,031	42,420,207
1937	1,830,260	1,951,034[1]	14,101,342	14,038,953	9,630,144	9,601,052	47,924,840	43,956,275
1938	1,894,135	1,974,248	14,870,251	14,724,114	10,551,806[4]	10,492,396[4]	56,303,738	53,295,451
1939	2,042,050	2,196,717	15,079,476[5]	15,263,267[5]	10,529,634[4]	11,404,721[4]	64,287,576[4]	59,399,567[4]
1940	2,030,366	2,152,101	16,443,946[5]	15,497,608[5]	12,459,611[4]	11,921,467[4]	59,153,857[4]	66,441,201[4]

Année	Ontario		Manitoba		Saskatchewan	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	$	$	$	$	$	$
1871	2,333,180	1,816,784	–	–	–	–
1881	2,788,747	2,592,800	121,867	226,808	–	–
1891	4,138,589	4,158,460	590,484	664,432	–	–
1901	4,466,044	4,038,834	1,008,353	988,251	–	–
1906	7,149,478	6,720,179	2,089,652	1,572,691	1,441,258[3]	1,364,352[3]
1911	9,370,834	9,916,934	4,454,190	4,002,826	2,699,603	2,575,145
1916	13,841,339	12,706,333	5,897,807	6,147,780	4,801,064	5,258,756
1921	30,411,396[6]	28,579,688	9,358,956	10,063,139	11,789,920	12,151,665
1926	52,039,855[6]	51,251,781	10,582,537	10,431,562	13,317,398	13,212,483
1931	54,390,092[7]	54,846,994[7]	13,842,511	14,491,673	14,346,010	18,202,677
1932	68,999,855[8]	71,060,654[8]	15,726,641	15,726,641	13,254,871	19,075,161
1933	67,800,543	56,324,118	13,838,339	15,782,904	16,177,784	16,756,421

Renvoi à la fin du tableau, p. 797.

35.—Relevé des recettes et dépenses ordinaires des gouvernements provinciaux au cours de leur année fiscale respective terminée les années de recensement 1871-1931 et chaque année de 1932 à 1940—fin

Année	Ontario		Manitoba		Saskatchewan	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	$	$	$	$	$	$
1934	61,426,935	103,578,686	13,966,921	14,033,533	15,585,918	16,979,911
1935	30,941,953[9]	41,382,625[9]	16,092,546	15,933,111	15,278,905	18,115,533
1936	90,321,896	103,664,602	16,415,993	16,294,294	17,838,692	18,890,607
1937	107,088,435	97,774,496	17,214,854	16,934,472	18,388,857	19,635,392
1938	105,893,469	101,283,751	18,993,927	18,488,738	20,925,237[10]	21,112,402[10]
1939	102,839,891	102,517,396	19,058,042	19,058,042	22,867,874[10]	23,238,365[10]
1940	106,384,870	109,618,967	20,223,411	20,223,411	25,002,817[10]	25,006,591[10]

Année	Alberta		Colombie Britannique		Totaux, toutes provinces	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	$	$	$	$	$	$
1871	–	–	191,820[11]	97,692[11]	5,518,946[12]	4,935,008[12]
1881	–	–	399,035	378,779	7,858,698[12]	8,119,701[12]
1891	–	–	959,248	1,032,104	10,693,815[12]	11,628,353[12]
1901	–	–	1,605,920	2,287,821	14,074,991	14,146,059
1906	1,425,059[2]	1,485,914[2]	3,044,442	2,328,126	23,027,122[12]	21,169,868[12]
1911	3,309,156[13]	3,437,088[13]	10,492,892	8,194,803	40,706,948[12]	38,144,511[12]
1916	5,281,695	6,018,894	6,291,694	10,083,505	50,016,795[12]	53,826,219[12]
1921	11,086,937	13,109,304	15,219,264	15,236,931	102,030,458[12]	102,569,515[12]
1926	11,912,128	11,894,328	20,608,672	19,829,522[14]	146,450,904[12]	144,183,178[12]
1931	15,710,962	18,017,544	23,988,199	27,931,866[14]	179,143,480[12]	190,754,202[12]
1932	13,492,430	18,645,481	25,682,892	32,734,453	193,081,576[12]	214,389,154[12]
1933	15,426,265	17,533,786	23,333,115	26,169,492	184,868,470[12]	200,527,219[12]
1934	15,178,607	17,056,639	22,618,367	22,992,344	175,867,349[12]	229,483,726[12]
1935	15,790,170	17,528,221	25,603,942	24,439,767	160,567,695[12]	181,175,686[12]
1936	16,636,652	18,287,450	29,016,044	26,396,869	232,616,182[12]	248,141,808[12]
1937	20,743,046	20,665,193	31,575,892	28,886,870	268,497,670[12]	253,443,737[12]
1938	24,127,806	21,359,739	34,395,477	31,130,578	287,955,846[10,12]	273,861,417[10,12]
1939	24,269,817	21,242,625	35,908,899	34,907,898	296,873,259[10,12]	289,228,598[10,12]
1940	24,410,040	21,922,189	36,417,312	33,037,276	302,526,230[10,12]	305,820,811[10,12]

[1] Comprend les dépenses au compte capital qui ne sont pas séparables. [2] Neuf mois. [3] Quatorze mois. [4] Ces totaux sont les plus comparables à 1937 qu'il soit présentement possible d'obtenir. [5] Subvention fédérale pour secours directs non connue. [6] Comprend les recettes au compte capital relatives aux terres et qui ne sont pas séparables. [7] Moins les intérêts payés par la Commission Hydro-électrique et autres commissions. [8] Extrait des comptes publics d'Ontario. [9] Cinq mois. [10] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [11] Six mois. [12] Voir renvois aux chiffres des provinces en particulier. [13] Comprend de petites sommes en recettes et dépenses au compte capital qui ne peuvent être séparées. [14] Comprend le fonds d'amortissement pris aux dépenses au compte capital (dépenses à même le revenu).

Trois des principales sources de recettes provinciales sont les taxes sur la gazoline, les droits sur les successions et les taxes des corporations dont les montants perçus sont indiqués dans les tableaux qui suivent.

36.—Recettes des gouvernements provinciaux provenant des taxes sur la gazoline, années fiscales respectives terminées en 1923-41

NOTA.—Pour les statistiques du gallonage sur lequel ces taxes sont imposées, voir p. 620. Pour les périodes couvertes par les années fiscales, voir renvoi, p. 753.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1923	–	–	–	–	–	39,156[1,2]	–	241,248[1]	–
1924	4,641[1]	–	–	66,398[1]	–	142,877	–	294,166	51,462[1]
1925	3,902	–	–	652,577	1,974,431[1]	102,371[2]	–	311,404	476,701
1926	5,013	157,830[1]	118,574[1]	1,012,003	3,376,091	432,391	–	423,778	579,037
1927	42,921	242,820	216,575	1,285,654	4,032,942	445,645	–	691,312	681,880
1928	71,619	476,418	274,388	1,680,491	4,607,380	561,865	–	111,521[3]	783,752
1929	123,909	680,074	538,692	3,253,040	8,497,594	657,585	1,299,665[1]	1,306,627	905,394
1930	141,059	810,508	650,808	3,972,039	10,756,836	763,834	981,907	1,793,252	1,086,347
1931	151,128	870,073	693,587	4,405,160	10,950,645	1,184,753	1,918,833	1,931,603	1,753,285
1932	156,480	925,983	767,769	5,107,380	12,341,238	1,227,947	1,210,537	1,501,197	1,748,742

Renvoi à la fin du tableau, p. 798.

36.—Recettes des gouvernements provinciaux provenant des taxes sur la gazoline, années fiscales respectives terminées en 1923-41—fin

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1933....	189,050	947,955	809,160	4,919,522	12,629,057	1,483,368	1,394,544	1,517,094	2,041,730
1934....	202,596	1,160,600	844,288	4,822,041	12,961,344	1,610,395	1,420,963	1,724,453	2,055,235
1935....	211,249	1,794,133[4]	1,022,607	5,115,439	4,788,664[5]	1,834,584	1,498,843	1,945,261	2,264,197
1936....	231,410	1,735,965	1,175,332	5,790,624	15,021,994	1,854,906	1,749,059	2,220,907	2,530,156
1937....	315,970	2,006,489	1,477,645	6,565,051	15,761,877	2,015,129	2,097,792	2,455,397[6]	2,719,711
1938....	341,829	2,424,355	1,846,766	7,347,410	17,644,164	2,316,214	1,995,045	2,610,211[6]	3,162,978
1939....	384,087	2,608,189	1,921,060	7,882,718	18,503,789	2,536,838	1,876,379	2,953,128[6]	3,284,485
1940....	380,653	2,875,400	2,102,971	10,783,953	25,105,359	2,789,088	2,999,951	3,096,644[6]	3,454,834
1941....	379,963[7]	3,031,449	2,034,940[8]	9,220,263[8]	26,608,291	2,678,149	3,293,185	3,221,726[8]	3,759,629

[1] Première année pour laquelle une taxe sur la gazoline est déclarée dans cette province. [2] Huit mois. [3] Trois mois [4] Quatorze mois. [5] Cinq mois. [6] Y compris une taxe sur l'huile à brûler. [7] Comprend une somme de $25,264 versée par le Fédéral en vertu de l'accord fédéral-provincial au sujet des taxes. [8] Neuf mois.

37.—Recettes des gouvernements provinciaux provenant des droits de succession, années fiscales respectives terminées en 1921-41

NOTA.—Pour les périodes couvertes par les années fiscales, voir renvoi, p. 753.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1921....	10,569	158,972	151,326	2,100,456	4,821,811[1]	457,563	331,370[2]	172,598	342,259
1922....	20,592	120,740	241,753	3,005,293	6,523,245[1]	168,503	314,235[2]	123,745	563,573
1923....	9,165	222,679	152,609	2,620,337	3,858,260	290,850[3]	280,985	164,087	682,919
1924....	6,088	135,846	163,123	2,977,850	4,175,198	455,808	489,082	189,808	772,712
1925....	15,289	258,408	290,530	2,423,149	5,786,893	592,257[3]	287,698	459,659	708,880
1926....	18,788	536,635	293,775	2,257,277	8,761,863	422,199	337,354	253,611	565,017
1927....	8,587	188,385	461,386	3,690,543	9,468,950	757,489	295,192	471,859	701,737
1928....	17,122	221,637	413,797	3,744,721	4,667,958	606,576	368,800	115,095[4]	758,136
1929....	29,325	290,457	319,600	4,213,583	6,610,382	732,697	410,626	383,102	735,990
1930....	25,946	311,720	198,982	5,294,274	11,2_9,439	1,033,564	468,893	897,302	836,637
1931....	11,640	256,415	293,941	6,697,262	9,504,814	452,023	323,007	552,767	558,790
1932....	35,453	515,086	190,558	3,798,795	6,136,624	346,952	199,094	258,098	410,720
1933....	30,713	262,925	208,586	3,070,138	8,081,322	267,078	177,376	470,741	535,808
1934....	50,452	298,337	245,542	2,697,771	6,515,071	423,416	148,944	256,850	382,650
1935....	19,839	462,733[5]	414,040	3,401,574	3,469,467[6]	340,214	223,211	292,701	979,401
1936....	42,811	566,856	618,985	4,697,618	11,984,720	375,045	324,328	270,901	1,067,101
1937....	45,380	606,367	398,103	7,636,875	15,991,351	463,963	311,019	342,841	825,047
1938....	67,782	745,997	318,947	11,837,572	20,214,183	403,878	240,809	1,326,346	1,261,091
1939....	75,312	557,221	177,276	12,277,427	15,314,854	605,426	375,585	372,169	703,780
1940....	44,036	550,057	526,050	12,404,322	11,500,282	875,449	352,427	374,996	1,161,975
1941....	42,662	409,632	383,425[7]	5,014,773[7]	11,172,484	603,328	261,849	415,156	888,860

[1] Y compris "Fonds au lieu de droits de succession". [2] Y compris honoraires de la "Loi des droits de succession." [3] Huit mois. [4] Trois mois. [5] Quatorze mois. [6] Cinq mois. [7] Neuf mois.

38.—Recettes des gouvernements provinciaux provenant des taxes des corporations, années fiscales respectives terminées en 1932-37

NOTA.—Pour les périodes couvertes par les années fiscales, voir renvoi, p. 753.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1932....	115,678	830,090	541,064	3,488,071	6,732,651	1,375,367	711,149	982,434	1,785,259
1933....	125,040	801,558	509,321	3,960,246	6,249,872	1,692,241	1,369,649	1,200,779	1,783,422
1934....	132,963	962,739	488,374	3,966,266	6,511,269	1,601,861	1,109,046	1,036,715	1,733,904
1935....	146,964	1,114,840[1]	495,155	4,062,954	379,288[2]	1,262,342	588,032[3]	1,028,789	1,694,826
1936....	160,920	987,272	498,291	6,182,182	7,708,288	1,334,277	1,422,939[3]	1,074,215	1,730,816
1937....	164,081	1,015,010	481,412	7,337,456	10,294,085	1,233,610	975,066	1,074,162	1,740,549

[1] Quatorze mois. [2] Cinq mois. [3] Une taxe de chemins de fer de $404,000 pour 1935 a été payée en 1936.

Sous-section 2.—Actif et passif des provinces

Dette obligataire des provinces.—La majeure partie du passif des provinces est représentée par la dette obligataire payable au pays ou à l'étranger. Le montant global de cette dette s'élevait à $1,734,274,912 à la fin des années fiscales terminées le plus près du 31 décembre 1940, en regard de $218,875,927 seulement en 1916. C'est une augmentation de plus de 692 p.c. au cours de la période. En plus de cette dette obligataire il y a aussi à la fin de 1941 des bons du Trésor au montant de $270,742,723. L'augmentation rapide de la dette obligataire des provinces s'explique en grande partie par la mise en valeur des utilités publiques (telles que l'"Hydro" en Ontario), le prolongement des grandes routes et des routes à revêtement dans toutes les provinces et les exigences de l'expansion industrielle et de l'activité sociale et de bien-être public. Ces item exigent de lourdes dépenses qui ne peuvent être facilement défrayées à même les recettes courantes. Dans plusieurs cas, ces décaissements pour entreprises d'utilité publique sont devenus, du point de vue productif, de bons placements.

39.—Dette obligataire brute, à l'exclusion des bons du Trésor, des gouvernements provinciaux, années fiscales 1916, 1921, 1926 et 1931-41

NOTA.—Les chiffres des années d'intervalle entre 1917 et 1930 sont donnés à la p. 911 de l'Annuaire de 1938. Pour la date de fin d'année fiscale des provinces, voir renvoi, p. 753.

Année	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
1916	733,000	13,443,087	9,100,647	38,346,128	52,411,401
1921	858,000	20,678,267	23,573,432	51,652,113	184,693,420
1926	1,873,000	35,986,324	35,325,909	78,004,926	280,559,094
1931	2,104,000	60,325,613	45,858,996	84,235,292	455,375,344
1932	3,504,000	61,740,747	58,739,663	91,897,692	499,986,011
1933	3,754,000	66,439,880	61,935,163	110,237,892	522,687,345
1934	4,554,000	73,476,013	63,570,920	126,518,007	600,454,102
1935	5,754,000	85,866,647	67,562,920	149,748,007	594,088,188
1936	6,029,000	86,974,113	74,049,920	164,747,607	602,027,288
1937	6,104,000	92,969,247	76,613,920	195,170,199	576,886,147
1938	6,690,000	102,666,380	89,801,573	257,576,099	585,557,531
1939	7,218,000	101,733,513	103,568,573	294,673,099	607,788,555
1940	8,518,000	105,122,647	101,412,573	383,846,099	630,690,211
1941[1]	8,518,000	105,122,647	102,776,596	397,446,099	629,632,219

Année	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
	$	$	$	$	$
1916	30,396,274	24,292,044	29,000,200	21,153,146	218,875,927
1921	61,929,870	41,785,436	59,010,257	46,511,436	490,692,231
1926	64,433,595	54,114,176	86,894,666	71,485,736	708,677,426
1931	81,381,906	85,141,205	106,866,573	95,358,236	1,016,647,165
1932	89,630,906	101,831,236	128,970,583	111,932,236	1,148,323,084
1933	90,938,906	109,209,642	133,837,260	125,332,736	1,224,372,824
1934	90,024,906	112,868,207	129,055,260	129,163,236	1,329,684,651
1935	92,136,606	121,109,740	129,744,260	127,311,236	1,373,321,634
1936	95,480,881	124,446,374	128,140,260	144,398,236	1,426,293,679
1937	94,962,481	124,043,319	127,999,260	145,546,236	1,440,294,809
1938	93,997,481	123,949,693	127,999,260	145,286,236	1,533,524,253
1939	93,399,481	123,800,273	127,998,287	142,268,236	1,602,448,017
1940	93,177,481	123,677,353	127,974,537	141,157,736	1,715,576,637
1941[1]	90,029,481	126,092,014	127,953,620	146,704,236	1,734,274,912

[1] Pour les années fiscales terminées le plus près du 31 décembre 1940; voir détails et notes explicatives, au tableau **40**.

Dette publique totale des provinces.—Les statistiques du tableau **40** ont été réunies sur une base aussi comparable que possible, mais la différence des écritures d'une province à l'autre en expliquera les quelques légères incompatibilités. Cette analyse repose sur la même base que les analyses de la dette du Dominion et de la dette des municipalités indiquées respectivement aux tableaux **30** et **42** et figure au tableau de la dette obligataire publique au Canada en général (tableau **1**). C'est l'intention de continuer cette série dans les éditions futures de l'Annuaire en regard des totaux comparatifs des années antérieures.

40.—Dettes des gouvernements provinciaux pour leurs années fiscales terminées le plus près du 31 décembre 1940

NOTA.—La dette indirecte ne comprend pas les obligations garanties de certaines compagnies de chemin de fer exploitées soit par le Canadien National, soit par le Canadien Pacifique.

Item	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
Années fiscales terminées le	31 décembre 1940	30 novembre 1940	31 octobre 1940	31 mars 1941	31 mars 1941	30 avril 1941	30 avril 1941	31 mars 1941	31 mars 1941	
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Dette directe										
Dette fondée:[1]										
Par emprunts directs	8,518,000	105,122,647	102,216,596[2]	397,446,099	629,632,219[3]	90,029,481	126,092,014	120,553,620	126,544,236	1,706,154,912
Assumée	Nil	Nil	560,000	Nil	Nil	Nil	Nil	7,400,000	20,160,000	28,120,000
Totaux	8,518,000	105,122,647	102,776,596	397,446,099	629,632,219	90,029,481	126,092,014	127,953,620	146,704,236	1,734,274,912
Moins fonds d'amortissement	1,703,096	10,634,145[4]	10,846,530	36,402,790	13,048,022	14,776,885	18,580,303	13,909,402	36,834,647	156,735,820
Dette fondée nette	6,814,904	94,488,502	91,930,066	361,043,309	616,584,197	75,252,596	107,511,711	114,044,218	109,869,589	1,577,539,092
Bons du Trésor:										
Détenus par le Dominion	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	25,217,214	74,207,268	26,486,750	34,744,387	160,655,619
Détenus par d'autres	"	"	2,951,000	9,500,000	61,000,000	11,751,011	16,550,186	1,659,000	6,675,907	110,087,104
Totaux	Nil	Nil	2,951,000	9,500,000	61,000,000	36,968,225	90,757,454	28,145,750	41,420,294	270,742,723
Dépôts d'épargne	Nil	Nil	Nil	Nil	36,877,225	Nil	Nil	4,854,443	Nil	41,731,668
Emprunts temporaires	2,620,920[5]	2,024,642	625,579	"	Nil	"	3,548,932	Nil	"	8,820,073
Caisse de retraite et autres dépôts[2]	5,409	3,000	93,276	4,394,343	5,537,435	2,266,127	1,095,171	3,166,986	1,970,607	18,532,354
Intérêt accru	Nil	736,251	1,212,062[7]	2,760,639	8,602,472	1,140,799	3,998,686	1,014,350	1,895,084	21,360,343
Exigibilités et autres passifs	26,500	1,225,869	231,240	10,049,056[8]	1,214,027	756,393	548,160	737,289	3,763,889	18,552,423
Dette directe totale[9] (moins le fonds d'amortissement)	**9,467,732**	**98,478,264**	**97,043,223**	**387,747,347**	**729,815,356**	**116,384,140**	**207,460,114**	**151,963,036**	**158,919,463**	**1,957,278,676**

Renvois à la fin du tableau, p. 801.

40.—Dettes des gouvernements provinciaux pour leurs années fiscales terminées le plus près du 31 décembre 1940—fin

Item	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
Années fiscales ternées le	31 décembre 1940	30 novembre 1940	31 octobre 1940	31 mars 1941	31 mars 1941	30 avril 1941	30 avril 1941	31 mars 1941	31 mars 1941	
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Dette indirecte										
Obligations garanties[1]	50,000	1,312,000	1,452,000	16,196,700	124,794,590	3,665,689	471,700	6,565,903	8,129,834	162,638,416
Moins fonds d'amortissement	Nil	46,466	106,243	347,678	2,720,890	Nil	258,982	1,762,514	2,147,300	7,390,073
Obligations garanties nettes, etc.	50,000	1,265,534	1,345,757	15,849,022	122,073,700	3,665,689	212,718	4,803,389	5,982,534	155,248,343
Emprunts en vertu de la loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938	Nil	641,437	463,778	2,486,232	Nil	177,486	833,816	865,572	2,032,102	7,500,423
Emprunts bancaires garantis	152,500	1,270,090	929,504	4,047,667[10]	7,529,533	52,056	23,199,046	3,169,153	15,105	40,364,654
Autres passifs indirects	31,700	4,751	2,470	16,171,596[11]	Nil	Nil	2,412,400	Nil	870,028	19,492,945
Total, passif indirect (moins le fonds d'amortissement)	**234,200**	**3,181,812**	**2,741,509**	**38,554,517**	**129,603,233**	**3,895,231**	**26,657,980**	**8,338,114**	**8,899,769**	**222,606,365**
Total, dette directe et dette indirecte (moins le fonds d'amortissement)	**9,701,933**	**101,660,076**	**99,784,732**	**426,301,864**	**859,418,589**	**120,279,371**	**234,118,094**	**160,801,150**	**167,819,232**	**2,179,885,041**

[1] Comprend obligations et actions. [2] Comprend un solde de $1,364,023 dû par le C.N.R. *re* St. John and Quebec Railway. [3] Comprend des certificats d'aide aux chemins de fer. [4] Comprend un fonds d'amortissement de $1,978,779 détenu par la Commission de l'Energie de la Nouvelle-Ecosse au sujet d'obligations émises par la province. [5] Comprend les emprunts publics sur dépôt, $627,570. [6] Ne comprend que les soldes des caisses de retraite et d'assurance des fonds en fiducie et autres dépôts qui ne sont pas compensés en espèces ou en valeurs détenues à cette fin comme placements. [7] Comprend $54,799 de change américain dû et accumulé. [8] Comprend un solde de $566,493 sur le prix d'achat de certaines propriétés. [9] Comprend le passif réel seulement, les item tels que les crédits différés, les réserves et les surplus étant omis. [10] Comprend $2,900,000 en billets de la Commission du Crédit agricole de Québec. [11] Solde des paiements annuels, caisse de bienfaisance de Québec.

Section 4.—Finances municipales*

L'unité locale de gouvernement autonome a toujours été la caractéristique des sociétés démocratiques, particulièrement au Canada. La lutte pour le gouvernement parlementaire fut marquée naturellement d'une agitation en faveur de l'autonomie des cités et villes du Canada, et après que le gouvernement représentatif eût été accordé, un système complet de municipalités fut établi dans toute la vieille province de Canada subordonnément à la loi municipale de 1849.† En vertu de l'attribution des pouvoirs déterminés par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord entre les gouvernements fédéral et provinciaux, la législation municipale, à cause de son caractère local, fut naturellement confiée aux provinces dont le mode respectif d'organisation municipale diffère beaucoup. Ainsi, dans l'Ile du Prince-Edouard les seules municipalités érigées en corporations sont la cité de Charlottetown et sept autres villes. En Colombie Britannique huit des trente-trois cités ont une population de moins de 1,000 habitants, il n'y a pas une seule ville et on n'y compte que 19 villages. En outre, dans la même province, les districts ruraux sont pour la plupart administrés par la province et il n'y a que 28 municipalités rurales. Enfin, dans la Saskatchewan et l'Alberta, il existe des districts d'améliorations locales (territoires non encore organisés en municipalités rurales) où les taxes sont établies, perçues et dépensées par les gouvernements provinciaux. Toutefois, ces districts peuvent devenir des municipalités rurales autonomes, mais leurs statistiques ne figurent pas au tableau qui suit; il en est fait mention dans les renvois.

* Revisé sous la direction du col. J. R. Munro, chef de la Branche des Finances du Bureau Fédéral de la Statistique. Cette Branche publie les statistiques financières des cités de 10,000 âmes et plus, ainsi que les détails de la dette obligataire et des valeurs imposables des municipalités. Le chapitre XXVIII, Section 1, rubrique "Finances", contient une liste de ses publications.

† Voir l'Annuaire de 1922-23, p. 115, la naissance du système municipal en Ontario.

41.—Municipalités canadiennes classifiées par province, 1940

Province	Cités	Villes	Villages	Total, municipalités urbaines	Municipalités rurales	Total, municipalités locales	Municipalités de comté	Total, municipalités érigées en corporations
Ile du P.-E.	1	7	Nil	8	Nil	8	Nil	8
Nouv.-Ecosse	2	43	"	45	24[1]	69	[2]	69
Nouv.-Brunswick	3	20	2	25	15[3]	40	[4]	40
Québec	26	108	311[5]	445	1,054	1,499	76[6]	1,575
Ontario	27	148	156	331	571[7]	902	38[8]	940
Manitoba	4	36[9]	22	62	111	173	Nil	173
Saskatchewan	8	82	384	474	302	776	"	776[10]
Alberta	7	53	145	205	143[11]	348	"	348[12]
Colombie Britann.	33	Nil	19	52	28[13]	80	"	80
Totaux	**111**	**497**	**1,039**	**1,647**	**2,248**	**3,895**	**114**	**4,009**[14]

[1] Désignées officiellement comme "municipalités". [2] Il y a 18 comtés en Nouvelle-Ecosse dont 12 comprennent chacun *une* municipalité et 6 sont divisés en *deux* municipalités chacun, ce qui donne un total de 24 municipalités rurales. Les comtés comme tels ne représentent pas les unités locales de gouvernement autonome. [3] Désignées officiellement comme "comtés" [4] Il y a au Nouveau-Brunswick 15 comtés qui sont des municipalités érigées en corporations et qui jouissent des pouvoirs directs de gouvernement autonome local qui englobe les régions rurales; ils sont ainsi désignés ici comme municipalités "rurales". [5] Dans les rapports provinciaux ceux-ci sont désignés comme "ruraux" [6] Bien qu'il s'agisse ici de municipalités érigées en corporations, chaque comté se compose des villages et des municipalités rurales qui s'y trouvent et qui fournissent les fonds nécessaires à l'administration des services qui relèvent de l'administration de comté. [7] Désignées officiellement comme "townships" [8] Bien qu'il s'agisse ici de municipalités érigées en corporations, chaque comté se compose des villes, villages et townships qui s'y trouvent et qui fournissent les fonds nécessaires à l'administration des services relevant de l'administration de comté. Géographiquement, il y a 43 comtés, mais 5 sont annexés à d'autres comtés voisins pour fins d'administration. [9] Comprend le district municipal de Flin Flon et cinq unités de gouvernement autonome désignées officiellement comme "municipalités suburbaines". [10] Moins 84 "districts d'améliorations locales". [11] Désignées officiellement comme "districts municipaux". [12] Moins 246 "districts d'améliorations". [13] Désignées officiellement comme "districts". [14] Voir renvois 10 et 12.

Le travail que supposent la réunion et la présentation sur une base uniforme des statistiques financières et autres des municipalités a créé pendant quelque temps un problème embarrassant. La grande variation dans les méthodes de comptabilité et dans la procédure de même que dans les rapports publiés tant par les municipalités que les ministères provinciaux des Affaires Municipales a compliqué la réunion de chiffres d'un caractère comparable.

Aux fins de perfectionner ce domaine de la finance publique et d'en combler les déficiences, le Bureau Fédéral de la Statistique a réuni en 1937 une conférence de représentants des provinces et des municipalités pour étudier les moyens de remédier à la situation. Il y a eu des discussions de valeur, des comités d'élaboration ont été créés et le soin d'établir l'uniformité des termes, des expressions et des formules de relevé a été laissé aux comités de recherche et d'investigation. La conférence s'est réunie de nouveau en 1940 et les essais de rapports des divers comités ont été étudiés. La dernière réunion a été tenue en décembre 1940 au cours de laquelle des questionnaires et des formules uniformes de rapport sur des données telles que celles de la population, de la valeur imposable, de l'actif, du passif, des recettes, des dépenses et autres statistiques générales ont été adoptés en même temps qu'une terminologie officielle pour la comptabilité municipale.

Il n'a pas été jugé pratique de tenter la mise en vigueur des recommandations finales de la conférence à ce sujet, à moins et jusqu'à ce qu'un manuel d'instructions ait été préparé expliquant le contexte des formules pour l'intelligence uniforme des termes, des expressions et de la nomenclature contenus dans les feuilles de bilan et autres comptes. A la demande de la conférence, la Branche des Finances du Bureau a entrepris ce travail qui a été commencé au début de 1941. Les représentants des ministères provinciaux des Affaires Municipales de chaque province ont été consultés afin que tous les domaines possibles de l'activité municipale soient étudiés et prévus dans le plan nouveau.

Le manuel, en même temps que les questionnaires de la conférence et les données connexes sont déjà à la disposition de tous les administrateurs de chaque municipalité du Canada. Ils constitueront la base des rapports faits directement par les municipalités aux ministères provinciaux des Affaires Municipales, qui, à leur tour, pourront aussi s'en servir comme base de leurs rapports publics sur les affaires municipales. Ainsi l'activité financière du gouvernement de ce pays à ses trois niveaux—fédéral, provincial, municipal—pourra être coordonnée.

Grâce à la collaboration persévérante des ministères provinciaux des Affaires Municipales et des représentants de chaque municipalité, le succès de l'entreprise de donner des statistiques municipales comparables est définitivement assuré. Il faudra toutefois encore quelque temps avant que l'objet final soit atteint.

Les éditions antérieures de l'Annuaire contiennent des tableaux indiquant les recettes provenant des taxes, la valeur imposable, la dette obligataire et un résumé statistique sur les cités et villes de 10,000 habitants ou plus. En prévision de la nouvelle méthode de préparer les rapports sur ces statistiques et sur d'autres domaines de l'activité municipale, ces tableaux sont discontinués pour le moment. Les prochaines éditions de l'Annuaire reprendront progressivement ces statistiques au fur et à mesure qu'elles seront connues d'après la nouvelle norme et jusqu'à ce qu'un état composite puisse être obtenu qui servira de base aux nouvelles séries publiées dans l'Annuaire. Faute d'espace, il ne sera pas possible de publier ces

renseignements en très grands détails, lesquels seront contenus cependant comme par le passé dans les rapports publiés par la Branche des Statistiques Financières du Bureau.

Le tableau **42** donne une nouvelle analyse de la dette municipale, tant directe qu'indirecte, y compris le fonds d'amortissement. Cette analyse a été préparée d'après les mêmes principes que l'analyse de la dette fédérale et de la dette provinciale donnée aux tableaux **30** et **39** respectivement, et fait partie de la tabulation sur la dette publique globale du Canada en général, indiquée au tableau **1.**

Il est prévu que cette série sera développée et continuée d'année en année en regard des totaux des années antérieures, établissant par là une série de tableaux statistiques très importante et très utile dont l'objet est d'indiquer au cours des années à venir les tendances relatives de la dette municipale.

Dette obligataire.—Comme les autres organismes administratifs du Canada, les municipalités de la majeure partie du pays ont emprunté plutôt librement durant la période de prospérité de 1900–12 et de nouveau de 1920 à 1930. Depuis 1933, toutefois, la tendance a été à la hausse en raison principalement de la contraction des années de dépression à la suite de périodes de prospérité injustifiée. En raison de la situation née de la guerre, cette situation persiste sur le marché des obligations municipales, les dépenses capitales étant limitées aux services essentiels relatifs à la santé et au bien-être des populations locales afin de laisser les ressources financières du pays à la disposition du Trésor fédéral pour ses besoins de guerre. La période d'après-guerre, avec ses demandes de services nouveaux et augmentés, déterminera à n'en pas douter plusieurs changements dans cette situation.

Il est à peu près impossible d'obtenir présentement des chiffres entièrement comparables et exacts sur la dette obligataire des municipalités. Ceci tient en majeure partie du fait que, dans certaines provinces, les municipalités s'occupent de tout leur financement capital y compris celui des autorités scolaires locales, tandis que dans d'autres les autorités scolaires sont indépendantes des autorités municipales et voient elles-mêmes à leur financement: dans certaines provinces, il existe une combinaison de ces deux systèmes. Il convient d'ajouter à ceci la variation dans les années fiscales des municipalités aussi bien que des autorités scolaires. Les chiffres de 1940 dans le tableau **42** renferment tous les faits connus qu'il est possible d'obtenir des sources existantes, mais les données sont encore incomplètes comme on le verra d'après le texte ci-dessous, lequel indique en outre dans une certaine mesure d'autres contradictions et incompatibilités d'un caractère pertinent. Un grand nombre de ces défauts, sinon tous, disparaîtront lorsque le nouveau plan, dont il a été question plus haut, entrera en vigueur.

Un tableau à la p. 805 de l'Annuaire de 1941 donne la dette obligataire des municipalités de 1919 à 1938. Comme il existe maintenant des chiffres plus exacts et plus détaillés, cette série statistique est discontinuée et remplacée par une nouvelle disposition dans le tableau **42.** Dans le nouveau tableau, les chiffres sur la dette obligataire n'ont d'autre objet que de représenter le principal non échu. Le principal en souffrance, par défaut ou impayé en raison de sa non-présentation, est compris dans les exigibilités et autres passifs. Il est impossible de vérifier si cela est un exposé véridique des faits dans tous les cas, parce que certains rapports n'indiquent pas la méthode exacte de mise en tableau. Dans certains cas où le principal

en souffrance est exclu des chiffres de la dette obligataire, il n'est pas séparé, dans les rapports publiés, de l'intérêt dû et impayé; et, de même, l'intérêt couru est parfois aussi inclus. Les item les plus significatifs connus à ce sujet figurent au tableau 42 et sont les suivants:—

	$	$
Nouvelle-Ecosse—Principal et intérêt dus		48,062
Nouveau-Brunswick—Intérêt à payer et couru		243,371
Québec—Principal en souffrance (municipal)	587,201	
Intérêt en souffrance et couru (municipal)	6,883,645	
Principal et intérêt en souffrance (écoles)	617,103	8,087,949
Ontario—Principal et intérêt en souffrance		3,369,040
Manitoba—Intérêt échu (écoles seulement)		287,720
Saskatchewan—Principal en souffrance (moins les écoles primaires)	3,355,054	
Intérêt en souffrance (moins les écoles primaires)	2,295,132	
Principal et intérêt en souffrance (écoles primaires)	3,173,256	8,823,442
Alberta—Principal en souffrance (écoles seulement)		353,501
Colombie Britannique—Principal en souffrance		832,517

Sauf indication contraire, les passifs des écoles sont compris ici. Ainsi les passifs municipaux-scolaires ont été éliminés pour éviter tout double emploi. De même, ont été éliminés partout où il a été possible d'obtenir les données, les montants dus à la caisse d'amortissement pour arrérages de contributions, emprunts, etc. de la part de la municipalité ou de l'autorité scolaire. En d'autres termes, tous les montants de cette nature ont été exclus tant des montants déclarés comme fonds d'amortissement que des autres passifs.

Certaines municipalités dans toutes les provinces excepté l'Ile du Prince-Edouard et l'Ontario ont emprunté du Gouvernement fédéral en vertu de la loi de 1938 pour favoriser les améliorations locales. Dans certains cas, ces créances ne sont inscrites comme prêts que jusqu'à la remise au Gouvernement fédéral d'obligations collatérales comme garantie de remboursement; elles sont alors incorporées à la dette obligataire; dans d'autres, elles sont indiquées séparément. Comme il est impossible de faire une séparation intégrale, la dette totale des municipalités de la Nouvelle-Ecosse et de la Colombie Britannique à ce sujet figure aussi dans la dette obligataire.

Les prêts temporaires sont principalement des prêts des banques et d'autres sources; ils ne tiennent pas compte des avances des gouvernements provinciaux sauf dans le cas du Manitoba et de l'Alberta dont les chiffres comprennent les bons du Trésor émis par Winnipeg, Calgary, Edmonton et Lethbridge respectivement. Ces bons du Trésor sont détenus par la province dans les deux cas.

Les exigibilités et autres passifs comprennent tous passifs connus envers le public en général et pour les avances des gouvernements provinciaux. Les sommes dues à d'autres caisses municipales ou à des bureaux ou commissions locales (excepté en Ontario tel qu'il est expliqué aux renvois du tableau 42) sont exclues. Figurent aussi les obligations et coupons en souffrance et les intérêts courus, tel qu'indiqué plus haut, et les soldes au compte des dépôts divers qui, d'après les renseignements puisés aux rapports publiés par les municipalités et les provinces, ne sont pas compensés par des sommes affectées à cette fin, des placements ou autres actifs.

42.—Dette des corporations municipales et scolaires, pour leurs années fiscales terminées en 1940

NOTA.—Compilé d'après les rapports publiées par ls ministères provinciaux des Affaires Municipales, les rapports des auditeurs, les états financiers des municipalités et les renseignements obtenus d'autres sources officielles. Le texte qui sert d'introduction, pp. 804-805, donne une explication générale des item de ce tableau.

Item	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	$	$	$	$	$
Dette directe					
Dette obligataire	3,215,000	35,592,828	26,557,555	515,801,393	365,660,638[1]
Moins fonds d'amortissement	569,171	13,789,951	8,683,061	87,175,040	53,420,026[1]
Dette obligataire nette	2,645,829	21,802,877	17,874,494	428,626,353	312,240,612[1]
Emprunts temporaires	132,217[2]	1,487,374	2,092,084	53,545,746	18,276,129[3]
Exigibilités et autres passifs	35,663[4]	2,005,160	2,421,500	36,298,975	15,606,283[3]
Total, passif direct (moins fonds d'amortissement)	**2,813,709[5]**	**25,295,411[5]**	**22,388,078[5]**	**518,471,074**	**346,123,024**
Dette indirecte					
Obligations garanties, etc	[6]	212,000	547,530	3,905,667[7]	24,602,634
Moins fonds d'amortissement	[6]	9,141	49,555	–	156,335
	[6]	**202,859**	**497,975**	**3,905,667[7]**	**24,446,299**
Total, passif indirect (moins fonds d'amortissement)	**2,813,709**	**25,498,270**	**22,886,053**	**522,376,741**	**370,569,323**

Item	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
	$	$	$	$	$
Dette directe					
Dette obligataire	78,849,060	51,053,574[8]	54,869,233	112,400,950	1,244,000,231
Moins fonds d'amortissement	34,625,664	22,152,387	9,323,640	29,503,523	259,342,463
Dette obligataire nette	44,223,396	28,901,187	45,545,593	82,797,427	984,657,768
Emprunts temporaires	11,801,203[9]	30,512,634	6,334,451[10]	3,949,691	128,131,532
Exigibilités et autres passifs	9,660,105[11]	32,403,072	8,176,927[12]	7,963,153[13]	114,570,838
Total, passif direct (moins fonds d'amortissement)	**65,684,704**	**91,816,893**	**60,056,974**	**94,710,271**	**1,227,360,138**
Dette indirecte					
Obligations garanties, etc	16,122,613	[6]	[6]	14,977,447	60,367,891
Moins fonds d'amortissement	4,668,336	[6]	[6]	2,204,168	7,087,535
Total, passif indirect (moins fonds d'amortissement)	**11,454,277**	[6]	[6]	**12,773,279**	**53,280,356**
Grand total, dette directe et dette indirecte (moins fonds d'amortissement)	**77,138,981**	**91,816,893**	**60,056,974**	**107,483,550**	**1,280,640,494**

[1] Ne comprend pas les commissions d'écoles séparées et les districts scolaires dans les régions non organisées. [2] Ne comprend que Charlottetown, Summerside et Souris. [3] Ne comprend pas les passifs des écoles et autres bureaux ou commissions locaux, mais comprend au lieu les montants dus à même les comptes du fonds du revenu à ces écoles et autres autorités locales (les renseignements qui eussent permis de faire les éliminations nécessaires n'ont pu être obtenus des rapports publiés). [4] Charlottetown seulement. [5] Moins les écoles rurales. [6] Aucun déclaré. [7] Comprend un solde de $2,432,967 au compte des subventions annuelles payables à certaines institutions. [8] Comprend les obligations du téléphone rural, du district d'irrigation et du district des hôpitaux unis. [9] Comprend $4,088,267 de bons du Trésor et $6,378,823 d'autres dettes flottantes, moins $571,230 pour le fonds d'amortissement accumulés à cette fin *re* cité de Winnipeg. [10] Comprend $2,660,861 de bons du Trésor. [11] Comprend un passif différé de $518,253 dû à la caisse de retraite municipale par la ville de Winnipeg. [12] Comprend un passif différé de $669,825 dû à la caisse de retraite municipale par la ville de Calgary et un solde de $428,945 au compte des dépôts divers. [13] Comprend $920,184 de dépôts pour remboursement de taxes.

Section 5.—Richesse et revenu de la nation

Sous-section 1.—Richesse nationale

Il est essentiel à la considération intelligente de plusieurs problèmes nationaux et internationaux d'avoir une idée générale de la grandeur et de la composition de la richesse nationale et, en dépit des nombreux éléments d'incertitude dans un calcul de ce genre, les statistiques doivent être regardées comme indicatrices plutôt que strictement exactes. Ces statistiques, soigneusement préparées, tiennent une place importante dans un système national de statistiques.

La richesse nationale d'un pays, c'est-à-dire la valeur collective des biens de toutes sortes au pays, autres que les ressources naturelles inexploitées, peut être mesurée selon différentes méthodes. La plus habituelle de ces méthodes consiste à prendre l'impôt sur le revenu et d'en dégager le capital, mais elle ne peut être appliquée que dans les pays où les petits revenus sont assujettis à l'impôt comme les gros. Une deuxième méthode a pour base les déclarations de successions, la valeur des biens laissés par les défunts servant à l'établissement d'une moyenne. Une troisième méthode est celle d'un recensement complet, basé sur des questions à chaque individu. Une quatrième méthode, appelée méthode de l'"inventaire", est souvent en usage.* Les estimations de la richesse du Canada présentées dans les diverses éditions de l'Annuaire sont basées sur la méthode de l'inventaire, c'est-à-dire une tentative d'obtenir pour la nation un inventaire approximatif, comme l'homme d'affaires inventorie ses possessions. Cette méthode consiste à totaliser les montants engagés dans l'agriculture, l'industrie, les logements, etc. Elle ne comprend pas la valeur des ressources naturelles inexploitées mais seulement la richesse naturelle déjà appropriée.

La première estimation officielle de la richesse nationale publiée par le Bureau Fédéral de la Statistique remonte à 1921. Elle était basée sur les données de recensement de la même année. Elle paraît aux pages 794–797 de l'Annuaire de 1924. La richesse nationale s'établissait alors à $22,195,000,000. Les estimations subséquentes sont de $25,673,000,000 pour 1925, (pp. 875–878, Annuaire de 1927–28) et $27,668,000,000 pour 1927 (pp. 843–846, Annuaire de 1930). Les estimations de 1921, 1925 et 1927 ne sont pas strictement comparables avec celles de 1929 et de 1933 données aux pp. 899–901 de l'Annuaire de 1940. Elles le sont suffisamment toutefois pour servir à la plupart des fins. L'estimation de $31,276,000,000 pour 1929 donne une idée du sommet de la prospérité, tandis que celle de $25,768,000,000 pour 1933 reflète la baisse des valeurs à la suite de la dépression.

La richesse réelle se compose des denrées en mains ajoutées aux facilités en usage, i.e., les habitations, les établissements et leur machinerie, les chemins de fer, les routes, l'outillage et les améliorations de toutes descriptions. Toutefois, la valeur de toutes ces choses doit être exprimée en commun dénominateur de la monnaie nationale dont la puissance d'achat a été sujette à des variations considérables. Il est très probable qu'en 1933 la population canadienne possédait plus de maisons, plus de machinerie et plus de routes—bref, plus de denrées et de facilités qu'elle n'en possédait en 1929—mais, en raison des changements marqués dans le niveau des prix et la puissance d'achat, la valeur de ces choses en 1933 était inférieure à celle de 1929.

* Une explication de la méthode et de la situation des premières estimations telles qu'appliquées au Canada sera trouvée dans l'article "La richesse du Canada et des autres nations" par R. H. Coats, Statisticien du Dominion, publié dans le journal de l'Association des Banquiers Canadiens, octobre 1919.

Le bouleversement de la situation économique à compter de 1930 a modifié le degré utilisable de comparabilité des estimations de la richesse nationale durant cette période. De plus, des études récentes beaucoup plus détaillées du revenu national donnent des aspects nouveaux au sujet connexe qui s'appelle la richesse nationale et déterminent des modifications dans les méthodes d'établir ces estimations. En raison de ces circonstances, les détails concernant les estimations antérieures sont omis. L'estimation de 1933 est la dernière publiée.

Sous-section 2.—Revenu national

L'étude du revenu national faite par le Bureau embrasse toute la période écoulée depuis la fin de la première guerre mondiale jusqu'à nos jours. Le plan général consiste à réunir ou à estimer les paiements faits aux particuliers et les profits non distribués des trente groupes industriels et de services. Les genres de paiements tels que les salaires et les gages, les autres fruits du travail, les déductions des propriétaires qui travaillent, les dividendes, les intérêts et les loyers ont été ensuite additionnés pour les trente sources de revenu. Les résultats de cette opération ont servi à déterminer l'importance relative des groupes et des genres de paiements de revenu. L'étude de la tendance et des fluctuations des diverses séries statistiques constitue une analyse complète du fonctionnement de l'économie canadienne. En plus des estimations nationales, les provinces ont calculé la distribution des payements de revenu aux particuliers.

Une estimation du revenu national du Canada est très utile à de multiples points de vue. Comme meilleure mesure de l'activité économique, elle sert à illustrer l'évolution à long terme et les fluctuations cycliques. En l'ajustant pour les changements de prix, le volume des marchandises et des services assurés par le système économique est enregistré d'année en année. Le revenu national offre aussi une unité de mesure servant à l'étude de la dette nationale, de la taxation, du commerce extérieur et intérieur, du degré comparatif d'aisance et autres facteurs. La répartition du revenu national entre les groupes industriels et de services, selon les catégories de revenu et l'origine provinciale, donne des aperçus intéressants sur le fonctionnement du système économique. Une mesure exacte du revenu national est non seulement désirable, mais essentielle à l'étude de la plupart des problèmes économiques nationaux.

Définition du revenu national.—Le revenu national est la valeur nette des denrées produites et des services offerts durant une certaine période. Il pourrait être encore défini la somme des épargnes positives et négatives des entreprises et le revenu des particuliers domiciliés au Canada, ceci comprenant les salaires et gages, les indemnités aux accidentés, les pensions, les dividendes, les intérêts, les loyers et les retraits des propriétaires qui travaillent. Il se trouve une troisième définition encore plus large dans l'Annuaire de 1938, p. 923.

Revenu national dans la période écoulée entre les deux guerres.—Au cours de l'étude du revenu national qui se poursuit au Bureau Fédéral de la Statistique, toute la période écoulée depuis la première guerre mondiale a été revue. Il en est résulté un relevé statistique plus complet de l'activité économique du pays. Les résultats de cette étude sont exposés dans le tableau **43.**

Les revenus en espèces sont sensibles aux niveaux des prix, lesquels ont subi de profonds changements durant cette période. Si l'on écarte l'influence des fluctuations en exprimant le revenu de chaque année d'après les prix de base de la

période de 1935–39, il ressort que le revenu de 1940 avait une valeur en denrées et en services plus élevée qu'en toute autre année. Le revenu réel du Canada accuse une tendance à la hausse dans la période qui s'est écoulée entre les deux guerres. Malgré l'inactivité industrielle durant la dépression et la persistance de conditions climatiques défavorables dans les régions de culture des céréales de l'Ouest, le revenu réel au cours de la dernière décennie est de $4,240,000,000 en moyenne comparativement à $4,138,000,000 dans la première, ce qui constitue un gain de 2·5 p.c.

Le revenu à la fin de la période se répartit sur une plus grande population et les tendances per capita et par personne active sont indiquées dans les deux dernières colonnes du tableau **43.** En raison de la longue période qui s'est écoulée depuis le recensement de 1931, les estimations de la population active ces dernières années seront nécessairement sujettes à certaines revisions quand les résultats du recensement suivant seront connus. La proportion de la population active est beaucoup moins élevée dans la dernière partie de la période de vingt ans que dans les années qui suivirent immédiatement la première guerre mondiale. Même de 1919 à 1929, cette proportion tombe de 38·6 p.c. à 37·3 p.c., mais le recul le plus marqué se produit dans la dernière décennie, et l'estimation de 1938 place cette population à 32·9 p.c. seulement.

En raison principalement de l'influence accélératrice de l'activité de temps de guerre, le revenu national, d'après des estimations préliminaires, monte davantage en 1939 et 1940. Le revenu réel, calculé d'après les prix de 1926, est plus élevé en 1940 qu'en toute autre année. Le revenu réel de $5,114,000,000 accuse un gain marqué sur celui de 1928, année où le dernier cycle de la prospérité a atteint son apogée.

43.—Revenu national en fonction de la population en général et de la population active à temps continu, 1919-40

Année	Revenu national en espèces		Revenu réel[1]	Population	Population active à temps continu	Revenu réel	
	Montant	Nombre-indice (1935–39 = 100)				Per capita[1]	Par personne active[1]
	$'000,000		$'000,000	'000	'000	$	$
1919	4,087	98·9	3,144	8,311	3,208	378	980
1920	4,614	111·7	3,066	8,556	3,353	358	914
1921	3,735	90·4	2,819	8,788	3,107	321	907
1922	3,762	91·0	3,101	8,919	3,132	348	990
1923	3,945	95·5	3,242	9,010	3,194	360	1,015
1924	3,854	93·3	3,225	9,143	3,167	353	1,018
1925	4,161	100·7	3,450	9,294	3,212	371	1,074
1926	4,494	108·8	3,690	9,451	3,326	390	1,109
1927	4,682	113,3	3,905	9,637	3,469	405	1,126
1928	5,138	124·3	4,264	9,835	3,641	434	1,171
1929	5,149	124.6	4,231	10,029	3,742	422	1,131
1930	4,326	104,7	3,581	10,208	3,703	351	967
1931	3,498	84,7	3,206	10,376	3,454	309	928
1932	2,893	70,0	2,922	10,506	3,286	278	886
1933	2,795	67·6	2,961	10,681	3,253	277	913
1934	3,171	76·7	3,313	10,824	3,365	306	986
1935	3,381	81·8	3.515	10,935	3.455	321	1,017
1936	3,839	92·7	3,903	11,028	3,551	354	1,099
1937	4,342	105·1	4,291	11,120	3,703	386	1,099
1938	4,246	102·8	4,155	11,209	3.691	371	1,126
1939[2]	4,862	117·7	4,790	11,315	3,805	423	1,259
1940[2]	5,400	130,7	5,114	11,385	4,080	449	1,254

[1] Revisé depuis le publication de l'Annuaire de 1941. [2] Les chiffres préliminaires de 1939 et 1940 sont sujets à revision.

Revenu individuel et revenu national.—Le revenu des particuliers domiciliés au Canada comprend les salaires et gages, les indemnités aux accidentés, les pensions, les dividendes, les intérêts, les loyers et les retraits des propriétaires qui travaillent, lesquels comprennent les revenus en nature des fermiers. Ainsi la différence entre le revenu individuel et le revenu national total représente les épargnes positives ou négatives des entreprises. En raison de la difficulté de répartir les épargnes des entreprises, il a été jugé opportun d'en donner ici la répartition provinciale d'après le revenu individuel.

Répartition provinciale du revenu individuel.—Les variations dans la répartition provinciale du revenu national sont dues: (1) aux facteurs à long terme, tels que la proximité des ressources, des marchés et des facilités de transport et les avantages qui découlent de l'ancienneté de la colonisation et du développement; et (2) aux influences à court terme inhérentes à la diversité et à l'adaptabilité de l'activité économique. Les fluctuations sont plutôt considérables dans une région où il y a très peu de groupes industriels. Au cours des vingt années en revue, près de 63 p.c. du revenu individuel total est allé à des personnes de l'Ontario et du Québec, lesquelles provinces réunissent environ 62 p.c. de la population en 1941. En raison de la diversité de l'activité économique dans ces provinces, les fluctuations de revenu sont moins extrêmes qu'ailleurs, particulièrement dans les Provinces des Prairies.

Malgré la violente dépression économique commencée en 1930, les revenus individuels dans le Québec et l'Ontario sont légèrement plus élevés en moyenne de 1929 à 1938 que de 1919 à 1928 inclusivement. Le déclin dans les Provinces des Prairies, particulièrement en Saskatchewan, a pris des proportions considérables. Les Provinces Maritimes et la Colombie Britannique accusent de légers reculs variant de 1·6 p.c. à 5·2 p.c.

44.—Revenu individuel par province, 1937 et 1938, et moyennes de 1919-28 et 1929-38

Province	1937	1938	Moyenne, 1919-28	Moyenne, 1929-38	Pourcentage de changement
	$'000,000	$'000,000	$'000,000	$'000,000	p.c.
Ile du Prince-Edouard	22·5	23·1	23·1	22·4	− 2·9
Nouvelle-Ecosse	159·7	163·1	157·8	149·5	− 5·2
Nouveau-Brunswick	121·2	121·4	114·6	112·2	− 2·0
Québec	1,052·5	1,053·2	917·7	961·1	+ 4·7
Ontario	1,721·8	1,733·4	1,564·3	1,591·8	+ 1·8
Manitoba	251·1	261·3	299·3	253·9	−15·2
Saskatchewan	240·1	248·1	339·7	250·3	−26·3
Alberta	257·3	268·3	303·3	258·9	−15·6
Colombie Britannique	368·0	372·7	344·2	338·7	− 1·6

Sous-section 3.—Capitaux britanniques et étrangers engagés au Canada et capitaux canadiens engagés à l'étranger*

Des changements profonds se sont opérés dans la dette internationale du Canada depuis les débuts du siècle. L'expansion industrielle du pays au cours des années qui ont précédé la première guerre mondiale s'apparente étroitement à l'abondante importation de capitaux britanniques. En 1914, la valeur des place-

* Revisé par Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Ce sujet est traité plus en détail dans un bulletin intitulé "Capitaux britanniques et étrangers placés au Canada et capitaux canadiens placés à l'étranger, 1926-36", "Canadian Balance of International Payments—A Study of Methods and Results" et dans les rapports récents sur les placements directs, qu'on peut se procurer chez le Statisticien du Dominion. Une liste des publications de cette branche est donné au chapitre XXVIII.

ments du Royaume-Uni au Canada ne diffère pas beaucoup de celle des placements des récentes années, bien qu'elle soit légèrement plus élevée qu'en 1926. L'augmentation rapide des placements des Etats-Unis au Canada se fait sentir après 1914. Une partie de cette augmentation se produit après 1926 et de 1926 à 1930, ces placements passant de $3,161,200,000 à $4,298,400,000. L'entrée de ces capitaux se fait par deux canaux différents. Une grande partie provient de la vente de nouvelles obligations à New York, tandis que le capital entrant au Canada par le placement direct est aussi particulièrement considérable. Le placement de ces capitaux au Canada a donné aux placements des Etats-Unis au Canada un caractère particulier. Depuis 1930, il y a eu réduction des placements au Canada par les Etats-Unis et, à la suite du rachat de valeurs canadiennes détenues aux Etats-Unis, il y a eu des changements dans l'équilibre des placements au Canada et dans les autres facteurs de haute finance. En 1937, date de la dernière estimation, les capitaux britanniques et étrangers placés au Canada s'élèvent à $6,765,000,000 dont $3,932,400,000 viennent des Etats-Unis, $2,684,800,000 du Royaume-Uni et $147,800,000 d'autres pays.

Dans le calcul de la dette internationale du Canada, il faut tenir compte aussi des placements canadiens à l'étranger. Ceux-ci s'accroissent de $1,352,800,000 en 1926 à $1,757,900,000 en 1937. L'augmentation la plus marquée s'avère dans les valeurs américaines de portefeuille détenues au Canada, bien qu'au cours de la première partie de cette période les Canadiens aient acheté aussi des sommes considérables de valeurs des gouvernements de l'Amérique latine et de l'Europe. L'augmentation de la somme de ces divers placements dans les autres pays est plus forte que l'augmentation totale des placements canadiens à l'étranger en raison de la diminution marquée qui s'est produite dans l'actif net des banques canadiennes à l'étranger au cours de cette période. En 1937, les capitaux canadiens à l'étranger sont estimés à $1,757,900,000, dont la majeure partie, soit environ $1,097,600,000, sont placés aux Etats-Unis, $40,900,000 au Royaume-Uni et $619,400,000 dans d'autres pays.

Les estimations des placements britanniques et étrangers au Canada et des placements canadiens à l'étranger en 1926 et de 1929 à 1937 sont données aux pp. 972-73 de l'Annuaire de 1939, et les statistiques des placements internationaux au 31 décembre 1937 paraissent à la p. 904 de celui de 1940.

Bien que 1937 soit la dernière année sur laquelle des données sur les placements sont publiés, ces chiffres indiquent suffisamment la situation au commencement de la guerre. S'il s'est produit de nombreux changements secondaires dans la composition et la valeur des placements, le comportement général de la balance de la dette internationale du Canada n'a subi aucune transformation significative de la fin de 1937 au commencement de la guerre.

Les statistiques sur la situation des placements internationaux au cours de la période qui s'est écoulée depuis le début des hostilités n'ont pas été publiées. D'importants changements se sont produits dans la balance de la dette entre le Canada et le Royaume-Uni de sorte que la situation, en tout temps, est transitoire.

Comme résultat des fortes dépenses britanniques au Canada à cause de la guerre, le Royaume-Uni accuse un gros déficit dans sa balance des paiements avec le Canada. Le financement de ce déficit en dollars canadiens a nécessité une réduc-

tion de la dette du Canada envers le Royaume-Uni au moyen d'opérations telles que le rapatriement officiel d'obligations canadiennes détenues dans le Royaume-Uni, l'accumulation d'importants soldes de sterling par le Gouvernement canadien et autres exportations de capitaux vers le Royaume-Uni comme par exemple, la vente au Canada de valeurs mobilières canadiennes assignées par le Trésor britannique et le rachat privé de valeurs. Il convient de noter en même temps que de gros capitaux anglais ont été engagés dans les industries de guerre et autres entreprises canadiennes.

Il s'est produit, en mars 1942, un événement important dans les relations financières du Canada avec le Royaume-Uni, lorsque le Parlement canadien vota un cadeau de $1,000,000,000 au Royaume-Uni pour permettre au gouvernement britannique d'acheter au Canada des produits alimentaires, des matières premières, des munitions et autres fournitures de guerre et défrayer d'autres dépenses faites au Canada en rapport avec la guerre. Cette même législation pourvoit à la conversion de $700,000,000 des soldes sterling accumulés en un prêt de $700,000,000 au Gouvernement britannique. A peu près à la même époque de nouvelles réductions ont été effectuées dans ce qui restait des soldes sterling au moyen du rapatriement d'environ $295,000,000 d'obligations additionnelles canadiennes. Ce montant, ajouté aux rapatriements officiels antérieurs de $400,000,000 environ, porte le montant total de ces rapatriements officiels de valeurs à environ $695,000,000 selon le Ministre des Finances, dans son discours à la Chambre des Communes lorsqu'il présente le bill pourvoyant au cadeau et au prêt.

Les changements dans la balance de la dette à long terme entre le Canada et les Etats-Unis depuis le commencement de la guerre sont relativement infimes. S'il y a eu des ventes sur solde de valeurs canadiennes en cours aux Etats-Unis, il y a eu aussi des rachats appréciables de valeurs canadiennes détenues aux Etats-Unis. En même temps, les valeurs américaines détenues au Canada ont été réduites par des ventes privées durant toute la période.

En ce qui concerne la base d'estimation des placements indiqués par les statistiques de 1937 et des années antérieures, il convient de remarquer que ces valeurs ne sont pas destinées à représenter les valeurs courantes. Une base plus stable d'estimation a été employée dans le passé et qui s'adapte mieux aux fins générales de financement à long terme. De cette façon, le volume fondamental des placements est mieux représenté, puisque les effets des fluctuations à court terme dans les valeurs courantes ont été écartés. Il convient de noter aussi qu'il est impossible d'obtenir les cours pour une partie importante du total surtout en ce qui concerne le domaine des placements directs. Les obligations sont généralement inscrites à leur valeur nominale ou au pair, tandis que la valeur des actions ordinaires est en majeure partie basée sur les capitaux engagés dans des entreprises faisant rapport au recensement de l'industrie. Dans d'autres cas, les valeurs comptables ou de bilan ont été utilisées; et, dans quelques cas importants, la valeur nominale des actions a été utilisée là où elle est jugée plus représentative que la valeur comptable. Ainsi, les données sur les placements n'indiquent ni les valeurs courantes ni les sommes qui pourraient être réalisées par la vente. Dans le cas de certains titres, ces valeurs sont plus élevées que les valeurs employées dans l'étude des placements, tandis que dans d'autres elles sont moins élevées. En raison de la situation du marché des valeurs depuis quelques années, la valeur courante des placements serait considérablement plus basse que celle des placements indiquée pour l'année 1937.

CHAPITRE XXII.—RÉGIME MONÉTAIRE ET SYSTÈME BANCAIRE; FINANCE COMMERCIALE DIVERSE

SYNOPSIS

	Page
Partie I.—Régime monétaire et système bancaire	813
Section 1. Esquisse historique	813
Section 2. La Banque du Canada	814
Sous-section 1. Loi de la Banque du Canada et ses modifications	814
Sous-section 2. La Banque du Canada et ses relations avec le système financier canadien	815
Fonctions d'une banque centrale en temps de guerre	816
Sous-section 3. Opérations de la Banque du Canada	818
Section 3. Régime monétaire	819
Sous-section 1. Monnaie canadienne	819
Sous-section 2. Billets du Dominion et de la Banque du Canada	821
Sous-section 3. Billets des banques à charte	822
Section 4. Réserves monétaires	823
Sous-section 1. Réserves de la Banque du Canada	823
Sous-section 2. Réserves en espèces des banques à charte au Canada	823
Section 5. Commerce bancaire	824
Sous-section 1. Historique	824
Sous-section 2. Statistiques combinées des banques à charte	824
Sous-section 3. Statistiques particulières des banques à charte	833
Section 6. Caisses d'épargne de l'Etat et autres	838
Section 7. Change étranger	841
Sous-section 1. Taux du change	841
Sous-section 2. Contrôle du change étranger en temps de guerre	843
Partie II.—Finance commerciale diverse	847
Section 1. Compagnies de prêt et de fiducie	847
Section 2. Compagnies de petits prêts autorisées et prêteurs d'argent autorisés	851
Section 3. Ventes d'obligations canadiennes	853
Section 4. Dividendes des corporations	855

Dans ce chapitre sont réunies les statistiques touchant les institutions et les opérations financières autres que les assurances. Celles-ci sont étudiées séparément au chapitre XXIII.

PARTIE I.—RÉGIME MONÉTAIRE ET SYSTÈME BANCAIRE

Section 1.—Esquisse historique

Aux pages 934–940, inclusivement, de l'Annuaire de 1938 paraît une esquisse historique du régime monétaire et du système bancaire au Canada. Certains traits du système bancaire central y ont été marqués qui ont finalement conduit à l'établissement de la Banque du Canada. Ces traits sont les suivants, par ordre chronologique:—

1.—*Emission centrale de billets*, établie définitivement lors de l'émission des billets du Dominion, en vertu de la loi de 1868.

2.—*L'Association des Banquiers Canadiens*, établie en 1900, chargée d'assurer une plus étroite coopération entre les banques en ce qui concerne l'émission des billets, la surveillance du crédit et divers autres aspects de l'activité bancaire.

3.—*Les réserves centrales d'or*, établies en vertu de la loi des banques de 1913.

4.—*Facilités de réescompte*, d'abord établies comme mesures de guerre en vertu de la loi des finances de 1914 et incorporées ensuite définitivement au système bancaire par la loi des finances de 1923, qui autorise le Ministre des Finances à

livrer des billets du Dominion aux banques contre le dépôt de garanties autorisées. Cette loi fournit aux banques le moyen d'augmenter à volonté leurs réserves en billets du Dominion ayant cours forcé.

Section 2.—La Banque du Canada

Sous-section 1.—Loi de la Banque du Canada et ses modifications

La Banque du Canada a été constituée en 1934. Elle a commencé ses opérations le 11 mars 1935. Un exposé de son organisation financière et de sa transformation en un organisme d'Etat, d'institution privée qu'elle était, a paru à la p. 814 de l'Annuaire de 1941.

La Banque est autorisée à verser des dividendes cumulatifs de 4½ p.c. par an à même ses profits après mise en réserve de toute somme que le conseil jugera appropriée pour les créances mauvaises et douteuses, la dépréciation de l'actif, les fonds de pension et toutes les autres questions du même genre au sujet desquelles les banques prennent des dispositions appropriées. Le surplus restant sera versé au fonds consolidé du Canada et au fonds de réserve de la Banque dans des proportions déterminées, jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le montant du capital versé. Ensuite tout le surplus restant sera versé au fonds consolidé du Canada.

La Banque peut acheter et vendre des obligations du Dominion et des provinces sans restriction si leur échéance ne dépasse pas deux ans, et en montants limités si leur échéance est plus longue; les obligations à brève échéance du Dominion ou des provinces peuvent être réescomptées. La Banque peut aussi acheter et vendre des obligations à brève échéance des Dominions britanniques, des Etats-Unis ou de la France sans restriction si elles échoient dans moins de six mois, et en montants limités si leur échéance dépasse six mois. La Banque peut acheter et vendre certaines catégories d'effets commerciaux à échéance limitée et, si ces effets portent l'endossement d'une banque à charte, elle peut les réescompter. La Banque peut faire aux banques à charte, aux caisses d'épargne du Québec, aux gouvernements fédéral et provinciaux, contre certains titres remis en nantissement, des avances remboursables dans six mois, et elle peut avancer, pour une durée déterminée, au gouvernement fédéral ou à toute province des sommes ne dépassant pas une proportion déterminée des revenus du gouvernement en question. La Banque peut accepter des gouvernements fédéral ou provinciaux ou de toute banque à charte ou de toute banque incorporée en vertu de la loi des caisses d'épargne du Québec, des dépôts qui ne doivent pas porter intérêt. La Banque peut acheter et vendre de la monnaie d'or, d'argent, de nickel et de bronze, ainsi que des matières d'or et d'argent, et du change étranger.

Les dispositions relatives à l'émission des billets de la Banque du Canada sont exposées à la p. 821.

La loi de la Banque du Canada (c. 43, statuts de 1934 et modifications) stipule que la Banque doit maintenir une réserve d'or égale à 25 p.c. au moins de son passif en billets et en dépôts au Canada; d'après l'ordonnance du fonds de change, 1940, autorisant le transfert des réserves d'or de la Banque à la Commission de Contrôle du Change Etranger, la réserve minimum requise d'or a été temporairement suspendue. La réserve peut comprendre, outre l'or, des matières d'argent, des soldes en livres sterling à la Banque d'Angleterre; en billets américains à la Fédéral Reserve Bank de New York et en or aux banques centrales des pays où existe l'étalon or, ou à la Banque Internationale de Liquidation, des billets du Trésor du

Royaume-Uni ou des Etats-Unis d'Amérique à échéance ne dépassant pas 3 mois et des effets de commerce échéant au plus tard dans 90 jours, et payables à Londres, à New York, ou dans un pays à étalon or, déduction faite de toutes valeurs passives de la Banque qui sont payables en monnaie du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique ou d'un pays à étalon or. Conformément aux termes de l'ordonnance sur l'acquisition du change étranger, 1940, la Banque du Canada a vendu du change étranger au montant de $27,734,444 en monnaie canadienne à la Commission de Contrôle du Change Etranger.

Les banques à charte doivent maintenir une réserve de pas moins de 5 p.c. de leur passif-dépôts payable en dollars canadiens sous forme de dépôts à la Banque du Canada de billets de cette dernière.

La Banque agit comme agent fiscal du Dominion sans frais et peut sur convention agir comme banquier ou agent fiscal pour toute province. La Banque ne peut accepter de dépôts des particuliers, de sorte qu'elle ne peut concurrencer les banques à charte dans le domaine bancaire commercial.

La Banque a son siège social à Ottawa, et elle maintient une agence dans chaque province, comme suit: à Charlottetown, Halifax, Saint-John, Montréal, Toronto, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver.

Le Gouverneur de la Banque en est l'administrateur en chef et président du conseil d'administration et il est secondé par un sous-gouverneur et un sous-gouverneur adjoint. Les premiers gouverneurs ont été nommés par le Gouvernement. Les nominations futures seront faites par le conseil d'administration de la Banque, subordonnément à l'approbation du Gouverneur en Conseil.

Lors de la première réunion des actionnaires, le 23 janvier 1935, sept administrateurs ont été élus par les actionnaires pour les termes d'office suivants: un administrateur jusqu'à la troisième réunion générale annuelle (1938); deux jusqu'à la quatrième (1939); deux jusqu'à la cinquième (1940) et deux jusqu'à la sixième (1941). Les directeurs sont maintenant nommés par le Ministre des Finances avec l'approbation du Gouverneur en Conseil pour trois ans. Il y a maintenant onze directeurs. Les anciens directeurs sont demeurés en fonction quand le Gouvernement a assumé l'administration de la Banque. Dans la transaction des affaires de la Banque, chaque directeur a une voix.

Il existe en outre un comité exécutif du conseil d'administration, formé du Gouverneur, du gouverneur adjoint et d'un membre du conseil. Ce comité, qui siège une fois par semaine, possède les mêmes pouvoirs que le conseil, mais chacune de ses décisions est soumise au conseil d'administration à sa réunion suivante. Le conseil doit se réunir au moins quatre fois l'an. Le sous-ministre des Finances est d'office membre du conseil d'administration et du comité exécutif, mais ne peut voter.

Le Gouverneur, ou en son absence le gouverneur adjoint, a le droit de veto sur les agissements ou décisions du Conseil d'administration ou du comité exécutif. Ce veto est ensuite sujet à confirmation ou désaveu par le Gouverneur en Conseil.

Sous-section 2.—La Banque du Canada et ses relations avec le système financier canadien

Un article, paru sous ce titre dans l'Annuaire de 1937, aux pages 914–919, traite de sujets tels que les fonctions de la banque, son contrôle et la régularisation du crédit et du numéraire, le mécanisme par lequel ce contrôle est exercé, l'expansion

et la contraction du crédit, la mitigation des fluctuations économiques générales, le contrôle sur les opérations de la Bourse, les fonctions consultatives de la Banque et des devoirs en qualité de banquier du Gouvernement.

FONCTIONS D'UNE BANQUE CENTRALE EN TEMPS DE GUERRE

En général, une banque centrale a une fonction principale: régler la circulation de la monnaie et le crédit. L'accomplissement de cette fonction s'accompagne ordinairement d'autres comme la protection de la valeur extérieure de la monnaie et l'influence d'une directive bancaire experte et impartiale. Pour une description des fonctions et opérations normales d'une banque centrale, voir l'article de l'Annuaire de 1937, pp. 914–919.

Normalement, le niveau de l'activité économique résulte de plusieurs forces, extérieures et intérieures. La politique monétaire est un des facteurs intérieurs; son but est de maintenir un niveau d'activité économique aussi élevé qu'il est praticable en assurant d'opportunes conditions monétaires. La banque centrale ne peut atteindre ce résultat directement, car elle n'est pas un producteur ou consommateur important de marchandises et services et elle n'est pas outillée pour inaugurer de grandes entreprises productives. Elle peut, cependant, fournir des conditions financières favorables à l'activité économique sur une base solide.

La guerre introduit dans l'activité économique une force impulsive toute-puissante par la demande de nécessités de guerre. La pression de ces exigences a vite fait de dispenser la politique monétaire—ou tout autre facteur—de stimuler la production qui tend à monter à plein rendement aussi rapidement que les ressources en main-d'œuvre, outillage et matériaux peuvent être effectivement amenées dans les chenaux désirés de production. La politique monétaire, cependant, est un facteur très important pour faciliter la transition de l'économie d'une base de temps de paix à un pied de guerre et déterminer la distribution équitable des sacrifices économiques entre les divers groupes du pays.

Dans la période antérieure à la pleine activité, les problèmes de politique monétaire intérieure sont grandement les mêmes qu'en toute autre période d'expansion économique. A mesure que l'échelle des opérations s'allonge, l'industrie a besoin de plus grandes réserves en fonds de roulement et les établissements qui accroissent ou changent leur outillage pour répondre aux demandes de guerre peuvent avoir besoin de facilités additionnelles de crédit. A cause des incertitudes engendrées par les conditions de guerre, certaines sections de la population peuvent bien désirer augmenter leur actif liquide ou, en d'autres termes, conserver en numéraire une partie de leur actif. Pour toutes ces raisons, il est peut-être judicieux d'avoir une certaine mesure d'expansion monétaire durant cette période.

Quand le point de capacité effective est atteint et que toute demande additionnelle sur les ressources en main-d'œuvre et matériaux tend à produire de l'inflation, surgit une situation qui normalement doit favoriser une politique monétaire restrictive. Cette politique élève les taux d'intérêt et contracte le volume de crédit disponible pour la spéculation et l'encouragement d'autres activités. En temps de guerre, cependant, le seul emprunteur et initiateur de nouvelles entreprises de majeure importance est le gouvernement et, partant, le principal effet d'une politique monétaire restrictive est ressentie par le gouvernement sous forme d'augmentation du coût du financement et de diminution du crédit disponible pour les industries en vue de la production de guerre. La guerre crée pour les autorités monétaires une situation qui est très semblable par bien des points à une période

de "boom" en temps de paix, dans son aspect extérieur immédiat comme dans ses résultats, si elle n'est pas contrôlée. En même temps, elle rend imprudente une politique qui pourrait être sage en temps de paix.

Le problème fondamental du contrôle de cette situation n'est pas tant le volume d'argent dans le pays que le niveau des revenus par rapport au volume de marchandises et services disponibles pour la consommation, vu qu'une forte proportion des revenus proviennent de la production de matériel et services de guerre plutôt que de la production de marchandises et services destinés et accessibles à la consommation ordinaire. Le volume d'argent entre les mains du peuple est l'un des facteurs qui peuvent l'influencer à dépenser davantage, mais l'influence la plus importante sur les tendances inflatoires est le montant de son revenu destiné à l'achat de marchandises et services. Aucun degré de restriction monétaire ne peut rendre le revenu global provenant de la production d'articles de guerre et de consommation équivalent à la valeur seulement de la production de marchandises et services de consommation. Pour maintenir la demande de ces derniers au pas des facilités disponibles, le gouvernement, par des taxes et épargnes, doit réussir à détourner de la dépense une grande partie du revenu du peuple. Si l'épargne ne soustrait pas à la dépense un montant égal à l'excédent des dépenses du gouvernement sur ses recettes courantes, le gouvernement peut avoir à financer ses besoins dans la mesure de la différence par le moyen d'une augmentation inflatoire dans le volume de numéraire. Cette expension monétaire provoquerait une brusque hausse des prix et, en même temps, le revenu des consommateurs monterait moins vite, ce qui réduirait le pouvoir d'achat réel des revenus en argent sur les marchandises et services au point que les approvisionnements disponibles satisferaient à la demande publique. Pour diverses raisons, la hausse des revenus en espèces de divers groupes du pays varierait considérablement d'un groupe à l'autre; le déclin du revenu réel serait donc inégalement distribué. La seule alternative à l'imposition du fardeau inéquitable de l'inflation serait pour le gouvernement d'établir un système de rationnement des approvisionnements disponibles de denrées parmi la population proportionnellement aux besoins réels. Cette tâche énorme nécessiterait plusieurs milliers de travailleurs et réduirait d'autant la main-d'œuvre disponible pour fins de guerre et autres.

L'heureuse exécution d'un programme de guerre avec le moins possible de sacrifices économiques évitables requiert non seulement une politique monétaire domestique assez flexible pour répondre à tous les besoins légitimes de numéraire et de crédit, mais aussi une taxation et une épargne suffisantes pour détourner des chenaux ordinaires de dépense la partie requise du revenu national. La banque centrale ne devrait pas créer de friction inutile dans l'économie par une politique monétaire trop prudente. En même temps, cependant, elle devrait user de toute son influence pour souligner l'importance vitale de mesures fiscales adéquates, afin de ne pas se trouver appelée à subvenir à la politique fiscale par l'exercice de sa fonction régulatrice du numéraire et du crédit et à créer une spirale inflatoire des prix et de financer le programme de guerre de cette façon inefficace et coûteuse.

La responsabilité liée à la protection de la valeur extérieure de la monnaie peut être, en temps de paix, l'un des facteurs qui portent une banque centrale à restreindre sa politique monétaire domestique durant une période de 'boom' La guerre engendre des problèmes extérieurs en fait de monnaie, parce que ses incertitudes tendent à induire des mouvements extérieurs de capitaux et parce que le niveau élevé concomitant de l'activité peut augmenter les importations de matières premières et d'outillage au delà des disponibilités de change étranger. La politique

monétaire à elle seule ne suffit pas à faire face à cette situation et la nécessité de conserver le change étranger pour les exigences de guerre force généralement le gouvernement à établir un contrôle, chargé spécifiquement du contrôle des transactions de change étranger. La banque centrale peut être étroitement associée au contrôle du change, mais l'établissement de ce contrôle direct sur la valeur extérieure du numéraire réduit l'étroite relation habituelle avec la politique monétaire domestique.

On comprend mal souvent dans quelle mesure les changements de prix sont attribuables à la politique monétaire et sujets au contrôle de cette politique. Toutes choses égales d'ailleurs, l'expansion monétaire domestique tend à hausser le niveau général des prix et la contraction, à l'abaisser. Si le commerce extérieur est relativement important, ces mouvements ne peuvent pas ordinairement être très forts sans un changement dans la valeur extérieure de notre devise vis-à-vis celle des autres pays. La politique monétaire, cependant, est seulement un des nombreux facteurs qui influencent les prix. Le prix de chaque denrée est affecté par toutes les conditions relatives à l'offre et la demande et peut changer grandement en comparaison d'autres prix sans qu'il y ait de changement dans les facteurs monétaires. La guerre tend à accroître le nombre et le degré de variation des facteurs non monétaires affectant les prix. Certaines denrées deviennent rares à cause des demandes de guerre et d'autres surabondent pour avoir perdu leurs débouchés ordinaires. Les articles importés d'outre-mer montent à cause du fret et de l'assurance maritime plus élevés. Afin de mettre en valeur les ressources à faible rendement du système économique, il peut être nécessaire d'avoir des prix plus élevés pour couvrir le coût plus élevé d'unités productives moins efficaces. Non seulement la politique monétaire ne peut pas empêcher de tels facteurs d'altérer la relation entre les divers groupes de prix, mais il peut être peu judicieux de vouloir empêcher le niveau général des prix de changer dans de telles circonstances à cause de la pression qu'une telle politique exercerait sur les prix plus stables.

La valeur d'une banque centrale comme source de directive experte et impartiale devrait grandir beaucoup en temps de guerre. Comme l'échelle du financement du gouvernement s'allonge avec la croissance des dépenses de guerre, la fonction d'aviseur fiscal du gouvernement devient proportionnellement plus importante. Devant les problèmes spéciaux qui se présentent en temps de guerre, et que les méthodes habituelles de politique monétaire ne sont pas assez souples pour atteindre, la banque centrale peut mettre à bon usage l'influence morale qu'elle peut avoir.

Sous-section 3.—Opérations de la Banque du Canada

L'expansion de l'actif et du passif de la Banque du Canada a fait augmenter la circulation active des billets de la Banque du Canada, étant donné que l'émission des billets des banques à charte est limitée et remboursée graduellement d'après les stipulations de la loi des banques; cette expansion a augmenté les réserves en espèces des banques à charte. Le principal changement dans l'actif de la Banque du Canada depuis a été l'augmentation du portefeuille, partiellement pour remplacer les réserves d'or et de change étranger transférés à la Commission de Contrôle du Change Etranger d'après les termes de l'ordonnance sur le fonds du change étranger et l'ordonnance sur l'acquisition du change étranger, datées du 30 avril 1940. Les variations des titres en portefeuille sont dues en partie aux variations saisonnières dans les réserves en espèces et la circulation active des billets et en partie aux fluctuations contre-balançant les changements mentionnés ci-dessus dans le change sterling.

1.—Passif et actif de la Banque du Canada, 13 mars 1935 et 31 décembre 1939-41

Item	13 mars 1935	31 déc. 1939[1]	31 déc. 1940[1]	31 déc. 1941[1]
Passif	$	$	$	$
Capital versé	4,991,640	5,000,000	5,000,000	5,000,000
Fonds de réserve	Nil	2,449,757	3,772 910	5,585 705
Billets en circulation	97,805,665	232,779,327	359,949,121	495,956,232
Dépôts—				
Gouvernement fédéral	*4,212,200*	*47,388,964*	*13,486,258*	*77,573,195*
Banques à charte	*151,927,628*	*216,966,201*	*217,758,289*	*232,031,048*
Autres	*277,922*	*17,851,578*	*9,514,892*	*5,970,054*
Total, dépôts	156,417,750	282,210 743	240,679,439	315,574,300
Dividendes déclarés	Nil	112,500	112,500	112,500
Autres valeurs passives	99,7C2	4,678,505	17,114,757	20,632,829
Total, passif	**59,314,757**	**527,230,832**	**626,578,727**	**842,861,566**
Actif				
Réserves (au cours du marché)—				
Monnaie et lingots d'or	106,584,356	225,677,320	[2]	[2]
Lingots d'argent	986,363	Nil	Nil	Nil
Sterling et dollars américains	394,875	64,324,718	38,429,278	200,681,156
Autres monnaies, de pays à étalon or	Nil	47	Nil	Nil
Total, réserves	107,965,594	290,002,085	38,429,278[2]	200,861,156[2]
Monnaie divisionnaire	297,335	90,273	598,312	316,081
Portefeuille (cours n'excédant pas celui du marché)—				
Obligations fédérales et provinciales à brève échéance	*34,846,294*	*181,896,880*	*448,489,973*	*391,783,439*
Autres obligations fédérales et provinciales	*116,013,637*	*49,875,758*	*127,383,189*	*216,688,427*
Total, obligations	149,859,931	231,772,558	575,763,162	608,471,866
Immeubles de la Banque	Nil	1,635,158	1,703,272	1,732,242
Toutes autres valeurs actives	1,191,897	3,730,758	10,084,703	31,480,221
Total, actif	**259,314,757**	**527,230,832**	**626,578,727**	**842,861,566**

[1] Extrait du rapport annuel de la Banque. [2] L'ordonnance sur le fonds du change, 1940, a autorisé le transfert des réserves d'or de la Banque à la Commission de Contrôle du Change Etranger et a temporairement suspendu les réserves minimums requises d'or.

Section 3.—Régime monétaire

Sous-section 1.—Monnaie canadienne*

L'étalon canadien actuel est l'or au titre de 900 millièmes (23·22 grains d'or pur valent un dollar). En vertu de la loi du cours monétaire uniforme de 1871 la monnaie d'or a été autorisée, mais il n'y en a eu que des émissions très limitées. Le souverain et le demi-souverain anglais de même que l'aigle, le demi-aigle et le double-aigle des Etats-Unis ont cours forcé. La monnaie divisionnaire consiste en pièces d'argent† de 50, 25 et 10 cents, au titre de 800 millièmes (le titre était de 925 en 1920). Cette monnaie divisionnaire d'argent a cours forcé jusqu'à concurrence de dix dollars; les pièces de 5 cents (maintenant de nickel), jusqu'à cinq dollars; et la pièce de bronze de 1 cent, jusqu'à vingt-cinq cents. Il n'y a aucune stipulation concernant le rachat de la monnaie divisionnaire.

* Revisé sous la direction de H. E. Ewart, M.E.I.C., Maître, Monnaie Royale Canadienne, Ottawa.
† La loi du cours monétaire de 1910 pourvoyait à l'émission de pièces en argent de 1 dollars et de 5 cents. La première ne fut pas frappée avant 1935, alors qu'une émission a été faite comme pièce du Jubilé. La pièce en argent de 5 cents a été frappée librement jusqu'en 1921. Elle a encore cours forcé limité, mais elle a été remplacée dans la frappe des monnaies par la pièce de 5 cents en nickel.

2.—Circulation des pièces de monnaie canadiennes au 31 décembre 1926-41

NOTA.—Les chiffres portent sur les frappes nettes de pièces. Les chiffres des années 1901-25 paraissent à la p. 884 de l'Annuaire de 1927-28. Les chiffres per capita reposent sur la population estimative telle qu'indiquée à la p. 100.

Année	Argent	Nickel	Bronze	Total	Par tête
	$	$	$	$	$
1926	27,433,463	564,865	2,043,833	30,042,161	3·18
1927	27,104,534	813,784	2,080,196	29,998,514	3·11
1928	27,737,963	1,063,627	2,171,657	30,973,247	3·15
1929	28,638,195	1,330,498	2,290,789	32,259,482	3·22
1930	28,562,330	1,494,525	2,297,405	32,354,260	3·17
1931	28,706,348	1,775,139	2,346,054	32,827,541	3·16
1932	28,853,740	1,939,923	2,558,962	33,352,625	3·17
1933	28,530,340	2,064,054	2,678,302	33,272,696	3·12
1934	28,702,640	2,250,268	2,745,296	33,704,204	3·11
1935	28,407,168	2,449,278	2,818,341	33,674,787	3·08
1936	28,442,074	2,650,891	2,904,288	33,997,253	3·08
1937	29,387,857	2,899,361	3,003,286	35,290,504	3·17
1938	30,482,924	3,051,594	3,091,873	36,626,391	3·27
1939	32,236,145	3,355,906	3,276,771	38,868,822	3·44
1940	36,944,040	4,015,232	4,092,234	45,051,506	3·94
1941	40,339,221	4,467,463	4,648,567	49,455,251	4·33

La Monnaie Royale Canadienne.—La Monnaie d'Ottawa a été établie comme branche de la Monnaie Royale en vertu de la loi de monnayage (impériale), 1870, et inaugurée le 2 jan. 1908. Par le c. 48, 21-22 Geo. V., elle a été constituée comme branche du Ministère des Finances et par la proclamation du 14 nov. 1931, émise en vertu de la section 3 de la loi, elle opère depuis le 1er déc. 1931 comme Monnaie Royale Canadienne. Au début, les provinces de l'Amérique Britannique du Nord, et plus tard le Dominion du Canada, faisaient frapper leur monnaie à la Monnaie Royale de Londres ou à The Mint, Birmingham, Ltd., et dans ses débuts les opérations de la Monnaie du Canada se limitaient à la production de pièces d'or, d'argent et de bronze pour la circulation domestique, de souverains britanniques et de petites pièces frappées sous contrat pour Terre-Neuve et la Jamaïque. Avant 1914 un peu d'or en lingots fut affiné, mais durant la première guerre mondiale la Monnaie vint à l'aide du Gouvernement britannique en établissant une affinerie où près de vingt millions d'onces d'or du Sud-Africain furent traitées pour le compte de la Banque d'Angleterre; le grand développement ultérieur de l'industrie minière de l'or au Canada a fait de l'affinage de l'or l'une des principales activités de la Monnaie. Il n'y a pas eu frappe de pièce d'or depuis 1919; la plus grande partie de l'or fin sorti de l'or vierge expédié par les mines est livrée au Ministère des Finances (depuis le 11 mars 1935, la Banque du Canada agit comme agent du Gouvernement) sous forme de barres d'environ 400 onces fines chacune; le reste est vendu sous forme commode aux manufacturiers. L'argent fin extrait de l'or vierge, s'il n'est pas requis pour le monnayage, est vendu à New York ou livré aux firmes manufacturières locales.

Un exposé de l'organisation et des méthodes d'opération de la Monnaie Royale Canadienne est donné aux pp. 912-916 de l'Annuaire de 1940.

3.—Rentrées annuelles de matières d'or à la Monnaie Royale Canadienne, sorties de matière d'or et monnaie frappée, 1926-41

NOTA.—Sous une forme un peu différente, les chiffres de 1901-16 paraissent aux pp. 882-888 de l'Annuaire de 1927-28 et ceux de 1917-25, à la p. 928 de l'Annuaire de 1936.

Année	Or reçu	Sorties de matières d'or	Monnaie d'argent frappée	Monnaie de nickel frappée	Monnaie de bronze frappée
	onces fines	onces fines	$	$	$
1926	1,375,502	1,347,668	50,000	168,500	28,200
1927	1,448,180	1,451,907	574,000	249,000	37,500
1928	1,325,113	1,305,200	867,000	250,000	92,100
1929	438,351	468,384	1,081,000	267,000	123,300
1930	862,075	722,469	326,000	164,500	13,400
1931	1,721,237	1,735,112	475,400	281,000	51,400
1932	2,829,529	2,873,221	287,000	165,000	213,200
1933	2,568,838	2,589,649	155,000	125,000	120,800
1934	3,008,977	3,038,019	172,300	193,000	69,900
1935	3,158,780	3,177,041	601,020	194,000	75,100
1936	3,603,335	3,625,549	809,200	202,600	87,200
1937	3,933,453	3,937,910	1,322,200	251,100	105,400
1938	4,398,258	4,308,067	1,376,000	153,500	184,300
1939	4,869,239	4,834,214	2,794,032	321,000	214,600
1940	4,990,847	5,026,793	4,845,000	660,500	822,800
1941	5,092,609	5,134,348	3,534,000	454,000	575,300

Sous-section 2.—Billets du Dominion et de la Banque du Canada

Billets du Dominion.—L'historique qui commence ce chapitre explique que les billets du Dominion ont été créés en 1868. La législation par laquelle l'émission s'est accrue de concert avec l'agrandissement du pays fait l'objet d'une note au bas de la p. 968 de l'Annuaire de 1934-35. Les éditions antérieures de l'Annuaire jusqu'à celui de 1940 donnent un résumé des principaux traits de l'émission précédente de billets du Dominion.

Billets de la Banque du Canada.—La Banque du Canada, quand elle a commencé ses opérations, a pris à son compte les billets du Dominion en cours qui ont été remplacés dans la circulation publique et partiellement comme réserves en espèces par ses propres billets ayant cours forcé, dont les coupures étaient de $1, $2, $5, $10, $20, $50, $100 et $1,000. Les dépôts des banques à charte à la Banque du Canada ont parachevé le remplacement des billets du Dominion comme réserves en espèces.

La loi des banques de 1934 a exigé des banques à charte qu'elles réduisissent l'émission de leurs propres billets graduellement pendant les dix années suivantes jusqu'à un montant n'excédant pas 25 p.c. de leur capital versé au 11 mars 1935. Les billets de la Banque du Canada remplacent ainsi les billets des banques à charte, puisque l'émission de ces dernières est réduite.

Il y a peu de changement dans les coupures au-dessous de $5. Il y a eu augmentation considérable dans les coupures de $5 à $1,000, où les billets de la Banque du Canada ont partiellement remplacé les billets des banques à charte et ceux du Dominion. D'autre part, les billets spéciaux du Dominion en coupures de $1,000 à $50,000, qui ont servi presque exclusivement aux transactions interbancaires ou aux réserves des banques, ne sont plus en usage.

4.—Coupures des billets du Dominion ou de la Banque du Canada en circulation, 1926, 1929, 1932 et 1939-41

NOTA.—Moyennes annuelles des chiffres de la fin du mois. Les totaux en cours ne sont pas toujours les multiples des dénominations des billets à cause des ajustements qui sont faits d'après les échelles établies lorsque des billets mutilés sont apportés pour être détruits.

Coupures	1926	1929	1932	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$
Provinciaux	27,624	27,621	27,594	27,576	27,576	27,576
Fractionnaires	1,330,663	1,380,710	1,287,544	1,112,857	1,105,776	1,009,331
$1	17,732,100	20,032,308	18,957,935	24,675 157	27,304,106	30,792,746
$2	12,925,212	14,609,088	13,346,323	16,292.040	18,373,006	21,295,427
$4	33,397	32,138	31,004	29,204	29,076	28,974
Totaux	32,048,996	36,081,865	33,650 400	42,136,834	46,839 540	53,244,054
$5	626,179	730,101	5,137,627	27,651,343	42,516,130	62,046,710
$10	Nil	Nil	Nil	57,562,141	99,364,158	163,104,979
$20	"	"	"	24,325,035	40,399,748	65,470,362
$25	"	"	"	57,654	51,921	48,092
$50	650	650	650	6,991,237	11,736,987	16,527,954
$100	Nil	Nil	Nil	10,518,633	18,739,487	26,198,383
$500	1,875,917	1,811,875	2,530,833	967,292	779,667	684,625
$1,000	3,799,250	4,168,917	6,437,583	14,683,750	16,656,667	18,097,250
Totaux	6,301,996	6,711,543	14,106,693	142,757,085	230,244,765	353,178,355
Spéciaux—						
$1,000	671,333	407,667	3,500	1,000	1,000	1,000
$5,000	16,307,500	7,209,583	8,063,750	10,000	10,000	10,000
$50,000	134,675,000	153,970,834	110,053,167	Nil	Nil	Nil
Totaux, spéciaux	151,653,833	161,588,084	118,121,417	11,000	11,000	11,000
Grands totaux	**190,004,825**	**204,381,492**	**165,878,510**	**184,904,919**	**277,095,305**	**406,433,409**

Sous-section 3.—Billets des banques à charte

En référant à l'esquisse historique qui commence ce chapitre, le lecteur peut se rendre compte de l'évolution qui fit des billets de banque le principal moyen d'échange au Canada au cours de la période qui a précédé l'établissement de la Banque du Canada. Les principales phases de cette évolution, qui sont demeurées comme les caractéristiques du système, sont décrites aux pp. 823–24 de l'Annuaire de 1941.

Les dispositions concernant les billets de banque ont été complètement changées avec l'établissement de la Banque du Canada sous l'empire de la loi des banques (c. 24) de 1934. C'est alors qu'a pris fin le pouvoir d'expansion saisonnière et additionnelle des émissions garanties par les dépôts aux réserves centrales d'or. La loi pourvoyait à la réduction graduelle des billets de banque en circulation pendant quelques années, tel qu'il est expliqué à la p. 821. Comme résultat de ces changements, les données courantes sur la circulation des billets de banque ne peuvent être comparées avec celles des années antérieures. Toutefois, les statistiques de tous les billets entre les mains du public en général sont comparables. La circulation publique comprend les billets des banques à charte de même que ceux du Dominion et de la Banque du Canada, à l'exclusion de ceux que les banques détiennent comme réserves. C'est sur cette base que s'appuient les statistiques contenues dans le tableau 5.

5.—Circulation moyenne annuelle des billets entre les mains du public, 1926-41

NOTA.—Les chiffres des billets en circulation entre les mains du public pour 1900-35 paraissent à la p. 931 de l'Annuaire de 1936.

Année	Moyennes des chiffres de la fin du mois			Moyennes des chiffres quotidiens du total	
	Banques à charte[1]	Dominion ou Banque du Canada[2]	Total	Montant[3]	Par tête[4]
	$	$	$	$	$
1926	153,931,898	26,314,706	180,246,604	195,000,000	20·63
1927	156,254,231	27,793,500	184,047,731	198,000,000	20·55
1928	160,209,051	28,803,340	189,012,391	204,000,000	20·74
1929	161,483,696	30,003,870	191,487,566	205,000,000	20·44
1930	144,178,819	28,812,059	172,990,878	185,000,000	18·12
1931	128,881,241	28,572,011	157,453,252	167,000,000	16·09
1932	120,918,577	28,483,686	149,402,263	158,000,000	15·04
1933	120,624,661	29,066,051	149,690,712	157,000,000	14·70
1934	125,119,382	30,547,720	155,667,102	163,000,000	15·06
1935	118,512,334	47,288,651	165,800,985	169,000,000	15·45
1936	112,914,641	66,934,958	179,849,599	182,000,000	16·50
1937	104,211,037	94,876,384	199,087,421	200,000,000	17·99
1938	93,978,355	109,748,030	203,726,385	205,000,000	18·29
1939	88,820,636	129,261,655	218,082,291	216,000,000	19·09
1940	87,194,399	296,916,964	294,111,363	287,000,000	25·13
1941	78,761,049	320,137,329	398,898,378	386,000,000	33·80

[1] Circulation brute des billets des banques à charte moins les billets détenus par les autres banques. [2] Emission totale, moins les billets détenus par les banques à charte et les billets déposés dans les réserves centrales d'or jusqu'en mars 1935. [3] Chiffres au million près fournis par la Banque du Canada. [4] Chiffres basés sur la population estimative telle qu'indiquée à la page 109.

Section 4.—Réserves monétaires

Sous-section 1.—Réserves de la Banque du Canada

La p. 929 de l'Annuaire de 1936 met sous les yeux la composition des réserves d'or canadiennes détenues par le Gouvernement de 1905 à 1934. La Banque du Canada détient ces réserves d'or depuis mars 1935. Sous l'empire de la loi du fonds du change (c. 60, 1935), en vigueur en juillet 1935, elles doivent être évaluées au prix courant du marché de l'or. Le graphique de la p. 920 de l'Annuaire de 1937 fait voir l'effet de la revaluation à partir de la date mentionnée ci-dessus. Les nouvelles données paraissent maintenant sous l'item "réserves" du côté de l'"actif", au tableau 1, p. 819. Comme l'explique le renvoi 2 du tableau, d'après l'ordonnance sur le fonds du change du 30 avril 1940, les réserves d'or de la Banque du Canada ont été transférées à la Commission de Contrôle du Change Etranger, et la Banque n'est temporairement plus requise de maintenir une réserve d'or égale à pas moins de 25 p.c. de son passif global en billets et dépôts au Canada.

Sous-section 2.—Réserves en espèces des banques à charte au Canada

Avant l'établissement de la Banque du Canada.—Jusqu'en mars 1935, les réserves en espèces ayant cours forcé étaient constituées en partie par les billets du Dominion et en partie par la monnaie et les matières d'or et la monnaie divisionnaire, comprenant ces formes d'espèces détenues par les banques elles-mêmes et comme dépôts dans les réserves centrales d'or. Autant que ces réserves étaient en or de fait ou des billets du Dominion garantis par de l'or, elles étaient sujettes aux influences expansives ou contractives des importations ou exportations d'or monétaire provenant de la balance des paiements internationaux du Canada, tant que le Canada était monométalliste-or.

Depuis l'établissement de la Banque du Canada.—Lors de l'établissement de la Banque du Canada, les banques à charte transférèrent leurs réserves d'or au

Canada et leurs billets du Dominion à la nouvelle banque et reçurent en échange soit des notes de crédit de la Banque du Canada, soit ses propres billets. Il a été stipulé que dorénavent les banques à charte devraient transporter des réserves de cette sorte s'élevant à 5 p.c. au moins du passif des dépôts au Canada. Depuis ce temps, en conséquence, les réserves d'or garanties par la monnaie et le crédit des banques ont été commises à la garde de la banque centrale, sauf exception stipulée par l'ordonnance sur le fonds du change, 1940, comme il est expliqué à la question des réserves de la Banque du Canada à la sous-section 1.

6.—Moyennes annuelles des réserves en espèces des banques à charte au Canada, 1926-41

NOTA.—Les chiffres, au million près, sont fournis par la Banque du Canada. Les réserves en espèces avant le 11 mars 1935 renferment l'or et la monnaie et les billets du Dominion détenus par les banques au Canada et les dépôts dans les réserves centrales d'or non affecté; depuis cette date, elles comprennent les billets de la Banque du Canada et les dépôts qui y sont faits.

Année	Moyenne annuelle des chiffres quotidiens	Moyenne annuelle des chiffres de la fin du mois	Année	Moyenne annuelle des chiffres quotidiens	Moyenne annuelle des chiffres de la fin du mois
	$	$		$	$
1926	192,000,000	197,000,000	1934	201,000,000	203,000,000
1927	187,000,000	194,000,000	1935[1]	213,000,000	216,000,000
1928	193,000,000	205,000,000	1936	225,000,000	225,000,000
1929	191,000,000	212,000,000	1937	240,000,000	240,000,000
1930	176,000,000	197,000,000	1938	254,000,000	252,000,000
1931	169,000,000	182,000,000	1939	269,000,000	268,000,000
1932	172,000,000	186,000,000	1940	289,000,000	287,000,000
1933	189,000,000	195,000,000	1941	313,000,000	308,000,000

[1] Voir texte précédant immédiatement ce tableau.

Section 5.—Commerce bancaire

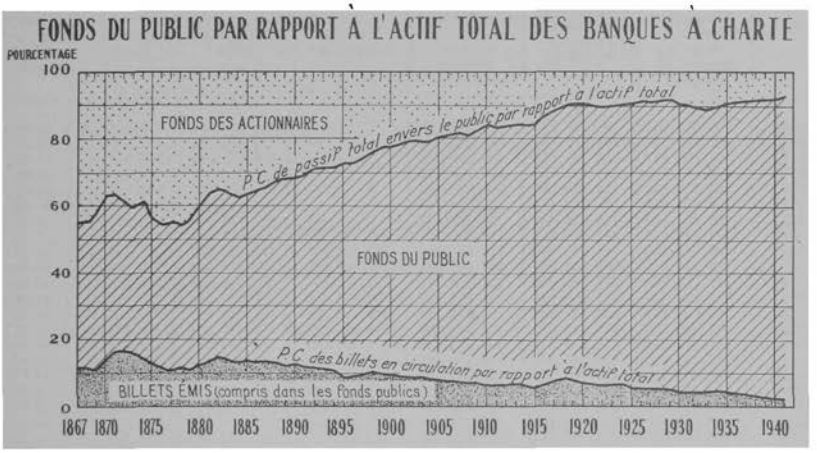
Sous-section 1.—Historique

Puisque l'une des principales fonctions des premières banques au Canada consiste à émettre des billets pour fournir une monnaie ou un moyen d'échange convenable, il importe de traiter le système monétaire et la banque dans une esquisse historique que le lecteur trouvera aux pp. 934-940 de l'Annuaire de 1938. L'Annuaire du Canada de 1941, pp. 826-827, traite des émissions de billets des banques à charte jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale et des fusions de banques depuis la Confédération. La liste des banques au temps de la Confédération paraît à la p. 921 de l'Annuaire de 1940. Un tableau aux pp. 928-929 de l'Annuaire de 1937 donne les faillites depuis la Confédération. Il n'y a pas d'autres changements depuis.

Sous-section 2.—Statistiques combinées des banques à charte

Afin de donner une idée nette de la nature des transactions bancaires au Canada, le passif des banques est envisagé dans le tableau **7** sous deux aspects différents: le passif envers les actionnaires et le passif envers le public, celui-ci étant seul considéré lorsqu'il s'agit de déterminer l'état financier d'une banque. L'actif est divisé en quatre catégories, l'actif non classifié étant ajouté au total. Le lecteur intéressé à la pratique bancaire remarquera l'augmentation relative du capital et du fonds de réserve de même que la forte augmentation proportionnelle du passif envers le public par rapport au passif total, et le pourcentage graduellement croissant du passif envers le public par rapport à l'actif total. Le graphique de la p. 825, donnant la répartition de l'actif total, est particulièrement intéressant à ce point de vue. La proportion déclinante des billets en circulation par rapport au passif total envers le

public est de même caractéristique de l'évolution bancaire de ces derniers temps. Le portefeuille de titres fédéraux, provinciaux et municipaux n'avait relativement que peu d'importance avant la première guerre mondiale.



7.—Progrès des banques à charte au Canada, 1916-41

NOTA.—Ces statistiques sont des moyennes annuelles calculées d'après les douze rapports mensuels Les tirets indiquent l'absence de renseignements sous les en-têtes correspondants pour les années indiquées. Les chiffres des années intermédiaires non indiqués de 1867 à 1880 se trouvent aux pages 954-955 de l'Annuaire de 1938 et ceux des années 1881 à 1915, aux pp. 829-830 de l'Annuaire de 1941.

Année	PASSIF						
	Envers les actionnaires		Envers le public				
	Capital	Fonds de réserve	Billets en circulation	Dépôts payables à demande au Canada	Dépôts payables sur avis préalable	Total des dépôts[1]	Total du passif envers le public[2]
	$	$	$	$	$	$	$
1916.....	113,175,353	112,989,541	126,691,913	428,717,781	780,842,383	1,418,035,429	1,596,905,337
1917.....	111,637,755	113,560,997	161,029,606	468,049,790	928,271,838	1,643,203,020	1,866,228,236
1918.....	110,618,504	114,041,500	198,045,254	587,342,904	966,341,499	1,912,395,780	2,184,359,820
1919.....	115,004,960	121,160,774	218,919,261	621,676,065	1,125,202,403	2,189,428,885	2,495,582,568
1920.....	123,617,120	128,756,690	228,800,379	653,862,869	1,239,308,076	2,438,079,792	2,784,068,698
1921.....	129,096,339	134,104,030	194,621,710	551,914,643	1,289,347,063	2,264,586,736	2,556,454,190
1922.....	125,456,485	129,627,270	166,466,109	502,781,234	1,191,637,004	2,120,997,030	2,364,822,657
1923.....	124,373,293	126,441,667	170,420,792	523,170,930	1,197,277,065	2,107,606,111	2,374,308,376
1924.....	122,409,504	123,841,666	166,136,765	511,218,736	1,198,246,414	2,130,621,760	2,438,771,001
1925.....	118,831,327	123,108,366	165,235,168	531,180,578	1,269,542,584	2,221,160,611	2,532,832,064
1926.....	116,638,254	125,441,700	168,885,995	553,322,935	1,340,559,021	2,277,192,043	2,604,601,786
1927.....	121,666,774	130,320,897	172,100,763	596,069,007	1,339,062,201	2,415,132,260	2,758,324,713
1928.....	122,839,879	134,087,485	176,716,979	677,467,295	1,496,608,451	2,610,594,865	3,044,742,165
1929.....	137,269,085	150,636,682	178,291,030	696,387,381	1,479,870,058	2,696,747,857	3,215,503,098
1930.....	144,560,874	160,639,246	159,341,085	622,895,347	1,427,569,716	2,516,611,587	2,909,530,263
1931.....	144,674,853	162,075,000	141,969,350	578,604,394	1,437,976,832	2,422,834,828	2,741,554,219
1932.....	144,500,000	162,000,000	132,165,942	486,270,764	1,376,325,128	2,256,639,530	2,546,149,789
1933.....	144,500,000	157,250,000	130,362,488	488,527,864	1,378,497,944	2,236,841,539	2,517,934,260
1934.....	144,916,667	132,604,166	135,537,793	513,973,506	1,372,817,869	2,274,607,936	2,548,720,434
1935.....	145,500,000	132,750,000	125,644,102	568,615,373	1,445,281,247	2,426,760,923	2,667,950,352
1936.....	145,500,000	133,000,000	119,507,306	618,340,561	1,518,216,945	2,614,895,597	2,885,622,232
1937.....	145,500,000	133,750,000	110,259,134	691,319,545	1,573,654,555	2,775,530,413	3,025,721,653
1938.....	145,500,000	133,750,000	99,870,493	690,485,877	1,630,481,857	2,823,686,934	3,056,684,905
1939.....	145,500,000	133,750,000	94,064,907	741,733,241	1,699,224,304	3,060,859,111	3,298,351,099
1940.....	145,500,000	133,750,000	91,134,378	875,059,476	1,646,891,010	3,179,523,062	3,411,104,825
1941.....	145,500,000	133,916,667	81,620,753	1,088,198,370	1,616,129,007	3,464,781,844	3,711,870,680

Renvois à la fin du tableau, p. 826.

7.—Progrès des banques à charte au Canada, 1916-41—fin

Année	ACTIF						Rapport du passif envers le public à l'actif
	Numéraire et billets du Dominion et de la Banque du Canada	Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux	Obligations municipales canadiennes; titres et valeurs étrangers	Total des obligations	Total des prêts	Total de l'actif[2]	
	$	$	$	$	$	$	p.c.
1916....	230,113,831[4]	29,717,007	117,902,686	–	1,135,866,531	1,839,286,709	89·82
1917....	265,389,567[4]	131,078,854	138,341,125	–	1,219,161,252	2,111,559,555	88·38
1918....	351,762,841[4]	162,821,026	252,936,568	–	1,339,660,669	2,432,331,418	89·81
1919....	370,775,723[4]	214,621,625	256,270,715	–	1,552,971,202	2,754,568,118	90·60
1920....	367,165,054[4]	120,356,255	210,826,991	–	1,935,449,637	3,064,133,843	90·86
1921....	335,081,032[4]	166,688,146	156,552,503	–	1,781,184,781	2,841,782,079	89·96
1922....	305,522,425[4]	198,826,031	90,131,491	–	1,643,643,443	2,638,776,483	89·62
1923....	291,999,879[4]	242,292,315	112,642,627	401,792,206[3]	1,606,932,483	2,643,773,986	92·16
1924....	266,961,330[4]	314,099,097	135,597,860	502,561,847	1,546,792,080	2,701,427,011	90·28
1925....	259,714,043[4]	358,344,887	147,563,292	565,505,647	1,562,017,009	2,789,619,061	90·80
1926....	252,754,268[4]	343,595,936	127,765,375	532,817,056	1,682,379,658	2,864,019,213	90·94
1927....	252,188,447[4]	324,580,796	133,314,843	520,971,402	1,839,905,275	3,029,680,616	91·04
1928....	264,804,251[4]	333,837,004	124,996,823	522,628,208	2,072,403,628	3,323,163,195	91·62
1929....	261,625,173[4]	341,744,572	104,309,024	499,015,138	2,279,247,504	3,528,468,027	91·13
1930....	232,016,614[4]	316,196,343	101,585,131	471,637,542	2,064,597,746	3,237,073,853	89·88
1931....	207,983,857[4]	454,386,965	154,829,056	674,357,232	1,764,088,477	3,066,018,472	89·42
1932....	206,925,103[4]	489,709,241	150,891,599	695,758,801	1,582,667,313	2,869,429,779	88·73
1933....	209,550,285[4]	626,881,709	163,834,318	841,151,958	1,409,067,110	2,831,393,641	88·93
1934....	214,419,380[4]	683,498,403	139,850,099	866,725,958	1,373,683,071	2,837,919,961	89·81
1935....	227,692,952[6,7]	860,942,292	137,764,626	1,044,351,653	1,276,430,825	2,956,577,704	90·24
1936....	240,596,447[6]	1,074,795,141	161,879,725	1,330,808,991	1,140,557,800	3,144,506,755	90·81
1937....	249,372,724[6]	1,118,893,938	181,972,016	1,426,371,394	1,200,574,223	3,317,087,132	91·22
1938....	262,354,597[6]	1,143,040,485	170,487,703	1,439,666,822	1,200,692,605	3,348,708,580	91·28
1939....	279,161,539[6]	1,234,066,994	179,924,335	1,540,330,246	1,243,616,409	3,591,564,586	91·84
1940....	296,877,855[6]	1,311,641,053	157,361,535	1,579,467,048	1,324,021,841	3,707,316,459	92·01
1941....	318,039,223[6]	1,483,299,697	149,467,128	1,726,543,416	1,403,181,296	4,008,381,256	92·60

[1] Comprend les dépôts des gouvernements fédéral et provinciaux et aussi les dépôts à l'étranger. [2] Comprend les autres passifs envers le public. [3] Comprend autres actifs. [4] Comprend les dépôts aux réserves centrales d'or. [5] Rapportées pour la première fois. [6] Billets de et dépôts dans la Banque du Canada et numéraire. [7] Moyenne de dix mois.

8.—Actif des banques à charte, 1929, 1932 et 1939-41

NOTA.—Les chiffres de ce tableau représentent les moyennes établies chaque année d'après les rapports mensuels. Comme les deux premiers item n'ont été calculés qu'au million près, avant 1937, les totaux de 1929 et 1932 ne représentent pas la somme exacte des item particuliers.

Nomenclature	1929	1932	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Réserve en espèces contre dépôts canadiens (d'après le tableau 6)	212,000,000	186,000,000	268,255,213	287,245,923	308,307,838
Emission garantie des billets de banque	25,000 000	2,000,000	[1]	[1]	[1]
Monnaie divisionnaire	[2]	[2]	5,372,204	5,513,183	6,631,247
Billets d'autres banques canadiennes	16,807,334	11,247,365	5,244,271	3,939,979	2,859,704
Chèques d'autres banques	149,545,199	82,948,867	115,190,028	121,502,954	140,781,514
Dépôts aux autres banques canadiennes	4,698,323	3,461,775	4,112,564	4,017,087	2,955,155
Or et monnaie à l'étranger	24,797,260	19,089,489	5,534,122	4,118,747	3,099,773
Devises étrangères	19,468,671	16,022,766	31,683,643	30,023,562	31,607,723
Dépôts aux banques du Royaume-Uni	4,826,444	9,383,994	25,050,301	35,792,886	39,912,495
Dépôts aux banques étrangères	86,178,585	97,999,358	190,186,300	147,398,043	150,180,183

[1] Système modifié à la suite de l'établissement de la Banque du Canada. [2] Comprise dans la réserve en espèces.

8.—Actif des banques à charte, 1929, 1932 et 1939-41—fin

Nomenclature	1929	1932	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Obligations—					
Obligations des gouvernement fédéral et provinciaux.	341,744,572	489,709,241	1,234,066,994	1,311,641,053	1,483,299,697
Autres fonds publics canadiens et étrangers	104,309,024	150,891,599	179,924,335	157,361,535	149,467,128
Autres obligations et titres	52,961,542	55,157,961	126,338,917	110,464,460	93,776,591
Prêts au jour le jour et à courte échéance—					
Au Canada	267,271,438	117,224,745	54,508,836	44,116,756	34,016,605
Ailleurs	301,091,053	84,227,574	47,693,574	44,366,837	44,380,973
Prêts courants—					
Canada—					
Prêts aux gouvernements provinciaux	19,002,655	34,386,119	18,762,323	15,292,421	12,500,523
Prêts aux cités, villes, municipalités et districts scolaires	93,325,211	130,567,792	114,548,420	106,471,792	82,982,243
Autres prêts courants et escomptes	1,342,666,883	1,032,081,481	854,511,568	968,547,904	1,090,765,472
Ailleurs qu'au Canada	248,367,887	171,861,621	144,759,685	137,620,051	133,135,445
Créances en souffrance	7,522,377	12,317,980	8,832,002	7,606,080	5,400,035
Autres valeurs actives—					
Immeubles, autres que les édifices des banques	5,618,820	7,141,708	7,870,483	7,521,763	6,829,460
Hypothèques sur immeubles vendus par les banques	7,221,774	6,244,908	4,150,701	3,874,720	3,516,182
Immeubles des banques	75,536,822	79,714,603	72,323,493	71,601,056	70,285,504
Caisse de rachat de circulation bancaire	6,246,861	6,721,355	5,288,771	4,964,540	4,674,712
Passif des déposants couvert par lettres de crédit en contre-partie	100,473,805	48,671,585	53,772,575	62,914,040	94,522,777
Toutes autres valeurs actives.	11,957,574	14,520,279	13,583,263	13,399,087	12,492,277
Totaux, actif	**3,528,468,027**	**2,869,429,779**	**3,591,564,586**	**3,707,316,459**	**4,008,381,256**

9.—Passif des banques à charte, 1929, 1932 et 1939-41

NOTA.—Les chiffres de ce tableau représentent des moyennes établies chaque année d'après les rapports mensuels.

Nomenclature	1929	1932	1939	1940	1941
PASSIF ENVERS LE PUBLIC	$	$	$	$	$
Billets en circulation	178,291,030	132,165,942	94,064,907	91,134,378	81,620,753
Passif des dépôts—					
Dépôts des gouvernements—					
Fédéral	77,815,312	55,598,660	92,261,070	163,406,469	254,316,922
Provinciaux	24,536,732	26,151,681	53,494,539	63,625,723	67,252,009
Avances garanties de la Banque du Canada	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Dépôts du public—					
Sur demande	696,387,381	486,270,764	741,733,241	875,059,476	1,088,198,370
A temps	1,479,870,058	1,376,325,128	1,699,224,304	1,646,891,010	1,616,129,007
Etrangers	418,138,374	312,293,297	474,145,957	430,540,384	438,885,536
Dépôts interbancaires—					
Au Canada	14,528,474	10,694,683	14,800,678	10,830,490	11,482,551
Au Royaume-Uni	25 693,879	5,131,001	24,620,341	29,419,905	21,471,047
Autres	100,254,711	49,732,341	43,716,370	30,291,565	29,745,553
Totaux, passif des dépôts[1]	2,837,224,921	2,322,197,555	3,143,996,500	3,250,065,022	3,527,480,995
Devises canadiennes (estimation)	*2,293,000,000*	*1,955,000,000*	*2,630,000,000*	*2,753,000,000*	*3,017,000,000*
Devises étrangères (estimation)	*544,000,000*	*367,000,000*	*514,600,000*	*497,000,000*	*510,000,000*
Totaux, passif des billets et des dépôts	3,015,515,931	2,454,363,497	3,238,061,407	3,341,199,400	3,609,101,748

[1] Les totaux ne correspondent pas avec ceux du tableau 7 en raison de l'inclusion ici des dépôts interbancaires

9.—Passif des banques à charte, 1929, 1932 et 1939-41—fin

Nomenclature	1929	1932	1939	1940	1941
PASSIF ENVERS LE PUBLIC—fin	$	$	$	$	$
Avances en vertu de la loi financière	82,916,667	37,352,667	Nil	Nil	Nil
Autres valeurs passives envers le public—					
Billets payables	10,842,329	1,579,945	266,334	148,740	8,070
Lettres de crédit en cours	100,473,804	48,671,585	53,772,575	62,914,040	94,522,777
Passif non compris sous les rubriques précédentes	5,754,347	4,182,095	6,250,783	6,842,645	8,238,085
TOTAUX, PASSIF ENVERS LE PUBLIC	3,215,503,098	2,546,149,789	3,298,351,099	3,411,104,825	3,711,870,680
PASSIF ENVERS LES ACTIONNAIRES					
Capital	137,269,085	144,500,000	145,500,000	145,500,000	145,500,000
Reliquat ou fonds de réserve	150,636,682	162,000,000	133,750,000	133,750,000	133,916,667
Grands totaux, passif	**3,503,408,865**	**2,852,649,789**	**3,577,601,099**	**3,690,354,825**	**3,991,287,347**

10.—Comparaisons proportionnelles entre certaines valeurs actives et certaines valeurs passives des banques à charte, 1926-41

NOTA.—Moyennes annuelles des chiffres de la fin du mois, excepté là où il est autrement spécifié.

Année	Espèces canadiennes par rapport aux dépôts canadiens		Obligations par rapport au passif des billets et des dépôts	Prêts par rapport au passif des billets et des dépôts
	Quotidienne[1]	A la fin du mois		
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
1926	9·8	10·1	21·3	67·2
1927	9·0	9·4	19·7	69·4
1928	8·5	9·1	18·2	72·0
1929	8·3	9·2	16·6	75·6
1930	8·2	9·2	17·1	74·6
1931	8·1	8·6	25·5	66·7
1932	8·8	9·5	28·4	64·5
1933	9·8	10·1	34·8	58·2
1934	10·2	10·3	35·3	56·0
1935	10·1	10·2	40·1	49·1
1936	10·2	10·0	47·7	40·9
1937	10·2	10·1	48·4	40·7
1938	10·5	10·3	48·1	40·1
1939	10·4	10·2	47·5	38·4
1940	10·6	10·4	47·3	39·6
1941	10·5	10·2	47·8	38·9

[1] Chiffres fournis par la Banque du Canada.

Classification des dépôts et des prêts.—Par suite d'une modification apportée en 1934 à la loi des banques, les dépôts et les prêts doivent être classifiés chaque année selon le chiffre du dépôt ou la fin à laquelle doit servir le prêt. Les chiffres ne couvrent que les dépôts et les prêts au Canada.

11.—Dépôts, selon l'importance, aux banques à charte canadiennes, 31 oct. 1939-41

NOTA.—Les chiffres des années précédentes se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Nomenclature	1939		1940		1941	
	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$
Dépôts remboursables à vue—						
$1,000 ou moins	614,045	89,018,025	616,663	96,502,324	618,725	105,237,928
$1,000 jusqu'à $5,000	53,088	109,226,479	57,754	120,491,274	64,727	136,338,172
$5,000 jusqu'à $25,000	13,020	132,366,292	14,428	145,723,452	16,220	164,201,039
$25,000 jusqu'à $100,000	3,019	142,043,879	3,234	152,420,231	3,771	177,994,706
Au-dessus de $100,000	947	341,237,352	1,084	427,755,840	1,334	550,205,753
Item d'ajustement[1]	–	7,825,055	–	−1,614,371	–	1,544,991
Totaux	**684,119**	**821,717,082**	**693,163**	**941,278,750**	**704,777**	**1,135,522,589**
Dépôts remboursables après avis—						
$1,000 ou moins	3,828,291	454,885,624	3,846,137	461,183,415	3,951,585	496,309,650
$1,000 jusqu'à $5,000	290,222	588,216,921	268,806	537,276,550	264,641	522,313,408
$5,000 jusqu'à $25,000	40,001	348,860,597	34,672	299,135,942	31,267	272,538,827
$25,000 jusqu'à $100,000	2,757	123,329,760	2,433	105,740,135	2,270	99,623,904
Au-dessus de $100,000	626	190,117,190	585	190,679,009	615	195,557,118
Item d'ajustement[1]	–	3,746,682	–	5,448,460	–	5,357,082
Totaux	**4,161,897**	**1,709,156,774**	**4,152,633**	**1,599,463,511**	**4,250,378**	**1,591,700,079**

[1] Représentant les chèques certifiés, les intérêts courus sur les comptes portant intérêt, les item en transit, etc.

12.—Prêts, selon la catégorie, faits par les banques à charte canadiennes et en souffrance, 31 oct. 1939-41

NOTA.—Les chiffres des années précédentes se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Nomenclature	1939	1940	1941
	$	$	$
Gouvernements provinciaux	18,454,687	14,582,247	8,935,772
Municipalités et districts scolaires	112,165,925	99,582,464	78,092,402
Agriculture—			
Prêts aux cultivateurs, aux éleveurs de bétail et aux fructiculteurs	56,980,203	53,164,246	47,864,721
Prêts aux marchands de grains, aux exportateurs de grains et aux marchands de graines	211,387,522	235,931,252	292,420,670
Totaux, agriculture	268,367,725	289,095,498	340,285,391
Finances—			
Prêts à vue et autres avances aux courtiers et aux vendeurs d'obligations	51,749,848	39,865,634	37,741,019
Prêts aux compagnies de fiducie, de prêt, de crédit foncier, de placements et d'assurances et à d'autres institutions financières	58,817,649	65,264,177	68,281,153
Prêts à des particuliers sur obligations et titres non autrement classifiés	109,409,126	102,154,182	108,113,329
Totaux, finances	219,976,623	207,283,993	214,135,501
Commerce de gros et de détail	133,977,633	139,079,850	155,563,812
Manufacturiers et marchands de bois d'œuvre, de bois à pulpe et d'articles en bois	56,947,765	45,689,853	44,409,667
Autres genres de produits manufacturés	135,656,465	197,978,242	245,033,193
Exploitation minière	6,419,591	5,686,135	7,131,169
Pêcheries, y compris prêts aux exploitants de conserveries et de saurisseries	7,017,102	7,296,896	10,707,580
Utilités publiques, y compris les compagnies de transport	36,322,931	22,482,165	19,881,473
Prêts aux entrepreneurs en construction et autres, pour des fins de construction	45,772,468	52,125,610	50,446,823
Prêts aux églises, paroisses, hôpitaux et institutions charitables et religieuses	19,034,041	17,544,150	16,523,008
Autres prêts	83,338,328	86,335,166	83,978,597
Grands totaux	**1,143,451,284**	**1,184,762,269**	**1,275,124,388**

Chèques encaissés.—Dans les sociétés industrielles bien organisées l'argent n'est que la "menue monnaie du commerce". La majeure partie des virements monétaires, surtout dans le cas des plus importants, se fait par l'entremise des banques. Il est estimé qu'environ 6 p.c. des transactions commerciales de l'Amérique du Nord sont financées en argent et le reste, soit 94 p.c., par chèques. Ainsi, le montant global des chèques encaissés par l'entremise des banques et débités aux comptes des clients donne un état à peu près complet du volume des affaires négociées et, partant, de l'activité commerciale du pays.

Débits bancaires.—Comme le nombre de banques a diminué graduellement ces dernières années à la suite de fusions (voir pp. 867–868, Annuaire de 1941), il n'en restait plus que 10 en décembre 1940* comparativement à 18 en 1923, les transactions interbancaires constituent une proportion décroissante du mouvement global des affaires et les compensations bancaires ne sont plus un baromètre satisfaisant des affaires en général. Depuis le mois de janvier 1924 l'Association des Banquiers Canadiens fournit mensuellement le montant global des chèques débités aux comptes dans toutes les banques situées dans les centres de compensation du Canada; les chiffres mensuels et annuels des chèques débités aux comptes (débits bancaires) sont publiés depuis cette époque par le Bureau Fédéral de la Statistique. De plus, afin d'avoir une estimation de la proportion par rapport au total des transactions bancaires en dehors des villes ayant des chambres de compensation, l'Association des Banquiers a fourni pour le mois de janvier 1935 le grand total de tous les chèques débités aux comptes de toutes les succursales des banques du Canada. Les résultats ont paru dans la Revue Mensuelle des Débits Bancaires publiée par le Bureau, livraison de février 1935. Ils font voir que la somme globale des transactions en dehors des villes ayant une chambre de compensation était en janvier 1935 de 12½ p.c. du grand total dans les villes ayant une chambre de compensation. Les chiffres correspondants dans les cinq régions économiques étaient comme suit: Provinces Maritimes, 49·0 à 51·0; Québec, 93·5 à 6·5; Ontario, 88·1 à 11·9; Provinces des Prairies, 92·2 à 7·8; Colombie Britannique, 85·7 à 14·3. Les Provinces Maritimes sont la seule région économique où les débits dans les villes ayant une chambre de compensation ne dépassent pas 85 p.c. du total des débits.

La somme des chèques encaissés dans tous les centres de compensation du Canada en 1941 accuse une tendance persistante à la hausse. Le total, $39,243,000,000, constitue un gain de 14 p.c. sur celui de 1940, $34,437,000,000, et de plus de 24 p.c. sur celui de 1939. L'augmentation des débits dépasse celle de plusieurs autres baromètres de la situation économique.

Le volume global des débits bancaires augmente dans les cinq régions économiques. C'est l'Ontario qui enregistre l'augmentation la plus marquée, soit de 18·4 p.c. La Colombie Britannique et les Provinces Maritimes avancent à peu près dans la même proportion que le Dominion; Québec augmente de 11 p.c. et les Provinces des Prairies, de 7·7 p.c.

* La banque Barclay, établie en 1929, est la dernière addition aux banques à charte commerciales au Canada; le nombre se maintient à 10 depuis 1931.

13.—Débits bancaires dans les centres de compensation au Canada, par localité, 1937-41

NOTA.—Les chiffres des années précédentes se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Localité	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Provinces Maritimes—					
Halifax	406,591,857	339,640,504	381,824,396	466,407,830	532,366,368
Moncton	112,550,923	108,145,304	108,891,549	131,876,159	154,748,067
Saint John	214,216,666	191,897,145	189,232,027	226,205,847	253,597,717
Totaux, Provinces Maritimes	733,359,446	639,682,953	679,947,972	824,489,836	940,712,152
Québec—					
Montréal	10,596,261,705	9,005,746,968	8,759,472,109	8,714,457,293	9,904,907,872
Québec	888,524,702	875,695,644	977,211,370	1,160,797,219	1,050,000,221
Sherbrooke	83,635,135	83,739,779	83,715,973	97,806,095	113,758,487
Totaux, Québec	11,568,421,542	9,965,182,391	9,820,399,452	9,973,060,607	11,068,666,580
Ontario—					
Brantford	120,088,991	109,468,693	107,113,483	133,916,143	163,477,014
Chatham	111,553,991	103,272,854	102,259,883	114,928,963	124,725,615
Fort William	68,085,229	68,129,478	67,033,183	81,267,814	110,017,118
Hamilton	691,483,173	625,033,425	644,434,304	837,849,771	1,105,198,410
Kingston	76,687,282	71,213,576	72,712,646	92,306,524	105,513,274
Kitchener	143,265,155	141,030,659	145,302,026	174,497,496	218,414,890
London	413,075,352	389,223,524	385,768,062	441,622,178	497,464,748
Ottawa	1,348,844,155	1,203,891,077	1,266,268,210	2,191,382,511	3,334,459,483
Peterborough	75,770,408	70,269,426	70,496,391	90,582,623	114,549,341
St. Catharines	–	–	–	–	140,738,966[1]
Sarnia	81,347,420	75,489,832	76,489,776	79,516,191	105,820,585
Sudbury	88,780,681	84,715,014	85,812,435	90,337,448	96,812,765
Toronto	12,226,885,028	10,428,035,428	10,173,866,946	10,510,504,381	11,354,826,471
Windsor	493,282,632	440,290,022	420,933,103	545,691,437	742,770,161
Totaux, Ontario	15,939,149,497	13,810,063,008	13,618,490,448	15,348,403,480	18,214,788,841
Provinces des Prairies—					
Brandon	31,358,553	32,845,981	33,810,275	41,906,493	54,554,907
Calgary	658,768,183	650,666,363	691,675,521	764,328,600	923,982,846
Edmonton	417,969,669	430,271,739	470,279,314	553,324,680	620,645,790
Lethbridge	51,787,553	57,226,409	56,702,076	56,707,586	67,723,576
Medicine Hat	26,611,236	28,155,429	27,707,009	32,705,936	42,537,323
Moose Jaw	73,307,647	68,605,328	83,327,283	89,420,019	103,732,088
Prince Albert	28,790,736	25,789,444	27,796,295	33,392,384	45,346,563
Regina	428,357,691	507,534,686	555,513,335	558,939,062	561,116,037
Saskatoon	121,374,564	114,863,759	121,853,807	140,267,276	160,689,954
Winnipeg	2,988,695,575	2,656,424,383	3,439,564,964	3,847,415,165	4,011,316,943
Totaux, Provinces des Prairies	4,827,021,407	4,572,383,521	5,478,229,879	6,118,407,201	6,591,645,027
Colombie Britannique—					
New Westminster	74,751,206	73,972,517	78,647,117	92,380,530	110,025,696
Vancouver	1,692,513,585	1,546,113,353	1,587,410,731	1,673,281,545	1,905,071,855
Victoria	330,844,455	316,964,989	354,226,232	371,451,280	412,047,033
Totaux, Colombie Britan.	2,098,109,246	1,937,050,859	2,020,284,080	2,137,113,355	2,427,144,584
Grands totaux	**35,166,061,138**	**30,924,263,732**	**31,617,351,831**	**34,437,474,479**	**39,242,957,184**

[1] Chiffres de 8 mois seulement; déclarés pour la première fois en mai 1941

Transactions des chambres de compensation.—Pour les besoins du système central de compensation, chaque banque maintient dans son compte à la Banque du Canada, à Ottawa, un solde (au delà du dépôt requis par la loi) considéré suffisant pour régler ses obligations de compensation. Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg et Vancouver sont les centres de compensation de leurs zones respectives. Les soldes débiteurs ou créditeurs des banques aux endroits spécifiés sont communiqués chaque jour par le gérant de la chambre de compensation, et confirmés par chaque banque

respective à l'agent local de la Banque du Canada (à la Banque du Canada elle-même s'il s'agit d'Ottawa) pour être transmis à la Banque du Canada, à Ottawa, par téléphone ou par télégraphe, cette dernière débitant ou créditant le jour même, selon le cas, le compte que la banque respective maintient à la Banque du Canada. De la sorte, presque toutes les transactions bancaires du pays sont ajustées quotidiennement à Ottawa dans les comptes que les banques maintiennent à la Banque du Canada.

Les chiffres du tableau **14** représentent non seulement les opérations des succursales urbaines des banques, mais aussi celles de leurs nombreuses succursales rurales dans chaque district.

14.—Opérations des chambres de compensation des banques à charte canadiennes, 1937-41

NOTA.—Les chiffres des années précédentes se trouvent au tableau correspondant des éditions antérieures de l'Annuaire.

Localité	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$
Brandon	16,950,884	17,582,200	16,972,436	18,197,284	21,445,724
Brantford	50,506,997	46,424,809	44,722,995	48,584,907	53,960,821
Calgary	306,818,675	300,161,170	279,663,913	289,115,103	343,002,387
Chatham	31,781,621	30,160,322	30,139,377	32,335,738	34,466,989
Edmonton	206,183,407	201,035,055	201,977,802	217,964,792	265,023,348
Fort William	40,556,659	37,527,993	34,157,614	41,175,118	54,863,437
Halifax	134,094,626	128,130,093	130,899,207	162,177,604	185,854,076
Hamilton	285,024,414	254,838,784	267,859,422	301,380,568	355,937,696
Kingston	29,466,619	29,132,380	29,484,373	32,927,159	37,937,181
Kitchener	56,542,066	56,352,022	53,778,980	58,598,321	63,556,444
Lethbridge	25,229,839	26,331,675	26,996,736	26,425,880	30,752,251
London	146,861,077	133,836,073	127,963,282	137,393,049	143,405,318
Medicine Hat	12,092,715	12,080,166	12,903,438	14,104,394	17,999,249
Moncton	41,278,230	38,511,645	38,648,686	44,330,340	51,439,195
Montréal	5,871,146,518	5,382,362,315	5,306,897,388	5,227,824,609	5,911,741,738
Moose Jaw	30,976,707	29,487,745	31,805,492	31,483,325	35,368,757
New Westminster	35,055,324	32,687,614	33,076,133	36,559,100	43,513,502
Ottawa	1,091,883,251	998,823,343	1,041,873,213	1,646,954,059	2,696,599,005
Peterborough	32,660,582	30,946,954	30,242,390	31,278,818	36,208,217
Prince Albert	18,048,670	15,742,684	16,795,057	18,793,731	22,309,998
Québec	264,680,505	250,085,177	245,139,004	260,549,649	270,706,089
Regina	186,954,514	207,704,393	236,430,344	236,194,332	250,528,159
St. Catharines	—	—	—	—	47,554,758[1]
Saint John	99,326,689	91,306,823	92,751,127	110,414,986	115,831,886
Sarnia	24,842,483	24,564,744	23,514,866	22,990,528	25,222,100
Saskatoon	70,019,704	64,577,460	69,199,123	74,327,851	79,835,249
Sherbrooke	35,528,449	36,194,610	36,637,764	42,683,523	48,053,013
Sudbury	50,746,395	51,778,260	51,126,380	53,155,916	56,953,973
Toronto	6,397,987,564	5,835,980,087	5,735,792,413	5,680,786,868	6,537,348,591
Vancouver	975,233,058	867,619,815	888,885,944	908,569,780	1,010,156,766
Victoria	89,962,678	85,997,667	89,366,862	93,191,417	98,090,281
Windsor	161,779,776	145,037,711	137,314,911	154,023,628	188,178,369
Winnipeg	2,030,163,981	1,800,572,038	2,379,667,846	2,451,458,922	2,596,339,454
Totaux	**18,850,384,667**	**17,263,573,887**	**17,742,784,518**	**18,505,951,299**	**21,730,204,021**

[1] Chiffres de huit mois seulement; déclarés pour la première fois en mai 1941.

Contrôle du change.—Le montant réel de numéraire en possession du public canadien ne constitue que 10 pour cent environ des disponibilités monétaires totales. Le reste représente les dépôts dans les banques à charte.

Le volume des agents de circulation, lequel se compose de billets de banque et de pièces de monnaie entre les mains du public, accuse une augmentation d'environ 33 p.c. en 1940, première année complète de la guerre. Le total de 1941, $442,000,000, est d'environ $109,000,000 de plus que celui de l'année précédente. La somme des dépôts dans les banques accuse une augmentation absolue plus considérable qu'en toute autre année depuis 1921; elle est de $3,026,000,000 en regard de $2,749,000,000 en 1940.

La très grande partie de cette augmentation est enregistrée dans les dépôts à vue qui passent de $875,000,000 en 1940 à $1,088,000,000. Cette augmentation est de beaucoup plus considérable que toute autre augmentation antérieure et les dépôts à vue ont presque doublé depuis 1921. Les dépôts à préavis se contractent quelque peu durant la première année de la guerre; ils conservent la même tendance en 1941, leur total tombant de $1,647,000,000 en 1940 à $1,616,000,000. Les dépôts détenus par le Gouvernement du Dominion sont en moyenne de $91,000,000 plus élevés qu'en 1940; ils sont de $254,000,000 en 1941 comparativement à $49,000,000 en 1938, dernière année complète de temps de paix.

La relation entre les encaissements en espèces ou par chèques et le volume de numéraire disponible est significative. Celui-ci, tel qu'indiqué plus haut, se compose de la somme des dépôts dans les banques à charte et du montant total de pièces de monnaie entre les mains du public. Les chiffres des "encaissements en espèces ou par chèques" donnent le volume global de toutes les transactions financières au Canada soit en espèces, soit par chèques, au cours d'une certaine année.

En divisant le volume global des transactions en espèces et par chèques au cours d'une certaine année par le volume de numéraire disponible au cours de la même année, il est facile de déterminer combien de fois ce volume a changé de mains ou "viré". Ce nombre est appelé la "vélocité de l'argent" durant la période en question.

En 1941, les encaissements en espèces ou par chèques augmentent sensiblement en regard de 1940. Ils sont de $51,064,700,000 contre $44,210,800,000 l'année précédente. Ce total des encaissements en espèces ou par chèques est le plus élevé des vingt dernières années, sauf les années de grande prospérité de 1928–29. Le volume global de numéraire disponible passe de $3,082,000,000 à $3,368,000,000 en 1941—ce qui constitue un record. Le pourcentage de gain sur 1940, toutefois, est plus fort dans le cas des encaissements en espèces ou par chèques que dans celui du volume de numéraire disponible.

La vélocité de l'argent en 1941 est donc plus grande que l'année précédente, passant de 14·34 à 15·16, mais le virement reste inférieur à celui de la plupart des années depuis 1921.

Le volume des denrées et des services multiplié par leur prix d'achat devrait être compatible à la tendance des encaissements en espèces ou par chèques. L'indice du revenu national, indiqué à la p. 809, est considéré comme la meilleure mesure du premier.

Sous-section 3.—Statistiques particulières des banques à charte

Actif et passif.—Les statistiques de la colonne 2 du tableau **15** représentent, pour les années 1935 (date de l'établissement de la Banque du Canada) et de 1939 à 1941, le total des billets de la Banque du Canada détenus par les banques à charte ainsi que des dépôts de celles-ci à la Banque du Canada. Pour 1929 (avant l'établissement de la Banque du Canada), ils représentent les totaux de l'or et du numéraire détenus par les banques au Canada et cette partie des dépôts des banques aux réserves centrales d'or non nécessaires à la couverture de leurs émissions de billets.

15.—Actif principal et total de chaque banque à charte, 1929, 1935 et 1939-41

NOTA.—Les statistiques de ce tableau sont les moyennes calculées d'après les douze rapports mensuels de chaque année.

Banque	Année	Réserve en espèces contre les dépôts canadiens[1]	Total des obligations	Total des prêts	Total de l'actif
		$	$	$	$
Banque de Montréal	1929	86,400,000	130,941,236	581,302,970	913,759,043
	1935	65,400,000	349,672,401	266,878,000	766,144,449
	1939	78,300,000	468,069,688	260,693,738	925,992,713
	1940	82,105,000	474,602,100	291,336,380	965,842,660
	1941	91,227,000	512,633,996	317,004,071	1,044,830,338
Banque de la Nouvelle-Ecosse	1929	18,400,000	44,107,378	172,881,551	275,257,022
	1935	23,400,000	103,828,021	110,217,442	277,368,870
	1939	22,700,000	128,464,101	117,409,315	322,729,150
	1940	23,386,000	132,449,893	119,550,289	330,375,354
	1941	25,007,000	138,182,365	125,435,299	356,254,715
Banque de Toronto	1929	8,700,000	17,633,621	89,012,432	134,485,442
	1935	11,000,000	43,941,167	51,748,891	121,582,723
	1939	14,600,000	72,630,780	49,577,778	157,932,947
	1940	19,032,000	84,309,161	53,296,684	172,928,217
	1941	19,976,000	79,664,947	64,129,147	180,458,672
Banque Provinciale du Canada	1929	1,200,000	10,203,136	33,956,608	54,648,363
	1935	2,400,000	20,044,145	18,463,790	48,383,082
	1939	4,900,000	30,766,756	19,986,634	61,891,607
	1940	7,571,000	24,208,543	19,545,892	57,533,566
	1941	5,971,000	28,506,160	18,835,634	60,189,668
Banque Canadienne du Commerce	1929	40,000,000	86,446,466	498,345,544	737,542,966
	1935	46,500,000	206,399,787	253,387,099	585,971,609
	1939	50,200,000	287,270,300	251,199,518	680,265,958
	1940	51,901,000	284,121,670	273,606,233	703,694,975
	1941	54,235,000	313,516,468	291,068,660	758,507,529
Banque Royale du Canada	1929	38,300,000	126,757,074	614,062,764	949,919,252
	1935	42,000,000	192,962,019	379,979,253	750,717,195
	1939	58,600,000	356,990,782	339,970,347	935,002,482
	1940	63,308,000	382,989,792	350,346,607	955,834,189
	1941	68,599,000	427,322,930	361,059,239	1,042,397,616
Banque du Dominion	1929	7,700,000	20,378,753	99,205,684	150,976,550
	1935	8,300,000	36,766,116	62,975,908	126,554,150
	1939	13,700,000	56,882,370	58,999,340	148,898,691
	1940	12,903,000	48,271,820	71,468,658	153,426,156
	1941	13,610,000	51,360,669	79,571,334	166,694,489
Banque Canadienne Nationale	1929	4,400,000	39,444,192	90,376,497	155,406,098
	1935	8,300,000	49,179,738	54,918,167	128,034,699
	1939	11,300,000	56,858,195	69,747,306	155,671,248
	1940	13,322,000	60,857,393	65,599,247	157,490,674
	1941	14,463,000	75,017,279	59,705,561	167,131,763
Banque Impériale du Canada	1929	7,300,000	21,818,113	96,859,437	148,644,987
	1935	7,700,000	36,690,525	75,599,203	137,764,752
	1939	12,200,000	69,870,089	73,819,560	175,969,083
	1940	12,034,000	76,167,351	76,235,567	185,644,339
	1941	13,429,000	88,029,511	81,668,421	206,010,692
Weyburn Security Bank[2]	1929	200,000	1,165,832	3,178,206	6,349,160
Barclays Bank (Canada)	1929[3]	100,000	358,012	197,405	4,437,434
	1935	600,000	4,867,734	2,263,072	14,056,175
	1939	1,700,000	12,527,185	2,212,873	27,210,707
	1940	1,684,000	11,489,325	3,036,284	24,546,329
	1941	1,791,000	12,309,091	4,703,930	25,885,775
Totaux	**1929**	**212,000,000**	**499,015,138**	**2,279,247,504**	**3,528,468,027**
	1935	**215,600,000**	**1,044,351,653**	**1,276,430,825**	**2,956,577,704**
	1939	**268,200,000**	**1,540,330,246**	**1,243,616,409**	**3,591,564,586**
	1940	**287,246,000**	**1,579,467,048**	**1,324,021,841**	**3,707,316,459**
	1941	**308,308,000**	**1,726,543,416**	**1,403,181,296**	**4,008,381,257**

[1] Moins certains petits montants d'or contenus dans ces réserves. Voir aussi le texte qui précède immédiatement ce tableau. [2] Absorbée par la Banque Impériale du Canada le 1er mai 1931. [3] Moyennes de quatre mois. La banque a commencé ses opérations en septembre 1929. Les grands totaux pour 1929 sont toutefois les moyennes de douze mois pour toutes les banques.

16.—Passif principal et total de chaque banque à charte, 1929, 1935 et 1939-41

NOTA.—Les statistiques contenues dans ce tableau sont les moyennes compilées d'après les rapports mensuels de douze mois, chaque année.

Banque	Année	Billets en circulation	Passif des dépôts			Passif envers les actionnaires	Total du passif
			Gouvernement	Public	Interbancaires		
		$	$	$	$	$	$
Banque de Montréal	1929	44,588,405	53,303,709	680,631,822	30,303,442	70,446,677	908,926,178
	1935	29,849,273	23,491,810	617,001,769	9,486,070	74,000,000	764,351,694
	1939	21,346,573	44,796,211	750,843,149	20,597,881	75,000,000	924,521,059
	1940	20,389,707	68,241,510	761,941,966	23,303,662	75,000,000	963,090,442
	1941	18,938,681	95,705,919	810,063,931	21,740,093	75,000,000	1,042,636,864
Banque de la Nouv.-Ecosse	1929	15,956,549	3,061,797	202,312,043	6,968,960	30,000,000	272,704,813
	1935	10,771,142	2,957,607	215,204,121	4,105,639	36,000,000	276,534,562
	1939	8,473,645	9,280,712	255,696,020	5,825,746	36,000,000	321,557,115
	1940	8,637,008	15,550,777	255,082,462	5,873,485	36,000,000	328,798,600
	1941	7,219,026	21,538,474	267,558,656	5,601,764	36,000,000	354,705,789
Banque de Toronto	1929	8,334,322	1,058,293	100,825,532	4,301,318	14,127,164	132,734,214
	1935	5,260,483	1,914,259	94,232,159	2,500,251	15,000,000	120,647,696
	1939	3,715,337	6,033,716	124,955,879	4,277,255	15,000,000	155,644,457
	1940	3,503,757	11,491,628	136,409,387	1,904,866	15,000,000	170,182,840
	1941	2,938,669	14,387,903	140,885,437	1,377,413	15,166,666	177,248,593
Banque Provinciale du Canada	1929	4,464,714	425,790	42,296,216	121,181	5,500,000	54,146,698
	1935	3,602,388	245,491	38,919,770	45,940	5,000,000	48,052,045
	1939	2,757,853	3,192,000	47,741,664	2,824,619	5,000,000	61,570,884
	1940	2,690,065	2,995,882	46,461,146	29,384	5,000,000	57,229,901
	1941	2,266,648	3,317,777	49,139,621	22,570	5,000,000	59,856,650
Banque Canadienne du Commerce	1929	33,352,567	11,530,442	529,141,722	53,207,388	55,343,749	731,593,634
	1935	25,348,088	14,619,635	466,714,142	10,233,069	50,000,000	584,120,623
	1939	16,437,765	26,470,370	553,561,604	16,210,772	50,000,000	677,765,630
	1940	16,778,199	43,195,784	558,310,816	12,085,956[1]	50,000,000	700,062,652
	1941	15,862,163	66,295,977	587,937,364	10,979,596	50,000,000	754,732,015
Banque Royale du Canada	1929	41,105,812	23,341,461	700,120,040	33,889,308	68,142,960	944,796,101
	1935	30,894,509	14,668,783	614,911,650	10,559,813	55,000,000	748,444,778
	1939	25,845,811	31,466,558	782,428,491	18,055,054	55,000,000	931,464,933
	1940	24,686,996	45,768,512	794,352,366	13,921,078	55,000,000	952,692,873
	1941	22,129,099	62,459,241	857,834,598	11,235,973	55,000,000	1,039,197,648
Banque du Dominion	1929	7,994,871	1,890,531	107,612,958	6,009,296	15,638,582	150,041,996
	1935	6,264,324	1,343,678	97,065,461	3,234,575	14,000,000	125,952,174
	1939	5,122,320	4,674,175	117,171,195	3,411,827	14,000,000	148,019,960
	1940	4,563,144	8,918,454	118,346,660	2,491,150	14,000,000	152,468,805
	1941	3,844,848	13,480,457	128,723,031	2,274,048	14,000,000	165,708,770
Banque Canadienne Nationale	1929	11,796,049	3,117,266	115,948,289	1,079,893	12,598,742	153,806,492
	1935	6,660,373	1,653,758	104,903,295	1,051,327	12,000,000	127,372,211
	1939	4,852,045	3,947,263	131,068,530	1,962,173	12,000,000	154,834,376
	1940	4,696,633	6,533,416	130,347,640	2,324,589	12,000,000	156,764,363
	1941	3,760,673	10,760,121	137,096,175	2,297,924	12,000,000	166,482,147
Banque Impériale du Canada	1929	10,150,422	4,484,691	110,927,178	3,602,427	15,000,000	146,916,789
	1935	6,704,185	3,757,551	106,821,368	2,803,772	15,000,000	136,675,412
	1939	5,141,100	15,243,191	134,540,528	3,724,812	15,000,000	175,024,696
	1940	4,784,261	21,967,249	137,663,557	3,130,221	15,000,000	184,533,567
	1941	4,133,165	29,539,121	149,933,269	3,238,654	15,000,000	204,855,413
Weyburn Security Bank[2]	1929	511,116	138,064	4,415,648	45,729	774,560	6,258,719
Barclays Bank (Canada)	1929[3]	108,607	Nil	493,097	2,844,367	1,000,000	4,449,695
	1935	289,337	138,598	6,196,018	5,078,168	2,250,000	14,049,157
	1939	372,458	651,413	17,096,442	6,247,250	2,250,000	27,197,989
	1940	404,608	2,368,980	13,574,870	5,477,569	2,250,000	24,530,782
	1941	527,783	4,083,941	14,040,821	3,931,114	2,250,000	25,863,458
Totaux	**1929**	**178,291,030**	**102,352,044**	**2,594,395,813**	**140,477,064**	**287,905,767**	**3,503,408,865**
	1935	**125,644,102**	**64,791,170**	**2,361,969,753**	**49,098,624**	**278,250,000**	**2,946,200,352**
	1939	**94,064,907**	**145,755,609**	**2,915,103,502**	**83,137,389**	**279,250,000**	**3,577,601,099**
	1940	**91,134,378**	**227,032,192**	**2,952,490,870**	**70,541,960**	**279,250,000**	**3,690,354,825**
	1941	**81,620,755**	**321,568,931**	**3,143,212,913**	**62,699,151**	**279,416,666**	**3,991,287,347**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [2] Absorbée par la Banque Impériale du Canada le 1er mai 1931. [3] Moyennes de quatre mois. La banque a commencé ses opérations en septembre 1929. Les grands totaux de 1929 sont cependant les moyennes de douze mois pour toutes les banques.

Profits des banques canadiennes.—Les banques à charte du Canada sont pour la plupart des institutions couvrant tout le pays. En conséquence, leurs profits reflètent avec une exactitude considérable les fluctuations générales du commerce.

17.—Profits nets des banques canadiennes et taux de dividende payés, années financières terminées en 1936-41

NOTA.—Ces chiffres ne sont pas strictement comparables à cause des variations d'année en année dans les méthodes de chaque banque et entre les banques. A l'exception de la Banque Provinciale du Canada, les profits paraissent après avoir déduit les impôts des gouvernements fédéral et provinciaux.

Banque	1936		1937		1938	
	Profits nets	Taux de dividende	Profits nets	Taux de dividende	Profits nets	Taux de dividende
	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.
Banque de Montréal	3,181,501	8	3,408,328	8	3,398,390	8
Banque de la Nouv.-Ecosse	1,926,686	12	1,982,140	12	1,980,769	12
Banque de Toronto	1,141,810	10	1,156,372	10	1,163,716	10
Banque Provinciale du Canada	402,678	6	444,410	6	450,427	6
Banque Can. du Commerce	2,909,124	8	2,934,117	8	2,648,975	8
Banque Royale du Canada	3,504,241	8	3,711,379	8	3,696,233	8
Banque du Dominion	951,277	10	976,838	10	960,121	10
Banque Canadienne Nationale	727,935	8	774,228	8	780,240	8
Banque Impériale du Canada	962,813	10	967,977	10	961,342	10
Barclays Bank (Canada)	[1]	–	[1]	–	[1]	–
Totaux, profits nets	**15,708,065**	–	**16,355,789**	–	**16,040,213**	–

Banque	1939		1940		1941	
	Profits nets	Taux de dividende	Profits nets	Taux de dividende	Profits nets	Taux de dividende
	$	p.c.	$	p.c.	$	p.c.
Banque de Montréal	3,462,446	8	3,435,941	8	3,437,026	8
Banque de la Nouv.-Ecosse	2,033,333	12	1,941,330	12	1,935,602	12
Banque de Toronto	1,324,229	10	1,294,549	10	1,371,556	10
Banque Provinciale du Canada	457,173	6	436,684	6	440,643	6
Banque Can. du Commerce	2,938,105	8	3,006,035	8	3,013,152	8
Banque Royale du Canada	3,724,842	8	3,526,894	8	3,535,928	8
Banque du Dominion	802,296	10	958,788	10	939,322	10
Banque Canadienne Nationale	783,184	8	812,588	8	811,351	8
Banque Impériale du Canada	966,258	10	961,017	10	872,190	10
Barclays Bank (Canada)	[1]	–	[1]	–	[1]	–
Totaux, profits nets	**16,491,866**	–	**16,373,826**	–	**16,356,770**	–

[1] Non déclarés.

Succursales des banques à charte.—Entre les années 1881 et 1901, le nombre de banques à charte opérant au Canada sous la loi des banques ne varia guère; en effet, il y en a 36 en 1881, le même nombre en 1891 et 34 en 1901. Mais au cours du présent siècle les banques, suivant l'exemple des industries, se sont fusionnées, leur nombre se trouvant de ce fait réduit à 25 en 1913 et à 10 en 1931. Les opérations bancaires, loin de souffrir de cette réduction, semblent y avoir trouvé un nouvel essor ainsi qu'on peut en juger par le tableau 7, qui montre la progression des banques depuis 1916, et par le tableau **18**, qui donne le nombre de leurs succursales au Canada à différentes époques. On y voit que celles-ci sont passées de 123 lors de la Confédération à 4,083 au 31 décembre 1930, y compris les sous-agences. Depuis lors, certaines succursales improductives ont fermé leurs portes: au 31 décembre 1941, le total avait baissé à 3,300, sans compter 139 succursales et sous-agences établies à l'étranger.

18.—Succursales des banques à charte au Canada, par province, le 31 décembre 1868, 1902, 1905, 1920, 1926, 1930 et 1938-41

Province	1868	1902	1905	1920[1]	1926[1]	1930[1]	1938[1]	1939[1]	1940[1]	1941[1]
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Pr.-Ed.	Nil	9	10	41	28	28	27	26	25	25
Nouv.-Ecosse	5	89	101	169	134	138	134	134	134	131
N.-Brunswick	4	35	49	121	101	102	98	97	97	96
Québec	12	137	196	1,150	1,072	1,183	1,078	1,079	1,083	1,085
Ontario	100	349	549	1,586	1,326	1,409	1,210	1,208	1,208	1,207
Manitoba	Nil	52	95	349	224	239	164	164	162	159
Saskatchewan	"	30	87	591	427	447	246	241	233	229
Alberta	"			424	269	304	180	174	172	170
Colombie Brit.	2	46	55	242	186	229	190	191	192	193
Yukon et T. du N.-O.	Nil	Nil	3	3	3	4	5	5	5	5
Totaux	**123**	**747**	**1,145**	**4,676**	**3,770**	**4,083**	**3,322**	**3,319**	**3,311**	**3,300**

[1] Y compris sous-agences recevant des dépôts pour le compte des banques.

19.—Nombre de succursales de chaque banque à charte canadienne dans chaque province et dans les autres pays au 31 décembre 1941

NOTA.—Ce tableau ne comprend pas les sous-agences, au nombre de 609 en 1941, dont 2 en dehors du Canada.

Banque	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Banque de Montréal	1	13	13	110	185	27
Banque de la Nouvelle-Ecosse	8	35	34	22	119	6
Banque de Toronto	Nil	Nil	Nil	15	109	11
Banque Provinciale du Canada	3	"	12	108	14	Nil
Banque Canadienne du Commerce	6	17	6	60	229	34
Banque Royale du Canada	6	63	22	78	215	56
Banque du Dominion	Nil	Nil	1	8	100	11
Banque Canadienne Nationale	"	"	Nil	203	12	4
Banque Impériale du Canada	"	"	"	4	124	8
Barclays Bank (Canada)	"	"	"	1	1	Nil
Totaux	**24**	**128**	**88**	**609**	**1,107**	**157**

Banque	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon et T.N.-O.	Autres pays	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Banque de Montréal	34	41	46	2	11	483
Banque de la Nouvelle-Ecosse	15	9	6	Nil	37	291
Banque de Toronto	23	7	10	"	Nil	175
Banque Provinciale du Canada	Nil	Nil	Nil	"	"	137
Banque Canadienne du Commerce	49	38	62	3	13	516
Banque Royale du Canada	74	44	47	Nil	73	677
Banque du Dominion	4	3	4	"	2	133
Banque Canadienne Nationale	2	Nil	Nil	"	Nil	221
Banque Impériale du Canada	26	21	12	"	"	195
Barclays Bank (Canada)	Nil	Nil	Nil	"	"	2
Totaux	**227**	**163**	**187**	**5**	**135**	**2,830**

Le nombre de succursales des banques canadiennes, en opération hors du Canada, augmente rapidement durant la première guerre mondiale et immédiatement après; le total est de 206 en 1921. Depuis lors le nombre a diminué graduellement à 134 succursales et sous-agences en 1940. Il remonte cependant à 139 en 1941.

20.—Succursales dans d'autres pays des banques à charte canadiennes le 31 décembre 1940 et 1941

Banque et pays	1940	1941	Banque et pays	1940	1941
	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.
Banque de Montréal—			Banque Royale du Canada—		
Terre-Neuve	5[1]	6[2]	Terre-Neuve	5	7[1]
Angleterre	2	2	Angleterre	2	2
Etats-Unis	3	3	Antilles	11	11
			Etats-Unis	1	1
Banque de la Nouv.-Ecosse—			Cuba	22	22
Terre-Neuve	12	12	Porto-Rico, etc.	8	9
Angleterre	1	1	France (auxiliaire)	Nil	Nil
Antilles	11[1]	11[1]	Espagne	"	"
Etats-Unis	2	2	Amérique centrale et méridionale	21	21
Cuba	8	8			
Porto-Rico, etc.	3	3	Banque du Dominion—		
			Angleterre	1	1
Banque Can. du Commerce—			Etats-Unis	1	1
Terre-Neuve	2	2			
Angleterre	1	1	Banque Canadienne Nationale—		
Antilles	3	3	France	1	Nil
Etats-Unis	5	5			
Cuba	1	1	**Totaux**	132[3]	135[3]

[1] A l'exclusion d'une sous-agence. [2] A l'exclusion de deux sous-agences. [3] A l'exclusion de quatre sous-agences.

Section 6.—Caisses d'épargne de l'Etat et autres

Dans un pays comparativement jeune, où le capital est plutôt rare, il est naturel que les banques qui financent les institutions commerciales absorbent en même temps le gros des épargnes populaires afin de les diriger à l'avantage du commerce du pays. Ainsi, au Canada, la forte somme des épargnes courantes de la population se trouvait autrefois dans les caisses d'épargne et dans les dépôts à préavis des banques à charte canadiennes, dont les moyennes sont données au tableau 7 de ce chapitre. La moyenne de 1941 est de $1,088,198,370. Il n'en est pas tout à fait de même de nos jours, parce que le Gouvernement absorbe une proportion élevée des épargnes courantes pour financer son effort de guerre. De plus, une forte proportion des épargnes de la population canadienne est absorbée par l'assurance-vie dont les primes payées au cours de la seule année 1940 s'élèvent au total de $207,214,049. Néanmoins, les épargnes courantes telles qu'indiquées par les dépôts dans les banques sont considérables, bien que celles qui sont dans les caisses d'épargne spéciales soient comparativement peu volumineuses. Elles n'en sont pas moins significatives cependant.

Il y a actuellement au Canada trois types distincts de caisses d'épargne, outre les divisions d'épargne des banques à charte et des compagnies de prêts et de fiducie. D'abord, il y a la Caisse d'Epargne des Postes dont les dépôts sont une charge directe du Gouvernement fédéral. En deuxième lieu, il y a les caisses d'épargne des gouvernements provinciaux de l'Ontario et de l'Alberta, où les déposants deviennent des créanciers directs de la province. En troisième lieu, il y a en Québec deux importantes banques d'épargne: la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal et la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, établies en vertu de statuts fédéraux et faisant des rapports mensuels au Ministère des Finances.

Caisses d'épargne du Gouvernement fédéral.—Avant 1929, il y avait deux catégories distinctes de caisse d'épargne du Gouvernement fédéral au Canada, celle du Ministère des Postes et celle du Ministère des Finances. La première fut établie

en vertu de la loi des Postes de 1867 (31 Vict., c. 10) dans le but "d'encourager la petite épargne, de mettre à cette fin le Bureau de Poste à la disposition de l'épargnant et de donner à chaque déposant la garantie de l'Etat pour le remboursement de son dépôt, en capital et intérêt". Des succursales de la Caisse d'épargne du Gouvernement proprement dite, sous l'autorité du Ministère des Finances, furent ouvertes dans toutes les principales villes canadiennes sous la direction d'un receveur-général adjoint et, en d'autres endroits dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, sous la direction de gérants nommés par le Gouverneur en Conseil. De $1,483,219 le 30 juin 1868, les dépôts augmentent jusqu'en 1887. Ils s'établissent le 30 juin de cette dernière année à $21,334,525. A compter d'il y a environ 50 ans, les banques individuelles sont absorbées une à une par la caisse d'épargne postale et, le 31 mars 1928, leurs dépôts en sont réduits à $7,640,566. Finalement en mars 1929, les autres banques sont absorbées à leur tour par la caisse d'épargne postale.

21.—Dépôts dans les caisses d'épargne du Ministère des Postes et du Gouvernement du Dominion, années fiscales 1918-41

NOTA.—Ces chiffres ne comprennent pas ceux des caisses d'épargne des gouvernements provinciaux. Ceux de 1868-1917 se trouvent à la p. 847 de l'Annuaire de 1926. Les caisses d'épargne du Gouvernement du Dominion ont été fusionnées avec celle du Bureau de Poste en 1929.

Année	Caisse postale	Caisse d'épargne du Ministère des Finances	Année	Caisse postale
	$	$		$
1918	41,283,479	12,177,283	1930	26,086,036
1919	41,654,960	11,402,098	1931	24,750,227
1920	31,605,594	10,729,218	1932	23,919,677
1921	29,010,619	10,150,189	1933	23,920,915
1922	24,837,181	9,829,653	1934	23,158,919
1923	22,357,268	9,433,839	1935	22,547,006
1924	25,156,449	9,055,091	1936	22,047,287
1925	24,662,060	8,949,073	1937	21,879,593
1926	24,035,669	8,794,870	1938	22,587,233
1927	23,402,337	8,519,706	1939	23,045,576
1928	23,463,210	7,640,566	1940	23,100,118
1929	28,375,770	–	1941	22,176,633

22.—Relevé des opérations de la caisse d'épargne postale au 31 mars 1936-41

Item	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$	$	$
Dépôts durant l'année	2,292,326	2,830,193	3,671,298	3,812,974	4,305,638	3,998,091
Intérêts sur dépôts	435,558	426,535	432,436	445,886	450,559	433,901
Dépôts et intérêts	2,727,884	3,256,728	4,103,734	4,258,861	4,756,197	4,431,992
Retraits	3,227,602	3,424,422	3,396,094	3,800,518	4,701,655	5,355,478
Au crédit des déposants	22,047,287	21,879,593	22,587,233	23,045,576	23,100,118	22,176,633

Caisses d'épargne des gouvernements provinciaux.—Il existe des caisses d'épargne de ce genre dans les provinces d'Ontario et d'Alberta. Quant au Manitoba, un système provincial de caisses d'épargne a fonctionné de 1924 à 1932, année où les dépôts furents transférés aux banques à charte.

Ontario.—A la session de 1921, la législature d'Ontario créa un système de caisses d'épargne et, en mars 1922, les premières succursales furent inaugurées. Le taux d'intérêt aux déposants de ces caisses d'épargne est de 1 et 1½ p.c. par année, calculé tous les six mois. Tous les dépôts sont remboursables sur demande. Le 31

janvier 1942, leur total était de $36,440,000 et le nombre de déposants à cette date, d'environ 110,000. La province compte vingt-trois succursales en opération.

Alberta.—Dans cette province, la Trésorerie accepte des dépôts d'épargne et fait l'émission de certificats d'épargne portant intérêt à 2 p.c. ainsi que des certificats aux échéances d'un, deux et trois ans en coupures de $25 et plus, portant intérêt à 2 p.c. pour un an et à 2¼ p.c. pour deux ou trois ans. Les émissions globales effectuées au 31 décembre 1941 se chiffrent par $4,503,787, dont $2,901,653 en certificats à vue et $1,602,134 en certificats à terme.

Caisses de petite économie.—La loi des caisses de petite économie (S.R.C. 1927, c. 13) pourvoit à l'institution de caisses destinées à encourager la petite économie parmi la gent écolière, bien que les facilités offertes par ces caisses ne soient pas limitées aux enfants. Ces caisses ne sont pas des banques au sens de la loi des banques; ce sont des caisses d'épargne au sens de la loi de la liquidation et leurs pouvoirs sont strictement limités. La seule caisse en opération en vertu de cette loi est la Penny Bank d'Ontario.

23.—Actif et passif de la Penny Bank d'Ontario, années terminées le 30 juin 1938-41

Item	1938	1939	1940	1941
	$	$	$	$
Actif				
Valeurs	816,190	894,136	903,610	720,109
Espèces en caisse ou en dépôt	596,874	565,330	431,761	383,909
Total, actif[1]	**1,414,027**	**1,460,562**	**1,336,278**	**1,105,974**
Passif				
Dépôts et intérêt couru	1,384,612	1,428,225	1,299,359	1,050,450
Surplus (caisse de garantie et intérêt mérité)	29,415	32,337	36,919	40,524
Total, passif	**1,414,027**	**1,460,562**	**1,336,278**	**1,105,974**[2]

[1] Les totaux comprennent certains petits item non spécifiés. [2] Comprend une créance de $15,000 en vertu d'une entente datée du 26 avril 1932.

Au 30 juin 1941, la Penny Bank d'Ontario dessert une population scolaire de 208,000 enfants dans 525 écoles. Les chapitres 357, article 89-Y, des Statuts Revisés d'Ontario, loi des écoles publiques, et 360, article 25-B, de la loi des écoles secondaires, pourvoient à ce que le bureau des administrateurs puisse fournir des livres, de la papeterie et autres fournitures nécessaires à l'établissement et à l'entretien d'une caisse de petite économie ou tout autre système destiné à encourager l'épargne et l'habitude de l'épargne.

Autres caisses d'épargne.—La Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal, fondée en 1846 et fonctionnant maintenant en vertu d'une charte de 1871, avait le 31 mars 1942 un capital versé et une réserve de $5,300,000, des dépôts d'épargne au montant de $62,479,105 et un passif total de $65,738,521. L'actif s'élevait à $71,208,265 dont plus de $54,000,000 d'obligations fédérales provinciales et municipales. La Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, fondée en 1848 sous les auspices de la Société St-Vincent de Paul, incorporée par une loi de la Législature canadienne en 1855, et plus tard pourvue d'une charte fédérale en vertu du chapitre 7, 34 Victoria, avait le 31 mars 1942 des dépôts de $11,907,307, un capital versé et une réserve de $3,000,000 et un actif global de $15,473,086.

Les caisses populaires ou banques du peuple de Québec (dont 450 on fait rapport au gouvernement provincial en 1940) constituent un élément important pour faciliter l'épargne et assister le commerce dans la province, bien qu'en réalité elles soient des agences de prêt à crédit coopératif plutôt que des banques. A la fin de l'année fiscale terminée en 1940, les épargnes dans ces caisses s'établissent à $14,936,189, tandis que le montant global des prêts s'élève à $15,599,614. Les prêts consentis en 1940 sont de 30,700 représentant une somme de $5,733,687. Les profits réalisés s'élèvent à $781,092. On trouvera d'autres renseignements sur ces caisses aux pp. 559–560 de cet ouvrage.

24.—Dépôts à la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal et à la Caisse d'Economie Notre-Dame de Québec, pour les années fiscales représentatives 1868-1900 et 1905-42.

NOTA.—Pour années intermédiaires voir l'Annuaire de 1926, p. 847.

Année	Dépôts	Année	Dépôts	Année	Dépôts
	$		$		$
1868	3,369,799	1913	39,526,755	1929	70,809,603
1870	5,369,103	1914	40,133,351	1930	68,846,366
1875	6,611,416	1915	39,110,439	1931	69,820,422
1880	6,681,025	1916	37,817,474	1932	68,683,324
1885	9,191,895	1917	40,405,037	1933	68,113,501
1890	10,908,987	1918	44,139,978	1934	66,673,219
1895	13,128,483	1919	42,000,543	1935	66,496,595
1900	17,425,472	1920	46,799,877	1936	69,665,415
1905	25,050,966	1921	53,118,053	1937	73,450,133
1906	27,399,194	1922	58,576,775	1938	77,260,433
1907[1]	28,359,618	1923	59,327,961	1939	81,566,754
1908	28,927,248	1924	64,245,811	1940	79,838,963
1909	29,867,973	1925	65,837,254	1941	76,391,775
1910	32,239,620	1926	67,241,344	1942	74,386,412
1911	32,239,620	1927	69,940,351		
1912	34,770,386	1928	72,695,422		

[1] A compter de 1907, l'année fiscale se termine le 31 mars; antérieurement, elle se terminait le 30 juin.

Section 7.—Change étranger

Sous-section 1.—Taux du change*

Le dollar canadien, adopté comme monnaie en 1857, équivalait à 15/73 de la livre sterling, c'est-à-dire que la livre au pair valait $4·866. Cette valeur n'a pas changé jusqu'au commencement de la première guerre mondiale, sauf quelques légères fluctuations entre les gold-points d'importation et d'exportation représentant le coût des expéditions et arrivages d'or. Au cours des onze années qui suivirent la Confédération, le dollar canadien faisait prime aux Etats-Unis, le dollar américain après la guerre civile n'étant pas remboursable contre du métal jaune jusqu'en 1878. A partir de cette année, le dollar des deux pays avait une valeur égale au pair, et les seules fluctuations étaient celles des gold-points d'importation et d'exportation, et n'atteignaient jamais $2 par $1,000.

Lorsque la guerre de 1914–18 éclata, la livre sterling et le dollar canadien se sont détachés de l'étalon-or et se vendirent à escompte à New York. Toutefois, cet escompte fut 'chevillé' à un niveau modéré par la vente de valeurs américaines jusque-là détenues en Grande-Bretagne, par des emprunts aux Etats-Unis et, après l'entrée

* Revisé par Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique.

des Etats-Unis dans la guerre, par des ententes avec le Gouvernement américain. La guerre terminée, les changes furent 'déchevillés' en novembre 1920; il s'ensuivit que la livre anglaise et le dollar canadien tombèrent à New York jusqu'à $3·18 et $0·82 respectivement. Un an ou deux après, le cours remonta presque au pair et en avril 1925 la Grande-Bretagne se remit à payer en or; le Canada suivit le 1er juillet 1926. De là à 1928, les changes étaient remontés en deçà des gold-points, mais en 1929 le dollar canadien était légèrement en perte à New York. A l'exception de quelques mois du deuxième semestre de 1930, cet escompte causa la persistance de la dislocation du change en 1931. Les taux du dollar ont été inférieurs aux gold-points d'exportation pendant quelques rares intervalles cependant.

Fluctuations d'avant guerre de la devise canadienne.—L'équilibre du change international a été violemment troublé en septembre 1931. Cette malheureuse tournure des événements suivit une période de plus de six ans au cours de laquelle tous les pays du monde s'étaient efforcés de stabiliser leurs systèmes monétaires d'après l'étalon-or. Toutefois, moins de deux mois après que le Royaume-Uni eût jugé nécessaire de suspendre l'expédition libre de l'or, un très petit nombre de pays seulement, dont les Etats-Unis et la France, restèrent avec des devises qui n'avaient pas été ébranlées par le mouvement anormal de l'or. La décision du Royaume-Uni d'abandonner l'étalon-or (21 septembre 1931) causa une violente dépréciation de la livre sterling à New York. Le dollar canadien tomba aussi et oscilla dans une large marge en même temps que la livre sterling jusqu'à l'abandon de l'étalon-or par les Etats-Unis, le 19 avril 1933.

Depuis lors, presque toutes les devises du monde ont subi des ajustements majeurs. Le dollar américain fut rétabli sur une base d'or mais dévalué à 59·06 p.c. de son ancienne parité-or (13 5/7 grains ou 1/35 d'once au dollar comparativement à 23·22 grains antérieurement) le 31 janvier 1934. Les autres pays suivirent cette initiative à intervalles irréguliers jusqu'à la dislocation finale du bloc de l'or européen en septembre 1936. Ces pays, y compris la France, la Belgique et la Suisse, furent les derniers à abandonner les étalons-or d'après-guerre établis entre 1925 et 1927. L'établissement de la livre sterling, du franc français, du peseta espagnol et du milreis brésilien à de plus bas niveaux de 1927 à 1939 est un indice de l'instabilité qui règne alors.

Mesures de temps de guerre relatives à la devise canadienne.—Au début de la guerre actuelle, les devises anglaise et canadienne sont à perte à New York, tout comme celles des premiers belligérants. L'imposition immédiate de mesures de contrôle sur le change à Londres et à Ottawa stabilise la livre sterling à $4·02½–$4·03½ et le dollar canadien à 90·09–90·91 cents. Ces taux officiels n'ont pas varié depuis. Avec la guerre, des taux non officiels ont eu cours et ont fluctué assez largement: le dollar canadien touche son plus bas point, 78 cents, le 21 mai 1940; plus tard cependant, il remonte à 89 cents. Avec l'amélioration des méthodes de contrôle du change, l'importance, qui n'a jamais été grande, du marché non officiel décline graduellement.

La guerre a mis fin à tout échange libre. A la fin de 1941, la livre sterling était la seule devise européenne cotée régulièrement sur le marché de New York. Le cours des devises des pays européens restés neutres ne parvient plus à Montréal depuis le mois de juin 1941. A cette époque, ces devises étaient déjà depuis quelque temps à base nominale en majeure partie. La même chose s'applique au yen japonais et aux unités monétaires chinoises sous la domination japonaise. Les devises

des Etats-Unis, de l'Empire Britannique et d'autres pays, qui sont encore fréquemment échangées, sont si rigidement contrôlées que les changements dans les méthodes de maintenir le change à taux fixes plutôt que le moindre changement dans les cours, sont les faits significatifs sur le marché du change. Comme la livre sterling, les diverses devises qui s'y rattachent, à l'exception de la roupie indienne, restent chevillées durant la guerre. La plupart des devises sud-américaines sont de même rigidement contrôlées, bien qu'il subsiste des taux libres pour certaines d'entre elles qui continuent de fluctuer. Le dollar de Tchoung-King est l'une des rares exceptions à la rigidité des taux du change; l'aide des Etats-Unis et de l'Angleterre en ont modéré les variations en 1941.

Les transactions canadiennes de change étranger se font présentement au moyen de deux devises seulement: le dollar américain et la livre sterling. Toutes les autres unités doivent être converties en l'une ou l'autre de ces devises pour fins d'échange. La rareté de dollars américains et l'abondance de livres sterling ont déterminé, depuis le commencement de la guerre, la nécessité de contrôler le change.

Les tableaux indiquant les taux du change étranger et publiés autrefois dans cette section de l'Annuaire sont omis de la présente édition pour les raisons ci-dessus mentionnées. Voici le cours à Montréal en 1940 et 1941 des devises de six pays importants avec lesquels le Canada fait du commerce: Argentine (peso), taux libre 1940, 25 cents; 1941, 26 cents; Brézil, (milreis), taux libre, 5·6 cents; Grande-Bretagne (livre) $4·43–$4·47; Australie (livre) $3·576; Nouvelle-Zélande (livre) $3·590; Union Sud-Africaine (livre) $4·46; Etats-Unis (dollar) $1·10–$1·11.

Sous-section 2.—Contrôle du change étranger en temps de guerre

Un article établissant les raisons de ce contrôle, et traitant de l'organisation et de l'administration de la Commission de Contrôle du Change étranger et de la création du fonds du change par l'entremise duquel les achats et les ventes de change étranger sont faits, a paru aux pp. 847–850 de l'Annuaire de 1941.

La politique générale de la Commission a subi certaines modifications au cours de la dernière année et les paragraphes qui suivent actualisent cette section de l'article original.

Toutes les transactions financières entre Canadiens et étrangers sont sujettes au contrôle de la Commission de Contrôle du change étranger. En vertu de l'ordonnance relative au contrôle du change étranger*, toute monnaie étrangère reçue par des personnes domiciliées au Canada, de même que toute monnaie étrangère nécessaire à des personnes domiciliées au Canada doit être vendue à un négociant reconnu ou autre agent de la Commission ou acheté de lui au taux officiel du change;† les transferts de dollars canadiens par des personnes domiciliées à des personnes non domiciliées ne peuvent s'effectuer qu'avec la permission de la Commission; toutes les exportations et importations de marchandises, de numéraire, de valeurs et autres biens ne peuvent s'effectuer qu'en vertu d'une licence de la Commission, et les ventes de valeurs mobilières au Canada par des personnes non domiciliées ou en leur nom ne peuvent être faites qu'avec la permission de la Commission.

* L'ordre en conseil C.P. 7378 du 13 décembre 1940, tel que modifié par les ordres en conseil C.P. 1672 du 7 mars 1941, 2786 du 22 avril 1941, 3081 du 1er mai 1941, 7667 du 1er octobre 1941 et 10064 du 24 décembre 1941.

† Les cours officiels du dollar américain et de la livre sterling sont les mêmes depuis le 16 septembre 1939 jusqu'au moment d'aller sous presse (juillet 1942); ce sont les suivants: dollar américain, taux d'achat 10 p.c. à prime, taux de vente 11 p.c. à prime; livre sterling, taux d'achat $4·43, taux de vente, $4·47.

La Commission a le pouvoir d'exempter certaines transactions des dispositions de l'ordonnance; subordonnément à un règlement,* elle a de fait exempté de la licence et du permis les transferts de dollars canadiens par des personnes domiciliées au Canada à des personnes domiciliées dans les pays de la zone sterling et les importations de marchandises de ou en provenance des pays de la zone sterling. En outre, les personnes domiciliées au Canada qui reçoivent de la monnaie sterling ne sont pas tenues de la vendre à la Commission par l'entremise d'un négociant reconnu. Elles peuvent le déposer dans un compte de banque sterling et en disposer, librement et sans permis de la Commission, pour leurs propres dépenses dans la zone sterling. Tous les achats et toutes les ventes de monnaie sterling pour des dollars canadiens doivent être faits cependant par l'entremise d'un négociant reconnu au Canada.

La Commission a aussi exempté de la licence ou du permis un certain nombre de petites transactions avec des pays situés en dehors de la zone sterling.

Les grandes lignes de la politique définie par l'ordre en conseil sur le contrôle du change étranger et les règlements de la Commission pourraient se résumer ainsi:

(1) Remises à la zone sterling. La monnaie sterling est fournie pour remise aux pays de la zone sterling et les personnes domiciliées au Canada peuvent, pour toutes fins sans limitation quant au montant, transférer des dollars canadiens à des pays de la zone sterling.

(2) Exportations de marchandises. Toutes les exportations canadiennes de marchandises à destination de pays en dehors de la zone sterling doivent rapporter leur valeur raisonnable en dollars américains.† Les exportations à destination de pays de la zone sterling peuvent être payées en argent sterling ou en dollars canadiens transférés des comptes en dollars canadiens des personnes domiciliées dans la zone sterling.

(3) Services rendus par des personnes domiciliées à des non-domiciliées. Les personnes domiciliées au Canada sont requises d'exiger payement à valeur raisonnable en dollars américains pour services rendus à des personnes non domiciliées autres que les personnes domiciliées dans la zone sterling, sauf en ce qui concerne les services ordinaires assurés aux touristes. Le paiement des services rendus à des personnes domiciliées dans la zone sterling peuvent être acceptés en sterling ou en dollars canadiens transférés des comptes des personnes domiciliées dans la zone sterling.

(4) Importations de marchandises. Les dollars des Etats-Unis sont fournis et le paiement en dollars canadiens est permis à valeur raisonnable pour toutes importations canadiennes de marchandises (non interdites par la loi) en provenance de pays hors de la zone sterling. Les marchandises en provenance de la zone sterling ou qui sont exportées de la zone sterling à destination du Canada ne peuvent être payées qu'en sterling ou en dollars canadiens transférés à un pays de la zone sterling.

* Les règlements de la Commission au moment d'aller sous presse (juillet 1942) sont contenus dans une livraison spéciale de la *Gazette du Canada* du 30 décembre 1941.

† Pour les fins de l'ordonnance sur le contrôle du change étranger, 'sterling' peut être défini comme signifiant et comprenant la devise locale de tout pays situé dans la zone sterling et 'dollar des Etats-Unis' comme désignant et comprenant toute autre monnaie étrangère (la monnaie d'un pays de la zone sterling exceptée) qui peut être convertie librement en dollars des Etats-Unis. Dans tout cet article, ces termes ont le même sens que dans l'ordonnance.

(5) Services rendus à des personnes domiciliées par des personnes non domiciliées. Les dollars des Etats-Unis sont fournis et le paiement en dollars canadiens est permis pour les services ordinaires rendus à des personnes domiciliées au Canada par des personnes non domiciliées qui n'habitent pas la zone sterling, sauf en ce qui concerne le transport océanique de marchandises expédiées de pays de la zone sterling au Canada, lequel ne peut être défrayé qu'en argent sterling. Le paiement de services rendus par des personnes de la zone sterling peut être fait en sterling ou en dollars canadiens transférés à un pays de la zone sterling.

(6) Revenu courant de personnes non domiciliées. Permission est accordée pour le paiement en dollars des Etats-Unis ou en dollars canadiens des loyers, intérêts, salaires et autres catégories de revenu courant gagné au Canada par des personnes non domiciliées autres que des personnes domiciliées dans la zone sterling. Lorsque ce revenu est versable en dollars canadiens, la personne domiciliée faisant le décaissement ou la personne non domiciliée touchant le revenu peuvent obtenir des dollars des Etats-Unis au taux officiel en échange de l'équivalent du montant payable en dollars canadiens. Le payement de dividendes à même le revenu des compagnies canadiennes est autorisé, et l'équivalent en dollars des Etats-Unis au taux officiel est fourni aux personnes non domiciliées autres que les personnes domiciliées dans la zone sterling. Comme dans le cas d'autres paiements, les revenus gagnés par des personnes domiciliées dans la zone sterling ne peuvent être versés qu'en argent sterling ou en dollars canadiens.

(7) Cadeaux, remises de bienfaisance, etc. Les remises de bonne foi pour fins de bienfaisance telles que les dons à des œuvres charitables, les cadeaux, l'entretien de la famille, les frais du culte et missionnaires et les envois de fonds par des associations n'ayant pas un but lucratif peuvent être faits dans des proportions raisonnables à des personnes non domiciliées autres que les personnes domiciliées dans la zone sterling en dollars des Etats-Unis ou canadiens. Tel qu'indiqué ci-dessus, les remises en sterling ou en dollars canadiens à des personnes domiciliées dans la zone sterling peuvent être faites à toutes fins et en tout montant.

(8) Dettes remboursables à des personnes non domiciliées. Il est permis à des personnes domiciliées au Canada de remplir à échéance leurs obligations envers des personnes non domiciliées autres que les personnes domiciliées dans la zone sterling pourvu que ces obligations aient été contractées avant le 16 septembre 1939, ou après cette date, mais avec le consentement de la Commission. Là où les dettes sont contractuelles et payables en argent étranger, cet argent étranger est fourni pour leur remboursement; les paiements de dettes contractuelles payables en dollars canadiens peuvent être faits en dollars canadiens. Une personne domiciliée au Canada ne peut, sans la permission de la Commission, contracter d'obligations capitales en dollars canadiens ou en monnaie étrangère vis-à-vis une autre personne non domiciliée et n'habitant pas la zone sterling. Les obligations, échues ou non, envers les personnes domiciliées dans la zone sterling peuvent être acquittées en argent sterling ou en argent canadien.

(9) Autres paiements de capital. En général, les versements de capital à des personnes non domiciliées n'habitant pas la zone sterling, autres qu'en règlement de créances légitimes, ne sont permis ni en dollars canadiens ni en argent étranger; par exemple, une personne domiciliée ne peut pas verser d'argent pour achat de valeurs mobilières à une personne non domiciliée qui n'habite pas la zone sterling. Dans

le cas particulier de la vente de biens immeubles qui sont, au Canada, la propriété de personnes non domiciliées qui n'habitaient pas la zone sterling avant l'entrée en vigueur du contrôle du change, et dans celui des distributions de capital de succession ou de fonds en fiducie à des personnes non domiciliées autres que celles qui habitent la zone sterling, les versements au vendeur ou au bénéficiaire de toute autre somme que les sommes nominales ne sont permis que si les produits en sont placés dans des valeurs domestiques canadiennes.

(10) Transferts de valeurs. Les personnes domiciliées au Canada, transférant des valeurs étrangères à des personnes non domiciliées autres que des personnes habitant la zone sterling, doivent exiger paiement à pleine valeur en dollars des Etats-Unis, lesquels dollars elles doivent réengager immédiatement dans d'autres valeurs étrangères semblables ou vendre à un négociant autorisé. De même, les personnes domiciliées ne peuvent obtenir de dollars américains ni transférer leurs dollars canadiens pour achat de valeurs à des personnes non domiciliées autres que les personnes habitant la zone sterling. D'autre part, la vente de valeurs au Canada par des personnes non domiciliées autres que les personnes habitant la zone sterling n'est permise en général que dans le cas où les valeurs ont été achetées au Canada pour du comptant depuis l'inauguration du contrôle du change ou dans le cas où les produits sont réengagés immédiatement dans des valeurs domestiques canadiennes.

(11) Déplacements. En juillet 1940, le Gouvernement annonce un programme de restrictions dans le but de limiter l'utilisation des ressources canadiennes en dollars américains pour des voyages de plaisir à l'étranger; en conséquence la Commission ne vend plus de dollars américains pour cette fin. Les personnes domiciliées au Canada, à Terre-Neuve et dans d'autres pays de la zone sterling doivent obtenir un permis de voyager de la Commission avant de quitter le Canada (sauf dans le cas où elles doivent se rendre directement dans les pays de la zone sterling) qu'elles soient ou non en possession de monnaie canadienne ou étrangère.

La monnaie américaine est toujours fournie pour les voyages d'affaires ou de santé, le cas échéant, ou pour les voyages pour fins éducatives dans certaines circonstances et dans les cas où la route la plus rapide et la plus directe entre deux endroits du Canada passe par les Etats-Unis. Des permis de voyage sont aussi accordés dans les cas ne nécessitant aucune dépense directe ou indirecte des réserves canadiennes en dollars américains. La dépense de sterling ou de dollars canadiens pour voyages à toutes fins et en tous montants est permise dans les pays de la zone sterling.

(12) Comptes de banque en dollars canadiens de personnes domiciliées hors du Canada. Aucun transfert de dollars canadiens ne peut être fait des comptes de personnes domiciliées dans la zone sterling à ceux de personnes non domiciliées dans la zone sterling et vice versa. Sauf dans ce cas, les retraits des comptes dans les banques canadiennes en dollars canadiens de personnes non domiciliées et les transferts de dollars canadiens entre des personnes non domiciliées ou entre des personnes non domiciliées et des personnes domiciliées au Canada peuvent être faits sans la permission de la Commission.

PARTIE II.—FINANCE COMMERCIALE DIVERSE

Section 1.—Compagnies de prêt et de fiducie*

L'Annuaire de 1934–35 donne à la page 1009 un aperçu de l'évolution des compagnies de prêt et de fiducie au Canada de 1844 à 1913.

Les lois régissant ces compagnies ont été refondues et sont devenues les lois des compagnie de prêt et de fiducie de 1914 (4–5 Geo. V, cc. 40 et 55). Comme résultat, les statistiques des compagnies à charte provinciale ne sont plus colligées. Cependant le tableau **1** comprend, pour 1940, certaines statistiques sommaires des compagnies provinciales dues à la courtoisie de ces compagnies et qui donnent une idée plus complète des compagnies de prêt et de fiducie au Canada. Il est estimé que plus de 90 p.c. des affaires des compagnies provinciales sont représentées par ces chiffres, de sorte qu'ils peuvent être acceptés comme assez justes et assez représentatifs du volume des affaires transigées comparativement aux compagnies à charte fédérale. Les statistiques des tableaux **2** et **3** ne réfèrent qu'aux compagnies ayant une charte fédérale, sauf que depuis 1925 les statistiques des compagnies de prêt et de fiducie incorporées par la province de Nouvelle-Ecosse et mises par les lois de cette province sous la surveillance du Département fédéral des Assurances sont comprises dans le tableau **3**, de même que celles des compagnies de fiducie du Nouveau-Brunswick depuis 1934 et du Manitoba pour 1938. Ces séries historiques commencent avec 1920, époque où le Département fédéral des Assurances s'est chargé de l'administration de la législation concernant les compagnies fédérales de prêt et de fiducie—auparavant le Ministère des Finances en surveillait les activités.

Pour indiquer l'expansion du chiffre d'affaires des compagnies de prêt au Canada, il suffit de mentionner que les inventaires de toutes les compagnies passaient de $188,637,298 en 1922 à $213,649,794 en 1931, soit une augmentation de 13·3 p.c., mais pour diminuer de 9·7 p.c. de 1931 à 1940. L'actif des compagnies de fiducie (sans compter les fonds fiduciaires des successions et des agences qui ne peuvent être considérés comme un actif au sens des fonds des compagnies et des fonds garantis) augmente de $154,202,165 en 1928 à $221,553,699 ou de 43·7 p.c. en 1940. Les fonds fiduciaires des successions et des agences s'élèvent de $1,077,953,643 en 1928 et à $2,673,859,907 en 1940. (Tableau **1**.)

Fonctions des compagnies de prêt.—L'objet essentiel des compagnies de prêt consiste à prêter des fonds sur première hypothèque, l'argent qu'elles mettent ainsi en circulation provenant tant des dépôts à elles confiés que de la vente au public d'actions ou d'obligations par elles émises. Quant aux compagnies de prêt possédant une charte provinciale, la majorité d'entre elles se livrent dans les campagnes les plus prospères à des opérations telles que prêt, épargne et hypothèque.

* Revisé sous la direction de G. D. Finlayson, surintendant, Département des Assurances.

Fonctions des compagnies fiduciaires.—Les compagnies fiduciaires remplissent le rôle d'exécuteurs testamentaires, de dépositaires et d'administrateurs nommés par testament ou autrement; elles sont constituées séquestres, soit par contrat de mariage, soit par autres dispositions; elles gèrent les biens et affaires des vivants; elles sont tutrices ou curatrices des mineurs et des incapables; elles sont les agents financiers des municipalités et des compagnies; elles peuvent être nommées syndics de faillite. Certaines compagnies reçoivent des dépôts de fonds, mais le prêt des fonds qu'elles détiennent en fiducie est réglementé par la loi.

Statistiques des compagnies de prêt et de fiducie.—Les chiffres du tableau **1** offrent un intérêt particulier pour ce qui concerne les compagnies fiduciaires, qui sont essentiellement des institutions provinciales en raison de la nature de leurs affaires; en effet, elles s'occupent surtout de l'homologation et de l'exécution des testaments, sous la juridiction exclusive des provinces.

1.—Opérations des compagnies de prêt et de fiducie à charte fédérale et provinciale du Canada, au 31 décembre 1940

Item	Compagnies à charte provinciale	Compagnies à charte fédérale	Total
	$	$	$
Compagnies de prêt—			
Valeur comptable de l'actif	59,110,662	133,713,412	192,824,074
Passif envers le public	30,707,547	98,988,451	129,695,998
Capitalisation—			
Capital autorisé	32,373,275	59,150,000	91,523,275
Capital souscrit	19,913,771	25,718,500	45,632,271
Capital versé	17,906,309	19,145,919	37,052,228
Fonds de réserve et d'imprévu	10,042,680	14,262,422	24,305,102
Autre passif envers les actionnaires	905,547	1,303,100	2,208,647
Total du passif envers les actionnaires	28,854,536	34,711,441	63,565,977
Bénéfices nets réalisés pendant l'année	1,050,960	518,371	1,569,331
Compagnies de fiducie—			
Actif (valeur comptable)—			
Fonds des compagnies	57,570,952	20,209,559	77,780,511
Fonds garantis	108,290,989	35,482,199	143,773,188
Totaux, fonds des compagnies et fonds garantis	165,861,941	55,691,758	221,553,699
Successions, dépôts et fonds des agences	*2,417,078,216*	*256,781,691*	*2,673,859,907*
Capitalisation—			
Capital autorisé	51,657,600	25,300,000	76,957,600
Capital souscrit	25,267,750	13,283,570	38,551,320
Capital versé	23,840,026	11,867,224	35,707,250
Fonds de réserve et d'imprévu	15,971,396	5,902,904	21,874,300
Surplus non affecté	3,859,292	948,663	4,807,955
Bénéfices nets réalisés durant l'année	2,677,617	405,726	3,083,343

2.—Actif et passif des compagnies de prêt à charte fédérale, le 31 déc. 1925-40

NOTA.—Pour les années 1914-1924, voir p. 947 de l'Annuaire de 1937. Les chiffres depuis 1924 publiés ici comprennent les compagnies de prêt possédant une charte du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, mais soumises à l'inspection du Département fédéral des Assurances. Les chiffres de ce tableau ne comprennent pas les compagnies de petits prêts (voir section 2 de ce chapitre, pp. 851-853.)

Année	ACTIF						
	Immeubles[1]	Hypothèques sur immeubles	Prêts sur nantissement	Portefeuille	En caisse et en banque	Intérêt, loyers, etc. échus et courus	Total[2]
	$	$	$	$	$	$	$
1925	3,982,921	79,106,407	1,532,366	20,210,387	3,442,928	2,180,700	110,638,667
1926	4,150,307	89,873,578	1,161,886	18,426,169	4,284,648	2,274,535	120,321,095
1927	3,999,808	102,501,193	1,585,891	18,884,434	5,672,479	2,020,087	134,669,734
1928	4,172,704	105,106,365	2,472,312	17,874,808	3,255,166	1,746,138	134,634,288
1929	6,156,227	103,774,850	2,266,288	17,654,463	3,186,180	1,833,545	134,877,701
1930	7,069,914	105,477,328	2,420,927	20,834,907	4,291,855	2,558,238	142,657,134
1931	8,104,521	106,607,563	1,020,076	23,430,382	3,282,016	3,529,451	147,094,183
1932	8,263,875	102,661,879	491,387	21,521,472	4,527,610	4,366,369	142,886,473
1933	8,860,817	98,357,741	240,069	18,767,937	4,311,894	5,437,535	136,990,422
1934	9,112,878	97,169,985	233,458	21,693,414	4,384,592	6,532,256	140,147,053
1935	9,527,647	96,008,289	306,183	20,572,693	3,670,060	6,926,558	137,994,145
1936	9,770,965	97,622,787	271,660	21,175,454	3,496,046	3,928,038	137,210,511
1937	10,593,241	97,050,041	134,333	20,371,285	3,303,863	3,891,070	136,262,516
1938	10,436,985	97,104,591	112,270	20,204,905	3,714,627	3,669,841	136,139,642
1939	10,310,781	96,342,441	103,298	19,955,311	5,184,020	3,604,690	136,358,786
1940	10,256,835	93,618,467	83,334	20,295,836	4,862,808	3,750,882	133,713,412

Année	PASSIF							
	Envers les actionnaires			Envers le public				
				Obligations et actions				
	Capital versé	Fonds de réserve	Total[3]	Canada	Ailleurs et divers	Dépôts	Intérêt échu et couru	Total[4]
	$	$	$	$	$	$	$	$
1925	23,632,474	14,555,603	38,461,375	30,052,139	21,600,001	18,660,122	538,755	71,066,398
1926	23,498,336	14,861,280	38,977,937	36,613,088	21,572,810	21,316,150	663,987	80,447,380
1927	20,699,710	14,867,432	38,596,121	47,818,386	19,965,321	27,019,323	868,694	95,895,897
1928	20,038,831	14,112,114	36,067,816	51,269,133	15,292,362	30,671,257	940,528	98,408,186
1929	20,192,840	14,427,948	35,694,166	52,857,277	14,813,287	29,602,789	941,795	98,482,375
1930	20,333,966	14,615,844	35,634,733	58,058,682	15,063,313	31,581,913	978,602	105,896,436
1931	20,407,157	14,717,152	35,765,429	63,158,214	14,837,565	30,823,662	1,027,388	110,280,658
1932	19,174,463	14,724,620	35,455,456	61,959,437	14,858,798	29,418,924	989,303	107,431,181
1933	19,253,370	15,182,125	35,855,209	60,483,299	15,161,505	24,287,270	996,132	101,120,948
1934	19,373,841	15,800,582	36,599,186	61,157,372	16,222,139	24,908,363	1,004,063	103,536,768
1935	19,393,907	15,618,715	36,404,095	59,386,546	14,530,516	26,556,302	898,830	101,578,778
1936	19,361,368	15,262,697	36,005,271	58,918,941	14,939,518	26,250,954	860,115	101,194,543
1937	19,352,276	15,048,254	35,771,946	57,506,233	14,977,437	26,966,644	765,435	100,478,054
1938	19,340,788	14,757,224	35,478,233	57,073,555	14,959,522	27,668,490	705,622	100,655,486
1939	19,284,714	14,766,473	35,469,842	57,418,689	13,390,796	29,132,700	693,353	100,881,760
1940	19,145,919	14,262,422	34,711,441	57,579,361	12,074,573	28,276,323	678,528	98,988,451

[1] Valeur comptable des immeubles des compagnies et autres immeubles. [2] Comprend autre actif. [3] Comprend autre passif envers les actionnaires. [4] Comprend autre passif envers le public.

3.—Actif et passif des compagnies de fiducie à charte fédérale, 31 déc. 1925-40

NOTA.—Les chiffres de 1914-24 paraissent aux pp. 948-949 de l'Annuaire de 1937. Ceux de ce tableau comprennent les statistiques des compagnies de fiducie détenant des chartes des gouvernements provinciaux suivants, mais soumises depuis les années indiquées à l'inspection du Département fédéral des Assurances: Nouvelle-Ecosse, 1925; Nouveau-Brunswick, 1934; Manitoba, 1938.

Année	FONDS DES COMPAGNIES—ACTIF							
	Prêts		Immeubles	Obligations gouvernementales, municipales et scolaires et autres valeurs	Actions	En caisse et en banque	Tout autre actif des compagnies	Total de l'actif des compagnies
	Sur immeubles	Sur titres et valeurs						
	$	$	$	$	$	$	$	$
1925	5,143,123	618,250	1,969,737	2,323,064	432,956	203,431	1,763,355	12,453,916
1926	5,450,907	580,128	2,091,322	2,318,344	477,917	705,064	1,571,595	13,195,277
1927	5,668,574	977,514	2,140,344	1,993,823	494,083	804,469	1,603,906	13,682,713
1928	5,651,201	1,156,698	2,148,354	2,808,630	495,094	917,019	1,589,288	14,766,284
1929	5,652,084	1,121,536	1,959,581	3,228,722	425,077	659,466	1,623,031	14,669,497
1930	5,573,596	1,183,298	2,049,285	3,176,348	458,392	732,025	1,779,338	14,952,282
1931	6,034,794	1,035,169	2,140,792	3,211,183	488,995	551,595	1,996,819	15,459,347
1932	6,057,336	628,586	2,306,950	3,105,079	447,940	773,537	2,042,228	15,361,656
1933	5,413,800	706,146	2,655,924	3,418,374	451,552	624,363	2,081,259	15,351,418
1934	5,034,509	973,532	3,008,327	3,681,872	454,975	667,932	2,080,072	15,901,219
1935	5,162,632	666,465	3,163,130	3,591,823	471,431	1,008,869	1,906,543	15,970,893
1936	5,105,167	884,014	3,304,918	3,960,552	461,014	914,439	1,744,454	16,374,558
1937	5,411,003	971,560	3,734,913	4,008,247	657,507	724,846	1,900,231	17,408,307
1938	6,116,342	901,935	4,518,886	4,423,228	1,103,090	1,020,266	2,163,727	20,247,474
1939	6,269,736	816,795	4,421,183	4,402,444	1,180,163	1,025,731	2,060,366	30,176,418
1940	6,714,158	677,384	4,206,914	4,662,449	1,221,470	951,975	1,775,209	20,209,559

Année	FONDS GARANTIS—ACTIF						
	Prêts		Obligations gouvernementales, municipales, scolaires et autres valeurs	Titres	En caisse et en banque	Tout autre actif	Tout actif détenu contre les fonds garantis
	Sur immeubles	Sur titres et valeurs					
	$	$	$	$	$	$	$
1925	12,897,930	490,528	1,463,920	85,062	636,526	323,373	15,897,339
1926	14,005,093	1,334,078	1,488,070	85,062	813,344	253,765	17,979,412
1927	16,596,737	2,407,158	1,978,136	85,062	1,067,790	329,870	22,464,753
1928	17,095,284	2,337,415	2,376,726	85,062	1,911,962	299,275	24,105,724
1929	18,447,949	1,804,750	2,689,069	3,288	1,132,633	387,574	24,465,263
1930	19,513,691	2,075,322	2,491,089	Nil	1,948,592	380,135	26,408,829
1931	20,812,176	887,015	2,598,587	18,300	919,982	482,159	25,718,219
1932	19,336,735	1,480,454	3,286,467	Nil	688,136	431,121	25,222,913
1933	19,141,920	2,551,966	4,072,131	23,400	1,084,150	523,140	27,396,707
1934	19,911,247	3,913,332	5,771,085	Nil	1,444,847	610,546	31,651,057
1935	20,123,641	4,004,017	8,542,061	"	1,345,204	742,469	34,757,392
1936	20,474,810	5,748,256	7,300,519	"	1,199,866	733,156	35,456,607
1937	21,926,852	3,172,609	8,525,407	"	1,486,606	673,202	35,784,676
1938	21,452,863	4,025,109	9,573,096	"	1,353,753	611,322	37,016,143
1939	21,235,726	2,277,963	10,731,590	"	1,219,212	536,509	36,001,000
1940	20,325,502	2,122,552	10,907,161	"	1,618,430	508,554	35,482,199

3.—Actif et passif des compagnies de fiducie à charte fédérale, 31 déc. 1925-40—fin

Année	PASSIF							
	Fonds des compagnies						Fonds garantis	
	Passif envers les actionnaires				Passif envers le public	Total	Principal	Total
	Capital versé	Fonds de réserve	Autre passif	Total	Taxes, argent emprunté, etc.			
	$	$	$	$	$	$	$	$
1925	9,523,618	2,261,890	184,153	11,969,661	232,813	12,202,474	15,897,339	15,897,339
1926	9,666,449	2,313,464	393,932	12,373,845	580,380	12,954,225	17,979,412	17,979,412
1927	9,824,031	2,653,673	443,377	12,921,081	571,279	13,492,360	22,464,753	22,464,753
1928	10,424,249	2,877,766	549,905	13,851,920	741,364	14,593,284	24,105,724	24,105,724
1929	10,512,879	3,325,020	257,288	14,095,187	325,914	14,421,101	24,465,263	24,465,263
1930	10,260,025	3,431,538	718,240	14,409,803	294,897	14,704,700	26,408,829	26,408,829
1931	10,493,608	3,478,889	629,215	14,601,712	464,719	15,066,431	25,718,221	25,718,221
1932	10,601,822	3,461,760	457,518	14,521,100	368,279	14,889,379	25,222,913	25,222,913
1933	10,630,336	3,555,585	444,302	14,630,223	206,372	14,836,595	27,396,708	27,396,708
1934	10,652,618	3,746,260	591,103	14,989,981	246,466	15,236,447	31,651,057	31,651,057
1935	10,590,333	3,744,068	679,078	15,013,479	302,667	15,316,146	34,757,391	34,757,391
1936	9,803,722	4,935,216	805,197	15,544,135	333,926	15,878,061	35,456,607	35,456,607
1937	10,357,757	5,311,158	542,708	16,211,623	359,026	16,570,649	35,784,676	35,784,676
1938	11,949,775	5,946,939	584,149	18,480,863	974,982	19,455,846	37,016,143	37,016,143
1939	11,789,264	6,002,488	951,071	18,742,823	609,016	19,351,839	36,001,000	36,001,000
1940	11,867,224	5,902,904	1,163,574	18,933,702	587,480	19,521,182	35,482,198	35,482,198

4.—Successions, dépôts et fonds des agences des compagnies de fiducie à charte fédérale, au 31 décembre 1925-40

NOTA.—Pour les années 1914-24, voir p. 949 de l'Annuaire de 1937. La note du tableau 3 s'applique aussi aux chiffres de ce tableau.

Année	Successions, dépôts et fonds des agences	Année	Successions, dépôts et fonds des agences
	$		$
1925	131,420,502	1933	225,484,151
1926	139,777,235	1934	230,230,283
1927	161,040,061	1935	242,594,310
1928	202,655,185	1936	226,024,454
1929	210,005,726	1937	228,155,009
1930	205,282,593	1938	236,467,735
1931	215,698,469	1939	242,369,850
1932	215,702,235	1940	256,781,691

Section 2.—Compagnies de petits prêts autorisées et prêteurs d'argent autorisés

Ces dernières années, le Parlement du Canada a incorporé un nombre de compagnies qui font de petits prêts ne dépassant pas habituellement cinq cents dollars chacun, sur billets promissoires des emprunteurs et garantis en plus, dans la plupart des cas, par des endossements ou hypothèques sur des biens meubles. Bien que les compagnies puissent, en vertu des privilèges de leur charte, faire des prêts sur la valeur des immeubles, ces prêts sont très rares en réalité.

Le 1er janvier 1940, la loi de 1939 sur les petits prêts (3 George VI, c. 23), adoptée par le Parlement du Canada est entrée en vigueur. En vertu de cette loi, les prêteurs d'argent autorisés qui consentent des prêts personnels de $500 ou moins

sont limités à un intérêt de 2 p.c. par mois sur les soldes dus, et les prêteurs sans permis à un taux de 12 p.c. par année devant comprendre les intérêts et tous les autres frais. Les chiffres des opérations de ces derniers sont contenus dans le tableau 5.

5.—Actif et passif des compagnies de petits prêts à charte fédérale, au 31 décembre 1928-40

Année	ACTIF			
	Prêts recevables	En caisse et en banque	Autre actif	Total
	$	$	$	$
1928	138,635	3,597	17,007	159,239
1929	434,432	9,621	36,341	480,394
1930	598,275	21,814	31,551	651,640
1931	777,414	13,020	36,939	827,373
1932	644,339	22,125	13,449	679,913
1933	1,228,180	327,760	14,019	1,569,959
1934	2,353,862	284,761	22,111	2,660,734
1935	2,962,580	194,406	30,403	3,187,389
1936	4,145,066	214,363	32,961	4,392,390
1937	4,875,596	261,864	37,092	5,174,552
1938	4,764,032	412,594	32,182	5,208,808
1939	5,081,320	342,578	42,781	5,466,679
1940[1]	6,266,336[2]	381,061	181,806	6,829,203

Année	PASSIF									
	Envers les actionnaires					Envers le public				Passif total
	Réserve générale	Réserve pour pertes	Capital versé	Autre passif	Total	Emprunts	Rentes	Autre passif[3]	Total	
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
1928	Nil	1,757	101,000	2,650	105,407	45,000	6,549	397	51,946	157,353
1929	"	10,075	101,000	1,399	112,474	346,924	16,656	1,571	365,151	477,625
1930	"	16,284	141,150	7,418	164,852	450,659	22,211	9,349	482,219	647,071
1931	"	36,028	273,150	3,992	313,170	474,659	24,532	10,759	509,950	823,120
1932	"	14,722	331,600	1,775	348,097	295,930	18,596	12,375	326,901	674,998
1933	"	22,945	976,750	10,871	1,010,566	445,382	96,248	4,075	545,705	1,556,281
1934	"	65,559	976,750	76,518	1,118,827	1,330,797	171,817	17,181	1,519,795	2,638,622
1935	"	91,061	976,750	163,923	1,231,734	1,681,062	222,643	21,742	1,925,447	3,157,181
1936	300,000	146,658	976,750	2,771	1,426,179	2,581,710	315,678	37,559	2,934,947	4,361,126
1937	300,000	220,308	1,001,750	237,643	1,759,701	2,920,840	361,315	95,904	3,378,059	5,137,760
1938	318,000	295,361	1,001,750	441,718	2,056,829	2,653,334	348,355	118,108	3,119,797	5,176,626
1939	318,000	351,850	1,234,250	749,666	2,653,766	2,265,834	369,723	134,724	2,770,281	5,424,047
1940[1]	18,000	421,488	1,234,250	1,233,841	2,907,579	3,708,366	[4]	213,258	3,921,624	6,829,203

[1] Première année d'application de la loi sur les petits prêts. [2] Ne comprennent pas les soldes autres que ceux des petits prêts. [3] Y compris les taxes. [4] Petits prêts sur la base de rentes en 1940.

Prêteurs d'argent autorisés.—En plus des trois compagnies de petits prêts dont le chiffre d'affaires est indiqué ci-dessus, 65 prêteurs d'argent autorisés fournissent un état annuel de leurs affaires. Leur actif global est de $10,176,749 dont les soldes de petits prêts représentent $3,585,149; les autres soldes, $5,241,999; les obligations, actions, etc., $338,765; les biens immobiliers, $416,273; et les montants en espèces, $176,942. Le passif de ces prêteurs s'établit à $10,176,749, dont l'argent emprunté représente $4,758,520 et les actions payées et le capital de sociétariat, $4,010,410. Le nombre de prêts en 1940 est de 48,023 d'un montant global de $6,991,009, soit environ $146 chacun; à la fin de l'année, il y a 32,686 prêts en cours au montant global de $3,585,149, soit $110 chacun en moyenne. Près de 40 p.c. des prêts consentis en 1940 varient de $100 à $200. D'autres détails sur ce genre de commerce

sont contenus dans le rapport de 1940 intitulé "Compagnies de petits prêts et prêteurs d'argent autorisés en vertu de la loi de 1939 sur les petits prêts" et publié par le Département fédéral des Assurances.

Section 3.—Ventes d'obligations canadiennes*

Les ventes totales d'obligations canadiennes ont atteint un niveau très élevé vers la fin de la première guerre mondiale en raison des sommes requises par le Gouvernement pour le financement de ses dépenses de guerre. Le total de 1919, de plus de $900,000,000, n'est dépassé qu'en 1931, date du remboursement d'un fort montant d'obligations de guerre à des taux d'intérêt moins élevés. En 1941, deuxième année complète de la guerre, les ventes globales sont de beaucoup plus volumineuses qu'en toute autre année précédente, sauf 1940, année-cime à date. En raison de la concentration de l'attention sur les emprunts du Gouvernement fédéral, la proportion de tous les autres genres de financement par rapport aux ventes totales est la plus basse depuis 1918. Les marchés de l'extérieur restent fermés et le pays est dans la nécessité de prélever tous les fonds dont il a besoin à l'intérieur même du Canada.

Le fait saillant de l'année en matière d'émissions d'obligations se produit en juin lors de l'émission, couronnée de succès, du troisième emprunt de guerre (premier emprunt de la victoire). Cet emprunt est de $836,820,250 en regard du deuxième qui était de $324,945,700 et du premier qui était de $250,000.000,

Les emprunts du Gouvernement fédéral au moyen d'émissions d'obligations depuis 1907 peuvent se diviser en quatre périodes: de 1907 à 1914, la période de la première guerre mondiale de 1914 à 1918, de 1919 à 1939 et de 1939 à date. Dans la première période l'argent a servi à la mise en valeur intérieure, les travaux publics et les chemins de fer; dans la deuxième, les dépenses de guerre exigèrent des emprunts considérables. La troisième est divisée en deux phases par l'année 1929; jusqu'à cette dernière année, les emprunts annuels du Gouvernement tendent à décliner malgré l'importance des emprunts contractés pour le compte des Chemins de fer Nationaux. A compter de 1929, les émissions de nouvelles obligations du Gouvernement fédéral prennent de l'ampleur graduellement. Elles comprennent des emprunts pour défrayer les secours-chômage, les remboursements à des taux d'intérêt moins élevés et divers travaux publics. Depuis le début des hostilités en 1939, le Dominion a dû emprunter comme jamais il ne l'avait fait encore afin de pouvoir faire face aux dépenses colossales imposées par la guerre.

Jusqu'en 1940, les émissions provinciales sont beaucoup plus considérables depuis la première guerre mondiale qu'antérieurement, probablement à cause du développement des utilités publiques des provinces et de l'amélioration de la voirie. Toutefois, en raison d'une demande accrue sur les marchés canadiens de l'argent, les gouvernements provinciaux ont manifesté l'intention en 1941 de limiter strictement les émissions d'emprunt pour la durée de la guerre. En conséquence, le montant global des emprunts provinciaux directs ou au moyen d'obligations garanties cette année-là n'est que de $69,736,000 comparativement à $156,820,000 en 1940 et $154,059,900 en 1939. Les chiffres de 1941 sont les plus bas depuis 1919. Comme le total des remboursements est aussi moins élevé en 1941, il est tout naturel que le volume des émissions provinciales se contracte.

Les émissions d'obligations municipales au Canada sont plus considérables en 1913, vers la fin du boom de l'immeuble, qu'en toute autre année antérieure. Elles

* Revisé par E. C. Gould, rédacteur adjoint du *Monetary Times*.

s'établissent alors à $110,600,936. En 1930, les ventes atteignent presque ce niveau, s'établissant au total à $109,648,063. Toutefois, malgré la plus grande urbanisation de la population, il y a un déclin marqué dans les ventes annuelles d'obligations municipales, lesquelles sont de $25,211,593 en 1940 et $13,455,695 en 1941.

En 1941, le marché des nouvelles obligations se caractérise par son volume très peu considérable. L'emploiement accru dans tout le pays ajouté à une activité industrielle beaucoup plus intense a une influence marquée sur les finances municipales en général. Les dépenses en secours-chômage diminuent sensiblement et les revenus provenant de la taxation augmentent. Il en résulte que les municipalités sont en meilleure posture financière, et les nouvelles émissions pour fins de secours diminuent.

Les ventes d'obligations de corporations qui, entre 1926 et 1930, dépassaient en moyenne $257,000,000 par année, tombent à $10,550,000 en 1932 et à $4,385,000 en 1933 à cause de l'incertitude qui règne dans le domaine industriel. Depuis lors, le montant des nouveaux emprunts des corporations est relativement peu élevé, sauf en 1936 et en 1939, la tendance étant plutôt au remboursement et à l'amortissement de la dette obligataire. La guerre n'a déterminé aucun nouvel emprunt de la part des corporations, les frais de l'expansion industrielle pour fin de guerre étant assumés en majeure partie par le Dominion. Les obligations ferroviaires accusent aussi un fléchissement précipité, les ventes en 1932 tombant à $12,500,000 et en 1933 à $1,000,000. En 1940 et 1941 les chemins de fer, pour la première fois de leur histoire, ne contractent aucun emprunt direct, grâce à de nouvelles méthodes de faire les fonds. Depuis 1936, à la suite de modifications apportées à la comptabilité, une bonne partie des emprunts des Chemins de fer Nationaux sont contractés directement par le Dominion, tandis que depuis la guerre le Dominion consent aux deux principaux réseaux des avances pour l'achat de matériel.

6.—Ventes d'obligations canadiennes, par catégorie d'obligations et pays de vente, 1926-41

(Puisé dans le *Monetary Times Annual*)

NOTA.—Les statistiques de 1904-25 sont données à la p. 933 de l'Annuaire de 1933.

Année	CATÉGORIE D'OBLIGATIONS					
	Fédérales[1]	Provinciales	Municipales	Chemins de fer	Compagnies	Total
	$	$	$	$	$	$
1926	105,000,000	76,633,267	65,020,194	34,500,000	250,919,200	532,072,661
1927	45,000,000	114,795,500	72,742,114	80,000,000	289,680,067	602,217,681
1928	[2]	92,992,500	27,120,588	48,396,000	285,083,000	453,592,088
1929	[2]	119,960,500	98,667,809	199,200,000	243,330,600	661,158,909
1930	140,000,000	160,004,000	109,648,063	137,238,000	220,355,000	767,245,063
1931	858,109,300	126,239,205	85,290,066	121,750,000	59,432,000	1,250,820,571
1932	226,250,000	128,217,000	95,600,632	12,500,000	10,550,000	473,117,632
1933	440,000,000	82,889,000	41,282,513	1,000,000	4,385,000	569,556,513
1934	400,000,000	139,868,000	24,690,132	32,500,000	40,902,696	637,960,828
1935	739,300,000	123,407,000	44,793,200	48,400,000	60,605,700	1,016,505,900
1936	793,000,000	118,735,000	34,356,087	133,000,000	219,983,224	1,299,074,311
1937	919,000,000	174,362,000	52,137,475	30,380,000	89,566,800	1,265,446,275
1938	903,491,667	118,792,000	35,154,344	19,480,000	55,962,500	1,132,880,511
1939	1,024,585,000	154,059,900	26,897,689	6,500,000	236,208,600	1,448,251,189
1940	2,079,946,200	156,820,000	25,211,593	Nil	25,077,000	2,287,054,793
1941	1,996,820,250	69,736,000	13,455,695	"	16,081,000	2,096,092,945

[1] Comprend les émissions de bons du Trésor à compter de 1934. [2] Non déclarées pour l'année.

6.—Ventes d'obligations canadiennes, par catégorie d'obligations et pays de vente, 1926-41—fin

Année	VENTES PAR PAYS			
	Au Canada	Aux Etats-Unis	Au Royaume-Uni	Total
	$	$	$	$
1926	263,862,718	259,209,943	9,000,000	532,072,661
1927	373,637,014	223,714,000	4,866,667	602,217,681
1928	278,080,088	159,512,000	16,000,000	453,592,088
1929	378,395,909	263,654,000	19,109,000	661,138,909
1930	368,868,063	393,632,000	4,745,000	767,245,063
1931	1,090,800,571	155,920,000	4,100,000	1,250,820,571
1932	377,752,632	81,015,000	14,350,000	473,117,632
1933	434,556,513	60,000,000	75,000,000	569,556,513
1934	529,630,828	50,000,000	58,330,000	637,960,828
1935	853,940,900	162,065,000	500,000	1,016,505,900
1936	1,211,824,311	86,000,000	1,250,000	1,299,074,311
1937	1,177,196,275	88,250,000	Nil	1,265,446,275
1938	1,044,038,844	40,175,000	48,666,667	1,132,880,511
1939	1,316,651,189	127,500,000	100,000	1,448,251,189[1]
1940	2,287,054,793	Nil	Nil	2,287,054,793
1941	2,096,092,945	"	"	2,096,092,945

[1] Y compris $4,000,000 d'obligations vendues ailleurs.

Section 4.—Dividendes des corporations

La somme estimative totale de dividendes versés par les compagnies canadiennes en 1941 est plus élevée que l'année précédente, et de plus de 97 p.c. du total versé en 1938, année maximum. Durant la soi-disant période de prospérité de 1926–30, les dividendes versés avaient atteint le maximum de $285,000,000 en 1930. Le niveau plus élevé touché depuis est attribuable en grande partie à l'essor de l'industrie minière à compter de 1930.

7.—Dividendes versés par les compagnies canadiennes, par mois, 1934-41

(Extrait du *Financial Post Business Year Book*)

Mois	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
Janvier	14,417	14,785	16,032	22,442	23,078	20,671	22,938	23,026
Février	3,783	3,496	4,311	5,722	5,018	7,003	6,779	10,656
Mars	17,267	9,440	19,176	21,500	23,731	26,233	28,740	27,822
Avril	12,266	14,621	16,161	20,917	22,535	24,042[1]	23,488	23,824
Mai	4,793	4,025	3,332	6,847	5,711	6,893	7,927	7,231
Juin	41,939	55,804	61,333	71,562	69,178	64,924	58,518[1]	58,276
Juillet	16,423	18,679	23,408	31,212	27,404	23,543	27,676[1]	26,856
Août	4,464	4,362	3,580	4,585	5,926	6,516	6,920	9,939
Septembre	9,732	12,315	14,610	19,226	19,845	24,299	25,784	27,599
Octobre	13,849	14,801	16,018	19,489	19,506	21,019	24,036[1]	20,226
Novembre	4,188	3,601	4,680	9,046	9,887	6,557	7,689	10,399
Décembre	42,639	66,700	78,000	91,176	94,112	73,467	64,381	70,777
Totaux	**185,760**	**222,629**	**260,641**	**323,724**	**325,931**	**305,167[1]**	**304,876[1]**	**316,635**

[1] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

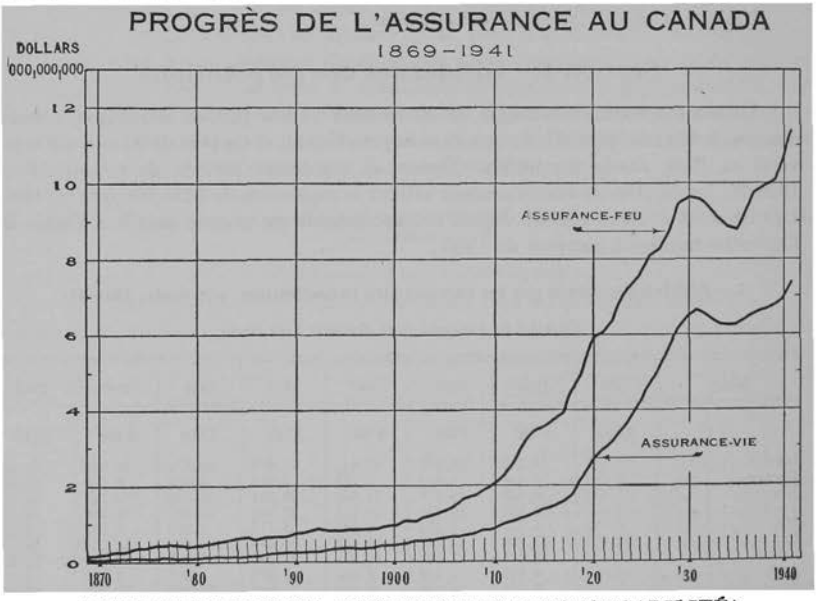
CHAPITRE XXIII.—ASSURANCES*

SYNOPSIS

	Page
Article spécial. Assurance-feu et assurance de responsabilité	856
Section 1. Assurance-feu	860
Sous-section 1. Grand total de l'assurance-feu au Canada	860
Sous-section 2. Historique et opérations des compagnies canadiennes d'assurance-feu	861
Sous-section 3. Finances des compagnies d'assurance-feu	864
Section 2. Assurance-vie	867
Sous-section 1. Grand total de l'assurance-vie au Canada	868
Sous-section 2. Historique et opérations des compagnies d'assurance-vie à charte fédérale	868
Sous-section 3. Finances des compagnies d'assurance-vie	872
Sous-section 4. Assurance-vie effectuée par les sociétés fraternelles	875
Sous-section 5. Assurance-vie en vigueur en dehors du Canada et vendue par des compagnies canadiennes à charte fédérale	877
Sous-section 6. Grand total de toute l'assurance-vie au Canada et affaires des compagnies canadiennes à l'étranger	880
Section 3. Assurances diverses	881
Section 4. L'assurance en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux	884
Section 5. Rentes viagères sur l'état	886

Une introduction résumant les caractéristiques de la législation régissant l'assurance en général et indiquant les limites de la juridiction fédérale et de la juridiction provinciale a paru aux pp. 859–861 de l'Annuaire de 1941.

L'article spécial qui va suivre décrit l'évolution de l'assurance dans les domaines communs à l'assurance-feu et à l'assurance de responsabilité depuis l'entrée en vigueur des trois lois sur les assurances en 1932 à la suite de la décision rendue en 1931 par le Conseil Privé.



ASSURANCE-FEU ET ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ†

La décision du Conseil Privé en 1931 (1932, A.C., 41) dans l'appel relatif à la demande de directive de la province de Québec en matière d'assurance, laquelle demande mettait en question la validité de la législation fédérale en matière d'assu-

* Les données relatives aux assurances sur la vie, aux assurances contre l'incendie et aux assurances diverses ont été revisées sous la direction de G. D. Finlayson, surintendant des Assurances, et la statistique sur les rentes viagères de l'Etat (section 5), sous la direction de Bryce Stewart, D.Ph., sous-ministre du Travail.

† Préparé par G. D. Finlayson, surintendant des Assurances.

rance et de taxation, ne pose aucun nouveau principe légal concernant la juridiction du fédéral et des provinces; elle confirme tout au plus, en les approuvant, les décisions antérieures sur le même sujet, y compris la cause des citoyens, la décision de 1916 et la décision réciproque. Elle disait que la loi fédérale est mal conçue, sans toutefois en indiquer les défauts.

Dans la législation de 1932, en vertu de laquelle trois lois—loi du département de l'assurance (c. 45), loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932 (c. 46), et loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932 (c. 47)—ont été substituées à la loi jusque-là en vigueur, soit la loi des assurances (S.R.C. 1927, c. 101), aucun changement important n'est apporté aux dispositions relatives à la protection du public assuré. Cette législation n'a pas eu pour effet non plus de modifier sensiblement les attributions du fédéral et des provinces en matière de surveillance. Un groupe de sociétés fraternelles étrangères et quelques échanges coopératifs qui avaient, quelques années auparavant, obtenu des permis de certaines provinces sans en avoir eu des autorités fédérales, obtinrent en 1936 ou avant un permis en vertu de certaines dispositions du c. 47 et de la loi modificatrice de 1934 (c. 36) et subordonnément à cette loi. Celle-ci stipule que l'actif au Canada est sujet aux réclamations de tous les assurés plutôt que des assurés canadiens seulement comme dans le cas d'autres polices. Ces dispositions sont contenues dans une clause conditionnelle de l'article 14:—

"14. ...
Toutefois, l'actif au Canada d'une compagnie d'assurance-incendie purement mutuelle ou d'un échange doit continuer à faire partie de l'actif général de la compagnie ou de l'échange, disponible *pari passu* pour tous ses assurés au Canada ou hors du Canada de la même manière que ses autres fonds;"

et au paragraphe (2) de cet article:—

"(2) La restriction formulée au premier paragraphe du présent article ne s'applique pas à une telle compagnie ou à un tel échange qui dépose chez le ministre une déclaration, dans la forme approuvée par le ministre, que l'actif au Canada de telle compagnie ou de tel échange est exclusivement gardé pour la protection des assurés au Canada de cette compagnie ou de cet échange."

Toutefois, le total des primes de ces compagnies et échanges en 1936 équivaut à moins de 1 p.c. de toute l'assurance-incendie et de responsabilité vendue au Canada cette année-là. Les dispositions spéciales ont été invoquées sur les représentations des deux groupes en question, à savoir qu'il leur était impossible, en raison de leur constitution, de séparer une partie quelconque de leur actif pour le bénéfice exclusif d'une partie de leurs assurés, comme par exemple, leurs assurés canadiens. Cette affirmation a été soutenue à la lumière du fait que d'autres compagnies d'assurance mutuelle étrangères et de contre-assureurs se conformaient aux dispositions ordinaires de la loi en ce qui concerne l'actif au Canada en se prévalant des dispositions du paragraphe (2), cité plus haut.

L'expérience à ce sujet est assez intéressante. En 1936, l'une des plus grandes compagnies de contre-assureurs sujettes à ces dispositions devint insolvable. Elle fut confiée à un liquidateur à Kansas City, Missouri qui, sans délai, exigea que l'actif canadien lui fût transféré. Cet actif, à cette époque, était de beaucoup supérieur au passif de la compagnie au Canada; et, afin de pouvoir liquider la partie canadienne des affaires de la compagnie indépendamment de ses affaires en général, les créanciers canadiens demandèrent la nomination d'un liquidateur canadien. Une fois nommé, celui-ci en vint à un compromis avec le liquidateur des Etats-Unis. Il fut mis en possession de l'actif avec autorité de l'administrer pour le bénéfice des assurés canadiens (sans que le droit légal de le faire fut établi). Comme résultat de

cette administration, toutes les réclamations canadiennes seront vraisemblablement honorées avant la fin de 1942. Mais en raison de la disposition relative à l'actif, mise en vigueur en 1932 et en 1934, toutes ces réclamations auraient pu être honorées et les polices en vigueur restaurées moins de quelques mois après la date de la liquidation en 1936. Il est intéressant de noter qu'à la suite de l'effondrement de cette compagnie, les autres compagnies principales de contre-assureurs, jusque-là sujettes à la clause conditionnelle en question, invoquèrent le paragraphe (2) pour régulariser leur actif au Canada.

La modification apportée en 1934 à la loi de 1932 sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques reconnaît à la compagnie Lloyds de Londres son régime modifié comme compagnie d'assurance au Canada. En vertu du chapitre 46 de 1932 et de la législation antérieure, ces assureurs étaient traités comme une compagnie d'assurance sujette à un permis de faire affaires au Canada, mais ils avaient toujours refusé de faire ici un dépôt de quelque nature de sorte qu'ils étaient restés sans permis. En 1934, le privilège d'obtenir un tel permis fut retiré et la disposition voulant que ce permis fût une condition préalable à toute transaction au Canada fut révoquée. Il en résulte que depuis 1934 les assureurs sont libres de faire affaires au Canada subordonnément à telles conditions que peuvent poser les provinces dans lesquelles ils font ces affaires, et un certain nombre de provinces ont accordé des permis contre un dépôt nominal seulement quand il y en a un; dans d'autres provinces, les permis ne peuvent être accordés en vertu de la législation provinciale existante.

Les chiffres qui suivent indiquent la répartition de l'assurance-feu et de l'assurance-responsabilité entre les assureurs possédant des permis fédéraux et les assureurs possédant des permis provinciaux respectivement au 31 décembre 1940 avec pourcentages comparatifs de 1931. Pour compléter le tableau, les chiffres d'assurance-vie et d'assurance fraternelle sont inclus:—

Genre d'assurance	*Détenteurs de permis fédéraux*	*Détenteurs de permis provinciaux*	*Proportion de détenteurs de permis provinciaux par rapport au total*	
			1940	*1931*
	$	$	p.c.	p.c.
Assurance-feu—				
Assurance en vigueur	10,737,568,226	1,123,034,493	9·48	12·32
Primes nettes souscrites	41,922,312	4,439,095	9·57	12·49
Assurance-responsabilité—				
Primes nettes souscrites	42,793,149	1,982,199	4·43	6·54
Assurance-vie—				
Assurance en vigueur	6,975,322,460	66,143,241	0·94	1·55
Primes nettes encaissées	202,201,095	1,962,015	0·97	1·28
Assurance fraternelle—				
Assurance en vigueur	177,565,039	62,607,675	26·07	34·69
Primes nettes encaissées	3,525,635	1,525,304	30·20	36·00

Un aspect caractéristique de l'évolution de l'assurance-feu au Canada au cours des vingt dernières années est l'augmentation très marquée du nombre de compagnies d'assurance faisant affaires au Canada et se partageant un revenu décroissant provenant des primes. Cette augmentation est due en partie à la venue au pays d'un grand nombre de compagnies britanniques et étrangères filiales d'autres compagnies déjà installées et possédant permis, dans l'espoir d'attirer à leurs groupes respectifs

une part plus grande des affaires; la diminution du volume des primes est due à la contraction persistante des taux. Les répercussions de cette situation sur le revenu moyen provenant des primes, par compagnie au cours de la période, sont illustrées par les chiffres qui suivent; le taux moyen par $100 d'assurance est aussi indiqué.

Année	Compagnies	Primes totales souscrites	Moyenne des primes par compagnie	Prime moyenne par $100 d'assurance
	nomb.	$	$	$
1920	152	50,527,937	332,419	1·05
1930	238	52,646,520	221,204	0·80
1935	242	40,884,876	168,945	0·70
1940	277	41,922,312	151,344	0·60

L'abaissement de la moyenne des taux n'a pas eu pour résultat de réduire les profits de l'assurance; au contraire, ces profits, depuis dix ans, restent appréciables malgré la contraction des taux, en raison d'une proportion de pertes exceptionnellement favorable et malgré la proportion croissante de dépenses ordinairement inséparables de la diminution du montant moyen des primes. La tendance des profits de l'assurance et des proportions de pertes pour la période de dix ans est la suivante:—

Année	Taux des profits de l'assurance	Proportion de pertes	Année	Taux des profits de l'assurance	Proportion de pertes
	p.c.	p.c.		p.c.	p.c.
1931	−2·45	59·47	1936	15·84	34·99
1932	−5·73	64·10	1937	14·99	34·88
1933	5·43	52·09	1938	10·07	40·91
1934	15·41	40·92	1939	12·57	38·40
1935	15·61	36·25	1940	13·72	36·84

Tandis que l'assurance-feu diminue, l'assurance-automobile et l'assurance-responsabilité augmente sans cesse, et en 1940 ces deux dernières réunies dépassent pour la première fois l'assurance-feu. Leur augmentation ces dernières années est peut-être l'indice du sens croissant chez le public de la nécessité de se prémunir contre des dangers jusque-là négligés. D'autre part, ils peuvent indiquer aussi que les complications de la vie et des affaires créent des dangers qui n'existaient pas autrefois. Les compagnies d'assurance-feu, dont la plupart vendent aussi les deux autres assurances mentionnées, menacées par un revenu déclinant, se sont efforcées de populariser la protection contre des dangers moindres en recourant à des avenants étendant leurs polices d'assurance-feu à la protection contre les chutes d'avions, la grêle, les explosions, les émeutes, les fuites d'arrosoirs, les tornades et les dommages résultant de collisions entre véhicules ou à tout autre risque semblable en plus de la protection contre l'incendie; comme les primes pour cette protection additionnelle ne sont probablement pas, dans l'ensemble, très élevées, l'effet de l'introduction des avenants a sans doute été d'augmenter la demande de protection complète.

Les chiffres suivants indiquent la tendance du volume des primes d'assurance-automobile et d'assurance-responsabilité par rapport aux primes d'assurance-feu à certains intervalles au cours des vingt dernières années; l'effet des années de prospérité et de dépression sur l'assurance-automobile et sur l'assurance-responsabilité peut être discerné.

Année	Primes d'assurance-automobile	Autres primes d'assurance-responsabilité	Primes d'assurance-feu
	$	$	$
1920	5,264,897	17,662,723	50,527,937
1925	6,952,201	19,397,749	51,040,075
1930	18,260,176	23,193,885	52,646,520
1935	11,973,477	14,754,124	40,884,876
1936	13,510,431	15,549,601	40,218,296
1937	16,810,675	17,775,052	42,498,127
1938	18,015,202	19,545,094	42,439,688
1939	18,859,873	20,990,114	40,984,276
1940	20,905,888	21,887,261	41,922,312

Section 1.—Assurance-feu

L'assurance-feu au Canada débuta par l'établissement d'agences de compagnies d'assurance du Royaume-Uni, ces agences étant généralement dans les ports de mer et gérées par des marchands du lieu. La plus ancienne agence d'une compagnie de ce genre ouvrit ses portes à Montréal en 1804. L'Annuaire de 1941, pp. 861–862, donne un bref exposé des origines de l'assurance-feu au Canada.

Bien qu'à ses débuts l'assurance contre l'incendie au Canada ne fût pas précisément lucrative, les progrès sérieux accomplis dans la construction des maisons et l'usage de plus en plus répandu des moyens de protection contre l'incendie ont sensiblement réduit le danger de grandes conflagrations et placent les risques assumés au Canada par les compagnies sur un pied d'égalité avec ceux des autres pays.

L'un des faits saillants révélés en ces dernières années, outre la forte proportion de compagnies britanniques et étrangères, est l'augmentation ininterrompue du nombre de compagnies mutuelles coopératives. Ces compagnies, dont tous les bénéfices sont encaissés par leurs membres et toutes les pertes directement supportées par eux, commencent à faire sentir leur concurrence dans le champ de l'assurance contre l'incendie.

Sous-section 1.—Grand total de l'assurance-feu au Canada

Une partie de l'assurance vendue au Canada chaque année est vendue par les compagnies détenant des licences et des permis provinciaux. Ces compagnies limitent d'habitude leurs opérations à leur province d'incorporation. Elles peuvent toutefois être autorisées à vendre de l'assurance dans d'autres provinces.

Dans l'analyse plus détaillée de l'assurance-feu au Canada, contenue dans le tableau 2, les statistiques ne s'appliquent qu'aux opérations des compagnies à charte fédérale, mais, comme il est indiqué au tableau 1, ces compagnies absorbent près de 90 p.c. de l'assurance en vigueur.

1.—Opérations des compagnies d'assurance contre l'incendie, à charte fédérale et à charte provinciale au Canada, 1940, et totaux de 1939

Item	Assurances effectuées, brut	En vigueur à la fin de l'année	Primes encaissées, net	Pertes payées, net
	$	$	$	$
Compagnies à charte fédérale	12,072,174,014	10,737,568,226	41,922,312	15,444,927
Compagnies à charte provinciale—				
(a) Dans les provinces où elles ont été incorporées	637,677,727	1,036,444,323	3,797,581	1,779,802
(b) Dans les autres provinces	137,829,986	87,490,170	641,514	244,807
Totaux, compagnies à charte provinciale	775,507,713	1,123,934,493	4,439,095	2,024,609
Lloyd's, Londres[1]	304,523,616	255,352,742	1,580,752	1,055,786
Grands totaux, 1940	**13,052,205,343**	**12,116,855,061**	**47,942,159**	**18,525,322**
Grands totaux, 1939	**11,921,080,101**	**11,485,345,005**	**46,734,578**	**18,909,499**

[1] Compris dans les chiffres des compagnies à charte provinciale en 1938 et 1939.

Sous-section 2.—Historique et opérations des compagnies canadiennes d'assurance-feu

Statistiques historiques de l'assurance-feu au Canada.—Le rapport du surintendant des Assurances pour l'année terminée le 31 décembre 1940 fait voir qu'à cette date il existe 277 compagnies d'assurance-feu à charte fédérale, dont 56 sont canadiennes, 71 britanniques et 150 étrangères. En 1875, première année sur laquelle le Département des Assurances fait des relevés authentiques, il y a 27 compagnies faisant opérations au Canada, dont 11 canadiennes, 13 britanniques et 3 américaines. L'augmentation proportionnelle du nombre de compagnies britanniques et étrangères, de 59 p.c. à 80 p.c. du total, constitue une différence bien marquée entre l'assurance-feu et l'assurance-vie au Canada, celle-ci étant vendue en très grande partie par des compagnies canadiennes.

Le tableau 2 fait voir que le prix moyen de $100 d'assurance atteint son maximum en 1904 et 1905. Il diminue graduellement depuis, sauf en 1921 et 1924 où la tendance est apparemment plutôt à la hausse. Il est intéressant de savoir que le coût de l'assurance-feu a diminué de 66·3 p.c. depuis 1905.

2.—Assurance-feu vendue par des compagnies à charte fédérale, 1901-41

NOTA.—Les chiffres de 1869-1900 sont donnés à la page 1017 de l'Annuaire de 1939.

Année	Polices en vigueur à la fin de l'année	Primes nettes encaissées durant l'année	Pertes payées	Proportion des pertes aux primes	Montants bruts des polices émises au cours de l'année	Primes perçues sur les nouvelles polices de l'année	Coût moyen par $100 d'assurance
	$	$	$	p.c.	$	$	$
1901	1,038,687,619	9,650,348	6,774,956	70·20	821,522,854	11,688,958	1·42
1902	1,075,263,168	10,577,084	4,152,289	39·26	892,049,886	13,087,251	1·47
1903	1,140,453,716	11,384,762	5,870,716	51·57	933,274,764	14,038,182	1·50
1904	1,215,013,931	13,169,882	14,099,534	107·06	1,002,305,105	16,006,969	1·60
1905	1,318,146,495	14,285,671	6,000,519	42·00	1,140,095,372	18,262,037	1·60
1906	1,443,902,244	14,687,963	6,584,291	44·83	1,210,099,865	18,554,730	1·53
1907	1,614,703,536	16,114,475	8,445,041	52·41	1,364,204,991	20,492,863	1·50
1908	1,700,708,263	17,027,275	10,279,455	60·37	1,466,294,021	21,968,432	1·50
1909	1,863,276,504	17,049,464	8,646,826	50·72	1,579,975,867	22,293,633	1·41
1910	2,034,276,740	18,725,531	10,292,393	54·96	1,817,055,685	24,684,296	1·36
1911	2,279,868,346	20,575,255	10,936,948	53·16	1,987,640,591	26,867,170	1·35
1912	2,684,355,895	23,194,518	12,119,581	52·25	2,374,161,731	30,639,867	1·29
1913	3,151,930,389	25,745,947	14,003,759	54·39	2,925,200,553	36,032,461	1·21
1914	3,456,019,009	27,499,158	15,347,284	55·81	3,104,101,568	36,185,927	1·17
1915	3,531,620,802	26,474,833	14,161,949	53·49	3,111,552,903	36,048,345	1·16
1916	3,720,058,236	27,783,852	15,114,063	54·50	3,418,238,860	37,231,691	1·09
1917	3,986,197,514	31,246,530	16,379,101	52·42	4,049,059,999	43,515,822	1·07
1918	4,523,514,841	35,954,405	19,359,352	53·84	4,606,035,056	48,770,112	1·06
1919	4,923,024,381	40,031,474	16,679,355	41·67	5,423,569,961	57,577,632	1·06
1920	5,969,872,278	50,527,937	21,935,387	43·41	6,790,670,610	71,143,917	1·05
1921	6,020,513,832	47,312,564[1]	27,572,560[2]	58·28	6,139,531,168	68,161,786	1·11
1922	6,348,637,436	48,168,310[1]	32,848,020[2]	68·19	6,471,133,294	68,347,294	1·06
1923	6,806,937,041	51,169,250[1]	32,142,494[2]	62·82	7,311,835,110	73,037,471	1·00
1924	7,224,475,267	49,833,718[1]	29,186,904[2]	58·57	6,987,536,461	71,146,802	1·02
1925	7,583,297,899	51,040,075[1]	26,943,089[2]	52·79	7,646,026,535	74,679,130	0·98
1926	8,051,444,136	52,595,923[1]	25,705,975[2]	48·87	8,716,166,834	81,104,612	0·93
1927	8,287,732,966	51,375,637[1]	20,831,931[2]	40·55	8,531,139,424	76,423,855	0·90
1928	8,761,579,512	54,826,851[1]	25,544,664[2]	46·57	9,187,224,958	80,413,215	0·88
1929	9,431,169,594	56,112,457[1]	30,209,839[2]	53·84	10,791,096,165	87,317,411	0·81
1930	9,672,996,973	52,656,520[1]	30,427,968[2]	57·71	10,311,193,608	82,700,146	0·80

[1] Primes souscrites. [2] Pertes encourues.

2.—Assurance-feu vendu par des compagnies à charte fédérale, 1901-41—fin

Année	Polices en vigueur à la fin de l'année	Primes nettes encaissées durant l'année	Pertes payées	Proportion des pertes aux primes	Montants bruts des polices émises au cours de l'année	Primes perçues sur les nouvelles polices de l'année	Coût moyen par $100 d'assurance
	$	$	$	p.c.	$	$	$
1931	9,544,641,293	50,342,669[1]	29,938,409[2]	59·47	10,789,737,477	86,741,056	0·80
1932	9,301,747,991	46,911,929[1]	30,068,923[2]	64·10	10,339,649,769	81,823,235	0·79
1933	9,008,262,736	41,573,986[1]	21,655,460[2]	52·09	10,644,787,101	78,980,010	0·74
1934	8,804,840,676	41,468,119[1]	16,968,030[2]	40·92	9,506,703,020	68,793,705	0·72
1935	8,782,698,099	40,884,876[1]	14,821,465[2]	36·25	9,641,773,674	67,596,146	0·70
1936	9,248,273,260	40,218,296[1]	14,072,237[2]	34·99	9,642,269,141	66,831,039	0·69
1937	9,773,324,476	42,498,127[1]	14,821,536[2]	34·88	10,432,290,081	71,913,161	0·69
1938	9,953,905,417	42,439,688[1]	17,363,670[2]	40·91	10,422,793,265	70,735,709	0·68
1939	10,200,346,551	40,984,276[1]	15,733,902[2]	38·40	11,117,212,274	70,897,461	0·64
1940	10,737,568,226	41,922,312[1]	15,444,927[2]	36·84	12,071,174,014	70,956,561	0·59
1941[3]	11,391,929,893	49,371,742[1]	17,752,232[2]	35·96	13,391,099,242	72,091,775	0·54

[1] Primes souscrites. [2] Pertes encourues. [3] Sujet à revision.

Primes souscrites et pertes encourues.—Le tableau 3 donne la relation entre les pertes encourues et les primes encaissées par les compagnies à charte fédérale, par province.

3.—Montant net des primes encaissées et des pertes encourues au Canada par les compagnies canadiennes, britanniques et étrangères à charte fédérale, par province, 1939 et 1940

(Après déduction des réassurances)

Année et province	Compagnies canadiennes		Compagnies britanniques		Compagnies étrangères	
	Primes	Pertes	Primes	Pertes	Primes	Pertes
	$	$	$	$	$	$
1939						
Ile du Prince-Edouard	39,088	10,079	144,884	40,304	55,331	13,115
Nouvelle-Ecosse	384,529	223,468	740,227	376,261	696,346	408,570
Nouveau-Brunswick	300,032	142,690	785,714	321,111	601,424	316,279
Québec	2,056,315	1,018,700	4,081,067	2,263,881	4,845,619	2,930,284
Ontario	4,308,396	1,530,454	5,497,571	1,692,353	5,536,307	1,825,221
Manitoba	946,617	307,312	856,110	204,779	909,766	164,263
Saskatchewan	1,026,712	201,355	666,685	138,649	867,893	217,852
Alberta	814,743	219,975	860,923	237,998	1,064,177	307,855
Colombie Britannique	681,853	214,384	1,551,658	475,519	1,632,133	371,372
Yukon	13,219	526	103,544	6,800	18,912	6,869
Canada, 1939	**10,571,504**	**3,868,943**	**15,288,383**	**5,757,655**	**16,227,908**	**6,561,680**
1940						
Ile du Prince-Edouard	41,822	11,476	151,608	43,378	72,431	13,732
Nouvelle-Ecosse	419,558	179,370	804,806	368,094	739,000	369,286
Nouveau-Brunswick	276,221	126,905	742,888	286,740	605,001	232,232
Québec	2,288,025	927,244	4,179,530	1,815,114	4,919,888	2,275,213
Ontario	4,367,039	1,663,175	5,557,074	1,914,118	5,589,054	2,022,784
Manitoba	1,001,206	351,636	878,154	241,402	992,129	294,074
Saskatchewan	1,015,270	251,337	621,902	139,514	904,323	247,326
Alberta	830,700	274,222	838,025	275,774	1,056,822	519,530
Colombie Britannique	701,740	189,239	1,480,429	399,163	1,683,256	479,034
Yukon	18,224	3,756	78,879	5,274	17,632	52,130
Canada, 1940	**10,960,105**	**3,978,360**	**15,333,295**	**5,488,571**	**16,579,536**	**6,505,341**

Pendant quelques années, le Département des Assurances a compilé, à même les renseignements fournis par les compagnies d'assurance-feu autorisées à faire affaires au Canada, des tables d'expérience relatives aux primes et aux pertes des 27 catégories de risques acceptées d'un commun accord. Le tableau 4 en donne les résultats pour les cinq dernières années connues.

4.—Pourcentage des pertes nettes encourues par rapport aux primes nettes encaissées au Canada par toutes les compagnies à charte fédérale, par catégorie de risques, 1936-40, avec moyennes de cinq ans, 1936-40

(Après déduction des réassurances)

Catégorie	1936	1937	1938	1939	1940	Moyenne de cinq ans, 1936-40
	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Habitations—protégées	38·25	30·74	32·09	35·40	35·29	33·86
Habitations—non protégées	46·54	45·07	40·51	45·59	40·96	44·56
Toutes autres habitations et bâtiments agricoles	49·45	50·40	45·54	45·32	45·81	47·36
Tous autres risques de deux ou trois ans	39·83	30·23	51·04	52·60	35·38	41·70
Risques commerciaux, magasins de gros et entrepôts et contenu	28·41	30·54	50·00	33·02	50·13	38·55
Risques commerciaux, magasins de détail et contenu	32·21	32·06	37·68	37·60	38·65	35·59
Tous autres risques commerciaux	14·24	26·91	22·30	20·48	22·41	21·24
Brasseries et malteries	2·11	1·85	2·32	77·49	3·80	17·81
Chaussureries	52·86	67·00	29·79	40·07	35·84	45·70
Conserveries	17·72	52·80	136·31	13·58	19·03	50·18
Confiseries et biscuiteries	33·30	21·24	51·67	31·92	21·84	31·71
Moulins à farine et à farine d'avoine	29·55	33·65	103·57	35·97	46·01	49·60
Elévateurs à grain	43·35	20·91	50·21	10·42	16·53	27·65
Buanderies	20·04	19·14	22·22	44·93	47·51	30·36
Scieries	27·15	40·27	37·01	129·28	39·93	55·53
Chantiers de bois	34·11	20·88	22·15	25·00	24·14	24·74
Boutiques de machinerie et de métallurgie	28·07	43·91	28·85	44·24	56·69	40·14
Risques miniers	37·96	79·52	20·13	26·62	29·92	39·54
Salaisons de porc	17·54	32·46	14·11	64·44	331·92	82·40
Pulperies et papeteries	38·84	26·52	129·10	64·15	22·84	57·36
Remises à tramways	9·14	50·93	23·23	20·75	15·04	24·83
Tanneries	66·92	108·12	30·40	7·81	–	46·60
Menuiseries	51·36	30·93	65·14	42·75	70·18	51·81
Laineries et tricoteries	61·82	27·67	21·92	107·20	81·70	57·21
Tous autres risques manufacturiers	40·43	31·17	45·55	43·98	41·77	40·56
Tous autres risques d'un an et à courte échéance	29·55	32·79	49·60	41·68	39·56	38·65
Risques contre les fuites d'arrosoir de quelque nature que ce soit	29·15	34·50	39·67	26·39	26·25	30·97
Totaux	**35·05**	**34·90**	**40·94**	**38·46**	**37·20**	**37·32**

Pertes par le feu.—La question des pertes causées par le feu s'apparente étroitement à celle de l'assurance-feu. L'Association fédérale pour la prévention des incendies publie, sous les auspices du Département fédéral des Assurances et avec la collaboration de l'Association des chefs de pompiers canadiens, un rapport sur les pertes de vies et de biens causées par le feu; les renseignements des tableaux **5** et **6** en sont un résumé. En plus de ces données, le rapport donne des renseignements additionnels comme les pertes per capita par province et par type d'édifice, le nombre d'incendies déclarés, l'origine des incendies et les enquêtes criminelles occasionnées par les incendies.

En 1941, c'est le Nouveau-Brunswick qui accuse la perte per capita la plus élevée, soit $5·18 en regard d'une moyenne nationale de $2·46. Les pertes non assurées s'établissent à $6,418,104 ou 22·8 p.c. du total. Des 48,609 incendies déclarés en 1941, 1,238 font l'objet d'enquêtes officielles, 107 déterminent des poursuites et 8·3 aboutissent à des condamnations.

5.—Pertes par le feu au Canada, 1926-41

NOTA.—Pour les pertes de 1923-25, voir le *Rapport statistique sur les pertes par le feu au Canada, 1926*, publié par le Département fédéral des Assurances. Une estimation des pertes de 1898-1922 a paru dans le *Bulletin statistique n° 27 (1922)*, publié par le même département.

Année	Biens perdus	Pertes per capita[1]	Vies perdues	Année	Biens perdus	Pertes per capita[1]	Vies perdues
	$	$	nomb.		$	$	nomb.
1926	38,295,096	4·15	288	1934	25,437,840	2·44	268
1927	32,254,084	3·29	465	1925	23,221,521	2·12	293
1928	36,402,018	3·79	314	1936	21,549,484	1·95	347
1929	47,499,746	4·85	233	1937	22,746,058	2·04	246
1930	46,190,875	4·70	311	1938	25,899,180	2·31	263
1931	47,117,334	4·54	251	1939	24,632,509	2·18	263
1932	42,193,815	4·06	285	1940	22,735,264	2·01	243
1933	32,676,314	3·15	254	1941	28,042,907	2·46	323

[1] Pour estimations de la population sur lesquelles reposent ces chiffres, voir p. 100.

6.—Pertes par le feu et pourcentage des pertes couvertes par l'assurance, par province, 1932-41

Province	1932		1933		1934		1935		1936	
	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes
	$'000		$'000		$'000		$'000		$'000	
Ile du Pr.-Ed.	615	62·8	273	52·9	191	56·3	167	77·8	164	62·9
Nouv.-Ecosse	1,687	81·3	1,780	74·8	1,219	69·3	1,156	67·7	1,247	72·9
N.-Brunswick	1,508	67·2	2,188	74·8	824	69·4	1,059	64·9	886	68·0
Québec	13,912	80·8	10,862	77·2	7,568	83·0	7,405	75·7	6,645	80·8
Ontario	15,466	88·6	11,250	88·2	10,040	84·5	8,164	83·8	7,867	86·2
Manitoba	1,586	74·6	1,146	90·4	1,195	82·1	1,040	79·4	846	87·8
Saskatchewan	1,674	92·6	1,870	69,2	1,233	80·5	1,189	70·9	1,081	77·2
Alberta	2,377	86·0	1,436	93·2	1,177	90·1	1,088	89·2	1,099	75·7
Col. Britannique	3,299	84·0	1,852	72·8	1,989	73·6	1,942	72·1	1,690	66·4
Totaux	**42,124**	**83·7**	**32,657**	**81·0**	**25,436**	**81·7**	**23,210**	**78·0**	**21,525**	**80·5**

Province	1937		1938		1939		1940		1941	
	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes	Pertes	P.c., couvertes
	$'000		$'000		$'000		$'000		$'000	
Ile du Pr.-Ed.	223	62·6	200	56·9	137	60·6	186	54·3	250	71·2
Nouv.-Ecosse	1,409	70·0	1,442	68·3	1,658	65·8	1,509	67·6	1,545	70·2
N.-Brunswick	866	63·6	836	74·7	1,210	74·0	925	71·0	2,353	48·4
Québec	6,499	76·4	8,552	79·1	9,334	79·7	7,095	83·2	9,656	80·5
Ontario	8,135	79·5	9,397	85·5	7,922	82·8	8,100	84·8	8,727	81·4
Manitoba	893	89·6	1,053	90·9	800	90·1	1,029	91·0	1,213	90·8
Saskatchewan	1,056	64·4	502[1]	100·0[1]	717	77·8	658	96·9	834	78·4
Alberta	1,503	87·4	1,387	79·0	1,148	66·7	1,266	84·5	1,856	85·0
Col. Britannique	2,144	85·6	2,530	78·4	1,706	62·2	1,967	54·2	1,609	63·3
Totaux	**22,728**	**78·1**	**25,899**	**81·3**	**24,633**	**77·9**	**22,735**	**80·3**	**28,043**	**77·2**

[1] Ce montant est donné comme la perte totale, aucune perte non couverte n'étant déclarée pour la Saskatchewan en 1938.

Sous-section 3.—Finances des compagnies d'assurance-feu

Les tableaux suivants montrent pour ces dernières années l'actif, le passif, les recettes et les déboursés des compagnies autorisées d'assurance-feu au Canada. La majorité des compagnies d'assurance-feu s'occupent également d'assurances diverses (assurance-responsabilité), dont il est traité à la section 3 de ce chapitre. Comme il

est impossible pour ces compagnies de répartir leur actif et passif et leurs recettes et déboursés généraux parmi les divers genres d'assurance, les totaux seuls sont mentionnés ici. Le tableau **25** de la section 3 donne des renseignements semblables pour quelques compagnies canadiennes autorisées dont les transactions se confinent à des genres d'assurance autres que le feu et la vie.

7.—Actif des compagnies canadiennes et actif au Canada des compagnies britanniques et étrangères d'assurance-feu ou combinant la branche incendie avec d'autres genres de risques, 1936-40

Enumération	1936	1937	1938	1939	1940
Compagnies canadiennes	$	$	$	$	$
Immeubles	1,833,914	1,835,280	1,881,384	1,860,229	1,914,678
Prêts sur immeubles	1,938,969	2,500,869	2,692,587	2,560,179	2,545,673
Portefeuille	56,674,057	61,819,268	64,012,380	66,072,110	69,012,050
Balance des agents et primes différées	3,259,316	3,798,305	3,848,582	4,175,000	4,484,544
Argent en caisse et en banque[1]	5,587,889	6,111,766	6,332,151	8,438,004	8,932,154
Intérêts et loyers	524,483	607,413	611,540	600,285	619,446
Autre actif	3,064,360	3,123,985	2,767,451	3,024,145	3,439,846
Total, compagnies canadiennes	**72,882,988**	**79,886,886**	**82,146,075**	**86,729,952**	**90,948,391**
Compagnies britanniques					
Immeubles	2,290,810	2,256,975	2,240,275	1,862,684	1,611,337
Prêts sur immeubles	1,999,665	1,904,856	1,884,562	1,299,363	1,236,867
Portefeuille	49,196,988	46,219,454	44,304,812	40,222,840	43,188,749
Balances des agents et primes différées	3,872,727	3,921,247	3,940,107	3,988,259	3,972,985
Argent en caisse et en banque[1]	4,462,608	4,599,708	4,919,277	6,143,985	6,354,630
Intérêts et loyers	266,540	242,987	241,930	225,367	257,554
Autre actif au Canada	804,109	1,025,148	1,047,995	941,725	1,118,652
Total, compagnies britanniques[2]	**62,893,447**	**60,170,375**	**58,578,958**	**54,684,233**	**57,740,774**
Compagnies étrangères					
Immeubles	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Prêts sur immeubles	13,000	12,875	12,625	12,325	12,125
Portefeuille	35,387,700	33,804,847	35,857,190	37,315,783	36,544,218
Balances des agents et primes différées	2,892,533	3,046,224	2,981,469	3,204,910	3,299,333
Argent en caisse et en banque[1]	6,740,761	6,911,974	8,152,561	10,484,794	11,809,229
Intérêts et loyers	272,387	227,344	237,207	228,526	211,456
Autre actif au Canada	95,450	132,913	139,831	181,290	357,028
Total, compagnies étrangères[2]	**45,401,831**	**44,136,177**	**47,380,883**	**51,427,128**	**52,233,389**
Toutes compagnies					
Immeubles	4,124,724	4,092,255	4,121,659	3,722,913	3,526,015
Prêts sur immeubles	3,951,634	4,418,600	4,589,774	3,871,866	3,794,665
Portefeuille	141,258,745	141,843,569	144,174,382	143,610,233	148,745,017
Balances des agents et primes différées	10,024,576	10,765,776	10,770,158	11,368,169	11,756,862
Argent en caisse et en banque[1]	16,791,258	17,623,448	19,403,989	25,066,783	27,096,013
Intérêts et loyers	1,063,410	1,077,744	1,090,677	1,054,178	1,088,456
Autre actif	3,963,919	4,372,046	3,955,277	4,147,160	4,915,526
Total, toutes compagnies	**181,178,266**	**184,193,438**	**188,105,916**	**192,841,302**	**200,922,554**

[1] Ou déposé au Trésor. [2] Actif au Canada seulement.

8.—Passif des compagnies canadiennes et passif au Canada des compagnies britanniques et étrangères d'assurance-feu ou combinant la branche incendie avec d'autres genres de risques, 1936-40

Enumération	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes					
Réserve pour sinistres non réglés	4,644,185	5,393,839	5,205,698	5,378,968	6,492,950
Réserve pour primes non acquises	13,033,448	15,275,117	15,714,087	16,128,187	16,779,552
Divers	8,055,097	7,880,190	8,062,815	9,699,390	11,137,941
Total, compagnies canadiennes[1]	**25,732,730**	**28,549,146**	**28,982,600**	**31,206,545**	**34,410,443**
Excédent de l'actif, capital non compris	47,150,259	51,337,740	53,163,475	55,523,408	56,537,948
Capital versé	17,412,854	18,394,690	18,475,575	18,721,890	18,670,825
Compagnies britanniques					
Réserve pour sinistres non réglés	3,188,672	3,625,504	3,920,496	3,345,869	3,675,755
Réserve pour primes non acquises	15,568,239	16,052,912	16,336,321	16,159,609	16,314,099
Divers	1,751,518	1,918,415	1,843,674	2,107,305	2,716,993
Total, compagnies britanniques[2]	**20,508,429**	**21,596,831**	**12,100,491**	**21,612,783**	**22,706,847**
Excédent de l'actif, capital non compris	42,385,018	38,573,544	36,478,467	33,071,440	35,033,927
Compagnies étrangères					
Réserve pour sinistres non réglés	1,100,262	1,494,564	1,997,718	1,503,465	1,786,364
Réserve pour primes non acquises	12,322,459	13,206,175	13,491,624	13,601,751	14,103,089
Divers	1,247,252	1,227,574	1,252,026	1,534,505	1,945,288
Total, compagnies étrangères[2]	**14,669,973**	**15,928,313**	**16,741,368**	**16,639,721**	**17,834,741**
Excédent de l'actif, capital non compris	30,731,858	28,207,864	30,639,515	34,787,407	34,398,648
Toutes compagnies					
Réserve pour sinistres non réglés	8,933,119	10,513,907	11,123,912	10,228,301	11,955,069
Réserve pour primes non acquises	10,924,146	44,534,204	45,542,032	45,889,546	47,196,740
Divers	11,053,867	11,026,179	11,158,515	13,341,200	15,800,222
Total, toutes compagnies[1]	**60,911,132**	**66,074,290**	**67,824,459**	**69,459,047**	**74,952,031**
Excédent de l'actif, capital non compris	120,267,135	118,119,148	120,281,457	123,382,254	125,970,523
Capital versé[3]	17,412,854	18,394,690	18,475,575	18,721,890	18,670,825

[1] Capital non compris. [2] Passif au Canada seulement. [3] Compagnies canadiennes seulement.

9.—Recettes et déboursés des compagnies canadiennes, britanniques et étrangères à charte fédérale vendant de l'assurance-feu ou combinant la branche incendie avec d'autres risques, 1936-40

Enumération	1936	1937	1938	1939	1940
RECETTES	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes					
Recettes nettes des primes, incendie et autres	22,911,717	27,164,951	27,565,605	28,300,085	29,929,696
Intérêts et dividendes sur titres gagnés	2,500,051	2,929,554	2,897,289	2,937,748	3,111,247
Divers	4,770,420	1,374,879	16,932	10,827	Nil
Total, compagnies canadiennes	**30,182,188**	**31,469,384**	**30,479,826**	**31,248,660**	**33,040,943**
Compagnies britanniques					
Recettes nettes des primes	25,210,739	26,709,676	27,169,022	26,668,954	27,132,846
Intérêts et div. sur titres en portefeuille	907,527	926,068	879,140	776,663	1,004,926
Divers	84,338	1,179	476	1,330	Nil
Total, compagnies britanniques[1]	**26,202,604**	**27,636,923**	**28,048,638**	**27,446,897**	**28,137,772**

[1] Recettes au Canada seulement.

9.—Recettes et déboursés des compagnies canadiennes, britanniques et étrangères à charte fédérale vendant de l'assurance-feu ou combinant la branche indendie avec d'autres risques, 1936-40—fin

Enumération	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Compagnies étrangères					
Recettes nettes des primes	19,260,146	20,943,128	21,925,770	21,936,077	22,445,016
Intérêts et dividendes gagnés, etc	1,114,610	1,076,579	1,092,830	1,134,404	1,142,867
Divers	2,222	993	831	12,329	Nil
Total, compagnies étrangères[1]	**20,376,978**	**22,020,700**	**23,019,431**	**23,082,810**	**23,587,883**
DÉBOURSÉS					
Compagnies canadiennes					
Déboursés pour sinistres (feu)	4,179,480	4,408,141	4,884,296	5,030,116	5,230,561
Frais généraux (feu)	6,837,687	8,388,119	6,254,822	6,343,168	6,076,258
Branches autres que vie ou incendie	11,207,478	14,915,314	13,607,265	13,443,049	15,340,294
Dividendes ou bonis aux actionnaires	2,044,148	1,694,073	1,829,525	1,663,349	1,602,256
Taxes	1,259,924	1,265,219	1,323,617	1,577,651	1,239,015
Total, compagnies canadiennes	**25,528,717**	**30,670,866**	**27,945,752**[2]	**28,104,853**[2]	**30,513,074**[2,3]
Excédent des recettes sur les déboursés	4,653,471	798,518	2,534,174	3,143,807	2,527,859
Compagnies britanniques					
Déboursés pour sinistres (feu)	5,839,751	5,545,301	6,745,108	5,757,649	5,488,571
Frais généraux (feu)	7,775,018	7,714,303	7,618,842	7,267,682	7,341,466
Branches autres que vie ou incendie	8,721,614	9,811,510	10,648,364	10,159,656	10,575,827
Taxes	1,267,445	1,320,171	1,183,618	1,366,983	1,241,615
Total, compagnies britanniques[4]	**23,583,828**	**24,391,285**	**26,195,932**	**24,551,971**	**25,360,829**[5]
Excédent des recettes sur les déboursés	2,618,776	3,245,638	1,852,706	2,894,926	2,776,943
Compagnies étrangères					
Déboursés pour sinistres (feu)	5,629,986	6,388,724	7,260,092	6,561,678	6,505,341
Frais généraux (feu)[6]	7,105,345	7,499,756	7,584,659	7,473,142	7,652,003
Branches autres que vie ou incendie	2,951,588	4,101,968	4,990,420	4,256,791	4,866,848
Taxes	1,107,679	1,091,998	1,041,277	1,273,731	1,061,267
Total, compagnies étrangères[4,6]	**16,794,598**	**19,032,446**	**20,876,448**	**19,565,342**	**20,487,097**[7]
Excédent des recettes sur les déboursés	3,582,380	2,988,254	2,142,983	3,517,468	3,100,786

[1] Recettes au Canada seulement. [2] Comprend $46,127 de dividendes aux assurés en 1938, $47,520 en 1939 et $51,122 en 1940. [3] Comprend $456,046 d'impôt de guerre sur le revenu et $517,122 de taxe sur les surplus de bénéfices. [4] Dépenses au Canada seulement. [5] Comprend $273,166 d'impôt de guerre sur le revenu et $440,184 de taxe sur les surplus de bénéfices. [6] Comprend dividendes versés aux assurés (assurance-feu et autres). [7] Comprend $183,123 d'impôt de guerre sur le revenu et $218,515 de taxe sur les surplus de bénéfices.

Section 2.—Assurance-vie

Un article traitant des progrès et de l'évolution de l'assurance-vie au Canada, avec référence plus particulièrement à la législation sur l'assurance, rédigé par A. D. Watson, du Département des Assurances, Ottawa, a paru dans l'Annuaire de 1933, pages 949-956.

Sous-section 1.—Grand total de l'assurance-vie au Canada

En plus des transactions des compagnies d'assurance-vie à charte fédérale, les compagnies à charte provinciale font aussi un volume considérable d'affaires. Les statistiques de ces compagnies provinciales sont colligées depuis 1915 par le Département des Assurances. Le tableau **10** résume le volume des transactions des compagnies d'assurance-vie canadiennes, britanniques et étrangères, de même que celles des sociétés fraternelles, à charte fédérale ou provinciale.

10.—Assurance-vie fédérale et provinciale au Canada, par genre de charte et par genre de compagnie, 1940

Item	Nouvelles polices émises (*net*)	En vigueur au 31 déc., *net*	Primes encaissées, *net*	Réclamations payées, *net*
GENRE DE CHARTE	$	$	$	$
A charte fédérale—				
Compagnies d'assurance-vie	590,205,536	6,975,322,460	200,201,095	75,919,245
Sociétés fraternelles	15,331,026	177,565,039	3,525,635	3,846,401
Totaux, à charte fédérale	**605,536,562**	**7,152,877,499**	**203,726,730**	**79,765,646**
A charte provinciale—				
Compagnies provinciales dans la province d'incorporation—				
Compagnies d'assurance-vie	12,516,041	53,039,486	1,592,505	674,875
Sociétés fraternelles	5,313,177	38,864,087	948,652	952,595
Compagnies provinciales ailleurs que dans la province d'incorporation—				
Compagnies d'assurance-vie	1,563,546	13,103,755	369,510	175,940
Sociétés fraternelles	3,084,351	23,743,588	576,652	660,857
Totaux, à charte provinciale	**22,477,115**	**128,750,916**	**3,487,319**	**2,464,267**
Grands totaux	**628,013,677**	**7,281,638,415**	**207,214,049**	**82,229,913**
GENRE DE COMPAGNIE				
Compagnies canadiennes d'assurance-vie—				
Fédérales	391,504,136	4,609,213,977	126,719,244	46,725,779
Provinciales	14,079,587	66,143,241	1,962,015	850,815
Sociétés fraternelles canadiennes—				
Fédérales	9,140,450	108,810,930	1,946,902	2,796,905
Provinciales	8,397,528	62,607,675	1,525,304	1,613,452
Compagnies britanniques d'assurance-vie	11,106,491	145,603,299	4,565,046	2,345,857
Compagnies étrangères d'assurance-vie	187,594,909	2,220,550,184	68,916,805	26,847,609
Sociétés fraternelles étrangères	6,190,576	68,754,109	1,578,733	1,049,496

Sous-section 2.—Historique et opérations des compagnies d'assurance-vie à charte fédérale

Statistiques historiques de l'assurance-vie.—Le chiffre net d'assurance-vie de toutes les compagnies à charte fédérale en 1869 n'était que de $35,680,082, tandis qu'en 1941 il atteignait $7,348,553,667.* La somme par tête de la population estimative au Canada a plus que doublé depuis 1919, preuve que l'assurance-vie est de plus en plus appréciée comme protection de la famille. Un autre fait qui saute aux yeux est l'amoindrissement en importance des compagnies britanniques, au premier rang en 1869, qui ont été devancées ensuite de beaucoup par les compagnies canadiennes et étrangères.

* Ce total ne comprend pas l'assurance fraternelle.

11.—Assurance-vie en vigueur et effectuée au Canada par les compagnies à charte fédérale (moins l'assurance fraternelle),[1] 1901-41

NOTA.—Les chiffres des années 1869-1900 paraissent à la page 995 de l'Annuaire de 1938.

Année	Montant net des assurances en vigueur				Assurances en vigueur par tête de la population estimative[2]	Montant net des nouvelles assurances effectuées durant l'année
	Compagnies canadiennes	Compagnies britanniques	Compagnies étrangères	Total		
	$	$	$	$	$	$
1901	284,684,621	40,216,186	138,868,227	463,769,034	86·35	72,854,859
1902	308,202,596	41,556,245	159,053,464	508,812,305	92·61	79,638,914
1903	335,638,940	42,127,260	170,676,800	548,443,000	97·05	90,732,415
1904	364,640,166	42,608,738	180,631,886	587,880,790	100·89	97,617,402
1905	397,946,202	43,809,211	188,578,127	630,334,240	015·02	104,719,585
1906	420,864,847	45,655,951	189,740,102	656,260,900	16·46	93,722,510
1907	450,573,724	46,462,314	188,487,447	685,523,485	106·93	88·784,250
1908	480,266,931	46,161,957	193,087,126	719,516,014	108·61	98,644,410
1909	515,415,437	46,985,192	217,956,351	780,356,980	114·76	130,122,008
1910	565,667,110	46,816,775	242,629,174	856,113,059	122·51	150,785,305
1911	626,770,154	50,919,675	272,530,942	950,220,771	131·85	173,341,738
1912	706,656,117	54,537,725	309,114,827	1,070,308,669	144·85	212,772,151
1913	750,637,902	58,176,795	359,775,330	1,168,590,027	153·12	225,606,787
1914	794,520,423	60,770,658	386,869,397	1,242,160,478	157·65	212,977,464
1915	829,972,809	58,087,018	423,556,850	1,311,616,677	164·34	218,205,427
1916	895,528,435	59,151,931	467,499,266	1,422,179,632	177·75	227,210,162
1917	996,699,282	58,617,506	529,725,775	1,585,042,563	196·66	277,532,095
1918	1,105,503,447	60,296,113	619,261,713	1,785,061,273	219·08	307,279,759
1919	1,362,631,562	66,908,064	758,297,691	2,187,837,317	263·25	517,863,639
1920	1,664,348,605	76,883,090	915,793,798	2,757,025,493	310·55	630,110,900
1921	1,860,026,952	84,940,938	989,875,958	2,934,843,848	333·96	514,654,111
1922	2,013,722,848	93,791,180	1,063,874,968	3,171,388,996	355·58	502,279,333
1923	2,187,434,147	98,023,020	1,148,051,506	3,433,508,673	381·03	548,640,800
1924	2,413,853,480	103,519,236	1,246,623,756	3,763,996,472	411·64	615,372,723
1925	2,672,989,676	108,565,248	1,377,464,924	4,159,019,848	447·44	712,091,889
1926	2,979,946,768	111,375,336	1,518,874,230	4,610,196,334	487·65	797,940,009
1927	3,227,050,348	113,883,716	1,653,474,770	5,044,408,834	523·44	838,475,057
1928	3,671,325,188	115,340,577	1,820,979,858	5,607,645,623	570·16	918,742,064
1929	4,051,612,499	116,545,637	1,989,104,071	6,157,262,207	613·94	978,141,485
1930	4,319,370,209	117,410,860	2,055,502,125	6,492,283,194	636·00	884,749,748
1931	4,409,707,938	119,262,511	2,093,297,344	6,662,267,793	638·17	782,716,064
1932	4,311,747,692	115,831,319	2,044,029,535	6,471,608,546	615·99	653,249,366
1933	4,160,351,570	113,807,916	1,973,466,488	6,247,625,974	584,93	578,585,659
1934	4,139,796,088	116,745,642	1,964,184,199	6,220,725,929	574·13	595,194,820
1935	4,164,893,298	123,148,855	1,971,116,251	6,259,158,404	571·66	588,353,277
1936	4,256,850,150	129,940,311	2,016,247,016	6,403,037,477	580·62	618,264,819
1937	4,304,631,608	137,862,702	2,099,130,736	6,541,625,046[3]	588·28	671,957,904
1938	4,363,517,357	140,838,697	2,125,827,540	6,630,183,594[3]	591·54	626,989,339
1939	4,469,776,480	145,373,802	2,161,112,305	6,776,262,587	598·87	588,576,140
1940	4,609,213,977	145,603,299	2,220,505,184	6,975,322,460	610·69	590,205,536
1941[4]	4,835,928,584	145,597,309	2,367,027,774	7,348,553,667	643·49	688,327,658

[1] Pour les statistiques des sociétés fraternelles, voir pp. 875-877. [2] Pour les chiffres estimatifs de la population sur lesquels ces données sont basées, voir p. 100. [3] En 1937 environ $85,000,000 et en 1938 environ $60,000,000 ont été transférés de l'assurance en vigueur au Canada. Ces montants représentent principalement des transferts à des affaires hors du Canada de certaines réassurances classifiées antérieurement comme affaires canadiennes. Ils comprennent aussi des transferts à la rente de contrats pourvoyant aux avantages ou options combinés de l'assurance et de la rente. [4] Sujet à revision.

En 1940, il y avait au Canada 41 compagnies d'assurance-vie à charte fédérale, dont 28 canadiennes, 4 britanniques et 9 étrangères; une de ces compagnies étrangères était autorisée à faire de la réassurance seulement. Il y avait également 8 compagnies britanniques et 5 compagnies étrangères autorisées à fonctionner, qui ont à peu près cesser de vendre de nouvelles assurances, tandis qu'une autre compagnie britannique et trois autres compagnies étrangères ont été autorisées à continuer leurs opérations en ce qui concerne seulement les contrats effectués avant le

31 mars 1878. Une compagnie étrangère a été autorisée en 1931 à faire de l'assurance-vie au Canada, mais elle n'y a pas encore émis de polices, excepté par mode de réassurance. Ces cinq compagnies se sont retirées du Canada en 1940.

Les opérations analysées dans les tableaux suivants de cette sous-section, à l'exception du tableau **15**, n'ont trait qu'aux compagnies à charte fédérale et ne comprennent pas les sociétés fraternelles et les compagnies à charte provinciale. Cependant, comme il est indiqué au tableau **10**, leurs opérations englobent environ 96 p.c. de l'assurance en vigueur au Canada.

12.—Assurance-vie, compagnies à charte fédérale, 1938-40

Année et nationalité de la compagnie	Polices émises		Polices en vigueur		Primes nettes encaissées	Réclamations nettes payées[1]
	Nombre	Montant net	Nombre	Montant net		
		$		$	$	$
1938						
Compagnies canadiennes	250,499	408,990,281	2,250,696	4,363,517,357	125,824,719	42,417,007
Compagnies britanniques	19,404	15,645,335	155,859	140,838,697	4,236,091	2,598,014
Compagnies étrangères	449,974	202,353,723	4,064,402	2,125,827,540	68,567,269	22,104,002
Totaux, 1938	**719,877**	**626,989,339**	**6,470,957**	**6,630,183,594**	**198,628,079**	**67,119,023**
1939						
Compagnies canadiennes	213,022	388,024,424	2,273,531	4,469,776,480	125,413,895	45,133,071
Compagnies britanniques	19,246	15,105,474	158,624	145,373,802	4,371,584	2,629,304
Compagnies étrangères	366,961	185,446,242	3,987,549	2,161,112,305	68,256,665	26,174,286
Totaux, 1939	**599,229**	**588,576,140**	**6,419,704**	**6,776,262,587**	**198,042,144**	**73,936,661**
1940						
Compagnies canadiennes	220,196	391,504,136	2,326,821	4,609,213,977	126,719,244	46,725,779
Compagnies britanniques	7,618	11,106,491	147,929	145,603,299	4,565,046	2,345,857
Compagnies étrangères	387,549	187,594,909	3,986,128	2,220,505,184	68,916,805	26,847,609
Totaux, 1940	**615,363**	**590,205,536**	**6,460,878**	**6,975,322,460**	**200,201,095**	**75,919,245**

[1] Réclamations pour décès, dotations échues et invalidité.

13.—Progrès de l'assurance-vie au Canada effectuée par les compagnies à charte fédérale, 1936-40

Opérations		1936	1937	1938	1939	1940
Compagnies canadiennes—[1]						
Polices nouvelles	nomb.	262,200	276,576	250,499	213,022	220,196
Polices en vigueur à la fin de l'année	"	2,156,693	2,210,956	2,250,696	2,273,531	2,326,821
Polices échues	"	20,818	22,095	22,457	24,031	23,406
Montant net des nouvelles polices	$	389,909,385	418,796,687	408,990,281	388,024,424	391,504,136
Montant net des polices en vigueur	$	4,256,850,150	4,304,631,608	4,363,517,357	4,469,776,480	4,609,213,977
Montant net des polices échues	$	37,337,200	38,661,918	39,791,863	42,892,625	46,189,216
Montant des primes	$	129,258,259	125,956,518	125,824,719	125,413,895	126,719,244
Réclamations payées[2]	$	38,207,604	39,799,509	42,417,007	45,133,071	46,725,779
Réclamations non réglées	$	5,569,363	6,159,083	5,586,049	5,692,119	7,333,175
Compagnies britanniques—						
Polices nouvelles	nomb.	23,050	24,244	19,404	19,246	7,618
Polices en vigueur à la fin de l'année	"	148,612	154,627	155,859	158,624	147,929
Polices échues	"	2,244	2,632	2,628	2,533	2,563
Montant net des nouvelles polices	$	18,623,741	18,609,592	15,645,335	15,105,474	11,106,491
Montant net des polices en vigueur	$	129,940,311	137,862,702	15,645,335	140,838,967	145,603,.99
Montant net des polices échues	$	1,894,351	2,073,469	2,525,556	2,568,878	2,376,279
Montant des primes	$	3,975,367	4,281,570	4,236,091	4,371,584	4,565,046
Réclamations payées[2]	$	1,910,261	1,852,762	2,598,014	2,629,304	2,345,857
Réclamations non réglées	$	453,075	654,708	521,733	433,421	443,401

[1] Opérations au Canada seulement. [2] Réclamations pour décès, dotations échues et invalidité.

13.—Progrès de l'assurance-vie au Canada effectuée par les compagnies à charte fédérale, 1936-40—fin

Opérations		1936	1937	1938	1939	1940
Compagnies étrangères—						
Polices nouvelles	nomb.	513,696	511,105	449,974	366,961	387,549
Polices en vigueur à la fin de l'année	"	4,107,888	4,119,300	4,064,402	3,987,549	3,986,128
Polices échues	"	49,772	54,068	60,350	62,992	71,509
Montant net des nouvelles polices	$	209,731,693	234,551,625	202,353,723	185,446,242	187,594,909
Montant net des polices en vigueur	$	2,016,247,016	2,099,130,736	2,125,827,540	2,161,112,305	2,220,505,184
Montant net des polices échues	$	18,855,082	19,044,098	21,400,849	23,888,966	26,647,929
Montant des primes	$	67,307,639	68,857,439	68,567,269	68,256,665	68,916,805
Réclamations payées[1]	$	20,315,814	20,971,421	22,104,002	26,174,286	26,847,609
Réclamations non réglées	$	1,700,718	2,020,583	2,885,545	1,833,575	3,052,074
Toutes compagnies—						
Polices nouvelles	nomb.	798,946	811,925	719,877	599,229	615,363
Polices en vigueur à la fin de l'année	"	6,413,193	6,484,884	6,470,957	6,419,704	6,460,878
Polices échues	"	72,834	78,795	85,435	89,556	97,478
Montant net des nouvelles polices	$	618,264,819	671,957,904	626,989,339	588,576,140	590,205,536
Montant net des polices en vigueur	$	6,403,037,477	6,541,625,046[2]	6,630,183,594[2]	6,776,262,587	6,975,322,460
Montant net des polices échues	$	58,086,634	60,319,485	63,718,268	69,350,469	75,213,424
Montant des primes	$	200,541,265	199,095,527[2]	198,628,079[2]	198,042,144	200,201,095
Réclamations non payées[1]	$	60,433,679	62,623,692	67,119,023	73,936,661	75,919,245
Réclamations non réglées	$	7,723,156	8,834,374	8,993,327	7,959,115	10,828,650

[1] Réclamations pour décès, dotations échues et invalidité. [2] En 1937 environ $85,000,000 et en 1938 environ $60,000,000 ont été transférés de l'assurance en vigueur au Canada. Ce montant représente principalement des transferts à la rente de contrats pourvoyant aux avantages ou options combinés de l'assurance et de la rente. Il comprend aussi des transferts aux affaires hors du Canada de certaines réassurances antérieurement classifiées comme affaires canadiennes.

14.—Polices d'assurance-vie ordinaires, "industrielles" et de groupe en vigueur au Canada et émises par les compagnies à charte fédérale, 1940

Type de polices et nationalité de la compagnie	Polices nouvelles			Polices en vigueur		
	Nombre	Montant total	Moyenne par police	Nombre	Montant total	Moyenne par police
Polices ordinaires		$	$		$	$
Compagnies canadiennes	156,908	324,987,150	2,071	1,797,786	3,920,609,562	2,181
Compagnies britanniques	4,488	10,196,345	2,272	50,982	128,309,820	2,517
Compagnies étrangères	93,443	108,606,471	1,162	812,507	1,269,172,907	1,562
Totaux, polices ordinaires	**254,839**	**443,789,966**	**1,742**	**2,661,275**	**5,318,092,289**	**1,998**
Polices "industrielles"						
Compagnies canadiennes	63,104	44,639,594	707	523,680	216,725,065	411
Compagnies britanniques	3,128	610,146	195	96,941	15,925,999	164
Compagnies étrangères	294,080	73,760,780	251	3,173,208	695,813,216	219
Totaux, polices "industrielles"	**360,312**	**119,010,520**	**330**	**3,795,829**	**928,464,800**	**245**
Polices de groupe						
Compagnies canadiennes	184	21,877,392	118,899	2,355	471,878,750	200,373
Compagnies britanniques	2	300,000	150,000	6	1,367,500	227,917
Compagnies étrangères	26	5,227,658	201,064	413	255,519,061	618,690
Totaux, polices de groupe	**212**	**27,405,050**	**129,269**	**2,774**	**728,765,311**	**262,713**

15.—Taux des décès dans les assurances au Canada, 1937-40

Compagnies	Polices exposées au risque	Polices terminées par décès	Taux des décès par 1,000	Polices exposées au risque	Polices terminées par décès	Taux des décès par 1,000
	1937			1938		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Compagnies ordinaires	2,459,433	15,688	6·4	2,491,871	15,271	6·1
Comp. pratiq. l'ass. industr.	4,009,140	28,198	7·0	4,004,485	26,426	6·6
Sociétés fraternelles	209,516	3,362	16·0	216,361	3,391	15·7
Totaux	**6,678,089**	**47,248**	**7·1**	**6,712,717**	**45,088**	**6·7**
	1939			1940		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Compagnies ordinaires	2,543,492	15,657	6·2	2,625,513	16,618	6·3
Comp. pratiq. l'ass. industr.	3,920,037	25,995	6·6	3,833,331	25,942	6·8
Sociétés fraternelles	218,743	3,437	15·7	216,658	3,432	15·8
Totaux	**6,682,272**	**45,089**	**6·7**	**6,675,502**	**45,992**	**6·9**

Sous-section 3.—Finances des compagnies d'assurance-vie

Les statistiques financières des tableaux suivants n'ont trait qu'aux compagnies d'assurance-vie à charte fédérale et ne comprennent pas les sociétés fraternelles et les compagnies à charte provinciale. Dans le cas des compagnies britanniques et étrangères, les chiffres ne s'appliquent qu'à leur actif, leur passif et leurs opérations au Canada; mais dans le cas des compagnies canadiennes, leur actif et leur passif au Canada, leurs recettes encaissées et leurs déboursées faits au Canada peuvent provenir en partie de transactions à l'étranger.

16.—Actif des compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale et actif au Canada des autres compagnies d'assurance-vie, 1936-40

NOTA.—Certaines compagnies britanniques font au Canada tout à la fois l'assurance-vie et l'assurance-incendie; aucune distinction n'étant faite de l'actif spécial à chacune de ces branches, leur actif au Canada ne figure pas ici, mais il est porté au tableau 7, p. 865, à l'actif des compagnies britanniques.

Enumération	1936	1937	1938	1939	1940
Compagnies canadiennes[1]	$	$	$	$	$
Immeubles	80,495,129	77,041,766	78,103,230	77,656,623	74,392,618
Biens immeubles sous convention de vente	17,658,063	20,220,895	21,542,612	23,056,780	25,797,253
Prêts sur immeubles	297,992,429	298,146,148	300,715,173	5304,879,724	306,317,558
Prêts sur titres	223,113	745,124	154,386	152,490	125,253
Prêts sur polices	261,172,955	259,578,690	255,627,400	246,946,020	244,963,902
Portefeuille	1,250,954,257	1,366,540,901	1,477,298,236	1,561,818,800	1,671,806,534
Intérêts et loyers dus et acquis	29,413,033	30,044,101	30,060,944	30,011,849	39,752,068
Argent en caisse et en banque	31,289,540	39,860,753	42,424,853	58,965,045	53,211,787
Primes à encaisser et différées	40,878,240	42,490,962	42,612,312	43,586,734	45,327,986
Autre actif	3,127,374	2,327,975	2,471,133	2,916,765	3,074,540
Totaux, compagnies canadiennes[2]	**2,013,204,133**	**2,136,997,315**	**2,251,010,279**	**2,349,990,830**	**2,445,769,499**
Compagnies britanniques					
Immeubles	1,049,529	1,065,402	1,081,187	1,134,520	1,197,823
Biens immeubles sous convention de vente	24,610	15,818	15,563	4,153	2,919
Prêts sur immeubles	10,151,601	9,628,225	8,925,688	8,244,862	7,731,031
Prêts sur titres	13,510	13,510	13,510	13,510	13,510
Prêts sur polices	4,041,957	3,962,924	3,847,118	3,680,827	3,478,677
Portefeuille	53,896,211	52,562,659	55,214,868	52,784,845	44,709,900
Intérêts et loyers dus et acquis	575,502	536,607	523,901	522,689	545,366
Argent en caisse et en banque	832,282	853,305	921,823	1,254,737	1,157,817
Primes à encaisser et différées	476,225	488,057	516,587	492,036	486,808
Autre actif	17,215	10,264	31,046	9,041	76,661
Totaux, compagnies britanniques[3]	**71,078,642**	**69,136,681**	**71,091,291**	**68,141,220**	**59,400,512**

Renvois à la fin du tableau, p. 873.

16.—Actif des compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale et actif au Canada des autres compagnies d'assurance-vie, 1936-40 —fin

Enumération	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Compagnies étrangères					
Immeubles	5,696,573	6,618,667	5,731,175	5,483,514	5,164,420
Biens immeubles sous convention de vente	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
Prêts sur immeubles	24,981,149	22,079,857	21,732,063	17,544,094	19,803,778
Prêts sur titres	[4]	[4]	[4]	[4]	[4]
Prêts sur polices	60,296,544	60,452,038	60,158,174	58,618,293	54,694,208
Portefeuille	391,066,447	383,669,030	399,703,037	416,541,141	440,116,287
Intérêts et loyers dus et acquis	6,203,412	6,125,310	6,111,599	6,368,509	6,777,896
Argent en caisse et en banque	9,918,566	9,918,311	10,040,932	15,798,161	11,557,243
Primes à encaisser et différées	8,320,073	8,236,123	8,210,940	8,542,687	8,831,231
Autre actif	11,549	12,020	11,514	16,056	30,619
Totaux, compagnies étrangères[3]	**506,494,313**	**497,111,356**	**511,699,424**	**528,912,455**	**546,975,682**

[1] Une classification détaillée de l'actif indiquant les placements et le pourcentage du total pour chaque groupe et sous-groupe en 1939 et 1940 se trouve à la p. xxx du rapport du surintendant des Assurances, vol. II, pour l'année terminée le 31 décembre 1940. [2] Valeur comptable. La valeur du marché (ou autorisée) de cet actif était de $2,012,215,355 en 1936, $2,135,373,567 en 1937, $2,249,795,908 en 1938, $2,348,857,928 en 1939 et $2,454,714,133 en 1940. [3] Actif au Canada seulement. [4] Aucun rapporté.

17.—Passif des compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale et passif au Canada des autres compagnies d'assurance-vie, 1936-40

Enumération	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
Compagnies canadiennes					
Réclamations non réglées	14,181,886	15,541,724	14,989,024	16,257,607	20,436,624
Réserve nette de réassurance	1,687,181,483	1,793,814,530	1,885,390,870	1,962,766,788	2,045,391,799
Divers	246,686,777	259,033,682	278,073,251	295,126,197	311,677,486
Totaux, compagnies canadiennes[1]	**1,948,050,146**	**2,068,389,936**	**2,178,453,145**	**2,274,150,592**	**2,377,505,909**
Excédent de l'actif, capital non compris	64,165,209	66,983,631	71,342,763	74,707,336	77,208,224
Capital versé	11,091,148	11,141,228	11,281,228	11,430,590	11,712,270
Compagnies britanniques					
Réclamations non réglées	453,075	654,709	521,733	433,422	443,401
Réserve nette de réassurance	35,044,871	37,116,823	38,270,148	39,338,423	40,007,264
Divers	715,504	738,851	796,774	794,008	767,690
Totaux, compagnies britanniques[2]	**36,213,450**	**38,510,383**	**39,588,655**	**40,565,853**	**41,218,355**
Excédent de l'actif au Canada[3]	34,872,208	30,633,314	31,509,652	27,583,097	18,191,714
Compagnies étrangères					
Réclamations non réglées	1,700,718	2,020,585	2,885,545	1,833,755	3,052,075
Réserve nette de réassurance	404,775,317	419,263,754	431,878,508	443,523,521	456,741,475
Divers	21,518,345	21,805,227	23,060,267	24,744,500	25,556,878
Totaux, compagnies étrangères[2]	**427,994,380**	**443,089,566**	**457,824,320**	**470,101,596**	**485,350,428**
Excédent de l'actif au Canada	78,499,933	54,021,790	53,875,104	58,810,859	61,625,254

[1] Capital non compris. [2] Passif au Canada, capital non compris. [3] A l'exclusion d'une compagnie qui n'a pas réparti son actif entre la branche incendie et la branche vie.

13.—Recettes et déboursés des compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale et recettes et déboursés au Canada des compagnies d'assurance-vie britanniques et étrangères, par principal item, 1936-40

Item	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
RECETTES					
Compagnies canadiennes					
Recettes nettes en primes (y compris fonds d'amortissement)	241,855,580	242,767,374	245,417,469	246,908,554	247,269,773
Provision pour rentes viagères	25,508,449	30,170,769	32,784,213	31,560,105	29,607,453
Intérêts, dividendes et loyers	84,402,395	88,672,914	89,714,320	94,139,373	95,894,218
Divers	53,954,295	44,258,474	46,966,418	53,370,051	51,664,182
Totaux, compagnies canadiennes[1]	**405,720,719**	**405,869,531**	**414,882,420**	**425,978,083**	**424,435,626**
Compagnies britanniques					
Recettes nettes en primes (y compris fonds d'amortissement)	3,978,180	4,284,383	4,238,904	4,374,397	4,567,859
Provision pour rentes viagères	416,589	335,966	562,653	290,520	209,434
Intérêts, dividendes et loyers	2,461,065	2,399,259	2,380,545	2,357,487	2,373,541
Divers	200,745	206,969	205,492	192,938	91,003
Totaux, compagnies britanniques[2]	**7,056,579**	**7,226,577**	**7,387,594**	**7,215,342**	**7,241,837**
Compagnies étrangères					
Recettes nettes en primes	67,307,639	68,857,439	68,567,269	68,256,665	68,916,805
Provision pour rentes viagères	1,609,131	1,630,831	1,581,682	1,452,454	1,493,346
Intérêts, dividendes et loyers	21,456,301	21,140,106	20,838,629	20,526,737	21,546,501
Divers	3,238,487	3,353,590	3,464,789	4,573,310	4,784,675
Totaux, compagnies étrangères[2]	**93,611,558**	**94,981,966**	**94,452,369**	**94,809,166**	**96,741,327**
DÉBOURSÉS					
Compagnies canadiennes					
Versements aux assurés	190,307,438	186,189,872	201,844,569	219,405,927	216,782,766
Frais généraux	56,678,411	57,434,391	58,166,254	57,955,496	56,638,175
Dividendes aux actionnaires	1,123,781	1,355,104	1,480,345	1,483,472	1,421,795
Autres déboursés	23,463,163	24,727,370	24,506,579	28,199,691	32,836,688
Totaux, compagnies canadiennes[1]	**271,572,793**	**269,706,737**	**285,977,747**	**307,044,586**	**307,679,424**
Excédent des recettes sur les déboursés	134,147,926	136,162,794	127,884,673	118,933,497	116,756,202
Compagnies britanniques					
Versements aux assurés	3,373,878	3,040,135	3,950,186	3,943,305	4,311,708
Frais généraux	1,267,760	1,282,760	1,240,536	1,263,608	1,166,744
Autres déboursés	86,687	83,438	106,944	104,580	95,083
Totaux, compagnies britanniques[3]	**4,728,325**	**4,406,333**	**5,297,666**	**5,311,493**	**5,573,535**
Excédent des recettes sur les déboursés	2,328,254	2,820,244	2,089,928	1,903,849	1,668,302
Compagnies étrangères					
Versements aux assurés	53,586,710	53,802,628	54,446,857	58,776,173	55,595,018
Frais généraux	13,494,715	13,902,443	14,151,371	14,299,588	15,099,199
Autres déboursés	1,914,591	2,469,658	2,316,784	2,499,343	2,890,082
Totaux, compagnies étrangères[3]	**68,996,016**	**70,174,729**	**70,915,012**	**75,575,104**	**73,584,299**
Excédent des recettes sur les déboursés	24,615,542	24,807,237	23,537,357	19,234,062	23,157,028

[1] Comprend les recettes ou déboursés hors du Canada. [2] Recettes au Canada. [3] Dépenses au Canada.

Sous-section 4.—Assurance-vie effectuée par les sociétés fraternelles

En plus de l'assurance-vie, les opérations de quelques sociétés fraternelles comprennent, entre autres, le paiement d'indemnités en cas de maladie; ces opérations sont toutefois peu importantes. Le Tableau **19** contient des données sur l'assurance-vie effectuée par l'entremise des sociétés fraternelles ainsi que la statistique relative à l'actif, au passif, aux recettes et aux déboursés des sociétés canadiennes et des sociétés étrangères faisant affaires au Canada. Les taux de ces sociétés sont calculés de façon à couvrir les indemnités, en tenant compte de tous les principes actuariels. La caisse de bénéfice de chaque société doit être évaluée chaque année par un actuaire qualifié (devenu membre, après examen, de l'Institut des Actuaires de Londres; de la Falculté des Actuaires d'Ecosse; de la Société des Actuaires d'Amérique ou de l'Institut Américain des Actuaires) et, à moins que l'actuaire ne certifie la solvabilité de chaque caisse, un rajustement des taux des bénéfices doit être effectué. Les statistiques de la première partie de ce tableau portent sur 11 sociétés canadiennes faisant rapport au Département des Assurances du Gouvernement fédéral, dont une seule n'accorde pas de bénéfices d'assurance-vie.

En vertu d'un amendement à la loi des assurances, qui devient en vigueur le 1er janvier 1920, il est maintenant nécessaire à toute société fraternelle étrangère de se procurer une charte fédérale avant de faire affaires au Canada. Cependant, toutes les sociétés qui autrefois faisaient affaires en vertu de chartes provinciales peuvent continuer à faire les transactions nécessaires relativement à l'assurance déjà en vigueur, mais il leur est défendu d'accepter de nouveaux membres. Depuis lors, la plupart de ces sociétés se sont procuré une charte fédérale; il en est de même de quelques sociétés étrangères qui auparavant n'étaient pas munies de chartes provinciales. Vingt-huit sociétés appartenant à l'une ou l'autre de ces deux classes faisaient affaires au Canada en 1940.

19.—Assurance-vie des sociétés fraternelles faisant rapport au Département fédéral des Assurances, 1936-40

Opérations	1936	1937	1938	1939	1940
SOCIÉTÉS CANADIENNES	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Polices émises, net	9,356	13,857	17,216	12,459	11,362
Polices échues, net	2,946	3,113	3,100	3,326	3,361
	$	$	$	$	$
Sommes nettes payées par les membres	1,802,479	1,810,873	1,931,515	1,933,470	1,946,902
Montant net des polices nouvelles	7,343,950	10,858,832	14,445,147	9,982,175	9,140,450
Assurances en vigueur, net	103,673,283	108,743,852	112,698,333	109,063,645	108,810,930
Montant net des polices échues	2,582,490	2,649,682	2,649,795	2,901,633	2,837,154
Réclamations nettes payées	3,505,486	3,183,242	3,234,829	3,574,316	3,300,542
Réclamations nettes non réglées	232,166	258,419	233,624	270,295	280,824
Assurances ayant pris fin par—					
Décès	1,998,792	1,940,583	1,898,776	2,013,588	1,922,345
Résiliation, échéance, abandon, etc	11,386,571	10,650,996	12,490,938	13,729,773	10,831,848
Totaux, terminées	13,385,363	12,591,579	14,389,714	15,743,361	12,754,193

19.—Assurance-vie des sociétés fraternelles faisant rapport au Département fédéral des Assurances, 1936-40—suite

Opérations	1936	1937	1938	1939	1940
	$	$	$	$	$
SOCIÉTÉS CANADIENNES—*fin*					
Actif[1]					
Immeubles	11,193,596	11,155,559	11,328,650	10,599,975	10,330,162
Prêts sur immeubles	14,204,277	13,052,672	11,742,512	10,751,459	9,961,643
Prêts sur polices	9,075,256	8,685,975	8,535,744	8,050,651	7,796,542
Valeurs en portefeuille	43,744,256	47,674,717	49,548,912	51,238,379	53,179,342
En caisse et en banque	1,398,799	1,160,077	1,042,243	1,537,897	1,083,847
Intérêts et loyers échus et courus	872,229	876,312	669,913	640,449	672,506
Contributions des membres	229,175	275,563	309,561	282,997	293,384
Autre actif	1,227,336	1,161,418	1,068,204	887,000	820,262
Totaux, actif[2]	**81,944,924**	**84,042,293**	**84,245,739**	**83,988,807**	**84,137,688**
Passif[1]					
Réclamations non réglées	310,891	346,968	329,959	360,183	348,916
Réserve	64,861,647	66,189,870	68,242,149	68,150,028	67,283,615
Autre passif	5,339,604	5,379,673	4,523,400	5,301,752	5,588,964
Totaux, passif	**70,512,142**	**71,916,511**	**73,095,508**	**73,811,963**	**73,221,495**
Recettes[1]					
Primes	3,913,675	3,769,475	3,892,824	3,970,824	3,935,257
Contributions	1,290,622	1,437,808	1,397,527	1,227,507	1,133,480
Intérêts et loyers	3,430,954	3,589,554	3,810,516	3,590,229	3,594,272
Autres recettes	373,074	126,150	141,142	256,482	144,423
Totaux, recettes	**9,008,325**	**8,922,987**	**9,242,009**	**9,045,042**	**8,807,432**
Déboursés[1]					
Payé au membres	6,589,420	6,302,558	6,229,003	6,655,686	6,438,030
Frais généraux	1,415,766	1,603,334	1,563,248	1,396,664	1,305,867
Autres	160,567	224,416	48,111	60,761	215,167
Totaux, déboursés	**8,165,753**	**8,130,308**	**7,840,362**	**8,113,111**	**7,959,064**
Excédent des recettes sur les déboursés	842,572	792,679	1,401,647	931,931	848,368
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Polices émises, net	6,023	6,501	6,581	6,820	6,304
Polices échues, net	1,018	1,057	1,071	980	978
	$	$	$	$	$
Sommes nettes payées par les membres	1,438,081	1,446,716	1,483,104	1,548,044	1,578,733
Montant net des polices nouvelles	5,350,134	5,943,093	6,567,445	6,939,130	6,190,576
Assurances en vigueur, net	64,912,851	65,607,329	66,892,644	68,412,566	68,754,109
Montant net des polices échues	1,114,864	1,155,782	1,124,021	1,064,344	1,043,773
Réclamations nettes payées	1,164,726	1,290,020	1,270,704	1,398,150	1,428,615
Réclamations nettes non réglées	144,723	141,575	119,480	121,780	144,117
Assurances ayant pris fin par—					
Décès	872,797	919,972	958,825	898,890	926,436
Résiliation, échéance, abandon, etc.	5,297,111	5,249,921	5,395,821	5,828,457	5,957,743
Totaux, terminées	6,169,908	6,168,993	6,354,646	6,727,347	6,884,179

[1] Affaires globales. [2] Valeur comptable. La valeur du marché (ou autorisée) de cet actif était de $80,619,538 en 1936, $81,728,539 en 1937, $82,797,534 en 1938, $82,305,985 en 1939 et $82,528,753 en 1940.

19.—Assurance-vie des sociétés fraternelles faisant rapport au Département fédéral des Assurances, 1936-40—fin

Opérations	1936	1937	1938	1939	1940
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES—fin	$	$	$	$	$
Actif[1]					
Immeubles	Nil	1,200	3,722	3,722	3,722
Prêts sur immeubles	20,250	121,107	163,550	161,732	152,332
Prêts sur polices	617,839	726,576	813,346	885,844	929,493
Valeurs en portefeuille	5,589,268	6,444,230	7,345,430	7,768,304	8,708,829
En caisse et en banque	359,497	330,755	545,035	927,210	609,045
Intérêts et loyers échus et courus	70,349	84,065	89,918	98,143	101,455
Contributions des membres	106,625	111,550	106,827	115,247	124,200
Autre actif	16	1,714	2,756	4,694	6
Totaux, actif	**6,763,844**	**7,821,097**	**9,070,584**	**9,964,896**	**10,629,082**
Passif[1]					
Réclamations non réglées	189,947	171,689	147,393	158,266	195,409
Réserve	10,646,026	10,938,525	11,456,464	12,015,077	12,546,377
Autre passif	221,596	327,264	447,015	561,857	638,112
Totaux, passif	**11,057,569**	**11,437,478**	**12,050,872**	**12,735,200**	**13,379,898**
Recettes[1]					
Primes	1,593,970	1,620,408	1,672,125	1,773,780	1,823,901
Contributions	304,217	343,801	371,789	363,040	383,391
Intérêts et loyers	190,179	221,296	246,603	256,591	279,077
Autres recettes	40,159	72,618	78,130	71,154	71,487
Totaux, recettes	**2,128,525**	**2,258,123**	**2,368,647**	**2,464,565**	**2,557,856**
Déboursés[1]					
Payé aux membres	1,304,327	1,443,439	1,424,105	1,564,340	1,641,654
Frais généraux	218,171	221,125	217,949	245,758	226,932
Autres	13,877	18,831	25,004	29,493	33,339
Totaux, déboursés	**1,536,375**	**1,683,395**	**1,667,058**	**1,839,591**	**1,901,925**
Excédent des recettes sur les déboursés	592,150	574,728	701,589	624,974	655,931

[1] Affaires au Canada.

Sous-section 5.—Assurance-vie en vigueur en dehors du Canada et vendue par des compagnies canadiennes à charte fédérale

Les tableaux **20** et **21** donnent des résumés statistiques de l'assurance en vigueur le 31 décembre 1940, en devises autres que la devise canadienne, classifiée respectivement par compagnie et par devise dans laquelle l'assurance a été vendue. Les données sont exprimées en dollars canadiens convertis au pair avec les valeurs des pays intéressés. Mais il y a des exceptions là où pour fins de comptabilité certaines compagnies ont converti les devises étarngères en des taux autres que ceux du pair, notamment dans les pays où le cours ordinaire diffère sensiblement du cours au pair. Plus de 63 p.c. de l'assurance vendue a été vendue en devise des Etats-Unis et plus de 23 p.c. en sterling. Par ailleurs, plus de 32 p.c. de l'assurance a été vendue en devises des pays britanniques autres que le Canada et près de 67 p.c. en devises de pays étrangers.

Les compagnies canadiennes d'assurance-vie à charte fédérale avaient au 31 décembre 1940 pour $3,227,397,843 de contrats d'assurance en vigueur en dehors du Canada. Comme le fait voir le tableau **20**, l'assurance en vigueur en devises autres que la devise canadienne s'élève à $3,139,110,202. La différence entre ces chiffres représente vraisemblablement le montant net d'assurance non canadienne vendue en devise canadienne. Comparativement au total de l'assurance non canadienne, qui comprend aussi les rentes viagères, les placements des compagnies d'assurance-vie canadiennes à l'étranger le 31 décembre 1940 sont de $881,644,987. Le chiffre d'assurance de ces compagnies au Canada le 31 décembre 1940 étant de $4,609,213,977, leurs chiffres globaux d'assurance canadienne et non canadienne s'établit à $7,836,611,820. Ainsi plus de 41 p.c. de l'assurance totale en vigueur est en dehors du Canada.

20.—Assurance-vie effectuée et en vigueur, et réserves des compagnies canadiennes (à l'exclusion des sociétés fraternelles) à charte fédérale, en devises autres que la devise canadienne, par compagnie, 1940, et totaux de 1939

NOTA.—Les chiffres sont donnés en dollars canadiens, principalement aux taux du change au pair.

Compagnie	Assurance effectuée			Assurance en vigueur		
	Devises britanniques	Devises étrangères	Total	Devises britanniques	Devises étrangères	Total
	$	$	$	$	$	$
Canada	4,618,679	9,174,735	13,793,414	140,419,150	192,698,759	333,117,909
Commercial	Nil	14,000	14,000	Nil	52,000	52,000
Confederation	6,137,121	7,962,804	14,099,925	76,468,979	69,565,982	146,034,961
Continental	37,235	32,500	69,735	43,319	199,250	242,569
Crown	3,143,091	7,105,555	10,248,646	25,656,343	42,603,598	68,259,941
Dominion	458,933	2,398,417	2,857,350	2,729,107	12,108,943	14,838,050
Dominion of Canada	134,656	Nil	134,656	759,012	19,433	778,445
T. Eaton	Nil	"	–	17,000	24,000	41,000
Equitable	"	"	–	Nil	537,786	537,786
Great-West	"	11,150,474	11,150,474	"	128,955,998	128,955,998
Imperial	1,883,983	1,257,879	3,141,862	20,097,421	27,937,630	48,035,051
London	Nil	40,023	40,023	Nil	2,146,843	2,146,843
Manufacturers	10,612,183	16,130,965	26,743,148	130,377,769	152,710,478	283,088,247
Maritime	7,200	Nil	7,200	1,915,559	31,932	1,947,491
Monarch	Nil	48,500	48,500	Nil	104,312	104,312
Montreal	"	88,000	88,000	678,218	526,146	1,204,364
Mutual	37,000	693,300	730,300	983,181	13,146,512	14,129,693
National	352,334	98,500	450,834	1,434,294	528,317	1,962,611
North American	220,291	2,709,681	2,929,972	803,598	15,506,648	16,310,246
Northern	Nil	1,320,368	1,320,368	23,133	2,455,398	2,478,531
La Sauvegarde	"	Nil	–	Nil	15,500	15,500
Sun	33,629,396	90,763,089	124,392,485	605,429,477	1,469,290,924	2,074,720,401
Western	Nil	9,000	9,000	Nil	108,253	108,253
Totaux, 1940	**61,272,102**	**150,997,790**[1]	**212,269,892**[1]	**1,007,835,560**	**2,131,274,642**[1]	**3,139,110,202**[1]
Totaux, 1939	**75,576,004**	**173,728,203**[1]	**249,304,207**[1]	**1,001,644,001**	**2,087,707,410**[1]	**3,089,351,411**[1]

[1] Comprend diverses devises.

20.—Assurance-vie effectuée et en vigueur, et réserves des compagnies canadiennes (à l'exclusion des sociétés fraternelles) à charte fédérale, en devises autres que la devise canadienne, par compagnie, 1940, et totaux de 1939—fin

Compagnies	Réserves		
	Britanniques	Etrangères	Total
	$	$	$
Canada	53,330,415	46,785,476	100,115,891
Commercial	Nil	13,206	13,206
Confederation	23,143,249	13,685,378	36,828,627
Continental	3,142	34,726	37,868
Crown	3,997,216	5,053,542	9,050,758
Dominion	594,261	1,244,625	1,838,886
Dominion of Canada	68,567	5,720	74,287
T. Eaton	7,766	5,376	13,142
Equitable	Nil	92,928	92,928
Great-West	"	17,581,957	17,581,957
Imperial	4,686,143	6,624,555	11,310,698
London	Nil	477,655	477,655
Manufacturers	32,366,767	33,182,431	65,549,198
Maritime	588,876	5,849	594,725
Monarch	Nil	26,461	26,461
Montreal	2,872	115,529	118,401
Mutual	205,852	2,349,073	2,554,925
National	180,311	71,578	251,889
North American	126,747	3,046,330	3,173,077
Northern	5,357	86,111	91,468
La Sauvegarde	Nil	1,246	1,246
Sun	209 530,232	278,123,361	487,653,593
Western	Nil	22,711	22,711
Totaux, 1940	**328,837,773**	**408,635,824**[1]	**737,473,597**[1]
Totaux, 1939	**316,876,639**	**385,719,523**[1,2]	**702,596,162**[1,2]

[1] Comprend diverses devises. [2] Comprend réserves pour droits acquis et annuités au montant de $796,712.

21.—Assurance-vie en vigueur dans les compagnies canadiennes (à l'exception des sociétés fraternelles) à charte fédérale, en devises autres que la devise canadienne, par devise, 1940, et totaux de 1939

NOTA.—Les chiffres sont donnés en dollars canadiens, principalement aux taux du change au pair.

Devise	Assurance effectuée	Assurance en vigueur	Réserve
Britannique	$	$	$
Livres—			
Sterling	39,230,768	707,520,339	239,713,383
Antilles britanniques	2,912,280	21,494,886	6,199,723
Palestine	302,901	826,902	42,531
Sud-Africain	8,022,445	93,931,023	19,793,742
Rhodésia du Sud	54,066	1,313,161	312,370
Dollars—			
Guyane britannique et Antilles britanniques	2,530,686	22,933,099	5,601,255
Hong-Kong	603,897	12,322,926	2,813,998
Straits Settlements	939,386	9,074,561	2,317,038
Roupies—			
Inde Britannique	6,667,399	138,415,256	52,043,580
Shillings—			
Afrique orientale	8,274	3,407	153
Totaux, britannique	**61,272,102**	**1,007,835,560**	**328,837,773**

21.—Assurance-vie en vigueur dans les compagnies canadiennes (à l'exception des sociétés fraternelles) à charte fédérale, en devises autres que la devise canadienne, par devise, 1940, et totaux de 1939—fin

Devise	Assurance effectuée	Assurance en vigueur	Réserve
Etrangères	$	$	$
Belgas (Belgique)	Nil	1,390	85
Cordobas (Nicaragua)	"	207,500	60,006
Dollars (Chine)	120,270	1,599,046	547,531
Dollars (Shanghaï)	1,429,093	10,355,099	1,544,043
Dollars (Etats-Unis)	136,377,422	1,995,909,806	372,822,500
Florins (Pays-Bas)	327,850	1,855,084	304,698
Francs (France)	8,715	378,048	128,737
Francs (Suisse)	9,600	21,100	2,968
Guilders (Pays-Bas)	2,506,525	14,952,017	3,420,106
Pesos (Argentine)	3,666,584	31,757,639	6,592,391
Pesos (Chili)	Nil	3,741,656	1,719,298
Pesos (Colombie)	410,377	1,202,538	228,807
Pesos (Cuba)	513,042	2,316,079	88,597
Pesos (Mexique)	1,947,000	8,732,478	1,627,598
Pesos (Philippines)	1,551,596	14,914,429	4,156,536
Livres (Egypte)	1,092,212	16,305,234	3,484,386
Soles Oro (Pérou)	109	2,093,744	851,016
Taels (Shanghaï)	Nil	105,350	24,615
Ticals (Siam)	1,027,937	3,479,045	711,303
Yen (Japon)	9,458	21,280,420	10,409,207
Diverses	Nil	66,940	11,396
Totaux, étrangères	**150,997,790**	**2,131,274,642**	**408,635,824**
Grands totaux, 1940	**212,269,892**	**3,139,110,202**	**737,473,597**
Grands totaux, 1939	**249,304,207**	**3,089,351,411**	**702,596,162**[1]

[1] Comprend réserves pour droits acquis et annuités au montant de $796,712.

Sous-section 6.—Grand total de toute l'assurance-vie au Canada et affaires des compagnies canadiennes à l'étranger

La première partie du tableau **22** résume les affaires des compagnies d'assurance-vie et sociétés fraternelles canadiennes en dehors du Canada. Si les affaires de ces compagnies au Canada sont ajoutées à ce chiffre, tel que dans le tableau **10**, le total des affaires domestiques et étrangères de toutes les compagnies canadiennes d'assurance-vie est obtenu, tel que l'indique la deuxième partie du tableau **22**. En outre, si le chiffre d'affaires au Canada des compagnies et sociétés fraternelles britanniques et étrangères est ajouté à ceci, le grand total est obtenu de toute l'assurance-vie au Canada et de l'assurance-vie des compagnies canadiennes à l'étranger.

22.—Affaires des compagnies canadiennes d'assurance-vie à l'étranger et ensemble de toute l'assurance-vie au Canada et des affaires des compagnies canadiennes à l'étranger, 1940

NOTA.—Les données des affaires au Canada paraissent au tableau **10**, p. 868.

Item	Nouvelles polices (net)	En vigueur au 31 déc. (net)	Primes nouvelles encaissées (net)	Réclamations nouvelles payées (net)
Compagnies canadiennes à l'étranger	$	$	$	$
Compagnies canadiennes (vie)—				
Fédérales	218,864,044[1]	3,227,397,843[1]	120,431,571[1]	55,292,418[1]
Provinciales				

[1] Aucune déclaration.

22.—Affaires des compagnies canadiennes d'assurance-vie à l'étranger et ensemble de toute l'assurance-vie au Canada et des affaires des compagnies canadiennes à l'étranger, 1940—fin

Item	Nouvelles polices (net)	En vigueur au 31 déc. (net)	Primes nouvelles encaissées (net)	Réclamations nouvelles payées (net)
	$	$	$	$
Compagnies canadiennes à l'étranger—fin				
Sociétés fraternelles canadiennes—				
Fédérales	4,619,761	89,726,353	1,633,658	2,488,683
Provinciales	[1]	[1]	[1]	[1]
Compagnies britanniques (vie)	Nil	Nil	Nil	Nil
Compagnies étrangères (vie)	"	"	"	"
Sociétés fraternelles étrangères	"	"	"	"
Totaux	**223,483,805**	**3,317,124,196**	**122,065,229**	**57,781,101**
Toute assurance-vie au Canada et affaires canadiennes à l étranger				
Compagnies canadiennes (vie)—				
Fédérales	610,368,180	7,836,611,820	247,150,815	102,018,197
Provinciales	14,079,587	66,143,241	1,962,015	850,815
Sociétés fraternelles canadiennes—				
Fédérales	13,760,211	198,537,283	3,580,560	5,285,588
Provinciales	8,397,528	62,607,575	1,525,304	1,613,452
Compagnies britanniques (vie)	11,106,491	145,603,299	4,565,046	2,345,857
Compagnies étrangères (vie)	187,594,909	2,220,505,184	68,916,805	26,847,609
Sociétés fraternelles étrangères	6,190,576	68,754,109	1,578,733	1,043,773
Grands totaux	**851,497,482**	**10,598,762,611**	**329,279,278**	**140,005,291**

[1] Aucune déclaration.

Section 3.—Assurances diverses

Depuis 1875, l'assurance sur les risques autres que la vie ou le feu a fait des progrès constants. Le rapport du surintendant des Assurances pour l'année civile 1880 fait voir que le nombre de compagnies autorisées à vendre de l'assurance-accident, de cautionnement, contre le bris de glace et contre les explosions de chaudières à vapeur—les seuls genres d'assurance vendus alors—est de 5, 3, 1 et 1 respectivement. Le rapport de l'année 1940 indique que l'assurance diverse au Canada comprend maintenant différentes formes d'accidents et 24 autres genres d'assurance vendue par les compagnies à charte fédérale. En 1880, il y a dix compagnies qui s'occupent d'assurances diverses, mais en 1940 il y en a 249 dont 53 canadiennes, 67 britanniques et 129 étrangères; 197 de ces 249 compagnies vendent aussi de l'assurance-feu. En outre, 19 sociétés ou ordres fraternels vendent de l'assurance-accident et de l'assurance-maladie aussi bien que de l'assurance-vie et deux sociétés ou ordres fraternels ne vendent que de l'assurance-accident.

Le tableau **23**, qui donne la répartition des affaires dans ce domaine entre les compagnies à charte fédérale et provinciale, montre que, comme dans le cas de l'assurance-vie et de l'assurance-feu, la majeure partie des affaires (soit environ 86 p.c. dans le cas présent) est effectuée par les compagnies à charte fédérale.

Etant donné, comme on l'indique plus haut, que la plupart des compagnies qui s'occupent d'assurances diverses au Canada vendent aussi l'assurance-feu, leur actif, leur passif, leurs recettes et leurs dépenses pour toutes opérations sont compris dans les statistiques financières des compagnies d'assurance-feu données à la section 1, sous-section 3, de ce chapitre. Le tableau **25** contient des chiffres semblables

pour les 10 compagnies canadiennes dont les opérations se limitent à l'assurance autre que l'assurance-feu et l'assurance-vie. De même, en 1940, on compte 4 compagnies britanniques et 42 compagnies étrangères qui se limitent au même domaine.

23.—Opérations des compagnies d'assurance autre que vie et feu, à charte fédérale et à charte provinciale, au Canada, 1940

Genre de risque	A charte fédérale	A charte provinciale			Lloyds[1]	Grand total
		Dans les provinces où elles sont incorporées	Dans les autres provinces	Total pour les compagnies à charte provinciale		
	$	$	$	$	$	$
	PRIMES SOUSCRITES, CHIFFRE NET					
Accidents—						
Personnels	3,119,922	3,315	Nil	3,315	154,620	3,277,857
Responsabilité des patrons et accidents du travail	858,546	122,122	−378	121,744	76,787	1,057,077
Autres	2,334,405	5,661	599	6,260	206,111	2,546,776
Accidents et maladie combinés	3,542,578	94,834	83,900	178,734	10,930	3,732,242
Automobile	20,905,888	1,196,925	213,805	1,410,730	3,534,690	25,851,308
Aviation	295,244	Nil	Nil	Nil	48,072	343,316
Cambriolage	1,384,869	18,922	210	19,132	68,140	1,472,141
Crédit	223,253	Nil	Nil	Nil	402	223,655
Tremblement de terre	12,892	"	"	"	Nil	12,892
Explosions	169,708	"	"	"	"	169,708
Chutes d'avions	−192	"	"	"	"	−192
Contre les faussaires	30,595	"	"	"	"	30,595
Fraude	9,040	"	"	"	"	9,040
Cautionnements (caissiers)	1,238,157	63,984	292	64,276	147,221	1,449,654
Cautionnements (judiciaires)	753,203					753,203
Grêle	1,031,868	43,579	Nil	43,579	73,946	1,149,393
Transit intérieur	1,097,946	5,418	"	5,418	40,551	1,143,915
Bétail	20,761	Nil	"	Nil	20,097	40,858
Machinerie	248,604	"	"	"	[2]	248,604
Propriété personnelle	2,303,759	"	"	"	17,866	2,321,625
Bris de glace	575,833	68,002	227	68,229	758	644,820
Propriété	242,473	Nil	Nil	Nil	281,155	523,628
Maladie	1,641,487	1,253	"	1,253	Nil	1,642,740
Arroseuses automatiques[3]	1,564	Nil	"	Nil	"	1,564
Chaudières à vapeur	599,675	537[4]	1,722[4]	2,259	112,309	714,243
Cyclones	146,721	Nil	Nil	Nil	Nil	146,721
Intempéries	4,350	57,270	"	57,270	8,002	69,622
Totaux	**42,793,149**	**1,681,822**	**300,377**	**1,982,199**[5]	**4,801,657**	**49,577,005**[5]
	PERTES PAYÉES, CHIFFRE NET					
Accidents—						
Personnels	1,188,694	641	Nil	641	39,755	1,229,090
Responsabilité des patrons et accidents du travail	440,156	38,414	"	38,414	−27,669	450,901
Autres	721,869	3,972	167	4,139	57,394	783,402
Accidents et maladie combinés	2,056,308	55,973	25,917	81,890	9,645	2,147,843
Automobile	10,419,602	511,347	85,551	596,898	2,237,937	13,254,437
Aviation	119,911	Nil	Nil	Nil	13,720	133,631
Cambriolage	513,662	6,627	"	6,627	22,507	542,796
Crédit	12,039	Nil	"	Nil	Nil	12,039
Tremblement de terre	−96	"	"	"	"	−96
Explosions	149	"	"	"	"	149
Chutes d'avions	Nil	"	"	"	"	Nil
Contre les faussaires	4,655	"	"	"	"	4,655
Fraude	2,909	"	"	"	"	2,909
Cautionnements (caissiers)	367,217	13,685	"	13,685	−53,219	327,683
Cautionnements (judiciaires)	14,376					14,376
Grêle	446,676	31,005	"	31,005	41,635	519,316

[1] Renvois à la fin du tableau, p. 883.

23.—Opérations des compagnies d'assurance autre que vie et feu, à charte fédérale et à charte provinciale, au Canada, 1940—fin

Genre de risque	A charte fédérale	A charte provinciale			Lloyds[1]	Grand total
		Dans les provinces où elles sont incorporées	Dans les autres provinces	Total pour les compagnies à charte provinciale		
	$	$	$	$	$	$
	PERTES PAYÉES, CHIFFRE NET—fin					
Transit intérieur	425,033	2,280	Nil	2,280	17,942	445,255
Bétail	9,035	Nil	"	Nil	6,991	16,026
Machinerie	52,011	"	"	"	[2]	52,011
Propriété personnelle	748,768	"	"	"	5,615	754,383
Bris de glaces	276,747	29,892	99	29,991	569	307,307
Propriété	108,334	Nil	Nil	Nil	3,643	111,977
Maladie	1,074,026	1,071	"	1,071	Nil	1,075,097
Arroseuses automatiques[3]	1,160	Nil	"	Nil	"	1,160
Chaudières à vapeur	39,481	"	"	"	16,490	55,971
Cyclones	133,771	"	"	"	Nil	133,771
Intempéries	1,785	51,106	"	51,106	750	53,641
Totaux	**19,178,278**	**746,013**	**111,734**	**857,747**[6]	**2,393,705**	**22,429,730**[6]

[1] Les affaires de la compagnie Lloyds ne sont pas indiquées séparément avant l'année 1940; elles figurent avec celles des compagnies à charte provinciale. [2] Compris avec chaudières à vapeur. [3] Ces risques ont été pris par une compagnie ne possédant pas de permis d'assurance-feu. [4] Ces risques ont été pris par une compagnie étrangère non enregistrée. [5] A l'exclusion de $1,297,704 de primes versées à des sociétés fraternelles pour accident, maladie et frais funéraires. [6] A l'exclusion de $815,432 de pertes payées par des sociétés fraternelles pour accident, maladie et frais funéraires.

24.—Primes nettes perçues et pertes nettes encourues au Canada (moins la réassurance enregistrée) par les compagnies à charte fédérale autres que vie et incendie, par genre de risque, 1938-40

Genre de risque	1938		1939		1940	
	Primes nettes	Pertes encourues	Primes nettes	Pertes encourues	Primes nettes	Pertes encourues
	$	$	$	$	$	$
Accidents—						
Personnels	3,246,458	1,272,422	3,228,608	1,256,477	3,119,922	1,188,694
Responsabilité des patrons et accidents du travail	761,013	441,397	763,724	292,058	858,546	440,156
Autres	2,119,726	840,951	2,191,872	641,841	2,334,405	721,869
Accidents et maladie combinés	2,696,848	1,535,805	3,091,018	1,848,076	3,542,578	2,056,308
Automobile	18,015,202	9,930,504	18,859,873	8,949,542	20,905,888	10,419,602
Aviation	187,157	85,924	285,197	131,519	295,244	119,911
Cambriolage	1,515,603	693,630	1,575,403	636,705	1,384,869	513,662
Crédit	212,015	29,883	206,575	32,722	223,253	12,039
Tremblement de terre	5,561	8	3,064	189	12,892	−96
Explosion	33,391	6,331	109,417	39	169,708	149
Chutes d'avions	137	Nil	387	Nil	−192	Nil
Assurance contre les fausses	45,850	22,085	58,711	−3,859	30,595	4,655
Fraude	10,324	1,927	9,638	2,213	9,040	2,909
Cautionnement—						
Caissiers	1,260,160	359,793	1,229,628	289,348	1,238,157	367,217
Judiciaires	759,488	131,109	754,359	−97,397	753,203	14,376
Grêle	1,444,039	1,098,981	1,757,593	321,878	1,031,868	446,676
Transit intérieur	826,729	331,026	913,173	276,814	1,097,946	425,033
Bétail	27,083	14,339	26,231	20,928	20,761	9,035
Machinerie	218,725	52,875	233,172	75,754	248,604	52,011
Propriété personnelle	1,154,108	398,829	1,616,595	570,159	2,303,759	748,768
Bris de glaces	539,208	253,236	513,690	237,759	575,833	276,747
Propriété	129,839	22,466	222,310	44,494	242,473	108,334
Maladie	1,558,883	959,724	1,573,771	978,396	1,641,487	1,074,026
Arroseuses automatiques[1]	4,343	2,133	3,741	−429	1,564	1,160
Chaudière à vapeur	640,537	37,311	481,225	24,746	599,675	39,481
Cyclones	140,421	46,101	133,639	57,777	146,721	133,771
Intempéries	7,448	2,793	7,373	5,107	4,350	1,785
Totaux	**37,560,296**	**18,571,583**	**39,849,987**	**16,592,766**	**42,793,149**	**19,178,278**

[1] Vendue par une compagnie ne possédant pas de certificat pour faire de l'assurance-feu.

25.—Bilan des compagnies canadiennes d'assurance et à charte fédérale autres que vie et incendie, 1940

Compagnies	Recettes	Dépenses	Excédent des recettes sur les dépenses	Actif	Passif[1]	Excédent de l'actif sur le passif
	$	$	$	$	$	$
Boiler Inspection	456,558	415,284	41,274	1,226,639	542,801	683,838
Chartered Trust	494,413	452,375	42,038	5,583,351[2]	4,256,387	1,316,964
Confederation Life	204,969	167,923	37,046	244,400	61,061	183,339
Fidelity Insurance	325,704	275,601	50,103	627,528	290,073	337,455
Guarantee Co. of North America	619,980	536,030	83,950	4,682,998	1,073,619	3,609,379
London Life	578,081	497,789	80,292	577,490	358,514	218,976
Mutual Life of Canada	5,274	3,597	1,677	100,876	142	100,734
North American Accident	104,260	87,526	16,734	548,545	40,645	507,900
Protective Association	354,696	369,717	−15,021	311,369	177,055	134,314
Royal Guardians	1,555	2,491	−936	15,982	13,687	2,295
Totaux	**3,145,490**	**2,808,333**[3]	**337,157**	**13,919,178**	**6,813,984**	**7,105,194**

[1] Capital-actions non compris. [2] Comprend $863,210 de prêts sur nantissement et $495 de dépôts confiés à des compagnies de fiducie pour placement. [3] Comprend $37,235 d'impôt de guerre sur le revenu et $20,353 de taxe sur les surplus de bénéfices.

Section 4.—L'assurance en ce qu'elle affecte la balance des paiements internationaux*

Une brève explication de l'effet produit par les opérations des compagnies d'assurance sur les paiements internationaux, dont les données sont puisées dans la publication mentionnée au renvoi ci-dessous, paraît aux pp. 976–77 de l'Annuaire de 1940.

Il a déjà été mentionné dans les sections précédentes de ce chapitre qu'il existe un grand nombre de compagnies britanniques et étrangères qui peuvent vendre de l'assurance-feu, vie ou diverse au Canada. Les différents tableaux indiquent le volume de leurs opérations. De même, comme l'indiquent les pp. 877–880, des compagnies canadiennes d'assurance-vie effectuent un volume considérable d'affaires en dehors du Canada. On compte aussi certaines compagnies canadiennes d'assurance-feu et accident qui s'occupent d'assurance à l'étranger.

Dans le cas des compagnies non canadiennes au Canada et des compagnies canadiennes à l'étranger, les opérations s'effectuent par l'entremise de branches dans les différents pays. Ces succursales revêtent plusieurs des caractéristiques des corporations domestiques, en ce qui concerne, par exemple, l'actif détenu et le contrôle des recettes et dépenses. En de telles circonstances, leurs opérations ne soulèvent pas un mouvement international de fonds aussi considérable que le volume de leurs affaires le laisserait supposer. Il existe toutefois un mouvement de fonds et de titres entre les succursales à l'étranger et les sièges sociaux.

Le mouvement de fonds entre le Canada et les autres pays, par groupe de compagnies, et le mouvement de tels fonds suivant la catégorie de compagnies sont indiqués dans les tableaux qui suivent. Les mouvements de fonds déterminés par les ventes ou achats internationaux de valeurs effectués par l'intermédiaire de courtiers, négociants en valeurs ou autres agences établies au Canada ne sont pas contenus dans ces tableaux, vu qu'ils paraissent au relevé du commerce international en valeurs mobilières.

* Une étude beaucoup plus détaillée de ce sujet paraît au chapitre XX de la publication intitulée "La Balance Canadienne des Paiements Internationaux—Une étude des méthodes et résultats" par Herbert Marshall, B.A., F.S.S., chef de la Branche du Commerce Intérieur, Bureau Fédéral de la Statistique. Prix, $1. La balance internationale des paiements est étudiée en détail au chapitre du commerce extérieur, pp. 517-520.

Les chiffres montrent jusqu'à quel point ces opérations sont généralement imprévisibles. Elles n'ont aucune tendance uniforme, ni aucun mouvement total net qui puisse être considéré comme typique bien que, dans le cas des compagnies canadiennes indiquées au tableau **26**, le mouvement net de rentrée soit considérable comparativement au mouvement net de sortie des compagnies étrangères.

26.—Mouvements de fonds entre le Canada et tous les autres pays, par groupe de compagnies, 1928-39

(En millions de dollars)

Groupe	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
COMPAGNIES CANADIENNES—												
Rentrée	3·5	18·4	8·9	28·3	9·6	17·7	20·0	13·1	14·6	20·1	13·2	13·3
Sortie	6·6	1·7	1·7	1·3	1·2	4·2	5·1	11·1	17·5	12·5	21·6	40·9
Rentrée nette	–	16·7	7·2	27·0	8·4	13·5	14·9	2·0	–	7·6	–	–
Sortie nette	3·1	–	–	–	–	–	–	–	2·9	–	8·4	27·6
COMPAGNIES BRITANNIQUES, DES ETATS-UNIS ET AUTRES PAYS—												
Rentrée	4·5	11·6	12·1	12·7	4·4	2·3	7·0	6·9	4·4	3·9	3·9	4·8
Sortie	13·4	9·3	10·3	5·7	13·8	16·8	18·9	26·9	27·5	21·5	17·9	12·2
Rentrée nette	–	2·3	1·8	7·0	–	–	–	–	–	–	–	–
Sortie nette	8·9	–	–	–	9·4	14·5	11·9	20·0	23·1	17·6	14·0	7·4
TOUTES COMPAGNIES—												
Rentrée	8·0	30·0	21·0	41·0	14·0	20·0	27·0	20·0	19·0	24·0	17·1	18·1
Sortie	20·0	11·0	12·0	7·0	15·0	21·0	24·0	38·0	45·0	34·0	39·5	53·1
Rentrée nette	–	19·0	9·0	34·0	–	–	3·0	–	–	–	–	–
Sortie nette	12·0	–	–	–	1·0	1·0	–	18·0	26·0	10·0	22·4	35·0

Malgré les brusques virevoltes qui se produisent d'une année à l'autre, il existe d'habitude un mouvement apparemment défini dans une direction pendant plusieurs années. Cela laisse prévoir que les facteurs fondamentaux des virements de fonds peuvent devenir sujets à des changements qui mettront quelque temps à se produire.

Le tableau **27** fait voir qu'en 1939 les opérations entre le Canada et les Etats-Unis absorbent plus de la moitié du mouvement total de fonds et environ la moitié du mouvement total net de rentrée.

27.—Mouvements de fonds entre le Canada et les autres pays, par catégorie de compagnies, 1939

(En millions de dollars)

Entre le Canada et—	Toutes compagnies	Vie, compagnies canadiennes	Feu et autre, compagnies canadiennes	Vie, compagnies britanniques	Feu et autre, compagnies britanniques	Vie, compagnies des Etats-Unis	Feu et autre, compagnies des Etats-Unis
Royaume-Uni—							
Rentrée du	2·0	1·1	0·1	0·6	0·2	–	[1]
Sortie vers	20·0	17·2	0·1	1·9	0·7	[1]	0·1
Etats-Unis—							
Rentrée des	15·0	10·9	0·3	0·7	[1]	1·3	1·8
Sortie vers	32·4	22·2	0·6	0·1	0·1	0·6	2·8
Autres pays—							
Rentrée des	1·1	0·9	[1]	0·1	[1]	–	0·1
Sortie vers	0·7	0·4	[1]	0·1	[1]	–	0·2
Tous pays—							
Rentrée de	18·1	12·9	0·4	1·4	0·2	1·3	1·9
Sortie vers	53·1	39·8	0·7	2·1	0·9	6·6	3·0
Rentrée nette	–	–	–	–	–	–	–
Sortie nette	35·0	26·9	0·3	0·7	0·7	5·3	1·1

Section 5.—Rentes viagères sur l'Etat

Depuis trente-trois ans, le Gouvernement fédéral maintient un service qui permet aux Canadiens, durant la période de gain de leur vie, à pourvoir à leur vieil âge et les encourage à le faire. La législation nécessaire a été établie en 1908 comme loi des rentes viagères sur l'Etat (c. 7, S.R.C., 1927, amendée par c. 33, 1931); elle est administrée par le Ministre du Travail et stipule que toute personne résidant ou domiciliée au Canada peut acheter une rente viagère du Gouvernement du Canada.

Une rente viagère du Gouvernement canadien est un revenu annuel fixe versé par le Gouvernement du Canada. La rente est payable par versements trimestriels (à moins qu'il y ait stipulation contraire expresse) la vie durant, mais peut être garantie pour 10, 15 ou 20 ans dans tous les cas. Le minimum de rente que l'on peut obtenir sur la vie d'une personne ou de deux personnes conjointement est de $10 par année et le maximum payable à tous crédirentier ou crédirentiers conjoints est de $1,200 par année.

Les contrats de rentes viagères sont de deux classes, différées et immédiates, qui peuvent s'obtenir sous divers plans. Les contrats de rente différée sont pour les jeunes personnes qui désirent pourvoir à leur vieil âge; l'achat peut se faire par prime mensuelle, trimestrielle ou annuelle, ou encore par un seul paiement en bloc. Les contrats de rente immédiate sont pour les vieilles gens qui désirent obtenir régulièrement un revenu immédiat grâce à leurs épargnes accumulées.

Le capital et l'intérêt de tout crédirentier dans tout contrat de rente du Gouvernement est inaliénable et insaisissable. Si le bénéficiaire meurt avant d'avoir commencé à toucher sa rente, tous les fonds versés seront remboursés à l'acheteur ou à ses représentants légaux avec intérêt à 4 p.c. composé annuellement.

Bien que la grande majorité des contrats de rente émis sur la vie d'individus soient achetés par les individus eux-mêmes, la loi pourvoit à ce que les employeurs puissent par contrat acheter des rentes en faveur de leurs employés, ou bien les associations en faveur de leurs membres. Dans ce dernier cas, l'argent servant à l'achat provient en partie des gages des employés et en partie des contributions des employeurs.

Du 1er septembre 1908, date de la création du système des rentes du Gouvernement, jusqu'au 31 mars 1941 inclusivement, le nombre de contrats et de certificats de rente émis est de 72,149. De ces contrats, 6,369 ont été cancellés, laissant 65,780 contrats et certificats en vigueur au 31 mars 1941. Les versements globaux pour rentes au cours de la même période sont de $172,103,675.

Le 31 mars 1941, des contrats existent entre quelque 75 firmes et institutions et le Gouvernement pour l'achat de rentes viagères s'appliquant à 10,770 employés ou membres. Les contrats suivent différents plans de rentes par groupe, rédigés dans chaque cas suivant des besoins particuliers. Ce genre de rentes suscite un intérêt persistant au cours de l'année 1940–41. Le nombre de rentes cette dernière année comprend 6,536 certificats de rentes différées émis aux employés suivant un nouveau système en vertu duquel un contrat de groupe est émis à l'employeur et un certificat à l'employé. Le développement du système de rentes viagères ces dernières années donne une idée de l'esprit de collaboration qui règne entre le travail et le capital dans l'organisation industrielle.

28.—Rentes viagères: contrats et prix d'achat, années fiscales, 1909-41

Année	Contrats et certificats	Prix d'achat	Année	Contrats et certificats	Prix d'achat
	nomb.	$		nomb.	$
1909[1]	66	50,391	1926	668	1,938,921
1910	566	434,491	1927	503	1,894,885
1911	1,069	393,441	1928	1,223	3,843,088
1912	1,032	441,601	1929	1,328	4,272,419
1913	373	417,136	1930	1,257	3,156,475
1914	318	390,887	1931	1,772	3,612,234
1915	264	314,765	1932	1,726	4,194,384
1916	325	441,696	1933	1,375	3,547,345
1917	285	432,272	1934	2,412	7,071,439
1918	187	332,792	1935	3,930	13,376,400
1919	147	322,154	1936	6,357	21,281,981
1920	204	408,719	1937	7,806	23,614,824
1921	195	531,800	1938	5,724	13,550,483
1922	277	748,160	1939	8,518	18,189,319
1923	339	1,028,353	1940	9,014	20,001,533
			1941	11,994	18,803,645
1924	409	1,458,819			
1925	486	1,606,822	**Totaux**	**72,149**	**172,103,675**

[1] Sept mois.

Le 31 mars 1941, 22,390 rentes immédiates et 43,390 rentes différées, soit un total de 65,780, sont en vigueur. La valeur totale de ces annuités à cette date est de $156,053,072 et le montant des paiements en vertu de contrats échus en vigueur à cette date est de $9,047,586.

29.—Situation des rentes viagères sur l'Etat, années fiscales 1937-41

Bilan	1937	1938	1939	1940	1941
Actif	$	$	$	$	$
Fonds au commencement de l'année	66,441,822	87,984,936	107,644,200	123,066,398	140,420,970
Recettes durant l'année, moins paiements	21,543,114	19,659,264	15,422,198	17,354,572	15,632,102
Fonds à la fin de l'année	87,984,936	107,644,200	123,066,398	140,420,970	156,053,072
Passif					
Valeur des contrats en vigueur	88,224,794	107,644,200	122,764,923	140,420,970	156,053,072
Recettes					
Rentes viagères immédiates	14,883,153	6,740,308	9,859,844	9,998,410	7,135,033
Rentes viagères différées	8,841,716	6,854,850	8,412,712	10,064,294	11,717,512
Intérêt produit par le fonds	3,039,106	3,615,612	4,437,942	5,103,477	5,734,008
Montant affecté à l'entretien des réserves	540,832	8,941,196	Nil	379,007	111,425
Totaux des recettes	**27,304,807**	**26,151,966**	**22,710,498**	**25,545,188**	**24,697,978**
Paiements					
Rentes payées (contrats échus)	5,556,153	6,369,494	7,057,224	7,928,711	8,707,823
Ristournes payées avec intérêt	95,496	78,533	147,839	200,735	309,153
Ristournes payées sans intérêt	110,044	44,675	83,237	61,170	48,900
Totaux des paiements	**5,761,693**	**6,492,702**	**7,288,300**	**8,190,616**	**9,065,876**

30.—Evaluation, le 31 mars 1940 et 1941, des titres de rente viagère émis

Classification	1940			1941		
	Rentes	Total des paiements annuels	Valeur nette des contrats en vigueur au 31 mars	Rentes	Total des paiements annuels	Valeur nette des contrats en vigueur au 31 mars
	nomb.	$	$	nomb.	$	$
Immédiates	9,696	3,799,775	37,574,099	10,351	3,960,253	38,902,704
Immédiates garanties	7,749	3,242,174	41,342,212	8,903	3,707,235	46,378,315
Réversibles	2,971	1,321,165	18,446,443	3,136	1,380,098	19,207,891
Différées	34,884	[1]	43,058,216	43,390	[1]	51,564,162
Totaux	**55,300**	**8,363,114**[2]	**140,420,970**	**65,780**	**9,047,586**[2]	**156,053,072**

[1] Indéterminé. [2] Montant de rentes immédiates.

CHAPITRE XXIV.—INSTRUCTION PUBLIQUE ET RECHERCHES*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Ecoles, collèges et universités	889
Sous-section 1. Ecoles sous contrôle provincial	890
Sous-section 2. Eccles privées	895
Sous-section 3. Instruction supérieure.	896
Section 2. Recherches scientifiques et industrielles au Canada	901
Section 3. Bibliothèques	901
Section 4. Musées et Beaux-Arts	901

Un article spécial intitulé "Progrès récents dans le domaine de l'instruction au Canada" a paru aux pp. 891–899 de l'Annuaire de 1941. Cet article, en plus d'indiquer l'orientation récente de l'enseignement primaire, secondaire et supérieure, contient des données sur l'enseignement post-scolaire et les services d'enseignement assurés aux membres des forces armées.

Section 1.—Ecoles, collèges et universités

En vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, l'instruction publique au Canada, à l'exception des écoles des Indiens, relève des gouvernements provinciaux. Chaque province a maintenant un système d'écoles élémentaires et secondaires, en majeure partie administré financièrement par des commissions locales et aidé par des octrois provinciaux. Il y a aussi des écoles privées dans toutes les provinces, c'est-à-dire des écoles qui ne sont pas administrées par des commissions électives ou nommées par la population et qui ne sont pas soutenues à même les fonds publics. Mais, comparativement aux écoles publiques, leur fréquentation n'est pas considérable. Dans le domaine de l'instruction supérieure, six provinces entretiennent chacune une université. Chacune des trois autres ont un ou plusieurs collèges soutenus à même les fonds de la province.

Le tableau 1 donne les statistiques de l'inscription dans quatre catégories différentes de maisons d'enseignement, y compris les écoles des Indiens relevant du Fédéral. Ces écoles sont étudiées plus en détail dans le chapitre XXVII, "Administrations diverses", qui donne aussi d'autres renseignements sur les affaires indiennes.

* Préparé ou revisé, à moins d'indications contraires, par J. E. Robbins, M.A., Ph.D., chef, Branche de la Statistique de l'Education, Bureau Fédéral de la Statistique. Cette branche s'occupe de la compilation et de la publication de données comparables concernant les maisons d'enseignement de tout le Canada et collabore à cette fin avec les ministères provinciaux de l'Instruction Publique. Une liste des publications de cette branche paraît aux chapitres XXVIII, sous "Instruction Publique".

1.—Inscription des maisons d'enseignement, par province, année scolaire 1939-40

Genre d'institution	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ecoles sous contrôle provincial—					
Ordinaires et techniques de jour	18,308	117,167	93,633	592,274	664,373
Du soir	Nil	3,322	2,083	14,413	37,644
Ecoles par correspondance	"	1,145	500	Nil	2,500
Ecoles spéciales[1]	"	437	Nil	1,223	2,416
Ecoles normales	[2]	307	254	2,882	1,247
Ecoles sous contrôle privé—					
Ecoles ordinaires du jour	576	2,719	2,707	53,561	13,515
Ecoles de commerce	179	740	308	4,032	7,749
Fédérales—Ecoles indiennes	15	463	324	1,645	4,667
Universités et collèges—					
Cours préparatoires	430	345	559	14,053	3,114
Cours universitaires	120	2,389	1,297	12,226	19,185
Autres cours universitaires[3]	60	22,666	2,140	11,543	12,213
Totaux	**19,688**	**151,700**	**103,805**	**707,852**	**768,623**
Population, 1941[4]	94,000	573,000	453,000	3,320,000	3,757,000

Renvois à la fin du tableau, p. 890.

1.—Inscription des maisons d'enseignement, par province, année scolaire 1939-40—fin

Genre d'institution	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ecoles sous contrôle provincial—					
Ordinaires et techniques de jour	134,411	205,243	163,892	120,459	2,110,055[5]
Du soir	1,749	1,419	1,638	29,374	91,642
Ecoles par correspondance	2,810	8,688	4,115	3,195	22,953
Ecoles spéciales[1]	556	157	211	96	5,096
Ecoles normales	189	891	517	309	6,596
Ecoles sous contrôle privé—					
Ecoles ordinaires du jour	4,632	2,037	3,739	4,911	88,397
Ecoles de commerce	1,858	973	1,562	1,955	19,356
Fédérales—Ecoles indiennes	2,340	2,428	1,981	4,067	18,396[6]
Universités et collèges—					
Cours préparatoires	365	692	245	Nil	19,803
Cours universitaires	3,433	4,558	2,492	3,656	49,356
Autres cours universitaires[3]	1,526	2,392	30	907	53,477
Totaux	**153,869**	**229,478**	**180,422**	**168,929**	**2,485,127**
Population, 1941[4]	723,000	888,000	788,000	809,000	11,420,000[7]

[1] Ecoles pour aveugles, sourds et arriérés mentaux. Ce sont des pensionnats et plusieurs élèves viennent d'une province autre que celle où ils vont à l'école. [2] Compris avec "Universités et collèges—cours préparatoires". [3] Y compris ces écoles départementales d'été pour instituteurs en Ontario et en Colombie Britannique dont les cours ne sont pas donnés dans les universités ou les collèges. [4] Chiffres préliminaires. [5] Comprend 295 dans les écoles ordinaires de jour pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. [6] Comprend 466 dans les écoles indiennes fédérales du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. [7] Comprend une population estimative de 15,000 au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Sous-section 1.—Ecoles sous contrôle provincial

Inscriptions.—Un aperçu des systèmes provinciaux d'administration scolaire paraît aux pp. 996-998 de l'Annuaire de 1937. Le tableau **1** donne l'inscription dans les écoles sous contrôle provincial, les écoles privées, les écoles fédérales, les universités et collèges. Un tableau, à la p. 1000 de l'Annuaire de 1937, donne un état des inscriptions annuelles par province de 1911 à 1935, de même que la moyenne d'assistance quotidienne, indiquée aussi au tableau **2.** Les données sur la moyenne d'assistance quotidienne sont les plus comparables entre les provinces et probablement les plus significatives à plusieurs points de vue. Les deux chiffres sont presque stationnaires, sinon à la baisse, depuis plusieurs années dans toutes les provinces, en raison du nombre décroissant chaque année de jeunes enfants entrant aux écoles.

2.—Moyenne d'assistance quotidienne dans les écoles provinciales, par province, 1926-40

NOTA.—Les chiffres des années antérieures à 1911 se trouvent aux pp. 853-854 de l'Annuaire de 1932 et ceux de 1911 à 1925, à la p. 1000 de l'Annuaire de 1937.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Total
1926	11,823	80,446	58,731	448,252	512,175	106,809	152,430	108,881	85,293	1,564,840
1927	11,777	81,426	61,070	452,757	528,485	106,793	157,392	112,401	88,306	1,600,407
1928	12,123	82,591	62,205	461,228	535,691	114,270	157,207	116,245	91,760	1,633,320
1929	12,144	84,275	63,312	468,537	583,334	116,765	161,658	120,239	94,410	1,704,665
1930	12,201	85,080	65,726	478,682	592,265	117,037	169,893	129,371	96,196	1,746,451
1931	12,721	87,418	70,856	502,890	597,164	120,703	176,716	134,112	99,375	1,801,955
1932	13,119	89,513	71,423	518,921	606,867	122,843	176,916	136,711	103,510	1,839,823
1933	13,810	93,866	72,204	525,215	614,357	121,190	175,002	137,558	104,978	1,858,180
1934	13,399	93,294	72,109	542,355	611,000[1]	120,314	175,457	139,155	103,408	1,870,491[1]
1935	13,496	90,565	70,757	539,441	609,269	117,379	175,323	136,202	104,824	1,857,256
1936	13,140	92,279	71,132	539,675	601,758	115,671	164,104	132,725	101,873	1,832,357
1937	13,313	92,713	72,691	541,681	605,778	117,244	165,465	133,109	104,044	1,846,038
1938	13,498	93,231	73,041	549,398	607,851	116,650	173,205	135,163	106,515	1,868,552
1939	13,439	93,291	73,248	560,021[2]	605,501	115,655[2]	163,356	138,392	107,660	1,870,563[2]
1940	13,598	93,359	73,046	555,835	607,693	114,800	163,580	139,886	108,826	1,870,623

[1] Approximation. [2] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941.

Un relevé de la distribution des élèves selon l'âge dans les écoles provinciales de toutes les provinces est présenté dans le tableau 3. L'âge des garçons et des filles n'est pas indiqué séparément et il convient de mentionner que chez les garçons il y a une tendance évidente à quitter l'école plus tôt que les filles.

3.—Distribution selon l'âge des élèves fréquentant les écoles provinciales, par province, 1940

Age	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.
5 ans ou moins...	210	1,305	652	51,077	12,564	430	1,089	81	4,499
6 "	1,081	6,637	6,570		40,310	6,319	8,817	5,513	
7 "	1,710	10,263	9,181		57,567	11,069	17,431	13,668	9,349
8 "	1,793	11,280	9,662		62,311	11,693	18,856	15,549	9,900
9 "	1,816	11,392	9,498		63,745	11,882	19,354	16,137	10,753
10 "	1,806	11,167	9,442	489,157	63,541	12,147	19,984	15,757	10,807
11	1,765	10,942	9,118		62,194	11,887	19,569	15,360	10,780
12 "	1,850	11,041	9,542		63,322	12,471	19,748	15,196	10,948
13 "	1,781	10,660	8,558		63,472	12,330	19,530	15,268	10,833
14 "	1,647	10,397	7,589	76,870	56,479	11,862	18,517	14,712	10,762
15 "	1,339	8,757	5,524		47,030	9,855	15,743	13,217	10,397
16 "	744	6,370	3,688	24,695	31,618	7,916	10,691	9,038	8,767
17 "	337	3,954	2,218		20,106	5,466	7,424	6,890	6,447
18 "	106	2,083	1,110		11,573	2,589	4,793	4,257	3,919
19 "	31	680	443	4,036	5,237	854	2,153	2,105	1,273
20 "	4	185	158		1,727	217	832	747	301
21 ans ou plus.	2	54	55		878	101	645	397	65
Totaux, classifiés	**18,022**	**117,167**	**93,008**	**645,835**	**663,674**	**129,088**	**205,176**	**163,892**	**119,800**
Non classifiés....	**286**	**Nil**	**625**	**Nil**	**Nil**	**5,323**	**67**	**Nil**	**659**

Personnel enseignant.—En 1940, le personnel enseignant des écoles de jour sous le contrôle provincial se compose de 75,818 instituteurs, dont 20,390 hommes et 55,428 femmes. Le tableau 4 résume les statistiques relatives au traitement des instituteurs, excepté pour le Québec où il n'existe pas de données comparables. Un rapport distinct, "Education élémentaire et éducation secondaire au Canada, 1938–40", traite en détail de la classification de ces instituteurs, de leurs traitements et de leur expérience dans l'enseignement.

4.—Instituteurs dans toutes les écoles sous contrôle provincial, classifiés selon le traitement qu'ils reçoivent, pour huit provinces, 1940

Nota.—Les chiffres comparables n'existent pas pour le Québec.

Traitement	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de $325.....	24	Nil	9	2	Nil	7	Nil	Nil
$ 325 - $ 424.....	41	185	693	84	24	82	"	"
425 - 524.....	385	905	648	295	712	1,711	"	"
525 - 624.....	79	706	287	1,112	994	2,399	"	"
625 - 724.....	29	323	171	3,206	413	1,247	419	"
725 - 824.....	30	250	187	2,711	263	382	1,334	449
825 - 924.....	40	188	121	1,950	238	284	1,926	440
925 - 1,024.....	6	175	92	1,580	241	242	493	348
1,025 - 1,124.....	2	148	48	972	138	169	256	298
1,125 - 1,224.....	Nil	148	90	1,009	121	115	204	307
1,225 - 1,324.....	"	118	95	721	101	84	140	278
1,325 - 1,424.....	2	68	120	692	91	54	101	242
1,425 - 1,524.....	4	41	35	915	68	164	128	215
1,525 - 1,624.....	Nil	26	30	572	232	89	109	128
1,625 - 1,724.....	1	21	20	500	99	39	205	498
1,725 - 1,824.....	1	18	15	635	66	38	106	109
1,825 - 1,924.....	Nil	20	10	484	133	39	59	92
1,925 - 2,024.....	"	10	22	396	25	24	49	69
2,025 - 2,124.....	"	8	14	331	17	29	39	58
2,125 - 2,224.....	"	14	16	1,058	22	26	42	62
2,225 - 2,324.....	"	14	22	337	39	11	27	64
2,325 - 2,424.....	"	11	6	232	63	20	14	62
2,425 - 2,524.....	"	7	5	178	9	16	31	57
2,525 - 2,624.....	"	4	1	180	18	11	22	39
2,625 - 2,724.....	"	7	2	220	7	39	23	36
2,725 - 2,824.....	"	4	5	303	8	6	60	65
2,825 - 2,924.....	"	2	Nil	265	39	3	11	23

4.—Instituteurs dans toutes les écoles sous contrôle provincial, classifiés selon le traitement qu'ils reçoivent, pour huit provinces, 1940—fin

Traitement	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
$2,925 - 3,024	Nil	3	1	175	3	1	10	103
3,025 - 3,524	"	5	Nil	622	19	9	67	58
3,525 - 4,024	"	Nil	2	231	1	2	12	15
4,025 ou plus	"	"	Nil	35	4	Nil	Nil	7
Non spécifié	21	"	15	Nil	34	80	"	23
Totaux	**665**	**3,429**	**2,782**	**22,003**	**4,262**	**7,422**	**5,887**	**4,145**

La radio dans les écoles publiques*.—Divers ministères provinciaux de l'Instruction Publique s'intéressent activement depuis longtemps à la radiodiffusion pour les écoles. Ils en font un usage considérable. Les premières expériences dans ce domaine datent de 1925 au Manitoba, de 1928 en Nouvelle-Ecosse et de 1931 en Saskatchewan. Le Ministère de l'Instruction Publique de la Nouvelle-Ecosse a été le premier à organiser une série d'irradiations scolaires (1928-29). Celles-ci n'ont jamais cessé. Elles ont été perfectionnées et incorporées au programme scolaire régulier de la province. L'utilisation de la radio à l'école est venue plus tard dans les autres provinces.

La Colombie Britannique et la Nouvelle-Ecosse sont les pionnières dans l'utilisation spéciale de la radio dans les classes. De 1928 à 1937, le Ministère de l'Instruction Publique de la Nouvelle-Ecosse a donné chaque année une série d'irradiations de deux heures le vendredi, portant principalement sur des matières supplémentaires. En 1937, cette série a été modifiée de façon à embrasser, en plus des irradiations sur des matières supplémentaires, les cours du programme régulier. Il est estimé que présentement 150 écoles de la Nouvelle-Ecosse possèdent des appareils récepteurs. Les écoles du Nouveau-Brunswick et de l'Ile du Prince-Edouard aussi bien qu'un grand nombre d'adultes des Provinces Maritimes bénéficient des programmes de la Nouvelle-Ecosse. L'horaire des programmes de l'année paraît dans le *Provincial Journal of Education* et dans des bulletins supplémentaires publiés de temps à autre. Ces programmes sont irradiés par le réseau des Provinces Maritimes de Radio-Canada.

En Colombie Britannique, l'irradiation de programmes pour les écoles date de novembre 1936 alors que fut tentée une expérience d'appréciation musicale sous les auspices de l'Association des Instituteurs de la vallée Okanagan. Comme résultat de cette expérience, le Ministère de l'Instruction Publique accorda, l'année suivante, une subvention pour une série de programmes d'expérimentation devant être donnés en collaboration avec Radio-Canada. En 1938, ces irradiations furent portées au réseau de la Colombie Britannique et sont devenues depuis un programme éducatif régulier donné en cinq demi-heures chaque semaine durant l'année scolaire. En 1940 un directeur des irradiations scolaires a été nommé pour en surveiller l'élaboration en collaboration avec le comité de la radio à l'école, celui-ci se composant de représentants du Ministère de l'Instruction Publique, des instituteurs et de Radio-Canada. De novembre 1936 à novembre 1941, le nombre d'écoles de la Colombie Britannique munies d'appareils récepteurs augmente de 26 à 545. En outre, plus de 150 classes à Bellingham, Washington, E.U.A., bénéficient présentement de ces irradiations. L'association des parents et des instituteurs de la province se charge

* Préparé au bureau de l'adjoint de l'administrateur en chef de la Société Radio-Canada.

de faire connaître les détails des programmes à ses membres. En dehors de leur utilité immédiate dans les écoles, ces programmes sont d'une valeur inappréciable pour les enfants infirmes et les enfants des régions éloignées qui doivent recevoir leur instruction par correspondance. Le ministère publie deux fois l'an un bulletin miméographié à l'adresse des instituteurs, leur indiquant les grandes lignes des cours radiophoniques et leur donnant des conseils quant à leur utilisation dans les classes.

En 1940–41, Radio-Canada a étendu trois de ces programmes scolaires de la Colombie Britannique à son réseau de l'Ouest, afin d'en faire bénéficier les écoles des Provinces des Prairies. A une réunion d'éducateurs des quatre provinces de l'Ouest au cours de l'hiver de cette année-là, il fut décidé que pour l'année 1941-42 les quatre provinces collaboreraient à l'irradiation de deux programmes par semaine, l'un sur la musique en général et l'autre sur les bibliothèques, irradiés alternativement de Vancouver et de Winnipeg. Il n'existe pas encore de relevé complet sur le nombre d'écoles utilisant ces programmes en classe.

Dans la province de Québec, une série régulière d'irradiations pour les écoles de langue française a été donnée du réseau français au cours de la saison 1941–42 sous le nom de "Radio-collège". Ce sont des programmes éducatifs n'ayant aucun rapport direct avec les programmes scolaires mais destinés à l'usage supplémentaire dans les classes des écoles supérieures. Le mérite de cette expérience revient entièrement à l'initiative des bureaux régionaux français de Radio-Canada qui se sont adjoints, comme conseillers, des spécialistes de l'enseignement. L'accueil fait à ces programmes dans les écoles du Québec est des plus encourageants, bien que le nombre d'écoles munies de facilités de réception radiophonique ne soit pas encore connu. Trois écoles des mieux outillées à ce sujet et qui captaient ces programmes régulièrement ont été désignées comme centres d'expérimentation dans le but d'établir la valeur des irradiations.

Le Ministère de l'Instruction Publique de l'Ontario ne fait pas encore de la radio un usage comparable à celui indiqué plus haut. Toutefois, l'Association d'Education de l'Ontario a manifesté récemment un vif intérêt pour les possibilités des irradiations scolaires. Elle étudie présentement les moyens d'organiser une série de programmes dont l'objet serait de compléter le travail des instituteurs.

Au cours de l'année écoulée, le Canadian Council of Education for Citizenship a donné sur le réseau national de Radio-Canada une série de six programmes dramatisant la vie des grands hommes d'Etat canadiens. Ces programmes étaient donnés durant les heures de classe dans le but de faire connaître les grandes personnalités du pays dont les enfants des écoles sont les "futurs citoyens". Radio-Canada a aussi donné sur son réseau national deux des cinq programmes hebdomadaires de l'Ecole de l'Air des Amériques. Ces programmes ont aussi été irradiés durant les heures de classe.

Enseignement technique.—Depuis la première guerre mondiale l'instruction tend à se diversifier une fois arrivée au stage secondaire. L'inscription aux écoles techniques de jour a augmenté au cours des cinq dernières années et, grâce à la collaboration du Fédéral et des provinces, les édifices ont été agrandis et l'outillage augmenté. Des renseignements concernant l'utilisation des écoles techniques pour la formation de la jeunesse et le programme de formation industrielle de temps de guerre se trouvent aux pp. 704-708.

*Loi d'enseignement technique**.—La décennie au cours de laquelle des subventions étaient accordées en vertu de la loi de 1919 a pris fin le 31 mars 1929. A cette époque, seule la province d'Ontario avait reçu toute la somme qui lui était appropriée; le ch. 8 des statuts de 1929 accordait aux huit autres provinces une nouvelle période de cinq ans pour acquérir le reste de leurs parts respectives. A l'expiration de ce délai, plusieurs provinces avaient encore des sommes importantes à leur crédit, et la loi a été maintenue pour un autre terme quinquennal lors de la session du Parlement en 1934. A la fin de cette période seule la province de Manitoba avait une balance indépensée; le ch. 8 des statuts de 1939 a accordé une fois de plus à cette province cinq autres années pendant lesquelles elle acquerra le reste de sa répartition originale, lequel s'élevait à $185,422 au début de l'exercice financier de 1941–42.

Statistiques financières.—Le tableau 5 donne des états comparables des finances des commissions scolaires dans les provinces, autant que les données existantes le permettent.

* Revisé sous la direction de Bryce M. Stewart, Ph.D., sous-ministre, Ministère du Travail.

5.—Budget des écoles sous le contrôle provincial au Canada, par province, 1926,1931, 1936 et les dernières années fiscales

NOTA.—Les recettes données dans le tableau suivant ne comprennent aucune somme provenant de prêts ou de la vente d'obligations, vu que tout revenu de cette sorte doit être payé plus tard avec l'argent provenant des taxes. A l'exception des Provinces Maritimes, dont les statistiques ne sont pas connues, la dette obligataire totale des écoles de chaque province est donnée annuellement, indiquant ainsi l'augmentation ou la diminution nette par année. Les chiffres de 1914 à 1925 paraissent aux pp. 1019–1021 de l'Annuaire de 1936 et ceux des années intermédiaires depuis 1926, au tableau correspondant des éditions de 1937, 1938, 1939, 1940 et 1941.

Province et année	Subventions du gouvernement	Taxes locales	Revenu des comtés	Revenu total courant[1]	Dette obligataire	Ecoles ouvertes
	$	$	$	$	$	nomb.
Ile du Prince-Edouard—						
1926	242,336[2]	171,650	Nil	413,986		469
1931	258,905[2]	189,444	"	448,349		469
1936	265,723[2]	199,172	"	464,895		473
1939	274,323[2]	175,244	"	449,567		474
1940	268,899[2]	176,057	"	444,956		476
Nouvelle-Ecosse—						
1926	365,219[2]	2,393,155	497,229	3,255,603		1,704
1931	509,462[2]	2,657,780	493,533	3,660,775	[3]	1,714
1936	650,606[2]	2,556,905	482,398	3,689,909		1,719
1939	718,546[2]	2,863,433	478,256	4,060,235		1,775
1940	755,795[2]	2,900,290	479,206	4,135,291		1,774
1941	753,830[2]	2,978,704	480,763	4,213,297		1,765
Nouveau-Brunswick—						
1926	511,350[2]	2,263,082	213,066	2,987,498		1,459
1931	459,029[2]	2,467,510	210,500	3,137,039		1,483
1936	462,182[2]	1,964,287	223,493	2,649,962	4,961,800	1,518
1939	534,315[2]	2,410,130	227,690	3,172,135	[3]	1,553
1940	551,999[2]	2,425,594	225,197	3,202,790	4,571,800	1,563
1941	553,635[2]	2,378,585	223,582	3,155,802	[3]	1,551
Québec—						
1926	993,509	15,647,512	Nil	17,271,783	50,413,950	1,800
1931	1,429,033	18,697,183	"	20,742,951	65,886,105	1,827
1936	1,316,019	18,575,530	"	20,548,403	79,556,117	1,860
1938	2,170,032[4]	18,776,255[4]	[4]	21,673,367[4]	78,829,446[4]	1,883
1939	2,376,504	19,029,113	Nil	22,165,312	79,610,895	1,905
Ontario—						
1926	4,775,853	30,903,925[5]	1,774,592	37,605,519	71,061,955	
1931	6,276,666	39,544,376[5]	3,100,225	49,351,714	88,781,934	
1936	4,837,275	35,930,987[5]	2,173,659	42,941,921	76,623,629	6,600
1938	6,721,576	38,958,906[5]	1,968,253	47,648,735	64,695,323	(approx.)
1939	7,015,225	39,566,745[5]	2,071,587	48,653,557	59,499,543	
Manitoba—						
1926	1,091,151	7,302,044[6]	Nil	8,393,195	14,790,474	1,862
1931	1,310,587	7,675,879[6]	"	8,986,466	15,006,997	1,938
1936	988,434	5,635,473[6]	"	6,623,907	14,592,013	1,902
1939	1,172,783	6,850,783[6]	"	8,023,566	14,056,112	1,889
1940	1,152,708	6,564,683[6]	"	7,717,391	14,622,113	1,886

Renvois à la fin du tableau, p. 895.

5.—Budget des écoles sous le contrôle provincial au Canada, par province, 1926, 1931, 1936 et les dernières années fiscales—fin

Province et année	Subventions du gouvernement	Taxes locales	Revenu des comtés	Revenu total courant	Dette obligataire	Ecoles ouvertes
	$	$	$	$	$	nomb.
Saskatchewan—						
1926	2,265,481	10,696,154	Nil	13,111,829	81,933,064	4,525
1931	2,704,242	8,114,719	"	11,015,486	15,945,934	4,796
1936	1,638,417	6,307,000	"	8,106,904	13,999,736	4,938
1939	2,305,375	7,254,500	"	9,559,875	12,936,569	4,933
1940	2,519,048	7,266,500	"	9,785,548	12,629,552	4,927
1941	1,247,143	6,699,506	"	7,946,649	12,996,212	1,875
Alberta—						
1926	1,137,638	8,241,715[6]	Nil	9,491,130	10,704,634	3,124
1931	1,511,776	8,931,880[6]	"	10,599,204	12,026,157	3,395
1936	1,390,238	7,540,419[6]	"	9,065,132	9,359,594	3,542
1939	1,809,392	8,387,514[6]	"	10,325,334	7,653,468	3,596[7]
1940	1,870,413	2,684,262[6]	"	10,712,978	7,301,294	3,639
Colombie Britannique—						
1926	3,380,668	5,095,420	Nil	7,476,088	12,101,417	[3]
1931	2,856,376	6,226,661	"	9,083,037	15,936,753	811
1936	2,270,466	5,802,969	"	8,073,435	14,631,839	773
1940	2,635,680	6,935,916	"	9,571,596	13,958,927	720
1941	3,001,070	7,018,516	"	10,019,586	[3]	728

[1] Y compris les honoraires d'enseignement quand ils sont déclarés. [2] Y compris les contributions aux salaires des instituteurs dans les Provinces Maritimes; y compris au Nouveau-Brunswick les subventions aux écoles par la commission de l'instruction professionnelle. [3] Chiffres non disponibles. [4] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [5] Comprend la subvention du township pour les salaires des instituteurs des écoles publiques rurales. [6] Dans les municipalités rurales du Manitoba environ les trois cinquièmes de support des écoles sont défrayés par une taxe uniforme imposée à toute la municipalité et dans la majeure partie de l'Alberta rural il y a péréquation dans les régions de plus de quarante divisions scolaires. [7] Des "divisions scolaires" plus importantes sont établies pour exercer plusieurs des fonctions administratives autrefois limitées aux districts d'écoles rurales, bien que les districts soient maintenus pour certaines fins.

Sous-section 2.—Ecoles privées

Ecoles élémentaires et secondaires privées.—Dans chaque province, sauf le Québec, il y a plusieurs écoles qui donnent un enseignement similaire à celui des écoles ordinaires sous le contrôle provincial mais qui ne sont ni financées ni administrées par la province et qui, par conséquent, ne sont pas comprises dans la sous-section 1. Le tableau 6 rend compte, à intervalles, de l'inscription depuis 1921 alors que la Branche de l'Education du Bureau Fédéral de la Statistique commençait à colliger les rapports des écoles privées. Un répertoire des écoles a paru dans l'"Aperçu Annuel sur l'Education, 1936".

6.—Inscription dans les écoles élémentaires et secondaires privées au Canada, par province, 1921, 1926, 1931 et 1936-40

NOTA.—Les chiffres pour les années d'intervalle sont donnés à la page 1007 de l'Annuaire de 1937.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Total
1921	682	3,047	2,607	54,671	9,961	3,149	1,608	2,274	3,159	81,158
1926	580	2,956	3,528	54,767	10,126	4,534	2,358	2,281	4,624	85,754
1931	510	2,746	3,625	57,320	12,214	5,864	2,853	2,944	5,276	93,412
1936	547	3,044	2,784	55,775	12,097	5,131	2,003	3,083	4,530	88,994
1937	597	2,977	2,395	57,031	12,531	5,157	1,931	3,594	4,686	90,899
1938	552	2,723	2,954	60,993	12,782	5,011	1,897	3,222	4,968	95,102
1939	612	2,671	2,633	55,484	12,983	4,764	2,026	3,834	5,138	90,145
1940	576	2,719	2,707	53,561	13,515	4,632	2,037	3,739	4,911	88,397

Collèges commerciaux.—Dans le domaine de l'instruction, il y a des écoles privées autres que les élémentaires et secondaires, dont le groupe le plus important s'occupe de l'initiation aux affaires et au commerce. Un rapport sur l'inscription de ce groupe a aussi été préparé par la Branche de l'Education du Bureau Fédéral de la Statistique, depuis 1921.

7.—Collèges commerciaux privés au Canada: inscription par province, 1921, 1926, 1931 et 1936-40

NOTA.—Les chiffres pour les années d'intervalle sont donnés aux pp. 1007-08 de l'Annuaire de 1937.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Total
1921	85	1,280	740	4,319	14,537	3,538	1,333	2,216	1,986	30,034
1926	114	766	722	2,743	10,314	3,502	1,436	2,739	2,230	24,566
1931	140	775	671	2,804	9,732	3,087	1,400	1,629	2,180	22,421
1936	175	585	366	3,218	6,790	2,773	873	1,527	1,197	17,504
1937	188	720	373	4,133	7,548	3,164	912	1,641	1,853	20,532
1938	173	775	336	5,367	9,085	3,814	870	1,742	1,781	23,943
1939	178	834	325	5,209	7,692	3,192	913	1,644	1,634	21,621
1940	179	740	308	4,032	7,749	1,858	973	1,562	1,955	19,356

Sous-section 3.—Instruction supérieure

Les éditions de l'Annuaire, antérieurement à 1938, renferment d'abondants détails sur les universités et collèges au point de vue inscription, degrés, personnels enseignants et finances. On peut obtenir des statistiques détaillées et historiques plus récentes à ce sujet en consultant le rapport "Education supérieure au Canada, 1938-40", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

Tendances des revenus courants depuis 1921.—Les revenus déclarés s'élèvent de moins de $10,000,000 en 1921 et 1922 à près de $14,000,000 en 1931, puis après avoir décliné pendant quatre ans, remontent à un maximun de $16,240,000 en 1940.

Les sources de revenu ont subi des changements importants. Les pourcentages suivants pour 1941, avec les chiffres de 1921 entre parenthèses, illustrent ces modifications: subventions du gouvernement, 42·4 (49·8); honoraires reçus des étudiants, 32·1 (20·1); fondations, 12·7 (16·4); divers (y compris les congrégations religieuses), 12·8 (13·7).

Les étudiants sont appelés à contribuer une proportion nettement plus forte de l'argent nécessaire à l'administration des universités, tandis que les autres sources de revenus—subventions provinciales, intérêts, etc.—ont décliné. Cette tendance, non marquée d'une augmentation substantielle des fonds disponibles pour venir en aide à l'étudiant, est de nature à faire des moyens financiers plutôt que des aptitudes intellectuelles, la condition fondamentale requise pour l'instruction universitaire au Canada.

Ces dix dernières années, l'augmentation des honoraires d'enseignement pour une année dans le cours des Arts aux universités provinciales a varié de 37 p.c. à 200 p.c. ou, en moyenne d'environ 80 p.c., pour les 7,000 étudiants concernés.

Revenus des universités et des collèges en 1940.—Le revenu courant des universités et des collèges (environ $16,047,639 en 1941), indiqué au tableau 8, ne comprend pas celui provenant de la pension et du logement. Toutefois, il n'est pas

entièrement affecté à l'instruction supérieure. Certains collèges ont des cours préparatoires et la plupart des universités les plus importantes affectent une bonne partie de leurs revenus à des services d'extension pour le public en général. La déduction de telles sommes et l'addition d'un chiffre estimatif pour les institutions ne faisant pas rapport (comprenant 20 p.c. de l'inscription totale) indiquent apparemment que le montant total disponible pour l'administration des institutions d'enseignement supérieur au Canada se chiffre entre $17,000,000 et $18,000,000 l'année académique terminée en 1941.

Ressources immobilisées.—La valeur des établissements universitaires (terrains, édifices et outillage) a presque doublé de 1921 à 1932; la moyenne d'augmentation annuelle des institutions faisant rapport atteint près de $4,000,000. Il y a peu de changement de 1932 à 1939 et la moyenne de sept ans s'établit à moins de $2,500,000 par année. Cependant, l'augmentation en 1941 par rapport à 1939 s'élève à $4,338,000.

La moyenne d'augmentation annuelle de la propriété autre que les établissements est d'environ $1,500,000 pour la période de 20 ans. De fait, la valeur nominale qui, en 1921 était de $28,000,000, a doublé, mais sa productivité, en termes d'intérêts et de dividendes, ne s'est accru que d'un tiers environ.

L'augmentation des ressources immobilisées de toutes sortes, de 1921 à 1941, est d'environ $4,000,000 par année—de $76,000,000 à $154,000,000.

8.—Statistiques financières des universités et collèges au Canada, 1921-41

NOTA.—Les plus grandes universités et plusieurs collèges figurent ici et représentent environ 80 p.c. de l'inscription des étudiants de la catégorie universitaire à temps continu durant la période. Les institutions omises sont en majeure partie celles qui sont dirigées par des ordres religieux, où les professeurs ne reçoivent que peu ou pas de salaires, et dont par conséquent les rapports financiers ne sont pas comparables aux autres.

Année	Revenu courant					Déficits[2]	Surplus[2]	Valeur des ressources immobilisées	
	Fondations	Subventions du Gouvernement	Honoraires des étudiants[1]	Divers	Total			Etablissements[3]	Fondations
	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000	$'000
1921....	1,497	4,522	1,826	1,244	9,089	80	194	48,124	28,328
1922....	1,709	4,811	1,974	1,295	9,789	96	275	52,784	33,313
1923....	1,848	5,186	2,070	1,063	10,167	148	191	56,461	36,394
1924....	1,934	5,141	2,077	1,457	10,609	192	100	59,765	39,724
1925....	1,924	5,038	2,114	1,562	10,638	247	214	61,665	39,744
1926....	2,148	5,471	2,380	1,236	11,235	192	132	65,708	42,157
1927....	2,183	5,860	2,473	1,233	11,749	262	139	68,158	43,842
1928....	2,293	6,132	2,810	1,211	12,446	379	255	70,480	44,577
1929....	2,340	6,195	3,030	1,194	12,759	426	213	71,639	48,554
1930....	2,344	6,529	3,142	1,637	13,652	507	311	74,865	48,112
1931....	2,258	6,925	3,323	1,455	13,961	600	126	82,403	48,459
1932....	2,135	6,578	3,615	1,453	13,781	931	85	89,017	50,172
1933....	1,933	5,972	3,992	1,540	13,437	462	156	89,961	49,274
1934....	1,924	5,587	3,975	1,625	13,111	610	175	89,635	52,339
1935....	1,879	5,635	3,919	1,483	12,916	600	93	89,973	53,939
1936....	1,950	5,359	4,457	1,535	13,301	543	115	88,541	54,378
1937....	1,986	5,883	4,616	1,396	13,881	406	142	89,111	49,918
1938....	2,099	6,040	4,784	1,739	14,662	555	102	90,867	56,685
1939....	2,017	6,417	4,977	1,807	15,218	676	45	91,342	57,070
1940....	2,025	6,974	5,255	1,990	16,244	333	286	94,644	57,945
1941....	2,046	6,804	5,143	2,054	16,048	228	116	95,680	58,656

[1] Pension et logement non compris. [2] Déficit ou surplus global des institutions faisant rapport.
[3] Terrains, édifices et outillage.

Gradués des institutions d'enseignement supérieur.—Le nombre de gradués des universités a augmenté d'environ 50 p.c. depuis 1923 ou 1924. De nos jours, près de 3 p.c. de la jeunesse canadienne étudie jusqu'au diplôme universitaire —environ 4 p.c. des jeunes hommes et 1·5 p.c. des jeunes filles. La proportion de ceux qui obtiennent leurs diplômes de génie, en science appliquée et en agriculture scientifique a doublé depuis 1930. Le nombre de gradués en sciences sociales accuse une augmentation semblable. En raison des demandes de la guerre, les diplômés en médecine et en chirurgie augmentent depuis 1938. L'année 1940 accuse une diminution marquée dans le nombre de gradués en arts et sciences, en droit et en théologie. Le taux d'augmentation dans les autres professions reste à peu près le même que l'année précédente.

Les femmes représentent environ un quart des gradués universitaires. Il n'y a pas de tendance chez elles à augmenter leur nombre dans des professions telles que la médecine, la dentisterie, la pharmacie, le droit, la théologie ou les études missionnaires. Quelques-unes figurent au relevé de chaque branche d'études où l'inscription peut être divisée, excepté dans la sylviculture; elles s'en tiennent surtout aux arts y compris les sciences et le commerce, et à l'enseignement, aux services sociaux et à la santé publique.

9.—Gradués des universités et collèges du Canada, 1931-40

NOTA.—Les chiffres de 1920-29 sont aux pp. 1030-1034 de l'Annuaire de 1938.

Année	GRADUÉS DANS LES ARTS, LES SCIENCES PURES ET LE COMMERCE							
	Bacheliers ès arts[1]		Bacheliers ès sciences (arts)		Bacheliers en commerce[2]		Total	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Deux sexes	Femmes
1931	2,474	981	252	45	169	17	2,895	1,043
1932	2,629	1,020	277	41	199	15	3,105	1,076
1933	2,881	1,143	259	35	244	32	3,384	1,210
1934	3,081	1,157	293	45	241	33	3,615	1,235
1935	3,034	1,162	288	39	200	26	3,522	1,227
1936	3,175	1,168	320	45	202	25	3,697	1,238
1937	3,342	1,168	280	28	211	23	3,833	1,219
1938	3,364	1,187	297	41	221	23	3,882	1,251
1939	3,354	1,119	356	55	242	29	3,952	1,203
1940	3,230	1,142	345	45	267	27	3,842	1,214

Année	GRADUÉS EN SCIENCES APPLIQUÉES							
	Bacheliers en sciences appliquées et en génie		Bacheliers en architecture[3]		Bacheliers en sylviculture		Total	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Deux sexes	Femmes
1931	418	Nil	24	Nil	41	Nil	483	Nil
1932	439	1	22	1	32	"	493	2
1933	554	1	32	Nil	27	"	613	1
1934	624	2	31	"	32	"	687	2
1935	642	1	21	2	37	"	700	3
1936	564	2	53	Nil	21	"	638	2
1937	536	1	26	2	17	"	579	3
1938	604	Nil	37	6	18	"	659	6
1939	629	"	30	3	21	"	680	3
1940	715	1	21	Nil	49	"	784	1

[1] Comprend bacheliers en lettres et en sciences sociales. [2] Comprend bacheliers en comptabilité et en secrétariat. [3] Comprend les diplômes en architecture des écoles des beaux-arts de Montréal et Québec.

9.—Gradués des universités et collèges du Canada, 1931-40—suite

Année	GRADUÉS EN AGRICULTURE, SCIENCE VÉTÉRINAIRE ET SCIENCE MÉNAGÈRE						
	Bacheliers en science agricole		Gradués en science vétérinaire		Bachelières en science ménagère	Total	
	Total	Femmes	Total	Femmes		Deux sexes	Femmes
1931	160	2	28	Nil	112	300	114
1932	150	1	34	"	146	330	147
1933	198	2	37	"	137	372	139
1934	215	2	36	"	164	415	166
1935	243	10	52	"	128	423	138
1936	238	7	53	"	138	429	145
1937	216	3	40	"	162	418	165
1938	237	5	62	1	184	483	190
1939	258	3	77	1	194	529	198
1940	240	7	72	Nil	187	499	194

Année	DIPLÔMES D'INSTITUTEURS ET DE GRADUÉS EN PÉDAGOGIE ET SERVICE DE BIENFAISANCE										
	Diplômes d'instituteurs	Degrés en éducation et en pédagogie		Degrés ou diplômes en bibliotechnie		Diplômes de culture physique		Diplômes de services de bienfaisance		Total	
	Total	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Deux sexes	Femmes[1]
1931	581	60	19	39	37	45	45	18	18	743	119
1932	744	72	21	48	46	41	41	55	51	960	159
1933	807	56	18	53	51	25	25	48	42	989	136
1934	810	74	14	61	58	24	24	36	36	1,005	132
1935	649	61	18	54	53	26	25	48	44	838	140
1936	584	100	25	66	63	21	20	45	39	816	147
1937	517	108	19	43	42	31	29	65	55	764	145
1938	466	100	17	79	78	33	33	71	59	749	187
1939	485	100	25	60	56	39	38	62	58	746	177
1940	512	144	24	75	72	22	22	76	66	829	184

Année	GRADUÉS EN MÉDECINE ET EN SCIENCES CONNEXES									
	Docteurs en médecine		Dentistes		Pharmaciens		Diplômes d'infirmières post-graduées[2]	Diplômes en physiothérapie et en thérapie professionnelle	Total	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Femmes	Femmes	Deux sexes	Femmes
1931	535	26	90	Nil	208	10	122	20	975	178
1932	511	24	78	"	203	12	159	24	975	219
1933	483	25	70	1	162	10	174	25	914	235
1934	488	18	83	2	160	9	125	1	857	155
1935	472	20	80	1	150	13	150	6	858	190
1936	497	21	106	Nil	190	10	191	27	1,011	249
1937	511	22	113	"	164	14	166	31	985	233
1938	544	15	98	1	181	19	214	31	1,068	280
1939	565	27	111	2	190	23	204	34	1,104	290
1940	615	20	115	Nil	190	15	300	51	1,271	386

[1] Non compris les diplômes d'instituteurs.

[2] Y compris 12 à 24 infirmières dentaires annuellement.

9.—Gradués des universités et collèges du Canada, 1931-40—fin

Année	GRADUÉS EN DROIT ET EN THÉOLOGIE				
	Des facultés de droit		Des séminaires de théologie catholiques	Des facultés de théologie protestantes	
	Total	Femmes	Total	Total	Femmes
1931	223	5	245	189	18
1932	235	8	265	173	15
1933	213	7	258	162	17
1934	209	8	288	202	20
1935	238	11	289	202	15
1936	209	7	310	174	16
1937	236	7	338	183	19
1938	258	7	343	165	18
1939	254	10	348	154	19
1940	227	6	320	127	11

Année	POST-GRADUÉS ET DEGRÉS HONORIFIQUES							
	Docteurs honoraires		Docteurs en cours		Maîtres ès arts[1]		Maîtres ès sciences[2]	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes
1931	95	Nil	46	7	274	94	93	4
1932	78	2	80	11	239	80	124	5
1933	102	Nil	87	9	287	101	145	7
1934	96	"	89	11	254	87	134	4
1935	76	3	77	4	254	93	115	7
1936	100	2	68	5	252	73	133	3
1937	129	4	78	7	265	70	107	8
1938	94	5	84	11	281	80	117	5
1939	107	9	80	7	286	75	120[3]	2
1940	79	4	82	3	250	69	124	5

Année	Bacheliers en théologie	Licenciés (sauf en théologie)		Autres cours post-gradués et diplômes[4]		Total	
	Total	Total	Femmes	Total	Femmes	Deux sexes	Femmes
1931	37	91	2	100	2	736	109
1932	33	130	2	107	2	791	102
1933	32	97	4	97	Nil	847	121
1934	46	129	16	108	5	856	123
1935	36	112	7	95	3	765	117
1936	43	100	7	90	Nil	786	90
1937	45	121	4	88	8	833	101
1938	35	121	3	90	11	822	115
1939	42	133	10	85	7	853[3]	110
1940	38	144	7	106	6	823	94

Année	ESTIMATION DES ÉTUDIANTS RECEVANT LES PREMIERS DEGRÉS								
	Grand total[5]			Déductions pour doubles entrées			Total net		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1931	5,290	3,952	1,338	449	437	12	4,841	3,515	1,326
1932	5,552	4,109	1,443	459	447	12	5,093	3,662	1,431
1933	5,891	4,307	1,584	440	428	12	5,451	3,879	1,572
1934	6,272	4,687	1,585	479	467	12	5,793	4,220	1,573
1935	6,226	4,648	1,578	460	449	11	5,766	4,199	1,567
1936	6,441	4,834	1,607	455	444	11	5,986	4,390	1,596
1937	6,541	4,926	1,615	505	493	12	6,036	4,433	1,603
1938	6,756	4,918	1,838	528	516	12	6,228	4,402	1,826
1939	6,882	5,193	1,689[3]	567	554	13	6,315	4,639	1,676
1940	6,993	5,392	1,541	527	514	13	6,406	4,878	1,528

[1] Comprend M. Com. et M. Ed. ou M. Pæd. [2] Comprend M.A.Sc., M.S.A., M.Sc.F., M. Arch., M.Sc.V., M.Sc. Dent., M. Chirurgie (quand le degré est accordé séparément). [3] Revisé depuis la publication de l'Annuaire de 1941. [4] Excepté les diplômes d'instituteurs et de théologiens. [5] Non compris les diplômes en Education et Services sociaux, quelques autres diplômes, ni les degrés de post-gradués et honorifiques.

Section 2.—Recherches scientifiques et industrielles au Canada

Le champ des recherches scientifiques et industrielles au Canada est couvert, en tant que les gouvernements sont concernés, par les ministères fédéraux et provinciaux de l'Agriculture, des Forêts, des Pêcheries, des Mines, etc., de même que par des organismes de recherches tels que le Conseil National de Recherche, l'Ontario Research Foundation et le Research Council of Alberta. Le champ des recherches privées est naturellement plus vaste; il comprend toute l'œuvre effectuée dans les universités, patronnée par les sociétés et fondations scientifiques, et le vaste domaine des recherches techniques et industrielles exploré par des industries privées, qui dans bien des cas profitent de leur affiliation à des organisations mères aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Un relevé complet de l'œuvre accomplie par tous les organismes de recherches au Canada se trouve aux pp. 1003–1038 de l'Annuaire du Canada de 1940.

Le travail accompli en marge de l'effort de guerre par le Conseil National de Recherche, en collaboration avec les autres ministères, est résumé dans l'introduction du présent ouvrage.

Section 3.—Bibliothèques

Le Bureau Fédéral de la Statistique publie tous les deux ans un Relevé des Bibliothèques au Canada; la dernière édition donne la liste des bibliothèques publiques, universitaires, gouvernementales et autres spéciales, montrant la localité, la grandeur, etc. de chacune. C'est celle de 1938–40 dont un résumé paraît aux pp. 911–916 de l'Annuaire de 1941.

Section 4.—Musées et beaux-arts

L'Annuaire du Canada de 1939 renferme aux pages 1070–1071 la liste des 37 musées (y compris les musées de beaux-arts) du Canada qui emploient un personnel à service continu. Cette liste indique l'espace occupé et la fréquentation quotidienne moyenne de chacun.

Un rapport intitulé "Les Musées au Canada"* en donne une liste complète. Le Bureau Fédéral de la Statistique l'a publié en 1938.

Un article intitulé "Progrès des Beaux-Arts au Canada", par M. Newton MacTavish, M.A., D.Litt., paraît aux pages 1005 à 1020 de l'Annuaire du Canada de 1931 et un article plus court, traitant plus particulièrement de la Galerie Nationale du Canada, paraît aux pages 903 et 904 de l'Annuaire du Canada de 1924.

* On peut obtenir cette publication au prix de 25 cents l'exemplaire en s'adressant au Bureau Fédéral de la Statistique.

CHAPITRE XXV.—SANTÉ PUBLIQUE ET INSTITUTIONS CONNEXES

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Administration	902
Sous-section 1. Activité fédérale en matière d'hygiène et de santé	903
Sous-section 2. Services d'hygiène des provinces	904
Section 2. Statistiques des institutions	905
Sous-section 1. Statistiques des hôpitaux autres que pour aliénés	907
Sous-section 2. Hôpitaux pour aliénés	911
Sous-section 3. Institutions de charité et de bienfaisance	913
Sous-section 4. Etablissements pénitentiaires et correctionnels	914
Section 3. Ordre des Infirmières Victoria	914
Section 4. La Croix Rouge Canadienne	915

Section 1.—Administration

La santé publique au Canada est administrée par les gouvernements fédéral et provinciaux au moyen de leurs départements respectifs de la Santé.

Le Gouvernement fédéral ne s'occupe au point de vue santé publique que de matières exclusivement nationales ou de matières interprovinciales que les provinces ne peuvent administrer avec satisfaction; ainsi les hôpitaux pour les membres et les anciens membres des forces armées, dont le soin relève du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale, certains hôpitaux de marins et de l'immigration et deux léproseries sont administrés par le Gouvernement fédéral. De plus, le Gouvernement fédéral accorde des subventions aux organisations volontaires qui s'occupent de la santé publique, notamment: Le Conseil Canadien du Bien-Etre, l'Institut National Canadien pour les Aveugles, l'Association Canadienne pour les Tuberculeux, le Comité National Canadien d'Hygiène Mentale, l'Ordre des Infirmières Victoria, l'Association Canadienne d'Ambulance St-Jean, la Société Canadienne de la Croix Rouge, la Ligue de la Santé du Canada.

Le Conseil fédéral de la Santé a été créé en 1919 dans un but d'uniformisation de la législation et de la procédure entre les provinces. Il se compose du sous-ministre du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale en qualité de président; des directeurs des ministères ou bureaux de santé de chaque province et de cinq autres personnes au plus nommées par le Gouverneur en Conseil et qui doivent rester en fonctions pendant trois années. Quatre de ces membres désignés représentent l'agriculture, le travail, les œuvres féminines urbaines et rurales respectivement; le cinquième membre est un conseiller scientifique en matière de santé publique. Le Conseil se réunit deux fois par année à Ottawa. Il étudie les problèmes de la santé publique et adopte des règlements et une législation uniformes.

En général, l'administration des œuvres locales de santé publique, de même que l'établissement et l'entretien des institutions relèvent des gouvernements provinciaux, subordonnément à l'article 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867. Sous leur direction, les municipalités, les sociétés et les particuliers exercent leur zèle charitable et humanitaire, comptant dans une certaine mesure sur l'aide financière de l'Etat et sur une inspection uniforme des méthodes et des systèmes. Très importants sous ce rapport sont les règlements régissant l'examen médical des écoliers; ils font voir clairement les bienfaits résultant de ce travail. Dans certains cas, ce sont les chefs ou les adjoints du service régional de Santé qui s'occupent de ces examens et dans d'autres ce sont des infirmières qui se dévouent entièrement à ce service. L'assistance et des conseils sont fournis, en outre, aux enfants, aux instituteurs et aux parents. Dans plusieurs cas, il est pourvu à l'examen dentaire.

Les hôpitaux publics constituent le plus grand nombre de nos institutions de santé. Ils sont habituellement construits et supportés par les municipalités, l'ad-

ministration en étant confiée à des conseils de régie; leur revenu, en outre de sommes accordées par la municipalité, provient de subventions des gouvernements provinciaux, de dons de particuliers et de sociétés et de montants payés par les patients. L'admission et les traitements y sont gratis pour toutes les personnes indigentes qui en font la demande ou dont les ressources sont si limitées qu'elles ne pourraient autrement recevoir les soins médicaux nécessaires, alors qu'il est entendu que les autres personnes doivent défrayer dans la mesure de leurs moyens les soins de l'hôpital. Ces hôpitaux publics comprennent les hôpitaux d'isolation et de maternité, les sanatoriums pour tuberculeux, etc.

Il y a de nombreux hôpitaux privés qui ne sont pas subventionnés par les pouvoirs publics. Il y a aussi des hôpitaux, surtout dans la province de Québec, qui sont sous la direction de diverses communautés religieuses, des hôpitaux et des avant-postes de la Croix Rouge, et des hôpitaux spéciaux qui peuvent être administrés privément ou soutenus par les provinces.

Les institutions pour aliénés, les refuges pour faibles d'esprit et épileptiques sont dans la plupart des cas administrés par la province, bien qu'en Nouvelle-Ecosse les institutions de comté prennent soin des aliénés.

Les municipalités de comté et les grands centres supportent habituellement les orphelinats, les refuges et les hospices pour vieillards, entre autres institutions de charité et de bienfaisance. Les foyers ou écoles pour les sourds-muets et les aveugles sont généralement administrés par le gouvernement provincial.

Dans le cas des institutions pénales et correctionnelles, le Gouvernement fédéral administre les pénitenciers, tandis que les gouvernements provinciaux administrent les écoles industrielles et correctionnelles, les fermes de détention et autres semblables institutions de correction.

Sous-section 1.—Activité fédérale en matière d'hygiène et de santé

L'activité du Gouvernement fédéral en matière de santé publique consiste particulièrement dans l'administration du service de la santé nationale du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale. L'Annuaire de 1941, pp. 918–921, donne un précis des attributions de chaque division de ce service. Ce précis n'est pas répété dans le présent ouvrage afin de pouvoir consacrer le plus d'espace possible aux sujets nouveaux ayant une portée sur l'effort de guerre; les notes qui suivent serviront à actualiser la matière déjà publiée.

Division de la quarantaine, de la lèpre, du service médical de l'immigration, des hôpitaux de marins et de marine.—Le personnel de médecins canadiens dont le devoir est d'examiner les immigrants avant leur départ pour le Canada a été retiré de l'Irlande et du continent européen.

Division de l'investigation médicale.—Les études statistiques ne sont pas poursuivies pour le moment. Elles seront peut-être reprises plus tard.

Publicité et enseignement sur l'hygiène.—Une entreprise importante de ce service a été la distribution d'imprimés sur la santé et l'hygiène aux membres des forces armées.

Services de la nutrition.—Etablis en 1941, ces services ont quatre attributions: (1) étudier les facilités d'alimentation dans les industries de défense du point de vue nutrition et recommander les améliorations possibles; (2) aider à la population à maintenir et à améliorer sa nutrition par des conseils sur la façon d'acheter et de préparer les aliments; (3) fournir sur demande aux autres ministères des renseignements sur la nutrition; (4) encourager les recherches qui s'imposent sur la nutrition pour mieux renseigner et protéger la population canadienne.

Sous-section 2.—Services d'hygiène des provinces*

Pour les raisons données à la p. 903, sous-section 1, la matière déjà publiée sur l'activité des ministères provinciaux chargés de veiller à la santé publique n'est pas répétée ici; les faits qui se sont produits depuis sa publication sont donnés ci-dessous pour chaque province en particulier.

Ile du Prince-Edouard.—La Ligue pour les Tuberculeux de l'Ile du Prince-Edouard, association profane, maintient sur place une infirmière travaillant à temps continu en collaboration avec le personnel du sanatorium provincial.

Le laboratoire provincial collabore avec les forces armées à l'examen des échantillons et le Ministère de la Santé applique les règlements provinciaux relatifs aux personnes atteintes de maladies vénériennes.

Nouvelle-Ecosse.—La guerre a accru la tâche de tout le haut personnel du Ministère. Les nouvelles tâches sont acceptées de bonne grâce et chaque bureau collabore dans la mesure du possible. Depuis le début des hostilités, le Ministère a mis à la disposition des autorités de la Défense Nationale un laboratoire complet pour l'enrayement des maladies communicables. Ce service s'étend aux unités de la Marine Royale, de la Marine Royale norvégienne, de la Marine Royale des Pays-Bas et des Forces de la France Libre. En 1941, plus de 80,000 analyses ont été faites pour le compte de ces services.

Nouveau-Brunswick.—Six membres du personnel médical sont en service actif avec le Corps médical de l'Armée canadienne et il a été nécessaire de réduire temporairement de dix à huit le nombre des districts sanitaires. De même, en raison de la guerre, il a été impossible de maintenir tous les services existants à leur ancien niveau; l'activité a été de beaucoup réduite dans les services antituberculeux et scolaires.

Seize sous-districts sanitaires possédant chacun son conseil d'hygiène présidé par le directeur régional des services de santé ont été organisés. Les bureaux de santé des sous-districts ont leurs propres personnels d'inspecteurs d'hygiène, des aliments, de la plomberie et autres et leurs personnels de régistrateurs des statistiques vitales et d'infirmières publiques relevant tous de la loi provinciale de la santé publique et des règlements qui en découlent. Le ministère maintient également 26 dépôts pour la distribution des médicaments et 14 cliniques pour maladies vénériennes. Le vingt-troisième rapport annuel du médecin en chef contient une revue des divers services, les statistiques vitales de la province et les rapports des membres du personnel et des bureaux de santé des sous-districts.

Québec.—En 1941, le Ministère de la Santé est devenu le Ministère de la Santé et du Bien-Être Social. Le Ministère a retenu les services d'un avocat et d'un publiciste dont les bureaux sont à Québec; il publie en outre un bulletin à Montréal.

Les unités sanitaires de comté ont immunisé l'an dernier 60,885 enfants contre la diphtérie, ce qui porte à 383,189 le nombre d'enfants immunisés.

Ontario.—En raison du grand nombre de médecins qui se sont enrôlés dans les forces armées, certains officiers de santé ont été appelés à desservir plus d'un district. Malgré le grand nombre de personnes engagées auparavant dans le domaine de la santé publique à travers la province et qui se sont enrôlées dans les armées canadiennes, rien n'est négligé pour que celles qui les remplacent possèdent les qualités nécessaires. Quatorze municipalités ont leurs officiers de santé à temps continu.

Manitoba.—Le Ministère de la Santé et du Bien-Être Public du Manitoba a été réorganisé en trois divisions principales: la *division exécutive* dont relèvent les bureaux administratifs, l'administration des successions des personnes atteintes de

* La matière sous cette rubrique a été revisée par les autorités provinciales respectives.

maladies mentales, la surveillance des finances des institutions publiques, les laboratoires provinciaux, l'enseignement de l'hygiène, et les statistiques; la *division du bien-être* qui comprend le bureau de la surveillance du bien-être, et dont relèvent les subventions aux institutions de charité, le bien-être de l'enfance, l'aide sociale dans les territoires non organisés et l'entretien des vieillards et des incurables dans les institutions et en dehors; la *division de la santé* comprenant la psychiatrie, l'hospitalisation, les subventions aux hôpitaux subordonnément à la loi d'assistance aux hôpitaux, les services de médecine préventive et d'assainissement, les services de santé locaux, les unités sanitaires et les officiers de santé dans les territoires non organisés.

Le Ministre de la Santé et du Bien-Etre Public dispose de deux commissions consultatives—la commission de la surveillance du bien-être et le bureau provincial de santé—et d'une commission consultative et administrative—la commission du bien-être de l'enfance. Depuis le début des hostilités le personnel, les services et les fonds administrés par le Ministère sont de plus en plus mis à contribution. A ce sujet, une nouvelle section d'assainissement du milieu a été créée. Elle se compose d'un directeur médical d'hygiène industrielle, d'un ingénieur en assainissement et d'un chimiste. Un personnel assistant a été adjoint au personnel régulier en raison de l'essor industriel qui s'est produit au Manitoba. Les laboratoires provinciaux ont plus que doublé leurs personnels afin de pouvoir répondre à tous les besoins, en matière de laboratoire, des forces de Sa Majesté qui se trouvent au Manitoba. Dans la section des services médicaux préventifs, le directeur du service antivénérien travaille maintenant à temps continu.

Une section tout à fait nouvelle—les services locaux de santé—a été créée dont les fonctions sont la surveillance de toutes les unités sanitaires et autres services locaux de santé dans les zones municipales.

Saskatchewan.—La nécessité de produire un certificat de naissance pour l'enrôlement dans les forces armées a fortement accru le travail du bureau du Régistrateur général qui a dû plus que doubler son personnel. Ce service est gratuit.

Section 2.—Statistiques des institutions*

En vertu des pouvoirs accordés par le Gouvernement fédéral en 1930, le Bureau Fédéral de la Statistique, en collaboration avec les autorités provinciales, a créé la Branche du Recensement des Institutions et collige des statistiques pour les types suivants d'institutions: (1) *hôpitaux*—institutions s'occupant principalement de la prévention et de la guérison des maladies physiques telles que les hôpitaux pour les malades, les sanatoriums et les institutions pour incurables; (2) *les institutions pour maladies mentales et nerveuses*—pour le traitement et le soin de toutes les maladies mentales, comme les asiles d'aliénés, les institutions pour les faibles d'esprit, les épileptiques, etc.; (3) *institutions de charité et de bienfaisance*—prenant soin des pauvres des deux sexes et de tous les âges, telles que les refuges pour vieillards, refuges de comtés, orphelinats, etc. et (4) *institutions pénales et correctionnelles*—qui ont pour but de réformer les criminels, de rééduquer et réformer les jeunes délinquants, garçons et filles. Les statistiques des institutions, telles que résumées dans le tableau 1 peuvent donc être considérées comme traitant des quatre types principaux de pathologie sociale, sous leurs aspects physique, mental, économique et moral.

Historique.—Un bref historique des débuts et de la croissance de plusieurs classes d'institutions au Canada a paru aux pages 1040–1043 de l'Annuaire de 1936.

* Cette section a été revisée par J. C. Brady, Branche du Recensement des Institutions, Bureau Fédéral de la Statistique.

1.—Institutions au Canada, par province, 1940

Genre d'institution	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon et T. du N.-O.	Canada
Population (préliminaire, recensement de 1941) en milliers)	nb. 94	nb. 573	nb. 453	nb. 3,320	nb. 3,757	nb. 723	nb. 888	nb. 788	nb. 809	nb. 15	nb. 11,420
Hôpitaux—(Hôpitaux pour aliénés exclus)—											
Publics—[1]											
Généraux	4	27	14	57	111	38	79	82	70	8	490
Pour femmes	Nil	2	1	3	3	Nil	Nil	1	Nil	Nil	10
Pédiatrie	"	1	Nil	3	2	1	1	1	1	"	10
Isolation	"	1	"	4	3	2	Nil	3	Nil	"	13
Convalescence	"	Nil	"	3	7	1	"	Nil	"	"	11
Croix Rouge	"	"	"	Nil	30	Nil	9	"	5	"	44
Maladies incurables	"	"	1	4[2]	8	1	2	3	1	"	20
Autres	"	"	Nil	6	1	Nil	Nil	2	Nil	"	9
Totaux, publics	4	31	16	80	165	43	91	92	77	8	607
Privés	Nil	6	6	41	54	9	92	44	40	1	293
Fédéraux—											
Ministère des Pensions et de la Santé Nationale—											
Vétérans de guerre	Nil	1	1	2	2	1	Nil	1	1	Nil	9
Quarantaine et immigration	"	1	1	1	Nil	Nil	"	Nil	1	"	4
Léproserie	"	Nil	1	Nil	"	"	"	"	1	"	2
Marine	"	1	Nil	"	"	"	"	"	Nil	"	1
Ministère des Mines et Ressources (Indiens)	"	Nil	"	"	1	3	1	4	"	"	9
Ministère de la Défense Nationale	8[3]	21	11	29	52	14	15	22	15	"	187
Totaux, fédéraux	8[3]	24	14	32	55	18	16	27	18	"	212
Tuberculose	1	3	3	11	13	3	3	1	1	"	39
Totaux, hôpitaux	**13[3]**	**64**	**39**	**164**	**287**	**73**	**202**	**164**	**136**	**9**	**1,151**
Institutions psychothérapiques—											
Hôpitaux publics	1	1	1	6	12	2	2	4	3	Nil	32
Ecoles de formation	Nil	1	Nil	1	1	1	Nil	1	Nil	"	5
Hôpitaux de psychiatrie	"	Nil	"	Nil	1	1	"	Nil	"	"	2
Institutions de comté et de municipalité	"	15	"	"	Nil	Nil	"	"	"	"	15
Hôpitaux fédéraux	"	Nil	"	1	1	"	"	"	"	"	2
Institutions privées	"	"	"	1	2	"	"	"	1	"	4
Totaux, psychothérapiques	**1**	**17**	**1**	**9**	**17**	**4**	**2**	**5**	**4**	**Nil**	**60**
Institutions charitables et bénévoles—[4]											
Refuges pour adultes	1	15	8	39	67	7	2	4	17	Nil	160
Refuges pour adultes et enfants	1	10	9	52	14	2	3	2	5	"	98
Orphelinats	2	7	6	52	28	12	4	5	6	"	122
Sociétés d'aide à l'enfance	2	11	3	1	54	5	4	3	3	"	86
Sociétés d'immigration juvénile	Nil	Nil	1	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	1	"	2
Totaux, charitables, etc.	**6**	**43**	**37**	**144**	**163**	**26**	**13**	**14**	**32**	**Nil**	**468**
Pénitenciers et maisons de réforme—[4]											
Pénitenciers	Nil	Nil	1	1	2	1	1	Nil	1	Nil	7
Institutions de correction et réforme	"	4	3	4	8	3	3	1	2	"	28
Hommes	"	2	1	2	5	1	2	Nil	1	"	14
Femmes	"	2	2	2	3	2	1	1	1	"	14
Totaux, pénitenciers, etc	**Nil**	**4**	**4**	**5**	**10**	**4**	**4**	**1**	**3**	**Nil**	**35**
Grand totaux[5]	**18**	**117**	**67**	**321**	**423**	**102**	**217**	**181**	**171**	**9**	**1,626**

[1] Autres que pour maladies mentales et tuberculose. [2] Y compris une unité de 84 lits dans un hôpital général. [3] Dont 3 à Terre-Neuve et 1 au Labrador. [4] Ces institutions ne font rapport qu'à tous les cinq ans; ces chiffres sont ceux de 1941. [5] Ne comprennent pas les sociétés d'aide à l'enfance et d'immigration juvénile.

Sous-section 1.—Statistiques des hôpitaux autres que pour aliénés.*

Le tableau 1 fait voir qu'en 1940, en plus des 607 hôpitaux publics, il y a 293 hôpitaux privés, 39 sanatoriums pour tuberculeux et 212 hôpitaux tenus par le Gouvernement fédéral. Ces derniers comprennent 9 hôpitaux pour vétérans, 4 de quarantaine et d'immigration, 1 de marine et 2 léproseries administrés par le Ministère des Pensions et de la Santé Nationale; 187 hôpitaux militaires sous le Ministère de la Défense Nationale et 9 hôpitaux pour Indiens sous le Ministère des Mines et Ressources. Le nombre d'hôpitaux relevant du Ministère de la Défense Nationale passe de 9 en 1938 à 187 à la fin de 1940. La déclaration de la guerre en septembre 1939 et l'expansion subséquente des services de la Défense Nationale expliquent cette augmentation. Bien que ces hôpitaux soient désignés comme des hôpitaux militaires, ils s'étendent aussi aux services navals et de l'air.

* Un répertoire complet de tous les hôpitaux du Canada, donnant le nom, la localité, le genre et le nombre de lits en 1940 peut être obtenu du Bureau Fédéral de la Statistique.

2.—Sommaire des hôpitaux publics et privés faisant rapport au Canada, 1936-40

NOTA.—Les chiffres comprennent les hôpitaux et les asiles pour incurables, mais non les hôpitaux fédéraux et les hôpitaux pour maladies mentales ou les tuberculeux.

Item	1936	1937	1938	1939	1940
Hôpitaux publics—	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Faisant rapport	573[1]	584[2]	610	609	607
Capacité en lits[3]	52,442	54,176	56,327	57,385	58,710
Patients sous traitement[4]	804,970	852,624	888,875	885,819[5]	985,897
Jours collectifs d'hospitalisation[4]	12,688,606	12,803,441	13,117,881	11,054,989[5]	13,758,314
Hôpitaux privés—					
Faisant rapport	259	241	267	276	293
Capacité en lits[3]	3,386	3,389	3,217	3,915	4,254
Patients sous traitement[4]	35,707	36,425	31,487	36,766	42,479
Jours collectifs d'hospitalisation[4]	423,239	433,912	417,724	519,909	699,841

[1] Trois hôpitaux publics du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest n'ont pas fait rapport. [2] Un hôpital des Territoires du Nord-Ouest n'a pas fait rapport. [3] Y compris les lits d'adultes, les lits d'enfants et les berceaux. [4] Y compris les nouveau-nés. [5] Les rapports de 3 hôpitaux généraux du Nouveau-Brunswick et de 3 hôpitaux généraux du Québec ne satisfont pas aux exigences minimums et ne figurent pas ici.

3.—Statistique des hôpitaux publics et privés du Canada, par province, personnel, outillage et mouvement des patients, 1940

NOTA.—Y compris les hôpitaux et les asiles pour incurables, mais non les hôpitaux fédéraux ou pour maladies mentales ou les tuberculeux.

Détails	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés
	Généraux	Autres[1]		Généraux	Autres[1]	
	Ile du Prince-Edouard			Nouvelle-Ecosse		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Hôpitaux faisant rapport	4	Nil	Nil	27	4	6
Ecoles d'infirmières	3	"	"	13	2	Nil
Personnel—						
Médecins salariés	1	"	"	14	2	3
Internes	2	"	"	23	4	Nil
Infirmières diplômées	18	"	"	293	23	8
Elèves-infirmières	79	"	"	550	55	Nil
Totaux, personnel	**167**	"	"	**1,527**	**154**	**26**
Outillage—						
Radiographie	4	"	"	25	Nil	Nil
Laboratoire de clinique	4	"	"	21	"	"
Physiothérapie	1	"	"	11	1	"
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	6,010	"	"	45,114	3,369	377
Naissances (enfants vivants)	633	"	"	4,757	1,196	106
Patients sous traitement	**6,795**	"	"	**51,209**	**4,702**	**491**
Sorties	6,374	"	"	48,345	4,446	477
Décès	203	"	"	1,340	95	7
Journées collectives d'hospitalisation	65,782	"	"	517,331	56,688	5,485

[1] Ces institutions sont classifiées en détail dans le tableau 1.

3.—Statistique des hôpitaux publics et privés du Canada, par province, personnel, outillage et mouvement des patients, 1940—suite

Détails	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés
	Généraux	Autres[1]		Généraux	Autres[1]	
	Nouveau-Brunswick			Québec		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Hôpitaux faisant rapport	14	2	6	57	23	41
Ecoles d'infirmières	10	Nil	Nil	26	8	2
Personnel—						
Médecins salariés	7	"	1	157	99	29
Internes	8	"	Nil	308	57	Nil
Infirmières diplômées	110	8	25	1,454	418	127
Elèves-infirmières	502	Nil	Nil	1,694	247	24
Totaux, personnel	**1,062**	**21**	**44**	**8,515**	**2,182**	**357**
Outillage—						
Radiographie	10	Nil	4	54	10	20
Laboratoire de clinique	9	"	3	44	10	16
Physiothérapie	9	"	Nil	45	10	17
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	25,105	216	1,654	151,754	24,636	8,855
Naissances (enfants vivants)	2,682	196	100	13,122	3,041	1,428
Patients sous traitement	**27,529**	**471**	**1,811**	**170,356**	**30,910**	**10,685**
Sorties	25,651	401	1,696	157,935	26,425	10,282
Décès	974	7	57	6,431	1,055	209
Journées collectives d'hospitalisation	324,305	16,375	17,901	2,517,422	1,316,246	154,261
	Ontario			Manitoba		
Hôpitaux faisant rapport	111	54	54	38	5	9
Ecoles d'infirmières	58	6	Nil	15	3	Nil
Personnel—						
Médecins salariés	136	31	27	45	11	2
Internes	235	32	Nil	64	7	Nil
Infirmières diplômées	2,081	428	147	356	76	16
Elèves-infirmières	3,585	246	Nil	883	68	Nil
Totaux, personnel	**11,489**	**2,073**	**465**	**2,425**	**540**	**39**
Outillage—						
Radiographie	98	18	18	9	3	1
Laboratoire de clinique	56	5	12	8	2	1
Physiothérapie	53	5	12	6	3	1
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	244,258	29,448	9,114	63,637	5,129	1,570
Naissances (enfants vivants)	35,171	4,868	2,161	9,857	17	271
Patients sous traitement	**287,594**	**361454**	**11,591**	**75,769**	**5,798**	**1,881**
Sorties	266,618	32,706	10,897	71,174	5,012	1,806
Décès	11,831	1,314	304	2,177	202	28
Journées collectives d'hospitalisation	3,553,401	903,826	146,932	831,493	212,307	15,793
	Saskatchewan			Alberta		
Hôpitaux faisant rapport	79	12	92	82	10	44
Ecoles d'infirmières	10	Nil	Nil	10	Nil	Nil
Personnel—						
Médecins salariés	17	2	1	26	4	10
Internes	22	Nil	Nil	31	Nil	Nil
Infirmières diplômées	562	28	62	688	30	36
Elèves-infirmières	710	Nil	Nil	827	Nil	Nil
Totaux, personnel	**2,514**	**88**	**205**	**3,040**	**102**	**125**
Outillage—						
Radiographie	68	Nil	3	72	2	7
Laboratoire de clinique	33	"	1	36	1	2
Physiothérapie	32	"	Nil	16	1	4
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	72,398	1,708	3,999	80,272	1,049	1,826
Naissances (enfants vivants)	9,527	454	1,579	11,791	486	557
Patients sous traitement	**83,867**	**2,388**	**5,831**	**94,262**	**1,844**	**2,441**
Sorties	79,242	2,038	5,463	89,046	1,465	2,302
Décès	2,443	97	123	2,720	91	52
Journées collectives d'hospitalisation	869,390	87,932	97,407	984,314	94,517	37,873

[1] Ces institutions sont classifiées en détail dans le tableau 1.

3.—Statistique des hôpitaux publics et privés du Canada, par province, personnel, outillage et mouvement des patients, 1940—fin

Détails	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés	Hôpitaux publics		Hôpitaux privés
	Généraux	Autres[1]		Généraux	Autres[1]	
	Colombie Britannique			Canada[2]		
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Hôpitaux faisant rapport	70	7	41	490	117	293
Ecoles d'infirmières	7	Nil	Nil	152	19	2
Personnel—						
Médecins salariés	75	2	9	480	151	82
Internes	56	Nil	Nil	749	100	Nil
Infirmières diplômées	1,029	21	114	6,612	1,032	535
Elèves-infirmières	930	Nil	Nil	9,760	615	24
Totaux, personnel	**4,033**	**117**	**289**	**34,852**	**5,277**	**1,550**
Outillage—						
Radiographie	68	2	9	415	35	62
Laboratoire de clinique	31	Nil	5	247	18	40
Physiothérapie	21	1	5	190	21	39
Mouvement des hospitalisés—						
Entrées	89,499	762	6,324	778,381	66,317	33,719
Naissances (enfants vivants)	11,103	45	919	98,647	10,303	7,121
Patients sous traitement	**103,406**	**1,029**	**7,749**	**902,301**	**83,596**	**42,479**
Sorties	96,343	1,761	6,627	842,077	74,254	39,550
Décès	3,700	36	459	31,886	2,897	1,239
Journées collectives d'hospitalisation	1,281,047	85,721	224,189	10,984,702	2,773,612	699,841

[1] Ces institutions sont classifiées en détail au tableau **1.** [2] Y compris 8 hôpitaux généraux du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest qui font rapport de 2 médecins à salaire, 21 infirmières diplômées et un personnel global de 80; 7 appareils de rayons X et 5 laboratoires de clinique; 1,334 admissions, 94 naissances vivantes, un total de 1,514 patients sous traitement, 1,349 sorties, 67 décès et un total de 40,217 journées collectives d'hospitalisation.

Services organisés dans les hôpitaux généraux publics.—Les services organisés, analysés au tableau **4**, peuvent être définis comme départements ou services spécialisés d'hôpital confiés à des spécialistes et dotés d'outillage moderne et d'un personnel technique se consacrant spécialement aux problèmes des domaines indiqués. Les facilités existantes d'un hôpital destinées simplement à l'usage des praticiens généraux ne sont pas considérées comme services organisés. On ne considère ici que les services organisés dans les hôpitaux généraux publics et non pas ceux des hôpitaux généraux autres que publics (comme le montre la première partie du tableau **1**) ni ceux des hôpitaux privés, fédéraux, pour tuberculeux ou aliénés. C'est, cependant, dans les grands hôpitaux généraux publics que la majorité de ces services spéciaux organisés se rencontrent. Plusieurs petits hôpitaux généraux publics ont des facilités pour l'étude et le traitement de cas relevant des domaines indiqués ici; mais, comme ce ne sont pas des services organisés d'après la définition ci-dessus, ces facilités ne sont pas comptées. Le tableau **1** indique qu'en 1940 il existe 490 hôpitaux généraux publics. Seulement 224 de ceux-ci ont un personnel médical organisé avec 8,374 médecins attachés.

4.—Services et personnels organisés des hôpitaux généraux publics, par province, 1940

NOTA.—Les tirets indiquent qu'on n'a pas rapporté de service organisé dans le cas en question.

Service et personnel	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada
	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.	nb.
Service										
Médecine générale	2	5	9	38	48	7	14	12	11	146
Pédiatrie	2	1	5	29	43	6	6	9	6	107
Cardiologie	2	2	6	17	17	4	1	4	6	59
Dermatologie	1	3	1	18	15	3	2	3	3	49
Neuro-psychiatrie	–	–	1	7	7	1	2	2	1	21
Tuberculose	–	3	1	10	7	–	3	3	3	30
Vénérologie	–	3	–	17	12	2	1	3	3	41
Maladies contagieuses	–	–	3	6	6	4	7	1	5	32
Chirurgie générale	3	5	9	38	46	8	13	12	10	144
Orthopédie	1	1	2	22	27	5	4	2	6	70
Neurologie	–	–	–	10	11	2	–	1	3	27
Dentisterie	–	2	1	18	12	3	1	3	2	42
Obstétrique	3	3	8	32	48	9	12	13	9	137
Gynécologie	2	2	1	32	32	6	5	6	6	92
Ophtalmologie	2	4	5	30	28	4	4	4	4	85
Oto-laryngologie	1	3	3	30	29	4	4	4	4	82
Urologie	1	3	3	23	25	4	5	6	6	76
Pathologie	1	2	4	25	28	8	5	6	6	85
Bactériologie	1	2	8	29	34	7	7	6	5	99
Rayons X	3	9	10	39	41	9	10	14	9	144
Radiologie profonde	1	3	3	19	20	4	7	5	5	67
Radium	–	1	1	8	13	–	5	4	3	35
Laboratoire clinique	1	6	9	28	33	8	5	12	9	111
Physiothérapie	1	3	5	33	36	6	8	8	6	106
Personnel										
Personnels organisés	3	19	13	40	78	12	24	17	18	224
Médecins attachés	36	381	273	1,803	3,334	492	448	702	905	8,374

Dispensaires pour patients externes.—Les dispensaires pour patients externes sont administrés conjointement avec les hôpitaux ou autres institutions et soignent les malades non hospitalisés. Ce service est très avantageux et important pour les malades dont la situation est modeste. Il leur évite les frais d'hôpital ou leur permet de s'y faire admettre si leur état le nécessite. Règle générale, les dispensaires pour patients externes sont subventionnés à même les fonds de l'hôpital général et il n'y a pas de registre séparé. Tant qu'un système uniforme de comptabilité n'aura pas été adopté, il ne sera pas possible d'établir le coût moyen par malade.

Les statistiques du tableau **5** se compliquent inutilement à cause du manque d'uniformité dans la façon de déclarer les patients et les traitements. La majorité des hôpitaux déclarent les deux, mais un nombre considérable déclarent soit les patients, soit les traitements et non les deux.

5.—Hôpitaux publics faisant rapport de dispensaires pour patients externes, par province, 1940

NOTA.—Les chiffres des sanatoriums pour la tuberculose et des cliniques gouvernementales ou municipales tenues dans les hôpitaux ne sont pas compris.

Province	Total, dispensaires	Patients et traitements			Patients seulement		Traitements seulement	
		Ayant fait rapport	Patients	Traitements	Ayant fait rapport	Patients	Ayant fait rapport	Traitements
Ile du Prince-Edouard	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Nouvelle-Ecosse	"	"	"	"	"	"	"	"
Nouveau-Brunswick	2	2	9,385	26,377	"	"	"	"
Québec	22	18	156,207	586,635	1	14,857	3	247,863
Ontario	14	6	49,929	201,379	1	2,100	7	378,487
Manitoba	4	4	35,578	116,015	Nil	Nil	Nil	Nil
Saskatchewan	Nil	Nil	Nil	Nil	"	"	"	"
Alberta	2	1	300	898	"	"	1	23,799
Colombie Britannique	2	1	1,273	7,532	"	"	1	56,170
Totaux	**46**	**32**	**252,672**	**938,836**	**2**	**16,957**	**12**	**706,319**

Institutions pour tuberculeux.—Les statistiques des institutions consacrées au traitement de la tuberculose, données au tableau **6**, comprennent les unités spéciales pour le traitement de la tuberculose dans les hôpitaux généraux aussi bien que les sanatoriums spécialisés indiqués séparément au tableau **1**. La mortalité dans ces institutions due à la tuberculose, indiquée ici pour 1940, n'est que de 35·2 p.c. de la mortalité globale due à la maladie au Canada, comme il est montré aux Statistiques Vitales, pp. 135–136 de la présente édition. Cependant, la mortalité due à la tuberculose manifeste un déclin encourageant depuis 1926. Des détails plus complets sur ces institutions et le traitement des patients sont donnés dans le "Rapport Annuel des Institutions pour Tuberculeux", publié par le Bureau Fédéral de la Statistique.

6.—Hôpitaux pour tuberculeux, par province, et personnel, facilités et mouvement des hospitalisés, 1940

Item	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Hôpitaux—										
Sanatoriums	1	3	3	11	13	3	3	1	1	39
Unités dans les hôpitaux publics	Nil	7	Nil	13	Nil	1	Nil	3	5	29
Unités dans les hôpitaux fédéraux	"	Nil	"	Nil	1	4	1	4	Nil	10
Totaux, hôpitaux	**1**	**10**	**3**	**24**	**14**	**8**	**4**	**8**	**6**	**78**
Capacité en lits—										
Sanatoriums	82	386	540	1,910	3,637	659	762	210	356	8,542
Unités dans les hôpitaux publics	Nil	211	Nil	993	Nil	140	Nil	189	324	1,857
Unités dans les hôpitaux fédéraux	"	Nil	Nil	Nil	1	49	[1]	10	Nil	60
Totaux, capacité en lits	**82**	**597**	**540**	**2,903**	**3,638**	**848**	**762**	**409**	**680**	**10,459**
Personnel—										
Médecins salariés	3	7	8	32	64	16	16	6	24	176
Infirmières diplômées	12	48	54	108	419	54	50	23	89	857
Totaux, personnel[2]	**40**	**226**	**259**	**816**	**1,894**	**367**	**373**	**109**	**378**	**4,462**
Facilités—										
Rayons X	1	2	3	11	13	3	1	1	1	36
Laboratoires cliniques	1	2	3	9	13	3	1	1	1	34
Physiothérapie	[1]	1	2	6	5	2	1	[1]	1	18
Mouvement des hospitalisés—										
Admissions	69	666	519	3,990	3,161	1,145	864	374	736	11,524
Totaux, sous traitement	**136**	**1,196**	**1,032**	**6,511**	**6,473**	**1,892**	**1,632**	**755**	**1,375**	**21,002**
Sorties	42	504	420	3,150	2,578	948	788	277	502	9,209
Décès	13	126	92	715	512	159	113	85	226	2,041
Séjour collectif total (jours)	27,641	199,150	191,644	985,364	1,238,957	274,226	287,800	143,407	241,502	3,589,691

[1] Aucun déclaré. [2] Le total comprend d'autres personnes.

Sous-section 2.—Hôpitaux pour aliénés

Le recensement des institutions pour aliénés au Canada, le 1er juin 1931, place le nombre de patients dans toutes ces institutions à 31,686, dont 24,188 déments, 7,006 faibles d'esprit et 492 épileptiques. Le nombre par 100,000 de population est

de 305·4 le 1er juin 1931, 316·5 le 31 décembre 1932, 324·9 le 31 décembre 1933, 335·6 le 31 décembre 1934, 348·2 le 31 décembre 1935, 359·5 le 31 décembre 1936, 373·5 le 31 décembre 1937; 378·7 le 31 décembre 1938; 380·4 le 31 décembre 1939 et 388·0 en 1940.

Le 31 décembre 1940, il y avait 44,163 patients dans ces institutions au Canada et 3,629 libérés sur parole, faisant un total de 47,792, tandis que la capacité normale en lits était de 39,176. Cet état accuse un encombrement sérieux si l'on considère le nombre de patients le 1er janvier 1940 ainsi que les admissions et séparations. Cet encombrement se fait surtout sentir en Colombie Britannique, Manitoba, Saskatchewan, Ontario et Québec. Des 44,163 hospitalisés en 1940, 34,304 sont déments, 9,116 faibles d'esprit, 576 épileptiques et 167 atteints de diverses maladies mentales.

Il n'existe pas de données indiquant dans quelle mesure la proportion croissante de patients par 100,000 âmes est due à un diagnostic plus complet et des soins plus grands que par le passé et dans quelle mesure il y a réelle augmentation dans la proportion de la population exigeant un traitement mental.

7.—Capacité, personnel, mouvement des patients et finances des institutions pour aliénés au Canada, par province, 1940

Détail		Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
Institutions faisant rapport	nomb.	1	17	1	8	17
Capacité normale	"	275	2,474	1,160	11,651	13,617
Personnel—						
Médecins, temps entier	"	2	5	4	45	115
Médecins, temps partiel	"	Nil	17	2	25	36
Infirmières diplômées	"	6	36	21	216	732
Autres infirmières	"	Nil	73	38	519	456
Totaux, personnel[1]	"	**64**	**383**	**174**	**2,208**	**3,360**
Mouvement des hospitalisés—						
Admissions (transferts non compris)	nomb.	85	488	333	2,503	3,578
Totaux, sous traitement	"	**355**	**2,684**	**1,810**	**16,314**	**19,628**
Séparations (transferts non compris)	"	88	454	265	2,140	3,549
Patients hospitalisés le 31 déc.	"	267	2,182	1,146	12,841	14,553
Recettes—						
Subventions du gouvernement et des municipalités	$	125,585	851,877	324,536	3,365,600	4,895,846
Versements des patients	$	10,707	25,883	43,488	448,140	1,036,199
Autres recettes	$	728	9,479	1,227	2,917,843	331,328
Totaux, recettes	$	**137,020**	**887,239**	**369,151**	**6,731,583**	**6,263,373**
Déboursés—						
Salaires	$	38,477	228,879	144,380	1,333,809	3,354,817
Vivres	$	42,791	174,093	90,388	953,351	1,057,308
Autres frais d'entretien	$	43,992	213,546	133,798	1,202,554	1,496,693
Totaux, frais d'entretien	$	125,260	616,518	368,566	3,489,714	5,908,818
Nouvelles constructions et améliorations	$	11,760	270,209	584	3,018,362	344,543
Autres déboursés	$	Nil	5,249	Nil	229,236	1,293
Totaux, déboursés	$	**137,020**	**891,976**	**369,150**	**6,737,312**	**6,254,654**

[1] Y compris tout autre personnel.

7.—Capacité, personnel, mouvement des patients et finances des institutions pour aliénés au Canada, par province, 1940—fin

Item		Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Total
Institutions faisant rapport	nomb.	4	2	5	4	59
Capacité normale	$	2,348	2,700	2,494	2,457	39,176
Personnel—						
Médecins, temps entier	$	16	13	11	15	226
Médecins, temps partiel	$	5	2		3	91
Infirmières diplômées	$	60	15	33	28	1,147
Autres infirmières	$	169	197	89	199	1,740
Totaux, personnel[1]	$	**656**	**735**	**508**	**726**	**8,814**
Mouvement des hospitalisés—						
Admissions (transferts non compris)	$	564	744	600	928	9,823
Totaux, sous traitement	$	**3,451**	**4,338**	**3,363**	**4,880**	**56,823**
Séparations (transferts non compris)	$	536	571	576	852	9,031
Patients hospitalisés le 31 déc.	$	2,819	3,767	2,755	3,833	44,163
Recettes—						
Subventions du gouvernement et des municipalités	$	912,207	1,409,207	859,505	1,294,653	14,038,916
Versements des patients	$	98,613	112,726	97,317	188,345	2,061,481
Autres recettes	$	31,864	121,829	29,889	1,053	3,445,240
Totaux, recettes	$	**1,042,684**	**1,643,762**	**986,711**	**1,484,051**	**19,545,574**
Déboursés—						
Salaires	$	478,449	711,494	511,070	671,148	7,472,523
Vivres	$	264,345	279,724	187,090	321,062	3,370,152
Autres frais d'entretien	$	273,936	385,809	192,780	473,998	4,417,106
Totaux, frais d'entretien	$	1,016,730	1,377,027	890,940	1,466,208	15,259,781
Nouvelles constructions et améliorations	$	10,182	266,735	95,156	13,853	4,031,384
Autres déboursés	$	15,772	Nil	615	Nil	252,165
Totaux, déboursés	$	**1,042,684**	**1,643,762**	**986,711**	**1,480,061**	**19,543,330**

[1] Y compris tout autre personnel.

Sous-section 3.—Institutions de charité et de bienfaisance

Les statistiques des institutions qui s'occupent des orphelins, des enfants à charge et négligés et des vieillards et des infirmes sont colligées tous les cinq ans. Les derniers chiffres connus sont ceux du 1er juin 1941. Le relevé couvre les institutions et organismes suivants: refuges pour adultes seulement; refuges pour adultes et enfants; orphelinats; maisons de refuge provinciales, de comté et municipales; sociétés protectrices des enfants; sociétés d'immigration juvénile. Ces dernières années, il y a eu une tendance définie à placer les enfants dans des foyers d'adoption plutôt que dans les institutions et même dans celles-ci l'objet ultime de l'observation et du traitement est de préparer les enfants à la vie en société.

Des 468 institutions existantes le 1er juin 1941, 34 sont administrées par les provinces, 42 par les comtés, 61 par les municipalités ou les villes, 104 par des corporations laïques ou des organismes privés, 9 par des sociétés fraternelles et 218 par des institutions religieuses. Le 1er juin 1941, il y a dans toutes ces institutions 54,569 personnes sous soins, dont 16,523 sont des adultes et 38,046 des enfants. De ceux-ci, 16,991 reçoivent des soins en dehors des institutions administrées par

les organismes de bienfaisance. Le résumé statistique le plus récent sur ces institutions, par province, est celui de 1936, paraissant aux pages 1091–92 de l'Annuaire de 1939.

Age des personnes sous soins.—Le tableau 8 présente une intéressante analyse des personnes sous les soins de ces institutions en 1940. Les chiffres montrent que les services de ces institutions sont consacrés presque entièrement aux mineurs et aux vieillards. Sur les 54,569 personnes sous soins, 54·2 p.c. sont âgées de moins de 14 ans et 20·8 p.c. de 60 ans ou plus.

8.—Personnes sous soins dans les institutions de charité par groupe d'âge, et proportions par rapport à la population, 1940

Groupe d'âge	Population estimative		Personnes sous soins		Personnes sous soins par 10,000 de population		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
0– 4 ans	633,000	613,000	4,459	3,375	90·5	55·0	62·9
5– 9 ans	504,000	492,000	5,345	4,328	106·0	88·0	97·1
10–14 ans	528,000	527,000	6,523	5,586	121·2	106·0	113·7
15–19 ans	565,000	553,000	3,600	4,830	64,0	87·3	75·4
20–29 ans	1,015,000	991,000	201	937	2·0	10·6	5·6
30–39 ans	834,000	777,000	340	580	4·1	7·4	5·7
40–49 ans	691,000	633,000	518	721	7·5	11·4	9·4
50–59 ans	604,000	511,000	917	951	15·1	18·6	16·7
60–69 ans	368,000	320,000	2,147	1,591	58·2	46·5	54·3
70 ans ou plus	221,000	210,000	3,431	4,189	110·0	199·5	177·0
Total, tous âges	**5,973,000**	**5,627,000**	**27,481**	**27,088**	**46·0**	**48·1**	**47·0**

Sous-section 4.—Etablissements pénitentiaires et correctionnels

Le 1er juin 1941 il y a au Canada 28 établissements pénitentiaires et correctionnels d'une population totale de détenus de 4,051 dont 3,118 hommes et 933 femmes. Quatorze de ces établissements sont pour les hommes et 14 pour les femmes. Les statistiques détaillées de la criminalité (sur une base annuelle), en ce qu'elles diffèrent de celles de ces institutions, paraissent au chapitre XXVI.

Section 3.—Ordre des Infirmières Victoria

L'Ordre des Infirmières Victoria est une agence volontaire de santé publique, opérant dans tout le pays, dont l'objet est de visiter les malades à domicile. En 1941 les 94 branches de l'Ordre se répartissent comme suit: Nouvelle-Ecosse, 16; Nouveau-Brunswick, 7; Québec, 5; Ontario, 51; Manitoba, 1; Saskatchewan, 3; Alberta, 2; et Colombie Britannique, 9. Les affaires de chaque branche sont dirigées par un comité local qui se procure les fonds nécessaires. Cependant, les programmes et les règlements professionnels établis par l'organisation nationale sont acceptés par les comités locaux. Le Bureau des Gouverneurs de l'organisation nationale est en grande partie formé de représentants nommés par les branches.

Les infirmières employées par l'Ordre doivent être diplômées et avoir, après leur graduation, reçu une formation en santé publique. Toutes les nominations sont sujettes à l'approbation du quartier général à Ottawa qui est aussi responsable de la surveillance du travail actif des infirmières, ce qui assure un standard uniforme de service.

L'Ordre procure un service public à la disposition de toute personne de la région desservie, sans considération de race, de croyance ou situation économique. L'œuvre des infirmières consiste en visites aux cas médicaux, chirurgicaux ou de maternité sous une direction médicale. Le résultat pratique des soins et de l'enseignement hygiénique donnés aux jeunes mères se traduit par la basse mortalité maternelle parmi les personnes soignées. La mortalité puerpérale par 1,000 naissances vivantes assistées par les infirmières de l'Ordre en 1936–40 (inclusivement) est de 1·9 contre 4·6 pour tout le Canada durant la même période.

En 1941, les 384 infirmières actives ont soigné 90,201 patients. Comme l'enseignement de l'hygiène est une fonction importante de l'infirmière visiteuse, cette pénétration dans tant de foyers offre une occasion sans pareille de contribuer activement à l'amélioration de la santé du peuple canadien.

L'Ordre Victoria assure des soins compétents d'infirmerie à un fort groupe de gens qui autrement seraient négligés. Le budget de l'homme moyen fait une part bien minime au coût de la maladie. Le patient est supposé payer le coût de la visite, mais les honoraires exigés sont proportionnés au revenu de la famille et les services ne lui sont jamais refusés, même s'il ne peut payer. Sur les 727,161 visites de 1941, 54 p.c. sont gratuites, 28 p.c. sont payées et 17 p.c. sont partiellement payées. Le coût du service à ceux qui ne peuvent payer est soldé par des allocations municipales et des fonds recueillis par des quêtes.

Dans les plus petits centres où l'infirmière de l'Ordre Victoria est la seule garde-malade publique, le programme est étendu d'habitude au service scolaire, à l'hygiène infantile et autres services d'infirmerie publics.

Bien que les infirmières fassent leur part en s'occupant des familles des soldats et en aidant à maintenir le moral du peuple, le programme n'a pas été changé à cause de la guerre. L'Ordre Victoria a été institué et a été maintenu depuis plus de quarante ans dans un but défini—service d'infirmerie au foyer—en temps de guerre comme en temps de paix.

Section 4.—La Croix Rouge Canadienne*

La Croix Rouge Canadienne est intimement liée aux gouvernements fédéral et provinciaux tant dans la poursuite de la guerre que dans leurs activités ayant pour objet la santé du peuple. Fondée en 1896, elle a pour but de secourir volontairement, en temps de guerre, les malades et les blessés de l'armée, et en temps de paix, de travailler à l'avancement de l'hygiène, à la prévention des maladies et au soulagement des souffrances.

Services de la Croix Rouge en temps de paix.—Depuis l'inauguration de son programme de temps de paix, en 1920, la Société Canadienne de la Croix Rouge a établi un service d'hôpitaux d'avant-poste qui assure les soins médicaux et hygiéniques aux populations isolées. Dans les 54 hôpitaux qu'elle administre au Canada, à un coût de $472,082, 41,984 patients ont reçu des traitements en 1941, 5,689 opérations ont été faites et 2,027 bébés sont nés. Dans l'Ontario et le Québec, les cliniques médicales et dentaires ambulantes traitent 42,012 patients et les infirmières de la Croix Rouge examinent 21,820 enfants au cours de leurs visites dans les régions

* Revisé par le Dr F. W. Routley, commissaire national, Société Canadienne de la Croix Rouge.

éloignées. La Croix Rouge soigne aussi les anciens soldats, assiste les services de nutrition et de ménagères visiteuses, les postes de secourisme sur les grandes routes, etc., et donne en plus des cours d'infirmerie ménagère et de secourisme.

La Croix Rouge cadette, organisation pour les élèves des écoles élémentaires et les étudiants des écoles secondaires, a pour but d'encourager la pratique des principes d'hygiène, de civisme et de bienveillance internationale. N'ayant pour seul guide que l'instituteur-directeur, les enfants tracent leur propre programe d'hygiène personnelle et scolaire en se basant sur les douze règles fondamentales de la Croix Rouge cadette, de service local, et d'échange de renseignements avec les jeunes des autres pays. C'est un mouvement éducationnel tant au point de vue hygiène que service. Depuis sa fondation, la Croix Rouge cadette est venue en aide à près de 22,000 enfants infirmes ou autrement désavantagés. La Croix Rouge cadette au Canada et à Terre-Neuve comptait à la fin de 1941 un effectif global de 900,000 élèves et 30,000 succursales. Les membres adhèrent avec enthousiasme au service de guerre en confectionnant des vêtements, en donnant 6 ambulances, 14 cuisines roulantes et 8 infirmeries de guerre en Angleterre. La Croix Rouge cadette a contribué de plus de $500,000 de ses propres recettes depuis le commencement de la guerre.

Services de guerre de la Croix Rouge.—A la fin de 1941, la Croix Rouge et la Croix Rouge cadette comptaient des effectifs globaux de 2,000,000, soit environ une personne sur cinq de la population totale. Il est estimé que 750,000 Canadiens, hommes et femmes, ont offert leurs services à titre gratuit à la Croix Rouge et confectionné plus de 14,000,000 d'articles de fournitures d'hôpital, de douceurs pour les soldats, les victimes des raids aériens en Angleterre et autres. Le volume extraordinaire de travail accompli par la Croix Rouge, depuis le commencement de la guerre jusqu'à la fin de décembre 1941, est décrit brièvement dans les paragraphes qui suivent.

Travail outre-mer.—A Taplow, en Angleterre, un hôpital militaire de 600 lits a été construit, meublé et outillé complètement au coût de $755,000 et remis aux autorités militaires afin d'assurer aux soldats canadiens les meilleurs soins possibles; 36 cuisines mobiles ayant coûté $111,600 ont été offertes aux sapeurs-pompiers anglais, chacune étant outillée pour pénétrer dans les quartiers bombardés et nourrir 250 hommes à la fois; des millions d'articles de vêtement, de chaussures pour les enfants, de vêtements tout faits, etc. ont été donnés aux victimes des raids aériens dans toutes les parties de l'Angleterre; plus de 4,000,000 d'articles de fournitures et de douceurs ont été donnés aux patients dans les hôpitaux militaires anglais, et une "armée" de visiteurs de la Croix Rouge s'assurent que pas un patient canadien dans les hôpitaux anglais ne s'ennuie ou manque de soins; des douceurs et des fournitures ont été fournies aux marins grâce à des dons substantiels faits aux organismes de bienfaisance de la marine et de la marine marchande en Grande-Bretagne; le club Maple Leaf à Londres est un home et un centre de recréation populaire pour les soldats en congé; des bureaux d'enquête ont été organisés en Angleterre et au Canada dans le but d'obtenir des renseignements sur les parents et les amis des soldats portés disparus, blessés ou faits prisonniers de guerre.

Envois en Angleterre—Les consignations envoyées en Angleterre jusqu'au 31 décembre 1941 comprennent 8,729,768 articles de douceurs et de fournitures pour les forces armées, les hôpitaux militaires et le secours civil; 5,015,597 pansements chirurgicaux; 3,115,244 pièces de vêtement de secours; 77,021 boîtes de conserves, de miel, de biscuits, de café, de confitures, de beurre, de cigarettes, de tabac, etc.; 232 ambulances, 9 voitures de poste, 3 camions, 1 automobile, 69 caisses de pièces

de rechange; 1,135 caisses de fournitures d'hôpital, de douceurs, de vêtements de secours pour les sociétés sœurs de la Croix Rouge et les enfants évacués; $215,000 à l'œuvre des secours de guerre de la Croix Rouge anglaise, en plus de grandes quantités de matériaux et de fournitures et 14 fourgons d'utilité d'un coût global de $20,000.

Travail au Canada—L'empaquetage d'aliments pour les prisonniers de guerre, commencé en 1941, atteint un total de 22,500 colis par semaine aux deux centres d'emballage de Toronto et Montréal; à la fin de 1941, 612,944 colis avaient été expédiés aux prisonniers de guerre britanniques dans les pays ennemis. Ce total atteint à l'heure actuelle 40,000 colis par semaine et augmentera probablement encore d'ici la fin de 1942.

Par l'entremise des cliniques de donneurs de sang volontaires de la Croix Rouge, plus de 1,600 dons de cette nature ont été transformés en sérum chaque semaine, lequel sérum servira à des fins de transfusion chez les soldats aussi bien que les civils anglais. Ce total en 1942 dépassera probablement 3,000 dons par semaine.

Les forces armées en entraînement ou stationnées au Canada ont reçu plus de 1,000,000 d'articles de douceurs et de fournitures, et des dons en espèces ont été faits pour assurer le logement nécessaire à ces hommes.

Des organismes de secours en cas de désastre ont été mis sur pied sur les côtes et dans d'autres endroits vulnérables, lesquels disposent de 11 unités chirurgicales mobiles, d'unités de 25 lits chacune pour hôpitaux d'urgence et prêtes à être expédiées en tout endroit, de grandes quantités de couvertes, de matelas et autres articles de literie et de fournitures chirurgicales emmagasinées à des points stratégiques.

Le Corps Canadien de la Croix Rouge, composé de femmes volontaires, portant l'uniforme et entraînées, compte 2,500 membres, au 31 décembre 1941, répartis entre 65 détachements dans 45 villes du Canada.

Financement des activités de la Croix Rouge.—Du commencement de la guerre au 31 décembre 1941, la population canadienne a contribué environ $16,000,000 à la Croix Rouge pour lui permettre d'accomplir son travail. Quarante-quatre pour cent de cette somme environ a été dépensé en douceurs pour les forces armées, la marine, la marine marchande, les victimes des raids aériens, les hôpitaux et les fournitures médicales; 11 p.c. pour des colis d'aliments pour les prisonniers de guerre; 6 p.c. pour les ambulances, les cuisines mobiles, les couvertes, les fournitures médicales et les aliments envoyés en Angleterre; 5 p.c. pour l'érection et l'outillage de l'hôpital de Taplow, Angleterre, et 1 p.c. pour secours en cas de désastre et d'urgence, dépenses de guerre diverses et dons. Environ 10 p.c. de cette somme a été affecté à l'entreposage et à l'emballage de marchandises, aux dépenses pour collectes et publicité et administration, ce qui laisse un solde en caisse de 23 p.c. à la fin de 1941.

CHAPITRE XXVI.—STATISTIQUES JUDICIAIRES ET PÉNITENTIAIRES*

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Analyses générales	918
Section 2. Délits d'adultes	921
Sous-section 1. Condamnations d'adultes pour délits criminels	922
Sous-section 2. Condamnations d'adultes pour délits non criminels	927
Section 3. Jeunes délinquants	932
Section 4. Statistiques de la police municipale	935
Section 5. Statistiques pénitentiaires	936

Loi et procédure criminelles au Canada.—Un résumé du développement du code criminel du Canada a paru aux pp. 1102-1104 de l'Annuaire de 1934-35. Cet article donne un aperçu de la procédure et de l'étendue de la juridiction des différentes classes de juges et de magistrats.

Les statistiques de ce chapitre sont puisées au rapport annuel intitulé "Statistique des délits criminels et autres". Elles sont recueillies directement des tribunaux criminels des différents districts judiciaires du Dominion. Il y a 156 districts judiciaires, comprenant deux sous-districts, répartis comme suit entre les provinces: Ile du Prince-Edouard 3, Nouvelle-Ecosse 18, Nouveau-Brunswick 15, Québec 25, Ontario 47, Manitoba 6, Saskatchewan 21, Alberta 12, Colombie Britannique 8 et Yukon 1.

Section 1.—Analyses générales

La réunion et la publication des statistiques de la criminalité actuellement faites par le Bureau Fédéral de la Statistique remontent à 1876 (39 Vict., c. 13). Tous les dossiers accumulés depuis cette époque paraissent dans les publications de la Branche de la Statistique de la Criminalité du Bureau. Les statistiques portent sur des années se terminant le 30 septembre, les plus récentes étant celles de 1940. Depuis 1922, distinction est faite entre les délits commis par les adultes et ceux commis par les adolescents.

Les délits se divisent en deux catégories, les délits criminels qui comprennent tous les délits graves prévus au Code pénal (voir pp. 922-927) et les délits non criminels ou simples infractions qui comprennent les infractions aux règlements municipaux, aux lois de la circulation et autres délits moins graves (voir pp. 927-932). En général, les causes de délit criminel se plaident devant un jury, bien que dans certains cas l'accusé puisse choisir entre un procès devant jury et un procès devant un juge sans jury. Dans d'autres cas, cependant, la juridiction du magistrat est absolue et ne dépend pas du consentement de l'accusé. Les délits non criminels sont habituellement jugés sommairement par un magistrat de police en vertu de la loi de la mise en accusation par voie sommaire. Le terme "criminel" s'applique aux délits d'adultes, les délits semblables chez les jeunes délinquants† étant plutôt désignés comme délits "majeurs"; les délits non criminels des adultes sont désignés comme délits "mineurs" chez les jeunes.

En 1940, les tribunaux ont disposé de 509,625 causes d'infractions par des adultes comparativement à 484,960 en 1939. Sur ce total, 53,516 causes étaient de nature criminelle et 456,109 de nature non criminelle. Les chiffres correspondants pour 1939 sont de 56,352 délits criminels et 428,608 délits non criminels.

* Revisé par H. M. Boyd, chef de la Statistique de la Criminalité, Bureau Fédéral de la Statistique. Le 65e rapport annuel statistique sur la criminalité couvrant l'exercice terminé le 30 septembre 1940 est envoyé sur demande adressée au Bureau Fédéral de la Statistique. Le prix est de 50 cents.

†Les mots "jeunes délinquants" ne s'appliquent qu'aux personnes âgées de moins de 16 ans.

Dans le cas des jeunes délinquants, 9,976 jeunes personnes ont été traduites devant les tribunaux dont 1,545 ont été renvoyées ou dont la cause a été ajournée *sine die*.

Condamnations pour tous délits.—Le total des condamnations en 1940 augmente de 26,935 ou 5·6 p.c. en regard de 1939. Sur ce total, 8,431 sont des causes de jeunes délinquants trouvés coupables de délits majeurs ou mineurs, ce qui constitue une augmentation de 818 ou 10·7 p.c. sur l'année 1939. Les condamnations d'adultes sont étudiées en détail dans la section 2 de ce chapitre et celles des jeunes délinquants, dans la section 3.

Dans l'usage des statistiques du tableau **1**, il convient de se rappeler que, si le Code pénal ne subit que peu de changement pendant de longues périodes de temps, les chiffres des condamnations par voie sommaire sont très sensibles à l'évolution des mœurs et accusent une forte tendance à s'élever en raison de l'urbanisation croissante de la population. Les condamnations pour délits non criminels, en tant que catégorie, augmentent légèrement par rapport aux condamnations pour tous délits, mais dans l'ensemble restent remarquablement stables. Les chiffres les plus significatifs du tableau **1** sont ceux des délits criminels par 100,000 habitants; à noter l'augmentation persistante et marquée des délits criminels et des délits non criminels ces dernières années.

1.—Condamnations pour tous délits (y compris les jeunes délinquants) réparties entre les délits criminels et les délits non criminels, années terminées le 30 septembre 1921-40

NOTA.—Les chiffres des années intermédiaires entre 1886 et 1920 sont aux pp. 1006-1007 de l'Annuaire de 1939.

Année	Délits criminels							Délits non criminels et mineurs, total et proportion			Grand total des condamnations
	Délits contre			Autres délits criminels	Délits criminels et majeurs, total et proportion						
	la personne	la propriété avec violence	la propriété sans violence								
	Nomb.	Nomb.	Nomb.	Nomb.	Nomb.	Pourcentage de l'ensemble	Par 100,000 habitants	Nomb.	Pourcentage de l'ensemble	Par 100,000 habitants	Nomb.
1921...	3,007	2,611	10,735	3,043	19,396	10·9	221	157,777	89·1	1,795	177,173
1922...	2,976	2,783	10,817	3,209	19,785	12·5	222	138,555	87·5	1,554	158,340
1923...	2,753	2,080	10,782	3,738	19,353	12·1	215	139,899	87·9	1,553	159,252
1924...	3,144	2,536	11,891	3,342	20,913	12·5	229	146,103	87·5	1,598	167,016
1925...	3,111	2,728	12,890	3,570	22,299	12·6	240	154,632	87·4	1,664	176,931
1926...	3,588	2,284	13,250	3,416	22,538	11·5	238	172,654	88·5	1,827	195,192
1927...	3,388	2,682	14,315	3,607	23,992	10·8	249	196,269	98·2	2,037	220,261
1928...	3,862	2,991	15,233	4,697	26,783	9·7	272	248,399	90·3	2,526	275,182
1929...	4,238	3,529	16,305	5,131	29,203	9·1	291	292,763	90·9	2,919	321,966
1930...	4,513	4,647	19,617	5,333	34,110	9·9	334	311,531	90·1	3,052	345,641
1931...	4,739	5,288	20,649	6,177	36,853	10·0	355	330,235	90·0	3,183	367,088
1932...	4,323	5,194	19,902	7,060	36,479	10·9	347	300,176	89·1	2,857	336,655
1933...	4,266	5,319	20,693	7,808	38,086	11·4	357	294,982	88·6	2,762	333,068
1934...	*3,815*	*5,310*	*20,255*	7,657	37,037	*10·6*	342	*331,197*	*89·4*	*3,060*	368,234
1935...	4,233	5,178	20,774	8,860	39,045	9·7	357	374,807	90·3	3,336	403,852
1936...	4,660	5,860	21,174	9,335	41,029	9·7	372	379,946	90·3	3,445	420,975
1937...	5,010	5,826	22,803	8,733	42,372	9·1	381	422,704	90·9	3,801	465,076
1938...	5,808	6,631	23,941	12,274	48,654	10·5	434	416,644	89·5	3,717	465,298
1939...	5,668	7,354	25,628	14,475	53,125	10·9	469	431,203	89·0	3,811	484,328
1940...	5,476	6,677	23,644	16,224	52,021	10·2	456	459,242	89·8	4,020	511,263

• En 1940, le nombre de condamnations augmente dans toutes les provinces sauf l'Ile du Prince-Edouard et le Manitoba.

2.—Condamnations et sentences pour tous délits (y compris jeunes délinquants), par province, années terminées le 30 sept. 1934-40

Province et item	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard—							
Condamnations	831	1,107	1,051	1,587	1,745	1,609	1,533
Sentences—							
Pénitencier	16	7	13	10	9	17	14
Prison ou amende	776	913	989	1,453	1,658	1,457	1,379
Maison de correction	8	7	9	6	6	10	16
Peine capitale	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Autres sentences	31	90	40	118	72	125	124
Nouvelle-Ecosse—							
Condamnations	5,651	6,132	7,157	7,844	8,208	9,447	11,024
Sentences—							
Pénitencier	133	123	137	170	202	205	165
Prison ou amende	4,615	5,239	6,078	6,728	7,190	8,482	9,959
Maison de correction	79	76	78	80	83	89	101
Peine capitale	2	1	Nil	1	Nil	Nil	1
Autres sentences	822	693	864	865	733	671	798
Nouveau-Brunswick—							
Condamnations	4,400	4,899	5,701	6,834	6,468	6,537	7,661
Sentences—							
Pénitencier	70	68	72	80	70	151	74
Prison ou amende	3,560	3,778	4,769	5,548	5,403	5,559	6,606
Maison de correction	58	48	46	63	49	72	85
Peine capitale	1	Nil	2	Nil	3	1	Nil
Autres sentences	711	1,005	812	1,143	943	754	896
Québec—							
Condamnations	125,533	130,337	122,932	109,552	102,035	104,987	109,183
Sentences—							
Pénitencier	683	761	741	545	825	903	908
Prison ou amende	108,885	111,752	96,531	87,250	82,695	85,099	87,071
Maison de correction	229	271	293	225	315	401	508
Peine capitale	4	7	5	4	5	2	4
Autres sentences	15,732	17,546	25,362	21,528	18,195	18,582	20,692
Ontario—							
Condamnations	175,083	206,169	221,263	354,886	258,238	270,328	287,656
Sentences—							
Pénitencier	740	869	901	1,143	1,146	1,326	1,359
Prison ou amende	129,695	150,758	175,738	208,524	215,716	233,386	265,901
Maison de correction	393	548	2,657	2,622	3,137	3,803	2,937
Peine capitale	1	3	6	4	6	6	5
Autres sentences	44,254	53,991	41,961	42,593	38,233	31,807	27,454
Manitoba—							
Condamnations	20,398	18,649	20,431	31,557	36,023	35,015	34,714
Sentences—							
Pénitencier	243	294	305	320	380	396	259
Prison ou amende	8,546	9,012	11,035	19,308	25,584	24,144	24,673
Maison de correction	107	117	100	110	76	105	108
Peine capitale	3	1	2	Nil	6	3	Nil
Autres sentences	11,499	9,225	8,989	11,819	9,977	10,367	9,674
Saskatchewan—							
Condamnations	8,292	8,007	8,182	10,994	9,909	11,826	12,403
Sentences—							
Pénitencier	58	92	171	180	179	526	149
Prison ou amende	7,124	6,865	6,976	9,569	8,455	9,863	11,004
Maison de correction	42	42	36	41	40	47	62
Peine capitale	3	2	Nil	1	Nil	1	3
Autres sentences	1,065	1,006	999	1,203	1,235	1,389	1,185
Alberta—							
Condamnations	11,077	11,202	12,364	14,947	15,032	18,347	19,682
Sentences—							
Pénitencier	177	194	371	434	356	312	415
Prison ou amende	8,513	8,595	9,512	11,603	12,194	16,015	17,416
Maison de correction	9	15	22	17	18	1	1
Peine capitale	2	1	Nil	2	1	Nil	Nil
Autres sentences	2,376	2,397	2,459	2,891	2,463	2,019	1,850
Colombie Britannique—							
Condamnations	16,899	17,344	21,793	26,738	27,510	26,011	27,186
Sentences—							
Pénitencier	139	248	192	198	252	222	367
Prison ou amende	14,587	14,015	17,395	22,699	23,385	21,922	23,148
Maison de correction	42	86	110	129	245	85	114
Peine capitale	3	Nil	7	Nil	1	1	4
Autres sentences	2,128	2,995	4,089	3,712	3,627	3,781	3,653

2.—Condamnations et sentences pour tous délits (y compris jeunes délinquants), par province, années terminées le 30 sept. 1934-40—fin

Province et item	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Yukon et T.N.-O.—							
Condamnations	70	96	101	137	130	221	221
Sentences—							
Pénitencier	1	Nil	2	Nil	Nil	Nil	Nil
Prison ou amende	57	81	94	120	113	192	202
Maison de correction	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Peine capitale	"	"	"	1	"	"	"
Autres sentences	12	15	5	16	17	29	19
Canada—							
Condamnations	**368,234**	**403,852**	**420,975**	**465,076**	**465,298**	**484,328**	**511,263**
Sentences—							
Pénitencier	**2,260**	**2,656**	**2,905**	**3,080**	**3,419**	**4,058**	**3,610**
Prison ou amende	**286,358**	**311,008**	**329,117**	**372,802**	**382,393**	**406,119**	**437,359**
Maison de correction	**967**	**1,210**	**3,351**	**3,293**	**3,969**	**4,613**	**3,932**
Peine capitale	**19**	**15**	**22**	**13**	**22**	**14**	**17**
Autres sentences	**78,630**	**88,963**	**85,580**	**85,888**	**75,495**	**69,524**	**66,345**

Appels.—Au cours de l'année civile 1940, 16·3 p.c. des appels dans les causes de délit criminel ont entraîné la cassation. Les demandeurs ont été déboutés de leurs appels dans 55·3 p.c. des cas, tandis que 20·1 p.c. ont obtenu de nouveaux procès. Les demandeurs dans les causes non criminelles ont été déboutés dans 62·8 p.c. des cas.

3.—Appels, par province, 1940

Province, etc.	Appels réglés par les cours	Disposition			
		Condamnations cassées	Renvois	Nouveaux procès	Divers
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
	CAUSES CRIMINELLES ET MAJEURES				
Ile du Prince-Edouard	1	Nil	1	Nil	Nil
Nouvelle-Ecosse	8	"	5	3	"
Nouveau-Brunswick	1	"	Nil	1	"
Québec	42	9	27	1	5
Ontario	134	24	67	37	6
Manitoba	59	Nil	48	8	3
Saskatchewan	32	1	16	9	6
Alberta	83	29	40	10	4
Colombie Britannique	78	8	38	20	12
Cour Suprême du Canada	5	1	3	Nil	1
Canada	**443**	**72**	**245**	**89**	**37**
	CAUSES NON CRIMINELLES ET MINEURES				
Ile du Prince-Edouard	11	6	4	1	Nil
Nouvelle-Ecosse	52	16	27	9	"
Nouveau-Brunswick	14	6	6	2	"
Québec	131	18	113	Nil	"
Ontario	131	42	80	9	"
Manitoba	14	4	9	1	"
Saskatchewan	50	21	24	4	1
Alberta	31	9	19	3	Nil
Colombie Britannique	52	25	23	4	"
Canada	**486**	**147**	**305**	**33**	**1**

Section 2.—Délits d'adultes

Les statistiques du tableau **4** sont comparables à celles des jeunes délinquants dans le tableau **18.** La distinction entre adultes et jeunes délinquants n'existe qu'à compter de 1922, mais les totaux chez les adultes pour les années 1922–34 peuvent être obtenus en soustrayant ceux du tableau **18** de ceux du tableau **1.**

4.—Condamnations d'adultes pour délits criminels et non criminels, par classe de délit, années terminées le 30 sept. 1936-40

Classe de délit	NOMBRE				
	1936	1937	1938	1939	1940
Délits criminels—					
Contre la personne	4,457	4,824	5,624	5,478	5,268
Contre la propriété avec violence	4,841	4,604	5,509	6,147	5,416
Contre la propriété sans violence	17,514	19,085	20,267	22,113	19,924
Autres délits criminels	9,247	8,635	12,199	14,369	16,115
Totaux, délits criminels	36,059	37,148	43,599	48,107	46,723
Délits non criminels—					
Lois défendant le jeu	40,670	14,360	10,537	11,106	16,318
Lois sur les boissons	10,073	11,142	12,442	13,513	12,946
Règlements sur la circulation	237,183	288,688	285,951	292,904	311,678
Vagabondage et conduite déréglée	14,595	16,453	17,602	17,884	18,602
Ivresse	28,433	34,606	36,894	36,007	37,826
Fréquentation des maisons de désordre	2,725	3,598	3,518	2,580	1,170
Autres délits non criminels	44,027	51,365	47,720	54,614	57,569
Totaux, délits non criminels	377,706	420,212	414,664	428,608	456,109
Grands totaux	**413,765**	**457,360**	**458,263**	**476,715**	**502,832**

Classe de délit	POURCENTAGE DU TOTAL ET PROPORTION PAR 100,000 ÂMES									
	1936		1937		1938		1939		1940	
	P.c.	Par 100,000 âmes	P.c.	Par 100,000 âmes	P.c.	Par 100,000 âmes	P.c.	Par 100,000 âmes	P.c.	Par 100,000 âmes
Délits criminels—										
Contre la personne	1·1	41	1·0	44	1·2	50	1·1	48	1·0	46
Contre la propriété avec violence	1·2	44	1·0	41	1·2	49	1·3	54	1·1	47
Contre la propriété sans violence	4·2	158	4·1	171	4·4	181	4·6	196	4·0	175
Autres délits criminels	2·2	84	2·0	78	2·7	109	3·1	127	3·2	141
Totaux, délits criminels	8·7	327	8·1	334	9·5	389	10·1	425	9·3	409
Délits non criminels—										
Lois défendant le jeu	9·8	369	3·2	129	2·3	94	2·3	98	3·2	143
Lois sur les boissons	2·4	91	2·4	100	2·7	111	2·9	119	2·6	113
Règlements sur la circulation	57·4	2,151	63·1	2,596	62·4	2,551	61·4	2,589	62·0	2,729
Vagabondage et conduite désordonnée	3·5	132	3·6	148	3·8	157	3·8	158	3·7	163
Ivresse	6·9	258	7·6	311	8·1	329	7·6	318	7·5	331
Fréquentation des maisons de désordre	0·7	25	0·8	32	0·8	31	0·5	23	0·2	10
Autres délits non criminels	10·6	399	11·2	463	10·4	426	11·4	483	11·5	504
Totaux, délits non criminels	91·3	3,425	91·9	3,779	90·5	3,699	89·9	3,788	90·7	3,993
Grands totaux	**100·0**	**3,752**	**100·0**	**4,113**	**100·0**	**4,088**	**100·0**	**4,213**	**100·0**	**4,402**

Sous-section 1.—Condamnations d'adultes pour délits criminels

Il est souvent jugé du progrès de la population d'un pays, au point de vue moral, d'après le nombre de condamnations pour délits criminels, ceux-ci réagissant moins que les délits non criminels aux circonstances extérieures et aux méthodes diverses d'appliquer les lois dans des années et des endroits différents. Toutefois, dans l'étude de statistiques de cette nature, il importe d'obtenir des chiffres comparables pour une période d'années. Ces statistiques sont données par province pour chaque année depuis 1921 dans le tableau **5.**

On peut dire qu'au cours des quarante années de 1900 à 1940, le nombre de crimes augmente de 5,768 à 46,723 ou de 710 p.c. L'augmentation de la population durant cette période est de 115·5 p.c., ce qui indique que la criminalité augmente six fois plus vite que la population.

5.—Condamnations d'adultes pour délits criminels, par province, années terminées le 30 sept. 1921-40

NOTA.—Pour chiffres de 1900-20, voir p. 1025 de l'Annuaire de 1933.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon	T.N.-O.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1921	15	712	313	2,654	7,548	1,159	1,220	1,263	1,282	3	[1]	16,169
1922	29	701	322	2,885	7,021	1,188	1,391	1,171	1,004	10		15,720
1923	13	400	148	2,655	6,886	1,094	1,446	1,424	1,116	6		15,188
1924	25	595	224	2,729	7,180	1,160	1,647	1,423	1,265	10		16,258
1925	3	624	244	3,084	7,751	1,215	1,654	1,254	1,385	2	3	17,219
1926	14	752	222	3,053	7,248	1,383	2,052	1,463	1,252	3	6	17,448
1927	14	680	287	3,621	7,962	1,457	1,492	1,483	1,833	3	4	18,836
1928	43	891	365	4,299	9,052	1,672	1,761	1,701	1,931	5	Nil	21,720
1929	55	869	358	4,780	9,489	1,988	1,918	2,201	2,425	8	6	24,097
1930	59	875	354	5,540	11,774	2,272	2,355	2,525	2,694	6	3	28,457
1931	57	1,184	461	5,737	12,000	3,102	2,716	2,887	3,385	8	5	31,542
1932	78	1,072	514	7,086	12,428	2,982	1,893	2,241	3,072	6	11	31,383
1933	70	1,160	479	7,713	13,152	2,667	2,049	2,544	3,094	7	7	32,942
1934	88	992	525	7,687	11,761	2,571	2,396	2,708	2,946	3	7	31,684
1935	59	1,002	576	9,354	12,653	2,382	1,976	2,424	3,088	3	14	33,531
1936	75	1,147	744	9,497	13,594	2,631	2,194	3,138	3,021	8	10	36,059
1937	98	1,081	759	7,781	14,569	2,839	3,083	3,589	3,331	8	10	37,148
1938	225	1,269	912	10,277	17,248	3,041	2,555	3,619	4,443	7	3	43,599
1939	368	1,635	1,107	10,804	19,804	3,220	3,450	4,087	3,701	7	24	48,107
1940	251	1,573	1,131	12,152	17,558	3,353	2,886	4,411	3,392	3	13	46,723

[1] Compris avec le Manitoba depuis que cette partie des Territoires du Nord-Ouest, d'où venaient les premiers rapports, a été incorporée au Manitoba en vertu de la loi concernant l'extension des frontières, 1912. Les chiffres plus récents sont pour la superficie actuelle des Territoires.

Condamnations multiples.—Le nombre de condamnations ne doit pas être confondu avec le nombre de personnes condamnées au cours d'une année, vu qu'un nombre croissant de personnes accusées de délits criminels ont été condamnées pour plus d'un délit au même procès. La tendance de telles "condamnations multiples" intéresse les sociologues.

6.—Nombre de personnes condamnées pour plus d'un crime lors de leur procès, comparativement à celles condamnées pour un crime, années terminées le 30 sept. 1936-40

Personnes condamnées pour—	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
2 délits	2,179	2,177	2,546	2,901	2,652
3 "	505	528	624	713	623
4 "	272	296	285	340	289
5 "	146	122	172	164	181
6 "	89	73	107	103	99
7 "	42	77	59	87	61
8 "	23	44	44	60	37
9 "	24	28	23	39	27
10 "	19	15	17	32	27
11 à 20 délits	51	61	73	68	87
21 délits ou plus	21	18	14	25	19
Totaux, condamnées pour plus d'un crime	3,371	3,439	3,964	4,532	4,102
Totaux, condamnées pour un crime	25,692	26,296	31,478	33,700	33,879
Grands totaux	**29,063**	**29,735**	**35,412**	**38,332**	**37,981**

Acquittements.—Toutes les provinces sauf la Colombie Britannique accusent en 1939 en regard de 1938 une augmentation du nombre de condamnations pour délits criminels. En 1940, le nombre de condamnations est moindre qu'en 1939 dans l'Ile du Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, l'Ontario, la Saskatchewan, la Colombie Britannique et les Territoires. Ce nombre est plus bas qu'en 1938 en Colombie Britannique seulement. D'autre part, le Nouveau-Brunswick, le Québec, le Manitoba et l'Alberta accusent chacun une progression ascendante au cours de la période de trois ans.

7.—Accusations, condamnations et pourcentages d'acquittements d'adultes pour délits criminels, par province, années terminées le 30 sept. 1938-40

Province	1938		1939		1940		Pourcentage d'acquittements		
	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.			
Ile du Prince-Edouard	246	225	280	268	260	251	7·7	4·3	3·5
Nouvelle-Ecosse	1,437	1,269	1,875	1,635	1,825	1,573	1·7	12·8	13·8
Nouveau-Brunswick	1,013	912	1,205	1,107	1,199	1,131	10·0	8·1	5·7
Québec	11,549	10,277	11,884	10,804	13,112	12,152	11·0	8·3	7·3
Ontario	21,114	17,248	24,736	19,804	21,448	17,558	18·3	19·9	18·1
Manitoba	3,593	3,041	3,730	3,220	3,768	2,353	15·4	13·7	11·0
Saskatchewan	2,838	2,555	3,710	3,450	3,135	2,886	10·0	6·7	7·9
Alberta	4,269	3,619	4,732	4,087	4,908	4,411	15·2	13·6	10·1
Colombie Britannique	4,924	4,443	4,168	3,701	3,837	3,392	9·8	11·2	11·6
Yukon et T.N.-O.	15	10	32	31	24	16	33·3	3·2	33·3
Canada	**50,998**	**43,599**	**56,352**	**48,107**	**53,516**	**46,723**	**14·3**	**14·6**	**12·7**

Classes de délits criminels et analyse des condamnations.—Les condamnations en 1940 sont de 3 p.c. moins nombreuses qu'en 1939, alors qu'elles accusaient une augmentation de 10·3 p.c. sur l'année précédente. Toutes les classes, sauf la classe IV—délits malicieux contre la propriété—et la classe VI—autres délits non compris dans les classes I-V—accusent des diminutions en 1940.

8.—Délits criminels d'adultes, par classe, années terminées le 30 sept. 1938-40

Classe et délit	1938		1939		1940	
	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Classe I.-Attentats contre la personne						
Enlèvement	33	22	26	23	29	13
Voies de fait	5,080	4,004	4,887	3,856	4,549	3,632
Attentats contre femmes et filles	1,221	864	1,197	879	1,260	923
Homicide non prémédité et meurtre	184	68	179	70	152	65
Tentative de meurtre; avec armes à feu et par blessures	136	95	150	105	125	85
Refus de pourvoir et abandon	625	431	545	410	539	414
Autres attentats contre la personne	187	140	190	135	164	136
Totaux, classe I	**7,466**	**5,624**	**7,174**	**5,478**	**6,818**	**5,268**
Classe II.-Attentats contre la propriété avec violence						
Cambriolage et vol	6,187	5,509	6,892	6,147	6,074	5,416
Totaux, classe II	**6,187**	**5,509**	**6,892**	**6,147**	**6,074**	**5,416**

8.—Délits criminels d'adultes, par classe, années terminées le 30 sept. 1938-40—fin

Classe et délit	1938		1939		1940	
	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations	Accusations	Condamnations
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Classe III.–Attentats contre la propriété sans violence						
Introduction au Canada d'objets volés	2	2	7	7	4	4
Fraude et détournement de fonds	4,424	3,752	5,408	4,584	4,268	3,679
Recel	2,497	1,881	2,735	2,004	2,465	1,965
Vol	16,268	14,048	17,123	114,763	15,330	13,464
Totaux, classe III	**23,191**	**19,683**	**25,273**	**21,358**	**22,067**	**19,112**
Classe IV.–Attentats malicieux contre la propriété						
Incendie	114	67	139	104	92	58
Dommages intentionnels à la propriété	682	517	817	651	910	754
Totaux, classe IV	**796**	**584**	**956**	**755**	**1,002**	**812**
Classe V.–Faux et faux monnayage						
Faux monnayage	38	32	65	64	64	52
Faux et usage de faux	1,376	1,287	2,158	2,062	1,635	1,551
Totaux, classe V	**1,414**	**1,319**	**2,223**	**2,126**	**1,699**	**1,603**
Classe VI.–Autres délits non prévus dans les classes ci-dessus						
Conduite dangereuse au volant	[1]	[1]	1,967	1,536	1,593	1,286
Règlements de la défense du Canada	[2]	[2]	[2]	[2]	1,079	949
Conduite d'automobile en état d'ivresse	1,932	1,877	1,925	1,736	2,006	1,794
Jeu et loterie	3,522	3,395	2,986	2,832	3,028	2,934
Prostitution (tenanciers et habitués)	2,335	2,248	2,987	2,916	4,086	4,038
Divers autres délits	4,155	3,360	3,969	3,223	4,064	3,511
Totaux, classe VI	**11,944**	**10,880**	**13,834**	**12,243**	**15,856**	**14,512**
Grands totaux	**50,998**	**43,599**	**56,352**	**48,107**	**53,516**	**46,723**

[1] Classée comme délit non criminel avant 1939. [2] Non en vigueur avant la guerre.

9.—Accusations, acquittements, condamnations et peines en matière de délits criminels, années terminées le 30 sept. 1934-40

Item	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Accusations	37,408	39,506	42,541	43,968	50,998	56,352	53,516
Acquittements	5,695	5,934	6,381	6,768	7,346	8,194	6,764
Envoyés dans les asiles d'aliénés	29	41	101	52	53	51	29
Condamnations	31,684	33,531	36,059	37,148	43,599	48,107	46,723
Hommes	*28,539*	*30,195*	*32,689*	*33,365*	*39,423*	*43,282*	*40,482*
Femmes	*3,145*	*3,336*	*3,370*	*3,783*	*4,176*	*4,825*	*6,241*
Premières condamnations	22,805	23,844	24,109	24,291	28,536	29,875	30,341
Deuxièmes condamnations	3,219	3,163	3,864	4,273	4,974	5,744	4,903
Récidivistes	5,660	6,524	8,086	8,584	10,089	12,488	11,479
Peines—							
Option d'amende	8,614	9,374	9,593	9,310	11,368	13,047	14,873
Prison, moins d'un an	10,492	10,631	11,319	12,224	15,115	16,246	14,766
Prison, un an et plus	2,391	2,357	1,651	1,506	1,740	1,904	1,784
Pénitencier, de deux à cinq ans	1,902	2,191	2,371	2,434	2,804	3,558	3,103
Pénitencier, cinq ans et plus	353	462	528	644	608	497	500
Pénitencier à perpétuité	5	3	6	2	7	3	7
Peine capitale	19	15	22	13	22	14	17
Maison de correction	297	467	2,572	2,519	3,122	3,629	2,738
Autres peines	7,611	8,031	7,997	8,496	8,813	9,209	8,935

10.—Condamnations pour délits criminels, classifiées selon l'occupation, l'état conjugal, le lieu de naissance, la religion, etc., années terminées le 30 sept. 1934-40

Item	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Occupation—	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Agriculture	2,267	1,935	2,531	3,286	3,198	3,778	4,079
Services de l'armée	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	878
Commis de bureau	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	2,088	1,592
Coupe du bois	92	85	98	136	194	202	232
Eclairage et énergie électriques	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	78	84
Divertissement et sport	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	146	130
Finance et assurance	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	100	91
Pêche et piégeage	149	124	181	218	242	372	440
Buanderie et nettoyage	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	53	462
Mines	263	315	368	434	515	699	728
Manufactures et construction	3,127	3,305	3,197	3,491	3,696	4,435	3,788
Service—							
Domestique	3,436	3,858	3,777	4,187	3,862	3,946	5,305
Personnel	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	956	941
Public	[1]	[1]	445	415	376	260	171
Professionnel	196	179	169	156	210	218	257
Transports	769	827	1,406	1,424	1,779	1,938	2,004
Commerce	3,991	4,875	6,003	5,052	6,112	4,237	3,848
Main-d'oeuvre	10,077	11,773	13,470	14,325	16,400	19,303	16,838
Dans des institutions d'enseignement	[1]	[1]	647	733	806	869	866
Chômeurs	[1]	[1]	1,170	1,477	2,216	1,789	2,003
Non donné	7,317	6,255	2,597	1,814	3,993	2,640	1,986
Totaux	**31,684**	**33,531**	**36,059**	**37,148**	**43,599**	**48,107**	**46,723**
Etat conjugal—							
Mariés	10,731	11,197	12,392	12,835	13,787	16,580	16,508
Célibataires	16,074	18,710	20,759	22,061	25,017	28,187	27,539
Veufs	485	515	581	642	823	810	711
Divorcés	9	7	23	33	23	42	54
Non donné	4,385	3,102	2,304	1,577	3,949	2,488	1,911
Degré d'instruction—							
Totalement illettrés	378	369	375	332	487	832	465
Primaire	26,498	29,756	34,339	35,461	39,594	43,908	43,932
Supérieure	527	388	575	791	703	1,203	818
Non donné	4,281	3,018	770	564	2,815	2,164	1,508
Age—							
De 16 à 21 ans	6,130	6,097	6,875	7,503	8,492	10,480	9,471
De 21 à 40 ans	16,496	18,180	19,244	20,446	22,751	25,393	25,380
De 40 ans et plus	5,667	6,058	6,948	7,215	8,019	8,966	9,956
Non donné	3,391	3,196	2,992	1,984	4,337	3,268	1,916
Consommation d'alcool—							
Modérée	22,809	26,827	30,561	32,838	35,625	40,231	39,634
Immodérée	2,199	2,528	3,487	3,637	5,702	5,990	5,730
Non donnée	6,676	4,176	2,011	673	2,272	1,886	1,359
Lieu de naissance—							
Angleterre et Pays de Galles	1,394	1,503	1,518	1,548	1,619	1,747	1,423
Irlande	382	393	368	449	477	515	359
Ecosse	643	678	813	772	894	870	719
Canada	21,176	23,082	26,751	28,082	31,601	37,677	37,264
Autres possessions britanniques	273	140	132	147	206	123	85
Etats-Unis	781	703	1,116	818	948	986	967
Autres pays étrangers	3,556	3,614	3,536	3,880	3,960	3,942	4,438
Non donné	3,479	3,418	1,825	1,452	3,894	2,247	1,468
Religion—							
Baptiste	679	856	837	1,045	1,081	1,116	931
Anglicane	2,865	3,024	3,323	4,103	4,321	4,729	4,348
Juive	622	807	538	486	646	743	514
Méthodiste[2]	377	346	268	254	Nil	Nil	Nil
Presbytérienne	1,927	1,945	2,004	2,430	2,749	3,087	2,665
Catholique	11,271	13,341	15,464	15,678	17,854	20,410	21,677
Eglise Unie	2,230	2,356	2,887	3,567	4,099	5,127	4,810
Protestante	4,447	4,684	4,747	3,724	4,464	5,352	4,978
Autres confessions	2,373	2,555	3,129	4,040	4,179	4,026	4,335
Sans religion	[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	388	503
Non donnée	4,893	3,617	2,862	1,821	4,206	3,129	1,962
Résidence—							
Urbaine	24,718	26,203	27,749	28,247	33,611	36,911	36,011
Rurale	6,801	6,952	8,310	8,901	9,988	11,196	10,712
Non donnée	165	376	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil

[1] Non indiqués séparément cette année. [2] Bien que l'organisation de l'Eglise Unie du Canada fût terminée en 1926, ces personnes se sont inscrites comme méthodistes.

Condamnations de femmes.—Le nombre de femmes convaincues de délits criminels augmente brusquement de 4,825 en 1939 à 6,241 en 1940. Il représente 13·3 p.c. de toutes les condamnations d'adultes pour délits criminels en 1940 en regard de 10·0 p.c. l'année précédente. Dans toutes les provinces excepté le Nouveau-Brunswick, l'Alberta, la Colombie Britannique et les Territoires, le pourcentage de femmes condamnées par rapport au total des condamnations est plus élevé en 1940 qu'en 1939. C'est Québec qui accuse l'augmentation la plus marquée, le pourcentage passant de 23·9 à 30·7.

11.—Femmes condamnées pour délits criminels, par province, années terminées le 30 sept. 1936-40

Province	Nombre de condamnations					Pourcentage du total				
	1936	1937	1938	1939	1940	1936	1937	1938	1939	1940
Ile du Prince-Edouard	1	5	15	16	17	1·3	5·1	6·7	6·0	6·7
Nouvelle-Ecosse	67	78	71	73	95	5·8	7·2	5·6	4·5	6·0
Nouveau-Brunswick	50	52	59	50	38	6·7	6·8	6·5	4·5	3·4
Québec	1,466	1,652	1,880	2,589	3,732	15·4	21·2	18·3	23·9	30·7
Ontario	847	983	947	897	1,190	6·2	6·7	5·5	4·5	6·7
Manitoba	270	273	258	240	276	10·3	9·6	8·4	6·3	8·2
Saskatchewan	86	167	133	210	223	3·9	5·4	5·2	6·1	7·7
Alberta	229	246	246	317	310	7·3	6·8	6·8	7·7	7·0
Colombie Britannique	354	325	567	427	358	11·7	9·7	12·8	11·5	10·6
Yukon et T. du N.-O.	Nil	2	Nil	6	2	–	11·1	–	19·3	12·5
Canada	**3,370**	**3,783**	**4,176**	**4,825**	**6,241**	**9·4**	**10·2**	**9·6**	**10·0**	**13·3**

Récidivisme.—Le nombre de délinquants qui retombent dans le crime après une première condamnation augmente sans cesse. Les chiffres de 1940 accusent une augmentation de près de 3 p.c. en regard de l'année précédente dans la proportion de personnes condamnées pour la première fois par rapport à toutes les condamnations. Le nombre de personnes condamnées pour la première fois pour délit criminel baisse de 66·9 p.c. en 1936 par rapport au total des condamnations dans cette catégorie d'infractions à 62·1 p.c. en 1939. En 1940, cependant, il se rapproche des chiffres de 1938 avec un pourcentage de 64·9.

12.—Nombres et pourcentages de premiers et deuxièmes délits et de récidives de nature criminelle, années terminées le 30 sept. 1936-40

Délit	Nombre de condamnations					Pourcentage du total				
	1936	1937	1938	1939	1940	1936	1937	1938	1939	1940
Premier	24,109	24,291	28,536	29,875	30,341	66·86	65·39	65·45	62·10	64·94
Deuxième	3,864	4,203	4,974	5,744	4,903	10·72	11·50	11·41	11·94	10·49
Récidive	8,086	8,584	10,089	12,488	11,479	22·42	23·11	23·14	25·96	24·57
Totaux	**36,059**	**37,148**	**43,599**	**48,107**	**46,723**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**	**100·00**

Sous-section 2.—Condamnations d'adultes pour délits non criminels

Les statistiques qui suivent se rapportent aux délits non criminels commis par les adultes (personnes âgées de 16 ans ou plus) et jugés par les magistrats de police ou autres juges de paix en vertu de la loi des condamnations par voie sommaire. Ces condamnations sont au nombre de 456,109 au cours de l'année terminée le 30 septembre 1940, soit une augmentation de 27,501 ou 6·4 p.c. en regard de 1939. Seuls l'Ile du Prince-Edouard et le Manitoba accusent des diminutions.

13.—Condamnations d'adultes pour délits non criminels par province, années terminées le 30 sept. 1911-1940

NOTA.—Pour les chiffres de 1900-10, voir l'Annuaire de 1933, p. 1032.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon	T.N.-O.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1913..	443	6,353	3,136	29,714	51,396	16,513	11,711	17,513	17,882	157		154,818
1914..	498	6,613	2,872	30,563	56,874	14,840	11,854	16,806	20,481	196		161,597
1915..	346	5,774	2,833	24,152	49,942	11,266	9,650	12,331	15,993	143		132,430
1916..	405	5,924	2,664	20,767	41,732	7,826	9,287	9,526	6,344	156		104,631
1917..	323	4,700	2,564	22,560	42,655	7,065	6,007	5,726	6,768	84		98,452
1918..	209	4,794	15,611	2,374	46,448	7,298	6,536	6,744	6,821	64	1	105,899
1919..	236	5,533	2,447	30,881	44,587	8,128	6,180	5,961	7,638	32		111,623
1920..	340	5,790	3,405	40,801	55,049	11,093	6,523	7,219	13,996	49		144,265
1921..	373	4,639	2,680	45,042	63,874	9,563	6,137	8,571	14,460	37		155,376
1922..	309	3,332	2,281	31,441	63,015	9,530	6,876	7,766	11,720	52		136,322
1923..	321	3,033	2,179	27,563	74,639	11,377	8,346	8,359	11,639	37		137,493
1924..	232	3,355	2,499	22,803	73,768	11,189	7,274	8,342	13,508	29		142,999
1925..	235	2,790	2,417	25,364	79,470	10,724	8,020	7,840	14,875	29	61	151,825
1926..	345	3,568	2,418	24,428	90,061	13,913	8,614	8,142	18,337	45	42	169,913
1927..	392	4,362	2,565	28,732	101,345	16,420	8,243	8,801	22,292	54	34	193,240
1928..	662	4,499	3,031	29,302	146,586	19,921	9,108	10,927	21,598	72	57	245,763
1929..	783	6,231	4,032	51,099	153,385	26,536	11,413	13,939	22,499	94	32	290,043
1930..	906	6,299	4,072	60,098	163,913	26,879	11,574	12,904	21,989	86	39	308,759
1931..	838	5,324	4,533	99,381	153,451	22,625	10,691	13,113	17,671	80	71	327,778
1932..	825	3,513	3,841	112,132	131,374	18,218	7,538	8,180	12,148	55	25	297,909
1933..	655	3,922	3,483	117,433	124,589	15,396	6,355	9,698	11,051	68	23	292,673
1934..	733	4,216	3,598	115,313	160,895	16,985	5,680	7,896	13,369	28	31	328,744
1935..	924	4,818	3,968	118,499	190,763	15,685	5,749	8,398	13,759	41	38	362,642
1936..	956	5,593	4,691	111,254	204,744	17,476	5,750	8,810	18,349	58	25	377,706
1937..	1,438	6,249	5,706	99,404	237,309	28,500	7,580	10,910	22,997	62	57	420,212
1938..	1,494	6,552	5,299	89,443	238,224	32,748	7,113	10,943	22,695	60	60	414,664
1939..	1,293	7,503	5,095	91,607	247,609	31,467	8,147	13,816	21,881	89	101	428,608
1940..	1,237	9,138	6,213	93,665	267,166	31,018	9,276	14,702	23,190	98	106	456,109

[1] Compris avec le Manitoba depuis que cette partie des Territoires du Nord-Ouest, d'où venaient les premiers rapports, a été incorporée au Manitoba en vertu de la loi concernant l'extension des frontières, 1912. Les chiffres plus récents sont pour la superficie actuelle des Territoires.

L'augmentation marquée des treize dernières années est due en majeure partie aux infractions aux règlements de la circulation, lesquelles passent de 96,340 en 1927 à 311,678* en 1940, augmentation de 50 p.c. à plus des deux tiers de toutes les condamnations pour délits non criminels. Les infractions aux lois du jeu et aux règlements municipaux et les accusations d'inconduite, d'ivresse et de vagabondage accusent aussi des augmentations appréciables en 1940.

* Moins 1,794 condamnations pour ivresse au volant et 1,286 pour conduite dangereuse, lesquelles sont maintenant classées comme délits criminels (voir tableau 8).

14.—Condamnations pour délits non criminels selon le genre, années terminées le 30 sept. 1936-40

Délit	1936	1937	1938	1939	1940	Augmentation ou diminution, 1939-40
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Voies de fait	3,433	3,508	3,236	3,112	2,865	−247
Infractions aux lois de la pêche et de la chasse	2,149	2,500	2,704	3,181	2,854	−327
Infractions aux lois du jeu	40,670	14,360	10,537	11,106	16,318	+5,212
Infractions aux lois des spiritueux, de la prohibition et de la tempérance	10,073	11,142	12,442	13,513	12,946	−567
Non-paiement de salaires ou gages	1,385	1,489	1,718	1,436	1,272	−164
Infractions aux règlements de la circulation	237,183	288,668	285,951[1]	292,904[1]	311,678[1]	+18,774

14.—Condamnations pour délits non criminels selon le genre, années terminées le 30 sept. 1936-40—fin

Délit	1936	1937	1938	1939	1940	Augmentation ou diminution, 1939-1940
Infractions aux règlements municipaux	20,456	25,414	21,914	25,852	30,030	+4,178
Refus de pourvoir et négligence des enfants	1,607	2,062	1,574	2,211	2,238	+27
Complicité aux délits des enfants	1,033	931	1,335	1,362	1,326	−36
Infractions aux lois du revenu	3,345	4,011	4,267	1,610	1,947	+337
Vagabondage	7,416	8,744	9,327	12,623	9,758	−2,865
Ivresse	28,433	34,606	36,894	36,007	37,826	+1,819
Fréquentation de lupanars	2,725	3,598	3,518	2,580	1,170	−1,410
Libertinage, oisiveté, inconduite et désordre	7,515	8,623	8,458	5,585	9,220	+3,635
Radio sans permis	[2]	[2]	[2]	4,479	2,901	−1,578
Divers autres délits	10,283	10,536	10,843	11,047	11,760	+713
Totaux	**377,706**	**420,212**	**414,664**	**428,608**	**456,109**	**+27,501**

[1] Voir renvoi (*) au texte précédant ce tableau. [2] Les condamnations pour possession de radio sans permis étaient autrefois classées comme infractions aux lois du revenu.

Condamnations pour ivresse.—Le nombre de condamnations pour ivresse au Canada en 1940 augmente de 5 p.c. sur 1939. Les chiffres maximums sont atteints en 1913 et 1914; au cours de la première guerre mondiale, ils diminuent sensiblement et depuis lors, malgré leurs fluctuations, ils n'atteignent pas encore leur ancien maximum.

15.—Condamnations pour ivresse, par province, années terminées le 30 sept. 1911-40

NOTA.—Pour les chiffres de 1900-10, voir p. 1033 de l'Annuaire de 1933.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon	T.N.-O.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1911	238	3,149	1,944	6,805	11,347	5,832	2,359	4,041	5,594	63	7	41,379
1912	309	3,693	2,116	9,863	12,785	6,925	2,462	6,657	8,275	72	14	53,171
1913	324	3,955	2,073	12,265	16,236	7,493	2,970	7,283	8,316	60		60,975
1914	342	3,999	1,765	12,776	17,703	6,193	2,142	5,710	9,376	61		60,067
1915	231	3,436	1,694	8,939	12,553	4,154	1,332	2,802	5,960	60		41,161
1916	219	3,614	1,696	7,108	11,728	3,114	1,062	1,809	2,327	53		32,730
1917	207	2,546	1,516	8,025	10,945	1,085	770	391	2,372	25		27,882
1918	96	2,435	704	6,680	7,932	1,123	434	825	778	19	1	21,026
1919	116	2,879	1,350	7,116	8,498	1,570	618	1,057	1,004	9		24,217
1920	120	3,140	1,882	11,863	15,021	2,330	919	1,536	2,948	10		39,769
1921	144	2,156	1,264	9,944	14,498	1,429	708	1,838	2,379	2		34,362
1922	162	1,492	1,088	7,103	10,063	1,623	816	1,608	1,081	12		25,048
1923	164	1,392	1,074	6,260	11,370	1,680	884	1,277	1,443	21		25,565
1924	94	1,456	1,176	6,146	12,993	1,948	505	1,464	1,545	11		27,338
1925	112	1,466	1,171	6,342	11,811	1,948	668	1,374	1,844	9	6	27,751
1926	168	1,898	1,234	5,364	13,752	1,871	487	1,413	2,114	6	10	28,317
1927	182	2,053	1,397	7,000	14,334	1,883	618	1,182	2,496	26	Nil	31,171
1928	263	2,176	1,285	6,362	15,931	1,863	1,014	1,538	2,758	34	"	33,224
1929	406	3,284	1,814	8,328	17,620	1,830	794	1,810	2,898	42	"	38,826
1930	393	3,236	1,706	7,649	15,970	1,392	674	1,551	3,183	35	"	35,789
1931	446	2,137	1,541	7,461	12,404	1,089	466	1,191	2,372	41	"	29,148
1932	355	1,402	1,142	5,913	10,388	1,023	319	908	1,195	19	"	22,664
1933	297	1,478	1,127	4,575	8,724	737	286	589	1,068	28	1	18,910
1934	401	1,486	1,505	4,776	9,060	826	304	609	1,781	12	4	20,764
1935	475	1,933	1,755	4,705	12,386	1,054	379	692	2,230	29	5	25,643
1936	558	2,221	2,187	5,332	13,049	1,125	418	785	2,734	21	3	28,433
1937	559	2,577	2,809	7,544	15,960	1,050	425	929	2,720	14	19	34,606
1938	595	2,628	2,730	7,220	17,585	1,286	848	922	3,053	17	10	36,894
1939	546	2,463	2,179	6,427	18,120	985	895	1,130	3,226	23	13	36,007
1940	467	3,607	2,515	6,986	17,823	1,527	580	1,271	3,004	21	25	37,826

[1] Compris avec le Manitoba depuis que cette partie des Territoires du Nord-Ouest, d'où venaient les premiers rapports, a été incorporée au Manitoba en vertu de la loi concernant l'extension des frontières, 1912. Les chiffres plus récents sont pour la superficie actuelle des Territoires.

Infractions aux lois des spiritueux.—Jusqu'à la première guerre mondiale les spiritueux étaient vendus par des hôtels et des magasins soumis à certaines conditions spécifiées par la loi. Les infractions aux lois sur les spiritueux étaient généralement des infractions aux conditions régissant la vente. Pendant la guerre, la prohibition a été établie dans presque tout le pays, mais plus récemment la tendance est plutôt de placer la vente des liqueurs alcooliques sous le contrôle immédiat des gouvernements provinciaux qui, au moyen de commissions voyant à la vente, en retirent des revenus (voir p. 572). Huit des neuf provinces ont maintenant leurs commissions des spiritueux et l'Ile du Prince-Edouard reste la seule province prohibitionniste. En 1929, les condamnations pour infractions aux lois sur les spiritueux ont atteint leur maximum, à savoir 19,327, mais elles ont baissé à 12,946 en 1940.

16.—Condamnations pour infractions aux lois des spiritueux, par province, années terminées le 30 sept. 1921-40

NOTA.—Pour les chiffres de 1900-20, voir p. 1034 de l'Annuaire de 1933.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon	T.N.-O.	Canada
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1921.....	44	362	419	1,384	4,938	427	583	907	1,394	2	[1]	10,460
1922.....	28	267	366	954	3,246	392	708	1,043	1,503	12		8,519
1923.....	39	264	364	1,724	3,958	542	997	990	1,196	14		10,088
1924.....	29	293	375	1,549	4,678	425	966	817	1,286	4		10,449
1925.....	51	235	319	1,919	5,047	512	1,078	758	1,699	9	9	11,636
1926.....	53	499	393	2,104	6,362	786	1,231	737	1,345	2	Nil	13,512
1927.....	66	610	271	2,025	5,260	627	1,245	814	1,186	13	"	12,477
1928.....	69	688	478	2,096	7,812	598	1,174	944	1,350	22	32	15,263
1929.....	81	804	486	3,392	9,034	1,399	1,542	1,017	1,556	8	8	19,327
1930.....	98	532	469	3,043	8,995	1,180	1,392	970	1,432	14	7	18,132
1931.....	52	588	541	2,956	8,044	1,144	1,042	888	907	13	10	16,185
1932.....	50	353	489	2,379	6,057	900	629	557	790	14	8	12,226
1933.....	52	586	559	1,755	5,067	708	553	410	782	13	4	10,489
1934.....	80	750	622	2,325	4,324	826	543	452	820	3	9	10,754
1935.....	79	699	567	1,776	3,225	792	506	472	692	8	10	8,826
1936.....	37	698	610	1,252	4,185	940	570	784	965	24	8	10,073
1937.....	166	706	596	1,376	4,788	849	734	1,018	874	28	7	11,142
1938.....	333	794	487	1,837	5,873	886	606	810	793	16	7	12,442
1939.....	230	1,181	619	2,423	5,144	1,052	593	913	1,307	24	27	13,513
1940.....	215	1,149	379	2,102	5,372	997	927	831	903	37	34	12,946

[1] Voir renvoi du tableau 15, p. 929.

Infractions aux règlements de la circulation.—Les condamnations pour infractions aux règlements de la circulation (tableau 17), qui n'étaient que de 185 pour tout le Canada au commencement du siècle, sont devenues beaucoup plus nombreuses avec la vulgarisation de l'automobile et sont le plus fort élément des délits non criminels. Les condamnations de ce genre représentent, en 1940, 68·3 p.c. du total des 456,109 (voir tableau 14) condamnations pour délits non criminels.

17.—Condamnations pour infractions aux règlements de la circulation, par province, années terminées le 30 sept. 1911-40

NOTA.—Pour les chiffres de 1900-20, voir p. 1035 de l'Annuaire de 1933.

Année	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon	Canada[1]
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1921.....	109	443	87	12,335	26,860	4,995	700	1,845	4,112	2	51,788
1922.....	38	289	315	3,344	31,813	4,968	1,112	1,996	4,101	1	47,977
1923.....	36	397	196	1,746	33,402	6,182	1,246	2,514	4,095	1	49,815
1924.....	49	350	237	3,818	40,530	6,412	1,282	2,301	5,084	Nil	60,063
1925.....	27	200	281	4,976	44,618	5,971	1,375	1,940	4,389	1	63,778
1926.....	64	263	180	5,534	52,727	8,588	1,730	2,059	6,882	Nil	78,027
1927.....	69	402	244	6,418	62,037	10,871	1,610	2,459	12,268	2	96,380
1928.....	228	562	516	6,273	101,356	14,099	2,100	3,481	12,976	2	141,493
1929.....	152	859	887	19,427	105,703	19,460	3,643	5,612	10,592	2	166,337
1930.....	212	831	757	28,633	115,073	20,672	3,727	4,903	10,776	Nil	185,584
1931.....	95	999	1,200	64,611	111.718	16,556	4,259	5,070	7,851	2	212,361
1932.....	174	643	842	70,253	94,188	13,251	2,811	2,755	5,743	Nil	190,660
1933.....	82	628	693	72,464	91,521	11,021	1,859	3,282	5,298	"	186,848
1934.....	57	638	528	64,429	128,604	12,725	1,624	2,819	6,403	"	217,828
1935.....	101	760	609	69,671	153,142	11,664	1,720	2,669	5,787	"	246,127
1936.....	77	1,099	720	46,464	162,951	12,900	1,839	2,817	8,315	1	237,183
1937[2].....	252	1,179	1,011	57,174	186,825	23,711	2,706	3,536	12,294	Nil	288,688
1938[2].....	200	1,572	835	52,395	185,709	26,682	2,939	4,068	11,550	1	285,951
1939[2].....	191	1,725	725	51,858	193,815	24,732	3,055	5,397	11,403	3	292,904
1940[2].....	240	2,388	2,064	47,927	210,834	23,795	3,815	6,709	13,906	Nil	311,678

[1] Aucune condamnation n'est rapportée pour les Territoires du Nord-Ouest. [2] Depuis 1937 les condamnations pour ivresse au volant sont classées comme délits criminels. En 1938 et les années subséquentes la conduite dangereuse a aussi été classée dans la même catégorie et, depuis la guerre, les infractions aux règlements de la défense du Canada et le fait de quitter le lieu d'un accident ont été ajoutés à cette catégorie. (Voir renvois au tableau 8.)

En 1940, l'Ontario qui compte 47 p.c. des automobiles enregistrés au Canada (voir p. 616) compte 68 p.c. de toutes les condamnations; le Québec, la même année, compte 15 p.c. de tous les véhicules-moteur et 15 p.c. de toutes les condamnations, et le Manitoba avec 6 p.c. des véhicules-moteur compte 8 p.c. de toutes les condamnations. Toutefois, dans l'interprétation de ces chiffres, il convient de noter que les règlements de la circulation sont loin d'être uniformes par tout le Canada et qu'il n'est pas tenu compte du degré d'urbanisation de chaque province. Ainsi, les trois provinces ci-dessus mentionnées renferment de grands centres de population, tandis que dans d'autres, où le degré d'urbanisation est moins élevé comme dans les Provinces Maritimes, la Saskatchewan et l'Alberta par exemple, les condamnations sont peu nombreuses par rapport au nombre de véhicules-moteur enregistrés.

Sexe des délinquants.—De 1926 à 1940 le nombre de femmes condamnées pour délits non criminels augmente de 138·2 p.c. Toutefois, proportionnellement au nombre d'hommes, elles accusent une très faible diminution; 5·4 p.c. seulement des personnes condamnées pour délits non criminels en 1940 étaient des femmes en regard de 6·1 p.c. en 1926. Les condamnations, selon le sexe, pour délits non criminels sont les suivantes:

1926, 159,528 hommes et 10,385 femmes; 1927, 182,392 hommes et 10,848 femmes; 1928, 232,554 hommes et 13,209 femmes; 1929, 274,977 hommes et 15,066 femmes; 1930, 292,557 hommes et 16,202 femmes; 1931, 312,111 hommes et 15,667 femmes; 1932, 281,318 hommes et 16,591 femmes; 1933, 275,229 hommes et 17,444 femmes; 1934, 311,542 hommes et 17,202 femmes; 1935, 339,494 hommes et 23,148 femmes; 1936, 355,772 hommes et 21,934 femmes; 1937, 395,699 hommes et 24,513 femmes; 1938, 389,648 hommes et 25,016 femmes; 1939, 405,993 hommes et 22,615 femmes; 1940, 431,373 hommes et 24,736 femmes.

Section 3.—Jeunes délinquants

Les termes délits criminels et délits non criminels ne s'appliquent qu'aux adultes, les délits semblables commis par les jeunes délinquants (personnes de moins de 16 ans) étant désignés comme délits "majeurs" et délits "mineurs" respectivement.

Le tableau **18** donne le nombre de condamnations de jeunes délinquants pour tous délits classifiés comme délits majeurs et délits mineurs, pour les années judiciaires 1922-40. Il n'existe aucune séparation par classe de délit pour les années antérieures. Les taux par 100,000 habitants dans ce tableau s'appliquent à la population totale, les estimations selon l'âge n'étant généralement pas disponibles pour les années entre les recensements. De 1927 à 1938, le pourcentage de délits accuse une tendance perceptible à la hausse.

18.—Condamnations de jeunes délinquants pour délits majeurs et mineurs, années terminées le 30 sept. 1922-40

NOTA.—Dans ce tableau "Propriété sans violence" comprend les classes III et IV et "Autres délits majeurs", les classes V et VI du tableau 8, pp. 924-9925.

Année	Délits majeurs							Délits mineurs, total et pourcentage			Grand total des délinquants
	Délits contre—			Autres délits majeurs	Délits majeurs, total et pourcentage						
	La personne	La propriété, avec violence	La propriété, sans violence								
	Nomb.	Nomb.	Nomb.	Nomb.	Nomb.	P.c. de toutes les offenses	Par 100,000 habitants	Nomb.	P.c. de toutes les offenses	Par 100,000 habitants	Nomb.
1922.....	172	806	3,001	86	4,065	64·6	46	2,233	35·4	25	6,298
1923.....	179	755	3,204	27	4,165	63·4	46	2,406	36·6	27	6,571
1924.....	221	818	3,510	106	4,655	60·0	51	3,104	40·0	34	7,759
1925.....	207	794	3,899	180	5,080	64·4	55	2,807	35·6	31	7,887
1926.....	220	659	4,053	158	5,090	65·0	54	2,741	35·0	29	7,831
1927.....	179	772	4,109	96	5,156	63·0	54	3,029	37·0	32	8,185
1928.....	184	824	3,902	153	5,063	64·4	51	2,636	35·6	27	7,699
1929.....	223	976	3,786	121	5,106	64·2	51	2,720	34·8	27	7,826
1930.....	199	951	4,419	84	5,653	67·1	55	2,772	32·9	27	8,425
1931.....	256	961	3,938	156	5,311	68·5	51	2,457	31·5	24	7,768
1932.....	232	927	3,799	138	5,096	69·2	49	2,267	30·8	22	7·363
1933.....	247	972	3,825	100	5,144	69·0	48	2,309	31·0	22	7·452
1934.....	227	1,072	3,918	136	5,353	68·6	49	2,453	31·4	23	7·806
1935.....	248	1,031	4,174	61	5,514	71·8	50	2,165	28·2	20	7,679
1936.....	203	1,019	3,660	88	4,970	68·9	45	2,240	31·1	20	7,210
1937.....	186	1,122	3,718	98	5,224	67·7	47	2,492	32·3	22	7,716
1938.....	184	1,122	3,674	75	5,055	71·9	45	1,980	28·1	18	7,035
1939.....	190	1,207	3,515	106	5,018	65·9	44	2,595	34·1	23	7,613
1940.....	208	1,261	3,720	109	5,298	62·8	47	3,133	37·2	27	8,431

19.—Condamnations de jeunes délinquants pour délits majeurs et pour délits mineurs, par province et par sexe, années terminées le 30 sept. 1939 et 1940

Province	Délits majeurs				Délits mineurs			
	Garçons		Filles		Garçons		Filles	
	1939	1940	1939	1940	1939	1940	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	41	38	4	3	3	3	Nil	1
Nouvelle-Ecosse	216	190	12	5	63	91	18	27
Nouveau-Brunswick	238	242	6	9	78	57	13	9
Québec	1,215	1,412	30	49	951	1,149	380	456
Ontario	2,094	2,154	70	75	643	578	108	125
Manitoba	281	263	12	23	24	47	11	10
Saskatchewan	193	204	8	4	28	31	Nil	2
Alberta	305	355	16	9	118	187	5	18
Colombie Britannique	259	253	18	9	136	315	16	27
Yukon et T. du N.-O.	[1]	1	1	1	1	1	1	1
Canada	**4,842**	**5,112**	**176**	**186**	**2,044**	**2,458**	**551**	**675**

[1] Non déclarés.

Bien que, officiellement, les jeunes délinquants soient des personnes de moins de 16 ans, étant donné l'intérêt croissant pour les délits commis par de jeunes personnes, le tableau suivant a été compilé. Les condamnations pour délits criminels chez les personnes âgées de 16 ans et de moins de 21 ans y sont ajoutées aux chiffres des jeunes délinquants trouvés coupables de délits majeurs. Les taux par 100,000 habitants sont la proportion de délits commis par des personnes de tout groupe d'âge, les chiffres de la population provenant des recensements décennaux, sauf dans le cas des quatre dernières années dont les chiffres de la population sont dans chaque groupe une estimation officielle.

Il est à remarquer que le groupe d'âge de 16 à moins de 21 ans accuse une criminalité beaucoup plus élevée que le groupe des jeunes délinquants (7 à moins de 16 ans) ou le groupe total de jeunes personnes (7 à moins de 21 ans). Après avoir augmenté régulièrement ces dernières années, le taux de ce groupe tombe de 950 par 100,000 habitants en 1939 à 850 en 1940. Toutefois, malgré cette diminution, il reste, en 1940, à 579 condamnations par 100,000 habitants de plus que le taux des jeunes délinquants et à 365 de plus que celui des jeunes personnes.

20.—Condamnations de jeunes délinquants pour délits majeurs et d'adultes pour délits criminels, années terminées le 30 sept. 1911, 1921, 1931 et 1937-40

Année	Personnes condamnées			Taux par 100,000 habitants		
	7 à moins de 16 ans (jeunes délinquants)	16 à moins de 21 ans	7 à moins de 21 ans	7 à moins de 16 ans (jeunes délinquants)	16 à moins de 21 ans	7 à moins de 16 ans
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1911	1,439	1,640	3,079	111	238	155
1921	3,247	3,288	6,535	192	419	264
1931	5,311	6,453	11,764	271	630	394
1937	5,224	7,503	12,727	265	708	419
1938	5,055	8,492	13,547	263	786	452
1939	5,018	10,480	15,498	264	950	516
1940	5,298	9,471	14,583	289	850	485

Délits majeurs.—Il est à remarquer d'après le tableau **21** que le vol et recel, le vol avec effraction et cambriolage et autres attentats délibérés contre la propriété sont les accusations les plus fréquentes. En 1940, 93 p.c. des délits majeurs sont dans ces catégories.

21.—Jeunes délinquants condamnés pour délits majeurs, selon le genre de délit, années terminées le 30 sept. 1933-40

Délit	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Meurtre	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Homicide non prémédité	1	"	"	1	"	"	"	2
Viol, commerce charnel et inceste	8	15	8	10	8	5	17	12
Attentat à la pudeur	28	24	29	31	32	41	54	32
Voies de fait graves et blessures	16	36	60	24	31	32	26	24
Voies de fait simples	139	115	98	102	83	68	66	99
Obstruction de voies ferrées	50	31	48	30	27	30	21	28
Autres attentats contre la personne	5	6	5	5	5	8	6	11
Vol avec effraction et cambriolage	957	1,071	1,022	1,015	1,204	1,110	1,189	1,245
Vol qualifié	15	1	9	4	18	12	18	16
Vol et recel	3,155	3,094	3,548	3,094	3,128	3,043	2,916	3,037
Faux semblant et fraude	9	20	14	12	14	19	10	21
Incendie	24	28	13	15	10	10	11	5
Autres attentats délibérés contre la propriété	637	776	599	539	565	602	578	657
Faux et faux monnayage	4	11	12	11	10	9	13	8
Immoralité	72	73	35	52	48	45	36	47
Divers autres délits	24	52	14	25	41	21	57	54
Totaux	**5,144**	**5,353**	**5,514**	**4,970**	**5,224**	**5,055**	**5,018**	**5,298**

Récidivisme.—Le nombre de jeunes délinquants ayant déjà comparu devant un tribunal augmente en général, mais il y a des différences assez marquées entre chaque année durant la période pour laquelle les données sont connues. Tel qu'indiqué au tableau **22,** environ trois jeunes délinquants sur dix (29·95 p.c.) condamnés en 1940 pour délits majeurs avaient été précédemment trouvés coupables, comparativement à moins d'un quart des condamnés pour délits semblables en 1929 (23·37 p.c.).

22.—Jeunes délinquants condamnés pour délits majeurs et nombre de fois condamnés, années terminées le 30 sept. 1929-40

Année	Nombre de fois condamnés					Total des délinquants	Total des récidivistes	P.c. des récidivistes par rapport au total de délinquants
	Une	Deux	Trois	Quatre	Cinq ou plus			
1929	3,918	425	287	165	311	5,106	1,188	23·27
1930	4,354	527	296	169	307	5,653	1,299	22·98
1931	4,013	540	308	158	292	5,311	1,298	24·48
1932	3,660	597	323	199	317	5,096	1,436	28·18
1933	3,787	586	339	145	287	5,144	1,357	26·38
1934	3,907	617	357	177	295	5,353	1,446	27·01
1935	4,053	674	397	185	205	5,514	1,461	26·50
1936	3,446	721	353	203	247	4,970	1,524	30·66
1937	3,637	787	359	197	244	5,224	1,587	30·38
1938	3,537	767	357	144	250	5,055	1,518	30·05
1939	3,588	709	306	192	223	5,018	1,430	28·42
1940	3,711	813	357	190	227	5,298	1,587	29·95

Délits mineurs.—Le tableau 23 révèle qu'il y a une augmentation de 21 p.c. dans le nombre de condamnations pour délits mineurs en 1940 comparativement à 1939.

23.—Condamnations de jeunes délinquants pour délits mineurs par genre de délit, années terminées le 30 sept. 1936-40

Délit	NOMBRE				
	1936	1937	1938	1939	1940
Infractions aux règlements de la circulation	159	193	201	273	399
Conduite désordonnée et perturbation de la paix	476	428	312	454	604
Incorrigibilité	530	702	677	761	951
Ecole buissonnière	277	274	264	264	289
Vagabondage et désertion du domicile	203	117	77	138	125
Autres délits mineurs	595	778	449	705	765
Totaux	**2,240**	**2,492**	**1,980**	**2,595**	**3,133**

Délit	PROPORTIONS									
	1936		1937		1938		1939		1940	
	P.c. du total	Par 100,000 âmes	P.c. du total	Par 100,000 âmes	P.c. du total	Par 100,000 âmes	P.c. du total	Par 100,000 âmes	P.c. du total	Par 100,000 âmes
Infractions aux règlements de la circulation	2·2	1	2·5	2	2·9	2	3·6	3	4·7	3
Conduite désordonnée et pertubation de la paix	6·6	4	5·5	4	4·4	3	6·0	4	7·2	5
Incorrigibilité	7·4	5	9·1	6	9·6	6	10·0	7	11·3	8
Ecole buissonnière	3·8	3	3·6	2	3·8	2	3·5	2	3·4	3
Vagabondage et désertion du domicile	2·8	2	1·5	1	1·1	1	1·8	1	1·5	1
Autres délits mineurs	8·3	5	10·1	7	6·4	4	9·2	6	9·1	7
Totaux	**31·1**	**20**	**32·3**	**22**	**28·2**	**18**	**34·1**	**23**	**37·2**	**27**

Section 4.—Statistiques de la police municipale

En 1940, 161 cités et villes de 4,000 âmes et plus en 1931 (1936 pour les trois Provinces des Prairies), qui formaient un total de 4,439,619 personnes, ont fourni des statistiques sur leur police municipale. Le nombre global d'agents de police est de 5,778, représentant une moyenne d'un agent par 769 personnes de ces cités et villes.

Les relevés laissent voir un total de 483,032 crimes et contraventions connus; il y a eu 117,933 arrestations et 267,393 citations devant les tribunaux. Les poursuites se sont élevées à 365,475 et les condamnations, à 308,506.

On a signalé le vol de 7,502 automobiles en 1940, tandis que les automobiles volés mais rendus à leur propriétaire se sont chiffrés à 7,615; 13,512 bicyclettes ont été volées, mais 9,517 ont été recouvrées. Quant aux autres objets dont le vol a été rapporté, ils avaient une valeur de $2,163,979, dont $1,068,292 a été recouvré.

Il y a eu 52,810 accidents d'automobile signalés à la police; ces accidents ont causé la mort de 415 personnes, tandis que les blessés se sont élevés à 15,420. Dans les autres accidents constatés, 431 personnes ont trouvé la mort et 8,014 autres ont été blessées.

24.—Statistiques de la police des cités et villes canadiennes, par province, 1939 et 1940

Année et province	Cités et villes	Population	Agents de police	Arrestations	Sommations	Population par agent de police	Arrestations par agent de police
1939	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	1	12,361	11	551	284	1,124	50
Nouvelle-Ecosse	13	176,444	148	4,826	2,054	1,193	33
Nouveau-Brinswick	6	93,985	88	3,120	746	1,068	35
Québec	43	1,435,170	2,192	39,825	51,384	655	18
Ontario	69	1,764,789	2,042	43,651	146,941	864	21
Manitoba	6	265,232	336	5,243	26,059	789	16
Saskatchewan	8	146,004	138	3,068	3,577	1,058	22
Alberta	4	192,296	214	7,543	6,107	899	35
Colombie Britannique	10	349,191	496	9,113	14,121	704	18
Totaux, 1939	**160**	**4,435,472**	**5,665**	**116,940**	**251,273**	**783**	**21**
1940							
Ile du Prince-Edouard	1	12,361	10	495	160	1,236	50
Nouvelle-Ecosse	13	176,444	150	6,441	3,173	1,176	43
Nouveau-Brunswick	6	93,985	90	3,483	1,995	1,044	39
Québec	43	1,435,170	2,279	41,411	25,470	630	18
Ontario	69	1,764,789	2,054	43,981	178,620	859	21
Manitoba	7	269,379	336	5,558	28,932	802	17
Saskatchewan	8	146,004	144	3,152	3,487	1,014	22
Alberta	4	192,296	216	5,141	7,240	890	24
Colombie Britannique	10	349,191	499	8,271	18,316	700	17
Totaux, 1940	**161**	**4,439,619**	**5,778**	**117,933**	**267,393**	**769**	**20**

Section 5.—Statistiques pénitentiaires*

La division des pénitenciers du Ministère de la Justice est chargée de l'administration de ces établissements, qui sont au nombre de sept, les deux principaux étant situés à Portsmouth, Ont., et St-Vincent-de-Paul, Qué., et les cinq autres à Dorchester, N.-B., Prince Albert, Sask., Stony Mountain, Man., New Westminster, C.B. et Collins-Bay, Ont. Au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1941, la moyenne quotidienne de détenus dans ces institutions était de 3,732 et les déboursés totaux nets de l'année se chiffraient à $2,641,192 ou $1·94 par tête par jour, comparativement à une moyenne journalière de 3,736 détenus et une dépense globale de $2,788,540 ou $2·05 par tête par jour en 1940.

Le pénitencier spécial pour les Doukobors, dans l'île Piers, C.B., qui était administré par le directeur de l'établissement de New Westminster, a été en opération de 1932 au 28 mars 1935, alors que les 39 pensionnaires qui restaient ont été transférés à New Westminster. Les statistiques de cette colonie pénitentiaire spéciale sont incluses dans celles des pénitenciers ordinaires dans les tableaux suivants, et le lecteur est référé à la p. 1069 de l'Annuaire de 1936 pour détails sur la colonie de l'île Piers donnés par sexe, âge, race et état civil.

Les femmes condamnées au pénitencier dans les diverses provinces sont envoyées au pénitencier de Kingston, Ontario où des quartiers et un personnel spéciaux leur sont affectés. Les femmes internées dans ce pénitencier le 31 mars 1941 sont au nombre de 46 en regard de 33 en 1940 et 34 en 1939.

* Cette section a été revisée en collaboration avec le surintendant des pénitenciers, Ministère de la Justice.

Mouvement de la population dans les établissements pénitentiaires.—Les établissements pénitentiaires peuvent être divisés en trois classes: (1) pénitenciers où les détenus font de longs séjours et dont, en conséquence, la population ne varie guère; (2) maisons de détention et d'enseignement correctionnel où également la population varie peu; (3) prisons ordinaires où les détenus se renouvellent très rapidement. Si la moyenne de détenus de l'année est prise comme moyenne au commencement et à la fin de l'année et le nombre de sorties comme le mouvement, le pourcentage de mouvement en 1940 est le suivant: dans les pénitenciers, 49 p.c.; dans les maisons de détention et d'enseignement correctionnel, 189 p.c.; dans les prisons, pas moins de 1,446 p.c. Dans l'étude de ces chiffres il faut se rappeler que la population des prisons ordinaires varie de jour en jour et se compose en majeure partie de prévenus attendant leur procès et qui seront ou libérés ou envoyés au pénitencier ou à la maison de détention.

25.—Population des différents établissements pénitentiaires, 1938-40

NOTA.—Les statistiques pénitentiaires s'appliquent à l'année civile. Pour les autres institutions, l'année se termine le 30 septembre.

Année et genre d'établissements	Détenus au commencement de l'année	Admis durant l'année	Libérés durant l'année	Détenus à la fin de l'année
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
1938				
Pénitenciers	3,264	1,718	1,402	3,580
Maisons de correction et de formation	4,532	10,469	10,121	4,880
Prisons	4,412	66,809	66,243	4,978
Totaux, 1938	**12,208**	**78,996**	**77,766**	**13,438**
1939				
Pénitenciers	3,580	2,137	1,914	3,803
Maisons de correction et de formation	4,880	10,294	10,343	4,831
Prisons	4,978	65,675	66,383	4,270
Totaux, 1939	**13,438**	**78,106**	**78,640**	**12,904**
1940				
Pénitenciers	3,803	1,836	1,867	3,772
Maisons de correction et de formation	4,831	9,205	9,164	4,872
Prisons	4,270	62,263	62,201	4,332
Totaux, 1940	**12,904**	**73,304**	**73,332**	**12,976**

Les tableaux **26-28** contiennent les plus importantes statistiques puisées dans les rapports au Bureau de la Statistique. Le nombre de détenus qui était en 1910 de 1,865 monta à 2,118 en 1916 pour retomber à 1,468 en 1918. Après la démobilisation et la crise de 1921, le nombre de détenus s'éleva à 2,640 en 1922, redescendit à 2,225 en 1924, puis remonta à 4,164 en 1932. L'augmentation fut particulièrement rapide après 1929, car elle atteignait 1,395 ou 44 p.c. en trois ans. Le nombre de condamnés, qui était de 3,098 en 1936, était moindre qu'en aucune année depuis 1929; mais il y eut une augmentation de 5·4 p.c. en 1937, ainsi que d'autres augmentations de 9·7 p.c. en 1938 et de 6·2 p.c. en 1939. Il y a diminution de 0·8 p.c. en 1940 et de 2·2 en 1941 comparativement à l'année précédente. Comme l'indique le tableau **26**, le nombre de libérations conditionnelles s'établit à 264 en 1941.

26.—Mouvement des détenus dans les pénitenciers, années fiscales 1937-41

Item	1937	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Détenus au commencement de l'année	**3,097**	**3,264**	**3,580**	**3,803**	**3,772**
Entrées—					
Des prisons	1,332	1,457	1,696	1,607	1,422
Par transfert	176	246	434	203	199
Par annulation de la liberté conditionnelle	12	4	4	10	4
Par nouvelle capture	1	9	1	17	Nil
Révocation de permission	Nil	Nil	Nil	Nil	"
Evasion—en liberté	"	2	"	"	"
Totaux des entrées	1,521	1,718	2,135	1,837	1,625
Elargissements—					
Par expiration de peine	738	897	1,131	1,087	1,264
Par transfert	178	247	438	211	200
Par *libération conditionnelle*	351	187	280	373	164
Par déportation	35	19	24	29	9
Par libération sans condition	Nil	Nil	16	71	18
Par décès	17	16	13	13	25
Par pardon	34	18	7	52	24
Par évasion	1	12	2	2	1
Rayé du registre	Nil	Nil	1	Nil	Nil
Par libération sur injonction de la cour	"	4	Nil	5	1
Par pardon conditionnel (dans les hôpitaux pour maladies mentales)	"	1	"	18	Nil
Par révocation de permission, réintégration	"	1	"	Nil	"
Remis aux autorités provinciales	"	Nil	"	7	3
Totaux des élargissements	1,354	1,402	1,912	1,868	1,709
Détenus à la fin de l'année	**3,264**	**3,580**	**3,803**	**3,772**	**3,688**

Le tableau **27** classifie les détenus par groupe d'âge. En 1941, sur un total de 3,688 détenus, près de 13 p.c. sont âgés de moins de 21 ans; 40 p.c., de 21 à 30 ans. Ainsi, 53 p.c. sont âgés de 30 ans ou moins. En 1914, il y avait 2,003 détenus dont 9·3 p.c. étaient âgés de moins de 20 ans et 44·4 p.c., de 20 à 30 ans, soit un total de 53·7 p.c. de moins de 30 ans. En 1923, sur 2,486 détenus, 11·3 p.c. sont âgés de moins de 20 ans, 46·6 p.c. de 20 à 30 ans ou 57·9 p.c. de moins de 30 ans. Les statistiques détaillées relatives au lieu de naissance, à l'état conjugal, au sexe et à la religion des détenus sont données dans le tableau **28.**

27.—Âge des détenus dans les pénitenciers au 31 mars 1934-41

Groupe d'âge	1934[1]	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Moins de 21 ans	409	325	280	317	194	421	377	465
De 21 à 30 ans	1,916	1,677	1,471	1,515	1,632	1,714	1,719	1,473
De 31 à 40 ans	941	861	740	806	1,008	955	989	995
De 41 à 50 ans	538	433	361	378	431	423	429	477
De 51 à 60 ans	214	167	178	174	211	200	173	191
Plus de 60 ans	202	89	68	74	104	90	85	87
Totaux	**4,220**	**3,552**	**3,098**	**3,264**	**3,580**	**3,803**	**3,772**	**3,688**

[1] Voir renvoi 1 du tableau **28.**

28.—Détenus dans les pénitenciers classifiés selon le lieu de naissance, la religion, etc. au 31 mars 1934-41

Classification	1934[1]	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Selon le lieu de naissance—								
Canada						3,015	3,018	3,010
Iles et possessions britanniques						312	303	259
Autriche ou Honnrie						60	50	44
Italie						46	36	32
Pologne	[2]	[2]	[2]	[2]	[2]	58	71	67
Russie						57	39	38
Autres pays d'Europe						103	97	58
Etats-Unis						124	120	112
Autres pays						28	38	68
Par état conjugal—								
Célibataires	2,373	2,165	1,934	2,034	2,326	2,475	2,467	2,446
Mariés	1,647	1,227	1,008	1,039	1,078	1,059	1,038	994
Veufs	179	144	130	140	138	130	141	143
Divorcés	21	16	26	51	38	139	126	105
Par sexe—								
Hommes	3,907	3,512	3,068	3,232	3,541	3,768	3,739	3,642
Femmes	313	40	30	32	39	35	33	46
Par religion—								
Anglicane	547	488	447	471	393	511	564	513
Baptiste	169	172	136	129	157	171	166	134
Religions orientales	*34*	*19*	*4*	*2*	*3*	*5*	*14*	*5*
Doukhobore	542	46	2	8	8	3	5	6
Grecque catholique	351	50	57	63	55	42	45	32
Grecque orthodoxe		[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	45	39
Juive	83	72	53	55	61	63	52	62
Luthérienne	90	75	66	87	85	88	77	81
Méthodiste[4]	73	58	42	34	19	17	Nil	44
Presbytérienne	403	398	293	270	279	316	353	358
Catholique	1,842	1,800	1,646	1,658	1,874	1,942	1,890	1,841
Armée du salut	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	[3]	31	18
Eglise Unie	244	264	259	338	384	387	407	369
Autres croyances	142	110	93	149	262	258	123	186
Totaux	**4,220**	**3,552**	**3,098**	**3,264**	**3,580**	**3,803**	**3,772**	**3,688**

[1] Les chiffres extraordinairement élevés de plusieurs item et les totaux de 1934 sont dus à l'internement de Doukhobors au pénitencier de l'île Piers, C.B. (voir p. 936). [2] La classification des détenus selon le lieu de naissance a été changée en 1939. Les chiffres d'après la classification antérieure pour les années 1932-38 sont donnés à la p. 1119 de l'Annuaire de 1939. [3] Chiffres non donnés séparément dans les rapports précédents. [4] Ces personnes se sont inscrites comme méthodistes, en dépit de l'union de leur secte avec celle des presbytériens et des congrégationalistes pour former l'Eglise Unie du Canada en 1926.

CHAPITRE XXVII.—ADMINISTRATIONS DIVERSES

SYNOPSIS

	Page
Partie 1.—Administrations permanentes diverses	940
Section 1. Terres domaniales	940
Sous-section 1. Terres publiques du Dominion	941
Sous-section 2. Terres publiques des provinces	942
Section 2. Défense Nationale	943
Section 3. Ministère des Travaux Publics	943
Section 4. Les Indiens et les Esquimaux du Canada	943
Sous-section 1. Les Indiens du Canada	943
Sous-section 2. Les Esquimaux du Canada	946
Section 5. Pensions et autres dispositions en faveur des anciens combattants	947
Section 6. Établissement des soldats au Canada	949
Section 7. Secrétairerie d'Etat	950
Section 8. La Royale Gendarmerie à Cheval	953
Section 9. Service Civil du Canada	954
Section 10. Paris de courses	957
Section 11. Commission du Tarif	958
Section 12. Commission de l'Industrie et du Commerce du Dominion	958
Section 13. Autres Administrations diverses	958
Partie II.—Administration d'Etat en temps de guerre	95
Section 1. Ministère des Munitions et Approvisionnements	958
Section 2. Ministère des Services Nationaux de Guerre	96

PARTIE I.—ADMINISTRATIONS PERMANENTES DIVERSES

Section 1.—Terres domaniales

Le tableau 1 donne une classification sommaire des terres du Canada. Les item 3, 4 et 5 proviennent de sources fédérales et les item 1, 2 et 7, de sources provinciales. Dans la plupart des cas, la superficie des terres provinciales (item 6), telle que calculée par juxtaposition des chiffres, concorde avec la superficie, telle qu'estimée par les ministères provinciaux. Ainsi, toutes les différences constatées d'une année à l'autre dans la superficie des terres concédées ou en voie de concession sont compensées par l'ajustement de terres restant la propriété de la Couronne sous la juridiction des provinces concernées.

1.—Classification des terres du Canada selon le mode de possession, vers 1941

Nota.—La superficie des terres du Canada, classifiée selon les ressources, paraît aux pages 16-17.

Mode de possession	I.P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
1. Aliénées, patentées, concédées, etc.	2,175	17,233[1]	16,475	37,148	40,210[1]
2. En voie d'aliénation	Nil	Nil	342	6,114	Nil
3. Terres fédérales à l'exclusion des parcs nationaux et des réserves indiennes	"	13	3	28	161
4. Parcs nationaux du Dominion	7	390	Nil	Nil	12
5. Réserves indiennes	2	28	58	274	2,073
6. Terres provinciales, y compris terres cédées à bail et réserves forestières, mais à l'exclusion des parcs provinciaux	Nil	3,079	10,595	475,661	315,937
7. Parcs provinciaux	"	Nil	Nil	4,309	4,889
Totaux, superficie en terre[2]	**2,184**	**20,743**	**27,473**	**523,534**	**363,282**

Renvois à la fin du tableau, p. 941.

1.—Classification des terres du Canada selon le mode de possession, vers 1941—fin

Mode de possession	Man.	Sask.	Alta	C.B.	Yukon et T. du N.-O.	Canada
	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés	milles carrés
1. Aliénées, patentées, concédées, etc.	43,863	102,187	81,299	19,609[3]	8	360,207[4]
2. En voie d'aliénation	312	2,478	4,418	6,676	Nil	20,340[5]
3. Terres fédérales à l'exclusion des réserves indiennes et des parcs nationaux	3	47	103	161	1,459,921[6]	1,460,440[4]
4. Parcs nationaux du Dominion	1,148	1,869	20,937[7]	1,715	3,625[8]	29,703[4]
5. Réserves indiennes	827	1,876	2,107	1,220	9	8,474
6. Terres provinciales, y compris terre cédées à bail et réserves forestières mais à l'exclusion des parcs provinciaux	173,570	128,085	139,934	315,822	Nil	1,562,683
7. Parcs provinciaux	Nil	1,433	2	14,076	"	24,709
Totaux, superficie en terre[2]	**219,723**	**237,975**	**248,800**	**359,279**	**1,463,563**	**3,466,556**

[1] Comprend les terres en voie d'aliénation. [2] Estimation du Service Hydrographique et Topographique, Ministère des Mines et Ressources. [3] Y compris 86 milles carrés, détenus par la Commission de Colonisation, qui sont retournés à la Couronne ou sont détenus comme hypothèque pour prêts agricoles. [4] Voir renvois des item constitutifs. [5] Pour les provinces indiquées seulement. [6] Dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, une superficie de 594,597 milles carrés (380,542,080 acres) a été constituée par ordre en conseil en réserve et sanctuaires de gibier ou, sauf quelques exceptions, seuls les Indiens aborigènes et les Esquimaux ont le droit de faire la chasse; mais le Parlement n'a pas affecté ces terres à cette fin de façon permanente, de sorte qu'elles ne peuvent être considérées comme des parcs. [7] Y compris le parc du Bison des Bois (qui, bien que constitué en réserve par le Gouvernement fédéral, n'est pas administré comme parc national) et la Réserve des sables bitumineux. [8] Cette portion du Parc du Bison des Bois comprise dans les Territoires du Nord-Ouest.

Sous-section 1.—Terres publiques du Dominion*

Les terres publiques qui restent sous l'administration du Gouvernement fédéral comprennent les Territoires du Nord-Ouest, y compris l'archipel arctique et les îles du détroit et de la baie d'Hudson; le territoire du Yukon; les parcs nationaux (voir pp. 17–23) et les sites historiques; les réserves indiennes (voir p. 943); les terres de l'artillerie et de l'amirauté et, en général, toutes les terres détenues par les divers ministères du Gouvernement fédéral pour fins variées se rapportant à l'administration du Dominion, y compris la Réserve des sables bitumineux composée de quatre zones d'une superficie globale de 2,068 acres dans le district de Fort McMurray, en Alberta. Les terres et autres ressources naturelles à l'intérieur du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie Britannique, administrées précédemment par le Gouvernement fédéral, ont été transférées en 1930 à l'administration des provinces concernées. (Voir p. 1030 de l'Annuaire de 1931.)

La plus grande partie des terres fédérales sont celles du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; la superficie globale en est de 936,680,000 acres, soit 42 p.c. de la superficie terrienne du Canada entier. En général, la limite sud du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest est constituée par le 60° de latitude nord. En Europe, les villes d'Oslo, de Stockholm et de Léningrad sont situées près de cette ligne; tandis que les trois quarts environ de la Norvège, les deux tiers de la Suède, la Finlande entière et une grande partie de la Russie s'étendent plus au nord. Cette partie septentrionale du domaine national est sous la juridiction de la Branche des Terres, Parcs et Forêts, Ministère des Mines et Ressources. La Royale Gendarmerie

* Préparé sous la direction de R. A. Gibson, commissaire adjoint, Administration des Territoires du Nord-Ouest, Ottawa.

à Cheval du Canada fait respecter la loi et maintient l'ordre dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Territoires du Nord-Ouest.—Un exposé de l'administration des Territoires du Nord-Ouest a paru aux pp. 963–966 de l'Annuaire de 1941. Le paragraphe suivant met à jour la matière déjà publiée.

L'élevage du renne par le Gouvernement du Dominion dans le Mackenzie septentrional fait des progrès marqués. A l'été de 1941 il y a trois troupeaux de plus de 8,000 têtes au total issus d'un troupeau original de 2,370 animaux importé de l'Alaska et établi en 1935 sur la réserve située près du delta du Mackenzie. Le troupeau principal de la réserve se compose de quelque 5,000 têtes et le reste, divisé en deux troupeaux, est confié à la surveillance des indigènes près des rivières Anderson et Horton. Les rennes ont été importés au Canada comme moyen de conservation des ressources d'origine sauvagine et d'assurer la santé et le bien-être des populations indigènes: les jeunes indigènes sont formés à la garde des troupeaux.

Les riches minerais d'argent natif et de pechblende à haute teneur, découverts en 1930 sur la rive est du Grand Lac de l'Ours, ont été explorés jusqu'à une profondeur de 890 pieds et d'importantes consignations de concentrés ont été expédiées à l'affinerie de Port Hope en Ontario. A cause de la guerre, la mine a été fermée en juin 1940. L'affinerie est par contre restée ouverte. En mars 1942, une petite équipe de mineurs a commencé des préparatifs en vue de la réouverture de la mine plus tard dans l'année. Les puits d'huile du voisinage de Norman sur le fleuve Mackenzie sont en exploitation active depuis 1932, la majeure partie de la production servant aux opérations minières des Territoires. Au cours des cinq dernières années, il s'est fait beaucoup de prospection dans la région du Grand Lac des Esclaves où des découvertes d'or ont été faites. Six mines d'or sont présentement en exploitation dans la région de Yellowknife. Leur production globale en 1941 a dépassé $2,860,000; plusieurs autres propriétés apparemment très riches doivent entrer en production sous peu. Le peu de terre agricole des Territoires se trouve presque entièrement dans le prolongement de la plaine centrale le long de la vallée du Mackenzie.

Yukon.—Un exposé de l'administration du Yukon a paru aux pp. 965–966 de l'Annuaire de 1941.

Sous-section 2.—Terres publiques des provinces

Dans les Provinces Maritimes et les provinces de Québec, d'Ontario et de Colombie Britannique (excepté la zone ferroviaire et le quadrilatère de la Rivière-la-Paix) les terres du domaine public sont administrées par les gouvernements provinciaux depuis la Confédération. Depuis le transfert des ressources naturelles aux provinces des Prairies et à la Colombie Britannique (voir p. 1030, Annuaire de 1931), les terres publiques de toutes les provinces relèvent de celles-ci. Dans l'Ile du Prince-Edouard, toute la terre est aliénée et il n'y a pas de terres provinciales.

On peut obtenir des renseignements sur les terres publiques provinciales auprès des personnages suivants des différentes provinces: Ministre des Terres et Forêts, Halifax (N.-E.); sous-ministre des Terres et Mines, Fredericton (N.-B.); sous-ministre des Terres et Forêts, Québec (Qué.); sous-ministre des Terres et Forêts, Toronto (Ont.); directeur des Terres, département des Mines et des Ressources naturelles, Winnipeg (Man.); directeur des Terres, département des Ressources Naturelles, Regina (Sask.); directeur des Terres, département des Terres et des Mines, Edmonton (Alta); sous-ministre des Terres, Victoria (C.B.).

Section 2.—Défense nationale

En raison du caractère rapidement changeant des conditions dans les services de défense à cause du présent état de guerre, le texte descriptif concernant la Marine Royale Canadienne, l'Armée Canadienne et le Corps d'Aviation Royal Canadien paraissant d'habitude dans cette section (voir pp. 1124–29 de l'Annuaire de 1939) a été omis. Un exposé de l'effort de guerre du Canada est donné dans l'introduction du présent ouvrage.

Section 3.—Ministère des Travaux Publics

Les services de construction du Gouvernement fédéral étaient connus sous le nom de Ministère des Travaux Publics même avant la Confédération. Le travail de ce Ministère se divise en trois services principaux: le génie, l'architecture et les télégraphes. Un exposé des attributions de chacun de ces services a paru à la p. 967 de l'Annuaire de 1941, et une description des cinq cales sèches construites par le Ministère est donnée à la p. 626 du présent ouvrage.

Section 4.—Les Indiens et les Esquimaux du Canada

Sous-section 1.—Les Indiens du Canada

Les Indiens du Canada, dont les affaires sont administrées par la Branche des Affaires Indiennes du Ministère des Mines et Ressources, forment une population de 118,378 (d'après un dénombrement fait par ce ministère en 1939). La croyance populaire voulant que cette race soit en train de disparaître ne concorde pas avec les faits. Avant l'arrivée des Européens, les Indiens étaient à n'en pas douter plus nombreux, mais il n'existe aucune information sûre relativement à la population aborigène durant le régime français ou le régime anglais. Toutefois, la meilleure estimation de la population aborigène ou indienne de ce qui constitue présentement le Canada est de plus de 200,000 ou le double environ du chiffre ci-dessus mentionné. Depuis le début du siècle la tendance est à la hausse et marquée d'une augmentation progressive et passablement constante.

Administration.—*Des réserves ont été attribuées aux différentes peuplades indiennes du Dominion, leurs occupants étant placés sous la surveillance d'agents locaux du Ministère. Les activités du Ministère, en sa qualité d'administrateur des affaires des Indiens, comprennent l'instruction et les soins de la santé, le développement de l'agriculture et autres entreprises, l'administration des terres, fonds et biens et l'assurance générale du bien-être.

L'administration locale des bandes d'Indiens des réserves dispersées à travers le Canada est exercée par des agences du département, au nombre de 115. Le nombre de bandes relevant de ces agences varie d'une à plus de 30. Le personnel d'une agence se compose habituellement, en plus de l'agent, de divers fonctionnaires tels qu'un médecin, un commis, un instructeur agricole, une sage-femme ambulante, un garde, un instructeur-éleveur, etc., selon les besoins particuliers de chaque agence. Le travail des agences est contrôlé par le quartier général à Ottawa et, sur les lieux, par les inspecteurs du département, chacun de ceux-ci étant chargé d'un certain nombre d'agences; en Colombie Britannique, la surveillance des agences des Indiens relève du Commissaire des Indiens de la Colombie Britannique. Les déboursés pour venir en aide aux Indiens nécessiteux sont faits par le Gouvernement fédéral soit à même le budget fédéral, soit à même les fonds appartenant aux tribus indiennes.

* Revisé par T. R. L. MacInnes, secrétaire, Branche des Affaires Indiennes, Ministère des Mines et Ressources. Pour un exposé de l'administration antérieure, voir p. 951 de l'Annuaire de 1932.

Le Gouvernement a lancé un certain nombre d'entreprises spéciales par les diverses peuplades indiennes, lesquelles entreprises sont basées sur leurs besoins respectifs et comprennent la mise en valeur des ressources en fourrures dans des zones déterminées, l'encouragement des arts manuels indiens et l'organisation des exploitations agricoles.

La loi des Indiens pourvoit à leur émancipation. Lorsqu'un Indien est émancipé, il cesse d'être un Indien au sens de la loi et acquiert tous les droits de citoyenneté. Dans les provinces plus anciennes, où les aborigènes sont depuis plus longtemps en contact avec la civilisation, nombre d'entre eux se prévalent de cette prérogative. Toutefois, c'est avec la plus grande discrétion que le Gouvernement l'accorde, car du fait de leur affranchissement les Indiens sont soustraits à la protection assurée par la loi des Indiens. Il faut donc de toute nécessité veiller à ne pas accorder cette émancipation prématurément.

Jusqu'au 31 mars 1942, 1,430 Indiens se sont enrôlés dans l'armée active canadienne; 8 bandes ont souscrit $2,317 en certificats d'épargne de guerre; 12 bandes ou agences ont donné $4,565 à la Croix Rouge Canadienne; 13 bandes ont souscrit $1,717 aux services de guerre canadiens; une bande a versé $432 à la caisse de l'orphelinat de Londres; une bande a donné $69 pour les petits réfugiés catholiques. Les Indiens ont donné en outre $543 à la caisse appelée Wings for Britain et d'autres bandes ou particuliers, $1,940 pour l'effort de guerre du Canada.

Traités.—Dans les vieilles provinces de l'Est, les Indiens n'ont évolué que lentement comparativement au reste de la population. Il n'en a pas été ainsi dans l'Ouest de l'Ontario, les Provinces des Prairies et les Territoires, où les progrès rapides de la civilisation firent comprendre la nécessité de prendre des moyens prompts et efficaces pour protéger leurs droits moraux reconnus par le Gouvernement. Des traités furent conclus avec les Indiens en vertu desquels ces derniers cédaient à la Couronne leurs droits comme propriétaires naturels du pays. En échange, la Couronne s'engagea à affecter des réserves suffisantes, à verser des subventions en espèces, à pourvoir à des rentes per capita, à venir en aide à l'agriculture, à l'élevage des bestiaux, à la chasse, au piégeage etc., selon les besoins des circonstances, à pourvoir à l'instruction des enfants indiens et en général à sauvegarder les intérêts des Indiens. Ces traités ont été conclus de temps en temps quand l'occasion s'en est présentée et à mesure que de nouveaux territoires ont été ouverts. Il n'existe pas de traités avec les Indiens de la Colombie Britannique, sauf ceux du bloc de la Rivière-la-Paix, mais le Gouvernement ne s'est pas moins pour cela occupé de leur bien-être.

Dépenses du Gouvernement.—Au 31 mars 1942, le solde du fonds fiduciaire des Indiens est de $14,641,214 en regard de $14,415,831 un an auparavant. Les dépenses budgétaires à même le revenu consolidé sont: crédits votés par le Parlement pour les besoins du Département, $4,740,528; annuités statutaires, $262,127; et crédits supplémentaires, $78,018.

Population.—La Branche des Affaires Indiennes fait un recensement quinquennal des Indiens commis à ses soins. Les résultats du dernier de ces recensements, celui de 1939, donnent une population indienne totale de 118,378 comparativement à 112,510 en 1934 et 108,012 en 1929, soit une augmentation de 9·9 p.c. en 10 ans. Les détails en sont donnés dans le Rapport annuel du Ministère des Mines et Ressources de 1940. Les chiffres du tableau **2** sont ceux des sept recensements décennaux du Dominion depuis la Confédération et comprennent des milliers de personnes d'origine indienne qui ne sont plus sur les réserves mais qui vivent comme des citoyens ordinaires du Canada.

2.—Population indienne du Canada, recensements décennaux de 1871-1931

Province ou territoire	1871[1]	1881[1]	1891[2]	1901	1911	1921	1931
Ile du Prince-Edouard	323	281	314	258	248	235	233
Nouvelle-Ecosse	1,666	2,125	2,076	1,629	1,915	2,048	2,191
Nouveau-Brunswick	1,403	1,401	1,521	1,465	1,541	1,331	1,685
Québec	6,988	7,515	13,361	10,142	9,993	11,566	12,312
Ontario	12,978	15,325	17,915	24,674	23,044	26,436	30,368
Colombie Britannique	23,000	25,661	34 202	28,949	20,134	22,377	24,599
Manitoba				16,277	6,876	13,869	15,417
Saskatchewan					11,718	12,914	15,268
Alberta	56,000	56,239	51,249	26,304	11,630	14,557	15,258
Yukon				3,322	1,489	1,390	1,543
Territoires du Nord-Ouest				14,921	15,904	3,873[3]	4,046
Canada	**102,358**	**108,547**	**120,638**	**127,941[4]**	**105,492**	**110,596**	**122,920**

[1] Chiffres du recensement pour les provinces organisées et estimation pour le reste du Canada. [2] L'origine raciale ne fut pas relevée en 1891; chiffres du département des Affaires Indiennes. [3] L'extension des frontières de Québec, d'Ontario et de Manitoba en 1912 eut pour effet d'augmenter leur population indienne au recensement de 1921, au détriment des Territoires du Nord-Ouest. [4] Y compris 34,481 métis.

Instruction des Indiens.—Le travail du Ministère en matière d'instruction chez les Indiens est maintenant très développé. Au cours de l'année fiscale de 1941, il existe 370 écoles indiennes, dont 77 pensionnats comptant 8,774 élèves et 282 externats en comptant 8,427; il y a en plus 11 écoles publiques fréquentées par 224 Indiens. L'inscription totale aux écoles indiennes augmente de 12,799 en 1915–16 à 17,425 en 1940–41 et la fréquentation moyenne passe de 8,080 à 14,353 (63·1 p.c. à 82·4 p.c., de l'inscription). Plusieurs des externats et pensionnats donnent maintenant des cours de continuation et d'école supérieure; le budget des écoles indiennes pour l'année fiscale de 1941 s'établit à $1,908,274.

3.—Inscription et fréquentation moyenne aux écoles indiennes, années fiscales 1930-41

NOTA.—Pour les chiffres de 1916-29, voir p. 1091 de l'Annuaire de 1940.

Année	Internats		Externats		Toutes écoles		
						Fréquentation	
	Inscription	Moyenne de fréquentation	Inscription	Moyenne de fréquentation	Inscription	Nombre	Pourcentage par rapport à l'inscription
1930	7,302	6,476	8,441	5,103	15,743	11,579	73·6
1931	7,831	6,917	8,584	5,314	16,415	12,231	74·5
1932	8,213	7,400	8,950	5,707	17,163	13,107	76·4
1933	8,465	7,613	8,960	5,874	17,425	13,487	77·4
1934	8,596	7,760	8,852	5,592	17,448	13,352	76·5
1935	8,709	7,882	8,851	5,560	17,560	13,442	76·5
1936	8,906	8,061	9,127	5,788	18,033	13,849	76·8
1937	9,040	8,176	9,257	5,790	18,297	13,966	76,3
1938	9,233	8,121	9,510	5,978	18,743	14,099	75·2
1939	9,179	8,276	9,573	6,232	18,752	14,508	77·4
1940	9,027	8,643	9,369	6,417[1]	18,396	15,060	81·9
1941	8,774	8,651	8,427	6,110	17,425	14,353	82·4

[1] Revisée depuis la publication de l'Annuaire de 1941 de façon à inclure les enfants indiens fréquentant les écoles publiques.

Statistiques économiques.—Les statistiques sur les activités agricoles et d'élevage des Indiens, sur la valeur de leurs propriétés et de leurs biens personnels, paraissent dans le Rapport annuel du Ministère des Mines et Ressources.

4.—Terres indiennes, par classe et province, au 31 mars 1941

Province ou territoire	Non défrichées et non cultivées	Terres défrichées mais non cultivées	Terre en culture	Superficie totale des réserves
	acres	acres	acres	acres
Ile du Prince-Edouard	1,387	23	98	1,508
Nouvelle-Ecosse	16,059	1,565	563	18,187
Nouveau-Brunswick	35,932	1,052	410	37,394
Québec	154,418	14,423	6,208	175,049
Ontario	1,188,603	90,298	47,602	1,326,503
Manitoba	389,090	125,071	15,271	529,432
Saskatchewan	415,306	736,307	49,193	1,200,806
Alberta	373,136	918,974	56,417	1,348,527
Colombie Britannique	473,922	271,887	35,045	780,854
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	5,308	52	114	5,474
Canada	**3,053,161**	**2,159,652**	**210,921**	**5,423,734**

5.—Valeur et source des revenus des Indiens, par province, 1941

Province ou territoire	Valeur reçue de—					Salaires reçus	Total des revenus des Indiens[1]
	Produits de la ferme, le foin compris	Bœuf vendu ou consommé	Pêche	Chasse	Autres occupations		
	$	$	$	$	$	$	$
Ile du Prince-Edouard	1,000	280	475	150	1,200	1,650	4,755
Nouvelle-Ecosse	14,821	1,025	1,015	2,420	13,880	21,035	57,097
Nouveau-Brunswick	5,030	6,885	1,003	1,385	8,762	13,750	39,844
Québec	98,648	12,880	2,450	208,150	52,550	206,220	617,009
Ontario	352,649	108,744	187,250	465,032	241,930	442,070	2,258,551
Manitoba	125,551	22,220	46,800	143,500	36,015	87,000	566,220
Saskatchewan	252,440	56,499	21,750	53,127	39,995	60,956	652,751
Alberta	278,758	108,046	6,185	96,136	60,838	58,497	876,949
Colombie Britannique	487,275	105,310	524,900	229,986	206,745	772,150	2,474,447
Yukon et Territ. du N.-O.	10,362	Nil	14,340	248,260	4,810	7,585	304,565
Canada	**1,626,534**	**421,889**	**806,168**	**1,448,146**	**666,725**	**1,670,913**	**7,852,188**

[1] Y compris les revenus provenant de la coupe du bois, des mines et des annuités perçues à titre d'intérêts sur les fonds fiduciaires des Indiens et des loyers de terres.

Sous-section 2.—Les Esquimaux du Canada*

Les Esquimaux habitent les côtes de la terre ferme du nord et du littoral de la baie d'Hudson, de même que les îles de cette baie et de l'archipel arctique. Toutefois, dans la région Baker Lake-Chesterfield Inlet, sur le littoral occidental de la baie d'Hudson, se trouvent des bandes d'Esquimaux qui vivent principalement à l'intérieur des terres et qui tirent leur subsistance presque entièrement du caribou. Quant aux Esquimaux de la côte, ils se nourrissent surtout d'amphibies et de poissons et quelquefois de caribous venant de l'intérieur à l'époque de leur migration saisonnière. Ils se font des vêtements d'hiver avec la peau de ces animaux.

Il est difficile d'établir exactement le nombre d'Esquimaux au Canada à cause de leur vie nomade et de l'immensité de la région à travers laquelle ils sont dispersés.

* Préparé sous la direction de R. A. Gibson, directeur, Branche des Terres et Forêts, Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

D'après les plus récentes données, leur nombre total dans tout le Canada est d'environ 6,500 dans les Territoires du Nord-Ouest, à peu près 1,590 dans le Québec, 85 au Yukon, 62 au Manitoba et 3 en Alberta.

Les Esquimaux habitant les territoires qui ne sont pas constitués en provinces relèvent du Ministère des Mines et Ressources qui, grâce à certains règlements administratifs, y compris la création de réserves de chasse où seuls les indigènes ont droit de chasser et l'établissement d'un troupeau de rennes, conserve les ressources naturelles nécessaires à leur subsistance. Les autorités restent en contact avec les Esquimaux grâce aux stations permanentes établies dans l'Arctique oriental, central et occidental (il y a des médecins dans un certain nombre de ces stations) par des patrouilles de la Gendarmerie à cheval et au moyen de la patrouille annuelle de l'Arctique oriental du Canada, par bateau.

Section 5.—Pensions et autres dispositions en faveur des anciens combattants

L'administration des affaires des anciens combattants est confiée à la Branche des Pensions du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale. Cette branche exécute en outre, sous la direction de la Commission Canadienne des Pensions, certaines fonctions administratives en vertu de la loi des pensions et de la loi des assurances des anciens soldats. Le représentant de la Trésorerie est responsable de tous les paiements effectués conformément à ces lois.

En vertu d'un accord conclu avec le Ministère de la Défense Nationale, les services d'hospitalisation du Ministère des Pensions et de la Santé Nationale sont mis à la disposition des forces actives. Le nombre de patients admis dans ces hôpitaux au cours de l'année fiscale 1940–41 est de 51,964. Il est de plus de quatre fois les chiffres annuels correspondants d'avant-guerre. Le Ministère maintient des hôpitaux dans huit villes principales du Canada.

Le Ministère reçoit aussi dans ses hôpitaux les pensionnés qui, en raison de leur âge ou de leurs infirmités, ne pourraient autrement pourvoir à eux-mêmes. Ces cas se chiffrent à 327 le 31 mars 1941 comparativement à 360 à la même date en 1940, 407 en 1939 et 377 en 1938. La distribution d'appareils orthopédiques et chirurgicaux reste la même. Le nombre de pensionnés secourus au cours de l'année fiscale 1940-41 est de 6,302 en regard de 8,907 en 1939–40 et 10,732 en 1938–39. Les frais de secours s'établissent à $1,005,832 en 1940–41, $1,847,229 en 1939–40 et $2,186,683 en 1938–39.

Le Ministère assume toujours la responsabilité financière des accidents industriels survenus à des ouvriers bénéficiant d'une pension de 25 p.c. à 79 p.c. Au cours de l'année fiscale 1940–41, $62,674 sont payés dans 583 cas comparativement à $74,995 dans 502 cas en 1939-40 et $77,841 dans 455 cas en 1938-39.

Les déboursés du Ministère (y compris $1,178,326 pour la Santé Nationale et des crédits de guerre de $3,386,111) s'élèvent à $61,959,012 au cours de l'année fiscale de 1940–41. De ce montant $41,745,522 sont payés en pensions, $7,372,653 en allocations aux vétérans et $1,026,339 en secours-chômage. Le détail des dépenses est contenu dans le rapport annuel du Ministère pour 1940–41 à la p. 37.

Commission Canadienne des Pensions.—La Commission, aux termes de la loi des pensions, a juridiction exclusive pour traiter et décider de toutes les affaires relatives à l'adjudication et au montant d'une pension pour invalidité ou décès à la suite du service dans l'armée. Les règlements découlant de la loi des mesures de guerre (S.R.C. 1927, c. 206) donnent à la Commission le pouvoir de régler les cas de certaines autres personnes engagées dans un travail essentiel de guerre.

6.—Pensions en cours le 31 mars 1918-41

Année terminée le 31 mars	Personnes à charge		Invalides		Total	
	Pensions	Montant	Pensions	Montant	Pensions	Montant
	nomb.	$	nomb.	$	nomb.	$
1918	10,488	4,168,602	15,335	3,105,126	25,823	7,273,728
1919	16,753	9,593,056	42,932	7,470,729	59,685	17,063,785
1920	17,823	10,841,170	69,203	15,335,118	87,026	25,176,288
1921	19,209	12,954,141	51,452	18,230,697	70,661	31,184,838
1922	19,606	12,687,237	45,133	17,991,535	64,739	30,678,772
1923	19,794	12,279,621	43,263	18,142,145	63,057	30,421,766
1924	19,971	12,037,843	43,300	18,787,206	63,271	30,825,049
1925	20,015	11,804,825	44,598	19,816,380	6,4613	31,621,205
1926	20,005	11,608,530	46,385	21,456,941	6,6390	33,065,471
1927	19,999	11,419,276	48,027	22,811,373	6,8026	34,230,649
1928	19,975	11,209,351	50,635	24,374,592	70,610	35,583,853
1929	20,002	11,090,158	54,620	26,095,150	74,622	37,185,308
1930	19,644	10,742,518	56,996	27,059,992	76,640	37,802,510
1931	19,676	10,985,518	66,669	29,226,208	86,345	40,211,726
1932	19,308	10,859,806	75,878	30,998,571	95,186	41,858,377
1933	18,745	10,624,775	77,967	31,124,543	96,712	41,749,318
1934	18,236	10,339,971	77,855	30,453,454	96,091	40,793,425
1935	18,241	10,372,607	78,404	30,406,414	96,645	40,779,021
1936	18,175	10,381,121	79,124	30,473,353	97,299	40,854,474
1937	18,186	10,417,158	79,789	30,365,865	97,975	40,783,023
1938	18,105	10,411,095	79,876	30,270,960	97,981	40,682,055
1939	17,896	10,318,775	80,104	30,094,890	98,000	40,413,665
1940	18,177	10,610,293	80,133	29,845,959	98,310	40,456,252
1941	17,941	10,539,876	79,204	29,058,304	97,145	39,598,180

Bureau des vétérans et Commission d'allocations aux anciens combattants.—Un exposé de l'objet et des fonctions de ces deux organismes a paru à la p. 972 de l'Annuaire de 1941. Le tableau ci-dessous fait voir les transactions cumulatives de la Commission d'Allocations aux Anciens Combattants depuis sa création.

7.—Adjudications et rétablissements en vertu de la loi des allocations aux anciens combattants du 1er sept. 1930 au 31 mars 1941

Enumération	Au-dessus de 60 ans	Au-dessous de 60 ans	Total
	nomb.	nomb.	nomb.
Allocations approuvées du 1er septembre 1930 au 31 mars 1940	12,187	17,614	29,801
Allocations du 1er avril 1940 au 31 mars 1941	683	1,330	2,013[1]
Rétablissement du 1er avril 1940 au 31 mars 1941	82	44	126[1]
Total des adjudications et rétablissements au 31 mars 1941	12,952	18,988	31,940
Annulations pour toutes causes, décès, etc., du 1er sept. 1930 au 31 mars 1941	[2]	[2]	7,916
Nombre des bénéficiaires au 31 mars 1941	–	–	24,024[3]

[1] Y compris 937 adjudications et 29 rétablissements à la suite des amendements de 1938 à la loi des allocations aux anciens combattants. [2] Non disponible par groupe d'âge. [3] Le passif annuel occasionné par 24,024 cas en vigueur au 31 mars 1941 s'élève à $7,737,332.

Assurance des anciens combattants.*—La loi de l'assurance des anciens combattants est sous la juridiction de la Commission canadienne des Pensions, agissant pour le compte du Ministre des Finances. Le département fait les perceptions et le représentant de la Trésorerie effectue les paiements. Après plusieurs extensions, la période prescrite pour la réception des demandes s'est terminée le 31 août 1933.

* Revisé par C. H. Burton, chef de la Division des Assurances, Ministère des Pensions et de la Santé Nationale.

8.—Opérations en vertu de la loi de l'assurance des anciens combattants, années fiscales 1938-41

Nomenclature	1938	1939	1940	1941
Polices remises en vigueur.....nomb.	1,051	907	852	832
Polices rachetées contre espèces..... "	441	521	546	335
Polices en vigueur..... "	23,880	22,939	22,016	21,287
Chiffre d'assurance..... $	50,677,796	48,450,034	46,262,798	44,574,841
Chiffre du revenu des primes..... $	1,250,516	1,152,924	1,083,663	1,022,716
Dépenses..... $	843,813	870,525	918,776	777,728
Réclamations au décès depuis le début des opérations.....nomb.	4,361	4,654	4,931	5,222
Chiffres des réclamations..... $	531,619	1,133,651	513,679	583,850
Solde en caisse..... $	16,826,686	17,783,544	18,683,091	19,683,919

Section 6.—Etablissement des soldats au Canada*

En vertu de la loi de l'établissement des soldats de 1919, 25,017 colons-soldats ont été établis sur les terres à l'aide de prêts. Le 31 décembre 1941, il y a 7,661 colons-soldats et 6,374 colons ordinaires qui ont pris les terres abandonnées par d'anciens colons-soldats. A la fin de 1941, l'établissement des soldats du Canada compte 16,999 propriétés représentant un placement net de $27,904,661. Il y a 1,633 fermes dont 1,548 sont louées à bail; 4,776 colons ont remboursé leurs emprunts en entier et 2,903 propriétés ont été transférées aux municipalités et aux provinces subordonnément à l'article 21A de la loi de l'établissement des soldats.

En vertu du programme pourvoyant à l'établissement de 3,000 familles britanniques et subordonnément à l'accord conclu avec le gouvernement britannique en 1924, 3,346 familles sont venues s'établir au pays. De ce nombre, 2,082 avaient abandonné la terre au 31 décembre 1941, 64 avaient remboursé leurs emprunts, ce qui laisse 1,200 familles encore sur les fermes. En vertu de l'accord pour l'établissement de familles au Nouveau-Brunswick, 359 familles sont venues s'y établir dont 11 ont remboursé leurs emprunts, 217 ont abandonné la terre et 131 y sont restées.

Le nombre suivant de colons se sont prévalus de la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers pour demander assistance: 4,381 colons-soldats, 1,984 colons ordinaires et 1,554 familles de colons britanniques et du Nouveau-Brunswick. Il a été disposé de ces demandes de la façon suivante: 4,276 colons-soldats contractant une dette globale de $15,374,695—réduction de $6,750,836; 1,938 colons ordinaires et dette de $6,267,538—réduction de $2,619,405; 1,544 familles britanniques et dette de $7,140,167—réduction de $3,737,976.

Le personnel de direction du Ministère a fait l'évaluation des terres et fait rapport sur les demandes des fermiers (autres que ceux qui relèvent de l'établissement des soldats au Canada) en vertu de la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers. Au 31 décembre 1941, 16,467 évaluations de terres et rapports avaient été faits en Colombie Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario et les Provinces Maritimes.

Les autres enquêtes et évaluations faites durant l'année sont: par le Ministère des Mines et Ressources, 864; dans les districts ruraux au sujet de demandes faites en vertu de la loi des allocations aux anciens combattants de 1930, 5,550; pour le Ministère des Pensions et de la Santé Nationale et la Commission Canadienne des Pensions au sujet de demandes de secours et enquêtes spéciales au sujet de cas de pensions dans les districts ruraux, 1,006; et pour le Bureau des allocations familiales, 9,787. Les évaluations pour le compte du Ministère de la Défense Nationale sont au nombre de 360.

* Revisé par G. Murchison, directeur de l'établissement des soldats au Canada.

Section 7.—Secrétairerie d'État†

Le Ministère du Secrétaire d'Etat fut institué sous sa forme actuelle en 1873 par la fusion en un seul organisme des secrétaireries d'Etat du Dominion et des provinces. Le Secrétaire d'Etat est le porte-parole officiel du Gouvernement et le truchement de communication entre les gouvernements fédéral et provinciaux, toute la correspondance entre ceux-ci étant échangée entre lui et les lieutenants-gouverneurs. Il a également la garde du grand sceau du Canada et du sceau privé; enfin c'est l'intermédiaire par lequel les citoyens peuvent se faire entendre du Gouvernement.

Le Secrétaire d'Etat remplit aussi les fonctions de Registraire fédéral et contresigne toutes les proclamations, nominations, chartes, ordonnances, lettres patentes et autres documents revêtus du grand sceau et du sceau privé. Il a dans ses attributions l'application des lois sur les Chambres de Commerce, sur les compagnies, la loi de tempérance, les droits d'auteur, la naturalisation, les brevets d'invention, les syndicats ouvriers, la libération conditionnelle des détenus, la concurrence commerciale déloyale, 1932, les banqueroutes, ainsi que le rassemblement et la garde des documents parlementaires. D'autres lois et règlements appliqués par le Secrétaire d'Etat à la suite de la déclaration de guerre sont: l'ordre d'urgence sur les brevets, les dessins, les droits d'auteur et les marques de fabrique, 1939; les règlements sur le maintien de la discipline parmi les prisonniers de guerre et leur traitement, ainsi que certaines sections des règlements de la défense du Canada, et les règlements revisés sur le commerce avec l'ennemi, 1939. Le Secrétaire d'Etat s'occupe aussi de l'organisation et de l'administration des services de l'internement, des camps de réfugiés, du Bureau et du Séquestre des biens de l'ennemi (voir pp. 440-441, chapitre du commerce extérieur du présent ouvrage). Les statistiques concernant les brevets d'invention et les droits d'auteur paraissent au chapitre XVII, pp. 565-567.

Chartes d'incorporation.—Le tableau 9 donne les statistiques des compagnies incorporées en vertu de la loi des compagnies.

† Revisé par E. H. Coleman, C.R., LL.D., sous-secrétaire d'Etat, Secrétariat d'Etat.

9.—Nombre et capitalisation des compagnies incorporées sous la loi des compagnies et ses amendements, années fiscales 1926-41

NOTA.—Les statistiques des années 1900-25 ont paru à la p. 1100 de l'Annuaire de 1938.

Année	Nouvelles compagnies		Anciennes compagnies avec—				Augmentation brute de capital[1]	Augmentation nette de capital[1]
			Capitalisation augmentée		Capitalisation diminuée			
	Nombre	Capitalisation[1]	Nombre	Montant[1]	Nombre	Montant[1]		
		$		$		$	$	$
1926.....	801	353,342,800	48	33,303,500	47	43,797,780	386,646,300	342,848,520
1927.....	836	692,540,900	70	33,524,000	40	16,905,045	726,064,900	709,159,855
1928.....	1,102	538,595,570	82	179,167,100	31	37,123,580	717,762,670	680,639,090
1929.....	1,202	1,406,006,340	128	412,396,320	40	48,005,533	1,818,402,660	1,770,397,127
1930.....	1,280	1,346,138,367	127	293,496,800	35	46,955,000	1,639,635,167	1,592,680,167
1931.....	898	562,613,797	75	153,524,400	39	50,604,545	716,138,197	665,533,652
1932.....	760	294,770,312	43	27,981,750	44	52,773,618	322,752,062	269,978,444
1933.....	548	145,453,718	38	44,621,950	46	31,636,447	190,075,668	158,439,221
1934.....	531	175,239,320	38	62,615,060	61	86,810,799	237,854,380	151,043,581
1935.....	472	171,689,140	47	35,416,353	60	73,634,742	207,105,493	133,470,750
1936.....	371	141,237,550	41	54,073,000	76	79,640,610	195,310,550	115,669,940
1937.....	410	130,767,280	72	143,597,766	105	123,837,999	274,365,046	150,527,047
1938.....	358	104,401,299	47	22,571,383	60	33,229,414	126,972,682	93,743,267
1939.....	317	116,819,350	65	38,160,031	55	56,213,867	154,979,381	98,765,515
1940.....	296	53,497,600	49	18,222,400	27	14,204,053	71,720,000	57,515,947
1941.....	293	53,247,600	55	25,321,900	27	14,204,053	78,569,500	64,365,447

[1] Comprend les montants reçus contre des actions sans valeur nominale ou déclarée.

Naturalisations.—Les naturalisations effectuées sous le régime de la loi (S.R.C., 1906, c. 77) pendant les années civiles 1908 à 1917, inclusivement, sont données dans l'Annuaire de 1919, p. 612. Depuis le 1er janvier 1918, la seule méthode de naturalisation est celle connue sous le nom de loi de naturalisation "impériale", qui a été mise en vigueur le 1er janvier 1915. Jusqu'au 7 juillet 1919, cette loi avait été connue comme la loi de naturalisation de 1914; elle fut alors abrogée et la loi de naturalisation de 1919 la remplaça. Le 1er juillet 1920, la loi de naturalisation de 1919 fut à son tour abrogée et celle de 1914 fut rétablie et modifiée sous le titre de lois de naturalisation de 1914 et 1920. Un amendement adopté par le Parlement en 1923 supprima l'exclusion frappant les sujets de puissances ennemies pendant dix ans après la fin de la guerre. Toutes ces lois ont été refondues dans S.R.C. de 1927, c. 138. Actuellement tout aubain peut demander la naturalisation, quelle que soit sa nationalité. Cependant, en vertu de l'article 4, partie II de la loi, l'octroi d'un certificat de naturalisation à tout aubain est laissé à l'entière discrétion du Ministre qui peut, sans donner de raison, accorder ou refuser le certificat, selon qu'il juge le plus avantageux au bien public. Depuis le 15 janvier 1932, toute sujette britannique qui épouse un aubain conserve sa nationalité britannique, à moins que par le mariage elle n'acquière la nationalité de son mari, tandis que la femme d'un aubain ne devient plus sujette britannique par le fait que son mari s'est fait naturaliser. Elle doit s'adresser au Secrétaire d'Etat.

Le tableau **10** donne le nombre de certificats de naturalisation émis aux célibataires ou aux chefs de famille sous l'empire de ces lois les années civiles 1931 à 1940. Le nombre de personnes naturalisées au cours des années fiscales de 1931 à 1940, y compris (sauf les exceptions mentionnées ci-dessus) les femmes et les enfants mineurs de ceux qui ont reçu des certificats de naturalisation, paraît au tableau **11.**

10.—Certificats de naturalisation au Canada, par nationalité principale, années civiles 1931-40

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent que les naturalisations n'ont pas été rapportées sous l'item correspondant du talon.

Nationalité	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Albanais	4	2	2	4	4	5	13	1	4	2
Argentins	3	3	2	5	4	10	3	2	3	2
Autrichiens	1,050	1,057	659	804	1,015	996	1,069	750	457	503
Austro-Hongrois	5	3	5	Nil	3	4	6	Nil	2	3
Belges	257	284	305	267	383	373	486	314	305	189
Brésiliens	Nil	2	Nil	2	Nil	4	Nil	2	Nil	Nil
Bulgares	37	44	30	37	46	53	72	44	27	27
Chinois	22	5	1	1	7	6	2	4	4	2
Costa-Ricains	–	–	–	–	1	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Tchécoslovaques	646	1,078	964	910	1,052	1,080	1,364	991	977	459
Danois	249	285	390	418	677	771	686	327	379	389
Dantzikois	2	5	4	5	2	7	10	4	5	1
Egyptiens	Nil	Nil	2	Nil	1	Nil	2	Nil	1	Nil
Estoniens	14	16	24	34	51	44	34	29	14	10
Finlandais	319	329	359	410	601	601	687	624	547	438
Français	154	127	126	103	154	219	277	195	223	187
Allemands	449	530	675	899	1,495	2,079	1,851	997	951	477
Grecs	97	121	113	157	216	193	185	175	121	73
Hongrois	780	829	721	856	1,166	1,138	1,224	913	730	432
Islandais	30	21	8	24	31	29	22	14	23	16
Italiens	1,183	1,418	1,265	779	829	894	1,067	969	946	887
Japonais	7	Nil	1	10	49	49	41	16	17	18
Lettons	29	34	29	39	61	56	55	41	26	22
Lithuaniens	130	192	175	332	427	514	396	286	246	162
Luxembourgeois	4	8	5	Nil	4	12	8	6	13	4
Territoire de Memel	–	–	–	–	1	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Mexicains	2	Nil	1	Nil	3	"	1	1	"	"

10.—Certificats de naturalisation au Canada, par nationalité principale, années civiles 1931-40—fin

Nationalité	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Monténégrins	–	–	–	–	2	Nil	2	Nil	Nil	Nil
Hollandais	203	229	197	181	356	434	442	262	264	191
Norvégiens	412	453	498	521	687	737	724	395	352	330
Palestins	4	1	5	10	15	11	9	8	7	Nil
Persans	1	4	3	Nil	3	4	2	6	3	4
Polonais	2,623	4,240	3,749	4,279	6,113	6,302	6,949	5,104	4,186	3,062
Roumains	614	781	720	852	1,195	1,157	1,087	848	806	697
Russes	2,527	2,936	1,970	1,807	2,178	2,256	2,216	1,475	1,074	1,771
Espagnols	8	9	5	5	5	7	11	2	6	12
Suédois	442	375	385	444	638	704	681	376	377	355
Suisses	27	61	47	64	90	125	152	147	118	204
Syriens	53	86	77	60	69	55	80	70	46	49
Turcs[1]	56	40	30	33	54	28	31	29	28	30
Etats-Unis	1,652	1,877	1,374	1,240	1,905	2,170	2,013	1,098	1,072	1,782
Yougoslaves (Serbes-Croates-Slovènes)	646	1,018	1,160	979	882	888	845	686	660	382
Tous autres	11	24	54	47	66	55	51	77	117	162
Totaux	**14,752**	**18,527**	**16,240**	**16,618**	**22,541**	**24,070**	**24,866**	**17,288**	**15,137**	**13,334**

[1] Y compris Turcs syriens, arméniens, grecs, bulgares, palestins et mésopotamiens.

11.—Personnes naturalisées au Canada, par nationalité principale, années civiles 1931-40

Nationalité	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Albanais	6	2	2	4	4	5	13	1	4	2
Argentins	3	3	3	6	6	11	3	3	3	2
Autrichiens	2,015	1,320	817	973	1,190	1,193	1,276	945	572	766
Austro-Hongrois	11	3	7	11	5	7	8	Nil	3	5
Belges	540	387	387	331	474	453	601	365	359	224
Brésiliens	Nil	3	Nil	2	Nil	4	Nil	4	Nil	Nil
Bulgares	66	47	30	42	49	56	76	50	50	32
Chinois	24	8	1	1	11	7	4	6	6	2
Costa-Ricains	Nil	Nil	Nil	1	1	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Tchécoslovaques	1,471	1,503	1,313	1,154	1,450	1,447	1,858	1,439	1,298	604
Danois	407	334	486	526	829	898	782	378	437	445
Dantzikois	2	6	6	5	5	7	11	4	5	1
Egyptiens	Nil	Nil	2	Nil	1	Nil	2	Nil	1	Nil
Estoniens	20	16	28	40	57	48	36	29	15	12
Finlandais	634	409	431	477	697	679	790	709	611	500
Français	273	146	134	123	169	246	300	219	245	213
Allemands	810	648	851	1,076	1,716	2,415	2,071	1,121	1,057	543
Grecs	162	136	121	171	229	202	196	186	145	83
Hongrois	1,951	1,438	1,085	1,196	1,636	1,545	1,643	1,247	994	595
Islandais	52	26	9	29	34	37	25	15	28	25
Italiens	2,249	1,738	1,485	912	987	1,075	1,295	1,135	1,096	1,112
Japonais	9	Nil	2	18	61	60	51	23	24	32
Lettons	47	47	31	50	74	74	74	53	26	24
Lithuaniens	249	256	335	391	501	602	471	331	271	183
Luxembourgeois	8	10	6	Nil	4	17	11	6	15	5
Territoire de Memel	Nil	Nil	Nil	"	1	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
Mexicains	4	"	1	"	3	"	1	1	"	"
Monténégrins	5	3	1	"	2	"	3	Nil	"	"
Hollandais	405	303	253	236	467	548	570	318	307	233
Norvégiens	726	564	620	624	822	860	876	452	406	393
Palestins	7	2	5	13	15	11	11	13	11	Nil
Persans	1	9	3	Nil	6	4	2	8	4	6
Polonais	5,396	5,568	5,123	5,535	7,987	8,312	8,876	6,491	5,146	3,735
Roumains	1,209	944	934	1,086	1,513	1,540	1,354	1,044	959	893
Russes	5,823	5,464	2,987	2,575	2,989	3,167	2,887	1,889	1,343	2,642
Espagnols	14	10	5	11	10	7	11	2	6	12
Suédois	752	446	455	516	743	810	815	425	423	423
Suisses	50	73	54	78	101	141	164	156	135	218
Syriens	81	111	90	67	79	67	102	92	55	76
Turcs	96	53	35	40	60	39	38	35	32	48
Etats-Unis	3,251	2,375	1,757	1,535	2,309	2,624	2,390	1,314	1,260	2,480
Yougoslaves (Serbes-Croates-Slovènes)	1,390	1,379	1,487	1,199	1,186	1,182	1,106	883	843	453
Tous autres	11	27	60	46	70	68	74	96	140	178
Totaux	**30,230**	**25,817**	**21,442**	**21,100**	**28,553**	**30,468**	**30,877**	**21,488**	**18,315**	**17,200**

Section 8.—La Royale Gendarmerie à Cheval*

La Royale Gendarmerie à Cheval Canadienne est un corps civil, formé militairement et maintenu par le Gouvernement fédéral. Organisée en 1873 comme Gendarmerie à Cheval du Nord-Ouest, son développement est narré succinctement à la p. 1099 de l'Annuaire de 1940.

Maintenant, la Royale Gendarmerie à Cheval est chargée à travers le Canada de l'application des lois contre la contrebande par terre, par mer et par air. Elle met en vigueur les dispositions de la loi d'accise, voit à la suppression du trafic des narcotiques et drogues et à la mise en vigueur de la loi des oiseaux migrateurs; elle doit en plus coopérer avec les Ministères fédéraux des Mines et Ressources, des Pêcheries et divers autres à l'application de leurs lois respectives et, dans certains cas, à leurs devoirs administratifs. Elle est chargée de la surveillance des édifices publics et des docks. C'est la seule force constabulaire opérant dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, et elle est chargée de divers services fédéraux dans toutes les provinces du pays et dans les Territoires.

En vertu des dispositions de la loi concernant la Gendarmerie Royale, toute province peut conclure une entente avec le Gouvernement fédéral dans le but d'obtenir, moyennant rétribution, l'aide de la gendarmerie fédérale dans l'application des lois provinciales et du code criminel; dans le moment de telles ententes ont été conclues avec les provinces de l'Ile du Prince-Edouard, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Ce corps se trouve sous la juridiction d'un ministre de la Couronne, actuellement le Ministre de la Justice, et peut être employé dans le Canada entier. Avec un personnel de 300 en 1873, cette force se chiffre le 31 décembre 1941 à 4,569. Ses moyens de transport à la même date comprennent 139 chevaux, 609 véhicules-moteur, 2 avions et 264 chiens de trait. Elle entraîne et fait aussi usage de chiens policiers, au nombre de 14 à la fin de l'année. Le corps de gendarmerie comporte 13 divisions à effectifs inégaux réparties dans le Canada entier. L'engagement est d'un an, renouvelable pour une période de cinq autres années au plus. Les officiers reçoivent leur brevet de la Couronne. L'entraînement des recrues se fait à Regina (Saskatchewan) et à Rockcliffe, (près d'Ottawa), Ont. Des collèges sont établis pour la Gendarmerie à Regina et à Rockcliffe, où des cours de formation et d'instruction sont donnés pour maintenir la Force au courant des progrès de la criminologie. Toutes les forces policières du pays peuvent suivre ces cours.

En 1937, un corps de réservistes a été créé qui compte aujourd'hui 358 membres. Depuis lors, les réservistes requis ont été recrutés principalement dans les grands centres, tels que Montréal, Toronto, Winnipeg, Edmonton, Calgary et Halifax, où les hommes peuvent être facilement rassemblés et où l'instruction peut être donné le soir.

Comme les attributions de la Force se sont considérablement accrues depuis le début de la guerre en septembre 1939, le Commissaire a reçu l'autorisation de réengager au besoin 500 anciens membres de la Force, 5 recrues et 2,500 constables spéciaux. Le Commissaire de la Royale Gendarmerie à Cheval est le Registraire général des sujets d'un pays ennemi. La garde des endroits vulnérables à travers le Dominion

* Revisé par S. T. Wood, Commissaire de la Royale Gendarmerie à Cheval.

repose en grande partie sur la Milice Canadienne et la Royale Gendarmerie à Cheval. La Royale Gendarmerie à Cheval a fourni une compagnie de prévôté, comprenant environ 184 hommes, à la Force Active Canadienne.

Section 9.—Service Civil du Canada

Organisation.*—Un exposé de l'évolution du Service Civil et de l'organisation de la Commission du Service Civil a paru aux pp. 978-979 de l'Annuaire de 1941.

Depuis le début de la guerre, plusieurs nouveaux ministères et plusieurs nouvelles divisions ont été créés lesquels, organisés subordonnément à la loi des mesures de guerre, ne tombent pas automatiquement sous les dispositions de la loi du service civil. Néanmoins, un ordre en conseil a été adopté le 19 avril 1940, pourvoyant à ce que "les pouvoirs de faire des nominations et de traiter les questions de personnel conférés par la loi des mesures de guerre au Gouverneur en Conseil seront, à moins d'instructions contraires de la part du Conseil du Trésor, exercés, subordonnément à l'approbation du Conseil du Trésor et après enquête sur les besoins et les taux d'appointements, par la Commission du Service Civil." Il en résulte que la Commission du Service Civil fournit le personnel à ces nouvelles divisions par la méthode compétitive, tandis que les fonctionnaires d'administration et techniques sont nommés, règle générale, par le Gouverneur en Conseil. Même lorsque les nominations doivent être faites par le Gouverneur en Conseil, la Commission du Service Civil est consultée sur la nécessité de la position et sur le taux des appointements. Durant la guerre, presque toutes les nominations sont temporaires et le noyau de fonctionnaires permanents des ministères reste le même.

Statistiques du Service Civil†.—Depuis avril 1924, chaque département transmet au Bureau Fédéral de la Statistique un état mensuel de son personnel et de sa rémunération, conformément à un plan qui permet la comparaison entre les départements et d'une année à l'autre. L'institution de ce système fut précédée d'une investigation qui remonta jusqu'en 1912.

De 1914 à 1920, le nombre de fonctionnaires augmenta très rapidement en raison de l'expansion des fonctions administratives et de l'imposition de nouvelles taxes, celles-ci nécessitant l'engagement d'employés supplémentaires en qualité de percepteurs. De nouveaux services tels que le Ministère des Pensions et de la Santé Nationale et la Commission de l'établissement des soldats furent de même créés. En janvier 1920, l'on comptait 47,133 employées; c'est le plus haut niveau atteint jusqu'à janvier 1940 alors que leur nombre s'élève à 49,624. L'augmentation de plus de 13,830 employés en 1940 est surtout due à l'établissement des ministères des Munitions et Approvisionnements et des Services Nationaux de Guerre et l'extension de l'activité du Ministère de la Défense Nationale, particulièrement les services de l'air. En mars 1941, 13,160 personnes étaient employées au Ministère des Postes, remplissant des fonctions d'un caractère plutôt industriel qu'administratif et étant payées à même les bénéfices de ce Ministère plutôt qu'à même le produit des impôts.

* Revisé par Mlle E. Saunders, secrétaire, Commission du Service Civil, Ottawa.
† Revisé par le colonel J. R. Munro, chef de la Branche de la Statistique des Finances, Bureau Fédéral de la Statistique, Ottawa.

12.—Employés du Service Civil (permanents et temporaires) ainsi que les salaires globaux, janvier 1925-41

NOTA.—Ces chiffres ne comprennent pas les personnes des "classes non énumérées" dont le nombre ne peut pas être donné tous les mois. De plus, les chiffres ci-dessous ne sont pas comparables à ceux des années antérieures donnés à la p. 1146 de l'Annuaire de 1939, parce que diverses classes autrefois omises d'employés (à temps partiel, saisonniers, etc.) sont maintenant comprises.

Année	Employés	Salaires	Bonis	Salaires et bonis
	nomb.	$	$	$
1925	38,645	4,473,470	166,461	4,639,931
1926	39,097	4,699,076		4,699,076
1927	39,440	4,786,615		4,786,615
1928	40,740	5,161,558		5,161,558
1929	42,038	5,428,058		5,428,058
1930	43,525	5,443,749		5,643,749
1931	45,167	5,757,554		5,757,554
1932	43,784	5,653,169		5,653,169
1933	41,920	4,775,591	Nil	4,775,591
1934	41,346	4,698,536		4,698,536
1935	41,348	4,757,045		4,757,045
1936	40,813	5,000,539		5,000,539
1937	43,413	5,210,210		5,210,210
1938	43,859	5,505,877		5,505,877
1939	45,437	5,725,081		5,725,081
1940	49,624	6,114,363		6,114,363
1941[1]	63,454	7,339,601		7,339,601

[1] Sujet à revision.

13.—Employés du Service Civil et dépenses globales en salaires et gages, par ministère et branche principale, mars 1940 et mars 1941

NOTA.—Dans ce tableau, les tirets indiquent qu'il n'existe pas de données aux item du talon correspondant. Le nombre de personnes dans les "classes non énumérées" n'est pas compris dans ce tableau, mais leur rémunération est entrée dans les "dépenses".

Ministère et branche	Mars 1940		Mars 1941	
	Nombre	Rémunération	Nombre	Rémunération
	nomb.	$	nomb.	$
Agriculture—				
Administration centrale	101	14,393	102	13,278
Service des marchés	745	117,826	681	96,353
Service de la production	1,285	191,807	1,187	117,787
Fermes expérimentales	523	119,679	472	110,399
Service scientifique	429	63,524	404	66,433
Réhabilitation des fermes des Prairies	270	50,029	180	43,076
Loi d'assistance agricole aux Prairies	[1]	–	64	13,860
Services spéciaux de guerre	9	1,369	20	3,197
Totaux, Agriculture	3,362	558,627	3,110	524,383
Archives	69	10,821	55	9,092
Auditeur général	280	36,692	292	42,312
Directeur des élections	38	5,955	16	2,447
Commission du service civil	277	28,545	364	35,537
Affaires Extérieures—				
Bureau du Premier Ministre	34	4,244[2]	26	3,454[2]
Administration	73	11,211	83	10,879
Bureaux des passeports	[3]	–	74	5,867
Bureau du Haut-Commissaire, Londres, Angl.	46	10,846[2]	49	11,752[2]
Bureau du Haut-Commissaire, Canberra, Australie	2	1,777[2]	5	1,869[2]
Bureau du Haut-Commissaire, Wellington, N.-Z.	1	1,084[2]	3	1,334[2]
Bureau du Haut-Commissaire, Dublin, Irlande	3	1,619[2]	5	1,950[2]
Bureau du Haut-Commissaire, Prétoria, Af. du Sud	1	625	3	1,302
Légation canadienne à Washington	21	6,395[2]	23	7,356[2]
Légation canadienne à Paris	14	4,387[2]	5	3,569[2]
Légation canadienne à Bruxelles, Belgique	5	2,528[2]	2	715[2]
Légation canadienne à La Haye, Pays-Bas	4	779[2]	2	1,997[2]
Légation canadienne à Tokio, Japon	10	2,275[2]	11	2,611[2]
Société des Nations	5	1,597[2]	2	927[2]
Totaux, Affaires Extérieures	219	49,367[2]	293	55,582[2]

[1] Service non organisé l'année fiscale 1940. [2] Comprend allocations de subsistance. [3] Compris dans "Administration" pour 1940.

13.—Employés du Service Civil et dépenses globales en salaires et gages, par ministère et branche principale, mars 1940 et mars 1941—suite

Ministère et branche	Mars 1940		Mars 1941	
	Nombre	Rémunération	Nombre	Rémunération
	nomb.	$	nomb.	$
Finances—				
Administration centrale	210	32,150	257	34,761
Contrôleur de la Trésorerie	1,735	211,312	2,919	335,859
Monnaie Royale Canadienne	140	21,572	154	19,672
Commission du tarif	18	4,333	17	4,404
Totaux, Finances	2,103	269,367	3,347	394,696
Pêcheries	312	64,753	289	62,934
Secrétariat du Gouverneur Général[1]	11	2,500	13	2,650
Chambre des Communes	225	32,223	552	73,000
Assurances	53	10,626	53	10,495
Commission Internationale des eaux limitrophes	6	2,625	5	2,000
Justice—				
Administration centrale	54	10,477	54	10,298
Division des pardons	15	2,203	15	2,317
Division des achats	6	810	6	815
Pénitenciers	1,010	129,237	979	122,675
Cour Suprême	20	3,653	22	4,095
Cour de l'Echiquier	9	1,827	10	1,888
Totaux, Justice	1,115	148,207	1,086	142,088
Travail—				
Administration centrale	114	18,460	121	19,881
Rentes viagères	63	19,153	60	21,635
Enseignement technique	1	192	1	912
Secours aux chômeurs	70	10,330	60	9,111
Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre	55	6,352	103	11,570
Services spéciaux de guerre	[2]	–	10	1,844
Totaux, Travail	303	54,487	355	64,233
Bibliothèque du Parlement	24	4,527	24	4,592
Mines et Ressources—				
Administration centrale	67	12,747	64	11,954
Immigration	600	85,605	594	84,104
Affaires Indiennes	1,067	89,491	1,040	86,454
Terres, parcs et forêts	599	75,210	582	72,418
Mines et géologie	441	82,717	419	76,730
Arpentage et génie	403	74,405	579	69,127
Totaux, Mines et Ressources	3,177	420,175	3,278	400,787
Munitions et Approvisionnements	[2]	–	1,244	168,604
Défense Nationale—				
Administration centrale	188	25,514	165	23,389
Service de la Milice	725	68,416	626	62,480
Service Naval	208	79,746	206	118,630
Aviation	141	16,952	10,518	918,295
Topographie militaire	16	3,820	16	3,825
Collège Royal Militaire	83	11,175	74	6,996
Arsenal de Québec et inspection des munitions	74	95,263	36	378,008
Urgence de guerre (tous services)	2,157	172,904	3,415	296,951
Totaux, Défense Nationale	3,592	463,790	15,056	1,808,574
Conseil National de Recherches	310	47,656	585	83,429
Revenu National—				
Administration centrale	4,385	760,734	4,149	658,294
Division de l'impôt sur le revenu	1,315	183,885	1,755	222,436
Totaux, Revenu National	5,700	944,619	5,904	880,730
Services Nationaux de Guerre	[2]	–	1,079	78,859
Pensions et Santé Nationale—				
Pensions	2,047	248,056	2,455	288,115
Commission canadienne des pensions	200	33,840	193	31,733
Santé	301	57,668	312	80,224
Tribunal d'Appel des pensions	5	682	[3]	–
Commission d'assistance aux anciens combattants	25	3,076	20	2,370
Totaux, Pensions et Santé Nationale	2,578	343,322	2,980	402,442

[1] Y compris les traitements des aides-de-camp, mais non leur nombre. [2] Service non organisé l'année fiscale 1940. [3] Tribunal aboli.

13.—Employés du Service Civil et dépenses globales en salaires et gages, par ministère et branche principale, mars 1940 et mars 1941—fin

Ministère et branche	Mars 1940		Mars 1941	
	Nombre	Rémunération	Nombre	Rémunération
	nomb.	$	nomb.	$
Postes—[1]				
Administration centrale	937	119,405	1,082	131,146
Service extérieur	11,920	4,828,489	12,078	4,589,367
Totaux, Postes	12,857	4,947,894	13,160	4,720,513
Conseil Privé—				
Bureau du Conseil Privé	21	3,969	19	3,812
Nominations de guerre	1	250	4	307
Bureau du Registraire des Ordres en Conseil	1	115	1	115
Imprimerie Nationale et Papeterie	665	101,723	709	110,216
Travaux Publics—				
Administration centrale	261	48,670	258	47,912
Service extérieur	3,989	390,506	4,280	379,338
Totaux, Travaux Publics	4,250	429,176	4,538	427,250
Royale Gendarmerie à Cheval	127	281,800	251	322,707
Secrétaire d'Etat	408	62,840	423	65,255
Surintendant des banqueroutes	13	2,437	11	2,022
Sénat	79	11,947	140	18,242
Etablissements des soldats sur la terre	265	38,907	258	41,832
Commerce—				
Quartier général et branches diverses	74	12,794	81	12,804
Commission des grains	621	106,291	622	109,168
Bureau Fédéral de la Statistique	552	65,804	576	64,850
Poids et mesures	148	21,062	149	21,156
Gaz et électricité	105	17,729	111	17,942
Office des Renseignements Commerciaux	102	48,392	103	48,127
Bureau cinématographique	30	4,841	32	5,155
Expositions	20	3,993	20	3,682
Elévateurs du Gouvernement canadien	143	19,517	129	16,925
Commission canadienne de la marine marchande	6	839	9	1,296
Commission Nationale du cinématographe	[2]	–	7	1,445
Totaux, Commerce	1,801	301,262	1,839	302,550
Transports—				
Administration centrale	5,313	573,771	5,504	627,334
Commission des transports	101	23,050	100	23,950
Totaux, Transports	5,414	596,821	5,604	651,284
Grands totaux	**49,656**	**10,288,025**	**66,937**	**11,915,571**

[1] Les statistiques ne comprennent pas un certain nombre de bureaux de poste non comptables. Il convient de noter aussi que les dépenses des bureaux de poste sont contre-balancées par les recettes; voir texte, p. 954. [2] Non établi l'année fiscale 1940.

Section 10.—Paris de courses

Par la modification apportée en 1920 à l'article 235 du code criminel, le contrôle des paris de courses, d'après le système du pari mutuel, tombe sous la juridiction du Ministère de l'Agriculture. Le système est entré en vigueur au cours de la saison de 1921. Le contrôle effectif est exercé par la Gendarmerie Royale depuis la saison de courses de l'année 1921. Les statistiques en sont connues depuis 1924 et sont données à la p. 1104 de l'Annuaire de 1940 pour 1924–29 et à la p. 983 de l'Annuaire de 1941 pour 1930–39. Comme elles sont publiées dans le rapport annuel du Ministère de l'Agriculture, elles seront omises des éditions futures de l'Annuaire du Canada.

Section 11.—Commission du Tarif

La Commission du Tarif a été constituée par une loi du Parlement en 1931 (c. 55, 21-22 Geo. V). Les pp. 983-984 de l'Annuaire de 1941 décrivent les fonctions de la Commission; comme aucun changement ne s'est produit; la matière n'est pas répétée dans ce volume.

Section 12.—Commission du Commerce et de l'Industrie du Dominion

Le travail de cette commission se rattache étroitement à celui de la Commission du Tarif. Le lecteur pourra consulter à ce sujet la note paraissant sous la section 11 ci-dessus.

Section 13.—Autres administrations diverses

Certains domaines de l'activité du Gouvernement fédéral tels que la Commission des Eaux Limitrophes et certaines activités spécialisées du Ministère des Mines et Ressources sont étudiés dans l'édition de 1930 de l'Annuaire comme suit:

Commission des Eaux Limitrophes, pp. 1030–1031;
Service géodésique, p. 1031;
Service Topographique, p. 1032;
Observatoire du Dominion, p. 1033.

PARTIE II.—ADMINISTRATION D'ÉTAT EN TEMPS DE GUERRE

La loi des mesures de guerre, la loi de mobilisation des ressources nationales et autres pièces législatives confèrent au Gouvernement de nouveaux pouvoirs très étendus. Elles l'autorisent à compléter la mobilisation du capital humain et des ressources matérielles de la nation dans toute la mesure nécessaire à la sécurité de l'Etat. La direction et la maîtrise de l'effort national de façon à assurer une contribution de guerre maximum ont nécessité un élargissement immense des cadres administratifs de temps de guerre. Les ministères existants ont été agrandis et de nouveaux ont été créés. En outre, de nombreuses commissions, agences, etc., ont été mises sur pied qui sont chargées de résoudre les problèmes nés du passage à une économie de temps de guerre. L'introduction du présent ouvrage contient un relevé général des réalisations de ces services de temps de guerre, etc., au cours de l'année écoulée, et les divers chapitres donnent des aperçus plus détaillés d'un grand nombre de ces organismes auxquels il est référé de façon suffisante dans l'index et dans certains cas, dans l'introduction. La description présentée ici expose brièvement les attributions principales des deux nouveaux ministères fédéraux de temps de guerre: le Ministère des Munitions et Approvisionnements et le Ministère des Services Nationaux de Guerre, de façon à donner une idée de l'objet de chacun dans le programme général de guerre.

Section 1.—Ministère des Munitions et Approvisionnements

Le Ministère des Munitions et Approvisionnements a été créé en vertu de la loi sur le Ministère des Munitions et Approvisionnements [c. 3, 1939 (2ème session) telle que modifiée par le c. 31, 1940]. Il a pris existence et est entré en fonctions le 9 avril 1940, succédant à la Commission des Approvisionnements de Guerre, laquelle

avait été elle-même substituée au Conseil des Achats de la Défense institué en juillet 1939. Tous les achats de fournitures et d'équipement de guerre du Ministère pour le compte des forces armées, du programme d'entraînement aérien du Commonwealth Britannique, du Royaume-Uni, des Dominions, des Etats-Unis d'Amérique et autres gouvernements alliés sont centralisés. Le Ministère construit et réalise les projets de défense nécessaires aux services armés. Il est chargé en outre de la mobilisation et de la conservation des ressources nécessaires à la poursuite de la guerre.

Les fonctions du Ministère relatives aux réquisitions sont dévolues à des divisions de la production et des achats et à des compagnies d'Etat. En ce qui concerne les approvisionnements, ceux-ci sont laissés à des contrôleurs qui jouissent de vastes pouvoirs sur les approvisionnements de marchandises et de matériaux essentiels. La Branche des Priorités du Ministère fixe les priorités de production, de transport et de livraison et émet des ordonnances en conséquence.

Le Ministère ne décide pas lui-même des marchandises et des matériaux qui doivent être achetés. Il agit plutôt en qualité d'agent d'achat des services combattants. Il n'examine pas non plus, ni n'accepte ni ne paye lui-même les munitions et les approvisionnements achetés. L'inspection est confiée à ceux qui doivent faire usage des marchandises achetées, lesquelles sont payées par des fonctionnaires du Trésor du Ministère de la Défense Nationale et du Trésor canadien. Certains des projets, toutefois, ont été organisés sous la forme de compagnies qui sont la propriété exclusive de l'Etat comme, par exemple, la fabrication des armes portatives et des instruments de précision, l'emmagasinage des matériaux stratégiques et l'exercice de la surveillance.

La production intensive des matériaux et des fournitures de guerre a nécessité l'affectation d'une proportion sans cesse croissante des ressources canadiennes à l'usage de guerre. La mise sur pied de cette partie de l'effort a exigé une importante mesure de contrôle sur l'activité économique canadienne, et les contrôleurs surveillent et règlementent l'usage des matières premières et des industries connexes. Sont responsables devant le Ministre des Munitions et Approvisionnements, les contrôleurs du bois, des machines-outils, des métaux, des huiles, de l'énergie, de l'acier, des véhicules-moteur, de la réparation des navires, des produits chimiques, de la circulation et des approvisionnements. Les contrôleurs sont constitués en commission de contrôle des industries en temps de guerre qui agit en qualité d'agence consultative mutuelle et entretient des rapports directs avec la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre. La population est au courant de plusieurs des ordonnances des contrôleurs dans la mesure où elles portent sur le régime quotidien. Ces ordonnances sont étudiées dans divers chapitres de l'Annuaire, tels par exemple les chapitres sur les Mines et Minéraux, les Manufactures, etc. (voir l'index).

Jusqu'à l'entrée des Etats-Unis en guerre et dans une mesure beaucoup plus grande depuis, des officiers de liaison du Ministère ont maintenu des relations étroites avec les départements correspondants du Gouvernement des Etats-Unis. Des citoyens des Etats-Unis et du Canada font partie de commissions mixtes qui veillent à l'effort de production des deux pays et l'orientent dans une direction parallèle et complémentaire, dans le but d'obtenir le meilleur rendement de l'usage des ressources et des facilités et, partant, une production maximum de guerre.

Section 2.—Ministère des Services Nationaux de Guerre

Le Ministère des Services Nationaux de Guerre a été créé par acte du Parlement en juillet 1940 pour collaborer à l'application des dispositions de la loi de mobilisation des ressources nationales, 1940, qui pourvoit à la mobilisation de toutes les ressources utilisables—humaines et matérielles—de la nation. Il a en outre le pouvoir d'encourager, organiser et coordonner les services de guerre volontaires et de faire l'usage le plus efficace des services existants et des contributions matérielles en vue de la poursuite de la guerre. Tel qu'organisé subordonnément au C.P. 8488 du 31 octobre 1941, il se compose des divisions suivantes: division de l'enregistrement national; division de la mobilisation; division de l'information publique; division des services volontaires et auxiliaires; division des services volontaires des femmes et division de la récupération. En outre, la Société Radio-Canada (voir pp. 584–585), le Bureau Canadien du Tourisme et la Commission Nationale du Cinématographe ont été placés, par un ordre en conseil des premiers mois de 1941, sous la juridiction du Ministre des Services Nationaux de Guerre.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources humaines, le Ministère utilise les dossiers de l'enregistrement national pour déterminer ceux qui devront faire leur entraînement militaire. Ces fonctions relèvent des commissions d'administration de chacune des 13 divisions administratives sous la juridiction immédiate de l'un des sous-ministres associés.*

Le Service de l'Information Publique utilise la presse, le cinéma, la radio et l'affichage de même que tous les autres médiums publicitaires connus pour porter à l'attention de la population les faits et les idées qui l'armeront pour la grande lutte dans laquelle le pays est engagé. Des brochures, plaquettes et feuillets contenant des résumés des faits relatifs à l'effort de guerre du Canada et des sujets de nature à inspirer sont distribués dans les écoles, les collèges, les universités, parmi les unions ouvrières, les clubs sociaux, les chambres de commerce et les organisations paroissiales. Les renseignements sont soigneusement triés. Ils proviennent du Canada et d'ailleurs et sont distribués à travers le Canada, les Etats-Unis et autres parties du monde.

La division des services volontaires et auxiliaires applique la loi sur les secours de guerre et contrôle les appels au public pour des fonds en marge de la guerre. Les services auxiliaires, notamment la caisse de guerre de l'Ecusson rouge de l'Armée du Salut, la caisse des huttes de l'armée des Chevaliers de Colomb, la caisse des services de guerre du Y.M.C.A. canadien, la caisse des services de guerre de la Légion Canadienne et la Ligue de la Marine du Canada assurent des services aux membres des forces armées et de la marine marchande aussi bien au sein qu'à l'extérieur des établissements militaires au Canada et ailleurs. Le coût de ces services auxiliaires est défrayé par le Gouvernement. Les questions relatives aux endroits où ces services auxiliaires doivent s'exercer et à la façon dont ils doivent l'être relèvent de la Branche des Services Auxiliaires du Ministère de la Défense Nationale, mais les fonds nécessaires à ces fins pour l'année fiscale courante ($6,000,000) sont puisés aux crédits de guerre votés au Ministère des Services Nationaux de Guerre. Des budgets détaillés doivent être soumis à ce ministère par les services auxiliaires; ces budgets sont ensuite référés par le Ministère à un comité de citoyens représentant toutes

* Le major-général L.-R. Laflèche, D.S.O.

les parties du Canada et connu sous le nom de Comité national de la caisse des secours de guerre. Ce comité examine minutieusement tous les budgets et recommande les montants à accorder. Le Ministère vérifie ces dépenses.

La Division des Services Volontaires des Femmes a pour objet de coordonner les efforts volontaires des femmes canadiennes et d'encourager l'organisation de services volontaires de femmes sur une base locale, pour qu'ils répondent mieux aux besoins de la région et puissent conjuger leurs efforts avec ceux des organismes de guerre.

La Division de Récupération est chargée de créer à travers le Canada des corps de volontaires pour la collection de rebuts, d'encourager l'usage croissant des facilités des municipalités dans la collection de rebuts, de faciliter et de diriger la publicité des campagnes de récupération.

Toutes les activités de censure en rapport avec le gouvernement ont été transférées à ce Ministère, sous le Directeur de la Censure, qui est directement responsable au Ministre. Jusqu'ici, la censure était répandue dans plusieurs ministères. Ces activités sont maintenant unifiées et sujettes à un contrôle central et elles ne relèvent que du Ministre des Services Nationaux de Guerre.

Le Bureau Canadien du Tourisme a été transféré au Ministère, et un comité connu sous le nom de Comité du Développement du Tourisme a été créé et placé sous la présidence de l'un des sous-ministres conjoints* du Ministère. Les activités du Bureau ont été de toute nécessité grandement réduites à cause de la guerre.

La Division de l'Enregistrement National, qui a effectué l'enregistrement national d'août 1940 et qui en a depuis gardé les dossiers, les tenant à la disposition des départements gouvernementaux, a été transférée au Ministère du Travail par un Ordre en Conseil C.P. 2253 du 21 mars 1942. Ce Ministère en a fait une section, chargée des relevés du capital humain, qui sera maintenue pour les fins du Service Sélectif National.

* M. le juge T. C. Davis.

CHAPITRE XXVIII.—SOURCES DE LA STATISTIQUE ET AUTRES INFORMATIONS OFFICIELLES CONCERNANT LE CANADA

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Bureau Fédéral de la Statistique	962
Section 2. Lois appliquées par les ministères fédéraux	973
Section 3. Publications des ministères fédéraux	976
Section 4. Publications des gouvernements provinciaux	983
Section 5. Rapports des commissions royales fédérales et provinciales, et rapports choisis de commissions royales britanniques intéressant le Canada	990

La principale source d'information sur la situation actuelle du pays se trouve au Bureau Fédéral de la Statistique, organisé comme centre des statistiques canadiennes et dont une description paraît à la section 1. La section 2 contient une liste des lois du Parlement appliquées par les différents ministères fédéraux et la section 3, une bibliographie des publications officielles de ces différents ministères. La section 4 donne une bibliographie des publications des gouvernements provinciaux. La section 5 présente une liste de commissions royales nommées par le Dominion ou les provinces ainsi que de commissions royales britanniques intéressant le Canada.

Section 1.—Bureau Fédéral de la Statistique

Le Bureau Fédéral de la Statistique fut créé par une loi de 1918 (8–9 George V, c. 43*) comme département statistique central du Canada. La loi était la consolidation de toute la législation antérieure sur les statistiques et était basée sur le rapport d'une commission sur les statistiques, nommée en 1912, qui recommandait (a) une série de réformes et d'agrandissements spécifiques dans les statistiques canadiennes et (b) des directives de coordination statistique pour le Dominion sous une direction centrale. En 1915, à la suite des recommandations de ce rapport, la fonction de Statisticien du Dominion a été créée, mais ce n'est qu'en 1918 que les recommandations de la commission prirent corps dans la législation.

L'Annuaire de 1941, aux pp. 987–988, donne les principales caractéristiques de la loi de la statistique et expose la croissance, l'organisation et les fins du Bureau. Un exposé plus complet de la formation du Bureau est donné aux pp. 984–987 de l'Annuaire de 1922–23.

Publications.—Les crédits que le Parlement vote chaque année au Bureau affectent des sommes spécifiées à l'impression et à la polygraphie de rapports et bulletins. Les rapports imprimés sur caractère sont confiés à l'Imprimeur du Roi, mais le Bureau lui-même opère une batterie de presses à copier où sont polygraphiés et brochés tous les autres bulletins publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique.

La méthode présente de distribution des publications est basée sur les ventes au public au coût réel du papier et du travail d'impression seulement; la compilation, la rédaction et les autres frais généraux ne sont pas compris. Le but est de mettre le

* Consolidé comme loi de la statistique (c. 190, S.R.C. 1927).

plus possible ce service à la disposition du public et d'en répartir ainsi les frais de compilation et généraux qui sont les princiaux item dans le coût total. Un abonnement spécial de $30 par année donne droit à un exemplaire de chaque publication excepté les bulletins de nouvelles. Il y a également d'autres abonnements spéciaux pour des séries de publications dans des groupes distincts; ceux-ci sont montrés dans les différentes sections de la liste qui suit.

Les demandes de rapports doivent être adressées au Bureau Fédéral de la Statistique; elles doivent indiquer la publication particulière ou la série de rapports auxquels sont intéressés ceux qui les demandent et contenir la remise nécessaire sous forme d'un chèque ou mandat de poste payable au Receveur Général du Canada, Ottawa.

ADMINISTRATION—

Rapport annuel du Statisticien du Dominion. (Compris dans le rapport annuel du Ministère du Commerce, prix 25 cents.)

POPULATION—

1. *RECENSEMENT—*

(A) Rapport du Septième Recensement du Canada, 1931:—

Vol. I. Sommaire—Rapport de l'administration du septième recensement suivi d'un résumé des faits principaux des recensements de la population et de l'agriculture, des institutions, des établissements de commerce et de service, etc., et d'analyses recoupées s'y rattachant. L'appendice donne une bibliographie complète du matériel de recensement et reproduit pour les années spécifiées les chiffres les plus importants depuis 1605, disposés en ordre chronologique. Le volume contient aussi une série de tables de longévité pour le Dominion et chaque province. *Prix, toile $1.50, broché $1.*

Vol. II. Population par subdivision locale—état conjugal, origine raciale, religion, lieu de naissance, année d'immigration, langue, degré d'instruction, fréquentation scolaire, etc. *Prix, toile $1·50, broché $1.*

Vol. III. Age de la population—classifiée par sexe, état conjugal, origine raciale, religion, lieu de naissance, langue, degré d'instruction, année d'immigration, naturalisation, etc. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. IV. Lieu de naissance, origine raciale et année d'immigration de la population—classification et classifications recoupées par état conjugal, naturalisation et citoyenneté, religion, langue, degré d'instruction, fréquentation scolaire. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. V. Gains des employés à gages, habitations, ménages, familles, aveugles et sourds-muets—classifications recoupées par lieu de naissance, état conjugal, année d'immigration, naturalisation et citoyenneté, origine raciale, religion, langue, degré d'instruction, fréquentation scolaire. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. VI. Chômage—classifié par industrie, occupation, cause, âge, sexe, état conjugal, période de chômage, lieu de naissance, origine raciale, année d'immigration. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. VII. Occupations et industries—classifications recoupées par lieu de naissance, race, âge, sexe, etc. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. VIII. Agriculture—Population des fermes, exploitations agricoles et superficies, tenure, valeur des propriétés et des produits de la ferme, étendue et rendement des récoltes, bétail, dettes hypothécaires et dépenses des fermes, outillage des fermes, facilités et chemins, marchés coopératifs, etc. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

Vol. IX. Institutions—Hôpitaux pour les malades—genre, lits, facilités, mouvement des hospitalisés, personnel, capital engagé, entretien, recettes et dépenses, etc.; hôpitaux pour les maladies mentales—mouvement des hospitalisés, leurs psychoses, âge, lieu de naissance, origine raciale, condition économique, état conjugal, entourage, degré d'instruction, religion, administration et personnel, etc.; institutions de bienfaisance et de charité—genre, mouvement des hospitalisés, finances, hospitalisés, âge, sexe, administration et personnel, etc.; établissements pénitentiaires et correctionnels—détenus, offenses, sentences, âge, lieu de naissance, citoyenneté, origine raciale, occupation antérieure, entourage, instruction, état conjugal, conditions sociales, service outre-mer, personnel administratif, recettes et dépenses. *Prix, toile $1, broché 75 cents.*

37214—61½

POPULATION—suite

1. *RECENSEMENT*—suite

(A) Rapport du Septième Recensement du Canada, 1931—fin

Vols X et XI. Etablissements de commerce et de service—Classifications recoupées du commerce de détail par genre d'affaires, type d'exploitation, importance du commerce, employés, salaires et gages, capitaux engagés, loyer et autres dépenses d'opération, crédit, etc.; classifications recoupées du commerce de gros par type d'établissement, genre d'affaires, dépenses d'opération, etc.; avec rapports spéciaux sur le commerce de détail dans les centres urbains et ruraux, les magasins en chaînes, les magasins d'alimentation de détail, les pharmacies, les hôtels, les cinémas, les achats et les ventes coopératifs, etc. *Prix, toile $1, broché 75 cents, chaque volume.*

Vols XII et XIII. Monographies tirées des recensements—consistant en une série d'études de problèmes canadiens importants tels que: (1) croissance de la population; (2) répartition de l'âge du peuple canadien; (3) fécondité de la population du Canada; (4) origines raciales et lieux de naissance du peuple canadien; (5) analphabétisme et fréquentation scolaire au Canada; (6) composition rurale et urbaine du peuple canadien; (7) la famille canadienne; (8) le logement au Canada; (9) dépendance de la jeunesse; (10) structure occupationnelle du peuple canadien; (11) chômage; (12) population agricole fondamentale; (13) tables de longévité canadienne 1931. Les nos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11 et 13 ont déjà paru séparément (nos 9 et 13 épuisés); le reste est en voie de préparation. *Prix de chaque monographie, 35 cents, excepté le n° 11 qui est de 50 cents l'exemplaire.*

AGRICULTURE—

Population des fermes, superficies, tenure, valeurs, facilités et bétail; valeur des grandes cultures, légumes, fruits et produits forestiers: publiés séparément pour chaque province. *Prix, 25 cents chacune.*

(B) Bulletins du Septième Recensement du Canada, 1931:—

(1) POPULATION—*Bulletins définitifs.*—(XVI) Ages par province. (XIX) Appareils radiophoniques au Canada en 1931. (XXVII) Population immigrée classifiée par sexe, pays de naissance, province de résidence, année d'arrivée au Canada et citoyenneté des nés à l'étranger, 1931. (XXIX) Lieu de naissance de la population classifiée selon la nativité des parents au Canada et par province, 1931. (XXX) Canadiens et autres nationaux. (XXXI) Population active de dix ans et plus du Canada et des provinces, 1931. (XXXII) Degré d'instruction, langue et état conjugal de la population de dix ans et plus, 1931. (XXXIII) Gains des employés à gages du Canada et des provinces, 1931. (XXXIV) Age de la population active de dix ans et plus du Canada et par province, 1931. (XXXVII) Répartition d'âge par groupe d'âge de cinq ans pour les cités, villes et villages de 5,000 âmes et plus, 1931. (XXXVIII) Population des divisions municipales de la cité de Montréal par groupe d'âge de cinq ans, état conjugal, lieu de naissance, origine raciale, religion, fréquentation scolaire et degré d'instruction, par sexe, 1931. (XL) Population des divisions municipales des cités de Toronto, Vancouver, Winnipeg, Hamilton, Quebec et Ottawa par groupe d'âge de cinq ans, état conjugal, lieu de naissance, origine raciale, religion, fréquentation scolaire et degré d'instruction, par sexe, Recensement de 1931. (XLI) Orientaux, de dix ans et plus, actifs, par race, occupation et sexe, en Colombie Britannique, 1931. (XLIII). Aveugles. (XLIV) Sourds-muets. (XLV) Origine raciale de la population active de dix ans et plus du Canada et des provinces. (XLVI) Lieu de naissance de la population active de dix ans et plus du Canada et des provinces, 1931. (XLVII) Etat conjugal de la population féminine active de quinze ans et plus du Canada et des provinces, 1931. Répartition des occupations par industrie. Chômage et gains des employés à gages—(I) Saint-John, N.-B.; (II) Winnipeg, Man.; (III) Kitchener, Ont. Tendances occupationnelles au Canada, 1891-1931. *Réimpressions.*—Distribution d'âge. Gains des employés à gages.

[NOTA.—*Pour les monographies du recensement sur la population, voir vols XII et XIII.*]

(2) AGRICULTURE.—*Bulletins définitifs.*—Produits animaux sur les fermes, par comté—(VII) Ontario; (VIII) Québec; (IX) Colombie Britannique. Bétail sur les fermes, par comté—(X) Ile du Prince-Edouard; (XI) Nouvelle-Ecosse; (XII) Nouveau-Brunswick; (XIII) Manitoba; (XIV) Saskatchewan; (XV) Alberta; (XVI) Colombie Britannique. (XVII) Ontario. (XX) Bétail vendu vivant, bétail abattu, jeunes animaux élevés, 1930, et bétail de race pure sur les fermes, 1931, par comté ou division de recensement. (XXIV) Produits forestiers des fermes, par comté ou division de recensement, 1930. (XXV) Etat des terres agricoles, par comté ou division de recensement, 1931. (XXVI) Superficie des grandes cultures, par comté ou division de recensement, 1931.

(C) Rapport du recensement quinquennal des Provinces des Prairies, 1936.—

Vol. I. Population et agriculture. *Prix, $1.*

Partie I. POPULATION—Age, état conjugal, lieu de naissance, origine raciale, immigrés, citoyenneté, naturalisation, langue parlée et langue maternelle, années d'école, degré d'instruction, fréquentation scolaire.

POPULATION—suite

1. *RECENSEMENT*—suite

(C) Rapport du recensement quinquennal des Provinces des Prairies, 1936—fin:—

Partie II. AGRICULTURE—Population agricole, main-d'oeuvre agricole et semaines de travail loué, superficie et état de la terre agricole occupée, valeur des fermes et valeur des produits agricoles, revenus agricoles, dépenses agricoles, hypothèques, liens et taux d'intérêt, grandeur de la ferme, tenure, grandes cultures, récoltes manquées, bétail, animaux vendus vivants, animaux abattus et produits animaux, types de ferme, machinerie agricole, achat et vente coopératifs, fermes inhabitées, fermes vacantes ou abandonnées, âge du fermier, nombre d'années qu'il est fermier et nombre d'années sur sa ferme actuelle, lieu de naissance du fermier, origine raciale du fermier, immigrés fermiers et durée de séjour au Canada, ruchers.

Vol. II. Employés rémunérés, employés à gages, chômage au 1er juin 1936. Gains et emploiement durant l'année de recensement terminée le 1er juin 1936, bâtiments, habitations, ménages et familles—Occupation, âge, état conjugal, lieu de naissance, période d'arrivée des immigrés, origine raciale, status, années d'école, industrie, hommes à la retraite, causes du chômage le 1er juin 1936, durée du chômage, assistance, employés à gages potentiels (14-24 ans), bâtiments, habitations, tous ménages, ménages normaux, ménages d'employés à gages, tenure et sous-tenure, valeur de la maison, loyer mensuel, chambres occupées, genre d'habitation, grandeur du ménage, familles dans le ménage, logeurs, gains des chefs de ménage, toutes familles, familles normales, familles d'employés à gages, familles ayant une femme comme chef, gains des chefs de famille. *Prix, $1.*

[NOTA.—*Les vols I et II sont publiés séparément pour chaque province; prix, 50 cents chacun.*]

(D) Bulletins du recensement quinquennal des Provinces des Prairies, 1936.—

(1) POPULATION.—*Bulletins définitifs.*—(XX) Population définitive des Provinces des Prairies, *prix 25 cents.* (XXI) Occupations et industries des employés avec rémunération des cités de 10,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXIII) Classification de la population par province, *prix 25 cents.* (XXIV) Chômage parmi les employés à gages des cités de 10,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXVI) Gains et emploiement parmi les employés à gages des cités de 10,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXVII) Occupations et industries des employés avec rémunération pour les provinces de Manitoba, Saskatchewan et Alberta, *prix 25 cents.* (XXIX) Chômage parmi les employés à gages des provinces de Manitoba, Saskatchewan et Alberta, *prix 25 cents.* (XXX) Chômage et gains parmi les employés à gages secourus et non secourus dans les cités de 30,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXXI) Gains et emploiement parmi les employés à gages des provinces de Manitoba, Saskatchewan et Alberta, *prix 25 cents.* (XXXII) Gains des chefs de famille employés à gages par tenure et grandeur de la famille dans les cités de 10,000 âmes et plus, *prix 25 cents.* (XXXIII) Occupations relativement à la durée de la vie scolaire pour le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, *prix 25 cents.*

(2) AGRICULTURE.—*Bulletins définitifs.*—(XXII) Manitoba, Rapport préliminaire sur l'agriculture, *prix 25 cents.* (XXV) Saskatchewan—Rapport préliminaire sur l'agriculture, *prix 25 cents.* (XXVIII) Alberta—Rapport préliminaire sur l'agriculture, *prix 25 cents,*

(E) Bulletins du huitième recensement du Canada, 1941:—

(1) POPULATION.—*Bulletins préliminaires. (Prix: 10 cents)*—(5) Population des comtés, townships, cités et villes de la province de l'Ile du Prince-Edouard. (11) Population des districts électoraux fédéraux des provinces de l'Ile du Prince-Edouard, de Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick. (14) Population des districts électoraux des Provinces des Prairies. (15) Population des divisions de recensement, municipalités ou subdivisions de la province de Colombie Britannique. (16) Population des districts électoraux fédéraux de la province de Colombie Britannique. (17) Population des divisions de recensement, municipalités ou subdivisions des Provinces des Prairies. (18) Population des districts électoraux fédéraux de la province d'Alberta. (19) Population des districts électoraux fédéraux de la province d'Ontario. (20) Population du Canada par province, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. (21) Population des comtés, cités, villes et autres subdivisions de la province de Nouvelle-Ecosse. (22) Population des comtés, cités, villes, villages et autres subdivisions de la province du Nouveau-Brunswick. (23) Population des comtés, cités, villes, villages et autres subdivisions de la province d'Ontario. (24) Population des comtés, cités, villes, villages, paroisses, townships et autres subdivisions de la province de Québec. (25) Population, par sexe, des provinces, comtés ou divisions de recensement.

(2) LOGEMENT.—Série de bulletins concernant les conditions de logement dans les cités de 30,000 âmes et plus. *Prix, 10 cents.* 25 ont été publiés jusqu'à date.

(3) AGRICULTURE.—*Bulletins préliminaires. (Prix, 10 cents chacun).*—(1) Nombre de fermes à fruits et à légumes au Canada, par province. (3) Manitoba: nombre de fermes occupées et de fermes à fruits et à légumes, par division de recensement et municipalité. (4) Saskatchewan: nombre de fermes occupées et de fermes à fruits

POPULATION—fin

1. *RECENSEMENT*—fin

(E) Bulletins du huitième recensement du Canada, 1941—fin:

et à légumes, par division de recensement et municipalité. (5) Nouveau-Brunswick: nombre de fermes occupées et de fermes à fruits et à légumes par comté et paroisse. (6) Ile du Prince-Edouard: Nombre de fermes occupées et de fermes à fruits et à légumes par comté et township. (8) Alberta: nombre de fermes occupées et de fermes à fruits et à légumes par division de recensement et municipalité. (9) Ontario: nombre de fermes occupées et de fermes à fruits et à légumes par comté ou township. (10) Manitoba: superficie en grandes cultures, 1941. (11) Ontario: superficie de grandes cultures, 1941. (12) Colombie Britannique: nombre de fermes occupées et de fermes à fruits et à légumes par subdivision de recensement. (13) Ile du Prince-Edouard: superficie de grandes cultures, 1941. (14) Québec: nombre de fermes occupées et de fermes à fruits et à légumes par comté. (15) Nouveau-Brunswick: superficie de grandes cultures, 1941. (16) Alberta: superficie de grandes cultures, 1941. (17) Saskatchewan: superficie de grandes cultures, 1941.

II. ESTIMATION DE LA POPULATION DANS LES INTERVALLES DE RECENSEMENT

III. STATISTIQUES VITALES

Rapport annuel des statistiques vitales du Canada, *prix 50 cents.* Rapport préliminaire annuel des statistiques vitales du Canada, *prix 25 cents.* Rapport préliminaire trimestriel des statistiques vitales du Canada, *prix 50 cents par année.* Rapport mensuel des naissances, décès et mariages enregistrés dans les cités, *prix 50 cents par année.* Une étude sur la mortalité maternelle, infantile et néo-natale, 1926-40, *prix 25 cents.* Rapport annuel sur le divorce, *prix 10 cents.* Une liste de rapports parus les années précédentes et non encore épuisés est donnée dans l'édition 1941 de l'Annuaire.

PRODUCTION—

I. RELEVÉ ANNUEL DE LA PRODUCTION

Comprenant et donnant séparément les valeurs brute et nette—(1) La production primaire (agriculture, forêts, pêche, piégeage, mines et énergie électrique), (2) la production secondaire (industrie manufacturière en général, travail à façon et réparation et construction), et (3) les analyses provinciales et per capita, explication de méthode, *prix 25 cents.*

II. AGRICULTURE (*Prix d'abonnement à toutes les publications de la Branche de l'Agriculture, $10 par année*).

(1) *Production agricole.*—Bulletin trimestriel de la statistique agricole avec table des matières et index, *prix $1 par année.* (Le registre officiel des statistiques courantes sur l'agriculture, comprend les rapports sur l'état des cultures, les prix, la température, etc.—les estimations des superficies, des rendements, de la qualité et de la valeur des grandes cultures—la valeur des terres agricoles, les gages des employés—le nombre et la valeur du bétail et des volailles des fermes—l'industrie laitière—les fruits—les œufs—le tabac—l'apiculture—les produits de l'érable—la graine de trèfle—la fibre de lin—diverses cultures—les stocks de grain—le sommaire annuel de la valeur de la production agricole—les nombres-indices des prix agricoles, production et valeurs.) Extraits du Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole:—(a) Le commerce d'engrais chimiques au Canada; (b) Dépenses des fermes en Alberta et en Saskatchewan, 1934; (c) Relevé des dépenses d'opération des fermes, Canada, 1938, *prix 10 cents.* (d) Production d'animaux de boucherie et consommation de viande au Canada, 1920-38. L'influence de la précipitation et de la température sur les champs de blé des Provinces des Prairies, 1921-1940. Statistiques annuelles des fruits, des pépinières et de la floriculture, *prix 25 cents.* Manuel statistique du tabac canadien, *prix 25 cents.* Manuel d'instructions des correspondants agricoles et sommaires des principales statistiques agricoles annuelles. Rapports sur les récoltes—publiés aux dates indiquées dans le programme des rapports sur les récoltes couvrant: *(a)* Projets d'ensemencement des grandes cultures; *(b)* Pertes causées par le froid et état printanier des prairies de blé d'automne, de seigle d'automne et des prairies de foin et trèfle; *(c)* Progrès des semailles de printemps; *(d)* Superficie, état, rendement, stocks en main et valeur des grandes cultures; *(e)* Rapports agricoles télégraphiques, juin-septembre, toutes les semaines pour les Provinces des Prairies et tous les quinze jours pour tout le Canada, *prix $2 par année.* Rapports mensuels sur l'état (saisonnier) avec estimations préliminaires de la production pour: *(a)* Fruits et légumes, *prix $1 par année*; *(b)* Tabac, *prix $1 par année.*

(Voir aussi le recensement agricole sous la rubrique "Population.")

(2) *Grains et produits du grain—(a)* Rapport annuel sur le commerce du grain du Canada, *prix 50 cents; (b)* Revue mensuelle sur la situation du blé; *prix $1 par année; (c)* Revue trimestrielle du grain secondaire canadien, *prix $1 par année. (d)* Statistiques du grain canadien (rapport hebdomadaire sur les stocks et les mouvements du grain), *prix $2 par année. (e)* statistiques des meuneries du Canada (mensuel), *prix 50*

PRODUCTION—suite

II. AGRICULTURE—fin

cents par année; (f) Liste des meuneries et leur capacité, *prix $1; (g)* La situation du grain en Argentine (mensuel), *prix $1 par année; (h)* Commerce mondial d'orge, 1927–1937, *prix 50 cents; (i)* Commerce mondial de farine de blé, 1926–38, *prix 50 cents.*

(3) *Bétail et produits animaux—(a)* Rapport annuel statistique sur le bétail et les produits animaux, *prix 50 cents; (b)* Estimations annuelles de la consommation de viande, *prix 15 cents; (c)* Relevés annuels du bétail et de la volaille aux 1er juin et 1er décembre, *prix 25 cents. (d)* Rapport annuel sur la production de volaille et œufs, *prix 25 cents. (e)* Rapports mensuels sur les stocks des entrepôts frigorifiques au Canada (1) Stocks de beurre, fromage et œufs dans les principales cités du Canada, *prix 25 cents par année;* (2) Viande et saindoux, *prix $1 par année;* (3) Poisson, *prix $1 par année;* (4) Produits laitiers et de basse-cour, *prix $1 par année;* (5) Fruits et légumes canadiens, *prix 50 cents par année; (f)* Résumé annuel des stocks des entrepôts frigorifiques, *prix 25 cents; (g)* Stocks en gros de denrées alimentaires au Canada en entreposage frigorifique et ordinaire, 1920-1939, *prix 25 cents; (h)* Revue mensuelle de la situation laitière, *prix $1 par année; (i)* La situation laitière au Canada (trimestriel), *prix $1 par année (j)* Rapport annuel sur la statistique de l'industrie laitière du Canada, *prix 25 cents.*

(4) *Autres.*—Rapport annuel sur la production et la valeur de miel et cire d'abeille. Rapport annuel sur les produits de l'érable. Rapports périodiques sur le revenu en espèces provenant de la vente des produits de ferme, *prix 10 cents.* Rapport de la Conférence sur les statistiques agricoles, Ottawa, 30 mars-2 avril 1936.

III. FOURRURES

Rapports préliminaires sur les fermes à fourrure, *prix 10 cents.* Rapport annuel sur les fermes à fourrure, *prix 25 cents.* Liste de compagnies, firmes et particuliers engagés dans l'industrie des fermes à fourrure au Canada (publié en quatre sections), *prix $1 par section.* Bulletin provisoire des statistiques sur la production de fourrures brutes, *prix 10 cents.* Bulletin annuel sur la production de fourrures brutes (comprenant les pelleteries des trappeurs et les ventes des fermes à fourrure), *prix 25 cents.*

IV. PÊCHERIES

Rapport statistique annuel des pêcheries, *prix 35 cents.* Bulletins provisoires sur le poisson pris et vendu, par province: Ile du Prince-Edouard, *prix 10 cents;* Nouvelle-Ecosse, *prix 10 cents;* Nouveau-Brunswick, *prix 10 cents;* Québec, *prix 10 cents;* Ontario, Provinces des Prairies et Yukon, *prix 10 cents;* Colombie Britannique, *prix 10 cents;* Canada, *prix 10 cents.*

V. FORÊTS

Résumé annuel de la valeur, etc. de la production forestière (couvrant l'abatage en forêts, les scieries, les fabriques de bardeaux, les papeteries et pulperies, etc., la production d'étais de mines et de poteaux et traverses et la production des fermes en bois de chauffage, piquets, etc.), *prix 25 cents.*

Voir aussi les rapports sur les manufactures de produits forestiers sous l'en-tête "Manufactures", section VII, sous-section (5).

VI. PRODUCTION MINÉRALE (MINES ET MÉTALLURGIE)

NOTA.—*Tous les rapports miniers, métallurgiques et chimiques comprenant les rapports des groupes (6), (7), (8) et (9), p. 969, $15 par année.*

(1) Général—(a) Rapport annuel sur la production minérale au Canada, 1939,* *prix 50 cents; (b)* Rapport préliminaire (semi-annuel) sur la production minérale au Canada, *prix 25 cents; (c)* Rapports mensuels sur les principaux minéraux—rapports sur la production d'or, de pétrole-gaz naturel. *Abonnement annuel, $1 par rapport.*

(2) Charbon—(a) Rapport annuel statistique de la houille au Canada, 1939,* *prix 50 cents; (b)* Relevé sommaire mensuel statistique de la houille et du coke au Canada, *prix $1 par année; (c)* Rapport trimestriel statistique de la houille et du coke au Canada, *prix 50 cents par année.*

(3) Bulletins annuels sur l'industrie minière—Métaux—L'industrie minière de l'or au Canada (comprenant l'or alluvionnaire, l'extraction du quartz aurifère, du cuivre-or-argent, et tableaux relatifs à la production canadienne et mondiale), *prix 50 cents.* L'industrie minière de l'argent au Canada (comprenant le minerai argent-cobalt-arsenic et argent-plomb-zinc), *prix 25 cents.* L'industrie de l'extraction, du smeltage et de l'affinage du nickel-cuivre, *prix 25 cents.* L'industrie de la fonte et de l'affinage des non ferreux, *prix 25 cents. La série complète des rapports miniers (à l'exception du charbon), prix $7.*

* Les rapports des années subséquentes ont été discontinués pour la durée de la guerre.

PRODUCTION—suite

VI. PRODUCTION MINÉRALE (MINES ET MÉTALLURGIE)—fin

Métalloïdes—Abrasifs, *prix 15 cents;* Amiante, *prix 25 cents;* Feldspath et quartz, *prix 25 cents;* Gypse, *prix 25 cents;* Oxydes de fer, *prix 25 cents;* Gaz naturel, *prix 25 cents;* Pétrole brut, *prix 25 cents;* Sel, *prix 25 cents,* Talc et stéatite, *prix 15 cents,* divers métalloïdes (comprenant barytes, fluorine, sulfate de magnésie, eaux minérales, mousse, tourbe, phosphate, brique siliceuse, carbonate de sodium, sulphate de sodium), *prix 25 cents.*

Matériaux de construction—Ciment, *prix 25 cents;* Argile et produits de l'argile, *prix 25 cents;* Chaux, *prix 25 cents;* Sable et gravier, *prix 25 cents;* Pierre, *prix 50 cents.*

[*Voir aussi les rapports sur le fer et l'acier et leurs produits, manufactures de métaux non ferreux, de métalloïdes et de produits chimiques et connexes, sous l'en-tête "Manufactures", section VII, sous-section (6), (7), (8) et (9).*]

VII. MANUFACTURES

NOTA.—*Pour statistiques des forces motrices et des usines centrales électriques, voir l'en-tête "Utilités publiques", p. 971.*

(1) *Général*—Rapport général sur les industries manufacturières du Canada, *prix 50 cents;* Distribution géographique des industries manufacturières du Canada, *prix 50 cents;* Aussi des rapports sur les provinces et les principales villes: Québec, *prix 25 cents;* Ontario, *prix 25 cents;* Colombie Britannique, *prix 25 cents;* Provinces des Prairies, *prix 25 cents;* Provinces Maritimes, *prix 25 cents.* Quantité de la production manufacturière au Canada, 1923–29; Gains hebdomadaires des employés à gages des deux sexes engagés dans les industries manufacturières du Canada, 1934–36, *prix 25 cents.*

(2) *Transformations des substances végétales* (Biennal)—Rapport général de la transformation des substances végétales, *prix 50 cents.* Bulletins annuels: *(a)* divers aliments comprenant le café, le thé et les épices, *prix 25 cents; (b)* Préparation des fruits et légumes, comprenant mise en boîtes, évaporation et mise en conserves et marinades, sauces, vinaigre et cidre, *prix 25 cents; (c)* Farine et produits de meunerie, *prix 25 cents; (d)* Pain et autres produits de boulangerie, *prix 25 cents; (e)* Biscuits et confiserie, comprenant cacao et chocolat, *prix 25 cents; (f)* Macaroni et vermicelle, *prix 25 cents; (g)* Liqueurs distillées, *prix 25 cents; (h)* Brasseries, *prix 25 cents; (i)* Vin, *prix 25 cents; (j)* Industrie du caoutchouc, *prix 25 cents; (k)* Aliments préparés pour le déjeuner, *prix 15 cents; (l)* Raffineries de sucre, *prix 25 cents; (m)* Produits du tabac, *prix 25 cents; (n)* Huiles de graine de lin et de fèves soya, *prix 15 cents; (o)* L'industrie de la mise en conserve, *prix 25 cents; (p)* Crème glacée, *prix 15 cents; (q)* Empaquetage de fruits et légumes (préliminaire), *prix 10 cents; (r)* Eaux gazeuses, *prix 25 cents; (s)* Provende pour le bétail et la volaille, *prix 25 cents; (t)* Stocks de tabac non ouvré en mains (rapport trimestriel), *prix $1; (u)* Stocks de fruits et légumes en conserves (rapport trimestriel), *prix $1.*

(3) *Produits animaux et leur transformation*—Rapport annuel comme suit: L'industrie des produits laitiers, *prix 25 cents;* Bulletins annuels: *(a)* Abattage, conservation des viandes et saucisses et boyaux à saucisse, *prix 25 cents; (b)* Fromage composé, *prix 10 cents; (c)* Tanneries, *prix 15 cents; (d)* Diverses marchandises en cuir, courroies en cuir, crépins en cuir, *prix 25 cents; (e)* Chaussures en cuir, *prix 25 cents; (f)* Gants et mitaines en cuir, *prix 20 cents; (g)* Fourrures, préparation et teinture, *prix 25 cents.* Bulletin mensuel sur la production de chaussures, *prix $1 par année* (y compris l'annuel.) Bulletin mensuel sur les produits concentrés du lait, *prix $1 par année* (y compris rapport annuel sur l'industrie des fabriques laitières).

[*Voir aussi rapports sur le bétail, etc., sous l'en-tête "Agriculture".*]

(4) *Industries textiles et connexes* (Biennal)—Rapport général des industries textiles au Canada, *prix 50 cents.* Bulletins annuels suivants: *(a)* Tissus de coton (cotonnades, filés, fils et déchets), *prix 35 cents; (b)* Tissus de laine (étoffes, filés, déchets, tapis et lainages, *n.a.é.*), *prix 35 cents; (c)* Industrie de la soie, *prix 25 cents; (d)* Vêtement, confection pour hommes, y compris mercerie, *prix 25 cents; (e)* Vêtements, confection pour femmes, *prix 25 cents; (f)* Chapeaux et casquettes, *prix 25 cents; (g)* Bonneterie et tricots, *prix 25 cents; (h)* Vêtements huilés et imperméables, *prix 15 cents; (i)* Cordage, corde et ficelle, *prix 25 cents; (j)* Corsets, *prix 15 cents; (k)* Sacs de coton et de jute, *prix 15 cents; (l)* Teinture et finissage des textiles, *prix 15 cents; (m)* Auvents, tentes et voiles, *prix 15 cents.*

(5) *Transformation des produits forestiers**—Rapports imprimés, *prix 50 cents chacun. (a)* Industrie du bois; *(b)* Industrie de la pulpe et du papier; *(c)* Industries utilisant le bois; *(d)* Industries utilisant le papier. Bulletins annuels: *(a)* L'industrie du bois, *prix 35 cents; (b)* Répartition du bois au Canada et aux Etats-Unis (biennal), *prix 35 cents; (c)* L'industrie de la pulpe et du papier, *prix 30 cents; (d)* Industries utilisant le bois (résumé), *prix 35 cents.* Rapports préliminaires annuels sur les industries utilisant le bois: *(a)* Ateliers de rabotage, fabriques de portes et châssis, *prix 20*

* *Prix d'abonnement à toutes les publications de la Branche des Produits Forestiers, $5 par année.*

PRODUCTION—suite

VII. MANUFACTURES—suite

cents; (b) Bois dur à parquet, *prix 15 cents; (c)* Meubles, *prix 15 cents; (d)* Boîtes, paniers et cageots, *prix 15 cents; (e)* Voitures, traîneaux et pièces détachées, *prix 15 cents; (f)* Tonnellerie, *prix 15 cents; (g)* Cercueils et bières, *prix 10 cents; (h)* Industrie des glacières en bois, *prix 10 cents; (i)* Construction de bateaux, *prix 10 cents; (j)* Formes, embauchoirs et crépins, *prix 10 cents; (k)* Manches, bobines et tournage, *prix 10 cents; (l)* Articles en bois, *prix 10 cents; (m)* Bois filamenté, *prix 10 cents; (n)* Les fournitures propres à l'apiculture et à l'aviculture, *prix 10 cents; (o)* Diverses industries utilisant le bois, *prix 10 cents*. Rapports préliminaires annuels sur les industries utilisant le papier: *(a)* Les métiers de l'impression (comprenant les industries suivantes: Impression et édition; Impression et reliure; Lithographie; Gravure, stéréotypie et électrotypie; Typographie pour le commerce; et Impression au prussiate), *prix 35 cents; (b)* Boîtes et sacs de papier, *prix 25 cents; (c)* Papier à toiture, *prix 10 cents; (d)* Divers articles en papier, *prix 10 cents*. Bulletins mensuels: *(a)* Production de toiture d'asphalte, *prix 10 cents l'exemplaire ou 50 cents par année*; *(b)* Ventes de toiture d'asphalte, *prix 10 cents l'exemplaire ou 50 cents par année.*

(6) *Fer et acier et leurs produits*—Rapport biennal, *prix 50 cents*. Bulletins annuels: Résumé provisoire sur l'industrie du fer et de l'acier, *prix 15 cents—(a)* Sidérurgie, *prix 25 cents; (b)* Coulages et pièces forgées, *prix 25 cents; (c)* Appareils de chauffage et de cuisson, *prix 25 cents; (d)* Chaudières, réservoirs et moteurs, *prix 25 cents; (e)* Instruments et machines aratoires, *prix 25 cents; (f)* Pièces et accessoires d'automobile, *prix 25 cents; (g)* Statistiques sur les automobiles au Canada, *prix 50 cents; (h)* Matériel roulant de chemin de fer, *prix 25 cents; (i)* Fil de fer et treillis métallique, *prix 25 cents; (j)* Tôlerie, *prix 25 cents; (k)* Quincaillerie, outils et coutellerie, *prix 25 cents; (l)* Construction de ponts et acier de charpente, *prix 25 cents; (m)* Machinerie, *prix 25 cents; (n)* Bicyclettes, *prix 15 cents; (o)* Construction navale, *prix 15 cents; (p)* Avions, *prix 15 cents; (q)* Divers produits du fer et de l'acier, *prix 25 cents; (r)* Fer et acier et leurs produits (résumé définitif), *prix 10 cents*. Bulletins sur la production de fonte en gueuse, acier, machines à blanchissage, centrifuges, fournaises à air chaud, tôle galvanisée, clous filés, câble et fil de fer, fil d'acier, treillis à clôture, poêles, etc. Rapports mensuels: *(a)* Fonte en gueuse, acier et ferro-alliages, *prix $1 par année; (b)* Statistiques de l'automobile au Canada, *prix $1 par année (c)* Acier en lingots, *prix $1 par année*. Rapport trimestriel sur la tôle galvanisée, *prix $1 par année.*

(7) *Transformation des métaux non ferreux*—Rapport biennal, *prix 50 cents*. Bulletins annuels: *(a)* Produits d'aluminium, *prix 15 cents; (b)* Produits de laiton et de cuivre, *prix 25 cents; (c)* Alliage de métal blanc, *prix 25 cents; (d)* Joaillerie et argenterie, *prix 25 cents; (e)* Appareils et accessoires électriques, *prix 50 cents; (f)* Divers produits de métaux non ferreux, *prix 15 cents; (g)* Fonte et affinage des métaux non ferreux, *prix 25 cents; (h)* Transformation des métaux non ferreux (résumé définitif), *prix 10 cents*. Rapports trimestriels sur la production et la vente de récepteurs radiophoniques, *prix $1 par année*. Ventes d'accumulateurs, *prix $1 par année*. Bulletins sur la production d'accumulateurs, d'argenterie, de nettoyeurs-aspirateurs, de moteurs et générateurs électriques, de transformateurs électriques, de lampes incandescentes, etc.

(8) *Transformation des métalloïdes*—Rapport biennal, *prix 50 cents*. Bulletins annuels: Résumé préliminaire sur la transformation des métalloïdes, *prix 10 cents—(a)* Industrie de l'extraction de l'amiante et industrie des produits d'amiante, *prix 25 cents; (b)* Ciment, *prix 25 cents; (c)* Coke et gaz, *prix 25 cents; (d)* Verre (soufflé, taillé, ornemental. etc.), *prix 15 cents; (e)* Extraction du gypse et produits, *prix 25 cents; (f)* Chaux, *prix 25 cents; (g)* Produits du pétrole, *prix 50 cents; (h)* Argile et produits d'argile, *prix 25 cents; (i)* Sel, *prix 25 cents; (j)* Brique de chaux et sable, *prix 15 cents; (k)* Pierre (primaire et pour transformation), *prix 50 cents; (l)* Abrasifs, *prix 15 cents; (m)* Produits métalloïdiques divers (comprenant les électrodes de carbone—les produits de gypse—les produits de mica—les métalloïdes, *n.a.é.*,) *prix 15 cents*. Produits métalloïdiques (résumé définitif), *prix 10 cents*. Rapport spécial sur la consommation de coke au Canada, *prix 25 cents*. Rapports mensuels sur les statistiques du charbon et coke, *prix $1 par année.*

(9) *Produits chimiques et connexes*—Rapport biennal, *prix 50 cents*. Bulletins annuels: Résumé préliminaire sur les produits chimiques et connexes, *prix 15 cents—(a)* Distillation du coaltar, *prix 15 cents; (b)* Acides, alcalis et sels, *prix 15 cents; (c)* Gaz comprimés, *prix 15 cents; (d)* Engrais chimiques, *prix 15 cents; (e)* Préparations médicinales et pharmaceutiques, *prix 25 cents; (f)* Peintures, pigments et vernis, *prix 25 cents; (g)* Savons, préparations de nettoyage et de blanchissage, *prix 25 cents; (h)* Préparations de toilette, *prix 25 cents; (i)* Encres, *prix 15 cents; (j)* Adhésifs, *prix 15 cents; (k)* Substances à polissage et à apprêtage, *prix 15 cents; (l)* Distillation du bois, *prix 15 cents; (m)* Divers produits chimiques (comprenant substances pour dégraissage de chaudières—plastiques—insecticides—ingrédients à balayage—

PRODUCTION—fin

VII. MANUFACTURES—fin

désinfectants—allumettes—teintures et couleurs—produits chimiques, *n.a.é.*), *prix 15 cents;* Produits chimiques et connexes (résumé définitif), *prix 10 cents.* Bulletin sur l'acide sulfurique, le sulfate d'ammonium, etc. Rapports spéciaux—Commerce des engrais chimiques au Canada, *prix 25 cents;* Répertoire des industries chimiques au Canada, telles qu'au 1er janvier 1938, *prix $1.* Consommation de produits chimiques par les aqueducs municipaux au Canada, 1936 et 1937, *prix 25 cents.*

(10) *Fabrications diverses*—Rapport général, *prix 25 cents.* Bulletins annuels: *(a)* Balais, brosses et vadrouilles, *prix 15 cents; (b)* Instruments de musique (comprenant pianos, orgues et phonographes) et matériel et pièces détachées pour instruments de musique, *prix 15 cents; (c)* Boutons, *prix 15 cents; (d)* Sommiers et matelas, *prix 15 cents; (e)* Articles de sport, *prix 15 cents.*

VIII. CONSTRUCTION

Permis de bâtir—Rapports mensuels et annuel, *prix $1 par année.* Rapport annuel, séparément, *prix 25 cents.* Rapport annuel, industrie de la construction au Canada, *prix 25 cents.* Rapport préliminaire sur la construction, *prix 25 cents.*

COMMERCE EXTÉRIEUR—

1. IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

NOTA.—*Les rapports énumérés sous (1) et (2) sont les plus récents. Les autres rapports sous ces rubriques sont discontinués pour la durée de la guerre.*

(a) Rapport annuel du commerce du Canada, année civile 1939. Vol. I, Résumé et analyses; Vol. II, Exportations; Vol. III, Importations, *prix $2 le volume.*

(b) Rapport préliminaire condensé du commerce du Canada, pour l'année civile 1939, *prix 25 cents.*

(c) Bulletins mensuels sur le commerce de certaines denrées qui nécessitent des informations statistiques courantes. Pour détails, s'adresser au Bureau Fédéral de la Statistique.

2. COMMERCE TOURISTIQUE

(a) Rapport annuel, *prix 25 cents.*

3. BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX, MOUVEMENTS DES CAPITAUX ET PLACEMENTS INTERNATIONAUX

(a) Rapports annuels—La balance canadienne des paiements internationaux, état revisé, 1939, et état préliminaire, 1940, *prix 15 cents.* Placements directs britanniques et étrangers au Canada et placements directs canadiens à l'étranger, 1937, *prix 50 cents.*

(b) Rapports mensuels—Ventes et achats de valeurs mobilières entre le Canada et les autres pays, *prix $1 par année ou 10 cents le numéro.*

(c) Rapport spécial—La balance canadienne des paiements internationaux—Etude des méthodes et des résultats (imprimé), *prix $1.*

COMMERCE INTÉRIEUR—

1. COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL (voir les volumes X et XI sous le *Rapport du Septième recensement*, p. 964)

(a) Recensement des établissements de commerce et de service, 1931:—Voir volumes X et XI du recensement également sous l'en-tête "Population", p. 964.

(b) Rapports annuels (en préparation)—Estimation du commerce total de détail et de gros, par province et genre d'affaires. Commerce de détail au Canada, *prix 25 cents.* Rapports séparés pour les cinq divisions économiques, *prix 10 cents chacun.* Cinémas du Canada, *prix 25 cents.* Buanderies mécaniques, établissements de nettoyage et teintureries, *prix 25 cents.* Ventes de machines et outillage agricole *prix 25 cents.* Ventes de véhicules à moteur et financement des véhicules à moteur (résumé de séries mensuelles), *prix 25 cents.*

(c) Rapports mensuels.—Indices mensuels des ventes de gros; Indices mensuels des ventes de détail; Indices mensuels des ventes des magasins généraux de campagne; Tendances courantes de la distribution des aliments; Financement mensuel des ventes de véhicules à moteur; Ventes mensuelles de véhicules à moteur neufs: *Prix $1 par année pour chaque publication, les deux dernières ensemble $1.50 par année.*

(d) Rapports spéciaux—Données sur le marché de consommation, 1940 (résumé donnant à la fois des données sur la population, la production, le commerce de gros et de détail et autres facteurs utiles à ceux qui enquêtent sur le marché; les chiffres sont donnés par comté ou division de recensement et, quand c'est possible, par localité de 2,000 âmes ou plus), *prix 50 cents.* Résumé des indices mensuels des ventes de détail, 1929–40, *prix 25 cents.* Résumé des indices mensuels des ventes au gros, 1935–40,

COMMERCE INTÉRIEUR—fin

1. COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL—fin

prix 10 cents. Rapports spéciaux donnant des analyses sur le résultat des opérations des genres suivants de commerce de détail: quincaillerie, magasin d'alimentation, pharmacie, magasin de vêtements et de chaussures, poste d'essence et garage, magasin général de campagne, *prix 15 cents chacun.* Vente au détail de véhicules à moteur, 1937 (montrant le nombre de véhicules neufs et usagés vendus par comté et grand centre de population), *prix 25 cents.* Rapport mensuel, cuirs et peaux, *prix $1 par année.*

2. STATISTIQUES DES PRIX

Rapports annuels—Prix et indices des prix (comprenant les données sur l'indice des prix de gros et du coût de la vie pour le Canada et autres pays, des valeurs mobilières (actions ordinaires au Canada et aux Etats-Unis, titres miniers, titres privilégiés, cours des obligations et rendements et change étranger), prix et nombres-indices des taux des tramways, frais d'hôpitaux, gaz artificiel et gaz combustible, taux d'éclairage électrique, taux de téléphone et prix de gros des importations et des exportations (données sur le coût des services omises dans les éditions de 1939 et 1940 seulement), *prix 25 cents.* Résumé préliminaire du mouvement des prix, 1941.

Rapports semestriels—Nombres-indices des prix de gros et du coût de la vie au Canada, dans l'Empire Britannique et les pays étrangers, *prix 25 cents par année.* Nombres-indices du coût de la vie sur la ferme, 1941, *prix 10 cents.*

Rapports mensuels—Nombres-indices des prix de gros et du coût de la vie au Canada—Cours des valeurs mobilières—Taux du change. *Prix $1 par année.*

Rapports spéciaux—Revenu et dépenses de la famille au Canada, 1937-1938, *prix 50 cents.* Coût de la vie au Canada, 1940, *prix 10 cents.*

La série complète des rapports sur les prix, prix, $2 par année.

3. RÉGIE DES LIQUEURS

Rapport annuel sur la régie et la vente des liqueurs, *prix 25 cents.*

TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET UTILITÉS PUBLIQUES—

(1) Chemins de fer et tramways.—Rapports annuels: *(a)* Statistiques des chemins de fer, *prix 50 cents; (b)* Statistiques des tramways, *prix 25 cents; (c)* Parcours des voies de chemin de fer, *prix 10 cents; (d)* Résumé du rapport mensuel sur le trafic des chemins de fer, *prix 25 cents; (e)* Chemins de fer Nationaux Canadiens, 1923-1941, *prix 20 cents; (f)* Chemin de fer Pacifique Canadien, 1923-1941, *prix 20 cents.* Rapports mensuels: *(a)* Recettes, dépenses, revenus et statistiques d'exploitation des chemins de fer, *prix 50 cents par année; (b)* Trafic-marchandises des chemins de fer, *prix 50 cents par année.* Rapport hebdomadaire: Chargements de wagons de marchandises payants, *prix $1.50 par année.* Rapport spécial: Nombres-indices des taux de fret des chemins de fer, 1913-1938, *prix 25 cents. Tous les rapports sur les chemins de fer, prix d'abonnement $3 par année.*

(2) *Messageries.*—Rapport annuel statistique des messageries, *prix 25 cents.*

(3) *Télégraphes.*—Rapport annuel statistique des télégraphes, *prix 25 cents.*

(4) *Téléphones.*—Rapport annuel statistique des téléphones, *prix 25 cents.*

(5) *Transport par eau.*—*(a)* Rapport annuel statistique des canaux, *prix 25 cents; (b)* Rapport mensuel statistique des canaux, *prix 50 cents par année.*

(6) Navigation maritime.—Rapport annuel des arrivées et départs de vaisseaux, ports canadiens, *prix 25 cents.*

(7) Usines électriques.—*(a)* Rapport annuel sur les usines centrales électriques du Canada, *prix 25 cents; (b)* Rapport sur les nombres-indices des taux d'éclairage électrique, *prix 25 cents; (c)* Rapport sur l'usage d'énergie électrique par les industries, *prix 25 cents; (d)* Rapport mensuel sur la production des usines centrales électriques, *prix 50 cents par année. Abonnement à tous les rapports sur les centrales électriques, $1 par année.*

(8) Véhicules à moteur.—*(a)* Rapport annuel sur l'enregistrement des véhicules à moteur, *prix 10 cents; (b)* Rapport annuel sur le parcours des routes carrossables, construction et dépenses pour construction et entretien, *prix 25 cents.*

(9) Aviation civile.—Rapport mensuel—Statistiques d'opération (commençant en 1941), *prix $1·50 par année.* Rapport annuel, *prix 25 cents.*

NOTA.—*Toutes les publications de la Branche des Transports, des Communications et des Utilités Publiques, prix d'abonnement $5 par année.*

FINANCES—

DETTE PUBLIQUE DU CANADA, FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET MUNICIPALE, 1934, 1936, 1937, 1938, 1939 et 1940 (1935, épuisé), *prix 25 cents.*

FINANCES PROVINCIALES

(1) Statistiques financières des gouvernements provinciaux.—*(a)* 1921 à 1937, comprenant des analyses et des résumés spéciaux (1923, 1924 et 1927-31, épuisés), *prix 25 cents.*

FINANCES—fin

FINANCES MUNICIPALES

(1) Statistiques des cités et villes.—*(a)* Municipalités urbaines de 10,000 âmes et plus, 1919 et 1920; *(b)* 1925 à 1938 (1925 et 1928 épuisés), *prix 25 cents; (c)* Municipalités urbaines de 3,000 à 10,000 âmes, 1919; *(d)* Municipalités urbaines de 1,000 à 3,000 âmes, 1920; *(e)* Municipalités urbaines de 5,000 âmes et plus et de 1,000 à 5,000 âmes, 1922.

(2) Évaluation. Analyse par classe de municipalités.—*(a)* 1919 à 1923; *(b)* 1924 à 1938, *prix 25 cents.*

(3) Dette obligataire par classe de municipalités urbaines et rurales.—*(a)* 1924 à 1938, *prix 25 cents.*

(4) Taxes et recettes municipales.—Analyse historique, 1913–38, *prix 25 cents.*

RICHESSE NATIONALE ET REVENU.—Rapports annuels sur: Estimation de la richesse nationale du Canada, par province, industrie, etc., *prix 25 cents;* Rapport sur le revenu national du Canada, 1919–1938, *prix 50 cents.* Revenus taxables pour impôt de guerre sur le revenu, *prix 25 cents.*

STATISTIQUES DU SERVICE CIVIL FÉDÉRAL

Personnel et dépenses en salaires, par mois, *prix 25 cents—(1)* 1925-31; *(2)* 1932-34; *(3)* 1935-36; *(4)* 1937-39.

JUSTICE—

Statistiques de la criminalité.—Rapport annuel (couvre les condamnations, pénalités, statistiques des prisons, de la police, les pardons, les appels, les commutations et les exécutions), *prix 50 cents.*

ÉDUCATION—

Aperçu annuel sur l'éducation au Canada (1921–36), comprend une bibliographie d'études canadiennes sur l'éducation et un répertoire des associations fédérales et provinciales éducationnelles (depuis 1932) et un index des périodiques canadiens sur l'éducation (depuis 1934) (1921, 1923 et 1928–31, épuisés). *prix 50 cents.*

Relevé biennal de l'éducation au Canada, publié en trois volumes séparés, i.e. *(1)* Education élémentaire et éducation secondaire au Canada, 1936-38, comprend un répertoire, une bibliographie et un index des périodiques, 115 pp., *prix 50 cents. (2)* Education supérieure au Canada, 1938-40 et 1936-38, comprend l'inscription, les gradués et le personnel depuis 1921; (les bourses des universités canadiennes, l'offre et la demande dans les professions au Canada, compris dans l'édition de 1936-38); une bibliographie sur l'éducation supérieure au Canada, *prix 35 cents. (3)* Relevé des bibliothèques au Canada, 1938-40, comprend une liste des bibliothèques publiques, universitaires et collégiales, gouvernementales, techniques et d'autres spéciales, avec adresse, importance, etc., et comprend une bibliographie des "Récentes publications sur les bibliothèques canadiennes", *prix 35 cents.*

BULLETINS SPÉCIAUX SUR L'ÉDUCATION—

(1) Musées et galeries des beaux-arts auxiliaires des écoles.—En décrit l'usage au Canada, *prix 15 cents.*

(2) Salaires des instituteurs dans six provinces, 1937.—Donne séparément la distribution des salaires pour les écoles rurales, de village, de ville et cité de chaque province et pour chacune des grandes cités, *prix 15 cents.*

(3) Le facteur importance dans les écoles à classe unique.—Compare le progrès des élèves, les différences entre les instituteurs et le coût dans les petites et grandes écoles, *prix 15 cents.*

(4) Les musées au Canada.—Premier rapport sur les musées canadiens, y compris les galeries d'art. Comprend un répertoire classifié, *prix 25 cents.*

(5) Revenus des collèges et des universités, 1921-39.—Statistiques sommaires sur les tendances de la période de 19 années, *prix 15 cents.*

(6) Salaires et qualifications des instituteurs dans huit provinces, 1940.—"Qualifications" comprend les certificats, l'expérience et la continuité de service dans l'école où ils sont actuellement, *prix 25 cents.*

(7) Enseignement de l'hygiène et services médicaux dans les écoles canadiennes, prix 25 cents.

NOTA.—*Toutes les publications de la Branche de l'Education peuvent s'obtenir au prix d'abonnement de $1 par année.*

INSTITUTIONS—

(1) Rapport annuel sur les institutions pour maladies mentales, 1939, *prix 25 cents. (2)* Répertoire des hôpitaux, 1939, *prix 50 cents. (3)* Rapport annuel sur les hôpitaux pour malades, 1940, *prix 25 cents. (4)* Rapport sur les pénitenciers, 1939, *prix 25 cents. (5)* Rapport sur les institutions de charité, 1936, *prix 25 cents. (6)* Rapport sur les institutions pour tuberculeux, 1940, *prix 25 cents.*

INDICES ÉCONOMIQUES—

(1) *Débits bancaires.*—Rapports mensuels et annuels sur le débit des banques aux comptes individuels aux centres de compensation du Canada, les compensations bancaires et l'égalisation du change, analyse des débits bancaires, *prix 50 cents par année.*

(2) *Statistiques économiques.*—Revue mensuelle de la situation économique. Résumé statistique avec graphiques, commentaires et tableaux sur 1,400 facteurs des conditions économiques courantes au Canada, *prix $1 par année.* Suppléments spéciaux, *prix 25 cents chacun*—Statistiques économiques canadiennes des douze années 1919-30; Indices mensuels du volume physique des affaires au Canada, 1919-32; Statistiques mensuelles originales de première importance économique, 1919-33; Récentes tendances économiques au Canada, 1919-1934. Fluctuations économiques au Canada durant la période d'après-guerre. Etat des affaires au Canada pendant les mois écoulés de l'année courante (mensuel), *prix $1 par année.*

(3) *Faillites commerciales.*—Rapports mensuels et annuels, *prix 50 cents par année.*

(4) *Emploiement.*—Rapports mensuels et annuels de l'emploiement et des bordereaux de paye (avec nombres-indices par région économique, cité et industrie), *prix $1 par année.*

STATISTIQUES GÉNÉRALES—

RAPPORTS RÉGULIERS—

(1) *Annuaire du Canada.*—Ouvrage statistique officiel annuel traitant de la physiographie, des ressources, de l'histoire, des institutions et des conditions sociales et économiques du Dominion, avec un résumé statistique des progrès du Canada, cartes, diagrammes, etc., *prix $1·50.*

[Les éditions de 1920, 1921, 1924, 1926, 1929, 1930, 1931, 1934-35 et 1940 de l'Annuaire du Canada sont disponibles.]

(2) *Canada.*—Manuel Officiel des Conditions Présentes et des Progrès Récents (publié tous les ans), *prix 25 cents.*

(3) *Bulletin quotidien.*—Rapport miméographié résumant les principaux item sous forme de communiqué à la presse et donnant une liste des rapports publiés de jour en jour par le Bureau Fédéral de la Statistique, *prix $1·50 par année.*

(4) *Bulletin hebdomadaire.*—Rapport miméographié résumant les statistiques de quelque importance sous forme de communiqué à la presse et donnant la liste des rapports publiés chaque semaine par le Bureau Fédéral de la Statistique, *prix $1 par année.*

(5) *Un fait par jour sur le Canada.*—Compilation mensuelle de faits quotidiens, particulièrement utiles au travail scolaire, *prix 25 cents par année.*

RAPPORTS SPÉCIAUX—

(1) *Les Provinces des Prairies et leur rôle dans l'économie nationale du Canada.*—Etude statistique des conditions sociales et économiques au vingtième siècle, *prix 50 cents.*

Section 2.—Lois appliquées par les Ministères fédéraux

Principales lois du Parlement appliquées par les Ministères du Gouvernement fédéral du Canada, telles qu'elles sont compilées d'après les renseignements fournis par les divers Ministères.

[Les chiffres entre parenthèses, sauf indication contraire, indiquent le chapitre des Statuts Revisés du Canada, 1927—S.R.C., 1927.]

NOTA.—*On peut se procurer des copies de ces lois en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, à un prix variant de 10 cents à $1, selon le nombre de pages.*

Agriculture.—Ministère de l'Agriculture (4); Fermes et stations expérimentales (61); Industrie laitière (45); Installations frigorifiques (25); Semences (1937, c. 40); Aliments du bétail (1937, c. 30); Généalogie des animaux de ferme (1932, c. 49); Animaux de ferme et leurs produits (1939, c. 47); Epizooties (6); Viandes et conserves alimentaires (77); Insectes et fléaux destructeurs (47); Engrais chimiques (69); Section 235, Code criminel (paris de courses) (36); Inspection et ventes (1938, c. 32); Industrie du sucre d'érable (1930, c. 30); Produits antiparasites en agriculture (1939, c. 21); Inspection du foin et de la paille (1932-33, c. 26); Réhabilitation des fermes des Prairies (1935, c. 23); Fruits, légumes et miel (1935, c. 62). Vente coopérative des produits agricoles (1939, c. 28); Vente coopérative du blé (1939, c. 34); Assistance à l'agriculture des Prairies (1939, c. 50); Amélioration du fromage et des fromageries (1939, c. 13). Loi concernant la réduction des emblavures de blé (1942, c. 10).

Auditeur Général.—Revenu consolidé et vérification (1931, c. 27).

Commission du Service Civil.—Service Civil (22), telle qu'amendée (1929, c. 38; 1932, c. 40; 1938, c. 7).

Affaires Extérieures.—Ministère des Affaires Extérieures (65).

Finances.—Appropriations: Appropriations de guerre; Banques (1934, c. 24); Banque du Canada (1934, c. 43; 1936, c. 22; 1938, c. 42); Lettres de change (16) et (1934, c. 17); Commission de vérification des comptes (10); Prêt aux fermiers canadiens (66) et (1934, c. 46; et 1935, c. 16); Prêt aux pêcheurs canadiens (1935, c. 52); Remboursement du Canadien National (1938, c. 22); Financement et garantie du Canadien National (1941, c. 12); Banque hypothécaire centrale (1938, c. 40); Pensions de retraite du Service Civil (24); Revenu consolidé et vérification des comptes (1931, c. 27); Circulation monétaire (40); Ministère des Finances et Bureau du Trésor (71) et (1931, c. 48); Fonds du change (1935, c. 60); Loi d'arrangement entre les fermiers et leurs créanciers (1934, c. 53 et 1935, cc. 20 et 61; 1938, c. 47); Commission du district fédéral (1927, c. 55; 1928, c. 26); Garantie des prêts pour l'amélioration du logement (1937, c. 11); Intérêt (102); Emprunt (1940, c. 11); Améliorations municipales (1938, c. 33); Loi nationale sur le logement (1938, c. 49); Pensions de vieillesse (156) et (1931, c. 42; 1937, c. 13); Caisse de petite épargne (13) et (1932-33, c. 51); Subsides provinciaux (192); Caisses populaires du Québec (14) et (1934, c. 39); Garantie sur les emprunts par la Saskatchewan pour graines de semence (1936, c. 9); Loi garantissant les emprunts pour graines de semence (1937, c. 39; 1938, c. 13); Revenu spécial de guerre (en partie) (179) et (1928, c. 50; 1934, c. 42); Exportation d'or (1932, c. 33; 1935, c. 21); Commission du tarif (1931, c. 55; 1932-33, c. 51; 1940, c. 42); Loi des liquidations (213). Non régulièrement administrées par le Ministère mais sous la juridiction du Ministre des Finances. Déshérences (58); Prêteurs d'argent (135); Prêteurs sur nantissement (152); Garanties satisfaites (184).

Pêcheries.—Pêcheries (1932, c. 42; 1934, c. 6; 1935, c. 5; 1939, c. 44); Inspection du poisson (72); Viandes et conserves alimentaires (77), (autant qu'appliquée au poisson et aux coquillages) et (1934, c. 38; 1935, c. 31; 1939, c. 19; 1941, c. 6); Pêcheries de haute mer (74); Pêche du flétan dans le Pacifique nord (Convention) (1937, c. 36); Pêche pélagique du phoque (1938, c. 39); Protection des douanes et des pêcheries (43) autant qu'appliquée aux pêcheries; Protection des eaux navigables (140, en partie); Loi concernant la convention des pêcheries du saumon sockeye (1930, c. 10); Office du poisson de conserve (1939, c. 51); La loi du Conseil de recherches sur les pêcheries (1937, c. 31) est aussi administrée par le Ministre des Pêcheries.

Assurance.—Département de l'Assurance (1932, c. 45); Compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (1932, c. 46; 1932-33, c. 32; 1934, cc. 27, 45; 1936, c. 18; 1937, c. 5; 1938, c. 21; 1939, c. 10); Compagnies d'assurance étrangères (1932, c. 47; 1934, c. 36; 1939, c. 18); Compagnies de prêt (28) et (1934, c. 56); Compagnies de fiducie (29), (1931, c. 57) et (1939, c. 9); Assurance du Service Civil (23).

Justice.—Ministère de la Justice (106); Solliciteur général (107); Royale Gendarmerie à Cheval (160); Cour Suprême (35); Pénitenciers (154) et (1939, c. 6) (non encore en vigueur); Prisons et maisons de correction (163); Libération conditionnelle (197); Extradition (37); Dettes dues à la Couronne (1932, c. 18); Secrets officiels (1939, c. 49); Code criminel (36); Administration de la justice au Yukon (1929, c. 62); Territoires du Nord-Ouest (142); Yukon (215); Amirauté (loi de l'Amirauté, 1934, c. 31); Loi de la preuve au Canada (59); Cour de l'Echiquier (34); Criminels fugitifs (81); Identification de criminels (38); Juges (105); Jeunes délinquants (1929, c. 46); Pétition de droit (158); Expropriation (64); Mesures de guerre (206); Compensation (Défense), (1940, c. 28); Ministère des Munitions et Approvisionnements (1939, 2e session, c. 3); Trahison (1940, c. 43); Règlements de la défense du Canada; Tribunaux des prises de guerre (C.P. 2892 du 27 sept. 1939); Réclamations de dommages auprès de la Couronne (C.P. 80/1045 du 19 mars 1940, C.P. 46/3017 du 15 avril 1942).

Imprimeur du Roi et Contrôleur de la papeterie.—Imprimerie nationale et papeterie (162); Publication des statuts (2).

Travail.—Ministère du Travail (111); Conciliation et travail (110); Enquête sur les différends industriels (112); Résolution de la Chambre sur les salaires équitables, 1900; Gages et heures de travail équitables (1935, c. 39); Coordination des bureaux de placement (57); Education technique (193) telle qu'amendée (1929, c. 8; 1934, c. 9; 1939, c. 8); Rentes viagères du Gouvernement (7) et (1931, c. 33); Enquête sur les coalitions (26) telle qu'amendée (1935, c. 54, et 1937. c. 23); Législation fédérale sur le soulagement du chômage, 1930-40; Formation de la jeunesse (1939, c. 35); Assurance-chômage (1940, c. 44).

Mines et Ressources.—Commission de contrôle du Lac des Bois (1921, c. 10); Explosifs (62); Réserves forestières et parcs (78); Géologie et mines (83); Graines de semence (87); Cautions des graines de semence (88); La loi de l'immigration (93); La loi de l'immigration chinoise (95); Loi sur les Indiens (98); Irrigation (104); Terres domaniales (113); Concessions de terres publiques (114); Terrains de l'artillerie et de l'amirauté (115); Zone de chemin de fer (116); Arpentage des terres domaniales (117); Titres des biens-fonds (118); Dispositions supplémentaires du Manitoba (124); Convention concernant les oiseaux migrateurs (130); Gibier du Nord-Ouest (141); Territoires du Nord-Ouest (142); Réclamation (175); Chemins de la Saskatchewan et de l'Alberta (180); Etablissement des soldats (188); Forces hydrauliques du Canada (210); Eaux de la zone du chemin de fer (211); Yukon (215); Extrac-

tion de l'or dans le Yukon (216); Extraction du quartz dans le Yukon (217); Iles St-Régis (1927, c. 37); Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne (1927, c. 51); Combustible domestique (1927, c. 52); Conservation du Lac Seul (1928, c. 32); Loi concernant les chutes d'eau en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba (1929, c. 61); Ressources naturelles de l'Alberta (1930, c. 3); Ressources naturelles du Manitoba (1930, c. 29); Parcs Nationaux (1930, c. 33); Zone du chemin de fer et du Bloc de la rivière La Paix (1930, c. 37); Ressources naturelles de la Saskatchewan (1930, c. 41); Remboursements (Ressources naturelles) (1932, c. 35); Loi sur l'exportation du gibier (1941, c. 17).

Munitions et Approvisionnements.—Loi sur le Ministère des Munitions et Approvisionnements (1939, c. 3).

Défense Nationale.—Ministère de la Défense Nationale (136); Service Naval (139); Discipline navale; Milice (132); Pensions à la Milice (133); Collège Militaire Royal (1928, c. 7); Secrets officiels (1939, c. 49); Armée; Dettes régimentaires; Forces aériennes; Corps d'Aviation Royal Canadien (1940, c. 15); Visite des Forces (Commonwealth Britannique), 1933 (1932–33, c. 21).

Commission Nationale du Cinématographe.—Loi nationale sur le cinématographe, 1939, c. 20).

Revenu National.—Douanes (42); Tarif douanier (44); Accise (60); Exportations (63); Impôt de guerre sur le revenu, 1917 (97); Revenu spécial de guerre, 1915 (179). *Les lois suivantes sont administrées en partie.*—Epizooties (6); Navigation canadienne (1934, c. 44); Droits d'auteur (32); Protection de la douane et des pêcheries (43); Industrie laitière (45); Insectes et fléaux destructeurs (47); Explosifs (62); Exportation de l'or (1932, c. 33); Engrais chimiques (69); Denrées alimentaires et drogues (76); Fruits, légumes et miel (1935, c. 62); Importation des boissons enivrantes (1928, c. 31); Inspection et vente (100); Animaux de ferme et leurs produits (1939, c. 47); Industrie du sucre d'érable (1930, c. 30); Viandes et conserves alimentaires (77); Opium et narcotiques (144); Médicaments brevetés et spécialités pharmaceutiques (151); Produits antifléaux (5); Poinçonnage des métaux précieux (84); Quarantaine (168); Semences (185); Transports (1938, c. 53); Poids et mesures (212).

Services Nationaux de Guerre.—Mobilisation des ressources nationales (1940, c. 13); Ministère des Services Nationaux de Guerre (1940, c. 22); Films nationaux (1939, c. 20); Œuvres de bienfaisance relatives à la guerre (1940, c. 10); Mesures de guerre (en partie) (206).

Pensions et Santé Nationale.—*Pensions.*—Ministère des Pensions et de la Santé Nationale (Partie I) (1928, c. 39); Allocations aux anciens combattants (1930, c. 48 et amendements); Pensions (157 et amendements); Assurance des anciens combattants (1920, c. 54 et amendements). Les adjudications en vertu de ces deux lois sont faites par la Commission des pensions. *Santé Nationale;* Ministère des Pensions et de la Santé Nationale (Partie II) (1928, c. 39); Quarantaine (168); Hygiène des chantiers publics (91); Léproseries (119); Navigation canadienne (Partie V); Marins malades et hôpitaux de marine (1934, c. 44); Médicaments brevetés et spécialités pharmaceutiques (151); Opium et narcotiques (1929, c. 49 et amendements); Aliments et drogues (miel compris) (76 et amendements).

Postes.—Postes (161); Revenu spécial de guerre (en partie) (179).

Archives Publiques.—Archives publiques (8)

Travaux Publics.—Expropriation (64); Passages d'eau (68); Ports, jetées et brise-lames du Gouvernement (Section 5) (89); Protection des eaux navigables (Partie I) (140); Travaux publics (166); Droits de passage dans les ouvrages de l'Etat (167); Chemins de fer (art. 248) (170); Subventions aux cales sèches (191); Télégraphes (194); Galerie Nationale (1913, c. 33); Loi régularisant la circulation des véhicules sur les propriétés du Gouvernement fédéral (1930, c. 47).

Secrétaire d'Etat.—Compagnies (27) telle qu'amendée; Naturalisation (138) telle qu'amendée; Brevets (150) telle qu'amendée; Droits d'auteur (32) telle qu'amendée; Concurrence déloyale (1932, c. 38); Tempérance du Canada (196); Chambres de commerce (19) telle qu'amendée; Libération conditionnelle (197) telle qu'amendée; Unions ouvrières (202); Arrangements avec les créanciers des compagnies (1932–33, c. 36); Nationaux canadiens (21); Secrétariat d'Etat (189); Bureau des Traductions (1934, c. 25); Lois des Traités de Paix et Ordres en Conseil; Loi du paiement des réparations (1929, c. 55); Marquage du bois (198) telle qu'amendée; Marques de commerce et dessins de fabrique (201) telle qu'amendée; Officiers publics (164); Enregistrement des affiches syndicales (1938, c. 41); Banqueroute (11) telle qu'amendée; Règlements revisés sur le commerce avec l'ennemi (1939); Ordre sur les brevets, dessins de fabrique, droits d'auteur et marques de commerce (d'urgence) (1939).

Commerce.—Grains du Canada (1930, c. 5; 1932-33, cc. 9, 24; 1934, c. 26; 1938, c. 5; 1939, c. 36; 1940, c. 6); Exportation d'électricité et de fluide (54); Inspection de l'électricité (55); Unités électriques (56); Inspection du gaz (82); Taux de fret par navigation intérieure (208); Poinçonnage des métaux précieux (84) et (1928, c. 40; 1929, c. 53; 1940-41, c. 8; 1942, c. 6); Statistiques (190); Inspection des poids et mesures (212) et (1935, c. 48); Hydromètres (209); Conseil des Recherches (1924, c. 64); Commission canadienne du blé (1935, c. 53; 1939, c. 39; 1940, c. 25; 1942, c. 4); Commission fédérale du commerce et de l'industrie (1935, c. 59); Marché de grain à terme (1939, c. 31).

Transports.—Marine Marchande du Canada (1934, c. 44); Ports et jetées de l'Etat (89); Expédition de bétail (122); Conventions maritimes (126); Protection des eaux navigables—Partie II (140); Discipline à bord des bâtiments de l'Etat (203); Transport des marchandises par eau, 1936 (1936, c. 49); Sauveteurs des Etats-Unis (214); Commission du port de Belleville (1889, c. 35); Commission du port de Hamilton (1912, c. 98); Commission du port de North Fraser (1913, c. 162); Commission du port de New Westminster (1913, c. 158); Commission du port de Trenton, Ontario (1922, c. 50); Commission du port de Toronto (1911, c. 26); Commission du port de Winnipeg et de St-Boniface (1912, c. 55); Commission nationale des ports (1936, c. 42); Ministère des Transports (171), telle qu'amendée en 1936, c. 34; Chemins de fer du Gouvernement (173); Fonds de prévoyance des employés des chetins de fer Intercolonial et de l'Ile du Prince-Edouard (1907, c. 22); Chemin de fer National Transcontinental (1903, c. 71); Chemins de fer Nationaux du Canada (172); Indemnisation des employés de l'Etat (30); Navires Nationaux du Canada (1927, c. 29); Taux de transport des marchandises dans les Provinces Maritimes (79); Canadien National-Canadien Pacifique (1933, c. 33 telle qu'amendée par 1936, c. 25); Chemin de fer (170); Lignes aériennes trans-canadiennes (1937, c. 43); Aviation (3); Transport, 1938 (1938, c. 53); Radio, 1938 (1938, c. 50); Transport aérien, 1939 (1939, c. 12); Loi concernant la Beauharnois Light, Heat and Power Co. (1931, c. 19); Loi déclarant d'utilité publique pour le Canada certains ouvrages de la Beauharnois Light, Heat and Power Company (1931, c. 20); Ponts (20); Terminus à Montréal (1929, c. 12); Télégraphes (194).

Section 3.—Publications des Ministères fédéraux

Liste des principales publications du Gouvernement fédéral du Canada, dressée d'après les renseignements fournis par les différents Ministères

NOTA.—*Un catalogue des publications officielles du Parlement et du Gouvernement du Canada et leur prix est publié régulièrement chaque année avec supplément lorsque requis; on peut se les procurer en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, à Ottawa.*

Agriculture.—Rapports annuels du Ministre, du directeur général vétérinaire et des rapports courants de l'Agrostologue du Dominion, 1934-36, Zootechnicien du Dominion, 1930-36, Apiculteur du Dominion, 1934-36, Bactériologiste du Dominion, 1937, Botaniste du Dominion, 1935-37, Céréaliste du Dominion, 1934-37, Chimiste du Dominion, 1934-36, Agriculteur du Dominion, 1931-35, Horticulteur du Dominion, 1931-33, Aviculteur du Dominion, 1934-36, Production de la filasse économique, 1934-36, Stations d'illustration, 1934-38, Divisions de la Branche des Fermes expérimentales. Rapports courants sur les travaux exécutés sur les Fermes et Stations expérimentales situées à Agassiz, C.B., 1931-35, Brandon, Man., 1931-36, Beaverlodge, Alta, 1931-36, Cap-Rouge, Qué., 1933-35, Charlottetown, I.P.-E., 1932-36, Farnham, Qué., 1931-35, Fort Vermilion, Alta, 1931-38, Fredericton, N.-B., 1931-36, Harrow et Delhi, Ont., 1932-36, Indian Head et Sutherland, Sask., 1932-36, Indian Head, Sask., 1931-36, Kapuskasing, Ont., 1931-36, Kentville, N.-E., 1931-36, Lacombe, Alta, 1932-36, L'Assomption, Qué., 1930-36, Lennoxville, Qué., 1931-36, Lethbridge, Alta, 1931-36, Manyberries, Alta, 1927-36, Morden, Man., 1931-37, Nappan, N.-E., 1932-36, Regina, Sask, 1931-36, Rosthern, Sask., 1931-36, Saanichton, C.B., 1932-36, Scott, Sask., 1931-36, Ste-Anne-de-la-Pocatière, Qué., 1931-36, Summerland, C.B., 1932-36, Renardière, Summerside, I.P.-E., 1931-34, Swift Current, Sask., 1931-36, Windermere, C.B., 1931-36. Bulletins et circulaires de la Division des fermes expérimentales sur une grande variété de sujets agricoles, y compris les publications des services suivants: Grande Culture; Elevage; Horticulture; Céréales; Chimie; Plantes fourragères; Botanique; Entomologie; Pathologie animale; Volailles; Tabac; Filasse économique; Bactériologie; Apiculture et Stations de démonstration. Bulletins et circulaires des diverses divisions du Service de la production et du Service de la vente comprenant les publications de la Division des Produits Laitiers relatives à l'industrie laitière et à la refrigération au Canada, à la fabrication du beurre et du fromage, aux recherches en industrie laitière, à la coopération, etc. Rapports, bulletins, circulaires, etc., de la Division de l'Industrie animale sur les bêtes à cornes, les moutons, les porcs, les volailles, la vente des oeufs, la laine, etc. Bulletins du service sanitaire des animaux, avec règlements sur: avortement infectueux; rage; gale des moutons; actinomycose; anthrax; morve; choléra des porcs; tuberculose; fièvre aphteuse; quarantaine et inspection de la viande. Bulletins et rapports de la Division des Semences sur l'essai des graines, la production et l'emploi des grains de semence, la loi régissant les semences, la loi des aliments du bétail et la loi des engrais chimiques. Bulletins et circulaires de la Division de l'Entomologie et des instructions aux importateurs de plants de pépinière. La Division des Fruits publie des rapports sur la vente des fruits et des légumes et sur leur conservation, la loi sur les fruits, les légumes et le miel et la loi sur l'industrie du sucre d'érable.

Une brochure intitulée "Liste des publications" présente la liste de toutes les publications du Ministère, au nombre de plus de 300. Sont compris dans cette liste, des rapports, des bulletins et circulaires sur les grandes cultures, le bétail, l'industrie laitière, les vergers et les jardins, les maladies des animaux et des plantes, les insectes, l'apiculture, les volailles et divers autres sujets. A peu d'exceptions près, les publications de ce Ministère peuvent être obtenues gratis sur demande en s'adressant au Bureau des Publications.

Auditeur Général.—Rapport annuel.

Commission des Transports du Canada.—Rapport annuel. Brochure contenant les jugements, ordonnances, règlements et décisions; bi-mensuelle.

Commission du Service Civil.—Rapport annuel. Règlements de la Commission du Service Civil. La classification du Service Civil du Canada. Positions exemptes de la loi du Service Civil. Diverses brochures traitant des examens de commis, sténographes et dactylographes; Service douanier; Service des Postes; Commissaires juniors du commerce; Positions du Service Civil ouvertes aux gradués et sous-gradués en agriculture et cours connexes. On peut obtenir de l'Imprimeur du Roi des sujets échantillons d'examen au prix de 25 cents.

Affaires Extérieures.—Rapport annuel. Série annuelle des traités. Représentants des gouvernements britanniques et étrangers au Canada.

Finances.—Rapport annuel sur les Comptes Publics du Canada. Etats mensuels de la situation des banques à charte du Canada. Estimations. Réimpressions du discours sur le budget du Ministre des Finances. Rapport sur l'administration des pensions de vieillesse au Canada. Rapport de la Monnaie Royale Canadienne.

Pêcheries.—

NOTA.—*La distribution des publications du Ministère des Pêcheries est laissée à la discrétion du Ministère et ceux qui désirent se les procurer doivent déclarer dans quel but ils les désirent. En certains cas, elles sont sujettes à déboursement.*

*(Les publications marquées d'un * paraissent en français et en anglais.)* *Rapport annuel, comprenant un rapport de la culture du poisson. Rapport annuel statistique (bilingue). Rapport de la culture du poisson. Appellations populaires d'un grand nombre de poissons canadiens—A. Halkett. *Pêcheries du Canada. Carte des provinces de la côte de l'Atlantique montrant les lieux de pêche du littoral et de pleine mer. Statistiques de la pêche de l'églefin dans les eaux de l'Amérique du Nord.—A. W. H. Needler. Statistiques de la pêche à la morue sur les bancs est de l'Amérique du Nord, 1926—O. E. Sette. Statistiques de la pêche au maquereau sur les bancs est de l'Amérique du Nord, 1804 à 1930—O. E. Sette et A. W. H. Needler. Décoloration, moisissure et noircissement du homard en boîtes—Harrison et Hood. Histoire de l'industrie du homard en boîtes—par R. H. Williams. *Mise en boîtes du poisson au Canada (non technique). *Bulletin des Pêcheries (mensuel). *La pêche au saumon de la Colombie Britannique. Rapport sur les enquêtes à la baie d'Hudson, 1930. *Rapport préliminaire de MM. Cockfield, Brown and Company, Limited, sur la vente du poisson canadien et des produits du poisson. *Lurcissement du limon pour l'ostréiculture (miméographié). *Facteurs dans l'expédition de homards vivants de l'est de la Nouvelle-Ecosse. Recherches sur l'histoire naturelle du hareng—Hjort. *La vie du saumon dans l'Atlantique. *Comptes rendus n° 1 sur les Pêcheries par le Conseil de l'Amérique du Nord des enquêtes sur les pêcheries, 1921–1930. *Comptes rendus n° 2, 1931–1933 et *Comptes rendus n° 3, 1934–1936. *Rapport de la Commission royale enquêtant sur les pêcheries des Provinces Maritimes et des Iles de la Madeleine, 1927. L'entreposage des huîtres—A. W. H. Needler. Nomenclature illustrée des poissons du Canada et de Terre-Neuve; *prix $2.*—A. Halkett. *Memoranda sur certaines méthodes d'apprêtage du poisson. (Les correspondants demandant des rapports dans ce groupe doivent indiquer la méthode particulière d'apprêtage à laquelle ils sont intéressés.) *Mémorandum descriptif de quelques méthodes des viviers. Rapport sur les marchés du poisson sec et mariné—O. F. MacKenzie et F. Homer Zwicker. Deux brochures sur la cuisson du poisson, *100 recettes attrayantes pour le poisson et *Recettes économiques pour le homard, également distribuées aux femmes par le Ministère. *La distribution est gratuite quand il s'agit d'un seul exemplaire.*

Assurances.—Relevé trimestriel contenant une liste des compagnies enregistrées. Extrait annuel des relevés sur les compagnies d'assurance (sujet à correction). Rapports annuels du département de l'Assurance, vol. I (feu et divers); vol. II (Assurance sur vie et associations fraternelles). Liste annuelle des valeurs détenues par les compagnies d'assurance, de prêt et de fiducie et évaluations départementales. Extrait annuel des relevés sur les compagnies de prêts, de petist prêts et de fiducie au Canada (sujet à correction). Rapport annuel des compagnies de prêts et de fiducie. Rapport annuel des compagnies de petits prêts. Classification des risques de l'assurance contre l'incendie. Tableau des cautionnements. Rapport statistique sur les pertes causées par le feu.

Justice.—Rapport annuel du surintendant des pénitenciers. Décisions constitutionnelles canadiennes du comité judiciaire, *prix $5.*

Imprimeur du Roi et Contrôleur de la papeterie.—

NOTA.—*Le prix des livres bleus est presque toujours imprimé sur leur couverture et est basé sur le coût. On peut les obtenir en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, à Ottawa. Un catalogue des publications officielles du Parlement et du Gouvernement du Canada s'obtient de l'Imprimeur du Roi, à Ottawa.*

La Gazette du Canada *(publication hebdomadaire, avec suppléments), abonnement: Canada et Etats-Unis, $8 par an, payable d'avance, ou 20 cents le numéro; autres pays, $10 par an ou 25 cents le numéro.* Jugements de la Commission des Transports, bi-mensuel, *$3 par an, le numéro 20 cents.* Rapports judiciaires du Canada, mensuels, *abonnement annuel $6.* Statuts Revisés du Canada, 1927 (5 volumes), *$10.* Statuts annuels, 1928-39, *$5 chacun.* Lois d'intérêt public et d'intérêt privé, mises à jour, *de 10 cents à $1 l'exemplaire.* Guide postal du Canada, *$1, avec suppléments, 25 cents de plus.* Débats parlementaires ou Hansard, publiés quotidiennement pendant la session, en français et en anglais, *$3 par session chacun, Chambre des Communes et Sénat, 5 cents l'exemplaire.*

Travail.—*Mensuel.*—La Gazette du Travail *(publiée en anglais et en français) au prix de 20 cents par année, franc de port, pour les abonnés du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et du Mexique, et de $1 par année pour les abonnés de tous les autres pays. Annuel.*—Rapports du Ministère du Travail (il existe des réimpressions séparées des chapitres traitant de l'administration des statuts suivants: Loi d'enquête sur les conflits industriels; Loi des rentes viagères du Gouvernement; Loi de coordination des bureaux de placement; Loi de l'enseignement technique; Loi d'enquête sur les coalitions; Loi sur la formation de la jeunesse. Rapport sur les gages et les heures de travail au Canada. Rapport sur les prix au Canada et d'autres pays. Rapport sur les grèves et contre-grèves au Canada et dans d'autres pays. Rapport sur l'organisation ouvrière au Canada. Rapport sur la législation ouvrière au Canada (des rapports consolidés sont publiés de temps à autre, dont le plus récent reproduit le texte ou un résumé de toute la législation ouvrière fédérale ou provinciale au 31 déc. 1937.) *Rapport généraux.*—Rapport sur l'organisation de l'insudtrie, du commerce et des professions au Canada (le numéro le plus récent est celui de 1937.) Rapport sur des procédures judiciaires concernant la validité constitutionnelle de la loi d'enquête sur les différends industriels de 1907 et ses amendments de 1910, 1918 et 1920. L'emploiement des enfants et des adolescents au Canada. Loi des unions ouvrières au Canada. Ordres en Conseil en temps de guerre affectant le travail. Rapport définitif de la Commission nationale de placement. *Rapport des enquêtes faites en vertu de la loi sur les coalitions.*—(1) Rapport du Commissaire sur une coalition présumée pour la distribution de fruits et légumes dans l'Ouest du Canada, 1925; (2) Rapport du Registraire sur une coalition présumée nuisible au commerce des pommes de terre au Nouveau-Brunswick, 1925; (3) Rapport du Registraire sur une coalition présumée dans la fabrication et la vente du pain à Montréal, 1926; (4) Rapport du Commissaire sur une coalition présumée pour la production et la distribution de fruits et légumes en Ontario, 1926; (5) Rapport du Registraire sur l'Association commerciale de spécialités pharmaceutiques, coalition présumée des pharmaciens détaillants et grossistes et des manufacturiers, établie pour fixer et maintenir les prix de revente des spécialités pharmaceutiques et des articles de toilette, 1926; (6) Rapport du Commissaire sur l'Association commerciale des spécialités pharmaceutiques, 1927; (7) Rapport du Commissaire sur le Conseil des constructeurs amalgamés et autres organisations connexes, présumée coalition des entrepreneurs en plomberie et chauffage et autres en Ontario, 1929; (8) Rapport du Commissaire sur l'Association des évaluateurs en électricité, présumée coalition des entrepreneurs électriques de la cité de Toronto, 1930; (9) Rapport du Registraire sur la coalition présumée de l'industrie de la fabrication du pain au Canada, 1931; (10) Rapport du Commissaire sur la coalition présumée de l'industrie cinématographique du Canada, 1931; (11) Rapport du Registraire sur la présumée coalition des fabricants de tabac et autres acheteurs de tabac brut en Ontario, 1933; (12) Rapport du Registraire sur l'importation et la distribution de l'anthracite anglais au Canada, 1933; (13) Rapport du Commissaire en vertu de la loi des enquêtes sur le charbon anthracite, 1937; (14) Rapport du Commissaire sur la présumée coalition dans la distribution des produits du tabac en Alberta et ailleurs au Canada, 1938; (15) Rapport du Commissaire sur la présumée coalition dans la fabrication et la vente des récipients de carton pour l'expédition et produits connexes, 1939; (16) Rapport du Commissaire sur la présumée coalition des grossistes et expéditeurs de fruits et légumes dans l'Ouest du Canada, 1939. *Série de bulletins sur les relations industrielles.*—(1) Conseils industriels conjoints; (2) Rapport d'une conférence sur les relations industrielles, tenue à Ottawa, 1921; (3) Conférence mixte des industries du bâtiment et de la construction au Canada, 1921; (5) Le Canada et la Conférence Internationale du Travail; (7) Commission de rajustement des Chemins de fer canadiens, n° 1, deuxième rapport; (8) Rapport de la Conférence nationale traitant du travail d'hiver au Canada, 1924; (9) Commission de rajustement des Chemins de fer n° 1, troisième rapport; (10) Commission de rajustement des Chemins de fer n° 1, quatrième rapport; (12) Commission de rajustement des Chemins de fer canadiens n° 1, cinquième rapport; (13) Commission de rajustement des Chemins de fer n° 1, sixième rapport; (14) Commission de rajustement des Chemins de fer n° 1, septième rapport.

Mines et Ressources.—

NOTA.—*Le Ministère des Mines et Ressources a publié un grand nombre de rapports et de cartes sur les ressources naturelles du Canada et il faut demander les publications, autres que le rapport annuel du Ministère, aux directeurs des Branches concernées. Ci-dessous est donnée la liste des publications les plus importantes de 1941. Des catalogues énumérant la liste complète des rapports seront aussi envoyés sur demande.*

MINISTÉRIEL.—Rapport annuel du Ministère des Mines et Ressources pour les années fiscales.

BRANCHE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE.—Rapport annuel séparé de la Branche des Mines et de la Géologie. Guide du prospecteur pour minéraux stratégiques. *Bureau de Géologie et de Topographie.*—Mémoire 226: Géologie de la région de Brantford, Ontario; Mémoire 227: Régions cartographiques de la rivière Jacquet et de la rivière Tétagouche, Nouveau-Brunswick; Mémoire 228: Région cartographique de Nelson, partie de l'est, Colombie Britannique; Mémoire 229: District de Noranda, Québec; Mémoire 230: Industrie minière des Territoires du Nord-Ouest; Mémoire 231: Région de Bousquet-Joannes, Québec; Mémoire 232: Géologie de l'est central de l'Alberta; Mémoire 233: Régions cartographiques de Clericy et La Pause, Québec; Mémoire 234: Industrie minière du Yukon, 1939 et 1940; Brochure n° 40–18: Région cartographique de Houston, Colombie Britannique; Brochure n° 41–2: Grand lac des Esclaves et grand lac de l'Ours, Territoires du Nord-Ouest; Brochure n° 41–3: Région cartographique du lac Ingray, Territoires du Nord-Ouest; Brochure n° 41–6: Région cartographique de Vassan-Dubuisson, Comté d'Abitibi, Québec; Brochure n° 41–7: Partie du nord-ouest, township de Beauchastel, comté de Témiscamingue, Québec; Brochure n° 41–10: Puits d'huile et de gaz de Steveville, Alberta; Brochure n° 41–13: Régions dans le voisinage du lac Steeprock, district de Rivière-à-la-Pluie, Ontario. *Musée National du Canada.*—Aucune nouvelle publication en 1941. *Bureau des Mines.*—Combustibles de pétrole au Canada, 1940: n° 806, Rapport combiné d'enquêtes sur l'apprêtage du minerai et la métallurgie, juillet-décembre, 1939. *Division des Explosifs.*—Loi des explosifs et règlements.

BRANCHE DES TERRES, PARCS ET FORÊTS.—Rapport annuel séparé de la Branche des Terres, Parcs et Forêts. *Bureau des Affaires des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.*—Les Territoires du Nord-Ouest (français et anglais); Renne du Canada; L'oie bleue, *prix 50 cents;* Règlements de chasse du Nord-Ouest; Le Territoire du Yukon; Ordonnance sur le gibier et ordonnance sur la taxe d'exportation des fourrures du Yukon. Brochures sur les Territoires du Nord-Ouest. *Bureau des Parcs Nationaux.*—(Brochures)—Endroits de récréation dans les montagnes du Canada (Parcs Nationaux de Banff, Jasper, lacs Waterton, Yoho, Kootenay Glacier et de Mont Revelstoke); Endroits de récréation des Prairies (Parcs Nationaux de Riding Mountain, Prince Albert, Elk Island, Nemiskam et Bison des Bois); Endroits de récréation de l'Est du Canada (Parcs Nationaux et Parcs Nationaux Historiques des Hautes Terres de Cap-Breton, de l'Ile du Prince-Edouard, des Iles de la Baie Georgienne, des Iles du St-Laurent, de Pointe Pelée); Parc historique national de Fort-Anne; Guide to Fort Chambly; Guide du Fort Chambly; Fort Chambly National Historic Park; Le Parc historique national du Fort de Chambly; L'Habitation de Port-Royal; Guide to Fort Lennox; Guide du Fort Lennox; Guide to Fort Wellington; La Croix du lac Erié; Géologie des Parcs Nationaux du Canada dans les Rocheuses et les Selkirks, *prix 10 cents;* Catalogue de films produits par le Bureau des Parcs Nationaux du Canada; Loi de convention sur les oiseaux migrateurs et règlements fédéraux pour la protection des oiseaux migrateurs; Attracting Birds with Food and Water; L'art d'attirer les oiseaux en leur offrant le manger et le boire; Bird Houses and Their Occupants; Maisons d'oiseaux et leurs occupants; Lessons in Bird Protection; Leçons concernant la protection des oiseaux. (*Dépliants descriptifs*)—Les Parcs Nationaux du Canada; Parc National de Banff; Parc National des Hautes Terres de Cap-Breton; Parc National d'Elk Island; Parcs Nationaux des Iles de la Baie Georgienne, des Iles du St-Laurent et de la Pointe Pelée; Parc National de Jasper; Parcs Nationaux de Kootenay, Yoho, Glacier et de Mont Revelstoke; Parc National de l'Ile du Prince-Edouard; Parc National de Prince Albert; Parc National de Riding Mountain; Parc National des lacs Waterton.

SERVICE DES FORÊTS.—(N° 97) Etudes sur la fabrication de la pulpe au sulfite; Résultats de 6 traitements à la ligne de terre de poteaux de cèdre blanc de l'est après deux ans de service; (N° 57) Taches de sève, moisissure et pourriture relativement aux expéditions de bois mous de la Colombie Britannique; (N° 58) Pourriture des traverses de thuya géant et de pin gris sous les conditions de service. *Notes de recherches*—(N° 1) Détermination de la hauteur des arbres d'après l'ombre en photographie aérienne; (N° 10) Prévision atmosphérique et risques de feux de forêts d'après observations locales; (N° 65) Types de sites et taux de croissance au lac Edouard; (N° 66) Développement de la classification des sites forestiers dans le Québec; (N° 67) Nettoyage de jeunes futaies de sapin baumier et d'épinette sur les terres déboisées de bois dur; (N° 68) Coupages d'amélioration dans des futaies de bois dur intolérant, type conifère; (N° 69) Opérations sylvicoles, 1940–41; (N° 70) Certaines caractéristiques de croissance de l'épinette rouge.

BRANCHE DES ARPENTAGES ET DU GÉNIE.—Rapport annuel séparé de la Branche des Arpentages et du Génie. *Observatoire du Dominion, Ottawa.*—Programme du samedi soir (trimestriel); Bulletin sismologique (mensuel); Signaux horaires par sans-fil (mensuel);

Vol. VI, Investigations spectroscopiques du soleil, partie II, Rotation du soleil, sections 1–3, *prix 40 cents;* Vol. XI, n° 6, Investigation des méthodes sur la gravitation et la magnétométrie de la prospection géophysique, *prix 50 cents;* Vol. XI, n° 7, Résultats magnétiques 1927–1937, *prix 50 cents;* Vol. XIII, nos 3 à 8 inclusivement, Bibliographie de sismologie, *prix 25 cents chacun. Observatoire astrophysique du Dominion*, Victoria, C.B.—Vol. VII, n° 10, Vitesse radiale et intensité de la ligne spectrale de l'Iota Herculie, *prix 25 cents;* Vol. VII, n° 11, Les éléments de l'orbite spectroscopique de H.D. 23277, *prix 25 cents. Bureau fédéral des Forces hydrauliques et hydrométriques.*—Brochures nos 80 et 82 sur les ressources de l'eau, Approvisionnement d'eau de surface de la Colombie Britannique, 1934–36, et approvisionnement d'eau de surface des Provinces des Prairies, 1935–37. *Service Géodésique.*—n° 43, Altitudes dans l'est du Canada, *prix 25 cents. Service Hydrographique.*—Tables de marée pour: Côte de l'Atlantique, *prix 25 cents;* Halifax et Sydney; Saint John, Charlottetown; Québec et Pointe-au-Père; Côte du Pacifique, *prix 25 cents;* Vancouver et Sand Heads, *prix 10 cents chacun;* Prince Rupert; Pilote du golfe St-Laurent, 2ième édition, *prix $1·25;* Supplément n° 5 du Pilote du St-Laurent (en bas de Québec), *prix 50 cents,* Supplément n° 3 du Pilote du St-Laurent (Québec à Montréal), *prix 50 cents;* Pilote de la Colombie Britannique, Vol. 1, 3ième édition, *prix $1·50;* Supplément n° 1 du Pilote de la Colombie Britannique, Vol. 2, *prix 50 cents.*

Munitions et Approvisionnements.—Le Front Industriel (première édition, janv. 1942; Edition revisée, juillet 1942) anglais et français; Le Canada fournit les outils de guerre (illustré) anglais; I.S.C. Branche—Organisation d'un service gouvernemental—son fonctionnement et façon de s'en servir (Explication du programme "Miettes et morceaux") anglais et français; Sous-entrepreneurs dans les industries canadiennes de munitions (un manuel pour les entrepreneurs de premier ordre) anglais; Priorités et contrôle économique, français et anglais; Contrôles du temps de guerre au Canada (mimiographié) anglais.

Défense Nationale.—Rapport annuel: Liste des officiers, Forces défensives du Canada, Service Naval, Militaire et Aérien; liste du Service Naval Canadien; Ordres généraux du Service Naval; Ordres généraux de l'Armée, Ordres de l'Armée canadienne; Règlements de l'Aviation, C.A.R.C.; Ordres généraux de l'Aviation.

Commission Nationale du Film.—Rapport annuel; Catalogue de films de 16 mm., 1941-42 "Yeux du Canada".

Conseil National de Recherches.—Une liste de 773 publications du Conseil National de Recherches, 1918–38, est disponible pour distribution gratuite sur demande. Un supplément à cette liste donne les titres des publications parues jusqu'à septembre 1940. A la fin de juin 1942, le nombre de publications sur la liste est de 1069. Cette liste comprend les rapports annuels du Conseil; les rapports techniques nos 1–18; les bulletins nos 1–19; des rapports miméographiés non énumérés jusqu'ici comme publications du Conseil; des articles reproduits du Canadian Journal of Research qui contiennent (i) des rapports sur les travaux d'expérimentation exécutés dans les Laboratoires du Conseil National de Recherches, (ii) des rapports sur le travail accompli ailleurs avec l'aide financière du Conseil National de Recherches. Tous ces rapports sont disposés par ordre chronologique de publication et numérotés en conséquence. Cette nouvelle série de publications est précédée des lettres "N.R.C. No."

Le *Canadian Journal of Research* n'est pas compris dans la série du N.R.C. No. Fondé comme moyen de publication au Canada des résultats de recherches originales scientifiques poursuivies au Canada, le Canadian Journal of Research est maintenant publié en quatre sections: A—Sciences physiques; B—Sciences chimiques; C—Sciences botaniques; D—Sciences zoologiques. Le journal a un fort tirage et se trouve dans les principales bibliothèques scientifiques du monde. Depuis ses débuts en mai 1929 jusqu'à la fin du volume 12, en juin 1935, le Journal paraissait en un seul volume chaque mois. *Des numéros de ces 12 volumes non reliés peuvent s'obtenir au prix de $1·50 chacun. Il existe un index des volumes 1–12 au prix de $1.* Depuis juillet 1935, le Journal est publié en quatre sections comme il est dit plus haut. Chaque section est paginée séparément. Les sections A et B sont reliées en un seul couvert chaque mois et les sections C et D sont de même reliées ensemble. Les numéros de juillet à décembre 1935 constituent le volume 13 *(prix $2).* Le volume 14 contient les numéros publiés en 1936; depuis lors un volume a été publié chaque année. *Le prix de chaque numéro du Journal est de 50 cents; l'abonnement annuel pour les sections A et B est de $2·50; pour les sections C et D, de $2·50; pour les quatre sections, $4.*

Revenu National.—Rapport annuel, contenant des états relatifs aux importations, aux exportations, à l'accise et au revenu.

Services Nationaux de Guerre.—Règlements des Services Nationaux de Guerre; Règlements relatifs au Corps (civil) de Sapeurs-Pompiers pour service au Royaume-Uni. *De plus, le Directeur de l'Information Publique publie de nombreuses brochures traitant de l'effort de guerre, y compris des réimpressions de discours d'hommes publics de marque des Ile Britanniques, des Etats-Unis et du Canada. Une liste de ces brochures peut être obtenue du Directeur de l'Information Publique, Ottawa.*

Bureau canadien du tourisme.—Le Canada vous invite. Comment pénétrer au Canada. Canada (dépliant illustrant les plaisirs récréatifs). Les plaisirs de la pêche au Canada. Les districts de chasse au Canada. Randonnées en canot au Canada. Randonnées en canot jusqu'à la baie d'Hudson. Sport et voyage au Canada. Vacances au Canada. Carte routière du Canada et des Etats-Unis. Carte de l'Est et carte de l'Ouest. Randonnée en automobile à travers le Canada.

Pensions et Santé Nationale.—(1) Hygiène—Traitement des matières souillées dans les maisons isolées et dans les petits établissements dépourvus d'égout municipal; (2) La mère canadienne et son enfant; (3) Paralysie infantile; (17) Puits; (18) Traitement des approvisionnements d'eau potable dans les habitations rurales; (19) Soin des pieds; (21) Logement; (22B) Vitamines; (23) Conditionnement de l'air et chauffage relativement à la santé; (24) Renseignement pour hommes—syphilis et blennoragie; (25) Renseignements pour jeunes femmes sur l'hygiène sexuelle; (26) Renseignements pour les parents—enseignement de l'hygiène sexuelle aux enfants; (27) Prévention de la cécité chez les nouveau-nés; (29a) Goitre—Faits pour le public en général; (30) Comment assurer une bonne dentition; (31) Ce que vous devriez savoir sur la tuberculose; (32) Variole et vaccination; (34) Le rat; (35) Âge mûr—Vos artères et votre cœur; (36) Le rhume ordinaire; (100) Fièvre des foins et Asthme; (101) Respiration artificielle (affiche murale); (102) L'hygiène en vacances—Guides pour les campeurs et les villégiateurs; (103) Fièvre typhoïde; (104) Maximes d'hygiène—petites notes; (105) Le sommeil; (107) Le maintien; (108) Prévention de la diphtérie.

A l'intention de la profession médicale et des services de santé et d'hygiène, le Ministère publie un magazine trimestriel excepté "La Santé Nationale" qui est gratuit pour toutes les personnes de ce domaine d'activité. Il y a souvent réimpression d'articles d'intérêt général pris dans la Revue que l'on peut se procurer sur demande.

Quelques problèmes industriels sont étudiés dans des brochures sur l'empoisonnement par le T.N.T., le benzol et les vapeurs nitreuses, et sur la protection de la peau pour ceux qui travaillent dans le tétryl.

Postes.—Rapport annuel du Ministre des Postes. Guide postal officiel. Règlements concernant la poste rurale. Brochure de l'information postale.

Archives Publiques.—*Rapports annuels.*[1]—1914–15 *(60 cents)*, 1921 *(30 cents)*, 1923 *(55 cents)*, 1926 *(10 cents)*, 1928 *(25 cents)*, 1929 *(50 cents)*, 1930 *(50 cents)*, 1931 *($1)*, 1932 *($1)*, 1933 *($1)*, 1934 *(10 cents)*, 1935 *($1)*, 1936 *($1)*, 1937 *($1)*, 1938 *($1)*, 1939 *(50 cents)*, 1940 *(50 cents)*, 1941 *(50 cents)*.

Publications numérotées.—N° 9, Première législation du Nord-Ouest canadien—Oliver (2 vol.), 1914–15, *$2;* N° 12, Rapports sur les lois du Québec, 1767–70—Kennedy et Lanctôt (1931), *$1;* N° 13, vol. I. Catalogue de brochures, [2] 1493–1877—Casey (1931), *$1;* Vol. II, Catalogue de brochures, [2] 1878–1931—Casey (1932), *$1*.

Publications spéciales.—(h) Documents—Histoire constitutionnelle du Canada, 1759–91—Short et Doughty, 2 éd. (2 vol.), (1918), *$2;* (i) Catalogue de gravures, etc.,[3] Partie I, Sec. 1—Kenney (1925), *$2·50;* (j) Documents—Monnaie canadienne, change, etc., sous le régime français[4]—Shortt (2 vol.), (1925–26), *$3;* (*l*) La collection Kelsey[5] (Journaux de la Hudson Bay Co., 1683–1722)—Doughty et Martin (1929), *$2; (m)* Documents—Monnaie en Nouvelle-Ecosse,[6] 1675–1758—Shortt, Johnson, Lanctôt (1933), *$2; (n)* Documents—Histoire constitutionnelle du Canada, 1819–28—Doughty et Story (1935), *$2; (o)* Les documents Elgin-Grey,[7] 1846–52—Doughty (4 vol.), 1937, *$5; (p)* La collection Oakes, nouveaux documents par Lahontan-Lanctôt (1940), *50 cents*.

Travaux Publics.—Rapport annuel.

Secrétariat d'Etat.—Rapport annuel, *prix 10 cents*. Les armes du Canada, *prix 50 cents*. La Gazette du Bureau des brevets, *abonnement annuel $10, le numéro 10 cents*. Rapport annuel du commissaire des brevets, *prix 10 cents*. Rapport annuel du surintendant des banqueroutes, *prix 10 cents*.

Commerce.—

NOTA.—*Les demandes pour les publications suivantes doivent être adressées à l'Imprimeur du Roi, Ottawa. Les publications du Service de Renseignements Commerciaux sont compilées en vue de fournir aux exportateurs canadiens des informations sur les possibilités de vente des denrées canadiennes à l'étranger, le genre de concurrence qui s'y rencontre, les règlements de douane, etc., et ne sont pas pour distribution générale. Les publications disponibles comprennent des feuillets donnant les exigences des connaissements et une série de recommandations aux exportateurs, couvrant tous deux les pays compris dans les territoires assignés aux commissaires du commerce. De temps à autre, des rapports spéciaux sont publiés séparément; les abonnés du Bulletin des Renseignements Commerciaux ont droit à les recevoir gratuitement. Leur distribution dans tous les autres cas est contrôlée par l'Imprimeur du Roi qui en fixe le prix.*

[1] Contient des textes, calendriers et catalogues de documents et des rapports sur le travail administratif des divisions. [2] Page titre et introduction en français et en anglais, même volume; titres des brochures selon l'original; index en anglais. [3] Titre, préface et introduction en français et en anglais dans le même volume; notes en anglais; titres exacts des gravures. [4] Volumes complets y compris index en français et en anglais dans le même volume. [5] Titres et introduction en français et en anglais dans le même volume; notes et index en anglais; textes des journaux selon l'original (anglais) exact. [6] Titre et avant-propos en anglais et en français, sinon en anglais seulement. [7] Titre et introduction en anglais et français, sinon en anglais.

Rapport annuel du Ministère du Commerce, *25 cents.* Rapport annuel de la Commission des grains du Canada, *25 cents.* Rapport annuel sur l'électricité et le gaz, *25 cents;* Rapport annuel du laboratoire de recherches du Dominion concernant le grain, *prix 10 cents;* Liste des élévateurs licenciés, etc., *50 cents.*

Office des Renseignements Commerciaux.—Bulletin des renseignements commerciaux.—Publié chaque semaine en anglais et en français, comprenant des rapports des commissaires du commerce et autres renseignements commerciaux. *Abonnement annuel,* Canada, *$1; étranger, $3·50.*

Bureau Fédéral de la Statistique.—(Pour les publications du Bureau Fédéral de la Statistique, voir pp. 962 à 973).

Transports.—*(Les publications marquées d'un astérisque sont disponibles en anglais et en francais.) (Disponibles chez le sous-ministre adjoint et secrétaire, Ministère des Transports, Ottawa)*—*Rapport annuel du Ministère des Transports, *prix 50 cents*†. Le pont de Québec, 2 vols, *prix $5·00.* Pont de Québec, 2 vols, rapport de la commission sur la chute du, *prix $1·50.* Le canal maritime de Welland, 1913–1933, *prix $10·00.* Projet de canalisation du St-Laurent, rapport de la commission conjointe d'ingénieurs, avec plaques, *prix $5·00.* Rapport de la Conférence des ingénieurs canadiens sur la section des rapides internationaux, *prix $2·50.* Rapport de la commission conjointe des ingénieurs (nouvelle assemblée), *prix $2·50.* Chemin de fer de la Baie d'Hudson—Rapport Palmer sur le choix du terminus maritime, *prix $1·00.* *Chemin de fer Canadien National—Rapport Palmer sur les facilités de terminus à Montréal, *prix $1·00.* Histoire statutaire des chemins de fer à vapeur et à l'électricité du Canada, 1836–1937—dressée par Robert Dorman, *prix $3·00.*

Service des Canaux.—*Canaux du Canada, *prix 10 cents.* *Lois et règlements (canaux), *prix 10 cents.* Canal maritime de Welland, 1934, *prix 10 cents.*

Services maritimes.—Convention internationale pour la sûreté de la vie en mer, *prix 25 cents.* Convention internationale concernant les lignes de charge, etc., *prix 50 cents.* Liste de navigation (bilingue), † *prix 50 cents.* Règlements concernant l'expédition de bétail du Canada, *prix 10 cents.* Règlements concernant le transport de pontée de bois de charpente, *prix 10 cents.* Règlements concernant l'examen des marins et autres pour le certificat d'efficacité aux sauveteurs, *prix 10 cents. (Disponibles chez l'Imprimeur du Roi, Ottawa)*—Liste de phares, etc., au Canada:—*(a)* Côte du Pacifique, *prix 15 cents; (b)* Côte de l'Atlantique, *prix 35 cents; (c)* Eaux intérieures, *prix 25 cents.* *Règlements, quais du Gouvernement au Canada, *prix 10 cents.* Renseignements sur le chenal maritime du fleuve St-Laurent à partir de Pointe-au-Père jusqu'à Montréal avec tables de marée. De Montréal au lac Ontario et à la rivière Ottawa (bilingue), *prix 25 cents.* Expédition à la Baie d'Hudson, N. B. McLean, directeur en charge, 1927–28, *prix 50 cents.* *Règlements pour la gouverne des ports publics au Canada, *prix 10 cents.* *Lois et règlements concernant l'examen des maîtres et seconds de la marine marchande pour les certificats de compétence de long-courrier (examen 1), *prix 25 cents.* *Lois et règlements concernant l'examen des maîtres et seconds des navires canadiens côtiers et fluviaux, *prix 10 cents.* *Lois internationales de la route, *prix 10 cents.* *Lois de la route sur les Grands Lacs, *prix 10 cents.* Loi du transport des marchandises par eau, 1936, *prix 10 cents.* Règlements concernant le chargement et le transport de cargaisons de grain, *prix 10 cents.* *Instructions relatives à l'inspection des chaudières et de la machinerie des bateaux à vapeur, *prix 10 cents.* *Règlements concernant les appareils de sauvetage, *prix 10 cents.* *Règlements concernant l'inspection des coques et de l'outillage des bateaux à vapeur, *prix 10 cents.* *Règlements concernant l'émission de certificats d'ingénieur-mécanicien, *prix 10 cents.* *Règlements concernant l'examen des mécaniciens, *prix 10 cents.* *Règlements concernant les extincteurs, *prix 10 cents.* *Lois sur la ligne de charge pour les bateaux naviguant sur les lacs ou les fleuves, *prix 10 cents.* *Lois générales sur la ligne de charge, *prix 10 cents.* *Règlements relatifs à la protection des débardeurs contre les accidents, *prix 10 cents.*

Services de l'Air.—(Disponibles chez le contrôleur de la Radio, Ottawa). *Extraits de la loi de la radio, 1938, et règlements émis en vertu d'icelle avec référence aux postes amateurs d'expérimentation. *Extraits de la loi de la radio, 1938, et règlements émis en vertu d'icelle gouvernant l'installation et l'opération d'appareils récepteurs privés pour la réception des programmes radiophoniques. Sommaire de la procédure d'examen pour les certificats commerciaux de compétence en radio. Avis aux marins sur l'aide de la radio à la navigaton. Liste des postes radiophoniques au Canada, *prix 10 cents.* Carte de conversion des kilocycles en mètres, *prix 10 cents.* Carte montrant les postes radiophoniques comme aides à la navigation, *prix 25 cents.* Manuel du Ministre des Postes britannique pour les sans-filistes, revisé conformément aux règlements internationaux de la télécommunication (revision du Caire, 1938), *prix 25 cents.* Extraits de la loi canadienne de la navigation et règlements en vertu d'icelle et de la Convention internationale pour la sûreté de la vie en mer concernant l'équipement radiophonique sur les bateaux, *prix 10 cents. (Disponibles chez l'Imprimeur du Roi, Imprimerie Nationale, Ottawa.)* *La loi de la radio, 1938, *prix 10 cents.* Loi de la radio, 1938, et règlements en vertu d'icelle, *prix 10 cents.* Convention internationale de Madrid sur les télécommunications, 1932, avec les règlements généraux de radiocommunication (revision du Caire, 1938), y annexés, *prix 25 cents.* Bulletin n° 2—Interférence inductive à la radio (1932), *prix 35 cents.* Supplément "A" au bulletin n° 2 (1934), *prix 15 cents. (Disponibles chez le contrôleur de l'aviation civile, Ottawa.)* Règlements de

† On peut aussi l'obtenir chez l'Imprimeur du Roi, Ottawa.

l'air, 1938, avec amendements jusqu'au 9 déc. 1939. Circulaires d'information aux pilotes civils et propriétaires d'avions—revisées annuellement. Circulaires d'information aux mécaniciens et aux propriétaires d'avions—revisées annuellement. Entraînement pour l'aviation civile. Entraînement pour l'obtention de certificats de mécanicien pour l'aviation civile, conditions de l'émission et instructions aux postulants. Règlements des zones d'aéroports, 1939. Règlements de la défense aérienne, 1942. *(Disponibles au Bureau météorologique, 315 ouest, rue Bloor, Toronto (5), Ont.)* Rapports annuels (1895-1915), *prix $1.* Expéditions canadiennes au pôle durant l'année, 1932-33. 2v. (vol. 1: Météorologie.—vol. 2: Magnétisme terrestre, courants de la terre, aurore boréale.), *prix $10.* Observations de nuages en 1896 et 1897 à Toronto. Carte de la température quotidienne. Edition de Toronto. Abonnement annuel, *prix $4.* Pluie et neige mensuelles et annuelles du Canada, de 1903 à 1913. Résumé météorologique mensuel avec données comparatives de Toronto, Ontario, 1941. Etat mensuel d'observations météorologiques au Canada et à Terre-Neuve, 1916, *prix 10 cents l'exemplaire, abonnement annuel $1.* (Publication suspendue depuis mai 1938.) Carte de la température mensuelle. (Editions courantes seulement), *prix 10 cents l'exemplaire, abonnement annuel $1.* Pluie et neige du Canada jusqu'à la fin de 1902, avec carte de la précipitation annuelle. Température et précipitation de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba.

Section 4.—Publications des gouvernements provinciaux

ILE DU PRINCE-EDOUARD

Journal de l'Assemblée Législative. Statuts. *Gazette Royale.* Rapports annuels de l'Auditeur provincial sur les comptes publics. Education; Agriculture; Hôpital Falconwood (pour aliénés) et Infirmerie provinciale; Statistiques Vitales et Santé Publique. Etat comparatif des finances publiques, 1925-1938.

NOUVELLE-ÉCOSSE

Gazette Royale. Statuts, journal et débats de l'Assemblée Législative. Journal de l'Education. Manuel des lois et règlements sur l'Instruction Publique et les règlements du Conseil de l'Instruction Publique. *Rapports annuels.*—Comptes publics; Hygiène publique—comprenant Statistiques vitales, Institutions de bienfaisance, Institutions pénitentiaires, Bien-être de l'Enfance, Ecole de formation de la Nouvelle-Ecosse pour les arriérés mentaux, Hôpital Général Victoria, Hôpital de la Nouvelle-Ecosse, Sanatorium de la Nouvelle-Ecosse, Allocations aux mères, Pensions de vieillesse; Education; Prévôt des incendies; Mines; Musée provincial et Bibliothèque scientifique; Archives publiques; Bibliothèque législative; Secrétaire provincial—comprenant les compagnies de téléphone rural, les unions de crédit, la Commission des censeurs; Département de l'Agriculture; Département de la Voirie et des Travaux Publics; Département des Terres et Forêts; Département du Travail—comprenant la Commission des gages minimums, les Bureaux d'emploiement, l'Inspection des manufactures, les Secours aux chômeurs; Statistiques des cités, villes et municipalités constituées en corporation; Imprimerie; Migrateurs pauvres; Commission des utilités publiques; Commission de compensation aux ouvriers; Commission des forces hydrauliques; Commission de régie des liqueurs; Commission du logement de la Nouvelle-Ecosse; Royale Gendarmerie à Cheval (section de la Nouvelle-Ecosse). Ministère de l'Industrie et de la Publicité (Rapport annuel) *Rapports spéciaux.*—Une enquête sur le lait et la crème; Une enquête sur la Franchise; Des recherches sur les agissements de la Commission des compensations; Exposé par le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse à la Commission Royale sur les relations financières fédérales-provinciales; Conseil économique, vol. I, II, III et IV.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Gazette Royale. Statuts. Rapports annuels du Contrôleur Général de la Commission de Santé, du ministère de l'Education et de l'Agriculture (y compris l'horticulture). Rapports annuels: Travaux Publics, Terres de la Couronne, Hôpital pour aliénés, Rapport du Jordan Memorial Tuberculosis Sanatorium à River-Glade, Rapports des Women's Institutes, Rapport de la Commission de compensation aux ouvriers, Rapport de la Commission des Utilités Publiques, Rapport de la Commission Hydroélectrique du N.-B., Rapport de la Boy's Industrial Home, Saint-John, Rapport de la Commission de régie des liqueurs du N.-B., Rapport de la Commission des pensions de vieillesse, Rapport de la Commission de la prévention des incendies du N.-B., et Rapport de la Commission des conducteurs de véhicules à moteur. Rapport du département des relations fédérales et municipales; et Rapport du Bureau des gages raisonnables.

QUÉBEC

NOTA.—*Les titres des publications disponibles en anglais sont donnés en anglais.*

Procureur Général.—Liste annuelle des fonctionnaires de la Province de Québec.

Conseil Exécutif.—*Bureau du Tourisme.—(Les publications précédées du signe (1), (2) ou (3) sont respectivement bilingues, françaises ou anglaises.)*

(1) Carte officielle des routes et du tourisme (annuelle); (3) Roaming and Rambling in La Province de Québec, Canada—historic, romantic, picturesque (guide de 64 pp., illustré); (2) La Province de Québec—pays de l'histoire de la légende et du pittoresque (32 pp. guide, illustré); (3) La Province de Québec (avec 7 dépliants supplémentaires contenant une carte régionale) ; (3) Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean; (3) The Gourmet's Trail in la Province de Québec; (3) La ville de Québec; (3) L'Ile d'Orléans.

Affaires Municipales, Commerce.—Rapport annuel du Ministre des Affaires Municipales; Liste des corporations municipales (annuelle); Annuaire Statistique; Statistiques de l'Instruction Publique; Statistiques financières des corporations scolaires; Statistiques municipales (annuel); Bulletin météorologique (mensuel); Production de beurre et fromage (mensuel); Rapports de statistiques agricoles; Caisses populaires et Sociétés coopératives agricoles; Statistiques des hôtelleries, 1938; Bibliothèques et musées, 1938; Statistiques des accidents d'automobile (mensuelles et annuelles). Enregistrement de véhicules-moteur (annuel).

Secrétaire Provincial.—Rapport annuel du secrétaire et registraire; Gazette Officielle de Québec, bilingue (hebdomadaire); Les Statuts de la Province (annuel); Statuts Revisés de la Province (1941); Rapport de l'Archiviste (annuel); Monuments commémoratifs de la Province de Québec—P.-G. Roy.

Santé et Bien-être social.—Rapport annuel; Résumé des statistiques vitales (mensuel). Fréquence des maladies contagieuses dans la Province de Québec (mensuel).

Trésorerie.—Etat annuel des comptes publics; Estimations annuelles; Discours sur le budget (annuel); Rapport annuel sur les compagnies d'assurance; Rapport annuel sur les associations de secours mutuel; Rapport annuel sur les compagnies de fiducie.

Bureau du Revenu.—Rapport annuel de la Commission des Liqueurs.

Terres et Forêts.—Rapport annuel du ministre; Circulaire n° 1—La rouille vésiculaire du pin blanc—G.-C. Piché; Nomenclature des noms géographiques de la province de Québec, Commission géographique du Québec; Dictionnaire des lacs et rivières; Rapport annuel de la Commission des Eaux Courantes du Québec; Notes sur les forêts du Québec—G.-C. Piché; Rapport du service de protection; Tableau des forces hydrauliques concédées de 1867 à 1923 (Supplément 1923 au 7 avril 1930); Forêts et chutes d'eau; Ressources naturelles du Québec.

Agriculture.—*Bulletins.*—(55) L'aviculture dans les villes et villages; (40) Comment planter vos arbres fruitiers; (89) Le drainage des terres arables; (90) Expérience sur les céréales; (92) La pyrale du maïs; (95) Livre de compte agricole; (100) Drainage des sols; (115) Jardins pour légumes; (118) Guide de la protection des cultures; (124) Arrosage du verger commercial (français et anglais); (125) Culture de la tomate, du piment et des aubergines; (127) Plantation d'un verger commercial, (135) Les arrosages du verger; (137) Polyarthrite du poulain; (138) L'exploitation du troupeau laitier; (142) Production de veaux de lait; (143) Plans de porcherie; (144) L'élevage du porc à bacon; (149) L'exploitation de la ferme; (151-152) Moutons et agneaux; (155) Précis d'agriculture. *Circulaires.*—(42) Sélection des troupeaux de volailles; (117) Recettes, viande de lapin; (125) Guide des cercles de fermières; (65) Mauvaises herbes communes et leur contrôle; (66) Culture de la luzerne dans le Québec. *Divers.*—(221-222) Plans de poulailler et de couveuse; (224) Livre de compte de la ferme, *prix 15 cents;* (293) L'érable, orgueil du Québec. (Liste de publications envoyée sur demande.)

Voirie.—Rapport annuel du ministre de la Voierie (bilingue); Loi concernant le ministère de la Voierie (éditions française et anglaise séparées).

Mines et Pêcheries.—Extraits des rapports sur le district de l'Ungava, par T. C. Denis (1929); Esquisse géologique et minéraux économiques de la province de Québec (1924); Rapports annuels sur les opérations minières de la province de Québec; Rapports annuels du Bureau des Mines de Québec, années 1928 à 1939; Le Parc National des Laurentides.

Colonisation.—Rapport annuel du ministre; Le Guide du colon, 1932; Le Manuel de référence du Québec.

Travail.—Rapport du ministre; Loi des accidents du travail; Rapport annuel de la Commission des accidents du travail; Rapport de la Commission de l'Assurance Sociale du Québec; Statistiques des pensions de vieillesse et des pensions aux mères nécessiteuses et aux aveugles.

Travaux Publics.—Rapport du ministre; Statistiques des pertes par le feu dans la province.

Instruction Publique.—Code scolaire (1940); Loi sur l'instruction (1940); Règlements du comité catholique (1941); Mémoranda pour l'orientation des instituteurs (1940) avec suppléments; Rapport annuel; Rapport financier du Surintendant de l'Instruction, (annuel);

Mon premier livre de lecture (1ère et 2ième parties) (1940); l'Enseignement primaire; Educational Record; Circulaires annuelles avec instructions aux commissions scolaires et aux inspecteurs d'écoles; Cours d'anglais et de français pour les écoles anglaises catholiques (1926); Liste des manuels autorisés; Circulaire de renseignements pour les instituteurs désirant entrer à l'école normale; Pourquoi instruire? La vie scolaire; L'instruction dans le Québec.

Conseil Législatif.—Agenda du Conseil Législatif; Votes et procès-verbaux du Conseil Législatif; Journaux du Conseil Législatif; Règles et règlements du Conseil Législatif.

Assemblée Législative.—Agenda de l'Assemblée Législative; Votes et procès-verbaux de l'Assemblée Législative; Journaux de l'Assemblée Législative; Documents de la Législature; Rapports des départements et répliques aux ordres et adresses de l'Assemblée Législative; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur les élections (publié à la suite de chaque élection générale); Rapport du bibliothécaire de la Législature; Règlements annotés et ordres permanents de l'Assemblée Législative du Québec; Les bills privés à l'Assemblée Législative du Québec (manuel contenant le texte annoté des règles qui régissent les bills privés); Gouvernement et Législature; Liste des présidents et membres des comités de la Législature.

ONTARIO

Agriculture.—*Rapports annuels;*—Ministre de l'Agriculture; Collège agricole et Ferme expérimentale; Bureau d'inscription des étalons; Statistiques agricoles; Association de maraîchers et de fructiculteurs; Société entomologique; Sociétés agricoles; Sociétés horticoles; Rapport annuel du Collège Vétérinaire de l'Ontario; Opérations des unions de crédit. *Bulletins;*—FRUITS.—(342) Maladie bactérienne (1929); (383) Jaunissement de la pêche et petite pêche; (392) Emondage des arbres fruitiers en Ontario (1938); (403) Les maladies les plus importantes des arbres fruitiers (1939). INDUSTRIE AGRICOLE EN GÉNÉRAL.—(296) Trèfle d'odeur (1938); (326) Granges de ferme (1927); (327) Nœuds et épissures: corde sur la ferme (1937); (331) Discours et débats publics (1933); (348) Théâtre amateur (1929); (349) Nielles du grain; (360) Drainage de la ferme (1931); (364) Fumiers et engrais chimiques (1931); (370) Epreuve du lait, de la crème et des sous-produits laitiers (1941); (371) Fabrication du beurre sur la ferme (1936); (372) Fabrication du fromage mou et fromage cheddar de ferme;(1941) (385) Mites du fromage et leur contrôle (1937); (397) Champignons de l'Ontario (1939); *prix 10 cents;* (398) Approvisionnements d'eau de la ferme (1939); (399) Système de plomberie et d'égoût pour la maison de ferme (1939); (405) Peinturage sur la ferme (1939); (406) Production d'un foin de plus grande valeur alimentaire (1939); (407) Fèves de soja en Ontario (1940); (408) Préservation par la mise en boîtes (1940); (409) Mauvaises herbes d'Ontario (1940); (410) Avantages de l'engrais chimique pour les récoltes; (411) Séchage du foin coupé tôt sur des trépieds (1940); (412) Fruits et légumes gelés rapidement dans les armoires d'emmagasinage (1940); (416) Insectes incommodants pour la maison (1941); (417) Transport du lait dans le bassin de Toronto (1941); (418) Conseils sur la façon de juger les lieux d'emmagasinage des grandes cultures, plantes-racines et pommes de terre (1941). BÉTAIL.—(304) Avortement infectueux des vaches (1938); (337) Parasites nuisibles au mouton (1928); (350) L'hypoderme (1934); (367) Le porc sur la ferme (1940); (378) L'oestre et son contrôle (1934); (380) Parasites nuisibles au porc (rev. 1938); (396) Mastite ou mammite chez la vache;(1938) (401) Alimentation et soin du cheval de travail (1939); (402) Elevage et soin du cheval de trait (1939); (420) Poux du bétail et méthode de contrôle (1939). VOLAILLE.—(363) Parasites nuisibles à la volaille (1931); (394) Maladies de la volaille (1938); (395) Volaille de ferme (1938); (400) Production du dindon (1939); (413) Détermination du sexe des poussins (1940); (414) Chaponnage en Ontario (1940); (419) Soin et méthodes employées dans l'obtention de sang de poule pour l'épreuve de la diarrhée blanche (1941). LÉGUMES.—(358) La pyrale européenne du maïs (1931); (393) Insectes nuisibles aux légumes (1938); (404) Production de tomates de qualité dans l'Est de l'Ontario (1939); (415) Résultats de quatre années de travail de démonstration avec les pommes de terre (1941); (421) Analyse du sol pour cultures maraîchères (1942). *Publications spéciales.*—Manuel d'alimentation et de surveillance du cochon; Manuel d'alimentation et de surveillance des vaches laitières; Manuel d'alimentation et de surveillance de la volaille (1942); Les oiseaux de l'Ontario et l'agriculture, *prix 25 cents;* Livre de compte de la ferme, *prix 25 cents;* Analyse économique des opérations de la fabrication du fromage en Ontario; Destruction des loups; Entretien du sol et recommandations sur l'engrais chimique; Valeur des oiseaux pour l'homme; Sols pour le tabac dans le comté de Norfolk; Jardins domestiques en temps de guerre; Pâturages d'été pour l'Ontario; Herbe à puce.

Procureur Général.—Rapports de l'inspecteur des bureaux légaux; Rapport annuel du prévôt des incendies; Rapport annuel du commissaire de la police pour Ontario; Rapport annuel du surintendant des assurances; Rapport annuel du registraire des corporations de prêt et de fiducie.

Education.—*Rapports.*—Rapport annuel du ministre; Personnel des écoles publiques et séparées; Personnel des instituts collégiaux, des écoles d'orientation professionnelle, etc.;

Opérations de la loi régissant les écoles de métiers; Fonds de retraite. *Lois.*—Réimpression de 15 lois sur l'éducation et les bibliothèques publiques, *prix 25 cents chacune. Règlements.*—Vingt-quatre règlements d'administration sont publiés. *Cours d'études.*—Neuf programmes ou cours sont publiés concernant les divers degrés ou classes du système éducationnel. *Manuel.*—Sept listes comprenant les manuels de professeurs, les livres de lecture supplémentaire et les besoins de l'upper school relativement aux langues modernes *Divers.*—Année scolaire et congés; Lectures choisies dans la Bible; Bibliothèque de professeurs pour les instituteurs des écoles publiques et séparées (1938); Manuel d'hygiène pour les instituteurs des écoles publiques et séparées (1938); Canadian Intelligence Examination.

(Le titre de toutes les publications parait dans le rapport annuel du Minisire, ou peut s'obtenir du ministère.)

Chasse et Pêche.—Rapport annuel du Ministère de la Chasse et de la Pêche; Lois et règlements sur la chasse et la pêche; Relevé des lois et règlements sur la chasse et la pêche; Rapport du comité spécial du poisson, 1928–1930; Rapport du comité spécial du gibier, 1931–1933; Conservation de l'achigan noir à petite bouche; Conservation du maskinongé.

Santé.—Loi du remède au cancer; Loi et règlements sur les cimetières; Loi des maisons de maternité; Loi et règlements des hôpitaux pour aliénés; Loi et règlements de l'enregistrement des gardes-malades; Loi et règlement des hôpitaux privés; Loi des sanatoriums privés; Loi des hôpitaux psychiatriques; Loi et règlements des hôpitaux publics; Loi et règlements des sanatoriums pour tuberculeux; Loi de la vaccination; Loi et règlements de prévention des maladies vénériennes; Loi et règlements sur l'hygiène publique pour ce qui a trait: A la literie; Aux camps, travaux et lieux dans les districts territoriaux qui n'ont pas d'organisation municipale; Aux camps d'été; Aux maladies contagieuses; A la désinfection; Aux unités sanitaires; A la pasteurisation; A la psittacose; A l'entrecroisement; A l'embouteillage des liqueurs; Aux piscines; Aux rayons-X; Au fumier; Aux abattoirs; Aux qualifications des officiers de santé, des inspecteurs sanitaires et des infirmières de santé publique. *Publications.*—Rapport annuel du Ministère de la Santé; Rapport annuel sur les hôpitaux ontariens pour les malades mentaux, les arriérés mentaux. les épileptiques et les patients habituels; Rapport annuel sur les hôpitaux publics, hôpitaux privés, hôpitaux pour incurables, hôpitaux pour convalescents et sanatoriums pour phtisiques.

(Des brochures sur différents sujets en rapport avec la santé peuvent être obtenues du Ministère de la Santé, Edifices du Parlement, Toronto.)

Voierie.—Rapport annuel, Ministère de la Voirie; Loi du trafic sur les grandes routes, 1937, et amendements et règlements; Lois des véhicules commerciaux, 1937, avec amendements et règlements; Loi des véhicules publics, 1937, avec amendements et règlements; Loi d'amélioration des grandes routes, 1937, avec amendements; Loi de la taxe sur la gazoline. 1937, avec amendements et règlements; Loi de la manutention de la gazoline, 1937, avec amendements et règlements; Carte routière de la province d'Ontario, *gratuite sur demande;* Cartes de comté, district et township, *liste de prix sur demande.*

Assurance.—*Rapports.*—Surintendant des Assurances; Registraire des corporations de prêt.

Travail.—*Législation.*—Loi du Ministère du Travail; Loi régissant la construction des manufactures, des ateliers et des édifices à bureaux; Loi des chaudières à vapeur; Loi concernant les mécaniciens de moteurs fixes et règlements concernant l'émission de certificats; Loi des bureaux de placement et règlements régissant les agences de placement; Loi des apprentis et règlements généraux régissant la formation des apprentis dans les métiers spécifiés et règlements de métier concernant chaque métier spécifié; Règlements concernant la protection des personnes travaillant dans l'air comprimé; Règlements concernant la protection de personnes travaillant dans les tunnels et les caissons ouverts; Loi du salaire minimum; Ordonnances de la commission du salaire minimum: Loi de l'étalonnage industriel et listes des gages et des heures approuvées par un ordre en conseil. *Rapports.*—Rapport annuel du Ministère du Travail, y compris les rapports de la branche d'inspection des fabriques, de la branche d'inspection des chaudières à vapeur, du bureau des examinateurs des mécaniciens pour moteurs fixes, de la branche de l'apprentissage, de la branche du salaire minimum, de la branche des étalons industriels, de la branche de conciliation et d'arrangement et du programme de formation d'urgence de temps de guerre. *Manuels.*—Pourquoi des certificats pour les mécaniciens de machines fixes et appareils de levage; chaudières; moteurs, turbines, condensateurs, pompes; réfrigération et compression d'air; combustion; Livre des commençants sur l'opération d'une usine génératrice; Accessoires d'usine à vapeur; Ecole d'entraînement aéronautique, Galt—Traité d'entraînement pour le Corps d'Aviation Royal Canadien et exigences industrielles.

Terres et Forêts.—Rapport annuel; Ressources forestières de l'Ontario; Loi de l'Ontario sur les feux de forêts; Loi et règlements sur la prévention des feux de forêts; Protection des forêts; Service aéronautique; Distribution d'arbres forestiers; Brise-vent et rideaux protecteurs; Arbres pour les écoles; Lots à bois sur des fermes; Reboisement; Reboisement sur

les fermes; Liste des townships dans la province d'Ontario; Statuts touchant les arpenteurs et l'arpentage dans la province d'Ontario; Liste de cartes et plans lithographiés; Brefs renseignements sur les sites d'été en Ontario. Brefs renseignements sur les terrains de colonisation de l'Ontario; Parc Algonquin.

Mines.—Loi des mines, (S.R.O., 1937, chap. 47, avec amendements à date); Manuel—Mines et ressources minérales de l'Ontario, sixième édition, 1936. Vol. XLIX, Partie I, 1940; Rapport sur la production minérale d'Ontario en 1939; Rapport de la Commission Royale d'Ontario sur le nickel, 1917, *prix $5;* Rapport du Comité sur le minerai de fer d'Ontario, 1923, *prix $2,* Volume XXX, Partie II, Gisements d'or en Ontario; Volume XXXIII, Partie II, 1924, Région aurifère de Porcupine, *prix, $2;* Rapport définitif du Comité conjoint sur la tourbe, 1925, *prix $1;* Volume XXXVII, Partie II, 1928, Région aurifère de Kirkland Lake, *prix $2;* Bulletin n° 25, Liste des publications (troisième édition) avec suppléments; Bulletins nos 80 et 93, Le numéraire et la crise mondiale; Guide du prospecteur dans les champs miniers d'Ontario, (sixième édition, 1939). Loi de la taxe minière; Lois et règlements sur le gaz naturel et le pétrole; Loi de la vente des métaux non ouvrés; Bulletin 131, Accidents miniers en 1940, Carte 1939-a, Index des cartes géologiques; Etude des minéraux et roches.

Affaires Municipales.—Rapport annuel; Statistiques municipales (annuelles), *prix $5;* Résumé de la législation municipale et scolaire, *prix 10 cents;* Manuel de comptabilité pour les villages et townships d'Ontario, *prix $2. (Des brochures et bulletins occasionnels sont aussi publiés traitant de divers aspects des affaires municipales.) Commission municipale de l'Ontario.*—Rapport annuel; Réseaux téléphoniques (index du rapport de la Commission sur les réseaux téléphoniques municipaux); Règlements de pratique et procédure et formes de pratique; Règlements, spécifications et formules.

Premier Ministre.—Rapports de la Commission de régie des liqueurs de l'Ontario et de la Commission du chemin de fer Témiscamingue et Nord-Ontario. Manuel du touriste. Rapports de la commission des parcs de Niagara; Rapport de l'Ontario Research Foundation. Rapport de la Commission d'énergie hydroélectrique.

Secrétaire Provincial.—*Rapports annuels.*—Prisons et maisons de correction y compris Bureau des pardons conditionnels; Rapport annuel du secrétaire et registraire de la province d'Ontario (ce rapport est présenté chaque année à l'Assemblée Législative, mais n'a pas été imprimé depuis plusieurs années). Rapport annuel des naissances, mariages et décès; Loi des compagnies, y compris Loi des corporations extra-provinciales; Loi dite de main-morte et institutions de charité; Loi de l'information sur les compagnies et Loi d'enregistrement des garanties des compagnies. Loi du mariage. Loi des statistiques vitales. Manuel des médecins avec liste internationale des causes de décès.

[*Le Manuel à l'usage des médecins avec liste internationale des causes de décès est publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, mais cette Branche possède des exemplaires pour distribution.*]

Registres et Archives Publics.—(9) Comptes rendus de l'Assemblée Législative du Haut-Canada, 1812 (1912); (10) Comptes rendus de l'Assemblée Législative du Haut-Canada, 1818–1821 (1913); (11) Comptes rendus de l'Assemblée Législative du Haut-Canada, 1821–1824 (1914); (12) Comptes rendus du Conseil Législatif du Haut-Canada, 1821–1824 (1915); (13) Voyages de la Rochefoucault-Liancourt au Canada, 1795 (1916); (14) Registres des premières cours de justice du Haut-Canada (1917); (15) Manuscrits des Hurons (1918–1919); (16) Colonisation dans le Haut-Canada (1920); (17) Concessions de terres de la Couronne dans le Haut-Canada, 1787–1791 (1928); (18) Concessions de terres de la Couronne dans le Haut-Canada, 1792-1796 (1929); (19) Concessions de terre de la Couronne dans le Haut-Canada, 1796-1797 (1930); (20) Concessions de terres de la Couronne dans le Haut-Canada, 1797–1798 (1931); (21) Minutes de la cour de district locale des sessions trimestrielles, 1800–1811 (1932); (22) Minutes de la cour de district de London des sessions trimestrielles, 1800–1818 (1933).

Bien-être Public.—*Rapports.*—Rapport annuel, Rapport de la Commission des pensions de vieillesse (y compris pensions aux aveugles); Commissions des allocations aux mères; Commission médicale des allocations aux mères; Branche des secours au chômage; Commission de l'aide aux soldats; Branche de l'aide à l'enfance: Orphelinats; Refuges et foyers pour les vieillards et les infirmes; Rapport spécial sur les jeunes hôtes britanniques. *Lois.*—Lois et règlements des pensions de vieillesse; Loi et règlements des allocations aux mères; Loi des institutions de charité; Loi de l'entretien des parents; Loi et règlements des parents non mariés; Loi et règlements de l'adoption. *Brochures.*—Manuel d'information générale pour les anciens combattants (publié par la Commission de l'aide aux soldats).

Travaux Publics.—Rapport annuel du Ministre, avec rapports par le sous-ministre, l'architecte, l'ingénieur, le secrétaire et le comptable.

Trésorerie.—Etats annuels; Estimations des dépenses; Comptes publics; Etat financier présenté par le trésorier à l'Assemblée Législative; Rapport du vérificateur des comptes. Rapport de la Commission de la censure des vues cinématographiques.

Autres publications.—*Commission d'énergie hydroélectrique.*—Rapport annuel; Nouvelles sur l'hydro (mensuel); Lois et règlements concernant l'installation et l'outillage électrique. *Commission de contrôle du lait.*—Rapport annuel. *Commission des parcs de Niagara.* Rapport annuel. *Ontario Research Foundation.*—Rapport annuel. Les documents scientifiques dus au personnel, publiés dans les journaux scientifiques ou commerciaux, sont énumérés dans le rapport annuel. *Commission de compensation aux accidentés.*—Rapport annuel.

MANITOBA

Agriculture.—*Brochures.*—Rapports annuels sur les récoltes et le bétail. *Bulletins et circulaires.*—*(Une longue série est publiée sur les grandes cultures, les mauvaises herbes, la machinerie de ferme, l'industrie laitière, l'élevage, la volaille, les insectes, le ménage, l'horticulture, la production diverse et de temps de guerre.)*

Education.—Rapport annuel; Programme des études, élémentaires et senior; Loi des écoles publiques; Règlements; Embellissement des terrains scolaires; Agenda des cours d'été; Loi de la fréquentation; Loi du Ministère de l'Education; Règlements pour les écoles secondaires; Règlements de la Commission consultative sur les exercices religieux; Règlements de la commission consultative sur les exercices patriotiques.

Commissaire Municipal.—Renseignements statistiques sur les municipalités de la province et liste du nom et adresse des fonctionnaires de l'administration et de l'hygiène de chaque municipalité; Commission de la répartition du Manitoba.

Travaux Publics.—Rapport annuel, y compris documents sessionnels. Rapport sur l'assurance.

Procureur Général.—Rapport annuel. Commission des liqueurs du gouvernement. Commission de compensation aux accidentés. Rapport annuel du réseau téléphonique du Manitoba.

Trésorier Provincial.—Comptes publics; Estimations; Discours sur le budget; Rapport de l'Association des prêts aux fermiers du Manitoba.

Secrétaire Provincial.—*Manitoba Gazette;* Journaux et documents sessionnels. Statuts de la province.

Mines et Ressources Naturelles.—Rapports annuels sur l'industrie forestière, la chasse et la pêche, les terres de la Couronne, les mines et minéraux, les arpentages, les ressources hydrauliques; Guide des prospecteurs; Cartes minières; Cartes régionales des terres; Clos de brise-vent et lot à bois de ferme (1938); The Keystone Province Magazine; Carte routière.

Santé et Bien-être Public.—Rapport annuel; Soins donnés à la mère avant et après l'accouchement (mensuel); Le bébé au Manitoba; L'enfant au Manitoba; Matériel pour les études des enfants dans les petits centres; Patrons pour layettes d'enfants *(10 cents);* Règlements pour les pensionnats, les hôpitaux de maternité et les garderies; Règlements de quarantaine; Les rhumes; La rougeole; La scarlatine; La diphtérie; Immunisation contre la diphtérie; Coqueluche; Le tachome; La fièvre typhoïde; Matériel des instituteurs propres à l'entraînement pour la santé.

Les publications du Ministère fédéral des Pensions et de la Santé Publique, du Conseil du Bien-être de l'enfance, de l'Institut national pour les aveugles sont aussi employées par le service éducationnel et peuvent s'obtenir à la Division de l'Enseignement de l'Hygiène, 320 rue Sherbrooke, Winnipeg, Man.

SASKATCHEWAN

Agriculture.—Rapport annuel du Ministère de l'Agriculture. Rapports annuels des branches, etc.:—Industrie laitière; Bétail; Grandes cultures; Statistiques; Coopération et marchés; Rapport de la Division des abeilles; Rapport du département d'extension du Collège de l'Agriculture. Rapports de la Commission des marchés: Marché du bétail. Bulletins et feuillets sur le bétail, les grandes cultures, l'industrie du lait, les méthodes de labour, etc.

Autres publications.—*Rapports annuels;* Bureau du Travail et du Bien-être Public; Ministère de l'Education; Ministère de la Voirie et des Transports; Ministère des Affaires Municipales; Ministère des Travaux Publics; Bureau de la protection de l'enfance; Ministère de la Santé; Département des Téléphones; Département des Ressources Naturelles; Commission des gouvernements municipaux; Comptes publics; Commission du cancer; *The Saskatchewan Gazette. Du bureau des Publications;* Bulletin hebdomadaire de nouvelles (Weekly News Bulletin); Vacances, une brochure pour touristes; Quelques faits, un Annuaire de la province—industries, etc.; Législation concernant les femmes et les enfants; Sécurité de la route.

ALBERTA

Agriculture.—Notes hebdomadaires du Ministère de l'Agriculture; Rapport agricole de l'Alberta (tous les quinze jours, de mai à septembre); Rapport annuel; Résumé statistique de la production de l'année précédente; Agenda des écoles provinciales d'agriculture; Semaine de la fermière (circulaire); Semaine de la ferme et de la maison (circulaire). Le Ministère de l'Agriculture—Ses fonctions et ses services. *Bulletins.*—Elevage du dindon en Alberta; Conservation des fruits, légumes et viandes; Embellissement des abords du domicile; Production de crème de haute qualité; Plantation d'arbres décidus et d'arbustes; Plantation d'arbres à feuilles persistantes; Décoration de la maison; Valeur et emploi du lait; Cuisson de la viande; Emploi varié des légumes; Production de pommes de terre en Alberta; Quatre mauvaises herbes; Apiculture pour commençants en Alberta; Bourgeonnement et greffage; Le troupeau laitier; Habillage et salaison du porc sur la ferme. *Circulaires et feuillets. (Il en existe un certain nombre traitant de plusieurs problèmes de la ferme.)*

Education.—Rapport annuel; Programme d'étude des écoles élémentaires; Programme de formation d'urgence de temps de guerre pour les instituteurs, 1942-43; Examens de promotion au grade VIII; Examens départementaux pour les grades IX-XII; Brochures sur l'étude de la peinture, de l'architecture et de la sculpture; Prospectus annonçant les cours d'été; Prospectus concernant les écoles normales; Programme d'étude des lycées techniques (revisé en 1932 et 1937); Règlements du Ministère de l'Education concernant le cours d'étude des grades VII, VIII et IX; Cours d'études secondaires par correspondance; Horaire suggéré pour les écoles à classe unique; Instructions sur l'enseignement du français dans les écoles élémentaires; Supplément au programme d'étude des écoles élémentaires—Choix de lectures; Suggestions concernant le travail sédentaire dans les grades juniors; Table de logarithmes à cinq décimales; Règlements du Ministère de l'Education concernant le programme d'étude et les examens annuels des écoles secondaires; Liste de prix et formule de réquisition—Branche des livres de classe; L'éducation rurale en Alberta telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être; Règlements du Ministère de l'Education concernant le programme d'étude et les examens annuels des écoles commerciales (revisés en 1932 et 1937); Bulletins et règlements concernant les édifices scolaires dans les districts scolaires de la campagne et des villages; Série de plans et de spécifications pour résidence de professeurs; Série de plans pour écoles à une ou deux salles de classe, avec spécifications; Prospectus annuel de l'Institut provincial de Technologie et d'Arts; Cours d'étude pour les écoles secondaires techniques; Loi scolaire; L'éducation physique dans les écoles rurales; L'éducation physique dans les écoles secondaires; Rapport du Comité législatif sur l'instruction rurale; L'éducation rurale en Alberta; Manuel de civisme pour les écoles secondaires; Instructions concernant la tenue d'examens; Instructions spéciales aux examinateurs en fonction; Instructions spéciales aux examinateurs en fonction concernant les examens commerciaux; "Après trois ans"—Rapport sur les grandes divisions; *Librairie enfantine d'Alberta.*—Catalogue de manuels scolaires.

Imprimeur du Roi.—*Gazette de l'Alberta, prix $2 par année.* Projets de loi et statuts.

Terres et Mines.—Rapport annuel; Rapport annuel de la Branche des Mines; Revue annuelle de l'huile; Histoire de l'huile en Alberta; Liste des puits creusés pour l'huile et le gaz et suppléments annuels s'y rapportant; Minéraux de l'Alberta; Extraction d'or alluvionnaire en Alberta; Rapport des droits de broutement (Région à herbe courte de l'Alberta).

Affaires Municipales.—Rapport annuel du Ministère; Liste des municipalités de l'Alberta; Gouvernement autonome rural local—un exposé du programme de plus grandes unités municipales.

Secrétaire Provincial.—Règlements sur les véhicules de service public. *Branche de l'Assurance.*—Rapport annuel.

Hygiène Publique.—Rapport annuel du Ministère; Rapport annuel des statistiques vitales. Bulletins publiés sur divers sujets concernant la santé. Brochures sur les maladies contagieuses au nombre de 12; Livre de la mère d'Alberta; Ce que vous devriez savoir sur le cancer (livre); Renseignements généraux sur les amygdales; Règlements d'hygiène pour les écoliers; Goitre; Connaissances utiles sur les mouches; De nos jours (brochure sur la nutrition); Histoire et organisation du Ministère et des commissions d'hygiène; Hôpitaux et sanatoriums; Protection des approvisionnements alimentaires de la collectivité; Protection des approvisionnements laitiers publics; Destruction sanitaire des rebuts et déchets publics; Maladies communiquées par les excréments; Unités sanitaires de district; Pour combattre la syphillis à ses débuts; Traitement des maladies sociales à la sulfanilamide; *Bulletins alimentaires.*—(1) Préparation de la viande dure; (2) Le dîner à l'école; (3) Salades.

Travaux Publics.—Rapport annuel; Carte routière annuelle.

Commerce et Industrie.—Législation ouvrière. *Commission des Relations Industrielles.* Rapport annuel; Manuel de procédure. *Branche d'activité coopérative.*—Unions de crédit de

l'Alberta; diverses brochurettes et formules de comptabilité pour les unions de crédit et les coopératives. *Commission de l'Ecoulement de l'Alberta.*—Répertoire des manufacturiers de l'Alberta; Catalogue de pièces de machinerie de ferme. *Commission de l'Ecart des Prix.*—Résumé hebdomadaire. *Bureau de Publicité.*—Livre de voyage; Faits sur l'Alberta; *(diverses autres publications). Commission du Crédit Social.*—Rapport annuel; *(diverses autres publications). Branche de la Statistique.*—Résumés mensuels et annuels.

Trésorerie.—Discours sur le budget contenant des extraits des comptes publics et autres états financiers; Comptes publics; Estimations des recettes et dépenses; Comment recourir aux branches de la Trésorerie.

Autres publications.—Des rapports annuels sont aussi publiés par la Commission des Utilités Publiques et la Commission de Compensation aux Accidentés.

COLOMBIE BRITANNIQUE

Agriculture.—*Le Ministère publie une liste de publications sur l'industrie laitière, les maladies et insectes, les grandes cultures, la culture des fruits et légumes, le bétail et divers autres sujets, ainsi que des rapports sur la statistique agricole et le climat.*

Pêcheries.—*(Rapports annuels et bulletins disponibles au Ministère).*

Imprimeur du Roi.—*Gazette de la Colombie Britannique.*

Terres.—*Branche des Terres.*—Comment obtenir du terrain par préemption; Questions et réponses sur la Colombie Britannique; *(les autres bulletins des Terres couvrent des districts particuliers d'enregistrement de la terre.) Branche Forestière.*—Comment effectuer une vente de bois; Règlements du pâturage. *Branche Hydraulique.*—Forces hydrauliques—Colombie Britannique; Forces Hydrauliques—Fleuve Fraser.

Mines.—*Rapports annuels élaborés et bulletins spéciaux disponibles au Ministère.*

Bureau de Voyages du Gouvernement de la Colombie Britannique.—L'attirante Colombie Britannique; Cours d'automobiles et endroits de stationnement en Colombie Britannique; Colombie Britannique—Canada; Carte dépliante de la Colombie Britannique; Routes pittoresques de la Colombie Britannique; La C.B. présente la grande route Big Bend; "Fuyez l'hiver" *(dépliant de voyage d'hiver);* La chasse et la pêche en Colombie Britannique; Catalogue de films (16mm.); Synopsis des règlements sur le sport de la pêche; Parc Tweedsmuir, Colombie Britannique; Parc Thunderbird; Parc Wells Gray; Cariboo romantique; L'Ile de Vancouver.

Commerce.—Rapport annuel; Index du commerce de la Colombie Britannique (répertoire des produits des industries de la Colombie Britannique).

Section 5.—Rapports des Commissions Royales fédérales et provinciales et rapports choisis de Commissions Royales britanniques intéressant le Canada

COMMISSIONS ROYALES FÉDÉRALES

La liste des Commissions Royales Fédérales, de 1870 à 1939, paraît aux pages 1137-1140 de l'Annuaire de 1940.

Commission Royale pour enquêter sur les événements survenus à Arvida, Qué., en juillet 1941. Rapport, 1941, 13 p. Sévérin Letourneau, W. L. Bond, commissaires. Commission Royale pour enquêter et faire rapport sur l'organisation, l'autorisation et l'envoi de la force expéditionnaire canadienne à la Colonie de la Couronne de Hong-Kong. Rapport, 1942, 61 p. Très hon. Sir Lyman P. Duff, G.C.M.G., commissaire. Commission Royale pour enquêter sur les gages et les conditions de travail des employés de certaines firmes de construction navale du Québec et de l'Ontario. Rapport publié dans la *Gazette du Travail* de janvier 1942. Sénateur L. M. Gouin, C.R., président, V. C. Macdonald, C.R., F. H. Barlow, C.R., commissaires.

COMMISSIONS ROYALES PROVINCIALES

NOTA.—*Cette liste est la continuation de celles des pages 1140-1145 de l'Annuaire de 1940 et de la page 1016 de l'Annuaire de 1941.*

Alberta.—Commission Royale pour enquêter sur le désastre de la mine n° 3 exploitée par les Houillères Brazeau Ltée à Nordegg. Rapport, 1942. M. le juge Ewing, commissaire. Commission Royale d'enquête re l'entente entre la Commission du district d'hospitalisation municipal de Drumheller et les unions locales des mineurs unis d'Amérique, district 18, Autres mineurs et employeurs de mineurs. Rapport, 1941. M. le juge Ives, commissaire.

Les membres de la commission d'enquête sur les remèdes contre le cancer ont été nommés commissaires pour enquêter sur le remède Koch ou méthode de traitement ou tout autre remède ou méthode de traitement contre la maladie. (Ordre en conseil, 27 nov. 1941.)

Colombie Britannique.—Commission Royale sur le charbon et les produits du pétrole, 1936-1938, 3 vol. Hon. Juge M. A. Macdonald, commissaire. Commission Royale pour enquêter sur certains sujets touchant l'administration des Commissions de l'Ecoulement constituées en vertu de la section 4 de la loi de l'écoulenent des produits naturels (Colombie Britannique). Son honneur A. M. Harper, juge de la Cour de comté de Vancouver, commissaire. (Ordre en Conseil du 30 sept. 1941.) Commission Royale pour enquêter sur l'Administration policière de la cité de New Westminster. Rapport 1942. F. W. Howay, commissaire.

COMMISSIONS ROYALES BRITANNIQUES CONCERNANT LE CANADA

La liste des Commissions Royales Britanniques, qui ont trait au Canada, paraît à la page 1145 de l'Annuaire de 1940.

CHAPITRE XXIX.—ANNALES

SYNOPSIS

	Page
Section 1. Principaux événements de l'année	992
Section 2. Nécrologie	993
Section 3. Extraits de la *Gazette du Canada* Nominations officielles, commissions, etc.	993
Section 4. Législation fédérale, 1940-42	996

Section 1.—Principaux événements de l'année

La guerre.—Une chronologie des principaux événements de la guerre, du 1er sept. au 31 déc. 1939, est donnée aux pp. 38–41 de l'Annuaire de 1940, et du 1er janv. au 8 juil. 1940, aux pp. 1174–1180 du même volume. Du 9 juil. 1940 au 31 mai 1941, la chronologie est continuée aux pp. 1030–1047 de l'Annuaire de1941. Les événements depuis cette date jusqu'à la mise sous presse paraissent dans l'Appendice I, pp. 999–1022.

La Famille Royale.—S.A.R. le Feld-Maréchal Duc de Connaught, K.G., frère de Sa Majesté le Roi Edouard VII, décédé, et Gouverneur général du Canada de 1911 à 1916, est mort à Bagshot Park, Surrey, Angleterre, le 16 janv. 1942 à l'âge de 91 ans.

Nominations diplomatiques.—Le personnel de la représentation diplomatique du Canada à l'étranger et des envoyés britanniques et étrangers au Canada, au 28 fév. 1942, paraît aux pp. 81–83 du présent volume. Depuis l'envoi à l'imprimerie du chapitre III—Constitution et Gouvernement—les six représentants suivants de pays alliés du Canada ont présenté leurs lettres de créance à Son Excellence le Gouverneur Général comme premiers Ministres auprès du Canada. Le Ministre de Chine, le Dr Liu Shih-shun, a présenté ses lettres de créance le 26 fév. 1942; le Ministre de Pologne, M. Victor Podoski, le 27 mars 1942; le Ministre de Norvège, M. Daniel Steen, le 2 avril 1942; le Ministre de Yougoslavie, le Dr Isidor Cankar, le 15 mai 1942; et le Ministre de Grèce, M. Georges S. Depasta, le 5 juin 1942.

Accords commerciaux.—Les derniers renseignements concernant les accords commerciaux conclus au cours de l'année paraissent au chapitre du commerce extérieur, dans la sous-section 2, Relations tarifaires avec les autres pays, pp. 435–437.

Restrictions du commerce en temps de guerre.—Les règlements sur le commerce avec l'ennemi, dont il a été question à la p. 440, ont été appliqués à la Birmanie le 18 mars 1942.

Plébiscite national.—Le 27 avril 1942, le peuple du Canada a été appelé à voter sur la question de relever le Gouvernement des obligations découlant d'engagements antérieurs concernant la méthode d'appel des hommes pour le service militaire. Pour l'ensemble du Canada les votants civils ont donné un vote affirmatif dans la proportion de 63 p.c., tandis que le vote des services armés, tant au Canada qu'outre-mer, publié le 6 mai a été affirmatif dans des proportions de 84 p.c. et 72 p.c. respectivement.

Relations fédérales-provinciales.—Après le troisième budget de guerre d'avril 1941, les provinces ont consenti à laisser libre le champ des impôts personnels et des taxes de corporations pour recevoir en retour des paiements annuels du Dominion. Un exposé de ces accords est donné à la p. 760.

Elections provinciales générales.—Une élection générale en Colombie Britannique le 21 oct. 1941 maintient au pouvoir le gouvernement libéral de l'hon. T. D. Patullo, mais avec une majorité réduite. Le 9 déc. l'hon. M. Patullo résigne et le lendemain un gouvernement de coalition est formé sous la direction de M. John Hart.

En Nouvelle-Ecosse, une élection générale le 21 oct. 1941 maintient au pouvoir le gouvernement libéral de l'hon. A. S. MacMillan.

Changements dans les ministères provinciaux.—Les changements suivants dans les ministères provinciaux sont survenus depuis l'impression du chapitre "Constitution et Gouvernement" de ce volume:—

Québec.—Le 10 juin 1942 l'hon. Léon Casgrain, C.R., devient Procureur Général et l'hon. Edgar Rochette assume le portefeuille des Pêcheries Maritimes en plus de celui du Travail et des Mines.

Manitoba.—La date de nomination des Ministres, donnée comme étant le 2 nov. 1940 dans le tableau de la page 78, a été revisée par la province et doit être remplacée par celle du 4 nov. 1940. Le Ministre des Mines et Ressources Naturelles assume les fonctions de Secrétaire Provincial le 28 nov. 1939, et celles de Ministre de l'Industrie et du Commerce et de Commissaire des chemins de fer le 4 nov. 1940.

Le Trésorier Provincial et Ministre des Téléphones et Télégraphes devient Ministre en charge de la Commission d'Energie du Manitoba le 4 nov. 1940.

Section 2.—Nécrologie

La nécrologie habituellement publiée ici ne parait pas dans cette édition par suite de la contraction du volume de l'Annuaire. Cependant, la Division de l'Annuaire tient cette nécrologie à date et elle se fera un plaisir de fournir les renseignements désirés.

Section 3.—Extraits de la Gazette du Canada—Nominations officielles, commissions, etc.*

Lieutenants-Gouverneurs, 1941.—29 août, lieutenant-colonel William Culham Woodward, Vancouver, C.B.: Lieutenant-Gouverneur de la province de Colombie Britannique, en remplacement de l'hon. Eric Werge Hamber.

Conseillers Privés, 1941.—8 octobre, l'hon. W. F. A. Turgeon, C.R., Envoyé extraordinaire de Sa Majesté et Ministre plénipotentiaire du Canada en Argentine et au Chili: membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada. 10 décembre, Louis Stephen St-Laurent, C.R., LL.D., Québec, Qué.: membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada. 15 décembre, Humphrey Mitchell, Ottawa, Ont.: membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada. 29 décembre, le très hon. Winston Churchill, C.P., Premier Ministre du Royaume-Uni: membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada.

Membres du Cabinet, 1941.—10 décembre, l'hon. Louis Stephen St-Laurent, C.R., LL.D., Québec, Qué.: Ministre de la Justice et Procureur Général du Canada. 15 décembre, l'hon. Norman Alexander McLarty, C.R., Windsor, Ont.: Secrétaire d'Etat pour le Canada, en remplacement de l'hon. Pierre François Casgrain, démissionnaire. L'hon. Humphrey Mitchell, Ottawa, Ont.: Ministre du Travail, en remplacement de l'hon. Norman McLarty, démissionnaire. **1942.**—26 mai, l'hon. James H. King, C.P., leader suppléant du gouvernement au Sénat: membre de l'Administration comme Ministre sans portefeuille.

Nouveaux députés à la Chambre des Communes, 1942.—9 février, Gaspard Fauteux (lib.), Ste-Marie (Montréal), Qué. L'hon. Humphrey Mitchell (lib.), Welland, Ont. Joseph W. Noseworthy (C.C.F.), York South, Ont. L'hon. Louis S. St-Laurent (lib.), Québec-Est, Qué.

* Cette liste est la continuation de celle des pp. 1020-1025 de l'Annuaire de 1941.

Nominations officielles*—*Banque du Canada.*—**1941.** 31 juillet, E. G. Baker, Toronto, Ont.: un des directeurs jusqu'au 28 février 1943, en remplacement du col. Claude Brown, décédé. 1er octobre, G. F. Towers: de nouveau gouverneur pour 7 ans à partir du 23 octobre 1941.

Commission des grains.—**1942.** 7 janvier, D. G. McKenzie, Winnipeg, Man.: Commissaire en chef, en remplacement de E. B. Ramsay, démissionnaire, à partir du 1er janvier.

Commission des transports.—**1941.** 26 nov. G. A. Stone, renommé à partir du 15 décembre 1941.

Société Radio-Canada.—**1941.** 31 octobre, gouverneurs pour un autre terme de 3 ans à partir du 2 novembre: Révérend W. E. Fuller, Halifax, N.-E.; J. W. Godfrey, Halifax, N.-E.; Adrien Pouliot, Québec, Qué. **1942.** 10 avril, R. R. Holland, Vancouver, C.B.: gouverneur, en remplacement du maj.-gén. V. W. Odlum avec expiration de terme le 1er nov. 1943. 1er mai, E. H. Charles n, Ottawa, Ont.: gouverneur en remplacement de A. B. Plaunt, avec expiration de terme le 1er nov. 1943

Commission du Prêt agricole canadien.—**1942.** 5 mars, W. C. Clark, Sous-Ministre des Finances, renommé membre pour un terme de 5 ans, à partir du 3 décembre 1941.

Chemin de fer Canadien National.—**1942.** 24 avril, H. J. Symington, Montréal, Qué., et B. L. Daly, Winnipeg, Man., renommés directeurs jusqu'au 30 septembre 1944.

Commission canadienne des pensions.—**1941.** 26 août, H. A. Bridges, Ottawa, Ont.: membre pour 7 ans, à partir du 1er septembre.

Banque hypothécaire centrale.—**1942.** 21 avril, P. A. Chester, de nouveau nommé directeur pour 3 ans à partir du 1er avril. L. P. St-Amour: directeur, en remplacement du lt.-col. Jules A. Brillant, démissionnaire, avec terme expirant le 1er avril 1944.

Sous-Ministres.—**1941.** 1er oct., F. P. Varcoe, adjoint du Sous-Ministre de la Justice, devient Sous-Ministre en remplacement de W. S. Edwards. 15 oct., lt-col. K. S. MacLachlan, Sous-Ministre conjoint intérimaire de la Défense Nationale, nommé Sous-Ministre de la Défense Nationale pour les services navals, à partir du 1er avril 1941. **1942.** 1er avril, W. G. Mills, Sous-Ministre intérimaire de la Défense Nationale pour les services navals, devient Sous-Ministre de la Défense Nationale pour les services navals.

Conseil Fédéral de la Santé.—**1942.** 5 juin, de nouveau membres, Madame Pierre F. Casgrain, Westmount, Qué., à partir du 1er octobre 1942, et Madame Helen Douglas Smith, Vancouver, C.B., à partir du 2 juin 1942.

Commission géographique du Canada.—**1941.** 16 sept. K. G. Chipman, nommé membre de la Commission pour représenter la branche des levers topographiques, à partir du 1er septembre.

Commission des sites et monuments historiques.—**1941.** 21 novembre, Son Honneur F. W. Howay, New Westminster, C.B.: président, en remplacement du brig.-gén. E. A. Cruickshank. 10 décembre, Major G. Lanctôt, Archiviste du Dominion, et W. Cromarty, Bureau des Parcs Nationaux: membres, en remplacement du brig-gén. Cruickshank et de F. H. H. Williamson respectivement.

Commissions des frontières interprovinciales.—**1941.** 9 juillet, F. H. Peters, arpenteur général des terrains du Dominion, H. E. Beresford, directeur des levers, Manitoba, et D. A. Smith, contrôleur des levers, Saskatchewan: membres de la Commission des frontières Manitoba-Saskatchewan.

Conseil National de Recherches.—**1942.** 5 mai, nommés membres pour 3 ans, jusqu'au 31 mars 1945: doyen Armand Circe, Université de Montréal; Dr. J. A. Gray, Université Queen, Kingston, Ont; Dr. O. Maas, Université McGill, Montréal; Fred Molineux, Fraternité des peintres et décorateurs, Hamilton, Ont.; Dr. Arthur Surveyor, ingénieur conseil, Montréal, Qué. Nommé membre pour 2 ans, jusqu'au 31 mars 1944: Dr. Robert Newton, Université d'Alberta, Edmonton, Alta.

Commission de l'Assurance-chômage.—**1941.** Bryce M. Stewart, Sous-Ministre du Travail, W. C. Clark, Sous-Ministre des Finances et Graham F. Towers, Gouverneur de la Banque du Canada: membres du Comité de Placement de la Commission d'Assurance-chômage. **1942.** 16 mars, Louis Trottier, Montréal, Qué.: commissaire en chef.

Commissions et comités en temps de guerre.—1941. Le 15 juillet, J. B. Collip, membre du Conseil National de Recherches, et Gilbert Cheney, Université McGill: représentants du Comité d'expansion technique et scientifique en temps de guerre, en remplacement de Sir Frederick Banting, décédé. Le 15 juillet, l'hon. T. C. Davis, juge: membre de la Commission nationale du cinématographe, en remplacement de L. D. Wilgress, démissionnaire, à partir du 8 juillet 1941. Le 16 septembre, Edmond Turcotte: renommé membre de la Commission nationale du cinématographe pour une période de 3 ans à partir du 31 août. 26 déc., L. P. Pearson, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires Extérieures: membre de la Commission nationale du cinématographe pour 3 ans. **1942.** Le 12 mars, Dr. W. A. Mackintosh, adjoint spécial du Sous-Ministre des Finances: membre de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre, en remplacement de W. L. Gordon, démissionnaire. Le 13 mai, Olivier Mowat Biggar, C.R.: directeur de la Censure.

* Pour aider le lecteur, les nominations officielles sont maintenant classifiées alphabétiquement.

Nominations judiciaires, 1941.—(Les nominations de magistrats stipendiaires et de juges de paix, précédemment données sous cet en-tête, ont été laissées de côté cette année vu le manque d'espace.) *Cours de comté et de district.*—Le 5 septembre, Son Honneur Frank E. E. Simpson, juge de la Cour de Comté pour le district judiciaire du nord du Manitoba: juge intérimaire du district judiciaire de Dauphin. 10 septembre, James G. Harvie, C.R., Orillia, Ont.: juge de la Cour de Comté pour Simcoe, Ont., et également juge local de la Haute Cour de justice. Le 1er octobre, John M. George, C.R., Deloraine, Man.: juge de la Cour de Comté pour le district judiciaire du sud et également juge local de la Cour du Banc du Roi. **1942.** Le 5 janvier, J. Ross Archibald, Kamloops, C.B.: juge de la Cour de Comté de Yale et également juge local de la Cour Suprême. Le 7 janvier, Son Honneur Frank E. E. Simpson: juge de la Cour de Comté du district judiciaire de Dauphin, Manitoba, et également juge local de la Cour du Banc du Roi. W. J. Lindal, C.R., Winnipeg, Man.: juge de la Cour de Comté pour le district judiciaire du nord et également juge local de la Cour du Banc du Roi. Le 16 janvier, James B. Boyd, Vancouver, C.B.: juge de la Cour de Comté de Vancouver et également juge local de la Cour Suprême. Le 6 mai, Harry W. Colgan, Fernie, C.B.: juge de la Cour de Comté de East Kootenay et également juge local de la Cour Suprême. Clinton J. Ford, C.R., Calgary, Alta: juge de la Cour de District pour le sud de l'Alberta et également juge local de la Cour Suprême. Le 11 mai, Henry E. Grosch, C.R., Chatham, Ont.: juge de la Cour de Comté pour Kent et également juge local de la Haute Cour de justice. Le 23 mai, John C. M. German, C.R., Toronto, Ont.: juge de la Cour de Comté pour Northumberland et Durham et également juge local de la Haute Cour de justice. Le 10 juin, Son Honneur John O. Wilson, Ashcroft, C.B., juge junior de la Cour de Comté de Cariboo: juge de ladite Cour de Comté et juge local de la Cour Suprême de la Colombie Britannique. Le 15 juin, Eric D. Woodburn, Vancouver, C.B.: juge de la Cour de Comté pour Cariboo et également juge local de la Cour Suprême de la Colombie Britannique. *Hautes Cours.* **1941.**—Le 25 septembre, Hon. William M. Martin, juge de la Cour d'Appel de la Saskatchewan: juge en chef de la Cour d'Appel avec titre et privilèges de juge en chef de la Saskatchewan. Adrien Doiron, C.R., Humboldt, Sask.: juge de la Cour du Banc du Roi. L'hon. Hector Y. MacDonald, juge de la Cour du Banc du Roi pour la Saskatchewan: juge de la Cour d'Appel. Le 15 décembre, l'hon. Pierre F Casgrain, C.R., Westmount, Qué.: juge puîné de la Cour Supérieure. **1942.**—Le 2 janvier, l'hon. Sidney A. Smith, juge puîné de la Cour Suprême de la Colombie Britannique: juge de district dans l'Amirauté de la Cour de l'Echiquier dans et pour le District d'Amirauté de la Colombie Britannique. Le 5 janvier, l'hon. David A. Macdonald, juge des appels de la Cour d'Appel de la Colombie Britannique: juge en chef de la Colombie Britannique. James M. Coady, Vancouver, C.B.: juge puîné de la Cour Suprême de la Colombie Britannique, avec résidence à Vancouver ou dans les environs immédiats. Le 9 janvier, l'hon. Sévérin Létourneau, juge puîné de la Cour du Banc du Roi dans et pour la province de Québec: juge en chef de la Cour du Banc du Roi, avec résidence à Montréal ou dans les environs immédiats. Le 13 janvier, l'hon. Alexander I. Fisher, juge puîné de la Cour Suprême de la Colombie Britannique: juge des appels de la Cour d'Appel. Le 16 janvier, Joseph N. Ellis, C.R., Vancouver, C.B.: juge puîné de la Cour Suprême de la Colombie Britannique, avec résidence à Vancouver ou le voisinage immédiat. Le 12 mars, l'hon. Aimé Marchand, juge puîné de la Cour Supérieure pour le district de Trois-Rivières, Qué.: juge puîné de la Cour du Banc du Roi. Le 6 mai, Wendell B. Farris, C.R.: juge en chef de la Cour Suprême de la Colombie Britannique. L'hon. William R. Howson, juge de la division des procès de la Cour Suprême de l'Alberta: juge de la division des appels de ladite Cour et, ex officio, juge de la division des procès. William A. Macdonald, Calgary, Alta: juge de la division des procès de la Cour Suprême de l'Alberta et, ex officio, juge de la division des appels de ladite Cour. Le 8 mai, l'hon. Wilfrid Girouard, C.R., Arthabaska, Qué.: juge puîné de la Cour Supérieure pour le district de Trois-Rivières. Bernard Bissonnette, C.R., Montréal, Qué.: juge puîné de la Cour du Banc du Roi.

Commissaires, 1941.—(Les références aux Commissions dont les enquêtes sont restreintes à des questions locales ont été omises de cette édition de l'Annuaire.) Le 2 septembre, l'hon. Léon Mercier Gouin, C.R., sénateur, de Montréal, Qué.; Vincent C. MacDonald, C.R., Doyen de la Faculté de Droit, Université Dalhousie, Halifax, N.E.; et F. H. Barlow, C.R., Maître de la Cour Suprême de l'Ontario, Toronto, Ont.: commissaires, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, pour enquêter sur les demandes d'augmentation de salaires et autres changements dans les conditions de travail d'employés de certaines firmes de construction navale dans la province de Québec. (Le 25 septembre la juridiction de cette Commission a été étendue de façon à couvrir toute l'industrie de la construction navale de l'Ontario.) **1942.**—Le 2 janvier, le très hon. Sir Lyman Poore Duff, C.P., G.C.M.G., juge en chef du Canada: commissaire, sous l'empire de la partie I de la loi des enquêtes, chap. 99, S.R.C., 1927, pour enquêter et faire rapport de l'organisation, l'autorisation et l'envoi de la force expéditionnaire canadienne à la colonie de la Couronne de Hong-Kong. Le 1er avril, l'hon. Hugh Amos Robson, juge de la Cour d'Appel de la province de Manitoba, Winnipeg, Man.; H. Aldous Aylen, C.R., Ottawa, Ont.; et Lee A. Kelley, C.R., Ottawa, Ont.: commissaires, sous l'empire des stipulations de la loi de naturalisation et de la loi des enquêtes, pour enquêter et faire rapport de tous les cas touchant la révocation des certificats de naturalisation pouvant être référés de temps en temps à la dite Commission.

Semaine de Reconsécration.—Du 10 au 17 sept. 1941, désigné par proclamation une semaine à observer "en l'honneur de ceux qui, sur terre, sur mer et dans l'air, sont les défenseurs de notre pays, et en glorieuse mémoire de ces vaillants cœurs arrachés d'ici-bas dans l'accomplissement du plus précieux de tous les sacrifices pour notre commune liberté".

Jour d'actions de grâce.—Lundi, 13 octobre 1941, a été désigné par proclamation "jour d'actions de grâce au Dieu Tout-Puissant pour les abondantes moissons et tous les autres bienfaits dont il a gratifié le Canada".

Jour d'humbles prières et d'intercession.—Jeudi, 1er janvier 1942, a été désigné par proclamation "jour d'humbles prières et d'intercession au Dieu Tout-Puissant pour la cause dont le Royaume-Uni, le Canada et les autres Dominions du Commonwealth des nations britanniques, ainsi que les pouvoirs alliés et associés, se sont faits les champions, et pour tous ceux qui offrent leur vie pour notre cause et pour l'établissement d'une paix prochaine et durable reposant sur la justice et la bonne entente".

Jour national de prières.—Dimanche, 29 mars 1942, a été désigné par proclamation jour "de remerciements au Dieu Tout-Puissant pour les faveurs obtenues, et d'union dans d'humbles prières pour obtenir la force et la lumière nécessaires pour accomplir les tâches qui nous affrontent".

Semaine de l'Armée.—La semaine du lundi 29 juin 1942 au dimanche 5 juillet 1942, a été désignée par proclamation comme "Semaine de l'Armée" au cours de laquelle le peuple du Canada pouvait rendre honneur à l'armée canadienne.

Section 4.—Législation fédérale, 1940-42

Législation de la deuxième session du dix-neuvième Parlement, 7 nov. 1940 au 21 janvier 1942

NOTA.—Cette liste classifiée des lois fédérales est un résumé des Statuts. Naturellement, en résumant pareille matière il n'est pas toujours facile de donner toute la portée de la législation. Le lecteur intéressé à une loi quelconque est donc référé aux Statuts eux-mêmes. Ce résumé donne les références appropriées.

Chapitre et date de la sanction		Synopsis
Finance et taxation.—		
1	6 déc.	*Une loi modifiant la loi spéciale des revenus de guerre* (c. 179, S.R.C. 1927 et amendements) abroge l'Annexe I de la loi et amendements originaux et décrète un nouvel Annexe augmentant les taux des taxes d'accise en temps de guerre sur les automobiles, les articles de toilette et cosmétiques, les appareils photographiques, les radios, les appareils d'éclairage à l'électricité et les appareils pour usage domestique. (Voir également ci-dessous, c. 27.)
2	6 déc.	*La loi de 1940 sur la conservation des changes en temps de guerre* restreint les importations au Canada d'une longue liste de marchandises considérées comme non essentielles et en même temps pourvoit aux moyens d'augmenter les exportations avec l'aide du Gouvernement. La loi pourvoit à une certaine assistance financière au Royaume-Uni en réduisant les tarifs sur des marchandises britanniques spécifiées.
3	4 avril	*La loi des subsides n° 1, 1941*, accorde un paiement intérimaire de $37,725,207·65 à même le fonds du revenu consolidé pour dépenses du service public durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1942, soit un sixième du montant des crédits principaux.
4	4 avril	*La loi des subsides n° 2, 1941*, accorde un paiement de $78,744,584·32 à même le fonds du revenu consolidé pour dépenses du service public basées sur d'autres crédits supplémentaires pour l'année terminée le 31 mars 1941.
10	4 avril	*La loi supplémentaire sur les crédits de guerre de 1940*, pourvoit au paiement de $135,000,000 à même le fonds du revenu consolidé, en plus des crédits ordinaires du Parlement et du crédit initial de $700,000,000 prévu par la loi de 1940 sur les crédits de guerre (c. 10, 1940), pour couvrir les dépenses de l'année fiscale 1941.
11	4 avril	*La loi de 1941 sur les crédits de guerre* autorise l'affectation, à même le fonds du revenu consolidé, d'une somme d'au plus $1,300,000,000 pour dépenses faites durant l'année fiscale 1942 pour la sécurité, la défense et le bien-être du Canada; la conduite des opérations navales, militaires et aériennes à l'intérieur ou hors du Canada; favoriser la continuation du commerce, de l'industrie et des relations d'affaires; et effectuer toutes les mesures jugées nécessaires par suite de l'existence d'un état de guerre. Elle autorise également, par l'émission et la vente de valeurs du Canada, le prélèvement d'une somme d'au plus $1,300,000,000 tel qu'il peut être requis pour les fins de la loi.

Législation de la deuxième session du dix-neuvième Parlement, 7 nov. 1940 au 21 janvier 1942—suite

Chapitre et date de la sanction		Synopsis
Finance et taxation.—fin		
13	14 juin	*Une loi modifiant le tarif des douanes* (c. 44, S.R.C. 1927 et amendements). Cette loi apporte certains changements à l'annexe A du tarif des douanes, réduisant les droits sur certaines marchandises non fabriquées au Canada.
14	14 juin	*La loi fédérale sur les droits successoraux* autorise la levée de droits sur les successions. La loi détermine les dispositions réputées comprises dans une succession, les exemptions et déductions, les impositions, le paiement et les taux de droits, les appels, etc.
15	14 juin	*Une loi modifiant la loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices* (c. 32, 1940). Cette loi fait certaines revisions dans l'interprétation et la levée de taxes sur les surplus de bénéfices tel que déterminé dans la loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices.
16	14 juin	*Une loi modifiant la loi de l'accise, 1934* (c. 52, 1934, et amendements) apporte certains changements aux peines prévues par la loi et détermine de nouvelles stipulations concernant les patentes de paqueteurs de tabac. De nouveaux amendements dans la loi d'accise sur la bière, le malt et le sirop de malt sont mis en vigueur.
18	14 juin	*Une loi modifiant la loi de l'impôt de guerre sur le revenu* (c. 97, S.R.C. 1927 et amendements) augmente les taux de taxation sur les revenus et dons individuels et sur ceux payables en vertu de la taxe spéciale sur les dividendes, etc., et en vertu de la taxe de la défense nationale.
27	14 juin	*Une loi modifiant la loi spéciale des revenus de guerre* (c. 179, S.R.C. 1927 et amendements). Une taxe est imposée sur les paris de courses de chevaux; une autre taxe est également imposée sur certains billets de transport, fauteuils, couchettes, etc., et sur le prix d'entrée dans certains lieux d'amusement. Des revisions à la hausse sont faites dans les taxes d'accise sur des articles tels que les tubes de papier à cigarettes, les vins, les cartes à jouer, de même que sur les automobiles, les articles de toilette, les appareils photographiques, les radios, les appareils d'éclairage à l'électricité, etc.
29	14 juin	*Une loi modifiant la loi de 1940 sur la conservation des changes en temps de guerre* (c. 2, 1940–41) enlève ou réduit les droits sur certaines marchandises britanniques et ajoute ou enlève d'autres item des Annexes au c. 2.
31	14 juin	*La loi des subsides n° 3, 1941* accorde des paiements séparés de $18,862,603·83, $595,102·58 et $252,010.83, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du service public durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1942, soit un nouveau subside intérimaire d'un douzième des item contenus dans le budget principal et dans l'Annexe A, et un sixième des item dans l'Annexe B.
32	14 juin	*La loi des subsides n° 4, 1941* accorde, à même le fonds du revenu consolidé, des paiements de $163,431,321·01 et $35,000,000·00, de même que des crédits supplémentaires de $48,453,183·14, moins les montants déjà autorisés en vertu des cc. 3 et 31, pour dépenses du service public durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1942. Pouvoir est également donné de prélever, au moyen de l'émission et de la vente de valeurs du Canada, une somme ne dépassant pas $200,000,000 pour travaux publics et fins générales.
Agriculture.—		
24	14 juin	*Une loi modifiant la loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies* (c. 50, 1939, et amendements) fait certains changements relativement à l'aide accordé, en vertu des termes de la loi.
25	14 juin	*Une loi modifiant la loi sur le rétablissement agricole des Prairies* (c. 23, 1935, et amendements) prévoit des changements dans les pouvoirs du Ministre d'entreprendre des projets et des plans et de conclure des conventions.
Travail.—		
20	14 juin	*Une loi modifiant la loi des enquêtes en matière de différends industriels* (c. 112, S.R.C. 1927) établit que "doit s'abstenir d'agir en qualité de membre d'un conseil, quiconque a un intérêt pécuniaire dans l'issue d'un différend, ou qui agit alors ou a ainsi agi à titre de procureur, de conseiller juridique, d'avocat-conseil ou de mandataire rémunéré de l'une ou l'autre des parties au différend, dans une période de six mois précédant la date de demande d'un conseil".
21	14 juin	*Une loi modifiant la loi du ministère du Travail* (c. 111, S.R.C. 1927) pourvoit à la nomination d'un Sous-Ministre adjoint du Travail, en plus d'un Sous-Ministre tel que pourvu sous les termes de la loi originale.

Législation de la deuxième session du dix-neuvième Parlement, 7 nov. 1940 au 21 janvier 1942—fin

Chapitre et date de la sanction		Synopsis
Transport.—		
5	4 avril	*Une loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux* pourvoit à la nomination de vérificateurs indépendants pour 1941 afin d'effectuer une vérification continuelle des comptes des Chemins de fer Nationaux.
9	4 avril	*Une loi modifiant la loi sur les lignes aériennes Trans-Canada*, 1937, (c. 43, 1937 et amendements). "L'année courante" relativement à la fixation des taux est changée de l'année civile à l'année fiscale se terminant le 31 mars. La période initiale est étendue jusqu'au 31 mars 1942, et il est stipulé qu'avant le 1er avril 1942 les taux soient fixés pour l'année courante suivante.
12	14 juin	*La loi de financement et de garantie des chemins de fer Nationaux du Canada, 1941*, autorise la prestation de fonds pour couvrir des dépenses de capital effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada pendant l'année civile 1941, prévoyant le remboursement d'obligations financières et autorisant la garantie par Sa Majesté de certaines valeurs à émettre par la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada.
Pensions.—		
23	14 juin	*Une loi modifiant la loi des pensions* (c. 157, S.R.C. 1927 et amendements) étend les stipulations de la loi à ceux qui ont servi dans la deuxième guerre mondiale et fait certains changements relativement au paiement de telles pensions.
Ressources naturelles.—		
17	14 juin	*La loi sur l'exportation du gibier* défend l'exportation du gibier en dehors des limites de la province dans laquelle ce gibier a été tué, excepté sous l'autorité d'un permis d'exportation émis par cette province, dans la mesure où la province demande que cette loi soit mise en vigueur.
22	14 juin	*La loi modificatrice de 1941 sur le transfert (amendement) des ressources naturelles* amende la loi des ressources naturelles de l'Alberta (c. 3, 1930, et amendements) en accordant certains droits d'énergie dans le parc national de Banff à la Calgary Power Company Ltd., d'après une convention entre le gouvernement du Dominion du Canada et le gouvernement de la province d'Alberta.
Commerce.—		
6	4 avril	*Une loi modifiant la loi des viandes et conserves alimentaires* (c. 77, S.R.C. 1927 et amendements) apporte certains changements dans les règlements se rapportant surtout à la mise en boîtes des poissons et coquillages.
8	4 avril	*Une loi modifiant la loi du poinçonnage des métaux précieux* (c. 84, S.R.C., 1927 et amendements) apporte certains changements relativement au poinçonnage d'articles doublés d'or (gold filled) tels que montres, bracelets et lunettes.
Divers.—		
7	4 avril	*Une loi autorisant un contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la cité d'Ottawa* (c. 15, 1920, et amendements) proroge d'un an, à compter du 1er juillet 1940, le contrat du 30 mars 1920 avec la cité d Ottawa relatif au paiement, comme partie de taxes et tarifs, des services civiques et de l'eau, et en règlement de certaines réclamations.
19	14 juin	*Une loi modifiant la loi des Indiens* (c. 98, S.R.C. 1927 et amendements) donne au Gouverneur en Conseil le pouvoir de faire des règlements contrôlant l'achat d'animaux sauvages et de peaux des Indiens.
26	14 juin	*Une loi modifiant la loi du Sénat et de la Chambre des communes* (c. 147, S.R.C. 1927) décrète que les personnes en service actif durant la guerre ne sont pas inéligibles comme députés.
28	14 juin	*Une loi modifiant la loi de 1939 sur les secours de guerre* (c. 10, 1939, 2e session). Le Ministre des Services Nationaux de guerre est désigné comme le Ministre chargé d'exercer et remplir les pouvoirs et devoirs de la loi. Certains autres changements touchant l'administration de la loi sont également apportés.
30	14 juin	*Une loi modifiant la loi du Yukon* (c. 215, S.R.C. 1927) pourvoit à la nomination par le Gouverneur en Conseil de magistrats stipendiaires, de temps en temps, selon les besoins.

APPENDICE I

Chronologie spéciale de guerre, 1941-42

NOTA.—Cette chronologie fait suite à la Chronologie de Guerre paraissant aux pp. 1030–1047 de l'Annuaire de 1941.

Afin de donner une vue plus claire des événements dans les différentes zones de guerre, la chronologie a été classifiée comme suit: Généralités, pp. 999–1006; la Bataille d'Angleterre, pp. 1006–1007; la Bataille de l'Atlantique, pp. 1007–1010; Front de l'Est, pp. 1010–1014; Généralités en Méditérannée, pp. 1008; Lybie-Egypte, pp. 1015; La Bataille de la Syrie, pp. 1016; la région du Pacifique, pp. 1016–1022. Les événements dans les pays qui étaient neutres au commencement du conflit sont donnés dans la section des généralités jusqu'à ce que ces pays deviennent activement associés aux pays belligérants.

Généralités

1941

9 juin. Le paquebot américain *Robin Moor* est déclaré coulé par un sous-marin allemand dans le sud de l'Atlantique le 21 mai. L'ambassadeur français aux Etats-Unis proteste contre l'attaque de la Syrie par les Britanniques.

11 juin. Concentration très considérable de troupes allemandes sur les frontières polonaises et roumaines de Russie.

16 juin. Les Etats-Unis ordonnent la fermeture pour le 10 juillet de tous les consulats allemands et de 3 agences semi-officielles nazies.

18 juin. L'Allemagne et la Turquie signent un traité de non-agression.

19 juin. L'Allemagne et l'Italie ordonnent la fermeture de tous les consulats des Etats-Unis dans ces pays.

20 juin. Le Président Roosevelt dénonce le coulage du S.S. *Robin Moor* comme un acte de piraterie. Les Etats-Unis interdisent l'exportation des produits du pétrole à tous les pays, excepté l'Empire Britannique, l'Egypte et l'hémisphère occidental. Fortes concentrations de troupes dans la région de Léningrad.

21 juin. Le premier Emprunt de la Victoire dépasse son objectif par $110,958,950.

22 juin. L'Allemagne attaque l'U.R.S.S. *(Pour autres événements, voir "Front de l'Est".).*

24 juin. Le Président Roosevelt s'engage à donner toute l'aide possible à la Russie et dégage les fonds russes gelés aux Etats-Unis.

26 juin. L'Allemagne tente de former un bloc anti-bolchévik; la légion espagnole commence le recrutement volontaire et Signor Mussolini offre une division de troupes.

1941

27 juin. Le Ministre de la Défense Nationale annonce l'organisation du Corps féminin de l'armée canadienne sous le Ministère des Services Nationaux de guerre.

30 juin. Proclamation appelant les hommes de 21 à 24 ans pour service militaire obligatoire. Nomination de Lord Beaverbrook comme Ministre des Approvisionnements dans le Cabinet Impérial.

2 juill. La Turquie interdit la mer Noire à ses navires. Le plus gros contingent de troupes canadiennes, y compris une brigade de tanks (la première unité blindée canadienne), arrive au Royaume-Uni.

7 juill. Les forces navales des Etats-Unis coopèrent avec celles du Royaume-Uni dans l'occupation de l'Islande. La flotte des Etats-Unis reçoit l'ordre de tenir les eaux, entre l'Islande et l'Amérique du Nord," libre de toute activité ou menace ennemie."

16 juill. Le Ministre de la Défense Nationale annonce que le plein quota de plus de 34,000 hommes s'est enrôlé volontairement dans les deux mois de la première campagne nationale de recrutement du Canada.

18 juill. Les Etats-Unis étendent leur offensive économique contre les Puissances de l'Axe en interdisant les exportations de matières essentielles à certaines firmes de l'Extrême-Orient et de l'Europe de même qu'aux pays latino-américains.

19 juill. L'état de siège est déclaré en Bolivie, comme le gouvernement tente de réprimer les activités nazies dans ce pays.

1941

20 juill. Ouverture de la campagne du "V pour Victoire", d'inspiration britannique, dans les pays occupés par l'Allemagne.

21 juill. Les restrictions sur la vente de gazoline au Canada entrent en vigueur. Le président Roosevelt demande au Congrès de déclarer un état d'urgence national afin que les troupes appelées sous les drapeaux pour une période d'une année puissent être gardées en service.

22 juill. Une réduction de 25 p.c. dans la consommation canadienne de produits du porc est décrétée afin de permettre des envois plus considérables à la Grande-Bretagne.

24 juill. Les Etats-Unis qualifient l'avance japonaise en Indochine d'acte d'agression. Le gouvernement français d'Indochine avec l'acquiescement de Vichy accorde au Japon des concessions militaires et navales dans le sud de l'Indochine.

25 juill. La Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada "gèlent" les fonds japonais.

26 juill. Le Canada donne avis de l'abrogation du traité commercial avec le Japon. Le gouvernement japonais "gèle" les actifs de la Grande-Bretagne et des Etats Unis.

28 juill. La Finlande rompt ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne. Les forces japonaises avancent par terre et par mer pour occuper des bases en Indochine.

29 juill. Le gouvernement des Indes néerlandaises suspend le traité commercial par lequel le Japon recevait 1,800,000 tonnes d'huile annuellement. Le Japon "gèle" tous les fonds des Pays-Bas. Le commodore de l'air S.A.R. le duc de Kent arrive au Canada pour faire l'inspection du progrès du Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique.

1er août. Le Royaume-Uni rompt ses relations diplomatiques avec la Finlande. Les Etats-Unis déclarent un embargo sur l'huile et la gazoline d'aviation expédiées au Japon. Une partie de la 3ième division canadienne arrive en Angleterre.

2-3 août D'importantes assemblées du Cabinet français ont lieu afin de débattre la question d'une plus étroite collaboration avec l'Axe en Afrique.

1941

4 août. Le Japon suspend tous ses services réguliers de navigation avec les Etats-Unis. La colonie étrangère de Canton est fermée comme représailles du "gelage" des fonds japonais par les Britanniques. Les Etats-Unis assurent formellement l'U.R.S.S. de toute l'aide économique possible.

6 août. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis mettent simultanément le Japon en garde dans sa tentative d'établir des bases au Thaïland.

7 août. Ankara déclare que l'Allemagne exerce une nouvelle pression diplomatique sur l'Iran. Tous les bureaux consulaires finlandais au Canada sont fermés. Le Thaïland refuse toute offre de protection mais recherche l'aide de puissances amies sous forme de matériel de guerre.

8 août. Le Japon accuse la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Chine et les Pays-Bas d'une politique d'encerclement anti-japonaise.

9 août. Tous les stocks de soie au Canada sont mis sous contrôle afin d'en obtenir la priorité pour usages de guerre.

11 août. Le Japon est placé sur un plein pied de guerre économique par suite de la loi de mobilisation générale.

12 août. La Grande-Bretagne et la Russie donnent des assurances formelles à la Turquie que ni l'une ni l'autre ne désirent les Dardanelles et déclarent qu'elles seraient prêtes à supporter la Turquie si elle était attaquée par une puissance européenne. Le maréchal Pétain annonce une complète collaboration avec l'Allemagne et nomme l'amiral Darlan en charge de toutes les forces armées françaises.

14 août. A la suite d'une assemblée en mer, le Président Roosevelt et M. Churchill émettent une déclaration conjointe renfermant 8 points sur les buts de guerre ("Charte de l'Atlantique").

16 août. Signature d'un accord commercial et économique russo-britannique.

19 août. Le Premier Ministre King quitte le Canada pour l'Angleterre sur un avion de bombardement.

20 août. Vichy déclare que des navires de guerre britanniques sont entrés à Djibouti, Somalie française. La Grande-Bretagne donne une semaine à l'Iran pour répondre à la requête anglo-russe d'expulsion des touristes et techniciens allemands.

1941

21 août. Des dépêches de New-York rapportent que des troupes britanniques sont entrées en Iran par le Béloutchistan.

22 août. La réponse formelle de l'Iran aux demandes anglo-russes est jugée non satisfaisante par les alliés. Les congés de l'armée iranienne sont suprimés.

24 août. M. Churchill dans une émission radiophonique déclare que la Grande-Bretagne agira de concert avec les Etats-Unis si le Japon poursuit ses agressions.

25 août. Les livraisons canadiennes de gazoline aux détaillants sont coupées de 25 p.c. comparativement aux livraisons de juillet. Les forces britanniques et russes entrent en Iran.

27 août. Tentative d'assassinat sur Pierre Laval. Les Russes occupent Tabriz.

28 août. Par suite d'ententes à Washington, 21 républiques américaines décident de se servir de 90 à 100 navires de l'Axe retenus dans des ports de l'hémisphère occidental. A la suite d'un message personnel du Premier Ministre japonais au président Roosevelt, des négociations sont entamées sur les questions du Pacifique. Les hostilités cessent en Iran.

29 août. Le Canada établit un contrôle complet des prix et de la vente de marchandises en augmentant les pouvoirs de la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre et de la Commission de Contrôle des Industries en temps de guerre.

3 sept. De nouveaux contingents de troupes canadiennes pour la 3ème division arrivent en Grande-Bretagne.

4 sept. Un destroyer américain est attaqué par un sous-marin.

7 sept. Le cargo américain *Steel Seafarer* est coulé par un avion de bombardement dans la mer Rouge.

10-17 sept. Le Canada proclame une semaine de reconsécration pour travailler à la victoire.

15 sept. Les Etats-Unis permettent à leurs navires de faire le service des pays britanniques non expressément énumérés dans la proclamation du 4 nov. 1939, en vertu de la loi de neutralité.

16 sept. La flotte de l'Atlantique des Etats-Unis reçoit l'ordre de protéger toutes les cargaisons de prêt-location entre le continent américain et les eaux adjacentes de l'Islande.

21 sept. Le maréchal Pétain prie les Français de s'abstenir de toute attaque sur les Allemands.

1941

26 sept. L'U.R.S.S. reconnaît le général de Gaule comme chef des Français Libres.

29 sept.-1er oct. Conférence à Moscou entre l'U.R.S.S., le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Les démocraties conviennent de subvenir aux besoins des Soviets pour des approvisionnements de guerre en échange de matières premières russes.

30 sept. Le Ministre de l'Air annonce l'extension du Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique. Le général Elias, Premier Ministre de Bohème-Moravie, est condamné à mort par une cour militaire allemande.

1er oct. Nouveaux malaises dans les pays occupés par les Allemands, avec arrestations et exécutions en Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Grèce, France, Bulgarie et Hongrie. Les exécutions globales en Bohème-Moravie s'élèvent à 88 en 3 jours.

2 oct. Moscou déclare 100 exécutions par jour en Pologne.

4 oct. Violents combats entre guérilleros norvégiens et forces allemandes près de Trondjem.

6 oct. Le Panama refuse la permission d'armer les navires des Etats-Unis naviguant sous le drapeau du Panama.

7 oct. Berlin déclare que des bandes rebelles serbes ont attaqué la ville de Sabac, mais qu'elles ont été battues par des troupes allemandes et croates.

8 oct. Des sources de Washington déclarent un accord entre le Royaume-Uni, les Etats-Unis et les Indes néerlandaises pour la cessation des expéditions d'huile au Japon. De nouveaux soulèvements en Serbie font 90 morts.

15 oct. Les insurgés serbes déclarent avoir forcé les garnisons italiennes à se retirer dans les grandes villes.

18 oct. Le Premier Ministre King annonce le "gelage" des gages de base et des prix à un niveau fixe déterminé d'avance, de même que l'extension obligatoire du boni de vie chère à tous les employés à gages, à partir du 17 nov.

20 oct. Arrivée en Grande-Bretagne d'un fort contingent d'unités blindées canadiennes, d'aviateurs, de volontaires du Canada et des Etats-Unis pour l'aviation polonaise, et de Hollandais ayant reçu leur entraînement au Canada.

1941

20-21 oct. Un général allemand de la gendarmerie est tué à Nantes, France. L'exécution sommaire de 50 otages français et l'exécution possible de 50 autres est ordonnée en représailles.

21-22 oct. Le meurtre d'un conseiller militaire allemand à Bordeaux est suivi par la saisie de 100 otages.

24 oct. L'espérance des Etats-Unis d'une entente avec le Japon diminue; la route du Pacifique pour Vladivostok est abandonnée en faveur de la route de l'Atlantique. Cinquante otages sont fusillés à Bordeaux.

3 nov. Les forces japonaises s'avancent vers le Thaïland et la Birmanie.

5 nov. Le Japon dépêche un envoyé spécial à Washington dans un effort pour en venir à un accord avec les Etats-Unis. Un journal japonais semi-officiel publie un programme de 7 points concernant l'entente entre le Japon et les Etats-Unis.

6 nov. Le gouvernement des Etats-Unis accorde à la Russie un crédit de $1,000,000,000 en vertu de la loi du prêt-location.

11 nov. La Finlande rejette l'avertissement des Etats-Unis du 3 nov. d'arrêter sa lutte contre la Russie au risque de perdre l'amitié des Etats-Unis.

14 nov. Un nouveau contingent de troupes canadiennes et de gradués du Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique arrive en Grande-Bretagne.

15 nov. L'envoyé spécial japonais arrive à Washington. Un contingent d'infanterie du Canada débarque à Hong-Kong.

16 nov. Un porte-parole yougoslave à Londres déclare que 80,000 guérilleros ont arraché à l'Axe la plus grande partie de la Serbie, et que 350,000 personnes ont été exécutées depuis l'occupation par l'Axe.

17 nov. Le Japon demande des facilités pour des troupes additionnelles de 50,000 hommes en Indochine. Le Congrès des Etats-Unis permet l'armement des navires américains et l'usage des ports des pays belligérants.

18 nov. La Diète japonaise passe un budget militaire de 3,800,000,000 de yens.

19 nov. M. Eden, Secrétaire britannique des Affaires Etrangères, avertit le Japon des conséquences de toute attaque sur la route de Birmanie. Une réorganisation du Haut-Commandement de l'armée britannique est annoncée.

1941

20 nov. L'Afrique française du nord est placée sous le contrôle direct du vice-premier ministre Darlan.

23 nov. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis consulte les représentants britanniques, hollandais, chinois et australiens sur les propositions japonaises pour la solution des questions du Pacifique. La cinquième division (blindée) canadienne et un fort contingent d'aviateurs formés au Canada arrivent en Grande-Bretagne.

25 nov. La Finlande, la Croatie, la Roumanie, la Slovaquie, le Danemark, la Bulgarie et le gouvernement de Nankin, en Chine, signent un pacte anti-comintern à Berlin.

26 nov. Emeutes à Copenhague en protestation contre la signature par le Danemark du pacte anti-comintern. Les Etats-Unis ne peuvent trouver aucune solution pacifique aux questions du Pacifique après 7 mois de négociations.

27 nov. Les Etats-Unis poussent les préparations militaires aux Philippines.

28 nov. La chute de Gondar termine la résistance italienne en Ethiopie.

30 nov. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et l'Ambassadeur britannique confèrent sur la situation du Pacifique.

1er déc. Le maréchal Pétain et le vice-premier ministre Darlan rencontrent Herr Goering à Saint-Florentin, en France occupée, dans un effort pour augmenter la collaboration entre l'Allemagne et la France.

2 déc. Les Etats-Unis demandent des explications au gouvernement japonais sur la concentration de forces japonaises en Indochine française. Le gouvernement annonce la perte du croiseur H.M.A.S. *Sydney* dans un engagement avec le raider allemand *Steiermark*.

3 déc. Des soulèvements considérables en Serbie nécessitent l'emploi de 3 divisions allemandes.

5 déc. Les précautions de défense s'intensifient en Australie, au Thaïland et aux Indes néerlandaises comme la tension entre les Etats-Unis et le Japon continue.

6 déc. La Grande-Bretagne déclare la guerre à la Finlande, à la Hongrie et à la Roumanie.

7 déc. Le Japon attaque les possessions des Etats-Unis dans le Pacifique. *(Voir "Zone du Pacifique".)* Le Royaume-Uni et le Canada déclarent la guerre à la Finlande, à la Hongrie et à la Roumanie.

1941

11 déc. Les déclarations de guerre aux Etats-Unis de l'Allemagne et de l'Italie sont rapidement suivies d'une action semblable de la part des Etats-Unis.

12 déc. La garde côtière des Etats-Unis saisit le paquebot français *Normandie* et retire les équipages de 14 autres vaisseaux français dans des ports des Etats-Unis et du Panama.

14 déc. La Turquie réaffirme sa neutralité. La Bulgarie et la Roumanie déclarent la guerre aux Etats Unis. Le gouvernement de Vichy proteste contre la sévérité des représailles allemandes pour les actes de violence survenus en France occupée.

21 déc. Herr Hitler assume le commandement personnel des armées allemandes.

22 déc. M. Churchill arrive aux Etats-Unis dans une visite-surprise pour conférer avec le président Roosevelt sur la politique de guerre.

23 déc. Le bureau de la propagande allemande à Istanboul commence une campagne anti-sémitique comme nouveau pas dans sa guerre des nerfs en Turquie.

25 déc. Le plébiscite à St-Pierre et Miquelon révèle que 98 p.c. des habitants favorisent la cause des Français Libres.

26 déc. Un nouveau contingent considérable de troupes et d'aviateurs du Canada arrive au Royaume-Uni, y compris un grand nombre de gradués du Plan d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique.

27 déc. Des forces combinées britanniques de l'air, de la marine et de commandos font un raid sur les îles norvégiennes de Vaagsoe et Maaloy.

29 déc. Le très hon. Winston Churchill arrive à Ottawa, venant de Washington.

30 déc. M. Churchill fait un discours mémorable devant le Parlement canadien.

1942

1er janv. Le Canada annonce la presque cessation de la fabrication des automobiles de tourisme et des camions légers après le 31 mars.

2 janv. Signature à Washington d'une déclaration conjointe par 26 nations unies, s'engageant toutes à employer leurs pleines ressources contre l'Axe et à ne jamais faire d'armistice ou paix séparée avec l'ennemi.

1942

3 janv. L'Amirauté annonce que les pertes de croiseurs et destroyers britanniques depuis le début de la guerre s'élèvent à 12 et 57 respectivement.

5 janv. Washington annonce l'établissement d'une nouvelle commission conjointe, pour le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Canada, concernant l'achat et l'allocation de matières premières brutes requises pour la production de temps de guerre.

6 janv. Le Ministre de la Défense Nationale pour l'Air déclare que la force globale du C.A.R.C. s'élève à plus de 100,000 hommes. Le président Roosevelt annonce que les forces armées des Etats-Unis sont prêtes à servir dans toutes les parties du monde.

15 janv. Ouverture de la troisième conférence consultative entre les ministres des affaires étrangères des républiques pan-américaines à Rio de Janeiro. Les Etats-Unis annoncent leur intention d'augmenter l'armée à 3,600,000 hommes.

16 janv. La Colombie, le Mexique et le Venezuela demandent formellement aux autres républiques américaines de rompre leurs relations diplomatiques avec l'Axe. Le gén. sir Alan Hartley nommé commandant en chef pour l'Inde.

17 janv. Le Premier Ministre Churchill arrive en Grande-Bretagne, après avoir discuté du noyau du commandement allié et des services d'approvisionnement avec le président Roosevelt.

18 janv. La Russie convient de permettre à 25,000 Polonais de quitter le territoire soviétique pour se joindre aux forces polonaises combattant avec le commandement britannique du Moyen-Orient.

19 janv. U Saw, premier ministre de Birmanie, est arrêté pour conspiration avec les Japonais. Le Ministre des Affaires Etrangères du Brésil, à la suite de menaces de l'Axe, déclare que le Brésil ne peut pas rester neutre plus longtemps.

26 janv. Des troupes des Etats-Unis débarquent en Irlande du Nord. Le Premier Ministre King annonce que les troupes canadiennes outre-mer formeront désormais une armée distincte; la quatrième division sera convertie en une division blindée.

1942

27 janv. Les Dominions se voient accorder un représentant dans le Cabinet de Guerre de l'Empire. M. De Valera, Premier Ministre de l'Eire, proteste contre le débarquement de troupes des Etats-Unis en Irlande du Nord.

28 janv. Le paquebot canadien *Lady Hawkins* est coulé par un sous-marin dans les eaux des Antilles: 250 manquent à l'appel.

4 fév. Réorganisation du Cabinet britannique, avec Lord Beaverbrook comme Ministre de la Production de guerre.

6 fév. Formation à Washington d'une Commission mixte de chefs d'Etat-Major pour la direction des actions conjointes anglo-américaines.

7 fév. Emeutes anti-britanniques à Tanger. Les Allemands arrêtent 200 personnes à Rouen à la suite d'une tentative pour faire sauter un édifice de l'armée allemande.

11 fév. Des troupes des Etats-Unis sont *mises en garnison dans les îles* Aruba et Curaçao des Antilles néerlandaises.

16 fév. Ouverture à Riom du procès des accusés des responsabilités de la guerre.

20 fév. Changements dans le Ministère Churchill, avec réduction du Cabinet de Guerre de 9 à 7 membres et nomination de Sir Stafford Cripps comme Leader de la Chambre et Lord du Sceau Privé.

24 fév. Les pertes maritimes alliées et neutres le deuxième semestre de 1941 s'établissent à 1,000,000 de tonnes. Les pertes globales depuis le commencement de la guerre sont les suivantes: 8,300,000 tonnes pour les pays alliés et neutres et 5,000,000 à 6,000,000 de tonnes pour l'ennemi. Session secrète de la Chambre des Communes du Canada.

27 fév. Le Canada ordonne l'évacuation de toutes les personnes d'origine japonaise des régions protégées de la côte du Pacifique; une Commission est nommée pour surveiller cette évacuation. Couvre-feu de l'aube au crépuscule durant l'évacuation.

2 mars La police française annonce que 230 attaques ont eu lieu dans les derniers huit mois contre des personnes ou travaux allemands.

6 mars. Le Premier Ministre King annonce que le Canada approuve la construction de la grande route de l'Alaska.

7 mars. Le Caire déclare qu'une mission japonaise fait des relevés sur l'île de Madagascar.

1942

9 mars. La presse britannique demande une offensive contre le Japon. Les Japonais de la Colombie Britannique commencent à rendre leurs armes à feu, appareils photographiques et véhicules-moteur.

10 mars. Un nouveau contingent de soldats et d'aviateurs canadiens débarque en Grande-Bretagne.

11 mars. Le Premier Ministre Churchill annonce l'envoi de Sir Stafford Cripps aux Indes pour conférer avec les chefs hindous sur la question du statut de Dominion.

12 mars. Emeutes anti-axistes à Rio de Janeiro, à la suite du coulage de 4 navires brésiliens.

15 mars. La Presse Associée place les pertes navales depuis le commencement de la guerre à 203 navires britanniques, 77 alliés et 195 ennemis.

16–17 mars. Les premiers coulages de navires du Chili et de l'Uruguay par des sous-marins de l'Axe sont suivis d'émeutes à Santiago et Montevideo.

19 mars. Richard G. Casey, ministre australien à Washington, est nommé Ministre d'Etat britannique au Moyen-Orient. Herr Hitler rappelle en service actif les généraux qui en avaient été retirés à son ascension au commandement en décembre.

24 mars. Le Canada monte la limite d'âge à 30 ans pour service militaire obligatoire au pays et annonce un plan de service sélectif national pour ce qui est de l'emploiement civil, y compris une liste d'occupations limitées. La Chambre des Communes approuve un montant de $1,000,000,000 pour aide en matériel au Royaume-Uni.

25 mars. Le Premier Ministre King annonce que le Canada a demandé à être représenté dans le Conseil de la Défense du Pacifique et que 2 nouvelles divisions seront formées.

28 mars. Sa Majesté le Roi, dans un appel à la radio aux peuples du Commonwealth pour une Journée de Prières, exhorte à l'accélération des travaux de guerre.

29 mars. Sir Stafford Cripps annonce à New Delhi les propositions britanniques pour un statut de Dominion aux Indes.

30 mars. Le procès de Riom sur les responsabilités de la guerre est suspendu. Le Canada reçoit un siège au nouveau Conseil de guerre du Pacifique des Nations Unies à Washington.

1942

1er avril. Les groupes Sikh et Mahasabha de la population hindoue rejettent les propositions d'essai pour l'indépendance législative des Indes.

4 avril. Les Etats-Unis reconnaissent le contrôle des Français Libres sur l'Afrique équatoriale française et le Cameroun français.

6 avril. Le quartier général de la première armée canadienne est établi en Angleterre.

10 avril. Le Congrès Pan-Hindou rejette pour l'Inde l'offre britannique d'un statut de Dominion pour l'après-guerre.

12 avril. Sir Stafford Cripps quitte l'Inde; les chefs hindous expriment la détermination d'aider à l'effort de guerre.

13 avril. Lord Louis Mountbatten est nommé chef des opérations britanniques combinées (commandos). Nouvelle pression en France pour accroître la collaboration avec l'Allemagne; la frontière entre la France occupée et la France inoccupée est fermée.

14 avril. M. Laval se voit confier un poste dans le gouvernement Pétain.

15 avril. Le Premier Ministre King arrive à Washington pour assister à une réunion du Conseil de guerre du Pacifique et discuter de la situation européenne.

16 avril. M. Laval est nommé inspecteur civil de toute la France dans une réorganisation du gouvernement de Vichy; les relations sont très tendues entre Vichy et les Etats-Unis.

17 avril. L'ambassadeur des Etats-Unis en France est appelé à Washington pour consultations.

19 avril. Le maréchal Pétain donne la composition de son nouveau gouvernement, avec M. Laval en charge des Affaires intérieures et extérieures et l'amiral Darlan en charge de la Défense avec droit de succession comme Chef de l'Etat.

20 avril. Les chiffres définitifs pour le Second Emprunt de la Victoire (objectif original $600,000,000) montrent 1,681,525 souscripteurs et des souscriptions globales de $997,503,300. M. Laval promet l'entière collaboration avec l'Allemagne.

23 avril. Londres déclare que l'administration de Vichy à Madagascar prend des mesures oppressives contre ceux qui dans l'île sympathisent avec les Français Libres.

1942

25 avril. Washington annonce le débarquement de troupes des Etats-Unis en Nouvelle-Calédonie pour aider la garnison de Français Libres.

26 avril. Herr Hitler dans un discours au Reichstag déclare être revêtu du droit de vie ou de mort sur tous les Allemands.

27 avril. Le plébiscite canadien, visant à relever le gouvernement d'engagements pris sur l'usage des effectifs humains, remporte une forte majorité.

30 avril-1er mai. Rencontre entre Herr Hitler et Signor Mussolini à Salzbourg.

10 mai. M. Churchill, dans une émission radiophonique, menace de faire usage de gaz sur les cités allemandes si les Allemands en font usage sur le front russe.

11 mai. Un sous-marin de l'Axe coule 2 cargos dans le St-Laurent: 18 pertes de vie.

13 mai. Un autre contingent de troupes et d'aviateurs canadiens arrive en Grande-Bretagne.

18 mai. Ouverture à Ottawa de la Conférence de l'Air avec des délégués de 14 nations.

20 mai. Tous les hommes entre 16 et 70 ans, n'ayant pas d'emploi rémunéré, doivent s'enregistrer. Le gouvernement canadien demande la fermeture de tous les bureaux consulaires français au Canada.

21 mai. La première escadrille canadienne d'hydravions arrive en Extrême-Orient.

22 mai. La Conférence de l'Air à Ottawa se termine; la formation d'un Comité combiné sur l'entraînement aérien en Amérique du Nord est annoncée par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada.

26 mai. La mission de l'armée, de la marine et de l'air, envoyée par les Etats-Unis, arrive à Londres. M. Laval déclare avoir consenti à l'entraînement de marins allemands sur les navires de guerre français.

27 mai. Reinhard Heydrich, protecteur du Reich en Bohême, est blessé à Prague; les Allemands exercent de sévères représailles.

28 mai. Le Brésil annonce le premier coulage d'un sous-marin allemand par l'aviation brésilienne.

1er juin. L'Amirauté annonce la perte du croiseur *Trinidad*.

5 juin. L'entente sur l'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique est prolongée jusqu'en 1945.

1942

10 juin. Massacre de Lidice, Bohême; tous les hommes sont fusillés, les femmes et enfants déportés et le village rasé, après que les Allemands eurent accusé la population de cacher les meurtriers de Heydrich.

18 juin. M. Churchill arrive à Washington pour une conférence avec le Président Roosevelt.

22 juin. M. Laval met fin à une longue période de collaboration dissimulée en déclarant ouvertement qu'il désire une victoire allemande. Le président Roosevelt et M. Churchill annoncent que l'objet de leur conférence est la concentration maximum sur l'ennemi, le plus tôt possible, de la puissance militaire alliée.

23-25 juin. Leurs Majestés le Roi et la Reine font une visite de 3 jours en Irlande du Nord et font l'inspection des troupes des Etats-Unis qui y sont stationnées.

25 juin. Un autre contingent de troupes canadiennes arrive en Grande-Bretagne. Assemblée à Washington du Conseil de guerre du Pacifique, à laquelle assistent le président Roosevelt et les Premiers Ministres Churchill et King. Les Allemands fusillent tous les hommes du village tchèque de Lezaky, comme nouvelles représailles pour l'assassinat de Heydrich.

27 juin. M. Churchill retourne des Etats-Unis en Angleterre.

La Bataille d'Angleterre

NOTA.—Là où les principaux raids aériens sont nombreux dans un mois, ils sont groupés au commencement de chaque mois. Ceux qui nécessitent des détails supplémentaires sont donnés séparément.

1941

JUIN— Principaux raids aériens allemands sur la Grande-Bretagne.—*Le 7*, Londres (1er depuis le 11 mai); *le 11*, Londres et autres points.

Principaux raids aériens britanniques.—*Le 11*, Ruhr, Calais, Boulogne; *les 11 et 14*, centres industriels allemands; *le 17*, ports d'invasion; *le 29*, centres industriels allemands; *le 30*, Kiel et Brême.

28 juin. Après 17 nuits consécutives de bombardement, la R.A.F. suspend ses opérations par suite de la mauvaise température.

JUILLET— Principaux raids aériens allemands sur la Grande-Bretagne.—*Le 8*, Southampton; *le 28*, Londres (1er depuis le 27 juin).

1941

Principaux raids aériens britanniques.—*Le 4*, Essen, Brême et Bremerhaven; *le 8*, de Kiel à Brest, Wilhelmshaven; *le 9*, raffinerie de gazoline à Leuna, près de Leipzig; *le 10*, Cherbourg, Le Havre; *le 11*, Rhénanie; *le 13*, Brême, *le 14*, Cherbourg, Le Havre; *le 16*, Rotterdam.

24 juill. Les Britanniques font usage des "forteresses volantes" des Etats-Unis dans des grands raids de jour sur les ports français.

AOÛT— Principaux raids aériens britanniques.—*Le 2*, Berlin et Hambourg; *le 5*, Manneheim; *le 8*, Berlin; *le 12*, Cologne (le raid le plus considérable de la guerre à date); *le 21*, St.-Omer, Béthune, Ijmuiden (Pays-Bas).

31 août. Attaques étendues de la R.A.F. caractérisées par un raid de jour sur Brême ("la journée la plus active de la R.A.F. depuis le début de la Bataille d'Angleterre").

SEPT.— Principaux raids aériens allemands sur la Grande-Bretagne.—*Le 1*, Hull; *le 30*, raids sur 5 villes anglaises avec pertes de vie considérables.

Principaux raids aériens britanniques.—*Les 7 et 8*, Berlin; *le 12*, Kiel; *le 13*, Brest; *le 29*, Stettin et Hambourg.

12 sept. Premier raid aérien sur Rostock, grand port de la Baltique.

21 sept. Des raids de jour britanniques de grande envergure sur le nord de la France rencontrent une opposition plus forte de la part des Allemands; 24 avions allemands et 13 britanniques sont descendus.

30 sept. Les Allemands reprennent leurs raids aériens étendus avec des attaques sur 5 villes britanniques du nord-est.

OCTOBRE—Principaux raids aériens allemands sur la Grande-Bretagne.—*Le 3*, raids sur 5 villes britanniques, pertes de vie considérables; *le 7*, ville côtière de la Galles du Sud.

Principaux raids aériens britanniques.—*Le 6*, Boulogne; *le 12*, Nuremberg, Brême et Boulogne; *le 29*, Alesund, Norvège.

11 oct. Le War Office annonce la formation d'une "unité de commandos" pour fins d'invasion du continent.

6 nov. Activité aérienne allemande au-dessus de la Grande-Bretagne plus considérable que depuis plusieurs semaines.

1941

9 nov. Nouveaux raids considérables de la R.A.F. sur Essen et autres points de la Ruhr.

30 nov. La R.A.F. reprend ses raids aériens massifs sur l'Allemagne après près d'un mois de mauvaise température; perte de 20 avions britanniques.

18 déc. La R.A.F. accomplit un raid d'une extrême violence sur des navires allemands et le port de Brest.

27-28 déc. Raids aériens massifs sur Duesseldorf; autres raids de la R.A.F. sur Brest, Boulogne et des points des Pays-Bas.

29 déc. Les Allemands reprennent leurs violents raids aériens sur le nord-est de l'Angleterre.

30 déc. Violent raid aérien de jour sur Brest.

1942

4 janv. La R.A.F. accomplit des raids aériens de jour sur le nord-ouest de l'Allemagne.

7 janv. L'escadrille canadienne de la R.A.F. dans un raid violent sur St-Nazaire.

11 janv. Raid aérien sur Liverpool.

22 janv. Raid considérable de la R.A.F. sur Muenster.

28 fév. Des parachutistes et troupes de débarquement britanniques détruisent une station de radio à Bruneval, France.

MARS— Principaux raids aériens britanniques.—*Le 3*, Boulogne et Calais, l'usine d'automobiles Renault à Billancourt; *le 8*, fabrique de camions à Poissy; *le 11*, Essen; *le 13*, Kiel, Cologne; *le 29*, Luebeck.

23-25 mars. Reprise des raids aériens allemands sur la Grande-Bretagne, avec comme principaux objectifs les ports du sud-est et du sud-ouest.

28 mars. Attaque-surprise audacieuse par les commandos, les forces navales et aériennes britanniques sur la base de sous-marins de St-Nazaire.

AVRIL— Principaux raids aériens allemands sur la Grande-Bretagne.—*Le 2*, Douvres, Portland; *les 25 et 26*, Bath; *le 29*, Norwich.

Principaux raids aériens britanniques.—*Le 1er*, Poissy; *les 13 à 15*, attaques continues sur la Ruhr et la côte d'invasion; *les 23 et 26*, Rostock; *le 24*, Flessingue; *le 27*, Rhénanie; *les 27 et 28*, Trondhjem; *le 28*, Kiel, Trondhjem et la France occupée, la Belgique et les Pays-Bas; *le 29*, usines de caoutchouc et fabrique d'avions près de Paris; *le 30*, Flessingue, Le Havre, Morlaix, Abbeville.

1942

5 avril. Plus de 300 avions de bombardement britanniques font un raid en Rhénanie et sur les usines de moteurs d'avion près de Paris.

12 avril. Attaque aérienne sur Hazebrouck, avec pertes britanniques de 1 avion de bombardement et de 13 avions de combat.

16 avril. Raids aériens durant toute la journée sur les régions côtières de la France occupée par des forces considérables d'avions britanniques, y compris plus de 400 Spitfires.

17 avril. Offensive aérienne britannique poussée jusqu'à Augsbourg, près de Munich, par plus de 600 avions.

22 avril. Raid des commandos britanniques sur Boulogne.

25 avril. Les raids de la R.A.F. s'étendent pour couvrir les trois quarts de l'Allemagne, avec les usines de munitions Skoda à Pilsen comme objectif principal.

MAI— Principaux raids aériens britanniques.—*Le 1er*, Calais, St-Omer; *le 2*, Copenhague; *le 3*, Dunkerque, Pas de Calais, Abbeville; *les 4 à 6*, Stuttgart; *le 5*, Hambourg, St-Nazaire, Cristiansand; *le 7*, Ostende, Zeebrugge; *le 19*, Mannheim.

5 mai. Attaques violentes sur les régions côtières du sud de l'Angleterre par des avions allemands.

17 mai. Des raids aériens massifs de la R.A.F. au-dessus de la France occupée rencontrent la première opposition sérieuse depuis des semaines, ce qui indique que les Allemands ont retiré des avions de combat du front de l'est.

30 mai. Le raid aérien le plus considérable de la guerre est fait sur Cologne, avec 1,250 avions y prenant part et 3,000 tonnes de bombes y étant jetées. Les trois quarts de la ville sont laissés en feu.

31 mai. Raid aérien, en trois vagues successives, sur Canterbury en représailles du raid sur Cologne.

JUIN— Principaux raids aériens sur la Grande-Bretagne.—*Le 25*, 2 villes dans le Midland; *le 26*, Norwich.

Principaux raids aériens britanniques.—*Le 1er*, Flessingue, Bruges, Cherbourg, Boulogne, Dieppe, Abbéville, Calais; *les 1 et 2*, Essen; *le 4*, Brême; *le 5*, Emden; *le 8*, Bruges; *les 20 et 21*, Emden; *le 23*, Emden; *le 25*, Brême; *le 26*, le Havre, Cherbourg, Boulogne; *le 28*, Brême; *le 29*, Brême.

La Bataille de l'Atlantique

1941

3 juin. La Commission Maritime des Etats-Unis annonce que les navires des Etats-Unis s'occuperont de tous les services britanniques de navigation de marchandises allant du Canada et des Etats-Unis à l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

5 juin. Les propriétaires de navires des Etats-Unis dans les services de l'Atlantique et du Golfe placent 50 p.c. de leurs navires de 3,500 tonnes et plus à la disposition de la Commission Maritime des Etats-Unis pour les opérations d'urgence.

19 juin. La Commission Maritime des Etats-Unis annonce la prise de possession officielle du premier des 28 navires italiens en détention protective.

20 juin. L'Amirauté annonce que les pertes maritimes de mai s'établissent à 461,328 tonnes. Les navires axistes coulés par les Britanniques en mai atteignent 299,000 tonnes. Les pertes maritimes globales des pays amis depuis le commencement de la guerre s'élèvent à 1,639 navires de 6,702,807 tonnes: Britanniques, 1,008 navires de 4,302,445 tonnes; Alliés, 314 navires de 1,411,543 tonnes; Neutres, 317 navires de 988,819 tonnes.

15 juill. Les pertes maritimes en juin accusent une diminution. Les rapports mensuels sont discontinués et remplacés par des rapports à intervalles irréguliers.

20 juill. Le Ministère de l'Air annonce que près de 250,000 tonnes de navires allemands ont été coulés par l'aviation les derniers 8 jours.

21 juill. Les pertes de navires-citernes entraînent des restrictions sur la vente de gazoline au Canada.

1er août. Un convoi marchand d'une valeur de $400,000,000 en cargaisons arrive en Grande-Bretagne venant de ports de l'Amérique du Nord.

7 août. Le premier Lord de l'Amirauté déclare qu'une augmentation du nombre de patrouilles dans l'Atlantique a réduit les pertes maritimes britanniques à leur plus bas niveau depuis un an.

18 août. Le président Roosevelt annonce un plan pour le transport d'avions en Afrique Occidentale.

1941

5 sept. Des rapports d'Islande indiquent que pas un seul navire marchand n'a été coulé en 7 semaines sur la route du nord allant des Etats-Unis à la Grande-Bretagne. L'Amirauté annonce que les pertes en juillet et août sont particulièrement peu élevées.

9 sept. Raid sur Sptizberg par des forces canadiennes, britanniques et norvégiennes; la population est ramenée et les mines et stocks de charbon sont détruits.

12 sept. L'aviation de la marine attaque la navigation, des usines d'aluminium et une usine électrique à Bods, dans le nord de la Norvège. Le cargo des Etats-Unis *Montana* est torpillé au large des côtes du Groenland. L'Amirauté allemande, dans le premier communiqué depuis le discours du président Roosevelt, réclame le coulage de 22 navires sur un convoi de 40.

17 sept. Un fort contingent de troupes de l'armée des Etats-Unis arrive en Islande.

19 sept. Le S.S. *Pink Star*, naviguant sous pavillon du Panama mais propriété du gouvernement des Etats-Unis, est coulé au large de l'Islande.

27 sept. Lancement en masse de 14 navires marchands dans les chantiers des Etats-Unis. Perte de la corvette canadienne *Lévis* avec 18 membres d'équipage. Le navire-citerne *I.C. White*, propriété des Etats-Unis mais naviguant sous le drapeau du Panama, est torpillé dans le sud de l'Atlantique.

8 oct. L'aviation de la marine endommage 4 navires de guerre allemands au large d'Alesund, Norvège.

9 oct. Le premier cargo de construction canadienne est lancée à Montréal.

16 oct. Le transfert au Royaume-Uni de deux vieux sous-marins des Etats-Unis porte à 78 le nombre de navires de guerre transférés.

17 oct. Le destroyer *Kearny* des Etats-Unis est torpillé par un sous-marin allemand à 350 milles au sud de l'Islande, 11 pertes de vie. Deux des plus neufs et plus rapides cargos des Etats-Unis sont assignés au Royaume-Uni en vertu du plan de prêt-location.

20 oct. Le gouvernement de Panama permet l'armement défensif des navires enregistrés au Panama.

1941

21 oct. Le président Roosevelt annonce le coulage du cargo américain *Lehigh* torpillé le 19 oct. au large des côtes occidentales de l'Afrique, de même que le coulage du cargo *Bold Venture*, naviguant sous le drapeau du Panama et torpillé près de l'Islande le 16 oct.

31 oct. Le destroyer des Etats-Unis *Reuben James*, protégeant un convoi à l'ouest de l'Islande, est torpillé et entraîne à la mort 95 membres d'équipage.

31 oct.-3 nov. Vingt-quatre navires sous contrôle allemand, naviguant entre la Norvège et la baie de Biscay, sont coulés ou sérieusement endommagés dans des attaques aériennes.

4 nov. Le navire-citerne américain *Salinas* est torpillé au sud-ouest de l'Islande.

12 nov. M. Churchill annonce à la Chambre des Communes que les pertes maritimes pour juillet-octobre s'élèvent à moins de 750,000 tonnes, comparativement à 2,000,000 de tonnes la période de quatre mois précédente.

19 nov. On rapporte que les sous-marins allemands opèrent à 30 milles des côtes du Canada.

22 nov. Un raider allemand est coulé par le H.M.S. *Devonshire*.

6 déc. Le H.M.S. *Dorsetshire* est coulé dans le sud de l'Atlantique.

10 déc. La H.M.C. corvette *Windflower* est coulée dans une collision; perte de 23 vies.

17 déc. L'Amirauté annonce la perte du croiseur léger *Dunedin* en novembre.

17-21 déc. L'Amirauté annonce la perte d'un destroyer et d'un navire de guerre auxiliaire dans une attaque de 5 jours sur un convoi de plus de 30 navires marchands, dont 2 ont été coulés; 5 sous-marins ennemis ont été coulés au cours de l'attaque.

1942

14 janv. Le navire-citerne panamien *Norness* est torpillé à 60 milles de Montauk Point, Long Island.

15 janv. Deuxième navire coulé par un sous-marin au large de Long Island.

18 janv. Troisième navire marchand coulé au large des côtes de l'Atlantique des Etats-Unis.

19 janv. De nouveaux coulages sur les côtes de l'Atlantique des Etats-Unis indiquent une concentration de sous-marins dans ces eaux.

1942

12 fév. Les cuirassés allemands *Scharnhorst* et *Gneisenau* et le croiseur *Prince Eugène* avec une large escorte navale aérienne s'enfuient de Brest par la Manche vers Heligoland. Dans l'engagement 42 avions britanniques et 18 allemands sont descendus.

16 fév. Sept navires sont torpillés dans la mer des Antilles entre Aruba et Venezuela.

17 fév. Le *Buarque*, premier navire brésilien à être torpillé, est coulé dans l'Atlantique au large des côtes des Etats-Unis.

19 fév. Nouvelles attaques par des sous-marins sur Aruba, Antilles néerlandaises.

21 fév. Il est rapporté que les cuirassés allemands *Tirpitz*, *Admiral Scheer* et le croiseur *Amiral Hipper* naviguent vers Trondjem.

26 fév. Le premier Lord de l'Amirauté Britannique annonce que le *Scharnhorst*, le *Gneisenau* et le *Prince Eugène*, ont été sérieusement endommagés.

9 mars. Le cuirassé allemand *Tirpitz* est chassé dans un port norvégien par des bombardiers-torpilleurs britanniques et une attaque sur un convoi à destination de la Russie est frustrée.

29 mars-5 avril. Washington annonce les pertes de navires alliés dans les eaux américaines de l'Atlantique comme étant de 21.

31 mars. Un grand convoi allié atteint Mourmansk après avoir repoussé une puissante attaque navale allemande dans les eaux de l'Arctique.

1er avril. Dix navires norvégiens tentent de fuir de Goteborg, Suède, à destination de la Grande-Bretagne, mais ils en sont empêchés par les forces navales allemandes et se font couler 2 navires.

6-12 avril. Les coulages de navires des Etats-Unis dans les eaux américaines de l'Atlantique s'élèvent à 12.

19 avril. Les raffineries d'huile à Curaçao sont bombardées par un sous-marin ennemi.

20-26 avril. Washington annonce le coulage de 12 navires dans les eaux américaines de l'Atlantique.

30 avril-2 mai. Bataille navale continue entre des convois allant et venant de Russie et des forces navales et aériennes allemandes; 3 navires marchands à destination de la Russie et 1 à destination de la Grande-Bretagne sont coulés; perte du H.M. *Edimburgh*, croiseur.

1942

4-31 mai. Washington annonce la perte de 51 navires marchands dans les eaux américaines de l'Atlantique.

14 mai. Premier torpillage d'un navire mexicain. Le Mexique demande des réparations.

17 mai. Le croiseur allemand *Prince Eugène* est endommagé par des torpilles aériennes dans une attaque au large de la Norvège.

1-20 juin. Coulages de navires alliés dans les eaux américaines de l'Atlantique atteignent 62.

20 juin. Washington annonce que des sous-marins ennemis sèment des mines sur les côtes de la Virginie.

Front de l'Est

1941

22 juin. Des troupes allemandes et roumaines traversent la frontière russe sans déclaration de guerre préalable. L'Italie déclare la guerre à l'U.R.S.S. Les Allemands font des gains en Lithuanie et en Pologne et font des raids sur Kiev et Zhitomir, en Ukraine, sur Kaunas en Lithuanie et sur Sébastopol. Les Russes bombardent les ports et la navigation en Finlande, accusant les Allemands de se servir de bases finlandaises.

24 juin. Le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. conviennent de combattre l'Allemagne comme partenaires militaires et économiques. Les Allemands capturent Brest-Litovsk, Kolno, Lomsha et Wilno.

25-26 juin. Violents combats en Pologne et en Lithuanie. Les Allemands avancent par poussées de la Baltique aux frontières de la Bessarabie, où les Russes repoussent les Roumains. Fortes saillies du côté de Minsk, Russie Blanche.

26 juin. La Finlande annonce sa décision de résister à l'agression russe.

28-30 juin. Des divisions blindées allemandes avancent rapidement au délà de Minsk, où les Russes attaquent les pointes allemandes.

30 juin. Luck, Pologne, est pris par les Allemands.

1er juill. Les Allemands rapportent la capture de Lwow, Pologne, et des bases navales de Riga et Windau.

3 juill. Les Allemands occupent maintenant la Lithuanie, la plus grande partie de la Lettonie et les régions occidentales de la Russie Blanche et de l'Ukraine. Les Allemands traversent la rivière Dvina à Jacobstadt, en Lettonie.

1941

5 juill. Les Allemands sont arrêtés dans une grande offensive pour traverser la rivière Bérézina sur la grande route Minsk-Moscou; les Allemands avancent à Lepel.

7-8 juill. Les Allemands sont repoussés par des contre-attaques russes dans leur marche sur Moscou et Léningrad, et leurs tentatives pour traverser le Dniéper, sur la ligne Staline, échouent.

10 juill. Les Allemands continuent leur offensive contre Léningrad, Moscou et l'Ukraine, en face d'une forte résistance russe.

12 juill. Les gouvernements britannique et soviétique conviennent de ne pas signer un armistice ou paix sans consentement mutuel.

13 juill. Les forces navales et aériennes de la Russie attaquent un convoi allemand dans la Baltique, coulant 2 destroyers et 13 transports.

16 juill. De violents combats se déroulent dans les poussées allemandes sur Léningrad, Moscou et Kiev. Les Allemands capturent Smolensk.

19 juill. Les Allemands traversent le Dniester.

24 juill.–1er août. Les Russes contre-attaquent violemment.

30 juill. L'aviation de la marine britannique fait des raids sur Kirkenes, Norvège, et sur Petsamo, Finlande.

5-20 août. Les Allemands avancent vers Léningrad venant du nord, du sud-est et du sud-ouest.

7 août. Premier raid aérien russe sur Berlin.

12 août. Les allemands avancent rapidement sur Kiev. Dans le sud, une trouée près d'Uman ouvre la route d'Odessa et Nikolaïev. Les Allemands prétendent avoir atteint la Mer Noire.

13 août. Les Allemands avancent de trois côtés sur Odessa.

19 août. Les Russes en retraitant détruisent le barrage Dnieperstroy, sur le Dnieper.

21 août. La résistance russe sur le front de Léningrad se raffermit; des tanks transportés par air sur le front central portent des coups destructeurs aux Allemands.

22 août. Les Russes se retirent de Gomel.

26 août. Les Russes abandonnent Novgorod, à 100 milles au sud-ouest de Léningrad.

26-27 août. Les Allemands perdent 101 avions dans la bataille de Léningrad.

28 août. Les Allemands prétendent être rendus à 32 milles de Léningrad. Les Allemands de la Volga sont envoyés en Sibérie.

1941

31 août–12 sept. Forte contre-offensive russe sur le front central. D'autres contre-offensives diminuent la pression sur Léningrad, Kiev et Odessa.

3 sept. Les Russes reconnaissent la perte de Talinn.

7 sept. Raid aérien russe sur Bucharest.

13 sept. Les Russes se retirent de Chernigov sur le front de Kiev. Les Allemands, dans une tentative de débarquement sur l'île Oesel, dans la Baltique, sont repoussés par les Russes avec la perte de 8 navires.

14 sept. La Grande-Bretagne annonce que des avions et des équipages de la R.A.F. ont atteint la Russie.

15 sept. Les forces soviétiques abandonnent Kremenchug sur le Dniéper dans le secteur de Kiev.

16 sept. La garnison d'Odessa, aidée de la flotte de la Mer Noire, repousse des attaques allemandes et roumaines répétées sur la ville.

17 sept. Une deuxième tentative allemande pour débarquer sur l'île Oesel est repoussée. La flotte russe et les batteries côtières coulent 30 navires dans les mers Baltique et Arctique.

18 sept. Les Russes infligent des pertes considérables aux forces motorisées allemandes près de Bryansk, à 230 milles au sud-ouest de Moscou. Avance allemande en Ukraine; la Crimée est isolée. L'U.R.S.S. annonce la conscription d'une force de réserve (25,000,000) des hommes entre 16 et 50 ans.

20 sept. L'ambassadeur russe en Grande-Bretagne demande un plus grand nombre de tanks pour l'U.R.S.S. La production complète de tanks britanniques pour une semaine destinée à la Russie. Les Russes luttent désespérément contre une poussée allemande en Ukraine. Les Allemands réclament la capture de Kiev et prétendent avoir atteint Poltava. Les Russes font subir des pertes considérables aux Allemands sur le front de l'Arctique près de Mourmansk.

21 sept. Les Allemands prétendent avoir capturé 150,000 Russes et avoir atteint la mer d'Azov.

23 sept. Les positions de flanc devant Léningrad et Odessa tiennent devant de fortes attaques allemandes. Au centre les Russes avancent jusqu'à 7½ milles de Smolensk.

25 sept. Les Russes repoussent une forte offensive allemande à Mourmansk.

1er oct. Les Russes abandonnent Poltava et se retirent dans le Bassin du Donetz.

1941

4 oct. Contre-attaques heureuses sur le front de Léningrad.

6 oct.–15 déc. LA BATAILLE DE MOSCOU.—*8 oct.* Deux fortes colonnes allemandes, parties de Roslavl et de la colline Valdaï, avancent en mouvement de pince vers Moscou; les Russes se retirent d'Orel. *10 oct.* Les Allemands percent le front de 300 milles. *13 oct.* Vyazma est abandonné.—*14-19 oct.* Les Allemands atteignent Mozhaisk, Kalinin et Taganrog. *16 oct.* Les Allemands percent les défenses de l'ouest. *17 oct.* Une partie du gouvernement russe est envoyé à Kuibyshev. *20 oct.* Un état de siège est déclaré. *23 oct.* Les Allemands sont à 38 milles de Moscou. *28 oct.* La situation russe s'est améliorée. *29 oct.* Violents combats à Volokolamsk. Les Russes descendent 48 avions allemands dans un des plus gros raids sur la ville. *1er nov.* État de siège à Tula. *5 nov.* On rapporte que la poussée allemande est arrêtée. *6 nov.* Contre-attaque russe majeure près de Volokolamsk. *7 nov.* Les Russes contre-attaquent dans un effort pour rétablir les communications entre Moscou et Léningrad. *12 nov.* La position allemande à Tula est mise en danger. *14 nov.* Les Russes repoussent 15 attaques de tanks à Tula et contre-attaquent violemment à Moscou. *18 nov.* Les Russes repoussent les Allemands sur une distance de 8 milles à Tula. *20 nov.* La ligne de défense du nord fléchit. *21 nov.* Les Allemands percent à Tula; combats violents à Kalinin et Volokolamsk. *23 nov.* Les Allemands avancent à Mozhaisk et Tula. *24 nov.* La pression sur Moscou est déclarée la plus forte de la guerre. *26 nov.* Les Allemands avancent sur Moscou du sud-est et du nord-ouest. *28 nov.* Les Russes reculent à Tula et Volokolamsk, mais ils repoussent les Allemands à Mozhaisk. *30 nov.* La poussée allemande est arrêtée. *7 déc.* Les Russes enfoncent la ligne allemande à 2 points au nord de la ville. *8 déc.* Les Allemands annoncent la cessation de la poussée sur Moscou jusqu'au printemps. *10 déc.* Les Russes reprennent des villes dans les secteurs de Kalinin, Tula et Orel. *12 déc.* Les Russes annoncent la défaite absolue des Allemands sur le front de Moscou. *15 déc.* La menace contre Moscou est déclarée terminée.

1941

7 oct. Les Allemands occupent les ports de Marioupol et de Ossipenko, flanquant le bassin du Donetz. Les Russes rapportent que les Allemands sont repoussés de 11 milles sur le front d'Odessa.

8 oct. Les Allemands avancent près de Mélitopol, sur la mer d'Azof.

18 oct.–3 juill. BATAILLE DE LA CRIMÉE ET DU BASSIN DU DONETZ.—*18 oct.*, l'U.R.S.S. annonce l'abandon d'Odessa. Le *21 oct.*, les Allemands avancent vers le bassin du Donetz. Le *23 oct.*, les Russes admettent l'évacuation de Taganrog, sur la mer d'Azof. Le *27 oct.*, les Russes reconnaissent l'évacuation de Stalino. Le *28 oct.*, dur combat à mesure que les Allemands s'approchent de Rostov. Le *29 oct.*, les Allemands renforcent leurs troupes sur le front méridional et prétendent avoir pénétré dans l'isthme de Pérékop et être entrés en Crimée. Le *2 nov.*, les Allemands prétendent avoir pris Simféropol, capitale de la Crimée. Grands raids aériens sur Sébastopol. Le *3 nov.*, Kursk, dans le bassin du Donetz, est pris. Le *4 nov.*, les Allemands avancent de plusieurs milles dans la direction de Rostov; en Crimée, une poussée à deux éperons a lieu vers Sébastopol et Kerch. Le *6 nov.*, en Crimée, les Russes rapportent se retirer vers les montagnes Yaila. Le *7 nov.*, les Allemands rapportent avoir atteint les approches de Sébastopol. Le *12 nov.*, les Allemands prétendent avoir atteint la côte est de la Crimée, au sud de Kerch. Le *17 nov.*, les Allemands prétendent avoir capturé Kerch. Le *18 nov.*, les Russes admettent qu'ils se retirent vers le Caucase, sur la péninsule de Kerch. Le *23 nov.*, les Allemands atteignent Rostov. Le *24 nov.*, la contre-attaque russe à Rostov recule les Allemands de 37 milles. Le *26 nov.*, dans le nord du Causase, les Russes reculent les Allemands à 60 milles au nord et à l'ouest de Rostov. Le *28 nov.*, les Allemands entreprennent une nouvelle poussée sur Sébastopol. Le *30 nov.*, les Russes reprennent Rostov et les Allemands reculent vers Taganrog. Le *4 déc.*, la résistance allemande sur le front de Rostov-Marioupol s'affermit avec les réserves venues de la Crimée. Les Russes continuent d'avancer dans la région du Don; les Allemands font une lutte de retardement dans la

1941

banlieue de Taganrog, tandis que la force principale se retire sur Marioupol; deux divisions italiennes sont capturées. Le *15 déc.*, les Russes cernent Taganrog. Le *31 déc.*, les armées russes du Caucase, aidées par la flotte de la Mer Noire, prennent d'assaut les villes de Kerch et de Théodosie, en Crimée. Le *6 janv. 1942*, les Russes rapportent que les Allemands sont chassés de presque toute la péninsule de Kerch. Le *7 janv.*, la garnison russe de Sébastopol se joint à d'autres forces russes attaquant les Allemands en Crimée. Les Russes réoccupent Blacava. Le *30 janv.*, les Russes avancent de 93 milles dans le bassin du Donetz et reprennent Lozovaya. Le *1er avril*, la situation dans le bassin du Donetz se transforme en une opération majeure. Les Russes lancent une contre-offensive en Crimée. Le *11 mai*, l'offensive allemande du printemps en Crimée commence avec l'avance sur Kerch. Le *14 mai*, les Russes se retirent dans de nouvelles positions sur la péninsule de Kerch. Le *17 mai*, les Allemands occupent la plus grande partie de Kerch. Les *6-8 juin*, forte attaque allemande sur Sébastopol. Le *15 juin*, la flotte de la Mer Noire canonne les troupes allemandes attaquant Sébastopol. *Le 17 juin*, les Russes repoussent 11 attaques contre Sébastopol. Le *19 juin*, attaques contre Sébastopol repoussées. Le *21 juin*, les Allemands enfoncent un coin dans les défenses de Sébastopol. Le *22 juin*, combats dans les rues de Sébastopol. Le *3 juill.*, chute de Sébastopol.

23 nov. Les Russes reprennent Vishera, à 100 milles de Léningrad.

3 déc. Les Finlandais prétendent que les Russes évacuent la péninsule de Hango.

10 déc. Les Russes repoussent les Allemands de Tikvin, à 110 milles à l'est de Léningrad.

16 déc. Les Russes lancent une offensive générale sur les positions finno-allemandes en Carélie.

16-17 déc. D'autres succès russes dans les régions de Klin, Kalinin, Tula et Orel. Mozhaisk est repris.

19 déc. La retraite allemande est rapportée générale sur tous les fronts russes.

24 déc. Les Russes reprennent Gorbachevo. Les Allemands retraitent au delà de la rivière Volkhov sur le front de Léningrad.

1941

27 déc. Les Russes annoncent la déroute de forces allemandes au sud de Léningrad et le désastre de la nouvelle ligne allemande sur la rivière Oka, en bas de Moscou.

28 déc. Autre avance russe dans la région de Kalinin.

29 déc. L'avance générale russe se continue, malgré les tentatives des Allemands de se maintenir dans plusieurs secteurs.

1942

1er janv. Moscou annonce la capture de Kaluga, la défaite définitive de l'armée de tanks du gén. Guderian et la déroute de 16 divisions allemandes sur le front central. Les Russes annoncent la reprise de Staritsa, sur la Volga.

1–5 janv. Les Russes reprennent 30 villages sur le front de Léningrad.

7 janv. Moscou annonce avoir repris 572 villages et avoir tué 10,000 Allemands en 5 jours. Sur le front central, les Russes mettent les Allemands en déroute à Tim, 40 milles à l'est de Kursk, et traversent le Haut-Donetz dans la région de Kharkov. Sur le front nord, les Russes reprennent l'île de Hogland des mains des Finlandais.

8 janv. Les Russes annoncent la reprise de Meshchovsh, à 40 milles de la ligne de défense allemande de Viazma-Briansk durant l'hiver.

9 janv. Les Russes reprennent Mosalsk, à 47 milles à l'ouest de Kaluga.

11 janv. Les Russes brisent la ligne de Viazma-Briansk et réoccupent Lyudinovo.

14 janv. Les Russes reprennent Kirov dans la région de Smolensk et Gorokhovo, près de Mozhaisk.

20 janv. Les Russes reprennent Mozhaisk, laissant Orel et Rzhev comme principales places fortes restant aux Allemands sur le front de Moscou.

23 janv. Les Russes, dans une avance de 65 milles sur le front central nord, atteignent Kholm.

26 janv. Les Russes reprennent Nélidovo, à 170 milles au nord-ouest de Moscou.

6 fév. Rzhev est assiégé par les Russes.

10 fév. Affermissement renouvelé de la résistance allemande sur tous les fronts.

15 fév. Des unités russes dans la Russie Blanche se rendent à 72 milles de l'ancienne frontière de la Pologne.

27 fév. On rapporte que la cavalerie russe est rendue à 72 milles de la frontière de la Lettonie.

1942

1er mars Les Russes en vue de Staraïa Roussa.

3 mars. Les Russes développent une forte offensive en Ukraine.

5 mars. Les Russes reprennent Yukhnov, à 125 milles à l'est de Smolensk.

8 mars. Les Russes reprennent Sychevka, à mi-chemin entre Rzhev et Viazma; neuf localités sont reprises sur le front de Kalinin.

11 mars. Les Russes ouvrent une brèche dans les lignes de défense allemandes au delà de Kalinin.

12 mars. Grande offensive russe dans le sud de la mer d'Azov, à Kharkov; 90 divisions, comprenant, 1,500,000 hommes, sont engagées.

17 mars. Une grande bataille fait rage aux portes de Kharkov; autres gains russes au nord-ouest de Moscou.

27 mars. Une force russe venant par mer débarque derrière les lignes allemandes à Mourmansk. Les Russes avancent dans la région de Smolensk.

29 mars. De fortes contre-attaques allemandes sont repoussées par les Russes sur le front de Kalinin.

8 avril. Les Russes traversent le Haut-Dniéper dans un mouvement de flanc contre le saillant de Rzhev-Gzahatsk-Viazma.

14 avril. Les forces russes en Ukraine effectuent une trouée importante au nord de Kharkov.

15 avril. Les Russes font une trouée dans les lignes allemandes à Bryansk.

19 avril. Les Russes percent la ligne finlandaise dans l'isthme de Karélie. Accélération remarquable des attaques aériennes allemandes.

21 avril. L'aviation allemande qui attaquait Mourmansk est mise en déroute et 15 appareils sont perdus.

22 avril. Les Russes enfoncent deux points sur l'isthme de Karélie.

28 avril. Les Russes reprennent Borok, sur le côté ouest du Lac Ilmen, et font une trouée à Orel.

5 mai. Les Russes frappent à Kharkov, Kursk et Taganrog et enregistrent de nouveaux succès sur le front de Kalinin.

19 mai. Les Russes avancent sur le front de 100 milles dans le secteur de Kharkov, et le flanc gauche approche de Krasnograd, à 60 milles au sud-ouest de Kharkov. Les Allemands commencent une contre-offensive dans le secteur d'Izioum-Barvenkova.

24-26 mai. Forte contre-attaque allemande sur le front de Kharkov repoussée par les Russes; tentative de flanc dans le secteur de Barvenkova-Izioum.

1942

28 mai. Les Russes avancent dans les secteurs de Kharkov et Barvenkova.

29-31 mai. Les opérations sur le front de Kalinin résultent en la prise d'importantes lignes allemandes.

5 juin. Attaque importante de l'aviation russe sur les aérodromes allemands dans l'Arctique.

9 juin. Fort assaut continu sur Sébastopol.

10 juin. Les Allemands commencent l'offensive sur le front de Kharkov.

16 juin. Les Russes contre-attaquent sur le front de Kharkov.

22 juin. Les Allemands renouvellent l'offensive sur le front de Kharkov.

26 juin. Les Russes admettent la perte de Kupyanks, à 60 milles au sud-est de Kharkov.

28 juin. Les Allemands ouvrent un troisième front majeur avec l'offensive venant de Kursk.

Généralités en Méditerranée

1941

6 juill. Les sous-marins britanniques coulent un croiseur italien et trois bateaux de ravitaillement de l'Axe en Méditerranée.

26 juill. Dix-sept vedettes lance-torpilles italiennes sont annihilées au cours d'une attaque-surprise tentée sur Malte.

8 sept. Au cours d'une semaine d'action en mer, la flotte britannique de la Méditerranée coule plus de 20 navires de guerre et marchands de l'Axe qui tentaient de renforcer la Libye italienne.

28 sept. La R.A.F. fait de grands raids sur Turin et Gênes. Des sous-marins britanniques et hollandais coulent 29 navires italiens de troupes et d'approvisionnements, soit un total de 200,000 tonnes, et en avarient 30 autres en septembre.

30 sept. H.M.S. *Nelson* est avarié dans un combat naval-aérien, alors qu'il protégeait un convoi.

7 oct. Quatre navires de l'Axe sont coulés et 25 autres sont avariés dans des attaques aériennes et navales au cours de la fin de semaine.

9 nov. La Marine Royale coule un destroyer italien et 10 transports, malgré la présence d'une force navale italienne grandement supérieure.

13 nov. H.M.S. *Ark Royal* est torpillé dans l'ouest de la Méditerranée.

1941

14 déc. Les marines britanniques et hollandaises coulent 3 croiseurs italiens.

1942

1er janv. La R.A.F. exécute des raids aériens soutenus sur les bases aériennes allemandes en Grèce.

3 janv. L'Amirauté annonce la perte du croiseur *Neptune*.

9 janv. L'Amirauté annonce la perte du croiseur *Galatea* dans la Méditerranée au large d'Alexandrie, avec la perte de 460 vies.

14 janv.-13 mai. *Période de raids aériens intensifiés sur Malte.*—Les dommages à date comprennent la destruction de 15,500 maisons, 70 églises, 22 écoles, 18 couvents et 8 hôpitaux.

23-24 janv. Le plus grand convoi de l'Axe jamais vu en Méditerranée est attaqué par des avions de bombardement et des avions-torpilleurs britanniques; un paquebot de 20,000 tonnes est coulé et d'autres navires sont gravement avariés.

28 janv. H.M. cuirassé *Barham* est coulé au large de Tobrouk.

15 fév. Des appareils de la R.A.F. torpillent et mettent en feu 2 croiseurs et 2 destroyeurs italiens, à l'entrée de la mer Ionienne, entre l'Italie et la Grèce.

15 mars. Opérations navales et aériennes combinées contre Rhodes.

22-23 mars. Attaque navale et aérienne combinée de l'ennemi sur un convoi en destination de Malte qui résulte en le torpillage d'un cuirassé italien et le coulage d'un navire marchand britannique.

23 mars. Le feld-maréchal Kesselring est nommé au commandement des opérations aériennes en Sicile, ce qui laisse présager de plus grandes attaques sur Malte.

9 avril. Un sous-marin britannique coule un croiseur italien de 10,000 tonnes.

8 mai. Le vicomte Gort est transféré de Gibraltar comme commandant-en-chef de Malte.

11 mai. L'Amirauté annonce le coulage de 3 destroyeurs par des avions plongeurs au large de la côte de la Libye.

12 mai. Treize avions allemands de transport de troupes sont abattus au large de l'Afrique du Nord.

13-15 juin. Des attaques navales et aériennes de l'Axe sur deux convois britanniques à destination de Malte et de Tobrouk résultent en le coulage d'un croiseur italien et de 2 destroyeurs; deux cuirassés, 2 croiseurs et 1 destroyeur sont avariés par la R.N. et les forces aériennes du R.-U. et des E.-U.

Libye-Egypte

1941

18 juin. Les Britanniques reculent dans leurs positions originales.

2 juill. Transfert du gén. Sir Archibald Wavell, commandant-en-chef au Moyen-Orient, à l'Inde. Le gén. Sir Claude Auchinleck devient commandant-en-chef au Moyen-Orient.

16 sept. Premier raid de l'Axe sur Le Caire.

16 nov. Formation est annoncée d'une nouvelle armée britannique dans le désert occidental.

18 nov. Les Britanniques avancent en Libye orientale sur un large front. La R.N. et la R.A.F. bombardent les positions de l'Axe aussi loin que Benghasi.

20 nov. Les forces britanniques avancent de 80 milles en Libye.

22-30 nov. Les Britanniques avancent jusqu'au golfe de Syrte.

23 nov. Les forces néo-zélandaises et hindoues prennent Bardia, Sidi Azeiz et Sidi Omar Nuovo. Principal combat de tanks dans la région de Tobrouk.

26 nov. Des colonnes britanniques forment jonction à Rezegh. Les forces axistes forment de fortes positions autour de Tobrouk.

2 déc. Les Allemands font une trouée dans le corridor de Tobrouk et effectuent la jonction de deux colonnes blindées après un violent engagement de tanks.

3 déc. La réorganisation du commandement du Moyen-Orient est complétée par la formation de la 9ème armée, couvrant la Syrie, la Palestine, la Transjordanie et le canal de Suez.

6-7 déc. Bataille rangée entre tanks au sud de Tobrouk, entre El Adem et Bir El Gobi.

9 déc.–17 janv. AUTRE AVANCE BRITANNIQUE JUSQU'AU GOLFE DE SYRTE—
Le *10 déc.*, le siège de Tobrouk est levé; *16 déc.*, trois batailles principales à Alem Hamza, Halegh El Olébam et Gazala; *19 déc.*, l'aéroport de Derna est pris; *25 déc.*, Benghasi est pris; *29 déc.*, concentration de troupes de l'Axe dans la région d'Agédabia; 1942, *2 janv.*, Bardia est repris; *13 janv.*, Saloum est pris; les forces axistes en retraite s'arrêtent sur le Golfe de Syrte.

1942

23 janv.–8 fév. CONTRE-ATTAQUE ALLEMANDE—
Le *23 janv.*, les Allemands contre-attaquent en Libye, avancent de 90 milles au nord-est et réoccupent Agédabia. *28 janv.*, les forces de l'Axe sont contenues sur la ligne de Msus-Soluch. *29 janv.*, les forces axistes au cours d'une soudaine poussée venant de Msus occupent Benghasi; *1er fév.*, les forces de l'Axe atteignent Maraua, à 85 milles au nord-ouest de Benghasi; *3 fév.*, les colonnes blindées britanniques reprennent l'offensive au sud-ouest de Benghasi pour arrêter la poussée de l'Axe. Les forces axistes occupent Derna; *8 fév.*, la poussée de l'Axe à travers la Libye s'arrête près de Tobrouk.

9 fév.–27 mai. OFFENSIVE BRITANNIQUE RENOUVELÉE—
Le *9 fév.*, les Britanniques reprennent l'offensive près d'Ain El Gazala; *7-8 avril*, les colonnes de l'Axe reprennent l'action à 40 milles à l'ouest de Tobrouk; *12 avril*, la R.A.F. attaque les aérodromes de Crête, où les avions de l'Axe s'assemblaient pour une offensive au Moyen-Orient. Les colonnes allemandes en Libye sont forcées de retraiter; *27 mai*, les forces axistes en Libye avancent au sud de Bir Hacheim en vue de déborder les positions britanniques.

28 mai–30 juin. POUSSÉE ALLEMANDE VERS L'EGYPTE—
Les *28-29 mai*, les forces de l'Axe avancent à 15 milles de Tobrouk. Le *7 juin*, les forces de l'Axe se retirent au sud et à l'ouest de Harmat. Le *10 juin*, la garnison alliée se retire de Bir Hacheim. Le *14-16 juin*, les forces de l'Axe atteignent Acroma; les Britanniques se retirent d'Ain El Gazala; 3 attaques allemandes sont repoussées dans le secteur d'El Adem. Le *18 juin*, la 8ème armée britannique se divise en deux sections, l'une protégeant la frontière égyptienne et l'autre retraitant à Tobrouk. Le *21 juin*, les forces de l'Axe prennent Tobrouk, Bardia et Bir El Gobi. Le *22 juin*, les forces de l'Axe se concentrent à 12 milles au nord-ouest de Fort Capuzzo. Le *25 juin*, les Britanniques se retirent de Saloum, Sidi Omar et Sidi Barrani vers Matrouh. Le *27 juin*, la bataille pour l'Egypte gagne le sud-ouest de Matrouh. Le *29 juin*, les forces de l'Axe prennent Matrouh. Le *30 juin* les colonnes de l'Axe déferlent au delà d'El Daba, à 100 milles à l'ouest d'Alexandrie.

Bataille de la Syrie

Voir événements préliminaires aux pp. 1045-1046 de l'Annuaire de 1941.

1941

8 juin. Les forces britanniques et françaises libres avancent dans le Liban venant de la Palestine, vers Damas de la Transjordanie et de l'Iraq le long de l'Euphrate.

9 juin. Les forces alliées occupent Tyr (Sour) et traversent la Litani (Leontes).

10 juin. Des unités navales de débarquement s'emparent de ponts et autres points vitaux de la côte du Liban. Les forces de terre arrivent à 10 milles de Damas.

12 juin. Trois colonnes alliées de l'Iraq occupent Hassetche et Deïr-el-Zor. Des colonnes du sud combattent violemment à Kissoue.

15 juin. Une colonne centrale capture Jezzine et Sidon (Saïda), les troupes de Vichy sont reculées à 12 milles de Beyrouth. Sur le front nord Abou Kémal est pris par une colonne de l'Iraq.

16 juin. La résistance devient forte à mesure que les forces alliées s'approchent de Beyrouth et Damas.

20 juin. Les forces de Vichy attaquent les troupes françaises libres près de Jebel El Kelb.

21 juin. Damas est occupé par les forces françaises libres.

23 juin. Des colonnes alliées atteignent Palmyr.

24 juin. Des forces alliées prennent Merdjayoun.

27 juin. Les forces françaises libres occupent Maaraba et avancent de 35 milles au nord-est de Damas, appuyées par la R.A.F.

3 juill. Les forces britanniques et françaises libres prennent Palmyr.

7 juill. Des troupes australiennes attaquent Damour, principale place forte française au Liban.

9 juill. Le haut-commissaire français en Syrie soumet sa demande d'armistice à l'Angleterre.

10 juill. Les forces britanniques s'approchent de Beyrouth. Les termes de l'armistice sont soumis au haut-commissaire français en Syrie. La bataille continue autour de Beyrouth.

11 juill. Les forces britanniques et françaises libres continuent leur avance sur Beyrouth et autres points de la Syrie et du Liban.

1941

13 juill. La lutte se termine en Syrie et au Liban par la signature d'un armistice entre le gén. Dentz représentant le gouvernement de Vichy et les généraux Wilson, Lavarack et Catroux représentant les Impériaux, les Australiens et les Français Libres, respectivement.

14 juill. L'entente d'armistice entre les forces britanniques et de Vichy en Syrie est formellement signée.

15 juill. Les troupes britanniques, australiennes et françaises libres occupent Beyrouth.

Région du Pacifique

1941

7 déc. Les forces japonaises, sans avertissement au préalable, effectuent des raids sur Pearl Harbour, Hawaï, trois heures avant une déclaration de guerre aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne *(pour les pertes voir au 15 déc.)*. Guam, les îles Philippines et l'île Wake sont aussi bombardées. Le Canada, les Indes néerlandaises et Costa Rica déclarent la guerre au Japon. Raids aériens sur Hong-Kong et Singapore; des troupes japonaises débarquent près de Kota Bharu sur la péninsule malaise. (*Pour autres événements, voir Malaisie et Birmanie.*)

8 déc. Le R.-U., les E.-U., l'Australie, le Honduras, Guatemala, Salvador, Haïti, le Nicaragua et la République Dominicaine déclarent la guerre au Japon; la Colombie et le Mexique rompent leurs relations diplomatiques. Les Japonais attaquent l'île Midway. Des aéroplanes japonais sont signalés au large de la côte de la Californie et des îles Aléoutiennes.

9 déc. L'invasion de Hong-Kong tentée par les Japonais est repoussée par les forces britanniques et canadiennes. Les Japonais débarquent sur l'île Lubang, près de l'entrée de la baie de Manille. *(Pour autres événements, voir 'Philippines'.)*

10 déc. Deux attaques japonaises sur Hong-Kong sont repoussées.

11 déc. Un cuirassé, un croiseur léger et un destroyer japonais sont coulés par une attaque aérienne des Etats-Unis.

12 déc. Les Chinois attaquent sur le front de Kwangtung pour atténuer la pression japonaise sur Hong-Kong. Les Japonais occupent Guam.

1941

14 déc. Les forces chinoises attaquent les Japonais assiégeant Hong-Kong par les flancs et à l'arrière à Tamshai et Pingshan. Seuchwan est repris par les Chinois; Canton est bombardé.

15 déc. Les E.-U. rapportent les pertes à Pearl Harbour au 7 déc.: deux cuirassés, 3 destroyers, 1 balayeur de mines; personnel naval: 2,729 tués, 656 blessés; personnel de l'armée: 194 tués ou manquants, 223 blessés. Les Britanniques se retirent de Kowloon.

16 déc. Les Japonais débarquent sur le Bornéo-Nord britannique *(pour autres entrées, voir Indes Orientales).*

19 déc. Les Japonais débarquent sur l'île de Hong-Kong. Les Chinois prennent des avant-postes japonais le long du chemin de fer de Canton-Kowloon.

25 déc. Les troupes impériales et canadiennes à Hong-Kong, coupées de leur approvisionnement d'eau, se rendent. *(Pour les pertes canadiennes, voir au 25 février).*

26 déc. Washington rapporte que la garnison de l'île Midway tient encore.

30 déc. La Marine américaine annonce la présence de bateaux de guerre japonais dans les eaux de l'Alaska.

1942

4 janv. Le Premier Ministre Curtin d'Australie annonce que la flotte américaine opérerait d'une station australienne. Le gén. Sir Archibald Wavell est nommé commandant suprême des forces des Nations Unies dans le sud-ouest du Pacifique. Toutes les forces navales alliées de la région sont placées sous le commandement de l'amiral Thomas C. Hart, des Etats-Unis.

7 janv. Les Japonais admettent se retirer de Changsha.

16 janv. L'aviation australienne effectue des raids sur les îles Carolines sous mandat japonais. *(Pour autres entrées, voir 'Mer du Sud').*

23-24 janv. Mobilisation générale en Australie.

24 janv. Le gouvernement australien demande la formation d'un Conseil de guerre impérial et un Conseil de guerre allié pour diriger la stratégie dans le Pacifique.

9 fév. Un Conseil du Pacifique composé de représentants britanniques, australiens, néo-zélandais et hollandais est formé à Londres pour agir de concert avec le comité militaire à Washington.

1942

10 fév. La force navale américaine arrive à Wellington, N.-Z. Le généralissime Chiang Kai-Shek arrive à Delhi pour des consultations.

11 fév. L'Amiral T. C. Hart, de la Marine américaine, est remplacé comme commandant des forces navales des Nations Unies aux Antilles par le vice-Amiral C. E. L. Helfrich, de la Marine Royale hollandaise.

19-20 fév. Trois raids aériens japonais sur Port Darwin, Australie.

23 fév. La terre ferme des Etats-Unis est attaquée lorsqu'un sous-marin bombarde la raffinerie d'huile près de Santa Barbara, Cal.

25 fév. Les pertes canadiennes à Hong-Kong sont de 269 morts ou manquants et 1,689 prisonniers.

27 fév. Premier raid aérien japonais sur Port Blair, îles Andaman.

2 mars. Le gén. Wavell est rappelé à son poste comme commandant-en-chef dans l'Inde. Le gouvernement australien ordonne la conscription des ouvriers civils.

3 mars. Raid aérien japonais sur Broome et Wyndham, Australie occidentale.

10 mars. Le gouvernement australien prend de vastes pouvoirs pour appliquer la politique de dévastation dans le Commonwealth.

16 mars. Washington annonce l'arrivée récente de troupes aériennes et de terre américaines en Australie.

17 mars. Le gén. MacArthur est nommé commandant des Nations Unies dans le sud-ouest du Pacifique.

19 mars. Le lt-gén. J. W. Stilwell, E.-U., est nommé commandant des 5ème et 6ème armées chinoises en Birmanie et de toutes les forces américaines dans l'Inde, en Birmanie et en Chine.

22 mars. L'aviation japonaise effectue un raid sur Katherine, à 175 milles au sud de Darwin.

23 mars. Les Alliés et les Japonais sont aux prises dans de fortes attaques de bombardement tout le long de la côte septentrionale de l'Australie et des îles environnantes; les Japonais bombardent Wyndham.

25 mars. Les Japonais s'emparent des îles Andaman dans la baie du Bengale.

2 avril. L'Australie appelle tous les célibataires de 18-45 ans et tous les gens mariés de 18-35 ans pour service immédiat.

4 avril. Des avions de bombardement américains attaquent avec succès des navires de transport japonais à Port Blair, îles Andaman.

1942

5 avril. Premier raid aérien sur Ceylan; les Japonais perdent 27 des 75 avions engagés dans l'attaque.

6 avril. Premiers raids aériens japonais sur l'Inde proprement dite, et attaques sur Vizagapatam et Cocoanada, Présidence de Madras.

9 avril. L'aviation japonaise effectue un raid sur Trincomalee, Ceylan; au cours de la contre-attaque britannique le H. M. porte-avions *Hermes* est coulé par des bombes japonaises.

13 avril. M. Churchill révèle qu'une force navale japonaise, avec 3 cuirassés et 5 porte-avions en tête, opérait dans la baie du Bengale.

14 avril. La R.A.F. détruit 13 hydravions japonais dans les îles Andaman.

17 avril. Premier raid aérien sur le Japon, avec Tokyo et Yokohama comme principaux objectifs.

19 avril. Le gén. MacArthur est nommé commandant-en-chef de toutes les forces de terre, navales et aériennes alliées dans le sud-ouest du Pacifique.

25 avril. Raid aérien japonais sur Darwin causant la perte de 11 avions ennemis.

4 mai. Une force britannique débarque à Madagascar; Washington annonce que des forces américaines aideraient à défendre l'île si c'était nécessaire.

5 mai. Les Japonais entrent en Chine dans la province de Yunnan; le gén. Chiang Kai-Shek arrive sur le front de Yunnan.

7 mai. Des forces britanniques prennent possession de la base navale à Diego Suarez, Madagascar.

8 mai. Ceylan est renforcé par des troupes du Dominion et des troupes coloniales de l'Afrique.

13 mai. Les Japonais renforcés avancent de 50 milles en Chine le long de la route de Birmanie.

14 mai. Deux colonnes japonaises dans le Yunnan avancent vers Tengyueh et Hungmushu.

16 mai. Dans le Chékiang, les Japonais ont massé 20,000 hommes pour se lancer sur les aérodromes chinois accessibles au Japon par air.

17 mai. Une colonne japonaise avançant vers Lungling est reculée jusqu'à la route de Birmanie; une colonne avançant de Tengyueh à Hungmushu est aussi repoussée.

19 mai. Les autorités chinoises expriment de l'inquiétude vu que les Japonais mènent l'offensive dans le Chékiang en même temps que des poussées près de la Birmanie et du Siam.

1942

21-23 mai. Les Japonais débarqués en force près de Foochow, Fukien, sont fortement attaqués par les Chinois et repoussés dans leurs bateaux.

25 mai. La tentative des Japonais de s'emparer de Kinhwa, Chékiang, est repoussée par les Chinois.

28 mai. Les Chinois cernent les Japonais à Lungling, route de la Birmanie, et repoussent une troisième attaque japonaise sur Kinhwa, Chékiang.

31 mai. Les Chinois lancent une attaque de grande envergure dans la province d'Anwhei, 200 milles à l'ouest de Shanghaï.

1er juin. Trois petits sous-marins japonais sont coulés au cours d'un raid tenté sur le port de Sydney. Les Japonais entreprennent une offensive majeure dans le Kwangtung.

3 juin. Raid aérien japonais sur Dutch Harbour, Alaska.

3-6 juin. Des forces aériennes et navales japonaises attaquent l'île Midway; 4 porte-avions ennemis et 2 lourds cuirassés sont coulés et 14 autres navires sont coulés ou avariés.

7 juin. Les Japonais entrent dans Chuhsien, Chékiang, et prennent l'aéroport. Sept sous-marins japonais sont coulés au large de l'Australie en 8 jours; Sydney et Newcastle sont canonnés par des sous-marins japonais.

8 juin. Les Chinois reprennent Luhsiyuan.

10 juin. Les Japonais avancent de 10 milles à l'ouest de Chuhsien.

12 juin. Les Japonais débarquent sur l'île Attu, groupe des Aléoutiennes, et entrent dans le port de Kiska.

14 juin. Une colonne japonaise de l'ouest de Kiangsi s'empare de Nancheng, mais les Chinois reprennebt Tsungjen, à l'arrière des Japonais.

15 juin. Washington annonce qu'un croiseur japonais est coulé et que 7 autres navires sont avariés au large des îles Aléoutiennes.

18 juin. Le commandement aérien américain est établi en Chine.

20 juin. Un sous-marin ennemi canonne le poste de radio à Estevan Point, île Vancouver.

21 juin. Washington annonce le débarquement de forces japonaises sur l'île Kiska, Aléoutiennes.

22 juin. La ville de Seaside, Oregon, est canonné par un sous-marin ennemi.

24 juin. Les Chinois reprennent Kueiki, empêchant les Japonais de s'emparer du chemin de fer de Chékiang-Kiangsi.

MALAISIE-BIRMANIE

1941

7 déc. Des convois japonais traversent le golfe de Siam et des forces terrestres franchissent la frontière de Siam.

8 déc. Les Japonais débarquent d'autres renforts près de Kota Bharu.

10 déc. Les forces japonaises débarquent à Kuantan, Malaisie. H.M. cuirassé *Prince of Wales* et H.M. croiseur de bataille *Repulse* coulent au large de la Malaisie.

12 déc. Trois grands raids aériens sur Pénang. Les Japonais commencent une forte offensive dans le Kédah, dans le nord de la Malaisie.

14 déc. Une bataille majeure se développe en Malaisie.

15 déc. Les Japonais avancent de 50 milles de la frontière de Thaï dans le Kédah.

17 déc. La poussée japonaise dans le nord de la Malaisie arrive jusqu'à 10 milles de Pénang.

18 déc. La retraite britannique au sud de la rivière Krian isole Pénang et la province de Wellesley du reste de la péninsule malaise.

21 déc. Les Britanniques retraitent de 45 milles sur le côté est de la péninsule malaise et effectuent la jonction avec les forces occidentales le long de la ligne Lenggong-Kouala.

26 déc. Singapour annonce l'activité des patrouilles japonaises au nord de Kénaman, à 175 milles au nord de Singapour.

27 déc. Le lt-gén. Sir Henry Pownall assume le commandement à Singapour, *vice* le maréchal en chef de l'air Sir Robert Brooke-Popham.

28 déc. Les Britanniques repoussent les Japonais dans la région de Chémor de l'Etat de Pérak.

29 déc. Les Japonais pénètrent à Ipoh, Malaisie occidentale; la chute de Kuching est concédée.

1942

2 janv. Les forces impériales sont engagées dans un combat chaudement contesté dans la Malaisie occidentale et centrale contre les renforts japonais nouvellement débarqués.

6 janv. Les Japonais s'emparent de l'aéroport de Kuantan dans la Malaisie orientale et pénètrent dans l'état de Sélangor dans l'ouest.

8 janv. Les Britanniques se replient au sud de la rivière Slim à 50 milles au nord de Kouala Lumpour. De fortes attaques japonaises le long de la principale route à 290 milles au nord de Singapour.

1942

9 janv. Violent combat dans le sud du Pérak; les Britanniques détruisent des approvisionnements de caoutchouc et d'étain.

12 janv. Les Britanniques abandonnent Kouala Lumpour et forment une nouvelle ligne à 150 milles au nord de Singapour. Les renforts japonais atteignent la Birmanie.

14 janv. Des renforts de l'armée et de l'aviation arrivent à Rangoon. Autre retraite britannique à une nouvelle ligne de défense dans l'Etat de Johore.

15 janv. La force principale des troupes australiennes est jetée dans la bataille au nord de Singapour.

16 janv. Les Japonais envahissent le sud de la Birmanie et sont engagés par les Britanniques à Myitta. Des forces australiennes et impériales infligent de lourdes pertes aux Japonais dans le sud de Negri Sembilan. La R.A.F. détruit la flotte japonaise de débarquement et empêche le débarquement à la rivière Linggi, à 135 milles au nord-ouest de Singapour.

17 janv. Forte attaque japonaise lancée dans la région de Gémas du centre de la Malaisie, à 110 milles de Singapour. Sur la côte ouest, les Japonais gagnent du terrain dans la région de la rivière Muar sur le détroit de Malacca, à 90 milles de Singapour.

18 janv. En Birmanie, les Britanniques soutiennent une forte pression japonaise dans la région de Ténasserim.

19 janv. La ligne britannique se retire sur la côte ouest. Les Japonais coupent l'enclave de la Birmanie dans une poussée à l'ouest vers la mer, et occupent Tavoy.

20 janv. Les Japonais avancent à 60 milles de Singapour.

22 janv. L'aviation chinoise bombarde la base japonaise en Indochine. Les Britanniques lancent une contre-offensive dans la Malaisie.

23 janv. Les pilotes britanniques et américains abattent 21 des 60 avions japonais attaquant Rangoon.

24 janv. Plus de 70 avions chinois effectuent un raid sur la base japonaise à Hanoï, Indochine.

25 janv. Les forces terrestres britanniques se retirent dans la région du golfe de Martaban.

27 janv. L'avance japonaise venant de Thaï en Birmanie est arrêtée à l'est de Moulmein.

1942

29 janv. Les forces japonaises avancent jusqu'à 30 milles de Singapour.

30 janv. Les Japonais avancent jusqu'à 18 milles de Singapour.

31 janv. Toutes les forces britanniques se retirent de Johore à l'île de Singapour.

1er fév. Les forces britanniques évacuent Moulmein et prennent position sur la rive ouest de la rivière Salween.

5 fév. Des patrouilles japonaises réussissent à traverser la rivière Salween.

8 fév. Les Japonais débarquent sur la côte ouest de l'île de Singapour. Les forces britanniques en Birmanie arrêtent les Japonais le long de la rivière Salween.

10 fév. Les Britanniques sur l'île de Singapour se retirent en face d'une pression japonaise grandissante.

11 fév. Les Japonais s'emparent de Martaban et traversent la rivière Salween. Les forces chinoises en Birmanie entrent en contact avec les Japonais pour la première fois.

13 fév. Deuxième forte tentative japonaise afin de forcer les lignes britanniques dans la région de Paan.

15 fév. Les Japonais dans la Birmanie inférieure font une poussée à Thaton de Paan et de Martaban. Reddition sans condition de Singapour.

18 fév. Les Japonais traversent la rivière Bilin.

20 fév. Les troupes chinoises repoussent l'attaque japonaise à l'ouest de Chiengsen, dans le nord du Siam.

24 fév. Préparations pour l'évacuation de Rangoon.

26 fév. Les forces japonaises sur la rivière Sittang se déploient en amont dans un mouvement d'encerclement vers Rangoon.

4 mars. Les Japonais atteignent Waw, à 10 milles du chemin de la Birmanie.

9 mars. Tokyo prétend avoir pris Rangoon. Les patrouilles japonaises sont près de Tharawaddy, à 70 milles au nord de Rangoon.

13 mars. Les troupes britanniques et chinoises effectuent leur jonction à 80 milles au nord de Rangoon.

18 mars. Les Japonais avancent vers Toungoo, Birmanie, rencontrant l'opposition des Britanniques au sud de Kanyutkwin.

19 mars. Les forces chinoises sur la frontière de la Birmanie et du Siam repoussent des attaques japonaises à 4 points.

1942

24 mars. Les pilotes du "groupe volontaire américain" détruisent 40 avions japonais à Chiengmai, Siam. Les Japonais avancent à 7 milles de Toungoo.

26 mars. Les forces chinoises à Toungoo sont complètement cernées, mais repoussent toutes les attaques japonaises. Deux colonnes chinoises de la Birmanie envahissent le Siam.

27 mars. Les renforts chinois atteignent Toungoo.

29 mars. Les Japonais entrent dans la section occidentale de Toungoo.

6 avril. En Birmanie, les Japonais avancent à 15 milles au nord de Prome.

7 avril. Les Britanniques reculent à plus de 40 milles de Prome.

8 avril. Les Britanniques se retirent sur une meilleure position au nord de Thayetmyo.

12 avril. Les Chinois tiennent bon le long de la rivière Sittang, mais les Japonais avancent vers Magwe, à 20 milles des champs d'huile de Yenangyaung.

13 avril. Les forces japonaises occupent le champ d'huile d'Allanmyo; quatre colonnes attaquent les lignes britanniques en Birmanie.

14 avril. Les Japonais augmentent leur pression sur les deux ancres de la ligne alliée en Birmanie.

15 avril. Les Japonais lancent une nouvelle offensive dans les Etats de Shan, afin d'isoler la Chine de la Birmanie et de l'Inde.

17 avril. Les Britanniques mènent une action de retardement près de Magwe et détruisent 600 des puits d'huile de la Birmanie occidentale.

19 avril. Les Japonais avancent de 20 milles à Ela en Birmanie; les renforts chinois aident les Britanniques à mener une action d'arrière-garde.

22 avril. Les Japonais prennent Pyinmana, à 150 milles au sud de Mandalay, des mains des Chinois.

24 avril. L'avant-garde japonaise atteint la région de Taunggyi, à 100 milles de Mandalay. Une colonne japonaise entre dans la Birmanie orientale par Loilem, à 40 milles à l'est-nord-est de Taunggyi.

26 avril. Les Chinois reprennent Taunggyi, mais se replient sur le front de Sittang. Les Japonais massent de petites embarcations sur l'Irawaddy pour l'avance sur Mandaly.

1942

27 avril. Les Japonais atteignent un point à 85 milles à l'est de Mandaly; une colonne japonaise des Etats de Shan s'approche de Lashio.

30 avril. Les Japonais prennent Lashio, coupant ainsi la route de la Birmanie à la Chine.

3 mars. Les Japonais prennent Mandalay et avancent au nord vers la Chine et à l'ouest vers l'Inde.

4 mai. Les Japonais attaquent les positions chinoises à 65 milles au nord de Lashio.

14 mai. Les forces britanniques en retraite de Birmanie atteignent Kalewa, à 40 milles de la frontière de l'Inde.

15 mai. Une partie de l'armée britannique en Birmanie atteint la frontière de l'Inde.

16 mai. Les Japonais atteignent Tengyueh.

17 mai. En Birmanie les Chinois chassent les Japonais de Kengtung; les aviateurs de la Garde Volontaire Américaine effectuent un grand raid sur Loakay, Indochine.

18 mai. Les Chinois chassent les Japonais de la rive ouest de la rivière Salween; trois colonnes japonaises s'avancent du Siam entre les rivières Salween et Mekong.

La Guerre aux Philippines

1941

10 déc. Les forces japonaises débarquent à Luzon, I.P. Les Japonais prennent pied le long de la côte de Luzon.

17 déc. Les forces américaines bombardent Vigan, position de grève des Japonais aux Philippines.

19 déc. Les Japonais débarquent une force à Davao, Mindanao.

22 déc. Les Japonais débarquent des troupes puissantes dans le golfe de Lingayen et rencontrent une vive résistance de la part des Américains et des Philippins.

24 déc. Une puissante force japonaise débarque près d'Atimonan sur la côte orientale de Luzon.

25 déc. Des unités de tanks japonais frappent à 35 milles à l'intérieur du golfe de Crayen.

26 déc. Les E.-U. proclament Manille ville ouverte. Bataille majeure de tanks sur le front sud de Luzon, dans la région de la baie de Lamon.

29 déc. Grand bombardement aérien de la forteresse de l'île de Corrégidor aux approches de Manille.

2 janv. Les forces américaines évacuent Manille et la base navale de Cavite. Les forces de défense américaines au nord et au nord-ouest de Manille consolident une nouvelle ligne de défense.

1942

5 janv. Les forces américaines repoussent une forte attaque japonaise au nord-ouest de Manille.

11 janv. Les forces américaines repoussent une forte attaque japonaise dans la péninsule de Bataan.

14 janv. Deux attaques japonaises sur la ligne de défense américaine à Luzon sont repoussées.

18 janv. Les forces des Américains et des Philippins défont les assauts japonais dans la péninsule de Bataan.

22 janv. Les Japonais, au nombre de 200,000, avancent contre les forces américaines sur la péninsule de Bataan.

29 janv. Les forces américaines repoussent une forte attaque japonaise sur les deux côtés de la ligne de la péninsule de Bataan.

1er fév. La tentative japonaise sur la forteresse de Corrégidor est écrasée par l'artillerie à longue portée de l'île.

3 mars. Autres débarquements japonais à Zamboanga, Mindanao.

24 mars. Grand assaut aérien sur les forces américaines à Corrégidor et Bataan.

26 mars. Bombardement aérien intense de la forteresse de Corrégidor.

9 avril. Chute de Bataan.

10 avril. Les forces américaines à Bataan atteignent Corregidor.

12 avril. Corrégidor essuie le feu de l'artillerie de deux côtés; 12 raids aériens en 24 heures.

16 avril. Les Japonais débarquent en nombre sur l'île de Panay aux Philippines.

21 avril. Les forces des Américains et des Philippins sur Panay sont contraintes d'abandonner deux points dans la province d'Antique.

6 mai. Corregidor tombe aux Japonais.

Indes Orientales

1941

17 déc. Les Japonais débarquent à Sarawak pour attaquer les champs d'huile de Miri, mais tout l'outillage des puits est détruit par les Britanniques.

18 déc. Les troupes néerlandaises et australiennes occupent le Timor portugais.

21 déc. La marine hollandaise coule 3 navires japonais de transport de troupes au large de Bornéo.

1942

3 janv. Les Japonais débarquent à Weston, Bornéo du Nord britannique.

11 janv. Les Japonais envahissent les Indes néerlandaises.

13 janv. La garnison néerlandaise de Tarakan se rend après avoir détruit les puits d'huile.

1942

23-24 janv. Les Japonais débarquent à Balik Papan, Bornéo, et à Kendari, Célèbes.

23-26 janv. Les forces aériennes et navales américaines et néerlandaises attaquent un convoi japonais dans les détroits de Macassar, coulant 11 navires et en avariant gravement 23 autres.

31 janv. Les Japonais débarquent sur Amboine.

3 fév. Grand raid aérien japonais sur la base navale et les aérodromes de Soerabaja, Java, et à 4 autres points des îles.

6 fév. Les Japonais occupent Samarinda, à 60 milles au nord de Balik Papan, Bornéo.

10 fév. Les Japonais, en un mouvement de pince contre Java, débarquent des troupes près de Macassar et commencent un mouvement par terre de Balik Papan vers Banjermassin.

11 fév. Les Japonais attaquent Macassar.

12 fév. La marine hollandaise annonce le coulage de 2 croiseurs japonais, 1 destroyer et 1 sous-marin dans des opérations au large d'Amboine.

14 fév. Des renforts australiens et impériaux atteignent Java.

16 fév. Les forces néerlandaises détruisent les aménagements d'huile à Palembang avant l'occupation japonaise.

19 fév. D'autres renforts britanniques et américains arrivent à Java.

20 fév. Les Japonais débarquent sur Bali et sur le Timor portugais.

27 fév - 1er mars. Bataille entre les forces navales japonaises et des Nations Unies dans la mer de Java; 8 bateaux de guerre et 17 transports sont coulés ou avariés, 5 croiseurs alliés, 1 sloop et 7 destroyers sont perdus. Malgré leurs revers initiaux, les Japonais réussissent à débarquer 4 divisions et à prendre Subang.

3 mars. La flotte d'invasion des Japonais reformée de 70–80 navires s'approche de Java.

4 mars. Les commandements naval et militaire alliés aux Indes sont transférés aux officiers néerlandais.

6 mars. Une colonne orientale japonaise à Java capture Johyakarta, à 15 milles de la mer, coupant ainsi l'île en deux; les forces alliées reculent dans les montagnes de l'intérieur. Raid aérien australien sur Kupang, Timor. Les Japonais prennent Batavia.

7 mars. Dernier message radiophonique reçu de Bandoeng, Java.

16 mars. Les aviateurs alliés causent de grands dommages au cours d'un raid sur Dili, Timor.

1942

14 mai. Les bombardiers alliés venant d'Australie effectuent un raid sur Amboine pour la première fois.

2 juin. Grand raid aérien allié sur les îles de Timor et Florida.

MERS DU SUD

1942

22 janv. Les Japonais débarquent à Rabaul, Nouvelle-Bretagne; la garnison australienne se retire après avoir détruit les facilités du port.

23-24 janv. Les Japonais débarquent à Kavieng, Nouvelle-Irlande.

24 janv. Débarquements de Japonais en Nouvelle-Bretagne, à Bougainville (Solomons) et en Nouvelle-Guinée.

31 janv. Des forces américaines attaquent des bases japonaises aux îles Marshall et Gilbert et détruisent 16 navires et 41 avions.

27 fév.-1er mars. L'aviation australienne de Port Moresby, Nouvelle-Guinée, bombarde les Japonais à Rabaul, Nouvelle-Bretagne, durant trois nuits consécutives.

8 mars. Les Japonais débarquent à Salamaua et Lae, Nouvelle-Guinée.

10 mars. Troisième débarquement japonais en Nouvelle-Guinée.

11-12 mars. Les aviations australienne et américaine attaquent des navires marchands japonais à Salamaua Nouvelle-Guinée; 7 navires japonais sont coulés ou avariés.

12 mars. Les Alliés rassemblent des avions pour la défense de Port Moresby.

14 mars. Les Japonais débarquent sur les îles Salomon.

18 mars. Les aviateurs alliés attaquent les forces d'invasion japonaises à Salamaua et Lae, Nouvelle-Guinée, coulant ou avariant 23 navires, y compris 12 bateaux de guerre; 2 croiseurs lourds et 1 croiseur léger sont coulés; 1 croiseur est avarié.

19 mars. Une colonne japonaise, guidée par des missionnaires allemands, avancent par terre de Lae vers Port Moresby.

20 mars. Un lourd croiseur japonais est coulé au cours d'un raid de bombardement sur Rabaul.

23-24 mars. Deux fortes attaques aériennes consécutives sur Port Moresby.

6 avril. Grands raids alliés sur Rabaul et Gasmata, Nouvelle-Bretagne. Les Japonais débarquent à 4 points de l'île Bougainville, îles Salomon.

7 avril. Troisième jour consécutif de raids aériens de la part des Alliés sur Lae.

29 avril. L'aviation alliée attaque Lae, détruisant 20 appareils japonais.

APPENDICE II

Relevé de la production, 1939-40

Les entreprises engagées dans la production de commodités sont définitivement plus actives en 1940 qu'en 1939. La valeur nette de production des neuf principales branches, après élimination de double emploi entre groupes et du coût des matières premières, est de $3,824,000,000 contre $3,241,000,000 en 1939. Le gain de 18·0 p.c. est partagé par les activités primaires et secondaires, mais l'avance des opérations élémentaires est plus prononcée.

1.—Valeur brute et valeur nette de la production au Canada, par industrie, 1939 et 1940

Division de l'industrie	1939		1940		Valeur nette en p.c. de la production totale, 1940
	Brute[1]	Nette[1]	Brute[1]	Nette[1]	
	$	$	$	$	p.c.
Agriculture	1,204,940,000	826,390,000	1,265,112,000	885,115,000	23·15
Forêts	466,032,290	271,423,416	627,365,611	370,121,275	9·68
Pêcheries	52,883,913	34,378,681	60,053,631	38,106,690	1·00
Piégeage	7,919,412	7,919,412	11,207,930	11,207,930	0·29
Mines	663,342,816[2]	393,232,044	748,344,045	446,080,729	11·67
Energie électrique	151,880,969	149,863,892	166,228,713	163,780,754	4·28
Totaux, production primaire	2,546,999,400	1,683,507,445	2,878,311,990	1,914,412,381	50·07
Construction	373,203,680	183,706,338	474,122,778	206,893,992	5·41
Travail à façon et réparations	163,259,301	96,652,386	180,126,000	110,745,000	2·90
Manufactures[3]	3,474,783,528	1,531,051,901	4,529,173,316	1,942,471,238	50·80
Totaux, production secondaire[4]	4,011,246,509	1,811,410,625	5,183,422,094	2,260,110,230	59·11
Grands totaux	**5,937,918,043**	**3,241,131,299**	**7,260,597,365**	**3,823,676,973**	**100·00**

[1] Voir chapitre VII pour l'explication de la valeur brute et de la valeur nette. [2] La valeur brute comprend la production minérale industrielle indiquée au chapitre XII, tableau 1, plus la valeur des minerais, etc., de l'industrie du smeltage. [3] L'item "manufactures" comprend les fabriques laitières, les scieries, les pulperies et papeteries, etc. qui sont aussi comprises sous d'autres en-têtes ci-dessus. Ce double emploi, s'établissant en 1939 à une valeur brute de $620,327,866 et une valeur nette de $253,786,771 et en 1940 à une valeur brute de $801,136,719 et une valeur nette de $350,845,638, est éliminé du grand total. [4] La production secondaire comprend le double emploi ci-haut mentionné. Le pourcentage de la valeur nette des produits ouvrés, moins les doubles emplois, par rapport à la production totale nette en 1940 est de 41·6.

2.—Valeur brute et valeur nette de la production au Canada, par province, 1939 et 1940

Province	1939				1940			
	Valeur brute	Valeur nette			Valeur brute	Valeur nette		
		Montant	Pourcentage	Per capita[1]		Montant	Pourcentage	Per capita[2]
	$	$		$	$	$		$
I.P.-E.	23,440,331	12,554,392	0·39	132·15	25,121,038	13,826,491	0·36	139·86
N.-E.	182,992,827	109,739,925	3·39	198·09	232,102,253	132,038,545	3·45	238·34
N.-B.	139,137,627	77,156,799	2·38	171·08	164,896,487	90,119,421	2·36	199·82
Qué.	1,593,963,500	841,474,236	25·96	262·14	1,960,693,108	1,011,051,952	26·44	314·97
Ont.	2,583,701,052	1,365,101,538	42·12	363·83	3,237,922,599	1,642,788,599	42·97	439·18
Man.	287,553,175	156,371,495	4·82	215·09	338,704,815	176,734,411	4·62	243·10
Sask.	333,182,212	212,101,124	6·54	223·50	358,173,044	219,966,345	5·75	231·79
Alta.	338,739,829	209,850,313	6·48	265·97	398,076,785	234,388,768	6·13	297·07
C.B., Yukon et T.N.-O.	455,207,490	256,781,477	7·92	325·86	544,907,206	302,762,441	7·92	384·22
Totaux	**5,937,918,043**	**3,241,131,299**	**100·00**	**286·45**	**7,260,597,365**	**3,823,676,973**	**100·00**	**337·93**

[1] Basée sur l'estimation de la population donnée à la p. 100. [2] Basée sur l'estimation de la population de 1939.

APPENDICE III

Statistiques préliminaires du recensement de 1941

Au moment d'aller sous presse, des statistiques préliminaires sont disponibles du recensement de 1941 concernant la répartition par sexe, les fermes occupées et les superficies en grande culture.

Répartition par sexe.—Le tableau A donne les totaux provinciaux de la répartition par sexe. Le bulletin 25 du recensement de 1941, dans lequel ces totaux ont été puisés, donne également les chiffres pour chaque comté ou division de recensement du Dominion. Les données finales seront présentées dans l'Annuaire de 1943.

Tableau A.—Répartition par sexe de la population, par province, années de recensement 1871-1941

Province ou territoire	1871		1881		1891		1901	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Pr.-Edouard	47,121	46,900	54,729	54,162	54,881	54,197	51,959	51,300
Nouvelle-Ecosse	193,792	194,008	220,538	220,034	227,093	223,303	233,642	225,932
Nouv.-Brunswick	145,888	139,706	164,119	157,114	163,739	157,524	168,639	162,481
Québec	596,041	595,475	678,175	680,852	744,141	744,394	824,454	824,444
Ontario	828,590	792,261	978,554	948,368	1,069,487	1,044,834	1,096,640	1,086,307
Manitoba	12,864	12,374	35,123	27,137	84,342	68,164	138,504	116,707
Saskatchewan	–	–	–	–	–	–	49,431	41,848
Alberta	–	–	–	–	–	–	41,019	32,003
Colombie-Brit.	20,694	15,553	29,503	19,956	63,003	35,170	114,160	64,497
Yukon	–	–	–	–	–	–	*23,084*	*4,135*
Territoires du Nord-Ouest	24,274	23,726	28,113	28,333	53,785	45,182	10,176	9,953
Canada	**1,869,264**	**1,819,993**	**2,188,854**	**2,135,956**	**2,460,471**	**2,372,768**	**2,751,708**	**2,619,607**

	1911		1921		1931		1941[1]	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Pr.-Edouard	47,069	46,659	44,887	43,728	45,392	42,646	48,319	45,600
Nouvelle-Ecosse	251,019	241,319	266,472	257,365	263,104	249,742	291,482	281,708
Nouv.-Brunswick	179,867	172,022	197,351	190,525	208,620	199,599	230,716	222,661
Québec	1,012,815	992,961	1,179,726	1,180,939	1,447,124	1,427,131	1,661,992	1,657,648
Ontario	1,301,272	1,226,020	1,481,890	1,451,772	1,748,844	1,682,839	1,894,794	1,861,838
Manitoba	252,954	208,440	320,567	289,551	368,065	332,074	371,795	350,652
Saskatchewan	291,730	200,702	413,700	343,810	499,935	421,850	470,798	416,949
Alberta	223,792	150,503	324,208	264,246	400,199	331,406	419,773	368,620
Colombie-Brit.	251,619	140,861	293,409	231,173	385,219	309,044	427,191	382,012
Yukon	6,508	2,004	2,819	1,338	2,825	1,405	3,008	1,679
Territoires du Nord-Ouest	3,350	3,157	4,129	3,859	5,214	4,509	6,154	4,695
Canada	**3,821,995**	**3,384,648**	**4,529,643**[2]	**4,258,306**	**5,374,541**	**5,002,245**	**5,826,022**	**5,594,062**

[1] Données préliminaires. [2] Y compris 485 membres de la Marine Royale Canadienne.

Fermes occupées.—Le tableau B donne le nombre de fermes occupées par province pour 1941 (avec le nombre de fermes à fruits et à légumes mis à part), de même que les totaux comparatifs pour 1931. La définition de ce qui doit être considéré comme une ferme pour les fins du recensement est la suivante: "Une ferme, pour les fins du recensement, est tout terrain situé dans une municipalité et directement cultivé par une personne qui conduit des opérations agricoles, soit par son propre travail ou par l'assistance de membres de son ménage ou d'employés rémunérés... Pour être déclaré comme ferme, un terrain doit avoir une superficie d'une acre ou plus et avoir donné en 1940 une production agricole d'une valeur de $50 ou plus, ou avoir été en culture ou en pâturage en 1941."

Tableau B.—Fermes occupées au Canada, recensements de 1941 et 1931

Province	Fermes occupées		Fermes à fruit et à légumes[1]
	1941[2]	1931	1941[2]
	nomb.	nomb.	nomb.
Ile du Prince-Edouard	12,240	12,865	145
Nouvelle-Ecosse	33,000	39,444	4,606
Nouveau-Brunswick	31,838	34,025	1,453
Québec	154,184	135,957	12,593
Ontario	179,188	192,174	22,449
Manitoba	58,686	54,199	814
Saskatchewan	139,287	136,472	461
Alberta	100,333	97,408	776
Colombie Britannique	25,980	26,079	6,870
Yukon	24	41	5
Canada	**734,760**	**728,664**	**50,172**

[1] Comprises dans le nombre de fermes occupées. [2] Données préliminaires.

Superficies en grandes cultures.—Le tableau C donne ces renseignements par province pour chaque genre de culture.

Tableau C.—Superficies en grandes cultures, par province, recensements 1921-1941

Province et item	1921	1931	1941[1]
	acres	acres	acres
Ile du Prince-Edouard—			
Blé (tout)	26,828	20,032	9,948
Orge	4,056	3,775	13,064
Avoine	162,625	148,817	125,264
Seigle	430	287	372
Maïs à grain	35	8	16
Graine de lin	66	3	28
Sarrasin	1,756	1,869	1,377
Haricots (fèves)	42	18	16
Pois (secs)	28	17	54
Grains mélangés ou autres	9,939	20,814	35,464
Foin cultivé[2]	212,133	235,022	218,353
Autres cultures fourragères[3]	1,131	1,947	1,666
Pommes de terre	31,716	53,815	39,856
Autres racines[4]	7,859	8,268	10,743
Tabac	Nil	Nil	3
Autres grandes cultures[5]	"	"	Nil
Totaux, Ile du Pr.-Ed.	**458,644**	**494,692**	**456,224**
Nouvelle-Ecosse—			
Blé (tout)	12,585	2,935	2,224
Orge	6,160	7,833	12,874
Avoine	102,788	85,378	69,302
Seigle	194	161	410
Maïs à grain	61	24	36
Graine de lin	2	27	34
Sarrasin	5,597	4,221	1,476
Haricots (fèves)	682	569	670
Pois (secs)	85	58	80
Grains mélangés ou autres	2,141	3,883	4,735
Foin cultivé[2]	468,265	420,816	385,896
Autres cultures fourragères	4,655	17,384	9,641
Pommes de terre	34,603	22,664	18,489
Autres racines[3]	9,030	8,775	9,985
Tabac	Nil	Nil	Nil
Autres grandes cultures[5]	"	1	4
Totaux, N.-E.	**646,848**	**574,729**	**515,856**
Nouveau-Bruns.—			
Blé (tout)	12,641	7,952	4,651
Orge	4,625	9,979	16,974
Avoine	212,274	217,920	192,854
Seigle	342	257	549
Maïs à grain	471	29	43
Graine de lin	10	99	215
Sarrasin	38,440	42,676	17,991
Haricots (fèves)	566	832	533
Pois (secs)	387	494	230
Grains mélangés ou autres	446	1,750	2,164
Foin cultivé[2]	552,467	593,247	556,176
Autres cultures fourragères[3]	2,288	13,358	7,458
Pommes de terre	62,769	60,260	43,122
Autres racines[4]	9,649	9,330	10,575
Tabac	Nil	3	Nil
Autres grandes cultures[5]	"	3	50
Totaux, Nouv.-Brunswick	**897,375**	**958,189**	**853,585**
Québec—			
Blé (tout)	101,564	39,220	29,621
Orge	105,130	96,762	144,373
Avoine	1,629,621	1,657,452	1,694,622
Seigle	9,544	5,563	13,282
Maïs à grain	13,716	6,712	4,952
Graine de lin	1,509	1,208	1,303
Sarrasin	81,149	95,767	73,897
Haricots (fèves)	5,289	5,834	6,242
Pois (secs)	31,603	17,270	15,738
Grains mélangés ou autres	97,471	109,092	191,376
Foin cultivé[2]	3,646,415	3,764,957	3,908,055
Autres cultures fourragères[3]	67,272	95,606	124,237
Pommes de terre	146,311	146,190	153,464
Autres racines[4]	17,548	25,762	33,571
Tabac	9,958	12,252	10,396
Autres grandes cultures[5]	54	146	22,492
Totaux, Québec	**5,964,154**	**6,079,793**	**6,427,621**

[1] Pour renvois, voir fin du tableau, p. 1026.

Tableau C.—Superficies en grandes cultures, par province, recensements 1921-1941—fin

Province et item	1921	1931	1941[1]
	acres	acres	acres
Ontario—			
Blé (tout)	692,172	633,486	610,779
Orge	412,483	449,347	363,672
Avoine	2,850,940	2,362,050	1,965,005
Seigle	100,754	56,623	81,259
Maïs à grain	211,284	125,117	245,367
Graine de lin	4,953	5,549	11,802
Sarrasin	114,287	187,619	116,332
Haricots (fèves)	18,841	77,242	111,565
Pois (secs)	83,307	59,811	35,917
Grains mélangés ou autres	456,666	1,012,133	1,176,529
Foin cultivé[2]	3,439,112	3,710,747	3,682,377
Autres cultures fourragères[3]	400,183	349,542	339,442
Pommes de terre	165,580	171,175	120,348
Autres racines[4]	115,232	112,226	90,948
Tabac	6,663	45,866	63,908
Autres grandes cultures[5]	2,643	1,230	11,957
Totaux, Ontario	**9,165,100**	**9,359,763**	**9,027,267**
Manitoba—			
Blé (tout)	2,819,428	2,617,051	2,442,424
Orge	823,242	1,128,815	1,530,901
Avoine	1,792,917	1,518,390	1,307,832
Seigle	175,262	50,390	176,410
Maïs à grain	781	957	75,043
Graine de lin	54,139	101,364	170,446
Sarrasin	635	3,381	7,076
Haricots (fèves)	39	334	228
Pois (secs)	522	542	1,176
Grains mélangés ou autres	2,707	11,596	9,308
Foin cultivé[2]	58,519	295,642	406,549
Autres cultures fourragères[3]	97,818	73,426	93,750
Pommes de terre	30,396	37,938	35,148
Autres racines[4]	1,227	2,428	15,197
Tabac	3	17	51
Autres grandes cultures[5]	Nil	97	329
Totaux, Manitoba	**5,857,635**	**5,842,368**	**6,271,868**
Saskatchewan—			
Blé (tout)	11,684,292	15,026,185	12,216,677
Orge	419,893	1,374,972	1,661,479
Avoine	4,860,202	4,294,934	4,030,182
Seigle	274,564	528,289	525,193
Maïs à grain	2,351	1,011	10,242
Graine de lin	369,371	509,074	680,908
Sarrasin	116	166	3,351
Haricots (fèves)	37	63	197
Pois (secs)	2,230	208	564
Grains mélangés ou autres	5,089	17,759	18,322
Foin cultivé[2]	18,740	173,488	430,537
Autres cultures fourragères[3]	149,310	156,112	147,751
Pommes de terre	35,701	42,913	33,088
Autres racines[4]	582	1,142	1,291
Tabac	3	6	Nil
Autres grandes cultures[5]	Nil	7	304
Totaux, Saskatchewan	**17,822,481**	**22,126,329**	**19,760,086**

Province et item	1921	1931	1941[1]
	acres	acres	acres
Alberta—			
Blé (tout)	4,885,933	7,942,856	6,480,754
Orge	390,699	710,471	1,543,063
Avoine	2,546,167	2,465,688	2,798,722
Seigle	208,823	153,887	159,754
Maïs à grain	2,356	890	4,925
Graine de lin	33,467	30,519	130,554
Sarrasin	162	63	624
Haricots (fèves)	25	509	1,279
Pois (secs)	659	409	5,584
Grains mélangés ou autres	3,907	16,383	38,783
Foin cultivé[2]	215,597	296,993	598,116
Autres cultures fourragères[3]	206,456	368,722	261,594
Pommes de terre	28,009	36,256	22,372
Autres racines[4]	1,019	13,561	20,568
Tabac	1	3	10
Autres grandes cultures[5]	Nil	93	411
Totaux, Alberta	**8,523,190**	**12,037,394**	**12,067,113**
Colombie Brit.—			
Blé (tout)	40,627	65,419	84,793
Orge	5,786	9,440	17,995
Avoine	70,718	87,197	81,520
Seigle	4,648	3,878	2,679
Maïs à grain	304	243	340
Graine de lin	82	257	2,694
Sarrasin	50	45	241
Haricots (fèves)	565	672	752
Pois (secs)	1,231	2,758	5,067
Grains mélangés ou autres	1,440	2,215	1,868
Foin cultivé[2]	163,648	192,714	258,463
Autres cultures fourragères[3]	31,340	62,213	39,660
Pommes de terre	20,205	20,593	15,557
Autres racines[4]	4,336	4,123	3,536
Tabac	Nil	182	57
Autres grandes cultures[5]	511	367	1,155
Totaux, Colombie Britannique	**345,491**	**452,226**	**516,377**
Canada—			
Blé (tout)	20,276,070	26,355,136	21,881,871
Orge	2,171,984	3,791,395	5,304,395
Avoine	14,228,252	12,837,736	12,265,303
Seigle	774,561	799,335	959,908
Maïs à grain	231,359	134,991	340,964
Graine de lin	463,599	648,100	997,984
Sarrasin	242,192	335,807	222,365
Haricots (fèves)	26,086	86,073	121,482
Pois (secs)	120,052	81,567	64,410
Grains mélangés ou autres	669,806	1,195,625	1,478,549
Foin cultivé[2]	8,774,896	9,683,626	10,444,522
Autres cultures fourragères[3]	960,453	1,138,310	1,025,199
Pommes de terre	555,290	591,804	481,444
Autres racines[4]	166,482	185,705	196,414
Tabac	16,628	58,329	74,425
Autres grandes cultures	3,208	1,944	36,702
Grands totaux	**49,680,918**	**57,925,483**	**55,895,937**

[1] Chiffres préliminaires. [2] Y compris le trèfle et la luzerne. [3] Y compris le maïs pour ensilage et le foin de grain. [4] Y compris les navets, choux de Siam, betteraves fourragères et betteraves à sucre. [5] Y compris le lin fibreux et le houblon.

INDEX

PAGE

Abat-jour, stat. manuf. 378
Abatage du bois 241
Abattoirs 536
— déchets d', exportations 498
— statistiques manufacturières 374, 384-86, 394-95, 398, 400-01
Abrasifs, exportations 472, 504
Abricots, importations 474
— production 222
Abricotiers 223
Abyssinie, importations de l' 457
Acadie, régions de l' 9
Accessoires, automobiles, stat. manuf. 378, 385-86, 398, 400-01
Accidents, assurance 882
— automobiles 621
— aviation 654
— chemins de fer 606
— travail, compensation 711
Accise, droits, source de revenu 767, 772
— taxe de guerre d' 781
Accords commerciaux 436, 992
Accouchement, mortalité infantile 141
Accroissement naturel, population 93, 148, 150-51
Accumulateurs, importations 488
Accusations, stat. criminelles 924-25
Acides, importations, exportations 490, 504
—production 378
Acier, articles en, production 376
— charpente (de), importations 484
— contrôle en temps de guerre 359
— statistiques manufacturières 177, 376, 385-86, 394, 400
Açores, commerce avec les 458, 460
Acquittements, stat. criminelles 924
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 42
Actions de grâce, jour d' 996
Actions ordinaires, nombres-indices 749
Additionneuses, importations 486
Aden, commerce avec 457, 459
Adhésifs, stat. manuf. 378
Administration, Etat, en temps de guerre 958
— diverse, articles et textes parus vii, 940
Adultes, délits et condamnations d' 921-22
— refuges pour 905
Aérodromes, construction 431
Aéronautique, service de radio pour l' 665
Aéroplanes, hangars pour, construction 431
Aéroports, administration et facilités 647-50
Aéroposte 648, 677
Affaires, indice li
— volumes des xxiv
— Extérieures, dépenses 764
—— loi du Ministère des 974
—— publications 977
Affinage des métaux, stat. ind. et manuf. 298, 384-86, 394, 398, 400
Affranchissement postal 675
Afrique, commerce avec 455-60, 463, 466-67, 510
— hauts commissaires 82
— population 92
— restrictions de temps de guerre 445
Agave, fibre, importations 482
— contrôle de temps de guerre 363
Ages, au mariage 128
— défunts (des) 133
— géologiques 4
— parents (des) 121
— population 93
— premier âge—maladies du, décès 136, 141
Agneau, caracul, nombre, valeur, peaux vendues 263-64
— peaux, importations 267
— prix 229
— stocks en entrepôts frigorifiques 539
— ventes 535

PAGE

Agriculture, 1871-1941 xiv, 185
— articles et textes parus vii
— articles d'origine agricole, prix 742-43
— associations coopératives 553-55
— bestiaux et volaille 208-10
— bêtes à cornes de boucherie (t. de g.) 187
— blé (situation, t. de g.) 187
— collèges et écoles 198
— cultures spéciales 224
— dépenses budgétaires pour l' 764
— fermes, électrification 329
—— occupées, 1941 1024-25
— fonds agricole, valeur 198-200
— fruits (t. de g.) 189
— Gouvernement (le) et l' 191
— gradués en 899
— grandes cultures 201-07
— horticulture 221
— instruments agricoles, imp., exp. 470, 472
—— statistiques manufacturières 376, 394, 398, 400
— irrigation 231
— lait, produits (t. de g.) 187
—— statistiques laitières 213
— législation, 1940-42 997
— légumes (t. de g.) 189
— main d'œuvre, problème de la 186
—— salaires de la 723
— ministères, lois 973
—— provinciaux 193
—— publications 976
— œufs, volailles (t. de g.) 188
— outillage, importations, exportations 486, 502
—— production 382
— population agricole 98
— porc à bacon (t. de g.) 187
— prêts agricoles, commission des 191
—— nominations 994
— production 176, 1023
—— coopératives 555
—— matériaux de production, stat. manuf. 382
—— publications du B.F.S. 966
—— valeur 176, 180-84, 198-99
— produits, prix 228
—— en temps de guerre 186, 190
—— importations, exportations 474, 494, 512
—— office du ravitaillement (t.d.g.) xl
—— origine (d') stat. manuf. 383
— situation, revue xlv
— statistiques internationales 231
—— recensement (de) 230
— terres, superficie 16-17
— transport, aide en temps de guerre 190
Aide à l'enfance, sociétés 906
Aiguilles, importations 486
Air comprimé, machines, imp. 486
Alaska, commerce avec 458, 460
Albanie, commerce avec 457, 459
Alberta—
— agriculture, fonds, valeur 200
—— grandes cultures 201, 206-07
—— lait, production 216-17
—— ministère 196
—— prêts agricoles 192
—— production, valeur 199
— allocations aux mères 733
— caisses d'épargne 840
— commerce, détail 543
—— échanges interprovinciaux 526
—— faillites 575-76
—— gros 541
— construction, permis, contrats 425, 427
— cours d'eau, dépenses pour 634
— crédit, syndicats 559-60
— criminalité 920
— finances 797, 799
— forces hydrauliques et motrices 322-24, 326, 331, 341

PAGE

Alberta, forêts, réserves, ressources, parcs.233, 237
— fourrures, peaux, production 265
— instruction, maisons d'ens., inscriptions.. 890-92
— lieutenants-gouverneurs et ministères.... 79
— logement, aide fédérale 421
— manufactures 354-55, 374, 392-93, 397, 399-400, 408, 412-13
— mines, lois et règlements 282
—— production minérale l'.....292-95, 302-09
— pensions, vieillards et aveugles 730-32
— population .....xiv, 86, 95
— production, valeur 178, 1003
—publications provinciales 989
— statistiques vitales 118-152
— subsides et avances du fédéral 782-86
— superficie 2, 75, 88
—— terres 17
— travail, accidents, indemnités 717
—— législation 688
— voirie, circulation, règlements 614
—— dépenses, dette fondée 618-19
—— grandes routes, véhicules-moteur 615-16
Alcalis, stat. manuf 378
Alcools, boissons, consommation 572
— dédouanés 773
— importations, exportations 470, 476, 494
— production 372, 381
— régie et vente 570
Aliénés, hôpitaux pour 911
Aliments, commerce des 544
— congélation des 538
— importations, exportations..474, 494, 514-15-16
— préparations alimentaires, stat. manuf 371, 374, 380-81, 395, 401
— prix, nombres-indices 741
Allemagne, commerce avec..457, 460, 464, 467, 509
— Reich, population 92
Alliages, ferro-, production 305
— importations 488
— métal blanc (de) 378
Allocations, anciens combattants 948
— compensatrices aux provinces 782
— mères (aux) 732
Allumage, bougies, importations 488
Allumettes, éclisses pour, exportations 500
Alumine, sulfate d', importations 486, 492
Aluminium, contrôle, t. de g 283
Aluminium, importations, exportations 470, 486, 502
— produits, stat. manuf 378
Amendes, recettes provenant des 763
Amérique Britannique du Nord, acte de l'.. 42
Amériques, commerce avec les 455, 509
Ameublement, importations 486
— production et stat. manuf 371, 380-82
Amherst, N.-E., population 97
Amiante, importations, exportations 488, 504
— production, stat. ind. et manuf 288, 290-293, 298, 316
Amidon, stat. manuf 374
Ammoniaque, et sulfate d', import. et export 492, 504
Amusement, objets, export., import 515-16
— salles d', construction 431
Ananas en boîte, importations 474
Anchois, prise 273
Anciens combattants, allocations et assurances 948
— pensions aux 947
Anémie, décès 135-36
Angleterre, bataille de l' 1006
— population 92
Aniline, teintures, importations 492
Animaux, produits, consommation 370
— exportations, importations 468-69, 478, 496, 515-16, 538
— ferme (de) production, valeur 199
— fourrure (à) élevage 262-63, 264, 266
— marchandage 533
— prix, nombres-indices 741-43
— production manufacturière 356-57, 371, 373-74, 392-93, 397, 399-400
— valeur 177
Annales 992

PAGE

Annales, historiques 26
Anne, Fort—parc historique 22
Années fiscales des provinces 796
Annonceurs, brochures d', importations.... 484
Anthracite, exportations, importations, production 312-13, 488
Antilles, commerce avec les...456-60, 464, 467, 509
— paquebots nationaux 629
Antimoine, production 288, 292
Apalaches, régions des 9
Apiculture 227-28
— fournitures pour, production 376
— ruches 208-10
Appels (justice) 921
Appendicite, décès 136
Approches, canal 631
Approvisionnements, Munitions et, Ministère .....xxxv, 958
— lois sur le 975
— publications du 980
Aqueducs, construction 431
Arachides, huile, importations 476
Arbres, importations 476
— fruitiers 223
— ornementaux, production 224
Arbrisseaux, importations 476
Arbustes, production 224
Archipel arctique 11
Archives publiques 764
— lois sur les 975
— publications 981
Ardoise, production 289
Argent, exportations, importations.....472, 488, 502
— monnaie, prêteurs 851
— production 288, 290-92, 303-04, 308
Argent-cobalt, stat. industrielles 298
Argent-plomb-zinc, stat. industrielles 298
Argenterie, coffrets à, production 378
— statistiques manufacturières 378, 395, 401
Argentine, accords commerciaux avec 436
— commerce avec....455-56, 457-59, 464, 467, 509
— légation canadienne 82
— population 92
— représentation diplomatique à Ottawa.. 83
Argile et dérivés, importations, exportations 470, 488, 504
— production, valeur....289-91, 294, 297, 299, 318
Arithmographes, exportations 502
Armée, guerre, semaine de l' .....xxx, 996
Armements, exportations, importations.... 515-16
Armes, fabrication 366
Arpentage, dépenses pour 764
— publications fédérales sur l' 978
Arroseuses automatiques, assurance 882
Arsenic, production 288-293
Art, articles et textes parus vii
— objets d', production 378
— œuvres d', importations 492
Artères, maladies des, décès 136
Articles parus vii
Arts, Beaux- 901
— gradués dans les 898, 900
Asie, commerce avec l' 455, 458-60, 510
Asphalte, importations 490
Aspirateurs électriques, exportations 502
Assistance—chômage et publique 696, 702
Assurances 856
— anciens combattants 948
— articles et textes parus viii
— chômage 696, 700
—— commission, nominations 994
—— service sélectif national 701
— contrôle, des recettes 763
— dépenses pour 764
— diverses 881
— en ce qu'elles affectent la balance des paiements internationaux 884
— feu, cies, opérations, primes, pertes, ...xxiv, 853, 860-64
—— coopératives 561
— lois, des 974
— mouvements entre le Canada et autres pays 885

PAGE

Assurances, publications fédérales 977
— rentes viagères 886
— responsabilité 856
— vie, cies, opérations xxiv, 867-68, 870-72, 877, 880
—— sociétés fraternelles 875
Atlantique, bataille de l' 1008
Atterrissage, aéroports, facilités 649
— terrains, construction 431
Auditeur général, dépenses 764
— loi sur le rev. consolidé et vérification .. 973
— publications 977
Australie, commerce avec .. 455-59, 364, 466-67, 510
— hauts commissaires 81, 83
— population 92
Auteurs, droits d' 565-66
Autobus, ventes 549
Automobiles, accidents 621
— assurance 882
— commerce 545
— consommation, exportations, import., production 470-71, 486, 502, 617
— guerre (de) fabrication 365
— moteurs, importations 484
— statistiques manufacturières 376, 384-86, 394-95, 398, 400-01
— taxes perçues sur les 619
Automobiles, accessoires et pièces d', imp., exp 470, 472
— statistiques manufacturières .. 378, 385-86, 398, 400
Autriche, commerce avec 457, 459
Auvents, production 374
Avances fédérales aux gouvern. prov 784
Aveugles 99
— pensions aux 730
Aviation 646-47
— accidents 654
— armée de l'air xxxi
— assurance 882
— civile, finances, employés, salaires, gages 650-52
—— statistiques 648
—— trafic 652-63
Aviculture, fournitures pour, production 376
Avions 648, 650
— chutes d', assurance 882
— inspection 648
— production 376
Avionnerie, temps de guerre 364
Avoine, exportations 472, 494
— prix 228, 230
— récolte, distribution 528
— stocks 208
— superficie, rendement, valeur 202

Bacheliers ès arts, ès sciences 898
— théologie 900
Bacon, porc à (temps de guerre), exportations 187, 498
Baie Georgienne, îles de la, parc national .. 21
— d'Hudson, basses terres 11
Balais, mécaniques, stat. manuf 378
— sorgho à, importations 478
Balance des paiements internationaux, assurance et la 517-19, 884
Balayures d'orfèvre, exportations 502
Baleine, huile de, exportations 498
Balisage des eaux 623
Bananes, importations 474
Bandages, caoutchouc, commerce de détail 545
— exportations, importations 476, 484
Bandes, fer, importations 484
Banff, parc national 20
Banques, système bancaire ..... li, 813
— articles et textes parus xi
— billets du Dominion et de la Banque du Canada 821
— caisses d'épargne de l'Etat et autres 838
— Canada (du), nominations en 1941 994
—— opérations 818
—— relations avec le système financier, fonctions (temps de guerre) 815-16
—— réserves 823
— chambres de compensation 831

PAGE

Banques, charte (à), actif, passif, progrès xxii, 825-27
—— billets 822
—— chèques encaissés, dépôts et prêts .. 828-29, 830
—— réserves 823
—— statistiques 833
—— succursales 836-37
— commerce bancaire 824
— hypothécaires centrales, nominations, 1942 994
Barbade, commerce avec 456, 457, 459, 464, 509
Bardeaux, bois, exportations 472, 500
— production 250
Barques de pêche 274
Barres, fer, métaux non ferreux, importations 484, 486
Barrie, Ont., population 97
Barytine, production 288, 293
Bas, exportations 498
— laine, importations 482
Basses terres, baie d'Hudson 11
—— St-Laurent 8
Bassins flottants 627
Batailles, Angleterre 1006
— Atlantique 1008
— Crimée et Bassin de la Donetz 1012
— Moscou 1011
— Syrie 1016
Bateaux, chantiers et réparation, stat. manuf 376
— vapeur, inspection 627
Bâtiments, agricoles, valeur 200
— emploiement 428
— ferme et mines, construction 431
— permis de bâtir 423
— salaires et heures de travail dans le bâtiment 721-22
Batteries, commerce de détail 545
Battleford, North, Sask., population 98
Bauxite, importations 486
Bazars, commerce de détail 544
Beauharnois, canal de 631
Beauséjour, Fort, parc historique 22
Beaux-arts 901
Belette (hermine), nombre, valeur, peaux vendues 263, 264, 266
Belgique, commerce avec .. 456, 457, 459, 467, 509
— importations 464
— légation canadienne 82
— population 92
— représentant diplomatique au Canada 82
Belleville, Ont., population 97
Bénéfices, surplus de, taxe, recettes 763
Bentonite, production 289
Bermudes, commerce avec 457, 459, 463, 466-67, 509
Bestiaux, ferme, ventes 208-10, 533
Bétail, 1871-1941, abattu ..... xvi, 536
— assurance sur le 882
— exportations, importations 478, 538
— marchandage 533
— prix, nombres-indices 229, 741
Bêtes à cornes 208-10
— abattues 536
— exportations 472, 496
— temps de guerre 187
— ventes 534
Betteraves à sucre, prix 225, 230
— superficie, rendement, valeur 203-07
Beurre, exportations 498
— importations 480
— production, valeur 214, 217, 218
— stat. manuf 374, 384-86, 398
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
Bibelots, stat. manuf 378
Bibles, importations 484
Bibliographie, histoire du Canada 26
Bibliothèques 901
— du Parlement 764
Bicyclettes, commerce de détail 545
— stat. manuf 375
Bienfaisance, institutions de 913
— services de, gradués en 899
Bière, stat. manuf 376
Bijouterie, importations 492
— production et stat. manuf 372, 378, 382, 395, 401

PAGE

Bijoux, commerce de détail 545
— écrins à, stat. manuf 378
Bilan du Dominion 761
Billes (bois), production, valeur 176, 242
Billets, Dominion, B. du C. et b. à charte 821, 822
— circulation xxii
— émission 813
— Trésor, du 790
Billettes, fer, exportations 502
Billots, bois, exportations, importations 482, 500
Birmanie, commerce avec 457, 459, 464, 467, 510
— guerre 1019
Biscuits, importations 474
— stat. manuf 374, 385–86, 394–95, 398, 400, 401
Bismuth, production 288, 292
Bison-des-Bois, parc d'élevage 22
Bitumineux, charbon, exp., imp 312, 313
Bitumineuse, houille, exp., imp., prod 488
Blaireau, nombre, valeur, peaux vendues 263, 264, 266
Blanc de zinc, importations 490
Blé, consommation, distribution 528
— exportations, importations 471, 494, 528
— *farine de*, exportations 471, 494
— mouvement du 527
— prime sur 770
— prix 228, 230
— situation du (temps de guerre) 187
— stocks 208
— superficie, rendement, valeur 202
Blocs, argile, production 289, 294
Blousses, laine, importations 470, 482
Bobines, bois à, exportations 500
Bœuf, viande, consommation, exp., imp., prod 498, 537
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
Bœuf, prix 229
Bois et produits, abatage du, val. et prod 241, 242
— boîtes, caisses, stat. manuf 376, 394, 400
— chantiers, commerce de détail 545
— chauffage, production, valeur 176, 242
— consommation 370
— distillation, stat. manuf 242, 378
— dur, à parqueterie, stat. manuf 376
— équarri, exportations 251, 500
— exportations, importations 252, 468–69, 482, 500
— feuillu, ressources 233
— futaie (en), ressources 233
— industries du, salaires et heures de travail 722
— laine de, stat. manuf 376
— marques sur 566–67
— non ouvré, importations 470
—œuvre (d'), production, exportations 250–51
—*ouvré, importations, production* 177, 470
— prix, nombres-indices 741
— production et statistiques manufacturières 356–57, 371, 373, 374, 376, 392–93, 397, 399–400
— pulpe, bois à, cons., exp., imp., prod 176, 242, 243, 245, 500
— pulpe de, exp., imp., prod 246, 471, 472, 484, 500
— sciage 249, 252
Boissons, alcooliques et autres, cons 572
— exportations, importations 470, 476, 494, 514–16
— malt, dédouanées 774
— prix, nombres-indices 741
— production et statistiques manufacturières 372, 381
— régie et vente 570
Boîtes, bois et papier, importations 484, 492
— stat. manufacturières 376, 385–86, 394–95, 398, 400, 401
Bolivie, commerce avec 457, 459
Bonbons, commerce de détail 494, 544
Bonneterie, stat. manufacturières 376, 385–86, 394–95, 398, 400, 401, 405, 409, 410, 412
Bons du Trésor 791
Bort, importations 490
Boucherie, animaux de, exp., imp 515–16
Boucheries et comptoirs de viande, commerce de détail 544
Bouclier canadien 4
Bougies d'allumage, importations 488

PAGE

Boulangerie et produits, commerce de détail 544
— production, stat. manuf 374, 384–86, 394–95, 398, 400, 401
Bouleau, madriers et planches, exportations 500
Bourres de laine, importations 470
Bouteilles, importations 488
Boutons, importations 492
— statistiques manufacturières 378
Bouvillons, ventes 534
Bovins, achats 534
Boyauderie, stat. manufacturières 374
Boyaux à saucisse, exportations, importations 480, 498
Brandon, Man., population 97
Brandy, importations 476
Brantford, Ont., population 96
Brassards, stat. manufacturières 378
Brasseries, stat. manuf 374, 385–86, 394, 398, 400
Brésil, accords commerciaux avec 436–37
— commerce avec 455–56, 457, 459, 464, 467, 509
— légation canadienne 82
— représentant diplomatique au Canada 83
Brevets d'invation, *recettes* 565, 763
Brique, importations 488
— production 289, 293, 294, 312
— siliceuse, production 288
— statistiques industrielles 299
Bris de glace, assurance 882
Brochet, prise 273–74
Brochures d'annonceurs, importations 484
Brockville, Ont., population 97
Broderies, coton, importations 480
Bronchite, décès, mortalité infantile 136, 141
Brosmius et merluche, prise 273
Brosses, importations 492
— *statistiques manufacturières* 378
Buanderies, salaires et heures de travail 721
Budget, Dominion 762–771
— guerre 756–60
Buffalo, parc d'élevage 22
Bulbeuses 224
Bulgarie, commerce avec 457, 459
Bulletin des renseignements commerciaux 440
Bureau Fédéral de la Statistique xli, 962
Bureau, fournitures, commerce de détail 545
Bureaux, construction 425, 431
— poste (de), nombre, recettes 673

Cabillaud, prise 273
Cabinet fédéral, seizième 65
— membres du 993
Câble, production 376
Cacao, importations 476
— statistiques manufacturières 374, 385–86, 394–95, 398, 400–01
Cadmium, production 288, 292
Café, importations 476
— statistiques manufacturières 374, 385–86, 395, 401
Cafétérias, commerce 545
Caisses, bois, stat. manuf 376
— épargne (d') xxii, 838
—— petite économie (de) 840
Calcaire, pour aider aux fermes (N.-E.) 193
Calcium, chlorure de, importations 492
Cales-sèches 626–27
Calgary, Alta, manufactures 419
— population 96
Cambriolage, assurance contre le 882
Camions, importations, exportations, ventes 486, 502, 549
Campbellton, N.-B., population 97
Camps, recettes, des 763
Canadien National 597
—finances 598–600
— millage et trafic 602–05
— nominations en 1942 994
Canadiens revenus au pays 169–70
Canards sur les fermes 208–10
Canadies, Iles, commerce avec les 458, 460
Canaux, immobilisations et dépenses pour xx 624 631 633

PAGE

Canaux, recettes et dépenses 763, 769
— trafic des 642
Cancer, décès 135-36
Canons, fabrication 366
Caoutchouc, articles, produits etc.—
— chaussures, exportations 494
—— production et stat. manuf. 374, 394-95, 398, 400-01
— contrôle, temps de guerre 362
— importations, exportations 470, 476, 494, 514-15
— statistiques manufacturières 385-86
Cap-Breton, hautes terres du, parc national 21
Cap-de-la-Madeleine, Qué., population 97
Capitaux, britanniques et étrangers au Canada et capitaux canadiens à l'étranger 810
Caracul, agneau, nomb., val., peaux vendues 263, 264
Carbonate de soude, production 288, 294
Carbone, noir de, importations 490
—électrique, importations 490
Carcajou, peaux, production 266
Carpettes, importations 482
— production 374
Carrelage, tuile à, production 289, 294
Carrières, lois et règlements 281
Carillon, Qué., canal de 631
Cartes, liste vi
Carton et papier cartonné, exp., import. 472, 484, 500
— planche, production 376
Cartouches, importations 492
Casquettes, importations, production 482, 376, 395, 401
Castor, nombre, valeur, peaux vendues 263-64, 266
— exportations 267, 496
Cautionnements, assurance 882
Cellulose, objets en, importations 490
Cens électoral, bureau du 764
Centrales électriques 325
— communalisation 330
— outillage 328
— privées et publiques 330, 341
— production, par province 329
— service fermier 329
— statistiques 327
Ceps de vignes 223
Cercles de fer, importations 484
Cercueils, production 376
Céréales, alimentaires, production 374, 381
— importations, exportations 474, 494
— production manufacturière 372
Cerises et cerisiers 222-23
Ceylan, commerce avec 456-57, 459, 464, 467, 510
Chaîne, magasins en 545
Chaînes de fer, importations 484
Chambly, Qué., canal de 631
— fort, parc historique 22
Chambre des Communes 69
— dépenses 764
— députés 993
Chambres, à air, exportations 494
— compensation (de) 831
Champlain, cale-sèche, Lauzon, Qué 627
Champs de tir, recettes 763
Change, contrôle 832, 841
— temps de guerre ..... xxxiv, 843
— recettes 763
— taxe de guerre sur le 763
Chantiers, bois et charbon, comm. dét. 545
Chanvre, importations 470, 480
— manille (de) contrôle, t. de g 363
Chapeaux, importations 482
— statistiques manufacturières 376, 395, 401
Chapellerie, production et stat. manuf. 372, 382
Chaperons (argile), production 295
Charbon, chantiers de, comm. dét. 545
— consommation 312-13
— exportations 312, 504
— extraction, salaires et h. de t 721-22
— importations 312, 470, 488
— production 288, 290-91, 293, 310
Charité, institutions de 913
Charlottetown, I.P.-E., manufactures 417
— population 97
Charpentes, fer et acier, importations 484
— statistiques manufacturières 376

PAGE

Chartes d'incorporation 950
Chat domestique et sauvage, peaux, production 266
Chatham, Ont., population 97
Chaudières, importations 470, 484
— installation, stat., industrielles 431
— production et stat. manuf 376
— tubes de, importations 484
— vapeur (à) assurance 882
Chauffage, appareils, prod., stat. manuf., commerce 376, 394, 398, 400, 545
— bois de, production 176, 242
— coke de, importations 488
— électrique et autre, outillage, production 372, 382
Chaussettes, exportations 498
— laine, pour, importations 482
Chaussures—
— caoutchouc, production, exportations 374, 394-95, 398, 400, 494
— commerce 545
— cuir (de) et cuir à, importations 478
—— production et stat. manuf. 372, 374, 381, 385-86, 394-95, 398, 400-01, 410, 412
Chaux, production et statistiques industrielles 289-91, 295, 299
Chemins, construction 425, 431, 615
Chemins de fer ..... xx, 589
— accidents 606
— aide du Gouvernement aux 596
— construction, dépenses 429, 431
— emploiement, salaires et gages 595
— Etat, de l' 597
— finances des, obligations 591, 594, 597
— matériel roulant, parcours 376, 385-86, 394, 398, 590-91
— messageries 610
— salaires et heures de travail 721-22
— source de dépenses 769
— trafic des 601
— tramways électriques 607
— traverses, production, imp., export 176, 242, 482, 500
Cheminée, gaines de, production 289, 295
Chenal du Nord, canal du 631
Chêne, extrait de, importations 490
Chèques, banques à charte 830
Chevaux, exportations 496
— sur les fermes 208-10
Cheveux, articles en, production 374
— importations 478
Chèvres, importations 486
Chicorée, importations 476
Chicoutimi, Qué., population 97
Chiffons, importations, exportations 482, 498
Chili, accord et commerce avec 436, 457, 459, 467
Chimiques, produits, consommation 370
— contrôle, temps de guerre 359
— exportations, importations 468-69, 490, 504
— production et statistiques manufacturières 177, 356-57, 367, 371-74, 378, 385-86, 392-93, 395, 397, 399-401
— prix, nombres-indices 741
Chinchilla 263
Chine, commerce avec la 456-57, 459, 464, 467, 510
— population 92
Chinois, immigration de 169, 763
Chirurgie, appareils de, importations 492
Chlore liquide, importations 492
Chlorure de calcium, importations 492
Chocolat, importations 475
— statistiques manuf. 394-95, 398, 400-01
Chômage 688
— assurance, commission, nominations 696, 994
— assistance, soulagement, réhabilitation 696, 702-03
— ouvriers syndiqués (chez les) 695
Chromite, production 288, 292
Chronologie 26
— guerre 33, 999
Chutes d'avions, assurance 882
Cierges, production 378

PAGE

Cigares et cigarettes, dédouanés 774
— production 374, 385–86, 395, 398, 401
Ciment, consommation 319
— exportations, importations 319
— production, statistiques manuf. 289–91, 295, 299, 319
Cinémas 550
— films de 378
Cinématographe, Comm. Natle de, loi xxvi, 975
Circulation, règlements, infractions aux 930
— routière, règlements provinciaux 612
Cires, production, exportations 199, 498
Cités, manufactures dans les 415–19
— mortalité 137, 143
— nombre de 802
— population 96
Citoyenneté de la population 98
Citrons, importations 474
Classe, livres et fournitures, imp., exp. 484, 515–16
Climat, articles et textes parus viii, 24
Clôture, perches et piquets, production 242
Clubs, construction 425, 431
Coalitions nuisibles au commerce, loi, enquête 563–64
Cobalt, oxydes et sels, exportations 504
— production, valeur 288, 290–92, 299–300
Cobourg, Ont., population 98
Coco, noix de, importations 474
Cœur, maladies du, décès 136
Coffrets à argenterie, production 378
Cognassiers 223
Coke, importations, exportations 470, 488, 504
— production 385–86, 398
Collèges 889
— agricoles 198
— finances des 897
— gradués des 898
— militaire, recettes 763
Collingwood, Ont., cale-sèche 627
— population 98
Colombie, commerce avec 455–57, 459, 464, 467, 509
Colombie Britannique—
— agriculture, fonds, valeur 200
—— grandes cultures, sup., rend., valeur 201, 207
—— lait, produits laitiers 216–17
—— ministère 197
—— prêts agricoles 192
—— production, valeur 199
— allocations aux mères 734
— commerce, détail 543
—— échanges interprovinciaux 526
—— faillites commerciales 575–76
—— gros 541
— construction, contrats, permis 425
— cours d'eau, dépenses pour les 634
— crédit, syndicats de 559–60
— criminalité 920
— emploiement 690–91
— finances 797, 799
— forces hydrauliques et motrices 322–24, 326, 331, 341
— forêts, ressources, réserves, parcs 233, 237
— fourrures 265
— instruction 890–92
— lieutenants-gouverneurs, ministères 80
— logement, aide fédérale 421
— manufactures 354–55, 374, 392–93, 397, 399–400, 408, 414
— mines, lois et règlements 282
—— production 292–95, 306–09
— pêcheries 272
— pensions, vieillards et aveugles 730–32
— population xiv, 86, 95
— production, branches, valeur 178–79, 1023
— publications provinciales 990
— statistiques vitales 118–52
— subsides et avances du fédéral 782–86
— superficie 2, 75, 88
—— terres 17
— travail, accidents, indemnités 717
—— législation 688
— voirie, circulation, règlements 614
—— dépenses, dette fondée 618–19

PAGE

Colombie Britansique, voirie, grandes routes, véhicules-moteur 615–16
Colonisation 153, 172
Colons, effets de, importations, exportations 492, 504
— et familles établis 703
Combustibles, bois de chauffage 176, 242
— contrôle en temps de guerre 282, 284–86
— exportations, importations 514, 516
— huile, contrôle en temps de guerre 359
—— importations 490
— lois et règlements 280
— manufactures (dans les) 350, 375–79
— production 288, 290–91, 293, 310
—— Commission fédérale 311
— statistiques industrielles 297–98
Combustion interne, moteurs à, importations 486
Comités, temps de guerre 994
Commerce, accords 992
— articles et textes parus viii
— bancaire 824
— et industrie, Commission du 958
— Commission des Prix et du Commerce, temps de guerre xxxvi, 735
— détail xviii, 542
—— magasins en chaîne 545
—— statistiques spéciales 548
—— ventes, indices 547–48
— emploiement dans le 693
— ennemi (avec l'), règlements 440
— extérieur xviii, li, 433
—— accords commerciaux 436, 992
—— Bulletin des Renseignements Com. 440
—— commissaires du Commerce 438
—— distribution géographique 452
—— échanges extérieurs, résumé 517
—— Etats-Unis et autres pays, avec les 465
—— exportations, importations 455–516
—— d'après l'origine et la destination 511
—— principales 494
—— volume, comparaison 506
—— Gouvernement (le) et le 433
—— guerre, restrictions 440
—— historique 433, 450
—— marchandises, analyse des 468
—— Office des Renseignements Com. 438
—— par continents et principaux pays 454
—— produits bruts et produits ouvrés, proportion 508
—— publications, B.F.S 970
—— Royaume-Uni et Empire Britannique, avec le 460
—— statistiques 446
—— or, classement de 449
— tarif, évolution 433
—— préférentiel 463
—— relations avec les autres pays 435
—— tourisme 520
— faillites xxiv
— finance commerciale diverse 813, 847
— gros xviii, 541
— intérieur 1, 524
—— aide et contrôle du Gouvernement au 563
—— bétail et produits animaux 533
—— boissons alcooliques, régie, vente 570
—— brevets d'invention, droits d'auteur, etc. 565
—— cinémas 550
—— commodités, mouvement et écoulement 525
—— coopératives 550
—— entrepôts frigorifiques 538
—— faillites 574
—— grains 527
—— inspection, électricité et gaz 568
—— poids et mesures 568
—— primes 570
—— publications, B.F.S 970
—— services, établissements de 540
— lois 976
—— législation, 1940–42 998
— marchandises, balance, graphique 451
— ministère du, publications 982

PAGE

Commerce, mondial (le) et la guerre 452
— outillage de, export., import 514-16
—— production 372, 382
— restrictions, temps de guerre 992
— science commerciale, gradués 898
Commissaires 995
Commissions 993
— allocations aux anciens combattants 948
— assurance-chômage 994
— commerce et industrie 958
— frontières interprovinciales 994
— géographique 994
— grains (des) 994
— marine marchande (de la), t. de g 586
— nationale du cinématographe, loi ..... xxxvi, 975
—— publications 980
— prêt agricole 191, 942
— prix et commerce, t. de g ..... xxxvi, 735
— royales, rapports des 990
— Service Civil 764, 973
—— publications 977
— sites et monuments historiques 994
— tarif 958
— temps de guerre (de) 994
— transports 584, 994
—— publications 977
Commodités, mouvement et écoulement des 525
Commonwealth des Nations Britanniques, représentants 81-82
Communes, Chambre des 69
Communications, contrôle du Gouvernement ..... xxii, 584
— par fil 654
— publications, B.F.S 971
— sans fil 659
— radiophoniques, opérations 663
— transports (et) 582
Commutateurs, importations 488
Compensation, accidents de travail 711-13
— chambres de (banques) 831
Compteurs électriques et à gaz 569
Comté, hôpitaux de 906
Conciergeries, construction 425, 431
Condamnations, adultes et jeunes délinquants 919-35
Conduites, construction de 425
Conduits souterrains, construction de 431
Confections, hommes et femmes, et entrepreneurs en 376, 385-86, 394-95, 398, 400-01, 405, 410, 412
Confédération 38
— Acte de l'Amérique Britannique du Nord 51
— évolution constitutionnelle depuis la 63
— ministères depuis la 64
Confédération des Travailleurs catholiques 709
Confiscations, recettes 763
Confiseries, commerce 544
— importations 476
— production et statistiques manufacturières 374, 385-86, 394-95, 398, 400-01
Conflits industriels 718
Conformation, vices congénitaux, décès 136, 141
Congo belge, commerce avec 457-59
Congrès, Canadien du Travail 709
— Métiers et du Travail 708
Conifères, ressources 233
Connaught, Duke of, bassin flottant, Montréal 627
Conseil National de Recherches ..... xliii, 994
— publications 980
Conseil des Ports Nationaux 626
Conseil Privé, membres, 1942 ..... 66, 993
Conserves—
— fruits, importations, exportations 474, 494
—— et légumes, production et stat. manuf 385-86, 394-95, 398, 400-01
— poisson, exportations 496
—— production 385-86
— statistiques manufacturières 374
Conserveries de poisson 276-78

PAGE

Consommation, articles de, contrôle, temps de guerre 361
— exportations, importations 514, 516
Consommation, coopératives de 557
Constitution, évolution, articles et textes parus ..... viii, 34, 36, 38
— corps législatif et exécutif 63
Constructeurs 430
Construction ..... xviii, 420
— articles et textes parus ix
— civile, contrôle, temps de guerre 421
— contrats et permis 423
— emploiement dans la, gain 428, 432, 693
— faillites 575, 577
— guerre (de) 422
— matériaux de, commerce 545
—— exportations, importations 514-15
—— production et stat. manufacturières 289-91, 294-95, 297, 299, 318, 372, 382
— navale, articles pour, importations 488
—— statistiques manufacturières 386, 394, 400
— production, valeur 176-77, 180-84, 1023
— recensement annuel de la 428
— situation, revue xlviii
— statistiques industrielles 429-32
— travaux, valeur des 430
— tuile de 294
Contrats de construction 423
Contrôles, temps de guerre—
— acier 359
— articles de consommation 360
— caoutchouc 362
— change, temps de guerre ..... xxxiv, 832, 843
— chanvre de manille et fibre d'agave 363
— combustibles 284-86
— exportations et importations 441, 443
— fer 359
— gazoline 359
— huile combustible 359
— kapok 363
— liège 363
— machines-outils 360
— métaux non ferreux 282-84, 360
— pellicules transparentes 364
— produits chimiques 359
— salaires, temps de guerre xxxviii
— textiles 363
— transports 586
— véhicules-moteur 359
Contrôleur de la papeterie, loi sur le 974
— publications 978
Convalescence, hôpitaux de 906
Convulsions, décès 136, 140
Coopératives 550-58
Coques, prise et conserveries de 273, 276
Coqueluche, décès 135-36, 140
Cordage, exportations, importations 514-15
— production 376
Cordillères, région des 11
Corée, commerce avec 458, 460
Corégone, exportations 496
— prise 272-73
Corinthe, raisins de, importations 474
Cornwall, Ont., canal 631
— population 97
Corporations, dividendes des 855
— municipales 806
— taxes 798
Corps législatif et exécutif 63
Correction, établissements 906, 914
Correspondants agricoles 198
Corsets, statistiques manuf 376, 395, 401
Costa Rica, commerce avec 457, 459
Côte de l'Or, commerce avec 457, 459, 463, 467
Coton, articles en, stat. manuf 395, 401
— brut, importations 470
— déchets de, production 376
— fil, filés et tissus, stat. manuf. 376, 385-86, 394-95, 398, 400, 401, 412
— huile de, importations 476
— importations, exportations 480, 498
— sacs de, production 374, 395, 401
Cotonnades, production, importations 376, 470

PAGE

Coulages, importations 484
— production 385-86, 394, 398, 400
Courrier, transport du 672
Courroies, caoutchouc à, exportations 494
— cuir, production 374
Cours agricoles (N.-E.) 194
Cours d'eau 622
— balisage 623
— canaux 624
— dépenses pour les 634
— marine marchande, loi de la 622
— matériel et facilités 623
— navigation, saison 624
— ports 625
— revenus du Gouvernement fédéral 635
— services maritimes et opérations du G.f. 627
— statistiques financières des 630
— trafic et services par eau 637
— transport maritime 623
Courses, paris de 957
Coût de la vie, nombres-indices 745, 747
Coutellerie, importations, exportations 486, 502
Couture, machines à coudre, importations, exportations 486, 502
Couvertures de laine, importations 482
Coyote, nombre, valeur, peaux 263, 264, 266
Crayons, importations, exportations 492, 504
— production 378
Crédit, assurance 882
— sociétés et syndicats de 558
Crème glacée, production 217
— oublies de, production 374
Crèmes à polissage, production 378
Crépins, cuir, stat. manuf 374, 376
Crimée, bataille de la 1012
Criminalité, loi et procédure xxiv, 918, 920
Croix Rouge, hôpitaux 906
— services de guerre 915-16
Cryolithe, importations 486
Cuba, commerce avec 457, 459, 464, 467, 509
Cuir, articles en, prod., exp., imp. 395, 401, 514-15
— chaussures, gants, mitaines, etc., production 374, 381, 385-86, 394-95, 400-01, 410, 412
— exportations 472, 498
— graisse pour le, importations 480
— importations 470, 478
Cuisine, ustensiles de, importations 486
Cuisson, appareils, stat. manuf. 376, 394, 398, 400
Cuivre, contrôle, temps de guerre 283
— importations, exportations 488, 502
— production 288, 290-92, 300-01
— produits du, stat. manuf. 378, 385-86, 394, 398, 400
Cuivre-or-argent, stat. industr 298
Culbute, écluse et barrage 631
Cultures, 1871-1941, grandes xiv, 202-207, 1025
— produits des, exportations, import 512
— prix 742-43
— rendement, valeur, superficie 199, 201
— spéciales 224
Cyclones, assurance contre les 882
Cylindres, fer, importations 486
— statistiques manufacturières 376

Dactylotypes, fournitures, pièces, imp., exp., stat. manuf 378, 486, 502
Danemark, commerce avec 457, 459, 464, 467, 509
Dantzig, commerce avec 458, 460
Dartmouth, N.-E., population 97
Dattes, importations 474
Débilité congénitale, mortalité infantile 141
Débits bancaires 830
Décès, causes 93, 132, 135-36
— mortalité générale 133
— infantile 139
— par 1000 habitants 136
— par province 149
Déchets d'abattoir, exportations 498
— coton et laine, importations, stat. manuf. 376, 482
Défense Nationale, administration xxix, 942
— dépenses 764
— Ministère, hôpitaux 906
— loi du 975

PAGE

Défense Nationale, Ministère, publications 980
— radio, service 667
— services de dépense 768
— taxe, recettes 763
Degrés honorifiques 900
Délinquants, jeunes, sexe 931, 932
Délits criminels et non criminels, condamnations 919, 935
Démobilisation, source de dépenses 769
Denrées alimentaires, prod., stat. manuf 371, 395, 401
— diverses, exp., imp., prix 468-69, 739, 741-43
Dentelles, coton, importations 480
Dentisterie, appareils, importations 492
Dentistes 899
Dépenses budgétaires, per capita 764, 768-69, 770
— Dominion 772
— provinciales 795
— sources principales 771
Dépôts, banques à charte 828
Dépression, effets sur les manufactures 373
Députés, 19ème Parlement 69
— fédéraux 993
Dessins, fabrique 566
Détail, commerce de 542
— faillites 575, 577
— magasins en chaîne 545
— statistiques spéciales 548
— ventes, indices 547-48
Détenus dans les pénitenciers 937-39
Dette, fondée du Dominion 791
— garantie 792
— intérêt sur la, source de dépenses 768, 792
— municipalités 804
— nationale, opérations, recettes 788
— provinces 799
Devise canadienne, fluctuations 842
Diabète, décès 135-36
Diagrammes, liste vi
Diamants, poussières de, importations 490
Diarrhée, décès, mortalité infantile 136, 141
Diatomite, production 288, 293
Diésel, moteurs et pièces, importations 486
Différends industriels, loi d'enquête 684
Digues, construction 431
Dindons 208-10
Diphtérie, décès, mortalité infantile 135-36, 140
Diplomatie, nominations 992
— représentants canadiens 81, 82
— représentants des pays étrangers au Canada 83
Diplômes, instituteurs 899
Distillation, bois, stat. manuf 378, 773
Distilleries, statistiques manufacturières 374, 395, 401
Districts électoraux 69
Dividendes, corporations 855
Divisions électorales 69
Divorces 131
Docteurs honorifiques 900
— en médecine 899
Dolomite magnésitique, production 288, 293
Dominicaine, République, commerce avec 458, 460, 464
Donetz, bassin de la, bataille 1012
Doré, prise 272, 274
Douanes, droits perçus 452
— recettes, source de revenus 763, 767
Douglas, sapin, exportations 500
Douves, importations, exportations 484, 500
Drain, tuile à, production 294
Drainage, aide au (N.-E.) 193
Drap de laine, statistiques manufacturières 376
Drogues, importations, exportations 490, 504
Droit, gradués en 900
Droits, accise, revenus 763, 767, 772-73
— auteur 565, 566
— douanes, importations, source de revenus 452, 767
— succession, recettes 798
Drummondville, Qué., population 97
Duke of Connaught, bassin de radoub (Montréal) 627
Dynamos, importations 488

PAGE

Eastview, Ont., population ... 97
East Windsor (voir Windsor).
Eaux, balisage des ... 623
— douces, superficie ... 2
— gazeuses et minérales, prod ... 288, 293, 374, 385-86, 394, 398, 400
— transport par ... xxii
Ecailles, importations ... 478
Echanges, commerciaux ... 466
— extérieurs, balance des paiements internationaux, tourisme ... 517-20
— interprovinciaux ... 525
Eclairage, électrique et autre, fournitures, importations ... 488
— outillage, production et stat. manuf ... 372, 382
Eclisses pour allumettes, exportations ... 500
Ecoles ... 889
— agricoles ... 198
— construction ... 425
— formation (de) ... 906
— fournitures, commerce ... 545
— fréquentation scolaire ... 99
— indiennes ... 945
— privées ... 895
— provinciales ... 890
— inscriptions, personnel, finances ... 891-92, 894
— publiques, radio dans les ... 892
Economie, caisses de petite ... 840
— effort économique de guerre ... xxxii
— mondiale, rôle du Canada ... 454
Ecosse, population ... 92
Ecrins, à bijoux, stat. manuf ... 378
— fantaisie (de) importations ... 492
Ecrous, importations ... 486
Ecureuil, peaux, importations ... 267
— production ... 266
Edifices publics, construction ... 425, 430
Edition, statistiques manuf ... 376, 385-86, 394-95, 398, 400, 401
Edmonton, Alta, population ... 96
Edmundston, N.-B., population ... 97
Education, appareils, importation ... 492
— publications, B.F.S ... 972
— sociétés, articles et textes parus ... xi
Effets personnels, importations ... 492
— production et statistiques manuf ... 371, 380-82
Effort de guerre, financement ... xxxii, xxxiii, 757
Eglefin, prise ... 272, 274
Eglises, construction ... 425, 431
Egouts, construction ... 425, 431
— tuyaux d', production ... 289, 295, 299
Egypte, commerce avec 456, 457, 459, 464, 467, 510
— Lybie—bataille ... 1015
Eire, commerce avec ... 456-57, 459, 463-67, 509
— population ... 92
Electeurs inscrits ... 74
Elections, directeur, dépenses ... 764
— divisions, votants, votes, députés ... 69
— provinciales ... 993
Electorat fédéral ... 74
Electricité ... 321
— appareils et fournitures, commerce ... 545
— importations, exportations ... 470, 488, 504
— production et stat. manuf ... 378, 384-86, 394-95, 398, 400-01
— compteurs ... 569
— enseignes, production ... 378
— exportations, importations ... 343, 492, 514, 516
— industries, dans l' ... 344-48
— inspection, recettes ... 568, 763
— lampes, production ... 378
— manufactures, dans les ... 375-79
— production ... xviii, 176-77, 180-84, 325, 329, 349, 1023
— usines centrales ... 325
Electrotypie ... 376
Elk Island, parc d'élevage ... 22
Elevage, produits de l', exp., imp ... 512
— réserves et parcs ... 22
— statistiques manufacturières ... 383
Elévateurs à grain ... 520
— construction ... 431
Emballage, papier, exp., imp ... 484, 500

PAGE

Emballage, récipients, imp., exp ... 492, 504
Embarcations (bois), stat. manuf ... 376
Embauchoirs, stat. manuf ... 376
Embolie, décès ... 136
Emigration ... 169
Empire Britannique, commerce avec 457, 459-67, 510
— pays de l', commerce, restrictions, temps de guerre ... 444
— superficie, population ... 101
Empire Colonial, commerce avec, restrictions ... 445
Emploiement ... xlix, 688
— bâtiment, dans le ... 428
— déclaré par les patrons ... 689
— industrie (par) ... 692
— manufactures ... 374-95
— région économique (par) ... 690
— service de placement ... 695
— villes (dans les) ... 691
Emplois offerts ... 699
Employés civils ... 955
— construction (dans la) ... 432
— manufactures (dans les) ... 389-95, 403
Emprunts agricoles ... 192
Encéphalite léthargique ou épidémique ... 135-36
Encre, production ... 378
Enduits, importations ... 486
Energie électrique, contrôle, t. de g ... 325
— exportations ... 343, 504
— importations ... 492
— industrie (dans l') ... 344
— outillage, production ... 372
— production ... 176-77, 325, 329, 349, 1023
— situation, revue ... xlvii
— usines, construction ... 431
Enfance, aide à l', sociétés ... 906
Enfants, décès d' ... 139, 142
— refuges ... 906
Engerbage, ficelle, importations, exportations ... 482, 498
Engins, importations ... 470
Engrais chimiques, exportations, importations ... 472, 490, 504, 514-15
— production ... 372, 378
Ennemi, commerce avec, règlements ... 440
Enregistrement, national, 1940 ... 100
— personnes vivant d'assistance publique ... 702
Enseignement, maisons, inscriptions, personnel ... 889-92
— supérieur ... 896
— universités, collèges, gradués ... 898
— technique ... 893
Enseignes électriques, production ... 378
Ensoutage, charbon, importations ... 488
— huile combustible, importations ... 490
Entérite, décès ... 136, 141
Entraînement Aérien du C.B., plan ... xxxi
Entrepôts, construction ... 425, 431
— frigorifiques, stocks dans les ... 538, 539
Entrepreneurs, confections pour h. et f. 376, 395, 401
— construction ... 430
Entreprises, gouvernement, dépenses ... 770
Epargne, caisses d' ... xxii, 838
Eperlan, prise ... 272, 274
Epiceries, commerce de détail ... 544
Epices, importations ... 476
— statistiques manuf ... 374, 385-86, 395, 401
Epinette, madrier et planche, exportations ... 500
Epingles, importations ... 486
Epoux, âge et pays de naissance ... 128
— religion des ... 130
Equateur, commerce avec ... 457, 459
— relations tarifaires avec ... 435
Erable, produits, production ... 199
— sirop et sucre ... 224
— exportations ... 494
Erié, lac ... 2
Escompte, recettes ... 763
Espadon, prise ... 273-74
Espagne, commerce avec 458, 460, 464, 467, 509
— population ... 92
Esquimalt, C.B., cale-sèche ... 627
Esquimaux ... 943, 946

PAGE

Essences forestières 232
Essences, postes, commerce de détail 545
Essoreuses, exportations 502
Estomac, maladies, décès 141
Estonie, commerce avec 457, 459
Etablissement, secours 703
-- soldats 949
Etablissements, commerce et services 540, 542
— industriels, construction 425
— manufacturiers 374–88
—— importance 403–05
—— selon l'origine des matières premières 382
—— selon l'usage du produit fini 380
— pénitentiaires, finances 763–64
Etain, contrôle, temps de guerre 284
— *importations* 470, 488
Etais de mines, production 242
Etalage de magasin, accessoires, production 378
Etampage, ouvrages étampés, import 486
Etampes, stat. manuf 378
Etat, administration, temps de guerre 958
— conjugal, des immigrés 156
—— population 93
Etats-Unis, commerce avec 455–56, 458, 461–62, 464–66, 474–94, 509–10
— population 92
— représentation diplomatique 83
Etiquettes syndicales 567
Etoffe, laine, production 386, 394–95, 400–01
— pardessus (à) importations 482
Etoupe, lin, superficie, rendement, valeur 227
Etudiants, premier degré 900
Europe, commerce avec 455, 509
Explosifs de guerre, fabrication 367
— importations 490
Explosion, assurance 882
Exportations ..... xx, 455
— contrôle, temps de guerre 441, 444
— d'après l'origine et la destination 511
— détail des 472, 494–505
— Empire Britannique, Etats-Unis 461–62
— graphique 473
— principales 471, 494
— prix de gros des 744–45
— publications du B.F.S 970
— suivant le degré de fabrication 509
— suivant la destination 514–15
— tous pays 451, 458, 460
— volume 506
Evénements principaux de l'année 992

Fabrique, dessins 566
Façon, travail à, production, valeur 176, 177, 180–84, 1023
Facteurs 672
Faillites commerciales ..... xxiv, 574, 577–80
Faîtières, production 289
Falkland, Iles, commerce avec 457, 459
Famille Royale, événements principaux 992
Familles de colons établies 703
Farine, blé, exportations 471, 494
Farineux, importations, exportations 474, 494
Farran's Point, canal 631
Faune, articles et textes parus ..... ix, 15
Faussaires, assurance contre 882
Fécondité au Canada 102, 120
Fédéral, relations avec les provinces 992
Fédération américaine du travail 709
— canadienne du travail 709
Feldspath, production, stat. industrielles 288, 293, 298
Femmes, condamnations 927
— confections et lingerie pour, stat. manuf. 376, 385–86, 394–95, 398, 400, 401, 405, 410, 412, 545
— *hôpitaux* 905
Fenêtres, fabriques de, stat. manuf 376, 394, 398, 400
Fer, articles en, dérivés, produits, cons., imp., exp 468–69, 472, 484, 502
— contrôle en temps de guerre 359
— minerai, importations 470
—— production 288, 293

PAGE

Fer, oxyde, production, stat. ind 288, 293, 298
— prix, nombres-indices 741
— production 177, 304–05, 356–57, 370, 371
— statistiques manufacturières 373, 374, 376, 385–86, 392–93, 394, 397, 399–400
Fermes, animaux, production, valeur 199, 383
— bâtiments, construction 431
— électrification 329
— fournitures, commerce de détail 545
— fourrure (à), production, valeur 199, 257, 263
— matériaux de, production 372
— matières de, importations, exportations 514–15
— occupées 1024, 1025
— outillage, exp., imp., prod 372, 488, 514–16
— produits, exportations, importations 512
—— *prix* 742–43
— tracteurs, importations 485
Ferraille, importations 470, 484
Ferro-alliages, production 305
Ferro-manganèse, exportations 502
Ferronnerie, exportations, importations 486, 502
Ferro-silicon, exportations 502
Feu, assurance, coopérative ..... xxiv, 561, 856
—— cies, opérations, pertes, primes 860–63
— forêts 234–35
Feuilles de fer, importations 484
— de placage (*bois*), importations 482
Feutre, articles en, exportations 498
Fève de soya, huile, stat. manuf 374
Fibre, agave, contrôle en temps de guerre 363, 482
— exportations, importations 468–69, 480, 498
— lin, production, valeur 199, 227
— manille, importations 482
— planche de, exportations 500
— prix, nombres-indices 741
Fibrille, importations 482
Ficelle, d'engerbage, imp., exp 482, 498
— statistiques manufacturières 376
Fidji, Iles, commerce avec 456, 457, 459, 464, 510
Fiducie, compagnies, actif, passif ..... xxiv, 847, 849
Fièvre typhoïde, décès 135–36
Fil, communications par 654
— coton, stat. manuf 376
— fer, importations 484
— métallique, exportations 502
— toile, importations 480
Filés, coton, importations 480
—— statistiques manuf 376, 385–86, 394–95, 398, 400, 401, 412
— laine, importations 482
—— statistiques manuf 376, 395, 401
— lin, importations 480
Filets, pêche 274
Film, Commission Nationale, publications 980
— statistiques manufacturières 378
Finances, articles et textes parus xi
— capitaux britanniques et étrangers au Canada et capitaux canadiens à l'étranger 810
— chemins de fer 591
— commerciales, diverses, cies, prêts, fiducie 813, 847, 851
—— dividendes, corporations, obligations, ventes 853, 855
— *dépenses* 764
— dette nationale, tous gouvernements 575, 786
— fédérales ..... xxii, 41, 756, 760
—— recettes et dépenses 762
— législation, 1940–42 997
— Ministère, lois, publications 974, 977
— municipales 802
— provinciales ..... xxii, 794
— publications, B.F.S 971
— publiques 753
— richesse et revenu de la nation 807
— *subsides et prêts aux provinces* 782
Finissage, produits textiles, stat. manuf 376
Finlande, commerce avec 457, 459
Flétan, prise 272, 274
Fleurs, artificielles, stat. manuf 378
— commerce de détail, production 224, 245
Flore, articles et textes parus ..... ix, 15
Floriculture 224

PAGE

Fluorine, production 288, 293
Foin et trèfle, exportations 496
—— prix 230
—— superficie, rendement, valeur 202, 203-07
Fondage, métaux non ferreux, stat. manuf. . 398
Fonds, agricole 200
— mouvements entre le Canada et autres pays 885
Fonte en gueuse, production 305
— pièces en, stat. manuf 386
Forces, hydrauliques, développement, installations, usines ..... ix, xviii, 322-25
— motrices, centrales élec., énergie produite 321, 330, 349
—— exportations 343
—— manufactures (dans les) 346-47, 375-79
—— outillage, stat. manuf 344, 382
—— provinces 322-24
—— ressources et utilisation 321
—— usines centrales, const., stat. 327, 330, 341, 430
Forêts, 1871-1941, administration . xvi, 232, 236, 238
— articles d'origine forestière, prix ..... ix, 742-43
— bois, sciage du 249
— emplacement 693
— épuisement et récupération 234
— industries utilisant le bois et papier 251
— influence de la guerre sur la demande de produits forestiers 252
— outillage, importations 486
— production, valeur, stat. manuf 176, 180-84, 383, 513, 1023
— publications fédérales et du B.F.S 967, 978
— pulpe et papier 243
— réserves et parcs 237
— salaires et heures de travail 721
— situation, revue xlvi
— terres boisées, superficie 16-17
— utilisation 241
— sylviculture 240
Forge, pièces forgées, stat. manuf 376, 385-86, 394, 398, 400, 484
Formation, écoles 906
— jeunesse et d'urgence en t. de g 704
Formes, d'argile, production 294
— bois, stat. manuf 376
Fort Anne, parc historique 22
Fort Beauséjour, parc historique 22
Fort Chambly, parc historique 22
Fort Frances, Ont., population 98
Fort Lennox, parc historique 23
Fort Malden, parc historique 23
Fort du Prince de Galles, parc historique. 23
Fort Wellington, parc historique 23
Fort William, Ont., population 96
Fournaises, importations 486
Fourrage, exportations 496
Fourrures, 1871-1941, animaux, nombre, peaux vendues ..... xvi, 263, 264, 266
— apprêtage et confection 374
— articles et textes parus viii
— articles en, production 372, 514-15
— commerce extérieur 256, 267
— élevage, statistiques 262
— exportations 472, 496
— fermes, production, valeur 199, 257, 263
— importations 470, 478
— production 177, 264
— publications, B.F.S 967
— situation, revue xlvi
— statistiques manufacturières 381, 395, 401
Fraises, importations 474
— production 222
Fraisiers 223
Framboises, production 222
Framboisiers 223
Français, régime 36
France, commerce avec ... 456, 457, 460, 464, 467, 506
— légation canadienne 82
— population 92
— représentant diplomatique au Canada ... 83
Franklin, territoire, superficie 2, 75
Fraternelles, sociétés 875
Fraude, assurance contre 882

PAGE

Fredericton, N.-B., population 97
Fréquentation scolaire 99
Fromage, exportations 472, 498
— importations 480
— prix 214
— production, valeur 217, 218
— statistiques manufacturières . 374, 384-86, 398
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
Front de l'Est (guerre) 1010
Frontières interprovinciales, comm., nom. 994
Fruits, commerce 544
— conserves, stat. manuf 374, 385-86, 394-95, 398, 400, 401
— exportations 472, 494
— importations 470, 474
— jus de, importations 474
— pépinières 223
— production 199, 222, 372
— statistiques manufacturières 381
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
— temps de guerre 189
Fumeurs, articles de, exp., imp 514-16
Futaie, bois en, ressources 233
Fûts, fer, importations 486

Gadeliers 223
Gages, chemins de fer 594
— manufactures 374-88, 396, 398-99, 402-03
Gain ..... xlix, 693-94, 720
— construction 432
Gaines de cheminée, production 289, 295
Galles, Pays de, population 92
Galops, canal 631
Galt, Ont., population 97
Galvanoplastie, objets plaqués, import 488
Gambie, commerce avec 457, 459
Gants, cuir, production, importations . 395, 478, 482
— statistiques manufacturières . 372, 374, 376, 381, 401
Garages, commerce de détail 545
— construction 425, 431
Garçons, vêtements, lingerie, commerce .. 545
Gaz, dérivés, produits, appareils à, importations 488
— comprimé, stat. manuf 378
— compteurs à 569
— inspection, recettes 568, 763
— statistiques manufacturières 385-86, 398
Gaz naturel, production 288, 290-91, 293, 314
— statistiques industrielles 298
Gazette du Canada, extraits 993
— recettes 763
Gazeuses, eaux, stat. manuf. 374, 385-86, 394, 398, 400
Gazoline, contrôle, temps de guerre 285, 359
— importations 490
— taxes, recettes 797
— ventes 620
Gélatine, importations 480
Gendarmerie à cheval, Royale 953
Générateurs, importations 488
Génie, publications fédérales 978
— travaux de, construction 425
Genièvre, importations 476
Génisses, prix, ventes 229, 534
Géographie 1
— Commission, nominations 994
Géologie, âges géologiques 3, 4
— articles et textes parus ix
— publications fédérales 978
Georgienne, Baie, îles de la, parc national .. 21
Gibier 23
— ressources giboyeuses 15
Gibraltar, commerce avec 457, 459
Glace artificielle, stat. manuf 378
Grace Bay, N.-E., population 97
Glace, bris de, assurance 882
— importations 490
Glacier, parc national 20
Glacières, importations 492
— poisson 276
— statistiques manufacturières 376
Glucose, stat. manuf 374
Glycérine, importations 490

PAGE

Gommes, importations 476
Goudron et produits, exportations 504
— statistiques manufacturières 378
— teinture de, importations 490
Gouvernement 34
— articles et textes parus viii
— corps législatif et exécutif 63
— provinces 74
Gouverneur général 63-64
— bureau du secrétaire, dépenses 764
— lieutenants-gouverneurs 76, 81, 993
Grâce, jour d'actions de 996
Gradués, enseignement supérieur 898
Grain, commerce et règlementation 527
— commission, nominations 994
— élévateurs 520
—— construction 431
— entreposage, expédition, inspection 520
— importations 470
— loi des, recettes 763
— maïs à, prix 230
— mélangés, sup., rend., val., prix 203-07, 230
— mévente des 770
— Provinces des Prairies, production 207
— récoltes 528
— stocks de 208
Graine de lin, prix 228, 230
— récolte, distribution 528
— stocks 208
— superficie, rendement, valeur 202-07, 227
Graines de semence, importations, exportations 478, 496
Graissage, huiles de, importations 490
Graisses, animales, production 374
— importations, exportations 480, 498
— statistiques manufacturières 381
Granby, Qué., population 97
Grandes cultures, 1871-1941 201-07, 1025
— produits des, exp., imp 512
— rendement, valeur 199
Grands Lacs, superficie, altitude, profondeur 2
Grand'Mère, Qué., population 97
Granit, production 289
Graphite et dérivés, importations 490
— production 288, 293
Gras, production manufacturière 372
Gravier, production 289-91, 295, 320
— statistiques industrielles 299
Gravures, importations 484
— statistiques manufacturières 376
Grèce, commerce avec 457, 460
Grêle, assurance 882
Grenville, Qué., canal de 631
Grès, production 289
Grèves 718
Groenland, commerce avec 457, 459, 464
— représentant canadien 82
Gros, commerce, faillites 575, 577
— magasins 541
— prix de 739
— ventes, indices 542
Groseilliers 223
Grues, importations 486
Grume, bois en, exportations 500
Guam, commerce avec 458, 460
Guatemala, commerce avec 457, 460, 467
Guelph, Ont., population 96
Guerre, administration d'Etat 958
— agriculture (et l') 185
— articles et textes parus ix
— banque centrale, fonctions en t. de g 816
— batailles, Angleterre 1006
—— Atlantique 1008
—— Crimée et Bassin de la Donetz 1012
—— Moscou 1011
—— Syrie 1016
— Canada (le) et la guerre xxvii
— change étranger, contrôle xxxiv, 843
—— taxe sur le 763
— chronologie 33, 999
— commerce, extérieur, restrictions 440, 992
—— mondial 452

PAGE

Guerre, commissions et comités xxxvi, 994
— construction de 422
— contrôles (voir articles en particulier).
— Croix Rouge 916
— dépenses comparées, 1ère et 2e xiii
— devise canadienne 842
— effort, financement xxxii, xxxiii, 757
— événements principaux 992
— forêts 252
— front de l'Est 1010
— impôts 775-80
— Indes orientales 1021
— jeunesse, formation 704
— logement 421
— Lybie-Egypte 1015
— Malaisie-Birmanie 1019
— manufactures 359
— Méditerranée 1014
— munitions, fabrication 364
— Pacifique 1016
— pensions 763, 768
— Philippines 1021
— prix 735
— radio, censure 669
— Services Nationaux, Ministère xxxvi, 960
—— loi sur le 975
—— publications 980
— source de dépenses 769
— taxes 774, 781
—— revenus provenant des 767
— transports 586
Gueuse, fonte en, exportations, importations 472, 484, 502
— production 305
Guyane, commerce avec 455-60, 464, 467, 509
Gypse, exportations 504
— production 288, 290-91, 293, 298, 316

Habitations, construction 99, 431
Haïti, commerce avec 457, 460
Halifax, N.-E., manufactures 417
— population 93
— port 626
Hamilton, Ont., emploiement 691
— manufactures 415
— population 96
Hangars d'aéroplanes, construction 431
Hareng, prise 272, 273
Haricots, prix, superficie, rendement, valeur 203-07, 230
Harnais, importations 478
Hauts commissaires canadiens 81
Hawaï, commerce avec 458, 460, 510
Hawkesbury, Ont., population 98
Hebdomadaires, publications 680-81
Hémorragie, décès 136
Herbe, graine d', importations, exportations 478, 496
— production 199
Hermine (belette), peaux, production 266
Hernie, décès, mortalité infantile 136, 141
Heure légale 25
Heures de travail 720, 722
—— manufactures 391-95
—— réglementation 723, 728
— zones d'heure, articles et textes parus ix
Hindous, immigrés 169
Histoire, articles et textes parus ix, 26
— parcs, sites 19, 20, 22
Homard, exportations 496
— prise 272, 273
Homarderies 276
Hommes, confections et lingerie, commerce, stat. manuf. 376, 385-86, 394-95, 398, 400, 401, 405, 410, 412, 545
Honduras, commerce avec 457, 459, 460, 467
Hong-Kong, commerce avec 457, 459, 464, 467, 510
Hongrie, commerce avec 457, 460
Hôpitaux xxiv, 911
— aliénés 911
— articles et textes parus x
— construction 425, 431

PAGE

Hôpitaux, dispensaires pour patients externes ... 910
— fédéraux ... 906
— marins ... 903
— publics et privés ... 906–07
— services organisés ... 909
— statistiques ... 907
Horlogerie, production et statistiques manuf ... 372, 382
Horloges, importations ... 488
Horticulture ... 221
— floriculture ... 224
— fruits ... 222
— légumes ... 224
— pépinières ... 223
Hôtels, construction ... 425, 431
Houblon, importations ... 476
Houille, consommation ... 312–13
— exportations, importations ... 312–13
— production, principaux pays ... 314
— statistiques industrielles ... 298
Hudson, baie d', Basses terres ... 11
Huiles, animales, importations, stat. manuf 374, 480
— combustible, imp., cont. en t. de g. .285, 359, 490
— coton, importations ... 498
— exportations ... 498
— graissage, importations ... 490
— lin et fève de soya, stat. manuf ... 374
— minérales, exportations ... 504
— olive, importations ... 476
— production ... 372
— statistiques manufacturières ... 381
— végétales, importations ... 470–76
Huileries, poisson ... 276
Huilés, vêtements, stat. manuf ... 376
Huîtres, prise ... 273
Hull, Qué., manufactures ... 417
— population ... 96
Huron, lac ... 2
Hygiène, activité fédérale ... 903
— provinces ... 904
— publicité et enseignement ... 903

Ile du Prince-Edouard—
— agriculture, fonds, valeur ... 200
—— grandes cultures ... 201, 203
—— lait, production ... 216–17
—— ministère ... 193
—— prêts agricoles ... 192
—— production, valeur ... 199
— commerce, gros et détail ... 541, 543
—— échanges interprovinciaux ... 526
—— faillites ... 575–76
— construction, contrats, permis ... 425, 426
— cours d'eau ... 634
— crédit, syndicats ... 559–60
— criminalité ... 920
— finances ... 796, 799
— forces motrices ... 322–26, 331
— forêts, ressources, parc ... 233, 237
— fourrures, peaux, production ... 265
— hygiène ... 904
— instruction, mais., d'enseign., inscrip ... 889–92
— lieutenants-gouverneurs et ministères ... 76
— logement, aide fédérale ... 420–21
— manufactures ... 354–55, 374, 392–93, 397, 399–400, 406, 408
— parc national ... 21
— pêcheries ... 272
— pensions, vieillards, aveugles ... 720–32
— population ... xiv, 86, 88, 95
— production ... 178, 1023
— publications provinciales ... 983
— statistiques vitales ... 118–52
— subsides et avances du fédéral ... 782–86
— superficie ... 2, 75, 88
—— terres ... 16
— travail, législation ... 687
— voirie, circulation, règlements ... 613
—— dépenses, dette fondée ... 618–19
—— grandes routes ... 615
—— véhicules-moteur ... 616

PAGE

Iles ... 2
— Baie Georgienne, parc national ... 21
— Philippines, commerce avec ... 510
—— guerre aux ... 1021
— Saint-Laurent, parc national ... 21
— Vierges, américaines, commerce avec ... 458, 460
Illégitimité, naissances ... 125
Illustrations, liste des ... vi
Immigration ... 93, 153
— 1871–1941 ... xiv
— chinoise, recettes ... 763
— dépenses pour ... 153
— enfants britanniques, invités ... 166
— hôpitaux de l' ... 906
— juvénile ... 165
—— sociétés ... 906
— orientale ... 168
— prohibée ... 164
— réfugiés ... 167
— service médical ... 903
Immigrés, assimilation des ... 153
— état conjugal, langue, origine raciale, pays de naissance ... 156, 160
— port d'entrée, destination, occupation ... 160–54
— refusés ... 164–65
— venus au Canada ... 155
Imperméables, vêtements, production .372, 376, 382
Importations ... xx
— contrôle en temps de guerre ... 443–44
— détail des ... 472, 474–93
— Empire Britannique et Etats-Unis ... 461–62, 465
— Europe ... 455
— graphique ... 473
— imposables et en franchise ... 463
— principales ... 469
— prix de gros ... 744–45
— publications, B.F.S ... 970
— Royaume-Uni ... 465
— spéciales ... 492
— suivant le degré de fabrication ... 509
— suivant l'origine et la destination ... 511, 514–15
— tous pays ... 451, 455–58
— volume ... 506
Impôts ... 763, 767, 770, 775
Impression, statistiques manufacturières ... 376, 385–86, 394–95, 400–01
Imprimerie ... 764
— matériel d'imprimerie, importations ... 488
— papier, importations ... 484
— presses, importations ... 486
— salaires et heures de travail ... 721–22
Imprimés, importations, exportations .470, 484, 500
Imprimeur du Roi, loi ... 974
— publications ... 978
Incorporation, chartes ... 950
Incurables, maladies, hôpitaux ... 906
Inde et Inde Britannique, commerce avec ... 455–58, 460, 464, 467, 474, 510
— restrictions, temps de guerre ... 445
Indes orientales, guerre ... 1021
Indes, population ... 92
Indices économiques, prix ... li, 739
— production minérale ... 291
— publications, B.F.S ... 973
— salaires ... 721
— ventes ... 542, 547–48
Indiens ... 943–46
Industries, conflits de l' ... 718
— construction (de la) ... 420
— différends, lois d'enquête ... 684
— diverses, statistiques manuf .356–57, 374, 392–93, 397, 399–400
— et Commerce, Commission ... 958
— emploiement dans les ... 692
— établissements, construction ... 425
— faillites ... 575
— gain dans les ... 401
— manufacturières ... 353, 406
— matières pour, prix ... 744
— outillage, export., import ... 514–516
—— production ... 371, 380–82
— recherches ... 901
Infantile, mortalité ... 139, 143

PAGE

Infirmières 899
— Victoria, Ordre 914
Influenza, décès 135-36, 140
Infusions, production 381
Insignes, production 378
Inspection, électricité, gaz, poids, mesures 568
Instituteurs, écoles provinciales 891
— diplômés 899
Institutions 905
— articles et textes parus x
— charitables et bénévoles 906, 913
— pénitenciers 914
— psychothérapiques 906
— publications, B.F.S 972
— tuberculeux 910
Instruction, Indiens 945
— population 98
— publique xxiv, 889
—— écoles 890, 895
—— enseignement technique 893
—— supérieure 896
Instruments agricoles, importations, exportations 470, 472
— statistiques manufacturières 376
— valeur 200
Intempéries, assurance 882
Intercession, jour d' 996
Intérêts, dette 768
— placements 763, 767
Intestin, obstruction, décès 136, 141
Inventions, brevets 565, 763
Investigation médicale, division 903
Irak, commerce avec 458, 460, 464
Iran, commerce avec 458, 460
Irlande, haut-commissaire 82, 83
— Nord, population 92
(Voir Eire)—
Irridium, production 288, 292
Irrigation agricole 231
— systèmes, construction 431
Islande, commerce avec 458, 460
Isolation, hôpitaux 906
Issues de meunerie, importations 470
Italie, commerce avec 458, 460, 464, 467, 509
—population 92
Ivoire, importations 478
Ivresse, condamnations pour 929

Jamaïque, commerce avec 456, 464, 509
Jambon, exportations 498
Japon, commerce avec 456, 458, 460, 464, 467, 510
— population 92
Japonais, immigrés 169
Jarres, importations 488
Jasper, parc national 21
Jetées, construction 425
Jeunes délinquants 932
Joaillerie, exportations, importations 515-16
Jeunesse, formation, temps de guerre 704
Joliette, Qué., population 97
Jonquière, Qué., population 97
Jouets, production 378
Jour d'actions de grâce 996
Jour d'humbles prières et d'intercession 996
Jour national de prières 996
Journal, papier à, export., import 248, 471, 500
— production 248
Journalisme, articles et textes parus vii
Journaux, importations 484
Joyaux, commerce 545
Judiciaires, statistiques 918
Juges, nominations 995
Jus de fruits, importations 474
Justice, ministère, dépenses 764
—loi du 974
— publications 968
—— B.F.S 972
— statistiques judiciaires 918
— système judiciaire 41
Jute, importations 470, 480
— sacs de, production 374, 395, 401

PAGE

Kamloops, C.B., population 98
Kaolin, importations 488
Kapok, contrôle, temps de guerre 363
Keewatin, *superficie* 2, 75
Kenora, Ont., population 97
Kérosène, importations 490
Kingston, Ont., cale-sèche 627
— population 96
Kitchener, Ont., population 96
Kootenay, parc national 21

Labourage, premier, aide au (N.-E.) 193
Lacs 2
— St-François, canal du 631
— St-Louis, canaux du 631
Lachine, Qué., canal de 631
— population 97
Lainages, importations 470
— statistiques manufacturières 376
Laine et produits—
— blousses, peignés et bourre, importations 470
— bois (de), stat. manuf 376
— brute, importations 470
— déchets de, stat. manuf 376
— drap de, stat. manuf 375
— étoffe de, stat. manuf 386, 394-95, 400, 401
— *exportations, importations* 482, 498
— filés de, stat. manuf 376, 395, 401
— production, valeur 199, 212-13
Lait et produits—
— commerce 544
— *condensé*, stat. manuf 374
— consommation 219
— disparition domestique 221
— importations, exportations 480, 499
— industrie, 1871-1941 xvi
— production, valeur 199, 214-20, 372
— statistiques manufacturières 213-21, 374, 381
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
— temps de guerre 187
Laiton, contrôle en temps de guerre 283
— importations, exportations 488, 502
— production, stat. manuf. 378, 385-86, 394, 398, 400
Laminages, exportations 472, 502
— importations 470, 484
Lampes, électriques, stat. manuf 378
— incandescence (à) importations 488
Langue, française, publications 681-82
— immigrés (des) 156
— population (de la) 98
Lapin, peaux, production, importations 266, 267
Lattes, bois, exportations 500
— production 250
La Tuque, Qué., population 97
Lauzon, Qué., cale-sèche 627
— *population* 97
Législation, dépenses 764
— fédérale, 1940-42 996
— ouvrière 687
Législatures, corps législatifs 63
— pouvoirs 40
Légumes, commerce de détail 544
— conserves, stat. manuf 374, 385-86, 394-95, 398, 400, 401
— exportations 472, 494
— importations 470, 474
— production, valeur 199, 224
— statistiques manufacturières 381
— temps de guerre 189
Lennox, Fort, parc historique 23
Lèpre, division de la 903
Léproserie, hôpitaux 906
Lessive, savons, importations 492
Lessiveuses, exportations 502
Lethbridge, Alta, population 97
Lettonie, commerce avec 458, 460
Lévis, Qué., population 97
Levure, importations 476
Libérie, commerce avec 458, 460
Librairies, commerce de détail 545
Licenciés 900

PAGE

Liège, articles en, importations 484
— contrôle en temps de guerre 363
Lieutenants-gouverneurs 76, 81, 993
Lieux de naissance, parents 122
— population 94
Lignes, pêche, importations 482
— transmission, construction 431
Lignite, exportations, importations, prod. 312, 313
Lin, fibre de, production, valeur 199, 227
— graine de, exportations 496
—— importations 478
—— prix 228, 230
—— récolte, distribution 528
—— stocks de 208
—— superficie, rendement, valeur 202, 203–07, 227
— huile, stat. manuf 374
— importations 470, 480
— préparation du, stat. manuf 376
Lindsay, Ont., population 97
Lingerie, commerce de détail 545
— coton, importations 480
— laine, importations 482
— production, stat. manuf 372, 381
— soie, importations 482
Lingots, cuivre, exportations 472, 502
— fer, exportations, importations 484, 502
— non ferreux, importations 486
Lingue, prise 273, 274
Liqueurs, magasins de, commerce de détail 545
— production 371, 372
— statistiques manufacturières 380–81
Lithographie, stat. manuf 376, 395, 401
Lithopone, importations 490
Lithuanie, commerce avec 458, 460
Littérature, articles et textes parus vii
Livres, classe, exportations 500, 515–16
— importations 470, 484
— papier à, exportations 500
— production 371
— statistiques manufacturières 380–82
Lockouts 718
Logan, mûres de 222
Logement, aide fédérale, contrôle, t. de g. 420, 421
Lois, appliquées par les ministères fédéraux 973
— criminelles x, 918
— enquête sur les coalitions 564
— fédérales, 1940–42 996
— grains, recettes 763
— minières 280
— spiritueux, infractions 930
London, Ont., population 96
Longueuil, Qué., population 98
Lorne, cale-sèche, Lauzon, Qué 627
Louisbourg, forteresse de, parc historique 22
Loup, peaux, production 266
Loutre, peaux, production 266
Lubrifiants, exportations, importations 514, 516
Luzerne, prix 230
— superficie, rendement, valeur 203–07
Lybie, Egypte 1015
Lynx, nombre, peaux vendues, valeur 263, 264, 266, 267

Macaroni, production 374
Machines à coudre, importations, export. 486, 502
— agricoles, valeur 200
— à laver, importations 486
— importations, exportations 470, 502
— outils, contrôle, temps de guerre 360
— prix, nombres-indices 741
— statistiques manufacturières 376
Machinerie, assurance 882
— industrielle, production 382
— non agricole, exportations, importations 472, 486
— stat. manufacturières et industrielles 385–86, 394, 398, 400, 431
Mackenzie, territoire, superficie 2, 75
Madagascar, commerce avec 457, 460
Madère, commerce avec 458, 460
Madriers, exportations 251, 471, 500
Magasins, construction 425, 431
— détail et en chaîne 545

PAGE

Magasins, étalage de, accessoires, production 378
— fournitures de, commerce 545
— généraux, commerce de détail 544
— gros 541
— rayons (à) 544
Magasines, importations 484
Magnésie, sulfate de, production 288, 293
Magnésium, contrôle, temps de guerre 283
Magog, Qué., population 98
Main-d'œuvre agricole (guerre) problème 186
— marché de la, organisation, temps de guerre xxxviii
Maïs à grain, prix 230
— importations 474
— superficie, rendement, valeur 203–07
Maisons d'enseignement, inscriptions 889
— supérieur 896–900
Maisons de réforme 906
Maîtres ès arts 900
Maîtres de port 626
Maladie, assurance 882
—cœur, artères, prostate, premier âge, décès 136, 141
— estomac, mortalité infantile 141
— incurables, hôpitaux 906
Malais, immigrés 169
Malaisie, guerre 1019
Malden, Fort, parc historique 23
Malt, boissons, consommation 573
— dédouanées 774
— exportations 494
Malte, commerce avec 457, 459, 467
Malteries, statistiques manufacturières 374
Mandats-poste 676
Manganèse, ferro-, exportations 502
— minerai de, production 288, 292
— oxyde de, importations 488
Manille, chanvre de, contrôle, t. de g. 363
Manitoba—
— agriculture, fonds, valeur 200
—— grandes cultures 201, 205–06
—— lait, production laitière 216–17
—— ministère 195
—— prêts agricoles 192
—— production, valeur 199
— allocations aux mères 733
— commerce, gros et détail 514, 543
—— échanges interprovinciaux 526
—— faillites 575–76
— construction, contrats et permis 425, 427
— cours d'eau, dépenses pour 634
— crédit, syndicats de 559–60
— criminalité 920
— finances 796, 799
— forces hydrauliques et motrices 322–24, 331, 337–38
—— production 326
— forêts, ressources, réserves, parcs 233, 237
— fourrures 265
— hygiène 904
— instruction, mais. d'ens., inscriptions 890–92
— lieutenants-gouverneurs et ministères 78
— logement, aide fédérale 421
— manufactures 354–55, 374, 392–93, 397, 399–400, 407, 412–13
— mines, lois et règlements 281
—— métaux, production 300–09
—— production en général 292–95
— pêcheries 272
— pensions, vieillards, aveugles 730–32
— population xiv, 86, 88, 95
— production 178, 1023
— publications provinciales 988
— statistiques provinciales 118–152
— subsides et avances du fédéral 782–86
— superficie 2, 75, 88
—— terres 16
— travail, accidents, indemnisation 716
—— législation 688
— voirie, circulation, règlements 614
—— dépenses, dette fondée 618–19
—— grandes routes 615

PAGE

Manitoa, voirie, véhicules-moteur 616
Manufactures xviii, 352
— analyses générales 353
— articles et textes parus x
— capital 374–88
— cités et villes 415–19
— combustible dans les 350, 375–79
— construction de 431
— électricité et forces motrices, dans les 346–47, 375–79
— emploiement 374–88, 693
— établissements 374–88, 403–05
— expansion, influences de la guerre 359
— facilités 575
— faillites 576
— gain, salaires et gages 374–88, 398–403, 721
— heures de travail 721
— industries manufacturières 356–57, 384–86
— matières premières pour 375–88
—— importations 511
— outillage pour, production 372, 382
— production manufacturière 177, 358, 387–90, 1023
—— éléments de, temps de guerre 367
—— matériaux de 382
—— par groupe et industrie 372
—— par province 406–08
—— selon la composition et l'usage 371
—— valeur 176, 180–84, 375–88
—— produits, consommation 370
—— ouvrés, consommation, éléments spéciaux 367
— provinces (dans les) 354
— *publications*, B.F.S. 968
— situation, revue xlvii
— statistiques résumées 369
Manufacturiers, matériaux pour, production 372
—— exportations, importations 514–15
Maquereau, prise 272–74
Marbre, production 289
Marchandises, manutention dans les ports. 641–42
— commerce extérieur des 446
—— export. et import. principales 469
— trafic 526, 601
— transport, aide au, temps de guerre 190
Mariages et âge au 127
— historique du 105
— par province 149
— religion des époux 130
Marinades, importations, exportations 474, 494
Marine, construction navale et réparations 386, 394, 400
— articles pour construction navale, import. 488
— guerre xxix
— hôpitaux 903, 906
— marchande 629
—— commission canadienne de la 586
—— loi de la 622
— moteurs, importations 484
— produits d'origine, exp., import., prix 513, 742–43
—— production 383
— recettes 763
— Royale du Canada, population 95
Marins, hôpitaux de 903
Maritimes, Provinces, emploiement 690–91
— manufactures 408–09
— parcs 18
— production, branches 179
Maritimes, services de radio 664–65
— services généraux, dépenses 634
—— *opérations* du Gouvernement fédéral 627
Maroc, commerce avec 458, 460
Marques, bois 566–67
— commerce 565–67
Martre, exportations 233–64, 266–67, 496
Matelas, production 378
Matelots, embarqués et débarqués 628
Matériaux de construction, commerce 545
— production 289–91, 294–95, 318
— statistiques industrielles 277, 299
Matériaux de production, production 371
Matériel de guerre, fabrication 367
— roulant, chemins de fer 376, 385–86, 394, 398
Matières grasses, import., export 480, 498

PAGE

Matières premières, importations 511
— pour manufactures 375–88
Médecine, gradués en 899
— investigation médicale, division 903
— préparations médicinales, importations 490
—— production 378, 385–86, 395, 398, 401
Medicine Hat, Alta, population 97
Méditerranée, guerre 1014
Mélasses, importations 476
Ménage, articles, commerce 545
— exportations, importations 492, 515–16
— science ménagère, graduées 899
Ménages, population 99
Méningite, décès 135–36, 140
Mercure, production 288, 293
Mères, allocations aux 732
Merlan, prise 273
Merluche et brosmius, prise 273
Mésopotamie, commerce avec 458, 460
Messageries 610–612
— colis de, importations 492
Mesures, inspection des 568
— recettes 763
Métal blanc, alliages, production 378
— machines à travailler le, importations 486
Métalloïdes, consommation 370
— importations, exportations 468–69, 488, 504
— prix, nombres-indices 741
— production 177, 288, 290–91, 293, 316
— statistiques, industrielles 297–98
—— manufacturières 356–57, 371, 373–74, 392–93, 397, 399–400
Métallurgie, salaires et heures de travail 722
Métaux, extraction, heures de travail 721–22
— non ferreux, consommation 370
—— contrôle, temps de guerre 282–84, 360
—— exportations, importations 468–69, 486, 502
—— prix, nombres-indices 741
—— production 177, 371
—— réduction et affinage 378, 384–6, 394, 400
—— statistiques manuf. 356–57, 373–74, 392–93, 397, 400
— précieux, importations, exportations 488, 502
— production métallique 288, 290–93, 297–99
Météorologie et service de 24–25
— articles et textes parus viii
Métiers, salaires et heures de travail 721–23
Métiers et Travail, Congrès 708
Meubles, commerce 545
— importations 484
— production 376
— statistiques manufacturières 394, 398, 400
Meunerie, issues de, importations 470
— statistiques manufacturières 384–86, 394, 398, 400
Mexique, commerce avec 456, 458, 460, 464, 467, 509
Mica, production 288, 293, 298
Michigan, lac 2
Midland, Ont., population 97
Miel, exportations 498
— production 199, 227–28
Militaires, pensions, sources de dépenses 768
Mimico, Ont., population 97
Minerais, métalliques, importations 488
Minérales, eaux, production 374, 385–86, 394, 398, 400
Mines et minéraux 279
— argile et dérivés, production 289, 318
— articles d'origine minérale, prix, nombres-indices 742–43
— articles et textes parus x
— bâtiments de mines, construction 431
— combustibles 288, 310
—— utilisés dans les mines 350
— contrôle, métaux n. f., temps de guerre 282
— emploiement dans les mines 693
— étais de mines, production 242
— forces motrices, installations 346–47
— géologie et minéraux économiques 3, 279
— industries principales 296, 298
— lois et règlements 280
— machinerie, importations 486
— métalloïdes 288, 316
— métaux 288, 299

PAGE

Mines et minéraux, production minérale..xvi, 176–77, 180–84, 282, 286, 290–91, 1023
—— publications, B.F.S. 967
— produits d'origine minérale, exportations, importations 513
—— statistiques manufacturières 383
— situation, revue xlvii
— statistiques industrielles 295–99
— terrains miniers 279
— titres miniers, nombres-indices 751
Mines et Ressources, dépenses 764
— ministère, hôpitaux 906
—— lois 974
—— publications 979
—— service de radio 667
Ministère fédéral 63–64
Ministères fédéraux, lois appliqués par les 973
— publications 976
Ministères des provinces 76
Minoterie 533
— statistiques manuf.....374, 384–86, 394, 398, 400
Miquelon, Saint-Pierre et, commerce avec 457, 460
— représentant canadien 82
Mitaines, cuir, importations 478
— production et statistiques manuf.....372, 374, 376, 381, 395, 401
Mobilier, commerce de détail 545
Molybdénite, concentrés de, production.... 288, 292
Moncton, N.-B., population 97
Monnaie, change étranger 841
—Monnaie Royale 820
— pièces de, circulation 820
— prêteurs d'argent 851
— régime monétaire 813, 819
— réserves 823
Montréal, Qué., bassin de radoub 627
— emploiement 691
— manufactures 416
— population 96
— port 626
Montres, importations, exportations.....488, 515–16
Monuments historiques, commissions 994
Moose Jaw, Sask., population 96
Moquettes, statistiques manufacturières 374
Mortalité, différents pays 138
— générale 133
— infantile 129
—— causes 139
—— cités et villes, graphique 143
—— différents pays 144
— par cause 136
— par 100,000 habitants 136
— puerpérale 146
— villes canadiennes 137
Morts violentes, décès 136
Morue, exportations 496
— prise 272–73
Moscou, bataille de 1011
Moteurs, électriques, importations 488
— importations 484
— statistiques manufacturières 376
Motocyclettes, commerce 545
Mouchoirs, coton, lin, importations 480
Mouffette, peaux, production 263–64, 266
Moulages, argile, production 289
— statistiques manufacturières 376
Moulée, exportations 494
Moutons 208–10
— abattus 536
— consommation, exp., imp., production 538
— prix 229
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
— ventes 534–35
Muets, sourds- 99
Municipalités, dette 804
— hôpitaux 906
— nombre 802
Munitions 366
— exportations, importations 515–16
— fabrication 364
Munitions et Approvisionnements, ministère xxxv, 958

PAGE

Munitions et Approvisionnements, ministère, loi sur le 975
— publications 980
Mûres de Logan, production, mûriers 222, 223
Murray, canal 631
Musées 901
Musique, commerce de détail 545
— instruments, importations 492
—— production 378
Myopotame, production, peaux vendues 263, 264, 266

Naissances 93, 117
— fécondité 120
— illégitimité 125
— lieu de, population 94
— mortinatalité 126
— multiples 121
— natalité, divers pays 127
— parents, âge, lieu de natalité, origines 121, 122, 124
— par province 149
— prématurées, décès 141
— pays de, des époux 128
—— immigrés (des) 159
— sexe, par 118
Nanaimo, C.B., population 97
Natalité, taux, divers pays 127
Nationalité, immigrés 159
Naturalisations 950
— population 98
Naufrages 628
Navets, exportations 494
— prix 230
— superficie, rendement, valeur 203–07
Navigation 637
— aérienne, règlements 647
— lignes de, subventions 636
— saison de 624
Navires, entrés dans les ports canadiens 638–41
— importations, exportations 492, 504
— production manufacturière 371
— réparation de, temps de guerre 587
— statistiques manufacturières 380–82
— vapeur (à) heures de travail sur 721
Nécrologie 993
Nectarines, arbres de 223
Nelson, C.B., population 98
Némiskam, parc d'élevage 22
Néon, enseignes, production 378
Néphrite, décès 136
New Glasgow, N.-E., population 97
New Toronto, Ont. (Voir Toronto).
New Waterford, N.-E., population 97
New Westminster, C.B., population 97
Niagara Falls, Ont., population 97
Nicaragua, commerce avec 458, 460
Nickel, contrôle, temps de guerre 284
— importations, exportations 388, 502
— production 288, 290–92, 307
— statistiques industrielles 298
Nigérie, commerce avec 457, 459
Noir de carbone, importations 490
Noix, importations 474
Nombres-indices, emploiement 690
— obligations, rendement 751
— prix 739
— production minérale 291
— salaires 721
— valeurs mobilières 749
Nominations, commissaires 995
— diplomatiques 992
— judiciaires 995
— officielles 993
Non ferreux, articles divers, production 378
— métaux, consommation 370
—— contrôle, temps de guerre 282–84, 360
—— exportations, importations....468–69, 486, 502
—— prix, nombres-indices 741
—— production manufacturière 177, 371
—— réduction et affinage, stat. manuf.....378, 384–86, 394, 400
—— statistiques manuf.....356–57, 373–74, 392–93, 397, 398–4

PAGE

Nord-Ouest, Territoires du, administration 942
— commerce de détail 543
— cours d'eau 634
— criminalité 921
— forces hydrauliques 322-24
— fourrures, peaux vendues 265
— *lieutenants-gouverneurs* 81
— manufactures 374, 392-93, 397, 399-400
— pensions, aveugles 730-32
— population, superficie xiv, 2, 86-88
— production 1023
— statistiques vitales 152
— superficie 2, 17
— voirie, circulation, règlements 614
North Battleford, Sask., population 98
North Bay, Ont., population 97
North Sydney, N.-E., population 98
North Vancouver, C.B., population, (voir Vancouver).
— bassin flottant 627
Norvège, commerce avec 456, 458, 460, 467, 474, 509
— population 92
Nouveau-Brunswick—
— agriculture, fonds valeur 200
— lait, produits laitiers 216-17
— grandes cultures 201-204
— ministère 194
— prêts agricoles 192
— production, valeur 199
— commerce, gros et détail 541, 543
— échanges interprovinciaux 526
— *faillites* 575-76
— construction, contrats, permis 425-26
— cours d'eau 634
— crédit, syndicats 559-60
— criminalité 920
— finances 796, 799
— forces motrices, production, etc. 322-24, 326, 331, 333-34
— forêts, réserves et parcs, ressources 233, 237
— fourrures, peaux, production 265
— hygiène 904
— instruction, maisons d'enseignement, inscriptions 889-92
— lieutenants-gouverneurs et ministères 77
— logement, aide fédérale 421
— manufactures 354-55, 374, 392-93, 397, 399-400, 407-09
— mines, lois et règlements, production 281, 292-95
— pêcheries 272
— pensions, vieillesse et aveugles 730-32
— population xiv, 86, 88, 95
— production 178, 1023
— publications provinciales 983
— statistiques vitales 118-52
— subsides et avances du fédéral 782-86
— superficie 2, 75, 88
— terres 16
— travail, accidents, commission, indemnités 715
— législation 687
— voirie, circulation, règlements 613
— dépenses, dette fondée 618-19
— grandes routes 615
— véhicules-moteur 616
Nouveautés, commerce 544
Nouvelle-Ecosse—
— agriculture, fonds, valeur 200
— grandes cultures 201-04
— lait, produits laitiers 216-17
— ministère 193
— prêts agricoles 192
— production, valeur 199
— allocations aux mères 732
— commerce, gros et détail 541, 543
— *échange interprovinciaux* 526
— faillites 575-76
— construction, contrats, permis 425-26
— cours d'eau 634
— crédit, syndicats 559-60
— criminalité 920
— finances 796, 799

PAGE

Nouvelle-Ecosse, forces motrices 322-24, 331-33
— production 326
— forêts, ressources, réserves et parcs 233, 237
— fourrures, peaux, production 265
— hygiène 904
— instruction, mais. d'ens., inscriptions 889-92
— lieutenants-gouverneurs, ministères 76
— logement, aide fédérale 420-21
— manufactures 354-55, 374, 392-93, 397, 399-400, 407-09
— mines, lois et règlements 281
— production 292-95, 302-09
— pêcheries 272
— pensions, aveugles, *vieillards* 730-32
— population xiv, 86, 88, 95
— production 178, 1023
— publications provinciales 983
— statistiques vitales 118-52
— subsides et avances du fédéral 782-86
— superficie 2, 75, 88
— terres 16
— travail, accidents, indemnités 715
— législation 687
— voirie, circulation, règlements 613
— dépenses, dette fondée 618-19
— grandes routes 615
— véhicules-moteur 616
Nouvelle-Zélande, commerce avec 456-59, 464, 467, 510
— haut commissaire canadien 81
— guerre, restrictions commerciales 445
— population 92
Nuptialité 102
— certains pays 131
— graphiques 112-13
Nutrition, services de la 903

Obligations, rendement, nombres-indices, ventes 751, 853
Obstruction intestinale, décès 136, 141
Océanie, commerce avec 457, 460, 455, 457, 459, 464, 510
Occupations, immigrés 161
— population 99, 688
Œufs, exportations 498
— importations 480
— production, valeur 199, 211, 212
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
— temps de guerre 188
Oies 208, 210
Oignons, importations 474
Oiseaux migrateurs, traité des 20
Olive, huile d', importations 476
Ombrelles, stat. manuf. 378
Ontario, agriculture, fonds, valeur 200
— grandes cultures, sup., rend., valeur 201, 205
— lait, production laitière 216-17
— ministère 195
— prêts 192
— production, valeur 199
— allocations aux mères 733
— caisses d'épargnes, Penny Bank 839, 840
— commerce, gros et détail 541, 543
— échanges interprovinciaux 526
— faillites 575-76
— construction, contrats et permis 425-27
— cours d'eau, dépenses pour 634
— crédit, syndicats 559-60
— criminalité 920
— emploiement 690-91
— finances, actif, passif, dette 799
— recettes, dépenses 796
— forces hydrauliques et motrices 322-24, 331, 335-37
— production 326
— *forêts, ressources, réserves et parcs* 233, 237
— fourrures, peaux 265
— hygiène 904
— instruction, maisons d'ens., inscriptions 889-92
— lac 2
— lieutenants-gouverneurs et ministères 78
— logement, aide fédérale 421

PAGE

Ontario, manufactures 354-55, 374, 392-93, 397, 399-400, 407, 411-12
— mines, lois et règlements 281
—— métaux, production 300-09
—— production en général 292-95
— pêcheries 272
— pensions, vieillards, aveugles 730-32
— population xiv, 86, 95
— production 178, 179, 1023
— publications provinciales 985
— statistiques vitales 118, 149, 152
— subsides et avances du fédéral 782-86
— superficie 2, 75, 88
— terres 16
— travail, accidents, indemnisation 716
—— législation 687
— voirie, circulation, règlements 614
—— dépenses, dette fondée 618-19
—— grandes routes 615
—— véhicules-moteur 616
Or, classement, statistiques du commerce 449
— non monétaire, exportations 450
— production 288, 290-91, 292, 301-03
— réserves centrales 813
— statistiques industrielles 298
Or, Côte de l', commerce avec 457, 459, 463, 467
Oranges, importations 474
Organisation internationale du Travail, le Canada et 711
Orge, exportations 494
— prix 228, 230
— récolte, distribution 528
— stocks 208
— superficie, rendement, valeur 202
Orientaux, immigration 168
Origine raciale, immigrés 156
— parents 124
— population 94
Orillia, Ont., population 97
Orographie 2
Orphelinats 906
Os, importations 478
Oshawa, Ont., population 96
Ottawa, Ont., emploiement 691
— manufactures 418
— population 96
— rivière, canaux, trafic 643
Ouate, stat. manuf 374
Oublies, crème glacée, stat. manuf 374
Ours, peaux, production 266
Outillage, agricole, imp., exp 486, 502
— ferme, articles en métal pour, imp 488
— industriel, production 371, 380-81, 382
— producteurs, exportations, importations 514, 516
Outils, importations, exportations 486, 502
— machines-, contrôle en temps de guerre 360
— statistiques manuf 376, 386, 394-95, 398, 400, 401
Outremont, Qué., population 96
Ouvriers, chômage chez les 695
— salaires et heures de travail 721-23
— syndicats et unions 708-11
Owen Sound, Ont., population 97
Oxydes, importations 490
— cobalt, exportations 504
— fer, production 288, 293, 298
— manganèse, importations 488

Pacifique, guerre sur le 1016
Paiements internationaux, balance 517-19
— assurance (l') en ce qu'elle affecte la 884
Pain, production 374, 384-86, 394-95, 398, 400-01
Palestine, commerce avec 457-59, 467
Palladium, production 288, 292
Pamplemousses, importations 474
Panama, canal, trafic 645
— commerce avec 458, 460, 467
Papeterie, contrôleur de la, loi 974
— publications 978
Papeterie, outillage de, importations 486
— production 371, 382
Papier et produits—
— articles en, production 376, 395, 401

PAGE

Papier et produits, boîtes et sac, production 376, 385-86, 394-95, 398, 400-01
— consommation 370
— exportations, import 252, 468-70, 484, 492, 500
— industrie du 243, 248
—— temps de guerre 255
— journal (à), exportations 471
— prix, nombres-indices 741
— production et statistiques manufacturières 177, 246-48, 356-57, 371, 373-74, 376, 384-86, 392-95, 397, 399-401, 405-11, 414
Paquebots nationaux (Antilles) 629
Paraguay, commerce avec 458, 460
Paralysie, décès 136
Parapluies, statistiques manufacturières 378
Parcs 237
— construction 431
— élevage (d') 22
— historiques 19, 22
— nationaux, provinciaux 17, 23
— publications fédérales sur les 978
— recettes 763
Pardessus, étoffe à, importations 482
Parents, âge, lieu de naissance, origine 121, 122, 124
Parfumerie, importations 492
— production 378
Paris de courses 957
Parlement, bibliothèque 764
— 19ème, division et députés 69
—— 2ème session, législation 996
— fédéral 63
—— pouvoirs 39
— lois principales 973
— représentation canadienne 68
— sessions, durée 67
Parqueterie, bois dur à, production 376
Passages inférieurs, construction 431
Patates, importations 474
Pâtes à polissage, production 378
Patients externes, dispensaires pour 910
Paysage 23
Pays-Bas, commerce avec 458, 460, 464, 467, 509
— légation canadienne 82
— population 92
— représentation diplomatique 83
Pays étrangers, commerce extérieur de 15, 453
— commerce avec, restrictions, t. de g 446
Pays de Galles, population 92
Pays de naissance, époux 128
— immigrés 159
Peaux, animaux à fourrure, exp., imp., production, ventes 264, 267
— brutes, importations 470, 478
— exportations 496, 498
Plébiscite national 992
Pêche, outillage de 274
— lignes, importations 482
Pêcheries et produits, etc xvi, 268
— apprêtage du poisson 276
— articles et textes parus x
— assistance aux 268-69
— commerce du poisson 278
— dépenses pour les 764
— emploiement dans les 275
— exportations 496
— industrie moderne 271
— intérieures et maritimes 274-75
— lieux de pêche 268
— ministère, lois 974
—— publications du 977
— outillage 274
— poisson, prise, production 176, 180-84, 272-74, 276, 1023
— primes 270
— problèmes internationaux 270
— publications, B.F.S 967
— recettes 763
— recherches scientifiques 270
Pêches et pêcheurs 222-23
— pêches en boîte, importations 474
Pêcheurs, coopératives de 557
Pédagogie, gradués en 899

PAGE

Pédiatrie, hôpitaux 906
Peignés de laine, importations 470
— worsted, importations 482
Peintures, commerce 545
— exportations 504
— importations 470, 490
— statistiques manufacturières 378, 385–86
Pékan, peaux, production 263–64, 266
Pelée, Pointe, parc national 21
Pelleteries de renard, classement 262
Pellicules, exportations 504
Peluches, importations 482
Pembroke, Ont., population 97
Pénitenciers 906, 914, 918, 936–39
— recettes, dépenses 763–64
Penny Bank, Ontario 840
Pensions, anciens combattants 947
— aveugles, vieillards 730, 768
— guerre, militaires et civiles 768
— recettes 763
— législation, 1940–42 998
— police fédérale, recettes 763
Pensions et Santé Nationale, ministère, hôpitaux 906
— lois et publications 975, 981
Pépinières fruitières 223
Perche, prise 273–74
Perches de clôture, production 242
Permis de bâtir 423
— exportation, temps de guerre 441
— radio 661–62
Pérou, commerce avec 458, 460, 467, 474, 509
— relations tarifaires avec 436
Perse, agneau de, peaux, importations 267
— commerce avec 458, 460
Personne, attentats contre la, condamnations 922, 924, 934
Peterborough, Ont., population 96
Petite économie, caisses de 840
Petits prêts 851
Pétoncle, prise 273
Pétrole et dérivés, contrôle, t. de g 285
— importations, exportations 470, 490, 504
— production 288–93, 314–15
— statistiques industrielles et manufacturières 298, 384–86, 394, 398, 400
Pharmaciens 899
Pharmacies, commerce de détail 545
— préparations pharmaceutiques, production 378, 385–86, 395, 398, 401
Philippines, Iles, commerce avec 458, 460, 464, 467
— guerre 1021
Phosphate, exportations 504
— production 288, 293
Photographies, importations 484
Physiographie, régions 1, 9
Physiothérapie 899
Pièces, bois, production 242
— forgées, production 376
— monnaie (de), circulation 820
Piégeage, production 176–77, 180–84, 1023
Pièges, de pêche 274
Pierre et produits, importations, exportations 470, 472
— meulière, production 288, 293
— précieuse, importations 492
— production 289–91, 205, 320
Pigments, production 378, 385–86
Pilchard, prise 273
Pilotage 627
Pin, madriers et planches, exportations 500
Pipes, importations 492
— production 378
Piquets de clôture, production 242
Placage, feuilles de, importations 482
Placement, service de 695–96
— demandes de travail, emplois offerts 699
Placements, intérêts sur 767
Placers, lois et règlements 280
Plaines intérieures 11
Planches, carton, production 376
— exportations 251, 471, 500
— pulpe et fibre, exportations 500

PAGE

Plantes à fleurs 224
Plants fruitiers 223
— importations 476
Plaques de fer, importations 484
— métaux non ferreux, importations 485
Platine, platinides, exportations 472, 502
— production 288, 290–91, 293, 307
Plomb, importations, exportations 488, 502
— production 288, 290–92, 305–06
Plomb tétraéthylique, composé de, imp 492
Plomberie, commerce de détail 545
Plumes, artificielles 378
— exportations 504
— tiges (et) de, importations 478
Pneumonie, décès 136, 141
Poêles, importations 486
Poids, inspection 568
— recettes 763
Poils, exportations 498
— pour chapelier, importations 478
Pointe Pelée, parc national 21
Poires, importations 474
— production 222
Poiriers 223
Pois, prix 230
— superficie, rendement, valeur 203–07
Poisson, apprêtage du 176, 276
— commerce, exportations, importations 278, 471, 478, 496
— conserveries et sauriisseries 276–78
— conserves de, stat. manuf 385–86
— gris, prise 273
— huile de, importations, exportations 480, 498
— préparation et mise en boîte, stat. manuf. 374
— prise 272
— production manufacturière 372
— produits, valeur 271
— situation xlvi
— statistiques manufacturières 381
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
Poix, exportations 504
Police, fédérale, pensions 763
Policières, statistiques 935
Polioencéphalite, décès 135–36, 140
Poliomyélite, décès 135–36, 140
Polissage, crèmes et pâtes, production 378
Pologne, commerce avec 458, 460, 467
— population 92
Pommes, exportations 472, 494
— production 222
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
Pommes de terre, exportations 494, 496
— importations 474
— prix 230
— stocks 539
— superficie, rendement, valeur 202–07
Pommiers 223
— arrachage (N.-E.) 193
Pompes à moteur, importations 486
Ponceaux, construction 431
Ponts, construction 425, 431
Population xiv, 84
— accroissement naturel 148
— âge, état conjugal, sexe 93
— agricole 98
— articles et textes parus x
— aveugles, sourds-muets 99
— centres et densité 88
— cités et villes 96
— citoyenneté et naturalisation 98
— comté et division de recensement (par) 88
— croissance 86, 92–93
— divers pays 92
— Empire Britannique et univers 101
— enregistrement national 100
— estimations annuelles 99
— fréquentation scolaire, instruction 99
— habitations et ménages 99
— indienne 944–45
— langue de la 98
— lieux de naissance, origine raciale, religions 94

PAGE

Population, mouvement entre le Canada et les États-Unis 171
— occupations de la 99, 688
— publications, B.F.S. 963
— recensement, quinquennal des Provinces des Prairies 99
—— statistiques de recensement 86
— rurale et urbaine 94
— sexe 1024
Porcs 208–10
— abattus 536
— bacon (à), temps de guerre 187
— consommation, exportations, impor. 496, 537
— primes (N.-E.) 193
— prix 229
— production 537
— saumuré, importations 478
— stocks, entrepôts frigorifiques 539
— ventes 534–35
— viande de, exportations 498
Port Arthur, Ont., cale-sèche 627
— population 97
Port Colborne, Ont., population 97
Port-Royal, parc historique 22
Portage-la-Prairie, Man., population 97
Portefeuillistes, actions ordinaires de 749
Porte-monnaie, importations 492
Portes, exportations 500
— fabrication 376, 394, 398, 400
Porto-Rico, commerce avec 458, 460, 467
Ports, articles et textes parus x
— Conseil des Ports Nationaux 626
—— immobilisations administrées par 632
— construction 430–41
— dépenses pour les 634
— facilités des 626
— trafic des 646
Portugal, commerce avec 458, 460, 467
Postes xxii, 585
— administration 672
— aéroposte 677
— affranchissement 676
— bureaux de 672, 767
— colis postaux, importations 492
— lois 975
— mandats 676
— ministère, budget 675
—— caisses d'épargne du 839
—— publications 981
— recettes 763
Postes d'essence, commerce 545
— radio 660–62
—— construction 431
Post-gradués 900
Potasse et composés de potassium, import. 492
Poteaux, bois, exportations 500
— production 242
Poterie, production 289, 295, 299
Poudre de lait, stocks en entrepôts frigorifiques 539
Poules et poulets 208–10
Poutres, acier, statistiques manuf 376
Pouvoirs, parlement fédéral et législatures 39–40
Prairies, loup des, peaux, production 266
Prairies, Provinces des, emploiement 690–91
— manufactures 412–13
— production 179
— recensement des 99
Précipitation 24–25
Préface iii
Préférence, tarif de 463
Prélarts, commerce 545
Premier âge, maladies du 136
Premier Ministre, bureau 764
Préparations, alimentaires, production 374
— médicinales, importations 490
—— production 378, 385–86, 395, 398, 401
— végétales, production 372
Presse 679
Presses à imprimer, importations 486
Preston, Ont., population 98
Prêts, agricoles, commissions des 191–92, 994
— banques à charte 828–29

PAGE

Prêts, cies de xxii–xxiv, 847, 849
— logement (pour) 421
— petits, cies de 851
— provinces (aux) 782
Prêteurs d'argent 851
Prières, jour de 996
— livres de, importations 484
Primes, assurances 862–63
— blé (sur le) 770
— commerce 570
— porcs (N.-E.) 193
— recettes 763
Prince Albert, parc national 21
— population 97
Prince de Galles, parc historique 23
Prince Rupert, C.B., bassin flottant 627
— population 98
Priorité, actions de, indices 749
Prix 735
— agricoles, nombres-indices 186, 228–230
— articles et textes parus xi
— commission des prix et du commerce xxxvi
— coût de la vie 745
— gros 739
— plafond des 736
— publications, B.F.S. 971
— valeurs mobilières 749
Producteurs, coopératives de 553
— matières et outillage de, export., import 514–16
Production 173, 1023
— branches de la 174, 179
— denrées (graphique) 180
— distribution provinciale 177
— matériaux de, production manuf 371, 380–81
— per capita 179
— primaire et secondaire 175–76
— publications, B.F.S. 966
— valeur 176
Professions, appareils professionnels, production 378
Propriété, attentats contre, condamnations 912, 922, 924–25, 932
— personnelle, assurance 882
Prostate, décès 136
Provende, exportations, importations 514–15
— production 374
Provinces, années fiscales 796
— commerce entre 525
— finances des xxii, 799
— frontières, commission, nominations 994
— législatures, pouvoirs 40
— lieutenants-gouverneurs et ministères 76, 81
—— changements 993
— parcs provinciaux 23
— population 86–95
— production, branches de la 178–79
— publications 983
— statistiques vitales 117–52
— subsides et avances du fédéral 768, 782–86
— superficie 2, 16, 75
— terres publiques 942
Provinces Maritimes, parcs 18
— production, branches 179
Provinces des Prairies, grain, production 207
— recensement des 99
Prunes et pruneaux, importations 474
— production 222
Pruniers 223
Prussiate, statistiques manufacturières 376
Psychiatrie, hôpitaux de 906
Psychothérapie, institutions 906
Publications, B.F.S. 963
— canadiennes 679
— gouvernements provinciaux 983
— langue française 681
— ministères fédéraux 976
Publicité, articles de, export., import 514, 516
Puerpérales, causes, décès 136, 146
Pulpe, bois à, de bois, cons., exp., imp., production 176, 242–46, 471–72, 484, 500
— exportations 246
— industrie de la 243
—— statistiques 248

PAGE

Pulpe, industrie de la, temps de guerre.... 255
— planches de, exportations..... 500
— production..... 244
— statistiques manufacturières 376, 384-86, 394-95, 398, 400-01, 405, 409, 410-11, 414
Pulperies, production, valeur..... 176
Pulvérisation, préparations pour, import.... 490
Putois.....263-64, 266

Quais, construction..... 425
Quarantaine, division de la..... 903
— hôpitaux..... 906
Quartz, aurifère, stat. ind..... 298
— production, valeur et volume 288, 290-91, 293, 316
Québec, agriculture, fonds, valeur..... 200
—— grandes cultures, sup., rend., valeur 201, 204-05
—— lait, production laitière..... 216-17
—— ministère..... 194
—— prêts..... 192
—— production, valeur..... 199
— allocations aux mères..... 732
— commerce, gros et détail..... 541, 543
—— échanges interprovinciaux..... 526
—— faillites..... 575-76
— construction, contrats et permis..... 425, 426
— cours d'eau, dépenses pour..... 634
— crédit, syndicats..... 559-60
— criminalité..... 920
— emploiement..... 690-91
— finances, actif, passif, dette..... 799
—— recettes, dépenses..... 796
— forces hydrauliques et motrices.....322-24, 331, 334-35
—— production..... 326
— forêts, ressources, réserves et parcs..... 233, 237
— fourrures, peaux..... 265
— hygiène..... 904
— instruction, maisons d'ens., inscriptions. 889-92
— lieutenants-gouverneurs et ministères.... 77
— logement, aide fédérale..... 421
— manufactures 354-55, 374, 392-93, 397, 399-400, 407, 409-10
— mines, lois et règlements..... 281
—— métaux, production..... 300-09
—— production en général..... 292-95
— pêcheries..... 272
— pensions, vieillards, aveugles..... 730-32
— population.....xiv, 86, 95
— production.....178, 179, 1023
— publications provinciales..... 983
— statistiques vitales.....118, 149, 152
— subsides et avances du fédéral..... 782-86
— superficie.....2, 75, 88
—— terres..... 16
— travail, accidents, indemnisation..... 716
—— législation..... 687
—— salaires et heures, règlementation..... 727
— voirie, circulation, règlements..... 613
—— dépenses, dette fondée..... 618-19
—— grandes routes..... 615
—— véhicules-moteur..... 616
Québec (ville), emploiement..... 691
— manufactures..... 417
— population..... 96
— port de..... 626
Québracho, extrait de, importations..... 490
Quincaillerie, commerce..... 545
— statistiques manufacturières.....376, 386, 394-95, 398, 400, 401
Quotidiens, journaux..... 580

Rabotage, ateliers, stat. manuf. 386, 394, 398, 400
Races, origines, population..... 94
Radio, administration, dépenses, revenus.. 661
— articles et textes parus..... xi
— commerce..... 545
— écoles publiques..... 892
— étatisation..... 584-85
— interférence inductive, recherches et suppression..... 663
— permis de, recettes..... 661, 763

PAGE

Radio, postes, commerciaux..... 660, 668
—— construction..... 431
—— gouvernement fédéral et provinces... 663, 667
— tubes, importations..... 488
Radio-Canada, finances..... 671
— opérations..... 669
— postes..... 670
— programmes..... 671
— société, administration, nominations en 1941..... 668, 994
Radiotéléphonie, censure de temps de guerre, programmes, régie..... 668, 669
Radium, dérivés, production, valeur.....288, 290-91, 293, 308
Raffineries de sucre, stat. manuf.....374, 385-86
Rails, exportations, importations.....484, 514, 516
Raisins, importations..... 474
— production..... 222
Rapatriement, canadiens..... 169
Rapide Plat, canal..... 631
Rat musqué, nombre, valeur, peaux vendues.....263, 264, 266
— importations, exportations..... 267, 493
Raton laveur, nombre, valeur, peaux vendues.....263, 264, 266
Rayonne, importations..... 482
— statistiques manuf..... 394-95, 398, 400, 401
Rebuts, fer et acier, exportations..... 502
Recensement, 1941, stat. préliminaires..... 1024
— agriculture..... 198
— autrefois..... 84
— construction (de la)..... 428
— divisions-Ouest..... 91
— emploiement et chômage..... 688
— Provinces des Prairies..... 99
— publications, B.F.S..... 963
Recettes budgétaires, per capita..... 763, 770
— fédérales..... 762
— provinciales..... 795
— sources principales..... 771
Recherches..... 889, 901
— Conseil National de, nominations.....xliii, 994
—— publications..... 980
Récidivisme..... 927
Récipients, emballage et autres.....484, 492, 504, 514-16
Récoltes, distribution, entreposage, inspection..... 528
Reconsécration, semaine de..... 996
Recoupes, exportations..... 472, 494
Récréation, articles de, imp., prod....372, 382, 492
Réduction, métaux non ferreux.298, 384-86, 394, 400
Réforme, maisons de..... 906
Refuges..... 906
Refugiés, immigration..... 167
Régime français..... 36
— monétaire..... 813, 819
Regina, Sask., manufactures..... 419
— population..... 96
Régions forestières..... 232
— physiographiques..... 9
Règlements miniers..... 280
Réglisse, importations..... 476
Réhabilitation, agricole (N.-E.)..... 194
— personnes de 25 à 50 ans..... 703
Reich allemand, population..... 92
Relais..... 431
Relations fédérales-provinciales..... 992
Religions, époux..... 130
— population..... 94
Reliure, stat. manuf.376, 385-86, 394-95, 398, 400, 401
Remèdes, exportations, importations..... 515, 516
Renard, nombre, valeur, peaux vendues, exp., imp.....263, 264, 266, 267, 496
Renardières..... 257
Rendement des obligations, nombres-indices..... 751
Renfrew, Ont., population..... 98
Renseignements commerciaux, bulletin des 440
— office des..... 438
Rentes viagères, dépenses pour..... 764, 886
Réparations, navales, stat. manuf..... 394, 400
— production, valeur.....176, 177, 180-84, 1023

PAGE

Représentants canadiens à l'étranger 82
— étrangers au Canada 82, 83
Réserves, banque du Canada et banques à charte 823
— centrales d'or 813
— élevage 22
— forestières 237
Réservoirs, construction 431
— importations 486
Résidences, construction 425
Résine, importations 476
Responsabilité, assurance 856
Ressources, forestières 232
— Ministère des Mines et, dépenses 764
—— hôpitaux 906
—— lois 974
—— publications 978
— naturelles, articles et textes parus xi
—— législation, 1940–42 998
— terriennes 15
Restaurants, commerce de détail 545
— construction 431
Restrictions de temps de guerre, commerce 992
Revelstoke, Mont, parc national 21
Revenu, Dominion, sources 767
— impôt sur le, recettes 763, 775
— nation (de la) 807
— national, lois sur le 975
—— publications fédérales 980
Rhodésia du Sud, commerce avec, restrictions 445, 457, 459, 463, 467, 510
— population 92
Rhodium, production 288, 292
Rhum, importations 476
Richelieu, canal, trafic 643
Richesse, nation 807
Rideau, canal, trafic 631, 643
Rideaux, commerce de détail 545
Riding Mountain, parc national 21
Rimouski, Qué., population 98
Rivière-du-Loup, Qué., population 97
Rivières 2
— aménagement, stat. ind 430, 431, 634
Riz, importations 474
Rizeries, stat. manuf 374
Rognures, importations 492
Rondelles, importations 486
Roses, production 224
Rougeole, décès, mortalité infantile 135–36
Roumanie, commerce avec 458, 460
Route aérienne transcanadienne 646
Routes, aériennes, administration 647
— circulation, règlements provinciaux 612
— classification 614–15
— construction 430
— dépenses, dette fondée, revenu 617–20
— frais, construction, entretien 618
— matériaux, exportations, importations 514, 516
— trafic 620
— transport sur, finances ..... xx, 617
Royale Gendarmerie à Cheval 953
Royaume-Uni, commerce avec 444, 455–56, 457, 459, 460–62, 463–67, 474–93, 494, 509, 510 .....
— haut commissaire canadien et du R.-U. .. 81, 82
— population 92
Rubans de fer, importations 484
Ruches 208–10
Rues, construction 425, 430, 431
Russie, commerce avec 458, 460, 464
— population 92

Sable, d'amiante, exportations 504
— production 289–91, 295, 320
— siliceux, importations 490
— statistiques industrielles 299
Sacs, coton et jute, production 374, 395, 401
— papier, production 376, 385–86, 394–95, 398, 400-01
Saindoux, cons., exp., imp., production 498, 537–38
— stocks en entrepôts frigorifiques 539

PAGE

Salaires 720, 722
— chemins de fer 594
—contrôle, temps de guerre xxxviii
— équitables 685
— manufactures 374–88, 396, 398, 402
— minimums 724
— règlementation 723
Salaisons 536
—statistiques manuf. 374, 384–86, 394–95, 398, 400, 401
Salles à manger, commerce 545
— amusement, construction 431
Salvador, commerce avec 458, 460
Sandre, prise 273–74
Sandwich, Ont., population 97
Sans-fil, appareils, importations 488
— communications 659
Santé, conseil fédéral, nominations 994
Santé Nationale, ministère, hôpitaux 906
— Pensions (et), lois 975
— publications 981
— publique, activité fédérale 902–03
Sapin Douglas, exportations 500
Saponacés, production 378
Saponite, production 288
Sardines, exportations 496
— prise 272–73
Sardineries 276
Sarnia, Ont., population 97
Sarrasin, prix 230
— superficie, rendement, valeur 202
Saskatchewan—
— agriculture, fonds, valeur 200
—— grandes cultures, superficie, rend., val. 201, 206
—— lait, produits laitiers 216–17
—— ministère 196
—— prêts agricoles 192
—— production, valeur 199
— allocations aux mères 733
— commerce, gros et détail 541, 543
—— échanges interprovinciaux 526
—— faillites 575–76
— construction, contrats, permis 425, 427
— cours d'eau 634
— crédit, syndicats 559–60
— criminalité 920
— finances 796, 799
— forces hydrauliques 322–24, 331, 339–40
—— production 326
— forêts, ressources, réserves et parcs 233, 237
— fourrures, peaux, production 265
— hygiène 905
— instruction, maisons d'ens., inscriptions 890–92
— lieutenants-gouverneurs, ministères 79
— logement, aide fédérale 421
— manufactures 354, 355, 374, 392–93, 397, 399–400, 408, 412–13
— mines, lois et règlements 281
—— production 292–95, 300–09
— pêcheries 272
— pensions, vieillards et aveugles 730–32
— population ..... xiv, 86, 88, 95
— production 178, 1023
— publications provinciales 988
— statistiques vitales 118–152
— subsides et avances du fédéral 782–86
— superficie 2, 75, 88
—— terres 17
— travail, accidents, indemnités 717
—— législation 687
— voirie, circulation, règlements 614
—— dépenses, dette fondée 618–19
—— grandes routes et véhicules-moteur 615–16
Saskatoon, Sask., population 96
Sauces, importations, exportations 474, 494
Saucisse, boyaux à, importations, export .. 480, 498
— statistiques manufacturières 374
Sault-Ste-Marie, canal 631, 643
— population 96
Saumon, production, exportations 272–73, 496
— saumoneries 276
Saurisseries de poisson 276–78
Sauvage, produits d'origine, exp., imp 513
— statistiques manufacturières 383

PAGE

Savon, importations, exportations 492, 504
— graisse pour, importations 480
— statistiques manufacturières 378
Savonnerie, huile pour, importations 476
Scarlatine, décès 135, 136, 140
Sciage du bois 249
— temps de guerre 252
Sciences, appareils scientifiques, importations 492
— statistiques manufacturières 378
Sciences, appliquées, pures, gradués, maîtres ès 898, 900
— ménagères, graduées 899
— recherches scientifiques 901
— sociétés, articles et textes parus xi
Scieries, et produits des 250
— exportations, importations 514-15
— production, valeur 176
— salaires et heures de travail 721
— statistiques manufacturières 376, 384-86, 394, 390, 400, 405, 409-10, 412-14
Sécheresse 25
Secours, directs 770
— établissements de 703
Secrétaire d'Etat, lois 950, 975
— publications 981
Seigle, exportations 494
— prix 228, 230
— récolte, distribution 528
— stocks 208
— superficie, rendement, valeur 202
Sel, importations 490
— production 288, 290-91, 293, 298, 316-17
Sels, cobalt, exportations 504
— statistiques manufacturières 378
Sélénium, production 288, 203
Sellerie, importations 478
Semaine, de l'armée 996
— reconsécration (de) 996
Semelles, caoutchouc, exportations 484
Semence, graines de, importations, exportations 478, 496, 514-15
Semi-hebdomadaires, publications 680-81
Séminaires, gradués 900
Sénat 67, 754
Sénilité, décès 136
Sentences (criminalité) 920-21
Serges, importations 482
Service Civil 954
— commission, dépenses 764
—— publications 977
— loi du 973
Services, bienfaisance, gradués 899
— commerciaux, faillites 575-77
— emploiement dans les 693
— établissements de 541
— maritimes et par eau 634, 637
— Nationaux de guerre, ministère ..... xxxvi, 960
—— loi 975
—— *publications* 980
— outillage de service, produotion 372, 382
— prix des 748
— Sélectif National 701
— sociaux, coopératifs 558
— statistiques spéciales 548
Serviettes, lin, importations 480
Sessions du Parlement 61
Sexe, immigrés 156
— population 93, 1024
Shawinigan Falls, Qué., population 97
Sherbrooke, Qué., manufactures 417
— population 96
Siam (Thailand) commerce avec 458, 460
Sidérurgie, statistiques manufacturières 376, 398
Sierra Leone, commerce avec 457, 459
Silicon, ferro-, exportations 502
Sinistres maritimes 628-29
Sirop d'érable 224
Sirops, importations 476
Sismologie, articles et textes parus ..... xi, 15
Sites historiques 20
— commission, nominations 994
Situation économique, revue xliv

PAGE

Smith's Falls, Ont., population 97
Sociétés, aide à l'enfance 906
— éducationnelles et scientifiques xi
— fraternelles 875
— immigration juvénile 906
— Nations (des), le Canada et la 83
Sodium, composés, exportations 504
Soie, et produits, artificielle, imp 470
— brute, importations, exportations 470, 482, 498
— statistiques manuf 376, 394-95, 398, 400, 401
Soies animales, importations, exportations 478, 498
Soldats, établissement 949
Sole, prise 273
Sommiers, production 378
Son, exportations 472, 494
Sorel, Qué., population 97
Sorgho à balai, importations 478
Soudan britannique, commerce avec 457, 459
Soude, carbonate et sulfate de 288, 294
— composés de, exportations, importations 472, 492
Soufre, importations 490
— production 288, 290-91, 293, 317
Soulanges, canal de 631
Souliers de toile, exportations 494
Sourds-muets 99
Sous-ministres, nominations de 994
Soya, fève de, huile de, production 374
Spiritueux, consommation 573
— dédouanés 774
— lois, infractions 930
Sport, articles, importations 492
— production 378
St. Andrews, canal, trafic 643
Ste-Anne, écluse de 631
St-Boniface, Man., population 97
St. Catharines, Ont., population 96
Ste-Claire, lac 2
St-Domingue, commerce avec 456, 458, 460, 464
St-François-du-Lac, canal 631
St-Hyacinthe, Qué., population 97
St-Jean, Qué., population 97
St-Jérôme, Qué., population 97
St. John, N.-B., cale-sèche 627
— manufactures 417
— population 96
— port 626
St-Lambert, Qué., population 98
St-Laurent, basses terres du 8
— canal maritime, autres canaux 631, 643
— îles du, parc national 21
— population 98
St-Louis, lac, canaux du 631
St-Ours, écluse de 631
St-Pierre, canal 631, 643
St-Pierre et Miquelon, commerce avec 457, 460
— représentation canadienne 82
St-Thomas, Ont., population 97
Statistique, résumé xiii
— sources de la 962
— vitale ..... xiv, 102
—— décès 132
—— divorces 131
—— mariages 127
—— naissances 117
Statues, production 378
Stéatite, production 294
— statistiques industrielles 298
Stencils, production 378
Stéréotype, statistiques manufacturières 376
Straits Settlements, commerce avec 455-56-57, 459, 464, 467, 510
Stratford, Ont., population 97
Structure générale, construction 425
Stylographes, production 378
Subsides, chemins de fer 597
— provinces 768, 782
Substances adhésives, production 378
— végétales, consommation 370
—— exportations, importations 468-69, 474, 494
—— prix, nombres-indices 741
—— production 177, 371
—— statistiques manuf 356-57, 373-74, 392-93, 397, 399-400

PAGE

Subventions spéciales aux provinces 783
Succession, droits de 798
Sucre et produits, betterave 225
— érable 224
— importations, exportations 470, 494
— raffineries, statistiques manuf. 374, 381, 385–86
Sud-Africaine, Union, commerce avec 456
Sudbury, Ont., population 97
Suède, commerce 458–60, 464, 467, 509
— population 92
Suffrages, élections générales 74
Suicides 136
Suif, exportations 498
Suisse, commerce avec 456, 458, 460, 464, 467, 509
Sulfate, alumine, importations 492
— ammoniaque, exportations 504
— magnésie, production 288, 293
— soude, production 288, 294
Superficie du Canada 1
— Empire Britannique et univers 101
— grandes cultures 1025
— provinces, densité de la population 88
Supérieur, lac 2
Syndicats ouvriers 708
Sydney, N.-E., population 96
Sydney Mines, N.-E., population 97
Sydney, North, N.-E., population 98
Syénite éléolithique, production 288, 293, 298
Sylviculture 240
Syndicats, crédit 558
— étiquettes de 567
— ouvriers 708
Syphilis, décès 140
Syrie, bataille de 1016
— commerce avec 458, 460
Système bancaire 813

Tabac, comptoirs à, commerce 225–26, 545
— dédouané 773, 774
— exportations, importations 478, 496, 514–15
— préparation et empaquetage 374, 395, 401
— prix, nombres-indices 741
— production 199, 371, 372
— statistiques manuf. 380–81, 385–86, 395, 398, 401
Table des matières v
Talc, production, stat. ind 288, 294, 298
Talons, caoutchouc, exportations 494
Tannage, substances de, importations 470, 490
Tanneries, stat. manuf 374, 394, 400
Tapis, commerce de détail 545
— importations 470, 482
— statistiques manufacturières 374
Tarif, commission du 958
— évolution 433
— préférentiel 463
Taureaux, prix, ventes 229, 535
Taxation, législation, 1940–42 997
— revenu 766
— système, modifications 758
Taxes, corporations 798
— fédérales, recettes 763
— gazoline, recettes 797
— guerre, accise, source de revenu 767, 774, 781
— revenu provenant des, recettes 770, 772
Tay, canal 631
Tchécoslovaquie, commerce avec 457, 459
Teintures, importations, production 376, 470, 490
Télégraphe, compagnies 654, 655
— construction, dépenses 429, 431
— poteaux, exportations 500
Téléphone, appareils en usage, imp. 488, 656, 657
— appels 658
— construction, dépenses 429, 431
— poteaux, exportations 500
— salaires et heures de travail 721
Tellure, production 288, 293
Température au Canada, facteurs 24
Tentes, stat. manuf 374
Térébenthine, esprit de, importations 478
Terrains miniers, administration 279
Terre, produits de la, stat. manuf 383
— superficie 2

PAGE

Terre-Neuve, commerce avec 456, 457, 459, 464, 467, 509
— haut commissaire canadien 82
Terres, agricoles, valeur 200
— basses, baie d'Hudson 11
— St-Laurent 8
— boisées sous le contrôle fédéral 237
— domaniales, recettes 763, 940
— Indiens (des) 946
— octroyées aux chemins de fer 596
— publications fédérales 979
— publiques, Dominion, provinces 941, 942
— ressources 15
— superficie 16
Territoires du Nord-Ouest, administration 942
— commerce 543
— cours d'eau, dépenses 634
— criminalité 921
— forces hydrauliques 322–24
— fourrure, peaux 265
— lieutenants-gouverneurs 81
— manufactures 374, 397, 399–400
— pensions, vieillards, aveugles 730–32
— population xiv, 86–88, 95
— production 1023
— statistiques vitales 152
— superficie, terres 2, 17
— voirie, circulation, règlements 614
Textes parus vii
Textiles, consommation 370
— contrôle en temps de guerre 363
— exportations, importations 468–69, 480, 498, 514–15
— machinerie, importations 486
— prix 741
— production 177, 356–57, 371
— teinture et finissage, stat. manuf 376
— statistiques manuf. 373, 374, 385–86, 392–93, 397, 399–400
Thaïland (Siam), commerce avec 458, 460
Thé, importations 470, 476
— statistiques manufacturières 374, 385–86, 395, 401
Théâtres, construction 425, 431
Théologie, gradués 900
Thérapie professionnelle 899
Thetford Mines, Qué., population 97
Thrombose, décès 136
Tiges de fer, importations 484
Timmins, Ont., population 97
Tir, champs de, recettes 763
Tissus, automobiles (pour), stat. manuf. 378
— commerce de détail 544
— consommation 370
— coton, importations 480
— statistiques manuf. 376, 385–86, 394–95, 398, 400, 401, 412
— gants et mitaines de, stat. manuf 376
— lin, chanvre et jute, importations 480
— pièces pour teinture, importations 482
— prix 741
— production, stat. manuf. 371, 373, 374, 392–93, 397, 399–400
Titanium, minerai de, production 288, 293
Tobago, commerce avec 456, 457, 459, 464, 509
Toile, cirée, importations 482
— fil de, importations 480
— souliers, exportations 494
Toilette, préparations, stat. manuf 395, 401
— savons de, importations 492
Toiture, matériaux de, commerce de détail 545
— papier, stat. manuf 376
— tuile à, production 294
Tôlerie, stat. manuf 376, 385–86, 394–95, 398, 400, 401
Tomates, importations 474
Tonnellerie, stat. manuf 376
Toronto, Ont., emploiement 691
— manufactures 416
— population 96, 97
Tourbe, production 288, 293
Touries, importations 488
Tourisme, automobiles, imp., exp 486, 502
— dépenses des touristes 520–22
Tournage du bois, stat. manuf 376

PAGE

Tourteaux oléagineux, importations 476
Tracteurs de ferme, importations 486
Trafic, aérien 652–53
— chemins de fer 601
— eau (par) 637
— marchandises 526
— routier 620
Trail, C.B., population 97
Traineaux, stat. manuf 376
Traité, oiseaux migrateurs 20
Tramways électriques, const., dépenses xx, 429, 431
— finances 608
— matériel 607
— salaires et heures de travail 721, 722
— trafic 609
Transatlantique, service aérien 646
Transcanadienne, route aérienne 646
Transformateurs, importations 488
Transit, intérieur et extérieur, assurance 882
Transmission, lignes de, construction 431
Transports et communications 582
— aériens, civils 646
— aide aux, temps de guerre 190
— articles et textes parus xii
— chemins de fer 589
— Commission des, nominations, publications 584, 977, 994
— communications, par fil et sans fil 654, 659
— contrôle du gouvernement sur les moyens de 583–84
— — en temps de guerre 586
— cours d'eau 622
— eau (par) xxii
— emploiement 67g
— législation, 1940–42 976, 998
— maritimes, subventions 623, 636
— matériaux de, exp., imp 514, 516
— ministère, publications, service de radio 664, 982
— postes 672
— presse 679
— publications, B.F.S 971
— routier, finances, routes et véhicules xx, 612, 614, 617
— situation, revue xlviii
— temps de guerre 588
Travail 683
— accidents, compensation 711
— allocations aux mères 732
— articles et textes parus xii
— assurance-chômage, service de placement 696
— conflits industriels 718
— demandes de 699
— emploiement et chômage 688
— façon (à) et réparations, production 176, 177, 180–84, 704, 1023
— Gouvernement et le 683
— heures de, manufactures 391–95, 720
— législation, 1940–42 687, 997
— loi d'enquête en matière de différends industriels 684
— ministères, fédéral, dépenses, lois 683, 764, 974
— — provinciaux 686
— — publications 978
— — salaires équitables 685
— organisation internationale, le Canada et l' 711
— pensions, vieillards, aveugles 730
— population active, occupations 720
— règlementation, temps de guerre xxxvii
— salaires et heures de travail 723
— syndicats ouvriers 708
Travailleurs catholiques, confédération 709
Travaux de génie, construction 425
Travaux Publics, administration 943
— lois 975
— ministère, services de la radio 667
— publications 981
— recettes 763
— sources de dépenses 768
Traverses, chemins de fer, prod., exp., imp 176, 242, 482, 500
Tréfilerie, stat. manuf 376, 394, 398, 400
Trèfle, graine de, exp., prod 193, 496
— foin (et), prix, sup., rend., valeur 202, 203–07, 230
Tremblement de terre, assurance 882
Trent, canal, trafic 631, 643
Trenton, Ont., population 98
Trésor, billets du 790
Tricots, prod. et stat. manufacturières 372, 376, 382, 385–86, 394–95, 398, 400, 401, 405, 409–10, 412
Tringles, métaux non ferreux, importations 486
Trinidad, commerce avec 456, 457, 459, 464, 509
Tripoli, importations de 458
Trois-Rivières, Qué., manufactures 417
— population 96
— port de 626
Truite, prise 272–74
Truro, N.-E., population 97
Tubes, fer, importations, exportations 484, 502
— radio, importations 488
Tuberculeux, institutions pour 911
Tuberculose, décès, mortalité infantile 135–36, 140
Tuile, production, stat. ind 289, 294, 299, 319
Tullibee, prise 273–74
Tungstène, concentrés de, production 288, 292
— contrôle en temps de guerre 284
Turbot, prise 273
Turquie, commerce avec 458, 464, 467
Tuyaux, argile, production 295
— égouts, production 289, 299
— exportations 502
— importations 484
Tweeds, importations 482
Typhoïde, fièvre, décès 135–36
Typographie commerciale, stat. manuf 376

Union coopérative du Canada 553
Union Sud-Africaine, commerce avec 456
— haut commissaire de l' 83
— population 92
— restrictions sur le commerce extérieur 445
Unions ouvrières 708
Univers, superficie, population 101
Universités 889
— finances 897
— gradués 898
Uranium, et dérivés, production 288, 290–91, 293, 308
U.R.S.S., commerce avec 458, 460, 464
Uruguay, commerce avec 458, 460
Usines centrales électriques 325
— communalisation 330
— construction 430–31
— électricité générée 326
— outillage 328
— production 329
— publiques, privées 330, 341
— service fermier 329
— statistiques 327
Usines, salaires et heures de travail dans les 721–23
Ustensiles, importations 486
— statistiques manufacturières 373
Utilités publiques, publications, B.F.S 971

Vaches sur les fermes 208–10
— prix 229
— ventes 535
Vadrouilles, stat. manuf 378
Vaisseaux, entrés dans les ports canadiens 638–41
— importations, exportations 492, 504
— pêche (de) 274
Valeurs mobilières, nombres-indices 749
Valleyfield, Qué., population 97
Valves, importations 486
Vancouver, C.B., emploiement 691
— manufactures 416
—North, bassin flottant 626
— — population 97
— population 96
— port 626
Veaux abattus 536
— prix 229

PAGE

Veaux abattus, stocks, entrepôts frigorifiques 539
— ventes 534, 535
— viande, cons., exp., imp., production 537
Véhicules, importations, exportations 492, 505
— moteur, commerce 542
—— contrôle, temps de guerre 359
—— enregistrés 615
—— guerre (de), fabrication 365
—— règlements provinciaux 612
—— ventes et financement 548–49
— routes et 614
— statistiques manufacturières 371, 380–82
Velours, coton et soie, importations 480, 482
Velvetine, importations 480
Venezuela, commerce avec 456, 458, 460, 464, 467, 509
Ventes, détail 544, 547–48
— gros 542
— obligations 853
— taxe de 763
Verdun, Qué., population 96
Vermicelle, production 374
Vernis, importations, exportations 470, 490, 504
— production 378, 385–86
Verre et verrerie, importations 470, 488, 490
Vêtements, commerce 545
— coton, laine et soie, imp., exp 480–82, 514–16
— huilés et imperméabilisés, production 376
— production 371–72, 380–81
Vétérans, Bureau des 948
— hôpitaux 906
Vétérinaire, science, gradués 899
Viande, consommation 537
— exportations, importations 471, 478, 498, 537
— production 372, 381, 537
Vices de conformation congénitaux, décès 136, 141
Victoria, C.B., population 96
— infirmières, Ordre 914
Victoriaville, Qué., population 98
Vie, assurance, cies, finances xxiv, 867–68, 872
— en vigueur 877
— grand total 880
— mortalité 872
— primes 871
— progrès 870
— sociétés fraternelles 875
Vie, coût de la 745
Vieillards, pensions 730, 768
Vierges, Iles, commerce avec 458, 460
Vignes et ceps 223–24
— importations 476
Villages, nombre 802
Villes, manufactures, dans les 418–19
— mortalité infantile 143
— nombre 802
— population des 96
Vin, consommation 573
— importations 476
— production 374
Vison, élevage 262–63
— importations, exportations 267, 496
— peaux, production 264–66
Vitres, commerce 545
—importations 488
Voies, ferrées, millage 590
— navigables, dépenses et revenus 632

PAGE

Voiles, production 374
Voirie 614
— dépenses, dette fondée 617–20
— grandes routes 615
—— trafic sur 620
Voitures de tourisme, importations 486
— ventes 549
Voitures, production 376
Volailles xvi, 208–10–11–12
— exportations 498
— production, valeur 199
— stocks, entrepôts 539
— temps de guerre, contrôle 188
Votants et votes 69
Voyageurs, trafic- 601
— temps de guerre, contrôle 589

Wagons et pièces, imp., stat. manuf. 376, 486
Walkerville, Ont., population 97
Waterloo, Ont., population 97
Waterton, lacs, parc national 20
Welland, Ont., canaux, trafic 631, 643
— population 97
Wellington, fort, parc historique 23
Westmount, Qué., population 96
Whisky, exportations, importations 472, 476, 494
Williamsburg, canal 631
Windsor, Ont., emploiement 691
— manufactures 416
— population 96
Windsor Est, Ont., population 97
Winnipeg, Man., emploiement 691
— manufactures 416
— population 96
Woodstock, Ont., population 97
Worsted, peignés de, importations 482

Yarmouth, N.-E., population 97
Yoho, parc national 20
Yougoslavie, commerce avec 458, 460
Yukon, administration 942
— commerce de détail 543
— commissaires du 80
— cours d'eau, dépenses pour 634
— criminalité 921
— forces hydrauliques 322–24
—— motrices, communalisation 331
— fourrures, peaux vendues 265
— manufactures 354–55, 374, 392–93, 397, 399–400
— mines, métaux, production 292–95, 300–09
— pêcheries 272
— population xiv, 86–88, 95
— production, valeur 178, 1023
— statistiques vitales 152
— superficie 17, 75
— voirie, circulation, règlements 614
—— *véhicules-moteur* 616

Zinc, blanc de, importations 490
— contrôle en temps de guerre 284
— exportations 504
— importations 488
— production, valeur, volume 288, 290–92, 310